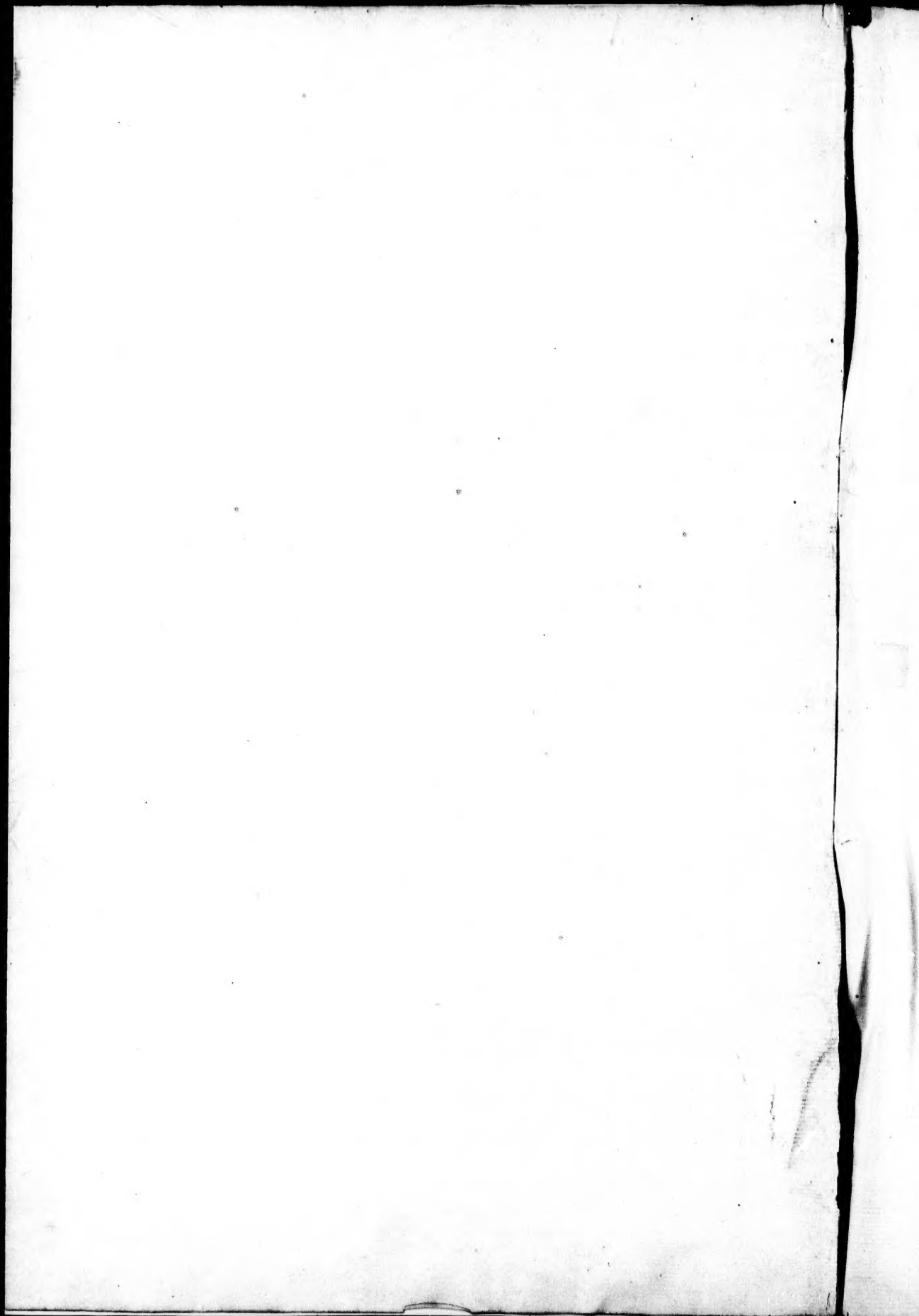




PRÉCIS
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE,
ou
TABLE RAISONNÉE.

P R É C I S

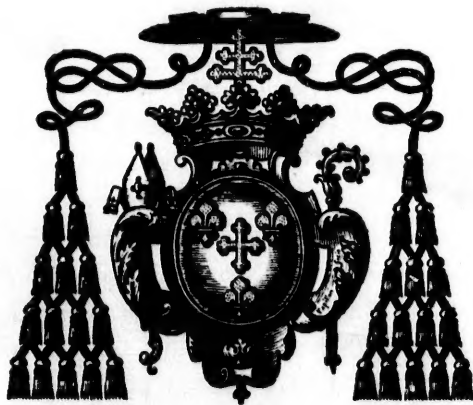
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

TABL. R A S S O N N É E

P R É C I S
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE,
O U
TABLE RAISONNÉE
DES MATIERES CONTENUES
D A N S
LA NOUVELLE COLLECTION
DES PROCÈS-VERBAUX
DES ASSEMBLÉES-GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES
DU CLERGÉ DE FRANCE,

Avec une indication des Articles portés dans cette Table générale.

Ouvrage autorisé par les Assemblées de 1770, 1772, 1775, & imprimé
par ordre du Clergé.



A P A R I S,

De l'Imprimerie de *GUILLAUME DESPREZ*, Imprimeur ordinaire
du Roi & du Clergé de France, rue Saint-Jacques.

M. DCC. LXXX.
AVEC PRIVILEGE DU ROI.

AVFC PRINTER DU ROI



P R É F A C E.

L Es Procès-Verbaux des Assemblées-Générales du Clergé de France sont des monuments authentiques, où se trouvent consignés les Décisions de l'Eglise Gallicane sur le Dogme & la Morale, ses Réglemens sur la Réformation & la Discipline : on y découvre les maximes qui établissent ses libertés, les principes du Droit-Public-Ecclesiastique-François, & la forme de l'administration qui régit les biens temporels, soit du Clergé-Général, soit des Diocèses particuliers du Royaume.

Ce précieux Recueil n'étoit pas aussi connu dans son état primitif, qu'il devoit l'être, tandis que l'on consultoit beaucoup les Mémoires du Clergé : c'est que le premier siecle de ces Actes n'étoit presque composé que de Manuscrits peu corrects, ou de quelques Imprimés rares & chers : d'ailleurs, la multiplicité des Volumes, la distribution des matieres, suivant l'ordre des séances de chaque Assemblée, & le défaut de Tables, en rendoient la recherche très-laborieuse.

Le Clergé assemblé en l'année 1762, désirant répandre & faciliter la connoissance de ses Procès-Verbaux, ordonna qu'il en seroit fait une nouvelle édition méthodique, où l'on rédigeroit par ordre de matieres, tout ce qui a été proposé & résolu dans chacune des Assemblées, en rapprochant les objets éloignés, & ne supprimant du texte que les redites, que l'intervalle d'une Assemblée à l'autre, sur le même sujet, avoit exigées dans l'édition premiere. Chaque Procès-Verbal ainsi refondu séparément, & divisé en différens paragraphes, ne devoit rien perdre de son authenticité ou de son intégrité, sous cette nouvelle forme, qui ne differe de l'ancienne, que par l'ordre des matieres substitué à celui des séances.

Tel est le plan que l'on a suivi dans la nouvelle Collection des
Table de la Coll. des P. V.

Procès-Verbaux des Assemblées du Clergé, qui, composant autrefois près de soixante-dix volumes *in-folio*, sont contenus aujourd'hui en huit volumes du même format.

Il se présentait un autre plan, qui consiste à faire un extrait, ou relevé général & sommaire de tous ces Actes comparés ensemble, dans lequel se trouveroit réuni, sous un seul titre, tout ce qui a été dit & délibéré sur la même matière, depuis l'origine des Procès-Verbaux jusqu'à nos jours, de sorte que l'on auroit en un volume le Précis de la Collection entière; mais ce second projet n'a dû être exécuté qu'après le premier. La rédaction de tous les Procès-Verbaux particuliers, étoit l'unique base sur laquelle on pouvoit élever l'Ouvrage, eu égard à l'état & à la forme de l'ancien Recueil, que le Lecteur eût difficilement consulté, dans les cas où il auroit voulu recourir à la source: c'est pourquoi l'on a d'abord entrepris de publier la nouvelle Collection, rédigée suivant le plan adopté par le Clergé en 1762. L'Assemblée de 1770 a ensuite ordonné l'exécution du second plan, pour donner à cette Collection toute l'utilité possible, & elle a arrêté, qu'*aussi-tôt après la confection de l'Ouvrage, il seroit fait une Table raisonnée, indicative de toutes les matières qui y seront traitées; en observant de rassembler sous les mêmes titres & les différents chiffres, tout ce qui regarde la même matière.*

Collection des
Procès-Verbaux,
T. VIII, p. 1904.

C'est cette Table raisonnée, ou Précis de la Collection des Procès-Verbaux, en forme de Dictionnaire, que l'on présente au Public.

Le Clergé, convaincu du peu d'usage qu'on pouvoit faire d'un Recueil aussi précieux que celui de ses Procès-Verbaux, sans le secours de quelques Tables, s'étoit précédemment occupé de cet objet important, dans plusieurs de ses Assemblées. Des Tables particulières pour chaque Assemblée, ont été le premier objet de ses soins: l'Assemblée de 1660 nous fournit la première délibération en ce genre: les Assemblées de 1680, de 1723, de 1725, de 1726 & de 1735, ont pris des mesures pour la continuation de ces mêmes Tables, & depuis, chaque Procès-Verbal a été publié avec la sienne; mais chacune de ces Tables se trouvant restreinte aux matières d'une seule Assemblée, il devenoit nécessaire de les parcourir toutes, pour avoir, sur chaque matière, l'ensemble de toutes les délibérations.

Il a donc fallu en venir à la composition d'une Table générale, qui

réunit tout ce qui se trouve dans les différents Procès-Verbaux, sur le même sujet. L'Assemblée de 1700 en chargea le sieur Damicourt; il ne paroît pas qu'il s'en soit acquitté : celle de 1705 ordonna aux Agents d'y faire travailler; ils reçurent le même ordre de l'Assemblée de 1710 : M. l'Abbé Targui s'offrit à cette dernière Assemblée pour ce travail; son offre fut acceptée : l'Assemblée de 1715 le pressa de remettre au plutôt cette Table; mais la chose en est restée là, & l'effet n'a point suivi les vœux & les ordres du Clergé.

Enfin, M. Bouquet présenta à l'Assemblée de 1755 une Table générale. D'après le rapport des Commissaires chargés de l'examen, il eut ordre de la revoir & de la corriger : il la présenta de nouveau plus correcte & plus étendue à l'Assemblée de 1760. Le Clergé ne jugea pas à propos de la faire imprimer : elle est restée en manuscrit aux Archives. Cette Table est très-sommaire, ne faisant qu'indiquer les objets, & cependant elle forme six à sept gros volumes *in-4^o* : ce qui la rend si volumineuse, ce n'est pas tant l'étendue des matières qui n'y sont que présentées, que l'assemblage d'une infinité de noms & de petits articles qu'il importe très-peu de connoître.

Dans la Table qui est ici proposée, l'on part d'un principe tout contraire : on s'y attache beaucoup plus aux choses qu'aux noms : on évite également l'un & l'autre défaut de sécheresse & d'inutilité. On a cru se conformer en cela aux vues de l'Assemblée de 1770, qui a prescrit la composition de cet Ouvrage.

Cette Assemblée, par sa délibération qu'on vient de rapporter; paroît s'être proposée deux choses : premièrement, de suppléer, en quelque sorte, par cette Table, la Collection même, en offrant à ceux qui n'auroient pas cette Collection, ou qui ne voudroient pas y recourir, la substance, le résultat de tout ce qu'elle contient, avec plus d'étendue; & en second lieu, de rendre, par la forme qui lui seroit donnée, la nouvelle Collection d'un usage plus facile pour ceux qui la possèdent, quand ils voudront s'instruire dans la source même.

Pour remplir le premier dessein, on ne s'est pas borné à une Table ordinaire : on s'est attaché, en suivant toujours l'ordre alphabétique; à donner un Précis des matières, qui conserve ce qu'il y a d'essentiel sur chaque chose; à rassembler, sous un même titre, tout ce qui se trouve épars, sur la même matière; dans les différents Procès-Verbaux;

à traiter chaque matière méthodiquement, & la diviser, quand elle se trouve de quelque étendue, en paragraphes, & le paragraphe en plusieurs numéros, suivant la nature & l'ordre des idées partielles qu'elle embrasse.

Mais en donnant à cet Ouvrage la forme d'un *Précis* ou *Abrégé* méthodique, on n'a rien négligé de ce qui peut le rendre utile comme *Table* ou *Dictionnaire*, conformément à la seconde vue que le Clergé s'est proposée, savoir, de faciliter l'usage de la nouvelle Collection.

Pour remplir cet objet, l'on a suivi, dans l'exposition des matières, l'ordre alphabétique : on y cite, avec la plus grande exactitude, les volumes & les pages de la Collection, où elles se trouvent plus développées. Comme plusieurs choses ont rapport à divers articles, on n'a traité dans chacun d'eux, que celles qui touchent immédiatement l'objet principal, en renvoyant aux autres articles tout ce qui n'auroit avec lui que des liaisons éloignées ; mais on les a rapprochés mutuellement par un mot de réclame, qui rend le fil de l'analogie plus sensible. Cette méthode a l'avantage d'éclaircir l'objet dont il est question : elle rappelle les principes qui lui sont communs avec d'autres ; elle entrelace la branche au tronc, & donne au tout cette unité si favorable au développement des connoissances.

De cette multitude de rapports d'un objet à plusieurs autres, il peut arriver, que, lorsqu'il se présente une matière dont on veut savoir ce qui en est dit dans les Procès-Verbaux, on la cherche sous différents mots : pour éviter au Lecteur des recherches inutiles, & faire en sorte que sa première recherche ne soit pas vaine, on s'est appliqué à multiplier les renvois. Par cette méthode, à tel endroit qu'on cherche l'article, si effectivement il y a un rapport quelconque, on le trouvera, ou exposé, ou du moins indiqué par un renvoi.

Quant aux renvois, pour en faciliter l'usage, & mettre le Lecteur en état de trouver promptement ce qu'il cherche, on indique, lorsque l'article auquel on renvoie, a quelque étendue, ou le paragraphe, ou le numéro, ou l'année de l'Assemblée qui en a traité.

Dans la composition de cette Table, ou Précis, on a eu occasion de remarquer, qu'en se renfermant dans ce que les Procès-Verbaux contiennent sur certains articles, le précis qu'on en présenteroit dans la Table, n'auroit rien de suivi, rien de lié, & qui rendît ce qu'il

P R É F A C E.

Y a d'essentiel ; on a cru, pour obvier à cet inconvénient, devoir recourir aux *Mémoires du Clergé*, & suppléer, par ce qu'on trouve dans ces *Mémoires*, à une partie de ce qui manque, sur ces articles, dans les Procès-Verbaux : on a distingué cette espèce d'additions par ce signe . C'est ainsi qu'on en a usé principalement aux articles *Aliénation du temporel*, *Chambres des Décimes*, *Contrats*, *Décimes*, *Economes des Bénéfices*, *Pensions*, *Portions congrues*, *Possessoire & Périoire*, *Vicaires-Généraux*, *Vicaires perpétuels*, &c.

Mais en même-temps qu'on a cru pouvoir se permettre ces additions, on a jugé aussi, que, pour ne pas trop grossir le volume de la Table, on pouvoit s'abstenir d'y faire entrer, comme absolument inutiles & de nul intérêt, pour le temps présent, plusieurs petits articles portés dans quelques anciens Procès-Verbaux ; articles qui n'ont rapport qu'à des contestations élevées alors entre divers Particuliers, ou à des Requêtes qui ne présentent d'autres intérêts, que des intérêts purement personnels.

Les Cahiers des Assemblées tenues jusqu'en 1740, n'ont pas été insérés dans la nouvelle Collection, parce qu'ils étoient déjà imprimés dans le Recueil des Remontrances & Cahiers, publié en cette année-là, pour servir de suite aux *Mémoires du Clergé*, & qu'on ne vouloit pas multiplier trop les volumes. Cette omission ou suppression laisse dans la Collection une sorte de vuide qui n'est pas sans inconvénient : on y a remédié, dans cette Table, le mieux qu'il a été possible. Au mot *Cahiers*, on trouve un sommaire de tous les objets ou articles des différents Cahiers, tant sur la Jurisdiction, que sur le Temporel : ensuite sur chaque mot correspondant à chaque matière de ces mêmes articles, l'on rapporte le fond & la substance de la demande du Clergé, avec la réponse qui y a été faite par Sa Majesté. Quand l'article du Cahier est dans la nouvelle Collection, on en cite le volume : lorsqu'il n'y est pas, on cite le Recueil imprimé en 1740, où se trouve l'article du Cahier.

On a placé au commencement du volume une espèce de sous-Table, ou *Index*, qui indique, suivant l'ordre alphabétique, les différents articles portés dans la Table générale. En consultant d'abord cet *Index*, on s'assurera si le mot ou l'article que l'on cherche, est entré ou non dans la Table ; ce qui obviendra à des recherches inutiles.

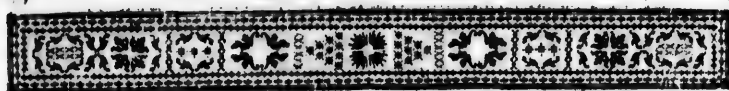
La Table générale est terminée par deux Suppléments qui ont paru nécessaires.

Le premier Supplément contient, sous autant de numéros, cinq pièces différentes, qu'on a prises dans le Procès-Verbal de l'Assemblée Générale de 1775 : [elles pouvoient être tirées de tout autre également ;] savoir, 1°. la délibération de cette Assemblée, pour le paiement du Don-gratuit de *seize millions*, accordé au Roi : 2°. l'Arrêt du Conseil d'Etat confirmatif de cette délibération : 3°. les Lettres-Patentes expédiées sur cet Arrêt : 4°. le Contrat passé entre le Roi & le Clergé, pour le paiement dudit Don : 5°. le Contrat passé entre le Roi & le Clergé, pour le paiement des rentes des Hôtels-de-Villes de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé.

Chacune de ces pièces contient des clauses générales & communes aux pièces semblables des autres Procès-Verbaux : ces clauses sont éparées & portées dans la Table, aux différents mots ou noms sous lesquels on peut les chercher. Au lieu de renvoyer, pour la citation, à un des volumes de la Collection des Procès-Verbaux, on a jugé qu'il seroit plus commode au Lecteur de trouver, à la suite de la Table, une pièce de chaque genre, qui lui fera connoître le contenu de toutes les autres.

Le Cahier de la Jurisdiction & celui du Temporel, dressés dans l'Assemblée de 1775, n'ont pu être insérés dans le dernier Tome de la Collection, attendu que la réponse de Sa Majesté à ces Cahiers, n'a été faite que long-temps après l'impression de ce Tome. Ce sont des pièces trop importantes pour ne pas les donner au Public : il a donc fallu les joindre au Volume de la Table ; elles en forment le second Supplément.





INDICATION

Des Articles portés dans la Table-Générale, & des pages où ils se trouvent.

A.		Annexes de Bénéfices, col. 135	
ABANDON,	colonne 1	Annonciade, [Chevaliers de l']	145
Abbayes. Abbés,	1	Annonciades,	ibid.
Abbeses,	12	Anthelmi,	146
Abjuration d'hérésie,	ibid.	Antibes,	147
Abonnement,	13	Antioche,	ibid.
Absolution,	14	Antoine de Viennois, [Abbaye	
Abus, [Appel comme d']	16	de Saint-]	ibid.
Abus, [Traité de l']	ibid.	Antonistes,	ibid.
Acqs,	17	Apanages. Apanagistes,	153
Acquêts, [nouveaux]	18	Apostats,	ibid.
Acquisitions de Gens de main-		Apostilles des Compres,	ibid.
morte,	19	Apôtres, [Lettres d']	ibid.
Ades sur la Religion : Assemblée		Appels simples & comme d'abus,	154
de 1765,	ibid.	Approbations,	161
Affirmations,	ibid.	Apt,	171
Agde,	ibid.	Apurement de comptes,	173
Agen,	20	Arbitres,	ibid.
Agents-Généraux du Clergé,	21	Archevêques,	ibid.
Agrégations,	58	Archidiacres,	174
Aguelseau, [d']	ibid.	Archiprêtres,	176
Aides, [Cour des]	ibid.	Archives du Clergé,	ibid.
Aides, [Droit des]	59	Archives des Diocèses,	191
Aides, [Loyaux]	74	Argenterie,	192
Aire,	ibid.	Arles,	ibid.
Aix,	ibid.	Armes. Armoiries,	193
Alais,	78	Arnaud,	194
Albergues,	80	Arquebusiers,	195
Albi,	81	Arras,	ibid.
Alerth,	83	Arrêts,	ibid.
Alexandre, [Pere]	84	Assemblées du Clergé,	196
Aliénation du Domaine du Roi,	ibid.	Diocésaines,	ibid.
Aliénation du Temporel du Clergé,	85	Provinciales,	197
Ambarés,	103	Générales,	208
Ambassadeurs, [franchises des]	ibid.	de Prélats à Paris,	286
Ambres, [Marquise d']	ibid.	Astier, [Saint-]	309
Ambrun,	ibid.	Attestations,	ibid.
Amende,	104	Aubert,	310
Amiens,	ibid.	Auch,	ibid.
Amortissement,	106	Audiences,	311
Amour de Dieu & du Prochain,	127	Avènement, [Joyeux]	ibid.
Angers,	128	Avertissement,	313
Angleterre. Anglois,	130	Aveux & Dénombrements,	ibid.
Angoulême,	133	Augmentation, [Droit d']	ibid.
Annales,	ibid.	Augustins,	ibid.
Annar, [Pere]	ibid.	Augustins de Paris, [Grands-]	314
Annates,	ibid.	Avignon,	316
Annexes pour Rescrits de Rome,	135	Avis,	317
		Aumônes,	ibid.

Aumônier, [Grand, Premier] col.	328	Bollioud de Saint-Jullien, col.	383
Aumôniers de Vaisseaux,	329	Bonneval,	ibid.
Aunis, [Pays d']	ibid.	Bordeaux,	ibid.
Avocats du Clergé,	ibid.	Bosquet,	384
Avranches,	332	Bosluet,	ibid.
Auteurs,	ibid.	Bouillon des Pauvres,	385
Autun,	ibid.	Boullancourt,	ibid.
Auxerre,	334	Boulogne,	ibid.
Aydes,	336	Bourdeaux,	ibid.
Azarac, [Prieuré d']	ibid.	Bourges,	ibid.

B.

BACHELIERS,	333	Bresse,	ibid.
Bagot, Jésuite,	ibid.	Bretagne,	391
Baieux,	ibid.	Bréviaire,	395
Baïonne,	ibid.	Bricogne,	397
Balivieux,	ibid.	Briec, [Saint.]	ibid.
Ban, arrière-Ban,	ibid.	Brumoi, Jésuite,	ibid.
Banes d'Eglise,	337	Bugcy,	ibid.
Banquiers, Expéditionnaires en		Bulles,	ibid.
Cour de Rome,	ibid.	Bureaux,	400
Bans de Mariage,	338	Buvetier,	401
Baptême,	339		
Barnabites,	ibid.	C.	
Bastide, [la]	ibid.	CABARET,	401
Bauni, Jésuite,	ibid.	Cadaastre,	ibid.
Baux,	ibid.	Caen,	ibid.
Baux emphytéotiques,	345	Cahiers des Assemb. du Clergé,	402
Bayeux,	346	Cahors,	444
Bayonne,	ibid.	Calculateur du Clergé,	446
Bazas,	348	Calomnie,	ibid.
Béal,	349	Calvinistes,	ibid.
Béarn,	ibid.	Cambrai,	ibid.
Béatification,	355	Canada,	447
Beaucaire,	ibid.	Candie,	448
Beaufort, [Duc de]	356	Canillac,	449
Beauvais,	ibid.	Canonisation,	450
Bécan, Jésuite,	357	Capitation,	455
Belley,	ibid.	Capucins,	459
Bénédictins,	ibid.	Cardinaux,	460
Bénédiction,	358	Carmélites,	465
Bénéfices. Bénéficiers,	ibid.	Carpentras,	466
Berland, [Abbé de]	364	Cartes géographiques Ecclésiast.,	467
Bernai, [Bénédictins de]	ibid.	Cas de conscience,	468
Bernardins,	ibid.	Cas privilégiés,	ibid.
Berruyer, Jésuite,	ibid.	Cas réservés,	470
Bertier, Jésuite,	365	Castilles, Recev. Gén. du Clergé,	471
Besançon,	ibid.	Castres,	472
Bethléem, [Evêque de]	ibid.	Cautions des Recev. des Décimes,	473
Beuf, [le]	366	Cazernement,	ibid.
Beziers,	ibid.	Cellot, Jésuite,	ibid.
Bible,	367	Censures Doctrinales,	ibid.
Biens d'Eglise,	368	Censures Ecclésiastiques,	491
Biens patrimoniaux,	ibid.	Centième denier,	494
Billers,	ibid.	Cérémonial, [Ouvrages du]	495
Blasphémateurs,	ibid.	Cérémonial des Assemblées du	
Blois,	369	Clergé,	496
Bois des Ecclésiastiques,	ibid.	Cérémonies, [Grand-Maître &	
Boisselage,	383	Maître des]	499

Chaise-

xj	DE LA TABLE-GÉNÉRALE.	xij
383	Chaife-Dieu, [Abbaye de la] col. 301	Commenderies, cbl. 607
ibid.	Châlons-sur-Marne, ibid.	Commissaires du Pape, 609
ibid.	Châlons-sur-Saône, ibid.	Commissaires de Sa Majesté aux
384	Chambre des Amortissements, 302	Assemblée, ibid.
ibid.	Chambre Apostolique, ibid.	Commissaires aux Décimes, 620
385	Chambre d'Archives Diocésaines, ibid.	Commissaires dans les Provinces, 624
ibid.	Chambre de Charité, ibid.	Commissions, 625
ibid.	Chambre Ecclésiastique aux Etats, ibid.	Committimus, ibid.
ibid.	Chambre contre les Financiers, ibid.	Communautés, 626
ibid.	Chambre des Requêtes, ibid.	Communions, 628
387	Chambres de l'Edit & mi-Parties, 303	Compliments, ibid.
388	Chambres ou Bureaux des Dé-	Componendes, ibid.
ibid.	cimes, 305	Comptes du Rec. Gén. du Clergé, 629
ibid.	Champart, [Droit de] 355	Comptes des Receveurs Diocés., 686
391	Chancelade, ibid.	Comptes des Fabriques, 682
395	Chancelier de France, ibid.	Comtat Venaisin, ibid.
397	Chancelier de l'Université, 356	Concile de Trente, ibid.
ibid.	Chancellerie Romaine, 357	Concile d'Utrecht, ibid.
ibid.	Chanoines, ibid.	Conciles, ibid.
ibid.	Chanoines privilégiés, ibid.	Conciles Nationaux, 683
ibid.	Chanoines Réguliers, 360	Conciles Provinciaux, 684
400	Chantres de la Chapelle du Roi, 361	Concordat, 689
401	Chapelle du Roi, ibid.	Concours pour les Cures, ibid.
	Chapelles, [Saintes-] 362	Concours de provisions, 691
	Chapitres, 364	Concubinaires, ibid.
401	Charité, [Chambre de] 373	Condé, (Prince de) ibid.
ibid.	Charleville, ibid.	Condom, ibid.
ibid.	Charonne, ibid.	Conférences Ecclésiastiques, 692
402	Chartres, 376	Conférences avec les Héretiques, ibid.
444	Chartreux, 378	Conférences avec Mrs. du Conseil, ibid.
446	Chasteté, 381	Confesseur du Roi, 699
ibid.	Chauffage, [Droit de] 382	Confession, ibid.
ibid.	Chef-lieu des Bénéfices, ibid.	Confidence, 702
ibid.	Chemins, [grands] ibid.	Confirmation, (Sacrement de) ibid.
447	Chéron, ibid.	Confirmation, (Droit de) ibid.
448	Chevaliers, [Ordres des] ibid.	Confrairies, 703
449	Cimetieres, ibid.	Congrégations, 704
450	Cinquantieme, 383	Congès, ibid.
455	Cîteaux, 385	Consécration d'Eglise, ibid.
459	Claude, [Saint-] 388	Conseil du Roi, 705
460	Claude, [Saint-] 388	Conseil, (Grand-) 707
465	Claude, [Saint-] 388	Conseillers d'Etat, 709
466	Claude, [Saint-] 388	Conseillers aux Parlements, ibid.
467	Claude, [Saint-] 388	Conseillers-Clercs, ibid.
468	Claude, [Saint-] 388	Conseillers, 715
ibid.	Clerc, (Pierre le) ibid.	Constance, (Concile de) 716
470	Clercs, 390	Constitutions des Papes, ibid.
471	Clergé, 391	Contrainte par corps, ibid.
472	Clermont, 392	Contrats, ibid.
473	Clermontois, 393	Contrôle & Contrôleurs, 714
474	Cloches, ibid.	Contrôleurs des Décimes, 714
475	Clôture, ibid.	Convertis, (nouveaux) ibid.
476	Clugny, 397	Cordeliers, 743
477	Coadjuteurs, 398	Correction, ibid.
478	Collection, 600	Corvées, ibid.
479	Colleges, ibid.	Cotte-morte, 744
481	Collégiales, 603	Courier du Clergé, ibid.
484	Colloque de Poissi, ibid.	Courte-pinte, (Droit de) 745
485	Colombiers, 605	Couferans, ibid.
	Colonies Françaises, ibid.	Coutances, ibid.
496	Combéfis, ibid.	
499	Cominges, ibid.	
aille-	Commende, 607	

Crillon,
Croix,
Crozat,
Cupif,
Cures & Curés,
Curés primitifs,
Curés Réguliers,

col. 745
ibid.
ibid.
746
ibid.
755
757

Domestiques,
Donations,
Dons-gratuits du Clergé,
Dons-gratuits des Villes,
Dorsanne,
Dots,
Doyennés. Doyens.
Doyens ruraux,
Droit, (Faculté de)
Droits honorifiques,
Duels,
Dung-le-Roi,

col. 915
916
ibid.
1015
ibid.
ibid.
1016
1017
ibid.
ibid.
1018
1010

D.

DANGER, (Droit de)

759

Dasse, (Droit de)

ibid.

Daterie,

ibid.

David,

ibid.

Dauphin. Dauphine,

ibid.

Dauphiné,

ibid.

Décharges de Décimes,

760

Décimateurs,

768

Décimes,

781

Déclarations,

793

Décrets des biens,

795

Dédicace au Clergé,

ibid.

Défrichements,

ibid.

Dégradation,

ibid.

Délégués du Pape,

796

Délibérations du Clergé,

ibid.

Démissions,

ibid.

Démissoires,

ibid.

Denier,

ibid.

Dénombrements,

ibid.

Denrées,

ibid.

Départements,

797

Dépens,

813

Déport,

ibid.

Députations,

ibid.

Députés aux Assemblées Provin-

ibid.

ciales du Clergé,

ibid.

Députés aux Assemblées-Général.

814

Députés aux Chambres des Dé-

850

cimes,

ibid.

Despence,

ibid.

Deservants,

ibid.

Dettes,

851

Deuil,

ibid.

Dévoluts,

ibid.

Die,

854

Digne,

855

Dignités,

ibid.

Dijon,

858

Dimanches,

ibid.

Dîmes,

ibid.

Diminution d'espèces,

881

Dimissoires,

ibid.

Diocèses,

ibid.

Discipline ecclésiastique,

910

Dispenses,

911

Dixième & Vingtième,

ibid.

Doctrinaires,

914

Doctrines,

918

Dol, Evêché,

921

Domaine du Roi,

923

E.

EAU-BÉNITE,

1019

Eaux,

ibid.

Eaux & Forêts,

1020

Ecclésiastiques,

ibid.

Echanges,

ibid.

Ecoles,

1021

Economes sequestres,

1024

Economes spirituels,

1025

Ecossois,

1027

Edit, (Chambre de l')

ibid.

Education publique,

ibid.

Eglise,

1028

Eglise Gallicane,

1036

Élections,

ibid.

Elus,

1039

Embrun,

ibid.

Emprisonnement,

1040

Emprunts,

ibid.

Encens,

1041

Engagistes,

ibid.

Enrégistrement,

ibid.

Enterrements,

1044

Entrée, (Droit de joyeuse)

ibid.

Entrées, (Droits d')

ibid.

Epaves,

ibid.

Epernon, (Duc d')

ibid.

Epices,

1045

Esclaves,

1046

Espagnac,

ibid.

Esparcette,

ibid.

Etrampes,

ibid.

Etar, (Lettres d')

ibid.

Etats-Généraux,

ibid.

d'Orléans, en 1560,

ibid.

de Blois, en 1576,

1048

de Blois, en 1588,

1051

de 1614,

1057

demandés en 1650,

1061

Etrangers,

1063

Eucharistie,

1064

Evêchés. Evêques,

1066

Evêques Diocésains,

1094

Religieux,

1098

in paribus,

ibid.

Evreux,

1099

Excommunication,

1100

Exeat,

ibid.

DE LA TABLE GÉNÉRALE.

27	Exemptions,	col. 1101	Godefroi,	col. 1217
	Exhumations,	1104	Govello,	ibid.
	Exploits,	ibid.	Gouverneurs,	1216
	F.		Grace,	ibid.
	FABRIQUES,	1105	Gradués,	ibid.
	Faculté de Droit,	1116	Grains, (Droit sur les)	1218
	de Théologie,	ibid.	Grammont,	ibid.
	Fénélon,	ibid.	Grands-Jours,	ibid.
	Fermiers des Dîmes & Bénéfices,	ibid.	Grange, (de la)	1219
	Fêtes,	ibid.	Grasse,	ibid.
	Fêtes solennisées par les Assemb.		Gratifications,	1233
	du Clergé,	1119	Gresse. Greffiers,	ibid.
	Feuillants,	1121	Grenoble,	1234
	Févet, (Traité de l'Abus,)	1124	Gros, (Droit de)	1236
	Fiefs,	ibid.	Grucric. Gruyers,	ibid.
	Fiefs-Fermes,	ibid.	Gué-de-Mauni,	1237
	Figac,	ibid.	Guienne,	1238
	Finances,	ibid.	H.	
	Flandre,	1126	HABIT,	1239
	Flour, (Saint-)	ibid.	Hallier,	1240
	Foi Catholique,	1128	Hannivel,	ibid.
	Foi, (Profession de)	ibid.	Harangues,	ibid.
	Foi & Hommage, Aveux, &c.	1129	Harlai,	1250
	Foires,	1159	Henri IV,	1251
	Foncaude, (Abbaye de)	ibid.	Hérédité, (Droit d')	1252
	Fonctions Episcopales,	ibid.	Hérésie. Hérétiques,	ibid.
	Fondations,	ibid.	Hexaples,	1254
	Fontevault,	1161	Hibernois,	1255
	Forêts,	1166	Hierarchie,	ibid.
	Formulaire,	ibid.	Histoire,	ibid.
	Fortifications,	1174	Homicide,	ibid.
	Fouages,	ibid.	Hommage,	1257
	Frais communs des Assemblées,	1175	Honoraire,	ibid.
	Franc-aleu,	1198	Hôpitaux,	1258
	Franc-fiefs,	1200	Hospices Sacerdotaux,	1265
	Franchises,	1208	Hôtel-de-Ville de Paris,	1266
	Franciscains,	ibid.	Hôtels-de-Villes,	1268
	Franc-salé,	1210	Houlx, (Prévôté d')	1270
	Fréjus,	ibid.	Huguenots,	ibid.
	Fromentage,	ibid.	Huissier du Clergé,	ibid.
	Fronton, Jésuite,	ibid.	Huissiers des Décimes,	1271
	G.		Huitieme, (Droit de)	1272
	GABELLE,	1211	I.	
	Gages,	1217	ILLUMINÉS,	1271
	Gaillac, (Abbaye de)	ibid.	Images,	ibid.
	Galeres,	ibid.	Immunités,	1272
	Gallia Christiana,	ibid.	Impositions Ecclésiastiques,	1277
	Gap,	1220	Impôts & impositions laïques,	ibid.
	Garance,	1221	Impressions de Livres,	1302
	Garde-Gardienne,	ibid.	Imprimeurs du Clergé,	ibid.
	Garde-notes,	1222	Indemnité, (Droit d')	1303
	Gault,	1223	Indulgence,	1307
	Genevieve, (Abbaye de Sainte-)	ibid.	Indult du Parlement,	1308
	Gens de guerre,	ibid.	Inféodation,	1309
	de main-morte,	ibid.	Informations,	1310
	Gerbais,	ibid.	Insinuations,	1311
	Gex, (Pays de)	1224	Institution canonique,	1315
	Glandeve,	ibid.	Instrumentum de hord,	ibid.

INDICATION DES ARTICLES

xvii

xviii

Intempérance,	col. 1315	Loix des Princes,	col. 1404
Interdit,	ibid.	Lombez,	ibid.
Intervention du Clergé,	1316	Louis, (Saint)	1405
Irlandois,	ibid.	Louytre,	ibid.
Isles. Ilots,	1317	Luçon,	ibid.
		Luminaire,	ibid.
		Lyon,	1406

J.

JACOB, Florentin,	1319
Jacobins,	ibid.
Janfénilme,	ibid.
Janfon, (Cardinal de)	ibid.
Jaugeage & Courtage,	ibid.
Jésuites,	ibid.
Jerons,	1331
Jeûne,	1335
Joseph, (Saint)	ibid.
Joffe, (Abbé de Saint-)	ibid.
Jours, (Grands-)	ibid.
Jouy, (Abbaye de)	ibid.
Joyeux Avénement,	1336
Jubilé,	ibid.
Juges d'Eglise,	ibid.
Juges des Seigneurs,	ibid.
Juges Royaux,	ibid.
Juifs,	1338
Jurisdiction Ecclesiastique,	1339
Justice, ou Magistrature,	1358
Justice, (Lit de)	1359
Justices ou Seigneuries,	ibid.

L.

L'ABADIE,	1361
Laiques,	ibid.
Langres,	1361
Languedoc,	1363
Laon,	1364
Laurent, (Saint-)	1365
Lazare, (Chevaliers de Saint-)	1366
Lectoure,	1368
Légats à latere,	ibid.
Légats & Vice-Légats d'Avignon,	1369
Léon,	1371
Léproseries,	ibid.
Lerins, (Abbaye de)	ibid.
Lefcar,	ibid.
Lettres d'Etat & autres,	1373
Lettres-Patentes,	1375
Leze-majesté, (crime de)	1376
Libertés Gallicanes,	ibid.
Ligue,	1377
Lille,	ibid.
Limoges,	ibid.
Liquidation des dettes du Clergé,	1380
Lifieux,	ibid.
Lit de Justice,	1382
Livres & impressions,	1383
Lodeve,	1396
Lods & demi-lods,	1397
Lods & ventes,	1399
Logements de gens de guerre,	ibid.

M.

MAÇON,	1409
Magie,	1410
Maillefaix,	1411
Maimac, (Abbaye de)	ibid.
Main-morte, (gens de)	ibid.
Maisons des Ecclesiastiques,	1417
Maisons Religieuses,	1424
Maîtres des Cérémonies,	ibid.
Malades,	ibid.
Maladreries,	1425
Malo, (Saint-)	ibid.
Malte,	ibid.
Mandements Episcopaux,	1442
Mannevillette,	ibid.
Mans, (le)	ibid.
Manses,	1443
Mantes,	ibid.
Marais desséchés,	1444
Marc d'or, (Droit de)	1445
Marca, (de)	ibid.
Maréchaux de France,	ibid.
Marguilliers,	ibid.
Mariage,	ibid.
Marseille,	1456
Marthe, (Mrs. de Sainte-)	1457
Matrices & poinçons,	ibid.
Maubeuge, (Droit de)	ibid.
Maximin, (Saint)	ibid.
Mazarin, (Cardinal)	ibid.
Meaux,	1459
Médailles,	ibid.
Médecins,	ibid.
Mémoires d'Ouvriers,	ibid.
Mémoires du Clergé,	ibid.
Mende,	1464
Mendiants, (Religieux)	1465
Menses,	ibid.
Mensonge,	1467
Merci, (Ordre de la)	1468
Mercier, Cordelier,	ibid.
Messe,	1469
Messe Paroissiale,	1470
Messe Pontificale des Assemblées,	ibid.
Métropolitains,	1475
Mévente des biens d'Eglise,	ibid.
Meuriers,	ibid.
Milice,	1476
Minage,	ibid.
Minimes,	1478
Ministres,	1479
Miracles,	ibid.
Mirepoix,	1480

Missel Romain,	col. 1482	Orléans, (Etats d')	col. 1614
Mission Episcopale,	1483	Orléans, (Diocèse d')	ibid.
Missions,	ibid.	Oppositions,	1616
Moissac, (Abbaye de)	1486	Ouvrages,	ibid.
Monastères,	ibid.	Ouvriers,	ibid.

Monitoires,	1490	P.	
Monnoies,	1494		
Montauban,	1502	PAGI,	1615
Mont-Dieu, (Chartreuse de)	ibid.	Pailles,	ibid.
Montferrat,	ibid.	Pain-bénit,	1616
Montpellier,	ibid.	Pairs Ecclésiastiques,	ibid.
Montreuil,	1505	Paix,	1618
Mont-Saint-Martin,	ibid.	Paix à baiser,	1619
Morale,	1506	Palissades,	ibid.
Morinière, (la)	1507	Pallium,	ibid.
Morts des Rois, Reines, Princes		Pamiers,	1620
& Princesses,	ibid.	Panthemont,	1624
Morts des Evêques,	1510	Pape,	ibid.
Morts, (recelé de corps)	1512	Papier,	1633
Mûriers,	ibid.	Papier terrier,	1634
<i>Myseria politica,</i>	ibid.	Papier timbré,	ibid.

N.

NANTES,	1511	Paréatis,	1635
Nantua,	1512	Paréage,	ibid.
Narbonne,	ibid.	Paris,	ibid.
Navarre, (Basse-)	1513	Parisis, (Droit de)	1641
Nérestan,	1514	Parjure,	ibid.
Nevers,	ibid.	Parlements,	ibid.
Neume, (Droit de)	1515	Paroisse,	ibid.
Nicolas-aux-Bois, (Abbaye de S.)	1516	Parrains, Marraines,	1642
Nîmes,	ibid.	Patrimoine,	1643
Noailles, (Cardinal de)	ibid.	Patronage,	1644
Nobilité,	1517	Pau,	1646
Noblesse,	ibid.	Paul-Trois-Châteaux, (Saint-)	1647
Nonce,	1518	Paulette,	1648
Normandie,	1519	Pauvres,	ibid.
Notaires Apostoliques,	1520	Payeurs des Rentes,	ibid.
Novales,	1522	Péages,	ibid.
Novices,	1527	Pêche,	1650
Noyon,	ibid.	Péché,	ibid.

O.

OBITS,	1529	Pêcheurs,	1651
Oblats,	ibid.	Pénitence, (Sacrement de)	1652
Octrois,	1530	Pénitencerie,	ibid.
Economies,	1553	Pennautier,	1653
Office Divin,	ibid.	Pensions,	ibid.
Offices de Judicatures & autres,	ibid.	Peres Grecs & Histoire Ecclé-	
Offices & Officiers des Décimes,	1555	siaistique,	1669
Officiaux,	1588	Périgueux,	1671
Officiers du Clergé,	1597	Permutations,	1672
Ofrandes,	1598	Péronne,	ibid.
Ogier,	ibid.	Perpignan,	1673
Oleron,	ibid.	Perron, (Cardinal du)	ibid.
Orange,	1601	<i>Petrus Aurelius,</i>	ibid.
Oratoire, (Peres de l')	ibid.	Peste de Marseille,	1674
Ordination. Ordres,	ibid.	Pétitoire,	ibid.
Ordonnances,	1613	Plouer,	ibid.
Orient, (Prieuré de Saint-)	1614	Poêle,	ibid.
		Poids & mesures,	ibid.
		Poissi, (Assemblée de)	1675
		Poitou. Poitiers,	1676
		Polices,	1677

Pologne,	col. 1677
Pons, (Saint-)	1678
Ponteau, (Abbaye de)	1680
Pontifical Romain,	ibid.
Pontorlon,	1681
Ponts & Chaussées,	ibid.
Portions congrues,	1682
Portugal,	1696
Possession,	ibid.
Possessoire & Pétitoire,	1697
Pouillé,	1699
Præceptorale,	1700
Prêches,	1701
Prédication,	ibid.
Prélation, (Droit de)	1704
Prémices,	ibid.
Prémontrés,	1707
Presbyteres,	1708
Prescription,	1716
Préséance,	1717
Présidents des Asscmb. du Clergé,	1723
Prêtres,	1731
Prévention,	1733
Prévôt des Marchands,	1736
des Marchaux,	ibid.
Prieres publiques,	1737
Prieures,	1743
Primate,	1746
Princes du Sang,	1747
Prison, emprisonnement,	1748
Privileges,	1750
Probabilisme,	ibid.
Procès criminels des Clercs,	1752
Procès entre parents,	1762
Procès-verbaux des Assemblées,	1763
Processions,	1772
Procuration, (Droit de)	ibid.
Procurations <i>ad resignandum</i> ,	ibid.
Procurations des Députés aux Af-	ibid.
semblées,	ibid.
Procureurs,	1773
Profession de Foi,	ibid.
Progressions,	ibid.
Promoteurs des Diocèses,	1778
Promoteurs des Assemblées,	1779
Promoteurs des Chambres des	
Décimes,	1783
Prônes,	ibid.
Propagation de la Foi,	ibid.
Protestants,	ibid.
Provence,	1818
Provisions de Bénéfices,	1819
Provisions en Cour de Rome,	1823
Provisions par dévolut,	1826
Publications,	ibid.
Puissance,	1829
Purgatoire,	ibid.
Puy, (le)	1830

Q.

QUARANTE-HEURES,	col. 1831
Quarte Canonique,	ibid.
Québec,	1832
Quefnel,	ibid.
Quêtes,	ibid.
Quiétisme,	1834
Quimper,	1835
Quintin,	ibid.
Quinze-Vingts,	ibid.
Quinzième,	ibid.
Quittances,	ibid.

R.

RABARDEAU, Jésuite,	1835
Rachat,	ibid.
Rapports d'Agence,	ibid.
Recelé de corps morts,	1836
Récépissés,	1837
Receveur-Général du Clergé,	ibid.
Receveurs Provinciaux & Dio-	
césains des Décimes,	1866
Récollets,	ibid.
Recteur de l'Université,	1867
Redon, (Abbaye de)	ibid.
Réflexions Morales, (Livre des)	ibid.
Réformation,	1868
Réformés, (Prétendus-)	1871
Régale,	1872
Régis, (Jean-François)	1888
Registres,	ibid.
Regle, (Abbaye de la)	1890
Règlements,	1891
Regrès,	1893
Réguliers,	1894
Reims,	1905
Relaps,	1909
Religieuses,	ibid.
Religieux,	1913
Religion,	ibid.
Religionnaires,	1961
Reliques,	ibid.
Remboursements,	ibid.
Remi, (Saint-)	1966
Remises faites par Sa Majesté au	
Clergé,	ibid.
Remontrances du Clergé aux Rois,	ibid.
Rennes,	1969
Rentes prétendues assignées sur le	
Clergé,	ibid.
Rentes créées en 1636,	2005
Rentes constituées depuis 1690	
sur le Clergé,	2009
Rentes sur le Clergé liquidées &	
remboursées,	2011
Rentes sur le Clergé réduites,	2018
Rentes foncières sur les Béné-	
fices,	2024

831
bid.
832
bid.
bid.
834
835
bid.
bid.
bid.
bid.

835
bid.
bid.
836
837
bid.

866
bid.
867
bid.
bid.
868
871
872
888
bid.

890
891
893
894
905
909
bid.
913
bid.
961
bid.
bid.
966

bid.
bid.
969

bid.
2005

2009

2011
2018

2024

xiii]

DE LA TABLE-GÉNÉRALE

xiii]

Rentes dues à l'Eglise,	col. 2025	Services funebres,	col. 2100
Renvoi,	2032	Sfondrat, (Cardinal de)	2110
Réale, (Abbé de la)	ibid.	Signatures de Rome,	ibid.
Réparations,	ibid.	Simonie,	ibid.
Requêtes, (Chambre des)	ibid.	Sisteron,	2113
Rescrits de Rome,	2033	Soissons,	2114
Reserves de Bénéfices,	2034	Soldats Invalides,	2115
Résidence,	ibid.	Norbonne,	ibid.
Résignations,	2036	Soulé, (Pays de)	2118
Retrait,	ibid.	Souverains,	ibid.
Retraites,	ibid.	Spoglio, (Droit de)	2119
Retz, (Cardinal de)	ibid.	Spoiliations,	2120
Revente,	2043	Spoues,	2127
Richelieu, (Cardinal de)	ibid.	Statuts,	ibid.
Rieux, (Diocèse de)	2043	Subrogations, Substitutions,	ibid.
Rieux, (René de)	ibid.	Subsides, Subventions,	2128
Riez,	ibid.	Syndics-Généraux du Clergé,	ibid.
Rochelle, (la)	2044	Syndics Diocésains & Métropo-	
Rodez,	2046	litains,	2130
Rois,	2048	Synodes,	2132
Romans,	ibid.		
Rouen,	ibid.		
Ruf, (Saint-)	2050		
Ruvigni,	2060		

S.

SACRE des Rois,	2061	T	
Sacre des Evêques,	ibid.	TABLEAU d'impositions,	2131
Sacrement, (Saint-)	2062	Tables des Procès-verbaux,	ibid.
Sacrements,	ibid.	Taille,	ibid.
Saint-Esprit, (Ordre du)	2067	Taillis, (Bois)	ibid.
Saintes,	ibid.	Tarascon,	ibid.
Saisie,	2069	Tarbes,	2133
Sales, (François de)	2070	Targui, (Abbé de)	2135
Salut,	ibid.	Tarifs,	ibid.
Sanctarel,	ibid.	Taxations,	ibid.
Sardini,	ibid.	Taxes,	ibid.
Sarlat,	2071	Te Deum,	2136
Sault, (Vallée de)	2072	Témoignage de la vérité, (Livre)	ibid.
Secau, (Droit de)	2073	Temples,	ibid.
Séances des Assemb. du Clergé,	2075	Temporel du Clergé,	ibid.
Secret des Assemblées,	2076	Terrier,	2142
Secrétaires des Assemblées,	ibid.	Tessonnet, (Marie)	ibid.
Secrétaires d'Etat,	ibid.	Testament, (Nouveau)	ibid.
Secrétaires du Roi,	2077	Testaments,	ibid.
Secrétariat,	ibid.	Théologaux,	2143
Sécularisation,	ibid.	Theses & Discours,	2146
Séz,	ibid.	Thomas, (Saint)	2147
Seigneuries, Seigneurs,	2079	Tiers-Etat,	ibid.
Sel, franc-salé,	2080	Tiers & danger, (Droit de)	2148
Séminaires,	2083	Titre Clérical,	ibid.
Senez,	2088	Titres,	2149
Senlis,	2089	Tolérance,	2150
Sénozan,	2090	Tonsure,	ibid.
Sens,	ibid.	Toul,	ibid.
Sentences,	2091	Toulon,	2151
Sépultures,	ibid.	Toulouse,	ibid.
Sergents,	2095	Tours,	2154
Serment des Assemblées,	2096	Traduction,	2163
Serment de fidélité,	2099	Traite-forestière,	ibid.
Service Divin,	ibid.	Tréguier,	ibid.
		Trente, (Concile de)	ibid.
		Troies,	2167
		Tulle,	2169
		Turenne,	2170
		Tyrans,	ibid.

xxv INDICATION DES ARTICLES DE LA TABLE, &c. xxvj

U.

UNIONS,
Universités,
Usage, (Droit d')
Usez,
Ustensiles,
Usure,
Utrecht, (Concile d')

col. 2171
2175
2180
ibid.
2184
ibid.
2186

Vertus Théologiques, col. 2194
Vezelai, 2196
Vicaires, ibid.
Vicaires forains, 2197
Vicaires-Généraux, ibid.
Vicaires perpétuels, 2201
Vicariat, (Lettres de) - 2202
Vice-Légation, 2204
Vienne, ibid.
Villes, (Hôtels-de-) ibid.

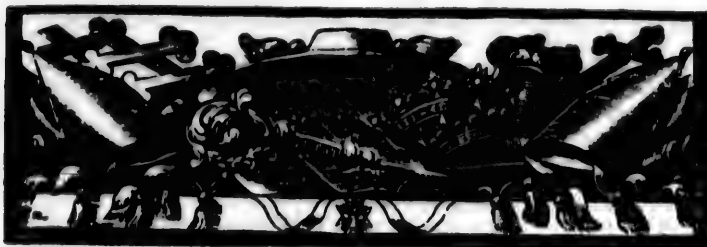
V.

VABRES,
Vaifon,
Val-Dieu, (Abbaye de la)
Val-de-Grace,
Valence,
Valois,
Vannes,
Vénalité,
Vence,
Ventadour,
Véron,

2189
ibid.
ibid.
ibid.
2190
2193
ibid.
2194
ibid.
ibid.
ibid.
2189
ibid.
Visitation, (Religieuses de la) 2220
Vistres, 2221
Vitré, 2234
Viviers, ibid.
Viviers, 2235
Vœux de Religion, ibid.
Vol & larcin, 2244
Volieres, 2245

Fin de l'Indication des Articles de la Table-Générale.

PRÉCIS



P R É C I S

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Des Matières contenues dans la nouvelle Collection des Procès-verbaux des Assemblées-Générales & Particulières du Clergé de France.

A.

A B A N D O N.

I.  **N** L'ASSEMBLÉE de 1675, le Clergé fait abandon au Roi de la recherche des rentes de l'Hôtel-de-Ville, prétendues assignées sur le Clergé, qui se trouvoient éteintes & amorties, & dont les deniers étoient entre les mains des Receveurs & Payeurs de ces rentes à la Ville. Le Roi accepte cet abandon, pour tenir lieu au Clergé de 300000 livres, sur le paiement du Don-gratuit que l'Assemblée venoit d'accorder au Roi. Le revenant-bon de cette recherche ne lui étoit abandonné, qu'à raison de ce qui se trouvoit éteint jusqu'en 1650. T. V, p. 221, 222. Picc. Justific. p. 173. T. VI, p. 179, 180.

II. Le Roi convoque l'Assemblée extraordinaire de 1701, pour obtenir que le Clergé renonce, à perpétuité, au retrait des biens ecclésiastiques, aliénés pour cause de subvention depuis 1556, en consentant que Sa Majesté leve une nouvelle taxe sur ces biens, dont les possesseurs deviendroient désormais propriétaires incommutables. La Compagnie adopte ce moyen de contribuer indirectement, par de nouveaux secours, aux frais de la guerre. T. VI, p. 669, 670. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, ann. 1702.

III. Les abandons faits à temps, ou
Table de la Coll. des P. V.

à perpétuité, par les Curés, ou Vicaires perpétuels, soit de leurs dîmes, soit de leurs fonds & domaines de leurs Cures, aux gros Décimateurs & aux Curés primitifs, pour s'en tenir à leurs Portions congrues, sont-ils sujets aux droits d'amortissement, nouveaux acquêts & centième denier? *Voyez* Amortissement, §. II, n°. XIV.

IV. En quels cas l'abandon des dîmes, par les Curés primitifs, les dispense-t-il du paiement de la Portion congrue? *Voyez* Portions congrues, §. III, n°. V.

A B B A Y E S. A B B É S.

I. Il doit être informé des vie, mœurs, &c. des nommés aux Abbayes & autres Bénéfices consistoriaux : par qui cette information? *Voyez* Informations, n°. I.

Information de vie, &c.

II. Quelles Abbayes ne peuvent être mises en commende? *Voyez* Commendes, n°. III.

Abbayes qui ne peuvent être en commende.

III. A qui appartient la nomination des Bénéfices dépendants des Abbayes, & qui vaquent, les Abbayes elles-mêmes étant vacantes?

A qui de droit la nomination des Bénéfices dépendants des Abbayes, pendant qu'elles vaquent.

L'Assemblée de 1700, art. 12 de son Cahier sur la Jurisdiction, demande que les Evêques aient la collation des Cures dépendantes des Abbayes. Sa Majesté répond, *ne pouvoir entrer dans ce qui est porté par cet article.* Recueil, p. 1475, 1476.

M. l'Evêque de Sézay ayant nommé,

A

pendant la vacance d'une Abbaye de son Diocèse, à une Cure qui en dépendoit, les Religieux y nomment aussi, & sont maintenus dans ce droit, par Arrêt du Grand-Conseil. L'Assemblée de 1730 demande à M. l'Evêque de Séz la communication de l'Arrêt, pour prendre une délibération sur cette affaire, en connoissance de cause. T. VII, p. 1109.

Le Roi, par sa Déclaration du 30 Août 1735, confirme, dans le cas dont il s'agit, le droit des Evêques, non-seulement par rapport aux Cures, mais en général pour tous les Bénéfices situés dans leurs Diocèses, & dépendants des Abbayes & des Prieurés réguliers. La Déclaration est rapportée, Recueil, p. 1478 & suiv. Mém. du Cl. T. XII, p. 573 & suiv.

En l'Ass. de 1750, il s'est présenté une difficulté particulière : différentes Abbayes ont été sécularisées avant, ou après cette Déclaration; & ces sécularisations ont donné lieu à celles des Prieurés, ou Membres dépendants de ces Abbayes. Il paroît que S. M. en accordant au Clergé la Déclaration de 1735, a eu intention de comprendre, non-seulement les Abbayes & Prieurés réguliers, mais encore les Abbayes & Prieurés ci-devant réguliers, & qui ont été sécularisés. Cependant différents Chapitres établis dans les Abbayes, ou Prieurés sécularisés, prétendent contester aux Evêques le droit de pourvoir aux Bénéfices dépendants de ces Abbayes, ou Prieurés, se fondant sur ce que ces Abbayes & Prieurés sécularisés, n'ont point été nommément compris dans la Déclaration de 1735.

Pour obvier à cette difficulté, l'Ass. de 1750, art. 9 du Cahier sur la Jurisdiction, supplie S. M. de donner une Déclaration, par laquelle, en expliquant & interprétant, en tant que de besoin, celle de 1735, il sera déclaré & ordonné, que ladite Déclaration sera exécutée, tant à l'égard des Abbayes & Prieurés actuellement réguliers, que par rapport aux Abbayes & Prieurés réguliers qui auroient été sécularisés. T. VIII, P. J. p. 73, 74.

L'Ass. de 1755, art. 8 du Cahier de la Jurisdiction, renouvelle cette demande. L'article n'a point été répondu. T. VIII, P. J. p. 202, 203.

Mêmes instances de la part de l'Ass. de 1760, art. 10 du Cahier de la Jurisdiction. Réponse: *Le Roi fera examiner en son Conseil les propositions qui lui*

seront faites sur cette matière. T. VIII, P. J. p. 305.

L'article 7 du Cahier de l'Ass. de 1765, contient la même demande. Réponse: *J'entendrai, par une Déclaration particulière, les dispositions de celle de 1735, aux Abbayes & Prieurés sécularisés.* T. VIII, Péc. Justific. p. 487, 488.

L'Ass. de 1775 insiste sur cette promesse. On lui répond, que cette affaire paroissant mériter encore quelque considération, elle avoit été renvoyée à M. de Bonnaire, pour en faire son rapport au Conseil des Dépêches.

L'art. 7 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1775, est à ce sujet. Voyez cet article, avec la réponse de S. M. dans le second Supplément de la Table, *ad calcem.*

Les mêmes motifs qui avoient provoqué la Déclaration de 1735, qui accorde à l'Evêque Diocésain la nomination des Bénéfices dépendants des Abbayes vacantes, ont servi de fondement à la plupart des Ass. Provinciales, qui avoient député aux Ass. de 1770 & 1772, pour réclamer, en faveur des Evêques, le droit de nommer aux Cures dépendantes des Prieurés ci-devant unis aux Colleges des Jésuites. En conséquence, il a été délibéré par l'Ass. de 1772, que les Evêques, conformément au Droit Commun, fussent maintenus dans le droit de nommer auxdites Cures. M. le Chancelier, à qui cette demande est faite, la trouve juste & raisonnable. T. VIII, p. 2026, 2027, 2041.

L'Ass. de 1770 en avoit fait l'objet de l'art. 7 de son Cahier de la Jurisdiction. La réponse de S. M. a été, qu'après qu'Elle auroit pris les éclaircissements dont Elle avoit besoin, Elle seroit connoître ses intentions. T. VII, P. J. n°. VI.

L'Ass. de 1775 s'est occupée de ce même objet d'une manière plus particulière, contre la prétention des Bureaux d'administration des Colleges: ces Bureaux tenoient leur prétention sur le droit qui leur est attribué, d'administrer les biens appartenants aux Colleges ci-devant régis par les Jésuites; d'où ils concluoient qu'ils pouvoient exercer le patronage dépendant des Prieurés qui font partie de ces biens: ils soutenoient que ce patronage est une suite nécessaire de la maxime générale, *Collatio est in fructu.*

Un Mémoire dressé par le Bureau

Les motifs qui ont provoqué la Déclaration de 1735, qui accorde à l'Evêque Diocésain la nomination des Bénéfices dépendants des Abbayes vacantes, ont servi de fondement à la plupart des Ass. Provinciales, qui avoient député aux Ass. de 1770 & 1772, pour réclamer, en faveur des Evêques, le droit de nommer aux Cures dépendantes des Prieurés ci-devant unis aux Colleges des Jésuites.

de la Religion, établit solidement le droit épiscopal. Les Evêques y réclament le patronage dont il s'agit, en leur qualité de Collateurs nés de tous les Bénéfices de leurs Diocèses : ils se fondent sur le Droit Commun, sur l'esprit & la lettre des Regles & des Canons reçus dans le Royaume, ainsi que sur le bien évident de l'Eglise.

Il est vrai que la nouvelle Législation a confié aux Bureaux l'administration de tous les biens qui dépendent des Colleges; mais elle n'a rien prononcé sur les principes & les droits du patronage qui est en question. On ne peut cependant disconvenir, conformément aux anciennes maximes & à l'esprit, ainsi qu'à la lettre des saints Canons, qu'une disposition précise du Législateur, & même l'intervention de la Puissance Ecclésiastique, étoient nécessaires pour dénaturer ainsi un patronage : il étoit, sans contredit, Ecclésiastique, tant que les Colleges ont été régis par les Jésuites. Comment pourroit-il être devenu tout d'un coup un patronage laïque, sans aucune formalité? car on ne pourroit considérer autrement un patronage exercé par des Bureaux d'administration, où il se trouve six & sept voix laïques, tandis que le Clergé n'en a qu'une dans la personne de l'Evêque.

La maxime *Collatio est in fructu*, n'est pas d'une exécution si générale, qu'elle ne soit soumise à diverses exceptions. Les Chapitres de Cathédrales nomment constamment aux Cures dépendantes des Evêchés pendant la Régale. Les Evêques disposent de tous les Bénéfices dont le patronage appartient aux Abbayes & Prieurés, pendant la vacance de ces Abbayes & Prieurés. Dans presque toutes les unions, les Evêques se réservent la nomination des Cures. Enfin les Lettres-Patentes données pour le College de Toulouse, ont attribué aux Evêques Diocésains le droit de nommer aux Cures dépendantes des Bénéfices unis au College de cette Ville.

A ces motifs, le Clergé joint, avec confiance, une forte considération; c'est celle du bien de l'Eglise & de l'utilité publique : cette considération est spécialement relative aux Cures, & c'est aussi l'objet principal des demandes du Clergé.

L'Aff. Générale de 1775, déterminée par de si puissants motifs, a sollicité, avec instance, une Déclaration du Roi,

qui fixe la Jurisprudence des Tribunaux, & maintienne les Evêques Diocésains dans le droit de nommer aux Cures & autres Bénéfices, dont le patronage appartient aux Prieurés réunis aux Colleges ci-devant régis par les Jésuites. T. VIII, p. 2388. *Le Mémoire*, P. J. n°. VIII.

M. le Garde des Sceaux remet aux Députés du Clergé une réponse par écrit, portant, qu'il seroit remis à M. le Garde des Sceaux un projet de déclaration, qu'on n'a pas promis d'adopter tel qu'il seroit présenté; mais on a paru disposé à accorder le fonds de la demande, sur-tout quant à la nomination des Cures, & à prendre les moyens pour en assurer le succès. T. VIII, p. 2389.

V. L'Aff. de 1700, art. 28 du Cahier sur le Temporel, supplie S. M. de permettre aux Abbés & Abbesse, & autres Bénéficiaires qui ont leurs Secrétaires, de s'en servir pour l'expédition des provisions de Bénéfices qu'ils donneront. *Refusé*. Recueil, p. 1490.

VI. En la Province de Breton, les Seigneurs laïques qui possèdent des terres inféodées, se nomment *Abbes* & les terres qui composent leurs fiefs, *Abbatiales*, & ces fiefs, *Abbayes*. Voyez *Prémices*, n°. II.

VII. Quant aux charges des Abbayes & des Abbés, une de ces charges est le paiement de la pension d'un religieux laïque, dit *oblat*. Voyez *Obats*.

Depuis le Concile de Latran, on insère dans les Bulles des Abbayes Commandataires, la clause, que si la bulle de l'Abbé est séparée de celle des Religieux, la troisième partie des fruits de l'Abbaye, sera employée aux Pauvres, à l'entretien de l'Eglise, & telles autres œuvres; que si elle est commune, il n'y aura d'employé à ce que dessus, que la quatrième partie. C'est sur ce fondement sans doute, qu'il fut présenté Requête au Parlement de Bretagne, par les Prévôts de l'Hôtel Dieu de Rennes, contre l'Abbé de Saint-Mélaine, pour le contraindre de donner le tiers du revenu de l'Abbaye à l'Hôtel-Dieu: il est fait lecture de cette Requête en l'Aff. de Melun, séance du 26 Mars; elle commet M. l'Evêque de Saint-Brieuc, pour s'informer plus particulièrement de l'affaire. T. I, p. 218.

La Reine avoit fait mettre sur l'Abbaye de Rélec en Bretagne, une pension de 4000 liv. en faveur de l'Abbesse de Fontevraule. Les Prélats as-

Si leurs Secrétaires peuvent empêcher des provisions de Bénéfices.

Terres abbatiales du Béarn.

Charges des Abbayes.

semblés extraordinairement à Paris en 1651, & l'Ass. de 1655, s'en plaignent & s'élèvent fortement contre cet abus. *Voyez* Pensions, §. I, an. 1651, 1655.

Les délibérations du Clergé concernant les Dons-gratuits & les emprunts faits en conséquence, ainsi que les Arrêts & Lettres-Patentes qui les confirment, comprennent, dans les départements & impositions au sujet d'édits d'ons & emprunts, les Menses Conventuelles, sans qu'elles puissent répéter leurs taxes sur leurs Abbés & Prieurs, sous prétexte de partage de Menses, Concordats, Transfactions, &c. *Voyez* Menses, n°. I.

Dans le cas de contestation sur ce sujet, entre les Abbés & les Religieux, les Chambres des Décimes sont-elles compétentes pour en connoître? *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

Les Transfactions & Concordats passés entre les Abbés & Prieurs, d'une part, & les Religieux, d'autre part, pour réparations & autres charges claustrales, sont-ils sujets aux droits d'amortissement, de nouvel acquêt & de centième denier? *Voyez* Amortissement, §. II, n°. XIII, XIV.

Parmi les moyens de subvenir au paiement du Don-gratuit, les Commissaires députés par l'Ass. de 1665, proposent une taxe sur les Abbés qui ne sont point Prêtres. La Compagnie rejette ce moyen. T. IV, p. 896.

Abbés tenus de se faire promouvoir à la Présence.

VIII. L'Ass. de 1573, dans son Cahier autorisé par le Roi Charles IX en 1574, art. 7, avoit demandé que les Abbés & Prieurs Conventuels fussent tenus de se faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrise dans l'an, sous peine de perte des fruits; & déchu du titre, si dans deux ans ils n'étoient Prêtres. Recueil, p. 972.

Marques honorifiques des Abbés.

IX. L'Ass. de 1605 exhorte les Evêques de défendre à tous Abbés Commendataires de porter camail, crosse, &c., & de leur ordonner de se contenter du mantelet & du rochet. T. I, p. 718.

Plusieurs Abbés Commendataires se présentoient aux Etats de Bretagne en camail. L'Ass. de 1610 arrête de supplier S. M. d'en écrire au Gouverneur, à ce qu'il leur soit défendu d'entrer auxdits Etats en camail. T. II, p. 16.

Le Règlement des Réguliers, dressé en l'Ass. de 1615, & confirmé par les Ass. suivantes, art. 29, ne permet aux Abbés qui ont privilège de porter mitre & crosse, d'en user que dans leurs pro-

pres Abbayes, quelque possession qu'ils puissent alléguer, & en quelque Province, ou Pays que ce soit. Par le même article, il est défendu aux Abbés Commendataires de porter la croix pectorale, ni le camail sur le rochet; il ne leur permet que ledit rochet sous le mantelet, ou manteau. T. II, P. J. p. 66.

En l'Ass. de 1700, M. l'Archevêque de Vienne se plaint de ce que l'Abbé Titulaire de Saint-Pierre de Vienne, dont l'Abbaye est sécularisée dans le Chef & dans les Membres, portoit une croix pectorale, nonobstant la défense qu'il lui avoit fait signifier, & qu'au lieu d'obéir à la défense, ledit Abbé l'avoit fait assigner au Grand-Conseil. La Compagnie ordonne aux Agents d'intervenir dans cette affaire, en faveur de M. l'Archevêque. T. VI, p. 561.

M. l'Abbé de Cîteaux lui-même, ayant voulu assister aux Etats de Bourgogne en rochet & en camail, cette prérogative lui est contestée par le reste du Clergé ayant entrée aux Etats, auquel se joint l'Ass. Génér. de 1735. T. VII, p. 1464.

X. Les Abbés du Pays de Béarn ont voix & séance au Parlement de Pau. *Voyez* Béarn, §. III, n°. II.

Séance des Abbés du Béarn au Parlement.

XI. Un Religieux Feuillant, Abbé triennal de Saint-Martin de Limoges, entreprend, en cette qualité, de consacrer dans le Diocèse de Tulle, une Eglise & des Autels, avec les habits pontificaux, faisant les cérémonies accoutumées. M. l'Evêque de Tulle s'en plaint à l'Ass. de 1650. *Voyez* Feuillants, §. II, n°. I.

Consécration d'Eglise par un Abbé, impropre.

XII. Dans l'Ass. de Melun en 1579, s'élève le différend des Abbés titulaires & des Doyens des Eglises Cathédrales, pour la préséance. L'Abbé de Cîteaux harangue pour les Abbés, & le Doyen de Langres en faveur des Doyens; on prend les Evêques pour Juges du différend: ceux-ci, sans toucher au fonds, prient seulement les Parties de laisser toutes choses en susseance, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. La chose est acceptée de part & d'autre. T. I, p. 122, à la note.

Préséance entre les Abbés & les Doyens.

La même contestation se renouvelle en la Chambre Ecclésiastique des Etats-Généraux de 1614. La Compagnie avoit réglé, qu'à la Procession qui devoit se faire, & aux autres Assemblées, les uns & les autres marcheroient indifféremment & sans distinction, avec les Sieurs Députés; les Commendataires refu-

sont d'y acquiescer : le jugement est remis à l'Ass., qui, après avoir oui les moyens des Parties, amplement exposés par l'Abbé de Bourgueil en faveur des Abbés, & par le Doyen d'Orléans, en faveur des Dignités, décide & juge, qu'excepté les Révérends Abbés de Cîteaux & de Clairvaux, comme Chefs d'Ordres & Titulaires, sans préjudice des prétentions respectives des Parties, elles se rangeroient sous leurs gouvernements, sans prendre aucune préférence les unes sur les autres. T. II, p. 77 & suiv.

En l'Ass. de 1595, s'éleva une contestation semblable, entre le Doyen de Paris, l'Archidiacre de Sens & l'Abbé de Saint-Martin d'Auxerre, tous députés de la Province de Sens, savoir lequel des trois porteroit l'avis des Provinces en l'absence des Prélat : arrêté que par provision seulement, le Doyen rapporteroit l'avis ; protestation de la part des concurrents, dont acte fut donné. T. I, p. 604.

Les moyens de l'Abbé de Bourgueil, dans la contestation ci-dessus aux États de 1614, étoient, 1°. que les Abbés sont appelés Prélat, & qualifiés de ce titre honorable. *Reverendi Patres, cap. Decernimus de judiciis*. A quoi le Doyen d'Orléans réplique, que le droit, à la vérité, leur donne le premier titre ; mais ils usurpent le second ; car on ne voit point dans le droit, qu'ils soient qualifiés *Reverendi Patres* : & quant aux Doyens & autres premières Dignités de Cathédrales, le droit leur donne le même titre de Prélat ; car tel est le texte du chap. *Decernimus : Sed Episcopi, Abbates, Archidiaconi & alii Ecclesiarum Prelati*.

2°. Outre les noms qualifiés dont les Abbés sont honorés pour marque de leur Prélatrice, ils ont le droit d'user des ornements pontificaux, mitres, croixes, anneaux, sandales & autres ; ils sont bénits d'une bénédiction solennelle ; ils sont élus par élection solennelle, comme les Evêques, dans la forme prescrite au chap. *Quia propter, de elect.*

On répond, qu'à la vérité il y a des Abbés qui usent de mitre, croix, &c. mais par spécial privilège, & qui n'est de droit annexé à leur Dignité. D'ailleurs, plusieurs Doyens & Dignités, d'Eglises même Collégiales, usent de mêmes ornements. Quant à la bénédiction, elle est à cause de la Profession Monacale. Sur ce qui est dit de la

forme d'élection des Abbés, cette forme a lieu pareillement pour certains Doyennés de Cathédrales.

3°. Les Abbés sont fondés en Jurisdiction ordinaire, pour suspendre, interdire & excommunier. Leur Jurisdiction, disoit le Doyen d'Orléans, est seulement envers leurs Moines au-dedans de leur Abbaye ; mais quant à celle des Doyens, Archidiacons & Dignités des Eglises, elle est à l'égard de tous, tant Prêtres, que Séculiers ; sur quoi il rapporte plusieurs exemples.

4°. Les Abbés confèrent la Tonsure & les Ordres Mineurs : ils bénissent les Calices & les ornements de l'Eglise. La réponse du Doyen est, que rarement on permet à autres qu'aux Evêques, la bénédiction des Calices, & autres choses où il est besoin d'appliquer le Crème. Quoi qu'il en soit, semblable pouvoir ou privilège, ne peut donner avantage aux Abbés ; car autrement les Gardiens & Prieurs des Ordres Mendians s'en prévaudroient aussi, ayant pouvoir de bénir les ornements & corporaux. Si les Abbés donnent la Confirmation, confèrent la Tonsure & les Ordres Mineurs, c'est par privilège, dont ils n'usent que pour leurs Religieux.

5°. Les Abbés ont en leur faveur plusieurs Rescrits des Papes, où les Abbés sont nommés immédiatement après les Evêques, & devant toutes autres Dignités de Cathédrales. Or c'est une maxime reçue, *ex Priori nominatione majorem dignitatem præsumi*. Soit, dit le Doyen, *presumptum*, mais non pas *constat* : car cette maxime est souvent fautive en termes de droit, où les inférieures dignités, qualités & personnes sont nommées plus souvent les premières, dont il cite plusieurs exemples.

6°. Les Abbés ont séance & voix aux Conciles généraux & provinciaux ; ils y sont nommés, & ont souscrit avant toutes sortes de Dignités de Chapitres. Au Concile de Tolède, en 653 : *Subscribunt Episcopi, deinde Abbates, demum Vicarii absentium Episcoporum*. Par les actes du Concile de Mayence : *In prima turba confederunt Episcopi, in secundâ Abbates, &c.* Au Concile de Latran, en 1069 : *Considentibus Episcopis, Abbatibus, &c.* De même au Concile de Latran, de l'an 1215, & au Concile de Trente, où sont souscrits immédiatement après les Evêques, les Abbés. Sur la difficulté mise au Concile provincial de Rouen, en 1582, la réponse du S. Siege fut : *Canonicos Ec-*

u'ils
vin-
e ar-
om-
cto-
l ne
s le
66.
que
bbé
ne,
s le
une
ente
qu'au
Abbé
seil.
ents
na fa-
561.
me,
bour-
ectre
rste
, au-
735.

ont
Pau.
Séance des Ab-
bés du Béarn au
Parlement.

Abbé
ges,
con-
vée.
Confécration
d'Eglise par un
Abbé, impro-
vée.

, une
abits
es ac-
s s'en
euil-

572,
laïres
édra-
Cif-
, &
des
pour
s tou-
t les
n sur-
é au-
cep-
2, d

avelle
Etats
avoit
oir se
s uns
rem-
ieurs
refu-

avelle
Etats
avoit
oir se
s uns
rem-
ieurs
refu-

clisiarum Cathedralium praeferendos esse, quando capitulariter procedunt; Abbaes benedictos & qui usum mitrae habent, praecedere commendatarios; post hos locum habere dignitates. Dans les Actes du Clergé les Abbés sont toujours immédiatement après les Evêques.

Pour prévenir ce qu'on pourroit opposer que ces exemples & autorités prouvent tout au plus pour les Abbés Religieux & bénits, & ne peuvent avoir aucune application aux Commendataires; l'Abbé de Bourgueil tâche de prouver que les Abbés Commendataires succèdent aux mêmes prééminences, & que les commendes perpétuelles sont vrais titres canoniques & prélatures, &c.

Ce dernier moyen est encore combattu par le Doyen d'Orléans. « Si dans » plusieurs Conciles, dit-il, les Abbés » sont nommés immédiatement après » les Evêques, on leur oppose d'autres » Conciles, dans lesquels les Dignités » des Eglises, & autres Prêtres moins » qualifiés, sont immédiatement après » les Evêques & devant les Abbés. »

Quant aux trois Conciles cités, on observe que dans celui de Mayence, & dans le cinquième Concile de Latran, il s'y est trouvé des Abbés, mais non des Dignités d'Eglise Cathédrale; qu'ainsi il n'y a point eu de concurrence. A l'égard du Concile de Trente, il est vrai qu'en sa conclusion, il y a quatre Abbés nommés immédiatement après les Evêques; mais Abbés-Généraux, Chefs d'Ordres.

Le même Doyen répond particulièrement à ce qui regarde les Commendataires, & fait voir l'extrême différence qui se trouve entre ces Abbés & les Abbés Religieux.

Quant à la réponse du Pape à l'article du Concile de Rouen, il s'en tient à cette maxime: *Res inter alios acta nemini praepjudicat.* T. II, p. 77, jusqu'à 86.

Révélation des
Abbés par l'Evê-
que Diocésain.

XIII. Le droit de bénir les Abbés appartient à l'Evêque Diocésain. Dom Larcher, élu Abbé de Cîteaux, s'étant fait bénir par un autre Prélat que l'Evêque de Châlons, Diocésain, à cause que dans cette cérémonie, l'Abbé prête serment d'obéissance; l'Evêque de Châlons s'en plaint à l'Ass. de 1695, qui lui accorde l'intervention des Agents-Généraux. T. VI, p. 222, 223. P. J. p. 140.

Titres des Ab-
bayes.

XIV. Sur les inventaires des titres des Abbayes & des Monastères. Voyez Archives des Diocèses.

ABBESSES.

I. L'ASSEMBLÉE de Poissy en 1560, dans ses Decrets sur la réformation, ordonne que l'usage établi dans les Monastères de filles, par rapport à la trénnalité, ou à la perpétuité des Abbeses & Prieures, soit observé; qu'aucune Religieuse ne soit nommée Abbesse, ou Prieure, qui n'ait atteint l'âge de 30 ans; qu'elles ne puissent être transférées d'un Ordre à l'autre, ni sortir sans la permission des Supérieurs. T. I, P. J. p. 14.

Abbeses triennales, ou perpétuelles; âge requis, &c.

II. En l'Ass. de 1650, M. l'Evêque de Comings fait observer, que dans le Pontifical Romain, imprimé à Rome en 1645, il se trouve une addition faite dans la bénédiction des Abbeses exemptes de la Jurisdiction des Ordinaires, par rapport à la formule du serment; au lieu que dans les éditions précédentes, il n'y avoit qu'un même formulaire, tant pour les exemptes, que pour celles qui ne le sont pas, lequel portoit: *Ego Abbatissa promitto obedientiam, reverentiam, &c. Ecclesiae, ubique Domino meo ejusdem Ecclesiae Archiepiscopo, aut Episcopo.* Dans la nouvelle édition il est dit: [*Si verò fuerit exempta, iurabit praeiuramentum: Ego, &c. fidelis ero & obediens B. Petro Apostolo, sanctaeque Romanae Ecclesiae, & Domino nostro N. suisque successoribus, & tibi, vel pro tempore existentis meae Religionis Superiori, secundum regulam, &c.* L'Ass. ayant trouvé ce formulaire de serment préjudiciable aux droits épiscopaux, ordonne qu'il en sera écrit au Pape, & envoyé un extrait dans les Provinces, avec une Lettre circulaire, & autant du formulaire ancien, pour se conformer à ce dernier. T. III, p. 610, 611. Les Lettres au Pape & aux Evêques. P. J. p. 74, 75.

Addition au
Pontifical, sur le
serment des Ab-
beses.

ABJURATION D'HERÉSIE.

I. Le pouvoir de recevoir ces sortes d'abjurations, & d'absoudre du crime d'hérésie, est-il réservé au Pape? ou appartient-il aux Evêques? Voyez Hérétiques, n°. V.

II. L'abjuration des Hérétiques qui reviennent à l'Eglise, doit-elle être faite publiquement à l'Eglise? ou suffit-il qu'elle se fasse entre les mains des Officiaux? Ibidem.

III. Sur l'abjuration de Henri IV, &

13 ABONNEMENT.

l'absolution donnée à ce Prince. *Voyez* Henri IV.

IV. Abjurations simulées. *Voyez* Protestants.

ABONNEMENT.

I. DANS les départements & impositions ordonnées par le Clergé sur les Diocèses, pour paiement des Dons-gratuits accordés au Roi, sont compris les Diocèses & Pays abonnés avec le Clergé, nonobstant tous Traités, Concordats, Abonnements & pieds fixés par lesdits Abonnements, Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes donnés en confirmation d'iceux : c'est ce que portent les délibérations des Ass., au sujet des Dons-gratuits. *Voyez* le Supplément de la Table, *ad calcem*, n°. I.

II. Abonnement, ou Traité, dit la composition des Rhodiens, par rapport aux impositions ordonnées par le Clergé. *Voyez* Malte, §. I.

III. Abonnement fait par l'Ass. de 1670, pour les décimes de Béarn, avec les Diocèses de Lescar & d'Oléron. *Voyez* Béarn, §. II.

IV. Abonnement des Bénéficiers de Breil, fait avec le Clergé, à 1000 écus par an. *Voyez* Breil.

V. Abonnement pour les décimes & impositions de la Chartreuse du Mont-Dieu, avec le Syndic du Clergé de Reims, rejeté par l'Ass. de 1665. *Voyez* Chartreux, n°. II.

VI. Abonnement de la Province de Basse-Navarre, pour l'exemption de tous droits d'amortissement & de francs-fiefs, au moyen d'une somme de 22000 livres, & en vertu d'un Arrêt du Conseil, du 23 Septembre 1704. *Voyez* Navarre, n°. III.

VII. L'Assemb. de 1740 obtient, au moyen d'une somme de 120000 livres, une fois payée, un Arrêt d'abonnement, qui décharge toutes les Communautés de tous les Diocèses, de ceux même des Pays conquis, de tous les droits de contrôle qui peuvent être dus, pour raison des actes inscrits & à inscrire sur leurs registres, jusques & compris le dernier Décembre 1740. *Voyez* Contrôle, §. II, n°. II.

VIII. Abonnement des Curés & des Décimateurs du Poitou, pour la dîme appelée le boisselage : contestation à ce sujet. *Voyez* Noyales, ann. 1725, 1765, 1770.

IX. Abonnement du Clergé avec l'Ordre de St. Lazare, au moyen d'une somme annuelle de cent mille livres,

ABSOLUTION.

pour tenir lieu à cet Ordre des pertes qu'il prétend avoir faites. *Voyez* Ruf. (Saint-)

ABSOLUTION.

§. I. Absolution sacramentelle.

L'ASSEMBLÉE-GÉNÉRALE de 1700 a condamné plusieurs propositions de morale relâchée, sur l'absolution du Pénitent, & sur les occasions prochaines qui doivent la faire différer.

PROBABLE est sufficere attritionem naturalem, modo honestam.

HÆ Propositio est hæretica.

ATTRITIO ex Gehenna meum sufficit, etiam sine ullâ Dei dilectione, sine ullo ad Deum offensum respectu, quia talis honesta & supernaturalis est.

HÆ Propositio, quâ à dispositionibus necessariis ad absolutionem excluditur quilibet ad Deum offensum respectus, temeraria est, scandalosa, perniciosa & in hæresim inducit.

CONCILIUM Tridentinum adeo expressè definivit attritionem quæ non vivificet animam, quæque supponatur sine Dei amore esse, sufficere ad absolutionem, ut anathema pronunciet adversus negantes.

HÆ Propositio falsa est, temeraria, Concilio Tridentino contraria, & in errorem inducit.

PENITENTI consuetudinem habenti contra Dei Legem, naturæ aut Ecclesiæ, peccandi, etsi emendationis spes nulla affulgeat, non est deneganda, nec differenda absolutio, dummodo ore proferat se dolere, & proponere emendationem.

HÆ Propositio est erronea, & ad finalem impenitentiam inducit.

POTEST aliquando absolvi qui in proximâ peccandi occasione versatur, quam potest & non vult omittere, quin imò directè & ex animo querit, aut ei se ingerit... proxima occasio peccandi non est fugienda, quando causa aliqua utilis aut honesta non fugiendi occurrit... licitum est querere directè occasionem proximam peccandi pro bono spirituali, vel temporali nostro, vel proximi.

HÆ Propositiones scandalosæ sunt, perniciosæ, hæreticæ, apertè repugnantes præcepto Christi jubentis manum, pedem, oculum scandalizantem abscindere & projicere. T. VI, P. J. p. 207, 208.

§. II. Absolution des Censures ; Absolution ad cautelam.

I. L'ASSEMBLÉE de 1635 défend aux

Abbes triennales, ou perpétuelles ; âge requis, &c.

Addition au Pontifical, sur le serment des Abbes.

Evêques d'absoudre des jugements & censures décernées par d'autres Evêques, ou par leurs Grands-Vicaires, si l'Ordre Hiérarchique ne leur donne la supériorité ordinaire. *V. Evêques, §. IX.*

II. Le Parlement de Dijon rend un Arrêt, par lequel un Prêtre du Diocèse de Châlons, interdit par son Evêque de la célébration de la Messe & de l'administration des Sacraments, est reçu appelant de cet interdit; & sur le refus de l'Evêque de lever l'interdit, il est renvoyé pardevant un Conseiller-Clerc qui leve l'interdit, avec défenses à qui que ce soit de troubler ledit Prêtre, tant dans la célébration de la Messe, que dans l'administration des Sacraments. L'Ass. de 1635 accorde son intervention à l'Evêque de Châlons, à l'effet d'obtenir la cassation de l'Arrêt, & de tout ce qui s'en est ensuivi. T. II, p. 792.

Autres entreprises & Arrêts semblables des Cours séculières sur ce sujet. *Voyez Censures Ecclésiastiques, n°. III & suiv.*

III. L'Ass. de 1675, art. 2 de son Cahier sur la Jurisdiction, s'exprime en ces termes: Plusieurs Parlements sur une simple Requête, recevant une appellation comme d'abus d'une censure fulminée par Sentence, ordonnent que les Evêques absoudront à *cautele* de la censure; les contraignent de donner ces absolutions par la saisie de leur temporel; souvent même ils renvoient pardevant un Evêque voisin, ou quelque Ecclésiastique constitué en dignité; quelquefois même commettent un d'entre eux pour donner ces absolutions; d'autres fois par leurs Arrêts, donnés sur simple Requête, ils relèvent de la censure; & après ces absolutions à *cautele*, ils maintiennent ceux qui sont ainsi absous, dans l'exercice de leurs fonctions, comme avant la censure: ils se fondent sur une espèce de possession où ils sont d'en user de la sorte, & sur ce que cet usage a force de loi.

Pour renverser ce faux prétexte, le Clergé fait observer, que, selon toutes les Loix, une Coutume pour être bonne & avoir force de Loi, doit être juste, raisonnable & légitimement prescrite: on prouve ensuite que la Coutume alléguée par les Parlements, n'a aucune de ces conditions: elle n'est point juste; car elle est contraire aux Décrets de l'Eglise & aux Ordonnances Royaux: elle renverse la subordination que Dieu

& l'Eglise ont établie, & que les Loix civiles ont maintenue: elle n'est point raisonnable, parce qu'elle est injurieuse à l'Eglise & préjudiciable au salut des âmes; elle n'est point légitimement prescrite, parce que ceux qui prétendent avoir acquis la prescription, ne l'ont pu acquérir, & ne peuvent posséder l'autorité qu'ils usurpent: toutes ces propositions sont prouvées.

Le Clergé conclut par supplier S. M. de défendre à toutes les Cours de contraindre les Evêques à donner l'absolution simple, ou à *cautele*, des censures par eux fulminées; de commettre aucunes personnes pour les donner, mais de les renvoyer pardevant l'Ordinaire, ou le Supérieur Ecclésiastique, pour leur être pourvu par les formes de droit pour l'absolution & pour les fonctions, sans préjudice de l'appel comme d'abus. T. V, P. J. p. 153 & f. Recueil, p. 1413 & f.

L'Ass. de 1685, art. 3 du Cahier, insiste sur les mêmes demandes. Recueil, p. 1461.

IV. Sur les absolutions *ad cautelam*, données par le Chancelier de l'Université de Paris, ou par d'autres Ecclésiastiques, en vertu d'Indults, ou par Arrêts des Parlements. *Voyez* Chancelier de l'Université... Evêques, §. IX.

§. III. Absolution de Henri IV, & sa réconciliation à l'Eglise.

Voyez Henri IV.

ABUS. [APPEL COMME D']

Voyez Appel comme d'abus.

ABUS. [TRAITÉ DE L']

M. l'Evêque de Laon représente à l'Ass. de 1660, qu'un Docteur en Droit Canon de l'Université de Toulouse, nommé d'Auteferre, étoit disposé à répondre au Traité du sieur Févret, intitulé, *de l'Abus*, imprimé depuis quelques années, lequel est très-préjudiciable à la Jurisdiction Ecclésiastique; que tous les Mémoires qu'il avoit recueillis sur cette matière étoient prêts, & que dans moins d'un an, il pourroit donner son Ouvrage au public, si la Compagnie approuvoit son dessein & le convioit à l'entreprendre. L'Ass. estimant cet Ouvrage avantageux à l'Eglise, prie M. l'Evêque de Laon d'écrire audit sieur d'Auteferre, pour l'exhorter de la part de l'Ass. à ce travail. T. IV, p. 795.

L'Ouvrage

L'Ouvrage est présenté depuis à l'Ass. de 1665, par MM. de Toulouse & de Mirepoix. L'Ass. étant alors proche de sa fin, la chose en resta là. En l'Ass. de 1670, M. l'Evêque de Couserans présente de nouveau ledit Ouvrage; la Compagnie nomme des Commissaires pour l'examiner; le rapport est favorable à l'Auteur, & l'Ass. témoigne beaucoup d'estime pour la personne & pour l'Ouvrage. T. V, p. 154, 155.

ACQS.

1670. 1°. SÉDITION excitée à Acqs contre l'Evêque & quelques Ecclesiastiques du Diocèse, dont l'Ass. de 1670 poursuit la réparation. *Voyez* Evêques, §. XII, n°. III.

1675. 2°. M. l'Evêque d'Acqs fait part à l'Ass. de 1675, d'une prétention des Etats de Navarre, qui vouloient l'obliger à établir un Vicaire-Général pour les Paroisses de son Diocèse qui sont dans le Béarn. *Voyez* Vicaires-Généraux, n°. I.

1717. 3°. Le Sieur Caunegre ayant impétré en Cour de Rome la Cure de St. Pandelon & de son Annexe, sur le Vicaire perpétuel desdits lieux, & interjeté appel comme d'abus de l'union de cette Cure & dîmes en dépendantes, à l'Evêché d'Acqs, après plusieurs procédures faites pardevant le Sénéchal d'Acqs, il intervint, le 27 Juin 1714, un Arrêt du Parlement de Bordeaux, qui maintient le Sieur Caunegre dans le possessoire de la Cure de St. Pandelon & de son Annexe, fruits décimaux & revenus en dépendants, à la réserve néanmoins de la quatrième partie desdits fruits décimaux que la Cour réserve au Sgr. Evêque, pour lui tenir lieu de la portion que les Evêques ses prédécesseurs pouvoient y avoir anciennement; condamne le Prélat à la restitution des trois autres quarts depuis qu'il est Evêque, &c.

M. l'Evêque d'Acqs se voyant dépouillé d'une portion considérable du revenu de son Evêché, présenta au Conseil sa Requête en cassation de l'Arrêt du Parlement de Bordeaux; le Conseil ordonna au Procureur-Général d'envoyer les motifs de l'Arrêt: les motifs ayant été rapportés, & les Parties assignées au Conseil, l'Arrêt du Parlement de Bordeaux a été cassé, & le fonds de l'affaire renvoyé au Parlement de Paris, où est intervenu Arrêt, le 20 Mars 1717, en faveur de l'Evêque d'Acqs. T. VII, P. J. p. 109, 110 & f.

Table de la Coll. des P. V.

4°. M. l'Evêque d'Acqs réclame la protection de l'Ass. de 1747, pour obtenir la cassation d'un Arrêt du Parlement de Bordeaux, qui adjuge la possession d'une Cure résignée à un Prêtre à qui le visa avoit été refusé, à raison d'incapacité. Arrêté que MM. les Agents accorderont leurs bons offices au Prélat, & même qu'ils interviendront, si, après l'examen qui sera fait de l'affaire par les Avocats, le Conseil est d'avis que l'intervention soit nécessaire. T. VIII, p. 54 & f.

5°. M. l'Evêque de Bayonne rend compte à l'Ass. de 1750, d'une affaire qui intéressoit les Curés du Diocèse d'Acqs. *C'est tout ce qui en est dit dans le Procès-verbal.* T. VIII, p. 399.

ACQUÊTS. [NOUVEAUX]

I. L'on joint ordinairement, *disoit* M. d'Aligre, *Commissaire du Roi en l'Ass. de 1660*, les deux termes de nouveaux acquêts & de franc-fiefs, quoique très-différents. Le droit pour le nouvel acquêt est dû par les Gens de main-morte, Ecclesiastiques & autres, lesquels ne peuvent acquérir le bien des laïques, qu'avec permission du Roi, en le dédommageant pour son intérêt, & indemnifiant les Seigneurs particuliers, dont les terres sont mouvantes; pour raison de quoi les Ordonnances les obligent de prendre des Lettres d'amortissement, & les faire enregistrer, à peine de nullité; les Ecclesiastiques n'ont aucun privilège qui les dispense de ce droit. Quant à la taxe des franc-fiefs qui se doit de vingt en vingt ans, &c. T. IV, p. 543. *Voyez* Franc-Fiefs.

Dans la conférence avec MM. du Conseil, les Commissaires de l'Ass. de 1660, font plainte de ce qu'au préjudice de ce que le Clergé avoit acheté, en 1640, le droit d'amortissement pour les nouveaux acquêts, les Chambres des Comptes ne laissoient pas de poursuivre les Ecclesiastiques: à quoi M. le Chancelier dit, que lorsque cet article avoit été employé dans le Contrat, le Roi n'avoit prétendu accorder autre chose que l'amortissement des nouveaux acquêts des terres sujettes aux franc-fiefs réunis à l'Eglise, & que si S. M. avoit eu l'intention de les en exempter, Elle l'auroit fait par des Lettres-Patentes. M. l'Archevêque de Rouen repliqua, que le Roi s'étant obligé, par une clause générale, d'accorder toutes les choses nécessaires au Clergé, pour la conservation de ses

immunités, il y avoit lieu d'espérer qu'il ne refuseroit pas une Déclaration. T. IV, p. 750, 751.

En l'Ass. de 1675, on remet sur le Bureau plusieurs Arrêts de décharge, touchant les nouveaux acquêts; savoir, Arrêt de décharge des droits de nouveaux acquêts, pour les échanges faits entre les Ecclésiastiques, & même entre un Ecclésiastique & un Laïque, avec main-levée des saisies faites pour raison de ce; Arrêt de décharge du droit de nouveaux acquêts, pour rentes rachetables; Arrêt de décharge pour les Fabriques, de toutes taxes pour les nouveaux acquêts, à cause des biens acquis, ou possédés depuis 1641, non-obstant qu'elles ne rapportent les quittances de leur finance. T. V, p. 161, 162.

II. Sur le droit de nouvel acquêt, relativement aux maisons ecclésiastiques, curiales, prieurales, abbatiales & autres. *Voyez* Maisons des Ecclésiastiques, n°. IV.

III. A l'égard des transactions entre les Abbés & les Religieux, entre les Curés & les Décimateurs, au sujet de la dîme, &c. *Voyez* Amortissement, §. II, n°. XIII, XIV.

ACQUISITIONS

DE GENS DE MAIN-MORTE.

Voyez Main-morte.

ACTES.

ACTES de l'Ass. Génér. de 1765 sur la Religion. *Voyez* Religion, §. XI, n°. V.

AFFIRMATIONS.

L'ASSEMBLÉE de 1685, art. 9 du Cahier sur le Spirituel, demande que les affirmations pour les Causes qui se plaident aux Officialités & aux Chambres des Décimes, se fassent pardevant le Juge d'Eglise. *Refusé*. Recueil, p. 1462.

AGDE.

1615. I. L'ASSEMBLÉE de 1615, à l'occasion d'un Canoniat d'Agde conféré en Régale, ordonne aux Agents d'intervenir en la Cause, & de poursuivre l'exemption de l'Eglise d'Agde, de tout droit de Régale. T. II, p. 190.

1635. II. Le Chapitre d'Agde avoit joui, jusqu'en 1633, de 60 minots de sel de pension annuelle; le paiement lui en est refusé: il se pourvoit au Conseil, & demande la protection de l'Assemb. de 1633, qui lui est accordée. T. II, p. 814.

AGEN.

1°. VERS l'an 1665, les Cordeliers de Villeneuve au Diocèse d'Agde, s'opposent à la visite du Saint-Sacrement dans leur Eglise, par M. l'Evêque d'Agde. *Voyez* Eucharistie, n°. V. 1665.

2°. Arrêt célèbre du Conseil d'Etat, rendu le 4 Mars 1669, qui casse celui du Parlement de Bordeaux, du 6 Septembre 1666, & termine, en faveur du droit des Evêques, la contestation élevée entre l'Evêque d'Agde & les Augustins de son Diocèse, au sujet de la Confession & de la Prédication. *Voyez* Approbations, §. II. 1669.

3°. Le Sieur Soldadier, étant Syndic du Diocèse d'Agde depuis très-long-temps, voulut se perpétuer dans le Syndicat. Se doutant que M. d'Agde pensoit à l'en déposséder dans son Synode de 1668, il s'avisa de deux choses, de présenter, en entrant dans le Synode, une Requête fort insolente & très-injurieuse à son Evêque; & , outre cela, de faire une si longue harangue dans ce Synode, que les Curés du Diocèse, gagnés par lui, leverent le siège après la harangue, & se retirèrent, sans que le Prélat eût le temps de parler. M. l'Evêque convoqua le lendemain le même Synode; mais les Curés étoient déjà partis, & le sieur Soldadier resta en possession du Syndicat. MM. les Agents ayant eu copie de la Requête que le Syndic avoit fait imprimer, en firent leurs plaintes au Roi. S. M. en ayant parlé dans le Conseil, il fut résolu qu'on enverroit une Lettre de cachet à M. l'Evêque d'Agde, par laquelle il lui étoit ordonné de tenir un second Synode, de faire élire un autre Syndic que le sieur Soldadier. La Lettre est adressée à M. l'Intendant: autre Lettre au même, afin qu'il fasse faire satisfaction à M. d'Agde. Le Synode est convoqué, & la satisfaction est faite en plein Synode par ledit Soldadier: en outre il est fait une déclaration de la part de tous les Bénéficiers du Diocèse dans le même Synode, en faveur du Prélat. *Rapport d'Agde en 1670*. T. V, P. J. p. 83, 84.

4°. Griets & sujets de plaintes de M. l'Evêque d'Agde, portés d'abord aux Prélats assemblés à Paris en 1649, ensuite à l'Ass. Gén. de 1650. *Voyez* Epéron. 1649, 1650.

5°. Différend renvoyé à juger à l'Ass. de 1675, entre le Syndic du Diocèse d'Agde, & le Receveur alternatif de 1675.

Contrôleur ancien des Décimes du Diocèse, pour taxations prétendues. Le Procès n'ayant point été trouvé en état d'être jugé, & l'Ass. n'ayant pas assez de temps pour les délais & procédures nécessaires, dit a été, que les Parties continueront l'instance pendante au Conseil du Roi, suivant les derniers erréments. T. V, p. 188 & f.

6°. Entreprise, dont il est fait plainte en l'Ass. de 1695, des Augustins d'Angen, contre la Jurisdiction Episcopale, au sujet de la Prédication. Voyez Prédication, n°. IV.

AGENTS-GÉNÉRAUX DU CLERGÉ.

§. I. Leur origine & établissement ; leur nombre ; le temps où ils en- trent & restent en charge.

Syndics-Géné-
raux.

I. Les Provinces Ecclésiastiques tenoient à Paris & en Cour des Députés, qu'on appelloit Syndics-Généraux ; c'est à eux qu'ont succédé les Agents-Généraux. Voyez Syndics-Généraux.

Etablissement de
deux Agents.

II. Pour ne point tomber dans les inconvénients que l'on venoit d'éprouver de la part des Syndics-Généraux, & pour éviter sur-tout d'établir un corps, l'Ass. de Melun, en 1579, dans la Séance du 22 Septembre, ordonne qu'il sera établi à la suite de la Cour, ou à Paris, deux Agents, qui auroient charge des affaires du Clergé ; que chacun d'eux poursuivroit en Cour les affaires de son département ; qu'il y auroit dans chaque Diocèse un Syndic Diocésain, & dans chaque Province un Syndic Métropolitain. T. I, p. 141.

Ils seront tenus de se trouver aux plus prochaines Ass. du Clergé, pour rendre compte de leur administration. T. I, p. 142.

Leur utilité.

En l'Ass. de 1585, l'on insiste sur l'utilité des Agents, & sur la nécessité de les conserver. T. I, p. 357.

Leur nombre.

III. En la même Ass. de 1585, l'on demanda s'il étoit à propos d'en augmenter le nombre : il fut conclu, après une mure délibération, que, suivant le Règlement de Melun, les Agents demeureroient au même nombre, sans toutefois qu'il en soit parlé en aucun contrat. T. I, p. 357.

Durée de l'A-
gence.

IV. L'Ass. de Melun a réglé à deux ans la charge des Agents. T. I, p. 142.

L'Ass. de 1625 a réduit le temps des Ass. des comptes de cinq ans en cinq ans, sous la clause néanmoins qu'il sera

pourvu à la création des Agents par l'ordre accoutumé : les Agents font des remontrances contre cette clause, & exposent de fortes raisons, par lesquelles ils prouvent que l'Agence doit suivre le temps des Ass. Sur quoi il est ordonné que les Agences seroient proportionnées au temps desdites Ass. ; savoir de cinq ans en cinq ans. T. II, p. 521, 522, 524, 525.

C'est la disposition de l'art. 1 du Règlement de l'Ass. de 1715, *titre des Agents*. Il porte, qu'ils exerceront leurs fonctions, depuis l'ouverture de l'Ass. Génér. qui se tiendra après leur nomination, jusqu'à l'Ass. Génér. subséquente, cinq ans après. T. VI, P. J. p. 495.

En l'Ass. de 1655, survient une difficulté entre les anciens & les nouveaux Agents. Ceux-ci demandoient leurs gages à commencer au 25 Mai, jour de la première convocation de l'Ass., soutenant qu'ils devoient être payés, quoique depuis elle eût été remise au 25 Octobre ; les anciens Agents s'étoient déjà fait payer de leurs gages pour avoir actuellement servi le Clergé jusqu'au 25 Octobre. La Compagnie ordonne que l'on raiera aux anciens Agents leurs appointements depuis le 25 Mai, & qu'ils seront donnés aux nouveaux Agents. (La partie rayée, rétablie depuis pour être portée dans le compte des frais communs.)

A ce sujet, l'Ass. désirant pourvoir à ce que les Agents ne pussent exercer leurs fonctions au-delà du temps porté par leurs Procurations & par les Règlements, a ordonné, par forme de Règlement, que les Agents qui sont présentement en charge, ne pourront exercer leurs fonctions que jusqu'au 25 Mai 1660, encore qu'ils ne soient entrés en exercice que le 25 Octobre 1655, au lieu qu'ils devoient commencer le 25 Mai ; & que tous ceux qui viendront après eux, entreront précisément en charge au jour porté par les Règlements & par leurs Procurations, sans que les uns & les autres puissent aller au-delà dudit temps, pour quelque cause & prétexte que ce soit : & pour cet effet les Agents qui seront nommés par les Provinces en rang, pour entrer en charge le 25 Mai 1660, se présenteront ledit jour à l'Ass. Génér. qui doit être tenue en ce temps-là : au cas qu'elle soit différée, ils se présenteront aux Prélatés qui se trouveront auprès du Roi ; que si lesdits Prélatés ne vouloient, ou ne pouvoient s'assembler, les nouveaux

Agents feront faire un acte aux anciens pour leur notifier leur arrivée; & tout ce qui sera fait après ledit temps par les anciens, encore même qu'on ne leur eût rien notifié, sera déclaré nul, comme fait sans pouvoir: défenses au Receveur-Général du Clergé de les reconnoître, de leur payer aucune somme, &c. T. IV, p. 38, 39.

L'Agence cesse
par l'Épiscopat,
&c.

V. En l'Ass. de 1605, il est arrêté que les Agents ne pourront être continués; que par la promotion à l'Épiscopat, ou à un Office royal, leur Agence expirera. T. I, p. 710.

Même Règlement de l'Ass. de 1715, art. 1, pour les promus à l'Épiscopat. T. VI, P. J. p. 495.

§. II. *Ordre observé dans les Provinces pour la nomination des Agents; leur réception dans les Ass. Génér.; difficultés & contestations à ce sujet; Agents subrogés.*

Ordre observé
dans les Provin-
ces.

I. L'ASSEMBLÉE de Melun nomme deux Agents pour exercer cette charge pendant les années 1579 & 1580, à commencer dès le premier Octobre, & finir à pareil jour. Les Sieurs de S. Loup & d'Anglade sont les premiers nommés à l'Agence: ils prêtent le serment. T. I, p. 141.

Cette même Ass. règle que dans la suite il sera nommé à l'Agence de deux en deux ans par deux Provinces, selon l'ordre, qui, pour ne préjudicier aux droits de chaque Province, leur est échu par sort.

Savoir: { Bourges & Vienne.
Lyon & Bordeaux.
Rouen & Toulouse.
Tours & Aix.
Sens & Auch.
Embrun & Arles.
Reims & Narbonne. *Ibid.*

Cet ordre est encore gardé présentement; il n'y avoit alors que quatorze Provinces: on y en a ajouté deux autres, Paris & Albi, qui sont ensemble leur tour. *Infra*, n°. V.

Depuis l'érection de l'Archevêché de Paris & avant celle de l'Archevêché d'Albi, Paris prétendoit concourir avec Sens pour la nomination des Agents; ce qui a donné lieu à plusieurs contestations. *Infra*, n°. IV.

Rang perdu
pour ceux qui
l'ont eu par leur
tour.

II. Suivant le Règlement de l'Ass. de 1615, confirmé par les Ass. suivantes, & notamment par l'Ass. de 1715, art. 6 de son Règlement; si quelques Provin-

ces laissent passer leur rang, & le temps ordonné pour nommer les Agents, lesdites Provinces seront privées pour ce tour du droit de les nommer, & pourront celles qui suivent, faire leur élection en l'année, ordre & rang qui leur est prescrit. T. VI, P. J. p. 496.

III. Les Agents, dans leur premier établissement, prenoient leur droit de la réception dans les Provinces, & du serment qu'ils y prêtent. L'art. 14 du Règlement de l'Ass. de 1645, paroît le supposer: dans celle de 1635, un des Promoteurs suppose aussi, pour principe certain, cette maxime. Suivant l'usage ordinaire, leur confirmation dans l'Ass. Génér. est devenue comme une condition nécessaire, afin qu'ils puissent légitimement exercer la Charge qui leur a été donnée par la Province. Mém. du Cl. T. VIII, p. 1377.

Quoique les Procurations qui leur sont données par les Provinces, dit le Sieur Daigreville dans son *Cérémonial*, semblent leur accorder un pouvoir général, il est certain néanmoins que ces Provinces n'ont que le droit de les nommer, ou de les présenter, sans leur communiquer aucune autorité; que MM. les Agents sont les Agents du Clergé, & non de deux Provinces seulement, & que devant agir après la séparation des Ass. au nom de tout le Clergé, ce pouvoir pour agir, ne peut leur être donné que par ceux qui représentent le Clergé-Général. T. IV, P. J. p. 164.

Les Procès-verbaux des Ass. du Clergé font foi de leur réception & du serment qu'ils y prêtent. *Voyez*, sur chaque Ass. le §. IV ou V.

IV. En différentes Ass. plusieurs difficultés se sont présentées sur la nomination & la réception des Agents.

Difficultés sur
la nomination &
la réception des
Agents.

La Province de Bordeaux avoit nommé le Sieur de Montrigaud à l'Agence pour l'année 1584 seulement: elle nomme pour 1585, le Sieur des Aigues, malgré la défense de l'Ass. de 1584. Celui-ci s'étant présenté, il est rejeté par la Compagnie, qui, conformément à la précédente Ass. juge que le Sieur de Montrigaud continuera l'Agence. T. I, p. 353.

En l'Ass. de 1585, le Sieur Dadré, nommé à l'Agence par la Province de Rouen, se présente à l'Ass. & il est reçu Agent: la Province de Toulouse étoit aussi en tour de nommer; mais sur ce qui fut représenté par l'Evêque de Mirepoix, qu'il seroit difficile, à rais-

D'où les Agents
tirent-ils leurs
pouvoirs?

son des troubles, à cette Province de s'assembler, la Compagnie nomma pour Agent le Sieur Tiffaut; l'un & l'autre prêterent le serment accoutumé. T. I, p. 357.

En l'Ass. de 1588, la Province d'Aix nomme à l'Agence, pour les deux années suivantes, le Sieur Bellanger: il est reçu en cette qualité. La Province de Tours, qui devoit nommer l'autre Agent, se trouve partagée entre le Sieur Foullet & le Sieur d'Arondeau. Cinq Diocèses avoient nommé le premier, & cinq autres avoient nommé le second, en faveur duquel le Grand-Vicaire de Tours avoit conclu: l'Ass. ne veut reconnoître, ni l'un, ni l'autre, & renvoie le différend aux Députés de la Province de Tours, en la prochaine Ass. qui se fera. T. I, p. 428, 429.

En l'Ass. de 1595, 1596, trois difficultés se présentent, touchant l'élection & la réception des Agents, causées par la misère du temps. 1°. Si le temps, depuis les deux années que les Sieurs Prévôt & Bellanger avoient été élus Agents par les Provinces de Tours & d'Aix pour les années 1588, 1589, avoit couru contre les Provinces qui n'avoient point élu, ou non? 2°. En quel temps commenceroit la charge de ceux qui seront élus, d'autant que, selon l'institution des Agents, leur temps commence en Mai, & l'on n'étoit encore qu'en Janvier? 3°. Si la nomination qui sera faite probablement par la Province de Sens, peut se faire en cette Ass. par les Députés de la Province de Sens, ou s'il est nécessaire qu'il se fasse une Ass. de la Province expresse pour cet effet; comme le Règlement de Melun semble l'exiger?

Sur ces difficultés, la Compagnie prononce, 1°. que c'étoit aux Provinces qui étoient immédiatement en tour, après celles de Tours & d'Aix, à nommer, attendu que le temps n'a pu courir contre elles. 2°. Que les Agents nommés entrèrent en charge tout de suite, sans attendre le mois de Mai. 3°. Qu'à cause de la longueur du temps qu'entraîneroit la convocation d'une Ass. Provinciale & sa tenue, l'Agent de la Province de Sens sera nommé dans la présente Ass. T. I, p. 586 & c.

En l'Ass. de 1598, la Province d'Embrun présente pour Agent le Sieur d'Argence; la Compagnie le reçoit, & il prête le serment; l'autre Province, en rang de nommer, étoit celle d'Arles. Les Sieurs le Blanc & Saxi, sur quatre

Diocèses qui composent la Province, avoient chacun deux voix; celle du Député d'Orange qui avoit comparu à l'Ass. n'étant comptée pour rien, à cause qu'il est hors du Royaume, la Compagnie déclare l'élection nulle; & deux jours après, elle nomme pour Agent le Sieur le Blanc. T. I, p. 634, 635.

même Ass., attendu les grandes affaires qui devoient se présenter les années suivantes, & sans tirer à conséquence pour l'avenir, juge que les Agents qui entroient en charge, seroient assés du Sieur Bertier, ancien Agent, lequel est prié de continuer l'Agence. T. I, p. 635.

En l'Ass. de 1605, les Provinces de Lyon & de Bordeaux étant en tour pour nommer à l'Agence es deux années 1605, 1606, le Sieur Chaudon, nommé par la Province de Lyon, est reçu sans difficulté, & il prête le serment. Le Sieur Lartigues se prétendoit aussi nommé par la Province de Bordeaux; le Doyen de Poitiers avoit déjà demandé à être reçu opposant à cette nomination. L'Ass. se réserva alors d'en délibérer, quand il en seroit temps; les Parties sont plusieurs fois ouies. Cependant M. le Cardinal de Sourdis vient à l'Ass.; il prend lui-même communication des pièces: enfin pour terminer la contestation, la Compagnie supplie Son Emin. de faire déposer le Sieur Lartigues de ses prétentions: elle donne pouvoir au Sgr. Cardinal de nommer un Agent avec les autres Prélats & Députés de la Province; à la charge que M. le Cardinal assemblera après la Province, pour ratifier le choix: le Sieur Lartigues priera la Compagnie de trouver bon qu'il soit reçu Député en sa Province; ce qui lui sera accordé: le Seigneur Cardinal adopte cet arrangement; le Sieur Lartigues s'y soumet, & tout s'exécute en conséquence; les susdits Députés nomment alors le Sieur Raoul, Doyen de Saintes. T. I, p. 718 & suiv.

En l'Ass. de 1612, le Sieur de la Vernusse, nommé à l'Agence par la Province de Sens, est reçu en cette qualité: deux concurrents se présentent, nommés par la Province d'Auch. L'affaire est remise à examiner devant des Commissaires nommés par la Compagnie, qui engagent les Parties à s'accorder entre elles: elles consentent que le sort en décide; il se déclare en faveur du Sieur Béhéri, lequel est admis à l'Agence, à la charge que sa Partie

D'où les Agents tirent-ils leurs pouvoirs?

Difficultés sur la nomination & la réception des Agents.

aura la moitié de la gratification qui s'accorde aux Agents. T. II, p. 30.

En l'Ass. de 1625, trois personnes se présentent pour l'Agence; il n'y avoit point eu d'Ass. en 1623: les Provinces qui étoient alors en tour de nommer, nomment les Sieurs de Breteuilles & de Saint-Sivié, qui sont reçus dans l'Ass. de 1625. La Province d'Aix, en tour de nommer en 1625, nomme le Sieur de Bertet, qui se présente à ladite Ass. Sa nomination n'est point rejetée; mais l'exercice de l'Agence est différé pour lui, & remis en 1627, & il est admis, dès-à-présent, au serment, avec voix délibérative en l'Ass., mais sans taxe. T. II, p. 402, 403.

Dans l'Ass. de 1628, il est proposé de faire quelque Règlement, entre les Agents qui sont actuellement en service, & ceux qui doivent venir en la prochaine Ass., attendu la clause insérée dans le Contrat fait avec le Roi, que l'Assemblée qui devoit se tenir en 1630, est remise en 1635: il est ordonné que le serment des Agents nouveaux de Tours & d'Aix, sera reçu dans leurs Provinces par ceux qui les auront choisis; rapportant lequel, ils entrèrent dans le maniement des affaires du Clergé, sans autre formalité que de montrer l'acte dudit serment aux Agents étant de présent en charge; lesquels Agents leur remettront entre les mains les clefs des Archives, Titres, &c., sans être tenus de leur en donner autres inventaires, que ceux qui d'ancienneté en ont été dressés. A l'égard de leurs comptes, ils seront réservés pour la prochaine Ass. T. II, p. 605.

Règlement pour la nomination à l'Agence, par les Provinces de Sens & de Paris.

En l'Ass. de 1635, sont admis & reçus trois Agents, nommés par les Provinces d'Auch, de Sens, & par la nouvelle Province de Paris; l'Ass. se réservant de faire un Règlement pour la nomination à l'Agence par ces deux dernières Provinces, Sens & Paris. Après une mure délibération, la Compagnie déclare, qu'en recevant le nommé par la Province de Paris, elle n'avoit entendu de faire conséquence pour l'avenir; & quant à la nomination qui échoira dans la suite au tour de la Province de Sens, les deux Provinces s'uniront pour procéder à la nomination; & à ces fins, que l'Ass. sera convoquée par l'Archevêque de Sens, en la même manière qu'avant l'érection de la Province de Paris, laquelle y enverra ses Députés. T. II, p. 786.

Il est dit en outre, que, si durant le temps de l'Agence des nommés par les Provinces de Sens & de Paris, l'un des deux venoit à être promu à l'Épiscopat, ou à décéder, la Province qui l'auroit nommé, ne pourroit subroger un autre à la place, & celui qui demeureroit, exerceroit seul la charge avec celui de la Province d'Auch. Le cas étoit arrivé; le Sieur de Broc, nommé par la Province de Paris, avoit depuis été promu à l'Evêché d'Auxerre; cependant la Province de Paris, sans égard au Règlement de l'Ass., nomme le Sieur de Berland à l'Agence, pour le temps qui pouvoit rester au Sieur de Broc. Le Sieur de Berland se présente en cette qualité à l'Ass. de 1641. La nomination à l'Agence y est examinée: elle est jugée contraire au Règlement, & néanmoins, pour la considération du Sieur de Berland, & eu égard que le temps de ladite Agence est expiré par la convocation de la présente Ass., il est reçu en ladite qualité d'Agent, par grace spéciale, & sans déroger audit Règlement. T. III, p. 11, 12.

Contravention au Règlement.

En l'Ass. de 1651, après la Harangue de congé, l'Evêque de Grenoble présente au Roi les nouveaux Agents, les Sieurs de Grignan & d'Hugues: S. M. déclare qu'Elle ne peut les recevoir, parce qu'ils avoient été nommés contre l'ordre, notamment celui de la Province d'Embrun, (d'Hugues) qui avoit donné de l'argent. Le fait est, que le Sieur Gaffendi ayant eu la pluralité des voix de sa Province, s'étoit peu soucié de la place, à raison des affaires dont le Sieur d'Hugues avoit plus de connoissance. Les Commissaires nommés par l'Ass. pour les accorder, pensèrent les contenter tous les deux & faire l'avantage du Clergé, en les disposant à partager les appointements des Agents. Au reste cette voie n'étoit point insolite: en 1595, les différends des Sieurs de Barri & de Bertier; en 1612, entre les Sieurs de la Meschinie & de Paimpont; en 1635, entre les Sieurs de St. Vincent & Richard, furent terminés par le partage des appointements. T. III, P. J. p. 8.

Agents rejetés par S. M.

En l'Ass. de 1645, le Sieur de Paimpont, qui avoit rempli la place d'Agent avant les deux anciens reçus en l'Ass., demande à y être reçu aussi, non comme Député surnuméraire, mais comme ancien Agent; la Province de Tours l'ayant nommé en cette qualité, fondée sur ce que se trouve réglé dans le

rant le
par les
un des
piscot
e qui
roger
emeu-
e avec
le cas
onné
depuis
cepen-
égard
e Sieur
temps
Broc.
te en
la no-
minée:
ment,
on du
que le
ré par
ill., il
t, par
audit

Ararant-
noble
gents,
gues:
rece-
mmés
de la
) qui
, que
ralité
t peu
taires
us de
nom-
pen-
ux &
s dif-
ments
étoit
rends
r; en
inie-
re les
l, fu-
poin-
Paim-
Agent
All.,
mme
ne an-
ours
fon-
ns le

Contravention
au Règlement.

Affaire de l'A-
gence du Sieur de
Berland.

Agents rejetés
par S. M.

Procès-verbal du 16 Mai 1645. Ledit
faite dudit Procès-verbal, est arrêté
que, conformément aux Règlements
& à l'ordre déjà observé en la présente
Ass., le Sieur Abbé ne pouvoit être
admis en icelle. T. III, p. 119.

En la même Ass., le Sieur de Beau-
regard, nommé à l'Agence par la Pro-
vince de Narbonne, est reçu & prête
le serment: deux autres, nommés par
la Province de Reims, les Sieurs Tu-
beuf & de la Meschinere, se présen-
tent. Après quelques difficultés soumi-
ses à l'examen des Commissaires nom-
més par l'Ass., le dernier se désiste, &
le Sieur Tubeuf est reçu Agent, &
prête le serment. T. III, p. 120, 121.

En la même Ass. de 1645, grande
& longue discussion au sujet de l'A-
gence du Sieur de Berland. Dès 1641,
la Province d'Embrun en tour de nom-
mer, avoit élu le Sieur d'Hugues, quo
l'Ass. de Mantes avoit reçu en cette
qualité, qui avoit salué le Roi, & exer-
cé la charge, sans opposition, dans la
dite Ass. L'Ass. finie, il avoit eu ordre
du Roi de ne plus exercer l'Agence;
le Sieur de Berland l'exerce en sa place,
en vertu d'une simple Lettre du
Roi: la Province d'Embrun reçoit or-
dre de S. M. de le nommer. Pour obéir,
elle le nomme. Après la mort du Roi,
il est déposé par une Ass. de Prélats,
tenue à Sainte-Genevieve en 1643, &
le Sieur d'Hugues est reconnu pour
Agent.

L'Ass. de 1645 nomme une Com-
mission pour examiner l'affaire: le Sieur
d'Hugues est reconnu pour seul & lé-
gitime Agent, nommé par la Province
d'Embrun: le Sieur de Berland averti
de venir rendre compte de sa gestion,
refuse de venir; il est mandé pour as-
sister à la vérification des inventaires
des Archives du Clergé; il est sommé
de remettre les rôles des taxes de Man-
tes; on raie dans les comptes du Re-
ceveur les gages par lui reçus; il est
ordonné au Receveur de délivrer ses
contraintes contre lui. Le Sieur de Ber-
land se pourvoit aux Requêtes du Pa-
lais; l'affaire est évoquée au Conseil:
le Sieur de Berland est renvoyé par-
devant l'Ass., à qui il présente sa Requête,
dans laquelle il offre de se désister
de toutes les poursuites, de rendre
compte, & de remettre aux Archives
les papiers appartenant au Clergé, sup-
pliant la Compagnie de vouloir bien
lui rétablir ses gages & les sommes
payées. A ces conditions, l'Ass. en or-

donne le rétablissement. T. III, p. 126
& suiv.

En 1660, la Province de Toulouse
en tour de nommer à l'Agence, se trou-
ve partagée entre les Srs. de Faget &
de Murviel, auxquels ceux qui avoient
fait ces élections, donnent respectueu-
ment leurs procurations au nom de la
Province: les deux nommés pour-
vent leur droit en l'Ass. de 1660. Le
Roi, sur ce différend, écrit à l'Ass.,
& par sa Lettre, donne l'exclusion au
Sieur de Murviel. La Compagnie re-
garde cet ordre comme contraire à sa
liberté, & nonobstant l'exclusion, nom-
me des Commissaires pour examiner le
différend. Sur leur rapport, la Com-
pagnie arrête que le Sieur de Faget sera
reçu en la charge d'Agent, avec défen-
ses au Sieur de Murviel de le troubler,
& qu'il sera fait un Règlement, afin
d'éviter ces sortes de partages dans les
Ass. Provinciales, & pour maintenir
aussi leur liberté. T. IV, p. 470 & f.

En 1670, les Provinces de Sens &
de Paris avoient nommé chacune un
Agent, en même-temps que la Pro-
vince d'Auch en tour avoit nommé le
sien, M. l'Abbé de Gramont, d'où il
arrivoit qu'il y avoit trois Agents. Le
Roi écrit deux Lettres; l'une aux
Agents, l'autre à l'Ass. de 1670, par
lesquelles il ordonne, que, conformé-
ment à la Délibération de l'Ass. de
1635, l'Archevêque de Sens assemble
les deux Provinces de Sens & de Pa-
ris, pour élire l'un des deux Agents
qui ont déjà été nommés. En consé-
quence de cet ordre, les deux Provin-
ces s'assemblent à Melun pour y pro-
céder à l'élection d'un seul Agent, qui
fût commun aux deux Provinces: l'Ab-
bé de la Hoguette est nommé; il se
présente à l'Ass. de 1670, qui le re-
çoit comme Agent, & lui fait prêter
le serment: il supplie la Compagnie
de lui accorder voix délibérative dans
la Province de Paris, où il avoit un
Bénéfice.

Protestation de l'Evêque de Meaux
pour la Province de Paris, à ce que,
ni la convocation de l'Ass. Provinc. à
Melun, ni la nomination de M. de la
Hoguette, ne puissent nuire, ni préju-
dicier au droit de la Province de Pa-
ris. Semblable protestation de l'Evêque
de Nevers pour la Province de Sens:
l'Ass. leur en donne acte, se réservant
néanmoins d'examiner les moyens qu'il-
le prendra pour concilier leur diffé-
rend.

Agent exclu par
le Roi.

Nouveau diffé-
rend entre les Pro-
vinces de Sens &
de Paris, pour la
nomination à l'A-
gence.

Le Roi, par une autre Lettre à l'Ass. lui ordonne d'insérer dans le Procès-verbal, tant ladite Lettre, que celles des Archevêques de Sens & de Paris, son Arrêt du Conseil d'Etat, le Procès-verbal de l'Ass. Provinc. tenue à Melun. Sur quoi la Compagnie résout d'enregistrer & insérer lesdites pièces dans son Procès-verbal, & que cependant M. le Président nommera des Commissaires pour examiner si dans ces actes, il n'y auroit point des clauses contraires aux libertés du Clergé. T. V, p. 9 jusqu'à 13, P. J. p. 1 & f.

Fonctions de la
Province d'Albi à
celle de Paris,
pour nommer à
l'Agence.

V. En l'Ass. de 1690, sur ce qui est représenté par M. l'Archevêque d'Albi, que depuis l'érection d'Albi en Archevêché, y ayant seize Provinces, il étoit nécessaire de régler avec quelle Province celle d'Albi entreroit en tour pour nommer un Agent. Observation sur ce qui s'est passé dans les Ass. de 1635 & de 1670, par rapport aux Provinces de Sens & de Paris. Délibération par laquelle il est ordonné que la Province d'Albi se joindra à celle de Paris pour nommer chacune un Agent, après le tour de celles de Sens & d'Auch. Le Roi est prié d'autoriser la Délibération. T. V, p. 684.

Arrêt confirmatif de la Délibération, rendu le 13 Mars 1694. T. VI, p. 118, 119.

Agents reçus en
des Assemblées de
Prélats.

VI. En 1710, MM. les Abbés de Brancas & de Prémecaux sont reçus Agents dans des Ass. particulières de Prélats, tenues en 1710. T. VI, p. 15-7, P. J. n°. II, III, p. 618 & f.

Agents subrogés.

VII. Les Procès-verbaux des Ass. Génér. & des Ass. particulières des Prélats se trouvant à Paris, fournissent plusieurs exemples d'Agents subrogés: en ce cas, c'est aux Provinces qui d'abord avoient nommé, à remplacer. Les Prélats assemblés en 1619, voulurent contester ce droit à la Province de Rouen; mais, après avoir reconnu le droit de la Province, ils se désistèrent de leur opposition. Voyez Ass. des Prélats, §. I, n°. III.

En 1701, M. l'Abbé de Cofnac, Agent du Clergé, est nommé à l'Evêché de Die: la Province d'Aix l'avoit nommé à l'Agence: cette même Province le remplace par M. l'Abbé Phéliepeaux. Sa nomination s'étant trouvée en règle, l'Ass. de 1701 le reçoit à l'Agence à la place de M. l'Abbé de Cofnac, & lui fait prêter le serment accoutumé. T. VI, p. 689.

Voyez Ass. de Prélats, §. I, années

1619, 1697, 1698, 1708, 1732.

Voyez aussi le dernier paragraphe.

§. III. Qualités requises aux Agents: peuvent-ils être continués & nommés Secrétaires & Promoteurs?

§. I. L'Assemblée de Melun n'a rien déterminé là-dessus. Dans celle de 1585, on parle des qualités des Agents, & on y dit qu'il étoit nécessaire non-seulement qu'ils soient savants, mais aussi qu'ils aient une grande expérience des affaires du monde, de la Cour & du Clergé. Mém. du Clergé, T. VIII, p. 2354.

§. Les Réglements du Clergé avant l'Ass. de 1625, n'ordonnent point que les Agents soient Prêtres, & qu'ils aient des Bénéfices dans la Province qui les nomme. Cette Ass. a commencé à demander ces deux conditions dans l'art. 34 de son Règlement. On ajoute dans cet article, *résidants ordinairement en icelle, & qui aient déjà, s'il se peut, été aux précédentes Ass. du Clergé.* Mém. T. VIII, p. 48, 2354.

L'Ass. de 1635 y a ajouté, art. 8, *actuellement résidants dans la Province au moins un an avant, & qu'ils soient pourvus de Bénéfices payant décimes, autres que Chapelles.* T. II, P. J. p. 186.

En cette Ass. le Promoteur requiert qu'il plaise à la Compagnie d'interpréter l'art. du Règlement qui porte, que les Agents seront Prêtres, & de déclarer s'il faut qu'ils le soient lors de leur nomination à l'Agence, ou s'il suffit de l'être lorsqu'ils se présentent à l'Ass. Génér. Cette requête donne aussi lieu d'examiner l'obligation portée par les Réglements sur la résidence dans les Provinces, d'où l'on nomme les Agents.

L'Ass. déclare que les Prov. ne pourront désormais nommer personne à l'Agence, qu'il ne soit effectivement Prêtre lors de la nomination, & actuellement résidant dans la Province, au moins depuis un an, & qu'il ne soit en icelle pourvu de Bénéfice payant décimes, les Chapelles exceptées: & en cas que ces conditions, ou l'une d'icelles, ne se trouvent en celui qui sera nommé, le droit de l'Agence sera dévolu à celui auquel se rencontreront ces conditions, & qui aura le plus grand nombre de voix après l'autre, lequel demeurera exclus. T. II, p. 661.

C'est à quoi se sont conformées quelques Ass. suivantes, notamment celle des

Notes.
glements
de
font poi
ter dans
velle
des Proc

des Prélats assemblés en 1698, pour la réception de M. l'Abbé Desmarets à l'Agence. M. l'Archevêque de Reims, Président, insiste sur les trois qualités requises par le Règlement de 1635 : à l'égard de la troisième, il observe qu'à la vérité le Bénéfice dont M. l'Abbé Desmarets étoit titulaire, n'étoit qu'une Chapelle, mais que la commission de Grand-Vicaire pouvoit y suppléer. T. VI, P. J. p. 114.

Le dernier Règlement de 1715, qui fait loi à présent, art. 2, tit. des *Agents*, porte, qu'ils seront promus à l'Ordre de Prêtrise avant que d'être nommés, & pourvus deux ans avant leur nomination, d'un Bénéfice situé dans la Province, payant au moins 20 liv. de décimes, autre que simple Chapelle; sinon la Province perdra pour cette fois seulement le droit de nommer, & il sera pourvu par l'Ass. à la nomination d'un autre Agent. T. VI, P. J. p. 495.

Nota. Les Réglemens de 1635 & de 1698, ne sont point en entier dans la nouvelle Collection des Proc. Verb.

II. L'Ass. de 1635 a réglé que les Agents ne pourront être continués, & même qu'ils ne pourront être Promoteurs, ni Secrétaires dans aucune Ass. du Clergé. L'Editeur des Mémoires du Clergé remarque, que ce Règlement est rapporté diversement. L'art. 14 du Règlement attribué à l'Ass. de 1646, est formel aussi contre la continuation des Agents. *Mém. T. VIII, p. 22, 23, 2357, 84, 2358.*

On a des exemples anciens & nouveaux d'Agents nommés par les Provinces qui l'avoient déjà été, & dont la seconde nomination a été reçue & confirmée par des Ass. Génér. *Infra*, §. dernier.

Le Règlement de 1715, qui paroît faire loi, dans les art. 4 & 5, est formel contre la continuation des Agents, même du consentement des Provinces, qui perdroient en ce cas le droit de nommer. Les Agents qui voudroient se faire continuer, sont exclus à jamais des Ass. Génér. T. VI, P. J. p. 496. On a vu cependant depuis, M. de Valras, nommé Agent en 1725, continué en 1730. *Infra*, §. dernier.

III. Les Agents peuvent-ils être élus Promoteurs & Secrétaires des Ass.? L'ont-ils toujours été? & comment? Voyez Promoteurs des Ass. §. I.

§. IV. Leurs fonctions, pouvoirs & obligations.

I. Fonctions, &c. relatives aux Assemb.

1°. L'ASSEMBLÉE de 1685, conformément de la Coll. des P. V.

mément aux Réglemens de l'Ass. du Melun, règle que les anciens Agents se trouveront aux prochains Ass. du Clergé, qui se feront durant leur charge, ou après, pour y rendre compte de leur gestion. T. I, p. 142, 354.

2°. Ils doivent envoyer dans les Provinces les Lettres du Roi pour la convocation des Ass., adressant pour cet effet leurs paquets à MM. les Archevêques, ou à leurs Grands-Vicaires, quatre mois avant la tenue de l'Ass., ainsi réglé par la Chambre Ecclésiastique des États de 1614. T. II, p. 203.

Le Règlement de 1715, art. 6, les oblige de demander, dans le mois d'Octobre qui précède l'Ass. ordinaire, les ordres de S. M. sur le lieu & le jour de la convocation, & incontinent après d'en avertir les Métropolitains, & leur envoyer copie de la Lettre du Roi. T. VI, P. J. p. 498, 499.

L'Ass. de 1660, après avoir prescrit l'exécution des Réglemens qui déterminent les qualités nécessaires à ceux de MM. du second Ordre, qui sont députés aux Ass. Gén., ordonne aux Agents de faire part de sa Délibération aux Provinces, lorsqu'ils enverront les Lettres pour la convocation de l'Ass. Gén., sous peine d'être accusés de négligence. T. IV, p. 474. Voyez Ass. Provinc. n°. XV.

3°. L'Ass. de 1655 fait défenses aux Agents de se charger, ni d'envoyer aucune Lettre du Roi, ni autres ordres, pour retarder le temps de la tenue des Ass. Génér., fixé au 25 Mai, à peine d'être privés de l'entrée auxdites Ass., & de leur récompense : enjoint aux nouveaux Agents de se présenter dès le 25 Mai, devant MM. les Députés qui se trouveront à la Cour, pour être présentés au Roi, & être mis en possession de leur charge. T. IV, p. 27, 25, 96.

4°. Ils peuvent convoquer extraordinairement les Prélats qui se trouvent à Paris, par l'ordre du plus ancien Archevêque, ou Evêque. T. IV, P. J. p. 164. Voyez Ass. des Prélats, §. II, n°. II.

5°. Les anciens Agents qui ont fini leur charge, ne peuvent venir aux Ass. Génér., s'ils ne sont mandés par icelles, ou députés par leurs Provinces pour y assister : délibération à ce sujet de l'Ass. de 1625, à l'occasion des Sieurs Sabatier & Dalmas, nommés à l'Agence dès 1615. T. II, p. 403, 404.

L'art. 7 du Règlement de 1615, tit.

des *Agents*, est à ce sujet, & contient la même disposition : il ne leur donne entrée aux *Ass.*, qu'à celle qui suivra immédiatement la fin de leur Agence. T. VI, P. J. p. 496.

6°. A la première séance de chaque *Ass.*, les procurations des Provinces, & les Lettres, ou preuves d'Ordres, sont remises aux *Agents*, qui en rendent compte, & en font le rapport dans la séance suivante. *Voyez*, de chaque *Ass.*, les §. I & II.

7°. Ils font de tous les Bureaux & Commissions. *Voyez*, de chaque *Ass.*, le §. III.

L'art. 18 du Règlement de 1715, tit. des *Agents*, les autorise à assister à la reddition des comptes du Recev. Général, avec les Commissaires députés pour cet effet. T. VI, P. J. p. 499.

8°. Les anciens *Agents* sont choisis ordinairement par les *Ass.*, l'un Promoteur, l'autre Secrétaire; choix entièrement libre de la part des *Ass.* *Voyez* Promoteurs des *Ass.*, §. I.

9°. Les nouveaux *Agents* vont recevoir MM. les Commissaires du Roi, dans le lieu où ils se rendent pour venir à l'*Ass.* *Voyez* Commissaires du Roi.

10°. Les anciens *Agents* sont obligés de représenter les Procès-verbaux des années précédentes, ainsi ordonné par l'*Ass.* de 1625. T. II, p. 526.

11°. Les *Agents* n'agissent, durant le cours des *Ass.*, que par leurs ordres; & dans les Procès qui se poursuivent durant leur tenue, c'est au nom des *Ass.* que les Requêtes sont présentées, & qu'ils y interviennent, quand l'intervention a été accordée. *Cérémonial de Daigreville*. T. IV, P. J. p. 164.

12°. Ils invitent les Prélats du dehors de se trouver aux *Ass.*, ou d'assister aux actions publiques. *Ibid.*

13°. Ils font préparer toutes choses pour les cérémonies publiques, & demandent aux Ordinaires des lieux la permission pour ceux qui doivent y officier pontificalement, ou y prêcher. *Ibid.*

14°. Ils marchent devant les Députés dans toutes les actions publiques. *Ibid.*

15°. En l'absence du Prélat Député, le Député du second Ordre prononce le suffrage de la Province, par préférence à l'*Agent* nommé & agréé à la même Province; ainsi délibéré en l'*Ass.* de Mantes en 1641. T. III, p. 15, 16.

16°. Sur la reddition de compte, ou rapport de l'Agence par MM. les an-

ciens *Agents*. *Voyez* infra, §. VII.

II. Fonctions, &c. hors des Assemblées.

1°. Sur leurs fonctions, autorité & devoirs, relativement aux Archives. *Voyez* Archives, §. II, n°. I.

2°. L'*Ass.* de 1621 règle & ordonne, que les *Agents* ne feront point de voyages deux ensemble; mais que l'un étant à la suite de la Cour, l'autre demeurera à Paris, pour y recevoir les paquets des Provinces & des Diocèses, & pour y poursuivre les affaires qu'a le Clergé au Grand-Conseil & au Parlement. T. II, p. 371, 372.

3°. L'*Ass.* de 1615 ordonne, que, pour éviter les grandes dépenses que les interventions ont causées au Clergé, les frais & dépens seront portés par les Parties qui auront requis l'intervention, sans qu'il soit permis aux *Agents* d'y faire aucune dépense, ni fourniture. T. II, p. 275.

Dans les comptes & gestion des *Agents*, rendus à l'*Ass.* de 1625, sur l'art. des frais exposés en instances, lesdits frais ont été rayés : sur quoi défenses aux *Agents* d'intervenir, sans retirer assurance & indemnité des Parties, si autrement il n'est ordonné par les *Ass.* On fait observer à ce sujet la différence entre intervenir & prendre le fait & cause : ce n'est que dans le second cas que les frais doivent tomber sur le Clergé. T. II, p. 523, 524.

4°. Plusieurs *Ass.* enjoignent aux *Agents* de s'opposer aux ordonnances des Prélats à la suite de la Cour, par lesquelles sont accordées certaines sommes, sauf pour les Ministres convertis, sous peine d'en répondre en leur propre & privé nom. *Voyez* Assemblées des Prélats, §. II, n°. III.

5°. Par délibération de l'*Ass.* de 1615, les Recev. Particul. des Diocèses, doivent envoyer à MM. les *Agents*, de six mois en six mois, l'état de leur recette, & des paiements faits aux Recev. Provinc. : les *Agents* sont chargés de veiller à l'exécution du Règlement. T. II, p. 275. *Voyez* Offices & Officiers des Décimes, §. II, n°. III.

L'*Ass.* de 1650 renouvelle les art. 20 & 30 du Règlement de 1599, qui obligent les Recev. Provinc. & Diocésains, d'envoyer aux *Agents*, de six mois en six mois, les états au vrai de leur recette, certifiés, ainsi qu'il est porté par ledit Règlement, & par l'Arrêt du Conseil, du 17 Août 1619, sous les peines de 300 liv. d'amende portées par icelui.

T. III, p. 750. *Voyez* Offices & Officiers des Décimes, §. II, n°. III.

6°. Les Agents doivent aussi retirer, de six mois en six mois, un état des paiements faits par le Recev. Génér. aux Recev. & Payeurs des rentes de l'Hotel-de-Ville de Paris, assignées sur le Clergé, afin de pouvoir mieux vérifier les chapitres de reprises employés dans les comptes du Recev. Général. T. IV, P. J. p. 164. *Voyez* Receveur-Général, §. V, n°. III.

7°. Ils doivent retirer un bref état des paiements faits aux Rentiers par les Payeurs des rentes. T. IV, P. J. p. 164.

8°. Le Sieur de Pennautier, Recev. Génér., étant arrêté prisonnier, & le sceau apposé dans la maison par Arrêt du Parlement, MM. les Agents prennent en cette occasion, des précautions & des mesures propres à pourvoir à la recette du Clergé & à sa sûreté. *Rapport de l'Agence en 1680.* T. V, P. J. p. 174.

9°. M. Ogier, Recev. Génér., offre à l'Ass. de 1713, de remettre tous les huit jours à MM. les Agents, un état bien libellé & signé de lui, des sommes qui seront entrées dans la Caisse, par les recettes qu'il aura faites, & de celles qui en seront sorties, par les paiements qu'il aura faits, avec les dates des recettes & des dépenses, & les noms de ceux dont il aura reçu, ou à qui il aura payé. L'Ass. lui fait gré de la proposition, l'accepte, veut qu'il en soit ainsi usé à l'avenir, & ordonne aux Agents d'y tenir la main. T. VI, p. 1670.

10°. MM. les Agents doivent veiller à l'exécution des apostilles favorables au Clergé, qui seront mises sur les Cahiers, & en ce qu'il ne soit en rien dérogé, ni innové à son préjudice, aux Lettres-Patentes, Edits & Déclarations expédiées en sa faveur, ni aux clauses portées par les contrats : ils donneront avis aux Syndics Diocésains des entreprises qui pourroient se faire sur le Clergé, & les Syndics enverront des Mémoires aux Agents pour défendre les intérêts du Clergé. *Art. 12 du Règlement de 1715.*

L'art. 14 porte, qu'ils ne pourront agir au nom du Clergé, ni intervenir dans aucun procès, s'ils n'en ont été expressément chargés par les Ass. Génér. Ils pourront cependant, dans les affaires importantes & qui demandent célérité, intervenir pour le bien du Clergé, après avoir consulté les Avocats

du Clergé, & avoir été autorisés par les Délibérations qui seront prises dans les Ass. des Prélats qui se trouveront à Paris, qu'ils inviteront de s'assembler.

Par l'art. 15, il leur est défendu de rien entreprendre, ni répondre aux Mémoires qui leur seront envoyés pour des affaires importantes, sans avoir consulté les Avocats du Clergé, qui donneront leur avis, signé au moins de deux, lesquels avis seront envoyés. T. VI, P. J. p. 497.

11°. Il est observé dans l'Assemb. de 1625, que dans l'état des décharges, les Agents avoient donné quittance des certificats qui devoient être rapportés par l'ordonnance de l'Ass., la chose est jugée de très-périlleuse conséquence : défenses leur sont faites de décharger, pour quelque occasion que ce soit, les comptes. Les Ass. qui seront à l'avenir, sont exhortées de n'accorder jamais débets & quittances, & de ne rien allouer sous quittance. T. II, p. 416, 417.

12°. Ils doivent viser les certificats donnés par les Ordinaires des lieux, à ceux qui sont employés sur l'état, comme Ministres convertis, Pensionnaires, gratifiés, & les quittances des Parties prenantes. T. IV, P. J. p. 164. *Voyez* Convertis, §. II, n°. III.

Doivent viser aussi les Mémoires des ouvriers employés au service du Clergé, qui seront présentés ensuite à l'Ass. dans les deux premières semaines de sa tenue. C'est le Règlement de l'Ass. de 1734. T. VII, p. 1298, 1299.

13°. Ils ne doivent arrêter les états des remboursements des rentes sur le Clergé, que conjointement avec le plus ancien Prélat qui se trouve à Paris. *Voyez* Remboursements, §. I, n°. VI.

Ils peuvent, en certains cas, passer seuls des contrats, &c., y étant autorisés par le Clergé. M. de Harlai, Archevêque de Paris, & MM. les Agents, avoient été nommés pour passer des contrats de constitution de différents emprunts, ordonnés par les Ass. de 1690, 1693, 1695. M. de Harlai meurt durant la tenue de cette dernière Ass., qui résout & arrête que le pouvoir donné à M. de Harlai & à MM. les Agents, soit référé auxdits Sieurs Agents seuls, & à leurs successeurs. T. VI, p. 120, 121.

L'Ass. de 1585, pour obvier à ce qu'après la séparation de la Compagnie, il n'arrivât aucune altération aux Délibérations qui y avoient été prises, elle

donne tout pouvoir aux Agents de s'opposer, appeler & faire tous autres actes nécessaires, afin d'empêcher l'exécution de la Bulle du Pape au second chef, & autres aliénations qu'on voudroit faire, avec clause expresse d'avoir agréable tout ce qui sera fait. T. I, p. 405.

14°. La spoliation de quelques Diocèses étant notoire, lors de la levée des subventions accordées, & ces Diocèses ayant voulu se pourvoir au Conseil, les Agents se crurent obligés de faire une forme de délibération, sous le bon plaisir de l'Ass. prochaine de 1660, portant que ces Diocèses ne seroient point contraints pour une partie des sommes auxquelles ils étoient imposés. Cette affaire longuement discutée, l'Ass. de 1660 ordonne au Recev. Gén. de n'avoir ci-après aucun égard à de semblables Délibérations de MM. les Agents, comme n'en ayant pas le pouvoir. T. IV, p. 500.

15°. Sur la conduite & les règles qu'ils doivent observer à l'égard des décharges des décimes & subventions pour cause de spoliation. *Voyez* Décharges, §. I.

16°. Sur celle qu'ils doivent tenir en cas de contravention aux contrats des Dons-gratuits, & aux Edits donnés en faveur du Clergé. *Voyez* Dons-gratuits, §. I, n°. IV.

17°. L'Ass. de 1700 approuva fort que MM. les anciens Agents n'eussent point nommé quelqu'un à la place du Sr. Nouet, pere : elle jugea aussi nécessaire, pour l'avenir, qu'au cas que la place du Sieur Issali vint à vaquer, les nouveaux Agents ne la remplissent point. T. VI, p. 386.

18°. L'Ass. de 1655 défend à l'Imprimeur du Clergé de faire désormais aucune impression de Livres, par ordre des Ass. Particul. des Prélats, si la dépense excède 50 liv., & que les Agents tiendront la main à ce qu'il ne soit rien imprimé, qui ne soit jugé nécessaire pour le bien du Clergé. T. IV, p. 410.

19°. Par l'art. 11 du Règlement de 1715, tit. des *Agents*, ils doivent envoyer dans chaque Diocèse deux exemplaires des Procès-verbaux des Ass.; l'un desquels sera donné à l'Evêque, & l'autre mis dans les Archives de chaque Diocèse; il en sera aussi envoyé un exemplaire dans chaque Chambre Supérieure Ecclésiast., à l'effet de quoi les Agents écriront au Syndic de chaque Diocèse & aux Bureaux desdites Chambres,

qu'ils donneront lesdits exemplaires à ceux qui seront chargés de leur pouvoir pour les retirer.

L'art. 18, du même Règlement, porte, qu'ils enverront aussi à chaque Diocèse deux exemplaires des Edits, Déclarations & Arrêts rendus en faveur du Clergé, dont l'un d'eux en papier timbré, & collationné par un Secrétaire du Roi. T. VI, P. J. p. 496, 497, 498.

L'Ass. de 1758, charge les Agents d'envoyer aux Chambres Souveraines Ecclésiast. les Contrats pour les Dons-gratuits, les Lettres-Patentes & les Réglements des Ass. *Voyez* Chambres des Décimes, §. III, n°. III.

20°. L'Ass. de Melun accorde aux Agents le droit de donner des Ordonnances pour les frais nécessaires du Clergé, jusqu'à la concurrence de 1000 liv., sans pouvoir excéder. T. I, p. 143.

En l'Ass. de 1655, l'art. des dépenses secrètes qu'on a accoutumé d'employer dans le compte des frais communs, sous le nom des Agents, étant proposé, & le compte des frais communs de 1645 ayant été représenté, & vu qu'en icelui on avoit passé la somme de 32 mille liv. sous le nom de MM. les Agents, sans dire pourquoi; la Compagnie a voulu être informée de l'emploi de cette somme : s'étant trouvé qu'il en fut donné 16 mille liv. à huit de MM. les Conseillers d'Etat, Commissaires du Clergé, Délibération prise par Provinces, elle a ordonné qu'il seroit fait un état des sommes qui doivent être distribuées par les Agents, lequel sera signé du Président, & remis en leurs mains, dans lequel lesdits Sieurs Conseillers d'Etat seront employés pour 16 mille liv.; & qu'à l'avenir lorsque lesdits Sieurs Commissaires laïques viendront à décéder, le nombre en sera réduit à quatre, sans qu'il puisse être augmenté. T. IV, p. 450, 451.

Dans l'état des frais communs de 1705, il se trouve un art. de 12 mille liv. employé sous le nom de MM. les Agents, pour être par eux distribués : le même art. se trouve dans quelques comptes précédents des grandes Ass.; sur quoi délibération prise par Provinces, il est conclu que ladite somme sera encore accordée pour cette fois seulement, & qu'à l'avenir ledit art. ne sera plus employé pour quelque cause que ce soit. T. VI, p. 911, 912.

Même art. employé dans le compte des frais communs de l'Ass. de 1715, même Délibération. T. VI, p. 1518.

Il est employé aussi dans le compte des frais communs de 1726; délibéré de même. T. VII, p. 860.

Le même art. l'étant encore dans l'état des frais communs de l'Ass. de 1775, même Délibération: ordonné de plus qu'il seroit fait mention de la présente Délibération, en marge de l'art. dans l'état de frais communs; & MM. les Agents ont été chargés d'en faire part à M. le Contrôleur-Général, à M. de Malesherbes, & d'en prévenir M. le Prévôt des Marchands par une Lettre particulière. T. VIII, Ass. de 1775, §. XIV.

21°. En l'Ass. de 1715, les Commissaires du compte des revenant-bons trouvent trop considérable l'article de dépense pour les bâtimens nouvellement faits, & ne croient pas que la Commission puisse les allouer sans un ordre particulier de l'Ass. Sur quoi il a été arrêté, 1°. qu'on alloueroit les sommes mentionnées, & que par apostille, on mettroit, vu les pieces, devis, mémoires, ordres & quittances, pour des considérations particulières, & sans tirer à conséquence; 2°. que les Agents à l'avenir se conformeroient aux anciens Réglemens, renouvelés dans la présente Ass., dont l'un défend expressément qu'on ne puisse, ni ordonner, ni payer pour frais extraordinaires, sans que cela ait été auparavant arrêté & ordonné dans une Ass. Génér.; 3°. que lorsqu'il y aura à faire quelque réparation indispensable, on n'y procédera qu'après avoir fait un Procès-verbal, & qu'elle sera toujours mise au rabais, & qu'elle ne pourra, sous aucun prétexte, excéder la somme de 5000 liv. pendant les cinq ans; 4°. il est ordonné au Recev. Génér. de ne plus payer à l'avenir que conformément aux Réglemens du Clergé, & en vertu des délibérations prises dans les Ass. Génér., sous peine de radiation, & d'en répondre en son propre & privé nom. T. VI, p. 1413, 1414.

22°. La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, règle, que les Agents conserveront les tapisseries, chaises, bancs, & autres meubles qui ont été achetés par l'Ass., pour servir à la prochaine Ass. Génér., & autres suivantes. T. II, p. 166.

23°. L'Ass. de 1655, conformément au Règlement fait, sur le même sujet, en 1625, ordonne que, lorsqu'il arrivera le décès de quelqu'un de MM. les Prélats, les Agents en informeront

tous MM. les Evêques de France, par une Lettre circulaire. T. IV, p. 439.

L'Ass. de 1700 renouvelle le même Règlement, en invitant les Prélats de faire & d'ordonner des Prieres pour l'ame des Evêq. décédés, & pour le digne choix de leurs successeurs. T. VI, p. 588.

Même Règlement renouvelé par l'Ass. de 1710. T. VI, p. 1149, 1150.

Le Règlement de 1715, art. 19, tir. des Agents, leur prescrit la même chose. T. VI, P. J. p. 498.

L'Ass. de 1723 l'a ordonné de même. T. VI, p. 1766.

24°. Au Service de M. le Duc de Beaufort à N. D. de Paris, auquel avoit été invitée l'Ass. de 1670, il survint une difficulté touchant les fonctions de M. l'Abbé de la Hoguette, qui étoit en même-temps Agent du Clergé, & Chanoine de N. D., savoir en quelle qualité & en quel habit il devoit s'y présenter. Il consulte là-dessus l'Ass., qui lui ordonne de marcher devant le Corps du Clergé, en qualité d'Agent: il ne s'y trouve cependant point, sur ce que M. l'Archevêque de Paris, son oncle, lui représente, & à l'Ass. du Clergé, par rapport au serment que font les Chanoines de N. D. de ne jamais entrer dans le Chœur qu'en habit de Chanoine: il fait ses excuses à l'Ass., qui nomme des Commissaires pour examiner l'affaire. T. V, p. 162.

§. V. Droits, prérogatives & privilèges des Agents.

I. Ils n'ont point, en vertu de l'Agence, voix délibérative dans les Ass. Génér. du Clergé; mais les Ass. la leur accordent dans leurs Provinces; elle leur fut accordée par l'Ass. de 1585. T. I, p. 354.

Dans l'Ass. de 1608, nonobstant la défense faite, par le Cardinal de Sourdis, à l'un des anciens Agents d'opiner, il fut arrêté qu'ils auroient voix délibérative. T. I, p. 785.

L'Ass. de 1615, délibération prise par Provinces, ordonne que, conformément à l'usage & à l'observance ancienne, les Agents auront voix délibérative en leurs Provinces, distincte & séparée d'avec celle des autres Députés de même Diocèse, & comme un des autres Députés desdites Provinces. T. II, p. 172.

En l'Ass. de 1670, M. l'Abbé de Gramont, nommé à l'Agence, demande que, conformément à la grace que l'Ass. de 1665 avoit accordée aux

Voix délibérative dans les Ass. Génér.

Agents, d'avoir voix délibérative, la même grace lui soit accordée; ce qu'il obtient. T. V, p. 10, 11.

L'Ass. de 1675 accorde à MM. les Abbés de Grignan & de Valbelles, en considération de leur mérite, voix délibérative dans leurs Provinces. T. V, p. 173.

En l'Ass. de 1685, la voix délibérative est accordée à MM. les Abbés de Villars & de Phélypeaux, comme grâce, de même que les autres Ass. l'avoient accordée à ceux qui les avoient précédés. T. V, p. 563.

Même délibération de l'Ass. de 1690, par rapport à MM. d'Aquin & de Bourlemont. T. V, p. 641.

En l'Ass. de 1695, pratiqué de même. T. VI, p. 117, 118.

De même aussi dans l'Ass. de 1700, à l'égard de MM. de Maulevrier & de Cofnac, il n'y est rien dit de la présentation à M. le Chancelier. T. VI, p. 385, 386.

L'Ass. de 1705 accorde la voix délibérative à MM. de Maulevrier & de Poudenx. T. VI, p. 751.

L'Ass. de 1710, de même. T. VI, p. 989, 990, 1013.

L'Ass. de 1715, de même. T. VI, p. 1354.

On peut voir la même chose pratiquée dans les Ass. suivantes au §. IV, ou V de chaque Ass.

Les Provinces ne peuvent la leur accorder.

II. Les Provinces qui nomment les Agents, n'ont pas le droit de leur accorder la voix délibérative dans les Ass. Génér. C'est ce qu'a déclaré expressément l'Ass. de 1665, à l'occasion de M. l'Abbé de Guémadeuc à l'Agence, à qui la Province de Tours avoit accordé voix délibérative en l'Ass. Génér. T. IV, p. 824.

L'Ass. de 1705 l'a déclaré de même, au sujet de la nomination de M. l'Abbé de Poudenx, à qui la Province d'Auch donnoit aussi dans la Procuration la voix délibérative dans l'Ass. Génér. T. VI, p. 731.

L'art. 9 du Règlement de 1715, n'est pas moins exprès sur ce point. T. VI, p. J. p. 496.

Leur entrée au Conseil & au Bureau des affaires ecclésiastiques.

III. Ils ont eu de tout temps, depuis leur création, la liberté d'entrer au Conseil du Roi, & même d'y parler dans les affaires où le Clergé peut avoir intérêt: c'est à cette fin que les Ass. Gén. prient ordinairement un Prélat pour les présenter à M. le Chancelier. Ainsi pratiqué par l'Ass. de 1585. T. I, p. 357.

Continué de même dans presque tou-

tes les Ass. suivantes. On peut voir les citations ci-dessus au n°. I. Voyez aussi le §. IV, ou V de chaque Ass.

L'art. 10, du Règlement de l'Ass. de 1715, suppose ce droit, & ordonne aux Agents d'en user. T. VI, p. J. p. 456.

Les Agents s'étant abstenus d'entrer au Conseil depuis le Règlement du 3 Janvier 1673, quoiqu'ils n'y soient pas nommés, S. M., par un Brevet expédié du 11 Septembre 1673, leur a confirmé ce droit. (Mém. du Clergé, T. VIII, p. 2346.)

En l'Ass. de 1715, il est dit que lors de la présentation de MM. les Abbés de Broglie & de Mappéou, M. le Chancelier leur avoit fait prêter serment, pour être en état d'entrer & d'assister au Conseil. T. VI, p. 1354.

Les Agents qui sont reçus dans les Ass. particulières des Prélats, sont présentés au Roi par le Président de ces Ass. Voyez Ass. des Prélats, §. II, n°. V.

M. l'Archevêque de Toulouse fait observer à l'Ass. de 1775, qu'il seroit important que MM. les Agents, qui ont droit d'entrer au Conseil, assistassent également au Bureau établi pour les affaires Ecclésiastiques. Délibéré qu'ils rechercheront tous les moyens propres à justifier leur droit à cet égard. T. VIII, p. 2396, 2397.

IV. L'Ass. de 1650 se fait rendre compte des difficultés faites aux Agents par M. le Garde des Sceaux, sur les fonctions de leur charge, & sur la réception des Députés des Prélats assemblés hors des Ass. Génér. L'Archevêque de Sens est invité à la Séance pour rendre ce compte. Le fait est, que les Agents avoient présenté au Conseil, en leur nom, une Requête à fin de cassation d'un Arrêt du Conseil, donné sur la Requête du Procureur-Général de la Cour des Aides. La Requête est refusée par M. le Garde des Sceaux, qui avance, en plein Conseil, que MM. les Agents n'avoient pas droit de présenter des Requêtes en leur nom, & avertissoit en même-temps MM. les Maîtres des Requêtes de ne plus s'en charger: les Agents ayant représenté là-dessus leur droit, & l'usage observé de tout temps depuis 1590, M. le Garde des Sceaux déclare qu'il n'en recevra jamais. Les Prélats qui étoient à Paris, s'assembloient à ce sujet: M. le Cardinal Mazarin leur accorde une conférence avec M. le Garde des Sceaux, en laquelle l'affaire des Agents est terminée en leur faveur. T. III, p. 456 & s.

Difficulté faite aux Agents de présenter Requête au Conseil en leur nom.

Décidée en leur faveur.

Place honorable
parmi les Maîtres
des Requêtes.

V. En 1660, M. le Chancelier partant de Paris pour Lyon, ordonne aux Maîtres des Requêtes de s'assembler au Palais, & d'y rapporter les affaires: cet ordre nouveau engage les Agents de proposer au Doyen de ces Meilleurs, de leur donner une place honorable parmi eux; ils l'accordent sans difficulté; c'étoient deux chaises à dos, vis-à-vis le Président. T. IV, p. 527, 528.

Place de Con-
seiller d'Etat.

VI. Ils ont le titre & une place de Conseiller d'Etat. En 1695, MM. les Abbés de Villacerf & de Colbert ayant été présentés à M. le Chancelier, ce premier Magistrat fait d'abord quelque difficulté pour leur accorder des Lettres de Conseiller d'Etat. Mais en ayant parlé depuis à S. M., le Roi lui ordonne d'en faire expédier de semblables à celles de leurs prédécesseurs. T. VI, p. 117, 118.

Chargés des af-
faires du Clergé,
exclusivement de
tous autres.

VII. L'Aff. de 1625 étant déjà censée séparée dès la veille, il fut proposé qu'il étoit important, pour le bien du Clergé, de prier M. le Promoteur, pourvu d'un Office de Maître des Requêtes, de vouloir, dans le Conseil du Roi, prendre la charge des affaires du Clergé: sur quoi, délibération prise, toutes les Provinces sont de l'avis de la proposition. MM. les Agents, qui étoient absents pour le service de la Compagnie, étant entrés, & avertis de ce qui venoit de se faire, combattent la délibération par de fortes raisons, s'y opposent formellement, ainsi qu'à l'attribution de 2000 liv. de pension annuelle accordée audit Promoteur, en la qualité qu'il prenoit de Rapporteur seul, ordinaire & perpétuel des affaires du Clergé au Conseil de S. M.; sur quoi le Sieur Promoteur se déliste. T. II, p. 581, 582.

Ne peuvent être
poursuivis, ni cas-
sés en leurs biens
pour le général
du Clergé.

VIII. Ne peuvent être poursuivis, ni exécutés en leurs biens, pour le général du Clergé.

A l'occasion de la saisie faite des chevaux d'un de MM. les Agents, pour dettes du Clergé, l'Aff. de 1665 poursuit au Conseil un Arrêt, par lequel il soit dit que les Agents ne pourront être condamnés en leur nom, ni leurs biens exécutés pour les dettes du Clergé; l'Arrêt est accordé. T. IV, p. 1030, 1031.

M. l'Evêque de Saint-Malo, ancien Agent, expose à l'Aff. de 1680, qu'ayant eu ordre d'intervenir dans l'affaire de l'Evêque & du Chapitre de Mirepoix, contre le Marquis de ce nom, l'Evêque & le Chapitre avoient perdu leur

cause, avec amende & dépens: sur quoi l'on avoit prétendu qu'en sa qualité d'Agent, étant intervenu, il étoit obligé de payer l'amende & partie des frais; ce qui auroit été suivi d'une exécution sur lui. M. le Président observe, que dans le dernier Rapport d'Agence, MM. les anciens Agents avoient obtenu un Arrêt du Conseil, qui les avoit déchargés de la poursuite faite contre eux par la même personne & pour le même sujet; qu'il s'agissoit d'en obtenir un semblable en faveur de M. de Saint-Malo, & de tous les Agents présents & à venir; ainsi ordonné aux Agents en exercice. T. V, p. 327.

Le Règlement de 1715, au tit. des Agents, art. 30, porte, qu'ils ne pourront être poursuivis en leur propre & privé nom, ni sur leurs biens, pour les fonctions de leur charge, ni pour les affaires des Diocèses, ou du Clergé général. T. VI, P. J. p. 499.

IX. En l'Aff. de 1745, M. l'Archevêque d'Arles rend compte à l'Aff. de l'examen qu'il avoit fait avec les Avocats du Clergé, pour quoi, depuis le Règlement de 1738, on assujettissoit les Agents-Généraux à la consignation de l'amende, lorsqu'ils présentent des Requêtes en cassation: il observe que, suivant ce Règlement, les Procureurs-Généraux des Cours, & les Inspecteurs-Généraux du Domaine, sont exempts de cette consignation, mais qu'il n'attribue point cette exemption aux Agents-Généraux, aux Evêques, aux Promoteurs, lorsqu'ils agissent pour l'intérêt de la Jurisd. Ecclésiast. T. VII, p. 2032, 2033.

S'ils sont
exempts de la
consignation de
l'amende, quand
ils se pourvoient
en cassation.

X. Il est porté par l'art. 32 du Règlement de 1715, que les Agents se servent, quand ils le jugeront à propos, du droit de *Committimus* au grand Secau, pendant le temps de leur Agence, dans toutes les affaires où ils seront Parties, où ils auront personnellement intérêt, tant en demandant qu'en défendant, conformément à l'art. 13 du tit. de *Committimus*, de l'Ordonnance de 1669. T. VI, P. J. p. 499.

Droit de *Com-
mittimus* au gr.
Secau.

XI. Ils sont tenus présents en leurs Eglises, & doivent jouir de tous fruits, revenus & profits appartenant à leurs Bénéfices, comme ils feroient s'ils servoient en personne: c'est le Règlement de l'Aff. de 1605. T. I, p. 716.

Sont tenus pré-
sents à leurs Bé-
néfices.

L'Aff. de 1635, après une mure & longue Délibération, en interprétant les précédents Règlements du Clergé, ordonne, pour les différents privilèges

Difficulté faite
aux Agents de
présenter Requêtes
au Conseil en leur
nom.

Décidé en leur
faveur.

dont elle fait l'énumération, & notamment pour les Agents-Gén. du Clergé, durant le temps de leur Agence, qu'ils jouiront de tous les revenus de leurs Dignités, Offices & Prébendes, tant du gros, que des distributions manuelles, comme s'ils étoient présents à l'Eglise. T. II, p. 776.

L'art. 31, du Règlement de 1715, est exprès sur cet art. T. VI, P. J. p. 499.

Plusieurs Arrêts du Conseil d'Etat confirment cette disposition. *Mém. du Clergé*. T. II, p. 990 & f.

Paiement à eux
adressés francs de
port.

XII. L'Ass. de Melun en 1579, ordonne que les lettres & paquets qui seront adressés aux Agents par les Diocèses & autres personnes, seront acquittés par ceux qui les envoient. T. I, p. 143.

§. VI. Appointements, récompenses, gratifications & recommandations.

Gages & appointements.

I. L'ASSEMBLÉE de Melun règle à deux mille liv. par an, les appointements des Agents. T. I, p. 141.

Dans l'Assembl. de 1584, les anciens Agents font leur représentation à la Compagnie sur l'extrême modicité de leurs gages; attendu que lesdits gages avoient été fixés par l'Ordonnance de l'Ass. de Melun, rendue après une mure délibération, la Compagnie est d'avis de ne rien innover: elle ordonne seulement qu'il leur sera payé à chacun 100 écus & 50 écus à leurs Clercs: en outre, pour reconnoître les bons offices rendus par le Sieur le Roi, pour obtenir les décharges des Diocèses spoliés, l'Ass. lui accorde 300 écus, & au Sieur de Séracin, pour avoir rédigé les Procès-verbaux, & en avoir fait faire dix-sept copies, 100 écus. T. I, p. 167.

En l'Ass. de 1585, l'on propose d'augmenter leurs gages: arrêté qu'ils se contenteront de ceux ordonnés par l'Ass. de Melun, sauf par leur être fait raison par les Sieurs Auditeurs des Comptes, auxquels ils sont remis. T. I, p. 357, 358.

En l'Ass. de 1586, il est accordé à chacun des anciens Agents 300 écus, & 50 à leurs Clercs de gratification, en considération de leurs peines & diligences: arrêté aussi qu'il sera délivré 100 écus au Sieur Tiffaut, Agent actuel, pour avoir rédigé le Procès-verbal de la présente Ass., & pour les copies qu'il doit fournir à chacune des Provinces. Sur la Requête présentée par

les sieurs Dadré & Tiffaut à la dernière Ass., & renvoyée à la présente, pour augmentation de gages, attendu l'extrême cherté des vivres, il est dit que leurs gages seront augmentés pour la présente année, de 150 écus pour chacun. T. I, p. 410, 411.

Le Règlement de la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, porte, qu'à l'avenir les Agents ne pourront prétendre, ni recevoir aucune récompense de leur Charge, eu égard que la somme de 2000 liv. à eux ci-devant accordée, ne suffisant pas, a été ordonnée à chacun d'eux la somme de 4000 liv. par an, à la charge qu'ils seront tenus de poursuivre toutes les affaires du Clergé, fournir aux frais généralement quelconques, n'excédant la somme de trois mille liv. qui leur a été aussi pour ce ordonnée; desquelles sommes revenant ensemble à onze mille liv. par an, lesdits Agents seront payés par le Rec. Gén. des deniers ordinaires de sa recette, par moitié. T. II, p. 205, 206.

L'Ass. de 1615 ordonne, d'un consentement unanime, la somme de 12 mille liv. à chacun des anciens Agents par gratification, & eu égard au peu de gages qu'ils ont eu, & des grandes dépenses qu'ils ont faites durant trois ans & demi qu'ils ont servi le Clergé. T. II, p. 272, 273.

En l'Ass. de 1617, M. l'Archevêque de Bourges propose d'apporter quelque tempérament au Règlement concernant les gages de MM. les Agents, étant impossible qu'ils puissent vivre de 4000 liv. par an pour chacun d'eux, portées par ledit Règlement. La Compagnie ordonne qu'il sera accordé à chacun des anciens Agents, la somme de 6000 liv., outre & par-dessus les 4000 liv. de gages ordonnés à chacun d'eux par ledit Règlement. T. II, p. 312.

Sur la proposition du même Prélat, que c'étoit la coutume de faire quelque gratification aux nouveaux Agents, & que ceux qui étoient nouvellement entrés en charge, ne devoient pas être moins bien traités que leurs devanciers; la Compagnie ordonne à chacun d'eux la somme de 750 liv. *Ibid.*

L'Ass. de 1619, se conforme entièrement à la Délibération de la précédente Ass., par rapport aux Agents sortant de charge, en leur accordant une gratification de 6000 liv., outre & par-dessus leurs gages ordinaires. T. II, p. 337.

L'Ass. de 1715, par l'art. 19 de son Règlement,

Réglement, tit. des *Agents*, fixe les taxes pour leurs appointements, à la somme de 5500 liv. chacun par an, outre la somme de 3000 liv. qui sera aussi annuellement délivrée aux deux *Agents*, pour employer aux frais des procès & sollicitations. T. VI, P. J. p. 499.

Par l'art. 6 du même Règlement de 1715, tit. du *Recev. Gén.*, il doit être payé par ledit *Recev. Gén.* aux *Agents* qui sortiront de charge, dans l'intervalle de deux *Ass.*, la somme de 3000 liv. par provision sur leur récompense. T. VI, P. J. p. 500.

Récompenses,
gratifications,
&c.

II. L'*Ass.* de 1621, d'un commun avis, ordonne qu'il sera donné à chacun des anciens *Agents*, pour reconnaître leurs services & bons offices, la somme de dix mille liv.; savoir, 6000 liv. pour gratification, & 4000 liv. pour leur voyage en Béarn. T. II, p. 371.

Le Sieur de Toiras étoit nommé Coadjuteur de Nîmes; l'*Ass.* s'emploie auprès du Nonce pour lui obtenir le *gratification* des Bulles. T. II, p. 372.

L'*Ass.* de 1628 accorde aux *Agents* en charge, par forme de gratification, pour le temps de leur service passé jusqu'en 1630, à chacun la somme de 12 mille liv.; savoir, présentement la somme de six mille liv. à chacun, & pareille somme en 1630. T. II, p. 605.

L'*Ass.* de 1635 accorde aux *Agents* sortant de charge, 12 mille liv. à chacun; & en outre, pour les dédommager de la perte qu'ils ont soufferte en entrant en exercice de leur Agence, hors la tenue de l'*Ass.*, durant laquelle ils eussent eu taxe, elle leur accorde à chacun 4000 liv. T. II, p. 785.

En l'*Ass.* de 1641, quatre anciens *Agents* rendent compte de leur gestion. M. de Broc, nommé Evêque d'Auxerre; M. de la Barde, nommé Evêque de St. Briec; M. de Bertier, Abbé de St. Vincent, & M. de Berland: lesdits quatre *Agents* ne présentent point à l'*Ass.* des mém. de leurs frais, ainsi qu'avoient fait leurs prédécesseurs: une somme de 30 mille liv. est accordée à MM. d'Auxerre & de St. Briec, de 18 mille liv. à M. de St. Vincent, & de 6 mille liv. à M. de Berland. (L'*Ass.* de 1645 retrancha les 6000 liv. accordées au Sieur de Berland, ainsi que 12000 liv. à chacun de MM. d'Auxerre & de St. Briec, & ordonna que lesdites sommes seroient remises au *Recev. Gén.*) T. III, p. 68 & f.

L'*Ass.* de 1645 accorde à chacun des
Table de la Coll. des P. V.

Agents une gratification de 18000 liv. & 3000 liv. de plus à M. de Grignan, nommé à l'Evêché de St. Paul, attendu les voyages qu'il a été obligé de faire, pour être ladite somme de 3000 liv. employée à l'achat d'une Chapelle. C'est le premier exemple de gratification en ce genre. T. III, p. 136 & f.

Premier exem-
ple de gratifica-
tion pour une
Chapelle.

Même somme de 18000 liv. accordée par l'*Ass.* de 1650, aux *Agents*; plus 2000 liv. à chacun pour les voyages. T. III, p. 458 & f.

L'*Ass.* de 1655 accorde à MM. de Marmiesse & de Villars, anc. *Agents*, même somme de 18000 liv., plus 3000 liv. pour l'achat d'une Chapelle, attendu qu'ils étoient tous les deux promus à l'Episcopat; plus 3000 liv. à chacun pour les frais extraordinaires; & ce sans conséquence pour les autres *Agents*, qu'elle entend devoir se contenter de la gratification ordinaire. T. IV, p. 36 & suiv.

En l'*Ass.* de 1660, même somme de 18000 liv. à chacun, & 3000 liv. pour les dépenses extraordinaires, sans tirer à conséquence. T. IV, p. 517, 518.

En l'*Ass.* de 1665, même somme de 18000 liv., & 3000 liv. pour les voyages & frais extraordinaires; en tout 21000 liv. T. IV, p. 844, 845.

En l'*Ass.* de 1670, même somme de 21000 liv.; plus à M. l'Abbé de Guémadeuc, nommé à l'Evêché de St. Malo, 3000 liv. pour sa Chapelle. T. V, p. 119, 120.

En l'*Ass.* de 1675, même somme de 21000 liv. T. V, p. 179.

L'*Ass.* de 1680 accorde à MM. de Grignan & de Valbelle, nommés, l'un à l'Evêché d'Alençon, & l'autre à l'Evêché d'Evreux, la somme de 27000 liv. T. V, p. 303.

L'*Ass.* de 1685 revient à la somme de 21000 liv. T. V, p. 571, 572.

En l'*Ass.* de 1690, même somme de 21000 liv. accordée. T. V, p. 652 & f.

En l'*Ass.* de 1695, même somme de 21000 l. T. VI, p. 114, 115.

En l'*Ass.* de 1700, même gratification de 21000 liv. T. VI, p. 382, 383.

M. l'Abbé de Cofnac ayant été nommé Evêque de Die dans le cours de son Agence, l'*Ass.* de 1702 lui fait une gratification de 3000 liv. pour une Chapelle. T. VI, p. 702, 703.

En l'*Ass.* de 1705, gratification de 21000 liv. aux anciens *Agents*. T. VI, p. 753, 754.

L'*Ass.* de 1710 leur accorde même somme de 21000 liv.; plus, 3000 liv.

D

à chacun, comme Promoteur & Secrétaire; plus, 3000 liv. à M. de Maulevrier, nommé à l'Evêché d'Autun, pour une Chapelle. T. VI, p. 1013, 1014.

Ledit Abbé refuse d'accepter cette dernière gratification. T. VI, p. 1517.

En l'Ass. de 1715, la gratification est de 21000 liv. T. VI, p. 1354 & f.

En l'Ass. de 1721, même gratification de 21000 liv. T. VI, p. 1572 & f.

En l'Ass. de 1725, même gratification de 21000 liv.; plus, 3000 liv. à chacun, comme Promoteur & Secrétaire; *item*, 3000 liv. à M. l'Abbé de Brancas, nommé à l'Evêché de la Rochelle, pour une Chapelle: recommandation au Roi en faveur de M. l'Abbé de Prémecaux. T. VII, p. 52, 53.

L'Ass. de 1726 accorde à chacun de MM. les Agents, une gratification de 4000 liv., en considération des dépenses extraordinaires par eux faites; le tout sans tirer à conséquence. T. VII, p. 612.

L'Ass. de 1730 accorde la même gratification de 21000 liv.; plus, à chacun 3000 liv., comme Promoteur & Secrétaire; *item*, à M. l'Evêque de Lombes, ci-devant Agent, 3000 liv. pour sa Chapelle. T. VII, p. 911, 912.

L'Ass. de 1735 accorde 21000 liv.; plus, 3000 liv. à M. l'Evêque de Mâcon, pour une Chapelle. T. VII, pag. 1351.

En l'Ass. de 1740, même somme de 21000 liv. Sur la proposition de M. le Président, cette Ass. accorde une gratification de 3000 liv. à MM. de Condom & d'Agen, nommés Evêques au sortir de la précédente Agence, pour leur Chapelle: elle accorde aussi cette même gratification à MM. les Abbés Fouquet & de Lanfac, sortant de l'Agence, mais sans tirer à conséquence; & ce pour leur tenir lieu de celle que le Clergé est en usage d'accorder à ses Agents pour leur Chapelle, quand ils sont nommés Evêques dans le cours de l'Agence. La Compagnie les recommande au Roi par l'entremise de Son Emin. Mgr. le Cardinal de Fleuri. T. VII, p. 1568 jusqu'à 1571.

L'Ass. de 1745 accorde à MM. les anciens Agents la même somme de 21000 liv.; plus 3000 liv. à l'un, comme Promoteur, & à l'autre, comme Secrétaire; *item* 3000 liv. pour leur tenir lieu de Chapelle; en tout 27000 liv. La Compagnie les recommande en outre à M. l'ancien Evêque de Mirepoix, & prie ce Prélat de parler au Roi en

leur faveur. T. VII, p. 1900, 1901.

En l'Ass. de 1750, même somme, en tout de 27000 liv. accordée aux anciens Agents: ils sont de plus recommandés au Roi par l'entremise de M. l'ancien Evêque de Mirepoix. T. VIII, p. 246 & f.

L'Ass. de 1755 accorde à chacun de MM. les anciens Agents, 1^o. par forme de gratification extraordinaire, & sans tirer à conséquence, une somme de 4000 liv. pour différents voyages faits à la Cour & ailleurs. 2^o. Elle accorde aussi à chacun la somme de 27000 liv.; savoir, 21000 liv. pour gratification ordinaire, 3000 liv. pour les honoraires des fonctions de Promoteur & de Secrétaire, & 3000 liv. pour leur Chapelle. 3^o. Elle prie M. le Président de porter au Roi les vœux de l'Ass. en leur faveur. T. VIII, p. 452 & f.

L'Ass. de 1760 en use de même en faveur de MM. de Crillon & de Jumilhac, anciens Agents; savoir, 27000 liv. de gratification ordinaire; en outre 4000 liv. à chacun, pour leur marquer de plus en plus la satisfaction qu'elle a de leurs services, & notamment à cause de leurs soins pour obtenir de S. M. qu'elle voulût se charger du paiement des intérêts des six premiers mois des rentes du nouvel emprunt. L'Ass. prie en même temps M. le Président de porter au Roi & à M. l'Evêque d'Orléans, les vœux de l'Ass. en leur faveur. T. VIII, p. 757, 758.

L'Ass. de 1765 accorde à MM. les anciens Agents; savoir, 18000 liv. de gratification ordinaire, 3000 liv. pour les voyages & frais du Conseil; en tout 21000 liv. à M. l'Abbé de Broglie; pareille somme de 21000 liv. à M. l'Evêque de Châlons & à M. l'Abbé de Bauffet, pour être partagée entr'eux à proportion du temps qu'ils ont exercé l'Agence; plus, 3000 liv. à chacun de MM. les Promoteurs, & autant à chacun de MM. les Secrétaires; plus, à M. l'Evêque de Châlons & à M. l'Abbé de Bauffet, 3000 liv. à chacun pour une Chapelle. Enfin, attendu le travail extraordinaire occasionné par les opérations faites au sujet des Portions congrues, 4000 liv. à chacun de MM. les Abbés de Bauffet & de Broglie, sans que cette gratification puisse tirer à conséquence.

L'Ass. joint à ces grâces une recommandation au Roi en faveur de M. l'Abbé de Broglie, pour l'Evêché de Saint-Omer vacant, & de M. de Bauffet,

pour pareille grace, quand l'occasion s'en présentera. T. VIII, p. 1162 & f.

L'Ass. de 1770 traite, avec la même faveur, MM. les Abbés de la Luzerne & de Cicé : gratification ordinaire de 27000 liv. à chacun ; plus, 4000 liv., en reconnaissance des peines qu'ils ont prises pendant le cours de leur Agence, & des services qu'ils ont rendus au Clergé. T. VIII, p. 1644 & f.

Dès le commencement de l'Ass., M. l'Archevêque de Reims avoit représenté à la Compagnie, que, quoiqu'il fût d'usage que les Ass. ne s'intéressassent auprès du Roi, pour la récompense due aux travaux de MM. les Agents, que vers la fin des Séances, les soins & les travaux de MM. de Cicé & de la Luzerne étoient si connus, qu'il croyoit que c'étoit l'occasion de se mettre au-dessus des règles. Sur quoi la Compagnie avoit prié M. le Président de les recommander au Roi : ils n'ont pas tardé d'être nommés, l'un à l'Evêché de Langres, l'autre à celui de Rodez. T. VIII, p. 1645, 1646.

L'Ass. de 1775 accorde à M. l'Abbé du Lau, nommé à l'Archevêché d'Arles, & à M. l'Abbé de Vogué, les gratifications ordinaires ; savoir, 1°. 18000 liv. ; 2°. 3000 liv. pour les voyages, &c. ; 3°. 3000 liv. pour une Chapelle ; 4°. 4000 liv. de gratification extraordinaire, sans tirer à conséquence.

L'Ass. recommande M. l'Abbé de Vogué au Roi. T. VIII, p. 2094 & f.

§. VII. Reddition des comptes & Rapports de l'Agence ; précis desdits Rapports par ordre des matieres, ordonné par l'Assemb. de 1775.

I. L'ASSEMBLÉE de 1635, ajoutant aux Réglemens précédents, arrête & ordonne que l'Ass. se trouvant formée, on commencera par l'audition des Agents, sur les affaires qui se seront passées de leur temps, desquelles ils seront tenus de faire un rapport si fidele & exact, que la Compagnie puisse en avoir une parfaite connoissance. T. II, p. 777.

L'art. 27 du Règlement de 1715, tit. des *Agents*, porte, qu'ils seront tenus de rendre compte de tout ce qui se sera passé, concernant les affaires du Clergé, pendant leur Agence, & qu'ils commenceront leur rapport dans les premières Séances. T. VI, P. J. p. 498.

II. Les premiers Rapports d'Agence

& de gestion des affaires du Clergé, sont ceux qui ont été faits en l'Ass. de 1585, par les Sieurs le Roy & Séracin, par les Sieurs Louet & Langlade, par les Sieurs le Genevois, Doyen de Langres, & de Montrigaut. T. I, p. 354 & suiv.

[Nota. On ne rapporte point ici les articles de ces Rapports d'Agence, ni de ceux qui ont été faits dans les Ass. suivantes : on a renvoyé ces articles, pour ce qu'ils ont d'essentiel & de remarquable, à chaque matiere, & aux mois qui y répondent ; c'est là où il faut les chercher.]

En l'Ass. de 1595, les Sieurs Prévôt & Bellanger font leur Rapport : le Procès-verbal ne renferme aucun détail d'affaires. T. I, p. 586.

Dans les Ass. suivantes, les Agents sortant de charge, ne font aussi que présenter le compte des deniers reçus, & employés aux affaires du Clergé : c'est ce qu'on peut voir

En l'Ass. de 1608. T. I, p. 785.

En l'Ass. de 1610. T. II, p. 26.

En l'Ass. de 1612. T. II, p. 51.

En l'Ass. de 1615. T. II, p. 272.

En l'Ass. de 1617. T. II, p. 312.

En l'Ass. de 1619. T. II, p. 337.

En l'Ass. de 1621. T. II, p. 371.

Les comptes & la gestion des Srs. de Blondeau & de Périllac, pour les deux Agences, rendus depuis 1621 à l'Ass. de 1625, souffrent plusieurs difficultés. La première, touchant un art. de gratification de 900 liv. données à une personne sans nom, par chaque Agence : art. rayé par l'Ass. Deuxième difficulté, sur les voyages desdits Agents, dont la dépense portée en leurs comptes, est aussi rayée, attendu que le supplément des gages accordé aux Agents, a été en considération desdits voyages. Troisième difficulté, sur la dépense couchée au compte pour les Maîtres des Postes ; ladite dépense est allouée. Quatrième, art. de l'ameublement pour la continuation de l'Agence, rayé, attendu que lesdits Agents n'ont pas été continués par l'autorité des Provinces ; quant aux frais pour les instances, ils ont été rayés : les voyages d'un des Agents pour sa santé, couchés au compte, sont alloués ; mais réduits les deux à un. T. II, p. 523, 524.

Autres comptes rendus, r'los & arrêtés sans difficulté

En l'Ass. de 1628. T. II, p. 604, 605.

En l'Ass. de 1635. T. II, p. 784 & f.

En l'Ass. de 1641. T. III, p. 68 & f.

La gestion des sieurs de Grignan & d'Hugues est examinée dans l'Ass. de 1645. Jamais gestion faite en des temps & des circonstances si difficiles, & cependant plus avantageuse au Clergé, par l'importance des Arrêts & Jugements obtenus en sa faveur : l'Ass. leur en témoigne la plus grande satisfaction. T. III., p. 136, 137, 138.

En l'Ass. de 1650, les Commissaires pour l'examen de la gestion des anciens Agents, sont aussi observer le grand nombre d'Arrêts, Expéditions, Lettres du Roi, Brevets, &c. obtenus par lesdits Agents : l'Ass. loue & approuve leur administration. T. III., pag. 458 & suiv.

En l'Ass. de 1655, Rapport succinct de l'Agence, par MM. de Marmiesse & de Villars. T. IV., p. 36, 37, 38.

En l'Ass. de 1660, Rapport de MM. de Roquepine & Thoreau. Ledit Rapport inséré au Procès-verbal par Délibération du 21 Mai 1661 ; il contient plusieurs art. importants. T. IV., p. 518 & suiv.

En l'Ass. de 1665, Rapport de MM. de Pouanges & de Faget. T. IV., p. 841 & suiv.

En l'Ass. de 1670, Rapport de MM. de Guémadeuc & de Lefseins. T. V., p. 119. Le Rapport est aux P. J. p. 74 & suiv.

En l'Ass. de 1675, MM. les Abbés de Gramont & de la Hoguette font le Rapport de leur Agence. *Ce Rapport manque.* T. V., p. 179.

En l'Ass. de 1680, Rapport de MM. de Grignan & de Valbelle. T. V., p. 303. Le Rapport, P. J. p. 166 & f.

En l'Ass. de 1685, M. l'Abbé Desmarests fait le Rapport de l'Agence, qui a pour objet la Religion, la Jurisd. & le Temp. *Le Rapport ne se trouve point aux P. J., ni dans le Procès-verbal de l'Ass.* T. V., p. 571, 572.

En l'Ass. de 1690, M. l'Abbé de Villars fait le Rapport de l'Agence, concernant la Jurisd. & le Temp. *Le Rapport manque.* T. V., p. 652 & f.

En l'Ass. de 1695, le Rapport de l'Agence est fait par M. l'Abbé d'Aquin. T. VI., p. 114, 115. *Le Rapport se trouve.* P. J. n°. II, p. 31 & f.

En l'Ass. de 1700, M. l'Abbé de Villacert fait son Rapport, qu'il divise en trois Parties, le Temp., les Priv. & la Jurisd. T. VI., p. 382, 383. Le Rapport, P. J. n°. II, p. 115 & f.

[Nota. Depuis 1705, les Rapports de l'Agence sont imprimés séparément, &

ils forment une Collection distinguée de celle des Procès-verbaux. Dans les Procès-verbaux de l'Ass. de 1705 & des suivantes, on ne fait que marquer les Séances où les anciens Agents ont fait lecture de leur Rapport de l'Agence. Voyez là-dessus le §. IV de chaque Ass.]

III. M. l'Archevêque d'Arles, après avoir exposé à l'Ass. de 1775, où on en étoit de la nouvelle Collection des Procès-verbaux & de la Table Raisonnée de cette nouvelle Collection, propose, pour achever de répandre le plus grand jour sur les monuments du Clergé, de soumettre à une opération semblable la Collection si intéressante des Rapports de l'Agence, & d'en donner un Précis par ordre de matières ; Précis qui pourra être resserré dans les bornes d'un seul volume, en se contentant d'indiquer sommairement les P. J. La proposition est unanimement agréée ; & la Compagnie chargée de cet travail MM. du Saulzet & Gandin. T. VIII., Ass. de 1775, §. XII.

§. VIII. Etablissement d'un Bureau d'Agence.

En l'Ass. de 1748, M. l'Archevêque de Tours, Président, propose à la Compagnie un plan de Regîtres, contenant, sur chaque matière, ce qui peut conduire & diriger les opérations de MM. les Agents, abréger leur travail, leur rappeler ce qui s'est fait, ce qui s'est pratiqué, ce qui a réussi dans les mêmes affaires qu'ils ont à traiter.

Le plan est approuvé par l'Ass. ; Bureau établi en conséquence, où l'on déposera les Lettres écrites aux Agents, copies de leurs réponses, les Mémoires produits, les Décisions, les Consultations d'Avocats. Le Sieur de Beauvais est mis à la tête de ce Bureau, avec 1500 liv. d'appointements. T. VIII., p. 168.

§. IX. Liste des Agents.

1579	MM. Saint-Loup & Danglade.
1582	le Roy & Séracin.
1584	le Genevois & Montrigaut.
1586	Dadré & Tiffaut.
1588	Bellanger & Prévôt.
1596	Bertier & Maul-Jean.
1598	d'Argense & le Blanc, Bertier continué.
1600	Bertier (le même) & Aubert.
1602	Les mêmes ci-dessus.
1605	Chaudon & Raoul.

57 AGENTS-GÉNÉRAUX. AIDES. 58

- 1608 MM. de Pigny & de la Roche.
 1610 Forget & Bargemont.
 1612 Racine, (Abbé de la Ver-
 nusse,) & Béhéti.
 1615 Sabatier & Dalmas.
 1617 Toiras & Aubert.
 1619 Toiras (le même) & d'Al-
 méras.
 1621 de Blondeau & de Périsflac.
 1625 de Breteuilles & Sr. Sivié.
 M. de Breteuilles étant mort
 avant 1630, la Prov. de Rouen
 nomme à sa place le Sieur Mo-
 reau, Abbé de St. Josse, nonob-
 stant l'opposition des Prélats étant
 à Paris, assemblés chez M. le
 Cardinal de la Rochefoucault,
 qui se désistèrent ensuite de leur
 opposition. T. II, P. J. p. 141 &
 suiv. *Voyez* Assemblées de Pré-
 lats, année 1629.
 1630 MM. de Paimpont & de Bertet,
 Prieur de Montiers.
 1635 Trois Agents nommés par les Pro-
 vinces d'Auch, Sens & Paris; le
 tour de la Province de Paris ne
 se trouvant point encore réglé.
 T. II, p. 661, 663.
 MM. Bertier, la Barde, de Broc.
 Ce dernier étant nommé Evê-
 que d'Auxerre, le Sieur de Ber-
 lard lui est substitué.
 1641 MM. d'Hugues & de Grignan.
 Le Sieur la Meschinier, troi-
 sième Agent, nommé & reçu
 dans l'Aff. de 1641, pour entrer
 seulement en exercice en 1645;
 il se désista depuis. T. III, p. 121.
 1645 MM. Tubeuf & Beauregard.
 1650 de Marmieffe & du Chemin
 de Laurac.
 Ce dernier meurt dans l'Agen-
 ce. M. de Villars lui est substitué.
 1655 MM. Thoreau & Roquepine.
 1660 Colbert de St. Pouanges &
 de Fager.
 1665 de Guémadeuc & de Les-
 seins.
 1670 de Gramont & de la Ho-
 guette.
 1675 de Grignan & de Valbelle.
 1680 Desmarets & de Befons.
 1685 de Villars & de Phélypeaux.
 1690 d'Aquin & de Bourlemont.
 1695 de Villacerf & de Colbert.

M. de Colbert est nommé à
 l'Evêché de Montpellier. Les
 Prélats assemblés à Paris en 1697,
 lui substituent M. l'Abbé de Lan-
 gle, nommé par la Province de
 Rouen. T. VI, P. J. p. 111, 112.

M. l'Abbé de Langle est nomi-
 mé lui-même à l'Evêché de Bou-
 logne. Les Prélats assemblés à
 Paris en 1698, lui substituent
 M. l'Abbé Desmarets, nommé
 par la même Province de Rouen.
 T. VI, P. J. p. 113 & f.

1700 MM. de Maulevrier & de Cofnac.
 M. de Cofnac est nommé, en
 1702, à l'Evêché de Die; M. de
 Phélypeaux le remplace. T. VI,
 p. 689.

1705 MM. de Maulevrier & de Pou-
 denx.

M. de Poudenx est nommé à
 l'Evêché de Marseille dans le
 cours de l'Agence; M. Turgor
 lui est substitué. T. VI, p. 1014,
 P. J. p. 397.

1710 MM. du Cambout & de Broglie.

1715 de Broglie (le même) & de

Maupcou.

1720 de Brancas & de Prémieux.

1725 de Valras & de Maugiron.

1730 de Sérignan-Valras (le mé-
 me) & de Brissac.

M. de Valras est nommé à l'E-
 vêché de Mâcon. Les Prélats
 assemblés en 1732, lui substi-
 tuent M. l'Abbé de Chabanes.
 T. VII, P. J. p. 343.

1735 MM. Fouquet & Lantac.

1740 la Bâtie & Rastignac.

1745 de Nicolay & de Breteuil.

1750 de Castrics & de Coriolis.

1755 de Crillon & de Jumilhac.

1760 de Broglie & de Juigné.

M. l'Abbé de Juigné est nomi-
 mé à l'Evêché de Châlons; M.
 l'Abbé de Bauffier lui est substi-
 tué.

1765 MM. de la Luzerne & de Cicé.

1770 du Lau & de Vogüé.

1775 de la Rochefoucault & de
 Jarente.

1780 de Périgord & de Boissgelin.

AGRÉGATIONS.

SUR les Prélats & autres personnes
 agrégés, ou subrogés aux Aff. Gén. du
 Clergé. *Voyez* Députés aux Aff. Gén.
 §. II.

AGUESSEAU. [D']

Voyez Receveur - Général, §. III.
 Comptes, §. II, ann. 1625 & f.

AIDES. [COUR DES]

LES Cours des Aides sont-elles com-
 pétentes pour connoître des décimes ?

AIDES. [DROIT DES]

§. I. *Maximes avancées contre l'immunité ecclésiastique du droit des Aides : abus dans la manière de l'exercer : clause favorable des Contrats.*

I. LES Ecclésiastiques, disoit M. d'Angre, un des Commissaires du Roi en l'Ass. de 1660, ne sont point exempts du droit des Aides par leurs privilèges anciens, non plus qu'aucun autre habitant des Provinces du Royaume, dans lesquelles les Aides ont cours. C'est un secours accordé par une partie des Provinces, pendant la prison du Roi Jean, auquel s'obligèrent toutes sortes de personnes, sans distinction des conditions, Nobles, ou Ecclésiastiques; & pour le regard des Provinces, qui choisirent plutôt d'assister le Roi d'une autre façon, elles furent considérées comme étrangères: l'on établit des Bureaux pour lever le droit sur les vins qui y entroient, ainsi que s'ils fussent sortis du Royaume. Toutes les Provinces, de Guienne, de Languedoc, de Provence, de Dauphiné, d'Auvergne, de Bourgogne & de Bretagne, n'y sont point sujets; ils ne se levent que dans le ressort des Cours des Aides de Paris & de Rouen. Cependant le Corps entier du Clergé s'intéresse dans la levée de ce droit, comme si tous les Ecclésiastiques du Royaume y étoient sujets, quoique pour cette raison les Bénéficiers de ces Provinces aient été moins taxés aux décimes que les autres: aussi ont-elles toujours payé, sans contredire, jusqu'à ce que par facilité, & pour quelques autres considérations, l'on en a accordé la décharge par les derniers Contrats faits avec le Clergé, pour le vin de leur cru, sans que l'on ait permis le détail à assiette. T. IV, p. 543, 544.

L'Ass. de 1660, désapprouva hautement ces maximes, & en porta ses plaintes au Roi, par l'entremise de Son Em. M. le Cardinal Mazarin. *Ibid.* 544, 545.

II. Les Commis des Préposés des Aides ne peuvent entrer dans les Couvents des Religieuses pour faire la visite de leurs caves, sans demander avant la permission des Ordinaires. Voyez Clôture, n°. I.

III. Les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, tant pour les Dons-gra-

tuits, que pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, renferment ordinairement cette clause: *Comme aussi lesdits Ecclésiastiques demeureront exempts des droits de Traits-foraine, nouvelles augmentations, Douane de Valence, cinq sols pour chaque muid de vin, & droits d'entrées, nouveaux subsides & autres impositions de cette nature, pour les bleds, vins, cidres, bieres & autres fruits provenant du cru de leurs Bénéfices, qu'ils pourront faire transporter d'une Province à une autre pour leur usage, & à la charge de bailler déclaration de ce qu'ils auront dépeillé & recueilli chaque année au plus prochain Bureau de ladite traite.* Voyez le 1^{er} Supplément de la Table, n°. IV, V.

§. II. *Affaires, délibérations & demandes du Clergé, touchant l'immunité ecclésiastique du droit des Aides, rapportées suivant l'ordre de leurs dates.*

I. L'ASSEMBLÉE de 1611, art. 10 de son Cahier, supplie S. M. de faire défenses à tous ses Officiers d'aller visiter les maisons & caves des Ecclésiastiques, ni de les troubler & molester en la jouissance de leurs immunités & franchises. T. II, P. J. p. 41.

II. M. le Cardinal de Sourdis se plaint dans une Lettre, dont il est fait lecture dans l'Ass. de 1625, contre les Fermiers des *Traites-foraines d'Anjou*, qui vouloient lever 35 sols sur chaque muid de vin, destiné à la nourriture des Religieux d'une Abbaye qu'il avoit en Poitou; ce qui faisoit préjudice aux Bénéficiers de la Province qui ont des domaines en Anjou. L'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir. T. II, p. 549.

III. Autres plaintes portées à l'Ass. de 1635, contre les Fermiers des Aides, qui vouloient assujettir les Ecclésiastiques aux différents droits des Aides. L'Ass. demande & sollicite un Arrêt du Conseil, qui fasse défenses auxdits Fermiers de troubler les Ecclésiastiques dans l'exemption de ce droit. T. II, p. 743, 744, 745.

IV. Autres plaintes en l'Ass. de 1645, au sujet des droits sur le vin. Les Ecclésiastiques de Tours, de Bourges, de Lyon & autres, sont poursuivis pour un droit de vingt sols sur chaque muid de vin, ou de cidre, qui entre dans leurs caves. L'Ass. demande & sollicite un Arrêt de surseance, & ensuite de décharge. T. III, p. 329, 330.

Autres plaintes en la même Ass. sur le droit des Aides. Ce droit est demandé, même par prise-de-corps, aux Ecclésiastiques, pour vin de leur cru vendu en détail. Sur les poursuites de l'Ass., l'exemption est promise pour le bail suivant, ensuite la Déclaration est expédiée en bonne forme, portant exemption dudit droit. T. III, p. 330, 331, 336, 337, 360.

V. Autres plaintes portées à l'Ass. de 1650, sur les tailles auxquelles sont imposés les Fermiers des Bénéfices sur les Aides, & entr'autres droits, sur celui du huitième sur le vin, sur le sel. Arrêt est accordé, conforme aux précédentes Déclarations. T. III, p. 640.

VI. L'Ass. de 1655, sollicite & presse vivement l'exemption de divers droits des aides, sur les plaintes des Diocèses. Bénéficiers de Normandie vexés par les Fermiers des Aides, pour paiement du droit du 4^e du vin & du cidre, tant de leur cru, que de leurs dîmes, quoiqu'ils en soient exempts par les Contrats, & par plusieurs Arrêts & Déclarations. Même plainte des Ecclésiastiques de Nevers, au sujet du même droit. Arrêt général de surseance demandé. Autre plainte des Ecclésiastiques de Nevers, que l'on oblige de payer le droit de *Maubeuge*, qui est de vingt sols pour chaque muid de vin entrant dans les Villes & Bourgs, pour y être consumé. Surseance dudit droit demandé : ces droits se levoient par les Fermiers des Aides, en vertu d'une clause insérée dans leurs Contrats, portant qu'ils leveroient les droits y énoncés sur tous exempts & non exempts. Sur le refus de M. les Surintendants, le Cardinal Mazarin est prié de faire accorder l'Arrêt de surseance; il est accordé. Malgré cet Arrêt, les Ecclésiastiques de Vernon sont poursuivis par les Sous-Fermiers des Aides : il est même envoyé à la Cour des Aides, pour y être vérifiée, une Déclaration, par laquelle S. M. révoque l'exemption du droit de huitième, dont les Ecclésiastiques jouissoient : opposition formée par les Agents à sa vérification : poursuites de l'Ass. pour la faire révoquer. Arrêt du Conseil, par provision promis, en attendant une Déclaration qui révoque celle qui a été envoyée à la Cour des Aides. Les Religieux de Mauléon, poursuivis par les Fermiers des Traités-forestiers, représentent à l'Ass. que leurs revenus ne consistant qu'en vin, il leur étoit impossible de payer les décimes,

s'ils n'avoient la faculté de le vendre sans payer ce droit de *Traite-forestier*. Les Chanoines de Meaux se plaignent du droit de *Courte-pinte*, sur le vin provenant, tant de leurs Domaines, que de leurs Bénéfices.

L'Ass. obtient enfin la Déclaration pour l'exemption des Aides. L'art. du droit de *Maubeuge* ne se trouvant pas assez expliqué, l'Ass. demande qu'il soit plus étendu; elle obtient ce qu'elle demande : l'enregistrement de la Déclaration est poursuivi au Grand-Conseil. Le Fermier des Aides & le Prévôt des Marchands, s'opposent à l'enregistrement : elle y est enregistrée, mais avec des modifications préjudiciables au Clergé. L'Ass. demande la cassation de l'Arrêt d'enregistrement, avec nouvelle adresse au Grand-Conseil, pour y être enregistrée selon sa forme & teneur : la Déclaration y est enregistrée, pour y avoir égard en jugeant. La Compagnie, peu satisfaite, demande des Lettres de jussion pour l'enregistrement pur & simple; & un Arrêt du Conseil, portant que, jusqu'à cette forme d'enregistrement, S. M. se réserve la connoissance des différends qui pourroient arriver sur l'exécution de la Déclaration. La minute des Lettres de jussion & de l'Arrêt, est dressée, & mise entre les mains des Agents, pour en poursuivre l'expédition. T. IV, p. 317 jusqu'à 324.

VII. Plaintes multipliées des Ecclésiastiques vexés sur le droit des aides, jusques-là qu'on avoit exécuté leurs meubles pour le paiement dudit droit, pour le vin vendu en détail, provenant même du cru de leurs Bénéfices. Sur ces plaintes portées à l'Ass. de 1660, les Commissaires du Clergé en exposent le sujet & le fondement à M. le Chancelier, & les justes plaintes que l'Ass. avoit raison de faire, sur le trouble que le Fermier des Aides donnoit à plusieurs Ecclésiastiques, au préjudice de la Déclaration que le Roi avoit accordée à la dernière Ass., portant l'exemption dudit droit en sa faveur, & le Clergé en ayant joui de tout temps sous le regne de plusieurs Rois. M. le Chancelier est prié de vouloir accorder un Arrêt général de décharge, pour s'en servir jusqu'à ce que ladite Déclaration soit vérifiée. L'Arrêt est promis : M. d'Aligre assure qu'il a été résolu, & qu'il portera la décharge du droit du gros & du paris pour les Ecclésiastiques, avec la faculté à eux de vendre le vin de leur cru en détail, à la charge qu'ils

mettront au Creffe une déclaration de la quantité de vin qu'ils auront recueilli; & que ceux qui abuferont du privilège, feront mis à l'amende, & condamnés aux dépens, dommages & intérêts envers ceux qui tiennent les Fermes du Roi. L'Aff. demande de plus que le vin du cru du patrimoine soit exempt; les Gentilshommes jouissant de cette exemption, & tout Ecclésiastique étant censé Noble. Parmi les différents objets de vexations, l'Aff. insiste particulièrement sur une faisie faite du vin de M. l'Archevêque de Sens par les Fermiers des Aides, faute de paiement d'un droit de *passage* sous le pont de Joigni. Elle obtient des Lettres de surannation, en vertu desquelles elle poursuit vivement au Grand-Conseil la vérification de la Déclaration pour la décharge des Aides & des Tailles: elle en charge MM. les Députés & les Prélats étant à Paris, après la séparation de l'Aff. T. IV, p. 713 jusqu'à 720.

VIII. Plusieurs Prélats & autres Bénéficiers, demandent à l'Aff. de 1660 sa protection, contre les Fermiers des *Traites-foraines*, lesquels, au préjudice des immunités & privilèges des Ecclésiastiques, vouloient les contraindre de payer les droits de *Traites* pour le bled, le vin & autres denrées qu'ils recueillaient dans les Provinces voisines, & dans les terres de leurs Evêchés & Bénéfices, & lesquelles ils font venir dans leurs maisons pour être consommées.

Sur les instances de l'Aff., Arrêt du Conseil est accordé en faveur des Eglises d'Arles & de Tarascon, contre les Fermiers des *Traites-foraines* de Provence, pour le bled que lesdites Eglises font venir de Languedoc & de Dauphiné. La Compagnie en ordonne l'impression, & que copies en soient envoyées dans les Diocèses. Peu de temps après, le Traitant obtient, sur sa Requête, un autre Arrêt du Conseil, qui casse celui d'Arles; l'Aff. s'en plaint. Nouvel Arrêt est accordé en faveur de l'Archevêque d'Arles & des Ecclésiastiques du Diocèse de Sisteron, pour le transport des bleds, vins & autres denrées; & un autre Arrêt en faveur du Clergé de Vienne, pour le transport des mêmes denrées d'une Province à l'autre, sans payer de droits. T. IV, p. 737, 738.

IX. L'Archevêque de Vienne, le Chef des Commissaires nommés par l'Aff. de 1665, expose dans son Rap-

port, qu'à l'égard des vins qui se vendent en gros, les Ecclésiastiques avoient toujours été exempts des droits des aides; mais que le droit de *gros* ayant été augmenté de 15 sols par muid, on faisoit payer ladite augmentation aux Ecclésiastiques, encore bien que par la vérification du bail des Aides ils en fussent déclarés exempts. Quant aux vins que l'on vend en détail, qu'il y avoit beaucoup de sortes de droits, comme sont ceux de *quatrième*, de *huitième*, d'entrée, droit de *Maubeuge*, *parisis*, *courte-pinte* & droit de *jauge*, lesquels on ne se contentoit pas de faire payer pour le vin que l'on vendoit en détail, mais aussi pour le vin que les Ecclésiastiques consommoient dans leurs maisons, quoique ce fussent vin de dîmes & du cru de leurs Bénéfices; que ces sortes de droits, les uns se levoient à l'entrée des Villes, les autres dans les pressoirs, les autres à la vendange; que les moyens pour les lever sont extraordinaires.

Sur quoi l'Aff. demande d'abord un Arrêt de surseance contre les poursuites des Fermiers, & ensuite un Arrêt absolu de décharge desdits droits. L'Arrêt de surseance n'est point accordé; mais M. Colbert donne un ordre aux Fermiers des Aides de cesser les poursuites. Pour le fonds du droit, M. Colbert, dans la conférence tenue chez M. le Chancelier, soutient que les Ecclésiastiques n'ont jamais joui de l'exemption de ce droit; qu'ils l'ont toujours payé jusqu'au regne de Henri IV, &c. Les Députés du Clergé repliquent solidement; enfin les Commissaires du Roi déclarent que S. M. accorde au Clergé l'exemption du droit des aides en gros, & non en détail: nouvelle instance de la part de l'Aff. pour l'un & pour l'autre. M. Colbert consent enfin de passer dans le contrat ce qui regarde les Aides, tout ainsi que dans les contrats précédents; il promet que l'Arrêt sera expédié, & il l'est effectivement. T. IV, p. 1013 jusqu'à 1017.

M. l'Archevêque de Vienne rapporte à l'Aff. que MM. du Conseil accordent l'exemption des *Traites-foraines* des fruits provenant du cru de leurs Bénéfices, à la charge que les Ecclésiastiques donneront déclaration dans les Bureaux de la quantité des fruits qu'ils prétendent faire passer: il ajoute que MM. du Conseil avoient fait quelque difficulté de l'accorder aux Ecclésiastiques des Provinces qui n'étoient point séparées

se ven-
avoient
des ai-
vant été
n faisoit
x Ecclé-
r la vé-
en suf-
aux vins
y avoit
comme
uitieme,
paris,
lesquels
re payer
n détail,
ecclésiast-
rs mai-
e dîmes
que ces
oient à
dans les
ge; que
extraor-

bord ua
poursui-
n Arrêt
s. L'Ar-
ccordé;
dre aux
les pour-
M. Col-
ue chez
e les Ec-
de l'e-
ont tou-
enri IV,
pliquent
saires du
orde au
aides en
elle inf-
r l'un &
ent enfin
regarde
les con-
e l'Arrêt
vement.

rapporte
ccordent
ines des
rs Béné-
siastiques
les Bu-
ts qu'ils
oute que
quelque
ecclésiasti-
ont point
séparées

séparées par des rivières, à cause de l'abus qui pouvoit arriver; mais qu'il ne doutoit pas qu'on ne finît par la leur accorder. T. IV, p. 1017.

X. Dans le Rapport de l'Agence, fait en l'Ass. de 1670, il est parlé d'un Arrêt du Conseil d'Etat, du 15 Juillet 1659, sur la Requête des Religieux de l'Abbaye de St. Urbain, Diocèse de Châlons, qui décharge les Ecclésiastiques de tous droits d'aides pour le vin provenant de leur cru, ou qu'ils vendront en gros, ou consommeront dans leurs maisons, avec défenses aux Fermiers de les troubler à l'avenir, à peine de 1500 l. d'amende, & avec main-levée des saisies faites, &c. Le Fermier des Aides surprend un Arrêt du Conseil des Finances, qui casse le précédent, & qui porte que, sans s'arrêter audit Arrêt du 15 Juillet, les Chanoines de Chablis paieront les anciens & nouveaux cinq sols pour chaque muid de vin, & des vendanges à proportion, aux entrées des lieux où ils ont cours, avec l'augmentation du gros, à raison de 16 sols 3 deniers pour muid. T. V, P. J. p. 98.

XI. L'Ass. de 1670 reçoit les plaintes de plusieurs Ecclésiastiques & Bénéficiers, poursuivis pour le droit d'aides; entr'autres pour l'augmentation du gros, auquel les Bénéficiers n'ont jamais été assujettis. L'Ass. obtient un Arrêt, mais peu satisfaisant; 1°. parce qu'il ne remédie pas assez au passé, ordonnant simplement la main-levée des saisies faites par les Fermiers, & non la restitution des droits payés; 2°. parce qu'il ne déroge point à l'art. 210 du bail des Aides, ni à l'Arrêt de M. Hotman; 3°. parce que l'exemption du *Paris*, des douze & six deniers pour livre, n'y est pas exprimée. T. V, p. 106, 107.

XII. La même Ass. de 1670, obtient un Arrêt d'exemption des droits d'entrées & des traites-foraines des vins, cidres, bleds & autres denrées provenant du cru des Bénéfices; sur lequel la Compagnie a remarqué, 1°. qu'il faudroit faire ajouter une clause déroatoire à l'Arrêt du Conseil du 20 Janvier 1670; 2°. qu'il seroit à propos de demander l'exemption des droits de passage & des Traités-forains, sans restriction, pour transporter d'un lieu d'une Province à un autre lieu de la même Province, les denrées des Ecclésiastiques, lorsqu'on ne fait que passer par une autre Province enclavée;

Table de la Coll. des P. V.

3°. qu'il faudroit faire expliquer si un Bénéficiaire ayant déjà fait passer les denrées du cru de son Bénéfice, ne pourra pas les vendre dans le lieu où il les aura fait transporter, sans être recherché pour le paiement des droits d'entrée, ou sortie, des denrées qu'il aura vendues. Dernière réflexion sur l'inexécution très-probable dudit Arrêt.

Le tout considéré, la Compagnie juge qu'il n'y a point d'autre moyen de faire jouir les Bénéficiers de leur exemption & des Arrêts du Conseil, qu'une Déclaration, vérifiée à la Cour des Aides. M. Colbert demeurant d'accord que par l'Arrêt des *Traites-foraines*, qui regarde le Lyonnais, le Dauphiné, le Vivarais, on en accorderoit l'exemption aux Ecclésiastiques, pour les denrées qui doivent être consommées pour leur usage, mais non pour celles qu'on expose en vente. T. V, p. 113, 114.

Deux Fermiers-Généraux viennent à l'Ass. de 1670, envoyés par le Roi, pour assurer la Compagnie que S. M. leur avoit commandé de tenir la main à ce que les Arrêts qui avoient été accordés au Clergé dans la présente Ass. fussent exécutés, en sorte que les Sous-Fermiers n'y fissent aucune contravention; & qu'ils ne manqueroient pas d'écrire à tous leurs commis à ce sujet. T. V, p. 118, 119.

XIII. L'Ass. de 1675 obtient un Arrêt de décharge des droits de jaugeage & courrage. T. V, p. 162.

Nonobstant & au préjudice de cet Arrêt, on veut assujettir à ce droit quelques Bénéficiers du Diocèse de Chartres. Les Agents en portent leurs plaintes à M. Colbert, qui envoie aussitôt querir un des Fermiers des Aides, pour lui dire que l'intention de S. M. étoit que l'Arrêt fût exécuté. Il accorde un autre Arrêt du 21 Avril 1676, qui fait restituer à ces Bénéficiers ce qu'ils avoient payé. *Rapport de l'Agence en 1680.* T. V, P. J. p. 174.

L'Ass. de 1685, art. 18 du Cahier sur le Temporel, supplie S. M. de convertir en une Déclaration les Arrêts du Conseil, rendus sur l'exemption des Ecclésiastiques, des droits d'aides, & de faire enregistrer ladite Déclaration. *Rép. Le Roi fera exécuter les Arrêts & Déclarations qui sont en usage.* Recueil, p. 1470.

XIV. En l'Ass. de 1690, quelques Evêques insistent sur la demande du Receveur des Aides de Troies, pour

faire payer aux Ecclesiastiques les anciens & nouveaux cinq sols d'entrée, & les Parisiens pour leurs vins & boillons. Sur quoi M. le Président fait observer, que le Roi, pour faire jouir le Clergé des immunités portées par les Contrats, avoit donné quelques Edits & Déclar., dont les uns avoient été enregistrés à la Cour des Aides, d'autres au Gr. Conseil; que néanmoins le Clergé n'avoit pas joui de ces immunités, parce que les baux postérieurs des Fermes y avoient dérogé, dont les Ail. s'étoient toujours plaintes. S. M. pour terminer tout, les Fermiers ouïs, les avoit envoyés à l'Ail. de 1670, pour l'assurer qu'ils observeroient ponctuellement par eux & par leurs Commis, ce qui seroit réglé par S. M. Et le Roi, par son Arrêt du 30 Octobre de la même année 1670, avoit déclaré les droits dont les Ecclesiastiques seroient exempts. Dans cet Arrêt il est particulièrement fait mention des cinq sols d'entrée & du Parisien. T. V, p. 652, 653.

XV. Les Ail. suivantes ont souvent renouvelé, dans leurs Cahiers & Délibérations, les demandes d'exemption de droits d'aides pour les Ecclesiastiques.

L'Ail. de 1700, par l'art. 13 de son Cahier sur le Temporel, supplie S. M. de faire jouir les Bénéficiers de l'exemption des droits des aides pour les vins, cidres & boillons, provenant du cru de leurs Bénéfices, & des droits de jaugeage & courtage, & d'accorder à cet effet une Déclaration qui soit enregistrée dans toutes les Cours des Aides.

Rép. *L'Ordonnance & les Réglemens leur sont assez favorables, & le Roi veut qu'ils soient exécutés.* Recueil, p. 1486.

L'art. 13, du Cahier de 1705, contient la même demande. *Même réponse.* Recueil, p. 1506.

Le Clergé obtient un Arrêt du Conseil le 11 Août 1705, qui maintient les Ecclesiastiques de la Ville de Laon, dans leur exemption du droit de huitième à l'égard de leurs vins de patrimoine & de Bénéfice, qu'ils pourront vendre en détail. T. VI, P. J. p. 508, 509.

Le 13 Août 1715, autre Arrêt du Conseil d'Etat, en faveur des mêmes Ecclesiastiques, par lequel le Roi, sans avoir égard à la Requête des Maire & Echevins de Laon, dont S. M. les a déboutés, ordonne l'exécution de l'Arrêt de la Cour des Aides de Paris du 13 Mai 1679, & de l'Arrêt ci-dessus

du Conseil d'Etat, du 11 Août 1705. *Ibid.* p. 512, 513.

L'Ail. de 1710, art. 17 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger les Bénéficiers & les Communautés Ecclesiastiques des droits d'aides & entrées pour les vins, provenant du cru de leurs Bénéfices, qu'ils feront entrer dans les Villes & les lieux de leur résidence, pour leur consommation, ou qu'ils vendront en gros.

Rép. *Le Roi ne veut rien changer aux Réglemens, ni à l'usage qui les a suivis.* Recueil, p. 1529.

L'Ail. de 1715, art. 12 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de confirmer les Bénéficiers dans les privilèges & exemptions à eux accordés par les Rois les prédécesseurs, pour raison du droit d'aides, & les décharger de toutes les impositions mises sur les vins & autres boillons depuis 1680, même des droits de jaugeage & courtage.

Rép. *Il y a été pourvu par la Décl. de Février 1715.* Recueil, p. 1540.

Par l'art. 13 du même Cahier, S. M. est suppliée de décharger les Curés & Bénéficiers du paiement du droit annuel que les Fermiers des Aides veulent lever sur les vins & autres boillons, provenant du cru de leurs Bénéfices, ou des dîmes, qu'ils sont obligés de convertir en eau-de-vie.

Rép. *Le Roi n'entend rien changer à sa Décl. du 23 Août 1704.* *Ibid.*

L'Ail. de 1721, art. 7 du Cahier du Temporel, & l'Ail. de 1725, art. 9, demandent que les Bénéficiers, les Communautés, les Hôpitaux seront maintenus dans l'exemption des droits d'aides, & déchargés de tout droit d'entrées, & impositions mises & à mettre sur les vins, cidres & autres liqueurs provenant du cru des biens dépendants d'eux, même des droits de jaugeage & courtage, Inspecteurs, Visiteurs & Contrôleurs des boillons.

Rép. *Accordé, pour en jouir conformément aux Edits & Déclarations, & non autrement.* Recueil, p. 1564, 1611.

XVI. Les Bénéficiers des Diocèses de Vienne & d'Auxerre portent leurs plaintes à l'Ail. de 1726. Il s'agissoit des droits de jaugeage & courtage, & de ceux attribués aux Offices de Courtiers-Jaugeurs, des Inspecteurs des boucheries & des boillons, & de ceux appelés droits de rivières. Ces plaintes, depuis la dernière Ail., étoient devenues presque générales. M. l'Abbé de Maugiron en fait le rapport, où il ex-

1705.

Cahier du
décharger
autés Ec-
cles & en-
t du cru
nt entrer
leur ré-
tion, ou

nger aux
a suivis.

Cahier du
oufirmer
iliges &
les Rois
du droit
outes les
& autres
les droits

la Décl.
1540.

tr. S. M.
Curés &
droit an-
des veu-
res boi-
rs Béné-
obligés

changer à
bid.

Cahier du
r. 5, des
Com-
main-
d'aides,
entrées,
e sur les
proven-
s d'eux,
& cour-
Conrô-

confor-
ions, &
, 1611.
diocèses
t leurs
agissoit
age, &
Cour-
es bou-
eux ap-
aintes,
deve-
bbé de
il ex-

posé sommairement ce qui s'étoit passé jusqu'alors à l'égard du Clergé, par rapport à ces droits.

Les privilèges, dit-il, & exemptions du Clergé ont toujours été conservés par nos Rois. Louis XIV fit expédier une Déclaration le 7 Février 1657, qui confirme les Ecclésiastiques dans leur droit de vendre en détail leurs vins & autres boissons provenant de leur cru, avec exemption de toutes impositions mises & à mettre sur lesdits vins & autres boissons. Cette Déclaration n'ayant point été vérifiée à la Cour des Aides, le Roi ordonna, par Arrêt du Conseil du 10 Février 1661, qu'il seroit expédié des Lettres de surannation. Par des Arrêts des 18 Mars 1666 & 30 Octobre 1670, S. M. fit défenses à ses Fermiers des Aides, d'exiger des Ecclésiastiques aucuns droits, tant anciens, que d'augmentation, pour les vins, vendanges, cidres & autres boissons, provenant du cru de leurs Bénéfices, qu'ils feroient transporter dans les Villes & les lieux de leurs résidences, & qu'ils consommeroient, ou vendroient en gros, en quelque lieu que ce fût.

Les Offices de Courtiers-Jaugeurs ayant été créés par Edit de Mars 1674, les traitants voulurent assujettir les Ecclésiastiques au paiement des droits attribués à ces Offices. Le Clergé assémbé en 1675, en demanda la décharge, aussi bien que l'exécution des Arrêts de 1666 & 1670. Le Roi ordonna l'exécution de ces Arrêts; & en conséquence, fit défenses à ses Fermiers des Aides, d'exiger des Ecclésiastiques aucuns droits, même ceux de Courtiers-Jaugeurs, dont S. M. les déchargea pour les vins, &c. provenant, &c.

La Déclaration du 10 Octobre 1689, porte, que les droits attribués aux Courtiers-Jaugeurs par l'Edit de 1674, seroient levés par les Commis des Aides; mais la Déclaration ajoute en même temps, à l'exception néanmoins des Ecclésiastiques, pour les vins, vendanges, cidres & autres boissons, provenant du cru de leurs Bénéfices seulement, suivant l'Arrêt du Conseil, du 9 Septembre 1675.

Il y a eu depuis différents Edits & Déclarations qui ont augmenté & diminué ces droits, supprimé & rétabli ces Offices. Mais le Roi, dans les Contrats passés avec le Clergé, a promis la décharge de ces droits, & les Ecclésiastiques du Diocèse de Vienne en ont toujours été exempts jusqu'en 1710. En

cette année, les Directeurs des Aides commencèrent à les troubler, & ils exigent aujourd'hui ces droits, par saisie de leurs vins. Ils ne contestent pas l'exemption; mais ils prétendent:

1°. Qu'il ne doit y avoir d'exempts, que ceux qui font valoir leurs vignes par leurs mains; ils prétendent, 2°. que, par défaut de formalité, les Bénéficiers n'ayant pas satisfait à l'Ordonnance de 1680, ils sont déchus de leur exemption. On fait voir le peu de fondement de ces allégations.

L'Ass., persuadée de l'importance de l'affaire, a député vers M. le Contrôleur-Général, en faveur des Bénéficiers & Communautés Ecclésiastiques: ce Ministre promet de donner toutes sortes d'attentions à cette affaire. T. VII, p. 829 & f.

M. l'Archevêque de Toulouse fait rapport à l'Ass. de 1745, d'un Arrêt du Conseil, qui assujettit les Ecclésiastiques du Diocèse de Nevers, au paiement des droits de Courtiers-Jaugeurs & Inspecteurs des boissons, pour raison des vins & boissons provenant du cru de leurs Bénéfices. Cet Arrêt est trouvé extrêmement préjudiciable au Clergé, attendu que tous les Ecclésiastiques du Royaume sont enveloppés dans cet Arrêt: l'avis de la Commission est de former opposition à cet Arrêt au nom du Clergé. L'Ass. chargea les Agents de former cette opposition, & de suivre cette affaire. T. VII, p. 2046.

XVII. Les Fermiers des Aides exigeoient des droits de *gros* & d'*augmentation*, sur les vins que les Curés tirent des dîmes de leurs Paroisses, qu'ils ont prises à ferme: raisons qui les en exemptent. L'Ass. de 1745 les expose dans l'art. 4 de son Cahier du Temp.: elle supplie S. M. d'accorder aux Curés l'exemption desdits droits. Le Roi répond, que cette demande est contraire à l'Ordonnance de 1680, qui n'a eu d'autre objet que d'exempter des droits de *gros* & d'*augmentation*, les seuls vins du cru des Bénéfices, lorsque les Curés les vendent en gros. T. VII, P. J. p. 481.

Sur ce que les Fermiers avoient exigé du Curé de Nointel les droits de *gros* & d'*augmentation* pour les vins provenant de sa dîme, qu'il est obligé de faire transporter du lieu où il la perçoit, dans son cellier, l'Ass. de 1748 charge les Agents de voir, à ce sujet, M. de Falvy. T. VIII, p. 202, 203.

XVIII. Les Curés de la Province d'Aunis, présentent un Mémoire à l'Ass. de 1730, contenant leurs plaintes.

1°. De ce qu'au préjudice de la Déclaration du 8 Octobre 1716, le Fermier des Aides veut les assujettir à fournir & à renouveler tous les ans une déclaration des eaux-de-vie qu'ils font des vins provenant du cru de leurs Bénéfices, ou de leurs dîmes; 2°. de ce qu'il exige des Curés une redevance annuelle de 7 liv. 16 sols, disant qu'il a seul le droit de convertir les vins en eaux-de-vie; 3°. de ce qu'il prétend que les Curés ne peuvent faire transporter leurs vins, ou eaux-de-vie, sans un congé de remuage, pour raison duquel il exige une somme considérable: enfin, le Fermier veut leur faire payer tous les droits de courrage, jaugeage, Inspecteurs aux boissons, entrées, octrois, &c.; ce qui monte à 24 ou 25 liv. par charretée d'eau-de-vie.

Les moyens du Fermier sont, 1°. que le droit annuel qu'il demande aux Curés pour la permission de convertir, est établi depuis nombre d'années, sans que le Clergé ait réclamé. A quoi on répond, que la Déclaration de 1716 prouvant que ce droit n'étoit point établi par S. M., les Curés étoient fondés à en demander l'exemption.

2°. Que les Gentilshommes n'ont point été compris dans l'Arrêt qui donne au Fermier le pouvoir d'établir ce droit, au lieu que les Ecclésiastiques y sont énoncés expressément. On répond que ceux-ci jouissent des mêmes privilèges que la Noblesse.

3°. Quoique la Déclaration du 8 Octobre 1716, semble décharger les Ecclésiastiques de toutes sortes d'impositions, cette Déclaration doit être interprétée par l'Arrêt rendu en faveur du Fermier, lequel Arrêt est postérieur. On répond, que cet Arrêt, quoique postérieur, ne doit point être regardé comme dérogatoire à la Déclaration, en ce que cet Arrêt n'ayant été rendu que cinq ou six jours après cette Déclaration, qui conserve aux Ecclésiastiques leurs immunités, il est manifeste que le Fermier a surpris la religion de S. M., en y faisant comprendre les Ecclésiastiques.

L'Ass. a jugé l'affaire très-importante, & a décidé d'en faire un article du Cahier. T. VII, p. 1159, 1160.

L'Ass. de 1725, dans l'art. 10 du Cahier, avoit déjà supplié S. M. de permettre aux Ecclésiastiques de convertir en eau-de-vie les vins provenant du

cru de leurs Bénéfices, sans être assujettis de payer aucuns droits. Le Roi avoit répondu, qu'il ne pouvoit rien changer à la Déclaration du 30 Janvier 1717. Recueil, p. 1611.

L'Ass. de 1730, dans l'art. 11 de son Cahier sur le Temporel, a renouvelé la même demande. Le Roi a déjà répondu qu'il ne vouloit rien changer à la Déclaration du 30 Janvier 1717, qui assujettit au paiement du droit annuel les Ecclésiastiques, Gentilshommes & tous autres, qui réduisent leurs vins en eau-de-vie, même les Ecclésiastiques, pour les vins provenant du cru de leurs Bénéfices. Recueil, p. 1688, 1689.

XIX. Nonobstant l'exemption formellement énoncée dans les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, le Receveur de la Douane de Valence, résidant à Vienne, exigeoit en 1761, les droits de Douane pour les vins & autres denrées que les Missionnaires de Sainte-Colombe & les Augustins de Vienne faisoient entrer pour leur consommation, & qui provenoient du cru de leurs domaines. Le Syndic de Vienne, d'après le conseil de M. l'Intendant, ayant adressé un Mémoire sur ce sujet au Fermier-Général de correspondance; ce Fermier établit des principes qui rendroient inutiles & illusoires les exemptions confirmées par les Contrats. Elles se réduisent à dire:

1°. Que le Roi, par le Contrat qu'il a passé avec le Clergé, ne déroge point à l'art. 130 du bail; 2°. que l'exemption prétendue par le Clergé, ne peut être appliquée qu'aux seuls Bénéficiers, & non aux Communautés Religieuses; 3°. qu'elle ne peut avoir lieu que pour les denrées provenant des fruits qui ont fait la dotation des Bénéfices, & qu'elle ne doit pas s'étendre à celles qui viennent des biens d'acquisition; 4°. que lesdits Missionnaires n'ont pas rempli les formalités sous la condition desquelles l'exemption est accordée; 5°. que les Missionnaires & les Augustins ne font pas valoir par leurs mains, mais afferment à moitié fruits; 6°. le Fermier prétend qu'en 1712 cette question a été décidée avec M. l'Abbé de Peyrouse, Vicaire-Général de Vienne.

On fait voir la foiblesse de toutes ces raisons, & l'Ass. de 1761 députa à M. le Contrôleur-Général, pour lui recommander cette affaire. Ce Ministre répond, qu'avant de porter son Jugement, il étoit nécessaire que ces Communautés lui fournissent la quit-

tre allu-
Le Roi
oit rien,
Janvier

de son
nouvellé
déjà ré-
ger à la
17, qui
annuel
mmes &
vins en
stiques,
de leurs
689.

on sor-
Contrats
, le Ro-
ce, réli-
662, les
s & a-
aires ue
lins de
ur con-
t du cru
de Vien-
l'Inten-
sur ce
respon-
rincipes
bires les
s Con-

rat qu'il
ge point
'exemp-
ne peut
fficiers,
eligieu-
lieu que
s fruits
néfices,
à celles
ification;
ont pas
ndition
cordée;
Augul-
mains,
; 6°. le
te quel-
abbé de
Vienné.
toutes
député
pour lui
Minif-
son Ju-
que ces
la quit-

rance d'amortissement de leurs nouveaux acquêts, ainsi que leurs baux particuliers; parce que dans le cas où ils seroient à mi-fruits, le droit ne seroit pas dû, & qu'au contraire, ils doivent le payer, s'ils perçoivent en argent. T. VIII, p. 1092 & f.

XX. L'Aff. de 1765, art. 8 du Cahier sur le Temporel, supplie S. M. d'ordonner que les vins provenant du cru des Bénéfices, ne soient assujettis à aucun droit de gros, en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce soit. Rép. Le droit de gros à l'arrivée sur les vins venant des Provinces non sujettes aux aides, influant nécessairement sur le commerce respectif des pays vignobles, dont il importe que la balance soit exactement maintenue, & étant d'un produit considérable dans les Fermes de S. M., Elle ne peut, quant à présent, statuer définitivement sur cet objet, qui sera examiné en son Conseil. T. VIII, P. J. p. 498, 499.

XXI. Dans le rapport fait à l'Aff. de 1775, par M. l'Archevêque de Narbonne, sur les contraventions aux Contrats, & dans le Mémoire proposé en conséquence pour être présenté au Roi, l'immunité ecclésiastique du droit d'Aides, est un des objets des plaintes du Clergé. Malgré le privilège consigné dans les Contrats, (est-il dit dans le Mémoire,) les Fermiers exigent, dans plusieurs endroits du Royaume, non-seulement lors de l'entrée des vins dans les Provinces non exemptes, mais dans le lieu même où ils se vendent, un droit de gros : le prétexte dont ils se servent est, que ce droit est payé par l'acquéreur; mais si celui qui achète le vin paie ce droit, il est visible qu'il est supporté par l'Ecclésiastique qui le vend. Si la raison, ajoute le Mémoire, alléguée dans la réponse au Cahier de 1765 ci-dessus, pouvoit prévaloir, aucun privilège ne pourroit être maintenu, & la mesure de sa destruction, seroit celle de l'intérêt que l'on auroit à le proscrire. Le Clergé supplie donc S. M. d'ordonner, que les vins provenant du cru des Bénéfices, ne soient assujettis à aucun droit de gros, en quelques lieux & sous quelque prétexte que ce soit. Réponse. Les Ecclésiastiques ont le privilège de vendre en gros le vin du cru de leurs Bénéfices, & de leur titre sacerdotal seulement, sans payer aucun droit de gros & d'augmentation; mais l'exemption ne doit s'appliquer qu'aux vins du cru des Bénéfices situés dans les lieux

sujets aux droits de gros, &c. T. VIII, p. 2413, 2414. Le Mémoire, P. J. n°. X. L'art. 8 du Cahier du Temp. de l'Aff. de 1775, est à ce sujet. Voyez, sur l'art. & la réponse du Roi, le second Supplément de la Table, ad calcem.

§. III. *Affaires, demandes & délibérations du Clergé, touchant l'immunité ecclésiast. des droits d'entrées, octrois & autres impositions des Villes, &c.*

Voyez Octrois.

AIDES. [LOYAUX]

LOUIS XIV fait don à M. le Duc de Saint-Agnan des droits de loyaux Aides & autres, tels que doublages, chambellages, éperons dorés, épées & chevaux de service. Celui dont le recouvrement intéressoit le plus le Clergé, est le droit de *loyaux Aides*, dû par les Coutumes de Touraine & du Maine, en trois cas seulement. Le loyal Aide est proprement un secours, ou un acte que le vassal doit à son Seigneur pour sa rançon, lorsqu'il marie sa fille aînée, & lorsqu'il est fait Chevalier en suivant les armes.

M. de Saint-Agnan prétendoit que ce dernier cas avoit lieu en la réception de M. le Dauphin dans l'Ordre des Chevaliers du Saint-Esprit. En conséquence, on demandoit en son nom aux Ecclésiastiques de Touraine & du Maine, le cinquième du revenu des Fiefs qu'ils possédoient. Les Agents font rapport à l'Aff. de 1680, des démarches qu'ils ont faites pour soustraire lesdits Ecclésiastiques au paiement de ce droit. T. V, p. 320, 321.

A I R E.

DIFFÉREND d'entre le Syndic du Diocèse d'Aire, & les Marguilliers de quelques Paroisses du Diocèse, pour raison de décimes, renvoyé à l'Aff. de 1655. Voyez Fabriques, §. III, n°. I.

M. l'Evêque d'Aire rend compte à l'Aff. de 1745, d'un Procès qu'il avoit au Parlement de Bordeaux contre son Chapitre, sur un appel comme d'abus de son Ordonnance de visite de l'Eglise Cathédrale. Il demande la protection de l'Aff. L'examen de l'affaire est renvoyé au Bureau de la Jurisd. T. VII, p. 2078 & f.

A I X.

1°. SUR la demande d'un Député du 1585.

Diocèse de Gap, l'Ass. de 1585 déclare que ce Diocèse sera distrait de la Chambre des Décimes établie à Lyon, & ressortira dans la suite à la Chambre d'Aix. T. I, p. 353.

1601.

2°. En 1601, un Prêtre du Diocèse d'Aix, est condamné par l'Official à être renfermé à perpétuité dans un Monastère au pain & à l'eau, &c. Il appelle de la Sentence à la Légation d'Avignon. Le Procureur-Gén. d'Aix, de son côté, en appelle comme d'abus au Parlement, & fait traduire le prisonnier en la Conciergerie du Palais. Arrêt du Parlement, qui casse la Sentence de l'Official, déclarant le cas dont est question non-seulement privilégié, mais énorme. Son procès est instruit à la requête du Procureur-Général; & nonobstant son renvoi par lui requis, il est condamné à mort. Pour l'exécution de l'Arrêt, un Conseiller est député à l'Archevêque pour être procédé à la dégradation; le Prélat refuse de s'y prêter: autre Arrêt, qui ordonne que le Prêtre sera exécuté sans dégradation. Les Juges sont regardés comme excommuniés; l'Archevêque en avertit les Curés, à qui ensuite il permet d'absoudre. Appel comme d'abus de l'abstention par le Procureur-Général. Arrêt intervient, qui condamne le Prélat à révoquer les défenses d'absoudre, sous peine de 4000 liv. d'amende, pour laquelle les revenus, dès ce moment, sont saisis, avec défenses, &c. L'Arrêt est signifié au Prélat, qui répond que les défenses faites aux Curés étoient précédemment révoquées. Nonobstant cette déclaration, deux autres Arrêts interviennent pour la saisie des revenus. L'Archevêque se pourvoit au Conseil du Roi; demande l'intervention de l'Ass., qui ordonne qu'il en sera fait article au Cahier, par lequel S. M. sera suppliée d'ordonner que l'Arrêt du 6 Mai 1601, & tout ce qui est ensuivi, sera cassé, rayé des registres; les Agents chargés de faire toutes poursuites. T. I, p. 758 & s.

1635.

3°. Le Chapitre d'Aix vouloit s'attribuer, au préjudice des autres Bénéficiers du Diocèse, le pouvoir d'envoyer des Députés de son Corps pour tout le Diocèse, aux Ass. provinciales, & de plus la direction des affaires qui regardent l'intérêt général du Diocèse. Cette prétention est réprimée par l'Ass. de 1635, qui ordonne que dans une Ass. génér. des Bénéficiers du Diocèse, M. l'Archevêque d'Aix sera procéder au

choix des Syndic & Députés du Diocèse, au moins jusqu'au nombre de six, lesquels, avec celui que le Chapitre nommera de son Corps, auront la direction de toutes les affaires du Diocèse, avec le Sgr. Archevêque, ou son Vicaire-Général, en son absence; feront les départements des décimes, députeront aux Ass. provinciales, &c. lesquels seront élus pour autant de temps qu'il sera avisé dans ladite Ass. Génér. du Diocèse, pour, ledit temps passé, en être nommé d'autres, & ainsi continué à l'avenir. T. II, p. 777.

4°. M. l'Archevêque d'Aix demande à l'Ass. de 1641 son intervention, en un procès qu'il avoit au Conseil, contre les Religieux de Saint-Maximin, qui prétendoient être exempts, pour l'administration des Sacrements, de la Jurisdiction épiscopale, & vouloient lui empêcher l'entrée de leur Eglise, avec les marques de sa Jurisdiction. L'Ass. lui accorde toute assistance. T. III, p. 88.

5°. Différend, en 1665, du Chapitre de la Métropole d'Aix, avec le Parlement, par rapport aux séances du Chœur, lorsque cette Cour y assiste. Voyez Chapitres, §. IV.

Autre différend sur la préséance au Chœur de l'Eglise, entre l'Archevêque d'Aix & le Premier Président du Parlement. Voyez Eglises, §. IV, n°. I.

6°. Entreprises de l'Ordre de Malte, sur la Jurisdiction de l'Archev. d'Aix, dont ce Prélat porte ses plaintes aux Ass. de 1742 & 1745. Voyez Malte, §. II, ann. 1742, 1745.

7°. Différend de M. l'Archevêque d'Aix avec son Chapitre, à l'occasion de l'inhumation de M. le Premier Président du Parlement. M. l'Abbé de Breteuil en expose le fait & les circonstances à l'Ass. de 1748. Sur la demande du Parlement, le Chapitre, de sa propre autorité, sans l'approbation ou consentement de M. l'Archevêque, sans même lui en avoir aucunement communiqué, accorde la sépulture que le Parlement demandoit pour ses Premiers Présidents, dans le Chœur de l'Eglise Métropole, & à côté de celle des Archevêques. L'Ass. intervient en faveur du Prélat, & arrête de présenter au Roi une Requête, pour lui demander justice & satisfaction. M. l'Archevêque d'Aix en présente une de son côté: l'une & l'autre sont remises à M. le Chancelier; elles sont rapportées au Conseil des Dépêches: l'Assemblée

1742.

1748.

du Dio-
de fix,
chapitre
la di-
du Dio-
ou son
ce; fe-
es, dé-
&c. les-
temps
Général.
allé, en
continué

mande
on, en
l, con-
ximin,
, pour
, de la
uloient
Eglise,
diction.
T. III,

Chapi-
le Par-
ces du
allité.

ance au
evêque
du Par-
°. I.
Malte,
d'Aix,
es aux
Malte,

evêque
ccasion
ier Pré-
bbé de
les cir-
r la de-
tre, de
bbation
vêque,
ement
re que
es Pré-
de l'E-
elle des
en fa-
ésenter
eman-
Arche-
de son
à M. le
ées au
emblée

joint à ses Requêtes une Lettre au Roi.
Arrêt intervient le 19 Juillet 1748
au Conseil d'Etat, qui casse & annule
la délibération du Chapitre d'Aix, por-
tant révocation de l'acquiescement qu'il
avoit donné à l'Ordonnance du Pré-
lar, concernant les sépultures dans le
Chœur de l'Eglise Cathédrale: ordonne
que ladite délibération, ensemble le
discours du Sieur d'Oppede, Prévôt de
ladite Eglise, seront rayés & biffés sur
les Registres dudit Chapitre, en pré-
sence de l'Intendant, & que le présent
Arrêt sera transcrit en marge desdits
Registres; ordonne que les ordonnances
rendues par l'Archevêque d'Aix,
sur les inhumations dans le Chœur de
son Eglise Cathédrale, seront exécu-
tées selon leur forme & teneur; fait
défenses au Chapitre d'Aix & à tous
autres, d'enterrer aucunes personnes
dans les Eglises Cathédrales, sans la
permission des Evêques. T. VIII, p. 174
& f. P. J. p. 46 & f.

En l'Ass. de 1730, il avoit été parlé
d'un autre différend, au sujet de la sé-
pulture d'un Gentilhomme d'Aix, en-
tre le Chapitre de la Métropole, &
MM. de l'Ordre de Malte. Voyez Mal-
te, §. II, ann. 1730.

8°. Le Diocèse d'Aix présente sa Re-
quête à l'Ass. de 1730, au sujet de la
manière dont il se trouve employé dans
l'état des remboursements des trois Of-
fices de Recev. Prov. qu'il avoit ac-
quis; sa Requête est admise. T. VII,
p. 1181, 1182.

9°. Le Diocèse d'Aix sollicite auprès
de l'Ass. de 1765, le remboursement
d'une somme de 30887 liv. qui lui étoit
légitimement due par le Clergé-Géné-
ral; mais qui ne pouvoit lui être rem-
boursée, faute par lui de représenter les
titres primordiaux & constitutifs de
cette créance, qui ont été adirés par
des personnes préposées à l'adminis-
tration des affaires de ce Diocèse: il
s'agissoit de trois parties d'augmenta-
tion de gages des Offices de Contrô-
leur ancien, alternatif, triennal, des
Receveurs Prov. de la Généralité d'Aix.
L'affaire est renvoyée au Bureau du Dé-
partement. Sur le rapport qui en est
fait, & conformément à l'avis, l'Ass. a
unanimement délibéré, d'autoriser le
Recev. Gén. de rembourser les 30887
liv. pour le principal des trois parties
d'augmentation de gages, appartenan-
tes au Diocèse d'Aix, dont le Syndic,
autorisé par une Délibération du Bu-
reau Diocésain, fournira une Sentence

conforme au modèle, proposé par la
Commission. T. VIII, p. 1579 & f.

A L A I S.

1°. L'Evêque de Nîmes présente à
l'Ass. de 1695 une Requête, tendante
à ce que le Diocèse d'Alais, récem-
ment démembré de celui de Nîmes,
& le Diocèse de Nîmes, soient em-
ployés séparément à l'avenir dans les
départements & dans les comptes du
Clergé, pour les sommes qu'ils doi-
vent payer l'un & l'autre, & que la
transaction qu'ils ont passée entre eux,
soit confirmée par l'Ass., & expédition
d'icelle remise aux Archives du Clergé,
pour y avoir recours dans le besoin.
L'Ass. nomme à ce sujet des Commis-
saires, sur le rapport desquels la Com-
pagnie confirme & autorise ladite tran-
saction; ordonne qu'elle sera insérée
dans le Procès-verbal; que la décoti-
sation des impositions énoncées dans
ladite transaction, sera faite à la dé-
charge du Diocèse de Nîmes sur celui
d'Alais; & d'autant que la décoti-
sation de l'imposition des frais des Ass. Gén.
n'est pas énoncée dans ladite transac-
tion, les deux Prélats s'adresseront à
l'Ass. Provinc., pour être réglé sur ce
qu'ils devront porter pour les frais des-
dites Ass. Gén. T. VI, p. 251 jusqu'à 254.

2°. M. l'Evêque d'Alais fait présenter
une Lettre & un Mémoire à l'Ass. de
1758, pour demander son intercession
auprès du Roi, à l'effet d'obtenir de
S. M. la construction d'une Eglise Ca-
thédrale à Alais, conformément à la
promesse du feu Roi lors de l'érection
de cet Evêché. L'Ass. prie M. le Car-
dinal, Président, & M. l'Evêque d'Or-
léans d'en rappeler le souvenir au Roi.
Sur ce qui en est exposé à S. M., Elle
promet d'aviser aux moyens de subve-
nir à cette construction. T. VIII, p.
710 & f.

3°. M. l'Archevêque de Toulouse,
Chef du Bureau de la Jurisdiction, fait
son rapport à l'Ass. de 1765, de l'af-
faire de M. l'Evêque d'Alais. Ce Prélar,
le 16 Avril 1764, avoit rendu une Or-
donnance, ayant pour objet le Recueil
des Assertions, envoyé en 1762 par plu-
sieurs Parlements aux Evêques, dont
les Diocèses sont de leur ressort. M. d'Alais
regarde cet envoi comme une preuve
du zèle des Magistrats, & une dé-
nonciation solennelle qui a dû exciter
la vigilance des Evêques. Cette Or-
donnance ne tarda pas à jeter les alar-
mes dans l'Eglise de France. Indépen-

1695.

1758.

1765.

damment d'une imputation faite contre le témoignage du Clergé, à toute une Société recommandable, des erreurs renfermées dans les Assertions, on crut voir dans l'Instruction, des conseils érigés en préceptes, des opinions converties en dogmes, les écarts du rigorisme substitués à ceux de la morale relâchée. On reprocha à M. d'Alais sa doctrine sur la grace, sur l'amour de Dieu, sur le rapport de nos actions, sur l'ignorance invincible. Des seize Ass. Provinciales, il n'en est aucune qui n'ait témoigné sa vive douleur de l'Ordonnance de ce Prélat. C'est ce vœu général de toutes ces Ass., qui a déterminé à l'Ass. de 1765 ladite Ordonnance.

Le premier mouvement de la Compagnie, poursuivit M. l'Archevêque de Toulouse, eût été d'écrire à ce Prélat, pour l'exhorter à détruire la mauvaise impression qu'avoit excitée son Ordonnance; mais il a commencé par mettre l'Ass. hors d'état de lui offrir ses bons services. Dans sa protestation à l'Ass. Province de Narbonne, il a déclaré, que *toutes les voies de consultation, de médiation, de recours, ou d'avis demandés à l'Ass., ne peuvent être acceptées par lui; & qu'à tous ces titres, il ne peut se prêter à aucune sorte de recours à l'Ass.* Génér. M. d'Alais a aussi envoyé, lors de la tenue de l'Ass. Génér., sa protestation aux Agents pour récuser l'Ass., disant que les Ass. du Clergé sont purement économiques, & qu'il ne pouvoit être jugé, même dans sa doctrine, que par le Concile de la Province. Quelque légitime que soit le droit de l'Ass. de statuer sur l'Ordonnance, la Commission est d'avis de joindre ses instances aux vœux de M. d'Alais, & de demander au Roi la tenue du Concile de Narbonne. En conformité de cet avis, il a été délibéré:

1°. D'adopter le rapport qui venoit d'être fait; 2°. de ne point insérer dans le Procès-verbal la protestation que M. d'Alais a fait signifier à l'Ass.; 3°. de demander la tenue du Concile de Narbonne, afin qu'on puisse procéder par les voies canoniques, à l'examen & jugement du Mandement & des Lettres de M. d'Alais; se réservant l'Ass. de prendre à l'égard de ce Prélat, une Délibération ultérieure, s'il y a lieu. T. VIII, p. 1394 jusqu'à 1405.

4°. Affaire du Chapitre d'Alais, contre les Officiers Municipaux de la Ville, au sujet de la Prébende préceptoriale. Voyez Préceptoriale.

ALBERGUES.

Lorsque dans le seizième siècle, pour subvenir aux besoins de l'Etat, le Clergé, en conséquence des Bulles des Papes, revêtues de Lettres-Patentes, consentit à l'aliénation d'une partie de ses biens, il voulut que les enchères & adjudications des terres exposées en vente, fussent faites à la charge de la foi & hommage, ou du cens envers le Bénéfice duquel elles auroient été distraites; & encore de quelques petites redevances, telles qu'elles seroient arbitrées par les Commissaires du Roi, pour marque de supériorité. De cette condition, apposée par le Clergé, il résulte qu'il y eut deux sortes de biens aliénés; les uns nobles, qui furent vendus à la charge de la foi & hommage, les autres roturiers, qui furent adjugés à la charge du cens; mais que les uns & les autres furent aussi chargés de quelques petites rentes, pour marque de supériorité.

D'après cette disposition expresse, les biens aliénés, à la charge de la foi & hommage, avoient toujours joui de la nobilité; mais depuis quelques années, plusieurs Communautés de la Province de Languedoc, prétendent que la redevance, ou albergue, soit en argent, soit en grains, a dégradé les biens aliénés, leur a ôté leur nobilité, & les a réduits au rang des rotures: déjà de l'autorité de la Cour des Aides de Montpellier, plusieurs Evêques & Bénéficiers, & notamment l'Evêque de Beziers, ont été poursuivis sur ce fait.

Pour remédier aux abus qu'entraîne nécessairement contre les possesseurs des biens nobles, cette Jurisprudence, la Commission du Temporel en l'Ass. de 1765, a jugé convenable de solliciter une Loi, par laquelle la qualité de l'albergue soit fixée invariablement, & qui mette les possesseurs des biens reconnus nobles, à l'abri de toutes poursuites à cet égard. T. VIII, p. 1439.

L'art. 7 du Cahier du Temp. de l'Ass. de 1765, est à ce sujet. Cette Ass. représente à S. M. que les biens d'anciennes dotations des Eglises, ont toujours été réputés nobles; qu'ils n'ont pu cesser de l'être par l'aliénation qui en a été faite; que la redevance en argent n'est point un cens, puisqu'elle fut annexée aux terres vendues sous la foi & hommage, & qu'elle ne fut qu'une marque de supériorité; enfin que le Roi a statué que les biens aliénés par l'Eglise, seroient

seroient réputés nobles. L'art. 8 de la Déclaration du 9 Octobre 1684, porte, *que les biens qui auroient été donnés en inféodation par les Eglises, ne puissent être tenus de contribuer aux impositions, quand bien même les possesseurs desdits biens n'auroient aucune portion de justice.* L'Ass. supplie donc S. M. de fixer, par une Déclaration enrégistrée à la Cour des Aides de Montpellier, la nature de l'albergue, & d'ordonner que nonobstant les redevances stipulées par le Clergé, les biens aliénés continueront de jouir de la nobilité qui y étoit attachée avant l'aliénation.

Rép. *Mon intention est de maintenir les biens ecclésiastiques dans leurs droits & leurs privilèges. Je m'expliquerai sur la nature des albergues, quand je me ferai fait rendre compte des usages & coutumes de ma Province de Languedoc sur cette matière.* T. VIII, P. J. p. 497, 498.

Sur cet article, voyez Nobilité.

A L B I.

1631. 1°. M. d'Elbene, Evêque d'Albi, est jugé en 1631, & privé de son Evêché par quatre Commissaires délégués par le Pape : il se pourvoit à l'Ass. de 1630, qui prend la Cause en main, & se plaint de la forme qui a été suivie. Voyez Evêques, §. XI, n°. III.

1615. 2°. En l'Ass. de 1615, un des Députés présente une Procuration du Diocèse d'Albi à lui adressée, portant que ledit Diocèse veut se départir du Bureau Ecclésiastique de Toulouse, & se joindre à celui de Bourges. Permis par l'Ass. T. II, p. 561.

1660. 3°. L'Abbé de Gaillac se plaint d'être surtaxé aux Décimes par le Bureau Diocésain d'Albi; il se pourvoit à la Chambre Souveraine de Toulouse, y fait assigner le Syndic du Clergé du Diocèse, qui ne veut pas y comparître, & demande à être renvoyé en la Chambre de Bourges. L'affaire est portée au Conseil en règlement de Juges. Le Conseil, par Arrêt du 30 Août 1660, demande à l'Ass. Gén. qui tenoit alors, son avis; savoir si les appellations du Bureau particulier d'Albi, doivent être relevées & jugées par le Bureau Provincial de Bourges, ou par celui de Toulouse.

L'Ass., après avoir entendu & murement considéré les moyens allégués de part & d'autre, est d'avis, attendu l'option faite en 1615, par le Diocèse d'Albi, en vertu de la Procuration des Députés dudit Diocèse, du 7 Juin audit

Table de la Coll. des P. V.

an, & suivant qu'il est porté par la Délibération de l'Ass. Gén. de 1615, du 17 Décembre de la même année, signifiée au Bureau Provincial de Toulouse, & conformément à l'acte du 29 du même mois & an, lequel contient l'établissement du Bureau Diocésain d'Albi, à la charge du ressort à la Chambre de Bourges; qu'il y a lieu d'ordonner, par provision, que lesdites appellations seront jugées au Bureau Provincial de Bourges; & néanmoins il sera proposé en la première Ass. synodale du Diocèse d'Albi, si les Bénéficiers particuliers veulent & entendent se tenir à ladite option faite en 1615, dont ils feront leur déclaration, suivant laquelle insérée au Procès-verbal de ladite Ass. synodale, & rapportée au Conseil, il plaira à S. M. de les renvoyer à celle des deux Chambres qui aura été choisie par ladite Ass. synodale. T. IV, p. 754, 763, 764.

4°. L'Evêque d'Albi porte à l'Ass. de 1660, un différend qu'il avoit avec l'Abbé de Gaillac, sur le droit de nommer le Prédicateur de l'Avent & du Carême dans l'Eglise de S. Michel de Gaillac, & de lui donner la mission; droit que deux Arrêts du Parlement de Paris & un du Parlement de Grenoble lui faisoient perdre, nonobstant les titres les plus exprès, & la possession la mieux établie. L'Arrêt du Parlement de Grenoble avoit cela de particulier, d'ordonner que les Prédicateurs nommés par l'Abbé, se présenteront au Sgr. Evêque d'Albi, lequel sera obligé, dans les vingt-quatre heures, de donner, ou son approbation, ou son refus; & à faute de ce, que les Prédicateurs se pourvoiront pardevant l'Evêque le plus prochain, lequel sera obligé de donner son approbation, ou son refus dans le même délai; & à faute d'y satisfaire, le Prédicateur nommé par l'Abbé de Gaillac, sera tenu pour bien & dûment approuvé, pourvu qu'il ait prêché un Avent & un Carême une année avant sa nomination.

L'Ass. voyant toute l'importance de l'affaire, nomme des Commissaires pour l'examiner à fond. L'Abbé de Gaillac & le Député de M. l'Evêque d'Albi, viennent à l'Ass., & exposent leurs moyens respectifs : l'Abbé, sans réclamer le droit de mission, ou d'approbation, se restreint au seul droit de nomination. Les Evêques assemblés aux Etats de Languedoc, écrivent en faveur de l'Evêque d'Albi, & s'élèvent

F

fortement contre l'entreprise du Parlement de Grenoble. Les Commissaires font leur rapport, & déduisent les moyens des Parties. Le tout oui, l'Ass. délibération prise par Provinces, ordonne aux Agents de demander au Conseil la cassation de l'Arrêt de Grenoble, & prie deux Prélats de demander à M. le Chancelier des Commissaires pour revoir les Arrêts du Parlement de Paris, & examiner le fonds de l'affaire, pour lui en être ensuite fait le rapport. T. IV. p. 754 jusqu'à 763.

Dans l'exposé des moyens, il est rapporté que l'Abbé de Gaillac ayant voulu officier pontificalement dans son Abbaye, l'Evêque d'Albi s'y étoit opposé; qu'après plusieurs procédures, il étoit intervenu, le 28 Août 1644, un Arrêt du Conseil, qui confirme le Sgr. Evêque dans toutes les juridictions épiscopales, en ces termes: *Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur lesdites instances, ayant égard à la Requête du Sieur Evêque d'Albi, du 17 Avril 1640, conformément à la Sentence arbitrale du Cardinal St. Anastase, du 3 Novembre 1322, & à l'Arrêt du Parlement de Toulouse, de Février 1470, maintient & garde ledit Sieur Evêque en la possession de supériorité, loi diocésaine & de juridiction, visite, procuration & autres droits épiscopaux, tant sur ladite Eglise Abbatiale & Collégiale dudit Gaillac, que Chapitre, Chapelles & autres lieux en dépendants, & ensemble du droit de correction sur les Dignités, Chanoines & Officiers de ladite Eglise.* T. IV, p. 762.

1665. 5°. Le Chapitre d'Albi se pourvoit à l'Ass. de 1665, au sujet d'une contestation entre ce Chapitre & le Viguiier de la Ville, sur la préférence. Voyez Chapitres, §. IV.

6°. La Province d'Albi, depuis l'érection d'Albi en Métropole, est en tour avec celle de Paris pour nommer à l'Agence générale du Clergé. Voyez Agents, §. II, n°. I.

7°. L'Eglise d'Albi, par son érection en Métropole, est-elle soustraite à la Primatie de l'Eglise de Bourges, ou seulement à la Jurisdiction Métropolitaine? Voyez Primatie, n°. IV.

ALETH.

1675. DIFFÉREND porté à l'Ass. de 1675, entre les Diocèses d'Aleth & de Tarbes, pour taxe au Chef-lieu. Il s'agissoit d'une taxe faite contre toute justice par le Clergé de Tarbes, d'un Prieuré uni aux Menfes de l'Evêché & Chapi-

tre d'Aleth, légitimement cotisés en leur Chef-lieu pour ledit Prieuré. L'Ass. ordonne aux Agents de prendre connoissance de l'affaire, & de procurer toute justice à M. d'Aleth. T. V, p. 274, 275.

M. l'Evêque d'Aleth se plaint à l'Ass. de 1772, d'une surtaxe de son Diocèse, occasionnée par les erreurs qui s'étoient glissées dans le Pouillé, à raison d'objets qui anciennement étoient imposés dans le Diocèse d'Aleth, & qui, par les nouveaux Règlements, se trouvent imposés dans celui de Narbonne; & encore à raison de quelques Bénéfices qui ne se trouvent pas portés dans la classe ou ils doivent être. L'affaire est renvoyée à l'Ass. de 1775, pour y faire droit; & cependant acte est donné à M. l'Evêque d'Aleth de sa réclamation. T. VIII, p. 2050, 2051.

ALEXANDRE. [PERE]

Le Pere Alexandre, Jacobin, présente à l'Ass. de 1680, les premiers volumes de son Histoire Ecclésiastique, & prie la Compagnie d'honorer cet Ouvrage de sa protection. L'Ass. l'encourage pour continuer un Ouvrage si utile, & promet de lui faciliter les moyens pour le conduire à sa perfection. T. V, p. 333.

ALIÉNATION

DU DOMAINE DU ROI.

I. DANS les Etats de Blois en 1576, le Roi voyant que la Noblesse, pour tout secours & subside, n'offroit que son service accoutumé, que le Tiers-Etat n'offroit rien du tout, demanda, pour trouver promptement de l'argent, que les trois Ordres consentissent qu'il pût aliéner pour 300000 liv. de son Domaine, au denier 40, à toute perpétuité. L'Eglise & la Noblesse y consentirent; mais le Tiers-Etat s'y opposa formellement. T. I, p. 97, 98.

II. Aux Etats de Blois, en 1588, Henri III fit proposer au Tiers-Etat, par le Président de Ris, les art. suivants, qui furent laissés par écrit.

« Le Roi ayant été requis, par les
« Députés des Etat-Généraux, de réu-
« nir à son Domaine les biens des Hé-
« rétiques, pour partie du fonds de la
« dépense de la guerre, S. M. a trouvé
« cette ouverture à propos; mais ayant
« été considéré depuis, que le fonds ne
« seroit pas, à beaucoup près, suffisant,
« auroit été proposé à S. M. de vendre

» de son Domaine à perpétuité, fors & excepté les Duchés, Comtés & places fortes, pour autant de revenus que se pourroient monter les biens des Hérétiques, qui seroient aussi réunis à la Couronne, pourvu que lesdits Députés y apportassent leur consentement. »

L'avis de la Noblesse fut de ne donner aucun consentement à l'aliénation du Domaine, d'autant que pour ce sujet il faudroit avoir mandement spécial, qui leur manqueroit. MM. du Clergé résolurent de s'en tenir à l'art. inséré en leur Cahier à cet égard ; & néanmoins que la réunion des biens des Hérétiques à la Couronne venant à avoir lieu, ils estimoient être à propos de vendre du Domaine à la proportion desdits biens incorporés, sauf toutefois que s'il venoit que les Hérétiques rentrassent en leurs biens par quelque moyen que ce fût, que le Roi, par même moyen, entrât en son Domaine aliéné. Le Tiers-Etat résolut de ne prêter aucun consentement à la vente & aliénation du Domaine. T. I, p. 488.

Le Cahier du Tiers-Etat, présenté au Roi aux mêmes Etats de Blois en 1588, comprend & propose plusieurs Réglemens relatifs à la conservation du Domaine de S. M., & tendant à y faire rentrer tout ce qui en avoit été aliéné. T. I, P. J. p. 123, 124.

III. Par l'art. 17 du Cahier de Poissy, S. M. est suppliée d'accorder & promettre, que son Domaine, qui sera racheté, ne puisse jamais être aliéné, à quelque titre que ce soit, si ce n'est par nécessité de guerre, après grande connoissance de cause, & vérification en la Cour de Parlement.

Rép. *Le Roi y pourvoira.* Recueil, p. 968.

ALIÉNATION

DU TEMPOREL DU CLERGÉ.

§. I. Des Aliénations des biens d'Eglise en général.

§. I. On distingue les aliénations des biens d'Eglise, en aliénations particulières, qui sont faites pour les besoins des Eglises particulières, & aliénations générales qui ont été ordonnées sur toutes les Eglises qui composent le Clergé de France.

On peut distinguer trois sortes d'aliénations générales des biens d'Eglise, dont nous avons des exemples dans le

Clergé de France. Il y en a dans lesquelles on a vendu les terres & les autres immeubles qui appartenoient aux Eglises : dans les autres, on a conservé aux Eglises la jouissance des fonds ; mais par une autre espèce d'aliénation, l'on a constitué des rentes au paiement desquelles, pour la sûreté des Prêteurs, les fonds même des Eglises ont été affectés : la création des Officiers des Décimes, leurs gages & augmentations de gages, peuvent être considérés comme une troisième espèce d'aliénation générale du temporel du Clergé, qui en diminue les revenus & affecte les fonds. Toutes ces aliénations générales ont été faites pour fournir le paiement des subventions, que les nécessités de l'Etat ont obligé nos Rois de demander au Clergé. *Mém. du Clergé*, T. IX, p. 1231.

§. II. Les biens-fonds aliénés n'ayant pas été vendus leur juste valeur, nos Rois, pour donner des facilités de rétablir les Domaines de l'Eglise, ont permis à chacun des Bénéficiers, de rentrer dans ceux qui dépendoient de leurs Bénéfices, en remboursant les acquéreurs, ou ceux qui se trouvoient en être les Détenteurs : & lorsque le Clergé a bien voulu se dispenser pour un temps, ou pour toujours, du pouvoir d'exercer cette faculté, nos Rois ont imposé des taxes sur les Détenteurs de ces fonds, pour leur en continuer la jouissance paisible, lesquelles sont comme une sorte de supplément des méventes. Ces taxes ont fait partie des Dons-gratuits & subventions. *Ibid.*

Delà trois espèces à distinguer ici : les ventes & aliénations générales, faites en différents temps ; la faculté du rachat, & les taxes imposées sur les Acquéreurs ou Détenteurs, pour leur en continuer la jouissance paisible. C'est le sujet des §. suivants.

§. II. Aliénations faites en différents temps du temporel du Clergé : plaintes, maximes & délibérations du Clergé à ce sujet.

§. I. C'est une opinion commune que la première des aliénations générales des biens du Clergé de France a été faite en 1556, sous le règne de Henri II. Cette opinion est fondée sur la Déclaration de Juin 1641, pour la première taxe du huitième denier sur les Détenteurs des biens d'Eglise, aliénés pour cause de subvention : on comprend dans cette taxe les aliénations faites

1^{re} Aliénation de 1556.

depuis 1556. On voit la même chose dans plusieurs Arrêts du Conseil du Roi, pour le recouvrement de la même taxe, & dans un grand nombre d'autres pièces. On ne voit néanmoins, ni Bulles des Papes, ni Ordonnances, ni Lettres-Patentes, ni Arrêts qui concernent cette aliénation. Il n'en est pas même parlé dans le Contrat de Mantres du 14 Août 1641. Par ce Contrat le Clergé ne renonce qu'à la faculté de rentrer pendant trente ans, dans les biens aliénés pour subvention, depuis 1563; ce qui fait présumer que cette Aff. ne connoissoit point d'aliénations générales faites avant celle de 1563. Mém. T. IX, p. 1235, 1575.

III^e Aliénation,
de 1563.

II. Le Roi Charles IX, par un Edit de Mai 1563, ordonna la vente & l'aliénation de cent mille écus de rente des biens d'Eglise. En exécution de cet Edit, on fit un département qui contenoit pour quelle somme on devoit en aliéner dans chaque Diocèse. D'après l'avertissement donné aux Diocèses par MM. les Syndics-Généraux, sur les grands inconvénients d'un pareil Edit, il y eut, au mois de Sept. 1563, une Aff. composée des Députés des Provinces, qui, pour empêcher l'effet de cet Edit, supplia le Roi de prendre & imposer sur ledit Clergé quelque honnête subvention des deniers du Clergé: l'offre fut de 1500000 livres; elle fut acceptée par S. M.: en conséquence, ce même Prince, par un autre Edit du mois de Janv. 1563, [l'année commençoit alors à Pâques,] permit aux Bénéficiers de son Royaume de racheter les biens dépendants de leurs Bénéfices, qui avoient été aliénés par cause de subvention. Voyez Aff. Gén. du Cl., §. I, Aff. de 1563.

Il ne paroît pas que, pour cette aliénation, il y ait eu, ni Contrat du Cl. passé avec le Roi, ni délibération du Clergé. L'Edit postérieur de Janv. 1563, [l'année commençoit alors à Pâques,] qui permet le rachat des biens aliénés, explique clairement, que cette aliénation a été faite sans le consentement du Clergé. La vente & aliénation étoit de 1000000 écus de rente & revenu annuel. Mém. T. IX, p. 1236.

Remontrances, à ce sujet, des Syndics-Généraux du Clergé, sur ce que les Commissaires de S. M. avoient fait vendre les biens les plus utiles & les plus commodes, & qu'ils en avoient fait vendre pour plus de cinq millions, lesquels étoient entrés dans les coffres

du Roi. Sur cette Remontrance, ils demandèrent au Roi qu'il lui plût de fournir au Clergé des deniers pour racheter ces biens aliénés. Le Roi leur répondit, que cette aliénation ayant été confirmée par la Bulle de Pie IV, du 17 Octobre 1564, par laquelle S. S. exhortoit le Clergé de faire le rachat des biens aliénés, & de vendre, pour ce sujet, des biens moins commodes, & S. M. croyant qu'il seroit plus utile au Clergé d'emprunter de l'argent à constitution de rente, il offrit aux Syndics-Gén. des Lettres portant pouvoir d'emprunter pour faire le rachat. T. V, p. 194.

A l'Aff. Gén. de 1567, les Députés des Provinces étoient principalement chargés, par leurs Procurations, de s'instruire de ce à quoi montoient les deniers des aliénations & des sommes qui avoient été employées au rachat du Domaine du Roi: un des Syndics-Gén. en dressa un sommaire, dont copie fut délivrée à chaque Député. T. I, p. 53.

III. Pie V, par son Bref du premier Août 1568, donne pouvoir au Clergé de France d'aliéner de son Temporel jusqu'à la valeur de 150000 livres de rente en faveur du Roi Charles IX, pour subvenir aux nécessités pressantes de l'Etat. Lettres-Patentes du 19 Sept. 1568, pour l'exécution dudit Bref. Mém. T. IX, p. 1249 & suiv.

III^e Aliénation
de 1568.

IV. L'Aff. de 1573 passa, au mois de Septembre, un Contrat avec le Roi, par lequel elle accordoit 1800000 liv., à prendre sur le Clergé; & pour trouver plus promptement cette somme, elle vendit à l'Hôtel-de-Ville de Paris pour 150000 liv. de rente des biens d'Eglise, avec les clauses & conditions apposées aux Contrats précédents.

Aliénation
effet, faite de
voir de l'Aff.
ordonne.

Cette Assemb. n'est considérée que comme une Aff. particulière de quelques Ecclesiastiques sans pouvoir & sans Procuration pour obliger le Clergé. T. I, p. 64.

V. Le Pape Grég. XIII, par sa Bulle du 24 Août 1574, donnée sur la Requête du Roi Henri III, permet au Clergé de France de vendre de son Temporel, jusqu'à la valeur d'un million de liv. une fois payé, pour secourir S. M. contre les ennemis de la Religion & de l'Etat. Lettres-Patentes pour l'exécution de la Bulle. Mém. T. IX, p. 1256 & suiv.

IV^e Aliénation
de 1574.

VI. Le même Pape permet encore au Roi d'aliéner, pour subvenir aux

V^e Aliénation
de 1574.

ce, ils
blût de
our ra-
oi leur
ayant
ie IV,
le S. S.
rachat
e, pour
modes,
us utile
rgent à
rit aux
ant pou-
rachat.

Députés
alement
ons, de
oient les
sommes
au rachat
Syndics-
dont com-
uté. T. I,

ef du pre-
ouvoir au
son Tem-
ooo livres
arles IX,
prellantes
u 19 Sept.
dit Bref.

au mois de
e le Roi,
ooo liv.,
ur trouver
me, elle
Paris pour
s d'Eglise,
s apposées

sidérée que
re de quel-
pouvoir &
ger le Cler-

KIII, par sa
onnée sur la
n, permet au
de son Tem-
n million de
courir S. M.
eligion & de
pour l'exécu-
IX, p. 1256

permet enco-
ubvenir aux

ALIÉNATION.

frs de la guerre contre les Hérétiques, jusqu'à 50000 écus de rente sur le Temporel de l'Eglise, par la Bulle du 13 Juill. 1576, sur laquelle sont expédiées Lettres-Parentes. Mém. T. IX, p. 1267 & suiv.

Aussi-tôt que la Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, fut formée, elle fit demander au Roi de surseoir à cette aliénation, d'en vouloir faire réformer les départements : elle se plaignit de ce qu'on avoit fort excédé le Mandement du Pape, en vendant beaucoup au-delà. La réponse du Roi fut que la surseance ne pouvoit être accordée, ayant destiné les deniers de l'aliénation au paiement des Rétires. M. le Cardinal de Bourbon, alors présent, chercha à justifier cet excédant de vente. Quant aux cotres & départements, M. l'Evêque de Paris avouoit l'avoir fait à l'aveugle.

L'Ass. se plaignoit encore de ce qu'aux ventes des biens d'Eglise, les Juges séculiers avoient prétendu précéder les Evêques & leurs Vicaires, & commettre des Greffiers à leur gré; quelques-uns même de ces Juges étoient de la nouvelle Religion. Requête au Roi sur ce sujet; mais bien loin qu'elle fût favorablement répondue, M. le Chancelier de Birague avança que tous les biens ecclésiast. étoient autant au Roi qu'à l'Eglise; proposition qui indigna l'Ass., & dont elle demanda réparation.

Sur le fait des aliénations, il fut arrêté, que pour obvier aux aliénations futures, tous les Députés jureroient par serment solennel, avant de partir, que jamais ils ne consentiroient *tacite vel expresse, directe vel indirecte, per se neque per alium*, à aucune aliénation du temporel de l'Eglise, quelque mandement qu'ils en eussent du Roi ou du Pape. T. I, p. 99, 100, 101. P. J. p. 51.

Tout ce qui concerne cette aliénation de 1576, est amplement exposé dans l'original nouvellement recouvré du Procès-verbal de Etats de Blois en 1576. Voyez T. V. *ad culcem*, p. 43 & f.

L'Ass. de Melun, en 1579, renouvela & ratifia cette protestation. T. I, p. 176. P. J. p. 51.

Ainsi que l'Ass. de 1685. T. I, p. 382.

L'Ass. de Melun refusa d'entendre les comptes de Marcel sur l'aliénation de 1569, comme ayant été faite sans le consentement du Clergé. T. I, p. 149.

Dans la même Ass. M. l'Archev. de Lyon parlant au Conseil du Roi, & remontant à l'origine des biens ecclé-

siastiques, fait voir qu'ils sont de loi inaliénables; qu'il n'y a que le cas d'extrême nécessité, & après toutes les solennités requises employées, qu'ils puissent être aliénés; que ces solennités sont un consentement général donné avec mure délibération, & l'approbation du Pape: d'où il conclut l'invalidité des aliénations qui avoient été faites. Il fut contredit par M. le Procureur-Gén. du Parl. Replique du Prêlat. T. I, p. 163 jusqu'à 167.

L'Ass. de Melun étant au moment de se séparer, le Président de Bellievre y vint de la part du Roi; il exposa qu'il avoit été ci-devant fait plusieurs aliénations des biens d'Eglise à vil prix, & que de la plus valeur & mévente de ces biens, il pourroit se tirer quelque argent, duquel, si le Clergé consentoit que le Roi s'accommodât, il lui en feroit de bonne foi la rente sur ses recettes & plus clairs deniers, ou bien il éteindroit à proportion de la rente que le Clergé a promis de payer à l'Hôtel-de-Ville à sa décharge. Après une longue délibération, l'Ass. fut d'avis, qu'elle ne pouvoit pour le présent répondre aucune chose, tant parce que les Procurations de plusieurs Députés étoient contraires, que pour l'absence de plusieurs qui étoient déjà partis; que toutefois, après en avoir fait part aux Provinces, elles pourroient bientôt faire entendre leur intention à S. M. Nouvelles instances de M. de Bellievre, même réponse de l'Ass. T. I, p. 212 & f.

En l'Ass. de 1585, il s'éleva, au sujet des adjudications des biens d'Eglise exposés en vente, une contestation entre les Députés du Clergé & Mrs. du Conseil: ceux-ci prétendoient que les Juges du Roi devoient intervenir dans lesdites adjudications, dont ils alléguoient plusieurs raisons. Les Députés du Clergé y répondirent avec tant de force, que Mrs. du Conseil, vaincus des raisons, semblerent incliner à la volonté de la Compagnie. T. I, p. 301.

Dans la même Ass. il fut rapporté que l'article des méventes des biens aliénés avoit été accordé par le Roi. L'Edit est donné: sa vérification au Parlement souffrit beaucoup de difficulté: il ne le fut qu'avec plusieurs modifications: on obtint des Lettres de Jussification. T. I, p. 360, 361.

Dans la Remontrance présentée au Parlement, au nom de l'Ass. de 1585, par M. l'Evêque de Noyon, à l'occasion de la Bulle du Pape pour le million

III^e Aliénation
de 1576.

Aliénation fa-
cile, faite de
voit de l'Ass.
à l'ordonne.

IV^e Aliénation
de 1574.

V^e Aliénation
de 1574.

d'or, les biens de l'Eglise, dit ce Prélat, sont choses sacrées & dédiées à Dieu, hors du commerce des hommes: nulle nécessité pour laquelle on puisse les vendre; car si la nécessité est d'un côté pour l'aliéner, de l'autre la nécessité aussi de les conserver est plus grande; celle-là n'étant que pour un temps & transitoire, & la nécessité d'avoir de quoi nourrir les Pauvres, & de pourvoir à l'entretien des Ministres, étant perpétuelle. Aussi la disposition du Droit Canon, & les Constitutions des saints Conciles, défendent nommément les aliénations du temporel de l'Eglise. Pour établir ces maximes, il allègue toutes sortes d'autorités, entre autres le Testament de S. Remi, & les appuie de beaucoup de raisons. C'est une maxime, ajoute ce Prélat, que toute la France tient pour certaine, que le Pape ne peut rien ordonner, même sur les fruits des Bénéfices, comme décimes & autres subventions, *in viis Clericis*, ce qu'il confirme de plusieurs autorités. T. I, P. J. p. 83 & f.

Les mêmes principes sont établis dans la Harangue faite au Roi par M. l'Arch. de Bourges, au nom de l'Ass. de 1588. T. I, p. 430 & f.

Dans la Requête que le Clergé, assemblé en 1585, présenta au Parl. au sujet de la même Bulle, il cite un Arrêt de la Cour, du 7 Sept. 1576, portant que désormais ne sera procédé par ladite Cour, à la publication d'aucunes Lettres, Bulles, Edits & permissions d'aliénation du temporel de l'Eglise, pour quelque cause & nécessité qui se propose; & de tout ce que dessus seront faites Remontrances bien amples audit Sgr. Roi, pour la manutention dudit Etat Ecclesiastique, & soulagement dudit Clergé. T. I, P. J. p. 82, 85, 86.

VIII^e Aliénation
de 1586.

¶ VII. Le Pape Sixte V, par sa Bulle du 30 Janv. 1586, donnée à l'instance du Roi Henri III, permet au Clergé de France d'aliéner de son temporel, jusqu'à la valeur de cent mille écus de rente pour subvention; savoir, 50 mille écus à la réception de la Bulle, & les autres 50 mille écus, au cas que S. M. continue la guerre contre les Hérétiques. Lettres-Patentes expédiées pour l'exécution de la Bulle. Mém. T. IX, p. 1293. & f.

L'Ass. de 1585-1586 tenant encore, il fut donné avis à la Compagnie de cette Bulle du Pape. L'Ass. commença par renouveler, mais d'une manière encore plus solennelle; savoir, sur les

saints Evangiles, le serment de ne point révéler ce qui devoit se traiter dans l'Ass.; à quoi tous les Députés, Cardinaux & autres, satisfirent. Elle résolut ensuite de s'adresser au Parl., pour demander communication de la Bulle, & être ouïs en ses Remontrances; & en cas que ladite communication n'eût pas lieu, pour être reçus opposants à la vérification de la Bulle: Requête en conséquence au Parl., elle fut communiquée aux Cardinaux, au Nonce & aux autres Délégués du Pape. L'Ass. les pria de trouver bon qu'elle leur fût signifiée, & de vouloir donner acte signé d'eux & de leurs Secrétaires de ladite signification, à quoi ils consentirent, à l'exception du Nonce qui s'en défendit.

Lettre au Pape, & Remontrances au Roi, résolues: Prieres ordonnées. Les Avocats consultés décident que le Parl. est le seul Juge de la conservation du Domaine de la Couronne, & de celui de l'Eglise, & que l'évocation n'est point à craindre. M. le Chancelier promit aux Députés du Clergé que l'opposition ne sera point évoquée. Cependant le Parl. ordonne que le Clergé aura communication de la Bulle, & que sur l'opposition formée à son exécution, il en sera oui par quatre Prélats & quatre autres Députés de l'Ass.: elle demande audience au Roi qui l'accorde; M. l'Archev. de Vienne lui fait la Remontrance, où il entreprend de faire voir les griefs que le Clergé & S. M. elle-même souffriroient par l'exécution de la Bulle: il justifie le Clergé de s'être adressé au Parl., le Roi persistant dans la résolution de faire exécuter la Bulle: nouvelles Prieres sont ordonnées: les Prélats qui sont à Paris sont consultés. M. de Noyon, chargé de la Remontrance au Parl., s'y présente avec les autres Députés qui lui sont adjoints: il y établit les maximes, & y conclut, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

L'Ass. fait une députation à la Reine: le Roi mande le Président de l'Ass. avec quelques autres: S. M. persiste à vouloir faire exécuter la Bulle.

L'Ass., en arrêtant de se pourvoir au Parl., avait arrêté en même-temps qu'il seroit présenté pareille Requête à tous les autres Parlements de France, par les Syndics Provinciaux, auxquels il devoit être envoyé copie signée des Secrétaires, pour y pourvoir en temps & lieu, avec avis de ce qui s'ensuivroit au Parlem. de Paris. T. I, p. 371 jusqu'à 379. P. J. p. 82 & f.

ne point
er dans
es, Car-
lle réso-
l., pour
a Bulle,
nces; &
on n'eût
ants à la
uête en
commu-
ce & aux
les pria
gnifiée,
né d'eux
signifi-
à l'ex-
cndir.

ances au
ées. Les
le Parl.
tion du
de celui
n'est
lier pro-
l'oppo-
Cepen-
rgé aura
ce sur
tion, il
e quatre
demande
M. l'Ar-
montran-
voir les
e-même
la Bulle:
dressé au
a résolu-
nouvel-
Prélats
M. de
rance au
tres Dé-
y établit
nsi qu'il

la Reine:
Ass. avec
à vou-

urvoir au
mps qu'il
te à tous
nce, par
quels il
des Se-
temps &
vrait au
sq. 379.

opposition d'ac-
modement.

M. de Bellievre propose d'accommoder l'affaire: il vient à l'Ass., & déclare au nom du Roi, que S. M. ne demande rien que du consentement du Clergé, & qu'il se borne à une augmentation de subside. M. le Card. de Bourbon répond, que comme la Compagnie ne manquera jamais au service de S. M., aussi ose-t-elle espérer que le Roi ne voudra pas presser le Clergé par-dessus ses forces, & trouvera plus à propos de vendre les biens des Hérétiques que ceux de l'Eglise; que pour ces raisons & autres, il plaie à S. M. de ne se servir de la Bulle, qu'autant qu'elle touche l'approbation du secours accordé, s'en départant au surplus. Dans ces circonstances, l'Ass. veut que les serments, déclarations & protestations de Blois & de Melun, soient renouvelées par tous les Députés.

Elle offre ensuite cent mille écus; le Roi en demande 300 mille: cependant la Bulle est vérifiée; mais l'enregistrement ne tombe que sur les premiers 50 mille écus de rente; quant aux autres 50 mille écus, l'intention de la Cour étant de ne publier ladite Bulle en aucune façon. T. I, p. 379 jusqu'à 385.

M. le Chancelier & M. de Bellievre insistent à ce qu'il soit fait quelque offre qui puisse contenter le Roi: M. le Cardinal de Bourbon est chargé de demander 300 mille écus pour finale résolution.

L'Ass. demande une Déclaration pour obvier à la conséquence qui étoit à craindre de la Bulle: il est dressé un Mémoire des choses que l'Ass. avoit à demander aux Délégués de S. S.: la Déclaration est refusée dans la forme proposée par le Clergé; mais Lettres closes sont accordées, adressées à l'Ass. & aux Délégués du Pape, par lesquelles S. M. reconnoît qu'elle se contende du million d'or qui lui a été accordé, pour les deniers qui pourroient provenir de l'aliénation des premiers 50 mille écus de rente, pour lesquels la Bulle a été vérifiée; que les deux cents mille de plus, sont pour les frais de la levée, & que les 360 mille écus avancés pour l'armée de Mayenne, doivent être précomptés sur ledit million. T. I, p. 385 jusqu'à 389.

Mrs. les Délégués du Pape, après plusieurs difficultés, donnent sur le second chef de la Bulle, déclaration qu'ils n'entendent & ne peuvent procéder à l'instruction de la seconde partie de la Bulle, sans avoir sur ce plus ample explication de S. S. Sur le premier chef,

ALIÉNATION.

il est convenu que les départements des 1200 mille écus faits par l'Ass. seront par eux approuvés; que les comptes de Castilles seront entendus par eux & par les Députés du Clergé, en pareil nombre; que le Contrat fait avec les seurs Castilles & Zamer, sera par eux confirmé, &c. T. I, p. 389 jusqu'à 396.

L'Ass. avant de se séparer, écrit trois Lettres au Pape, où elle rend compte des raisons qu'elle avoit eues de former opposition à l'exécution de la Bulle, & de tout ce qui s'est passé à ce sujet; elle supplie S. S. de ne plus autoriser désormais l'aliénation des biens d'Eglise. Le Bref du Pape en réponse est remis à la Compagnie avant la séparation; le Pape y déclare qu'il n'avoit consenti à l'aliénation, que parce que les Evêques eux-mêmes y avoient consenti; il ajoute, que, sans ce consentement, ni lui, ni ses Successeurs, n'auroient permis, ou ne permettront pareille aliénation. T. I, p. 403, 404.

Les trois Lettres & le Bref. P. J. p. 96 & f.

L'Ass. prête à se séparer, voulant obvier à ce qu'après la séparation, il n'arrivât aucune altération aux délibérations qui y ont été prises, donne tout pouvoir aux Agents de s'opposer, appeler & faire tous autres actes nécessaires, afin d'empêcher l'exécution de la Bulle du Pape au second chef, & autres aliénations qu'on voudroit faire, avec clause expresse d'avoir le tout agréable. La Procuration est signée par tous les Députés. T. I, p. 405.

VIII. Nonobstant toutes ces précautions, le Roi obtient du Pape Sixte V, une seconde Bulle du 30 Juill. 1587, portant pouvoir de continuer l'aliénation du temporel du Clergé, pour les 50000 écus de rente, restant de la Bulle précédente. Les Lettres-Patentes pour l'exécution sont du 19 Août, & les Délégués de S. S. envoient à leurs Subdélégués leurs instructions à ce sujet. *Mém.* T. IX, p. 1321 & f.

Pour obtenir le déistement & la remise de cette Bulle, que le Roi avoit promis de faire au Clergé, moyennant la somme de 500000 écus, ledit Clergé, par contrat passé avec le sieur Sardini, le 4 Mars 1588, consentit l'érection des offices des Receveurs alternatifs, & de deux Contrôleurs des décimes en chaque Diocèse; moyennant quoi, & l'imposition de 100000 écus, ledit Sardini s'obligea de payer à S. M. lesdits 500000 écus. *Ibid.* p. 1325.

Autre Bulle du Pape pour l'exécution de la seconde partie de la précédente.

Le Roi s'en défit, au moyen d'un Don de cinq cents mille écus.

Voyez sur cette affaire & ses suites Aff. Gén. §. I, Aff. de 1588.

Voyez aussi le Proc. verb. de cette Aff., inséré au supplément à la tête du T. VIII de la nouv. Collect.

IX. En l'Aff. de 1595, le Prévôt des Marchands propose à la Compagnie un moyen de conciliation, par rapport au paiement des rentes : il est rejeté unanimement comme pernicieux ; déclarant ladite Aff. qu'elle ne peut entendre à aucune ouverture qui tende à l'aliénation du temporel. T. I, p. 540.

X. L'Aff. de 1655 ordonne de retirer de chez un Particulier les titres des aliénations de 1586 & 1588, concernant le Diocèse de Chartres. T. IV, p. 346, 347.

Le Receveur-Gén. remet à l'Aff. de 1660 onze registres des aliénations retirés par ordre de l'Aff. dernière, des mains du Secrétaire de M. de Bouqueval : ils sont remis aux Archives. T. IV, p. 724.

XI. L'art. 2, du Cahier du Temp. de l'Aff. de 1775, a pour objet l'aliénation des biens ecclésiastiques. *Voyez* sur l'article & la réponse de S. M. le second supplément de la Table *ad calcem*.

§. III. Faculté de rachat accordée aux Bénéficiers pour rentrer dans les biens aliénés : taxes imposées sur les Possesseurs desdits biens, pour leur en continuer la jouissance paisible.

I. Les aliénations dont on vient de parler, ne furent considérées en France, que comme des engagements contractés dans un temps de nécessité : la faculté de racheter les biens aliénés pour cause de subvention, a toujours été regardée comme favorable ; le retrait se faisant sans lésion de la part des Acquéreurs, qui avoient perçu, par la jouissance des fruits, au-delà de l'intérêt du prix principal de l'aliénation. Les Rois même, sous le regne desquels ces biens furent aliénés, accorderent aux Ecclésiastiques la faculté de les recouvrer dans l'an : ensuite cette faculté fut prorogée à cinq années : elle a été souvent renouvelée par les Contrats. T. VI, p. 666, 667.

II. Le Roi Charles IX, qui avoit ordonné, par son Edit de Mai 1563, une aliénation de 100000 écus de rente, permit par un Edit du mois de Janvier suivant, le rachat de ces biens,

pour un an. Le Clergé en obtint la continuation pour six mois en 1564 : il obtint une nouvelle continuation en 1566, jusqu'au dernier Mai 1567. Le Roi permit au Clergé de prendre de l'argent à rente pour employer à ce rachat : en conséquence de cette permission, les Syndics-Généraux passèrent un contrat de 50000 liv. de rente, le 23 Oct. 1566.

Mém. T. IX, p. 1234, 1235, 1375 & f.

Autre Déclaration du Roi Charles IX, du 14 Mai 1567, portant nouvelle prorogation pour un an, à commencer du 1^{er} Août 1566. *Ibid.* p. 1394.

Autre Déclar. du même Prince, du mois de Juill. 1569, par laquelle S. M. ordonne, que sur les biens de ses Sujets rebelles, confisqués à cause de leur félonie, sera prise & distraite la quantité de terre qui sera suffisante pour récompenser le Clergé de l'aliénation faite de son temporel, jusqu'à la valeur de 50000 écus de rente. *Ibid.* p. 1396.

III. Le Roi Henri III ne s'est pas rendu moins favorable. Par son Edit de Fév. 1586, il permet aux Ecclésiastiques de rentrer dans leurs biens aliénés pour subvention, où il se trouvera lésion du tiers, en remboursant le prix de l'acquisition, ou en le consignat en cas de refus. Le Parlement de Paris n'ayant vérifié l'Edit qu'à la charge de faire les poursuites des retraits dans trois ans, le Clergé obtint des Lettres de Jussion pour l'enregistrement pur & simple. Sur ces Lettres de Jussion, la Cour proroge le temps du retrait jusqu'à cinq ans. *Ibid.* p. 1402 & f.

IV. Le Roi Henri IV, par sa Déclarat. du 2 Avr. 1596, accorde un nouveau délai de cinq ans aux Ecclésiastiques pour rentrer dans leurs biens aliénés pour subvention, en cas de lésion du tiers. Ladite Déclaration vérifiée au Parl. sans modification. T. I, p. 609. Mém. T. IX, p. 1407.

Parcille Déclar. du 4 Novemb. 1602, portant continuation de la faculté du retrait pour cinq autres années. Elle est enregistrée au Parlement.

Le même Prince, par son Edit de Décemb. 1606, continue pour cinq ans la faculté de rentrer dans les Domaines aliénés depuis quarante-quatre ans, à cause de subvention, en remboursant le fort principal, frais, loyaux-cours, impenses & améliorations, & sans faire aucune preuve de lésion. Le Parlement ayant mis quelques modifications à l'enregistrement, il y eut des Lettres de

Jussion,

Jussion, qui n'eurent point tout leur effet. *Mém. T. IX, p. 1409 & f.*

Par la Déclaration du 8 Juin 1609, le Roi interprétant le précédent Edit de Déc. 1606, déclare avoir permis, & permet d'abondant aux Ecclésiastiques de racheter & réunir à leurs Bénéfices tous domaines aliénés par ventes générales & particulières, pour quelque cause que ce soit, sans exception. *Ibid. p. 1416 & f.*

VI. Les Lettres-Patentes du 3 Juill. 1609, portent faculté aux Châpitres des Eglises Cathédrales & Collégiales, & aux Communautés des Abbayes & Prieurés, de racheter & réunir à leurs Menses, au refus des Evêques, Abbés & Prieurs, les biens par eux aliénés pour subvention; à la charge de les rendre auxdits Evêques, &c. toutefois & quantes, en remboursant. *Ibid. p. 1418.*

VII. En l'Ass. de 1610, différents Partisans se présentent pour le rachat du Domaine de l'Eglise aliéné. Le Contrat est passé avec le nommé Lagneau & ses Associés, pour la somme de six millions, plus 10000 l. pour les frais de l'Ass., à la charge de réunion dudit Domaine à l'Eglise, après la jouissance de vingt années. *T. II, p. 14, 15.*

VIII. L'Ass. de 1612, art. 2 de son petit Cahier, demande qu'il soit accordé un délai aux Bénéficiers pour rentrer dans le Domaine de l'Eglise aliéné au-delà des cinq ans portés par l'Edit du rachat. S. M. ne veut accorder que deux ans pour tout délai. Edit en conséquence du mois de Sept. 1613, portant nouvelle prolongation de deux ans en faveur des Ecclésiastiques, pour racheter lesdits biens aliénés, & pouvoir de les laisser aux Acquéreurs pour en jouir 16, 18, ou 20 ans; à la charge que ledit temps passé, ils seront réunis à l'Eglise à perpétuité; & en cas de refus par lesdits Acquéreurs, que les Ecclésiastiques pourront y admettre tous autres qui voudront les rembourser. L'Edit vérifié au Parlem. *T. II, p. 32. P. J. p. 12, 13. Mém. T. IX, pag. 1420.*

Autre Edit du mois de Juill. 1616, portant prolongation de cinq ans pour l'exécution de l'Edit précédent. Le Parlement fait difficulté de le vérifier: sur quoi l'Ass. de 1617 supplie M. le Chancelier & M. le Garde des Sceaux de renvoyer la connoissance de l'affaire au Grand-Conseil. Lettre d'adresse audit

Table de la Coll. des P. V.

G. Conseil pour vérifier l'Edit; portant aussi attribution de Jurisdiction au G. Conseil, pour l'exécution du même Edit, & que les cinq ans mentionnés ne commenceront à courir que du jour de la vérification. Le G. Conseil vérifie l'Edit, mais avec des modifications: Lettres de Jussion pour l'enregistrement pur & simple, qui n'ont pas tout leur effet. *T. II, p. 314. Mém. T. IX, p. 1425 & f.*

IX. L'Ass. de 1625 demande & sollicite l'Edit du rachat des biens ecclésiastiques aliénés, & ce pour les dix ans du Contrat. Après plusieurs conférences & contestations entre les Députés du Clergé & Mrs. du Conseil, l'Edit est accordé: à l'égard du terme de dix ans, M. le Duc d'Orléans mande à l'Ass. que le Conseil y faisoit de grandes difficultés, & même que c'étoit une grace qu'il falloit purement obtenir de S. M. *T. II, p. 342.*

Les Lettres-Patentes du dernier Déc. 1625, portent la continuation pour cinq ans, conformément à tous les Edits ci-dessus, & sans restriction; & que les améliorations & réparations faites en fraude, sur les Domaines aliénés, & sans y avoir observé les formes requises, ne tiendront aucun lieu dans l'estimation du prix des Domaines rachetés. Lesdites Lettres vérifiées au Parlement. *Mém. T. IX, p. 1436 & f.*

Semblables Lettres-Patentes du 17 Janv. 1633, portant continuation de ladite faculté pendant cinq ans, & semblable Règlement pour les améliorations. Registrees au Conseil..... Autres Lettres-Patentes du 7 Sept. 1638, portant pareille prolongation de cinq ans, & permission de prendre de l'argent en rente pour employer aux rachats; avec pouvoir aux Bénéficiers qui voudront le faire de leurs deniers, de jouir des biens rachetés, leur vie durant. La même chose accordée aux Bénéficiers de Navarre & de Béarn. Lesdites Lettres vérifiées au G. Conseil. *Ibid. p. 1440 & f.*

X. Le Chapitre de S. Jean de Lyon se pourvoit à l'Ass. de 1628, au sujet du rachat fait par ledit Chapitre des biens aliénés, pour lequel on demandoit le prix des autres acquisitions faites par le Délégué. Arrêté que les Agents assisteront le Chapitre par toutes les voies possibles. *T. II, p. 631.*

XI. Dans le rachat qui se fait des biens aliénés par l'Eglise, les frais & loyaux-couts doivent être compris dans un seul état, quelque nombre de pos-

G

seigneurs qu'il y ait eu. L'Ass. du Clergé, en 1635, demande & sollicite une Déclaration sur ce sujet. T. II, p. 734-735.

XII. En 1641, le Clergé assemblé à Mantes, obtint qu'il lui seroit tenu compte de la somme de 600000 liv. sur le Don-gratuit accordé à S. M., en dédommagement de la renonciation faite par l'Ass. à la faculté de rentrer durant trente années dans les biens aliénés pour subvention, y subrogeant le Roi, afin de les engager pendant ce temps, ou de mettre une taxe sur ceux qui les possédoient. Il y eut en conséquence une Déclaration du 30 Juin de la même année, qui ordonna que tous les possesseurs des biens ecclésiastiques aliénés & engagés, paieroient le huitième denier du prix de ces aliénations & engagements, moyennant lequel ils seroient maintenus dans leur jouissance, sans pouvoir être dépossédés qu'après trente ans écoulés. Le Contrat que le Clergé passa avec le Roi, renfermoit la clause que les Ecclésiastiques pourroient néanmoins rentrer dans lesdits biens aliénés en payant ledit huitième.

En exécution du traité du 8^e denier, il se faisoit par le Traitant des vexations contre les Ecclésiastiques. L'Arrêt du Conseil du 30 Avril 1644, donna quelques moyens aux Ecclésiastiques de résister. Par cet Arrêt, il étoit ordonné que le Partisan, conformément au Contrat de Mantes, seroit tenu de faire porter les titres & pièces concernant les aliénations aux Greffes des Intinuations ecclésiastiques, sur lesquels la taxe du 8^e auroit été faite, & que notification faite desdites taxes, & délivrance des Contrats d'aliénations, les Ecclésiastiques pourroient dans deux mois faire leur déclaration, s'ils vouloient retirer lesdits biens, en payant la susdite taxe.

Malgré des dispositions si expresse, le Traitant du 8^e denier ne cessoit d'y contrevenir, portant ses droits fort au-delà, & exerçant les plus violentes procédures contre les Ecclésiastiques. L'Ass. de 1645 en fait un des principaux objets de ses délibérations. Elle demande des conférences avec Mrs. du Conseil, qui sont accordées; plusieurs Arrêts sont promis pour réparer les contraventions faites au Contrat de Mantes. Autres chefs de plaintes du Clergé contre le Traitant, peu favorablement répondus par Mrs. du Conseil. Nouvelles instances de l'Ass. La suppression du traité est offerte par Mrs. du Conseil, moyennant le remboursement de 300000 liv.

au Traitant. Le traité est révoqué, pour ce qui restoit à exécuter. Il est ajouté au Contrat du Don, une clause portant cette révocation. T. III, p. 137, 305 & f. T. VI, p. 667.

Le Roi, par ce Contrat fait & passé avec les Députés de l'Ass. en 1646, le départit de la renonciation faite en sa faveur par l'Ass. de Mantes, à la faculté de rentrer, durant trente années, dans les biens aliénés, & fit expédier une Déclaration le 9 Juill. de cette année, qui révoquant celle de 1641, renouvelloit & continuoit aux Ecclésiastiques, pour le temps & espace de dix ans, le pouvoir de rentrer dans leurs biens aliénés, en remboursant aux Acquéreurs le prix des aliénations, & les taxes payées. T. VI, p. 667. Mém. T. IX, p. 1447 & f.

XIII. L'Ass. de 1655 charge les Prélats Commissaires qui devoient conférer avec Mrs. du Conseil, de demander une nouvelle Déclaration, portant faculté aux Ecclésiastiques, pendant dix années, de retirer leurs biens aliénés. La Déclaration est accordée: elle est du dernier Mars 1656, vérifiée au Grand-Conseil; mais avec une modification qui excepte les biens acquis par décret forcé, ou à titre de bail à rente perpétuelle. L'Ass. demande & obtient des Lettres de Jussion pour l'enregistrement pur & simple. T. IV, p. 346. Mém. T. IX, p. 1479 & f.

XIV. Il y eut plusieurs plaintes portées à l'Ass. de 1660, sur les empêchements apportés au rachat des biens ecclésiastiques de l'Archevêché d'Arles, du Chapitre de Saint-Paul de Lyon, de l'Evêché de Bazas. Sur ce dernier article, il s'éleva une question qui étoit à juger au G. Conseil, dans l'instance que l'Evêque de Bazas y poursuivoit, pour le retrait de la Baronnie de Lérin, contre le Marquis de Rabat; savoir, si le Prélat étoit obligé de rembourser diverses acquisitions prétendues par le Marquis, qui n'étoient point de l'ancien Domaine de l'Evêché, mais acquisitions de divers particuliers dans ladite Terre & Seigneurie, aussi-bien que les améliorations, frais & loyaux-cours, ce qui seroit rendre la Déclaration illusoire, & mettre les Bénéficiaires dans l'impuissance de s'en servir. L'Ass. jugea l'affaire très-importante & la fit solliciter puissamment. Elle fut jugée en faveur du Prélat, qui fit part à l'Ass. de l'Arrêt du G. Conseil pour le retrait de la Terre d'Annet, qui avoit été alié-

é, pour
jouté au
portant
7, 305

fait &
n 1646,
faire en
à la fa-
années,
expédier
cette an-
641, re-
ecclésiast-
ce de dix
ans leurs
aux Ac-
ns, & les
Mém. T.

les Pré-
confé-
demande :
portant fa-
dant dix
s aliénés.
elle est du
Grand-
dification
par décret
te perpé-
tient des
istrement
Mém. T.

intes por-
empêche-
biens ec-
d'Arles,
Lyon, de
rnier arti-
qui étoit à
tance que
oit, pour
érin, con-
voir, si le
ourser di-
es par le
t de l'an-
mais acqui-
dans ladite
en que les
ux-cours,
aration il-
ciers dans
L'Ass. ju-
& la Ass
fut jugée
art à l'Ass.
r le retrait
it été alié-

née de son Evêché, & de ce que ces Parties qui vouloient l'obliger de les rembourser de certaines acquisitions particulières, en avoient été déboutées avec dépens.

L'Ass. demanda une Déclaration sur ce sujet, portant pouvoir de retirer les biens aliénés de l'Eglise, en sorte que les Bénéficiers ne fussent pas frustrés de cette grace, en les obligeant de récompenser d'autres terres de proche en proche.

Elle demanda aussi & obtint une Déclaration adressante aux Parlements, qui permit aux Paroisses de rentrer dans les biens aliénés des Fabriques, pendant certaines années, & à différents termes. L'enregistrement de la Déclaration fut pour suivi au Parl. T. IV, p. 721, 722, 723. Mém. T. IX, p. 1464 & f.

XV. L'Ass. de 1665 demanda au Roi une Déclaration portant faculté aux Bénéficiers de rentrer dans les biens aliénés de leurs Bénéfices, pour dix ans, ainsi qu'il avoit été accordé dans les Assemblées décennales; ladite Déclaration adressante au G. Conseil, à cause de la Jurisprudence du Parl., qui maintenait les Possesseurs depuis quarante ans. L'Ass., après les plus vives instances, ne put l'obtenir que pour cinq ans. Elle est du 31 Mars 1666. Cette Déclaration fut vérifiée au G. Conseil le 10 Mars 1667; mais avec des modifications défavorables au Clergé, en ces termes: *Et à condition que les Bénéficiers ne pourront intenter aucunes actions, pour réunir à leurs Bénéfices les Domaines & autres biens aliénés d'eux, pour lesdites subventions, auparavant cent ans, ni contre les Possesseurs de quarante ans des biens aliénés, dont le prix n'excede point 200 liv. Les Agents eurent recours au Roi pour faire lever ces modifications; mais sans succès. T. IV, p. 1021, 1022. T. V, P. J. p. 81, 82. Mém. T. IX, p. 1479 & f.*

L'Ass. de 1670 demanda aussi une Déclaration au sujet des biens aliénés, & fit des instances pour l'obtenir sans modification. La Déclaration fut obtenue le 11 Novembre 1670; elle accorde la faculté du retrait pour cinq ans. T. V, p. 114, 115. Mém. T. IX, p. 1484.

XVI. Le retrait des biens Ecclésiastiques aliénés pour subvention, parut aboli par un Edit du mois de Novemb. 1674, enregistré au G. Conseil, qui ordonnoit que les Possesseurs des biens dépendants..... des gens d'Eglise & de

main-morte, aliénés & vendus, engagés ou échangés depuis l'année 1556, & qui n'avoient pas été retirés par les Ecclésiastiques & Bénéficiers, seroient Propriétaires incommutables des biens dont ils jouissoient.

Le Clergé assemblé en 1675, obtint la révocation de cet Edit; & ayant fait au Roi un Don de 4400000 liv., il céda à S. M. pour 400000 liv. à déduire sur le Don-gratuit, la faculté de racheter, pendant trente années, les biens ecclésiastiques aliénés pour cause de subvention, ainsi qu'avoit fait l'Ass. de Mantres. La Déclaration qui fut accordée à la sollicitation du Clergé, le 31 Oct. 1675, & publiée au G. Conseil le 5 Déc. suivant, ne confirma la jouissance de ces biens aux Particuliers, qui en étoient possesseurs, que pour trente ans seulement, après lequel temps il seroit permis aux gens d'Eglise & de main-morte de racheter lesdits biens, en remboursant comptant, en un seul paiement, le prix des aliénations, avec les impenses, améliorations & augmentations, à la charge par les Particuliers de payer au Roi le huitième denier du prix des aliénations, &c. T. VI, p. 668, 669. Mém. T. IX, p. 1489 & f.

XVII. La révolution de ces trente années approchoit de son terme, lorsque le Roi fit convoquer une Ass. en 1701, pour obtenir qu'il renoncât à perpétuité au retrait des biens d'Eglise aliénés depuis 1556, en consentant que S. M. levât une nouvelle taxe sur ces biens, dont les Possesseurs deviendroient désormais Propriétaires incommutables.

L'Ass. adopta ce moyen de contribuer indirectement, par de nouveaux secours, aux frais de la guerre; considérant qu'il ne s'agissoit pas d'une aliénation nouvelle, mais seulement d'une renonciation à la faculté de rentrer en jouissance des biens qui avoient été aliénés depuis plus d'un siècle; que les Acquéreurs avoient payé deux fois une taxe du 8^e denier du principal de la vente, pour leur en continuer la possession pendant trente ans, & que les Bénéficiers ne pourroient rentrer dans ces biens, conformément aux délibérations du Clergé, & aux Déclarations du Roi, qu'en remboursant les taxes payées, qui jointes au prix principal de l'aliénation, avec une troisième taxe, & les frais, dépenses & améliorations, excédoient, à l'égard d'une grande partie, la juste valeur des biens aliénés.

Il fut aussi accordé à S. M., que les Possesseurs des biens d'Eglise par baux à longues années, ou emphytéotiques au-dessus de trente ans, y seroient maintenus pendant dix ans au-delà des termes portés par leurs baux, en payant au Roi deux années du revenu de ces mêmes biens.

D'après le consentement donné par le Clergé, & le Contrat passé avec le Roi, il y eut une Déclaration, du 22 Juill. 1702, qui confirma de nouveau les Détenteurs des biens d'Eglise aliénés depuis 1556, dans la possession des biens, à perpétuité, & à titre incommutable, en payant au Roi le sixième denier du prix desdites aliénations, ou de la valeur, si le prix ne pouvoit être justifié. T. VI, p. 669. Mém. T. IX, p. 1500 & f. Voyez Dons-gratuits, §. III, année 1702.

XVIII. L'art. 5, de la Déclaration ci-dessus, a néanmoins ordonné que les Ecclesiastiques qui voudroient rentrer dans les biens dépendants de leurs Eglises ou Bénéfices, en auroient la faculté, en payant seulement le 8^e denier au Roi, & en remboursant aux Détenteurs le prix de l'aliénation, les améliorations, &c.; mais que pour cela ils seroient tenus d'en faire leur Déclaration au Greffe des Intendances, & d'exercer le retrait dans deux mois, à compter du jour de la notification faite au Greffe des Diocèses, des taxes qui seroient arrêtées au Conseil, &c. Voyez aussi l'art. 6 & les suivants, & une autre Déclaration du 13 Fév. 1703. T. VI, p. 669. Mém. T. IX, p. 1529 & f.

XIX. Des Lettres-Patentes du 18 Août 1702, enregistrées au G. Conseil le 23 du même mois, ont attribué à ce Tribunal, la connoissance des demandes & contestations, qui pourroient naître sur l'exécution des Déclarations de 1675 & 1702. T. VI, p. 670, 671.

AMBARÉS.

Voyez Bordeaux, n^o. 6.

AMBASSADEURS.

[FRANCHISE DES]

Voyez Assemblées des Prélats, §. I, n^o. XXXVII.

AMBRES. [MARQUISE D']

Voyez Eglises, §. IV, n^o. II.

AMBRUN.

Voyez Embrun.

AMENDE.

M. l'Archev. d'Arles rend compte à l'Ass. de 1745, de l'examen qu'il avoit fait avec les Avocats du Clergé, pour-quoi, depuis le Règlement de 1738, on assujettissoit les Agents-Gén. à la consignation de l'amende, lorsqu'ils présentent des Requêtes en cassation. Il observe que, suivant ce Règlement, les Procureurs-Gén. des Cours, & les Inspecteurs-Gén. du Domaine, sont exempts de cette consignation; mais qu'il n'attribue point cette exemption aux Agents-Gén., aux Evêques, aux Promoteurs, lorsqu'ils agissent pour l'intérêt de la Jurisdiction Ecclesiastique. L'Ass. sollicite un Arrêt qui les en exempte. T. VII, p. 2032, 2033.

Sur l'Amende du fol Appel. Voyez Appels, §. III.

AMIE NS.

1^o. L'Evêque d'Amiens faisant sa visite le 7 Juin 1634 dans l'Eglise de Montreuil, pourvu juridiquement, à la Requête des Habitants de la Paroisse de Rue, à l'effet de leur donner quelque partie des Reliques de S. Witi, qu'ils avoient autrefois mises en dépôt dans le Monastère de S. Sauve à Montreuil, à quoi les Religieux consentirent: il en sépara quelques pieces, pour donner aux Paroissiens de Rue. Les Habitants de Montreuil s'émurent, sonnerent le tocsin, vinrent en foule & tumultuairement dans l'Eglise, armés de diverses sortes d'armes, & en présence des Mayor & Echevins, se jetterent sur l'Evêque, qui venoit d'administrer le Sacrement de Confirmation, encore revêtu du Rochet, du Camail & de l'Erole, le jetterent par terre, le frapperent de plusieurs coups, dans l'Eglise & dehors, de sorte qu'ayant eu beaucoup de peine de s'échapper de leurs mains, avec le secours du Commandant de la garnison, il s'évada la nuit. Il en porta ses plaintes au Roi, qui ordonna de faire le Procès aux principaux auteurs de la sédition, & lui de son côté les déclara excommuniés, & mit la Ville en interdit, qu'il suspendit plusieurs fois, sans que les Habitants lui fissent aucune satisfaction, jusqu'au mois d'Août 1635, qu'il en porta ses plaintes à l'Ass. du Clergé. Cette Ass., après une mûre délibération, prit fait & cause pour le Prélat, qui implora la clémence du Roi pour obtenir la grace des coupables; & sur la nouvelle députation

compte à
s'il avoit
é, pour
1738, on
à la con-
u'ils pré-
ation. Il
lement,
rs, & les
ne, sont
on; mais
emption
ues, aux
ent pour
u'habiti-
en les en
2033.
l. Voyez

faisant fa
Eglise de
ment, à
la Parois-
ner quel-
S. Witi,
en dépôt
à Mon-
consenti-
ces, pour
Les Ha-
ent, son-
cule & tu-
armés de
présence
jetterent
ministre
n, encore
ail & de
, le frap-
s l'Eglise
eu beau-
de leurs
mandant
uit. Il en
ordonna
poux au-
son côté
la Ville
plusieurs
s lui sif-
u'au mois
s plaintes
T., après
t & cause
clémence
des cou-
putation

qui lui fut faite par les Habitants, en satisfaction, ce Prélat rendit une Sentence d'absolution, à certaines charges & conditions, laquelle fut publiée & exécutée le 18 Sept. 1635. T. II, p. 799 & f.

1645. 2°. En l'Ass. de 1645, l'Evêque d'Amiens & son Chapitre se plaignent de ce que le droit de sel dont ils jouissent, est diminué de moitié. Voyez Sel, n°. II.

1660. 3°. En l'Ass. de 1660 se présenta une affaire du Diocèse d'Amiens, avec le Cellionnaire des droits des Héritiers du sieur Sardini. Celui-ci avoit traité, en 1586, avec S. M. pour le recouvrement de la somme de 150000 liv. accordée au Roi. Le Diocèse d'Amiens avoit été taxé, pour sa portion, à 14185 liv.; la contestation présente rouloit sur un restant de ladite somme, montant à 9000 liv. & aux intérêts. Arrêt intervint au Parlement le 21 Juill. 1659, qui condamnoit le Diocèse à réimposer ladite somme de 9000 liv. & les intérêts depuis 1601. Le Diocèse d'Amiens eut recours à l'Ass. de 1660, pour obtenir la cassation de l'Arrêt; la Compagnie, après avoir examiné l'affaire, sollicita auprès de M. le Chancelier la cassation, qui trouva la demande juste & fondée. T. IV, p. 770 & f.

4°. Sur le droit prétendu par le Chapitre d'Amiens de pouvoir nommer deux Députés au Bureau Diocésain. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

1715. 5°. A l'égard du différend survenu entre l'Ecolâtre de l'Eglise d'Amiens, Directeur en cette qualité des Ecoles de la Ville, & les Maîtres Ecrivains de la même Ville; & l'intérêt qu'a pris à cette affaire l'Ass. Gén. de 1715. Voyez Ecoles, n°. III.

6°. Sur les droits prétendus par l'Abbaye de Corbie au Diocèse d'Amiens. Voyez Réguliers, §. V, n°. II.

7°. Contestation sur la préséance entre le Chapitre & le Présidial d'Amiens. Voyez Chapitres, §. IV.

8°. Affaire des Annexes situées au Dioc. d'Amiens, dont le Chef-lieu, qui est l'Abbaye de Dommartin, se trouve en Artois. Ces Annexes doivent-elles être imposées au Diocèse d'Amiens? Voyez Annexes de Bénéfices, n°. V.



AMORTISSEMENT.

§. I. *Droit d'amortissement considéré en général. Diverses recherches de ce droit : moyens d'en justifier le paiement : temps où il est exigible.*

I. PERSONNE n'ignore, disoit M. l'Archev. de Bourges, dans son Rapport fait à l'Ass. de 1730, que les gens de main-morte sont sujets aux droits d'amortissement des biens dont ils font l'acquisition : ce n'est pas aussi le paiement de ces droits que les Ecclésiastiques contestent : ils n'ont jamais refusé de satisfaire aux Edits des mois de Mai 1708, Sept. 1710 & Fév. 1715, non plus qu'aux Déclarations des 5 Juillet 1689, 9 Mars 1700 & 16 Juill. 1702, portant Règlement sur la perception des droits d'amortissement. T. VII, p. 1129, 1130.

II. Le 18 Avril 1639, parut un Edit, dans lequel est exposé que les gens de main-morte sont entièrement incapables de posséder des biens immeubles en France; que cependant S. M. veut bien, au lieu de réunir lesdits biens à son Domaine, se contenter que les gens de main-morte paient l'indemnité pour les Droits Royaux & Seigneuxiaux qui lui appartiennent, autrement dits Droits d'Amortissement. Il étoit ordonné que recherche seroit faite dud. droit pour toutes sortes de Bénéfices, fondations, Hôpitaux, Confrairies, Marguilleries, &c., excepté seulement les nouvelles Communautés établies depuis trente ans, les Jésuites, les Carmélites. Le droit fut recherché depuis 1520 : on le fixoit, pour les biens féodaux tenus immédiatement de S. M., au tiers de leur valeur; pour les biens roturiers, situés dans la censive de S. M. au cinquième; pour les biens mouvants des Seigneurs particuliers, au quart; & pour les biens roturiers de la censive desdits Seigneurs, au sixième denier, avec les deux sols pour livre pour les frais. Cet Edit fut publié au Sceau : on établit une Chambre au Louvre, composée de Conseillers d'Etat Ecclésiastiques & Laïques, & de Maîtres des Requêtes, pour procéder à l'exécution de l'Edit & à la liquidation du droit. T. III, p. 2, 3.

L'Ass. de Mantes, en 1641, avoit reçu de toutes parts des plaintes sur les vexations exercées à l'occasion de l'E-

Edits & Déclarations sur le droit d'amortissement.

Edit de 1639.

Chambre établie pour l'exécution de l'Edit.

Révocation de
la Chambre obli-
gée au païe.

Injustice de l'E-
dit.

Déclaration qui
dépense de pré-
férer les annan-
ces amortissables,
& le reste des
lettres particu-
lières.

dit. Elle envoya des Députés en Cour, & après du Cardinal de Richelieu, afin de faire instance très-pressante pour la révocation de ladite Chambre: la révocation fut obtenue, mais seulement pour les petits Bénéfices, Chapelles & Prestimoniaires, non payant décimes. T. III, p. 64, 65.

M. de Montchal, Archev. de Toulouse, dans les Observations sur l'Ass. de Mantes, prouve que l'Edit des Amortissements bleffoit l'Eglise, autant par sa manière, que par sa forme: il en fait voir l'injustice, & combien il étoit opposé aux précédentes Ordonnances de nos Rois. On ne doit pas oublier, ajoute ce Prélat, que l'Ass. ayant eue recours au Pape, & ayant demandé son intercession auprès du Roi, S. S. envoya deux Brefs au Nonce Scotti, l'un pour le Roi, l'autre pour le Cardinal; mais le Nonce les ayant remis tous deux au Cardinal, le Roi n'en eut aucune connaissance. T. III, P. J. p. 4, 5.

III. Dans l'Ass. de 1645, il fut remontré que dans le Dioc. de Soissons, les Fabriques avoient été obligées de payer de grosses sommes pour le droit d'amortissement; mais que plusieurs desdites Fabriques, ou n'avoient pas retiré leurs quittances, ou les avoient perdues, & qu'en tous cas il étoit nécessaire pour leur sûreté, d'avoir des Lettres d'amortissement expédiées au grand Secau; ce qui chargeroit beaucoup lesdites Fabriques; que pour ces raisons il seroit à propos d'obtenir du Roi une Déclaration portant pouvoir à M. l'Intendant de donner aux Fabriques les Lettres d'amortissement qui leur étoient nécessaires.

La Compagnie considérant que lesdites Lettres n'assureroient point assez valablement lesdites Fabriques, & étendant ses soins sur tout le reste du Royaume, auroit arrêté de dresser un projet de Lettres-Patentes en forme de Déclaration, pour faire décharger du droit d'amortissement dont on pourroit être inquiété, sans être obligé de prendre pour cela des Lettres particulières. La minute en fut présentée à Mrs. du Conseil, dans des Conférences tenues au Louvre. Le Conseil tomba d'accord d'une Déclaration générale pour le droit d'amortissement des biens ecclésiastiques, depuis 1520, jusqu'en 1645, conformément au Contrat de Mantes, avec adresse à la Chambre des Comptes. La Déclaration fut expédiée & mise sur le Bureau. T. III, p. 334, 335, 360.

Possession tenante
lieu de titre de la
quittance pour les
biens amortis.

IV. L'Arrêt du Conseil d'Etat du 12 Décembre 1673, porte que les Ecclésiastiques ne seront tenus de rapporter, pour les biens & droits qui leur ont été amortis, d'autres titres que celui de leur possession, lors de l'Edit de Melun, faisant S. M. défenses à tous Officiers de faire ou continuer aucunes poursuites ou contraintes contre lesd. Ecclésiastiques au préjudice de cet Arrêt: le Commis du Domaine qui étoit à Rennes, avoit fait assigner au Parl. de Bretagne, les Chanoines & Chapitre de la Cathédrale, pour voir confirmer une Sentence rendue par les Commissaires de la réformation du Domaine, par laquelle la mouvance d'une maison dudit Chapitre étoit réunie au plus prochain fief du Roi. Sur les représentations de l'Ass. de 1673, M. Colbert déclara qu'il seroit donné un Arrêt pour défendre au Traitant du Domaine d'inquiéter ceux des Ecclésiast. qui justifieroient la possession de leurs biens avant l'Edit de Melun. T. V, p. 255, 256.

Semblable poursuite contre l'Abbesse de S. Antoine. T. V, p. 257.

V. L'Ass. de 1700, art. 1 de son Cahier, avoit supplié S. M. d'accorder des Lettres d'amortissement général, comme il fut fait en 1646, afin de dispenser les Particuliers de prendre des Lettres particulières, & leur épargner par là des frais considérables. S. M., sur les représentations de l'Ass., avoit accordé des Lettres-Patentes: cependant au préjudice de ces Lettres, les Traitants avoient fait arrêter des rôles au Conseil, en conséquence de la Déclaration du 4 Octobre 1704, par lesquelles ils avoient fait taxer les Communautés Ecclésiastiques & les Bénéfices au sol pour livre, des sommes qu'ils avoient payées pour l'amortissement des biens par eux acquis, sous prétexte qu'ils n'avoient pas pris des Lettres particulières.

L'Ass. de 1705 fit dresser un projet de Déclaration, non-seulement pour demander la cessation des poursuites des Traitants, mais même la restitution des sommes injustement levées. Le projet fut approuvé, & la Déclaration accordée, portant amortissement général en faveur des gens de main-morte, pour tous les biens dont ils avoient payé l'amortissement, en exécution de la Déclaration du 9 Mars 1700, & qui les décharge du paiement des sommes auxquelles ils avoient été taxés, en vertu de la Déclaration de 1704, pour le

Déclaration por-
tant amortiss-
ement général & dé-
charge de la taxe au
sol pour livre.

stat du 12
es Eccle-
apporter,
aront été
celui de
Melun,
Officiers
es pour-
leté. Ec-
et Arrêt:
i étoit à
Parl. de
Chapitre
onfirmer
Commis-
Domaine,
e maison
au plus
présenta-
lbert dé-
rèt pour
ine d'in-
i justifi-
ns avant
55, 256.
l'Abbé-
7.

son Ca-
rder des
al, com-
dispen-
des Let-
gner par-
, sur les
accordé
nt au pré-
traitants
au Con-
claration
uelles ils
nautés
au fol
avoient
les biens
u'ils n'a-
rticulie-

son Ca-
rder des
al, com-
dispen-
des Let-
gner par-
, sur les
accordé
nt au pré-
traitants
au Con-
claration
uelles ils
nautés
au fol
avoient
les biens
u'ils n'a-
rticulie-

n projet
nt pour
ursuites
rest ru-
vées. Le
laration
nt géné-
morte,
avoient
urion de
, & qui
ommes
en ver-
pour le

Possession tenant
lieu de titre & de
quittance pour la
biens amortis.

Recherche du
droit d'amortiss.
relative à l'an
1700.

Déclaration pre-
sant amortiss.
général & délan-
ge de la taxe du
sol pour livre.

Recherche du
droit dans la Basse-
Navarre.

Temps où le
droit est exigible.

Moderation du
droit à l'égard des
Cures, Prestimo-
niaux & autres pe-
nités, en

sol pour livre. T. VI, p. 856 & f. P. J. p. 365 & f.

VI. L'Ass. de 1745, dans l'art. 8 de son Cahier du Temporel, représente à S. M., que les Ecclésiastiques se trouvoient poursuivis à la Requête du sieur Hermant, qui, en vertu d'un traité par Régie du recouvrement de tous les droits d'amortissement qui pouvoient être dus, prétendoit être en droit d'exiger des Ecclésiastiques le paiement des droits, ou la représentation des quittances de ces mêmes droits; & ce Préposé ne donnoit point d'autres bornes à ses recherches, que l'amortissement de 1641. L'Ass. fait observer en même temps, que Louis XIV. avoit ordonné deux recherches des mêmes droits par deux Déclarations de 1689 & de 1700, & qu'il n'étoit pas à croire qu'aucune acquisition faite par les Ecclésiastiques, eût échappé aux recherches des deux Préposés; elle ajoute, que les quittances d'un grand nombre de Bénéficiers ne se transmettoient point à leurs successeurs, &c.

Par ces raisons, le Clergé supplie S. M. de restreindre les recherches du sieur Hermant aux acquisitions faites depuis peu de temps.

La réponse du Roi est, qu'on ne poursuivra point le Clergé pour tous les droits antérieurs à 1700, & qu'il sera rendu à cet effet une Déclaration. T. VII, P. J. p. 483, 484.

VII. M. l'Evêque de Bayonne se plaint à l'Ass. de 1750 des recherches de droits d'amortissement qui se faisoient dans la Basse-Navarre, à remonter jusqu'à 1689. Voyez Navarre, n°. III.

VIII. L'Ass. de 1740, dans l'art. 3 de son Cahier, supplie S. M. d'ordonner que les Fermiers du droit d'amortissement ne puissent l'exiger, même dans le cas de fondation, qu'après que les dons ou legs auront été payés, & la quittance donnée par l'Eglise, par le Légataire ou le Donataire. S. M. répond que le droit n'est dû & ne peut être exigé qu'après l'acceptation; mais que l'acceptation faite, on peut l'exiger. T. VII, P. J. p. 416, 417.

§. II. Étendue du droit d'Amortissement; ses bornes, & cas exceptés.

I. Le 21 Août 1691, sur la Requête de Mrs. les Agents, Arrêt intervient au Conseil touchant les amortissements, en faveur des Cures & des Titulaires

AMORTISSEMENT.

des Obits, Prestimoniaux, Confrairies, Fabriques & petits Bénéfices: ledit Arrêt portant remise du tiers des droits dus en ce temps par les Cures & les Titulaires de ces petits Bénéfices; de la cinquième partie pour les Fabriques & Confrairies des Paroisses des Villes, Fauxbourgs & Banlieue des Villes, & du quart pour les Eglises rurales. Outre cette remise, l'Arrêt donnoit des termes pour le paiement, que S. M. prolongea depuis. Pour prévenir le malheur des nouvelles poursuites où les Bénéficiers tomberoient, si l'état de leurs affaires les obligeoit de laisser expirer les nouveaux délais, sans satisfaire à leurs taxes, S. M. permettoit, par un nouvel Arrêt du 10 Octobre 1691, à chaque Diocèse d'emprunter les sommes nécessaires jusqu'à la concurrence de celles dont lesdits Bénéficiers étoient redevables pour leur amortissement.

Ce dernier Arrêt étant demeuré sans exécution, l'Ass. de 1693 pria M. le Président de conférer sur ce sujet avec M. d'Argenson; S. M. ordonna aux Agents de s'informer de l'état de ces Bénéficiers, pour en conférer ensuite avec Mrs. les Préposés au recouvrement des droits d'amortissement. T. VI, p. 66, 67. P. J. p. 51, 52.

Le 15 Janv. 1697, le Roi accorde une nouvelle modération du droit aux Religieux Mendiants, aux Cures, aux Chapelains, aux Fabriques & aux Confrairies. S. M. modère à la moitié de ses droits d'amortissement & nouveaux acquêts, ceux qui étoient dus par les Religieux Mendiants, pour les héritages & rentes constituées par dons & legs non-valablement amortis: & pour ce qui concerne les Cures, Chapelains & autres Titulaires de petits Bénéfices, ensemble les Fabriques & Confrairies, S. M. ordonne que ceux qui devroient la somme de 30 liv. & au-dessus, paieroient seulement 10 liv.; ceux qui devroient la somme de 18 liv. & au-dessus, jusqu'à celle de 30 liv., paieroient 6 liv. seulement; & ceux dont la juste portée des droits ne monteroit qu'à 9 l. & au-dessus jusqu'à 18 liv., paieroient seulement 3 liv.; & quant à ceux qui devroient moins de 9 liv., paieroient seulement le tiers. T. VI, P. J. p. 135.

L'Ass. de 1700, art. 5 du Cahier, a demandé la décharge du droit pour les Cures & autres Ecclésiastiques Titulaires de Prestimoniaux, Obits, Chapelles & Fabriques. *Refusé*. Recueil, p. 1484.

II. L'Ass. de 1755, art. 3 du Cahier

vers les Fabriques
& les Religieux
Mendiants.

Demande de mo-
dération du droit

pour fondations
limitées.

du Temporel, supplie S. M., en interprétant l'art. 3 du Règlement du 13 Avril 1751, d'ordonner que les fondations faites pour trente ans & au-dessous, seront exemptes de tout droit d'amortissement; que celles depuis 30 jusqu'à 50, paieront le quart du droit; celles depuis 50 jusqu'à 80, la moitié; & celles de 80 & au-dessus, le droit entier. *Réponse.* Le Règlement de 1751, rendu sur le vu des Mémoires du Clergé, contient toute la faveur qu'il est possible de lui accorder, à l'égard de ces sortes de fondations. T. VIII, P. J. p. 210, 211.

Refusée.

Diverses sortes
de rentes, som-
mes mobilières
légüées, ou don-
nées.

III. La plupart des revenus des Prestimoniaires, Obits, Confratries, Fabriques, consistent en des rentes constituées par dons & legs, avec faculté de les racheter. Vers 1690, Mrs. les Agents avertis qu'on vouloit déclarer ces rentes sujettes à l'amortissement, demandèrent qu'elles en fussent exemptes. Le Roi ne jugea pas à propos d'accorder une Déclaration; il se contenta de décider, que les héritages & les rentes qui sont acquises des deniers provenant du rachat de celles dont les Communautés auroient une fois payé l'amortissement à S. M., seroient censées amorties, sans nouvelle finance, en justifiant que la faculté du rachat étoit réservée au Débiteur par les premiers contrats, & que le prix de l'acquisition qui tient lieu de la rente, a été payé de leurs deniers. T. VI, P. J. p. 53.

L'Ass. de 1700, par l'art. 1 du Cahier, supplie S. M. d'accorder une Déclaration qui décharge du droit d'amortissement les héritages & rentes appartenant aux gens de main-morte, qui auront été acquis de deniers provenant du remboursement des rentes rachetables, pour lesquelles ils ont payé le droit d'amortissement, lors de la recherche de 1689. *Réponse.* Bon pour ce qui regarde les deniers provenant du rachat des rentes constituées à prix d'argent; mais non pour les rentes de dons & legs. Recueil, p. 1483.

L'art. 3 du même Cahier, a pour objet de décharger du droit les contrats de rentes rachetables. *Réponse.* Comme au précédent article.

Par l'art. 6 du même Cahier, l'Ass. de 1700 supplie S. M. de faire défenses aux Traitants des amortissements de pour suivre les gens de main-morte, pour les obliger de comprendre dans leurs Déclarations les sommes mobilières qui leur auront été données, ou légüées, ni les faire taxer au droit d'a-

mortissement pour raison de ce. *Réponse.* La Déclaration du 9 Mars 1700, qui ordonne les Déclarations, s'explique suffisamment, elle n'a pas besoin d'interprétation. Recueil, p. 1484.

L'Ass. de 1705 obtient une Déclaration portant exemption du droit d'amortissement pour les rentes que les Communautés & gens de main-morte voudront prendre, ou auront pris sur le Clergé, ainsi que celles qui sont créées à leur profit sur l'Hôtel-de-Ville. Ladite Déclaration enregistrée le 4 Sept. 1705 au Parl. de Paris, & peu de temps après à la Chambre des Comptes. T. VI, p. 838. P. J. p. 367, 368.

L'Ass. de 1705 a compris dans son Cahier plusieurs demandes relatives à l'objet des rentes.

Art. 3, qu'il plaist à S. M. de faire cesser les poursuites que font les Traitants pour le droit d'amortissement des rentes constituées à prix d'argent, dans les Provinces où ces rentes ne sont pas réputées immeubles, conformément à la Déclaration d'Octobre 1704. *Réponse.* Le Roi ne veut que l'exécution de sa Déclaration, le Clergé a ce qu'il demande.

Art. 4, qu'il plaist décharger du droit les rentes constituées à prix d'argent, au profit des Bénéficiaires & autres gens de main-morte, pour celles dont les Débiteurs sont insolvable, ou les biens en décret; ou qu'en tous cas Sa Majesté veuille bien défendre de faire des saisies sur d'autres biens que sur ces rentes. *Rép. Déjà décidé par Arrêt, en forme de Règlement, à l'avantage du Clergé.*

Art. 5, qu'il plaist décharger du droit les deniers provenant de la vente des fonds amortis, qui sont demeurés entre les mains des Acquéreurs, à la charge d'en payer l'intérêt, jusqu'à ce qu'on ait trouvé d'autres fonds pour en faire l'emploi. *Rép. Le Roi fera sur cet article la considération qu'il mérité: Mrs. du Clergé mettront entre les mains de M. le Contrôleur-Général, leurs Mémoires.*

Art. 6, qu'il plaist décharger du droit les rentes créées avant 1600, desquelles il se trouve de nouvelles constitutions faites depuis, en continuant les anciennes. *Refusé.* Recueil, p. 1502, 1503, 1504.

L'Ass. de 1715, art. 20 du Cahier, supplie S. M., en conformité des contrats, d'ordonner que les rentes constituées par les Bénéficiaires, les Ecclésiastiques & les Communautés sur le Clergé, à cause des emprunts qu'il a faits pour payer les Dons-gratuits, soient exemptes

exempts du droit d'amortissement. Rép. *Accordé pour les contrats qui seront faits au profit des Clergés particuliers, lorsque les prêts auront été faits immédiatement au Clergé-Gén., pour fournir au paiement du don.* Recueil, p. 1543.

Les Fabriques des Paroisses de Paris avoient été déclarées exemptes du droit d'amortissement, par un Arrêt du Conseil du 28 Janv. 1727, pour les rentes sur l'Hôtel-de-Ville, qu'elles ont constituées de leurs deniers, ou qui leur ont été liguées. Le Promoteur, à l'occasion des poursuites des Fermiers contre la Fabrique de la Paroisse de Verdelon, Diocèse de Soissons, pria l'Ass. de 1735 de demander que cette loi fût déclarée être commune pour toutes les Fabriques du Royaume; disposition dont il fait connoître l'importance. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. T. VII, p. 1458, 1459.

L'Ass. de 1740, par l'art. 1 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de vouloir bien, en interprétant l'art. 7, de l'Arrêt de son Conseil du 21 Janv. 1738, & ajoutant à sa disposition, ordonner par un Arrêt particulier, que les dons & legs qui seront faits aux gens de main-morte, des rentes sur la Ferme des Postes, & sur les Pays d'Etats, ne seront point sujets au droit d'amortissement, ainsi & de la manière qu'il est porté en l'art. 7. *Refusé.* T. VII, P. J. p. 416.

En l'Ass. de 1745, M. l'Evêq. d'Aire représenta que les Prêtres Chapelains de la Congrégation du Calvaire de Béthuran en Béarn étoient inquiétés au sujet du droit d'amort. pour des rentes constituées, quoique sous stipulation d'emploi, & condamnés par l'Intendant de Béarn; qu'ils avoient interjeté appel au Conseil de son Ordonnance; mais qu'à la vue de l'instruction faite au Conseil, par les soins de Mrs. les Agents, le Fermier avoit donné ordre au Directeur, sur les lieux, de restituer ce qu'ils avoient reçu. T. VII, p. 2044.

La même Ass., par l'art. 6 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de mettre le Clergé à couvert des poursuites des Fermiers des amortissements, en ordonnant que lesdits Fermiers ne pourront exiger le droit par rapport aux rentes foncières que les Bénéficiers ou les Communautés prendront en paiement du droit d'indemnité qui leur sera dû, pour raison des acquisitions que d'autres Bénéficiers ou Communautés feroient dans l'étendue de leur directe.

Table de la Coll. des P. V.

Motifs de la demande: elle est rejetée. T. VII, P. J. p. 482.

L'art. 7, de l'Arrêt du Conseil du 13 Avril 1751, avoit assujéti les rentes constituées sur le Clergé au paiement du droit d'amortissement, au préjudice de l'art. 7 du Règlement du 21 Janv. 1738, & des contrats passés entre le Roi & le Clergé, qui les avoient formellement exceptées, soit qu'elles fussent acquises par les gens de main-morte, soit qu'elles leur fussent données ou leguées, même pour cause de fondation. M. le Contrôleur-Gén. consent que la clause de cette exception soit expressément stipulée dans le nouveau contrat que l'Ass. de 1755 devoit passer pour le nouveau Don-gratuit. T. VIII, p. 568.

L'Ass. de 1760, dans l'art. 6 de son Cahier sur le Temporel, se plaint que les Fermiers du Domaine exigent le paiement des droits d'amort. pour les dons & legs faits aux gens de main-morte, pour cause de fondation, ou autrement, en rentes sur les Tailles, qui ont été cependant assimilées en tout temps aux rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris: elles ont été même expressément déchargées par l'Arrêt du Conseil de 1738; mais le Fermier le fonde sur ce qu'il n'en a pas été fait de nouveau, expressement dans l'Arrêt du 13 Avril 1751, concernant les droits d'amort. L'Ass. supplie S. M. de vouloir rendre un Arrêt à ce sujet. Réponse. *Le Roi n'a pas cru pouvoir accorder cette grâce.* T. VIII, P. J. p. 314.

L'Ass. de 1760 avoit dressé un projet d'Arrêt, pour demander le contenu à cet article du Cahier, à l'égard des fondations faites en rentes, ou quirtances sur les Tailles. T. VIII, p. 905.

Deux legs de sommes mobilières, faits, l'un à un Hôpital, l'autre à une Fabrique, à la charge d'une Messe par an; lesdites sommes placées sur le Clergé-Général, ou sur celui de Chartres, sont-ils exemptés du droit d'amortissement? Tel est l'objet d'un Rapport fait par M. l'Archev. de Narbonne, & d'une délibération de l'Ass. de 1775.

Un Particulier de Luçon avoit remis, avant sa mort, à l'Hôpital de cette Ville, une somme de 600 liv. pour les Pauvres, sans autre condition que celle d'une Messe basse tous les ans. Après la mort du Donateur, le Bureau de l'Hôpital a fait inscrire sur le Tableau de ses fondations la Messe, & a placé les 600 liv. dans un contrat de plus forte som-

H

me sur le Clergé-Général. Le Traitant a demandé l'amort. de la portion du legs qui se trouve affectée à la rétribution de la Messe : son prétexte a été que les sommes léguées en argent aux gens de main-morte, pour les causes de fondation, doivent le droit, & que leur placement postérieur sur le Clergé ne pouvoit pas leur imprimer un caractère d'exemption qu'elles n'avoient pas dans le principe.

Il importe au Clergé de ne pas laisser mettre en maxime, que les sommes mobilières léguées à l'Eglise, sont sujettes au droit d'amort. La Déclaration de 1702, décharge les gens de main-morte des droits d'amortissement des dons & legs à eux faits en deniers, sans stipulation d'emploi, ni affectation de fonds. Le legs de Luçon étoit de ce genre; son placement postérieur n'a pas fait de changement à cet égard.

Les rentes sur le Clergé sont aussi privilégiées que celles de l'Hôtel-de-Ville de Paris. Le Règlement de 1738 les avoit mises sur la même ligne. L'Arrêt du Conseil du 13 Avril 1751, ne déposa que pour un moment l'Eglise de ce privilège. L'Ass. de 1755 obtint qu'il fût dérogé à cet Arrêt, dans les Lettres-Patentes qui furent expédiées sur son emprunt. Les Ass. tenues depuis ont obtenu la même grâce : toute différence a donc cessé entre les rentes du Clergé & celles de l'Hôtel-de-Ville. Or l'Arrêt du Conseil de 1751, décide nettement que les gens de main-morte pourront placer en rentes sur l'Hôtel-de-Ville, les sommes qu'ils auront reçues pour l'acquisition des fondations, sans payer le droit d'amortiss. Il en est donc de même de celles du Clergé. T. VIII, p. 2416 & f.

Autre abus de Règlement de 1751; c'est le second objet du Rapport & de la Délibération.

Une Demoiselle avoit légué, en mourant, à la Fabrique de Maintenon, un contrat de 16 liv. de rente, au principal de 400 liv., sur le Clergé du Diocèse de Chartres, à la charge d'une Messe & d'un Salut tous les ans.

Sur la contrainte décernée pour le droit d'amort. de cette somme, la Fabrique a exposé à M. l'Intendant que les dons & legs faits sur le Clergé, n'étoient pas sujets au droit, suivant l'Arrêt de 1738. Le Traitant a répliqué que cette disposition avoit été révoquée par l'Arrêt de 1751; qu'à la vérité les Lettres-Patentes sur l'emprunt de 1755 & des Assemblées postérieures, avoient accordé

des dérogations à ce dernier Arrêt; mais que ces dérogations étoient limitées aux rentes constituées, en conséquence desdits emprunts & Lettres-Patentes.

Quoique cette distinction du Traitant, dit M. de Narbonne, ne paroisse pas conforme à l'esprit & aux vues du Législateur, on ne peut disconvenir que les termes des Lettres-Patentes semblent la favoriser. Ils ne renferment pas formellement les rentes constituées avant 1755. Aussi la Fabrique de Maintenon, n'ayant pas produit le titre qui lui étoit demandé pour vérifier l'origine de sa rente, a été condamnée à l'amortir.

Le Rapport de ces deux objets fini, l'Ass. de 1775 a délibéré, 1°. que Mrs. les Commissaires du Bureau des Moyens feroient des instances auprès de M. le Contrôleur-Gén., pour faire énoncer dans les Lettres-Patentes à expédier sur le Don-gratuit, l'exemption du droit d'amort., en faveur des sommes mobilières léguées aux gens de main-morte, quand elles seront employées en acquisitions de contrats sur le Clergé.

2°. Qu'il sera sollicité un Arrêt du Conseil, qui déclare exemptes de l'amortissement les rentes constituées sur le Clergé avant 1755, qui ont été, ou seroient à l'avenir données, léguées ou acquises au profit des gens de main-morte, conformément au privilège accordé à toutes les rentes constituées depuis cette époque; & que les unes & les autres, ainsi que les rentes sur les Diocèses particuliers, jouiront de la faveur attachée aux rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

Le projet de cet Arrêt est présenté à l'Ass. & approuvé par elle. L'Arrêt est accordé. T. VIII, p. 2416 jusqu'à 2420. L'Arrêt, P. J. n°. X.

IV. M. l'Evêque d'Amiens propose à l'Ass. de 1705, de demander que l'exemption du droit d'amort. accordée aux Hôpitaux, s'étende aussi aux fondations faites pour le bouillon des pauvres malades. L'Ass. approuve la proposition, & renvoie l'affaire à la Commission du Temporel. T. VI, p. 858, 859.

En conséquence cette Ass., dans l'article 1 de son Cahier sur le Temporel, supplie S. M. de décharger dudit droit les fondations & legs qui sont ou seront faits, tant pour fournir le bouillon & autres nécessités aux pauvres malades, que pour les Ecoles de charité. Accordé. Recueil, p. 1502, 1503.

Fondations & legs en faveur des pauvres.

L'art. 15 du Cahier de l'Aff. de 1735 est à ce sujet. Recueil, p. 1709, 1710.

Les Arrêts rendus au Conseil d'Etat, le 25 Févr. 1710 & le 21 Janv. 1738, sont exprès sur ce point. Recueil, p. 1509.

M. l'Evêque de Mende se plaint à l'Aff. de 1747, du droit d'amort. exigé par les Sous-Fermiers, de la Communauté de l'Union Chrétienne du Dioc. de Mende, pour une fondation de 4000 liv. en faveur des pauvres. La Compagnie charge Mrs. les Agents de solliciter cette affaire. T. VIII, p. 92, 93.

L'Hôpital de Morane avoit été condamné de payer le droit d'amort., pour raison de quelques acquisitions faites au profit des pauvres. L'Aff. de 1748 charge Mrs. les Agents de faire réformer le Jugement rendu contre cet Hôpital. T. VIII, p. 202, 203.

L'Aff. de 1734 accorde la jonction de Mrs. les Agents au Curé de Sainte-Marguerite, contre les Fermiers, à l'occasion d'une maison par lui acquise, destinée à retirer des Sœurs de charité employées au foulagement des malades. T. VII, p. 1296, 1297.

Sur l'exemption du droit à l'égard des sommes données, soit en rentes, soit en fonds, pour le mariage des pauvres filles. Voyez Mariage, §. III.

Sur le droit d'amortissement relativement aux places gratuites fondées dans les Séminaires & aux maisons qu'ils possèdent. Voyez Séminaires, §. II.

V. L'art. 1 du Cahier de l'Aff. de 1705, rapporté ci-dessus, a pour objet les Ecoles de charité, & l'exemption du droit d'amortissement, pour les fondations & legs faits en leur faveur. Recueil, p. 1502.

Les Freres des Ecoles Chrétiennes de S. Yon, Diocèse de Rennes, furent recherchés par les Sous-Fermiers du Domaine, pour droit d'amort. L'Aff. de 1745, devant qui ils se pourvurent, chargea Mrs. les Agents de faire les démarches nécessaires pour obtenir la décharge desdits Freres. T. VII, p. 2045.

VI. L'Aff. de 1723, art. 9 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger des droits d'amort. les acquisitions faites par les Bénéficiaires & les Communautés, lorsqu'ils auront déclaré, par leurs contrats d'acquisition, & qu'il sera justifié, que les deniers dont ils ont payé, ou paieront le prix desdites acquisitions, proviennent de la vente précédemment faite d'un fonds ou héritage amorti; & qu'en cas d'é-

AMORTISSEMENT.

change d'un bien non amorti, contre un bien amorti, lefd. Bénéficiaires & Communautés soient aussi déchargés du droit, jusqu'à concurrence de la valeur du fonds amorti qui sera donné en échange. Rép. S. M. ne peut rien changer aux Réglemens intervenus sur le fait des amortissements. Recueil, p. 1565.

VII. Les Sous-Fermiers des Domaines du Roi, dans la Province de Tours, exigeoient le droit d'amort., pour raison des droits d'échange qu'ils prétendoient avoir été acquis de S. M. par les Ecclésiastiques, des années 1696, 1697. M. l'Evêque d'Angers présenta sur ce sujet un Mémoire à l'Aff. de 1742. Elle pria deux Prélats de voir M. de la Houffaye, Intendant des Finances, qui promit de communiquer la réponse que feroient les Sous-Fermiers, afin de mettre le Clergé en état d'y répondre. La réponse des Sous-Fermiers ayant été communiquée, il fut ordonné aux Agents de l'envoyer aux Syndics des Diocèses de Tours & d'Angers, pour avoir leurs observations sur la Coutume du Pays. Les Syndics parurent satisfaits des offres que faisoient les Sous-Fermiers de décharger du rôle les articles qui avoient donné lieu aux plaintes, en déclarant, par les gens de main-morte, qu'ils n'avoient point acquis du Roi les droits dont ils agissoient. T. VII, p. 1840, 1841.

Les Ecclésiastiq., Bénéficiaires & Communautés qui possédoient des Fiefs, Terres & Seigneuries, avoient été, pour ainsi dire, forcés par la Déclaration de 1696, d'acquiescer les droits d'échange dans l'étendue desdites Terres, Fiefs, &c. pour raison de quoi ils avoient payé au Roi des finances, à cause desd. droits. L'Aff. de 1745, art. 5 de son Cahier, supplie S. M. de mettre fin aux poursuites des Fermiers d'amort., & de faire défenses d'exiger aucuns droits d'amort. pour raison des acquisitions faites par les Ecclésiastiques lefd. droits d'échange. Refusé. T. VII, P. J. p. 481, 482.

La Déclaration du 20 Mars 1748 ordonne que les droits seigneur. dus pour mutation par échange seront vendus & aliénés. M. l'Abbé de Breteuil expose à l'Aff. de 1748, qu'il seroit nécessaire de prendre des mesures pour obtenir que le Clergé soit déchargé du paiement de ces droits. Mémoire de M. l'Evêque de Grenoble à ce sujet. L'Aff. prie M. l'Archevêque de Tours de prendre là-dessus, avec M. le Contrôleur-Gén.,

les mesures les plus convenables. T. VIII, p. 202, 203.

Biens aliénés
pour subvention,
dans lesquels on
rentre.

VIII. L'Ass. de 1715, art. 21 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger du droit d'amort. les biens de l'Eglise aliénés pour cause de subvention, dans lesquels les Bénéficiers sont rentrés ou rentreront ci-après, en justifiant par lesdits Bénéficiers que l'aliénation a été faite pour cause de subvention. *Accordé.* Recueil, p. 1543.

Biens aliénés
par bail emphyt.

IX. L'Ass. de 1723, par l'art. 10 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger les Bénéficiers & les Communautés, du paiement de l'amortissement, pour les biens par eux aliénés par baux emphytéotiques, ou qui étoient amortis avant l'aliénation, lorsqu'ils rentreront dans lesdits biens, soit après l'expiration des baux emphytéotiques, soit que les emphytéotes abandonnent lesdits biens. Rép. *Sa Majesté veut bien exempter du droit d'amortissement les fonds amortis donnés à baux emphytéotiques, à autres qu'à gens de main-morte, par les Communautés pour lesquelles les fonds ont été amortis.* Recueil, p. 1565, 1566.

Fonds des Sa-
cristies, des Ci-
metieres, des Pres-
byteres.

X. En 1691, Mrs. les Agents furent avertis, qu'entre plusieurs difficultés à juger au Conseil, sur le recouvrement des droits d'amortissement, on examineroit si les fonds des Sacristies, des Cimetieres, des Maisons Presbytérales, étoient sujets à ce droit. On a regardé les Sacristies & les Cimetieres comme faisant partie de l'Eglise, & en cette qualité exempts. A l'égard des Presbyteres, le Conseil ayant égard aux Remontrances des Agents, fit insérer, dans un Arrêt qu'il rendit le 23 Janv. 1692, que les sommes dues pour le droit d'amortissement des Presbyteres, seroient imposées sur les Habitants, à la décharge des Curés. T. VI, P. J. p. 50, 51.

Lieux réguliers
des clôtures, &
réedifications &
améliorations sur
les fonds amortis.

XI. L'Ass. de 1700, dans l'art. 4 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger du droit d'amort. les Bénéficiers & les Communautés Ecclésiastiques, pour les lieux réguliers & clôtures, & pour les réedifications & améliorations qu'ils feront sur leurs fonds amortis. Rép. *Accordé, excepté pour les augmentations de clôture & jardins, & pour les nouvelles édifications.* Recueil, p. 1484.

M. l'Archevêque de Bourges rend compte à l'Ass. de 1730, de nouvelles entreprises faites par les Sous-Fermiers des droits d'amort., contre les Béné-

ciers & les Communautés Ecclésiastiques. Une de ces entreprises, étoit d'assujettir ces Bénéficiers & Communautés au paiement des droits d'amort. des maisons dépendantes de leurs Bénéfices, ou de leurs Monasteres, lesquelles avoient été réedifiées au lieu & place des anciens bâtimens qui se sont trouvés détruits par des incendies, ou inondations, ou par d'autres cas fortuits & imprévus, dans lesquels les gens de main-morte sont contraints à la réedification de leurs maisons, même par des autorités supérieures; sous prétexte que les nouvelles maisons ne sont pas précisément de la même hauteur, & de la même proportion que les anciennes, & sans avoir égard à ce que les Bénéficiers avoient été obligés de se conformer aux plans & alignemens donnés. L'Ass. prie M. l'Archev. de Bourges de solliciter un Arrêt de décharge en faveur desdits, &c. T. VII, p. 1129, 1130, 1131.

En la même Ass. M. l'Abbé de Cofnac rend compte de la prétention formée par les mêmes Sous-Fermiers, contre le Chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois, à l'occasion de la réedification d'une des maisons de ce Chapitre: l'Ass. nomme des Députés pour solliciter en faveur du Chapitre. T. VII, p. 1142, 1143.

XII. Une seconde entreprise des mêmes Sous-Fermiers, dont M. l'Arch. de Bourges rend compte à l'Ass. de 1730, concerne les unions des revenus d'un Bénéfice à un autre Bénéfice, ou à une Communauté. Il est sans exemple, dit ce Prélat, que jusqu'à présent il ait été formé aucune demande des droits d'amort. pour raison de ces unions; d'où il conclut que c'est par une nouvelle entreprise, également contraire aux regles & à l'usage, que les Sous-Fermiers de la Province de Champagne se sont avisés de poursuivre les Religieuses de l'Abbaye de N. D. de Troyes, pour raison des droits d'amort., à l'occasion de l'union qui a été faite à cette Abbaye du Prieuré de S. Géotme. L'Ass. sollicite & obtient un Arrêt de décharge, dont la minute est lue & approuvée par la Compagnie. T. VII, p. 1132, 1133, 1134. P. J. p. 337, 338.

XIII. Le même Prélat continuant son Rapport, en la même Ass., rend compte d'une troisième entreprise des Sous-Fermiers, touchant les partages qui se font entre les Evêques & leurs Chapitres, les Abbés ou Prieurs Commenda-

Unions de b-
néfices.

Partages &
échanges entre les
Abbés & les Reli-
gieux, &c.

ecclésiasti-
cité d'af-
munau-
mort. des
Bénéfi-
es quel-
& place
ont trou-
ou inon-
ortuits &
gens de
la réédi-
ne par des
texte que
pas pré-
, & de la
ciennes,
s Bénéfi-
e confor-
s donnés.
ourges de
ge en fa-
p. 1129,

L'Abbé de
réention
Fermiers,
Germain-
réédifica-
Chapitre:
our solli-
T. VII,

de des mè-
l'Arch. de
de 1730,
nus d'un
ou à une
mple, dit
il ait été
droits d'a-
us; d'eù il
elle entre-
regles &
ers de la
nt avisés
de l'Ab-
pour raison
ion de l'Ab-
baye du
sollicite
ge, dont
ée par la
1133,

nuant son
nd comp-
des Sous-
ges qui se
rs Chapi-
mmenta-

Unions de b.
oédices.

Partages &
échanges entre
Abbés & les Re-
ligieux, &c.

Transactions
de les Décima-
es & les Curés,
de les Abbés,
eurs & Reli-
eux.

naires & les Religieux, & tous les autres Bénéficiers & Communautés Ecclésiastiques, des biens & revenus dont ils jouissent en commun; aussi-bien que les espèces d'échanges qui se font quelquefois entr'eux de quelque portion des biens & revenus compris dans les anciens partages. Les Sous-Fermiers veulent assujettir au paiement des droits d'amort., pour raison de ces nouveaux partages, & de ces espèces d'échanges. Raïsons qui en exemptent le Clergé. Saïsis faite des revenus de la Menſe conventuelle de l'Abbaye de Long-Pont, sous prétexte d'un nouveau partage. M. l'Arch. de Bourges expose le fait & ses circonstances. Arrêt demandé par l'Ass., dont la minute est dressée. T. VII, p. 1135 & 6.

XIV. En l'Ass. de 1748, M. l'Abbé de Nicolay rend compte d'une décision rendue en faveur des Fermiers du droit d'amort., qui juge y avoir ouverture à ce droit dans toutes les transactions passées entre les gros Décimateurs & les Curés pour le fait des dîmes. L'Ass. ayant trouvé cette affaire très-importante, prie M. l'Archevêque de Tours d'en parler à M. le Contrôl. Gén. Elle charge les Agents d'en rendre compte à l'Ass. prochaine, qui pourra en faire un article du Cahier. T. VIII, p. 204, 205.

M. l'Abbé de Crillon rend compte à l'Ass. de 1758, d'une entreprise des Fermiers du Domaine, qui vouloient assujettir les gros Décimateurs au paiement des droits d'amort. pour les transactions ou concordats qu'ils passent avec les Curés à portion congrue, pour éviter des contestations au sujet des noyales. Le Fermier fonde sa prétention sur l'art. 14 de l'Arrêt du Conseil du 13 Avril 1751, qui n'accorde nommément l'exemption, dans le cas dont il s'agit, qu'aux seuls Curés à portion congrue. Réponse des Agents à cette allégation. L'Ass. députe à M. de Courteille, dont la réponse est, qu'il n'étoit pas éloigné de convenir que l'amort. n'étoit pas dû pour ces sortes de transactions; mais que ces actes pouvant être considérés comme des baux au-dessus de neuf ans, il pensoit que le demi-droit de centième denier en étoit dû; qu'au surplus il examineroit cette affaire. T. VIII, p. 673, 674.

L'Ass. de 1760 dresse un projet de Règlement touchant les droits d'amort. & de centième denier, qu'on exige des gros Décimateurs, pour raison desdits concordats. T. VIII, p. 904.

Mrs. les Agents rapportent à l'Ass. de 1762, qu'ils n'avoient pu encore obtenir une décision favorable sur cette affaire, & qu'ils n'étoient pas sans inquiétude sur le sort qu'elle éprouvera. M. le Contrôleur-Gén., à qui l'Ass. députe, renvoie à la réponse qui sera faite au Cahier de 1760. T. VIII, p. 1087, 1088.

L'art. 6 du Cahier du Temporel de l'Ass. de 1760, est à ce sujet: il comprend aussi les transactions passées entre les Abbés & les Prieurs d'une part, & les Religieux d'autre part, pour réparations & autres charges clauſtrales.

Rép. Le Roi a bien voulu accorder l'exemption des droits d'amortissement & de centième denier en faveur des Curés ou Vicaires perpétuels, auxquels la dîme étoit abandonnée par des concordats;... mais S. M. ne peut étendre cette faveur aux abandons à perpétuité que font les Curés ou Vicaires perpétuels, soit de leurs dîmes, soit des fonds & domaines de leurs Cures, aux gros Décimateurs, ou Curés primitifs, pour s'en tenir à la portion congrue: elle a seulement bien voulu, quant aux abandons faits par les Curés, ou Vicaires perpétuels, pendant leur vie, & par rapport aux confirmations d'abandon à vie déjà amorti, restreindre ces droits à celui de nouvel acquêt, & à un demi-droit de centième denier.

A l'égard des transactions entre les Abbés ou les Prieurs, & les Religieux, le Roi entend que le premier partage des biens communs soit exempt de tous droits d'amortissement & de centième denier; & S. M. veut bien même accorder une pareille exemption aux actes qui n'auront pour objet que de faire passer le tiers loi de l'Abbé ou Prieur, sous la seule condition des réparations; mais dans tout autre cas, comme de bail à temps ou à perpétuité, les droits doivent être acquittés selon l'exigence des cas. T. VIII, p. J. p. 313.

Les portions de noyales qu'ont retenues, en vertu de l'Edit de 1768, les Curés non-Congruistes, étant éparſes çà & là dans les Paroisses, seront entre'eux & les Décimateurs une source de Procès: le moyen de les prévenir, seroit de se prêter à l'amiable à des cautionnements; mais le droit onéreux de l'amortissement est capable d'arrêter. L'Ass. de 1770, art. 9 de son Cahier, supplie S. M. de déclarer ces transactions de gré à gré, entre les Décimateurs & les Curés, exemptes du droit d'amortissement.

Rép. Dans la vue de faciliter les arrangements dont il s'agit, j'ai rendu, en mon Conseil, le 24 Nov. 1774, un Arrêt, par lequel les aîcles qui les contiennent sont dispensés, pendant deux ans, des droits d'amortissement, à la charge de ceux de contrôle & centième denier. T. VIII, P. J. p. 628.

M. l'Abbé du Lau remontre à l'Ass. de 1772, que jamais les droits d'amortissement & de nouvel acquêt, n'ont été, ni si étendus, ni si rigoureux: l'avidité du Fermier semble s'accroître avec la facilité de la perception. Chaque jour voit éclore des demandes inconnues à nos Peres: sommes induement exigées pour la location momentanée des Maisons Abbatiales, Prieurales, Canoniales & même Curiales: droits exigés pour les transactions entre les Abbés & les Religieux; pour les transactions entre les Curés & les Décimateurs pour dîmes noyales: droits de huit sols pour livre, auquel on veut soumettre, non-seulement les droits de marché, péages & autres semblables; mais encore la recette des Greffes des insinuations ecclésiastiques, & des domaines de gens de main-morte; Greffes dont presque tous les Diocèses ont la propriété.

L'Ass. a arrêté de présenter à M. le Contrôl. Gén. de nouveaux Mémoires, où seront rappelés les vrais principes de la matière sur les droits d'amortissement & de nouvel acquêt, exigés induement; & sur la perception des huit sols pour livre, à laquelle l'on prétend assujettir la recette des Greffes susdits. T. VIII, p. 2044, 2045, 2046.

M. l'Archevêque de Toulouse, dans le Rapport qu'il fait à l'Ass. de 1775, sur les contraventions multipliées faites aux contrats passés entre le Roi & le Clergé, met dans ce nombre les recherches des Fermiers pour droits d'amortissement & de nouvel acquêt, par rapport aux transactions, tant des Religieux avec leurs Abbés, que des Curés avec les Décimateurs.

Les Religieux, dit ce Prélat, sont exposés à ces recherches, pour raison des baux à vie qu'ils passent avec leurs Abbés. Les Prémontrés de Belle-Etoile & plusieurs autres Abbayes s'en plaignent. Il a déjà été décidé, contre les Religieux de Moleme, & ceux de Sainte-Colombe de Sens, par deux différents Arrêts du Conseil, que l'amortissement étoit dû, lorsque ces accords étoient faits à perpétuité. Les Trairants en concluent, que le nouvel acquêt est exige-

ble, dès que la durée des conventions excède celle des baux ordinaires: ils se fondent sur l'art. 8 du Règlement du 13 Avril 1751, qui assujettit les gens de main-morte à payer ce droit, lorsqu'ils jouissent, en vertu de Jugement, ou d'actes passés devant Notaires, de biens à eux cédés pour la sûreté de leurs créances; ils se prévalent avec plus d'avantage encore, de la réponse faite au Cahier de l'Ass. de 1760.

Le principe du Fermier est, que ces accords sont translatifs du droit de propriété; mais sous quelque point qu'on les envisage, ils ne sont que déterminatifs de la manière de jouir. La propriété indivisible entre le Chef & les Membres reste toujours la même. C'est une maxime invariable dans tous les Tribunaux, que tous les partages qui se font entre les Abbés & les Religieux, ne sont que des partages de jouissance, des partages de revenus, nonobstant lesquels la propriété demeure toujours commune & indivise: c'est pour cela que l'Abbé ne peut aliéner aucun fonds de sa Menfe, sans le consentement de ses Religieux, ni les Religieux sans celui de l'Abbé. C'est toujours l'Eglise, c'est toujours l'Abbaye qui est Propriétaire, avant comme après le premier partage; la propriété n'est donc pas transférée.

Ces principes ont une analogie manifeste avec les concordats que les Décimateurs & les Curés passent entr'eux pour les noyales. La demande de les assujettir au droit de nouvel acquêt, renferme une injustice particulière & frappante, qu'il importe de développer.

Les dîmes non inféodées ne sont pas amortissables de leur nature; ce sont des biens ecclésiastiques, le patrimoine spécial des Ministres des Autels, qu'ils ne peuvent pas aliéner, que les Laïques ne peuvent pas acquérir, & qui, ne pouvant pas circuler dans le commerce, ne peuvent donner ouverture, ni au droit d'amortissement, ni à celui de nouvel acquêt.

Les Fermiers, dans leurs premières tentatives, en 1735, se condamnerent eux-mêmes. Mais pour se préparer un moyen de renouveler leurs prétentions, ils obtinrent qu'on exemptât, par l'Arrêt du 13 Avril 1751, du droit d'amortissement, & par conséquent de celui de nouvel acquêt, les transactions qui auroient pour objet de réunir des dîmes au patrimoine des Curés, sous prétexte que les Curés en sont seuls propriétaires, de droit commun: ils en

ventions
es : ils se
ment du
les gens
oit, lors-
gement,
aires, de
é de leurs
plus d'a-
e faite au

, que ces
it de pro-
int qu'on
termina-
propriété
es Mem-
C'est une
les Tribu-
ui se font
cieux, ne
ouissance,
onobitant
e toujours
pour cela
cun fonds
ement de
sans celui
glise, c'est
ropriétaire,
r partage;
ansférée.
alogie ma-
ue les Dé-
t entrieux
de de les
el acquêt,
culière &
développer.
ne sont pas
e; ce sont
atrimoine
els, qu'ils
es Laïques
e qui, ne
e commer-
ecture, ni
à celui de

premières
amnerent
réparer un
s préten-
exemptar,
, du droit
équent de
anctions
réunir des
urés, sous
e seuls pro-
n : ils en

conclurent, que tous les autres Décimateurs étoient soumis au paiement du droit, puisque les Curés étoient seuls exceptés.

Toutes ces tentatives supposent que les Ecclésiastiques sont soumis, en général, au droit de nouvel acquêt, & qu'il ne peut être question que d'en déterminer le cas. Mais indépendamment des raisons particulières, il existe un titre d'exemption universel, & applicable à toutes les demandes de ce genre : ce sont les Contrats passés entre nos Rois & le Clergé.

L'Ass. est donc justement fondée à demander, à l'égard des baux à vie, que la réponse faite au Cahier de 1760, soit révoquée, & les Religieux & Abbés déchargés de la demande de nouvel acquêt, pour les baux à longues années qu'ils peuvent passer ; & quant aux transactions sur les dîmes & novales, étendre aux Décimateurs Ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, l'exemption du droit de nouvel acquêt, accordé en faveur des Curés.

Ces demandes sont insérées dans un Mémoire que l'Ass. a prié son Président de présenter au Roi.

Rép. du Roi. *L'objet de l'exemption accordée par l'art. 14 du Règlement du 13 Avril 1751, avoit été de faciliter le retour & la rentrée des dîmes dans les mains des Curés des Paroisses ; & ce motif ne pouvant pas s'appliquer aux arrangements par lesquels les dîmes sont abandonnées aux gros Décimateurs, ou Curés primitifs, le feu Roi répondit à l'Ass. du Clergé, en 1760, qu'il ne pouvoit étendre cette faveur aux abandons à perpétuité que seroient les Curés ou Vicaires perpétuels, soit de leurs aîmes, soit des fonds & domaines de leurs Cures, aux gros Décimateurs ou Curés primitifs. Mais l'Edit donné en 1768, concernant les portions congrues, ayant donné ouverture à des transactions qui deviennent indispensables entre les Décimateurs & les Curés, S. M. a cru devoir, par son Arrêt du 24 Nov. 1774, affranchir, par grace, ces transactions de tout droit d'amortissement pendant l'espace de deux années ; & S. M. ayant considéré que les transactions de même genre peuvent être utiles au bien des Paroisses, en tarissant la source des procès, elle est disposée à étendre aux cessions faites par les Curés, ou Vicaires perpétuels, aux gros Décimateurs, la même faveur accordée par l'art. 14 de l'Arrêt de 1751, aux cessions faites ou à faire par les gros Décima-*

teurs, aux Curés ou Vicaires perpétuels. T. VIII, p. 2403 & suiv., le Mémoire, P. J. n°. X.

XV. L'Ass. de 1723, par l'art. 11 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. qu'attendu que, de notoriété publique, les fonds de terre & autres héritages ont été vendus, en 1720, à des prix excessifs, d'ordonner que les Bénéficiaires & les Communautés ne seront tenus de payer les droits d'amortissement des biens & des héritages qu'ils ont acquis depuis le premier Nov. 1719, jusqu'à pareil jour de 1720, que sur le pied de la valeur effective, & suivant l'estimation qui en sera faite pardevant les Srs. Intendants, par Experts, & sur le pied du prix des baux qui subsistoient lors de la vente.

Rép. Il a été pourvu, par décision du Conseil, du 12 Août 1721, portant que lesdits biens, depuis le premier Janvier 1720, jusqu'au dernier Octobre, seroient évalués sur le pied du denier 25 du revenu annuel bien justifié. S. M. veut que cette règle soit suivie : s'il survient quelque difficulté sur ce sujet, S. M. y pourvoira, suivant l'exigence des cas. Recueil, p. 1566.

XVI. Sur le droit d'amortissement, relativement aux Maisons Curiales, Prieurales, Abbatiales & autres. Voyez Maisons des Ecclésiastiques, n°. IV.

§. III. Effets de l'Amortissement à l'égard de l'affranchissement des droits & devoirs féodaux, des droits d'indemnité & de franc-aleu, & à l'égard des échanges.

I. Un Arrêt du Conseil, de 1687, avoit déclaré que tous les biens de la Ville d'Arles, qui ne relevent point des Seigneurs particuliers, sont de la directe de S. M. : en conséquence, les Fermiers du Domaine prétendirent, en 1692, faire payer aux Curés un droit de lods pour leurs Maisons Curiales. Mrs. les Agents, avertis de cette demande, établirent, d'après les Auteurs, comme une maxime certaine, que, par le droit d'amortissement, quand il est payé, les biens amortis sont affranchis de l'indemnité, & de tous les autres droits & devoirs féodaux qui pourroient appartenir au Roi, quand il n'y en a point de réserve expresse dans les Lettres d'amortissement. Le Conseil imposa silence au Fermier du Domaine. T. VI, P. Just. p. 53, 54.

En 1693, le Roi, dans la nécessité

Biens vendus au-
delà de leur juste
valeur.

L'amortissement
affranchit les
biens des droits
d'indemnité &
des charges féo-
dales.

de ses affaires, avoit fait publier un Edit, portant affranchissement pour une somme, de tous les fiefs, maisons & héritages situés dans les Villes, des censives & autres droits seigneuriaux, dont ils sont chargés envers son Domaine. Dans la suite, il jugea plus utile de convertir en un Don-gratuit les secours qu'il pouvoit attendre de l'exécution de son Edit. Les Maires des Villes comprirent les Bénéficiaires sous la répartition de ces sommes : plusieurs Ecclésiastiques en firent des plaintes. La raison qui parut la plus forte à Mrs. les Agents pour demander la décharge, c'est l'amortissement payé, par lequel le Roi remet toutes les charges féodales qui peuvent lui appartenir sur le bien amorti. S. M. voulut bien excepter de cette contribution tous les biens amortis. T. VI, P. J. p. 56.

Il éteint le droit de franc-aleu.

II. Les mêmes Agents, dans leur Requête, avancent que l'amortissement est le titre commun à toutes les Eglises, qui éteint le droit de franc-aleu, & rend tous leurs biens allodiaux. Ils établissent ce principe par les Déclarations des Rois prédécesseurs, & par un Arrêt du Conseil, du 22 Nov. 1642. Mais les conjonctures du temps éloignèrent le Jugement que le Clergé avoit lieu d'attendre. T. VI, P. Just. p. 54, 55. Voyez Franc-aleu.

Son effet par rapport aux échanges.

Les maximes avancées touchant l'effet de l'amortissement, par rapport aux droits féodaux, sont plus amplement établies aux mots *Foi & Hommage*, §. I. III. Sur l'effet de l'amortissement, par rapport aux échanges. Voyez *supra*, §. II, n°. VI, VII, XIII.

AMOUR DE DIEU ET DU PROCHAIN.

I. L'ASSEMBLÉE de 1700 a déclaré deux choses également certaines sur la nécessité de l'amour de Dieu, dans le Sacrement de Pénitence : 1°. que la contrition ou charité parfaite n'est pas nécessaire; 2°. qu'il faut au moins commencer d'aimer Dieu, comme source de toute justice. T. VI, P. J. p. 214.

II. Cette même Ass. a condamné les Propositions suivantes, sur l'amour de Dieu & l'amour du Prochain.

SUFFICIT ut actus moralis tendat in finem ultimum interpretativè : hinc homo non tenetur amare neque in principio, neque in decursu vite.

HÆ Propositio est hæretica.

AN peccet mortaliter qui actum dilec-

tionis Dei semel tantum in vita eliceret, condemnare non audemus. . . . Probabile est ne singulis quidem rigorosè quinquenniis per se obligare præceptum charitatis erga Deum. . . . Tunc solum obligat quando tenemur justificari, & non habemus aliam viam quâ possimus justificari. . . . Præceptum amoris Dei per se tantum obligat, in articulo mortis. . . . Præceptum affirmativum amoris Dei & Proximi non est speciale, sed generale, cui per aliorum præceptorum adimpletionem satisficit.

HÆ Propositiones sunt scandalosæ, perniciosæ, piarum aurium offensivæ, erroneæ, impiæ, primum & summum mandatum irritum faciunt, atque Evangelicæ Legis spiritum extinguunt.

NON tenemur Proximum diligere actu interno & formali. . . . Præcepto Proximum diligendi satisfacere possumus per solos actus externos. . . . Si enim debuit moderatione facias, potes absque peccato mortali de vita alicujus tristari, & de illius morte naturali gaudere, illam inefficaci affectu petere & desiderare, non quidem ex displicentia personæ, sed ob aliquod temporale emolumentum. . . . Licium est absoluto desiderio cupere mortem Patris, sed ut bonum cupientis, quia nimirum ei obventura est pinguis hereditas. . . . Injuriarum condonatio commendatur nobis ut quid perfectius, sicut commendatur virginitas præ conjugio.

HARUM Propositionum doctrina scandalosa & perniciosa est, piarum aurium offensiva, & secundo charitatis præcepto contraria, respectivè hæretica, & omnem vel in ipsis parentibus & liberis humanitatis sensum extinguens. Ibid. p. 198, 199.

ANGERS.

I. ARRÊT célèbre du Parl. de Paris, du 27 Février 1603, au sujet de l'usage du Bréviaire & Office Romain permis par l'Evêq. d'Angers, dans l'Eglise Paroissiale de la Trinité en ladite Ville. Suites de cet Arrêt. Intervention de l'Ass. de 1605-1606. Voyez Bréviaire, n°. III.

1603.

II. L'Evêque d'Angers faisant sa visite dans l'Abbaye du Roncerai, auroit donné quelques Réglements pour la discipline & les mœurs des Religieuses, desquels Réglements neuf Religieuses auroient appelé comme d'abus. Ce Prélat s'en plaint à l'Ass. de 1612. Ordonné que les Agents présenteront Requête au Roi, au nom du Clergé, pour faire évoquer à son Conseil ledit appel, suivant l'article des Etats d'Orléans

elicet,
Probabile
quinquen-
charitatis
et quando
us aliam
Præcep-
obligat,
a affirma-
non est
aliorum
tisfit.
andalofæ,
ssensivæ,
sumum
que Evan-
ant.
ligere actu
Proximum
per solos
modera-
ccato mor-
de illius
inefficaci
on quidem
ob aliquod
icium est
m Patris,
nimium ei
us.... Inju-
atur nobis
mmendatur

doctrina
et, piarum
charitatis
vè hereti-
parentibus
um extin-

S.
de Paris,
de l'usage
in permis
Eglise Pa-
dite Ville.
ention de
Breviaire,

sant sa vi-
rai, auroit
s pour la
Religieu-
neuf Reli-
me d'abus.
de 1612.
ésentent
u Clergé,
nseil ledit
ats d'Or-
léans

léans & la Réponse au Cahier de 1610, & déclarer, par Arrêt, que les Evêques ne pourront être pris à partie, en leur nom, pour Règlements faits par eux d'office, en leurs visites. T. II, p. 41.

Le même Prélat, dans sa visite, avoit fait un Règlement, par lequel il avoit défendu à la Dame Abbessé & aux Religieuses d'ouvrir, à l'avenir, les portes de leur Chœur pour y recevoir les Processions qui avoient coutume d'y venir, & aux Ecclésiastiques & Laïques d'y entrer, sous peine de censures; de laquelle défense & Ordonnance pour les Processions, le Chapitre de son Eglise auroit appelé comme d'abus. Sur cet appel, le Parlement ordonna d'office, que les portes du Chœur seroient ouvertes pour la Procession du Saint-Sacrement: le Prélat fit refus de le permettre & de lever les défenses: les portes furent rompues & ouvertes de force, à l'heure de la Procession, de l'autorité du Juge du lieu, suivant le Mandement de la Cour: les seuls Ecclésiastiques de la Cathédrale entrèrent aud. Chœur. Sur quoi M. l'Ev. d'Angers demanda à l'Ass. de 1615 son avis. La Compagnie, d'un commun consentement, déclare qu'il ne peut, ni ne doit, en conscience, lever lesdites défenses, & que, tant les Ecclésiastiques que les Laïques ne peuvent y contrevenir; ce que le Sgr. Evêque est prié d'observer: est ordonné en même-temps qu'acte de la délibération lui sera délivré. T. II, p. 283, 284.

1625. III. Les Prélats assemblés à Paris extraordinairement en 1623, avoient accordé à l'Ev. d'Angers, donc les revenus avoient été saisis, une somme de 1200 écus: ladite somme payée par le Receveur-Général, & portée dans son compte, fut rayée par l'Ass. de 1625, comme ayant été accordée par personnes sans pouvoirs; permis cependant audit Prélat de se pourvoir par Requête: il présenta sa Requête à l'Ass. pour être gratifié de ladite somme, & la Requête fut entérinée. T. II, p. 416.

1635. IV. Affaire & plainte de l'Evêque d'Angers contre les Religieux Mendians de son Diocèse, au sujet de libelles publiés par eux, contre ses Ordonnances. La plainte est portée à l'Ass. de 1635. Voyez Censures doctrinales, n°. XVIII.

1765. V. Pour se conformer aux vœux de quelques Provinces, l'Ass. de 1765 avoit chargé le Bureau de la Jurisdic. d'examiner le Mandement de M. l'Ev. de la Coll. des P. V.

d'Angers, au sujet des *Affertions*. M. l'Arch. de Toulouse, Chef du Bureau, expose avoir vu, avec peine, que toutes les Propositions renfermées dans le Recueil des *Affertions*, y paroissent indistinctement condamnées; que les Jésuites y sembloient désignés comme les auteurs des erreurs renfermées dans ce Recueil; & qu'en parlant des écarts de la Morale relâchée, M. l'Ev. d'Angers n'avoit pris aucune précaution contre ceux du Rigorisme. M. l'Archevêq. de Toulouse rapporte ensuite ces paroles consolantes, exprimées dans une réponse de ce Prélat; qu'il a toujours pensé comme le Clergé de France, auquel il s'unira de nouveau en adhérant aux Actes de cette Ass.; paroles qui dissiperont tous les nuages, & qui ne laissent point de lieu à aucune délibération contre M. d'Angers. T. VIII, p. 1384, 1385.

VI. Sur l'Université d'Angers. Voyez Universités.

ANGLETERRE. ANGLOIS.

I. Le Roi d'Angleterre épouse la Princesse de France, sœur du Roi Louis XIII. L'Ass. de 1625 prie M. l'Arch. de Rouen d'aller saluer cette Princesse: elle écoute debout la Harangue du Prélat. T. II, p. 406.

Triste sort de cette Reine en fuyant d'Angleterre; elle est logée au Louvre: l'Ass. de 1645 l'envoie visiter par quatre Prélats & quatre Députés du second Ordre: comment reçus? elle envoie à l'Ass. l'Evêque d'Angoulême, son Grand-Aumônier, pour la saluer. L'Ass. lui accorde une somme de 30000 liv. T. III, p. 124, 410, 421, 422.

La même Reine est visitée, au nom de l'Ass. de 1650, par quatre Prélats & autant de Mrs. du second Ordre: elle prie cette Ass. de lui faire une gratification, dans l'état où elle est: l'Ass. lui accorde une somme de 20000 livres. T. III, p. 454, 728.

Même députation à cette Princesse, par les Ass. de 1655 & de 1660. T. IV, p. 29, 476.

L'Ass. de 1653 lui fait un présent de 36000 livres. T. IV, p. 415.

La Princesse est logée dans l'Abbaye de Saint-Martin de Pontoise. L'Ass. de 1665, qui se tenoit à Pontoise, l'envoie visiter par six Prélats & six Députés du second Ordre. T. IV, p. 835. Pratiqué de même par l'Ass. de 1690. T. V, p. 651.

Le Roi ordonne à l'Ass. de 1695

d'aller, par Députés, saluer le Roi & la Reine d'Angleterre : la députation, tant à la Reine qu'au Roi, est de six Prélats & six Députés du second Ordre : l'Evêque de Soissons porte la parole au Roi, & l'Evêque de Nîmes à la Reine. Comment reçus ? Le Roi & la Reine font l'honneur au Clergé d'entendre le compliment debout & découverts. Harangues, T. VI, p. 105 & f.

Conformément à l'ordre donné à la précédente Ass., celle de 1700 envoie une pareille députation à Leurs Majest. Britanniques. Même cérémonial observé : l'Ev. de Montauban porte la parole. Harangues, T. VI, p. 371 & f.

II. Trois Ecclesiastiques Anglois se présentent à l'Ass. de 1655 : le sieur Holdene, Docteur de Sorbone, l'un d'eux, expose l'état présent de l'Eglise d'Angleterre, & comment les Réguliers, sur-tout les Jésuites, s'étant longtemps opposés à l'établissement d'un Evêque dans ce Royaume, Messire Boltrop, fut, par l'entremise du Clergé de France, nommé Evêque, sous le titre d'Evêque de Calcédoine, lequel étant décédé, M. le Card. de Richelieu fit nommer en sa place Messire Richard Smith, sous le même titre : celui-ci voulant en faire les fonctions, fut, durant six ans, persécuté par les Réguliers, qui firent naître quantité d'oppositions, & l'obligèrent de se réfugier en France, pour éviter la rigueur de l'Edit que le Roi Charles avoit donné à leurs poursuites ; mais ne se contentant pas de l'avoir fait exiler, ils le décrièrent par leurs Ecrits, où ils avancèrent qu'il n'étoit pas nécessaire qu'il y eût un Evêque pour la conduite de l'Eglise d'Angleterre ; que ledit Evêque étoit mort en 1654, & l'Eglise d'Angleterre étoit, par ce moyen, demeurée sans Evêque. Ils supplient l'Assemb. de vouloir s'employer auprès du Pape, pour obtenir de S. S. un Evêque à cette Eglise. L'Ass. nomme une Commission pour cette affaire. Sur le rapport qui en est fait, il fut arrêté d'écrire au Pape, pour lui représenter l'importance & la nécessité de cet établissement, & de voir M. le Nonce à ce sujet. T. IV, p. 205, 206, la Lettre, P. J. p. 72.

III. L'Ass. de 1615 s'informe de l'état des pauvres Prêtres Anglois & Hibernois, afin que la somme qui leur sera ordonnée par la Compagnie, soit distribuée comme il sera raisonnable. T. II, p. 295.

L'Ass. de 1617 ordonne que les pen-

sions des Communautés des Prêtres Anglois de Paris, Rouen, Bordeaux, seront continuées, & que celle de Paris sera augmentée de 100 l. par an. T. II, p. 302, 311.

Sur ce qui est remontré en l'Ass. de 1619, qu'il seroit expédient que tous les Prêtres Anglois, habitués en France, sur-tout à Paris, en divers domiciles, fussent réunis en un même lieu, l'Assemb. nomme deux Prélats pour en prendre soin. T. II, p. 338.

L'Assemblée de 1650 accorde aux Religieuses Angloises une gratification de 600 liv. T. III, p. 717.

Celle de 1695 accorde une gratification de 7000 liv., destinée aux Anglois & Irlandois qui avoient suivi le Roi d'Angleterre. T. VI, p. 166.

En l'Ass. de 1700, recommandation de la Reine d'Angleterre, en faveur du College & Séminaire des Ecoffois, établi à Paris, & de la Communauté des Filles Irlandoises de la Ville de Saint-Germain. Somme annuelle de 2000 l. distribuée aux deux Maisons, selon la volonté de S. M. Britannique. La Reine détermine qu'il sera donné, sur la somme accordée, 1600 l. aux Ecoffois, & 400 liv. aux Filles Irlandoises. T. VI, p. 58, 581.

La même Ass. accorde une somme de 7000 liv., pour être distribuée aux Catholiques Anglois & Irlandois, suivant les ordres de Leurs Majestés Britanniques. T. VI, p. 583. Voyez Pensions. Irlandois.

IV. Anglois, anciens ennemis de la France, descendus en l'Isle de Ré, en 1627, à la sollicitation des Rochellois. Le Roi va en Poitou les combattre : ils viennent au secours de la Rochelle, en 1628, escortent les provisions, & ne combattent pas. T. II, p. 583 & f.

V. Le Roi Jacques a ordonné, pour tous les Sujets de ses Etats, Catholiques, Romains & autres, un serment, appelé *Juramentum fidelitatis*. Le Pape Paul V, dans son Bref aux Catholiques d'Angleterre, de l'an 1606, dit, à ce sujet : *Non potestis absque evidenti gravissimaque divini honoris injuria obligare vos juramento, &c.*

Il ne faut pas confondre ce serment du Roi Jacques, avec le serment appelé *Juramentum Primatus*, introduit par Henri VIII.

L'un & l'autre sont rapportés, T. II, P. J. p. 22.

ANGOULÊME.

1645. 1°. Le Chapitre d'Angoulême supplie l'Ass. de 1645 de vouloir lui accorder son assistance contre les Officiers du Présidial de cette Ville, lesquels, non-seulement dispuoient le rang audit Chapitre, mais même en étoient venus à des violences & des voies de fait, en une action publique faite au Collège des Jésuites. Les Agents sont chargés par l'Ass. de rechercher divers Arrêts qui ont réglé ces difficultés, en faveur du Clergé, & d'en poursuivre un général qui puisse servir de loi à l'avenir. T. III, p. 345.

1740. 2°. En l'Ass. de 1740, le Syndic du Diocèse d'Angoulême présente une Requête tendante à une diminution des impositions : *Non écouté*. T. VII, p. 1754.

1765. 3°. L'Ass. de 1765 s'intéresse à une affaire concernant le Clergé d'Angoulême, sur la perception de la dime des raisins, à des pas ou passages communs entre les Seigneurs & les Propriétaires des vignes. *Voyez* Dimes, §. IV, n°. VI.

ANNALES.

ANNALES Ecclésiastiques de France, depuis l'établissement de la Religion, en Latin, par l'Abbé d'Anthelmi, commencées par le P. le Cointe, au règne de Clovis. L'Ass. de 1690, à qui l'Ouvrage est proposé, prie M. l'Archevêq. d'Albi de l'examiner & quelques autres dudit Abbé, quand ils seront achevés. T. V, p. 689.

ANNAT. [LE PERE]

SON Traité de la Science moyenne, censuré par la Faculté de Théologie de Toulouse. Arrêt du Conseil qui alligne le Doyen à la Cour. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1645. *Voyez* Censures Doctrinales, n°. XI.

ANNATES.

M. Chéron, dans son rapport fait dans l'Ass. de 1682, représente les Annates comme un des principaux griefs de l'Eglise Gallicane, contre la Cour de Rome. Quelques Auteurs, dit-il, qui en ont cherché l'origine, ont cru que ce qui avoit donné lieu à ces taxes de la Chancellerie Romaine, a été ce qui s'est fait anciennement sous les Empereurs, notamment sous l'Empereur Justinien, où, pour l'intronisation, l'on pouvoit donner & recevoir

selon la coutume des Eglises. On peut opposer aux Loix Impériales, la défense que fait S. Grégoire, dans le Concile Romain, de prendre aucune chose pour la Confirmation & pour le *Pallium*. Même défense du Pape Zacharie. La Pragmatique-Sanction de S. Louis, de l'an 1268, est expresse contre ces sortes de taxes de la Cour Romaine. Le célèbre Durand, Evêq. de Mende, marque comme une des plus grandes corruptions, la coutume qu'on avoit à Rome de prendre de l'argent pour la consécration des Evêques.

Ceux qui ne croient pas qu'on doive remonter à des siècles si anciens pour découvrir l'origine des Annates, les attribuent à Jean XXII : on les trouve encore plus particulièrement introduites durant le schisme, par Boniface IX; mais ces Annates étoient seulement de la moitié du revenu de la première année : elles se payoient, pour les Bénéfices électifs, avant que d'avoir les Bulles, & pour les autres, les Collecteurs de la Chambre Apostolique alloient par-tout les lever.

Charles V, par son Edit de 1385, voulut les abolir ; mais son Edit fut inutile. Charles VI poussa l'affaire plus avant, par plusieurs Edits : sous ce Prince se tint une Assemblée à Paris, des plus Notables du Clergé, & des Princes & Grands de la Cour, dont le résultat fut une Déclaration vérifiée au Parlem., en 1408, contre ces levées, usurpations & entreprises de la Cour de Rome. En 1410, autre célèbre Ass. de l'Université, où l'on soutint la Déclaration du Roi, & où il fut résolu de ne souffrir aucune levée de deniers. Réglements conformes des Conciles de Pise & de Basse.

Nous fixons néanmoins, continue M. Chéron, nos demandes à la première réduction de ces Annates ; & ne les abolissant pas, nos Remontrances vont seulement à les remettre en l'état qu'elles étoient quand les taxes ont été faites. Quoique nous n'ayons que les Registres des Banquiers, extraits de ceux de Rome, & qu'ainsi Rome ait fait ce qu'elle a voulu, nous savons néanmoins, par quelques Mémoires de ce temps-là, que l'intention fut d'accorder seulement à Rome, le tiers des fruits de la première année : or l'on prend aujourd'hui le tout, & plus que le tout.

M. Chéron alligne plusieurs autres causes de ces augmentations. 1°. Nou-

veaux Officiers établis par le Pape. 2°. Augmentation des monnoies. 3°. Nouvelles Annates des Bénéfices qu'on retient; ce qu'on ne faisoit pas autrefois. 4°. Un Jule exigé par les Officiers pour chaque ecu d'or, pour éviter de peser les monnoies.

Deux sortes de pays à distinguer pour le paiement des Annates, *Patria reducla*, *Patria obedientia*: dans le premier, on ne doit payer que la moitié de la taxe; dans le second, on paie tout; mais quoique dans le premier on ne paie que la moitié de la taxe, on paie entièrement ce qu'on appelle *Minua servitia*. T. V, p. 398 jusq. 403.

ANNEXES

Pour Bulles, Brefs & Rescrits de Rome.

I. LES Annexes pratiquées au Parl. d'Aix, occupent l'Ass. de 1645. Elle se plaint de ce que cette Cour s'attribuoit l'autorité de vouloir donner son Annexe aux Bulles des Evêques, Prévôts & autres Bénéficiers de la Province; comme aussi pour tous les Brefs & Rescrits de Cour de Rome, de la Légat. d'Avignon & Expéditions des Ordinaires, qu'elle ne souffre point être exécutés, même es Concessions purement spirituelles, comme Indulgences, &c. sans la permission du Parlement; pour raison de quoi Mrs. du Parlement prennent un droit de bonnet sur les Bénéficiers, qu'ils augmentent à leur volonté. L'Ass. en porte ses plaintes à M. le Chancelier, qui en parle au Premier-Président d'Aix & à quelques Conseillers dudit Parlement, qui ont témoigné le désir qu'ils ont d'entrer en accommodement sur cette affaire, avec les Prélats de la Province, & de la terminer par la voie de la douceur. T. III, p. 278.

Autre abus introduit au même Parlement, d'obliger à une aumône arbitraire, en annexant les dispenses de mariages obtenues en Cour de Rome, ou en la Légation d'Avignon. Voyez Aumônes, §. I, an. 1760, 1762.

II. Sur les Annexes ou enrégistrement de toutes sortes de Rescrits de Cour de Rome, exigés par d'autres Parlements. Voyez Rescrits, n°. IV.

ANNEXES de Bénéfices.

I. C'EST une clause & maxime établie & observée dans les délibérations des Ass., concernant les Dons-gratuits, & dans les départements des impositions

faits en conséquence, que les Bénéfices annexés à d'autres Bénéfices, ou à des Communautés, demeureront taxés en leur chef-lieu, si ce n'est que lesdites Annexes soient employées séparément au rôle des décimes ordinaires de quelques Diocèses, & outre cela qu'elles y aient été séparément taxées dans le département de 1641, rectifié en 1646. Voyez entr'autres Ass., celle de 1693, pour le département de la somme de 150000 liv. de rente. T. VI, p. 41.

Même clause dans le département de 540000 liv., arrêté dans la même Ass. *Ibid.* p. 65.

Même clause dans le département de 218750 liv., arrêté dans l'Ass. de 1695. *Ibid.* p. 144.

Même clause dans le département de 162500 liv., arrêté dans l'Ass. de 1705. *Ibid.* p. 201.

Même clause dans les Ass. suivantes, au §. du Don-gratuit.

II. En l'Ass. de 1585, les Religieux de Saint-Germain & autres Bénéficiers présentent une Requête, pour que tous les membres de l'Abbaye & autres Bénéfices ne soient cotisés qu'au chef-lieu. Arrêté que ces Requêtes seront renvoyées au Bureau établi dans la Province, pour y être pourvu, appelés les Evêques & Députés des Diocèses où sont situés les Membres du Bénéfice principal. T. I, p. 363.

Plusieurs Prieurs situés en différents Diocèses, étoient unis au Chapitre de Saint-Sernin de Toulouse; ils étoient imposés dans ces Diocèses: le Chapitre demande à l'Ass. de 1585 que la taxe soit faite au chef-lieu, & par conséquent qu'elle soit rejetée sur le Diocèse de Toulouse, & que les autres Diocèses soient diminués d'autant: ainsi accordé par l'Ass. Voyez Toulouse, n°. I, II, T. I, p. 363.

Le Prévôt de Toulouse présente à l'Ass. de 1598 une Requête, pour être déchargé des décimes qu'il paie en divers Diocèses, à cause des Prieurs unis à sa dignité de Prévôt, qui y sont situés, en augmentant d'autant la taxe du Dioc. de Toulouse, conformément à l'Ordonnance de l'Ass. de 1596, pour le sieur Abbé de S. Sernin de Toulouse. Après une mure délibération, & attendu l'Ordonnance faite en cas semblable, en l'Ass. de 1596, a été dit qu'il ne seroit rien changé au rôle des décimes; mais que le Sr. Prévôt paieroit aux Dioc. où il a accoutumé. T. I, p. 657.

En l'Ass. de 1655, plusieurs Bénéfi-

Bénéfices
ou à des
taxés en
lesdites
parément
de quel-
quelles
dans le
en 1646.
de 1693,
omme de
p. 41.
ement de
même Ass.

ement de
de 1693.

ement de
de 1703.

uivantes,

Religieux
Bénéficiers
que tous
autres Béné-
ficiaires
seront
dans la Pro-
pelles les
diocèses ou
Bénéfice

différents
chapitre de
ils étoient
le Chapitre
que la taxe
conséquent
Diocèse de
Diocèses
si accordé
n°. 1, 11,

présente à
pour être
paie en di-
cours unis
y font si-
ent la taxe
ormément
1596, pour
Toulouse.
, & atten-
sements sem-
blable dit qu'il
des déci-
méroit aux
I, p. 657.
ars Bénéfi-

ciers se plaignent d'être taxés en divers Diocèses, pour les subventions extraordinaires, à cause des membres dépendants de leurs Bénéfices situés dans lesdits Diocèses, pour lesquels ils y paient les décimes, quoiqu'ils eussent été taxés au chef-lieu pour lesdites subventions extraordinaires. Ordonné qu'à l'avenir les Bénéficiers ne pourront être imposés, pour un même Bénéfice, pour le paiement des Dons-gratuits & subventions extraordinaires, qu'au chef-lieu dudit Bénéfice où il se trouve avoir été entièrement taxé par le département fait à Mantes, rectifié en 1646. T. IV, p. 141, 142.

En la même Assembl. de 1655, autre plainte de M. l'Archev. d'Arles contre le Dioc. d'Uzès, sur ce que ledit Diocèse taxait, pour les frais & Dons extraordinaires, plusieurs Prieurés dépendants du Chapitre de Beaucaire, quoiqu'il soit taxé pour chef-lieu au Diocèse d'Arles, pour lesdits Dons extraordinaires. Sur quoi l'Ass., après avoir ouï les raisons de part & d'autre, ordonne que ledit Chapitre de Beaucaire sera taxé, pour les taxes extraordinaires & Dons-gratuits, au Dioc. d'Arles, pour tous les fuidits Prieurés, & que lesdits Prieurés ne pourront être taxés par le Diocèse d'Uzès auxdites taxes extraordinaires; mais demeureront toujours contributables pour les décimes & autres charges ordinaires, sans que la présente délibération puisse être tirée à conséquence. T. IV, p. 395.

L'Abbé de Pontaut demande à l'Ass. de 1655 la restitution des décimes qu'il avoit payées au Diocèse de Lescar, & d'en être déchargé à l'avenir, pour raison des dîmes qu'il possède dans le Béarn: il se fondeoit sur ce que l'Abbaye de Pontaut, qui est le chef-lieu, étoit taxée dans le Diocèse d'Aire. La Commission estime qu'il n'étoit point fondé en cette prétention, & l'Ass. forme sa délibération en conformité: elle ordonne aux Agents de poursuivre un Arrêt au Conseil confirmatif de la délibération. T. IV, p. 393 & 4.

M. l'Ev. de Montauban expose à la même Assembl. qu'au Dioc. de Cahors on avoit taxé quelques Prieurés qui sont unis & annexés au Chapitre de Montauban, quoique dans le Diocèse de Montauban on n'en ait pas usé ainsi pour les Prieurés qui y sont situés, & qui sont unis à l'Abbaye de Moissac, audit Dioc. de Cahors. Ordonné que les taxes desdits Prieurés seront respec-

tivement faites aux chefs-lieux seulement. T. IV, p. 405.

Il s'étoit élevé une contestation fondée sur la prétention du Clergé de Lombes, d'imposer les Annexes situées dans ce Diocèse, pour Dons-gratuits, quoique le chef-lieu soit dans le Diocèse de Comminges: il se fondeoit sur une erreur d'impression dans les Lettres-Patentes données pour l'exécution du contrat de 1680, où se trouve la particule disjunctive dans la dernière période. Sur cette erreur, le Clergé de Lombes obtint un Arrêt favorable, le 8 Février 1681. L'erreur ayant été réformée dans les Lettres-Patentes de 1685, les Parties intéressées se pourvurent en opposition, & obtinrent un Arrêt, en 1690, contre le Clergé de Lombes. T. VI, P. Just., p. 36, 37. T. V, p. 614.

Vers le même temps, autre contestation entre le Chapitre de Saint-Pons & le Clergé de Castres, savoir si les Prieurés de la Caune & de Lautrec, qui sont Annexes du Chapitre de S. Pons, peuvent être taxés dans le Diocèse de Castres aux décimes ordinaires & extraordinaires: Procès renvoyé à l'Ass. de 1695, ensuite à celle de 1765, & jugé par ces deux Ass. Voyez Pons, [S.] n°. I.

Dans l'Ass. de 1695, M. le Président expose, qu'il avoit été plusieurs fois parlé dans l'Ass. de la difficulté des Annexes pour leur contribution au paiement des rentes; qu'on pouvoit distinguer quatre sortes d'Annexes par rapport aux impositions du Clergé. Les premières payoient les décimes ordinaires dans le Diocèse où elles étoient situées, parce qu'elles y avoient été taxées, en 1516, séparément de leur chef-lieu, situé dans un autre Diocèse, mais n'y contribuoient pas aux Dons-gratuits, parce qu'elles n'y avoient pas été taxées en 1646. Les secondes au contraire contribuoient aux Dons-gratuits dans les Dioc. où elles étoient situées, parce qu'elles y avoient été taxées en 1646, & n'y payoient pas les décimes ordinaires, parce qu'elles n'y avoient pas été taxées en 1516. Les troisièmes ne payoient, ni les décimes ordinaires, ni les Dons-gratuits, dans le Diocèse où elles étoient situées, parce qu'elles n'y avoient pas été taxées, ni en 1516, ni en 1646, mais étoient réputées & demeuroient taxées en leur chef-lieu, avec lequel elles l'avoient toujours été. Les dernières, au contraire, payoient dans le Diocèse où elles étoient situées, & séparément de leur chef-lieu, qui

étoit taxé dans un autre Diocèse, les décimes ordinaires & Dons-gratuits, parce qu'elles y avoient été taxées en 1516 & en 1646.

L'Ass. de 1765, après avoir fait plusieurs réflexions sur cette affaire, a arrêté, que les Annexes qui ne paient, ni décimes ordinaires, ni Dons-gratuits dans les Diocèses où elles sont situées, ne pourront être taxées pour la contribution des rentes qui s'imposeront dans les Diocèses; que les Annexes, au contraire, qui paient les décimes ordinaires & Dons-gratuits dans le Diocèse où elles sont situées, seront taxées, pour l'imposition de ces rentes, comme les autres Bénéfices du Diocèse; que celles qui paient les décimes ordinaires dans le Diocèse où elles sont situées, mais ne paient pas les Dons-gratuits, y seront seulement taxées par rapport au tiers des rentes qui se lèvent sur le pied de 1516, & non pour les deux autres tiers desdites rentes qui se lèvent sur le pied de 1646; & à l'égard des Annexes qui ne paient pas les décimes ordinaires dans le Diocèse où elles sont situées, parce qu'elles n'y ont pas été taxées en 1516, mais ont été taxées au Don-gratuit dans le département de 1646, & y paient les Dons-gratuits, elles seront taxées au paiement desdites rentes, pour raison des deux tiers qui se lèvent sur le pied de 1646, & non pour raison du tiers qui se lève sur le pied de 1516. T. VI, p. 151, 152, 153.

III. En conséquence du nouveau département général, l'Ass. de 1760 déclare que les Annexes qui sont situées dans des Diocèses différents de leur Chef-lieu, & qui sont comprises dans les rôles des Contribuables des Dioc. où elles sont situées, qui ont été dressés dans la présente Ass., paieront dans les Diocèses où elles sont situées, pour toutes les natures d'impositions, tant anciennes que nouvelles, & qu'à l'égard des Annexes qui ne se trouveront point comprises dans les rôles dressés dans la présente Ass., elles paieront pour toutes les natures d'impositions dans le Diocèse de leur Chef-lieu. T. VIII, p. 846.

L'Ass. de 1765 interprète ainsi l'art. précédent. Cette dernière règle générale n'aura pas lieu pour les Annexes que les Chambres Diocésaines découvriront n'être imposées, ni dans le Dioc. de leur Chef-lieu, ni dans celui où elles seront situées: ces sortes d'Annexes seront imposables dans le Dioc.

où il aura été découvert qu'elles ne supportent aucune imposition. *Instruct. amplifiée de 1765. T. VIII, P. J. p. 406.*

IV. Les rentes constituées ne sont, ni ne peuvent être imposées sous le nom d'Annexes. Les Bénéficiaires ne peuvent être imposés qu'au Chef-lieu, à raison des rentes volantes, ou constituées, quelque part où elles soient établies. *Instruct. de 1765. T. VIII, P. J. p. 406.*

V. En l'Ass. de 1762, M. l'Abbé de Broglie expose une affaire importante relative aux Annexes. Dans la contestation dont il s'agit, le Dioc. de Noyon réclame la Prévôté du Mesnil-en-Arrouaise, qui vouloit se soustraire à ses impositions; le Dioc. d'Amiens, l'Abbaye de Dommartin, & une partie de celle des Dames-Chanoinesses de Maubeuge; & celui d'Uzès craint de perdre le droit, dont il a toujours joui, d'imposer des extensions situées dans la Principauté d'Orange, appartenantes à l'Agrégation des Prêtres de l'Eglise Paroissiale du Prat-Saint-Esprit, dont le Chef-lieu est assis dans son territoire. Ces différents objets de contestations sont exposés dans le détail & séparément. Il fait voir ensuite, par plusieurs Lettres de M. de Courteille, & autres Lettres & Mémoires de M. l'Intendant d'Amiens, quels sont les principes que le Conseil a adoptés sur la matière des extensions; savoir:

1°. Que le Conseil ne reconnoît dans le Clergé que le droit d'imposer dans les Provinces étrangères les extensions qu'il y possède.

2°. Qu'à l'égard de la Province d'Artois & du Diocèse d'Amiens respectivement, il en doit être autrement, & que de part & d'autre les impositions doivent se faire territorialement, sans distinction de Chef-lieu; en un mot, à raison de la situation des biens quels qu'ils soient, ou en Artois, ou en Picardie.

Le principe qui sert de base au système que le Conseil s'est fait sur cette matière, est que les biens situés dans le Clergé de France, & dépendants des Chefs-lieux des Provinces étrangères, ne sont point des biens ecclésiastiques; qu'il n'y a aucune différence à faire entre ces biens & ceux que possèdent les Propriétaires Laïques; que ce qui constitue l'espèce des biens ecclésiastiques, sont des exemptions & des privilèges dont les autres ne jouissent pas; & que le Clergé n'a point plus de droit sur

elles ne sup-
on. *Instrucl.*
P. J. p. 406.
es ne sont,
es sous le
ne peu-
chef-lieu, à
ou consti-
toient éta-
VIII, P. J.

L'Abbé de
importante
la contes-
de Noyon
nil-en-Ar-
traire à ses
iens, l'Ab-
e partie de
es de Mau-
nt de per-
ours joui,
tuées dans
ppartenan-
res de l'E-
int-Esprit,
ns son ter-
es de con-
le détail &
sulte, par
Courteille,
ires de M.
s sont les
adoptés sur
avoir :
nnoit dans
poser dans
extensions

vince d'Ar-
s respecti-
ement, &
positions
ment, sans
un mot, à
iens quels
ou en Pi-

ase au sys-
t sur cette
és dans le
adants des
étrangères,
siastiques;
à faire en-
tendent les
e qui consti-
siastiques,
privileges
as; & que
droit sur

les extensions qui se trouvent dans son ressort, qu'il en auroit sur d'autres dépendances des Provinces étrangères, qui appartiendroient à des Laïques.

En résumant tout, il suit, 1°. que le Clergé est dans le droit d'imposer tout ce qui est dans son territoire, & que la Loi particulière des Annexes faite par le Clergé, pour faciliter son administration de Diocèse à Diocèse, n'a point altéré ce principe.

2°. Qu'il est autorisé par Lettres-Patentes à suivre ses extensions situées en Province étrangère, & que ce privilège est d'autant plus légitimement acquis au Clergé, qu'il le possède à titre onéreux.

3°. Que le Clergé a été maintenu dans cette double possession même par des Arrêts contradictoires jusqu'en 1743.

4°. Que l'ordonnance des Synodes de Noyon & d'Arras a été de leurs véritables décrets, & la principale cause du changement introduit au Conseil sur cette matière, & de la décision du 21 Nov. 1756, pour le Dioc. de Boulogne.

La Commission nommée par l'Ass. de 1762, pour l'affaire des extensions, dans son rapport, insiste particulièrement sur la nécessité de soutenir le principe de l'imposition territoriale : quant au droit de suivre les extensions dans les pays étrangers & non sujets aux décimes, que ce droit étoit consigné dans tous les contrats, & qu'il étoit trop important pour être abandonné; mais que s'il étoit absolument nécessaire de céder l'un des deux principes, & d'opter entre l'imposition territoriale, & celle par extension, il lui sembloit plus avantageux pour le Clergé de négliger son privilège, & de se contenter de l'imposition territoriale. L'Ass. en a jugé de même. T. VIII, p. 1103 jusqu'à 1114.

Cette affaire s'étoit présentée en l'Ass. de 1758, qui ne voulut prendre aucun parti, & dit simplement qu'il falloit laisser subsister l'ancien usage. T. VIII, p. 684, 685.

L'affaire des Diocèses d'Amiens & de Boulogne, au sujet des Annexes ou extensions, dont les Chefs-lieux sont dans des Provinces étrangères au Clergé de France, comme l'Artois & le Hainaut, se présente de nouveau en l'Ass. de 1765. La Commission fait observer, que le Clergé de France n'a jamais connu d'autre Loi pour ses impositions, que la Loi du territoire. On en

trouve la preuve dans les différents départements faits par le Clergé depuis 1516. Tous ces départements ont été confirmés & autorisés, par une suite de contrats passés entre le Roi & le Clergé. La Commission propose en conséquence, de solliciter auprès du Conseil une décision claire & précise, pour l'imposition des Annexes situées dans les Diocèses de Boulogne & d'Amiens, & dont les Chefs-lieux sont dans des Provinces étrangères au Clergé de France, & d'insister particulièrement pour que cette décision fasse de cette Loi territoriale, une Loi fixe pour ces Provinces, & universellement à suivre pour lesdites Annexes, sans cependant déroger au droit de suite que le Clergé ne cessera de réclamer.

Les Commissaires proposent aussi l'affaire du Diocèse de Noyon, qui réclamoit la protection de l'Ass., non seulement pour obtenir une Loi fixe sur l'imposition desdites Annexes, dont les Chefs-lieux sont hors du Clergé de France; mais spécialement encore pour être maintenu dans l'usage où il a toujours été d'imposer sur ses rôles, le Prieuré ou la Prévôté du Mesnil-en-Arrouaise, comme dépendance & extinction de S. Vaast d'Arras. On lui opposoit que ladite Prévôté n'est point un titre de Bénéfice, que le nom de Prévôt est un nom absolument temporel: prétention insoutenable. Sur quoi la Commission propose de se plaindre au Conseil, par le ministère de Mrs. les Agents, de ce que le Préposé du Vingtième à Péronne, avoit troublé le Bureau Diocésain de Noyon, dans la possession où il a toujours été d'imposer au rôle du Diocèse la Prévôté du Mesnil.

L'Ass. adopte, sur ces deux objets, l'avis & la proposition de la Commission. T. VIII, p. 1328 jusqu'à 1333.

VI. Une autre question relative aux impositions des Annexes s'est présentée dans l'Ass. de 1765, dont M. l'Archev. de Bourges fait le Rapport.

L'Abbaye de Moissac possède, dans le Dioc. de Montauban, six Prieurés, pour raison desquels M. l'Abbé, Duc de Biron, Titulaire de lad. Abbaye, se croyant trop imposé par la Chambre de Montauban, il avoit demandé à cette Chambre une modération. Avant de faire droit sur la demande, le Bureau avoit vérifié, par l'inspection des sous-baux passés, à combien lesdits Prieurés étoient affermés en total; vu



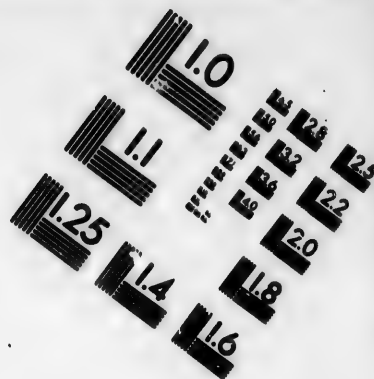
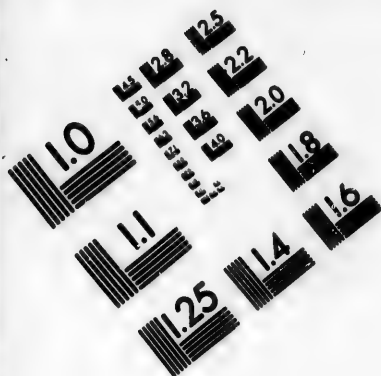
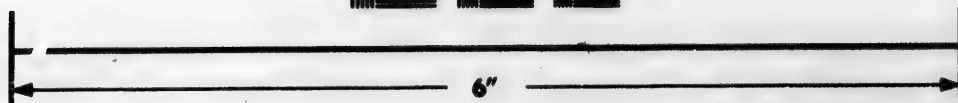
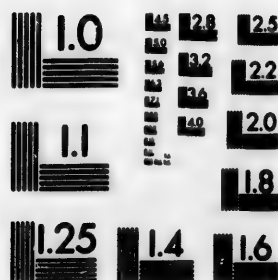


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

22
20
18
16
14
12
10
8
6
4
2

10
01

le montant des revenus, il avoit déclaré, par Jugement du 2 Mai 1765, qu'il croyoit devoir imposer l'Abbaye de Moissac, relativement aux baux particuliers des Prieurés situés dans le Dioc. de Montauban, quel que pût être le prix du bail-général. Le Bureau néanmoins ne prononça ce Jugement que sous la réserve que l'Ass., qui alloit se tenir, le laisseroit subsister. La décision en a donc été déferée à cette Ass. M. l'Abbé de Biron a représenté, que c'est sur le pied du bail-général, qu'il devoit être imposé, & non sur le pied des baux particuliers faits par le Fermier-Gén.; que l'augmentation des sous-baux tourne au seul profit du Fermier, & non à celui de l'Abbé, &c. Il demande en conséquence, que le Jugement de la Chambre de Montauban soit infirmé, & qu'il soit décidé que l'Abbaye de Moissac, qui jouit de plusieurs Annexes, en différents Diocèses, ne soit imposée à l'avenir, dans chacun de ces Diocèses, qu'à raison du bail-gén. de ladite Abbaye.

La décision que l'Ass. avoit à porter, dépend de cette seule & unique question. *Doit-on imposer les Bénéfices à raison du bail-gén., ou à raison du prix des sous-baux particuliers?* Elle peut être formée, dit M. l'Archev. de Bourges, ou à raison d'un Bénéfice, dont le revenu total est composé des revenus partiels de plusieurs Annexes & membres épars & situés en de différents Dioc.; ou à raison d'un Bénéfice, dont tous les revenus sont situés dans le même Diocèse.

Quels inconvénients, ajoute le Prélat, n'y auroit-il pas à suivre cette règle d'imposition pour un Bénéfice, dont le revenu total est composé des revenus partiels de plusieurs Annexes ou membres, situés en des Diocèses différents? Comment pourroit-on, dans ce cas, fixer l'évaluation de chacune des Annexes, pour savoir ce qu'elles doivent porter dans l'imposition des Dioc. où elles se trouvent situées? Cette manière d'imposer ne nous paroît, ni juste, ni convenable, pour l'imposition des Bénéfices qui jouissent de plusieurs Annexes en différents Diocèses. La seule règle fixe & non sujette à erreur, que puissent avoir les Bureaux Diocésains, pour imposer ces sortes d'Annexes, c'est le prix des sous-baux particuliers, qu'ils peuvent se faire représenter.

Le Jugement rendu par la Chambre de Montauban est donc régulier; & le

Bureau du département a été unanimement d'avis, que les Chambres Diocésaines continueront d'imposer les membres situés dans leurs Dioc. respectifs. L'avis a été adopté par l'Ass. T. VIII, p. 1333 & s.

VII. En quelle qualité, ou de Bénéfices simples, ou de biens de Communautés, doivent être imposés aux décimes, les Bénéfices ou autres biens anciennement annexés à des Corps & Communautés Religieuses.

Cette question s'est présentée dans l'Ass. de 1775, à l'occasion de deux contestations. La première s'étoit élevée entre le Bureau Diocésain de Pamiers & les Chanoines Réguliers de S. Volusien de Foix, dont l'objet étoit de déterminer en quelle qualité devoient être imposés aux décimes l'ancienne Menſe Capitulaire de cette Abbaye, les Offices & Bénéfices autrefois annexés aux places Canoniales, & réunis depuis à la Menſe Conventuelle des Chanoines de la Congrégation de France. Les Parties étant convenues de s'en rapporter au Jugement de l'Ass., il a été jugé que les biens formant l'ancienne Menſe Capitulaire de S. Volusien, n'avoient jamais perdu la qualité de Menſe Capitulaire, & devoient continuer à être imposés comme tels : à l'égard des Offices & Bénéfices dépendants dudit Chapitre, & unis en 1665 à la Menſe Conventuelle desdits Chanoines, il a été décidé qu'ils devoient être réputés Bénéfices de Chapitre à l'époque de 1516, & qu'ils devoient aujourd'hui être imposés en cette qualité, conformément à l'instruction dressée par l'Ass. de 1765. T. VIII, p. 2584, 2585.

Autre contestation semblable pour l'Annexe de Goulens, dépendante de la Communauté des Dames Religieuses de Bouloc, Ordre de Fontevault, Diocèse d'Auch; ladite Annexe située au Dioc. de Condom. Il s'agissoit de savoir si elle devoit y être taxée comme Bénéfice simple, ou comme bien de Communauté. Lesdites Dames & le Bureau de Condom, étant aussi convenus de s'en rapporter au Jugement de l'Ass., la matière mise en délibération, il a été décidé, conformément à l'avis de la Commission, qu'après avoir pris connoissance des titres en vertu desquels ces Dames jouissent de l'Annexe de Goulens, l'Ass. avoit reconnu que leur possession remontoit bien au-delà de 1516; que s'étant fait représenter le Pouillé-général, dressé par les soins des Ass. précédentes,

é unanimé-
bres Diocé-
er les mem-
respectifs.
T. VIII,
u de Béné-
e Commu-
és aux dé-
utres biens
s Corps &

entée dans
n de deux
s'étoit éle-
ain de Pa-
uliers de S.
jet étoit de
é devoient
l'ancienne
e Abbaye,
trefois an-
, & réunis
tuelle des
on de Fran-
ues de s'en
Ass. il a été
l'ancienne
usien, n'a-
de Menfe
ontinuer à
l'égard des
ants dudit
la Menfe
ines, il a
re réputés
poque de
rd'hui être
conformé-
par l'Ass.
1585.
able pour
ante de la
eligieuses
ult, Dio-
située au
de savoir
ne Bénéfi-
Commu-
Bureau de
us de s'en
Ass., la ma-
a été dé-
e la Com-
connois-
quels ces
de Gou-
leur pos-
de 1516;
Pouillé-
des Ass.
édentes,

145 ANNEXES. ANNONCIADE. ANTHELMI. 146

précédentes, elle avoit aussi reconnu, que cette Annexe n'étoit pas comprise dans le Diocèse de Condom comme Bénéfice simple, & que c'étoit pour le Dioc. de Condom un motif de plus de ne pas l'imposer en cette qualité; que les biens de Goulens ne pouvoient en conséquence être imposés que comme biens dépendants d'une Communauté de Filles, & dans la classe déterminée par leur revenu, suivant le principe du département.

Quant aux arrérages, que la demande des Dames de Bouloc, de n'être pas imposées comme Bénéfices simples, n'ayant pu faire la matière du doute le plus léger, depuis l'instruction donnée par l'Ass. de 1765; la présente Ass. avoir été d'avis, qu'à compter du premier Janv. 1766, ces Dames devoient être indemnisées par le Dioc. de Condom, de ce qu'elles ont payé de trop, à raison de leur imposition dans la classe des Bénéfices simples. T. VIII, p. 2585, 2586.

L'Ass. de 1760, art. 3 du Cahier du Temporel, supplia S. M. de vouloir bien donner une Déclaration, portant que les Annexes de la Province de Dauphiné, qui ne seront point possédées en titre de Bénéfice depuis 100 années, ne pourront être dévolutes, ni impétrées en Cour de Rome, sur quelque genre de vacance que ce soit. Rép. *C'est une matière nouvelle, & qui mérite beaucoup d'attention.* T. VIII, P. J. p. 310.

ANNONCIADE.

[CHEVALIERS DE L']

Le sieur de Nérestan avoit obtenu des Bulles du Pape pour l'établissement d'une Milice appelée les Chevaliers de Notre-Dame, ou de l'Annonciade, par lesquelles il se promettoit d'obtenir des Provisions sur tous les Bénéfices, pour autant de Chevaliers qu'ils pourroient être, lesquels pouvoient être mariés & bigames. L'Ass. de 1608, dans l'art. 5 de son Cahier, supplia S. M. de ne point permettre cet établissement, ni l'exécution desdites Bulles. La réponse fut remise. T. I, P. I. p. 190.

ANNONCIADES.

L'Ass. Prov. d'Albi se pourvoit à l'Ass. de 1761, dans une affaire concernant la Jurisdiction des Evêques sur les Religieuses Annonciades. En voici l'espece.

Les PP. Cordeliers étoient en possession d'exercer la Jurisdiction, tant

Table de la Coll. des P. V.

au spirituel qu'au temporel, sur deux Monasteres d'Annonciades, situés à Albi & à Rabastens. La conduite irrégulière de ces Religieux, l'abus qu'ils faisoient de leur Jurisdiction, ayant excité le zèle de M. l'Archevêque d'Albi, il se transporte à Rabastens, où regnoit le plus grand désordre. Son premier soin est d'engager les Religieuses de rentrer sous sa Jurisdiction: après avoir obtenu le consentement par écrit de plus des deux tiers, il rend une Ordonnance, par laquelle il les remet sous sa Jurisdiction, & fait défenses aux Cordeliers d'en exercer aucun acte: appel de leur part au Parlem. de Toulouse, dont les moyens sont favorablement accueillis par cette Cour, qui déclare y avoir abus dans l'Ordonnance, par le principe que le possesseur des choses spirituelles est du ressort des Juges séculiers. Cependant M. l'Avocat-Général, qui avoit porté la parole dans cette cause, se rend, au nom du Ministère public, Appellant comme d'abus des prétendus titres sur lesquels les Cordeliers fondent leur Jurisdiction: le même Arrêt reçoit cet appel comme d'abus.

Dans l'incertitude de l'Arrêt à intervenir, & attendu que le mal étoit urgent, M. l'Archev. d'Albi a recours à l'autorité du Roi, & obtient deux Lettres de cachet: par l'une, S. M. fait défenses aux Cordeliers de fréquenter le Monastere de Rabastens, & d'y exercer aucun acte de Jurisdiction jusqu'à Jugement définitif du Parlement, déclarant par provision les Religieuses soumises à l'Ordinaire. La prétendue Jurisdiction des Cordeliers est attaquée, 1°. parce que leurs titres n'ont jamais été dûment autorisés; & annoncent les irrégularités les plus frappantes; 2°. quelque autorisée que fût leur exemption, l'abus qu'on en fait doit la faire cesser. Sur quoi l'Assemb. charge les Agents de présenter Requête au Roi, au nom de l'Ass., & de solliciter le Jugement d'une affaire aussi importante. Le projet de la Requête est lu & approuvé. T. VIII, p. 1079 & f.

ANTHELMI,

AUTEUR de plusieurs Ouvrages, qui sont, l'Histoire de l'Eglise de Fréjus, du Monastere de Lérins: il demande à l'Ass. de 1690 des Commissaires pour l'examen de l'édition de S. Prosper & des Annales Ecclésiastiques de France, qu'il se proposoit de donner au Public. Voyez Annales.

ANTIBES.

Voyez Grasse.

ANTIOCHE.

Le Patriarche d'Antioche adresse à PAÏL de 1635 une Lettre, en date du 24 Juin 1636, pour engager la Compagnie à obtenir de S. M. le rétablissement de la pension dont les Rois prédécesseurs avoient accoutumé d'assister le Siege d'Antioche. T. IV, p. 419, 420. La Lettre est écrite en Syriaque, & rapportée, P. J. p. 136.

ANTOINE DE VIENNOIS.

[ABBAYE DE S.]

Voyez Elections, n°. IV; Vienne, n°. II.

ANTOINE. [ORDRE DE S.]

ANTONISTES.

§. I. Origine & progrès de l'Ordre.

M. l'Archevêq. de Toulouse s'en explique ainsi, dans son Rapport fait en 1775, au Clergé assemblé.

L'Institution de l'Ordre de Saint-Antoine est de l'an 1095; il a pris naissance à l'occasion du corps de saint Antoine, qui fut apporté en Dauphiné, par Josselin Allaman, des Comtes de Poitiers, à son retour du Pèlerinage de la Terre-Sainte: il choisit, pour la vénération de la précieuse Relique, la petite ville de la Mothe-Saint-Didier, dont il étoit Seigneur, dans le Diocèse de Vienne, & jeta les fondements de la magnifique Eglise qui subsiste aujourd'hui. L'Europe étoit alors affligée d'une maladie terrible, nommée d'abord le feu sacré, & ensuite le feu de S. Antoine. Quelques Seigneurs se réunirent pour bâtir un Hôpital, où ils requerraient tous les infirmes des deux sexes atteints de cette maladie.

Cet établissement devint l'objet d'une pieuse émulation parmi la Noblesse. Gaston, Chef de l'entreprise, prit le gouvernement des Hospitaliers, sous le nom de Grand-Maître. La ville de la Mothe, qui perdit son nom, pour prendre celui du Patron qu'on y invoquoit, devint le Chef-lieu de toutes les Maisons qui s'établirent ailleurs, sous le nom de Commanderies de Saint-Antoine, dont les uns étoient générales & les autres subalternes. On s'assujettit à une vie uniforme & régulière. Cette forme de gouvernement subsista

pendant deux siècles, & 17 Grands-Maîtres se succédèrent dans cet intervalle.

En 1397, le dernier Grand-Maître, Aymond de Montagni, considérant que son Ordre dépourvu de la fin principale de son institution, (le feu de Saint-Antoine devenu alors peu commun), ne vint aussi à périr, en prévint la dissipation par la demande qu'il fit & qu'il obtint du Pape, d'une nouvelle forme de Constitution, qui, sans faire perdre aux Hospitaliers leur premier objet, les attachât plus spécialement au Culte divin & aux fonctions ecclésiastiques perpétuelles de leur nature. Le Pape Boniface VIII leur accorda le titre & la qualité de Chanoines Réguliers de l'Ordre de S. Augustin, dont ils suivoient déjà la Règle, & il érigea la Maison du Chef-lieu en Abbaye.

La dissipation du temporel de l'Ordre, fut la suite des maux que le Calvinisme causa dans le XVI^e siècle: pour y remédier, l'Abbé Tolosani, vers l'an 1615, & son successeur, l'Abbé Brunel de Gramont, établirent une réforme, qui consista principalement à supprimer les titres de Commanderies, à appliquer leurs revenus à la Mensue commune de chaque maison, & à substituer aux Commandeurs des Supérieurs triennaux.

Cette réforme ayant été érigée en France, n'a point été reçue en Allemagne, ni en Espagne. Cependant les Chanoines Réguliers des pays étrangers ne laissent pas de reconnoître l'autorité & la prééminence de l'Abbé de S. Antoine, & même ils ont recours de temps en temps: ils sont gouvernés par des Vicaire-Généraux: il n'en est pas de même dans quelques parties de l'Italie; la réforme y a été introduite. T. VIII, p. 2241 & s.

§. II. Union projetée de l'Ordre de S. Antoine à celui de Malte.

Intérêt que prend à cette affaire l'Assemblée de 1775.

M. l'Archevêq. de Toulouse, après avoir développé l'origine & les progrès de l'Ordre de S. Antoine, dans la première partie de son Rapport, traite, 1°. de l'origine & des progrès de la révolution dont il étoit menacé; 2°. de l'intérêt que le Clergé peut avoir à s'opposer à cette union; 3°. des moyens que la Commission croyoit devoir proposer à l'AS.

-Malte, considérant
le feu de
ou com-
n prévint
qu'il fit &
nouvelle
sans faire
premier
ialement
ns ecclési-
r nature.
ccordée
es Régus,
dont ils
érigea la
ye.

de l'Or-
le Cal-
cle; pour
vers l'an
né Brunel
réforme,
à suppri-
ics, & ap-
se com-
substituer
urs trien-

tigée en
en Alle-
ndant les
ys étran-
ître l'au-
Abbé de
s ont re-
font gou-
éraux : il
quelques
y a été
& f.

Ordre de
Malte.
affaire

e, après
s progrès
la pre-
traite,
de la ré-
; a°. de
s'op-
moines
voir pre-

I. Ce n'est pas d'aujourd'hui, disoit le Prélat, que la révolution qui menace l'Ordre de S. Antoine, a été tentée : dès 1768, l'Ordre de S. Lazare, mettant à profit le mécontentement de quelques Religieux contre leur Abbé, avoit obtenu, de 173 d'entr'eux, un consentement à l'agréation de leurs personnes & de leurs biens : on ne craignoit pas de proposer au feu Roi cette agréation, par une Déclaration émanée de sa seule autorité : cette Déclaration étoit contraire à toutes les Regles. La religion du Roi ne lui permit pas de l'admettre; il jugea seulement qu'il falloit chercher dans l'Ordre même les moyens d'y rétablir la discipline.

C'est dans cette intention que fut convoqué le Chapitre-Gén. de 1771 : nulle destruction ne fut proposée, ni faite; on rédigea seulement des Constitutions, & le Définitoire fut chargé d'y mettre la dernière main; mais les dispositions inspirées par l'Ordre de S. Lazare germerent après le Chapitre, & sur-tout dans ceux qui composoient le Définitoire. L'Abbé-Général fit une visite, il parcourut les Monastères, recueillit ou prépara les suffrages, & à son retour conclut, ainsi que le Définitoire, avec l'Ordre de Malte, un Traité d'agréation, à peu près semblable à celui qui avoit été résolu avec l'Ordre de S. Lazare.

Ce Traité connu éprouva des réclamations; les instances de l'Ordre de Malte prévalurent; un Commissaire laïque fut envoyé au Chapitre de S. Antoine; & au lieu de songer à se donner des Constitutions, ce Chapitre se réduisit à cimenter le Traité fait avec l'Ordre de Malte, par l'Abbé & le Définitoire.

L'Ordre de S. Lazare ne passe pas pour être tout-à-fait étranger à cette affaire; & si l'on en croit le bruit public, l'Ordre de Malte se propose de lui céder partie des biens, sur ce que l'Ordre de S. Lazare a demandé, que ses droits contre l'Ordre de Malte, & contre les Villes & administrations laïques, lui fussent réservés. On assure que le résultat de ces demandes, a été la convention entre les deux Ordres, de poursuivre l'union de S. Antoine à l'Ordre de Malte, avec le projet de partager les dépouilles: convention absolument contraire au Traité fait entre le Clergé & l'Ordre de S. Lazare, au sujet de l'affaire de S. Ruf. T. VIII, p. 2244 & f.

II. La conservation des Regles est le grand intérêt qu'a le Clergé de s'opposer à la réunion de l'Ordre de S. Antoine à celui de Malte. D'abord nulle raison canonique qui autorise la destruction de l'Ordre : c'est toujours un malheur pour l'Eglise que de perdre des Ordres ou des Congrégations établies pour le service des Autels & le soulagement des pauvres, ou pour aider les Ministres séculiers dans l'exercice de leurs fonctions. Pour justifier cette perte, il faut que l'Ordre qu'il s'agit de détruire, ou d'unir, ne puisse plus rendre les services qu'il a rendus, ou que par sa réunion, il soit à portée d'en rendre de plus utiles & de plus étendus. Le scandale & le désordre peuvent être quelquefois des motifs de destruction : aucune de ces Regles n'a son application ici : quant au scandale, on ne peut le reprocher à l'Ordre de S. Antoine; tout au plus, le relâchement.

Nulla raison aussi qui puisse autoriser l'agréation des Religieux de S. Antoine à l'Ordre de Malte : quelle utilité ces Religieux en retireront-ils pour leur salut? en seront-ils plus exemplaires?

Enfin, la réunion des biens n'est pas plus canonique que celle des personnes. C'est un principe incontestable, que les biens d'Eglise ne doivent pas être appliqués à des objets étrangers à leur destination : nul intérêt arbitraire ne peut décider de l'usage qu'on en doit faire; c'est l'intention des Fondateurs qu'il faut consulter, lorsqu'il s'agit de les unir : si l'objet de la fondation peut subsister, il doit être rempli; si les circonstances exigent quelque changement, c'est à se rapprocher le plus qu'il est possible de la fondation primitive, par une fondation de même genre. Rien de tout ceci n'a lieu dans l'union projetée. T. VIII, p. 2247 & f.

III. M. l'Archev. de Toulouse termine son Rapport, par l'exposition des moyens que la Commission croit devoir être opposés à la réunion de l'Ordre de S. Antoine à celui de Malte. Conformément à l'avis exposé, l'Ass. de 1775, après avoir recueilli toutes les voix, a délibéré & arrêté:

1°. De remettre incessamment au Roi un Mémoire, dans lequel les inconvénients & les conséquences de la réunion de l'Ordre de S. Antoine à celui de Malte, seront exposés, & de supplier S. M., non-seulement de ne pas accorder sa protection à cette union, mais de favoriser les mesures qui doi-

vent être prises pour la conservation de l'Ordre de S. Antoine, pour le rendre, suivant les derniers vœux du feu Roi, plus utile à l'Eglise & à l'Etat.

2°. D'écrire au Souverain Pontife, pour l'instruire de la surprise qui peut lui être faite, & le prier de rejeter, dès la première Requête, une demande qui ne pourroit avoir de succès qu'au détriment des Regles les plus respectables, & qui éprouveroit en France les contradictions les plus fortes & les plus légitimes. T. VIII, p. 2252 jusqu'à 2254.

Après la délibération prise, la Compagnie nomme quatre Députés, pour conférer avec les Ministres de cette affaire importante. Le Mémoire, après avoir été lu dans l'Ass., & universellement applaudi, est présenté au Roi, qui promet de s'en occuper. T. VIII, p. 2254. *Le Mémoire*, P. J. n°. IV.

La Lettre au Pape est approuvée & signée par tous les Membres de l'Ass. M. le Cardinal, Président, est prié de l'adresser au S. Pere, & de l'accompagner d'une Lettre particulière, pour insinuer auprès de S. S. sur les conséquences fâcheuses qui résulteroient, pour tous les Ordres Religieux, d'une telle réunion. La Lettre est écrite. T. VIII, p. 2254, 2255. *La Lettre*, P. J. n°. IV.

Cependant on apprend que la Bulle, qui prépare ou qui confirme l'union de l'Ordre de S. Antoine à celui de Malte, est expédiée à Rome. Là-dessus M. l'Archev. de Toulouse fait observer, que n'ayant point connoissance des détails de la Bulle, il ne sauroit indiquer les moyens de faire valoir les oppositions du Clergé : en ce cas, il propose à la Compagnie une opposition générale, dont Mrs. les Agents seront chargés, en même-temps que l'Ass. fera connoître cette détermination à tous les Prélati du Royaume, afin qu'aucun d'eux ne puisse être surpris. Il ajoute, qu'avant de tenter les moyens d'opposition, la Bulle ne pouvant être exécutée sans Lettres d'attache, il étoit à propos de demander au Roi que ces Lettres soient refusées. Le Prélat fait en même-temps part à l'Ass. d'un Mémoire sur ce sujet à présenter au Roi : le Mémoire est universellement adopté, & l'Ass. prie Son Eminence de le présenter au Roi. S. M. promet d'y donner une attention particulière. T. VIII, p. 2255, 2256. *Le Mémoire*, P. Just. n°. IV.

Les deux Mémoires étoient restés sans réponse. Sur quoi l'Ass. prie Son Emin. d'écrire à M. le Comte de Vergennes, & à M. de Malesherbes, une Lettre dans laquelle il peindroit à ces Ministres les alarmes de l'Ass. sur le silence de S. M., & qu'en conséquence elle a pris la résolution de nommer une députation, pour remettre de nouveau sous les yeux du Roi, les représentations contenues dans ses précédents Mémoires. La Lettre est lue & inscrite au Procès-verb. M. de Malesherbes répond que le Roi s'est déjà occupé de l'affaire. T. VIII, p. 2256, 2257. *La Lettre*, P. J. n°. IV.

L'Ass. n'ayant reçu aucune réponse à sa Lettre au Pape, veut s'assurer si cette Lettre est parvenue à Sa Sainteté; en conséquence elle députe à M. le Comte de Vergennes, l'Ass. tenant. Ce Ministre répond, que la Lettre de l'Ass. & celle de Son Emin. avoient été remises au Pape par M. le Cardinal de Bernis. T. VIII, p. 2257, 2258.

Son Emin. est priée d'écrire une seconde Lettre à M. de Vergennes & à M. de Malesherbes, pour les prévenir que l'Ass. est sur le point d'envoyer des Députés à Fontainebleau, pour avoir la réponse du Roi sur l'affaire de S. Antoine. La Lettre est écrite. La réponse du Roi est promise. T. VIII, p. 2258.

M. le Cardinal fait part à la Compagnie d'une Lettre de M. de Vergennes, à laquelle étoit annexé un extrait de dépêche de M. le Cardinal de Bernis, relativement à l'Ordre de S. Antoine. Lecture faite, il a été délibéré, 1°. que l'extrait, ainsi que la Lettre, seroient insérés dans le Procès-verbal; 2°. que l'Assemblée, avant sa séparation, écrirait une seconde Lettre au Pape, dans laquelle elle déduiroit, d'une manière plus détaillée, les motifs de son opposition; 3°. qu'il seroit fait de nouvelles instances pour obtenir incessamment une réponse favorable de Sa Majesté. Son Emin. a été priée de prévenir M. de Vergennes de la délibération. Ce Ministre répond à la Lettre de Son Emin. Lecture faite, il a été arrêté, qu'il seroit surmis à la Lettre qu'on devoit écrire au Pape; & cependant on nomme des Députés pour faire de nouvelles instances auprès des Ministres, afin d'obtenir du Roi une décision favorable. M. le Garde des Sceaux assure que l'Ass. recevrait incessamment la réponse promise. Enfin, la réponse arrive : elle contient en substance, que plus l'objet est

important, plus aussi exige de considération; qu'au surplus, S. M. compte sur la confiance que le Clergé doit avoir dans les soins qu'elle prendra pour veiller à l'observation des règles & au soulagement des pauvres. Lecture faite, il a été délibéré de mettre entre les mains du Roi la Lettre que l'Ass. avoit dessein d'écrire au Pape, & de charger Mrs. les Agents de veiller au succès de cette affaire. Mrs. les Agents ayant demandé conseil sur la conduite qu'ils avoient à tenir après l'Assemblée, la Compagnie leur a prescrit d'assembler les Evêques qui se trouveroient à Paris, dans le cas où les circonstances de l'affaire l'exigeroient. T. VIII, p. 2258, 2259, 2260.

APANAGES.

APANAGISTES.

Sur l'état des Apanages en France, & sur l'exemption ecclésiastique des devoirs féodaux envers les Princes apanagistes. *Voyez* Foi & hommage, §. III.

Le Privilège des Secrétaires du Roi, de ne point payer des lods & ventes pour les biens qu'ils acquièrent dans la mouvance du Roi, s'étend-il aux Princes apanagistes? *Voyez* Secrétaires du Roi.

APOSTATS.

Voyez Protestants.

APOSTILLES des Comptes.

Voyez Comptes du Receveur-Gén., §. I, n°. XIII.

APOTRES. [LETTRES D']

C'ÉTOIT une ancienne forme des appellations prescrites dans le droit, que l'Appellant demandait aux Juges dont étoit appel, des Lettres dimissoires, au Juge Supérieur, pour lui certifier que l'appel étoit interjeté. Ces Lettres sont appelées *Apôtres*. Mém. du Clergé, T. VII, p. 1449.

Lors de l'appel interjeté au futur Concile, par le Procureur-Général du Parlem. de Paris, en date du 22 Janv. 1688, au sujet des griefs reçus ou à recevoir, dans le temps du Pontificat d'Innocent XI, ce Magistrat demande à l'Officiel de Paris des Lettres, appelées *Apôtres*, à l'effet de poursuivre son appel en temps & lieu : elles lui sont accordées. *Voyez* Assembl. des Prélats, §. I, n°. XXXVII.

APPELS SIMPLES

ET COMME D'ABUS.

§. I. De l'Appel en général.

§. I. DANS la pratique qui s'observe en France, on reconnoît deux voies pour se pourvoir contre les Jugements des Supérieurs Ecclésiastiques, lesquels, dans leur exercice, ont des règles différentes. Par la première, ceux qui croient être lésés, demandent justice au Pasteur supérieur; & par la seconde, ils implorent la protection du Roi, ou celle de ses Magistrats. La première, qui est ordinaire, a été nommée *Appel simple*; l'autre, qui est regardée comme une voie extraordinaire, est connue sous le nom d'*Appel comme d'abus*.

§. II. La subordination qui est établie dans l'Eglise, entre les Supérieurs Ecclésiastiques, a obligé d'y reconnoître; dès les premiers siècles, différents degrés de Jurisdiction, auxquels de nouveaux ont été ajoutés dans les derniers temps; d'où sont suivis de grands changements dans l'ordre de la Jurisdiction Ecclésiastique, sur les degrés d'appel. Mém. du Cl., T. VII, p. 1377 & l.

III. Deux maximes sont constantes sur l'Appel, disoit M. Chéron, dans l'Ass. de 1682 : la première, que l'Appel doit être par écrit; la deuxième, que tout acte d'Appel doit être donné par écrit au Juge dont est appel. Il y a un texte exprès de cette maxime dans le chap. 9 de *Appellat. in 6°*. Si l'Appel n'est pas signifié avant que le temps donné pour appeler soit échu, l'appellation doit être censée déserte. T. V, p. 383, 384.

IV. Le Parlement de Rouen, par un Arrêt, du 16 Août 1762, a décidé que l'Appel interjeté par un Ecclésiastique, étoit périmé par la discontinuation de procédure pendant trois ans. Il est vrai que l'effet de la péremption d'appel est tel, qu'elle emporte la confirmation irrévocable de la Sentence dont est appel. Si cette maxime avoit lieu en tous cas, l'ignorance, la négligence, la collusion d'un Bénéficiaire, causeroient la dissipation entière du fonds de son Bénéfice. Mrs. les Agents ont présenté au Conseil un Mémoire, dans lequel ils prouvent, par le témoignage des Auteurs, & par le préjugé des Arrêts, que la péremption n'a pas lieu, lorsqu'il s'agit de l'aliénation du fonds des biens d'Eglise. L'art. 13 du Cahier de l'Ass. de 1770 est

à ce sujet. Rép. La péremption, dit Sa Majesté, a lieu contre tous mes Sujets, sans distinction, même contre les Mineurs & les Interdits, sauf leur recours, tel que de droit. Je verrai s'il sera possible de prévenir les abus que quelques Ecclesiastiques pourroient faire de cette Jurisprudence, au détriment du fonds de leurs Bénéfices. T. VIII, P. J. p. 630.

§. II. De l' Appel simple au Concile, au Pape & autres Supérieurs dans l'Ordre de la Hiérarchie.

I. Appel au futur Concile-Général, de la part de la France, de la Bulle *Unam Sanctam*, du Pape Boniface VIII, sur le Temporel des Rois. T. V, p. 499.

Autre Appel au futur Concile, interjeté par le Procureur-Général du Parlem. de Paris, d'une Bulle & d'une Ordonnance du Pape Innocent XI, touchant les franchises du quartier de nos Ambassadeurs à Rome. Voyez Aff. des Prélats, §. I, n°. XXXVII.

Appels différents de la Constitution *Unigenitus*, déclarés nuls & de nul effet. Voyez Religion, §. X.

II. L'Aff. de 1635, à l'occasion de l'affaire de M. l'Archevêque de Rouen, contre les Réguliers de cette Ville, arrêta que le Pape seroit supplié d'accorder au Clergé de France une Bulle, ou Bref portant déclaration que son intention est, que, conformément aux Concordats & à l'usage de France, les Appellations des Jugements des Evêques, leurs Grands-Vicaires ou Officiaux, seroient relevées & poursuivies selon les degrés de Jurisdiction établis dans le Royaume; & lorsque les causes seront dévolues à Rome, qu'il soit donné des Juges sur les lieux, sans qu'elles puissent être tenues & jugées en Cour de Rome, pour quelque cause que ce soit. T. II, p. 771.

En 1691, un Ecclesiastique du Diocèse d'Angers avoit appelé à Rome, immédiatement d'une Sentence de l'Evêque: ce Prélat s'étant plaint au Conseil de cette entreprise, par Arrêt rendu au mois de Juiller, cet Ecclesiastique fut renvoyé au Métropolitain, à la charge de l'Appel; défenses à lui de décliner les degrés de la Jurisdiction ordinaire. Fondements de cette Jurisprudence. T. VI, P. J. p. 86.

L'Aff. de 1605, sur la proposition du Promoteur, de régler les degrés de Jurisdiction, pour éviter les longueurs des Procès, supplia le Pape de ne plus

donner, à l'avenir, qu'un rescrit d'Appel, pour être jugé dudit Appel par un certain nombre de personnes nommées dans les Synodes, d'année en année, afin qu'ou il n'y a point de Primatie, la troisième Sentence donnée en vertu dudit rescrit, soit la dernière; & ou il y a Primatie, la quatrième soit décisive, soit qu'il y ait conformité de Sentences, ou non. T. I, p. 761.

La Chambre Ecclesiastique des Etats de 1614 supplie aussi S. S. de vouloir établir des Juges dans chaque Archevêché, qui, en qualité de ses Délégués, jugeront souverainement tous les Appels. T. II, p. 153.

Même règlement de l'Aff. de 1625. T. II, p. 483.

III. La Chambre Ecclesiast. des Etats d'Orléans, en 1560, art. 95 du Cahier, supplie S. M. de défendre à tous Juges d'empêcher les Appellations des Juges d'Eglise inférieurs, aux Métropolitains & Primats, encore qu'ils ne soient de même Parlem. Recueil, p. 948, 949.

§. III. De l'appel comme d'abus. Délibérations & demandes des Assemblées du Clergé, sur cette matière.

On les rapporte par ordre de dates.

L'Aff. de 1585, parmi les objets de ses Remontrances, supplie S. M. de modérer les Appels comme d'abus, reçus trop indifféremment par les Cours de Parlements, & de pourvoir, sur ce, de réglemens convenables.

L'affaire est renvoyée à être traitée devant Mrs. du Conseil: Commissaires nommés à ce sujet. Après une longue conférence, il est accordé & convenu de ne recevoir, à l'avenir, aucune appellation comme d'abus, que dans trois cas: entreprise de Jurisdiction; contravention aux privilèges de l'Eglise Gallicane; contravention aux saints Décrets. L'Edit conforme est promis. T. I, p. 355.

L'Aff. de 1605, art. 10 de son Cahier, demande que les Appels comme d'abus n'aient point un effet suspensif dans le cas de correction & de discipline. Rép. Accordé suivant l'art. 1 de l'Edit de Melun. T. I, p. 722, 726.

L'article 16 du même Cahier a pour objet de fixer les cas où les Appels comme d'abus auront lieu: à quoi S. M. répond, que lefd. Appels ont toujours été reçus, quand il y a contravention aux SS. Décrets, ou bien entreprise sur

l'autorité du Roi, les Loix du Royaume, les Libertés de l'Eglise Gallicane: Ordonnances & Arrêts des Parlements donnés en conséquence; & pour ce, il n'est pas possible de régler & de définir plus particulièrement ce qui provient de causes si générales. *Ibid.* p. 716.

Même demande de l'Ass. de 1608, art. 3 de son Cahier. *Même réponse.* T. I, P. J. p. 189, 190.

L'Ass. de 1610, art. 9 & 10 de son Cahier, supplie S. M. de pourvoir à ce que les Appels comme d'abus ne s'étendent pas, ainsi qu'il arrive, à toutes causes; que, sous prétexte de l'Appel, les Cours ne prononcent point sur le fond & mérite des Sentences du Juge d'Eglise; que, pour rendre les Appels plus justes & plus rares, il soit ordonné que les prétendants abus seront obligés, avant de former l'Appel, d'en présenter requête au Prélat, ou à son Officier, afin de réformer les clauses prétendues abusives exprimées dans la Requête; qu'à faute de rendre, dans trois jours, lad. Requête répondue des raisons & motifs du Jugement, les Appellants les feront sommer de ce faire par devant Notaires, pour avoir acte de refus, ou réponses susdites; tous lesquels actes seront attachés aux reliefs d'Appel; que lesdits reliefs seront examinés & scellés du grand sceau, sans lequel ne seront lesd. Appellants recevables; que, sur iceux reliefs, lesdits Prélats ou leurs Officiers ne pourront être pris à partie.

La réponse contient en substance, que celles qui ont été données aux deux derniers cas, énoncent des peines & moyens qui peuvent suffire; & néanmoins S. M., outre ce qui est contenu esdites réponses, ordonne entière observation du contenu au présent article, hors en ce qui est de prendre des reliefs d'Appel au grand sceau, ... sinon que lesdites Appellations proviennent de la plainte qui sera faite contre les visitations ou réglemens des Evêques, en ce qui regarde le Service divin, la discipline ecclésiastique, ou la correction des mœurs, ou articles contenus es Conciles Provinciaux. T. II, P. J. p. 3.

Les Etats de 1614, par un article du Cahier, supplie S. M. de commettre tels de son Conseil & de ses Cours Souveraines qu'il lui plaira, pour, avec les Députés desd. Etats, régler & limiter les cas des Appellations comme d'abus, &c. T. II, p. 165.

Par Arrêt rendu au Conseil d'Etat,

le 15 Déc. 1614, à l'occasion d'un Arrêt du Parlement de Bretagne, qui déclaroit avoir été nullement jugé par l'Evêque de Tréguier; il est dit, que cette forme de prononcer par nullement jugé, ne doit point être introduite, & qu'en cas d'abus seulement, le Parlem. pourroit dire que le Juge d'Eglise avoit abusivement jugé. T. II, p. 173.

Parmi les articles à régler dans les conférences avec Mrs. du Conseil & du Parlem., l'Ass. de 1615 propose, 1°. que les appels comme d'abus seront réglés suivant les Ordonnances, en sorte qu'ils seront seulement dévolutifs & non suspensifs; que les Juges ne pourront prononcer que sur l'abus & non sur le fonds; qu'on ne pourra appointer au Conseil, mais qu'on prononcera à l'Audience; qu'on condamnera toujours à l'amende double & aux dépens, sans pouvoir remettre, ni l'un, ni l'autre; & que l'on renverra toujours par devant le Juge ordinaire de celui qui aura appelé. 2°. Que les appellations comme d'abus ne seront reques que dans le cas d'entreprise de Jurisdiction, ou qui seront contre l'autorité du Roi, droit de son Royaume & repos public de ses Sujets; mais non pour prétendus contravention aux SS. Décrets & Canons, dont l'interprétation comme la contravention n'appartient qu'à l'Eglise. T. II, p. 486, 490.

La réponse du Roi, à l'article 16 du Cahier de 1615, est que les reliefs d'appel comme d'abus soient scellés au petit sceau, & soient en iceux exprimés au long les moyens d'abus; les Consultations desd. appels signées de deux Avocats au moins, faute de quoi seront refusés au sceau; lors de la plaidoierie, l'Avocat plaidant sera assisté des deux qui auront signé la Consultation.

Ne se jugeront aucuns appels comme d'abus en la Chambre de l'Edit.

Ceux incidemment interjetés aux Procès pendants aux Requêtes, se plaideront & se régleront en la Grand-Chambre; sauf en les réglant, de les joindre au procès principal, s'il y échet.

Ceux pendants en la Grand-Chambre & Tournelle seront appelés les premiers à l'Audience, & promptement expédiés, & en l'Audience, s'il est possible, sans les appointer, & ne pourront être appointés, que les deux tiers des Juges n'en soient d'avis.

Ne pourra être prononcé par hors de Cour; mais suivant l'art. 7 de l'Ordonnance de 1606, avec la condamnation

d'amende. Recueil, p. 1391, 1392, 1393.

Les Ordonnances des Evêques (ce sont les termes de la réponse du Roi à l'art. 19 du Cahier de 1633) dans le cours de leurs visites, seront exécutées, nonobstant l'appel comme d'abus, qui n'aura effet que dévolutif & non suspensif; comme aussi en matière de correction & discipline ecclésiastique & régulière, suivant les Ordonnances, & ne pourront les Parlements donner défenses en tels cas, sinon qu'en jugeant définitivement, & sera fait le renvoi, en cas de confirmation, pardevant les mêmes Juges; & en cas que le Jugement soit infirmé, l'affaire sera renvoyée pardevant le même Ordinaire, pour être néanmoins jugée par autre Juge que celui dont aura été appelé. Recueil, p. 1392, 1393.

En l'Ass. de 1655, l'Evêque de Lodève observe, que l'appel comme d'abus est un remède inventé depuis un siècle seulement, pour mettre à couvert l'autorité du Roi & son Temporel contre les entreprises d'une Jurisdiction Ecclésiastique étrangère; & au lieu qu'au commencement on ne se servoit de ce moyen que pour arrêter les violences de fait, les usurpations & entreprises du Juge d'Eglise sur la Jurisdiction du Roi, & sur son Temporel, peu à peu les Parlements les ont étendues à toutes sortes de cas; & encore que les injustices prétendues avoir été commises par les Juges d'Eglise, pussent être réparées par leur Juge Ecclésiastique Supérieur, par la voie ordinaire de l'appel simple, néanmoins les Parlements en attirent la connoissance à leur Tribunal par la voie extraordinaire de l'appel comme d'abus, & par ce moyen éteignent toute la Jurisdiction Ecclésiastique, & empêchent qu'elle ne puisse procéder à la discipline, à la correction des mœurs & aux réglemens de la police d'Eglise. Les Rois, sur les Remontr. du Clergé, ont voulu souvent arrêter ces désordres; mais les Parlements ayant persisté dans leurs usages, le Clergé a besoin que S. M. donne un plus grand éclaircissement à ces appellations comme d'abus, afin que le Juge d'Eglise puisse savoir les cas dont il peut connoître sans commettre abus, & que sa Jurisdiction ne soit pas rendue inutile. T. IV, p. 301.

Deux choses sont constantes, selon les Ordonnances: (ce sont les termes de l'art. 3 du Cahier de l'Ass. de 1680,

sur la Jurisdiction) 1°. que toutes les appellations comme d'abus, pour quelque cause que ce soit, doivent être jugées dans les Grand'Chambres de chaque Parlement; 2°. que les Chambres des Tournelles Criminelles & des Vacations sont incompétentes pour juger aucune Cause d'appel comme d'abus. S. M. est suppliée d'en ordonner l'exécution. T. V, P. J. p. 180.

La même Ass., dans l'art. 4 de son Cahier, demande que, pour rendre moins fréquentes les appellations comme d'abus, il plaise à S. M. d'ordonner, 1°. de n'en recevoir aucune, sinon en cas d'entreprise sur les droits du Roi, sur la Jurisdiction Royale, & de contravention aux SS. Décrets, & aux Libertés de l'Eglise Gallicane. 2°. Que l'amende contre les Appellants sera au moins de 120 liv. 3°. Que les reliefs d'appel seront pris au grand sceau. 4°. Qu'ils ne seront baillés qu'en cas d'abus notoires & manifestes, dont les moyens seront spécifiés dans les reliefs d'appel, & les Consultations faites sur iceux, signées au moins de deux Avocats. 5°. Que deux Avocats assisteront à la Plaidoierie de la Cause. 6°. Qu'on ne recevra aucune personne appellante comme d'abus sur Requête; mais que l'on sera tenu d'obtenir un relief du grand sceau dans la forme susdite. 7°. Que l'on ne donne aucune défense d'exécuter les Jugemens dont sera appel, même en matière criminelle, quoique l'on ait vu les charges & informations, sans appeler & ouïr les Intimés. 8°. Que les Appellants des Décrets de prise-de-corps, décrétés sur informations faites, ne seront reçus Appellants, sinon après qu'ils se seront rendus prisonniers en prisons des Juges qui auront décrété, ou du Juge d'appel. Tous lesquels articles sont réglés par les Ordonnances. T. V, P. J. p. 180.

Mêmes demandes renouvelées par l'Ass. de 1685, art. 14 du Cahier. Recueil, p. 1463.

L'Ass. de 1700, dans les quatre premiers art. du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner, 1°. que les Appellants comme d'abus seront obligés de consigner l'amende de 120 liv. avant que leur appel puisse être reçu. 2°. Que les reliefs d'appel seront pris au grand sceau. 3°. Que les moyens d'abus seront spécifiés dans les reliefs. 4°. Que les Appellants auront la Consultation de deux anciens Avocats, lesquels seront tenus d'assister à la plaidoierie & seront

outes les
pour quel-
être ju-
de cha-
chambres
des Va-
pour juger
d'abus.
ner l'exé-

de son
rendre
ons com-
donner,
sinon en
du Roi,
de con-
aux Li-
a°. Que
s sera au
es reliefs
d sceau,
qu'en cas
dont les
es reliefs
faites sur
eux Avo-
ilsteront
°. Qu'on
pellante
mais que
relief du
sufdire,
défense
sera ap-
ple, quoi-
informa-
Intimés,
écrits de
informa-
Appel-
nt rendus
ges qui
appel....
glés par
p. 180.
liées par
ier. Re-

atte pre-
diction,
que les
obligés
v. avant
2°. Que
u grand
abus se-
4°. Que
ulation
uels se-
erie &
seront

seront nommés au commencement de la Cause, conformément à l'art. 16 de la Déclaration de 1666. *Les quatre articles refusés.* Recueil, p. 1473.

Arrêt du Conseil d'Etat, du 12 Mai 1700, qui casse un Arrêt du Parlement de Dijon, qui déclaroit, qu'en matière grave, l'appel comme d'abus avoit un effet suspensif. T. VI, P. J. p. 156, 157, 318 & l.

L'Ass. de 1713, art. 9 du Cahier de la Jurisdiction, demande que les appels comme d'abus, n'aient aucun effet suspensif, mais seulement dévolutif, en matière de discipline & de correction. Rép. *Les Ordonnances de 1539 & de Blois, de Melun, de 1695, y ont suffisamment pourvu.* Recueil, p. 1535.

L'Ass. de 1723, art. 14 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner, 1°. que les seuls Procureurs-Gén. puissent être reçus par Requête Appellants comme d'abus, & que tous autres Sujets de S. M. ne puissent être reçus à employer cette voie qu'en vertu de Lettres de relief prises en la Chancellerie, sur l'avis par écrit de trois Avocats. 2°. Qu'il sera à cet effet nommé, par M. le Chancelier, un nombre d'Avocats des anciens & des plus capables. 3°. Que l'amende du fol appel comme d'abus, qui n'est que de 75 liv., sera augmentée jusqu'à 500 l., contre les Appellants qui succomberont; & sans que ladite amende puisse avoir lieu contre les Intimés. Rép. *Le Règlement que l'on demande entrera dans la nouvelle Déclaration que S. M. fera expédier.* Recueil, p. 1557.

Même demande de l'Ass. de 1725, art. 13 de son Cahier de la Jurisdiction. Même réponse. Recueil, p. 1603, 1604.

§. IV. Appel au sujet des Décimes.

Voyez Chambres des Décimes, § II, n°. IV.

APPROBATIONS.

§. I. Règlements des Ass. de 1625 & suiv. & de celle de 1700, au sujet des Approbations nécessaires aux Réguliers. Propositions sur cette matière censurées par l'Ass. de 1700. Autres censures.

1. Les art. 5 & 6 du Règlement des Réguliers, dressé dans l'Ass. de 1625, & confirmé par les Ass. de 1635 & de 1645, les obligent, ceux même qui sont exempts de la Jurisdiction de l'Ordre
Table de la Coll. des P. V.

naire, avant de pouvoir confesser, de subir son examen, & d'être approuvés de lui, lequel pourra leur permettre de confesser pour un temps, ou pour toujours. Les Supérieurs des Couvents ne pourront admettre aucun de ceux qui sont sous leur charge, à confesser, sans les avoir présentés à l'Evêque, & sans avoir son approbation par écrit. Art. 5.

Par l'art. 6, il leur est défendu d'absoudre de l'hérésie, & autres cas réservés au Pape & aux Evêques, ni dispenser des irrégularités, sans avoir auparavant montré leurs Indults à l'Evêque Diocésain, dont ils ne pourront se servir qu'après que les Evêques les auront reconnus pour bons & valables. T. II, P. J. p. 63.

On rapportera dans le §. suivant, le Règlement proposé par M. le Tellier, Archev. de Reims, à l'Ass. de 1700, & approuvé avec quelques modifications par cette Ass.

II. L'Ass. du Clergé, en 1708, a condamné les propositions suivantes, au tit. de *Jurisdictione & Regularibus*.

Qui beneficium curarum habent, possunt sibi eligere in confessarium simplicem Sacerdotem, non approbatum ab Ordinario.

Hæc Propositio est falsa, temeraria, Concilio Tridentino contraria.

MENDICANTES possunt absolvere à casibus Episcopis reservatis, non obtenta ad id Episcoporum facultate.

SATISFACIT præcepto annuæ confessionis qui confitetur Regulari, Episcopo presentato, sed ab eo injustè reprobat.

REGULARES possunt in foro conscientie uti privilegiis suis, quæ sunt expressè revocata per Concilium Tridentinum.

NON possunt Episcopi restringere vel limitare approbationes quas Regularibus concedunt, neque illas ex causa revocare: quin immò Ordinum mendicantium Religiosi ad eas approbationes obtinendas non tenentur: & si ab Episcopis Religiosi non probentur, rejectio illa tantum valet ac si approbatio concessa fuisset.

DOCTRINA his Propositionibus contenta, falsa est, temeraria, scandalosa, erronea, in hæresim & schisma inducens, Concilio Tridentino contraria, Ecclesiasticæ Hierarchiæ destructiva, invalidis confessionibus viam aperit, jam olim à summis Pontificibus & à Clero Gallicano damnata.

IN ministro penitentia requiritur etiam approbatio Ordinarii, quæ potest limitari, sed non revocari sine causa.

MINISTER penitentia approbatus in
K

una Diœcesi, etiam si habeat jam Jurisdictionem immediate à Papa, non potest tamen in altera, sine Diœcesani Episcopi approbatione, audire penitentes, saltem in loco ubi adest Diœcesanus Episcopus.

DOCTRINA his Propositionibus contenta, quatenus negat approbationem revocari posse sine causa, camque esse necessariam in loco unde adest Diœcesanus Episcopus, falsa est, temeraria & Episcoporum jura labefactat.

Vi Concilii Tridentini approbatio unius Episcopi sufficit pro universa Ecclesia, id est, approbatus ab uno Episcopo potest ubique absolvere, modò Jurisdictionem habeat, & ad eam accipiendam sufficit, vi Concilii Tridentini, unius Episcopi approbatio.

RELIGIOSÆ exemptæ possunt absolvi à Sacerdote non approbato ab Episcopo, sive Sacerdos ille sit secularis, sive regularis.

Hæ Propositiones falsæ sunt, temerariæ, à Concilio Tridentini mente alienæ, Jurisdictioni Episcoporum & ecclesiasticæ disciplinæ contrariæ. T. VI, P. Just. p. 210.

III. On peut voir d'autres censures sur cette même matière de l'Approbation Episcopale, au mot *Censures Doctrinales*, n°. XII, XIII, XVIII.

§. II. *Entreprises des Parlements, des Réguliers, des Chapitres, &c. au sujet des Approbations, dont il est fait plainte dans les Assemblées du Clergé.*

1647. En 1647, entreprise de Dom Roger, Feuillant, pour prêcher & confesser dans le Diocèse de Limoges, contre la défense de l'Evêque Diocésain. *Voyez* Feuillants, §. II.

1650. En l'Ass. de 1650, l'Evêque de Montpellier remontre, qu'ayant refusé d'accorder sa permission à des Particuliers présentés par le Chapitre de son Eglise, pour aller desservir des Cures unies audit Chapitre, le Syndic s'étoit pourvu au Parlement de Toulouse, où Arrêt étoit intervenu, le 11 Juillet, portant que les actes de refus dudit Evêque, de donner sa mission aux Prêtres nommés, tendroient lieu de sa mission, avec défenses audit Evêque & à tous autres, de leur donner empêchement, à peine de 500 liv.; qu'en vertu de l'Arrêt, les Prêtres nommés par le Chapitre, quoique non approuvés de l'Ev., étoient allés desservir lesdites Cures, où ils administroient les Sacrements. L'Ass.

juge cette affaire de la dernière importance, & charge les Agents de présenter Requête en cassation de l'Arrêt. T. III, p. 557, 558.

Autre entreprise des Jésuites dans le Dioc. de Sens, au sujet des approbations pour confesser. Sur la plainte qui en est faite à l'Ass. de 1650, cette Ass. arrêta, qu'il seroit écrit une Lettre circulaire, de la part de l'Ass., aux Evêques, à laquelle ils seront priés de faire réponse avant que la Compagnie se sépare; & qu'avec la Lettre il seroit envoyé un formulaire des Approbations qu'on donneroit, tant pour prêcher que pour confesser; qu'elles seroient limitées pour certain temps; que ce formulaire seroit souscrit par Mrs. les Prélats présents à l'Ass.; ce qui fut exécuté. Lettres d'adhésion des Evêques des Provinces. T. III, p. 596 & s. *La Lettre, le Formulaire & les Réponses*, P. Just. p. 65 & s. *Voyez* Jésuites, §. II, n°. V.

Les Grands-Vicaires de Poitiers, *Sede vacante*, se plaignent & demandent à l'Ass. de 1655 son avis & sa protection contre les entreprises des Cordeliers de Poitiers & de Thouars, au préjudice de l'autorité épiscopale, notamment en ce qui concerne la Prédication & la Confession. Sur la plainte & l'exposé du fait, il est délibéré, que le Chapitre agira par les voies de droit contre lesdits Cordeliers, en cas qu'ils prêchent après les défenses faites par les Grands-Vicaires, lesquels donneront avis à la Compagnie de la diligence qu'ils auront faite. T. IV, p. 201, 202.

L'Evêque de Grasse se plaint & expose à la même Ass. que les Religieux Augustins, Jacobins & Cordeliers, qui n'avoient reçu de lui que des pouvoirs limités à la quinzaine de Pâques, n'avoient pas laissé d'entendre les Confessions, sans avoir plus ample pouvoir; & même qu'ils avoient entrepris d'absoudre des cas réservés; qu'ils avoient appelé comme d'abus des Ordonnances qu'il avoit rendues, pour leur défendre, sous les peines de droit, de confesser sans sa permission; ce qui n'auroit pas empêché un Jacobin, nommé Champourcin, de confesser, à qui, par Ordonnance de son Grand-Vicaire, auroient été faites pareilles défenses, ladite Ordonnance publiée au Prône, en la Ville de Grasse. L'Ass. nomma des Commissaires pour examiner l'affaire: sur leur rapport, il fut dit, que, quant aux permissions limitées & par écrit, les Réguliers devoient les recevoir du

Seigneur Evêque, & qu'ils n'avoient pu confesser sans la permission; que néanmoins, ayant été remarqué qu'il y en avoit quelques-unes pour quinze jours seulement, l'Ass. pensoit qu'il étoit expédient de les donner de Synode en Synode. T. IV, p. 101, 103, 104.

1655. L'Arch. de Bourges, dans la même Assemblée, fait part & se plaint d'une entreprise semblable des Minimes de Dun-le-Roi. Voyez Minimes.

1655. L'Archev. de Sens déclare à l'Ass. de 1655, que les Capucins de son Diocèse s'étoient enfin résolus de prendre des permissions limitées, & de ne point confesser dans la quinzaine de Pâques. L'Ass. le prie de donner un Mémoire des choses dont ils étoient convenus, pour être les articles inserés au Procès-verbal : les articles sont rapportés T. IV, p. 217, 218.

1655. Un Prêtre du Diocèse de Nantes, approuvé par son Evêque pour oïr les confessions, avoit continué de les entendre au-delà du temps porté par son approbation. M. l'Evêque le fait ajourner par le Promoteur pardevant l'Officiel; ensuite il est décrété, faute de comparoître: il appelle comme d'abus au Parlement de Rennes, lequel rend un Arrêt portant défenses à l'Evêque de Nantes d'obliger les Prêtres de son Diocèse, par lui une fois approuvés, à prendre de nouvelles approbations, & qui condamne le Promoteur à 40 liv. d'amende. L'Ass. de 1655, sur la plainte qui lui est portée, prie M. l'Evêque de Montpellier de représenter à M. le Chancelier l'entreprise du Parlement, & lui demander la cassation de l'Arrêt. T. IV, p. 301.

1560. Les Députés de la Province de Tours à l'Ass. de 1660, avoient été chargés de prier l'Assemblée d'obtenir la cassation de l'Arrêt du Parl. de Bretagne, qui faisoit défenses à M. l'Ev. de Nantes d'obliger les Prêtres de son Diocèse de prendre, pendant ses visites, de nouvelles approbations, quand ils ont été une fois approuvés. L'Ass. ordonna aux Agents de demander la cassation de l'Arrêt: elle fut accordée. T. IV, p. 676.

1660. M. l'Ev. de Sarlat fait part à l'Ass. de 1660 d'un acte qui lui avoit été signifié, de la part du Gardien des Récollets de Sarlat, contre une Ordonnance qu'il avoit rendue, portant défenses à tous Prêtres réguliers & séculiers d'administrer le Sacrement de Pénitence sans sa permission: les Récollets de Cahors en avoient usé de même. La Compagnie

manda les Récollets qui s'étoient présentés de la part de la Maison de Sarlat. L'affaire se négocia avec les Commiss. du Clergé, qui s'acquiescèrent qu'on les abusoit: sur quoi l'Ass. ordonna qu'il seroit envoyé une Lettre circulaire aux Evêques, pour les prier d'interdire aux Récollets de leurs Diocèses toutes fondations, jusqu'à ce qu'ils eussent fait une réparation à Mrs. de Sarlat & de Cahors. T. IV, p. 638 & f.

M. l'Ev. de Pamiers faisant sa visite, en 1664, en la Ville de Foix, reconnut que les Capucins dudit lieu s'acquiescoient mal de l'administration du Sacrement de Pénitence: il s'en plaignit au Général de l'Ordre, qui leur enjoignit de se conformer entièrement à la volonté du Sgr. Evêque. Piqués de cet ordre, ils firent enlever les Confessionnaux, & suscitèrent en même-temps les Habitants de Foix pour déclarer qu'ils les obligeroient de confesser. Le Prélat le leur défendit, sous peine de suspension *ipso facto*. Nonobstant cette défense, les Capucins rétablirent leurs Confessionnaux. Autre Ordonnance, qui défendit aux Habitants, sous peine d'excommunication, de se confesser aux Capucins, & qui déclaroit les confessions nulles. Les Habitants se portèrent Appellants comme d'abus de l'Ordonnance, au Parl. de Toulouse, & le Procureur-Général prit fait & cause pour les Capucins. Le Parlement déclara n'empêcher que les Parties se pourvussent pardevant le Métropolitain, qui, par Sentence, renvoya pardevant l'Evêque de Pamiers, pour être par lui pourvu de huit Confesseurs, à faute de quoi, permis aux Capucins de confesser pendant le temps de Pâques. L'Evêque de Pamiers interjeta appel à Rome de cette Sentence, & supplia l'Assemb. de 1665 de lui accorder l'intervention des Agents, pour évoquer l'affaire au Conseil, & être déchargé de l'assignation au Parl. de Toulouse; ce qui lui fut accordé. T. IV, p. 922.

Les étranges entreprises des Réguliers d'Agen, contre l'autorité épiscopale, touchant la Prédication & la Confession, obligèrent les Prélats qui étoient à Paris de s'assembler en 1669: ils prièrent S. M. de nommer une Commission composée de Prélats & de Conseillers d'Etat, pour terminer ces différends, conformément aux Réglemens généraux de l'Eglise. La Commission fut nommée. T. V, P. J. p. 97, 98.

Sur l'avis des Sgrs. Commissaires, est

1665.

1670.

Arrêt d'Agen.

intervenu au Conseil d'Etat, le 4 Mars 1669, un Arrêt célèbre, qui casse celui du Parl. de Bordeaux, du 6 Sept. 1666, & termine en faveur du droit des Evêques, la contestation élevée entre M. l'Evêq. d'Agen & les Réguliers de son Diocèse, au sujet de la Confession & de la Prédication : l'Arrêt est important sur cette matière, & renferme des dispositions remarquables, qui sont autant de maximes solidement établies dans les Requêtes de M. d'Agen, jointes à l'Arrêt.

1°. L'approbation donnée par l'Evêque, pour l'administration du Sacrement de Pénitence, n'est pas seulement un Jugement doctrinal sur la capacité & les qualités requises, mais c'est aussi un Jugement d'autorité & de Jurisdiction : d'où l'on conclut, qu'il faut obtenir de l'Evêque, dans chaque Diocèse, des approbations particulières.

2°. Un Evêque peut restreindre, à certains cas, à certaines personnes, à certains temps, l'approbation qu'il donne, même aux Réguliers : cette vérité est amplement déduite & prouvée dans une des Requêtes présentées au Conseil d'Etat par M. d'Agon ; c'est aussi une suite des dispositions de l'Arrêt.

3°. Les Evêques peuvent révoquer les Approbations, même générales & illimitées, qu'ils donnent, tant aux Réguliers, qu'aux Séculiers ; & bien qu'ils doivent avoir de justes causes, & que ces raisons doivent concerner, en quelque sorte, les Sacrements, ils ne sont point tenus cependant de déclarer leurs raisons. L'Arrêt d'Agen y est formel : cette vérité est fortement établie dans la Requête.

4°. Ils peuvent les révoquer, sans qu'il soit permis à ceux dont ils auront révoqué les Approbations, de se pourvoir, par appel, contre la révocation même ; peuvent néanmoins interjetter appel des procédures qui sont faites, & des peines qui peuvent être ordonnées par l'Evêque ou son Official, pour raison des contraventions par eux faites. Cette maxime est prouvée dans la Requête.

5°. Les Appellations desdites procédures, si elles sont simples, seront relevées pardevant le Métropolitain & pardevant ceux à qui le droit appartient. Les Ordonnances, esdits cas, seront exécutées, notwithstanding les Appellations simples & comme d'abus, & sans y préjudicier : ce sont les termes de l'Arrêt.

6°. Les Juges Laïques ne peuvent

connoître de l'Approbation des Confesseurs : c'est une suite du même Arrêt d'Agen, en ce qu'il casse ceux du Parl. de Bordeaux.

Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1670, en rendant compte de l'Arrêt, font observer que les limitations & révocations qu'il autorise, ne font point un nouveau joug qu'on veuille imposer aux Réguliers : ils le prouvent par un Concile de Tours, tenu en 1537, qui, sur des prétentions des Mendians, presque pareilles à celles des Réguliers d'Agen, avoit ordonné précisément les limitations & les révocations dont ils se plaignent. Après quoi, les Sgrs. Commissaires proposent à la Compagnie d'enregistrer l'Arrêt dans le Procès-verbal ; mais que, comme il est difficile que cet Arrêt soit entièrement exécuté, dans la suite des temps, à moins qu'il ne plaise au Roi d'accorder des Lettres-Patentes en conformité, qui soient enregistrées dans les Parlements, l'Assemblée devoit faire tous ses efforts pour les obtenir ; ce qui a été ordonné.

La même Assemb. apprend, qu'il paroissoit une Bulle du Pape Clément X, contenant des articles défavorables à l'autorité des Evêques & au règlement porté dans l'Arrêt d'Agen. Sa Majesté prévient là-dessus les plaintes de la Compagnie : il l'assure, qu'il avoit fait représenter au Pape les raisons qu'il avoit d'en empêcher la publication dans ses Etats, & qu'il espéroit que S. S. auroit égard à ses remontrances ; qu'au reste, il exigeoit de l'Ass. qu'il ne fût rien délibéré à ce sujet. Après cette déclaration de S. M., le bruit se répand encore, que le Pape étoit résolu de faire valoir sa Bulle, dont le Nonce étoit chargé de ménager auprès du Roi la réception. Sur quoi l'Assemb. demande de nouveau toute protection au Roi, qui assure la Compagnie qu'elle pouvoit y compter ; que cependant il feroit examiner l'affaire avec toute la réflexion qu'elle mérite.

M. l'Evêque d'Autun se plaint à la même Assemblée de 1670, des Carmes de Moulins, qui refusoient d'obéir à l'Arrêt d'Agen : sur quoi il avoit fait procéder contre eux par son Official, dont ils avoient appelé comme d'abus. Il demande à l'Ass. s'il devoit contester au Parlement, ou se pourvoir au Conseil. L'Assemblée lui conseille de porter l'affaire au Conseil. T. V, p. 61 & s. ; l'Arrêt d'Agen, avec les Requêtes, &c. P. J. p. 21 & s.

des Con-
sme Arrêt
x du Parl.

par l'Ass.
de l'Ar-
mitations
ne font
on veuille
prouvent
en 1537,
tendians,
Réguliers
sément les
dont ils se
grs. Com-
pagnie
e Procès-
est difficile
t exécuté,
oins qu'il
es Lettres-
soient en-
l'Assém-
ts pour les
né.

qu'il pa-
ément X,
ntageux à
réglement
a Majesté
tes de la
avait fait
sons qu'il
ation dans
e S. S. au-
ces; qu'au
u'il ne fût
cette dé-
se répand
lu de faire
once étoit
Roi la ré-
demande
au Roi,
elle pou-
tant il se-
oute la ré-

laint à la
es Carmes
d'obéir à
avait fait
Official,
ne d'abus.
contester
au Con-
de porter
61 & f.;
uties, &c.

Dans le Rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1670, l'origine du différend & la suite des procédures sont exactement détaillées. T. V, P. J. p. 82, 83.

1570.

Dans l'Ass. de 1670, il est encore parlé des entreprises du Chapitre de Vezelay, contre la Jurisdiction de l'Ev. d'Autun, au sujet de la Mission des Prédicateurs & de l'Approbation des Confesseurs. Voyez Autun, an. 1670.

1700.

Dans le Rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1700, les Agents avancent comme une maxime certaine, que, quand il s'agit d'approuver un Prêtre qui n'a point de titre, l'Evêque est absolument maître de son Approbation; il ne rend compte à personne de son refus, & son refus ne peut donner lieu à un Appel au Métropolitain, comme s'il s'agissoit d'un *Vicaire* sur une présentation, dont le refus ne peut se faire sans cause, & dont le Supérieur Ecclésiastique est Juge. Le Parl. de Tournai ayant rendu un Arrêt contraire à cette maxime, l'Evêq. d'Ypres en obtient la cassation au Conseil, le 20 Nov. 1697. T. VI, P. J. p. 148, 305 & suiv.

1790.

Règlement de M.
le Tellier, Arch.
de Reims, approu-
vé par l'Assemb.

M. le Tellier, Archevêque de Reims & Président de l'Ass. de 1700, propose à la Compagnie la lecture d'une Ordonnance par lui rendue, pour l'Approbation des Réguliers de son Diocèse, & de ceux notamment qui viennent d'un Dioc. étranger dans le sien, soit qu'ils y aient été approuvés, ou non. Après avoir établi la nécessité des Lettres d'Exeat, ou Lettres commandatices, pour tous les Prêtres généralement qui sortent d'un Diocèse pour passer dans un autre, & avoir exposé le motif de son Ordonnance, relativement aux Réguliers, qui souvent sont présentés aux Evêques par leurs Supérieurs, comme de dignes Sujets, & d'une bonne conduite, quoiqu'ils en aient eu une très-mauvaise dans les Diocèses d'où ils viennent, il ordonne qu'à l'avenir, les Prêtres réguliers, de quelque Ordre & Congrégation qu'ils soient, qui seront présentés par leurs Supérieurs locaux, pour être employés à la Prédication & à la Confession, & qui y viendront d'un autre Diocèse, seront tenus de présenter des Lettres testimoniales de leurs Supérieurs Provinciaux, & de plus, un certificat du Prélat, dans le Diocèse duquel ils auront fait leur dernier séjour, ou de son Vicaire-Gén., portant témoignage de leur bonne conduite & du bon usage que ces Réguliers auront fait des pou-

voirs qui leur auront été confiés; & en cas qu'ils n'aient point encore été approuvés dans aucun Diocèse, & qu'ainsi ils soient peu ou point connus du Prélat, il est dit, qu'on se contentera du certificat de l'Evêque, qui contiendra qu'on n'aura reçu aucune plainte de leur conduite.

M. le Tellier avoue que plusieurs Ordres ou Sociétés de Réguliers avoient refusé de se soumettre à l'Ordonnance, dont un des principaux inconvénients allégués, est que, si cet usage est établi, les Evêques pourroient garder, contre le gré des Supérieurs, les Religieux qui leur seroient agréables, en leur refusant des Lettres testimoniales. Le Prélat consent à prendre tel tempérament que la Compagnie lui préférera, pour concilier la délicatesse des Réguliers avec le devoir des Evêques. L'affaire est renvoyée à la Commission des Réguliers. M. l'Evêq. de Meaux, Chef de la Commission, après avoir distingué ce qui est de droit étroit, réglé par les Canons, & ce qui est de condescendance & d'équité, propose pour règlement :

Que chaque Régulier que son Supérieur immédiat présentera à son Evêque, pour la Prédication ou la Confession, sera porteur d'un certificat en bonne forme, signé de son Provincial, ou de celui qui, dans son Ordre, fait, sous un autre nom, les fonctions de Provincial; par lequel certificat ledit Provincial rendra un bon témoignage de ses vie & mœurs; & ce certificat marquera, de plus, dans quel Diocèse ce Régulier aura fait sa dernière demeure, pendant un temps considérable.

Que, lorsque les Supérieurs desdits Réguliers feront sortir un de leurs Inférieurs d'un Diocèse, de concert avec l'Evêque, pour fautes commises, le Supérieur immédiat sera tenu de déclarer audit Evêque en quelle Maison de son Ordre le Provincial aura envoyé ce Régulier; & en ce cas, ledit Evêque est exhorté d'avertir celui de ses Confères, dans le Diocèse duquel il saura que ce Régulier aura été envoyé.

L'Assemblée a approuvé le Règlement, & ordonné en même-temps qu'il sera imprimé, & envoyé, avec la délibération, à tous les Prélat, en conformité de laquelle, il leur sera écrit une Lettre circulaire; lad. Lettre composée par M. l'Evêq. de Meaux. T. VI, p. 448 jusq. 469.

M. l'Evêque de Dijon rend compte à

L'Ass. de 1747, d'une contestation pendante au Conseil, entre lui & le Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon, au sujet de l'Approbation des Confesseurs. *Voyez* Dijon, n°. 3.

Sur les Approbations nécessaires aux Réguliers pour l'exercice des fonctions curiales dans les Monastères, à l'égard des Laïques & personnes qui ne sont point engagées dans lesdits Monastères par les vœux solennels de Religion. *Voyez* Sacrements, §. II.

§. III. Approbations pour les Confesseurs des Religieuses.

Voyez Religieuses, §. VI.

A P T.

1602.

1°. EN l'Ass. de 1602, Requête du Diocèse d'Apt, requérant que les taxes des aliénations du Temporel de l'Eglise fussent réglées sur le pied du département de Débrandis, fait en 1516, & que ledit département fût observé en toute levée de deniers. Il fut ordonné, que, pour l'observation du départem. de Débrandis, les Suppliants seroient renvoyés au Bureau d'Aix, pour icelui faire observer en toutes levées de deniers, suivant les Réglemens; & par rapport à la réformation des taxes des aliénations, elle déclara ne pouvoir y entrer, attendu que les aliénations ne se font point sur le pied des décimes. T. I, p. 695.

1660.

2°. Sur la représentation de l'Evêque d'Apt, l'Ass. de 1660 a arrêté, que les Bénéficiers d'Avignon qui sont du ressort du Diocèse d'Apt, paieroient les taxes auxquelles ils seront imposés, à l'avenir, à cause des impositions extraordinaires, comme ils paient les taxes des décimes ordinaires, & au même lieu; le tout sans diminution des sommes auxquelles, tant le Dioc. d'Apt, que celui d'Avignon, avoient été taxés. Sera pareillement exécuté à l'égard des Diocèses de Carpentras & de Cavaillon. T. IV, p. 806.

Cette délibération a été confirmée par l'Ass. de 1675 & par celle de 1685. T. V, p. 273, 622.

1715, &c.

3°. Dans les Assemb. de 1715, 1723, 1725, se présente l'affaire de M. l'Ev. d'Apt, contre M. l'Ev. de Carpentras, sur le droit prétendu par M. d'Apt, d'imposer quelques Bénéfices du Dioc. de Carpentras, situés dans la partie de ce Diocèse qui est sous l'obéissance du Roi. Arrêt du Conseil qui règle le dif-

férend en faveur de l'Evêque de Carpentras. Suite de cette affaire. *Voyez* Carpentras.

4°. Dès 1610, l'Evêché d'Apt se trouvoit chargé d'une pension considérable en faveur de personnes laïques. Les Ass. de 1610, de 1612 & de 1615 s'en plaignent dans leurs Cahiers, & demandent l'extinction desdites Pensions. *Voyez* Pensions, §. I.

5°. L'Assemb. de 1725 accorde une somme au Diocèse d'Apt, à cause des pertes causées par la peste. T. VII, p. 481 & suiv.

6°. Quelques Habitants de Bonieux, Paroisse du Diocèse d'Apt, située dans le Comtat, avoient excité une sédition dans l'Eglise Paroissiale, à l'occasion de l'approbation d'une Maîtresse d'Ecole. M. l'Evêque d'Apt en fait part à l'Ass. de 1755, & du parti qu'il avoit pris de porter cette affaire à Rome. L'Assemb. prie M. son Président d'en écrire au Cardinal Valenti, au nom du Clergé. T. VIII, p. 565.

7°. Les Evêques d'Apt & de Riez représentent à la même Ass., qu'il y a quelques Bénéfices situés dans leurs Diocèses, qui y sont imposés pour les anciennes décimes, & dont les Titulaires refusent d'y contribuer pour les Dons-gratuits, prétendant qu'ils sont imposés dans d'autres Diocèses; & qu'il seroit à propos de décider dans quels Diocèses ils doivent être imposés, à l'avenir, tant pour les anciennes décimes, que pour les Dons-gratuits.

Sur quoi il a été délibéré, que les Prieurés, ou autres Bénéfices situés dans les Diocèses d'Apt & de Riez, qui y payoient les anciennes décimes précédemment, y seront également imposés, à l'avenir, pour tous les Dons-gratuits & autres impositions; & à cet effet, seront déchargés de toutes impositions dans les Diocèses d'Arles, d'Embrun & de Marseille, attendu qu'ils ont été portés en fonds impossibles dans lesdits Diocèses de Riez & d'Apt. T. VIII, p. 589.

8°. L'Evêque d'Apt fait part à l'Ass. de 1755, qu'un Dévolutaire attaquoit l'union d'un Bénéfice faite, depuis plus d'un siècle, au Séminaire de son Diocèse, & qu'il se proposoit de solliciter un Arrêt de surseance pour arrêter les poursuites de ce Dévolutaire. La Compagnie charge les Agents de se joindre au Prélat. T. VIII, p. 590.

1610.

1715.

1755.

1755.

1755.

172
ue de Car-
aire. *Voyez*
Apt se trou-
considérable
ues. Les Aff.
s s'en plai-
& deman-
Pensions.
ccorde une
à cause des
T. VII, p.
de Bonieux,
située dans
une sédition
l'occasion de
lle d'Ecole.
part à l'Aff.
voit pris de
L'Assemb.
n écrire au
du Clergé.
& de Riez
T., qu'il y a
dans leurs
lés pour les
at les Titu-
ier pour les
qu'ils font
scs; & qu'il
dans quels
impôts, à
ennes déci-
aruits.
ré, que les
fices situés
de Riez,
es décimes
lement im-
les Dons-
ons; &, à
de toutes
es d'Arles,
, attendu
ds imposa-
de Riez &
part à l'Aff.
attaquoit
depuis plus
son Dio-
solliciter
arrêter les
e. La Com-
se joindre

173 APUREMENT. ARBITRES. ARCHEVÊQUES. 174

APUREMENT DE COMPTE.

1710. I. En l'Aff. de 1710, M. le Cardinal de Noailles, Président, représenta, qu'après les comptes arrêtés & signés, l'Aff. avoit encore des mesures à prendre, que les précédentes Aff. n'avoient pas prises, qu'il étoit nécessaire d'apurer les comptes, & que cet apurement seroit avantageux au Clergé. Sur quoi, les Provinces ayant opiné, l'Assemblée agréa la Commission demandée par Son Emin. pour ledit apurement. T. VI, p. 1075, 1076.

1726. II. Dans l'Aff. de 1726, il y eut une Commission nommée pour l'apurement des comptes de M. Cugier, sur le rétablissement des rentes : M. l'Archev. de Tours, Chef de la Commiss., en fit le rapport. *Voyez* Comptes, §. II, an. 1726.

1745. III. Dans l'Aff. de 1745, autre Commission nommée pour l'apurement des comptes de la gestion de feu M. de Sénozan, depuis & compris 1730, jusqu'à & compris 1739. *Voyez* Comptes, §. II, an. 1745.

ARBITRES.

Il fut proposé, dans l'Aff. de 1635, de décider si les Prélats & autres qui seroient choisis pour Arbitres, pourroient demeurer Juges, en cas que les Parties ne tombassent point d'accord : sur quoi, les Provinces ayant délibéré, il fut résolu d'une commune voix, que lesdits Seigneurs n'étant que compositeurs amiables, demeureroient Juges, sans pouvoir être récusés de ce chef. T. II, p. 649, 650.

Jugé de même en l'Aff. de 1641. T. III, p. 9.

ARCHEVÊQUES.

I. M. l'Archevêque d'Aix se plaint à l'Aff. de 1635, de ce que l'Ev. d'Apt s'opposoit à ce qu'il fit porter sa Croix Archiepiscopale dans le Dioc. d'Apt. Sur ce qui est observé dans l'Aff., que plusieurs Archevêques s'étoient souvent présentés de même dans les Diocèses de leurs Suffragants, lesquels sont fondés en privilège, qui a passé en Droit commun depuis le Concile de Vienne, inséré dans le Corps de Droit, & même publié de nouveau dans quelques Conciles du Royaume; l'Aff., d'une commune voix, est d'avis que M. l'Ev. d'Apt, ou autre, n'avoit pu s'opposer audit port de Croix, & ne pouvoit le faire, s'il n'avoit privilège au contraire, qui fût postérieur au Concile de Vienne. T. II, p. 806, 807.

II. Suivant l'usage de l'Eglise de France, les Bulles de Jubilé doivent être adressées aux Archevêques, qui les envoient aux Evêques leurs Suffragants. Cet usage est attesté par l'Aff. de 1670. T. V, p. 82, 83. *Mem. du Cl.* p. 128.

III. Peut-on appeler à Rome de la Concession d'un *Visa* faite par le Métropolitain, sur le refus de l'Ev. Suffragant? *Voyez* Visa, n°. IV.

IV. Dans les choses qui sont de pure grace & dépendent de la libre volonté de l'Ordinaire, il n'y a point de recours, ni d'appel à l'Archevêque. Sur le refus de M. l'Evêque de Lisieux d'admettre dans son Diocèse un établissement de Religieuses, M. l'Archev. de Rouen, comme Métropolitain, ayant admis & ordonné ledit établissement, M. l'Evêque de Lisieux s'en plaignit à l'Aff. de 1645, qui arrêta, d'un commun avis, que la permission ou consentement pour l'établissement de la Sœur du Bois, & autres Religieuses dans l'Hôpital de Hontheur, étant de pure grace, le refus fait par M. de Lisieux d'y consentir, n'avoit donné aucun droit auxdites Religieuses de recourir au Métropolitain comme Supérieur, ni au Métropolitain d'en ordonner. T. III, p. 377, 378.

Le Parlement de Tournai ayant rendu un Arrêt contraire à cette maxime, l'Evêque d'Ypres en obtint la cassation au Conseil en 1697. Il s'agissoit d'approbations refusées par l'Ordinaire, & pour lesquelles le Parlement avoit renvoyé au Métropolitain. M. l'Archev. de Toulouse ayant statué sur un semblable refus fait par l'Ev. de Pamiers, ce Prélat s'en plaignit à l'Aff. de 1665. *Voyez* Approbations, §. II, an. 1665.

V. Sur l'interdit de l'Eglise de Beauvais par M. l'Archev. de Reims, Métropolitain. *Voyez* Interdit.

VI. Quelques Aff. du Clergé, outre l'Evêque Diocésain, ont encore invité à leurs séances le Métropolitain. *Voyez* Evêques Diocésains, n°. I.

ARCHIDIACRES.

I. Les Archidiacres ont droit de visiter les Paroisses, le Saint-Sacrement, les vases sacrés, les ornements & les Autels; de faire des corrections aux Curés, de s'informer de leurs mœurs & conduite, pour en rendre compte aux Evêques. Il y en a même qui sont en possession de faire des Ordonnances dans le cours de leurs visites. Le Concile de Latran, sous Alexandre III, Can. 30,

reconnoît qu'ils ont *curam animarum*. Ils ont une inspection si grande sur les Curés & sur les Clercs qui sont ordonnés, que le Concile de Trente dit, en parlant d'eux, qu'ils sont *oculi Episcoporum*. Le même Concile veut qu'ils aient 25 ans, & qu'ils soient Docteurs en Théologie, ou Licenciés en Droit Canon. *Rapport de M. l'Archevêque de Reims, dans l'Ass. de 1682. T. V, p. 434.*

II. L'Evêque de Tréguier demanda l'assistance de l'Ass. de 1608, contre un Archidiacre de son Eglise, qui non-seulement prétendoit le droit de visite, mais encore le pouvoir de donner des Monitoires: le Prélat lui avoit défendu d'en donner; défense dont ledit Archidiacre avoit appelé comme d'abus. Arrêt étoit intervenu contre le Sgr. Evêque: l'Ass. chargea les Agents de se joindre à la poursuite de l'affaire en faveur du Prélat. T. I, p. 804, 805.

III. Sur le droit de visite des Archidiacres, à l'égard des Cures dépendantes de l'Ordre de Malte. *Voyez Malte, §. II.*

IV. L'Archidiacre de Paris est en possession de donner des Provisions aux Indultaires du Parl. de Paris. *Voyez Indulte du Parlement.*

Le Parlement lui renvoie des Bénéficiers pour obtenir de lui des Provisions sur le refus des Ordinaires. *Voyez Provisions, §. I.*

V. Dans l'Ass. de Melun, les Archidiacres demandèrent d'être déchargés du paiement des décimes, en tout ou en partie, & que chacun des Curés sujets à leur visite, fussent tenus, pour leur droit de visite, de leur donner un écu, & les Fabriciens des Paroisses un autre écu. Quant aux écus demandés, il fut dit *néant*; & à l'égard de l'exemption des décimes, ils furent renvoyés pardevant les Députés du Clergé de la Province, ou au prochain Synode Provinc. T. I, p. 221.

En 1640, les Archidiacres de Bourges se pourvurent au Conseil, pour obtenir une exemption de décimes, à raison de la modicité de leur revenu; sur quoi ils furent renvoyés à la Chambre de Paris, & par elle, à l'Assemblée-Gén. de 1645. *Voyez Bourges, n°. VI.*

VI. Les Archidiaconés sont-ils sujets à la Régale, & comment? *Voyez Dignités, n°. III.*

VII. Sont-ils sujets à l'expectative des Gradués? *Voyez Dignités, n°. II.*

VIII. Exigent-ils des degrés? *Voyez Dignités, n°. I.*

ARCHIPRÊTRES.

L'ASSEMBLÉE de Melun, en 1579, contient plusieurs Décrets & Réglements touchant les Archiprêtres, au titre de *Vicarium foraneorum & Archipresbyterorum munere*. T. V, P. J. p. 123.

ARCHIVES DU CLERGÉ.

§. I. *Précis des rapports faits de l'état des Archives, & des Délivrations prises en conséquence dans les Assemblées-Générales.*

On suit ici l'ordre des temps.

I. EN 1579, lors de l'Ass. de Melun, les Archives & papiers du Clergé étoient au Chapitre de Notre-Dame de Paris: l'Ass. s'informe si le Chapitre vouloit continuer à prêter la chambre; sans quoi elle les feroit transporter aux Bernardins. Elle nomme des Députés pour faire l'inventaire des Lettres & Ecritures du Clergé.

Ordonné qu'il sera fait deux clefs de la Chambre, & deux des armoires où seront lesdits papiers, dont chacune sera remise aux Agents; quatorze copies dudit inventaire, une pour chaque Province.... Les Agents sortant de charge, rendront les papiers par inventaire à leurs successeurs, dans deux mois, & en prendront suffisante décharge.... Au cas que les Provinces ou Diocèses aient besoin de quelques papiers des Archives, ils seront copiés aux frais des poursuivants, pour être compulsés, parties appelées, sans qu'il soit permis aux Agents de laisser transporter aucun papier hors des Archives. T. I, p. 143.

II. Dans l'Ass. de 1584, arrêté qu'il seroit fait un inventaire raisonné & sommaire des Edits, Cahiers & autres pièces, qui peuvent servir d'instructions & de Mémoires au Clergé, lequel seroit déposé aux Archives. M. l'Archev. de Bourges & trois autres Députés sont priés d'en accepter la charge. T. I, p. 266, 267.

III. En l'Ass. de 1595, 1596, les anciens Agents remettent à ceux qui leur succèdent, les titres qui sont aux Archives, selon l'inventaire qui en avoit été fait. Il est rapporté, dans cette Ass., qu'on avoit obtenu Jugement contre le sieur Abbé de Moreilles, par lequel il avoit été condamné à délivrer au Clergé les titres & papiers, à lui appartenants, qui étoient entre les mains du feu sieur Abbé son oncle. Ordonné que

le'dits

n, en 1579,
s & Régle-
rêtres, au ri-
um & Archi-
V, P. J. p.

CLERGÉ. s faits de & des Dé- consequence Générales.

emps.
de Melun, 1579.
clergé étoient
ne de Paris:
ltre vouloit
re; sans quoi
aux Bernar-
rés pour faire
Ecritures du

eux clefs de
armoires où
chacune se-
torce copies
chaque Pro-
e de charge,
nventaire à
ux mois, &
harge... Au
ocelles aient
des Archi-
is des pour-
sés, parties
permis aux
r aucun pa-
p. 143.
arrêté qu'il
isonné &
s & autres
nstructions
lequel so-
l. l'Archév.
éputés sont
c. T. I, p.

96, les an- 1595.
ux qui leur
aux Archi-
n avoit été
ette Ass.
contre le
r lequel il
r au Cler-
i apparte-
ains du
onné que
les dits

ARCHIVES.

178

177

lesdits papiers seroient retirés & remis aux Archives. T. I, p. 589, 590.

1605. IV. L'Ass. de 1605 nomme des Commissaires pour dresser un nouvel inventaire des comptes & papiers des Archives, mettre tous les papiers par ordre, serrer ceux qui sont plus de conséquence, même les Edits, Lettres & autres Actes, faire mémoire bien ample de ce qu'ils y trouveront pouvoir avancer les affaires du Clergé, & rapporter le tout bien particulièrement à la prochaine Ass. des comptes. T. I, p. 720.

1608. V. En l'Ass. de 1608, il est dit qu'un Particulier avoit remis un inventaire d'une quantité de papiers importants au Clergé, jusqu'au nombre de trois ou quatre cents articles, & que moyennant 150 liv. il les délivreroit. L'Ass. ordonne que la somme lui sera payée, les papiers retirés & mis aux Archives. T. I, p. 785, 786.

1615. VI. L'Ass. de 1615 nomme trois Prélats & quatre du second Ordre pour voir l'état des Archives, & des actes & papiers que les Srs. Agents ont certifié avoir mis en bon ordre, suivant la charge qui leur en avoit été donnée par la précédente Ass. Mrs. les Députés rapportent à la Compagnie, que les papiers desdites Archives, ci-devant dans la plus grande confusion, sont à présent distingués par trois inventaires. Le premier contenant divers chapitres, suivant la diversité des affaires; les actes concernant chaque affaire étant réduits sous chaque chapitre. Le second est distingué par Généralités, contenant divers actes qui les regardent particulièrement. Le troisième est divisé par Provinces & Diocèses, contenant les actes & papiers qui les regardent. T. II, p. 273.

1625. VII. L'Ass. de 1625 ordonne, qu'à la diligence des Agents, les Archives seront changées du Cloître de Notre-Dame au Couvent des Augustins, & qu'ils feront arranger proprement & commodément la place offerte par le Prieur de la Maison. T. II, p. 526, 527.

1635. VIII. L'Ass. de 1635 nomme des Députés pour visiter les Archives, & faire procéder à la confection de l'inventaire des papiers. Deux personnes intelligentes sont chargées d'y travailler. Plusieurs Procès-verbaux des Ass., depuis celle de Melun, jusqu'à celle de 1625, manquoient dans les Archives: ils étoient chez le Sieur Abbé de
Table de la Coll. des P. V.

Saint-Vincent, signés tous en bonne forme. Sur la prière de l'Ass., cet Abbé les dépose aux Archives. T. II, p. 786 & suiv.

IX. L'Ass. de 1645 fait transférer les Archives du Cloître de Notre-Dame au Couvent des Augustins. Suivant un premier projet, il devoit être fait audit Couvent un bâtiment uniquement destiné aux Archives. Le plan en est dressé. On observe ensuite qu'audit Couvent, il se trouvoit une grande salle bien éclairée, vouée dessus & dessous, dans laquelle, par le moyen d'un seul retranchement, on pourroit commodément placer lesdites Archives, sans beaucoup de frais. Cette autre idée est suivie: l'on compose avec les Religieux, à raison de 300 liv. par an: le contrat en est passé. T. III, p. 139, 140.

Procès-verbal de vérification de l'inventaire des Archives, dressé le 26 Juillet 1645, par ordre de l'Ass. T. III, P. J. p. 23 & f.

X. En l'Ass. de 1650, il est remontré que le sieur Berland avoit en sa possession beaucoup de papiers importants au Clergé; que les anciens Agents avoient été chargés, par la dernière Ass., de les retirer de lui, & de les remettre aux Archives; qu'en cette considération on lui avoit rétabli les sommes qui lui avoient été rayées, & qu'il n'avoit rien exécuté de tout ce qu'il avoit promis. Le Promoteur est chargé de le voir, & de le presser de rendre lesdits papiers. Arrêt obtenu contre lui le 20 Sept. 1650: Requête dudit Berland au Conseil, par laquelle il demande d'être reçu opposant à l'Arrêt: plusieurs demandes de sa part, auxquelles le Clergé satisfaisant, il offre de faire la remise. La Compagnie résout de demander au Conseil, que le sieur Berland soit renvoyé à l'Ass., pour y être réglé de ses demandes. T. III, p. 462, 463.

L'Ass. ordonne un nouvel inventaire des Archives. Ordonné aussi que le département de 1516 soit copié. Le sieur Pinette est employé aux Archives. T. III, p. 463.

XI. L'Ass. de 1650 avoit nommé le sieur Pinette pour travailler aux Archives, sous la direction des Agents. L'Ass. de 1655 nomme des Commiss. pour examiner son travail. Leur rapport est que les Archives ne pouvoient être mises en meilleur état, tous les papiers étant exactement & avec méthode rangés & inventoriés par chapitres & par articles
L

1645.

1650.

1655.

en deux volumes, à chacun desquels il y a des Tables des matières, en sorte qu'à point nommé on peut trouver les pièces dont on a besoin. L'Ass. accorde audit Pinette une récompense de 6000 liv. T. IV, p. 39, 40.

1660.

XII. L'Ass. de 1660 ordonne, que les Archives seront mises en tel état, que les titres & papiers ne se gâtent pas par l'humidité, & que Mrs. les Agents feront les choses nécessaires pour ce sujet; que des 6000 liv. dont elle a fait don au sieur Pinette, il en fera d'abord payé la moitié, & l'autre moitié, après qu'il aura satisfait aux conditions portées par la précédente délibération; savoir, de remettre les papiers ou registres qui avoient été portés à Pontoise, dans les Archives & au lieu d'où ils avoient été tirés, de remettre les autres titres & papiers dans un meilleur ordre, conformément à ce qui lui sera ordonné par Mrs. les Commissaires des Archives; à la charge aussi de remettre auxdites Archives le Procès-verbal de la Chambre Ecclésiastique des Etats d'Orléans, qu'il a dit avoir recouvré, & d'ajouter à l'inventaire tous les Arrêts & Déclarations, avec les autres pièces obtenues depuis ce temps-là. T. IV, p. 533, 534.

1665.

XIII. L'Ass. de 1665 fait déposer aux Archives le département des 56000 liv. imposées par l'Ass. de 1636, sur les nouveaux Monastères & Bénéfices non compris au département des décimes de 1516; plus un autre département de la même année des 100944 liv. imposées & données en augmentation de gages aux Officiers des décimes. T. IV, p. 845.

1670.

XIV. L'Ass. de 1670, délibération prise par Provinces, ordonne que Mrs. les Agents se chargeront des papiers des Archives, au bas de l'inventaire; que le sieur Pinette rétablira dans leur ordre les papiers qui ont été apportés à Pontoise, & aura soin de faire recherche de ceux qui y manquent, pour être remis aux Archives. T. V, p. 120.

1675.

XV. Les Commissaires nommés pour la revue des Archives par l'Ass. de 1675, vérifient les inventaires faits par le sieur Pinette, & les trouvent complets, à l'exception de l'original du département de 1641, dont il n'y avoit que copie non signée dans les Archives, led. original devant être entre les mains du sieur le Roux. M. l'Archev. de Bourges est prié de le retirer. Les Commissaires ajoutent que le sieur Pinette avoit re-

mis en leur présence les Procès-verbaux de l'Ass. de 1567, de la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, de l'Ass. de 1619 & de celle de 1646, signés des Secrétaires, qui manquoient aux Archives; en sorte qu'il ne restoit desdits Procès-verbaux d'Ass. Gén. à désirer, que ceux de 1596, 1606 & 1636. Ordonné au sieur Pinette de faire recherche des pièces qui manquent.

Sur le rapport favorable au sieur Pinette, l'Ass. lui accorde 5000 liv. de gratification, & reçoit son fils en survivance. T. V, p. 179, 180.

1685.

XVI. Les Commiss. nommés pour les Archives par l'Ass. de 1685, les trouvent en assez bon état. Attendu les services & l'âge avancé du sieur Pinette, l'Ass. lui fait avance tous les ans de la somme de 600 liv., en déduction de ce que la prochaine Ass. jugera à propos de lui accorder. T. V, p. 633, 634.

1690.

XVII. Les Commiss. nommés par l'Ass. de 1690, trouvent les Archives dans le meilleur état possible; mais que le lieu étant humide, il étoit nécessaire d'y mettre ordre; que le sieur Loys avoit fait un inventaire nouveau, par ordre alphabétique & par matières. Le sieur Pinette étant mort, la Compagnie reçoit le sieur Loys, Avocat au Conseil, pour être Garde des Archives. T. V, p. 692.

1695.

XVIII. L'Ass. de 1695, conformément à l'avis de la Commiss., ordonne la construction de deux nouvelles armoires, où seront enfermés les titres, papiers & acquêts concernant les rentes de 1690 & 1693, & celles de la présente Ass.;... qu'à chacune de ces armoires, il y aura deux serrures & deux clefs différentes, dont chacun de Mrs. les Agents auront une clef;... qu'il fera fait un inventaire nouveau de tous les papiers des Archives, n'en ayant point été fait depuis 1650;... qu'il ne sera donné, ni retiré aucun papier des Archives, qu'en présence de Mrs. les deux Agents, & de leur consentement. L'Ass. accorde 500 l. de gratification au Commiss. du sieur Loys. T. VI, p. 115, 116.

1700.

XIX. Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1700, pour l'état des Archives, rapportent que la délibération précédente de 1695 a été ponctuellement exécutée. Gratification accordée au Sr. Loys. Il n'est pas dit quel en est le montant. T. VI, p. 384, 385.

Il est fait mention dans le Rapport, des Procès-verbaux qui manquoient. Voyez Procès-verbaux, §. II.

es-verbaux
bre Eccle-
de l'Ass. de
signés des
aux Ar-
bit desdits
à désirer,
1636. Or-
tre recher-
t.
u sieur Pi-
co liv. de
ils en sur-

imés pour
1685, les
tendu les
r Pinette,
ans de la
tion de ce
à propos
3, 634.
imés par
Archives
mais que
nécessaire
eur Loys
veau, par
ticles. Le
Comp-
avocat au
Archives.

onformé-
ordonne la
es armoi-
itres, pa-
les rentes
de la pré-
de ces ar-
s & deux
n de Mrs.
qu'il sera
e tous les
ant point
il ne sera
des Ar-
nt. L'Ass.
au Com-
15, 116.
imés par
Archives,
n précé-
ellement
ée au Sr.
t le mon-

Rapport,
quoient.

1685.

1690.

1695.

1700.

1705.

XX. L'Ass. de 1705, sur le Rapport de Mrs. les Commissaires, règle & ordonne que dorénavant personne ne pourroit ôter des Archives aucuns originaux, sous quelque prétexte que ce puisse être; que les Agents pourrout néanmoins en laisser prendre des copies sur le Bureau des Archives, à tous Bénéficiers qu'ils connoîtront en avoir besoin, & sans déplacer; que Mrs. les Agents, en sortant de l'Agence, vérifieront l'inventaire avec ceux qui entrent, en présence de Mrs. les Commissaires nommés dans les Ass. Ordonné de plus, que les deux clefs qui sont entre les mains de Mrs. les Agents, seront différentes. Ordonné encore de faire collationner, sur l'original du département de 1516, qui est à la Chambre des Comptes, la copie défectueuse du même département des décimes qui est aux Archives.

Elle accorde au sieur Loys, Garde des Archives, une gratification extraordinaire de 1500 liv., pour l'inventaire en trois gros volumes qu'il avoit fait. T. VI, p. 754 & f.

1710.

XXI. Les Commiss. nommés pour les Archives, dans l'Ass. de 1710, réduisent leur Rapport à quatre points. La sûreté des Archives, leur propriété, leur ordre & arrangement; enfin, l'exécution des Réglemens faits dans les dernières Ass., au sujet des mêmes Archives, & en particulier dans les Ass. de 1695, 1700, 1705. Leur avis adopté & suivi par l'Ass., contient :

Qu'à l'égard de la sûreté, il y ait à la première porte, avec les deux serrures, trois clefs, dont une seroit remise entre les mains du Garde des Archives, & les deux autres, qui ouvreroient les deux serrures, entre les mains des Agents, en sorte que le Garde ne pourroit y entrer qu'avec l'un des Agents.

Qu'à l'égard de la propriété nécessaire pour la conservation des papiers, il falloit absolument, ou changer le lieu des Archives, ou remédier à l'humidité; que de plus, il soit fait de nouvelles armoires, à la place de plusieurs vieilles, dont les planches étoient toutes vermoulues.

Qu'à l'égard de l'ordre & de l'arrangement, il se trouvoit, que par les soins du Sr. Loys, & l'inventaire exact qu'il avoit fait de tous les papiers, il n'y avoit rien à souhaiter là-dessus.

Qu'enfin, à l'égard de l'exécution des Réglemens ordonnés par les dernières Ass., la Commission jugeoit à propos

d'ordonner de nouveau, 1°. qu'à la diligence de Mrs. les Agents, il sera fait incessamment une Table gén. de tous les Procès-verbaux. 2°. Qu'on aura du sieur Godefroi, Garde des Archives de la Chambre des Comptes, une copie authentique du département de 1516, vérifiée sur celui qui est à ladite Chambre. 3°. Qu'il sera fait de nouvelles défenses au Garde des Archives de laisser emporter aucun papier, sans exception & sans privilège pour personne; mais qu'il pourra seulement en laisser prendre des copies. 4°. Que les anciens Agents seront toujours tenus de vérifier, avec les nouveaux, l'inventaire des titres & autres papiers contenus dans les Archives. 5°. Que ces derniers seront exhortés de donner tous leurs soins pour recouvrer les papiers qui y manquent, & en particulier ceux que l'on croit être dans la Bibliothèque de feu M. l'Evêq. de Séz, soit l'original du Procès-Verbal de l'Ass. de 1635, qui est entre les mains du sieur le Merre, soit celui de 1682, que feu M. l'Archev. de Reims avoit, & que M. l'Abbé de Louvois a promis de remettre.

L'Ass. prie les héritiers de M. l'Evêq. de Séz, de trouver bon que le Clergé fit mettre le scellé sur les papiers du défunt.

Autres papiers réclamés concernant les Maladreries, autrefois unies à l'Ordre de Saint-Lazare. T. VI, p. 1015, jusq. 1021, 1023, 1024. Voyez Procès-verbaux, §. II.

La même Ass. approuve & adopte un plan proposé pour remédier à l'humidité & aux autres inconvénients du lieu des Archives. T. VI, p. 1021.

XXII. M. l'Evêque de Séz remet, à l'Ass. de 1711, deux Manuscrits imprimés qu'il avoit tirés de la Bibliothèque de son Prédécesseur; savoir, le Procès-verbal de 1690, & l'avis de Ngrs. de l'Ass. de 1635, sur le mariage des Princes: ils sont déposés aux Archives. T. VI, p. 1214.

XXIII. En l'Ass. de 1715, les Commissaires nommés pour les Archives, réduisent le rapport qu'ils font de l'état actuel à six chefs: à ce qui regarde la sûreté des papiers & le lieu où ils sont; aux armoires qui les renferment, & celles qu'il convient d'y ajouter; à l'ordre & l'arrangement des titres & papiers; aux inventaires, tant de ceux qui s'y trouvent, que de ceux qui y manquent, soit pour n'y avoir jamais été, ou qui en ont été tirés, & qu'on n'a pas

1711.

1715.

eu soin d'y remettre; à ce qu'il conviendrait de faire pour la recherche de ceux qui sont égarés: enfin, au choix d'une personne fidele & intelligente, à qui on puisse confier le soin & la garde des Archives.

A l'égard des papiers qui manquent, on observe que feu M. de Pennautier avoit chez lui plusieurs papiers tirés des Archives; entr'autres un département en original de 3500000 liv., & divers autres titres dont se trouve chargé le registre des Archives: il y manque encore le Procès-verbal de la Chambre Ecclésiastique des Erais-Gén., tenus à Orléans en 1560, & celui de l'Ass. de 1573. Il est dit que M. l'Archevêque de Narbonne, Président de l'Ass., a remis l'original imprimé de l'Ass. de 1650.

Sur le 6^e & dernier art., ils exposent que le sieur Loys, Garde des Archives, étant décédé en 1714, Mrs. les Agents, en attendant les ordres de cette Ass., y avoient commis le sieur Gillot.

Sur quoi l'Ass. a délibéré, que ledit sieur Gillot seroit reçu Garde des Archives; qu'en retranchant la gratification de 2000 liv., que les Ass. avoient quelquefois donnée au sieur Loys, il jouiroit par an de 1000 liv. d'appointement; savoir, de 600 liv. qui étoient les anciens gages, & de 400 liv. tenant lieu de la gratification; lesquelles 400 l. pourroient être retenues par Mrs. les Agents, s'ils n'étoient pas satisfaits de sa conduite jusqu'à l'Ass. suivante.

Mrs. les Agents sont chargés d'apporter tous leurs soins pour recouvrer les titres & papiers qui appartiennent au Clergé, & pour empêcher qu'on n'en tire aucuns originaux; de faire faire les armoires nécessaires; de faire transcrire les Procès-verbaux qui manquent; de retirer une copie authentique du département de 1516, & de faire en sorte que le sieur Abbé de Targny remette au plutôt la Table qu'il s'est chargé de faire de tous les Procès-verbaux. T. VI, p. 1356 jusqu'à 1363.

M. le Merre fait présent, à l'Ass. de 1715, de dix volumes de pieces concernant le département de 1641, & les aliénations du Temporel du Clergé. Ils sont mis aux Archives. T. VI, p. 1482.

En conséquence d'une délibération de la même Ass., il est passé, le 27 Janvier 1717, un acte entre Mrs. les Agents, & les Religieux Augustins, au sujet des nouveaux bâtimens que Mrs. les Agents avoient fait faire, & pour le loyer de plusieurs pieces occu-

pées par l'Assemb. Voyez Augustins, n^o. III.

XXIV. En l'Ass. de 1713, Mrs. les Commissaires des Archives, après avoir exposé l'état actuel des Archives, rappellent à la Compagnie les anciennes Ordonnances des Ass. concernant le bon ordre des Archives, qui n'étoient point exécutées, & proposent celles qu'il conviendrait de faire. Ils distinguent deux sortes d'Ordonnances des Ass. précédentes: les unes avoient chargé spécialement Mrs. les Agents de veiller à ce qui avoit été ordonné, & dans les autres Ordonnances, ils n'avoient pas été nommés spécialement, quoi qu'ils fussent chargés généralement de l'exécution des Réglemens.

Les points principaux dont Mrs. les Agents avoient été chargés spécialement, étoient, 1^o. d'avoir deux clefs prohibitives des Archives, afin qu'elles ne fussent pas entre les mains d'une seule personne, qui n'est que Laïque. Ainsi ordonné en l'Ass. de Melun en 1579, en celles de 1695, de 1705, de 1710, de 1715. Sur cet article, Mrs. les Commiss. observent, que la chose pourroit difficilement s'exécuter à la rigueur; qu'on ne peut cependant se dispenser, eu égard à l'usage général, & aux Réglemens des Ass. précédentes, de charger Mrs. les Agents de la Garde des Archives & des papiers du Clergé, & en conséquence d'avoir une ou deux clefs prohibitives, laquelle ils pourront néanmoins confier au Garde des Archives, en de certaines circonstances.

2^o. Il a été fait défenses plusieurs fois aux Agents de laisser transporter aucuns papiers, sous quelque prétexte que ce fût. Ainsi ordonné dans l'Ass. de Melun, dans celles de 1695, de 1700, 1705, 1715.

3^o. Ils ont été chargés, en 1695 & 1715, de recouvrer les titres égarés.

4^o. Les Ass. précédentes les avoient chargés de faire tirer des copies des Procès-verbaux qui manquent; c'est ce qu'ordonne l'Ass. de 1715.

5^o. Il avoit été ordonné que les anciens & nouveaux Agents assisteroient à la visite que Mrs. les Commissaires font des Archives; & que les anciens rendroient les titres à ceux qui leur succèdent, qui seroient leur soumission en conséquence, & s'obligeroient à en rendre compte à leurs successeurs. Ainsi prescrit dans l'Ass. de Melun & dans celles de 1700, 1705, 1715.

A l'égard des autres articles, dont

Mrs. les Agents n'ont pas chargés spécialement, la Commission ajouta qu'ils se réduisoient : 1°. à avoir une copie moins défectueuse du département des décimes de 1516 ; 2°. à faire une Table aux Procès-verbaux, que le premier chef avoit été ordonné en 1715, & le second en 1699 & 1705.

L'avis de la Commission, tant à l'égard des articles déjà réglés dans les précédentes Ass., qu'aux nouvelles Ordonnances à faire, lequel a été unanimement suivi par la Compagnie, est : 1°. Que le Règlement qui prescrit aux Agents d'avoir une des deux clefs des Archives, soit exécuté du mieux qu'il est possible, & de la manière exposée... 2°. Que les art. 3 & 4 sont portés trop expressément dans les précédentes Ass., pour n'être pas exécutés avec soin... 3°. Sur le cinquième, qui concerne la visite que devoient faire les Agents en assistant à celle des Commissaires ; la Commission juge que cette visite seroit plus facile quelques mois après le temps des Ass., ainsi que la remise que les anciens Agents doivent faire à ceux qui leur succèdent, des papiers des Archives par inventaire... 4°. Que la Table des Procès-verbaux, & l'Ouvrage des Conciles de France, dont on a chargé en 1715, M. de Targny, avancent l'un & l'autre... 5°. Qu'il est nécessaire de charger plus spécialement le sieur Gillot des Archives, & d'exiger de lui une soumission, en vertu de laquelle il se charge de représenter toutes fois & quantes les titres du Clergé qui sont inventoriés, hors ceux qui avoient été égarés avant son temps, sauf à l'Ass. de lui accorder une gratification... 6°. Qu'il est également nécessaire de faire deux copies de l'inventaire des Archives, & de charger le Sr. Gillot d'y ajouter les papiers qui se recouvreront ; que les Agents auroient les deux inventaires pour s'instruire des affaires du Clergé, lorsqu'ils commencent à en être chargés ; soit pour mettre leur soumission, comme ils se chargent de prendre soin des Archives ; soit pour y faire mettre leur décharge, quand ils remettent à leurs successeurs la clef des Archives... 7°. Qu'il soit fait une compilation des Lettres-Patentes, Arrêts du Conseil, Déclarations du Roi, concernant la Jurisdiction ou le Temporel des Eglises de France ; que le Sr. Gillot, conjointement avec le Sr. Bro-

nod, pourroit en être chargé.

Les autres articles regardent quel-

ques réparations, armoires nouvelles, &c.

L'Ass. adopte l'avis, & augmente de 500 liv. les appointements du sieur Gillot, qui seront en tout 1500 liv. T. VI, p. 1573 jusqu'à 1586.

XXV. Ce qu'il y a de plus essentiel réglé dans l'Ass. de 1725, concerne, 1°. les Tables des Procès-verb. Voyez Procès-verbaux, §. III.

2°. A été recommandé au sieur Bro-

nod, fils, de continuer la compilation qu'il avoit commencée, des papiers concernant la Jurisdiction & le Temporel du Clergé, sur-tout de ceux qui sont la matière des Cahiers, & qui ne se trouvent, ni dans les Procès-verb., ni dans les Mémoires du Clergé, ni dans les Rapports d'Agence.

3°. L'Ass. accorde pour une fois seulement, & sans tirer à conséquence, la somme de 1000 liv. au sieur Gillot, pour les soins extraordinaires qu'il a pris, & pour les dépenses qu'il a faites par ordre de Mrs. les Agents.

Un 4°. article concerne le transport à faire de beaucoup de papiers, dans la nouvelle Chambre des Archives. T. VII, p. 57 jusqu'à 65.

Sur la demande des PP. Augustins, par rapport à l'agrandissement des Archives. Voyez Augustins, n°. IV.

1715.

1715.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1716.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

1715.

ramasser dans les Archives les pièces qui y manquent, il propose de recommander aux Agents, de faire faire, sous leurs yeux, par le sieur Béal, un état de toutes les pièces, titres & mémoires, dont on pourroit enrichir les Archives, & de celles qui doivent être recueillies pour former le Supplément des volumes imprimés des Mémoires du Clergé. L'Ass. adopte ce moyen. Elle accorde 500 liv. de gratification au sieur Béal, & pareille somme au sieur Gillot, sans tirer à conséquence. T. VII, p. 913 & suiv. *Voyez Procès-verbaux*, §. II. Mercier.

1735. XXVIII. En l'Ass. de 1735, la Commission pour les Archives propose trois objets : 1°. l'état présent d'icelles; 2°. les pièces qui sont en déficit, & les moyens de les recouvrer; 3°. les moyens de rendre utile l'usage des titres qui y sont contenus.

La délibération de l'Ass. conforme à l'avis de la Commission, porte entr'autres choses, qu'on ne pourra enlever aucuns livres, titres & papiers, sous quelque prétexte que ce soit; & que communication, si besoin ya, sera faite dans les Archives, sans déplacer, sous peine au Garde des Archives d'en répondre en son propre & privé nom, & de radiation de ses appointements: 300 liv. de gratification au sieur Gillot. T. VII, p. 1491 jusqu'à 1504. *Voyez Procès-verbaux*, §. II.

1740. XXIX. Le Rapport des Commissaires, fait en l'Ass. de 1740, de l'état des Archives, roule sur les réparations faites en conséquence de la délibération de 1735, sur la nécessité d'augmenter les armoires, sur la récompense du sieur Gillot. Pour mettre en état l'Ouvrage du feu P. Mercier, ils proposent M. l'Evêque de Nitrie pour y travailler, &c. La délibération est conforme à l'avis. Gratification de 500 liv. au sieur Gillot. T. VII, p. 1755 & f. *Voyez Mercier*.

1742. XXX. L'Ass. de 1742 reçoit & nomme le sieur de Beauvais pour Garde des Archives, en survivance du sieur Gillot, à la charge de laisser ledit Gillot jouir, sa vie durant, des honoraires, pensions & émoluments attribués à sa place. T. VII, p. 1846.

L'Ass. de 1745 accorde à la veuve du sieur Gillot 400 liv. de pension. T. VII, p. 2090.

1745. XXXI. Dans l'Ass. de 1745, Mrs. les Commissaires des Archives déclarent les avoir trouvées en bon état. T. VII, p. 2082 & f.

Même Rapport dans l'Ass. de 1750. T. VIII, p. 250, 251.

Elle adopte le Tableau des impositions proposé par le Sr. Bricogne, dont l'original est mis aux Archives. *Voyez Décimes*, §. I.

XXXII. L'Ass. de 1755, conformément à l'avis de la Commission, arrête trois ou quatre articles concernant une collection de pièces relatives à la Jurisdiction Ecclésiastique & aux Immunités, les registres d'ampliations de quittances, les Tables des Procès-verbaux du Clergé, &c. T. VIII, p. 390 & suiv. *Voyez Immunités*, §. I, n°. III. Quittances. Procès-verb.

L'Ass. de 1755 accorde au sieur de Beauvais, Garde des Archives, pour travail extraordinaire, une somme de 6000 livres, qui, sur la demande dudit Sieur, est convertie en une pension viagère de 1200 liv., reversible sur sa femme, jusqu'en 1760, au cas que, dans l'intervalle, le sieur de Beauvais vienne à décéder. T. VIII, p. 516, 517.

XXXIII. L'Ass. de 1760, en se conformant à l'avis de la Commission, a arrêté, 1°. quelques augmentations de tablettes & autres réparations; 2°. elle accorde au sieur Bouisquet une gratification de 1500 livres, pour la seconde Table des Procès-verbaux du Clergé, qu'il a rédigée d'une manière plus correcte & plus étendue que celle qu'il avoit présentée à l'Ass. de 1755; 3°. elle a accepté, avec reconnaissance, la copie du Procès-verbal de l'Ass. de 1560, offert par M. l'Ev. de Boulogne. T. VIII, p. 988 & suiv. *Voyez Procès-verbaux*.

L'Ass. de 1760 subroge les enfants du sieur de Beauvais, Garde des Archives, à son épouse, dans la survivance de la pension annuelle de 1200 livres, à elle accordée par l'Ass. de 1755, sous le bon plaisir de celle-ci; pour jouir de la totalité de lad. pension de 1200 liv., par égale portion, entre ceux qui se trouveront vivants au jour du décès de leur père, à condition toutefois, qu'à la mort de chacun desdits enfants, sa portion sera éteinte au profit du Clergé. T. VIII, p. 834, 835, 836.

XXXIV. L'Ass. de 1762 accorde au sieur de Beauvais, Chef du Bureau de l'Agence & Garde des Archives, une augmentation de gages de 1500 livres par an, à raison des affaires extrêmement multipliées, & de ses longs services. T. VIII, p. 1116 & f.

XXXV. L'Ass. de 1765 reçoit le Sr.

Duchefne en survivance du Sr. de Beauvais, son beau-père, pour les places de Garde des Archives, Reviseur des impressions, & Chef du Bureau de l'Agence. Arrêté, de plus, d'accorder au Sr. de Beauvais, une augmentation de gages de 1500 liv., pour les frais du Bureau de l'Agence-Générale, mais seulement pour lui, & sans tirer à conséquence. T. VIII, p. 1591, 1592.

1770. XXXVI. Les Commissaires des Archives, en l'Ass. de 1770, après avoir rendu le témoignage le plus avantageux sur le bon état des Archives, rapportent, que Mrs. les Abbés de la Luzerne & de Cicé avoient enrichi les Archives de 96 volumes manuscrits : les trois premiers sont les *Olim* du Parlement; ils commencent à 1254, & finissent à 1351 : les autres sont des Registres du même Parlem., depuis 1364 jusqu'en 1664. T. VIII, p. 1901.

Le Sr. de Beauvais demande à l'Ass. de 1770 de vouloir bien partager entre ses deux gendres la survivance de ses emplois; de laisser au sieur Duchefne la survivance de Chef du Bureau de l'Agence, & d'accorder au sieur Fournier celle de Garde des Archives & de Reviseur des épreuves : la grace est accordée, le Sr. de Beauvais conservant la jouissance de tous les appointements. T. VIII, p. 1907, 1908, 1909.

1771. XXXVII. Sur la supplique du Sr. de Beauvais & la requête de M. l'Abbé du Lau, il a été arrêté par l'Ass. de 1771, qu'attendu l'impossibilité où est le sieur Fournier, devenu infirme, de profiter du bénéfice de la délibération précédente prise en sa faveur, en 1770, le sieur Duchefne sera rétabli dans la survivance des places de Garde des Archives & de Reviseur des impressions, à la charge de payer, sur les appointements de Garde des Archives, une pension de 800 liv. à la Dame Fournier, sa belle-sœur, sa vie durant, à compter du jour qu'il entrera en possession de ladite charge. Voyez l'ancien Procès-verbal de 1771, p. 184 & f.

1775. XXXVIII. Mrs. les Commiss. des Archives, nommés dans l'Ass. de 1775, n'ont que des éloges à donner au sieur Duchefne, Garde des Archives, sur le bon ordre qu'il y entretient. Ils annoncent ensuite à la Compagnie deux Ouvrages, dont on venoit d'enrichir les Archives : le premier est un Traité de la Jurisdiction Ecclésiastique, manuscrit, attribué à M. Sevin, Evêq. de Cahors; c'est à M. l'Abbé de Maurous qu'on en

étoit redevable : l'autre est un Procès-verbal de l'Ass. de 1588, qui manquoit à la Collection, & dont M. Maudoux, Confesseur de la Reine, faisoit présent au Clergé.

La Commission finit par proposer quelques objets de délibération, par rapport à un nouvel inventaire des titres & papiers; par rapport à une Table génér. de 111 volumes mis. du Bureau de l'Agence; par rapport à la forme de reliure des comptes du Recev. Gén.

Conformément à l'avis de la Commission, il a été délibéré, 1°. que les deux Manuscrits seroient déposés aux Archives, & qu'on seroit présent à Mrs. de Maurous & Maudoux, d'un exemplaire de la nouvelle Collection des Procès-verbaux.

2°. D'autoriser le sieur Duchefne de travailler, sous les yeux de Mrs. les Agents, à un nouvel inventaire, plus correct & plus complet, des titres & papiers.

3°. De charger le même de faire une Table générale des matières contenues dans les 111 volumes du Bureau de l'Agence; & pour rendre cette Table encore plus utile, d'y indiquer celles des affaires qui ont été traitées dans les Procès-verbaux & Rapports de l'Agence.

4°. D'ordonner que les comptes du R. G. ne seront plus, à l'avenir, reliés, mais seulement brochés en carton.

M. l'Abbé Royer, Maître des Requêtes, avoit offert aussi au Clergé le Procès-verbal de 1710 & 1711, auquel étoient jointes des pièces manuscrites : l'Assemblée lui fait présent d'un exemplaire de la nouvelle Collect. T. VIII, p. 1593 jusqu'à 1597.

L'Ass. de 1775, après la mort du Sr. de Beauvais, nomme le sieur Duchefne aux places de Garde des Archives du Clergé, Reviseur des impressions & Chef du Bureau de l'Agence avec tous les droits & appointements attachés auxdites places. T. VIII, p. 2601.

§. II. *Articles des rapports & délibérations ci-dessus, relatifs aux Agents, au Garde des Archives, aux PP. Augustins, pour loyer, bâtimens, &c., aux inventaires des Archives, aux Procès-verbaux & Tables, à une nouvelle compilation des titres, pièces, &c.*

I. Les fonctions & obligations de

1755.

1755.

1760.

1760.

1762.

1765.

Mrs. les Agents à l'égard des Archives, sont réunies sous un même point de vue, dans le Rapport de Mrs. les Commissaires, fait en l'Ass. de 1723, & dans la délibération prise en conséquence dudit Rapport: on y indique sur chaque article les Règlements des Ass. précédentes. *Suprà* n°. 24. *Voyez* aussi au même §. les n°. 1, 3, 13, 18, 20, 21, 23, 27, 28.

II. Les Gardes des Archives commis par les Ass. du Clergé, sont les sieurs Pinette, Loys, (qui étoit en même-temps Avocat du Clergé au Conseil) Gillor, de Beauvais, Duchesne: ce qui concerne leurs charges & obligations, leurs appointements, pensions & gratifications, est rapporté dans le §. précédent, n°. 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 35, 36, 37.

III. Les traités & actes passés entre le Clergé & les PP. Augustins, pour loyer du lieu des Archives, salle d'Ass., Bureaux, &c., pour indemnité à raison des nouveaux bâtiments, & autres demandes desdits Religieux: les délibérations prises sur ce sujet. *Voyez* le tout au mot Augustins de Paris.

IV. Ce qui concerne les différents inventaires des Archives, les Rapports & les Délibérations à ce sujet, se trouve au même §. n°. 1, 2, 4, 6, 8, 9, 11, 17, 18, 20, 23, 24.

V. Sur les Procès-verbaux des Ass. & leurs Tables; Rapports & Délibérations sur cet objet. *Voyez* Procès-verbaux.

VI. A l'égard de la compilation que quelques Ass. ont ordonnée, des Lettres-Patentes, Arrêts du Conseil, Déclarations du Roi, concernant la Jurisdiction, ou le Temporel des Eglises de France. *Voyez* le §. précédent, n°. 24, 25, 26, 27.

ARCHIVES DES DIOCESES.

Le Roi, par son Ordonnance de 1629, art. 34, ordonnoit dans toutes les Abbayes & Monastères, des inventaires des titres qui seroient déposés es Archives des Monastères, ou en autre lieu choisi par le Titulaire avec les Religieux, & enfermés sous trois clefs, l'une au Titulaire ou Commendataire, l'autre au Prieur claustral, & la troisième à un Religieux choisi par la Communauté.

Copien cesdits inventaires doivent être mis es Greffes des Juridictions Royales.

Sur la Remontrance du Clergé con-

tre la disposition de cet article, Mrs. les Commissaires du Roi rendent cette résolution. *Il sera établi une Chambre d'Archives Ecclesiastiq. en chaque Diocèse, où les inventaires des titres & papiers des Bénéficiers seront rapportés & conservés, desquelles Archives il y aura trois clefs, l'une pour l'Evêque, l'autre pour le Chapitre, & l'autre pour le Procureur du Roi, & néanmoins ne pourront être compulsés que du consentement des Titulaires.* Recueil, p. 1377, 1378.

ARGENTERIE.

I. En l'Ass. de 1688, parmi les différents moyens que l'on pourroit employer pour payer les sommes imposées sur chaque Dioc., il fut arrêté que les Bénéficiers seroient exhortés de payer leurs taxes le plus qu'ils pourroient des fruits de leurs Bénéfices; & où ils jugeroient en leur conscience, ne pouvoir le faire, qu'il leur seroit loisible, avec le consentement de leurs Prelats, ou Supérieurs, & non autrement, de vendre de l'argenterie ou autres meubles de leurs Eglises. T. I, p. 442.

II. L'argenterie destinée à l'Eglise, en sortant de l'étendue des cinq grosses Fermes, doit-elle des droits aux Fermiers? Mémoire à cette occasion présenté au Roi par l'Ass. de 1740. Les Fermiers disoient que l'Arrêt du Conseil du 11 Decemb. 1717, qui exempte la vaisselle d'argent du droit, n'avoit pour objet que la vaisselle à l'usage ordinaire, & non celle des Eglises. Le Clergé surplie S. M. de déclarer que l'exemption est générale. T. VII, p. 1714, 1715.

ARLES.

1°. Sur la Requête de la Province d'Arles, l'une des plus petites du Royaume, l'Ass. de 1625, délibération prise par Provinces, a permis & permet à ladite Province de ne députer qu'un seul Capitulant, ou point, si bon lui semble, à l'Ass. des comptes, en donnant charge à quelqu'un d'autre Province, de se présenter pour elle, avec les Mémoires & instructions nécessaires; excepté aux Ass. du renouvellement du contrat, qui se tiennent de dix en dix ans, auxquelles la Province enverra pour le moins un Evêque, ou un Capitulant; & qu'à ces fins il sera fait un département sur tous les Diocèses de ladite Province, des frais qu'il faudra faire pour un Capitulant, pour assister auxdites Ass. Gén., excepté celles du renouvellement

le, Mrs.
lent cette
Chambre
que Dio-
res & pu-
portés &
il y aura
l'autre
ur le Pro-
ne pour-
sentement
77, 1378.

I E.

li les diffé-
roit em-
impofées
té que les
de payer
roient des
où ils ju-
ne pou-
loiffible,
s Prelats,
ment, de
mes meu-
442.

l'Eglise,
ng groffes
aux Fera-
ation pré-
740. Les
du Con-
i exempt
t, n'avoit
l'usage or-
glifes. Le
clarer que
VII, p.

Province
du Royau-
tion prise
permet à
qu'un feul
lui fem-
donnant
Province,
ec les Mé-
aires; ex-
ement dix
lix en dix
caverra
ou un Ca-
ra fait un
oces de
il faudra
ur affifter
elles du re-
vellement

193 ARLES. ARMES. ARMOIRIES. ARNAUD. 194

nouvellement du contrat, pour lesquels
les sera fait aulli département pour les
frais d'un Evêque ou d'un Capitulant.
T. II, p. 348, 349.

1633. 1°. Le Bureau d'Aix décharge provi-
fionnellement du paiement des déci-
mes, les Bénéficiers du Diocèse d'Ar-
les, dont les Bénéfices ne valent pas au-
delà de 60 liv. L'Ass. de 1633 désapprou-
ve ce Jugement : Arrêt du Conseil in-
tervient, qui oblige lesdits Bénéficiers
de payer les décimes suivant l'ancien
département. T. II, p. 344, 345.

1725. 3°. En l'Ass. de 1725, M. l'Archev.
d'Arles se plaint d'un *Vife* donné pour
un Canoniat de son Eglise par un Evê-
que, en vertu d'un Arrêt du Parlement
d'Aix. L'Ass. charge les Agents de sol-
liciter l'affaire, & de faire même à ce
sujet leurs représentations au Conseil :
elle ordonne en même-temps une dé-
putation à M. le Garde des Sceaux, au
Rapporteur, &c. T. VII, p. 431, 432.

1725. 4°. En la même Ass., autre plainte
de M. l'Archevêq. d'Arles, contre M.
l'Evêque de Castres, qui avoit ordonné
un Diocésain d'Arles sans Dimissoire.
Voyez Ordination, §. III, an. 1725.

ARMES. ARMOIRIES.

I. Le port d'Armes dans les Clercs est
un cas privilégié. *Voyez* Cas privilé-
gié.

II. Il parut un Edit en 1696, qui or-
donnoit de prendre des Armoiries & de
les payer. Les Commis des Traitants de
ce droit contraignoient, sans distinc-
tion, les Curés & autres Ecclésiastiques
à prendre des Armoiries & de les payer,
sous les peines portées par l'Edit : Mrs.
les Agents représenterent au Roi que
l'Edit comprenoit seulement ceux qui
avoient pris des Armoiries, auxquels il
étoit enjoint de les faire enregistrer dans
l'Armorial, à peine de 300 liv. d'amende,
& non ceux qui n'en avoient ja-
mais eu. Ils obtinrent un ordre pour
Mrs. les Intendants, qui leur enjoig-
noit de convenir avec les Evêques, des
Curés & Ecclésiastiques qui seroient en
état de prendre & de payer des Armoi-
ries, son intention étant d'en déchar-
ger les autres ; & en conséquence, ceux
qui ne jouissoient que de la portion con-
grue, ou qui n'avoient que l'équivalent,
furent dispensés d'en prendre. T. VI,
P. J. p. 136, 137.

L'Ass. de 1700, par l'art. 18 de son
Cahier du Temporel, supplie S. M. de
décharger les Ecclésiastiques & les Fa-
briques qui n'ont jamais eu d'Armes,
Table de la Coll. des P. V.

des poursuites qui sont faites contr'eux
pour le paiement des taxes des Armoi-
ries, nonobstant les soumissions qu'ils
auroient faites de les payer. Rép. *Le Roi*
veut que sa Déclaration soit exécutée.
Ceux qui ont fait leur soumission, doivent.
Recueil, p. 1487.

III. Sur les Armoiries des Seigneurs
de Paroisse dans les Eglises. *Voyez* Egli-
se, §. IV, n°. II.

ARNAUD.

1°. M. Antoine Arnaud dédie les
Theses de sa Tentative à l'Acad. Génér.
de 1633 : il demande audience pour les
présenter ; ce qu'il fait avec un grand
témoignage de satisfaction de la part
de la Compagnie. Sur ce qui fut repré-
senté par le Promoteur, que quelques
Prélats s'étant trouvés aux Ecoles de
la Faculté de Paris, le Recteur y étant,
ils auroient été traités avec peu de res-
pect, tant par le Recteur, que par le
Répondant, l'Assemb. refusa d'abord
d'assister à la These ; mais sur la parole
du Sgr. Evêque de Beauvais, que le
Recteur ne se trouveroit pas à l'Acad.
du sieur Arnaud, la Compagnie se dé-
termina à y aller. T. II, p. 827, à la
note.

2°. Affaire de M. Arnaud avec la Fa-
culté de Théologie, au sujet de sa Let-
tre écrite à un Duc & Pair. Le 4 Nov.
1655, M. Guiart, Syndic, ayant dé-
féré à la Faculté cette Lettre, elle nom-
ma des Examinateurs pour en faire le
rapport. Le 17 Décembre, les Com-
missaires ayant voulu rendre compte
de leur travail, quelques Particuliers
exciterent un si grand trouble, qu'il ne
leur fut pas possible de se faire écouter ;
ce qui occasionna un ordre du Roi, qui
enjoignit aux Docteurs d'opiner cha-
cun dans son rang, & sans être inter-
rompu, sous peine d'être procédé con-
tre ceux qui voudroient troubler l'ordre
de l'Ass. Les Commissaires firent donc
leur rapport, réduisant tout à deux
propositions : l'une de fait, sur l'attri-
bution des Propositions condamnées
au Livre de Jansénius, sur laquelle l'Au-
teur de la Lettre avoit avancé qu'il n'est
dû sur un pareil fait, qu'un silence res-
pectueux, qui est la plus grande sou-
mission que l'on doive aux Conciles,
même Œcuméniques, dans ces faits
particuliers ; l'autre de droit, sur la
chute de S. Pierre, en la personne du-
quel l'Auteur nous fait voir un Juste à
qui la grace, sans laquelle on ne peut
rien, a manqué dans une occasion, où
M

on ne peut pas dire qu'il n'ait point péché. La Faculté censura l'une & l'autre partie : la première, comme téméraire, scandaleuse, injurieuse au Pape & aux Evêq., & tendant à renouveler la Doctrine condamnée; la seconde, comme impie, blasphématoire & hérétique. Le Docteur Arnaud ayant refusé de se soumettre à la censure, fut exclus du Corps de la Faculté : il fut ordonné qu'elle seroit soustraite par tous les Candidats qui se présenteroient pour les degrés. T. IV, P. J. p. 67, 68.

Une copie de la censure est remise à l'Ass. du Clergé, convoquée en 1655, par l'un des Promoteurs, suivant l'ordre qu'on avoit reçu de l'Assemblée. Il en est déposé, & il est arrêté, qu'il sera fait mention de cette censure dans la relation qui devoit être faite de ce qui s'étoit passé sur la matière des cinq Propositions. T. IV, p. 196, 197.

ARQUEBUSIERS.

L'ASSEMBLÉE de 1660, jugeant que les Prières & les cérémonies de l'Eglise ne peuvent être employées, sans quelque sorte d'irrévérence, pour des choses purement profanes, & qui ne regardent que le divertissement des Peuples, désapprouve la Messe solennelle & la Procession générale qui se faisoit à Noyon & ailleurs, à l'ouverture de l'exercice de l'Arc. T. IV, p. 775.

ARRAS.

L'EGLISE d'Arras se prétend exempte du droit de Régale : sa protestation, à ce sujet, dans l'Ass. de 1682. Voyez Cambrai.

M. l'Evêque d'Arras demande la protection de l'Ass. de 1755, au sujet d'une prétention du Conseil Provincial d'Artois, qui prétendoit être en droit d'exiger que le Prélat convînt avec lui du jour & de l'heure pour faire chanter les *Te Deum* ordonnés par le Roi. Voyez Prières publiques, §. I.

ARRÊTS.

I. Les Arrêts rendus en faveur du Clergé, Edits & Déclarations doivent être envoyés dans les Diocèses par les Agents. Voyez Agents, §. IV, n°. II.

II. Arrêts du Conseil qui renvoient aux Assembl. Gén. différentes affaires. Voyez Assemblées-Générales, §. II, n°. XII.

III. La pratique du Conseil dans les affaires ordinaires en cassation d'Arrêts, est d'exiger que les Parties aient

épuisé, dans les Cours Supérieures, tous les moyens que leur fournit l'Ordonnance de 1667; ceux de la Requête civile, ceux de la simple ou tierce opposition : mais cette pratique ne peut être opposée aux Evêques, lorsqu'ils se pourvoient en cassation contre des Arrêts incompétemment rendus par entreprise sur la Jurisdiction Ecclésiastique. Voyez Evêques, §. VIII, n°. VII.

ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.

On distingue quatre sortes d'Assemblées; les Diocésaines, les Provinciales, les Générales, & celles des Prélats à la suite de la Cour.

ASSEMBLÉES DIOCÉSAINES.

Le Règlement de 1713 contient, sur ce sujet, les articles suivants.

I. Les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux, en cas d'absence, ou les Vicaires-Généraux des Chapitres, le Siege vacant, seront tenus de convoquer les Assembl. Diocés. lorsqu'ils auront été avertis de la convocation des Assembl. Génér., pour y élire les Députés qui assisteront aux Assemblées Provinc., auxquels Députés il sera donné une Procuration conforme au modèle qui a été dressé par l'Ass. de 1700, & envoyé dans chaque Dioc.; sans que lesdites Ass. Diocés. puissent comprendre dans leurs Procurations lesdits Prélats en qualité de Députés auxdites Assembl. Provinc., attendu le droit qu'ils ont, par leur dignité, d'assister auxdites Assemblées.

II. Ceux qui seront porteurs de la Procuration des Evêques qui n'assisteront pas en personne aux Ass. Prov., y auront séance immédiatement après les Evêques qui seront présents.

III. Les Députés aux Assembl. Dioc. seront réputés présents à leurs Bénéfices, & jouiront, tant qu'ils seront absents pour ce sujet, de tous les fruits de leurs Bénéfices, & de toutes distributions manuelles & quotidiennes, comme s'ils étoient présents & servoient actuellement. T. VI, P. Just. p. 483, 484.

IV. Les Assembl. précédentes fournissent aussi quelques délibérations relatives aux Assembl. Diocés. & aux articles ci-dessus.

¶ L'Ass. de 1625 avoit ordonné, par l'art. 5 de son Règlement, qu'au cas que, dans le premier de Mars, les Lettres ou Dépêches des Archevêques contenant indication de l'Ass. Prov., ne

expériences, fournit l'Or-
la Requête
rière op-
ne peut
orqu'ils se
tre des Ar-
us par en-
ecclésiastiq.
e. VII.

CLERGÉ.

s d'Assem-
Provincia-
des Prélats

SAINES.

ntient, sur

Evêques, ou
n cas d'ab-
péraux des
seront tes-
b. Diocés.
de la con-
tr., pour y
nt aux Af-
s Députés
ou confor-
té par l'Ass.
que Dioc.;
si, puissent
ocurations
e Députés
attendu le
gnité, d'af-

eurs de la
ai n'assiste-
Ass. Prov.,
ment après
nts.

mb. Dioc.
rs Bénéfi-
seront ab-
les fruits
otes distri-
ts & ser-
P. Just.

otes four-
ations re-
& aux ar-

ordonné,
nt, qu'au
Mars, les
hevéques
Prov., ac

ASSEMBLÉES DIOCÉSAINES.

soient portées dans les Diocèses, il sera
permis aux Evêques, ou à leurs Vicai-
res, de faire assembler les Bénéficiers
de leurs Diocèses, selon l'ordre accou-
tumé. *Mém. du Cl. T. VIII, p. 57, 90.*

Par le Règlement de l'Ass. de 1633,
il est porté, qu'afin de lever toute diffi-
culté sur la validité des Pouvoirs & Pro-
curations qui seront données par les Ass.
Dioc., à ceux qu'elles députeront pour
les Provinciales, les Evêques & les Dé-
putés de leur Clergé feront dresser un
Procès-verbal de l'usage & de la forme
ci-devant pratiquée dans la tenue de
leurs Ass. Dioc.; duquel Procès-verbal
ils enverront une copie à leur Métro-
politain, pour être mise au Greffe de
l'Ass. Prov., & une autre aux Agents,
qu'ils mettront aux Archives du Clergé.
T. II, p. 777, 778, P. Just. p. 185.

L'Ass. de 1700 a pourvu, d'une autre
manière, aux inconvénients des formes
insolites des Procurations, en prescri-
vant une formule de Procuration d'un
Diocèse à un Député, pour assister à
l'Ass. Prov., & de l'Evêque à une per-
sonne, pour assister, en son nom, à
cette même Ass. *Ces formules sont rap-
portées, T. VI, p. 335 & 1.*

La même Assemblée avoit observé &
condamné le même abus qui fait le su-
jet de l'art. 1 ci-dessus du Règlement
de 1715, consistant en ce que la plupart
des Ass. Dioc. députoient leur Arche-
vêque ou Evêque, quoiqu'il soit député
de droit. T. VI, p. 337.

V. C'est aussi un Règlement de quel-
ques Ass., qu'un Député nommé par
l'Ass. Provinc. venant à mourir, ou à
passer du second Ordre au premier,
avant l'Ass. Gén., les Diocèses puissent
substituer, sans une nouvelle convoca-
tion de l'Ass. Prov. *Exemples de pareille
substitution dans les Ass. de 1650, 1665
& 1675. T. V, p. 171.*

ASSEMBLÉES PROVINCIALES.

Deux sortes
d'Ass. Provinc.

I. On distingue deux sortes
d'Assemb. Provinc., qui ont rapport
aux Assemb. Gén.: il y en a qui sont
tenues avant les Générales, pour pro-
céder à la nomination des Députés que
la Province y envoie, & dresser les Mé-
moires des affaires dont on les charge.
On proposa dans l'Ass. de 1645 de tenir
d'autres Assemb. Provinc., trois mois
après la fin des Génér., dans lesquelles
les Députés aux Ass. Gén. rendroient
compte de ce qui s'y seroit passé. *Mém.
du Clergé, T. VIII, p. 85, 98.*

II. L'Assemb. Gén. de 1700, dans sa

Lettre circulaire aux Evêques, les ex-
hortes d'assister régulièrement aux Ass.
Provinc. T. VI, p. 338.

Prélats exhortés
d'y assister.

III. Suivant le Règlement de la
Chambre Ecclésiast. des Etats de 1614,
les Provinces seront averties du lieu de
la tenue des Ass. Génér., quatre mois
auparavant, pour le moins, par Mrs.
les Agents-Génér. Les Archevêques,
ou leurs Vicaires-Génér. ayant reçu le
paquet des Agents, feront tenir les
Lettres incluses aux Diocèses de leurs
Provinces, ensemble leurs Lettres par-
ticulières portant indication de l'Ass.
Prov. à certain jour qu'ils leur assigne-
ront, distant du jour que l'Ass. Génér.
devra être commencée, de six semaines,
pour le moins. T. II, p. 203.

Leur convoca-
tion.

L'Ass. de 1625 ordonne, qu'en cas
que les Agents manquent d'écrire pour
l'indiction des Ass. Prov. pour députer
aux Générales, & procéder à la nomina-
tion des Agents, les Provinces ne lais-
seront pas de s'assembler dans le temps.
T. II, p. 521.

En l'Ass. de 1655, il est arrêté, que,
conformément aux Contrats & aux Ré-
glemens de 1615, autorisés par S. M.,
les Archevêq., ou leurs Vicaires-Gén.,
& à leur défaut, les anciens Suffra-
gants des Provinces, seront tenus de
convoquer leurs Ass. Prov. dès le mois
de Mars, & de nommer leurs Députés,
sans attendre aucune Commission, ni
Lettres des Agents, & que les Députés
se rendront auprès du Roi dès le 25
Mai, à peine d'être privés de leur dé-
putation, pour demander à S. M. le
lieu de l'Assemblée. T. IV, p. 27.

Le Règlement de 1715, art. 1, tit. 2,
porte, que les Archevêques, ou les Vi-
caires-Généraux, en cas d'absence, &
pendant la vacance du Siege Métro-
politain, seront tenus de convoquer les
Ass. Prov., deux mois avant le jour in-
diqué pour les Ass. Gén., à l'effet d'élire
ceux qui devront assister auxdites Ass.
Génér.: ils enverront à chaque Evêque
de la Province, un mois avant l'Ass.
Prov., une copie de la Lettre du Roi
& de la Lettre des Agents. T. VI, P. J.
p. 484.

Réception des
Députés.

IV. Suivant le Règlement cité de
1614, le jour de la convocation échu,
il sera seulement procédé à la réception
des Députés des Diocèses & jugement
de leurs Procurations: à cette fin se-
ront tenus les Evêques, leurs Grands-
Vicaires & les Députés des Diocèses,
ou l'un d'eux, de bailler Lettre, ou
certification par écrit du jour qu'ils au-

ront reçu l'avis de se trouver en ladite Ass. Provinc. ; sinon, & à faute de ce faire, sera passé outre ; & contre les absents donné défaut, pour lequel sera ordonné, qu'au lendemain sera procédé à ladite députation ; nonobstant leur absence. . . . Le lendemain, les Archevêques, Evêques & autres Députés s'assembleront, & après avoir ouï la Messe du S. Esprit, procéderont à ladite députation & traiteront des autres affaires, & feront les délibérations signées par tous les Assistants. T. II, p. 203, 204.

Suivant l'article 3 du Règlement de 1715, il sera célébré une Messe du S. Esprit, à l'ouverture de chaque Assemb. Prov. : après la lecture de la Lettre des Agents & de celle du Roi aux Agents, pour la convocation de l'Ass. Gén., les Procurations des Députés seront examinées ; & il sera remis au lendemain, & non plus tard, à procéder à l'élection des Députés à l'Ass. Gén. S'il y a des Députés des Diocèses Suffragants qui ne soient pas encore arrivés. T. VI, P. J. p. 484.

Président des
Assemblées.

V. En l'absence des Archevêques, [Règlement de 1614,] le plus ancien Evêque présidera & tiendra la séance, sauf que le Grand-Vicaire desdits Archevêques, en cas d'absence, y fera la proposition du sujet de convocation, comme en ayant reçu & envoyé les dépêches. T. II, p. 203, 204.

L'art. 2 du Règlement de 1715 est à peu près conçu de même. En cas d'absence des Archevêques, la Présidence est déferée aux Evêques Suffragants, selon l'ancienneté de leur Sacre, ou selon la coutume des lieux, à l'exclusion du Grand-Vicaire Métropolitain, qui pourra néanmoins faire la première ouverture sur le sujet de la convocation. T. VI, P. J. p. 484.

Ministres du
Promoteur, in-
utile.

VI. Sur l'avis demandé à l'Ass. de 1602, si ès Ass. Prov. il étoit besoin qu'il y eût un Promoteur, il fut répondu que non. T. I, p. 697.

Rang des Procu-
rateurs des Evêques.

VII. Ceux qui sont porteurs de la Procuration des Evêques qui n'assistent pas en personne aux Assemb. Provinc., y ont séance immédiatement après les Evêques qui sont présents. *Art. 5 du Règlement de 1715, titre premier.* T. VI, P. J. p. 483.

Dans l'Ass. Prov. de Paris, tenue avant la Générale de 1715, il s'éleva un différend entre les Députés des Dioc., & notamment celui du Clergé du Dioc. de Paris, lequel avoit disputé & même

obtenu le rang sur les Députés des Evêques absents ; ce qui étoit contraire au Règlement de 1715. Le différend porté à l'Ass. de 1715, il fut délibéré, que le Règlement de 1715 seroit exécuté, sauf aux Parisiens de proposer leurs exceptions, sur lesquelles il seroit statué ce que de droit. T. VII, p. 22, 23.

Conformément à cette délibération, & du Règlement de 1715, l'Ass. Prov. de Paris, tenue avant la Générale de 1716, a adjugé au sieur Abbé de Sainte-André, Procureur de M. l'Evêque de Meaux, la préséance & voix avant tous les Députés des Diocèses, même de Paris & de Chartres. Rapport à ce sujet de M. l'Ev. de Chartres, dans l'Ass. de 1726, inséré au Procès-verbal. T. VII, p. 590, 591.

Même contestation de la part des Députés de S. Martin de Tours, dans l'Ass. Provinc. Voyez Tours, n°. 7.

Même contestation de la part des Députés de la Métropole de Tours, décidée par l'Ass. de 1758, en faveur des Porteurs de Procuration des Evêq. T. VIII, p. 675.

Rang & séance
du second Ordre.

VIII. M. l'Ev. de la Rochelle consulta l'Ass. de 1670, sur une difficulté arrivée dans l'Ass. Prov. de Bordeaux, pour savoir le rang & la séance que devoient prendre Mrs. du second Ordre, étant au Chœur, ou assemblés avec les Prélats de la Province. La Compagnie, après s'être informée des usages des autres Provinces, fit savoir, qu'immédiatement après les Prélats, Mrs. du second Ordre prendroient leur rang sur la même ligne, & dans les hautes chaires du Chœur, comme il se pratique à la Messe Pontificale des Ass. du Clergé. T. V, p. 7.

Personnes qui
peuvent assister &
avoir voix.

IX. Dans l'Ass. Gén. de 1610, il fut arrêté, que nul n'auroit voix dans les Ass. Prov. du Clergé, que les Evêques & les Députés des Diocèses, sinon du consentement unanime de chacune Assemb., & ce, sans conséquence pour les autres Assemblées. T. II, p. 17.

Les Vicaires-Généraux des Evêques ne sont point en droit, en cette qualité, d'assister aux Assemb. Provinc., & d'y donner leurs suffrages pour leurs Evêques absents : il est nécessaire qu'ils aient un pouvoir spécial par des Procurations à cet effet. Ainsi réglé par l'Ass. de 1707. T. VI, p. 940. Voyez Députés, Ass. de 1707.

Le Règlement de 1715, qui fait loi, y met un tempérament : il défend aux Grands-Vicaires d'assister, à moins, dit

Même voix
de autorité
de Doc. S.
dans la Métro.

Voix unique
des Députés
dans le Dioc.
des Dioc.

des Evêques
entraîne au
end porré
é, que la
excusé,
leurs ex-
oit statué
p. 23.
ération,
Ass. Prov.
nérale de
de Saine-
vêque de
vant tous
même de
à ce sujet
l'Ass. de
T. VII,
part des
urs, dans
n°. 7.
part des
e Tours,
en faveur
des Evêq.

consulté
ré arrivée
Rang & place
du second Ord.

devoient
re, étant
les Pré-
mpagne,
es des au-
mmédia-
rs. du se-
rang sur
tes chai-
ratique à
u Clergé.

o, il fut
dans les
Evêques
sinon du
chacune
nce pour
p. 17.
Evêques
ette qua-
vinc, &
ur leurs
ire qu'ils
s Procu-
par l'Ass.
Députés,

fait loi,
send aux
oins, dit

le Règlement, qu'ils n'aient un pouvoir général dans leurs Provisions de Grands-Vicaires, d'assister aux dites Ass., ou, à ce défaut, un pouvoir spécial. T. VI, P. Jult. p. 486.

Les Réglements du Clergé portent expressément, qu'on peut députer aux Assemb. Gén. ceux qui n'ont point assisté aux Ass. Prov. : c'est la disposition de l'article 10 du Règlement de 1715, tit. 1. T. VI, P. Jult. p. 481.

Il est observé dans l'Ass. de 1713, qu'à la vérité les Ass. Prov. pourroient, si elles le jugent à propos, ne point députer les absents; mais elles ne sont pas en droit d'en faire une règle, jusqu'à ce qu'il plût au Clergé, par un Règlement général, déroger à les Réglements précédents. T. VI, p. 1544.

X. Dans les Ass. Prov., le Diocèse de la Métropole, n'a, ni plus de voix, ni plus d'autorité, que chacun des autres Diocèses. Ainsi décidé par l'Ass. de 1595, contre la prétention du Diocèse de Narbonne, & par la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614. T. I, p. 612, 613. T. II, p. 203.

L'art. 11 du Règlement de 1715 est express sur ce point. T. VI, P. J. p. 485.

XI. L'Ass. de 1615 a réglé qu'aux délibérations des Provinces, plusieurs Députés d'un même Dioc. n'auront qu'une voix, de sorte qu'on y opinera, non par têtes, mais par Diocèses. T. II, p. 274.

Les Diocèses de Vence & de Grasse étant unis sous un même Chef, ne pouvoient avoir qu'une voix aux Assemb. Provinc., & n'ont joui depuis, à cause de ladite union, que d'une seule voix. L'Ass. de 1608 le jugea ainsi. T. II, p. 287.

Nonobstant ce Jugement & les Réglements de 1614, 1615, confirmés par Arrêt du Conseil, le Chapitre de Die prétendoit avoir, en l'Assemb. Prov., une voix distincte & séparée de celle du Seigneur Evêque & de son Diocèse de Valence. Ce Chapitre, pour décliner la Jurisdiction de l'Ass. de 1615, s'étoit pourvu au Parlement de Grenoble : sur ce qui en fut remontré à l'Ass. de 1615, il fut ordonné qu'elle se joindroit par les Agents du Clergé, pour demander au Roi le Jugement de ce différend; & en cas qu'elle se trouvât séparée, que le renvoi en fût fait au Bureau ecclésiastique de la Province, avec interdiction à tous Juges d'en prendre connoissance. T. II, p. 287.

XII. Le Règlement de 1715, art. 6,

tit. 1, porte, que personne ne pourra se nommer pour Député; que la nomination d'un seul Diocèse ne sera suffisante pour être député à l'Ass. Gén.; & en cas que l'on eût substitué quelques personnes à ceux nommés pour Députés aux Assemb. Gén., les substitutions seront rejetées comme nulles. Par l'art. suivant, ne pouront les Députés aux Ass. Prov., s'engager à donner leurs suffrages pour la députation aux Ass. Gén., à ceux en faveur desquels on les auroit sollicités. T. VI, P. J. p. 485.

L'Ass. de 1650, à l'occasion d'une Lettre de cachet en faveur du sieur de Bazoche pour la Députation & l'Agence, déclara les nominations faites en considération des Lettres de cachet, nulles & de nul effet; & ceux qui auront été nommés, incapables pour l'avenir de tous emplois dans les Assemb. Prov. & Génér. du Clergé. T. III, p. 449, 450.

Un Député nommé par l'Ass. Prov. venant à mourir, ou passer du second Ordre au premier, avant l'Ass. Gén., les Dioc. peuvent substituer sans une nouvelle convocation de l'Ass. Prov. : on a des exemples de pareilles substitutions dans les Assemb. de 1650, 1665, 1675. T. V, p. 171.

XIII. L'Ass. de 1635, art. 3 de son Règlement, ne permet aux Provinces que le choix de deux Députés pour les Assemb. des comptes, & de quatre pour les Ass. décennales ou du contrat. Elle ajoute dans l'art. 6, que si quelques Provinces se trouvent surchargées des frais & taxes de leurs Députés, elles pourront se contenter d'un Député du premier ou du second Ordre, pour les Ass. des comptes, & d'un de chaque Ordre pour les générales : pourront même s'unir plusieurs Provinces en une, & donner leur pouvoir ou Procuration à un ou deux Députés. T. II, P. J. p. 186.

Par l'art. 8 du Règlement de 1614, les Provinces étoient tenues d'envoyer deux Députés aux Ass. Génér., qui se tiennent de dix en dix ans; pour les Ass. des comptes, il leur étoit loisible de se restreindre à un Député, tel qu'il leur plairoit choisir; même deux ou trois Provinces pouvoient s'unir & députer conjointement. T. II, p. 204.

Plusieurs Provinces avoient chargé leurs Députés, à l'Ass. de 1619, de demander à l'Ass. l'interprétation du susdit 8^e article du Règlement de 1614, touchant le nombre des Députés qui

Nominations nulles.

Cas de substitution, sans nouvelle convocation.

Nombre des Députés.

Mémoire, m-
de autorité dans
Dioc. Suffra-
gants & dans celui
de la Métropole.

Voironnequedan
des députés d'un
même Dioc. ou de
deux Dioc. unis.

Personnes qui
peuvent assister &
avoir voix.

devoient se trouver à l'Ass. Gén. du renouvellement du contrat. L'Assemb., d'un consentement unanime, interprétant, en tant que de besoin est, ledit art., ordonna qu'il demeureroit en la liberté des Provinces d'envoyer, pour l'Ass. Gén. du renouvellement du contrat, le nombre des Députés qu'elles aviseroient, pourvu qu'il n'excède pas quatre, & ne soit pas moindre de deux, lesquels Députés seront choisis en égal nombre du premier & du second Ordre. T. II, p. 344.

Grande discussion dans l'Ass. de 1615, au sujet du nombre des Députés qui se trouverent en cette Ass.; ce qui donna occasion à quelques Prélats de s'adresser au Conseil, & d'y obtenir deux Arrêts injurieux à l'Ass., & dont elle obtint la révocation. Voyez la suite de l'affaire, T. II, p. 393 juſq. 402.

Trois Provinces avoient nommé conjointement pour Députés, à l'Ass. de 1650, deux Députés du second Ordre, à condition qu'ils n'auroient qu'une voix, & chacun une demi-taxe: l'Ass. les admit aux conditions, en considération seulement du mérite des Députés; ce qu'elle déclara ne devoir pas être tiré à conséquence pour l'avenir, voulant que les Règlements soient exécutés; ajoutant qu'au cas que les Provinces, nomment à l'avenir deux Députés pour un, soit du premier ou du second Ordre, pour être reçus conjointement, aucun ne sera reçu, & que l'Ass. y pourvoira à leur exclusion. T. III, p. 448 & suiv.

Le Règlement de 1715, qui règle l'usage présent, porte dans l'art. 5, qu'il ne pourra être nommé que deux Députés, l'un du premier, l'autre du second Ordre, pour les Ass. des comptes; ce qui sera aussi observé pour les Ass. extraordinaires; & qu'il ne pourra être nommé que quatre Députés, deux de chaque Ordre, pour les Ass. décennales. T. VI, p. J, p. 484, 485.

Tour successif
des Diocèses.

XIV. Le Règlement de l'Assemb. de 1615 porte, qu'une même personne, ni un même Diocèse, ne peut être député, que le tour des Diocèses ne soit accompli. L'Ass. de 1621, interprétant cet article du Règlement, déclare que le Diocèse n'est point censé avoir consommé son tour, que le second Ordre n'ait participé à la députation. T. II, p. 352.

La même Ass. de 1621, sur la plainte qui lui fut portée par le Diocèse d'Amiens, a confirmé le Règlement touchant le tour successif des Dioc., pour

assister aux Ass. du Clergé. T. II, p. 377.

En l'Ass. de 1660, M. l'Evêque de Laon fit observer, que le Règlement qui ne permet pas qu'un Député puisse être nommé pour le même Ordre, en deux Assemb. consécutives, n'a jamais été exécuté; qu'on y avoit contrevenu dans toutes les Ass., & que depuis celle de 1621, jusqu'à celle-ci, on en trouvoit de continuel exemple: ce qui n'étoit pas étrange, puisque l'Ass. de 1615 avoit jugé à propos de lever la nécessité du tour des Diocèses dans les députations; que le Règlement de 1614 avoit établie; que cette liberté des Provinces de choisir pour Députés ceux qu'elles jugeroient à propos, sans s'arrêter à l'ordre des Diocèses, avoit été plus expressément encore confirmée par les Règlements de l'Assemb. de 1645. Sur ces observations, l'Ass. de 1660 juge les différends survenus entre les sieurs le Gentil & le Camus, en faveur du premier, quoiqu'il eût été député à la dernière Ass. T. IV, p. 465 & ſ.

XV. L'Ass. de 1621 a réglé, qu'à l'avenir un Evêque ou Coadjuteur, ne pourra être le lieu d'un Député du second Ordre, ni être député en cette qualité. T. II, p. 353.

L'Ass. de Melun, en 1579, avoit réglé qu'il ne seroit reçu aucun Député qui ne fût *in Sacris*. T. I, p. 228.

Même Règlement de l'Ass. de 1584. T. I, p. 251.

En l'Ass. de 1582, le sieur de Caumont fut rejeté de l'Ass., par la raison qu'il n'étoit pas *in Sacris*. T. I, p. 233.

La Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, a ordonné que les Députés du second Ordre, Séculiers ou Réguliers, seront Prêtres, résidant ordinairement dans la Province, & pourvus de Bénéfices en icelle. T. II, p. 304.

Dans l'Ass. de 1635, il fut conclu, après une longue délibération, que, suivant le Règlement, tous les Députés du second Ordre seroient apparoir qu'ils sont promus aux Ordres sacrés, ou par Lettres, ou par témoignages authentiques de Mrs. les Prélats, ou autres personnes irréprochables. T. II, p. 619.

L'Ass. de 1650, sur ce qui fut remontré que certains Députés n'avoient pas les qualités portées par les Règlements, & particulièrement le temps de résidence dans la Province qui est nécessaire, confirma lesdits Règlements. T. III, p. 451.

L'Ass. de 1660 a ordonné, qu'à l'avenir les Règlements qui prescrivent les

Qualités des
Députés.

Oppo-
sition
des
Prov.

Les
objets
deux

T. II, p. 377.
l'Evêque de
glement qui
te puisse être
re, en deux
jamais été
revenu dans
puis celle de
en trouvoit
qui n'étoit
T. de 1615
la nécessité
les députés
de 1614 avoit
les Provinces
eux qu'elles
rèter à l'or-
plus expref-
ar les Règle-
15. Sur ces
so juge les
les fieurs le
eur du pre-
té à la der-
f.

le, qu'à l'a-
ajuteur, ne
puté du se-
té en cette

9, avoit ré-
un Député
228.
ff. de 1584.

ur de Cau-
ar la raison
I, p. 233.
e des Etats
Députés du
Réguliers,
inairement
us de Béné-

ut conclu,
n, que, sui-
Députés du
troir qu'ils
rés, ou par
s authentici-
autres per-
p. 659.
ui fut re-
n'avoient
les Règle-
e temps de
qui est né-
glements.

qu'à l'ave-
trivent les

Qualités du
Député.

Oppositions au
choix des Assemb.
Prov., réprochées.

Leur pouvoir :
objet & forme de
leurs délibérations.

trois qualités que doivent avoir ceux du second Ordre, qui sont députés aux Ass. Gén.; savoir, la promotion aux Ordres sacrés; le Bénéfice payant décimes, possédé paisiblement deux ans avant la députation, & la résidence actuelle dans la Province, un an avant l'Ass. Gén., seront désormais observés à la rigueur; qu'il sera écrit une Lettre circulaire à tous les Dioc., afin qu'ils soient avertis de la présente délibération, pour l'exécution de laquelle Mrs. les Agents écriront encore aux Dioc., lorsqu'ils enverront les Lettres pour la convocation de l'Ass. Gén., sous peine d'être accusé de négligence... Ordonné de plus, que ceux qui auront des Abbayes, ou autres Bénéfices qui obligent d'être Prêtres, & ne le seront pas, ne pourront être nommés; & en cas que les Ass. Provinc. ne s'y conforment pas, l'Ass. Gén. nommera d'Office... De plus, que chaque Député apportera à l'Ass. Gén. ses Lettres d'Ordres, & le titre de son Bénéfice, avec le Certificat de son Evêque Diocésain, comme il a résidé le temps porté par ledit Règlement. T. IV, p. 473, 474.

Le Roi, en envoyant aux Agents la Lettre de convocation de l'Assemb. de 1695, leur commande d'insérer sur le Règlement, qui défend de ne députer que des personnes constituées dans les Ordres sacrés. T. VI, P. J. p. 31.

Le Règlement de 1715, art. 8 & 9, fixe l'état & l'usage présent. Les Ass. Prov. ne pourront députer, pour le second Ordre, que des Bénéficiers promus aux Ordres sacrés, même promus à l'Ordre de Prêtrise, s'ils ont des Bénéfices qui les obligent d'être Prêtres... Lesdits Bénéficiers seront pourvus depuis deux ans d'un Bénéfice payant au moins 20 l. de décimes, & fixé dans la Province, autre que simple Chapelle, & auront résidé dans la Province, pour laquelle ils seront nommés, une année avant leur élection. T. VI, P. J. p. 485.

XVI. L'Ass. de 1641, à l'occasion de la députation faite par la Province d'Embrun, contre laquelle quelques Particuliers s'étoient portés opposants, déclara ladite députation bien & légitimement faite, & ordonna que les opposants seroient avertis de ne pas se séparer à l'avenir de l'Ass. Prov. pour faire telles oppositions contraires aux Réglements. T. III, p. 9.

XVII. L'art. 4 du Règlement de 1715 porte, que les Ass. Prov. pourront juger

par provision les contestations qui surviendront sur les Procurations des Députés des Diocèses, leur pouvoir, ou autre difficulté de pareille nature, sauf à les faire juger après à l'Ass. Gén.: l'on travaillera aussi, dans les Ass. Prov., aux affaires de la Province, & seront toutes les délibérations signées par tous les Députés, & dressées par le Secrétaire de l'Ass. T. VI, P. J. p. 484.

Le Règlement de 1614, sur l'imposition qui se fait pour les pensions des Ministres convertis, porte, que les sommes qui seront levées, demeureront en chaque Province, pour y être employées & distribuées par les Ordonnances de l'Ass. Prov., sans que lesdits deniers soient plus portés, ni distribués en la Ville de Paris. T. II, p. 209. Voyez Convertis.

XVIII. Par l'art. 14 du Règlement de 1715, chaque Province suivra les usages pour le paiement des frais communs des Ass. Prov., & elles fixeront, en leur honneur & conscience, les taxes qu'il conviendra de donner par jour à chacun des Evêques Suffragants, & des Députés du second Ordre aux Assemb. Prov., aussi-bien que le nombre des jours qui leur est nécessaire pour venir aux Ass., y séjourner & s'en retourner. T. VI, P. J. p. 486.

XIX. Conformément à ce qui avoit été ordonné en 1614, l'Ass. de 1715, art. 13 de son Règlement, ordonne, que les Ass. Prov. avertiront tous les Diocèses de mettre, entre les mains des Députés aux Ass. Gén., bons & amples Mémoires de toutes les affaires, & notamment l'état des paiements faits par les Receveurs particuliers desdits Diocèses aux recettes provinciales, depuis l'Ass. précédente, des sommes par eux dues pour les années desquelles le compte devra être rendu dans l'Ass. lors prochaine, avec la date des paiements faits aux Receveurs Provinciaux; ensemble l'état des décharges, si aucunes ont été obtenues depuis le dernier compte, par les Diocèses, ou par leurs Bénéficiers; même l'extrait des comptes des Receveurs particuliers des Dioc. auxquels lesdites décharges auront été faites, & les certifications des Bénéficiers particuliers, qu'ils auront joui desdites décharges; comme aussi un extrait du chapitre des deniers rendus & non reçus au compte desdits Receveurs particuliers, à l'effet que l'on puisse se servir desdites pièces, en cas qu'il survienne

Frais communs
& taxes.

Mémoires qu'elles
doivent remettre
à leurs Députés.

trois qualités que doivent avoir ceux du second Ordre, qui sont députés aux Ass. Gén.; savoir, la promotion aux Ordres sacrés; le Bénéfice payant décimes, possédé paisiblement deux ans avant la députation, & la résidence actuelle dans la Province, un an avant l'Ass. Gén., seront désormais observés à la rigueur; qu'il sera écrit une Lettre circulaire à tous les Dioc., afin qu'ils soient avertis de la présente délibération, pour l'exécution de laquelle Mrs. les Agents enverront aux Dioc., lorsqu'ils enverront les Lettres pour la convocation de l'Ass. Gén., sous peine d'être accusé de négligence... Ordonné de plus, que ceux qui auront des Abbayes, ou autres Bénéfices qui obligent d'être Prêtres, & ne le seront pas, ne pourront être nommés; & en cas que les Ass. Provinc. n'y conformeront pas, l'Ass. Gén. nommera d'Office... De plus, que chaque Député apportera à l'Ass. Gén. ses Lettres d'Ordres, & le titre de son Bénéfice, avec le Certificat de son Evêque Diocésain, comme il a résidé le temps porté par ledit Règlement. T. IV, p. 473, 474.

Le Roi, en envoyant aux Agents la Lettre de convocation de l'Assemb. de 1695, leur commande d'insister sur le Règlement, qui défend de ne députer que des personnes constituées dans les Ordres sacrés. T. VI, P. J. p. 31.

Le Règlement de 1715, art. 8 & 9, fixe l'état & l'usage présent. Les Ass. Prov. ne pourront députer, pour le second Ordre, que des Bénéficiers promus aux Ordres sacrés, même promus à l'Ordre de Prêtrise, s'ils ont des Bénéfices qui les obligent d'être Prêtres... Ledit Bénéficiers seront pourvus depuis deux ans d'un Bénéfice payant au moins 10 l. de décimes, & situé dans la Province, autre que simple Chapelle, & auront résidé dans la Province, pour laquelle ils seront nommés, une année avant leur élection. T. VI, P. J. p. 485.

XVI. L'Ass. de 1641, à l'occasion de la députation faite par la Province d'Embrun, contre laquelle quelques Particuliers s'étoient portés opposants, déclara ladite députation bien & légitimement faite, & ordonna que les opposants seroient avertis de ne pas se séparer à l'avenir de l'Ass. Prov. pour faire telles oppositions contraires aux Règlements. T. III, p. 9.

XVII. L'art. 4 du Règlement de 1715 porte, que les Ass. Prov. pourront juger

par provision les contestations qui surviendront sur les Procurations des Députés des Diocèses, leur pouvoir, ou autre difficulté de pareille nature, sans à les faire juger après à l'Ass. Gén.: l'on travaillera aussi, dans les Ass. Prov., aux affaires de la Province, & seront toutes les délibérations signées par tous les Députés, & dressées par le Secrétaire de l'Ass. T. VI, P. J. p. 484.

Le Règlement de 1614, sur l'imposition qui se fait pour les pensions des Ministres convertis, porte, que les sommes qui seront levées, demeureront en chaque Province, pour y être employées & distribuées par les Ordonnances de l'Ass. Prov., sans que lesdits deniers soient plus portés, ni distribués en la Ville de Paris. T. II, p. 109. *Voyez* Convertis.

XVIII. Par l'art. 14 du Règlement de 1715, chaque Province suivra les usages pour le paiement des frais communs des Ass. Prov., & elles fixeront, en leur honneur & conscience, les taxes qu'il conviendra de donner par jour à chacun des Evêques Suffragants, & des Députés du second Ordre aux Assemb. Prov., aussi bien que le nombre des jours qui leur est nécessaire pour venir aux Ass., y séjourner & s'en retourner. T. VI, P. J. p. 486.

XIX. Conformément à ce qui a été ordonné en 1614, l'Ass. de 1715, art. 13 de son Règlement, ordonne, que les Ass. Prov. avertiront tous les Diocèses de mettre, entre les mains des Députés aux Ass. Gén., bons & amples Mémoires de toutes les affaires, & notamment l'état des paiements faits par les Receveurs particuliers desdits Diocèses aux recettes provinciales, depuis l'Ass. précédente, des sommes par eux dues pour les années desquelles le compte devra être rendu dans l'Ass. lors prochaine, avec la date des paiements faits aux Receveurs Provinciaux; ensembles l'état des décharges, si aucunes ont été obtenues depuis le dernier compte, par les Diocèses, ou par leurs Bénéficiers; même l'extrait des comptes des Receveurs particuliers des Dioc. auxquels lesdites décharges auront été faites, & les certifications des Bénéficiers particuliers, qu'ils auront joui desdites décharges; comme aussi un extrait du chapitre des deniers rendus & non reçus au compte desdits Receveurs particuliers, à l'effet que l'on puisse se servir desdites pièces, en cas qu'il survienne

Frais communs
& taxes.

Mémoires qu'ils
doivent remettre
à leurs Députés.

Oppositions au
choix des Assemb.
Prov., réprochées.

Leur pouvoir :
objet & forme de
leurs délibérat.

quelque difficulté en l'Ass. Gén., sur les comptes qui concerneront lefd. Dioc. T. II, p. 204. T. VI, P. J. p. 487, 486.

Députés tenus
présents à leurs
Bénéfices.

XX. Les Députés aux Ass. Provinc. seront réputés présents à leurs Bénéfices, pour jouir, tant qu'ils seront absents pour ce sujet, de tous les fruits de leurs Bénéfices, & de toutes distributions manuelles & quotidiennes, comme s'ils y étoient présents, & seroient actuellement. Ce sont les termes de l'art. 16 du Règlement de 1715. T. VI, P. J. p. 486.

Clauses à con-
server, ou à rejeter
dans les Procura-
tions. Modèles
à suivre.

XXI. L'Ass. de 1635, après avoir fixé le temps de la durée de chaque Assemb. Gén., ajoute dans l'art. 7 de son Règlement : & au cas que lesdites Ass. durent plus long-temps, que celui porté par le Règlement, le pouvoir des Députés demeurera dès-à-présent révoqué, & ce qui sera par eux fait, nul, & ordonné aux Provinces de faire la même limitation dans les Procurations de leurs Députés, à peine de nullité d'icelles. T. II, P. J. p. 186.

En l'Ass. de 1675, il fut observé, à l'occasion de quelques Procurations qui contenoient des clauses insolites, & limitant trop le pouvoir des Députés, qu'il seroit à propos d'exécuter ce qui avoit déjà été ordonné, qui étoit de faire une formule commune & uniforme, qui servit de modèle pour toutes les Provinces : & afin que pareille chose n'arrive plus, l'Ass. résolut qu'à l'avenir pareilles Procurations seroient rejetées comme nulles. T. V, p. 171.

L'Ass. de 1700, en exécution du projet ci-devant proposé, & pour obvier aux inconvénients & aux défauts d'authenticité, qu'elle avoit observés dans les pouvoirs de ses Députés, a fait dresser des modèles de trois Procurations, très-simples, très-amples, & contenant les remèdes à toutes les difficultés observées. Elle a adressé une Lettre circulaire à tous les Prélats du Royaume, en leur envoyant ces formules qui sont rapportées. T. VI, p. 335 jusqu'à 342.

Chaque expédi-
tion doit compren-
dre les noms de
tous les Députés.

Chaque expédition de Procuration de la Province délivrée aux Députés, doit comprendre les noms de tous les Députés de la Province. Le Secrétaire Métropolitain d'Embrun dans chaque expédition des Députés de la Province à l'Ass. de 1715, n'ayant nommé qu'un seul Député, M. l'Evêque de Digne fut prié de lui en écrire, afin qu'il se conformât à l'usage & au modèle de 1700. T. VI, p. 1326.

Dans l'Ass. de 1723, on releva un défaut de la Procuration de Tours ; savoir, que la Province n'avoit muni les Députés que d'un extrait du Procès-verbal de l'Ass. Prov. & qu'elle ne leur avoit point donné une Procuration. L'Ass. reçut les Députés ; mais sans approuver que la Province de Tours continuât à l'avenir de ne donner à ses Députés qu'un extrait du Procès-verbal. T. VI, p. 1544 & s.

Un simple ex-
trait du Procès-ver-
bal ne suffit point.

L'Ass. de 1700, pour ne point déroger aux usages des Provinces, leur avoit permis de délivrer à leurs Députés des copies des Procès-verbaux ; mais en ordonnant que les Procurations y seroient jointes. T. VI, p. 335 & s.

XXII. L'Ass. Provinc. de Lyon charge un de ses Députés à l'Ass. Gén. de 1762, de rendre compte à l'Ass. d'une difficulté qui s'étoit élevée au sujet des Procès-verbaux des Ass. Prov. de Lyon, les Evêques Suffragants en ayant demandé, suivant l'usage observé dans la Province, des expéditions pour les déposer dans les Archives de leurs Diocèses, M. l'Archevêq. de Lyon les leur refusoit depuis plusieurs années. L'Ass. Prov. soumet cette affaire à l'Ass. Gén. ; celle-ci juge que dans une affaire de cette nature, la voie de conciliation devoit être préférée à celle d'autorité : elle prie en conséquence MM. de Narbonne, d'Arles & de Toulouse, d'employer leur médiation pour la terminer. T. VIII, p. 1114, 1115.

Expéditions du
Procès-verbal, ren-
dus aux Evêques
Suffragants.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU CLERGÉ.

Deux Paragraphes font le partage de cet article : le premier est une indication, par ordre de dates, de toutes les Assemblées-Générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, avec un exposé sommaire du sujet principal de chaque Assemblée ; le second a pour objet l'économie des Assemblées ; savoir, Usages, Règlements, &c.

§. I. Indication, par ordre de dates, de toutes les Assemb. Gén., tant ordinaires qu'extraordinaires, avec un exposé sommaire du sujet principal de chacune.

ASSEMBLÉE aux Etats d'Orléans,
en 1560.

Le premier Procès-verbal des Ass. Génér. du Clergé, dont on ait connoissance,

releva un
Tours; sa-
it muni les
du Procès-
elle ne leur
procuration.
ais sans ap-
Tours con-
er à ses Dé-
cès-verbal.

point déro-
leur avoit
Députés des
mais en or-
sy feroient

Lyon char-
ff. Gén. de
l'Ass. d'une
du sujet des
v. de Lyon,
ayant de-
rvé dans la
pour les dé-
leurs Dio-
on les leur
ées. L'Ass.
Ass. Gén.;
affaire de
conciliation
d'autorité:
M. de Nar-
use, d'em-
a terminer.

ÉRALES

le partage
t une indi-
de toutes
tant ordi-
avec un ex-
ncipal de
nd a pour
blées; sa-
&c.

de dates,
én., tant
dinaires,
e du sujet

Orléans,

des Ass.
connois-
sance,

Un simple ex-
trait du Proc. ver-
bal ne suffit point.

Expéditions du
Proc. verb., ré-
visées aux Diocèses
suffragants.

ASSEMBLÉES-GÉNÉRALES, §. I.

sance, est celui de la Chambre Ecclé-
siastique des Etats d'Orléans en 1560.
Sur cette Assemb. Voyez Etats-Géné-
raux d'Orléans.

Assemblée de Poissy, en 1561.

- II. Quatre objets de cette Ass. exprimés
dans les Lettres de convocation. La ré-
formation de l'Eglise; la subvention qui
devoit être accordée à S. M.; le choix
de ceux qui devoient aller au Concile;
les moyens de remédier aux troubles.
T. I, p. 15 & s. Voyez Poissy.

Assemblée de 1563.

- III. Le Roi Charles IX, par son Edit de
Mai 1563, ordonna la vente & l'alié-
nation de cent mille écus de rente des
biens d'Eglise. En exécution de cet
Edit, on fit un département qui con-
tenoit pour quelle somme on devoit en
aliéner dans chaque Diocèse. D'après
l'avertissement donné par les Syndics-
Généraux, aux Diocèses, sur les incon-
venients de l'Edit, il y eut, au mois de
Septembre 1563, une Ass. des Députés
des Provinces, qui pour empêcher l'ef-
fet de cet Edit, supplia le Roi de pren-
dre & imposer sur le Clergé quelque
honnête subvention d'une somme de
deniers, ainsi qu'il seroit avisé pour le
mieux dans l'Assemb. elle nomma pour
cet effet une Commission, composée
d'un Notable de chaque Province, qui
rédigèrent plusieurs articles à présenter
à S. M. Le tout proposé à la Compa-
gnie, le résultat fut de supplier le Roi
de révoquer son Edit, ensemble les
aliénations qui en avoient été la suite.
L'Ass. arrêta en même-temps, pour sub-
venir au besoin de l'Etat, d'accorder au
Roi la somme de 2500 00 livres, avec
cette clause, qu'en acquit & déduction
d'une partie de cette somme, S. M. re-
tiendrait, à son profit, les deniers déjà
reçus desdites aliénations. Sur cette
offre du Clergé, le Roi consentit à la
révocation de l'Edit de Mai, par un
nouvel Edit, portant faculté aux gens
d'Eglise de retirer & racheter, dedans
un an, tous leurs biens vendus en vertu
de l'Edit d'aliénation, mais moyennant
une somme de 3200000 liv., en déduction
de laquelle seroit compté ce que
S. M. avoit déjà reçu desd. aliénations.
On imposa par Diocèses la somme né-
cessaire pour ce rachat : dans quelques
lieux, il fut fait peu de temps après;
dans d'autres, on différa plus long-
temps. Suivant cet Edit, la poursuite
& l'exécution du retrait devoient être

Table de la Coll. des P. V.

faites aux Sieges Prévôtiâux, Bailliages
& Sénéchaussées où la vente & adjudica-
tion avoient été faites.

Le Procès-verbal de cette Assemb.
de 1563 contient, dans un grand dé-
tail, toute cette affaire, avec les Edits
& Pièces qui y sont relatives. Ce Pro-
cès-verbal, long-temps inconnu, & re-
couvré dans ces derniers temps, a été
inséré à la tête du Tome VIII de la N.
Collection, second Supplément.

Assemblée de 1567.

Le Clergé s'étoit obligé, par le Con-
trat de Poissy, de payer, pendant six
ans, la somme de 1600000 liv. pour le
rachat des Domaines, Aides & Gabel-
les, engagés hors la Ville de Paris; &
après ces six années, de racheter, dans
le terme de dix ans, le reste du Do-
maine du Roi, engagé à la Ville de
Paris pour 7560000 liv. en principal;
ce qui faisoit, au denier douze, denier
alors des rentes constituées, 630000
& tant de livres de rente. Après l'expira-
tion des six premières années, on pré-
tendit continuer la levée des 1600000
liv., & on expédia des commissions pour
cette somme. Les Provinces refusèrent
de payer, fondées sur les termes de
leur Contrat; & pour empêcher le trou-
ble & la confusion, le Roi fut supplié
de convoquer la présente Assemblée.

Trois principaux objets de délibé-
ration : la gestion des Syndics-Géné-
raux; l'audition des comptes des Re-
ceveurs; la demande de la ratification
du Contrat de Poissy, & la nouvelle sub-
vention à accorder. Cette Assemblée fit
aussi quelques Réglements assez consi-
dérables pour l'audition des comptes
des Receveurs des décimes en chaque
Diocèse, pour la tenue des Ass. Gén.,
de cinq en cinq ans, & pour que les
seuls Députés des Provinces y eussent
voix. T. I, p. 41 & s. Voyez Don-grat,
§. III, an. 1567.

Assemblée de 1573.

On ne peut douter qu'en cette année
il n'ait été tenu une Assemblée : outre
le Cahier présenté, on a la Harangue
que le Cardinal de Lorraine prononça
à Fontainebleau, le 28 Mai 1573.

Cette Assemb. passa un Contrat avec
le Roi, par lequel elle accorde au Roi
1800000 l. à prendre sur le Clergé; &
pour trouver plus promptement cette
somme, elle vend à l'Hôtel-de-Ville
de Paris pour 150000 liv. de rente des
biens d'Eglise.

N

IV.

V.

sance, est celui de la Chambre Ecclésiastique des Etats d'Orléans en 1560. Sur cette Assemb. *Voyez* Etats-Généraux d'Orléans.

Assemblée de Poissy, en 1561.

II.

Quatre objets de cette Ass. exprimés dans les Lettres de convocation. La réformation de l'Eglise; la subvention qui devoit être accordée à S. M.; le choix de ceux qui devoient aller au Concile; les moyens de remédier aux troubles. T. I, p. 15 & s. *Voyez* Poissy.

Assemblée de 1563.

III.

Le Roi Charles IX, par son Edit de Mai 1563, ordonna la vente & l'aliénation de cent mille écus de rente des biens d'Eglise. En exécution de cet Edit, on fit un département qui contenoit pour quelle somme on devoit en aliéner dans chaque Diocèse. D'après l'avertissement donné par les Syndics-Généraux, aux Diocèses, sur les inconvénients de l'Edit, il y eut, au mois de Septembre 1563, une Ass. des Députés des Provinces, qui pour empêcher l'effet de cet Edit, supplia le Roi de prendre & imposer sur le Clergé quelque honnête subvention d'une somme de deniers, ainsi qu'il seroit avisé pour le mieux dans l'Assemb. elle nomma pour cet effet une Commission, composée d'un Notable de chaque Province, qui rédigèrent plusieurs articles à présenter à S. M. Le tout proposé à la Compagnie, le résultat fut de supplier le Roi de révoquer son Edit, ensemble les aliénations qui en avoient été la suite. L'Ass. arrêta en même-temps, pour subvenir au besoin de l'Etat, d'accorder au Roi la somme de 250000 livres, avec cette clause, qu'en acquit & déduction d'une partie de cette somme, S. M. retiendrait, à son profit, les deniers déjà reçus desdites aliénations. Sur cette offre du Clergé, le Roi consentit à la révocation de l'Edit de Mai, par un nouvel Edit, portant faculté aux gens d'Eglise de retirer & racheter, dedans un an, tous leurs biens vendus en vertu de l'Edit d'aliénation, mais moyennant une somme de 3200000 liv., en déduction de laquelle seroit compté ce que S. M. avoit déjà reçu desd. aliénations. On imposa par Diocèses la somme nécessaire pour ce rachat : dans quelques lieux, il fut fait peu de temps après; dans d'autres, on différa plus longtemps. Suivant cet Edit, la poursuite & l'exécution du retrait devoient être

Table de la Coll. des P. V.

faites aux Sieges Prévôtaux, Bailliages & Sénéchaussées où la vente & adjudication avoient été faites.

Le Procès-verbal de cette Assemb. de 1563 contient, dans un grand détail, toute cette affaire, avec les Edits & Pièces qui y sont relatives. Ce Procès-verbal, long-temps inconnu, & recouvert dans ces derniers temps, a été inséré à la tête du Tome VIII de la N. Collection, second Supplément.

Assemblée de 1567.

IV.

Le Clergé s'étoit obligé, par le Contrat de Poissy, de payer, pendant six ans, la somme de 1600000 liv. pour le rachat des Domaines, Aides & Gabelles, engagés hors la Ville de Paris; & après ces six années, de racheter, dans le terme de dix ans, le reste du Domaine du Roi, engagé à la Ville de Paris pour 7560000 liv. en principal; ce qui faisoit, au denier douze, denier alors des rentes constituées, 630000 & tant de livres de rente. Après l'expiration des six premières années, on prétendit continuer la levée des 1600000 liv., & on expédia des commissions pour cette somme. Les Provinces refusèrent de payer, fondées sur les termes de leur Contrat; & pour empêcher le trouble & la confusion, le Roi fut supplié de convoquer la présente Assemblée.

Trois principaux objets de délibération : la gestion des Syndics-Généraux; l'audition des comptes des Receveurs; la demande de la ratification du Contrat de Poissy, & la nouvelle subvention à accorder. Cette Assemblée fit aussi quelques Réglements assez considérables pour l'audition des comptes des Receveurs des décimes en chaque Diocèse, pour la tenue des Ass. Gén., de cinq en cinq ans, & pour que les seuls Députés des Provinces y eussent voix. T. I, p. 41 & s. *Voyez* Don-grat., §. III, an. 1567.

Assemblée de 1573.

V.

On ne peut douter qu'en cette année il n'ait été tenu une Assemblée : outre le Cahier présenté, on a la Harangue que le Cardinal de Lorraine prononça à Fontainebleau, le 28 Mai 1573.

Cette Assemb. passa un Contrat avec le Roi, par lequel elle accorde au Roi 1800000 l. à prendre sur le Clergé; & pour trouver plus promptement cette somme, elle vend à l'Hôtel-de-Ville de Paris pour 150000 liv. de rente des biens d'Eglise.

N

L'Ass. de 1773 n'a été considérée par l'Ass. de Melun & par les Assém. suivantes, que comme une Ass. particulière de quelques Ecclésiastiques qui n'avoient, ni pouvoir, ni Procurations pour obliger le Clergé. T. I, p. 63, 64.

Assemblée, ou Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1576-1577.

VI. *Voyez États-Généraux, n°. II.*

Assemblée de Melun, en 1579-1580.

VII. Cette Ass. est une des plus célèbres qu'il y ait eues : on peut dire qu'elle a donné la forme à celles qui ont suivi. On lui doit l'institution des Agents, l'établissement des Chambres Diocésaines & des Bureaux Métropolitains. Elle a fait plusieurs beaux Réglemens pour la réformation des mœurs & la discipline ecclésiast., pour la tenue des Ass. & la reddition des comptes : elle a déclaré que nulle Ass. du Clergé ne pourroit être regardée comme générale & légitime, à moins que le second Ordre n'y fût convoqué, ainsi que le premier : elle contient sur-tout une belle discussion de l'origine des rentes sur le Clergé, & de la validité des Contrats qui avoient précédé. T. I, p. 108 & f.

Les circonstances sembloient exiger la convocation de cette Assemblée : on envoyoit des commissions rigoureuses par tous les Diocèses, pour la continuation des décimes, quoique les obligations contractées par le Clergé, fussent acquittées, & que le temps fût expiré, le dernier Déc. 1577, jour auquel finissoient les seize années, pour lesquelles seulement le Clergé s'étoit engagé par le Contrat de Poissy. En conséquence, les Provinc. refusoient absolument de payer : elles se réunirent pour demander une Ass. Gén., afin d'obvier aux désordres qui pourroient subvenir dans les affaires du Clergé. Après deux refus, l'Ass. fut enfin accordée. T. I, p. 109 & f. *Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1580.*

Assemblée de 1581.

VIII. Suivant le Règlement de Melun, chaque Province devoit, de deux en deux ans, députer un Ecclésiastique pour l'audition des comptes du Recev. Gén., à laquelle les Srs. Députés pourroient vaquer, pourvu qu'ils fussent au nombre de cinq, avec les Agents. En vertu de ce Règlement & du Contrat de Melun, les Provinces envoyèrent leurs Députés à Paris : quoiqu'ils ne

pusseut représenter le Clergé-Gén. que par rapport au Temporel, ils avoient cependant charge de faire de très-humbles Remontrances au Roi pour la conservation & le rétablissement des Immunités ecclésiastiq. : c'est à quoi s'attacha particulièrement M. l'Arch. de Bourges dans la Harangue. T. I, p. 131 & f.

Assemblée de 1584.

Cette Assém. a donné une attention particulière à la reddition des comptes du Rec. Gén. : elle a fait des Réglemens pour réprimer les vexations des Receveurs & des Commis de Castilles. C'est la première Assém. où il soit fait mention de Jetons. Sur ce que le Roi menaça d'envoyer des commissions pour lever une décime & demie dans les Provinces, l'Ass. donna avis aux Diocèses de se conformer aux résolutions prises à Blois & à Melun. T. I, p. 147 & f. *Voyez Don-grat., §. III, an. 1584.*

Assemblée de 1585-1586.

L'Ass. de 1585 ne fut convoquée, dans l'origine, que pour régler l'affaire des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, assignées sur le Clergé ; mais l'Edit qui intervint au mois de Juiller 1585, au sujet de la Religion, & dont il fut question de procurer l'exécution, par un prompt & considérable secours du Clergé, fut ce qui occupa principalement cette Assemblée : elle accorda d'abord un million d'or. Le Roi ayant obtenu, dans la suite, une Bulle qui lui permettoit d'aliéner pour 100000 écus de rente des biens d'Eglise, le Clergé fut obligé d'ajouter 100000 écus à son premier Don. T. I, p. 171 & suiv. *Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1585-1586.*

Assemblée de 1586.

L'Ass. précédente voyant que le jour ordonné pour l'audition des comptes du Rec. Gén., étoit échu dès le 15 Mai, & qu'il n'y avoit que deux Provinces qui eussent pourvu à la nomination des Députés, pour y assister, afin d'obvier aux inconvénients qui arriveroient, si les comptes n'étoient pas rendus, ou si les Provinces étoient contraintes de s'assembler à grands frais, ordonna, le 17 Juin 1586, que les Députés de chaque Province choisiroient l'un d'entre eux pour assister à l'audition des comptes. En conséquence de cette délibération, les Députés s'assemblèrent à Paris, au nombre de dix, outre les anciens & nouveaux Agents. T. I, p. 414 & f.

IX.

X.

XI.

Assemblée de 1588.

XII.

Cette Aff. fut tenue extraordinairement, à l'occasion d'un Bref du Pape, que le Roi obtint pour mettre à exécution la seconde partie de la Bulle du 30 Janvier 1586, portant aliénation de 100000 écus de rente des biens d'Eglise, & déjà mise à exécution en 1586, en partie, par le Don qui fut fait alors au Roi. Les Provinces envoyèrent leurs Députés à Paris, pour empêcher cette nouvelle aliénation : elles s'en racheterent par l'offre qu'elles firent de donner au Roi 500000 liv. : cette somme fut fort difficile à trouver. Le Clergé fut obligé de traiter avec le Sr. Sardini, & de consentir à l'érection de nouveaux offices de Receveurs & de Contrôleurs des décimes, aux gages de 18 deniers par livre, pour les Receveurs, & de 9 deniers pour les Contrôleurs. Le département de la somme imposée, souffrit ensuite beaucoup de difficultés, surtout parce que, suivant la Bulle, ce département devoit être fait par les Délégués du Pape. T. I, p. 485 & f. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1588.

Autre Assemblée en 1588.

XIII.

Outre l'Aff. précédente, il y en eut une, cette même année, pour l'audition des comptes, dont il est parlé dans l'Aff. de 1593, séance du 6 Mars 1596, & dans l'Assemb. de 1598, séance du 15 Juin. Il ne restoit aucun Procès-verb. de cette Assemblée. T. I, p. 445.

Ce Procès-verbal, si long-temps inconnu, a été donné en présent à l'Ass. Gén. de 1775, par M. l'Abbé Maudoux, Confesseur de la Reine. Cette Assemb. a commencé le 8 Mai 1588, & a fini le 27 Août suivant.

Deux principaux objets ont fixé l'attention des Députés : l'audition des comptes du sieur Philippe de Castilles, Rec. Gén., & l'exécution du traité que la précédente Assemb., tenue en Janv., Fév. & Mars 1588, avoit conclu avec le sieur Sardini, pour acquitter les 500 mille écus offerts au Roi. L'offre, de même que le traité, devoient être ratifiés par les Provinces : elles députerent, à cet effet, & remirent aux Députés leurs pouvoirs & ratifications. Quelques-unes de ces ratifications ne parurent point au sieur Sardini assez précises pour opérer la sûreté : il en contesta la validité ; la contestation fut portée au Conseil du Roi : le Conseil les jugea bonnes & valables. Sardini fut

obligé d'acquiescer à ce Jugement. Enfin, le désistement de la Bulle, les Edits de création des Receveurs & Contrôleurs, & le Contrat, dûment vérifiés au Parlement, toute l'affaire fut consommée.

Cette Aff. s'occupa de quelques autres objets, notamment de la réception & publication du C. le de Trente, sous certaines modifications. Elle se plaignit de ce que, pour la convocation des Etats de Blois, S. M. n'avoit point écrit, en particulier, aux Prélats du Royaume, mais seulement aux Baillis & Sénéchaux. La levée d'une somme de 15 écus sur chaque Paroisse, avec permission d'acquitter cette somme sur les biens des Fabriques, excita aussi le zèle de l'Ass. : elle eut la satisfaction d'être écoutée sur ces deux objets de plaintes.

Cette seconde Aff. de 1588 eut pour Présidents M. le Cardinal de Bourbon & M. l'Archevêq. de Lyon ; mais ces Prélats n'assistèrent presque jamais aux séances : elle fut ordinairement présidée par le sieur de Martinbos, l'un des Députés, Conseiller au Parlement de Rouen.

Le Procès-verbal de cette Assemb., rédigé dans la forme ordinaire, a été inséré à la tête du Tome VIII de la nouvelle Collect., troisième Supplément.

Assemblée aux Etats de Blois, en 1588.

Voyez Etats-Généraux, n°. III.

Assemblée de 1591.

Le Pape Grégoire XIV envoya une Bulle, par laquelle il excommunioit tous les Sujets du Roi Henri IV, à cause de l'obéissance qu'ils lui rendoient. Cette Bulle le détermina, de l'avis de son Conseil & des Evêques, à convoquer une Assemblée du Clergé : elle ne se trouva composée que de quelques Prélats & de quelques Ecclésiastiques, en petit nombre. Cette Assemb. déclara les Monitions portées par la Bulle, nulles, tant à la forme qu'au fond. Cette déclaration fut portée au Roi, avec le Mandement donné aux Curés de la publier. T. I, p. 511 jusqu'à 515. Le Procès-verbal est aux P. Just., p. 143 & f. *Voyez* Henri IV.

Assemblée de 1595-1596.

Par le Contrat de 1586, il étoit porté, qu'à la fin de dix ans, sans qu'il fût besoin d'autres Lettres de convocation, il seroit permis aux Srs. du Clergé

de s'assembler là où se trouveroit S. M. Néanmoins les Agents, par certaines considérations, jugerent à propos de présenter Requête pour cette convocation; & sur cette Requête, intervint Arrêt du Conseil, qui ordonne la tenue de l'Ass. à Paris, au premier Mars 1595, remise depuis au 6 Novembre.

Les Receveurs uisoient de saisies & de contraintes, pour raison des arrérages des décimes. Le Roi en avoit accordé la surséance jusqu'à l'Assemblée: elle en obtint la prorogation; elle députa au Roi: trois objets de cette députation; le Cahier, l'affaire de Sardini, & la décharge générale & particulière des arrérages des décimes depuis 1586. T. I, p. 511 & f.

Assemblée de 1598.

XVII. Les Députés des Provinces s'assemblent pour l'audition des comptes du Sr. de Castilles, tant en vertu des Réglemens, que des Contrats, qui fixent, de deux en deux ans, la reddition des comptes. La suppression des Receveurs Provinciaux est proposée: l'utilité de cette suppression est reconnue; mais l'état des Bénéficiers ne permet pas de poursuivre l'exécution de ce projet. T. I, p. 632 & f.

Assemblée de 1600.

XVIII. Sujet ordinaire; audition des comptes du Recev. Gén.; secours de 200000 écus demandé par le Roi; offre d'une décime acceptée. T. I, p. 662 & suiv. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1600.

Assemblée de 1602.

XIX. Sujet ordinaire; audition des comptes du Recev. Gén.; aucun secours demandé. T. I, p. 683 & f.

Assemblée de 1605-1606.

XX. Cette Ass. a eu plusieurs affaires épineuses & importantes à traiter. Il y eut d'abord quelques contestations entre les Archevêques de Lyon, de Bourges & de Sens, pour la préséance & l'éminence des Sieges. Elle a fait des Réglemens pour les grandes & petites Ass., pour les Ass. Provinciales, & pour les Bureaux des décimes. On y trouve un Règlement pour les Officialités: elle en a fait un autre pour régler les mœurs des Clercs: elle obtint le rétablissement du libre exercice de la Religion Catholique en Béarn. L'élection du Rec. Gén. la tint long-temps en diversité d'avis, à cause des plaintes graves qui furent

portées contre les sieurs de Castilles, pere & fils. Outre cinq à six millions de décharges sur lesquelles Mrs. du Conseil & de l'Hôtel-de-Ville se montrèrent très-faciles, le Roi accorda au Clergé une remise de 1350000 liv. T. I, p. 703 & suiv.

Assemblée de 1608.

Sujet ordinaire; audition des comptes du Rec. Gén.; secours de 400000 l. demandé & accordé. T. I, p. 781 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1608.

Assemblée de 1610.

Cette Ass., qui, suivant les anciens Réglemens, devoit commencer le premier Mai, ayant été remise pour certaines considérations, par ordre de S. M., au premier Août, les Agents en donnèrent avis aux Provinces.

Sujet ordinaire; audition des comptes du Rec. Gén.; remise demandée à la Reine des 400000 liv., accordées par la dernière Ass.; la Reine l'accorde, à la réserve de 20000 liv. T. II, p. 2 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1610.

Assemblée de 1612.

Sujet ordinaire; audition des comptes du Rec. Gén.; Don demandé par le Roi des cent mille écus promis en 1608. T. II, p. 28 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1612.

Assemblée, ou Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614.

Voyez Etats-Généraux, n°. IV.

Assemblée de 1615.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, avoit supplié le Roi de permettre que ceux du Clergé qui avoient assisté aux Etats, fussent continués Députés à l'Ass. de 1615, pour y servir gratuitement & sans frais; ce qui n'empêcha pas les Provinces de faire leurs députations particulières.

Aussi-tôt que l'Ass. fut formée, elle sollicita la réponse au cahier des Etats: elle insista sur-tout sur la publication du Concile de Trente, & sur le rétablissement de la Religion Catholique en Béarn. Le Roi n'ayant donné que des espérances sur le premier article, les Prélats crurent pouvoir autoriser, autant qu'il étoit en eux, l'observation des Décrets du Concile, ainsi qu'il étoit porté par la réponse au Cahier de 1602. T. II, p. 233 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1615.

Castilles,
millions de
du Con-
montrèrent
au Clergé
I, p. 703

dés comp-
400000 l.
p. 781 & f.
an. 1608.

es anciens
ncer le pro-
pour certai-
e de S. M.,
ts en don-

des comp-
mandée à
ordées par
accorde, à
p. 2 & f.
n. 1610.

des comp-
andé par le
s en 1608.
n-gratuit,

clésiastique

o. IV.

aux Etats
oi de per-
ai avaient
inués Dé-
r y servir
qui n'em-
aire leurs

mée, elle
des Etats:
cation du
rétablis-
sant que
de des
ticle, les
iser, au-
servation
insi qu'il
Cahier de
Don-

Assemblée de 1617.

XXVI.

On n'a point le Procès-verbal entier de cette Ass.; les cinq premiers feuillets manquent.

Sujet ordinaire; audition des comptes du Recev. Gén.; rétablissement de la Religion Catholique en Béarn, obtenu. T. II, p. 297 & f.

Assemblée de 1619.

XXVII.

Au mois de Mai 1619, temps prescrit pour la tenue de l'Ass., le Roi voyageant dans la Touraine & l'Orléanois, convoqua les Députés à Orléans, ou à Blois, à leur choix. Cette seconde Ville parut plus commode aux Députés; ils s'y assemblèrent.

Sujet ordinaire; audition des comptes du Recev. Génér.; Don-gratuit de 300000 liv. demandé & accordé. T. II, p. 322 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1619.

Assemblée de 1621.

XXVIII.

Sujet ordinaire; audition des comptes du Rec. Gén.; un million d'or, ou trois millions de liv. accordés à S. M., pour faire le blocus de la Rochelle. T. II, p. 349 & f. Voyez Don-grat., §. III, an. 1621.

Assemblée de 1625.

XXIX.

Cette Ass. est remarquable par les objets importants qui y furent traités. Il s'y éleva d'abord une contestation sur le nombre des Députés, qui se trouva plus grand qu'à l'ordinaire.

Le différend des PP. de l'Oratoire avec les Carmes Déchaussés, au sujet de la direction des Carmélites, occasionna les plaintes de M. l'Evêque de Léon, contre le sieur Louytre, Doyen de Nantes, & donna lieu à la Déclaration de l'Ass. contre ce Doyen.

Divers imprimés, & encore plus les plaintes qui furent portées à l'Ass., contre les entreprises des Réguliers, & notamment contre celles des Jésuites, par M. l'Ev. de Cornouailles, la déterminèrent à donner la Déclaration ou Règlement contre les Réguliers en 40 articles.

Deux autres imprimés, censurés par la Sorbonne, comme contenant des maximes contraires à l'autorité des Rois, & à la sainteté de leurs personnes, furent défilés à l'Ass., & M. l'Evêque de Chartres fut chargé d'en faire le Rapport: le Prélat lut une censure des deux Ecrits, en Latin & en François, qui devint elle-même un sujet de contestations.

L'érection de Paris en Archevêché, fournit encore un nouveau sujet de discussion à l'Ass.

Cette Ass. réglé que les Ass. ordinaires du Clergé, ne seroient à l'avenir convoquées que de cinq en cinq ans, & que les Agences seroient proportionnées au temps des Ass. T. II, p. 385 & f. Sur le Don-gratuit. Voyez Don, §. III, an. 1625.

Assemblée de 1628.

XXX.

Cette Ass. fut convoquée extraordinairement, d'abord à Poitiers, ensuite à Fontenai, par des Lettres de S. M. adressées aux Agents-Gén. Elle accorda au Roi un million d'or pour le siège de la Rochelle; & il fut ordonné que cette Ass. tiendrait lieu de celle qui étoit remise à l'année 1630, & que la première convocation du Clergé n'auroit lieu qu'en 1635. T. II, p. 383 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an 1628.

Assemblée de 1635-1636.

XXXI.

C'est une grande Ass., appelée du Contrat: c'est le contrat des rentes renouvelé en faveur de l'Hôtel-de-Ville. Le Cardinal de Richelieu se proposa de tirer deux autres avantages de cette Ass. Le premier, de faire déclarer nul le mariage de Monsieur avec la Princesse Marguerite de Lorraine: il y réussit. Le second, fut d'obtenir du Clergé un secours considérable d'argent, pour subvenir aux frais de la guerre.

Le Roi demanda une imposition de 600000 liv. de rente; l'Assemb., après bien des difficultés, fit offre de 316000 liv. de rente; l'offre fut acceptée, & le contrat dressé en conséquence.

Le Règlement des Réguliers dressé en 1625, fut lu & discuté dans cette Ass.; il fut confirmé, avec quelque changement sur certains articles.

On a sur cette Ass. le Journal manuscrit du sieur Moreau, Abbé de S. Josse, l'un des Secrétaires de l'Ass.; Rapport dont on a recueilli plusieurs observations utiles & intéressantes rapportées aux Piec. Just. T. II, p. 643 & f. P. J. p. 141 & f. Voyez Richelieu. Voyez aussi Don-gratuit, §. III, an. 1635.

Assemblée de Nantes, en 1641.

XXXII.

Cette Assemb., qui devoit se tenir en 1640, fut remise à l'année 1643, par une Lettre du Roi du 5 Mars 1640. Il avoit paru un peu avant un Edit, portant aliénation de 100000 l. des rentes de l'Hôtel-de-Ville, affectées sur le Cler-

gé, que l'on mettoit en attribution de nouveaux gages aux Officiers des décimes, & dont le Roi tiroit 1800000 liv. Quoique la levée de ce fonds ne fût accordée au Roi que pour dix ans, & qu'il y en eût déjà cinq de passés, le Roi néanmoins en aliénoit, par cet Edit, une partie à perpétuité, sans aucun consentement, ni du Clergé, ni de l'Hôtel-de-Ville; ce qui étoit une entreprise manifeste. L'Edit ajoutoit que le secours que le Roi tiroit de cette aliénation, suppléeroit à celui que S. M. attendoit de l'Ass. du Clergé, qui devoit se tenir en cette année, & dont S. M. dispensoit le Clergé.

Ce ne fut pas le seul sujet de plainte pour le Clergé. Il parut un nouvel Edit donné sous prétexte de droits d'amortissements. Ce droit étoit fixé au tiers, au 5^e, au 6^e de la valeur des biens, selon la différente nature de ces biens & de mouvance de différents biens, avec les deux sols pour livre pour les frais.

Cet Edit fut suivi d'un Arrêt du Conseil, portant que tous les Bénéficiers paieroient, dans chacune des deux années suivantes, le 6^e de leur revenu; & que, pour cet effet, cette portion seroit saisie entre les mains de leurs Fermiers. Ledit Arrêt confirmé par une Déclaration du 14 Oct. 1639.

Dans ces circonstances, le sieur de S. Vincent, Agent, forma opposition à l'Arrêt & à la Déclaration: il écrivoit en même-temps aux Diocèses que tout étoit perdu; il invitoit les Prélats les plus zélés de venir à la Cour; ceux qui étoient à Paris en inviterent d'autres. Le Cardinal de Richelieu fut pressé d'accorder une Ass.: il l'accorda; mais à condition que ceux qui la demanderoient, seroient espérer qu'on accorderoit au Roi six millions, ou le tiers du revenu des Bénéfices. Les Prélats ne donnerent aucune parole précise pour les six millions; mais à cela près, ils firent espérer au Cardinal tout ce qu'il jugeroit à propos. L'Ass. fut donc accordée, indiquée à Mantes, & la main-levée des saisies donnée.

L'Ass. s'étant déterminée pour le don du Roi, à une somme certaine, les Commissaires de S. M. demanderent une imposition de 4 millions, & en outre une imposition de 120000 liv. L'Ass. se restreignit d'abord à 4 millions; ensuite par une délibération passée à la pluralité, il fut arrêté d'imposer 700000 l. par-dessus les 4 millions. Refus de l'Archevêque de Sens & de quelques autres

Prélats de signer cette délibération. Ordre à eux de sortir dès le jour même de la Ville de Mantes. Députation de l'Ass. au Roi, pour demander le rappel des Prélats congédiés, sans succès. T. III, p. 1^{re}. & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1641.

Assemblée de 1643-1646.

Tout dans cette Ass. fut conduit avec sagesse, prudence & lumière, & dans l'union & l'intelligence la plus parfaite: les plus importantes & les plus glorieuses résolutions y furent prises avec la plus grande unanimité. Ce qu'il y avoit de vicieux & de reprehensible dans l'Ass. de Mantes, fut cassé & réformé, & ce qu'il y avoit de bon & d'utile, validé. Les Prélats exclus de Mantes furent tous députés ou invités à celle-ci; leur conduite & leurs maximes y furent approuvées. Les Immunités & les Libertés du Clergé, qui avoient reçu une atteinte mortelle à Mantes, furent reconnues & établies. On peut dire que le Procès-Verbal de 1643, est une espèce de Traité abrégé de toutes les matières spirituelles & temporelles qui intéressent l'Eglise & le Clergé.

Le Roi fit demander à l'Ass. 4 millions, qui furent accordés; mais à certaines conditions. T. III, p. 112 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1643.

Assemblée de 1650.

Cette Ass. n'est pas moins considérable que celle de 1643, soit par l'étendue, soit par l'importance des matières qui y furent traitées: elle eut plusieurs Présidents, entr'autres M. l'Evêque de Mâcon; c'est le premier Evêque solennellement nommé au nombre des Présidents. Les trois Princes de Condé, de Conti & de Longueville étoient encore détenus prisonniers. Le Clergé fut le premier qui sollicita hautement leur liberté, sous le prétexte que M. le Prince de Conti, Abbé de Clugni, étoit de son Corps. L'Ass. fut honorée de la présence de S. A. R. Gaston d'Orléans, & de celle de M. le Prince de Condé, au sujet de la demande formée par la Noblesse, de la convocation des Etats-Généraux.

Entre plusieurs autres objets des délibérations de l'Ass. de 1650, on remarque ce qui concerne les procédures du Parlement contre les Evêques d'Evreux, de Dol, &c.... Les violences de M. le Duc d'Epemon contre les Evêques de Guienne.... La forme de juger

XXXIII

XXXIV

libération. Or-
jour même de
ction de l'Ass.
le rappel des
succès. T. III,
gratuit, §. III,

1646.

conduit avec
nière, & dans
plus parfaite:
plus glorieu-
prises avec la
de qu'il y avoit
ble dans l'Ass.
réformé, & ce
utile, validé.
antes furent
celle-ci; leur
es y furent ap-
& les Liber-
nt reçu une at-
furent recon-
dire que le
est une espèce
les matieres
s qui intéres-

l'Ass. 4 mil-
s; mais à cer-
p. 112 & f.
I, an. 1643.

50.

ins considéra-
it par l'éten-
des matieres
eur plusieurs
l'Evêque de
vêque sollem-
mbre des Pré-
de Condé, de
toient encore
Clergé fut le
ement leur li-
M. le Prince
, étoit de son
de la présence
léans, & de
fondé, au su-
par la Nobles-
Etats-Géné-

objets des dé-
650, on res-
procédures
Evêques d'E-
violences de
tre les Evê-
me de juger

XXXIII.

XXXV.

XXXIV.

les Evêques, à l'occasion du Jugement porté contre M. d'Elbône, Evêque d'Albi... L'affaire de M. de Rieux, Evêque de Léon... La Déclaration demandée par le Parlement, pour exclure les Cardinaux des Conseils du Roi.

L'Ass. accorde au Roi un Don-grat. de 600000 liv., à certaines conditions. T. III, p. 436 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1650.

Assemblée tenue les années 1655-1656-1657.

Cette Ass. a duré dix-neuf mois: elle commença le 25 Octobre 1655, & ne finit que le 25 Mai 1657: elle étoit indiquée à l'ordinaire pour le 25 Mai, elle fut remise au 15 Août, ensuite au 15 Oct.: ce qui occasionna ces remises, ce fut la difficulté de faire convoquer l'Ass. Provinciale de Paris, ainsi que la Diocésaine, attendu le conflit de Jurisdiction entre les Grands-Vicaires du Chapitre, agréés par le Roi, & ceux du Cardinal de Retz, qui se regardoit toujours comme vrai Archevêque de Paris, & exerçoit, étant à Rome, par les Grands-Vicaires qu'il nommoit, toute Jurisdiction.

La première idée du Cardinal Mazarin, fut de la faire convoquer par M. l'Evêque de Meaux, le plus ancien Evêque de la Province: ce premier expédient se trouva sujet à trop de difficultés; il proposa ensuite de la faire convoquer par M. l'Archev. de Sens, ou par la Chambre Ecclésiastique de Paris; l'un & l'autre fut rejeté. Le 3^e expédient fut d'engager le Pape à nommer quelqu'un des Suffragants de la Province de Paris pour gouverner le Diocèse; le Bref fut obtenu; cet expédient fut rejeté plus vivement encore que les autres.

Le 15 Octobre, la seconde remise de l'Ass. étant expirée, on fut obligé de commencer l'Ass. sans la Province de Paris; mais ses opérations furent bientôt arrêtées, par le défaut de permission de célébrer la Messe solennelle du S. Esprit. La Compagnie désirant mettre fin à tout, engagea S. M. d'envoyer au Pape les noms de quelques Ecclésiastiques agréables à S. M., sur quoi le Pape détermineroit le Cardinal de Retz d'en nommer un: l'expédient réussit. Le Sr. Dufausai fut chargé du gouvernement du Diocèse; l'Ass. Provinciale fut indiquée & tenue, & toute difficulté cessa.

Plusieurs affaires importantes occupèrent cette Ass. L'affaire des cinq Pro-

positions, & leur condamnation par Innocent X; ... les entreprises des Huguenots, celles des Réguliers; ... l'affaire des Réguliers d'Angers; ... le Livre du P. Bagot, Jésuite; & le Livre de l'Anonyme, attribué aux Curés de Paris, supprimés par l'Ass.; ... l'affaire du Cardinal de Retz, les Immunités de l'Eglise violées en sa personne, & dans celles d'autres Evêques; ... les plaintes des Provinces, sur les longues vacances des Evêchés, & sur les pensions; ... le Bref du Pape sur la paix, &c.

Cette Ass. eut à se plaindre des maximes avancées, dans le Discours de M. d'Aligre, l'un des Commissaires du Roi, pour la demande du Don-gratuit. Cette demande fut de 8 à 9 millions, restreinte ensuite à trois. L'Ass. n'en accorda que 1700000 liv. T. IV, p. 1^{re}. & suiv. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1655.

Assemblée de 1660.

Cette Ass., quoique l'une des petites Ass., a duré près de treize mois: elle est très-considérable par les matieres qui y sont traitées, qui ne font, à la bien prendre, que celles qui avoient déjà occupé les Ass. précédentes: mêmes plaintes contre les entreprises sur la Religion, sur la Jurisdiction, & sur les privilèges & droits temporels du Clergé: mêmes maximes contre les Immunités de l'Eglise, avancées par les Commissaires du Roi, & ensuite défavouées par ordre de S. M.: beaucoup d'Arrêts, de Déclarations, & de réponses avantageuses; mais presque toujours les Déclarations ont été sans effet, les Arrêts impuissants, & les promesses inutiles. Il est à remarquer, qu'après la mort du Cardinal Mazarin, qui arriva pendant la tenue de l'Ass., M. l'Arch. de Rouen, Président, ayant demandé au Roi, comment il lui plaisoit que la Compagnie en usât, quand elle auroit à parler à S. M. de quelque affaire: il faut s'adresser directement à moi, répondit le Roi.

La demande du Don-gratuit est d'abord de 4 millions, restreinte après à 3 millions, ensuite à 1 millions, qui sont accordées. T. IV, p. 457 & suiv. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1660.

Assemblée de 1665-1666.

M. de Gondrin, Archev. de Sens, quoique moins ancien Archevêque que MM. de Tours & d'Arles, fut élu premier Président de l'Ass.

L'Ass. de 1665 agit puissamment contre les Huguenots: il y eut des Mémoi-

XXXVI.

XXXVII.

res, des Harangues & des Conférences très-efficaces contre'eux, & plusieurs Arrêts & Déclarations accordés à l'avantage de l'Eglise. Quoique les affaires du Jansénisme eussent fait grand bruit depuis 1661, jusqu'en 1665, (à l'occasion sur-tout du Formulaire,) il en fut peu question dans l'Ass.; il y est seulement fait mention du soin que l'Ass. apporta, pour faire réformer la Déclaration du Roi, qui obligeoit les Ecclésiastiques de faire signer le Formulaire pardevant les Lieutenants-Généraux des lieux.

Outre les plaintes ordinaires, sur les infractions faites à la Jurisdiction, aux prérogatives, honneurs & droits accordés au Clergé, il y fut question de plusieurs points de Doctrine; d'une Thèse soutenue en Sorbonne sur le Purgatoire; de la Bulle du Pape Alexandre VII, contre la censure de Vernant, faite par la Faculté de Théologie de Paris; mais sur-tout d'un Plaidoyer de M. Talon, qui sembloit donner atteinte, non-seulement à la Jurisdiction & à la Discipline de l'Eglise, mais aussi à son autorité sur les matieres de foi: il y fut enfin question des Réglemens faits par la Cour des Grands-Jours de Clermont, sur des matieres purement ecclésiastiques.

La demande du Don-gratuit est de 4 millions: l'Ass. offre 240000 l., dont le Roi se contente. T. IV, p. 812 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1665.

Assemblée de 1670.

XXXVIII.

On remarque, sur le Procès-verbal de cette Ass., que les dernières séances y parussent omises. L'audience de congé est du 20 Nov., & le Procès-verbal finit au 18 du même mois. Ce Procès-verbal nous fournit plusieurs Mémoires instructifs sur des matieres très-intéressantes.

L'Ass. de 1670 s'occupa sur-tout des entreprises des Huguenots; de l'affaire des Réguliers; des différents objets des plaintes des Provinces, touchant la Jurisdiction & le Temporel.

L'Assemb. offre au Roi un Don de 2400000 liv., sur lequel S. M. fait remise de 200000 liv. T. V, p. 1 & suiv. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1670.

Assemblée de 1675.

XXXIX.

Cette Ass., quoique du nombre de celles qu'on appelle grandes Assemb., n'a pas duré les quatre mois portés par les Lettres de convocation. Les articles présentés au Roi sur la Jurisdiction Ec-

clésiastique, ainsi que ceux contre les Huguenots, sont dignes d'attention. C'est dans cette Ass. qu'on trouve le beau travail de M. l'Abbé Chéron, Doyen de Bourges, sur les rentes, duquel il résulte, que de la somme de 1300000 liv., que l'on avoit fait d'abord payer au Clergé pour les rentes de l'Hôtel-de-Ville, il n'étoit plus dû, en 1675, que celle de 723745 l. 12 s. Les Officiers de l'Hôtel-de-Ville furent obligés de tenir compte au Clergé d'une somme très-considérable.

L'Ass. de 1675 a renouvelé le Réglement de 1635 sur les Réguliers. Elle a accordé au Roi un Don-gratuit de 4500000 liv. T. V, p. 167 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1675.

Assemblée de 1680.

En cette Ass., la Procuration de la Province d'Albi a paru pour la première fois. Il y eut deux cahiers présentés, l'un, concernant les Huguenots, & l'autre, sur la Jurisdiction Ecclésiastique. Il y fut question du Bref d'Innocent XI sur la Régale, que l'Ass. défavoua autant qu'il étoit en elle, par une Lettre adressée à S. M.

Le Don-gratuit accordé au Roi, fut de 3000000 de liv. T. V, p. 287 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1680.

Assemblée en 1681-1682.

L'Ass. de 1680 ayant eu avis, lorsqu'elle étoit sur le point de se séparer, qu'il se répandoit dans le Royaume trois Brefs d'Innocent XI, au sujet de la Régale, pleins de menaces contre le Roi, & de reproches contre les Evêques de France, résolut d'écrire à S. M. la Lettre dont on vient de parler. Après la séparation de l'Assemblée, on continua de répandre dans le Public plusieurs autres Brefs. Ces Brefs occasionnerent des appels comme d'abus de la part de M. le Procureur-Gén. Dans cet état de confusion & de troubles, les Prélats qui étoient à Paris eurent permission de s'assembler: ils demanderent au Roi, qu'il fût permis aux Evêques du Royaume de s'assembler en Concile National, ou du moins de tenir une Assemblée-Générale du Clergé, de tous les pays & terres de la domination de S. M.

Telle fut l'occasion de l'Ass. de 1681, continuée en 1682. Les Lettres de convocation portoient, que les Provinces députeroient deux du premier & deux du second Ordre, pour le premier Oâ.

1681.

XL.

XLI.

teux contre les
s d'attention.
s'on trouve le
bbé Chéron,
les rentes, du-
la somme de
avoit fait d'a-
ur les rentes de
it plus dû, en
5 l. 12 s. Les
le furent obli-
Clergé d'une
vell le Régle-
guliers. Elle a
on-gratuit de
57 & s. *Voyez*
1675.

680.
uration de la
pour la pré-
chiers présen-
Huguenots,
ion Ecclesiast-
Bref d'Inno-
ue l'Ass. décla-
elle, par une

de au Roi, fut
7, p. 287 & s.
II, an. 1680.
1681.

eu avis, lors-
de se séparer,
royaume trois
ujet de la Ré-
ontre le Roi,
es Evêques de
S. M. la Let-
cler. Après la
ée, on con-
e Public plu-
refs occasion-
d'abus de la
gén. Dans cet
troubles, les
is eurent per-
demanderent
aux Evêques
eren Concile
tenir une As-
rgé, de tous
omination de

Ass. de 1681,
etres de con-
les Provinces
mier & deux
premier Oct.
1681.

XL.

XLI.

XLII.

1681. Le Procès-verbal de l'Ass. extra-ordinaire des Prélats a été adopté par l'Ass. Gén. de 1681 & 1682. Sur cette Ass. de Prélats. *Voyez Assemblée des Prélats, etc., §. I, an. 1681.*

Assemblée de 1681-1682.

Plusieurs causes importantes ont donné occasion à la tenue de cette Ass. Telles sont l'affaire de la Régale; celle de Pamiers, qui y est relative; l'affaire de Charonne. L'affaire de la Régale, qui avoit occasionné le plus de trouble, fut heureusement terminée par l'Edit de 1682 sur la Régale, donné à la sollicitation du Clergé, qui corrige ce qu'il y avoit de plus révoltant dans les maximes des Régalistes.

L'Ass. ne s'en tint pas là: il se présentait des difficultés, sinon avec la Cour de Rome, du moins avec les Officiers, sur vingt articles de griefs, du nombre desquels étoient les annates, les droits de Spoglio, & autres levées de la Chambre Apostolique. L'Ass. nomma des Commiss. pour examiner ces différents articles. M. Coquelin, l'un des Promoteurs de l'Ass., avoit fait l'ouverture dans son Discours des six Propositions arrêtées en Sorbone, au mois de Mai 1663, sur l'autorité du souverain Pontife, tant dans les choses temporelles, que spirituelles. Ces six Propositions furent réduites à quatre, sur lesquelles intervint la célèbre Déclaration de l'Ass. sur la puissance ecclésiastique.

Le 9 Mai 1682, M. le Président rendit compte d'un Bref du Pape, du 11 Avril, par lequel S. S. désapprouve & casse tout ce qui a été fait & arrêté par l'Ass., au sujet de la Régale. Depuis ce jour jusqu'au 23 Juin, les séances furent interrompues.

Dans cette dernière séance du 23 Juin, Mrs. les Commissaires de la Religion lurent un Mémoire contenant les différentes méthodes dont on peut se servir utilement pour la conversion de ceux de la Religion P. R.

Il fut ensuite fait lecture de la Lettre du Roi, qui séparoit l'Ass. jusqu'en Novembre; mais les discussions avec la Cour de Rome ayant duré plusieurs années, cette deuxième convocation n'eut pas lieu. T. V, p. 362 & s.

Assemblée de 1685.

L'Ass. de 1685, quoique du nombre de celles qu'on appelle les grandes Ass., n'a pas duré deux mois entiers. Cette

Table de la Coll. des P. V.

Ass. a non-seulement secondé, mais même excité le zèle du Roi, pour la destruction de l'hérésie: elle a poursuivi les Huguenots dans leurs derniers retranchements, & mis à découvert toutes leurs calomnies; elle a présenté, outre cela, deux Cahiers, l'un sur la Jurisdiction, l'autre sur le Temporel: le premier a été favorablement répondu; & les réponses qui y ont été faites, ont servi de modèle & de canevas à l'Edit de 1695.

Don-gratuit de 3 millions demandé & accordé. T. V, p. 556 & suiv. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1685.

Assemblée de 1690.

Il ne fut point question dans cette Ass. d'affaires de Religion, n'y ayant plus dans le Royaume de Protestants à combattre, depuis la révocation de l'Edit de Nantes. La matière des foi & hommage, & la manière de les rendre, y furent traitées à l'occasion de la demande faite à M. l'Evêq. d'Oléron, par la Chambre des Comptes de Navarre. On y régla le tour de la nouvelle Province d'Albi, pour nommer à l'Agence, conjointement avec celle de Paris, après les Provinces de Sens & d'Auch.

Le Don-gratuit demandé & accordé, est de 12 millions. T. V, p. 637 & suiv. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1690.

Assemblée extraordinaire de 1693.

Les amendes qu'avoient encourues les Ecclesiastiques, pour avoir exploité les bois de leurs Bénéfices, sans y avoir fait les réserves marquées dans l'Ordonnance du mois d'Août 1669; les offres considérables des Traitants, faites au Roi sur ces amendes; les besoins pressants de l'Etat, qui sembloient exiger l'acceptation de ces offres, ou du moins un secours du Clergé qui pût en tenir lieu; telles sont les circonstances qui engagèrent le Roi à convoquer l'Ass. extraord. de 1693, dont la durée fut d'environ trois semaines. Le Don qu'elle offrit au Roi pour obtenir la décharge des amendes encourues par les Ecclesiastiques possédant des bois, est de 4 millions. T. VI, p. 1 & s. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1693.

Assemblée de 1695.

Le Roi venoit d'établir, par son Edit du 17 Janv. 1695, un impôt par têtes, appelé *Capitation*. Un des articles portoit, que les Ecclesiastiques y seroient compris l'année suivante. L'Assemblée

O

XLIII.

XLIV.

XLV.

désirant concilier les intérêts de l'Etat avec les Immunités de l'Eglise, fit au Roi l'offre volontaire d'un subside annuel qu'il fixeroit lui-même, & dont la levée ne fut point commise à d'autres Officiers qu'à ceux du Clergé; ce qui ayant été agréé, elle s'obligea de contribuer, chaque année, pour quatre millions, jusqu'à la fin de la guerre.

Cette Assemblée est remarquable en ce qu'elle obtint l'enregistrement de l'Edit concernant la Jurisdic. Ecclési., du mois d'Avril 1695. T. VI, p. 75 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1695.

Assemblée de 1700.

XLVI.

L'Assemblée de 1700 est une des plus célèbres, eu égard aux matières importantes qui y furent traitées.

Elle a déterminé les formules de Procurations des Députés aux Ass. Prov. & à l'Ass. Gén., pour remédier aux défauts que l'on remarquoit dans les pouvoirs de la plupart des Députés. Elle a réglé, par rapport aux Députés du second Ordre, qu'ils n'auroient voix délibérative dans les matières de Doctrine & de Morale, que lorsque la concession en seroit expressément portée dans leurs Procurations.

Le pouvoir des Evêques, de révoquer les Officiaux qu'ils ont établis dans les Diocèses, sans être tenus de dire les causes qui les obligent à l'exercer, a été solidement confirmé par les soins de cette Assemblée.

Elle a obtenu des Lettres-Patentes qui portent, que les Religieux Prémontrés pourvus de Cures, pourront être révoqués par le Chapitre, ou le Supérieur-Général de la Congrégation, avec le consentement des Evêques.

Les formes qui avoient été observées dans le Royaume, pour l'acceptation de la Constitution d'Innocent XII, au sujet du Livre des *Maximes des Saints*, avoient été si sages, que cette Ass. crut devoir en recueillir les Actes.

Ce que les Ass. précédentes n'avoient pu terminer à l'égard des opinions de Morale relâchée, fut heureusement consommé en 1700, par les soins de M. Bossuet, Chef de la Commission. Le Clergé assemblé, fit publier la Censure de 127 Propositions, & sa Déclaration touchant deux points essentiels, dont l'un regarde la nécessité de l'amour de Dieu dans le Sacrement de Pénitence, & l'autre concerne le Probabilisme, source des opinions de Morale corrompue. Autre Censure de deux

Propositions extraites d'une Requête du Chapitre de Chartres, condamnées comme renversant l'Ordre de la Hiérarchie.

Pour rendre à l'Etat sa force & sa splendeur, il falloit diminuer ses charges annuelles, par l'extinction d'une partie des capitaux. Le Clergé s'empressa d'y concourir, offrant un Don de 4 millions, sur lequel S. M. remit une somme de 500000 liv. T. VI, p. 313 & f. Voyez Don-grat., §. III, an. 1700.

Assemblée extraordinaire de 1701.

Cette Assemb. fut convoquée pour subvenir, avec les autres Ordres du Royaume, aux frais de la Guerre d'Espagne: elle y concourut, en accordant 1500000 liv. à S. M., pour l'année courante, & s'engageant à fournir 4 millions les années suivantes, jusqu'à la Paix, ainsi qu'avoit réglé l'Ass. de 1695.

L'Ass. de 1701 prépara les voies au rétablissement d'une proportion équitable entre tous les Diocèses, en obtenant du Roi l'agrément pour la confection d'un seul & nouveau département général.

Le Roi avoit établi, en 1697, des Contrôleurs des Bans de Mariage, & ordonné que les dépenses même des publications de Bans seroient contrôlées. M. le Contrôleur-Général fit proposer à l'Assemb. de prendre, au nom du Clergé, le contrôle des Bans, pour la finance que les Traitants en avoient donnée, & dont le produit alloit beaucoup au-delà: elle refusa d'en faire l'acquisition. T. VI, p. 602 & suiv. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1701.

Assemblée extraordinaire de 1702.

Parmi les différents moyens qui furent employés pour augmenter les Finances de l'Etat, l'on proposa d'obtenir du Clergé une renonciation absolue à la faculté de retirer les biens ecclésiastiques, qui avoient été aliénés pour subvention depuis 1556. L'Ass. de 1702 adopta ce moyen de contribuer indirectement, par de nouveaux secours, aux frais de la Guerre. T. VI, p. 665 & suiv. Voyez Don-grat., §. III, an. 1702.

Assemblée de 1703.

Cette Ass. s'appliqua particulièrement à préserver les Ecclésiastiques de l'art & des poursuites des Traitants, en contribuant néanmoins, par de nouveaux secours, aux frais de la Guerre: elle fit au Roi un Don de 6 millions,

XLVII.

XLVIII.

XLIX.

outre la subvention annuelle de 4 millions que l'Ass. de 1701 avoit accordée jusqu'à la fin de la Guerre. Il fut dit en même-temps, que, sur les 6 millions, il y en avoit trois pour empêcher & prévenir l'érection des Officiers des Chambres Ecclésiastiq., en titres d'offices, ou pour obtenir un Edit de création de ces offices, qui seroient vendus au profit du Clergé, & demeureroient à sa disposition.

Les Traitants ayant fait rendre un Edit portant création de Commissaires aux décimes dans chaque Diocèse, & par un autre Edit, la réunion de ces nouveaux offices à ceux de Receveurs & Contrôleurs Provinciaux & Diocésains, l'Ass. en obtint la suppression, & en même-temps une nouvelle création des mêmes charges, au nom du Clergé, moyennant la somme de douze cents mille liv., aux gages de 75000 l. par an, au denier seize.

Elle obtint aussi une nouvelle Déclaration, du 16 Juin 1705, portant amortissement général en faveur des gens de main-morte, pour tous les biens dont ils ont payé l'amortissement, en exécution de celle de 1700 : elle procura aussi plusieurs autres soulagemens aux Ecclésiastiques & aux Receveurs des décimes.

Désirant établir l'uniformité de Jurisprudence dans les Chambres Ecclésiastiques, l'Ass. renouvela les Réglemens faits, à ce sujet, en 1606, & y ajouta onze nouveaux articles.

Les mesures prises par l'Ass. de 1701, pour l'exécution d'un nouveau département général, furent suivies dans celle-ci : eu égard à la difficulté des temps, le Roi remit l'exécution à l'Ass. la plus prochaine de la Paix. T. VI, p. 711 & f. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1705.

Assemblée extraordinaire de 1707.

L.

Cette Ass. fut convoquée pour faciliter au Roi l'exécution du dessein que S. M. avoit formé, de retirer du Public une quantité considérable de billets de monnoie, dont l'usage avoit dégénéré en un abus manifeste. Dans ces circonstances, le Roi résolut d'employer le nom du Clergé, & de se servir de la confiance que le Public avoit en ce Corps. L'Ass. de 1707 se chargea donc de faire un emprunt de 33 millions, au den. 12, dont le paiement seroit reçu en billets de monnoie non convertis, & d'en éteindre ainsi une partie considérable ;

mais afin que ces nouveaux Contrats de constitution ne fussent pas onéreux au Clergé, le Roi lui aliéna, pour les acquitter, 1500000 livres sur la Ferme-Générale des Postes : l'Ass. demanda que cette aliénation fût à titre d'engagement, plutôt qu'à titre de vente. Cet arrangement fut l'unique objet des délibérations de cette Ass. T. VI, p. 927 & f. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1707.

Assemblée de 1710.

Le Roi, par ses Edits de Sept. 1708 & de Mai 1709, permettoit à ses Sujets de s'affranchir de la Capitation, moyennant finance : la plupart des Particuliers & des Compagnies avoient usé de cette faculté. S. M. présumant que le Clergé embrasseroit le même parti, pour se décharger du subside extraordinaire accordé en 1701, fit proposer à l'Ass. de 1710 de le racheter par un Don de 24 millions, en lui offrant de l'autoriser à en faire l'emprunt par constitution de rentes au denier douze, pour faciliter le recouvrement de cette somme. Cet emprunt fut accordé par l'Ass. : le Clergé n'en avoit point fait jusqu'alors de si considérable ; mais il servit à éteindre, à perpétuité, une charge annuelle de 4 millions.

Cette Ass. obtint, pour prix de ce nouvel effort de son zèle, que les Ecclésiastiques fussent délivrés des vexations exercées contr'eux, sous de frivoles prétextes, par des gens d'affaires, à l'occasion des traités extraordinaires que l'on avoit faits avec eux dans les années précédentes, pour la perception de différents droits ou taxes : elle procura encore d'autres soulagemens au Clergé. T. VI, p. 977 & f. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1710.

Assemblée extraordinaire de 1711.

Le Roi, religieusement attentif à conserver les privilèges du Clergé, n'avoit pas voulu comprendre les biens ecclésiastiques dans sa Déclaration du 14 Octob. 1710, portant établissement du Dixieme, espérant que le premier Ordre du Royaume ne témoigneroit pas moins de zèle pour son service, dans cette circonstance, que ses autres Sujets ; c'est ce qui donna lieu à la convocation de cette Assemblée : elle accorda à S. M. un Don-gratuit de 8 millions, & fit un emprunt de cette somme au denier douze.

Cette Ass., sur quelques difficultés fondées en ce que l'Edit du Dixieme

XLVII.

XLVIII.

XLIX.

LI.

LII.

étoit conçu en termes généraux, obtint une Déclaration du 27 Oct. 1711, qui porte, en termes exprès, que *les biens d'Eglise, généralement quelconques, n'ont été & n'ont pu être compris dans la Déclaration de 1710.*

Le Clergé n'ayant pas été reçu avec les honneurs accoutumés, au Service funebre qui fut célébré à Saint-Denis, pour Mgr. le Dauphin, pendant la tenue de cette Assemblée, le Roi, sur les plaintes qui lui en furent portées, exigea que le Maître des Cérémonies fit des excuses aux Députés assemblés. T. VI, p. 1159 & f. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1711.

Assemblée extraordinaire des Prélats en 1713-1714.

LIII.

Le sujet de la convocation de cette Ass., où se sont trouvés les Cardinaux, Archevêques & Evêques, au nombre de 49 ou 50, a été l'acceptation de la Bulle de N. S. P. le Pape Clément XI, du 8 Sept. 1713, commençant par ces mots, *Unigenitus Dei Filius*, & portant condamnation du Livre des *Reflexions morales sur le nouveau Testament*, & de 101 Propositions qui en ont été extraites. L'Assemb., après avoir accepté la Bulle, proposa un modèle d'Instruction Pastorale, signée par 40 Prélats, du nombre de ceux qui formoient l'Ass. T. VI, p. 1243 & f. *Voyez* Religion, §. IX.

Assemblée de 1715.

LIV.

Pour faciliter la liquidation des dettes de l'Etat, le Roi fit demander au Clergé, assemblé en 1715, un Don-gratuit de 12 millions. L'Ass. l'accorda, & fit, pour le fournir, un emprunt de cette somme au denier 20.

Il y eut un département fait dans l'Ass., par lequel les Diocèses qui n'avoient point envoyé des pièces justificatives des remboursements auxquels ils étoient tenus pour leur part & portion des emprunts faits par les Ass. de 1710 & 1711, étoient compris pour les sommes qu'ils auroient dû rembourser.

Cette Ass. rédigea un nouveau corps de Réglemens sous huit titres. 1°. Les Ass. Diocésaines & les Synodes des Diocèses. 2°. Les Ass. Provinc. 3°. Les convocations des Ass. Gén., leur pouvoir & leur Jurisdiction, la réception des Commissaires que le Roi y envoie. 4°. L'ordre pour conférer avec Mrs. du Conseil sur les affaires du Clergé. 5°. Les Officiers des Ass. Gén. 6°. Les Ass. ex-

traordinaires. 7°. Les Agents-Gén. du Clergé, leurs fonctions & leurs privilèges. 8°. Le Recev. Gén. du Clergé & l'observation des Réglemens.

Le projet de Règlement pour les Chambres Ecclésiastiques, dressé dans l'Ass. de 1705, pour lequel l'Assemb. de 1710 avoit obtenu une Déclaration qui avoit éprouvé quelques difficultés à l'enregistrement, fut examiné de nouveau & approuvé par l'Ass. de 1715 : elle arrêta qu'il en seroit conféré avec M. le Chancelier & Mrs. les gens du Roi.

On a de cette Ass. la censure de deux Ouvrages, dont l'un est intitulé les *Hexaples*, & l'autre, *Témoignage de la vérité dans l'Eglise*.

La mort de Louis XIV arriva pendant la tenue de cette Ass. : quatre Députés du premier & autant du second Ordre, assistèrent, conformément à l'usage, auprès du corps, jusqu'à ce qu'il fût porté à S. Denis. Le Clergé réclama dans cette circonstance les prérogatives dont il avoit joui en pareilles occasions. T. VI, p. 1307 & f. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1715.

Assemblée de 1723.

LV.

Un Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1719, rendu pour le remboursement des dettes du Clergé, avoit ordonné qu'il seroit procédé à la liquidation des sommes qui étoient dues à ses Créanciers, tant en principal qu'en intérêts, lesquels seroient remboursés des deniers du sieur du Breuil, subrogé en leur lieu & place, & que les arrérages de ces sommes lui seroient payés sur le pied de trois pour cent. Le même Arrêt portoit suppression des offices des Recev. Provinc. & de leurs Contrôleurs, & déclaroit résilié le contrat passé entre le sieur Ogier & le Clergé, lequel ne feroit plus aucune fonction de Rec. Gén.

Par Arrêt du 4 Novembre de la même année, furent nommés des Commissaires, savoir, douze Prélats, pour procéder à la liquidation des sommes dues aux Créanciers du Clergé - Général & des Dioc. particuliers, conjointement avec les Agents-Gén., en exécution du précédent Arrêt.

Ces Commissaires s'assemblerent à Paris au Couvent des Augustins, depuis le 8 du même mois de Novembre, jusqu'au 7 Août 1720, pour procéder à la liquidation, & examiner les comptes du Recev. Gén., destitué de son emploi. L'un des Agents dressa le Procès-verbal de tout ce qui fut dit & résolu dans

nts-Gén. du
leurs privi-
du Clergé &
nts.

ur pour les
dressé dans
l'Assemb. de
laration qui
cultés à l'en-
de nouveau
1715; elle
été avec M.
ens du Roi.
sure de deux
intitulé les
oignage de la

arriva pen-
e quatre Dé-
nt du second
ément à l'u-
qu'à ce qu'il
ergé réclama
prérogatives
es occasions.
Don-gratuit,

3.

16 Octobre
boursement
oit ordonné
uidation des
es Créan-
en intérêts,
des deniers
en leur lieu
ges de ces
sur le pied
e Arrêt por-
des Recev.
rôleurs, &
assé entre le
quel ne fe-
e Rec. Gén.
e de la mē-
es Commis-
s, pour pro-
mmes dues
Général &
ointement
écution du

mplerent à
ustins, de-
Novembre,
procéder à
es comptes
on emploi.
procès-ver-
résolu dans

LV.

les séances de la Commission. D'après la liquidation des dettes du Clergé, faite par les Prélats Commissaires, plusieurs Créanciers acceptèrent leurs remboursements, & furent payés en billets de banque.

Cependant les circonstances changèrent. Le Roi, par Arrêt du 9 Juin 1710, permit, tant au Clergé-Général, qu'aux Diocèses particuliers, de rembourser au sieur du Breuil toutes les sommes par lui avancées, & déclara que son intention étoit que le sieur Ogier continuât de faire les fonctions de Recev. Gén., en vertu d'un autre Arrêt du 22 Juin: le sieur Ogier établit des Commis pour recevoir les deniers des impositions des Diocèses, dans les Villes & Lieux où étoient les Recettes Provinciales.

Dans ces circonstances, le Roi convoqua l'Ass. de 1713. On y fit lecture du Procès-verbal de la Commission; on y discuta quelques-uns des objets qui y sont traités. Comme cette Ass. des Commissaires n'avoit pas été convoquée dans les formes ordinaires, reçues dans le Clergé, celle de 1713 n'eut point d'égard à ce qui y avoit été résolu. Elle désapprouva la destitution du Rec. Gén., & la forme inusitée dont les sieurs du Breuil & Géofroy avoient fait pendant quelque temps la recette du Clergé, en vertu d'un Arrêt du Conseil.

Pour subvenir aux besoins de l'Etat, l'Ass. fit au Roi un don de 8 millions. L'on y résolut, pour le bon ordre & la sûreté des recouvrements qui sont à faire dans le Clergé, de demander à S. M. le rétablissement des offices de Receveurs Diocésains, supprimés par l'Arrêt du 16 Octobre 1719, desquels offices la finance seroit évaluée à la somme de 1500000 livres, & seroit partie du Don; ce qui fut accordé, & autorisé par l'Arrêt du Conseil du 23 Août 1713 & Lettres-Patentes enregistrées.

Il avoit été ordonné, par une Déclaration du 31 Mai 1713, que les arrérages des rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, seroient payés depuis le premier Janv. 1710, jusqu'au dernier Décemb. 1713, sur le pied du département fait par les Commissaires du Roi en 1710, c'est-à-dire, au denier 50, & à commencer du 1^{er} Janv. 1714, au denier 40. L'Ass. de 1713 fit en conséquence, sur le pied du département de 1516, qui est le pied suivi pour les anciennes décimes, un département nouveau de 412650 liv. pour les années 1714 & 1715.

ASSEMBLÉES-GÉNÉRALES, §. I.

Elle obtint, que, conformément aux Contrats & à l'Arrêt du Conseil du 19 Avril 1710, les quittances du remboursement des rentes du Clergé-Général & des Diocèses particuliers, seroient déchargées du Contrôle & des droits qui y avoient été attribués par la Déclaration du 29 Sept. 1721. T. VI, p. 1523 & suiv. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1723.

Assemblée de 1715.

Le Roi s'étoit proposé de rembourser annuellement une partie des rentes que devoit l'Etat. Pour parvenir à ces remboursements, il y eut un Edit du 5 Juin 1715, par lequel le Roi ordonnoit, pendant 12 années, la levée du cinquantième du revenu de tous les biens du Royaume, sans aucune exception de personnes. Une désignation aussi universelle ayant donné lieu de prétendre que les biens ecclésiastiques étoient assujettis à cet impôt, l'Ass. Gén. de 1715 crut devoir prendre des mesures pour prévenir cette extension du nouvel Edit. Cette affaire, qui fut très-longtemps discutée, n'ayant pu être terminée pendant la tenue de l'Ass., il n'y eut point de demande faite par les Commissaires du Roi pour un Don-gratuit, ni pour le renouvellement du contrat des rentes de l'Hôtel-de-Ville, quoique le terme en fût alors expiré. L'Ass. fit, avant de se séparer, une déclaration, pour témoigner qu'elle persistoit dans les très-humbles Remontrances faites au Roi, à l'occasion de l'Edit du cinquantième.

L'examen des comptes du Rec. Gén. occupa la plus grande partie des séances, & les rapports qui en furent faits, tiennent une place considérable dans le Procès-verbal. L'Ass. tenue en 1713, avoit renvoyé plusieurs objets à traiter dans celle-ci: d'ailleurs ces comptes étoient devenus très-compiqués par la multitude des opérations qu'ils embrassoient, & par les changements subits qu'avoit éprouvés la recette générale du Clergé.

Cette Ass. ayant voulu examiner la situation des Diocèses, par rapport aux engagements qu'ils avoient contractés pour s'acquitter de leur quote-part des Dons-gratuits de 1710, 1711, 1715 & 1713, tout ce qu'elle put connoître de plus précis, à cet égard, fut que plusieurs Diocèses n'avoient fait aucun remboursement; que d'autres n'avoient fourni que des éclaircissements équi-

LVI.

voques sur leur état; que quelques-uns n'en avoient jusqu'alors donné aucun, & que les instructions même, données par ceux qui paroissent être en règle, n'étoient pas suffisantes.

L'Ass. de 1725 destina un fonds de 100000 liv., pour le remboursement des offices de Receveurs & Contrôleurs Provinciaux supprimés: elle consumma l'affaire concernant celui des Commissaires aux décimes, à la décharge du Clergé, & s'occupa du projet d'un nouveau département général, qui depuis long-temps étoit l'objet des vœux du Clergé. T. VII, p. 1 & f.

Assemblée de 1726.

L VII.

On vient de voir que le renouvellement du contrat des rentes de l'Hôtel-de-Ville, n'avoit point été demandé en 1725, selon l'usage. Le Roi jugea à propos de convoquer, en 1726, une Ass. extraordinaire du Clergé, afin de pourvoir au paiement de ces rentes. Le contrat y fut renouvelé.

Cette Ass. désapprouva la levée que plusieurs Diocèses avoient faite dans le cours de l'année, de l'imposition portée par le département arrêté en 1723, d'après une Lettre circulaire de Mrs. les Agents à tous les Evêques, par laquelle ils leur donnoient avis de celle qu'ils avoient reçue de M. le Contrôl. Gén., pour les inviter à écrire en tous les Diocèses, afin de subvenir au paiement accoutumé des rentes de la Ville; ce qui fut jugé contraire aux Réglemens & privilèges du Clergé.

Il fut accordé au Roi par cette Ass. un Don-gratuit de 5 millions, sur lequel S. M. fit au Clergé la remise de 750000 l.

Sur la démission de M. Ogier, Rec. Gén. du Clergé, l'Ass. nomma M. Olivier de Sènozan, qui eut le titre d'Intendant-Général des affaires temporelles du Clergé, sous la direction de Mrs. les Agents-Gén. Cette nouvelle qualité fut attachée singulièrement à sa personne, sans tirer à conséquence pour l'avenir. L'on délibéra de solliciter en sa faveur le rétablissement de l'entrée au Conseil, dont le Rec. Gén. avoit toujours joui jusqu'en 1660.

Parmi les différents moyens discutés dans cette Ass., pour connoître au juste l'état des Diocèses par rapport à leurs emprunts, elle n'en a point trouvé de plus convenable, que celui de demander à chaque Diocèse une nouvelle déclaration dans une forme qui pût donner toutes les lumières à cet égard: elle en

fit dresser un modèle pour être envoyé dans tous les Diocèses, afin qu'ils s'y conformassent dans les déclarations particulières de leurs dettes & de leurs emprunts, lesquelles devoient être adressées à Mrs. les Agents dans six mois au plus tard.

On s'occupa aussi, dans cette Ass., des moyens de procéder à un nouveau département général. Il fut délibéré que les Bénéficiers & les Communautés Séculières & Régulières, fourniroient aux Syndics de chaque Diocèse la déclaration des revenus & des charges de leurs biens, pour être envoyée par les Syndics des Dioc. à Mrs. les Agents-Gén., qui les présenteroient avec leurs observations à l'Ass. de 1730. Cette délibération fut autorisée par un Arrêt du Conseil d'Etat du 3 Mai 1727, sur lequel furent expédiées des Lettres-Patentes, enregistrées au Parlement.

Les Commissaires du Roi portèrent à l'Ass. une Déclaration donnée sur les Remontrances du Clergé, assemblée en 1725, qui reconnoît les biens ecclésiastiques exempts de la levée du cinquantime.

Une nouvelle Déclaration, donnée le 20 Nov. 1725, obligeoit les Bénéficiers & les Communautés Séculières & Régulières à rendre les foi & hommage dans le délai d'une année, & à fournir les aveux & dénombrements de leurs biens, relevant immédiatement du Domaine du Roi, dans celui de 18 mois. L'Ass. de 1726 fit de solides Remontrances à S. M. sur cet objet. Le Roi n'ayant pas jugé à propos de statuer sur la demande définitive, telle que l'Ass. l'avoit demandée, les délais portés par la Déclaration furent prorogés d'un an, pour les foi & hommage, & de 18 mois, pour les aveux & dénombrements, par Arrêt de Mars 1728; & par un autre Arrêt, ils furent prorogés de nouveau jusqu'à la tenue de l'Ass. de 1730. T. VII, p. 573 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1726.

Assemblée de 1730.

Le Clergé, assemblé en 1730, fit au Roi un Don-gratuit de 4000000 de liv.: il n'y eut aucun emprunt: cette somme fut imposée sur les Diocèses, pour être payée en cinq termes égaux.

Cette Ass. fit encore une imposition de 2000000 de liv., qui seroient levés sur tous les Diocèses, dans les années 1733, 1734, & dans les six premiers mois de 1735, à raison de 400000 liv.

L VIII.

tre envoyé
n qu'ils s'y
ations par
de leurs
étre adref-
fix mois au

cette Aff.,
n nouveau
libéré que
nautés Sé-
roient aux
la déclara-
es de leurs
ar les Syn-
nts-Gén.,
eurs obser-
ette déli-
Arrêt du
7, sur le-
etres-Pa-
ment.

portèrent
ée sur les
Assemblée
e ecclésiast-
cinquan-

n, donnée
les Bénéfi-
culières &
hommage
à fournir
ts de leurs
ent du Do-
18 mois.
s Remon-
t. Le Roi
statuer sur
que l'Ass.
portés par
s d'un an,
e 18 mois,
ents, par
un autre
nouveau
1730. T.
n-gratuit,

30, fit au
00 de liv.:
te somme
pour être

mposition
ient levés
es années
premiers
0000 liv.

LVIII

par termes, dont 175000 liv. seroient employées à rembourser partie du capital des anciennes rentes établies depuis 1636, jusques & compris 1705, & 250000 liv. au remboursement des Officiers Province, des décimes.

L'affaire du nouveau département général fut encore discutée avec soin: d'après diverses observations faites sur les difficultés qui se rencontroient dans l'exécution de la délibération de 1726, on établit des principes pour l'intelligence de cette délibération: il y eut des avis, des observations & des modèles dressés en conséquence: de plus, on marqua la forme & la manière dont cette affaire seroit traitée jusqu'à l'Ass. de 1735, pour mettre cette Ass. en état de procéder au nouveau départem. gén.

La question des foi & hommage, avec & dénombrements, fut traitée dans une séance à laquelle assistoit M. le Cardinal de Fleuri. L'Ass. chargea Mrs. les Agents de solliciter en faveur des Bénéficiers & autres Ecclésiastiques une charge définitive, ou une nouvelle surseance à ce sujet: elle supplia Son Eminence de vouloir bien appuyer de son autorité & de son crédit leurs sollicitations.

L'Ass. de 1730 résolut de demander au Roi deux Déclarations, l'une pour ordonner que les Théologaux pourvus par les Chapitres, ne pourroient exercer aucune Jurisdiction, avant que d'avoir obtenu des Evêques, ou de leurs Vicaires-Gén., l'Approbation & Mission canonique, de même qu'il a été ordonné par l'Edit de Janv. 1682, au sujet des Prébendes Théologiques conférées par S. M., lorsqu'elles viennent à vaquer pendant l'ouverture de la Régale: l'autre, par laquelle il seroit ordonné que la Pragmatique-Sanction & le Concordat, en ce qui regarde la prévention accordée au Pape & à ses Légats, seroient exécutés selon leur forme & teneur; & en conséquence, que les Provisions du Pape, ou de la Légation d'Avignon, continueroient d'être datées comme par le passé, sans néanmoins que l'heure exprimée dans le registre des dates de la Légation d'Avignon, pour raison d'un Bénéfice, puisse empêcher l'effet des Provisions données par les Collateurs ordinaires, pour le même Bénéfice, lorsque ces Provisions se trouveront du même jour.

Les troubles dont la Faculté de Théologie de Paris étoit alors agitée, donnèrent lieu à une députation de ce Corps

auprès de l'Ass., pour lui présenter deux brochures, dont l'une a pour titre: *Acta & Decreta S. Facultatis... super Constitutione... Unigenitus*: & l'autre, *très-humbles supplications au Roi... au sujet d'un Arrêt rendu par le Parlement, le 17 Mai 1730, & la Lettre de M. le Comte de Maurepas écrite en réponse de la part de S. M. Comme l'Eglise de France étoit autant troublée des mêmes dissensions, l'Ass. écrivit aussi ce sujet une Lettre au Roi, & lui présenta des Remontrances & deux Requetes particulières. T. VII, p. 367 & f.*

Assemblée extraordinaire de 1734.

Le dixième venoit d'être rétabli pour fournir aux frais de la guerre que la France, unie à l'Espagne & au Roi de Sardaigne, venoit de déclarer à l'Empereur & à ses Alliés. Ce fut dans ces circonstances que l'Ass. extraordinaire de 1734 fut convoquée: elle concourut, avec les autres Ordres du Royaume, aux frais de la guerre, par un Don-gratuit accordé au Roi de 1200000 de liv., dont elle fit un emprunt au den. 20.

Cette Ass. discuta spécialement la question concernant la faculté accordée aux Diocèses, de se séparer de l'administration du Clergé-Général, par des emprunts particuliers.

On ne connoissoit presque point de séparation de caisse avant l'année 1710, & tous les Diocèses suivoient uniformément le cours de la caisse générale, tant pour les intérêts des sommes empruntées, que pour le remboursement des capitaux. Le Clergé, dans l'Ass. de 1710, eut de fortes raisons pour permettre cette séparation, dans l'emprunt que cette Ass. ordonna pour lors de 24000000 de liv. Cette délibération fut suivie, & dans le même esprit d'une sage économie pour les Diocèses, par les Ass. de 1711 & 1715, pour les 8 & 12 millions qui furent empruntés dans ces deux Ass.

Les circonstances n'étant plus les mêmes, & la diversité de l'administration particulière des Diocèses, ayant fait naître des inconvénients sensibles, par rapport au Clergé-Général, qui contrebalançoient les avantages que les Dioc. particuliers retiroient de la faculté du rachat, lesquels avantages d'ailleurs ne pouvoient plus avoir lieu; l'Ass. de 1734 ne permit plus aux Diocèses de se racheter de leur quote-part du Don-gratuit de 12000000 de liv. qu'elle venoit d'accorder.

LIX

Sur la demande qui fut faite au Roi, de permettre que les biens patrimoniaux des Ecclésiastiques fussent taxés par rapport au présent Don-gratuit, S. M. autorisa le Clergé à retenir le dixième sur toutes les rentes qu'il payoit, pour tenir lieu de cette taxation; mais l'Ass. en fit le con aux Rentiers, & le Roi lui accorda une remise de 100000 liv.

Comme on demandoit aux Ecclésiastiques en quelques Provinces des déclarations de leurs biens, sur les Ordonnances de Mrs. les Intendants, l'Ass. fit à ce sujet des Remontrances qui furent accueillies favorablement. T. VII, p. 1125 & f. Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1734.

Assemblée de 1735.

LX.

Cette Ass., outre les causes ordinaires de la convocation, en eut une particulière, dont la Lettre de S. M. fait mention: c'est l'affaire des dettes & des remboursements des Diocèses, qui, par des emprunts particuliers, s'étoient rachetés en tout ou en partie, de leur quote-part des impositions de 1710, 1711, 1715, 1723, & s'étoient séparés de la caisse générale. Elle reconnut les inconvénients inséparables de cette faculté de rachat, & se détermina à ne point l'accorder pour le Don-gratuit de dix millions qu'elle fit au Roi. Il y eut un département particulier des sommes à imposer par les Diocèses trouvés en retard, uniquement destinées à leurs remboursements.

Le Parlement de Toulouse venoit de rendre un Arrêt de Règlement concernant les Gradués & le temps requis pour les Etudes. Cet Arrêt avoit un effet rétroactif, qui donnoit ouverture à quantité de dévolûts. L'Ass. jugea nécessaire de prévenir les suites de cet Arrêt à l'égard des Possesseurs triennaux. Elle sollicita une Déclaration, qui en fixant pour l'avenir une Jurisprudence certaine sur le temps d'étude requis, mit les Possesseurs triennaux à l'abri des entreprises des Dévolutaires. La Déclaration fut promise, & jusques-là toutes contestations, sur ce sujet, suspendues. T. VII, p. 1307 & f. Voyez Don-grat., §. III, an. 1735.

Assemblée de 1740.

LXI.

L'affaire des dettes & des remboursements des Diocèses se présenta de nouveau en cette Assemblée.

M. l'Archev. de Sens, Chef de la Commission, fit sur cet objet, un rap-

port qui ne laissoit rien à désirer; il porta même les précautions beaucoup plus loin qu'on n'avoit fait en 1735.

Il observa, que l'Ass. de 1725 avoit ordonné une imposition de 100000 liv. par an, pour rembourser les anciens offices des décimes; que l'Ass. de 1730 avoit pareillement ordonné l'imposition de 2 millions, payables dans les cinq termes qui devoient précéder l'Ass. de 1735, dont 1750000 liv. furent destinés au remboursement des anciennes rentes créées avant 1705, & 250000 l. au remboursement des Officiers Provinciaux des décimes; que quelques Diocèses s'étant originairement tirés de la caisse générale, pour raison de ces anciennes rentes & offices, ils avoient eu la liberté de faire leurs remboursements particuliers; que le Clergé-Gén. n'en voyoit point la justification; qu'au contraire, quelques-uns de ces Diocèses rapportoient les quittances des remboursements qu'ils avoient faits sur ces anciennes rentes & offices, comme des pièces justificatives des remboursements. qu'ils devoient faire sur les quatre nouveaux Dons-gratuits remboursables, & prétendoient qu'au moyen de ce, ils devoient être réputés comme étant en règle, du moins équivalente.

Le Prélat n'oublia rien pour faire voir le peu de fondement de ces prétentions: il fit sentir la nécessité de l'un & de l'autre de ces deux remboursements. L'Ass. prit donc une délibération, par laquelle elle enjoignit aux Diocèses de justifier de leurs remboursements, tant sur les nouveaux Dons-gratuits, que sur les anciennes rentes & offices: elle fit même un département des sommes à imposer par les Diocèses nouvellement reconnus en retard, uniquement pour employer à leurs remboursements.

M. l'Archev. de Paris, Président de l'Assemb., proposa d'établir une Commission de Prélats, pour examiner l'affaire importante des foi & hommages, avec, &c. relativement à deux points: 1°. le fonds de l'exemption prétendue par le Clergé; 2°. les précautions à prendre, au cas qu'elle n'ait point lieu: la Commission fut nommée, pour en référer à la prochaine Assemblée.

La contestation élevée entre M. l'Ev. de Mâcon, & M. l'Abbé & les Religieux de Clugny, au sujet de l'exemption de cette Abbaye, remplir plusieurs séances de l'Assemblée.

Elle accorda au Roi un Don de trois millions cinq cents mille liv. T. VII, p. 1521

désirer ; il
beaucoup
en 1735.

1725 avoit
100000 liv.
les anciens
Ass. de 1730
l'impossi-
bles dans les
écéder l'Ass.
furent des-
anciennes
& 150000 l.

fficiers Pro-
ne quelques
ement tirés
raison de ces
ils avoient
rembourse-
Clergé-Gén.
ation ; qu'au
ces Diocèses
des rem-
faits sur ces
comme des
rembourse-
ment. quatre nou-
veaux, &
de ce, ils
me étant en
te.

pour faire
ces préten-
de l'un &
rembourse-
ments. ération, par
Diocèses de
ments, tant
gratuits, que
offices : elle
des sommes
es nouvelle-
uniquement
rembourse-
ments. Président de
r une Com-
aminer l'af-
hommages,
deux points :
n prétenduc
écautions à
point lieu :
te, pour en
semblée.

ntre M. l'Ev.
es Religieux
emption de
eurs séances

Don de trois
liv. T. VII,
p. 1521

p. 1521 & suiv. *Voyez* Don-gratuit,
§. III, an. 1740.

Assemblée extraordinaire de 1742.

LXII.

Les besoins de l'Etat ont donné lieu
à cette Assemblée : elle accorda au Roi
un Don-gratuit de 12 millions.

Cette Ass., convaincue, de plus en
plus, des inconvénients de la faculté ac-
cordée aux Diocèses, de séparer de la
caisse générale, arrêta, que la Com-
mission des Moyens poseroit pour prin-
cipe, dans le travail qu'elle avoit à
faire, l'union des Diocèses à la caisse
générale.

On doit à l'Ass. de 1742 les Régle-
ments les plus sages sur un objet inté-
ressant pour le Clergé-Général, & dont
il semble que les Assemb. précédentes
ne s'étoient gueres occupées : c'est l'ar-
ticle des frais communs des Assemb.
M. l'Arch. de Sens, dans le rapport
qu'il fit, exposa l'excès où ces sortes de
frais ont monté successivement : il fit
voir ensuite par quelle fatalité, des dé-
penses communes, autrefois si modi-
ques, sont devenues si énormes ; il en
rapporta plusieurs causes & des exem-
ples : enfin, pour réduire ces dépenses
à leur juste mesure, il proposa des pré-
cautions, dont la sagesse a tellement
frappé l'Ass., qu'elle en a fait le sujet
d'une de ses plus importantes délibéra-
tions. T. VII, p. 1785 & f. *Voyez* Don-
gratuit, §. III, an. 1742.

Assemblée de 1745.

LXIII.

L'affaire des dettes & des rembour-
sements des Diocèses s'est présentée
encore une fois dans celle-ci. Le peu
d'exactitude de quelques Diocèses, à
se conformer aux délibérations précé-
dentes, fut l'occasion d'un nouveau
travail pour la Commission établie, &
ce travail fut immense. Les Diocèses
furent distribués en quatre classes : la
première, de ceux qui se trouvoient en
regle parfaite, tant sur les anciennes
rentes & offices, que sur les nouvelles
rentes ; la seconde, de ceux qui pou-
voient être réputés en regle équivalen-
te ; la troisième, de ceux qui, quoiqu'en
retard, pouvoient être considérés com-
me étant en regle ; la quatrième, enfin,
de ceux qui ne faisoient aucune im-
position pour s'acquitter, dont ils allé-
guoient plusieurs causes. Quelque con-
sidération que méritent ces raisons,
l'Ass. de 1745 a jugé indispensable de
prendre des mesures pour obliger ces
Diocèses à se libérer : elle n'en a point

Table de la Coll. des P. V.

trouvé de plus simples & de moins oné-
reuses, que celles prises dans les Ass.
de 1735 & 1740.

L'Arrêt de 1740, qui accordoit un
délai au Clergé pour les foi & homma-
ges, contenoit la clause, que c'étoit
sans espérance d'aucun autre délai.
L'Ass. jugea donc indispensable de tra-
vailler sérieusement à cette affaire : elle
y fut plus approfondie ; mais l'Ass. ne
pouvant embrasser tant d'objets, dans
le peu de temps qui lui restoit, elle nom-
ma une Commission de Prélats, qui fe-
roit son rapport à l'Ass. de 1750.

La Jurisdiction épiscopale venoit de
recevoir une atteinte sensible, par le
Mandement de M. le Grand-Prieur de
France, qui ordonnoit des Prieres pu-
bliques. Cette affaire fut suivie, avec
ardeur & succès, par M. l'Arch. de
Paris & par l'Assemblée.

Elle accorda au Roi 15 millions de
Don-gratuit. T. VII, p. 1863 & suiv.
Voyez Don-Gratuit, §. III, an. 1745.

Assemblée extraordinaire de 1747.

LXIV.

Les besoins de l'Etat, causés par une
Guerre longue & dispendieuse, ont
donné occasion à cette Assemb. : elle
a consenti au Don-gratuit de 11 mil-
lions, pour lequel il n'y a eu aucune im-
position sur les Bénéficiers.

L'Ass. de 1747 crut devoir s'élever
avec force contre les maximes avan-
cées dans le Requisitoire de M^{rs}. les
Gens du Roi, & contre l'Arrêt du
Parlement de Paris, du 17 Fév. précé-
dent, au sujet de la Bulle *Unigenius* :
elle voulut conserver dans ses statuts un
monument toujours subsistant de son
respect pour cette Bulle, & des vrais
principes qui doivent diriger les Fideles
dans la soumission due aux décisions de
l'Eglise, en ordonnant d'insérer dans
le Procès-verbal le rapport, ou discours
de M. l'Arch. de Tours, son Président,
à ce sujet ; monument précieux, où la
solidité & la justesse ne se sont pas
moins remarquer, que l'esprit de zèle
& de fermeté. Des principes si bien
établis, agirent efficacement sur l'es-
prit du Roi : intervint Arrêt qui cassa
l'Arrêt. T. VIII, p. 1 & suiv. *Voyez*
Don-gratuit, §. III, an. 1747.

Assemblée extraordinaire de 1748.

LXV.

La liquidation des dettes de l'Etat,
a déterminé cette Assemblée : elle y
contribua par un Don de 16 millions,
le Roi se chargeant de payer les arré-
rages de l'emprunt.

On est redevable à cette Assembl. de l'établissement d'un Bureau d'Agence; établissement dont les avantages pour le Clergé se font sentir chaque jour. Dans ce Bureau doivent être déposées les Lettres écrites à Mrs. les Agents, les copies de leurs Réponses, les Mémoires qu'ils produisent dans les différentes affaires, les Décisions qu'ils obtiennent, les Consultations données par les Avocats du Clergé. T. VIII, p. 110 & suiv. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1748.

Assemblée de 1750.

LXVI.

Les Immunités du Clergé sur la liberté de ses Dons, attaquées dans le Discours de Mrs. les Commissaires du Roi; peu ménagées dans l'Edit portant création du Vingtième & dans la demande de cette imposition, faite aux Evêques des Pays conquis; indéceusement combattues dans des Libelles répandus par-tout avec affectation, dont l'objet est de donner l'origine la plus odieuse à des Privilèges consacrés par la piété de tous les siècles; les dispositions les plus défavorables à l'Eglise, & à des établissements pieux & utiles, contenues dans l'Edit d'Août 1749, donné contre les Gens de main-morte; une Déclaration dressée & enregistrée au Parlement, à l'insu & sans la participation des Evêques, qui oblige tous les Bénéficiers de déclarer les revenus de leurs Bénéfices; Déclaration contenant des imputations odieuses aux Bureaux Diocésains, sur l'inégalité de la répartition des décimes sur les Contribuables: tels sont les objets importants que l'Ass. de 1750 eut à traiter, les intérêts essentiels qu'elle eut à soutenir, les imputations odieuses dont elle eut à se défendre, & les traits qu'elle eut à repousser.

Le Discours des Commissaires du Roi à l'Ass., causa ses premières alarmes. Le terme de Don-gratuit n'y étoit point employé: la demande qui y étoit faite de la part du Roi, ressembloit moins à une demande qui laisse la liberté des suffrages & le mérite de l'offre, qu'un ordre absolu: on affectoit de confondre les biens ecclésiastiques avec les biens laïques, comme également engagés aux dettes & aux charges de l'Etat. L'Assemblée, n'ayant pu être rassurée, comme elle le desiroit, sur la liberté de ses Dons, refusa constamment de prendre une délibération positive sur la demande des Commissaires.

Ce refus fut suivi d'une Lettre de Cachet, qui ne laissoit que cinq jours aux Députés pour se séparer & retourner dans leurs Diocèses, & d'un Arrêt du Conseil, qui ordonnoit la levée de la somme demandée, & enjoignoit à l'Ass. d'en arrêter le département: elle ne put consentir encore à exécuter ce dernier ordre.

Obligée de se séparer, elle crut devoir laisser deux monuments de son zèle pour le soutien & la conservation des Immunités: l'un, dans la Déclaration signée par tous les Députés, au moment de leur séparation; l'autre, dans la Censure du Livre intitulé, *Lettres*.

Les démarches que fit cette Assembl., par rapport à l'affaire du Vingtième, eurent un succès plus heureux: S. M., dans sa Lettre du 16 Septembre, la rassura pleinement sur cet objet.

Ses représentations sur l'Edit du mois d'Août 1749, concernant les Gens de main-morte, ne furent point aussi tout-à-fait infructueuses. Si le Clergé n'obtint pas, ainsi qu'il le demandoit dans son Mémoire, la révocation de l'Edit, ses Députés eurent au moins la consolation d'entendre de la bouche de M. le Chancelier, qu'il donneroit son attention à réformer les articles sur lesquels le Clergé faisoit ses représentations, & que le Roi y pourvoiroit par une Déclaration.

La Déclaration du 17 Août 1750, qui obligeoit les Bénéficiers à déclarer les revenus de leurs Bénéfices, fixa l'attention de l'Ass.: elle arrêta, à ce sujet, des Remontrances, qui eurent tout l'effet qu'en attendoit le Clergé. La Déclaration est restée sans exécution.

L'affaire des dettes & des remboursements des Diocèses, qui avoit tant occupé les précédentes Assembl., a été, en quelque façon, terminée dans l'Ass. de 1750: elle a eu la satisfaction de voir, par le rapport de ses Commissaires, que les précédentes délibérations avoient produit leur effet à l'égard de la très-grande partie des Diocèses, & que s'il en restoit quelques-uns en arrière, ils étoient en fort petit nombre, & ne formoient qu'un objet très-inédicte. T. VIII, p. 218 & suiv. *Voyez* Don-gratuit. §. III, an. 1750.

Assemblée de 1755.

Trois affaires ont formé les principales délibérations de cette Assembl. Le Don-gratuit; un nouveau département

LXVII.

de Ca-
jours aux
retourner
Arrêt du
evée de la
moit à l'Ass.
elle ne put
ce dernier

le crut de-
nts de son
nservation
la Déclara-
épures, au
n; l'autre,
intrilulé,

e Assemb.,
ingtième,
ux : S. M.,
bre, la raf-
er.

dir du mois
es Gens de
t aussi tout-
l'ergé n'ob-
ndoit dans
n de l'Edit,
us la conso-
he de M. le
t son atten-
sur lesquels
tations, &
ar une Dé-

oute 1750,
s à déclarer
s, fixa l'ar-
à ce sujet,
urent tout
Clergé. La
exécution.
s rembour-
voit tant
mb., a été,
e dans l'Ass.
sation de
Commissai-
libérations
à l'égard de
Diocèses, &
uns en ar-
it nomme,
et très-iné-
saire. Voyez
50.

les princi-
Assemb. Le
département

LXVII

général, & l'affaire de l'Eglise relative-
ment à la Bulle *Unigenitus* & à la ma-
tière du refus des Sacrements, pour
défaut de soumission à cette Bulle.

Le Don-gratuit accordé, est de 16
millions, sur lequel néanmoins le Roi
fait une diminution de 350000 livres,
indépendamment des déductions ordi-
naires. L'emprunt du Don est fait au
denier 25. Pour faire le fonds des arré-
rages, y compris les taxations des Re-
ceveurs Diocés., il est fait une imposi-
tion de 648000 liv.; & pour le rem-
boursement des capitaux, en 16 années,
autre imposition de 364500 l., y com-
pris aussi les taxations desdits Recev.
Voyez Don-gratuit, §. III, an. 1755.

Quant au second objet, la Com-
mission nommée pour la confection du
nouveau département général, sans
s'arrêter à la voie fautive & laborieuse
des Déclarations, propose un nouveau
plan pour asseoir une plus juste répari-
tion entre les Contribuables : elle s'en-
tient aux éclaircissements & lumières
qu'on peut tirer des Bureaux Diocés.;
elle regarde cette voie comme suffisante
pour parvenir à la connoissance des
revenus physiques des Bénéfices; elle y
joint la communication des comptes
de tous les Bénéfices consistoriaux ren-
dus par les Directeurs des Economats.

Ces éclaircissements étant obtenus,
il ne s'agit plus que de les mettre en
œuvre : pour le faire avec succès, Mrs.
les Commissaires rangent tous les Con-
tribuables d'un Diocèse sous des classes
différentes, se proposent de découvrir
le véritable revenu de chaque classe,
& par conséquent celui de tout un Dio-
cèse. Après être parvenus à ce point,
dont ils ne dissimulent point la difficul-
té, ils entrent dans un autre, qu'on
parcourt avec plus de confiance, de
lumière & de sûreté; c'est celui qui fait
connoître le revenu moral ou relatif
de chaque Diocèse. Dans cette partie
de leur travail, ils font les diminutions
par fiction, dans les revenus respectifs
des Contribuables, pour les rendre pro-
portionnés aux impositions qu'ils sup-
portent, en observant les divisions des
classes : l'effet nécessaire de ces dimi-
nutions par fiction, est de mettre l'es-
pèce de Contribuables, le moins en
état de supporter. Au niveau du Con-
tribuable le plus en état. C'est sur ces
principes qu'a été dressé le nouveau dé-
partement général adopté par l'Assemb.
Voyez Départements, §. III, n°. I.

Mais c'est sur-tout aux affaires de

l'Eglise que s'est attachée l'Ass. de 1755.
Sa première démarche a été de deman-
der au Roi le retour de M. l'Arch. de
Paris, pour qu'il pût assister à ses séances.
Son Emin. M. le Cardinal de la
Roche-foucauld, Président, dans une
Harangue pleine de force & de digni-
té, met sous les yeux du Roi les maux
de la Religion. La Commission nom-
mée pour la Jurisdiction, s'occupe avec
la plus grande assiduité à chercher les
moyens de calmer les troubles de l'E-
glise de France. Après de longues & té-
rieuses discussions, elle fait un premier
rapport sur l'autorité de la Constitu-
tion, sur les entreprises des Tribunaux
Séculiers, & elle fixe les objets de Re-
montrances à faire au Roi. Parmi les
différents objets qui y sont traités, le
retour de M. l'Arch. de Paris & de
quelques autres Prélats, que les ordres
de S. M. tenoient éloignés du lieu prin-
cipal de leur résidence, est sollicité, &
on conclut par quatre demandes : 1°.
d'interpréter la Déclar. du 2 Sept. 1754;
2°. de renouveler l'art. 34 de l'Edit de
1695, & de l'interpréter en tant que de
besoin; 3°. de renouveler l'art. 36 du
même Edit, en l'interprétant aussi en
tant que de besoin; 4°. de déclarer nuls
& incompétamment rendus, tous Ar-
rêts, Jugements, Sentences & Procé-
dures contre tous Ecclésiastiques, à
l'occasion des derniers troubles.

La réponse du Roi aux Remontran-
ces n'ayant point paru assez précise &
satisfaisante, on délibère d'en faire de
nouvelles. La Compagnie prie Son Em.
de faire les plus vives instances auprès
de S. M. pour le retour des Prélats,
pour le rétablissement des Prêtres dé-
crétés, & pour qu'elle veuille bien don-
ner une Déclaration interprétative de
celle du 2 Sept. 1754. Son Emin. fait
part à l'Ass. de l'impression avantageuse
qu'avoient faite sur l'esprit du Roi les
dernières représentations, & des espé-
rances que S. M. lui avoit données sur
les objets sollicités.

La matière du refus des Sacrements
devenoit, dans les circonstances, un
objet nécessaire à traiter dans l'Ass. :
elle eût bien désiré pouvoir, d'une voix
unanime, convenir de maximes sûres
& précises, propres à régler la conduite
des Ministres préposés à l'administra-
tion des Sacrements; mais les senti-
ments ne purent jamais se réunir sur
cet objet important. La Commission
avoit dressé là-dessus dix articles, qui
ne purent avoir l'approbation que de

17 Prélats & de 22 de Mrs. du second Ordre : on proposa, d'autre part, huit articles, qui eurent le suffrage du reste de l'Assemblée. Dans cette diversité de sentimens, il fut délibéré, tout d'une voix, que l'on consulteroit N. S. P. le Pape. T. VIII, p. 412 & s. *Voyez* Religion, §. XI, an. 1755.

Assemblée de 1758.

LXVIII.

Des hostilités également inouïes & imprévues d'un Peuple jaloux, dont le dessein étoit d'envahir nos possessions en Amérique, d'ancêtre notre Marine, & de s'emparer de l'empire des Mers, obligèrent le Roi de prendre les armes. Les frais d'un pareil armement devenoient énormes. Sa Majesté, toujours accoutumée à trouver des ressources dans le zèle du Clergé, jugea à propos de l'assembler extraordinairement : il lui fut demandé un secours de 16 millions, qu'il se fit un devoir d'accorder : l'emprunt en est fait au denier 20. Pour en acquitter les arrérages & rembourser les capitaux, on joint à l'imposition d'un million, ordonnée par l'Assemb. de 1745, une imposition de la somme de 600000 livres : plus, de 7500 livres pour les taxations de trois deniers pour livre des Recev. Diocés. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1758.

Dans le peu de temps que dura cette Assemb., elle en profita pour venir au secours des affaires de l'Eglise & de la Religion, selon les vœux & les demandes des Provinces. Elle arrêta, à ce sujet, divers articles de représentations à faire à Sa Majesté : 1°. le retour de M. l'Archev. de Paris & de M. l'Ev. de Saint-Pons dans leurs Diocèses ; 2°. le rappel des Prêtres bannis ; 3°. le rétablissement de la Faculté de Théologie ; 4°. l'interprétation ou la suppression des Déclarations des 1 Sept. 1754 & 20 Déc. 1756 ; 5°. les mauvais Livres contre la Religion, contre la Doctrine, même contre l'autorité de Sa Majesté & contre les mœurs. T. VIII, p. 614 & s. *Voyez* Religion, §. XI, an. 1758.

Assemblée de 1760.

LXIX.

Les mêmes objets qui avoient rempli la plupart des séances de l'Ass. de 1755, ont formé les principales délibérations de celle de 1760 : le Don-gratuit ; le nouveau département général ; l'affaire de l'Eglise & de la Religion.

Le Don gratuit demandé & accordé, est de 16 millions, le même qu'en 1755

& 1758 : l'emprunt en est fait au denier 20. La somme de 800000 liv., nécessaire pour en payer les arrérages, est formée, 1°. par une imposition annuelle de 600000 livres ; 2°. par la somme de 160000 liv. d'imposition ordonnée en 1748, & adaptée à l'emprunt actuel ; 3°. par la somme de 40000 livres, prise sur un département de 1755. Pour faire le fonds des remboursements des capitaux de l'emprunt, on distrait une somme de 200000 liv. de l'imposition annuelle, destinée au remboursement de l'emprunt de 1755. *Voyez* Don-grat., §. III, an. 1760.

La Commission établie pour le nouveau département gén., a cru devoir rectifier, en quelque chose, le travail de 1755 : elle a proposé un nouveau plan, qui ne diffère toutefois du précédent, qu'en ce qu'il contient un plus petit nombre de classes, équivalent néanmoins au nombre de classes établies en 1755, par un plus grand nombre de subdivisions en chaque classe ; en sorte que les impositions puissent se répartir avec plus de proportion. L'Ass. a adopté, d'une voix unanime, ce nouveau plan, & en a fait parvenir aux Diocèses toutes les instructions & pièces nécessaires. *Voyez* Département, §. III, n°. III.

L'affaire de l'Eglise & de la Religion, dans l'Ass. de 1760, a eu deux objets, par rapport auxquels on peut l'envisager : 1°. relativement à la Lettre Encyclique de Benoît XIV, sur le refus de Sacramens, & le Bref de Clément XIII, confirmatif de lad. Lettre ; 2°. relativement aux objets de plaintes des Provinces, & de Remontrances de l'Ass., sur les Arrêts des Cours Séculières, au sujet de la Bulle *Unigenitus*, & sur le débit des mauvais Livres, en tout genre.

Le premier objet a été rempli par une acceptation solennelle qu'a faite l'Ass., tant de la Lettre Encyclique, que du Bref de Clément XIII.

Les objets de plaintes & de Remontrances, sont, la Constitution *Unigenitus* ; ... la Loi du Formulaire ; ... la Loi du silence & les deux Déclarations de 1754 & 1756 ; ... une espèce d'inquisition exercée par le Parlement sur la Faculté de Théologie ; ... les Arrêts & les Sentences des Tribunaux Séculiers dans les contestations présentes ; ... le rétablissement des Prêtres décrétés & bannis ; ... les clauses & termes d'abolition, de clémence & d'indulgence, de

fait au denier
100 liv., nécess-
ités, est for-
sition annuelle
la somme de
ordonnée en
emprunt actuel ;
100 livres, prise
1755. Pour faire
ments des capi-
strait une som-
imposition an-
boursement de
et Don-grat.,

pour le nou-
a cru devoir
ose, le travail
d'un nouveau
tefois du pré-
tient un plus
s, équivalant
de classes éta-
us grand nom-
chaque classe ;
ons puissent se
portion. L'Ass.
nime, ce nou-
venir aux Dio-
ions & pièces
artem., §. III,

& de la Reli-
60, a eu deux
quels on peut
ment à la Let-
tre XIV, sur le
le Bref de Clé-
de lad. Lettre ;
ets de plaintes
montrances de
s Cours Sécu-
le *Unigenitus*,
ais Livres, en

ré rempli par
elle qu'a faite
e Encyclique,
XIII.

& de Remon-
strations *Unige-*
mulaire ;... la
x Déclarations
ne espèce d'in-
Parlement sur
;... les Arrêts
tribunaux Sécu-
s présentes ;...
êtres décrétés
& termes d'a-
indulgence, de

peines déjà subies, insérés dans les Let-
tres- Patentes données pour remettre
les Ecclésiastiques dans les droits de
leur état ;... le retour de M. l'Evêque
de Saint-Pons ;... les Assemblées & au-
tres excès des Religioneux ;... enfin
les mauvais Livres de toute espèce.
T. VIII, p. 716 & f. *Voyez* Religion,
§. XI, an. 1760.

Assemblée de 1761.

LXX.

La durée de la Guerre, & les événe-
ments qui l'avoient accompagnée, exi-
geoient de nouvelles ressources pour
subvenir aux besoins de l'Etat : le Roi
les trouva dans le zèle du Clergé, qu'il
assembla, pour cet effet, extraordina-
irement. La demande fut de 7500000 l.
Le Clergé les accorda : il y joignit mê-
me, de son propre mouvement, une
somme d'un million, pour contribuer
au rétablissement de la Marine, en tout
8500000 livres.

L'Assemblée ne crut point, dans les
circonstances d'impositions extrême-
ment multipliées, où se trouvoit alors
le Clergé, pouvoir subvenir autrement
au paiement du Don, qu'en emprun-
tant la somme entière, & réunissant le
nouvel emprunt fait au denier 10, aux
autres emprunts faits au même denier,
pour les Dons-gratuits précédemment
accordés depuis 1734 ; & de leur ren-
dre commun, tant pour le paiement
des arrérages, que pour le rembourse-
ment des capitaux, tous les fonds provenus
des impositions alors subsistantes pour
raison de ces mêmes emprunts. *Voyez*
Don-gratuit, §. III, an. 1761.

Ce ne fut point dans cet objet pure-
ment temporel, que se renferma l'Ass.
de 1761 : elle crut devoir profiter de la
circonstance, pour venir au secours de
l'Eglise & de la Religion. Tels furent
sur cette importante matière, les arti-
cles de ses plaintes & représentations.

1°. Les Déclarat. de 1754 & 1756.

2°. Les entreprises des Parlements
sur la Jurisdiction Ecclésiastique.

3°. L'affaire des Ursulines de Saint-
Cloud, pour refus de Sacrements.

4°. Le Procès du Vicaire de Saint-
Médard.

5°. Le rappel des Ecclésiastiques dé-
crétés & bannis.

6°. Les tentatives dans lesquels étoient
conçues les Lettres d'abolition adres-
sées aux Parlem. d'Aix & de Toulouse.

7°. Les mauvais Livres.

8°. La demande d'un Concile Natio-
nal, ou au moins des Conciles Provinc.

9°. L'affaire des Jésuites & leur con-
servation.

10°. Les Arrêts des Parlem. de Paris,
Rouen & Rennes, sur les Vœux des
Jésuites.

11°. L'affaire des Protestants.

L'Ass. de 1761, avant de se séparer,
fit une Déclaration solennelle, par la-
quelle elle protesta persister dans les
Remontrances des trois dernières Ass.,
& adhérer à la Réclamation du 12 Juill.
1760, faite par l'Ass. Génér. de ladite
année.

Le projet formé de la sécularisation
& de l'union de la Congrégation de
Saint-Ruf à l'Ordre de Saint-Lazare,
parut à l'Ass. un objet trop important
pour ne pas fixer son attention : elle
représenta les inconvénients de ce pro-
jet, & s'y opposa de tout son pouvoir.
T. VIII, p. 1009 & f. *Voyez* Religion,
§. XI, an. 1761. Ruf. [Saint-]

Assemblée de 1765.

LXXI.

Quatre affaires principales ont occu-
pé cette Ass. : le Don-gratuit ; l'affaire
de l'Eglise & de la Religion ; le nouveau
département gén. ; enfin, l'Edit de 1764,
portant impositions de droits sur les
rentes.

Il y avoit peu d'exemples, depuis
l'Ass. de 1690, d'un refus fait, ou même
d'un délai, de la part du Clergé, pour
accorder les sommes, telles que S. M.
les faisoit demander par ses Commis-
saires. La demande qui en étoit faite,
étoit promptement suivie d'une déli-
bération conforme à la demande. Le
Don-gratuit demandé à l'Ass. de 1765,
se portoit à 12 millions. La Compagnie
ne veut d'abord en accorder que huit,
& pour le surplus, elle se réserve à en
délibérer, après avoir consulté l'état de
ses affaires. Le tableau exact de ses det-
tes est dressé ; il est présenté au Roi avec
un Mémoire, où l'on expose à S. M. les
justes motifs du délai de la délibération ;
par rapport au surplus de la demande.
Le Roi, dans sa réponse au Mémoire
& au tableau, persiste à demander la
totalité du Don, en laissant néanmoins
au Clergé l'espérance de venir à son se-
cours par d'autres moyens que l'Ass.
proposera à S. M. Après une discussion
sérieuse de ces moyens, la Compagnie,
par une seconde délibération, accorde
au Roi, par forme de Don-gratuit, les
4 millions sur lesquels elle avoit suris
de délibérer. *Voyez* Don-gratuit, §.
III, an. 1765.

L'affaire qui a occupé le plus l'Ass.

de 1765, est celle de l'Eglise & de la Religion : elle s'est expliquée sur cet objet important par un monument célèbre & digne de son zèle, sous le nom d'*Actes de l'Assemblée sur la Religion*. Il est en trois parties. La 1^{re} renferme la condamnation des livres impies : elle est précédée d'une instruction sommaire. La 2^e contient l'exposition de la doctrine du Clergé sur les droits de la puissance spirituelle. La 3^e est une Déclaration sur la Constitution *Unigenitus*, à laquelle est jointe, comme en faisant partie, la Lettre Encyclique de Benoît XIV.

Cette Ass. a renouvelé les réclamations des Ass. de 1760 & 1762. *Voyez Religion*, §. XI, an. 1765.

Parmi les affaires de Religion traitées dans l'Assemb., on ne doit point oublier celle du Concile d'Utrecht, qui venoit de se tenir, & la condamnation que le Clergé en a faite d'après le rapport de M. l'Archevêque de Toulouse. *Voyez Utrecht*.

Trois sortes de Mémoires & de plaintes avoient été portées à l'Ass. de 1765 par les Provinces, au sujet du nouveau département gén. 1^o. Ceux qui ne contiennent que des plaintes de surtaxe, ou de quelques erreurs de fait qui s'étoient glissées dans les pouillés arrêtés par l'Ass. de 1760 : par une nouvelle vérification très-exacte du pouillé de chaque Diocèse, l'Ass. corrige les erreurs de fait, & met fin aux plaintes de surtaxe. 2^o. Les Mémoires qui roulent sur l'interprétation que l'on doit donner à quelques articles de l'instruction de 1760 : on y pourvoit par des additions faites à l'instruction. 3^o. Deux ou trois Mémoires particuliers qui méritoient quelque attention : on y satisfait également. *Voyez Départements*, §. III, n^o. IV.

Le Roi, par l'Edit de Décemb. 1764, dans la vue de pourvoir à la libération des dettes de l'Etat, y consacre des fonds qui sont composés, entr'autres, du produit des différents droits qu'il impose, tant sur les contrats de rentes antérieurs à 1758, que sur les arrérages de tous contrats & effets créés depuis cette époque. Le Clergé, reconnu de tout temps exempt de toute imposition ou contribution publique, avoit regardé cette Loi comme lui étant tout-à-fait étrangère; il a cru cependant devoir obtenir de S. M. des Lettres-Patentes interprétatives, capables d'écarter les fausses interprétations aux-

quelles la généralité des termes pouvoit donner lieu. Les Lettres-Patentes sont expédiées le 21 Juillet 1765; mais le Clergé y apperçoit de nouveaux motifs d'inquiétudes & d'alarmes. L'Ass. sollicite vivement la révocation desdites Lettres, & agit sans relâche pour qu'il en soit accordé de nouvelles; & après bien des difficultés, elle les obtient. *Voyez Rentes dues à l'Eglise*, n^o. V.

L'Ass. de 1765 a tenu les séances depuis le 25 Mai, jusqu'au 1 Octobre; à cette époque, elles furent suspendues, & reprises le 2 Mai 1766, jusqu'au 3 Juillet suivant. T. VIII, p. 1123 & s.

Assemblée de 1770.

Le nouveau secours accordé au Roi à quelques affaires de l'Eglise & de la Religion : les changements à faire dans le nouveau département général, à l'occasion de l'Edit des portions congrues : quelques interprétations demandées par rapport à cet Edit, contre des modifications apposées dans les Arrêts d'enregistrement : l'opération des conversions des rentes du denier 20, au denier 25 : un projet de Règlement général concernant la formation & l'administration des Bureaux Diocésains, réduite à un simple Règlement particulier pour le Bureau de Troyes; tels sont les objets principaux qui ont été délibérés dans l'Ass. de 1770.

Le Don accordé à S. M. est de seize millions : pour en accélérer le paiement, l'emprunt est fait au den. 20; on n'ordonne aucune nouvelle imposition pour en acquitter les arrérages & rembourser les capitaux; on se contente de réunir les emprunts de 1755 & 1765 faits au den. 25; de réunir pareillement ce qui restoit des anciens emprunts faits au denier vingt, aux seize millions du présent Don, & de se servir de la somme de 6790000 liv., qui se paient ou se lèvent annuellement, pour fournir, tant aux intérêts, qu'aux remboursements de tous les capitaux, tant au den. 20, qu'au den. 25. *Voyez Dons-gratuits*, an. 1770.

Les affaires de l'Eglise & de la Religion traitées dans l'Ass., sont celles des Prêtres décrétés & bannis; des mauvais livres & des Protestants. L'Ass. obtient une Déclaration pour le rappel des premiers : elle prémunit les Fidéles par un Avertissement qui leur est adressé, & envoyé dans tous les Diocèses, contre la contagion des mauvais livres : elle présente au Roi un Mémoire contre les

ermes pouvoit
Patentes font
1765; mais le
nouveaux motifs
es. L'Ass. foli-
ation des dîmes
che pour qu'il
elles; & après
le les obtient.
lisse, n°. V.
les séances de-
1^{re} Octobre; à
t suspendues,
6, jusqu'au 3
p. 1123 & f.
1770.

accordé au Roi
lisse & de la Re-
à faire dans le
général, à l'oc-
sions congrues:
s demandées
contre des ino-
ces Arrêts d'en-
n des conver-
10, au denier
ement général
& l'adminis-
tration, réduite
particulier pour
font les objets
délibérés dans

M. est de seize
er le paiement,
10; on n'or-
nposition pour
& rembourser
ente de réunir
1765 faits au
llement ce qui
runt faits au
millions du
rvir de la som-
i se paient ou
pour fournir,
x rembourse-
t, tant au den.
Dons-gratuits,

& de la Reli-
font celles des
; des mauvais
L'Ass. obtient
appel des pre-
Fideles par un
est adressé, &
oces, contre
is livres: elle
voire contre les

LXXII.

entreprises des Protestants. *Voyez* Religion, §. XI, n°. VI. Livres, §. III. Protestants, n°. XIX.

La matiere impossible sur les Dioc., fixée par l'Ass. de 1765, montoit à la somme de 31000000 de liv. L'Ass. de 1770 a cru devoir la réduire à 31325991 liv. Les causes de ce changement ont été, 1°. l'augmentation des portions congrues, qui a opéré un changement dans les forces respectives des Diocèses. 2°. Quelques diminutions accordées à quelques Diocèses, à raison des doubles emplois ou autres erreurs: en conséquence il a été dressé un nouveau tableau de la matiere impossible, & une répartition par million sur tous les Diocèses. *Voyez* Départements, §. III, n°. V.

Les Arrêts d'enregistrement de quelques Parlements, de l'Edit des portions congrues, rendu en 1768, contenoient des modifications, qui tendoient à anéantir quelques dispositions de l'Edit, ou les expliquoient de maniere à grever les Décimateurs contre l'esprit & la teneur de cette Loi. L'Assemb. de 1770 propose à ce sujet plusieurs projets de Déclaration. 1°. En interprétation de l'art. 10, concernant les Novales, contre la modification mise par le Parlement de Toulouse. 2°. Pour l'établissement des Fabriques dans les Paroisses, & leur dotation. 3°. Pour régler dans le Languedoc & dans la Provence les menues dépenses connues dans cette dernière Province, sous le nom de *Clerc & matiere*. 4°. En interprétation aussi des art. 7 & 8, par rapport aux Curés primitifs, pour le paiement des portions congrues. L'Assemb. s'est attachée aussi à intéresser la bonté du Roi au soulagement de ceux des Décimateurs qui ont le plus souffert par l'augmentation des portions congrues. *Voyez* Portions Cong., n°. III, IV, V.

Par les comptes rendus à l'Ass. de 1770, l'on voit le bénéfice considérable provenu au Clergé, par la conversion de la plus grande partie des rentes du den. 10 au den. 12. Pour rendre sensible l'opération des remboursements, & les bénéfices qu'ils ont produits, il a été dressé un tableau général, précédé d'une explication sommaire de toutes les pieces qui le composent.

Les différends survenus dans le Diocèse de Troyes, au sujet de la formation du Bureau Diocésain; l'intention du Roi de prévenir ces sortes de contestations par un Règlement général,

avoient engagé l'Ass. de travailler à ce Règlement: on le trouve au Procès-verbal. Quelques articles ayant fait difficulté, & n'ayant pu être applanis dans les conférences tenues chez M. le Chancelier, l'Ass. s'est bornée à donner un Règlement particulier pour le Diocèse de Troyes. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

Assemblée de 1772.

Le plan d'économie pour libérer l'Etat, & le grand ouvrage de la liquidation des dettes, étoit arrêté dans les Conseils de S. M.: ce plan ne pouvoit s'exécuter que par l'alternative, ou de charger de nouveau le peuple déjà surchargé, ou de demander au Clergé un nouveau sacrifice & de nouveaux secours. Le Roi toujours persuadé du zèle de son Clergé, s'arrête au second parti, & pour cet effet il convoque l'Ass. extraordinaire de 1772, à qui il fait demander un Don-gratuit de 10 millions.

Le Don est accordé: l'emprunt de la somme est fait au den. 10. L'Assemb. trouve dans la réunion des capitaux qui restoient dus, aux dix millions du présent Don, & dans les impositions précédemment faites, auxquelles on joint une nouvelle imposition de 500 mille liv., de quoi payer les arrérages, & faire le remboursement desdits capitaux dans un certain nombre d'années. *Voyez* Don-gratuit, §. III, an. 1772.

L'affaire concernant l'extinction de la Congrégation de S. Ruf, la sécularisation de ses membres, & l'union de ses biens à l'Ordre de S. Lazare, qui avoit été enramée dans les Ass. de 1762 & 1770, a été suivie avec un nouveau zèle, & enfin terminée dans l'Assemb. de 1772.

Clément XIV, par son Bref du premier Juillet, nommoit M. l'Ev. d'Auterre Commiss. pour procéder auxd. extinction, sécularisation & union. La matiere étoit trop importante & délicate, pour que ce Prélat crût pouvoir exécuter sa Commission, avant d'avoir l'avis de ses Confreres dans l'Episcopat. Il en confere donc avec plusieurs: le résultat de ces conférences fut de réserver le tout à l'Ass. de 1772. L'affaire y est murement discutée. M. l'Archevêq. de Toulouse, dans le savant & lumineux rapport qu'il en fait, développe les suites dangereuses du Bref, en le considérant relativement à l'Ordre qui doit être éteint, & à l'égard de celui qu'on veut enrichir de ses dépouilles: il s'attache

LXXIII.

sur-tout à établir que l'Ordre de S. Lazare n'ayant, ni la qualité d'Ordre Religieux, ni même celle de Corps Ecclésiastique, est incapable de posséder des biens d'Eglise. Cependant, comme cet Ordre prétendoit avoir fait des pertes, & réclamoit certains établissements utiles, comme son ancien patrimoine; l'Ass., plus par condescendance aux desirs de S. M., que par justice, consent à un dédommagement annuel, qui ne pourra excéder 100000 liv., en faveur de l'Ordre de S. Lazare; ladite somme à prendre sur les fonds destinés au remboursement des rentes au den. 25. *Voyez* Ruf. (St.)

L'Ass. de 1772 renouvela les instances des Ass. précédentes auprès du Roi, pour réprimer les entreprises des Protestants, & le débit des mauvais livres.

D'après les plaintes d'un grand nombre d'Ass. Provinc., au sujet de la mauvaise éducation qu'on recevoit dans les Colleges, il fut dressé un Mémoire pour être donné au Roi. *Voyez* Colleges, T. VIII, p. 1923 & f.

Assemblée de 1775.

LXXIV.

Cette Assemb. est remarquable par le grand nombre d'affaires importantes qui y ont été portées, & que de savants & précieux Rapports ont nisés dans le plus grand jour. Entre celles qui sont les plus considérables, la première qui se présente, est la demande d'un Don-gratuit de 16 millions; demande accueillie par l'Ass. d'une voix unanime.

Mais en même-temps qu'elle s'empresse à donner au Roi cette preuve de son zèle, elle ose lui représenter qu'elle ne s'y porte, que dans la confiance qu'a le Clergé, que non-seulement S. M. ne fera plus dans le cas de lui faire des demandes supérieures à ses forces; mais que même elle voudra bien lui accorder de nouveaux secours annuels qui assurent & accélèrent la libération de ses dettes.

Ces nouveaux secours offerts au Clergé par M. le Contrôleur-Général, n'étoient pas de nature à pouvoir opérer cet effet; d'ailleurs l'offre n'en étoit faite qu'à une condition extrêmement onéreuse aux Bénéficiers: l'Ass. ne crut pas devoir les accepter. La continuation de l'emprunt indéfini au den. 25, ordonné par l'Ass. de 1765, pour rembourser les rentes au den. 20, lui parut une ressource plus assurée; elle en fit l'objet d'une de ses délibérations. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1775.

Deux maux considérables affligeoient la Religion, l'affoiblissement des mœurs, par les mauvais livres, & les entreprises des Protestants: de sages & fortes Remontrances, favorablement accueillies par S. M., ont été les moyens pris par l'Assemb. pour y remédier. On n'en est point resté là: en remontant à la source des maux que la Religion éprouve, la Commission a cru l'entrevoir dans les défauts de l'éducation publique, & dans la rareté des Prêtres occupés du saint Ministère: ces deux points font le sujet de deux beaux Rapports de M. l'Archev. de Toulouse. *Voyez* Livres, §. III, Colleges, n°. III, Prêtres.

Tout sembloit annoncer la réunion de l'Ordre de S. Antoine à l'Ordre de Malthe: l'Ass. de 1775 a cru devoir s'élever avec force contre un pareil projet. Le Rapport de M. l'Archevêq. de Toulouse, Chef du Bureau où cette affaire a été examinée, ne laisse rien à désirer sur ce point. Conformément aux moyens de réclamation proposés, & à l'avis du Bureau, l'Ass. résout, 1°. de remettre au Roi un Mémoire expositif des inconvénients & des conséquences de cette réunion; 2°. d'écrire au Pape pour l'instruire de la surprise qui peut lui être faite, & le prier de rejeter, dès la première Requête, une demande qui éprouveroit en France les contradictions les plus fortes & les plus légitimes. *Voyez* Antoine, (Ordre de S.) §. II.

Le Clergé, depuis 1665, étoit, par rapport aux foi & hommage, aveux & dénombremens, dans un état précaire & incertain, sous la seule faveur d'Arrêts de surseance, accordés les uns avec facilité, d'autres avec des restrictions menaçantes. Les Lettres-Patentes données par les Princes, freres du Roi, pour leurs apanages, faisoient revivre toutes les difficultés de l'affaire, quant au fonds & quant à la forme. Ainsi tout paroissoit interdire les moyens dilatoires, & mettre l'Ass. dans la nécessité de prendre un parti décidé & définitif. Jamais matière plus approfondie que celle-ci l'est dans le savant Rapport de M. l'Archev. de Narbonne. L'Assemb., sur ce Rapport, se détermine à supplier S. M. de nommer des Commissaires de son Conseil pour examiner l'affaire dans le fonds & dans la forme: de son côté elle nomme une Commission composée de Prélats & de Mrs. les Agents, chargés de présenter aux Commissaires du Roi, les Titres & les Mémoires du privilège du Clergé; le tout pour parvenir

à un Jugement définitif de l'affaire. *Voyez* foi & hommage, §. II.

L'Edit de 1699, concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, est une des Loix les plus mémorables du Regne de Louis XIV. On devoit s'attendre qu'un Edit qui renferme tant de dispositions différentes, donneroit lieu à plusieurs Commentaires : il en a paru plusieurs ; mais presque tous contenant des assertions opposées aux maximes & aux droits du Clergé. Il étoit essentiel d'opposer à ces Commentaires, un Commentaire plus exact, qui expliquât le vrai sens de l'Edit. L'Ass. de 1765 pria MM. les Evêques de Senlis & d'Auxerre, d'y faire travailler sous leurs yeux ; ils en ont chargé M. l'Abbé de Brézolles, & ont fait sur ce nouveau Commentaire leur Rapport dans l'Assemb. de 1775. *Voyez* Jurisdiction, §. I, n°. II, T. VIII, p. 2059 & s.

§. II. Économie, ou Fratque des Assemblées-Générales du Clergé.

I. Règlements généraux relatifs aux Assemblées.

On a sur ce sujet les Règlements, 1°. de l'Ass. de Melun en 1579 ; 2°. de celle de 1605 ; 3°. de la Chambre Ecclesiastique des Etats de 1614 ; 4°. de l'Ass. de 1625 ; 5°. de celle de 1635 ; 6°. de l'Ass. de 1645 ; 7°. la dernière compilation des Règlements dressée par l'Ass. de 1715. *Voyez* Règlements, §. I.

II. Nécessité du second Ordre dans les Assemblées-Générales : leurs diverses especes.

1°. Une Ass. n'est point réputée générale & représentant le Clergé, si le second Ordre n'y est convoqué. Dans l'Ass. de Melun, tous les Députés du second Ordre se réunirent pour protester de nullité contre toute Ass. que l'on voudroit tenir pour générale, sans que le second Ordre y ait été appelé. T. I, p. 228.

Cette protestation fut renouvelée dans l'Assemb. de 1585, par tous les Députés, & insérée au Procès-verbal. T. I, p. 406.

2°. On distingue deux sortes d'Ass. Gén. Il y en a auxquelles le Clergé est convoqué avec les autres Corps de l'Etat ; aux autres, il est seul convoqué. On garde un ordre différent pour la députation à ces Assemblées ; pour les Ass. des Etats, le Clergé suit l'ordre poli-

Table de la Coll. des P. V.

tique du Royaume, & nomme ses Députés par Gouvernements & Bailliages, comme les autres Corps de l'Etat : aux autres Assemblées, on fait les députations par Métropoles, qu'on appelle Provinces Ecclesiastiques. *Voyez* Etats-Généraux.

3°. Les Assemblées Génér. auxquelles le Clergé seul est convoqué, sont de deux sortes : les grandes, auxquelles les Provinces envoient deux Députés du premier Ordre, & deux du second ; on les appelle les Ass. du contrat ; & les petites Ass., auxquelles les Provinces ne députent qu'un du premier Ordre & un du second ; on les appelle les Ass. des comptes.

III. Leur convocation : usages par rapport au temps, à la durée, au lieu, au nombre des Députés ; leurs premières séances ; habit ; rang des Députés ; l'heure des séances ; les jours de repos.

1°. Dans l'Ass. de 1567, il fut ordonné que de cinq en cinq ans il seroit fait Ass. du Clergé, d'un ou de deux Députés au plus, de chaque Province, en la Ville de Paris, & au mois de Septembre. T. I, p. 60.

Par le Règlement de l'Ass. de 1605, les Ass. Gén. doivent être tenues de dix en dix ans, & celles des comptes de deux en deux ans, & ce, le premier Mai. T. I, p. 716.

L'Ass. de 1608 ordonne que les Ass. des comptes se tiendront au temps accoutumé de deux en deux ans. T. I, p. 798.

Même Règlement de l'Ass. de 1615. T. II, p. 275.

Dans l'Ass. de 1625, il fut délibéré si les Ass. des comptes devoient être tenues & continuées de deux en deux ans, ou de quatre en quatre, ou de cinq en cinq ans. Arrêté d'abord qu'elles ne seroient à l'avenir convoquées que de quatre en quatre ans. Le temps fut réduit ensuite, par la même Ass., de cinq en cinq ans. T. II, p. 321, 322.

Le temps & l'ouverture des Assemblées Gén. ne peut être différé : c'est le Règlement de l'Ass. de 1655, qui porte, que, conformément aux Contrats passés avec le Roi, & aux Règlements de 1615, autorisés par S. M. les Archevêques, ou leurs Grands Vicaires, &c. *Voyez* Assemblées Provinciales, n°. III.

L'Ass. de 1715, art. 1 de son Règlement, les fixe de cinq en cinq ans. T. VI, P. J. p. 486.

Leur durée.

2°. Quant à la durée, suivant le Règlement de 1605, les Ass. des Comptes ne doivent durer que deux mois, & les Générales, le moins que faire se pourra, sans limitation toutefois du temps. T. I, p. 716.

Même Règlement de l'Ass. de 1635, pour les Ass. des Comptes : à l'égard de celles du Contrat, elle n'accorde de taxes aux Députés que pour quatre mois. T. II, P. J. p. 186.

Au cas que lesdites Ass. durent plus long-temps, l'Ass. veut que le pouvoir des Députés demeure révoqué, & ce qui sera par eux fait nul. Elle ordonne aux Provinces de faire la même limitation dans les Procurations, à peine de nullité d'icelles. *Ibid.*

Lieu où elles se tiennent.

3°. A l'égard du lieu, l'Ass. de 1608 avoit exclu la Ville de Paris & avoit arrêté que, pour la prochaine, en 1610, le Roi seroit supplié, qu'elle se tint à Orléans. T. I, p. 798.

L'Ass. de 1715, art. 1 & 2 du Règlement, ordonne qu'elles se tiendront dans le lieu & au jour qui sera indiqué par Sa Majesté, où les Députés seront tenus de se rendre. T. VI, P. J. p. 486.

Nombre des Députés.

4°. Sur le nombre des Députés. *Voyez* Assemblées Provinciales, n°. XIII.

Premières séances.

5°. Le jour de la convocation de l'Assemblée, marqué par les Lettres du Roi, envoyées dans les Diocèses, au commencement de l'année, arrivé, tous les Députés venus des Provinces, se rendent au logis du plus ancien Archevêque ou Evêque député, où les anciens Agents leur exposent le sujet de leur convocation, & les prient de prendre jour pour l'ouverture de l'Ass., en la 1^{re} séance qui doit se tenir dans la Salle destinée pour la tenue de l'Ass. On met entre les mains des anciens Agents, les Procurations des Députés, pour les examiner, & en faire le rapport dans la séance suivante : Mrs. du second Ordre leur remettent aussi leurs Lettres, ou preuves d'Ordres. T. IV, P. J. p. 161.

L'art. 4 & l'art. 5 du Règlement de 1715, sont à ce sujet. T. VI, P. J. p. 487.

Habit & séance des Députés.

La seconde séance commence par une Messe basse du Saint-Esprit, après laquelle Mrs. les Prélats étant en rochet & en camail, & Mrs. du second Ordre en manteau long & bonnet quarré, entrent dans la Salle des séances, où Mrs. les Prélats prennent leurs places dans des fauteuils, selon le rang de leur di-

gnité & de leur Sacre, & Mrs. du second Ordre derrière eux, chaque Député de cet Ordre derrière le Prêlat député de la Province, sur des chaises à dos. *Voyez* le §. II de chaque Assembl.

Les Députés nommés à des Evêchés, mais qui ne sont point sacrés, ont place dans des fauteuils, mais sont en manteau long & bonnet quarré. T. V, p. 639, 640.

Lorsqu'un Député du second Ordre est nommé Evêque dans le cours de l'Ass., il prend aussitôt sa place dans un fauteuil : c'est l'usage constamment observé. *Voyez* T. VI, p. 678, 897, 988, 1167, &c.

C'est aussi un usage constamment observé dans les Ass. de déclarer que les rangs & qualités prises dans les Procur., ne préjudicient en rien à la dignité des Sieges & aux prétentions des Provinces. *Voyez* le §. II de chaque Ass.

Rangs & qualités ne préjudicient ni à la dignité des Sieges, ni aux prétentions des Provinces.

C'est en conformité de cette Déclaration, que, par l'art. 20 du Règlement de 1715, il est dit, que les rangs, places, séances, opinions, souscriptions & autres actes émanés, tant des Ass. Diocésaines & Provinc., que des Générales, ne porteront aucun préjudice aux droits, privilèges & prétentions des Diocèses, des Archevêques, des Evêques & des Bénéficiers, sans qu'il soit besoin d'aucun acte de protestation pour les conserver. T. VI, P. J. p. 489.

6°. En l'Ass. de 1695, il s'éleva un différend sur le rang entre l'Arch. de Toulouse & l'Arch. d'Aix : le premier avoit eu ses Bulles d'Arch. avant l'autre, & celui-ci étoit plus anciennement sacré : il y eut une Commission nommée pour examiner le différend : l'Arch. d'Aix ayant cédé le rang, les Commissaires s'abstinrent de faire le rapport. T. VI, p. 90, 91.

Rang pour les Archevêques.

Pour prévenir de semblables contestations, il est dit, par l'art. 19 du Règlement de 1715, que le rang des Archevêques sera réglé suivant le temps de leur promotion à l'Archépiscopat ; en sorte que le plus ancien Archevêque précèdera ceux qui ne l'auront été que postérieurement à lui, conformément à l'usage & aux anciens Règlements. T. VI, P. J. p. 489. *Voyez* Préface, §. I, n°. VI.

7°. Le Règlement de 1715, art. 15, porte, que les séances commenceront, le matin, à huit heures & demie, au plus tard, par une Messe basse, & finiront à onze heures & demie, pour le plutôt ; & l'après-midi, elles commen-

Heures de séance.

Mrs. du se-
chaque Dé-
e Prêlat dé-
e chaises à
ue Assemb.
es Evêchés,
, ont place
at en man-
é. T. V, p.

ond Ordre
e cours de
place dans
ntinuité
678, 897.

ment ob-
er que les
les Procur-
tignité des
des Provin-
e Ass.

ette Décla-
Règlement
rangs, pla-
uscriptions
nt des Ass.
ue des Gé-
n préjudice
prétentions
èques, des
sans qu'il
protestation
P. J. p. 489.
s'éleva un
l'Arch. de
le premier
vant l'autre,
nement fa-
n nommée
l'Arch. de
es Commis-
le rapport,

bies contes-
19 du Ré-
ang des Ar-
nt le temps
épiscopat;
Archevêque
ont été que
formément
Règlements.
Préséance,

15, art. 15.
menceront,
demie, au
asse, & fini-
ie, pour le
es commen-

Range & qu-
liés ne s'ajou-
cient, ni à la di-
gnité des Sieg-
ni aux prétentions
des Provi. ecc.

Range pour la
Archevêque.

Heure de
l'anon.

ceront à trois heures, & finiront à cinq heures & demie. Le plus ancien Prêlat qui se trouvera dans l'Ass. à l'heure qu'il faudra commencer à travailler, y présidera, en l'absence des Présidents, & l'on dira, le matin & l'après-midi, la Prière du S. Esprit, avant de commencer les séances. T. VI, P. J. p. 488.

jour de repos.

8°. En l'Ass. de 1660, le Promoteur remontre, qu'aux autres Ass., on avoit toujours pris les après-dînées du Jeudi & du Samedi, pour se reposer. Il demande de quelle sorte la Compagnie souhaite qu'on en use à l'avenir. Il fut arrêté, qu'au lieu qu'on avoit accoutumé de ne point entrer les Jedis & les après-dînées du Samedi, on prendroit désormais le Samedi tout entier. T. IV, p. 473.

IV. *Députations des Provinces : leurs Procurations ; difficultés, contestations & oppositions sur icelles. Députés subrogés & agréés. Prêlat Diocésain invité. Prélats du dehors appelés en certaines affaires.*

Voyez Députés.

V. *Présidents & Officiers des Ass. Serment & secret qui y est prêté & observé. Réception des Agents. Lecture des Réglements. Lettres d'Etat accordées à ceux des Députés qui en demandent.*

1°. Sur le choix des Présidents & ce qui les concerne en cette qualité. *Voyez Présidents.*

2°. Sur les Officiers de l'Ass., qui sont les Promoteurs & les Secrétaires, leur élection, leurs fonctions, leurs gratifications, &c. *Voyez Promoteurs des Assemblées.*

3°. Sur le serment prêté par tous les Députés des Ass., & le secret des délibérations. *Voyez Serment.*

4°. Quant à la lecture des Réglements dans les Assemb. *Voyez Réglements, §. II.*

5°. A l'égard des Lettres d'Etat que les Ass. demandent pour ceux des Députés qui en ont besoin. *Voyez Lettres d'Etat.*

6°. Sur la réception des Agents. *Voyez Agents, §. II.*

VI. *Bureaux & Commissions des Assemblées.*

Voyez Commissions.

VII. *Ordre & formalités que gardent les Assemb. dans leurs délibérations. Anciens & nouveaux Réglements à ce sujet. Délibérations en matière de Doctrine.*

1°. Cet ordre & ces formalités ont été prescrits par d'anciens Réglements, que voici selon l'ordre des dates.

Anciens Réglements.

Dans l'Ass. de Melun, en 1579, sur la requisition des Promoteurs, il fut arrêté, 1°. que les Mémoires des choses que l'on aura à proposer, seront mis entre les mains des Promoteurs, au jugement & discrétion desquels il sera de les proposer, ou de les taire; sauf qu'il sera en la liberté de ceux qui les auront donnés, de les proposer eux-mêmes, si bon leur semble.... 2°. Que les Arrêts & Ordonnances qui seront faits chaque jour en l'Ass., & retenus par les Secrétaires, seront lus avant toutes choses en l'Assemb. suivante.... 3°. Que toutes les affaires sur lesquelles on aura à délibérer, seront mises en avant & proposées par les Promoteurs, d'une Ass. à l'autre.... 4°. Que dans les affaires de peu d'importance, il sera opiné de vive voix, & dans les autres on pourra le faire par écrit.... 5°. Que les registres des Ass. ne seront point chargés des opinions d'un chacun; mais seulement des résolutions prises à la pluralité, sinon dans le cas que quelque Province, ou quelque Particulier requiert que son opinion fût écrite & reçue par les Secrétaires.... 6°. Qu'il sera mis à la porte de l'Ass. un Hui-tier pour ouvrir & fermer, lorsque besoin sera, & empêcher d'en approcher de si près qu'on puisse entendre.... 7°. Que la manière d'opiner par Provinces, & non par têtes, sera continuée, sans préjudice des droits des Provinces; qu'on opinera suivant l'ordre d'un Billet, ou Mémoire, mis entre les mains d'un Secrétaire, toutefois *ordine inverso*; que personne n'opinera qu'il ne soit appelé. T. I, p. 119, 120.

L'Ass. de 1585 a renouvelé les mêmes Réglements, auxquels elle a ajouté, que, survenant opposition, ou protestation d'une Province, ou d'un Diocèse, il sera opiné & jugé par l'Ass., si elle doit être insérée au Procès-verbal, avant qu'il en soit rien écrit par les Se-

crétaires... Qu'aucun des Députés ne pourra s'absenter de la Ville sans congé de la Compagnie, ni manquer aux heures de l'Ass. sans légitime cause, & qu'il ne s'y trouve quelqu'un de sa Province. T. I, p. 281, 282.

La même Ass. a déclaré, que l'absence des Députés de quelques Provinces ne peut empêcher la légitimité de l'Ass. T. I, p. 282.

Dans l'Ass. de 1605, il fut déclaré que chacun des Députés pourroit proposer à l'Ass. ce qu'il jugeroit à propos pour le bien public... Ordonné aussi & réglé, qu'il ne se délibéreroit sur les propositions, que si on le feroit loisible à chacun de produire les raisons qu'il auroit à dire pour ou contre la proposition. T. I, p. 715, 716.

Dans l'Ass. de 1610, M. le Cardinal de Joyeuse, Président, proposa les Réglemens suivans pour l'Ass. 1°. Que ceux qui auront à proposer quelque chose, s'adresseront au Promoteur. 2°. Que le Promoteur en communiquera au Sgr. Président, pour être donné jour & heure de faire la proposition. 3°. Que la proposition étant faite, le Président donnera audience à celui des Députés qui voudra la débattre. 4°. Ce débat se fera brièvement & sans aigreur, chacun selon son rang. 5°. Les Provinces ayant délibéré, on conclura à la pluralité, sans qu'il soit permis à personne de contester au contraire. T. II, p. 3.

En l'Ass. de 1625, le Promoteur ayant requis, que ce qui auroit été proposé, & dont le Sgr. Président auroit demandé avis à tous, n'étant contredit de pas un, demeurât pour résolu, n'étant pas nécessaire d'assembler toujours les Provinces, il fut ainsi arrêté & conclu. T. II, p. 406.

En l'Ass. de 1635, délibéré & arrêté, 1°. que dans les contestations qui se présentent à juger dans les Ass., nul ne peut se récuser que par permission de l'Ass. 2°. Que dès qu'il se trouve dans la salle le nombre de sept ou huit Provinces, avec les Agents, l'on peut commencer à vaquer aux affaires qui se présentent. 3°. Que ceux des Députés dont on traite les affaires, ne peuvent rentrer dans la salle, sans avoir au préalable, fait demander & obtenu audience, ou sans être appelé. 4°. Que ceux qui ont quelque affaire à proposer, doivent remettre les Mémoires au Promoteur. 5°. Que le Rapporteur d'une affaire pourra dire son avis particulier dans la Province. T. II, p. 656, 658, 659.

La même Ass. de 1635, aux Réglemens des précédentes Ass., en ajoute trois autres. 1°. L'Ass. étant formée, on commencera par l'audition des Agents sur les affaires qui se seront passées de leur temps, desquelles ils seront tenus de faire un rapport fidele & exact. 2°. Après ce rapport, il sera délibéré & pourvu sur les affaires, qui durant l'Ass. seront demeurées imparfaites, & ensuite sur les plaintes & Remontrances des Provinces, selon l'ordre qui en sera donné par le Président, le tout sans intermission du compte général, auquel il sera procédé toutes les après-dînées. 3°. Attendu que les affaires d'importance requierent concert & discussion avant d'être délibérées par les Provinces, a été arrêté que le Président de l'Ass. recevra les avis de ceux qui voudront parler sur icelles, tant du premier que du second Ordre, commençant d'un côté & finissant par l'autre sans distinction, ainsi qu'il avisera; un chacun exhorté de parler en son ordre, & de ne reprendre la parole sans permission. T. II, p. 777.

En l'Ass. de Mantes en 1641, délibéré qu'en l'absence du Prélat Député, le Député du second Ordre doit prononcer le suffrage de la Province, par préférence à l'Agent nommé & agrégé à la même Province. T. III, p. 15, 16.

L'Ass. de 1645 se conformant aux Réglemens faits ci-devant, à l'égard des suffrages nécessaires pour consentir ou dissenter ce qui est des dons & des impositions, ordonne qu'ils seront publiés, observés & renouvelés, si besoin est. Suivant ces Réglemens, il ne suffit pas, en fait d'impositions, que la délibération passe à la pluralité des voix; il est de plus nécessaire que le consentement du Clergé intervienne sans fraude & sans contrainte, en telle sorte qu'une seule Prov. répugnant, elle puisse empêcher la délibération. C'est ce qu'établissoit M. de Montchal, Archev. de Toulouse, par les Réglemens faits à Blois en 1577, ensuite à Paris en 1582 & 1586, & par plusieurs raisons & autorités. T. III, p. 147. P. J. p. 7.

En l'Ass. de 1650, délibération prise par Provinces, il fut arrêté, qu'il ne seroit délibéré d'aucune chose d'importance, que la séance d'après que la proposition en auroit été faite; & que trois Provinces étant d'avis de dissenter la délibération sur les affaires proposées, il y seroit déferé. T. III, p. 456.

Sur ce qui est représenté en l'Ass. de

ux Régle-
aux ajoute
ormée, on
es Agents
passées de
ont tenus
exact. 1.
élibéré &
urant l'A-
rfaite, &
montran-
dre qui en
e tout sans
al, auquel
rés-dinées.
d'impor-
discussions
es Provin-
évident de
x qui vou-
du premier
ncant d'un
ns distinc-
chacun ex-
, & de ne
mission. T.

1, délibé-
Député, le
t pronon-
e, par pré-
agréé à
15, 16.
rmant aux
, à l'égard
consentir
ons & des
se-ont pu-
lés, si be-
ents, il ne
ns, que la
des voix;
le consen-
e sans frau-
elle sorte
elle puisse
est ce qu'é-
Archev. de
nts faits à
is en 1582
ons & au-
p. 7.

ation prise
, qu'il ne
e d'impor-
que la pro-
que trois
férer la dé-
posées, il
6.
n l'Ass. de

1667, qu'il seroit nécessaire que les délibérations en matière importante, fussent signées avant qu'on levât la séance; l'Ass. prie M. le Président de les signer sur le pluriel, quand elle les juge importantes. T. IV, p. 1077.

Nouveaux Ré-
glements.

2°. Les nouveaux Réglements sur l'objet de ce paragraphe, sont ceux de l'Ass. de 1715 dans les articles suivants.

Art. 17. Le silence sera gardé dans l'Ass. par tous ceux qui y assisteront, pendant qu'on y proposera les affaires, & après la proposition, chacun des Députés pourra, avec la permission du Président, demander des éclaircissements sur ce qui aura été proposé: l'on pourra aussi, avec la même permission, dire ce que l'on croira nécessaire pour soutenir l'avis duquel on aura été, & répondre aux avis contraires, sans néanmoins qu'aucun des Députés puisse interrompre le Président quand il parlera.

Art. 18. La manière d'opiner par Provinces sera continuée: chaque Province opinera la première à son tour, pendant les deux séances de la même journée, afin de ne pas préjudicier à leurs rangs & prétentions: personne ne pourra opiner s'il n'a préalablement été appelé par le Secrétaire, & les suffrages des Provinces, en cas d'absence des Prélats, seront rapportés par celui des Députés du second Ordre, qui sera le plus avancé en Ordre, ou le plus ancien, sans s'arrêter aux rangs qui pourroient avoir été donnés par les Procurations.

Art. 19. Les Députés ne pourront opiner dans les affaires qui concerneront les demandes particulières de leurs Provinces en général.

Art. 20. Les Arrêtés, les Délibérations & les Ordonnances, pris & rendus dans ch. que séance, seront rédigés par le Secrétaire; il en sera fait lecture, & le Procès-verbal sera signé dans la séance suivante.

Art. 21. Ceux qui auront à proposer quelques affaires, s'adresseront aux Présidents, & les Promoteurs feront les propositions: pourront néanmoins les Députés faire celles dont ils auront été chargés, même celles qu'ils croiront utiles au bien public du Clergé, & ajouter ce qu'ils jugeront à propos aux propositions qui auront été faites par le Promoteur.

Art. 22. Les Députés qui seront interpellés personnellement dans les propositions qui auront été faites, seront tenus de se retirer avant qu'on délibère, sans pouvoir rentrer dans l'Ass., pen-

dant qu'on délibérera, sans en avoir la permission.

Art. 23. Si les Provinces sont de plus de deux avis, celles qui se trouveront en moindre nombre d'un même avis, seront obligées à se réduire à tel des autres avis qu'elles croiront plus raisonnable, en sorte que tous les avis soient réduits à deux seulement, pour éviter les partages: & en cas de partage, ou qu'il y eût plusieurs Provinces absentes, la délibération sera remise à un autre jour, auquel elle sera de nouveau proposée, & les Provinces opineront de nouveau.

Art. 24. Lorsque l'Ass. délibérera pour donner quelques sommes d'argent pour pensions, gratifications & autres dépenses de pareille nature, s'il se trouve diversité d'avis, & si ceux qui seront de sentiment de donner la plus forte somme, ne sont pas la pluralité des suffrages, c'est-à-dire, plus de deux tiers des voix, dont l'Ass. se trouvera composée, ils seront tenus de revenir à l'avis de ceux qui auront opiné à donner de moindres sommes, jusqu'à ce que tous ces suffrages fassent ensemble plus des deux tiers des voix, & s'il y avoit partage, il sera vuide par le Président.

Art. 25. Aucun Député ne pourra demander de faire opiner de nouveau sur une proposition sur laquelle il y aura eu une délibération prise, si ce n'est que cela fût jugé nécessaire par l'Ass., pour le bien du Clergé, ou que la délibération eût été prise dans un temps auquel il se seroit trouvé un petit nombre de Députés, & non autrement: les Présidents sont exhortés de l'empêcher dans tous les autres cas, & il est enjoint aux Promoteurs de s'y opposer.

Art. 26. Les délibérations prises dans les Ass. seront valables, pourvu qu'il y ait un ou plusieurs Députés de dix Provinces différentes, & les absents seront tenus de se conformer à ce qui aura été décidé par les présents.

Art. 27. Les Prélats & autres Députés qui auront été choisis pour Arbitres sur des différends survenus entre des Députés, & qui n'auront pas déclaré leur jugement arbitral, demeureront Juges, & ne pourront être récusés, si les Parties ne s'accrochent pas, & si le différend est porté à l'Ass. T. VI, P. J. p. 488 & f.

3°. Dans les délibérations en matière de Doctrine, les Députés du second Ordre ont-ils voix délibérative, ou seu-

lement consultative? *Voyez* Doctrine, n°. IV.

VIII. Oppositions, aux délibérations. Audiences. Requête. Intervention. Compliments.

Oppositions.

1°. Dans l'Ass. de 1585, il fut arrêté, que, survenant opposition ou protestation d'une Province, ou d'un Diocèse, il sera opiné & jugé par l'Ass., si elle doit être insérée au Procès-verb., avant qu'il en soit rien écrit par les Secrétaires. T. I, p. 181, 182.

L'Ass. de 1605, délibération prise par Provinces, arrête & juge, que sur les propositions qui se feront, & sur les résolutions, il sera permis à une ou à plusieurs Provinces en Corps, de protester & de s'opposer; que lesdites protestations & oppositions seront enrégistrées au Procès-Verbal, sans toutefois en délivrer acte, & sans retardation de l'exécution de ce qui aura été jugé, ni que pour ce, puissent les Opposants se pourvoir ailleurs qu'en ladite Ass., pour le Jugement de leur opposition. T. I, p. 716.

Dans l'Ass. de Mantres, en 1641, il y eut une délibération du 15 Mai, portant refus d'imposer sur le Clergé une somme de 700000 liv. : il y eut une opposition en forme, faite par quelques Députés, contre cette délibération & la signature d'icelle. L'Ass. suivante de 1645 désapprouva & condamna telle procédure comme inouïe & injurieuse au Clergé, & à ce sujet, elle établit, pour Règlement inviolable, que, désormais telles oppositions ne pourront être reçues; & si, à l'avenir, aucun Député des Ass. s'oublie tellement qu'il en fasse de pareilles, il sera déclaré indigne de toutes députations en toutes Assemblées. T. III, p. 153.

L'art. 6 du Règlement de 1715, porte, que ceux des Députés, à la nomination desquels il y aura des oppositions, ou dont la validité des Procurations sera contestée, ne pourront être présents aux Ass., qu'après le Jugement desdites oppositions & contestations, lors duquel les Députés de la même Province ne pourront opiner, non plus que ceux des autres Provinces qui pourront avoir un intérêt pareil. T. VI, p. Just. p. 487.

Audiences.

2°. En l'Ass. de 1635, à l'occasion de la venue inopinée de l'Archevêque de Rouen, qui interrompit une délibération, il fut arrêté qu'il ne seroit plus

accordé aucune audience, qu'elle n'eût été demandée le jour précédent, excepté à ceux qui viendroient de la part du Roi. T. II, p. 659.

L'art. 25 du Règlement de 1715, porte, qu'il ne sera accordé aucune audience par l'Ass., qu'elle n'ait été préalablement demandée, & elle sera indiquée à tel jour qu'elle jugera à propos; mais ceux qui viendront de la part du Roi, seront aussitôt admis dans l'Ass. T. VI, p. J. p. 489.

3°. En l'Ass. de 1610, M. le Cardinal de Joyeuse représenta, que, pour abréger les affaires de l'Ass., il seroit à propos d'y vaquer séparément par des Commissaires nommés : la proposition fut agréée, & ordonnée, que, conformément à l'avis desdits Commissaires, le Secrétaire répondroit les Requêtes, & que les Ordonnances seroient insérées au Procès-verbal. T. II, p. 18, 19.

En l'Ass. de 1655, il fut ordonné de n'opiner à l'avenir sur aucune Requête qui ne soit signée. T. IV, p. 27.

4°. Il a été réglé, par l'Ass. de 1615, que, pour éviter les grandes dépenses que les interventions avoient causées au Clergé, les frais & dépens seroient portés par les Parties qui auroient requis l'intervention. T. II, p. 275. *Voyez* Agents, §. IV, n°. II.

5°. En l'Ass. de 1675, M. l'Arch. de Vienne ayant remercié M. le Président, Archev. de Paris, ce Prélat répondit, que les compliments & remerciements avoient été défendus par les délibérations des Ass. précédentes, & qu'il prioit la Compagnie de les retrancher à l'avenir. T. V, p. 175.

IX. Cérémonial des Ass. observé,

1°. dans le lieu ordinaire des Ass. & les personnes qui les composent; 2°. tant dedans que dehors de l'Ass., à l'égard de ceux du dehors; 3°. dans les Eglises, pour la Messe du S. Esprit, les Te Deum & autres Prières publiques, les Services funebres, &c.

Voyez Cérémonial.

X. Choix du Receveur-Général du Clergé. Contrats passés avec lui. Reddition de ses comptes.

Voyez Receveur-Général. Comptes.

Requêtes.

Interventions.

Compliments & remerciements.

qu'elle n'eût
ent, excepté
de la part du

et de 1715,
de aucune au-
ait été préa-
lle sera indi-
ra à propos;
de la part du
dans l'Ass.

le Cardinal
, pour abrégé-
eroit à prop-
ar des Com-
position fut
informément
es, le Secrè-
tes, & que
insérées au
, 19.

ordonné de
ne Requête
p. 27.

Ass. de 1615,
des dépenses
ient causées
ens seroient
auroient re-
175. Voyez

M. l'Arch. de
d. le Prési-
e Prélat ré-
& remer-
endus par les
écédentes,
e de les re-
175.

T. observé,
ire des Ass.
es compo-
que dehors
de ceux du
glises, pour
ui, les Te-
rés publi-
ebres, &c.

Général du
s avec lui.
tes.

Comptes.

Requies.

Intervention.

Compliments à
remerciements.

XI. Pouvoir & Jurisdiction des Assemblées-Générales.

1°. On estime que les Régle-
ments émanés des Chambres Ecclésiasti-
ques des Etats du Royaume, ne sont
pas reçus dans le Clergé, pour la disci-
pline ecclésiastique & la police de ses
Assemblées, comme ayant la même au-
torité, que ce qui est réglé dans ses Ass.
composées des Députés des Provinces
Ecclésiastiq. *Mém. du Clergé*, T. VIII,
p. 411, 418.

2°. On fait une question, si rou-
tes les Assemb. où le Clergé seul est as-
semblé, tant celles qu'on appelle du
Contrat, & qui sont plus nombreuses,
que celles qu'on appelle des comptes, &
qui le sont moins, ont une autorité éga-
le; & si elles peuvent également faire
des Réglemens; & si les petites peuvent
ne point se conformer à ceux qui ont
été faits par les grandes?

L'Ass. de 1615, art. 16 de son Régle-
ment, & celle de 1645, art. 6, ont li-
mité le pouvoir des petites Assemb.,
qu'on appelle Assemblées des comptes.
Mém. T. VIII, p. 42, 81, 426.

Le Règlement de 1715, au titre du
Rec. Gén., art. premier, le limite aussi
à l'égard de la nomination ou destitu-
tion du Recev. Gén. *Voyez* Receveur-
Général, §. II, n°. IV.

Le même Règlement, au tit. 3, art. 2,
le limite aussi par rapport au change-
ment à faire dans les Réglemens du
Clergé. *Voyez* Réglemens, §. I.

3°. L'usage y est contraire. On re-
connoît, dans ces deux sortes d'Ass.,
une égale autorité; elles ne diffèrent
que par le nombre des Députés des Pro-
vinces. *Mém. T. VIII*, p. 426 & f.

4°. Le pouvoir des Ass. extraordina-
ires, quoique générales, a été limité en
certains cas. Il fut arrêté, dans l'Ass.
de 1745, que nulle pension ne seroit
accordée que par les Assemb. ordinaires
qui se tiennent de cinq ans en cinq ans.
T. VII, p. 2092.

5°. Les seules Assemb. Génér. sont
en droit d'accorder des levées de den-
niers, de rendre des Ordonnances pé-
cuniaires, d'ordonner des Impressions
de Livres, &c. *Voyez* Assemblées des
Prélats, §. II, n°. III.

6°. Les Assemb. Gén. ont le pouvoir
de régler le nombre des Députés des
Provinces, & de juger de la validité de
leurs Procurations. *Voyez* Députés, §.
II, n°. I.

7°. Elles sont compétentes & fondées

en Jurisdiction, pour connoître des dis-
férends qui s'élèvent sur le fait des dé-
cimes. Le Chapitre de S. Martin de
Tours, ayant voulu contester cette au-
torité à l'Ass. de 1650, elle fit voir
qu'elle étoit fondée en Jurisdiction, par
une Déclaration du Roi, vérifiée au
Parlement; qu'il y avoit eu des Lettres-
Patentes en l'année 1606, vérifiées au
Parlement de Rouen, portant que,
quand il y auroit différend entre les
Provinces de ressort à ressort, elles con-
viendroient ensemble d'une pour les ju-
ger, si mieux elles n'aimoient attendre
la tenue de la prochaine Assemb.; qu'en
l'année 1617, il y avoit eu pareilles Let-
tres expédiées, sous le contre-scel de
quelles celles de 1606 avoient été atta-
chées, lesquelles avoient été vérifiées
au Parlement de Paris. *T. III*, p. 560,
561. *Infrà*, n°. XII.

Il est porté, par les Edits de création
des Bureaux Généraux, ou Chambres
Supérieures des décimes, qu'il y avoit
contestation de ressort entre les Cham-
bres des décimes, les Parties qui ont
des différends sur matière de leur com-
pétence, pourront se pourvoir aux Ass.
Gén. pour y être jugées. *Mém. T. VIII*,
p. 225, 226.

7°. Les Bénéficiers, les Eglises & les
Diocèses, sont obligés de se conformer
aux Ordonnances des Assemb. Gén.,
touchant les impositions & levées de
deniers portées par ces Assemb. C'est la
disposition de l'art. 4, chap. 2, du Ré-
glement de 1715. *T. VI*, P. J. p. 492.

8°. Les Ass. Gén. peuvent examiner
si, dans l'arrêté des comptes, les Régle-
ments ont été observés. *Art. 1 du Ré-
glement de 1715. Ibid.*

9°. Les contrats avec le Receveur,
& ceux pour le paiement des rentes
prétendues assignées sur le Clergé, ne
seront passés que dans les Assemb. dans
lesquelles il y aura quatre Députés de
chaque Province, & lesdits contrats
seront lus dans l'Ass. *Art. 2, chap. 2,
du Règlement de 1715. Ibid.*

10°. On a proposé dans différentes
Assemb., s'il convient & s'il est en leur
pouvoir, d'inviter d'y assister les Evêques
& autres personnes distinguées par leur
mérite, qui n'y sont point députés des
Provinces, & de leur donner voix &
suffrage.

Plusieurs Ass. se croyant obligées de
censurer de mauvais livres, ont invité
les Evêques pour en délibérer: mais il
ne faut pas confondre, avec la ques-
tion présente, ces invitations des Evê.

Dépôts agréés.

ques aux Censures Doctrinales. *Mém. du Clergé*. T. VIII, p. 415. *Voyez* Censures Doctrinales.

Quant aux autres matières qui se traitent dans les Ass., quelques Assemb., & même des plus célèbres, ont cru qu'on ne devoit admettre pour donner leur suffrage, que les Députés des Provinces. La Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614 en a fait un article exprès dans son Règlement; c'est l'art. 11: elle n'excepte que l'Evêque Diocésain du lieu de l'Ass. T. II, p. 103.

L'Ass. de 1618 a renouvelé le même Règlement. T. II, p. 139.

L'Ass. de 1614 n'avoit cependant pas observé son Règlement: elle agréa, à l'exemple de plusieurs autres, plusieurs personnes aux députations des Provinces.

On a aussi dans les Assemb. suivantes des exemples de Prélats non Députés, invités & priés de venir aux Assemb., quand il s'agissoit de délibérer, non-seulement sur des affaires de Doctrine, mais encore sur d'autres affaires importantes. L'Ass. de 1615 en a usé ainsi au sujet des entreprises des Jésuites de Quimper & de Dol, contre l'autorité épiscopale, dans la confection du Règlement des Réguliers, au sujet aussi de quelques Arrêts du Parlement. T. II, p. 103, 111, 117. P. J. p. 115. *Voyez* Députés, §. III.

11°. Le pouvoir de nommer des Députés pour les Commissions particulières, n'appartient point au Président de l'Ass., mais aux seules Ass. *Voyez* Présidents, §. II, n°. II.

11°. Les Assemblées du Clergé, ou le Clergé en Corps, peut-il déléguer au Pape, & lui envoyer des Députés? L'Ass. de 1585, au sujet des aliénations des biens d'Eglise & du Don accordé au Roi, crut pouvoir le faire: elle choisit M. l'Evêque de Noyon, & l'associa à M. l'Evêq. de Paris, que S. M. envoyoit à Rome en son nom. Le Roi désapprouva fort l'entreprise de l'Ass., disant, que lui seul pouvoit envoyer Ambassadeur ou Délégué vers Sa Sainteté & autres Princes. L'Ass. fit voir que ce n'étoit pas chose nouvelle que le Clergé envoyât au Pape; qu'en on avoit un exemple tout récent du Roi même; que cet exemple n'étoit pas le seul; qu'on en avoit dès le temps de la guerre des Albigeois: autre exemple sous Louis XII, en 1515: autre sous Léon X, au Concile de Pise. T. I, p. 301 & suiv.

13°. A l'occasion d'une Lettre écrite

à l'Ass. de 1635, par le Canton de Fribourg, M. l'Arch. de Narbonne représenta à la Compagnie, que l'ordre étoit d'envoyer au Roi, par respect; les Lettres qui viennent des Princes étrangers, sans les ouvrir. La Compagnie résolut unanimement d'en user de même en cette occasion; ce que la Cour trouva très-convenable, n'étant permis à aucun Sujet du Roi, tant en Corps, qu'en particulier, de recevoir des Lettres des Princes étrangers, sans le consentement & l'ordre de S. M. T. IV, p. 410.

14°. Les Ass. Gén., & même celles des comtes, ont toute l'autorité nécessaire pour recevoir la démission du Receveur-Gén., & en établir un autre. Le Règlement de 1715 met une limitation à ce pouvoir, par rapport aux Ass. des comtes. *Voyez* Receveur-Général, §. II, n°. IV.

Elles ont aussi toute l'autorité nécessaire pour faire exécuter leurs Ordonnances, en ce qui regarde les comtes du Receveur, & tout ce qui peut en dépendre. *Voyez* Comptes, §. I, n°. I.

15°. On reconnoît, dans les Assemb. Gén., le pouvoir de prononcer en matière de Doctrine, & de faire des Censures Doctrinales.

Dans l'Ass. de 1700, M. l'Arch. d'Auch s'explique, sur ce qu'il avoit avancé dans une séance précédente, touchant le pouvoir des Assemb. en matière de Censures Doctrinales, & qui avoit été rendu à Versailles dans un sens différent du sien, qui a toujours été de reconnoître dans les Ass. ce pouvoir; & il prie la Compagnie de faire insérer dans le Procès-verbal cette saine déclaration. T. VI, p. 478, 479.

La question s'est présentée à examiner, dans l'Ass. de 1775, à l'occasion de la protestation faite par M. l'Evêq. d'Alais, contre tout ce qui pourroit être fait par l'Ass. contre sa personne & contre son Ordonnance du 16 Avril 1764, au sujet du Livre des Assertions. Cette affaire avoit été l'objet d'un Rapport fait par M. l'Arch. de Toulouse, & d'une délibération de l'Assemblée, sur quoi. *Voyez* Alais, n°. III.

L'Ass. avoit chargé M. les Evêques de Nevers & de Mâcon, de dresser un Mémoire pour prouver la compétence des Assemb. du Clergé dans les affaires spirituelles, & l'usage dans lequel elles ont toujours été d'en connoître. Le Mémoire dressé en conséquence y avoit été lu & approuvé. L'Ass. avoit en même temps arrêté, qu'il seroit présenté au Roi,

Roi, à M. le Dauphin & à tous les Membres du Conseil des Dépêches, & qu'il seroit inféré au Procès-verbal. T. VIII, p. 1382. *Le Mémoire*, P. J. p. 433 & suiv.

Une autre occasion du Mémoire avoit été l'Arrêt du Parlement de Paris du 4 Septemb. 1765, qui déclare les *Actes de l'Assemb. de 1763 nuls, comme faits incompétamment par aucuns Evêques de France, & autres Ecclesiastiques, comme excédant les pouvoirs d'Assemblées purement économiques.*

L'objet du Mémoire est de prouver le droit & la possession où sont les Ass. du Clergé de régler les matieres spirituelles. 1°. C'est un principe reconnu, que le droit d'enseigner que les Evêques tiennent de Jésus-Christ, est un droit attaché à leur caractère & inséparable de leurs personnes : lorsqu'ils se trouvent réunis, ils ne perdent point ce droit, qu'ils ont chacun en particulier ; leur réunion donne même une nouvelle force à leurs instructions. Il est donc certain, qu'en supposant même que l'objet de la convocation des Ass. soit purement temporel, les Evêques qui les composent, sont en droit de traiter en commun les matieres de Religion : aussi voyons-nous dans les fastes de l'Eglise, des Evêques rassemblés, ou par le hasard, ou pour différentes raisons, se former en Concile, suivant que l'exigeoient les besoins de leurs Eglises.

Mais ce droit inaliénable & imprescriptible dont chaque Evêque est revêtu, loin d'être affoibli, lorsqu'il entre dans une Assemb. du Clergé, est confirmé, & s'il est possible, fortifié par le titre même qui l'y appelle. C'est en vertu des Procurations des Assemb. Provinciales, que les Députés siegent à l'Ass. Générale. Or ces Procurations, dont les modeles ont été dressés par les Ass. du Clergé, & approuvés par les Rois, autorisent les Députés à traiter les affaires, tant spirituelles que temporelles.

2°. Les Assemblées ont un titre incontestable, dans la possession où elles sont de prononcer sur les causes de Religion, Discipline, Morale, Dogme, tout ce qu'il y a de plus spirituel. Avant d'entrer dans l'examen des faits, on observe qu'il n'est aucune des décisions des Ass. sur les objets spirituels, pour laquelle elles aient cru devoir s'autoriser de la permission du Souverain : elles ont toujours regardé ce pouvoir comme leur appartenant de plein droit.

Table de la Coll. des P. V.

La premiere Ass. qui se tint dans le Clergé, séparément des autres Ordres de la Nation, fut celle de Poissi. Le Parlement de Paris, lui-même, avoit renvoyé à cette Assemb., par son Arrêt du 22 Fév. 1561, les Jésuites, pour l'approbation de leur Ordre, & ils y furent effectivement reçus, sous certaines conditions.

Combien de Réglemens sur la discipline & sur la réformation, ne nous fournit pas l'Ass. de Melun, en 1579, qui, dans sa Harangue au Roi, se qualifioit de *Représentant de l'Eglise Francoise* ?

L'Ass. de 1585-1586, qui suivit de près celle de Melun, ouvrit ses séances par délibérer, si on commenceroit par le spirituel ou par le temporel : elle confirma le Règlement de Melun, sur les Confidentiaires : elle ordonna aux Diocèses de le publier dans leurs Synodes, & d'en mettre un article exprès au Manuel des Curés, pour le faire publier au Prône.

Depuis ces époques, il ne s'est tenu aucune Assemblée qui n'ait traité des affaires de Religion. Nous avons des Décisions & des Réglemens des Ass. sur presque tous les points de discipline ecclésiastique : elles ont toujours été consultées par les Rois, sur l'établissement des Ordres Religieux. La Réformation de l'Ordre de saint Benoît fut renvoyée à celle de 1605 ; & les Religieux de cet Ordre s'adressèrent à celle de 1625, pour qu'il lui plût d'autoriser une regle de vie plus modérée. L'Ass. de 1605 fut encore consultée sur l'établissement des Récollets dans le Royaume. On peut voir au mot *Doctrinaires* ce que plusieurs Ass. ont délibéré sur l'état des Prêtres de cette Congrégation.

Le Règlement fait dans la même Ass. de 1625, & confirmé dans celle de 1635 & 1645, sur les pouvoirs des Réguliers, a souvent été cité au Parlement, & a servi de motif à une infinité d'Arrêts.

Sur les Ecclesiastiques Séculars, nous avons aussi plusieurs Réglemens des Ass. de 1595, 1605, 1625 & autres.

Les Evêques même ont été soumis aux délibérations des Ass. du Clergé. Voyez là-dessus Evêques, §. IX.

L'administration des Sacraments a toujours été l'objet de la compétence des Assemb. : celle de 1635 fut consultée sur la validité des mariages des Princes du Sang, faits sans le consentement de S. M. : celle de 1650 envoya dans

Roi, à M. le Dauphin & à tous les Membres du Conseil des Dépêches, & qu'il seroit inféré au Procès-verbal. T. VIII, p. 1381. *Le Mémoire*, P. J. p. 435 & suiv.

Une autre occasion du Mémoire avoit été l'Arrêt du Parlement de Paris du 4 Septemb. 1765, qui déclare les *Actes de l'Assemb. de 1763 nuls, comme faits incompetemment par aucuns Evêques de France, & autres Ecclesiastiques, comme excédant les pouvoirs d'Assemblées purement économiques.*

L'objet du Mémoire est de prouver le droit & la possession où sont les Ass. du Clergé de régler les matieres spirituelles. 1°. C'est un principe reconnu, que le droit d'enseigner que les Evêques tiennent de Jésus-Christ, est un droit attaché à leur caractère & inséparable de leurs personnes : lorsqu'ils se trouvent réunis, ils ne perdent point ce droit, qu'ils ont chacun en particulier ; leur réunion donne même une nouvelle force à leurs instructions. Il est donc certain, qu'en supposant même que l'objet de la convocation des Ass. soit purement temporel, les Evêques qui les composent, sont en droit de traiter en commun les matieres de Religion : aussi voyons-nous dans les fastes de l'Eglise, des Evêques rassemblés, ou par le hasard, ou pour différentes raisons, se former en Concile, suivant que l'exigeoient les besoins de leurs Eglises.

Mais ce droit inaliénable & imprescriptible dont chaque Evêque est revêtu, loin d'être affoibli, lorsqu'il entre dans une Assemb. du Clergé, est confirmé, & s'il est possible, fortifié par le titre même qui l'y appelle. C'est en vertu des Procurations des Assemb. Provinciales, que les Députés siègent à l'Ass. Générale. Or ces Procurations, dont les modeles ont été dressés par les Ass. du Clergé, & approuvés par les Rois, autorisent les Députés à traiter les affaires, tant spirituelles que temporelles.

2°. Les Assemblées ont un titre incontestable, dans la possession où elles sont de prononcer sur les causes de Religion, Discipline, Morale, Dogme, tout ce qu'il y a de plus spirituel. Avant d'entrer dans l'examen des faits, on observe qu'il n'est aucune des décisions des Ass. sur les objets spirituels, pour laquelle elles aient cru devoir s'autoriser de la permission du Souverain : elles ont toujours regardé ce pouvoir com-

La premiere Ass. qui se tint dans le Clergé, séparément des autres Ordres de la Nation, fut celle de Poissy. Le Parlement de Paris, lui-même, avoit renvoyé à cette Assemb., par son Arrêt du 22 Fév. 1561, les Jésuites, pour l'approbation de leur Ordre, & ils y furent effectivement reçus, sous certaines conditions.

Combien de Réglemens sur la discipline & sur la réformation, ne nous fournit pas l'Ass. de Melun, en 1579, qui, dans sa Harangue au Roi, se qualifioit de *Représentant de l'Eglise Francoise* ?

L'Ass. de 1585-1586, qui suivit de près celle de Melun, ouvrit ses séances par délibérer, si on commenceroit par le spirituel ou par le temporel : elle confirma le Règlement de Melun, sur les Confidentiaries : elle ordonna aux Diocèses de le publier dans leurs Synodes, & d'en mettre un article exprès au Manuel des Curés, pour le faire publier au Prône.

Depuis ces époques, il ne s'est tenu aucune Assemblée qui n'ait traité des affaires de Religion. Nous avons des Décisions & des Réglemens des Ass. sur presque tous les points de discipline ecclésiastique : elles ont toujours été consultées par les Rois, sur l'établissement des Ordres Religieux. La Réformation de l'Ordre de saint Benoît fut renvoyée à celle de 1605 ; & les Religieux de cet Ordre s'adressèrent à celle de 1625, pour qu'il lui plût d'autoriser une regle de vie plus modérée. L'Ass. de 1605 fut encore consultée sur l'établissement des Recollets dans le Royaume. On peut voir au mot *Doctrinaires* ce que plusieurs Ass. ont délibéré sur l'état des Prêtres de cette Congrégation.

Le Règlement fait dans la même Ass. de 1625, & confirmé dans celle de 1635 & 1645, sur les pouvoirs des Réguliers, a souvent été cité au Parlement, & a servi de motif à une infinité d'Arrêts.

Sur les Ecclesiastiques Séculiers, nous avons aussi plusieurs Réglemens des Ass. de 1595, 1605, 1625 & autres.

Les Evêques même ont été soumis aux délibérations des Ass. du Clergé. Voyez là-dessus Evêques, §. IX.

L'administration des Sacraments a toujours été l'objet de la compétence des Assemb. : celle de 1635 fut consultée sur la validité des mariages des Princes du Sang, faits sans le consentement de S. M. celle de 1660 envoya dans

tous les Diocèses un Formulaire d'approbation pour les Confesseurs.

Enfin, il n'est pas un seul point de la discipline ecclésiastique sur lequel on ne trouve des décisions émanées des Ass. du Clergé.

Le dépôt de la Morale est aussi un objet sur lequel les Ass. se sont toujours cru en droit de veiller. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur cette multitude de censures, dont elles ont stérili les propositions capables de corrompre les Peuples. Voyez Censures Doctrinales.

Enfin, les Ass. ont toujours été reconnues compétentes dans leur enseignement sur la Doctrine.

Il seroit trop long de rapporter tout ce qui a été fait dans ces Ass., au sujet des Protestants. Tant que le Calvinisme a existé dans l'Etat, les Ass. n'ont cessé de le combattre, soit par des censures, soit par des articles & des professions de Foi.

Dans l'affaire du Jansénisme, toutes les Bulles des Papes ont été envoyées aux Ass. du Clergé, & elles ont dressé, pour l'acceptation de ces Bulles, les Formulaires, qui ont été munis de Lettres-Patentes enregistrées dans les Parlements.

La Constitution d'Innocent XII, qui termina l'affaire du Livre des *Maximes des Saints*, fut adoptée par les Ass. Provinciales. Si elles eurent ce pouvoir, comment pourroit-on le refuser aux Générales?

Les censures sur la Doctrine sont aussi très-communes dans les Procès-verbaux. La censure des Ouvrages publiés en faveur des Réguliers d'Angers, est sur-tout remarquable. Ils ne se soumirent point au Jugement de l'Ass. de 1635 : ils publièrent même trois Libelles diffamatoires contre l'Assemb., qu'ils nommerent politique & privée de tout pouvoir de censurer; comme si, disoient les Evêques de cette Assemb., nous n'étions pas assemblés aussi-bien pour traiter des affaires spirituelles que des temporelles; comme si notre caractère, qui nous rend Juges de la Doctrine, nous abandonnoit en entrant dans l'Ass., &c. Voyez Censures Doctrinales.

16°. Les Réglements des Assemb. Générales, sur tout ce qui a rapport à l'administration temporelle du Clergé, ont force & autorité à l'égard des Chambres Supérieures Ecclésiastiques, sans qu'il intervienne des Lettres-Patentes à cet effet, adressées auxdites

Chambres. Voyez Départements, §. III, n°. IV.

XII. Affaires renvoyées par le Conseil aux Assemblées-Gén., pour y être jugées, ou pour en avoir l'avis, ou dont elles ont demandé le renvoi.

1°. Quant aux affaires renvoyées aux Assemb. pour y être jugées, ou dont le renvoi a été demandé, les voici indiquées suivant l'ordre de leurs dates.

En l'Ass. de 1612, instance entre le Receveur alternatif du Diocèse d'Angers & le Receveur Provincial des décimes en Poitou, renvoyée, par Arrêt du Conseil, en la présente Ass., qui, occupée d'autres affaires, supplia S. M. de renvoyer les Parties pardevant le Bureau établi à Paris, pour y être fait droit. T. II, p. 47.

En l'Ass. de 1625, M. le Chancelier renvoya la Requête de l'Evêque de Périgueux, par laquelle il supplioit S. M. de lui être permis d'imposer sur tout son Diocèse, les sommes dues & liquidées par divers Arrêts, au Receveur Provincial. Il fut conclu n'y avoir lieu d'accorder le consentement par écrit, ne paroissant point par écrit du renvoi fait à l'Ass. T. II, p. 530, 531.

Procès entre le Syndic du Diocèse de Tarbes & le Receveur des décimes du même Diocèse, contre divers Ecclésiastiques, renvoyé à l'Ass. de 1625, & jugé suivant les formes du Palais. T. II, p. 550 & suiv.

Arrêt du Conseil d'Etat, du 28 Juin 1625, qui renvoie les différends mus audit Conseil, & à mouvoir, sur les Procurations & députations des Provinces, à l'Ass. Gén. du Clergé, nonobstant les Arrêts des 14 & 28 Mai 1625. *Mém. du Clergé*. T. VIII, p. 241.

Procès des Feuillants du Fauxbourg Saint-Honoré de Paris, contre le Promoteur de l'Archevêché & Diocèse de Paris, à cause de la surtaxe sur les décimes de l'Abbaye du Val, unie à leur Monastère, renvoyé à l'Ass. de 1635. T. II, p. 817.

La même Ass. demande le renvoi d'un différend pendant au Conseil, entre l'Evêq. de Périgueux, les Députés de son Clergé & le Receveur des décimes, pour le compte de quelque levée de deniers, faite par autorité du Conseil, dans ledit Diocèse. T. II, p. 822.

L'Arrêt du Conseil-Privé, du 29 Sept. 1634, ordonne, que, pour les

Affaires renvoyées pour être jugées, ou dont le renvoi a été demandé.

1612.

1625.

1625.

1625.

1635.

1635.

1635.

radiations faites par le Recev. Génér. du Clergé, dans les comptes des Receveurs particuliers, les Parties se pourvoiront en la prochaine Assembl. Gén. *Mém. T. VIII, p. 236.*

1635. *Parcil Arrêt du Conseil-Privé, du 14 Novembre 1634, qui renvoie à l'Assembl. du Clergé le différend d'entre les Syndic & Bénéficiers de la Prévôté d'Houlx, & le Receveur Provincial des décimes en Dauphiné, & d'entre ledit Receveur Prov. & le Receveur Gén., pour radiation d'une partie de 2075 l. Mém. T. VIII, p. 139.*

1645. Les Archidiacres de Bourges s'étant pourvus, pour exemption de décimes, au Conseil du Roi, le Conseil, par Arrêt du 26 Mars 1641, renvoya les Parties en la Chambre Ecclésiastique de Paris, qui, n'ayant point voulu juger l'affaire au fond, ordonna que les Parties se pourvoiroient en l'Ass. de 1645, lesquelles ayant transigé, l'expédient fut homologué par l'Assemblée. T. III, p. 383, 384.

1645. Renvoi, par Arrêt du Conseil, à l'Ass. de 1645, du différend des Minimes avec le Syndic du Diocèse de Saintes, pour la taxe du Prieuré de Saint-Gilles, jugé par l'Assemblée. T. III, p. 385. *Voyez Saintes, n° I.*

1645. Autre renvoi en la même Assembl., par Arrêt du Conseil, du différend entre le Chapitre de Narbonne & le Diocèse de Beziers, pour taxe des Bénéfices unis audit Chapitre, jugé par l'Ass. de 1645, en faveur du Chapitre de Narbonne. T. III, p. 387 & f. *Voyez Narbonne, n° III.*

1645. Autre renvoi demandé par l'Ass. de 1645, & accordé par Arrêt du Conseil, du 17 Janvier, du différend entre le Syndic de Poitiers & l'Abbé de Grammont, pour décimes d'un Prieuré uni à l'Abbaye de Grammont. Le Procès, du consentement des Parties, renvoyé par l'Ass. au Bureau général de Tours, & cependant, par provision, ordonné, que ledit sieur Abbé paiera, par manière de consignation, sauf à réparer. T. III, p. 391, 392.

1645. Autre renvoi, par Arrêt du Conseil, en la même Ass., d'un Procès entre un Religieux de Grammont, Prieur du Prieuré de Ravaux, & les Syndics des Diocèses de Saintes & de Périgueux, au sujet du paiement des décimes pour les annexes dudit Prieuré, situées dans lesdits Diocèses. Les Parties mises hors de Cour & de Procès, sans dépens. T. III, p. 392, 393.

Le différend mu dans le Diocèse du Mans, sur la nomination des Députés qui doivent composer le Bureau Diocésain, ayant été porté au Conseil, l'Ass. de 1645 fit ses instances pour que l'affaire lui fût renvoyée, ou à la Chambre Souveraine de Tours. Sur sa demande, intervint Arrêt qui renvoya les Parties à l'Ass., mais seulement pour avoir son avis. Cet Arrêt n'ayant point contenté l'Ass., elle continua ses instances, & obtint que cette affaire lui seroit renvoyée pour la juger, avec défenses de se pourvoir au Conseil, ni ailleurs, pour raison de ce. T. III, p. 370, 371. *L'affaire, ses suites & les Arrêts sont rapportés, Mém. du Cl. T. VIII, p. 251 & suiv.*

Affaire de l'Evêq. d'Evreux, contre son Chapitre, pour nomination de nouveaux Députés au Bureau des décimes, renvoyée, par le Conseil, du Parlement, où le Chapitre l'avoit portée, à l'Ass. Gén. de 1650. T. III, p. 692 & f. T. IV, p. 357 & suiv. *Voyez Evreux, n° I.*

Par Arrêt rendu contradictoirement au Conseil-Privé, le 30 Sept. 1650, S. M. renvoie à l'Ass. Gén. de 1650, plusieurs différends entre l'Archev. de Tours, Syndic & Députés du Diocèse, & le Chapitre de S. Martin-de-Tours, tant pour les taxes des Ass. de Mantas & de Paris, établissement d'un Bureau particulier prétendu par led. Chapitre, qu'autres contestations sur les droits Diocésains & police ecclésiast. T. III, p. 706 & f. *Voyez Tours, n° 3.*

Affaire du Syndic du Diocèse de Châlons-sur-Saône, contre le Prieur de Saint-Marcel, pour raison de nouvelles impositions auxquelles il avoit été taxé, comme les autres Bénéficiers du Diocèse, & dont il s'étoit fait décharger par une Sentence de la Chambre Ecclésiastique de Lyon. L'affaire est portée au Conseil, qui, par Arrêt, la renvoie en l'Ass. Gén. de 1655. T. IV, p. 376 & f. *Voyez Châlons-sur-Saône, n° 2.*

Autre différend des Religieuses de Mouton, au Dioc. d'Avranches, avec le Syndic du Diocèse, pour raison de décimes, renvoyé à l'Ass. de 1655, par Arrêt du Conseil. T. IV, p. 383.

Autre différend du Receveur des décimes de Reims, avec le Rec. Prov. & le Dioc. de Reims, renvoyé à l'Ass. de 1655, & jugé. T. IV, p. 385, 386. *Voyez Reims, n° 3.*

Autre différend de l'Abbé de Pontaut avec le Diocèse de Lescar, pour

décharge de décimes & restitution des sommes payées, renvoyé à l'Ass. de 1655, & jugé. T. IV, p. 393 & f. *Voyez* Leticar, n°. III.

1655. Autre différend entre les Propriétaires de l'office de Contrôleur-Provincial triennal des décimes en la Généralité de Bordeaux, & les Commis à la Recette Provinciale en ladite Généralité, renvoyé à l'Ass. de 1655, qui en prend connoissance. T. IV, p. 396, 397.

1655. Autre différend d'entre le Syndic du Diocèse d'Aire & les Marguilliers de quelques Paroisses dudit Diocèse, pour raison des décimes, renvoyé à la même Assemblée, & jugé. T. IV, p. 403 & f. *Voyez* Fabriques, §. III.

1660. L'Ass. de 1660 demande que renvoi lui soit fait de la contestation élevée entre M. l'Evêque d'Albi & l'Abbé de Gaillac, où il s'agissoit d'un règlement de Juges entre les Chambres Souveraines de Bourges & de Toulouse, de surtaxe prétendue par ledit Sr. Abbé, & plusieurs droits réclamés par le même. L'Ass. prend connoissance de cette affaire, & la poursuit en faveur du Prélat. T. IV, p. 754 & suiv. *Voyez* Albi, n°. 2.

1670. Affaire d'entre le Syndic du Diocèse de Lisieux & le Receveur alternatif dudit Diocèse, concernant les droits prétendus par ledit Receveur, renvoyée à l'Ass. de 1670, par Arrêt du Conseil, du 4 Mars 1670, & jugée. T. V, p. 130 & suiv. *Voyez* Lisieux, n°. 1.

1670. Renvoi à l'Ass. de 1670, d'un différend du Prieur du Pont S. Esprit, avec le Dioc. de Vaison, qui avoit compris dans le département du Don-gratuit une annexe du Prieuré. T. V, p. 137.

1675. Deux Arrêts du Conseil renvoient à l'Ass. de 1675 quelques affaires entre les Officiers des décimes, au sujet de taxations par eux prétendues, & les Syndics des Dioc. d'Agen & d'Aurun, pour y être jugées. Jugement de l'Ass. T. V, p. 188 & f. P. Just. p. 127 & f.

L'une de ces affaires n'ayant pas été trouvée en état d'être jugée, & l'Ass. n'ayant pas assez de temps pour les débats & procédures nécessaires, dit a été, que les Parties continueront l'Instance au Conseil du Roi. T. V, p. 189.

1680. Autre affaire concernant les droits prétendus par le Contrôleur des décimes du Diocèse de Tarbes, renvoyée à l'Ass. de 1680, par Arrêt du Conseil, du mois de Mars. T. V, p. 327.

1695. Contestations entre le Clergé de Calvres & le Chapitre de Saint-Pons,

au sujet de l'imposition des annexes, renvoyées par Arrêt du Conseil à l'Ass. de 1695, pour y être réglées. T. VI, p. 234 & f. *Voyez* Annexes de Bénéfices, n°. II.

Renvoi fait à l'Ass. de 1700, par Arrêt du Conseil, & Jugement rendu en conséquence par l'Ass., dans l'affaire entre l'Evêque de Bayonne & le Chapitre de son Eglise Cathédrale, & entre le Syndic du Diocèse d'Oléron, au sujet de l'imposition aux décimes de quelques Bénéfices situés en Basse-Navarre. T. VI, p. 543 & suiv. *Voyez* Bayonne, n°. 1.

Autre renvoi à la même Assemblée, de l'affaire des Religieuses de Panthemont, touchant les décimes, contre le Receveur des décimes du Diocèse de Paris. Jugement de l'Ass. en faveur des Religieuses. T. VI, p. 561 & f. P. Just. p. 125, 126, 269. *Voyez* Panthemont.

Autre renvoi à la même Assemblée, de la question à décider, où le Bureau Diocésain de Nevers ressortira, ou en la Chambre Souveraine de Paris, ou en celle de Lyon. T. VI, p. 540. P. J. p. 127, 128, 231 & f. *Voyez* Nevers, n°. 1.

Autre renvoi à la même Assemblée, de l'affaire du Syndic du Diocèse de Cahors, contre le Syndic du Chapitre de Figéac, pour modération de taxe. T. VI, P. Just. p. 128, 275.

Le Conseil, par son Arrêt du 31 Mars 1710, renvoie à l'Ass. qui tenoit alors, le Jugement d'une affaire entre le Syndic du Diocèse de Bazas & celui de la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux, au sujet d'une place de Conseiller dans cette Chambre. T. VI, p. 1129.

L'Ass. de 1723 demande le renvoi d'une affaire pendante au Conseil, entre la Cathédrale de Châlons-sur-Saône & le Bureau Diocésain, au sujet d'un Député tiré de son Corps, & uniquement pour lui, que le Chapitre prétendoit avoir; au sujet aussi de la nomination du Syndic Diocésain, & sur la voix prépondérante, qu'il refusoit au Sgr. Evêque. L'Ass. obvient l'Arrêt de renvoi, & juge l'affaire. T. VI, p. 1720 & f. *Voyez* Châlons-sur-Saône, n°. 5.

Procès entre la Chambre Souveraine de Tours & le Bureau Diocésain de Dol, & entre ce dernier & les Religieux de la Charité de Pontorson, pour décimes, renvoyé à l'Ass. de 1740, par Arrêt du Conseil. Jugement de l'Ass. T. VII, p. 1747 & suiv. *Voyez* Tours, n°. 6.

1700.

1700.

1700.

1700.

1710.

1713.

1740.

es annexes,
nseil à l'Ass.
sa. T. VI, p.
e Bénéfices,

e 1700, par
ment rendu
dans l'affaire
e & le Cha-
rale, & entra
léron, au su-
imes de quel-
asse-Navarre.
ez Bayonne,

e Assemblée,
es de Panthe-
nes, contre le
u Diocèse de
en faveur des
a & f. P. Just.
Panthemont.
e Assemblée,
où le Bureau
fortira, ou en
de Paris, ou
p. 540. P. J.
oyez Nevers,

e Assemblée,
u Diocèse de
e du Chapitre
ation de taxe.
75.
rêt du 31 Mars
i tenoit alors,
entre le Syn-
& celui de la
de Bordeaux,
conseiller dans
p. 1119.

nde le renvoi
u Conseil, en-
lons-sur-Saône
au sujet d'un
ps, & unique-
apitre préten-
de la nomina-
ain, & sur la
il refusoit au-
ent l'Arrêt de
T. VI, p. 1720
Saône, n°. 5.
ore Souveraine
Diocésain de
r & les Reli-
ntorson, pour
f. de 1740, par
ment de l'Ass.
Voyez Tours,

Affaires ren-
voyées aux Ass.
ou avoir leur
avis.

1760. Par Arrêt du 18 Mars 1760, & sur la demande de renvoi faite par l'Ass. de 1760, la connoissance de l'affaire pendante en la Chambre Supérieure Ecclésiastique de Toulouse, entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Montpellier, & les Bénédictins de l'Abbaye de la Chaize-Dieu, Appellants comme d'abus de l'Ordonnance contr'eux rendue par le Bureau Diocésain de Montpellier, au sujet de la taxe sur eux faite, à cause du Prieuré & de la Terre de Poussan, dans laquelle instance le Syndic du Diocèse de Clermont étoit intervenant, est renvoyée à l'Ass. de 1760. Jugement de l'Ass. Voyez Montpellier, n°. 8.

1765. Même renvoi à l'Ass. de 1765, par Arrêt du Conseil du 12 Mai 1765, du Procès mu entre les mêmes Parties, au sujet des impositions faites depuis 1756 par le Diocèse de Montpellier, tant à cause du Prieuré de Poussan, qu'à cause de la Terre & Seigneurie du même nom. Voyez Montpellier, n°. 8.

1760. Autre Arrêt rendu au Conseil des Finances le 19 Avril 1760, qui renvoie à l'Ass. de 1760 la connoissance & le jugement de la demande en cassation portée au Conseil des Finances, par le Syndic du Diocèse de Périgueux, en la Chamb. Supérieure de Bordeaux, en faveur du Chapitre de S. Altier, au même Diocèse, portant modération de la taxe faite sur ce Chapitre, par le Bureau Diocésain de Périgueux. Jugement de l'Ass. Voyez Périgueux.

1765. Autre renvoi fait par Arrêt du Conseil, obtenu sur la Requête de Mrs. les Agents, à l'Ass. de 1765, d'une contestation entre le Syndic du Diocèse de Castres, & le Chapitre de S. Pons, sur la question de savoir dans lequel de ces deux Diocèses, le Chapitre de S. Pons devoit être imposé, à cause des Prieurés de Lautrec & de Caune, unis au Chapitre de S. Pons. Jugement de l'Assemblée. Voyez Pons. (S.)

2°. On a aussi plusieurs exemples d'affaires renvoyées par les Conseils du Roi aux Assemblées-Gén., pour avoir leur avis. On en a rapporté ci-devant quelques-unes, dont le Clergé a réclamé le Jugement.

1740. Par Arrêt du Conseil d'Etat, du 16 Mars 1606, S. M., avant faire droit sur la Requête de M. Salmon, nommé à l'Evêché de Gap, tendante à ce qu'il lui fût donné une pension sur les revenus de cet Evêché; le Roi renvoya à l'Ass. du Clergé, pour avoir sur ce son avis, qu'elle donna. T. I, p. 772.

1610. L'Evêque de Beziers s'étant pourvu au Conseil, pour être déchargé des décimes, à cause des pertes qu'il avoit souffertes; le Conseil renvoya à l'Ass. de 1610, pour avoir son avis, qu'elle donna, & qui fut de lui accordé deux ans de surséance. T. II, p. 21, 45.

1621. Le Conseil renvoie à l'Ass. de 1621, pour avoir son avis, le Procès de l'Ev. de Maillezais, contre le Syndic & le Receveur des décimes du Diocèse de Poitiers, pour les décimes de son Abbaye de S. Jean. T. II, p. 379.

1635. On connoit l'avis demandé à l'Ass. de 1635, sur la validité des mariages des Princes du Sang, &c. Voyez Mariage, §. IV.

1660. Le Conseil renvoie aussi à l'Ass. de 1660, pour avoir son avis sur les prétentions d'un Conseiller-Clerc au Présidial de Tours, d'avoir entrée en cette qualité au Bureau des décimes du Diocèse, & rend un Arrêt conforme à l'avis de l'Ass. T. IV, p. 751. Voyez Conseillers-Clercs, §. II, n°. IV.

XIII. Subventions & Dons-grat. accordés par les Ass. Emprunts faits pour y satisfaire. Départements des impositions. Contrats passés avec S. M. pour les Dons, & avec les Particuliers pour les emprunts. Rentes de l'Hôtel-de-Ville prétendues assignées sur le Clergé, & renouvellement du Contrat desdites rentes.

1°. Sur les subventions & Dons-gratuits que les Ass. ont accordés au Roi; la manière de les accorder; les moyens pris pour y satisfaire; les emprunts faits en conséquence; les départements des impositions. Voyez Dons-gratuits, §. III, Emprunts, Départements, §. V.

2°. Sur les Contrats passés avec S. M.; leur signature par Mrs. du Conseil & par Mrs. du Clergé; le cérémonial observé dans cette signature. Voyez Contrats.

3°. Sur les Contrats passés avec les Particuliers pour les emprunts. Voyez Rentes constituées sur le Clergé.

4°. Sur les rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé; leur origine; leurs différents états; les protestations des Ass. à cet égard; le renouvellement du Contrat desd. rentes. Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville.

XIV. Cahiers des Ass. Conférences, à ce sujet, des Députés du Clergé avec Mrs. du Conseil, chez M. le Chancelier. Cérémonial observé en cette occasion.

Voyez Cahiers. Conférences.

XV. Censures Doctrinales entreprises par les Ass. : Ouvrages qu'elles ont adoptés ou autorisés : Impressions qu'elles ont ordonnées.

Voyez Censures Doctrinales. Livres & Impressions.

XVI. Délibérations & Réglements des Assemblées, concernant les Archives.

Voyez Archives.

XVII. Frais communs des Assemb. & taxes des Députés.

Voyez Frais communs. Taxes.

XVIII. Avocats du Clergé : pensions dont ils jouissent. Officiers du Clergé. Pensions des Ministres & nouveaux Convertis : Réglements sur lesd. pensions. Autres pensions & gratifications accordées. Aumônes ordonnées.

1°. Sur les Avocats, tant au Conseil, qu'au Parlement, qui composent le Conseil du Clergé, & les pensions dont ils jouissent. *Voyez* Avocats.

2°. A l'égard des Officiers du Clergé. *Voyez* Imprimeurs. Huissier du Clergé. Courier du Clergé. Buvetier.

3°. Sur l'état & les Réglements concernant les pensions des Ministres, Proposants & nouveaux Convertis. *Voyez* Convertis.

4°. Sur les pensions & les gratifications que les Ass. accordent à d'autres Particuliers, ou à certaines maisons, établissements & Communautés. *Voyez* Pensions, §. III.

5°. Sur les aumônes que les Assemb. font dans l'usage d'accorder dans les lieux où elles se tiennent. *Voyez* Aumônes, §. III.

XIX. Visites ordonnées par les Ass. à des Députés. Mort d'un Député du premier ou du second Ordre, ou d'un Prélat non député, survenue dans le cours de l'Ass. Congés demandés. Usages des Assemblées à cet égard.

1°. Sur ce qui se pratique dans le cas d'un Député malade, ou qui a fait quelque perte, ou qui a reçu quelque grace du Roi. *Voyez* Visites, §. III.

2°. Si un Député, soit du premier, soit du second Ordre, meurt dans le cours de l'Assemb., l'usage est, quand la mort est annoncée, de dire d'abord un *De profundis*, on dit ensuite une Messe basse le premier jour non empêché; après quoi il est fait un Service solennel, auquel Service un Prélat officie, & tous les Députés du premier & du second Ordre assistent; avec cette différence, qu'en cas de décès d'un des Prélats, le Service est célébré avec grandes absoutes, & même il peut y avoir une Oraison funebre. Art. 37 du Réglement de 1715, au tit. des Assemb. Gén. T. VI, p. J. p. 491. *Voyez* Services funebres.

3°. Lorsque durant la tenue de l'Ass. il décède un Prélat qui n'est pas du nombre des Députés, l'avis en étant donné à la Compagnie, il est seulement dit un *De profundis*, dans la même séance, & le premier jour non empêché, la Messe basse de l'Ass. est dite à l'intention du Prélat décédé. Même art. du Réglement de 1715. *Ibid.* p. 491. *Voyez* Morts d'Evêques.

4°. On a plusieurs exemples de congés demandés par des Députés, & accordés par les Ass., notamment dans l'Ass. de 1585, où le sieur de Chavagnac demande congé pour aller prêcher un Carême : il lui est accordé, à la charge de laisser Procuration, pour ratifier tout ce qui seroit déterminé en l'Ass. Autre congé accordé par la même Ass. au sieur Chrétien aux mêmes conditions. T. I, p. 370.

Sept autres congés demandés par des Députés, tant du premier, que du second Ordre, à l'Ass. de 1625, & accordés. T. II, p. 569, 570.

Autres dans l'Ass. de 1628. T. II, p. 636, 637.

En l'Ass. de 1635, plusieurs Députés forment la même demande, qui leur est accordée, sur les raisons qu'ils exposent. Ils sont tenus présents pour leurs

par les Aff.
d'un Dé-
du second
at non dé-
le cours de
lés. Usages
égard.

e dans le cas
ni a fait quel-
quelque grace
III.

du premier,
eurt dans le
e est, quand
dire d'abord
ensuite une
r non empê-
t un Service
n Prélat offi-
du premier &
; avec cette
écès d'un des
ré avec gran-
peut y avoir
r. 37 du Ré-
des Assemb.
Voyez Servi-

venue de l'Ass.
n'est pas du
avis en étant
est seulement
ns la même
non empê-
Ass. est dite à
é. Même art.
Ibid. p. 492.

aples de con-
putés, & ac-
cument dans
r de Chava-
aller prêcher
dé, à la char-
pour ratifier
né en l'Ass.
la même Ass.
s conditions.

andés par des
r, que du se-
1625, & ac-
p.

28. T. II, p.

eurs Députés
de, qui leur
s qu'ils expo-
nts pour leurs

taxes, jusqu'à la clôture de l'Assemb.
T. II, p. 842.

Il y a peu d'exemples de pareils con-
gés dans les Ass. suivantes. Dans l'Ass.
de 1715, M. l'Evêque de Langres en
demande un pour accompagner M. le
Duc d'Antin, son pere, dans son Am-
bassade extraordinaire auprès du Roi
Stanislas de Pologne, au sujet de la de-
mande de la Princesse sa fille en maria-
ge pour S. M. T. VII, p. 538.

**XX. Theses & Discours auxquels
les Ass. sont invitées & assistent.
Séances qui suivent la Harangue
de clôture. Discours d'adieu.**

1°. Sur les Theses qui sont dédiées
aux Ass., soit par les PP. Augustins,
soit par d'autres, sur celles auxquelles
elles assistent, sur quelques Theses qui
ont été reprises & blâmées. Voyez The-
ses.

2°. A l'égard des Discours, soit des
Prieurs de Sorbonne, soit des Recteurs
de l'Université, &c. auxquelles les Ass.
du Clergé ont été invitées, & où elles
ont assisté. Voyez aussi Theses.

3°. Après la Harangue de clôture, l'u-
sage des Ass. est de ne s'assembler plus en
rochet & camail; les séances, s'il en
reste à tenir, se tiennent ordinairement
chez le Président. Voyez entr'autres
Assemb. celle de 1710. T. VI, p. 1158.

Celle de 1711. T. VI, p. 1241.

Celle de 1715. T. VI, p. 1522.

Celle de 1734. T. VII, p. 1305.

Celle de 1735. T. VII, p. 1520.

Celle de 1740. T. VII, p. 1783.

L'Assemb. de 1745 ayant anticipé le
temps pour la Harangue de clôture, à
cause du départ du Roi pour l'armée, les
Prélats continuèrent d'assister en rochet
& camail; ils cessèrent seulement de le
quitter après la signature des contrats.
T. VII, p. 2119 & suiv.

4°. Il a été d'usage, dans les ancien-
nes Assemb., de finir & terminer les
séances par un Discours d'adieu, pro-
noncé par le Président ou par le Pro-
moteur, & quelquefois par tous les
deux. Ainsi pratiqué dans les Assemb.

De 1567, par le Président. T. I, p. 62.

De Melun, par le Président & par le
Promoteur. T. I, p. 230.

De 1582, par tous les deux. T. I, p.
246.

De 1584, par les mêmes. T. I, p. 269.

De 1585, par les mêmes. T. I, p. 412.

De 1595, par les mêmes. T. I, p. 625
& suiv.

De 1598, par les mêmes. T. I, p. 663.

De 1600, par les mêmes. T. I, p. 682.

De 1605, par les mêmes. T. I, p. 780.

De 1608, par le Promot. T. I, p. 812.

De 1610, par le Promot. T. II, p. 27.

De 1612, par le Promot. T. II, p. 52.

De 1614, par le Promot. T. II, p. 232.

Des Ass. suivantes jusqu'en 1625: il
est observé dans cette dernière, que ce
Discours d'adieu du Promoteur étoit
de l'ordre observé dans toutes les Ass.
T. II, p. 581.

Ainsi continué jusqu'à l'Ass. de 1660,
dans laquelle le Discours d'adieu par le
Président. T. IV, p. 811.

En celle de 1665, par le Président &
le Promoteur. T. IV, p. 1081.

Depuis cette Assemb., on ne voit
point de Discours d'adieu prononcé.
L'Assemb. se sépare seulement par des
témoignages réciproques d'estime & de
considération de la part des Députés.

**XXI. Procès-verbaux des Assemb.
Tables desd. Procès-verbaux.**

Voyez tant sur les Procès-verbaux,
que sur les Tables d'iceux, tant géné-
rale que particulières, Procès-verbaux.

ASSEMBLÉES DE PRÉLATS.

DIFFÉRENTES causes qui survien-
nent dans l'intervalle d'une Ass. à l'autre,
obligent souvent les Prélats qui se trou-
vent à Paris, ou à la suite de la Cour,
de s'assembler, pour en délibérer. Les
Procès-verbaux de ces Ass. d'Evêques
ont été exactement recueillis dans la
nouvelle Collection.

On suit dans la rédaction de cet ar-
ticle la même méthode qui vient d'être
pratiquée pour les Assemb. Gén. Deux
Paragraphes en font le partage. Dans le
premier, on donne un Précis des déli-
bérations de ces Assemb. de Prélats. Le
second contient les Règlements du
Clergé qui autorisent lesdites Ass., qui
prescrivent la manière de les convoquer,
& qui fixent leur pouvoir.

**§. I. Précis des Délibérations des
Assemblées de Prélats, suivant
l'ordre de leurs dates.**

Assemblée de 1572.

Plusieurs Prélats & autres Ecclésiasti-
ques qui étoient à Paris, s'assemblerent,
le 11 Mai 1572, à l'Abbaye de S. Ger-
main-des-Prés, & déclarent aux No-
taires présents & soussignés dans l'acte,
qu'en reconnaissance de ce que la Rei-

ne, mere du Roi, & Mgr. le Duc d'Anjou, son frere, avoient empêché envers S. M. l'aliénation de 800000 l. de rente du temporel du Clergé, ils ont accordé & promis des deniers dudit Clergé, auxdits Dame Reine & Seigneur, pour subvenir en leurs affaires, un Don de la somme de 300000 liv. tournois, à partager entr'eux, laquelle somme lesdits Sgrs. Prélats ont enjoint & ordonné aux Syndics & Députés-Gén. du Clergé, faire payer par Claude Marcel, Recev. Gén. du Clergé, des premiers & plus clairs deniers de sa recette qui pourront se porter, après les rentes dues à l'Hôtel-de-Ville payées, tant de cette présente année, que de l'année prochaine, au paiement de laquelle lesdits Syndics & Députés Généraux tiendront la main.

Cet acte de Don a été ratifié par Lettres-Patentes du Roi, données à Paris le 16 Janvier 1573, vérifiées le 28 Mars, dans l'Ass. des Syndics-Généraux du Clergé; dans une autre Assemb. plus nombreuse de Prélats, tenue au Louvre le 22 Septembre 1573, a été passé de leur part un acte de ratification le plus ample dudit Don.

Les Procès-verbaux de ces deux Ass., & les Actes y annexés, inconnus lors de l'impression des premiers volumes de la nouvelle Collection, ont été mis à la tête du Tome VIII; ils forment le premier Supplément.

Assemblée de 1574.

11.

Le 18 Novembre 1573, il avoit été passé Contrat entre les Députés & Syndics-Généraux du Clergé d'une part, & François de Vigni, le jeune, d'autre part, pour raison de l'état de Recev. Gén. du Clergé. Les Prélats assemblés, le 17 Janvier 1574, à S. Germain-en-Laye, approuvent & ratifient icelui contrat en tous ses points; excepté que ledit de Vigni ne pourra distribuer des deniers de la recette, par les ordonnances desdits Députés, que jusqu'à la somme de 6000 liv., pour être employée aux affaires du Clergé: & où il en conviendrait davantage, en sera fait ordonnance par les Prélats, qui pour ce s'assembleront; en outre, sera tenu led. de Vigni, en cas qu'il demeurât en reste pour le paiement des rentes de la Ville, jusqu'à la somme de 40000 liv. icelles avancer, sans qu'il en puisse prétendre aucun intérêt.

Le lendemain, les mêmes Prélats ordonnent que Claude Marcel, ci-devant Recev. Gén. du Clergé, écrira à ses

Commis des Généralités de Toulouse, Bordeaux, Montpellier & Dauphiné, à ce qu'ils aient à recevoir des Bénéficiers ce qu'ils pourront, par douceur, sans y envoyer Sergents, &c. En cette même Assemblée, le sieur la Sauflaie est nommé à la charge de Syndic-Général.

Le Procès-verbal de cette Ass. est en entier à la tête du Tome VIII, & forme partie du premier Supplément.

Autre Assemblée de 1574.

Elle est du 29 Juiller. Son objet a été le manque de fonds dans la caisse du Clergé, pour satisfaire au paiement des rentes, à l'occasion des troubles & guerres civiles. Les Prélats assemblés lui permettent d'emprunter au moindre intérêt possible, jusqu'à la concurrence de 300000 liv.

Le Procès-verbal de cette Ass. se trouve à la tête du Tome VIII, & forme partie du premier Supplément.

Assemblée de 1616.

Plusieurs Cardinaux, Archevêques & Evêques, qui étoient à Paris, s'assemblent en l'Hôtel de Sens, le 9 Août 1616, où le sieur Sabatier, Agent du Clergé, expose comment le Prévôt des Marchands & les Echevins avoient fait plusieurs & grandes poursuites contre le sieur Castilles, Recev. Génér., pour l'entier paiement des rentes qu'ils prétendent être dues par le Clergé, & même qu'ils avoient fait plusieurs ordonnances contre ledit Receveur, confirmées par Arrêt de la Cour du Parlement; sur quoi, ledit Agent a supplié Mgrs. de vouloir y pourvoir & débiter.

La Compagnie a nommé & prié Mrs. les Cardinaux de Guise & de la Rochefoucauld, & quelques autres Prélats, pour supplier S. M. de ne permettre qu'autres aient connoissance des affaires concernant les décimes, que le Conseil-Privé du Roi, conformément aux Contrats passés avec S. M. & Arrêts intervenus. La Compagnie fait en même-temps défenses au sieur de Castilles, de répondre de sa charge pardevant aucune autre Jurisdiction que celle du Conseil, ou pardevant Nosseigneurs du Clergé.

Quelques autres articles furent aussi traités en lad. Ass. T. II, P. J. p. 30, 31.

Assemblée de 1629.

Il y eut un Mémoire en forme de Remontrances,

III.

IV.

V.

de Toulouse,
& Dauphiné,
ir des Bénéfi-
par douceur,
&c. En cette
ur la Saussaie
e Syndic-Gé-

te Aff. est en
III, & forme
ment.

1574.

son objet a été
s la caisse du
paiement des
publes & guer-
mbles lui per-
moindre inté-
concurrence de

te Aff. se trou-
, & forme par-
t.

616.

Archevêques &
Paris, s'assem-
s, le 9 Août
er, Agent du
le Prévôt des
ins avoient fait
r suites contre
Général, pour
ntes qu'ils pré-
de Clergé, &
t plusieurs or-
ceveur, con-
our du Parle-
gent a supplié
rvoir & déli-

mé & prié Mrs.
& de la Roche-
autres Prélats,
ne permettre
nces des affaires
, que le Con-
ormément aux
M. & Arrêts
nie fait en mé-
ieur de Castil-
arge pardevant
n que celle du
soigneurs du

les furent aussi
P. J. p. 30, 31.

619.

e en forme de
Remontrances,

Remontrances, présenté par les Prélats à M. le Garde des Secaux, sur quelques articles de l'Ordonnance de 1629 : il est imprimé dans le Recueil des Harangues de 1640, avec les résolutions données par les Commissaires de S. M. Le Procès-verbal de cette Assembl. ne se trouve point. T. II, p. 644.

Autre Assemblée en 1629.

- VI. Elle s'est tenue en l'Hôtel de M. le Cardinal de la Rochefoucauld, à l'occasion de la nomination du sieur Moreau, Abbé de Saint-Josse, à l'Agence, par la Province de Normandie, après le décès du sieur Abbé de Breteuilles. Les Prélats assemblés s'opposent d'abord à la nomination qui pourroit être faite à l'Agence par la Province de Rouen. Nonobstant cette opposition, la Province nomme, & conformément au Règlement de la dernière Aff. tenue à Fontenai, elle reçoit le serment du sieur Abbé de S. Josse. Cette nomination est signifiée au sieur de S. Sivié, Agent du Clergé. Les Prélats se délistent de leur opposition, après avoir reconnu le droit de la Province. T. II, p. 644, P. J. p. 141 & f.

Assemblée de 1630.

- VII. Elle eut pour objet la réception des Agents nommés par les Provinces d'Aix & de Tours. Le sieur de Berter avoit été nommé par la Province d'Aix, où il avoit prêté le serment. Les Prélats assemblés le reçoivent en qualité d'Agent. Les sieurs de la Melchinière & de Paimpont se prétendant nommés par la Province de Tours, se présentent aussi. Leur différend est remis à terminer dans un mois. T. II, P. J. p. 145, 146. Voyez Agents, §. II.

Autre Assemblée de 1630.

- VIII. Le Roi ayant envoyé des Lettres de cachet à tous les Evêques de France, par lesquelles il les prioit de continuer la levée de 320000 liv., que l'Aff. de 1628 lui avoit accordées pour trois ans; il y eut une Aff. de Prélats tenue à Paris, qui envoya une députation au Roi, pour demander la révocation de ces Lettres de cachet. T. II, p. 644.

Assemblée de 1631.

- IX. Elle est tenue pour la condamnation de deux livres Anglois, ayant pour noms d'Auteurs, *Nicolas Smit & Daniel de Jésus*. Voyez Censures Doctrinales, n°. IV.

Table de la Coll. des P. V.

Assemblée de 1634.

Elle fut tenue à l'occasion des plaintes de M. l'Archev. de Bordeaux contre M. le Duc d'Eprenon. Ce fameux différend entre le Prélat & le Duc, s'étoit élevé en 1633 : l'histoire en est rapportée dans le Procès-verbal des Prélats assemblés extraordinairement : l'origine & les premières causes de ce différend & ses suites, y sont détaillées & circonscrites : on y voit aussi comment il fut terminé. On y a joint le Cahier des demandes faites au Roi au sujet de ce différend. T. II, p. 645. P. Just. p. 146 & suiv.

Assemblée de 1639.

Plusieurs Prélats s'assemblent à Str. Genevieve, au sujet de deux livres sur les Libertés de l'Eglise Gallicane, dont ils font la censure. Voyez Censures Doctrinales, n°. VI.

Assemblée de 1640.

Quelques Prélats assemblés à Paris, en 1640, font une délibération, portant, qu'au cas qu'il plût au Roi d'accorder une Assembl. Générale, ils s'engageoient de procurer autant qu'ils pourroient, que l'Aff. laissât à S. M. le tiers du revenu de tous les Bénéfices, ou six millions de liv. en trois années. T. III, p. 3, 4. Voyez Assemblées-Générales, §. I, an. 1641.

Assemblée de 1641.

L'inexécution du Contrat de Mantes donna occasion à la tenue de cette Aff. Les Agents-Généraux, témoins des contraventions que l'on y apportoit journellement, requièrent les Prélats de vouloir s'assembler, afin d'aviser aux moyens, & de venir au secours des Ecclésiastiques, poursuivis sous prétexte de ban & arriere-ban, & de l'établissement du Garde-Seel de leurs Justices. Les Prélats, au nombre de huit, s'assemblèrent avec les Agents en l'Hôtel de M. l'Arch. de Tours. Deux Prélats & les Agents furent nommés pour voir M. le Chancelier & M. le Surintendant, pour les supplier qu'il ne fût rien innové de la part de S. M. au Contrat fait à Mantes; & ce faisant, qu'il fût accordé aux Ecclésiastiques Arrêt du Conseil, portant que les Bénéficiers seroient déchargés de la taxe du ban & arriere-ban pour les siefs qu'ils possèdent, ensemble des taxes faites ou à faire sur les Justices dépendantes de leurs Bénéfices, attendu

S

qu'ils en sont déchargés par ledit Contrat. T. III, P. Just. p. 21.

Les Prélats assemblés délibèrent aussi sur la substitution faite par autorité de Mrs. du Conseil, du sieur la Morinière au Sr. d'Aguetteau, décédé. *Voyez* Receveur-Général, §. III.

M. l'Evêq. de Boulogne se trouvant spolié de tout le revenu de son Evêché, eut recours aux Prélats assemblés, qui lui accordèrent une somme de 4000 l. par an, jusqu'à la prochaine Assemb. pour pouvoir subsister. T. III, P. Just. p. 22.

Assemblée de 1643.

XIV.

A l'occasion des nouveaux Livres des Peres Jésuites, composés pour la justification de deux autres Livres, censurés par trente-quatre Prélats, en 1632: *Discussio Nicolai Smiuthei... Apologia Danielis à Jesu*; les Prélats qui étoient à la suite de la Cour, s'assemblent de nouveau chez le Cardinal Mazarin, le 29 Nov. 1643. *Voyez* Censures Doct., n°. IV.

Assemblée de 1647.

XV.

Le Marquis de Rabat avoit commis un excès criant dans la maison épiscopale de l'Ev. de Ricux, sur un Jardinier de ce Prélat. Les Evêques de Languedoc, indignés de ce traitement, en écrivirent aux Agents, & les chargèrent de dépêches pour le Roi, la Reine, S. A. R., le Cardinal Mazarin, &c. : les Agents en firent part aux Prélats qui étoient à Paris, qui s'assemblerent chez M. l'Archev. de Sens : ils furent d'avis d'accommoder l'affaire, & prescrivirent aux Agents de ne point rendre les Lettres. C'est tout ce que contient le Procès-verbal. T. III, P. J. p. 42, 43.

Assemblée de 1648.

XVI.

Le principal objet de cette Ass. est une saisie faite par le Prévôt des Marchands, chez le Receveur-Général. Il est observé par les Agents, que, pour prévenir ces poursuites & contraintes, il étoit nécessaire de mettre le Recev. Gén. en état de payer soigneusement les deniers destinés aux rentes; qu'il falloit pour cela pourvoir aux non-valeurs des Diocèses spoliés. Il est fait lecture du Contrat passé avec le Roi, où il est dit, que S. M. se charge seulement des spoliations pour lesquelles Arrêt de décharge est accordé : vu le Contrat, l'Ass. est d'avis, que les Diocèses spoliés poursuivront Arrêt de décharge au Conseil, & que M. le Chan-

celier & M. le Surintendant seront priés de faire exécuter le Contrat. T. III, P. Just. p. 43 & suiv. *Voyez* Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. VII.

Cette Assemb. a délibéré aussi sur les plaintes de quelques Evêques. M. l'Ev. d'Uzès se plaint des excès commis par M. le Comte de Crussol, contre deux de ses domestiques. Autre plainte de M. l'Evêque d'Aire, sur les persécutions que lui & plusieurs autres Evêques de Guienne souffroient de M. d'Epernon, dont ils ne pouvoient avoir aucune justice du Parlement : il supplie les Prélats de lui faire accorder une évocation générale de ses affaires dudit Parlement.

A l'égard de l'Ev. d'Uzès, les Prélats sont d'avis de demander deux Lettres de Cachet : l'une qui enjoigne au Procureur-Général du Parlem. de Toulouse d'informer contre le Comte de Crussol; l'autre qui enjoigne audit Comte de sortir de l'Evêché d'Uzès, afin de donner plus de liberté aux témoins de parler. Quant à l'Evêq. d'Aire, l'Ass. demande l'évocation. T. III, P. J. p. 43 & suiv.

Autre Assemblée de 1648.

Il est question dans cette Assemblée, tenue chez M. l'Archev. de Toulouse, des plaintes de quelques Evêques, de celles du Recev. Gén.; de la condamnation des Livres du P. Cellot, sur les Privileges des Réguliers.

Premier objet. Plainte de M. l'Ev. de Cahors, au sujet de la nomination d'un Prédicateur dans une Ville de son Diocèse, qui lui est disputée par les Habitants, parce qu'ils le paient, & qu'on veut l'obliger à le payer, au cas qu'il voulût le nommer : sur quoi seroient intervenus deux Arrêts au Parlement de Toulouse, en faveur des Habitants. Les Prélats sont d'avis d'en obtenir la cassation, & de la poursuivre au Conseil. T. III, P. Just. p. 48.

Second objet. Le Rec. G. se plaint au sujet des spoliations & non-valeurs qui causoient un grand vuide dans sa caisse, à quoi on ne vouloit point avoir égard à la Ville. Somination faite, à ce sujet, à Mrs. les Agents, par le Recev. Gén. L'Assemb. ne détermine rien; elle se contente de nommer des Commissaires pour consulter & agir. T. III, p. 488, 489. P. Just. p. 48, 49.

Affaire de M. l'Evêque de Valence, vis-à-vis du Présidial & du Gouverneur. *Voyez* Valence, n°. II.

XVII.

seront priés
at. T. III,
Rentes de
II.
aussi sur les
es. M. l'Ev.
commis par
contre deux
plainte de
es persécutés
Evêques
M. d'Eper-
nt avoir au-
il supplie
corder une
fares dudit

, les Prélats
eux Lettres
gne au Pro-
de Toulouse
de Crausfol;
Comte de
ain de don-
pins de par-
e, l'Ass. de-
P. J. p. 43

1648.

Assemblée,
e Toulouse,
Evêques, de
la condam-
llot, sur les

M. l'Ev. de
nation d'un
de son Dio-
ar les Habi-
r, & qu'on
au cas qu'il
qui seroient
Parlement
Habitants.
n obtenir la
re au Con-

se plaint au
-valeurs qui
ns sa caisse,
avoir égard
à ce sujet,
Recev. Gén.
ien; elle se
ommissaires
III, p. 488,

de Valence,
Gouverneur.

M. l'Evêque d'Aire se plaint de M. l'Archev. d'Auch, qui avoit nommé Officiel Métropolitain, un Prêtre du Diocèse d'Aire, de mauvaise vie, & tiré des Prisons, en vertu des Ordonnances de M. d'Épernon. Les Prélats assemblés prient M. l'Arch. d'Auch de retirer l'emploi audit Ecclésiastique. T. III, P. Just. p. 49, 50.

Troisième objet. Livres du P. Cellot. Voyez Censures Doct., n° VII.

Assemblée de 1649.

XVIII.

Le sujet de cette Ass. a été l'arrêt & détention des Evêq. d'Aire & de Dol, par ordre du Conseil de guerre de la Ville de Paris & de M. le Prince de Conti: ils étoient soupçonnés d'être les Auteurs d'une Lettre anonyme écrite à un domestique du Cardinal Mazarin. Le Parlement avoit approuvé cette détention, & commis des Conseillers pour procéder à l'audition desdits Prélats, & à la vérification de lad. Lettre. Les Prélats assemblés arrêterent, que M. le Prince de Conti seroit visité par six de Mrs. les Prélats, pour se plaindre à lui de l'injure faite à la dignité du caractère; qu'il seroit supplié, comme Ecclésiastique, d'interposer ses favorables offices auprès de Mrs. du Parlement; que M. le Premier-Président seroit visité par trois Prélats, qui lui représenteroient combien l'Arrêt du Parlement étoit contraire aux Immunités Ecclésiastiques. Il fut enjoint aux Agents de dresser un acte de protestation contre la procédure de Mrs. du Parlement; & comme il eût été difficile de le faire signifier à M. le Procureur-Général, il fut arrêté, que ledit acte, signé, seroit mis aux Archives. T. III, P. Just., p. 52, 53.

Autre Assemblée de 1649.

XIX.

Le sujet de cette Assemb., à laquelle présida le Cardinal Mazarin, fut la jonction demandée par Mrs. de la Noblesse, pour obtenir la révocation de certaines distinctions accordées à quelques Particuliers, contre l'usage du Royaume. Quatre Députés du Clergé, savoir, deux Evêques & les deux Agents vont recevoir les quatre Députés de la Noblesse. Discours de M. le Comte de Laigue. Réponse de Son Eminence. La jonction est accordée: quatre Députés du Clergé vont en faire part à la Noblesse. T. III, P. Just. p. 53, 54, 55.

Dans cette Assemb. il est aussi délibéré de l'affaire de l'Evêq. de Valence,

contre le Prédial & le Gouverneur. Voyez Valence, n° II.

Autre objet de délibération: le différend de M. l'Ev. d'Avranches, contre M. de Montgomeri, qui avoit fait tuer un Curé du Diocèse. L'affaire est poursuivie par le Prélat au Conseil: son Adversaire demande, qu'attendu sa religion, elle soit portée à la Chambre de l'Edit. Toute assistance est accordée au Prélat. T. III, P. Just. p. 55, 56.

Autre objet: l'affaire des Evêques de Guienne, contre M. d'Épernon, qui continue ses vexations. Il est principalement question du refus que font, par l'instigation de ce Seigneur, les Habitants des Villes, de porter le Poêle à la première entrée des Prélats. Il est enjoint aux Agents d'intervenir en faveur des Evêques, notamment en ce qui concerne le Poêle, & de pourvoir un Arrêt. T. III, p. 566 & f. P. J. p. 56.

Assemblée de 1650.

M. l'Arch. de Sens avoit prié Mrs. les Agents d'assembler les Prélats, au sujet des entreprises considérables des Jésuites de Sens, par rapport à la Concession. Voyez Jésuites, §. II.

Autre objet de cette Ass.: le refus fait par M. de Châteauneuf, Garde des Sceaux, de recevoir des Députés des Ass. particulieres des Prélats, ainsi que les Requêtes des Agents. Voyez le §. II, n°. 1. Agents, §. V, n°. IV.

Assemblée de 1651.

Elle fut tenue au sujet de l'expulsion du Card. Mazarin. Voyez Mazarin.

Autre Assemblée de 1651.

A la requisition de Mrs. les Agents, les Prélats, au nombre de 21, ayant à leur tête Mrs. de Sens & de Bourges, s'assemblerent dans la Salle des Archives. Plusieurs objets, qui tous regardent l'Eglise, donnerent lieu à cette convocation: 1°. la résolution de M. le Prince de Conti, de s'unir tout-à-fait à l'Eglise: il se présente lui-même à l'Ass. des Prélats, pour leur en faire part.

2°. La mort du Sr. Abbé de Laurac, Agent, pour lequel la Compagnie ordonne un Service.

Quelque temps après, sur l'invitation de M. l'Abbé de Marmicseff, Agent, dix Prélats s'assemblerent dans la même Salle, pour recevoir à la place d'Agent, vacante par la mort du Sr. de Laurac, M. l'Abbé de Villars, nommé par la

Province de Vienne, qui, après avoir présenté les actes relatifs à sa nomination, fut reçu & admis au serment.

3°. Le différend de M. l'Archev. de Rouen avec son Chapitre : il venoit d'être promu à l'Archevêché, par la démission de M. son oncle : le Chapitre prétendoit, que, du jour de son brevet reçu, la Régale étoit ouverte dans le Diocèse, & le Chapitre dans le pouvoir de distribuer les charges, comme pendant la vacance du Siege. Cette prétention fut combattue par les exemples arrivés précédemment, & condamnée par un Arrêt du Conseil obtenu sur la demande des Prélats assemblés.

4°. L'attentat du Parl. de Toulouse, contre M. l'Arch. de Narbonne. Cette Cour, au mépris de l'immunité personnelle du Prélat, avoit ordonné prise-de-corps contre lui : elle avoit aussi fait signifier aux Evêques de Montauban & de Lavaur un Arrêt qui leur ordonnoit la résidence d'un certain temps, sous peine de saisie de leurs revenus. Sur trois voies qui sont proposées dans l'Ass., savoir, le recours au Pape, la plainte au Roi, les Censures Ecclesiastiques, les Prélats assemblés se décident pour la plainte au Roi : M. le Prince de Conti s'offre de porter la parole; mais il en est empêché par l'évasion de M. le Prince, son frere. M. Godeau, Evêq. de Vence, en est chargé, & s'en acquitte. T. IV, P. J. p. 2, 3, 4, 5.

M. l'Archev. de Narbonne obtient satisfaction, tant par des Arrêts de cassation rendus au Conseil du Roi, que par des soumissions particulières faites à sa personne. T. IV, p. 304.

5°. Pension sur l'Abbaye de Relec, en faveur de Madame l'Abbesse de Fontevault. *Voyez* Pensions, §. I.

6°. Insultes & outrages commis par des Curés du Dioc. de Cahors, contre leur Evêque. *Voyez* Cahors, n°. III.

7°. Nouvelles plaintes de l'Arch. de Sens, contre les Jésuites. *Voyez* Jésuites, §. II. n°. V.

8°. Réimpression de deux Volumes des Libertés de l'Eglise Gallic. *Voyez* Libertés.

9°. Religioneux. Il est fait plainte d'un Arrêt du Conseil qui règle deux choses fort importantes : l'une, touchant le droit de Patronage ; l'autre, touchant le fait des résignations. *Voyez* Patronage, n°. I.

10°. Affaires de l'Evêq. de Pamiers, contre les Huguenots ; de l'Evêque de

Mirepoix, contre la Dame Marquise de Mirepoix ; de l'Evêq. de Limoges, contre Dom Roger, Feuillant. *Voyez* Pamiers, §. II, n°. 1. Mirepoix, n°. 1. Feuillants, §. II.

Assemblée de 1651.

Le sieur de Manevillette, Rec. Gén. du Clergé, représente aux Prélats assemblés, qu'ayant fait un retranchement de la moitié des paiements qu'il avoit accoutumé de faire à l'Hôtel-de-Ville, afin de ne pas engager le Clergé dans des avances extraordinaires, on avoit décerné contre lui plusieurs contraintes, &c. Délibéré, d'un commun avis, de supplier Son Altesse Royale de prendre la même connoissance du fait du Clergé, qu'il avoit fait des Gabelles, & d'opérer un pareil retranchement ; & en cas qu'il ne pût être accordé de gré à gré, la Compagnie ordonne, que le Bureau de la Recette générale seroit transféré à Rouen ; & quant à l'Arrêt rendu au Conseil, portant injonction audit Rec. Gén. de se rendre à la Cour pour employer les deniers du Clergé, ainsi qu'il lui seroit prescrit, il lui est enjoint d'en continuer la recette & la dépense, suivant leur destination ordinaire, sans rien innover aux Contrats, quelque Arrêt qu'il pût intervenir au contraire : enjoint aussi à Mrs. les Agents d'envoyer des Lettres circulaires dans tous les Diocèses, pour empêcher formellement le divertissement des deniers du Clergé, & le paiement d'iceux en d'autres mains & sur d'autres quittances que dudit sieur de Manevillette.

Voyez le Procès-verbal mis en Supplément à la tête du Tome VIII de la nouvelle Collection ; ledit Procès-verbal n'ayant été recouvré que depuis peu. Voyez aussi Rentes prétendues assignées sur le Clergé, §. I. n°. VII.

Assemblée de 1653.

Le 9 Janvier, M. de Marca harangua le Roi, au nom du Clergé ; ce qui suppose qu'il y eut une Assemb. de Prélats. Il exposoit dans sa Harangue les maximes concernant les immunités des personnes des Evêques, & la manière de les juger. *Voyez* Evêques, §. X, n°. II.

Assemblée de 1654.

Elle fut tenue au sujet des duels. *Voyez* Duels.

XXIII.

XXIV.

XXV.

XXIII.

XXVI.

XXVII.

XXIV.

XXV.

Autres trois Assemblées de 1654.

Elles furent tenues pour l'acceptation de la Bulle d'Innocent X, contre les cinq Propositions de Jansénius. *Voyez* Religion, §. I.

Assemblée vers 1655.

Entre 1655 & 1660, il se trouve quatre Assemblées.

La première, dont la date n'est point marquée, a été tenue chez M. le Card. Mazarin. Les affaires qui y ont donné lieu, sont, 1°. la cessation du paiement des rentes par le Rec. Gén., qui, par les clauses de son Contrat, ne devant payer qu'à fur & à mesure qu'il recouvrait effectivement les décimes, & les Diocèses ayant cessé de le payer, avoit cessé aussi le paiement des rentes.

2°. La députation de ceux de la R. P. R. au Roi, pour demander la révocation de la Déclaration que S. M. avoit accordée à l'Ass. dernière, qui portoit la révocation expresse de celle qu'ils avoient obtenue en 1651. Les Prélats se plaignent de ce que l'audience leur a été accordée, comme s'ils formoient un Corps. Le Cardinal Mazarin assure la Compagnie, que l'audience ne leur sera donnée qu'en particulier, & sans éclat; & qu'au surplus, la Déclaration accordée au Clergé, sera conservée dans tous ses points.

3°. La Déclaration envoyée au Parlement, pour les Constitutions d'Innocent X & d'Alexandre VII, à l'enregistrement de laquelle Son Em. avoit voulu assister en personne. Les Prélats jugent à propos d'envoyer une Lettre circulaire aux Evêques, pour l'uniformité, & M. le Cardinal est prié d'obtenir une Lettre du Roi à tous les Prélats, sur ce sujet.

4°. L'assassinat commis en la personne du Curé de la Chapelle-Blanche, dont le Marquis de l'Hôpital étoit accusé.

5°. La Requête que l'Abbé de Valières, Archidiacre du Mans, avoit présentée au Parlement, pour demander commission d'informer criminellement contre le Sgr. Evêque du Mans; ce qui avoit été accordé.

6°. La saisie des revenus de l'ancien Evêq. de Mirepoix, pour ne pas avoir levé l'interdit qu'il avoit jetté sur son Eglise, au moment que l'Arrêt lui fut signifié, quoique depuis il eût levé l'interdit.

7°. L'union de plusieurs Bénéfices de

la pleine Collation de l'Evêque & du Chapitre du Mans, faite en vertu de simples Lettres-Patentes obtenues en Chancellerie, & par des personnes laïques.

8°. Le refus fait par les Habitants de Saulieu, d'un Prédicateur qui leur étoit envoyé par l'Evêque d'Autun.

Sur tous ces objets, le Cardinal Mazarin promet toute assistance. T. IV, P. Just. p. 145, 146, 147.

Assemblée de 1659.

Elle fut tenue au Palais Mazarin: elle eut plusieurs objets.

1°. Les Assemb. des Curés de Paris, sur lesquelles S. M. désiroit avoir les avis des Evêques, sur les moyens d'arrêter ces entreprises. *Voyez* Curés, §. IV, n°. I.

2°. Le Livre du P. Bagot, imprimé à Rome. *Voyez* Censures Doctrinales, n°. XVII.

3°. L'Instance qu'avoit au Conseil M. l'Arch. de Rouen, pour la nomination par lui faite d'un Bénéfice dépendant d'un Patron de la R. P. R. *Voyez* Patronage, n°. I.

4°. Plaintes de l'Evêque de Beauvais contre son Chapitre, qui, selon ce Prélat, vouloit faire des Statuts en matière de foi. *Voyez* Beauvais, n°. 3.

5°. L'atteinte donnée aux Immunités Ecclésiastiques, touchant les aveux & dénombrements, les francs-fiefs, le rachat des biens ecclésiastiques aliénés. Son Em. promet d'en parler à M. le Surintendant, & qu'il lui déclarera que S. M. entend qu'on exécute ponctuellement ce qui a été promis.

6°. Affaire du Curé de la Chapelle-Blanche. Le Marquis de l'Hôpital offre de vendre sa Terre, pour satisfaction à l'Eglise; ce qui engage le Cardinal Mazarin de terminer l'affaire par un accommodement.

7°. Les Lettres-Patentes par lesquelles S. M. défend toutes sortes d'Assemb. Son Em. assure les Prélats, que l'intention du Roi dans ces Lettres-Patentes, n'étoit que d'empêcher les Séminaires que les Jansénistes établissoient tous les jours, sans permission, & qu'il n'y avoit rien qui pût blesser la Jurisdiction des Evêques. T. IV, P. Just. p. 147, 148, 149.

Autre Assemblée de 1659.

Plusieurs causes de sa convocation. 1°. Le différend sur la manière dont le Clergé doit assister aux *Te Deum*.

XXVIII.

XXIX.

Voyez Prières publiques, §. II, n°. III.

2°. Prétention du Recteur de l'Université, de précéder les Prélats aux Actes de l'Université. Voyez Universités, §. II, n°. VII.

3°. Dix Religieux Augustins, avec leur Prieur, mis à la Conciergerie, par Arrêt du Parlement. Les Prélats assemblés, arrêtent d'en parler fortement à Son Eminence, comme d'une entreprise tout-à-fait contraire à la Jurisdiction Ecclésiastique. T. IV, P. Just. p. 149.

Autre Assemblée de 1659.

XXX. C'est une délibération contre l'Abbé de Montigni, commis par le Pape pour exercer les fonctions épiscopales en Canada, qui fait partie du Diocèse de Rouen. Voyez Canada.

Deux Assemblées en 1661.

XXXI. Il y en eut deux tenues aux mois de Juin & de Juiller, à l'occasion du Mandement des Vicaires-Généraux de Paris, pour la signature du Formulaire & pour l'acceptation de la Constitution d'Alexandre VII, contenant un Formulaire semblable à celui du Clergé. Voyez Formulaire, §. I, n°. III.

Assemblée de 1662.

XXXII. Elle fut tenue à l'occasion de la Béatification de M. François de Sales, Evêque de Geneve. Voyez Canonisation, n°. I.

Assemblée de 1664.

XXXIII. Elle fut convoquée pour régler le Cérémonial, lors de l'entrée de M. le Cardinal de Chigi, Légat en France. Voyez Légats à latere, n°. I.

Deux Assemblées de 1668 & 1669.

XXXIV. Elles furent tenues aux Augustins. La première, au sujet des affaires de Candie : cette Isle étoit vivement pressée par les Infidèles. M. le Nonce invite les Prélats, de la part de Sa Sainteté, de contribuer de leurs Prières, & par des secours temporels, pour garantir cette Isle. Voyez Candie.

La deuxième est au sujet de l'Arrêt d'Agen, contre les Réguliers. Voyez Approbations, §. II.

Assemblée de 1681.

XXXV. L'Ass. Génér. de 1680 ayant eu avis, lorsqu'elle étoit sur le point de se séparer, qu'il paroïssoit dans le Royaume trois Brefs du Pape sur la Régale, pleins de menaces contre le Roi, & de re-

proches contre les Evêques, résolut d'écrire à S. M., la brièveté du temps ne lui permettant pas d'entrer dans le fond de l'affaire, pour lui témoigner la douleur que le Clergé ressentoit de la procédure extraordinaire qui étoit contenue dans ces Brefs. Après la séparation de l'Assemb., on continua de répandre dans le Public plusieurs autres Brefs, tant au sujet de l'affaire de Pamiers & de Toulouse, qui étoit une suite de la Régale, qu'au sujet de l'affaire particulière du Monastere de Charonne. Ces Brefs occasionnerent des appels comme d'abus, de la part du Procureur-Général, & divers Arrêts du Parlement; & comme la confusion & les troubles augmentoient chaque jour, Mrs. les Agents furent conseillés de supplier S. M. de leur permettre de convoquer les Prélats qui se trouveroient à Paris, afin de chercher les moyens de pacifier toutes choses. Le Roi ayant permis cette Assemb., elle se tint aux mois de Mars & de Mai 1681, dans l'Archevêché de Paris. T. V, p. 331, 336, 338, 339; les Brefs & la Lettre de l'Ass. de 1680, P. Just. p. 182 & suiv.

En la première séance des Prélats assemblés, on fait lecture du Mémoire présenté au Roi par Mrs. les Agents, où sont cotés tous lesdits Brefs : il contient leurs plaintes de ce qui a été fait à Rome, & que l'on avoit tenté d'exécuter en France depuis six mois, contre la disposition des Canons, contre les Libertés de l'Eglise Gallicane & les Loix du Royaume. La Compagnie nomme des Commissaires pour l'examen des actes relatifs aux affaires présentes : on ajoute qu'ils eurent aussi ordre d'examiner sept à huit propositions qui sont rapportées. T. V, p. 338 jusq. 341.

Dans la seconde séance, M. le Tellier, Chef de la Commission, fait son rapport sur les Brefs. Trois objets principaux de ce rapport & de la délibération de l'Ass. : 1°. affaire de la Régale, dont celle de Pamiers & de Toulouse est une suite; 2°. affaire de Charonne; 3°. Jugement des Srs. Commissaires sur le livre du sieur Gerbais, & sur les éclaircissements donnés par le sieur David sur son livre des Jugements Canoniques des Evêques.

Dans la critique qui est faite des Brefs & des propositions avancées dans un Ecrit Italien, on établit plusieurs maximes importantes.... Les affaires Ecclé-

ques, résolu
été du temps
nter dans le
témoigner la
lentoit de la
qui étoit con-
rès la sépara-
ntinua de ré-
usieurs autres
affaire de Pa-
qui étoit une
sujet de l'as-
sistère de Cha-
onnerent des
e la part du
divers Arrêts
la confusion
oient chaque
ent conseillés
permettre de
ui se trouve-
chercher les
es choses. Le
Assemb., elle
rs & de Mai
e Paris. T. V.
es Brefs & la
P. Just. p. 182

des Prélats af-
du Mémoire
les Agents,
its Brefs : il
ce qui a été
a voit tenté
uis six mois,
anons, con-
Gallicane &
Compagnie
s pour l'exa-
affaires pré-
urent aussi or-
propositions
p. 338 jusqu'à

, M. le Tel-
ion, fait son
s objets prin-
e la délibéra-
de la Régale,
de Toulouse
e Charonne;
Commissaires
is, & sur les
ar le sieur Da-
ments Cano-

te des Brefs
cées dans un
usieurs maxi-
ffaires Ecclé-

listiques doivent être jugées dans le Royaume.... Primauté du Pape; en quoi elle consiste.... Autorité & Jurisdiction des Evêques établie par J. C.... Ordre des Provinces établi par le Concordat... Causes majeures doivent être exprimées dans le Droit... Concordat devenu loi de l'Eglise & de l'Etat... Avantages que le S. Siege a tirés du Concordat.

L'avis de la Commission est, 1°. de faire des Remontrances au Pape, sur ce que l'affaire de la Régale ne méritoit pas que S. S. portât les choses si avant; que la chaleur qui paroît dans ces Brefs, & l'éclat qu'ils ont fait, sont capables de commettre l'autorité du S. Siege, dans une affaire que les Officiers du Roi regardent comme temporelle, & qui par elle-même n'est pas d'une grande conséquence pour l'Eglise; que par les Brefs adressés aux Religieuses de Charonne, on a troublé l'ordre des Jurisdiccions, violé le droit des Ordinaires & celui des Métropolitains, &c. 1°. De demander au Roi la permission de s'assembler en un Concile national, ou du moins de convoquer une Assemb. Génér. de tout le Clergé du Royaume, où l'Eglise de France étant représentée, pourra discuter les matières & prendre des résolutions. 3°. De faire imprimer le Procès-verbal de la présente Ass., & de l'envoyer à tous les Evêques. On rapporte des exemples de différentes Ass. tenues en pareils cas. L'avis est adopté, & le Procès-verbal signé. T. V, p. 341 & suiv. Voyez Régale, §. III, Charonne, Gerbais, David, Concordat.

Assemblée de 1686.

Cette Ass. n'étoit connue jusqu'ici, que par ce qu'en rapporte l'Ass. de 1690, séance du 26 Juin. Les Prélats qui étoient à Paris, eurent ordre du Roi de s'assembler. S'étant rendus chez M. l'Archevêque de Paris, M. de Harlay, ce Prélat leur exposa, que la dernière Assemb. Gén. voulant seconder le zèle du Roi, avoir, par les ordres de S. M., résolu de faire la dépense nécessaire des Missions, que S. M. vouloit envoyer par tout le Royaume, tant pour instruire les nouveaux Convertis, que pour la conversion de ceux de la Religion prétendue Réformée, qui n'étoient pas encore retournés au giron de l'Eglise: mais comme après ladite Ass., le Roi avoit révoqué l'Edit de Nantes, & que l'Edit de révocation avoit obligé la plupart de ceux de ladite Religion de se réunir à l'Eglise, S. M. avoit voulu qu'il

fût donné par le Clergé des pensions aux Ministres convertis, & à ceux qui se convertiroient. Sur quoi, M. de Harlay proposa trois choses à régler: 1°. de fixer la somme desdites pensions; 2°. de régler le temps auquel elles commenceroient; 3°. de trouver des fonds nécessaires pour les payer. Le tout murement discuté, a été conclu que l'on donneroit à chacun des Ministres convertis, depuis l'état arrêté dans la dernière Ass., 400 liv. de pension, & aux Proposants 200 liv.; que ladite pension commenceroit d'être payée par avance, pour ceux qui sont déjà convertis, au premier Janvier, & pour ceux qui se convertiront, au premier jour du quartier après leur conversion; & quant aux fonds nécessaires, il en sera usé comme il a été résolu pour les Missions en la dernière Ass.; qu'à cet effet le Receveur-Général fournira, ou fera les emprunts des sommes nécessaires, aux clauses & conditions les meilleures, par les ordres de M. l'Archev. de Paris. S. M. fera suppliées d'autoriser la présente délibération. Le Procès-verbal recouvré, avec l'Arrêt, est inséré au Supplément, à la tête du Tome VIII de la nouvelle Collection.

Assemblée de 1688.

Le Roi donna ordre à M. l'Arch. de Paris, d'avertir les Agents, qu'ils eussent à s'assembler à l'Archevêché tous les Prélats qui se trouveroient à Paris. En conséquence de cet ordre, le 30 Sept. 1688, ils se rendent tous à l'Archevêché. M. l'Archev. de Paris leur exposa qu'ils étoient assemblés au sujet de deux actes, dont S. M. vouloit leur faire part avant de les rendre publics. Le premier est une Lettre du Roi à M. le Cardinal d'Estrées, du 6 Sept. 1688; le second, un acte d'appel interjeté au futur Concile par M. le Procureur-Général, en date du 22 Janvier 1688, au sujet des griefs reçus ou à recevoir dans le temps du Pontificat d'Innocent XI. M. l'Archevêque de Paris ajoutoit, que son Official avoit donné acte de cet appel à M. le Procureur-Général, qui l'en avoit requis en son Tribunal, où ce Magistrat lui avoit encore demandé des Lettres qu'on appelle *Apôtres*, pour poursuivre cet appel en temps & lieu. Il disoit enfin que le Roi avoit donné ordre aux Agents, pour faire entendre ses intentions aux Prélats absents.

Après le discours de M. l'Archev. de Paris, la Compagnie, d'une voix una-

XXXVII.

XXXVI.

nime, prie ce Prélat de remercier très-humblement S. M. de l'honneur qu'elle lui faisoit de lui faire part des actes dont on venoit de faire lecture, ne pouvant mieux faire en cette rencontre, que de répondre à cette faveur par des vœux, pour qu'il plût à Dieu d'inspirer au Pape, dans cette occasion, des sentiments de paix, par des éloges de la piété du Roi, & par des applaudissements respectueux à la sage conduite de S. M.

Les actes relatifs à cette affaire sont :

1°. La Lettre circulaire de Mrs. les Agents.

2°. La Lettre du Roi à M. le Cardinal d'Estrées, où S. M. expose les divers sujets de plaintes qu'il avoit sur la conduite du Pape par rapport à elle. Il la termine en ordonnant au Cardinal, qu'après son audience du Pape, qui, sans doute, persévérerait dans son sentiment, il vît chacun des Cardinaux, à qui il laisseroit copie de la Lettre.

3°. Acte d'appel, du 22 Janv. 1688, interjetté par M. le Procureur-Général au Concile, au sujet de la Bulle du Pape, concernant les franchises dans la Ville de Rome, & de l'Ordonnance rendue en conséquence le 26 Décembre précédent.

4°. Arrêt du Parlement, les Grand-Chambre & Tournelle assemblées, en date du 23 Janvier 1688, sur lesdites Bulle & Ordonnance, qui reçoit le Proc. Gén. Appellant, déclare lesdites Bulle & Ordonnance nulles & abusives; ordonne que l'acte d'appel sera enregistré, & le Roi supplié d'employer son autorité pour la conservation des franchises & immunités du quartier de ses Ambassadeurs, d'ordonner la tenue des Conciles Provinciaux, ou d'un Concile national, afin d'aviser aux moyens les plus convenables pour remédier aux désordres des longues vacances des Evêchés.

5°. Acte d'appel en date du 27 Sept. 1688, interjetté au futur Concile par M. le Proc. Gén., & Arrêt rendu en conséquence.

6°. Extrait des registres de l'Université de Paris, concernant ce qui s'y est passé, lorsque M. le Procureur-Général y a été par ordre de S. M. le 28 Octobre. T. V, P. J. p. 301 & f.

Assemblée de 1697.

XXXVIII.

Le sujet de cette Ass. a été la réception de M. l'Abbé de Langlé à l'Agence, à la place de M. Colbert, Evêque

de Montpellier. Après la réception du sieur Abbé, M. l'Archevêq. de Reims, Président, lui fait prêter le serment, & prie deux Prélats de vouloir présenter à S. M. le nouvel Agent. T. VI, P. J. p. 111, 112.

Assemblée de 1698.

Même sujet de cette Ass., la réception de M. l'Abbé Desmarets à l'Agence, à la place de M. l'Abbé de Langlé, nommé à l'Evêché de Boulogne. M. l'Arch. de Reims lui fait prêter le serment, & prie M. l'Archev. de Paris de le présenter conjointement avec lui à S. M. T. VI, P. J. p. 113 & suiv.

XXXIX.

Assemblée de 1708.

Même sujet, réception de M. l'Abbé Turgot à l'Agence, à la place de M. de Poudenx, nommé à l'Evêché de Marseille; serment prêté de même, & présentation au Roi & à M. le Chancelier, par M. l'Archev. d'Albi. T. VI, P. J. p. 397, 398.

XL.

Assemblée de 1713.

Constitution *Unigenitus*, sujet de sa convocation. Voyez Religion, §. XI.

XLI.

Assemblée de 1719.

Elle est convoquée pour la liquidation des dettes du Clergé. Voyez Assemblées-Générales, §. I, n°. LV.

XLII.

Assemblée de 1720.

Pour la réception de M. l'Abbé de Brancas à l'Agence. T. VI, P. J. p. 628.

XLIII.

Autre Assemblée de 1720.

Pour la réception de M. l'Abbé de Prémieux. *Ibidem*, p. 630, 631.

XLIV.

Assemblée de 1732.

Même sujet, réception de M. l'Abbé de Chabannes à l'Agence, à la place de M. l'Abbé de Valras, nommé à l'Evêché de Mâcon. Il est reçu Agent, prête le serment, & deux Prélats sont nommés pour le présenter au Roi. T. VII, P. J. de 1735, n°. 1, p. 343.

XLV.

Assemblée de 1752.

L'Arrêt du Parlement de Paris, du 18 Avril 1752, contre le refus de Sacrements, sous prétexte de défaut de soumission à la Bulle *Unigenitus*, & l'Arrêté du 5 Mai, injurieux à M. l'Archevêque de Paris, ont été l'occasion & le sujet de cette Ass. Voyez Religion, §. XI, n°. I.

XLVI.

Assemblée

Assemblée de 1713.

XLVII.

Cette Ass. a été tenue en Décembre, au sujet du Livre du P. Berruyer, intitulé: *Histoire du Peuple de Dieu, seconde Partie*. Voyez Berruyer.

Assemblée de 1761.

XLVIII.

Cette Ass. a été tenue chez M. le Cardinal de Luynes, en conséquence des ordres du Roi, pour délibérer sur quatre questions proposées par S. M., concernant l'Institut des Jésuites, & leur conservation en France. Voyez Jésuites, §. VI.

§. II. Règlements du Clergé qui autorisent & maintiennent les Assemblées des Prélats à la suite de la Cour, prescrivent la manière de les convoquer, & fixent leur pouvoir.

I. L'Assemb. de 1630 se fait rendre compte de deux difficultés faites par M. de Châteauneuf, Garde des Sceaux: l'une, sur les fonctions de Messieurs les Agents; l'autre, sur la réception des Députés des Prélats assemblés hors des Ass. Gén. Il contestoit aux Agents le droit de présenter, au nom du Clergé, des Requêtes au Conseil, & refusoit de les recevoir. Sur cette difficulté, Voyez Agents, §. V, n°. IV.

Autre refus du même Magistrat, de recevoir les députations des Prélats extraordinairement assemblés. Sur ces deux refus, Mrs. les Prélats qui étoient à Paris, s'assemblerent, & arrêterent d'envoyer au Roi, à la Reine & au Cardinal Mazarin, des Députés qui furent reçus en cette qualité. Le Cardinal leur accorda une conférence avec M. le Garde des Sceaux. Sur le sujet de la députation, il fut long-temps disputé, sans aucune résolution certaine. Sur quoi, l'Ass. de 1630, délibération prise par Provinces, a arrêté de maintenir les Assemb. de Mrs. les Prélats, (quelques défenses qu'on leur ait pu faire) & ce faisant, que lesd. Sgrs. pourroient s'assembler pour les affaires, tant du premier, que du second Ordre. T. III, p. 436, 437, 438.

II. En la même Ass. de 1630, il fut observé que souvent il y a de la difficulté entre Mrs. les Prélats & Mrs. les Agents, pour la convocation des Assemblées des Prélats qui se trouvent à Paris; sur quoi, il fut arrêté, que le cas de con-

Table de la Coll. des P. V.

vocation se présentant, l'ancien des Archevêques ou Evêques, qui seront à Paris, en avertira les Srs. Agents, auxquels il communiquera, si bon lui semble, le sujet pour lequel il convoque l'Ass., & seront lesdits Agents obligés d'envoyer, par son ordre, leurs billets pour la convocation; étant néanmoins loisible aux Srs. Agents de les avertir en d'autres rencontres pour s'assembler, suivant qu'ils jugeront à propos pour le bien & l'honneur du Clergé. T. III, p. 438.

Le Règlement de 1713, art. 1, des Assemb. extraordinaires, y est entièrement conforme. T. VI, P. J. p. 494.

Et l'art. 20, au titre des Agents. Ibid. p. 498.

III. Les Assemblées de Mrs. les Prélats ne peuvent accorder aucune levée extraordinaire de deniers, rendre aucunes Ordonnances pécuniaires, si ce n'est pour les Ministres convertis, ordonner aucune impression de livres, &c. Il y a sur ce point des délibérations précises des Ass. Gén., qu'on va rapporter par ordre de dates.

Dans le Rapport fait en l'Assemb. de 1585, par Mrs. les Agents, ils observèrent que Mrs. les Cardinaux & Prélats se trouvant à Paris, avoient été assemblés, par ordre du Roi, deux fois, pour consentir à la levée extraordinaire de quelques subside demandés par S. M.; qu'outre que lesdits Seigneurs avoient toujours résisté, les Srs. Agents avoient protesté de s'opposer, au nom du Clergé, comme n'ayant lesdits Seigneurs aucun pouvoir de représenter le Clergé. T. I, p. 396.

L'Assemblée de 1617 fait défenses au Receveur-Général d'acquiescer à l'avenir aucune ordonnance faite hors de l'Ass., à peine d'en répondre en son propre & privé nom: elle l'oblige, par serment, de n'en recevoir, ni payer aucune, étant faite par personnes sans pouvoir, & contre la teneur de ce Règlement. La même Ass. défend aux Agents de se trouver en lieu ou Assemb. où l'on voudroit faire telles ordonnances pécuniaires; il leur est ordonné de s'y opposer & de protester de nullité. T. II, p. 301.

En l'Ass. de 1621, il fut représenté, par M. le Promoteur, que, durant son Agence, plusieurs Prélats, qui étoient à la suite de la Cour, auroient adressé aux Agents plusieurs ordonnances en faveur des Ministres & autres nouveaux Convertis; qu'il leur avoit fallu acquit-

Ministres convertis ne sont pas exceptés.

T

ception du
de Reims,
ement, &
présenter
VI, P. J.

réception
Agence, à
ngle, nom-
M. l'Arch.
ement, &
e le présen-
à S. M. T.

XXXIX.

M. l'Abbé
ce de M. de
hé de Mar-
me, & pré-
Chancelier,
VI, P. J. p.

XLI.

3. sujet de fa
on, §. XI.

XLI.

9. la liquida-
Voyez Af-
n°. LV.

XLII.

0. l'Abbé de
P. J. p. 618.

XLIII.

1710. l'Abbé de
631.

XLIV.

2. M. l'Abbé
à la place de
né à l'Evêché
nt, prête le
ont nommés
VII, P. J.

XLV.

2. Paris, du
refus de Sa-
e défaut de
genius, &
x à M. l'Ar-
l'occasion &
Religion,

XLVI.

Assemblée

ter, parce que le Receveur-Gén. avoit refusé de le faire. Sur quoi l'Ass. fait défenses, tant au Recev. Gén. qu'aux Agents, de ne plus acquitter telles ordonnances, ni autres faites hors des Assemb. du Clergé, sous peine de pure perte des sommes payées. L'Ass. prend en même-temps le serment des Agents, qui promettent de ne plus contrevenir à l'ordonnance. T. II, p. 371.

Par délibération de l'Ass. de 1625, fut arrêté que les ordonnances qui pourroient être faites à l'avenir par les Prélats, hors de l'Ass. Gén., seront nulles & de nulle considération : défense au Recev. Gén. de les acquitter, à peine d'amende, outre la radiation dans ses comptes; lequel oui sur ladite proposition, s'oblige par serment de s'y conformer. T. II, p. 411, 522, 523, 575.

L'Ass. de 1635 raie un article de dépense de 950 liv., porté dans le compte du Recev. Gén., pour les frais d'un service fait aux Augustins, pour feu M. l'Evêque d'Orléans, par ordonnance des Prélats assemblés. Défenses au Rec. Gén. de reconnaître ces Ass., ni d'en acquitter aucune ordonnance pécuniaire, de quelque somme qu'elle puisse être, à peine de 10000 liv.; il est enjoint aux Agents de s'opposer à telles ordonnances.

Autre partie de 600 liv., ordonnée par les mêmes Prélats, rayée par la même Assemblée. Elle annule aussi quelques délibérations des Prélats assemblés extraordinairement, au sujet d'une députation envoyée au Roi en Savoie, qui demandoit au Clergé une somme notable. T. II, p. 680, 681, 795 & suiv.

L'Assemblée de Mantes, en 1641, dès sa première séance, se fait représenter la délibération des Prélats, étant alors à Paris, en 1640, portant qu'en cas qu'il plût au Roi d'accorder une Assemb. Gén., ils s'engageoient de procurer, autant qu'ils pourroient, que l'Ass. laissât à S. M. le tiers des revenus de tous les Bénéfices du Royaume, ou six millions en trois années. Cette délibération est jugée faite sans aucun pouvoir légitime; ordonné qu'elle demeurera sans effet, & les Règlements précédents, sur cet article, renouvelés. T. III, p. 7, 8.

Les Prélats à la suite de la Cour avoient accordé une somme de 16000 l. à M. l'Evêque d'Amiens, & de 4000 l. à M. l'Evêque de Boulogne. L'Ass. Gén. de 1645 supprime ces deux articles, avec défenses au Comptable de

plus acquitter aucunes parties, en vertu des ordonnances des Prélats, sauf pour les Ministres convertis. Il est enjoint aux Agents de s'y opposer, à peine d'en répondre, & néanmoins pour certaines considérations, l'Ass. trouve bon de ne pas répéter lesdites sommes. T. III, p. 397.

L'Ass. de 1655 défend à l'Imprimeur du Clergé, de faire désormais aucune impression de livres, par ordre des Ass. de Prélats, si la dépense excède 50 liv. T. IV, p. 410.

La même Ass. ordonne la radiation d'une somme de 1000 liv., donnée par ordre d'une Ass. de Prélats, à M. l'Archevêque de Cassandre, sauf au Comptable son recours contre les Ordonnateurs. T. IV, p. 450.

L'Ass. de 1660, dans le compte des frais communs, raie deux articles, par rapport à deux sommes qui n'avoient été ordonnées que par des Assemb. de Prélats: elle renouvelle la défense faite au Recev. Gén. de rien payer sur pareilles ordonnances. T. IV, p. 808, 809.

L'Ass. de 1665 ordonne qu'il ne sera dorénavant rien accordé à ceux qui seroient employés pour les affaires du Clergé, hors des Assemb., pour taxe, remboursement, gratification, &c., s'ils ne le font demander en l'Ass. qui se tiendra immédiatement après l'exécution de la Commission. T. IV, p. 1045, 1046.

L'Ass. de 1695 défend au Rec. Gén. de payer ce que les Ass. des Prélats auroient accordé sans pouvoir, à d'autres personnes qu'aux Ministres convertis, à peine de radiation. T. VI, p. 164.

Le Règlement de 1715, art. 4, des *Ass. extraordinaires*, est formel: il porte en termes exprès, que les Prélats se trouvant à Paris, ou à la suite de la Cour, ou ailleurs, ne pourront faire aucune ordonnance pécuniaire, ni consentir à aucune imposition, ou dépense sur le Clergé, à peine de privation de l'entrée aux Assemb. Gén.: il est fait défenses au Recev. Gén. de payer aucune somme en vertu d'aucune ordonnance, ou délibération prise hors des Ass. Gén., qui peuvent seules faire de semblables délibérations, en vertu des Procurations données par les Provinces, & ce à peine de radiation: il est enjoint aux Agents de s'opposer auxd. ordonnances, & d'en empêcher l'exécution, à peine de privation de tous émoluments & récompense. T. VI, p. J. p. 495.

Exception pour les Ministres convertis.

Même exception.

ies, en vertu
ts, sauf pour
il est enjoint
à peine d'en
pour certaines
ve bon de ne
es. T. III, p.

l'Imprimeur
mais aucune
rdre des Aff.
excede 50 liv.

la radiation
donnée par
s, à M. l'Ar-
auf au Comp-
les Ordonna-

le compte des
articles, par
qui n'avoient
s Assemb. de
défense faite
payer sur pa-
p. 808, 809.
qu'il ne sera
ceux qui se-
affaires du
, pour taxe,
ion, &c., s'ils
l'Assemb. qui
après l'exé-
T. IV, p.

au Rec. Gén.
es Prélats au-
ir, à d'autres
convertis,
I, p. 164.
art. 4, des
est formel: il
ue les Pré-
la suite de la
pourront
iaire, ni con-
, ou dépense
privation de
il est fait
de payer au-
cune ordon-
rife hors des
eules faire de
en vertu des
les Provin-
ation: il est
pposer auxd.
pêcher l'exé-
tion de tous
se. T. VI, p.

Exception pour
les Attributions
verris.

Même excep-

ATTESTATIONS.

IV. Par l'art. 2, du même Règlement de 1715, titre des *Aff. extraordinaires*, les Evêques *in partibus* ne seront point appelés aux *Aff. particulières* des Prélats de France; & lorsqu'il sera nécessaire de les entendre dans les *Aff. Gén.* ou particulières, il leur sera donné une place séparée de celle des Evêques de France, sans que le présent Règlement puisse être tiré à conséquence contre les Coadjuteurs, ni contre les anciens Archevêques ou Evêques qui se sont démis de leurs, &c. T. VI, P. J. p. 494.

V. Lorsqu'il sera nommé un nouvel Agent, dans l'intervalle de deux *Aff.*, les Prélats qui sont par occasion à Paris, ou à la suite de la Cour, pourront s'assembler pour recevoir le nouvel Agent: ils lui feront prêter le serment à la manière accoutumée, & ils députeront trois Prélats pour présenter au Roi le nouvel Agent. Il sera aussi présenté à M. le Chancelier, par l'un des Prélats députés, pour le prier de lui donner entrée au Conseil. Ce sont les termes du Règlement de 1715, art. 3, des *Assemb. extraordinaires*. T. VI, P. J. p. 495.

ASTIER. [S.]

CHAPITRE de S. Astier. *Voyez* Périgucux.

ATTESTATIONS.

I. SUIVANT l'art. 30, du Règlement des Réguliers, dressé dans l'Assemb. de 1625, ils ne peuvent donner des Lettres testimoniales, *de viri & moribus*, *Religione & natalibus*, ni Lettres commendatices aux Séculiers & autres qui ne sont de leur Ordre; cela n'appartient qu'aux Evêques, à leurs Vicaires, ou aux Curés. T. II, P. J. p. 66.

II. Les Evêques ne peuvent faire aucunes informations, ni donner attestations de vie & mœurs, pour obtention de Bénéfices, que pour les Bénéfices qui sont situés dans leurs Diocèses. Ainsi réglé par l'Ass. de 1635. T. II, p. 779. *Voyez* Provisions de Cour de Rome.

III. M. le Tellier, Archevêque de Reims, dans son Ordonnance communiquée à l'Assemb. de 1700, prescrit aux Réguliers, qui sortent d'un Diocèse, pour être approuvés dans le sien, de présenter des Lettres testimoniales de l'Evêque du Diocèse dont ils sortent. Avis de l'Assemb. *Voyez* Approbations. §. II, an. 1700.

L'Ass. de 1705 a fait un Règlement semblable, par rapport aux Clercs ab-

AUBERT. AUCH.

sents du lieu de leur origine, & qui veulent être promus aux Ordres: elle ordonne qu'il sera écrit une Lettre circulaire à tous les Prélats du Royaume, pour les exhorter à ne point conférer les Ordres, ni donner des dimissoires aux Ecclésiastiques nés dans leurs Diocèses, lesquels en auront été absents pendant un temps considérable, à moins qu'ils ne rapportent des certificats de vie & mœurs, des Evêques ou Grands-Vicaires, dans le Diocèse desquels ils auront été à titre de domicile, ou à titre de Bénéfice. T. VI, p. 877. & f.

IV. L'Ass. de 1758 ayant fait prier M. le Chancelier de donner les ordres les plus précis, pour qu'aucun Officier ne fût reçu dans les charges de Magistrature, ou dans celles de Notaires, qu'il ne rapportât un certificat de Catholicité, signé par l'Evêque Diocésain; ce Chef de la Justice avoit répondu, qu'il avoit toujours exigé cette formalité, & qu'il renouvellerait encore les Ordonnances sur ce sujet. T. VIII, p. 657.

AUBERT.

DOCTEUR de Sorbonne, chargé par les Ass. de 1635, 1645, 1650, de l'impression de l'Histoire Ecclésiastique, de l'édition des Peres Grecs, des Œuvres de S. Ephrem, &c. *Voyez* Peres Grecs, n°. II.

AUCH.

1°. L'EGLISE d'Auch étoit exempte du droit de Régale au 14^e siècle. *Voyez* Régale, §. I.

2°. L'Ass. de 1600, dans l'art. 28 de son Cahier, supplie S. M. d'ordonner que tous les Arrêts donnés par le Parlement de Pau, au préjudice des appels interjetés des Sentences données par les Evêques d'Oléron & de Lescar, à l'Archevêché d'Auch, soient nuls & de nul effet. Accordé. T. I, P. J. p. 180.

3°. Dans l'Ass. de 1665, s'élève un différend sur la préséance entre M. de Péréfixe, Archevêque de Paris, & M. de la Mothe, Archev. d'Auch. *Voyez* Préséance, §. I, n°. VI.

4°. Dans l'Ass. de 1705, prétentions respectives de Primatie, de la part des Archevêques d'Auch & de Bordeaux. *Voyez* Primatie.

5°. L'Ass. de 1730 charge Mrs. les Agents de solliciter, en faveur de M. l'Archevêq. d'Auch, la cassation d'un Arrêt du Parlement de Pau, qui ordonnoit que le Prétoire de l'Officialité foraine d'Oléron seroit établi en la ville

de Pau, où l'Official forain d'Auch, qui résidoit à Oléron, seroit tenu de résider. T. VII, p. 1122, 1123.

1745.

6°. Dans l'Ass. de 1745, il est parlé d'une contestation élevée entre M. l'Archevêque d'Auch, & les Officiers du Présidial de la même Ville, au sujet de la posture dans laquelle ces Messieurs doivent être pour recevoir la Bénédiction Episcopale. Les Parties s'étant adressées, sur cette contestation, à M. le Chancelier, pour en obtenir la décision, ce Chef de la Justice écrivit une Lettre aux Officiers du Présidial, en faveur de M. l'Archevêque : la copie de la Lettre fut lue dans l'Ass., qui, du consentement de M. le Chancelier, en ordonna l'impression, & qu'elle seroit mise parmi les Pièces Just. T. VII, p. 2082. P. J. p. 485 & f.

1755.

7°. M. l'Archev. d'Auch rend compte à l'Ass. de 1755, qu'ayant voulu faire la visite de la clôture du Couvent de Vaupillon, de l'Ordre de Fontevault, la Supérieure lui en avoit refusé l'entrée, sous prétexte d'exemption. L'Ass. renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdiction. T. VIII, p. 566.

AUDIENCES.

Il en est de deux sortes par rapport aux Assemb. du Clergé ; celles qu'elles accordent, & celles qu'elles demandent.

A l'égard de celles qu'elles accordent. Voyez Assemblées-Générales, §. II, n°. VIII.

Sur les Audiences qu'elles demandent, soit pour rendre leurs respects au Roi, à la Reine, à la Famille Royale, &c., soit pour faire des Remontrances à S. M. Voyez Cérémonial, relativement aux Ass., §. II.

AVÈNEMENT. [JOYEUX]

I. L'ASSEMBLÉE de 1595, art. 16 de son Cahier, déclare que le droit de Joyeux Avènement est une nouvelle entreprise & une usurpation sur l'Eglise : elle en demande la révocation, & qu'il soit défendu au Grand-Conseil d'en connaître. T. I, p. 574.

Même disposition de l'art. 9 du Cahier de l'Ass. de 1598, qui ajoute aussi le serment de fidélité. T. I, P. J. p. 162, 163.

Renouvelée pour tous Brevets & Dons du Roi dans l'art. 9 du Cahier de l'Ass. de 1600. La demande est rejetée dans la réponse. T. I, P. J. p. 175.

L'Ass. de 1610, art. 18 de son Ca-

hier, supplie S. M. de laisser & conserver les Prélats, pour ce qui est du Droit Juridique, en leur ancienne & légitime liberté de pourvoir aux Bénéfices de leur collation, sans pouvoir être contraints, en vertu des prétendus droits de Joyeux Avènement, serment de fidélité, & autrement, cassant tous Arrêts contraires. La réponse est, que *lesdits droits ayant été approuvés, reçus & confirmés par l'usage, les Prélats ne doivent refuser cette gratification à S. M.* T. II, P. J. p. 6, 7.

L'Ass. de 1612, art. 1 du petit Cahier, renouvelle la demande : tout ce qu'elle obtient de plus, c'est l'exemption du droit pour les Chapitres des Collégiales. T. II, p. 32, 33, P. J. p. 12.

Même demande renouvelée par la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614. T. II, p. 143.

L'Ass. de 1617 poursuit le fait des Eglises Collégiales, avec un Chanoine de S. Hilaire de Poitiers, contre celui qui avoit obtenu le Brevet du Roi. Elle se plaint qu'on eût refusé de recevoir les Agents Parties intervenantes au Procès. T. II, p. 314, 315.

En l'Assemb. de 1645, trois objets de plaintes au sujet des Brevets de Joyeux Avènement : 1°. de ce que les Eglises Collégiales sont comprises dans les nouveaux Brevets, contre tout usage & coutume, contre l'Ordonnance de 1629, contre la Déclaration donnée sur le Cahier de 1635. 2°. De la clause irritante apposée auxdits Brevets, qui porte, que les collations faites par les Ordinaires, au préjudice desdites nominations, seront nulles. 3°. De ce que les Collateurs sont condamnés à payer des pensions aux Brévétaires, jusqu'à ce qu'ils leur aient conféré un Bénéfice ; ainsi qu'il est jugé par un Arrêt du Grand-Conseil, donné au mois de Mai dernier. Remontrances résolues sur ce sujet : Déclaration accordée pour retrancher des Brevets ce qui y avoit été ajouté. Le Grand-Conseil, en la vérifiant, y met une modification, pour ce qui regarde les Bénéfices dépendants des Eglises Collégiales, ayant ordonné que ledit droit auroit lieu en celles qui ne sont pas de la collation des Evêq., & où il y a dix Chanoines, y comprises les Dignités. Jussion est envoyée pour enregistrer purement & simplement. T. III, p. 273 & suiv.

II. En l'Ass. de 1725, la Commission du Temporel propose de mettre dans le prochain Contrat une clause qu'elle

différer & confirmer
qui est du Droit
divin & légitime
Bénéfices de
ne pas être con-
tendus droits
serment de fidé-
lité tous Arrêts
est, que lesdits
regus & con-
seils ne doivent
à S. M. T. II,

du petit Ca-
lande : tout ce
c'est l'exemp-
Chapitres des
33, P. J. p. 12.
puellée par la
des Etats de

fait des
Chanoine
contre celui
du Roi. Elle
de recevoir
enantes au Pro-

trois objets de
vets de Joyeux
que les Eglises
dans les nou-
tout usage &
manche de 1619,
nnée sur le Ca-
clausé irritante
qui porte, que
les Ordinaires,
minations, se-
que les Colla-
payer des pen-
usqu'à ce qu'ils
Bénéfice; ainsi
arrêt du Grand-
de Mai dernier.
sur ce sujet: Dé-
retrancher des
été ajouté. Le
siant, y met une
qui regarde les
Eglises Collé-
que ledit droit
ne sont pas de
& où il y a dix
les Dignités,
enregistrer pu-
T. III, p. 173

la Commission
mettre dans
clausé qu'elle

exprime, pour empêcher que les Trai-
tants du droit de Joyeux Avènement,
ne l'étendent jusqu'aux Ecclésiastiques.
L'Ass. remet à décider cette clause. T.
VII, p. 466 & f.

AVERTISSEMENT.

Trois principaux Actes des Assem-
blées du Clergé, intitulés ainsi.

1°. L'Avertissement Pastoral, adres-
sé par l'Ass. de 1682 à ceux de la Reli-
gion prétendue Réformée, pour les por-
ter à se réconcilier avec l'Eglise. *Voyez*
Protestants, §. II, n°. XVI, an. 1682.

2°. L'Avertissement publié dans l'Ass.
de 1770, au sujet des mauvais livres en
tout genre, ledit Avertissement adressé
aux Fideles, & portant sur les dangers
de l'incrédulité. *Voyez* Livres, §. III,
n°. II.

3°. Semblable Avertissement de l'Ass.
de 1775, adressé aussi aux Fideles, sur
les avantages de la Religion, & les effets
pernicieux de l'incrédulité. *Voyez* Li-
vres, §. III, n°. II.

A V E U X

ET DÉNOMBREMENTS.

Voyez Foi & Hommage.

AUGMENTATION.

[D R O I T D ']

Voyez Aides.

AUGUSTINS.

I. Les Religieux de l'Ordre de saint
Augustin demandent d'être admis aux
Etats de 1614 & aux Ass. du Clergé.
Voyez Bénédictins.

II. Ils étoient élevés de grandes contesta-
tions entre M. l'Evêque d'Agén, &
les Augustins de son Diocèse, au sujet
des approbations pour la Confession &
pour la Prédication : contestations ter-
minées en faveur du Prélat & de la Ju-
risdiction Episcopale, par le célèbre
Arrêt du Conseil, rendu le 4 Mars 1669.
Voyez Approbations, §. II.

III. Les Augustins de Beziers se sou-
mettent à l'Edit du mois d'Avril 1695,
touchant la visite des Monastères de
cette réforme, dont le Couvent de Be-
ziers est le Chef : ils prient en même-
temps M. l'Evêque de Beziers de visiter
ledit Couvent. T. VI, p. 124.

IV. Sur l'établissement des Augustins
à Tarascon, contre la volonté de M.
l'Arch. d'Avignon, Diocésain. *Voyez*
Communautés, n°. I.

GRANDS-AUGUSTINS DE PARIS.

I. L'Ass. de 1655 nomme des Com-
missaires pour assoupir des factions au
Grand-Couvent des Augustins de Paris.
Ces factions s'étoient formées au sujet
d'un Président envoyé par le Pape pour
présider aux élections, & de trois Com-
missaires envoyés par le Général, pour
faire la visite du Couvent. La paix y est
rétablie par lesd. Commissaires de l'Ass.
T. IV, p. 383, 384.

II. Les Archives du Clergé sont trans-
férées, en 1645, du Cloître Notre-Da-
me au Couvent des Grands-Augustins :
place offerte à ce sujet par la Maison.
Voyez Archives, §. I, n°. VII, IX.

III. Les PP. Augustins présentent,
à l'Ass. de 1715, un Mémoire conté-
nant plusieurs demandes au sujet du bâ-
timent que Mrs. les anciens Agents
avoient fait construire, & pour lequel
ils avoient fait démolir quelque autre
bâtiment qui étoit utile à la Commu-
nauté.

Sur quoi il a été délibéré, qu'on con-
tinuera de payer aux Augustins la som-
me de 300 liv., pour le loyer des Archi-
ves, & y compris l'augmentation qui a
été faite audit lieu des Archives; qu'on
leur paiera à l'avenir pareille somme de
300 liv., pour le loyer de la salle des
Assemb. & du Bureau, qui est derrière
ladite salle, à condition que la salle &
le Bureau ne seront qu'à l'usage du Cler-
gé; que les Assemb. du Clergé se servi-
ront, lors de leur tenue, de tous les
autres Bureaux, sauf auxdits Religieux
de s'en servir en d'autres temps, sans les
changer ou dégrader; que pour dédom-
magement du tort qu'ils prétendent
avoir souffert, il leur sera donné 2000
liv., une fois payée; pour exécution du
tout sera passé acte entre les Agents &
lesdits Religieux; ledit acte passé le 27
Janvier 1717. T. VI, p. 1363, 1364. P.
J. p. 459 & f.

IV. Les mêmes Peres proposent, à
l'Ass. de 1725, plusieurs objets de de-
mandes, à cause de la construction
d'une nouvelle chambre des Archives.

La première concerne un passage,
une chambre près la buvette, l'apparte-
ment du Président, qui ont tourné à
l'usage du Clergé depuis 1715, sans que
les Peres y fussent obligés par aucun
contrat. La seconde regardoit le dom-
mage causé au lambris du Chœur de leur
Eglise, à l'occasion du Service du ser-
Roi. La troisième, qu'ils souhaiteroient

que le Garde des Archives ne vint que deux fois la semaine aux Archives, pour éviter l'embarras de quantité de personnes qui ont à faire à lui. La quatrième tendoit à avoir l'usage de la salle où s'assemble le Clergé.

Sur quoi, augmentation de 100 liv. par an, accordée pour le loyer, &c. & à la charge d'entretenir, &c. Quant à la seconde demande, une somme de 500 liv. une fois payée. Néant sur la troisième & la quatrième demande. Arrêté que sur ce que dessus sera passé acte avec les Religieux. T. VII, p. 64. P. J. p. 8 & f.

V. L'Assemb. de 1726 leur accorde un supplément de 1000 liv., pour les réparations du pavé de leur cour & du lambris de leur Eglise, en acquiesçant par eux à ce qui a été réglé à leur égard par l'Ass. de 1725. T. VII, p. 613, 614.

VI. L'Ass. de 1742 donne commission à M. l'Archevêq. de Sens & à Mrs. les Agents, de traiter avec les PP. Augustins, pour qu'ils se chargent de plusieurs fonctions & dépenses concernant les Assemblées, afin de débarrasser le Clergé de tant de mémoires & dépenses qui grossissent les frais communs. T. VII, p. 1857.

VII. L'Ass. de 1745 fait un traité avec les Augustins, par lequel on leur accorde mille écus, pour la tenue de chaque Ass., sans qu'ils puissent exiger une plus grande somme, sous prétexte que le temps desdites Assemb. seroit plus ou moins long; qu'en conséquence de ladite somme, les Peres seront tenus de fournir toute la cire nécessaire pendant la tenue desdites Assemb., le linge d'Eglise, & les ornements, tant pour la célébration des Messes basses, que pour les Messes solennelles; que quant à la cire, ils ne seroient pas tenus d'en fournir à la Procession de la Fête-Dieu, mais seulement aux Saluts qui se feront pendant l'Octave; que pour les autres objets de dépense relatifs à l'Ass., lesdits Peres se chargeroient, moyennant ladite somme de 3000 liv., du paiement des articles qui seroient convenus entre eux & Mrs. les Agents: & en exécution de ladite convention, les Peres renonceroient à toutes gratifications qu'ils pourroient demander à l'Assemb., sous quelque prétexte que ce soit. T. VII, p. 2118 & f.

VIII. Le tonnerre étant tombé, en 1747, sur l'Eglise des Augustins, l'Ass. de 1748 leur accorde une gratification de 4000 liv. T. VIII, p. 212.

AVIGNON.

1°. DANS le département ordonné par l'Ass. de 1685, les Bénéfices & Bénéficiaires d'Avignon n'y sont pas compris, ou sont rayés dudit département sur la déclaration du Nonce, que l'intention du Pape étoit, qu'ils n'y fussent pas compris. T. I, p. 347.

2°. Sur la Requête des Bénéficiaires d'Avignon, tendante à être appelés aux Assemb. Gén. des comptes, ou déchargés des frais des Députés d'icelles; l'Ass. de 1710 ordonne, qu'à l'avenir lesdits Bénéfices ne seront compris, ni taxés en l'imposition des taxes des Députés, sans préjudice toutefois d'autres frais communs. T. II, p. 23.

3°. En l'Ass. de 1725, M. l'Abbé de Valras rend compte d'une affaire concernant les Evêques du Comtat Venaissin. Les Diocèses de ce Comtat s'étendent sous deux dominations, celle du Roi & celle du Pape. Sous celle du Roi, leur territoire ressortit à trois Parlements, Aix, Toulouse & Grenoble, & les Villes Episcopales sont dans le Domaine du S. Siege: cette dernière circonstance a servi de prétexte au Parlement d'Aix, pour rendre un Arrêt, le 18 Juin 1722, par lequel, sur la requisition du Procureur-Général, il est enjoint à Mrs. les Archevêque & Evêques du Comtat, qui ont territoire dans le ressort de ce Parlement, d'établir des Grands-Vicaires & Officiaux dans le Royaume, Habitants & Originaires François, à peine de saisie de leur Temporel. M. de Valras expose les inconvénients de l'Arrêt. L'Ass. renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdiction pour l'examiner. T. VII, p. 448 & f.

4°. Sur l'établissement des Augustins à Tarascon, contre la volonté de M. l'Archevêque d'Avignon, Diocésain. Voyez Communautés.

5°. Sur le paiement des taxes & impositions du Clergé, par les Bénéficiaires d'Avignon, qui sont du ressort du Diocèse d'Apt. Voyez Apt.

6°. En plusieurs Assemb., s'est présenté un différend à terminer entre les Diocèses d'Avignon & d'Uzès, au sujet des taxes & impositions de plusieurs Paroisses & Bénéfices détachés du Diocèse d'Uzès & unis à celui d'Avignon. Voyez Uzès, n°. II.

7°. Sur la Légation & Vice-Légation d'Avignon. Voyez Légat & Vice-Légat d'Avignon.

8°. Le Diocèse d'Avignon, qui s'é-

ent ordonné
Bénéfices & Bé-
ont pas com-
département
ce, que l'in-
qu'ils n'y suf-

347.

Bénéficiers
être appelés
nptes, ou dé-
utés d'elles;
qu'à l'avenir
t compris, ni
taxes des Dé-
tefois d'autres

23.

M. l'Abbé de
e affaire con-
omtar Venaif-
omtar s'eten-
ons, celle du
celle du Roi,
trois Parle-
Grenoble, &
t dans le Do-
e dernière cir-
exte au Parle-

un Arrêt, le
l, sur la requi-
éral, il est en-
que & Evêques
ritoire dans le

d'établir des
iaux dans le
y Originaires
de leur Tem-
les inconvé-
renvoie l'affai-
sdition pour

des Augustins
olonée de M.
, Diocésain.

es taxes & im-
les Bénéficiers
ressort du Dio-

mb., s'est pré-
niner entre les
Ulez, au sujet
s de plusieurs
achés du Dio-
ui d'Avignon.

Vice-Légation
& Vice-Légat

ignon, qui s'é-

tend en Provence & en Languedoc, a
dans Avignon un Bureau des décimes
pour ces deux départements. Ce Bureau
y a été établi dès 1616 & 1626. Il a été
placé sous le ressort de la Chambre Sou-
veraine d'Aix. Toutes sortes d'affaires
du ressort des Chambres Ecclésiastiques
& relatives au Diocèse d'Avignon, ont
été portées au Bureau de ce Diocèse:
elles y ont été jugées & décidées selon
les Loix, maximes & usages qui s'ob-
servent dans tous les Bureaux Diocé-
sains.

Malgré ces raisons & la longue pos-
session, on a élevé de temps en temps
la question de la translation du Bureau,
du Syndic & du Receveur, notamment
en 1733 & 1739. M. l'Archev. d'Avi-
gnon désirant de savoir à quoi s'en te-
nin, adresse à ce sujet une Lettre à M.
le Comte de S. Florentin. Ce Ministre
en fait part à l'Aff. de 1765, qui, sur
le rapport de ses Commissaires, & en
conformité de leur avis, a jugé conve-
nable que le Bureau Diocésain se tienne
à l'avenir, comme par le passé, dans la
ville d'Avignon. T. VIII, p. 1341 & f.

AVIS.

I. Avis à Mrs. les Archevêq. & Evê-
ques du Royaume; Règlement dressé
par M. l'Evêque de Chartres, dans
l'Aff. de 1625. Voyez Réformation,
§. I, n°. V.

II. Avis demandés aux Assemblées du
Clergé. Voyez Assemblées-Générales,
§. II, n°. XII.

AUMONES.

§. I. Impositions sur les Ecclési-
astiques, pour Aumônes. Plaintes
& délibérations des Assemblées
à ce sujet.

On suit ici l'ordre des dates.

1560. LA Chambre Ecclésiastique aux Etats
d'Orléans en 1560, art. 85 de son Ca-
hier, supplie le Roi d'ordonner que les
Ecclésiastiques ne soient point cotisés
par les Laïques pour aumônes commu-
nes qui se font es Villes, & que lesdits
Ecclésiastiques se cotisent eux-mêmes.
Recueil, p. 946.

1561. L'Assemb. de Poissi, en 1561, art. 4,
demande au Roi que les aumônes, ex-
cepté celles qui sont de fondation,
soient remises à la conscience des Ec-
clésiastiques. S. M. y consent, & n'ex-
cepte que les aumônes de fondation, &
pour la police des Villes, en laquelle
contribuent indifféremment les Ecclé-

siastiques & les Laïques. Recueil, p.
961, 962.

Dans l'Aff. de Melun, en 1579, il est
question d'un Arrêt du Parlement de
Rennes, qui condamnoit l'Abbé de S.
Melaine à donner le tiers du revenu de
son Abbaye à l'Hôtel-Dieu. Une clause
insérée dans les Bulles des Abbés Com-
mendataires paroît être le fondement
de cet Arrêt. Voyez Abbayes, n°. VII.

Le Cahier du Roi, envoyé à l'Aff.
des Etats de Blois en 1579, porte que
les aumônes qui doivent se faire aux
Abbayes & Prieurés, seront entrete-
nues sans peine de saisie des revenus.
T. I, P. J. p. 48.

Le Diocèse de Clermont prie l'Aff.
de 1585, d'intervenir en l'instance pen-
dante au Parlement, entre le Diocèse
& les Receveurs de l'Hôpital de Cler-
mont, lesquels au préjudice de l'exem-
ption du Clergé, avoient entrepris de
taxer le Diocèse: le Chapitre de Briou-
de étoit poursuivi de même. Arrêté
qu'il seroit obtenu une Déclaration du
Roi, conformément aux réponses faites
par S. M. aux conditions du secours ac-
cordé. T. I, p. 365, 366.

L'Aff. de 1598, dans les art. 17 & 23
de son Cahier, demande qu'il plaise à
S. M. de défendre à tous Juges & autres,
de comprendre les Ecclésiastiques dans
les taxes & impositions qu'ils font, à
raison de certaines aumônes pour les
pauvres. Que stérilité ou nécessités sur-
venantes, il soit déclaré, que les Pré-
lats assembleront, es Maillois Episco-
pales, les Ecclésiastiques & les Députés
des Villes, & en leur présence, dépar-
tiront les taxes d'un chacun, selon les
facultés; & en cas de différend ou op-
position sur lesdites taxes, les Procès-
verbaux des Evêques seront envoyés au
Conseil. T. I, P. J. p. 164, 165, 166.

Même demande de l'Aff. de 1600,
dans l'art. 20 de son Cahier. Le Roi ré-
pond, que les Ordonnances & les Ré-
glemens sur ce faits, seront gardés.
T. I, P. J. p. 178.

Sur ce qui est représenté en l'Aff.
de 1602, que les Parlements entrepren-
nent de cotiser les Evêques & autres
Ecclésiastiques, il est arrêté, que les
Agents demanderont évocation sur le
fait desdites aumônes, à ce que les
Parlements n'en connoissent plus, à
l'avenir, & que seront obtenues Let-
tres-Patentes, suivant les Edits donnés
sur ce fait. T. I, p. 697.

L'établissement d'une place d'oblat,
en chaque Abbaye, s'étoit insensible-

ment convertie en une contribution levée sous le nom de Chambre de Charité, par laquelle les Abbayes se trouvoient nouvellement taxées à diverses sommes. L'Assemb. de 1608, art. 6 de son Cahier, supplie S. M. de révoquer toutes ces taxes, même la Chambre. La réponse est différée. T. I, p. 804, P. Just. p. 190.

1610. L'Ass. de 1610, art. 19 du Cahier, demande la suppression de la même Chambre de Charité, comme peu utile au Public, sujette à beaucoup d'inconvénients, préjudiciable à l'Eglise; vu qu'au lieu d'une place d'oblat que les Abbayes offroient volontairement au Roi, elles sont chargées d'une nouvelle & perpétuelle contribution, &c. Le Roi répond, qu'il en sera délibéré dans son Conseil. T. II, P. Just. p. 7.

1611. Dans tout le ressort du Parlem. de Toulouse, les Ecclesiastiques étoient condamnés à donner la sixième partie de leurs revenus, sous prétexte de la nourriture des pauvres. Cette contribution étoit souvent convertie au paiement des Tailles, réparations des Villes, &c. Arrêté dans l'Ass. de 1612, que Requête seroit présentée au Conseil, à ce que S. M. évoque à soi & à son dit Conseil, la connoissance desdites affaires, attendu que lesdits Arrêts sont directement contraires aux réglemens accordés par S. M. T. II, p. 39.

1615. L'Ass. de 1615 arrête des plaintes au Roi contre les entreprises des Juges Séculiers, qui taxoient, sous prétexte d'aumônes, de non-résidence, ou de réparations, les Bénéficiers, au 5^e, 6^e, 10^e de leurs revenus; sur quoi auroient été donnés des Arrêts presque en tous les Parlements. T. II, p. 498, 499.

1635. En l'Assemb. de 1635, il est rendu compte d'un Arrêt du Conseil intervenu entre les Ecclesiastiques de Dijon & les Maire, Echevins & Administrateurs des biens des Pauvres, sur le fait des aumônes, lequel est fort avantageux au Clergé. L'Arrêt est lu dans l'Assemb. Ordonné qu'il sera imprimé. T. II, p. 754, 755.

1645. L'Evêque de Cahors se plaint à l'Ass. de 1645, de ce que la Communauté de Montpezat, & quelques autres de son Diocèse, prétendoient faire un usage perpétuel d'un Arrêt du Parlement de Toulouse, rendu en 1639, en vertu duquel les Juges subalternes ordonnoient, non-seulement le paiement du 6^e, mais aussi procédoient par saisie; ce qui donnoit lieu à une infinité de vexations.

L'Ass. accorde au Prélat toute assistance. T. III, p. 336.

En l'Ass. de 1650, autres plaintes de plusieurs taxes ordonnées pour aumônes. Instance sur ce sujet au Parlement de Paris, entre les Administrateurs de l'Hôpital de la Charité de Reims & les Ecclesiastiques de la Ville. Arrêt du Parlement de Grenoble, qui condamne tous les Ecclesiastiques de payer le 24^e de leurs dîmes pour les pauvres, & les arrérages de 29 années. Arrêt du Parlement de Toulouse, qui les oblige au paiement du 6^e de leurs biens. Mrs. les Commissaires de l'Ass., dans la conférence tenue chez M. le Garde des Sceaux, demandent qu'il y soit pourvu: Mrs. du Conseil accordent un Arrêt en faveur du Clergé. T. III, p. 637, 638.

Le Parlement de Toulouse ordonne, par plusieurs Arrêts, la saisie du 6^e du revenu de l'Evêque de Lombez, pour être distribué aux pauvres. Arrêt du Conseil, portant défenses audit Parlement de donner à l'avenir de pareils Arrêts. Nonobstant la défense, le même Parlement ordonne la saisie de tous les revenus du même Prélat. Sur la plainte qui en est faite à l'Ass. de 1655, elle ordonne aux Agents de poursuivre au Conseil un second Arrêt conforme au premier. T. IV, p. 302.

Autres Arrêts, tant du Conseil que du Parlement de Toulouse, concernant le même Prélat, au sujet de l'aumône des Pauvres. T. IV, p. 302, 303.

Nouvelles plaintes en l'Ass. de 1660, d'un Arrêt du Parlement de Toulouse, qui autorise le Syndic de la Paroisse de Catecaude, Diocèse de Carcassonne, de saisir la 6^e partie des fruits du Curé pour aumônes. Le Curé se pourvoit au Conseil en cassation, & demande l'intervention des Agents: pareille saisie faite au Dioc. d'Angers, sur un Membre dépendant de l'Abbaye de S. Aubin, en vertu de l'Ordonnance du Lieutenant-Général de Château-Gontier. C. donné aux Agents de poursuivre au Conseil la cassation de l'Ordonnance. Mais comme la plainte des entreprises du Parlement de Toulouse étoit générale pour tous les Evêques du ressort, l'Ass. se détermine à demander une Déclaration conforme à celles qui ont déjà été accordées, & qui conservent la connoissance des aumônes aux Evêques, & défendent aux Juges séculiers d'en connoître. T. IV, p. 670.

Dans l'Ass. de 1665, il est parlé d'une Sentence

plaintes de
pour aumô-
Parlement
istrateurs de
Reims & les
Arrêt du Par-
condamne
payer le 24^e
uvres, & les
rêt du Par-
s oblige au
ns. Mrs. les
ans la con-
Garde des
y soit pour-
dent un Ar-
III, p. 637,

se ordonne,
ific du 6^e du
mbres, pour
s. Arrêt du
audit Parle-
ir de pareils
ente, le mé-
saïe de tous
Sur la plain-
de 1655, elle
poursuivre au
conforme au

Conseil que
, concernant
de l'aumône
a, 303.
Aff. de 1660,
de Toulouse,
la Paroisse de
Carcaïssonne,
uits du Curé
pouvait au
demande l'in-
pareille saïe
sur un Mem-
de S. Aubin,
e du Lieute-
Gontier. C.
poursuivre au
Ordonnance.
es entreprises
e étoit gêné-
des du ressort,
nder une Dé-
s qui ont déjà
ervent la con-
Evêques, &
iers d'en con-
est parlé d'une
Sentence

Sentence du Présidial d'Auxerre, qui condamne l'Evêque à faire l'aumône aux pauvres, dans un certain temps déterminé; faute de quoi, saïe de son Temporel. La Sentence est cassée par Arrêt du Conseil, & ôtée des registres. T. IV, p. 844.

1670. Arrêt du Conseil, du mois de Juin 1667, par lequel S. M., sans s'arrêter à l'Arrêt du Conseil du 6 Août 1666, qui renvoie les Parties au Parlement de Toulouse, & à celui de Toulouse du 9 Septemb. aud. an; & conformément aux Arrêts de son Conseil de 1650, 1651, 1653 & autres, ordonne que, pour le fait des aumônes, les Parties procéderont pardevant les Evêques, en la manière accoutumée; avec défenses au Parlement de Toulouse, & à tous autres, d'en connoître, à peine de nullité & cassation. L'Arrêt de Toulouse condamnoit le Syndic du Chapitre de la Trinité de Montpellier, au paiement du 6^e de son revenu, en faveur des Habitants de S. Mazaire. *Rapport d'Agence en 1670.* T. V, P. J. p. 85.

1693. Dans la disette de 1693, plusieurs Tribunaux, sans prendre l'avis des Ecclésiastiques, les imposèrent pour les aumônes; ils expédioient même des Commissions adressées aux Maires & Consuls des Villes, pour les contraindre au paiement. Les Agents représentèrent au Conseil, que c'étoit dépouiller l'Ordre Ecclésiastique de son ancienne liberté de se taxer lui-même; que la possession où ils sont sur ce point, est confirmée par des Edits & Lettres-Parentes vérifiées au Parlem. & au Grand-Conseil, & par divers Arrêts qui cassent les Jugemens rendus au contraire. T. VI, P. Just. p. 75.

1710. L'Aff. de 1710, art. 1 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de maintenir le Clergé dans le droit & possession, que, pour les aumônes générales & extraordinaires ordonnées en cas de calamités publiques, les Ecclésiastiques ne puissent être taxés que par les Evêques, chacun dans leur Diocèse, suivant les anciens Réglemens, avec défenses, &c. Rep. *Le Roi maintiendra les Privilèges du Clergé, en chaque occasion particulière.* Recueil, p. 1512.

1715. Il étoit porté, par l'art. X du projet de Règlement dressé dans l'Aff. de 1715, pour les Chambres des Décimes, que les Bureaux Diocésains connoîtront en première instance des taxes qu'il conviendra de faire sur les Bénéficiers pour aumône, dans le temps de stérilité &
Table de la Coll. des P. V.

autres calamités publiques. Deux Mémoires avoient paru contre ce Règlement: on y combattoit cette disposition de l'art. X, & l'on prétendoit qu'elle étoit contraire à l'usage & à la raison. M. le Merre, dans la réponse qu'il a faite à ces Mémoires, fait voir au contraire, que rien n'est plus autorisé, ni plus raisonnable que la disposition dudit article. T. VI, P. Just. p. 523, 524, 525.

En l'Aff. de 1748, M. l'Evêque de Saintes se plaint, de ce qu'ayant formé un Bureau de Charité pour fournir à la subsistance des pauvres, Mrs. de l'Hôtel-de-Ville de Saintes, dont quelques-uns étoient Membres de ce Bureau, avoient refusé de se rendre au Palais Episcopal, prétendant que c'étoit à M. l'Evêque à se rendre à l'Hôtel-de-Ville.

M. l'Evêque d'Agen, après avoir exposé cet objet de plainte, ajoute, qu'il y en avoit un autre sur cette même matière, de la subsistance des pauvres, dans des temps de disette, bien plus important, puisqu'il s'agissoit de conserver au Clergé un privilège dont il avoit joui de tous les temps, & de le mettre à l'abri des vexations qu'on exerçoit contre les Bénéficiers, pour la distribution des taxes destinées au soulagement des pauvres; qu'il seroit donc nécessaire d'obtenir une Déclaration, qui, en rappelant, au moins en partie, les anciens Réglemens, décidât nettement, que les seuls Bureaux Diocésains auroient le droit, dans le cas de stérilité, de taxer les Bénéficiers du Diocèse.

Sur quoi la Compagnie fait, 1^o. une députation à M. le Comte de Maurepas, pour l'engager à vouloir bien donner les ordres nécessaires, à l'effet que les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Saintes aient à se conformer à l'exemple qui leur est donné par les Chefs des Cours Supérieures. 2^o. Autre députation à M. le Chancelier, pour le prier de donner la Déclaration proposée. T. VIII, p. 171 & suiv.

M. l'Archev. de Bordeaux réclame la protection de l'Aff. de 1750, contre un Arrêt rendu le 14 Février 1748, par le Parlement de Bordeaux, à l'occasion d'une disette qu'éprouva la Province de Guienne en ladite année. L'Arrêt impose indistinctement les Ecclésiastiques comme les Laïques, pour le soulagement des pauvres, en quoi il est manifestement contraire aux Edits & Déclarations, & aux Arrêts du Conseil cités ci-dessus. L'Aff. députa à M. le Chan-
U

1748.

1750.

celier, & charge ses Députés de lui remettre un Mémoire à ce sujet. T. VIII, p. 348 & suiv.

1760.

M. l'Archev. d'Aix adresse à l'Ass. de 1760 un Mémoire, par lequel il se plaint d'un abus introduit depuis peu au Parlement de Provence, au sujet d'une aumône arbitraire, à laquelle les Juges taxent les personnes qui ont besoin de l'Annexe de cette Cour, sur les dépenses qu'elles ont obtenues en Cour de Rome, ou à la Vice-Légation d'Avignon, pour se marier avec des parents au degré prohibé. L'Ass. fait présenter un Mémoire à M. le Chancelier contre cette entreprise. Ce premier Magistrat trouve la plainte justement fondée, & promet d'écrire à M. le Premier-Président & à M. le Procureur-Général, pour faire cesser cet abus. M. le Premier-Président répond à la Lettre de M. le Chancelier: il est fait lecture en l'Ass. de cette réponse; on y lit aussi la Lettre de M. l'Archev. d'Aix, en réplique aux raisons contenues dans celle de M. le Premier-Président. La Lettre du Prélat est remise à M. le Chancelier, qui promet de donner toute son attention à cette affaire. T. VIII, p. 922, 923.

1761.

M. l'Evêque de Riez fait part à l'Ass. de 1762 de la même affaire, en ajoutant que le Parlement oblige les Parties à payer l'aumône qui est fixée arbitrairement, & successivement augmentée par le Président, au profit des Huissiers & Greffiers. L'Ass. prie M. l'Evêque de Riez de parler de cet abus à M. le Chancelier, qui promet d'en écrire au Premier-Président, & s'il ne peut faire cesser entièrement l'abus, au moins de le modérer. T. VIII, p. 1082.

1772.

Cette affaire se présente de nouveau en l'Ass. de 1772. M. l'Archevêque de Lyon, dans son Rapport, prouve, que pareille aumône est une imposition faite sans aucun titre; que c'est une taxe abusive & d'autant plus intolérable, qu'une partie s'applique à des Greffiers & Huissiers. L'Ass. députe à ce sujet deux Prélats à M. le Chancelier, pour obtenir de S. M., que le Parlement ne puisse plus ordonner ces aumônes, & que les droits de Greffe soient réduits à l'ancien tarif. M. le Chancelier promet de prendre les moyens les plus convenables pour faire supprimer ces aumônes. T. VIII, p. 1018, 1019, 1041.

1775.

En 1764, 1648, 1675, 1694 & 1740, le Parlement de Grenoble a rendu des Arrêts, qui enjoignent aux Décimateurs de payer pour les pauvres la

24^e partie des fruits décimaux. L'on peut dire, que l'usage de payer cette 24^e, est à peu près général dans le Dauphiné: cependant les Décimateurs de quelques Cantons & de quelques Paroisses éparses, se sont maintenus dans l'usage contraire, & font leurs aumônes volontairement & librement. Dans quelques Bénéfices, l'usage, ou des abonnements, ont fixé une somme pour les pauvres; dans d'autres enfin, la 24^e n'est prélevée que sur quelques-uns des fruits décimaux. T. VIII, p. 1461.

Il est fait mention d'un Arrêt du Conseil, rendu le 16 Janvier 1715, qui taxe les Décimateurs du Dauphiné au 10^e, dont plainte portée à l'Ass. de 1716, qui en sollicite la révocation. T. VII, p. 834.

Le 16 Août 1774, un nouvel Arrêt du Parlement de Grenoble, en forme de Règlement, appelle les anciens, & enjoint d'une manière très-précise à tous les Décimateurs sans exception, de payer en nature, & sans distraction d'aucun frais, la 24^e partie de tous les fruits décimaux, duquel paiement il leur sera donné quittance par les Syndics & Consuls des Communautés. Il est ordonné en outre qu'il sera procédé à la liquidation des arrérages.

C'est contre cet Arrêt que les Décimateurs du Dauphiné ont porté leurs plaintes à l'Ass. de 1775, comme injuste dans ses dispositions, & dangereux dans ses conséquences.

On convient que la quotité de la dime se prescrit par l'usage, & cette 24^e répond à une quotité déterminée: elle a donc pu se prescrire, & les Décimateurs qui l'ont toujours payée, ne peuvent plus s'y refuser; mais le Parlement n'a pas dû étendre cette obligation sur les Décimateurs, qui ont en leur faveur un usage contraire, & imposer sur eux une charge nouvelle. Il n'a pas dû aussi abolir des abonnements, qui existent de mémoire d'homme, entre les Communautés & les Décimateurs, ont prescrit & font loi entre eux. Les Parlements voisins pourroient adopter un pareil exemple, & rien ne les empêcheroit d'imposer un jour la 10^e, s'ils peuvent imposer la 24^e aujourd'hui.

Ce même Arrêt ne fixe point, sous quel délai, le Préposé des Communautés sera tenu de percevoir cette 24^e. Il semble que le Syndic peut différer à volonté la perception: les frais de garde deviennent alors sans bornes; les fruits

maux. L'on
payer cette
ral dans le
décimateurs
quelques Pa-
tenus dans
leurs aumô-
ment. Dans
ge, ou des
omme pour
nfin, la 14^e
ques-uns des
p. 1461.

rrêt du Con-
25, qui taxe
iné au 10^e,
T. de 1716,
on. T. VII,

ouvel Arrêt
, en forme
anciens, &
es-précise à
exception,
s distraction
de tous les
paiement il
par les Syn-
nautés. Il
fera procédé
es.

ne les Déci-
porté leurs
comme in-
& dangereux
otité de la
te, & cette
déterminée:
& les Déci-
payée, ne
ais le Parle-
ette obliga-
qui ont en
aire, & im-
nouvelle. Il
onnements,
omme, en-
es Décima-
loi entr'eux.
roient adop-
rien ne les
jour la 10^e,
14^e aujour-

point, sous
es Commu-
er cette 14^e.
ut différer à
ais de garde
es; les fruits

décimaux peuvent perdre de leur qua-
lité dans la cave, & dans l'aire ils restent
exposés à l'intempérie des saisons.

L'Arrêt porte également sur les Bé-
néfices modiques, quoiqu'après l'acquit-
tement des charges de première nécessité,
il ne reste plus de matière imposable
pour une charge nouvelle.

Enfin, il condamne aux arrérages des
Décimateurs qui n'étoient légalement
tenus à aucune aumône forcée, contre
lesquels il n'y avoit eu aucune demande
formée par les Communautés, & qui,
sans avoir dû retirer quittance des au-
mônes qu'ils ont faites librement, peu-
vent avoir donné beaucoup plus que
la 14^e.

Les Décimateurs du Dauphiné peu-
vent donc demander avec toute justice,
en consentant au prélèvement de la 14^e
sur les fruits décimaux, & sur tel fruit
décimable seulement, pour ceux des
Décimateurs que l'usage y condamne,
que les abonnements consacrés par l'u-
sage continuent; que les Décimateurs,
qui prouvent une possession constante
de toute liberté dans leurs aumônes,
demeurent exempts de cette 14^e; qu'il
ne soit exigé d'eux aucun arrérage pour
n'y avoir pas légalement satisfait; que
les préposés à la levée de la 14^e, soient
tenus de la percevoir dans les ving-
quatre heures, après l'avertissement ver-
bal; enfin, qu'elle ne puisse être préle-
vée sur les dîmes, si elles ne sont recon-
nues suffisantes pour le paiement des
portions congrues, & des menues dé-
penses nécessaires au Service divin.

L'Ass., en adoptant cet avis, a arrê-
té, qu'il seroit remis un Mémoire re-
latif à ces objets à M. le Garde des
Sceaux, & que dans le cas, où il ne
seroit pas statué sur les objets qu'il ren-
ferme avant la séparation, Meilleurs les
Agents seroient chargés de suivre cette
affaire. M. le Garde des Sceaux, après
avoir pris communication du Mémoire,
a paru disposé à venir au secours des
Décimateurs du Dauphiné, en termi-
nant cette affaire par voie de concilia-
tion. T. VIII, p. 1461 jusqu'à 1467.

§. II. Censure d'une Proposition sur le précepte de l'Aumône.

*Vix in secularibus invenias, etiam in
Regibus superfluum statui; & uia vix ali-
quis teneatur ad eleemosinam, quando re-
netur tantum ex superfluo statui.*

Hæc propositio est temeraria, scanda-
losa, perniciofa, erronea, Evangelii-

cum de eleemosina præceptum pessum-
dat. *Censure de l'Ass. de 1700. T. VI,
P. Just. p. 211.*

§. III. État des Aumônes accordées par les Assemblées du Clergé.

Les aumônes ou assistances des pau-
vres, sont un des premiers soins des
Ass. T. V, p. 7.

Ass. de 1567: elle accorde quelques
sommes à chacun des Couvents des
Carmes, des Augustins, des Cordeliers
& des Jacobins: elle fait distribuer 150
liv. aux pauvres blessés à la bataille de
S. Denis. T. I, p. 61.

Ass. de 1579: 15 écus aux Prisonniers,
Mendiants & Hôpitaux. T. I, p. 223.

Ass. de 1595: mille écus donnés aux
Religieux & aux pauvres. T. I, p. 621.

Ass. de 1601: 200 écus de la taxe
des Députés aux pauvres de la Ville.
T. I, p. 701.

Ass. de 1606: 400 écus sur les taxes
des Députés. T. I, p. 778.

Ass. de 1612: chaque Député donne
un jour de ses taxes aux Religieux Men-
diants. T. II, p. 51.

Ass. de 1615: somme de 19477 liv.,
dont la distribution est confiée à M. le
Cardinal de la Rochefoucault. T. II, p.
295.

Ass. de 1621: 2000 liv. T. II, p. 383.

Ass. de 1625: un écu par chaque Dé-
puté aux Chrétiens captifs chez les
Tures. T. II, p. 575, 576.

Ass. de 1628: aumône aux pauvres de
Poitiers: autre aux Religieux & aux
pauvres honteux: lesdites aumônes,
attendu les nécessités du Clergé, limi-
tées à 300 liv. T. II, p. 639.

Ass. de 1635: 6500 liv. remises à M.
l'Evêque d'Orléans. T. II, p. 848.

Ass. de 1641: aumône de 3333 liv.
laissée à la distribution de M. l'Ev. de
Nîmes. T. III, p. 78.

Ass. de 1645: elle donne 100 liv. à
des personnes ruinées par la chute de
leurs maisons, situées au Pré-aux-Clercs.
T. III, p. 401.

Ass. de 1650: 10000 liv., dont 1000
liv. à M. l'Ev. de Chio. T. III, p. 747.

Ass. de 1655: elle accorde à Noël les
taxes de deux jours, & autant à Pâques
de l'année suivante; lesquelles taxes sont
remises entre les mains de l'ancien de
chaque Province, pour en faire la dis-
tribution, particulièrement aux pau-
vres Prêtres Irlandois. La même Ass.,
avant de se séparer, fait distribuer une
somme de 9000 liv. T. IV, p. 416.

Aff. de 1660 : 9000 liv. T. V, p. 791.

Aff. de 1665 : sur la demande d'un Capucin député des Catholiques de l'Isle de Scio, cette Aff. résout de donner, pour cet effet, la taxe de deux jours de chacun de Mrs. les Prélats, & celle d'un jour de chacun de Mrs. du second Ordre. T. IV, p. 1051.

La même Assembl. avant de sortir de Pontoise pour venir à Paris, donne aux pauvres de la Ville la taxe d'un jour de chaque Député, montant à 1251 liv. T. IV, p. 861.

Aff. de 1670 : elle accorde deux jours de taxes de chaque Député, pour secourir les pauvres de Pontoise.

Elle fait aussi une aumône en public, en réparation d'un assassinat commis dans l'Eglise de Paris; c'étoit la taxe d'un jour de chaque Député. T. V, p. 7, 121.

Aff. de 1675 : l'aumône est de 30 liv. par jour, sur les taxes des Députés. T. V, p. 280.

Aff. de 1680 : un jour de taxe de chaque Député. T. V, p. 293.

Aff. de 1690 : un jour de taxe; & attendu le grand nombre de familles pauvres à S. Germain, l'Aff. ajoute une somme de 3000 l. à prendre sur le Rec. Gén. T. V, p. 644.

Aff. de 1693 : 6000 liv. T. VI, p. 68.

Aff. de 1695 : 2500 liv., & en outre un jour de taxe de chaque Député. T. VI, p. 270, 271.

Aff. de 1700 : cinq jours de taxes de chaque Député. T. VI, p. 584, 585.

Aff. de 1701 : aumône de 6000 liv., comme en 1693. T. VI, p. 658.

Aff. de 1705 : 10000 liv., dont partie sur la taxe de deux jours de chaque Député. T. VI, p. 908, 909.

Aff. de 1710 : même somme, dont partie sur quatre jours de taxes. T. VI, p. 1138.

Aff. de 1715 : 9000 liv. sur quatre jours de taxes, sur laquelle 6000 livres pour les bâtiments de l'Hôtel-Dieu, & 3000 liv. pour les pauvres Anglois. T. VI, p. 1484.

Aff. de 1723 : 10000 liv., dont partie sur quatre jours de taxes. T. VI, p. 1758.

Aff. de 1725 : même somme, dont partie aussi sur quatre jours de taxes. T. VII, p. 532.

Aff. de 1726 : 6000 liv., dont partie sur deux jours de taxes. T. VII, p. 856.

Aff. de 1730 : 8000 liv., dont partie sur deux jours de taxes. T. VII, p. 1201.

Aff. de 1734 : 6000 liv., dont partie

sur deux jours de taxes. T. VII, p. 1297.

Aff. de 1735 : 10000 l., dont partie sur 4 jours de taxes. T. VII, p. 1508.

Aff. de 1740 : 8000 liv., partie sur deux jours de taxes. T. VII, p. 1772.

Aff. de 1741 : 6000 l., partie sur deux jours de taxes. T. VII, p. 1847.

Aff. de 1745 : 10000 l., partie sur 4 jours de taxes. T. VII, p. 1093.

Aff. de 1747 : 6000 l., partie sur deux jours de taxes. T. VIII, p. 103.

Aff. de 1748 : de même. T. VIII, p. 213.

Aff. de 1750 : 8000 liv., partie sur deux jours de taxes. T. VIII, p. 413.

Aff. de 1755 : 10000 l., partie sur 4 jours de taxes. T. VIII, p. 597.

Aff. de 1758 : 6000 liv., partie sur deux jours de taxes. T. VIII, p. 716.

Aff. de 1760 : 8000 l., partie sur deux jours de taxes. T. VIII, p. 998.

Aff. de 1762 : 6000 liv., deux jours de taxes. T. VIII, p. 119.

Aff. de 1765 : 10000 l., partie sur 4 jours de taxes. T. VIII, p. 1598.

Cette même Aff. fait une aumône de 100000 liv., pour la rédemption des Captifs. T. VIII, p. 1595 & f.

Aff. de 1770 : 8000 l., partie sur deux jours de taxes. T. VIII, p. 1915, 1916.

Au sujet du malheur qui avoit troublé les Fêtes données par la Ville, lors du mariage de M. le Dauphin, l'Aff. de 1770 a accordé 10000 liv., par forme d'aumône, pour être remises es mains de M. le Lieutenant-Général de Police. T. VIII, p. 1915.

Aff. de 1772 : aumône de 6000 liv., partie sur deux jours de taxes. T. VIII, p. 2057.

Aff. de 1775 : aumône de 10000 liv., sur quatre jours de taxes. T. VIII, p. 2603.

AUMONIER.

[GRAND, PREMIER]

I. M. le Cardinal Antoine Barberin, Grand-Aumônier de France, faisant, dans la Chapelle du Louvre, la Cérémonie du Baptême d'un enfant, dont le Roi étoit parrain, arracha violemment l'Etole du Curé de la Paroisse de S. Germain-l'Auxerrois, & déchira son surplis. Les Députés de Mrs. les Curés de Paris, se plaignirent de cette violence à l'Aff. de 1655, non-seulement quant au fait, mais aussi quant au droit.

M. l'Archevêque de Sens se plaignit encore, de ce que le même Cardinal avoit fait publier le Jubilé dans le Lou-

vre, & qu'il prétendoit, en qualité de Grand-Aumônier, exercer une Jurisdiction spirituelle en toutes les Maisons Royales, sans dépendance des Evêques Diocésains. L'Assemblée nomma des Commissaires pour examiner soigneusement cette affaire, qui furent priés en même-temps d'en informer les Gr. Vicaires de M. le Cardinal de Retz, afin qu'ils s'opposassent à cette innovation. T. IV, p. 295, 296.

II. Le Premier-Aumônier du Roi est-il en droit, en cette qualité, à la Messe du Roi, de présenter l'Evangile & donner la Paix à baiser à S. M.; préféablement à un plus ancien Archevêque ou Evêque? Voyez Chapelle du Roi, n°. 1.

AUMONNIERS
DE VAISSEAUX

EN l'Ass. de 1670, il fut remontré que les Officiers de l'Amirauté prétendent que les Provisions que le Roi donne à des Prêtres, pour servir d'Aumôniers dans les Vaisseaux, leur attribuoient le pouvoir d'exercer toutes sortes de fonctions curiales, & même de marier. Sur quoi le Sgr. Président dit, que ces sortes de Mariages sont nuls; que les Evêques se sont toujours réservés la faculté d'accorder la permission des Mariages qui se font entre gens de mer; mais que, pour prévenir cet abus, il faudroit prier M. Colbert, ayant le département de la Marine, d'écrire aux Intendants de faire cesser ces sortes d'entreprises. T. V, p. 78.

AUNIS. [PAYS D']

Voyez Rochelle. [la]

AVOCATS DU CLERGÉ.

I. L'Ass. de 1670 nomme le Sr. Loys Avocat du Clergé, avec 400 l. de gages. T. V, p. 129, 130.

L'Ass. de 1675 accorde la survivance de la place à son fils. T. V, p. 270.

L'Ass. de 1700 choisit le sieur Nouet pour remplir la place d'Avocat du Clergé, qu'avoit son pere, tant au Parlem. qu'au Grand-Conseil, avec 600 liv. de pension, payable sur ses quittances. T. VI, p. 386.

L'Ass. de 1700 approuve fort que les anciens Agents n'eussent nommé personne à la place du Sr. Nouet, pere: elle croit aussi nécessaire, qu'au cas que la place du sieur Illalis vint à vaquer,

les nouveaux Agents ne la remplissent point. T. VI, p. 386.

L'Ass. de 1705, sur la proposition faite par M. le Cardinal de Noailles, ordonne, que, lors de la mort du sieur Illalis, le sieur Nouet demeurera seul Avocat du Clergé, & jouira de 400 l. de pension, outre & par-dessus les 600 livres que le Clergé lui donne. T. VI, p. 880, 881.

L'Ass. de 1711, après avoir témoigné combien elle étoit satisfaite du sieur Nouet, ordonne que sa pension sera, à l'avenir, de 1500 liv. T. VI, p. 1213.

Le sieur Loys, Avocat du Clergé au Conseil, étant mort, Mrs. les Agents commettent, par *interim*, sa place au sieur Bronod. L'Ass. de 1715 confirme ce choix du sieur Bronod, en qualité d'Avocat du Clergé pour les affaires du Conseil, & lui attribue les émoluments attachés à cet emploi, à commencer du jour qu'il en avoit été chargé par les Agents. T. VI, p. 1365, 1366.

Le sieur le Merre demande à l'Ass. de 1715 qu'elle veuille bien accorder à son fils, Avocat, la survivance de 1000 liv. de pension, à prendre sur celle de 3500 liv. dont le pere jouit. Accordé. T. VI, p. 1366, 1367.

L'Ass. de 1723 reçoit le Sr. Bronod, fils, Avocat du Clergé, en survivance de son pere: elle le charge en même-temps de ramasser, avec soin, tous les Edits, Déclarations, Arrêts & autres Pièces qui peuvent intéresser le Clergé. T. VI, p. 1586, 1587.

La même Ass. nomme le Sr. Capon, Avocat en Parlement, pour être un des Avocats du Clergé, & lui accorde 600 liv. d'appointements. T. VI, p. 1587.

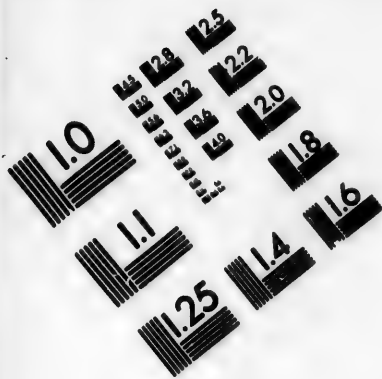
L'Ass. de 1725 lui accorde une augmentation de 400 l., pour en jouir seulement après le décès d'un des Avocats du Clergé. T. VII, p. 529.

L'Ass. de 1725, en conséquence de l'abandon que le sieur le Merre fait de la somme de 1000 l. sur celle de 3500 l. qui lui a été donnée par forme de pension, accorde au sieur le Merre, fils, 1000 liv. de pension. T. VII, p. 529.

L'Ass. de 1730 répartit entre Mrs. Capon, Bronod & le Merre, fils, la pension de 2100 liv., vacante par le décès de M. le Merre, pere. T. VII, p. 1202.

L'Ass. de 1735 accorde une augmentation de 1000 liv. de pension à M. le Merre; savoir, 500 liv. comme Avocat du Clergé, & 500 liv. pour les Mémoires. T. VII, p. 1507.





18
20
22
25
28
32
36
40

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40

L'Ass. de 1740 substitue Jean-François Bronod à Claude, son frere, en la place d'Avocat du Clergé au Conseil, & accorde la survivance de la premiere place d'Avocat au Parlem. à ce dernier. T. VII, p. 1769.

La même Ass. augmente la pension du sieur le Merre de 500 livres, pour, avec les 1500 liv. dont il jouit par rapport aux Mémoires du Clergé, parfaire la somme de 2000 l. dont jouissoit son pere. T. VII, p. 1769, 1770.

L'Ass. de 1745 associe le sieur Esteve aux autres Avocats qui composent le Conseil du Clergé, & lui accorde une pension de 600 liv., avec la survivance de la premiere place d'Avocat au Parlement qui viendra à vaquer. T. VII, p. 2089.

L'Ass. de 1750 nomme & reçoit M. Laverdi Avocat du Clergé, à la place de feu M. Bronod, l'ainé, & lui accorde la pension ordinaire de 1500 l. T. VIII, p. 410.

L'Ass. de 1755 accorde au sieur de Joui, Avocat au Parlement, l'expectative de la premiere place d'Avocat au Parlement qui viendra à vaquer dans le Conseil du Clergé, sans appointements, & qu'en attendant, il seroit adjoint au Conseil du Clergé. La même Ass. adjoint au sieur Bronod, Avocat aux Conseils & du Clergé, sans aucun appointement, le sieur Brunet, aussi Avocat au Conseil. T. VIII, p. 594, 595.

Mrs. les Agents avoient choisi, en attendant la décision de l'Assemblée, les sieurs Terrasson & Simon de Mozar, pour remplir les deux places d'Avocats qui avoient vaqué par la mort de Mrs. Esteve & Laverdi. L'Ass. de 1755 confirme le choix. T. VIII, p. 593, 594.

L'Ass. de 1760, pour seconder les vues de celle de 1755, reçoit M. de Joui Avocat du Clergé en Parlement, au lieu & place de M. Simon de Mozar, décédé. Son remerciement. T. VIII, p. 992.

Sur la proposition de M. l'Arch. de Narbonne, l'Ass. de 1760 accorde à M. l'Abbé le Rat l'expectative de la premiere place d'Avocat en Parlem. qui viendra à vaquer dans le Conseil du Clergé, sans appointements, & qu'en attendant, il sera adjoint au Conseil. Son remerciement. T. VIII, p. 993, 994.

L'Ass. de 1765 reçoit les Srs. Lager & Vulpian en qualité d'Avocats du Clergé, sans appointements, pour les

deux premieres places qui viendront à vaquer. T. VIII, p. 1590.

L'Assemblée de 1775 accorde à M. Rigaut, Avocat aux Conseils, l'expectative d'Avocat au Conseil. T. VIII, p. 1600.

II. L'Ass. de 1775 assimile les honoraires de l'Avocat au Conseil du Clergé, à ceux des Avocats au Parlement. T. VIII, p. 1602, 1603.

AVRANCHES.

1°. DIFFÉREND des Religieuses de Mouton, au Dioc. d'Avranches, avec le Syndic du Diocèse, pour paiement des décimes, renvoyé à l'Ass. de 1655. T. IV, p. 383.

2°. En l'Ass. de 1758, la Chambre Souveraine Ecclésiastique de Rouen présente un Mémoire, au sujet d'une vive contestation élevée par un Curé, [le sieur le Benfai,] par rapport à l'élection d'un Député de la part des Curés, au Bureau Dioc. d'Avranches. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

AUTEURS.

I. AUTEURS Evêques, gratifiés par les Assemblées-Générales du Clergé. M. Sponde, Evêque de Pamiers; M. Bosquet, Evêque de Lodeve. Voyez Livres & Impressions, §. II.

II. Auteurs occupés par les Assemb., gratifiés ou pensionnés par elles. D'Aigreville, la Meschinier, le Gentil, Valois, Godefroi, Hauteferre, la Lande, Bourgoing, Brebeuf, Ste. Marthe, Varillas, Hallier, Gerbais, Thomassin, Longueval, Bertier, Brumoi, Fontenai, Laumonier, Targni, &c. Voyez Livres & Impressions, §. II.

AUTUN.

1°. En l'Ass. de 1602, il est parlé d'un Procès au Parlement de Paris, au sujet des Droits Synodaux & Cathédraux que chaque Curé doit à l'Ev. d'Autun, & que quelques Curés lui refusoient. T. I, p. 695.

2°. L'Ass. de 1612, sur la demande de l'Evêque d'Autun, accorde à ce Prélat la taxe & la séance d'Archevêque, le Siege de Lyon vacant. T. II, p. 51.

3°. Sur la Requête du Diocèse d'Autun, disant qu'il supportoit lui seul plus de décimes que huit autres Diocèses, ce qui l'avoit mis fort en arriere; l'Ass. de 1612 supplie S. M. de lui accorder décharge de 5000 liv. par an, jusqu'à l'Ass. de 1615. T. II, p. 49.

1602.

1612.

1612.

1660. 4°. En l'Ass. de 1660, l'Ev. d'Autun se plaint des Curés de l'Ordre de Malte: il est en Procès avec les Commandeurs de cet Ordre. *Voyez* Malte, §. II.

1660. 5°. En la même Ass., se présente l'affaire de ce même Prélat, contre deux Chanoines de son Eglise, ordonnés par l'Evêque de Basle, sans ses Lettres dimissaires. *Voyez* Ordination, §. III.

1655. 6°. Différend sur fait de décimes entre le Syndic du Diocèse d'Autun & l'Abbé Commandataire de Corbigni, terminé par l'Ass. de 1665. *Voyez* Décimes, §. VIII, n°. XI.

1670. 7°. Le Chapitre de l'Eglise Collégiale & Abbatiale de Vezelay, s'attribuoit des droits inouis, dont M. l'Evêq. d'Autun se plaint en l'Ass. de 1670. Quatre entreprises extraordinaires de ce Chapitre contre la Jurisdiction de l'Evêque: 1°. d'avoir donné la Mission à des Prédicateurs, & d'avoir empêché, par voie de fait, ceux qui avoient été envoyés par M. d'Autun; 2°. d'avoir donné des approbations à des Confesseurs dans leur Eglise & dans les Paroisses de la Ville & des Fauxbourgs, qu'il prétend être dans sa dépendance; 3°. d'avoir fait publier un Jubilé & ordonné des prières publiques, avec exposition du S. Sacrement; 4°. d'avoir donné des Dimissaires pour prendre les Ordres de Diaconat & de Prêtrise, à un Chanoine, nommé Antoine, qui étoit allé les recevoir de l'Archevêq. de Treves. Ces entreprises avoient été accompagnées de beaucoup de violences, & d'un mépris extraordinaire, tant des Ordonnances du Prélat, que des Arrêts du Conseil d'Etat, rendus pour leur exécution.

Le Chapitre fondeoit sa prétendue exemption sur une Bulle de Nicolas I, par laquelle ce Pape prend en sa protection l'Abbaye de Vezelay, qui étoit alors possédée par des Religieuses: Bulle, 1°. fort suspecte, 2°. qui ne concerne en rien les Chanoines. L'Abbé de Vezelay, qui avoit le principal intérêt dans cette affaire, défavoit le Chapitre, & avoit destitué le Doyen du titre de son Grand-Vicaire. L'Ev. d'Autun & son Official, rendent, dans le cours de cette affaire, plusieurs Ordonnances, dont les Chanoines appellent comme d'abus. Après diverses procédures faites en plusieurs Cours, l'instance est évoquée au Conseil, & cependant ordonné que le Chapitre de Vezelay recevra les Prédicateurs envoyés & approuvés par l'Evêque d'Autun, qui seul

pourra aussi donner approbation aux Confesseurs, fera publier les Jubilé, & ordonnera les prières publiques. Ordonné de plus, que le Chanoine, qui s'étoit fait ordonner contre les Canons, répondra à l'Official de Moulins, par-devant qui il avoit été assigné, lequel pourra procéder jusqu'à Sentence définitive inclusivement.

L'Ass. de 1670, après avoir entendu le Rapport des Commissaires, délibération prise par Provinces, rétour de remercier S. M. de la protection donnée à la justice de la cause de M. d'Autun, de supplier S. M. de vouloir la lui continuer, de joindre aux Commissaires du Conseil, qu'elle avoit déjà nommés, quelques Evêques & quelques Docteurs, ainsi qu'il avoit été pratiqué dans l'affaire de M. l'Evêque d'Agen, contre les Réguliers de son Diocèse; que les Sgts. Commissaires écrivent une Lettre au Pape, pour se plaindre de l'entreprise de M. l'Archevêque de Treves; qu'enfin la délibération de 1660, pour empêcher les Ecclésiastiques, d'aller prendre les Ordres hors du Royaume, sera renouvelée. T. V, p. 80, 81, 82.

8°. Les Officiers des décimes sont renvoyés par des Arrêts des Conseils du Roi à l'Ass. de 1675, pour y être jugés sur les taxations qu'ils prétendoient leur être dues. La contestation étoit entre les Syndics des Diocèses d'Autun & d'Agen, & les Officiers des décimes de ces deux Diocèses, ou leurs ayant cause. Jugement de l'Ass. entre le Syndic du Diocèse d'Autun, & la veuve du Contrôleur triennal des décimes dudit Diocèse. T. V, p. 188 & f. P. J. p. 127 & f.

9°. En 1699, le Parl. de Paris rend un Arrêt en faveur de M. l'Evêq. d'Autun, sur la nomination des Prédicateurs dans la ville de Moulins. *Voyez* Prédication, n°. I.

AUXERRE.

1°. EN 1665, le Présidial d'Auxerre ordonne à son Evêque de garder la résidence, & de faire l'aumône aux pauvres, par une Sentence cassée depuis, & émise même de ses registres. T. IV, p. 844.

2°. En l'Ass. de 1675, M. l'Evêque d'Auxerre remontre qu'il doit avoir, dans la Métropole de Sens, la séance de premier Suffragant, de même que Chartres en jouit dans celle de Paris; que cependant M. l'Evêque de Troyes s'étant trouvé l'ancien, vouloit le pré-

céder, & qu'en effet il avoit présidé à l'Ass. Prov.; que pour lui il s'étoit contenté de faire ses protestations; que comme il n'y avoit pas assez de temps pour faire régler le différend pendant l'Ass., il demandoit que l'on insérât le présent exposé au Procès-verbal, & qu'il lui en fût donné acte; ce qui lui est accordé. T. V, p. 268, 269.

1693. 3°. En 1693, le Chapitre d'Auxerre est condamné à faire excuse à son Evêque, pour avoir entrepris de faire des Processions pour cause publique, sans ordre du Prélat. *Voyez* Prieres publiques, §. I.

1755. 4°. Semblable entreprise du même Chapitre, dont l'Ass. de 1755 reçoit la plainte. *Voyez* Prieres publiques, §. I.

1730. 5°. En 1730, M. l'Evêque d'Auxerre écrit deux Lettres, l'une à M. l'Arch. de Paris, Président de l'Ass., qui tenoit alors, & l'autre à cette Ass.: dans la première, M. d'Auxerre exposoit d'une manière abrégée, ce qu'il disoit expliquer plus en détail dans sa Lettre à l'Assemblée; mais après la lecture de la première, la Compagnie a unanimement témoigné qu'elle avoit un juste sujet de se plaindre de la conduite de M. d'Auxerre, qui croyoit devoir exciter le zèle de l'Ass., pour le maintien des Droits

sacrés de l'autorité Royale, comme si elle méritoit d'être soupçonnée d'en manquer; que l'Ass., au surplus, étoit justement scandalisée de ce que ce Prélat prétendoit, qu'il y a une liaison entre la Constitution *Unigenitus*, & l'opinion qui combat l'indépendance des Rois & de leur Couronne, en ce qui concerne le temporel; enfin, que par ces raisons & autres, l'Ass. ne devoit point permettre qu'on lût la Lettre que M. d'Auxerre lui adressoit. En conséquence, la Compagnie a prié M. l'Archevêque de Paris, d'écrire au Prélat, & lui marquer les justes raisons du mécontentement de l'Ass., &c. T. VII, p. 1062, 1063.

6°. Affaires pour refus de signature du Formulaire, portées aux Assemb. de 1755 & 1765. *Voyez* Formulaire, §. II.

7°. Jurisdiction Episcopale contestée par M. l'Evêq. de Bethléem, à M. l'Ev. d'Auxerre, sur le Fauxbourg de Clameci. *Voyez* Bethléem.

A Y D E S.

Voyez Aides.

AZARAC. [PRIEURÉ D']

Voyez Canillac.

B.

BACHELIERS.

Voyez Sorbonne, §. I.

BAGOT, JÉSUI TE.

Voyez Censures Doctrin., n°. XVII.

BAÏEUX.

Voyez Bayeux.

BAÏONNE.

Voyez Bayonne.

BALIVEAUX.

Voyez Bois.

BAN ET ARRIERE-BAN.

1635. L'ASSEMBLÉE de 1635 reçoit plusieurs plaintes & Requêtes de la part des Ecclésiastiques qui étoient contraints, en divers lieux, de fournir des hommes au ban & arriere-ban, à cause de leurs fiefs, malgré tous les Contrats passés avec le Roi, & plusieurs Déclarations vérifiées; sous prétexte de la

clause générale, *exemptis & non exemptis*. L'Ass. demande que les Ecclésiastiques ne soient point censés compris dans ladite clause: elle obtient un Arrêt d'exemption, tel qu'elle le désiroit. T. II, p. 728, 729, 746, 747.

L'Ass. de 1641 poursuit & obtient l'exemption du droit de ban & arriere-ban pour tous les Bénéficiers. T. III, p. 68. 1641.

Cependant les Ecclésiastiques continuoient d'être poursuivis pour ce droit; ce qui obligea les Prélats qui étoient à Paris, de s'assembler extraordinairement; en 1642, pour venir au secours des Bénéficiers. *Voyez* Assemblées des Prélats, §. I, an. 1642. 1642.

En l'Ass. de 1675, M. l'Evêque de Bayeux remontre, que le Commis à la recette des taxes de l'arriere-ban, avoit fait saisir les revenus de l'Abbaye d'Almenceches, pour une taxe de 300 liv., à cause des fiefs qu'elle possède. L'Ass. ordonne aux Agents d'envoyer à l'Abbesse l'Arrêt général de décharge desd. droits, 1675.

droits, qu'obtint le Clergé le premier Septembre 1674. T. V, p. 255.

Cet Arrêt est remis sur le Bureau en ladite Aff. T. V, p. 261.

1694. En 1694, les Religieux de l'Abbaye de S. Matthieu-Fin-de-Terre, en Bretagne, poursuivant au Conseil d'Etat une décharge de la taxe, pour laquelle ils étoient compris au rôle du ban & arriere-ban de la Jurisdiction de Bretagne; Mrs. les Agents font leurs représentations sur ce sujet à S. M., & sur les motifs de leur Requête. Arrêt intervient le 29 Décembre 1693, qui décharge lefd. Religieux de la taxe, &c. T. VI, P. J. p. 76, 77.

1695. En 1694, les Maire & Echevins d'Abbeville, ayant obtenu, moyennant une somme, la décharge du service du ban & arriere-ban, & qu'en faveur de cette finance, les nouvelles charges de Colonel, Capitaines, Lieutenants de Bourgeoisie, seroient acquises à la Ville, ils comprirent le Chapitre de S. Ulfran dans la répartition de cette somme sur les Habitants. Les Chanoines présentèrent Requête au Conseil, & par Arrêt de Mars 1695, ils obtinrent qu'ils seroient rayés des rôles, & que les sommes payées leur seroient rendues. T. VI, P. J. p. 77.

BANCS D'EGLISE.

I. En l'Aff. de 1735, il est remontré que le Vicaire-Général de M. l'Evêque de Montpellier auroit ordonné, que des bancs que des Particuliers avoient fait placer, de leur autorité privée, dans l'Eglise Cathédrale, seroient ôtés. Ces Particuliers en font plainte. Jugement du Présidial, qui ordonne que les bancs seront rétablis. Autre Ordonnance du Vicaire-Général, qui renouvelle la défense, sous peine d'excommunication. Arrêt du Parlement de Toulouse, qui ordonne l'exécution de la Sentence du Présidial. L'Aff. ordonne aux Agents d'intervenir, & de poursuivre la cassation desdits Jugements. T. II, p. 811.

II. Différend de M. l'Evêq. de Vence avec M. de Villeneuve, au sujet de deux bancs que ce Seigneur avoit dans l'Eglise Cathéd. Voyez Vence, n°. IV.

BANQUIERS, EXPÉDITIONNAIRES EN COUR DE ROME.

1608. En l'Aff. de 1608, il est fait rapport d'une Requête présentée de la part des Banquiers expéditionnaires en Cour de Table de la Coll. des P. V.

Rome, tendante à ce qu'il plût à la Compagnie faire remontrance à S. M., pour empêcher l'établissement de celui qui vouloit avoir seul la charge des expéditions de Cour de Rome, attendu les grands inconvénients qui en proviendroient au Clergé. L'Aff. prend des mesures pour en empêcher l'effet. T. I, p. 801, 802.

L'Aff. de 1660, sur la Requête desd. Banquiers, prend la même délibération. T. IV, p. 777.

Il s'étoit fait une association de huit Banquiers en Cour de Rome, pour attribuer toutes les expéditions : ils avoient obtenu l'approbation de M. l'Ambassadeur. Là-dessus les autres Banquiers présentent Requête à l'Assemb. de 1615. La jonction des Agents leur est accordée. T. II, p. 290, 291.

Autre établissement d'un certain nombre de Banquiers, par deux Edits de S. M., pour obvier à l'abus des petites dates. L'Aff. de 1635 juge cet établissement préjudiciable au Clergé, & en sollicite la révocation, en pourvoyant d'ailleurs à l'abus des petites dates. T. II, p. 807.

L'Aff. de 1645 arrête, qu'il en sera mis un article dans le contrat qui sera passé avec le Roi. T. III, p. 377.

L'Aff. de 1655 rejette, d'un commun avis, la proposition qui lui est communiquée, d'établir un certain nombre de Banquiers en titre d'office. T. IV, p. 363.

Les anciens Banquiers présentent, à l'Aff. de 1675, une Requête tendante à obtenir de S. M. la révocation de l'Edit de Mars 1673, portant création en titre d'offices, des charges de Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome & de la Légation. Inconvénients de cette nouvelle création de charges. Le Clergé s'y est toujours opposé. L'Aff. juge cette affaire très-importante, & nomme des Commissaires pour examiner la Requête. Leur rapport favorable aux anciens Banquiers. Mémoire présenté au Roi à ce sujet, qui promet de le faire examiner. T. V, p. 262 & suiv.

BANS DE MARIAGE.

L'ART. 40 de l'Edit de Blois, paroît ôter aux Evêques la faculté de dispenser des trois bans. L'omission ne rend pas le mariage nul, & la dispense est quelquefois nécessaire. Voyez Mariage, §. I.

Publication de bans ordonnée par des Tribunaux séculiers, faite par des Ser-

1615.

1635.

1645.

1655.

1675.

gents, sur le refus des Curés. *Voyez* Mariage, §. I.

Dispense de bans accordée par d'autres que par les Ordinaires. *Voyez* Mariage, §. I.

Contrôle des bans de mariage. *Voyez* Contrôle, §. II, n°. VIII.

BAPTÊME.

PARMI les Décrets de l'Ass. de Melun, en 1579, il en est un sur le Baptême, au tit. de *Baptismo*. T. V, P. J. p. 110.

Sur les registres de Baptêmes. *Voyez* Registres.

BARNABITES.

AFFAIRE de M. l'Evêque d'Oléron & de son Bureau Diocésain, contre les PP. Barnabites de Lescar, au sujet des impositions, & des droits que ces Peres s'attribuoient dans le Bureau Diocésain : l'affaire renvoyée à l'Assemb. de 1723, & jugée. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

BASTIDE. [LA]

ALEXANDRE Coriolis, sieur de l. Bastide, Prieur d'Azarac. Son affaire au sujet dudit Prieuré, contre M. de Canillac de Dienne. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemb. de 1655. *Voyez* Canillac.

BAUNI, JÉSUI TE.

Voyez Censures Doct., n°. VII.

BAUX.

I. L'Ass. de 1710 supplie S. M., par l'art. 8 du Cahier du Temporel, de décharger les Bénéficiers & les Communautés Ecclésiastiques, de la nécessité de passer tous leurs baux par devant Notaires, & de payer le droit de contrôle des actes de Notaires, & à cet effet déroger à la Déclaration de Mars 1708, si mieux n'aime S. M. exempter dudit droit de contrôle tous les baux qui sont au-dessous de 100 liv. Rép. *Le Roi ne peut rien changer de ce qui est établi à cet égard*. Recueil, p. 1525, 1526.

L'Ass. de 1715, art. 14 du Cahier du Temporel, forme la même demande. *Même réponse*. Recueil, p. 1544.

II. En l'Ass. de 1742, M. l'Evêque de Castres se plaint, au sujet des prétentions des Fermiers du Domaine, dans la Province de Languedoc, d'obliger les Curés & les Communautés, qui exploitent par eux-mêmes les biens dépendants de leurs Bénéfices, ou qui

sont cueillir leurs dîmes par leurs domestiques, d'en passer des baux par devant Notaires, dans la vue d'en exiger ensuite les droits de contrôle. L'Ass. prie ce Prélat de voir de sa part, M. de Fulvi, Intendant des Finances, & de le prier de donner les ordres nécessaires, pour que lesd. Curés & Communautés continuent à jouir de ce privilège. Il rend compte des promesses que le Fermier lui a faites à ce sujet. T. VII, p. 1839, 1840.

En l'Ass. de 1755, M. l'Archev. de Tours rend compte d'une affaire concernant l'interprétation d'un Arrêt du Conseil du 11 Avril 1752, au sujet du contrôle des baux des biens & revenus ecclésiast. L'Ass. charge Mrs. les Agents de solliciter au Conseil l'Arrêt d'interprétation de celui du 11 Avril 1752. T. VIII, p. 571, 572.

Le fait est qu'en 1752, les Fermiers du Domaine obtinrent un Arrêt du Conseil, contre les Curés & autres Bénéficiers du Diocèse de Limoges, qui les obligeoit de faire publier aux Prônes des Paroisses, pendant trois Dimanches, les biens qu'ils veulent faire valoir par eux-mêmes, & de fournir un certificat de cette publication au Bureau du contrôle le plus prochain, sous peine de 200 l. d'amende, contre ceux qui n'y satisferoient pas.

Quoique cet Arrêt n'ait pas été déclaré commun aux Bénéficiers des autres Diocèses, ni publié dans les autres Provinces, le Fermier du Domaine dans le Dauphiné, sans même avoir fait signifier ledit Arrêt dans la Province, où ses Bureaux sont établis, fit assigner plusieurs Communautés & Bénéficiers du Diocèse de Vienne, pour avoir à payer ladite amende.

Dans ces circonstances, la Province de Vienne supplie l'Ass. de 1758 de s'intéresser auprès de M. le Contrôleur-Général, non-seulement pour faire cesser les poursuites du Fermier, mais encore pour obtenir une suppression, ou plutôt une exemption d'une servitude toute nouvelle. La Province fait observer, à ce sujet, que les Bénéficiers du Dauphiné sont dans une possession bien différente de ceux du Limousin, & qu'ainsi l'Arrêt de Limoges ne doit point avoir d'application. En Dauphiné les biens sont nobles ou roturiers : les biens nobles ne paient point de taille, par quelques personnes qu'ils soient possédés, & les biens roturiers ne sautent

roient en être exempts, quel qu'en soit le Possesseur, Ecclésiastique, Noble ou Roturier; dans le Limousin, au contraire, la taille n'est point réelle; les Ecclésiastiques en sont exempts, pour les biens qu'ils font valoir; on ne les en exempté pas de même pour ceux qu'ils afferment: il est donc assez convenable, que, dans le premier cas, ils en donnent connoissance aux Communaux des lieux où ces biens sont situés. L'Ass. députée à M. le Contrôleur-Gén. en faveur des susdits. T. VIII, p. 676 jusqu'à 680.

Même plainte, & sur le même sujet, portée à la même Ass., de la part des Curés ou Recteurs de Bretagne. Même délibération. T. VIII, p. 678, 679, 680.

Cette même affaire se présente à l'Assemblée de 1760: on y dresse le projet d'un nouveau Règlement, au sujet de l'affaire des droits du contrôle, des baux des biens & revenus ecclésiastiques, induement exigés des Bénéficiers qui font valoir leurs biens par leurs mains. T. VIII, p. 902.

On y dresse un projet d'Arrêt, au sujet de la publication que les Bénéficiers, qui font valoir leurs biens par leurs mains, seront tenus de faire, à l'issue des Messes Paroissiales, pour ne point être exposés aux amendes que les Fermiers du droit de contrôle exigent, faute par les Bénéficiers d'avoir rempli cette formalité. Députation à ce sujet, & Mémoire présenté à M. Chauvelin, qui témoigne être d'avis des dispositions favorables: il promet ensuite l'Arrêt conforme au Mémoire dressé, à l'exception de la restitution des droits & des amendes perçus. T. VIII, p. 903.

M. le Contrôleur-Général écrit à M. l'Archevêque de Narbonne, qu'il avoit rapporté au Conseil des Finances l'affaire du contrôle, qu'on veut exiger des Bénéficiers qui font valoir leurs biens par eux-mêmes, & qu'il a été rendu un Arrêt à cet égard. *Ibid.*

Cet Arrêt, du 2 Septembre 1760, servant de Règlement pour la perception des droits de contrôle, est en général conforme au projet qui avoit été dressé par l'Ass. de 1760: les Bénéficiers qui veulent exploiter leurs dîmes, sont obligés, par led. Règlement, d'en faire la publication, un mois avant la récolte de chaque année, à l'issue de la Messe Paroissiale, & d'en rapporter copie certifiée d'eux dans le mois, au Commis du Bureau du contrôle, dans l'arrondis-

sement duquel sont situées leurs dîmes, & d'en retirer reconnaissance de lui, le tout sans frais, & sur papier non timbré: & par rapport aux autres revenus & biens dépendants de leurs Bénéfices, d'en faire faire la publication tous les neuf ans, avec les mêmes formalités exigées pour l'exploitation des dîmes, à peine de payer le double du droit de contrôle, pour autant d'années qu'ils auront manqué de satisfaire auxdites formalités.

Cet Arrêt fut adressé aux Syndics des Diocèses, pour en donner connoissance à tous les Ecclésiastiques & autres gens de main-morte: malgré cette précaution, plusieurs Bénéficiers n'ayant point eu connoissance de l'Arrêt, ne s'y sont point soumis, & en conséquence ont été poursuivis pour le paiement du double droit: il étoit même arrivé que, dans plusieurs Diocèses, des Commis avides avoient refusé de recevoir les certificats de publications. Sur le rapport de l'affaire, l'Ass. de 1772 sollicite, auprès de M. le Contrôleur-Général, en faveur des Bénéficiers qui avoient contrevenu à l'Arrêt du 2 Septembre 1760, la même remise qui leur avoit été accordée par le passé; elle le pressoit, ou à supprimer une servitude onéreuse, & même dure pour les Bénéficiers, sans être d'aucune utilité pour le Fermier, ou à donner des ordres précis, pour que les Commis du contrôle ne refusent pas désormais de recevoir les certificats de publications, & en délivrent reconnaissance, le tout sans frais. T. VIII, p. 1039, 1040, 1041.

L'Ass. de 1760, art. 6 du Cahier du Temporel, se plaint à S. M., que les Fermiers du contrôle abusant de quelques termes des Déclarations, ont voulu priver les Ecclésiastiques de la faculté naturelle de faire exploiter leurs fonds par leurs domestiques, ou gens de journée; les mêmes Fermiers, forcés de reconnoître l'injustice de leur prétention sur ce sujet, y en ont substitué une autre; c'est d'assujettir les Ecclésiastiques à donner des déclarations détaillées de la nature & de la contenance de tous les fonds qu'ils entendent faire exploiter, ou des publications absolument équivalentes à ces déclarations. *Rép. Il a été répondu à cet article par l'Arrêt du Conseil du 2 Septembre 1760.* T. VIII, P. J. p. 312, 313.

L'Arrêt du Conseil du 2 Septembre 1760, dont on a parlé ci-dessus, avoit assuré, d'une manière incontestable, le

droit des Bénéficiers, de faire valoir & exploiter, par eux-mêmes, les biens dépendants de leurs Bénéfices; mais ce même Arrêt, quoique sollicité & obtenu par l'Ass. du Clergé, qui se tenoit alors, a fourni aux Traitants des prétextes à des recherches rigoureuses, & les contraventions échappées aux Bénéficiers, ont fait accumuler sur eux des peines pécuniaires, auxquelles leur ignorance a donné lieu. La Loi portoit, contre ceux qui y auroient contrevenu, *la peine de payer le double droit de contrôle, pour autant d'années qu'ils auroient manqué à faire les publications.* C'est ce double droit de contrôle que les Traitants faisoient valoir contre les Ecclésiastiques: ils profitoient de l'ignorance des uns; ils présentoient aux autres comme superflues l'observation des formalités ordonnées, & laissoient écouler un nombre d'années, avant de répéter les droits. On a même une multitude d'exemples, que des Commis ont refusé de recevoir les déclarations des Bénéficiers, sous différents prétextes.

C'est contre ces abus qu'a réclamé la Province de Narbonne, dans un Mémoire présenté à l'Ass. de 1775. Quoiqu'ils aient leur source, (dit M. l'Archevêque de Narbonne dans son Rapport) dans un Règlement provoqué par une Ass. du Clergé, la présente Ass. peut & doit en demander la réformation. La Commission propose donc un moyen, qui d'une part assure les publications prescrites par l'Arrêt de 1760; & de l'autre, écarte des Ecclésiastiques l'inquiétude de se voir continuellement recherchés & exposés à des répétitions onéreuses. La Province de Narbonne en indique un, qui a paru à la Commission réunir ce double avantage. *Infra.*

La même Province se plaignoit aussi, de ce que, contre le texte formel de l'Arrêt de 1760, les Prépôtés ne vouloient, ni recevoir des déclarations, ni délivrer des certificats, que sur papier timbré: ils se fondoient sur une Déclaration de Juin 1771, postérieure à l'Arrêt de 1760, laquelle révoque plusieurs aliénations & exemptions. Mais les alarmes du Clergé, à cet égard, doivent être calmées, par une Lettre de M. le Contrôleur-Général, en date du 17 Avril 1774, contenant une décision précise envoyée aux Fermiers-Généraux, en leur marquant de tenir la main à ce que leurs Prépôtés s'y conformassent.

Sur le Rapport de ces deux objets de plaintes, & conformément à l'avis de la Commission, il a été arrêté de solliciter un Arrêt du Conseil, qui restreigne à une seule année, la peine du double droit, prononcée par le Règlement du 2 Septembre 1760, contre les Ecclésiastiques qui négligent de donner des déclarations des dîmes & biens qu'ils entendent faire valoir par eux-mêmes; que S. M. seroit suppliée de remettre, par le même Arrêt, les amendes & doubles droits qui pourroient être répétés contre les Bénéficiers en contravention pour les années précédentes; enfin, d'ordonner que, conformément à l'Arrêt de 1760, les déclarations des Bénéficiers & les certificats des Commis, continueroient d'être expédiés sur papier non timbré.

L'Arrêt du Conseil est accordé, il est remis à l'Ass. T. VIII, p. 2424, jusq. 2429. L'Arrêt, P. J. n°. X.

III. Les Loix du Royaume autorisent les Ecclésiastiques à passer des baux de leurs biens, pour le terme de neuf ans: cependant les Tribunaux de la Province de Languedoc ont entrepris de restreindre au terme de trois ans, la durée des baux ecclésiastiques. L'Ass. de 1770 a supplié le Roi, dans l'arr. 15 de son Cahier, de maintenir les Ecclésiastiques de son Royaume dans le droit de passer des baux pour le terme de neuf années.

Rép. *J'ai pourvu, par une Déclaration envoyée à mon Parlement de Toulouse, à ce que les Bénéficiers de cette Province ne soient pas troublés dans la liberté de faire des baux de neuf ans, en se conformant aux Ordonnances pour la confection desdits baux, & sans leur résiliation telle que de droit, après la mort des Titulaires.* T. VIII, P. J. p. 633.

Le Roi, par sa réponse à l'arr. 5 d'un Mémoire présenté à l'Ass. de 1775, affranchit du droit de nouvel acquêt les baux des Menfes Abbatiales & Prieurales, faits par les Abbés ou Prieurs, en faveur de leurs Religieux, soit que ces baux soient passés pour un terme au-dessus de neuf ans, jusqu'à vingt-neuf, soit même pour la vie des Abbés ou Prieurs. T. VIII, P. J. n°. X.

IV. L'Ass. de 1710, art. 7 du Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner, conformément à l'Edit de Décembre 1691, & aux Arrêts du Conseil, que tous les baux des doniers communs, patrimoniaux & d'octrois des Villes & Communautés laïques, soient enregistrés aux Greffes des Domaines des gens

objets de
à l'avis de
de folli-
qui restrei-
ne du dou-
Réglement
les Eccle-
donner des
iens qu'ils
x-mêmes;
remettre,
des & dou-
tre répétés
travention
; enfin,
ient à l'Ar-
des Béné-
Commis,
sur papier

ordé, il est
424, juſq.

autorifent
es baux de
neuf ans:
la Provin-
ris de ref-
as, la durée
ſſ. de 1770
13 de ſon
léſiaſtiques
ir de paſſet
uf années.
Déclarat-
nt de Tou-
rs de cette
és dans la
nfans, en
es pour la
auf leur ré-
rés la mort
p. 633.

art. 5 d'un
de 1775,
vel acquêt
es & Prieu-
Prieurs, en
it que ces
terme au-
ngt-neuf,
Abbas ou
du Cahier
d'ordon-
le Décem-
Conſeil,
communes,
s Villes &
et enrégis-
des gens

de main-morte. Rép. *Le Roi entend que ces Edits ſoient ponctuellement exécutés.* Recueil, p. 1525.

V. Les Fermiers des biens d'Eglise, & des biens patrimoniaux des Ecclesiastiques, peuvent-ils être mis à la taille? *Voyez Impôts, §. I, §. II.*

VI. Les Curés peuvent-ils affermer les dîmes de leurs Paroisses, sans, pour raison de ce, être imposés à la taille? *Voyez Curés, §. IV, n°. VI.*

VII. Les Adjudicataires des bois & des dîmes des Ecclesiastiques, sont-ils sujets à la taille? *Voyez Impôts, §. II, an. 1775.*

VIII. Doit-on imposer les Bénéfices à raison du bail-général, ou à raison du prix des sous-baux particuliers? *Voyez Annexes de Bénéfices, n°. VI.*

BAUX EMPHYTÉOTIQUES.

I. M. de Harlay, Président de l'Ass. de 1690, exposé, qu'après le contrat passé avec le Roi en 1675, S. M. fit lever le 8^e denier sur les Détenteurs des biens aliénés, & que cette partie avoit été acceptée par le Roi pour 400000 l.; que l'on avoit étendu la cession du Clergé, sans son consentement, sur les baux emphytéotiques, sous prétexte que c'étoit une espèce d'aliénation, au moins pour un temps considérable; & que par l'Arrêt donné pour les baux emphytéotiques, il étoit dit, que ceux qui en jouissoient, pairoient une année du revenu, moyennant quoi ils jouiroient encore cinq ans après l'expiration de leurs baux; sur quoi l'Ass. de 1680 fit ses Remontrances, & obtint de S. M. que l'on cesseroit toutes ces levées. T. V, p. 688.

II. Le même Prélat fait observer en même-temps, que la plupart des Détenteurs des biens donnés en emphytéose, jouissoient encore de leurs baux contre la disposition de l'Arrêt, d'autant que les Bénéficiaires n'avoient aucune connoissance desdits baux, ce qui leur est d'un grand préjudice. Il ajoute, qu'une personne employée dans la commission du 8^e denier, (M. de Barmont) avoit commencé un Ouvrage très-utile, continué depuis, lequel avoit découvert, dans un grand nombre de Diocèses, des baux emphytéotiques pour près de 200000 liv. de rente. Cette découverte, toute simple, ne seroit pas encore fort utile pour profiter de ce travail & rentrer dans ces baux; il faut de plus avoir des titres pour en faire la preuve. L'Auteur les fournit en rappor-

tant les baux, les quittances des paiements faits au Trésor Royal, ou aux Commis préposés pour le 8^e denier, les noms des Notaires, la date des contrats, les lieux où ils ont été passés, la situation des biens donnés. L'Ouvrage est mis sur le Bureau, l'Auteur récompensé, & prié de continuer son travail. T. V, p. 688, 689.

Le même M. de Barmont rend compte à l'Ass. de 1695, de la continuation de l'Ouvrage concernant la recherche des baux emphytéotiques ecclésiastiques, pour lequel il avoit été fait un fonds de 6000 liv. T. VI, p. 267.

III. L'Ass. de 1702 accorde à S. M. que les Possesseurs des biens d'Eglise, par baux à longues années, ou emphytéoses au-dessus de trente ans, y seront maintenus pendant dix années au-delà des termes portés par leurs baux, en payant au Roi deux années du revenu de ces mêmes biens. T. VI, p. 670, 697, 698.

IV. Le droit d'amortissement est-il dû, en cas de rentrée des Bénéficiaires & des Communautés dans les biens donnés en emphytéose? *Voyez Amortissement, §. II, n°. IX.*

BAYEUX.

1°. *Affaires* du Syndic de Bayeux contre les Religieux de S. Etienne de Caen, qui s'étoient pourvus au Conseil en cassation contre les Jugements du Bureau Diocésain & de la Chambre Souveraine de Rouen, sur leur taxe pour décimes. Par Arrêt du Conseil, rendu le 13 Mars 1697, l'affaire est renvoyée à la Chambre Ecclesiastique de Rouen, les Religieux condamnés aux dépens. T. VI, P. J., p. 122, 123, 252 & ſ.

2°. En l'Ass. de 1765, il est fait rapport d'une affaire au sujet de la signature pure & simple du Formulaire, *Voyez Formulaire, §. II.*

3°. Les Curés de la Ville & des Fauxbourgs de Bayeux ont recours à l'Ass. de 1775, pour qu'il leur soit pourvu d'une portion congrue, semblable à celle des autres Curés du Royaume. *Voyez Portions congrues, §. III, n°. VI.*

BAYONNE.

1°. En l'Ass. de 1690, M. l'Evêque de Tarbes expose qu'il y a contestation entre les Evêques d'Oléron & de Bayonne, & leur Clergé, sur ce que le Clergé de Bayonne prétendoit que

celui d'Oléron n'avoit pas droit de le taxer aux décimes & dons-gratuits, pour des dîmes qu'ils possèdent dans le Diocèse d'Oléron : cette contestation s'étoit présentée à l'Ass. de 1683 : cette Ass., n'ayant pu prononcer, sur ce différend, pria M. l'Arch. d'Auch de le terminer à l'amiable : compromis passé, en conséquence, entre les Parties, lequel reste sans exécution par la mort de M. de Bayonne, & par l'absence de M. d'Auch. Le Chapitre de Bayonne fait assigner le Syndic d'Oléron pardevant l'Ass. de 1690 : les Parties ayant connu qu'il leur seroit plus avantageux de les régler sur les lieux, consentent à être renvoyées une seconde fois pardevant M. l'Archev. d'Auch, & l'Assemblée les y renvoie. T. V, p. 676, 677.

Le Conseil, par son Arrêt du 12 Mai 1700, renvoie à l'Assemb. tenant alors, le Procès de l'Evêque de Bayonne & le Chapitre de son Eglise Cathédrale, contre le Syndic du Diocèse d'Oléron, concernant l'imposition des décimes pour les biens & revenus possédés en Basse-Navarre par lesdits Evêque & Chapitre : ils prétendoient ne devoir point être compris pour raison desdits biens au rôle & département du Diocèse d'Oléron, en payant par eux les décimes ordinaires, dons-gratuits & autres charges du Diocèse.

L'Assemb. faisant droit aux Parties, décharge le Diocèse d'Oléron & ses Syndics, des demandes contre eux formées par l'Evêque de Bayonne & son Chapitre ; ordonne que les réglemens des décimes & autres impositions, continueront d'être faits à l'avenir, conformément au département de 1643, & autres anciens départements confirmés par les délibérations des Ass., & dont l'exécution a été ordonnée contre les Ecclésiastiques compris en iceux par les Arrêts du Conseil de 1671, 1672, rendus contre les Bénéficiers de Basse-Navarre : à ladite Ass. condamné le sieur Ev. & le Chapitre de Bayonne aux dépens faits par le Syndic d'Oléron, en la présente instance, tant avant que depuis le renvoi des Parties à l'Ass. T. VI, p. 343 jusqu'à 360.

2°. Le Diocèse de Bayonne a quelques Paroisses en Béarn & en Basse-Navarre. Le Parlement de Pau veut obliger l'Evêque de Bayonne d'y tenir des Vicaires-Généraux. *Voyez* Vicaires-Gén. n°. I.

3°. En l'Ass. de 1730, le Syndic du

Diocèse de Bayonne présente un mémoire pour obtenir la jonction du Bureau d'Oléron à celui de Bayonne ; l'Ass. en ordonne la communication au Syndic d'Oléron, qui répond par une Requête qu'il fait présenter à l'Ass. : la Compagnie ordonne que cette Requête sera communiquée au Syndic du Clergé de Bayonne, pour être ensuite statué ainsi qu'il appartiendra sur ladite jonction. T. VII, p. 1182, 1183.

4°. Affaires d'octrois & impositions concernant le Clergé de Bayonne. *V. octrois.*

B A Z A S.

1°. En 1645, affaire de l'Evêque de Bazas contre le Lieutenant-Général de Bazas & le Parlement de Bordeaux au sujet de Doctrines prêchées. *Voyez* Doctrine, n°. I. 1645.

2°. Affaire du même Prélat, contre le sieur de Maurez, Prieur de la Réole, pour injures commises contre lui par led. de Maurez. *Voyez* Evêques, §. XII, n°. II. 1666.

3°. Différend du même Prélat & du Syndic du Dioc. avec ledit de Maurez, au sujet des décimes dont il vouloit faire réduire la taxe sur le pied du département de 1516. *Voyez* Décimes, §. VIII, n°. XI. 1666.

4°. Arrêt contradictoire du G. Conseil, du 30 Déc. 1660, par lequel, sur l'intervention des Agents, & les sollicitations de l'Ass. de 1660, M. l'Evêque de Bazas, en retirant la Baronnie de Lerm aliénée de son Evêché pour subvention, est déchargé du remboursement des acquisitions qui y avoient été faites par les détenteurs de ladite terre, comme n'étant pas absolument utiles & nécessaires, mais seulement de quelque bienfaisance. T. IV, p. 721, 722. *Voyez* Aliénations, §. III, n°. XIV. 1666.

5°. En l'Ass. de 1660, plainte de M. l'Evêque de Bazas, sur une prétention de préférence dans le Bureau des pauvres, du Présidial de Bazas, sur le Chapitre de la Cathédrale. *Voyez* Chapitres, §. IV. 1666.

6°. Prétentions des Curés & des Commandeurs de Malte, contraires à la juridiction de l'Ordinaire. *Voyez* Malte, §. I.

7°. Eglise de Bazas anciennement exempt de la Régale. *Voyez* Régale, §. I.

ente un mé-
tion du Bu-
Bayonne;
communication
répond par
inter à l'Ass.
ue cette Re-
du Syndic du
être ensuite
ndra sur la-
182, 1183.
impositions
Bayonne. P.

S.

de l'Evêque
nant-Général
de Bordeaux
schée. Voyez

Prélat, con-
Prieur de la
mises contre
Evêques,

ne Prélat &
Edit de Mau-
dont il vou-
ar le pied du
Décimes,

e du G. Con-
par lequel,
ents, & les
1660, M.
tirant la Ba-
son Evêché
argé du rem-
ions qui y

téteuteurs de
nt pas abso-
es, mais seu-
ance. T. IV,
tions, §. III,

, plainte de
sur une pré-
s le Bureau
Bazas, sur
drale. Voyez

u & des Com-
traires à la
Voyez Mal-

ciennement
Regale,

B E A L.

Voyez Archives, §. I, n°. 16, 17.
Procès-verbaux.

B E A R N.

§. I. Affaire de la Religion & des biens d'Eglise dans le Béarn.

I. JEANNE d'Albret, Reine de Navarre, y avoit ruiné la Religion. Louis XIII en 1621, l'y rétablit. Dès 1600, de zélés Ecclésiastiques envoyés par les Evêques de Lescar & d'Oléron, y faisoient des Missions, & ne négligoient rien pour remédier au mal. Les Ass. de 1600, 1606, 1610, sur les demandes des Evêq. de Lescar & d'Oléron, leur ont accordé des gratifications. T. I, p. 681, T. II, p. 16.

II. On observe que l'Edit de Nantes n'a jamais été reçu en Béarn. L'Ass. de 1665 agit & s'intéresse pour qu'il n'y soit point établi. T. IV, p. 900, 901, 917, 918.

III. La Reine de Navarre s'étoit rendue la Persecutrice des Catholiques: elle avoit privé les Ministres de J. C. de leurs biens temporels, avoit appliqué une partie des revenus Ecclésiastiques à l'entretien d'un Collège, où Séminaire qu'elle avoit établi à Orthez pour y élever la jeunesse dans la R. P. R.: elle affectoit une autre portion de ces biens à des Ministres de la fausse Religion, & le reste, elle le distribuoit aux personnes puissantes de son état. T. V, p. 15.

Sur la Requête présentée à l'Ass. de 1605, par l'Evêque de Tarbes, tant pour lui, que pour les autres Evêques, Corps & Bénéficiers jouissant de biens & revenus en Béarn, la Compagnie fait supplier le Roi, de vouloir faire ordonner, comme Roi de Navarre, que l'article & réponse du cahier de 1596, par lequel S. M. veut que mainlevée leur soit donnée de leurs revenus, soit exécuté, & en ajoutant, que la juridiction des Evêques & Appels au Métropolitain seront rétablis. S. M. promet de commander à son Chancelier de Navarre de leur en faire expédier des Patentes. T. I, p. 756.

Les Evêques de Lescar & d'Oléron font part à l'Ass. de 1605, du rétablissement de la Religion Catholique, qu'ils venoient d'obtenir, dans les quatre Villes d'Oléron, Lescar, Orthez & Nay. T. I, p. 756.

La Chambre Ecclési., aux Etats de

1614, par un des principaux articles de son cahier, supplie S. M. de rétablir, par son Edit, dans le Pays de Béarn, l'exercice libre de la Religion Cath. La Noblesse & le Tiers-Etat s'étoient joints au Clergé sur ce sujet. T. II, p. 117, 118, 119, 161.

L'Ass. de 1615 presse vivement la réponse au Cahier des Etats sur le rétablissement de la Rel. Cath. en Béarn: elle arrête des remontrances au Roi sur ce point: l'Evêque de Nantes est prié de porter la parole, assisté de toute l'Ass. Leurs Majestés répondent qu'il y sera pourvu avec l'avis de leur Conseil. Pour ôter une des plus grandes difficultés, consistant en ce que le Roi vendant les biens aux Ecclesi., seroit & demeureroit chargé d'environ 50000 liv. qui se paient sur les biens de l'Eglise, pour les Ministres, Collège, &c., l'Assemblée consent d'aider le Roi de 20000 liv. par an, dont 10000 livres seront imposées sur le Clergé Général, & les autres 10000 liv. sur le Clergé du Béarn. T. II, p. 143, 144.

Ce rétablissement de la Religion en Béarn, & la restitution des biens d'Eglise, est un des sujets de la Harangue faite au Roi par M. de Harlay, Coadjuteur de Rouen, pendant l'Assemb. de 1615. T. II, P. Just., p. 15, 16.

L'Ass. de 1617 obtient ledit rétablissement, & la restitution aux Eglises & Ecclésiastiques du Béarn, de tous leurs biens, & la pleine & entière mainlevée est accordée par l'Arrêt du 25 Juin 1617. Les Evêques de Lescar & d'Oléron se présentent à l'Ass. pour la remercier, & en conséquence de la restitution de leurs biens, ils consentent d'être taxés aux décimes. T. II, p. 310, 349.

Le rétablissement des Ecclésiastiques dans leurs biens, au Pays du Béarn, accordé à la dernière Ass., ayant été retardé par les menées des Huguenots, l'Assemb. de 1619 nomme deux Prélats & deux du second Ordre pour faire des Remontrances à S. M., & toutes les poursuites nécessaires pour le succès de l'affaire: elle en charge aussi les Députés qui devoient terminer la négociation du don-gratuit demandé par S. M. T. II, p. 338, 339.

En 1621, Louis XIII rétablit les Evêq., les Chapitres & quelques Curés, étant allé lui-même, en Béarn, & y ayant rétabli, par sa présence, la véritable Religion, autant que les circonstances pouvoient le lui permettre.

1615.

1617.

1619.

1621.

La main-lévé générale des biens ecclésiastiques fut donnée : les Bénédictins rentrèrent d'abord en possession de ce qui n'étoit point en main forte ; mais comme presque tout étoit possédé par les Grands du Pays, le Clergé fut obligé de racheter ses propres biens, de ceux qui en étoient les usurpateurs, &c. à cet effet, il emprunta de très-grandes sommes : pour être protégés par le Clergé-Général de France, les Evêq. de Lescar & d'Oléron, & leurs Clergés, desirèrent d'avoir entrée aux Ass. Gén., & se soumirent à payer des décimes. T. V, p. 25.

1643.

En l'Ass. de 1643, les Catholiques du Béarn se plaignent, de ce qu'étant ordonné par deux Arrêts, l'un du Parl. de Pau du 23 Juill. 1640, & l'autre du Conseil du 29 Janvier 1644, que l'exercice de la R. P. R. pourroit être établi dans tous les lieux du Béarn, où il y aura, outre le Ministre, dix chefs de famille de ladite Religion, résidents & domiciliés, les Députés du Synode dudit Pays (quoique les deux Arrêts soient donnés en faveur de leur profession, & à leur poursuite) avoient, depuis quelque temps, obtenu une Lettre de Cachet pour en empêcher l'exécution. Arrête de voir M. le Chancelier, & de demander une autre Lettre de Cachet portant révocation de la précédente. T. III, p. 251.

5. II. Bénéfices du Béarn. Affaire du paiement des Décimes.

I. Le Pays n'a que deux Evêchés, Lescar & Oléron : il y a deux Chapitres & deux Abbayes, & quelques pauvres Cures. On vient de voir, au § précédent, à quelle occasion les décimes se sont introduites dans le Pays de Béarn.

II. L'affaire des décimes du Béarn, à la prendre dès son origine, s'est présentée en plusieurs Ass. du Clergé : elle a occasionné plusieurs commissions de Prélats & autres Députés, envoyés sur les lieux, & plusieurs Délibérations prises, en conséquence des rapports des Seigneurs Commissaires. On peut voir sur cet objet. T. II, p. 496, 539, 540, 597, 598, 629, 732, 733, 781. T. III, p. 18, 21, 22, 85, 86, 174 & 481. T. IV, p. 45 jusqu'à 55, 492, 493, 494, 869, 870. T. V, p. 182.

Le rapport fait à l'Ass. de 1670 par M. l'Evêque de Tournai, ci-devant de Cominges, & par M. l'Abbé de Dru-

bec, commis par l'Ass. de 1665, pour terminer l'affaire des décimes du Béarn, contient un détail exact & bien circonstancié de cette affaire, depuis son origine. T. V, p. 25 jusqu'à 33.

Autre rapport fait de cette affaire en l'Ass. de 1695 par les Commissaires nommés par cette Ass. pour l'examen d'une demande faite par le Diocèse d'Oléron, qui donne occasion auxdits Commissaires de reprendre l'affaire des décimes du Béarn depuis son origine. En voici l'extrait, qui suffit pour donner une juste idée de toute l'affaire, & qui la représente dans ses divers Etats.

Depuis l'année 1623, en laquelle les Diocèses de Béarn ont demandé d'être unis au Clergé de France, & de porter leur part des décimes dudit Clergé, leur portion de décimes a été bien différente, & a été diminuée par plusieurs départements, & par les délibérations de presque toutes les Ass.

Par le premier département fait par M. d'Estampes de Valencé en 1623, les décimes de Béarn, Soule & Basse-Navarre, furent fixées à la somme de 21000 livres, outre & par-dessus ce qui devoit être payé pour les gages des Officiers. Par autre département fait par M. de Marca, lors Président au Parl. de Pau en 1643, lesdites décimes furent réduites à la somme de 14000 liv. sur les Remontrances des Députés desdits Diocèses de Béarn, qui représenterent à l'Ass. de 1643, qu'ils ne pouvoient payer une si grosse somme, à cause des non-valeurs qui leur venoient des Bénédictins de la Soule & Basse-Navarre, qu'ils ne pouvoient assujettir au paiement des décimes ; ladite Ass. leur remit tous les arrérages du passé, & réduisit les décimes à la somme de 10800 livres, à la charge qu'elle seroit portée sans non-valeurs à la recette Provinciale.

Le R. G. s'étant plaint, en l'Ass. de 1650, qu'il ne pouvoit tirer le paiement des deniers de ces Diocèses, & les ayant portés en reprise, ladite Ass. députa M. l'Evêque de Cominges & M. l'Abbé de Carbon, pour aller en Béarn, & leur fit donner une commission du Roi pour régler les décimes de ces Diocèses : cette députation n'ayant point eu de succès jusqu'à 1660, on pria, dans l'Ass. de ladite année, M. l'Evêq. de Cominges de continuer ses soins pour régler cette affaire, & on lui associa M. l'Abbé de Montgailard : l'affaire n'ayant pu encore être terminée

terminée par cette seconde députation, on pria de nouveau, en l'Ass. de 1665, M. l'Ev. de Cominges de vouloir donner ses soins pour la finir, & l'on députa M. l'Abbé de Drubec pour se joindre à lui.

Ils furent en Béarn en 1667, où, après plusieurs contestations, ils se virent obligés, pour régler quelque chose de certain avec lesdits Diocèses, de faire séparément assembler le Synode de chacun, ensuite desquels, du consentement du Sgr. Evêque & des Députés du Diocèse de Lescar, les décimes dudit Dioc. furent réglées à 5100 liv. par an, outre les gages des Officiers, à commencer du 1^{er} Janv. 1667, & cependant il fut convenu, sous le bon plaisir de la prochaine Ass., qu'attendu l'embarras dans lequel étoient les Bénéficiers dudit Diocèse, de payer les arérages qui étoient demeurés en arriere; que pendant les sept premières années, ledit Diocèse ne paieroit que 4000 liv., & après les sept années, il paieroit 5100 liv., à commencer du 1^{er} Janv. 1674, pareillement, du consentement du Sgr. Evêque & des Députés du Diocèse d'Oléron; & attendu qu'il étoit impossible audit Diocèse de rien tirer de la Soulle & Basse-Navarre, ses décimes furent modérées à 3050 liv. par an, outre les gages des Officiers, à commencer au 1^{er} Janv. 1667; & cependant il fut aussi convenu, comme à l'égard du Diocèse de Lescar, & pour les mêmes raisons, que pendant les sept premières années, ledit Diocèse ne paieroit que 2000 liv. par an, & après, il paieroit 3050 liv., ladite remise faite à la charge de payer les sommes ci-dessus sans aucune non-valeur.

M. l'Evêque de Cominges, devenu Evêq. de Tournai, ayant fait rapport de sa gestion dans l'Ass. de 1670, ladite Ass. approuva & confirma tout ce qu'il avoit réglé & proposé. Mais les Députés de Béarn étant venus se plaindre à la même Ass. de 1670, de ce qui avoit été arrêté par M. l'Ev. de Tournai, & confirmé dans l'Ass., on donna des Commissaires pour examiner de nouveau leurs raisons & leurs plaintes: sur le rapport desdits Commissaires, l'Ass. délibéra, après avoir réglé les affaires du Diocèse de Lescar, que le Diocèse d'Oléron en Béarn, Soulle & Basse-Navarre, paieroiént tous les ans aux Officiers & Acquéreurs de gages, 3101 liv. 10 sols; que les décimes por-

Table de la Coll. des P. V.

tées à la Recette générale, demeureroient réduites à 1600 liv., à commencer au 1^{er} Janv. 1671; le surplus seroit remis audit Diocèse pour tenir lieu de non-valeur, en quelque manière que ce puisse être; que toute audience seroit déniée auxdits Diocèses, s'ils se présentoient pour demander quelque chose de contraire à la susdite délibération.

Cependant en l'Ass. de 1675, le Syndic du Diocèse d'Oléron, & un Député de la Basse-Navarre, s'étant présentés, celui-là pour se plaindre qu'il ne pouvoit rien tirer de la Soulle & Basse-Navarre, & celui-ci pour demander à être déchargé de la taxe que lesdits Bénéficiers n'étoient pas en pouvoir de payer, & s'étant remis au Jugement de l'Ass. sur les différends qu'ils pouvoient avoir ensemble, tant pour le passé, que pour l'avenir, l'Ass. confirma la délibération de 1670, & en ordonna l'exécution jusqu'au premier Janv. 1676, & à commencer dudit jour, diminua la taxe des Bénéficiers de Soulle & Basse-Navarre, de 500 liv., & les réduisit à 1100 liv. qu'elle leur ordonna de payer pour décimes & gages, au Receveur du Diocèse d'Oléron, les déclarant déchu de ladite grace, s'ils ne payoient ponctuellement; & après avoir fait le compte des sommes que les Bénéficiers de la Basse-Navarre pouvoient devoir au Diocèse d'Oléron, ordonna que ladite Basse-Navarre paieroit audit Diocèse 1000 liv., moyennant quoi, les Parties demeureroient quittes de tout le passé, jusqu'au 1^{er} Janv. 1670. T. VI, p. 238 juif. 241.

III. M. l'Evêque d'Oléron se plaint à l'Ass. de 1695, de ce que dans le département fait dans la présente Ass. pour les augmentations de gages données aux Officiers du Clergé, tant Provinciaux que Diocésains, son Diocèse & celui de Lescar, y avoient été compris, tant pour la portion de leurs Officiers Diocésains, que pour celle des Provinciaux; bien que, selon l'usage confirmé par plusieurs délibérations, ils n'aient jamais porté que la portion qui regarde les Officiers Diocésains. T. VI, p. 244.

§. III. *Autres articles concernant le pays de Béarn.*

I. L'Assemb. de 1635 agit fortement pour faire réformer l'usage introduit

X

dans le Béarn ; savoir, que MM. les Evêques de Lescar & d'Oléron portant la parole pour les Etats du Pays, demeurent tête nue, parlant au Gouverneur qui est couvert. Remontrance la-dessus faite à S. M., qui fait écrire de sa part au Gouverneur de Béarn, & aux Evêques du Pays, pour que cet usage cessât. L'Ass. fait écrire, de son côté, aux Evêques de Lescar & d'Oléron. T. II, p. 803, 804.

II. Les Abbés du Pays de Béarn ont voix & séance au Parl. de Pau : ayant été privés de cet honneur pendant quelque temps, par l'introduction de l'Hérésie, Louis XIII les rétablit dans leur droit : ayant encore été troublés, sur les poursuites de l'Ass. de 1645, ils obtiennent une Déclaration en bonne forme en leur faveur. T. III, p. 377. *Voyez* Pau, n°. I.

III. Il y a dans le Béarn des Paroisses qui dépendent des Evêchés d'Acqs, de Bayonne, de Tarbes. Le Parlem. de Pau veut obliger les Prélats d'y tenir des Grands-Vic. *Voyez* Vicaires-Gén., n°. I.

IV. Dans le Béarn, les rentes constituées sont réputées meubles. T. VII, p. 2044.

V. Sur le droit de Prémices dont jouissent les Curés dans le Béarn. *Voyez* Prémices.

VI. Sur la Chambre Ecclésiast. Souver. des décimes pour les Diocèses & Pays de Béarn, Soule & Basse-Navarre, établie à Pau, & ensuite supprimée. *Voyez* Chambres de décimes, §. III, n°. 1.

VII. Les Curés du Béarn demandent à l'Ass. de 1775, qu'ils soient maintenus dans la jouissance des Novales attribuées par l'Edit de 1768 aux Décimateurs Laïques. *Voyez* Portions congrues, §. III, n°. VI.

BÉATIFICATION.

Voyez Canonisation.

BEAUCAIRE.

1°. Le Parl. de Toulouse avait cassé par un Arrêt l'union de plusieurs Curés faite au Chapitre de Beaucaire : ce Chapitre sollicite la protection de l'Ass. de 1675, pour revenir contre cet Arrêt : l'affaire est remise à des Commissaires. T. V, p. 265.

2°. La même Ass. s'intéresse en faveur du même Chapitre dans une contestation qu'il avait avec la Communauté de la Ville, au sujet d'une réduction de Rente. *Voyez* Rentes dues à l'Eglise, §. II, n°. II.

BEAUFORT. [Duc de]

Voyez Services funebres, §. II.

BEAUVAIS.

1°. EN l'Ass. de 1645, se présente le différend du Chapitre de Beauvais avec le Présidial sur la préséance. *Voyez* Chapitres, §. IV. 1645.

2°. La conduite qu'avait tenue M. l'Evêque de Beauvais dans l'acceptation de la Bulle d'Innocent X contre les cinq Propositions de Jansénius, & la Lettre Pastorale publiée à ce sujet par le Prélat, avoient déplu à S. S. L'Ass. de 1655 tente des voies de conciliation. *Voyez* Religion, §. IV, n°. II. 1655.

3°. Le Chapitre de Beauvais par une conclusion du 20 Juill. 1656, ordonne à tous les Bénéficiers & autres dépendants dudit Chapitre, un Serment solennel, & la souscription à la Constitution d'Innocent X contre les cinq Propositions, & au Bref du 18 Mars 1654 de ce même Pape. Quelques Chanoines appellent comme d'abus de cette conclusion. Le Parlement reçoit l'Appel, & remet, en attendant, les choses au même état où elles étoient avant la conclusion. L'Ass. tenant alors, prie M. l'Evêque de Beauvais de faire publier le Bref du Pape, & d'obliger tous les Ecclésiastiques de son Diocèse d'y souscrire. Le Doyen & deux Chanoines de Beauvais demandent audience à l'Assemb., & représentent qu'ils n'ont point prétendu donner un Jugement en matière de foi ; qu'ils n'ont eu intention que d'ordonner l'exécution de l'Ordonnance de l'Assemb. du 10 Mai 1655, laquelle avoit été envoyée à tous les Prélats du Royaume, pour faire souscrire tous les Ecclésiastiques à la Bulle & au Bref : ils demandent en conséquence la protection de l'Ass. Il est arrêté que S. M. sera suppliée d'évoquer à sa personne l'instance pendante au Parl. de Paris, & de donner une Déclaration pour faire exécuter la Constitution & le Bref. T. IV, p. 198, 199. 1656.

L'Ass. de 1660, par l'art. 6 de sa délibération, ordonne, que tous les Corps ecclésiastiques & Religieux, exempts & non exempts, souscriront le Formulaire, en vertu des Mandements des Evêques Diocés., attendu que l'exemption, même de ceux qui se disent de nul Diocèse, n'a point de lieu en matière de foi & de Doctrine. Le Chapitre de Beauvais refuse de souscrire en vertu du Mandement de son Evêque ; 1660.

l'Officiel du Prélat, Chanoine en même-temps, ne veut souscrire qu'en vertu dudit Mandement; il est poursuivi par le Chapitre au Conseil, où il est condamné. L'Ass. de 1660 prend son fait & cause, & fait révoquer l'Arrêt. *Voyez* Formulaire, §. I, n°. II.

4°. En l'Ass. de 1660, il est parlé & délibéré sur l'Interdit de l'Egl. de Beauvais par M. l'Arch. de Reims, Métropolitain. *Voyez* Interdit.

5°. Le Privilège de Garde-Gardienne attribué à l'Eglise de Beauvais, est le sujet d'une délibération de l'Assemblée de 1690. *Voyez* Garde-Gardienne.

BECAN, JÉSUI TE.

Voyez Censures Doctrinales, n°. I.

BELLEY.

1°. L'Eglise de Belley par rapport à la Régale. *Voyez* Régale, §. I.

2°. Décimes & impositions des Bénéficiers de ce Diocèse. *Voyez* Bresse.

3°. En l'Ass. de 1635, l'Evêque de Belley demande qu'il soit averti par les Lettres des Agents, ainsi que les autres Evêques, & agrégé à une Province, aux fins que contribuant aux charges du Clergé, il participe aussi aux avantages d'icelui : sur cette demande, délibéré que le Sgr. Evêque essaiera de se faire recevoir en quelque une des Provinces voisines de son Evêché; & cependant ordonné que les Agents envoyant des dépêches aux Provinces, écriront aussi par la voie du Receveur-Prov. de Dijon audit Evêque de Belley, de toutes sortes d'affaires qui concerneront le Clergé, excepté aux occasions de la convocation des Ass. Gén. T. II, p. 793.

BÉNÉDICTINS.

1°. Les Religieux de l'Ordre de S. Benoît & de S. Augustin obtinrent, sur leur Requête, un Arrêt donné au Conseil le 20 Novembre 1614, qui est présenté aux Etats de 1614; la Requête tendante, à ce qu'entrée, voix & séance fût donnée à leurs Députés en cette Ass. : par l'Arrêt est ordonné, que les Suppliants remettront les cahiers de leurs plaintes & remontrances es mains des Prieurs claustraux, & autres Religieux déjà députés & reçus en icelle, pour y être vus & examinés, & pourvu ainsi qu'il appartiendra. T. II, p. 67.

2°. Les Bénédictins des sept Abbayes de Bretagne, qui étoient réformées, présentèrent Requête à l'Ass. de 1625,

aux fins d'obtenir du Pape le pouvoir de s'ériger en Congrégation, & y recevoir les Monastères qui désireroient s'y unir. L'Ass. renvoie l'affaire aux Evêques de Bretagne, pour y être pourvu ce que de raison, comme chose dépendante de la Jurisdiction des Ordinaires. T. II, p. 537.

Requête contraire présentée à l'Ass. de 1605, par les Religieux de Marmoutier. *Voyez* Réguliers, §. IX, n°. III.

3°. Les Religieux Bénédictins présentent Requête à la même Ass., aux fins qu'il plût aux Sgrs. Prélats autoriser une Regle de vie modérée & plus supportable dans leur Ordre, déjà concertée par quelques-uns d'entr'eux. L'Ass. commet M. l'Arch. de Rouen pour examiner ladite Regle, & pour tâcher de l'établir, suivant ce qui sera avisé bon être. T. II, p. 549.

4°. Bénédictins de S. Germain-des-Prés, de S. Denis, de Bernai, &c. *Voyez* Paris, §. II, Bernai, &c.

BÉNÉDICTION.

I. BÉNÉDICTION des Abbés Réguliers. *Voyez* Abbés, n°. XI.

II. Bénédition Episcopale, manière & posture pour la recevoir. *Voyez* Auch, n°. 6, S. Flour, n°. 2.

III. Bénédition de Calices & d'Ornements d'Eglise, par les Abbés Réguliers. Ils peuvent la faire, selon quelques Auteurs. T. II, p. 78.

BÉNÉFICES. BÉNÉFICIERS.

§. I. Abus dans la nomination & dans l'obtention des Bénéfices, dont se plaignent les Assemblées du Clergé.

I. L'Ass. de 1700 a condamné la proposition suivante. *Cum dixit Concilium Tridentinum, eos alienis peccatis communicantes, mortaliter peccare, qui non quos digniores & Ecclesia magis utiles judicaverint, ad Ecclesias promovent, Concilium, vel videtur per hoc (digniores) non aliud significare velle nisi dignitatem eligendorum sumptio comparativo pro posuero; vel locutione minus propria ponit digniores ut excludat indignos, non verò dignos; vel tantum loquatur quando fu concursus.*

CENSURA. *Hac propositio Concilio Tridentino contraria est, Ecclesie utilitati, ac salui animarum qua à Pastorum delectu precipue pendet, adversatur. T. VI, P. I. p. 206.*

M. l'Evêq. de Meaux, dans son Rapport sur cette proposition, observe que le dessein du Concile est manifeste, par les deux chap. 1^{er} & 18^e de la sess. 24 de reform., où l'on voit qu'il veut établir, en toute maniere, l'élection du plus digne & du plus propre, comme également nécessaire, toute proportion gardée, pour tous les Bénéfices à charge d'ames. Il ajoute que le Pape Innocent XI, qui a connu cette intrusion du Concile, a condamné la proposition qui en écludoit le sens. T. VI, p. 491.

II. L'Ass. de Melun, en 1579, s'élève avec force contre la mauvaise distribution & la nomination irrégulière qui se faisoit par S. M. des Prélatures & autres principaux Bénéfices, ainsi que contre les simonies & confidences qui se commettoient publiquement, & qui étoient souvent autorisées par le Ministère & le Conseil du Roi. T. I, p. 123, 124, 132, juſq. 135. *Voyez Réformation, §. I.*

III. L'Ass. de 1585, entre les objets de ses Remontrances, supplie S. M. de déclarer tous Evêchés & autres Bénéfices tenus en économat au profit des gens mariés, ou purs Laïques, ou tenus en confidence vacants & impétrables, de permettre aux Prélats de procéder contre les Confidentiaires par les censures de droit. T. I, p. 183, 189.

IV. Sur la simonie & confidence. *Voyez Simonie.*

V. Sur les pensions établies sur les Evêchés & autres Bénéfices, au profit des personnes Laïques. *Voyez Pensions, §. I.*

VI. Il s'étoit introduit un abus de prévenir la nomination ou les élections par des réserves. L'Ass. de 1600, art. 23 du Cahier, supplie S. M. de révoquer toutes celles qui pourroient avoir été obtenues par surprise, & nonobstant icelles déclarer que vacation avenant desdits Bénéfices, il y sera de nouveau pourvu. *Accordé.* T. I, P. J. p. 179.

Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats de Blois, porte que S. M. s'engage de n'accorder aucune réserve de Bénéfices à sa nomination. T. I, P. J. p. 47.

C'est ce qu'avoit demandé l'Ass. de 1574, dans l'art. 3 de son Cahier. Recueil, p. 971.

L'Ass. de 1610, art. 8 du Cahier, supplie S. M. de n'accorder aucunes réserves de Bénéfices de personnes vivantes, & que tous Brevets expédiés au contraire, ou promesses faites, soient dès

à-présent déclarés nuls. Rép. L'art. 7 de l'Ordonnance de Blois, y est express, lequel sera gardé exactement. T. II, P. Just. p. 2, 3.

Même demande dans l'article 2 du Cahier de l'Ass. de 1621. T. II, P. Just. p. 40.

§. II. Patronage & Collation de Bénéfices.

Voyez Patronage. Provisions. Visa.

§. III. Provisions de Cour de Rome. Résignations. Permutations. Dévoluts.

Voyez ces mots.

§. IV. Pensions sur Bénéfices.

Voyez Pensions, §. I.

§. V. Bénéfices Consistoriaux.

I. L'Ass. de Poissy, en 1561, art. 12 du Cahier, supplie S. M. de révoquer l'Ordonnance qui affectoit le revenu de la première année des Bénéfices consistoriaux, & tous autres à la nomination de S. M., aux réparations & fortifications des frontières. Recueil, p. 965.

L'Ass. de 1610, art. 4 de son Cahier, supplie S. M., que tous Brevets de dons d. Bénéfices soient conçus sous les noms seuls de ceux qu'elle veut en pourvoir. *Accordé.* T. II, P. J. p. 2.

Autres articles concernant la nomination des Prélatures & Bénéfices consistoriaux. *Suprà, §. I.*

III. L'Ass. de 1625 arrête des Remontrances au Roi, pour ne point accorder des Evêchés & des Abbayes qu'à ceux qui ont l'âge, & de faire obéir les Pourvus au Décret de leurs Bulles. T. II, p. 514.

IV. Sur les informations à faire pour les Pourvus d'Evêchés & autres Bénéfices consistoriaux, à l'effet d'obtenir les Bulles. *Voyez Informations, n^o. I.*

V. Sur les Bulles, & le temps fixé pour obtenir les Bulles & Provisions. *Voyez Bulles, §. III.*

VI. Sur les Economes & Economats des Bénéfices. *Voyez Economes.*

§. VI. Bénéfices incompatibles.

I. Le Pape, par une grace spéciale, a de tout temps dispensé les Evêques, obtenant des Provisions de quelques Bénéfices, d'exprimer ceux dont ils étoient pourvus, en conséquence de deux clauses apposées aux signatures, par lesquelles il leur permet de tenir la

Bénéfice qu'il leur accorde avec leur Evêché. M. l'Evêque de Bayonne se plaint à l'Ass. de 1635, que les Cours Souveraines, malgré cette dispense, obligent les Evêques d'exprimer tous leurs Bénéfices en particulier. Arrêté qu'il en sera fait un article au Cahier. T. II, p. 747.

II. L'Ass. de Poissi, en 1561, art. 22 du Cahier, supplie S. M. de déclarer, que son intention est, que les Chanoines résidants & desservants leurs Prébendes, bien qu'ils ne possèdent point lesdits Bénéfices avec dispense, soient excusés de la résidence des Cures qu'ils possèdent, en commentant, pour les desservir, personnages approuvés par les Evêques. Rép. *Accordé, sans conséquence pour ceux qui seront pourvus à l'avenir.* Recueil, p. 969, 970.

III. L'art. 13 du Cahier, revêtu de Lettres-Patentes en 1574, déclare incompatibles plusieurs Cures, ou une Cure & un Canoniat de Cathédrale, après six mois, passé lequel temps tous lesdits Bénéfices réputés vacants & im-
pétrables. Recueil, p. 977.

IV. Il fut remonté, à l'Assemb. de 1670, qu'il seroit expédient de pourvoir aux longueurs & aux artifices de plusieurs Plaideurs, qui éludent le service qu'ils seroient obligés de rendre dans leurs Bénéfices, dont cependant ils percevoient les fruits. M. le Président, après avoir observé que ce mal se répand généralement dans les Diocèses, ajoute, que la réponse que S. M. a faite au Cahier, apporte le remède au mal, en ce que les Ecclesiastiques ne doivent jouir que du Bénéfice paisible, & que pour ceux qui sont contentieux, on en distribuera le revenu, pour le service, pour les pauvres, pour les réparations. La Compagnie charge ses Commissaires de concerter les moyens d'un bon Règlement sur ce sujet. T. V, p. 78.

V. Sur ce qui fut représenté au Roi, que beaucoup de Cures demeuroient sans aucun service, dans le Diocèse de Cahors; quelques-uns en obtenoient deux, bien souvent trois ou quatre, & pour les retenir long-temps, se faisoient faire des Procès, qui ne finissoient jamais, ou étoient d'un tel crédit & autorité qu'ils en jouissoient, sans que personne osât les en empêcher. Le Roi, étant en son Conseil, & voulant remédier à cet abus, par Arrêt du 11 Mai 1668, ordonne que, conformément à l'Arrêt du Conseil, rendu en 1639, & au 17^e art. de la Déclaration de Février

1637, dès-lors qu'une même personne sera pourvue de plusieurs Cures, soit qu'il y ait Procès, soit qu'il les possède paisiblement, le Pourvu ne jouira que des fruits du Bénéfice auquel il résidera actuellement, & fera le service en personne, & que les fruits de l'autre Bénéfice, ou de tous les deux, s'il n'a résidé, ou fait en personne le service en aucun, seront employés au paiement du Vicair, ou des Vicaires qui auront fait le service, aux réparations, &c. Par l'Ordonnance du sieur Evêque de Cahors, laquelle sera exécutée par provision, nonobstant, &c. Le même Arrêt défend aux Parlements de Toulouse & Bordeaux, & autres Juges de leur ressort, d'en prendre connoissance, à peine de nullité, cassation, dépens, dommages, intérêts. *Rapport d'Agence en 1670.* T. V, P. Just. p. 88, 89.

VI. Par l'art. 7 de ceux présentés à S. M. par l'Ass. de 1675, le Clergé supplie le Roi de vouloir ordonner, que ceux qui sont pourvus de Bénéfices incompatibles, comme sont deux Cures, deux Canoncats, une Dignité, ou un Canoncat avec une Cure, deux Bénéfices sous un même toit, seront tenus d'opter dans deux mois, après leur prise de possession; & afin d'empêcher le désordre causé par les litiges affectés, ordonner que le revenu de celui des deux auquel le Pourvu ne résidera pas, sera, sans autre Sentence de récréance, donné à celui qui résidera & fera l'Office divin; & où aucun des Contendants ne résidera, ni fera l'Office, le revenu sera employé aux réparations & ornements des Eglises, par l'Ordonnance de l'Ordinaire des lieux, laquelle sera exécutée, au moins par provision, nonobstant opposition ou appellation quelconque, même comme d'abus; & où le litige durerait plus de trois ans, le dit temps expiré, il sera pourvu au premier Bénéfice qu'aura possédé le Pourvu de deux incompatibles, par ceux à qui il appartient de droit d'y pourvoir. Défendant à tous Juges, après lesdits trois ans, d'en ordonner autrement. *Preuve de l'article.* T. V, P. J. p. 161. Recueil, p. 1433 & suiv.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 39 du Cahier de 1635, s'étoit déjà expliqué sur cette manière: pour ce qui est des litiges affectés, (ce sont les termes) pour conserver des Bénéfices incompatibles, & cependant se dispenser de la résidence, veut S. M., que celui des deux, auquel le Pourvu des deux incompatibles, ne

réfidera, soit donné par l'Ordinaire, à celui qui aura fait le Service divin, si c'est une Cure, & si c'est dignité, à celui qui aura résidé; & si aucun des Contendants n'a résidé, le revenu sera employé aux réparations ou ornements de l'Eglise, en laquelle on aura résidé, le tout par l'ordonnance de l'Evêque, laquelle sera exécutée, nonobstant appel comme d'abus, ou tous autres empêchements. Recueil, p. 1401, 1402.

§. VII. Bénéfices réguliers.

Voyez Chanoines Réguliers.

§. VIII. Bénéficiers : leurs charges, exemptions & privilèges.

I. Sur les décimes & impositions du Clergé qu'ils doivent supporter. Voyez Décimes.

II. Leurs charges envers les Oblats. Voyez Oblats.

III. Bénéficiers dont les Bénéfices ont été spoliés. Voyez Spoliations.

IV. Bénéficiers taxés ou inquiétés pour droits d'aides, amortissements, taille, octrois, logements de gens de guerre, &c., pour aumônes, pour isles & islots, pour lods & demi-lods, pour les foi & hommages, aveux & dénombremens, &c. Voyez ces mots.

V. Bénéficiers Chanoines tenus présents à leurs Bénéfices, quand ils sont employés dans les Ass. du Clergé, dans les Chambres des décimes, dans le gouvernement des Diocèses, dans les Officialités, dans les Missions, & quand ils sont à la suite de leurs Evêques, in *Comitatu*, &c. Voyez Chanoines Privilégiés.

VI. Les Assemb. de 1598 & de 1600, dans leurs Cahiers, demandent qu'il plaise à S. M. de défendre à ses Juges, lors de la mort des Bénéficiers, de se transporter sur les lieux, pour faire les saisies & inventaires à grands frais. Sa M. répond, qu'il ne leur sera permis de s'y transporter, que pour empêcher la perte des titres, ou le dépérissement des biens, & ce à frais modérés. T. I, P. J. p. 165, 179.

Par l'article 58 de l'Ordonnance de 1629, S. M. ordonne, aux Maîtres des Requêtes de son Hôtel, en visitant les Provinces, de s'enquérir diligemment du bon devoir que font les Bénéficiers desd. Provinces, en l'accomplissement de leurs charges, à l'édification du peuple, à la gloire de Dieu, &c. Le Clergé, dans sa Remontrance, demande la

suppression de cette clause. Mrs. les Commissaires du Roi veulent, qu'elle soit maintenue selon sa teneur. Recueil, p. 1379, 1380.

VII. Sur la succession des Bénéficiers, corte-morte & droits de spoglio. Voyez Corte-morte, Spoglio.

§. IX. Titres des Bénéfices & Inventaires des Titres.

Voyez Archives des Diocèses.

BERLAND. [ABBÉ DE]

Voyez Agents, §. II, an. 1645.

BERNAL. [BÉNÉDICTINS DE]

Voyez Liseux.

BERNARDINS.

Voyez Cîteaux.

BERRUYER, JÉSUITE.

Le Livre du P. Berruyer, intitulé, *Histoire du Peuple de Dieu, seconde Partie*, a été l'occasion d'une Assemblée de Prélats, à l'Archevêché de Paris, en Décembre 1753. Il a été délibéré dans cette Assemblée:

1°. Que le danger qu'il y a de laisser ce Livre entre les mains des Fidéles, étant connu par tous les Membres de l'Ass., ils estimoient devoir prendre à ce sujet les mesures les plus promptes & les plus efficaces.

2°. M. l'Archevêque de Paris a été prié de donner au plutôt un Mandement, portant défenses aux Fidéles de son Dioc. de lire & retenir ledit Livre.

3°. L'Ass. jugeant qu'il est nécessaire de faire un examen approfondi de l'Ouvrage, a prié trois Archevêques & trois Evêques de se charger de ce travail, pour en faire le Rapport aux Prélats qui se trouveront à Paris.

Peu de jours après, M. l'Archevêq. de Paris présente, aux Prélats assemblés, son Mandement contre le Livre. Lecture faite du Mandement; la Compagnie y a adhéré, & applaudi au zèle du Prélat.

Le P. Berruyer donne sa déclaration & son acte de soumission au Mandement de M. l'Archevêque de Paris, & promet de s'en rapporter au Jugement que porteront de son livre, M. l'Archev. de Paris & Mrs. les Evêques, & de regarder comme repréhensible & condamnable ce qu'ils croiront devoir y reprendre. T. VIII, P. J. p. 116, 117, 118.

BERTIER, JÉSUI TE.

CONTINUATEUR de l'Histoire de l'Eglise Gallicane. *Voyez* Eglise Gallicane.

BESANÇON.

EN l'Ass. de 1682, l'Evêque de Belley demande acte pour l'Eglise de Besançon, pour que sa délibération, sur l'affaire de la Régale, ne puisse préjudicier à l'exemption de cette Eglise, du droit de Régale. T. V, p. 454, 456.

BETHLÉEM. [EVÊQUE DE]

I. LA Maison de Nivernois présente Requête à l'Ass. de 1585, tendante à ce que l'Evêque de Bethléem, pourvu de l'Eglise & Hôpital dudit lieu, soit déchargé de décimes. L'Ass. renvoie la Requête aux Députés du Dioc. d'Auxerre, pour eux ouïs, être ordonné ce que de raison. T. I, p. 370.

EN l'Ass. de 1670, l'Evêque de Bethléem demande qu'on lui accorde l'entrée dans les Ass. Provinciales, comme payant décimes, ou qu'on le décharge desdites décimes. Sur quoi, la Compagnie jugeant qu'elle ne peut point toucher au département général des décimes, qui a été fait en 1516, déclare ne pouvoir lui accorder ladite grace, à cause des conséquences. T. V, p. 124.

II. L'Evêque de Bethléem est déféré à l'Ass. de 1635 : il est accusé d'admettre indifféremment toutes sortes de personnes aux Ordres sacrés, sans examen, sans dimissoires, & quoiqu'ils aient été refusés par leur propre Evêque, & ce par des voies indignes de sa Dignité & de son caractère. L'Assemblée nomme des Députés, pour concerter ensemble quelque moyen de remédier à ce désordre. Les Députés reçoivent plusieurs dépositions contre ledit Prélat : il demande à être ouï ; l'Ass. lui donne audience, sans envoyer au-devant de lui pour le recevoir, & le faisant asséoir dans une chaire, mais à la place des Laïques. Il se soumet entièrement au Jugement de la Compagnie, en donne & signe une déclaration, consentant en outre, en tant qu'il est en lui, à la suppression de son Evêché. L'Ass. juge cet expédient comme le plus propre pour empêcher de pareils désordres. Il est conclu que le Roi sera supplié d'en écrire au Pape, & de charger son Ambassadeur d'en faire instance en son nom ; comme aussi de témoigner au Duc de Mantoue, que S. M. désire cette suppression, & le changement du titre de

l'Evêché, en celui de Prévôté, Bénéfice simple. Il est aussi arrêté d'écrire au Duc de Mantoue. On accorde à l'Evêq. de Bethléem une pension de 600 l. T. II, p. 790, 791, 792.

III. M. l'Evêque d'Auxerre se plaint à l'Ass. de 1770, de ce que l'Evêque de Bethléem, sans lui avoir demandé le *licet*, avoit entrepris de donner les Ordres & la Confirmation dans la Chapelle du Fauxbourg de Clameci, qui a été uni au Siege de Bethléem : le titre de cette union n'existe plus ; mais quand il existeroit, il faudroit qu'il renfermât une donation positive de Territoire & de Jurisdiction, sans quoi elle ne peut se présumer. Mais non-seulement l'Ev. de Bethléem n'a aucun titre qui lui donne le droit des fonctions épiscopales dans cette Chapelle de Clameci ; il y a même des preuves qu'il ne l'a pas : c'est ce que M. d'Auxerre établit dans un Mémoire. L'Ass. a délibéré d'accorder à M. d'Auxerre tous les bons offices que pourront exiger les circonstances de l'entreprise. T. VIII, p. 1832, 1833.

IV. L'Ass. de 1675 accorde à l'Ev. de Bethléem, à raison de son mérite & de ses services, une pension de 600 liv. T. V, p. 379.

L'Ass. de 1685, par la même considération, en accorde une de 2000 liv. T. V, p. 630.

L'Evêque de Bethléem supplie l'Ass. de 1715, de le gratifier d'une pension, telle qu'avait eue son Prédecesseur. Elle lui accorde 1000 liv. de pension. T. VI, p. 1483.

L'Ass. de 1747 en accorde une de 1500 liv. audit Prélat. T. VIII, p. 102.

Celle de 1750 augmente la pension de 1000 liv. T. VIII, p. 412.

BEUF. [LE]

CHANOINE d'Auxerre, Auteur du Pouillé-général des Bénéfices. *Voyez* Pouillé.

BEZIERS.

1°. LE Diocèse de Beziers avoit présenté Requête au Roi, pour remise de décimes. La Requête est renvoyée à l'Ass. de 1612, pour avoir son avis. L'avis est, que S. M. décharge ledit Diocèse de tout ce qu'il pouvoit devoir pour les quatre années 1610, 11, 12, 13, & qu'elle lui accorde surseance des années suivantes, jusqu'à la fin du Contrat. Autre Requête dud. Dioc., pour décharge de 7000 liv., provenant de l'aliénation de 1561 ; ladite Requête

renvoyée par l'Assemb. aux Délégués du Pape pour ladite aliénation. T. II, p. 45, 46, 47.

1615. Autre Requête du même Diocèse, à ce qu'il plaise à S. M. décharger ledit Diocèse des arrérages qu'il peut devoir pour les années 1610, 11, 12, 13, 14, 15. La Requête est renvoyée à l'Ass. de 1615, laquelle, après avoir vu l'Arrêt du Conseil, ci-devant obtenu par le Clergé de Beziers, & les avis des précédentes Assemb., ayant égard à la pauvreté dudit Clergé & aux dettes, ordonne aux Agents d'assister en cause le Syndic du Diocèse, pour obtenir la décharge demandée par ladite Requête, sur les années du prochain contrat. T. II, p. 293.

1619. 1°. Le Bureau des décimes de Montpellier est transféré à Beziers, en 1619. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n. 1.

1645. 3°. Différend entre le Syndic du Dioc. de Beziers & le Chapitre de Narbonne, pour l'imposition de Bénéfices dans audit Chapitre. *Voyez* Narbonne.

1655. 4°. Différend du Chapitre de Beziers avec le Présidial, sur la préséance. *Voyez* Chapitres, §. IV.

1650. 5°. L'Evêque de Beziers a droit d'avoir une porte de la Ville, qu'il peut tenir ouverte & fermée quand il lui plaît. Le Parlement de Toulouse rend un Arrêt, qui ordonne au Prélat de remettre les clefs de ladite porte entre les mains du Lieutenant de Roi de la Ville, l'accusant de favoriser les complices des malversations commises contre les Etats & assiettes de la Province. L'Assemb. de 1650, jugeant cette procédure injurieuse à la personne du Prélat, enjoint aux Agents de poursuivre la cassation de l'Arrêt. T. III, p. 564.

1725-1745. 6°. Contestation portée aux Assemb. de 1725 & 1745, entre les Diocèses de Beziers & de S. Pons, au sujet de l'imposition de l'Abbaye de Foncaude. *Voyez* Pons. (S.)

7°. Sur les Augustins de Beziers. *Voyez* Augustins.

8°. Affaire du Chapitre de Beziers, qu'on veut imposer à la taille réelle. Rapport de l'affaire en l'Ass. de 1760. *Voyez* Impôts, an. 1760.

B I B L E.

Le sieur le Jay avoit entrepris, à ses propres frais, l'impression de la grande Bible en plusieurs Langues. L'Ouvrage est présenté à l'Ass. de 1635, qui nomme des Commissaires pour le voir &

l'examiner : ils se trouvent fort avancés, y en ayant huit Volumes achevés, & surpassant, en beaucoup de choses, celui de la Bible Royale, sur-tout en l'Addition de la Paraphrase Chaldaïque & du Pentateuque Samaritain. Ils jugent que l'entreprise mérite l'estime & l'approbation de la Compagnie. M. l'Archev. de Toulouse est prié de dresser ce qu'il jugera devoir être mis à l'Ouvrage, sous le nom de la Compagnie. L'Ecrit est dressé, approuvé & loué de toute l'Ass. Ordonné qu'il sera inséré au Procès-verbal. C'est une approbation authentique de tout l'Ouvrage. T. II, p. 836, 837. P. J. p. 188, 189.

En l'Ass. de 1619, les PP. Maronites exposent, que M. de Breves les avoit fait venir de Rome à Paris, pour traduire la Bible de l'Arabe en Latin, & qu'ils avoient fini cette traduction. L'Assemb. en ordonne l'impression. T. II, p. 340, 341.

Grande Bible d'Anvers; grande Bible Royale de Plantin; Bible Grecque des Septante, avec la Version Latine à côté; Bible entière de Vitre; le Nouveau-Testament, avec la Vulgate, par colonnes. *Voyez* Livres, §. II.

BIENS D'EGLISE.

Voyez Temporel du Clergé.

BIENS PATRIMONIAUX.

Voyez Patrimoine.

B I L L E T S.

BILLETS de Banque. *Voyez* ce qui en est dit. T. VI, p. 1523 & suiv. *Voyez* Comptes rendus en 1723 & 1725.

BILLETS de Monnoie. *Voyez* Monnoie. BILLETS de Confession. *Voyez* Médecins.

BLASPHEMATEURS.

PARMI les Décrets de l'Ass. de Melun en 1579, il en est un, de *semerè Juranium Castigatione*. T. V, P. Just. p. 106, 107.

L'Ass. de 1605, dans l'art. 20 du Cahier, demande qu'ils soient punis. Rép. Accordé, & seront étroitement observées les Ordonnances faites, tant par S. M. que par ses Prédécesseurs contre les Blasphémateurs. Recueil, p. 1177, 1178.

Blasphémateur contre la Ste. Vierge, puni en Normandie par Arrêt du Parl. T. IV, p. 1035.

Gentilshommes de Château-Gontier accusés de blasphèmes & imprecations contre nos SS. Mystères. T. V, p. 131.

Blasphème

fort avancés, & achevés, & de choses, ce tout en l'Adal daïque & du ils jugent que & l'appro- M. l'Archev. resser ce qu'il Duvrage, sous L'Ecrit est de toute l'Ass. é au Procès- tion authen- T. II, p. 836,

PP. Maroni- reves les avoit is, pour tra- en Latin, & duction. L'As- session. T. II, ; grande Bi- ble Grecque sion Latine à tré; le Nou- Vulgate, par §. II.

GLISE.
ergé.

ONIAUX.

T S.

yez ce qui en suiv. Voyez & 1725.
yez Monnoie.
Voyez Méde-

EURS.

Ass. de Me- n, de temeré V, P. Just.

rt. 20 du Ca- e punis. Rép. ent observées ne par S. M. ure les Blas- 77, 1178.
a Ste. Vier- par Arrêt du

eau-Gontier mprécations V, p. 131.
Blasphème

Blasphème de Théodore de Beze sur la Sec. Eucharistie. Voyez Colloque de Poissi.

BLOIS.

1576-1588

1°. ETATS de Blois. Premiers en 1576-1577; seconds en 1588. Voyez Etats-Généraux.

1635.

2°. Le Présidial de Blois dispute le pas au Chapitre en toute occasion. Plainte sur ce, en l'Ass. de 1635. Voyez Chapitres, §. IV.

1700.

3°. Après l'érection de l'Evêché de Blois, dont le Diocèse a été formé d'une partie de celui de Chartres, MM. de Chartres & de Blois ont passé une transac. on pour la répartition des décimes des deux Diocèses : ils en demandent l'homologation à l'Ass. de 1700. Commissaires nommés en conséquence, qui trouvent que la transaction expliquoit dans un détail fort exact tout ce qui regarde les Impositions particulières à faire par les Bureaux Diocésains; mais qui ne parlant point de ce qui regarde la répartition sur les deux Diocèses, des Impositions générales du Clergé, leur avis étoit qu'avant d'homologuer la transaction, elle fût remise aux deux Prélats pour y insérer ce dont ils conviendroient sur cet article. L'avis est adopté. T. VI, p. 541.

1705.

Ce qui avoit paru manquer dans la transaction, ayant été inséré depuis, l'Ass. de 1705 homologue la transaction, ordonne qu'elle sera insérée dans le Procès-verbal, l'original est déposé aux Archives. T. VI, p. 868, 869. P. J. p. 372 & f.

BOIS.

§. I. Bois des Ecclesiastiques. Edits & Déclarations. Délibérations, demandes & Remontrances du Clergé sur ce sujet.

Ordonnances.

I. Les plus anciennes Ordonnances de nos Rois sur la réformation des Eaux & Forêts du Royaume, & les plus remarquables, sont celles de François I, de Henri II, de Charles IX, de Henri III, de Henri IV, & de Louis XIII: il semble qu'elles sont entrées dans la composition de celle d'Août 1669, & qu'elles y aient toutes été recueillies. T. VI, p. 15. P. Just. p. 1, 2.

Délibérations, demandes & Remontrances du Clergé selon l'ordre des temps.

II. Aux Etats de Blois en 1576, le Clergé présente une Requête au sujet de l'Edit des Bois taillis, par lequel il étoit ordonné de laisser la 3e. partie

Table de la Coll. des P. V.

des taillis pour croître en haute futaie. Nota. On remet aux suivants ce qui concerne les Bois de Normandie. Il demande que l'Edit ne s'étende point aux bois des Ecclesiastiques. La Requête n'a pas été répondu. T. I, p. 102.

Le Cahier de l'Ass. de 1584, contient un article sur les Bois & Forêts. Ordre aux Agents d'en faire la poursuite. T. I, p. 166. L'article n'est point dans le Procès-verbal. Voyez le Recueil de 1740, p. 1098 & f.

Dans le rapport d'Agence, fait en l'Ass. de 1665, il est dit, qu'on poursuivait les Ecclesiastiques du Diocèse d'Angoulême pour leur faire payer des droits d'usage, de chauffage & de pâturage dans les Forêts, dans lesquelles les Ecclesiastiques sont exempts. Arrêt intervient, qui décharge de ce droit, non-seulement ceux du Diocèse d'Angoulême, mais encore tous les Ecclesiastiques du Royaume. T. IV, p. 842.

Quelques Bénéficiers se plaignent à l'Ass. de 1665 des entreprises faites contre eux par les Officiers de la Gruerie, au sujet des bois dépendants de leurs Bénéfices. L'Ass. sollicite un Arrêt qui rétablisse les Ecclesiastiques dans la jouissance des Forêts, telle qu'ils l'ont toujours eue. M. Colbert répond, qu'il n'est pas raisonnable qu'on donne, sur une simple Requête, la faculté de couper des bois, & que si les Réformateurs des Forêts ont ordonné quelque chose contre les Ecclesiastiques, on leur fera justice sur leur Requête. L'Ass. fait instance pour un Arrêt général touchant les Forêts appartenant aux Ecclesiastiques, & celles qui appartiennent au Roi, dans lesquelles ils ont droit de chauffage & coupes pour des réparations. L'Arrêt cependant est accordé. T. IV, p. 1023 & f.

Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1670 pour l'affaire des bois, rendant compte à l'Ass. des griefs que les Ecclesiastiques auroient à souffrir, si la nouvelle Ordonnance de S. M. sur les Eaux & Forêts qui leur appartenent, étoit exécutée sans quelque modification : ils avoient dressé un Mémoire sur ce sujet, qui est approuvé & inséré au Procès-verbal. On y observe d'abord que les Bénéficiers doivent user de leurs bois comme de bons peres de famille ; qu'ils doivent les considérer comme des biens immeubles, dont ils ne doivent pas disposer que pour des nécessités pressantes qui regardent le bien des Eglises, & sans en avoir obtenu la permission du Roi par des Lettres-Patentes dûment enregistrées.

Remontrances du Clergé sur l'Ordonnance de 1669, concernant les Bois.

Y

Après cet aveu, le Clergé étoit de-
voir faire de très-humbles Remontran-
ces à S. M. sur quelques-uns des prin-
cipaux articles de la nouvelle Ordon-
nance ; savoir :

Sur l'art. 1, qui ordonne de faire ar-
penter, figurer & borner les bois, &
d'en faire mettre les Procès-verbaux
aux Greffes des Maîtrises, d'où résul-
tent, dit le Mémoire, de grands incon-
véniens, de grands frais, & souvent
pour chose peu nécessaire.

Sur l'art. 2, qui ordonne aux Ecclé-
siastiques de laisser le quart de leurs bois
taillis, pour croître en nature de fu-
taie, en cas qu'il ne s'y en trouve pas
une pareille quantité dans l'étendue de
leurs bois. *Anciennes Ordonnances con-
formes, il est vrai, mais, ou révoquées,
ou peu observées.*

Sur l'art. 3, portant que les coupes
des taillis ne se feront que de dix en
dix ans, & qu'il sera réservé 16 bal-
iveaux par arpent. *En bien des lieux la
coupe se fait en moins de temps ; les an-
ciennes Ordonnances ne déterminent que
8 ou 10 baliveaux, & laissent la liberté
de couper ceux qui excèdent 40 ans.*

Sur l'art. 4, qui prescrit de ne cou-
per aucun arbre de futaie ou baliveaux
sur taillis, qu'en vertu de Lettres-Pa-
tentés dûment enregistrées : plusieurs
réflexions sur ces articles, ainsi que sur
l'art. 5, qui porte que les Lettres-Pa-
tentés ne seront accordées pour la vente
de futaie, & baliveaux réservés, que
pour les cas mentionnés en l'article,
& suivant les formes qui y sont pré-
scrites.

Sur les bois sujets au droit de *Tiers
& Danger*, il est dit qu'il ne sera rien
innové au droit que le Roi a coutume
d'y prendre, soit pour le *Tiers*, ou
Danger seulement, où il se trouvera
qu'on sera fondé en titre & possession.
*Le Clergé de Normandie remontre sur
cet article, le préjudice qu'il souffriroit,
si la possession ancienne ne lui servoit pas
de titre suffisant.*

Sur l'art. 16, concernant les Amen-
des, il est dit qu'elles appartiendront
au Roi, sans exception, ni distinction.
*Cet article est contre le droit des Ecclé-
siastiques qui ont justice dans leurs bois :
à la bonne heure qu'ayans peut-être con-
tribué aux délits, ils ne profitent pas de
l'Amende ; mais en ce cas, elle devoit
être appliquée au profit du Bénéfice.*

Autres Remontr.
sur les droits de
pêche, d'épave &
de péage.

Autres Remontrances sur l'art. 1 de
l'Ordonn., faites au sujet de la pêche,
qui est entièrement contre le droit des

Ecclésiastiques sur les rivières naviga-
bles ; sur les art. 16 & 17, le premier
concernant le droit d'épave, & le se-
cond sur le droit de péage : ces droits
doivent appartenir aux Ecclésiastiques
qui sont Seigneurs, & ont droit de jus-
tice sur les rivières navigables.

L'Ass. de 1670, sur ces Remontran-
ces, obtient un Arrêt, sur lequel est
ordonné de faire instance pour y faire
ajouter une clause en ces termes : &
cependant permis aux Ecclésiastiques
d'en user en bons pères de famille, com-
me ci-devant, pour la coupe des bois
taillis, pour leur chauffage, pour les ré-
parations de leurs maisons, &c. : que
l'Arrêt ne soit pas seulement pour les
Bénéfices consistoriaux, mais généra-
lement pour tous les Bénéfices : en-
fin qu'il sera exprimé dans l'Arrêt, que la
descende des Maîtres des Eaux & Fo-
rêts ne se fera point aux dépens des
Ecclésiastiques. M. Colbert demeure
d'accord pour l'Arrêt des bois, qu'on
y ajouteroit, & cependant sur les à l'ex-
écution des dernières Ordonnances. T. V,
p. 109, 110. Mémoire, P. J. p. 65 & 66.

L'Abbaye de la Noe, Diocèse d'E-
vreux, est taxée à la somme de 6300
liv. pour les bois qui en dépendent, à
cause du *Tiers & Danger*, à raison de
10 liv. par arpent. Autre taxe de 1500
liv. pour le Prieuré de Sigi, qui ne
vaut pas plus de 1600 liv. de revenu.
On s'en plaint à l'Ass. de 1675. La
Commission dresse un Mémoire à ce su-
jet, qui est approuvé de la Compagnie.
Il contient les griefs que souffre le Cler-
gé, tant par la nouvelle Ordonnance,
que par la Déclaration de 1673 sur le
Tiers & Danger, & les raisons qu'il a
d'en espérer la modification. T. V, p.
258.

L'Ass. de 1675 obtient un Arrêt tou-
chant les bois portant surtaxe pen-
dant trois ans, de l'exécution de l'Or-
donnance d'Août 1669 des Eaux & Fo-
rêts, à l'égard des bois des Ecclésiasti-
ques. T. V, p. 262.

L'Ass. de 1685, art. 14 du Cahier,
demande qu'en révoquant, ou du moins
interprétant l'Ordonn. de 1669, il soit
déclaré que les Juges de ceux des Béné-
ficiers qui en ont, connoîtront, com-
me par le passé, des délits commis dans
les bois.

Dans l'art. 15, l'Ass. demande que
l'Ordonnance soit modifiée dans les ar-
ticles ci-dessus spécifiés.

L'un & l'autre article a été répondu
peu favorablement. T. VI, P. J. p. 5.

res naviga-
le premier
e, & la se-
: ces droits
clésiastiques
droit de jus-
bles.

Remonnan-
r lequel est
pour y faire
termes : &
clésiastiques
mille, com-
pe des bois
pour les ré-
, &c. : que
ent pour les
mais généra-
fices : en-
rêt, que la
Eaux & Fo-
dépend des
et demeure
bois, qu'on
rse à l'exé-
ances. T. V,
J. p. 63 & L.
Diocèse d'E-
ne de 6300
pendent, à
à raison de
aze de 1500
gi, qui ne
de revenu.
1675. La
oire à ce su-
Compagnie.
ffre le Cler-
ordonnance,
1673 sur le
sons qu'il a
n. T. V, p.

Arrêt tou-
éance pen-
on de l'Or-
Eaux & Fo-
Ecclesiasti-

du Cahier,
du moins
669, il soit
des Bénéd-
ont, com-
mmis dans

mande que
dans les ar-
répondu
P. J. p. 5.

Sur la Jurisdiction des Juges des Sei-
gneurs par rapport aux bois. *Voyez*
Gruetier.

La Chambre des Comptes de Paris
ayant prétendu que les Lettres-Paten-
tes que les Ecclesiastiques obtiennent
pour la coupe des bois, doivent être
enregistrées à la Chambre : Arrêt in-
tervient au Conseil le 17 Mars 1677,
qui ordonne que les Lettres-Patentes
& Arrêts d'enregistrement du Parl. de
Paris, seront exécutés ; fait défenses à
ladite Chambre d'en plus connoître, ni
d'en empêcher l'exécution, à peine de
nullité. *Rapport d'Agence en 1680.*
T. V, P. J. p. 175.

En l'Ass. de 1700, plaintes de plu-
sieurs Bénéficiers du Royaume sur l'exé-
cution de l'Ordonn. de 1669, touchant
les Eaux & Forêts. Mémoire présenté
à ce sujet au Roi. Réponse de S. M.
qu'elle sortira volontiers des regles gé-
nérales, quand elle connoitra que des
Ecclesiastiques particuliers seront dans
la nécessité de diminuer le nombre des
baliveaux. T. VI, p. 535, 536.

L'Ass. de 1723, art. 13 de son Ca-
hier du Temp., le plaint de deux Ar-
rêts du Conseil rendus par rapport aux
bois du Chapitre de Reims, qui rédui-
sent l'ordre des coupes des bois taillis
à 25 années, au lieu de 16, où elles
étoient originairement fixées. A ce su-
jet, le Clergé supplie S. M. de ne rien
innover dans l'exploitation des bois
dépendants des Bénéfices & des Com-
munautés, sans avoir auparavant en-
tendu les sieurs Agents-Gén.

Le Roi, par sa réponse, fait obser-
ver que les deux Arrêts ne préjudicient
en rien aux vrais intérêts du Clergé.
Recueil, p. 1567, 1568.

L'Ass. de 1725, art. 8 du Cahier du
Temp., supplie S. M. qu'attendu qu'elle
a bien voulu accorder aux Bénéficiers,
par forme d'indemnité de la diminu-
tion de leurs revenus, à cause du retar-
dement de la coupe des taillis, jusqu'à
l'âge de 25 ans, la faculté de couper un
certain nombre de baliveaux par arpent,
il lui plaise ordonner en ce cas, que
l'adjudication desdits baliveaux, se fera
conjointement avec les taillis, sur la
délivrance qui en sera faite par le Gar-
de-marteau seulement, en conséquence
du Mandement du Grand-Maître, sans
que les Officiers des Maîtrises puissent
s'ingérer, ni dans les adjudications,
ni dans le martelage, ni prendre au-
cuns droits pour raison de ce.

Rép. Lorsque l'Arrêt qui a réglé les
coupes de bois à 25 ans, accorde au Bé-
néficiaire un certain nombre de baliveaux,
pour tenir lieu seulement d'indemnité à
cause du retardement des coupes, en ce
cas, la marque & la délivrance en doit
être faite par un seul Officier de la Ma-
îtrise, sur le Mandement du Grand-Ma-
ître, sans aucune formalité : mais lorsque
le Bénéficiaire demande la coupe des ba-
liveaux pour réparations, ou autre em-
ploi, au profit du Bénéfice, en ce cas,
la vente en doit être faite devant le G.
Maître, ou Officiers de la Maîtrise par
lui commis, suivant les formalités par
lui prescrites, & les deniers remis au
Rec. Gén. des Domaines & bois, pour
être employés à leur destination. Recueil,
p. 1610, 1611.

Plusieurs Diocèses avoient acquis les
offices de Greffier & de Contrôleur des
Domaines de Gens de main-morte,
créés par Edits de 1691 & 1703. M.
l'Abbé de Valras fait rapport à l'Ass.
de 1730 d'une affaire alors pendante au
Conseil, concernant l'enregistrement
des adjudications des bois dépendants
de la Communauté de la ville d'Ava-
lon, Diocèse d'Autun, au Greffe des
Domaines des Gens de main-morte.
L'Ass. fait solliciter cette affaire en fa-
veur du Dioc. d'Autun. T. VII, p. 1158,
1159.

L'Ass. de 1740 présente au Roi un
Mémoire contre la prétention des Fer-
miers du Domaine, qui exigent le droit
d'insinuation & de centième denier sur
la vente des bois de haute futaie de la
Province de Normandie, sous prétexte
qu'ils sont immeubles. T. VII, p. 1714.

M. l'Archev. de Toulouse lit un Mé-
moire à l'Ass. de 1755, au sujet des
poursuites que les Officiers des Eaux
& Forêts exerçoient contre les Béné-
ficiers qui possèdent des bois. L'Ass.
charge les Agents de solliciter un Ar-
rêt de règlement qui mette les Eccle-
siastiques à l'abri de ces poursuites. T.
VIII, p. 572.

L'art. 10 du Cahier du Temp. de
l'Ass. de 1775 a pour objet la sûreté des
deniers provenant des coupes des bois
des Ecclesiastiques. *Voyez le second Sup-
plément de la Table.*



§. II. *Bois de Normandie. Droit de dime dont jouissent les Bénéficiers sur lesdits Bois. Droit d'usage, de chauffage & de pâturage dans les Forêts. Adjudicataires des Bois exempts de taille.*

I. Par l'Edit de Déc. 1600, vérifié où besoin a été, le Roi ordonne que les Prélats & Ecclésiastiques de Normandie ayant droit de Dime aux Bois & Forêts du Pays, jouiront à l'avenir dudit droit, ainsi qu'ils en usoient par ci-devant, en justifiant de leur titre & possession valables. Au préjudice de cet Edit, la jouissance de ce droit étoit tenue en surséance par Arrêt du Conseil de 1604. T. I, p. 800.

L'Ass. de 1605, dans l'art. 74 de son Cahier, expose que, de tout temps, les Prélats & Bénéficiers de Normandie, ont perçu la Dime des deniers provenant des ventes des bois de haute futaie, droit qui depuis deux ans, par Ordonnance du Conseil, auroit été tenu en surséance. L'Ass. supplie S. M. qu'attendu que ledit droit est une concession très-ancienne & immémoriale faite par ses Prédécesseurs Rois, & Ducs de Normandie, d'ordonner que lesdits Prélats & Bénéficiers ayant titre & possession valables, aient pleine & entière main-levée dudit droit de Dime tenu en surséance. *Accordé, bien que S. M. puisse avec justice modérer lesdits droits, ayant égard au temps qu'ils furent accordés.* T. I, p. 774. Recueil, p. 1211, 1212.

L'Ass. du Clergé de 1608, dans l'art. 8 de son Cahier, demande la même main-levée. *Rép. favorable de S. M., la même qui avoit été faite à l'art. 74 du Cahier de 1606.* T. I, P. J. p. 191.

L'Ass. de 1610, art. 25 de son Cahier, renouvelle la même demande, & que de plus, S. M. déclare, que la possession du droit bien vérifiée, suffira pour titre valable à ceux à qui les malheurs des troubles derniers les aura fait perdre. *Rép. Il a été satisfait par les réponses aux deux Cahiers précédents; à quoi S. M. veut que les Officiers aient à se conformer.* T. II, P. J. p. 9.

L'Ass. de 1625 en fait aussi un article de son Cahier, ainsi que celle de 1635 dans l'art. 47. T. II, p. 492, 765.

En l'Ass. de 1650, les Bénéficiers de Normandie se plaignent des Arrêts du Parl. de Rouen, & attendu l'intérêt

notable de cette Cour dans l'affaire, ils supplient l'Ass. d'obtenir Arrêt d'évocation au Conseil. T. III, p. 636.

Même plainte renouvelée en l'Ass. de 1655 par lesdits Bénéficiers, touchant la Dime des bois de haute futaie en Normandie. Déclaration accordée en conséquence. T. IV, p. 331.

Les Ecclésiastiques de la même Province qui sont en possession de l'exemption des droits de *Tiers & Danger*, supplient l'Ass. de 1665, de vouloir faire insérer dans le Contrat du Don, qu'il leur sera donné main-levée des saisies faites sur leurs bois, pour raison desdits droits. L'Ass. leur accorde ce bon office. T. IV, p. 1025.

En l'Ass. de 1685, les Bénéficiers de Normandie se plaignent de plusieurs Arrêts du Parlem. de Rouen, qui, au préjudice d'une possession immémoriale dans laquelle ils étoient de percevoir la Dime des bois, en avoient néanmoins déchargé, en certains cas, les Propriétaires, & déclaré que les bois qu'ils exploitent pour leur usage & commodité, n'étoient point sujets à la Dime; que, sous ce prétexte, ils faisoient passer pour leur chauffage & usage, l'exploitation de tous leurs bois. L'affaire est renvoyée aux Commissaires du Temporel. T. V, p. 607, 608.

II. En l'Ass. de 1750, M. l'Arch. de Sens rend compte d'une affaire concernant les palissades qui avoient été fournies par les Ecclésiastiques, pour la défense des Isles de Ré & d'Oléron, par ordre de M. l'Intendant. L'Assemblée ordonne d'en faire un article du Cahier, & charge MM. les Agents de demander à M. le Contrôleur-Général les dédommagements qui sont dus à ceux qui les ont fournies. T. VIII, p. 367, 368.

III. Dans le rapport de l'Agence en 1665, il est parlé d'un Arrêt obtenu qui exempté tous les Ecclésiastiques de payer des droits d'usage, de chauffage & de pâturage dans les Forêts. T. IV, p. 842. Arrêt pareil obtenu en 1645. T. III, p. 335, 336.

IV. Les Adjudicataires des bois sont exempts de Taille, pour raison de cette Adjudication. *Voyez Impôts, §. II, ann. 1775.*

§. III. *Affaire des Bois des Ecclésiastiques, en 1693.*

La disposition de l'Ordonnance des Eaux & Forêts, rendue en 1669, obli-

l'affaire,
Arrêt d'é-
l., p. 636.
de en l'Ass.
ficiers, tou-
haute futaie
n accordée
332.
même Pro-
de l'exemp-
& *Danger*,
de vouloir
at du Don,
n-lève des
pour raison
accorde ce

néficiers de
de plusieurs
en, qui, au
mémoriale
de percevoir
oient néan-
moins cas, les
que les bois
lage & com-
sujets à la
taxe, ils fai-
sage & usa-
leurs bois.
Commissai-
607, 608.
l'Arch. de
faire concer-
ent été four-
pour la dé-
Oléron, par
l'Assemblée
le du Ca-
gents de de-
ur-Général
font dus à
T. VIII, p.

l'Agence en
trée obtenu
iastiques de
e chauffage
rêts. T. IV,
u en 1645.

es bois sont
son de cette
ds, §. II,

des Ecclé-
33.

nnance des
669, obli-

goit les Bénéficiers de réserver toujours en nature de futaie, la quatrième partie au moins, des bois dépendants de leurs Bénéfices; de régler les bois taillis en coupes ordinaires de dix ans au moins, avec charge expresse de laisser 16 baliveaux de l'âge du bois dans chaque arpent, outre les anciens & les modernes; sous peine, 1°. de restitution du quadruple de la valeur des bois coupés ou vendus, laquelle somme sera employée au profit du Bénéfice, si elle excède 500 liv., & affectée à l'Hôpital, si elle est moindre; 2°. d'une amende envers le Roi, que les Juges des Eaux & Forêts ne pourront régler à moins de dix livres par chaque baliveau de taillis, & 50 livres par chaque baliveau de futaie, non réservés. T. VI, p. 15, 16. P. J. p. 1, 2, 3, 4.

Le Clergé assemblé en 1670, avoit demandé quelque tempérament à l'exécution de cette Ordonn. dans un Mémoire communiqué au Ministre. Celle de 1685 en avoit fait un article du Cabbier; article répondu peu favorablement. *Suprà*, §. I.

Dans cet état des choses, les besoins de l'Etat devenus plus pressants que jamais, les Traitants proposent à M. le Comte de S. M. de rechercher les amendes encourues par les Bénéficiers possédant des bois: ils font au Roi des offres, si S. M. veut leur abandonner ces amendes. MM. les Agents, pour arrêter l'effet de ces offres, présentent Requête au Conseil. Le Roi, par sa Déclar. du 14 Fév. 1693, en même-temps qu'il ordonne la recherche des amendes encourues, veut bien les réduire à 10 liv. par arpent, avec les deux sols pour livre. T. VI, p. 1, 17. P. J. p. 6 & 7.

Les Traitants offroient de cette taxe jusqu'à sept millions; S. M. en fixe le produit à quatre millions pour le Trésor Royal, & charge M. l'Arch. de Paris de traiter avec une Compagnie. Ce Prélat préfère la société de Louis Girau, qui se borneroit pour ses frais & avances, à la somme de 600000 l., sans exiger le sixième de remises, & les deux sols pour livre, suivant les termes des traités ordinaires. Dans cette affaire, les Ecclésiastiques n'avoient passé aucun Contrat avec le Roi, faute de pouvoirs suffisants, & la levée de ces sommes devoit se faire par la seule autorité du Roi. S. M. consentit néanmoins à l'établissement d'un Bureau, où assisteroient 8 Prélats, les deux Agents.

Gén., avec celui des Intendants des Finances, qui avoit le département des Eaux & Forêts: les Rôles des taxes devoient y être dressés proportionnellement, selon les Déclarations des bois des Ecclésiastiques, avant que d'être arrêtés au Conseil. Par ordre du Bureau, la Compagnie du sieur Girau établit des Commis dans chaque Diocèse pour recevoir les Déclarations des Bénéficiers: elle fit signifier, en même-temps, aux Officiers des Eaux & Forêts, l'Arrêt par lequel il leur étoit enjoint d'envoyer les états des bois des Ecclésiastiques. T. VI, p. 17, 18, 19. P. J. p. 8 & suiv.

Le concours de tant de causes & de soins, ne put empêcher que les avances des Traitants ne fussent beaucoup plus vites que les Déclarations des Bénéficiers, & qu'ils n'eussent fourni au Roi 1200000 liv., avant que d'avoir les premiers deniers pour leur remboursement. Dans la vue de l'accélérer, S. M. fit lever une taxe par provision d'un écu par arpent, généralement sur tous les Bénéficiers qui possèdent des bois. Mais on découvrit bientôt que le nombre & la qualité des bois des Ecclésiastiques étoient beaucoup moindres qu'ils n'avoient paru. Le recouvrement de cette taxe leur devenoit si onéreuse, & montoit à des sommes si fortes à l'égard de presque tous les Bénéficiers, que leurs revenus pourroient à peine y satisfaire dans plusieurs années; que toutes ces taxes, quand même elles seroient bien payées, ne pourroient produire qu'environ 1900000 l., & que pour compléter les deux millions 700000 l. restants au terme du traité du sieur Girau, il faudroit revenir à une seconde taxe, qui seroit au moins de 4 liv. par arpent.

Le Roi, informé de ces fâcheuses circonstances, se détermina à convoquer une Ass. du Clergé, à l'effet de trouver les expédients les plus doux pour achever la somme des 4 millions sur lesquels il comptoit pour les frais de la guerre. T. VI, p. 19 jusqu'à 23. P. Just. p. 10 jusqu'à 18.

L'Ass. ayant à délibérer sur cette affaire, M. le Président proposa deux partis: 1°. de presser l'effet de la Déclaration du 14 Fév. 1693, & de pourvoir aux inconvénients; 2°. d'en demander la révocation, & de prendre d'autres expédients pour satisfaire S. M. L'Ass. remet à M. le Président le choix de l'un des partis proposés: il adopte le second, & conformément à

son avis, il est arrêté unanimement de demander à S. M. la révocation de la Déclaration : le Sgr. Président est prié de dresser un Placer avec un Mémoire, & le présenter à S. M. ensuite du compliment qu'il devoit lui faire. Sur l'examen fait au Conseil dudit Mémoire, intervient le 18 Déc. 1693 une nouvelle déclaration qui révoque celle du 24 Février de la même année. T. VI, p. 23 jusqu'à 26. P. Just. p. 18, 19.

Il restoit à délibérer sur le Don à faire au Roi pour obtenir la décharge des amendes encourues. Les Provinces ayant été appelées, elles accordent, d'une commune voix, quatre millions de livres, aux termes que les Traitants de l'affaire des bois devoient les payer, & s'obligent envers S. M. de rembourser les Traitants des frais & avances qu'ils véritablement avoir faits. T. VI, p. 31, 32.

A l'égard des moyens de payer les 4 millions, l'Ass. prie M. le Président de vouloir bien se charger de cet examen. Sur son rapport, il est arrêté, que l'on se serviroit des trois voies employées en pareil cas par le Clergé; l'emprunt, la taxe sur les Officiers en augmentation de finance, & l'imposition sur les Bénéficiers: que l'on feroit un emprunt de deux millions 700000 liv. en constitution de rentes: que les sommes, lesquelles seroient accordées aux Traitants pour le remboursement de leurs frais & avances, & les frais communs de cette Ass. seroient imposés & levés sur les Bénéficiers en deux termes: que les Officiers du Clergé seroient taxés à 1300000 liv. ou environ, en augmentation de finance seulement, sans augmentation de gages; les Officiers Provinciaux, Receveurs & Contrôleurs à raison d'un denier & demi; & les Diocésains Receveurs & Contrôleurs, à raison d'un denier seulement. T. VI, p. 31 jusqu'à 36.

L'Ass. discute de nouveau les moyens proposés & adoptés dans la précédente Délibération. Quant à la taxe des Officiers, l'on observe que toutes les taxes déjà faites, étant jointes à leur première finance, il se trouvoit par le calcul qu'en avoir été fait, qu'ils jouissoient encore de leurs gages sur le pied du denier seize & demi, ou environ; qu'en cet état, il paroït que la condition des Officiers du Clergé n'étoit pas trop mauvaise, si on leur imposoit à présent une taxe qui réduisoit leurs charges; savoir, celles des Receveurs

& Contrôleurs Provinc. & Acquéreurs de gages au denier 18, & celle des Receveurs & Contrôleurs Dioc. au denier 17 & demi, & que pour rendre cette charge plus insensible, on pourroit lever cette taxe en 3 termes égaux. Délibération en conséquence.

Arrêté aussi que S. M. fera suppliée d'accorder des Lettres-Patentes pour autoriser la précédente Délib.; qu'elle le fera encore pour en accorder pour permettre aux Diocèses qui sont Propriétaires des charges d'Officiers du Clergé, qui les ont remboursées & amorties, de faire un emprunt ou une imposition des sommes pour lesquelles ils seront compris dans les Rôles des dites taxes.

A l'égard du fonds de 2 millions 700000 liv. pour lesquels l'Ass. avoit résolu de se servir de la voie de l'emprunt, ledit emprunt est arrêté au denier 18. Pouvoir de passer les Contrats de cet emprunt, donné à M. l'Arch. de Paris & à MM. les Agents. Arrêté de plus, qu'il sera fait un département & une imposition annuelle de la somme de 130000 livres, à laquelle revient la rente au denier 18 dudit capital de deux millions 700000 liv. sur tous les Diocèses du Royaume, & en exécution d'icelui sur tous les Bénéficiers de chaque Dioc. payant & non payant décimes, sur les Communautés ecclésiastiques séculières & régul., &c. *Clauses ordinaires.*

A l'occasion du département de ladite somme de 130000 liv. se renouvellent les anciennes contestations entre les Provinces de deçà & de delà la Loire, par rapport au pied du département, arrêté conformément à l'avis de M. le Président; que de ladite somme il en seroit imposé 85000 livres sur le pied du département de 3 millions de liv. fait en 1646, & 65000 liv. sur le pied de l'imposition de 100000 liv. des gages accordés en 1631.

Permis aux Diocèses d'amortir leur taxe annuelle par le paiement du principal; mais ils restent solidaires envers les créanciers du Clergé. Déclaration demandée & accordée pour l'exécution de la présente Délibération. T. VI, p. 36 jusqu'à 51. P. J. p. 20 & f.

Par le compte fait avec les Traitants de l'affaire des bois, il se trouve qu'ils avoient reçu des Ecclésiastiques qui avoient payé un écu par arpent, la somme de 807000 liv.; sur quoi M. le Président observe, que cette somme ayant

Acquéreurs
celle des Re-
loc. au denier
rendre cette
n pourroit le-
s. égaux. Dé-
c.

sera suppliée
atentes pour
élib.; qu'elle
ecorder pour
qui sont Pro-
fficiers du
mboursées &
prunt ou une
pour lesquelles
Rôles des

2 millions
l'Ass. avoit
roie de l'em-
arrêté au de-
les Contrats
M. l'Arch. de
ts. Arrêté. Le
partement de
de la somme
lle revient la
pital de deux
tous les Dio-
exécution
ficiers de ch-
n payant des
tés ecclésias-
&c. *Clauses*

ement de la-
iv. se renou-
estations en-
& de delà la
d du départe-
ent à l'avis de
adite somme
livres sur le
p millions de
00 liv. sur le
0000 liv. des

amortir leur
ent du prin-
daires envers
Déclaration
ar l'exécution
n. T. VI, p.
f.

les Traitants
trouve qu'ils
astiques qui
pent, la som-
oi M. le Pré-
omme ayant

servi aux Traitants à partir du rembour-
sement de leurs avances, & la Décla-
ration de Fév. 1693 ayant été révo-
quée, tout ce qui s'en étoit ensui-
vi ne pouvoit plus avoir lieu, & que tou-
tes choses devant être remises comme
auparavant, il étoit juste que les Ec-
clésiastiques qui avoient payé, fussent
remboursés en la manière qui seroit le
plus à propos; que dans la discussion de
cette affaire, il avoit été reconnu que
des 4 millions accordés à S. M., il en
étoit encore dû au Roi 2 millions
125000 liv., le surplus lui ayant été
payé par les Traitants, ou par le sieur
de Pennautier; que pour l'entier paie-
ment, le moyen le plus sûr & le plus
prompt, étoit de prendre la somme
sur les premiers emprunts qui se fe-
roient en vertu de la délibération qui or-
donne l'emprunt de 2 millions 700000
liv.; que par cette voie la partie du
Roi étant acquittée, il resteroit une
somme de 275000 liv. à emprunter, qui
pourroit servir au remboursement des
Ecclésiastiques, & le surplus pourroit
leur être payé par le sieur de Pennautier
des deniers qu'il recouvreroit sur la taxe des
Officiers.

Sur quoi de la part de Prov., il est
dit, que les Ecclésiastiques qui ont payé
au-delà de 500 livres pour la taxe des
bois, seront remboursés sur les 275000
liv., en prenant des Contrats de rente
au denier 18, en même manière que
ceux qui seront payés à ceux qui pré-
teront au Clergé; que ceux qui ont
payé pour ladite taxe au dessous de 500
liv., seront remboursés sur les deniers
provenants de la taxe des Officiers du
Clergé. Délibérat. confirmée par S. M.
T. VI, p. 44, 45, 46. P. J. p. 29 & f.

Le remboursement des Traitants, au-
tre objet des délibérations de l'Assemb.
Quatre différents chefs de demandes
de leur part : 1°. le principal de leurs
avances, se montant à 1475000 l., dont
à défalquer les sommes reçues des Bé-
néficiers; 2°. les intérêts de leurs avan-
ces; 3°. les frais; 4°. le dédommage-
ment pour la non-jouissance du Traité.
Dans une conférence tenue avec eux,
ils fixent les intérêts de leurs avances
à 85000 livres, les frais qu'ils avoient
faits à 75000 liv., les gages de leurs
Commis, dans les Provinces, à 71000
liv., & leur dédommagement à 100000
liv., en tout 370000 l., donnant tou-
tefois à entendre qu'ils se contenteroient
de 300000 liv. Sur l'avis de M. le Pré-
sident, S. M. est suppliée de nommer

des Commissaires pour terminer le dif-
férend. Le Roi élit le rembourse-
ment des Traitants à 290000 l.; l'Ass.
résout de leur payer cette somme en
quinze mois. Les Traitants demandent
un acte public, passé au nom du Cler-
gé, pour leur sûreté; ils demandent
aussi que M. de Pennautier, Receveur-
Général, s'oblige conjointement avec
le Clergé; il s'engage; mais l'Assemb.
garantit son engagement. Tout pou-
voir est donné à M. l'Archevêq. de Pa-
ris, de passer, au nom du Clergé, tous
les actes nécessaires avec les Traitants.
T. VI, p. 52 jusqu'à 59.

L'affaire du remboursement des Ec-
clésiastiques, qui avoient payé la taxe
des bois en 1693, se présente derechef
en l'Ass. de 1695. La délibération de
1693 portoit, que l'on paieroit, en ar-
gent comptant, ceux qui se trouveroient
avoir payé moins de 500 liv., & qu'on
donneroit des contrats de rente au den.
18, à ceux qui auroient payé au-dessus.
Sur quoi, M. le Président fait observer,
que s'étant trouvé un plus grand nom-
bre de ceux qui avoient payé au-dessus
de 500 liv., qu'on n'avoit pensé, on
auroit, sous le bon plaisir de la prochai-
ne Ass. & avec la permission de S. M.,
passé auxdits Bénéficiers des contrats,
pour la somme de 216315 liv., au-delà
de celle de 2700000 l., à quoi se mon-
toit l'emprunt de 1693; qu'autre ces
contrats, il y en avoit encore de mê-
me nature à passer, pour la somme de
125685 liv., dont il avoit fait mettre
l'état sur le Bureau.

Après ces observations, l'Ass., 1°. ap-
prouve & ratifie les contrats passés, re-
venant à la somme de 216315 livres;
2°. elle ordonne qu'il sera passé autres
contrats au denier 18, pour la somme
de 125685 liv.; 3°. que pour faire le
fonds des arrérages des deux sommes,
il sera fait un département de la somme
de 19000 liv., qui sera remise annuelle-
ment au Receveur-Général, pour faire
le paiement desdits arrérages.

Sur ce 3°. article de la délibération,
le Receveur-Général fait observer à
l'Ass., qu'elle avoit pourvu au paiement
des arrérages des deux sommes, à com-
mencer du premier Janvier 1696; mais
qu'il n'avoit point été fait de fonds pour
les arrérages, depuis le jour des con-
trats, jusqu'au premier Janvier 1696.
Sur quoi est arrêté, que le Recev. Gén.
en fera les avances, dont il sera rem-
boursé sur les fonds du Clergé. T. VI,
p. 192 jusqu'à 217.

BOISSE LAGE.DÎMES en Poitou. *Voyez* Navales.**BOLLIOD DE S. JULLIEN.***Voyez* Receveur-Général, §. III.**BONNEVAL.**

HENRI, sieur de Bonneval, député de la Noblesse aux Etats de 1614, offense de coups de bâton Jacques de Chavaille, Lieutenant d'Uzerches, l'un des Députés du Tiers-Etat. Sur la demande du Tiers-Etat, l'affaire est portée au Parlement, où intervient Arrêt, par contumace, qui condamne le sieur de Bonneval à être décapité. L'Arrêt est mis en un tableau au bout du Pont-Saint-Michel. Le Clergé & la Noblesse supplient le Roi d'évoquer à soi le différend, ou de le renvoyer aux Etats, pour l'accommoder : le Tiers-Etat insiste à ce que l'affaire reste au Parlement. Remontrances au Roi, au nom des deux Chambres. Leurs Majestés témoignent avoir beaucoup de désir pour le contentement des Etats. T. II, p. 216 & suiv.

BORDEAUX.

1°. Sur les prétentions respectives du titre de Primat d'Aquitaine, entre les Archevêques de Bordeaux, d'Auch & de Bourges. *Voyez* Primatie.

1633. 2°. En 1633, il s'éleva un fameux différend entre M. le Duc d'Epemon & M. de Sourdis, Archevêque de Bordeaux, dont les Procès-verbaux furent dressés par l'ordre de M. l'Archev. & du Parlement. Il y eut une Assemblée particulière des Prélats qui étoient à Paris en 1634, dont le Procès-verbal existe. L'on y voit l'origine, les premières causes, les suites de ce différend, & comment il fut terminé. On y a joint les demandes du Clergé faites au Roi au sujet de ce différend. T. II, P. J. p. 146 & suiv.

1645. 3°. Les Vicaires-Généraux de Bordeaux, pendant la vacance du Siege, accordent des Indulgences : conduite désapprouvée par l'Ass. de 1645. *Voyez* Indulgences.

1670-1770. 4°. Le Chapitre de Bordeaux, en contestation pour le pas & la préséance avec les Trésoriers de France & les Officiers du Sénéchal. *Voyez* Chapitres. §. IV.

1670. 5°. En l'Ass. de 1670, se présente l'affaire de l'Abbaye de Sainte-Croix, pour décharge de décimes, affaire de

conséquence pour le Diocèse de Bordeaux. Cette Abbaye avoit souffert, ainsi que d'autres Bénéfices, par le désordre des guerres civiles. L'Abbé de Sainte-Croix obtient un Arrêt du Conseil, qui décharge son Abbaye de décimes pour huit ans; cependant l'Ass. de 1670 ne peut fournir assez de fonds pour décharger tous les Bénéfices spoliés : elle fixe les décharges; Règlement en conséquence confirmé par Arrêt du Conseil : refus de la part de l'Abbé de payer l'excédant de sa décharge : fruits de son Abbaye saisis : Arrêt de mainlevée : continuation de la procédure. Le Règlement de l'Ass. demeure sans effet, & le Diocèse de Bordeaux dans l'impossibilité de recouvrer ce qui est dû des arrérages des décimes : la Compagnie est priée d'y pourvoir ; elle demande un Arrêt général qui force tous les Bénéficiers au paiement des arrérages des décimes. T. V, p. 134, 135. 6°. La Paroisse d'Ambarez, au Diocèse de Bordeaux, refuse de recevoir des Missionnaires envoyés par l'Arch. de Bordeaux, qui s'en plaint à l'Ass. de 1675. *Voyez* Missions, n°. I.

M. l'Arch. de Bordeaux se plaint à l'Ass. de 1755 de ce que son Diocèse est trop imposé par l'opération du nouveau département. La Compagnie estime que le département étant actuellement consommé & approuvé, il n'étoit pas possible d'y rien changer, sauf au Prélat à se pourvoir à l'Ass. prochaine. T. VIII, p. 589.

Même plainte portée à l'Ass. de 1758, qui renvoie aussi à celle de 1760. T. VIII, p. 709.

BOSQUET.

Evêque de Lodeve, ensuite de Montpellier. Il écrit contre le Traité des Libertés de l'Eglise Gallicane. *Voyez* Libertés.

BOSSUET.

M. l'Arch. de Toulouse représente à l'Ass. de 1775 qu'on travailloit depuis quelque temps, à une nouvelle édition des Œuvres de M. Bossuet ; que la gloire de ce Prélat, étant devenue celle du Clergé de France, il seroit intéressant de veiller, à ce qu'on n'insérât dans cette précieuse collection, aucunes pièces, ou observations étrangères, qui pourroient être contraires aux principes de M. Bossuet & à ceux du Clergé. L'Ass. prie M. l'Arch. de Toulouse de voir à ce sujet M. le Garde des Sceaux,

Sceaux, & de l'engager à donner les ordres nécessaires pour assurer la fidélité & la pureté de cette édition. T. VIII, p. 2599.

BOUILLON DES PAUVRES.

BOUILLONS & autres choses nécessaires aux pauvres malades. Les fondations & les legs pour ces choses, ne sont sujets au droit d'amortissement. *Voyez* Amortissement, §. II, n°. IV.

BOULLANCOURT.

ABBAYE de l'Ordre de Cîteaux au Dioc. de Sens. *Voyez* Cîteaux.

BOULOGNE.

1°. Les Peres de l'Oratoire de Boulogne, dans une action ou exercice de leur College, n'avoient pas rendu à M. l'Evêque tout le respect qu'ils lui devoient. Ce Prélat s'en plaint à l'Ass. de 1655, qui oblige ces Peres de faire à M. de Boulogne la satisfaction qu'elle-même leur prescrivit. T. IV, p. 285.

2°. Office nouveau publié en 1655 par le Chapitre de Boulogne, sans le consentement de l'Evêque. *Voyez* Bréviaire.

3°. Usage du Pays Boulonnois par rapport aux Novalles, contraire aux gros Décimateurs. *Voyez* Novalles.

4°. Sur les annexes situées dans ce Diocèse, dont le chef-lieu est en Artois. *Voyez* Annexes de Bénéfices.

5°. Affaire de Visa. *Voyez* Visa.

BOURDEAUX.

Voyez Bordeaux.

B O U R G E S.

I. EN l'Ass. de 1605, il s'éleve une contestation entre l'Arch. de Bourges & celui de Lyon, pour la Présidence & la Préséance. Le premier remontre, qu'il est, non-seulement Primat des Aquitaines, mais aussi Patriarche, dont il allegue les titres & les preuves : il ajoute néanmoins, que, pour ne pas retarder les délibérations de l'Assemblée, il ne vouloit pas, pour le présent, remuer cette question, pourvu que la séance qu'il prendroit, ne fût aucun préjudice pour l'avenir, aux prérogatives de son Siege. T. I, p. 710, 711, 712.

En la Chambre Eccléf. des Etats de 1614, se renouvelle la même contestation entre les deux Archevêq. : l'un & l'autre allegue ses titres. L'Arch. de Bourges, attendu que celui de Lyon

Table de la Coll. des P. V.

étoit dans sa Primatie, consent à lui céder le rang, sans tirer à conséquence. L'Ass. trouve bon l'expédient proposé, & accorde la préséance à celui de Lyon, sans préjudice, &c. L'Archevêque d'Aix, comme plus ancien, veut avoir le pas, & demande acte de sa demande. T. II, p. 69, 70.

2°. Dans les Ass. de 1625 & 1682, contestation sur la qualité de Primat d'Aquitaine, entre les Arch. de Bourges & de Bordeaux. *Voyez* Primatie, n°. II.

3°. En l'Ass. de 1705, question si l'Eglise d'Albi par son érection en Métropole, est soustraite à la Primatie de l'Eglise de Bourges, ou seulement à la Jurisdiction Métropolitaine, y restant soumise quant à la Primatiale? *Voyez* Primatie, n°. IV.

4°. L'Ass. de 1585 permet à l'Arch. de Bourges d'établir, sous le bon plaisir du Roi, un Bureau de décimes en sa Province, pour les Diocèses d'icelle qui voudront y ressortir. Le Bureau y est établi; arrêté par l'Ass. que les Diocèses de Clermont, Limoges, S. Flour, Mende & Tulle y ressortiront. T. I, p. 353.

En l'Ass. de 1625 un des Députés présente une Procuration du Diocèse d'Albi, portant que ledit Diocèse veut se départir du Bureau Eccléf. de Toulouse, & se joindre à celui de Bourges. *Permis par l'Ass.* T. II, p. 561.

Sur la demande du Clergé de Rodez, ce Diocèse est détaché de la Chambre Ecclésiastique de Toulouse, & transféré à celle de Bourges. Délibérations à ce sujet des Ass. de 1625 & de 1655. *Voyez* Rodez, n°. 1.

En l'Ass. de 1685, nouvelle demande de la part des Diocèses de Rodez & de Vabres. La chose est reprise dès son origine. Le sentiment de l'Ass. a été, à l'égard du Dioc. de Vabres, qu'y ayant instance au Conseil, il eût fallu obtenir un Arrêt qui en eût renvoyé le jugement, afin qu'elle en eût pu connaître; mais que comme elle étoit prête à se séparer, elle ordonnoit à MM. les Agents de rendre, au Diocèse de Vabres, toutes fortes de bons offices pour soutenir ses droits au Conseil : & à l'égard du Diocèse de Rodez, qu'elle ne pouvoit avoir d'autre avis, ni donner d'autres réglemens, que les précédentes Assemblées de 1625 & de 1655. T. V, p. 619, 620.

5°. L'Ass. de 1635 décharge le Diocèse de Bourges de trois mille livres de

décimes ordinaires, pour rentes amorties, & déclare le Cle gé déchargé d'autant envers l'Hôtel-de-Ville. T. II, p. 815, 816.

6°. Les Archidiacres de Bourges se pourvoient au Conseil du Roi, pour être exempts de décimes, attendu la qualité & la modicité du revenu de leurs Bénéfices. Le Conseil, par Arrêt du 26 Mars 1641, renvoie les Parties en la Chambre Ecclési. de Paris, qui n'ayant point voulu juger l'affaire au fonds, ordonne que les Parties se pourvoient en l'Ass. de 1645, & néanmoins surfit toutes contraintes contre les Archidiacres. Cependant les Parties transigent entre elles; la transaction est homologuée par l'Ass., qui faisant droit sur la requisition du Promoteur, ordonne, conformément aux réglemens du Clergé, qu'il ne pourra être accordé par les Bureaux généraux surseance au paiement des décimes. T. III, p. 383, 384.

7°. L'Ass. de 1655 agit & s'intéresse pour maintenir l'Arch. de Bourges dans la possession où il est de ne point nommer des Officiaux Métropolitains dans le ressort du Parl. de Toulouse & de Bordeaux. *Voyez* Officiaux, §. I, n°. I.

8°. Les Vicaires-Généraux de Bourges, le Siege vacant, accordent des Dimissoires à des Clercs du Dioc. de Limoges. T. IV, p. 955, 962 & f.

9°. Par une délibération de l'Ass. de 1705, il est ordonné qu'il sera fait un emprunt par le Clergé, au denier 16, de la somme de 40000 liv., pour être prêtée au Diocèse de Bourges, aux conditions énoncées, afin de payer la taxe qui a été faite sur les Offices Provinciaux des décimes, dont il est propriétaire. Pouvoir donné pour faire l'emprunt. Arrêt & Lettres-Patentes qui l'autorisent. Arrêté en même-temps que pareille délib. seroit sans conséquence. T. VI, p. 871 & suiv.

BOURGOGNE.

1°. Aux Etats de Blois en 1588, il s'éleve une grande contestation entre les Députés de l'Isle de France, & ceux du Duché de Bourgogne, pour la préséance. Ceux-ci rapportoient un extrait non signé des premiers Etats de Blois, où il se trouve que la Bourgogne auroit le premier rang, & immédiatement après la Ville & Vicomté de Paris, dont on ne devoit point confondre les Privilèges avec ceux de l'Isle de France. T. I, p. 459, 460.

2°. L'Abbé de Cîteaux paroît contre l'usage aux Etats de Bourgogne en rocher & cemail; ce qui est désapprouvé par le reste du Clergé, & par l'Assemblée de 1635. *Voyez* Cîteaux, n°. V.

BREBEUF.

AUTEUR d'un Poème qu'il fait présenter à l'Assemb. de 1655, qui lui accorde une gratification. *Voyez* Livres, §. II.

BREFS ET RESCRITS DE ROME.

I. BREFS & Rescrits pour titres de Bénéfices. *Voyez* Provisions de Cour de Rome.

II. Rescrits pour être admis à la Tonfure, ou aux SS. Ordres. *Voyez* Rescrits de Cour de Rome.

III. Sur l'adresse des Rescrits ou Brefs: *Venerabili Fratri Episcopo N. seu ejus Officiali. Voyez* Rescrits, n°. I.

IV. Brefs & Rescrits de Rome ou de la Vice-Légation assujettis au droit d'Annexe par le Parlem. de Provence. *Voyez* Annexes pour Rescrits.

Mêmes Rescrits assujettis à l'annexe, ou Lettres d'attache, & à l'enregistrement dans les autres Parlements. *Voyez* Rescrits, n°. IV.

V. Brefs pour commissions à exécuter en France, ont besoin de Lettres-Patentes du Roi. T. IV, p. 296, 207.

VI. Quant aux Brefs particuliers des Souverains Pontifes qui sont inférés ou mentionnés dans la nouvelle Collection, ils sont indiqués sous chaque matière; on les trouve aussi dans l'ordre de leurs dates, dans les Tables sommaires des Pièces Just. qui sont à la fin de chaque volume.

BRESSE.

1°. On peut voir au mot *Béarn* plusieurs dispositions concernant les Pays de Bresse, Bugy, Valromey & Gex.

2°. En l'Ass. de 1635, M. l'Evêque de Belley demande tant en son nom, qu'au nom des Bénéficiers de Bresse, Bugy, Valromey & Gex, qu'en conséquence des Lettres-Patentes de S. M. & Arrêt du Conseil, ils soient déchargés de toutes les impositions extraordinaires qui pourroient être faites par le Clergé à l'avenir. Délibéré que lesdits Bénéficiers seront taxés pour lesdites impositions extraordinaires, ainsi qu'ils ont été ci-devant. T. II, p. 793.

L'Ass. de 1745 décharge les Bénéficiers de Bresse, Bugy, Valromey &

paroit contre
rogne en ro-
t délappruvé
par l'Assém-
bleaux, n°. V.

U F.

qu'il fait pré-
s, qui lui ac-
voyez Livres,

SCRITS

E.

pour titres de
ions de Cour

mis à la Ton-
voyez Rescrits

Rescrits ou
Episcopo N.
escrits, n°. I.
de Rome ou
ettis au droit
de Provence.

scrits.
is à l'annexe,
l'enrégistrem-
ents. Voyez

ions à execu-
n de Lettres-
p. 296, 207.
rticuliers des
ont inférés ou
nelle Collec-
s chaque ma-
dans l'ordre
Tables som-
i font à la fin

E.

ot Béarn plu-
ant les Paya
ney & Gex.

M. l'Evêque
en son nom,
s de Bresse,
, qu'en con-
ntes de S. M.
ient déchar-
s extraordi-
faites par le
é que lesdits
pour lesdites
s, ainsi qu'ils
p. 793.
e les Bénéfi-
Valromey &

Gex, pour l'avenir, de la quote-part pour laquelle ils avoient été compris dans les 1700000 l. que le Clergé devoit au Roi en 1741 pour le restant du Don gratuit de 1740, & ordonne qu'il leur sera tenu compte par le R. G. des sommes qu'ils pouvoient avoir ci-devant payées pour raison de ce Don gratuit, sauf au R. G. d'employer ces mêmes sommes dans le compte des frais communs. T. VII, p. 2068.

En l'Ass. de 1650, le Promoteur rapporte qu'il y avoit instance au Conseil, on laquelle les Bénéficiers de Bresse prétendoient ne devoir rien payer, tant des décimes ordinaires, qu'extraordinaires, que le Clergé impose, comme ayant autrefois composé à la somme de trois mille livres, de ce qu'ils devoient payer de toutes décimes; que MM. les Agents étoient Parties en l'instance. L'Ass. prie M. de S. Malo de voir le Rapporteur. T. III, p. 481.

Nonobstant toutes les Remontrances des Agents au Conseil, les Bénéficiers de Bresse, Bugey, Valromey & Gex, par plusieurs Arrêts contradictoires du Conseil, entr'autres par ceux du 21 Octob. 1654, du premier Juillet 1657, & du 21 Juin 1667, sont déclarés exempts de toutes décimes, tant ordinaires qu'extraordinaires, impositions & cotisation, de quelque qualité qu'elles puissent être, avec mainlevée des saisies faites sur eux, pour raison de ce; à la charge qu'ils paieront annuellement au Clergé une somme de 3000 liv., sans qu'elle puisse être augmentée pour quelque cause & prétexte que ce soit, suivant le traité fait entr'eux & le Clergé. *Rapport d'Agence en 1670.* T. V, P. Just. p. 79.

En 1696, le Syndic du Clergé de Bresse, Bugey, &c. obtient un Arrêt par défaut: il demandoit que son Clergé fût déchargé de la taxe de sa part du Don gratuit: il se fondeoit sur ce que ce Clergé est abonné à la somme de 3000 liv. par an, tant pour les décimes, que pour le Don gratuit. Comme le Syndic se soumettoit d'ailleurs à payer la part de la subvention tenant lieu de Capitation, MM. les Agents lui faisoient obtenir l'Arrêt. T. VI, P. J. p. 120.

Les Bénéficiers de Bresse présentent à l'Ass. de 1755 un Mémoire au sujet des nouvelles impositions du Clergé, auxquelles on vouloit les faire contribuer. L'affaire est examinée au Bureau du nouveau département. M. l'Arch. de Toulouze en fait le rapport, & réduit

les demandes de la Chambre de Bourg en Bresse contenues dans le Mémoire, à quatre chefs: 1°. qu'en conformité de la délib. de 1745, il lui soit tenu compte d'un plus imposé qui lui a été fait en 1741; 2°. qu'elle ne soit pas comprise dans le département arrêté pour le Don gratuit de 1748, & que ce qu'elle a payé jusqu'à ce jour pour lui soit remboursé; 3°. de n'être pas comprise dans le Rôle du nouveau Don gratuit; 4°. de ne l'être pas aussi dans les départements sur lesquels elle ne doit rien payer, prétendant ne devoir être taxée que pour les Dons qui ont pour objet le rachat de quelques privilèges ou exemptions. Le Clergé ajoute à ces demandes, celle de n'être point obligé de fournir un pouillé de ses Bénéfices.

L'Ass., conformément à l'avis de la commission, a délibéré unanimement:

1°. De décharger, suivant la délibération de l'Ass. de 1745, les Bénéficiers de Bresse de l'imposition à laquelle ils ont été taxés dans les 1700000 liv. qui restoient à payer du Don gratuit de 1740, & qui ont été joints au Don gratuit des 12 millions accordés en 1741, & qu'en conséquence il leur sera fait raison des sommes qu'ils pourroient avoir payées sur les 1700000 liv.

2°. De leur tenir compte pareillement des sommes qu'ils ont payées sur le Don gratuit de 16 millions, accordé en 1748, attendu seulement la modicité de l'objet, & ce néanmoins sans tirer à conséquence, & sans reconnoître au surplus les privilèges & exemptions prétendus par les Bénéficiers de Bresse.

3°. Qu'ils ne seront point compris dans l'imposition que l'Ass. a ordonné être levée pour le Don gratuit de 16 millions qu'elle vient d'accorder au Roi, quoique ce Don puisse être réputé extraordinaire.

4°. Que le Clergé de Bresse ne sera point tenu, quant à présent, de fournir un pouillé de ses Bénéfices, attendu le peu d'intérêt qu'a le Clergé de France de les connoître. T. VIII, p. 586 juq. 589.

La commission du nouveau départ. observe, qu'elle n'avoit pas cru devoir comprendre dans le département des nouvelles rentes les Bénéficiers de Bresse, Bugey, Valromey, Gex, parce que l'Ass. les ayant dispensés de fournir leur pouillé, ils n'avoient pu être taxés; mais pour qu'ils payassent toujours les

sommes pour lesquelles ils étoient compris dans les anciens départemens de 1734 & 1741, la commission étoit d'avis que le R. G. continuât à leur fournir les quittances comptables des mêmes sommes, & que pour ne rien changer dans l'ordre & répartition, suivant le nouveau pied dans lequel ils ne sont point compris, le R. G. en feroit rectifier dans le compte des revenants-bons, terme par terme, à commencer du premier Février 1756. T. VIII, p. 470.

Les Commissaires du nouveau département gén. font observer à l'Ass. de 1760, que les Bénéficiers de Bresse ne paient au Clergé que 3000 liv.; que l'Ass. de 1755 ne les comprit pas dans le nouveau département; que cependant cette affaire paroît mériter la plus sérieuse attention de la part du Clergé, les Diocèses de Lyon, Châlons & Mâcon, ayant une partie très-considérable de leur Clergé établi en Bresse, & par conséquent, non imposée. L'Ass. charge MM. les Agents de faire toutes les recherches relatives aux Bénéficiers de Bresse, pour en rendre compte à la prochaine Ass. T. VIII, p. 855, 856.

3°. Le Roi, par son Edit de 1691, ayant ordonné la recherche du droit de Franc-aleu, les trois Ordres des Provinces de Bresse, Bugey & Gex, pour se libérer de cette recherche, offrirent au Roi 60000 liv. : ces offres furent acceptées. Il y eut en conséquence un Arrêt du Conseil, qui permit au Syndic du Clergé de ces Provinces, d'imposer sur les Bénéficiers la part du Corps Ecclésiastique. Cependant en 1697, les élus de Bresse, Bugey & Gex présentèrent requête au Conseil, exposant que c'étoit à eux de faire l'imposition des taxes sur tous les Ordres. Sur quoi est intervenu Arrêt le 23 Avril 1697, qui maintient le Corps Eccléf. dans le droit de faire sur ses Bénéficiers l'imposition des taxes. T. VI, P. J. p. 137, 285 & f.

BRETAGNE.

§. I. Affaire des Décimes en Bretagne : Bureaux demandés & établis.

I. Les Diocèses de Bretagne vouloient se distraire & séparer du Bureau des décimes de la Province de Tours, & demander un Bureau à part. M. l'Archevêque de Tours s'en plaint à l'Ass.

de 1619. Délibéré que les Agents prendront le fait & cause pour empêcher ladite séparation. T. II, p. 340.

II. En l'Ass. de 1650, plusieurs plaintes au sujet de différentes entreprises sur la Jurisdiction des Bureaux des décimes. Le Receveur des décimes de Nantes s'étoit pourvu au Parlement de Rennes pour rendre les comptes des décimes. Le Parlement l'avoit renvoyé pardevant le Sénéchal de Nantes : sur ce, le Syndic du Diocèse s'étoit pourvu au Conseil pour faire casser l'Arrêt du Parl. Il y avoit obtenu Arrêt conformément à sa demande, au préjudice duquel le Commis à la Recette n'avoit pas laissé de faire ses poursuites pardevant le Sénéchal, lequel avoit ordonné que le compte seroit rendu pardevant lui, le Syndic & les Députés appelés. L'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir. T. III, p. 558, 559.

Dans le Rapport de l'Agence en l'Assemblée de 1650, il est fait mention d'un Arrêt général obtenu sur la Requête des Agents, portant cassation des Jugemens donnés sur le fait des décimes, par le Présidial de Quimper, & qui en renvoie la connoissance au Bureau particulier, & par appel à la Chambre Souveraine : en conséquence duquel Arrêt, il en auroit été donné un autre sur le même sujet en faveur du Diocèse de Tréguier. T. III, p. 461.

En la même Ass. de 1650, les Syndic & Députés du Diocèse de Rennes se plaignent d'un Arrêt rendu au Parlement de Bretagne, en faveur des Religieux de S. Mélen, qui défend de se pourvoir sur le fait de décimes & subventions, pardevant d'autres Juges, que les Présidiaux de la Province, & par appel au Parl., à peine de nullité, cassation des procédures, dommages & intérêts des Parties. L'Ass. s'élève contre cette entreprise du Parlement sur la Jurisdiction des Bureaux, & ordonne aux Agents de se pourvoir contre ledit Arrêt, & d'en demander la cassation. T. III, p. 711, 712.

L'Ass. de 1665 demande la cassation de semblables Arrêts, & en même-temps, un solide Règlement pour toutes ces sortes d'affaires. T. IV, p. 971.

En l'Ass. de 1670, les Commissaires nommés pour le Règlement des Chambres des décimes, représentent qu'il y avoit plusieurs Diocèses, notamment en Bretagne, dans lesquels il n'y avoit point de Bureau particulier des décimes établis, & qu'ainsi la Jurisdiction

Agents pren-
pour empêcher
340.

usieurs plain-
s entreprises
eaux des dé-
décimes de
Parlement de
comptes des
voit renvoyé
Nantes : sur
l'Arrêt du
Arrêt confor-
au préjudice
cette n'avait
suivies parde-
voit ordonné
du pardevant
utés appelés.
ts d'interve-

gence en l'Aff-
fait mention
u sur la Re-
nant cassation
ur le fait des
de Quimper,
noissance au
ar appel à la
conséquence
it été donné
et en faveur
P. III, p. 461.
50, les Syn-
de Rennes
endu au Par-
veur des Re-
pi défend de
e décimes &
d'autres Ju-
e la Provin-
à peine de
dures, dom-
rties. L'Ass.
prise du Par-
des Bureaux,
e se pourvoir
en demander
712.

la cassation
, en même-
nt pour tou-
IV, p. 971.
Commissaires
et des Cham-
nent qu'il y
notamment
il n'y avait
er des déci-
Jurisdiction

attribuée à ces Bureaux par les Lettres-
Patentes, accordées en conséquence
des Contrats des années 1615 & 1625,
étoit exercée par les Juges Royaux; ou
bien, au préjudice des Lettres-Paten-
tes, les différends sur les décimes, al-
loient en première instance devant les
Bureaux généraux, ce qui étoit sou-
vent une vexation aux Ecclésiastiques.
Sur quoi délibération pour exhorter les
Evêques dans les Diocèses desquels il
n'y a point de Bureau établi, d'en éta-
blir au plutôt dans le premier Synode,
se réglant pour la forme de l'établisse-
ment & de la nomination des Députés,
sur le Diocèse plus voisin; & en
cas qu'ils fussent troublés dans ces éta-
blissem., d'en donner avis aux Agents,
auxquels il est ordonné de faire toutes
poursuites. T. V, p. 74, 75.

Dans le Rapport d'Agence en 1670,
il est parlé d'un Arrêt du Conseil por-
tant, entr'autres choses, que les taxes
faites pour le Don gratuit sur la Com-
munauté des Prêtres obituaires de la
Paroisse de Dol en Bretagne, & sur
les autres Bénéficiers du Dioc., seront
exécutées, & défenses de se pourvoir
pour raison de ce, au Parl. de Rennes.
T. V, P. J. p. 84.

L'Ass. de 1675 renouvelle l'instance
auprès des Evêques de Bretagne, à ce
qu'ils établissent des Bureaux Diocés.,
chacun dans son Diocèse, en conformi-
té des Lettres-Patentes de Louis
XIII; & pour concilier le Privilège de
la Province, qui est qu'on ne puisse
faire sortir de la Province pour aller
plaider ailleurs, avec les justes préten-
tions du Clergé sur le fait des Bureaux
généraux, il est dit, qu'on engagera
M. l'Arch. de Tours à consentir qu'il
soit établi une Chambre Souveraine à
Rennes, à laquelle releveront les ap-
pels des différends qui pourroient naître
dans les Bureaux Diocés.; sur quoi
les Sgrs. Commissaires qui avoient déjà
examiné l'affaire, sont priés de conférer
avec MM. du Conseil du Roi. T. V,
p. 185, 186.

Les Agents font rapport à l'Ass. de
1685, des moyens dont se sont servis
plusieurs Evêques de Bretagne, pour
établir des Bureaux dans leurs Diocèses.
Délibéré & arrêté que les autres
prendront les mêmes moyens, & ob-
tiendront de semblables Arrêts. T. V,
p. 613.

En 1696, l'Evêque de Rennes sup-
plie S. M. d'ordonner l'établissement
d'un Bureau Diocésain des décimes à

Rennes, & que défenses soient faites
au Sénéchal de Rennes, & au Parle-
ment de Bretagne de connoître à l'a-
venir de l'affaire des décimes, im-
positions, comptes & contestations sur-
venues en conséquence. L'Arrêt est ac-
cordé: il est du 9 Juin 1696. T. VI, P.
J. p. 134, 279 & f.

§. II. Usages & articles particuliers concernant la Bretagne.

I. Droit de Neume en Bretagne à la
mort des Chefs de famille, en faveur
des Recteurs de Paroisses. *Voyez* Neu-
me.

II. Exemption des fouages à l'égard
des biens ecclésiastiques dans la Pro-
vince de Bretagne. *Voyez* Fouages.

III. Jurisprudence particulière & abu-
sive du Parlem. de Bretagne, au sujet
des réparations des Presbyteres, des
Cimetieres & des Eglises Paroissiales.
Voyez Presbyteres, §. II.

IV. Sur le droit des Evêques de Bre-
tagne de disposer en certains cas des
Bénéfices qui ont vagé dans les mois
du Pape; contestation élevée, dont
voici l'espece.

La Cure de Plouer, Dioc. de S. Malo,
vagua par mort en Janv. 1727, mois
réserve au Pape dans cette Province:
peu de jours après la vacance, M. de
S. Malo conféra ce Bénéfice au sieur
Jamet: les six mois étant expirés, sans
qu'il se présentât aucun pourvu par le
Pape, l'Evêque de S. Malo donna de
nouvelles provisions, en vertu desquel-
les le sieur Jamet prit possession de la
Cure.

En Nov. 1727, le sieur Pouliquein
fit présenter à M. de S. Malo les pro-
visions qu'il avoit obtenues en Cour de
Rome du même Bénéfice: sur le refus
du Prélat de lui accorder l'institution,
il se pourvut devant le Juge Royal,
dont il obtint sentence, en vertu de
laquelle il fit prendre possession civile:
ses provisions étoient sous la date des
Ides de Juin; mais il fut évidemment
prouvé par des Certificats authenti-
ques, & par la confession du sieur Pou-
liquein, que cette Cure étoit au con-
cours au mois de Septembre, & que
les provisions ne lui avoient été déli-
vrées que le 26, & par conséquent,
plus de huit mois après la vacance.

Comme cette cause étoit des plus
intéressantes pour les Evêques de Bre-
tagne, M. de S. Malo se rendit partie
au Procès, & les Evêques de la Pro-

vince, au nombre de six, intervinrent pareillement. Après de longues procédures, le Présidial de Rennes rendit sa Sentence, en Juillet 1739, en faveur du sieur Jamet. Le sieur Pouliquein en appella au Parlement : il y eut aussi, de la part de son adversaire, appel comme d'abus des provisions de Cour de Rome. Intervint Arrêt le 6 Avril 1735, qui déclara n'y avoir abus dans les provisions de Rome, & qui en maintenant Pouliquein dans le possessoire, malgré la fausseté prouvée de la date de ses provisions, condamnoit le sieur Jamet à la restitution des fruits, à l'amende & aux dépens, & les Evêques intervenants aux dépens de leur intervention.

M. l'Evêque de S. Malo, résolu de se pourvoir en cassation de l'Arrêt, sollicite les bons offices de l'Assemblée de 1735 : il expose les moyens de cassation ; l'Ass. députe à M. le Chancelier pour faire finir cette affaire à l'avantage du Prélat. T. VII, p. 1476 & suiv.

BRÉVIAIRE.

I. L'Ass. de 1700 a condamné les propositions suivantes concernant la récitation du Bréviaire.

RESTITUTIO à Pio V imposta Beneficiariis non recitantiibus, non debetur in conscientia ante sententiam declarationem Judicis, eo quod sit pœna.

Qui non potest recitare Matutinam & Laudes, potest autem reliquas horas, ad nihil tenetur, quia major pars ad se trahit minorem.

Hæ propositiones falsæ sunt, temerariæ, cavillatoriæ, ac præceptis Ecclesiasticis illudunt.

PRÆCEPTO satisfacit qui voluntariè labiis tantum non mente orat. Respondeo me totâ Hebdomadâ, toto mense, toto anno legisse [Horas] sine culpa veniali, & me non peccasse venialiter, tam certò scire, ut possum juramento firmare... homo sum... distractiones non evito, involuntarias milles, interdum etiam voluntarias, & nihilominus nullo crucior scrupulo, nullo dubio angor; quia prudenter suppono me ad actionem internam non teneri; eam habere bonum esse, & eâ carere nequidem levem esse culpam.

Hæ propositio est absconsa, verbo Dei contraria, hypocrisim inducit à Prophetis & à Christo damnatam his verbis : *Populus hic labiis me honorat, cor autem eorum longè est à me.* T. VI, P. Just. p. 109.

II. L'Ass. de 1605 a paru désirer que toutes les Eglises se servissent du Bréviaire Romain : elle prête mille écus à un Libraire qui s'offroit de l'imprimer. T. I, p. 767.

III. L'Evêq. d'Angers vers l'an 1599, sur la Requête du Correcteur des Chanoines, Officiers, Chapelains & principaux Paroissiens de l'Eglise Paroissiale de la Trinité, jointe à l'Abbaye de Ronserai, avoit décerné, non une ordonnance, mais une simple permission, de prendre le Bréviaire & usage Romain. Quelques particuliers Chapelains de la Paroisse, suscités d'ailleurs, appellent comme d'abus au Parlement de Paris, de ladite permission : ils présentent ensuite Requête au Sgr. Evêque, tendante à ce qu'il révoque la permission ; c'étoit dans la Semaine-Sainte : les Suppliants sont remis à huit jours, pour être délibéré sur la Requête : ils appellent comme d'abus de cette seconde Ordonnance ; & le prenant à Partie, le font intimer en son propre & privé nom. Le Prélat fait comparoir un Avocat, qui dit, pour lui, aux fins déclinatoires seulement, qu'à tort il étoit intimé, y ayant Partie qui soutenoit son Jugement, & même n'ayant rien ordonné, mais permis seulement ; d'ailleurs, que s'agissant de choses purement spirituelles, il ne pouvoit y avoir lieu d'abus, & qu'en cas d'Appel, les Parties devoient être envoyées à l'Archevêque de Tours. Nonobstant ces raisons, la Cour, sur les Conclusions de M. Servin, prononça l'Arrêt le plus fort & le plus attentatoire à l'autorité de l'Eglise, contre l'Evêque d'Angers, son Official & son Promoteur.

L'entreprise fut dénoncée à l'Ass. de 1605, qui arrêta d'une voix unanime, que cet Arrêt étant la chose la plus préjudiciable à l'Eglise qui eût été jusqu'alors, le Roi seroit supplié, de la part du Clergé, de casser ledit Arrêt, & tout ce qui s'étoit fait en exécution, même de le faire rayer au Registre ; & attendu le plaidoyer du sieur Servin, que S. M. seroit aussi suppliée de lui défendre de plaider à l'avenir en aucune cause où l'Eglise & les Ecclesiastiques auroient intérêt. L'Ass. nomma, en même-temps, des Députés pour poursuivre la cassation. T. I, p. 753 & s.

IV. Le Chapitre de Boulogne, qui se dit exempt, avoit fait imprimer un Office nouveau, pour être dit dans l'Eglise, sans l'avoir communiqué au Sgr.

u desirer que
ent du Bré-
e mille écus
de l'impri-

rs l'an 1599,
eur des Cha-
ains & prin-
c Paroissiale
l'Abbaye de
mon une or-
e permission,
e usage Ro-
Chapelains
ailleurs, ap-
arlement de
: ils présen-
gr. Evêque,
ue la permis-
aine-Sainte :
à huit jours,
requête : ils
de cette se-
e prenant à
a son propre
fait compa-
our lui, aux
or, qu'à tort
rtie qui sou-
ême n'ayant
seulement ;
choses pure-
voit y avoir
d'Appel, les
oyées à l'Ar-
obstant ces
Conclusions
Arrêt le plus
à l'autorité
e d'Angers,
teur.
e à l'Ass. de
x unanime,
e la plus pré-
été jusqu'a-
e, de la part
e Arrêt, &
exécution,
u Registre ;
u sieur Ser-
supplée de
l'avenir en
e les Eccle-
L'Ass. nom-
es Députés
on. T. I, p.
ogne, qui se
nprimer un
dit dans l'E-
iqué au Sgr.

Evêque. Ce Prélat s'en plaint à l'Ass. de 1655, laquelle ayant remarqué que la chose regardoit la Doctrine, M. de Boulogne est conseillé de donner son ordonnance, portant défenses à son Chapitre de faire publier aucun Office nouveau, jusqu'à ce qu'il lui ait été remis entre les mains. T. IV, p. 291.

V. M. de Vergennes fait remettre une Lettre à l'Ass. de 1775, avec un Bref du Pape, qui autorise, pour toutes les Eglises de France, l'Office de la bienheureuse Jeanne de Valois. La connoissance de cette affaire est renvoyée au Bureau de la Religion : sur le rapport qui en est fait, la Compagnie n'y trouve rien qui en empêche la publication, & envoie à tous les Evêques un exemplaire du Bref. T. VIII, p. 2522.

VI. Sur les impressions des Bréviaires & autres Livres d'Eglise. Voyez Livres, §. II, n°. VI.

BRICOGNE.

CALCULATEUR du Clergé : son Tableau sur les impositions. Voyez Décimes, §. I.

BRIEUC. [S.]

ETATS différents de ce Diocèse, par rapport aux remboursements, tant des anciennes rentes provenant des Offices & augmentations de gages des Receveurs, que pour les nouvelles rentes de 1710, 1711, 1715, 1723. Voyez Diocèses, §. IV, notamment an. 1770.

BRUMOI, JÉSUI TE.

CONTINUATEUR de l'Histoire de l'Eglise Gallicane. Voyez Eglise Gallicane.

BUC EY.

Voyez Bresse.

BULLES.

§. I. Bulles en matiere de Foi.

I. SUR ce qui s'est pratiqué dans la réception des Bulles, Brefs ou autres Rescrits Apostoliques envoyés en France. Voyez Rescrits de Rome.

II. Sur ces Bulles & autres Rescrits en particulier. Voyez chaque matiere, Jansénisme, Quétisme, &c.

§. II. Bulles pour Aliénations & Décimes.

Voyez Aliénations.

§. III. Bulles pour Bénéfices Consistoriaux.

I. Dans le temps que les élections des Evêq. & des autres Prélatés étoient confiées au Clergé des Diocèses, ou aux Chapitres des Eglises Cathédrales, ces élections étoient ordinairement confirmées par le Pape. Depuis que nos Rois sont en possession de nommer aux Evêchés & aux autres Bénéfices consistor., les nommés par S. M. obtiennent des Bulles du Pape, avant que d'exercer les fonctions du Gouvernement spirituel : c'est là l'*Institution Canonique*. On convient qu'il n'appartient pas aux Souverains de donner le pouvoir d'exercer les fonctions spirituelles à ceux qu'ils nomment au Pape ; ce droit est réservé à l'Eglise, ou au Souverain Pontife, qui la représente en cette fonction. *Mém. du Cl. T. X, p. 605.*

Le sieur Benoît, Curé de S. Eustache, nommé à l'Evêché de Troies, ayant pris possession, & s'étant immiscé dans l'exercice des fonctions Episcopales, avant d'avoir obtenu ses Bulles, son Chapitre lui résista, & se pourvut pardevant l'Ass. de 1595, qui se joignit audit Chapitre. T. I, p. 610, 611. Voyez Troies, n°. 2.

II. Il y a un temps fixé pour prendre les Bulles. L'Ass. de 1595 demande, dans son Cahier, que les nommés aux Evêchés & aux Abbayes, qui ne prendront pas Bulles ou Provisions dans les neuf mois, soient privés des fruits. T. I, p. 573.

L'Ass. de 1598, art. 5 & 6 de son Cahier, supplie S. M. qu'en interprétant & ajoutant aux articles 5 & 8 de l'Ordonnance de Blois, il lui plaise ordonner, qu'à faute de faire diligence suffisante par les nommés aux Prélatures, d'obtenir leurs Bulles dans neuf mois après leur nomination, les fruits des Evêchés seront acquis de fait & sans autre Jugement, la moitié aux Chapitres des Eglises Cathédrales, pour être employée à la fabrique & ornements des Eglises, & l'autre moitié à l'Hôpital du Diocèse : & à l'égard des Abbayes, la moitié aux Prieur, Religieux & Couvent, pour être employée de même, & l'autre moitié à l'Hôpital ou Hôtel-Dieu de la Ville & Diocèse au dedans duquel est l'Abbaye. T. I, P. J. p. 162.

Même demande renouvelée dans l'art. 5 & 6 du Cahier de l'Assemblée de 1600. La Réponse est, que le Roi

fera exactement observer les Réglements sur ce sujet. T. I, P. Just. p. 174.

Le Cahier du Roi, envoyé aux Etats de Blois, porte que les pourvus par S. M. des Evêchés, seront tenus d'obtenir des Bulles dans six mois. T. I, P. J. P. 47.

III. Dans le temps des troubles de la Ligue, & avant la réconciliation de Henri IV avec le S. Siege, les nommés par le Roi ne prenoient point des Bulles : le Grand-Conseil & le Parlement croyoient y suppléer par les Economes spirituels. *Voyez Economes spirituels.*

Louis XIV, lors des troubles sur la Régale, nomma à l'Evêché de Pamiers M. l'Abbé de Bourlemont : Innocent XI lui refusa des Bulles. M. l'Archevêque d'Albi dans son rapport sur l'affaire de Pamiers, en l'Ass. de 1682, se fait la question, que doit-on faire en pareil cas pour secourir l'Eglise de Pamiers ? Suivant les Jurisconsultes & Canonistes, observe ce Prélat, le Pape ne jugeant pas à propos de se tenir au Concordat pour l'Eglise de Pamiers, en lui donnant un Evêque, tel que le Roi lui a nommé, on peut revenir au même état où l'on étoit avant le Concordat, & que le Chapitre peut procéder à l'Election d'un Evêque, & que le Roi peut y nommer quelqu'un qui seroit ensuite pourvu & sacré par le Métropolitain. M. d'Albi se contente de rapporter ce sentiment sans l'approuver. T. V, p. 470 & s.

Ce fut en Sept. 1693 que le S. Siege accorda des Bulles aux Prélats, dont les Eglises avoient été privées pendant plusieurs années de leurs Pasteurs. T. VI, P. J. p. 91.

IV. Plusieurs Evêques se plaignent à l'Ass. de 1641 des clauses insolites insérées aux Bulles de ceux qui sont pourvus d'Evêchés, par lesquelles ils sont chargés d'ériger des Monts-de-Piété dans leurs Diocèses, d'employer chaque année des sommes notables en la réparation des Eglises, au-delà de ce à quoi ils sont obligés de droit : & bien que lesdites clauses ne soient qu'exhortatoires, néanmoins depuis peu le Parl. de Toulouse en auroit fait une obligation civile, ayant donné un Arrêt contre l'Evêque de Cahors, & l'auroit condamné de payer la somme de 1800 liv. par an, & les arrérages depuis qu'il est Evêque pour les réparations de l'Eglise de Cahors. L'Ass., pour ce qui concerne le Pape, agit

auprès du Nonce, & à l'égard de l'Arrêt, elle se pourvoit devant le Cardinal de Richelieu pour en obtenir la cassation. T. III, p. 81, 82, 83.

BUREAUX.

§. I. Bureaux de Charité.

Voyez Aumônes, §. I. Hôpitaux.

§. II. Bureaux des Décimes.

Voyez Chambres de Décimes.

§. III. Bureaux ou Commissions des Assemblées-Générales.

I. Chaque Assemblée-Générale & ordinaire du Clergé, après les respects rendus au Roi & la Messe solennelle du S. Esprit, nomme les Commissions ou Bureaux particuliers : elles sont différentes, plus ou moins nombreuses, eu égard aux affaires qui sont à traiter : elles sont composées d'un nombre égal du premier & du second ordre. (art. 7 du Réglem. de 1715. T. VI, P. J. p. 487.) Le Sgr. Président de l'Ass. & MM. les Agents sont de tous les Bureaux. On peut voir, sur chaque Ass. ordinaire, le §. III du Procès-Verb. ; la nomination des Bureaux s'y trouve.

Sur le Bureau pour les comptes du R. G. *Voyez Comptes, §. I.*

II. L'Ass. de 1635 a réglé que les Provinces ayant nommé aux Commissions, chacune leur Député aux Ass. Gén., & le Député de l'une se retirant, la Province, dont il est Député, pourra subroger en sa place. T. II, p. 845.

III. L'Ass. Gén. de 1605 règle & ordonne que les comptes & papiers seroient inventoriés & mis entre les mains d'un Secrétaire, & qu'il seroit établi un Bureau, pendant l'Ass. seulement, composé d'un Député de chaque Province, pour y vaquer tous les jours, sans autre salaire que la taxe ordinaire, sans autre autorité que de voir, lire & rapporter à la Compagnie : elle ordonne de plus, que, non-seulement les comptes, Contrats, Procès-Verb. & autres papiers du Clergé, seroient communiqués audit Bureau, mais aussi que toutes sortes de Requêtes, affaires & papiers y seroient communiqués par les Promoteurs, avant que de les rapporter à l'Ass. T. I, p. 715.

La même Ass. arrête qu'il sera établi un petit Bureau d'un Député de chaque Province, auquel sera donné pouvoir d'ouïr, examiner & clorre les comptes de l'ordinaire des décimes du R. G.,

gard de l'Ar-
ent le Cardin-
n obtenir la
82, 83.

U X.

Charité.

Hôpitaux.

Décimes.

écimes.

missions des
rales.

énérale & or-
les respects
se solennelle
Commissions
elles sont dif-
nombrées,
sont à trai-
d'un nom-
second or-
715. T. VI,
dent de l'Ass.
t de tous les
r chaque Ass.
rocès-Verb.;
ux s'y trouve.
comptes du
I.

é que les Pro-
ommissions,
Ass. Gén.,
retirant, la
uté, pourra
I, p. 845.

regle & or-
z papiers se-
tre les mains
seroit établi
seulement,
chaque Pro-
les jours,
e ordinaire,
voir, lire &
e : elle or-
n-seulement
rocès-Verb.
é, seroient
s, mais aussi
gères, affai-
muniqués
que de les
715.

il sera éta-
Député de
sera donné
& clorre les
décimes du
R. G.,

BUREAUX.

R. G., de juger les difficultés qui se présenteront; & en cas de partage, ou que les sieurs du Bureau le jugent à propos, de rapporter les difficultés à la Compagnie pour les décider.

Il est arrêté de plus, que le grand Bureau de l'Ass. recevra & entendra les difficultés qui se feront sur le Cahier; qu'il avisera aux Traités qui se feront avec les sieurs de la Ville, comme aussi sur le fait des partis qui se présenteront; qu'il dressera le Règlement particulier des Bureaux, celui pour les Assemblées, celui pour les Officialités, & pourvoira généralement à toutes les affaires qui se présenteront. T. I, p. 716.

BUVETIER.

I. L'ASSEMBLÉE de 1615 ordonne que les Parties présentées par le Buvetier, n'excéderont point à l'avenir la somme de douze liv. deux sols par jour. T. II, p. 406.

L'Ass. de 1628 ordonne que l'Huissier du Clergé, chargé de la dépense sous le nom de buvette, pourvoira de bois dans la salle où l'Assemb. se tient, & fournira du pain & du vin pour le besoin des Députés, sans pouvoir y mettre autre chose; & pour raison de ce, lui sera donné dix livres par jour: à l'entrée du Carême, attendu le temps de jeûne, & vu la douceur de la saison qui permet de diminuer la dépense du bois, est ordonné, qu'il ne sera plus fait de feu que le matin, & que l'Huissier ne tiendra autre buvette, qu'une bouteille de vin l'après-midi, pour la nécessité & besoin des Députés, pour

BUVETIER.

laquelle dépense il lui sera donné 60 sols par jour. T. II, p. 589.

L'Ass. de 1741 donne un nouveau Règlement pour le Buvetier: elle veut que l'on compte par les jours de service, & non par celui des jours comptés depuis l'ouverture de l'Ass. T. VII, p. 1856.

II. En l'Assemb. de 1730, M. l'Abbé de Maugiron expose que les emplois d'Huissier & de Buvetier du Clergé s'étant trouvés vacants l'année précédente, par le décès du sieur Muguet, il avoit paru convenable au service du Clergé, que ces deux emplois fussent remplis à l'avenir par deux personnes différentes; qu'en attendant qu'il y eût été pourvu par l'Ass., M. l'Abbé de Valras & lui, y avoient nommé par provision, le sieur Cauvin pour celui d'Huissier, & le sieur Brigeon pour Buvetier.

L'Ass. approuve l'arrangement projeté par les Agents, ainsi que le choix qu'ils ont fait du sieur Cauvin pour Huissier, & du sieur Brigeon pour Buvetier; à chacun desquels la Compagnie accorde 600 liv. d'appointements annuels. T. VII, p. 919.

L'Ass. de 1740 réunit les deux emplois en faveur du survivant, qui jouira des appointements des deux emplois. T. VII, p. 1771.

L'Ass. de 1765 reçoit le sieur Beaupoil-Armand en survivance du sieur Cauvin pour les places d'Huissier & de Buvetier. T. VIII, p. 1593.

Celle de 1770 reçoit le sieur Bonni-fer en survivance du sieur Beaupoil, sauf les émoluments & l'exercice. T. VIII, p. 1909.

C.

CABARET.

Voyez Fêtes, n°. II.

CADASTRE.

Voyez Impôts, §. IV.

CAEN.

Abbaye de Saint-Etienne de Caen.
Voyez Bayeux.



Table de la Coll. des P. V.

CAHIERS DES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.

§. I. Règlements, usages & obser- vation touchant les Cahiers.

I. L'ART. 16 du Règlement de 1715, au tit. des Ass. Gén., porte, qu'au commencement de l'Ass. on fera lecture des derniers Cahiers qui auront été présentés au Roi, concernant le maintien & la conservation de la Religion, de la Discipline Ecclésiastique, de la Jurisdiction & du Temporel: & si l'Assemb. reconnoît que les choses qui y sont contenues, n'aient pas été observées, il en

A a

sera porté plainte à S. M., qui sera suppliée de donner des injonctions plus expressees pour l'exécution du contenu desdits Cahiers ; il en sera même présenté de nouveaux, s'il est ainsi jugé nécessaire. T. VI, P. J. p. 488.

II. L'art. 39 du même Règlement prescrit, que les Cahiers seront insérés dans les Procès-Verbaux des Ass., comme il s'est autrefois pratiqué. T. VI, P. J. p. 492.

III. Il est d'usage dans les Ass. que MM. les Députés de chaque Province s'assembloient en particulier pour voir leurs Mémoires, desquels l'un d'eux se charge pour en faire le rapport à la Compagnie. T. IV, p. 267.

IV. Dans les Ass., le Prélat qui fait au Roi la Harangue de congé, est en droit & possession de présenter le Cahier à S. M. T. II, p. 579.

V. Sur les conférences entre les Députés du Clergé & MM. du Conseil sur les articles des Cahiers. Voyez Conférences.

VI. A la tête du Recueil des Cahiers & Mémoires en forme de Remontrances, publié en 1740, souvent cité dans cette Table, on fait observer que l'Assemblée de Melun en 1579 fit une Déclaration contenant que les Remontrances du Clergé, concernant la Discipline & les Règlements Ecclésiastiques, n'attribuent aucune Jurisdiction au Roi. Recueil, p. 925. T. I, p. 136.

§. II. *Exposé sommaire des différents Cahiers.*

Cet exposé sommaire a deux objets : 1°. la partie historique de plusieurs de ces Cahiers ; 2°. une simple indication des points & articles desdits Cahiers : c'est à quoi on se borne ici. On trouvera sous chaque matière particulière & aux mots qui y répondent, le Précis des articles remarquables & des réponses qui y ont été faites.

Cahier de l'Etat Ecclésiastique, aux Etats d'Orléans en 1560.

L

Chaque Province avoit nommé deux ou trois Députés pour la rédaction du Cahier : pour accélérer, le sieur de Biennassis fut chargé seul du travail. Les Cahiers des trois Etats ayant été répondus, le Clergé donna la Requête contre la réponse faite à quelques articles du Tiers-Etat, relatifs à l'Etat Ecclésiastique. On demanda que l'exécution des réponses faites au Cahier du Cler-

gé & à ceux des autres Etats, fût suivie jusqu'au mois de Mai, que les Etats devoient se rassembler. T. I, p. 10 & suiv.

On ne voit pas, qu'en cette nouvelle convocation, il ait été question de nouveaux Cahiers de la part du Clergé & de la Noblesse. Ces deux Ordres sollicitèrent uniquement la réponse à leurs Cahiers présentés précédemment ; & le Roi, après avoir donné son Ordonnance, dite d'Orléans, en pressa la vérification au Parl. de Paris. T. I, p. 15, 16. P. J. p. 1.

Le Cahier comprend 143 articles, qui se rapportent à la Religion & extinction de l'Hérésie, aux Prélats & personnes Ecclésiastiques, aux Conciles Provinciaux & Généraux, aux Universités, aux Décimes, Emprunts & autres subides, aux Hôpitaux, à la Justice séculière, à la Noblesse, aux Finances. Recueil, p. 925 & suiv. *Les réponses n'y sont pas jointes.*

Cahier des articles accordés au Clergé, en conséquence du Contrat de Poissy, en 1561.

Ce Cahier comprend 22 articles, qui regardent la conservation de la Religion Catholique & des biens d'Eglise ; les dîmes, les taxes pour aumônes ; les droits d'oblations & autres casuels des Curés ; les décharges de décimes pour cause de spoliations ; la Jurisdiction & compétence des juges d'Eglise ; les Remontrances du Clergé sur quelques réponses aux Cahiers des Etats d'Orléans ; la réunion des Justices Ecclésiastiques dans les Villes à la Justice du Roi ; les cens & rentes foncières des Eglises ; l'exemption des droits d'octrois, d'aides, &c. ; les différents Contribuables à la subvention accordée ; l'inaliénabilité du domaine racheté ; l'exemption des Ecclésiastiques de fournir déclarations de leurs revenus, & de produire leurs baux ; le paiement des arrérages, des décimes ; les Cures possédées par des Chanoines, dispensés de la résidence en pourvoyant à la desserte. Recueil, p. 939 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1567.

Cette Ass. avoit nommé cinq Députés, dont deux Prélats, pour dresser le Cahier : on y avoit inséré plusieurs plaintes des Dioc. particuliers : pour l'énormité de certains crimes dont il étoit fait plainte, l'Assemblée accorda son assistance : à l'égard du Cahier gé-

11.

111.

néral, il fut différé de le présenter, attendu l'impossibilité d'en avoir réponse à cause des troubles. On arrêta qu'au lieu du Cahier, il feroit présenté au Roi deux articles généraux : 1^o. de faire observer dans son Royaume la sainte Doctrine Catholique ; 2^o. de maintenir & de servir les Ecclésiastiques en leurs biens, privilèges, immunités & franchises. T. I, p. 53, 54 & 55.

Cahier de l'Assemblée de 1773, revêtu de Lettres-Patentes, du 21 Janvier 1774, pour l'exécution des articles contenus.

IV.

Il ne paroît pas que cette Ass. ait été générale, ni convoquée dans les formes. Le Procès-Verbal ne se trouve point. Il y a eu cependant Cahier présenté & Harangue prononcée. T. I, p. 63.

Le Cahier est en 46 articles, qui ont pour objet, la Nomination aux Prélatures ; les Réserves ; les Economats ; les Pensions sur Bénéfices ; les Ordres requis pour les Prélatures ; le Concours pour les Cures ; la Résidence des Evêques & des Curés ; la Profession de Foi à faire par les pourvus de Bénéfices & les Promus aux Ordres ; les Bénéfices incompatibles ; le *Gratuit* pour la Collation des Ordres, Lettres, Sceaux, &c. ; l'Union de plusieurs Cures ; l'Erection des Séminaires ; les Théologiques & Ecolâtreries, ou Préceptoriales ; les Pénitenceries ; les Mariages ; l'Empêchement pour affinité spirituelle ou charnelle ; les Réguliers, leur pécule, les biens des Monastères ; la Clôture des Religieuses ; l'âge & temps de Profession pour les Supérieures ; les Monastères sous Chapitres généraux, ou sous les Evêques ; la soumission des Religieux ayant charge d'ame de personnes séculières, à la Jurisdiction des Ordinaires ; quelques cas où les Réguliers exemptés cessent de l'être ; l'âge requis pour la Profession Religieuse ; les Donations en faveur des Couvents par les Novices ; les Novices dans les Couvents de Religieuses sujettes à l'examen de l'Ordinaire avant d'être admises à la Profession ; la Liberté des Mariages & de la Profession ; les Vœux de Religion ; le Gouvernement des Monastères & leur Discipline ; les Conciles Provinciaux ; les Hôpitaux & Maladreries. Recueil, p. 970 & f.

Cahier de l'Etat Ecclésiastique, aux Etats de Blois en 1577.

V.

Dans l'Assemblée des Etats-Généraux de Blois en 1576, de tous les Cahiers des Bailliages, on forma le Cahier pour chaque Gouvernement, & des Cahiers des douze Gouvernements, on dressa un Cahier général pour toute la France. Deux de chaque Gouvernement furent nommés pour conférer, l'un avec MM. de la Noblesse, & l'autre avec MM. du Tiers-Etat. On choisit ensuite douze Députés du Clergé, avant de la Noblesse & du Tiers-Etat, pour conférer ensemble sur la Requête qui devoit être présentée au Roi. Les douze Députés du Clergé réduisirent leurs opinions à une, ceux de la Noblesse & du Tiers-Etat en firent de même : on convint que la Requête seroit verbale & non par écrit : elle contenoit trois points : 1^o. que tout ce qui seroit unanimement convenu par les trois Ordres, seroit autorisé par le Roi & seroit Loi ; 2^o. que dans les choses contestées entre les Etats, il plairoit au Roi de donner une liste de ceux de son Conseil-Privé, afin de choisir entre eux des Juges non suspects ; 3^o. que du Corps de chaque Etat, douze Députés seroient admis pour assister au Conseil, à la résolution des articles proposés par les Etats. Le Roi consentit seulement de donner une liste de ceux de son Conseil, afin que les Etats pussent récuser. T. I, p. 75, 76. T. V, ad *Calcem*, p. 11 & f.

Suivant la confédération faite entre les trois Ordres, le Clergé communiqua aux deux autres Ordres les cinq ou six premiers articles de son Cahier, la Noblesse communiqua pareillement les siens ; mais le Tiers-Etat s'excusa de ne pouvoir tenir sa promesse ; il refusa de plus de nommer des Députés pour assister au Conseil, afin d'y débattre les articles du Cahier ; ce qui fit que les deux autres Ordres furent obligés de supprimer les Députés qu'ils avoient nommés. T. I, p. 91.

Le 5 Fév. 1577, les Cahiers des trois Etats furent présentés au Roi, qui demanda que quelqu'un de chaque Ordre restât après la séparation des Etats, pour assister à la décision des Cahiers, ce que le Tiers-Etat fit refus d'accepter ; & pour ne pas désunir les Etats, l'Eglise & la Noblesse se crurent obligées de faire leurs excuses au Roi. T. I, p. 92. T. V, ad *Calcem*, p. 11 & f.

Le Cahier de l'Etat Ecclésiast. aux Etats de Blois, contient un très-grand nombre d'articles qui se rapportent à huit ou neuf principaux Chefs : 1°. la Religion, le Service divin & l'Etat ecclésiastique ; 2°. les Monastères & Maisons régulières ; 3°. les Hôpitaux & lieux piteux ; 4°. les Universités ; 5°. l'Etat du Royaume & établissement de la paix ; 6°. la Noblesse ; 7°. le Tiers-Etat ; 8°. la Justice ; 9°. les Offices qui doivent se supprimer. Recueil, p. 293 & f. T. V, ad Calcem, p. 14 & f.

Cahier de l'Assemblée de Melun, présenté & répondu par S. M. en 1579.

VI.

Cette Ass. avoit nommé des Députés pour revoir tous les Cahiers & Mémoires des Provinces & des Diocèses, ensemble les Edits & Lettres-Patentes ci-devant accordés au Clergé, & non vérifiés, ni exécutés, pour en dresser un Cahier général ; les articles contenus au Cahier de Blois & non accordés, ou non vérifiés, sont aussi repris & insérés au Cahier général, ainsi que les articles présentés par les Officiers des Cours Ecclésiastiques touchant les usurpations faites sur la Jurisdiction ecclésiastique. A l'égard des articles, portant Règlements ecclésiastiques, il fut résolu de n'en attribuer aucune Jurisdiction au Roi, comme aussi S. M. ne le prétendoit, mais seulement de le supplier d'en autoriser l'exécution. M. le Procureur-Général offrit de contenter le Clergé sur les réponses au Cahier de Blois. On nomma des Députés pour conférer avec MM. du Conseil & MM. du Parlement, pour éclaircir quels sont les cas privilégiés. Le Cahier des Immunités fut répondu & signé par le Roi ; l'Edit fut donné en conséquence : c'est l'Edit de Melun, dont la vérification fut sollicitée au Parl. Il fut levé autant de Duplicata de l'Edit qu'il y avoit de Parlements. T. I, p. 135 & f.

Le Cahier de l'Ass. de Melun se réduit à peu d'articles : la publication du Concile de Trente ; le rétablissement des Elections ; la non-introduction des commendes militaires & séculières, dorées des biens d'Eglise ; la suppression des Annates des Bénéfices vacants, que le Roi s'attribuoit. Recueil, p. 1084 & suiv.

Cahier de l'Assemblée de 1582.

VII.

Ce Cahier n'est point dans le Recueil ; mais on a la Harangue pronon-

cée à Fontainebleau par M. l'Arch. de Bourges, qui y supplée : elle roule sur trois points principaux : la publication du Concile de Trente ; le rétablissement des Elections, & la remise de la décime. Quant à ce dernier chef, l'Orateur le fonde sur les Immunités de l'Eglise, qu'il tâche d'établir. T. I, p. 239 & f. La Harangue est au Recueil, p. 72 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1584.

Les plaintes des Provinces au sujet des vexations des Ecclésiastiques, & des entreprises contre leurs privilèges & immunités, en ont fourni la matière. Il fut rédigé par M. l'Arch. de Bourges & deux autres Députés ; mais l'Assemblée le remit à la prochaine Ass. Gén., sauf les articles qui requéroient célérité, comme ceux des Foires, des Fermiers, des Ecclésiastiques, mis à la taille, & autres dont devoit être faite poursuite par les Agents. T. I, p. 166.

Cahiers de l'Assemblée de 1585, & des Etats de Blois en 1588.

Le Cahier répondu à S. Germain en 1584, est employé dans celui-ci, dont les articles sont le sujet de la Harangue de M. de S. Brieuc : ce sont les mêmes points du spirituel qui avoient été représentés, un peu avant, par M. de Noyon : il demande au Roi : 1°. de ne souffrir que la seule Religion Catholique ; 2°. la Publication du Concile ; 3°. le Rétablissement des Elections ; 4°. de prévenir, par un Edit, tout sujet de dispute entre les Juges Royaux & les Juges d'Eglise, en fixant les Appels comme d'abus, & les Cas privilégiés ; 5°. de maintenir les Ecclésiastiques dans leurs immunités personnelles & réelles. M. l'Arch. de Vienne, en présentant le Cahier au Roi, insiste de nouveau sur les mêmes objets, & notamment sur les Elections. T. I, p. 311, 312, 315, 316. La Remontrance de l'Arch. de Vienne. T. I, p. J. p. 75 & suiv.

Autres articles du Cahier : les préséances dans les Eglises : le pouvoir des Officiaux de faire saisir les fruits des Cures faute de résidence ; on demande aussi la réformation de quelques articles du Cahier de S. Germain : on relève trois fautes en l'art. 40 de l'Ordonn. de Blois sur les mariages clandestins, & sur la clause de non-valablement contractés, dans une conférence avec le Procureur-Gén. . . Autres arti-

VIII.

X.

IX.

L'Arch. de
le roule sur
publication
rétablisse-
mise de la
chef, l'O-
munités de
r. T. I, p.
au Recueil,

e 1584

ces au sujet
stiques, &
s privilèges
urni la ma-
l'Arch. de
utés; mais
chaine Ass.
requéroient
Forêts, des
s, mis à la
être faite
I, p. 166.

585, & des
588.

Germain en
ui ci, dont
la Haran-
ce sont les
qui avoient
nt, par M.
Roi: 1°. de
ligion Can-
n du Con-
des Elec-
un Edit,
les Juges
, en fixant
& les Cas
nir les Ec-
unités per-
h. de Vien-
er au Roi,
mêmes ob-
Elections.
16. La Re-
ne. T. I,

r: les pré-
le pouvoir
les fruits
ce: on de-
le quelques
rmain: on
o de l'Or-
ages clan-
e non-vala-
conférence
Autres arti-

VIII.

IX.

cles sur les Séminaires; sur les Gref-
fiers des Juges Laïques, amonés aux
Officialités; sur le Serment apposé aux
Contrats; sur les Aumônes publiques:
ils font discutés avec le Procureur-
Gén... Les articles du Cahier, arrêtés
avec ce Magistrat, furent remis au
Commis de M. de Villeroi, pour dres-
ser l'Edit. Sur les nouvelles difficultés
faites par MM. du Conseil, il fut ar-
rêté, que l'Edit seroit seulement dressé
sur les articles accordés au Conseil: on
demanda une Déclaration pour faire
exécuter les réglemens sur les aumô-
nes publiques. Pour éviter tout sujet
de contestation entre les deux Ordres,
les Prélats donnerent leur protestation
en faveur des visites des Archidiaques.
T. I, p. 310 jusqu'à 315.

Sur le Cahier des États de Blois en
1588. Voyez États-Gén.

Cahier de l'Assemblée de 1595.

X. Cette Ass. nomma des Prélats, deux
Députés du tiers état, & des Pro-
moteurs, pour dresser le Cahier gé-
néral. Il est en 39 articles, qui concer-
nent l'exercice de la seule Religion
Catholique; la restitution des Eglises
aux Catholiques; la publication du
Concile de Trente; le rétablissement
des Elections; l'information des vices
& mœurs des nommés aux Prélatures;
l'obligation de se faire pourvoir d'i-
celles dans neuf mois; les Elections
rétablies pour les Moniales; l'âge des
Abbeses; la révocation des Econo-
mats spirituels; les Dignités des Cha-
pitres; les Gradués & la préséance en-
tre eux; le droit de Joyeux Avènement;
la visite des Monastères; les places de
Conseillers-Clercs; les fabriques; les
aliénations; les Greffes des insinua-
tions; l'érection en titre d'offices des
Receveurs Provinc. des décimes; la
conservation & le maintien de la Ju-
risdiction Ecclésiastique. T. I, p. 369 jusqu'à
375. Recueil, p. 1143 & f.

La réponse à ces articles du Cahier
fut vivement sollicitée par l'Ass.: elle
déclara qu'elle ne pouvoit passer au
temporel, qu'elle n'eût eu réponse au
spirituel: cette réponse fut long-temps
attendue. Plusieurs conférences à ce
sujet avec MM. du Conseil: enfin le
Cahier fut répondu; mais les réponses
mécontenterent, sur-tout en ce qui
concerne le Service de Dieu, la réfor-
mation de la Discipline, & le rétablisse-
ment de la Jurisdiction. L'Ass. dé-
puta vers M. le Chancelier, mais en

vain. M. l'Evêque du Mans, chargé
de la Harangue de congé, fut prié de
faire plainte à S. M. du peu de con-
tamment qu'avoit la Compagnie des
réponses faites à son Cahier. T. I, p.
375 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1598.

Six Députés furent nommés pour
voir les Mémoires des Provinces, en-
semble les articles qui n'avoient point
été entendus dans le précédent Cahier,
pour en dresser & compiler un gé-
néral. Le Cahier fut présenté au Roi à
Monceaux. S. M. fit l'honneur à l'E-
tat ecclésiastique d'embrasser un chacun des
Députés en particulier: elle ordonna
à MM. de son Conseil de répondre
promptement le Cahier. T. I, p. 647
& suiv.

Ce Cahier comprend 112 articles: sa-
voir, la publication du Concile; les
Elections; l'information des vices &
mœurs des nommés aux Prélatures; le
temps où ils doivent se pourvoir de
Bulles; les Elections conservées aux
Moniales & aux Chefs d'Ordres; les
Dons & Brevets pour Joyeux Avène-
ment & serment de fidélité révoqués;
les Simoniaques & Confidentiaires re-
cherchés & punis; la Bulle du Pape
Sixte contre eux publiée; l'occupation
des Bénéfices, des dîmes & des revenus
d'Eglise par les Laïques; la restitution
des Eglises envahies; la suppression des
pensions sur bénéfices, accordées à des
Laïques; l'exemption pour les Ecclé-
siastiques de toutes taxes & contribu-
tion des Villes; exemption pour les
franc-fiefs; exemption pour les aumô-
nes; les comptes des fabriques & des
élus; les Clercs & leurs délits réservés
à la Jurisdiction Ecclésiastique; les réserves
des Bénéfices avant leur vacance; le
transport des Juges Royaux sur les lieux
des Bénéfices vacants. *Le Cahier n'est
point dans le Recueil, mais il est rap-
porté.* T. I, P. Just. p. 161 & f.

*Cahier de l'Assemblée de 1600, répondu
en 1601.*

Ce Cahier fut présenté au Roi par
M. l'Arch. de Paris: pour les frais de
son voyage, la Compagnie lui assigna
1000 livres. T. I, p. 675.

Le Cahier contient 30 art. avec les
réponses. Publication du Concile; ré-
tablissement des Elections; informa-
tion des vices & mœurs des nommés aux
Prélatures; temps où ils doivent se
pourvoir de Bulles; Elections conser-

XI.

XII.

vees aux Moniales; âge & temps de Profession pour les Supérieures; suppression des commendes à l'égard des Chefs d'Ordres; Brevets de Joyeux Avènement & serment de fidélité; publication de la Bulle de Sixte contre les Simoniaques & Confidentiaires; Bénéfices & charges Ecclésiastiques réservés aux seuls Catholiques; préséance des Evêques à l'Eglise sur tous les Présidents des Cours Souveraines; choix & approbation des Prédicateurs, réservés aux Evêques; attentat du sieur de Crillon sur la personne de l'Evêque de Riez; usurpation des biens d'Eglise par les Religioneux; Pensions sur bénéfices à des Laïques; l'exemption des taxes & contributions des Villes; exemption de la recherche des francs-fiefs; taxes pour les aumônes; comptes des fabriques ôtés aux élus; les Clercs & leurs délits réservés à la Jurisdiction Ecclésiastique; les réserves des Bénéfices avant la vacance; transport des Juges sur les lieux des Bénéfices; Fermiers des biens d'Eglise exemptés de taille; prolongation pour cinq ans de la disposition de l'Edit des Méventes en faveur du Clergé; maintien & conservation de la Jurisdiction ecclésiastique; prétentions des Receveurs des décimes au sujet des espèces de monnaie, contre les Bénéficiers; péages en espèce de sel conservés aux Ecclésiastiques. *Le Cahier n'est point au Recueil. Il est rapporté. T. I, P. J. p. 173 & s.*

Cahier de l'Assemblée de 1605, avec les Réponses.

XIII.

Il fut ordonné que chaque Province feroit son Cahier particulier, d'où seroit compilé ensuite le Cahier général, & que, pour faciliter cette affaire, les Promoteurs apporteroient à l'Ass. les Cahiers des Ass. précédentes: on nomma un Député de chaque Province, tous Evêques, excepté un, pour faire cette compilation; M. l'Archevêque de Vienne fut chargé de la présentation du Cahier & de la Remontrance au Roi: cette Remontrance a pour objet plusieurs excès criants, commis par ceux de la R. P. R. contre les Catholiques, entr'autres le scandale horrible arrivé à Saureze, Diocèse de Lavaur, où le jour de la Fête-Dieu les Huguenots fondirent sur la Procession, foulèrent au pied le S. Sacrement, &c. T. I, p. 711, 712.

L'audience obtenue pour la présentation du Cahier, chaque Province nom-

ma deux Députés pour assister M. l'Archevêque de Vienne. Ce Prélat représenta au Roi les sources des maux par rapport au spirituel: il en rapporte deux, le défaut de publication du Concile de Trente, les simonies & les confidences. A l'égard du Temporel, il expose l'état de misère auquel étoit réduite l'Eglise de France. T. I, p. 724, 725.

Le Cahier comprend 106 articles, qui ne sont rapportés que sommairement dans le Procès-verbal. T. I, p. 725 & suiv. Ils se trouvent en entier avec les réponses, dans le Recueil, p. 1163 & suiv.

Les artic. sont: publication du Concile; libertés de l'Eglise Gallicane; nominations aux Prélatures; les réserves aux Bénéfices; les pensions; la confidence; la vacance des Bénéfices; les appels comme d'abus; visite des Monastères & des Cures qui y sont situées; clôture des Monastères; qualités requises aux Abbes & Prieures; translation des Religieuses établies dans des lieux champêtres; demeures aux Abbayes défendues aux Laïques; cas privilégiés; tonsure & habit des Ecclésiastiques; apostasie; blasphèmes; les sépultures des Huguenots; places de Conseillers-Clercs, Présidents, &c.; Prédication; observations des Fêtes; portions congrues; exercice de la Religion Catholique au pays de Bresse; Juges des Causes matrimoniales; Temples des Huguenots; Régents des petites Ecoles; aliénation des biens des Fabriques; Sépulture de ceux qui sont tués en duel; droits de visite & de procuration; Monitoires des Légats d'Avignon; unions des Cures; augmentation du revenu des Prebendes; réparations des Eglises & des Presbyteres; les dîmes; la Régale; serment de fidélité; Induit; Provisions de Cour de Rome; administration des Hôpitaux; confirmation des Edits, &c. en faveur du Clergé; rang des Evêques; défenses aux Laïques d'occuper les places des Ecclésiastiques; exemption des charges des Villes, conservée aux Ecclésiastiques; emprunts; tailles réelles; exemptions demandées; paiement des fondations; Ecclésiastiques relevés de la perte de leurs titres; ne point amortir les rentes foncières; pouvoir acquérir le Domaine du Roi en pariage; défense aux Huissiers Royaux d'exercer leurs charges es terres des Ecclésiastiques; taxes pour aumônes; dîmes des bois en Normandie; privilège des Ecclésiastiques, de ne pouvoir être

emprisonnés pour dettes; Procès criminels des Clercs; taille pour les Fermiers des dîmes; la préterence des dîmes aux Curés; Receveurs des décimes, leurs gages & exemptions; Jurisdiction des Bureaux; Bénéfices omis dans le département de 1516; Eglises exemptes de la Régale; évocations; ferme des Bénéfices défendue aux Gentilshommes & gens de guerre; Greffiers des Insinuations; droits de Menfe en Dauphiné; séance des Prélats aux actions publiques; rachat des biens Ecclésiastiques; droit d'oblation des Curés; droit des Religieux Evêques de tester; sel payé en espèce; suppression des Juges-Consuls dans les Villes sujettes à la Justice des Ecclésiastiques; entreprises des Juges Royaux sur lesdites Justices; coupes de bois pour les réparations des Bénéfices; conservation de la Justice aux Ecclésiastiques; grueries des Ecclésiastiques; diminution des Annates; réformation des Universités. T. I, p. 725 & suiv. Recueil, p. 1163 & suiv.

Il y eut une conférence avec Mrs. du Conseil sur les articles du Cahier: elle roula sur la publication du Concile; les cas privilégiés, les appels comme d'abus; les mariages, les Régales. Le Cahier, répondu par Mrs. du Conseil, fut porté à l'Ass., qui arrêta des Remontrances sur plusieurs articles, à ce qu'il plût à S. M. de les répondre plus favorablement. On dressa la minute de l'Edit. T. I, p. 722 & suiv.

Cahier de l'Assemblée de 1608.

XIV.

Cette Ass. ne voulut inférer dans son Cahier que quelques art. les plus succincts & sur les points les plus importants. M. l'Archevêque de Bourges, assisté de toute l'Ass., le présenta au Roi à Fontainebleau, & il fut rapporté par M. de Pontcarre, à Fontainebleau, en 1609. T. I, p. 797 & suiv.

Il comprend quinze articles, avec les réponses de S. M.: il a pour objet la publication du Concile; le rétablissement des Elections; les appels comme d'abus; les pensions sur les Bénéfices à des Laïques; nouvel Ordre des Chevaliers de Notre-Dame; Chambre de Charité établie, où les Ecclésiastiques sont taxés; récusation des Juges de la Religion prétendue réformée, dans le cas de vérification d'Edits concernant le Clergé; dîme des bois de Normandie; Bénéfices imposés par le Duc de Savoie; rentes foncières & non rachetables des Ecclésiastiques, non sujettes aux Décrets;

Eglises exemptes de la Régale; exemptions des Ecclésiastiques des contributions & taxes des Villes; maintien & conservation de la Jurisdiction Ecclésiastique; sel en espèce conservé aux Eglises; places de Conseillers-Clercs. *Ce Cahier manque au Recueil; on le trouve T. I, P. J. p. 189 & f.*

Cahiers des Assemblées de 1610 & 1612.

XV.

Le Cahier de Remontrances de l'Ass. de 1610, fut présenté au Roi & à la Reine par M. l'Evêque d'Avranches: il fut répondu par les Srs. Commissaires, en présence de la Reine, de M. le Chancelier, &c.: la réponse sur plusieurs articles est favorable: l'Ass. fit des Remontrances sur la réponse peu favorable à d'autres articles, qui concernent l'honneur de Dieu & de l'Eglise, ensemble le Temp. T. II, p. 10, 11, 12.

Le Cahier comprend 29 art., qui concernent la publication du Concile; les Elections; le choix des Sujets nommés aux Prélatures, leur mérite & qualités; les pensions sur Bénéfices; les informations des vie & mœurs; l'âge & le temps d'obtenir les Provisions de Rome, pour les nommés par S. M.; la simonie & confidence; les réserves des Bénéfices avant la vacance; les appels comme d'abus; les Cas privilégiés; les Procès criminels des Clercs; les Causes réservées à la Jurisdiction Ecclésiastique; l'exécution des Sentences du Juge d'Eglise; main-forte accordée à cet effet; les Conciles Provinciaux; le rang & la séance des Evêques, au-dessus des Gouverneurs, Présidents, &c.; le rang des Pairs Ecclésiastiques; places des Clercs dans les Tribunaux; Eglises exemptes de la Régale; les Brevets de Joyeux Avènement, de serment de fidélité & autres; la Chambre de Charité établie; le rachat du Domaine de l'Eglise aliéné; la Jurisdiction des Bureaux des décimes; le remboursement des Greffiers des Insinuations par les Dioc.; l'exemption pour les Ecclésiastiques des taxes & impositions des Villes; leur décharge de représenter les titres de leurs biens, &c.; la dîme des bois de Normandie; le sel en espèce conservé aux Eglises; le pariage des Ecclésiastiques avec S. M. dans les Justices; l'enregistrement des Edits, &c. en faveur du Clergé. *Ce Cahier manque au Recueil, & se trouve T. II, P. J. p. 1 & suiv.*

Les articles du précédent Cahier n'ayant pas été tous favorablement répondus, l'Ass. de 1612 délibéra de nou-

veau sur plusieurs de ces articles : sur les appels comme d'abus ; sur la préséance que les Loix du Royaume attribuent aux Pairs Ecclésiastiques sur les Laïques ; sur la prétention de S. M. de nommer une Prébende, sous prétexte de Joyeux Avènement & serment de fidélité ; sur la jouissance de 14 ans demandée en faveur des Bénéficiers qui feront le rachat du Domaine de l'Eglise ; sur les impositions pour deniers des Villes ; sur le rachat du Greffe des Insinuations, demandé au profit des Diocèses ; sur la Déclaration demandée touchant le paiement de la dîme des bois en Normandie ; sur les offices de Présidents & de Conseillers affectés aux Clercs ; sur la demande d'un état de premier Avocat-Général en chaque Parlement pour un Clerc ; sur la réserve des Bénéfices ; sur la réparation des excès commis par ceux de la Religion prétendue réformée contre deux Curés. T. II, p. 32 & suiv.

En cette Ass., deux Prélat chargés de poursuivre la réponse de quelques articles, présenteront un petit Cahier répondu, qui comprend cinq articles : savoir, le rachat du Domaine ; les Prébendes pour Joyeux Avènement & serment de fidélité ; les Greffes des Insinuations ; les pensions accordées à des Laïques sur Bénéfices ; les aveux & dénombrements. T. II, p. 33. *Ce petit Cahier est rapporté, P. J. p. 12 & suiv.*

Cahiers des Etats-Généraux, tenus en 1614 & 1615.

XVI.
Cahier gen. formé des différents Cahiers.

Délibération prise par Provinces, il est arrêté que les Députés des Bailliages de chaque Gouvernement s'assembleront chez le Président du Gouvernement, & y apporteront leurs Cahiers, pour les conférer ensemble, & de tous les Cahiers particuliers en faire un ; de sorte que tous les Cahiers de tous les Bailliages, dont les Etats sont composés, soient réduits à douze, lesquels seront après rapportés à l'Ass., pour en former & compiler le Cahier général. Arrêté de plus, qu'il sera fait choix de quelques articles principaux, qui requièrent traité ou conférence, pour être communiqués aux autres Chambres, & présentés avant le Cahier. Le Roi demande que le Cahier soit présenté, sans s'arrêter à ces articles particuliers ; mais sur la représentation du Cardinal de Joyeuse, la Cour les permet ensuite. Le Tiers-Etat & la Noblesse ne font pas d'avis d'en présenter,

Les articles contenus aux Cahiers Provinciaux, montant à mille & plus, sont réduits à six chapitres. 1°. Choses Ecclésiastiques dont l'établissement dépend du Roi. 2°. Celles qui dépendent du Clergé. 3°. Choses concernant le Temporel des Ecclésiastiques. 4°. Finances, matières d'Etat, & autres concernant la Noblesse & le Tiers-Etat. 5°. La Justice. 6°. Les plaintes contre ceux de la Religion prétendue réformée. T. II, p. 93 jusqu'à 97.

Le Tiers-Etat demande que les Commissions extraordinaires soient révoquées : le Clergé, pour s'y joindre, demande un Mémoire sur ces Commissions : la Noblesse veut que le droit de Paulette soit suspendu, pour empêcher que les charges soient héréditaires : la Chambre Ecclésiastique se joint à cette demande. Autre demande de la Noblesse, contre les recherches indues sur le sel : l'Eglise se joint à la supplication qui doit en être faite à S. M. : le Tiers-Etat refuse de se joindre à ces deux demandes de la Noblesse, qu'à condition que, par même article, on demandera la révocation des Commissions, sur-tout de celle pour les tailles, ou du moins la diminution desdites tailles, & la suspension des pensions & gratifications. Le Clergé tâche d'accommoder ce différend entre les deux Ordres : le Tiers-Etat, au lieu de venir en jonction sur lesdits points, en ajoute de nouveaux : il demande que la révocation de l'Ordonnance des 40 jours, donnée au préjudice de leurs résignations, & qui les rend tout-à-fait infructueuses, & la suppression de la vénalité des offices, y soient jointes. Le Clergé fait une 1^e & 3^e députation au Tiers-Etat, pour l'amener à jonction : il insiste dans ses mêmes propositions : enfin, le Clergé & la Noblesse font seuls au Roi la supplication au sujet de la Paulette & des Commissions sur le sel. Le Tiers-Etat fait sa supplication pour le retranchement des pensions, & se sert de termes qui offensent la Noblesse. Leurs Maj. déclarent leur intention de contenter la Noblesse sur ses deux demandes ; mais elles insistent à ce que le Cahier général soit bien-tôt présenté, sans s'amuser à des propositions extraordinaires. Le Clergé exhorte le Tiers-Etat à faire satisfaction à la Noblesse : députation résolue par le Tiers-Etat, pour donner des assurances de respect à la Noblesse. Dans l'intervalle, le Tiers-Etat apprend qu'un de la Noblesse a tenu des discours injurieux, & s'en

Articles présentés par les différents Chambres.

Termes injurieux du Tiers-Etat contre la Noblesse.

Propos injurieux d'un député du Tiers-Etat contre le Tiers-Etat.

x Cahiers
le & plus,
1°. Choses
ément dé-
pendent
cernant le
es. 4°. Fi-
autres con-
iers-Etat.
ntes contre
due réfor-

ne les Com-
ient révo-
joindre, de
s Commissi-
le droit de
ur empêcher
ditaires : la
point à cette
de la No-
s indues sur
supplication
M. : le Tiers-
ces deux de-
à condition
demandera
ons, sur-tout
du moins la
s, & la sus-
tifications.
moder ce dif-
es : le Tiers-
jonction sur
e nouveaux :
ion de l'Or-
nnée au pré-
s, & qui les
es, & la sup-
s offices, y
ait une 1° &
t, pour l'a-
dans ses mê-
Clergé & la
la supплика-
& des Com-
s-Etat fait sa
chement des
es qui offen-
aj. déclarent
la Noblesse
is elles insul-
ral soit bien-
des proposi-
é exhorte le
ion à la No-
par le Tiers-
surances de
l'intervalle,
n de la No-
jurieux, &
s'en

Articles prin-
aux demand
par les diffin
Chambres.

Termes in-
rieux du Tiers-
Etat contre la
blesse.

Proposé
bles d'un lieu
de la Nobl
contre le Tiers-
Etat.

s'en plaint. L'Eglise s'entremet pour la réconciliation des deux Ordres; la Noblesse accepte sa médiation, ainsi que le Tiers-Etat: forme de réconciliation proposée: le Tiers-Etat y fait difficulté: il semble ensuite y acquiescer, & envoie ses Députés à la Chambre de la Noblesse; mais ils y tiennent des discours, dont la Noblesse est offensée de nouveau: l'Eglise supplie le Roi d'y pourvoir; la Noblesse le plaint à S. M.: le Jugement du différend est renvoyé au Clergé. Le Tiers-Etat fait une déclaration à l'Asl.: l'écrit est dressé en conséquence. Nouvelle difficulté du Tiers-Etat de s'y conformer; il acquiesce néanmoins, & la bonne intelligence est rétablie entre les Ordres. T. II, p. 97 jusq. 108.

MM. du Tiers-Etat apportent à l'Assemblée une liste des Commissions extraordinaires. Conférence des Députés des trois Ordres, avec MM. du Conseil, sur ces Commissions: les unes sont révoquées; on obtient la surseance des autres: sur toutes il est fait d'assez favorables réponses. [Voyez l'Arrêt du Conseil. T. II, P. J. p. 18 & f.] Le Tiers-Etat demande vivement la réduction des tailles: supplication faite au Roi à ce sujet par l'Eglise. Le Roi témoigne désirer que le tout soit renvoyé au Cahier. Seconde & troisième supplication des trois Ordres au même sujet. La Chambre des Comptes veut empêcher la révocation de la Paulette; ses Remontrances au Roi: le Parlement s'y joint. Nouvelles instances de la Noblesse pour la suppression de la Paulette; sa demande qu'il soit actuellement sursis à pourvoir aux offices vacants, & qu'ensuite la réduction en soit ordonnée par le Cahier. Article dressé contre la vénalité des charges, & pour la suppression de la Paulette. Conférence proposée entre les trois Ordres, pour remplacer les fonds que la vénalité apporte au Roi: expédient proposé par la Noblesse sur ce point: plainte du Tiers-Etat de l'imposition de trente sols sur chaque minor de sel pour remplacer les 1500000 liv. que la suppression de la vénalité fait perdre au Roi. T. II, p. 108 jusq. 113, 113.

L'art. du Cahier sur la diminution des tailles & du prix du sel est rapporté. T. II, p. 165.

Le Clergé délibère de faire choix de quelques articles principaux pour les présenter à S. M., en attendant que le Cahier général soit dressé: savoir,

Table de la Coll. des P. V.

1°. la publication du Concile de Trente.

2°. Le rétablissement de la Religion Catholique dans le Béarn & en tous les lieux soumis à l'obéissance du Roi.

3°. Demande d'une Chambre pour la recherche des malversations des Financiers.

4°. Demande de la réforme des Conseils du Roi & de ses Finances.

5°. Avis & moyens proposés pour le soulagement de l'Etat. Entre plusieurs de ces avis, on s'arrête principalement à celui de la suppression, ou de la réduction des offices de Judicature & de Finance, proposé par le sieur Beaufort. T. II, p. 113 jusq. 139.

Cependant on dresse les articles qui doivent être insérés au Cahier; on nomme des Députés de chaque Gouvernement pour les discuter; il est dit qu'ils les sépareront en plusieurs chapitres; savoir, un chapitre particulier des choses accordées par Edits, Ordonn., &c. non-exécutées, faute de vérification, ou autrement: autre chapitre des choses non-acordées: arrêté que les choses accordées à l'instance des présents Etats, soient enrégistrées & exécutées. T. II, p. 139 jusq. 148.

Le Roi envoie M. de Brissac à la Chambre Ecclésiastique, pour faire accélérer la présentation du Cahier. On fait choix de quelques articles principaux, concernant l'Eglise & l'Etat, pour être mis à la tête du Cahier. T. II, p. 148 jusq. 156.

Le Roi envoie de nouveau à la Chambre Ecclésiastique, pour accélérer la présentation du Cahier: M. le Duc de Ventadour lui est député. Quatre Bureaux sont établis pour en avancer la compilation. La Noblesse envoie, en communication au Clergé, les articles de son Cahier concernant l'Eglise; la Compagnie en use de même envers la Noblesse. T. II, p. 151, 152.

Le Tiers-Etat ayant mis dans son Cahier un article par lequel ils demandent qu'il ne soit rien répondu, ni accordé, en quoi ils aient intérêt, les deux autres Ordres font de même. T. II, p. 156.

L'Ordre de la Noblesse propose à celui du Clergé 15 ou 20 articles principaux pour être mis à la tête de tous les Cahiers: ce choix est adopté; mais le Tiers-Etat le rejette. Les deux Chambres confèrent sur le choix des articles. La Noblesse fait quelques difficultés sur trois articles du Clergé: 1°. touchant la nomination aux Bénéfices

B b

consistoriaux; 2°. les appels comme d'abus; 3°. les Commissaires Provinciaux. La Noblesse & le Clergé concourent pour demander le rétablissement des Peres Jésuites.

Les articles convenus entre la Noblesse & le Clergé, que le Roi est supplié d'accorder, sont la publication du Concile : le rétablissement de la Religion Catholique par-tout : le décret pour la sûreté des Rois : le décret du Concile de Constance renouvelé : quelques articles sur le gouvernement de l'Etat, & sur la formation des Conseils du Roi : défenses aux Cours séculières de connoître des matieres de Foi, de l'autorité du S. Siege, de Doctrine, des Sacrements de l'Eglise, des regles Monastiques & toutes autres matieres spirituelles, directement, ni indirectement : autres artiel. par lesquels S. M. est suppliée de commettre tels de son Conseil & des Cours Souveraines qu'il lui plaira, pour régler, avec les Députés des Etats, les cas d'appel comme d'abus, éclaircir ce qu'on appelle libertés & cas privilégiés, réduire le nombre des Officiers, arrêter le cours de la vénalité, interdire les épices, abolir la Paulette, ne pas permettre la vente des charges Militaires, révoquer les survivances : réglemens demandés pour les Universités : enfin plusieurs articles pour le réglemant & la réforme des Finances. T. II, p. 159 jusq. 167.

Commissaires & conférences demandés pour la Réponse aux Cahiers.

Les Etats demandent pour Juges des réponses au Cahier, autres que Gens de Justice & de Finances; & après en avoir murement délibéré, les deux Ordres de la Noblesse & du Clergé arrêtent qu'avec les Princes & les Officiers de la Couronne, les six plus anciens du Conseil seulement, assistent S. M., & lui donnent avis pour répondre au Cahier; & qu'après la présentation des Cahiers, les Etats puissent s'assembler, jusqu'à ce que les réponses aient été rendues. La Reine se plaint de cette résolution. M. le Duc de Ventadour est envoyé à l'Ass. La Noblesse insiste à ce que les Etats soient continués après la présentation du Cahier : MM. du Conseil y font difficulté : les trois Ordres insistent à ce que cette continuation ait lieu : L. M. répondent qu'après la présentation des Cahiers, elles verront si ladite continuation doit avoir lieu. L'Ass. délibère sur cette réponse de L. M. : elle résout de s'en contenter. On confere avec le Grand-Maitre des cérémonies, pour régler la séance

des Etats, lors de la présentation des Cahiers. L'Ass. met pour fondement que MM. du Conseil n'auront aucun avantage par-dessus les Etats. M. de la Mothe, & ensuite le Maréchal de Brisfac, sont envoyés pour hâter la présentation du Cahier : il est enfin signé. Commissaires demandés pour y répondre. Résolution de l'Ass. de nommer des Députés pour conférer sur les réponses. La Noblesse est d'un avis contraire. Nouvelles instances à L. M. à ce que les Etats s'assemblent après la réponse au Cahier. T. II, p. 167 jusq. 173.

Il est donné avis à la Chambre du Clergé, que le Tiers-Etat avoit arrêté un article portant, que l'autorité du Pape, & nulle autorité sur la terre, n'avoit droit sur le temporel des Princes, pour en priver leurs Personnes sacrées, ou dispenser leurs Sujets de la fidélité & obéissance, pour quelque cause ou prétexte que ce soit; que tous les Députés des Etats, tous Bénéficiers, Régents, Prédicateurs, &c. seront obligés de signer cette Doctrine, ainsi que celle qui enseigne comme détestable, toute Doctrine tendante à favoriser l'assassinat des Rois. *L'article est rapporté.* T. II, P. J. p. 11.

Article cité par le Tiers-Etat, & l'autorité du Pape & la sûreté des Rois.

Délibération prise par Provinces, la Chambre du Clergé arrête de supplier la Reine que l'article soit supprimé, attendu que ce n'est pas matiere d'Etats. Malgré la défense de S. M., le Tiers-Etat continue de délibérer sur de semblables propositions. Grandes divisions à ce sujet dans l'Université. Les Facultés de Théologie & de Droit, auxquelles se joint celle de Médecine, sont d'avis de supprimer l'article : la Faculté des Arts insiste au contraire.

Le Clergé proteste d'abord, pour la conservation des droits des Rois & de leurs Personnes sacrées : il députe ensuite aux autres Chambres pour les prier de n'entrer en aucune délibération sur les points qui regardent la Foi, la Hiérarchie & la police Ecclesiastique, sans au préalable en donner avis à la Compagnie; de même que la Compagnie ne délibérera sur aucun point qui regarde leur Ordre, sans leur en donner avis. Réponse favorable de la Noblesse; celle du Tiers-Etat est, qu'ils ne traiteront rien de ce qui approche de la Doctrine, sans consulter cette Compagnie; mais que pour les choses de police & de discipline, ils croyoient pouvoir en faire supplication à S. M.,

ration des
fondement
ront aucun
s. M. de la
hal de Briff
la présen-
enfin signé.
ur y répon-
de nommer
sur les ré-
avis con-
à L. M. à
ent après la
p. 167 jusq.

Chambre du
avoir arrêté
l'autorité du
ur la terre,
el des Prin-
ersonnes sa-
Sujets de la
pour quelque
it; que tous
Bénéficiers,
seront obli-
ne, ainsi que
détectable,
à favoriser
icle est rap-

provinces, la
de supplier
supprimé,
matiere d'E-
e S. M., le
libérer sur de
grandes divi-
versité. Les
Droit, aux
decine, sont
e: la Faculté
re.
ord, pour la
des Rois &
s: il députe
res pour les
ne délibéra-
rdent la Foi,
e Ecclésiasti-
donner avis
que la Com-
aucun point
sans leur en-
orable de la
tat est, qu'ils
qui approche
nsulter cette
ur les choses
ils croyoient
tion à S. M.,

sans entrer en communication avec les autres Ordres: l'Assemblée se plaint de cette réponse, & de ce que, sous ombre d'une Doctrine sainte & juste, le Tiers-Etat s'expose à exciter un schisme dans l'Eglise: députation vers lui résolue: M. de Montpellier est chargé de porter la parole: précis de son discours. Le Tiers-Etat envoie son article en communication: réponse du Cardinal de Sourdis, qu'il n'est pas moins important d'éviter les schismes que les hérésies. La Noblesse demande l'avis du Clergé sur l'article du Tiers-Etat; la Compagnie, sans entrer dans la discussion du fonds, insiste seulement sur l'incompétence des Etats pour décider l'article. T. II, p. 173 jusq. 181.

Le Clergé, pour justifier de plus en plus sa façon de penser sur la sûreté des Rois & de leurs Personnes, adopte & publie la condamnation que le Pape venoit de faire du livre de Bécane, contraire à l'autorité des Rois: il envoie aux autres Chambres le Décret du Concile de Constance pour la sûreté des Princes. L'article du Tiers-Etat est rejeté de nouveau: discours à ce sujet du Cardinal du Perron à la Chambre de la Noblesse; celle-ci s'en remet à la décision de la Compagnie. Le Décret est arrêté pour assurer la vie des Rois.

Le Cardinal du Perron porte la parole au Tiers-Etat, assisté des Députés du Clergé & de la Noblesse: le Président du Tiers-Etat tâche de colorer & de soutenir le contenu en son article. Arrêt du Parlement & requisitoire des Gens du Roi en faveur de l'article du Tiers-Etat. *L'Arrêt & le requisitoire.* T. II, P. J. p. 21.

Le Clergé se plaint de l'Arrêt & du requisitoire; il invite les autres Chambres à se joindre à sa plainte. Le Roi défend au Parlement de signer & d'exécuter son Arrêt, sous peine de crime de Leze-Majesté: la Noblesse accorde sa jonction: le Tiers-Etat élude la demande du Clergé. Défauts observés dans l'Arrêt du Conseil, portant suppression de l'Arrêt du Parlement, & évocation de l'affaire: députation à ce sujet à M. le Chancelier, qui répond peu favorablement: nouvelle Remontrance au Roi résolue: la Noblesse se joint au Clergé: l'Evêq. d'Angers fait la Remontrance sur les points qui lui sont donnés par écrit: le Roi promet de pourvoir à toutes choses après la présentation du Cahier. T. II, p. 181 jusq. 195.

Cette Réponse du Roi afflige le Clergé & l'embarrasse: différents avis sur le parti qu'il doit prendre: le Cardinal du Perron compare le serment d'Angleterre avec l'article du Tiers-Etat. La Compagnie délibère de recourir à Dieu par des prières particulières: elle reste dans l'inaction durant quelques jours. Le Cardinal de Joyeuse demande une audience à la Reine: elle ordonne une Conférence de Mrs. les Cardinaux avec les principaux du Conseil: on propose des ouvertures pour l'accommodement de l'affaire. M. de Marillac est envoyé à la Compagnie par L. M.: il promet tout contentement; M. le Maréchal de Brissac envoyé ensuite, l'assure que son procédé est approuvé par le Roi; qu'outre l'évocation faite au Conseil, l'Imprimeur de l'Arrêt du Parlement a été emprisonné, & que l'art. du Tiers-Etat a été retiré. L'Ass. en fait ses remerciements, & rend à Dieu des actions de grâces. L'ordre est donné pour rayer l'article de la minute du Cahier du Tiers-Etat, sans qu'il en soit fait mémoire. T. II, p. 195 jusq. 202.

Le Pape écrit une Lettre à la Compagnie, qui y répond. T. II, P. Juf. p. 213.

M. de Richelieu, Evêque de Luçon, est député pour présenter le Cahier & faire la harangue. La Compagnie lui détermine les points sur lesquels il doit le plus peser. S. M. permet qu'on s'assemble après la présentation du Cahier, en maisons particulières: elle nomme des Commissaires, les uns pour examiner les chapitres des trois Cahiers qui regardent l'Eglise, les autres pour les chapitres qui regardent la Noblesse, les autres pour les Finances. On nomme des Députés pour conférer avec les Commissaires de chacun desdits Bureaux: Déclaration de Leurs Majestés, qu'elles veulent ôter la vénalité des offices, rétablir une Chambre pour la recherche des Financiers, & retrancher les pensions. MM. les Agents & MM. les Prélats se trouvant à la suite de la Cour, sont chargés de poursuivre la Réponse aux articles du Cahier. T. II, p. 228 & 6.

Le Cahier des Remontrances de la Chambre Ecclésiast. aux Etats, contient 303 articles qui se rapportent aux chefs suivants: 1°. la Religion & l'Etat Ecclésiastique: 2°. les Réguliers & les Monastères: 3°. les Universités: 4°. l'Etat & la Police du Royaume: 5°. la Noblesse: 6°. le Tiers-Etat: 7°. la Jus-

rice : 8°. la Contravention aux Edits & Réglemens concernant ceux de la R. P. R. Recueil, p. 1236 & f.

Règlement spirituel de la Chambre Ecclésiastique, aux Etats de 1614-1615.

XVII.

Outre le Cahier, l'Ass. présenta encore, au Roi Louis XIII, un Règlement spirituel, tendant au rétablissement de la Discipline Ecclési. & la Réformation des mœurs du Clergé : il devoit être autorisé par S. M. Ce Règlement est en 36 articles, & concerne les Conciles Provinciaux : la publication du Concile : la résidence des Evêques & autres Bénéficiers qui doivent résider : l'assiduité des Prélats à leurs fonctions, au Service divin, au bon emploi de leurs revenus, au retranchement de toute superfluité : même Règlement pour les autres Bénéficiers : les visites régulières & exactes de la part des Evêques & autres ayant droit : l'obligation d'y assister pour ceux qui sont soumis à la visite : l'assistance des Curés & autres aux Synodes des Diocèses : les réparations des Eglises Paroissiales & autres Eglises régulières & séculières, aux frais de qui il appartient : l'introduction dans les Diocèses de l'Office & du Missel du Concile de Trente : lampe ardente devant le S. Sacrement : sépulture refusée aux duellistes & aux Religionnaires : différends Ecclésiastiques remis en arbitrage, ou à la décision du Concile Provincial : qualités des Officiaux & des Promoteurs, salaires & taxes des Officiers des Officialités : droits du Sceau épiscopal, réglés conformément au Décret du Concile de Trente : forme des Registres du Secrétariat des Evêchés : à quoi tenus les Métropolitains qui pourvoient sur le refus des Suffragants : les pourvus contre les règles ne seront point tolérés dans les Diocèses : Monitoires employés seulement en matière grave, & dépendants uniquement de l'autorité des Evêques : âge, qualité & titre Clérical de ceux qui sont pourvus aux Ordres : Réglemens observés pour les mariages : Lettres d'Exeat pour les Prêtres étrangers : peines contre les Simoniaques & Confidentiels : devoirs des Curés, Droits paroissiaux : approbations pour la Prédication & la Confession : Catéchismes dans les Paroisses, & Maîtres d'écoles : âge pour posséder des Canonicats : présence requise pour en percevoir les fruits : Prieurs, Abbés & autres Bé-

néficiers tenus à porter Tonfure, longues robes, à prendre les Ordres quand ils auront l'âge : la réformation des Monastères de S. Augustin & de S. Benoît : ces derniers, s'ils sont exempts, se réduiront sous une Congrégation : la clôture des Couvents de filles ; chaque Couvent composé de sept Religieuses au moins ; les autres transférées en quelque autre Monastère plus grand qui soit dans les Villes : examen des Novices, par l'Ordinaire, avant d'être admises à la Profession : Confesseurs ordinaires & extraordinaires des Religieuses. Recueil, p. 1351 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1621.

Il comprend douze articles, auxquels cette même Assemblée étant transférée à Bordeaux, en ajouta quatre autres : ils ont pour objet les attestations nécessaires à ceux qui impetrent des Bénéfices en Cour de Rome ; les Brevets pour réserve de Bénéfices ; les Procès criminels des Clercs ; les Bénéficiers spoliés de leurs revenus, recommandés à S. M. ; l'usurpation de Jurisdiction par le Grand-Conseil ; les Dîmes envahies, sous prétexte d'inféodation ; la révocation des donations faites à des Ministres de la R. P. R., par ceux qui étant dans cette Religion, sont rentrés depuis dans le sein de l'Eglise ; le Procès au sujet de quelques Sépultures d'Huguenots dans les Eglises ou Cimetières des Catholiques ; le remboursement des Receveurs particuliers des décimes, nonobstant leur supplément de finance ; la conservation des Ecclésiastiques dans leurs immunités & franchises, par rapport aux droits d'Aides ; l'affaire des héritiers de Pierre le Clerc ; la Jurisdiction des Bureaux des décimes ; la restitution des Châteaux & Places appartenant aux Seigneurs Ecclésiastiques ; la réunion des Chambres mi-parties aux Cours de Parlements ; Religionnaires exclus des terres appartenantes à l'Eglise ; Lettres-Patentes adressées au Grand-Conseil, pour vérification des Edits rendus sur les Immunités du Clergé. *Ce Cahier manque au Recueil : il est rapporté, T. II, P. Just. p. 39 & suiv.*

Cahier de l'Assemblée de 1625.

Elle nomma des Députés pour compiler le Cahier ; elle en nomma d'autres pour faire l'extrait des Ordonnances & Arrêts rendus en faveur du Clergé ; elle demanda qu'il fût établi des

XVIII.

XX.

XXI.

XIX.

sure, lon-
dres quand
des Mo-
de S. Be-
e exempts,
grégation:
filles; cha-
sept Reli-
transférées
plus grand
examen des
vant d'être
fesseurs or-
Religieu-

1621.

s, auxquels
transférée
tre autres:
tations né-
ent des Bé-
les Brevets
les Procès
Bénéficiers
commandés
jurisdiction
Dîmes en-
odation; la
aites à des
ar ceux qui
ont rentrés
se; le Pro-
Sépultures
ses ou Ci-
e rembour-
siliers des
upplément
des Ecclé-
ités & fran-
ts d'Aides;
re le Clerc;
k des déci-
hâteaux &
gneurs Ec-
Chambres
arlements;
res appar-
s-Patentes
pour véri-
les Immu-
manque au
II, P. Just.

1625.

pour com-
mma d'au-
Ordonnan-
ur du Cler-
établi des

Conférences avec Mrs. du Conseil & Mrs. du Parlement, pour discuter avec les Députés du Clergé, les articles principaux qui sont à insérer au Cahier: au défaut de la Conférence, qu'on ne put obtenir, l'Assemblée demanda une Déclaration, & la vérification des Edits de 1571, 1580, 1596, 1606, 1609, 1610. T. II, p. 481 & f.

Les articles proposés pour la Conférence, sont au nombre de onze, & concernent les appels comme d'abus: le privilège des Evêques & de leurs Officiers, de ne pouvoir être intimés, ni pris à partie: la connoissance des matières spirituelles interdite aux Juges laïques, même sous prétexte de complaints, ou questions possessoires: le renvoi du Pétitoire à l'Eglise, après le possessoire jugé: la liberté des Juges d'Eglise d'accorder des Monitoires, ou de les refuser: que les Ecclésiastiques ne puissent être contraints par saisie de leur Temporel, en ce qui est de leur ministère: que leurs Causes ne puissent être jugées par ceux de la Religion prétendue réformée: la préséance des Evêques & de leurs Vicaires, aux élections des Docteurs-Régents dans les Universités, aux Baux des Hôpitaux, Hôtels-Dieu, &c. Les articles manquent au Recueil: ils sont rapportés, T. II, p. 490 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1628.

XX.

On examina dans cette Ass. les divers articles à employer au Cahier, tant pour le Temporel que pour le Spirituel: on concerta long-temps pour en dresser un nouvel état, sans s'arrêter à poursuivre la réponse de celui qui avoit été présenté à S. M. en la dernière Ass. Ce Cahier manque, tant au Recueil, que dans la Collection. On n'en a que ce qui se lit, T. II, p. 626 & f.

Remontrances du Clergé, sur quelques articles de l'Ordonnance de 1629, avec les réponses des Commissaires de Sa Majesté.

XXI.

Le tout est rapporté, Recueil, p. 1362 & suiv.

Ces Remontrances ont pour objet, les Coadjutoreries des Evêchés & des Abbayes, art. 1: de l'Ordonnance: la réformation des Monastères, art. 4: l'établissement des Séminaires, art. 6: la Mission & Institution Canonique, art. 8: la réclamation contre les vœux de Religion, art. 9: l'union des Prieurés & autres Bénéfices aux Cures d'un

médiocre revenu, art. 11: les Curés primitifs & Vicaires perpétuels, art. 12: les portions congrues des Curés, à 300 liv., art. 13: la résidence des Curés, art. 14: les pensions sur les Evêchés, Cures & Hôpitaux, art. 15: la possession triennale & son effet en matière de Régale, art. 16: l'Indult du Parlement, art. 20: les Provisions de Cour de Rome en forme gracieuse, art. 21: l'appel comme d'abus des refus de Provisions ou visa faits par les Ordinaires, art. 22: censures employées contre les Juges Royaux, art. 23: Insinuation des Provisions de Bénéfices & autres actes relatifs, art. 26: registres des Baptêmes & Mariages, art. 27: réparations des Bénéfices, art. 30: connoissance des matières de Sacraments & autres spirituelles, interdite aux Cours séculières, art. 31: titres des Abbayes & des Monastères, & Archives des Diocèses, art. 34: temps de la tenue des Assemblées du Clergé, art. 36: Députés des deux Ordres aux dites Ass., art. 39: visites dans les Diocèses par les Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, art. 58: Oblats & leurs pensions, art. 219 & 354: droits & levée de deniers sur les vaisseaux marchands, art. 445.

Cahier de l'Assemblée de 1635, avec les réponses du Roi.

XXII.

Les Commissaires députés pour dresser le Cahier, distribuent toutes les plaintes des Diocèses & les différents articles en trois classes. 1°. Les choses qui peuvent être mises dans le contrat. 2°. Celles qui regardent la police & la discipline ecclésiastique, & qui peuvent être ordonnées par la Compagnie, sans recours à l'autorité temporelle. 3°. Les Réglemens qui doivent être demandés contre les entreprises des Gouverneurs des Provinces, ou Villes particulières, Parlements, Prévôtiaux, & tous autres Corps ou particuliers, pour les rang, séance, fonctions & Jurisdiction Ecclésiastique. Le Cahier dressé, il s'agit de nommer les Députés qui doivent le présenter: par qui doit être faite cette nomination? Les Procès-verbaux des précédentes Ass. consultés là-dessus, il est décidé que le pouvoir de nommer aux Commissions particulières, dépend des seules Ass.: la Compagnie prie M. le Cardinal de Richelieu de nommer les Députés qui présenteront le Cahier. T. II, p. 747 & f.

Il comprend 55 articles, avec les réponses. Les objets sont, l'exécution des

XIX.

Edits, Ordonnances, Déclarations, Lettres-Patentes & Arrêts en faveur du Clergé : la défense faite aux Juges séculiers de connoître des Causes spirituelles, sous aucun prétexte : la nomination des Prédicateurs : les absolutions à cauele, & les Monitoires : le droit de donner des Provisions de Bénéfices réservé aux Ordinaires : après trois refus consécutifs, plus de poursuites du Bénéfice : la connoissance des vœux de Religion, de l'ordre du Service divin, de l'honoraire des Ecclésiastiques, des décimes, des comptes des Fabriques, de la Censure des Livres, sinon pour la Police, des accusations contre les Clercs, sinon pour les Cas privilégiés, interdite aux Tribunaux séculiers : ne peuvent connoître que des dîmes inféodées & du possesseur des autres : après leur Jugement du possesseur, tenus de renvoyer au Juge d'Eglise pour le pétitoire : les appels comme d'abus : les offices de Conseillers Clercs : l'intimation & prise à partie, des Ev. & de leurs Officiers : Cas Privilegiés & Cas Prévôtaux : main-forte donnée pour l'exécution des Sentences du Juge d'Eglise : objets à publier au Prône des Paroisses : évocations demandées : plusieurs articles concernant ceux de la Religion prétendue réformée : impression des livres sur la Religion, approbation nécessaire : Prières publiques de *Te Deum*, &c. : autorité des Evêques pour en fixer l'heure : places au Chœur des Eglises pour les Cours souveraines : prééance des Evêques sur les Gouverneurs, qui ne sont Princes du Sang, les Lieutenants-Généraux, les Présidents, &c. : litiges affectés pour conserver des Bénéfices incompatibles : Provision *in forma gratiosa* : portions congrues : réparations des Presbyteres, & fournitures d'ornemens par les Paroissiens : paiement de la dîme : à quoi se borne l'exemption de la dîme, dont jouissent quelques Ordres Religieux : preuve de l'inféodation ne peut être faite que par titres : dîme des bois : Gentilshommes ne peuvent être Fermiers des dîmes, ni par eux, ni par personnes interposées : exemption de traite-foraine, pour le transport des fruits des Bénéfices : les terres des Bénéficiers comprises au rôle des décimes, exemptes du Cadastre : droits seigneuriaux conservés à l'Eglise : défenses aux Officiers de Gabelles de visiter les maisons des Ecclésiastiques : rachat des biens aliénés, prorogé de cinq ans. *Le Cahier est rapporté par*

extrait, T. II, p. 763, 764, 765, & en entier au *Recueil*, p. 1384 & l.

Le Cahier de l'Assemblée de 1633, répondu par S. M., & pour lequel étoit intervenue une Déclaration, étoit depuis plusieurs mois entre les mains des gens du Roi, & son enregistrement étoit toujours différé : l'Ass. de 1645 le poursuit avec ardeur : le Procureur-Général offre de conférer avec les Députés de l'Ass., sur les difficultés qui se renouvellent dans la Déclaration ; la Compagnie nomme des Députés pour la Conférence : elle délibère d'insister sur la vérification, & de surseoir aux affaires temporelles, jusqu'à ce qu'elle soit obtenue : elle sollicite le renvoi au Grand-Conseil, en cas de refus des Parlements. Le Parlement d'Aix refuse absolument ; celui de Paris use de nouveaux délais. L'Assemblée se détermine à retirer la Déclaration des mains du Rapporteur : elle demande des Lettres d'adresse au Grand-Conseil, ou bien Arrêt d'évocation générale au Conseil du Roi. S. M. recommande la vérification au Parlement, & accorde des Lettres de Surannation. T. III, p. 235 & suiv.

L'Ass. de 1650 poursuit de nouveau la vérification du Cahier de 1633. M. d'Aligre remet sur le Bureau une Lettre de Cachet au Parlement sur ce sujet. L'Assemblée refuse de terminer l'affaire du Don, jusqu'à ce que la vérification soit faite. T. III, p. 341, 342.

Les Ass. de 1655, de 1660 & 1665, continuent les mêmes poursuites pour la vérification dudit Cahier. *Infra*.

Cahier de l'Assemblée de 1645.

Elle nomme des Commissaires pour recevoir les plaintes des Provinces, tant pour le Spirituel que pour le Temporel. Les Députés sont choisis de chaque Province pour en recueillir les Mémoires, & les remettre aux Commissaires. T. III, p. 239, 240.

Articles sur le Spirituel. 1°. Entreprises des Huguenots. 2°. Livres de Blondel & de Saumaize contre l'autorité du Pape. 3°. Entreprises des Juges séculiers sur la connoissance des Vœux de Religion & du Sacrement de Mariage. 4°. Entreprises sur la Doctrine. 5°. Mission des Prédicateurs. 6°. Censures & interdicts. 7°. Actions violentes contre divers Ecclésiastiques. 8°. Brevets de Joyeux Avènement. 9°. Régale. 10°. Disposition des Prébendes Théologales en mois de grades. 11°. Provi-

Déclaration
corde pour
Cahier. En-
registrement pour
vi.

XXIV.

XXIII.

de 1635, ré-
quel étoit
on, étoit de-
les mains des
négistrement
Aff. de 1645
le Procureur
avec les Dé-
ficultés qui se
claration; la
Députés pour
bère d'inlister
sur l'écrit aux
qu'à ce qu'elle
le renvoi au
de refus des
nt d'Aix re-
e Paris use
nblée se déter-
ion des mains
ande des Let-
Conseil, ou
nérale au Con-
mande la vé-
& accorde des
T. III, p. 135

de nouveau
de 1635. M.
au une Lettre
sur ce sujet.
miner l'affaire
à vérification

542.

660 & 1665,

oursuites pour

er. *Infra.*

de 1645.

missaires pour

vinces, tant

le Temporel.

s de chaque

ir les Mémoi-

Commissaires.

l. 1°. Entre-

°. Livres de

ontre l'auto-

ises des Juges

ce des Vœux

ment de Ma-

la Doctrine.

urs. 6°. Cen-

ons violentes

es. 8°. Bre-

t. 9°. Régale.

endes Théo-

11°. Provi-

sions *in forma gratiosa*. 12°. Annexes
pratiquées au Parlement de Provence.
13°. Conciles Provinciaux. 14°. Affaire
de l'Evêque de Léon. 15°. Affaire des
Réguliers. 16°. Plaintes contre les Jé-
suites d'Amiens & de Bordeaux. T. III,
p. 140 & f.

Articles sur le Temporel. 1°. Affaire
du 8° denier. 2°. Suppression de l'Edit
du contrôle. 3°. Suppression de l'Edit
concernant les Justices Temporelles
Ecclesiastiques. 4°. Affaire des dîmes.
5°. Impositions sur les denrées, pour
les dettes des Villes, les taxes des Vil-
les, le droit de vingt sols sur chaque
muid de vin, droit d'aides pour le vin.
6°. Fourmillément de sel & droit de
franc-salé. 7°. Taxe sous prétexte de
Domaine aliéné. 8°. Droit d'amortisse-
ment. 9°. Droit de confirmation. 10°.
Taxe sous prétexte de nourriture des
pauvres. 11°. Tailles imposées. 12°.
Officiers du Clergé taxés. 13°. Déchar-
ge de toutes taxes extraordinaires pré-
tendue par les Jésuites. 14°. Supplément
demandé, du denier 12 au denier 14,
aux acquéreurs de gages ou de rentes
sur le Clergé. 15°. Ecclesiastiques trou-
blés dans leur droit de préférence. 16°.
Expéditions poursuivies & conférences
demandées sur les différentes affaires,
tant Spirituelles que Temporelles. T.
III, p. 305 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1650.

Les articles des Mémoires des Pro-
vinces & du Cahier sur lesquels cette
Ass. résout des Remontrances au Roi,
sont, 1°. vérification du Cahier de 1635
demandée. 2°. Différentes plaintes con-
tre les Huguenots. 3°. Entreprises des
Juges Royaux sur la Jurisdiction des
Officiaux & des Bureaux des décimes.
4°. Entreprises au préjudice de la di-
gnité des Evêques, de l'honneur dû aux
Ecclesiast. 5°. Prerogatives du Clergé
contestées par des Tribunaux séculiers.
6°. Procédures du Parlement contre les
Evêques d'Aire, de Dol & autres. 7°.
Violences de M. le Duc d'Epéron contre
les Evêques de Guienne. 8°. Diffé-
rend de l'Evêque de Valence avec le
Gouverneur & le Présidial de Valence.
9°. Différend de l'Evêque de Mirepoix
avec la Dame Marquise de Mirepoix.
10°. Affaire de l'Evêque de Castres avec
le Comte de Bioules. 11°. Affaire de
l'Evêque de Grasse contre le Nonce de
Turin. 12°. Plainte sur la forme de ju-
ger les Evêques, à l'occasion du Juge-
ment porté en 1632, contre M. d'El-

bene, Evêque d'Albi. 13°. Suite de
l'affaire de M. de Rieux, Evêque de
Léon, contre M. Cupif, nommé à l'E-
vêché de Dol. 14°. Affaire de l'Archev.
de Sens contre les Jésuites. 15°. Plain-
tes de l'Evêque de Limoges contre Dam-
Roger, Feuillant. 16°. Censure du Li-
vre intitulé *Privilegia Clericorum*. 17°.
Plainte des additions faites au Pontifi-
cal Romain. 18°. *Visa* donné, sur le re-
fus de l'Ordinaire, par autre Evêque
que le Métropolitain. 19°. Brevets de
serment de fidélité; grades & indults,
étendus aux dignités des Eglises. 20°.
Demande des Conciles Provinciaux;
affaire du Concile Provincial de Rouen.
21°. Affaire de la Régale. 22°. Affaire
du contrôle & du greffe des Insinuations
ecclesiastiques. 23°. Affaires des dîmes.
24°. Foi & hommage; taxe pour les au-
mônes; bois des Ecclesiastiques; loge-
ment & désordre des Gens de guerre;
tailles; aides; impositions des Villes;
retrait des biens ecclesiast. 25°. Cen-
sure du Livre de Paumier, intitulé *Re-
montrances faites au Roi*. T. III, p. 341
& suiv.

Cahier & plaintes des Provinces, en l'Assemblée de 1655.

Le Cahier de 1635 fut le premier art.
proposé. L'Assemb. nomma des Com-
missaires pour l'examiner: elle chargea
M. l'Abbé de la Roche-Flavin, un des
Députés, Conseiller au Parlement de
Toulouse, de poursuivre la vérification
de ce Cahier audit Parlement. On dis-
cuta en particulier l'art. 38, sur le rang
que doit tenir l'Ordre Ecclesiastique,
& l'art. des Pairs ecclesiastiques: déli-
bération à ce sujet. Il y eut une Décla-
ration promise sur 12 ou 15 articles du
Cahier. Les art. 7, 9, 10, 25, 27, 28,
31, furent choisis par l'Ass., pour y de-
mander une Déclaration qui fût véri-
fiée au Parlement; le projet en est dres-
sé, & la Déclaration accordée: on en
réserve des duplicata pour chaque Par-
lement, & la Compagnie demande, à
Mrs. du Parlement de Paris, une con-
férence pour la vérification. T. IV, p.
263 & f.

Les autres articles du Cahier & des
plaintes, sont, 1. les longues vacances
des Evêchés & les pensions. 2. Violences
commises contre plusieurs Ecclesiastiques.
3. Droits honorifiques contestés. 4. Entreprises sur la Jurisdiction
gracieuse & contentieuse. 5. Immuni-
tés personnelles des Laïques violées.
6. Entreprises sur la Jurisdiction des

XXV.

XXIV.

XXIII.

Bureaux des décimes. 7, Affaire de la Régale. 8, Affaire des aides & gabelles. 9, Vexations & logement des gens de guerre. 10, Franc-fiefs & nouveaux acquêts, aveux & dénombremens. 11, Affaire des dîmes. 12, Droits de sieffirme, de parisis, de confirmation, de formentage, demandés au Clergé. 13, Impositions sur les Ecclésiastiq., pour acquitter les dettes des Villes. 14, Grefse des Intimations & contrôle. 15, Tailles. 16, Franc-aleu en Provence. 17, Rachat des biens ecclésiast. aliénés. T. IV, p. 267 & suiv.

Cahier & plaintes des Provinces, en l'Assemblée de 1660.

XXVI.

Cette Ass. poursuit la vérification du Cahier de 1635. La Déclaration obtenue sur ledit Cahier par l'Ass. dernière, paroît aux Commissaires devoir être changée dans les termes, pour éviter les obscurités & la confusion, que la diversité des matières, qui étoient mêlées dans les articles, y avoient apportées, & qui en avoient aussi rendu la vérification plus difficile : cependant, attendu le peu de temps qui restoit à l'Ass., elle résolut de se contenter pour alors de ladite Déclaration. Dans ces entrefaites, la Compagnie reçut avis d'une Déclaration, en forme d'Edit, sur le Cahier de 1635, interprétative de celle de 1657. La chose fut jugée très-préjudiciable aux droits & privilèges de l'Eglise, & à la Jurisdiction épiscopale. Les Prélats du dehors furent invités de venir à l'Ass. L'une & l'autre Déclaration lue, la Compagnie, tout d'une voix, pria le Sgr. Président & les Sgrs. Commissaires, d'aller trouver Sa M., & lui remonter le préjudice que recevroit l'Eglise de cette nouvelle Déclaration, lui en demander la suppression, & un ordre pour le Parlement de vérifier la Déclaration de 1657. T. IV, p. 641 & f.

Autres articles. 1, Violences commises contre des Ecclésiastiques, & injures faites à des Evêques. 2, Droits honorifiques contestés. 3, Infractions faites à la Jurisdiction ecclésiastique. 4, Entreprises des Juges séculiers sur la Jurisdiction gracieuse & contentieuse, & sur celle des Bureaux des décimes. 5, Entreprises sur la Jurisdiction Ecclésiastique, par des Ecclésiast. 6, Plaintes sur le Temporel & sur les infractions faites aux Contrats & aux Immunités : Conférences sur ce sujet. 7, Impositions des Villes. 8, Aides & Gabelles.

9, Rachat des biens aliénés. 10, Tailles. 11, Franc-fiefs. 12, Papier terrier, aveux & dénombremens. 13, Traite-foraine. 14, Dîmes. 15, Régale. 16, Remboursement demandé par les Contrôleurs quatriennaux des Expéditions Bénéficiales. 17, Arrêts & Déclarations particulières demandés sur plusieurs objets. T. IV, p. 646 & f.

Cahier & mémoires des Provinces, en l'Assemblée de 1665.

En cette Ass., le Cahier de 1635 est de nouveau mis sur le Bureau, ensemble les réponses du Roi, comme aussi les Déclarations & les Lettres de Surannation données sur icelui. Il est observé que les Assemblées qui s'étoient tenues depuis trente ans, avoient toujours demandé & poursuivi la vérification de ce Cahier, sans avoir pu l'obtenir, quoique S. M. leur eût accordé ses Déclarations sur ce sujet, par la difficulté & refus qu'avoient faits les Parlements de les vérifier en la forme qu'elles étoient : que l'Assemb. de 1655 ayant renouvelé les plaintes, avoit obtenu une Déclaration en 1657 ; mais que n'ayant pas été vérifiée, elle étoit demeurée inutile. Le Cahier est discuté article par article : on y ajoute, on y retranche quelques mots, qui ne changent rien au fonds ; mais qui sont pour un plus grand éclaircissement, & pour empêcher le prétexte dont on s'étoit servi jusques-là, pour rendre inutiles toutes les Ordonnances. L'Ass. demande ensuite des conférences à M. le Chancelier : elles sont accordées : les Commissaires du Clergé laissent un Mémoire communiqué à S. M. : M. le Chancelier rend aux Commissaires les réponses du Roi, dont la plupart sont favorables ; les autres n'étant pas tout-à-fait conformes aux vœux de l'Ass. ; notamment sur les Processions, Obits & fondations, appels comme d'abus, impressions des Livres : nouvelle conférence est tenue chez M. Colbert : l'article des Processions ayant fait plus de difficulté, il est supprimé dans la nouvelle Déclaration qui est accordée à l'Assemblée ; elle est du mois de Mars 1666, & comprend 30 articles. Les duplicata de cette Déclaration, & les Lettres de Jussion pour la faire vérifier dans tous les Parlements, sont expédiées & mises sur le Bureau, & entre les mains des Députés des Provinces du ressort des Parlem., qu'on prie de prendre soin de les y faire porter. T. IV, p. 924 & f.

Cahier

Articles du Spirituel. 1°. Plaintes contre quelques articles de l'Ordonnance criminelle, contraires aux Immunités personnelles des Ecclesiastiques. 2, Bureaux des décimes. 3, Visa sur le refus des Ordinaires. 4, Pensions sur les Cures, les Théologales, &c. 5, Bénéfices en litige, & incompatibles, possédés par la même personne. 6, Fonctions Curiales prétendues par les Aumôniers de Vaisseaux. 7, Droit de *Committimus* ôté par les nouvelles Ordonnances. 8, Entreprises du Chapitre de Vezelay, contre la Jurisdiction de l'Ev. d'Autun. 9, Monitoires, publications au Prône. 10, Bulles de Jubilé. 11, Portions congrues; Vœux de Religion. 12, Abus aux jours de Fêtes. 13, Recel des corps morts. 14, Conciles Provinciaux. 15, Vicaires perpétuels. 16, Droits honorifiques contestés par les Prébendaires, &c. 17, Différend entre le Clergé & le Parlement, sur le salut dans les pompes funebres. 18, Infultes faites à des Evêques. T. V, p. 68 & f.

Articles du Temporel. 1°. Greffe des Insinuations. 2, Foi & hommage, aveux & dénégations. 3, Affaire des Isles & Illots. 4, Affaire & taxe des Oblats. 5, Logemens des gens de guerre. 6, Aides, Taille. 7, Rétablissement des Eglises. 8, Affaire des bois. 9, Affaire des dîmes. 10, Traite-foraine. 11, Biens aliénés. 12, Rentes dues aux Communautés Ecclesiastiques. 13, Taxations des Receveurs & Contrôleurs des décimes. 14, Affaire de la Régale. T. V, p. 97 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1675.

Orne articles de ce Cahier. 1°. Enregistrement demandé des Edits d'Avril 1571, de Novembre 1572, de Melun en Février 1580, de Décembre 1606, de Mars 1609, de Septembre 1610, & notamment de la Déclaration de 1666. 2, Absolution à Cautele, abus dans les Parlements sur ce point. 3, Concession des Monitoires refusée aux Evêques, & réservée par les Parlements à leurs Officiaux. 4, Officiaux contrainés à délivrer des Monitoires; Prêtre commis d'office par les Juges Laïques pour la publication, sur le refus des Curés. 5, Entreprises notables des Cours séculières, contre la Jurisdiction Ecclesiastique, sur le refus de *Visa* fait par les Ordinaires, à des Pourvus en Cour de Rome.

Table de la Coll. des P. V.

6, Droit des Evêques d'examiner les actes de résignations & permutations, & les signatures de Cour de Rome. 7, Bénéfices incompatibles, possédés & retenus, au moyen de litige & collusion de Procès. 8, Présidence aux Bureaux des Hôpitaux, Hôtels-Dieu, &c. contestée aux Evêq. & à leurs Vicaires. 9, Autorité du Juge d'Eglise, dans les Procès criminels des Clercs, attaquée sous prétexte de Cas privilégié. 10, *Paravis* des Juges Royaux, exigés pour l'exécution des Décrets du Juge d'Eglise. 11, Evêques contrainés d'établir des Vicaires-Généraux dans le Ressort de divers Parlements. Recueil, p. 1410 & suiv.

Cahier de l'Assemblée de 1680.

S. M. n'ayant rien statué sur le Cahier de 1675, (hors sur le neuvième article, en ce qui concerne la forme des Procès criminels des Clercs, lorsqu'il y a cas privilégié, sur quoi est intervenu l'Edit de 1678,) l'Assemblée de 1680, supplia le Roi d'en ordonner l'exécution, & fit addition de quelques nouveaux articles, ayant pour objet, 1°. un usage introduit dans la Cour de Rome de commettre, en certains cas, l'exécution des signatures de Bénéfices, ou de quelques dispenses, à d'autres Evêques, qu'aux Ordinaires des lieux. 2, Le renvoi des refusés par l'Ordinaire, immédiatement au Pape, *emisso medio*, que font quelques Parlements. 3, L'incompétence des Chambres des Tournelles criminelles, & des Chambres de vacations, pour juger aucunes appellations comme d'abus, même en matière criminelle. 4, Les formalités à observer par ceux qui veulent appeler comme d'abus. 5, L'intimation & prise à partie des Evêques. 6, Les dépens des Procès criminels des Clercs, sur le compte des Parties qui succombent. 7, Droit des Evêques & des Officiaux de commettre sur les lieux, pour informer, interroger, récoiler & confronter. 8, Les comptes des fabriques. 9, Juges Ecclesiastiques seuls compétents pour connoître de l'Honoraire des Ecclesiastiques. 10, La Suppression des Menses conventuelles des petits Couvents, & leur réunion à d'autres Monasteres, demandée au Pape. 11, Les Mariages à la *Gaumine*. 12, Les dotes de Religieuses. 13, Les places des Conseillers-Clercs. Recueil, p. 1453 & suiv.

10, Tail-
ier terrier,
13, Traite-
régale. 16,
ar les Con-
xpéditions
lusieurs ob-

vinces, en
55.

de 1635 est
XXVII. ensem-
omme aussi
tres de Su-
ii. Il est ob-
ui s'étoient
voient tou-
la vérifica-
voir pu l'ob-
tenu accordé
jet, par la
nt faits les
en la forme
mb. de 1635
s, avait ob-
1637; mais
e, elle étoit
r est discuti-
ute, on y re-
ne changent
ont pour un
e, pour em-
s'étoit servi
rilles toutes
mande en-
le Chance-
es Commis-
n Mémoire
le Chance-
les réponses
favorables;
à fait con-
notamment
fondations,
cessions des
ce est tenue
des Proces-
culté, il est
Déclaration
lée; elle est
comprend
cette Dé-
fession pour
les Parle-
es sur le Bu-
es Députés
s Parlem.,
e les y faire

Cahier de l'Assemblée de 1685.

XXXI.

Articles du Spirituel. 1°. Enregistrement demandé des Déclarat. de 1657 & 1666. 2. Lettres de Vicariat. 3. Absolutions à Cautèle. 4. Intimation & prise à partie des Evêques. 5. Connoissance des Vœux de Religion interdite aux Cours séculières. 6. Officiaux déchargés des *Pareatis* pour l'exécution de leurs sentences. 7. Comptes des fabriques réservés aux Evêques, exclusivement aux Juges Royaux. 8. Approbation des Evêques nécessaire pour tenir écoles. 9. Affirmations pour les Causes portées aux Officialités, & aux Chambres des décimes, devant le Juge d'Eglise. 10. Disposition des Bénéfices dépendants des Abbayes & Prieurés, pendant la vacance. 11. Autorité des Evêques relativement aux Monitoires. 12. Renvoi sur le refus de *Vifit*, pardevant autres que le Supérieur dans l'Ordre Hiérarchique. 13. Préséance & Présidence des Evêques, ou de leurs Vicaires-Gén. aux Bureaux des Hôpitaux, &c. 14. Conditions de l'appel comme d'abus. 15. Serment sur le S. Sacrement ordonné par le Parl. de Guienne. 16. Honneurs conservés aux Laïques qui servent à l'Eglise. 17. Préséance des Chapitres sur les Prévôts. Recueil, p. 1460 & f.

Articles du Temporel au nombre de 31. 1°. Foi & hommage, aveux & dénombremens & Déclarations de biens. 2. Bois des Ecclesiastiques. 3. Tailles. 4. Aides. 5. Chambres ecclesiastiques. 6. Dîmes. 7. Portions congrues. 8. Papier timbré. 9. Plaintes de Lyon & de Bourgogne. 10. Biens aliénés. Recueil, p. 1465 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1700.

XXXII.

Articles du Spirituel. 1°. Appels comme d'abus. 2. Séance des Grands-Vicaires aux Hôpitaux. 3. Celle des Ecclesiastiques aux Hôtels-de-Villes. 4. Indult à l'égard des Doyennés électifs collatifs, des Théologiques & des Pénitenceries. 5. Monitoires. 6. Honnaire des Ecclesiastiques. 7. Collation des Cures dépendantes des Abbayes. 8. Charges de Conseillers-Clercs. 9. Procès criminels des Clercs. 10. Régres. 11. Chaires de Droit Canon affectées à des Ecclesiastiques. 12. Pouvoir des Evêques d'enjoindre aux Ecclesiastiques ayant charge d'âmes, de se retirer pour 3 mois au Séminaire. Recueil, p. 1473 & f.

Articles du Temporel. 1°. Amortissement. 2. Dîmes des herbages, des menus grains, des bois taillis. 3. Rentes du Dauphiné. 4. Lods & demi-lods. 5. Foi & hommage, aveux & dénomb. 6. Tailles. 7. Aides. 8. Gabelles. 9. Octrois pour dettes de Communautés. 10. Armoiries. 11. Portions congrues. 12. Clercs des Curés dans les Paroisses. 13. Noales. 14. Taxe aux dons gratuits, sur les obits qui s'acquittent dans les Paroisses dont la Cure dépend de l'Ordre de Malte. 15. Remboursement des offices de Greffiers des infinuations Ecclesiastiques, de Greffiers conservateurs des Registres, de Greffiers des domaines des gens de main-morte, des Economes sequestres, des Notaires apostoliques. 16. Notaires apostoliques. 17. Provisions expédiées par les Secrétaires des Abbés & Abbesse & autres Bénéficiers qui ont des Secrétaires. Recueil, p. 1482 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1709.

Articles du Spirituel. 1°. Procès criminels faits aux Clercs dans les Cours où il n'y a point de Conseillers-Clercs. 2. Obligation des Juges Royaux d'appeler les Juges d'Eglise dans l'instruction desdits Procès. 3. Addition de ces mots *tous Bénéficiers* à l'article 38 de l'Edit de 1695. 4. Contrainte par corps à raison des dépens contre les Ecclesiastiques. 5. Condamnation aux dépens envers le Promoteur, quand les Appellants comme d'abus succombent. 6. Mariages. 7. Enregistrement de l'Edit de 1695, & des Déclarations de 1678 & 1684 aux Cours des Aides & autres Jurisdiccions. 8. Sortie des Religieuses & entrée des personnes séculières dans les Couvents. 9. Juges des Seigneurs incompetents pour faire le Procès aux Clercs accusés. 10. Réparations des Presbyteres de Normandie. 11. Comptes des fabriques. 12. Présidence aux Bureaux des Hôpitaux. 13. Offices de Conseillers-Clercs. 14. Indult du Parlement à l'égard des Doyennés électifs collatifs, des Théologiques, des Pénitenceries. Recueil, p. 1497 & suiv.

Articles du Temporel. 1°. Amortissement dans les six premiers articles. 2. Dîmes. 3. Noales. 4. Taille à l'égard des Curés qui afferment les dîmes de leurs Paroisses. 5. Paiement d'un Clerc dans les Paroisses par les Décimateurs. 6. Exemption du Contrôle dans les dispenses des trois bans. 7. Exemption

XXIV.

XXXI.

XXV.

des droits, d'Aides pour les vins, &c. 8, Octrois ou impositions pour dettes des Communautés. 9, Lods & demi-lods. 10, Officiers des Justices des Seigneurs Ecclésiastiques. 11, Offices de Notaires apost. 12, Presbyteres. Recueil, p. 1502 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1710.

Articles du Spirituel. 1°. Taxes pour aumônes en cas de disette. 2, Permissions nécessaires aux Religieuses pour sortir de leurs Couvents, & aux Personnes séculières, pour y entrer. 3, Prières publiques. 4, Honoraires pour les desservants des Paroisses. 5, Chanoines réguliers de la Chancelade. 6, Contrainte par corps pour raison de dépens envers les Ecclésiastiques. 7, Déboursés des Promoteurs dans les Procès des Clercs. 8, Places des Conseillers-Clercs. 9, Vicariats des Evêq. à des Conseillers-Clercs, dans les Procès de Clercs accusés. 10, Honneurs & prérogatives du Juge d'Eglise dans l'instruction conjointe. 11, A quoi tenues les Cours où il n'y a point de Conseillers-Clercs dans les Procès des Clercs accusés. 12, Enregistrement de l'Edit de 1695 dans les Cours des Aides & autres. Recueil, p. 1511 & f.

Articles du Temporel. 1°. Conservateurs des Registres de Baptême, &c. 2, Economes sequestres. 3, Greffiers des insinuations. 4, Taxes pour les Grueries. 5, Compatibilité des offices. 6, Receveurs des décimes. 7, Enregistrement des baux des den. communs au Greffe des domaines des gens de main-morte. 8, Décharge de passer tous baux pardevant Notaires, ensemble du contrôle des Actes. 9, Inspecteurs des domaines. 10, Poids & mesures. 11, Foi & hommage. 12, Titres Patrimoniaux. 13, Taille des Curés qui prennent à ferme les dîmes. 14, Taille des cultivateurs. 15, Les fougues. 16, Le doublement des péages. 17, Les aides. 18, Les fourrages & bleds. 19, Rentes & albergues. 20, Dégradation des bois de haute futaie. 21, Saisie des biens des Syndics. 22, Novals. 23, Portions congrues. 24, Gages & augmentation de gages. Recueil, p. 1523 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1715.

Articles du Spirituel. 1°. Enregistrement des Déclarations de 1606, 1678, 1684. 2, Permissions nécessaires aux Religieuses pour sortir de leurs Couvents. 3, Examen des Novices pour la

Prise d'habit & la Profession. 4, Présentation de l'Eau-bénite. 5, Publications au Prône des Paroisses. 6, Administration des Sacrements par les Religieux dans leurs fermes, &c. 7, Les mariages. 8, Les réparations des Presbyteres en Normandie. 9, Appels comme d'abus. 10, Comptes des fabriques. 11, Emploi des revenus des fabriques. Recueil, p. 1532 & f.

Articles du Temporel. 1°. Dîmes dans les cinq premiers articles. 2, Portions congrues dans les trois suivants. 3, Rentes foncières établies sur les Bénéfices. 4, Tailles & fougues. 5, Aides. 6, Sel & Gabelles. 7, Octrois des Villes. 8, Capitation. 9, Dixieme. 10, Amortissement. 11, Lods & demi-lods. 12, Contrôle des Actes des Notaires & des baux. 13, Centieme denier. 14, Taxes faites sur les Sgrs. Ecclésiastiques pour la réunion des Offices de Grueries & autres, aux Justices des Seigneurs. 15, Bois des Ecclésiastiques. 16, Foi & hommage, &c. 17, Economes sequestres. 18, Oblats. Recueil, p. 1536 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1723.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux. 2, Plusieurs demandes des Evêques au sujet des Bulles des Papes reçues dans l'Eglise, & autorisées par Lettres-Patentes, notamment de celles d'Innocent X & d'Alexandre VII, touchant les cinq Propositions & le Formulaire, & de celles de Clément XI, *Vineam Domini*, &c. & *Unigenitus*, &c.; au sujet aussi des Appels comme d'abus relatifs à ces Bulles; des Arrêts des Parlements attentatoires à l'autorité des Evêques; au sujet encore de l'établissement d'un Tribunal non suspect, où soient portées ces sortes de contestations. 3, Procédures criminelles contre les Clercs accusés. 4, Maisons des Séminaires & lieux de retraite, déclarées appartenir aux Diocèses. 5, Ecoles publiques de Philosophie & de Théologie sous l'autorité & inspection des Evêques. 6, Les Appels comme d'abus des refus de *Visa*. 7, Défenses à ceux qui jouissent des Bénéfices en vertu seulement d'Arrêts, d'en faire aucunes fonctions, ni d'en percevoir les fruits. 8, Connoissance des Causes matrimoniales réservée aux Juges d'Eglise. 9, La célébration des mariages selon les Loix de l'Eglise & du Royaume. 10, Forme de donner l'Eau-bénite par asperersion seu-

XXIV.

XXXII.

XXXVI.

XXV.

lement. 11, Formalités à remplir par ceux qui appellent comme d'abus. 12, Evocation au Conseil des différends entre les Evêques & l'Ordre de Malte. 13, Administration des Sacrements aux Laïques qui habitent dans l'enceinte des Monastères, ou dans les Fermes. 14, Entreprises & contraventions des Protestants aux Edits. Recueil, p. 1548 & f.

Articles du Temporel. 1°. Dîmes. 2, Noales. 3, Portions congrues. 4, Tailles. 5, Aides. 6, Gabelles. 7, Amortissements. 8, Privilèges des Diocèses sur les biens des Ecclesiastiques & des Receveurs des décimes. 9, Bois des Ecclesi. Recueil, p. 1561 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1725, répondu en 1726.

XXXVII.

L'Ass. de 1725 s'étoit séparée, sans avoir accordé au Roi aucun don-gratuit, ni renouvelé le Contrat des rentes. Ces circonstances furent la cause que les Cahiers arrêtés dans l'Ass. de 1725, ne furent point répondus par S. M., qui, l'année suivante, convoqua une Ass. extraordinaire : cette Assemblée présenta au Roi les mêmes Cahiers qui avoient été rédigés par la précédente.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux. 2, Exécution des Bulles des Papes, contre le Jansénisme. 3, Arrêts des Parlements relatifs au même objet. 4, Libre exercice du ministère des Officiaux, déboursés des Promoteurs. 5, Contravention aux Ordonnances dans l'instruction des Procès des Clercs, de la part des Juges Royaux. 6, Séminaires. 7, Missions dans les Paroisses. 8, Le pouvoir des Evêques d'envoyer, pour trois mois, au Séminaire les Curés & autres Ecclesiastiques ayant charge d'ames. 9, Leur pouvoir dans le cours de leurs visites d'informer & même de décréter l'information. 10, L'honoraire pour les Mariages & les Sépultures. 11, Les fabriques. 12, Les *Visa* ou institutions Canoniques. 13, Appels comme d'abus. 14, Le renvoi des Gradués pardevant le Chancelier de N. D., pour avoir des provisions. 15, Mariages. 16, Enregistrement de l'Edit de 1695. Recueil, p. 1592 & f.

Articles du Temporel. 1°. Dîmes. 2, Noales. 3, Portions congrues. 4, Taille. 5, Bois des Ecclesiastiques. 6, Aides. 7, Contrôle. 8, Réparations des Presbyteres & Nefs des Eglises. Recueil, p. 1607 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1730.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux, notamment pour la Province de Narbonne. 2, Mission Canonique pour les Théologaux. 3, Lettres de Vicariat accordées à des Conseillers-Clercs. 4, Instruction des Procès criminels des Clercs par les Officiaux. 5, *Visa* & institution Canonique. 6, Mariages. Recueil, p. 1676 & f.

Articles du Temporel. 1°. Dîmes sur les Hautains. 2, Noales. 3, Prémices. 4, Fougues. 5, Ustensile & Cazernement. 6, Réparations du Chœur & Cancel des Eglises Paroissiales. 7, Enregistrement de la Déclaration de Fév. 1724. 8, Rentes du Dauphiné. 9, Poursuites au sujet du papier terrier en Provence. 10, Aides. Recueil, p. 1683 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1735.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux. 2, Théologaux. 3, Fortifications Curiales. 4, Gradués. 5, Cotte-mortes. 6, Monitoires. 7, Mariages. 8, Séminaires. 9, Religieuses. Recueil, p. 1690 & f.

Articles du Temporel. 1°. Titres Cléricaux. 2, Dîmes. 3, Droits de Prémices. 4, Tailles. 5, Fougues. 6, Logements de gens de guerre. 7, Offices municipaux. 8, Entrées & octrois. 9, Franc-fiefs. 10, Droits de Contrôle. 11, Enregistrement de la Déclaration du 24 Fév. 1724. 12, Amortissement. Recueil, p. 1698 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1740.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux. 2, Gradués. 3, Mariages. 4, Séminaires. 5, Religieuses. 6, *Visa* & institution Canonique. 7, Vice-Légation d'Avignon. 8, Bénéfices à charge d'ames. 9, Pouvoir des Evêques de restreindre les Curés à confesser leurs seuls Paroissiens. T. VII, P. J. p. 414 & suiv.

Articles du Temporel. 1°. Presbyteres. 2, Amortissement. 3, Titres Cléricaux. 4, Octrois des Villes. 5, Fougues. 6, Contribution au Cazernement. 7, Péages. T. VII, P. J. p. 416 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1745.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux. 2, Prébendes Théologales. 3, Officiaux. 4, Prétention de quelques Chapitres, d'avoir deux Chanoines Affesseurs dans les Procès crimi-

XXXVI.

XXXIX.

XL.

XLI.

nels faits aux Membres de leur corps. 5, *Visa* & institution Canonique. 6, Maintenu en possession des Bénéfices. 7, Mariages. 8, Monitoires. 9, Séminaires. 10, Vice-Légation d'Avignon. 11, Dignités dans les Cathédrales & Collégiales. 12, Curés des Villes murées. T. VII, P. J. p. 461 & f.

Articles du Temporel. 1°. Dîmes. 2, Registres des insinuations Ecclésiastiques. 3, Notaires Apost. 4, Droits de gros & d'augmentation demandés aux Curés qui prennent les grosses dîmes à ferme. 5, Droits d'échange. 6, Amortissement de Droit d'indemnité. 7, Amortissement des places gratuites dans les Séminaires. 8, Recherches des droits d'Amortissement. 9, Tailles. T. VII, P. J. p. 477.

Cahier de l'Assemblée de 1750.

Articles du Spirituel. 1°. Conciles Provinciaux. 2, Prébendes Théologiques. 3, Officiaux. 4, Prétention de quelques Chapitres d'avoir deux Chanoines adjoints dans les Procès criminels faits aux Membres de leur corps. 5, *Visa* ou institution Canonique. 6, Monitoires. 7, Séminaires. 8, Curés de Villes murées. 9, Abbayes sécularisées. 10, Maîtres & Maîtresses d'Ecoles. 11, Confesseurs des Maisons religieuses. 12, Rétributions des Vicaires ou Secondaires. 13, Droits honorifiques dans les Paroisses. T. VIII, P. Just. p. 70 & suiv.

Articles du Temporel. 1°. Réparations & reconstructions des Presbyteres. 2, Amortissement pour places gratuites dans les Séminaires. 3, Dîmes des terres dont la culture a été changée de fruits décimables en fruits non-décimables. 4, Tailles. 5, Paiement d'un Clerc dans les Paroisses de campagne. 6, Novales. 7, Octrois & subventions des Villes. T. VIII, P. J. p. 90 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1755.

Articles du Spirituel. 1°. Les Conciles Prov. 2, Les Prébendes Théologiques. 3, Les Officiaux. 4, La maintenue en possession des Bénéfices même à charge d'âmes, sans *Visa* & institution Canonique. 5, Les Monitoires. 6, Les Séminaires. 7, Les Curés des Villes murées. 8, Les Abbayes sécularisées. 9, Les Maîtres & Maîtresses d'Ecoles. 10, Les Dignités dans les Eglises Cathédrales & Collégiales. 11, La sanctification des Fêtes & Dimanches. 12,

Les Mariages. T. VIII, P. Just. p. 197 & suiv.

Articles du Temporel. 1°. L'amortissement pour places gratuites dans les Séminaires. 2, L'amortissement des sommes données ou léguées pour les mariages des pauvres filles. 3, Les fondations momentanées. 4, Les dîmes des terres dont la culture a été changée. 5, Les dîmes novales. 6, Les tailles à cause de l'industrie des Fermiers des biens ecclésiastiques. 7, Droits d'octrois & subventions des Villes. 8, Tarifs des Villes. 9, Corvées pour les grands chemins. T. VIII, P. J. p. 209 & suiv.

Cahier de l'Assemblée de 1760.

Articles du Spirituel. 1°. Les Conciles Prov. 2, Les Prébendes Théologiques. 3, Les Officiaux. 4, Le privilège Clérical. 5, Les trois degrés de Jurisd. dans l'Ordre Hiérarchique. 6, La maintenue en possession des Bénéfices. 7, Les Monitoires. 8, Les Séminaires. 9, Les Curés des Villes murées. 10, Les Abbayes sécularisées. 11, Les Maîtres & Maîtresses d'Ecole. 12, Les Dignités de Cathédrales & de Collégiales. 13, La sanctification des Fêtes & Dimanches. 14, Les Mariages. T. VIII, P. J. p. 299 & f.

Articles du Temporel. 1°. L'Edit des main-mortes de 1749. 2, Les nouvelles contributions auxquelles on veut assujettir les Décimateurs. 3, Les Prieurés prétendus défunis des Curés & simplifiés, & les annexes de la Province de Dauphiné. 4, Les dîmes des nouveaux fruits. 5, Les réparations des Presbyteres de Bretagne. 6, Les privilèges & exemptions du Clergé; savoir, taille, Droits Seigneuriaux, vingtième, Contrôle, droits d'amortissement & centième denier, Milice, corvées, logements de gens de guerre & cazernes, droits de tarifs & d'octrois. T. VIII, P. J. p. 309 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1765.

Articles du Spirituel. 1°. Les Procès criminels des Clercs. 2, Le privilège Clérical. 3, Les *Visa*. 4, La maintenue en possession des Bénéfices avant d'avoir épuisé les différents degrés de la Jurisd. ecclésiastique. 5, Les Monitoires. 6, Les Curés des Villes murées. 7, Les Abbayes sécularisées. 8, Les Maîtres & Maîtresses d'Ecole. 9, L'affranchissement de l'expectative des Gradués pour les Dignités des Cathédrales &

XLIV.

XLV.

1^a première des Collégiales. 10, La sanctification des Fêtes & Dimanches. 11, Les mariages. T. VIII, P. Just. p. 481 & f.

Articles du Temporel. 1^o. L'Edit de 1749 des main-mortes. 2, Les anciennes unions & défunions de Bénéfices. 3, Les réparations des Presbyteres de Bretagne. 4, Les Droits Seigneuriaux de Provence. 5, Les dîmes. 6, Les dîmes des nouveaux fruits. 7, L'Albergue. 8, Les droits de gros sur les vins. 9, Le Contrôle & l'insinuation des dotes de Religieuses. 10, Le vingtième des titres Cléricaux. 11, La capitation. 12, Les droits de Franc-sief. T. VIII, P. J. p. 493 & f.

Cahier de l'Assemblée de 1770.

XLVI.

Articles du Spirituel. 1^o. Conciles Prov. 2, *Visa*. 3, Curés des Villes murées. 4, Dignités des Cathédrales & première des Collégiales exemptes de l'expectative des Gradués. 5, Sanctification des Fêtes & Dimanches. 6, Etat de l'éducation & le droit des Chapitres de Cathédrales aux Bureaux des Collèges. 7, Cures dépendantes des Bénéfices unis aux Collèges. T. VIII, P. Just. p. 618 & suiv.

Articles du Temporel. 1^o. Unions. 2, Portions congrues. 3, Dîmes des nouveaux fruits. 4, Réparations des Presbyteres de Provence & de Bretagne. 5, Assemblées municipales. 6, Octrois. 7, Droits Seigneuriaux de Provence. 8, Edit des main-mortes. 9, Amortissement. 10, Nouvel acquêt. 11, Franc-sief. 12, Contrôle & insinuation des dotes de Religieuses. 13, Peremption d'appel. 14, Dîmes des terres defrichées. 15, Baux des biens ecclésiast. T. VIII, P. J. p. 623 & suiv.

Cahier de l'Assemblée de 1775.

XLVII.

Articles du Spirituel. 1^o. Etat de l'éducation. 2, Conciles Prov. 3, Sanctification des Dimanches & Fêtes. 4, Monitoires. 5, Connoissance des Vœux de Religion. 6, Jouissance des fruits & maintenue en possession. 7, Abbayes & Prieurés sécularisés. 8, *Visa* des Rescrits de Cour de Rome. *Voyez le second Supplément de la Table*, ad Calcem.

Articles du Temporel. 1^o. Simplification des Procédures pour les unions. 2, Aliénation des biens ecclésiastiques. 3, Edit des main-mortes. 4, Droit de minage. 5, Dons-gratuits des Villes perçus en argent. 6, Mêmes Dons établis sur les denrées. 7, Franc-sief. 8,

Droit de gros sur les vins. 9, Milice & Soldats Provinciaux. 10, Sureté des deniers provenant des coupes de bois des Ecclésiastiques. 11, Pensions dotales des Religieux & Religieuses. *Voyez le second Supplément de la Table*, ad Calcem.

CAHORS.

1^o. Le Parlement de Toulouse rend un Arrêt qui condamnoit, en vertu d'une Bulle du Pape, du mois d'Oct. 1636, l'Evêque de Cahors à une somme notable, pour réparations de l'Eglise de Cahors. *Voyez Bulles*, §. II, n^o. IV.

2^o. Un Official de Cahors destitué par l'Evêque, se pourvoit contre cette destitution. Le Prélat demande l'intervention du Clergé dans l'Ass. de 1641; elle lui est accordée : l'instance pendante au Conseil, est jugée en faveur du Sgr. Evêque, conformément à la Déclaration obtenue sur le sujet de la disposition des Officialités. T. III, p. 83.

3^o. L'Evêque de Cahors ayant fait quelques Ordonn. en son Diocèse, touchant les devoirs des Curés, quelques-uns d'entr'eux ne veulent point y déférer : ils s'assemblent au nombre de 25, sous l'autorité du Juge séculier, & nomment l'un d'entr'eux pour Syndic : ils font assigner, au Parlement de Toulouse, le Sgr. Evêque, qui refuse de répondre : le Prélat se plaint à l'Assemblée de 1650 de ce procédé, & la supplie de lui donner son assistance au Conseil, où il étoit résolu de se pourvoir, pour faire casser le Syndicat desdits Curés, & être déchargé de l'assignation qui lui étoit donnée au Parlement. L'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir, quand le Sgr. Evêque aura présenté sa Requête au Conseil, & de se joindre en la cause. T. III, p. 695, 696.

L'Official de Cahors se présente à l'Ass. des Prélats extraordinairement convoqués à Paris en 1651, & y expose une dernière circonstance de l'affaire, savoir, que dans le Synode de M. de Cahors, tenu au mois d'Avril, lesdits Curés au nombre de 26, accompagnés de plusieurs Laïques armés d'épées & de pistolets, s'étoient mêlés dans la salle du Synode, y avoient formé des voix de blasphèmes & d'injures contre l'honneur & la personne du Prélat qui étoit sorti ; que le lendemain ayant envoyé dans la même salle du Synode, ses Officiers Prêtres, pour

s. 9, Milice
O, Sureté des
couples de bois
ensions dota-
euses. *Voyez*
a Table, au

S.

Toulouse rend
it, en vertu
ois d'Ost.
s à une som-
ations de l'E-
ulles, §. LI,

Cahors destitué
e contre cette
mande l'inter-
Ass. de 1641;
instance pen-
e en faveur du
ment à la Dé-
e sujet de la
s. T. III, p. 83.
ors ayant fait
son Diocèse,
Curés, quel-
eulent point y
au nombre de
Juge séculier,
eux pour Syn-
Parlement de
ue, qui refuse
e plaint à l'As-
procédé, & la
n assistance au
lu de se pour-
Syndicat def-
chargé de l'as-
onnée au Par-
aux Agents
r. Evêque aura
Conseil, & de
T. III, p. 695,

se présente à
ordinairement
651, & y ex-
istance de l'as-
Synode de M.
s d'Avril, les-
e 16, accom-
ues armés d'é-
toient mêlés
y avoient for-
es & d'injures
onne du Pré-
le lendemain
même salle du
Prêtres, pour

avertir les Curés de son arrivée, ils les
auroient excédés à coups de poing; &
continuant leur révolte jusqu'à l'in-
solence, l'un d'eux s'étant mis sur le trône
Episcopal, y avoit créé des Syndic &
Officiers; que le Parlem. de Toulouse
avoit mis, sous sa protection, les Of-
ficiers créés par le Syndicat, & décrété
l'information contre ceux de l'Evêq.
Les Prélats assemblés pour obtenir ré-
paration de ces entreprises, arrêtaient
d'en faire un des chefs inférés dans la
Remontrance que tout le Corps du
Clergé fera à S. M. T. IV, P. Just. p.
5, 6.

4°. Arrêt du Conseil d'Etat du onze
Mai 1668, portant Règlement pour le
Diocèse de Cahors, touchant la plu-
ralité des Cures possédées par une mê-
me personne. *Voyez* Bénéfices, §. VI,
n°. V.

5°. L'Evêque de Cahors a droit de
Prélature sur les fiefs de son Diocèse
qui sont en vente: ce droit lui étant
contesté, il s'en plaint à l'Ass. de 1675.
Voyez Prélature.

6°. Affaire du Syndic du Diocèse de
Cahors, contre le Syndic du Chapitre
de Figeac pour modération de taxe: elle
est renvoyée à l'Ass. de 1700, par Ar-
rêt du Conseil, rendu le 23 Oct. 1699.
T. VI, P. J. p. 128, 275.

7°. Dans l'Ass. de 1705, se présente
l'affaire du Syndic de Cahors contre la
Prieure perpétuelle du Monastère d'Es-
pagnac, Ordre des Chanoines réguliers
de S. Augustin, au sujet d'une surtaxe
de 860 liv. pour la subvention accordée
au Roi par l'Assemb. de 1695. La
Prieure obtient la réduction de ladite
taxe à 50 liv. par Jugement de la Cham-
bre Souveraine de Toulouse. Le Syndic
se pourvoit en cassation de ce Juge-
ment, sur trois moyens: 1°. que la
Chambre de Toulouse n'a point prononcé
sur la fin de non-procéder pro-
posée par le Syndic, & qu'elle a jugé
le fonds de la contestation, avant d'a-
voir jugé sommairement les fins de non-
recevoir; 2°. que le Jugement est con-
traire aux Contrats, qui portent que
les appellations ne peuvent être reçues
aux Bureaux généraux, qu'en payant par
provision les taxes; 3°. que la Chambre
de Toulouse a prononcé sur le fonds de
la demande de la Dame-Prieure; le Bu-
reau de Cahors n'ayant point prononcé.
L'Ass. de 1705 charge les Agents
de solliciter cette affaire en faveur du
Syndic de Cahors. T. VI, p. 882 & f.

8°. L'Eglise de Cahors se prétendoit

exempte du droit de Régale. *Voyez*
Régale, §. I, &c.

CALCULATEUR DU CLERGÉ.

CALCULATEUR jugé nécessaire pour
les répartitions & Départements: com-
bien payé depuis 1700. T. VII, p. 1851.
Voyez Bricogne.

CALOMNIE.

L'ASSEMBLÉE de 1700 a condamné
la proposition qui suit sur la calomnie.

*PROBABLE est non peccare mortali-
ter qui imponit falsum crimen alicui, ut
suam justitiam & honorem defendat; &
si hoc non sit probabile, vix ulla erit opi-
nio probabilis in Theologia.*

Hujus propositionis Doctrina falsa
est, temeraria, scandalosa, erronea,
speciosam calumniatoribus & impostori-
bus portam aperit, & clarè deget
quam nefaria placitū probabiliter no-
mine inducantur. T. VI, P. J. p. 205.

CALVINISTES.

Voyez Protestants.

CAMBRAI.

1°. En l'Ass. de 1682, après la lec-
ture de la Procuration de la Province
de Cambrai, M. l'Arch. de Reims, ré-
itérant la protestation qu'il avoit fait
signifier à M. l'Arch. de Cambrai, le
14 Fév. 1678, demande qu'elle soit lue
& insérée dans le Procès-verbal de l'As-
semblée, afin que le rang d'Archevêq.
que M. de Cambrai prétend y prendre,
ne puisse lui préjudicier: il demande
acte de sa protestation. M. l'Evêque de
Châlons, pour la Province de Reims,
adhère à ladite protestation. M. l'Ar-
chevêque de Cambrai & M. l'Evêque
de Tournai, protestent au contraire,
& demandent pareillement qu'il en soit
fait mention au Procès-verbal. T. V,
p. 367. *Les Protestations*, P. J. p. 205
& suiv.

2°. En la même Ass. de 1682, M.
l'Arch. de Cambrai, avant qu'il s'agisse
d'opiner sur la Régale, fait la Déclara-
tion, que la délibération de l'Assemb.
ne pourra préjudicier aux droits & à
l'exemption des Eglises de Cambrai,
d'Arras & de S. Omer: il la renouvelle
après que l'Assemblée a formé sa déli-
bération. T. V, p. 454, 456.

3°. Sur M. de Fénelon, Archevêque
de Cambrai, & son Livre des *Maxi-
mes des Saints*. *Voyez* Quietisme.

CANADA.

1645. EN l'Ass. de 1645, il est parlé d'une somme de dix mille écus déposée en main sûre, par le sieur le Gautre, Prêtre, pour l'établissement d'un Evêché en Canada. Le dessein & la destination de la somme, sont fort approuvés par l'Ass., qui arrête de députer à la Reine pour supplier S. M. de favoriser cet établissement, & de vouloir contribuer de quelque chose de sa libéralité, pour l'accomplissement d'un si pieux dessein. T. III, p. 379, 390.

1655. Cet établissement est de nouveau proposé & poursuivi par l'Ass. de 1655. M. l'Evêque de Vence expose que ceux qui composent la petite Compagnie de Canada, avoient fait un Contrat par lequel ils donnent la moitié de l'Isle de Mont-Réal, le fonds des terres & tous les autres droits qui leur appartiennent, comme Seigneurs, pour la fondation de l'Evêché & du Chapitre. L'Assemblée ayant oui la proposition de M. de Vence, l'approuve unanimement, & le charge de faire, au nom de la Compagnie, toutes les sollicitations & dépêches nécessaires, auprès du Pape, du Roi & du Cardinal Mazarin. L'Abbé de Quéhus est proposé pour être Evêque de Canada : M. le Cardinal promet, au futur Evêque, une pension de 1200 écus. T. IV, p. 369, 370.

Dans une Assemblée de Prélats, tenue à Paris le 25 Sept. 1659, M. l'Archevêque de Rouen se plaint de ce que M. de Montigni avoit obtenu du Pape, par surprise, des Bulles de l'Evêché de Pétrée en Arabie, & que, dans lesdites Bulles, il avoit fait glisser une Commission portant pouvoir d'exercer les fonctions Episcopales dans le Canada, qui fait partie de son Diocèse : l'Ass., conformément à la délibération de la dernière Ass. Gén., a arrêté d'écrire une Lettre circulaire aux Evêques du Royaume, & notamment à M. l'Evêque de Bayeux, qui devoit imposer les mains audit sieur Abbé de Montigni, & avoit déjà pris jour pour cela. T. IV, p. J. p. 149, 150.

Mgr. le Président fait part à l'Ass. de 1685 de l'ordre que S. M. lui a donné de représenter à la Compagnie, qu'elle n'avoit perdu aucune occasion d'appuyer ce que les Archevêq. de Rouen avoient commencé pour l'accroissement de l'Eglise en Canada, en soutenant les Missions qui avoient été envoyées, & procurant, auprès du Pape,

l'établissement d'un Vicaire Apostolique, ensuite l'érection d'un Evêché en la Ville de Québec; que S. M. avoit fait unir, à cet Evêché, deux Abbayes, en sorte qu'outre le Chapitre de l'Eglise Cathédrale qu'on établissoit en cette Ville, on avoit établi aussi, dans le Pays, plusieurs Eglises & plusieurs Couvents; que depuis, lorsqu'on avoit pensé à Rome, à envoyer de nouveaux Missionnaires en Canada, S. M. avoit cru qu'il valoit mieux laisser l'envoi & la conduite des Missionnaires à l'Evêque de Québec; qu'il étoit bon de fortifier cette Mission; qu'elle l'avoit chargé de la recommander à l'Ass., & de demander, pour cet effet, 2000 liv. de pension pendant cinq ans. L'Assemblée, d'un consentement unanime, accorde ladite pension de 2000 liv. pour l'entretien des Missions de la nouvelle France, à la disposition de l'Evêque de Québec. T. V, p. 629, 630.

L'Ass. de 1705 accorde à l'Evêque de Québec, fait prisonnier par les Anglois, avec ses Ecclésiastiques, une gratification ou secours de 4000 liv. T. VI, p. 910.

Celle de 1740 accorde, au même Prélat, une pension de 2000 liv., qui lui est continuée par l'Ass. de 1745. T. VII, p. 1771, 2093.

L'Ass. de 1762, touchée des malheurs de l'Eglise de Québec, & voulant mettre les Grands-Vicaires qui la gouvernent, à portée de lui continuer leurs services, a décidé unanimement qu'il leur sera accordé, jusqu'à la prochaine Assemblée, une pension de 2000 liv., à compter du jour du décès de M. de Pontbriand. T. VIII, p. 1116.

L'Ass. de 1765, ayant égard à la triste situation de la même Eglise, continue le même secours de 2000 liv. de pension à M. l'Evêq. de Québec, & 1000 liv. à Mrs. ses Grands-Vicaires. T. VIII, p. 1593.

Continué de même par l'Assemb. de 1770. T. VIII, p. 1913.

CANDIE. [ISLE DE]

L'ISLE de Candie étoit vivement pressée par les Infidèles. Le Nonce sollicite les Prélats, qui étoient à Paris, de s'assembler pour ordonner des prières & des secours temporels en faveur de cette Isle. Le Roi désire que les Prélats s'assemblent. L'Assemblée se tient aux Augustins, où ils conviennent qu'ils n'ont aucun pouvoir d'ordonner aucune levée sur le Clergé. Ils arrêtent seulement,

aire Apostoli-
un Evêché en
S. M. avait
eux Abbayes,
tre de l'Eglise
toit en cette
aussi, dans le
plusieurs Cou-
on avait pen-
de nouveaux
S. M. avait
ssier l'envoi &
naires à l'Evê-
oit bon de for-
le l'avoit char-
A l'Ass., & de
er, 2000 liv.
ans. L'Assen-
unanime, ac-
2000 liv. pour
de la nouvelle
de l'Evêque de
630.

de à l'Evêque
ier par les An-
ques, une gra-
4000 liv. T.

de, au même
2000 liv., qui
ff. de 1745. T.

de des malheurs
& voulant met-
qui la gouver-
tiner leurs ser-
ment qu'il leur
prochaine As-
2000 liv., à
ccès de M. de
1116.

égard à la triste
lisse, continue
00 liv. de pen-
ébéc, & 1000
naires. T. VIII,

ar l'Assemb. de

SE DE]

toit vivement
Le Nonce sol-
roient à Paris,
onner des prie-
rels en faveur
re que les Pré-
emblée se tient
vient qu'ils
ordonner aucu-
s arrêtent seu-
lement,

lement, que l'on feroit une lettre cir-
culaire à tous les Prélats du Royau-
me, pour les exhorter de faire faire des
prieres publiques, d'exciter les Ecclé-
siastiques & les Peuples à contribuer,
par leurs charités, pour un sujet si avan-
tageux; d'en vouloir eux-mêmes don-
ner l'exemple, autant que la nécessité
de leurs affaires, & l'état de leurs Dio-
ceses poura le permettre. *Rapport d'A-
gence en 1670. T. V, P. Just. p. 97.*

Le Pape accorde un Jubilé pour le
même sujet. *Ibid. p. 97, 98.*

CANILLAC.

Le sieur la Bastide, Conseiller au
Parlement d'Aix, & Prieur du Prieuré
de S. Jean d'Azarac, Dioc. de S. Flour,
présente Requête à l'Ass. de 1655, où
il expose que ledit Prieuré ayant vauqué
par la mort de M. Beaufort de Canil-
lac, il en avait été pourvu par M. l'Abbé
de la Chaise-Dieu, Collateur d'icelui,
& maintenu en la possession dudit Prieu-
ré par sept Arrêts contradictoires, tant
du grand que du privé Conseil; que
néanmoins il étoit troublé en la jouis-
sance des fruits d'icelui par le sieur Ca-
nillac de Dienne, lequel, au préjudice
desdits Arrêts, & au mépris de divers
ordres du Roi, envoyés dans la Pro-
vince d'Auvergne, s'étoit emparé des
revenus dudit Prieuré, sans faire des-
servir les Paroisses. L'Assemblée nom-
me des Commissaires pour examiner
la Requête: sur le Rapport qu'ils en
font, l'Ass. juge l'affaire très-impor-
tante, & délibération prise par Provin-
ces, résout de faire une prompte &
forte Remontrance au Roi, pour obte-
nir, de S. M., des ordres exprès à Mrs.
les Gouverneurs, Lieutenants-Géné-
raux & Intendants, pour rendre le sieur
la Bastide jouissant & paisible posses-
seur du Prieuré, de quoi ils rendront
compte à S. M. dans trois mois; qu'il
sera aussi demandé une Lettre du Roi,
portant ordre, audit sieur de Dienne,
de se rendre dans un mois à la suite de
la Cour, laquelle Lettre lui sera ren-
due par un Exempt, qui aura ordre de
demeurer, avec quatre Gardes, dans la
maison dudit sieur, jusqu'à l'entière
exécution des Arrêts; que cette affaire
sera désormais poursuivie au nom &
aux frais du Clergé par Mrs. les Agents,
sans que le sieur la Bastide puisse en-
tendre à aucun accommodement, que
du consentement du Clergé, &c. T. IV,
p. 274, 275.

L'Ass. n'ayant pu terminer l'affaire du-
Table de la Coll. des P. V.

CANILLAC. CANONISATION.

rant sa tenue, elle ordonna aux Agents
d'appuyer le Sr. de la Bastide par tout
où besoin seroit, & au Recev. Gén. de
fournir aux frais: elle pria en outre Mrs.
les Prélats, qui se trouveroient à Paris,
de faire auprès du Roi, par la voie de
M. le Cardinal, toutes les instances né-
cessaires pour faire cesser ce scandale
public. T. IV, p. 275, 276, 277.

CANONISATION.

DANS les causes de Béatification &
Canonisation, il y a d'abord deux ins-
tances préliminaires à former: l'une
porte sur la renommée de sainteté;
l'autre est pour s'assurer qu'on a fidèle-
ment exécuté le Décret d'Urbain VIII,
qui défend de rendre aucun culte pu-
blic avant la Béatification & Canonis-
ation: c'est l'Ordinaire qui est essen-
tiellement le Juge en ces deux causes;
il les commence *proprio motu*, & nom-
me à cet effet le Promoteur & les au-
tres Officiers nécessaires pour faire les
Procédures juridiques. Sa Sentencedoit
nécessairement précéder l'envoi qui en
est fait à la Congrégation des Rits; sans
cette précaution, elles sont toujours
renvoyées de Rome. *Extrait du Rap-
port de M. l'Archev. de Toulouse, dans
l'affaire de M. de Solminiac. T. VIII,
p. 1444, 1445.*

I. L'Ass. de 1625 écrit au Pape, pour
demander la Béatification de M. Fran-
çois de Sales, Evêque de Geneve. T.
II, p. 543. P. J. p. 132, 133.

L'Ass. de 1635 envoie sur le même
sujet plusieurs Lettres à Rome. T. II,
p. 789. P. J. p. 187.

L'Ass. de 1645 renouvelle les instances
du Clergé auprès de S. S., pour la Ca-
nonisation du bienheureux François de
Sales. Lettre au Pape sur ce sujet. Bref
en réponse. L'Evêque du Puy s'offre
de s'employer à Rome pour solliciter
cette Canonisation; l'offre est acceptée.
T. III, p. 363, 364.

Même sollicitation de la part de l'Ass.
de 1650 auprès du Pape. T. III, p. 696.
P. J. p. 91.

L'Assemb. de 1655 écrit de nouveau
pour la Canonisation du bienheureux
François de Sales. T. IV, p. 347. P. J.
p. 131.

L'Ass. de 1660 renouvelle, par une
Lettre à S. S., les instances du Clergé
pour le même sujet. L'Evêque du Puy
est chargé de remettre la Lettre au Pa-
pe: l'Ass. adresse en même-temps une
Lettre circulaire, pour une quête géné-
rale dans les Diocèses, pour les frais
D d

Préliminaire sur
les lieux, avant de
procéder à Rome.

Béatification &
Canonisation de S.
François de Sales.

de la Canonisation. T. IV, p. 772, 773. P. J. p. 160.

En 1662, l'Evêque du Puy, qui étoit à Rome, adressa à Mrs. les Agents une dépêche pour les Prélats de France à Paris, qui devoit leur être remise en corps : ils s'assemblent à la prière de Mrs. les Agents. La dépêche leur annonce la Béatification de François de Sales, obtenue avant même le temps ordinaire. Le tout ayant été exposé, les Prélats arrêtent qu'il sera écrit une Lettre à S. S. pour la remercier, espérant qu'elle voudra achever un si saint ouvrage par le Décret de la Canonisation; que M. l'Evêque du Puy fera aussi remercier, & prié de continuer ses bons offices; qu'une Lettre circulaire sera adressée à tous les Evêques, afin qu'ils puissent célébrer la Fête du Bienheureux dans leurs Eglises Cathédrales, suivant le contenu audit Bref. T. IV, P. Just. p. 179, 180.

En l'Ass. de 1665, M. l'Evêque d'Evreux, ci devant Evêque du Puy, vient faire le rapport du succès de ses poursuites à Rome, pour la Canonisation de S. François de Sales, & comment la chose étoit entièrement terminée. T. IV, p. 1036, 1037.

En ce même temps les Jésuites font prononcer, dans leur College de Clermont, une Oraison à la louange de saint François de Sales. L'Ass. de 1665 y assiste. T. IV, p. 1037.

M. Gaulx, Evêq.
de Marseille.

II. L'Ass. de 1645 écrit au Pape pour obtenir la Canonisation de feu Jean-Baptiste Gaulx, Evêque de Marseille. T. III, p. 382.

Deux Carmé-
lites : Marie de l'In-
carnation, & Ma-
rie-Madeleine de
Saint-Joseph.

III. L'Ass. de 1650 écrit deux Lettres au Pape, l'une pour la Canonisation de Sœur Marie de l'Incarnation, & l'autre pour celle de Sœur Madeleine de saint Joseph, Carmélite. T. III, p. 703. P. J. p. 92, 93.

L'Ass. de 1655 renouvelle, par deux Lettres, les mêmes instances au Pape, pour les deux Carmélites. T. IV, p. 348, 349. P. Just. p. 131, 132.

La Bienheureuse
Jeanne de Bréac.

IV. Les Religieuses Annonciades sollicitent à Rome, la Canonisation de la bienheureuse Jeanne de France, Fondatrice de leur Ordre. Elles supplient l'Ass. de 1665 de contribuer à ce pieux dessein, en écrivant au Pape; ce qui leur est accordé. T. IV, p. 1044. P. J. p. 208.

On remet à l'Assemblée de 1775 un Bref du Pape, qui autorise l'Office de la B. Jeanne. Voyez Bréviaire, n°. V.

V. L'Ass. de 1670 écrit une Lettre

au Pape, pour la Canonisation de la B. Barbe Aurillor. T. V, p. 129.

La Bienheureuse
Barbe Aurillor.
M. de Solminiac,
Evêq. de Cahors.

VI. L'Evêque de Cahors fait part à l'Ass. de 1670, de quelques miracles de feu M. de Solminiac, son Pré-décesseur. Elle ordonne que la relation en sera insérée dans le Procès-verbal, pour y avoir recours en temps & lieu. T. V, p. 129.

En l'Ass. de 1690, l'Archev. d'Albi rapporte trois Requêtes tendantes aux mêmes fins, présentées, l'une par le Syrdic de la Cathédrale de Cahors, l'autre par le Promoteur du Diocèse, & la dernière par les Chanoines réguliers du Prieuré de N. D. de Cahors. L'objet des Requêtes est d'obtenir la protection de l'Ass. auprès du Pape. Accordé. T. V, p. 675.

En l'Ass. de 1700, l'Evêq. de Cahors renouvelle ses sollicitations pour la Béatification de feu M. de Solminiac. Il demande des secours à l'Ass., qu'elle ne peut accorder, vu l'état des affaires du Clergé; mais elle arrête d'écrire au Pape pour demander la Béatification. La Lettre est dressée, insérée dans le Procès-verbal, & envoyée à Rome à M. l'Ambassadeur, pour être présentée à S. S., le tout, après que M. le Président en aura informé S. S. T. VI, p. 536 & s.

M. l'Evêque d'Angoulême fait part à l'Ass. de 1765, du vœu de sa Province, qui sollicite les bons offices de l'Ass. auprès du Pape, pour demander à S. S. qu'il soit procédé à la Béatification de M. de Solminiac, Evêque de Cahors. M. l'Evêq. de Cahors témoigne à l'Ass. le vœu de la Province d'Albi sur le même sujet. T. VIII, p. 1441.

M. l'Archevêque de Toulouse fait le Rapport de cette affaire, où il résume tout ce qui s'est passé sur le même sujet dans les Ass. de 1670, 1690 & 1700. Il observe que deux choses se sont principalement opposées aux favorables dispositions du Clergé. 1°. Le peu de connoissance qu'on a eu jusqu'ici des règles & des formalités juridiques qu'il est essentiel d'observer dans les Causes de Canonisations. 2°. L'idée révoltante qu'on se fait mal-à-propos des frais considérables qu'entraîne après elle la consommation d'une affaire de cette nature. Il explique ensuite les formalités ou instances préliminaires à faire. *Supra*. Quant au second objet, il observe que les frais considérables en eux-mêmes, deviennent presque insensibles par le nombre d'années sur lesquelles ils doivent être répartis. Il conclut par

façon de la
129.
fait part à
quelques mira-
cles, son Pré-
sente la relation
procès-verbal,
temps & lieu.

chev. d'Albi
ndantes aux
ne par le Syr-
hors, l'autre
te, & la der-
réguliers du
L'objet des
protection de
Accordé. T.

q. de Cahors
s pour la Béa-
solminiac. Il
T., qu'elle ne
affaires du
crire au Pape
tion. La Let-
le Procès-
à M. l'Am-
née à S. S.,
Président en
p. 536 & f.
ne fait part à
sa Province,
tes de l'Ass.
ander à S. S.
tification de
de Cahors.
igne à l'Ass.
bi sur le mê-

loulse fait le
où il résume
même sujet
90 & 1700.
se sont prin-
cipales diff-
peu de con-
ci des règles
qu'il est es-
Causes de
révolante
es frais con-
elle la con-
ce cette na-
formalités
à faire. Sur-
il observe
en eux-mê-
sensibles par
quelles ils
conclut par

CANONISATION.

proposer à la Compagnie cinq objets de délibération. A la suite de ce Rapport, M. l'Abbé de Solminiac parle sur le même objet. T. VIII, p. 1442 jusqu'à 1448.

L'Ass. remet au temps où elle doit reprendre ses séances, à délibérer sur cette affaire; elle prie, en attendant, M. l'Evêque de Cahors, de travailler incessamment aux informations préalables & nécessaires. T. VIII, p. 1448.

Sur les nouvelles instances de M. l'Abbé de Solminiac, l'Ass. ayant repris ses séances, le Promoteur oui, il a été délibéré, à la pluralité des Provinces, que les frais préliminaires qui doivent être faits en France, seront aux dépens de qui il appartiendra, & que les dépenses qui seront faites à Rome, en vertu des procédures décrétées par la Cour de Rome, seront acquittées par mandement sur le Receveur-Général, suivant les ordres des Agents, dont ils rendront compte à l'Ass. de 1770.

L'Ass. nomme des Députés pour l'examen de la vie de M. Alain de Solminiac, Evêque de Cahors. T. VIII, p. 1448, 1449.

Lecture faite en l'Ass. de 1770, des délibérations prises en 1765 & 1766, sur la Canonisation de M. de Solminiac, il a été arrêté, que la dernière délibération, du premier Juillet 1766, seroit exécutée; qu'en conséquence M. l'Archev. de Reims seroit prié, & Mrs. les Agents chargés de donner tous leurs soins, pour que les informations qui se font en France, soient envoyées à Rome aussi-tôt qu'elles seront faites. M. l'Archev. de Reims a été prié en même-temps d'écrire à M. le Cardinal de Bernis pour choisir un Solliciteur. Il a été délibéré de plus d'écrire une Lettre à Sa Sainteté. T. VIII, p. 1889. P. J. p. 661.

Mrs. les Agents rendent compte à l'Ass. de 1775, de l'état où se trouvoit cette affaire. Le Rapport devoit en être fait au premier jour par le Bureau de la Religion: ils se bornent à dire, que les Procédures commencées depuis plusieurs années, & toujours retardées par diverses circonstances, n'avoient été finies que depuis l'ouverture des séances: elles venoient d'être remises par le Prieur de la Chancelade, clauses & cachetées. T. VIII, p. 2521.

M. l'Archevêq. de Toulouse fait, à l'Ass. de 1775, un Rapport très-circoustantié de l'affaire. Il expose les différentes vicissitudes qu'elle a éprouvées, depuis qu'elle fut proposée dans

l'Ass. de 1670; & après avoir rappelé les délibérations des Assembl. de 1765 & 1770, il fait observer que M. l'Ev. de Cahors a suivi les vues du Clergé de France; qu'il a donné à Mrs. de Chancelade toutes les facilités possibles pour accélérer les informations préliminaires. M. l'Abbé de Chancelade a choisi & autorisé, par Procuration du 3 Septembre 1768, un Chanoine Régulier, pour suivre & solliciter la Cause auprès de M. l'Ev. de Cahors, au nom de sa Congrégation, laquelle a dû naturellement subvenir aux frais des informations. On a suivi avec exactitude toutes les formalités requises dans les cas de Béatifications & Canonisations. Trente-deux témoins produits par le Procureur de la Cause, neuf autres pris d'office par le Juge, ont été entendus pour attester la réputation de sainteté du vertueux Evêque. De plus, conformément au Décret d'Urbain VIII, il a été prouvé juridiquement, qu'on n'a point prévenu le Jugement de Rome, par rapport au culte public. Le Rapport fini, l'Ass., conformément à l'avis de la Commission, a arrêté:

1°. D'autoriser Mrs. les Agents à faire payer, par le Receveur-Général du Clergé, les frais qui seront faits à Rome, jusqu'à l'entière conclusion de cette affaire. 2°. De prier Son Eminence d'écrire à M. le Cardinal de Bernis, de choisir un Solliciteur à Rome, s'il ne l'a déjà fait. 3°. De prier en même-temps Son Eminence, & de charger Mrs. les Agents de donner leurs soins, pour que les informations faites en France, soient envoyées à Rome. 4°. D'écrire, au nom de l'Ass., au Souverain Pontife, pour lui témoigner le vif intérêt que l'Eglise de France prend au succès de cette affaire. T. VIII, p. 2523 jusqu'à 2526.

Le projet de Lettre au Pape est lu & approuvé. Son Emin. est priée de faire parvenir la Lettre à Sa S. T. VIII, p. 2526, 2527.

VII. L'Ass. de 1705 écrit une Lettre au Pape, pour la Béatification de M. Vincent de Paul. T. VI, p. 879, 880. P. Just. p. 380.

L'Ass. de 1710 renouvelle les mêmes instances. T. VI, p. 1133. P. J. p. 418.

L'Ass. de 1715 en fait de même. T. VI, p. 1478. P. J. p. 530.

L'Ass. de 1735 écrit à S. S. pour la Canonisation du bienheureux Vincent de Paul. T. VII, p. 1490. P. J. n°. VII, p. 395.

M. Vincent de
Paul.

La Mere de
Chantal.

VIII. Sur la demande des Religieuses de la Visitation, l'Ass. de 1725 écrit au Pape pour la Béatification de la Mere de Chantal. T. VII, p. 476. P. J. p. 113 & suiv.

Même délibération de l'Ass. de 1730. T. VII, p. 1173. P. J. p. 341.

Même délibération de l'Ass. de 1735. T. VIII, p. 573. P. J. p. 218 & f.

La Mere Agnès
de Jésus.

IX. Les Religieuses du Monastere de Ste. Catherine de Langeac, présentent une semblable Requête à l'Ass. de 1725, pour la Béatification de la Mere Agnès de Jésus. L'Ass. en écrit au Pape. T. VII, p. 477. P. J. p. 117.

Même délibération de l'Ass. de 1730. T. VII, p. 1172. P. J. p. 339.

Même délibération de l'Ass. de 1738. T. VIII, p. 658. P. J. p. 247.

Le Bienheureux
François Régis.

X. L'Ass. de 1735 écrit une Lettre au Pape pour la Canonisation du bienheureux François Régis. T. VII, p. 1490. P. J. p. 394.

CAPITATION.

I. L'Edit de la Capitation, publié en 1695, portoit, que les Ecclésiastiques y seroient compris l'année suivante. L'Assemblée, qui tenoit alors, avoit jugé qu'il ne seroit pas honorable pour le Clergé, d'être confondu avec les autres Sujets de S. M.; qu'il valoit mieux prévenir par une offre volontaire, ce que le Roi pourroit souhaiter; que la levée des taxes étant commise à d'autres Officiers que ceux du Clergé, il étoit à craindre que ses droits & ses biens ne fussent pas assez ménagés. En conséquence, l'Ass. supplie S. M. de convertir la Capitation, à l'égard du Clergé, en offre volontaire, s'en rapportant à sa bonté & à sa justice, pour la somme qu'elle pourroit souhaiter. Le Roi consent avec plaisir à cette conversion, moyennant une somme de 4 millions, qui devoit lui être payée annuellement, tant que la guerre d'alors devoit durer.

Il restoit quelques clauses & conditions à régler: M. l'Archev. de Paris, Président, en écrit à M. de Pontchartrain, qui s'en explique avec le Roi.

Voici, Monsieur, répond M. de Pontchartrain, ce que S. M. me commande de vous écrire. Le Roi se contente toujours des 4 millions, & consent que le Clergé en fasse la répartition; il consent qu'il fasse le recouvrement, sans que les Officiers de S. M. s'en mêlent; il consent que vous y compreniez même les Ecclésiastiques non payant décimes. Ainsi

toutes que vous demandez vous est accordé. Mais quand vous dites qu'on taxe cependant les Ecclésiastiques qui ne sont pas Bénéficiaires, j'ai ordre de vous répondre qu'il est vrai; mais que cela ne regarde en rien le Clergé, puisqu'ils ne sont point taxés comme Ecclésiastiques, mais comme Officiers de Robe, ou Officiers de la Maison du Roi, ou Sgrs. de fiefs, terres iurées, ou autres biens purement séculiers & de patrimoine, exprimés dans le Tarif.

Délibération de l'Ass., qui accorde au Roi un secours annuel de 4 millions, jusqu'à la fin de la guerre, aux clauses & conditions ci-dessus énoncées. T. VI, p. 154 jusqu'à 159.

II. La Commission, chargée de la recherche des moyens de payer au Roi les 4 millions de l'offre, propose la voie d'imposition, qu'elle juge ne pouvoir se faire sans une entière connoissance de la valeur des Bénéfices, & du revenu des Contribuables; connoissance qu'on ne peut avoir que par les départements & les mémoires que l'on enverra de tous les Diocèses. Dans cette vue, les Sgrs. Commissaires font lecture à l'Ass. d'un projet d'une Lettre & d'un Mémoire circulaires, à envoyer dans les Provinces. La Lettre & le Mémoire sont agréés par l'Ass. M. le Président est prié de les communiquer au Roi, qui fait quelques observations par rapport à l'Ordre de Malte, sur lequel il n'avoit pas encore pris sa résolution. En attendant, S. M. veut, que présentement & avant l'envoi des Provinces, il soit fait, pour l'imposition des 4 millions, un département de 2500000 liv., & que la répartition des 1500000 l. restantes, soit remise après la réponse des Provinces. En conséquence, le département des 2500000 liv. est arrêté, conformément au pied de 1646. S. M. est informée de la délibération. T. VI, p. 159 jusqu'à 166.

III. L'imposition des 1500000 l. restantes, ne pouvant se faire qu'après les éclaircissements envoyés des Provinces, l'Ass. estime que cette affaire ne peut se terminer que par des Députés qui seroient nommés par les Provinces. Elles nomment en conséquence leurs Commissaires, qu'elles chargent de faire la répartition de ladite somme: mais l'Ass. juge en même-temps, qu'il est à propos de convenir de quelques principes, qui puissent servir de règle aux Députés, pour l'imposition de la somme sur les Communautés & sur les personnes non sujettes aux décimes & Dons-gratuits,

& même ne possédant aucuns biens d'Eglise. *Principes établis à ce sujet.*

1°. Qu'aucunes personnes, ni Communautés ne soient exemptes de payer leur part de la somme.

2°. Que tous les Ecclésiastiques compris dans les départements des décimes, y soient compris, nonobstant, &c.

3°. Que les Curés à portion congrue puissent y être compris, jusqu'à la somme de 10 l., au-delà de celle de 50 liv. pour les décimes.

4°. Que les Pensionnaires y contribuent pour une partie de leurs pensions.

5°. Ainsi que les Religieux qui ne sont que simples Pensionnaires des Abbés ou Prieurs, nonobstant, &c.

6°. Que le Roi se chargera de tous les frais de la levée.

7°. Que les Procès & contestations seront jugés aux Chambres des décimes.

8°. Que tous les actes relatifs pourront se faire sur du papier non marqué. T. VI, p. 166, 167, 168, 295.

Après avoir proposé les maximes sur lesquelles on devoit se régler dans le régallement & répartition des 1500000 liv., la Compagnie estime à propos de faire quelques demandes à S. M. *Articles demandés.* T. VI, p. 168, 169.

Les Députés nommés pour le département des 1500000 l., sont aussi chargés & autorisés par l'Assemb., de faire le département des frais de la levée des 4 millions. *Délibération à ce sujet.* T. VI, p. 170 jusqu'à 173.

IV. Après la séparation de l'Assemb. Gén., la Commission, composée de 16 Députés du premier Ordre de chaque Province, auxquels étoient joints les Agents, s'assemble aux Augustins. Deux objets de cette Commission : 1°. la répartition des 1500000 l., formant, avec la somme de 1500000 l., dont le département avoit été arrêté dans l'Assemb. Gén., celle de 4 millions accordés au Roi, tant que la guerre dureroit. 2°. La fixation des frais du recouvrement dudit secours annuel.

Pour procéder sur le premier objet, les Prélats Commissaires attendirent long-temps les mémoires des Provinces : plusieurs Dioc. n'en envoyèrent point ; d'autres n'en ayant envoyé que de peu conformes à ce qu'on leur avoit demandé ; il fut arrêté que ces Diocèses seroient taxés les uns & les autres, au moins sur le pied de 1646. T. VI, p. 293 jusqu'à 298.

Sur le second objet, le Sr. de Pennautier proposa à la Commission un projet

de recouvrement des 4 millions. Suivant ce projet, le total des frais ne venoit, pour les 1500000 liv., dont le département étoit déjà arrêté, qu'à la somme de 1004 liv. 9 sols, & pour les 1500000 l. restantes à répartir à proportion & sur le même pied, on pouvoit juger qu'ils pourroient monter à la somme de 15000 liv. ou environ ; revenant lesdites deux sommes à celle de 36004 liv. 9 s. ; & ce dans la supposition que le recouvrement se fera dans les Provinces : mais dans le cas où S. M. voudroit faire porter les 4 millions au Trésor Royal, il étoit indispensable d'augmenter la remise à proportion de l'éloignement ou de la difficulté. *Délibération de l'Ass.*, qui approuve le projet, & qui ordonne le paiement des 4 millions aux termes de S. Jean & de Noël.

En conséquence de cette délibération, le département est arrêté, montant à la somme de 1551539 liv., pour faire lad. somme, avec celle de 1500000 liv., dont le département étoit déjà arrêté ; celle des 4051539 liv., pour être lad. somme imposée dans les Diocèses & pays abonnés & non abonnés, par un seul département sur tous les Bénéficiers, Communautés, payant & non payant décimes, Menses conventuelles, offices claustraux, Maisons nouvellement établies, Ecclésiast. vivant d'emplois, ou de patrimoine, & tous autres vivant cléricallement. T. VI, p. 298 jusqu'à 304. P. J. p. 118.

V. La paix ayant succédé à la guerre en Décembre 1697, les Agents représentent au Roi, que, par le Contrat de 1695, on étoit convenu que les 4 millions cesseroient d'être payés à la paix. S. M. leur répond, qu'elle desiroit qu'on payât encore un quartier de l'an 1698, ainsi que les autres Corps du Royaume. T. VI, P. J. p. 118, 119.

VI. La guerre d'Espagne survenue, engagea S. M. à convoquer une Ass. extraord. en 1701, pour subvenir aux frais de cette guerre : le Clergé, sur la demande de S. M., consentit de nouveau à accorder au Roi le même secours qu'avoit occasionné l'Edit de la Capitation : il fit don au Roi de 1500000 l., pour l'année courante de 1701, & s'engagea à fournir 4 millions les années suivantes jusqu'à la paix, ainsi qu'avoit réglé l'Ass. de 1695. *Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1701.*

VII. Le Roi, par ses Edits de 1708 & 1709, avoit permis à ses Sujets de s'affranchir de la Capitation, moyen-

nant finance. La plupart des Particuliers & des Compagnies avoient usé de cette faculté. S. M. présumant que le Clergé embrasseroit le même parti, pour le décharger du subside extraordinaire accordé en 1701, fit proposer à l'Assemb. de 1710 de le racheter par un don de 24 millions. Le don fut accordé, & il servit à éteindre à perpétuité une charge annuelle de 4 millions. *Voyez* Dons-grat. §. III, an. 1710.

VIII. L'Assemb. de 1715, art. 18 du Cahier sur le Temporel, supplie S. M. d'ordonner, que l'on ne pourra comprendre dans les rôles de la Capitation aucuns Ecclésiastiques, Cleres vivant cléricalement, Chantres & Officiers des Bas-Chœurs, ni les Communautés, attendu qu'ils contribuent au paiement du Don-gratuit de 24 millions, accordé pour l'extinction de la Capitation du Clergé. Rép. *Il en sera usé comme par le passé, & il ne sera compris dans les rôles que ceux qui ont été compris depuis le paiement du Don-gratuit accordé pour l'extinction de la Capitation.* Recueil, p. 1542.

L'Ass. de 1765, art. 11 du Cahier du Temporel, représente à S. M., que sa Déclaration de 1701, & le Contrat de 1710, portent un affranchissement général pour tout le Clergé, sans exception, de Capitation; que cependant, contre ces dispositions, on entreprend, dans la Généralité de Lyon, d'assujettir au paiement de la Capitation les Ecclésiastiques non Bénéficiers. Le Clergé supplie S. M. de donner des ordres prompts & efficaces, par lesquels le Clergé continue de jouir paisiblement de l'exemption de la Capitation. *Accordé.* T. VIII, P. J. p. 500.

CAPUCINS.

LES Capucins du Diocèse de Sens, après avoir résisté à leur Archevêque, se soumettent enfin à ses Ordonnances, touchant la Confession & la Prédication. Le Prélat en fait part à l'Ass. de 1655. *Voyez* Approbations, §. II.

Affaire des Capucins de Foix contre l'Evêque de Pamiers, au sujet de l'administration du Sacrement de Pénitence. Intérêt qu'y prend l'Ass. de 1665. *Ibid.*

Capucins de Florac vont au Prêche, invités par le Ministre Sauvage. Excès inouis commis contre eux dans une émeute excitée par ce même Ministre. T. IV, p. 578 & f.

CARDINAUX.

§. I. Rang, distinctions & prérogatives des Cardinaux.

I. Ce fut durant le cours de l'an 1630, que l'on donna le titre d'*Eminence* aux Cardinaux. T. II, p. 702, *ad marginem.*

II. Dans la séance des Etats d'Orléans, tenue le 27 Août 1561, au Château de Saint-Germain-en-Laye, le Roi présent, les Princes du Sang ne voulurent pas permettre que les Cardinaux fussent assis au-dessus d'eux, excepté le Cardinal de Bourbon, qui se mit au-dessus de M. le Prince de Condé, son frère, en sa qualité de Prince, & non en celle de Cardinal. Les Cardinaux de Châillon & d'Armagnac céderent aux Princes; mais ceux de Tournon, de Lorraine & de Guise, se retirèrent de l'Ass., fort mécontents de leurs Confrères. T. I, p. 15.

III. Sur l'exclusion des Cardinaux, même François, des Conseils du Roi, demandée & obtenue par le Parlement en 1651, & sur tout ce qui s'est passé à ce sujet dans l'Ass. du Clergé, tenant alors. *Voyez* Conseil du Roi, n°. II.

IV. C'est la coutume (disoit le Promoteur en l'Ass. de 1621) d'appeler & d'inviter Mrs. les Cardinaux aux Ass., quand ils se trouvent au lieu où elles se tiennent. Sur cette remontrance, l'Ass. députa deux Archevêq. & deux de Mrs. du second Ordre à M. le Cardinal de la Rochefoucauld, pour le prier d'honorer l'Ass. de sa présence. T. II, p. 353. *On en a plusieurs exemples, sur-tout de Cardinaux Ministres, dans différentes Assemblées.*

V. En l'Ass. de 1655, le Promoteur représente, que la coutume étoit d'envoyer visiter Mrs. les Cardinaux, quand ils arrivent dans la Ville où se tient l'Ass. M. le Cardinal Barberin, étant arrivé la veille, la Compagnie pria M. l'Evêq. du Mans & sept autres Députés d'aller le visiter. T. IV, p. 31.

VI. Sur le rang & la place des Cardinaux qui sont invités, ou qui assistent aux Prières publiques, ou aux Services funebres, qui sont ordonnés par les Assemb. *Voyez* Services funebres, §. I, an. 1645.

VII. Mrs. les Cardinaux n'ont pas coutume de signer aux Contrats que le Clergé passe avec S. M. : on en a un exemple dans l'Ass. de 1615. T. II, p. 270.

payer de leurs décimes. T. II, p. 317.

En l'Assemb. de 1619, le Cardinal de Retz fait présenter les Lettres-Patentes du Roi, portant exemption de ses décimes, jusqu'à la concurrence de 7000 liv. ; l'Ass. ordonne l'enregistrement desdites Lettres au Procès-verbal, pour en jouir par le Sgr. Cardinal. T. II, p. 345. P. J. p. 34.

L'Ass. de 1618 raie, dans les comptes du Recev. Gén., pour les années 1615, 1616, les Parties employées pour les décharges de Mrs. les Cardinaux, avec défenses de les employer à l'avenir. A l'égard de l'Apostille à mettre, arrêté que l'Apostille contiendra seulement ces mots : *rayé, attendu la grande nécessité du Clergé*. T. II, p. 396.

Les décharges de Mrs. les Cardinaux durant l'année 1616, rayées au compte de ladite année, & depuis rétablies par Arrêt du Conseil, sont de nouveau rayées audit compte par l'Assemb. de 1635, sauf à leur faire droit, en se pourvoyant par Requête. T. II, p. 673.

Dans l'Ass. de 1635 sont produites les Lettres Patentes, du 12 Déc. 1616, accordées à M. le Card. de Richelieu, portant augmentation de 13000 livres; outre les sept dont il jouissoit auparavant, faisant en tout 20000 livres: lesdites Lettres lues, & la protection continuelle de Son Eminence mise en considération, l'Ass. ordonne que les Lettres seront enregistrées, pour en jouir par le Sgr. Cardinal. T. II, p. 675. P. J. p. 168.

Le Roi avoit accoutumé, arrivant le décès d'un Cardinal, de transférer la décharge dont il jouissoit, à celui qui étoit pourvu à sa place; ce qui induisoit une succession comme nécessaire en pareil cas. L'Ass. de 1635 demande que pareilles Lettres soient réformées, & fait défenses au R. G. d'employer dans ses comptes les décharges, en vertu de Lettres conques en ces termes. T. II, p. 676.

L'Ass. de 1641 alloue dans les comptes du R. G. les décharges de MM. les Cardinaux, sans excepter celle de M. le Cardinal de Bentivoglio. T. III, p. 18.

Dans le compte de 1645 étoit un article de la décharge du Cardinal Mazarin, couchée pour 20000 liv., n'étant allouée dans les comptes précédents que pour 10000. l. L'Ass. de 1650 met sur cet article l'apostille : *rayé pour l'augmentation de 10000 liv., sauf au comptable à se pourvoir à qui bon lui semblera*. T. III, p. 473, 474.

M. le Cardinal de Bouillon demande à l'Ass. de 1670, telle somme qu'elle jugera à propos, sur le fonds anciennement destiné à la décharge des décimes de MM. les Cardinaux. M. le Président fait observer à la Compagnie, que les 36000 liv. destinées pour cela, avoient changé de nature en 1650, l'Assemblée ayant résolu, par une délibération authentique, de les employer à la décharge des Bénéficiers spoliés; que, depuis ce temps-là, ces deniers avoient été employés à cet usage, le Roi y ayant consenti par les derniers Contrats : l'affaire mise en délibération, l'Assemblée accorde au Sgr. Cardinal la somme de 6000 liv. pour chacune année, sur le revenant-bon des décimes au-delà des 36000 liv. qui demeureront dans leur entier, pour être employées à leur destination, & cela en considération du mérite dudit Sgr., sans qu'aucun de Mrs. les Cardinaux puisse prétendre la même chose, à raison de la Dignité, ni que cette grace soit tirée à conséquence. T. V, p. 143.

Le Cardinal de Retz avoit obtenu, en 1671, un Arrêt, suivi de Lettres-Patentes, portant décharge de 6000 livres sur ses décimes: il paroïssoit, par l'énoncé desdits Arrêt & Lettres, que le Sgr. Cardinal prétendoit cette décharge lui être due à cause de sa dignité de Cardinal, sous prétexte d'un Etat du Roi de 1646, dans lequel il y avoit une destination de 36000 liv. pour les décharges des Cardinaux; mais l'Ass. de 1675 fait observer que cette affaire a entièrement changé de face depuis l'année 1651, où, par délibération de l'Ass., il fut ordonné que le fonds, destiné pour les décharges des Cardinaux, seroit employé, par préférence, aux décharges des Diocèses spoliés; ce qui a été exécuté sans contradiction, confirmé par l'Etat du Roi du 13 Janvier 1657, par les Contrats passés entre le Roi & le Clergé es années 1657 & 1666, confirmé de nouveau par S. M. sur les représentations de ladite Ass. de 1675. T. V, p. 183, 184.

L'Ass. de 1695 accorde au Cardinal de Janson une décharge de 6000 liv. sur ses décimes, conformément à l'Arrêt du Conseil qu'il avoit obtenu, & ce sans tirer à conséquence, & sans préjudice du droit que le Clergé a d'employer le fonds de 36000 liv. pour les décharges des Bénéficiers spoliés. T. VI, p. 259, 260, 261.

En l'Assemb. de 1723, M. l'Abbé de Brancas,

on demande
omme qu'elle
onds ancien-
onds des dé-
naum. M. le
Compagnie,
es pour cela,
e en 1650,
par une dé-
les employer
ciers spoliés;
ces deniers
cet usage, le
les derniers
en délibéra-
au Sgr. Car-
iv. pour cha-
nant bon des
o liv. qui de-
er, pour être
tion, & cela
e dudit Sgr.,
es Cardinaux
chose, à rai-
e cette grace
T. V, p. 143).
voit obtenu,
i de Lettres-
rge de 6000
aroisloit, par
Lettres, que
oit cette dé-
de sa dignité
te d'un Etat
uel il y avoit
liv. pour les
; mais l'Ass.
cette affaire
face depuis
libération de
e fonds, des
Cardinaux,
érence, aux
spoliés; ce qui
iction, con-
15 Janvier
tes entre le
ées 1657 &
au par S. M.
adite Ass. de

au Cardinal
de 6000 liv.
ment à l'Ar-
e obtenu, &
ce, & sans
clergé à d'em-
liv. pour les
spoliés. T. VI,
M. l'Abbé de
Brancas,

465 **CARDINAUX. CARMÉLITES. CARPENTRAS.** 466

Brancas, Agent, fait le Rapport de l'affaire de Mrs. les Cardinaux, qui s'étoient opposés à ce qu'il fût accordé aux Diocèses spoliés, & qui avoient souffert de la peste, une indemnité sur les 36000 liv. destinées à cet effet : ils prétendoient que la décharge, demandée par ces Diocèses, ne devoit point être prise sur ce fonds, attendu, disoient-ils, qu'il appartenait aux Cardinaux pour leur servir de dédommagement à cause des décimes qu'ils paient pour leurs Bénéfices, & qu'ils ne devoient cependant pas payer, leur Dignité les exemptant. Mrs. les Agents se crurent obligés de s'opposer à cette prétention : ils proposèrent à Mrs. les Cardinaux de donner leur Mémoire, auquel ils auroient l'honneur de répondre. Les Agents oppoient, de leur côté, les délibérations du Clergé, & les Contrats passés avec le Roi. Mrs. les Cardinaux faisoient observer que l'espece de spoliation dont il s'agissoit pour le présent, & qui étoit occasionnée par la peste, n'étoit point celle qui faisoit l'objet des délibérations & des Contrats; que celle-ci n'étoit autre que l'espece de spoliation causée par les campements des Armées du Roi, & par l'incursion des ennemis de l'Etat.

Sur cet exposé, l'Assemblée ordonne, que le Rapport que venoit de faire M. l'Abbé de Brancas, seroit inséré dans le Procès-verbal; & faisant droit sur les conclusions du Promoteur, enjoint à Mrs. les Agents de demander & poursuivre au Conseil, les Arrêts nécessaires pour la décharge des Diocèses spoliés par la peste, & fait défense au R. G. de payer aucune somme à Mrs. les Cardinaux, jusqu'à ce que le Conseil ait décidé l'affaire. T. VI, p. 1713 jusqu'à 1719.

Cette contestation entre Mrs. les Cardinaux & Mrs. les Agents a été terminée par l'Arrêt du Conseil du 17 Avril 1725, qui a débouté les Agents des demandes faites par eux. T. VII, p. 482, 483.

Les pieces, concernant toute cette affaire, sont rapportées. T. VII, P. J. p. 123 & f.

CARMÉLITES.

1°. L'ASSEMBLÉE de 1645 excepte les Monastères des Religieuses Carmélites, de l'imposition faite par cette Ass. sur les Bénéfices & Bénéficiers, & sur les Maisons Religieuses, pour subvenir au Don accordé au Roi. La Reine

Table de la Coll. des P. V.

l'avoit ainsi demandé. T. III, p. 228, 233.

Même exemption accordée par l'Ass. de 1650, au sujet de l'imposition faite sur les Bénéficiers & les Communautés par l'Ass., & ce, pour certaines considérations, & sans tirer à conséquence. T. III, p. 540.

2°. L'Ass. de 1650 écrit au Pape deux Lettres pour la Canonisation de deux Religieuses Carmélites. Voyez Canonisation, n°. III.

3°. Sur l'affaire des Carmélites de Léon & des Procédures & entreprises du sieur Louytre, à leur sujet. Voyez Evêques, §. XI, n°. I.

CARPENTRAS.

I. EN l'Ass. de 1715, le Promoteur expose, que M. l'Evêque de Carpentras avoit obtenu au Conseil un Arrêt, le 18 Oct. 1711, par lequel il est maintenu dans le droit d'exercer toute Jurisdiction sur les Paroisses, Bénéfices & Bénéficiers de la partie du Diocèse de Carpentras, qui est sous l'obéissance du Roi, & en conséquence, de faire les répartitions sur tous lesdits Bénéfices & Bénéficiers, des Dons gratuits & autres subventions du Clergé, avec défenses à M. l'Evêque d'Apt de le troubler dans ses fonctions & droits; que le même Arrêt ordonne, que dans la présente Ass. il sera fait une distraction des Bénéfices que l'Evêque d'Apt comprenoit dans l'imposition de son Diocèse, & de la somme que lesdits Bénéficiers devront porter, pour en former, dans la suite, un département séparé, qui sera envoyé à l'Evêque de Carpentras, qui supplie la Compagnie de nommer des Commissaires à cet effet. Le Promoteur ajoute, que M. l'Evêque d'Apt avoit présenté au Conseil la Requête en opposition; mais qu'il ne faisoit pas paroître d'Arrêt qui le reçût opposant, & que d'ailleurs, celui qui avoit été obtenu par M. de Carpentras, avoit été rendu sur l'avis des Agents du Clergé.

Sur quoi, & conformément à l'avis des Commissaires, l'Ass. a arrêté, qu'en exécution de l'Arrêt du Conseil, il sera fait un département particulier pour le Diocèse de Carpentras, à raison des Bénéfices qui en dépendent, & qui sont situés dans les terres de l'obéissance du Roi; que le Dioc. de Carpentras paiera à la décharge de celui d'Apt, le 8° des charges qui seront imposées sur le Diocèse d'Apt, & que pareillement il portera le 8° des dettes que le Clergé d'Apt

E c

auroit ci-devant contractées, ou contractera à l'avenir pour lesdites charges, duquel 8^e, conformément audit Arrêt, la répartition sera faite sur lesdits Bénéfices & Bénéficiers par M. l'Evêque de Carpentras. T. VI, p. 1473 & suiv.

En l'Ass. de 1723, M. l'Evêq. d'Apt se plaint que le Règlement, ci-dessus, n'est point exécuté, le Diocèse d'Apt ayant été imposé pour le Don gratuit de 1715, de la même manière que si les Bénéfices du Diocèse de Carpentras avoient dû entrer dans l'imposition. L'Ass. nomme des Commissaires pour l'examen de cette affaire. Le jugement est renvoyé à la prochaine Ass. T. VI, p. 1747, 1748, 1749.

En l'Ass. de 1725, & en conséquence de la délibération de 1723, l'Evêque d'Apt présente la Requête, tendante à même fin que ci-dessus : l'Ass. nomme une Commission pour l'examen de l'affaire. Sur le rapport, & conformément à l'avis, a été délibéré, que le Recev. Gén. tiendra compte au Dioc. d'Apt, sur le rachat des impositions dudit Diocèse, de la somme de 1800 liv., à laquelle les prétentions du Diocèse d'Apt ont été réduites, & que ladite somme sera allouée audit Rec. Gén. dans le compte des revenants-bon ; qu'il sera envoyé par l'Ass. un département au Diocèse de Carpentras, d'une somme de 150 liv. par an, pendant le temps de douze années, pour être ladite somme répartie par M. l'Evêque de Carpentras, sur les Bénéfices de son Diocèse, situés dans les terres de l'obéissance du Roi, pour être reçue par le Rec. Gén. en déduction des 1800 liv., & portée en recette dans ses comptes des revenants-bon ; & que le département pour le Diocèse de Carpentras, pour les douze millions accordés en 1715, sera réformé, conformément à la délib. du 20 Sept. 1715. T. VII, p. 511 & f.

II. Le Parlement de Provence oblige l'Evêque de Carpentras & les autres Evêques du Comtat, d'avoir un Vicaire-Général en France. *Voyez* Avignon, n^o. III.

III. Sur le Droit de Quarte canonique due à l'Evêque de Carpentras, par quelques Décimateurs de son Diocèse, sur le produit de la dîme. *Voyez* Quarte canonique.

CARTES.

CARTES Géographiques Ecclésiasti-

ques du Royaume de France, proposées à l'Ass. de 1740 par le sieur le Beuf, Chanoine d'Auxerre. *Voyez* Pouillé.

CAS DE CONSCIENCE.

Voyez Morale.

CAS PRIVILÉGIÉS.

La Chambre ecclési. aux Etats d'Orléans, en 1560, art. 94 de son Cahier, supplie S. M. de donner, par Edit général, Règlement & Déclaration, en quoi, & quels sont les cas privilégiés, pour éviter à confusion, & qu'aucune usurpation ne soit faite d'une Jurisdiction sur l'autre. Recueil, p. 948.

La Chambre ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, demande, qu'en interprétant les cas privilégiés, pour les grands abus qui s'y commettent, soit déclaré par Ordonnance perpétuelle, que ledit cas privilégié doit s'entendre seulement où il y auroit crime de Leze-Majesté, ou que le repos public auroit été troublé par séditions publiques ou assemblées illicites, avec port d'armes; ledit cas privilégié n'ayant lieu pour quelque délit que ce soit, si ce n'est es cas ci-dessus. Recueil, p. 1019.

L'Ass. de Melun, en 1579, supplie le Roi de commander au sieur Brillon, son Avocat en la Cour du Parlement, & autres tels qu'il lui plaira, de conférer incessamment avec les Commissaires nommés par l'Ass., pour liquider & arrêter les cas privilégiés. T. I, p. 137.

L'Ass. de 1585, dans les Remontrances qu'elle arrête de faire, supplie S. M. de déclarer quels sont les cas privilégiés, pour prévenir les troubles & les entreprises qui se font sur la Jurisdiction. T. I, p. 283.

L'Ass. de 1605, dans l'art. 17 de son Cahier, demande de nouveau la détermination des cas privilégiés. S. M. renvoie à l'Ordonnance de Melun. T. I, p. 726.

L'Ass. de 1610, art. onze du Cahier, supplie S. M. de défendre à ses Juges de prendre aucune connoissance des accusations intentées contre les Ecclésiastiques, sous prétexte des cas prétendus privilégiés; ou qu'à tout le moins lesdits cas soient éclaircis, réglés & limités; qu'alors les Juges séculiers assisteront à l'instruction avec les Juges d'Eglise, suivant la forme prescrite, & non autrement. S. M. renvoie à l'Ordonnance de Melun, à laquelle

ux Etats d'Or-
e son Cahier,
par Edit gé-
claration, en
s privilèges,
& qu'aucune
l'une Jurisdic-
p. 948.

que aux Etats
mande, qu'en
vilégiés, pour
commettent,
nce perpétuel-
gié doit s'en-
y auroit crime
e le repos pu-
séditiions pu-
illicités, avec
vilégié n'ayant
que ce soit, si
Recueil, p.

1579, supplie
sieur Brillon,
du Parlement,
laira, de conc-
les Commis-
T., pour liqui-
vilégiés. T. I,

es Remontran-
re, supplie S.
ont les cas pri-
les troubles &
nt sur la Juris-

l'art. 17 de son
niveau la déter-
giés. S. M. ren-
e Melun. T. I,

onze du Ca-
défendre à ses
e connoissance
ées contre les
rétexte des cas
qu'à tout le
e éclaircis, ré-
les Juges sécu-
action avec les
la forme pré-
S. M. renvoie
un, à laquelle

elle veut qu'il soit ajouté, que les Juges Ecclésiastiques tiendront pour bonnes & valables, les procédures faites par-devant le Juge Royal, & que dans deux mois du jour que les personnes entre-ront dans les prisons, ils procéderont au Jugement du Procès; faute de quoi, il y sera pourvu par les Juges Royaux. T. I, p. 726. T. II, P. J. p. 3.

Même demande dans le Cahier des Etats de 1614. T. II, p. 163.

L'Ass. de 1625 supplie S. M. de faire déclarer quels sont les cas privilégiés, & que pour ce faire, il soit préalablement réglé, que la distinction s'en fasse, non par l'atrocité des crimes qui peuvent mériter plus grande peine que celles d'Eglise; mais par la qualité des cas qui regardent l'Etat ou la sûreté publique. T. II, p. 490.

Dans l'Ass. de 1655, on observe, que les cas privilégiés n'ont été connus en France que dans ces derniers siècles, au moins au sens auquel on les a expliqués: car de tous temps les personnes Ecclésiast. étoient jugées en toutes sortes de crimes par leurs Juges naturels Ecclésiast. & bien qu'en certains cas qui regardoient l'autorité du Roi, & dont les seuls Juges connoissoient contre toutes sortes de personnes, comme port d'armes, rebellion & autres semblables, appelés Cas Royaux, les Ecclésiastiques fussent jugés par les Officiers de S. M.: néanmoins, la peine qui étoit ordonnée, n'alloit jamais contre la personne, mais seulement sur les biens; & quelques autres crimes qu'ils eussent commis, ils étoient jugés par leur Juge naturel, c'est-à-dire, Ecclésiastique, & par lui punis des peines canoniques: que si le crime étoit si énorme, que l'Eglise même jugeât qu'il dût être châtié par quelque peine publique, après qu'elle avoit dégradé le criminel, elle le livroit au bras séculier; mais depuis quelque temps cet ordre a été perverti, & l'Eglise a été privée d'une de ses plus naturelles libertés, qui consiste à juger les Ecclésiastiques, & le Juge séculier, sous prétexte de cas privilégiés, entreprend toute Jurisdiction pour la punition des crimes des Clercs, sur-tout si par les Loix publiques ils doivent être punis de la perte de la vie naturelle ou civile, ou d'autre peine corporelle. T. IV, p. 301.

Ces mêmes maximes se trouvent établies dans la preuve de l'art. 9, du nombre de ceux qui furent présentés au Roi par l'Assemblée de 1675. Pour bien entendre les Décrets de l'Eglise sur cette

matière, disoit le Clergé, il faut observer, 1°. que souvent l'Eglise réduisoit les Clercs, pour la punition de leurs crimes, à la Communion laïque, & c'étoit toute la punition qu'on leur faisoit. 2°. Elle les abandonnoit au bras séculier, & par-là elle les dépouilloit de tout privilège clérical, & c'étoit lorsqu'elle n'avoit pas assez de peines pour les punir. La Glose, sur le chapitre *ad abolendam de Hæreticis*, marque trois cas, où, après la déposition, l'Eglise a coutume d'abandonner le Clerc au bras séculier: 1°. le crime d'hérésie; 2°. le crime de falsification & fausseté; 3°. l'injure faite à son Evêque. Trois conséquences de tout ceci. 1°. Jamais l'Eglise n'a abandonné les Clercs au bras séculier, que pour des crimes très-énormes, après avoir usé de toutes les censures, & après les avoir reconnus incorrigibles; 2°. que le Juge laïque ne prenoit aucune connoissance des crimes des Clercs, qu'après l'abandon du Juge d'Eglise, pour les cas ci-dessus spécifiés; 3°. qu'il n'en connoissoit pas de droit, mais seulement par privilège; & c'est d'où vient le mot de *Cas privilégié*.

Après ces observations & quelques autres, le Clergé supplie S. M. de déclarer que les cas privilégiés sont le crime de lèze-majesté divine & humaine, l'infraction de la sauvegarde du Roi, le port d'armes en assemblées illicites, & les crimes commis dans ces occasions, la fausse monnoie, l'homicide ou assassinat, l'empoisonnement, le rapt & les vols publics, encore que ce fussent cas dont les Prévôts des Maréchaux dussent prendre connoissance, pour lesquels cas les Procès seront faits aux Clercs, suivant l'Edit de Melun, &c. T. V, P. J. p. 162 & s.

Sur cet article. Voyez Jurisdiction, §. I, §. II. Procès criminels des Clercs, §. I.

CAS RÉSERVÉS.

PAR l'art. 6 du Règlement des Réguliers, il leur est défendu d'absoudre des cas réservés, ou de dispenser des irrégularités, en vertu des Privilèges & Indults qu'ils obtiennent du Pape, sans qu'auparavant ils les aient montrés à l'Evêque Diocésain; & que l'Evêque les ait reconnus bons & valables, excepté néanmoins les Indults secrets de la Pénitencerie. T. II, P. J. p. 63.

Dans l'Ass. de 1762, on lit un Mémoire sur une entreprise du Parlement d'Aix, contre la Jurisdiction, en

matiere de cas réservés. La Compagnie a arrêté, qu'attendu que cet Arrêt blesse les droits les plus sacrés de l'Episcopat, il seroit dressé, au nom de l'Assemblée, une Requête en cassation, dont les moyens seroient principalement tirés de l'incompétence des Tribunaux séculiers, pour prononcer sur les cas réservés, & pour défendre l'exécution des Mandemens des Evêques rendus sur cette matiere. La Requête est dressée, lue & approuvée. T. VIII, p. 1077.

CASTILLES.

I. LES sieurs de Castilles, pere & fils, sont élus & admis dans l'emploi de Receveur-Gén. du Clergé. *Voyez* Recev. Gén. §. III, n°. II, III.

II. Sur leurs comptes rendus en différentes Ass. *Voyez* Comptes.

III. Sur les démêlés du sieur de Castilles avec l'Hôtel-de-Ville de Paris, & les poursuites faites contre lui. *Voyez* Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. III.

IV. Dans l'Assemblée de 1615, M. l'Archevêque d'Aix se porte accusateur contre les sieurs de Castilles, pere & fils, à cause de mauvaise gestion, & demande qu'il soit nommé des Commissaires pour instruire le Procès criminel contre ledit de Castilles. La Compagnie lui répond, qu'après qu'il aura vérifié un seul article en particulier des plaintes qu'il faisoit en général, il sera procédé contre le Comptable, ainsi que de raison. Premier chef d'accusation : trois faussetés commises par le sieur de Castilles, pere, dans le compte de l'aliénation de 1586 : *réponse* du sieur de Castilles. Second chef : décharges obtenues sur un faux exposé, employées dans le compte du sieur de Castilles, fils : *réponse*. Troisième chef : parties payées pour vieux arrérages : *réponse*.

Sur quoi, délibération prise par Provinces, a été représenté au Sgr. Archevêq., que la Compagnie ne reconnoissoit aucune faute en tous lesdits chefs d'accusation, & qu'ainsi elle ne pouvoit trouver juste de nommer des Commissaires, ni de procéder aucunement contre ledit de Castilles, & qu'elle prioit le Prélat de se départir desdites accusations; & en cas que le Comptable en soit recherché ailleurs, ou à l'avenir, elle charge les Agents de prendre sa défense, & d'empêcher qu'il ne soit vexé. Le Prélat quitte & prend congé de la Compagnie : aussi-tôt il présente Requête au Parlement contre le sieur de

Castilles, à l'effet de faire revoir ses comptes. Il est arrêté, que les Agents interviendroient, en cette occasion, au Parlement, s'il en étoit besoin, ou se pourvoiroient au Conseil, pour empêcher les fins de lad. Requête, & qu'autres que les Assemblées du Clergé, ne pussent juger des comptes & de la gestion du Receveur-Général. T. II, p. 254 & suiv.

V. En l'Ass. de 1635, le sieur de Castilles poursuit vivement l'affaire qu'il avoit au sujet de la dette de Gibour, Recev. Provincial de Bretagne, pour laquelle dette avoit été rayé un article dans le compte dudit sieur de Castilles. L'Ass. juge l'affaire contre le Comptable : celui-ci se pourvoit au Conseil : l'Ass. ordonne une contrainte contre lui : Castilles proteste de nullité : nouvelles contraintes ordonnées : il est renvoyé pardevant les Commiss. du Conseil, pour les affaires du Clergé : l'Ass. fait production devant les sieurs Commissaires : Castilles est assigné pour faire foi de ses diligences, à l'égard des débets mis en surseance. T. II, p. 685 & suiv. P. J. p. 169 & suiv.

L'Ass. de 1641 raie, dans les comptes du Sr. d'Aguesseau, Recev. Gén., une somme de 5000 liv., due par le Sr. de Castilles, sur le compte des Ministres convertis; enjoint audit Receveur-Général de faire les diligences pour le recouvrement, & aux Agents du Clergé de poursuivre au Conseil un Arrêt contre ledit de Castilles, même en cassation de celui du 12 Avril 1636, par lequel il prétend être déchargé de ladite somme. T. III, p. 17.

Cependant la même Ass., sur l'art. de 18000 liv., prétendues être dues par le sieur de Castilles, du reste de trente-quatre provenant de l'affaire de Gibour, Recev. Provincial de Bretagne, résout que ledit article sera alloué, vu l'Arrêt du Conseil du 12 Avril 1636. T. III, p. 18, 20, 21, 24.

CASTRES.

1°. L'Evêque de Castres se plaint, à l'Ass. de 1650, de beaucoup d'actions violentes de la part de M. le Comte de Bioules, Lieutenant de Roi en Languedoc. Un des Députés de l'Ass. tâche de justifier ce Seigneur. L'Ass. cherche les moyens de les remettre bien ensemble, par l'entremise de Mrs. les Evêques de Languedoc, auxquels elle écrit à ce sujet, ainsi qu'à M. de Castres & à M. le Comte de Bioules. Ces Lettres n'ayant

165

169

1765

1742

1747-

1650

écrite
à la suite
autorité d
condamne

revoir ses
Agents
occasion, au
soin, ou se
pour empê-
, & qu'au-
Clergé, ne
& de la ges-
T. II, p. 254

sieur de Caf-
affaire qu'il
de Gibour,
agne, pour
un article
de Castilles.
le Compta-
au Conseil :
ainte contre
nullité : nou-
es : il est ren-
iff. du Con-
Clergé : l'Ass.
sieurs Com-
né pour faire
gard des dé-
II, p. 685 &

ans les comp-
Recev. Gén.,
due par le Sr.
e des Minis-
dit Receveur-
ences pour le
ents du Cler-
seil un Arrêt
même en cas-
ril 1636, par
argé de ladite

Ass., sur l'art.
être ducs par
de de trente-
faire de Gi-
de Bretagne,
ra alloué, vu
Avril 1636.

S.

es se plaint,
oup d'actions
le Comte de
oi en Langue-
Ass. tâche de
cherche les
en ensemble,
Evêques de
écrit à ce su-
es & à M. le
ttrés n'ayant

165a

trine con-
à la fau-
autorité des
condamnée

pas eu le succès qu'on en attendoit, la
Compagnie ordonne aux Agents d'in-
tervenir pour M. de Castres, quand ils
en seront requis. T. III, p. 584. P. J. p.
59, 60.

1655. 1°. Dans l'Ass. de 1655, il est parlé
du différend du Syndic de Castres avec
la Dame Marquise d'Ambres, pour les
droits honorifiques dans l'Eglise de Lau-
trec. *Voyez* Eglises, §. IV, n°. II.

1695. 3°. En l'Ass. de 1695, il est fait rap-
port du Procès entre le Clergé de Cas-
tres & le Chapitre de Saint-Pons, au
sujet de la taxation aux décimes, des
Prieurés de la Caune & de Lautrec,
Annexes dudit Chapitre. *Voyez* Pons,
(Saint-) n. I.

1765. Autre contestation au sujet de l'im-
position des mêmes Prieurés, renvoyée
à l'Ass. de 1765, & jugée par cette Ass.
Ibidem.

1744. 4°. En l'Ass. de 1742, M. l'Evêque
de Castres réclame l'appui de la Com-
pagnie, en faveur de son Chapitre, dans
une instance pendante au Conseil, con-
tre le Vicaire perpétuel de la Paroisse
de Graulhier, qui disputoit à ce Cha-
pitre une partie des revenus de ce Béné-
fice, quoiqu'ils aient été réunis à la
Mense Capitulaire des premiers
temps de sa sécularisation. L'Ass. fait
solliciter l'affaire en faveur du Chapitre.
T. VII, p. 1845.

1747. 5°. Une affaire considérable, portée
à l'Assemblée de 1747, est celle des
Chartreux de Castres, avec le Syndic
du Clergé du Diocèse, au sujet de leur
prétention de ne pouvoir être imposés
que conformément à des anciennes
transactions. *Voyez* Chartreux, n°. VI.

CAUTIONS DES RECEVEURS DES DÉCIMES.

Sur les cautions exigées du Recév.
Gén. du Clergé. *Voyez* Receveur-Gé-
néral, §. II, n°. III.

Sur celles des Receveurs des Déci-
mes. *Voyez* Offices & Officiers des Dé-
cimes, §. II, n°. III, V.

CAZERNEMENT.

Voyez Logements des Gens de guerre.

CELLOT, JÉSUI TE.

Voyez Censures Doctrinales, n°. XII.

CENSURES DOCTRINALES.

I. Le célèbre Gerson s'étoit élevé dans
le Concile de Constance contre les hor-
ribles maximes de *Jean le Petit* : sa cen-

sure fut adoptée par le Concile. *Jean
Tanquerel*, en 1561, & le Frère *Floren-
tin Jacob*, Augustin, Bacheliers l'un &
l'autre de Paris, en 1595, ayant attri-
bué au Pape l'autorité sur le temporel
des Princes, la Faculté de Théologie
les obligea de défavouer leurs proposi-
tions, & d'en demander pardon. L'acte
de la même Faculté de l'an 1610, re-
nouvelle la censure de *Jean le Petit* :
celui du premier Février 1611, confir-
me la même chose, en condamnant le
livre de *Mariana*, celui de *Bécan* &
autres. La censure du livre de *Sanctarel*,
faite le 4 Avril 1626, porte, que la
doctrine de la dépendance des Rois,
quant au Temporel, est nouvelle, fautive,
erronée, contraire à la parole de Dieu,
&c. T. V, p. 499, 500.

Il y avoit eu un Jugement du Pape
& de la Congrégation des Cardinaux,
qui condamnoit le livre de *Bécan*, comme
contenant des propositions fausses,
téméraires, scandaleuses, séditieuses, au
préjudice du respect & de la vénération
due à la Personne sacrée des Rois & à
leur autorité. La Chambre Ecclésiasti-
que, aux Etats de 1614, adopte & re-
nouvelle ce Jugement, comme un ga-
rant de sa doctrine sur la sûreté de la
Personne sacrée des Rois, & de son
éloignement de toutes les maximes qui
pourroient y être contraires. T. II, p.
182, 183.

II. En 1601, le sieur l'Eschaffier, Avo-
cat, avoit avancé, dans son Plaidoyer
pour le Chapitre de Senlis, plusieurs
propositions tendantes à renverser la
subordination des Prêtres aux Evêques.
Ces propositions sont dénoncées par
l'Evêque de Senlis à l'Assemb. de 1605.
Les propositions sont déclarées fausses,
erronées, hérétiques, contraires au Droit
divin, aux Décrets & Constitutions Ca-
noniques, & ressentant l'impiété. T. I,
p. 763, 764, à la note.

Le sieur l'Eschaffier se rend depuis ap-
pellant de la censure au Grand-Conseil,
par appel comme d'abus : il y obtient
un Arrêt de dangereuse conséquence
pour le Clergé. L'Ass. de 1605 en fait
solliciter la cassation par les Agents-
Généraux. T. I, p. 804.

III. On défère, à l'Assemb. de 1625,
deux Libelles, intitulés : l'un, *Admoni-
tio ad Regem* ; l'autre, *Mysteria politica*.
M. l'Evêq. de Chartres est chargé d'exa-
miner ces deux Livres ; & encore un
autre Livre, intitulé, *le Catholique d'E-
rar*. Le Prélat donne & publie sa cen-
sure : là-dessus M. le Cardinal de la Va-

dans *Jean le Petit*,
Tanquerel, *Ma-
riana*, *Sanctarel*,
Bécan, &c.

Doctrines con-
traire à la subor-
dination des Prê-
tres aux Evêques,
condamnée par
l'Ass. de 1605.

Censures des
Livres *Admonitio
ad Regem*, *Mys-
teria politica*, &c.
dans l'Assemb. de
1625.

lettre représente à l'Ass., que personne n'ignoroit les bruits & les contestations qui s'élevoient de tous côtés sur ladite censure; les uns disant qu'elle n'avoit pas été délibérée, & d'autres alléguant qu'elle étoit peu exacte. Pour mettre fin à ces discours, il propoisoit à la Compagnie, de l'avis même de M. de Chartres, qu'il ne fût plus parlé de lad. censure; qu'il en fût faite une autre, qui soit conçue en peu de paroles, & condamne les Livres seulement en général, sans toucher aucune question en particulier. L'expédient est adopté, & la censure est rédigée le 12 Janvier. *Comperimus*, disent les Evêques Commissaires, *plurima hisce Libellis contineri falsa, temeraria, scandalosa, vitiosa, contrà utilitatem, tranquillitatem & prosperitatem regni, Regisque personam & auctoritatem, & Concilium; quo circa illos ut tales damnamus*, &c. Dès le 21 Janvier, Arrêt intervient au Parlement, Arrêt très-injurieux au Clergé, contre la suppression de la censure de l'Evêque de Chartres, défendant à toutes personnes de publier autre Déclaration que celle du 13 Décembre (celle de M. de Chartres,) à peine, contre les contrevenants, d'être punis comme perturbateurs du repos public. Autre Arrêt du 18 Février, qui ordonne l'exécution du précédent, qui casse & annule, comme attentats, les actes des délibérations des Gens du Clergé, si aucunes ont été faites, au préjudice dudit Arrêt; leur défend de plus s'assembler, ni faire publier aucune Déclaration contraire à celle par eux faite le 13 Décembre, & à tous Imprimeurs de les imprimer, sous peine de la vie. Sur quoi, il est résolu & arrêté d'inviter Mrs. les Cardinaux & Prélats se trouvant à Paris, d'entrer à l'Ass., pour concerter les moyens de tirer raison desdits Arrêts: députation faite à M. le Chancelier, pour obtenir la cassation des Arrêts, & l'évocation au Conseil. L'Arrêt d'évocation est promis. T. II, p. 515, 516, 517. P. Just. p. 115.

L'Assemblée étant dissoute, Mrs. les Cardinaux de la Rochefoucauld & la Valette, & tous les Prélats alors à Paris, s'assemblent à Ste. Genevieve, & y signent un acte portant désaveu de la censure de M. de Chartres. Le 1 Mars, ils s'assemblent derechef, afin de dresser une Requête au Roi pour la cassation des deux Arrêts du Parlement: ils y joignent un Mémoire des moyens qu'ils allèguent contre ces Arrêts, qu'ils prouvent être injurieux au Clergé, at-

tentatoires à l'autorité Royale, & décernés en matière de Religion & de Foi; sur quoi ils prononcent.

Le Parlement, par un 3^e Arrêt, déclare les Assemb. des Prélats nulles & illicites; casse & annule comme attentats les actes faits depuis les premiers Arrêts; leur fait défenses de plus s'assembler; ordonne que l'Arrêt leur sera signifié; leur enjoint de se retirer dans la quinzaine en leurs Diocèses, à peine de saisie de leur Temporel. L'Arrêt est signifié aux Commissaires qui étoient assemblés, pour voir & corriger le Procès-verbal. Réponse de M. l'Arch. d'Auch. La réponse vue au Parlement, 4^e Arrêt qui la déclare nulle, tendante à la destruction des Loix fondamentales de l'Etat, & comme telle, qu'elle sera lacérée & brûlée par la main du Bourreau; ordonne que l'Archev. d'Auch. & l'Ev. d'Angers seront ajournés à comparoître en personne, &c. Dans l'intervalle le Roi envoie au Parlement pour lui défendre d'exécuter son Arrêt avant son arrivée. S. M. mande les Prélats, pour lui exposer leurs moyens; elle envoie aussi au Parlement pour avoir les leurs.

Enfin, le 16 Mars intervient Arrêt au Conseil, par lequel le Roi évoque purement à sa Personne la connoissance de l'affaire. Nonobstant ce, 5^e Arrêt du Parlement, rendu le 28 Mars, qui ordonne l'exécution du 4^e. Les Prélats en ayant eu connoissance, demandent l'audience au Roi; S. M. la promet pour le 30, & ordonne que l'évocation soit signifiée au Parlement, qui défère enfin à l'évocation, moyennant quoi l'audience promise n'a pas lieu. T. II, P. J. p. 115 jusq. 122.

Le 26 & le 27 Février, les Prélats, assemblés à Ste. Genevieve, avoient désavoué la censure de M. de Chartres, & le Discours latin publié sous le nom de l'Assemb., en date du 13 Décembre, nonobstant certains actes prétendus signés du Secrétaire de l'Ass., sur l'un des exemplaires imprimés: ils signent leur désaveu. Proposition qu'on y relève. T. II, P. J. p. 122, 123, 124.

L'Assemb. de 1628, se plaint de l'impression de la censure de M. de Chartres, sous le nom du Clergé: elle ordonne d'en retirer les exemplaires. T. II, p. 633, 634.

IV. En 1631, il y eut des Ass. de Prélats tenues à Paris, dans lesquelles furent condamnés deux Livres écrits en Anglois, dont l'un avoit pour titre, *Modesta & brevis Discussio aliquarum Ajer-*

Censure de
Livres Anglois
autres Livres
blés pour l'au
sente.

sure d'a
arrêtee
du Conse
sollicitat
barnes.

ure de do
sur les
de l'Egl
ma.

royale, & dé-
signation & de
nt.
Arrêt, dé-
ats nulles &
omme atten-
les premiers
de plus s'as-
rêt leur sera
tirer dans la
es, à peine de
Arrêt est signi-
roient assem-
r le Procès-
rch. d'Auch.
ent, 4^e Arrêt
ante à la des-
mentales de
elle sera la-
du Bourreau;
Auch. & l'Ev.
à comparoi-
l'intervalle
ent pour lui
rêt avant son
Prélats, pour
elle envoie
voir les leurs.
servient Arrêt
Roi évoque
connoissance
ce, 5^e Arrêt
8 Mars, qui
t. Les Prélats
, demandent
a promet pour
vocation soit
ui defere en-
ant quoi l'au-
u. T. II, P. J.

les Prélats,
e, avoient de-
de Chartres,
é sous le nom
3 Décembre,
es prétendus
Ass. sur l'un
s: ils signent
n qu'on y re-
123, 124.
plaint de l'im-
M. de Char-
rgé: elle or-
mplaires. T.

es Ass. de Pré-
uelles furent
eries en An-
ur titre, Mo-
uarum Ajer-

Censure de la
Livres Anglo-
autres Livres
blés pour in-
faute.

CENSURES.

tionum Doctoris Kellisoni, in tractatu de Ecclesiastica Hierarchia, Authore Nicolao Smithao; l'autre, *Apologia pro modo procedendi Sanctæ Sedis in regendis Angliæ Catholicis tempore persecutionis, Authore Daniele à Jesu*. Les Prélats assemblés écrivent aux Evêques du Royaume, & leur adressent la condamnation des propositions extraites des Livres condamnés. T. II, p. 644.

Après cette censure, faite par les 34 Prélats assemblés à Paris, des deux Livres ci-dessus, les Auteurs de ces deux Livres, pour soutenir leur doctrine, en composèrent quatre autres: l'un intitulé, *Hermanni Leomelii Spongia*; l'autre, *Querimonia Ecclesiæ Anglicanæ*; le 3^e, *Appendix ad Dominum Archiep. Parisiensem*; le 4^e, *Defensio Decreti*. Les mêmes Prélats assemblés à Paris, veulent censurer ces Livres, qu'ils estimoient, comme les deux premiers, composés par les Jésuites. Ces Peres en étant instruits, donnent un désaveu, par lequel ils déclarent lesdits Livres n'être composés par aucun de leur Société. Ledit désaveu fait à Paris le 23 Mars 1633. Quoique ce désaveu ne satisfît pas entièrement les Evêques, ils s'en contenterent pour lors. Mais en 1643, ils furent bien étonnés, quand ils virent, qu'en un Livre intitulé, *Bibliotheca Scriptorum Societatis Jesu, Authore P. Alegambe*, où les Auteurs desdits Traités étoient nommés de leurs propres noms (Vilson & Floyd) avec éloge. Ces Livres sont dits composés contre les Hérétiques, bien que composés contre les Evêques & contre la Faculté de Théologie; ce qui donna lieu à Mrs. les Prélats de s'assembler, le 29 Novembre 1643, chez M. le Cardinal Mazarin, où ils résolurent de renvoyer dans les Provinces les censures faites treize ans auparavant. T. III, P. J. p. 23.

sure d'un
arrêté par
du Conseil,
solicitation
armes.

V. En l'Ass. de 1635, on se plaint que les Carmes avoient obtenu un Arrêt du Conseil, portant défenses aux Docteurs de la Faculté de Paris, de censurer un Livre intitulé, *l'Alliance spirituelle avec la Vierge*, & tous autres qui traiteroient de la Confraternité du Scapulaire. T. II, p. 789.

sure de deux
sur les Li-
de l'Eglise
me.

VI. Le 9 Février 1639, il y eut une Assemblée des Prélats qui se trouvoient à Paris, tenue à Ste. Genevieve, chez M. le Cardinal de la Rochefoucauld, au sujet de deux Livres, intitulés: l'un, *Traité des Droits & des Libertés de l'Eglise Gallicane*; & l'autre, *Preuves des*

Libertés de l'Eglise Gallicane. Il y avoit eu précédemment un Arrêt du Conseil-Privé, du 10 Novembre 1638, qui défendoit la vente & la distribution desd. Livres. Les Prélats adressent à tous les Evêques du Royaume, une censure en François & en Latin, dans laquelle ils ne disconviennent pas qu'il n'y ait à la vérité quelques vrais principes de l'Eglise Gallicane, & quelques droits légitimes de nos Rois, fidèlement rapportés; mais ils se plaignent de ce que l'Auteur y mêle une infinité d'entreprises sur les droits de l'Eglise, qu'il ne craint point d'annoncer sous le titre spécieux de *Libertés de l'Eglise Gallicane*: en conséquence, les Prélats, d'un commun avis, jugent & déclarent ces deux volumes pernicieux presque par-tout, hérétiques en beaucoup d'endroits, schismatiques, impies, contraires à la parole de Dieu en plusieurs lieux, tendant à la destruction de la Hiérarchie & de la Discipline Ecclesiastique, des Sacrements & observances sacrées: au reste très-injurieux au S. Siege, au Roi, à l'Ordre & Etat Ecclesiastique, & même à toute l'Eglise Gallicane, & pleins de très-dangereux scandales. T. III, P. J. p. 1, 213.

Censure des Li-
vres des PP. Cellot
& Bauni.

VII. L'Ass. de 1641 condamne les Livres des Peres Cellot & Bauni; les premiers, comme contenant une Doctrine nouvelle, téméraire, fautive, pernicieuse & séditieuse; tendant à diminuer l'autorité du S. Siege; à former schisme & division dans l'Eglise; soulevant les Inférieurs contre les Supérieurs; confondant la Hiérarchie & l'ordre que Jésus-Christ a établi dans l'Eglise; renversant la discipline des anciens Canons, & méprisant en mépris les nouveaux, par des propositions erronées, absurdes & fausses.

Pour les Livres du P. Bauni, outre les qualifications susdites, qui leur sont communes, il est dit qu'ils portent les ames au libertinage & à la corruption des bonnes mœurs, & violent l'équité naturelle & le droit des gens; excusent les blasphèmes, les usures, les simonies, &c.

Et afin que ce Jugement soit notoire à tout le monde, les Commissaires sont chargés d'écrire trois Lettres, de la part de l'Ass., l'une au Pape, pour le remercier de la censure du P. Bauni, & le supplier de condamner aussi celui du Pere Cellot. T. III, p. 100, 101.

La censure de la Congrégation de l'Indice des Livres de Bauni & Cellot, Jésuites, avec la censure de la Faculté

de Théologie, de plusieurs propositions extraites des Livres de ces deux Auteurs, sont rapportées. T. III, P. J. p. 9 & suiv.

Censure des Livres de Blondel & de Saumaïse.

VIII. Dans le temps de l'Assemblée de 1645 paroissent deux Livres, l'un de Blondel, & l'autre de Saumaïse, contre l'autorité du Pape; l'un & l'autre remplis d'injures atroces contre le Chef de l'Eglise. Les sieurs Hallier & le Maître sont chargés d'y répondre. La Reine prie l'Ass. de procéder à leur censure. Les Commissaires sont nommés pour ce travail. Le Jugement est, que le Livre de Saumaïse étant composé par un Auteur qui fait profession publique de l'hérésie de Calvin, il portoit sa condamnation sur le front; mais qu'étant d'ailleurs plein d'injures atroces contre le Chef de la Religion, contre les Prélats, contre tout l'Ordre hiérarchique, contenant plusieurs propositions séditieuses, qui vont à porter les peuples à ne reconnoître aucune supériorité dans les Puissances spirituelles & temporelles, &c., le Livre & l'Auteur méritoient une punition exemplaire. T. III, p. 247, 252, 253.

Censure du Livre du P. Rabardeau.

IX. Le Promoteur défère à la même Assembl. le Livre du P. Rabardeau, intitulé, *Michaelis Rabardei, de Societate Jesu, opusculum Gallus de cavendo schismate benignâ manu scriptum*. L'Assemblée s'en tient à la censure faite dudit Livre par la Congrégation des Cardinaux, & ordonne qu'elle sera enrégistrée dans le Procès-verbal. T. III, p. 411, P. J. p. 39, 40.

Censure du Livre intitulé, *Amplius de Beneficiis*.

X. La même Ass. fait examiner par les Commissaires Députés, le Livre intitulé, *Amplius Beneficiaria*: sur le Rapport qui en est fait, l'Assemblée le juge plus digne de mépris que de censure. T. III, p. 411.

Censure du Livre de S. centia media, ou P. Annat.

XI. La Faculté de Théologie, dans l'Université de Toulouse, avoit censuré le Livre de *Scientia media*, par le Pere Annat. Les Jésuites se pourvoient au Conseil, & y obtiennent Arrêt, par lequel il est ordonné que le Doyen de cette Faculté sera assigné pour y défendre. Ce Doyen supplie l'Ass. de 1645 d'embrasser la cause: elle ordonne aux Agents de se joindre à l'Université en cette instance, pour demander que le Jugement de la censure dont est question, soit renvoyée pardevant M. l'Archevêque de Toulouse. L'affaire est proposée dans les Conférences avec Mrs. du Conseil. M. le Chancelier, dès la première ouverture qui en est faite, dé-

clare que l'affaire n'ira pas plus loin, & qu'il ne sera rien ordonné contre les Docteurs. T. III, p. 412, P. J. p. 40.

XII. Les Prélats assemblés à Paris en 1648, nomment quelques-uns d'entre eux pour examiner & censurer deux Livres, l'un, *Ludovici Cellotii, de Soc. Jesu, horarum successivarum Liber singularis*; l'autre, *Privilegium Regularium*. T. III, P. J. p. 51, 52.

XIII. L'Ass. de 1650, nomme des Commissaires pour examiner le Livre anonyme, intitulé, *Privilegia Regularium quibus aperte demonstratur Regularibus ab omni Ordinariarum potestate esse exemptos, necnon in utraque Hierarchia Ordinis & Jurisdictionis locum habere*. Ce Livre, déjà condamné par les Prélats assemblés à Paris, & par la Faculté de Théologie en 1631, l'est de nouveau par l'Ass. de 1650. *Visum est*, disent les Prélats, *multa esse in isto Libro quæ Sacris Conciliorum Canonibus ac decretis repugnant, præcipue S. Synodo Tridentina, nonnulla hæresi proxima, schismatica ferè omnia... occurrere quam plurima quæ Ordinem Hierarchicum destruant... imò ad perfidiam quoque, ad perjurium, ad apostasiam aditum & viam servant, adeoque ab Orthodoxis, tanquam falsa, temeraria, erronea, scandalosa & contra bonos mores fugienda sint*.

L'Ass. exhorte en même-temps les Evêques, dans la Lettre circulaire qui leur est envoyée, de faire mettre en leurs prisons le Frere Bruno, Récollet, Auteur dudit Livre, par-tout où il se trouvera, de priver ceux de son Ordre de toutes fonctions dans leurs Diocèses, de leur refuser même les Ordres. T. III, p. 607, 608. P. J. p. 71 & f.

XIV. Lors de la tenue de l'Ass. de 1650, il parut un Discours intitulé, *Remontrances faites au Roi, sur le pouvoir & l'autorité que S. M. a sur le Temporel de l'Etat Ecclésiastique, pour le soulagement de tous les autres Sujets*. L'Auteur rend le Prince vraiment propriétaire des biens de l'Eglise, & en tout temps; de façon qu'il lui donne le pouvoir d'en disposer à sa volonté. Il propose cette doctrine comme fondée sur le Droit divin, naturel, civil & politique; sur les Ordonnances, enseignements, exemples des Papes, de nos Rois & des autres Princes nos voisins; sur la doctrine des Jurisconsultes; les décisions des Etats-Généraux; les Arrêts du Parlement de Paris; & enfin sur deux Loix absolues, la nécessité de l'Etat & le salut du peuple.

L'Assemblée

Censure du P. Cellotii du Livre Privilegium Regularium

Censure du Livre anonyme intitulé, Privilegia Regularium quibus aperte demonstratur Regularibus ab omni Ordinariarum potestate esse exemptos, &c.

galmont
des Proc
de l'ant

M. Ar

ture du
& de l

pas plus loin,
nné contre les
P. J. p. 40.
blés à Paris en
mes-uns d'en-
censurer deux
Cellouii, & Soc.
m Liber singu-
m Regularium.

Censure du
P. Cellouii,
du Livre Pro-
gum Regularium.

, nomme des
miner le Livre
ilegia Regula-
straur Regula-
m potestate esse
que Hierarchid
locum habere.
né par les Pré-
par la Faculté
l'est de nou-
Visum est, di-
sse in isto Libro
Canonibus ac-
cipiunt S. Synodo
eresi proxima,
occurrere quam
erarchicum des-
m quoque, ad
aditum & viam
rhodoxis, zan-
ronica, scanda-
s fugienda sint.
e même-temps
ette circulaire
e faire mettre
de Bruno, Ré-
ivre, par-tout
ver ceux de son
ons dans leurs
e même les Or-
P. J. p. 71 & f.
de de l'Ass. de
ours intitulé,
Roi, sur le pou-
a sur le Tem-
stique, pour le
autres Sujets.
vraiment pro-
lise, & en tout
i donne le pou-
olonté. Il pro-
me fondée sur
civil & poli-
ces, enseigne-
Papes, de nos
es nos voisins;
consultes; les
étraux; les Ar-
Paris; & enfin
la nécessité de
le.

L'Assemblée

Censure du
P. Cellouii,
du Livre Pro-
gia Regularium,
quibus, &c.

Condamnation
des Proposi-
tions de l'auteur

M. Arnaud.

Censure du
P. Cellouii,
sur le Pou-
voir du Pape
de l'Eglise.

Censure du Pape
& de l'Ano-

L'Assemblée jugeant le Livre très-préjudiciable au bien du Clergé, à la liberté de l'Eglise & à l'immunité des personnes Ecclésiastiques, invite les Prélats du dehors à se joindre à ceux de l'Ass., & délibérer conjointement. M. l'Evêq. de Cominges & M. le Doyen d'Orléans sont nommés pour l'examen & la censure du Livre. Sur leur Rapport, délibération prise par Provinces, a été résolu de le censurer, & de le qualifier, par la censure, d'hérétique, d'impie, de sacrilège, comme renouvelant les hérésies de Wiclef & de Jean Hus; injurieux au Roi & à tous les Ordres du Royaume, &c. Que dans la Préface de la censure, seront insérées toutes les maximes contraires aux propositions contenues dans ledit Livre, & qu'elle sera envoyée dans les Provinces, avec une Lettre circulaire aux Evêques, qui seront priés de la faire publier dans leurs Diocèses, & de faire défenses de garder ledit Livre, sous peine d'excommunication. La censure est dressée en conséquence, lue & signée par les Députés & les Prélats du dehors. Remontrance faite à la Reine par M. de Cominges: ordre de la Reine de procéder révéremment contre le Livre & contre l'Auteur (Paumier.) Mrs. les Agents chargés de poursuivre cette condamnation du Livre & de l'Auteur, auprès du Procureur du Roi & du Lieutenant-Civil. T. III, p. 645 & f. P. J. p. 82, 83.

XV. Sur la condamnation des cinq propositions de Janfénius, & ce qui s'est passé en France à ce sujet. Voyez Religion, §. III, & suiv.

XVI. Sur la condamnation de M. Arnaud, & de la proposition tirée de l'une de ses Lettres. Voyez Arnaud.

XVII. Le 5 Mars 1656, M. l'Evêque de Montauban dénonce à l'Ass. deux Livres: le premier, intitulé, *Défense du Droit Episcopal & de la liberté des Fideles, touchant les Messes & les Confessions d'obligation, par le P. Bagot, Jésuite.* Le second, appelé l'Anonyme, de l'obligation des Fideles de se confesser à leur Curé. L'Ass. nomme des Commissaires pour les examiner. Trois Curés de Paris se présentent, & demandent que le Livre du P. Bagot soit censuré, & que les articles de l'Anonyme, qui peuvent déplaire à la Compagnie, leur soient communiqués, offrant de se soumettre à tout ce qu'ordonnera l'Ass. Onze propositions sont extraites de l'Anonyme, & communiquées aux Curés, qui paroissent établir que le

Table de la Coll. des P. V.

Curé seul est le propre Prêtre, par exclusion du Pape & des Evêq.: l'interprétation donnée à ces propositions par les Curés, consiste à dire, qu'en attribuant la qualité de propre Prêtre au Curé seul, on n'a pas prétendu exclure le Pape & les Evêques, mais seulement les Privilegiés & les Délégués. Le Pere Bagot de son côté déclare, qu'il n'avoit pas entendu que le Pape fût, à l'égard de chaque Evêque & de chaque Dioc., ce qu'est l'Evêque à l'égard de chaque Curé, & de chaque Paroisse de son Diocèse. Dans un autre Ecrit, il reconnoît la Jurisdiction immédiate des Evêques de Droit divin. T. IV, p. 221 jusqu'à 224. P. J. p. 78, 79.

Sur le Rapport de tout ce que dessus fait par les Commissaires, l'Assemblée arrête de faire une relation de tout ce qui s'est passé, & de l'envoyer aux Provinces, & de dresser des articles contenant la véritable & saine Doctrine: les articles sont dressés par les Commissaires: le Cardinal Mazarin demande à les voir: le Nonce s'en plaint: justification des articles qui regardent le Pape & les Evêques. Délibération de l'Ass., que les articles dressés seront reçus, sans descendre d'enseigner le contraire, & que les Livres de l'Anonyme & du Pere Bagot seront supprimés. Explication de ce mot *immédiatement*, par rapport à la Jurisdiction des Evêques: il est prouvé que c'est la doctrine constante des François. M. de Montauban propose de ne point faire d'articles, ni du Pape, ni des Evêques. L'examen en est remis aux Commissaires. Avis par eux proposé & approuvé par l'Ass., qui est de ne point faire d'articles du pouvoir du Pape & des Evêques; mais de conserver les autres articles, & d'envoyer aux Provinces la relation dressée par M. de Montauban. Le Roi demande que l'Ass. ne traite plus de cette affaire, & qu'il n'en soit rien mis sur le Procès-verbal. Le Cardinal Mazarin vient à l'Ass., & parle conformément aux intentions du Roi: (les Prélats du dehors étoient présents) représentations de plusieurs de l'Assemblée: dernière & finale résolution de la Compagnie, de supprimer simplement les Livres, & de parler des articles en un temps plus propre.

Les Livres du P. Bagot, de l'Anonyme & du sieur Brouffe, sont supprimés, comme contenant des propositions mauvaises & contraires à la Hierarchie, à l'autorité Episcopale, & à la discipline & police Ecclésiastique, & capables

F f

de troubler la paix & le repos de l'Eglise. T. IV, p. 224 jusqu'à 229.

M. de Montauban, suivant l'ordre de l'Ass., avoit dressé une Lettre circulaire, pour informer les Diocèses de tout ce qui s'étoit passé au sujet desdits Livres; ladite relation contenant les articles: il y est dit qu'elle a été approuvée & signée. Le Cardinal Mazarin ayant appris que cette Lettre devoit être insérée dans les actes de l'Assemb., écrit aux Agents de n'en rien faire. Il se trouve cependant quelques exemplaires du Procès-verbal imprimé, où cette Lettre aux Diocèses est insérée. T. IV, P. J. p. 79, 80.

M. de Marca, Archevêque de Toulouse, s'étoit ouvertement expliqué en faveur du P. Bagot & des Réguliers; ce qui avoit obligé M. l'Arch. de Sens, qui le contredisoit en tout, & l'opposoit souvent à lui-même, de faire un Ouvrage intitulé, *Règles importantes tirées des textes du Concile de Florence & de Glaber, qui sont rapportées par M. de Marca, ... pour servir à l'examen du Livre du P. Bagot*. M. de Marca se plaint à l'Ass. dudit Livre, comme expliquant mal ses sentiments: il la supplie de le faire examiner & censurer. L'Assemb. se propose de nommer des Commissaires à cet effet; mais la chose en reste là. Il est prouvé qu'il n'y eut aucune délibération prise sur la plainte du Sgr. Archevêque. T. IV, p. 229, 230. P. J. p. 80, 81.

Les Prélats, extraordinairement assemblés à Paris en 1659, apprennent, que, quoique la dernière Assemblée eût supprimé le Livre du P. Bagot, néanmoins il avoit été imprimé à Rome en Latin. Délibération prise, les Prélats députent vers M. le Nonce, pour le supplier d'écrire à S. S., que les Evêques étoient extrêmement surpris de voir que ce Livre eût été imprimé. Arrêté aussi que les Agents feront savoir, par une Lettre circulaire dans tous les Diocèses, que l'Ass. Gén. l'avoit supprimé, afin que l'on en empêche le débit. T. IV, P. J. p. 147, 148.

Censure des Libelles publiés par les Réguliers d'Angers. Suite de cette affaire.

XVIII. En l'Ass. de 1655 est portée l'affaire & la plainte de M. l'Evêque d'Angers, au sujet de quelques libelles publiés par les Réguliers de son Diocèse, contre ses Ordonnances. L'Ass. nomme des Commissaires pour examiner l'affaire. Les Prélats du dehors sont invités pour en entendre le Rapport. Les Ordonn. de M. d'Angers avoient pour objet la Bénédiction des Orne-

ments & des Vases sacrés; les Approbations pour confesser, pour absoudre des Cas réservés; le contentement des Curés, nécessaire aux Réguliers pour confesser hors de leurs Eglises; la Messe de Paroisse, &c. Il paroît contre ces Ordonnances un libelle, sous le titre de *très-humbles Remontrances faites par les Religieux à un grand Prélat de France, sur certains articles de ses Ordonnances, où ils prétendent être grevés*. Le Prélat publie une Lettre Pastorale sur la Confession & la Communion Pastorale: autre libelle contre cette Lettre, ayant pour titre: *Sentiment d'un Docteur en Théologie, servant de résolution à ce qu'on lui demande, touchant la valeur de l'Ordonnance que M. l'Evêque d'Angers a fait publier pour la Confession de Pâques*.

Les abus autorisés par ces libelles, sont réprimés par des Ordonnances Synodales: ces abus & les erreurs enseignées sont réduits à six chefs principaux; savoir, que les Evêques ne peuvent, ni limiter, ni révoquer les Approbations des Réguliers pour la Confession, ni les examiner de nouveau; qu'un Religieux Mendiant, une fois approuvé, l'est pour tous les Diocèses; qu'ils peuvent absoudre des Cas réservés aux Evêques; qu'il n'y a aucune obligation d'assister à la Paroisse pour y recevoir le Sacrement de Pénitence à Pâques, & les instructions; que les Conciles Provinciaux & Nationaux ne peuvent l'ordonner; que le Concile de Trente n'est point là-dessus reçu en France. Les Religieux se pourvoient au Parlement, par appel comme d'abus, contre les Ordonnances, & y obtiennent un Arrêt.

Les Commissaires nommés font leur Rapport à l'Ass. sur ce Rapport, délibération qui approuve, 1°. la conduite & les Ordonnances de M. d'Angers; 2°. qui condamne les propositions contenues dans les deux libelles & dans la Requête des Réguliers, comme téméraires, scandaleuses, fausses, erronées, tendantes à schisme & à hérésie, injurieuses au S. Siege, aux Conciles, allant à la destruction de la Hiérarchie, & contraires à la police de l'Eglise; 3°. par la même délibération, le désaveu des propositions est exigé desdits Religieux, & une Lettre circulaire à tous les Diocèses est résolue; 4°. ordonné que la cassation de l'Arrêt du Parlement sera poursuivie; 5°. quelques propositions du Frere Champourcin,

les Approu-
pour abloindre
entement des
réguliers pour
ites; la Messe
contre ces
sous le titre
nées fuites par
Prélats de Fran-
de ses Ordon-
nances grévés. Le
Pastorale sur
l'Eucharistie. Le
P. d'Angers
cette Lettre,
d'un Doc-
de résolution
ouchant la va-
M. l'Evêque
sur la Confession

ces libelles,
donnances Sy-
erreurs enfei-
chefs princi-
èques ne peu-
oquer les Ap-
pour la Con-
de nouveau;
ant, une fois
les Diocèses;
es Cas réservés
a aucune obli-
iffie pour y re-
nittance à Pâ-
que les Con-
Nationaux ne
le Concile de
ellus reçu en
pouvoient au
omme d'abus,
& y obtien-

nmés font leur
Rapport, dé-
1°. la conduite
M. d'Angers;
oppositions con-
elles & dans la
comme témé-
sses, erronées,
hérésie, inju-
Conciles, al-
la Hiérarchie,
de l'Eglise;
ration, le dé-
t exigé desdits
re circulaire à
solue; 4°. or-
de l'Arrêt du
e; 5°. quelques
Champourcin,

Jacobin de Grasse, font condamnées avec celles des Réguliers d'Angers. Ceux dont le désaveu est exigé, sont, les Supérieurs des Couvents des Carmes, Jacobins, Augustins, Cordeliers & Récollets d'Angers. Les Auteurs du libelle, intitulé, *très-humble*, &c., obligés de condamner ladite doctrine dans quelque Diocèse qu'ils se trouvent. Les Prélats du dehors sont invités pour entendre la lecture de la censure, de la Lettre circulaire aux Evêques & de celle à M. d'Angers.

Les Religieux Mendians d'Angers, bien loin de s'atisfaire, appellent comme d'abus de la censure; & quoique l'appel d'une décision de l'Assemblée sur la Doctrine ne puisse être relevé que devant le Pape, l'appel est reçu au Parlement. Les Supérieurs desdits Ordres, qui étoient à Paris, sont mandés par l'Assemblée; ils demandent aux Commissaires un délai pour répondre; ils refusent de souscrire à la censure; les Auteurs du libelle sont privés de tous emplois dans les Diocèses, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait à M. d'Angers: ordonné que les Particuliers desdits Ordres ne seront reçus à l'Ordination, ni à aucun emploi dans les Diocèses, qu'ils n'aient signé la censure. Le Grand-Vicaire de M. le Cardinal de Retz est prié de faire exécuter dans Paris la délibération de l'Ass.; cependant l'on public & répand trois libelles contre la délibération de l'Ass.; le P. Durand, Jacobin, souscrit à la censure; les Réguliers de Valence refusent d'y souscrire. L'Assemblée députa au Cardinal Mazarin, pour obtenir la cassation de l'Arrêt du Parlement. Mrs. du Conseil avouent qu'on ne peut appeler comme d'abus sur un fait de doctrine. L'Arrêt de cassation est accordé. T. IV, p. 208 jusqu'à 219.

La censure des six propositions du libelle, les deux Lettres circulaires aux Evêques, celle à M. d'Angers, sont rapportées. T. IV, P. J. p. 73 & s.

L'Arrêt du Conseil, qui casse celui du Parlement de Paris, qui avoit reçu les Réguliers d'Angers appellants comme d'abus de la censure, est remis, par ordre de M. le Cardinal Mazarin, à l'Ass. T. IV, p. 302.

XIX. Il parut en 1658 un Livre, sous le titre de *Défense de notre S. P. le Pape, de Nosseigneurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques, & de l'emploi des Religieux Mendians, contre les erreurs de ce temps*, par Jacques Vernant. Ce Jacques Vernant étoit un Carme, nommé de Hère-

dis. En 1664, la Faculté de Théologie censura deux propositions tirées de cet Auteur, dans lesquelles il entreprend d'établir l'infaillibilité du Pape, la supériorité sur les Conciles-Généraux, la puissance absolue sur toute l'Eglise. La Faculté y joignit en même-temps la censure d'un autre Livre intitulé, *Amedæi Guimenii Opusculum singularia universæ ferè Theologia Moralis complectens*, &c. Livre attribué au P. Moya, Jésuite. Les propositions censurées sont au nombre de 34. Il y en a de si horribles, que la Faculté se contente de les indiquer par les premiers mots de la page où elles se trouvent.

En Juillet 1665, le Pape Alexandre VII donna un Décret pour la suppression des deux censures, avec un Bref au Roi, pour demander à S. M. de ne pas permettre que lesdites censures eussent cours dans son Royaume, S. S. se réservant de prononcer sur les Livres censurés. Les Gens du Roi consultés par S. M. sur ce Bref, furent d'avis que S. M. ne pouvoit, sans blesser les droits de sa Couronne, accorder au Pape la satisfaction qu'il demandoit; que les sentiments de la Faculté de Théologie étoient les mêmes que ceux des Peres & des Conciles, du S. Siege, de tous les Parlements & de toutes les Universités du Royaume: bien loin qu'on doive les condamner, elle doit être puissamment excitée d'y persévérer. Le Parlement rendit un Arrêt, le 29 Juillet 1665, en faveur de la censure de la Faculté, & contre la Bulle d'Alexandre VII.

Sur ce qui fut remontré en l'Assemblée de 1665, que la Bulle défendoit aux Evêques même, *sub pœnd excommunicationis lata Sententia*, de soutenir, d'approuver & même de citer les censures de la Faculté, & que le Pape réserve à lui seul le Jugement de toutes les matières traitées par Vernant & Amedæus; l'Ass. nomma des Commissaires pour examiner ce que la Bulle contenoit, & en faire le rapport. T. IV, p. 931, 932. P. J. p. 194 & s.

XX. M. l'Archev. d'Auch dénonce, à l'Ass. de 1665, une Thèse sur le Purgatoire, soutenue en Sorbonne par le Frere Bourdeil: le Prélat accusoit cette Thèse, dans les termes qu'elle est couchée, d'être fautive, téméraire, scandaleuse, contraire aux Décrets du Concile de Trente, détruisant les fondations & les obits de l'Eglise, détournant les Fideles des prières pour les morts.

F f 2

Thèse sur le Purgatoire, dénoncée à l'Assemblée.

Les Commissaires de la Faculté & le Bachelier donnent des explications aux termes de la Thèse, qui pouvoient faire quelque difficulté. L'Assemb. du Clergé ayant trouvé ces explications bonnes & suffisantes, en demeure satisfaite, & résout de ne pas entrer plus avant dans la discussion de la Thèse. T. IV, p. 919 & suiv. *Les explications.* T. IV, P. J. p. 193, 194.

Censure faite par l'Ass. de 1700, de quelques Propositions sur le Jansénisme, sur la Grâce, & de plusieurs de Morale relâchée.

XXI. Parmi les censures émanées du Clergé de France, il n'en est point de plus célèbre que celle de l'Ass. de 1700, sous le titre de *Censura & declaratio Conventus generalis Cleri Gallicani in Palatio Regio San-Germano anno 1700, in materia fidei & morum ejusdem generalis Conventus jussu publicata.*

Cette censure fut proposée par M. le Tellier, Président de l'Ass. : il la réduisit à deux objets, dont le premier est l'examen d'un Livre, qui avoit été dédié à l'Ass., intitulé : *Augustiniana Ecclesia Romana Doctrina à Cardinalis Sfondrati nodo extricata per varios S. Augustini Discipulos.* Ce Livre lui avoit paru renouveler la doctrine des cinq fameuses propositions. Le second & principal objet de la censure proposée, est la condamnation de quantité de propositions de Morale relâchée. Il ajoutoit en même-temps, qu'en agissant avec zèle & avec force contre les erreurs, il convenoit d'user de charité & de modération pour les Auteurs, en s'abstenant de les nommer.

La proposition du Sgr. Président fut généralement approuvée, & la Compagnie nomma, pour procéder à cet examen, une Commission de six Prélats, M. l'Ev. de Meaux à leur tête, & d'autant de Députés du second Ordre.

Cette Commission travailla d'abord à l'indiquer des propositions, qu'elle fit imprimer. Cet indicule contenoit 129 propositions, pour la censure desquelles elle dressa le projet de 75 qualifications, y en ayant plusieurs qui sont comprises sous une seule & même qualification : ce projet de qualifications ne fut point imprimé ; on se contenta d'en donner à chaque Député des copies manuscrites. T. VI, p. 473 jusqu'à 481.

L'Assemb. de 1682, avoit précédemment formé le même projet de censure contre les propositions de Morale relâchée : elle avoit nommé une Commission à cet effet : l'affaire étoit fort avancée, lorsque le Roi jugea à propos de séparer l'Assemblée ; elle n'a point été reprise dans les Ass. suivantes. T. VI, p. 477, 478.

M. l'Evêque de Meaux, Chef de la Commission, fait son Rapport à l'Ass. de 1700, sur chacune des propositions, & ce Rapport remplit plusieurs séances. T. VI, p. 481 jusqu'à 496.

Après un mur examen & des réflexions très-solides sur les propositions, Mrs. les Prélats opinent par Provinces, en la manière ordinaire, & concluent la censure par des qualifications précises. La censure achevée, on examine le projet du discours qui doit être mis à la tête, & la Déclar. qui devoit terminer l'ouvrage. Cette Déclar. contient deux points de Doctrine très-essentiels, dont l'un regarde la nécessité de l'amour de Dieu dans le Sacrement de Pénitence ; & l'autre, la matière du probabilisme. L'Assemb. ordonne de plus, qu'il sera écrit une Lettre circulaire à tous les Prélats du Royaume, en leur envoyant la censure. T. VI, p. 496, 498 jusqu'à 504. *La Censure & la Déclaration.* P. J. p. 193 & s. *La Lettre circulaire,* p. 145.

Les objets de la censure sont, 1°. le Jansénisme ; 2°. la grâce ; 3°. les Vertus Théologiques ; 4°. l'amour de Dieu ; 5°. l'amour du prochain ; 6°. l'observation des Fêtes ; 7°. l'homicide ; 8°. le duel ; 9°. la chasteté ; 10°. le vol, la magie ; 11°. l'usure ; 12°. le mensonge & le parjure ; 13°. la calomnie ; 14°. domestiques qui aident au crime ; 15°. la simonie & la collation des Bénéfices ; 16°. le précepte de la Messe & de la Communion ; 17°. la Messe de Paroisse ; 18°. & 19°. la confession & l'absolution ; 20°. le jeûne ; 21°. l'intempérance ; 22°. le Bréviaire ; 23°. les approbations des Réguliers pour la confession ; 24°. les Loix des Princes ; 25°. l'aumône ; 26°. les pécheurs endurcis ; 27°. le péché philosophique ; 28°. le péché mortel ; 29°. les délectations moroses ; 30°. le probabilisme... S'ensuit la Déclaration sur l'amour requis dans le Sacrement de Pénitence, & sur l'usage des opinions probables. *Voyez chaque matière à particulier.*

Dans la même Ass., M. l'Evêque d'Apr. déféra plusieurs propositions pernicieuses : l'examen en fut renvoyé à Mrs. les Commissaires de la Morale ; mais le temps ne permit pas de les examiner. T. VI, p. 480, 496, 497.

XXII. Dans la même Ass. de 1700, le Sgr. Président dénonça deux propositions contre la supériorité des Evêques sur les Prêtres, contenues dans une Requête présentée au Conseil par le Chapitre de Chartres. *Voyez Evêques,* §. II, n°. I.

Dénonciation de quelques propositions sur la supériorité des Evêques sur les Prêtres.

Chef de la
port à l'Ass.
propositions,
eurs séances.

& des réflexions
propositions,
r Provinces,
& concluent
cations précé-
on examine le
être mis à la
voit terminer
contient deux
entiels, dont
de l'amour de
de Pénitence;
probabilisme.
us, qu'il sera
re à tous les
leur envoyant
96, 498 jusq.
laration. P. J.
alaire, p. 245.
re sont, 1°. le
3°. les Vertus
de Dieu; 5°.
l'observation
e; 8°. le duel;
ol, la magie;
onge & le par-
14°. domesti-
15°. la simo-
nésie; 16°. le
de la Commu-
Paroisse; 18°.
l'absolution;
népérance; 22°.
probations des
sion; 24°. les
aumône; 26°.
27°. le péché
péché mortel;
rofes; 30°. le
a Déclaration
Sacrement de
des opinions
matière et par-

M. l'Evêque
propositions per-
fut renvoyé à
le la Morale;
pas de les exa-
96, 497.
Ass. de 1700,
deux propo-
rité des Evê-
nues dans une
conseil par le
oyez Evêques,

Condamnation
101 Propo-
de Quinell.

Condam-
des
proposi-
du
Quinell.

rapport contre
me intitulé:
saints légiti-
du premier &
second Ordre.

Dénonciation
quelques pro-
positions sur la
ranchée.

XXIII. Censure & condamnation de
101 propositions extraites du Livre des
Réflexions Morales, par le P. Quénel.
Voyez Religion, §. IX & suiv.

XXIV. L'Assemblée de 1715, sur la
requisition du Promoteur, nomme deux
Commissions, composées chacune de
cinq Prélats & d'autant de Députés du
second Ordre, pour examiner le Livre
des *Hexaples*, & celui du *Témoignage*
de la vérité dans l'Eglise. L'Ass. arrête
en même-temps, qu'après le rapport de
Mrs. les Commissaires, il sera opiné,
par Mrs. les Prélats & Mrs. du second
Ordre, suivant l'usage des deux der-
nières Assemblées, ou l'on a prononcé
des censures. Les deux Rapports faits,
chacun de Mrs. les Commissaires, après
de solides réflexions, a dit son avis. Le
projet de censure des deux Livres a été
mis sur le Bureau, pour donner le temps
à l'Ass. d'y faire des observations avant
qu'elle eût à former sa délibération:
après quoi la censure des deux Livres a
été approuvée & signée. Ordonné à Mrs.
les Agents de la faire imprimer, pour
en envoyer des exemplaires à tous les
Prélats du Royaume, avec la Lettre cir-
culaire de l'Assemblée sur ce sujet. T.
VI, p. 1460, 1461, 1462. P. J. p. 501
& suiv.

Nota. L'original de la censure du Li-
vre des *Hexaples*, qui avoit été perdu,
a été retrouvé, & présenté à l'Assemblée
de 1723, & remis aux Archives. T. VI,
p. 1759.

XXV. M. l'Archev. de Tours, dans
l'Ass. de 1745, fait un Rapport, en for-
me de Discours, contre le Livre inti-
tulé: *les Pouvoirs légitimes du premier*
& du second Ordre. Ce discours contient
une idée générale, mais exacte du ca-
ractère de cet ouvrage: le Prélat obser-
ve, que, vu son étendue & la multi-
tude des matières qu'il embrasse, il n'é-
toit pas possible d'avoir assez de temps
pour en découvrir tout le venin, d'en
extraire les propositions les plus mau-
vaises, & d'en faire une censure détail-
lée & dans la forme la plus régulière:
qu'il étoit important néanmoins, &
même essentiel à la Comp., de ne point
se séparer, sans avoir donné des preu-
ves de son indignation contre les nou-
veautés que l'Auteur enseigne. Après
les plus vives actions de grâces rendues
au Sgr. Président, il a été délibéré que
le Rapport ou Discours seroit imprimé,
& que les Agents en envoiroient un
exemplaire à tous les Prélats du Royau-
me. T. VII, p. 2085 & f.

CENSURES.

On peut voir au mot *Livres*, §. II,
n°. 26, quelques ouvrages en réfuta-
tion dudit Livre.

XXVI. M. le Cardinal de la Roche-
foucauld propose, à l'Ass. de 1750, de
soumettre à un examen particulier le
Livre qui a pour titre, *Lettres*, avec ces
mots, *Ne repugnez*. On nomme une
Commission pour l'examen du Livre.
M. l'Archev. de Sens, Chef de la Com-
mission, rend compte de l'examen qui
en a été fait: il se propose, dans son
Rapport, de creuser les maximes de cet
Ecrit artificieux, d'en dévoiler les er-
reurs, d'en peindre les funestes consé-
quences, &c. Il est arrêté que l'Assemb.
fera la censure du Livre, & qu'elle sera
envoyée dans tous les Diocèses, avec
une Lettre circulaire. Le Livre est con-
damné, comme contenant des propo-
sitions respectivement fausses, captieu-
ses, téméraires, offensives des oreilles
pieuses, scandaleuses, injurieuses à l'E-
glise & à nos Rois, d'outrages à leur
autorité, erronées, impies, sentant l'hé-
résie, contraires à l'Ecriture sainte, &
renouvellant des erreurs déjà condam-
nées. T. VIII, p. 401 & f.

La Censure & la Lettre circulaire sont
rapportées. T. VIII, P. J. p. 96 & f.

XXVII. Les Prélats assemblés à Pa-
ris, en Décembre 1753, prennent des
mesures pour prévenir le danger & les
suites du Livre du P. Berruyer, intitu-
lé, *Histoire du Peuple de Dieu*, secon-
de Partie. Mandement de M. l'Archev.
de Paris. Voyez Berruyer.

XXVIII. Sur la censure du Concile
d'Utrecht, tenu en 1763, & de ses dé-
cisions, par l'Ass. Gén. du Clergé, en
1766. Voyez Utrecht.

XXIX. Il n'y eut jamais plus de mau-
vais Livres contre la Religion, qu'il en
a paru dans ces derniers temps. Cette
quantité révoltante d'Ecrits en tout
genre, dont l'objet & le but des Au-
teurs ne tend qu'à renverser les fonde-
ments de la Religion & les règles des
mœurs, a excité le zèle des dernières
Assemblées, notamment de celles de
1765 & de 1775. Celles-ci, dans cette
foule d'écrits pervers, en ont désigné
& noté spécialement quelques-uns des
plus dangereux, qu'elles ont flétris &
condamnés, en les dénonçant au Roi,
& défendant aux Fidéles, sous peine
d'excommunication, de les lire & les
retenir. Voyez Livres, §. III, n°. II.

Censure du Livre
intitulé: *Lettres*.

Censure du Livre
du Pere Berruyer.

Censure du Con-
cile d'Utrecht.

Autres Censures
de Livres contre la
Religion.

CENSURES ECCLÉSIASTIQUES.

I. L'Ass. de Polssy, dans ses Décrets sur la réformation, donne des règles touchant les censures, & notamment l'excommunication. Elle ne veut point qu'on les emploie témérairement pour causes légères, & lorsque par d'autres moyens on peut remédier au mal: *Cum nullum aliud occurrit remedium.*

Elle déclare nulles toutes celles qui sont conçues dans cette forme: *Nisi intra certum tempus satisfeceris, excommunicationi subiaceas.*

A l'égard des excommunications employées dans les Monitoires, elle les permet seulement *pro gravissimis delictis, & in civilibus causis magni momenti, & nonnisi causâ par Episcopum cognita & diligenter examinata.*

Quant aux pécheurs assez endurcis pour se mettre peu en peine de se faire absoudre des censures, & qui persévèrent au-delà de l'année volontairement, elle désire qu'on supplie le Roi, pour que telles personnes soient emprisonnées.

L'Assemb. renouvelle le Règlement du Concile de Basse, par rapport à l'obligation d'éviter les excommuniés; Loi qui n'oblige les Fidéles que par rapport à ceux qui sont nommément dénoncés tels: *Nisi forte*, ajoute l'Ass., *ad id sit evidens in Sententiam excommunicationis incidisse quempiam, ut nulla possit tergiversatione celari, cui nullo Juris auxilio excusari.* T. I, P. Just. p. 9, 10.

L'art. 13 de l'Ordonnance de 1619 portoit défense à tous Prélats & Juges Ecclésiastiq. d'user d'aucunes censures contre les Juges Royaux & Officiers, pour raison de la fonction de leurs charges, à peine de saisie de leur temporel, & d'être procédé contre eux.

Les Commissaires du Clergé ont jugé cet article si préjudiciable à l'autorité de l'Eglise, qu'à l'imitation de leurs Prédécesseurs, lesquels, assemblés en 1584 à S. Germain-en-Laye, pour un article semblable, arrêterent & signèrent une délibération, ils se sont élevés contre ledit article. Recueil, p. 1374, 1375.

II. Pour obvier aux vexations qu'exerçoient sur les Ecclésiastiques les Gentilshommes & autres s'attribuant autorité, l'Assemb. de 1641 trouve juste d'ajouter à la défense faite par le Roi

en l'article de la Déclaration intervenue sur les Cahiers de la dernière Ass., d'interposer l'autorité de l'Eglise; & ce faisant, de procéder par censures & excommunications contre ceux qui commettent lesdites vexations; ensuite de quoi, sera fait défense aux Curés de les recevoir dans l'Eglise, ou de leur administrer les Sacraments. T. III, p. 84.

III. Plusieurs plaintes sont portées à l'Assemb. de 1643, sur des entreprises des Parlements, au sujet des censures & interdits. L'Official de Viviers avoit rendu une Sentence d'excommunication contre un Religieux de S. Ruf, pour avoir entrepris de faire les fonctions Ecclésiastiques sans permission de l'Evêque, & fait refus de montrer son Obéissance. Appel comme d'abus au Parlem. de Toulouse par ce Religieux: Arrêt intervient, qui déclare y avoir abus dans la Sentence, condamne l'Official & le Promoteur à l'amende. Le même Official décerne ajournement personnel, & depuis prise-de-corps, contre un Curé, pour injures atroces par lui proférées contre le Sgr. Evêque: appel au Parlement de Toulouse de la procédure dudit Official: Arrêt du Parlement, qui absout le Curé, & condamne le Promoteur aux dépens.

Autre Arrêt du Parlement de Toulouse, contre l'Evêque de Cahors, & en faveur du Chapitre de Notre-Dame du Vigand, par lequel est ordonné que le Sgr. Ev. levera les interdictions & suspensions par lui ordonnées contre le Doyen & autres Ecclésiast. du Chapitre; autrement & faute de ce faire, déclare ne pas empêcher que les susdits ne se pourvoient pardevant le plus prochain Evêque.

Autre Arrêt du Parlement de Paris, du 30 Août 1645, contre l'Archevêq. de Bourges, & au profit des Religieuses de S. Menon, auxquelles ayant interdit les Sacraments, pour n'avoir pas voulu lui rendre obéissance en sa visite, le Parlement les avoit reçues Appellantes comme d'abus, de l'Ordonnance du Prélat; lui avoit fait défenses de passer outre à l'exécution d'icelle, & enjoignoit au Curé & aux autres Ecclésiastiques séculiers & réguliers, d'administrer les Sacraments auxdites Religieuses.

Autre Arrêt du Parlement de Rouen, du 20 Février 1646, par lequel deux Sentences, données par l'Official de Caen, portant défenses à un Prêtre de s'ingérer en l'administration des Sacre-

ments dans une Paroisse, ont été déclarées abusives & cassées comme telles.

Sur toutes ces entreprises, l'Ass. intervient & fait les poursuites nécessaires. T. III, p. 267, 268.

IV. Le Curé de Mauléon, au Dioc. d'Oléron, dont le Bénéfice est à la présentation d'un Chevalier de Malte, refuse de recevoir l'Evêque dans sa visite, s'opposant par voies de fait aux honneurs qu'on veut lui rendre, & en usant d'une manière outrageante envers le Prélat: après plusieurs commandements d'obéir à son Evêque, & sur le refus le plus obstiné dudit Curé, l'Evêque d'Oléron l'interdit & l'excommunie. Malgré ces censures, qui lui sont signifiées, il continue dès le lendemain de dire la Messe. Il appelle comme d'abus au Parlement de Bordeaux, où il obtient Arrêt sur Requête, qui le renvoie pardevant l'Auditeur-Général de Bordeaux, lequel non-seulement leve l'excommunication à cautele, mais aussi le rétablit dans les fonctions de sa charge. L'Ev. d'Oléron se plaint à l'Assemb. de 1650, qui embrasse sa Cause avec zèle. T. III, p. 555, 556.

En la même Ass., l'Evêque d'Agen expose qu'il lui étoit arrivé presque la même chose dans son Diocèse, où il avoit interdit un Ecclésiastique qui se disoit Chanoine d'Orléans, lequel étoit dans l'Abbaye de Clérac, qu'il prétendoit exempter de sa Jurisdiction, & que ledit Ecclésiast. s'étant de même pourvu au Parlement de Bordeaux, ladite Cour auroit levé l'interdit. T. III, p. 557.

Autre Arrêt semblable, rendu au Parlement de Dijon, dont l'Ass. de 1635 poursuit la cassation. *Voyez* Absolution, §. II, n°. II.

V. M. l'Evêque de Châlons consulte l'Assemb. de 1665, savoir, s'il peut défendre aux Catholiques de son Diocèse, sous peine d'excommunication, de demeurer comme domestiques, apprentifs & compagnons, dans les maisons de ceux de la Religion prétendue réform., à raison du péril d'apostasie: l'Ass. répond, qu'elle ne doute en aucune façon, qu'en usant du remède des censures avec prudence & sagesse, il ne puisse, ainsi que tous les autres Evêques, défendre aux Catholiques de son Diocèse, sous peine d'excommunication, de demeurer chez ceux de la Religion prétendue réformée, en pourvoyant d'ailleurs à leur subsistance, avec d'autant plus de justice & de raison, que lesdits

de la Religion prétendue réform. sont eux-mêmes de semblables défenses aux leurs, de demeurer chez des Catholiques, sous peine de censures de leur prétendue Eglise. T. IV, p. 913.

VI. M. l'Ev. de Condom, en 1666, avoit fait informer contre une Religieuse de Ste. Claire, du Couvent de Nérac, sortie à heure indue de son Couvent, & déguisée; à quoi la Supérieure avoit répondu que c'étoit par permission du Pere Provincial des Cordeliers: sur laquelle information, Sentence d'interdit contre ces Religieuses & Religieux; appel comme d'abus de cette Ordonnance au Parlement de Bordeaux; Arrêt dudit Parlement sur Requête, qui porte que le premier Prêtre levera l'interdiction, ce qui est fait. Autre Arrêt, par lequel il est ordonné que l'Evêque levera l'interdit, sous peine de saisie de son Temporel. Le Prélat se pourvoit au Conseil contre lesdits Arrêts, où intervient, le 17 Juillet 1666, Arrêt qui ordonne la main-levée des saisies faites sur le Prélat, faute d'avoir levé l'interdit, avec permission d'assigner les Parties au Conseil, & cependant défenses d'exécuter les Arrêts de Bordeaux. T. V, P. J. p. 76, 77.

VII. L'Evêque de Vaïson interdit un Monastere de Religieuses de l'Ordre des Chartreux; elles appellent de cet interdit au Parlement de Grenoble, qui les renvoie au premier Evêque pour lever l'interdit. Ce Prélat demande la protection de l'Ass. de 1675, & l'obtient. T. V, p. 252.

VIII. Sur les absolutions *ad cautelam* des censures. *Voyez* Absolution, §. II.

CENTIEME DENIER.

LA Déclaration de 1708 assujettit les donations, autres que par mariage, au droit d'insinuation & de centieme denier. *Proc. verb. de 1735*. P. J. p. 166.

Les Maisons canoniales sont-elles exemptes des droits de centieme denier & d'insinuation. *Voyez* Maisons, n°. II.

Les unions de Bénéfices à des Séminaires y sont-elles sujettes? *Voyez* Unions, n°. III.

Les dots de Religieuses le sont-elles? *Voyez* Dots.

L'Ass. de 1760 approuve un projet de Règlement, au sujet du droit de centieme denier, que les Fermiers du Domaine prétendent être dû, pour concordats passés sur les noyales, entre les gros Décimateurs & les Curés. T. VIII, p. 904, 905.

CÉRÉMONIAL.

Ouvrages qui en traitent.

Cérémonial des
Assemblée, par
d'Aigreville.

I. L'ASSEMBLÉE de 1660 avoit chargé M. l'Evêque de Saintes de faire travailler au Cérémonial des Assemb. Ce Prélat expose qu'il s'étoit servi du sieur d'Aigreville pour cet ouvrage. Il est présenté à l'Ass., qui nomme des Commissaires pour le revoir, afin qu'en suite il soit déposé aux Archives du Clergé. L'Ass. accorde à l'Auteur 500 liv. de gratification, & le Cérémonial est mis aux Archives. T. IV, p. 796.

M. l'Evêque de Meaux présente de nouveau l'ouvrage à l'Ass. de 1665, & dit que cet ouvrage ayant été fait avec beaucoup de soin, d'ordre & d'exactitude, les preuves en étant toutes fidèlement tirées des Procès-verbaux des Assemb. précédentes, il jugeoit qu'il pouvoit être très-utile au Clergé. Sur quoi, il est ordonné que le Livre seroit mis entre les mains des Promoteurs, & que les Prélats qui en ont pris le soin, seroient remerciés. T. IV, p. 1053.

Ce Cérémonial, ou *Pratique des Ass. Gén. du Clergé, tant décennales que des comptes*, est divisé en trois parties, dont la première regarde ce qui se fait dans le lieu ordinaire des Ass., & par les personnes qui les composent; la seconde, ce qui doit être observé, tant dedans que dehors l'Ass., à l'égard de ceux de dehors; la troisième, ce qui doit être observé dans les Eglises.

L'ouvrage est rapporté en entier. T. IV, P. J. p. 161 & f.

Cérémonial François, par Godefrois.

II. L'Ass. de 1723 prie M. l'Archev. de Sens & M. l'Evêque de Nantes de conférer, conjointement avec Mrs. les Agents, avec le sieur Godefrois, sur son projet de la nouvelle édition du Cérémonial François, quant à ce qui peut avoir rapport au Cérémonial du Clergé. L'Ass. prie les mêmes Prélats de vouloir bien travailler à un projet de Cérémonial concernant le Clergé, & donner ensuite leurs soins pour le faire constater. T. VI, p. 1762, 1763.

En l'Ass. de 1725, M. l'Archevêque de Sens propose de nouveau une nouvelle édition du Cérémonial François, par rapport au Clergé seulement, par le sieur Godefrois. Il représente que plusieurs Ass. précédentes avoient souhaité la confection de cet ouvrage, savoir, celle de 1655 & celle de 1665. Sur quoi l'Ass. approuve le dessein de l'ouvrage

proposé, comme étant très-important, & pouvant être très-utile, suivant le projet présenté & lu; elle charge le Sr. Godefrois d'y travailler, aux conditions par lui offertes, & lui accorde une pension de 400 liv. par an, jusqu'à l'Ass. prochaine: elle prie en même-temps Mrs. les Commissaires déjà nommés, de continuer leurs soins & leur attention à ce travail. T. VII, p. 534 & suiv. *Le dessein*, P. J. p. 191 & f.

En l'Ass. de 1726, M. l'Evêque de Chartres fait le rapport de ce qu'avoit fait le sieur Godefrois, en conséquence de la délibération de 1725. T. VII, p. 853, 854.

M. l'Archevêq. de Rouen fait part, à l'Ass. de 1730, de la situation dans laquelle se trouve le Livre intitulé, *Cérémonial François*, par le Sr. Godefrois, & de l'intérêt qu'ont pris les précédentes Assemb. à l'impression de cet ouvrage: ce Prélat estime, aussi-bien que M. l'Arch. de Sens, à qui il en avoit écrit, que l'impression de cet ouvrage pourra être utile au Clergé; mais qu'avant de l'imprimer, il faudroit le perfectionner autant qu'il sera possible, & qu'il pourra se faire d'ici à la prochaine Assemblée. La Compagnie prie Mrs. les Archevêq. de Rouen & de Sens, & M. l'Evêque de Châlons, de vouloir bien veiller, avec Mrs. les Agents, à ce que ledit ouvrage soit achevé, & soit en état d'être présenté à la prochaine Ass. T. VII, p. 1197 & f.

L'Ass. de 1735 substitue, à des Prélats morts, d'autres Prélats, pour examiner le travail que le sieur Godefrois a fait & entrepris sur le Cérémonial du Clergé. T. VII, p. 1506.

En l'Assemblée de 1740, Mrs. les Commissaires des Archives, sur la nouvelle de la mort du sieur Godefrois, proposent à l'Ass. de charger les Agents de voir son fils, & de conférer avec Mrs. les Commissaires qui se trouveront à Paris, pour savoir leur sentiment sur le travail du sieur Godefrois, & l'état actuel de cet ouvrage. T. VII, p. 1759, 1763.

CÉRÉMONIAL.

Relativement aux Assemblées du Clergé.

Trois états différents de ce Cérémonial: 1°. quant à ce qui s'observe dans le lieu ordinaire des Assemblées, & à l'égard des personnes qui les composent; 2°. tant dedans que dehors les Assemblées,

important,
e, suivant le
charge le Sr.
ux conditions
orde une pen-
jusqu'à l'Ass.
même-temps
déjà nommés,
& leur atten-
p. 534 & suiv.
f.
M. l'Evêque
rt de ce qu'a-
oi, en consé-
n de 1715. T.

uen fait part,
ituation dans
e intitulé, *Cé.*
Sr. Godefroi,
les précédén-
n de cet ouvra-
li-bien que M.
n avoir écrit,
ouvrage poura
is qu'avant de
perfectionner
& qu'il poura
ne Assemblée.
les Archevêq.
& M. l'Evêque
bien veiller,
à ce que ledit
oit en état d'être
Ass. T. VII,

ue, à des Pre-
ats, pour exa-
ur Godefroi a
Cérémonial du

740, Mrs. les
es, sur la nou-
Godefroi, pro-
les Agents de
er avec Mrs.
trouveront à
sentiment sur
bi, & l'état ac-
VII, p. 1759,

IAL,

Assemblées du

s de ce Céré-
qui s'observe
s Assemblées,
s qui les com-
que dehors les
Assemblées,

Assemblées, à l'égard de ceux du de-
hors; 3^o pour ce qui s'observe dans les
Eglises.

**§. I. Ce qui s'observe dans le lieu
de l'Assemblée, à l'égard de
ceux qui la composent.**

I. Temps de la convocation des Ass.;
leur durée; le lieu où elles se tiennent;
le nombre des Députés; les premières
séances, l'habit & la séance des Dépu-
tés; qualités & prérogatives des Prélats
& des Sieges; rang pour les Archevê-
ques. *Voyez Assemblées-Général.* §. II,
n^o. III.

II. Députations des Provinces & Pro-
curations; difficultés; contestations &
oppositions sur icelles; Députés subro-
gés & agrégés; Prélat Diocésain in-
vité; Prélats du dehors appelés en cer-
taines affaires. *Voyez Députés aux As-
semblées-Général.* §. I, §. II.

III. Présidents, Promoteurs & Secré-
taires des Assemblées; serment prêté;
réception des Agents; lecture des Ré-
glemens; Lettres d'Etat en faveur des
Députés. *Voyez Assemblées-Général.*
§. II, n^o. V.

IV. Bureaux ou Commissions des Ass.
Voyez Commissions.

V. Ordre & formalités que gardent
les Assemblées dans leurs délibérations.
Voyez Assembl. Gén. §. II, n^o. VII.

VI. Oppositions aux délibérations;
Requêtes; interventions. *Ibid.* n^o. VIII.

VII. Compliments & remerciemens;
visites ordonnées à des Députés mala-
des, ou dans l'affliction; Theses; dis-
cours; usage dans le cas de la mort d'un
Député, ou d'un Prélat non Député;
séance après la Harangue de clôture;
discours d'adieu. *Voyez Assembl. Gén.*
§. II, n^o. VIII, XIX, XX.

**§. II. Ce qui s'observe, tant dedans
que dehors le lieu de l'Assemblée,
à l'égard de ceux du dehors.**

I. Respects rendus au Roi, à la Reine
& à la Famille Royale, par les Assemblées,
tant à leur ouverture, qu'à la clôture
desdites Assemblées. Cérémonial pour
l'audience & pour la réception du Cler-
gé. Autres occasions de députer au Roi.
Manieres différentes dont S. M. fait
savoir ses volontés aux Assemblées. *Voyez*
Harangues.

II. Commissaires du Roi envoyés aux
Assemblées, tant pour saluer la Compa-
gnie de la part de S. M., que pour la
Table de la Coll. des P. V.

demande des dons & subventions. Cé-
rémonial observé dans leur réception.
Voyez Commissaires du Roi.

III. Visites rendues aux Assemblées par
Mrs. de l'Hôtel-de-Ville de Paris, tant
pour assurer le Clergé de leurs respects,
que pour la demande du renouvellement
du Contrat des rentes prétendues
assignées sur le Clergé; Cérémonial ob-
servé pour l'audience & pour la récep-
tion. *Voyez Hôtel-de-Ville de Paris.*

IV. Députations & visites ordonnées
par les Ass., à des Reines étrangères, à
des Princes, Légats, Cardinaux, Non-
ces, Chanceliers, Gardes des Sceaux &
autres personnes de marque. Forme &
Cérémonial de la réception des Dépu-
tés. *Voyez Visites.* §. IV.

V. Visites rendues aux Assemblées par
des Personnes de marque: audiences
accordées: Cérémonial de la réception
de ces Personnes. *Voyez Visites.* §. VI.

VI. Conférences des Commissaires
députés par les Assemblées chez M. le
Chancelier, ou dans la salle du Conseil,
avec Mrs. du Conseil. Cérémonial de
la séance & de la réception des Dépu-
tés du Clergé. *Voyez Conférences.*

VII. Signature des Contrats, tant
pour Dons-gratuits, que pour le renou-
vellement des rentes, par Mrs. du Con-
seil & Mrs. du Clergé; Cérémonial ob-
servé. *Voyez Contrats.* §. IV.

VIII. Eau-bénite donnée par le Cler-
gé sur le corps des Rois, Reines, En-
fants de France, Princes & Princesses
du Sang, dans leur lit de parade; & la
garde du corps par Mrs. les Prélats.
Voyez Morts.

IX. Cérémonial observé par les Ass.
dans la réception des Grand-Maître &
Maître des Cérémonies, lorsqu'ils vien-
nent inviter l'Assemblée, de la part du
Roi, à quelques actions publiques. A
quoi sont-ils tenus envers le Clergé
dans le cours de la Cérémonie? *Voyez*
Cérémonies.

X. Cérémonial ou protocole, par rap-
port aux Lettres du Roi aux Assemblées;
à celles des Assemblées au Roi; à celles de
leurs Alteſſes Royales, des Princes du
Sang, & à celles des Ass. envers eux:
par rapport aux Brefs des Papes aux Ass.,
& aux Lettres des Assemblées au Pape; par
rapport aux Lettres circulaires & parti-
culières des Ass. aux Evêques: par rap-
port aux Lettres des Ass. aux Grands-
Vicaires, le Siege vacant. *On en a des*
exemples. T. IV, P. J. p. 167 & f.

§. III. *Ce qui doit être observé dans les Eglises.*

I. La première séance des Assembl., qui se tient dans le lieu destiné aux Assembl., commence par une Messe basse du S. Esprit, qui se dit dans un lieu préparé pour cet effet : tous les autres jours, avant que d'entrer le matin dans l'Ass., les Députés assistent à une Messe basse, savoir, Mrs. les Prélats en rochet & camail, & les Députés du second Ordre en bonnet quarré.

Après que le Prêtre a dit l'Evangile, un des Acolytes, qui servent à l'Autel, prend le Missel, & le présente ouvert à baiser aux Prélats qui y assistent, & non aux autres Députés; mais la paix est portée, après l'*Agnus Dei*, à tous ceux du premier & du second Ordre. T. IV, P. J. p. 170.

II. Sur la Messe solemnelle & Pontificale du S. Esprit, qui se célèbre aussitôt que l'Ass. est formée, & sur-tout le Cérémonial qui s'y observe. *Voyez* Messe Pontificale.

III. Sur les Prières de Quarante-Heures, indiquées durant les trois derniers jours du carnaval, ou en d'autres occasions, & sur ce qui se pratique alors par les Assemblées. *Voyez* Prières publiques, §. II, n°. IV.

IV. Sur ce qui s'observe par l'Assembl. pour la solennisation de la Fête-Dieu & de la Fête de S. Augustin, lorsque ces Fêtes arrivent durant la tenue des Ass. *Voyez* Fêtes solennifiées par les Ass.

V. Sur les Prières publiques de *Te Deum*, &c.; sur les Services funebres qui sont ordonnés par S. M., & auxquels les Assemblées sont invitées; sur la forme de cette invitation; le rang, la séance & les honneurs dus au Clergé en ces Cérémonies. *Voyez* Prières publiques, §. II, n°. III. Services funebres, §. II.

VI. Sur les Services funebres & solennels, que les Assembl. ordonnent & célèbrent pour un Député qui meurt dans le cours de l'Ass. *Voyez* Services funebres, §. I.

CÉRÉMONIES. [GRAND-MAÎTRE ET MAÎTRE DES]

I. Le Roi fait inviter les Assemblées d'assister aux actions publiques, tels que sont les *Te Deum* pour actions de grâces, les Services solennels pour les défunts Rois & Reines, Princes & Princesses, &c.

Cette invitation est faite, au nom du Roi, par le Grand-Maître, ou, à son défaut, par le Maître des Cérémonies. Le Grand-Maître venant à l'Ass., est reçu par un Député de chaque Ordre, hors la porte de la salle, & il se place devant le Bureau sur une chaise à bras ou fauteuil.

Lorsque le Grand-Maître, ou le Maître, vient inviter l'Assembl. d'assister à un Service pour les défunts, il est précédé par vingt-trois Crieurs, qui portent les armes du Prince mort, attachées sur leurs robes, devant & derrière, & par des Hérauts revêtus de leurs cottes d'armes, & portant en main leurs bâtons couverts de crêpes. Il est revêtu d'une longue robe de deuil, avec le grand chaperon, ayant un bonnet quarré sur la tête, & l'épée au côté; la queue de son manteau est portée par un Ecuyer, jusqu'au lieu où il prend place : ayant présenté la Lettre du Roi, & exposé sa créance, les Crieurs, qui sont debout derrière les chaises de Mrs. du second Ordre, sonnent trois fois leurs timbales, & un d'entre eux fait, à haute voix, les proclamations ordinaires, qu'il laisse par écrit sur le Bureau des Secrétaires. T. IV, P. J. p. 166, 167. *Voyez* Prières publiques, §. II. Services funebres, §. II.

II. Sur la réception du Maître des Cérémonies, quand, dans l'absence du Grand-Maître, il est chargé d'inviter le Clergé, ils s'estiment deux difficultés : 1°. s'il doit être reçu par un Prélat, ou seulement par les Promoteurs, ou par le Promoteur & le Secrétaire, quand il n'y a qu'un seul Promoteur; 2°. s'il doit être placé dans un fauteuil, ou seulement dans une simple chaise à dos sans bras. *Voyez* Prières publiques, §. II, n°. III, an. 1705, 1711. Services funebres, §. II, an. 1723.

III. Autre contestation par rapport au Maître des Cérémonies, savoir, si, dans les Services funebres ordonnés par S. M., le Maître des Cérémonies est tenu de venir prendre le Prélat officiant à la Sacristie, & l'avertir qu'il est temps de commencer la Messe : Règlement obtenu sur ce sujet. *Voyez* Services funebres, §. II, an. 1723.

IV. En 1711, lors du Service célébré pour feu M. le Dauphin à S. Denis, les Prélats eurent à se plaindre de M. Desgranges, Maître des Cérémonies, de ce que non-seulement ils n'avoient point été reçus avec les honneurs accoutumés, mais qu'ils n'avoient pas

au nom du
du, à son dé-
monies. Le
Aff., est reçu
Ordre, hors
place devant
bras ou fau-

e, ou le Mai-
p. d'assister à
e, il est pré-
rs, qui por-
mort, attra-
& derrière,
us de leurs
n main leurs
Il est revêtu
il, avec le
nnet quar-
ré; la queue
r un Ecuyer,
place : ayant
& exposé sa
font debout
du second
eurs timba-
haute voix,
e, qu'il laisse
Secrétaires.
oyez Prières
funebres,

Maître des
absence du
d'inviter le
difficultés:
Prélat, ou
urs, ou par
e, quand il
2°. s'il doit
l, ou seule-
e dos sans
uca, §. II,
services fu-

par rapport
savoir, si,
donnés par
monies est
at officiant
il est temps
Règlement
services fu-

service célé-
S. Denis,
dre de M.
émonies,
n'avoient
onneurs ac-
voient pas

même trouvé la salle préparée pour les
recevoir : suites de cette plainte. *Voyez*
Services funebres, §. II, an. 1711.

CHAISE-DIEU.

Sur l'Abbaye de la Chaise-Dieu.
Voyez Montpellier, n°. VIII.

CHALONS-SUR-MARNE.

Affaire de M. l'Evêque de Châlons-
sur-Marne, contre le sieur Rambourg,
Officier du Bailliage de Châlons, à l'oc-
casion du choix d'un Confesseur pour
la Communion Paschale. Intérêt qu'y
prend l'Assemb. de 1705. *Voyez* Con-
fession, n°. VI.

CHALONS-SUR-SAONE.

1615. 1°. Accord entre le Diocèse de Châ-
lons & l'Abbé de la Ferté, autorisé par
l'Ass. de 1615, par lequel ledit Abbé
consent de payer 120 liv. par an, au-
dessus de sa taxe ordinaire. T. II, p.
293.

1655. 2°. Différend sur le fait des déci-
mes, entre le Syndic du Diocèse de
Châlons & le Prieur de S. Marcel-lès-
Châlons. Celui-ci avoit obtenu un Ju-
gement favorable, à la Chambre Sou-
veraine de Lyon, contre lequel le Syn-
dic s'étoit pourvu au Conseil. Le diffé-
rend est renvoyé, par divers Arrêts du
Conseil, à l'Ass. de 1655, qui nomme
des Commissaires. Leur Rapport fait, &
après les procédures usitées, l'Assemb.
rend son Jugement favorable, en par-
tie, audit Prieur. T. IV, p. 376 & l.

1668. 3°. Arrêt du Conseil de 1668, qui
révoque, pour le Diocèse de Châlons-
sur-Saône, l'article de la Déclaration
d'Avril 1665, qui ordonnoit de faire
apparoître au Lieutenant-Général de la
signature du Formulaire. *Voyez* For-
mulaire, §. I, n°. V.

1705. 4°. Affaire de l'Evêque de Châlons,
contre l'Abbé de Cîteaux, au sujet des
entreprises des Religieux de cette Ab-
baye, contre la Jurisdiction Episcopale
sur l'administration des Sacrements.
Voyez Sacrements, §. II, n°. I.

1733. 5°. Contestation entre le Chapitre de
la Cathédrale de Châlons-sur-Saône &
le Bureau Diocésain, sur la députation
audit Bureau, le choix du Syndic du
Clergé, la voix prépondérante de l'E-
vêque & de son Grand-Vicaire audit
Bureau. L'affaire renvoyée à l'Ass. de
1723, & jugée. *Voyez* Chambres des
Décimes, §. II, n°. II.

1741. 6°. L'Ass. de 1741 nomme des Députés
pour aller remercier M. le Chancelier

CHAMBRES.

de la protection accordée à M. l'Evêque
de Châlons, dans l'affaire que ce Pré-
lat avoit avec le Parlement de Dijon. Il
est arrêté que l'Arrêt, qu'il a obtenu,
seroit imprimé & envoyé dans tous les
Diocèses. T. VII, p. 1838.

CHAMBRE

DES AMORTISSEMENTS.

ELLE est établie en 1641, pour juger
des taxes & des différends à ce sujet, en-
suite révoquée. *Voyez* Amortissement,
§. I, n°. II.

CHAMBRE APOSTOLIQUE.

On fait, dit M. Chéron, dans son
Rapport fait dans l'Assemb. de 1682,
ce que les Papes anciens ont fait autre-
fois pour charger les Eglises de France
de contributions & les rendre tributai-
res, tantôt par des décimes qu'ils vou-
loient imposer, tantôt par l'établisse-
ment d'un droit appelé *dixieme*, ou *va-
cant*, tantôt par des subsides caritatifs.
Jamais l'Eglise Gallicane n'a voulu souf-
frir ces impositions, & s'est toujours
maintenue dans sa liberté & dans son
exemption des subsides ordonnés par
les Papes. La Pragmatique-Sanction de
S. Louis, les Edits de Charles VI & de
Louis XI, en font la preuve. T. V, p.
406, 407.

Les Annates, les Componendes, le
droit de Spoglio, moyens employés par
la Cour de Rome, pour charger les
Eglises de France. *Voyez* Annates,
Componendes, Spoglio.

CHAMBRE D'ARCHIVES EC- CLÉSIASTIQUES EN CHAQUE DIOCESE.

Voyez Archives des Diocèses.

CHAMBRE DE CHARITÉ.

Voyez Aumônes.

CHAMBRE ECCLÉSIASTIQUE AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Voyez Etats-Généraux.

CHAMBRE

CONTRE LES FINANCIERS.

Voyez Finances.

CHAMBRE DES REQUÊTES.

Voyez Requêtes.

CHAMBRES DE L'ÉDIT ET MI-PARTIES.

L'ASSEMBLÉE de 1621, dans son Cahier de Bordeaux, présenté au Roi, supplie S. M. de casser les Chambres mi-parties, & de réunir leur Jurisdiction à celle des Parlements. T. II, P. Just. P. 41, 42.

L'art. 34, de l'Edit de Nantes, en réglant la Jurisdiction des Chambres de l'Edit, leur défend de juger les causes où il s'agit des droits & des devoirs du Domaine de l'Eglise, matieres bénéficiales, possesseur des dîmes & des patronages ecclésiastiques; lesquelles causes doivent être traitées & jugées dans les Cours de Parlement. La Déclaration du 2 Janv. 1626, & celle du 16 Décembre 1636, leur défend de connoître de la transgression des Fêtes. Les Chambres de l'Edit n'ont droit de connoître que des différends de Particuliers à Particuliers, où ceux de la Religion prétendue réformée sont Parties principales ou garants, & non des différends qui regardent l'exécution ou l'interprétation de l'Edit en général.

Quoique cela soit ainsi, observent les Commissaires dans le Rapport fait à l'Ass. de 1660, lesd. Chambres ne laissent pas d'aller au-delà des bornes de leur Jurisdiction, en prétendant connoître de tous les différends qui regardent l'exécution de l'Edit, où il s'agit même des droits de l'Eglise. Pour arrêter les entreprises de ces Chambres, il seroit à propos de demander un Arrêt général au Conseil, par lequel défenses leur fussent faites de connoître des causes où il s'agit de l'exécution ou interprétation de l'Edit, des attentats de leurs Ministres contre les Edits & Arrêts du Conseil, des droits & devoirs de l'Eglise, de la restitution des Eglises, des Cimetières ou des biens usurpés, de la démolition de leurs Temples & de leurs Annexes, des demandes qu'on peut leur faire de contribuer aux réparations des Eglises, des Presbyteres, & aux choses qui regardent le possesseur de l'Eglise, puisque toutes ces choses, par l'art. 34 de l'Edit de Nantes, doivent être jugées dans les Parlements. T. IV, p. 600, 601.

Un des principaux points de la Remontrance faite au Roi, au nom de l'Assemblée de 1665, est celui par lequel S. M. est suppliée de réunir & incorporer les Chambres de l'Edit de Castres, de Bordeaux & de Grenoble, à

leurs Parlements, de même que celle de Paris; & en attendant cette réunion, qu'elles ne puissent pas connoître des crimes des Relaps, ni des affaires des Convertis à la Religion. T. IV, p. 906.

L'art. X, du Cahier de cette Assemblée, est à ce sujet. T. IV, P. J. p. 187, 188.

L'art. XI porte, que les Chambres de l'Edit ne puissent connoître des appellations comme d'abus, de la célébration des mariages, ni de la transgression des Fêtes, ni du possesseur des Bénéfices, ou des contestations qui surviendront pour raison des biens d'Eglise, ni de quelque autre maniere que ce soit, ni du possesseur des dîmes inféodées, ni des causes criminelles auxquelles les Ecclésiastiques seront défendeurs; & en cas qu'ils soient poursuivis esdites Chambres, qu'ils puissent demander leur renvoi au Parlement.

La réponse du Roi à cet article porte, que les Chambres de l'Edit connoîtront des appellations comme d'abus, incidentes à matieres & procès dont les Chambres de l'Edit sont compétentes; & à l'égard des mariages, faits dans les Eglises Catholiques, ou devant le propre Curé, les Officiaux en connoîtront; s'ils sont faits aux Temples de ceux de la Religion prétendue réformée, ou pardevant leurs Ministres; si le défendeur est Catholique, les Officiaux en connoîtront pareillement; & si le défendeur est de la Religion prétendue réformée, les Juges Royaux en connoîtront; & par appel, les Chambres de l'Edit. A l'égard des causes criminelles, où les Ecclésiastiques sont défendeurs, les Juges Royaux en connoîtront, & en cas d'appel, les Parlements. Pareillement les Chambres de l'Edit ne pourront connoître de la propriété, ni de la possession des dîmes inféodées, ni d'autres droits, devoirs, ou domaine de l'Eglise, en conséquence de l'art. 34 de l'Edit de Nantes. T. IV, P. J. p. 188.

L'Assemblée de 1665 obtient une Déclaration, portant que tous prévenus ou accusés de crime de relaps ou apostasie, seront jugés par les Parlements, & le Procès par eux fait, conformément à la Déclaration du 20 Juin 1665; pareillement ceux qui seront prévenus de blasphèmes & impiétés proférées contre les Mystères de la Religion Catholique, avec défenses aux Chambres de l'Edit d'en connoître, sous quelque prétexte que ce soit. Le Roi promet des Lettres de cachet pour ordonner aux Présidents, Procureurs & Avocats-Généraux de tous les Parlements, de faire

que celle
réunion,
notre der
affaires des
IV, p. 906.
Assemblée,
187, 188.
chambres de
des appel-
la célébra-
transgres-
oire des Bé-
ns qui sur-
iens d'Egli-
sacière que ce
îmes infé-
des auquel-
descendeurs;
uivies d'ites
demander

article porte,
connoîtront
us, inciden-
les Cham-
es; & à l'é-
les Eglises
pre Cure, les
ils font saïts
Religion pré-
nt leurs Mi-
tholique, les
pareillement;
Religion pré-
Royaux en
Chambres
ses criminal-
défendeurs,
iront, & en
pareillement
ourront con-
la possession
ures droits,
lise, en con-
de Nantes.

nt une Dé-
prévenus ou
u apostasie,
nents, & le
rmelement à
665; pareil-
révenus de
sérées con-
tion Catho-
chambres de
as quelque
promet des
onner aux
vocats-Gé-
ts, de faire

vérifier ladite Déclaration, & de donner avis à S. M. de leurs diligences. T. IV, p. 916, 917.

Autre Déclaration en faveur des Convertis à la Foi Catholique de la Province de Languedoc, auxquels est accordée une évocation de tous Procès mus & à mouvoir, de la Chambre de l'Edit de Castres en celle de Grenoble. T. IV, p. 917.

Les Edits de Juillet 1679, ordonnent la suppression des trois Chambres mi-parties, de celle de Toulouse, séante à Castelnau, de celle de Bordeaux, séante à Nérac, & de celle de Grenoble. T. V, P. J. p. 169.

CHAMBRES, OU BUREAUX DES DÉCIMES.

DANS la forme présente du gouvernement du Clergé, touchant les impositions sur les Bénéficiers & les Corps Ecclésiastiques, on distingue deux sortes de Chambres, ou Bureaux des décimes. Les premiers sont les Bureaux Diocésains, qui font la répartition des sommes à imposer sur les biens & les Personnes Ecclésiastiques de chaque Diocèse, & qui connoissent en première instance des questions qui concernent ces impositions. Les autres Bureaux sont appelés Bureaux généraux, ou Chambres Souveraines ou Supérieures, auxquelles on peut se pourvoir par appel. *Infra*.

§. I. Règlements généraux qui les concernent.

I. Le premier Règlement général est celui qui, dans les nouveaux Mémoires du Clergé, a pour titre : *Règlements faits en l'Assemblée-Générale du Clergé, tenue en 1606, touchant la Jurisdiction des Bureaux généraux des décimes*. Il n'est point rapporté dans la nouvelle Collection des Procès-verb. Le voici.

Sur les Remontrances faites par les Sieurs de l'Assemblée-Générale du Clergé de France, ensuite d'autres précédentes, a été ordonné que toute la Jurisdiction & connoissance ci-devant attribuée aux Bureaux dudit Clergé, sera continuée es Villes & Bureaux de Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Toulouse, Bordeaux & Aix en Provence, par les Députés & Greffiers qui seront nommés par lesdites Provinces, chacun en son égard, & pour tel temps qu'icelles Provinces aviseront & estimeront meilleur & le plus commode.

A savoir, au Bureau de Paris ressortiront les Diocèses de Sens, Reims, Paris, Meaux, Senlis, Soissons, Beauvais, Chartres, Noyon, Troyes, Châlons, Laon, Amiens, Boulogne, Orléans & Auxerre. Au Bureau de Toulouse, les Diocèses de Toulouse, Auch, Narbonne, Lombes, Pamiers, Couserans, Carcassonne, Tarbes, Mirepoix, Saint-Papoul, Albi, Lavaur, Rieux, Lectoure, Comminges, Montauban, Montpellier, Nîmes, Beziers, Agde, Uzes, Lodeve & Saint-Pons. Au Bureau de Bordeaux, les Diocèses de Bordeaux, Poitiers, Bazas, Agen, Saintes, Angoulême, Maillezais, Luçon, Périgueux, Sarlat, Condom, Aire, Bayonne, Acqs, Oléron & Lescar. Au Bureau de Rouen, les Diocèses de Rouen, Evreux, Lisieux, Séez, Bayeux, Coutances & Avranches. Au Bureau de Tours, les Diocèses de Tours, du Mans, Angers, Nantes, Vannes, Saint-Malo, Cornouailles, Rennes, Tréguier, Leçon, Dol & Saint-Brieuc. Au Bureau de Lyon, les Diocèses dudit Lyon, Vienne, Embrun, Langres, Autun, Mâcon, Châlons, Viviers, Grenoble, Valence, Die, Saint-Paul, Nevers, la Prévôté d'Houlx & Château-Dauphin. Au Bureau d'Aix en Provence, les Diocèses dudit Aix, Arles, Digne, Grasse, Glandève, Senez, Vence, Apt, Riez, Fréjus, Sisteron, Marseille, Toulon, Gap, Avignon, Carpentras, Cavaillon & Vaison. Au Bureau de Bourges, les Diocèses de Bourges, Clermont, Limoges, Mende, Tulle, Saint-Flour, & les autres Diocèses de la Province qui voudront s'y ranger.

Que les Députés qui seront établis esdits Bureaux généraux connoîtront, jugeront & décideront, en dernier ressort & sans appel, de tous les procès & différends mus & à mouvoir entre les Bénéficiers, Receveurs des décimes, & toutes autres personnes, de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant pour raison des taxes desdites décimes, & autres deniers qui pourront se lever sur lesdits Diocèses, que pour l'administration & manement desdits deniers, contraintes, exécutions & emprisonnements, circonstances & dépendances, sans aucune chose en excepter, ni réserver, pourvu qu'auxdits jugemens assistent au moins trois Conseillers-Clercs des Cours de Parlements, ou Sieges Présidiaux desdites

Villes, & en leur défaut, pareil nombre de Conseillers-Laiques Catholiques, en cas qu'entre lesdits Députés n'y en eût de Conseillers-Clercs, jusqu'audit nombre de trois : le tout sans retardation du paiement des taxes & contraintes qui ensuivront pour raison d'icelles décimes, & suivant les Contrats faits entre le Roi & le Clergé, ès années 1380, 86 & 96; Edits, Lettres-Patentes & Réglemens sur ce donnés.

Et pour parvenir à l'établissement desdits Juges & Députés esdits Bureaux généraux, les nominations en seront faites de nouveau pardevant les Archevêques des Provinces où seront établis lesd. Bureaux, ou, en cas d'absence ou vacance, devant le plus ancien Evêque desdites Provinces, au lieu de l'Archevêché, ou en la maison dudit Archevêque, dans la Ville où sera établi le Bureau, jusqu'au nombre de dix ou douze, qui exerceront la Jurisdiction desdits Bureaux généraux, pour tel temps que lesdites Provinces aviseront, sans qu'eldits Bureaux soient reçus ensemble l'oncle & le neveu, les deux freres, & autres parens ès degrés prohibés par l'Ordonnance.

Seront les personnes nommées pour exercer la Jurisdiction desdits Bureaux, Gradués, constitués aux Ordres sacrés, de probité & expérience, demeurant à leur liberté de remettre & se décharger de leur députation, auquel cas en seront nommés d'autres en leur lieu & place, comme aussi avenant le décès d'aucun d'eux, & ce par les Provinces qui les auront nommés.

Lesdits Députés qui assisteront auxdits Bureaux, seront réputés présents, & jouiront, tant qu'ils seront absents, pour l'assistance desdits Bureaux, de tous les fruits, profits, revenus & émoluments appartenant à leurs Bénéfices, tant de gros fruits, que de toutes distributions manuelles & quotidiennes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, comme ils feroient, s'ils servoient actuellement & en personne.

Les Sieurs Archevêques ou Evêques des Diocèses ressortissant esdits Bureaux, y présideront, & jugeront selon leur rang & degré; mais là où il seroit question de causes qu'ils auroient jugées, & où ils auroient particulier intérêt, ils se déporteront d'en connoître.

L'Assemblée desdits Députés-Généraux se tiendra esdits Bureaux une fois

par semaine, & plus souvent, selon que les affaires le requerront, au Palais ou maison du sieur Archevêque de la Province où le Bureau sera établi, & par son Mandement, & en son absence en la maison de l'Evêque du lieu.

Et s'il survient quelque différend entre deux Provinces, pour raison des taxes & contributions, ou choses qui en dépendent, & y ait entr'elles contention de ressort, pourront convenir de Juge de l'une des Provinces, ou d'un autre Diocèse plus prochain, pour connoître, juger & décider dudit différend, si mieux elles n'aiment attendre la tenue d'une Assemblée-Générale dudit Clergé, pour y être ledit différend jugé, terminé & décidé, ou par personnes que ladite Assemblée commettra à cet effet.

Le titre de ce Règlement n'est pas conforme aux éditions précédentes. Il y a dans celle de 1646, *Articles & Réglemens des Bureaux généraux des décimes en 1606*. Ce n'est point un Règlement de l'Assemblée de 1606, ni d'aucune autre Ass. du Clergé : il n'est pas dans le Procès-verbal de cette Ass. : une Assembl. ne commenceroit pas un Règlement qu'elle voudroit faire, par ces mots : *Sur les Remontrances faites par les Sieurs de l'Assemblée* : d'ailleurs il ne dépendoit pas d'une Assemblée de continuer la Jurisdiction accordée pour un temps aux Bureaux. C'est apparemment un projet de Règlement que cette Assembl. espéroit obtenir. Le commencement de ces Réglemens paroît être un extrait des Lettres-Patentes du 9 Décembre 1606, qui ne furent expédiées qu'après la séparation de l'Ass. *Mémoires du Clergé*. T. VIII. p. 2259 & suiv.

II. En l'Ass. de 1705, Mrs. les Commissaires disent avoir examiné les Réglemens qu'on pourroit faire pour établir dans les Chambres supérieures cette uniformité de Jurisprudence qui seroit tant à désirer; que s'ils avoient eu plus de temps, ils auroient tâché de faire un corps de Réglemens plus complet; mais que l'Assemblée étant sur le point de se séparer, ils avoient cru devoir lui proposer de renouveler les Réglemens faits en 1606, pour les Chambres Supérieures, & d'y ajouter quelques articles qui leur avoient paru essentiels, en attendant qu'une autre Assembl. pût mettre la dernière main à cet ouvrage. Lecture faite desdits Réglemens & articles, délibération prise par Provinces,

Observations
le 24 Mars 1705.

Réglement
1705, pour
Chambres
supérieures.

l'Assemblée a unanimement résolu :

1°. Que les Chambres Ecclésiastiques supérieures seront composées d'autant de Juges qu'il y a de Diocèses ou Chambres diocésaines qui y ressortissent, à moins que les Diocèses d'une même Métropole, ressortissant à ladite Chambre, ne veulent convenir entre eux de ne nommer qu'un ou plusieurs Députés pour les Diocèses de la Métropole.

2°. Que chacun des Diocèses, ressortissant aux Chambres supérieures ecclésiastiques, nommera & députera une personne pour être un des Juges de ladite Chambre, qui n'y entrera & n'y aura voix délibérative qu'après avoir pris ses Lettres de nomination de l'Evêque & de la Chambre diocésaine, & que, conformément à la délibération du 11 Août de l'Assemblée de 1615, il pourra être révoqué toutefois & quantes que l'Evêque & la Chambre diocésaine qui l'auront nommé, le jugeront à propos.

3°. Que les Provinces où sont lesdites Chambres supérieures, nommeront les Promoteurs & Greffiers desd. Chambres, conformément à l'usage.

4°. Que les Chambres ecclésiastiques supérieures se tiendront dans le Palais Archiépiscopale de la Ville où elles seront établies, & que les Archevêques desdites Villes en seront les Présidents, & auront la distribution des procès; qu'en leur absence, les Evêques de la Province qui voudront s'y trouver, y présideront, suivant l'ordre de leur Sacre, pourvu toutefois qu'il ne soit pas question des causes, au jugement desquelles ils auroient présidé dans leurs Chambres diocésaines, ou auxquelles ils auroient un intérêt personnel.

5°. Que les Chambres ecclésiastiques supérieures connoîtront, en cas d'appel en dernier ressort, de tout ce que les Chambres diocésaines auront connu en première instance; & en cas que le jugement, dont sera appel, ne soit que préparatoire ou interlocutoire, les Chambres ecclésiastiques supérieures, après en avoir jugé l'appel, seront tenues de renvoyer les Parties à la Chambre diocésaine, pour y procéder sur le fond de leurs contestations, sans qu'en aucun cas, autre que ceux de l'Ordonnance, les Chambres ecclésiastiques supérieures puissent les juger, que les Chambres diocésaines n'en aient décidé en première instance.

6°. Que les Chambres ecclésiastiques

supérieures pourront, en connoissance de cause, modérer les taxes qui auront été faites sur les Bénéficiers qu'ils jugeront être surchargés, sans néanmoins qu'il leur soit permis, en aucun cas, de fixer un pied certain, sur lequel lesdits Bénéficiers & autres Contribuables aux impositions qui se font sur le Clergé, soient imposés.

7°. Que les Chambres ecclésiastiques supérieures ne pourront recevoir aucun appel en déni de justice ou autrement, ni ordonner que, sur cet appel, le Syndic du Diocèse sera appelé; que, conformément à la clause du Contrat avec Sa Majesté & aux Lettres-Patentes, les termes échus de la taxe jusqu'au jour de l'appel, n'aient été payés par provision & les quittances rapportées, dont il sera fait mention dans le Jugement qui sera rendu par la Chambre ecclésiastique supérieure.

8°. Que les Juges des Chambres ecclésiastiques supérieures seront tenus de juger sommairement & à moins de frais qu'il se pourra, les causes qui seront portées pardevant eux, & ce, conformément à l'Edit de création desdites Chambres, & aux Règlements du Clergé.

9°. Qu'en cas que les Parties aient quelque moyen de droit contre les jugements des Chambres ecclésiastiques supérieures, ou contre les jugements qui auroient été rendus en dernier ressort par les Chambres diocésaines, elles pourront se pourvoir par Requête pardevant les Juges tenant lesdites Chambres diocésaines, sur laquelle lesdits Juges seront droit, ainsi qu'il apparviendra, sans que lesdites Parties soient obligées de prendre Lettres en forme de Requête civile.

10°. Qu'à la fin de chaque Assemblée-Générale du Clergé, les Règlements qui y auront été faits, concernant les Chambres, tant diocésaines que supérieures, seront envoyés à la diligence de Mrs. les Agents-Généraux, aux Chambres ecclésiastiques supérieures, avec les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, les Lettres-Patentes intervenues sur iceux, pour le tout être enregistré aux Greffes desdites Chambres, à l'effet de s'y conformer dans leurs jugements.

11°. Que les Chambres ecclésiastiques supérieures seront tenues, dans leurs jugements, de suivre & de se conformer aux Règlements des Assemblées Générales du Clergé, & aux clauses des

Observations
le Réglement

Réglement
1701 pour
Chambres
supérieures

Contrats faits avec Sa Majesté, & des Lettres-Patentes accordées pour la levée des impositions.

L'Ass. a en même-temps renouvelé les Réglemens faits en 1606, pour les Chambres supérieures, & a ordonné à Mrs. les Agents de les faire imprimer, & de les envoyer aux Syndics ou Promoteurs des Chambres supérieures; comme aussi les Contrats passés avec Sa Majesté, & les Lettres-Patentes par elle accordées, pour y être enregistrées, afin que les Chambres ecclésiastiques supérieures aient à s'y conformer à l'avenir dans leurs jugemens. T. VI, p. 866 & suiv.

Règlement dressé par l'Ass. de 1710.

III. L'Assemb. de 1710 nomme des Députés pour consommer le Règlement de 1705, au sujet des Chambres souveraines; elle y procède, & le Règlement dressé, est présenté à M. le Chancelier. T. VI, p. 1129, 1130.

Ce Règlement, dressé par l'Ass. de 1710, manque au Procès-verbal, & ne se trouve pas. Il paroît, par les remarques de M. le Merre, sur les deux Mémoires faits contre divers articles de ce Règlement, qu'il étoit beaucoup plus étendu, que le projet de Règlement fait en 1606, & que le Règlement sur le même objet par l'Ass. de 1705. T. VI, P. J. p. 517, & la note.

Confiriné par l'Ass. de 1715.

IV. Dans l'Ass. de 1715, il y eut aussi une Commission nommée pour consommer l'affaire du Règlement pour les Chambres Supérieures, dressé par l'Ass. de 1705, confirmé & augmenté par celle de 1710, & autorisé par une Déclaration. La Commission trouve le Règlement très-sage & très-utile: elle observe qu'il y a eu quelques difficultés formées à l'enregistrement; que le Sr. le Merre a répondu très-solidement à ces difficultés; qu'il seroit néanmoins à propos, pour finir entièrement cette affaire, d'en conférer avec M. le Chancelier & Mrs. les Gens du Roi. Ce qui est approuvé par l'Ass. T. VI, p. 1465. *Les réponses de le Merre.* P. J. p. 517 & suiv.

Règlement dressé dans l'Ass. de 1770.

V. En 1767, vacance survenue de deux places de Députés au Bureau diocésain de Troyes, il y eut un partage entre les Députés qui devoient nommer aux deux places; ce qui donna occasion à un différend considérable, & à des Réglemens faits en l'Assemb. de 1770. Sur ce qu'il y a de particulier pour Troyes. Voyez Troyes.

Ce différend, joint à la variété qui se trouve dans la plupart des Diocèses,

& à l'irrégularité même dans quelques-uns pour la formation des Bureaux diocésains, a déterminé l'Ass. de 1770, à travailler à un Règlement général sur cette matière; en quoi elle s'est conformée aux intentions de S. M.

L'Arrêt du Parlement, du 3 Mars 1768, qui avoit ordonné l'exécution de la Déclaration de 1750, dans toute l'étendue du ressort, avoit rendu générale l'affaire concentrée, jusques-là, dans le seul Diocèse de Troyes: l'Arrêt du Conseil, du 6 Mai de la même année, calma la fermentation qui devenoit universelle: cet Arrêt, en maintenant provisoirement les usages qui avoient réglé jusqu'alors la composition & l'administration des Bureaux, ordonne, qu'il seroit présenté par l'Ass. des Mémoires, à l'effet de dresser un Règlement général & définitif.

Saisie de l'affaire par cet Arrêt, l'Ass. de 1770 s'empresse de se conformer aux intentions du Roi. Elle applaudit au savant Rapport de M. l'Arch. de Narbonne, Chef de la Commission, qu'elle avoit chargée de ce travail. Des recherches étendues sur l'origine des Bureaux diocésains, lui montrèrent, qu'au milieu des Loix qui les établirent, & qui fixèrent leur compétence, il n'en fut rendu aucune pour régler leur formation; de-là la variété dans leur composition.

Le défaut d'une Loi générale sur la composition des Bureaux, conduisoit naturellement à la nécessité d'en établir une: c'est ce qui fut décidé par l'Ass., après de longues discussions. La situation où se trouvoit alors l'administration, formellement attaquée dans le Diocèse de Troyes, menacée dans plusieurs autres, réclamoit un secours prompt & efficace contre l'Arrêt du Parlement de 1768, qui, en rappelant une Loi odieuse au Clergé, & restée sans effet, du consentement du Législateur, au moment même de sa publication, portoit le trouble dans tous les Bureaux, & enhardissoit les contribuables. L'Ass. se détermina donc à ordonner la rédaction d'un Règlement général, qui pût être à l'avenir la Loi de tous les Diocèses: elle chargea de ce travail M. l'Archevêque de Narbonne. T. VIII, p. 1846 jusqu'à 1860.

Le premier principe qui en dicta les dispositions, est, qu'il appartient essentiellement & uniquement à ceux qui supportent une imposition, d'en régir l'administration, par des représentants tirés

tirés de leurs Corps & choisis par eux.

Ce principe adopté, l'Ass. discuta les diverses manières d'en faire l'application : elle rejeta le choix des Députés fait par le Bureau, comme impraticable pour une première formation, & dangereuse pour les élections suiv. : elle exclut aussi la nomination des représentants par les Synodes, qui ne sont presque composés que des Curés : elle ne crut pas non plus devoir en confier la nomination à l'Assemb. Gén. des Bénéficiers du Diocèse, tant à cause de la confusion inséparable d'une Assemb. de cette nature, que pour éviter la prépondérance que prendroient les classes les plus nombreuses : le moyen auquel elle s'arrêta, fut de diviser en cinq classes tous les contribuables, relativement à la nature de leurs Bénéfices, de convoquer séparément le Chapitre de l'Eglise Cathédrale, les Chapitres Collégiaux, les Curés, les Bénéficiers simples, les Réguliers, & de confier à chacune de ces Assemb. particulières, le choix de son Représentant. L'Assemb. régla en même-temps, les temps, les formes de ces convocations différentes, les qualités requises pour y être admis, le pouvoir d'y être représenté par des fondés de Procuration, la manière d'y opiner : elle restreignit le pouvoir de tous ceux qui doivent les composer, à la seule nomination des Députés.

Elus par ces Assemb., les Députés devoient le réunir dans le Bureau, sous la Présidence de l'Evêque : en l'absence de l'Evêque, la Présidence étoit attribuée à son Grand-Vicaire.

La durée des fonctions des Députés fut aussi réglée. Perpétuels, ils auroient eu des occasions trop fréquentes, & des moyens trop certains d'abuser de leur pouvoir. Trop souvent changés, ils n'auroient pas eu le temps d'acquiescer les notions nécessaires. Entre ces deux inconvénients, l'Ass. prit un juste milieu : elle voulut que chaque année le pouvoir d'un des Députés expirât, & qu'une nouvelle Assemb. de sa classe lui donnât un successeur : ainsi, après une révolution de cinq ans, tous les Députés se trouvoient renouvelés. Les Assemb. des contribuables pouvoient néanmoins continuer ceux dont la gestion avoit justifié leur confiance.

Le Bureau formé, on lui assigne des fonctions : les premières sont, de nommer les Officiers. Le *Syndic*, dont l'exercice est fixé à cinq ans ; (dans les matricules d'administration, il aura voix dé-

Table de la Coll. des P. V.

libérative ; il ne pourra que requérir dans les affaires contentieuses) le *Secrétaire-Greffier*, le *Receveur des décimes*, (simples Préposés, révocables à volonté, sans voix délibérative.)

Viennent ensuite les règles sur les Assemblées du Bureau, sur la manière de proposer, de former, de rédiger les délibérations. La matière de ces délibérations est fixée par plusieurs articles : ce sont les diverses impositions que levont les Bureaux : les objets en sont ample-ment détaillés, pour ne laisser aucun lieu à l'arbitraire. Dettes générales du Clergé ; dettes particulières du Dioc. ; honoraires des Députés, arrêtés, pour les plus grands Diocèses, à 200 liv. ; frais d'administration & dépenses communes ; frais des Ass. Provinciales ; secours à donner aux Prêtres infirmes, mais restreint à 1500 liv., pour arrêter les effets d'une commisération indifférente, en réservant une ressource à de plus grands besoins, dans l'autorité du Souverain. Quant aux Séminaires, toute levée de deniers en leur faveur, fut interdite, sans une autorisation expresse du Roi. Tous ces objets de dépenses seront renfermés dans trois départements différents, & les quittances données par les Receveurs, exprimeront ce que chaque contribuable supporte pour chacun d'eux ; en sorte que tous les Bénéficiers connoissent, & le montant, & les motifs de leur imposition.

Eclairée par les contribuables, l'administration de chaque Bureau le sera encore par le Clergé Général : un état envoyé à chaque Ass. du Clergé, constatera le montant & l'emploi des sommes levées depuis la dernière Assemb., tant pour l'acquittement en principaux & en arrérages des dettes particulières du Diocèse, que pour ses frais d'administration, & pour ses dépenses communes : par-là, les administrations particulières se trouvent liées à l'administration générale, & inspectées par elle ; elles ne laissent plus de prise aux soupçons, ni de prétexte aux murmures.

Tel fut le projet de Règlement arrêté dans l'Ass. de 1770 : il fut convenu de le présenter au Roi. T. VIII, p. 1846 jusq. 1879. *Le Mémoire au Roi contenant le projet de Règlement*. P. J. p. 637 & suiv.

Le projet fut présenté au Roi : il y eut à ce sujet des conférences chez M. le Chancelier : sur les difficultés qui s'y étoient élevées, touchant quelques articles du projet de Règlement général ;

H h

la matiere mise en délibération, la Compagnie jugea plus convenable de se borner, quant alors, à un Règlement particulier pour le Diocèse de Troyes, qui appliqua à ce Diocèse les dispositions du Règlement général. L'Assemb. jugea même qu'il auroit plus d'efficacité, s'il n'étoit que provisoire : elle arrêta qu'il n'auroit lieu que jusqu'en 1775. Il fut arrêté, en même-temps, que S. M. seroit suppliée d'autoriser ledit Règlement par un Arrêt de son Conseil, & qu'il lui seroit fait les plus vives instances pour le maintien des formes que le Clergé a toujours suivies dans son administration.

En conséquence de cette délibération, la Commission s'occupa de ce Règlement particulier & provisoire pour le Bureau de Troyes. M. l'Archev. de Narbonne rendit compte du travail, ensemble du projet d'Arrêt qui devoit servir de préambule à ce Règlement. L'un & l'autre furent approuvés & insérés au Procès-verbal. Le Conseil, par son Arrêt du 5 Mars 1771, adopta toutes les dispositions de ce Règlement. T. VIII, p. 1879, 1880. *Le projet d'Arrêt.* P. J. p. 654 & C.

L'Ass. de 1770, comme on vient de le voir, n'avoit proposé que comme provisoire & ne devant avoir lieu que jusqu'en 1775, le Règlement pour le Bureau de Troyes. Il étoit donc indispensable à l'Ass. de 1775, & M. l'Ev. de Troyes l'en supplioit, de pourvoir encore une fois à la tranquillité de ce Diocèse.

Pour mettre la dernière main à cet ouvrage, M. l'Archev. de Narbonne, dans son Rapport à l'Ass. de 1775, fait observer, que deux moyens se présentent, tous deux également efficaces : le premier, de revenir au Règlement général, tracé en 1770 ; le second, de rendre définitif, pour le Dioc. de Troyes, le Règlement particulier qui lui a été donné en 1770. Les difficultés qui avoient arrêté l'Ass. de 1770, pour la Loi générale, subsistant encore dans toute leur force, la Commission proposa de s'en tenir à un Règlement définitif, particulier au Dioc. de Troyes : elle proposa en même-temps de statuer, qu'un semblable Règlement sera accordé par la suite à tous les Diocèses qui désireront de perfectionner leur administration : cet expédient amènera plus lentement, mais peut-être plus sûrement les avantages d'un Règlement général, & ses dispositions étant successi-

vement adoptées par les différents Diocèses, le Clergé verra enfin se réaliser le vœu de l'Ass. de 1770.

La matiere mise en délibération, l'avis de la Commission est universellement suivi. T. VIII, p. 2513 jusqu'à 2520.

VI. A l'égard des formes & Règlements à observer par les Bureaux diocésains, en conséquence du nouveau département général, l'Ass. de 1755, & celles de 1760 & de 1765 se sont expliquées là-dessus. Voyez Départements, §. III, n°. II & suiv.

§. II. CHAMBRES DIOCÉSAINES.

I. Leur établissement : Chambres Supérieures ou des ressortissent.

1°. M. l'Archev. de Narbonne, dans le rapport fait à l'Ass. de 1770, remonte à l'origine des Bureaux Diocésains. Il fait voir que, bien qu'ils n'aient acquis un état stable & légal, que dans le dernier siècle, ils existoient néanmoins avant cette époque : il le prouve par les anciennes décimes accordées à Philippe-Auguste, à saint Louis, au Roi Jean, pour sa rançon, &c. Autre preuve dans le département de 1516, dans le Contrat de Poissy, dans l'Edit de 1580, obtenu par l'Ass. de Melun. Il vient ensuite à l'Edit de 1599, & enfin aux Loix de 1616 & de 1626, qui ont assuré un état stable & légal aux Chambres Diocés. T. VIII, p. 1846 & suiv.

C'est une opinion commune, dit l'Éditeur des Mémoires du Clergé, que le Clergé n'a obtenu l'établissement des Bureaux Diocés. qu'en 1615 : il est certain néanmoins, qu'avant ce temps-là, les Diocèses avoient leurs Bureaux des décimes : les Commissaires & Députés des Diocèses faisoient la répartition des sommes à imposer, arretoient les comptes de ceux qui étoient proposés pour en faire la recette ; mais ces Bureaux n'ont été autorisés qu'en 1615, à connoître & à juger des surtaxes ; & ce qu'on appelle, dans l'usage ordinaire, l'établissement des Bureaux Dioc., n'attribue de nouveau à ces Bureaux, que le pouvoir de juger des plaintes de ceux qui prétendent être surtaxés. On apporte, pour preuve de ces faits, 1°. le témoignage de l'Ass. de 1567 ; 2°. les Lettres-Patentes du 18 Décemb. 1567 ; 3°. le Contrat que l'Assemb. de Melun passa avec Henri III, en 1580 ;

4°. les délibérations & les articles du Cahier de la même Ass. de Melun, & de celle de 1605, avec la réponse du Roi, aux articles 80, 81 & 82. *Mém. du Clergé*. T. VIII, p. 1893 & suiv.

Pour suppléer à cette partie des fonctions des Syndics-Généraux, l'Ass. de Melun ordonna, que S. M. feroit suppliée d'autoriser les Evêques & les Députés qui seront nommés en chaque Diocèse, pour connoître de la levée des deniers, circonstances & dépendances. T. I, p. 143, 144.

2°. Les Bureaux Diocésains ont commencé à connoître des décimes en 1615 : la concession en est contenue en termes formels dans le Contrat passé le 8 Août de cette année, entre le Roi & le Clergé : elle a été confirmée par des Lettres-Partes en forme d'Edit, du mois de Juillet 1616, vérifiées ; elle est portée dans le Contrat passé en 1626. Ce même établissement a été approuvé & continué à perpétuité, par la Déclaration de Mai 1626, & la Jurisdiction desdits Bureaux a été confirmée, conformément aux Contrats précédents. *Mém.* T. VIII, p. 1896.

3°. Long-temps après l'attribution aux Diocèses, de connoître, en première instance, des causes de décimes, plusieurs Diocèses n'en prenoient point connoissance : les causes en étoient portées aux Tribunaux Séculiers des lieux. Cet usage étoit plus ordinaire en Bretagne : le Diocèse de Rennes ne s'en est mis en possession qu'en 1696. *Voyez* Bretagne, §. I.

4°. Sur le différend élevé au sujet du changement & transport du Bureau des décimes de Montpellier à Beziers, l'avis fut demandé à l'Ass. de 1619 : elle déclara juger à propos, que ledit Bureau fût transféré à Beziers, comme celui des Finances de S. M. l'avoit été. T. II, p. 345.

5°. A l'égard du lieu où doit se tenir le Bureau Diocésain, pour les Bénéfices de Provence & de Languedoc, qui sont dans le Diocèse d'Avignon. *Voyez* Avignon, n°. VIII.

6°. Quant aux Chambres Souveraines où ressortissent les Chambres Diocéf. *Voyez* ci-après, §. III, n°. 1.

II. Formation des Chambres Diocésaines. Personnes qui les composent : leur choix : leur nombre : leur amovibilité : Réglemens généraux sur ce sujet.

Le Règlement le plus général & le plus circonstancié que l'on ait sur ce sujet, est celui qui a été dressé dans l'Ass. de 1770, mais qui n'a eu lieu que pour le Diocèse de Troyes : il en est parlé ci-dessus, §. I, n°. V.

1°. Il est constant que, dans tous les Diocèses, l'Evêque, comme chef naturel & nécessaire de toute administration ecclésiastique, est le Président du Bureau : en l'absence de l'Evêque, la Présidence est attribuée à son Grand-Vicaire. La décence, la justice, l'utilité publique, demandent également, que l'influence du Prélat Diocésain, dans son Bureau, soit continuelle : ce sont les termes du Rapport fait dans l'Ass. de 1775, par M. l'Arch. de Narbonne. T. VIII, p. 1861.

Mais on fait une question, s'il n'y a point d'autres Bénéficiers dans les Diocèses, qui, par un droit attaché à leurs dignités, y aient séance.

2°. Les Vicaires-Généraux des Evêques peuvent-ils être députés aux Bureaux, & y avoir voix délibérative, en présence de l'Evêque ? *Voyez* Vicaires-Généraux, n°. VI.

3°. Les Conseillers-Clercs ont-ils, en cette qualité, le droit d'entrée dans les Chambres Diocésaines & Souveraines ? & comment ? *Voyez* Conseillers-Clercs, §. II, n°. IV.

4°. Les Chapitres des Cathédrales & des Collégiales ont-ils le droit d'y avoir & d'y nommer des Députés pris de leurs Corps ?

Vers l'an 1600, le Chapitre d'Amiens présente Requête au Bureau-Général de Paris, disant qu'il étoit en possession de nommer deux Députés au Bureau Diocésain, & néanmoins que M. l'Evêque & les autres Bénéficiers du Diocèse, au préjudice de cette possession, avoient voulu entreprendre de nommer eux-mêmes des Députés dudit Chapitre, & les limiter à un seul ; partant qu'il plût à Mrs. de la Chambre Souveraine de les conserver en leur possession ; ce que ladite Chambre ayant renvoyé à l'Ass. de 1602, ils supplioient la Compagnie de leur pourvoir sur leur demande : l'Ass. accepte le Jugement : les Parties sont ouïes : elles déduisent leurs moyens ;

H h 1

L'Evêque, ou son Grand-Vicaire, Président du Bureau.

Personnes qui le composent de droit.





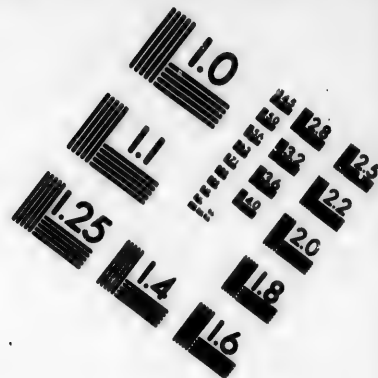
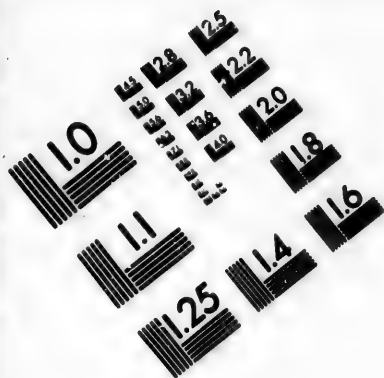
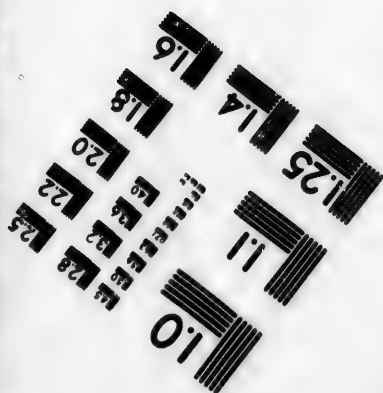
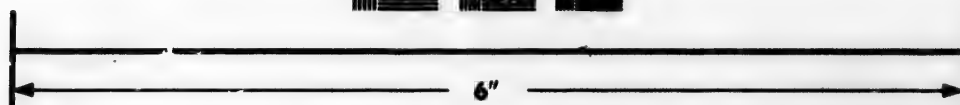
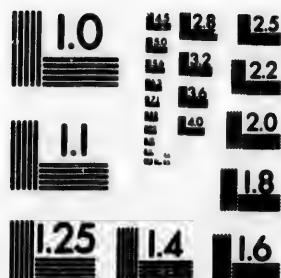


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

**22 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

128 125
122 120
118

110

mais, attendu le défaut de Procurations suffisantes, l'Ass. remet son Jugement. T. I, p. 697, 698.

Ce qui a été réglé par l'Ass. de 1635, au sujet des prétentions du Chapitre de la Métropole d'Aix, est d'autant plus considérable, sur cette matière, que cette Assembl. en prit connoissance, sur les plaintes qui lui en furent portées par les autres Bénéficiers & Communautés du Diocèse. La délibération de cette Assemblée est formelle sur le choix donné au Chapitre pour nommer son Député. T. II, p. 777. *Voyez Aix*, n°. 3.

La question s'étant présentée, en 1645, pour le Chapitre de l'Eglise Cathédrale du Mans, qui prétendoit que deux Députés au Bureau du Diocèse, devoient être pris de son Corps, & qu'il étoit en droit de les nommer, la question renvoyée à l'Assembl. Gén., ce Chapitre fut débouté de ses fins & conclusions, & ce Jugement fut confirmé par Arrêt du Conseil, du 8 Août 1646. T. III, p. 370, 371. *L'affaire, ses suites & les Arrêts sont rapportés, Mém. du Clergé*, T. VIII, p. 251 & suiv.

En l'Assemblée de 1723, M. l'Abbé de Broglie, Promoteur, rapporte une affaire pendante au Conseil, entre le Chapitre de la Cathédrale de Châlons-sur-Saône, d'une part, & le Bureau Diocésain, M. l'Evêque de Châlons, & les Chapitres de la Collégiale de Châlons & de celle de Tournus, d'autre part. La contestation rouloit sur plusieurs articles : 1°. sur ce que le Chapitre de la Cathédrale prétendoit avoir un Député au Bureau Diocésain, tiré de son Corps, & uniquement pour lui; au lieu que le Bureau Diocésain prétendoit que ce Chapitre ne devoit avoir, suivant l'usage, qu'un Député, conjointement avec les autres Chapitres du Diocèse. 2°. Sur ce que le Chapitre de la Cathédrale prétendoit, que, lorsque l'on choisit un Syndic, ce choix devoit être fait par une Assemblée Générale du Diocèse; au lieu que le Bureau disoit que c'étoit à lui. 3°. Sur ce que le Chapitre soutenoit que le Prélat ne devoit point avoir la voix prépondérante dans le Bureau, en cas de partage; au lieu que M. l'Evêque prétendoit l'avoir de droit, comme Evêque & Président du Bureau, & qu'il en jouissoit. L'Assembl. demanda le renvoi de cette affaire à elle-même, & l'obtint, par un Arrêt du Conseil. Oui le rapport des Commissaires & les

conclusions du Promoteur, elle rendit son Jugement, qui porte :

Que, sans s'arrêter aux fins & conclusions du Chapitre de la Cathédrale de Châlons, dans lesquelles il a été débouté, il n'y aura dans ledit Bureau Diocésain de Châlons, suivant l'ancien usage qui y est établi, que trois Députés, dont l'un sera pour les Chapitres, tant de l'Eglise Cathédrale, que des Collégiales du Diocèse, lequel Député pourra être pris, tant dans le Corps de la Cathédrale, que dans ceux des Collégiales, & sera nommé dans l'Assemblée des Députés des Chapitres, qui sera convoquée, en la manière accoutumée, par le Sgr. Evêque, dans le Palais épiscopal; ... que le Syndic du Diocèse continuera d'être nommé provisoirement par les Députés du Bureau Diocésain, par lesquels il pourra être destitué, sauf à être confirmé ou changé dans l'Ass. Gén. du Clergé du Diocèse; ... que M. l'Evêque de Châlons aura la voix prépondérante, en cas de partage, & en son absence, son Vicaire-Gén. T. VI, p. 1720, jusqu'à 1740. P. J. p. 748.

§. 5°. Dans plusieurs Diocèses, quelques Abbayes prétendent que c'est un droit attaché à leur Monastère, d'avoir un Député au Bureau des décimes du Diocèse. Les Prieurs Clausaux de ces Monastères ont même soutenu, que, par un droit attaché à leur place, ils y étoient Députés-nés. Ces prétentions ne sont pas soutenables. *Mém. T. VIII*, p. 1923, 1924.

Il y a plus de difficulté à décider, si, de droit, il doit y avoir un Député Régulier dans le Bureau. On convient, que les Réguliers dont les maisons sont imposées aux décimes, peuvent être choisis comme les Séculiers : la question n'est que de savoir, si les Bénéficiers du Diocèse sont tenus d'en nommer un Régulier?

C'est l'usage de la plupart des Diocèses de nommer un Régulier pour Député; mais ce choix n'est point de droit. Sur la plainte des Religieux de S. Benoît sur Loire, d'avoir été surtaxés, à cause qu'ils n'avoient aucun Député dans la Chambre Diocésaine d'Orléans, ils obtinrent, en 1657, un Jugement de la Chambre Souveraine de Paris, qui portoit, que les Réguliers du Diocèse s'assembleroient entr'eux, tous les trois ans, pour nommer un Député, & qu'en attendant, les Prieurs de S. Benoît auroient entrée audit Bureau, ou tel autre des Religieux qui sera nommé. Ce Ju-

s du Promoteur, elle rendit
ent, qui porte :

ns s'arrêter aux fins & con-
u Chapitre de la Cathédrale
s, dans lesquelles il a été
il n'y aura dans ledit Bureau
de Châlons, suivant l'ancien
y est établi, que trois Dépu-
l'un fera pour les Chapitres,
Eglise Cathédrale, que des
s du Diocèse, lequel Député
e pris, tant dans le Corps de
rale, que dans ceux des Col-
& sera nommé dans l'Assem-
éputés des Chapitres, qui sera
e, en la manière accoutumée,
Evêque, dans le Palais épis-
que le Syndic du Diocèse con-
être nommé provisoirement
éputés du Bureau Diocésain,
ils il pourra être destitué, sauf
nfirmé ou changé dans l'Ass.
clergé du Diocèse;... que M.
de Châlons aura la voix pré-
te, en cas de partage, & en
ce, son Vicaire-Gén. T. VI,
jusq. 1740. P. J. p. 748.

°. Dans plusieurs Diocèses,
Abbayes prétendent que c'est
attaché à leur Monastère, d'a-
Député au Bureau des décimes
se. Les Prieurs Claustraux de
asteres ont même soutenu,
un droit attaché à leur place,
ent Députés-nés. Ces préten-
sont pas soutenables. *Mém.*
p. 1923, 1924.

us de difficulté à décider, si,
il doit y avoir un Député Ré-
ns le Bureau. On convient,
gulariers dont les maisons sont
aux décimes, peuvent être
omme les Séculiers : la ques-
que de savoir, si les Bénéfi-
Diocèse sont tenus d'en nom-
régulier?

usage de la plupart des Dio-
ommer un Régulier pour Dé-
ce choix n'est point de droit.
nte des Religieux de S. Benoît
d'avoir été surtaxés, à cause
voient aucun Député dans la
Diocésaine d'Orléans, ils ob-
en 1657, un Jugement de la
Souveraine de Paris, qui por-
les Réguliers du Diocèse s'as-
ent entr'eux, tous les trois
nommer un Député, & qu'en
les Prieurs de S. Benoît au-
rée audit Bureau, ou tel autre
eux qui sera nommé. Ce Ju-

gement ayant paru à M. l'Evêque d'Or-
léans & à Mrs. les Agents contraire aux
formes du Clergé, en ce qu'il établis-
soit un troisième Ordre, & des Assem-
blées, sans la permission de l'Evêque
Diocésain, ils obtinrent un Arrêt qui
casse ledit Jugement. T. IV, p. 524.

Les Religieux Prémontrés de l'Ab-
baye de Saint-Martin de Laon, ayant
obtenu un Jugement semblable de la
même Chambre Souveraine de Paris,
M. l'Evêque de Laon s'en plaignit à
l'Assemb. de 1660, comme renversant
l'ordre de tout temps établi dans le
Diocèse : il supplia la Compagnie de
charger les Agents de poursuivre un
Arrêt de cassation dudit Jugement,
semblable à l'Arrêt rendu pour le Dio-
cèse d'Orléans. T. IV, p. 639.

Le Doyen de Luçon, nommé, en
qualité de Député du Chapitre, au Bu-
reau des décimes, prétend y avoir séance
distingnée, & comme Doyen. Le
Bureau, suivant ce qui se pratique, ne
lui donne séance que selon l'ordre de
sa réception. Il appelle comme d'abus
de l'Ordonnance du Bureau au Parle-
ment : le Bureau se pourvoit, sur ledit
appel, à la Chambre Souveraine de
Bordeaux, & demande, à cette fin, à
l'Assemb. de 1650, l'intervention des
Agents, qui lui est accordée. T. III,
p. 560.

Même prétention des PP. Barnabites
de Lescar, qui possèdent des biens dans
le Diocèse d'Oléron, d'être appelés au
Bureau Diocésain, & d'y avoir voix
délibérative. *Infra*, n°. 7.

6°. A l'égard des formes prescrites
pour le choix des Députés au Bureau
Diocésain.

¶ Suivant les règles les plus ordi-
naires & les plus conformes aux Or-
donnances & aux Délibérations des
Assemb., le choix des Députés doit se
faire dans l'Assemb. des Bénéficiers du
Diocèse. Plusieurs Diocèses cependant
ont des usages contraires : il y en a qui
divisent en quatre corps leurs Bénéfi-
ciers & Communautés : dans quelques
grands Diocèses, ces corps nomment
chacun deux Députés, lesquels, avec
l'Evêq., ou son Grand-Vic., en son ab-
sence, composent le Bureau Dioc.; d'au-
tres Diocéf. y procèdent d'une manière
plus simple : lorsqu'une place est vacan-
te, l'Evêq. choisit, avec les Députés qui
composent le Bureau, un sujet qui ait
les qualités requises : il y a même des
Diocèses où les Evêques sont en pos-
session de nommer seuls ces Députés,

& de leur donner des Lettres. *Mém.*
T. VIII, p. 1930 & suiv.

La Chambre Souveraine de Rouen
présente à l'Ass. de 1758 un Mémoire
où, entr'autres objets, il s'agit d'une
discussion particulière élevée dans le
Diocèse d'Avranches, à l'occasion du
Député des Curés au Bureau Diocéf. :
le fait est exposé dans un grand détail.
Le Conseil ayant statué, par deux Ar-
rêts, sur cette contestation, la Cham-
bre Souveraine de Rouen demandoit,
qu'il plût au Clergé-Général de solli-
citer la révocation des deux Arrêts du
Conseil, prétendant qu'ils étoient con-
traires aux Règlements du Clergé, &
à plusieurs Arrêts & Décisions du Con-
seil, qui prescrivent que les élections
des Députés aux Chambres Ecclésiasti-
ques, doivent être faites par le Synode
de chaque Diocèse, & qu'il étoit in-
téressant que les différents Ordres en-
tissent le choix libre de leurs Députés.

La Commission ne croit pas conve-
nable de proposer à l'Ass. d'adopter les
conclusions de la Chambre Souveraine
de Rouen, dans toute leur étendue ; &
quoiqu'il fût désirable, que, dans les
Diocèses, les élections des Députés
aux Chambres Diocésaines, se fissent
d'une manière uniforme, il seroit dan-
gereux de troubler les différents usages
qui s'observent, sans contradiction,
dans chaque Diocèse ; que, d'ailleurs,
elle n'avoit rien aperçu dans le dispo-
sitif des Arrêts du Conseil qui dût alar-
mer le Clergé ; & qu'ainsi son avis étoit,
que, dans le Diocèse d'Avranches, on
laisât subsister les choses dans l'état
actuel où elles sont. L'avis a été suivi
par l'Ass. T. VIII, p. 692 jusq. 701.

7°. Quant aux Juges des différends
sur le choix des Députés aux Bureaux
& sur celui des Syndics, c'est une ques-
tion si la connoissance de ces différends
est réservée aux Conseils du Roi, ou
si la connoissance en appartient aux
Chambres supérieures des décimes, le
Conseil n'en ayant pas renvoyé le Ju-
gement aux Assemb. du Clergé, lors-
qu'elles se tiennent?

Il est porté dans tous les contrats pas-
sés depuis plus d'un siècle entre le Roi
& le Clergé, pour le paiement des ren-
tes de l'Hôtel-de-Ville, que *tous Pro-
cès, circonstances & dépendances qui
concernent les subventions, seront ren-
voyés pardevant les Députés aux Bu-
reaux généraux.* Le Clergé a toujours
soutenu que les différends qui concer-
nent le choix des Députés qui doivent

Différends sur
le choix, par qui
jugé?

des Dépu-
tes diffé-
d'y pro-

le composer, pour procéder à la répartition des subventions, en sont des dépendances. Lorsque ces différends se sont présentés pendant la tenue des Assembl., plusieurs Ass. ont demandé que pareilles affaires, qui avoient été portées aux Conseils du Roi, leur fussent envoyées pour les terminer; mais les Ass. ne tenant point, le Clergé en a sollicité le renvoi aux Chambres Supér. des décimes, comme aux Juges naturels: plusieurs Arrêts des Conseils du Roi y sont conformes; c'est ce qui se prouve par plusieurs faits. Sur quoi *Voyez Assemblées-Générales, §. II, n°. XII.*

En 1602, il y eut une grande contestation dans le Diocèse d'Amiens, sur le nombre de Députés que le Chapitre de la Cathédrale pouvoit avoir au Bureau Diocésain. Cette contestation fut portée à la Chambre Souveraine de Paris. *Suprà, n°. 4.*

Autre contestation dans le Diocèse du Mans, portée d'abord au Conseil-Privé, & renvoyée, par Arrêt du 23 Février 1646, à l'Ass. du Clergé, qui tenoit alors. Voici le fait. Le Diocèse du Mans avoit procédé à la nomination de trois Députés pour composer le Bureau Diocésain, suivant l'ordre observé, tant audit Diocèse, qu'en celui de la Métropole: quelques Particuliers s'opposent à cette nomination, & se pourvoient au Parlement de Paris. Les Syndic & Députés du Dioc. se pourvoient au Conseil du Roi, où la Cause étoit pendante en règlement de Juges, lors de l'Ass. de 1645, à qui les Syndic & Députés s'adressent pour que la Cause lui soit renvoyée, comme étant de la compétence des Assemblées-Générales. L'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir: Arrêt de renvoi à la Compagnie; mais seulement pour avoir son avis: l'Ass. s'en plaint, & demande que le renvoi lui soit fait, pour être ladite Cause jugée définitivement, ou, en tout cas, qu'elle soit renvoyée à la Chambre Souveraine de Tours. Autre Arrêt du Conseil, qui remet le Jugement à l'Ass., qui ayant accepté la connoissance du différend, parties ouïes & procédures faites, déboute les opposants, & les condamne aux dépens modérés à 1000 liv. T. III, p. 370, 371.

Toute cette affaire considérable en elle-même & dans ses suites, & les Arrêts, sont rapportés, *Mémoire du Clergé. T. VIII, p. 251 & f.*

En l'Ass. de 1650, M. l'Evêque d'Evreux se plaint des procédures du Cha-

pitre de son Eglise, contre nation, que le Clergé de son assemblée avoit fait, d'un Synodal & des Députés au Bureau Diocésain, à laquelle nomination opposé ledit Chapitre: ayant de passer outre, nonobstant position, le Chapitre auroit Haro sur lui Evêque & sur le l'Ass., & auroit fait entrer pour l'exécuter. L'Ass. juge procédure très-mauvaise. Le Chapitre comme d'abus de ce passé dans l'Assemb. Dioc., quelques Arrêts. Les Syndic-nommés se pourvoient au Conseil: intervient Arrêt, qui renvoie à l'Assemb. Gén., qui en connoissance. Le Chapitre, position, refuse de comparoitre. ordonne qu'il soit réassigné, dans trois jours adjuer le préfaut, & en outre procéder de raison. T. III, p. 692 & f.

Les Syndic & Députés au Bureau Diocésain de Reims, ayant été 1664, en plein Synode, s'élèvent, quelques Religieux en comme d'abus au Parlement prétendant y faire casser la nomination. Les Syndic & Députés demandent la protection de l'Ass. de 1665, intervention des Agents, pour obtenir Arrêt pareil à celui du Mans: la Compagnie juge cette affaire importante & nomme des Commissaires pour miner & en faire le rapport. 971, 972.

Sur la Requête du Syndic de Séez, & sur les remontrances des Agents, Arrêt rendu le 10 Avril 1695: Arrêt de renvoi pour la compétence au Parlement & Gén.; il décide qu'ils doivent attendre les différends sur la nomination des Députés aux Bureaux Diocésains, & qu'on ne peut appeler contre les délibérations des Diocèses Jugements rendus par les Bureaux Diocésains sur cette matière. L'Arrêt cassé au Parlement de Rouen, qui décide sur l'abus dans une délibération au Bureau de Séez, pour l'élection des Députés audit Bureau. L'Arrêt de contestation à décider au Conseil de la Chambre Souveraine de Rouen, défenses aux Parties de se pourvoir, & au Parlement d'en intervenir. T. VI, P. J. p. 45, 46.

Les PP. Barnabites de L... possédoient des biens dans l...

pière de son Eglise, contre une nomination, que le Clergé de son Diocèse assemblé avoit fait, d'un Syndic général & des Députés au Bureau Diocésain, à laquelle nomination se seroit opposé ledit Chapitre : ayant été résolu de passer outre, nonobstant ladite opposition, le Chapitre auroit interjeté Haro sur lui Evêque & sur tous ceux de l'Ass., & auroit fait entrer un Sergent pour l'exécuter. L'Ass. juge cette procédure très-mauvaise. Le Chapitre appelle comme d'abus de ce qui s'étoit passé dans l'Assemb. Dioc., & obtient quelques Arrêts. Les Syndic & Députés nommés se pourvoient au Conseil, où intervient Arrêt, qui renvoie le différend à l'Assemb. Gén., qui en retient la connoissance. Le Chapitre, sur l'assignation, refuse de comparoître. L'Assemb. ordonne qu'il soit réassigné, pour voir dans trois jours adjuger le profit du défaut, & en outre procéder comme de raison. T. III, p. 692 & l.

Les Syndic & Députés au Bureau particulier de Reims, ayant été élus en 1664, en plein Synode, selon la coutume, quelques Religieux en appellent comme d'abus au Parlement de Paris, prétendant y faire casser la nomination. Les Syndic & Députés demandent la protection de l'Ass. de 1665, & l'intervention des Agents, pour obtenir un Arrêt pareil à celui du Mans. La Compagnie juge cette affaire importante, & nomme des Commissaires pour l'examiner & en faire le rapport. T. IV, p. 971, 972.

Sur la Requête du Syndic du Dioc. de Séz, & sur les remontrances des Agents, Arrêt rendu Conseil le 29 Avril 1695 : Arrêt considérable pour la compétence des Bureaux Dioc. & Gén.; il décide qu'ils doivent connoître des différends sur la nomination des Députés aux Bureaux Diocésains, & qu'on ne peut appeler comme d'abus des délibérations des Diocèses & des Jugements rendus par les Bureaux sur cette matière. L'Arrêt casse celui du Parlement de Rouen, qui déclaroit y avoir abus dans une délibération du Bureau de Séz, pour l'élection d'un Député audit Bureau. L'Arrêt renvoie la contestation à décider au fonds, à la Chambre Souveraine de Rouen, avec défenses aux Parties de se pourvoir ailleurs, & au Parlement d'en connoître. T. VI, p. J. p. 45, 46.

Les PP. Barnabites de Lescar, qui possédoient des biens dans le Diocèse

d'Oléron, interjetèrent appel à la Chambre Souveraine de Bordeaux, de quelques Sentences rendues par les Diocèses d'Oléron, au sujet des impositions. Ils demandent incidemment, que le Syndic & les Députés du Bureau soient changés, ou continués de deux en deux ans, dans l'Ass. Synodale, avec défenses, à ceux actuellement en place, de continuer leurs fonctions; ils demandent aussi d'être appelés au Bureau Diocésain, & d'y avoir voix délibérative. Le Syndic du Diocèse d'Oléron soutient, que la Chambre Souveraine n'est pas compétente pour connoître de ces demandes. Cependant, par le Jugement du 17 Mars 1721, la Chambre Souveraine déboute, à la vérité, les Barnabites de l'appel; mais faisant droit sur leurs demandes incidentes, elle ordonne que le Syndic & les Députés seront changés ou continués annuellement dans l'Assemb. Synodale, avec défenses au Syndic & aux Députés de continuer leurs fonctions, sans avoir été élus ou continués, & interloque l'autre demande faite par les Barnabites, pour avoir entrée & voix délibérative dans le Bureau.

M. l'Evêque d'Oléron se pourvoit en cassation de ce Jugement, dans le chef qui concerne la formation du Bureau Dioc.; il obtient au Conseil, le 10 Août 1722, Arrêt, qui ordonne que, nonobstant le Jugement rendu par la Chambre de Bordeaux, les Syndic & Députés d'Oléron continueront leurs fonctions jusqu'à la prochaine Assemb. Gén., où les Barnabites pourront s'adresser pour y être statué sur leurs demandes. Sommarion à eux faite en conséquence d'y comparoître, nonobstant l'acte de désistement qu'ils avoient donné. Jugement de l'Assemb. Gén. de 1723, qui ordonne, que, sans s'arrêter à celui de la Chambre Souveraine de Guienne, le Syndic & les Députés du Bureau Diocés. d'Oléron continueront leurs fonctions, & en useront comme auparavant ledit Jugement, & qu'il en sera usé à l'avenir comme par le passé, pour la nomination des Députés du Bureau Diocés., & pour celle du Syndic. T. VI, p. 1741 & suiv. P. Just. p. 749 & l.

8°. A l'égard du nombre des Députés en chaque Bureau, il n'est pas égal dans tous les Diocèses; ils ont différens usages anciens qu'ils conservent.

Plusieurs Ass. Génér., lorsque cette question s'y est présentée, ont réglé

qu'il y en auroit au moins six avec l'Evêque ou son Grand-Vicaire. Sur les plaintes portées par les Députés du Diocèse de Saint-Flour, à l'Ass. de 1605, sur le trop grand nombre des Députés au Bureau de leur Diocèse, elle ordonna, qu'à l'avenir il seroit réduit au nombre de six, avec l'Evêque. T. I, p. 718.

Sur les plaintes que les Bénéficiers du Diocèse d'Aix portèrent à l'Ass. de 1635, cette Assemblée ordonna qu'on élirait au moins six Députés avec M. l'Archev., & le Député que le Chapitre nommera de son Corps. T. II, p. 777. Voyez Aix, n°. 3.

L'inexécution de la délibération de l'Assemb. de 1605 avoit occasionné un grand dérangement dans les affaires du Diocèse de Saint-Flour. M. l'Evêque, dès son installation, en 1743, voulut y remédier, en procurant l'exécution de ladite délibération : il obtint, à cet effet, au Conseil, l'Arrêt du 29 Juin 1743, dont il fit part à l'Ass. de 1745. Voyez Saint-Flour.

9°. Les Syndics & Députés des Diocèses ne peuvent prétendre être perpétuels : ils peuvent être changés à la volonté des Diocèses, qui peuvent nommer, continuer, démettre, subroger, & autrement y pourvoir avec pleine & entière liberté, comme ils jugent convenable. Ainsi réglé par l'Assemb. de 1615. T. II, p. 291.

Ils ne sont cependant point destituables par les Chapitres *Sede vacante*. Sur la plainte faite par le Syndic du Diocèse de Clermont, de la destitution entreprise par le Chapitre, dans la vacance du Siege, des Députés de la Chambre des décimes, l'Ass. de 1650 fit écrire au Syndic du Diocèse, que son sentiment étoit, que les Chapitres pouvoient, après la mort de l'Evêque, changer l'Official, le Grand-Vicaire & le Promoteur que l'Evêque avoit établis, parce que ce sont les Officiers; mais qu'ils ne pouvoient pas changer les Syndic & Députés du Diocèse, à cause qu'étant nommés par le Clergé Diocésain, ils ne pouvoient être destitués que dans une Assemb. Synodale. T. III, p. 698, 699.

10°. En 1767, vacance survenue de deux places de Députés au Bureau Diocésain de Troyes, il y eut un partage entre les Députés qui devoient nommer aux deux places; ce qui donna occasion à un différend considérable & à des Réglemens faits en l'Ass. de 1770. Voyez Troyes.

Députés du Bureau peuvent être destitués.

Affaires du Bureau de Troyes, à l'occasion de deux Députés à nommer.

Ce différend, joint à la variété qui se trouve dans la plupart des Diocèses, & à l'irrégularité même dans quelques-uns, pour la formation des Bureaux Diocésains, a déterminé l'Ass. de 1770 de travailler à un Règlement général sur cette matière; en quoi elle s'est conformée aux intentions de Sa Majesté. *Suprà*, §. I, n°. V.

Formes & Réglemens des Bureaux, en conséquence du nouveau département général.

11°. A l'égard des formes & réglemens à observer par les Bureaux Diocésains, en conséquence du nouveau département général, l'Ass. de 1755 s'est expliquée là-dessus. *Voyez* Départemens, §. III.

III. Obligations des Chambres Diocésaines : droits & privilèges de leurs Députés.

Députés du Bureau de Reims doivent s'assembler chaque semaine.

1°. L'Ass. de 1655, en jugeant le différend survenu entre le Diocèse de Reims, le Receveur Provincial & le Receveur Diocésain, ordonne, que les Syndic & Députés du Diocèse seront tenus, chaque semaine, de s'assembler en nombre suffisant pour tenir leur Jurisdiction, auquel jour les Receveurs s'y trouveront, pour la conservation de leur recette. T. IV, p. 390.

Registres des Décimes ne doivent être communiqués que de l'ordre de l'Evêque.

2°. Sur ce qui est représenté à l'Ass. de 1665, que l'on sollicitait, dans les Provinces, les Syndics & les Receveurs des Diocèses, de donner communication des états & départemens de l'imposition des décimes, sans participation des Evêques, la Compagnie ordonne aux Agents d'écrire dans les Diocèses, qu'elle fait défenses auxdits Syndics & Receveurs de communiquer les Registres du Clergé, sur le fait des décimes, à qui que ce soit, sans l'ordre de Mrs. les Prélats. T. IV, p. 971.

Copie du département doit être envoyée au Greffe de la Chambre Souveraine.

3°. Il est porté par l'art. 17 du Règlement de 1710, pour les Chambres, que le Bureau Diocés. sera tenu d'envoyer au Greffe de la Chambre Supérieure, copie du département entier du Diocèse, pour en être pris communication par les Parties, toutes les fois qu'elles le requerront, laquelle sera fournie aux frais de la Partie requérante. T. VI, P. Just. p. 530.

Le Clergé n'est point compris dans l'Edit sur le droit des épices.

4°. En l'Ass. de 1584, le sieur de la Barge remontre, que le Receveur des épices, pourvu par le Roi à Lyon, avoit sommé le Greffier du Bureau des décimes, de lui donner l'extrait de toutes les Sentences rendues audit Bureau de Lyon, pour en tirer le droit d'épices. L'Ass. après avoir vu l'Edit de S. M.,

ordonne, que, lorsque le Greffier sera sommé, il répondra que le Clergé n'est tenu, ni compris dans l'Edit. Cependant Mrs. du Bureau sont priés & exhortés de ne prendre ci-après aucunes épices. T. I, p. 268.

Le Bureau doit prendre ces

L'Assemblée de 1615, à l'occasion des levées & impositions qui se faisoient à Aix par le Bureau des décimes, sous prétexte de vacations dudit Bureau; délibération prise par Provinces, dit & déclare que le Bureau d'Aix, ni autres de ceux qui sont établis pour le fait des décimes, n'ont pu, ne peuvent, ni ne doivent imposer, lever, ni exiger aucune somme de deniers sur les Dioc. & Bénéfices ressortissant d'eux, sous prétexte de leurs gages & salaires, journées, vacations, &c., attendu que par l'Edit de leur établissement, il ne leur en est attribué aucune. T. II, p. 285.

Ni imposer cuns deniers pour vacations, &c.

Le Chapitre Cathédral de Saintes a recours à l'Ass. de 1723, & réclame sa justice contre deux délibérations, par lesquelles le Bureau Diocés. de Saintes avoit entrepris de gratifier ses Députés de rétributions pour chaque séance de départements & de reddition de comptes, & même pour chaque Ass. qui se tiendra par mois. Le Chapitre s'étoit pourvu à la Chambre Souveraine de Bordeaux, & le Syndic au Conseil, où intervient Arrêt le 29 Novembre 1720, qui renvoie l'affaire à la première Ass. Gén. Celle de 1723 en prend connoissance, elle nomme des Commissaires pour en faire le rapport: ils trouvent que les Mémoires remis ne suffisoient pas pour les mettre en état de dire leur avis. La décision est renvoyée à la prochaine Ass. T. VI, p. 1748, 1749.

Différend sujet, au Chapitre de Saintes & la Chambre

5°. Les Députés aux Bureaux des décimes, qui sont Chanoines, sont tenus présents à leurs Bénéfices. *Voyez* Chanoines Privilégiés.

Députés présents à leurs Bénéfices.

IV. Pouvoir, Jurisdiction & compétence des Chambres Diocésaines.

1°. Entre les Causes dont les Bureaux Dioc. des décimes sont établis Juges, il y en a qu'ils peuvent juger en dernier ressort & sans appel, & d'autres dont ils ne connoissent qu'en première instance, sauf l'appel aux Chambres Souveraines: ils sont en possession, depuis qu'ils ont été établis, de juger sans appel, jusqu'à la somme de 20 livres, conformément aux Lettres de leur établissement:

Peuvent juger en dernier ressort de 20 l., sans appel

blissement : tous les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, depuis 1615, jusqu'en 1710, & les Lettres-Patentes pour leur exécution, en sont autant de confirmations. T. VI, P. J. p. 526.

L'on voit même, par une délibération de l'Ass. de 1605, que les Evêques & les Députés des Diocèses pouvoient juger de 30 l. & au-dessous, en dernier ressort. T. I, p. 717.

Dans toutes les délibérations faites par le Clergé, dans les Lettres-Patentes & dans les Contrats passés, soit au sujet des Dons-grat. accordés depuis 1710, soit au sujet des rentes de l'Hôtel-de-Ville, les Bureaux Diocésains ont été autorisés à juger en dernier ressort, pour les taxes qui n'excedent pas la somme de 30 liv. T. VI, P. J. p. 526, 527. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. I & suiv.

§ 2°. Il y a plus de difficulté à déterminer précisément l'étendue de la Jurisdiction des Bureaux Diocés., par rapport à la qualité de la matière & des cas dans lesquels leur compétence a été souvent attaquée, comme n'étant pas assez évidemment établie; mais on peut supposer pour maxime, en cette matière, suivant les Edits, Déclarations & Lettres-Patentes, qui concernent la Jurisdiction de ces Bureaux, & les clauses des Contrats passés entre le Roi & le Clergé qui la confirment, que toutes les Causes dont les Bureaux généraux peuvent connoître, sont de la compétence des Bureaux Diocésains: il y a cependant certaines Causes qui semblent demander des exceptions, & qui doivent être portées aux Chambres Souveraines des décimes. *Mém. du Clergé.* T. VIII, p. 1958, 1959.

Lors de l'Ass. de 1595, Mrs. de la Cour des Aides s'adressèrent au Conseil du Roi, pour obtenir que la connoissance & Jugement des décimes, & de toutes qui en dépend, leur fût attribué. Les Curés de Paris se pourvurent devant cette Cour pour se faire décharger. Il fut observé, par M. l'Archevêque de Bourges, que le Clergé avoit un Arrêt du Conseil du Roi en sa faveur : la Compagnie chargea les Agents de recouvrer cet Arrêt, pour ensuite en poursuivre une Déclaration générale pour tout le Clergé. T. I, p. 599.

En la même Ass., plusieurs Diocèses se plaignirent, que, contre les anciens Réglemens, il y avoit des Bénéfices cotisés en divers Diocèses; de quoi la Cour des Aides prenoit connoissance, *Table de la Coll. des P. V.*

dont plusieurs Procès pendants devant elle : sur quoi ils avoient présenté Requête au Roi : ils prièrent l'Assemblée de demander que la Requête lui fût renvoyée, pour en donner son avis : les Procès qui étoient pendants au Conseil, furent renvoyés à l'Assemblée, pour qu'elle donnât son avis. L'avis fut, que, sans avoir égard aux Arrêts donnés en la Cour des Aides, comme donnés par Juges incompetents, &c. T. I, p. 600.

L'Ass. de 1598 obtint des Lettres-Patentes contenant révocation de l'Edit d'attribution de Jurisdiction à la Cour des Aides : la vérification desd. Lettres fut poursuivie par le Clergé. T. I, p. 651.

En cette même Ass., le Receveur des décimes de Clermont s'étant pourvu à la Cour des Aides, sur un différend qu'il avoit avec le Recev. Génér., fut mandé par la Compagnie : il se désista de sa poursuite auprès de la Cour des Aides; & par un Arrêt du Conseil, la cause fut renvoyée à l'Assemb. T. I, p. 651, 652.

Le Parlement de Dijon ayant entrepris de connoître du fait de décimes, l'Ass. de 1602 chargea les Agents de faire casser l'Arrêt de ce Parlement. T. I, p. 697.

L'Ass. de 1617 demande la cassation d'un Arrêt du Parlement de Toulouse, du 6 Avril 1617, qui avoit entrepris de connoître du fait des décimes : *item* des procédures faites, sur ce même fait, pardevant les Maîtres des Requêtes d'Aix. T. II, p. 315, 316.

L'Ass. de 1621, art. 12 de son Cahier, supplie S. M. de faire inhibitions & défenses à toutes Cours Souveraines & autres, de prendre connoissance du fait des décimes, circonstances & dépendances, & aux Parties de s'y pourvoir, à peine de tous dépens, dommages & intérêts. T. II, P. Just. p. 41.

Parmi les objets de Jurisdiction à discuter dans les conférences avec Mrs. du Conseil, l'Assemb. de 1625 propose, que les taxes des décimes ne puissent être jugées que dans les Bureaux Diocésains, sans que les Juges Royaux en puissent connoître, & les causes d'appel desdits Bureaux soient viduées & terminées dans les Bureaux-Généraux pour ce établis, sans que, par quelque voie que ce puisse être, elles puissent être viduées ailleurs; & quand même les Parties se pourvoient au Conseil de S. M., en régleme de Juges, ils ne

pourront renvoyer quo d'un Bureau à un autre. T. II, p. 487.

Par délibération de l'Ass. de 1635, les différends à naître, pour raison des taxes & départements faits dans les Diocèses, doivent être traités & jugés, en première instance, devant les Bureaux Diocés., & par appel devant les Bureaux-Gén., sans qu'ils puissent être évoqués au Conseil, ni ailleurs. T. II, p. 712.

Dans la même Assemb., il est parlé de plusieurs Jugemens rendus en fait de décimes, tant au Conseil, que par les Intendants & autres. L'Ass. s'élève contre ces Jugemens, & en fait un article de son Cahier : c'est l'art. 10, dont la réponse porte, défenses aux Juges Royaux de prendre connoissance des décimes, toute Jurisdiction en cette matiere étant dévolue aux Bureaux Diocés. T. II, p. 754, 764. Recueil, p. 1388.

L'Ass. de 1645 ordonne l'intervention des Agents contre plusieurs entreprises des Juges Royaux, en fait de décimes. T. III, p. 374 & suiv.

Le Syndic du Diocèse du Mans supplie l'Ass. de 1650 de lui accorder l'intervention des Agents, pour obtenir la cassation de deux Arrêts donnés au Parlement, par lesquels, au préjudice des Arrêts du Conseil, qui avoient permis au Syndic & aux Députés du Diocèse du Mans, d'imposer sur les Bénéficiers la somme de 34000 liv., il étoit fait défenses, sur la Requête du Receveur des décimes, auxdits Bénéficiers, de payer aucune chose, cassant & annulant tout ce qui avoit été fait en conséquence des Arrêts du Conseil. Il y avoit appel comme d'abus de la délibération prise pour l'imposition des 34000 livres; ce qui fut cause que l'Ass. jugea ne devoir point se mêler de l'affaire. T. III, p. 559.

En la même Assemb., l'on se plaint de ce que la Chambre-Générale de la réformation des Hôpitaux & Maladresses, avoit déchargé quelques Maladresses du paiement des décimes, avec ordre aux Receveurs de rendre les deniers qu'ils avoient touchés. Est arrêté, que les Agents interviendroient. *Ibid.*

Le Conseil avoit renvoyé à l'Ass. de 1650 le différend du Diocèse de Tours, contre le Chapitre de Saint-Martin de cette Ville, sur un fait de décimes. Sur ce renvoi, l'Ass. avoit jugé le différend : le Chapitre appelle comme d'abus au Parl. dudit Jugement. Mrs. les Gens du

Roi prétendent que l'Ass. n'avoit point de Jurisdiction : on disoit, que M. le Garde des Sceaux vouloit nommer des Commissaires pour juger l'affaire; & pour rendre le Parlem. compétent du différend, au préjudice de la Jurisdiction de l'Ass. & des Chambres Ecclésiast., les Chanoines de Tours alléguoient, que, par le Règlement de 1599, il étoit dit, que le département de 1516 ne pouvoit être changé, à cause de quoi ils protestoient de nullité des taxes faites en l'Ass. de Mantes & en celle de 1645, comme n'ayant pas été faites sur le pied du département de 1516; que c'étoit une contravention au Règlement de 1599, vérifié au Parlement de Paris; de laquelle, par conséquent, il étoit seul Juge compétent. L'affaire est jugée d'une grande conséquence pour la Jurisdiction des Assemb. & des Bureaux : pour y pourvoir, la Compagnie ordonne aux Agents de poursuivre un Arrêt conforme aux conclusions de la Requête du Syndic & des Députés de Tours. T. III, p. 560, 561. Voyez Tours, n°. 1.

En la même Assemblée de 1650, M. l'Archev. de Reims expose un différend que son Clergé avoit contre les Receveurs & les Contrôleurs des décimes de son Diocèse, qui prétendoient jouir, hors de leur exercice, de 3 & 6 deniers pour livre, pour les deniers extraordinaires qui se levont; que, pour cette raison, y ayant instance au Conseil, lesd. Officiers avoient demandé d'être renvoyés au Parlement, & avoient obtenu le renvoi; & comme cette affaire n'est point de la compétence du Parlement, mais de celle des Chambres Ecclésiastiques, il demande, qu'il plaise à la Compagnie d'ordonner aux Agents de poursuivre la révocation de cet Arrêt, & demander que l'affaire soit retenue au Conseil, ou renvoyée aux Chambres Ecclésiast. : ce qui est ordonné. T. III, p. 714 & suiv.

En l'Ass. de 1655, plusieurs plaintes des Diocèses, sur les entreprises contre la Jurisdiction des Bureaux : le Syndic du Diocèse de Tours se plaint d'une commission obtenue, contre la teneur des Contrats, par le Chapitre de Saint-Martin de Tours, pour faire assigner au Conseil le Syndic & les Députés du Bureau Diocésain : l'intervention est accordée audit Bureau... Un Auditeur des Comptes de Bretagne prétend être exempt de décimes : il fait assigner le Syndic du Diocèse de Nantes pardevant le Parlement de Rennes : l'Ass. accorde

II. 532
L'Ass. n'avoit point
disoit, que M. le
uloit nommer des
juger l'affaire; &
m. compétent du
ice de la Jurisdic-
mbres Ecclésiast.,
ours alléguoient,
nt de 1599, il étoit
ment de 1516 ne
, à cause de quoi
nullité des taxes
ntes & en celle de
nt pas été faites sur
ent de 1516; que
ention au Réglem.
arlement de Paris;
nséquent, il étoit
L'affaire est jugée
quence pour la Ju-
sb. & des Bureaux:
ompagnie ordonne
uivre un Arrêt con-
ons de la Requête
putés de Tours. T.
oyer Tours, n°. 3.
emblée de 1650, M.
expose un différend
it contre les Rece-
bleurs des décimes
prétendoient jouir,
e, de 3 & 4 deniers
deniers extraordi-
t; que, pour cette
rance au Conseil,
nt demandé d'être
ent, & avoient ob-
omme cette affaire
mpétence du Parle-
des Chambres Ec-
mande, qu'il plaîse
donner aux Agents
ocation de cet Ar-
ue l'affaire soit re-
ou renvoyée aux
ce qui est ordonné.
iv.
, plusieurs plaintes
e entreprises contre
Bureaux: le Syndic
rs se plaint d'une
e, contre la teneur
Chapitre de Saint-
pour faire assigner
& les Députés du
l'intervention est
au... Un Auditeur
tagne prétend être
il fait assigner le
e Nantes pardevant
nes: l'Ass. accorde

au Syndic son intervention contre lad. assignation. La taxe d'un Curé est modérée par le Parlement de Rennes... Autres Arrêts du même Parlement, sur le fait des décimes: les Agents sont chargés d'en poursuivre la cassation... L'Evêque de Noyon se plaint de ce que le paiement des décimes est empêché par le Gouverneur de Ham... Le Parl. de Paris accorde la main-levée de la saisie faite par le Receveur des décimes de Meaux, sur un Chapelain de Créci: l'Ass. sollicite un Arrêt de cassation... Autre Arrêt du Parl. de Paris, dont la cassation est demandée. T. IV, p. 308, 309, 310.

L'Ass. de 1660 reçoit de semblables plaintes touchant différentes entreprises sur la Jurisdiction des Bureaux, tant de la part des Parlements qui vouloient connoître du fait des décimes, que de la part de plusieurs, tant Receveurs que Bénéficiers, qui cherchoient à porter au Conseil ces sortes d'affaires; ce qui étoit tout-à-fait opposé aux Arrêts obtenus par la dernière Assemb., en forme de Réglemens, qui renvoient toutes les affaires de cette nature aux Bureaux Diocés., qui en sont les seuls Juges naturels, &, par appel, aux Bureaux-Généraux, avec défenses aux Particuliers de se pourvoir, à l'avenir, pour raison de ce, audit Conseil. T. IV, p. 679, 680, 681.

Les Chambres des décimes doivent seules connoître des emprunts des Diocèses. Le Conseil rend un Arrêt contraire à cette maxime. L'Assemblée de 1675 ordonne aux Agents de poursuivre la cassation de cet Arrêt. T. V, p. 268.

Le Receveur des décimes de Châlons-sur-Saône étant traduit en différents Tribunaux, sous prétexte de poursuites & saisies faites sur un Bénéficiaire, à la poursuite de quelques Créanciers qui se disoient privilégiés, Arrêt est intervenu le 1 Juin 1676, par lequel, sans avoir égard à une assignation qui lui étoit donnée aux Requêtes de l'Hôtel, il est fait défenses auxdits Créanciers de se pourvoir ailleurs qu'au Bureau Diocésain, &, par appel, aux Chambres Ecclésiast. T. V, P. Just. p. 174.

En 1691, le Prieur de la Chapelande, au Diocèse de Bourges, croyant la taxe mise sur son Bénéfice trop forte, présente Requête au Conseil, avant de s'être pourvu, suivant les règles, au Bureau du Diocèse. Par Arrêt rendu en Octobre 1691, il est renvoyé audit

Bureau, pour lui être fait droit. T. VI, P. Just. p. 42.

Autre Arrêt du mois d'Avril 1693, rendu dans la même espèce, qui renvoie les Chartreux de Liget, au Dioc. de Tours, au Bureau Diocés. de Tours, &, par appel, à la Chambre Souveraine. *Ibid.* p. 42, 43.

Les Religieux Mendians de Saint-Malo ayant été taxés, en 1680, pour contribuer au Don-gratuit, & condamnés, par Sentence du Bureau Diocés., à payer leur taxe, au lieu d'en appeler à la Chambre Souv., s'étoient pourvus au Conseil: ils y obtinrent un Arrêt par défaut, en 1689: le Syndic se pourvut en opposition contre l'Arrêt: les Agents intervinrent: le Syndic fut reçu opposant à l'Arrêt de 1689; les Religieux condamnés à payer la taxe, avec défenses de se pourvoir, à l'avenir, au Conseil, sur cette matiere, sans avoir obtenu le Jugement, en premiere instance, du Bureau Dioc., &, par appel, celui de la Chambre Souveraine. T. VI, P. Just. p. 43, 44.

Arrêt du 26 Mars 1696, qui renvoie l'affaire d'un Curé du Dioc. de Bayeux, qui s'étoit pourvu, à raison des décimes, pardevant le Bailli de Bayeux, au Bureau Diocésain, &, par appel, à la Chambre Souv. de Rouen. T. VI, P. Just. p. 120, 121, 247 & f.

L'Ass. de 1710, art. 23 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner, que, toutes les fois qu'un Receveur des décimes sera en cause, les oppositions qui surviennent à la levée des décimes & autres impositions, ne seront point portées devant les Juges Royaux, mais aux Bureaux Dioc., &, par appel, aux Chambres Souveraines. *Refusé.* Recueil, p. 1531.

On peut voir, sur ce qui concerne la compétence & la Jurisdiction des Bureaux Diocés., ce qui est rapporté au mot *Bretagne*, §. I.

Ajoutez que les délibérations des Ass. du Clergé pour les dons & secours accordés à S. M., les Arrêts & les Lettres-Patentes qui les confirment & autorisent, ainsi que les Contrats, portent, que ce qui sera réglé en conséquence desdites délibérations, par les Ev., Syndics & Députés de chaque Diocèse, sera exécuté nonobstant toutes oppositions, attendu la conséquence & retardement du paiement qui pourroit en arriver; que toutes contestations au sujet des départemens & impositions, seront jugées en premiere instance aux Bu-

reaux Diocéf., & par appel aux Chambres Souveraines; la connoissance interdite à tous autres Juges: entr'autres délibérations, voyez celle de l'Ass. de 1693. T. VI, p. 65. Voyez aussi la délibération de l'Ass. de 1710. T. VI, p. 1051, & le premier Supplément de la Table.

Connoissent des différends entre les Commendataires & les Religieux, en fait de Décimes.

3°. Les Abbés & les Prieurs, pour l'exécution des traités qu'ils font avec les Communautés, étoient souvent traduits, en ce qui concerne même le paiement des décimes & autres impositions sur les Bénéfices, en différents Tribunaux, où les maximes qu'on suit, sur cette matière, sont inconnues: les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, & les Lettres-Patentes de S. M. pour leur exécution, n'y ayant pas été registrées, ils n'y ont pas d'égard dans leurs Jugements; ce qui cause du trouble dans les Dioc., & introduit une variété d'usages qui apporte de la confusion. Pour éviter ces inconvénients, l'Ass. de 1715 a proposé, dans l'art. 13 du Règlement pour les Chambres, que les Procès & différends concernant l'exécution de ces traités, pour le paiement des décimes, soient jugés en première instance par les Bureaux Diocéf. *Justification & preuves de cet article.* T. VI, P. J. p. 527, 528.

Peuvent établir des Commissaires pour la levée des revenus des Bénéfices.

4°. Le Règlement de l'an 1599, permet aux Bureaux, à faute de trouver des Fermiers pour affermer les revenus des Bénéfices, d'établir des Commissaires à la levée d'iceux. Le Bureau de Nevers en ayant établi un pour la Cure de S. Pérule, on interjetta appel au Parlement de Paris de la Commission émanée du Bureau. L'Evêque de Nevers pria l'Ass. de 1655, d'ordonner aux Agents de présenter Requête au Parlement, afin que la Sentence du Bureau soit exécutée, suivant les Règlements; ce qui lui est accordé. T. IV, p. 310.

Peuvent-ils connoître des décrets de la vente des offices?

5°. Il est remontré, en l'Assemb. de 1655, que les Bureaux sont fondés en Jurisdiction pour connoître des décrets de la vente des offices, à faute de payer par les Propriétaires d'iceux les décimes qu'ils ont reçues; puisque par l'établissement des Bureaux, il est porté qu'ils connoîtront du fait des décimes, circonstances & dépendances. Cette question s'étant présentée au sujet du Receveur Diocésain de Cahors, & l'Ass. ayant chargé ses Commissaires de voir M. le Chancelier; ce Magistrat déclare & persévéra à soutenir, que cette Juris-

dition ne peut appartenir aux Bureaux, si elle ne leur est attribuée par des Lettres-Patentes. T. IV, p. 310, 311.

6°. L'Ass. de 1660, consultée touchant le pouvoir qu'ont les Bureaux Dioc. sur les Officiers, Receveurs, Contrôleurs & autres; délibération prise par Prov., a déclaré, que, puisque lesdits Bureaux étoient établis dans les Dioc., par la permission du Roi, en forme de Justice Royale, il étoit constant, tant en la question de droit que de fait, que lesdits Bureaux Diocésains avoient le pouvoir, en gardant l'ordre & la forme de droit, de faire exécuter leurs ordonnances & commandements, en ce qui regarde les décimes & autres deniers qui se lèvent sur le Clergé, circonstances & dépendances d'icelles, par corps & emprisonnement des personnes des Officiers desdites décimes, Receveurs, Contrôleurs & autres, auxquels lesdits commandements sont faits, & ce nonobstant opposition & appellation quelconque; mais néanmoins sans préjudice d'icelles au Bureau Provincial. T. IV, p. 681.

Sur cette question, de la compétence des Chambres des décimes, pour connoître des malversations des Receveurs des décimes, même en matière criminelle; deux Arrêts considérables sont intervenus au Conseil, en faveur des Chambres Ecclésiastiques, dont voici l'espece.

En 1642, la question fut portée au Conseil par le Syndic du Clergé du Diocèse de Reims. Le sieur Cloquet, qui prétendoit que les Sergents, exécuteurs des contraintes pour décimes, avoient commis excès, en fit sa plainte pardevant le Lieutenant-Crim. de Reims, qui permit d'en informer, & décréta ensuite d'ajournement les Sergents accusés, lesquels, après diverses Procédures & Sentences rendues contre eux, en appelèrent au Parlem.: le Syndic du Clergé fut conseillé de donner sa Requête au Conseil, tendante à ce que la Sentence du Lieutenant-Criminel, rendue au profit de Cloquet, fût cassée, comme donnée par Juge incompétent, & les Sergents déchargés de la condamnation portée par icelle, avec défenses audit Cloquet de plus commettre aucune rébellion; permettre au Receveur des décimes de faire mettre ses contraintes à exécution, &c. Sur cette Requête intervint Arrêt, contenant qu'aux fins d'icelle, Cloquet & autres qu'il appartiendra, seroient assignés au Conseil;

Connoissent malversations des Receveurs des décimes, même en matière criminelle.

aux Bureaux,
e par des Let-
310, 311.

Consultée tou-
t les Bureaux
Receveurs, Con-
sultation prise par
puisqu'ils lesdits
dans les Dioc.,
en forme de
constant, tant
que de fait, que
ains avoient le
ordre & la forme
leur ordon-
nances, en ce qui
autres deniers
gés, circonstan-
elles, par corps
personnes des
Receveurs,
auxquels lesdits
faits, & ce non-
ppellation quel-
sans préjudice
provincial. T. IV,

de la compétence
imes, pour con-
ns des Receveurs
n matière crimi-
nsidérables font
, en faveur des
ues, dont voici

on fut portée au
du Clergé du Dio-
ur Cloquet, qui
gents, exécuteurs
écimes, avoient
sa plainte parde-
m. de Reims, qui
& décréta ensuite
gents accusés, les
Procédures & Sen-
e eux, en appel-
Syndic du Clergé
er la Requête au
e que la Sentence
inel, rendue au
t cassée, comme
ompetent, & les
la condamnation
ec défenses audit
mettre aucune re-
Receveur des dé-
ses contraintes à
cette Requête in-
enant qu'aux fins
autres qu'il appar-
gnés au Conseil;

& sur cette instance, a été rendu Arrêt contradictoire, le 4 Juillet 1642, par lequel S. M. sans s'arrêter à la Sentence, ni à toute la procédure extraordinaire faite pardevant le Lieutenant-Criminel de Reims, & par appel au Parlement, lesquelles S. M. a cassées & annulées, a renvoyé les Parties, leurs Procès & différends concernant les décimes, circonstances & dépendances, à la Chambre Ecclésiastique du Clergé de Reims, a fait défenses, tant au Lieutenant-Criminel, qu'au Parlement, de plus à l'avenir prendre aucune Cour, Jurisdiction & connoissance desdites décimes, & auxdits Cloquet & autres de se pourvoir ailleurs qu'en ladite Chambre, à peine de nullité. T. VI, P. J. p. 329, 330.

Le Sr. Lor, Receveur des décimes du Diocèse de S. Pons, sur accusé de divertissement de deniers & d'autres prévarications dans l'exercice de sa charge: la Chambre Supérieure des décimes, établie à Toulouse, ayant fait informer au Criminel contre lui, il se pourvut au Conseil, où il demanda la cassation de cette Procédure criminelle: les principaux moyens de cassation qu'il employa, se réduisent à ce que l'attribution faite aux Chambres des décimes, doit être expliquée des différends qu'on instruit à l'Ordinaire, dans lesquels il ne s'agit que des paiements & de la taxe des décimes: il ajoutoit, & c'étoit son principal moyen, que les Chambres ne sont composées que d'Ecclésiastiques, dont le caractère les rend incapables des Procédures criminelles: sur ces moyens, il demandoit que les Parties fussent renvoyées pardevant tels Juges non suspects qu'il plairoit à S. M. de donner. Le Conseil n'eut aucun égard à ces moyens. Par Arrêt du 30 Août 1691, il renvoya les Parties en la Chambre Ecclésiastique de Toulouse, & condamna le sieur Lor aux dépens. T. VI, P. J. p. 46, 47, 48, 529.

C'est sur le fondement de ces Arrêts, que l'Ass. de 1715, dans l'article 14 du Règlement des Chambres, propose que les Bureaux des Diocèses & les Chambres Supérieures puissent connoître des malversations des Receveurs des décimes, & de leurs Commis, en l'exercice de leurs offices ou commissions, ou des Huissiers dans l'exécution des contraintes décernées par les Bureaux Dioc., pour le recouvrement des décimes. M. le Merre justifie cet article, & répond aux difficultés qu'on y

oppose. T. VI, P. Just. p. 328, 329, 330.

7°. Les Bureaux Diocésains connoissent, en première instance, des taxes qu'il convient de faire sur les Bénéficiaires, pour aumône, en temps de stérilité & autres calamités publiques. Voyez Aumônes, §. I.

Connoissent des taxes pour aumônes.

8°. Ils connoissent aussi des différends qui naissent sur le choix des Députés auxdits Bureaux. Suprà, n°. II.

Et des différends sur le choix des Députés aux Bureaux.

9°. Les *Committimus*, les évocations générales, &c., n'ont point lieu à l'égard des décimes; parce que le Roi n'accorde point de privilèges contre les intérêts. Ainsi jugé au Conseil contre un Commandeur de S. Lazare. Voyez Lazare, (S.) n°. II.

Committimus & évocations n'ont point lieu en fait de Décimes.

10°. Les délibérations des Assembl. Gén., ainsi que les Lettres-Patentes qui les autorisent, portent, que nul ne pourra être reçu à se pourvoir contre la taxe, ou par appel des Jugements rendus par les Bureaux Diocés., pour les taxes excédant 30 liv., qu'en payant les termes échus desdites taxes, & qu'il n'ait rapporté les quittances des Receveurs. & donné un état de la valeur & revenu de son Bénéfice, ou de la Communauté, ou Mensé Conventuelle, ou Capitulaire, certifié véritable. Voyez entr'autres délibérations, celle de 1710. T. VI, p. 1032.

Formalités à remplir pour ceux qui se pourvoient contre leurs taxes.

C'est ce que porte l'art. 7 du Règlement de 1705. Suprà, §. I.

Les délibérations des Assemblées Générales, avant celle de 1742, se bornoient à exiger des Bénéficiaires qui vouloient se pourvoir en modération de taxe, le rapport des quittances, avec l'état des charges & des revenus, certifié véritable, sans parler des pièces justificatives dudit état. L'Ass. de 1742 a réglé, de plus, que les pièces justificatives seroient jointes audit état certifié véritable. Cette Loi est renouvelée dans les délibérations des Assembl. suivantes, dans les Arrêts du Conseil & dans les Lettres-Patentes rendus en confirmation de ces délibérations. T. VIII, p. 970. Voyez le premier Supplément de la Table *ad calcem*.

Une affaire en ce genre s'est présentée dans l'Assemb. de 1758: il s'agissoit d'une contestation entre le Bureau Diocésain de Périgueux & le Chapitre de S. Astier: ce Chapitre avoit demandé au Bureau la modération de son imposition, en accompagnant sa Requête d'un état de ses revenus & de ses charges. Avant de statuer définitivement

sur cette demande, le Bureau rend un Jugement, qui portoit, que le Chapitre représenteroit les piéces justificatives de l'état de ses revenus, & notamment les cahiers de distributions, les livres de recette & de dépense totale, ensemble les arrêtés des comptes; Jugement conforme aux clauses des Contrats. Le Chapitre refuse de communiquer lesd. piéces justificatives; & le Bureau, par un second Jugement, le déclare non-recevable dans ses demandes: sur quoi, appel de la part du Chapitre à la Chambre Souveraine de Bordeaux, où il obtient un Jugement qui infirme les deux Jugements du Bureau Diocésain, & modère en même-temps la taxe du Chapitre & celle du Curé. L'Ass. députée à M. le Contrôleur-Général & à M. d'Ormesson, pour leur témoigner la part qu'elle prenoit à cette affaire, attendu qu'il s'agissoit des clauses du Contrat & des délibérations du Clergé. M. d'Ormesson répond, qu'il y avoit actuellement une instance pardevant lui, concernant le Bureau Dioc. de Montauban, assez semblable, & qu'il ne négligeroit rien pour en accélérer la décision. T. VIII, p. 963 & suiv.

L'appel comme d'abus a-t-il lieu en fait de Décimes?

11°. L'appel comme d'abus au Parlement, peut-il avoir lieu à l'égard des taxes réglées & réparties par les Bureaux des décimes? Voyez Fabriques, §. III. n°. I.

Les Cautions des Receveurs des Décimes ne peuvent décliner la Jurisdiction des Chambres.

12°. En cas de faillite ou de divertissement de deniers, de la part des Receveurs des décimes, les Chambres peuvent s'en prendre aux Cautions, & les condamner à remplir les engagements des Receveurs.

Une affaire de cette nature s'est présentée, en 1772, dans le Diocèse de Rodez, dont M. l'Arch. de Narbonne fait le rapport à l'Assemb. de 1775. Le débet du sieur Coignac, Receveur des décimes, qui avoit disparu, se trouva monter à la somme de 110258 liv.: la Chambre rendit une Ordonnance, le 27 Août, par laquelle le sieur Coignac fut déclaré reliquataire de ladite somme, au paiement de laquelle les sieurs Guirbaldy & Cassan, ses Cautions, furent condamnés, & ordonné qu'ils y seroient contraints, même par corps.

Le sieur Guirbaldy a attaqué cette Ordonnance, & a traité également, dans ses Mémoires, la compétence & le fonds: il prétendoit, quant au fonds, être libéré de son cautionnement: quant à la compétence, il soutenoit qu'aucune Chambre des décimes ne

peut être juge de la validité, de la nullité, ou caducité de ses cautionnements. Le Syndic du Diocèse a fourni ses réponses au Conseil, où l'affaire avoit été portée. M. l'Arch. de Narbonne discute l'un & l'autre objet. Quant à la compétence, qui est le point essentiel, il l'établit solidement. Le Juge du fonds, dit ce Prélat, est essentiellement Juge des moyens. Si donc l'objet de la contestation est de la compétence des Chambres, c'est à elles à connoître de tous les moyens de défense que propose le sieur Guirbaldy: cet objet est le recouvrement des deniers; tout ce qui intéresse ce recouvrement est de la compétence des Chambres: celle de Rodez est donc compétente pour connoître des moyens par lesquels la caution prétend se défendre du rétablissement de ces deniers. Le Prélat, ainsi que le Syndic, insistent sur-tout sur ces termes des Lettres-Patentes d'1599, *circonstances & dépendances, sans aucune chose excepter, ni réserver.*

Le sieur Guirbaldy se fondeoit encore sur des Lettres de rescision qu'il avoit prises contre son cautionnement, prétendant que les Bureaux ne peuvent connoître de la rescision des actes réservés aux Juges Royaux, à quoi l'on répond.

L'Arrêt du Conseil rendu contradictoirement, le 12 Mars 1776, a renvoyé les Parties devant la Chambre Diocésaine de Rodez, sauf l'appel à la Chambre souveraine de Bourges. T. VIII, p. 2572 jusqu'à 2584.

§. III. CHAMBRES SOUVERAINES DES DÉCIMES.

I. Leur établissement & ressort.

1°. Le Contrat de Poissy, en 1561, & les aliénations du Temporel du Clergé, qui se firent vers ce temps-là, exposèrent les Bénéficiers à des vexations de toute espèce. Sur les plaintes multipliées du Clergé, le Roi Charles IX établit des Syndics, ou Députés-Généraux du Clergé; il les autorisa par ses Edits & Déclarations: 1°. à procéder au département général pour chaque Diocèse, & à envoyer à chaque Prélat, ce que le Diocèse devoit supporter; 2°. à recevoir les comptes du Receveur-Gén. ; 3°. à juger & terminer en dernier ressort tous les Procès mus & à mouvoir, entre les Bénéficiers, leurs Receveurs & Commis,

340
 lidité, de la nul-
 cautionnements.
 e a fourni les ré-
 l'affaire avoit été
 de Narbonne dis-
 bjet. Quant à la
 e point essentiel,
 Le Juge du fonds,
 ntuellement Juge
 l'objet de la con-
 érence des Cham-
 onnoître de tous
 se que propose le
 objet est le re-
 ers; tout ce qui
 ement est de la
 ombres : -De de
 érente poi- con-
 ar lesquels la cau-
 dre du rétablisse-
 Le Prélat, ainsi
 nt sur-tout sur ces
 atentes d' 1599,
 ndances, sans au-
 ni réserver.
 se fondeoit encore
 scision qu'il avoit
 tionnement, pré-
 reaux ne peuvent
 ision des actes ré-
 yaux, à quoi l'on
 rendu contradic-
 rs 1776, a renvoyé
 Chambre Diocé-
 l'appel à la Cham-
 bourges. T. VIII, p.

CHAMBRES
DES DÉCIMES.
ment & ressort.
 e Poissi, en 1561,
 Temporel du Cler-
 ce temps-là, ex-
 ers à des vexations
 les plaintes mul-
 le Roi Charles IX
 ou Députés-Gé-
 il les autorisa par
 ations : 1°. à pro-
 général pour cha-
 renvoyer à chaque
 diocefe devoit sup-
 ir les comptes du
 à juger & termi-
 ner tous les Procès
 entre les Bénéfi-
 ciers & Commis,

341 **CHAMBRES SOUV. DES DÉCIMES, §. III.** 342

pour raison, tant de la taxe qui se fe-
 roit faite des deniers à lever sur eux,
 que de l'administration d'iceux.

Les Edits, ou Déclarations données
 à ce sujet, par Charles IX, sont des
 4 Août 1564, 15 Octobre 1567, 19
 Mars 1568, 8 Octobre 1570, & 6
 Août 1571. En vertu de ces Edits &
 Déclarations, les Syndics-Généraux ju-
 gèrent, en dernier ressort, toutes les
 contestations relatives aux décimes &
 aux aliénations du Temporel des biens
 ecclésiastiques : ils exercèrent cette au-
 torité & Jurisdiction jusqu'en 1579,
 époque de la célèbre Assemblée de Me-
 lun.

Les recherches que fit cette Assem-
 blée sur leur gestion, les reproches
 qu'ils en reçurent, les déterminèrent
 à abandonner l'exercice de leurs fonc-
 tions ; ils se dédirent de leurs charges
 entre les mains de l'Assemblée. T. VIII,
 p. 1319, 1320. Voyez Syndics-Géné-
 raux.

2°. Les Chambres supérieures des
 décimes leur succéderent.

L'Ass. de Melun, en 1579, demanda
 cet établissement au Roi Henri III,
 & en dressa un projet rapporté dans le
 Procès-verbal : ce projet porte, que
 pour vider les appellations qui pour-
 roient être interjetées du jugement
 des Députés Diocésains, il seroit élu
 en chaque Métropole, de 3 en 3 ans,
 certains notables personnages du Cler-
 gé, lesquels prenant avec eux quelques
 Officiers Royaux, (si en ladite Métro-
 pole il y a Parlement ou Présidial,)
 jugeront lesdites appellations, & que
 leurs jugements, pourvu qu'ils soient
 au nombre de sept, auront effet de
 chose jugée, comme un Arrêt de Cour
 Souveraine : le projet contient quel-
 ques autres clauses ; il ne fut point
 exécuté dans toutes ses parties : cette
 Ass. obtint, le 10 Fév. 1580, un Edit
 qui contient la création de sept Bu-
 reaux généraux dans les Villes de Paris,
 Lyon, Toulouse, Bordeaux, Rouen,
 Tours & Aix : cet Edit fut vérifié au
 Parlement, avec quelques modifica-
 tions. Par ce même Edit, le ressort de
 chaque Bureau a été réglé. T. I, p. 141,
 144 : *L'Edit est rapporté dans les Mé-
 moires du Clergé*, T. VIII. p. 2144 &
 suiv.

L'Ass. de 1585 obtint, du même
 Prince, la confirmation de ces sept
 Chambres, & la création d'une huitième
 en la Ville de Bourges, où ressorti-
 roient les Diocèses les plus proches

de cette Ville, & les autres aussi qui
 voudroient s'y ranger ; ainsi réglé nom-
 mément pour les Diocèses de Cler-
 mont, Limoges, S. Flour, Mende &
 Tulle. T. I, p. 351, 352, 353.

Cette érection des 8 Chambres
 des décimes fut confirmée pour le temps
 de dix ans, par Lettres-Patentes du 6
 Juin 1586, dans lesquelles le Roi dé-
 clare les Diocèses que S. M. entend
 ressortir à chacune de ces Chambres :
 ces Lettres furent vérifiées au Parle-
 ment de Paris ; il en est fait mention
 dans l'Edit de Henri IV, du 1^{er} Mai
 1596, portant confirmation de l'éta-
 blissement desdites Chambres, & con-
 tinuation pour dix ans de la Jurisdic-
 tion qui avoit été attribuée par l'Edit
 précédent. L'arrangement des Diocè-
 ses qui composent le ressort des Cham-
 bres, est différent dans cet Edit de
 Henri IV, de celui qui avoit été réglé
 par l'Edit de 1580 : on y a été obligé,
 pour donner un ressort à la huitième
 Chambre, établie à Bourges. *Mém.*
 T. VIII, p. 2183 & suiv. *L'Edit de*
1596 est rapporté, p. 2247 & suiv.

L'Ass. de 1595-1596 avoit ordonné
 qu'avant de se séparer, il seroit fait
 instance pour l'établissement ou le re-
 nouvellement du Bureau des Provin-
 ces : minute des Lettres dressées à ce
 sujet, conformes aux précédentes : sur
 quelques difficultés concernant les Pro-
 vinces de Bourges, Tours & Lyon,
 l'Assemb. laissa les Bureaux, comme ils
 étoient avant, sans y rien innover :
 l'Edit des Bureaux est accordé ; il est
 vérifié ; mais avec la clause, *demeurant*
toujours la souveraineté à la Cour : l'As-
 semblée réclame contre cette clause,
 & charge les Agents de poursuivre des
 Lettres de Jussion sur ce sujet, à moins
 que la Cour, sur une simple Requête,
 ne consente à ôter la réserve de la
 dite souveraineté. T. I, p. 607.

Henri IV a confirmé le pou-
 voir des Bureaux généraux des déci-
 mes, par son règlement du mois de
 Janvier 1599. L'article 35 y est exprès :
 on le rapporte. *Mém.* T. VIII, p. 2252.

Confirmé aussi par le Contrat passé
 le 2 Mars 1606, pendant les dix an-
 nées de ce Contrat. Par l'Edit du 9
 Déc. 1606, différent des précédents
 pour le ressort des Chambres, vérifié
 au Parlement de Rouen, avec trois
 conditions ; & par l'Edit vulgairement
 appelé de 1606, art. 25. *Mém.* T. VIII,
 p. 2188, 2253 & suiv. 2259.

Dans tous les Contrats que le Cler-

gé a passés depuis avec le Roi dans les grandes Aff., pour le renouvellement du Contrat, il y a un article, pour la confirmation de la Jurisdiction, attribuée aux Bureaux des décimes. Les Aff. de 1615 & de 1625 ont obtenu des Lettres-Patentes, comme les précédentes avoient fait, pour une plus ample confirmation. *Mém. T. VIII, p. 2188, 2265 & suiv.*

2°. La Déclaration de Mai 1626 confirme & continue, à perpétuité, l'établissement des Bureaux & Chambres ecclési., pouvoir, ressort & Jurisdiction d'icelles: ladite Déclaration vérifiée au Parlement de Paris. Depuis cette Déclaration, les Assemblées du Clergé n'ont point apporté la même précaution que les précédentes, pour insérer, dans les Contrats, l'article de la confirmation de la Jurisdiction attribuée aux Bureaux. *Mém. T. VIII, p. 2188-2189, 2270 & suiv.*

3°. En 1633 au mois de Juin, Louis XIII permit, par un Edit particulier, d'ériger une Chambre ecclésiastique dans la Ville de Pau, qui pourroit connoître des différends pour les décimes dans les Pays de Béarn, Navarre & Soule, dans le ressort du Parlement de Pau, & où ressortiroient par appel des Bureaux particuliers de Lescar & d'Oléron, les causes de ces deux Diocèses: l'Edit est rapporté. *Mém. T. VIII, p. 1985 & suiv.*

L'établissement de cette Chambre a été confirmé avec celui des huit autres, dans les Contrats que le Clergé a passés depuis avec le Roi: l'effet s'en est ensuivi, la Chambre fut établie: les Diocèses de Lescar & d'Oléron nommèrent des Députés, qui jugeoient avec les Officiers du Parlement: mais ces Députés & Officiers étant décédés, les Diocèses ont négligé d'en nommer d'autres, & peu après, la Chambre s'est trouvée éteinte: elle ne subsistoit plus en 1670, ainsi qu'il paroît par l'Arrêt du Conseil d'Etat du 18 Déc. 1670.

Cet Arrêt rendu sur la Requête des Agents-Gén., cassoit les Arrêts du Parl. de Pau, rendus au sujet des décimes & impositions dont il avoit entrepris de connoître sur l'appel des Chambres de Lescar & d'Oléron. Il étoit ordonné que les Ecclésiastiques de ces deux Diocèses, du Pays de Soule & de la Basse-Navarre, se pourvoiroient pour le fait des décimes aux Bureaux Diocésains, & en cas d'appel,

en la Chambre Ecclési. de Bordeaux, jusqu'à ce que celle de Pau eût été établie, avec défenses au Parl. de Pau d'en prendre connoissance.

Il y eut, de la part du Syndic des Etats de Béarn, plusieurs poursuites & procédures faites au Parl. de Pau, pour ce rétablissement. La contestation entre ce Syndic, & celui des Diocèses de Lescar & d'Oléron, a été portée au Conseil: ce dernier se fondeoit sur l'inutilité de la Chambre supérieure de Pau, & les grands frais qu'elle entraîneroit pour des Diocèses très-pauvres. La principale raison du Syndic des Etats de Béarn, étoit prise des Privilèges du Pays. M. l'Evêque de Lescar demanda, dans cette affaire, les services de l'Assemblée de 1740, qui charge les Agents de solliciter, au Conseil des dépêches, cette affaire en faveur des Diocèses. T. VII, p. 1751, 1752.

Après plusieurs années de poursuites, cette affaire a été enfin terminée par des Lettres-Patentes du mois de Juin 1743, par lesquelles S. M. révoque l'Edit de Juin 1633, portant création d'une Chambre ecclési. à Pau; ordonne que les Ecclési. des Diocèses de Lescar & d'Oléron, Soule & Basse-Navarre, en cas de contestation touchant les décimes, se pourvoient aux Bureaux Diocésains de Lescar & d'Oléron, & par appel, en la Chambre souveraine de Bordeaux. *Rapport d'Agence en 1745, p. 165 & suiv. P. Just. p. 312 & suiv.*

4°. Le Bureau Diocésain d'Albi relève-t-il de la Chambre souveraine de Bourges, ou de celle de Toulouse? *Voyez Albi, n°. I.*

5°. Le Diocèse de Rodez est détaché de la Chambre ecclésiastique de Toulouse, & ressortit à celle de Bourges. *Voyez Rodez, n°. I.*

6°. Sur la Chambre souveraine d'où relève le Diocèse de Nevers. *Voyez Nevers, n°. I.*

7°. Sur celle d'où relève le Bureau Dioc. du Puy. *Voyez Puy.*

8°. Les Diocèses de Bretagne ressortissent à la Chambre souv. de Tours. *Voyez Bretagne, §. I.*

f. de Bordeaux,
Pau eût été éta-
Parl. de Pau d'en

du Syndic des
urs poursuites &
arl. de Pau, pour
contestation en
lui des Diocèses
, a été portée au
e fondoit sur l'in-
e supérieure de
ais qu'elle entraî-
ces très-pauvres.
du Syndic des
t prise des Privi-
l'Evêque de Lef-
cette affaire, les
lée de 1740, qui
solliciter, au Con-
cette affaire en fa-
T. VII, p. 1751,

rs années de pour-
a été enfin termi-
Parentes du mois
esquelles S. M. ré-
n 1633, portant
bre ecclési. à Pau;
clési. des Diocèses
n, Soule & Basse-
contestation tou-
se pourvoient aux
de Lescar & d'O-
, en la Chambre
aux. *Rapport d'A-*
55 & suiv. P. Just.

océsain d'Albi re-
bre souveraine de
elle de Toulouse?

e Rodez est déra-
ecclésiastique de
it à celle de Bour-
n°. I.

re souveraine d'où
de Nevers. *Voyez*

a relève le Bureau
Puy.

de Bretagne ressor-
souv. de Tours.
II.

II. Personnes

II. Personnes qui doivent composer les Chambres Souveraines. Conseillers-Clercs & autres : leur choix, nombre, qualités : leur amovibilité. Présidents desdites Chambres. Promoteurs & Greffiers. Privilèges des Députés.

Dépens qui les
appellent : choix,
nombre, qualités.

1°. L'Ass. de Melun veut qu'en chaque Métropole, il soit élu, de 3 en 3 ans, certains notables personnages du Clergé, lesquels prenant avec eux quelques Officiers Royaux, [si en ladite Métropole il y a Parlement ou Présidial] jugeront les appellations, &c. T. I, p. 143, 144.

L'Ass. de 1585 remet l'élection des Députés aux Provinces : les Diocèses ressortissants doivent envoyer à ces fins, personnages ou Procurations suffisantes pour y procéder, & nommer personnes capables, gradués & actuellement Prêtres. T. I, p. 351, 352.

A l'égard des rangs & séances, cette Ass. en remet le jugement aux sieurs desdits Bureaux. *Ibid.*

Le Règlement de 1606 porte, qu'aux jugements rendus par les Bureaux généraux, assisteront au moins trois Conseillers-Clercs des Cours de Parlements ou sièges Présidiaux, & en leur défaut, pareil nombre de Conseillers Laïques Catholiques, en cas qu'entre lesdits Députés n'y en eût de Conseillers-Clercs, jusques au nombre de trois : & pour parvenir à l'établissement desdits Juges & Députés, les nominations en seront faites pardevant les Archevêques des Provinces, où seront établis lesdits Bureaux ; ou, en cas d'absence ou vacance, devant le plus ancien Evêque desdites Provinces, au lieu de l'Archevêché, jusqu'au nombre de dix ou douze ; sans qu'elsdits Bureaux soient reçus ensemble l'oncle & le neveu, les deux freres, & autres parents & degrés prohibés par l'Ordonnance : seront les personnes nommées, gradués, constitués en Ordres sacrés. *Supra*, §. I.

L'Ass. de 1645 prend connoissance de quelques abus introduits dans les Bureaux gén. des décimes, établis à Rouen & à Bordeaux. Dans celui de Rouen, qui étoit composé, pour la plus grande partie, des Officiers du Parlement, lesdits Officiers tenoient le Bureau dans une Chambre du Palais, y présidant toujours, & le plus souvent n'y appelant point les autres Députés.

Table de la Coll. des P. V.

L'Assemblée arrête que les réglemens faits pour lesdits Bureaux, seront observés ; & ce faisant, que le Bureau général, établi à Rouen, sera composé de dix ou douze Députés, au choix des Diocèses y ressortissants, & se tiendra un jour certain de la semaine, & plus souvent, si besoin est, dans le Palais du Sgr. Arch., & par son Mandement, où il présidera, & en son absence, les Prélats de la Province, selon leur rang.

A l'égard du Bureau général de Bordeaux, est arrêté, que les Députés dudit Bureau seront nommés pardevant le Sgr. Archev., ou le plus ancien Evêque, en cas d'absence ou vacance, par les Députés des Diocèses ressortissants en ladite Chambre, & pour tel temps qu'ils aviseront bon être ; lesquels néanmoins ne pourront nommer autres personnes que des Ecclésiastiques constitués en Ordres sacrés, du nombre desquels seront trois Conseillers-Clercs ou Laïques, au cas seulement qu'en la Ville, ne se trouve point ledit nombre de Conseillers-Clercs. T. III, p. 373, 374.

Le règlement de 1705, art. I, porte, que les Chambres supérieures seront composées d'autant de Juges, qu'il y a de Diocèses ou Chambres Diocésaines qui y ressortissent, à moins que les Diocèses d'une même Métropole, ne veulent convenir entr'eux de ne nommer qu'un ou plusieurs Députés, pour les Diocèses de la Métropole, par l'art. 2. Le Député nommé par la Chambre Diocésaine, n'entrera en la Chambre souveraine, & n'y aura voix délibérative qu'après avoir pris ses Lettres de nomination de l'Evêque & de la Chambre Diocésaine. *Supra*, §. I.

M. l'Abbé de Chevaliers rend compte à l'Ass. de 1726, d'un Arrêt du Conseil, qui casse un jugement de la Chambre supérieure de Bourges, parce qu'il n'y avoit eu que deux Conseillers du Présidial qui avoient assisté au jugement : inconvenient de cet Arrêt. L'Assemblée supplie S. M., que dans la Déclaration promise au Clergé, il soit inféré un article, portant que, vu la difficulté de rassembler trois Conseillers, & la possession où sont les Chambres supérieures de juger, en la présence de deux Conseillers, & même d'un seul, après en avoir appelé trois, le Roi veut bien maintenir lesdites Chambres dans cet usage. T. VII, p. 837 & suiv.

Présidents des
Chambres Souv.

2°. A l'égard de la Présidence aux Chambres souveraines, le règlement de 1606 porte, que les Archevêques ou Evêques des Diocèses y ressortissants, présideront auxdites Chambres. *Suprà*, §. I.

Le Parlement de Paris avoit vérifié les Lettres-Patentes de l'établissement des Bureaux des décimes, en sorte qu'il laissoit sujet à ceux des Parlements qui y sont appellés, de contester la préséance aux Prélats. L'Ass. de 1635 résout qu'il sera fait instance sur ce point, en traitant avec les Commiss. du Roi. T. II, p. 809.

L'Arrêt de l'Ass. de 1645, qu'on vient de rapporter, est exprès sur ce droit des Prélats.

Suivant l'article 4 du règlement de 1705, les Chambres supérieures doivent se tenir dans le Palais Archiépis. de la Ville où elles sont établies, & les Archevêques desdites Villes en seront les Présidents, & auront la distribution des Procès : en leur absence, les Evêques de la Province qui voudront s'y trouver, y présideront suivant l'Ordre de leur Sacre. *Suprà*, §. I.

Le premier article du Règlement dressé en 1715, donne aux Evêques le droit de séance & de Présidence aux Chambres souver. des décimes. *Difficultés qu'on oppose contre cet article, & réponse à ces difficultés*. T. VI, P. J. p. 517 & suiv.

3°. Les Députés aux Chambres souveraines ne sont point perpétuels. Le règlement de 1606 porte, que les Provinces les nommeront, pour tel temps qu'elles aviseront & estimeront meilleur & le plus commode. *Suprà*, §. I.

Par l'art. 2 du règlement de 1705, le Député peut être révoqué toutes fois & quantes que l'Evêque & la Chambre Diocésaine qui l'auront nommé, le jugeront à propos. *Ibid.*

L'art. 3 du règlement de 1715 porte, qu'ils pourront être remerciés après avoir servi pendant cinq ans. *Difficultés contre cet article, & réponse à ces difficultés*. T. VI, P. J. p. 521 & suiv.

4°. Suivant la délibération de l'Ass. de 1585, les Députés qui composent les Chambres supérieures, commettent aux fonctions de Promoteurs, des personnes qu'ils estiment avoir les qualités & capacités requises pour les exercer, lorsque le ministère de ces Officiers est jugé nécessaire. T. I, p. 351 & suiv.

Promoteurs &
Greffiers desdites
Chambres.

L'art. 3 du règlement arrêté dans l'Ass. de 1705, porte que les Provinces où sont les Chambres supérieures, nommeront les Promoteurs & les Greffiers desdites Chambres. *Suprà*, §. I.

5°. Les Députés aux Chambres souveraines, qui sont Chanoines, sont tenus présents à leurs Bénéfices. *Voyez* Chanoines privilégiés.

Députés-Cha-
noines tenus pré-
sents

III. Jurisdiction & compétence des Chambres Souveraines : regles de leurs Jugemens : maniere de se pourvoir contre, & en cas de contestation de ressort.

1°. Suivant le règlement de 1606, les Bureaux généraux connoissent, jugent & décident en dernier ressort & sans appel, de tous les Procès & différends mus & à mouvoir, entre les Bénéficiers, Receveurs des décimes, & toutes autres personnes, de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant pour raison des taxes des décimes, & autres deniers qui peuvent se lever sur les Diocèses, que pour l'administration & manient desdits deniers, contraintes, exécutions & emprisonnements, circonstances & dépendances, sans aucunes choses en excepter, ni réserver. *Suprà*, §. I.

Connoissent
appel, de tous
différends en
dernier res-
sort, de tous
procès, & de
toutes dépen-
dances.

L'art. 5 du règlement de 1705 porte, que les Chambres supérieures connoîtront, en cas d'appel, en dernier ressort, de tout ce que les Chambres Diocésaines auront connu en première instance; & en cas que le jugement dont sera appel, ne soit que préparatoire ou interlocutoire, les Chambres supérieures, après en avoir jugé l'appel, seront tenues de renvoyer les Parties à la Chambre Diocésaine, pour y procéder sur le fonds de la contestation. *Suprà*, §. I.

L'Ass. de 1585 se pourvoit contre un Arrêt du Grand-Conseil rendu en faveur du Chapitre de Tarascon, contre le Diocèse d'Avignon, par rapport à la cote des décimes : cet Arrêt rendu au mépris des jugements, tant des Syndics-Gén., que par le Bureau établi. T. I, p. 369.

En la même Ass., le Promoteur rapporte la Requête du Receveur des décimes de Beziers, qui demandoit l'assistance des Agents dans le Procès qu'il avoit au Conseil, contre le Syndic du Clergé dudit Diocèse, pour faire renvoyer ledit Procès pardevant les Syndics & Députés du Bureau de Toulouse. L'Ass. ordonne aux Agents de

ent arrêté dans que les Provinces supérieures, & les Greffiers. *Suprà*, §. I. Chambres souveraines, font re-néficées. *Voyez*

compétence des raires : règles : manière de , & en cas de sort.

ement de 1606, connoissent, ju- dernier ressort & Procès & dis-voir, entre les des décimes, onnes, de quel- qu'ils soient, des décimes, peuvent se lever pour l'adminis- tration des deniers, & emprison- nés & dépendan- ces en excepter,

de 1705 porte, raires connoi- en dernier res- Chambres Dio- césaines inf- jugement dont préparatoire ou Chambres supérieu- raires, seront re- mises à la Cham- bre pour procéder sur le n. *Suprà*, §. I. rvoit contre un il rendu en fa- vable, contre par rapport à cet Arrêt rendu tant des Syn- dics Bureau établi.

Promoteur rap- ceur des dé- mandait l'af- le Procès qu'il le Syndic du pour faire ren- voyant les Syn- dics Bureau de Tou- aux Agents de

faire remontrance à Mrs. du Conseil, pour la conservation de la Jurisdiction des Bureaux, & à ce que l'affaire soit renvoyée aux Députés-Généraux établis à Toulouse, & en cas qu'il y eût évocation, à tel autre des Bureaux qu'ils aviseraient. T. I, p. 419, 420.

En l'Ass. de 1611, le Syndic du Clergé de Nîmes présente la Requête, contenant la plainte de ce que la Cham- bre de l'Edit de Castres avoit voulu prendre connoissance par appel, d'une cause jugée au Bureau de Toulouse, entre ledit Syndic & les Consuls de la Ville de Sommeve, pour raison de laquelle entreprise il se seroit pourvu au Conseil. Arrêté que les Agents interviendront pour l'intérêt du Clergé. T. II, p. 376.

Mgr. l'Arch. de Reims expose à l'Ass. de 1650, un différend que son Clergé avoit contre les Receveurs & Contrô- leurs des décimes, au sujet des taxa- tions : l'instance étoit au Conseil : les- dits Officiers avoient demandé d'être renvoyés au Parlement : l'Ass. ordonne aux Agents de poursuivre un Arrêt au Conseil, afin d'y retenir l'affaire, ou de la renvoyer aux Bureaux ecclésiasti- ques. T. III, p. 559, 560.

En l'Ass. de 1685, Mgr. l'Arch. de Sens expose, que son Abbaye du Mont S. Martin, ayant été taxée pour les décimes au Diocèse de Noyon, pour raison des biens qu'elle a dans ledit Diocèse, ses gens d'affaires s'étoient pourvus par opposition au Bureau Dio- césain de Noyon, où ayant perdu leur Procès, ils avoient appelé de ce juge- ment à l'Ass. Gén. du Clergé, quoi- que dans l'Ordre ils eussent dû se pour- voir à la Chambre souveraine de Paris. L'Ass. conformément à la prière du Prélat, a renvoyé le jugement à ladite Chambre. T. V, p. 624.

L'Ass. de 1612, sur la Requête du Diocèse de Luçon, avoit ordonné que les Agents présenteroient Requête au Roi & à son Conseil, pour faire ren- voyer à la Chambre ecclésiast. de Bor- deaux, toutes les instances sur fait de décimes pendantes, tant au Parlement qu'aux autres Juridictions, suivant l'Edit de l'établissement des Bureaux. T. II, p. 41.

On peut voir, *suprà*, §. II, n°. IV, plusieurs autres articles que l'on a por- tés à la Jurisdiction des Chambres Dio- césaines, & qui regardent aussi celle des Chambres souv.

2°. Il y a des conditions & forma-

lités à remplir par ceux qui se pour- voient par appel aux Chambres souv. *Voyez suprà*, §. II, n°. IV.

3°. Les Chambres souveraines con- noissent des différends élevés, sur la nomination des Députés aux Bureaux Diocésains. *Suprà*, §. II, n°. II.

4°. L'art. 10 du règlement de 1705 porte, qu'à la fin de chaque Ass., les réglemens qui y auront été faits con- cernant les Chambres, seront envoyés, à la diligence des Agents-Généraux, aux Chambres ecclésiastiques supérieu- res, avec les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, les Lettres-Patentes intervenues sur iceux, pour le tout être enregistré aux Greffes desd. Cham- bres supérieures, à l'effet de s'y con- former dans leurs jugemens. *Suprà*, §. I.

La Chambre souveraine de Rouen, dans un Mémoire présenté à l'Ass. de 1758, demande qu'on lui adresse un exemplaire des Contrats passés entre le Roi & le Clergé, les Lettres-Paten- tes obtenues sur iceux, ainsi que les réglemens que l'Ass. auroit jugé à pro- pos de faire : cette demande étoit faite à l'occasion de l'imposition ordonnée sur les Fabriques, pour le paiement du Don de 1755, imposition défendue par Arrêt du Parlement de Rouen, du 1^{er} Avril 1757. La matière mise en délibération, il a été unanimement statué que les articles 10 & 11 des ré- glements faits en l'Ass. de 1705, se- roient renouvelés ; & en conséquen- ce, a été recommandé à Mrs. les Agents d'envoyer, à la fin de l'Ass., à chaque Chambre souveraine, une copie des Contrats, & des Lettres-Patentes in- tervenues sur iceux, & les réglements faits par l'Ass. : recommandé auxdites Chambres de s'y conformer. T. VIII, p. 692 jusq. 695.

5°. L'article 8 du même règlement oblige les Juges des Chambres supé- rieures, à juger sommairement & à moins de frais qu'il se pourra, les cau- ses qui seront portées devant eux, & ce conformément à l'Edit de création desdites Chambres, & aux réglements du Clergé. *Suprà*, §. I.

En l'Ass. de 1602, arrêté qu'il sera écrit aux Députés des Bureaux, de ju- ger les Procès le plus sommairement que faire se pourra, & de ne pas ap- pointer les Parties au Conseil, sinon en choses de grande conséquence, ni de juger desdits Procès par Commis- saires & en extraordinaire, s'ils ne veu-

remplir avant l'appel.

Chambres Souv. connoissent du choix des Députés aux Bureaux ;

Doivent enrégistrer les Régle- mens, &c. & s'y conformer ;

Doivent juger sommairement & à peu de frais ;

lent le faire gratuitement. T. I, p. 695, 696.

Se conformer
aux Réglemens
du Clergé & aux
Contrats ;

6°. L'article onze porte, que lesdites Chambres seront tenues dans leurs jugemens, de se conformer aux réglemens des Ass. Gén., & aux clauses des Contrats faites avec S. M., & des Lettres-Patentes pour la levée des impositions. *Suprà*, §. I.

L'Ass. de 1685, art. 20 du Cahier, supplie S. M. de donner un Arrêt qui enjoigne aux Chambres ecclésiastiques d'enregistrer les Lettres qui autorisent les délibérations & impositions du Clergé, & qui leur ordonnent de juger en conformité. *Accordé*. Recueil, p. 1470.

Plusieurs Evêques se plaignent à l'Assemblée de 1685, des jugemens que les Chambres souveraines rendent contre les Ordonnances des Ass. Gén., & contre les Contrats passés avec le Roi. M. le Président représente, que le remède, contre leurs entreprises, étoit entre les mains de Mrs. les Archevêques, de qui il dépendoit de faire tenir les Bureaux dans leurs Palais, & d'y présider; que Mrs. les Evêques pouvoient aussi y apporter le remède nécessaire, puisqu'ils avoient droit d'y assister, & même d'y présider en l'absence des Archevêques. T. V, p. 613, 614.

Ne peuvent ordonner surseance
de paiement, ni
main-levée des
saïfies ;

7°. Les Chambres Souveraines ne peuvent accorder surseance du paiement des décimes & impositions, ni donner main-levée des saïfies faites sur les Bénéficiers.

C'est une clause ordinaire, dans les délibérations des Assemblées, touchant les Dons-gratuits accordés au Roi, que, pour qu'il ne soit apporté aucun retardement à l'exécution, tant des départemens qui sont réglés dans chaque Diocèse, que des Sentences & Jugemens des Bureaux Diocésains, & paiement de taxes, les Chambres Ecclésiastiques Supérieures ne pourront donner la main-levée des saïfies qui pourroient être faites à la Requête des Receveurs Diocésains, ni donner aucunes défenses d'exécuter, tant lesdits départemens, que lesdits Jugemens; lesquels, attendu la nature des deniers, doivent avoir leur exécution par provision, nonobstant opposition, &c., & sans préjudice d'icelles. *Voyez* entre autres Assemblées, celle de 1723. T. VI, p. 1608, 1609. *Voyez le premier Supplément à la Table ad calcem.*

En l'Ass. de 1584, le sieur de Castilles, Receveur-Général, renouvelle la plainte

qu'il avoit portée à l'Ass. de 1582, contre les Députés de la Chambre de Toulouse, lesquels donnoient des main-levées des saïfies faites sur les Bénéficiers, ce qu'ils avoient étendu depuis peu, jusqu'aux Bénéficiers du Diocèse de Cominges. L'Assemblée, après en avoir délibéré, ordonne d'en écrire à la Chambre de Toulouse, pour l'avertir de la plainte du sieur de Castilles, & l'exhorter d'apporter toutes les facilités possibles pour accélérer la levée des deniers du Clergé, & que ses Arrêts & Jugemens se donnent dorénavant sans retarder le paiement des taxes. T. I, p. 254.

L'Ass. de 1645 ordonne, que conformément aux Réglemens du Clergé, il ne pourra être accordé, par les Bureaux généraux, surseance du paiement des décimes; & où il en seroit accordé à l'avenir, l'Ass. dès-à-présent, comme dès-lors, les déclare nulles & de nul effet, avec défenses aux Bénéficiers de s'en servir, & aux Receveurs Diocésains d'y avoir aucun égard. T. III, p. 384.

La Chambre de Bourges avoit accordé au Receveur des décimes du Diocèse un délai jusqu'à Noël, pour le paiement du terme de Février dernier, & avoit fait défenses au Receveur Prov. de le poursuivre, à peine de 1000 liv. d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts. L'Ass. de 1650, sans avoir égard à ce Jugement, condamne ledit Recev. Dioc. à payer, au Recev. Prov., les deniers de la recette pour le terme de Février dernier; fait défenses à ladite Chambre & à toutes autres, de donner aucune surseance sur les contraintes décernées, tant par les Recev. Prov., que par le Recev. Gén., voulant que les Réglemens soient observés en ce point. T. III, p. 750.

8°. Les Chambres Souver. ne peuvent décharger en entier du paiement des décimes & impositions. Dans l'Ass. de 1585, il fut conclu, à l'égard des pouvoirs attribués auxdites Chambres, que les Députés connoitroient de la surcharge des taxes, sans pouvoir décharger entièrement ceux qui sont compris es anciens départemens. T. I, p. 352.

Le Bureau Dioc. de Lombes ayant imposé, pour le Don-gratuit accordé en 1675, les Prêtres Séculiers de la Congrégation de Semas, à la somme de 100 liv., cette Congrégation en appelle à la Chambre de Toulouse, laquelle, sans avoir égard à la Requête

Ne peuvent
charger en tout
du paiement des
Décimes ;

e 1582, con-
bre de Tou-
des main-
ur les Béné-
endu depuis
e du Diocèse
ée, après en
en écrire à la
pour l'avertir
Castilles, &
es les facilités
levée des de-
s Arrêts &
rénavant sans
taxes. T. I, p.

, que confor-
du Clergé, il
ar les Bureaux
paiement des
oit accordé à
sent, comme
les & de nul
Bénéficiers de
veurs Diocé-
rd. T. III, p.

es avoit accor-
es du Diocèse
pour le paie-
er dernier, &
ceveur Prov.
e de 1000 liv.
ens, domma-
e 1650, sans
nt, condamne
er, au Recev.
ecette pour le
fait défenses
outes autres,
ce sur les con-
par les Recev.
Gén., voulant
t obliervés en

er. ne peuvent
paiement des
Dans l'Ass. de
égard des pou-
chambres, que
nt de la sur-
voir déchar-
font compris
T. I, p. 352.
ombes ayant
atuit accordé
culiers de la
, à la somme
gation en ap-
Toulouse, la-
à la Requête

Ne peuvent
charger en cas
du paiement des
Décimes;

présentée par le Syndic du Clergé de
Lombes, demandant son renvoi au Bu-
reau Diocés., auroit déchargé la Con-
grégation de la taxe, avec défenses au
Bureau de comprendre à l'avenir, dans
aucun département, ladite Congrégation,
à peine de 4000 liv. d'amende :
ce qui étant tout-à-fait contraire à l'u-
sage & à la Loi clairement expliquée
dans les Lettres-Patentes du Don-gra-
tuit, l'Evêque de Lombes supplie l'Ass.
de 1680 de réprimer cette entreprise.
Les Commissaires de la Jurisdiction
sont chargés d'en faire un article parti-
culier du Cahier, & les Agents, de sol-
liciter un Arrêt en cassation. T. V, p.
317, 318.

En 1697, la Chambre Souveraine de
Lyon avoit déchargé en entier un Curé
de sa part des décimes, Don-gratuit
& Capitation. Le Syndic du Clergé
d'Autun soutenoit que cette Chambre
avoit excédé son pouvoir. Les Agents
sont intervenus en cette affaire, & ont
obtenu un Arrêt, qui, cassant celui de
la Chambre de Lyon, renvoie les Par-
ties à celle de Paris pour y procéder.
T. VI, P. J, p. 123.

9°. Les délibérations du Clergé, tou-
chant les Dons-gratuits & les Lettres-
Patentes qui les autorisent, défendent
aux Chambres Souveraines, en pronon-
çant sur les appels des Sentences des
Bureaux Diocésains, de fixer pour tou-
jours à une certaine somme les cottes de
ceux qui sont sujets aux impositions du
Clergé, à peine de nullité des Juge-
ments. *Voyez* entr'autres Ass., celle de
1723. T. VI, p. 1609. *Voyez aussi le*
premier Supplément de la Table ad cal-
cem.

C'est la disposition de l'article 6 du
Règlement de l'Assemblée de 1705. *Sup-*
rà, §. I.

En cette même Assemb., le Syndic
du Diocèse de Châlons avoit présenté
une Requête en cassation d'un Arrêt
rendu par la Chambre Souv. de Lyon,
au sujet d'une plainte en surtaxe par
l'Abbé de Cîteaux. Le principal moyen
de cassation étoit, que cet Arrêt fixe
le pied de l'Abbaye pour les subven-
tions & Dons-gratuits, tant pour le
passé que pour l'avenir, au neuvième
des impositions faites ou à faire sur led.
Diocèse. S'étant élevé quelque doute
sur le pouvoir des Chambres Souver.,
quant à cet article, l'Assemb. a déclaré
qu'on ne peut révoquer en doute la
maxime, qu'aucune Chambre Ecclésias-
tique n'a le pouvoir de fixer un pied

d'imposition pour aucun Bénéfice; qu'à
examiner le titre primordial de l'érec-
tion de ces Chambres, on trouve qu'el-
les ne sont établies que pour juger du
plus ou du moins des taxes; que S. M.
sera suppliée de défendre aux Cham-
bres, par une clause expresse, de fixer
un pied d'imposition sur aucun Béné-
fice. T. VI, p. 885, 886.

La même affaire se présente en l'Ass.
de 1710, qui ordonne aux Agents d'in-
tervenir en faveur du Diocèse de Châ-
lons contre l'Abbé de Cîteaux. T. VI,
p. 1126 & s.

Elle se présente de nouveau en l'Ass.
de 1711, qui agit auprès des Commis-
saires du Conseil, pour obtenir la cas-
sation de l'Arrêt de la Chamb. de Lyon.
T. VI, p. 1221, 1222.

10°. Quant à la manière de se pour-
voir contre les Jugements des Cham-
bres Souveraines, on demande, si on
peut le faire par simple Requête, ou
s'il est nécessaire d'obtenir des Lettres
en forme de Requête civile?

En l'Ass. de 1585, il en fut délibéré
avec Mrs. du Conseil. M. le Chancelier
disoit les Bureaux génér. incompétents
pour recevoir des Requêtes civiles,
d'autant qu'ils n'ont point serment au
Roi : il fut enfin accordé, par M. le
Chancelier, qu'on pourroit se pourvoir
contre le Jugement des Bureaux par sim-
ple Requête aux mêmes Bureaux, sans
obtenir aucunes Lettres de Chancellerie.
T. I, p. 352.

C'est aussi la disposition de l'article 9
du Règlement de 1705. *Suprà, §. I.*

11°. L'Edit de Mai 1596, dispense
d'obtenir des Lettres de Chancellerie en
forme de Requête civile. L'Edit de Dé-
cembre 1606, & les Lettres-Patentes
de 1616 y sont conformes. *Mém. du Cl.,*
T. VIII, p. 2325 & s. 2329, 2330.

11°. A l'égard de la manière de se
pourvoir en cas de contention de res-
sort entre les Chambres des décimes,
il est porté, par les Edits de création,
qu'on peut en ce cas se pourvoir aux
Assemb. Gén. L'Edit de Février 1580 y
est formel. Celui de Mai 1596, con-
tient la même disposition. *Mém. du Cl.,*
T. VIII, p. 225, 226.

Voyez là-dessus l'art. dernier du Ré-
glement de 1606. *Suprà, §. I.*

12°. La Chambre Supérieure des dé-
cimes de Toulouse, vouloit se pourvoir
au Conseil, pour se faire autoriser à le-
ver une contribution sur tous les Dioc.
du ressort, à l'effet d'acquiescer une mai-
son contiguë au Palais Archiépisopal,

Manière de se
pourvoir contre
les Jugements des
Chambres Souv.

Et en cas de con-
tention de ressort.

qui pût devenir le lieu ordinaire des séances du Tribunal : elle soumet son projet à la décision de l'Ass. de 1770, qui l'approuve, sous la condition néanmoins, que la contribution, dont lad. Chambre demandoit l'autorisation au Conseil, soit répartie sur les Diocèses, conformément aux règles de proportion établies par les précédentes Ass., sur le fait des décimes générales. T. VIII, p. 1900.

CHAMPART. [DROIT DE]

Voyez Orléans, n°. II.

CHANCELADE.

[CONGRÉGATION DE]

Voyez Curés Réguliers, n°. II.

CHANCELIER

DE FRANCE.

1°. En l'Ass. de 1675, le Sgr. Président expose, que l'usage des Assembl. précédentes a été de décharger de décimes les enfants de Mrs. les Chanceliers de France; que celle de 1625 en usa ainsi, & qu'il croit que la Compagnie voudra bien accorder la même grâce à Mrs. les Abbés de S. Riquier & de S. Jacques, fils de M. le Chancelier d'Aligre. Sur quoi, la Compagnie s'étant fait lire la délibération de 1625, attachée au Mémoire présenté par lesd. sieurs Abbés, considérant la dignité & le mérite de la personne de M. le Chancelier, & de la protection qu'il donne aux affaires de l'Eglise; délibér. prise par Provinces, accorde lad. décharge. T. V, p. 268.

Même décharge accordée par l'Ass. de 1680, à M. l'Archevêque de Reims, fils de M. le Chancelier le Tellier. T. V, p. 329.

2°. Le Roi, lors de l'Assemb. Gén. de 1655, avoit écrit ses intentions à M. le Chancelier, pour les communiquer à cette Assembl. La Compagnie se plaint de cette nouvelle manière dont S. M. lui fait savoir ses volontés. T. IV, p. 240, 241, 242.

3°. Plusieurs Ass., dans leurs premières & dernières séances, ont député vers Mrs. les Chanceliers, pour les visiter & les saluer de la part des Ass. Comment composées & reçues lesd. députations? Voyez Visites, §. IV.

4°. Sur les conférences tenues chez M. le Chancelier, entre Mrs. les Commissaires du Clergé & Mrs. du Conseil,

& le cérémonial observé dans ces occasions. Voyez Conférences.

CHANCELIER

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

LA Bulle de Paul III lui accorde le privilège de donner des Provisions Canoniques aux Indultaires du Parlement, sur le refus des Ordinaires. Il n'a pas ce pouvoir à l'égard des Gradués. Art. 14 du Cahier de l'Ass. de 1725. Recueil, p. 1604, 1605.

Dans le Rapport que fait M. l'Evêq. de Digne à l'Ass. de 1665, sur les entreprises contre la Jurisdiction Ecclésiastique, il est parlé des visa & absolutions à cautele que le Chancelier de l'Université donne, ou en vertu d'Indult, ou en vertu d'Arrêt du Parlement: à l'égard de l'Indult sur lequel il se fonde, des Commissaires députés, dit ce Prélat, en ont demandé copie, & ils n'ont pu l'avoir; ils en auroient, sans doute, découvert la surprise & la subreption. Il prouve en même-temps combien ces sortes d'Indults sont contraires aux Canons, & notamment aux règles données par S. Grégoire le Grand.

Pour obvier à pareils abus, l'Ass., par l'art. 6 de son Règlement, ordonne, que le Chancelier de Notre-Dame & de l'Université de Paris, & tous autres Ecclésiastiques, qui se sont ingérés de donner des absolutions à cautele, & des collations sur des signatures en Cour de Rome, présentations des Ordinaires & permutations, même sur des Arrêts du Parlement, seront avertis de n'en point donner à l'avenir, sous quelque cause ou prétexte que ce soit: que s'ils continuent de donner de telles absolutions & des visa, l'Evêq. du Clerc, à qui ils en auront donnés, en fera plainte à l'Evêque Diocésain, afin qu'il puisse les punir selon la rigueur des Canons, & que cependant il les prive de la Communion & des fonctions sacerdotales dans l'étendue de son Diocèse.

L'art. 8 porte, que si l'Evêque Diocésain ne travailloit à leur correction, avec toute la diligence, ou tout le succès qui est à désirer, ledit Evêque, blessé par cette entreprise, donnera avis de la conduite desd. Chanceliers & autres, à tous les Evêques du Royaume, & les exhortera, par une Lettre circulaire, de faire observer ledit Règlement, & les priver même de la Communion dans l'étendue de leurs Diocèses.

Par l'art. 9, les Evêques, dont les

dans ces oc-
ces.

IER

DE PARIS.

lui accorde le
Provisions Ca-
du Parlement,
s. Il n'a pas ce
adus. *Art.* 14
s. Recueil, p.

fait M. l'Evêq.
15, sur les en-
diction Ecclé-
s *visâ* & abso-
Chancelier de
en vertu d'In-
du Parlement:
quel il se fonde,
es, dit ce Pré-
pie, & ils n'ont
nt, sans doute,
la subreption.
ps combien ces
nraires aux Ca-
aux regles don-
Grand.

ls abus, l'Ass.
ment, ordonne,
Notre-Dame &
, & tous autres
se sont ingérés
ions à cautele,
es signatures en
tations des Or-
s, même sur des
eront avertis de
enir, sous quel-
que ce soit : que
ner de telles ab-
Evêq. du Clerc,
onnés, en fera
efain, afin qu'il
rigueur des Ca-
e il les prive de
fonctions sacer-
de son Diocèse.
l'Evêque Dio-
leur correction,
ou tout le succès
Evêque, blessé
onnera avis de
eliers & autres,
oyaume, & les
tre circulaire,
Règlement, &
ommunion dans
ces.

ques, dont les

CHANOINES.

557

Clercs auront été pourvus par lesdits Chanceliers & autres, les suspendront de tous Ordres, autant de temps qu'ils jugeront à propos, & tous les Evêques seront priés de ne les admettre à aucunes fonctions. T. IV, p. 955 jusqu'à 961.

CHANCELLERIE

ROMAINE.

SES taxes. *Voyez* Annates, Compenendes, Spoglio.

CHANOINES.

L'ASSEMBLÉE de Poissi, dans ses Décrets sur la réformation, établit plusieurs Réglements touchant l'état des Chanoines. T. I, P. J. p. 10, 11.

Autres Réglements de l'Assemb. de Melun en 1579, sur le même sujet, au titre de *Canonici*. T. V, P. J. p. 114.

CHANOINES PRIVILÉGIÉS.

On appelle de ce nom, ceux qui, sans résider ou assister, sont tenus présents à leurs Bénéfices. Les délibérations & réglemens du Clergé qui les concernent, sont ici rapportés par ordre de dates.

1561. L'Ass. de Poissi, en 1561, dans ses Décrets de reform., accorde aux deux Chanoines Commensaux de l'Evêque, tous les fruits de leurs Prébendes. T. I, P. J. p. 10.

1580. L'Edit donné sur la Remontrance du Clergé, en 1580, art. 7, porte, que les Chantres de la Chapelle du Roi, étant hors de quartier, seront tenus d'aller résider sur leurs Bénéfices. Les Chantres de la Chapelle se pourvurent pardevant S. M., & obtinrent une Déclaration : les Agents s'opposèrent à sa vérification au Parlement : finalement Arrêt est intervenu, entérinant les Lettres, en apportant par les Impétrants des Certificats de M. le Grand-Aumônier de leur service. Quelques Chapitres se sont plaints de cet Arrêt. T. I, p. 355.

1585. Plusieurs Chapitres font demander à l'Assemb. de 1585, comment ils doivent se conduire à l'égard de la présence pour les Chanoines qui sont Conseillers-Clercs, Officiaux, Prédicateurs d'Avent & de Carême, Députés aux Ass. : à l'égard de ces derniers, les Chapitres sont exhortés de les tenir présents ; quant aux autres, l'Ass. remet lesdits Chapitres aux Réglements qui en seront faits aux Conciles Provinciaux. T. I, p. 365.

1601. L'Ass. de 1601 déclare & ordonne,

558

que les Députés en icelles seront réputés présents en leurs Eglises, & jouiront de tous fruits, revenus, profits & émoluments, appartenants à leurs Bénéfices, tant de gros fruits, que de toutes distributions manuelles, de quelque qualité & condition qu'elles soient, comme ils feroient s'ils servoient actuellement & en personne. T. I, p. 686.

Même Règlement renouvelé dans l'Ass. de 1605, par rapport aux Députés pendant l'Ass., & par rapport aux Agents, pendant le temps de leur charge. T. I, p. 716.

Le Règlement de 1606 est formel en faveur des Députés aux Chambres des décimes. *Voyez* Chambres, §. I.

La Chambre Ecclesiastique aux Etats de 1614, adjuge à tous les Bénéficiers, Chanoines & autres Députés aux Etats, tous les fruits de leurs Bénéfices, sans exception, de même que s'ils avoient servi & assisté à leurs Eglises ; & ce, pour tout le temps de la tenue des Etats, venir & retour. T. II, p. 225, 226.

Même Règlement de l'Ass. de 1619. T. II, p. 346.

Et de celle de 1621. T. II, p. 382.

De celle de 1625, qui joint aux Députés des Assemb., ceux qui sont Députés Commissaires & Juges des Bureaux généraux des décimes. T. II, p. 546, 570.

En l'Assemblée de 1628, un Député se plaint que le Chapitre d'Aix refuse de le tenir présent : arrêté que les Agents se joindront à l'instance. T. II, p. 635.

L'Ass. de 1635, après une longue & mure délibération, en interprétant les précédents Réglements du Clergé, ordonne que tous les Députés aux Ass. Génér. & Provinciales du Clergé ; Vicaires-Généraux, Officiaux & Promoteurs, faisant les visites des Diocèses, ou autres fonctions de leurs charges, dedans ou dehors d'icelui ; les Archidiaques qui ont droit de visite, la faisant dans le détroit & étendue de leur Jurisdiction ; les Agents-Généraux du Clergé, durant le temps & exercice de leur Agence ; ceux qui sont employés aux Bureaux des décimes généraux & particuliers ; les Députés aux Etats-Généraux du Royaume, ou des Provinces & Pays d'Etats ; & généralement tous ceux qui sont employés par les Sgrs. Evêques, ou Chapitres, jouiront de tous les revenus de leurs Dignités, Offices & Prébendes, tant du gros que des distributions manuelles, comme s'ils

1605.

1606.

1614.

1619.

1621.

1625.

1628.

1635.

étoient présents à l'Eglise. T. II, p. 776.

Nota. Cette délibération a été autorisée par des Arrêts du Conseil d'Etat rapportés. *Mém. du Cl.* T. II, p. 990 & suiv.

1645. Sur le refus du Chapitre d'Agde, de tenir présent un Chanoine député à l'Ass. de 1645, attendu qu'il y étoit, non comme Député de la Province, mais d'une autre; la Compagnie arrête que tout Député doit être tenu présent à son Eglise, quoique Député par une autre Province que la sienne. T. III, p. 125.

1645. Sur le même refus fait à un Chanoine de Die, Député, l'Ass. de 1645 ordonne aux Agents d'intervenir en la faveur. T. III, p. 390.

1650. Même intervention ordonnée par l'Ass. de 1650, sur semblable refus fait à des Députés. T. III, p. 705, 706.

1655. Sur semblable refus fait par le Chapitre de Rouen à un Député, même délibération de l'Ass. de 1655. T. IV, p. 373, 374.

1655. La même Ass. accorde l'intervention des Agents à un Chanoine de Bordeaux, député de la Chambre Ecclésiastique du Diocèse, pour un Procès qu'il avoit au Conseil contre le Chapitre de Bordeaux, sur le refus qu'il faisoit de le tenir présent les jours qu'ils devoient se trouver en ladite Chambre. T. IV, p. 374.

1665. Même Règlement de l'Ass. de 1665, en faveur de deux Chanoines de Notre-Dame de Paris, députés à l'Assemblée. T. IV, p. 830.

1670. Même délibération de l'Ass. de 1670. T. V, p. 6.

1715. Le Règlement de l'Ass. de 1715, au titre des *Assemblées Diocésaines*, attribue le même droit de présence, dans l'article 8, à ceux qui sont députés aux Ass. Diocésaines, & dans l'art. 6, aux Syndics des Diocèses. T. VI, P. J. p. 483.

1715. En l'Ass. de 1715, M. l'Abbé de Broglie représente que le sieur Evrard, Chanoine de Strasbourg, étant depuis quelque temps, de *Comitatu* de M. le Cardinal de Rohan, ledit Sieur, sur le refus de son Chapitre de le tenir présent, s'étoit pourvu au Conseil de Colmar, où il avoit été débouté de sa demande; qu'il s'étoit adressé ensuite au Conseil, & que M. le Chancelier, avant de juger l'affaire, souhaitoit d'être informé de l'usage du Clergé de France. La Compagnie ordonne à M. l'Abbé de Broglie

de donner au sieur Evrard les preuves du droit où sont les Evêques de mener avec eux deux de leurs Chanoines, soit dans le cours de leurs visites, soit dans les voyages qu'ils sont obligés de faire pour l'utilité de leurs Dioc., lesquels Chanoines sont censés présents dans leurs Eglises. T. VI, p. 1478.

Un Chapelain du Roi & un Chapelain de la Reine, Chanoines de Chartres, sont assigner le Chapitre, à ce qu'ils soient tenus présents en cette qualité à toutes les distributions manuelles: le Chapitre s'oppose à leur prétention, & sollicite la protection de l'Ass. de 1735. La Compagnie charge deux Députés de voir M. le Premier-Président du Grand-Conseil, & de le solliciter en faveur du Chapitre. T. VII, p. 1473.

En l'Ass. de 1750, M. l'Ev. d'Alais rend compte d'une affaire concernant le sieur Mercier, Aumônier de M. l'Evêque d'Aleth, Chanoine *in Comitatu*, à qui son Chapitre refusoit la présence & les rétributions de son Canoniat: l'Ass. prie M. l'Evêque d'Alais & Mrs. les Agents de voir & de recommander cette affaire à M. le Comte de Saint-Florentin. T. VIII, p. 399, 400.

Le Chapitre de S. Louis du Louvre à Paris, demande les bons offices de l'Ass. de 1755, dans une affaire pendante au Conseil, contre le sieur Guithon, Chanoine de la même Eglise, & Aumônier des Mousquetaires. Cette affaire n'est point jugée être dans le cas où le Clergé dût intervenir. T. VIII, p. 590.

Sur la prétention de Mrs. de la Ste. Chapelle de Paris, d'être tenus présents en d'autres Eglises où ils sont Bénéficiers. *Voyez* Chapelle. (Ste.)

CHANOINES RÉGULIERS.

Sur les Cures qu'ils possèdent. *Voyez* Curés Réguliers.

Les Chanoines Réguliers de Lorraine ont prétendu, en vertu d'une Bulle de Benoît XIV, avoir droit de posséder tous les Bénéfices séculiers, même les Bénéfices simples. M. l'Evêque de Toul a soutenu le Procès au Parlement de Nancy, & l'a gagné avec tous dépens, après vingt-quatre audiences publiques. Les Chanoines Regul. se sont pourvus en cassation d'Arrêt au Conseil de Lunéville: dans cette circonstance critique, M. l'Evêque de Toul réclame les bons offices de l'Assemblée de 1765 auprès du Roi de Pologne & de son Chancelier.

L'Ass.

les preuves du
de mener avec
ines, soit dans
soit dans les
es de faire pour
lesquels Cha-
ents dans leurs

1755. & un Chape-
noines de Char-
Chapitre, à ce
arsen cette qua-
ations manuel-
e à leur préten-
ction de l'Ass.
ie charge deux
Premier-Prési-
, & de le solli-
titre. T. VII, p.

1750. M. l'Ev. d'Alais
aire concernant
nier de M. l'E-
ne in Comitatu
soit la présence
ion Canonici-
d'Alais & Mrs.
e recommander
omte de Saint-
399, 400.

1755. M. l'Ev. d'Alais
office de l'Ass.
pendant au
Guithon, Cha-
, & Aumônier
ette affaire n'est
cas où le Cler-
III, p. 590.
Mrs. de la Ste.
e tenus présents
ls sont Bénéfi-
Ste.)

RÉGULIERS.
ssident. Voyez

ers de Lorraine
d'une Bulle de
it de posséder
iers, même les
Evêque de Toul
Parlement de
c tous dépens,
nces publiques.
e sont pourvus
Conseil de Lu-
onstance criti-
pul réclame les
lée de 1765 au-
& de son Chan-

L'AD.

L'Ass. charge Mrs. les Agents d'écrire à M. le Chancelier de Lorraine, pour lui témoigner l'intérêt qu'elle prend à la personne de M. l'Evêque de Toul, & à son affaire contre les Chanoines réguliers de Lorraine. T. VIII, p. 1523, 1524.

CHANTRES

DE LA CHAPELLE DU ROI.

JOUISSENT-ils du droit de présence à leurs Bénéfices? Voyez Chanoines Privilegiés, an. 1580.

CHAPELLE DU ROI.

I. EN l'Ass. de 1617, M. l'Archev. d'Aix représente à la Compagnie, que le jour de la Fête-Dieu, voulant servir le Roi, & lui présenter l'Evangile à baiser, comme il avoit vu faire de tout temps, au plus ancien des Prélats, M. l'Evêque de Bayonne, premier Aumônier, l'en avoit empêché, prétendant qu'en cette qualité, lui seul jouissoit de ce droit. La Compagnie, après avoir entendu le Sgr. de Bayonne, lui fait observer qu'il n'y avoit eu de premier Aumônier que depuis 30 ou 40 ans; que tous les Ev. étoient Aumôniers ordinaires, en la présence desquels les premiers Aumôniers, ni autres, n'avoient aucun rang; & que de fait de tout temps, il s'étoit ainsi pratiqué, & même que le feu Roi l'avoit ainsi jugé. L'Assemblée conclut par dresser des Mémoires, pour demander sur ce sujet un Règlement à S. M., pour le bien de la paix. T. II, p. 313.

En l'Ass. de 1635, il est exposé que M. le premier Aumônier avoit eu peine à souffrir, qu'à la Messe du Roi, le plus ancien des Prélats portât l'Evangile & la Paix à baiser au Roi; que sur cette prétention l'on députa pour en parler au Roi & au Cardinal Mazarin: sur ce que M. l'Archevêq. de Bourges alléguait, pour maintenir dans ce droit Mrs. les Prélats, Son Eminence avoit eu la bonté de régler la chose à leur avantage, & conformément à ce qui avoit été pratiqué de tout temps. L'Ass. députa à M. le Cardinal pour le remercier, & le prier que le Jugement qui a été donné, soit mis en forme de Règlement, & couché dans les registres de la Maison du Roi, pour éviter à l'avenir pareille contestation. T. IV, p. 283.

II. En l'Ass. de 1645, autre différend entre le sieur Abbé de Jassin, Maître de la Chapelle du Roi, & Mrs. les Evê-

Table de la Coll. des P. V.

ques, au sujet de la prétention de cet Abbé, de prendre en sadite qualité la première place au côté gauche de S. M. L'Ass. nomme des Commiss. pour voir la Reine sur ce sujet, & obtenir d'elle un Jugement décisif, qui assure aux Prélats qui assistent à la Messe du Roi, le rang qu'ils doivent y avoir. La Reine, après en avoir conféré avec son Conseil, & fait consulter les registres, juge que les Sgrs. Evêques tiendront les premières places au côté gauche du Roi, à l'exclusion du Maître de la Chapelle du Roi, qui prendra sa place hors de rang, en quelque autre endroit proche de S. M. T. III, p. 369, 370.

III. L'Ass. de 1625 charge les Prélats députés en Cour, de supplier S. M. que les Evêques, à la Messe où elle assiste, aient le rang qui est dû à leur dignité, & que le sieur de Séguiran, Jésuite, Confesseur du Roi, se mette à une autre place que celle qu'il y tient depuis quelque temps. Le Roi se rend aux vœux de l'Ass., sans aucune contradiction de la part du Confesseur. T. II, p. 543, 544.

IV. Sur le droit & privilège des Chantres de la Chapelle du Roi, pour être tenus présents à leurs Eglises, lorsqu'ils sont Chanoines. Voyez Chanoines Privilegiés, an. 1580.

V. Sur ce même privilège à l'égard des Chapelains de la Chapelle du Roi. *Ibidem*, an. 1735.

CHAPELLES. [SAINTES]

I. CONTESTATION entre la Ste. Chapelle de Dijon & M. l'Evêq., au sujet des Prières publiques, & de l'approbation des Confesseurs. Voyez Dijon, n° 3.

II. La Ste. Chapelle du Gué-de-Mauni, dans le Maine, Chapelle Royale, a droit de donner des Provisions aux Notaires, par le titre de sa fondation en 1329. On l'inquiète sur cet article, & on veut anéantir sa fondation. Voyez Gué-de-Mauni.

III. Le Roi Charles VII, par ses Lettres-Patentes du 19 Mars 1452, accorda le don des Régales à la Ste. Chapelle de Paris. Ce Chapitre en a joui sans aucun trouble jusqu'au temps de François I, où l'on prétendit que cette concession de Charles VII ne devoit point passer la rivière de Loire. Ce trouble fut continué pendant tout le regne de Henri II. Les Chanoines de la Ste. Chapelle en firent leurs plaintes au Roi Charles IX aux Etats de Moulins. Cette plainte fut trouvée juste & raisonnable. Il fut ordonné, par Lettres-

K k

Patentes du 10 Février 1566, & pour la seconde fois, qu'ils auroient le revenu de tous les Evêchés & Archevêchés vacants, sans en excepter aucun. Depuis ce temps, ils recommencèrent leur ancienne possession & jouissance, non-seulement au-deçà, mais aussi au-delà de la Loire. Ils ont essayé néanmoins, de temps en temps, de nouvelles contradictions, ainsi qu'il paroît par divers Arrêts du Parlement de Paris. *Mém.*, T. XI, p. 430 & suiv. *Voyez* Régale, §. II.

Louis XIII, par ses Lettres-Patentes de Décembre 1641, a révoqué le droit & la cession qui pouvoit avoir été faite à la Ste. Chapelle de Paris, par les Rois ses Prédécesseurs, du revenu des Evêchés procédant du droit de Régale. Louis XIV, en dédommagement, a voulu qu'il fût procédé à l'union de l'Abbaye de Saint-Nicaise, au Diocèse de Reims, à la Ste. Chapelle. *Mém.* T. XI, p. 286 & suiv.

Les Chanoines de cette Eglise ont joui pendant long-temps du privilège de pouvoir allier à leurs titres des Canoncats & autres Bénéfices, & d'y être tenus présents sans résider. Ce Privilège leur avoit été octroyé, par une Déclaration du mois de Mars 1666, conformément à plusieurs Bulles des Papes, autorisées dans le Royaume par des Lettres-Patentes. Ce privilège leur a été confirmé par une autre Déclaration du 2 Avril 1727.

Deux Chapelains, Officiers inférieurs de la Ste. Chapelle de Paris, & pourvus d'offices ou Bénéfices servitoriaux, l'un dans la Métropole d'Aix, l'autre à la Cathédrale de Rennes, ont prétendu devoir jouir du même privilège, & avoir dans ces deux Eglises les distributions & émoluments attachés à leurs offices, comme s'ils résidoient actuellement à Aix & à Rennes.

Cette contestation s'est présentée à l'Ass. de 1726, & y a été portée par les deux Chapitres d'Aix & de Rennes. Le Rapport de l'affaire y a été fait par M. l'Abbé de Cofnac. L'Ass. a nommé deux Commissaires pour l'examiner, & en faire ensuite le rapport à la Compagnie. Leur avis a été de demander l'évocation de cette cause à la Personne du Roi; & comme la Déclaration de 1666 est conçue en termes généraux, qui ont donné lieu à la prétention des deux Bénéficiaires, de supplier S. M. de vouloir interpréter ladite Ordonnance de 1666 & les précédentes, par un Ar-

rêt de Règlement; c'est ce que le Roi a fait par une nouvelle Déclaration du 2 Avril 1727, où, après avoir confirmé le privilège des Chanoines de la Ste. Chapelle de Paris, S. M. déclare vouloir pareillement, que tous offices & Bénéfices dans les Eglises Cathédrales ou Collégiales, (autres que les Dignités & Prébendes) chargés par les fondations ou par l'usage, d'un service personnel & continuuel, soient censés à l'avenir incompatibles avec les charges & le service de la Ste. Chapelle de Paris. T. VII, p. 821 & f. *La Déclaration*, P. J. p. 303 & f.

IV. Sur la Ste. Chapelle de Vincennes & son exemption. *Voyez* Vincennes.

CHAPITRES.

§. I. *Fondation. Dotation. Secours demandés pour quelques Chapitres de Cathédrales. Emprunts des Chapitres.*

I. DANS le Rapport d'Agence fait à l'Assemblée de 1670, Mrs. les Agents s'attachent à prouver que tous les Evêchés & les Eglises Cathédrales sont de fondation Royale. Ils établissent cette maxime dans un Mémoire présenté au Conseil au sujet de la Déclaration du Roi concernant les Isles & Ilots. T. V, P. J. p. 94, 95.

II. L'art. de l'Ordonnance de 1629, sur l'incompatibilité des Bénéfices, avoit donné lieu à diverses personnes d'impêtrer des Cures unies aux Chapitres. La plainte en est portée à l'Ass. de 1635, qui charge Mrs. les Agents de se joindre aux poursuites des Chapitres pour casser les Arrêts obtenus, & maintenir les unions faites par l'autorité des Ordinaires & du St. Siege. T. II, p. 808.

III. L'augmentation des portions congrues des Curés & des Vicaires, paroît devoir conformer la ruine de plusieurs Bénéfices. L'Ass. de 1775 juge convenable de venir à leur secours. Parmi ceux qui étoient en souffrance, elle distingue ceux qui étoient essentiels; ce sont les Evêchés & les Chapitres de Cathédrales. Ces Chapitres sont, suivant l'ancienne dénomination, le Sénat de l'Evêque. La cause des Evêques est encore plus intéressante; il est donc nécessaire de pourvoir, tant aux Evêchés qu'aux Chapitres de Cathédrales, qu'une ruine prochaine paroît menacer: tel est l'état de plusieurs Evêchés & plusieurs Cathédrales, particulièrement en Pro-

que le Roi
déclaration du
voir confirmé
de la Ste.
déclare vou-
ous offices &
Cathédrales
ne les Digni-
s par les fon-
n service per-
ent censés à
e les charges
appelle de Pa-
Déclaration,

de Vincen-
voyez Vincen-

R. S.

ion. Secours
ques Chapi-
Emprunts

Agence fait à
rs. les Agents
tous les Evê-
drales sont de
ablissent cette
re présenté au
déclaration du
ilots. T. V,

nce de 1619,
Bénéfices, avait
sonnes d'im-
ux Chapitres.
Ass. de 1635,
ts de se join-
chapitres pour
& maintenir
orité des Or-
T. II, p. 808.
portions con-
naires, paroiss-
ruine de plu-
775 juge con-
cours. Parmi
ance, elle dis-
essentiels; ce
font, suivant
le Sénat de
vêques est en-
est donc né-
aux Evêchés
drales, qu'une
enacer: tel est
s & plusieurs
ment en Pro-

vence & en Dauphiné. Voici les moyens
que la Commission propose.

Quant aux Evêchés, l'union de quel-
ques Bénéfices à la nomination du Roi,
est de tous les moyens le plus avanta-
geux. Le sacrifice à demander au Roi,
en faveur de ces Evêchés, n'est pas exor-
bitant: le nombre n'en est pas excessif;
il se trouvera presque dans tous ou dans
leurs Provinces, des Bénéfices suffisants;
& il n'y auroit aucun inconvénient,
quand ces Bénéfices seroient situés dans
des Provinces étrangères.

On invoque également, en faveur
des Cathédrales, les bontés du Roi. Si
S. M. ne nomme pas aux Canoniciats
comme aux Evêchés, cette considéra-
tion ne l'arrêtera pas, lorsqu'il s'agit de
procurer un bien essentiel; & en choi-
sissant des Abbayes, dont dépendent
plusieurs Bénéfices, il peut arriver que
la nomination du Roi s'accroisse au lieu
de diminuer.

On pourroit aussi, à l'égard des Ca-
thédrales, proposer d'autres moyens;
mais peut-être moins utiles. 1°. L'union
de Bénéfices simples, situés dans le Dio-
cese, & à la nomination des Collateurs
Ecclesiastiques. 2°. La suppression des
Consortes & Collégiales inutiles. 3°. La
suppression des bas-Chœurs des Cathé-
drales, dont les Bénéfices érigés en ti-
tre, absorbent une partie des revenus:
cette suppression est demandée par plu-
sieurs Chapitres, même par plusieurs
Provinces; elle seroit utilement faite,
en substituant à des Titulaires inamo-
vibles, & se croyant indépendants, un
bas-Chœur gage, plus dépendant &
beaucoup moins coûteux.

Le Rapport fini, l'Assemb. adoptant
l'avis de la Commission, a délibéré, 1°.
de prier S. M. de venir au secours des
Evêchés & des Cathédrales qui sont dans
l'indigence, en consentant aux unions
de Bénéfices qui dépendent de sa no-
mination; à l'effet de quoi il sera dressé
un Mémoire circonstancié; 2°. de char-
ger Mrs. les Agents d'aviser aux moyens
de faciliter la suppression des bas-Chœurs
en titre, & de prendre pour cet effet
tous les éclaircissements nécessaires.

Le Roi entrant dans les vues de l'As-
semblée, demande qu'on lui mette sous
ses yeux les moyens à prendre pour amé-
liorer le sort desdits Evêchés & Cathé-
drales. T. VIII, p. 2541 jusqu'à 2546. Le
Mémoire, P. J. p. 636.

M. le Garde des Sceaux déclare dans
sa réponse, que la suppression des bas-
Chœurs mérite beaucoup d'attention.

T. VIII, p. 2547.

IV. L'usage des Chapitres d'emprun-
ter des sommes d'argent, sans le con-
sentement & participation des Evêq.,
est représenté à l'Ass. de 1670, comme
abusif. Voyez Emprunts, §. III.

§. II. Exemptions, droits, privilèges des Chapitres : leurs bornes.

I. Sur l'origine & les premières exem-
ptions des Chapitres. Voyez Exemptions,
n°. II.

II. Le Clergé en demandant, dans
ses différentes Assemblées, la publica-
tion du Concile de Trente, a coutume
d'ajouter la clause, *sauf les droits &
privilèges des Chapitres*. Voyez Trente.

III. Sur les prétentions des Chapitres
de Cathédrales, par rapport au nombre
de leurs Députés aux Bureaux Diocé-
sains, & le droit de les nommer. Voyez
Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

IV. M. l'Arch. de Rouen fait part à
l'Assemblée de 1745, d'une prétention
qu'avoit le Chapitre de S. Pons, d'en-
voyer deux Assesseurs pour assister aux
Jugements & à toutes les Procédures
criminelles qui se font à l'Officialité
contre un Chanoine: M. l'Archevêque
de Rouen ajoute, que cette contesta-
tion entre le Chapitre & l'Evêque, ne
pouvoit être terminée que par une Dé-
claration. T. VII, p. 2081.

En conséquence, l'Ass. de 1745, par
l'art. 4 de son Cahier, supplie S. M.
d'ordonner, que dans les Procès crimi-
nels qu'il écherra de faire, tant aux
Membres du Chapitre Cathédrale de
S. Pons, qu'à ceux des autres Eglises
Cathédrales & Collégiales, qui pour-
roient avoir les mêmes prétentions, les
Juges d'Eglise & Officiaux des Diocè-
ses, demeureront autorisés à procéder
auxdits Procès dans les formes ordinai-
res, sans que dans l'instruction & Ju-
gements d'iceux, ils soient tenus d'être
assistés d'aucuns Chanoines desd. Egli-
ses. La réponse est, que le Roi se por-
tera volontiers à y pourvoir, après s'être
fait rendre compte des différents usages.
T. VII, P. J. p. 464 & f.

Même demande de l'art. 4 du Cahier
de 1750. T. VIII, P. J. p. 71.

V. Les Chapitres ne peuvent faire
imprimer aucun Office nouveau sans le
consentement de l'Evêque. Voyez Bré-
viaire.

VI. Ne peuvent aussi accorder, ni
publier des Indulgences. Voyez Indul-
gences.

VII. Ne peuvent les Chapitres de Cathédrales permettre ou accorder la sépulture dans leurs Eglises sans la permission des Evêques. Différend à ce sujet de M. l'Arch. d'Aix avec son Chapitre. *Voyez Aix*, n°. 7.

VIII. Les Fermiers du Contrôle peuvent-ils compulser les registres des Chapitres? *Voyez Contrôle*, §. II, n°. I. & II.

IX. Plusieurs Chapitres, notamment ceux du Languedoc, en possession du droit de *Committimus*, le perdent par les nouvelles Ordonnances. *Voyez Committimus*.

§. III. Droits relatifs à la disposition des Bénéfices.

I. M. l'Arch. d'Auch se plaint à l'Ass. de 1683, de la Jurisprudence du Parlement de Toulouse, sur le sujet des Cures qui vaquent pendant la vacance du siège; que s'il se trouve alors deux pourvus de Cures, l'un par la Cour de Rome, l'autre par les Vicaires-Généraux des Chapitres, le siège vacant, ce Parlement maintenoit toujours le pourvu en Cour de Rome, au préjudice de celui qui étoit pourvu par les Vicaires-Gén., encore que la Provision de ceux-ci fût antérieure: cette Jurisprudence, dit ce Prélat, a paru si extraordinaire au Conseil, que l'on a ordonné, au Procureur-Général, d'en envoyer les motifs: l'Ass. prie M. le Coadjuteur de Rouen, d'en parler à M. le Chancelier. T. V, p. 600, 601, 602.

II. Les Chapitres établis dans des Abbayes ou Prieurés sécularisés, contestent aux Evêques le droit de nommer aux Bénéfices dépendants desdites Abbayes & Prieurés, pendant la vacance de l'Abbaye ou du Prieuré. *Voyez Abbayes*, n°. III.

III. Les actes de présentation, collation & réception de Bénéfices dépendants des Chapitres, sont-ils sujets à Contrôle? *Voyez Contrôle*, §. II.

§. IV. Rang & séance des Chapitres à l'égard des Cours Souveraines, des Présidiaux, des Corps de Villes, & autres Corps & Particuliers.

Les Officiers de la Chambre des Comptes de Montpellier prétendoient précéder les Chanoines. D'autres Chapitres étoient troublés aussi par les Présidiaux des Villes. Divers Arrêts don-

nés en faveur du Clergé. L'Ass. de 1643 les fait recueillir & demande un règlement général. T. III, p. 345.

En l'Ass. de 1655, plusieurs Chapitres se plaignent des entreprises de quelques Présidiaux qui leur disputent la préséance contre la disposition de plusieurs Arrêts du Conseil, portant que les Chanoines des Eglises Cathédrales précéderont en tous lieux, les Présidiaux, Corps à Corps, Députés à Députés, & particuliers à particuliers; savoir, d'un Arrêt de 1643, contrairement rendu entre les Chanoines de l'Eglise de Lyon, & le Présidial; & d'un autre donné le 7 Juillet 1646, sur la Requête des Agents-Généraux, lequel doit servir de règlement: plaintes à ce sujet des Chapitres de Beziers, de Chartres, de Beauvais. Sur quoi, l'Ass. ordonne aux Agents de solliciter une Déclaration sur la préséance des Chapitres, sur les Présidiaux. La Déclaration touchant la préséance des Chanoines de Cathédrales est accordée, & adressée au Grand-Conseil. T. IV, p. 286, 287.

Les deux Chapitres d'Etampes s'assistent, pour une cérémonie, dans une de leurs Eglises. Le Lieutenant-Général se place au Chœur après la première Dignité, le Présidial veut se mettre ensuite. Les Chanoines s'y opposent: ceux du Présidial appellent des Sergents, pour chasser les Chanoines de leurs places, qui se retirent. Il en est fait plainte à l'Ass. de 1655, qui leur accorde protection pour la réparation de l'injure. T. IV, p. 287.

Sur les entreprises & attentats inouïs de la Marquise de Mirepoix dans l'Eglise de cette Ville, dont les plaintes ont été portées à plusieurs Ass. *Voyez Mirepoix*.

M. l'Evêque de Bazas se plaint à l'Ass. de 1660, que sur une contestation qui est entre le Chapitre de la Cathédrale & le Présidial de Bazas, pour la préséance dans le Bureau des pauvres, étoit intervenu Arrêt contradictoire au Conseil, préjudiciable au Chapitre, pour ladite préséance; sur quoi, il représente que la Déclaration obtenue en la dernière Ass., pour la préséance des Chanoines de Cathédrales, sur les Officiers des Présidiaux, adressée au Grand-Conseil, n'y a été enregistrée que pour y avoir recours en temps & lieu; qu'il seroit à propos de demander une Jussion, pour la faire vérifier purement & simplement: ce qui

l'Ass. de 1645
nde un régle-
345.

Chapitres
ntreprises de
eur disputent
disposition de
seil, portant
glises Cathé-
us lieux, les
eps, Députés
rs à particu-
de 1643, con-
ntre les Cha-
on, & le Pré-
né le 7 Juil-
es Agents-
servir de régle-
et des Chapit-
tres, de Beau-
ordonne aux
e Déclaration
pitres, sur les
on touchant la
de Cathédra-
lée au Grand-
187.

Etampes s'as-
ssemblée, dans
e Lieutenant-
neur après la
ésidial veut se
noines s'y op-
appelent des
Chanoines
retirent. Il en
de 1655, qui
pour la répara-
p. 287.

tentats inouis
poix dans l'E-
nt les plaintes
rs Ass. Voyez

as se plaint à
une contesta-
pitre de la Ca-
e Bazas, pour
rean des pau-
radic-
able au Cha-
nce; sur quoi,
laration obte-
pour la pré-
e Cathédrales,
sidiaux, adres-
n'y a été enré-
oir recours en
oit à propos de
pour la faire vé-
lement: ce qui

CHAPITRES.

est approuvé par la Compagnie: la Jus-
sion est accordée: conclusions favora-
bles du Procureur-Gén. du Grand-Con-
seil: Commissaires nommés pour la
poursuite de l'enrégistrement. T. IV,
p. 658, 660.

1660. La même Ass. de 1660 accorde son
intervention au Chapitre de Tarbes,
à qui Mrs. du Présidial disputoient la
préséance au Bureau de l'Hôpital, &
aux autres Ass. où ils se rencontroient.
T. IV, p. 659.

L'Assemblée Provinciale de Narbonne,
supplie la même Ass. de 1660, de
vouloir demander un règlement, pour
la préséance des Chanoines de la Ca-
thédrale de Montpellier, sur la Cour
Souveraine de la Chambre des Comptes,
& la Cour des Aides dudit Mont-
pellier. Il est ordonné aux Agents de
dresser une Déclaration adressante au
Grand-Conseil, & d'en poursuivre la
vérification. T. IV, p. 659.

1660. Le Maire de la Ville d'Angers pré-
tend les trois premières places au Chœur
de l'Eglise Cathédrale, s'en empare
avec violence, lors du Service divin,
qui en est troublé. M. l'Evêque d'An-
gers & le Chapitre en font plainte à
l'Assemblée de 1660, qui arrête d'assis-
ter le Clergé, ordonne aux Agents de
présenter Requête au Conseil, pour y
faire assigner lesdits Maire & Echevins,
& que cependant il leur soit fait dé-
fenses, &c. Ibid.

1665. Le Chapitre d'Albi se plaint à l'As-
semblée de 1665, d'un Arrêt du Grand-
Conseil, qui adjuge au Viguiers d'Al-
bi, la préséance sur le Chapitre, au
préjudice de la Déclaration de 1657,
vérifiée au Grand-Conseil, & de plu-
sieurs Arrêts qui donnent la préséance
aux Chapitres de Corps à Corps, &c.:
l'affaire est portée au Conseil; l'Assem-
blée poursuit l'instance qui y est pen-
dante, pour obtenir un Arrêt de cas-
sation de celui du Grand-Conseil, le-
quel avoit vérifié la Déclaration qui
donne la préséance aux Chapitres, seu-
lement pour y avoir tel égard que de
raison: l'Assemblée juge à propos de
demander des Lettres de Jussion, adres-
sées au Grand-Conseil, pour y faire
vérifier la Déclaration purement & sim-
plement. Sur le Procès pendant au Con-
seil, entre le Chapitre & le Viguiers,
M. Colbert déclare que le Roi veut que
l'on juge suivant la Déclaration, & que
le Procès soit rapporté devant lui. T.
IV, p. 983, 989, 990.

1665. L'Archidiacre d'Aix avoit accoutu-

mé, ainsi que ses Prédécesseurs, d'oc-
cuper la Chaire du Chœur la plus pro-
che de celle de l'Archevêque: elle lui
est contestée par Mrs. du Parlement
d'Aix, lesquels auroient rendu Arrêt
le 4 Avril 1664, portant qu'en toutes
rencontres & cérémonies, un de Mrs.
les Présidents, ou, en leur absence, le
plus ancien des Conseillers, occupa-
roit ladite Chaire, & que ledit Archi-
diacre ou autre s'y trouvant placé, en
feroit 1666. L'Archidiacre se pourvoit
contre cet Arrêt, & il en obtient un
expédié en commandement du 17 Mai,
qui ordonne que le Procureur-Général
enverra les motifs de l'Arrêt dans deux
mois, & maintient cependant ledit
Archidiacre en sa place, faisant défen-
ses aux Officiers du Parlement, de l'y
troubler: l'Arrêt est signifié au Procu-
reur-Gén., qui refuse d'y obéir. L'Ar-
chidiacre craignant toujours les voies
de fait, supplie l'Assemblée de 1665
de vouloir le protéger, & de poursui-
vre un Arrêt au Conseil, par lequel le
précédent soit déclaré définitif: la Com-
pagnie en charge les Agents. T. IV, p.
990.

L'Assemblée de 1665 ordonne aussi
aux Agents d'intervenir en faveur du
Chapitre de Castres, à qui les Consuls
de la Ville disputoient la préséance.
Item, en faveur du Chapitre de Mont-
pellier, dans l'instance qui étoit pen-
dante au Conseil, contre les Officiers
de la Chambre des Comptes, Cour des
Aides & Bureau des Finances dudit
Montpellier. T. IV, p. 991, 992.

L'Assemblée de 1670 reçoit plusieurs
plaintes de la part de plusieurs Chapit-
tres & autres Ecclésiastiques, sur les
droits honorifiques de rang & de pré-
séance, qui leur étoient contestés par
les Présidiaux & autres: l'Assemblée
prend des mesures pour faire cesser ces
contestations: prétention du Présidial
de Tours: autre prétention du Prési-
dial de Bazas, en procès avec l'Evêque
& le Chapitre: ordre aux Agents de
poursuivre un règlement général, sur
la préséance.

Dans une autre affaire du Chapitre
d'Angers contre le Lieutenant de Roi,
le Conseil rend un Arrêt contraire au
Chapitre; le Chapitre fait présenter
une Requête à l'Ass., sur les incon-
venients de cet Arrêt: Mémoire pré-
senté au Roi à ce sujet.

Autre contestation entre l'Archidia-
cre d'Aix & les Officiers du Parlement,
entre les Curés de Dijon & les Offi-

1665.

1670.

ciers de Justice. T. V, p. 87 juſq. 90.

1668.

Dans le Rapport d'Agence fait à l'Assemblée de 1670, il eſt fait mention d'un Arrêt du Conſeil, rendu le 18 Décembre 1668, en faveur du Chapitre de Bordeaux, portant qu'un Procès-Verbal d'Assemblée de ladite Ville de Bordeaux, ſera rapporté au Conſeil, & cependant défenſes aux Tréſoriers de France, & aux Officiers du Sénéchal de Guienne, de troubler les Suppliants en leur préſéance aux Aſſemblées de la Ville, conformément aux Arrêts du Conſeil. T. V, P. J. p. 91.

1680.

Arrêt célèbre du Grand-Conſeil, qui adjuge la préſéance au Préſidial d'Evreux, ſur le Chapitre : cet Arrêt extraordinaire porte, que les Officiers du ſiege Préſidial, précéderont en toutes rencontres de Corps à Corps, de Députés à Députés, toutes les Dignités & les Chanoines de l'Egliſe Cathédrale. Quant aux particuliers, il introduit une bigarrure & un mélange bizarre qui confond les rangs plutôt qu'il ne les regle, en donnant la préſéance aux premiers Officiers du Préſidial, enſuite aux Députés du Chapitre, puis après à tous les ſimples Conſeillers, & met enſin, au dernier rang, tous les Chanoines. Les Députés du Chapitre ſe préſentent à l'Assemblée de 1680, & ſe plaignent dudit Arrêt, ſe fondant ſur les préjugés favorables des Arrêts célèbres rendus aux Conſeils du Roi, pour les Eglises de Lyon, de Beziers & de pluſieurs autres, contre les Officiers Préſidiaux des mêmes Villes: ſur un règlement général fait au Conſeil-Privé, le 27 Juillet 1646, par lequel l'Arrêt de Lyon eſt rendu commun pour toutes les Eglises Cathédrales; ſur la Déclaration de 1657, enregistrée au Grand-Conſeil, & dont l'exécution avoit été depuis ordonnée par des Arrêts, tant de cette même Compagnie, que du Conſeil-Privé, pour les Eglises de Valence, de Vannes & de Chartres. T. V, p. 315, 316, 317.

1685.

En l'Aſſ. de 1685, M. l'Evêque d'Amiens repréſente, que le Préſidial d'Amiens vouloit précéder Mrs. du Chapitre de Corps à Corps, & de Particulier à Particulier, ſe fondant ſur un Arrêt du Grand-Conſeil, rendu en faveur du Préſidial d'Evreux. Même entreprise des Maire & Echevins de la Ville d'Angers, ſoutenue de force & par violence avec trouble dans le Service divin. Affaire ſemblable du Chapitre d'Auxerre, contre les Maire &

Echevins de la Ville. L'Assemblée ordonne aux Agents de ſolliciter ces affaires, & d'y intervenir: à ce ſujet, la Compagnie ſ'eſt entretenue de la Déclaration de 1657, favorable aux Chapitres, qui n'a été vérifiée au Grand-Conſeil, que pour y avoir recours; ſur quoi, il a été réſolu de prier M. le Chancelier, d'en parler au Roi, afin que Sa Maſteſté ordonne l'enrégistrement pur & ſimple. T. V, p. 603, 604.

M. l'Evêque de Valence ſe plaint à l'Assemblée de 1690, que nonobſtant un Arrêt du Conſeil, qui maintient les Doyen & Chanoines de l'Egliſe de Valence en la préſéance en toutes Aſſemblées, ſur les Officiers du Préſidial de Corps à Corps, &c. : le Préſidial ne laiſſoit pas de renouveler la queſtion, & qu'il avoit obtenu une Lettre de cacher adreſſante à l'Intendant de la Province, pour avoir ſon avis, lequel avoit été embarrasſé, attendu la contrariété des Arrêts. L'Assemblée renvoie l'affaire aux Commiſſaires de la Jurisdiction. T. V, p. 680, 681.

L'Assemblée de 1685, article 17 du Cahier, ſupplie S. M. que les Chapitres ſoient maintenus dans la préſéance ſur les Préſidiaux, de Corps à Corps, & de Particulier à Particulier. *Rép. S. M. ſera examiner l'article.* Recueil, p. 1464.

Un Lieutenant des Maréchaux de France en Saintonge, ſ'attribue la préſéance ſur les Dignités & Chanoines de l'Egliſe Cathédrale de Saintes, dans le Chœur, pendant le Service divin. L'Assemblée de 1705 agit auprès de M. de Torci, pour le prier d'écrire audit Lieutenant, qu'il ne faiſe aucune nouvelle entreprise, juſqu'à ce que la conteſtation ſoit décidée au Conſeil de S. M. T. VI, p. 855, 856.

Mrs. les Agents rendent compte à l'Assemblée de 1765, d'un Mémoire du Chapitre de l'Egliſe Cathédrale de Tarbes, au ſujet du droit de préſéance que ce Chapitre réclame ſur les Officiers de la Sénéchauſſée de Tarbes, dans les Aſſemblées publiques. Mrs. les Agents ſont chargés de faire un Mémoire ſur cet objet, pour la conſervation des droits du Clergé. T. VIII, p. 1525.

L'Assemblée de 1770 charge auſſi Mrs. les Agents d'appuyer de leurs bons offices au Conſeil, les démarches du Chapitre Métrop. de Bordeaux, dans l'inſtance pendante au Conſeil, entre ce Chapitre & les Officiers du Bu-

reau des Finances, au sujet de la préséance dans les cérémonies & autres actes publics, soit de Corps à Corps, soit de Députés à Députés. T. VIII, p. 1891.

Voyez sur ce même Paragraphe. Eglise, §. IV.

CHARITÉ [CHAMBRE DE]

Voyez Aumônes, §. I.

CHARLEVILLE.

EXEMPTION prétendue par les Bénéficiers de la Principauté de Charleville, en matière de décim. *Voyez Reims, n°. 7.*

CHARONNE.

Le Monastere de Charonne, de l'Ordre de S. Augustin, fut fondé en 1643, par Madame la Duchesse d'Orléans: cette Princesse demanda au Pape, que la premiere Supérieure fût perpétuelle: cette premiere Supérieure morte, le Roi nomma une Religieuse de l'Ordre de S. Benoît, qui étant morte avant d'avoir obtenu les Bulles, donna lieu à une nouvelle nomination de S. M., en faveur de Marie-Angélique le Maître, de l'Ordre de S. Bernard, que M. l'Archevêque de Paris jugea à propos d'établir Supérieure en 1679. Les Religieuses en porterent leurs plaintes au Pape, qui, par un Bref du 7 Août 1680, de son propre mouvement, & sans en être requis par personne, fait défenses aux Religieuses d'obéir à ladite Sœur le Maître, casse tout ce qui a été fait en sa faveur, & tout ce qu'elle peut avoir fait de sa part; ordonne que les Religieuses procéderont à l'élection de l'une d'entr'elles, pour leur Supérieure: elles y procedent, & nomment Catherine l'Evêque, avec une précipitation scandaleuse. La nouvelle de cette élection portée à Rome, le Pape donne un second Bref plus irrégulier que le premier: comme il étoit notoire que l'élection avoit été faite contre les regles, S. S. supplée, par ce Bref, le manquement de toutes les formes; elle confirme l'élection de la Sœur l'Evêque, & en cas même qu'il soit nécessaire, le Pape l'élit pour 3 ans.

Cependant le Roi informé de l'élection, fait défenses, par un Arrêt du Conseil, d'exécuter cette prétendue élection, & ordonne que le Bref du Pape, du 7 Août, sera remis entre les mains de son Procureur-Général, pour le pourvoir à la Cour, ainsi qu'il ap-

partiendra, sur l'inexécution des Constitutions Canoniques, & sur l'infraction des libertés de l'Eglise Gallicane. La Cour, par Arrêt du 24 Sept. 1680, reçoit le Procureur-Général appellant comme d'abus dudit Bref, défend aux Religieuses d'y obéir, & ordonne que la Commission donnée par l'Archevêque de Paris à la Sœur le Maître, sera exécutée: c'est l'Arrêt dont le Pape, par un troisieme Bref du 18 Décembre suivant, ordonne la suppression, *motu proprio & de Apostolice potestatis plenitudine*; en défend la lecture, sous peine d'excommunication, & ordonne aux Evêques, ou aux Inquisiteurs de la Foi, d'en brûler tous les exemplaires. Critique de ces Brefs, & réflexions sur toute cette affaire, dans le Rapport fait aux Prélat, assemblés extraordinairement en 1681, par M. l'Archevêque de Reims, Chef de la Commission: délibération de lad. Assemblée. T. V. p. 351 jusqu'à 358. *Voyez Assemblées de Prélat, §. I, an. 1681.*

L'affaire de Charonne est un des principaux objets de la convocation & des délibérations de l'Assemb. de 1682: M. Chéron en fait un rapport très-circoustantié, & met, sous les yeux, le commencement, le progrès & la décadence du Monastere de Charonne. T. V, p. 386 jusqu. 391.

Les Brefs du Pape & les Arrêts. P. J. p. 196 jusqu. 204.

M. Chéron, après avoir exposé les faits, ajoute quelques réflexions, d'abord sur la légitimité des Procédures de M. l'Arch. de Paris, ensuite sur les Brefs du Pape: 1°. ils sont obreptices & subreptices: 2°. ils enferment plusieurs infractions aux Canons & aux libertés de l'Eglise Gallicane. Premiere infraction, avoir agi & jugé sur une simple relation. Seconde, n'avoir point entendu les Parties, n'avoir commis personne sur les lieux, pour les ouir, &c. Troisieme, jugement rendu sans aucune appellation, *omisso medio*. Quatrieme, l'affaire jugée à Rome; elle devoit l'être en France, par des Commissaires délégués. Cinquieme, Jurisdiction immédiate, exercée par le Pape, dans le Diocèse de Paris. T. V, p. 393 jusqu. 397.

M. Coquelin, autre Promoteur de l'Assemblée de 1682, dans son rapport ou requisitoire, s'élève de nouveau contre les Brefs du Pape, & notamment contre la clause surprenante du second

Bref, qui va jusqu'à suppléer les défauts essentiels & la substance même de la chose. T. V, p. 409, 410.

Il fait voir, en même-temps, qu'il n'est pas difficile de découvrir, dans ces Brefs, la lumière des vérités, dont le S. Siege sera toujours le dépositaire fidele, & qui sont le fondement de nos libertés : c'est le dessein de tout son rapport. T. V, p. 407 & suiv.

M. le Coadjuteur de Rouen, Chef de la Commission, sur l'affaire de Charonne, dans son rapport fait à la Compagnie, entre d'abord dans un grand détail des circonstances de l'affaire, dont les principaux faits sont, l'établissement du Monastere, par Madame la Duchesse d'Orléans, déclaré, par le Roi, de fondation royale : la Mere de Sueve, premiere Supérieure : division dès-lors dans le Monastere : premiere visite par ordre de M. l'Archevêque de Paris, qui constate le désordre dans le spirituel & dans le temporel : désordre qui continue jusqu'à la mort de la Mere de Sueve : seconde visite, qui prouve l'animosité entre les Religieuses & l'augmentation de la dissipation du temporel : la Dame de Kerveno est demandée pour Supérieure par les Religieuses : elle gouverne paisiblement, mais peu de temps : sa mort & les nouvelles plaintes des Religieuses, obligent M. l'Archevêque de Paris, d'ordonner une troisieme visite : désordres précédents, augmentés pour le spirituel & pour le temporel : M. l'Archevêque commet, pour un temps, la Sœur le Maître, qui étoit d'un autre Ordre ; elle est mise en possession de la supériorité, &, en même-temps, quatre Religieuses sont envoyées en Lorraine : premier-Bref du Pape à ce sujet, qui défend aux Religieuses d'obéir à la Sœur le Maître : la Sœur l'Evêque est élue : quatrieme visite, ordonnée par M. l'Archevêque : Arrêt du Parlement contre le Bref : second Bref, nouvel Arrêt contre.

Après cet exposé, M. le Coadjuteur entreprend trois choses : 1°. il justifie pleinement M. l'Archevêque de Paris, & fait voir qu'il n'a fait que remplir un des devoirs de sa charge le plus indispensable ; éloge de ce Prélat : 2°. il prouve qu'autant que le procédé de M. de Paris est régulier, autant celui des Religieuses l'est peu : 3°. il en vient aux procédures faites à Rome, & aux Brefs qui en sont émanés, qu'il prouve être contraires aux Privileges de la Na-

tion & à l'autorité des Evêques ; il répond, en même-temps, à ce qu'on oppose les défenseurs des Brefs.

Il termine son rapport par l'avis des Sgrs. Commissaires ; savoir, que pour empêcher que tout ce qui a été fait, dans cette occasion, par la Cour de Rome, ne soit jamais tiré à conséquence, l'Assemblée doit faire une protestation contre cette entreprise, la faire signifier au sieur Lauri, Auditeur de la Nonciature, en la même forme que la protestation de l'Ass. de 1652, le fut à M. Bagni, Nonce du Pape ; qu'il soit écrit à S. S., pour la supplier d'empêcher qu'il ne soit expédié, à l'avenir, pareils Brefs ; qu'il soit encore écrit à tous les Prélats du Royaume, pour leur donner part de cette Lettre, de cette protestation & de la présente délibération ; qu'en la Lettre circulaire aux Evêques, il sera donné avis d'un Libelle écrit pour la défense des Brefs, où l'Auteur s'efforce d'établir que les Evêques n'ont pas reçu immédiatement de Dieu leur Jurisdiction spirituelle ; que l'Assemb. croit ne pouvoir mieux faire, pour en arrêter le cours, que de leur envoyer la Lettre que l'Ass. de 1655 écrivit à tous les Prélats, avec les articles qu'elle résolut alors.

L'avis des Commissaires est généralement adopté. M. Chéron est chargé de faire signifier la protestation au sieur Lauri : maniere dont il s'en acquitte, nonobstant le refus dudit Auditeur, de recevoir la protestation. T. V, p. 473 & suiv., plusieurs pieces relatives aux affaires de Pamiers & de Churonne. P. J. p. 239 jusqu'à 251.

CHARTRES.

1°. EN l'Assemb. de 1625, M. l'Evêque de Chartres se plaint de ce que dans l'Abbaye de Vendôme, par une prétendue exemption de lad. Abbaye, il ne peut y entrer avec les marques de sa dignité & de son caractère : c'est un des objets du règlement des Réguliers, dressé par l'Assemblée de 1625 ; l'Evêque de Chartres, chef de la Commission, qui en fut chargée. T. II, p. 511, 512.

Dans cette même Assemb. de 1625, M. l'Evêque de Chartres dresse un célèbre règlement de réformation, sous le titre d'*Avis à Mrs. les Arch. & Evêques du Royaume. Voyez Réformation*, §. I, n°. V.

2°. EN l'Assemb. de 1645, M. l'Evêque

1655.

4700.

1700.

1625.

1700.

1705.

1645.

Evêques; il
à ce qu'on
Brefs.

par l'avis des
ir, que pour
ui a été fait,
la Cour de
tiré à consé-
faire une pro-
entreprise, la
ri, Auditeur
même forme
Ass. de 1652,
ce du Pape;
ur la supplier
expédié, à
qu'il soit en-
arts du Royau-
part de cette
ition & de la
en la Lettre
il sera donné
our la défense
efforce d'éta-
pas reçu im-
Jurisdiction
eroit ne pou-
en arrêter le
yer la Lettre
it à tous les
qu'elle réfo-

es est généra-
on est chargé
ation au sieur
en acquitte,
lit Auditeur,
on. T. V, p.
reces relatives
de Churonne.

E S.

1615, M. l'E-
int de ce que
me, par une
lad. Abbaye,
les marques
ractère: c'est
nt des Régu-
lée de 1615;
ef de la Com-
gée. T. II, p.

mb. de 1615,
dresse un cé-
mation, sous
Arch. & Evê-
Réformation,

645, M. l'E-
vêque

vêque de Chartres représente que la collation & le gouvernement de quel-ques Maladreries & Léproseries situées en son Diocèse, lui sont disputées par la Chambre de charité, établie à Paris, quoique sans fondement, attendu que ce sont, en effet, de vraies Chapellenies, qui répondent à son Synode, paient décimes, & sont comprises dans le rôle de 1516: ce différend regardant, en quelque sorte, M. le Grand-Aumônier, Cardinal de Lyon, l'Assemb. députée vers le Sgr. Cardinal, pour en conférer avec lui. T. III, p. 392.

1655. 3°. En 1655, différend du Chapitre de Chartres & du Présidial, sur la préséance. *Voyez* Chapitres, §. IV.

1700. 4°. En 1700, transaction entre les Evêques de Chartres & de Blois, touchant la répartition des décimes des deux Diocèses. *Voyez* Blois.

1700. 5°. Le Roi par son Arrêt du Conseil d'Etat, du 10 Août 1700, maintient & garde l'Evêque de Chartres au droit de Jurisdiction; visite & correction sur le Chapitre de l'Eglise Cathédrale, Bénéficiers & Officiers servant en lad. Eglise, ensemble sur l'Abbaye de Neauffe, & sur le Clergé & les Peuples des Paroisses dépendantes du Chapitre, sans préjudice du droit de Patronage desd. Paroisses, qui demeurera réservé aud. Chapitre, pour présenter des Sujets capables, qui seront pourvus par l'Evêque: & quant à l'administration de l'Hôtel-Dieu, S. M. confirme les Arrêts du 9 Mars 1696 & du 4 Mars 1698, par lesquels il fut ordonné qu'à l'avenir, l'Evêque assisteroit aux délibérations, auroit la première séance, & présideroit à tous les Bureaux établis, & que les réglemens qui seront faits par lui, pour la conduite spirituelle, & pour la célébration du Service divin, seront exécutés, nonobstant & sans préjudice de toutes oppositions ou appellations. T. VI, P. Just., p. 216 & suiv. T. VI, p. 508.

1700. Dans une Requête que le Chapitre de Chartres avoit présentée, pour soutenir son exemption, on y avançoit deux propositions, qui furent déferées à l'Ass. de 1700, & condamnées. *Voyez* Evêques, §. II.

1705. 6°. Le Chapitre de Chartres sollicite l'Ass. de 1705, au sujet de la demande qui lui étoit faite au nom de M. le Duc d'Orléans, pour prestation de foi & hommage, & pour fournir avec & dénombrement pour deux acquisitions
Table de la Coll. des P. V.

faites en 1558 & 1572, amorties dès l'année 1641, avant que feu *Monsieur* eût l'appanage. L'Assemblée lui accorde ses bons offices. T. VI, p. 887, 888.

Il est parlé de cette même affaire, ou d'une semblable, dans un rapport sur les foi & hommage fait dans l'Assemblée de 1775. *Voyez* Foi & Hommage, §. III.

7°. Dans la Procuration de la Province de Paris, pour la députation à l'Assemb. de 1725, l'Evêque de Chartres étoit nommé avant l'Evêque d'Orléans, quoique celui-ci fût plus ancien de Sacre; sur quoi, les Agents font observer, que si, par des usages particuliers, les Evêques se placent dans les Assemb. Provinciales, suivant le rang de leur siège, les Assemblées Générales n'admettent point d'autre règle pour le rang que celui de l'ancienneté du Sacre. T. VII, p. 19.

Dans cette même Assemblée, l'Evêque de Chartres demande acte de la protestation, qu'il se croit obligé de faire, que la préséance de M. l'Evêque d'Orléans, comme plus ancien de Sacre, ne pourra nuire aux droits dont l'Evêque de Chartres, comme premier Suffragant de la Province de Paris, est en possession: l'acte lui est accordé. *Ibid.* p. 23.

CHARTREUX.

I. Le Prieur des Chartreux de Paris est un des Députés aux Etats de 1614 & à l'Ass. de 1615. T. II, p. 60.

II. En l'Ass. de 1655, se présente le différend du Syndic du Diocèse de Reims, avec les Peres de la Chartreuse du Mont-Dieu au même Dioc. Ceux-ci se prétendoient exempts des décimes ordinaires & extraordinaires, des subventions & de toute autre nature d'imposition: ils fondoient cette prétendue exemption sur trois raisons: ils disoient, 1°. que ladite Chartreuse ne se trouve point comprise aux décimes, & n'est point sur le rôle de 1516; 2°. que cette exemption leur a été accordée par les Bulles des Papes, & par les Lettres-Patentes de nos Rois, enregistrées dans les Cours Souveraines & dans les Chambres Ecclésiastiques, du consentement même des Syndic & Députés du Diocèse de Reims; 3°. ils alléguoient la possession immémoriale ou ils étoient de jouir de cette exemption: le Syndic ne manquoit pas de réponse à ces moyens: délibération de

l'Assemblée, portant qu'il sera fait instance à Mrs. du Conseil, pour faire insérer dans le Contrat, la clause que les Chartreux du Mont-Dieu, seront imposés aux décimes, & contribueront aux subventions & Dons extraordinaires, nonobstant tous Privilèges à eux accordés, Lettres-Patentes vérifiées dans les Cours Souveraines & Bureaux ecclésiastiques, du consentement même du Diocèse de Reims, & les jugements & Arrêts donnés ensuite, dont il sera demandé la révocation. T. IV, p. 365 jusq. 368. *La Note de la page 368 porte, que la clause ne fut point insérée au Contrat, & que les Arrêts & jugements ne furent point révoqués.*

En conséquence de cette délibération, les Chartreux du Mont-Dieu, furent imposés, par le Clergé de Reims, à une somme de 3000 liv. pour leur part du Don-gratuit, laquelle fut réduite par jugement de la Chambre Souveraine de Paris, à la somme de 2000 liv. Les Chartreux s'étant pourvus au Conseil contre ce jugement, ils y obtinrent, le 3 Février 1664, un Arrêt contradictoire, par lequel, sans avoir égard à l'intervention des Agents, le Clergé du Diocèse est condamné à restituer, auxdits Chartreux, la somme de 2000 liv. qu'il avoit touchée, & aux dépens, avec défenses de les comprendre à l'avenir dans aucun département. En exécution de cet Arrêt, les Chartreux ayant fait quelques poursuites, les Parties passèrent une transaction, par laquelle lesdits Chartreux auroient quitté & remis, au Diocèse de Reims, la somme de 2000 liv. à eux adjugée & les dépens; auroient de plus payé au Diocèse une somme de 6500 liv., pour être employée à l'acquit dudit Clergé, & moyennant ce, le Clergé de Reims se feroit, de sa part, obligé de décharger lesdits Chartreux du paiement de toutes les sommes auxquelles ils pourroient être imposés à l'avenir, pour les décimes, & généralement toutes sortes d'impositions.

La transaction contenoit une clause expresse, qu'elle seroit ratifiée par l'Assemblée-Gén., & enregistrée à la Chambre Souveraine de Paris. L'Assemblée ayant pris connoissance de toute l'affaire, & trouvant la transaction contraire aux Contrats passés avec le Roi, ordonna aux Agents de poursuivre au Conseil la cassation de l'Arrêt, & de se pourvoir contre la transaction, & tout ce qui s'en étoit ensuivi, par les

voies ordinaires. T. IV, p. 870, 871.

III. Les Chartreux de Liger, au Diocèse de Tours, refusent de payer la taxe du Don-gratuit de 1680. Les Agents présentent Requête contre eux: l'Arrêt rendu en Avril 1693, renvoie lesdits Chartreux au Bureau Diocésain de Tours, & par appel à la Chambre Souveraine. T. VI, P. J. p. 42, 43.

IV. En l'Ass. de 1715, le Promoteur expose, que les Religieux de la Grande-Chartreuse avoient fait des pertes considérables, en 1709, par l'incursion des troupes du Duc de Savoie; que ces pertes avoient été estimées à 45000 liv.; qu'en conséquence de cette estimation, lesdits Chartreux s'étant pourvus au Conseil, leur Requête avoit été communiquée aux Agents, qui, sur le vu des Pièces, avoient consenti à ce que lesdits Chartreux fussent déchargés, pendant trois ans, de 1800 liv. par chacune année, & de la somme de 900 liv., pour la dernière année 1714; qu'ils avoient présenté une nouvelle Requête au Conseil, pour jouir d'une pareille décharge de 1800 livres par an, jusqu'au dédommagement total des 45000 liv.

Sur quoi, l'Assemblée a arrêté que les Agents examineroient la Requête, & qu'ils pourroient consentir que les décharges demandées par lesdits Chartreux, leur fussent accordées, en les proportionnant à la perte; de sorte que s'ils avoient perdu le quart de leur revenu, on les déchargât pendant quelques années du quart de leurs décimes; que l'on suppleroit S. M. de permettre que ledit quart fût repris sur les 36000 livres destinées au soulagement des Bénéfices spoliés, conformément aux Contrats. T. VI, p. 1475, 1476.

En l'Ass. de 1725, M. l'Abbé de Valras rapporte les nouvelles demandes des Religieux de la Grande-Chartreuse, pour une continuation de décharges sur leurs décimes, pour cause de spoliation. Il reprend ce qui s'est passé à ce sujet précédemment, & conclut par demander qu'il soit permis aux Agents de donner leur consentement à la décharge qu'ils demandent de 6000 & tant de livres qu'ils doivent, pour les années 1721 & suivant, jusques & compris 1725; que de plus, il leur soit accordé la décharge de toutes leurs décimes, pendant les années 1726 & suivant, jusqu'à ce qu'ils soient entièrement remboursés des 31000 & tant

1693.

1715.

1745.

1747.

1725.

de livres, qui restent dues de la somme de 45000 livres, à laquelle leurs pertes ont été liquidées. L'Assemblée permet aux Agents de consentir auxdites décharges, à compter depuis 1721 jusqu'à 1729 inclusivement, en proportionnant ces décharges aux sommes qu'ils doivent pour leurs décimes, & en ayant égard à la diminution qui a été faite en 1720, des anciennes décimes, par la réduction du denier 20 au denier 40, & que S. M. sera suppliée de permettre que le fonds de ladite décharge sera pris sur les 36000 livres destinées aux impositions. T. VII, p. 118 & suiv.

V. L'Ordre des Chartreux se prétend exempt de payer la dime. La question se présente en l'Assemblée de 1745. Voyez Dimes, §. I, n°. III.

VI. En l'Assemblée de 1747, il est exposé que le Bureau Diocésain de Castres avoit ordonné que les Chartreux de cette Ville rapporteroient leurs baux, livres de recette & autres Pièces Justificatives de leurs revenus, pour être taxés en conséquence; qu'ils avoient refusé de se soumettre à cette Ordonnance, prétendant ne devoir être taxés que conformément aux anciennes transactions qu'ils avoient passées avec ce Bureau, & qui avoient été autorisées par des Arrêts du Conseil. S'étant pourvus à la Chambre Souveraine de Toulouse, ils en avoient obtenu un jugement, qui cassoit les délibérations du Bureau Diocésain de Castres, & ordonnoit que la taxe de la Chartreuse seroit réduite, & ladite Chartreuse déchargée du surplus de l'imposition, avec restitution de l'excédant de la taxe & dépens.

Le Syndic du Clergé de Castres ne manqua pas de se pourvoir en cassation de ce jugement, & obtint un Arrêt du Conseil du 18 Janv. 1746, qui renvoie les Parties à se pourvoir pardevant la Chambre Souv. d'Aix. Les Chartreux ont formé opposition à l'Arrêt, & ont été déboutés par un autre Arrêt du 21 Fév. 1747, qui ordonne l'exécution du précédent. T. VIII, p. 90 & suiv.

CHASTETÉ.

L'ASSEMBLÉE de 1700 a condamné trois Propositions de morale relâchée sur cette matière.

TAM clarum videtur fornicationem secundum se nullam involvere malitiam, & solum esse malam, quia interdicta,

ut contrarium omnino rationi dissonum videatur.

COPULA cum conjugata consentientia marito, non est adulterium.

DOCTRINA his propositionibus contenta, scandalosa est, perniciofa, castarum & piarum aurium offensiva & erronea.

In hac vi & metu infamiae mortisque poterat Suzanna dicere, non consensio actui, sed pavor & iacebo, ne me infamia & obligatio ad mortem, &c.

HÆC Propositio temeraria est, scandalosa, castarum aurium offensiva, erronea & legi Dei contraria. T. VI, P. J. p. 201, 202, 212.

CHAUFFAGE.

Voyez Confirmation. [Droit de]

CHEF-LIEU

DES BÉNÉFICES.

Voyez Annexes.

CHEMINS. [GRANDS]

Voyez Corvées.

CHÉRON.

M. l'Abbé Chéron, Doyen de Bourges, est Député dans plusieurs Assemblées, en 1670, en 1675, en 1680; Promoteur en l'Assemblée de 1682: services importants qu'il a rendus au Clergé, notamment dans l'affaire des rentes de l'Hôtel-de-Ville, prétendues assignées sur le Clergé. [Voyez les Assemblées ci-dessus. Rentes de l'Hôtel-de-Ville.] Son éloge par M. de Harlai, Archevêq. de Paris, Président de l'Assemblée de 1690: cette Assemblée lui donne entrée & séance, mais sans voix délibérative. T. V, p. 643.

CHEVALIERS.

[ORDRES DES]

Voyez Annonciade. Lazare. [Saint-Malte. Montpellier.]

CIMETIERES.

I. L'ART. 28 de l'Edit de Nantes ordonne, qu'il sera pourvu, à ceux de la R. P. R., d'une place pour l'enterrement de leurs morts en chaque lieu, & que les cimetières, qu'ils avoient ci-devant, leur seront rendus: d'où ils concluoient, qu'ils devoient être pourvus de places commodes, aux dépens des Communautés particulières, sans les acheter; mais ils ne pouvoient le prétendre qu'au cas seulement expri-

mé à la fin de l'article, savoir, au cas que les cimetières, dont ils avoient été privés à cause des troubles, fussent occupés par des édifices & bâtimens. T. IV, p. 394, 395.

Les partisans de la R. P. R., en quelques endroits, partageoient les cimetières avec les Catholiques. Les Evêques s'en plaignirent à l'Assemblée de 1612; il y avoit instance pendante au Conseil: il fut ordonné aux Agents, d'obtenir une Déclaration générale, portant renvoi au Parlement de chaque ressort, ou au Grand-Conseil, le tout aux frais & dépens du Clergé. T. II, p. 39.

Sur ce même article relativement aux Protestants. *Voyez* Sépultures, §. III.

II. Les cimetières sont-ils sujets au droit d'amortissement? *Voyez* Amortissement, §. II, n°. X.

CINQUANTIEME.

Le 5 Juin 1725, le Roi rend une Déclaration, publiée, le 8 du même mois, au Lit-de-Justice, pour la levée du cinquantième denier: il paroïssoit que l'on avoit intention de comprendre les Ecclésiastiques dans cette nouvelle imposition. M. l'Archevêque de Toulouse, Président de l'Assemblée de 1725, fait part à la Compagnie des premières mesures qu'il avoit prises au sujet de cette imposition; qu'il avoit vu M. Dodun, Contrôleur-Général, qui lui avoit proposé d'en conférer avec quelques-uns de Mrs. les Députés. L'Assemblée le prie de continuer ses soins pour la conservation des Immunités du Clergé.

Ce Prélat fait le rapport de ce qui s'étoit passé aux conférences avec M. le Contrôleur-Général, dans lesquelles il n'y avoit rien eu de décidé: il fait part, en même-temps, d'une Lettre écrite à M. le Contrôleur-Général, où sont amplement déduites les preuves en tout genre, qui établissent l'immunité du Clergé. L'Assemb. fait une délibération à M. le Duc de Bourbon, premier Ministre, composée de deux Archevêques, de deux Evêques & de quatre Députés du second Ordre, au sujet de la Déclaration du cinquantième, & ordonne que la Lettre ci-dessus sera insérée au Procès-verbal.

Mrs. les Députés font leur rapport de la conférence qu'ils avoient eue avec M. le Duc: ils exposent que, dans cette conférence, ils s'étoient at-

tachés à établir deux points essentiels, les mêmes qui sont plus amplement déduits dans la Lettre: 1°. que depuis qu'il y a eu des biens destinés à la subsistance des Ministres de l'Eglise, au soulagement des pauvres, & aux autres actions de piété, dont l'administration a été confiée aux Ecclésiastiques, on a tenu pour maxime en France, que les Souverains ne doivent faire aucune distraction de ces biens, ni autre emploi, sans le consentement du Clergé; qu'à la vérité ce consentement étoit intervenu de la part du Clergé, dans les différents siècles, d'une manière différente; mais que, dans tous les temps, aucuns deniers ou impositions n'avoient été levés sur le Clergé, que de son consentement; ce qui étoit devenu encore plus sensible par le consentement formellement porté à ces sortes de levées, par les Assemblées-Générales; que les Contrats passés en conséquence entre nos Rois & le Clergé, depuis le colloque de Poissy, les Arrêts du Conseil, & les Lettres-Patentes expédiées pour leur confirmation, établissent, à cet égard, une tradition non-interrompue.

2°. Que ces actes sont connoître, avec évidence, non-seulement que les impositions sont consenties par le Clergé; mais que le recouvrement en a toujours été fait sous son autorité & par ses Officiers; que ces deux fondemens des Immunités ecclésiastiques, avoient été reconnus par le feu Roi, d'une manière authentique, lors de l'établissement de la capitation & du dixième.

Les Députés supplient, en même-temps, S. A. S. de vouloir bien faire agréer au Roi les très-humbles Remontrances que le Clergé desiroit faire en cette occasion à S. M. L'audience pour les Remontrances est accordée: S. M. desirant, qu'attendu l'éloignement de la Cour, elles lui seroient présentées, par deux Députés, seulement du premier Ordre, & deux du second: elles sont présentées à Fontainebleau, le 2 Sept., & reçues, de la part du Roi, avec beaucoup de bonté.

Le 18 Octobre, l'Assemblée, avant de se séparer, fait une Déclaration solennelle, par laquelle elle persiste dans lesdites Remontrances, & les renouvelle en tant que besoin est, & ce à l'effet que ce qui pourroit se faire à l'occasion de la levée du cinquantième, ne puisse nuire, ni préjudicier aux

essentiels, amplement que depuis es à la sub-Eglise, au & aux au-l'adminis-Ecclesiastiq-ne en Fran-voient faire ens, ni au-ement du sementent du Clergé, d'une ma-, dans tous ou imposi-le Clergé, ce qui étoit par le con-porté à ces Assemblées-ss passés en s & le Cler- de Poissi, les Lettres-Pa- nfirmation, ne tradition

connoître, nent que les par le Cle- tement en a autorité & deux fond- éliastiques, le feu Roi, ue, lors de ation & du

en même- r bien faire les Remon- oit faire en dience pour rdée : S. M. gnement de présentées, nent du pre- cond : elles nebleau, le art du Roi,

blée, avant laration so- persiste dans les renou- est, & ce à se faire à cinquantie- judiciaire aux

droits & Immunités de l'Eglise & du Clergé. T. VII, p. 65 jusqu'à 92.

Mrs. les Commissaires du Roi apportent, à l'Ass. de 1726, une Déclaration de S. M., par laquelle le Clergé est reconnu exempt de la levée du cinquantieme & du droit de confirmation. T. VII, p. 615, 616. P. Just., p. 203 & suiv.

CITEAUX.

I. Les Religieux de l'étroite Observance de l'Ordre de Cîteaux, présentent, à l'Assemblée de 1655, une Requête, où il est exposé que lesdits Religieux, de l'étroite Observance, voulant rétablir l'Ordre dans la première ferveur de leurs Peres, avoient travaillé à l'exécution des Réglements faits par M. le Cardinal de la Rochefoucault, Commissaire nommé, par le S. Siege, pour le rétablissement de la discipline Monastique, suivant les premières regles de l'Ordre, lesquelles feu M. le Cardinal de Richelieu, comme Abbé de Cîteaux, fit exécuter pendant sept années; que, dès ce temps-là, quelques Religieux non-réformés, ayant interjeté appel desdits Réglements, M. l'Archevêque de Sens & Mrs. d'Uzès & d'Auxerre, furent commis par S. S., pour juger les appellations interjetées, lesquels sieurs Commissaires, par Sentence contradictoire, confirmèrent lesd. Réglements dans leurs principaux Chefs, & en firent de nouveaux pour établir la régularité dans les Monastères dudit Ordre; mais que depuis, quelques Abbés en avoient encore empêché l'exécution, & entrepris de les casser dans les Chapitres généraux; & dans celui de 1651, avoient appelé comme d'abus de l'exécution des Brefs du Pape, & de tous les Réglements faits depuis 30 ans; ce qui obligeoit ceux de l'étroite Observance de supplier l'Assemb. d'appuyer de son crédit auprès du Pape & du Roi, & ailleurs, les poursuites qu'ils font pour la confirmation & exécution desd. Réglements.

L'Assemblée, après avoir oui le rapport des Commissaires, desirant que la réforme soit généralement requë, résout d'y contribuer de tout son pouvoir, d'écrire, pour raison de ce, à M. l'Abbé de Cîteaux; se réservant néanmoins, au cas qu'il ne veuille pas y concourir, d'appuyer, de sa recommandation, par-tout où besoin sera, l'exécution des Réglements faits pour

CITEAUX.

la réforme dudit Ordre. T. IV, p. 370, 371.

[La note porte que cette affaire n'eut aucune suite; que l'Abbé de Cîteaux se pourvut à Rome, contre les Religieux qui se soulevoient contre lui, & obtint ce qu'il desiroit.]

II. L'Abbé de Cîteaux avoit voulu mettre une imposition sur tout son Ordre : cette affaire est amplement déduite dans l'Ass. de 1600, qui résout & arrête, qu'en quelque façon que le sieur Abbé procédât à sa demande, les Agents s'opposeroient à l'exécution des Lettres par lui obtenues, par toutes les voies possibles. T. I. p. 678.

En 1598, l'Abbé de Cîteaux avoit présenté Requête au Conseil, expostive des grandes pertes & ruines arrivées à l'Eglise & aux bâtimens de l'Abbaye de Cîteaux : il demandoit à S. M. qu'il lui fût permis de prendre le centieme denier du revenu de toutes les Abbayes & Prieurés de son Ordre; ce qui lui ayant été accordé, & Lettres vérifiées au Parlement de Paris, les Prélats qui se trouvoient alors à Paris, auroient jugé que cette ouverture étoit de périlleuse conséquence, & auroient chargé les Agents de s'opposer à l'exécution de ces Lettres; ce qui fut cause que le sieur Abbé de Cîteaux choisit un autre expédient, qui consistoit à quadrupler, pendant quatre ans, les droits de visite qui se levèrent sur les Abbayes & Prieurés dudit Ordre. L'affaire ayant été renvoyée à l'Assemblée de 1602, il fut arrêté que pour la conséquence de l'affaire, les Agents feroient Remontrance à M. le Chancelier de n'en point expédier les Lettres, & en cas qu'elles fussent expédiées, de s'opposer à leur vérification & exécution. T. I, p. 694.

En l'Ass. de 1605, il est exposé que le Chapitre général venoit d'accorder à l'Abbé de Cîteaux, un quadruple de contributions sur toutes les Abbayes de l'Ordre qui sont en France, pour quatre ans; que les Lettres-Patentes étoient déjà accordées & signées du Roi. Il est arrêté que le sieur Promoteur pria M. le Chancelier & M. le Garde des Sceaux de ne pas les sceller; sauf aux Abbés dudit Ordre de contribuer volontairement. T. I, p. 757.

III. L'Abbé de Cîteaux se pourvoit, à raison de surtaxe, à la Chambre Souveraine de Lyon, qui fixe le pied d'imposition de cette Abbaye. L'Assemb. de 1705 juge que ladite Chambre a excédé

Levée de deniers sur les Maisons de l'Ordre, obtenue par les Abbés de Cîteaux.

Le Clergé s'y oppose.

Affaire de Décimes.

son pouvoir en ce point. *Voyez* Chambres des Décimes, §. III, n°. III.

Abbé de Cîteaux
béné, contre les
regles ;

IV. M. l'Evêque de Châlons se plaint à l'Ass. de 1675, de ce que M. l'Abbé de Cîteaux, son Diocésain, s'étoit fait bénir par un autre Prélat. *Voyez* Abbés, n°. XIII.

Affilié aux Etats
en rochet & ca-
mail, dont on se
plaint ;

V. L'Abbé de Cîteaux avoit entrepris d'affilié aux Etats de Bourgogne en rochet & camail. Cette prérogative lui est contestée par le reste du Clergé ayant entrée aux Etats, auquel se joint l'Ass. de 1735 par ses Agents. T. VII, p. 1464.

Sa prétention de
conférer les Or-
dres.

VI. Il prétend avoir le droit de conférer les Ordres mineurs & même le Diaconat. *Voyez* Ordinations, §. I, n°. VI.

Exemption de
Dime, prétendue
par l'Ordre.

VII. Sur la prétention de l'Ordre de Cîteaux, d'être exempt du paiement de la dime. *Voyez* Dimes, §. I, n°. III.

Prétentions re-
latives à l'admini-
stration des Sa-
crements.

VIII. Sur la prétention du même Ordre, de pouvoir administrer les Sacrements à leurs fermiers, censitaires, tenanciers, serviteurs & domestiques ; de baptiser leurs enfants, de faire la publication des bans & célébration des mariages, sans l'autorité des Evêques diocésains. *Voyez* Sacrements, §. II.

Prétend nommer
aux Cures dont il
a le Patronage ou
les Dimes.

IX. En l'Ass. de 1740, M. l'Evêque d'Evreux rend compte de deux Arrêts du Grand-Conseil, contre lesquels il demande le secours de l'Ass. pour en obtenir la cassation. Par le premier de ces Arrêts, du 4 Novembre 1737, le Grand-Conseil avoit permis à un Religieux de l'Ordre de Cîteaux de prendre possession civile de la Cure de Marsili, dont il s'étoit fait pourvoir en Cour de Rome, sans avoir obtenu le visa. Le second de ces Arrêts, du 21 Mars 1740, a maintenu ce même Religieux en la possession de lad. Cure, contre un Prêtre séculier que l'Evêque d'Evreux en avoit pourvu, sur la nomination de l'Abbé de Breuil-Benoît, à qui le Patronage appartient, & n'est pas contesté.

Toute la question étoit de savoir, si le titre de cette Cure étoit séculier ou régulier. Pour soutenir que la Cure étoit séculière, on rapportoit les titres primordiaux & une possession de plus de cent ans. Malgré cela, le Grand-Conseil a maintenu le Religieux, sur le fondement d'une définition du dernier Chapitre général, en 1738, par laquelle il est dit, que toutes les Cures dépendantes de l'Ordre, & qui ont été cédées devant desservies par des Religieux, ne seront plus conférées à des Prêtres sé-

culiers. M. l'Evêque d'Evreux fait observer, que cette définition devoit être regardée comme un projet formé par l'Ordre de Cîteaux, de se mettre en possession de toutes les Cures dans lesquelles il a le Patronage ou les grosses dimes.

Sur quoi, il a été délibéré que les Agents interviendroient au nom du Clergé, pour demander la cassation des deux Arrêts du Grand-Conseil, & M. l'Archev. de Sens a été prié de solliciter cette affaire auprès de M. le Chancelier. T. VII, p. 1736, 1737.

X. Sur la prétention de l'Abbé de Cîteaux, pour intervenir au Jugement des Procès criminels intentés contre ses Religieux accusés. *Voyez* Procès Criminels des Clercs, §. II, n°. XIV.

Autre pré-
tension, d'intervenir
au Jugement des
Procès criminels
des Religieux.

CLAUDE. [SAINT-]

M. l'Evêque de S. Claude demande à l'Ass. de 1747 l'intervention des Agents dans l'affaire qu'il avoit contre son Chapitre : elle lui est accordée. T. VIII. p. 63.

CLAUSE SOLIDAIRE.

La clause solidaire, ou la solidité des Diocèses & des Bénéficiers, ne peut avoir lieu en fait de décimes & des impositions du Clergé. Le Clergé a toujours empêché qu'elle ne s'introduise. *Voyez* Décimes, §. VII.

Elle a lieu dans les emprunts que le Clergé fait pour le paiement des Dons-gratuits au Roi, envers les Rentiers qui fournissent leur argent. C'est ce que portent toutes les délibérations des Ass. pour emprunts, & les Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes qui les confirment. *Voyez* le premier Supplément de la Table ad calcem.

Elle a eu lieu aussi envers les Diocèses qui se sont rachetés de leur quote-part des impositions de 1710, 1711, 1715 & 1723. *Voyez* Diocèses, §. III.

C L E R C.

Les Décimateurs sont-ils obligés de fournir un Clerc aux Curés dans les Paroisses de la campagne ? *Voyez* Décimateurs, n°. V.

CLERC. [PIERRE LE]

Plusieurs anciennes Ass. de 1563 jusqu'en 1625, ont eu une affaire importante & difficile à traiter avec le sieur Pierre le Clerc, Cessionnaire de M. le Prince de Condé, & avec ses héritiers. En 1563, lors de

eux fait ob-
devoir être
formé par
mettre en
dans les
les grosses

éré que les
au nom du
cassation des
seil, & M.
de solliciter
Chancelier.

e l'Abbé de
u Jugement
ntés contre
oyez Procès
des Religie.
n. XIV.

INT-]

de demande
vention des
avoit contre
accordée. T.

DAIRE.

solidité des
s, ne peut
es & des im-
légé à tou-
introduise.

runts que le
nt des Dons-
s Rentiers
C'est ce que
ions des Aff.
s du Conseil
confirmant.
u de la Table

les Diocèses
r quote-part
1711, 1715
S. III.

s obligés de
dans les Pa-
oyez Déc-

RE LE]

Tembl., à re-
15, ont eu
fficile à trai-
Clerc, Cef-
de Condé,
63, lors de

l'aliénation du Domaine de l'Eglise, M. le Prince de Condé prit quelques Domaines dépendants du Chapitre de Noyon, & de quelques autres Bénéfices, pour lesquels il ne fournit aucuns deniers; mais il donna seulement quelques parties, qu'il prétendoit lui être dues par le Roi, au Trésorier de l'Epargne, qui lui donna quittance de la somme pour laquelle il avoit pris lesdits Domaines. Ayant été permis ensuite aux Bénéficiers de rentrer en leurs Domaines vendus, en rendant par eux les deniers qui se trouveroient avoir été payés par les Acquéreurs au Roi, & qui seroient vraiment & sans déguisement entrés dans ses coffres; lesdits Bénéficiers, en vertu de l'Edit, firent offre du remboursement, & faute d'avoir pu trouver le Prince, qui étoit alors aux armées, & qui n'avoit pu justifier d'avoir déboursé aucune somme pour les acquêts par lui faits, ils consignèrent, en la Ville de Paris, les deniers de leur quote-part, à laquelle ils avoient été taxés pour ladite aliénation; au moyen de quoi ils furent remis en la possession réelle de leurs Domaines.

Le Prince de Condé étant de retour, prétendit, en vertu des Edits de pacification, devoir jouir de son acquêt, & fit un contrat simulé de ses droits à un nommé Philippe, Trésorier de sa maison. Philippe, après quelques poursuites contre le Clergé, rétrocéda ses droits à un nommé le Clerc, moyennant une somme qui fut entr'eux simulée avoir été payée audit Philippe.

Le Clerc ayant fait quelques poursuites à l'endroit du Roi, parce que c'étoit le Roi qui avoit fait sa propre dette de cette partie envers le Prince, qui disoit avoir payé cette somme à l'Epargne, dont il produisoit les acquits, fut assigné par le Roi sur le million qui lui fut accordé par le Clergé en 1585: il lui fut même permis d'élire cinq ou six Diocèses, sur lesquels le Receveur-Général du Clergé lui délivreroit ses rescriptions & ses contraintes pour le faire payer: ce qui ayant été fait, il ne lui restoit plus rien à répéter sur le Clergé, qui n'étoit pas cause s'il n'avoit pas été payé, d'autant que ledit Clergé avoit fait le département du million, & que le Receveur-Général avoit remis à le Clerc ses rescriptions & contraintes.

C'est ce que répondit l'Ass. de 1595, sur la Requête dudit le Clerc. T. I, p. 602.

Voyez sur ce qui s'étoit passé précé-

demment sur la même affaire dans l'Ass. de 1585, 1586. T. I, p. 358, 359, 360, 423.

L'affaire se présente encore en l'Ass. de 1605, où il est arrêté, que si les héritiers de le Clerc vouloient quitter les arrérages, on tâcheroit de leur faire fonds pour le principal. T. I, p. 763.

Même affaire portée à l'Ass. de 1608. T. I, p. 801.

Elle se renouvelle en l'Ass. de 1610. Arrêté que le Clergé ne pouvoit mieux se défendre que par les fins de non-recevoir, fondées sur les contrats passés avec S. M., laquelle s'est obligée de tenir quittes les Sieurs du Clergé. Après de nouvelles formations à venir compter devant les Commissaires du Conseil; la Compagnie, sans se départir des fins de non-recevoir, délibère que l'instance en décharge sera poursuivie au Conseil. T. II, p. 13, 14.

Nouvelles poursuites des héritiers de Pierre le Clerc, signifiées à l'Ass. de 1615. Elle autorise ses Députés de transiger pour 100000 liv. (les héritiers demandoient 260000 liv.) les héritiers acceptent l'accordement; mais au lieu d'être payés en plusieurs années, comme le Clergé le désiroit, ils veulent être payés en un an. T. II, p. 279, 280, 281.

L'Ass. de 1617, pour n'avoir point à payer les intérêts de ladite somme de 100000 liv. transigée, ordonne l'exécution de la transaction, & que rescriptions seront données auxdits héritiers de la somme de 33000 l. pendant trois ans. T. II, p. 315.

En l'Ass. de 1621, ils demandent d'être payés de 100000 l., & de 36000 liv. d'intérêts. Ils avoient fait saisir, en vertu d'un Arrêt du Conseil, obtenu par forclusion, les Bénéfices de Noyon, Laon, Beauvais: main-levée des saisies demandée. T. II, p. 373, 374.

En l'Assemblée de 1625, ils portent leurs prétentions au-delà de 53 mille écus: ils avoient fait saisir les terres des Evêchés de Soissons, Noyon, Laon, Abbé de Prémontré. L'affaire est enfin terminée, moyennant une somme de 60000 liv., qui leur est payée, dont ils donnent une quittance générale & absolue. Ladite quittance imprimée & insérée au Procès-verbal. T. II, p. 532, 533, 534, 535.

CLERCS.

I. L'Ass. de Melun, en 1579, a fait plusieurs beaux Décrets & Réglements

touchant la conduite & les obligations des Ecclésiastiques, aux titres de *viâ & honestate Clericorum*, ... de *Episcopis*, ... de *Canonicis*, ... de *Parochis*, ... de *residencia*. T. V, P. Jult. p. 111, 112, 113.

II. En l'Ass. de 1645, plusieurs plaintes y sont portées, au sujet d'actions violentes & excès inouis contre des Curés & autres Ecclésiastiques, & notamment contre l'Evêque de Mende. Sur ce dernier article. *Voyez* Mende.

Sur tous ces excès, l'Assemb. résout unanimement, qu'il sera remontré à la Reine avec vigueur, comme plusieurs attentats ont été exercés en diverses Provinces, contre des personnes Ecclésiastiques, & qu'elle veuille bien employer son autorité, pour y apporter les remèdes convenables. Est arrêté de plus, que les Prélats & les Députés des Diocèses seront exhortés de prendre le fait & cause pour les Ecclésiastiques outragés en leurs personnes, & de faire un fonds, chaque Diocèse, selon son pouvoir, pour poursuivre la réparation de tels crimes en Justice, sans que ledit fonds puisse être diverti à d'autres usages, pour quelque cause que ce soit, dont il sera écrit une Lettre circulaire aux Diocèses. T. III, p. 169 jusq. 173. *Voyez* Diocèses, §. I, n°. III.

III. On ne peut ordonner contre les personnes Ecclésiastiques aucunes contraintes par corps pour matières civiles, dettes, frais de Procès, &c. *Voyez* Emprisonnement.

On ne peut aussi les emprisonner pour ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions. *Ibid.*

IV. Les Clercs sont-ils justiciables du Tribunal de Mrs. les Maréchaux de France? *Voyez* Maréchaux.

V. Sur les Clercs accusés de crimes, & les Procès criminels intentés contre eux, & sur le privilège de Cléricature. *Voyez* Procès Criminels des Clercs.

CLERGÉ.

I. Le Clergé de France est le premier Corps du Royaume, &, selon les termes de S. Ambroise, une portion de la Royauté, dont il entre en participation avec le Prince par l'onction qui leur est commune. Parole de M. Puffort, en l'Ass. de 1693. T. VI, p. 30.

Sa qualité de premier Corps de l'Etat & du Royaume, est généralement reconnue: les délibérations des Assemb., les réponses de nos Rois aux Harangues du Clergé, les discours des Commissai-

res de S. M. aux Ass., &c. en fournissent autant de preuves.

II. Sur les biens, possessions & acquisitions du Clergé. *Voyez* Temporel.

III. Sur l'aliénation desdits biens. *Voyez* Aliénation du Temporel.

IV. A l'égard des rentes, soit celles qui appartiennent au Clergé, aux Eglises, Communautés, &c., soit celles que le Clergé paie. *Voyez* Rentes.

V. Sur les Immunités, privilèges & exemptions du Clergé. *Voyez* Immunités.

VI. Sur les prérogatives des Pairs Ecclésiastiques. *Voyez* Pairs.

VII. Sur l'admission des Prélats, des Cardinaux dans les Conscils du Roi. *Voyez* Conseil du Roi.

VIII. Sur les places des Conseillers-Clercs dans les différents Tribunaux du Royaume. *Voyez* Conseillers-Clercs.

IX. Sur le différend entre le Clergé & le Parlement, au sujet du salut dans les pompes funebres. *Voyez* Services funebres, §. II.

X. Sur l'exemption du droit de Sceau pour les expéditions que fait lever le Clergé. *Voyez* Sceau.

XI. Sur les Livres du Clergé & leur impression. *Voyez* Livres.

XII. Sur la réformation du Clergé. *Voyez* Réformation.

XIII. Sur les rang, séance, honneurs & prérogatives du Clergé, dans les Eglises, à l'égard des Corps & Particuliers laïques. *Voyez* Eglise, §. IV. Chapitres, §. IV.

XIV. Sur les rang, séance, honneurs, &c. du Clergé, dans les Ass. & administration des Corps-de-Villes, dans les Bureaux d'Hôpitaux, &c. *Voyez* Hôpitaux, §. II.

XV. Sur les rang, séance, honneurs, &c. des Evêques, à l'égard des Gouverneurs & Lieutenants-Généraux des Provinces, à l'égard des Présidents des Parlements. *Voyez* Préséance, §. VIII.

CLERMONT.

1°. Le Chapitre de Clermont, *Sede vacante*, destitue les Députés au Bureau des décimes. L'Ass. de 1650 déclare cette destitution nulle. T. III, p. 699. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

2°. Le Syndic du Dioc. de Clermont se plaint à l'Ass. de 1650, de ce que, sans le consentement de M. l'Evêque & du Chapitre, on avoit transféré le Collège qui étoit à Clermont à Montferand: il demande qu'il soit rétabli. L'Ass. arrête qu'il en sera parlé dans les conférences

ons & acqui-
temporel.
dits biens,
porel.

, soit celles
é, aux Eglis-
oit celles que
es.

privileges &
Immunités.
es des Pairs
rs.

Prélats, des
Évêques du Roi.

Conseillers-
tribunaux du
ers-Cleres.

tre le Clergé
du salut dans
Services fu-

roit de Seeau
fait lever le

clergé & leur

du Clergé.

ce, honneurs
dans les Eglis-
Particuliers
Chapitres,

, honneurs,
Aff. & admi-
les, dans les
Voyez Hd-

II.

, honneurs,
d des Gou-
néraux des
résidents des
ce, §. VIII.

N T.

mont, Sede
és au Bureau
650 déclare
III, p. 699.
imes, §. II,

de Clermont
ce que, sans
vêque & du
ré le Collège
ontferrand :
i. L'Aff. ar-
as les confé-
rences

rences avec Mrs. les Commissaires du
Roi. T. III, p. 720.

3°. Sur la Chambre des Grands-Jours,
établie à Clermont en 1665. Voyez
Grands-Jours.

4°. Sur la contestation entre le Dio-
cese de Montpellier & celui de Cler-
mont, pour l'imposition d'une terre ap-
partenant à l'Abbaye de la Chaise-
Dieu. Voyez Montpellier, n°. 8.

CLERMONTOIS.

Sur l'exemption de décimes préten-
due par les Bénéficiers du Clermontois.
Voyez Reims, n°. 7.

CLOCHES.

M. l'Evêque de Nevers représente à
l'Aff. de 1655, que M. l'Intendant,
pour punition de quelques désordres
arrivés dans deux ou trois Paroisses du
Diocèse, avoit ordonné que les cloches
de ces Eglises seroient enlevées, & icel-
les vendues; ce qui auroit été exécuté,
sans une autre Ordonnance d'un autre
Intendant dans la même Prov. L'Aff.
en fit des plaintes à M. le Chancelier, &
obtint un Arrêt favorable. T. IV, p. 361.

CLOTURE.

I. Le Clergé s'est toujours élevé con-
tre les entreprises des Juges séculiers,
les Commis des Aides & Gabelles, &c.,
qui, sans la permission des Ordinaires,
ont ordonné, ou fait entrée dans les
maisons des Religieuses.

Une fille mineure est mise par sa
grand'mere en l'Abbaye de S. Laurent
de la ville de Bourges: ses Tuteurs veu-
lent l'en faire retirer, & pour cet effet ils
présentent Requête au Juge Royal, le-
quel ordonne que la fille sera rendue à
ses Tuteurs: l'Abbesse refuse d'obéir à
cette Sentence, offrant néanmoins de
remettre la fille à sa grand'mere: le Ju-
ge se transporte à l'Abbaye, enfonce la
porte du Couvent, entre à main ar-
mée, & emmène la fille. L'Archevêque
en porte ses plaintes au Roi; sur quoi
intervient Arrêt du Conseil en 1679,
qui casse toute la procédure de ce Juge;
lui fait défenses de commettre de pa-
reilles entreprises à l'avenir, sous peine
d'interdiction, & que, lorsqu'il s'agira
d'entrer dans un Couvent en exécution
d'Arrêts ou de Sentences, il ne pourra
le faire sans le consentement de l'Ar-
chevêque ou de son Grand-Vicaire. T.
V, p. 314, 315.

L'Aff. de 1685 trouve cet Arrêt très-
avantageux à l'Eglise, & ordonne aux
Table de la Coll. des P. V.

Agents de le faire imprimer. T. V, p.
633.

L'Assëmb. de 1693 prend des mesures
pour empêcher l'entrée à main armée &
par violence dans les maisons de Reli-
gieuses; & ce, au sujet de celle qui avoit
été faite par le Juge des Gabelles dans le
Monastere de Ste. Claire de Haute-Rive,
Diocèse de Toulouse. T. VI, p. 220,
221.

L'Evêque de Nantes se plaint à l'Aff.
de 1723, d'une entreprise semblable des
Commis aux Aides de la ville du Mans,
qui étoient entrés dans le Couvent
des Ursulines de cette Ville pour visiter
leurs caves, sans la permission de l'Or-
dinaire. Deux Prélats sont chargés de
parler de cette affaire à M. l'Intendant
de Tours, qui trouve la demande de
l'Assemblée très-juste, qui étoit qu'on
ne puisse entrer dans les Couvents,
pour faire la visite des caves, avant d'en
demander la permission aux Ordinaires.
T. VI, p. 1691, 1692.

Le Parlement de Rouen, par un pre-
mier Arrêt, avoit permis à un Particu-
lier, en qualité de Tuteur, de mettre
dans un Couvent une fille, sa pupille;
& par le second, ce Tuteur obtint la
permission de faire saisir les biens du
Monastere, en cas que les Religieuses
refusassent de la recevoir. L'Archevêq.
de Rouen présenta sa Requête au Con-
seil en cassation de ces deux Arrêts, en
ce que les Parties n'étoient point ren-
voyées pardevant lui, pour avoir la per-
mission d'entrer dans le Couvent. Arrêt
est intervenu le 9 Janvier 1696, qui
casse les deux Arrêts du Parlement com-
me contraires à la Jurisdiction de M.
l'Archevêque. T. VI, P. J. p. 141, 187.

Autre Arrêt semblable du Conseil
d'Etat, rendu le 18 Décembre 1696,
qui casse un Arrêt du Parlement de Bre-
tagne, ordonnant l'entrée dans les Cou-
vents des Religieuses, sans la permis-
sion de l'Ordinaire. T. VI, P. J. p. 141,
142, 188 & suiv.

Le Parlement de Rouen, par un Ar-
rêt du mois d'Août 1695, avoit ordon-
né qu'une fille Novice seroit tirée du
Couvent, & mise pendant trois mois
dans la maison d'une Dame de qualité;
que son Tuteur & ses parents auroient
la liberté de l'y voir, & qu'un Com-
missaire député de la Cour, s'y trans-
porteroit, pour savoir si elle persistoit
ou non dans le dessein d'être Religieu-
se. Il est observé que cet Arrêt contre-
vient, 1°. aux Ordonnances, en ce qu'il
ne renvoie pas les Parties devant l'Ar-
M m

chevêque, pour avoir la permission de retirer cette Novice du Couvent; 2°. qu'il est contraire à la discipline Ecclésiastique, qui ne permet qu'aux Supérieurs Ecclésiastiques d'examiner la vocation à l'état religieux. Sur ces raisons, le Prélat obtint, le 9 Janvier 1696, un Arrêt qui confirme la Jurisdiction des Ordinaires sur ces deux points. T. VI, P. J. p. 141, 142, 189, 190.

Sur les représentations de l'Ass. de 1730, M. le Chancelier écrit une Lettre au Proc. Gén. du Parl. de Besançon, dans laquelle il expose les vrais principes sur l'autorité des Evêques, pour accorder ou refuser l'entrée dans les Communautés Religieuses, & fait connaître les défauts des Jugements rendus par les Officiers du Bailliage de Salins, & par le Parlement même, le 13 Juin 1743 & 30 Juillet 1746. M. le Chancelier, dans son entretien avec les Députés de l'Ass., leur parloit très-persuadé que les Cours ne peuvent ordonner qu'une fille se retirera ou sera renfermée dans un Couvent, sans le consentement du Supérieur Ecclésiastique. Il consent que la Lettre soit insérée par extrait dans le Rapport d'Agence. T. VIII, p. 347.

II. Les Religieuses ne peuvent sortir de leurs Monastères, & les personnes séculières n'y peuvent entrer, sans la permission des Evêq. Diocésains. C'est le sujet des délibérations & des demandes du Clergé dans plusieurs Assemblées.

Le cahier du Clergé, revêtu en 1574 de Lettres-Patentes, art. 18, est express sur la nécessité de la permission des Evêques, tant pour la sortie des Religieuses, que pour l'entrée des personnes séculières dans leurs Maisons. Recueil, p. 984.

L'art. 33, du Règlement des Réguliers, dressé dans l'Ass. de 1623, y est conforme. T. II, P. J. p. 67.

L'Abbesse de Fontevault avoit donné permission à une Religieuse de son Ordre de sortir de son Couvent, dans la ville de Reims, sans que cette Religieuse eût obtenu celle de M. l'Archev. de Reims. Ce Prélat se pourvoit par appel comme d'abus au Parlement de Paris, où Madame de Fontevault ne défendant point, il obtint un Arrêt par défaut, le 18 Février 1697, lequel devint contradictoire, parce qu'ayant été dûment signifié, l'Abbesse n'avoit depuis fait aucune procédure contre cet Arrêt. T. VI, p. 510, 511. P. J. p. 223.

L'Evêque de Noyon, vers le même

temps, obtint trois Arrêts du Conseil d'Etat & du Parlement de Paris des 17 Mars 1697, 12 Mars & 13 Juin 1698, sur le fait de la dépendance dans laquelle sont les Religieuses, exemptes & non exemptes, d'obtenir des Evêq. la permission pour sortir de leurs Maisons, conformément aux articles 19 & 20 de l'Edit de 1695 : deux Religieuses de l'Abbaye de Fervaques, Ordre de Cîteaux, au Diocèse de Noyon, donnèrent occasion à ces trois Arrêts. T. VI, P. J. p. 146, 147, 197 & f.

L'Ass. de 1705, art. 8 de son cahier, demande qu'aucune Religieuse ne puisse sortir des Monastères, exemptes & non exemptes, sans cause légitime, jugée telle par l'Evêque Diocésain, & qu'aucune personne séculière n'y puisse entrer sans permission aussi de l'Evêque. S. M. répond qu'il y a sur ce point une instance au Conseil. Recueil, p. 1499.

L'Ass. de 1710, art. 1 de son cahier, forme la même demande. Même réponse. Recueil, p. 1512.

Même demande dans l'art. 2 du cahier de 1715. Même réponse. Recueil, p. 1531.

L'art. 9, du cahier de 1733, porte, qu'aucune Abbessé ou Religieuse ne puisse sortir sans cause légitime, jugée telle par l'Evêque; & qu'en expliquant, en tant que besoin seroit, la Déclaration du 22 Mars 1696, S. M. déclare, que par icelle, elle n'a prétendu donner aucune atteinte à l'art. 19 de l'Edit de 1695. Rép. S. M. fera examiner; & au cas qu'il soit besoin d'une nouvelle explication pour assurer l'exécution des saints Décrets & fixer la Jurisprudence, S. M. s'y portera volontiers. Recueil, p. 1696.

Le cahier de 1740, art. 5, contient les mêmes demandes, & y ajoute celle de la permission de l'Ordinaire, pour recevoir des Pensionnaires, & pour faire entrer des personnes étrangères. Rép. Le Roi se fera rendre compte des dispositions de l'Edit de 1695, & de la Déclaration de 1696, sur les points contenus dans la demande, afin d'y pourvoir pour le maintien de l'autorité Episcopale & de la discipline régulière. T. VII, P. J. p. 413.

La Déclaration du 10 Février 1742, a fixé la Jurisprudence sur la nécessité de la permission de l'Evêque Diocésain pour la sortie des Religieuses. Elle est expresse sur ce point en faveur de l'autorité Episcopale. M. l'Evêq. de Meaux se plaint, à l'Assemblée de 1742, du peu

du Conteil
de Paris des 17
3 Juin 1698,
ance dans la-
ses, exemptes
enir des Evêq.
de leurs Mai-
ux Religieuses
es, Ordre de
Noyon, don-
ois Arrêts. T.
7 & l.
de son cahier,
gieuse ne puisse
xempt & non
gitime, jugée
sain, & qu'a-
n'y puisse en-
i de l'Evêque.
ur ce point une
eil, p. 1499.
de son cahier,
de. Même ré-
l'arr. 1 du ca-
onfe. Recueil,

e 1735, porte,
Religieuse ne
légitime, jugée
en expliquant,
it, la Déclara-
S. M. déclare,
prétendu don-
rt. 19 de l'Edit
ra examiner; &
d'une nouvelle
l'exécution des
Jurisprudence,
iers. Recueil,

rt. 5, contient
& y ajoute celle
rdinaire, pour
es, & pour faire
angeres. Rép.
npte des disposi-
& de la Déclara-
points contenus
y pourvoir pour
Episcopale & de
T. VII, P. J. p.

o Février 1742,
sur la nécessité
èque Diocésain
ieuses. Elle est
faveur de l'au-
Evêq. de Meaux
e 1742, du peu

CLUGNY. COADJUTEURS.

597

de soumission des Religieuses exemp-
tes de son Diocèse, à cette Déclara-
tion. L'Assemb. en sollicita l'enregistre-
ment dans les Cours de Parlements. T.
VII, p. 1837.

En l'Ass. de 1745, les Agents repré-
sentent que les Réguliers se donnoient
des mouvements pour empêcher ledit
enregistrement. L'Assemb. députa à M.
le Chancelier, pour qu'il donne les or-
dres nécessaires à cet effet. Il promet
ses bons offices. T. VII, p. 1016.

III. Les Evêques ont le droit de visi-
ter la clôture des Maisons des Religieu-
ses, même exemptes. Voyez Fontev-
rault.

CLUGNY.

L'AFFAIRE de M. l'Evêque de Ma-
con, avec M. le Cardinal d'Auvergne,
comme Abbé de Clugny, au sujet de la
Jurisdiction Episcopale prétendue par
l'Abbaye de Clugny sur le territoire &
ban de Clugny, s'est présentée en l'Ass.
de 1740 : Mrs. les anciens Agents en
font le rapport. M. l'Evêque de Macon,
en demandant la protection de l'Ass.,
fait lui-même un rapport exact & cir-
constancié de l'affaire & des moyens
sur lesquels il appuyoit sa demande. Il
rapporte la Procuration de l'Ass. Pro-
vinciale de Lyon, par laquelle elle char-
geoit ses Députés de rendre compte de
cette affaire à l'Assemb. Générale, & y
joint une Lettre de ladite Province aux
Députés de la présente Assemb., pour
leur demander l'intervention du Clergé.
La Compagnie renvoie l'affaire au Bu-
reau de la Jurisdiction, pour, sur l'avis
des Commissaires, prendre les mesures
les plus convenables pour arrêter ces
entreprises, & assurer à M. l'Evêque de
Macon un secours tel que l'exigeoit l'im-
portance de l'affaire.

Délibération en conformité de l'avis
des Commissaires, par laquelle il est ar-
rêté, que si, avant la séparation de l'Ass.,
M. le Cardinal d'Auvergne est de retour
de Rome, la Compagnie fera une dé-
putation au Roi, pour obtenir un Ju-
gement de provision en faveur de M.
de Macon; & au cas du retour de M.
le Cardinal, après la séparation de l'As-
semblée, Mrs. les Agents seront char-
gés de faire les mêmes démarches auprès
de S. M., & de suivre ladite affaire au
nom du Clergé, jusqu'à Arrêt définiti-
f, & ce tant par eux, que par l'interven-
tion de M. l'Archevêq. de Paris &
de Mrs. les Prélats à la suite de la Cour,
lesquels s'assembleront à cet effet tou-

598

tefois & quantes ils le jugeront néces-
saire. T. VII, p. 1691 juq. 1706.

M. l'Archev. de Toulouse fait part à
l'Assemblée de deux Arrêts rendus au
Grand-Conseil, les 12 Juin & 4 Juillet
1739, qui reçoivent Appellants comme
d'abus, deux Religieux de Clugny, de
l'Ordonnance du Grand-Vicaire de Ma-
con, & des Sentences de l'Official, qui
décrétioient lesdits Religieux d'ajourne-
ment personnel, avec interdiction des
SS. Ordres, tant pour avoir prêché dans
la ville de Clugny, que pour avoir con-
fessé sans l'approbation de l'Ordinaire,
non-seulement plusieurs Habitants de
la Ville, mais encore des personnes qui
n'étoient point du territoire prétendu
par l'Abbaye, dont ils ont donné cer-
tificat. Exposition des moyens de cas-
sation desdits Arrêts. Requête présen-
tée à ce sujet par l'Assemb., qui obtient
deux Arrêts de cassation rendus au
Conseil, le 21 Juillet & 30 Août 1740.
Il est arrêté en même-temps d'envoyer
lesdits Arrêts, & un extrait des déli-
bérations prises dans le cours de l'Ass.,
concernant l'affaire de Clugny, à tous
les Prélats du Royaume. T. VII, p. 1706
juq. 1709. P. Just. p. 402 & l.

COADJUTEURS.

I. L'Ass. du Clergé aux Etats de 1614,
art. 4 de son cahier, demande, que, sous
aucun prétexte, il ne soit donné des
Coadjuteurs aux Evêques, Abbés &
autres Bénéfices de la nomination du
Roi, sans leur gré & consentement. T.
II, p. 142.

L'art. 3 de l'Ordonnance de 1629, dé-
fend les Coadjutoreries des Evêchés &
des Abbayes, déclare les Brevets obte-
nus, ou à obtenir, s'il n'y a eu sur iceux
des Bulles expédiées, nuls & de nul
effet. Le même article défend aussi d'ob-
tenir des Coadjutoreries pour Prében-
des, ou Dignités aux Eglises Cathé-
drales & Collégiales, ni même aux
Cures.

Quant aux Coadjutoreries d'Evêchés
& d'Abbayes, le Clergé demande qu'il
soit ajouté, *sinon aux termes de droit*.
L'addition est trouvée juste. Recueil, p.
1362, 1363.

II. Un Coadjuteur Evêque ne peut
tenir lieu d'un Député du second Or-
dre, ni être nommé en cette qualité
aux Ass. Gén. Ainsi réglé par l'Ass. de
1621. T. II, p. 353.

III. Le Règlement de 1715, art. 2, au
titre des *Assemblées extraordinaires*, en
refusant aux Evêques *in partibus* entré

M m 2

& place aux Assemblées des Prélats de France, excepté nommément de ce Règlement les Coadjuteurs nommés à des Evêchés de France, avec future succession. T. VI, P. J. p. 494.

IV. Les Coadjuteurs des Evêques, avec future succession, ont rang & place dans les Assemb. du Clergé, avec les Evêques, à raison de l'ancienneté de leur Sacre. C'est le Règlement de l'Ass. de 1655. T. IV, p. 353.

V. Les Coadjuteurs sont admis dans les Assemb. Gén. du Clergé, en qualité de Députés de leurs Provinces, soit séparément, soit concurremment avec leurs Prélats titulaires. On en a plusieurs exemples.

L'Assemblée de 1645 reçoit M. le Coadjuteur de Sens, Henri de Gondrin, Archevêque d'Héraclée. T. III, p. 118.

L'Ass. de 1670 reçoit M. Charles-Maurice le Tellier, Arch. de Nazianze, Coadjuteur de Reims. T. V, p. 5.

L'Assemb. de 1685 compte aussi, parmi ses Députés, M. Adheimar de Grignan, Arch. de Claudiopolis, Coadjuteur d'Arles. T. V, p. 559.

En la même Ass., il est dit, que la Province de Rouen avoit nommé M. de Médavi, Arch. de Rouen, avec pouvoir audit Sgr. Arch. de substituer en sa place, sous le bon plaisir de l'Ass., M. de Colbert, Coadjut. de Rouen, ne regardant ces deux Prélats que comme une seule & même personne. Pour ces raisons, & pour la considération particulière que la Compagnie a pour M. le Coadjuteur, elle le reçoit sans conséquence, & à condition qu'il n'entreroit à l'Ass. qu'en l'absence de Mgr. l'Arch. de Rouen. T. V, p. 559.

En l'Assemb. de 1725, M. l'Evêque d'Orléans, l'un des Députés, demande qu'en son absence, M. Paris, son Coadjuteur, soit admis dans l'Ass. Gén., suivant sa Procuration : ce qui a été accordé, sans tirer à conséquence. T. VII, p. 24, 25. Voyez Députés, §. III, an. 1725.

L'Assemb. de 1770 admet, tant en la présence, qu'en l'absence de M. l'Arch. de Reims, M. le Coadjuteur de Reims, suivant son rang & son ancienneté. T. VIII, p. 1624 jusq. 1630. Voyez Députés, §. III, an. 1770.

L'Ass. de 1650 fit plus, elle envoya, selon l'usage, inviter M. l'Arch. de Paris de venir prendre séance à l'Ass., & elle chargea ses Députés, dans le cas où il seroit absent, d'aller prier M. le

Coadjuteur (le Cardinal de Retz) de venir le remplacer. Ce dernier y prit séance en effet comme Evêque Diocésain, ainsi qu'il l'avoit déjà fait en l'Ass. de 1645. T. III, p. 441.

VI. L'Evêque de Soissons étant décédé, M. son Coadjuteur prend de nouveau possession de l'Evêché; mais ayant voulu exercer sa Jurisdiction spirituelle, le Chapitre prétend qu'il ne le pouvoit, qu'après qu'il auroit prêté serment au Roi. L'Ass. de 1655 juge cette prétention sans fondement. Voyez Soissons.

COLLECTION.

COLLECTION des Conciles de France, par M. l'Abbé Targni. Voyez Conciles.

Collection des délibérations du Clergé, des Brefs des Papes, des censures de la Faculté de Théologie de Paris, en matière de Foi & de Morale, par le P. Mercier, Cordelier. Voyez Mercier.

COLLEGES.

I. Les Colleges auxquels il n'y a point de Bénéfices unis, sont-ils contribuable aux Dons-gratuits? C'est sur ce fondement que les PP. de la Doctrine Chrétienne prétendoient que le College de Gimont, au Diocèse de Lombez, ne devoit point contribuer au Don-gratuit accordé par l'Ass. de 1690. Leur College, disoient-ils, n'est point un Bénéfice, & il n'y a point qui lui soit uni; ainsi les biens de ce College ne sont point Ecclesiastiques. Ayant présenté leur Requête au Conseil, Mrs. les Agents fournirent un Mémoire contre cette prétention. On y distingue deux sortes de Colleges : ceux qui sont sous la direction des Communautés des Villes où ils sont établis, & d'autres dont les fonds ont été donnés pour l'établissement des Communautés Ecclesiastiques, qui se sont obligées d'enseigner. Ces derniers sont contribuable. Après cette réponse, les PP. de la Doctrine abandonnerent la poursuite de l'affaire, & se condamnerent à payer. T. VI, P. J. p. 38, 39.

Le renvoi des Jésuites de leurs Maisons a occasionné à un grand nombre de Bureaux Diocésains des embarras de deux especes. Une partie des biens possédés par cette Société, a été vendue & aliénée à des Laïques, à la Requête de ses Créanciers. Cette partie de biens se trouve donc retranchée de la matière imposable des Diocèses, & les Chambres Diocésaines ont adressé, en con-

de Retz) de
dernier y prit
l'Evêque Diocé-
sain fait en l'Ass.

ns étant décé-
rend de nou-
é; mais ayant
on spirituelle,
ne le pouvoit,
é serment au
cette préten-
vez Soissons.

ON.

iles de Fran-
Voyez Con-

ions du Cler-
des censures
gie de Paris,
morale, par le
Voyez Mercier.

E S.

il n'y a point
ils contribu-

C'est sur ce
e la Doctrine
que le Colle-
e de Lombez,
uer au Don-
de 1690. Leur
est point un
point qui lui
de ce College
es. Ayant pré-
seil, Mrs. les
émoire contre
istingue deux
qui sont sous
autés des Vil-
d'autres dont
pour l'établiss-
es Ecclésiasti-
s d'enseigner.
uables. Après
e la Doctrine
te de l'affaire,
er. T. VI, P.

de leurs Mai-
grand nombre
es embarras de
des biens pos-
a été vendue
à la Requête
partie de biens
de la matiere
& les Cham-
ressé, en con-

séquence, leurs représentations à l'Ass. de 1765, pour obtenir une décharge proportionnée à la perte qu'ils en souffrent.

Autre difficulté : c'est celle qu'éprouvent ces Diocèses à l'égard des biens de ladite Société, qui n'ont été, ni vendus, ni aliénés : ces biens sont à présent régis sous les ordres des Bureaux d'administration établis dans tous les Colleges ci-devant occupés par les Jésuites. Ces nouveaux Administrateurs prétendent soustraire à l'imposition des décimes les biens de ces Colleges, sous prétexte que ces biens, en changeant de Propriétaires, ont changé de nature, & qu'ils proviennent en grande partie des biens patrimoniaux des Villes.

Ces Chambres ont recours à l'Ass. de 1765, pour obtenir un dédommagement proportionné à l'égard des biens vendus, & pour avoir une décision générale sur les regles à suivre par rapport aux autres.

La Commission du nouveau départem. général expose les changements qu'elle a cru devoir faire, quant au premier objet, sur la matiere imposable, par la revision générale de tous les pouillés ; ce qui l'a mise en état de rendre à tous les Bureaux Diocésains la justice qu'ils demandent ; au moyen de quoi, la délibération qui restoit à prendre, dépendoit de cette unique & importante question, doit-on imposer aux décimes les biens affectés aux Colleges tenus ci-devant par les Jésuites, & régis à présent par les Bureaux d'administration ? Moyens peremptoires pour prouver qu'on a toujours regardé les Colleges comme des établissements Ecclésiastiq., faisant partie du Clergé de France, & comme tels, susceptibles de l'imposition aux décimes, Dons-gratuits & autres charges du Clergé.

Le Rapport fini, l'Assemb. conclut par solliciter M. le Contrôleur-Gén. de lever les obstacles que les Bureaux d'administration des Colleges opposent aux Chambres, par rapport au paiement des impositions sur les biens desdits Colleges. T. VIII, p. 1345 & s.

II. M. l'Archev. d'Aix réclame le secours de l'Ass. de 1765, pour le maintien des droits attachés à sa dignité, au sujet de la Présidence au Bureau établi à Aix, pour l'administration du College de Bourbon. L'examen de l'affaire est renvoyé au Bureau de la Jurisdiction.

L'Assemblée, après avoir fait son Rapport, conformément à l'avis, finit

par présenter au Roi un Mémoire, dont l'objet est d'établir les différents titres qui assurent aux Evêques la principale inspection sur la conduite & l'administration des Colleges. T. VIII, p. 1432, 1433. *Le Mém.*, P. J. p. 479 & s.

L'Ass. de 1770, art. 6 du cahier sur la Jurisdiction, se plaint de ce que dans l'Edit des Colleges, on n'avoit point appelé les Députés des Chapitres de Cathédrales. L'Assemb. supplie de plus S. M. de jeter un coup-d'œil sur l'état actuel de l'éducation dans son Royaume. Le Roi répond, que *cet objet est trop important pour qu'il n'y apporte pas tous ses soins*. T. VIII, P. J. p. 621, 622.

III. Un grand nombre d'Assemblées Provinciales se plaignent à l'Assemb. de 1772, de la mauvaise éducation que la Jeunesse reçoit dans les Colleges régis par l'Edit de 1763. Il est d'ailleurs de notoriété publique, dit M. l'Archevêq. de Lyon, dans son Rapport, que cette forme d'administration entraîne après elle les plus grands inconvénients. Le Prélat fait part à la Compagnie d'un Mémoire sur cette matiere, pour être donné au Roi. Le Mémoire est généralement approuvé, & le Sgr. Président est prié de le remettre à M. le Chancelier. Ce Magistrat promet de seconder les vues de l'Assemb. T. VIII, p. 2029, 2030, 2041. *Le Mém.*, P. J. p. 687 & s.

L'Ass. de 1775 s'occupe de nouveau du même objet. Le Bureau de la Religion propose à la Compagnie un Mémoire en forme de Remontrances au Roi, sur différents objets relatifs à l'éducation publique & sur les inconvénients attachés à l'exécution de l'Edit de 1763, pour l'administration des Colleges. L'Ass. remarque avec satisfaction que ce Mémoire fait parfaitement connoître l'influence que le Clergé a eue, de tout temps, dans l'éducation publique, & l'utilité qui en a résulté pour les mœurs & la Religion ; qu'il développe, avec autant de force que de netteté, les abus qui s'y sont glissés depuis les changements introduits par l'Edit de 1763. Son Eminence a été priée de présenter ce Mémoire au Roi, & d'insister fortement pour obtenir de S. M. qu'en révoquant, par une Loi nouvelle, celle de 1763, elle pourvoie aux inconvénients de l'éducation présente, & rende au Clergé l'influence qu'il doit avoir sur cet objet.

La nécessité d'y pourvoir, a été avouée & reconnue au Conseil du Roi : il a été promis de s'en occuper incessamment,

Education des
Colleges.

& de ne rien conclure, sans avoir pris l'avis des personnes du Clergé. Quant à une Déclaration provisoire, il a été dit, qu'elle ne pourroit avoir lieu qu'avec beaucoup de précaution & d'examen, & que peut-être le définitif seroit moins difficile à fixer. T. VIII, p. 2389. *Le Mém. P. Just. p. 771 & suiv.*

L'art. 1 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1775 est à ce sujet. *Voyez sur l'article & la réponse le second Supplément de la Table ad calcem.*

IV. A qui doit appartenir le Patronage des Cures & autres Bénéfices dépendants des Prieurés unis aux Collèges régis ci-devant par les Jésuites? est-ce aux Evêques Diocésains, ou aux Bureaux d'administration? *Voyez Abbayes, n°. III.*

V. Sur la réformation des Collèges de l'Université de Paris. *Voyez Universités, §. I & II.*

VI. Sur l'établissement d'un Collège pour les pauvres. *Ibidem, §. II, n°. I.*

VII. Sur les Collèges & Académies des Huguenots. *Voyez Protestants.*

COLLÉGIALES.

Sur le droit de Joyeux Avènement, par rapport aux Collégiales. *Voyez Avènement.*

Sur la première dignité des Collégiales. *Voyez Dignités.*

COLLOQUE DE POISSI.

Il y a trois relations de ce Colloque: celle qui forme le corps du Procès-verbal, celle de Dépences & celle des Calvinistes: le Rédacteur suit exactement celle du Procès-verbal, & indique les endroits tirés de la relation des Calvinistes & de celle de Dépences. T. I, p. 23, *la note.*

L'on étoit convenu dans l'Assemblée du premier Août, que l'on ne parleroit point des matières de la Foi, attendu que le Concile-Général étoit ouvert; mais les Huguenots ayant obtenu un sauf-conduit pour se rendre à Saint-Germain, présenterent une Requête pour être ouïs sur la Foi dans l'Ass. de Poissi. Le Roi manda à l'Assemblée, qu'ils seroient entendus: l'Ass. commença par porter ses plaintes des excès par eux commis en divers endroits du Royaume: la Faculté de Théologie fit une députation au Roi, pour faire les mêmes plaintes, & supplier S. M. de ne pas les admettre à la dispute: la Reine répondit, qu'ayant demandé d'être ouïs, il étoit juste que le Roi

entendit un chacun: grande Assemblée tenue en conséquence à Poissi, le 9 Septembre, à laquelle assista le Roi avec sa Cour, & où les Ministres furent introduits. Le Roi exposa, en peu de mots, le sujet de l'Assemblée: M. le Chancelier déclara plus au long l'intention de S. M.: le Cardinal de Tournon se plaignit de ce que l'on proposoit des choses de grande importance, pour lesquelles les Prélats n'avoient point été convoqués. Harangue de Beze, qui osa dire en parlant de l'Eucharistie, qu'il y a autant de distance du pain & du vin au Corps & au Sang de J. C., que du plus haut des cieux à la terre. T. I, p. 24 & f.

Dans la séance du 16 Sept., le Card. de Lorraine répondit à Beze, après avoir établi, que, quoique cette discussion de Doctrine se fit en présence du Roi, ce n'étoit pas pour l'en constituer Juge: il réduisit son discours à deux points, à l'autorité de l'Eglise, en matière de Religion, & à la présence réelle. T. I, p. 27, *la Harangue, P. Just. p. 16 & f.*

Beze demanda jour pour conférer, & la conférence fut assignée au 24 Septembre: on conféra led. jour plusieurs endroits de l'Ecriture & des Peres, sur l'Eglise & sur la présence réelle, par lesquels les Ministres furent contondus, & cependant ils demeurèrent obstinés: on leur proposa l'article de la Confession d'Ausbourg, sur la présence réelle, à signer, sinon qu'ils ne seroient plus ouïs. Le 16 Septembre se tint une seconde conférence: les Ministres interrogés sur la présence réelle, demeurèrent aussi obstinés qu'auparavant: on jugea qu'il étoit inutile de les entendre sur d'autres articles. Lainez, qui assistoit à cette deuxième conférence, parla avec beaucoup de véhémence, en présence de la Reine, contre les Huguenots. T. I, p. 27 & f.

Il y eut d'autres conférences tenues à Saint-Germain, sur l'Eucharistie & sur les Images, par ordre de la Reine; mais sans approbation de l'Assemblée de Poissi: on y dressa différentes Confessions de Foi sur l'Eucharistie, que l'Ass. de Poissi désapprouva & censura. T. I, p. 31 & suiv.

La conférence sur les Images, tenue à Saint-Germain, commença le 27 Janvier, & dura jusqu'au 11 Février: elle se tint entre les Ministres, d'une part, les Députés de la Faculté de Théologie, de l'autre, & quelques Evêques & Théologiens qui avoient assisté au

E. 604
de Assemblée
Poissi, le 9
assista le Roi
Ministres fu-
exposa, en
l'Assemblée:
plus au long
Cardinal de
ce que l'on
grande impor-
Prélats n'a-
nés. Harangue
en parlant de
autant de dif-
au Corps & au
plus haut des
24 & l.
Sept., le Card.
eze, après avoir
de discussion de
l'ence du Roi,
onstituer Juge:
deux points,
en matière de
ce réelle. T. I,
Just. p. 16 & l.
pour conférer,
gnée au 24 Sep-
jour plusieurs
des Peres, sur
nce réelle, par
furent confon-
meurent obli-
l'article de la
sur la présence
ils ne seroient
bre se tint une
s Ministres in-
réelle, demeu-
uparavant: on
de les entendre
inez, qui assis-
nférence, parla
nence, en pré-
tre les Hugue-

érences tenues
Eucharistie &
re de la Reine;
de l'Assemb. de
rentes Confes-
sistie, que l'Ass.
censura. T. I,
Images, tenue
nmença le 27
ou 11 Février:
inistres, d'une
aculté de Thé-
logiques Evêques
oient assisté au

605 COLLOQUE. COLONIES. COMINGES. 606

Colloque de Poissi: on s'assembla huit après-dînés de suite; & comme les Théologiens & les Ministres n'étoient pas d'accord, non-seulement avec ceux de l'autre parti, mais avec eux-mêmes, il fut convenu que chaque parti s'assembleroit à part, & rédigeroit son dire par écrit, pour le présenter au Conseil.

On rapporte l'avis des Ministres, rédigé par Beze, entièrement opposé à la Doctrine de l'Eglise; celui des Evêques de Séz, de Valence, de Dépen-ces, avec trois autres Députés, peu favorable au sentiment catholique; & enfin celui des autres Députés de la Faculté de Théologie, qui, en écartant les abus, explique clairement & exactement la Doctrine catholique: ce dernier avis fut lu en plein Conseil: on n'eut aucun égard à celui des six autres, dont on refusa même d'entendre la lecture. T. I, p. 36 & suiv.

COLOMBIERS.

ECCLÉSIASTIQUES de Normandie, taxés pour des colombiers *Voyez* Volières.

COLONIES FRANÇOISES.

DÉCLARATION de 1743, qui défend aux Corps & Communautés ecclésiastiques des Colonies Françaises, toutes sortes d'acquisitions, sans Lettres-Patentes enregistrées, & même le remploi sur des particulières du prix des rentes léguées & remboursées. *Voyez* Main-morte, n°. II.

COMBÉFIS.

JACOBIN réformé, occupé à continuer l'impression des Peres Grecs, après la mort du sieur Aubert; il est pensionné & gratifié par le Clergé. *Voyez* Livres, §. II.

COMINGES.

1°. DROIT de visite de la clôture du Monastere de S. Laurent, dépendant de Fontevault, contesté par l'Abbesse à l'Evêque de Cominges. *Voyez* Fontevault, n°. III.

1635. 2°. Sur la conduite de M. l'Evêque de Cominges, en l'Assemb. de 1655, pour l'acceptation de la Bulle d'Innocent X, contre les cinq Propositions. *Voyez* Religion, §. IV, n°. II.

1735. 3°. En l'Assemb. de 1715, Rapport fait d'une affaire du Diocèse de Cominges, contre M. Ogier, Receveur-Général. Il s'agissoit de Billets de banque, offerts par le Diocèse, & refu-

sés par M. Ogier: Arrêt qui juge la question en faveur de ce dernier. T. VII, p. 510, 511.

4°. Autre affaire du même Diocèse, contre M. Ogier, au sujet de diminution d'espèces, dans laquelle aussi le Diocèse succombe. *Ibid.*

5°. En l'Assemblée de 1715, M. l'Evêque de Cominges se plaint de ce que, quoiqu'il n'y ait pas eu de nouveau département fait depuis 1646, néanmoins le pied sur lequel son Diocèse est taxé pour les Dons-gratuits & subventions, est de beaucoup augmenté; & au lieu qu'il ne payoit que 3408 liv. par million, depuis plusieurs années, c'est-à-dire, depuis 1675, il étoit imposé à 5000 livres par million. L'Assemb. se trouvant à sa dernière séance, renvoie cette demande à la prochaine Assemblée, & que cependant le Dioc. paiera sur le dernier pied, sauf à payer par forme de consignation. T. VI, p. 1469, 1471.

En l'Assemblée de 1723, M. l'Evêque de Cominges renouvelle la plainte qu'il avoit portée à celle de 1715, & dont le jugement avoit été renvoyé à celle-ci: Commission nommée pour l'examen de l'affaire: Rapport de M. l'Arch. de Sens, qui fait observer, qu'il ne s'agissoit point, en cette affaire, du Clergé-Général, ni de faire un rejet sur tous les Diocèses; que c'étoit une cause particulière pour les Diocèses de Cominges & de Couserans; qu'elle étoit déjà préjugée par l'Assemblée de 1670; qu'avant de prononcer de nouveau sur la Requête du Diocèse de Cominges, il paroissloit nécessaire de la communiquer au Syndic du Diocèse de Couserans, pour avoir de plus grands éclaircissements sur ce qui s'étoit passé en 1670, pour, sur la réponse, y être fait droit dans l'Ass. prochaine. T. VI, p. 1749 & suiv.

En l'Ass. de 1725, l'affaire n'est point encore trouvée en état: elle est renvoyée à l'Assemblée suivante. T. VII, p. 511.

Le Syndic du Diocèse de Cominges se pourvoit, sur la même affaire, à l'Assemb. de 1735. L'Ass., sur l'avis de la Commission, rejette la demande, 1°. sur ce que l'affaire a été jugée par les Assemb. de 1651 & de 1670, qui ont ordonné que ce Diocèse ne se trouvant point dans le département de 1646, mais dans celui de 1657, fait par M. l'Evêque de Cominges, on le suivroit; 2°. sur l'acquiescement de ce

1723.

1715.

1735.

Diocèse aux délibérations desdites Assemblées. Le Diocèse de Couferans étoit intéressé dans l'affaire : Requête en conséquence dudit Diocèse. T. VII, p. 1464 & f. *Requête*, P. J. p. 386 & f. 6°.

L'Eglise de Cominges n'avoit jamais été assujettie au Droit de Régale; on commença à le lui demander en 1646. *Voyez* Régale, §. II, année 1645.

COMMANDERIES.

COMMANDERIES militaires & séculières, auxquelles on doit unir une partie des revenus des Bénéfices. *Voyez* Commendes, n° IV.

Commanderie de S. Louis, créée par Edit de 1635, en faveur des Soldats estropiés. *Voyez* Soldats.

COMMENDES.

Leur ancienneté.

I. L'INSTITUTION des Commendes est ancienne. Floart, en son Histoire de Reims, rapporte que Louis le Débonnaire, environ l'an 850, donna en Commende l'Abbaye de S. Pierre de Reims, à Alphéide, & lors, dit Floart, l'on commença à bailler en Commende les Bénéfices réguliers. T. II, p. 80.

Espèces différentes.

II. Deux sortes de Commendes; les temporelles & les perpétuelles: les premières n'étoient qu'un simple dépôt ou garde, pour six mois d'ordinaire, ou pour autre temps: celles-là ne font point en titre de Prélatures: les perpétuelles sont de vrais titres Canoniques & des Prélatures: elles sont autorisées par le Concile de Thionville en 845, & confirmées par le Pape Léon en 847, depuis lequel temps les Commendes ont été réputées pour vrais titres Canoniques. T. II, p. 80.

Abbayes exceptées de la Commende.

III. En l'Assemb. de 1585, l'Abbé de Ste. Genevieve prie la Compagnie de supplier le Roi, que son Abbaye, qui avoit toujours été en règle, ne puisse tomber en Commende; il fut arrêté que S. M. seroit suppliée d'accorder la Requête du sieur Abbé, & que les Commendes n'aient plus lieu dorénavant. T. I, p. 314.

Les Commendes n'ont point lieu & ne doivent l'avoir pour les Abbayes, Chefs d'Ordres.

L'Assemb. de Poissy les défend pour tous les Chefs d'Ordres, & autres Maisons principales qui sont dénommées filles desdits Chefs d'Ordres. T. I, P. J. p. 14.

C'est l'objet du Cahier de l'Assemblée de 1598, art. 8, auquel est con-

forme l'art. 8 du Cahier de l'Assemblée de 1600, accordé par le Roi. T. I, P. J. p. 162, 174.

IV. Sur le bruit des poursuites qui se faisoient vers le Pape, pour ériger des Commendes militaires & séculières, & icelles doter des biens de l'Eglise, l'Assemblée de Melun, par son Cahier, supplie Sa Majesté de déclarer qu'elle n'entend employer les biens d'Eglise à la fondation d'aucunes Commendes militaires & séculières: elle est suppliée aussi de faire cesser l'exaction & levées des annates des Bénéfices vacants. Recueil, p. 1094 & suiv.

V. L'Assemblée de Poissy, dans ses décrets sur la réformation, propose plusieurs Règlements touchant les Commendes & ceux qui en sont pourvus: elle veut que les Commendataires parvenus à l'âge de Prêtrise, se fassent ordonner Prêtres: elle les oblige à une résidence de six mois, à prêcher eux-mêmes, ou à entretenir des Prédicateurs à leurs dépens, à exercer l'hospitalité, à donner la nourriture & un entretien convenable à leurs Religieux, à se conduire de manière à leur servir de modèle & d'exemple, &c. T. I, P. J. p. 14.

Le Cahier présenté au Roi par la Chambre ecclésiastique des Etats de 1614, art. 109, porte, qu'en chaque Monastère, où il y aura nombre de Religieux, on entretiendra aux dépens des Commendataires un Régent, pour enseigner les jeunes, & lesdits Commendataires seront tenus de fournir annuellement 60 livres, outre la Pension ordinaire, à un Religieux de ladite maison, pour étudier en Théologie, au cas que le Monastère puisse porter la nourriture & l'entretien de douze Religieux. Recueil, p. 1190.

Les Commendataires ne sont point tenus de payer la part des subventions & impositions extraordinaires à laquelle sont taxées les Menfes conventuelles, nonobstant toutes transactions passées entre lesdits Commendataires & les Religieux. *Voyez* Abbés, n° VII.

Sur d'autres charges des Commendataires. *Voyez* Abbés, n° V.

VI. Sur les marques honorifiques qui conviennent & sont attribuées aux Abbés Commendataires. *Voyez* Abbés, n° IX.

Sur les contestations de préséance entre les Abbés Commendataires & les Doyens ou autres Dignités des Chapitres. *Voyez* Abbés, n° XII.

COMMISSAIRES

Commendes militaires & séculières.

Décrets de l'Assemblée de Poissy.

Marques honorifiques.

Préséance.

pour luites qui
, pour ériger
es & séculie-
biens de l'E-
clun, par son
esté de déclai-
oyer les biens
aucunes Com-
mies : elle est
sser l'exaction
Bénéfices va-
& suiv.

oilli, dans ses
n, propose plu-
nant les Com-
font pourvus ;
endataires par-
se, se fassent
es oblige à une
à prêcher eux-
r des Prédica-
exercer l'hospi-
turriture & un
eurs Religieux,
re à leur servir
, &c. T. I, P.

au Roi par la
des Etats de
qu'en chaque
nombre de Re-
ra aux dépens
Régent, pour
e ledits Com-
pus de fournir
outre la Pen-
eligious de la-
ier en Théolo-
tere puisse por-
tretien de dou-
p. 1190.

ne sont point
es subventions
naires à laquel-
es conventuel-
anfactious pas-
mendataires &
bbés, n°. VII.
des Commen-
n°. V.

onorifiques qui
ibuées aux Ab-
Voyez Abbés,

de préséance
ndataires & les
tés des Chapi-
XII.

MISSAIRES

COMMISSAIRES DU PAPE.

I. Il y eut, lors de l'Assemblée de 1585, une négociation difficile entre les Députés de cette Assemblée & les Sgrs. Commissaires délégués par le Pape, pour l'exécution de sa Bulle, portant faculté d'aliéner des biens d'Eglise pour 100000 écus de Rentes. Voyez Aliénation, §. II, n°. VII.

II. Sur les Commissaires nommés par le Pape, pour juger des Evêques en France. Voyez Evêques, §. XI.

COMMISSAIRES DU ROI
ENVOYÉS AUX ASSEMBLÉES
DU CLERGÉ.

§. I. Observations générales.

I. Du temps des premières Assemblées du Clergé, nos Rois n'envoyaient des Commissaires qu'aux grandes Assemblées, qu'on appelle du Contrat : celles des Comptes n'étoient pas considérables ; on devoit les tenir tous les deux ans : mais ces Assemblées, quelque temps après, étant devenues plus nombreuses, les Rois y ont envoyé leurs Commissaires comme aux grandes.

II. C'est la coutume que les Commissaires du Roi n'aillent point aux Assemblées, qu'elles n'en soient averties.

III. Sous le règne de Louis XIV, il s'est introduit un usage que Mrs. les Commissaires vont la première fois à l'Assemblée de la part du Roi, pour l'assurer seulement de sa protection & de sa bienveillance : ils y vont ensuite demander le renouvellement du Contrat & le Don-gratuit. Il ne paroît rien de cet usage dans les Procès-verbaux des anciennes Ass. C'est une opinion commune que cette coutume a commencé dans l'Ass. de 1660.

IV. On peut observer sur la réception des Commissaires, 1°. leur nombre ; 2°. leurs qualités ; 3°. celui d'entre eux qui présente la Lettre du Roi & qui porte la parole ; 4°. le nombre des Députés du Clergé, qui vont les recevoir ; 5°. le pas & la marche des Commissaires & des Députés du Clergé pour les recevoir. On rapportera, sur tous ces Chefs, des extraits des Procès-verbaux des différentes Assemblées. *Infra*, §. II.

V. Il n'y a point de règle sur le nombre des Commissaires, que le Roi veut bien envoyer aux Assemblées.

Table de la Coll. des P. V.

VI. Ce n'est pas la même chose sur les qualités des Commissaires. L'Ass. de 1655 demanda que le premier fût toujours un Officier de la Couronne : elle voulut même changer l'usage d'envoyer deux Députés, lorsque le premier des Commissaires n'auroit point cette qualité. On verra, dans les extraits des Procès-verbaux, ce qui a été pratiqué dans les anciennes Ass. *Infra*, §. II.

VII. Il paroît par les Procès-verbaux des premières Assemblées, où la séance des Commissaires a été remarquée, qu'ils prenoient place immédiatement après le Prélat qui présidoit, au dessus des autres. La Chambre ecclésiastique des Etats de 1614, a changé cet ordre : elle leur fit donner des fauteuils devant le Bureau vis-à-vis des Présidents.

VIII. On n'a rien observé dans les Procès-verbaux des anciennes Assemblées, sur le nombre déterminé des Députés qui vont recevoir Mrs. les Commissaires. On peut présumer que l'Assemblée de 1655 & les autres qui ont assuré, dans les Procès-verbaux, que les anciennes Assemblées ont envoyé deux Députés du premier Ordre, pour recevoir chaque Commissaire, parce qu'il y avoit un Officier de la Couronne, en ont été informées par d'autres voies.

IX. Dans toutes les Assemblées tenues avant celle de 1665, le premier des Commissaires a présenté la Lettre du Roi au Président de l'Assemblée, quoiqu'un Secrétaire d'Etat fût un des Commissaires.

L'Assemblée de 1655 demanda que la Lettre de S. M. fût présentée par le Secrétaire d'Etat qui a le département du Clergé. On voit, dans la séance du 6 Mars 1656, qu'elle ne l'obtint pas, & que M. d'Aligre présenta la Lettre du Roi, quoique M. du Plessis, Secrétaire d'Etat, fût un des Commissaires. Le Roi a bien voulu l'accorder dans la suite, & depuis l'Ass. de 1665, on en a fait un usage, avec cette différence que le premier des Commissaires présentait cette Lettre du Roi au Prélat qui présidoit, & que dans l'usage qui a suivi, le Secrétaire d'Etat la donne à un Secrétaire de l'Ass., qui la présente au Président.

X. A l'égard de la droite dans la marche, & du pas aux portes, si les Commissaires l'avoient, ou s'ils le cédoient aux Prélats qui venoient les re-

N n

cevoir? On n'en a rien observé dans les Procès-verbaux des Assembl. qui ont précédé celle de 1635. Les Procès-verbaux de plusieurs Assemblées, tenues depuis, rendent témoignage que c'étoit un usage observé de tout temps, lorsque deux Evêques vont recevoir un Commissaire du Roi, que l'ancien Evêque a le pas à la porte, & ensuite le Commissaire, & que lorsqu'il n'y a qu'un Evêque, qu'il a toujours la droite & le pas.

Toutes ces observations sont extraites des Mémoires du Clergé. T. VIII, p. 612 & suiv. On peut voir si elles sont conformes aux extraits qu'on va rapporter dans le §. suiv.

§. II. *Extraits des Assemblées, selon l'ordre de leurs dates, en ce qui concerne les Commissaires du Roi.*

1561. En l'Ass. de Poissy, en 1561, Mrs. de Gonnor, Surintendant des Finances, depuis Maréchal de France, & du Mortier font envoyés à Poissy, pour la subvention : M. de Guise & M. le Connétable y font envoyés depuis pour le même sujet; *il n'est rien dit de leur réception.* T. I, p. 21, 22.

1579. En l'Ass. de Melun, les Promoteurs ayant été avertis que le Prévôt des Marchands de Paris, un Echevin & le Receveur, étoient arrivés à Melun pour être ouïs en l'Assemblée, & que le Président de Bellievre devoit bientôt y venir de la part du Roi; il fut ordonné que le sieur de Bellievre, venant seul, seroit reçu dès le Cloître du Couvent des Carmes, par un Evêque, un Abbé, accompagnés des Promoteurs, & auroit place après les Sgrs. Présidents de l'Assemblée; que s'il venoit accompagné desdits Prévôt & Echevin, il seroit en même rang & accueilli comme ci-dessus, & les sieurs Prévôt & Echevin, seroient reçus au côté gauche après les Evêques; & que si ces derniers venoient seuls, les Promoteurs & autres deux de la Compagnie, iroient au devant d'eux. T. I, p. 151.

1584. En l'Assemb. de 1584, M. de Ros- taing, Chevalier de l'Ordre, & Conseiller d'Etat, envoyé pour la demande du Don; *il n'est rien dit de sa réception.* T. I, p. 259.

1585. En l'Assemblée de 1585, 1°. M. de Biron, Chevalier des Ordres, avec M. de Bellievre; 2°. le Maréchal de Retz,

avec M. de Bellievre; 3°. le Duc de Mayenne, Mrs. de Bellievre & de Chennailles; *rien sur leur réception.* T. I, p. 286 & suiv.

En l'Ass. de 1588, M. de Bellievre pour la demande d'un secours; *rien dit sur sa réception.* T. I, p. 429 & suiv.

En l'Ass. de 1595, M. de Bellievre: un Evêque, avec quatre ou cinq Députés, vont au devant de lui : on le fait asseoir en la chaire la plus voisine du Président : en sortant, on le fait accompagner par deux Prélats jusqu'à son carrosse. T. I, p. 537.

En l'Assemb. de 1600, M. de Mail- li, Conseiller d'Etat; *rien sur sa réception.* T. I, p. 669.

En l'Assemblée de 1605, M. Huraut de Maillé; il prend place entre Mrs. les Présidents & Mrs. les Archevêques. T. I, p. 733.

En l'Assemblée de 1608, Mrs. de Châteauneuf & de Pontcarré, Con- seillers d'Etat; *rien sur leur réception.* T. I, p. 792.

En l'Assemb. de 1612, le Président Jeannin; *rien sur sa réception.* T. II, p. 34.

Aux Etats de 1614, M. le Duc de Ventadour est envoyé, par S. M., à la Chambre ecclésiastique. L'Archevê- que de Bourges, & les Evêq. du Gouver- nement de Languedoc [il en étoit Gouverneur,] vont le recevoir, & le conduisent à la chaire qui lui étoit préparée vis-à-vis de Mrs. les Cardi- naux. T. II, p. 151.

M. le Maréchal de Brissac est envoyé à la même Assemb. L'Arch. de Lyon, quatre autres Prélats & autant de Dé- putés vont le recevoir au Cloître : il est conduit à une chaire vis-à-vis de Mrs. les Cardinaux, & reconduit par les mêmes. T. II, p. 199, 200.

En l'Ass. de 1619, M. de Caumar- tin, Conseiller d'Etat, & M. de Cas- tilles; ils sont reçus, à l'entrée des Jacobins, par les sieurs Agents, & à la porte de l'Assemblée, par deux Evê- ques & quatre du second Ordre; ils sont reconduits de même. T. II, p. 329, 330.

La même Assemb. envoie au devant du sieur Tronson, Secrétaire du Roi & de son Cabinet, & porteur d'une Lettre de S. M.; un des Agents, qui va le prendre à l'Eglise, pour le con- duire à l'Assemblée, à la porte de la- quelle un Evêque & deux Députés vont le recevoir. T. II, p. 335.

L'Ass. de 1621 envoie au devant de

M. de Vic, Conseiller d'Etat, & de M. du Houssai, Intendant des Finances, deux Evêques & quatre du second Ordre, pour aller les prendre à la porte de la salle, & les nouveaux Agents à la porte de l'Eglise: ils sont reconduits de même: ils avoient présenté la Lettre du Roi au Sgr. Président. T. II, p. 361, 362.

En l'Ass. de 1625, Mrs. de Marillac, Surintendant des Finances, & de Chevri, Conseiller d'Etat, se font annoncer; l'Ass. envoie au devant d'eux, deux Archevêques, deux Evêques, deux du second Ordre, les deux anciens Agents, & le sieur de S. Sivié, nouvel Agent, lesquels accueillirent les sieurs Commissaires à la porte de l'Eglise, qui répond au Cloître des Augustins, & les accompagnèrent jusqu'à deux chaises à bras, placées vis-à-vis de Mrs. les Présidents. M. de Marillac présenta la Lettre du Roi, & l'Evêque du Mans la prit: ils furent reconduits de même. T. II, p. 425, 429, 430.

En la même Ass. se font annoncer, M. le Maréchal de Chomberg & deux autres Commissaires du Roi: cinq Prélats partent & cinq du second Ordre, pour aller les recevoir à la porte de l'Eglise, qui répond au Cloître, où les ayant pris, ils les ont accompagnés jusqu'à trois chaises à bras, vis-à-vis de Mrs. les Présidents: les mêmes les ont reconduits jusqu'au même endroit où ils les avoient reçus. T. II, p. 446, 447.

En l'Ass. de 1628, Mrs. de Châteaufort & d'Auguerres s'étant fait annoncer, les Agents vont les recevoir à la porte de la rue; trois Prélats & un Député du second Ordre, les reçoivent au pied du degré de la salle: ils sont placés sur deux chaises à bras, vis-à-vis du Sgr. Président. T. II, p. 625.

En l'Ass. de 1635, les Agents vont prendre Mrs. de Léon & Aubri, Conseillers d'Etat, à la première porte de l'Eglise; quatre Prélats & autant du second Ordre, les reçoivent à la porte de l'Eglise, entrant au Cloître; les conduisent jusqu'aux deux chaises, vis-à-vis des Présidents, où s'étant assis, puis relevés, ils remettent au Président la Lettre du Roi; reconduits par les mêmes. T. II, p. 646, 647.

L'Ass. de Manes, en 1641, envoie au devant de M. de Léon Brulart, Conseiller d'Etat, & M. d'Hémeri, Intendant des Finances, deux Prélats, deux du second Ordre, avec deux Agents,

pour les recevoir à l'arrivée, & conduire au retour jusques sur les degrés de l'escalier, & les Agents pour les accueillir & conduire au carrosse; ils sont placés en deux chaises, devant le Bureau, vis-à-vis des Présidents. M. de Léon présente au Sgr. Président la Lettre du Roi. T. III, p. 29.

L'Ass. de 1645 a examiné plus particulièrement ce qui concerne la réception des Commissaires du Roi: elle observe d'abord que, suivant la coutume, l'Assemblée doit être prévenue & avertie: ensuite, après avoir vu les Procès-verbaux des précédentes Ass. il est remarqué, qu'il y a deux fortes d'Ass. les unes de cinq en cinq ans, & les autres de dix en dix ans, pour le renouvellement du Contrat: dans les premières, le nombre des Députés étant moindre, on envoie, pour recevoir chaque Commissaire du Roi, un Député de chaque Ordre; aux autres Ass., comme le nombre des Députés est plus grand, aussi envoie-t-on, pour chaque Commissaire, deux Députés de chacun Ordre: les Députés vont recevoir les sieurs Commissaires à la petite porte de l'Eglise, qui entre dans le Cloître, où étant & recevant lesdits sieurs Commissaires, le plus ancien Evêque prend la droite du premier Commissaire qu'il conduit, & passe devant à toutes les portes; & de même chacun des autres Prélats envers le Commissaire qu'il conduit; & lorsqu'il y a deux Prélats pour recevoir chaque Commissaire, celui-ci marche au milieu d'eux, en sorte que le plus ancien Prélat tient toujours la droite, marche le premier aux portes, le Commissaire passant après, & puis l'autre Evêque qui l'accompagne; & ainsi pour les autres: même ordre observé au retour: en venant ils sont conduits à la salle de l'Ass. jusqu'aux chaises qui leur sont préparées vis-à-vis les Sgrs. Présidents.

Quatre Commissaires ayant été envoyés à l'Ass. de 1645, huit Députés de chaque Ordre ont été les recevoir, en observant ce que dessus: après avoir salué la Compagnie, les sieurs Commissaires se sont assis, puis relevés, M. de Léon Brulart, l'ancien, a donné la Lettre au Sgr. Président, & a porté la parole. T. III, p. 203, 204.

En l'Ass. de 1650, première visite au sujet de l'Assemblée mandée à Saintes, de M. d'Aligre, Conseiller d'E-

tar, & de M. du Plessis, Secrétaire d'Etat; seconde visite au sujet du Don, de Mrs. d'Aligre & de Gargan: quatre Députés vont les recevoir, en observant le cérémonial expliqué ci-dessus par l'Assemblée de 1645. T. III, p. 511 & suiv.

1655.

Dans l'Ass. de 1655, délibération prise sur la manière de recevoir les Commissaires du Roi, & sur la qualité d'Officier de la Couronne que doit avoir l'un d'eux: à l'égard du nombre des Députés, il fut vérifié que les Assemblées de 1615, 1635 & 1645 avoient envoyé deux de chaque Ordre à chaque Commissaire, sans faire aucune différence dans la réception qu'il falloit faire à un Officier de la Couronne, & à un qui ne l'étoit pas: à l'égard de la qualité d'Officier de la Couronne, exigée pour l'un des Commissaires, il fut justifié par les actes des Assemblées de 1580, 1586, 1588, que S. M. avoit envoyé, pour premier Commissaire, un Officier de la Couronne. Le Promoteur représente ensuite qu'il ne paroît pas pourquoi les grandes Assemblées devoient députer un plus grand nombre que les petites; que la raison prise de ce qu'elles étoient plus nombreuses, n'étoit pas assez forte pour autoriser un usage contraire à ce qui s'observe dans les Cours Souveraines, qui ne députent jamais que deux de leur Corps, pour recevoir les Commissaires que le Roi leur envoie.

L'Assemblée, après avoir fait toute la réflexion qu'elle devoit sur cet exposé, délibération prise par Provinces, arrêta de supplier le Roi d'envoyer à la Compagnie un Officier de sa Couronne, auquel cas il seroit reçu par deux Députés de chaque Ordre, & ceux qui l'accompagneroient, par un seul de chaque Ordre; & que si ceux qui lui seront, envoyés ne sont pas de cette condition, on ne leur députeroit, à l'avenir, qu'un du premier & un du second Ordre, tant pour les Assemblées décennales, qu'autres Assemblées.

Le Roi, par une Lettre écrite à la Compagnie, trouva bon que cette délibération fût exécutée à l'avenir; néanmoins que l'Assemblée, ayant déjà commencé à recevoir les Commissaires avec un plus grand nombre de Députés, S. M. desiroit que, pendant le cours d'icelle, la même réception leur fût continuée: l'Ass. donna au Roi cette satisfaction; mais arrêta, qu'à l'avenir, sa délibération seroit exécutée. Quatre

Commissaires avoient été envoyés d'abord, dont M. de Guénégaud, Secrétaire d'Etat; l'Assemblée les avoit envoyés recevoir par huit Prélats & autant du second Ordre. M. d'Aligre, premier Commissaire, remit la Lettre du Roi entre les mains du Sgr. Président. T. IV, p. 31 & suiv.

La même Ass. de 1655 se plaignit au Card. Mazarin, de ce que Mrs. les Commissaires, à la première visite, ne s'étoient pas tenus dans les termes d'un simple compliment; mais avoient ajouté une demande d'argent, avec des termes fort pressants: Son Éminence témoigna entrer dans les sentiments de l'Assemblée, & ajouta que bien que Mrs. les Commissaires eussent en cela suivi l'exemple des Assemblées de 1645 & de 1650, ils avoient néanmoins outrepassé leur Commission; ce que S. M. seroit connoître par une Lettre qui seroit écrite à la Compagnie. T. IV, p. 34.

La même Assemblée, témoigna, à M. le Cardinal, le desir qu'elle avoit que les Lettres du Roi, dont se trouvent chargés les Commissaires, fussent présentées à la Compagnie, par le Secrétaire d'Etat, ou autre Officier de la Couronne; ce qui ne s'étoit point observé dans la première visite desdits Commissaires: M. le Cardinal s'offrit d'en parler au Roi. *Ibid.*

L'Ass. de 1660, au retour du voyage du Roi, avoit été en Corps rendre les respects à S. M.: le Roi, de son côté, lui envoya quatre Conseillers d'Etat, dont M. d'Aligre, pour la saluer de la part de S. M. Seconde visite pour le Don, où deux desdits Commissaires manquent, l'un étant malade & l'autre empêché, dont M. d'Aligre fait des excuses à la Compagnie: dans chaque visite, un Député de chaque Ordre, envoyé pour chaque Commissaire: même cérémonial que ci-dessus en 1645: la Lettre du Roi, présentée au Prélat, Président, par M. d'Aligre: aucun Secrétaire d'Etat. T. IV, p. 477 & suiv., 537 & suiv.

En l'Ass. de 1665, cinq Commissaires du Roi, dont M. d'Aligre & M. de Guénégaud, Secrétaire d'Etat, pour la saluer de la part de S. M. Seconde visite des mêmes Commissaires, pour la demande du Don. Dans l'une & l'autre visite, M. l'Arch. de Toulouse & dix-neuf autres Députés vont les recevoir suivant l'usage accoutumé (Suprà 1645.) Les Lettres de S. M. sont présentées à la Compagnie, par le Se-

1670.

1660.

1665.

1675.

envoyés d'a-
gnaud, Secré-
les avoit en-
relats & au-
M. d'Aligre,
mit la Lettre
du Sgr. Prési-
v.

se plaignit
que Mrs. les
visites, ne
termes d'un
avoient ajou-
avec des ter-
Eminence té-
niments de
ien que Mrs.
en cela suivi
1645 & de
insoutrepas-
S. M. feroit
e qui feroit
T. IV, p. 34.
oigna, à M.
lle avoit que
e se trouvent
fussent pré-
par le Secr.
Officier de la
oit point ob-
visites desdits
rdinal s'offrit

our du voyage
rps rendre les
de son côté,
illers d'Etat,
a saluer de la
visite pour le
Commissaires
plade & l'au-
d'Aligre fait
ie : dans cha-
e chaque Or-
e Commissai-
e ci-dessus en
présentée au
d'Aligre : au-
IV, p. 477

Commissai-
igre & M. de
d'Etat, pour
M. Seconde
saires, pour
ans l'une &
de Toulouse
ts vont les re-
ourumés (Su-
de S. M. font
ie, par le Se-

crétaire d'Etat. T. IV, p. 836 & suiv.,
887 & suiv.

Le Roi envoi une Lettre à l'As-
semblée, où il marque, qu'il fait gré
à la Compagnie de ce que, sans s'ar-
rêter à la délibération de l'Assemblée
de 1655, elle a envoyé deux Députés
de chaque Ordre, au devant de chacun
de ses Commissaires, desirant qu'à l'a-
venir dans toutes les Assemblées du
Clergé qui se tiendront, il en soit usé
de même, nonobstant ce qui est por-
dans la dépêche de S. M., du 11 Mars
1656. T. IV, p. 892, 893.

En l'Assemb. de 1670, M. le Prési-
dent fait rapport à la Compagnie qu'il
avoit trouvé dans les Procès-verbaux,
que, dans les grandes Assemblées, on
envoyoit, devant les Commissaires du
Roi, deux Députés de chaque Ordre,
parce qu'anciennement c'étoient des
Officiers de la Couronne; ce qui fut
cause qu'en 1655 le Roi écrivit à l'Ass.
que son intention étoit qu'elle en usât
comme les précédentes, pour le nom-
bre des Députés qu'elle enverroit; mais
qu'il avoit trouvé que l'usage des pe-
tites Assemb. n'étoit pas de même en
ce que celles de 1641, 1650, 1660,
n'avoient député qu'une personne de
chaque Ordre, & que s'il falloit que
cette Assemblée en députât davantage
& conformément aux grandes, l'As-
semblée se trouveroit vide; ce qui
l'avoit obligé de représenter ces raisons
à M. Colbert, pour en parler au Roi:
S. M. y ayant égard, écrivit à l'Assem-
blée, que son intention étoit qu'aux
grandes Assemblées il soit envoyé deux
Députés de chaque Ordre, au devant
de chacun des Commissaires, & aux
petites Assemb., un Député de chaque
Ordre seulement. T. V, p. 14, 15.

En conséquence, dans les deux vi-
sites faites à la Compagnie, l'une pour
la saluer de la part de S. M., l'autre
pour la demande du Don, par quatre
Commissaires de S. M., dont M. d'A-
ligre portant la parole, & M. Colbert,
Secrétaire d'Etat, qui remet la Lettre
du Roi entre les mains du Secrétaire,
la Compagnie les envoi recevoir par
quatre Députés de chaque Ordre: mê-
me cérémonial que ci-dessus en 1645,
pour la marche, le pas & la main. T.
V, p. 15 & suiv., 44 & suiv.

L'Assemb. de 1675 a été tenue au
Château neuf de S. Germain: comme
le lieu se trouvoit différent des autres
précédents, il fut arrêté, que Mrs. les
Agents, qui avoient coutume dans ces

COMMISSAIRES.

autres lieux d'aller au devant de Mrs.
les Commissaires jusqu'à la porte de
l'Eglise, pourroient se trouver à la des-
cente du carrosse, & Mrs. les Dépu-
tés des deux Ordres, à l'entrée de la
salle des Gardes. T. V, p. 177.

En cette Assemblée & dans les deux
visites des quatre Commissaires du Roi,
l'une pour saluer la Compagnie de la
part de S. M., l'autre pour le Don, tout
s'y passe comme dans les grandes Assi-
& suivant le Cérémonial ci-dessus, en
1645, tant pour le pas & la main, que
pour le reste. T. V, p. 177 & suiv., 218
& suiv.

En l'Assemb. de 1680, mêmes visites
des Commissaires de S. M., au nombre
de quatre, reçus comme dans les peti-
tes Assemb., & avec le Cérémonial ac-
coutumé ci-dessus, 1645. T. V, p. 299
& suiv., 306 & suiv.

L'Ass. de 1685, se tenant au Château
de S. Germain, il est arrêté, que les
Agents iront recevoir Mrs. les Com-
missaires à la descente de leurs carrosses,
& que les Sgrs. Députés les recevront
à la porte de la salle des Gardes. Deux
visites accoutumées de quatre Commis-
saires, dont un Secrétaire d'Etat, reçus
par huit Députés de chaque Ordre, &
avec le Cérémonial ordinaire comme
ci-dessus, 1645, tant pour le pas & la
marche, que pour le reste. T. V, p. 568,
569, 575 & suiv.

En l'Ass. de 1690, deux visites ac-
coutumées, l'une de simple compliment
de la part de S. M., l'autre pour le Don:
six Commissaires envoyés, dont un Se-
crétaire d'Etat, reçus comme dans les
petites Assemblées, par six Députés de
chaque Ordre: même Cérémonial en
tout que ci-dessus, 1645. T. V, p. 647,
648, 660 & f.

Les Procès-verbaux des Assemblées
suivantes font preuve des mêmes usages
exactement observés. Dans les Assemb.
ordinaires, les deux visites accoutumées
des Commissaires du Roi, parmi les-
quels ils s'est toujours trouvé un Se-
crétaire d'Etat, qui remet lui-même la
Lettre de S. M. au Secrétaire de l'Ass.:
lesdits Commissaires, tantôt au nom-
bre de trois, plus souvent quatre, assez
souvent jusqu'à cinq: ces mêmes Com-
missaires reçus dans les petites Assemb.
par un Député de chaque Ordre, pour
chaque Commissaire, & dans les gran-
des par deux Députés: même Cérémoni-
al que ci-dessus, en 1645, pour la
marche, le pas & la main. Point d'autre
différence dans les Ass. extraordinai-

res, sinon qu'il n'y a, de la part des Commissaires du Roi, qu'une seule visite faite à l'Ass., savoir, celle pour la demande du Don-gratuit.

Voyez sur tous ces objets:

- Pour l'Ass. extraordinaire de 1693. T. VI, p. 28 & f.
- Pour l'Ass. de 1695. T. VI, p. 102 & suiv., 130 & f.
- Pour l'Ass. de 1700. T. VI, p. 367 & suiv., 387 & f.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1701. T. VI, p. 627 & f.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1702. T. VI, p. 690 & f.
- Pour l'Ass. de 1705. T. VI, p. 744 & suiv.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1707. T. VI, p. 951 & f.
- Pour l'Ass. de 1710. T. VI, p. 1005 & suiv.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1711. T. VI, p. 1184 & f.
- Pour l'Ass. de 1715. T. VI, p. 1342 & suiv. *Tout le Cérémonial y est très-bien circonscrit, & on peut, dans l'occasion, y avoir recours. On a aussi de cette Ass., sur le même sujet, l'art. 1 du Règlement qu'elle a fait au titre des Assemb. Gén.* T. VI, P. J. p. 493.
- Pour l'Ass. de 1723. T. VI, p. 1562 & f., 1588 & f.
- Pour l'Ass. de 1725. T. VII, p. 39 & f.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1726. T. VII, p. 605 & f., 614 & f.
- Pour l'Ass. de 1730. T. VII, p. 902 & f., 919 & f.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1734. T. VII, p. 1255 & f.
- Pour l'Ass. de 1735. T. VII, p. 1342 & f.
- Pour l'Ass. de 1740. T. VII, p. 1560 & f., 1571 & f.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1742. T. VII, p. 1805 & f.
- Pour l'Ass. de 1745. T. VII, p. 1891 & suiv.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1747. T. VIII, p. 30 & f.
- Pour l'Ass. extraordinaire de 1748. T. VIII, p. 133 & f.
- Pour l'Ass. de 1750. T. VIII, p. 239 & suiv.
- Pour l'Ass. de 1755. T. VIII, p. 445, 454.
- Pour l'Ass. de 1758. T. VIII, p. 634 & suiv.
- Pour l'Ass. de 1760. T. VIII, p. 748 & suiv.
- Pour l'Ass. de 1762. T. VIII, p. 1028 & suiv.

Pour l'Ass. de 1765. T. VIII, p. 1154 & suiv.

Pour l'Ass. de 1770. T. VIII, p. 1637 & suiv.

Pour l'Ass. de 1772. T. VIII, p. 1942 & suiv.

Pour l'Ass. de 1775. Demande du Don. T. VIII, p. 2085 & f., 2095 & f.

Autre visite des Commissaires pour le renouvellement du contrat des rentes. T. VIII, p. 2119 & f.

COMMISSAIRES

AUX DÉCIMES.

I. LES Traitants avoient fait rendre un Edit, au mois de Nov. 1703, portant création de Commissaires aux décimes dans chaque Diocèse, à l'exemple des Commissaires des tailles créés au mois de Juin 1702. Ces nouveaux offices furent ensuite réunis à ceux des Receveurs & Contrôleurs Provinciaux & particuliers des décimes, par une Déclaration, du 4 Mars 1704. En exécution de cette Déclaration, il avoit été ordonné, par Arrêt du Conseil d'Etat du 5 Août 1704, qu'il seroit incessamment arrêté au Conseil des rôles, jusqu'à la concurrence de la somme de 1200000 liv., à laquelle S. M. fixoit la finance de ces offices, avec les deux sols pour livre; pour raison de quoi on leur donnoit des augmentations de gages au denier 16.

Les Receveurs & Contrôleurs des décimes se réunirent pour présenter à l'Ass. de 1705, un Mémoire, tendant à montrer que le Clergé avoit un notable intérêt à demander la révocation de ces Edits, Arrêt & Déclaration. L'affaire fut jugée très-importante : on nomma des Commiss. pour aviser aux moyens : ils exposèrent, dans leur rapport, que la création des Commissaires des décimes n'étoit pas nouvelle; que l'on apprenoit, par le Procès-verbal de 1641, que ces charges avoient été créées alors, & peu de temps après leur création, révoquées, sur les Remontrances du Clergé; que la taxe imposée sur les Officiers des décimes, est contraire à tous les contrats passés entre le Roi & le Clergé, & à tous les Edits & Déclarations données en conséquence, par lesquels il est expressément porté, que les Officiers des décimes sont Officiers du Clergé seulement, & sous sa protection; qu'il peut seul les taxer, & est en droit de les rembourser. Les Commissaires proposent ensuite deux moyens de réparer le tort que cette affaire faisoit au Clergé,

& d'en abolir tous les vestiges: après une mure discussion de ces moyens, l'Ass. délibère & arrête, 1°. de demander au Roi la révocation des Edits, Arrêts & Déclaration, par lesquels S. M. a créé les offices des Commissaires des décimes, & les a réunis à ceux des Receveurs & Contrôleurs; 2°. de supplier le Roi de donner un autre Edit, par lequel il les crée de nouveau en faveur du Clergé, pour en jouir & en disposer comme d'une chose à lui appartenante; 3°. & pour cet effet se mettre au lieu & place de ceux qui ont traité desdits offices, & les rembourser desd. 1200000 liv. qu'ils ont avancées, en précomptant les sommes qu'ils se trouveront avoir touchées des Receveurs & Contrôleurs, tant Provinciaux que Diocésains, & des Diocèses qui ont acquis ces offices; à condition que le Clergé jouira des 75000 liv. attribuées auxdits offices, qui seront assignées sur un fonds certain. L'Assemblée demande aussi l'exemption de payer les deux sols pour livre.

Ces objets de la délibération furent consentis par M. de Chamillart. Les Traitants le plainirent de la remise des deux sols pour livre accordée au Clergé sur les offices des Commissaires des décimes: tempérament pris à ce sujet: l'Ass. consentit à un dédommagement de 30000 liv., par-dessus les 1200000 l., pour tous frais: au moyen de quoi, le Clergé obtint la suppression du précédent Edit de création desdites charges, & en même-temps un nouvel Edit portant création des mêmes charges au nom du Clergé, qui en disposeroit à sa volonté, moyennant la somme de 1200000 liv. aux gages de 75000 liv. par an, au denier 16, & 30000 l. pour tous frais: ladite somme de 75000 liv. assignée sur l'état des finances de la Généralité de Paris.

L'Ass. régla ensuite quelques articles pour l'entière exécution & consommation de cette affaire, très-importante & très-difficile, par rapport aux Traitants & au Receveur-Général. T. VI, p. 817 jusqu'à 832. P. J. p. 345 & s.

II. L'Ass. de 1710 obtint de S. M., que les 75000 liv. de gages attribuées aux Commissaires des décimes, & depuis données en augmentation de gages aux Officiers des décime, qui étoient assignées sur la Généralité de Paris, seroient assignées à l'avenir sur quelque autre Généralité, dont les fonds seroient plus libres. T. VI, p. 1121.

Les fonds ayant été assignés sur la Généralité de Montauban, les Receveurs eurent à se plaindre, à l'Ass. de 1715, qu'ils n'en avoient rien touché depuis plus d'un an. L'Ass. ordonna aux Agents de solliciter fortement l'affaire, & de demander que ce fonds certain fût assigné aux Receveurs des décimes. T. VI, p. 1476.

III. En l'Ass. de 1725, M. l'Archev. de Sens, Chef de la Commission, fait son rapport sur l'affaire des Commissaires aux décimes, ou des augmentations de gages acquis par les Diocèses, ou par les Officiers des décimes, au lieu des offices des Commissaires aux décimes: après avoir repris cette affaire des son origine, il en explique l'état actuel, savoir:

Qu'en 1710, il étoit dû quatre années & plus des gages, pour le paiement desquels un fonds de 75000 liv. étoit affecté sur la Généralité de Montauban; ce qui faisoit, avec la somme principale, 1513585 liv.: savoir, 1200 mille liv. pour le principal, & 293662 l. pour les gages dus des années 1716, 17, 18, 19, & 19914 liv. pour le remplacement des restants dus de 1715.

Que cette affaire intéressoit beaucoup le Clergé, puisqu'il étoit véritablement débiteur envers les Propriétaires de ces offices de Commissaires aux décimes, quoique le Roi en soit ensuite débiteur envers le Clergé, s'étant chargé envers lui d'en payer les arrérages & d'en rembourser les capitaux.

Que l'affaire ayant été examinée en 1719, par les Commissaires du Conseil nommés pour la liquidation & le remboursement, tant en principaux que gages, jusqu'au dernier Décembre 1719, des fonds à ce destinés, il en avoit été remboursé la somme de 1077441 l. des deniers de la Compagnie des Indes, par le sieur Géofroi, commis par Arrêt pour payer les dettes du Clergé; qu'il restoit donc à rembourser la somme de 436144 liv. due par le Roi au Clergé, & par le Clergé aux Propriétaires des offices.

Qu'il étoit survenu un autre Arrêt du Conseil du 19 Mai 1722, qui ordonne que lesdits remboursements seroient continués & faits par le Recev. Gén. du Clergé, à l'effet de quoi, il lui seroit remis, par le Garde du Trésor Royal, ladite somme de 436144 l. pour rembourser le restant dû auxdits Officiers, & pour jouir par eux des intérêts au denier 50, à commencer du premier Janvier 1720, dont le fonds

seroit faite en rentes sur les tailles créées par l'Edit de 1720.

Qu'il avoit été satisfait à cet Arrêt, par le grand nombre d'édits Officiers qui avoient fourni leurs quittances de remboursement à la décharge du Clergé, & dont le Receveur-Général devoit leur remettre la valeur en rentes sur les tailles.

Que le Roi ne jugeant pas que sa décharge soit complète, pour les remboursements déjà faits, & voulant y pourvoir d'une manière plus certaine, & faire un fonds pour le paiement de ladite somme qui reste due pour se libérer entièrement, projettoit de donner deux Arrêts du Conseil.

Qu'au moyen du premier Arrêt, le Roi seroit déchargé de toute obligation, tant en principal qu'en arrérages, pour les offices des Commissaires aux décimes, & le Clergé seul chargé, par l'acceptation des rentes sur les tailles, pour achever ledit remboursement; qu'au moyen du second Arrêt, les Officiers seroient forcés de recevoir, entre ci & le premier Juillet de 1726, le restant de ce qui leur étoit dû en rentes sur les tailles, & qu'alors le Receveur-Général remettroit le reste d'éd. rentes sur les tailles, qui n'auroient pas été reçues en remboursement au Trésor Royal, & que le Clergé en seroit déchargé.

Que l'avis de la Commission étoit, que l'Ass. pouvoit agréer les arrangements proposés & contenus dans les deux Arrêts: sur quoi, l'Ass. a délégué, que, quand les deux Arrêts auront été expédiés, le Receveur-Général du Clergé fera les diligences nécessaires pour consommer cette affaire à la décharge du Clergé, suivant les ordres de Mrs. les Agents. T. VII, p. 402 jusq. 408. P. J. p. 42, 43.

IV. En la même Ass. de 1725, M. l'Archevêque de Sens propose une demande du sieur Crozat, sur la même affaire des Commissaires aux décimes. La demande tendoit à obtenir le remboursement d'une somme payée de trop par le sieur de Pennautier au sieur Bourvalais, caution du Traitant de l'affaire des Commissaires aux décimes: ouï le Rapport de l'Archev. de Sens, le sieur Crozat a été renvoyé à se pourvoir contre la succession du sieur Bourvalais & ses Associés, cautions du Traitant, & les Agents chargés de lui donner aide & secours. T. VII, p. 374, 375. P. J. p. 28 & c.

COMMISSAIRES ENVOYÉS DANS LES PROVINCES.

I. LA Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, supplie S. M. de députer, de deux en deux ans, des Commissaires pris des trois Ordres, pour se rendre dans les Provinces, ouïr les plaintes de ses Sujets, & voir comment ceux qui ont les principales charges s'acquittent de leur devoir, & du tout, dresser de fideles Procès-verbaux: lesdits Commissaires ne devant être, ni originaires des Provinces, ni résidants en icelles, ni Officiers ou Pensionnaires du Roi. T. II, p. 156, 165.

II. Dans le temps que l'exercice de la Religion prétendue-réformée étoit toléré en France, le Roi envoyoit des Commissaires dans les Provinces pour examiner & juger les entreprises des Religioneux, & connoître des infractions faites aux Edits; l'un de ces Commissaires étoit Catholique, l'autre de ladite Religion. L'Ass. de 1665 supplie S. M. d'en envoyer dans les Provinces où il n'y en avoit point encore de nommés, & d'ordonner aux autres de se rendre incessamment sur les lieux, pour l'exécution de leur Commission; ce que S. M. promet.

Il étoit survenu plusieurs partages entre lesdits Commissaires; ils furent obligés d'envoyer leurs motifs au Conseil, pour iceux vus, y être fait droit. Le Commissaire député pour ceux de la Religion prétendue-réformée dans le Dauphiné, affectoit de retenir les siens pour en retarder le Jugement: l'Evêque d'Uzès, dans sa Remontrance au Roi, s'en plaignit, & S. M. donna des ordres à ce sujet. Il y eut un Arrêt expédié. T. IV, p. 903, 904, 905, 916.

L'Arrêt vuide une vingtaine de partages du Diocèse d'Uzès, en faveur des Catholiques, à la réserve de ceux qu'ils ont perdus, & trois ou quatre, lesquels sont interloqués. T. IV, p. 916.

On rapporte, dans la même Ass. de 1665, une Déclaration générale, contenant 56 articles importants, qui confirme les Jugements des Commissaires exécuteurs des Edits dans les Provinces, & qui doit servir de règle dans tous les lieux du Royaume, pour que dans les occasions, ce qui est porté par ladite Déclaration, soit exécuté avec uniformité. T. IV, p. 917.

COMMISSIONS.

astique aux
M. de dépu-
es Commis-
s, pour se
9, ouir les
ir comment
charges s'ac-
& du tout,
erbaux : les-
ant être, ni
ni résidants
ensionnaires

exercice de la
née étoit to-
nvoit des
vinces pour
reprises des
des infrac-
de ces Com-
, l'autre de
1663 supplie
des Provinces
ore de nom-
autres de se
lieux, pour
ission; ce que

partages en-
s furent obli-
au Conseil,
ait droit. Le
r ceux de la
mée dans le
tenir les liens
nt: l'Evêque
nce au Roi,
onna des or-
Arrêt expé-
05, 916.

aine de par-
en faveur des
e ceux qu'ils
tre, lesquels
916.

ême Ass. de
érale, contre-
, qui confir-
ommissaires
les Provin-
e regle dans
e, pour que
est porté par
xécuté avec

MISSIONS.

COMMITTIMUS.

COMMISSIONS.

Sur les Commissions ou Bureaux qui sont nommés par le Prélat, Président, en chaque Ass. Gén. Voyez Bureaux.

Sur la Commission de douze Prélats, Cardinaux, Archevêques & Evêques, nommée en 1719, pour la liquidation & le remboursement des dettes du Clergé. Voyez Rentes liquidées & remboursées.

COMMITTIMUS.

[DROIT DE]

I. Il est remonté à l'Ass. de 1670, que les nouvelles Ordonnances ne donnent point aux Evêchés, aux Chapitres, aux Abbayes, le droit de *Committimus*, que ces Corps étoient en possession d'avoir pour porter leurs Causes aux Requêtes du Palais; qu'en Provence le droit se trouvoit supprimé par la suppression de la Chambre des Requêtes; qu'il étoit cependant d'une très-grande conséquence, pour le Temporel des Bénéficiers, d'être maintenus dans ce droit. L'Ass. résout de faire des instances au Roi, pour qu'il lui plaise d'accorder auxdits Corps Ecclésiast. le droit de *Committimus* au petit Secau, conformément à leur possession. L'affaire est sollicitée, & M. Colbert répond qu'elle seroit traitée au premier jour devant le Roi, très-disposé de rendre justice au Clergé. T. V, p. 79, 80.

II. Le Roi avoit accordé, à tous les Evêques du Languedoc, un Arrêt de *Committimus* aux Requêtes du Palais, des Parlements où sont situés les Dioc. L'Ass. de 1680 sollicite, auprès de M. le Chancelier, un Arrêt semblable, mais général, pour tous les Evêques du Royaume, sans exception. L'Arrêt est accordé. T. V, p. 326.

L'Archev. de Toulouse, en l'Ass. de 1690, représente que la Déclar. obtenue pour conserver les Evêques au droit de *Committimus*, n'est que pour les biens dépendants des Evêchés; mais que n'en étant point fait mention pour les Causes purement personnelles, les Chambres des Requêtes ne vouloient point recevoir leurs Causes; qu'il seroit nécessaire d'obtenir un *Committimus* pour toutes les Causes qu'auront les Evêques, soit de leurs Bénéfices, soit civiles, personnelles, possessoires & mixtes. Le Sgr. Président observe, qu'il avoit oui dire à M. le Chancelier Seguier, qu'on n'en vouloit point faire une règle gé-

Table de la Coll. des P. V.

COMMUNAUTÉS.

nérale; mais que l'on n'en refuseroit point aux Particuliers. Arrêté qu'il en seroit parlé à M. le Chancelier. T. V, p. 681.

III. Le Receveur-Général du Clergé prie l'Ass. de 1690, de lui accorder la protection, pour obtenir un *Committimus*, afin de n'être point obligé de plaider pour les affaires qu'il a pour le Clergé, dans toutes les Jurisdiccions du Royaume. L'Ass. charge les Agents d'en parler à M. le Chancelier. T. V, p. 682.

IV. Sur le droit de *Committimus* dont jouissent les Agents-Généraux du Clergé. Voyez Agents, §. V, n°. X.

V. Le droit de *Committimus* n'a point lieu en fait de décimes. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

VI. Le droit a-t-il lieu dans les contestations entre les Curés primitifs, les Vicaires perpétuels & les Décimateurs, au sujet des portions congrues? Les Chambres des Requêtes sont-elles compétentes pour en connoître? Voyez Requêtes.

COMMUNAUTÉS.

I. AUCUN établissement d'Ordres, de Congrégations ou Maisons régulières, ne peut être fait sans le consentement de l'Evêque, & ce consentement doit être donné par écrit. C'est la disposition de l'art. 28 du Règlement des Réguliers. T. II, P. Just. p. 66.

Les Augustins-Déchaussés s'étoient introduits en la ville de Tarascon, dépendante du Diocèse d'Avignon, sans la permission de l'Archevêque, & même contre la défense expresse de son Officiel: après plusieurs procédures par eux faites pour s'y maintenir, ils s'étoient enfin adressés au Parlement d'Aix, qui avoit donné quelques Arrêts, portant que lesdits Religieux obtiendroient la permission du Sgr. Archev., & d'autres qui ne faisoient aucune mention de ladite permission; de sorte qu'ils se trouvoient alors établis par la seule autorité du Parlement, qui, par un dernier Arrêt, avoit commis le Doyen de Tarascon pour mettre la première pierre de leur Eglise. Sur la plainte qui en est portée à l'Assemblée de 1655, & sur le rapport des Commissaires nommés pour examiner l'affaire, il est délibéré qu'il seroit poursuivi au Conseil un Arrêt de cassation de ceux du Parlement d'Aix: Arrêt est obtenu, par lequel il est sursis à ceux du Parlement de Provence. T. IV, p. 206.

O o

II. En l'Assemblée des Prélats-Commisaires, tenue en 1619, il est remontré que toutes les Communautés Ecclésiastiques du Royaume, souffroient extrêmement de l'Arrêt du 16 Avril 1720, qui leur défendoit de faire aucun nouveau contrat de constitution, à peine de nullité; qu'elles recevoient journellement des remboursements des contrats qu'elles avoient, dont il étoit impossible de faire l'emploi. Sur quoi, l'Assemb. arrête de demander à S. M. la révocation de cet Arrêt, & de demander en même-temps la permission de conserver les rentes qu'elles ont sur les Diocèses, à trois pour cent, conformément à l'Arrêt du 10 Janvier, qui leur en accordeoit la faculté. Projet d'Arrêt dressé à ce sujet; il est refusé au Conseil. Représentations des Prélats à S. A. R., qui répond avoir des raisons fortes pour ne pas permettre aux Communautés de faire indifféremment toutes sortes de contrats de constitution; mais qu'il leur permettoit de placer sur les Diocèses les deniers provenant des remboursements, à condition que ce seroit au denier 50: Arrêt donné en conséquence. T. VI, P. J. p. 625, 626.

L'Ass. de 1725 charge les Commisaires du Temporel d'examiner les mesures que l'on pourroit prendre pour apporter quelques soulagemens aux pertes immenses des Communautés Religieuses, qu'elles ont faites dans ces derniers temps: elle députe à ce sujet à M. le Contrôleur-Général, dont la réponse est, qu'il étoit à la veille de conclure un arrangement par rapport à ces Communautés, qui iroit à leur soulagement, & qu'outre cela il donneroient de nouveaux ordres pour leur faire payer leurs rentes provinciales. T. VII, p. 506.

L'Ass. de 1726, dans sa Lettre au Roi sur les affaires de l'Eglise, lui recommande les Communautés Religieuses, & supplie S. M. de pourvoir à leurs besoins pressants. Le Roi répond favorablement. T. VII, p. 792, 793.

III. L'Ass. de 1675, pour fournir au paiement du Don-gratuit, propose & supplie le Roi de permettre que l'on rejette sur les Congrégations régulières une somme de 300000 liv., sans préjudice des taxes particulières auxquelles elles sont imposées dans leurs Diocèses. Le Roi fait difficulté de le permettre, à raison des contraintes & exécutions violentes, dont il faudroit user pour faire la levée, & que d'ailleurs il ne lui

paroissoit pas équitable, que les Communautés, qui sont déjà taxées dans les Diocèses, paient encore en général. T. V, p. 222, 223.

IV. Sur les acquisitions des Communautés & Gens de main-morte, & sur le droit d'amortissement à leur égard. Voyez Main-morte, Amortissement.

V. Les Communautés des Habitants du Dauphiné sont déchargées du luminaire des Eglises par M. l'Intendant: le Clergé s'y oppose. Voyez Décimateurs, §. I, n°. IV, V.

COMMUNION.

I. L'Ass. Gén. du Clergé, en 1700, a condamné les deux propositions suivantes sur la Communion: *Præcepto Communionis annua satisfi per sacrilegam Corporis Domini manducationem.... Frequens Confessio & Communio in his etiam qui gentilitur vivunt, est nota prædestinationis.* T. VI, P. J. p. 206.

II. Sur la Communion générale des Députés à la Messe Pontificale des Ass. du Clergé, & le Cérémonial qui s'y observe. Voyez Messe Pontificale du Saint-Esprit.

III. Sur la Communion Paschale. Voyez Confession.

COMPLIMENTS.

I. Sur les Compliments faits au Roi, à la Reine & à la Famille Royale, par les Assemblées du Clergé. Voyez Harangues.

II. Sur les Compliments de la part des mêmes Ass. à d'autres personnes de marque. Voyez Députations.

III. Sur les Compliments de la part des mêmes Ass. à des Députés desdites Ass. Voyez Visites, §. III.

IV. En l'Ass. de 1675, M. l'Archev. de Vienne ayant remercié le Sgr. Président, Archev. de Paris; ce Prélat répond, que les Compliments & remerciements étant défendus par des délibérations des Ass. précédentes, il prioit la Compagnie de les retrancher à l'avenir. T. V, p. 175.

V. Compliment fait par M. l'Archev. d'Auch, à M. l'Archev. de Narbonne, nommé à la charge de Grand-Aumônier, pendant la tenue de l'Assemb. de 1760. T. VIII, p. 1001, 1002.

COMPONENDES.

On appelle Componendes, en la Chambre Apostolique, toutes les taxes qui se font par composition, & dont il n'y a point de tarif. On a sur ce point

que les Com-
munes dans les
n général. T.

des Commu-
nités, & sur
à leur égard.
rtillement.
les Habitants
gées du lumi-
l'Intendant :
oyez Décima-

ION.

gée, en 1700,
positions sui-
on : *Præcepto
fit per sacrele-
ducationem....
munio in his
, est nota præ-*
p. 106.

générale des
ficale des Ass.
ial qui s'y ob-
ficale du Saint-

ion Paschale.

ENTS.

s faits au Roi,
e Royale, par
é. Voyez Ha-

nts de la part
personnes de
ons.

nts de la part
purés desdites

M. l'Archev.
le Sgr. Prési-
ce Prélat ré-
ents & remer-
par des déli-
ntes, il prioit
ncher à l'avc-

M. l'Archev.
de Narbonne,
Grand-Aumô-
de l'Assemb. de
1002.

YDES.

endes, en la
outes les taxes
on, & dont il
a sur ce point

les articles de la Remontrance du Par-
lement de Paris à Louis XI, où l'on re-
marque la plus grande partie des expé-
ditions de la Daterie, & les sommes
que les Officiers en tirent, qui sont no-
tablement augmentées : savoir, dispen-
ses des illégitimes, dont on ne payoit
autrefois que quatre ducats, & à présent
cent : dispenses d'âge pour les Bénéfices
consistoriaux : dispenses de mariage ;
mais une des taxes des expéditions la
plus contraire & la plus préjudiciable
aux Eglises, est celle qu'on appelle *con-*
donatio, ou *remissio fructuum* : avant
d'accorder cette grace à la Daterie, on
compose, & cette composition sert de
restitution, faisant presque autant payer
que la jouissance qu'on a faite, & lais-
sant néanmoins quelque portion au Bé-
néficiaire : composition peu canonique,
quelque bon emploi qu'on en fasse,
parce qu'il n'est pas permis de faire des
aumônes du bien d'autrui, c'est-à-dire,
de ce qui devoit revenir aux Eglises &
aux pauvres des lieux. T. V, p. 402,
403, 404.

COMPTES DU RECEVEUR- GÉNÉRAL DU CLERGÉ.

§. I. Règlements concernant les comptes des Receveurs-Général & autres.

I. Les Assemb. Génér. ont toute l'au-
torité nécessaire pour faire exécuter
leurs Ordonnances, en ce qui regarde
les comptes du Recev. Gén. & tout ce
qui peut en dépendre.

L'Ass. de 1635 observoit, que l'au-
torité qui appartient au Clergé, de ju-
ger souverainement de la ligne du comp-
te, étoit entièrement détruite, au moyen
de ce que les Parties qui avoient été
rayées par l'Assemb. de 1628, dans le
compte de 1626, avoient été depuis
rétablies par des Arrêts du Conseil,
quoique la connoissance de cette radia-
tion ne pût être prise que par une Ass.
subséquent. Sur quoi la Compagnie
nomma des Députés auprès du Cardinal
de Richelieu, à l'effet de lui demander
sa protection, pour obtenir du Roi une
Déclaration à ce sujet. L'Arrêt est pro-
mis & obtenu. T. II, p. 672, 673, 676,
677.

Le Receveur-Général ayant employé
dans ses comptes, pour l'an 1635, les
décharges ci-devant rayées en l'Ass. de
1635, & depuis rétablies par Arrêt du
Conseil, l'Ass. de 1641 jugea la chose

très-préjudiciable au Clergé, contre
l'autorité des Assemb., & même contre
un Arrêt du Conseil, en date du 6 Août
1635, par lequel il étoit ordonné, que
les parties rayées par les Assemb., sur
les comptes des décimes, ne pourroient
être rétablies, que pendant la tenue des
dites Assemblées. La Compagnie arrêta
d'en faire plainte à M. le Cardinal, &
d'obtenir par son entremise l'exécution
dudit Arrêt ; & cependant que tous ces
articles seroient rayés, avec défenses
au Comptable, &c. T. III, p. 18, 19,
23, 24.

L'Ass. de 1645, dans les conférences
tenues sur les affaires temporelles du
Clergé, demanda que les Assemb. Gén.
aient tout pouvoir & Jurisdiction sur
les comptes, & que les radiations fai-
tes par elles esdits comptes, ne puis-
sent être rétablies par le Conseil ; de
quoi on demeura d'accord. T. III, p.
173.

Le Règlement de 1715, art. 1, chap.
2, du *pouvoir des Assemblées-Générales*,
porte, que les Assemb. Gén. peuvent
examiner, si dans l'arrêté des comptes,
les Règlements ont été observés. T. VI,
P. J. p. 492.

II. Le sujet principal de la tenue des
Assemb. Gén. & ordinaires, étant l'exa-
men du compte du Receveur-Général,
de la recette & dépense qu'il a faites
pendant les cinq premières, ou les cinq
dernières années du contrat passé entre
le Clergé & lui, on commence la for-
mation des Bureaux, par la nomination
des Commissaires des comptes, & on
nomme, 1°. pour tenir la ligne du comp-
te, un de chaque Ordre ; 2°. pour viser
les quittances, un de chaque Ordre ;
3°. pour écrire les apostilles, deux de
chaque Ordre ; 4°. pour tenir & lire le
compte précédent, un de chaque Ordre.
En même-temps l'Assemblée ordonne
au Receveur-Gén. de mettre les comp-
tes sur le Bureau, auxquels il met le
présenté de sa main, affirmant lesdits
comptes être véritables, & se soumet-
tant à la peine du quadruple. *Cérémoni-*
al de Daigreville. T. IV, P. Just. p.
262, 263.

L'on procédera, dès les premiers jours
de chaque Ass., à l'examen des comptes
du Receveur-Génér., qui sera tenu de
les présenter & affirmer véritables, &
il sera nommé des Commissaires pour
les examiner. *Art. 13 du Règlement de*
1715, tit. 3, chap. 1, T. VI, P. Just.
p. 488.

L'Ass. de 1605 avoit ordonné, qu'il

seroit établi un petit Bureau d'un Député de chaque Province, auquel seroit donné pouvoir d'ouïr, examiner & clore les comptes de l'Ordinaire des décimes du Receveur-Général, & de juger les difficultés qui se présenteront; & en cas de partage, ou que les Sieurs du Bureau le jugent à propos, de rapporter les difficultés à la Compagnie pour les décider. T. I, p. 716.

III. L'art. 5 des Réglemens de 1614, porte, que les Diocèses mettront, entre les mains de leurs Députés, l'état des paiements faits par les Receveurs particuliers des Diocèses en la recette provinciale, depuis l'Ass. précédente, & des deniers par eux dus, pour les années desquelles le compte devra être rendu en l'Assemb. lors prochaine. M. l'Archev. de Paris, dans l'Ass. de 1675, remarque, qu'il seroit important que ce règlement fût exécuté, & que la confusion, qui a duré si long-temps dans les comptes des anciens Receveurs-Généraux, n'étoit venue que de l'inexécution de ce Règlement. T. V, p. 172.

IV. Les comptes du Receveur-Gén., avant d'être mis sur le Bureau, doivent être reliés. *Ass. de 1641.* T. III, p. 16, 17.

Sur la représentation de Mrs. les Commissaires des Archives, dans l'Ass. de 1775, que la reliure en veau, des comptes du Receveur-Général, est une dépense de 1500 liv. pour chaque Ass., à bien des égards inutile, & formellement proscrite par l'art. 10 du Règlement de 1715, qui défend de relier les comptes autrement qu'en parchemin; que ce genre même de reliure est encore coûteux; la Compagnie a arrêté, que les comptes du Receveur-Général seront à l'avenir simplement brochés avec un fort carton. T. VIII, p. 2595, 2597.

V. Ils doivent être mis sur le Bureau une heure avant l'entrée, afin qu'ils puissent être vus & considérés par les Députés qui le désireront. *Ass. de 1635.* T. II, p. 675, 676.

VI. Le Receveur-Général doit, au commencement de l'examen des comptes, présenter un état sommaire, ou bordereau, tant de la recette que de la dépense, au Président de l'Assemb. & au Promoteur. *Ass. de 1641.* T. III, p. 16, 17.

VII. L'Ass. de 1628 ordonne, que les comptes du Receveur-Gén. à examiner, seront mis avec les Pièces Justificatives dans un coffre, dont un des Prélats

commis pour ledit examen, conservera la clef, & fera voir lesdits comptes aux Députés particuliers, autant de fois qu'ils voudront en avoir communication, sans pouvoir les transporter hors la salle. T. II, p. 591.

VIII. Les originaux des départemens doivent être mis sur le Bureau, lorsque les Commissaires travaillent aux comptes. *Ass. de 1655.* T. IV, p. 62.

IX. Les feuillets des comptes doivent être cotés & paraphés, ne varieur. *Ass. de 1641.* T. III, p. 17.

X. Les Prélats commis pour tenir la ligne du compte, lors de l'examen qui se fait des comptes du Receveur-Gén., doivent signer seuls toutes les feuilles des comptes. Ainsi réglé par l'Ass. de 1655, suivant ce qui avoit été pratiqué dans l'Ass. de 1645. T. IV, p. 41.

XI. Le Receveur-Général est tenu d'employer, au premier article de la recette de son compte, le débet des comptes précédents. *Ass. de 1645.* T. III, p. 160.

M. Chéron représente à l'Assemb. de 1675, la nécessité de l'observation de ce Règlement, & l'Ass. l'ordonne. T. V, p. 181.

XII. Par délibération de l'Assemb. de 1665, est ordonné que les choses changées aux comptes seront mises à la dernière feuille du compte; comme aussi les délibérations principales, & qui regardent l'utilité du Clergé, dans la dernière feuille du Procès-verbal. T. IV, p. 864.

XIII. L'Ass. de 1628, sur ce qui est remontré qu'il seroit à propos de donner règlement pour les apostilles qui se mettent aux comptes, règle & ordonne qu'il sera dressé un cahier des apostilles de chaque compte, signé du Président & du Secrétaire de l'Ass., pour être par après attaché au Procès-verbal de l'année. T. II, p. 593.

L'Ass. de 1605 avoit ordonné qu'on ne seroit aucune rature aux comptes qui se rendroient, qui ne fût mentionnée aux apostilles, & qui ne fût faite par l'avis de l'Ass. T. I, p. 729.

XIV. L'Ass. de 1655 ordonne que le Receveur-Gén. ne pourra à l'avenir employer dans ses comptes aucunes sommes en reprises, sous le nom des Diocèses ou Receveurs Particuliers, ni des Receveurs Provinciaux & des Généralités, qu'après que les comptes des Receveurs Provinc. lui auront été rendus en présence des Agents; lesquels comptes il sera tenu de rapporter sur les ar-

articles desdites reprises, pour être icelles rayées ou allouées, suivant qu'il sera jugé par l'Ass.; & qu'à faute de représenter lesdits comptes sur les articles desdites reprises, elles lui seront rayées, sans autre examen du contenu en l'article, & nonobstant toutes les diligences dont il pourra justifier, avec défenses de les plus rapporter dans les comptes suivants, à peine du quadruple, si ce n'est que les Receveurs Provinc. fussent en demeure, en refusant de rendre leurs comptes; de quoi le Recv. Gén. sera tenu d'avertir les Agents, par un acte en bonne forme, trois mois avant la tenue de l'Assemb. Gén. lesquels en ce cas poursuivront les Arrêts nécessaires pour les y contraindre. T. IV, p. 113, 114.

XV. Il est d'usage que les comptes du Rec. Gén. ayant été examinés par les Commissaires pour ce députés, il en soit nommé d'autres pour les reviser. *Ass. de 1641.* T. III, p. 17.

XVI. L'Ass. de 1725 a ordonné, que, désormais, tous les comptes du Rec. G. seront signés par lui, en même-temps qu'ils seront clos, arrêtés & signés dans les Assemb. T. VII, p. 336, 337.

XVII. L'Ass. de 1615 a fait un règlement qui pourvoit à ce qu'à l'avenir on ne pût diverter les deniers du courant, sous prétexte d'arrérages de rentes, gratifications, ou autrement; ledit règlement signifié au Comptable, & envoyé aux Provinces. T. II, p. 274, 275.

XVIII. L'Assemb. de 1730, conformément à celle de 1726, défend qu'il soit rien employé dans les comptes, pour gratification des Commis du Rec. Gén. T. VII, p. 2212.

Celle de 1735 de même. T. VII, p. 1449.

XIX. Sur l'apurement des comptes. *Voyez Apurement.*

XX. Mrs. les Commissaires des comptes font observer à l'Ass. de 1765, le peu de nécessité de faire rendre compte au Rec. Gén. de la dernière des cinq années qui précède l'Ass., & les inconvénients attachés à cet usage. Comme il n'est pas possible que le Recv. Gén. puisse recueillir assez tôt les acquits des comptes de cette dernière année, attendu le peu d'intervalle qui se trouve entre son échéance & le terme où le Recv. Gén. doit rendre ses comptes, l'avis de la Commission est, que, pour éviter l'inutilité d'arrêter des comptes presque tout en blanc, & que le Rece-

veur est obligé de faire dresser pendant la tenue même de l'Ass., de le dispenser, à l'avenir, de rendre cette dernière année de compte, & d'ordonner qu'elle restera en arrière d'Assemb. en Assemb. La Compagnie remet à délibérer sur cette proposition. T. VIII, p. 1231.

Mrs. les Commissaires pour les rentes proposent le même avis à la même Assemblée: la matière mise en délibération, après avoir oui le Promoteur, il a été délibéré de dispenser, à l'avenir, le Rec. Gén. de rendre compte de la dernière des cinq années qui précède celle de l'Ass., laquelle dispense ne portera que sur les rentes au denier 20 & 25, sans y comprendre les anciennes rentes, dont le compte sera rendu pour les cinq années, comme à l'ordinaire; & sera néanmoins le Rec. Gén. tenu de présenter à l'Ass. tenante, pour l'année qui la précédera, & dont il est dispensé de rendre compte en forme, un bref état ou récapitulation des recettes & dépenses qui devront composer le compte de cette dernière année. T. VIII, p. 1266 jusqu'à 1270.

XXI. L'Ass. de 1765 a arrêté, pour diminuer, autant qu'il sera possible, le nombre des volumes des comptes, que l'écriture ronde n'y sera plus employée, & que les sommes n'y seront plus portées en chiffres arabes, mais en chiffres ordinaires. T. VIII, p. 1269, 1270.

XXII. L'Ass. de 1723, prévoyant la confusion presque inévitable qu'apporterait dans les comptes qui étoient à rendre pour les années 1720 & suiv., la refonte générale des dettes du Clergé, opérée par la révolution du système, ordonna, par sa délibération du premier Septembre, qu'à compter de l'année 1720, ces comptes seroient rendus par six mois, dans l'Ass. de 1725, au lieu de l'être par année, comme ils l'avoient été jusqu'à cette époque. Cette forme a été suivie depuis, à l'exception du compte des anciennes rentes, qui a toujours été rendu par année. Mrs. les Commissaires des comptes font observer à l'Assemb. de 1770, qu'il n'est plus question des motifs qui avoient déterminé cette délibération; qu'on n'en peut même sentir la nécessité, sur-tout en appliquant cette obligation aux circonstances présentes; que les plus simples réflexions suffisent pour en démontrer l'inutilité & même les inconvénients.

La Commission est donc d'avis, que, pour éviter, à l'avenir, l'abus & l'inuti-

lité d'un travail immense, on ne reçoive plus les comptes du R. G. que par année, à compter de ceux qu'il doit rendre, pour la présente année, à l'Assemb. de 1775 : bien entendu qu'on n'en continuera pas moins à payer les arrérages des rentes par six mois; & qu'à l'égard des remboursements, ils seront établis dans chaque compte, en deux chapitres, contenant distinctement ceux qui seront faits aux six premiers mois, & ceux qui le seront aux six derniers mois de chaque année : l'avis est adopté par l'Ass. T. VIII, p. 1774 jusqu'à 1778.

Quelques articles du §. suivant peuvent aussi se rapporter au présent §. Voyez sur-tout le n°. XVIII.

§. II. Exposé sommaire & par ordre de dates, des différents comptes des Receveurs-Généraux, & des particularités remarquables desdits comptes.

Compte rendu en 1567.

Les Srs. Camus.

I. Les Srs. Camus avoient été établis Receveurs-Généraux du Clergé par les Syndics-Généraux : ils rendent leurs comptes à l'Ass. de 1567. Mrs. les Prélats, les Syndics-Généraux & un Député de chaque Province, sont commis pour cet effet : quatre tiennent le Bureau, & vaquent à la lecture & au calcul ; les autres assistent pour le fait de leurs Provinces : ils est ordonné que les quittances, Procurations & autres papiers qui seront rendus par les Comptables, seront mis au Greffe, avec visa, paraphé du Greffier : il est accordé aux sieurs Camus 7000 liv. pour frais de leurs Commis : il est arrêté qu'à l'avenir, ne seront baillés aucuns deniers par le Receveur-Général, sans exprès commandement signé de trois ou quatre Syndics-Généraux : sur l'art. de 800 liv. prises pour chaque année pour épices par Mrs. de la Chambre des Comptes, qui ont entendu le compte du Recev. Gén., il est ordonné que l'article sera rayé : six Députés sont nommés pour revoir le compte. T. I, p. 51, 52.

En 1579.

Les Srs. Marcel, Vigni, Castilles, Marsan.

II. Dans l'Ass. de Melun, le Promoteur demande quel ordre on tiendra à l'avenir pour l'audition & clôture des comptes du Recev. Gén., attendu qu'il n'y avoit plus de Syndics-Généraux ? Sur quoi, il propose trois moyens : celui auquel l'Ass. s'arrête, est que chaque Pro-

vince enverra, à certain jour qui sera marqué, un Député, pour ouïr de deux en deux ans les comptes du Receveur-Général, lesquels Députés & les Agents avec eux, pourront les ouïr, clore & arrêter, pourvu qu'ils se trouvent en tout jusqu'au nombre de cinq Députés desdites Provinces. T. I, p. 149, 150.

L'Ass. ayant à procéder aux comptes, ordonne que, de chaque Province, il soit nommé un Député pour vaquer, toutes les après-dînées, à l'examen des comptes, depuis deux heures jusqu'à cinq : outre le Député nommé de chaque Province, Mrs. les Archevêques, Présidents, Mrs. les Promoteurs & Secrétaires sont priés d'y assister : libre aux autres Députés de s'y trouver. Tout ce qui paroïssoit douteux ou défectueux se discutoit dans cette Assemb., & se rapportoit ensuite à l'Assemb. Gén. T. I, p. 144.

Dans cette Assemb., Marcel rend ses comptes, depuis 1568, jusqu'en 1573 : Vigni pour 1574 : Castilles est sommé de rendre les siens pour les années 75, 76, 77 : il prétend devoir compter au Conseil-Privé, avant de rendre son compte à l'Ass.; enfin il obéit. L'Ass. passe avec lui un contrat pour six ans. Elle demande au Sr. Marteau ses comptes pour les deux millions & demi imposés en 1574 : il prétend ne devoir compter que devant S. M. & ceux de son Conseil, ou devant les Délégués du Pape : l'Ass. étoit prête à se séparer lorsqu'il présente ses comptes : il demande acte de sa présentation, qui lui est accordé. Marcel présente aussi son compte de l'aliénation de 1569, & celui de la vente des offices des Receveurs : l'Assemb. refuse de les entendre, lesdites aliénations de vente ayant été faites sans le consentement du Clergé. T. I, p. 144 & f.

En 1582.

III. L'Assemb. de 1582 est principalement convoquée pour les comptes du sieur de Castilles, Receveur-Gén. : elle nomme trois Députés pour le compte de 1579, & trois autres pour le compte des arrérages. Il est ordonné que les apostilles du premier seront paraphées & signées des Secrétaires pour être mises aux Archives : plusieurs articles du compte sont rejetés, entre autres celui de la décharge des Cardinaux. Castilles est obligé de renouveler ses cautions. On délibère s'il faut lui payer la façon de ses comptes ; sur quoi diversité d'o-

Le Sr. Cal.

in jour qui sera
pour ouir de deux
du Receveur-
rés & les Agents
ouir, clorre &
se trouvent en
de cinq Députés
I, p. 149, 150.
er aux comptes,
ue Province, il
té pour vaquer,
à l'examen des
heures jusqu'à
nommé de cha-
Archevêques,
omoteurs & Se-
assister : libre aux
trouver. Tous ce
ou défectueux
Assemb., & se
Assemb. Gén. T.

, Marcel rend ses
jusqu'en 1573 :
Castilles est sommé
ur les années 75,
avoir compter au
de rendre son
il obéit. L'Ass.
rat pour six ans.
l'artreau ses comp-
ions & demi im-
étend ne devoit
S. M. & ceux de
int les Délégués
prête à se séparer
comptes : il de-
ntation, qui lui
présente aussi son
de 1569, & ces
des Receveurs :
s entendre, les-
te ayant été fai-
nt du Clergé. T.

2.
581 est principa-
ur les comptes du
veur-Gén. : elle
pour le compte
pour le compte
ordonné que les
seront paraphés
res pour être mi-
sieurs articles du
entr'autres celui
dinaux. Castilles
ller ses cautions.
lui payer la façon
uoit diversité d'o-

Le s. G.

pinions : arrêté qu'on lui donnera, pour la façon de tous ses comptes, soit du courant, soit des arrérages, tant que son contrat durera, la somme de cent écus une fois payée. T. I, p. 234 jusqu'à 237.

En 1584.

Le même.

IV. Deux Bureaux formés pour les comptes du même Receveur-Général, l'un pour l'examen du compte des arrérages & du million, & l'autre pour celui du courant des décimes : plusieurs articles souffrent difficulté. L'Agent de l'Evêque d'Albi présente deux Lettres, l'une du Roi, l'autre de la Reine-mère, contenant qu'en 1568, le Sgr. d'Albi avoit été déchargé de la somme de 4000 écus, en considération de la dépense qu'il avoit faite pour la conservation de la ville d'Albi ; demandant Leurs Majestés, que cette somme soit allouée aux comptes de Castilles. Ordonné, sur le vu des pièces produites, que ladite somme de 4000 écus sera tenue en surseance pour un an, pendant lequel temps le Sgr. Evêque poursuivra le remplacement actuel de la somme, & que faute de ce faire, & ledit temps passé, il sera contraint au paiement d'icelle. T. I, p. 251, 252.

L'Ass. de 1582 avoit rayé la somme de 4335 liv., que le Comptable avoit payée, contre la teneur des contrats, à deux Auditeurs de la Chambre des Comptes, qui, à la requête des Srs. de l'Hôtel-de-Ville, avoient été envoyés dans les Provinces : elle fut de nouveau rayée dans le compte de Castilles, qui l'avoit portée en reprise. Autre somme de 80 écus, délivrée à un Maître des Comptes, pour avoir rapporté au Conseil des non-jouissances de plusieurs Diocèses affligés, allouée au Comptable, & néanmoins ordonné de la recouvrer sur les parties prenantes. Ordre aux Agents de ne pas souffrir qu'aucune cause soit introduite aux dépens du Clergé-Général. T. I, p. 252, 254, 255. Voyez Cardinaux, §. II. Receveur-Général, §. V.

Les apostilles du compte, portant règlement, sont les seules qui sont insérées au Procès-verbal. L'Assemb. refuse de nouveau au Comptable les intérêts qu'il demandoit, pour n'avoir pas été remboursé à temps des avances par lui faites pour l'Ass. de Melun. La somme de 500 écus lui est accordée pour façon de comptes, jetons & autres frais, & à ses Commis 120 écus. Articles particuliers relatifs auxdits comptes. T. I,

p. 256 jusqu'à 259. Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. III.

En 1586.

V. En la précédente Assemblée de 1585-1586, le sieur Castilles avoit présenté ses comptes depuis le dernier rendu en 1584. Comme la chose requéroit du temps, & pour obvier aux frais d'une nouvelle Assemb., la Compagnie avoit nommé un Député de chaque Province pour entendre les comptes des deux dernières années, sans préjudice toutefois des députations qui pourroient avoir été déjà faites sur les lieux : auquel cas, les Srs. Députés par l'Ass. céderoient à ceux desdites Provinces, s'ils arrivoient, la chose entière, sans que le nombre porté par les résolutions de l'Ass. pût être altéré. T. I, p. 339, 340, 414.

Le 12 Juillet 1586, le sieur Castilles vient à l'Assemb. des Députés commis par l'Assemb. de 1585-1586, il présente ses comptes des années 1584-1585 & autres suris. On procède à la vérification du compte du million payable en dix ans, qu'avoit accordé l'Assemb. de Melun : *item*, à deux autres comptes de deux sommes particulières : on vient après au compte de la décime extraordinaire imposée en 1582. Par les dix jours retranchés lors de la réforme du Calendrier, il en étoit résulté une diminution de rente pour la somme de 30000 liv., à quoi le Receveur-Général observe avoir eu égard, & en avoir fait entrer le montant au paiement & acquit des arrérages de rentes ; ce qui est approuvé par la Compagnie. T. I, p. 416 & f.

En 1595.

VI. En l'Ass. de 1595, il est arrêté que le sieur de Castilles seroit mandé, pour lui remontrer la trop grande longueur à retirer les états des Receveurs Particuliers, sans lesquels on ne pouvoit voir clair au maniement des deniers du Clergé ; comme aussi de ce qu'il n'a point usé de contraintes & des voies de justice contre les Receveurs Particuliers, que le Roi, par Arrêt de son Conseil du 12 Novemb. 1595, lui permettoit. Il lui fut étroitement enjoint, sous peine de s'en prendre à lui, d'user de toutes diligences contre lesd. Receveurs, pour leur faire rapporter leurs états, & pour les clorre & signer.

Castilles présente son compte de 1588 : un Député de chaque Province est nom-

Le même.

Le même.

mé pour l'entendre, avec pouvoir à sept, en l'absence des autres, de le clorre & arrêter: permis d'ailleurs, à tous ceux de l'Ass., d'y assister pour l'ouir & s'instruire. Plusieurs personnes avoient manié les deniers des décimes, l'Assamb. obrient des Lettres pour les faire venir à compte. Deniers pris, de l'autorité du Duc de Mayenne, entre les mains du Receveur de Sens, sont alloués par Mrs. du Conseil. Deux difficultés se présentent sur ledit compte de 1588: l'une, pour la taxe du sieur Martin, Secrétaire aux Etats de Blois; l'autre, pour une partie de 25000 écus prise par force au coffre de Sozior. La dépense du compte est aux frais de Castilles. Différents intérêts lui sont accordés. T. I, p. 567 & f.

En 1598.

Le même.

VII. En l'Assemb. de 1598, le sieur Castilles présente son compte des décimes pour les années 1589, 90, 91, 92: un article de 19200 écus avoit été mis en souffrance au compte de 1588, pour le Clergé de Toulouse; l'article est alloué aux présents comptes. Les quatre années 1589, 90, 91, 92, ayant été remises au Clergé, il est arrêté, qu'il ne sera fait recette au compte de ces quatre années d'autre nature de deniers, & que des restes des années 1586, 87, 88, il en sera fait recette au compte de 1593, auquel le Comptable emploiera la dépense actuelle faite desdits restes, ainsi que les remises & décharges jugées par l'Arrêt du Conseil. T. I, p. 637, 638.

Le Député du Diocèse de Limoges demande, que les paiements faits en 1590, par son Diocèse, soient rejetés, suivant les contrats, sur les années 1586, 87, 88, pour les arrérages du passé: sur quoi il est dit, que lesdits articles employés en la dépense de ce compte, sous le nom dudit Diocèse, passeront & seront alloués audit compte, pour les 900 écus mentionnés au Procès-verbal des Srs. Commissaires envoyés dans les Diocèses; & pour le regard du surplus, qu'il sera tenu en souffrance pour six mois, pendant lesquels les Srs. du Diocèse de Limoges feront diligence de faire juger lesdites parties avoir été interverties. T. I, p. 639.

En procédant à l'audition des comptes desdites années 1589, 90, 91, 92, s'éleve une difficulté, sur ce qu'au chapitre des reprises, le Comptable n'avoit pas compris les rescriptions levées

sur plusieurs Diocèses qui ne lui avoient point été rapportées, & ne savoit si elles étoient acquittées ou non; mais qu'il entendoit les comprendre avec la dépense actuelle du compte des décimes ordinaires de 1593: il fut dit que lesd. rescriptions non rapportées, ne seroient point mises en la dépense actuelle; mais bien qu'il en seroit fait mention à la fin desdits comptes, & seroit poursuivi au Conseil une Déclaration & décharge de toutes lesdites rescriptions levées ou acquittées. T. I, p. 641.

Autres comptes présentés par Castilles: savoir, celui de l'an 1593, sur lequel plusieurs difficultés, notamment sur les rescriptions, celui de 1594, celui de 1595, celui de 1596. T. I, p. 641 & suiv.

A l'égard des frais desdits comptes, le Receveur-Général avoit fait un chapitre de dépense en chacun des comptes depuis 1589, jusqu'en 1596 inclusivement, pour le parchemin & l'écriture. Ordonné que jusqu'en 1594, il ne lui seroit alloué aucune dépense pour façon de compte, attendu qu'en vertu du contrat, il est tenu de compter à ses dépens, moyennant la somme stipulée de ses gages. A l'égard des années 1595, 1596, pour considérations particulières, & sans tirer à conséquence, on lui alloue certaines sommes. T. I, p. 644.

En l'Assemb. de 1598, il fut proposé que, pour éviter la dépense des comptes, à cause du grand nombre d'Auditeurs, on pourroit ordonner que dorénavant de quatorze Provinces qu'il y avoit en France, il n'y en auroit que sept qui députeroient pour la prochaine audition, & les sept autres pour la suivante, & ainsi de deux en deux ans. Il fut arrêté, qu'attendu le Règlement de l'Ass. de Melun, & aussi parce que la présente Ass. ne pouvoit rompre ce qui a été établi par une Assemblée-Général., ledit Règlement seroit suivi. T. I, p. 646, 647.

En 1600.

VIII. Philippe de Castilles présente à l'Assemblée de 1600 ses comptes des années 1597, 1598: dans le premier compte, une partie de 2108 écus fait difficulté. Le sieur Martin, Receveur de Sens, avoit obtenu Lettres du Conseil, portant commandement au sieur de Castilles d'employer en son compte ladite somme qu'il disoit avoir payée par ses rescriptions, pour les rentes de la ville de Paris, plus qu'il n'avoit de fonds

Philippe de Castilles.

ne lui avoient
ne savoit si
ou non ; mais
rendre avec la
te des décimes
dit que lesd.
es, ne seroient
actuelle ; mais
mention à la fin
it poursuivi au
& décharge de
ns levées ou ac-

trés par Castil-
n 1593, sur le-
s, notamment
ui de 1594, ce-
96. T. I, p. 641

sdits comptes,
oit fait un cha-
acun des comp-
en 1596 inclusi-
in & l'écriture.
594, il ne lui
ense pour façon
n vertu du con-
pter à ses dé-
me stipulée de
années 1595,
s particulieres,
ence, on lui al-
T. I, p. 644.

, il fut proposé
ense des comp-
ombre d'Audi-
onner que doré-
vinces qu'il y
y en auroit que
ur la prochaine
res pour la sui-
en deux ans. Il
e Règlement de
si parce que la
t rompre ce qui
emblée Génér.,
suivi. T. I, p.

Castilles présente
es comptes des
ans le premier
2108 écus fait
artin, Receveur
Lettres du Con-
ement au sieur
en son compte
oit avoir payé
ur les rentes de
qu'il n'avoit de
fonds

Philippe de
Castilles.

fonds des années 1589, 90, 91, 92 ; mais d'autant que le Clergé avoit été déchargé des arrérages desdites années, par Arrêt du Conseil de 1596, lad. perte est d'abord rejetée, & ensuite allouée audit compte de Castilles, du consentement de Mrs. de la Ville. Autre partie de 33000 liv. payée au Sr. de Vignol, rejetée. L'exemption de l'Abbesse de Fontevraute, tante du Roi, est admise, en faisant apparoir du consentement des sieurs de la Ville.

Autre compte de 1598. Le Receveur Provincial de la Généralité de Riom se trouve en reste d'une somme considérable, pour laquelle il est emprisonné. Autre compte du paiement des Rhodiens de la somme de 57833 écus, imposée des années 1596, 1598, suivant l'Arrêt du Parlement en 1597, obtenu par eux contre le Clergé. Autre compte des frais de l'Assemb. de 1598.

Sur l'article des taxations extraordinaires pour les présents comptes, l'Ass. accorde 400 écus aux Commis de Castilles. Sur l'article des dépenses communes desdits comptes, il est arrêté, qu'attendu que ledit Comptable est tenu de compter à ses dépens, cette partie seroit rayée. T. I, p. 664 & f.

En 1601.

IX. Comptes présentés par le sieur Castilles, 1°. des décimes ordinaires pour les années 1599 & 1600 ; 2°. de la décime extraordinaire accordée au Roi en 1600 ; 3°. des deniers levés pour les Ministres convertis ; 4°. des frais de l'Ass. de 1600 ; 5°. des arrérages des décimes. T. I, p. 686 & f.

L'Assemb. ordonne qu'il sera inséré au Procès-verbal un sommaire des états finaux des susdits cinq c. mptes. T. I, p. 690, le Sommaire, P. Just. p. 181.

En 1605-1606.

X. En cette Assemb. il est remontré, qu'il étoit prescrit par les Réglements, qu'aux Assemb. où le Rec. Gén. doit présenter les comptes, il doit les présenter sur le Bureau, dans la premiere quinzaine ; faute de quoi les frais de l'Ass. doivent tomber sur lui ; que cependant le Sr. de Castilles n'avoit point encore présenté les siens. Ordonné, qu'au premier jour il les présentera. T. I, p. 728.

L'Assemb. juge à propos d'ordonner la revision de tous les comptes rendus par Philippe de Castilles, depuis qu'il est Rec. Gén. : deux Prélats sont nom-

Table de la Coll. des P. V.

més pour former toutes les difficultés qui peuvent se rencontrer sur lesdits comptes. Le Prévôt des Marchands se plaint des désordres commis en la Recette du Clergé : sa demande de la communication des comptes, & de clore la main au Rec. Gén. : délibération de l'Ass. à ce sujet. Etat donné par de Castilles, de tous les deniers par lui reçus & déboursés depuis qu'il est en charge. Rature dans les comptes défendue, à moins qu'elle ne soit mentionnée dans les apostilles. Autre demande du Prévôt des Marchands, que l'on se fassisse du papier journal du Sr. de Castilles. Demande réitérée, au sujet de la communication des comptes : suite de cette affaire. T. I, p. 728 & f.

En 1608.

XI. François de Castilles présente ses comptes des années 1605, 1606. Difficulté proposée par M. l'Arch. de Tours, sur l'excès de huit sols pour livre pour les frais communs, & sur la taxe des Députés des Provinces d'Aix, d'Arles, d'Embrun, résolue à l'avantage du Comptable. Autre difficulté du même Prévôt, au sujet des intérêts accordés au Sr. de Castilles. Port & voitures de deniers qui n'ont point été reçus, ne doivent point être payés aux Receveurs. Parties payées en vertu d'Arrêts du Conseil, rayées, sauf à être remplacées par après. Moyens de fait & de droit proposés par Mgr. l'Archev. d'Aix, contre les sieurs de Castilles, pere & fils : l'Assemb. décide en leur faveur. Ordre au Comptable de délivrer, de six en six mois, aux Age's, son état de recette & de dépense. L'Ass. donne un règlement pour les décharges : elle oblige le Comptable de rapporter certificat de non soluto. T. I, p. 786 & suiv. Voyez Castilles.

En 1610.

XII. Les comptes du sieur François de Castilles entendus & arrêtés, sont, 1°. ceux des décimes ordinaires de 1607 & restes de 1606 : 2°. le compte des décimes ordinaires de 1608 : 3°. le compte des restes des arrérages sursis : 4°. le compte des frais de l'Assemb. de 1608 : 5°. l'état des pensions des Ministres convertis & autres gratifiés. T. II, p. 6, 7, 8, 9. Etats finaux des comptes, P. Just. p. 10, 11.

Le Sr. de Castilles joint à ses comptes quelques Requêtes à l'Assemblée : 1°. pour être payé de la somme de

P p

François de
Castilles.

François de
Castilles.

Le même.

Le même.

13000 liv., à lui due par le *finis* du compte du million : 2°. pour l'article de trois deniers pour livre par lui prétendus, en vertu de son Contrat : 3°. pour intérêt des sommes par lui avancées : 4°. pour remise des certificats des décharges obtenues par les Prélats. T. II, p. 9.

En 1612.

François de
Castilles.

XIII. François de Castilles présente ses comptes pour les années 1609 & 1610 : la Compagnie nomme des Députés pour la lecture, pour le *visa*, pour les apostilles, pour la vérification du contre-compte & pour le calcul. Les décharges de Marmoutier & de S. Florent sont rayées dans le compte de 1609. L'article des 3 deniers pour livre est alloué, tant pour le passé, que pour l'avenir. Une partie de 72000 liv., sous le nom de Jean Moisset, rayée dans les précédents comptes, est rétablie, en conformité des Lettres-Patentes : la Compagnie proteste contre lesdites Lettres, en ce qu'elles portent que les deniers des rentes rachetées, reviennent bon au Roi. T. II, p. 35 jusqu'à 38.

En 1615.

François de
Castilles.

XIV. En l'Ass. de 1615, il présente ses comptes ; savoir, celui des décimes ordinaires de 1611 & restes des années précédentes ; le compte de l'ordinaire de 1612 ; le compte de l'ordinaire de 1613 ; le compte des pensions & gratifications ; le compte des décimes ordinaires de 1614. T. II, p. 244 & suiv.

Dans l'examen desdits comptes, il se présente une difficulté, en ce que les quittances du Receveur de la Ville portoient, qu'il avoit reçu les sommes contenues en icelles, pour paiement d'arrérages des années précédentes, pour lesquelles néanmoins le Clergé demeurait déchargé par ses Contrats : il est arrêté, que lesdites quittances seront reçues pour le présent ; mais sous protestation de ne consentir, ni d'approuver les constitutions des rentes mentionnées, ni l'intervention desd. sommes & emplois, que pour le paiement des rentes de l'année, des deniers de laquelle année lesd. sommes sont payées. Pour éviter telles difficultés à l'avenir, il est ordonné, qu'il sera dressé un formulaire desd. quittances. T. II, p. 245, 247.

Le *finis* & clôture des comptes ayant été lus, conférés & vérifiés en pleine Assemblée, les sieurs Députés pour y écrire les apostilles, faire le calcul &

dresser l'état final & clôture d'iceux, ayant été ouïs, & ayant certifié être conformes aux résolutions prises en la Compagnie & aux Mémoires dressés sur icelles, la Compagnie en étant demeurée contente, éclaircie & satisfaite, a procédé à la signature d'iceux comptes. T. II, p. 254.

La liquidation de ce qui restoit de bon & en fonds dans la recette générale, ayant été faite par les Députés, & par eux rapportée & vérifiée en la Compagnie, toutes charges déduites, il fut trouvé qu'il restoit encore de clair & de fonds la somme de 53045 l. 14 s. 9 d., de laquelle la Compagnie ordonne, que les Diocèses & Bénéficiers seront déchargés également & au sol la livre : de quoi sera fait département, & envoyé aux Diocèses. *Ibid.*

Dans la même Ass., M. l'Arch. d'Aix se porte accusateur contre les sieurs de Castilles, pere & fils. Voyez Castilles.

En 1617.

XV. Les comptes examinés en 1617, sont : 1°. le compte des décimes ordinaires de l'an 1615 & reste des neuf années précédentes : 2°. le rachat de 36000 liv., dont le Comptable étoit chargé par son Contrat : 3°. le compte des Ministres convertis : 4°. le compte des décimes ordinaires de 1616 : 5°. celui de la somme de 19000 l., ordonnée aux pauvres par la dernière Assemblée. Une double taxation pour la recette de Poitiers, est rayée au Comptable : on lui adjuge une somme de 6000 livres, pour avances par lui faites à la Ville, pour les frais communs de l'Ass. de 1615. T. II, p. 300 & suiv.

En 1619.

XVI. François de Castilles rend ses comptes pour les années 1616, 1617 : savoir, des décimes ordinaires des deux susdites années ; des restes des années précédentes ; des rentes rachetées ; des pensions accordées aux Ministres convertis.

Sur l'article des décharges de Mrs. les Cardinaux, il est dit, qu'ils en jouiront privativement à tous autres, conformément à la résolution de l'Ass. de 1615. Quant aux décharges de M. le Grand-Prieur & de M. l'Archevêq. de Toulouse, attendu que le Comptable les a payées de bonne foi, elles lui seront allouées pour l'année 1617 & premier terme de 1618, & pour l'avenir, rayées. Les intérêts adjugés au sieur de Castilles, par Arrêt du Conseil, sont

rejettes sur l'Hôtel-de-Ville. Autres intérêts qu'il demande pour la continuation des 20500 liv., par semaine, qui sont à payer à l'Hôtel-de-Ville, à raison de l'avance sur quoi la Compagnie prend des précautions pour éviter, à l'avenir pareils intérêts. T. II, p. 316 & f.

En 1621.

XVII. Comptes pour les années 1619, 1620, présentés par le même, dont les objets sont, 1°. les décimes ordinaires des deux années; 2°. les restes des décimes ordinaires des dix années du Contrat de 1606; 3°. les pensions des Ministres.

Plusieurs délibérations remarquables au sujet desdits comptes. Parties rayées par les Assemb., ne doivent point être rétablies par Mrs. du Conseil, ni les décharges pour deniers intervertis ne doivent point être prises sur les 94000 liv. qui appartiennent au Clergé: les taxations des Receveurs Provinciaux, doivent être réglées sur les deniers seulement dont ils font recette réelle: décharges accordées pour réparations d'Église, ne doivent point être prises sur ledit fonds de 94000 livres: décharge de 10400 livres, accordée au Diocèse d'Auch, réduite à 6000 livres, attendu que partie n'étoit point aux termes du Contrat: trois articles concernant Briquet, Recev. Provinc. de Bordeaux, rayés: plainte de l'Ass., de ce que ces articles sont rétablis par le Conseil: les trois deniers pour livre n'ayant été accordés à Castilles, que pour quatre ans, par l'Assemb. de 1615, il est ordonné que ces deniers revenant à 16761 liv. par an, devoient être employés à la décharge du Clergé, depuis 1619: dès que l'argent des décimes est entre les mains des Rec. Provinc., il n'est plus aux risques du Clergé: décharge accordée au Dioc. d'Autun. T. II, p. 355 & f.

En 1625.

XVIII. Comptes pour les années 1621, 22, 23 & 24, présentés par le sieur d'Aguesseau de Lormaison, Rec. Gén., clos, arrêtés & signés avec apostilles: radiation de plusieurs articles de décharges & autres: sur quoi plusieurs arrêtés & réglemens particuliers faits par la Compagnie. T. II, p. 407 & suiv.

Compte de 1621. Heures destinées à l'audition des comptes: forme des quittances de l'Hôtel-de-Ville, désapprouvée: les seuls particuliers intéressés doivent s'abstenir de délibérer sur leurs dé-

charges: nécessité du certificat que les Bénéficiers ont joui de leurs décharges: Receveurs Provinc. ne doivent jouir de leurs taxations, que de la recette réelle. T. II, p. 407, 408

Compte de 1622. Livres de comptes du Rec. Gén., doivent être reliés: somme payée à l'Hôtel-de-Ville, au-dessus de 998000 l. rayée au R. G., attendu le rachat fait de 68000 l. de rentes, par le Sr. de Castilles: exemption du Card. de Retz, allouée jusqu'au jour de son décès seulement: question si les décharges ne doivent point excéder le fonds de 44000 livres, destinées à cet effet: décharge de M. l'Evêque de Mende, allouée aux termes du Contrat, c'est-à-dire, à condition d'être rejetée sur l'Hôtel-de-Ville, & non aux termes de l'Arrêt qui les rejette sur les 44000 liv.: défenses au R. G. de faire des paiements d'avance aux Ministres convertis: il ne doit avoir aucun égard qu'aux Ordonnances des Assemb. Gén., excepté pour les Ministres convertis: comptes & paiements du R. G. doivent commencer au premier de chacun an, sauf pour les Ministres convertis, qui seront payés du premier jour de leur conversion. T. II, p. 408, 409, 410.

Compte de 1623. Titre de la recette de l'Hôtel-de-Ville à réformer: somme de 4000 livres, imposée sur le Béarn, au-delà des 16 mille livres accordées au Roi, doit être portée en recette par le Comptable: défenses au Comptable de coucher aucune dépense, sans Ordonnance expresse: défenses au même d'avoir égard aux états des Ministres convertis, dressés hors des All. Gén. T. II, p. 410, 411.

Compte de 1624. Intérêts pour avances des paiements faits à l'Hôtel-de-Ville, rayés: Castilles, ancien Recev. Gén., mandé pour semblable partie d'intérêts: reprises rayées au Comptable, sauf à lui à constater ses diligences: Commissaires nommés pour examiner les intérêts demandés par Castilles, pour avances faites; leur rapport: frais faits pour l'imposition du Béarn, alloués au sieur Abbé de Barzelles: frais de l'Ass. de 1621: revision des comptes: décharges mises en surseance allouées: décharges des Cardinaux doivent être couchées en détail & en l'ordre des Diocèses où les Bénéfices sont assis: Déclaration demandée touchant les taxations des Receveurs & Contrôleurs des décimes: article de la Garde, pour amortissement de rentes: dépense des gages des

Receveurs & Contrôleurs, rejetée du compte : décharges des Cardinaux allouées, pour l'année entière où ils sont décédés : partie de 1200 écus, payée à l'Evêque d'Angers, par Ordonnances des Prélats assemblés, rayée, sauf audit Evêque à se pourvoir par Requête : défenses aux Prélats extraordinairement assemblés, d'ordonner aucunes sommes d'argent : décharge de 18000 livres accordée à M. de Rouen, par Arrêt du Conseil, rayée, & réduite à 7000 liv. : décharge de Lescar, allouée pour le passé : décharge en faveur de M. l'Evêque de Metz, non entérinée : défenses au Comptable d'employer en ses comptes, la partie de 16000 livres sur le Béarn, ayant été cédée au Roi sans garantie : parties amorties par la Garde, rayées du compte des paiements faits à l'Hôtel-de-Ville : intervention des Agents contre le Rec. G. blâmée : reprises rayées, faute de diligences : rétablissement fait par Lettres-Patentes, en faveur de l'Abbesse de Fontevault, non admis par l'Assemblée : Requête de M. d'Angers, pour être gratifié de la somme par lui requise, entérinée : défenses aux Agents de décharger les comptes des certificats qui doivent être rapportés : Assemblées suivantes exhortées de n'en allouer sans quittances : les débits du Comptable ne peuvent être déchargés par quelques particuliers. T. II, p. 411 & suiv.

Sur les principaux articles ci-dessus. Voyez chaque matière.

L'Assemblée de 1615 eut une affaire importante à traiter, savoir : si la partie d'intérêts prétendus par le sieur de Castilles, montant à la somme de 115000 livres, & couchée en son compte des années 1616, 17, 18, devoit être allouée ou rayée : arrêté que lesdits intérêts seroient rayés pour partie du Don-gratuit accordé au Roi. Sur le rapport des Commissaires nommés pour examiner sur ce point les prétentions de Castilles, lesdits intérêts sont alloués, à condition d'être supportés par l'Hôtel-de-Ville : enfin pour de grandes considérations, l'Ass. se détermine à passer lesdits intérêts. T. II, p. 478 jusqu'à 481.

En 1628.

Philippe d'Aguesseau.

XIX. Dans l'examen des comptes du sieur d'Aguesseau, de l'an 1625, les Députés trouvent étrange la séparation du compte du Chapitre de Saint-Martin de Tours, de celui du Diocèse : ils jugent l'abonnement des Rhodiens, de 28000 liv. trop foible : une somme de 3600 li-

vres, employée sous le nom de M. de la Ville-aux-Clercs, est rayée comme pension ordinaire : autre radiation d'une somme de 6000 liv., employée pour augmentation de gages du Receveur-Gén. : les taxations des Rec. Provinc. sont diminuées à proportion sur les décharges : règlement pour les apostilles : [Supra, §. I, n°. 13.] les décharges des Cardinaux & autres prétendues perpétuelles, telles que celles de la Prévôté d'Houlix, Château-Dauphin, Abbaye de Fontevault, Feuillants, &c. sont rayées. T. II, p. 591 jusqu'à 596.

Compte de 1616. Décharge de l'Abbé de S. Evroult, fils de M. le Chancelier, rayée pour les années suivantes : apostille sur les décharges des Cardinaux, rayée, attendu la grande nécessité du Clergé : taxations des Provinciaux réglées sur le pied de la recette effective : décharge du Chapelain de Fontainebleau, rayée. T. II, p. 596 jusqu'à 599.

Compte des pensions des Ministres, pour les années 1625, 1626. Cahiers des apostilles mises aux deux comptes de 1625, 1626, collationnés avec les comptes, paraphés à toutes les pages par le Sgr. Président, & signés de lui & du Secrétaire, suivant le règlement fait. T. II, p. 599.

En 1635.

XX. Comptes rendus par le sieur d'Aguesseau, savoir : 1°. les comptes des décimes ordinaires, pour les années 1627, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 : 2°. le compte des Ministres convertis, pour les années 1627, 1628, 29, 30, 31, 32, 33 : 3°. le compte des pensions & gratifications, pour les années 1634, 1635 : 4°. le compte de 3000000, accordés au Roi en 1628 : 5°. le compte de 150000 livres, imposés pour les gages des Receveurs & Contrôleurs triennaux : 6°. le compte des Ministres pour 1634 & pour la demi-année de 1635.

Plusieurs articles esdits comptes, notamment sur les décharges, rayés : une partie de 18000 livres, accordée par Arrêt du Conseil au Receveur-Gén., pour partie de ses taxations de six deniers pour livre, de la somme accordée au Roi, pour les frais du siège de la Rochelle, l'est aussi : le Receveur-Génér. se soumet à ladite radiation ; mais sur la Requête, il obtient, en forme de gratification, 15000 livres : autre partie de 5660 liv., payée pour frais & gages prétendus par le sieur Abbé de S. Joffe, rayée ; sauf à lui de se pourvoir par Re-

Philippe d'Aguesseau.

Philippe d'Aguesseau.

Philippe d'Aguesseau.

Philippe d'Aguesseau.

de M. de
de comme
iation d'u-
loyée pour
Receveur-
e. Provinc.
sur les dé-
s apostilles:
charges des
dues perpé-
la Prévôté
n, Abbaye
, &c. font
1996.

ge de l'Abbé
Chancelier,
ntes : apos-
Cardinaux,
nécessité du
vinciaux ré-
ce effective:
Fontaine-
6 juilq. 1599.
Ministres,
Cahiers des
comptes de
és avec les
des pages
nés de lui &
glement fait.

le sieur d'A-
comptes des
les années
1, 33, 34:
s convertis,
28, 29, 30,
des pensions
années 1634,
000000, ac-
P. le compo
pour les ga-
leurs trien-
ministres pour
ée de 1635.
omptes, no-
, rayés : une
rdée par Ar-
Gén., pour
six deniers
accordée au
ge de la Ro-
veur-Géné.
; mais sur la
rme de grati-
re partie de
ais & gages
de S. Joffe,
voir par Ro-

quête : autres parties rayées. T. II, p. 671 juilq. 685. *Voyez chaque matière.*

En 1641.

XXI. Les comptes du sieur d'Aguesseau sont clos, arrêtés & signés, tant des décimes, que des pensions pour les Ministres convertis & autres gratifiés, & ce, pour les années 1635, 36, 37, 38, 39, 40. Plusieurs articles sont difficiles; ceux des décharges; ceux des intérêts réclamés par le Comptable, & à lui attribués par des Arrêts du Conseil pour avances faites : parmi ces articles, les uns sont rayés, les autres alloués : à cette occasion, plusieurs réglemens faits ou confirmés par l'Assemb. Tous les débits des comptes ayant été accumulés ensemble, tout compris & rabattu, le Comptable s'est trouvé redevable de la somme de 616691 liv. 12 s. 10 d. : sur quoi a été lu le règlement qui ordonne au R. G. d'employer en rachat des rentes, les sommes excédant 4000 l. T. III, p. 16 & s. *Voyez* Décharges. Béarn, §. II. Recev. Gén., §. V.

En 1645.

XXII. Le sieur la Morinière, substitué au défunt, demande de rendre les comptes de 1640 & les suivans; les héritiers de leur côté, veulent rendre celui de 1640; l'Assemb. décide en leur faveur : en conséquence, ledit compte est présenté par le sieur d'Aguesseau, neveu du Receveur-Général : la forme du présent du compte, est réglée par deux Avocats. La différence dans trois finis du dernier Receveur, est examinée : décharge de 31000 livres, accordée par le Roi aux nouvelles Communautés, sur les 56000 liv. auxquelles elles étoient imposées, doit être portée par S. M. Les intérêts accordés au R. G. pour ses avances, doivent être supportés par l'Hôtel-de-Ville : la décharge de l'Abbesse de Fontevault est rayée : les Bénéficiers de la Prévôté d'Houlx sont condamnés à payer leurs décimes : autres décharges allouées, pour être portées par l'Hôtel-de-Ville, & non autrement. T. III, p. 158 juilq. 166.

Le sieur la Morinière, que le défunt avoit substitué en sa place, en vertu des clauses de son Contrat, présente avec les affirmations & les soumissions ordinaires, ses comptes pour les années 1641, 42, 43, 44 : plusieurs radiations dans ledits comptes : la Requête des héritiers du sieur d'Aguesseau, pour assister à l'audition des comptes du sieur la Morinière, est rejetée.

Le sieur la Morinière présente aussi le compte des Ministres convertis, des quatre années, commençant en 1641 & finissant en 1644 : quelques articles de pensions rayés, faute de certificat suffisant, ensuite rétablis sur la Requête du Comptable, avec défenses expresses de payer à l'avenir, auxdits Ministres, sinon en rapportant par eux les certificats en la forme prescrite : Réglemens relatifs aux décharges & aux comptes. T. III, p. 166 & suiv. *Voyez* Comptes. *Suprà*, §. I. Décharges.

En 1650.

XXIII. Les comptes des sieurs la Morinière & de Manneville, pour les années 1645 & suivantes, sont examinés. Pour le compte de 1645 & avant d'y procéder, il se présente d'abord une discussion considérable, entre les sieurs Manneville & la Morinière, & les Créanciers de ce dernier : les uns & les autres veulent le rendre. Les Commissaires font un rapport très-circonstancié de cette discussion & des prétentions respectives : oui ledit rapport; & après avoir bien considéré toutes les choses qui ont été dites & concertées entre eux sur ce sujet, l'Assemblée a arrêté, que le sieur la Morinière sera sommé de nouveau, de venir rendre le compte de 1645, & faute de ce faire, elle a commis le sieur de Manneville pour le rendre au nom du sieur la Morinière, & que le sieur d'Aguesseau & autres Créanciers dudit la Morinière, seront avertis de se trouver en la présente Assemblée, pour rapporter les quittances & autres pièces justific. de la recette & dépense dudit compte; lesquels obtiendront Arrêt de décharge desdits papiers, mis en mains du Secrétaire de feu M. de Périgni, Maître des Requêtes. T. III, p. 464 juilq. 471.

Le sieur la Morinière rend donc le compte de 1645 : il fait difficulté de prêter le serment & d'affirmer ledit compte, disant qu'il avoit été dressé sans lui, par le sieur de Manneville & ses Créanciers, en vertu d'Arrêt du Conseil. L'expression du premier article de recette, n'est pas trouvée juste : au lieu de 154533 liv. que portoit le finis du compte du sieur d'Aguesseau, il est diminué de 100000 livres, qui avoient été cédées audit la Morinière. L'Ass. dans ledit compte, raie une somme de 10000 livres, en augmentation de décharge accordée au Cardinal Mazarin, dont on ne rapportoit point les Lettres-

Les sieurs la
Morinière & de
Manneville.

Patentes : autres décharges sur lesquelles il est mis des apostilles : Arrêt d'ordre donné entre les Créanciers du sieur la Morinière : l'Ass. fait valoir sa dette privilégiée sur ledit Comptable : Arrêt de compensation des sommes dues au Clergé par ledit la Morinière, & des sommes à lui dues par les Diocèses. T. III, p. 471 jusqu'à 475.

Le sieur de Manneville rend les comptes de 1646 & années suivantes : le présent dudit compte est mis de la manière suivante. « Présenté par le sieur » de Manneville comme caution so- » lidaire du sieur la Morinière, & en » son lieu & place, suivant le Contrat » fait entre le Clergé & ledit sieur la » Morinière, & en qualité de Commis » à la recette générale, par délibération » de l'Assemb. de ce jour. » Sur les ar- » ticles de décharges des Généralités de » Champagne & de Picardie, à cause des » non-valeurs & des spoliations des Bé- » néficiers, a été mis, rayé, sauf à faire » droit, quand les décharges auront été ju- » gées raisonnables, & qu'il aura été vu » s'il y a fonds suffisant pour le remplace- » ment d'icelles. Sur la décharge de l'Ab- » besse de Fontevault. Voyez Fonte- » vult. Autres comptes de 1647, 48, » 49. Comptes des Ministres. Les pre- » miers Commissaires ayant terminé l'exa- » men desdits comptes, l'Ass. en nomme » d'autres pour la révision; elle accorde » le sol pour livre au sieur de Manne- » ville, des sommes qu'il recouvrera. » T. III, p. 475 jusqu'à 479.

En 1655.

M de Manne-
ville.

XXIV. Le sieur de Manneville présente ses comptes des années 1650, 51, 52, 53, 54.

Compte de 1650. Plusieurs difficul- » tés se présentent d'abord sur la som- » me due par le sieur la Morinière par » le *finito* de 1645, qui n'étoit pas rendue » de même dans le compte de 1650; le » Comptable est écouté là-dessus, & en » explique la raison. L'article des 50000 » livres imposées sur les nouvelles Com- » munaux, est discuté : la décharge de » 24000 liv. qui leur est accordée sur » ladite somme, & le rejet qui en est fait » sur les Diocèses, sont désapprouvés. Sur » la dépense dudit compte, il est arrêté » que les intérêts pour les avances du Re- » ceveur-Gén., doivent être portés par le » Roi, ou par l'Hôtel-de-Ville : arrêté » aussi que les frais de transport d'un Bu- » reau à l'autre, seront supportés par l'Hô- » tel-de-Ville. Le Receveur-Gén. doit ap-

porter les quittances remplies des Rec. » Prov., & le blanc rempli des parties » prenantes. T. IV, p. 40 jusqu'à 45.

Trois chefs considérables de délibé- » rations, au sujet des comptes. Premier » chef : les 16000 livres des décimes de » Béarn. Voyez Béarn, §. II. Second chef : » les 200000 livres aliénées en 1640 : er- » reur de calcul dans la distribution des- » dites 200000 liv.; plusieurs expédients » sont proposés pour faire réparer le tort » fait au Clergé, par l'aliénation de lad. » somme : délibéré & résolu de s'en tenir » à la clause insérée dans le dernier Con- » trat, y ajoutant seulement, que le Roi » fera dans dix ans le remplacement des- » dites 200000 livres : apostille ordonnée » à être mise aux comptes, touchant la » distribution des 200000 livres. Troisième » chef : les 24000 livres données en » augmentation de gages, aux Officiers » du Clergé : délibération à ce sujet. T. » IV, p. 55 jusqu'à 57.

Comptes de 1651, 52, 53, 54. Après » l'examen fait desdits comptes, ils sont » revus par d'autres Députés : somme to- » tale du paiement fait à l'Hôtel-de-Ville, » 2948321 livres. Article des 92000 liv. » suppléé par le Roi, pour les décharges : » sommes rayées au Receveur-Gén. : re- » montrance des Agents, que les comp- » tes revus en la présente Assemblée, sont » apostillés de différentes mains, avec » plusieurs ratures. T. IV, p. 57 jusqu'à 69.

Compte des Ministres convertis. Révi- » sion dudit compte : trois difficultés ex- » posées à l'Assemb., par les réviseurs du » compte. Voyez Convertis, §. II.

En 1660.

XXV. Le sieur de Manneville rend ses comptes, pour les années 1656, 57, 58, 59.

Compte de 1656. Difficulté sur la for- » me de ce compte, entièrement diffé- » rente des comptes rendus aux Assemb. » précédentes : ordre au Receveur-Gén. » de suivre l'état prescrit par les Sgrs. » Commissaires : refus du sieur la Barde, » Payeur de la Ville, de convertir les ré- » cépissés en quittances comptables : l'As- » semblée charge des Députés de voir » sur ce sujet le Prévôt des Marchands : » arrêté par l'Assemblée, qu'il sera mis » sur l'article l'apostille, sans tirer à con- » séquence, ni que les termes de réserva- » tion portés par lesdits récépissés, puissent » préjudicier au Clergé, & à la charge que » lesdits récépissés seront convertis en quitan- » ces comptables. Article autrement » employé par le Comptable dans son

lies des Rec.
des parties
sq. 45.
es de délibé-
otes. Premier
s décimes de
Second chef:
en 1640: er-
tribution des
rs expédients
éparer le tort
ation de lad.
de s'en tenir
dernier Con-
, que le Roi
acement des
ille ordonnée
, touchant la
vres. Troisie-
données en
aux Officiers
ce sujet. T.

3, 54. Après
ptes, ils font
s: somme to-
ôtel-de-Ville,
les 92000 liv.
es décharges:
eur-Gén.: re-
que les comp-
Assemblée, font
mains, avec
p. 57 juil. 69.
nvertis. Revi-
difficultés ex-
seveurs du
s, §. II.

neville rend
es 1656, 57,

ulté sur la for-
ement diffi-
aux Assemb.
Receveur-Gén.
par les Sgrs.
eur la Barde,
nvertir ses ré-
ptables: l'Al-
utés de voir
Marchands:
qu'il sera mis
ns tirer à con-
es de réserva-
pissés, puissent
la charge que
nvertis en quit-
e autrement
ble dans son

compte, qu'il n'avoit été réglé dans la dernière Assemblée: ordonné qu'il en viendra dire les raisons à l'Assemblée, & que les Réglemens faits en 1615 touchant la manière dont le Receveur-Gén. doit se conduire en ses comptes, seront indispensablement observés à l'avenir. Les *finis* desdits comptes mis sur le Bureau, tous les comptes sont signés par tous les Députés. T. IV, p. 481 jusqu'à 491.

Sur l'article des décimes de Béarn & de Bresse. *Voyez* Béarn, §. II. Bresse.

Compte des Ministres convertis. Il ne s'y trouve aucune difficulté: le *finis* mis sur le Bureau, le compte a été signé par tous les Députés. T. IV, p. 494, 495.

En 1665.

XXVI. Le sieur de Manneville présente ses comptes des années 1660, 61, 62, 63, 64.

Compte de 1660. Ordonné au Receveur de faire convertir les récépissés des payeurs des rentes, en quittances comptables: par les quittances rapportées, il paroît qu'il avoit été payé à la Ville, la somme de 733366 liv. 8 sols, quoique par l'état de distribution, il ne fût porté que la somme de 733145 livres, laquelle devoit être payée à l'Hôtel-de-Ville; & qu'ainsi il avoit été payé plus qu'il n'avoit été ordonné par ledit état, la somme de 221 liv. 8 sols, laquelle n'est point allouée par l'Assemblée. Règlement arrêté sur le pouvoir des Assemblées des comptes: pension de l'Avocat au Conseil, rayée pour l'avenir: les choses changées aux comptes, doivent être mises à la dernière feuille du compte, & les délibérations principales, à la fin du Procès-verbal. Autres comptes des années 61, 62, 63, 64. Compte des Ministres T. V, p. 861 & suiv. *Voyez* Comptes, *suprà*, §. I.

En 1670.

XXVII. Après la lecture des Réglemens de 1615 pour l'audition des comptes du Receveur-Gén., le Comptable met ses comptes sur le Bureau, &c. Ces comptes sont ceux des années 1665, 66, 67, 68, 69: ceux des Ministres convertis, pour les mêmes années. Dans les premiers, les Sgrs. Commissaires y trouvent plusieurs articles faisant difficulté, dont ils font le rapport à l'Assemblée: quelques articles sont alloués au Comptable sur son affirmation, d'autres sont rayés. A l'égard des quittances que donnent les

Receveurs & Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville, l'Assemblée ordonne au Receveur-Gén., de ne plus payer les rentes, que les Payeurs ne lui donnent des quittances comptables; & au sieur de Manneville, ancien Receveur du Clergé, de faire incessamment ses diligences pour faire convertir les récépissés qu'il a présentés, en quittances comptables. T. V, p. 21, 22, 23, 24.

En 1675.

XXVIII. M. de Pennautier présente ses comptes, &c. Compte de 1670: nulle difficulté: la recette des Généralités se monte à 1457123 liv. 15 sols 10 den.: prétention du Chapitre de Tours examinée, & trouvée sans fondement. (*Voyez* Tours.) Compte de 1671 vérifié: article du Béarn: remises faites aux Diocèses de Lescar & d'Oléron: on en tient compte au Receveur-Gén. Difficulté sur une décharge de 6000 liv., accordée au Cardinal de Retz. Compte de 1672 vérifié. Décharge de 10000 liv., accordée au Diocèse de Viviers: pièces justificatives de l'emploi, dont les copies sont remises aux archives du Clergé. Comptes de 1673 & 1674: *finis* mis auxdits comptes. A l'égard du compte des Ministres, dix Prélats & cinq Députés du second Ordre, sont nommés pour les examiner: il est défendu au Receveur-Gén., de payer sur de simples lettres de particuliers. T. V, p. 181 & suiv.

En 1680.

XXIX. Les comptes de M. de Pennautier examinés, sont ceux des années 1675, 76, 77, 78, 79: celui des Ministres convertis & autres Pensionnaires: rien de particulier, sinon l'Arrêt de décharge de 6000 liv. en faveur du Cardinal de Bouillon, désapprouvé par lui-même: décharge de 2000 livres en faveur du Diocèse de Reims, mise en surseance: article de reprise de 4956 livres, prétendu par le Receveur-Gén., rayé. T. V, p. 303 & suiv.

En 1685.

XXX. Les comptes examinés sont ceux des années 1679, 80, 81, 82, 83, 84: le tout bien vérifié, lesdits comptes se sont trouvés en bon ordre: la Compagnie en témoigne sa satisfaction à M. de Pennautier: on lit le *finis*, & les comptes sont signés par tous les Députés. T. V, p. 572 & suiv.

En 1690.

M. de Pennautier.

XXXI. Outre l'examen des comptes ordinaires, tant des décimes que des pensions, pour les années 1685, 86, 87, 88, 89, il y eut aussi à examiner un compte particulier de deux sommes fournies extraordinairement par le Receveur-Gén.: l'une pour être employée à une million dans tout le Royaume, & en vertu d'une délibération de l'Ass. de 1685; l'autre pour faire des pensions aux Ministres convertis, après la révocation de l'Edit de Nantes, en vertu de l'ordre d'une Assemb. extraordinaire des Prélats en 1686, postérieurement à la révocation de l'Edit. Requête du sieur Pennautier, au sujet de ces sommes qu'il avoit empruntées: il demande que la Compagnie lui passe ses intérêts au dernier seize: arrêté qu'on examinera sa proposition, pour ensuite être pris délibération. T. V, p. 654 & suiv.

En 1695.

M. de Pennautier.

XXXII. Les comptes présentés & examinés, sont:

1°. Les comptes des décimes, pour les années 1690, 91, 92, 93, 94.

2°. Les comptes des pensions des Ministres & autres gratifiés pour les mêmes années.

Dans l'état final du compte de 1694, sont rapportés tous les *finis* des comptes que le sieur Pennautier avoit rendus à la présente Ass., & par lequel il lui est dû, toutes compensations & déductions faites, la somme de 34293 liv. 15 sols 1 den.: le remboursement duquel il prendra sur les restants des 342000 liv. qu'il avoit reçus ou devoit recevoir pour le capital des Contrats donnés ou à donner au de-là des 2700000 livres, de l'emprunt ordonné par l'Assemb. de 1693, aux Ecclésiastiques qui ont payé la taxe des bois, les 300000 liv. du surplus ayant été destinés pour le paiement d'une partie du Don-gratuit de 10000000. T. VI, p. 182 juſq. 189.

3°. Le compte des rentes créées en 1690 & 1693, a fait aussi le sujet de l'examen des Commissaires des rentes. T. VI, p. 189, 190.

Il s'est présenté dans l'examen de ce compte, une difficulté par rapport aux taxations de six den. pour livre, en faveur des Recev. Prov., pour leur droit de recette des rentes créées en 1693. Voyez Offices des décimes, §. II, n°. II.

En 1700.

M. de Pennautier.

XXXIII. L'Ass. de 1695 avoit cru nécessaire de former, outre le Bureau qui travaille en présence de l'Assemb., à l'examen des anciens comptes, une seconde Commission pour examiner le compte des rentes créées en 1690 & 1693: celle de 1700 juge encore ces deux Bureaux nécessaires; mais comme lesdites rentes avoient été réduites du den. 18 au den. 20, & les rentes créées en 1695 du den. 16 au den. 18, & que ces réductions ont apporté un changement considérable dans le compte de l'année 1698, l'Ass. de 1700 forme un troisième Bureau pour arrêter ce dernier compte. T. VI, p. 380.

Les comptes examinés dans cette Asssemblée, sont:

1°. Ceux des décimes pour les années 1695, 96, 97, 98, 99. T. VI, p. 399, 400, 401.

2°. Les comptes des rentes créées en 1690 & 1693, pour les années 1695, 96, 97. T. VI, p. 401, 402.

Au sujet de ce compte, le sieur Pennautier demande une décharge relative à l'affaire des bois des Ecclésiastiques: ladite décharge lui est accordée & aux traitants. T. VI, p. 402, 403, 404.

3°. Le compte des rentes créées en 1695 pour le secours annuel de quatre millions jusqu'à la fin de la guerre, & de leurs réductions aux deniers 18 & 20: deux délibérations préliminaires audit compte. Ordonné, 1°. que les cinq originaux de la délibération de 1695 pour l'emprunt des 3500000 liv., seront rapportés & remis entre les mains des Commissaires: autre arrêté que l'expédition de la délibération de 1695 du 8 Juillet, pour l'emprunt des 125685 liv., sera remise auxdits Commissaires, cloſe & signée du Notaire chez qui elle étoit déposée.

Les Commissaires des rentes de 1695, concurremment avec ceux des rentes de 1690 & 1693, ont ensuite examiné le compte des rentes de 1695, & de leurs conversions pour les années 96, 97, 98, 99, & ont continué l'examen des rentes de 1693, & converties en 1698 pour les années 98 & 99.

Les débits desdits comptes se sont trouvés monter à la somme de 167218 liv. 16 sols 4 den.: arrêté que le Receveur-Gén. se chargera en recette de ladite somme. T. VI, p. 404 juſq. 413.

4°. Le

1695 avoit cru
outre le Bureau
nce de l'Assemb.
s comptes, une
pour examiner le
ées en 1690 &
juge encore ces
res; mais comme
nt été réduites du
& les rentes créées
u den. 18, & que
porté un change-
ans le compte de
de 1700 forme un
ur arrêter ce der-
p. 380.
nés dans cette Af.

mes pour les an-
98, 99. T. VI, p.

es rentes créées en
les années 1695,
01, 402.

mpre, le sieur Pen-
décharge relative-
ois des Ecclésiasti-
ge lui est accordée
VI, p. 402, 403,

s rentes créées en
t annuel de quatre
in de la guerre, &
aux deniers 18 &
ons préliminaires
onné, 1°. que les
la délibération de
des 3500000 liv.,
remis entre les
ires : autre arrêté
la délibération de
pour l'emprunt des
nise auxdits Com-
ignée du Notaire
épouée.

des rentes de 1695,
e ceux des rentes
t ensuite examiné
de 1695, & de
ur les années 96,
& converties en
s 98 & 99.

es comptes se font
somme de 167218
arrêté que le Re-
gera en recette de
VI, p. 404 jusq.

4°. Le

4°. Le compte pour le secours ex-
traordinaire & annuel de 4000000 de
livres, accordé au Roi en 1695, jus-
qu'à la fin de la guerre, au lieu & place
de la capitation. Arrêté dudit compte
pour les années 96 & 97, & premier
quartier de 98, auquel a fini ladite im-
position : la recette montant à 9016026
liv. 14 sols, & la dépense à 9076793 l.
2 s.; partant le Comptable doit la som-
me de 39233 l. 12 s. T. VI, p. 413.

Dans ce compte, le Receveur-Gén.
s'est trouvé être en avance pour les
Diocèses de Tours, d'Orléans, de Li-
moges & d'Albi, de la somme de 50939
liv.; sur quoi l'Assemb. ordonne aux
Agents d'écrire auxdits Diocèses, que
les sommes dont le Receveur-Gén. a
fait reprise pour le reste de leur imposi-
tion, ne lui ont point été allouées dans
le compte qu'il a rendu, sauf son re-
cours sur les Diocèses, afin qu'ils pren-
nent leurs mesures pour rembourser
ledit Receveur-Gén., & faire cesser par
ce moyen leurs intérêts. T. VI, p. 414,
415.

5°. Le compte des Ministres & au-
tres gratifiés pour les années 1697,
98, 99, par le résultat duquel il est dû
au Sr. Pennautier, la somme de 25223
liv. 13 sols. T. VI, p. 415, 416.

En 1705.

XXXIV. M. de Pennautier présente
ses comptes :

1°. Pour les décimes, pour les pen-
sions des Ministres & pour la sub-
vention : des décimes, pour les années
1700, 1701, 1702, 1703, 1704 : des
pensions des Ministres, pour les mê-
mes années : de la subvention, pour
les années 1701, 1702, 1703, 1704 :
le *finis* vérifié des cinq comptes des
décimes, des trois années & demie de
la subvention, & des cinq années des
comptes des Ministres, il s'est trouvé
que, supputation faite de la recette &
de la dépense, il est dû par le Com-
ptable 105564 liv. 7 sols 10 den. L'Aff.
ordonne que cette somme sera portée
en recette sur le compte des frais com-
muns. T. VI, p. 757 jusq. 760.

2°. Comptes des rentes créées sur le
Clergé, & de la conversion ou réduction
des augmentations de gages, don-
nées aux Officiers des décimes. T. VI,
p. 760 jusq. 776.

3°. Les Commissaires jugent à pro-
pos de faire un compte particulier des
revenants-bons qui sont demeurés dans
la caisse, tant de la réduction des ren-

Table de la Coll. des P. V.

tes, que de celles des augmentations
de gages : ils y mettent le *finis*, &
l'Assemblée signe le compte. T. VI,
p. 776.

En 1710.

XXXV. Les comptes de M. de Pen-
nautier soumis à l'examen, sont :

Le même.

1°. Le compte des décimes pour les
années 1705, 1706, 1707, 1708, 1709 :
décharge des débits : partie rayée, at-
tendu qu'elle étoit employée dans la
dépense, quoique non payée par le Re-
ceveur-Gén. à cause des saisies; le
Comptable tenu de la porter en re-
cette. T. VI, p. 1067, 1068, 1069.

2°. Le compte des pensions des Mi-
nistres & autres gratifiés pour les mê-
mes années. *Ibid.* p. 1069, 1070.

3°. Le compte des rentes pour les
mêmes années : erreur concernant le
Diocèse de Châlons-sur-Marne, réfor-
mée : l'erreur étoit de 29 liv. quelques
sols. T. VI, p. 1070, 1071.

4°. Le compte des augmentations de
gages attribuées aux Officiers des dé-
cimes, en 1705, à cause de la finance
par eux payée pour la suppression des
charges des Commissaires des décimes.
T. VI, p. 1072.

5°. Le compte des six millions du
Don-gratuit de 1705. *Ibid.*

6°. Le compte de la subvention pour
les années 1705, 1706, 1707, 1708,
1709. *Ibid.*

7°. Le compte des billets de Mon-
noie. *Voyez* Monnoie, §. II.

Les Commissaires des comptes pro-
posent l'emploi des revenants-bons ap-
partenants aux Diocèses, & concluent
de faire, en leur faveur, deux états de
distriction, l'un de la somme de 49638
liv. 6 s. 10 d., & l'autre qui seroit fait
après le département des frais com-
muns : l'avis est suivi. T. VI, p. 1073,
1074, 1075.

Après la signature des comptes, le
Sgr. Président représente la nécessité
d'apurer tous les comptes. *Voyez* Apu-
rent.

En 1715.

XXXVI. M. Ogier présente ses com-
ptes : la Commission les examine; savoir :

M. Ogier.

1°. Le compte des décimes pour les
années 1710, 11, 12, 13, 14. Partie
rayée au chapitre de dépense du comp-
te, employée sous le nom du Contrô-
leur triennal de la première partie des
rentes de l'Hôtel-de-Ville, dont le
Comptable ne rapportoit aucune quit-
tance; ladite partie de 563 livres, &c.

Qq

Autres deux articles contestés, l'un de 36400 livres, & l'autre de 4000 livres, au profit du Rec. Gén., sous prétexte des avances par lui faites, de semaine en semaine, pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville; lesd. sommes à lui adjugées par quelques anciens Arrêts : sur quoi, délibération portant, que les sommes seroient allouées; mais qui charge en même-temps les Agents de dresser des Mémoires sur cette affaire, pour obtenir que le paiement des rentes ne se fasse à la Ville, que de six mois en six mois, & qu'en conséquence le Clergé soit déchargé des 40400 liv., auxquelles il ne s'est jamais obligé. T. VI, p. 1406 jusq. 1410.

2°. Compte des pensions des Ministres & autres gratifiés par le Clergé, pour les mêmes années. T. VI, p. 1410 jusq. 1413.

3°. Compte des revenants-bons. Somme de 3000 liv. de revenants-bons, par le décès des Pensionnaires. Fonds de pareille somme éteint pour l'avenir, & de moins imposé sur l'état des pensions. Dans l'examen du même compte des revenants-bons, article de dépense, pour bâtimens, jugé trop fort. T. VI, p. 1413, 1414. Voyez Agents, §. IV, n°. II. Convertis, §. I.

4°. Compte des anciennes rentes qui ont commencé en 1686, pour les années 1710, 11, 12, 13, 14: savoir, rentes créées en 1690, en 1693, en 1695, en 1700, en 1705 & en 1707. T. VI, p. 1415 jusq. 1419.

5°. Compte des remboursements des anciennes rentes, depuis 1690 jusq'en 1705. T. VI, p. 1419, 1420.

6°. Compte de l'emprunt des vingt-quatre millions, fait en 1710, avec les comptes des impositions faites en 1710, 11, 12, 13, 14. T. VI, p. 1420 jusq. 1424.

7°. Compte des remboursements sur les emprunts faits en exécution de la délibération du 11 Avril 1710. T. VI, p. 1424, 1425.

8°. Compte de l'emprunt de 8 millions, fait en 1711. T. VI, p. 1425 jusq. 1429.

En 1719.

Le même.

XXXVII. En l'Assemb. des Prélats, commis par S. M., en 1719, pour la liquidation & remboursement des dettes du Clergé, M. Ogier, Recev. Génér., déclare au Bureau, qu'il étoit prêt de rendre ses comptes dans la forme qui lui seroit prescrite; qu'il représentoit

seulement, qu'attendu que, par l'Arrêt du Conseil, Mrs. les Commissaires devoient arrêter ses comptes, par provision, & ce, en attendant la prochaine Assemblée, il lui fût permis de retenir ses acquits & autres pièces justificatives de ses comptes, pour être en état de les représenter à la prochaine Assemb., & en obtenir sa décharge: arrêté, que M. Ogier compteroit, par un état au vrai; la demande au surplus accordée: arrêté, de plus, conformément à une autre demande du sieur Ogier, qu'on lui remettroit incessamment ses Registres d'immatricule, afin qu'il fût en état de dresser les comptes qui ne sont pas encore dans leur perfection; & que la délibération par laquelle il avoit été résolu, que le Recev. Génér. ne feroit point le recouvrement des impositions du second terme de 1719, lui seroit notifiée, & que ses requisitions seroient inférées au Procès-verbal. T. VI, P. J. p. 540, 541, 542.

Les comptes mis sur le Bureau & examinés, sont:

1°. Le compte des décimes, pour les années 1715, 16, 17, 18, 19.

2°. Le compte des pensions, pour les années 1715, 16, 17, 18.

3°. Le compte des arrérages de l'emprunt de 1710, pour les années 1715, 16, 17, 18.

4°. Le compte des arrérages de l'emprunt de 1711, pour les mêmes années.

5°. Le compte des arrérages de l'emprunt de 1715.

6°. Le compte des anciennes rentes, pour les années 1715, 16, 17, 18, 19.

7°. Le compte des remboursements faits sur les emprunts de 1710, 1711, 1715.

8°. Le compte des revenants-bons.

[Nota. Le rapport concernant ce compte, ne se trouve point dans le Procès-verbal manuscrit: le rapport fait sur tous les autres comptes, s'y trouve.]

Tous lesdits comptes ont été signés par les Prélats-Commissaires. T. VI, P. Just. p. 542 jusq. 551.

Dans cette même Assemb. des Prélats-Commissaires, en 1719, le sieur Geoffroi, chargé de faire, au nom du sieur Dubreuil, le recouvrement des impositions du second terme de 1719, met ses comptes sur le Bureau, après les avoir affirmés véritables. Les Commissaires députés pour l'examen, y trouvent plusieurs difficultés qu'ils proposent à la Compagnie, & sur lesquelles elle forme autant de délibérations ten-

ue, par l'Arrêt
ommissaires de-
tes, par provi-
nt la prochaine
mis de retenir
es justificatives
tre en état de
haine Assemb.
e : arrêté, que
par un état au
plus accordée :
imément à une
Ogier, qu'on
ment les Re-
fin qu'il fût en
tes qui ne sont
fection ; & que
elle il avoit été
Génér. ne feroit
des impositions
1719, lui feroit
sitions feroient
al. T. VI, P. J.
ur le Bureau &
icimes, pour les
8, 19.
nions, pour les
8.
trérages de l'em-
années 1715,
trérages de l'em-
mêmes années.
trérages de l'em-
anciennes rentes,
16, 17, 18, 19.
remboursements
de 1710, 1711,
revenants-bons.
ernant ce compte,
le Procès-verbal
fait sur tous les
uve.]
es ont été signés
missaires. T. VI,
2.
Assemb. des Pré-
n 1719, le sieur
aire, au nom du
couvrement des
d terme de 1719,
le Bureau, après
tables. Les Com-
l'examen, y trou-
rés qu'ils propo-
& sur lesquelles
délibérations ten-

dantes à la radiation de quelques arti-
cles. *Ibid.* p. 552, 553.

En 1723.

XXXVIII. M. Ogier met ses comp-
tes sur le Bureau, & les affirme vérita-
bles : ils sont ensuite portés dans les
différents Bureaux, où ils devoient
être examinés ; l'examen fini, le rap-
port est fait :

1°. Des comptes des anciennes im-
positions pour les années 1715, 16,
17, 18, & six premiers mois de 1719 :
difficultés proposées sur ces mêmes
comptes, & dont la décision est ren-
voyée après le rapport des autres comp-
tes.

2°. Des nouvelles impositions pour
les mêmes années.

3°. Des comptes du sieur Géofroi,
& des rachats faits en billers de Ban-
que pendant l'année 1720.

4°. Des anciennes impositions des
années 1720, 21, 22.

5°. Des nouvelles des mêmes années.

L'Ass. remet à délibérer sur les dif-
ficultés de tous ces comptes, afin d'a-
voir de plus grands éclaircissements.
Tous Mrs. les Commissaires desdits
comptes, se rassemblent pour résumer
des articles dont il devoit être rendu
compte à l'Assemblée ; ils les discutent :
M. l'Archev. d'Aix résume tous les rap-
ports de Mrs. les Commissaires des
comptes. Délibération de l'Assemb.,
par laquelle il est arrêté, que les comp-
tes de 1715, 16, 17, 18, 19, seront
clos & arrêtés dans cette Assemb., &
les autres renvoyés à la prochaine Ass.
Raisons sur lesquelles est fondée cette
délibération.

Et pour préparer les éclaircissements
que l'Assemblée juge nécessaires,
tant pour l'intelligence des comptes
des trois dernières années, que pour
lever les charges & les souffrances qui
restent sur les comptes des cinq an-
nées précédentes, ordonné :

1°. Que M. Ogier sera tenu de pré-
senter à la prochaine Assemblée, un
compte du rétablissement des rentes
dues par le Clergé, en exécution de
l'Arrêt de 1720, pour donner un jour
entier aux comptes dont la révision est
renvoyée à la prochaine Assemblée ;
plan & modele qui lui en sera fourni.

2°. Que par le sieur Molan que l'As-
semblée a commis à cet effet, & à
qui elle accorde 2000 liv. de gratifi-
cation pour ce travail, il sera fait un
dépouillement exact & en détail, dif-

tingué par six mois, de tous les rem-
boursements qui ont été faits sur les
24, 8 & 12 millions, des deniers pro-
venants des impositions ou des rachats
particuliers des Diocèses, depuis 1710
jusques & compris 1719, & auquel le
Receveur-Gén. sera tenu de se confor-
mer dans les comptes qu'il rendra de-
puis 1720, des impositions des années
1710, 1711 & 1715, en faisant recette
& dépense de six en six mois dans le
compte de chaque année.

Mrs. les Commissaires des comptes
terminent leur rapport par le compte
des revenants-bons. Ledit rapport fait
par M. l'Archev. de Narbonne, le *finito*
y ayant été mis, ledit compte est signé
par toute l'Ass. ; elle signe aussi tous les
comptes auxquels le *finito* étoit mis. T.
VI, p. 1644 jusq. 1663.

Plan du compte qui est à rendre par
M. Ogier à l'Ass. prochaine, en consé-
quence de l'Arrêt du 9 Juin 1720. Ledit
plan dressé par le sieur de Molan, sui-
vant les ordres de l'Ass. de 1723. Il est
rapporté, T. VII, P. J. p. 11, 12 & f.

L'Ass. ordonne que les revenants-
bons des années 1720, 21, 22, 23, 24,
seront employés par le Recev. Gén.,
à remplacer les fonds portés au Trésor
Royal, lesquels étoient destinés à payer
les gages, arrérages & pensions des an-
nées précédentes, compris les six pre-
miers mois de 1720. T. VI, p. 1663,
1664.

En l'Ass. de 1730, le sieur Géofroi
demande la somme de 10923 liv., à lui
due par l'arrêté de l'Ass. de 1723 ; l'Ass.
en ordonne le paiement en un contrat
sur les anciennes rentes. T. VII, p. 1017
& suiv.

En 1725.

XXXIX. M. Ogier rend compte du
travail qu'il avoit fait en conséquence
des ordres de la dernière Assemb. : il
lit un Mémoire fait à ce sujet, & le dis-
tribue à la Compagnie ; après quoi il
met ses comptes sur le Bureau, & les af-
firme véritables. L'Ass. se rappelle les
regles des comptes prescrites à M. Ogier
dans la dernière Assemb., & ordonne
l'impression des Mémoires de M. Ogier
& de M. de Molan. On observe, dans le
Mémoire de M. Ogier, des termes éloi-
gnés du respect qu'il devoit à l'Assemb.
de 1723 : la Compagnie lui fait con-
noître son mécontentement : il lui est
enjoint de ne faire imprimer à l'avenir
aucun Mémoire qui n'ait été commu-
niqué aux Agents. T. VII, p. 93, 94.

Q q 2

Le même.

M. de Molan rend compte du travail dont il avoit été chargé par l'Ass. de 1723 : il explique d'abord les motifs de la délibération par laquelle le dépouillement des comptes de M. Ogier avoit été ordonné : il expose ensuite sept contraventions dans lesquelles il prétend que M. Ogier étoit tombé. Celui-ci se présente à l'Ass., & explique ses réponses aux observations & aux objections que le sieur de Molan avoit faites sur ses comptes, & demande qu'elles soient insérées par extraits au Procès-verbal : ce qui lui est accordé. T. VII, p. 24 jufq. 129.

La Commission ayant examiné en gros les sept contraventions objectées au sieur Ogier, reconnoît qu'elle ne pouvoit former son avis sur six de ces contraventions, que dans le cours de l'examen du dépouillement des comptes : elle se borne à prononcer sur la première contravention : favoir, si M. Ogier étoit ou n'étoit pas tombé en contravention, lorsqu'en 1710 il avoit emprunté la somme de 200000 livres, remises par le Roi au Clergé, sur les 24 millions; lorsqu'en 1711 il avoit emprunté la somme de 66666 liv. 13 sols, remise par le Roi au Clergé sur les 8 millions; lorsqu'en 1715 il avoit emprunté la somme de 100000 l., remise par le Roi au Clergé sur les 12 millions, a-t-il pu & dû, ou n'a-t-il dû, ni pu emprunter lesdites trois sommes, ou si les ayant empruntées, il doit, ou ne doit pas rendre aux Dioc. les intérêts qu'ils en ont payés, depuis le jour qu'il les a empruntées, jusqu'au jour que, suivant l'ordre qu'il en a reçu, il les a réparties aux Diocèses?

L'avis de la Commission est, qu'il n'y a point eu, dans la conduite du sieur Ogier, de contravention par rapport aux susdites trois sommes; que cependant il auroit dû, ou ne point emprunter ces sommes, ou les restituer aux Diocèses en déduction des capitaux de leur rachat; mais qu'on ne doit pas exiger de lui qu'il en rapporte les intérêts, pour les années qui se sont écoulées entre l'emprunt de ces sommes & la répartition qu'il en a faite aux Diocèses en 1715 & 1720. Conformément à cet avis, l'Assemb. a déchargé M. Ogier du reproche de contravention, & de la restitution des intérêts des sommes remises par le Roi sur les 24, 8 & 12 millions: elle a donné acte audit Sieur de la soumission qu'il venoit de remettre sur le Bureau, par laquelle il se dé-

liste des intérêts qu'il auroit pu exiger des Diocèses pour frais d'emprunts, de voitures, &c. T. VII, p. 129 & suiv.

M. l'Evêque de Soissons, Chef de la Commission du dépouillement des comptes de M. Ogier, pour les 24, 8 & 12 millions, en continuant son rapport sur les autres six chefs de contraventions objectées, divise en deux parties son rapport sur cet objet: dans l'une, il expose simplement & au naturel les faits tels qu'ils ont paru être après un mur examen; or ces faits ne sont pas avantageux à M. Ogier: dans l'autre, il expose les moyens que M. Ogier employoit pour sa défense.

Le résultat de la première partie du rapport est, que, par le dépouillement des comptes des 24, 8 & 12 millions, le sieur Ogier se trouvoit redevable, à cause du retard des remboursements, de la somme de 471776 l. 6 d.

M. l'Evêque de Soissons rapporte ensuite les raisons du sieur Ogier en réponse aux contraventions qui lui étoient objectées par le sieur de Molan: il discute ces raisons, & propose enfin l'avis de la Commission. Le tort, dit ce Prélat, que M. Ogier a fait au Clergé, nous a paru constant à tous: il nous a paru que, selon le dépouillement de ses comptes, il montoit à la somme ci-dessus énoncée: il nous paroît à tous qu'il est juste que le sieur Ogier en dédommage le Clergé: mais comment répéter de lui cette somme? Nous n'avons pas été entièrement unanimes. Quelques-uns ont cru, qu'ayant constaté la somme, l'Assemb. devroit ordonner que le Comptable en tiendrait compte au Clergé sur les autres sommes qui pourroient lui être dues par le *finis* des comptes qui seront arrêtés. D'autres ont été d'avis qu'il ne convenoit pas au Clergé de se faire justice à lui-même, & qu'il étoit plus convenable de demander des Commissaires au Roi, pour voir les comptes du sieur Ogier. Cet avis a prévalu dans la Commission, & a été adopté par l'Assemb. T. VII, p. 185 jufq. 336.

Dans les comptes de M. Ogier, soumis à l'examen des Commissaires en l'Ass. de 1725, ce qui est principalement à observer, regarde:

1°. Le compte des 8 millions accordés à S. M.; sur quoi, M. l'Archev. de Narbonne, Chef de la Commission, fait voir la nécessité d'obliger M. Ogier d'en rendre compte; raisons d'impossibilité qu'il allégué pour s'en défendre; état

aurait pu exiger
d'emprunts, de
p. 129 & suiv.
missions, Chef de
pouillement des
, pour les 24, 8
tinuant son rap-
chefs de contra-
visé en deux par-
objet: dans l'une,
& au naturel les
rur être après un
faits ne sont pas
dans l'autre, il
e M. Ogier em-

miere partie du
de dépouillement
& 12 millions,
oit redevable, à
boursements, de
6 d.

ons rapporte en-
Ogier en répon-
qui lui étoient
le Molan: il dis-
pose enfin l'avis
tort, dit ce Pré-
fait au Clergé,
tous: il nous a
pouillement de ses
la somme ci-des-
aroit à tous qu'il
Ogier en dédom-

comment répéter
Nous n'avons pas
mes. Quelques-
constaté la som-
ordonner que le
oit compte au
mmes qui pour-
par le *finis* des
arrêtés. D'autres
convenoit pas au
ce à lui-même,
nable de deman-
au Roi, pour re-
sieur Ogier. Cet
Commission, & a
b. T. VII, p. 185

e M. Ogier, sou-
Commissaires en
i est principale-
rde:

8 millions accor-
M. l'Archev. de
Commission, fait
er M. Ogier d'en
as d'impossibilité
à défendre; état

des bordereaux par lui présentés; raisons qu'il prétend invincibles pour justifier sa conduite; réfutation desdites raisons; avis de la Commission. Délibération de l'Ass. Oui le rapport des Commissaires & les conclusions du Promoteur, qui ordonne au sieur Ogier de rendre compte desd. 8 millions à cette Assemblée.

2°. Mrs. les Commissaires se plaignent que le sieur Ogier n'a point voulu donner les comptes de 1723, 1724, de l'imposition destinée au paiement des arrérages & au paiement des capitaux: raisons de son refus & réfutation d'icelles.

3°. Sur le compte des anciennes décimes, M. l'Archev. d'Arles, Chef de la Commission, fait des observations sur la manière dont le Receveur-Général a dressé ses comptes: état dudit compte: sommes rayées: débits dont le Comptable se trouve reliquataire: avis de la Commission, & délibération par laquelle les comptes sont clos & arrêtés aux charges énoncées par la Commission.

4°. A l'égard du compte des revenants-bons; par le *finis* de ce compte, il est dû au Comptable la somme de 140941 liv. 3 s. 4 den. Délibération de l'Ass., qui pourvoit à son remboursement. T. VII, p. 346 jusq. 365.

En 1726.

XL. L'Assemblée de 1726 a eu quatre comptes de M. Ogier à examiner, savoir:

1°. Le compte des anciennes impositions pour l'année 1725, & les six premiers mois de 1726. Sous le nom d'anciennes impositions sont comprises les anciennes décimes destinées au paiement des rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé, ainsi que les impositions des pensions & des rentes créées par le Clergé depuis 1690, jusques & compris 1705. Par le *finis* de ce compte, M. Ogier est créancier de 300 liv. 9 den.: il est dit qu'il en fera dépense dans le compte des revenants-bons. Les apostilles & les arrêtés de tous ces comptes sont approuvés & signés par l'Assemblée. T. VII, p. 707 jusq. 722.

2°. Le compte des nouvelles impositions de 1710, 1711, 1715, concernant les 24, 8 & 12 millions de Dons-gratuits, pour l'année 1725, & les six premiers mois de 1726. Situation de la caisse générale du Clergé, au premier

Octobre 1726, par rapport aux 24, 8 & 12 millions: calcul fait par la Commission, pour connoître en quel temps les impositions desdits millions doivent cesser: fin de l'imposition des 24 millions, après le premier Octobre 1727: fin de l'imposition des 8 millions, après le premier Octobre 1736: fin de l'imposition des 12 millions, après le premier Avril 1741. L'Assemblée approuve les apostilles mises sur les comptes des nouvelles impositions, & est en tour de l'avis de la Commission. T. VII, p. 722 jusq. 734.

3°. Les comptes concernant le Don-gratuit de 8 millions de 1723, & des impositions destinées au paiement des arrérages & au remboursement des capitaux des 550000 liv., qui sont partie de ce Don-gratuit. Par l'état final dudit compte de 8 millions, le Comptable est créancier du Clergé de 2265 l. 8 deniers, à porter en dépenses dans le compte des revenants-bons. A l'égard de l'imposition faite sur les Diocèses en 1723, pour le paiement des arrérages & le remboursement des capitaux de l'emprunt des 550000 liv., par l'état final de ce compte, le Comptable est débiteur de 12939 liv. 1 sol 2 d., dont il est dit qu'il fera recette dans le compte des revenants-bons. Lesdits comptes apostillés, clos & arrêtés, comme ils l'ont été par la Commission. T. VII, p. 734 jusq. 744.

4°. Compte du revenant-bon, par l'arrêté duquel M. Ogier est débiteur de 64905 liv. 8 s. 5 den., qu'il est chargé de remettre à M. de Sénozan. T. VII, p. 744 jusq. 752.

Mrs. de la Commission, en comparant ce dernier compte avec les précédents, observent plusieurs remplacements à faire dans la caisse générale du Clergé, qu'il est important de connoître; ils en rendent compte, & leur avis sur ce sujet est suivi par l'Ass. T. VII, p. 752 jusq. 761.

5°. M. Ogier, après avoir rendu ses comptes, forme plusieurs demandes, revenant en tout à la somme de 1337796 liv. 15 s. 4 den.; sur quoi, transaction passée avec lui. Voyez Receveur-Général, §. III, n°. XIII.

En 1730.

XLI. Différents comptes rendus, tant par M. Ogier, que par M. de Sénozan. Mrs. Ogier & de Sénozan.

1°. Le compte des anciennes rentes créées depuis 1636, jusques & compris

1705 : rapport des moyens de pourvoir au remboursement du capital desd. anciennes rentes : délibération prise en conséquence, & pour libérer le Clergé de partie du capital desdites rentes. Le compte du paiement des arrérages de ces rentes, pour les six premiers mois de 1716, est rendu par M. Ogier : celui des six derniers mois de 1716, est rendu par M. de Sénozan, de même que ceux des années suivantes. Tous les débet revenant au Comptable, doivent être portés en dépense dans le compte des revenants-bons. Motif de cet arrangement. T. VII, p. 946 jusq. 954.

2°. Le compte de l'imposition des anciennes décimes destinées à payer les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris. Observations sur les changements arrivés dans la levée de cette imposition, depuis les remboursements & les nouvelles liquidations desd. rentes ordonnées en 1710 : arrangement pris par l'Ass. de 1716, par rapport au paiement des arrérages desd. rentes : M. de Sénozan en rend le compte pour les années 1716, 17, 18, 19 : tous les débet de la part du Comptable, reviennent ensemble à la somme de 85691 liv. 19 sols, dont ledit Comptable est chargé de faire recette dans le compte des revenants-bons : examen de ce qui a donné lieu à ce que la recette desdits comptes excède si fort la dépense. Arrangements proposés par la Commission, par rapport à l'imposition qui doit être annuellement levée à l'avenir pour le paiement des arrérages desdites rentes : délibération en conséquence, par laquelle il est arrêté, que le département provisionnel, fait en 1716, sera annuellement exécuté, jusqu'à un nouveau département général. T. VII, p. 936 jusq. 945.

3°. Les comptes des impositions de 1710, 1711, 1715 & 1723, pour les années 1716, 17, 18, 19. M. Ogier rend le compte pour les six premiers mois de 1716 ; M. de Sénozan le rend pour les six derniers mois & les années suivantes, à qui il reste dû la somme de 13582 livres 1 sol, dont il est dit qu'il fera fait dépense dans le compte qui sera rendu en la prochaine Assemb. T. VII, p. 967 & f.

4°. Les comptes de l'imposition des arrérages & remboursements des cinq millions 500000 l. empruntés en 1723. Le compte des six premiers mois est rendu par M. Ogier ; M. de Sénozan le rend pour les six derniers mois & les années suivantes. Par le *finis*, il reste dû à M.

de Sénozan la somme de 7342 liv. 1 sol 7 den., dont il est dit que le Comptable fera dépense dans le compte à rendre à la prochaine Ass. T. VII, p. 973 & f.

5°. Compte de l'imposition du Don-gratuit de 1716 : la recette excède la dépense de 35 liv. 4 s. 4 den., dont il est dit que le Comptable fera recette dans le compte des revenants-bons : apostilles du compte approuvées. T. VII, p. 978, 979, 980.

6°. Compte des frais communs de l'Ass. de 1716 : raisons pour lesquelles il n'a point été arrêté en ladite année : dû par le Comptable la somme de 51871 l. 12 sols. Causes de ce débet. Apostilles approuvées. T. VII, p. 954, 955, 956.

7°. Compte du remboursement des augmentations de gages attribuées aux Officiers des décimes en 1705 : recette égale la dépense : apostilles approuvées. T. VII, p. 957 jusq. 960.

8°. Compte du paiement des arrérages des rentes créées en 1707, à commencer de 1710, jusques & compris 1719. Observations sur ledit compte : la recette excède la dépense de 1519 l. 18 sols : causes de cet excédant : apostilles approuvées. T. VII, p. 956, 957.

9°. Compte des remboursements faits sur le capital desdites rentes de 1707 : recette égale la dépense : observations importantes concernant le rattachement qui a été fait en 1710, sur les anciennes & nouvelles impositions, en conséquence de la réduction au denier 50 des rentes dues par le Clergé : avis de la Commission, à ce sujet, approuvé par l'Assemb. M. de Sénozan est chargé de travailler à un nouveau département desdites impositions, qui sera arrêté par la prochaine Assemblée. T. VII, p. 960 & f.

10°. Compte des revenants-bons. Affaire des Diocèses de Lyon, Soissons & Grenoble : leurs moyens à fin de radiation de quelques articles du compte à leur profit : délibération de l'Assemb., qui ordonne que lesdits Diocèses contribueront au paiement des arrérages des emprunts réellement faits par le Clergé-Général, sur les 5 500000 liv. de 1723, jusqu'au jour de leur rachat, encore bien que les deniers provenant desdits rachats, aient été portés au Trésor Royal. Rapport du compte desdits revenants-bons : dû au Comptable la somme de 8474 liv. 16 sols, dont il fera dépense dans l'état des frais communs : apostilles approuvées. T. VII, p. 980, jusq. 1001.

e 7342 liv. 1 sol
ue le Comptable
mpte à rendre à
I, p. 973 & f.
olution du Don-
ecette excède la
4 den., dont il
ble fera recette
evenants-bons :
approuvées. T.
60.

is communs de
pour lesquelles il
ladite année : dé-
omme de 51871 l.
débet. Apostilles
954, 955, 956.
bourfement des
attribuées aux
n 1705 : recette
illes approuvées.
60.

ment des arrêra-
n 1707, à com-
ques & compris
ur ledit compte :
pense de 1519 l.
excédant : apos-
VII, p. 956, 957.
ourlements faits
rentes de 1707 :
se : observations
nt le retranche-
1720, sur les an-
impositions, en
uction au denier
le Clergé : avis
sujet, approuvé
nozan est chargé
eau département
qui sera arrêté
blée. T. VII, p.

evenants-bons. Af-

Lyon, Soissons

yens à fin de ra-

cticles du compte

on de l'Assemb.

es Diocèses con-

ent des arrérages

ent faits par le

s 5500000 liv. de

e leur rachat, en-

rs provenant des

porés au Trésor

mpre desdits re-

omptable la fom-

ols, dont il fera

is frais communs :

T. VII, p. 980,

En 1735.

XLII. Les comptes examinés, clos & arrêtés, sont, 1°. le compte des anciennes décimes pour les années 1730, 31, 32, 33, 34; 2°. le compte des anciennes rentes depuis 1636, jusques & compris 1705, & ce pour lesdites cinq années; 3°. le compte des nouvelles rentes, à cause des impositions de 1710, 11, 12, 23, pour les années 1730, 31, 32, 34; 4°. difficulté sur un article de reprise dans le compte des 4 millions accordés en 1730, concernant les Diocèses de Nîmes & d'Alais, & sur une erreur dans le département de cette somme, consistante en un total de 25088 liv., imposées & payées de trop par différents Diocèses au profit d'autres : délibération de l'Assemblée sur ces deux objets; 5°. compte de l'emprunt de 12 millions en 1734, & des arrérages de l'emprunt; 6°. comptes des 4 millions de 1730, des rentes de 1707, & des frais communs de 1734; 7°. compte des revenants-bons & récapitulation des autres comptes. T. VII, p. 1381 & f.

En 1740.

XLIII. Les comptes présentés par M. de Sénozan, examinés, clos & arrêtés, sont :

1°. Les comptes des anciennes décimes & des anciennes impositions, pour les années 1735, 36, 37, 38, 39; 2°. le compte des impositions faites dans les mêmes années, pour les Dons-gratuits de 1711, 1715, 1713. Difficulté particulière, proposée par le Recev. Gén., sur ce qui reste à recouvrer & rembourser du Don de 1715, terminée par l'Ass.; 3°. le compte de l'imposition faite esdites années, pour le Don-gratuit de 1734; 4°. le compte de l'emprunt des 8 millions, fait en 1735, & des rentes dudit emprunt pendant les mêmes années. Observations générales de Mrs. les Commissaires, sur les comptes des Dons-gratuits de 1734 & 1735 : nouvelles progressions proposées pour lesdits Dons-gratuits, & ordonnées par l'Assemblée; 5°. trois autres comptes, savoir, des remboursements faits aux Receveurs Provinc. des rentes de 1707 & des revenants-bons. Etat des remboursements sur les offices. T. VII, p. 1588 jusq. 1656.

Apurement des comptes de la gestion de feu M. de Sénozan, depuis & compris 1730, jusques & compris 1739. *Infra*, an. 1745.

En 1745.

XLIV. L'Assemb. de 1745 nomme une Commission pour l'apurement des comptes de la gestion de feu M. de Sénozan, depuis & compris 1730, jusques & compris 1739. M. l'Archev. de Bordeaux, Chef de la Commission, en fait le rapport. L'Ass. arrête, conformément à l'avis de la Commission, que la somme de 45132 liv. 5 sols, à laquelle se sont trouvés monter tous les articles alloués sous débits de quittances, des différentes natures de rentes depuis 1730, jusques & compris 1739, sera portée en recette au compte des revenants-bons, que M. de Saint-Jullien rendra, en la présente Ass., & de décharger les comptes de feu M. de Sénozan de ces différents articles. T. VII, p. 1933 jusq. 1937.

L'Assemb. de 1745 fait deux délibérations préliminaires à l'examen des comptes de M. de Saint-Jullien : elle ordonne, 1°. que Mrs. les Commissaires chargés d'examiner les comptes des différentes natures de rentes pour les années 1741, 42, 43, 44, feront un dépouillement par bref état des articles alloués sous débits de quittances, pour faire connoître à l'Assemb. les sommes auxquelles les débits se trouveront monter année par année, & que copie des bordereaux fournis par M. de Saint-Jullien desdits articles, sera mise aux Archives. Autre délibération, portant que, si par les comptes des rentes sur les Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, il se trouvoit que la recette excédât la dépense, l'excédant sera porté en recette dans le compte des revenants-bons. T. VII, p. 1936, 1937.

Les comptes présentés par M. de Saint-Jullien, examinés, clos & arrêtés par l'Assemblée, sont :

M. de Saint-Jullien.

1°. Les comptes des anciennes décimes & ceux des anciennes rentes, depuis & compris 1636, jusques & compris 1705. Celui des rentes créées en 1707, & l'état des débits des Payeurs des Rentes, avec l'état des déficits.

2°. Les comptes des rentes de 1711, 1715, 1723, 1734, 1740, avec l'état des déficits.

3°. Le compte de l'abonnement de 120000 liv. pour les droits de contrôle.

4°. Le compte des nouvelles rentes créées en 1735, pour les années 1740 & suivantes : le compte de l'emprunt de 13700000 liv. fait en 1742 : celui de l'imposition de 577968 liv., pour 10

paiement des portions d'arrérages sur ladite année 1742, des rentes créées en ladite année, & le compte desdites rentes pour les années entières de 1743 & 1744, avec l'état des déficits.

5°. Le compte des revenants-bons. T. VII, p. 1937 & f.

En 1750.

Le même.

XLV. Les comptes présentés par M. de Saint-Jullien, examinés, clos & arrêtés, sont :

1°. Le compte des décimes & celui des anciennes rentes.

2°. Le compte des rentes constituées sur l'emprunt de 1734, de celles créées sur l'emprunt de 1735, de celles de 1734 & 1735 réunies aux rentes constituées sur l'emprunt de onze millions de 1747.

3°. Le compte des rentes de 1742 : le compte de l'emprunt de 16 millions fait en 1748, avec le compte des portions d'arrérages de trois mois des rentes créées sur ledit emprunt : le compte des rentes de 1742 & 1748 réunies.

4°. Le compte des rentes de 1723 : le compte de l'emprunt de 15 millions fait en 1745, & des rentes constituées sur ledit emprunt.

5°. Le compte des rentes de 1707.

6°. Le compte des revenants-bons. T. VIII, p. 277 jusqu'à 323.

En 1755.

Le même.

XLVI. En l'Assemblée de 1755, M. de Saint-Jullien met ses comptes sur le Bureau, & les affirme véritables, en la manière accoutumée. T. VIII, p. 476.

Le premier compte, dont les Commissaires chargés de l'examen, font le rapport, est celui des décimes & des anciennes rentes pour les années 1750, 51, 52, 53, 54. Avant de travailler à cet examen, la Commission avoit eu, pour premier objet de son travail, l'apurement des comptes antérieurs à l'année 1750.

Par le *finis* dudit compte, la recette est de 919413 liv. 11 f. 1 d., la dépense est de 970329 liv. 14 f. 8 den.; partant le Comptable est en avance de 50916 liv. 3 fols 7 den. T. VIII, p. 476 & f.

A la suite de ce rapport, la Commission propose de procurer aux Rentiers du Clergé, la liquidation de plusieurs parties de rentes de l'Hôtel-de-Ville, prétendues assignées sur le Clergé, dont les Propriétaires réclamoient depuis long-temps le paiement. Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. II, n°. VII.

1°. Le compte des rentes de 1707 : recette égale à la dépense. T. VIII, p. 481.

3°. Le compte des revenants-bons, ainsi nommé, parce qu'il est composé de différentes recettes & dépenses imprévues. Par le *finis* de ce compte, la recette est de 276881 liv. 3 f. 7 den., la dépense de 326848 liv. 15 fols 8 den.; partant le Comptable est en avance de 49967 liv. 12 f. 1 den.; somme à porter en dépense dans le compte des frais communs de la présente Ass. T. VIII, p. 496 & f.

4°. La Commission, après avoir apuré la plus grande partie des débits des comptes antérieurs à l'an 1750, fait le rapport des comptes des rentes créées en 1734, 1735, 1747, & de ceux des rentes constituées sur l'emprunt de 1745. Ces comptes sont rendus pour les années 1750, 51, 52, 53, 54.

A l'égard des comptes des rentes créées en 1734, 1735 & 1747, par le *finis* du compte des six derniers mois de 1754, la dépense se trouve excéder la recette de la somme de 13844 liv. 19 f. 2 d. à porter dans le compte suivant. T. VIII, p. 483 jusqu'à 487.

Quant au compte des rentes de 1745, par le *finis* du compte des six derniers mois de 1754, la dépense excède la recette de la somme de 19122 liv. 15 fols 10 den., lequel excédant sera porté en dépense dans le compte suivant. T. VIII, p. 487 & suiv.

5°. Les Commissaires, après l'apurement des rentes demeurées en souffrance, & allouées sous débet de quittances, dans les comptes des emprunts antérieurs à 1750, font leur rapport des comptes des rentes des emprunts de 1742 & de 1748, qui ont été réunis, depuis & compris l'année 1750 jusqu'en 1754 inclusivement.

Par le *finis* du compte des six derniers mois de 1754, la recette est de 1044312 liv. 7 f. 11 d., la dépense de 1045807 l. 5 den.; partant le Comptable est en avance de 1494 liv. 12 f. 6 d., à porter en dépense dans le compte suivant. T. VIII, p. 489 jusqu'à 496.

Tous les susdits comptes sont mis sur le Bureau, & signés par l'Assemblée. T. VIII, p. 500.

En 1760.

XLVII. En l'Assemblée de 1760, M. de Saint-Jullien met ses comptes sur le Bureau, & les affirme véritables, suivant l'usage. L'Ass. ayant été avancée, il

Le même.

rentes de 1707 :
nie. T. VIII, p.

revenants-bons,
qu'il est composé
de dépenses im-
de ce compte, la
liv. 3 f. 7 den., la
v. 15 sols 8 den.,
est en avance de
; somme à porter
compte des frais
nte Ass. T. VIII,

après avoir apuré
des débits des
l'an 1750, fait le
des rentes créées
7, & de ceux des
ur l'emprunt de
font rendus pour
52, 53, 54
mpres des rentes
5 & 1747, par le
six derniers mois
se trouve excéder
me de 13844 liv.
ans le compte sui-
jusq. 487.

des rentes de 1745,
te des six derniers
ense excède la re-
19122 liv. 19 sols
dans sera porté en
mpte suivant. T.

res, après l'apure-
rures en souffran-
débit de quittan-
tes des emprunts
font leur rapport
tes des emprunts
qui ont été réunis,
née 1750 jusqu'en

pte des six derniers
te est de 1044312
nse de 1045807 l.
Comptable est en
2 f. 6 d., à porter
mpte suivant. T.
6.

omptes font mis
es par l'Assemblée.

60.

ab. de 1760, M. de
es comptes sur le
e véritables, sui-
yant été avancée,
il

il eût été difficile au Recev. Génér. de
produire les comptes des six derniers
mois : sur quoi la Compagnie a arrêté,
qu'il en seroit usé dans cette Assemb.
comme en celle de 1745, & qu'en con-
séquence le Rec. Gén. donneroit seu-
lement un bordereau des six derniers
mois de 1759, lequel constatera la re-
cette & la dépense qui doivent être em-
ployées dans le compte en forme qu'il
rendra en 1765. T. VIII, p. 776.

Les Commissaires préposés à l'exa-
men des comptes, travaillent d'abord
sur l'apurement des comptes antérieurs
à 1755. Les comptes examinés & arrê-
tés, sont :

1°. Les comptes des anciennes dé-
cimes & des anciennes rentes, pour les
années 1755, 56, 57, 58, 59 : par le
finio desdits comptes, le Comptable
est en avance de la somme de 42321 l.
2 f. 1 d., à porter en dépense dans le
compte suivant. T. VIII, p. 776 jusq.
784.

2°. Le compte des rentes de 1707,
pour les mêmes années ; recette égale
à la dépense ; partant le Comptable
quitte. T. VIII, p. 784, 785.

3°. Le compte de l'emprunt de seize
millions, fait au denier 25, en 1755,
& des rentes constituées sur cet em-
prunt, pour les susdites années, à l'ex-
ception des six derniers mois de 1759.
Par le *finio*, le Comptable est en avance
de la somme de 3038 liv. 2 sols 7 den.,
à porter en dépense dans le compte sui-
vant des six derniers mois, lequel n'a
été rendu que par bordereau. T. VIII,
p. 785 jusq. 792.

4°. Le compte des revenants-bons,
par le *finio* duquel le Comptable est en
avance de la somme de 5578 l. 5 f. 6 d.,
à porter en dépense, comme il est d'u-
sage, dans le compte des frais communs
de la présente Assemb. T. VIII, p. 792
jusq. 798.

5°. Compte des rentes de 1742 & de
1748, pour les années susdites, à l'ex-
ception des six derniers mois de 1759,
pour lesquels le compte n'est présenté
que par bref état. Par le *finio*, non com-
pris les six derniers mois, le Comptable
est en avance de 4722 liv. 16 sols 10 d.,
à porter en dépense dans le compte sui-
vant. T. VIII, p. 798 jusq. 806.

6°. Comptes des rentes de 1734, 1735
& 1747, pour lesd. années, non com-
pris les six derniers mois de 1759, pour
lesquels le compte n'est présenté que
par bordereau. Par le *finio*, non compris
les six derniers mois, le Comptable est

Table de la Coll. des P. V.

en avance de la somme de 9578 l. 15 f.
9 d., à porter en dépense dans le com-
pte suivant. T. VIII, p. 807 jusq. 818.

7°. Compte des rentes de 1745 & de
1748, pour les mêmes années, non com-
pris les six derniers mois de 1759, pour
lesquels le compte n'est présenté que
par bordereau. Par le *finio*, non com-
pris les six derniers mois, le Comptable
est en avance de la somme de 6836 liv.
14 f. 2 den., à porter en dépense sur le
compte suivant. T. VIII, p. 818 jusq.
828.

Signature desdits comptes. T. VIII,
p. 817, 818.

En 1765.

XLVIII. M. de Saint-Jullien met ses
comptes sur le Bureau, & les affirme vé-
ritables. T. VIII, p. 1208.

Les Commissaires chargés de l'exa-
men, commencent par l'apurement des
parties qui étoient restées en souffran-
ce, & allouées sous la charge de rap-
porter quittances.

Le premier compte est celui des dé-
cimes & des anciennes rentes pour les
années 1760, 61, 62, 63, 64. Par le
finio du compte, le Rec. Gén. est en
avance de la somme de 22307 liv. 7 f.
10 den., à porter en dépense dans le
compte suivant. T. VIII, p. 1208 jusq.
1217.

2°. Le compte des rentes de 1707,
pour les mêmes années : recette égale
à la dépense. T. VIII, p. 1217, 1218.

3°. Compte des revenants-bons. Par
le *finio* duquel le Comptable est en
avance de la somme de 123943 l. 13 f.
1 d., à porter en dépense dans le com-
pte des frais communs de la présente
Assemblée, suivant l'usage. T. VIII,
p. 1218 & suiv.

4°. Le compte des rentes de 1755,
au denier 25, à commencer par les six
derniers mois de 1759, jusques & com-
pris les six derniers mois de 1764. Par
le *finio*, le Comptable s'est trouvé en
avance de la somme de 21103 liv. 15 f.
4 d., à porter en dépense dans le com-
pte suivant. T. VIII, p. 1223.

Observation sur l'inutilité & les in-
convénients du compte de la dernière
année. Voyez *suprà*, §. I, n°. XX.

5°. Les comptes de toutes les rentes
au denier 20, lesquelles, à l'époque des
six derniers mois de 1762, se trouvent
réunies dans un seul & même compte.
La Commission présente chaque com-
pte séparément, depuis & compris les
six derniers mois de 1759, jusques &

R r

compris les six premiers mois de 1761, tels qu'ils subsistoient, suivant les délibérations antérieures à celle de 1761: elle les suit successivement par nature de rentes, telles qu'elles ont été réunies.

1°. Les rentes de 1734, 1735 & 1747.

2°. Les rentes de 1741 & 1748.

3°. Celles de 1743 & 1758.

4°. Les rentes de 1760.

5°. Celles de 1761.

La Commission n'expose ces différents comptes distinctement, que jusques & compris les six premiers mois de 1761, parce qu'aux six derniers mois suivants, qui est le terme indiqué pour leur réunion, Mrs. les Commissaires présentent ce compte général, jusques & compris les six derniers mois de 1764. T. VIII, p. 1231 jusq. 1270.

Signature des comptes. T. VIII, p. 1270.

En 1770.

XLIX. Le Receveur-Général met ses comptes sur le Bureau, & les affirme véritables. T. VIII, p. 1668.

Mrs. les Commissaires des comptes en commencent l'examen par l'apurement des parties qui avoient été allouées sous débet de quittances. Les comptes rendus, sont:

1°. Le compte des décimes & anciennes rentes, pour les années 1765, 66, 67, 68, 69. La Commission commence son rapport par faire observer, que, par la délibération de l'Ass. de 1765, il a été ordonné, qu'à l'avenir, & à commencer du terme de Noël 1765, il seroit re. du, au lieu du compte ordinaire des anciennes rentes, dans la forme où il avoit été présenté jusqu'alors, deux comptes séparés & distincts; que l'un seroit appelé *Compte des décimes, pensions & appointements*, contenant six chapitres de recette qui sont désignés; que l'autre seroit nommé *Compte des anciennes rentes*, & ne comprendroit plus qu'un seul & unique chapitre de recette, composé de la somme de 135811 l. 9 s. 5 d.

Ce compte des décimes & anciennes rentes est rendu dans l'ancienne forme, pour les six premiers mois de 1765 seulement; & pour les années suivantes, il est rendu dans la nouvelle forme, en observant les deux divisions ci-dessus marquées: savoir, 1°. le compte des décimes, pensions & appointements; 2°. le compte des anciennes rentes.

A l'égard du premier compte, la dépense excède la recette de la somme de

7332 liv. 7 sols, dont le Comptable fera dépense dans le premier chapitre du compte qu'il rendra, de cette même espèce, pour l'année 1770.

A l'égard du second compte, le Comptable est en avance de la somme de 34141 liv. 6 sols 3 den., dont il fera dépense sur le compte qu'il rendra de ces rentes pour 1770. T. VIII, p. 1668 jusq. 1688.

2°. Le compte des rentes de 1707, pour les mêmes années 1765, 66, 67, 68, 69; rentes constituées pour le compte du Roi, & dont il fait le fonds; rentes réduites à présent à un très-modique objet, tant par le remboursement que le Roi en a fait faire, que par leur réduction au denier 50. La recette de ce compte est égale à la dépense. T. VIII, p. 1689.

3°. Le compte des rentes réunies de 1755 & 1765, au denier 25, pour les mêmes années: le compte de 1769 n'est présenté que par bordereau, suivant la délibération de 1765. Par le *finis* de ce compte, le Comptable est en avance de la somme de 6785 l. 11 s., à porter en dépense sur le compte suivant. T. VIII, p. 1690 jusq. 1701.

4°. Le compte de toutes les rentes au denier 10 réunies, pour les mêmes années: celui de 1769 n'est présenté que par bordereau. Par le *finis* du compte, le Comptable est en avance de la somme de 13923 l. 12 s. 1 d., à porter en dépense sur le compte suivant. T. VIII, p. 1701 jusq. 1735.

5°. Le compte des rentes au denier 25, de l'emprunt de 1766, dont les principaux ont été employés au remboursement des rentes au denier 10, ledit compte pour les mêmes années: pour l'année 1769, il n'est rendu que par bordereau. Par le *finis* du compte, il y a un excédant de recette qui forme un bénéfice pour le Clergé, sur l'opération des remboursements, à l'époque du premier Avril 1770, de la somme de 759040 liv. 10 sols, laquelle somme sera portée en recette au compte des revenants-bons qui reste à présenter à l'Assemblée, pour en être par elle fait l'emploi qu'elle jugera convenable. T. VIII, p. 1735 jusq. 1763.

Pour rendre sensible à toute l'Ass. l'opération des remboursements & les bénéfices qu'ils ont produits, Mrs. les Commissaires en présentent à l'Ass. un Tableau général, qui est précédé d'une explication sommaire de toutes les pièces qui le composent: ces pièces

ptable fera
apitre du
te même

mpre, le
la somme
ont il fera
rendra de
II, p. 1668

s de 1707,
5, 66, 67,
ur le comp-
onds; ren-
es modique
ement que
par leur ré-
cette de ce
e. T. VIII,

réunies de
5, pour les
1769 n'est
suivant la
finis de ce
en avance
f., à porter
suivant. T.

s les rentes
les mêmes
présenté que
du compte,
de la som-
à porter en
nt. T. VIII,

s au denier
, dont les
és au rem-
denier 20,
es années:
rendu que
u compte,
e qui forme
sur l'opé-
à l'époque
la somme
elle somme
ompte des
présenter à
par elle fait
enable. T.

oute l'Ass.
ents & les
o, Mrs. les
t à l'Ass.
est précédé
de toutes
ces pièces

sont l'état des remboursements des rentes au denier 20, fait depuis le mois de Janv. 1766, jusqu'au premier Fév. 1770, tant avec les fonds ordinaires qui y étoient destinés, qu'avec les fonds de l'emprunt au denier 25. Observations sur lesdits remboursements. Résultat des remboursements au denier 20. Explication du Tableau contenant les bénéfices & les charges occasionnés par l'opération des remboursements des rentes au denier 20. Tableau desdits bénéfices & charges. Délibération de l'Assemb. concernant le Tableau général de la conversion des rentes du denier 20 au denier 25. Rapport sur l'emploi du bénéfice provenant de ladite conversion des rentes, & sur les gratifications relatives à cette opération. T. VIII, p. 1763 jusqu. 1768. P. Just. p. 554 & suiv.

6°. Le compte des revenants-bons, dont la recette excède la dépense de la somme de 291375 l. 16 s. 11 d., dont le Comptable est en débter, & fera recette sur le compte des frais communs de la présente Assemb., conformément à la délibération du 30 Août. T. VIII, p. 1764, 1778 & suiv.

En 1775.

L. Après la présentation des comptes & leur affirmation par le Rec. Gén., Mrs. les Commissaires des comptes en commencent l'examen par l'apurement des parties qui avoient été allouées sous débter de quittances. Les comptes rendus, sont:

1°. Le compte des décimes, pensions & appointements, auquel on joint celui des anciennes rentes au denier 50: l'un & l'autre pour les années 1770, 71, 72, 73, 74.

Quant au premier compte des décimes, pensions & appointements, la dépense excède la recette de la somme de 3929 l. 2 s., laquelle composera le premier chapitre de dépense du compte de l'année 1775.

A l'égard du second compte, qui est celui des anciennes rentes pour les susdites années, le Comptable se trouve en avance de la somme de 1569 l. 13 s. 10 d., de laquelle il composera le premier chapitre de dépense du compte de l'année 1775. T. VIII, p. 2129 jusqu. 2144.

Mrs. les Commissaires terminent ce rapport par mettre sous les yeux de l'Assemblée, le résultat du compte de l'emprunt au denier 25, qui fut ouvert

en 1766, pour le remboursement général des rentes au denier 20. La recette de ce compte est composée de deux chapitres.

Le premier contient toutes les sommes reçues des Particuliers y dénommés, pour les principaux des rentes au denier 25, constituées à leur profit, depuis le 15 Janvier 1766, jusqu'au premier Février 1770, montant à la somme de 46755364 liv. Le second comprend tous les fonds destinés à chaque terme, depuis & compris le premier Avril 1766, jusqu'au premier Avril 1770 inclusivement: ces fonds montant à la somme de 6519000 livres, la recette totale de ce compte est en conséquence de la somme de 53274364 liv.

La dépense, qui contient les remboursements des rentes au denier 20, se monte à la même somme: il résulte de ce compte que le Comptable est quitte. T. VIII, p. 2144 jusqu. 2146.

2°. Le compte des rentes de 1707, pour les mêmes années 1770, 71, 72, 73, 74; rentes constituées pour le compte du Roi, & dont il fait le fonds; rentes réduites à présent à un très-petit objet, tant par les remboursements que le Roi en a fait faire, que par leur réduction au denier 50. La recette de ce compte, de 14814 l. 6 s. 8 d., est égale à la dépense. T. VIII, p. 2146.

3°. Le compte de toutes les rentes au denier 20 réunies; ce qui comprend le compte de l'année 1769, de toutes lesdites rentes, & dont le bordereau a été arrêté par l'Ass. de 1770.

Le compte de 1770, de toutes les rentes au den. 20, tant de ce qui restoit à rembourser des anciens emprunts faits jusques & compris 1762, que pour celles constituées sur le nouvel emprunt de 16 millions, fait dans la même année, & qui leur a été réuni. Ce compte n'a aucun rapport avec celui de 1769: on en donne la raison.

Le compte de l'année 1771, de toutes lesdites rentes au denier 20 réunies.

Le compte de l'année 1772, de toutes les susdites rentes.

Le compte de l'année 1773, de toutes les rentes au denier 20 constituées, tant sur les emprunts faits depuis 1734, jusques & compris 1770, que sur celui fait au même denier, en 1772, qui leur a été réuni, à compter des six derniers mois de la même année.

Le compte des rentes au denier 20, année 1774: ce compte n'est présenté que par un simple bordereau. Par le

finis du compte, le Comptable est en avance de la somme de 4610 l. 18 f. 6 d. T. VIII, p. 2147 jusqu'à 2169.

4°. Le compte des rentes au denier 25, des emprunts de 1755, 1765 & 1766 réunis. Mrs. les Commissaires commencent leur rapport par quelques observations nécessaires pour faciliter l'intelligence du compte. Il comprend

Le compte de l'année 1769, des rentes au denier 25, des emprunts de 1755 & 1765 réunis, & dont les bordereaux ont été arrêtés par l'Ass. de 1770.

Le compte de la même année 1769, des nouvelles rentes au denier 25, constituées sur l'emprunt ouvert au même denier de l'année 1766, & dont les bordereaux ont été arrêtés par l'Ass. de 1770.

Le compte de l'année 1770, de toutes les rentes au denier 25 réunies.

Le compte de l'année 1771, desdites rentes.

Les comptes des années 1772, 73 & 74 : celui de 1774, présenté par simple bordereau. Par le *finis*, le Comptable se trouve en avance de la somme de 3775 l. 11 f. 5 d., qu'il portera en dépense au premier chapitre du compte de 1775. T. VIII, p. 2170 jusqu'à 2191.

5°. Les comptes des nouvelles rentes au denier 25, constituées depuis l'Ass. de 1770, conformément à sa délibération du 6 Septembre, sur la continuation de l'emprunt de 1766 : ce qui comprend

Le compte des six mois échus le premier Avril 1772, des nouvelles rentes au denier 25, constituées en conséquence de ladite délibération du 6 Septembre 1770.

Le compte des six premiers mois de 1772, échus depuis le premier Avril, jusqu'au premier Octobre de la même année.

Le compte des six derniers mois de 1772, échus du premier Octobre 1772, au premier Avril 1773.

Le compte des six premiers mois de 1773, échus le premier Octobre même année.

Le compte des six derniers mois de 1773, échus le premier Avril 1774.

Le compte des six premiers mois de 1774, échus le premier Octobre même année.

Le compte des six derniers mois de 1774, échus depuis le premier Octobre même année, jusqu'au premier Avril suivant. Ce compte présenté par bordereau.

De la recette & dépense combinée, il résulte que le bénéfice fait par le Clergé, pendant le cours de cette opération, est de la somme de 7655 l. 17 f. 2 d., laquelle sera employée aux remboursements définitifs sur les rentes au denier 20, à la première époque de la continuation de l'opération de 1766. T. VIII, p. 2191 jusqu'à 2207.

Mrs. les Commissaires terminent ce dernier rapport par le résultat du compte des remboursements faits sur tous les emprunts au denier 20, depuis & compris celui de 1734, jusques & compris celui de 1721 inclusivement. La recette, composée de deux chapitres, monte à 6853931 livres. La dépense, qui contient les sommes payées à différents Particuliers, pour les remboursements des rentes constituées à leur profit, au denier 20, est la même; partant le Comptable quitte. T. VIII, p. 2207 jusqu'à 2209.

6°. Le compte des revenants-bons, qui contient les différentes natures de recettes & de dépenses imprévues. Par le *finis*, la dépense excède la recette de 137943 l. 10 f. 8 d., dont sera fait dépense sur le compte des frais communs. T. VIII, p. 2209 jusqu'à 2215.

COMPTES DES RECEVEURS DIOCÉSAINS.

I. L'ASSEMBLÉE-GÉN. de 1567 ordonne, qu'en chaque Diocèse seront rendus tous les ans les comptes par les Receveurs des décimes & de la subvention, pardevant l'Evêque & les Députés du Diocèse; que l'original sera mis aux Archives du lieu, & la copie signée des Auditeurs, envoyée à Paris, à l'Assemblée-Général. pour y avoir recours, si besoin est. T. I, p. 53.

Sur les délais affectés des Receveurs Diocés. de Bayonne, à rendre leurs comptes, l'Ass. de 1725 ordonne aux Agents de faire les diligences nécessaires pour les y obliger, même de solliciter un Arrêt du Conseil pour nommer des Commissaires choisis dans la Chambre Souver. de Bordeaux, devant lesquels lesdits Recev. seront obligés de compter à leurs frais. T. VII, p. 384, 385.

Depuis l'établissement des Chambres des décimes & Bureaux Diocésains, toute autorité leur a été attribuée à l'égard des comptes des Recev. des décimes. Voyez Chambres des décimes, §. II, n°. IV.

se combinée,
ice fait par le
s de cette opé-
de 7655 l. 17 s.
loyée aux rem-
ur les ventes au
e époque de la
ation de 1766.

107.
s terminent co
lultrat du comp-
faits sur tous
20, depuis &
jusques & com-
lusivement. La
deux chapitres,
s. La dépense,
s payées à dis-
sur les rembour-
stituées à leur
la même; par-
te. T. VIII, p.

venants-bons,
ntes natures de
imprévues. Par
cede la recette
dont fera fait
des frais com-
jufq. 1215.

RECEVEURS NS.

de 1567 or-
Diocèse seront
s comptes par
es & de la sub-
Evêque & les
que l'original
du lieu, & la
eurs, envoyée
Général. pour y
est. T. I, p. 53.
des Receveurs
à rendre leurs
ordonne aux
agences néces-
même de fol-
cil pour nom-
choisis dans la
rdeaux, devant
seront obligés
T. VII, p. 384,

nt des Cham-
ureaux Diocé-
sur a été attri-
tes des Recev.
mbres des dé-

II. Le Bureau Diocésain refusant de recevoir ou de clore les comptes du Receveur, comment ledit Receveur doit-il se pourvoir? Cette question s'est quelquefois présentée.

En l'Assemb. de 1584, le sieur Martelli, Propriétaire de l'office de Rec. particulier du Diocèse de Clermont, exposa, qu'il avoit cédé cet office à un nommé de Longueville, qui avoit fait quelque recette des deniers du Diocèse, & s'étoit absenté; qu'il s'étoit adressé aux Députés du Diocèse de Clermont pour ouïr les comptes dudit de Longueville; ce qu'ils n'avoient voulu faire: c'est pourquoi il supplioit la Compagnie d'ouïr le compte dudit Longueville: il fut ordonné qu'il remettrait toutes les pièces & comptes pardevant un des sieurs Députés pour en faire le rapport. Autre Requête de Martelli présentée à l'Ass., soutenue de l'Ordonnance des Sgrs. du Conseil, qui le renvoyoit pardevant la Compagnie pour l'audition dudit compte.

Sur quoi elle déclara, qu'elle étoit assemblée pour ouïr les comptes du Receveur-Gén. & pourvoir à ce qui concernoit le bien & l'utilité des Dioc. en général, & non des Diocèses particuliers; offrant néanmoins pour satisfaisaire à l'Ordonnance du Conseil, autant qu'il étoit en elle de vaquer, après la fin de l'Ass., à l'audition & clôture des comptes de Martelli, pourvu que ce fût du consentement du Diocèse de Clermont, & que les Députés du Diocèse qui séjourneront à cet effet en la Ville de Paris, y fussent aux dépens de Martelli. T. I, p. 254, 255.

En l'Ass. de 1601, sur la Requête du Receveur des décimes au Diocèse de Limoges, tendant à ce que, sur le refus des sieurs Evêque & Députés dudit Diocèse, de clore ses comptes, il plaise à la Compagnie de lui donner des Commissaires pour en faire la clôture: il est ordonné que lesdits sieurs Députés clorront lesdits comptes dans trois mois, & qu'à leur refus, le Suppliant se pourvoira pardevant les Syndics & Députés-Généraux du Bureau de Bourges. T. I, p. 700.

III. Modèle de compte dressé dans l'Assemb. de 1755, par la Commission du nouveau départem. gén. pour établir une comptabilité uniforme dans les Diocèses, auquel modèle les Receveurs Diocésains doivent se conformer à l'avenir, en commençant en 1756. T. VIII, p. 541, 542. P. J. p. 157.

COMPTES DES FABRIQUES.

Voyez Fabriques, §. II.

COMTAT VENAISIN.

Voyez Avignon.

CONCILE DE TRENTÉ.

Voyez Trente.

CONCILE D'UTRECHT.

Voyez Utrecht.

CONCILES.

I. L'ASSEMBLÉE de 1685 engage le P. Hardouin, Jésuite, à travailler sur les Conciles d'après le dessein du P. Labbe. T. V, p. 625.

II. M. l'Abbé de Targni propose à l'Ass. de 1710 une nouvelle Collection plus complète des Conciles de France: il expose, que l'Ouvrage étoit même fort avancé, & qu'il feroit en sorte de le présenter à l'Ass. de 1715. La Compagnie agréa le travail du sieur de Targni, & lui continua la pension de 1000 liv., qui lui avoit été accordée par l'Ass. de 1700. T. VI, p. 1145, 1146.

Il ne remplit point son engagement: l'Assemb. de 1715 charge les Agents de lui en parler. T. VI, p. 1482.

En l'Assemblée de 1730, M. l'Arch. de Rouen expose en quel état étoit la Collection des Conciles de France, par M. l'Abbé de Targni; qu'elle étoit en état d'être imprimée; que cette Collection feroit considérable, & contiendrait six volumes *in-folio*: exposition du plan de l'Ouvrage. L'Assemb. prie Mrs. les Archev. de Rouen & de Bourges, de demander à M. le Cardinal de Fleuri, au nom de l'Ass., sa protection pour cet Ouvrage; de supplier Sa Majesté d'en ordonner l'impression à l'Imprimerie Royale, & de voir M. le Duc d'Antin à ce sujet. M. le Cardinal fait espérer à la Compagnie qu'il appuiera auprès de Sa Majesté, les demandes du Clergé à cet égard: les deux Prélat's sont chargés en même-temps de l'examen de la Collection desdits Conciles de France, d'en rendre compte à son Eminence, & d'en solliciter l'impression. T. VII, p. 1190 & suiv.

En l'Ass. de 1735, les Commissaires des Archives dans leur rapport, observent que l'Ouvrage des Conciles de M. l'Abbé de Targni, ne pouvoit être imprimé de long temps, attendu qu'il n'y avoit que trois volumes qui fussent en état: les Prélat's nommés pour

l'examen, sont priés de veiller à l'accélération dudit Ouvrage. T. VII, p. 1493.

En l'Ass. de 1740, les Commissaires requièrent que la Collection des Conciles de France par feu M. de Targni, soit mise en état d'être imprimée, & qu'il soit pourvu à la dépense faite & à faire. Mrs. les Archevêq. de Bourges & de Rouen, priés en 1735 de veiller à l'accélération de cet Ouvrage, en avoient chargé les PP. Bénédictins de S. Maur, après le décès de M. de Targni. L'Assemblée de 1740 ratifie ce choix, & ordonne qu'il leur seroit payé dès-à-présent une somme de 1200 liv. pour les frais par eux avancés; plus une autre somme de 2000 liv., selon que Mrs. les Commissaires & Mrs. les Agents le jugeront à propos, eu égard au progrès de l'Ouvrage. T. VII, p. 1761, 1762.

L'Ass. de 1745 prie M. l'Archev. de Tours de remplacer M. l'Archev. de Bourges, nommé à l'Ambassade de Rome, pour veiller à l'Ouvrage de la nouvelle Collection des Conciles de France, par les PP. Bénédictins. Sur la proposition de M. l'Archev. de Tours, l'Assemblée accorde auxdits Peres, la somme de 1200 liv. pour chaque volume qui paroîtra d'ici à l'Ass. de 1750. T. VII, p. 2084.

En l'Assemb. de 1770, il est remontré que l'édition des Conciles de France avoit été presque entièrement abandonnée depuis vingt ans & plus; que deux Religieux Bénédictins y donnoient leurs soins, mais qu'ils avoient besoin d'être aidés. Sur quoi l'Assemb. charge Mrs. les Agents, d'écrire une Lettre circulaire dans tous les Diocèses, & d'engager Mrs. les Prélats, les Chapitres & les Monastères à visiter leurs Archives, & à communiquer tout ce qui peut intéresser l'édition des Conciles. T. VIII, p. 1907, 1908.

CONCILES NATIONAUX.

En 1656, on examine le poids de l'Ass. qui se tenoit alors sur le rapport qu'elle avoit avec les Conciles Nationaux, dont elle possédoit les principales fonctions: ce qui est justifié amplement par le récit de l'origine de ces Conciles, dans l'usage de l'Eglise. L'on juge que toute l'autorité de l'Eglise Gallicane, en ce qui regarde la doctrine & les Réglemens de la discipline Ecclésiast., résidoit en cette Assemblée-Gén., qui étoit en cela un

Concile National, comme les trois autres Assemb. des Prélats à la suite de la Cour représentoient les Synodes plus grands que les Provinciaux & moins que les Nationaux. T. IV, P. J. p. 36.

CONCILES PROVINCIAUX.

Le Clergé de France en a de tout temps demandé & vivement sollicité la célébration.

La Chambre Ecclésiastiq. aux Etats d'Orléans en 1560, article 51 & 52 du cahier, supplie Sa Majesté d'exhorter les Prélats de célébrer au plutôt leurs Conciles Provinciaux, & qu'il lui plaise procurer que le Concile général soit tenu de dix en dix ans, selon les décrets des Conciles de Confiance & de Basle. Recueil, p. 838, 839.

L'article 44, du cahier revêtu de Lettres-Patentes, de l'an 1574, porte qu'ils seront tenus de trois en trois ans, & que les Evêques qui ne sont soumis à aucun Métropolitain, seront obligés d'en élire un. Recueil, p. 990.

L'Ass. de Melun en 1579, propose comme un des meilleurs moyens de réformation, la tenue des Conciles Provinciaux. T. I, p. 132, 133. Voyez Réformation.

L'Ass. de 1585 met cet article au nombre de ses Remontrances au Roi. T. I, p. 283, 289, 290.

Le Roi dans la décision du différend sur la publication du Concile de Trente, élevé entre l'Ass. de 1585 & Mrs. du Conseil, permet la tenue des Conciles Provinciaux, & promet ses Lettres-Patentes pour l'exécution & observation des Réglemens qui y seront faits. T. I, p. 320.

L'Ass. de 1595, article 12 de son cahier, & dans l'avis donné aux Provinces, demande la tenue des mêmes Conciles. T. I, p. 373. P. J. p. 156.

Suivant la réponse à l'article 14 du cahier de l'Ass. de 1610, ils doivent être tenus de trois en trois ans, conformément aux Ordonnances de Blois & de Melun: permet cependant Sa Majesté aux Evêques de les assembler aussi souvent qu'ils jugeront être besoin: elle enjoint en même-temps à ses Officiers, de tenir la main à l'exécution des Réglemens qui y seront faits, & d'assister les Prélats, quand ils en seront requis. T. II, P. J. p. 4.

La Chambre Ecclésiastiq. aux Etats de 1614, ayant à délibérer sur les articles qui devoient être insérés au ca-

1617.

1560.

1625.

1574.

1579.

1585.

1595.

1610.

1645.

1614.

1650.

hier général, en dresse un exprès pour la tenue des Conciles Provinciaux, de deux en deux ans, ou tout au moins de trois en trois ans. T. II, p. 141.

1617. En conséquence des répons de Sa Majesté & de l'Edit de Melun vérifié, l'Ass. de 1617 arrête, qu'il sera écrit de la part de la Compagnie aux Pré-lats, pour les exhorter à la tenue desdits Conciles de trois en trois ans; arrêté aussi que Sa Majesté sera suppliée de les y convier par Lettres de cachet. T. II, p. 310.

1615. L'Ass. de 1615 prie Mrs. les Archevêques présents d'envoyer au premier jour leurs Lettres, à fin de convocation de leurs Conciles Provinc., & non plus tard qu'entre les Fêtes de Pâques & de Pentecôte prochaines: arrêté aussi qu'il sera écrit, au nom de l'Assemblée, à tous les Archevêques absents, pour faire pareille convoca-tion dans leurs Provinces dans ledit temps, & d'assigner, avant de se sépa-rer, le jour & le lieu du prochain Con-cile, dans un, ou dans deux, ou dans trois ans après, sans qu'il soit besoin de nouvelles Lettres de convocation; es-quels Conciles seront jugées toutes les choses graves, & les principaux diffé-rends qui se trouveront dans les Pro-vinces, même les plaintes que l'on voudroit y faire, soit des Evêques, ou de leurs Officiers, ou autres person-nes. Arrêté de plus de supplier Sa Ma-jesté, qu'elle accorde des Patentes pour que tous ses Officiers tiennent la main à l'exécution des décrets desdits Con-ciles. T. II, p. 481, 483, 493. *La Let-tre est rapportée*, P. J. p. 49 & suiv.

En cette Assemblée de 1615, M. l'Archev. de Rouen propose le Con-cile de Bordeaux pour modèle des Con-ciles Provinc. T. II, p. 488.

Voyez sur les Conciles Provinciaux, l'avis aux Evêques dressé par M. de Chartres en l'Ass. de 1615, & en-suite supprimé: il contient de sages Réglemens sur ce sujet dans les 20 premiers articles. T. II, P. J. p. 71, 73, 74.

1645. L'Ass. de 1645 exhorte les Ar-chev. de convoquer au plutôt les Con-ciles de leurs Provinces, pour être tenus ensuite de trois en trois ans. Elle obtient des Lettres - Patentes pour la tenue desd. Conciles; les Lettres sont vérifiées au Parlement de Paris. T. III, p. 178 & suiv.

1650. L'Assemblée de 1650 invite aussi les Archev. de convoquer au plutôt leurs

Conciles Provinc.; Lettres envoyées dans les Provinces à ce sujet. M. l'Arch. de Rouen, l'ancien des Archevêques, se conforme à cette invitation: il fait présenter à l'Ass. les Lettres d'ind-ication de son Concile: la Compa-gnie prie les Pré-lats de la Province de Normandie, de venir à l'Ass., où M. l'Archevêq. de Reims fait part de l'in-diction du Concile à M. d'Evreux, qui promet de s'y rendre. Une Lettre de M. de la Vrillière, écrite au nom du Roi, forme un empêchement à la tenue du Concile: l'Ass. écrit à M. de Rouen, pour l'exhorter de n'en point retarder la tenue: l'empêchement est levé de la part de la Cour, sur les re-présentations de l'Assemblée: le Pro-cureur-Général du Parlem. de Rouen forme opposition à l'indiction faite du Concile: l'Ass. se plaint de l'Arrêt, & prie l'Archev. de Rouen de ne pas différer son Concile, nonobstant led. Arrêt, & de se servir des moyens que Dieu lui a mis en main, en cas de plus grand empêchement: l'Assemblée adresse au Roi une forte remontrance au sujet de l'Arrêt de Rouen: l'Arrêt de cassation est sollicité: le Roi fait écrire à M. de Rouen qu'il peut tenir son Concile. M. d'Evreux dans l'inter-valle de la discontinuation du Concile, vient faire son Rapport à l'Ass. de ce qui s'étoit passé dans les premières séances: l'Ass. y donne son appro-bation. T. III, p. 613 & suiv. *Les Let-tres*, P. J. p. 77 & suiv.

En l'Assemblée de 1655, Mrs. les Commissaires proposent à l'Ass. de de-mander la révocation des ordres don-nés pour empêcher les Conciles Pro-vinciaux de Reims, Tours & Rouen: ils proposent aussi de demander des Lettres-Patentes pour la tenue des Con-ciles Provinc., conformes à celles qui furent accordées en 1645 & enrégis-trées au Parlement. La Déclaration est dressée: Mrs. les Agents sont chargés d'en poursuivre autant de *duplicata* qu'il y avoit de Parlements, avec des Let-tres de cachet, afin que les Officiers Royaux tiennent la main à l'exécution des choses résolues dans lesdits Con-ciles. T. IV, p. 197.

L'Assemblée de 1665 détermine de faire instance auprès de Sa Majesté, pour lever les obstacles qui empêchoient la tenue des Conciles Provinc. L'Evêq. d'Amiens dans sa Harangue, en repré-sente l'utilité & la nécessité; M. Col-bert, à qui il en est parlé, répond, que

1655.

1665.

le Clergé ne devoit point demander permission, où il y avoit des Déclarations. T. IV, p. 972 & suiv.

1670.

L'Ass. de 1670 ordonne des Remontrances au Roi sur la tenue des Conciles Provinciaux, comme le seul moyen de rétablir la discipline : M. le Coadjuteur de Reims faisant au Roi la Remontrance, l'appuie d'un Mémoire contenant les raisons qu'avoit le Clergé d'espérer cette grace. T. V, p. 85, 86.

1695.

M. l'Archev. de Paris, Président de l'Ass. de 1695, propose au Roi de rétablir les Conciles Provinc. : Sa Majesté répond, qu'il n'avoit jamais prétendu en empêcher la tenue, & qu'il en approuveroit la convocation toutes les fois qu'on lui en feroit connoître la nécessité, & qu'il en sera persuadé. T. VI, p. 262, 263.

M. l'Evêque de Noyon portant la parole à la clôture de l'Ass. de 1695, s'étend beaucoup sur la matière des Conciles-Généraux, Nationaux & Provinciaux. T. VI, p. 275 & suiv.

1700.

M. l'Evêque de Montauban de même dans la Harangue de clôture de l'Assemblée de 1700. T. VI, p. 590 & suiv.

1713.

En l'Ass. de 1713, M. l'Arch. d'Aix représente, que jamais la tenue des Conciles Provinc. n'avoit été si fort à souhaiter qu'elle l'étoit alors; qu'ainsi il croyoit que l'Ass. devoit se porter à renouveler ses instances auprès du Roi à ce sujet; que pour cela il falloit que le Clergé en fit un article du cahier, & que le Prélat chargé de la Harangue de clôture, en fit mention au nom du Clergé. Toute l'Ass. d'une voix unanime approuve la proposition. T. VI, p. 1681, 1682.

L'article premier du cahier est à ce sujet. Sa Majesté répond, qu'elle se portera volontiers à accorder cette permission aux Provinces qui la demanderont en connoissance de cause, & après avoir fait examiner dans son Conseil les motifs. Recueil, p. 1548.

M. l'Archev. de Sens dans la Harangue de clôture, insiste sur cet objet. T. VI, p. 1784.

1715.

L'Ass. de 1715 réitère avec les plus vives instances, tant dans la Harangue de clôture, que dans le cahier de la Jurisdiction, la demande des Conciles Provinc., & appuie cette demande, des circonstances particulières qui prouvoient les besoins pressants de quelques Provinces, & notamment de

celle de Narbonne. Voyez Religion, §. X, année 1725.

La réponse à l'article premier du cahier porte, que Sa Majesté connoît toute l'utilité des Conciles Provinc., & qu'après qu'elle aura fait examiner dans son Conseil, les raisons qui peuvent en rendre la convocation nécessaire, elle se portera volontiers à l'accorder aux Métropoles qui la demandent. Recueil, p. 1592, 1593.

Sur les représentations de M. l'Evêque de Nîmes, l'Assemblée de 1730 demande la tenue d'un Concile Provincial pour la Province de Narbonne, & arrête que cette demande sera insérée dans le cahier de la Jurisdiction, & qu'elle sera réitérée dans la Harangue de clôture. T. VII, p. 1063 jusqu'à 1070.

La réponse au cahier porte, que le Roi connoît toute l'utilité des Conciles Provinc., & qu'après qu'il aura fait examiner dans son Conseil, les raisons qui peuvent en rendre la convocation plus importante dans la Province de Narbonne, il fera savoir ses intentions. Recueil, p. 1676, 1677.

L'Ass. de 1735, article premier du cahier, insiste de nouveau sur la tenue des Conciles Provinc., comme le seul moyen efficace pour, &c.; à quoi Sa Majesté répond, que dans les cas qui pourront mériter qu'on en tienne, elle se portera volontiers à les permettre sur la demande des Métropoles. Recueil, p. 1689, 1690.

Cahier de 1740, art. premier, même demande, même réponse. T. VII, P. J. p. 414.

Cahier de 1745, art. premier, même demande, même réponse. T. VII, P. J. p. 461.

Cahier de 1750, art. premier. T. VIII, P. J. p. 70.

En l'Assemblée de 1755, même demande dans l'art. premier du cahier, pour la tenue, au moins de trois ans, ainsi que Louis XIV l'avoit ordonné par sa Déclaration du 16 Avril 1646. Même réponse qu'aux cahiers précédents. T. VIII, P. J. p. 197.

En l'Ass. de 1760, même demande, art. premier du cahier. Même réponse. T. VIII, P. J. p. 299.

L'Assemblée de 1765 présente au Roi un Mémoire pour le rétablissement des Conciles Provinciaux & Nationaux, & notamment pour un Concile de la Province de Narbonne, au sujet de l'Ordonnance & Instruction pastorale de M. l'Evêque d'Alais, dé-

férée

premier du
est connoît
Provinc., &
aminer dans
peuvent en
aire, elle se
ler aux Mé-
Recueil, p.

le M. l'Evê-
de de 1730
ncile Pro-
Narbonne,
sera insérée
, & qu'elle
gue de clô-
1070.

orte, que le
les Conciles
ura fait exa-
raisons qui
ocation plus
ce de Nar-
entions. Re-

premier du
u sur la re-
comme le
&c.; à quoi
ans les cas
en tienne,
les permes-
ropoles. Re-

nier, même
T. VII, P.

nier, même
T. VII, P.

premier. T.

même de-
du cahier,
de trois en
KIV l'avoit
du 16 Avril
cahiers pré-

77.
même de-
nier. Même
99.

présente au
rétablisse-
iaux & Na-
ur un Con-
bonne, au
Instruction
Alais, dé-
férée

férée à l'Assemb. Gén. par les Procès-
verbaux de toutes les Assemblées Prov.
T. VIII, p. 1362 & suiv., 1393, 1394,
1405. Le Mémoire, P. J. p. 457 & l.
Réponse. *Je ne refuserai jamais la per-
mission de convoquer les Conciles Pro-
vinciaux, lorsqu'il y aura de justes rai-
sons. Quant au Concile de la Province
de Narbonne, je craindrois que sa con-
vocation actuelle n'aggrave le mal au lieu
d'y remédier.* P. J. p. 476.

L'Art. de 1770, art. premier du ca-
hier de la Jurisdiction, en demande
la convocation au moins tous les cinq
ans, huit jours avant la tenue de l'Ass.
Provinc. *Même réponse.* T. VIII, P. J.
p. 618.

L'art. 2 du cahier de la Jurisdiction de
l'Ass. de 1775, est à ce sujet. *Voyez sur
l'article & la réponse le second Supplé-
ment de la Table, ad calcem.*

CONCORDAT.

UN Livre Italien, qui parut vers l'an
1680, comme une Apologie des Brefs
du Pape dans l'affaire de Charonne,
parle du Concordat comme d'une pure
grace que Léon X avoit faite à Fran-
çois I; & on y soutient que la Cour de
Rome ne seroit pas fort intéressée, si
ce traité mutuel, entre le S. Siege & la
France, n'étoit plus exécuté, puisque
les Papes auroient, comme en Alle-
magne, l'avantage de confirmer les élec-
tions: on y suppose aussi que le Pape
peut y déroger quand il veut. Ces maxi-
mes sont fortement combattues dans
le rapport fait par M. l'Archevêque de
Reims, dans l'Ass. des Prélats & traor-
dinairement assemblés en 1681. T. V,
p. 355, 356, 357.

CONCOURS POUR LES CURES.

I. Le Cahier présenté au Roi Char-
les IX par le Clergé, assemblé en 1573,
Cahier approuvé & ratifié par Lettres-
Patentes du 22 Janvier 1574, prescrit,
dans l'art. 8, un concours pour les Cu-
res, en règle en même-temps la forme,
le choix & le nombre des Examineurs,
& y soumet les Cures, tant en Patro-
nage laïque, que Patronage ecclésiasti-
que. Recueil, p. 971, 973.

II. M. l'Archevêque de Toulouse,
Chef du Bureau de la Religion, dans
son rapport fait à l'Assemb. de 1775,
sur la disette des Prêtres, propose en-
tr'autres moyens de remédier à cette
disette, celui d'encourager le Ministère

Table de la Coll. des P. V.

Ecclésiastique, en assurant la possession
des Cures à ceux qui ont travaillé dans
le Ministère; & c'est, ajoute ce Prélat,
ce qui peut s'obtenir par deux moyens:
l'un est la voie du concours, établie par
le Concile de Trente, adoptée dans plu-
sieurs Diocèses, & autorisée par nos
Rois; l'autre moyen est de forcer les
Patrons à nommer des Prêtres qui aient
travaillé dans le Ministère.

Un Mémoire sur le concours est pré-
senté à l'Assemb.: ce Mémoire établit
l'utilité du concours, propose des ob-
servations touchant le choix des exami-
nateurs, les qualités nécessaires pour
concourir, le genre de questions à pro-
poser par écrit, la façon d'examiner les
réponses, la discussion des services &
des qualités personnelles, le choix des
trois meilleurs Sujets, entre lesquels
les Patrons seront obligés d'en choisir
un pour le présenter. T. VIII, p. 2534.
Le Mém. P. J. p. 791.

L'Assemblée désirant multiplier, en
faveur des Ecclésiastiques qui travail-
lent dans les Diocèses, les moyens d'en-
couragements qui peuvent les soutenir
dans les fonctions du Ministère, & leur
être un objet d'émulation, a pensé
qu'un des moyens les plus utiles d'y
parvenir, seroit d'y faciliter l'établisse-
ment du concours, pour les Bénéfices-
Cures, dans les Diocèses où les Evêques
le croiroient utile, & de déterminer qu'au-
cun Ecclésiastique ne pourroit être pour-
vu de Bénéfice-Cure par voie de rési-
gnation, collation ou autrement, qu'il
n'eût servi pendant trois ans dans les
Diocèses où les Cures sont situées, ou
cinq ans dans d'autres Diocèses: & il a
été arrêté que la délibération sera mise
sous les yeux de S. M., en la suppliant
de concourir, avec le Clergé, au suc-
cès de tous les moyens Canoniques
qu'il pourra être nécessaire d'employer.
T. VIII, p. 2534, 2535, 2540, 2541.

M. le Garde des Sceaux, dans sa ré-
ponse, déclare que l'établissement du
concours dans les Diocèses, dont les
Evêques le demanderoient, la restric-
tion du droit des Patrons, en faveur de
ceux qui auroient travaillé un certain
temps dans le Ministère, ont paru des
objets de grande considération, dont
l'importance méritoit des Mémoires dé-
taillés & des réflexions approfondies;
qu'on recevra ces Mémoires, & qu'on
y donnera toute l'attention qu'ils mé-
ritent; après quoi on les mettra sous
les yeux du Roi. T. VIII, p. 2547.

CONCOURS DE PROVISIONS.

SUR le concours des Provisions de Bénéfices accordées par les Ordinaires & par le Vice-Légat d'Avignon, lesquelles doivent avoir la préférence. *Voyez* Légats d'Avignon, n°. II.

CONCUBINAIRES.

L'ASSEMBLÉE de Melun, en 1479, contient un Décret contre les Concubinaires, où, entr'autres choses, il est ordonné, qu'au commencement de chaque Carême, ils soient avertis, ceux qui sont connus nommément, & les inconnus en général, que si dans quinze jours, qui équivaudront à trois Monitions, ils ne cessent leur commerce, & ne renoncent au concubinage, ils seront excommuniés, ou nommément, s'ils sont connus, ou en général, s'ils ne le sont pas. T. V, P. J. p. 122.

CONDÉ.

SUR la prison des Princes de Condé & de Conti, & du Duc de Longueville. *Voyez* Princes du Sang, n°. III.

CONDOM.

1660. 1°. LA Chambre des Comptes fait saisir le Temporel de l'Evêque de Condom, faute d'avoir fait enregistrer son serment de fidélité, quoiqu'il se crût exempt de Régale. *Voyez* Régale, §. II, an. 1660.

2°. Griets & plaintes de l'Evêque de Condom, contre M. le Duc d'Epéron, Gouverneur de la Province. *Voyez* Epéron.

1666. 3°. Affaire du même Prélat avec les Religieuses de Nérac & les Peres Cordeliers, terminée par Arrêt du Conseil de 1666. *Voyez* Censures Ecclésiastiques, n°. VI.

1715. 4°. En l'Ass. de 1715, M. l'Evêque de Condom rend compte d'un Procès qu'il avoit depuis près de cinq ans contre M. Ogier, Receveur-Général, au sujet de billets de Banque, qui l'ayant perdu contradictoirement avec dépens, par Arrêt aux Requêtes de l'Hôtel, prétendoit le faire revivre, sous le nom du Clergé, dans un autre Tribunal. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. L'avis du Bureau est, que l'Ass. accorde sa protection au Diocèse de Condom, & ordonne aux Agents de faire notifier, au Syndic du Diocèse, un désaveu de la signification de l'Arrêt du Conseil, avec déclaration qu'ils n'avoient jamais prétendu impugner le Ju-

gement rendu en faveur du Diocèse de Condom. T. VII, p. 509, 510.

5°. Contestation entre le Diocèse de Condom & les Dames Religieuses de Bouloc, Ordre de Fontevault, Dioc. d'Auch : savoir en quelle qualité, ou de Bénéfice simple, ou de bien dépendant de Communauté Religieuse, devoit être imposée aux décimes, l'Annexe de Goulens, au Diocèse de Condom, dépendante de Bouloc? Ladite contestation terminée par l'Assemblée de 1775. *Voyez* Annexes de Bénéfices, n°. VII.

CONFÉRENCES
ECCLÉSIASTIQUES.

SUR ces sortes de Conférences ordonnées dans les Diocèses. *Voyez* Lieux, n°. IV.

CONFÉRENCES
AVEC LES HÉRÉTIQUES.

1°. Le Colloque de Poissi. *Voyez* Colloque.

2°. Le sieur la Milletière présente à l'Ass. de 1650 deux Manuscrits de controverses contre les Religionnaires, & il prie en même-temps la Compagnie de lui permettre une Conférence publique avec les Ministres : l'Ass. lui fait observer, qu'outre que le temps présent n'étoit pas propre pour la tenir, que lui étant Laïque, & cette Conférence ne pouvant se faire qu'en présence des Evêques, il ne pouvoit entrer en dispute. T. III, p. 718, 729, 730.

CONFÉRENCES
DE MM. DU CLERGÉ AVEC
MM. DU CONSEIL.

I. L'Ass. de 1645 demande & sollicite des Conférences avec Mrs. du Conseil, pour régler les objets de ses plaintes & demandes. M. le Chancelier paroît y faire difficulté, disant que ce n'étoit, ni son sentiment, ni la coutume des autres Ass. La Compagnie justifie la possession du Clergé sur ce point, par ce qui s'étoit passé es années 1625, 1635, 1641, où, durant la tenue des Ass. le Clergé avoit obtenu grand nombre d'Arrêts & de Déclarations sur les affaires les plus importantes & les plus pressantes, après qu'elles avoient été discutées dans de pareilles Conférences. T. III, p. 348, 349.

L'Ass. de 1650 avoit demandé une Conférence en présence de Mgr. le Duc

Diocèse de
510.
Diocèse de
cligieuses, de
rault, Dioc.
qualité, ou
bien dépen-
ligieuse, de-
cimes, l'An-
ce de Con-
uloc? Ladite
Assemblée
de Bénéfices,

NCES

QUES.

Conférences or-
es. Voyez Li-

NCES

ÉTIQUES.

li. Voyez Col-

ere présente à
Manuscrits de
cligionnaires,
la Compagnie
férence publi-
l'Ass. lui fait
temps présent
tenir, que lui
Conférence ne
fence des Evê-
er en dispute.

NCES

RGÉ AVEC
SEIL.

de & sollicite
s, du Conseil,
les plaintes &
lier paroît y
ce n'étoit, ni
me des autres
justifie la pos-
point, par ce
1625, 1635,
des Assemb.
rand nombre
s sur les affai-
les plus pres-
ent été dis-
Conférences.

demandé une
e Mgr. le Duc

CONFÉRENCES.

d'Orléans, à qui elle avoit envoyé à ce
sujet sept Députés : Son Altesse Royale
déclara ne pouvoir assister à la Confé-
rence ; mais qu'elle donneroit ordre à
Mrs. les Commissaires du Roi de con-
tenter le Clergé sur les choses qu'il de-
mandoit. Le jour de la Conférence ayant
été demandé à M. le Garde des Sceaux,
il fait d'abord difficulté de l'accorder,
disant, que c'étoit assez de mettre entre
les mains de Mrs. les Commissaires du
Roi, le cahier des demandes : les Dépu-
tés du Clergé firent instance, attendu
la nature des affaires qui ne pouvoient
se terminer que par une Conférence,
& l'usage où étoient les Assemb. d'en
obtenir. La Conférence fut accordée,
en forme de Conseil, chez M. le Garde
des Sceaux, où il fut répondu sur les
plaintes & articles. T. III, p. 642 & f.

En l'Ass. de 1690, M. l'Archevêque
de Paris expose à la Compagnie, que
le Conseil avoit été une fois dans le
sentiment de ne plus donner des Con-
férences, ni de nommer des Commis-
saires pour la J. d'édiction ; mais qu'il
avoit représenté à Sa Majesté que la Ju-
risdiction s'en alloit perdue, si on re-
tranchoit les Conférences ; que le Roi,
sur les Remontrances, en avoit accordé
la continuation, & que depuis S. M.
avoit toujours nommé des Commis-
saires sur cette matière. T. V, p. 677.

II. Les Députés qui sont nommés
pour conférer des affaires du Clergé
avec Mrs. du Conseil, sont invités de
se conformer à ce qui s'est toujours pra-
tiqué dans ces Conférences, & à ce qui
est rapporté, à cet égard, dans les Pro-
cès-verbaux de l'Assemb. & des précédentes,
pour conserver les droits &
honneurs du Clergé. *Règlement de 1715*,
tit. des *Assemblées-Générales*, chap. 3,
art. 3. T. VI, P. J. p. 493.

III. Lorsque les Conférences se
tenoient chez M. le Chancelier, Mrs. les
Députés, qui devoient y assister, se ren-
doient chez lui dans une des salles de
son Hotel, où son Secrétaire & deux
Huissiers de la Chaîne venoient les pren-
dre, marchant devant eux, & les con-
duisoient dans la salle où étoient Mrs.
du Conseil, qui s'étoient mis proche de
la table & du côté du feu : d'abord Mrs.
du Conseil saluoient Mrs. du Clergé,
& ils se couvroient point, qu'ils ne
fussent tous assis. Mrs. du Conseil pre-
noient leurs places du côté du feu, Mrs.
du Clergé de l'autre côté de la table, sur
des chaises à bras, quelques-uns de Mrs.
du second Ordre tout de suite, & les

autres derrière les Prélats & sur d'au-
tres chaises, si le premier rang étoit
rempli par les Evêques ; & la chaise du
Roi étoit toujours au bout de la table.
Si la Conférence étoit demandée par
Mrs. du Clergé, leurs Députés parloient
les premiers ; si par Mrs. du Conseil,
ils les écoutoient, & l'on devoit écrire
le résultat des Conférences. Si la chaise
du Roi n'étoit pas au bout de la table,
ou s'il n'y avoit pas des Huissiers de la
Chaîne, pour recevoir & conduire Mrs.
du Clergé, ils avertissoient M. le Chan-
celier qu'ils ne pouvoient pas entrer,
lui offrant néanmoins de tenir la Con-
férence, en prenant place au haut bout
de la table. Mrs. les Députés du Clergé
étoient accompagnés par M. le Chan-
celier jusqu'auprès de la porte de la salle,
où les Huissiers se mettoient devant eux
pour les reconduire dans celle où ils les
avoient pris avant que d'entrer dans le
lieu de la Conférence. En l'année 1660,
le Roi changea le lieu des Conféren-
ces, & voulut qu'elles fussent tenues au
Louvre dans la salle ordinaire du Con-
seil. *Cérémonial de Daigeville*. T. IV,
P. J. p. 171.

IV. Dans les Conférences tenues,
lors de l'Assemblée de 1635, entre les
Commissaires du Clergé, & Mrs. du
Conseil, pour les comptes des rentes de
la Ville, il s'éleva une contestation sur
le rang & la séance de Mrs. du Clergé.
Il leur fut dit qu'ils prendroient tout le
côté de la table vers la porte ; ce dis-
cours étonna l'Assemblée, qui arrêta
que ses Députés n'iroient point à la
Conférence, si on ne donnoit la place
du haut bout au plus ancien Prélat. Le
Cardinal de Richelieu voulut régler
cette contestation, & ayant su la vo-
lonté du Roi, il fit assurer la Compa-
gnie, qu'aux Conférences qui se tien-
droient dans le lieu du Conseil, M. le
Garde des Sceaux n'y étant point, les
Sgrs. Députés auroient le haut bout de
la table, & le côté ensuite devers la
porte ; & quand M. le Garde des Sceaux
y seroit, & la chaise du Roi au haut
bout de la table, les Sgrs. Députés au-
roient le même côté de la table, Mrs.
les Surintendants des Finances, s'ils s'y
trouvoient & tous autres, se mettant
du côté de M. le Garde des Sceaux.
Cette contestation avoit donné sujet
au Règlement fait par S. M., que dé-
ormais personne ne prendroit la place
de la chaise de S. M., son Conseil re-
nant. T. II, p. 689 & f.

Dans une autre Conférence de Mrs.

Extraits des Ass.
sur ce sujet. Diffi-
cultés survenues.

du Conseil avec les Députés de l'Ass. de 1635, Mrs. du Conseil refusent aux Députés du Clergé la place qui leur convient, se réservant à eux le côté de la cheminée, & plaçant Mrs. du Clergé à l'opposite. L'Ass. a recours à M. le Cardinal. Mrs. du Conseil proposent de donner aux Prélats des sièges en demi-cercle un peu éloignés du haut bout de la table : l'expédient n'est point agréé. Mrs. du Clergé, prêts à se retirer, M. d'Etampes est chargé, par Mrs. du Conseil, de venir leur dire qu'on ne pouvoit se dispenser de faire ôter la chaire du Roi du haut bout ; mais qu'on donneroit au plus ancien une chaire dans le coin de la table, un peu à côté de celle du Roi, & ensuite tout ce côté de la table aux autres Sgrs. Députés ; ce qui est accepté avec quelque peine. T. II, p. 761, 762, 763.

Dans la Conférence tenue au Louvre en 1645, au sujet du compte des dix années du contrat des rentes avec Mrs. du Conseil & les Sieurs de l'Hôtel-de-Ville, les Députés du Clergé ont leur séance accoutumée : savoir, M. l'Evêq. de Séz au haut bout de la table, à sa main gauche, l'Evêque de Rieux, ensuite le long de ladite table, du côté de la porte, les autres Députés du premier & du second Ordre : Mrs. du Conseil étant assis de leur côté & après eux les sieurs Echevins. T. III, p. 190.

En la même Ass. de 1645, il est observé qu'on a toujours fait différence des Conférences qui se tiennent dans le lieu du Conseil du Roi, & de celles qui se tiennent avec Mrs. les Commissaires de Sa Majesté dans la maison de quelqu'un d'entr'eux, ou, par coutume immémoriale, Mrs. du Clergé ont toujours eu les places les plus honorables : on en rapporte plusieurs exemples. T. III, p. 209.

Difficulté sur le Cérémonial.

Dans les Conférences résolues entre Mrs. du Conseil & Mrs. les Députés de la même Ass. de 1645, il s'éleva un différend sur le rang & la séance au haut bout de la table, qu'on vouloit disputer aux Députés du Clergé, & qui les obligea de se retirer. L'usage observé touchant leurs places, fut constaté par les Procès-verbaux de 1625 & 1635 ; savoir, que, même en la présence de M. le Chancelier, le premier des Sgrs. Députés se met au haut bout de la table, les autres Prélats le long de la table, vis-à-vis de M. le Chancelier, & les autres Députés assis ensuite au long de ladite table ; & au cas que la place man-

que, ceux qui restent du second Ordre se rangent derrière lesd. Sgrs. Députés. La Reine décida le différend en faveur du Clergé ; savoir, que la chaire du Roi étant au bout de la table, Mrs. les Prélats auront leurs chaires joignant la table, & Mrs. les Députés du second Ordre ensuite d'eux. La Conférence étant ensuite indiquée hors du Conseil & chez M. le Chancelier, l'Assemblée demanda, ou que la chaire du Roi & les marques du Conseil fussent conservées, ou qu'autrement le premier des Députés tint le haut bout de la table, & les autres Députés, tant du premier que du second Ordre, le côté de ladite table à main droite. La chaire du Roi & les marques du Conseil furent accordées. T. III, p. 308, 309, 310.

Dans une autre Conférence, que les Députés de l'Ass. de 1645 eurent avec Mrs. du Conseil, chez le Cardinal Mazarin, Son Eminence vint les accueillir quelques pas hors de sa chambre, les fit asseoir du côté du feu, lui Cardinal s'étant mis à la tête du Clergé, & M. le Chancelier étant assis de l'autre côté de la table, avec M. de Bellievre & les autres Conseillers d'Etat. T. III, p. 349.

Autres Conférences tenues au Louvre en la Chambre du Conseil, où l'Archevêque de Tours, le premier des Députés du Clergé, prit sa place au haut bout de la table, les autres Députés ensuite le long de la table, du côté de l'entrée de la salle. T. III, p. 354.

Dans une Conférence que les Députés de l'Ass. de 1650 devoient avoir avec Mrs. du Conseil, M. de Bellievre déclara aux Agents, que comme Doyen du Conseil, il prétendoit tenir la place du bout de la table, & Mrs. du Conseil ensuite celles du côté de la cheminée : l'affaire s'arrangea, & le rang accoutumé fut accordé au Clergé. T. III, p. 486, 487.

Autre Conférence tenue chez M. le Surintendant, où se trouverent les Députés du Clergé. M. le Surintendant vint au-devant d'eux à leur arrivée, les reconduisit tous séparément, jusqu'à les voir partir dans leurs carrosses. La place leur fut donnée au bout de la table. T. III, p. 493.

Dans une autre Conférence tenue au Conseil du Roi, chez M. le Garde des Sceaux, en présence des Députés de l'Ass. de 1650, il fut remarqué que M. le Garde des Sceaux avoit pris le pas devant Mrs. les Prélats, en les recon-

second Ordre
Sgrs. Députés.
end en faveur
chaire du Roi
Mrs. les Pré-
joignant la ta-
rés du second
a Conférence
ors du Conseil
r, l'Assemblée
aire du Roi &
fussent conser-
premier de les
ur de la table,
ant du premier
côté de ladite
chaire du Roi
seil furent ac-
309, 310.

érence, que les
de 1645 eurent
chez le Cardinal
ce vint les ac-
ors de la cham-
côté du feu, lui
la tête du Cler-
er étant assis de
avec M. de Bel-
ncilliers d'Etat.

tenues au Lou-
Conseil, où l'Ar-
premier des Dé-
a place au haut
autres Députés
ble, du côté de
III, p. 354.

re que les Dépu-
devoient avoir
M. de Bellievre
comme Doyen
oit tenir la place
de Mrs. du Con-
côté de la chemi-
, & le rang ac-
du Clergé. T. III,

venue chez M. le
ouverent les Dé-
le Surintendant
leur arrivée, les
ément, jusqu'à
us carrosses. La
us bout de la ta-

férence tenue au
M. le Garde des
des Députés de
emarqué que M.
avait pris le pas
s, en les recon-

duisant à la sortie du Conseil : quelque
temps avant, M. l'Evêque d'Agén, Dé-
puté du Clergé, avoit passé devant le
même Magistrat. L'Assemblée, pour
éviter qu'à l'avenir Mrs. les Chanceliers
ou Gardes des Sceaux en prétendissent
cet avantage sur les Députés du Clergé,
jugea à propos d'ordonner, par forme
d'instruction pour l'avenir, à Mrs. les
Prélats députés, qu'ils eussent à se main-
tenir dans cet avantage, & de passer
devant. T. III, p. 644, 645.

Dans la réception des Députés de
l'Ass. de 1655, aux Conférences tenues
chez M. le Chancelier, le Secrétaire de
M. le Chancelier, avec deux Huissiers du
Conseil, viennent les recevoir dans la
salle où ils étoient, & marchant devant
eux, les conduisent dans une autre salle
où étoient Mrs. du Conseil, proche de
la table & du côté du feu, lesquels d'a-
bord les saluent, & ne se couvrent point
que les Députés du Clergé ne soient assis.
Après avoir pris leurs places; savoir,
Mrs. du Conseil du côté du feu, & Mrs.
les Prélats de l'autre côté de la table dans
des chaises à bras, & Mrs. du second
Ordre dans d'autres chaises, celle du
Roi étant au bout de la table, l'on com-
mence à conférer. T. IV, p. 158.

Dans les Conférences que les Sgrs.
Députés de l'Ass. de 1660 devoient
avoir avec Mrs. du Conseil au Louvre,
il s'éleva un différend entre l'Ass. &
M. le Chancelier, touchant le Cérémo-
nial. M. l'Archevêque de Rouen,
Chef de la députation, exigea, qu'ainsi
qu'il se voit dans les Procès-verbaux des
précédentes Ass.emb., le premier des
Commissaires fût assis au haut bout de
la table, quand la chaire du Roi n'y est
point, & les autres ensuite dans des
chaises le long & près de la table, vis-
à-vis de M. le Chancelier : à cette oc-
casion l'on rapporte historiquement tout
ce qui s'est passé en pareilles rencon-
tres, depuis l'Ass. de 1635, & dont les
Procès-verbaux de 1635, 1645, 1650,
1655, font foi. Le tout oui, la Com-
pagnie, délibération prise par Provin-
ces, arrêta de ne souffrir aucune inno-
vation à la possession établie de temps
immémorial, & de finir plutôt l'Ass.
sans demander aucune Conférence, &
de députer vers Son Eminence, pour
lui remontrer avec quelle indignité on
traite Mrs. les Députés, au préjudice
des Réglemens de S. M., & de la pos-
session du Clergé. M. le Chancelier pro-
posa de tenir les Conférences, non au
Louvre, mais chez lui : en ce cas, la

CONFÉRENCES.

Compagnie persista à demander que les
Commissaires eussent le haut bout de
la table, la chaire du Roi ne s'y trou-
vant point : il fut enfin réglé, que les
Conférences se tiendroient au Louvre,
que la chaire de S. M. feroit au haut
bout de la table, M. le Chancelier du
côté de la cheminée, M. le Surinten-
dant à sa gauche, & tous Mrs. du Con-
seil ensuite du même côté; Mrs. les
Prélats de l'autre côté dans des chaises
à bras, Mrs. du second Ordre sur la
même ligne dans d'autres chaises. Sur
le dire de M. le Chancelier, que la
chaire du Roi étoit placée par Provi-
sion; M. l'Archevêque de Rouen relève
le mot de *Provision*, ne voulant pas
qu'un droit acquis & établi par une
possession immémoriale, pût passer pour
une Provision. T. IV, p. 700 jusqu'à 705.

En l'Ass. de 1680, nouvelle diffi-
culté sur ce que la Conférence devoit
se tenir chez M. le Chancelier, & non
dans la salle du Conseil, contre l'an-
cienne possession du Clergé : on oppo-
soit au Clergé l'exemple des Ass.emb.
de 1665 & 1670, & le Brevet que le
Roi avoit accordé à M. le Chancelier,
qui lui donnoit pouvoir de tenir chez
lui tous les Conseils; que d'ailleurs la
chaire du Roi y feroit portée. S. M.
décida en faveur de M. le Chancelier,
sans conséquence cependant pour ce
que l'Ass.emb. pouvoit avoir à lui re-
présenter sur ce sujet : d'ailleurs tous
les honneurs accoutumés furent rendus
aux Députés du Clergé. T. V, p. 323
jusqu'à 326.

III. On voit, dans les différentes
Conférences dont il est parlé dans les
Procès-verbaux des Assemblées depuis
1650, le même Cérémonial que ci-
dessus observé, les mêmes honneurs
rendus au Clergé.

Ass. de 1650. T. III, p. 642 & f.

Ass. de 1665. T. IV, p. 908 & f. 926
& f. 1032, 1033.

Ass. de 1670. T. V, p. 60, 61, 117, 118.

Ass. de 1680. T. V, p. 323 & f.

Ass. de 1685. T. V, p. 590, 591,
606, 613.

Ass. de 1690. T. V, p. 677, 684.

Ass. de 1695. T. VI, p. 217, 218, 219.

Ass. de 1700. T. VI, p. 508, 509.

Ass. de 1710. T. VI, p. 1021, 1022.

Ass. de 1715. T. VI, p. 1462, 1463,
1465.

Ass. de 1723. T. VI, p. 1678 & f.

Ass. de 1725. T. VII, p. 429, 430.

Ass. de 1730. T. VII, p. 1107, 1108.

Ass. de 1735. T. VII, p. 1460.

Autre difficulté.

Autre

Autre

Ass. de 1740. T. VII, p. 1742.
 Ass. de 1741. T. VII, p. 2055.
 Ass. de 1755. T. VIII, p. 572.
 Ass. de 1760. T. VIII, p. 426 & f.
 Ass. de 1765. T. VIII, p. 1441.
 Ass. de 1770. T. VIII, p. 1889.
 Ass. de 1775. T. VIII, p. 2521.

CONFESSEUR DU ROI.

Voyez Chapelle du Roi, n°. III.

CONFESSION.

I. L'Ass. de Melun, en 1579, a fait plusieurs Décrets & Réglements sur la Confession & le Sacrement de Pénitence, au titre de *Panitentia*. T. V, P. J. p. 111.

II. L'Ass. Gén. du Clergé, en 1700, a condamné plusieurs propositions de Morale relâchée sur la Confession & sur les dispositions requises au Sacrement de Pénitence.

PECCATA in Confessione omiffa seu oblita, ob infans periculum vite, aut ob aliam causam, non tenemur in fequenti Confessione exprimere.

Hæc propositio est temeraria, erronea & Confessionis integritati derogat.

Qui facit Confessionem voluntariè nullam, fatisfacit præcepto Ecclesiæ.

Hæc propositio temeraria est, erronea, sacrilegio faver & præceptis Ecclesiæ illudit.

MANDATUM Concilii Tridentini factum Sacerdoti sacrificanti ex neceffitate cum peccato mortali, confuendi quamprimum, est Concilium non præceptum, illa particula quamprimum, intelligitur quando Sacerdos suo tempore confitebitur.

Hæc propositio est falsa, perniciofa, apertum Concilii Decretum intervertit.

Non tenemur Confessario interroganti fateri peccati alicujus confuetudinem..... licet sacramentaliter absolvere dimidiatè tantum Confessos, ratione magni concursus Panitentium, qualis potest contingere in die magna alicujus festivitatis.

DOCTRINA his duabus propositionibus contenta, falsa est, temeraria, in errorem inducit, sacrilegiis faver, Christianæ simplicitati, Ministrorum Christi judicariæ potestati, Confessionis integritati, atque ipsius Sacramenti institutioni ac fini derogat. T. VI, P. J. p. 207, 208, 215.

Quant aux propositions condamnées qui regardent les dispositions nécessaires pour recevoir l'absolution, & les occasions prochaines. Voyez Absolution, §. I.

III. Les Prêtres, tant Réguliers que Séculiers, ne peuvent confesser sans la mission & l'approbation des Evêques, qui peuvent la limiter pour le temps, les lieux, les personnes & les cas, quand ils le jugent à propos. Voyez Approbations, §. I, §. II.

IV. Sur les Confesseurs des Religieuses. Voyez Religieuses, §. VI.

V. Les Cures peuvent-ils être restraints pour la Confession à leurs seuls Paroissiens?

Vers l'an 1740, M. l'Evêque de Rodez rendit une Ordonnance, par laquelle il restreignoit le sieur Briane, Curé de Notre-Dame de la ville de Rodez, à ses seuls Paroissiens, en ce qui concerne le Sacrement de Pénitence, & déclaroit nulles toutes les absolutions qui pourroient être par lui données au préjudice de l'Ordonnance. Mrs. les Agents font le rapport de cette affaire à l'Assenb. de 1740 : ils font aussi le rapport de celle du sieur Guibardi, Curé de la Paroisse de la Madeleine de Rodez, de même nature : il y avoit eu appel comme d'abus de l'Ordonnance au Parlement de Toulouse, & Arrêt d'évocation au Conseil, qui déclare n'y avoir abus dans l'Ordonnance du Prélat, & enjoint audit Guibardi d'y obéir sous les peines de droit.

L'Ass. de 1740 ordonna aux Agents d'intervenir en cette affaire au nom du Clergé, & de demander que l'Arrêt qui interviendra, s'il est favorable aux Evêques, soit envoyé dans les Officialités pour y être enregistré ; même d'intervenir & solliciter, au nom du Clergé, & à ses frais, en toutes les affaires de cette même nature que les Evêques pourront avoir.

M. l'Evêque de Rodez requiert, en même-temps, que l'Assenb. s'explique sur la doctrine contenue dans un libelle imprimé, où le sieur Briane établit soit que les Curés, par leur titre, ont droit & sont dans la possession de confesser d'autres que leurs Paroissiens, avec le consentement de leurs Confreres, indépendamment de la permission spéciale de l'Evêque. L'Assemblée renvoie l'examen de ce libelle au Bureau de la Jurisdiction. M. l'Archevêque de Toulouse en fait le rapport : ses réflexions sur les principes répandus dans le libelle : mesure prise pour en arrêter les suites : délibération en conséquence, qui porte, que la doctrine du libelle est si manifestement fautive, & d'ailleurs avancée dans un ouvrage sans aveu,

guiliers que
seffler sans
Evêques,
le temps,
cas, quand
Approba-

Religieu-

ls être ref-
leurs seuls

que de Ro-
ce, par la-
eur Briane,
ville de Ro-
en ce qui
Pénitence,
abfolutions
données au
ce. Mrs. les
cette affaire
font aussi le
ilbardi, Cu-
ladeleine de
il y avoit eu
Ordonnance
se, & Arrêt
ui déclare n'y
ance du Pré-
ardi d'y obéir

a aux Agents
aire au nom
er que l'Arrêt
favorable aux
ns les Officia-
; même d'in-
nom du Cler-
es les affaires
e les Evêques

requiert, en
b. s'explique
ans un libelle
iane établis-
ur titre, ont
ssion de con-
oisiens, avec
Confreses,
rmiffion spé-
blée renvoie
Bureau de la
que de Tou-
es réflexions
s dans le li-
en arrêter les
onféquence,
du libelle est
& d'ailleurs
sans avcu,

CONFESSION. CONFIRMATION.

qu'elle n'exige point une censure expresse & solennelle; qu'il fût fait que l'Ass. fût connoître, qu'elle regarde comme un droit incontestable, le pouvoir qui appartient aux Evêques de restreindre les Curés de leurs Diocèses, à n'entendre que les Confessions de leurs propres Paroissiens, sans qu'on puisse pour lors assujettir les Evêques à prendre les voies de la procédure juridique, ni prétendre qu'ils soient obligés de rendre compte des motifs de leur conduite: arrêté de plus qu'il en sera fait un article dans le cahier de la Jurisdiction: c'est l'article 9 répondu favorablement par S. M. T. VII, p. 1737 jusq. 1741. P. J. p. 415 & f.

VI. Par l'art. 5 du Règlement des Réguliers, il est enjoint à toutes personnes de se confesser & de communier, au moins à Pâques on sa Paroisse, avec défenses à tous Religieux & autres, sous quelque prétexte que ce soit, de recevoir aucunes personnes dans leurs Eglises, à la Confession, ni leur donner la Communion, depuis le Dimanche des Rameaux, jusqu'au Dimanche de l'Octave de Pâques inclusivement, ni d'enseigner au peuple aucune doctrine contraire. Si néanmoins il se trouvoit des personnes, qui, pour quelque considération, désirassent d'aller ailleurs qu'en leur Paroisse, ils seront tenus d'en prendre la permission de l'Evêque, ou de leur Curé, & de lui rapporter une attestation valable du lieu où ils auront fait leur Confession & reçu la Communion. T. III, P. J. p. 31.

M. l'Arch. de Sens, en 1649, rendit une Ordonnance pour obliger tous ses Diocésains d'aller chacun à leur Paroisse, se confesser & communier pendant la quinzaine de Pâques: il défendoit à tous les Religieux de confesser, sinon ceux qui présenteroient un billet de leur Curé, portant la permission d'aller à confesse pendant ledit temps: tous les Religieux obéirent, excepté les Jésuites & les Picpus, qui, quelque temps après, obéirent. L'année suivante, le Prélat renouvella la même Ordonnance: les Jésuites ne voulurent plus s'y soumettre: l'Official procéda contre eux: ils appelèrent à Rome, obtinrent un Bref du Pape, adressé à l'Ev. de Sens: l'Official en appella comme d'abus au Parlement: les Jésuites firent évoquer l'affaire au Conseil. L'Ass. de 1650 se joignit à M. l'Arch. de Sens, écrivit une Lettre circulaire aux Prélats de Royaume, avec une formule

d'approbations. T. III, p. 596 & suiv. Voyez Jésuites, §. II.

Vers l'an 1704, M. l'Ev. de Châlons-sur-Marne rendit une Ordonnance, portant défenses aux Curés du Diocèse de donner à leurs Paroissiens la permission générale de faire leurs Confessions Pâchales à tous Prêtres approuvés, & leur enjoignant de n'accorder les permissions qu'en particulier & par écrit, mais aussi de ne pas être trop difficiles. Le sieur Rambourg, Officier du Bailliage de Châlons, se rendit Appellant comme d'abus de cette Ordonnance, & répandit un Libelle calomnieux contre le Prélat, dont la conduite pleine de zèle & de fermeté, mérita les éloges de l'Ass. de 1705. Il intervint Arrêt au Parlem. de Paris, le 19 Avril 1704, qui déclara n'y avoir abus: l'Ass. de 1705 ordonna l'impression de cet Arrêt, & voulut qu'il fût envoyé dans tous les Diocèses. T. VI, p. 848, P. J. p. 363 & suiv.

CONFIDENCE.

Voyez Simonie.

CONFIRMATION.

[SACREMENT DE]

L'Ass. de Melun, en 1579, a fait plusieurs Décrets & Règlements touchant le Sacrement de Confirmation. T. V, P. Just. p. 110.

CONFIRMATION.

[DROIT DE]

ON a voulu assujettir les Ecclésiastiques à certaines taxes, pour droit de confirmation de leurs privilèges & exemptions.

Il est observé en l'Ass. de 1645, que, nonobstant les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, en 1636, quelque temps après il paroît une Déclaration pour faire financer ceux qui sont exempts des Tailles, pour la confirmation de leur exemption: elle est exécutée sur les Ecclésiastiques: les Officiers des décimes sont taxés pour l'augmentation des monnoies & pour la confirmation du droit d'hérédité. Sur la poursuite des Agents, intervient Arrêt du Conseil, portant surseance de lever ledit droit de confirmation, à cause des biens donnés aux Eglises, & les taxes & retranchements faits sur les Officiers des décimes. T. III, p. 140, 137, 207.

L'Assemblée, sur ce droit de confirmation, observe, que c'est une propo-

sition injurieuse à la Religion & à la piété du Roi, de vouloir y assujettir les biens d'Eglise, lesquels étant sacrés, ne sont en la possession d'aucun, n'appartiennent qu'à Dieu & aux Ministres de ses Autels, & les Princes ne peuvent y toucher; qu'ils n'ont jamais été sujets auxdits droits, & ne se trouve aucune mention en la Chambre des Comptes, qu'ils les aient payés; & lorsque quelques Traitants ont voulu les y comprendre, les Rois les en ont toujours déclarés exempts par leurs Lettres-Patentes. T. III, p. 207, 208, 212, 213.

La même Assëmb. de 1645 reçoit les plaintes des Ecclésiastiq. de Saintonge & autres, qu'on avoit taxés pour droit de confirmation de certains privilèges & biens dont ils jouissoient; savoir, pour droit de péage, d'usage, de chauffage, &c. L'Ass. demande & poursuit la décharge desdites taxes: elle est promise pour les droits d'ancienne fondation: la décharge formelle est accordée pour le droit de confirmation, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne. Arrêt obtenu pour le rétablissement des chauffages. T. III, p. 335, 336.

Il est remonté à l'Ass. de 1655, que, bien que, par l'Arrêt du Conseil, du 18 Juillet 1646, les Ecclésiastiq. aient été déclarés non sujets au droit de confirmation, & en conséquence de ce, déchargés de toutes les taxes qui pourroient avoir été faites sur eux, avec défenses de faire aucunes poursuites contr'eux, à peine de 3000 liv. d'amende, néanmoins le nommé Regnard, commis par l'Arrêt du Conseil, du 15 Juill. 1655, pour suivre plusieurs Bénéficiers pour le paiement du droit de confirmation; ce qui les avoit obligés de présenter une Requête au Conseil, & de s'adresser à l'Assëmb. pour lui demander l'intervention des Agents: ce qui leur est accordé. T. IV, p. 335.

Les Commissaires du Roi apportent à l'Assëmb. de 1726 une Déclaration de Sa Majesté, par laquelle le Clergé est reconnu exempt du droit de confirmation. T. VII, p. 615, 616.

CONFRAIRIES.

I. Le Règlement des Réguliers, art. 9, défend à tous Ecclésiastiques séculiers ou réguliers d'établir aucunes Confrairies, ni Congrégations, sans permission, par écrit, de l'Ordinaire. T. II, P. Just. p. 63, 64.

II. Le Roi, par sa réponse à l'art. 9 du Cahier de l'Assëmb. de 1635, veut,

CONGRÉGATIONS.

que le revenu des Confrairies soit employé à la célébration du Service divin, par l'Ordonnance de l'Evêque, à la nourriture des pauvres du métier, & autres œuvres pitoiables. Recueil, p. 1388.

III. Le Parl. de Paris rend un Arrêt remarquable, concernant les Confrairies. *Voyez* Congrégations.

CONGRÉGATIONS.

I. Sur l'ordre de l'Assëmb. de 1635, le sieur de Paimpont, Agent, fait extraire des registres du Grand-Conseil, le Bref du Pape portant érection de la Congrégation de *propaganda Fide*, les statuts d'icelle, les Lettres du Roi portant permission d'établir ladite Congrégation, l'adresse au Grand-Conseil pour l'enregistrement du Bref, l'Arrêt de vérification du Grand-Conseil; à la charge que Mrs. les Archevêq. de Paris seront Supérieurs de ladite Congrégation, & qu'eux ou leurs Vicaires-Gén. y présideront. La Compagnie nomme des Députés pour examiner ledit Bref, & en faire leur rapport. Le Directeur & les autres Officiers de ladite Congrégation, présentent à l'Ass. une Déclaration par laquelle ils reconnoissent M. l'Archev. de Paris, ou ses Vicaires-Gén. pour Supérieurs & modérateurs perpétuels de la Congrégation, avec une entière dépendance de son autorité. Il est arrêté que cette Déclaration sera enregistrée dans le Procès-verbal, & que tous les Prelats seront exhortés de ne recevoir, ni permettre l'établissement d'aucune Congrégation, que sous leur direction absolue. T. II, p. 797, 798.

II. Le Parlement de Paris, par son Arrêt du 18 Avril 1760, supprime les Congrégations établies dans les Maisons des Jésuites: le même Arrêt a aussi pour objet les Confrairies. L'Ass. de 1760, fait au Roi des Remontrances contre cet Arrêt. *Voyez* Religion, §. XI, n°. III.

CONGÉS.

On a plusieurs exemples de congés demandés aux Assëmb. Gén. par des Députés qui avoient des raisons de s'absenter & de quitter la Compagnie. *Voyez* Assëmb. Gén., §. II, n°. XIX.

CONSÉCRATION D'EGLISE.

UN Religieux Feuillant, Abbé triennal de Saint-Martin de Limoges, entreprend, en cette qualité, de consacrer

ries soit em-
service divin,
vêque, à la
métier, &
Recueil, p.

nd un Arrêt
les Confrai-

IONS.

ib. de 1635,
ent, fait ex-
and-Confail,
rection de la
ndi Fide, les
du Roi por-
ladite Con-
rand-Confail
Bref, l'Arrêt
Confail; à
Archevêq. de
ladite Con-
leurs Vicai-
Compagnie
ur examiner
r rapport. Le
fficiers de la
ntent à l'Aff.
elle ils recon-
Paris, ou les
rieurs & mo-
la Congrega-
pendance de
que cette Dé-
dans le Pro-
es Prélats se-
voir, ni per-
aucune Con-
direction ab-

Paris, par son
supprime les
dans les Mai-
ême Arrêt a
rairies. L'Aff.
Remontran-
et Religion,

S.

les de congés
Gén. par des
aisons des ab-
Compagnie.
II, n°. XIX.

D'ÉGLISE.

t, Abbé trien-
Limoges, en-
té, de confa-
cret

er dans le Diocèse de Tulle, une
Eglise & des Autels, avec les habits
pontificaux, faisant les cérémonies ac-
coutumées; l'Ev. de Tulle s'en plaint
à l'Aff. de 1650. Voyez Feuillants, §. II.

CONSEIL DU ROI.

I. Aux Etats-Généraux de 1614,
les trois Ordres se réunissent pour de-
mander la réforme des Conseils du Roi,
auxquels il y a Greffier, & où l'on pro-
nonce Arrêt, communément appelés
Conseils d'Etat, ou de *Finances*, ou
des *Parties*: les Etats demandent que
lesdits Conseils soient composés éga-
lement des trois Ordres: représentation
de l'Evêque d'Angers sur ce sujet,
& sur le règlement des Finances. T.
II, p. 122, 123, 124, 163.

II. Le Parlement de Paris, par son
Arrêt du 7 Février 1651, supplie Sa
Majesté d'envoyer une Déclaration au
Parlement, pour exclure à l'avenir les
étrangers, même les naturalisés & au-
tres qui auroient serment à autre Prince
qu'au Roi, de l'entrée aux Conseils de Sa
Majesté. La Reine envoie la Déclara-
tion, avec l'exception des Archevê-
ques, Evêques & autres Ecclesiastiq.:
le Parlement la renvoie pour lever l'ex-
ception, & y ajouter expressément,
qu'aucuns Cardinaux, même François,
ne soient reçus dans les Conseils. L'As-
semblée fait les démarches les plus vi-
ves pour arrêter cette entreprise du
Parlement. Remontrances à la Reine
résolues. Députation à M. le Duc
d'Orléans & à M. le Prince, pour leur
représenter les intérêts de l'Eglise. Rap-
port des Députés vers les Princes, &
leurs réponses favorables. Rapport de
la Remontrance faite à la Reine, qui
ne répond qu'en termes généraux. Nou-
velle députation à la Reine, à S. A. R.
& à M. le Prince. Harangue de M.
d'Embrun. Réponse assez favorable de
la Reine. Cependant le Parlement fait
de nouvelles instances; l'Aff. pour en
prévenir les suites, arrête de faire op-
position au sceau en son nom, & de la
faire signifier à M. le Garde des Sceaux,
pour empêcher que la Déclaration que
demande le Parlement, soit accordée
& expédiée. L'opposition est signifiée.
M. d'Embrun, en finissant sa Haran-
gue, supplie la Reine qu'il soit permis
de donner en sa présence à M. le Garde
des Sceaux, au nom du Clergé du Royau-
me, un acte de protestation authentique
à la postérité contre la puissance qui tra-
vaille à la destruction de ses droits.

Table de la Coll. des P. V.

CONSEIL DU ROI.

Nonobstant l'opposition, la Décla-
ration qui exclut les Cardinaux des
Conseils du Roi, est scellée: sur quoi,
la Compagnie est d'avis de ne point se
relâcher: elle ordonne aux Agents,
d'envoyer dans les Provinces des Mé-
moires de ce qui s'est fait, pour empê-
cher l'expédition de ladite Déclaration,
d'en donner avis aux Députés aux Etats-
Généraux, & de les prier d'en faire un
article de leur cahier; & au cas qu'il
n'y soit point pourvu aux Etats-Gé-
néraux, lesd. Agents sont chargés d'en
informer les Députés en l'Assemb. pro-
chaine, que la Compagnie prie de faire
encore leurs instances pour en obtenir
la révocation. T. III, p. 663 & suiv.

M. l'Arch. d'Embrun, dans sa Re-
montrance & ensuite dans la Haran-
gue, fait voir par ce qui s'est passé dans
tous les siècles, combien la demande
de M. le Cardinal est opposée non-
seulement au bien de l'Eglise, mais
au bien de l'Etat. T. III, p. 665,
668.

III. Dans le Règlement fait en 1624,
lorsque Louis XIII établit le Cardinal
de Richelieu Chef du Conseil, après
que Sa Majesté a ordonné un nombre
de Conseillers d'Etat ordinaires & de
quartier, il est dit dans ce même Ré-
glement, qu'à l'égard des Archevêques
& Evêques, Sa Majesté vouloit que ceux
qu'elle avoit honorés de la qualité de ses
Conseillers en ses Conseils, y auroient
entrée & séance, ainsi qu'ils avoient ac-
coutumé, lorsqu'ils se trouveroient près
de Sa Majesté qui n'en vouloit spécifier au-
cun en particulier, pour ne pas leur don-
ner sujet de manquer à leur résidence,
& que néanmoins Sa Majesté avoit agréa-
ble, que de ceux qui se trouveroient en
sa Cour, il en assistât ordinairement quel-
ques-uns aux Conseils des Finances &
des Parties. T. IV, p. 284.

La dignité des Evêques paroissant
méprisée par la Déclaration du dernier
Juillet 1648, faite pour la convocation
d'un Conseil, dans laquelle ils n'a-
voient point été nommés pour y tenir
le rang qui leur appartient, les Agents
obtinrent un Bref du Roi pour les y
rétablir. T. III, p. 460, 561, 562.

En l'Aff. de 1655, M. l'Evêque de
Montauban remontre, que depuis le
Règlement de 1624, qui n'avoit point
été révoqué, on avoit refusé l'entrée
dans le Conseil à des Evêques qui s'y
étoient présentés; que ce refus étoit
une chose si extraordinaire, qu'il y avoit
lieu de s'en plaindre à M. le Cardinal

T



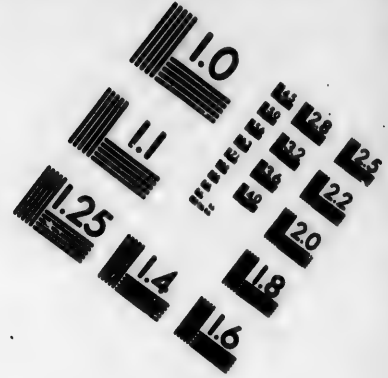
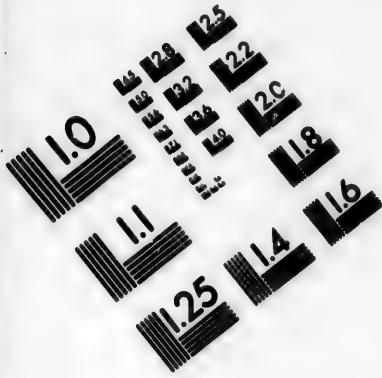
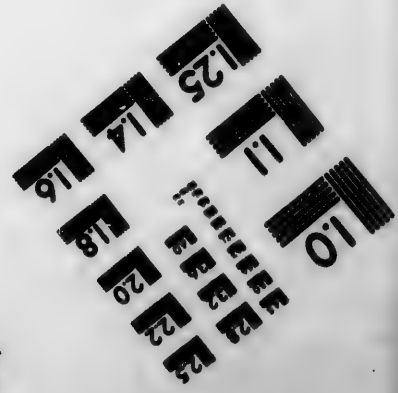
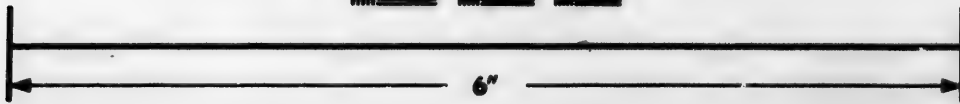
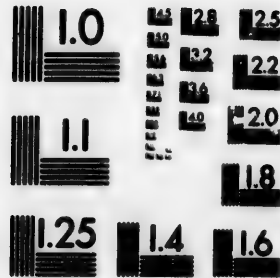


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WINDSOR, N.Y. 14580
(716) 873-4500

124
123
122
121
120
119

10

Mazarin : sur quoi, la Compagnie prie l'Evêque de Montauban d'en écrire à Son Eminence. Dans la Lettre, l'Ass. supplie M. le Cardinal, de faire conserver à tous les Evêques l'entrée dans les Conseils du Roi, & à un certain nombre, le droit d'y prendre séance, comme elle a été réglée, & d'y faire toutes les fonctions de Conseillers d'Etat, les uns en l'absence des autres, dont ils conviendront entr'eux civilement, comme font les Maîtres des Requêtes qui assistent au Parlement de Paris : cet honneur n'est qu'un reste de celui de leurs Prédecesseurs, &c. T. IV, p. 183, 184, 185.

Semblable délibération prise dans l'Ass. de 1660. T. IV, p. 658.

L'Assemblée de 1625 avoit sollicité vivement le rétablissement de M. l'ancien Archevêque de Bourges de retour de Rome, dans le Conseil de la Direction; elle avoit supplié de plus Sa Majesté, d'introduire encore un autre Prélat dans ledit Conseil, pour qu'ordinairement il y en eût deux du Clergé; & de choisir deux Prélats au moins pour servir ordinairement en tous autres Conseils. M. le Cardinal de Richelieu favorisa cette demande. T. II, p. 535, 536.

IV. Sur l'entrée de Mrs. les Agents dans le Conseil. *Voyez* Agents, §. V, n°. III.

V. En l'Ass. de 1645, il est observé que l'ancien ordre établi dans le Conseil du Roi, étoit que les affaires importantes qui regardent les intérêts de l'Eglise, fussent communiquées à Mrs. les Commissaires nommés pour les affaires du Clergé, & concertées avec eux, avant que d'être rapportées en plein Conseil. M. le Cardinal Mazarin & M. le Chancelier, trouvent fort à propos que cet usage soit gardé à l'avenir, & demeurent d'accord qu'il en soit donné Arrêt. T. III, p. 350.

VI. Sur le Cérémonial qui s'observe dans les conférences de Mrs. les Députés des Assemblées du Clergé, avec Mrs. du Conseil du Roi. *Voyez* Conférences.

VII. Sur le Cérémonial usité lors de la signature des Contrats passés entre le Roi & le Clergé, par les Députés du Clergé, & Mrs. du Conseil. *Voyez* Contrats, §. IV.

CONSEIL. [GRAND-]

I. A l'occasion des suppressions des offices, il fut proposé dans les Etats

de Blois de 1576, de demander la cassation du Grand-Conseil; mais la délibération en fut remise à un autre temps. T. I, p. 91.

II. La Déclaration de 1593 & l'Edit de 1586, attribuent au Grand-Conseil la Jurisdiction sur les Hôpitaux & les Maladreries. L'Assemblée de 1595, art. vingt du Cahier, demande qu'elle lui soit ôtée. *Voyez* Hôpitaux, §. III, n°. III.

III. L'Assemblée de 1611, dans son cahier de Bordeaux, supplie Sa Majesté, attendu le refus du Parlement, de vérifier les Lettres-Patentes & les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, [lesdites Lettres-Patentes contenoient de beaux Privilèges pour le Clergé,] d'adresser de nouvelles Lettres à son Grand-Conseil pour la vérification desdites Lettres-Patentes & Contrats, avec attribution de Jurisdiction pour faire jouir le Clergé desdits Privilèges. T. II, P. J. p. 41.

IV. L'Assemblée de 1641 demande qu'on attribue au Grand-Conseil la connoissance des dîmes. *Voyez* Dîmes, §. III, n°. II.

V. En l'Assemblée de 1670 il est dit que le Grand-Conseil n'autorise les pensions sur les Cures, qu'après un service de vingt ans. *Voyez* Pensions, §. I, année 1665, 1670.

VI. En l'Ass. de 1735, il est parlé d'un Arrêt de Règlement du Grand-Conseil du 30 Décembre 1665, signifié aux Agents-Généraux au sujet des Indultaires. T. VII, p. 1474, 1475.

VII. *Plusieurs entreprises de cette Cour, sur la Jurisdiction Ecclesiastique.* Le Grand-Conseil établit des Economats spirituels sans besoin. Ass. de 1595. *Voyez* Economats spirituels.

Il envoie par ses Arrêts les nommés aux Evêchés, faire leurs fonctions, jouir des revenus, sans avoir des Bulles... il approuve des résignations en faveur... il octroie des dévoluts de provision par mort & par prévention. Ass. de 1595, T. I, p. 571, 576.

Par un Arrêt de 1620, il dépouille de sa Jurisdiction l'Evêque de Limoges sur l'Eglise de Saint-Julien... Il enjoint à ce Prélat de lever une excommunication, sous peine de saisie de son Temporel : il le lui fait arrêter & saisir. Ass. de 1621, T. II, p. 374 & suiv.

Il modifie une Déclaration du Roi, sur le droit de Joyeux Avènement sur les Collégiales. *Voyez* Avènement.

obstant toutes dispenses données ou à donner au contraire. T. II, P. J. p. 5, 6.

1612.

Le Parlement de Dijon n'avoit voulu vérifier les réponses faites aux Cahiers du Clergé, sur l'article des Conseillers-Clercs, que sous deux restrictions entièrement contraires à l'intention du Roi & au Privilège : 1°. le cas seul de la vacance par mort ; 2°. qu'en ce cas même, les Ecclésiastiques ne seront préférables, qu'autant qu'ils donneront le même prix qui sera offert par les séculiers : l'Ass. de 1612 fait intervenir les Agents, pour demander la suppression desdites modifications. T. II, p. 42, 43.

1628.

Un Pourvu d'un office de Conseiller-Clerc au Présidial de Blois, sur le refus qui lui est fait en sa réception par les Officiers du siège, nonobstant les Conclusions du Procureur du Roi, en porte sa plainte à l'Assemblée de 1628, qui ordonne aux Agents d'assister le Pourvu par-tout où besoin sera. T. II, p. 633.

Même intervention pour un office de Conseiller-Clerc au Présidial de Quimper, ordonnée par l'Assemb. de 1635. T. II, p. 805.

1635.

L'Ass. de 1635, dans l'art. 18 de son Cahier, demande que la quatrième partie des Conseillers composant la Grand'Chambre, soient Conseillers-Clercs. La réponse est, que les offices de Conseillers affectés aux Clercs, ne pourront être possédés par autres : s'il y en a qui le soient, ceux qui les possèdent, ne pourront les résigner qu'à des Clercs. Au cas où ils les résigneroient à autres, dispenses aux Cours des Parlements de les recevoir, & aux Pourvus de se faire recevoir, peine de nullité de la réception & de privation de l'office. Recueil, p. 294.

1650.

L'Ass. de 1650 demande qu'il plaise au Roi de créer des offices de Conseillers-Clercs au Parlem. de Pau, comme il y en avoit dans celui de Paris, à l'instar duquel le Parlem. de Pau avoit été établi. T. III, p. 564.

La même Assemblée ordonne aux Agents de s'opposer à ce que les offices de Conseillers-Clercs au Parlement de Dijon, soient sécularisés & rendus offices de Laïques. T. III, p. 565.

1655.

L'Assemb. de 1655 juge nécessaire de demander une Déclaration de S. M. ou un Arrêt de son Conseil, portant, que tous les offices de Conseillers-Clercs qui ne sont pas remplis dans les Présidiaux, seront vacants & impétra-

bles ; qu'il sera permis aux Laïques de la qualité requise, de se présenter aux Parties casuelles, avec dement auxdits Présidiaux de ceux qui en seront pourvus. Ass. charge les Agents de se présenter au Conseil, en faveur du sieur de la Roche, pourvu d'une charge de Clerc au Présidial de Blois. p. 288.

Le sieur de Mulers, Laïque, pourvu d'une charge de Clerc au Parlem. de Rouen : font leur opposition, laquelle est rejetée du Conseil, du 7 Mars, jugée bonne & valable : il obtient néanmoins dispense. L'Ass. de 1660, sur un grand intérêt en cette affaire, prend des mesures pour empêcher les Laïques de posséder les places affectées aux Ecclésiastiques. T. V, p. 166.

Un seul Ecclésiastique du Parlement de Bordeaux étoit revêtu d'un office de Conseiller-Clerc : il demanda d'être admis en la Grand'Chambre, & d'être nommé Conseiller-Laïque. Les Laïques, qui lui, fondé sur l'usage de plusieurs Parlements, d'avoir dans les Chambres un nombre de Conseillers-Clercs fixe & déterminé, & sur la décision délibérée du Parl. de Bordeaux en 1527. Il présente, sur ce sujet, une requête à l'Ass. de 1680. Autre tranche de M. le Coadjuteur d'Arles, rapport au Parl. de Provence, & trouvant que deux Conseillers-Clercs, dont un seul à la Grand'Chambre, renvoie ces affaires aux Comités du Cahier. T. V, p. 312.

La même Assemb. de 1680 décide, dans l'article 13 de son Cahier, que les offices de Conseillers-Clercs dans les Parlements & autres Sièges ne seront affectés aux Clercs, leur soient réservés ; que les Laïques qui les possèdent, soient obligés de s'en démettre dans six mois, & que les Provisions soient délivrées qu'aux personnes titrées des Ordres sacrés. T. V, p. 182.

En 1692, Mrs. les Agents de la Cour, leurs plaintes à M. le Chancelier, contre les dispenses qui avoient été données jusqu'alors à des Laïques de posséder, sans prendre les offices destinés à des Clercs, & de se présenter aux Tribunaux. Ils fondent leurs plaintes sur des raisons de bienfaisance, même de nécessité, de conserver le nombre des Conseillers-Clercs dans tous ces Tribunaux : s'

bles; qu'il sera permis aux Ecclésiastiques de la qualité requise, de les lever aux Parties casuelles, avec commandement auxdits Présidiaux de recevoir ceux qui en seront pourvus. La même Ass. charge les Agents de se pourvoir au Conseil, en faveur du sieur de Beau lieu, pourvu d'une charge de Conseiller-Clerc au Présidial de Blois. T. IV, p. 288.

Le sieur de Mulers, Laïque, se fait pourvoir d'une charge de Conseiller-Clerc au Parlem. de Rouen: les Agents font leur opposition, laquelle, par Arrêt du Conseil, du 7 Mars 1674, est jugée bonne & valable: il obtient néanmoins dispense. L'Ass. de 1675 prend un grand intérêt en cette affaire & des mesures pour empêcher les Laïques de posséder les places affectées aux Ecclésiastiques. T. V, p. 166.

Un seul Ecclésiastique du Parlement de Bordeaux étoit revêtu d'une charge de Conseiller-Clerc: il demande à être admis en la Grand'Chambre, au préjudice des Conseillers-Laïques plus anciens que lui, fondé sur l'usage des autres Parlements, d'avoir dans les Grand'Chambres un nombre de Conseillers-Clercs fixe & déterminé, & sur une ancienne délibération du Parl. de Bordeaux, en 1527. Il présente, sur ce sujet, la Requête à l'Ass. de 1680. Autre Remontrance de M. le Coadjuteur d'Arles, par rapport au Parl. de Provence, où il ne se trouvoit que deux Conseillers-Clercs, dont un seul à la Grand'Chambre. L'Ass. renvoie ces affaires aux Commissaires du Cahier. T. V, p. 312.

La même Ass. de 1680 demande, dans l'article 13 de son Cahier, que les offices de Conseillers-Clercs dans les Parlements & autres Sieges inférieurs affectés aux Clercs, leur soient conservés; que les Laïques qui les possèdent, soient obligés de s'en démettre, dans six mois, & que les Provisions n'en soient délivrées qu'aux personnes constituées des Ordres sacrés. T. V, P. J. p. 282.

En 1692, Mrs. les Agents portent leurs plaintes à M. le Chancelier, contre les dispenses qui avoient été accordées jusqu'alors à des Laïques, pour posséder, sans prendre les Ordres, les offices destinés à des Clercs dans les Tribunaux. Ils fondent leurs plaintes, 1°. sur des raisons de bienfaisance, & même de nécessité, de conserver le nombre des Conseillers-Clercs établis dans tous ces Tribunaux: 2°. sur un

grand nombre d'Ordonnances de nos Rois, d'Edits & de Lettres-Patentes qui sont indiquées. Sur ces motifs présentés à S. M. par M. le Chancelier, le Roi se détermine à ne plus accorder, à l'avenir, de dispenses pareilles. L'art. 48 de l'Edit de 1695, est formel sur ce point. T. VI, P. Jult. p. 70, 71.

L'Ass. de 1700, art. 13 du Cahier, supplie S. M. d'ordonner que les offices de Conseillers-Clercs ne puissent être possédés que par des Ecclésiastiques qui soient au moins Sous-Diacres. Réponse. *Le Roi fera sur cet article la considération qu'il mérité.* Il y a pourvu par l'art. 4 de la Déclaration de Juillet 1710. Recueil, p. 1476.

Même demande de l'Ass. de 1705, art. 15 du Cahier. Même réponse. Recueil, p. 1502.

Même demande de l'Ass. de 1710, art. 8 du Cahier. *Accordé, art. 4 de la Déclaration du 30 Juill. 1710.* Recueil, p. 1514.

§. II. Droits & prérogatives des Conseillers-Clercs.

I. Les Conseillers-Clercs étant parvenus dans leur Compagnie, par l'ordre de leur réception, au Décanat, doivent en jouir paisiblement, & présider tous les autres Conseillers; 1°. parce que l'Edit de leur création, de l'année 1573, porte qu'ils jouiront des mêmes droits, prérogatives, prééminences & facultés, que les Conseillers-Laïques du même Corps; 2°. parce qu'ils ont pour eux les Arrêts des Cours souveraines, entre autres celui du Parlement de Toulouse, du 21 Mars 1624; 3°. l'usage en est constant & notoire dans les Enquêtes du Parlement de Paris, dont il y a aussi plusieurs exemples en d'autres Tribunaux. Ce sont les moyens allégués en l'Assemblée de 1665, à qui le sieur Boujars, Conseiller-Clerc au Présidial de Beziers, eut recours pour la jouissance de la place & des prérogatives de Doyen, qui lui appartenoient à cause de son ancienneté. Sur quoi l'Assemblée chargea les Agents de poursuivre en sa faveur un Arrêt expédié en commandement. T. IV, p. 990, 991.

Le sieur Petitpied, Conseiller-Clerc au Siege Présidial du Châtelet de Paris, implora la protection de l'Ass. de 1680, pour être maintenu dans le même droit: il fit voir que la prétention contraire des Conseillers-Laïques est nouvelle, contre la Loi générale du

Royaume, contre le titre particulier de sa charge, l'usage des autres Tribunaux, & même du Parlement de Paris, dans les Chambres des Enquêtes & des Requêtes du Palais, & enfin contre la possession de ses prédécesseurs, qui ont présidé & décanisé, en plusieurs rencontres, comme il paroît par plus de 200 exemples. La Compagnie lui accorda toute protection. T. V, p. 314.

Il obtint en sa faveur un Arrêt contradictoire, dont il fit part à l'Ass. de 1690, avec un recueil de tout ce qui s'étoit fait dans tous les Tribunaux sur ce sujet. T. V, p. 690.

L'Ass. de 1695 ordonne aux Agents de faire mettre l'Arrêt aux Archives. T. VI, p. 257. P. J. p. 103 & 6.

L'Ass. de 1705 fait l'éloge du sieur Petitpied & de son ouvrage, & consent qu'il soit fait mention de cette approbation dans le Procès-verbal. T. VI, p. 894.

En l'Ass. de 1723, M. l'Archevêque de Narbonne présenta un Mémoire, où il s'agissoit du droit de parvenir au Décanat, que les Conseillers-Laïques du Parlement de Bordeaux disputoient aux Conseillers-Clercs du même Parlement, quoique leur ancienneté leur donne un fondement juste & incontestable d'y prétendre. L'Ass. jugea l'affaire intéressante pour le Clergé, & pria M. l'Archevêque de Narbonne de voir à ce sujet M. le Garde des Sceaux & le Rapporteur de l'affaire au Conseil: elle chargea Mrs. les Agents de la solliciter au nom de l'Assemblée. T. VI, p. 1675 & suiv.

II. Le droit de présider appartient également aux Conseillers-Clercs: on vient de le voir *suprà*. Le Présidial d'Auxerre contesta néanmoins, à un Conseiller-Clerc, Doyen dudit Présidial, le droit de présider en l'absence du Lieutenant-Général, à cause de sa qualité d'Ecclésiastique. L'Assemblée de 1650 ordonna aux Agents d'appuyer au Conseil l'affaire de ce Doyen. T. III, p. 565.

III. Les Commissaires du Clergé, députés à la Conférence tenue en 1650, chez M. le Garde des Sceaux, se plaignent de ce que le Parlement de Toulouse vouloit obliger les Conseillers-Clercs d'aller servir à leur tour dans la Chambre de la Tourneelle, ainsi que les Conseillers-Laïques, bien qu'à cause des Ordres sacrés, ils ne puissent juger, ni même assister au jugement d'aucun crime de mort. Sur cette plainte est ac-

Droit de présider.

Sont exemptés de servir à la Tourneelle.

cordée une Déclaration, qui exempte lesdits Conseillers-Clercs d'aller servir à la Tournelle, conformément à ce qui s'est toujours pratiqué dans les autres Parlements, même dans celui de Toulouse, le 13 Novembre 1629. T. III, p. 564.

En l'Assemb. de 1660, il est remontré que le Doyen de l'Eglise de Bordeaux, pourvu d'un office de Conseiller-Laique au Parlement de lad. Ville, étoit troublé par le Parlement, en ce qu'il vouloit l'obliger de rendre son service à la Tournelle, comme un Conseiller-Laique. L'Ass. obtient un Arrêt du Conseil en sa faveur, par lequel il est dispensé de servir à la Tournelle & à l'Edit. T. IV, p. 660.

Ont-ils, par leur place, droit d'entrée aux Chambres des Décimes ?

IV. Un Conseiller-Clerc, du Présidial de Tours, prétendoit, en cette qualité, avoir entrée dans la Chambre diocésaine de Tours, & dans la Chambre souveraine des décimes, établie en la même Ville. L'entrée au Bureau diocésain lui est contestée : il fait assigner le Syndic du Diocèse au Parlement : celui-ci ne veut pas reconnoître le Parlement, comme n'étant pas compétent, & pour ne pas déroger aux privilèges du Clergé, lequel pendant la tenue des Assemb., est en possession de s'adresser au Conseil, qui lui renvoie toujours ces sortes d'affaires, conformément aux Réglements du Clergé & aux clauses des Contrats. Arrêt intervient au Conseil, qui retient la connoissance du différend, en ordonnant que le Procès étant instruit, il sera communiqué à l'Assemb. de 1660, pour donner son avis à S. M. L'avis est, que la prétention dud. Conseiller, par rapport à l'entrée dans le Bureau particulier des décimes, & d'assistance à toutes les Ass. où se traitent les affaires du Diocèse, est sans fondement ; qu'il n'y a rien, ni dans les Contrats passés avec le Roi, ni dans les Lettres-Patentes pour l'établissement des Bureaux diocésains qui l'autorisent ; quoique ces mêmes Contrats & Lettres portent expressément, à l'égard des Bureaux généraux, qu'ils établissent aussi, qu'il doit y avoir trois Conseillers-Clercs en iceux, appelés pour assister seulement au Jugement du Procès. T. IV, p. 752, 753.

Séance de quelques Abbés au Parlement de Pau.

V. Sur la séance & voix délibérative des Abbés de la Réole, Luc & Sauvelade, au Parlement de Pau. Voyez Pau.

CONSERANS.

Voyez Couserans.

CONSTANCE. [CONCILE DE]

Aux Etats de 1614, l'article concernant la sûreté des Rois, est un des principaux insérés au cahier : le Clergé supplie S. M. d'avoir pour agréable la publication du Décret du Concile de Constance, *Sess. 15*, qui porte, que l'assassinat des Rois est tellement prodigieux & détestable, que même ceux, sont déclarés hérétiques & damnables, qui tiennent qu'il soit loisible d'entreprendre sur les personnes de ceux qu'on voudroit dire ou presumer Tyrans. T. II, p. 161, 162.

CONSTITUTIONS, OU BULLES DES PAPES SUR LA DOCTRINE.

Voyez Jansénisme, Quétisme.

CONTRAINTÉ PAR CORPS.

Voyez Emprisonnement.

CONTRATS

PASSÉS ENTRE NOS ROIS ET LE CLERGÉ.

§. I. Deux especes de Contrats. Réglemens.

I. Ces Contrats sont de deux sortes : 1°. les Contrats pour le paiement des rentes dues aux Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé ; 2°. les Contrats pour le paiement des Dons-gratuits & subventions que le Clergé accorde au Roi.

Les Contrats de la première espèce, depuis le premier de Poissy, en 1561, jusqu'à celui de 1715 inclusivement, sont simplement indiqués dans la nouvelle Collection des Procès-verbaux : ils sont rapportés en entier dans le tom. IX des Mémoires du Clergé, depuis la pag. 118, jusqu'à la page 511. Le Contrat de 1715 est au même tome, pag. 1681 & suiv.

Le Règlement de 1715, tit. des *Aff. Gén.*, chap. 2, art. 1, porte, que ces Contrats ne seront passés que dans les Assemb. où il y aura quatre Députés de chaque Province. T. VI, P. Just. p. 492.

Les Contrats du renouvellement desdites rentes pour les années 1725 & suivantes, sont rapportés dans les Pièces Justificatives des tomes VII & VIII de la nouv. Collection.

Les Contrats de la seconde sorte, c'est-

à-dire, & Dons inclusivement on les tberation rives. T. 325 & 326.

Les C sés depu les Picco VII, VI

II. Le Assemb. sera fait Contrats P. 492.

§. II. C ga'vet passé Voyez

§. III. F des les A graui diues

M. l'A d'expose différent des Contrail, trac de ces Co coup-d'oe pres eng temps d ceux que de contrats son vient de

I. Qua il énonce gratuit e insere le faires du que la ré Prêlat qu voit à la du Roi, prunt ; o tant à p bourserf y rassem lagesse & lier à l'a fiance du reté & f le Roi,

à-dire, des subventions extraordinaires & Dons-gratuits, jusqu'à celui de 1715 inclusivement, ne sont aussi que simplement indiqués dans la nouv. Collection: on les trouve en entier, avec les délibérations & des pieces qui y sont relatives. T. IX, des *Mém. du Clergé*, p. 325 & s. jusq. 1230, 1596 & s.

Les Contrats des Dons-gratuits passés depuis 1715, sont rapportés dans les Pieces Justificatives des tomes VI, VII, VIII de la nouv. Collection.

II. Le Règlement de 1715, tit. des *Assemb. Gén.*, art. 28, ordonne qu'il sera fait lecture, dans les *Assemb.*, des Contrats faits avec le Roi. T. VI, P. J. p. 492.

§. II. *Conditions requises pour engager le Clergé dans les Contrats passés par ses Assemblées-Général.* Voyez Dons-gratuits, §. I.

§. III. *Forme, clauses & conditions des Contrats passés, tant pour les Rentes, que pour les Dons-gratuits : conventions auxdiues clauses.*

M. l'Archev. de Narbonne, chargé d'exposer à l'Assemblée de 1775, les différentes infractions faites aux clauses des Contrats, avant d'entrer dans le détail, trace, en peu de mots, la marche de ces Contrats, afin que le Clergé d'un coup-d'œil puisse appercevoir ses propres engagements, & juger en même-temps de la forme & de la nature de ceux que le Souverain ne dédaigne pas de contracter avec le Clergé. Ces Contrats sont de deux especes, ainsi qu'on vient de le dire. T. VIII, p. 2397 & s.

I. Quant au Contrat du Don-gratuit, il énonce la forme dans laquelle le Don-gratuit est demandé & accordé. On y insere le discours de celui des Commissaires du Roi qui a porté la parole, ainsi que la réponse qui lui a été faite par le Prélat qui préside l'Assemblée; on y pourvoit à la sûreté du paiement en faveur du Roi, ou par imposition, ou par emprunt; on y assigne les fonds destinés, tant à payer les arrérages, qu'à rembourser successivement les capitaux; on y rassemble toutes les dispositions de sagesse & de prudence propres à concilier à l'administration du Clergé la confiance du public, en lui procurant sûreté & facilité. Les Commissaires pour le Roi, après avoir accepté les propo-

sitions du Clergé, promettent & accordent, au nom du Roi & de ses Successeurs, les clauses & conditions qui se trouvent dans les Contrats: les uns sont de faveur; les autres, en plus grand nombre, ne sont que la reconnaissance & la confirmation des immunités attachées à la nature & à la destination des biens ecclésiastiques. Ce sont ces mêmes clauses qui deviennent, pour la plupart, aussi vaines & aussi illusoires, qu'elles sont solennellement & énergiquement accordées. On peut en juger par l'énoncé de la première. La voici.

Lesdits Seigneurs & Commissaires promettent, pour & au nom de S. M. & de ses Successeurs Rois, de ne jamais établir, ni demander au Clergé-Général, ou particulier, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune subvention, ni secours extraordinaires, ni aucunes autres taxes, ni impositions telles qu'elles puissent être, & de tel nom qu'on puisse les qualifier, y renonçant, même lesdits Sgrs. Commissaires, au nom du Roi & de ses Successeurs, par la présente clause spéciale & irrévocable.

Cette clause est répétée dans tous les Contrats du Don. Les autres clauses sont aussi à peu près les mêmes dans les différents Contrats. On trouve à la fin de la Table celles du Contrat passé par l'Assemblée Gén. de 1775. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. IV.

Il n'y a que le Contrat passé en 1707, pour l'aliénation de la Ferme des Postes, jusqu'à la concurrence de 3 millions de livres, payables en billets de monnaie, qui soit dans une espèce particulière. Ce Contrat est rapporté, T. VI, P. Just. p. 383 & s.

II. Le Contrat pour les rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, suit à peu près la même marche: on y énonce les exceptions fondées que le Clergé oppose depuis le regne de Henri III, à l'assignation desdites rentes sur le Clergé, & malgré lesquelles il a renouvelé, tous les dix ans, l'engagement. Ensuite les Commissaires du Roi accordent des clauses & conditions, qui ne sont pas mieux gardées que celles du Contrat du Don, à l'exception de la première, à l'exécution de laquelle le Clergé est redevable de la convocation de ses Assemblées, dites du Contrat. Les autres clauses sont plus multipliées & détaillées que celles qui sont insérées dans le Contrat du Don; & quoiqu'elles ne soient accordées que pour dix ans, le renouvellement qui en a été fait

depuis le premier Contrat, en 1561, & qui en a fait encore, peut les faire regarder comme stables & perpétuelles. Il est à observer, que, ni l'un, ni l'autre de ces Contrats, ne sont revêtus de Lettres-Patentes; il n'y a que la délibération, par laquelle le Clergé accorde le Don-gratuit, & celle qu'il prend sur les moyens d'y satisfaire, qui soient autorisées par un Arrêt du Conseil, & consacrées par des Lettres-Patentes enregistrées. *Voyez le premier Supplément, n°. V.*

III. Après cet exposé général, M. l'Archevêq. de Narbonne entre dans le détail des infractions dont les différentes Provinces avoient à se plaindre. Elles ont pour objets, 1°. les francs-fiefs; 2°. le nouvel acquêt; 3°. le Don-gratuit des Villes, les octrois & les contributions aux ouvrages publics; 4°. les droits d'aides; 5°. la gabelle. Ces objets sont plus sommairement rassemblés dans un projet de Mémoire au Roi, que la Commission a proposé, & que l'Assemb. a arrêté de présenter au Roi. T. VIII, p. 1397 & suiv. *Le Mémoire, avec les réponses. P. J. p. 779 & f.*

Sur chacun des objets, *Voyez* chaque matière en particulier.

§. IV. *Signature des Contrats passés entre le Roi & le Clergé, par les Assemblées & par Mrs. du Conseil. Cérémonial observé en ce cas.*

§. I. Le Roi Henri III signa le Contrat que le Clergé assemblé à Melun, & ensuite à Paris, passa avec S. M. en 1580: ce même Prince signa aussi celui de 1586. On ne voit pas, depuis ce temps-là, que les Rois aient signé. *Mém. du Cl. T. VIII, p. 689 & f.*

§. II. On ne voit rien de réglé sur le nombre & les qualités des Commissaires qui passent & signent ces Contrats au nom du Roi: tous les Commissaires pour la passation du Contrat, ne vont pas toujours à l'Ass., soit pour la saluer, ou pour lui faire savoir les intentions du Roi sur la subvention. Il n'y a point d'exemple que M. le Chancelier y soit allé. *Ibid. p. 690, 691, 694.*

§. III. Les Assemb. du Clergé les signent en corps, & non par Députés. *Ibid. p. 691.*

§. IV. Quant au lieu de la signature, l'Ass. se rend, pour l'ordinaire, au lieu où se tient le Conseil. Il y a cependant plusieurs Contrats qui ont été signés dans le lieu de l'Assemblée, où

Mrs. les Commissaires du Roi sont allés: il y a aussi quelques Contrats qui ont été signés dans le lieu du Conseil, par Mrs. les Commissaires du Roi, & dans le lieu de l'Assemb., par Mrs. du Clergé: la plus grande partie ont été signés chez Mrs. les Chanceliers. Il n'y a point d'exemple que M. le Chancelier soit allé au lieu de l'Ass. pour y signer le Contrat: lorsque le Clergé a été assemblé dans les lieux éloignés, le Roi y a envoyé plusieurs fois les Commissaires, qui y ont passé les Contrats: en ce cas, ils n'ont point été signés par Mrs. les Chanceliers. *Ibid. p. 691, 692, 696, 697.*

§. V. Quant à la question, si Mrs. les Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Paris sont présents à la passation des Contrats pour la continuation du paiement des rentes sur l'Hôtel-de-Ville? il y a eu des Prévôts & Echevins qui ont prétendu devoir y être présents; mais le Clergé ne l'a point voulu souffrir: c'est ce qui paroît par le Procès-verbal de l'Ass. de 1665 & de celle de 1690. *Ibid. p. 692, 693.*

§. VI. Quant au cérémonial de la signature, on y garde cet ordre: tous signent dans la même page; Mrs. du Conseil sur la même colonne, ayant la droite, & Mrs. du Clergé sur une autre colonne; c'est ce qui paroît par les Procès-verbaux: M. le Chancelier signe le premier, & après lui M. le Président de l'Ass., & ensuite Mrs. les Commissaires & les Prélats signent alternativement dans des colonnes différentes. *Ibid. p. 691.*

Ces observations tirées des Mémoires du Clergé, n'ont rien que de conforme aux extraits suivants des Procès-verbaux des Assemblées.

Extraits des Procès-verbaux, sur la signature des Contrats.

Le Cérémonial de Daigreville, approuvé par les Ass. de 1660 & 1665, est en ces termes. Le Contrat pour les rentes est donné par Mrs. les Députés du Clergé à M. le Doyen du Conseil, pour le communiquer à Mrs. de l'Hôtel-de-Ville. Les mêmes Commissaires confèrent quelquefois avec Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, chez M. le Doyen du Conseil, où ils prennent place au haut bout de la table.

Le Contrat est signé au Louvre, dans la Salle du Conseil, par M. le Chancelier & Mrs. les Surintendans, Commissaires du Roi & Intendants des Finances,

nances, l'autre, p. & lorsque le monde e

Le Contrat est signé tous Mrs. présence étant rap les Dépu

Mais Mrs. du C hors la V Mrs. les C dans l'A qu'ils sign d'entre e après lui ensuite l & après alternati du Roi & & toujours saires du monial de p. 172.

En l'A qui se p députés e roient les coutume été appon Conseil a II, p. 17

En l'A premier pour aller M. de Re de grand dans la S le Chan lescuels e neur tou ont été p les Préla la table p lequel ét Les Nota du Contr été signé fait au R signé. T.

L'Assen l'ordre d entre M l'Assemb Contrats celui de Henri, e pace en b seil & M Table

nances, par colonne, d'un côté, & de l'autre, par tous les Députés de l'Ass.; & lorsqu'on en fait lecture, tout le monde est debout autour de la table.

Le Contrat avec le Roi, pour le Don, est signé, chez M. le Chancelier, par tous Mrs. les Commissaires du Roi, en présence de ceux de l'Ass., & ensuite étant rapporté à la Compagnie, tous les Députés le signent.

Mais lorsque M. le Chancelier & Mrs. du Conseil sont auprès du Roi, & hors la Ville où se tient l'Assemblée, Mrs. les Commissaires du Roi viennent dans l'Ass. pour y signer le Contrat, qu'ils signent sur le Bureau, le premier d'entre eux le signant le premier, & après lui le Président de l'Assemblée; ensuite le second Commissaire signe, & après lui un des Prélats, & ainsi alternativement un des Commissaires du Roi & un Député de l'Assemblée, & toujours par colonne: les Commissaires du Roi signent à la droite. *Cérémonial de Daigreville. T. VI, P. Just. P. 172.*

En l'Ass. de 1615, sur la difficulté qui se présenta, lesquels des Prélats députés ou de Mrs. du Conseil signeroient les premiers, on s'en remit à la coutume, & les anciens Contrats ayant été apportés, l'on trouva que Mrs. du Conseil avoient signé les premiers. T. II, p. 170.

En l'Assemb. de 1625, tous Mrs. du premier & du second Ordre partent pour aller au Louvre, où, étant arrivés, M. de Rouen, Président, accompagné de grand nombre de Prélats, est entré dans la Salle du Conseil, où étoient M. le Chancelier avec Mrs. du Conseil, lesquels ont accueilli avec grand honneur toute la Compagnie, & soudain ont été présentées des chaises à Mrs. les Prélats; savoir, au haut bout de la table pour M. l'Archev. de Rouen, lequel étoit suivi des autres Prélats. Les Notaires ont fait lecture d'abord du Contrat des rentes, lequel lu, il a été signé, ensuite de celui du transport fait au Roi, lequel pareillement a été signé. T. II, p. 471.

L'Assemblée de 1635 délibère sur l'ordre de la signature des Contrats, entre Mrs. du Conseil & Mrs. de l'Assemb. Les minutes des précédents Contrats produites, il est trouvé que celui de 1586 étoit signé par le Roi Henri, en tête, & après quelque espace en blanc au-dessous, Mrs. du Conseil & Mrs. du Clergé avoient signé par

Table de la Coll. des P. V.

colonnes égales; Mrs. du Conseil ayant la droite; que ceux de 1615 & 1625 étoient signés de même façon par Mrs. du Conseil & Mrs. du Clergé, le Roi n'ayant pas signé. Sur ces exemples & usages, il est arrêté, que le même ordre sera pratiqué: le Contrat est signé en conséquence. T. II, p. 721.

En l'Assemb. de 1655, le Contrat des rentes est signé en la forme accoutumée; savoir, par Mrs. du Conseil, d'un côté, en colonne, & par Mrs. de l'Ass., de l'autre, à l'opposite, aussi en colonne. T. IV, p. 103.

En l'Ass. de 1670, M. le Président expose, que les Commiss. du Roi devoient venir à l'Ass. pour la signature du Contrat; ce qui n'étant guère d'usage, les Contrats se signant ordinairement chez M. le Chancelier, où étoit la chaise du Roi, ce qui ne pouvoit faire aucune contestation, parce que les choses y étoient réglées & se passoient comme aux Conférences; qu'il pouvoit au contraire se trouver quelque difficulté, ces Messieurs venant à l'Assemblée; que, pour les prévenir, il avoit cherché des exemples qui pussent servir de règle; qu'ayant appris que les Commissaires du Roi avoient été à l'Ass. de Mantes, & y avoient signé le Contrat, il avoit envoyé en Poste, pour avoir la minute du Contrat, afin d'y voir l'ordre des signatures. Les Commissaires du Roi étant venus à l'Assemb., le Contrat est signé alternativement. T. V, p. 52.

Pour la signature du Contrat, l'Ass. de 1675 se rend à Versailles dans l'Appartement des Ambassadeurs: deux Huissiers de la chaîne viennent la prendre: Mrs. les Députés du premier & du second Ordre, en manteau long & chapeau, se rendent dans la Chambre du Conseil: M. le Chancelier & Mrs. les Commissaires du Roi étoient debout, du côté de la cheminée, & de l'autre, M. le Président de l'Ass. & autres Députés. Lecture faite du Contrat, le Conseil signe le premier sur une colonne, & le Clergé sur l'autre. T. V, p. 217.

Même Cérémonial pour la signature du Contrat du Don accordé par l'Ass. de 1680. T. V, p. 310, 311.

Item pour la signature des Contrats du Don & des rentes, en l'Ass. de 1685. T. V, p. 578.

Item en l'Ass. de 1690, pour la signature du Contrat du Don. T. V, p. 675, 676.

Item en l'Ass. de 1695, pour la signature du Contrat du Don. T. VI, p. 284.

U u

Item en l'Ass. de 1700, pour la signature du Contrat du Don. T. VI, p. 397, 398.

Item en l'Ass. de 1715, pour la signature des Contrats du Don & de la continuation du paiement des rentes. T. VI, p. 1404, 1405.

Le Contrat du Don accordé au Roi par l'Ass. de 1723, est signé chez M. le Garde des Sceaux, par Mrs. du Conseil & par l'Assemblée : tout s'y passe avec le Cérémonial ordinaire, à la difficulté près que fait M. le Garde des Sceaux, de donner la main à la Compagnie. Cet incident oblige l'Assemblée de lui députer deux Prélats, pour lui représenter le droit & la possession du Clergé : ce Magistrat, après avoir pris, sur ce sujet, les éclaircissements nécessaires, écrit une Lettre à M. le Président de l'Ass., où il reconnoît & avoue que le Chancelier, ou le Garde des Sceaux doit, après la séance levée, passer derrière le fauteuil du Roi, reconduire Mrs. du Clergé, en donnant la droite à M. l'Archevêque qui se trouve le Chef de la députation, jusqu'à la porte du Sallon qui ouvre sur le palier de l'escalier, où il se place contre le battant de la porte qui est à gauche, donnant la droite à tous Mrs. du Clergé, qui défilent devant lui. Il ajoute, qu'il tiendra la main pour que dans les Registres des Huissiers du Conseil, il soit fait une mention expresse de ce qui doit se faire en cette occasion, afin qu'il ne puisse, à l'avenir, naître, de part, ni d'autre, aucune difficulté sur ce point. T. VI, p. 1620 & suiv., 1763.

En l'Ass. de 1726, même Cérémonial pour la signature des deux Contrats. T. VII, p. 643, 644.

En l'Ass. de 1730, même Cérémonial pour le Contrat du Don. T. VII, p. 935.

En l'Ass. de 1734, même Cérémonial pour le Contrat du Don. T. VII, p. 1294, 1295.

En l'Ass. de 1735, même Cérémonial pour la signature des deux Contrats. T. VII, p. 1376, 1377.

Item en l'Ass. de 1740, pour la signature du Contrat du Don. T. VII, p. 1587.

Item en l'Assemblée de 1742. T. VII, p. 1833, 1834.

Item en l'Ass. de 1745, pour la signature des deux Contrats. T. VII, p. 1932, 1933.

Item en l'Assemblée de 1747. T. VIII, p. 57.

Item en l'Assemblée de 1748. T. VIII, p. 168.

Lors de la signature du Contrat du Don accordé par l'Ass. de 1755, M. le Garde des Sceaux prétendit avoir droit de signer immédiatement après M. le Chancelier, & signa en effet. M. l'Arch. de Narbonne fit une protestation verbale, au nom de l'Assemblée, à ce sujet, pour que la prétention de M. le Garde des Sceaux ne pût tirer à conséquence. T. VIII, p. 476.

Cérémonial ordinaire dans les Ass. de 1758, 1760 & 1762.

En l'Ass. de 1765, difficulté particulière pour la signature des Contrats, en ce que l'enregistrement des Lettres-Patentes, dont la délibération du Don doit être revêtue, ne pouvoit avoir lieu, à cause des vacances du Parlement, avant le terme fixé pour la suspension des séances de l'Assemblée. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, année 1765.

Dans cette Assemblée, ainsi que dans celles de 1770, 1772, 1775, Cérémonial accoutumé.

CONTROLE ET CONTROLEURS.

§. I. *Edit du Contrôle de 1637 : sa révocation : réunion au Greffe des Insinuations. Suppression des offices de Contrôleurs : leurs remboursements.*

I. En 1637 paroît l'Edit du Contrôle : aussi-tôt que Mrs. les Agents en ont connoissance, ils alleguent les raisons qu'ils avoient de s'y opposer : elles ne sont point écoutées, & l'Edit est envoyé au Parlement de Paris, qui refuse de le vérifier : il est porté ensuite au Grand-Conseil ; les Agents y font opposition en bonne forme : refus réitéré du Grand-Conseil de le vérifier : il est enfin vérifié, mais en vertu seulement de plusieurs jussions. Les prétextes qui ont donné lieu à l'établissement de l'Edit, ont été le non-usage des Greffes des Insinuations & les abus qui s'y commettoient.

Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1645 pour l'examen de cet Edit, font observer dans leur Rapport qu'il s'y trouve plusieurs articles dont l'observation seroit utile ; mais qu'il y en a beaucoup davantage qui portent préjudice, & à l'un, & à l'autre Ordre du Clergé. Sur quoi, délibération prise par

Provinces
fait insta
tion de l
roit fait
trôle avan
ensuite d
par forme
Insinuatio
qu'il avoit
seul, un n
tant créat
en tous le
dit du C
chargés d
sit offre au
que Sa M
Contrôle
res, sans
gé. La mi
tant supp
& comme
qui convi
en uniss
Insinuatio
arrêtée da
un dernier
seroit obl
des Contr
naux. L'A
au Consei
Déclarati
aux termes
III, p. 31
Mrs. le
rification
trôle, mal
étoient p
trôleurs,
rembourse
II. A l
quelques
clésiastiqu
traintes c
mus aux
finuer leur
nomme c
miner la
réunion d
des Insinu
au Parlem
saires font
point de
avantageu
qu'elle av
par la des
avoir été
vérifiée a
plus gran
ments ; q
lement d
trôleurs

Provinces, l'Assemb. arrêta qu'il seroit fait instance pour obtenir la révocation de l'Edit, & néanmoins qu'il seroit fait extrait des articles dudit Contrôle avantageux au Clergé, pour être ensuite demandé qu'ils soient inférés par forme d'amplication dans l'Edit des Infimations. On donna avis à l'Ass. qu'il avoit été présenté au Grand-Conseil, un nouvel Edit du Contrôle portant création d'un office quadriennal en tous les lieux où seroit établi l'Edit du Contrôle : les Agents furent chargés d'y former opposition : l'Ass. fit offre au Roi d'un Don, à condition que Sa Majesté révoqueroit l'Edit du Contrôle des Expéditions Bénéficiaires, sans qu'il en coure rien au Clergé. La minute de la Déclaration portant suppression de l'Edit, fut dressée & communiquée à Mrs. du Conseil, qui convinrent de ladite suppression, en unissant le contrôle au Greffe des Infimations. La Déclaration fut donc arrêtée dans le Conseil; mais il y ajouta un dernier article portant, que le Clergé seroit obligé de rembourser les offices des Contrôleurs, même des quadriennaux. L'Assemb. fit des Remontrances au Conseil sur ce dernier article : la Déclaration du Contrôle fut promise aux termes qu'elle avoit été dressée. T. III, p. 317 & suiv. 358.

Mrs. les Agents obtiennent la vérification de l'Edit révocatif du Contrôle, malgré l'opposition que ceux qui étoient pourvus des Offices de Contrôleurs, y avoient faite, pour leur remboursement. T. III, p. 459.

II. A l'occasion des entreprises de quelques Greffiers des Infimations Ecclésiastiques, qui exerçoient des contraintes contre ceux qui étoient promus aux Ordres sacrés, afin de faire influencer leurs Lettres, l'Assemb. de 1650 nomme des Commissaires pour examiner la Déclaration du Roi, portant réunion du droit de contrôle au Greffe des Infimations, & la vérification faite au Parlement de Paris. Les Commissaires font observer, qu'il ne s'agissoit point de discuter si elle étoit utile & avantageuse au Clergé ou non, puisqu'elle avoit été désirée & poursuivie par la dernière Assemb. Gén., où elle avoit été concertée, & qu'elle étoit vérifiée au Parlement de Paris & en la plus grande partie des autres Parlements; que par la vérification du Parlement de Paris, les offices de Contrôleurs étoient dès-à-présent suppri-

més, & le Clergé condamné de rembourser les Acquéreurs desdits offices, de leur finance liquidée par le Commissaire que le Parlement y avoit commis; de façon qu'il n'étoit plus question que de pourvoir aux moyens de les rembourser, qui consistoient, ou à imposer la somme qui étoit nécessaire, ou d'obliger les Greffiers des Infimations à les rembourser.

Les Officiers du Contrôle se présentent à l'Ass., & demandent leur remboursement. L'Assemb. les ayant tenus quelque temps en suspens, ils présentent Requête au Parlement contre les anciens & nouveaux Agents du Clergé, pour être par eux remboursés de la finance de leurs offices : ils obtiennent Arrêt : l'Assemb. demande l'évocation. Enfin le remboursement des offices du Contrôle est résolu par l'Assemb., qui arrête de faire ledit remboursement par Bureaux & par Diocèses, lesquels pourront rembourser les Greffiers des Infimations; si mieux n'aiment lesdits Greffiers contribuer au remboursement des Officiers du Contrôle. Le Diocèse de Paris est taxé à la somme de 9000 liv. de plus que les autres Diocèses de son Bureau : le département est signé par tous les Députés. T. III, p. 624 & f.

En l'Assemb. de 1655, quelques Propriétaires du Contrôle demandent leur remboursement, ou qu'il leur soit permis d'exercer leurs offices : refus fait par d'autres de recevoir leur remboursement. T. IV, p. 339.

En l'Assemb. de 1660, le Promoteur expose, que l'Ass. de 1645 ayant demandé au Roi la suppression des Contrôleurs des Expéditions Bénéficiales, anciens, alternatifs & triennaux, elle lui fut accordée par une Déclaration qui fut vérifiée au Parlement, à condition que l'Ass. rembourserait ce que lesdits Officiers justifieroient avoir financé aux coffres du Roi, dont l'exécution fut différée jusqu'en 1650, que l'Ass. fit procéder au Parlement à la liquidation de la finance desdits offices; en conséquence de laquelle, l'Assemblée ayant fait un fonds, lesdits Officiers furent remboursés. Présentement, ajoute le Promoteur, certains particuliers prétendant avoir levé aux parties casuelles, les quadriennaux dudit Contrôle, se sont pourvus au Conseil pour leur remboursement, lequel a ordonné la liquidation pardevant un Maître des Requêtes, & les a envoyés à l'Assemblée pour y recevoir leur remboursement.

L'Assemb. nomma des Commissaires pour examiner leurs prétentions, qui furent trouvées sans fondement : elle arrêta de présenter Requête au Conseil contre led. Contrôleurs, & de demander le renvoi au Parlement où la Déclaration a été vérifiée. Cependant on découvrit l'Arrêt du Grand-Conseil de 1646, qui, sur l'opposition du Clergé, rejetta l'Edit des Contrôleurs quadriennaux : ils obtinrent néanmoins un Arrêt du Conseil qui condamne le Clergé de leur payer la somme de 10000 liv. pour leur remboursement : l'Assemb. demanda la cassation de l'Arrêt. Rapport du sieur de Faget des poursuites par lui faites en cette occasion, mais sans succès. Commandes signifiées de la part desd. Contrôleurs quadriennaux au Receveur-Gén. du Clergé, de leur payer la susdite somme : l'Assemb. forma opposition à l'Arrêt. T. IV, p. 746 & suiv.

Le nommé Mercier obtint un Arrêt au Parlement de Paris, qui condamne le Clergé à lui rembourser la somme de 9766 liv. pour un office de Contrôleur supprimé en 1646 : en conséquence de cet Arrêt, il fait saisir les chevaux des Agents. L'Ass. de 1665 poursuit au Conseil un Arrêt en faveur des Agents. Le Contrôleur est remboursé par les Diocèses de Normandie dépendant de son Bureau. T. IV, p. 1029, 1030.

Sur la poursuite d'un des Contrôleurs quadriennaux pour le paiement de la somme de 10000 liv. en vertu de l'Arrêt du 25 Mai 1661, l'Assemb. de 1665 prie Mrs. les Commissaires de chercher les moyens de se pourvoir contre le susdit Arrêt, d'en faire poursuivre par les Agents la cassation ; à moins que, de la part desd. Officiers, il soit proposé quelque accommodement avantageux au Clergé ; l'Ass. leur donne tout pouvoir pour raison de ce ; l'accommodement est fait, moyennant 10000 liv. payées comptant. T. IV, p. 1030, 1031.

III. Il est exposé en l'Assemblée de 1655, que, quoique l'Edit de suppression du Contrôle, n'ait été accordé qu'à condition que tous les actes sujets audit Contrôle seront insinués, néanmoins le Clergé de Bourgogne qui avoit remboursé lesdits offices, n'avoit commis personne pour les exercer ; que le Parlement de Dijon avoit vérifié l'Edit de suppression du Contrôle, à la charge de ne point insinuer : l'Assemb.

demanda des Lettres de jussion pour ôter cette modification. T. IV, p. 339, 340.

§. II. Modifications, bornes & exceptions au droit de Contrôle, demandées par les Assemblées du Clergé.

I. Par les délibérations du Clergé, par les Arrêts du Conseil & les Lettres-Patentes qui les confirment, & par les Contrats passés avec Sa Majesté concernant les Dons-gratuits & subventions, tous les actes nécessaires & tendant au recouvrement desdits Dons & subventions, sont exempts du droit de Contrôle. Voyez le premier Supplément de la Table, ad calcem, n°. I, II, III, IV.

Les mêmes Délibérations, Arrêts, Lettres-Patentes & Contrats, déclarent déchargés du droit de Contrôle les rentes constituées sur le Clergé & sur les Diocèses, pour le paiement des Dons-gratuits & subventions ; les Contrats passés en conséquence, les Rôles, Départements, Exploits, Procédures & Jugements qui seront faits, & rendus, à l'occasion & pour raison desd. Dons ; les avertissements aux Rentiers pour recevoir leurs remboursements, les quittances concernant lesdits remboursements. *Ibid.*

L'Assemb. de 1715, art. 23 du Cahier, supplie Sa Majesté, conformément aux Contrats, de décharger du droit de Contrôle des actes des Notaires, les Contrats passés par les Diocèses, tant pour emprunter les sommes auxquelles ils ont été imposés pour les Dons-gratuits, que pour le remboursement desdites sommes, & pour les nouveaux emprunts faits pour les mêmes causes. Réponse. *Seront les Contrats passés avec le Clergé, exécutés.* Recueil, p. 1544.

L'Assemb. de 1735, par l'art. 10 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de faire attention, que l'exemption ayant été accordée pour tous les actes qui concernent les emprunts, les comptes à rendre par ceux qui ont manié les deniers, sont une suite de l'emprunt & de la levée ; & en conséquence, de faire défenses aux Préposés du recouvrement des droits de Contrôle, de rien exiger des Diocèses qui se trouveront dans le cas de poursuivre les Receveurs Diocésains, pour raison des comptes des sommes levées par imposition, ou empruntées pour le paiement des Dons-

729
gratuits,
tion du C
L'exempt
port aux
prunt ou
somme, lo
la caisse
rendu acc
des procé
des comp
les ils peu
1705, 17
L'Assen
ou Décla
Receveurs
de Contrô
les Bénéfic
autres imp
Receveurs
rêt du 17
& suiv.

La Com
1719, obti
tant défens
Contrôle &
aucunes po
fes, pour r
des quittan
donneront
en exécuti
1719, con
dettes du C

Dans l'A
veur-Général
Créanciers
chez le sieu
cevoir leurs
ment des rei
& les Dioc
taire avoir
voir, à moi
fonds suffi
trôle de cl
droit de Co
un troisiem
que dans ce
les arrérage
du rembour
ticulieres. L
voir sur ce
Arrêt est in
au Conseil
quittances
tes du Cler
particuliers
remboursem
semble cell
casion des e
dées par les
1715, seron
de quinzain

gratuits, pour raison de quoi, l'exemption du Contrôle est stipulée. Réponse. *L'exemption n'est accordée que par rapport aux actes nécessaires pour l'emprunt ou la recouvrement; tout est consommé, lorsque les deniers sont entrés dans la caisse des Receveurs: le Roi n'a entendu accorder aucun Privilège à l'égard des procédures qui regardent l'examen des comptes, & les discussions auxquelles ils peuvent donner lieu.* Recueil, p. 1705, 1706.

L'Assemb. de 1705 sollicite un Arrêt ou Déclaration, pour décharger les Receveurs des décimes du double droit de Contrôle, pour les saisies faites sur les Bénéficiers, au sujet des décimes & autres impositions, de même que les Receveurs des tailles le sont, par l'Arrêt du 17 Mars 1685. T. VI, p. 861 & suiv.

La Commission des Prélats créée en 1719, obtint un Arrêt du Conseil, portant défenses aux Fermiers des droits de Contrôle & à leurs Commis, de faire aucunes poursuites contre les Diocèses, pour raison du droit de Contrôle, des quittances de remboursement que donneront les Créanciers du Clergé, en exécution de l'Arrêt, du 16 Octobre 1719, concernant le remboursem. des dettes du Clergé. T. VI, P. J. p. 574.

Dans l'Assemb. de 1723, le Receveur-Général représente, que plusieurs Créanciers du Clergé s'étant présentés chez le sieur Péan, Notaire, pour recevoir leurs quittances de remboursement des rentes dues par le Clergé-Général. & les Diocèses particuliers, ledit Notaire avoit fait difficulté de les recevoir, à moins qu'il ne lui fût remis un fonds suffisant pour le droit de Contrôle de chaque quittance, un autre droit de Contrôle pour le certificat, & un troisième droit de Contrôle; parce que dans ces quittances, il étoit dit que les arrérages ont été payés jusqu'au jour du remboursem. sur des quittances particulières. L'Ass. charge deux Prélats de voir sur ce sujet M. le Cardinal du Bois. Arrêt est intervenu, le 6 Juillet 1723, au Conseil d'Etat, qui ordonne que les quittances de remboursement des rentes du Clergé-Général. & des Diocèses particuliers, dont la liquidation & le remboursem. ont été ordonnés, ensemble celles qui seront faites à l'occasion des emprunts des sommes accordées par les Assemblées de 1710, 1711, 1715, seront contrôlées dans le délai de quinzaine de leur date, prescrit par

les Réglemens, sans que, pour le Contrôle desdites quittances de remboursement, il puisse être pris aucun droit. T. VI, p. 1700 & suiv. P. J. p. 745.

II. L'Assemb. de 1735, art. 12 du Cahier du Temporel, demande qu'il soit défendu aux Fermiers du Contrôle, de compulser les Registres des Chapitres pour examiner les actes qu'ils prétendent sujets au droit de Contrôle, & de révoquer tous Arrêts qui pourroient le leur permettre. *Refusé sur ce que les Chapitres inferent dans lesdits Registres des actes qui y sont sujets, & que leurs Greffiers sont les fonctions de Notaires.* Recueil, p. 1707, 1708.

En l'Assemb. de 1740, M. l'Arch. de Narbonne, au nom de la Commission, expose à l'Ass. les prétentions des Fermiers du Contrôle, de compulser les Registres des Chapitres, Communautés séculières & régulières de l'un & l'autre sexe, des Fabriques & des Hôpitaux, pour les obliger au paiement du droit de Contrôle pour les actes qu'ils prétendent y être sujets. Arrêt du 3 Mars 1739, qui les y autorise; disposition dudit Arrêt formellement contraire aux droits du Clergé: suites dangereuses par la révélation de certains actes qui demandent un secret inviolable: impossibilité dans son exécution par l'ignorance où sont ces Corps, de distinguer les actes sujets à Contrôle, de ceux qui ne le sont pas, s'il ne leur est fourni un tarif qui les contienne avec le droit qui doit être payé.

L'avis de la Commission est de payer un abonnement pour le passé, jusqu'au dernier Décembre 1740, & de se libérer par-là des amendes encourues par ledit Arrêt; & pour l'avenir, de supplier Sa Majesté de rendre un Arrêt de son Conseil qui explique les actes sujets au droit de Contrôle, & ce que chacun desdits actes doit payer. Projet de deux Arrêts & de l'instruction à envoyer dans les Provinces pour arrêter les poursuites du Fermier. Mrs. les Agents sont chargés de solliciter l'expédition desdits Arrêts: ils sont expédiés le 30 Août 1740. Le premier est l'Arrêt d'abonnement, moyennant la somme de 120000 liv., lequel Arrêt exempte toutes les Communautés Ecclésiastiques de l'un & l'autre sexe, tant des Diocèses qui sont Corps du Clergé de France, que de ceux des Pays conquis & reconquis, des droits qui peuvent être dus jusqu'au dernier Décembre 1740. Le second Arrêt est en in-

Registres des
Corps Ecclésiast.
compulés à rai-
son du Contrôle.

Abonnement
de 120000 liv.

interprétation de celui du 2 Mars 1739, concernant les articles sujets à Contrôle & ceux qui en font exempts. L'Assemblée joint à ces Arrêts, un Mémoire contenant la forme qu'il faut donner aux actes non sujets à Contrôle, & servant d'instruction pour l'exécution dudit Arrêt. T. VII, p. 1719 jusqu. 1723. P. J. p. 407 & suiv.

Registres des
Insinuations com-
pulsés sous le mê-
me prétexte.

III. Les Fermiers du Contrôle, sous le même prétexte de découvrir les actes sujets au droit, prétendoient que les Registres des Insinuations Ecclésiastiques devoient leur être ouverts. M. l'Intendant de Rouen avoit rendu une Ordonnance qui enjoignoit au Greffier des Insinuations du Diocèse d'Evreux, de donner cette communication. L'Ass. de 1745, par l'art. 2 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de faire défenses audit Fermier d'exiger cette communication. *Réponse peu favorable.* T. VII, P. J. p. 479, 480.

Actes Ecclésiastiques relatifs à la Jurisdiction volontaire & à la disposition des Bénéfices.

IV. M. l'Evêque de Langres représente à l'Ass. de 1695, qu'en conséquence de l'Edit des Insinuations du mois de Décembre 1691, tous les Ecclésiastiques & Bénéficiers faisoient insinuer leurs actes Bénéficiaires & autres actes Ecclésiastiques sur le Registre du Greffier des Insinuations établi dans le Diocèse de Langres; que néanmoins les Pourvus du Contrôle & leurs Commis obligeoient les Ecclésiastiques & les Bénéficiers de faire contrôler, à grands frais, leurs actes, quoiqu'insinués, contre l'intention du Roi, marquée dans la Lettre écrite par M. de Caumartin, Intendant des Finances, le 10 Août 1694; ce qui avoit obligé le Syndic du Diocèse de donner sa Requête au Conseil. Le Conseil sur cette Requête, avoit fait défenses au Traitant & à ses Commis, de contraindre lesdits Ecclésiastiques à faire contrôler au Contrôle des actes des Notaires, aucuns actes Ecclésiastiques, à peine de 500 liv. d'amende, &c.; mais à peine cet Arrêt étoit rendu, qu'il fut suivi d'un autre donné en interprétation du premier, qui détruisoit la disposition juste & favorable qui y étoit contenue, parce qu'il y étoit ordonné, que les Lettres d'Ordres, dimissoires, attestations, exeat, approbations, dispenses, provisions, institutions, visa, entérinements, fulminations, érections de bénéfices, unions, permissions & autres actes Ecclésiastiques, qui ont accoutumé d'être signés des Evêques, sans ministère des Notaires, seront exempts

dudit droit de Contrôle; mais que les nominations, résignations, permutations, procurations, prises de possession, & autres actes qui seront & qui ont accoutumé d'être reçus par les Notaires, seront contrôlés par le Fermier ou ses Commis, & les droits à lui payés, conformément à l'art. 10 de la Déclaration du 10 Avril 1694.

Le Syndic s'est pourvu contre cet Arrêt obtenu par surprise, & l'Ass. lui accorde l'intervention des Agents. T. VI, p. 231, 232.

L'Ass. de 1715, art. 11 du Cahier, porte, que tous les actes concernant les Ecclésiastiques qui seront d'une date plus ancienne que l'amnistie accordée en 1699, puissent être produits en Justice, sans être contrôlés, & que tous ceux qui ne l'auroient pas été depuis cette année, jusqu'au 29 Septemb. 1712, soient reçus au Contrôle, en payant les droits, quand on voudra s'en servir en Justice. *Réponse. Le Roi ne peut se dispenser de permettre la perception des droits du Contrôle par ses Fermiers, en la forme & la manière ordinaire.* Recueil, p. 1611, 1612.

Par le même article, l'Ass. supplie Sa Majesté d'ordonner, que dans les actes émanés de la Jurisdiction volontaire des Evêques, les actes capitulaires des Chapitres, & ceux des Communautés séculières & régulières, concernant les Prises d'Habit & Profession, soient exempts du droit de Contrôle. *Même réponse.*

L'Ass. de 1735, dans l'article 11 du Cahier, demande que Sa Majesté explique ses intentions par une Déclaration, ou un Arrêt, au sujet de l'exemption accordée par la Déclaration du 19 Mars 1696, pour les actes de la Jurisdiction volontaire des Evêques, que les Préposés veulent soumettre au droit du Contrôle. *Réponse confirmative de la dite Déclaration. Tous actes qui ont coutume d'être signés par les Evêques, sans ministère des Notaires, exempts.* Recueil, p. 1706, 1707.

L'art. 13 du même Cahier, a pour objet d'exempter du droit de Contrôle, les actes de présentation, collation & de réception de bénéfices dépendants des Chapitres & Eglises, lesquels sont expédiés par leurs Greffiers. *Refus pour la raison ci-dessus, que lesdits Greffiers font la fonction de Notaires.* Recueil, p. 1707.

V. L'Ass. de 1715, par l'art. 24 de son Cahier du Temporel, supplie S. M.

Bout de
ecclésiastiques

de décharg
baux faits
les Comm
les biens
ces, soit q
gnature pr
reçus par
des Chapit
sastiques,
il s'agira d
cution jud
Roi ne peu
1708. Rec

Un secon
de l'Ass. de
des biens
dont le prix
40 l. par an
Contrôle.
dispenser d
droits du C
la forme &
p. 1611, 1

VI. Rép
du Conseil
cernant les
Bénéficiers
te, qui veu
mes leurs
peine de pa
Contrôle.

VII. Sur
l'Ass. de 16
préjudicio
gé, en ce q
Requête de
lités, étoien
aux droits
été encore a
vril 1670. I
Requête, p
du 30 Oct
Contrôle les
dans les Of
Promoteurs
du Contrôle
donner auc
ce. Les Fern
vinrent, de
de 1670, p
que l'Arrêt
gent exécu
titif de cet A
boit que sur
non sur le C
venu avec M
geroit ce dif

VIII. L'A
Cahier du T
d'exempter l
de Mariage d

de décharger du droit de Contrôle, les baux faits par les Bénéficiers & par les Communautés Ecclésiastiques pour les biens dépendants de leurs Bénéfices, soit qu'ils aient été passés sous signature privée, ou devant Notaires, ou reçus par les Secrétaires, ou Greffiers des Chapitres & Communautés Ecclésiastiques, sauf à payer led. droit, quand il s'agira de mettre lesdits baux à exécution judiciairement. Réponse. *Le Roi ne peut déroger à sa Déclaration de 1708.* Recueil, p. 1544.

Un second objet de l'art. 11 du Cahier de l'Ass. de 1725, est que tous les baux des biens dépendants des Bénéfices, dont le prix n'excédra pas la somme de 40 l. par an, soient exempts du droit de Contrôle. Réponse. *Le Roi ne peut se dispenser de permettre la perception des droits du Contrôle par ses Fermiers, en la forme & manière ordinaire.* Recueil, p. 1611, 1612.

VI. Règlement prescrit par Arrêt du Conseil du 2 Septembre 1760, concernant les formalités à remplir par les Bénéficiers & autres gens de main-morte, qui veulent exploiter par eux-mêmes leurs dîmes & autres biens, à peine de payer le double du droit de Contrôle. *Voyez Baux, n°. II.*

VII. Sur ce qui fut représenté par l'Ass. de 1670, que l'Edit d'Août 1669 préjudicioit considérablement au Clergé, en ce que les exploits donnés à la Requête des Promoteurs des Officialités, étoient assujettis au Contrôle & aux droits d'icelui : charge qui avoit été encore augmentée par l'Arrêt d'Avril 1670. Le Roi ayant égard à cette Requête, par Arrêt du Conseil d'Etat du 30 Octobre 1670, déchargea du Contrôle les exploits qui seroient faits dans les Officialités à la Requête des Promoteurs, & fit défenses au Fermier du Contrôle & à ses Commis, de leur donner aucun trouble pour raison de ce. Les Fermiers-Généraux des Aides, vinrent, de la part du Roi, dans l'Ass. de 1670, pour donner des assurances que l'Arrêt accordé seroit ponctuellement exécuté. Dans le premier dispositif de cet Arrêt, l'exemption ne tomboit que sur le droit de Contrôle, & non sur le Contrôle même : il fut convenu avec Mrs. du Conseil qu'on changeroit ce dispositif. T. V, p. 118.

VIII. L'Ass. de 1705, art. 12 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'exempter les dépenses des trois Bans de Mariage de la nécessité du Contrôle.

Réponse. *Le Roi a déjà prévenu la demande, & l'a accordée.* Recueil, p. 1505, 1506.

On a sur ce sujet plusieurs Arrêts du Conseil d'Etat ; savoir, l'Arrêt du 16 Déc. 1698, celui du 19 Sept. 1705 & celui du 30 Nov. 1706. *Mém. du Clergé*, T. V, p. 1124, 1125.

IX. Dans l'Ass. de 1701, M. de Chamillart avoit fait proposer au Clergé de lui abandonner le Contrôle des Bans de Mariage, pour la finance que les Traitants en avoient donnée, quoique le produit allât beaucoup au-delà. Sur l'avis des Commissaires nommés pour l'examen de la proposition, l'Ass. crut devoir la rejeter. T. VI, p. 655.

X. Arrêts qui concernent le *gratis* du Contrôle & du Sceau des extraits des testaments qui portent des legs pieux & fondations en faveur des Pauvres & des Hôpitaux. T. VI, p. 859. P. J. p. 368 & suiv. *Voyez Hôpitaux*, §. III, n°. IV.

Contrôle des Bans proposés au Clergé.

Legs pieux & fondations en faveur des pauvres.

CONTROLEURS

DES DÉCIMES.

Voyez Offices & Officiers des Décimes.

CONVERTIS. [NOUVEAUX]

§. I. *Fonds affecté aux pensions des Ministres convertis. Maisons pour les nouveaux Convertis de l'un & l'autre sexe. Emploi du dit fonds : comment & par qui ordonné & réglé. Pensions des Ministres continuées à leurs veuves.*

I. DANS l'Assemblée de 1598, il fut proposé s'il ne seroit pas à propos de faire quelque petit fonds au Clergé pour les Ministres convertis. L'article souffrit beaucoup de difficulté, plusieurs Députés disant qu'ils n'avoient pas pouvoir pour cet objet ; d'autres se partageant en plusieurs opinions : enfin la matière murement examinée, il fut arrêté qu'il seroit fait un fonds de 3000 écus, jusqu'à la prochaine Assemb. ; que cette somme seroit levée sur tous les Diocèses au pied de la décime, (non compris les Curés) & distribuée autant qu'elle pourroit s'étendre aux Ministres vraiment convertis. T. I, p. 653, 654.

L'Ass. de 1600 ordonna, que non-seulement on poursuivroit la levée de la précédente imposition, mais qu'on

Sur les doctes de l'Ass. de 1670, qui avoient leurs

Sur la Pré-

Sur les doctes de l'Ass. de 1670, qui avoient leurs

Baux des

ecclesiastiques

imposeroit aussi une semblable somme pour les deux années prochaines, laquelle seroit distribuée par Mrs. du Bureau établi à Paris, selon l'attestation des Prélats pardevant lesquels les Ministres auroient abjuré les erreurs, & dont l'abjuration seroit envoyée aux Srs. du Bureau. T. I, p. 678.

La levée de la somme de 4500 liv., pour les Ministres convertis, fut continuée par l'Ass. de 1605, jusqu'à la prochaine Ass. T. I, p. 766.

Le Cardinal de Joyeuse présente à l'Ass. de 1608, un Bref du Pape en faveur des Ministres convertis: l'Ass. le reçoit avec respect, & ordonne en conséquence un fonds de 30000 l. par an, affecté pour lesdits Ministres. L'Ass. prie M. le Cardinal du Perron de répondre au Bref de S. S. T. I, p. 798 & f. 813. *Le Bref*, P. J. p. 193.

La Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, veut que les sommes qui seront levées pour les pensions des Ministres convertis, demeureront en chaque Province, pour y être employées & distribuées par les Ordonnances des Assemblées Provinciales, sans que lesdits deniers soient plus portés, ni distribués en la ville de Paris. T. II, p. 209.

L'Ass. de 1615 ordonne, que cette charitable subvention, en faveur des Ministres convertis, soit continuée; veut cependant qu'on prenne garde à l'excès de la dépense qui pourroit s'introduire sous ce prétexte: arrêté que l'imposition s'en fasse jusqu'à 30000 l. par an, laquelle somme sera employée & distribuée par le Receveur-Général, en la forme & par l'ordre qui lui sera prescrit: Règlement dressé sur ce sujet. [*Il est cité aux Pièces Justificatives, & ne s'y trouve pas. Voyez-en la substance infra, ayant été renouvelé par l'Ass. de 1628.*] T. II, p. 276 & f.

En l'Ass. de 1621, il est observé que les pensions & gratifications accordées dans l'état des Ministres pour les deux années suivantes, excédoient la recette de 3000 & tant de liv. par an; ordonné au Receveur-Général, pour faire le supplément desdites pensions, de prendre le débet du compte des Ministres, rendu par Castilles, & de l'employer à l'effet que dessus. T. II, p. 373.

En l'Ass. de 1645, l'état dressé des Ministres se trouvoit monter à 2400 liv. au-delà du fonds destiné. Par délibération des Provinces, il est arrêté, que pour suppléer audit manquement des

fonds, ladite somme, ou ce qui se trouvera manquer, sera retranché sur toutes les pensions employées audit état, au sol la livre, jusqu'à ce que par vacance il y ait un fonds suffisant. T. III, p. 400, 401.

En l'Ass. de 1655, il est rapporté, qu'on avoit commencé d'établir à Toulouse des maisons pour recevoir & nourrir les personnes nouvellement converties de l'un & de l'autre sexe, lesquelles souvent sont abandonnées & maltraitées par leurs parents après leur conversion; qu'il y avoit de pareils établissements dans les villes de Paris, d'Aix, de Grenoble & dans les Cévennes; que tous ces établissements ont besoin d'être aidés: arrêté qu'il sera donné pour les maisons de Toulouse 400 liv. par an, & pour celles de Paris, d'Aix, de Grenoble & des Cévennes, 300 liv. pendant cinq années seulement. T. IV, p. 407, 408.

En l'Ass. de 1660, les Commissaires nommés pour dresser l'état des Ministres & Proposants convertis, & celui des gratifiés, rapportent que la dépense avoit excédé de 6000 l. le fonds ordinaire: sur quoi, la Compagnie résout de laisser l'état comme il avoit été arrêté, pour ce qui regarde les Ministres & Proposants convertis, auxquels on ajoutera les maisons des nouveaux Convertis, & que le surplus du fonds sera distribué aux gratifiés, selon leur mérite particulier, sans toutefois que le fonds puisse en être augmenté de plus de 1000 liv. Les Commissaires ayant dès le lendemain représenté le grand mérite de plusieurs de ces gratifiés mis sur l'état, qu'on ne pourroit en ôter avec bienfaisance, la Compagnie ordonne qu'il sera pris, sur le fonds du compte des décimes, une somme de 4000 l. au-delà du fonds ordinaire, sans tirer à conséquence; ce qui ne seroit continué que jusqu'à la prochaine Assemblée. T. IV, p. 787.

Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1665, pour l'état des Ministres convertis, représentent à la Compagnie, qu'il y avoit manque de fonds d'environ 4000 l., pour y placer ceux qui étoient dignes de l'assistance de l'Ass. Sur quoi a été résolu, que s'étant trouvé un fonds extraordinaire entre les mains du Recev. Gén., il en seroit employé 4000 liv. pour chacune des cinq années, sans conséquence. T. IV, p. 1049.

En l'Ass. de 1670, les fonds ne s'étant pas trouvés suffisants, la Compagnie

ce qui se trou-
vance sur tou-
tes audit état,
e que par va-
ssilant. T. III,

il est rapporté,
l'établir à l'au-
cevoir & sur-
ement con-
ex, lesquelles
es & maltrait-
leur conver-
reils établisse-
Paris, d'Aix,
Cevenes; que
ont besoin d'é-
ra donné pour
300 liv. par an,
l'Aix, de Gre-
300 liv. pen-
cent. T. IV, p.

les Commis-
sionner l'état des
convertis, &
sortent que la
3000 l. le fonds
compagnie ré-
ne il avait été
de les Minis-
tris, auxquels
des nouveaux
plus du fonds
es, selon leur
toutefois que
ment de plus
affaires ayant
ent le grand
gratifiés mis
roit en ôter
pagnie ordon-
nds du comp-
me de 4000 l.
e, sans tirer à
roit continué
Assemblée. T.

més par l'Ass.
Ministres con-
Compagnie, n-
ds d'environ
x qui étoient
Assemb. Sur
étant trouvé
tre les mains
roit employé
cinq années,
p. 1049.
fonds ne s'é-
la Compa-
gnie

CONVERTIS, [NOUVEAUX] §. I & II.

gnie jugea à propos de diminuer sur toutes les pensions des Ministres, Proposants & gratifiés, 18 deniers pour livre. T. V, p. 145.

Le Roi proposa à l'Assemb. de 1680 de doubler le fonds destiné pour les Ministres convertis; ainsi ordonné. T. V, p. 332, 333. T. VII, p. 1200.

M. l'Archev. de Paris exposa à l'Ass. de 1690, dont il étoit Président, qu'il avoit dit au Roi, que l'Assemblée avoit tout le zèle & la bonne volonté d'assister les Ministres convertis, suivant la délibération de 1686; mais que comme il n'y avoit point de fonds suffisant, & que s'il falloit en faire un, cela monteroit, jusqu'à l'Ass. prochaine, à près de 100000 l., que le Clergé n'étoit pas en pouvoir de faire cette imposition; sur quoi S. M. avoit trouvé bon, que l'on réduisît les pensions des Ministres convertis à 100 liv., & celles des Proposants à 100 l., à condition néanmoins, quand il en vaqueroit, que le plus ancien succéderoit à la pension de 400 l.; ainsi ordonné. T. V, p. 690.

L'Assemb. de 1695 a ordonné de ne plus donner de pensions aux Ministres convertis & autres, jusqu'à ce que l'état soit réduit à l'ancien fonds destiné pour les pensions des Ministres, Proposants & gratifiés, montant à la somme de 65647 liv. T. VI, p. 270.

En l'Ass. de 1715, il se trouve dans le compte des pensions des Ministres, un revenant-bon de 8000 liv., par le décès des Pensionnaires: délibéré que cette somme seroit employée dans le compte des revenants-bons, & que le fonds de pareille somme annuelle seroit éteint & supprimé, & seroit de moins imposé sur l'état des pensions. T. VI, p. 1413.

Sur la représentation faite à l'Ass. de 1770, par M. l'Archev. d'Arles, que les fonds destinés aux nouveaux Convertis, qui se montoient à 68900 l., étoient devenus insuffisants, à raison de la multiplicité des demandes, l'Assemb. a fixé ces fonds, à la somme de 70000 livres. T. VIII, p. 1909, 1910.

II. Quelques Assemb. ont porté ailleurs une partie des fonds destinés aux pensions des Ministres convertis: ainsi pratiqué par l'Ass. de 1600, qui, pour plusieurs considérations, ordonna que la somme de 300 écus seroit prise sur ledit fonds, pour être distribuée par les mandements des Srs. Députés au Bureau de Paris, selon les occurrences qui se présenteroient. T. I, p. 680, 681.

L'Assemb. de 1605 permet de prendre
Table de la Coll. des P. V.

dre sur le même fonds 100 liv., pour les Prédicateurs du Béarn. T. I, p. 766.

III. M. l'Archevêq., Président, fait part à l'Ass. de 1685, que le Roi lui avoit marqué, que ce seroit une chose fort avantageuse à l'Eglise, si les pensions des Ministres étoient continuées à leurs femmes: sur quoi l'Assemb. a résolu de continuer à l'avenir lesdites pensions aux veuves faisant profession de la Religion Catholique. T. V, p. 618.

L'Ass. de 1710 a déclaré que lesdites veuves jouiront de la pension de leurs maris, à compter du jour de la mort desdits maris, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle concession, en justifiant, par les certificats des Evêques, qu'elles vivent en bonnes Catholiques. T. VI, p. 1138.

§. II. Règlements touchant les pensions des Ministres convertis, Proposants & autres gratifiés.

I. Il est de coutume dans les Assemb. du Clergé, que chacune des Provinces nomme un Député pour travailler à l'état des Ministres convertis. C'est la remarque de l'Assemb. de 1645. T. III, p. 400.

C'est aussi ce qu'on voit observé dans l'Ass. de 1655. T. IV, p. 406.

L'Ass. de 1695 travaille en Corps à régler l'état des Ministres convertis & autres gratifiés. T. VI, p. 263.

II. L'Assemb. de 1695, en défendant au Recev. Gén. de payer ce que les Ass. particulières auroient accordé sans pouvoir, excepte les pensions des Ministres convertis. T. VI, p. 264.

III. L'Ass. de 1608 a fait le Règlement qui suit, pour ceux qui seront couchés sur l'état des deniers affectés aux Ministres convertis.

1°. Aucun ne pourra être admis à avoir pension sur cette nature de deniers, qu'il n'ait été Ministre, ou enseigné actuellement l'hérésie en Université par leçon publique.

2°. Aucun depuis ce jour perverti à la Religion prétendue-réformée, ne pourra être admis à recevoir pension, encore qu'il vint à se convertir à la Religion Catholique.

3°. Quand quelque Ministre se convertira, il sera obligé d'apporter ou envoyer une attestation de l'Evêque ou de son Grand-Vicaire aux Agents du Clergé, lesquels assembleront les Prélats qui pour lors seront à Paris, &

Mrs. du Bureau de Paris, & lui pourvoient de sa pension & entretien. Mrs. les Ordinateurs auront égard de donner les mandements & rescriptions dans la Généralité où ledit Ministre demeurera.

4°. Les Ministres & autres auxquels sera assigné pension, seront tenus d'envoyer aux Agents, tous les ans, une attestation des Prélats diocésains, de leur probité & conversation, afin qu'on puisse juger s'ils sont dignes de la continuation de pension, ou s'ils sont pourvus de Bénéfices, ou autres moyens de s'en passer. T. I, P. J. p. 193, 194.

Pour prévenir les inconvénients des avances faites aux Ministres sur leurs pensions, l'Ass. de 1619 fait défenses à son Receveur-Gén. de payer, ni acquitter, à l'avenir, aucune pension que de six mois en six mois, & iceux échus, à peine de radiation defd. parties. T. II, p. 338.

Même défense par l'Ass. de 1625. T. II, p. 410.

Sur ce que quelques-uns des Ministres avoient manqué d'envoyer l'attestation des Ordinaires des lieux, de leur persévérance, & de ce qu'ils étoient en vie, ordonné, par l'Ass. de 1621, que pour l'avenir, au défaut de cette attestation, ils ne seroient point payés de leurs pensions. T. II, p. 357.

Le sieur de Spondes, gratifié par le Clergé d'une pension de 1000 liv., fut nommé à l'Evêché de Pamiers : sa pension lui est continuée jusqu'à ce qu'il soit pourvu dudit Evêché, & ensuite transportée à un autre. *Ass. de 1625.* T. II, p. 529.

L'Ass. de 1628 ordonne, qu'il ne sera fait aucun paiement aux Pensionnaires du Clergé, s'ils ne rapportent aux Agents, tous les ans en Décembre, une attestation de l'Evêque diocésain ou de son Grand-Vicaire, signée par les Députés du Clergé du lieu, & du temps de leur conversion, & certification que le Pensionnaire a été Ministre : modèle de ladite attestation arrêté & envoyé aux Diocèses : défenses au Rec. Gén. de payer aucune pension sans avoir le certificat par écrit des Agents, comme le Ministre a satisfait au Règlement. T. II, p. 600, 601.

Ce Règlement a été renouvelé par l'Ass. de 1635. T. II, p. 682, 683, 781.

Il est observé dans cette dernière Ass., que les Règlements sur les pensions des Ministres convertis, n'y admettent que

ceux qui seront dans les Diocèses contribuables aux décimes. T. II, p. 781, 782.

Les Députés commis pour la révision des comptes des Ministres convertis, en l'Ass. de 1655, proposent à la Compagnie trois difficultés :

1°. Si on devoit allouer au Comptable les parties qu'il avoit payées, & dont il ne rapportoit point de quittances, disant qu'elles avoient été perdues, lorsque ses papiers furent enlevés par une garnison établie dans sa maison, pour avoir servi d'un retranchement à l'Hôtel-de-Ville, duquel enlèvement il y avoit un Procès-verbal, sans que les Agents y eussent été appelés, & produisant des quittances des mêmes personnes pour des années postérieures.

2°. Si on devoit allouer au Comptable les parties dont on ne rapportoit point les quittances de ceux qui avoient des pensions, mais seulement un état des paiements à eux faits dans les Diocèses, certifié par les Receveurs Provinciaux.

3°. Si on devoit allouer audit Comptable les paiements par lui faits des pensions entières, sans avoir retranché le sol pour livre, conformément aux ordres de l'Ass. de 1650 ; ledit Comptable rapportant pour sa défense une délibération d'une Ass. de Prélats tenue depuis.

Sur toutes ces difficultés, a été résolu que les parties, dont le Comptable n'a pu produire les quittances, lui seront allouées, à la charge d'en rapporter de tous ceux qui sont encore en vie ; & qu'à l'avenir on n'aura point d'égard aux Procès-verbaux faits à la requête des Receveurs-Généraux, si les Agents n'y ont point été appelés ; que les paiements qui ne sont point justifiés, que par les états des Receveurs Provinciaux, ne seront point alloués au Comptable, & que les sommes qu'il devoit retrancher, lui seront rayées, sauf à les répéter sur les parties prenantes. T. IV, p. 69, 70, 71.

Le sieur du Laurent, Prêtre de l'Oratoire, Ministre converti, jouissant d'une pension de 400 liv., fut dispensé, à raison de sa résidence en la maison de S. Honoré, par l'Ass. de 1660, de fournir l'attestation de son Evêque & des autres formalités, pour être payé. T. IV, p. 794.

Sur ce qui est remontré à l'Ass. de 1670, sur l'abus qui se glissoit dans plusieurs quittances, dont les certificats

n'étoient point scellés, l'Ass. ordonne l'exécution du Règlement fait sur ce sujet, & cependant qu'il sera écrit à tous les Prélats de faire sceller de leurs armes les certificats. T. V, p. 144.

La même Ass. fait dresser un modèle des certificats & des quittances pour toutes les personnes qui seront sur l'état du Clergé, sur lequel Mrs. les Agents donneront leur *visa* : lesdits certificats & quittances devant être en papier & imprimés; comme aussi les Règlements, desquels on enverra deux exemplaires dans tous les Diocèses. T. V, p. 145, 146.

L'Ass. de 1625 ordonne au Receveur-Général de ne point payer de leurs pensions les Ministres & Proposants convertis, qu'ils ne rapportent les actes de leur ministère, avec les attestations des Evêques des lieux. T. V, p. 618.

Après la révocation de l'Edit de Nantes, le Roi convoque, en 1686, les Prélats qui se trouvoient à Paris, au sujet des pensions à donner aux Ministres & Proposants nouveaux convertis. Voyez Assemblées de Prélats, §. I, n°. XXXVI, an. 1686.

Sur l'observation faite en l'Ass. de 1695, que dans le compte des pensions des Ministres & autres gratifiés, il se trouvoit des quittances employées, sans que les certificats y fussent attachés; l'Ass. ordonne au Recev. Génér. de ne plus payer à l'avenir, sans retenir les certificats & autres pièces, qui fassent connoître que les conditions marquées dans les Règlements, ont été suivies, à peine de radiation : elle confirme de plus tous les anciens Règlements. T. VI, p. 187, 270.

L'Ass. de 1700 arrête que Mrs. les Agents obligeront les Ministres & Proposants convertis de rapporter, pour chaque paiement de leur pension, une attestation des Evêques diocésains, ou de leurs Vicaires-Généraux, au lieu de celles qui sont signées par les Curés seulement & légalisées. T. VI, p. 381.

L'Assemb. de 1705 ordonne que toutes les pensions qui sont couchées sur l'état, sous le nom de Communautés de nouv. Convertis, ou de nouv. Converties, ne soient dorénavant payées, qu'en rapportant un certificat des Evêques, que ces maisons subsistent, & qu'on y instruit & reçoit actuellement des Sujets. T. VI, p. 309.

Elle arrête aussi que, jusqu'à l'Ass. de 1710, on ne donnera aucunes pensions, pour quelque cause que ce puisse être. T. VI, p. 311.

L'Assemb. de 1730 a arrêté que les Prélats, auxquels le Clergé a accordé des pensions, sous le nom de certains Particuliers, pour en distribuer les fonds dans les Diocèses, comme ils jugeront à propos, enverront aux Agents le nom & la demeure de ces Particuliers, afin qu'arrivant leur décès, ces pensions vauquent. T. VII, p. 1201.

L'Ass. de 1735 prive de leurs pensions les Pensionnaires, après six ans, quand ils ont laissé passer ce temps sans les demander. Voyez Pensions, §. III, n°. II.

Suivant l'Assemb. de 1750, les noms de ceux qui, depuis cinq ans, ont négligé de recevoir leurs pensions, seront ôtés de la liste des Pensionnaires; elle ordonne que les fonds qui leur étoient destinés, seront à l'avenir employés à secourir d'autres de la qualité de ceux qui peuvent espérer des secours du Clergé. Item que ceux qui seront parvenus à une condition suffisante & assurée pour leur entretien, ne seront plus employés dans le nouvel état qui sera fait par l'Assemb. Item que les pensions ne seront délivrées qu'à ceux qui produiront un témoignage du Curé du lieu où ils font leur résidence, ledit certificat légalisé par l'Evêque. T. VIII, p. 411 & f.

L'Ass. de 1770 a délibéré, que, faute par les Pensionnaires de s'être présentés pendant trois ans, leur pension sera rayée de l'état. Voyez Pensions, §. III, n°. II.

§. III. Exemptions & privilèges des Ministres & nouveaux Convertis.

I. Plusieurs Religionnaires s'étant convertis, on les obligeoit encore à payer les pensions pour l'entretien des Ministres : délibération prise par Provinces sur cet objet, l'Assemb. de 1621 ordonna qu'article seroit mis au cahier contre cette vexation. T. II, p. 378.

II. L'Assemblée de 1655 obtint un Arrêt, portant exemption des tailles en faveur des Ministres convertis. T. IV, p. 344.

En la même Ass., M. l'Arch. d'Arles rapporte, qu'il avoit été arrêté au Conseil, que l'on donneroit une Déclaration portant exemption de tailles & de logements effectifs, en faveur des Ministres convertis & de ceux qui se convertiroient. T. IV, p. 407.

III. Sur l'exemption des Ministres
V v 2

convertis, de logements de gens de guerre. *Voyez* Logements.

CORDELIERS.

Voyez Franciscains. Approbations, §. II. Annonciades.

CORRECTION.

SUivant l'art. 31 du Règlement des Réguliers, 1°. les Réguliers, même exempts, qui demeurent hors de leurs Monastères, sont soumis à la Jurisdiction Episcopale, au cas qu'ils commettent quelque crime. 2°. Etant trouvés hors de leur Cloître, sans obédience, ils sont soumis à la même Loi. 3°. La Loi s'étend aux Réguliers étudiants qui demeurent, pour cause d'études, hors de leurs Monastères. 4°. Les Religieux même qui demeurent dans leurs Monastères, mais qui délinquent hors de ces Monastères, sont soumis à la même Jurisdiction. 5°. L'article met dans la même classe les Religieux, même exempts, qui violent la clôture des Religieuses, & les mauvais Administrateurs de leurs biens temporels. 6°. Par le même article, les Religieux, même exempts, doivent être convenus pardevant l'Evêque ou son Official, dans les matières civiles. T. II, P. Just. p. 66.

Les Réguliers qui prêchent les doctrines erronées, ou qui prévariquent dans le Ministère de la parole, sont soumis aussi à la Jurisdiction & à la correction des Evêques. *Voyez* Doctrine, n°. I & II.

CORVÉES.

L'Ass. de 1755, art. 9 du Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner, que les clauses des Contrats seront exécutées, & qu'en conséquence les Ecclésiastiques, Bénéficiers & Communautés séculières & régulières continueront de jouir de l'exemption des corvées, & de celle de contribuer aux impositions qui auront été, ou pourront être faites pour raison des grands chemins.

Réponse. *L'intention du Roi est, que les domestiques & chevaux servant à l'usage personnel des Ecclésiastiques, soient toujours exempts des corvées des grands chemins, & qu'à l'égard des domestiques, chevaux & bœufs destinés à la culture de leurs terres, ils ne puissent être employés aux corvées, qu'autant que les circonstances particulières l'exigeront. S. M. entend aussi qu'il ne soit exigé des do-*

mestiques qui sont valoir des domaines ecclésiastiques, que des contributions justes & proportionnées. T. VIII, P. Just. p. 216, 217.

L'Ass. de 1760 se plaint aussi à S. M. qu'on veut assujettir aux corvées & travaux publics, sans aucune nécessité, tous les domestiques, chevaux & bestiaux qui ne seront pas à l'usage personnel des Ecclésiastiques, & qu'on tire avantage de la réponse de S. M. à l'article précédent, qui fait dépendre leur contribution aux corvées des circonstances particulières, dont les Syndics & Maires sont Jugés intéressés. Rép. *Le Roi a fait connoître ses intentions dans sa réponse au Cahier de 1755; & comme S. M. a donné des ordres pour réduire aux simples entretiens & aux travaux indispensables, les travaux des corvées, ce service ne peut pas être fort onéreux pour les Fermiers & Exploitans des fonds ecclésiastiques. T. VIII, P. J. p. 314. Voyez* Octrois.

COTTE-MORTE.

L'Ass. de 1735, art. 5 de son Cahier du Spirituel, supplie S. M. d'ordonner, par une Déclaration, que les Cottes-mortes des Curés réguliers seront partagées & distribuées entre les Pauvres & les Fabriques des Eglises, par l'avis de l'Evêque Diocésain. Réponse. *S. M. se portera volontiers à donner une Déclaration pour fixer la Jurisprudence sur cette matière. Recueil, p. 1692.*

COURIER DU CLERGÉ.

L'Ass. de 1626 fait choix, pour cette place, du sieur Bordier, avec 300 livres de gages. T. VII, p. 614.

Celle de 1735 lui accorde la survivance d'une pension dont jouissoit la veuve Herpin, pour la somme de 100 l. seulement. T. VII, p. 1508.

Celle de 1740 lui accorde 100 liv. d'augmentation de ses gages, pour, avec 400 liv. dont il jouit, faire la somme de 500 livres. T. VII, p. 1771.

Celle de 1745 accorde au Sr. Guineuf la survivance de la place de Courier du Clergé. T. VII, p. 2090.

Celle de 1748 fait au sieur Bordier, Courier du Clergé, une pension de retraite de 400 liv. Antoine Guineuf lui succède, & est élu en sa place. T. VIII, p. 211, 212.

L'Ass. de 1755 accorde au sieur Guineuf, Courier du Clergé, une augmentation de gages de 100 livres. T. VIII, p. 597.

L'Ass. de Guineuf, pour sa pension, en services, elle neuf, son

L'Ass. de René Gu à Jean Guineuf en même pension ann p. 1909.

COU

Voyez Ai

CO

1°. EGLIS du droit de

2°. Le D téréssé dans Cominges, impositions.

3°. Contre céssin de Co du Diocèse, de 1758, qu conformé da mes, à l'inst La Compagn de 1760. T.

CO

SUR l'affair rances avec l des Ordres de Paris, sur du Chapitre étant à Rome Communici cimes, dema tances. *Voyez*

C

ASSASSIN Crillon en la Ricz. *Voyez*

CROIX ha la faire porte gant de sa Evêques, n°.

Croix pe bés Comme n°. IX.

C

Le sieur C 1715 d'étein

745 **COUSERANS. CROZAT. CURES ET CURÉS, §. I.** 746

L'Ass. de 1765 accorde à Antoine Guineuf, Courier du Clergé, 400 liv. pour la pension de retraite, & en même temps, en considération de ses bons services, elle donne la place à René Guineuf, son frere. T. VIII, p. 1593.

L'Ass. de 1770 accorde la survivance de René Guineuf, Courier du Clergé, à Jean Guineuf, son neveu : elle gratifie en même temps René Guineuf d'une pension annuelle de 400 livres. T. VIII, p. 1909.

COURTE-PINTE.

[**DROIT DE**]

Voyez Aides.

COUSERANS.

1°. Eglise exemptée anciennement du droit de Régale. *Voyez Régale, §. II.*

2°. Le Diocèse de Couserans est intéressé dans une plainte du Diocèse de Cominges, au sujet du département des impositions. *Voyez Cominges.*

3°. Contestation entre le Bureau diocésain de Couserans & plusieurs Curés du Diocèse, se plaignant à l'Assemblée de 1758, que ce Bureau ne s'étoit pas conformé dans la répartition des décimes, à l'instruction de l'Ass. de 1755. La Compagnie a renvoyé l'affaire à l'Ass. de 1760. T. VIII, p. 710.

COUTANCES.

Sur l'affaire de l'Evêque de Coutances avec l'Arch. de Rouen, au sujet des Ordres conférés par lui en l'Eglise de Paris, sur la prière des Grands-Vic. du Chapitre, M. le Cardinal de Retz étant à Rome. *Voyez Rouen, n°. V.*

Communication du tableau des Décimes, demandée par un Curé de Coutances. *Voyez Décimes, §. VIII, n°. X.*

CRILLON.

ASSASSINAT commis par le sieur de Crillon en la personne de l'Evêque de Riez. *Voyez Riez.*

CROIX.

Croix haute d'Archevêque : peut-il la faire porter dans un Evêché Suffragant de la Métropole? *Voyez Archevêques, n°. I.*

Croix pectorale, interdite aux Abbés Commendataires. *Voyez Abbés, n°. IX.*

CROZAT.

Le sieur Crozat propose à l'Ass. de 1715 d'éteindre le capital & les rentes

qui sont payées par les décimes, dans l'espace de 25 ans, sans que les décimes augmentent. La proposition est examinée, & ensuite rejetée. T. VI, p. 1456. *Voyez Receveur-Gén., §. III, n°. X.*

Il fait dans la même Assemb. des demandes au Clergé, qui sont renvoyées aux Commissaires qui avoient été priés de terminer plusieurs autres affaires, qui n'avoient pu l'être avant la fin de l'Assemblée. T. VI, p. 1457. *Voyez sur l'une de ces demandes, Commissaires aux Décimes.*

CUPIF.

AFFAIRE de M. Cupif avec M. de Rieux, Evêque de Léon. *Voyez Evêques, §. XI, n°. II.*

CURES ET CURÉS.

§. I. Choix, nomination & institution des Curés. Age nécessaire pour être pourvu de Cures.

Le Cahier présenté au Roi Charles IX, & autorisé par Lettres-Patentes du 22 Janvier 1574, dans l'art. 8, prescrit pour les Cures un concours, en règle la forme, le choix & le nombre des Examineurs, & y soumet les Cures, tant en Patronage laïque qu'en Patronage ecclésiastique. Recueil, p. 972, 973.

Sur l'utilité de l'établissement du concours pour les Cures, & sur la manière d'y suppléer, au cas qu'on ne puisse point l'employer. *Voyez Concours pour les Cures.*

Il s'étoit répandu dans l'Assemb. de Poissy, en 1561, un bruit, que l'on étoit prêt de publier un Edit sur l'élection des Curés, par les Laïques des Paroisses; ce qui avoit alarmé l'Assemblée. Il y eut une députation vers le Roi, à ce sujet: il fut répondu, qu'on n'y avoit jamais pensé. T. I, p. 19.

M. l'Arch. d'Auch se plaignit à l'Ass. de 1685, de ce que le Parlem. de Toulouse déclaroit abusives les Collations & Provisions ordinaires des Cures, faites par les Prélats, ou leurs Grands-Vicaires, en faveur d'un absent, par la seule raison de son absence; Jurisprudence qui n'a aucun fondement, n'y ayant aucune Loi qui l'autorise, & d'ailleurs contre le droit commun. L'Ass. chargea Mrs. les Commissaires d'en faire un article du Cahier, & d'en parler dans les conférences avec Mrs. du Conseil. T. V, p. 602.

Quelques Provisions que puissent avoir les Curés, ils sont tenus de se présenter à l'Evêque, pour être examinés & établis, par son autorité, dans les Cures. *Art. 23 du Règlement des Réguliers.* T. II, P. J. p. 65. *Voyez Visa.*

Les Collateurs & les Patrons des Cures sont libres de choisir parmi les Gradués, dans les mois de Janvier & de Juillet, comme ils le sont dans les vacances qui arrivent en Avril & Octobre. *Voyez Gradués, n°. II.*

A l'égard de l'âge requis pour être pourvus de Bénéfices-Cures, les saints Décrets paroissent exiger l'âge de 24 ans accomplis, ou 25 ans commencés. *Infrà, §. II.*

Le Clergé assemblé en 1740, art. 8 du Cahier sur la Jurisdiction, demande au Roi une Déclaration, portant, 1°. que les seuls Prêtres pourront requérir, impêtrer, ou obtenir la Collation des Cures & Bénéfices à charge d'ames; 2°. que, dans les Provinces où le déport est établi, ceux qui se trouveront pourvus de deux Cures, ou d'une Cure & un autre Bénéfice incompatible, seront tenus d'opter dans l'an, à compter du jour de la prise de possession du second Bénéfice. Réponse. *Le Roi se portera volontiers à accorder une Déclaration aussi utile.* T. VII, P. J. p. 415.

La Jurisprudence du Royaume a varié sur ce point : elle a été fixée par la Déclaration du 13 Janvier 1742, qui exige, sous peine de nullité, l'Ordre de Prêtrise, & 25 ans accomplis. *Mém. du Clergé.* T. XII, p. 633 & suiv., 652 & suiv.

§. II. Obligations, devoirs & charges des Curés.

I. L'Ass. de Poissy, en 1561, dans ses décrets de la réformation, établit plusieurs réglemens touchant les Curés; savoir l'âge de 25 ans, pour être pourvu d'une Cure; la manière dont ils doivent être présentés par les Patrons, & institués par les Evêques; leurs obligations par rapport à la résidence, à l'instruction, &c. T. I, P. Just. p. 11, 12.

Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats, en 1577, porte, que les Curés, pour être nommés aux Cures, seront âgés de 25 ans, & interrogés; qu'ils prendront possession dans le mois après la Provision; qu'ils ne résideront es maisons de Gentilshommes & autres; qu'ils ne tiendront qu'une Cure. T. I, P. Just. p. 49.

L'Ass. de Melun, en 1579, a fait aussi plusieurs décrets & réglemens, touchant les devoirs des Curés, & notamment celui de la résidence. T. V, P. Just. p. 114.

Le Cahier du Roi, envoyé aux Etats de 1614, porte, que les Curés résideront en leurs Cures, sous peine de saisie de leurs revenus. T. I, P. Just. p. 48. *Voyez Résidence.*

Sur le pouvoir des Officiaux, de faire saisir les fruits des Cures, faute de résidence. *Voyez Saisie, n°. III.*

II. Les Curés ne peuvent refuser les Missionnaires & les Prédicateurs envoyés par l'Evêque. *Voyez Millions, n°. I.*

Ni les Prêtres envoyés dans leurs Paroisses pour y exercer les fonctions sacerdotales. Arrêt sur ce sujet, rendu au Parlem. de Paris, entre M. le Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris, & le sieur Cognet, Curé de S. Roch, par lequel il est dit, n'y avoir abus dans les deux Ordonnances de M. le Cardinal, portant permission aux sieurs Ouyin & Nouet, Prêtres, de confesser & faire toutes leurs fonctions sacerdotales dans la Paroisse de S. Roch, même sans le consentement du sieur Curé. L'Ass. de 1700 ordonne, que cet Arrêt important pour la Jurisdiction des Evêques, soit inséré dans le Procès-verbal, ensuite imprimé & envoyé dans les Diocèses. T. VI, p. 534. P. J. p. 229.

III. Sur les publications qui peuvent, ou ne peuvent & ne doivent point être faites aux Prônes des Paroisses. *Voyez Publications.*

IV. A l'égard des pensions sur les Cures. *Voyez Pensions, §. I & II, n°. IV.*

V. Quant à leur contribution aux décimes & autres subventions du Clergé, les Curés & Vicaires perpétuels de quelques Diocèses présenterent à l'Ass. de 1585 une Requête tendante à ce que lesdits Curés n'ayant de revenu annuel fixe que 40 écus, fussent rayés des rôles des décimes : l'Ass. répondant à la Requête, déclara que leurs décharges des subventions & arrérages d'icelles dépendoient de la seule autorité & volonté du Roi, auquel, quand il plairoit de diminuer d'autant la cote des Diocèses, & la prendre sur soi, à la décharge du Clergé, ledit Clergé n'empêcheroit les Supplians en leurs poursuites & conclusions, ne pouvant autrement y pourvoir & consentir. T. I, p. 362.

1779, a fait
réglements,
rures, & no-
ence. T. V,

ré aux Erats
rures réside-
ine de faisie
Just. p. 48.

ux, de faire
ute de réfi-
I.

refuser les
cateurs en-
Millions,

ns leurs Pa-
ctions sa-
rendu au
le Cardinal

e Paris, &
Roch, par
ous dans les

Cardinal,
s Ouy &
fer & faire

otiales dans
me sans le
t. L'Ass. de

trér impor-
s Evêques,
verbal, en-
ns les Dio-

n. 229.
i peuvent,
point être
les. Voyez

ns sur les
& II, n°.

ution aux
s du Cler-
pétuels de

ent à l'Ass.
te à ce que
nu annuel

és des rô-
ndant à la
décharges

s d'icelles
rité & vo-
nd il plai-

cotte des
i, à la dé-
rgé n'em-

urs pour
avant au-
tir. T. I,

Les Curés, Recteurs & Sacristains ayant charge d'ames, présenterent aussi Requête à l'Ass. de 1602, aux fins que ceux d'entr'eux qui n'avoient pas 100 liv. de rente, fussent déchargés de toutes décimes, tant du passé que de l'avenir, conformément à l'Arrêt du Parlement de Grenoble. Il fut fait instance, au nom de l'Ass., à ce que les arrérages des décimes dues par les Curés, fussent remis par Sa Majesté, attendu la notoire pauvreté & impossibilité desdits Curés, & par cette grace les convier à payer mieux ci-après. T. I, p. 694, 695.

Cette même affaire, au sujet de la faveur accordée aux Curés par le Parlement de Grenoble, s'étoit présentée dans les Assemb. de 1595 & 1600. T. I, p. 611, 612, 677, 678.

Plusieurs Curés de la Ville de Bayeux étoient refusants de payer leurs décimes, d'autant qu'ils n'avoient aucun domaine: sur les poursuites du Receveur des décimes, ils s'étoient pourvus pardevant les Juges Royaux des lieux qui les avoient déchargés. L'Ass. de 1617, après avoir pris lecture de l'art. 6 du Règlement pour le paiement des décimes, ordonna que lesdits Curés, conformément à l'article, seroient contraints par toutes voies dues à payer leurs taxes. T. II, p. 315.

L'Ass. de 1628 arrêta de demander au Roi que les Bénédictes-Cures, quoiqu'ils n'excedent point la somme de 300 livres, ne soient point déclarés exempts de toute contribution aux impositions faites sur le Clergé. T. II, p. 618.

Les Curés & Vicaires perpétuels qui jouissent de la portion congrue, quoiqu'ils n'aient qu'un modique casuel, peuvent être imposés à la somme de 10 liv. par an, pour les dons & subventions extraordinaires; en sorte que compris les décimes & autres charges, ils ne puissent être imposés que jusqu'à la somme de 60 livres, à moins que d'ailleurs ils ne jouissent de quelques biens patrimoniaux ou d'acquêts; & ceux desdits Curés ou Vicaires perpétuels qui ont des casuels considérables ou noales, peuvent être imposés au-delà de 10 liv., selon la prudence & conscience des Sgrs. Evêques & Députés des Bureaux Diocésains. C'est une clause ordinaire dans toutes les délibérations des Ass. concernant les Dons-gratuits, dans les Lettres-Patentes qui les confirment & dans les Contrats pas-

sés en conséquence. Voyez le premier Supplément de la Table, ad calcem.

En l'Assemb. de 1725, M. l'Evêque de Troies représenta que le Syndic du Clergé de son Diocèse poursuivoit au Conseil la cassation d'un Jugement rendu par la Chambre Supérieure des décimes de Paris, en faveur du Curé de Villenoce; que le Jugement dont le Syndic se plaignoit, ordonne que le Curé ne seroit taxé pour les impositions du Clergé, que comme s'il n'avoit point d'autre revenu que la portion congrue; qu'à la vérité le Curé ne perçoit point la dîme dans sa Paroisse, mais qu'il jouit, outre sa portion congrue, d'un casuel considérable évalué à plus de 1200 livres: sur quoi l'Assemb. considérant que les Bureaux Diocésains sont autorisés par les délibérations & les Contrats à imposer les Curés qui jouissent d'un casuel considérable, au-delà de la taxe de ceux qui n'ont que la portion congrue, a chargé les Agents de parler & d'agir en faveur du Syndic, lorsque l'affaire sera rapportée au Conseil. T. VII, p. 522.

Sur une demande des Curés de Paris, faite à l'Ass. de 1775, pour modération de décimes. Voyez Décimes, §. VI, n°. V.

A l'égard des Curés dépendants de l'Ordre de Malte, s'ils sont exempts de contribuer aux impositions du Clergé? Voyez Malte, §. I.

§. III. Prétentions respectives des Curés & des Décimateurs. Transactions & polices passées entr'eux sur la Dîme.

I. En quelques Provinces les Curés, ou Vicaires perpétuels, demandent aux gros Décimateurs, outre leur portion congrue, 100 liv. par an pour l'entretien d'un Clerc, fourniture du pain, vin, luminaire de la lampe & plusieurs autres choses nécessaires au Service divin. Voyez Décimateurs, §. I.

II. On a demandé si les transactions entre les Curés & les Décimateurs sur la dîme, sont sujettes au droit d'amortissement? Voyez Amortissement, §. II, n°. XIV.

III. Autre question, si les Décimateurs peuvent revenir contre de simples polices passées avec les Curés au sujet de la dîme? Voyez Polices.

§. IV. *Droits, prérogatives & autres dispositions concernant les Curés.*

I. Les Curés composent-ils un Corps particulier dans le Clergé, de sorte qu'ils puissent tenir des Assemblées?

L'Ass. de 1605 défend aux Curés du Diocèse de Grenoble, de s'assembler sans la permission des Evêques, & à leur Syndic de plus prendre cette qualité. *Voyez* Grenoble, n°. I.

Les Curés de Paris furent mandés à l'Ass. de 1655 pour une Lettre circulaire écrite en leurs noms, aux autres Curés du Royaume, pour se joindre à eux, afin d'obtenir la censure des propositions de morale relâchée. *Voyez* Evêques, §. VII, n°. XII.

En 1659, les Curés de Paris tinrent des Ass., y traitant des matières dont la connoissance est réservée aux Evêques; ils créèrent des Syndics comme formant un nouveau Corps dans le Clergé du Diocèse de Paris: le Roi le trouva mauvais; il demanda l'avis des Prélats, qui s'étant assemblés, & la matière mise en délibération, arrêterent que le Roi seroit supplié d'écrire une Lettre aux Grands-Vicaires de Paris, pour leur dire qu'ils eussent, conformément à l'avis des Prélats, à faire cesser les Ass. des Curés, avec défenses aux prétendus Syndic & Greffier de se qualifier & porter pour tels en aucun acte; & que quand les Curés leur feroient instance de s'assembler pour conférer ensemble sur le bon régime de leurs Paroisses, ils les assemblent en leur présence, à l'Archevêché, où ils signeront les délibérations. T. IV, P. Just. P. 147.

En 1667, M. l'Evêque de Clermont donne avis aux Agents d'une ligue d'un grand nombre de Curés de son Diocèse, & circonvoisins, qui avoient écrit aux autres Curés du Royaume, contre les gros Décimateurs; lesdits Curés se fondant sur quelques Arrêts des Grands-Jours de Clermont. Les deux Curés, chefs de la cabale, furent mandés en Cour, demanderent pardon à leur Evêque, & se désistèrent de toutes les Procédures, avec un désaveu de leurs Lettres circulaires, avec défenses aussi de la part de S. M. de récidiver. *Rapport d'Agence* en 1670. T. V, P. J. p. 79.

On a vu en différentes occasions des Curés se réunir pour s'opposer juridiquement aux Ordonnances, Mande-

ments & Statuts publiés par leurs Evêques. Comment ces contestations ont-elles été terminées? *Voyez* Statuts.

II. Les Curés peuvent-ils être restraints par leur Evêque, à leurs propres Paroissiens, pour la Confession? *Voyez* Confessions, n°. V.

Vers le temps de l'Ass. de 1730, il se répandit dans le public un Mémoire pour établir l'indépendance des Curés, & restreindre le droit qu'ont les Evêques d'employer dans les Paroisses les Ecclésiastiques qu'ils jugent à propos d'y envoyer.

L'Ass. de 1730 juge que ce Mémoire sans nom d'Auteur, ne méritoit aucune attention, & que sur les principes faux & erronés qui y sont établis, la Compagnie ne pouvoit rien faire de mieux que de s'en tenir aux décisions de l'Ass. de 1655 sur cette matière. T. VII, p. 1105. *Voyez* Censures Doctrinales, n°. XVII.

III. Les Curés de Dijon demandèrent la protection de l'Ass. de 1670, contre les entreprises des Officiers de Justice, qui prétendoient occuper leurs places dans les Eglises. L'Ass. leur accorde en cas de trouble, l'intervention des Agents. T. V, p. 90.

IV. Sur la séance des Curés aux Hôpitaux. *Voyez* Hôpitaux, §. II, n°. III.

V. Un Curé de la Ville de Pau, s'arrogeoit le droit de porter Mitre, Croise, Croix pectorale, & de donner la bénédiction épiscopale, & ce en vertu d'une Bulle de Jules III, qui n'a jamais été exécutée, ni vérifiée, & qui ne se trouve qu'en un extrait volant: il y fut maintenu par deux Arrêts du Parlement de Pau, contre lesquels l'Evêque de Lescar se pourvut au Conseil: il demanda l'intervention de l'Ass. de 1635, qui lui fut accordée. T. II, p. 813.

VI. Les Curés qui prennent à ferme les dîmes de leurs Paroisses, peuvent-ils être mis à la taille? *Voyez* Impôts, §. I & III.

VII. Sont-ils sujets au droit d'amortissement pour les transactions qu'ils passent au sujet de la dime, avec les Décimateurs? *Voyez* Amortissement, §. II, n°. XIV.

§. V. *Cures unies à des Chapitres: Cures dépendantes de l'Ordre de Malthe.*

Voyez Chapitres, §. III. Malthe, §. III.

§. VI.

par leurs Evê-
stations ont-
Statuts.

-ils être res-
leurs propres
ession? Voyez

mb. de 1730,
blic un Mé-
pendance des
droit qu'ont
ans les Paroiss-
ils jugent à

ce Mémoire
ritoit aucune
rincipes faux
lis, la Com-
aire de mieux
ions de l'Ass.
T. VII, p.
Grinales, n°.

on demande-
ff. de 1670,
fficiers de
ccuper leurs
Assemb. leur
, l'interven-
90.

urés aux Hô-
p. II, n° III.
de Pau, s'ar-
Mitre, Crois-
e donner la
ce en vertu
qui n'a ja-
sifiée, & qui
rait volant
ux Arrêts du
lesquels l'E-
ut au Con-
cion de l'Ass.
rdée. T. II,

ment à ferme
s, peuvent-
yez Impôts,

oit d'amor-
tions qu'ils
te, avec les
rteissement,

Chapitres :
l'Ordre de

I. Malthe,

§. VI.

§. VI. Cures des Villes murées.

I. En l'Assemb. de 1713, le Promoteur parle d'une affaire pendante au Conseil, à laquelle il pensoit que le Clergé avoit grand intérêt. Il s'agissoit d'un dévolut jetté sur la Cure de Pau, possédée par le sieur la Cassagne : celui-ci étoit Maître ès Arts, il avoit les trois ans de Théologie; mais il ne les avoit pas dans l'Université où il avoit pris le grade de Maître ès Arts. Deux observations en fa faveur : 1°. l'alternance des trois ans en Théologie, ou le degré de Maître ès Arts, est expressément marquée dans le Concordat : 2°. il y a une grande différence à faire entre les degrés en vertu desquels un Ecclésiastique requiert un bénéfice, & les degrés requis pour pouvoir posséder certains bénéfices qui sont conférés par les Ordinaires. Dans ce second cas, il suffit d'avoir le grade requis. L'Assemb. charge Mrs. les Agents de solliciter l'affaire, & même de représenter au Conseil l'intérêt que le Clergé y prend. T. VI, p. 1689 & suiv.

II. Comment doit-on entendre la disposition du Concordat, qui veut que les Cures des Villes murées ne puissent être possédées que par des Gradués? L'obligation de la Loi doit-elle être restreinte au temps de la possession, en sorte que le défaut de grade dans le sujet nommé au temps de la nomination, ne l'expose jamais à être annulée avant la prise de possession? Doit-on penser au contraire que la Loi induit quelque nécessité du grade actuel dans le sujet nommé, en sorte que la nomination d'un non-gradué puisse devenir caduque, lorsqu'elle est attaquée?

La question est importante : (ce sont les termes de M. l'Archevêq. de Toulouse, dans son Rapport fait à l'Ass. de 1765, au sujet de la Cure de Layrac, Diocèse de Condom,) elle a été souvent agitée, & sa décision, si nous pouvions l'appuyer sur des fondements inébranlables, entraîneroit aisément celle de la cause que nous examinons; mais nous ne rougirons pas d'avouer que nos recherches & le travail des Avocats, ne nous ont point fourni des principes assez clairs, ni assez constants pour déterminer absolument les suffrages. Les variations de la Jurisprudence en divers temps & dans les différents Tribunaux, le partage des Auteurs les plus célèbres, le poids même de leurs rai-

Table de la Coll. des P. V.

sons, ne nous laissent voir par-tout que des doutes. T. VIII, p. 1521, 1522.

III. L'Assemb. de 1745, par l'art. 12 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté de déclarer que les Ordonnances & Réglemens concernant les degrés requis par rapport aux Pourvus des Cures dans les Villes murées, n'auront lieu & ne pourront s'appliquer qu'aux Eglises Paroissiales situées dans les Villes Episcopales & autres Villes, où il y aura Siege Présidial; & au cas que Sa Majesté voudrait étendre cette même distinction aux Cures des Villes où il y aura des Sieges Royaux, qu'il lui plaise n'y comprendre que les seules Villes dont lesdits Sieges Royaux ressortiroient nuellement aux Cours du Parlement, & en outre dans le seul cas où il seroit établi par une longue possession & un usage constant; que depuis un temps immémorial, les Cures de ces lieux auroient été toujours conférées à des Gradués. Réponse. Sa Majesté fera examiner en son Conseil s'il est convenable de faire une nouvelle loi sur cette matière. T. VII, P. J. p. 475.

Même demande renouvelée dans l'art. 8 du Cahier de 1755, qui n'a pas été répondu. T. VIII, P. J. p. 75.

L'Ass. de 1755, dans l'art. 7 du Cahier de la Jurisdiction, renouvelle en mêmes termes l'art. 12 du Cahier de 1745, à l'exception de la dernière clause qui ne se trouve point exprimée. Réponse. Sa Majesté prendra les mesures nécessaires pour fixer le nombre de Villes murées qui sont dans chaque Diocèse. T. VIII, P. J. p. 201, 202.

L'Ass. de 1758 sollicite de nouveau auprès de M. le Chancelier pour obtenir une Déclaration à ce sujet le plus promptement qu'il sera possible. Ce Magistrat promet qu'aussitôt qu'il aura reçu quelques nouveaux éclaircissements qu'il avoit demandés, il ne tarderoit pas à seconder les vues de l'Assemblée. T. VIII, p. 662.

Même demande que ci-dessus de l'Ass. de 1760, art. 9 du Cahier de la Jurisdiction. Réponse. Le Roi n'a point perdu cet objet de vue; il en connoît l'importance; mais les opérations nécessaires pour fixer les lieux qu'on doit comprendre sous le nom de Villes murées, demandent des éclaircissements qui n'ont pas été pris entièrement. T. VIII, P. J. p. 304.

Même demande renouvelée dans l'art. 6 du Cahier de l'Ass. de 1765. Réponse. J'ai déjà fixé dans le ressort

Xx

des Parlem. de Grenoble, Dijon, Aix, Bordeaux, le nombre des Villes où les Cures ne pourrions être possédées que par des Gradués. J'enverrais incessamment des Lettres-Patentes aux autres Cours sur le même sujet. T. VIII, P. J. p. 487.

La réponse de S. M. à l'art. 3 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1770, contient la même assurance de la part du Roi. T. VIII, P. J. p. 620.

IV. Les Curés des Villes dont le casuel est considérable, peuvent-ils demander la portion congrue? Voyez Pétitions congrues, §. II, n°. II.

V. Les mêmes Curés jouissant d'un casuel considérable, quoique simplement congruistes, peuvent-ils être taxés aux décimes au-delà de ce qui est réglé pour ceux dont le casuel n'est pas considérable? Supra, §. II, n°. V.

CURÉS PRIMITIFS.

I. L'ART. 12 de l'Ordonnance de 1629 n'attribuoit aux Curés primitifs d'autres droits que les *droits honoraires*. Le Clergé, dans sa Remontrance sur cet article, supplie Sa Majesté d'expliquer ces mots, *droits honoraires*, & de les restreindre à trois chefs : 1°. à se dire Curés primitifs; 2°. à être présentateurs; 3°. à pouvoir dire la Messe les quatre Fêtes de l'année, & le jour du Patron, sans pouvoir y administrer les autres Sacraments, ni prêcher sans la mission des Evêques. Cette interprétation des *droits honoraires* a été approuvée. Recueil, p. 1368.

En l'Assemb. de 1725, M. l'Abbé de Valras présente une Requête du Curé & des Habitants de la Paroisse de Maimac, Diocèse de Limoges, contre les Religieux Bénédictins Curés primitifs du lieu : il fait en même-temps le rapport de l'affaire, & expose les prétentions inouïes & exorbitantes desdits Religieux : il fait voir la nécessité d'obtenir un Règlement général, qui mette fin à de semblables contestations. Les variations du Parlement de Bordeaux en cette affaire ont quelque chose d'étonnant. Par un Arrêt de 1679, ce Parlement avoit reconnu la compétence de l'Evêque de Limoges & l'équité d'une Ordonnance par lui rendue en faveur du Curé ; il avoit reconnu sa propre incompétence sur ce qui regarde l'Office divin, les cérémonies de l'Eglise & autres matières de cette nature ; mais par ceux de 1718 & 1719, quoique la Procédure fût caduque, il met au néant, tant l'Ordonnance du

Prélat qui avoit été en vigueur pendant près de 40 ans, que les deux premiers Arrêts si judicieux & si équitables ; & enfin par celui de 1723, il prive le Curé & les Prêtres de leurs honneurs, fonctions & rétributions, & la Communauté des Habitants de la propriété de leur Eglise, de leurs cloches & clocher, qu'ils avoient établis par des titres incontestables. L'Ass. pria M. l'Evêque de Saint-Flour & autres Députés, de voir & solliciter M. le Garde des Sceaux & Mrs. du Conseil en faveur du Curé & des Prêtres. T. VII, p. 438 & suiv.

En conséquence de ces sollicitations, l'affaire ayant été renvoyée au Conseil-Privé, il y a été rendu le 11 Mars 1726, un Arrêt, en exécution duquel les Bénédictins ont été assignés pour procéder sur la demande en cassation de l'Arrêt de Bordeaux, & l'Evêque de Limoges ayant été reçu Partie intervenante, Sa Majesté a évoqué les contestations, pour être jugées en dernier ressort par les Commissaires qu'elle a députés. T. VII, p. 1111, 1112.

L'Assemb. de 1730 charge Mrs. les Agents de solliciter l'affaire en faveur du Curé & des Prêtres. *Ibid.*

Même délibération de l'Assemb. de 1735. T. VII, p. 1487.

M. l'Evêque de Lizeux réclame la protection de l'Ass. de 1725 dans une affaire semblable qu'il avoit au Conseil, contre les Bénédictins de Bernai, qui donnoient une étendue énorme à leurs prétentions, sous prétexte du titre de Curés primitifs de la Paroisse de Sainte-Croix de la Ville. Le Prélat remonte à l'origine de l'affaire, & expose les raisons prises de la Jurisdiction épiscopale, qui l'avoient engagé à soutenir le Curé contre les entreprises des Religieux. L'Assemb. renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdiction. M. l'Archevêq. de Rouen en fait le Rapport, & représente qu'entre plusieurs chefs qui donnoient lieu à ce Procès, il y en a qui intéressent manifestement les droits de l'Episcopat : telles sont les entreprises des Religieux pour faire dépendre d'eux la Mission des Prédicateurs, & pour s'attribuer à eux-mêmes le droit de prêcher sans la permission de l'Ordinaire ; comme aussi pour introduire leur chant & leurs rites dans les Paroisses de Bernai, & pour indiquer les prières & les processions publiques. L'Ass. nomma des Commissaires pour solliciter avec Mrs. les Agents auprès

vigueur pen-
les deux pre-
& si équita-
753, il prive
s honneurs,
& la Com-
la propriété
oches & clo-
is par des ri-
pria M. l'E-
autres Dépu-
M. le Garde
onseil en fa-
tres. T. VII,
ollicitations,
de au Con-
u le 11 Mars
ation duquel
assignés pour
en cassation
& l'Evêque
Partie in-
a évoqué les
ugées en der-
saires qu'elle
1, 1112.
Mrs. les
ire en faveur
bid.
l'Assemb. de
x réclame la
753 dans une
oit au Con-
s de Bernai,
ue énorme à
d'exte de ti-
la Paroisse de
Le Prélat re-
tre, & expose
idiction épis-
agé à soute-
treprises des
voie l'affaire
on. M. l'Ar-
le Rapport,
sieurs chefs
ocès, il y en
stement les
les sont les
our faire dé-
es Prédica-
eux-mêmes
a permission
pour intro-
its dans les
ur indiquer
a publiques.
saires pour
ents auprès

de M. le Garde des Sceaux, &c. T. VII, p. 431 & suiv.

Le Règlement des Réguliers, art. 13, porte, que les Religieux qui se prétendent Recteurs ou Curés primitifs, & ceux qu'ils députent aux quatre Fêtes annuelles pour confesser, administrer les Sacraments, faire les Prônes, &c., toutes lesquelles fonctions sont purement curiales; ils ne pourront les exercer, que personnellement ils n'aient été présentés à l'Evêque ou à son Grand-Vicaire, & par lui examinés & approuvés. T. II, p. J. p. 64.

II. En l'Ass. de 1711, M. l'Evêque de Couserans représente, que les Evêques de Provence & de Languedoc ayant presque tout leur revenu en dîmes, les Curés primitifs leur intendoient tous les jours des Procès, à la faveur de quelques termes mal entendus de la Déclaration de 1686, qui fixe la pension des Vicaires perpétuels à cent écus, & celle des Secondaires à 50; mais qui ne change rien par rapport aux personnes qui doivent payer ces pensions. Sur quoi, l'Ass. a délibéré unanimement qu'il sera fait, au nom de l'Ass., instance auprès de M. le Chancelier, pour qu'il plaise à Sa Majesté expliquer, en tant que de besoin, les termes de la Déclaration de 1686, par laquelle Sa Majesté n'a eu en vue que d'augmenter & fixer les portions congrues, & non pas de changer les obligations de ceux qui, de droit ou de coutume, ont toujours payé lesdites pensions. M. le Chancelier promet bonne & prompte justice au Clergé sur ce point. T. VI, p. 1228, 1229.

L'Assemb. de 1715, art. 6 de son Cahier, fait instance auprès de Sa Majesté sur le même objet. Le Roi dans sa réponse, trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires. Recueil, p. 1538.

III. En quels cas l'abandon des dîmes par les Curés primitifs, les dispense-t-il du paiement des portions congrues? Voyez Portions congrues, §. III, n°. V.

IV. Les Chambres des Requêtes sont-elles compétentes pour connoître des contestations entre les Curés primitifs, les Vicaires perpétuels & les Décimateurs, au sujet des portions congrues? Voyez Requêtes.

CURÉS RÉGULIERS.

I. En l'Ass. de 1700, l'on rapporte ce qui avoit été fixé en 1679 pour les

Chanoines réguliers de la Congrégation de Sainte-Genevieve, pourvus de Cures; qu'il y avoit eu un Arrêt du Conseil & des Lettres-Patentes, par lesquelles il est dit, que le Général peut rappeler les Religieux qui sont Curés, pourvu que ce soit du consentement de l'Ordinaire; que pareil Arrêt avoit été rendu, le 6 Décembre 1679, pour l'Ordre de Prémontré; mais qu'on avoit manqué à une formalité, qui étoit de demander des Lettres-Patentes; que l'on pourroit aussi demander la même grâce pour tous les Religieux qui sont de la Congrégation & qui possèdent des Cures.

L'Ass. sollicite & obtient des Lettres-Patentes, du 9 Août 1700, pour l'Ordre de Prémontré, qui portent, que les Curés qui sont Religieux de cet Ordre, pourront être révoqués par les Supérieurs de leur Ordre, du consentement tous les fois des Prélats Diocésains, & non autrement. T. VI, p. 512, 513. P. J. p. 126 & suiv. p. 14.

Au préjudice des droits des Supérieurs de l'Ordre de Prémontré, un Religieux de cet Ordre, appelé de sa Cure par M. l'Abbé de Prémontré, du consentement de M. l'Evêque de Laon, avoit appelé comme d'abus au Grand-Conseil de cette révocation; ce Tribunal l'avoit maintenu dans sa Cure. M. l'Abbé de Prémontré étoit pourvu en cassation de cet Arrêt. L'Assemb. de 1695, dont il avoit demandé l'appui, avoit ordonné aux Agens de solliciter fortement en faveur de M. l'Abbé de Prémontré. T. VI, p. 219.

M. l'Abbé de Sainte-Genevieve supplie l'Assemb. de 1730, de vouloir bien l'aider de ses bons offices pour être maintenu dans le droit & possession de rappeler au Cloître, du consentement de l'Ordinaire, les Religieux de son Ordre pourvus de Cures. L'Assemb. renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdic., pour examiner les moyens les plus convenables pour assurer à M. l'Abbé de Sainte-Genevieve le droit dont il s'agit. T. VIII, p. 394, 395.

II. L'Assemb. de 1710, art. 5 de son Cahier de la Jurisdiction, demande au Roi le même Règlement pour les Curés de la Congrégation des Chanoines réguliers de la Chancelade. La réponse du Roi est favorable: il y a eu à ce sujet une Déclaration du 22 Octobre 1710. Recueil, p. 1513, 1514.

III. Sur la cote-morte des Curés réguliers. Voyez Cote-morte.

D.

DANGER. [DROIT DE]

DROIT de *Tiers & Danger* sur les Bois de Normandie, dont les Ecclésiastiques sont exempts. *Voyez* Bois, §. I, n°. II. §. II, n°. I.

DASSE. [DROIT DE]

DROIT sur le Vin. *Voyez* Puy. [le]

DATERIE.

DISPENSES de la Daterie. *Voyez* Componendes.

DAVID.

LES Prélats assemblés extraordinairement en 1681, nomment des Commissaires pour examiner le Livre du sieur David, Docteur de Sorbone, intitulé, *des Jugemens canoniques des Evêques*. Les Commissaires y trouvent plusieurs articles qui avoient besoin d'éclaircissement, comme tendant à insinuer, 1°. que les causes des Evêques doivent être traitées en première instance devant le Saint-Siège; 2°. que les Papes ont droit de retenir pardevant eux, ou de renvoyer dans les Provinces les causes des Evêques de France; 3°. que les Conciles ne peuvent rien, ni sur la foi, ni sur la discipline, sans la participation du Pape; 4°. que le Saint-Siège est la source du Sacerdoce; 5°. que le Pape est infaillible dans le fait. L'Auteur donne sur tous ces chefs des éclaircissements, dont les Prélats sont satisfaits. T. V, p. 349, 350, 351.

DAUPHIN. DAUPHINE.

MGR. le Dauphin & Mde. la Dauphine harangues, au nom des Assembl. du Clergé : cérémonial observé dans cette occasion. *Voyez* Harangues.

DAUPHINÉ.

I. DEMANDE faite aux Ecclésiastiques & Bénéficiers du Dauphiné, de rapporter les titres primitifs de constitution de leurs anciennes rentes, les titres primitifs des cens & rentes directes, ou foncières, sans directe, & de celles qui leur sont dues sur des héritages, & qui dépendent de leurs Bénéfices. *Voyez* Rentes dues à l'Eglise, §. I & II.

Sur la réduction des Rentes dues

aux Eglises dans cette Province, & le rachat de ces rentes. *Ibid.* §. II.

II. Curés du Dauphiné qu'on a voulu exempter des Décimes. *Voyez* Curés, §. II, n°. V.

Autres Bénéficiers du Dauphiné déchargés, par l'Intendant, des décimes. *Voyez* Embrun, n°. I.

III. Luminaires & autres menues dépenses, exigés des Décimateurs, pour les Eglises & Paroisses de la Généralité. *Voyez* Décimateurs, §. I, n°. IV.

IV. Usage des Décimateurs du Dauphiné, de faire une aumône de la vingtième partie de leurs dîmes. Taxes qu'on a voulu leur imposer, à cette occasion. *Voyez* Aumônes, §. I, an. 1774.

V. On veut assujettir les Bénéficiers du Dauphiné à certaines formalités onéreuses, dans le cas où ils font valoir leurs biens par eux-mêmes. *Voyez* Baux, n°. II.

DÉCHARGES.**§. I. Réglements pour les décharges des Décimes.**

I. SUR ce qui fut représenté à l'Ass. de 1655, que, par les Arrêts du Conseil, donnés en 1636 & 1646, les Assemblées peuvent prendre connoissance des décharges, pour les allouer ou rejeter, & qu'il étoit à propos de prendre une délibération en forme de règlement, afin qu'il paroisse que les Assembl. ont ce pouvoir : la matière mise en délibération, & les avis des Provinces pris, il en fut fait un règlement, que l'Assemblée ordonna être mis à la tête des comptes qui seront rendus par le Receveur-Général. T. IV, p. 77, 78.

II. Il fut proposé dans l'Ass. de 1625, si les décharges devoient être allouées dans le compte, aux termes des Arrêts, ou aux termes du Contrat, de sorte qu'elles n'excedent point le fonds des 44000 livres destinées à cet effet : résolu que ce seroit aux termes du Contrat. En conséquence de cette délibération, une décharge de M. l'Evêq. de Mende fut allouée, qu'à condition qu'elle seroit jetée sur la Ville, & non sur le Clergé. T. II, p. 409.

Sur ce qui fut remontré en l'Ass. de 1635, sur le grand nombre de décharges qui excédoient le fonds qui y est destiné, au grand préjudice du Clergé,

il fut fait défenses au Rec. Gén. d'en employer au compte, outre & pardessus le fonds destiné auxdites décharges, à peine d'en répondre en son propre & privé nom; & ce, nonobstant quelques Arrêts qui puissent avoir été donnés à cet égard. T. II, p. 684.

III. L'Assemblée de 1628 ordonne, que, sur le débet du compte de 1625, on laisseroit, tous les ans, entre les mains du Rec. Gén., 20000 liv., pour satisfaire aux non-valeurs des Diocèses qui pourroient se rencontrer pendant les dix années du Contrat. T. II, p. 598, 599.

IV. L'Ass. de 1655, pour empêcher les abus des décharges demandées par des Bénéficiers particuliers, sur des fondemens peu solides, ordonne aux Agents de refuser leur intervention auxdits Bénéficiers qui n'apporteront pas le consentement des Syndics & Députés des Bureaux des Diocèses où seront situés lesdits Bénéfices; & où les Diocèses obtiendroient, ou auroient obtenu des décharges, en général, les Bénéficiers desd. Diocèses ne pourront en obtenir de particulières, défendant aux Agents de leur donner, en ce cas-là, leur consentement, sous quelque prétexte que ce soit, ains de s'y opposer. T. IV, p. 77.

V. Les Députés aux Assemblées, & qui sont intéressés aux décharges sur lesquelles la Compagnie doit délibérer, sont obligés de sortir de l'Ass., tandis qu'elle délibère & opine sur leur décharge: c'est le Règlement de l'Ass. de 1625. T. II, p. 407.

VI. Sur ce qui fut représenté à l'Ass. de 1625, que, dans les comptes du Receveur, les décharges des Cardinaux étoient couchées en mauvais ordre, n'y étant qu'en gros & en bloc, comme si c'étoient pensions de sommes obtenues; ordonné que telles & semblables décharges seroient rapportées par le menu, & selon les Diocèses où les Bénéfices sont assis. T. II, p. 413.

VII. L'Ass. de 1635, à l'occasion de la décharge de 7000 liv., en faveur de M. le Cardinal de Sourdis, décédé, fait défenses au Rec. Gén. de payer, à l'avenir, aucuns termes, par avance, sur les décharges, à peine de radiation. T. II, p. 675.

VIII. Les Chambres Souveraines ne peuvent décharger en entier un Bénéficiaire de ses impositions. Voyez Chambres des Décimes, §. III, n°. III.

IX. A l'égard des Réglemens pour

les décharges à cause de spoliations. Voyez Spoliations.

X. Sur la forme dans laquelle les Requêtes à fin de décharge, ou de modération des impositions du Clergé, doivent être présentées aux Bureaux Diocésains, par les Contribuables, & les conditions sous lesquelles ces Requêtes peuvent être admises. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

§. II. Décharges particulières accordées, rejetées, ou modifiées par les Assemblées.

Décharges pour spoliations & non-jouissances. Voyez Spoliations.

Décharges de décimes pour le Béarn. Voyez Béarn, §. II.

Décharges de décimes pour la Bresse, le Bugey, Gex & Valromey. Voyez Bresse.

Décharges de décimes pour les Cardinaux. Voyez Cardinaux.

Décharges pour les fils de Chanceliers de France. Voyez Chanceliers.

Décharge accordée à M. de Harlay, Archev. de Paris. Voyez Harlay.

Décharges pour les Archev. de Lyon. Voyez Lyon.

Décharges pour les Abbesses de Fontevault. Voyez Fontevault.

Décharges pour quelques Maisons des Chartreux. Voyez Chartreux.

Décharges pour les Maisons des Jésuites. Voyez Jésuites, §. IV.

Décharges pour les Collèges. Voyez Collèges, n°. I.

Décharges pour les Hôpitaux, Maladreries, &c. Voyez Hôpitaux, §. III, n°. II.

Décharges pour l'Ordre de Malthe. Voyez Malthe, §. I.

Décharges pour l'Ordre de S. Lazare. Voyez Lazare.

Décharges pour l'Ordre du S. Esprit de Montpellier. Voyez Montpellier, n°. I.

Décharges pour les Bénéficiers du Clermontois. Voyez Clermontois.

Décharges pour l'Abbaye des Feuillants & pour celle du Val-de-Grace. Voyez Feuillants. Val-de-Grace.

Décharges pour différentes Maisons, à raison de leur pauvreté. *Infrà.*

Autres Décharges.

En l'Ass. de 1584, M. de Sarlat expose, que la Compagnie n'avoit pas fait droit à son Diocèse, sur les arrérages, dont remise avoit été faite par le

Roi, en 1582. Ordonné, après en avoir murement délibéré, que lesdits arrérages seroient sursis pour un an, pendant lequel le Diocèse obtiendrait le remplacement des sommes remises, faute de quoi il seroit contraint au paiement d'iceux. T. I, p. 256.

Le Parlement de Grenoble ayant ordonné que les Curés & autres Bénéficiers n'ayant que cent livres de revenu, ne contribueroient point aux décimes, l'Ass. de 1595 fait présenter Requête au Roi, pour que lesdits Bénéficiers contribuent, nonobstant l'Arrêt, ou que les Diocèses soient d'autant déchargés des décimes. T. I, p. 611, 612.

L'Ass. de 1600 poursuit au Conseil la révocation dudit Arrêt, avec défenses, tant au Parlement de Grenoble, qu'à tous autres, d'exempter, dans la suite, aucun Bénéficiaire de décimes. T. I, p. 677, 678.

Le Syndic du Diocèse de Rieux se plaint à l'Ass. de 1598, de ce que l'Abbé des Feuillants, sous prétexte de quelques Lettres d'exemption par lui obtenues, ne vouloit point contribuer avec les autres Bénéficiers, à certaines taxes, pour gages des Receveurs, &c. Ordonné que le sieur Abbé sera tenu d'y contribuer. T. I, p. 659.

En l'Ass. de 1605, les Religieuses de Sainte-Claire d'Argentan, Diocèse de Sées, demandent d'être déchargées des taxes de leurs décimes, à raison de leur pauvreté. Ordonné que la Requête sera communiquée aux Députés du Diocèse : ceux-ci consentent à la décharge, pourvu que le Clergé soit aussi déchargé de ladite taxe : l'Ass. leur accorde, pour l'avenir, une entière exemption, sauf aux Députés du Diocèse de rejeter, au sol la livre, sur tous les Contribuables, la taxe desd. Religieuses. T. I, p. 769.

La même Assemblée, sur la requête des Religieux de la Merci, du Dioc. de Toulouse, & ceux de la Trinité & de la Rédemption des Captifs de la ville de Toulouse, alléguant leur pauvreté, tient quitte les Suppliants des arrérages du passé ; & pour l'avenir, ordonne que le Diocèse sera exhorté d'user de charité en leur endroit, sans tirer à conséquence. T. I, p. 774.

Sur la requête des Chanoines de S. Etienne de Toulouse, dont l'Eglise avoit été brûlée, l'Ass. de 1610 ordonne aux Agents de faire instance au Roi & à Mrs. du Conseil, à ce que le Clergé de Toulouse soit déchargé d'une

année des décimes ordinaires, pour être les deniers employés à la réfection de ladite Eglise, & ce sur la somme de 94000 liv. destinée à l'emploi des décharges. T. II, p. 24.

Plusieurs Lettres-Patentes sont présentées à l'Assemblée de 1610, portant des remises sur les décimes en faveur de Mrs. les Cardinaux du Perron & de Sourdis, & M. l'Archevêq. de Reims : l'Ass. s'y conforme pour les raisons énoncées. T. II, p. 26.

Le Clergé de Beziers avoit présenté Requête au Roi au sujet des décimes : la Requête est renvoyée à l'Ass. de 1612 : son avis est, que S. M. décharge ledit Dioc. de tout ce qu'il pouvoit devoir des quatre années, & de lui accorder surseance des années suivantes jusqu'à la fin du Contrat. T. II, p. 45, 46, 47.

Par Règlement de l'Ass. de 1615, il doit être dressé un état concernant toutes les décharges passées aux comptes précédents & aux présents, en faveur des Diocèses, ou des Bénéficiers particuliers, lequel extrait seroit délivré aux Députés des Diocèses, ou des Provinces qui étoient à l'Ass. ou seroit envoyé auxdites Provinces ou Diocèses pour les décharges qui les regardent, afin qu'ils vérifient par eux-mêmes s'ils ont joui desdites décharges ; & en cas qu'ils n'en aient pas joui, ils puissent se pourvoir pour en jouir ; comme aussi s'ils en ont joui, seront lesdits Diocèses tenus de le certifier par acte synodal ; & les Bénéficiers particuliers, si la décharge est particulière, par acte particulier : sera dressé un formulaire des certificats qu'il faudra envoyer à l'avenir pour lesdites décharges. T. II, p. 274.

La même Ass. de 1615 autorise la décharge des décimes demandée par le Syndic du Diocèse d'Orléans, pour la réparation de l'Eglise de Ste. Croix de cette Ville. T. II, p. 292.

L'Assemblée de 1619 arrête, que Sa Majesté sera suppliée de prendre sur soi les non-valeurs du Diocèse de Grenoble, d'où sont provenus les arrérages de décimes dans ce Diocèse ; & ce conformément aux Réglemens faits sur ce sujet : les Agents chargés de se joindre audit Diocèse, laquelle adjonction sera générale & commune pour tous les Diocèses. T. II, p. 344, 345.

Des Lettres du grand sceau sont présentées à l'Assemblée de 1621, en faveur de M. le Grand-Prieur, portant réta-

ires, pour être
a réfection de
la somme de
l'emploi des dé-

entes sont pré-
1610, portant
mes en faveur
du Perron & de
l'Éq. de Reims:
pour les raisons

avoit présenté
des décimes:
À l'Assemb. de
S. M. décharge
s'il pouvoit de-
& de lui accor-
suivantes jus-
T. II, p. 45,

emb. de 1615,
at concernant
ées aux comp-
réments, en fa-
des Bénéficiers
it seroit déli-
ceses, ou des
l'Assemb., ou
Provinces ou
ges qui les re-
ent par eux-
des décharges;
t pas joui, ils
en jouir; com-
seront lesdits
ifier par acte
iers particu-
iculière, par
l'Ass. un formu-
ndra envoyer
décharges. T.

615 autorise
demandée par
Orléans, pour
de Ste. Croix
21.

Arrête, que Sa
endré sur foi
de Greno-
arrérages de
& ce con-
ts faits sur ce
de se joindre
onction sera
tous les Dio-

ean sont pré-
21, en faveur
portant réta-

DÉCHARGES, §. II.

blement de la partie de 3600 livres, rayée au compte du sieur Castilles de l'an 1618: arrêté que ladite partie demeurera rayée, nonobstant lesdites Lettres. Les mêmes Lettres portoient, outre le rétablissement de ladite partie, que M. le Grand-Prieur jouiroit de la décharge, jusqu'à la concurrence de 7000 liv., à quoi se montoit la taxe des décimes de tous les Bénéfices sur les années 1619, 1620; le tout pour employer aux réparations desdits Bénéfices: après plusieurs délibérations & surseances, arrêté que ladite partie seroit rétablie, le tout pour employer, comme dit est, sans tirer à conséquence, & à la charge de rapporter bons & valables acquits des réparations qui auront été faites, & à la charge de compter, par le Clergé, d'icelle partie sur l'Hôtel-de-Ville, & non autrement. T. II, p. 379, 380.

L'Assemblée de 1625 refuse d'entretenir les Lettres du Roi, portant décharges pour M. l'Evêque de Metz. T. II, p. 414, 415.

L'Ass. de 1625 ne veut point consentir au renouvellement du Contrat des rentes, avant que les décharges des Diocèses affligés ne soient jugées, & que les Provinces n'aient reçu satisfaction sur ce point. Lesdites décharges étoient aux termes du Contrat, & néanmoins le Conseil les renvoyoit sur le fonds du Clergé. T. II, p. 425, 426.

Lesdites décharges, si long-temps demandées, sont enfin accordées. T. II, p. 437.

Le Bureau établi à Aix avoit donné un Arrêt en faveur des Bénéficiers du Diocèse d'Arles, requérant d'être déchargés de leurs décimes, attendu la modicité de leurs revenus; ledit Arrêt renvoyoit la cause au Roi, & par provision, ordonnoit que les Bénéfices qui ne valent pas plus de 60 liv., seroient déchargés. L'Ass. de 1625 désapprouve cet Arrêt: le Conseil en rend un qui condamnoit lesdits Bénéficiers de payer leurs décimes selon le département ancien. L'Arrêt est imprimé, envoyé aux Diocèses & remis aux Archives. T. II, p. 544, 545.

Sur la Requête de l'Evêq. de Lavaur, la même Assemblée passe sans difficulté toutes les décharges que ce Prélat pourroit obtenir de S. M., tant pour les arrérages des décimes, que ceux de la présente année; & outre lesdites décharges, la Compagnie, en considération des pertes & ruines du Diocèse, accor-

de audit Evêque la somme de 1000 écus, sur le même fonds des décharges, pour en jouir en son particulier. T. II, p. 555, 556.

Même somme de 1000 liv. accordée sur le fonds des décharges à l'Evêque de Senez. T. II, p. 559, 560.

L'Ass. de 1628 ayant égard au peu de fonds qui reste chaque année entre les mains du Receveur, ordonne que les pensions de Mrs. les Cardinaux & autres décharges prétendues perpétuelles, telles que celles de la Prévôté d'Houlx, Château-Dauphin, Abbaye de Fontevault, Feuillants, &c. seront rayées du compte qui se rendra pour les années du Contrat nouveau, & ne seront plus employées aux comptes suivants, attendu les grandes nécessités du Clergé. L'Abbesse de Fontevault avoit présenté Requête pour jouir de la décharge. T. II, p. 595.

Les Bénéficiers de la Prévôté d'Houlx se pourvurent pour le rétablissement de leur décharge; l'affaire fut renvoyée à l'Assemb. de 1635, qui rendit son Jugement contre lesdits Bénéficiers. T. II, p. 812, 813.

En l'Ass. de 1645, il est fait un rapport détaillé de l'affaire d'Houlx. Article de décharge employé dans le compte du Receveur, rayé. T. III, p. 164.

Les Religieux de l'Abbaye des Feuillants, par Arrêt du 20 Mars 1628, avoient été déchargés du paiement de leurs décimes ordinaires, nonobstant la radiation de ladite partie dans l'Ass. de 1626. Sur quoi arrêté, dans l'Ass. de 1628, qu'il seroit mandé aux Receveurs Provinciaux & Diocésains, de continuer leurs contraintes contre lesd. Religieux, & cependant qu'on poursuivroit la cassation dudit Arrêt. T. II, p. 633.

L'Assemblée de 1635 raie l'article de décharge de l'Abbesse de Fontevault: défenses au Comptable de l'employer à l'avenir dans ses comptes. Autre décharge accordée, par Arrêt du Conseil, aux Curés & Ecclésiastiques de la Rochelle, rayée aussi, attendu que l'Arrêt avoit été obtenu contre les Réglemens du Clergé & les Contrats. Autres décharges pour l'Abb. de S. Benigne de Dijon, & pour les Feuillants, rayées aux comptes précédents, & rétablies par Arrêt du Conseil, rayées de nouveau, avec défenses au Receveur-Gén. de les employer dorénavant. La décharge de 2000 liv. pour l'Archevêque de Lyon, allouée. Autre décharge, en fa-

767 DÉCHARGES, §. II.

veur du Diocèse de Montauban, de 12000 liv., rayée, sauf à faire droit aux Bénéficiers, quand ils rapporteroient des actes & jugemens conformes aux Réglemens. T. II, p. 673, 674, 675.

L'Ass. de 1635 alloue la décharge de 6000 liv., accordée, par Arrêt du Conseil, au sieur de Bullion, Abbé de S. Faron, aux conditions & termes de l'Arrêt; & ce, par gratification, en considération de M. son pere, Surintendant des Finances. T. II, p. 681.

L'Ass. de 1645 alloue, dans les comptes, une décharge de 1256 liv., en faveur des PP. de l'Oratoire de la Rochelle, vu les Arrêts obtenus par eux, les paiements faits du courant des décimes, & leur soumission de n'en prétendre aucune décharge pour l'avenir. T. III, p. 166.

L'Intendant du Dauphiné ayant, par divers Jugemens, déchargé du paiement des décimes plusieurs Bénéficiers du Diocèse d'Embrun, le Syndic du Diocèse se pourvoit au Conseil, qui renvoie la Cause à l'Ass. de 1645: elle condamne lesdits Bénéficiers au paiement, av. dépens. T. III, p. 367, 368.

Semblable Jugement rendu par la même Ass., contre les Archidiaques de Bourges. Voyez Archidiaques, n°. V.

Les Diocèses qui rachètent des rentes de l'Hôtel-de-Ville, doivent être déchargés de leurs décimes, non-seulement à proportion des paiements desdites rentes qui se font à l'Hôtel-de-Ville, mais à proportion de ce qu'ils ont racheté desdites rentes. Ainsi réglé par l'Ass. de 1645. T. III, p. 362.

L'Ass. de 1650, ayant reconnu que les Ass. précédentes n'avoient point voulu admettre les décharges prétendues par les Bénéficiers de la Prévôté d'Houlx, ordonne que les Curés & les Chapelains de ladite Prévôté seront imposés aux décimes, même pour les biens encadastrés qu'ils possèdent, & qu'ils seront contraints au paiement d'icelles: enjoint aux Agents de poursuivre la cassation de l'Arrêt de 1618, qui les avoit déchargés de décimes, & pour le passé, & pour l'avenir. T. III, p. 723.

L'Assemblée de 1655 décharge d'une somme particulière les quatre Curés de Château-Dauphin, & les Bénéficiers de la Prévôté d'Houlx; mais en suppliant S. M. de faire un nouveau fonds, pour

DÉCIMATEURS, §. I. 768

remplacer, par chacun an, lad. somme. T. IV, p. 80, 81.

L'Ass. de 1665, enjoint aux Agents de poursuivre incessamment la cassation de l'Arrêt du Conseil, du 17 Mars 1655, obtenu par les Religieuses de l'Abbaye de Montfleuri, pour une décharge d'une somme de 1500 liv., ordonne qu'à l'avenir elles seront imposées aux décimes & autres charges. T. IV, p. 868.

Le Don-gratuit de 12 millions, accordé en 1690, ayant occasionné une imposition considérable, plusieurs Bénéficiers, Corps & Communautés, présenterent leurs Requêtes au Conseil à fin de décharges: elles furent rejetées. T. VI, p. J. p. 37.

Les Religieuses du Val-de-Grace obtinrent cependant une décharge pour le Don-gratuit & les nouvelles rentes de 1691; mais en même-temps le Roi accorda au Clergé un dédommagement sur le dernier paiement du Don-gratuit qui devoit se faire au Trésor Royal. T. VI, p. J. p. 37, 38.

Par une clause contenue dans tous les Contrats pour Dons-gratuits, les Commissaires du Roi promettent, au nom de S. M., qu'il ne sera donné, par S. M., aucuns Arrêts de décharges des taxes qui auront été faites sur les Contribuables, pour raison des sommes qui seront ordonnées être levées par l'Ass. de 1690, révoquant S. M. toutes les exemptions & décharges ci-devant accordées; & si S. M. ordonne quelques décharges, elle en tiendra compte au Clergé. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. IV, ad calcem.

DÉCIMATEURS.

§. I. Leurs charges, relativement aux Eglises Paroissiales & aux Presbyteres.

I. En 1694, M. le Chancelier fit part aux Agents d'un Mém. qui lui avoit été présenté, par lequel on demandoit une Déclaration pour obliger les gros Décimateurs aux réparations entières des Eglises, à celles des Presbyteres, & à la fourniture des Ornaments & de toutes les choses nécessaires pour la célébration du Service divin, & d'en décharger les Vicaires perpétuels & les Paroissiens. Sur la réponse des Agents, la demande fut rejetée, & l'Edit de 1695, survenu depuis, a fixé sur ce point la Jurisprudence. T. VI, p. Just. p. 67, 119, 120.

II. La

II. La Prov. l'Ass. de 1775 les Lettres-Pa concernant les de la Flandre réparations & les Paroissiales l'Archev. d'Al

Deux Orde en 1611 & 1612 soirement la les Possesseur devoient con reconstruccion Cette contrib de deux année des Fabriques n'offroient pa les dépenses u des Paroissien voient rien cl à des concord ges ancienne nances avoie contestation suspendu l'c avoient été tion de 1754 anciennes O

L'Impérat dans les Etat donnance du à son exemp tes, expédie 13 Avril 17 partie Franç Ces Lettres droit public ele en Flan seurs des di tion de répa les Eglises res, & que point aux a

Il ne s'a fondé sur l sur les Or les anciens & la discipli les Lettres n'affecte p dimes à de te qu'elles une contr facultés de Habitants qu'on reg les Loix m talité des Presbyter noncent c

Table d

II. La Province de Reims adresse, à l'Ass. de 1775, plusieurs Mémoires sur les Lettres-Patentes du 13 Avril 1773, concernant les charges des Décimateurs de la Flandre maritime, à l'égard des réparations & reconstructions des Eglises Paroissiales & des Presbyteres. M. l'Archev. d'Aix en fait le rapport.

Deux Ordonnances des Archiducs, en 1611 & 1613, avoient réglé provisoirement la proportion dans laquelle les Possesseurs des dîmes en Flandre devoient contribuer aux réparations & reconstructions des Eglises Paroissiales. Cette contribution étoit fixée au revenu de deux années sur six, lorsque les biens des Fabriques & les aumônes des Fideles n'offroient pas des ressources suffisantes : les dépenses ultérieures étoient à la charge des Paroissiens, & ces Ordonnances n'avoient rien changé dans les lieux soumis à des concordats particuliers, ou des usages anciennement observés. Ces Ordonnances avoient fait naître de longues contestations, qui n'en avoient point suspendu l'effet ; & ces contestations avoient été terminées par la Déclaration de 1754, qui confirme ces deux anciennes Ordonnances.

L'Impératrice-Reine les a révoquées dans ses Etats de Flandre, par une Ordonnance du 25 Septembre 1769 : c'est à son exemple que des Lettres-Patentes, expédiées en finance, en date du 13 Avril 1773, les ont abolies dans la partie Française de la Flandre maritime. Ces Lettres-Patentes déclarent, que le droit public, observé jusqu'au XVII^e siècle en Flandre, impose aux seuls possesseurs des dîmes ecclésiastiques, l'obligation de réparer, entretenir & reconstruire les Eglises Paroissiales & les Presbyteres, & que ce droit est conforme en ce point aux anciens Canons de l'Eglise.

Il ne s'agit point ici d'un principe fondé sur les usages d'une Province & sur les Ordonnances locales : ce sont les anciens Canons, c'est le droit public & la discipline générale de l'Eglise, que les Lettres-Patentes réclament. On n'affecte pas seulement une partie des dîmes à des charges auxquelles il est juste qu'elles contribuent ; on ne règle pas une contribution proportionnée aux facultés des Décimateurs & à celles des Habitants ; ce sont les dîmes seules qu'on regarde comme consacrées par les Loix même Ecclésiastiques, à la totalité des réparations des Eglises & des Presbyteres. Les Lettres-Patentes annoncent dans le préambule, & pronon-

Table de la Coll. des P. V.

cent, dans l'art. II, que l'obligation d'y pourvoir, sans réserve, est par elle-même, & sera désormais, en Flandre, une charge inhérente à la possession des dîmes ecclésiast., & ce principe, en annulant les Ordonnances suivies en Flandre, semble préparer la révocation des art. XXI & XXII de l'Edit de 1695, qui forme en cette matière le droit public & la discipline de l'Eglise de France.

M. l'Archev. d'Aix, après avoir exposé ainsi le fait, recherche les Usages & les Loix de l'Eglise de France, & de celle de Flandre dans les différents siècles ; d'où il infère que les Décimateurs, toujours contribuables aux réparations des Eglises Paroissiales, ne l'ont jamais été que dans une proportion déterminée, soit pour une partie des dépenses, soit pour une partie des revenus, & que les Paroissiens en ont partagé dans tous les temps l'obligation avec les Décimateurs.

Dans les premiers siècles, l'Eglise ne possédoit que les dons libres & toujours abondants des Fideles. C'étoient eux qui faisoient construire, orner & réparer les Eglises ; le logement & l'entretien des Ministres de l'Autel, étoient une charge commune. Quand les Eglises posséderent des biens, les Evêq. en furent les Administrateurs : les règles de leur administration étoient prescrites par les saints Canons ; ils appliquoient la quatrième partie de ces biens aux réparations des Eglises ; les dîmes en particulier étoient principalement destinées à l'entretien des Ministres.

C'est sous les regnes de Pépin & de Charlemagne que les Loix civiles ont ordonné le paiement de la dîme, & les Capitulaires de Charlemagne, en 802, réservent pour l'ornement des Eglises le tiers des dîmes appartenantes aux Prêtres du Peuple. Ceux qui tenoient des fiefs de l'Eglise furent appelés à la même contribution. Le même Empereur déclare, qu'il est au pouvoir de l'Evêque d'ordonner la dispensation que les Prêtres doivent faire des dîmes. Les obligations des Peuples pour les réparations des Eglises, étoient déjà connues. Les Capitulaires de 793 portent, que ceux-là réparent les Eglises, qui depuis long-temps sont dans l'usage de les réparer. Cet article est expliqué par le Concile, ou Parlement de Pontguyon, qui le rappelle : que les enfants de l'Eglise réparent, selon les anciennes coutumes, les Eglises baptismales, qu'ils appellent Plébes ou Rurales : la même règle est encore plus dévelop-

Y y

pecé dans l'article 30 des Capitulaires de Lothaire : *chaque Eglise rurale sera réparée selon l'ancienne coutume : si les enfants de l'Eglise ne veulent pas la réparer, qu'ils y soient contraints par les Ministres Ecclésiastiques.*

Ainsi les biens des Eglises, ou les Fabriques, dont le nom même rappelle encore leur ancienne destination, les Feudataires de l'Eglise, parmi lesquels étoient compris les Détenteurs des dîmes inféodées, les Décimateurs Ecclésiastiques & le Peuple, étoient imposés dans une proportion réglée, sous l'inspection & par l'autorité des Ev. ; & si la contribution des Peuples semble énoncée dans quelques actes, comme un supplément à celle des Décimateurs, c'est qu'elle y suppléoit, quand la proportion des Décimateurs étoit remplie, & non quand leurs biens étoient épuisés, puisqu'ils ne devoient donner que la troisième ou la quatrième partie des dîmes, pour la réparation des Eglises.

C'est dans le XIII^e siècle que commence à s'établir la règle fondée sur la distinction de la Nef & du Chœur : cette distinction fut successivement adoptée dans le plus grand nombre des Eglises, pendant le cours des XIV^e & XV^e siècles. Quand les actes qui nous restent depuis le XIII^e siècle n'admettent point cette distinction, ou quand ils ne l'énoncent point, nous retrouvons cependant les mêmes charges partagées entre les Habitants & les Décimateurs dans un ordre & une proportion réglés par l'usage.

L'Ordonnance de Blois en impose la Loi, sous peine de contrainte aux Marguilliers, Paroissiens & même Curés, selon la part & portion qui doit leur être assignée par l'Evêque. Cette même disposition est répétée dans l'art. 3 de l'Edit de Melun. Les Agents du Clergé demandèrent, en 1583, qu'au défaut des revenus des Fabriques, les Vicaires & les Communautés de Prêtres, ensemble les Paroissiens, contribueroient de telle somme de deniers que les Evêques jugeroient être nécessaires pour la restauration & l'entretien des Eglises ; & leur demande fut accordée. La Déclaration de 1661, rappelle & confirme la disposition de l'Ordonnance de Blois & de l'Edit de Melun.

On trouve, dans le dernier siècle, plusieurs Arrêts de quelques Tribunaux, entr'autres du Parlement de Paris, qui rappelant les anciennes règles de l'Eglise, assignent la proportion dans

laquelle les Décimateurs doivent contribuer aux réparations même du Chœur, & ne permettent pas la saisie au-delà de cette portion.

Ainsi, dans tous les temps, on voit que les Peuples & les Décimateurs ont été contribuables aux réparations des Eglises ; & il ne paroît pas que les Eglises de Flandre se soient écartées du même esprit, qui dicta les Loix & les Usages des Eglises de France & d'Angleterre. C'est des Conciles même de la Province de Reims, dont les Diocèses Suffragants, Tournai, Terouane, Arras, Cambrai, comprennoient anciennement la Flandre entière, avant l'érection faite, en 1559, d'une partie des Evêchés des Pays-Bas, que nous avons reçu en partie la règle fondée sur la distinction des réparations de la Nef & du Chœur, & cette règle est observée comme ancienne & antérieure au dernier siècle, dans les Provinces de Hainaut & d'Artois.

Les Jurisconsultes les plus respectés, Zippéus, Van-Espen, &c., ont regardé presque générale en Flandre, avant les Ordonnances de 1611 & 1613, la Coutume qui met à la charge des Habitants, les réparations de la Nef. Ces Ordonnances, qui firent succéder un nouvel ordre à l'ancien droit public, furent données dans des circonstances particulières : les Eglises étoient ruinées par les ravages des guerres civiles : on ne pensa pas, dit Zippéus, qu'on pût conserver les anciennes Coutumes & Usages, qui sembloient n'avoir eu lieu que dans le cas des réparations ordinaires. T. VIII, p. 2449 jusqu'à 2459.

Jusqu'ici, M. l'Archev. d'Aix avoir peu parlé des Maisons presbytérales : l'obligation de pourvoir à leurs réparations, ainsi qu'à celles des Eglises, devient, en vertu des Lettres-Patentes, & doit être à l'avenir, une charge inhérente à la seule possession des dîmes ecclésiastiques, & la nouvelle Loi réclame les Canons & l'ancien droit public observé en Flandre pour les Presbyteres, comme pour les Eglises.

Les Presbyteres sont en France à la charge des Paroissiens, & l'on voit par les Canons des Conciles de Langres, de Bourges & de Rouen, dans les XV^e & XVI^e siècles, que cette Coutume est ancienne en Flandre : on retrouve la même Coutume énoncée dans les actes du Concile de Cambrai, en 1586. Zippéus atteste le droit commun, par lequel les Habitants sont obligés de construire

la maison de
en observant
dans le droit
réparations
que par le d
paiement de
soit point l'o
son presbyte

Les Pres
nommés d
& 1613 ; m
naître l'us
pourvoir au
teres. L'Ed
donné en
Ordonnanc
Presbyteres
teurs ; & c'
Eipen, que
munautés se
charges de
presbytérale

Après cet
d'Aix fait o
tentes de 1
elles-même
susceptibles

Le Rapp
la Commis
mateurs de
Requête au
ces Lettres
leur accord
pliant S. M
vives, de v
qui contred
nons qu'ell
de toutes l
cipes ne so
intérêts de
dispositif e
rêts des D
s'est confo
tion, & en
le Contrô
tion des di
en avoit r
réclamation

Ce Mir
putés de l
dans les P
tois l'exé
nances, r
des Déc
Eglises. T

III. Su
Eglises l
en Prov
Presbyte
IV. D
l'Ass. de

Ordonnances
des
Presby
la Province
de France.

la maison de leur Pasteur. Van-Espen, en observant qu'il n'avoit rien trouvé dans le droit de fixe & de certain sur les réparations des Presbyteres, témoigne, que par le droit commun en Flandre, le paiement de la portion congrue n'emportoit point l'obligation de construire la maison presbytérale.

Les Presbyteres ne sont point dénommés dans les Ordonnances de 1611 & 1613; mais il paroît qu'elles firent naître l'usage insensiblement établi de pourvoir aux réparations des Presbyteres. L'Edit de Montereï, en 1671, donné en interprétation des susdites Ordonnances, met les réparations des Presbyteres à la charge des Décimateurs; & c'est par cet Edit, dit Van-Espen, que les Paroissiens & les Communautés semblent avoir été rédimés des charges de la réparation des maisons presbytérales. T. VIII, p. 2459, 2460.

Après cette discussion, M. l'Archev. d'Aix fait observer, que les Lettres-Patentes de 1773 semblent se contredire elles-mêmes, & qu'elles ne sont pas susceptibles d'exécution.

Le Rapport fini, il propose l'avis de la Commission, savoir, que les Décimateurs de Flandre ayant présenté une Requête au Conseil, en révocation de ces Lettres-Patentes, l'Assemblée doit leur accorder ses bons offices, en suppliant S. M., avec les instances les plus vives, de vouloir bien retirer une Loi, qui contredit également les anciens Canons qu'elle réclame, & les Coutumes de toutes les Eglises, & dont les principes ne sont pas moins contraires aux intérêts du Clergé de France, que le dispositif en est préjudiciable aux intérêts des Décimateurs de Flandre. L'Ass. s'est conformée à l'avis de la Commission, & en conséquence a député à M. le Contrôleur-Général pour la révocation desdites Lettres: déjà l'exécution en avoit été suspendue sur la première réclamation de Mrs. les Agents.

Ce Ministre, en répondant aux Députés de l'Ass., a paru disposé à rétablir dans les Provinces de Flandre & d'Artois l'exécution des anciennes Ordonnances, relativement à la contribution des Décimateurs aux réparations des Eglises. T. VIII, p. 2460, 2461, 2462.

III. Sur l'affaire des réparations des Eglises Paroissiales & des Presbyteres en Provence & en Bretagne. Voyez Presbyteres, §. II.

IV. Dans le Rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1695, il est dit, que les Vicaires

perpétuels de Provence demandoient aux gros Décimateurs, outre leur portion congrue de 300 l., la somme de 100 liv. par an, pour l'entretien d'un Clerc, pour le pain, le vin, le luminaire de la lampe, & plusieurs autres choses nécessaires au Service divin. Par Arrêt du Conseil, rendu le 20 Septembre 1688, sur la Requête du Syndic du Diocèse de Fréjus, il fut ordonné, qu'avant de faire droit, le Conseil seroit informé par l'Intendant de l'usage du pays, & cependant les gros Décimateurs déchargés. Autre Arrêt du 6 Février, qui recevoit les Vicaires perpétuels opposants au premier Arrêt. L'avis de M. l'Intendant est de nouveau demandé; la provision est ôtée aux gros Décimateurs, & donnée aux Vicaires perpétuels, avec dépens. T. VI, P. J. p. 50.

L'Ass. de 1700, par l'art. 22 de son cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger les gros Décimateurs du paiement d'un Clerc aux Curés des Paroisses. Rép. C'est devant les Juges ordinaires qu'il faut se pourvoir en cas de contestation. Recueil, p. 1488.

L'art. 11 du cahier de l'Assemb. de 1705, contient la même demande. Même réponse y est faite. Recueil, p. 1505.

Même demande de l'Ass. de 1723, art. 4 du cahier, par rapport aux menues dépenses. Rép. L'intention de S. M. est que la Déclaration de Fév. 1686, & les autres Réglemens, soient exécutés selon leur forme & teneur. Recueil, p. 1562.

M. l'Intendant de la Province du Dauphiné, avoit fait défenses aux Communautés des Villes de son département, de faire aucune imposition pour contribuer au luminaire des Eglises Paroissiales, quoique de temps immémorial elles en eussent fait les frais: refus en conséquence. M. l'Evêque de Viviers se plaignit à ce sujet dans l'Assemb. de 1742, qui pria M. l'Archev. de Bourges de voir M. le Contrôleur-Général, pour l'engager à écrire à M. l'Intendant de révoquer sa défense. Promesse de ce Ministre de lui écrire, pour avoir son avis sur l'usage de la Province, & pour qu'il suspendît l'exécution de son Ordonnance. T. VII, p. 1842, 1843.

Cette même affaire fut suivie dans l'Ass. de 1745: elle pria M. l'Evêque de Langres de voir M. le Comte d'Argenson à ce sujet, & de le supplier, au nom de l'Assemb., d'écrire à M. l'Intendant. La Lettre fut écrite; Mrs. les Agents, chargés en même-temps de solliciter ladite affaire du luminaire & au-

Menues dépenses, dites Clerc & Matiers: luminaire & huile de la lampe dans le ressort des Parlements de Toulouse, de Provence & de Dauphiné.

tres menues dépenses, que les Communautés des Paroisses de Dauphiné vouloient rejeter sur les gros Décimateurs. T. VII, p. 2053, 2054.

L'Assemb. de 1747 s'est occupée plus particulièrement de la contestation élevée entre les gros Décimateurs & les Curés congruistes, tant sur le luminaire pour la Province du Dauphiné, que sur le Clerc & autres menues dépenses à fournir dans les Paroisses du ressort du Parlement de Toulouse.

Sur les plaintes tant de fois renouvelées de la part des Décimateurs, quant à ces deux objets, & exposées à l'Ass. de 1747, la Compagnie prie M. l'Archev. d'Arles d'examiner cette affaire, conjointement avec Mrs. les Commissaires des Moyens, pour en faire le Rapport à l'Assemb. Quoique les deux affaires, dit ce Prélat dans son Rapport, dont l'une regarde le Clergé du Dauphiné, & l'autre le Clergé situé dans le ressort du Parlement de Toulouse, paroissent avoir le même objet; la Commission a cru cependant devoir les séparer dans le compte à rendre: elle commence par celle du Dauphiné.

Jusqu'en 1740, les Décimateurs de cette Province ne contribuoient en rien au luminaire des Eglises. Comme il n'y a point de Fabrique dans la Province, les Habitants des Paroisses avoient soin de fournir les sommes nécessaires pour le luminaire: pour cet effet, on faisoit des quêtes; & dans le cas où le produit des quêtes n'étoit pas suffisant, il étoit fait un rôle d'imposition sur les Paroissiens. Tel étoit l'usage constant jusqu'en 1740. Depuis ce temps, il n'a plus été fait de quête, ni d'imposition pour fournir aux frais du luminaire. Les Habitants des Paroisses ont prétendu que les Décimateurs étoient tenus de ces dépenses: ceux-ci ont réclamé sur cela l'usage; mais ils ont été condamnés, & de ces condamnations il ne s'en suit rien moins que leur ruine totale.

Outre la raison d'exemption prise de l'art. 21 de l'Edit de 1695, les Décimateurs se fondent sur des raisons particulières à cette Province. Les dîmes y sont à une quotité extrêmement basse; par exemple, à la 25, à la 30, à la 40 & même à la 60. Les dîmes d'ailleurs ne se levent point dans cette Province sur beaucoup de fruits.

A la médiocrité du produit de ces dîmes, se joint un droit de 24^e, droit inconnu dans les autres Provinces du Royaume: ce droit, ainsi que le nom

le porte, est la 24^e partie du montant de la dîme, que chaque Décimateur est obligé de faire délivrer chaque année aux Curés & Officiers des lieux, pour être par eux distribuée aux pauvres de la Paroisse. Cette charge n'est fondée que sur un usage particulier de la Province: elle va d'autant plus loin, qu'elle se leve sur la totalité du revenu de la dîme, sans avoir égard à aucune de ses charges. Les Décimateurs du Dauphiné acquittent avec plaisir ce droit de 24^e, parce que le soulagement des pauvres en est l'objet; mais s'ils en sont tenus, parce que tel est l'usage, pourquoi les Habitants des Paroisses, assujettis aussi par l'usage constant au paiement du luminaire, veulent-ils s'en écarter, pour donner une nouvelle charge aux Décimateurs?

Ce n'est pas tout: les Communautés des Paroisses ne se contentent pas d'obtenir, contre les gros Décimateurs, des condamnations pour l'avenir; elles concluent à ce que leurs demandes aient un effet rétroactif. Telle a été la manière de procéder des Habitants de la Paroisse de Lambier, contre le Séminaire de Grenoble, Décimateur de cette Paroisse.

Enfin, il est à observer, que dans le cas où les Décimateurs pourroient être tenus du luminaire, ils ne devroient le fournir que pour les Dimanches & Fêtes; ce qui ne pourroit jamais monter à la somme de 50 liv., à laquelle on les condamne.

A l'égard de la seconde affaire dont il est fait rapport, l'objet en est le même, si ce n'est que les Curés à portion congrue, situés dans le ressort du Parlement de Toulouse, donnent encore plus d'étendue à leur demande; car, outre le luminaire, ils prétendent que c'est aux gros Décimateurs à leur fournir le pain & le vin pour la Messe, le blanchissage du linge servant à l'Autel, & un Clerc pour les servir à l'Office divin & à l'administration des Sacrements. Les Décimateurs, au contraire, ont soutenu qu'aucunes de ces choses n'étoient à leur charge. Il paroît même que telle étoit la Jurisprudence du Parlement de Toulouse, puisque la question ayant été portée devant ce Tribunal, par nombre d'Arrêts, il a débouté les Curés de pareilles demandes de menues dépenses & salaire d'un Clerc, & notamment par l'Arrêt rendu, le 11 Juillet 1718, contre le Curé de Beauvoisin; mais depuis quelques années,

ce même
favorable

Le 2
obtient
damne
lieu, de
la somme
d'un Clerc
du revenu
la cire
cessaire
fixation
Parties
diocésain

En c
de Vitr
que de
lat, le
Arrêt,
d'office
de 50 l
Arrêts
res aux
ges qu'
recilles
tous les
nus pa
au Cor
Chapit
la Paro
Paroiss
bouté
menues
Clerc.

Apr
suivi d
cernam
plaig
exiger
pensée
Comp
la Con
dant q
ses int
ration
l'Edit
Arrêt
roit d
quière
dans l
phiné
& que
feroit
feroit
tion c
noble
ment
nues
T. VI
Da
d'Alb

montant
ateur est
de année
x, pour
vres de
fondée
la Pro-
qu'elle
nu de la
ne de ses
auphiné
de 24°,
pauvres
tenus,
quoï les
rtis aussi
nt du lu-
er, pour
x Déci-

unautés
pas d'ob-
urs, des
lles con-
es aient
t la ma-
ats de la
de Sémi-
de cette

ans le
ent être
oient le
s & Fé-
monter
le on les

re dont
t le mé-
portion
du Par-
encore
e; car,
ent que
r four-
esse, le
Autel,
ffice di-
Sacre-
ntraire,
choses
t même
du Par-
a ques-
Tribu-
ébourné
de me-
erc, &
le 11
Beau-
nnées,

ce même Parl. a rendu des Jugements favorables aux demandes des Curés.

Le 11 Juin 1743, le Curé de Vitrac obtint un Arrêt de cette Cour, qui condamne le Prieur, Décimateur dudit lieu, de payer au Curé annuellement la somme de 50 liv., pour l'entretien d'un Clerc, & au défaut ou insuffisance du revenu de l'Œuvre, le pain, le vin, la cire & autres menues dépenses nécessaires pour le Service divin, pour la fixation desquelles il est ordonné aux Parties de se pourvoir devant l'Evêque diocésain.

En conséquence de cet Arrêt, le Curé de Vitrac s'est pourvu devant M. l'Evêque de Rodez, & sur le refus de ce Prélat, le Parlement a rendu un second Arrêt, au mois d'Août 1744, qui taxe d'office ces menues dépenses sur le pied de 50 liv. Il a encore été rendu d'autres Arrêts sur cette matière, aussi contraires aux gros Décimateurs : ces avantages qu'ont eus ces Curés, excitent de pareilles procédures de la part de presque tous les autres. Ils ne sont point retenus par l'Arrêt contradictoire, rendu au Conseil le 11 Août 1741, entre le Chapitre de Pamiers, Décimateur dans la Paroisse de Falga, & le Curé de ladite Paroisse, par lequel ledit Curé fut débouté de la demande qu'il faisoit des menues dépenses & de l'entretien d'un Clerc.

Après le rapport des deux affaires, suivi de la lecture d'un Mémoire concernant le Diocèse de Rodez, qui se plaignoit, qu'on vouloit pareillement exiger des Décimateurs les menues dépenses & le paiement d'un Clerc; la Compagnie, conformément à l'avis de la Commission, a délibéré, qu'en attendant que le Roi voulût bien expliquer ses intentions, par une nouvelle Déclaration, en interprétation de l'art. 21 de l'Edit de 1695, il seroit demandé un Arrêt de surseance, par lequel S. M. feroit défenses, provisoirement, d'inquiéter les gros Décimateurs, situés dans le ressort du Parlement de Dauphiné, pour le paiement du luminaire; & que dans le cas où cette surseance ne seroit point accordée, Mrs. les Agents seroient chargés de poursuivre la cassation des Arrêts du Parlement de Grenoble, de même que de ceux du Parlement de Toulouse, par rapport aux menues dépenses & au paiement du Clerc. T. VIII, p. 71 jusq. 79.

Dans l'Ass. de 1750, M. l'Archevêq. d'Albi, en son nom & au nom de plu-

sieurs autres Prélats, renouvelle les mêmes représentations sur la Jurisprudence du Parlem. de Toulouse, contraire aux Décimateurs, sur le Clerc à fournir aux Curés, sur le luminaire & autres menues dépenses. L'examen de l'affaire est renvoyé au Bureau du Temporel. D'après le rapport & l'avis du Bureau, la Compagnie députe à M. le Chancelier, qui déclare avoir écrit au Procureur-Général de cette Cour, & que, suivant la dernière réponse de ce Magistrat, il comptoit que les gros Décimateurs ne seroient plus inquiétés à l'avenir. T. VIII, p. 392 & s.

L'art. 5, du cahier de cette Assemb., est sur ce sujet. T. VIII, P. J. p. 91, 92.

En l'Ass. de 1758, il est fait rapport de la même affaire, comme intéressant tous les gros Décimateurs du ressort des Parlements de Toulouse & de Dauphiné, & notamment le Chapitre de Nîmes. On fait voir que ce n'est que par un changement de Jurisprudence, que ces Parlements sont parvenus à se rendre favorables aux demandes des Curés, au sujet du Clerc dans les Paroisses, & des menues dépenses, telles que la fourniture du pain & du vin, le luminaire, le blanchissage & l'huile de la lampe. L'Assemb. jugeant l'affaire de conséquence, députe à M. le Chancelier pour faire cesser les entreprises des Curés. T. VIII, p. 686 & s.

Mrs. les Agents rendent compte à l'Ass. de 1760, de cette prétention des Curés à portion congrue du ressort du Parlement de Toulouse, autorisés en cela par des Arrêts de ce Parlement. L'Ass. demande à M. le Chancelier un Règlement à ce sujet, qui mette fin à toutes ces sortes de contestations : elle charge la Commission du Temporel de s'occuper des moyens pour faire cesser les effets du Parlement de Toulouse : elle enjoint à Mrs. les Agents, conformément à l'avis de la Commission, toutes les fois que les Décimateurs auront été condamnés à semblables fournitures, de présenter des Requêtes en cassation, au nom des Parties intéressées, & de poursuivre toutes les instances de cette nature, aux frais du Clergé. T. VIII, p. 929, 930.

Sur la proposition de M. l'Archev. d'Albi, l'Ass. de 1760 charge Mrs. les Agents d'écrire à tous Mrs. les Prélats & aux Syndics des Diocèses, pour avoir les éclaircissements nécessaires, pour que l'Assemblée prochaine soit en état de proposer, à cet égard, ce qu'elle

croira de plus convenable. T. VIII, p. 930.

L'article 1 du Cahier du Temporel de l'Ass. de 1760, est contre cette nouvelle Jurisprudence introduite dans les Parl. de Toulouse, Provence, Grenoble & Pau, pour assujettir les gros Décimateurs à la fourniture du Clerc, du pain, du vin, de l'huile de la lampe & de toutes autres menues dépenses, pour raison desquelles on soumet les Décimateurs à payer des sommes liquides arbitrairement, & toujours excessives. Réponse. *Le Roi connaît l'importance de la demande: il la fera examiner, & y apportera toute l'attention qu'elle mérite.* T. VIII, P. J. p. 309.

L'Edit des portions congrues donné en 1768, en déterminant par l'art. 5 les charges des Décimateurs, & les renfermant dans la répartition des chœur & cancel, & dans la fourniture des Livres, ornements & vases sacrés, sembloit devoir mettre fin aux contestations élevées au sujet des menues dépenses; mais les modifications apportées sur cet article par les Parlements de Toulouse & de Provence, & son peu d'accord avec l'article 9 du même Edit, en ont perpétué le cours, & ont obligé les Assembl. de 1770 & 1775 de s'occuper encore de cet objet.

Le contraste des deux articles est frappant. L'art. 5 exempté les gros Décimateurs des nouvelles charges, autres que celles fixées par l'Edit. L'article 9 exempté les Curés de toutes charges, autres que les décimes; c'est-à-dire, que, ni les gros Décimateurs, ni les Curés ne sont soumis à la fourniture des menues dépenses non mentionnées dans l'Edit, qui déroge même à tous usages à ce contraires.

L'envoi de cet Edit en Provence, où il n'y a point de Fabriques, alarma, & les Habitants des Paroisses, & les Curés: ceux-là craignirent l'imposition d'une charge nouvelle; ceux-ci étonnés de la disposition précise de l'art. 5 en faveur des gros Décimateurs, voulurent se soustraire également à la fourniture des menues dépenses: ils prétendirent que cette nouvelle charge leur enleveroit le bénéfice de la loi, & détériorerait même leur ancien état. Le Parlement, peu touché des sacrifices que venoient de faire les gros Décimateurs, fit, à la suite de l'enregistrement de cet Edit, un arrêté par lequel il les soumit à continuer de fournir aux charges qu'ils étoient ci-devant tenus d'ac-

quitter, suivant les maximes & les usages de la Province. Ils ne furent pas mieux traités au Parlement de Toulouse.

Les gros Décimateurs se plaindront de cet arrêté: cependant, portés à faire de nouveaux sacrifices pour la paix, ils entrèrent en négociation avec les Curés: il y eut plusieurs conférences chez M. de Monclar, alors Procureur-Gén. Le résultat fut, qu'on solliciteroit une Déclaration interprétative, qui, pour soustraire les Décimateurs à l'arbitraire, fixât irrévocablement à une somme les menues dépenses, connues sous le nom de *Clerc & matiere*. Le projet de cette loi fut proposé à l'Ass. de 1770. La somme déterminée étoit de 30 liv. pour le Curé, & dix liv. pour chaque Vicaire: ce projet débattu, la somme fut enfin portée à 35 liv. La Déclaration donnée le 12 Juillet 1771, & enregistrée le 3 Octobre suivant au Parlement d'Aix. T. VIII, p. 1467, 1468, 1469. Voyez Portions congrues, §. III, n°. III, IV.

Les Curés n'ont pas été satisfaits de cette Déclaration: ils soutiennent qu'elle n'a pas suffisamment pourvu à tout. Les uns prétendent que l'huile de la lampe n'est pas comprise dans la classe des menues dépenses désignées par la Déclaration de 1771, sous le nom de *Clerc & matiere*; que sous ce nom, on ne doit entendre que les gages du Clerc & ce qui sert immédiatement au Sacrifice. Les Décimateurs réfutent avec avantage toutes ces raisons: il est certain que le projet de loi, dans l'art. 5, avoit eu pour objet toutes ces menues dépenses, & nommément le luminaire.

Plusieurs autres Curés, & c'est le plus grand nombre, avouent que l'huile de la lampe est comprise sous la dénomination générale de menues dépenses & de *Clerc & matiere*; mais ils croient ne pas être obligés de se charger eux-mêmes de ces dépenses, au moyen de la modique somme qu'on leur donne pour y fournir; somme qui ne suffit pas pour en acquitter la moitié, puisqu'elle est même insuffisante au paiement de l'huile: ils seroient donc obligés de pourvoir à l'excédant, en prenant sur leur portion congrue, exemptée par le Souverain de toutes charges hors des décimes. Les gros Décimateurs au contraire, soutiennent que les Curés sont eux seuls chargés des menues dépenses, moyennant la somme qu'on leur donne: tel est le sens de la Déclaration de

Charge de l'huile de la lampe.

imes & les usa-
ne furent pas
ment de Tou-

se plaindrent
portés à faire
pour la paix, ils
n avec les Cu-
nférences chez
rocurer-Gén.
illiciteroit une
ve, qui, pour
rs à l'arbitrai-
à une somme
nnues sous le
Le projet de
Aff. de 1770.
oit de 30 liv.
pour chaque
u, la somme
La Déclara-
1771, & en-
ivant au Par-
1467, 1468,
grues, §. III,

é satisfaits de
soutiennent
ent pourvu à
que l'huile de
dans la classe
ignées par la
le nom de
ce nom, on
ges du Clerc
ent au Sacri-
furent avec
s : il est cer-
dans l'art. 5,
ces menues
de luminaire.
& c'est le plus
ue l'huile de
la dénomi-
épenses &
ils croient ne
ger eux-mê-
moyen de la
donne pour
ffir pas pour
isqu'elle est
ment de l'hu-
rés de pour-
ant sur leur
e par le Sou-
hors des dé-
urs au con-
Curés sont
des dépenses,
n leur don-
claration de

Charges de l'hu-
le de la lampe.

781. DÉCIMATEURS, §. I & II. DÉCIMES, §. I & II. 782

1771. Les Curés sont d'autant moins fondés à se plaindre, qu'ils jouissent dans cette Province de ce qui forme ailleurs une partie du revenu des Fabriques; c'est à-dire, du droit de sonnerie, de sépulture, location des bancs & chaises dans les Eglises, luminaires des enterrements, &c.; ils doivent donc être chargés des menues dépenses, y comprise l'huile de la lampe, au moyen de la somme fixée par la Déclaration de 1771.

L'Aff. de 1775, sur le Rapport qui lui est fait de cette affaire, & d'un projet de Déclaration, qui, par les détails où elle entrera, prévendra désormais toute équivoque, a arrêté de solliciter l'expédition d'une pareille Déclaration. T. VIII, p. 2469, 2470, 2471.

V. L'Aff. de 1730, art. 7 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de s'expliquer sur l'étendue qui doit être donnée à la disposition de l'art. 21 de l'Edit de 1695, en ce qui peut concerner la charge subsidiaire de ceux qui possèdent les dîmes inféodées, par rapport aux réparations & réédifications qui seront à faire au chœur & cancel des Eglises Paroissiales; ceux qui possèdent les dîmes inféodées, prétendant n'y être tenus qu'après que les dîmes Ecclésiastiques sont totalement épuisées. Réponse. Le Roi nommera des Commissaires pour examiner en quelle proportion devra se faire cette contribution. Recueil, p. 1686, 1687.

§. II. Autres charges & articles concernant les Décimateurs.

I. Sur les charges des Décimateurs relativement aux portions congrues. Voyez Portions congrues.

II. Les Décimateurs du Dauphiné sont dans l'usage, qui a passé en loi, de faire une aumône de la vingt-quatrième partie de leurs fruits décimaux. Voyez Aumônes, §. I, année 1775.

III. Les Décimateurs peuvent-ils revenir contre de simples polices passées avec les Curés au sujet de la dîme? Voyez Polices.

IV. Les transactions à l'égard de la dîme, passées entre les Curés & les Décimateurs, sont-elles sujettes au droit d'amortissement? Voyez Amortissement, §. II, n°. XIV.

DÉCIMES.

On distingue dans le Clergé trois sortes d'impositions : 1°. les déci-

mes ordinaires au paiement desquelles le Clergé s'engage par le Contrat qu'il passe avec le Roi dans les Aff. qui sont celle du Contrat, qui se renouvellent tous les dix ans : 2°. les décimes extraordinaires qui sont des impositions annuelles, de même que les décimes ordinaires, mais dont l'origine est différente : 3°. les Dons, suivis que les Assemb. imposent sur les Bénéficiers, qui se paient en plusieurs termes. Mém. du Clergé, T. VIII, p. 1200.

§. I. Pièces qui concernent les impositions, départements & levées qui se font sur le Clergé.

Ces pièces & actes sont rapportés. Mém. du Clergé, T. VIII, p. 754 juq. 811.

On peut y joindre l'Ouvrage ou Tableau du sieur Bricogne, Calculateur du Clergé, proposé à l'Aff. de 1745 & adopté par elle. C'est un Tableau au moyen duquel tous les Diocèses pouvoient voir, en un instant, la quote-part qu'ils devoient supporter de chaque nature d'imposition. T. VII, p. 2088 & suiv. P. J. p. 488 & suiv.

Ce Tableau, depuis le nouveau département général de 1755, n'est guère plus d'usage.

§. II. Tribunaux qui connoissent des Décimes : Chambres & Bureaux établis à cet effet. Les Assemblées du Clergé peuvent-elles connoître des Décimes?

I. Anciennement nos Rois réservoient, pour l'ordinaire, la connoissance des décimes à leur Conseil-Privé, & quelquefois au Grand-Conseil; ensuite les Cours des Aides en ont connu : l'attribution leur en fut faite en 1552 par Henri II. On rapporte une Déclaration de 1553 portant attribution à celle de Montpellier : en 1555 cette même Cour obtint une autre Déclaration confirmative de la précédente. Mém. du Clergé, T. VIII, p. 1382.

II. Les Syndics-Généraux du Clergé en ont connu dans la suite, & après eux les Chambres ou Bureaux-Général des décimes, & ceux des Diocèses. Voyez Syndics-Gén. Chambres des décimes, §. II & III.

III. Les Assemb. Gén. sont compétentes pour juger & connoître des contestations nées au sujet des décimes. Plusieurs Arrêts des Conseils du Roi

leur ont renvoyé ces sortes de différends.
Voyez Ass. Gén., §. II, n°. XI, XII.

§. III. Receveurs & autres Officiers des Décimes.

Voyez Offices & Officiers des Décimes.

§. IV. Départements des Décimes généraux & particuliers.

Voyez Départements.

§. V. Des exemptions & décharges de Décimes & autres impositions du Clergé, prétendues ou demandées par des Bénéficiers, Corps & Communautés Ecclésiastiques.

I. Parmi ces exemptions & ces décharges, il y en a qui ont pour fondement les pertes & les spoliations qui ont réduit des Bénéficiers & des Corps ou Communautés Ecclésiastiques dans l'impuissance de payer les sommes auxquelles on les a imposés : cette impuissance peut être causée par le campement des Armées du Roi, l'incursion des Troupes ennemies & autres voies générales de cette qualité ; ou par les grêles, incendies, pestes & autres cas particuliers. D'autres sont prétendues ou demandées par des Bénéficiers, Corps & Communautés, quoiqu'ils n'aient souffert aucune lésion : elles sont fondées sur certaines considérations de la qualité des biens, des personnes, & des services rendus à l'Eglise & à l'Etat, ou autres causes semblables. De toutes ces décharges, il y en a qui sont à la charge du Roi, d'autres sont supportées par le Corps du Clergé, & les autres demeurent sur le compte des Diocèses. *Infra*.

II. Décharges pour cause de spoliations. *Voyez* Spoliations.

III. Autres décharges & exemptions prétendues ou demandées. *Voyez* Décharges.

§. VI. Départements & impositions du Clergé, par rapport à certaine nature de biens & de Bénéfices, certaines personnes, Corps & Communautés Ecclésiastiques.

I. Les Bénéfices dont les biens sont ruraux & imposés aux tailles, peuvent-ils être imposés aux décimes ?

Cette question se présenta dans l'Ass. de 1602, à l'occasion des Prébendés de

Sainte-Catherine en l'Eglise de Toulouse, qui demandaient d'être déchargés des décimes, sur le fondement que tous les biens qu'ils possédoient, étoient ruraux & imposés aux tailles : leurs moyens sont rapportés dans le Procès-verbal de l'Assemb., ainsi que ceux du Syndic du Diocèse de Toulouse. L'affaire étant mise en délibération, le Procès fut renvoyé pardevant les Syndics & Députés-Généraux du Clergé de France, assemblés à Toulouse, pour être fait droit sur la prétendue exemption. T. I, p. 687.

Des Bénéficiers du Diocèse de Séz se plaignirent à l'Ass. de 1605, de ce qu'ils étoient obligés de payer en même-temps tailles & décimes, ce qui n'étoit pas raisonnable : il fut ordonné qu'ils se pourvoiroient pardevant le Roi, & que les Agents se joindroient à eux aux fins de leur Requête. T. I, p. 761, 762.

La même question fut agitée dans l'Ass. de 1645, au sujet de la Prévôté d'Houlx, & à l'occasion des Bénéficiers du Briançonnais, & du Syndic du Diocèse d'Embrun. Le Prévôt d'Houlx porta la même affaire à l'Ass. de 1650 ; elle se présenta aussi en l'Ass. de 1667, sur les Remontrances de M. l'Archevêq. d'Embrun, contre le Clergé de Briançonnais. La question fut encore proposée dans l'Ass. de 1680 par M. l'Evêque d'Aire, dans le Diocèse duquel sont des Bénéfices payant la taille, & qui ne sont point imposés aux décimes ordinaires. Ce Prélat demanda l'avis de l'Ass., dont la réponse fut que tous les Bénéfices qui ne sont pas exceptés par Lettres-Patentes, étoient sujets aux décimes extraordinaires & Dons-gratuits. T. III, p. 367, 368, 723. T. V, p. 326, 327.

II. M. l'Evêque d'Amiens représente à l'Ass. de 1680, que l'Abbaye de Saint-Josse de Damartin du Diocèse d'Arras, possédant des domaines dans le Diocèse d'Amiens, avoit été de tout temps taxée aux décimes ordinaires & extraordinaires, & aux Dons-gratuits, à l'exemple de tous les Bénéfices qui sont hors le Royaume, & qui, possédant des biens en France, sont tous taxés aux décimes & Dons-gratuits dans les Diocèses où ces biens sont situés ; ce qui est même en usage dans ceux du Comtat d'Avignon & dans l'Abbaye de Saint-Vaast d'Arras, pour les biens qu'elle possède dans le Diocèse d'Amiens ; que néanmoins l'Abbé de Saint-Josse

Joile av
seil en
décharge
texte qu
charges
le Syndi
tera sa
mander
obtenu
tera ord
les déci
les arrê
accouru
III. L
dants d
être im
dans les
Voyez
IV. L
cernant
prunts
les Arr
firmatif
me que
dans les
au sujet
Mentes
puissent
bes & l
tage de
tions,
V. S
tion co
Les
l'Ass. d
dération
1°. sur
les pri
& dans
minut
qui ne
les B
grain
rés. L
rés on
vant
cese.
VI.
Pensé
décha
de pa
§. II.
VI.
qu'il
passé
nouv
impo
néan
ticul
que
gieu

Joël avoit surpris un Arrêt du Conseil en 1661, par lequel il s'étoit fait décharger desdites décimes, sous prétexte que son Abbaye contribuoit aux charges du Pays d'Artois. Arrêté que le Syndic du Diocèse d'Amiens présentera la Requête au Conseil pour demander que, sans s'arrêter audit Arrêt obtenu par l'Abbé de Saint-Josse, il sera ordonné que ladite Abbaye paiera les décimes & les Dons-gratuits, avec les arrérages du passé, en la manière accoutumée. T. V, p. 322, 323.

III. Les Annexes ou membres dépendants d'autres Bénéfices, doivent-elles être imposées dans le chef-lieu, ou dans les Diocèses où elles sont situées? *Voyez Annexes de Bénéfices.*

IV. Les délibérations du Clergé concernant les Dons-gratuits, & les emprunts faits en conséquence, ainsi que les Arrêts & les Lettres-Patentes confirmatifs desdites délibérations, de même que les Contrats, comprennent dans les départements & impositions au sujet desdits Dons & emprunts, les Menfes conventuelles; sans qu'elles puissent répéter leurs taxes sur leurs Abbés & Prieurs, sous prétexte de partage de Menfes, Concordats, Transfactions, &c. *Voyez Menfes.*

V. Sur l'imposition des Curés à portion congrue. *Voyez Curés, §. II, n°. V.*

Les Curés de Paris présentent à l'Ass. de 1775 une Requête pour modération de décimes: ils se fondeient, 1°. sur la disproportion énorme entre les prix des denrées dans la Capitale & dans les Provinces; 2°. sur la diminution journalière de leur revenu, qui ne consiste qu'en casuel, tandis que les Bénéfices, dont le revenu est en grain, sont considérablement augmentés. La Requête est rejetée, & les Curés ont été renvoyés à se pourvoir devant le Bureau des décimes du Diocèse. T. VIII, p. 2589, 2590.

VI. A l'égard de la contribution des Pensionnaires sur les Bénéfices, à la décharge des Titulaires qui sont tenus de payer la pension. *Voyez Pensions, §. II.*

VII. L'Ass. de 1645 règle & ordonne qu'il sera fait mention dans le Contrat à passer avec Sa Majesté, que toutes les nouvelles Maisons Religieuses seront imposées pour le Don accordé; & que néanmoins dans les départements particuliers qui seront envoyés dans chaque Diocèse, les Monastères des Religieuses Carmélites & de la Visitation,

Table de la Coll. des P. V.

en seront expressément exceptés. La Reine l'avoit ainsi demandé à l'Ass. T. III, p. 228, 233.

[Les Contrats passés depuis, ne font point cette exception.]

VIII. Pour régler l'imposition des Monastères & des Communautés Religieuses, qui ont été transférées dans un autre Diocèse que celui de leur établissement, on considère deux choses: 1°. le Diocèse dans lequel sont situés les terres, maisons & autres effets qui en font le revenu; 2°. sous quelles conditions le Roi a permis la translation de ces Monastères & Communautés, & auxquelles l'Evêque du Diocèse où elles ont été établies, & celui du lieu de leur translation, ont donné leur consentement.

La question se présente en l'Ass. de 1700, à laquelle le Conseil en avoit renvoyé le Jugement: il s'agissoit de l'Abbaye & Couvent de Panthemonr. *Voyez Panthemonr.*

IX. L'Ass. de 1700 a été fondé par l'art. 25 du Cahier de 1700, que les Obits fondés par des particuliers, au profit des Prêtres séculiers, en quelques Eglises ou Chapelles qu'ils s'acquittent, puissent être taxés aux Dons-gratuits. Réponse. *Le Roi fera sur cet article la considération qu'il mérite.* Recueil, p. 1489.

Les délibérations des Assembl. du Clergé pour Dons-gratuits & subfides accordés au Roi, ainsi que les Arrêts & Lettres-Patentes qui les confirment, & les Contrats, assujettissent au paiement desdits Dons, les Obits, en quelques Eglises, Paroisses & Chapelles qu'ils soient fondés. *Voyez le premier Supplément de la Table, ad calcem, n°. I, II, III, IV.*

X. En quelle qualité, ou de Bénéfices simples, ou de biens de Communautés, doivent être imposés aux décimes, des Bénéfices ou autres biens anciennement unis ou annexés à des Corps ou Communautés Religieuses. *Voyez Annexes de Bénéfices, n°. VII.*

§. VII. De l'exemption de la clause solidaire.

Dans la levée des décimes & autres subventions, les Ecclesiastiques sont exempts de la clause solidaire, en sorte qu'une Province ne peut être contrainte pour une autre Province, un Diocèse pour un autre Diocèse, ni un Bénéficier pour un autre Bénéficier.

Z z

Cette clause est répétée dans les délibérations du Clergé, dans les Lettres-Patentes qui les confirment, & dans les Contrats passés avec le Roi. Voyez le premier Supplément de la Table, au calcem, n°. 1 & suiv.

C'est la disposition de la Déclaration ou Lettres-Patentes du 10 Février 1580, qui, contre les prétentions des Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, exempta les Ecclésiastiques payant décimes, de la clause solidaire. T. I, p. 244.

¶ A quoi sont conformes les Lettres-Patentes du premier Mai 1596, du 9 Décembre 1606? *Mém.*, T. VIII, p. 1404 & suiv.

Sur la plainte & Remontrance faite à l'Ass. de 1615, de ce que le Receveur-Province de Grenoble, au préjudice des Contrats passés avec Sa Majesté, & de ce qui a toujours été inviolablement observé sur le fait des taxes, avoit fait saisir les fruits & revenus de M. l'Arch. d'Embrun & de quelques autres principaux Bénéficiers, pour les restes dus par d'autres Bénéficiers du même Diocèse; la Compagnie déclara lad. saisie nulle & tortionnaire, donna main-levée des saisies pour ce faites, avec défenses au Receveur-Prov. d'user à l'avenir de pareilles contraintes, ni d'exécuter un Bénéficiaire pour un autre, sous peine, &c. T. II, p. 263.

En l'Ass. de 1628, il fut dit, que dans l'état des grandes levées qui se faisoient sur le Clergé, il étoit à craindre qu'on ne fût payer les Diocèses & les Bénéficiers, l'un pour l'autre; & partant qu'il seroit nécessaire d'obtenir des Lettres-Patentes du Roi, pour exempter les Bénéficiers de la clause solidaire, comme il a été fait en années 1615, 1625, lors du renouvellement du Contrat des rentes esdites années: les Lettres furent obtenues & scellées le 17 Juin. T. II, p. 626, 634.

L'Ass. de 1628 charge Mrs. les Agents d'envoyer aux Bénéficiers d'Uzès, copies imprimées des Lettres, portant exemption de la clause solidaire, pour s'en servir contre les indues vexations qui leur étoient faites. T. II, p. 637.

§. VIII. Articles particuliers concernant les plaintes en surtaxe & le paiement des Décimes.

I. Les décimes sont dettes privilégiées. Le Clergé a toujours été persuadé

que, suivant la disposition du fameux Edit des décimes, donné en 1599, les deniers des décimes doivent être considérés comme deniers royaux; que les rôles doivent être exécutés par provision, nonobstant opposition ou appellation quelconque, selon les clauses expresses des Contrats & des Lettres-Patentes en exécution d'iceux; qu'enfin c'est la Jurisprudence du Conseil. C'est dans ces principes qu'a été rendu, sur les poursuites de Mrs. les Agents, l'Arrêt du Conseil d'Etat, du 15 Novembre 1693, par lequel il est ordonné que les taxes faites pour les décimes & les Dons-gratuits dans les Bureaux Diocésains, seront exécutées par provision, nonobstant toutes oppositions faites ou à faire, sans préjudice du droit des Parties au principal, & que les redevables seront contraints par toutes voies, en la manière accoutumée. T. VI, P. J. p. 44.

L'Ass. de 1660 sur la demande & Requête du Receveur des décimes du Diocèse de Reims, lui avoit accordé son intervention pour obtenir, que dans l'affaire portée au Conseil, entré ledit Receveur & les autres Créanciers de l'Abbé de Signi, les décimes & toutes les taxes de l'Abbaye fussent payées par préférence à tous autres Créanciers, sur la liquidation qui en seroit faite au Bureau particulier des décimes, sauf aux autres Créanciers à se pourvoir & contester entr'eux. T. IV, p. 765.

Les Lettres-Patentes de 1710, 1711, 1715, confirmatives des délibérations du Clergé, donnent incontestablement aux Receveurs des décimes la préférence pour le paiement des impositions dont ils sont chargés de faire le recouvrement: la chose ayant été jugée différemment par deux Arrêts du Conseil des Finances en 1721 en faveur du Procureur du Roi de la Maîtrise des Eaux & Forêts, contre le Receveur des décimes du Mans, le Syndic du Diocèse s'en plaignit à l'Ass. de 1723, qui jugea l'affaire de conséquence, & la renvoya au Bureau du Temporel. T. VI, p. 1693, 1694.

L'art. 12 du Cahier de cette Ass. est à ce sujet. S. M. est suppliée d'ordonner que les Diocèses aient un privilège spécial sur les biens dépendants des Bénéficiers pour les sommes qui se trouveront par eux dues, pour raison de leurs impositions, comme pour les propres deniers & affaires de Sa Majesté par préférence à tous Créanciers; & que les Diocèses aient le même privilège sur les biens

ion du fameux
é en 1599, les
vent être confi-
oyaux; que les
tés par provi-
ion ou appella-
les clauses ex-
es Lettres-Pa-
ceux; qu'enfin
Conseil. C'est
été rendu, sur
Agents, l'Ar-
15 Novembre
donné que les
es & les Dons
x Diocésains,
sion, nonob-
aites ou à fai-
it des Parties
redevables se-
s voies, en la
VI, P. J. p. 44.
la demande &
s décimes du
s avoir accordé
obtenir, que
Conseil, entré
es Créanciers
écimes & tou-
ussent payées
s Créanciers,
eroit faite au-
mes, sauf aux
voir & con-
765.
1710, 1711,
délibérations
establement
es la préfé-
impositions
aire le recou-
té jugée dis-
s du Conseil
eur du Pro-
se des Eaux
eur des dé-
du Diocèse
3, qui jugea
la renvoya
VI, p. 1693,
tte Ass. est à
d'ordonner
ivilege spé-
des Bénéfi-
trouveront
leurs impo-
res deniers
référence à
s Diocèses
ar les biens

des Receveurs des décimes pour les sommes dont ils seront redevables envers les Diocèses; à l'effet de quoi, toutes les contestations au sujet de ce privilège, seront portées devant les Bureaux Diocésains en première instance, & par appel aux Chambres Souveraines. Accordé. *Il y a été pourvu par la Déclaration du 22 Février 1724. Recueil, p. 1566, 1567.*

En l'Ass. de 1726, M. l'Evêque de Valence représente, que le Receveur des décimes de Valence se trouvant débiteur de 32000 liv., ses biens avoient été vendus par décret jusqu'à la concurrence de cette somme. Le Receveur des consignations prétendoit qu'il lui étoit dû par l'Acquéreur, 18 den. pour livre du prix de l'acquisition. Arrêt du Parlement de Grenoble, qui juge qu'il n'est dû aucun droit audit Receveur de la vente des biens décrétés pour fait de décimes; Arrêt conforme à celui du 29 Mars 1639. On veut se pourvoir contre l'Arrêt en cassation. L'Ass. demande que la Requête soit rejetée. T. VII, p. 836, 837.

Le Procureur du Roi de la Maîtrise des Eaux & Forêts de Niort, avoit fait saisir entre les mains du Fermier du Prieuré de Saint-Fraigne, Diocèse de Poitiers, tous les revenus qui en dépendent; faute par le Titulaire d'avoir payé une amende de 12000 liv. à laquelle il avoit été condamné pour dégradation de bois. Le Clergé de Poitiers réclame par préférence le paiement de toutes les charges réelles dudit Prieuré, telles que le Service divin, la portion congrue du Curé, les décimes & autres impositions du Clergé, comme deniers privilégiés. On lui opposoit quelques Arrêts du Conseil de 1721, 1731. Réponse du Clergé. L'Ass. de 1738, à qui cette affaire est communiquée, nomme des Députés pour la suivre auprès de M. d'Ormesson, & ensuite auprès de M. de Beaumont. T. VIII, p. 685, 686.

II. Les Chambres Souveraines ne peuvent point décharger en entier un Bénéficiaire du paiement de ses décimes. *Voyez* Chambres des décimes, §. III, n°. III.

III. Dans une instance pendante au Conseil entre le Syndic & quelques Bénéficiaires du Diocèse de Saintes, & renvoyée pardevant l'Ass. de 1610, pour en ordonner, le Jugement de l'Assemb. porte, que les Bénéficiaires ne sont redevables à se plaindre des impositions

extraordinaires, que pour leurs taxes particulières seulement; & ce, pardevant les Bureaux Ecclésiast. T. II, p. 19.

IV. A quoi sont obligés, & quelles formalités ont à remplir les Bénéficiaires qui veulent se pourvoir en surtaxe, & obtenir la modération de leurs impositions? *Voyez* Décharges, §. I, n°. X.

V. Sur la plainte des Bénéficiaires du Diocèse de Langres, contre les taxes arbitraires, l'Assemb. de 1615 ordonne aux Députés dudit Diocèse de suivre l'art. 26 de l'Edit de 1606. T. II, p. 294.

VI. Par délibération de l'Assemb. de 1705, il est arrêté, qu'à l'avenir les Bénéficiaires seront tenus de payer leurs taxes des décimes en argent comptant, les Receveurs Diocésains de payer de même à la Recette Provinciale, & les Receveurs Provinciaux au Bureau du Receveur-Général, & non en billets de monnoie. La délibération est autorisée par Arrêt du Conseil: il est dit cependant que cette délibération n'aura lieu que pour les décimes, & non pour la subvention & le Don-gratuit. T. VI, p. 874, 875. P. J. p. 379.

VII. Sur la plainte du Diocèse de Grenoble touchant la manière de lever les décimes, l'Assemb. de 1612 renouvelle le Règlement qui prescrit, qu'on ne peut demander que deux années d'arrérages aux Bénéficiaires pourvus par mort, & trois ans aux Pourvus par résignation, & ce, diligences préalablement faites. T. II, p. 48.

VIII. Sur les plaintes des Provinces par rapport au paiement des décimes exigé d'avance, l'Ass. de 1628 ordonne que défenses seront faites au Receveur-Général de ne contraindre les Receveurs-Province & les Diocésains, qu'après les termes portés par les Règlements, qui leur seront signifiés avec la présente Ordonnance. T. II, p. 599, 600.

IX. L'Ass. de 1660 résout & arrête, que les décimes & les taxes pour les subventions & les Dons extraordinaires, étant des charges réelles des Bénéficiaires, ne doivent être payées par les Bénéficiaires, qu'à proportion de la jouissance & perception des fruits & revenus qu'ils ont faite durant l'année, à commencer le premier Janvier, & finir le dernier Décembre; en telle sorte que le Bénéficiaire, lequel aura joui de tous les fruits pendant l'année, paiera les termes de Février & d'Octobre aux termes susd., & les subventions extraordinaires: ou si ladite jouissance est partagée, le paiement desdits termes se fera en propor-

tion du partage d'icelle; savoir, celui qui aura joui depuis le premier Janvier jusqu'au premier Juillet, paiera le terme de Février, & celui qui aura joui depuis le premier Juillet jusqu'au dernier Décembre, paiera le terme d'Octobre. T. IV, p. 776, 777.

X. L'Ass. de 1665 chargea Mrs. les Agents d'écrire dans les Diocèses, qu'elle faisoit défenses aux Syndics du Clergé & aux Receveurs des décimes, de communiquer les registres du Clergé sur le fait des décimes à qui que ce soit, sans l'ordre de l'Evêque Diocés. T. IV, p. 971.

M. l'Evêque de Lisieux, chargé par la Province de Rouen, de rendre compte à l'Ass. de 1765, d'une affaire qui concernoit le Diocèse de Coutance, expose que le Curé de Surtainville de ce Diocèse, avoit demandé la communication du Tableau que l'Assemb. de 1755 avoit jugé devoir être dressé pour être communiqué à tous les intéressés; qu'il ne s'étoit pas contenté de cette communication, mais qu'il avoit encore exigé qu'il lui en fût expédié une copie en bonne forme dans sa totalité; que la Chambre Diocésaine avoit mis au bas de sa Requête, *permis au Suppliant de prendre communication du Tableau des impositions*; faisant au surplus défenses au Greffier d'en délivrer aucune expédition. Appel de la part du Curé à la Chambre Souv. de Rouen, auquel adherent 140 Curés. L'Assemb. renvoie l'affaire & le Mémoire de la Province au Bureau du département. M. l'Archev. de Bourges, Chef de la Commission, après la lecture du Mémoire, fait son Rapport, & observe que trois objets principaux du Mémoire, méritent la plus grande attention.

1°. La demande faite par les Curés d'une expédition du département des décimes pour l'année 1760: 2°. la forme judiciaire qui jusqu'à présent a été suivie dans le cours de cette contestation: 3°. l'association de 140 Curés du Diocèse de Coutance.

Sur ce rapport, l'Ass. conformément à l'avis, a délibéré de faire présenter par le Syndic du Diocèse de Coutance, une Requête au Conseil, à l'effet d'obtenir un Arrêt d'évocation de l'affaire pendante à la Chambre Souveraine de Rouen; Mrs. les Agents chargés de solliciter un Arrêt conforme aux conclusions de la Requête. T. VIII, p. 1528 jusqu'à 1536.

XI. Sur un différend entre le Syndic

du Diocèse d'Autun & l'Abbé Commandataire de Corbigni, audit Diocèse, la Chambre Ecclésiastiq. de Lyon avoit rendu un Jugement portant, que l'Abbaye seroit taxée aux décimes sur le pied du département de 1516, quoiqu'elle l'eût été pendant cent ans, sur le pied des départements de 1560 & 1561. Le Syndic se pourvut au Conseil contre ledit Jugement, où intervint Arrêt le 11 Janvier 1663, qui renvoya la connoissance de l'affaire à la prochaine Assemb. Gén. Le Syndic se présenta à celle de 1665, qui retint la connoissance de la cause; & après avoir entendu les moyens respectifs des Parties, ordonna que l'Abbaye de Corbigni demeureroit taxée & imposée aux décimes du Diocèse d'Autun, comme elle l'avoit été jusqu'alors, conformément aux départements de 1560 & 1561. Ce faisant, que ledit sieur Abbé paieroit ses cotes auxquelles il étoit imposé esdits départements. T. IV, p. 1025 & suiv.

Le sieur de Mauriez, Prieur de la Réole, obtint une Commission au Grand-Secau pour faire réduire la taxe de ses décimes sur le pied du département de 1516, quoiqu'il en fût donné un par Sa Majesté en 1564 pour la réformation des taxes du Diocèse; ce qui a été exécuté depuis. L'Evêque de Bazas remit à l'Ass. de 1665, les pièces relatives à cet objet: elles furent examinées, & sur le rapport qui en fut fait, l'Ass. fut d'avis que le Syndic du Diocèse de Bazas devoit s'opposer aux prétentions du sieur de Mauriez, attendu qu'elles vont à renverser tout l'ordre des décimes, qu'elles sont contraires à l'Edit de 1606 & à l'Arrêt de la Chambre Ecclésiastique de Bordeaux, du 23 Mars 1660. Ordonné aux Agents d'intervenir où besoin seroit. T. IV, p. 1027, 1028.

XII. L'Arrêt du Conseil d'Etat, du 10 Août 1641, rendu sur les Remontrances du Clergé, maintient les Archidiacres & les Doyens ruraux de Normandie en possession d'apposer le scellé, & d'user de saisies sur les biens des Curés nouvellement décédés, pour sûreté des décimes qu'ils pourroient devoir lors de leurs décès, privativement à tous autres Juges & Officiers. T. III, p. 361. Voyez Doyens ruraux.

XIII. L'Arrêt du Conseil d'Etat, du 10 Nov. 1660, porte, que les Fermiers des Bénéfices seront contraints, par corps, de payer au Receveur des

L'Abbé Com-
audit Dioce-
sant, de Lyon
portant, que
décimes sur le
1516, quoi-
cent ans, sur
de 1560 &
ur au Conseil
ou intervint
, qui renvoya
à la pro-
Syndic se pré-
retint la con-
après avoir
e des Par-
aye de Corbi-
imposée aux
tun, comme
, conformé-
de 1560 &
it sieur Abbé
elles il étoit
ts. T. IV, p.

Prieur de la
mission au
éduire la taxe
du départe-
en fut donné
4 pour la ré-
ocesse; ce qui
éque de Ba-
7, les piéces
urent exa-
en sur fait,
dic du Dio-
oser aux pré-
attendu
tout l'ordre
contraire à
de la Cham-
aux, du 23
Agents d'in-
T. IV, p.

d'Etat, du
les Remon-
ent les Ar-
aux de Nor-
er le scellé,
ens des Cu-
pour sûreté
ient devoir
ivement à
ers. T. III,
ux.
seil d'Etat,
ue les Fer-
contraints,
ceveur des

793 DÉCIMES, §. VIII & IX. DÉCLARATIONS. 794

décimes sur le prix de leurs baux, jus-
qu'à la concurrence desdites décimes,
nonobstant toutes saisies faites & à
faire. Cet Arrêt a été rendu sur les Re-
montrances du Clergé. *Mém. T. VIII,*
p. 2306.

XIV. Sur la proposition faite à l'Ass.
de 1585, de procéder, par censures,
contre ceux qui ne paieroient pas leurs
cotes, l'Assemb. déclara, que le tout
seroit remis à la prudence des Prélats.
T. I, p. 347.

§. IX. *Impositions & levées qui se
font sur les Diocèses, pour leurs
propres affaires.*

Voyez Diocèses, §. I.

DÉCLARATIONS.

§. I. *Déclarations dont le Clergé a
poursuivi plus particulièrement
l'enregistrement.*

Voyez Enregistrement. Jurisdiction,
§. I, n°. II. Ordonnances.

§. II. *Déclarations du Clergé en
matière de doctrine, de mœurs,
de discipline & d'immunités ec-
clésiastiques.*

Déclaration du Clergé aux Etats de
Blois, en 1577, réitérée à Melun, en
1580, renouvelée en l'Ass. de 1586,
de ne jamais souffrir d'aliénations de
ses biens, qu'en cas d'extrême néces-
sité, & sous l'autorité du Pape & l'ex-
près consentement de l'Eglise Galli-
cane. Voyez Aliénation du Temporel
de l'Eglise, §. II, n°. VI & VII.

Déclaration du Clergé, ou désaveu
des Contrats & prétendues obligations
à l'Hôtel-de-Ville de Paris, faite aux
Etats de Blois, en 1577. Voyez Alié-
nation, §. II, n°. VI.

Déclaration du Clergé contre les
Simoniaques & Confidentiaires, faite
en l'Ass. de Melun, confirmée par l'Ass.
de 1585, & renouvelée par celle de
1595. Voyez Simonie.

Déclaration du Clergé sur l'action
du sieur Louytre, Doyen de Nantes,
faite en l'Ass. de 1625. Voyez Evêques,
§. XI, n°. I.

Déclaration des Cardinaux, Arche-
vêques & Evêques, sur le Livre *Admo-
nito ad Regem*; lad. Déclaration con-
tenant un désaveu de la censure dudit
Livre, faite par M. l'Evêq. de Chartres.
Voyez Censures Doctrinales, n°. III.

Déclaration du Clergé assemblé en
1625, sur ce qui est à observer, sous
la conduite des Evêques, par les Régu-
liers & autres exempts, sans y com-
prendre les Chapitres. Cette Déclara-
tion comprend quarante articles: elle
est connue sous le nom de *Règlement
des Réguliers*, & a été confirmée, avec
quelques changements, par les Assem-
blées de 1635 & 1645. Voyez Régu-
liers, §. IV.

Déclaration du Clergé assemblé en
1582, sur la Régale. Voyez Régale,
§. III.

Déclaration latine du Clergé assem-
blé en 1682, sur l'autorité du Pape, en
quatre articles: elle avoit été précédée,
en 1663, par celle de la Faculté de
Théologie de Paris, en six articles. Sur
l'une & sur l'autre. Voyez Pape, §. II.

Déclaration & Censure de l'Ass. de
1700, en matière de foi & de mœurs,
à laquelle est jointe une Déclaration
particulière sur la nécessité de l'amour
de Dieu au Sacrement. Voyez Censures
Doctrinales, n°. XXI.

Déclaration de l'Assemb. de 1725,
au sujet du cinquantième. Voyez Cin-
quantième.

Déclaration du Clergé assemblé en
1750, sur son attachement inviolable
à la conservation des Immunités ecclé-
siastiques. Voyez Dons-gratuits, §. II,
n°. X, §. III, an. 1750.

Déclaration ou Réclamation de l'Ass.
de 1760, contre les entreprises des Tri-
bunaux séculiers sur la Jurisdiction ec-
clésiastique. T. VIII, p. 889 & f.

Autre Déclaration de l'Ass. de 1762,
en adhésion aux Remontrances des trois
dernières Assemblées, & à la Réclama-
tion de l'Assemblée de 1760. T. VIII,
p. 1051, 1052.

Autre Déclaration en forme de pro-
testation de l'Ass. de 1763, contre les
Arrêts de divers Parlements, au sujet
des *Actes de l'Assemblée sur la Religion*.
T. VIII, p. 1392.

§. III. *Déclarations exigées du Cler-
gé, en forme d'aveux & dénom-
brements des biens d'Eglise.*

Voyez Foi & Hommage, §. II, an
1674, 1675.

§. IV. *Déclarations demandées pour
la confection d'un nouveau dé-
partement général des Décimes.*

Voyez Départements, §. III.

§. V. *Déclarations demandées à l'occasion des Dixieme & Vingtieme, & en vertu de la Déclaration du 17 Août 1750, sous prétexte d'un nouveau département général.*

Voyez Dixieme. Départemens, §. III.

DÉCRETS DES BIENS.

EN l'Ann. de 1608, il est remontré, au sujet des rentes foncières dues à l'Eglise, qu'il falloit supplier S. M. d'ordonner, que les décrets qui se feroient sur les terres & héritages affectés auxdites rentes, lesdites terres demeureroient perpétuellement affectées, & qu'elles seroient vendues à cette charge, encore que les Bénéficiers ne s'y opposent point. Ainsi ordonné par l'Assemblée, qui en fait un article du Cahier: c'est l'article 10, répondu peu favorablement. T. I, p. 804. P. Just. p. 191.

L'Assemblée de 1625, dans un article de son Cahier, forme une semblable demande; savoir, que les décrets sur les biens ne puissent nuire aux gens d'Eglise, soit qu'il y ait, de leur part, opposition, ou non. T. II, p. 487.

DÉDICACE.

Sur les dédicaces de Livres & de Theses demandées ou faites au Clergé. *Voyez* Livres, §. I, n°. VI & VII.

DÉFRICHEMENTS.

Sur les défrichements des landes & terres incultes, & sur les Ordonnances rendues à ce sujet. *Voyez* Dimes, §. IV, n°. V.

DÉGRADATION.

EN 1601, sur le refus de M. l'Arch. d'Aix, de dégrader un Prêtre condamné à mort par le Parlem. d'Aix, cette Cour fit procéder à l'exécution de l'accusé, sans dégradation; ce qui eut de grandes suites. *Voyez* Aix, n°. II.

Aux Etats de 1614, il fut représenté à la Chambre Ecclésiastique, que, par délibération des Etats de Bretagne, ou par une coutume introduite en cette Province, les Evêques étoient contraints de dégrader les Prêtres condamnés par le Juge laïque, quoique le Juge d'Eglise n'en eût point pris connoissance; ce qui est une introduction

contraire aux saints Décrets & aux Ordonnances Royaux. Ordonné qu'il en seroit dressé un article au Cahier. T. II, p. 149, 150.

Un Prêtre du Diocèse de Bordeaux se seroit retiré à Toulouse, après avoir commis un vol: ayant été mis dans les prisons du Parlement, il demanda son renvoi pardevant le Juge d'Eglise, dont il auroit été débouté, & ensuite condamné à mort; & sur le refus du Grand-Vicaire de l'Archevêque, absent, de donner Vicariat à l'Evêque de... pour procéder à la dégradation, il auroit été exécuté sans être dégradé. L'Assemblée de 1617, sur la plainte de M. le Card. de Sourdis, ordonna aux Agents de se joindre à l'instance. T. II, p. 317, 318.

Le Parlem. de Rennes avoit enjoint à l'Evêque de Tréguier, à peine de saisie de son temporel, de dégrader un Prêtre condamné à mort: l'Assemblée de 1625 s'en plaignit à S. M., & pour suivit la cassation de l'Arrêt. T. II, p. 483, 484, 490.

DÉLÉGUÉS.

Sur les Délégués du Pape. *Voyez* Commissaires du Pape.

DÉLIBÉRATIONS.

ORDRE & formalités que gardent les Assembl. Gén. dans leurs délibérations: oppositions qui y sont faites. *Voyez* Assembl. Gén., §. II, n°. VII & VIII.

DÉMISSIONS.

Voyez Résignations.

DÉMISSOIRES.

Voyez Dimissoires.

DENIER.

Sur le droit de centieme denier. *Voyez* Centieme.

Sur le huitieme denier, finance à ce denier. *Voyez* Aliénation, §. II.

Sur le dixieme & vingtieme. *Voyez* Dixieme.

Sur le cinquantieme & ce qui s'est passé, à ce sujet, dans l'Ann. de 1715. *Voyez* Cinquantieme.

DÉNOMBREMENTS.

Voyez Foi & Hommage.

DENRÉES.

Voyez Oâtrois.

de Bordeaux
après avoir
mis dans les
lemanda son
Eglise, dont
ensuite con-
us du Grand-
absent, de
e de... pour
il auroit été
L'Assemblée
M. le Card.
Agents de se
p. 317, 318,
voit enjoint
pcine de fai-
dégrader un
l'Assemb. de
& poursuivit
II, p. 483,

É S.

Pape. Voyez

IONS.

e gardent les
libérations:
aites. Voyez
II & VIII.

NS.

RES.

R.

me denier.

finance à ce

§. II.
me. Voyez

ce qui s'est
II. de 1715.

ENTS.

S.

DÉPARTEMENTS.

§. I. Anciens départements généraux des Décimes.

I. AVANT l'établissement des décimes, fait sous François I, l'an 1516, lorsque les Papes ou les Rois demandoient quelques sommes au Clergé de France, elles étoient imposées par une, deux, trois ou plusieurs décimes: en ce temps-là les impositions se faisoient par Diocèses, ou Provinces séparées, & non réunies en un corps d'Assemblée, comme à présent: il n'y avoit point de départem. gén. pour tout le Clergé de France; mais chaque Diocèse & Province faisoit la levée des décimes imposées, séparément, sans avoir aucun égard à la totalité des décimes de tout le Clergé de France. C'est l'observation de l'Evêque de Montpellier dans l'Ass. de 1655. T. IV, p. 444, 445.

II. On distingue deux sortes de départements des impositions du Clergé: il y en a qui sont généraux, dans lesquels on règle ce que chaque Diocèse doit porter des sommes qu'on impose sur le Clergé; d'autres sont particuliers, qui fixent dans les Diocèses la cote de chacun des Contribuables. Dans les Procès-verbaux des Assemb. du Clergé, il est fait mention particulièrement de trois anciens départements, qu'on peut dire généraux & particuliers: ces départements sont ceux de 1516, de 1588 & de 1641, rectifié en 1646. *Mém.* T. VIII, p. 751, 752.

III. En l'Ass. de 1713, M. l'Archev. de Sens, Chef de la Commission des Moyens, rappelle sommairement les divers départements qui ont été faits par le Clergé, & observe:

Qu'il avoit été fait dans le Clergé plusieurs anciens départements; mais que celui de 1516 étoit le plus authentique, & le seul autorisé par Lettres-Parentes: il avoit toujours été suivi pour les anciennes décimes, même ordonné par l'Edit du Roi Henri IV, du 20 Février 1599.

Qu'à la vérité, plusieurs Diocèses, sur-tout ceux de delà la Loire, s'en étoient plaints, comme étant fort inégal, & que quelques-uns même avoient obtenu la permission de ne pas s'y conformer; que ces Diocèses ne sont pas seulement ceux de delà la Loire; qu'il y en a de deçà la Loire qui sont surchargés sur ce pied, & d'autres au-delà qui sont soulagés.

Qu'il y a eu un autre département fait à Poissy en 1561; un autre à Melun en 1580; un autre en 1588, que l'on a regardé comme le plus correct, & qu'on s'est même proposé pour modèle, en faisant celui de 1641.

Qu'il y en avoit un autre fait en 1621, qui paroît avoir perfectionné celui de 1516, & qu'il a été suivi, pour les impositions, jusqu'en 1640.

Que l'Assemb. de Mantes, pour rendre justice aux Diocèses qui se plaignoient du département de 1516, & mettre plus d'égalité, avoit fait un nouveau département en 1641, qui fut rectifié en 1646, pour le paiement des Dons-gratuits qui s'imposoient, & que ce département a été suivi jusqu'à l'année 1690, par rapport aux impositions qui n'étoient que passagères.

Que l'Assemb. de 1690 avoit été obligée d'emprunter pour le paiement du Don-gratuit, & ayant fait des impositions annuelles, pour payer les arrérages des rentes constituées, avoit pris, de concert entre les Provinces, un pied mitoyen entre les départem. de 1516, de 1621 & celui de 1646; ce qui a été suivi par les Ass. suivantes dans les mêmes circonstances. (*l'Ass.* §. II.) T. VI, p. 1617, 1618.

IV. Sur une demande faite à l'Ass. de 1685, pour surtaxe, par M. l'Evêque de Soissons & son Chapitre, M. le Président observe, qu'il y avoit eu plusieurs départements de décimes, depuis celui de 1516; que les Diocèses, en deçà & en delà de la Loire, se plaignoient différemment de ces départements; mais qu'ils avoient toujours servi de règle, soit dans l'imposition des décimes, soit dans celle des Dons-gratuits; que, quoique l'on eût, autant que l'on a pu, rectifié ces départements, en 1641 & 1646, il y avoit encore des plaintes; mais que l'Ass. ne pouvoit pas toucher aux départements. T. V, p. 620.

V. Le départem. de 1516 n'est point dans les Archives du Clergé; il ne paroît pas même qu'il soit à la Chambre des Comptes de Paris. On a conservé le compte qui fut rendu en exécution de ce département, il peut y suppléer; il a même plus d'autorité que le département ne pourroit en avoir, parce qu'il est une preuve de son exécution. Avant l'Ass. de 1605, ce compte n'étoit point dans les Archives du Clergé: cette Ass. voulant en avoir une copie, députa M. l'Archevêque d'Aix, pour en faire la demande; il se présenta à la Cham-

bre, assisté de deux autres Prélats; il lui fut répondu favorablement: les Agents furent chargés d'en faire faire l'extrait; à l'effet de quoi, ils furent obligés de présenter Requête, qui fut admise. L'extrait du département fut délivré, dont la dépense se montoit à 2200 liv. L'Ass. ordonna que les extraits dudit département ou compte seroient délivrés aux Sgrs. Députés, qui voudroient les avoir, à leurs frais & dépens; qu'ils seroient signés, dans l'Assemb., par les Secrétaires, & après par les Agents; & que S. M. seroit suppliée d'ordonner, que lesdits extraits seroient foi, comme l'original même. T. I, p. 753. T. VI, p. 573, à la note. *Mém.* T. VIII, p. 753, 754.

En l'Ass. de 1700, M. l'Evêque de Séz fait observer, que le département des décimes de 1516, qui étoit aux Archives du Clergé, est une copie défectueuse; qu'il seroit de l'avantage du Clergé, que la Compagnie ordonnât de rectifier cette copie sur le département: qui est à la Chambre des Comptes: ainsi ordonné. T. VI, p. 573.

Ordonné de même par l'Assemb. de 1705. T. VI, p. 893, 894.

Et par celle de 1710. *Ibid.* p. 1020.

Et par celle de 1715. *Ibid.* p. 1361 & suiv.

VI. Dans l'imposition faite en 1588, on n'a point suivi le département de 1516, ni celui de 1561. Ce département a été regardé, par plusieurs Ass., comme étant le plus exact & le plus conforme à l'état & aux revenus des Bénéfices. T. I, p. 441 & f. T. VI, p. 1627. *Mém.* T. VIII, p. 840, 841.

Le département de 1588 étoit composé en partie du département fait par les Délégués du Pape, qui avoient l'avoir fait quasi à l'aveugle, & en partie du département de 1586, suivant lequel les Provinces de deçà la Loire, portoient les deux tiers du Don fait au Roi, l'autre tiers demeurant sur les Provinces de delà; le tout pour être départi par les Seigneurs à ce députés, selon leur conscience. T. III, p. 35, à la note.

VII. Les Assemb. de 1641 & de 1646 n'ont pas compris, dans leurs départements, tous les Bénéfices de chaque Diocèse; elles n'ont pas aussi imposé toutes les sommes qui devoient y être levées: elles en ont laissé à imposer par les Evêques & par les Députés aux Bureaux des Diocèses, sur les Bénéfices non compris dans leurs départements.

L'Assemblée de 1641 a voulu que les Bureaux diocésains, auxquels elle renvoie l'imposition à régler, taxent les Bénéfices à proportion de leurs revenus; mais sur trois pieds différents: 1^{er}. les Abbayes, Prieurés simples & Conventuels, Chapelles & autres Bénéfices simples, à la troisième partie de leur revenu, les charges acquittées; 2^o. les Cures à la sixième partie; 3^o. les Chapitres & Communautés séculières & régulières à la dixième partie. T. III, p. 232. *Mém. du Clergé*, T. VIII, p. 841 & suiv.

En l'Ass. de 1715, M. le Président dit, qu'on avoit retrouvé dix volumes, contenant diverses pièces relatives au département de 1641, & aux aliénations du Temporel du Clergé; que M. le Merre, Avocat du Clergé, entre les mains de qui ils étoient tombés, en faisoit présent au Clergé, pour les mettre aux Archives. Il en est remercié. T. VI, p. 1482.

§. II. Différents pieds fixés depuis 1690, pour le régleme des Dons-gratuits & nouvelles impositions, afin de concilier les intérêts des Provinces.

On a déjà observé, que dans la distribution des décimes, on suivoit ordinairement le département de 1516, & que le département de 1641, rectifié en 1646, a été suivi jusqu'à l'année 1690, par rapport aux impositions qui n'étoient que passagères.

Mais l'Ass. de 1690, ayant été obligée d'emprunter pour le paiement du Don-gratuit, & ayant fait des impositions annuelles pour payer les arrérages des rentes constituées, avoit pris, de concert entre les Provinces, un pied mitoyen entre les départements de 1516, de 1641 & de 1646, & avoit réparti environ moitié sur l'un, & moitié sur l'autre.

L'Assemblée de 1693 avoit fait à peu près la même chose; savoir, que des 150000 liv. de rentes, qui étoient à imposer, il y en auroit 85000 liv. sur le pied du département des 3000000 de liv., fait en 1646, & 65000 liv. sur le pied de l'imposition de 100000 liv. des gages accordés en 1621.

L'Ass. de 1695, par un semblable accommodement, a fait son département des rentes, un tiers sur 1516, & deux tiers sur 1646, & a statué que tous les départements

voulu que les
uels elle ren-
r, taxent les
euis revenus;
rents: 12. les
& Conven-
Bénéfices sim-
de leur reve-
; 2°. les Cu-
°, les Chapi-
ulieres & ré-
rie. T. III, p.
VIII, p. 841

le Président
dix volumes,
relatives au
2 aux aliéna-
gés; que M.
gé, entre les
tombés, en
pour les mer-
remercié. T.

fixés depuis
element des
ouvelles im-
concilier les
s.

dans la dif-
fui voit ordi-
de 1516, &
, rectifié en
année 1690,
ns qui n'é-

ant été obli-
paient du
des imposi-
des arrérages
dit pris, de
es, un pied
ciments de
& avoit ré-
n, & moitié

voit fait à
savoit, que
qui étoient à
00 liv. sur le
3000000 de
0 liv. sur le
0000 liv. des

erabable ac-
département
16, & deux
que tous les
départements

départements des rentes, ou augmen-
tations de gages, provenant des Dons-
gratuits, seroient dorénavant faits se-
lon cette disposition.

p. 106. L'Assemb. de 1705 a suivi le même
pied.

p. 105. L'Ass. de 1710, ayant pareillement
emprunté pour le rachat de la subven-
tion, & fait de plus un fonds pour le
remboursement des capitaux, a suivi ce
même pied, comme avoit fait celle de
1701, pour les sommes imposées sur
l'ancien Clergé, à l'égard de la subven-
tion.

p. 111. L'Assemb. de 1711 ne s'est pas con-
formée exactement au tempérament
pris par l'Assemb. de 1695 & les suiv.,
pour concilier les Provinces de deçà &
de delà la Loire: elle a réglé, au con-
traire, que les 8 millions seroient répar-
tis sur tous les Diocèses, un quart sur
le pied de 1516, & les trois quarts sur
le pied de 1646, sans que cette délibé-
ration puisse préjudicier à celle de 1695
en autre chose, ni à l'usage d'imposer
les Dons-gratuits sur le pied de 1646.

p. 111. L'Ass. de 1715 a fait un Règlement,
qui porte, que, lorsque pour les Dons-
gratuits, il sera fait un emprunt, le dé-
partement de la somme empruntée se-
ra, un tiers sur le pied de 1516, &
deux tiers sur le pied de 1641, rectifié
en 1646; & quand il sera fait un em-
prunt, ou un Don-gratuit d'une somme
considérable, dont le rembourse-
ment sera ordonné par l'Assemb., l'im-
position, tant du capital dudit em-
prunt, que des intérêts, sera faite, un
quart sur le pied de 1516, & trois quarts
sur le pied de 1641, rectifié en 1646;
le tout sans préjudice de ce qui sera im-
posé, dont le département sera toujours
sur le pied de 1641, rectifié en 1646;
& ce, en attendant qu'on ait procédé
à un département général pour tout le
Clergé.

p. 104. Ce Règlement a été suivi dans l'Ass.
de 1723, pour l'imposition de 3500000
liv., & pour le paiement des sommes
destinées aux arrérages des rentes con-
stituées, & au remboursement des capi-
taux; lesdites sommes étant réparties,
un quart sur 1516, & trois quarts sur
1646. T. VI, p. 1627, 1628, 1629.

En l'Ass. de 1726, M. l'Archevêque
de Narbonne propose les différents
pieds que l'Assemblée peut suivre pour
la répartition du Don-gratuit: il dit,
qu'à l'égard de la répartition du supplé-
ment de finance de 750000 liv., il ne
pourroit y avoir aucune difficulté, en

Table de la Coll. des P. V.

ce qu'elle devoit être faite sur le pied
de la première finance, dont le pied a
été réglé par la délibération de l'Ass.
du 7 Juillet 1723; savoir, un tiers sur
le pied du département de 1516, &
deux tiers sur le pied du département
de 1641, rectifié en 1646.

Mais qu'en ce qui concerne l'imposi-
tion de 3500000 liv., l'Ass. ne pouvoit
se déterminer au sujet du pied sur lequel
elle devoit être faite, qu'en se rappel-
lant l'usage suivi jusqu'à présent, pour
la répartition des Dons-gratuits qui ont
été levés par imposition.

Que par l'examen particulier fait des
différents pieds suivis pour la réparti-
tion des Dons-gratuits depuis 1693, il
paroît, 1°. que toutes les fois que les
Dons-gratuits ont été payés, par voie
d'emprunt à constitution de rente, pour
le remboursement desquels il n'étoit
rien imposé, l'imposition des arrérages
de ces rentes a toujours été faite un
tiers, & même quelquefois la moitié,
à peu de chose près, sur le pied de
1516, & les deux tiers restant sur le
pied de 1646; 2°. que lorsque, pour le
paiement des Dons-gratuits, le Clergé
a fait des emprunts à constitution de
rente, pour le remboursement desquels
il a été fait une imposition, cette im-
position, tant pour le paiement des ar-
rérages, que pour le remboursement
du capital, a toujours été faite, un quart
sur le pied de 1516, & les trois quarts
sur le pied de 1646; 3°. que toutes les
sommes qui ont été imposées & réelle-
ment levées pour fournir parties de ces
mêmes Dons-gratuits, ont toujours été
réparties en entier sur le pied de 1646.

Que dans ces circonstances où se
trouvoit l'Assemb., s'agissant d'une im-
position de 3500000 liv., pour fournir
partie du Don-gratuit de 5 millions ac-
cordés au Roi, la répartition devoit en
être faite sur le pied de 1646. L'avis a
été généralement adopté. T. VII, p.
629, 630, 631.

Les départements pour le Don-gra-
tuit accordé par l'Assemb. de 1730, ont
été faits en conformité des maximes sus-
dites. T. VII, p. 916 & f.

De même que ceux de 1734. T. VII,
p. 1281, 1294.

De même que ceux de 1735. T. VII,
p. 1365, 1366.

De même en 1740 & 1742. T. VII,
p. 1580.

De même en 1745. T. VII, p. 1910,
1911.

§. III. Nouveau Département général.

I. *Délibérations & opérations qui ont précédé la confection du nouveau département.*

On proposa à l'Assemb. de 1701, le projet d'un nouveau département général. M. l'Evêque de Viviers, l'un des Commissaires pour le département de la subvention accordée au Roi, en démontre la nécessité par de fortes raisons. Il fait observer que tous les départements sur lesquels ces impositions ont été faites, depuis 1516, sont fautifs, tous différens, & qu'on n'y a point gardé la juste proportion sur la valeur des biens ecclésiastiques de chaque Dioc. ; que les Provinces, sur-tout d'en delà la Loire, s'en sont plaintes depuis 1516, sans discontinuation, sur ce que de notoriété publique, le département de 1516 ne contient aucune des formes requises & nécessaires ; que ceux de 1588 & 1621, qui sont les mêmes, produisent les mêmes inconvénients & la même confusion, que celui de 1641, rectifié en 1646, n'est gueres plus supportable, &c.

Sur quoi, il est arrêté que le Roi sera supplié d'agréer la confection d'un seul & nouveau département, pour toutes les impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires : le dessein est agréé par S. M., qui promet au Clergé de faciliter les moyens de l'exécution. T. VI, p. 647 & f.

Plusieurs Provinces avoient chargé leurs Députés, à l'Assemb. de 1705, de proposer un nouveau département général : l'Ass. nomma une Commission à cet effet : les Commissaires font leur rapport, & proposent deux moyens pour parvenir au nouveau département.

Le premier moyen, est d'envoyer des Commissaires du premier & du second Ordre dans les Provinces, lesquels s'informeront de l'état des revenus des Bénéfices, & en feroient la taxation, après une exacte recherche, ou du moins ils remettroient leurs mémoires à ceux que l'Ass. chargeroit de les rectifier. Le second moyen étoit que l'Ass. écrivît une Lettre circulaire à tous les Dioc., portant injonction à tous les Bénéficiers, payant, ou non payant décimes, de donner un état fidele de leurs revenus, sous les peines énoncées.

Sur quoi, délibération prise par Provinces, a été résolu qu'on nommeroit,

dans la présente Assemb., des Commissaires, qui seroient pris en nombre égal, tant des Provinces de deçà que de delà la Loire ; que ces Commissaires ne pourroient travailler qu'incontinent après la paix, & conjointement avec M. le Cardinal de Noailles ; que pour préparer leur travail, Mrs. les Agents écrivoient des Lettres circulaires à tous les Syndics des Diocèses, pour avoir des mémoires exacts & fideles du revenu & des charges de chaque Bénéfice ; que la présente Ass. donneroit à ces Commissaires d'amples pouvoirs, pour se servir de tous les expédients qu'ils jugeront les plus propres à acquérir les connoissances & les éclaircissements nécessaires, & pour dresser le nouveau département, lequel toutefois n'auroit lieu, qu'après avoir été approuvé & autorisé par l'Ass. prochaine de 1710. T. VI, p. 832 & suiv.

L'Ass. supplia S. M. d'autoriser sa délibération. Le Roi, après avoir pesé les avantages & les inconvénients, jugea qu'on ne pouvoit entreprendre un ouvrage de si grande conséquence, & si difficile dans un temps de guerre : il remit l'affaire à l'Assemblée la plus prochaine de la paix, & promit de l'autoriser alors. *Ibid.* p. 838.

Par les Procurations des Provinces de Vienne & d'Embrun, les Députés à l'Ass. de 1715 furent chargés de demander à l'Assemblée un nouveau département général, que S. M. avoit jugé à propos, en 1705, de différer jusqu'à la première Assemblée après la paix. Sur quoi il fut délibéré, que les Députés des Provinces qui avoient intérêt à la demande, remettroient leurs Mémoires aux Commissaires que l'Assemblée nommeroit pour la discussion de cette affaire : l'exécution en fut renvoyée à un autre temps. T. VI, p. 1326, 1459.

En l'Ass. de 1723, M. l'Archev. de Sens représenta à la Compagnie la nécessité de suivre le dessein & l'exécution du nouveau département : l'affaire fut remise à quelques jours, pour en délibérer ; mais la chose en resta là. T. VI, p. 1755, à la note.

Sur la demande de plusieurs Provinces, d'un nouveau département, l'Ass. de 1725 nomma une Commission pour examiner les moyens. Mrs. les Agents furent chargés d'écrire dans les Diocèses, pour demander les Mémoires & les éclaircissements nécessaires, pour savoir au juste la valeur des Bénéfices, & préparer par-là les moyens de tra-

vailer à un la prochaine 413.

En l'Ass. rapport du Après avoir férents moy posés, elle dont l'exéc plus sure & des déclarat roient des leurs Bénéfi précautions clarer avec du projet, d chacun des rer. M. l'Ar rapport des nouveau dép fournir par le de chaque D charges de l déclarations nautés fécul & de l'autre meure de fo leurs Bénéfici ront taxés a supplié d'aut ration par l d'exempter bien que des contrôle, les ciers & autre faits dans cha rations vérifi les Bureaux I tés par Mrs. servations, de 1730, po cédé au dépa des déclarati million : avi déclarations les Contribu dele des titre du corps des certificats po Communaut leurs déclara de l'Assemb l'avis de la C & suiv.

En l'Asser de Sens, Ch le nouveau un rapport représente le travail, les devoir faire

vailer à un nouveau département dans la prochaine Assemb. T. VII, p. 412, 413.

En l'Assemblée de 1726, il fut fait rapport du travail de la Commission. Après avoir examiné & discuté les différents moyens qui avoient été proposés, elle n'en avoit trouvé aucun dont l'exécution lui parût plus facile, plus sûre & plus prompte, que celui des déclarations que les Bénéficiers feroient des revenus & des charges de leurs Bénéfices, moyennant certaines précautions pour les obliger à les déclarer avec sincérité. Il est fait lecture du projet, dont copie est distribuée à chacun des Députés, avant de délibérer. M. l'Arch. de Narbonne fait son rapport des moyens, concernant le nouveau département. Déclarations à fournir par les Bénéficiers, aux Syndics de chaque Diocèse, des revenus & des charges de leurs Bénéfices : pareilles déclarations à fournir par les Communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe. Les Diocèses en demeure de fournir les déclarations de leurs Bénéficiers & Communautés, seront taxés arbitrairement : le Roi fera supplié d'autoriser la présente délibération par les Lettres- Patentes, & d'exempter de papier timbré, aussi bien que des droits d'insinuation & de contrôle, les déclarations des Bénéficiers & autres actes. Les papiers ainsi faits dans chaque Diocèse, & les déclarations vérifiées par Mrs. les Prélats & les Bureaux Diocésains, seront présentés par Mrs. les Agents, avec leurs observations, à la prochaine Assemblée de 1730, pour y être réellement procédé au département général : modèle des déclarations projeté par la Commission : avis sur la manière dont les déclarations doivent être faites par tous les Contribuables aux impositions : modèle des titres des déclarations : modèle du corps des déclarations : modèle des certificats pour lesquels les Bénéficiers, Communautés & autres, affirmeront leurs déclarations. . . . La délibération de l'Assemblée est en tout conforme à l'avis de la Commission. T. VII, p. 778 & suiv.

En l'Assemb. de 1730, M. l'Archev. de Sens, Chef de la Commission pour le nouveau département général, fait un rapport très-circonstancié, où il représente les grandes difficultés de ce travail, les changements qu'on a cru devoir faire à la délibération du 12 Dé-

cembre 1726, & la manière en laquelle on devoit procéder. Le rapport fait, & le Promoteur oui, l'Assemblée a autorisé les principes proposés par la Commission, pour expliquer, tant la délibération du 12 Décembre 1726, que les avis, observations & modèles y joints : elle a approuvé la manière dont la Commission a cru qu'on devoit procéder, à l'avenir, pour parvenir à un nouveau département général : M. de Sénozan a été chargé d'y travailler sous les ordres de Mrs. les Agents, & de faire en sorte qu'il puisse être arrêté en l'Ass. prochaine de 1735. T. VII, p. 1042 jusqu. 1059.

Il ne paroît pas que les Assemblées suivantes aient continué le travail du nouveau département ; mais en 1750 Mrs. les Commissaires du Roi, dans le discours qu'ils font à l'Assemblée, demandent, au nom du Roi, qu'il soit fait un nouveau département général : ils annoncent une Déclaration pour ordonner la confection de ce nouveau département. L'Ass. crut avoir sujet de se plaindre que cette déclaration eût été dressée à son insu : elle s'occupa de la confection dudit département, & chargea ses Commissaires d'examiner les différents projets proposés à ce sujet, & d'y travailler avec activité. T. VIII, p. 338.

L'Assemblée eut à délibérer ensuite sur la Déclaration du 17 Août 1750, qui venoit d'être enregistrée au Parlement. Cette Déclaration, sous prétexte de la nécessité reconnue d'un nouveau département général, obligeoit tous les Bénéficiers de fournir des déclarations des revenus de leurs Bénéfices : l'Assemblée trouva qu'elle contenoit des principes contraires aux immunités & des imputations odieuses aux Bureaux Diocésains : elle se sépara en différents Bureaux pour l'examiner, & arrêta des Remontrances, où on exposeroit, 1°. que cette Déclaration attaquait les immunités de l'Eglise ; 2°. qu'elle semble n'avoir d'autre objet que de confirmer les Lettres- Patentes de 1727, & paroît cependant avoir été donnée plutôt pour réformer des abus odieux qu'on suppose dans les Bureaux Diocésains, que pour corriger l'inégalité des départements généraux, qui est l'unique objet de ces Lettres- Patentes de 1727 ; 3°. qu'elle est injurieuse aux Evêques & aux Bureaux Diocés. ; 4°. que, pour toutes ces raisons, Sa Majesté sera suppliée de retirer sa Déclaration. Le

projet des Remontrances est lu & approuvé. T. VIII, p. 361, 362. P. Jult. p. 84 & suiv.

L'Ass. de 1755 a travaillé avec succès à la confection du nouveau département : le plan qu'elle a adopté, a été proposé dans l'Ass. suivante de 1760, sous une nouvelle forme plus exacte & plus utile. En 1765, le Clergé a mis encore la main à cet ouvrage ; & le nouveau département général se porte d'une Assemblée à l'autre, au degré de perfection dont il est susceptible. T. VI, p. 1755, à la note.

II. Travail & confection du nouveau département général par l'Assemblée de 1755.

L'Assemblée de 1755 s'est occupée particulièrement de la confection d'un nouveau département général ; c'étoit un des objets de la Lettre de convocation de l'Assemblée : les Commissaires du Roi le proposent, au nom de S. M., à la Compagnie : le Promoteur de l'Ass. le requiert. Ainsi arrêté & délibéré par l'Assemblée. T. VIII, p. 429, 456, 457, 458, 521.

La Commission du département, pour se conformer aux intentions du Roi & aux vœux de l'Assemblée, arrête un projet d'instruction, pour être envoyé à tous les Bureaux Diocésains, afin de se procurer tous les éclaircissements nécessaires pour travailler à un ouvrage si important. La lecture en est faite : il est approuvé, & ordonné qu'à la diligence de Mrs. les Agents, il en seroit envoyé, dans chaque Diocèse, deux exemplaires, l'un à M. l'Evêque, l'autre au Bureau. T. VIII, p. 521. P. J. p. 149 & suiv.

Un nouveau plan est proposé, tendant à asséoir une plus juste répartition entre les Contribuables. Dans le rapport fait sur cette matière, Mrs. les Commissaires commencent par retracer les plans divers que les précédentes Assemb. se sont formés pour répartir les impositions, depuis 1516 jusqu'alors : ils en font voir les inconvénients & les défauts. Avant de proposer le nouveau plan auquel ils se déterminent, ils font quelques réflexions générales, pour jeter un plus grand jour sur le système qu'ils ont à proposer.

Il est constant, disent-ils, que les impositions du Clergé sont inégalement réparties. Ce défaut essentiel vient de ce qu'elles ont été, dans l'origine, déterminées sans nulle proportion avec

les forces des Diocèses. Si ce vice originnaire est une fois ôté, les plaintes des Contribuables cesseront : or le remède consiste à connoître ce qu'un Diocèse est à un autre Diocèse, par rapport à leurs Contribuables respectifs.

Il paroît d'abord, qu'il suffiroit seulement de savoir le montant des revenus de chaque Diocèse & que, comparaison faite de Diocèse à Diocèse, il en résulteroit une connoissance propre à régler l'imposition ; mais ce fondement est ruineux, si l'on s'y borne : la preuve est sensible. Les revenus ecclésiastiques doivent être envisagés sous deux points de vue : dans l'un, c'est le revenu en lui-même qu'il faut considérer ; dans l'autre, ce même revenu doit être considéré comme étant plus ou moins susceptible de fournir l'imposition. Une Cure à portion congrue, par exemple, & un Bénéfice simple à revenu égal, supporteront-ils une taxe égale ? Non, sans doute. Ce principe une fois admis, il faut donc nécessairement distinguer quels sont les Bénéfices plus ou moins susceptibles d'impositions, & déterminer les forces respectives des Contribuables. Autre chose est donc le revenu physique & le revenu moral : c'est à celui-ci qu'il faut s'arrêter pour parvenir à une juste répartition.

Après ces réflexions, la Commission, sans s'arrêter à la voie sautive & laborieuse des déclarations, s'en tient aux éclaircissements & lumières qu'on peut tirer des Bureaux Diocésains : elle regarde cette voie comme suffisante pour parvenir à la connoissance des revenus physiques des Bénéfices : elle y joint la communication des comptes de tous les Bénéfices consistoriaux, rendus par les Directeurs des Economats.

Ces éclaircissements étant obtenus, il ne s'agira plus que de les mettre en œuvre : pour le faire avec succès, Mrs. les Commissaires rangent tous les Contribuables d'un Diocèse sous différentes classes, se proposent de découvrir le véritable revenu de chaque classe, & par conséquent celui de tout un Diocèse : après être parvenu à ce point, dont ils ne dissimulent pas la difficulté, ils entreront dans un autre, qu'on parcourra avec plus de confiance, de sûreté & de lumière ; c'est celui qui fera connoître le revenu moral ou relatif de chaque Diocèse.

Dans cette partie de leur travail, le guide qu'ils ont à suivre, est le moyen

de faire dans les re
buables, p
aux impo
en obier
l'effet né
par fiction
Contribu
de suppor
ble le plu
Mrs. les
présente
cit appli
combiné
achève, e
tifier le t
Le rap
projet de
impositio
copie à e
les réflex
le travail
après qu
lu & app
p. 521 ju
La Co
les raiso
prendre
du nom
rous les
été disti
cours po
onéreus
dans d'a
Commis
résultat
projet a
blée, el
vail foi
veau tr
blée, l
l'exécu
veau d
-Les
rappor
la néc
temen
présen
lui do
dire,
ment
Sur
que l
dépar
la C
point
rétro
tour
La j
seroi
nou

de faire les diminutions par fiction, dans les revenus respectifs des Contribuables, pour les rendre proportionnés aux impositions qu'ils supporteront, en observant la division des classes : l'effet nécessaire de ces diminutions par fiction, est de mettre l'espece de Contribuables qui est le moins en état de supporter, au niveau du Contribuable le plus en état. Il semble, ajoutent Mrs. les Commissaires, que ce plan présente une répartition équitable : il est applicable à tous les Diocèses, & combiné de manière qu'étant une fois achevé, on sera encore en état de rectifier le travail.

Le rapport fini, il est fait lecture du projet de la nouvelle répartition des impositions du Clergé, dont on remet copie à chaque Province. Ensuite, sur les réflexions faites dans l'Assemblée, le travail est rectifié par la Commission; après quoi, le projet ainsi rectifié, est lu & approuvé unanimement. T. VIII, p. 511 jusq. 534. P. J. p. 153 & suiv.

La Commission expose à l'Assemblée les raisons qui font voir la nécessité de prendre un fonds sur certaines classes, du nombre de celles dans lesquelles tous les Bénéfices du Royaume ont été distribués, à l'effet d'avoir un secours pour que l'imposition soit moins onéreuse à des Contribuables distribués dans d'autres classes, qui ont paru à la Commission être trop chargés, par le résultat de la première opération. Ce projet ayant été approuvé par l'Assemblée, elle ordonne qu'un nouveau travail soit fait en conséquence. Ce nouveau travail fait & rapporté à l'Assemblée, elle l'approuve, & en ordonne l'exécution dans la confection du nouveau département. T. VIII, p. 534.

Les Commissaires dans un nouveau rapport se proposent deux choses : 1°. la nécessité de faire le nouveau département conformément au travail déjà présenté à l'Ass. : 2°. s'il convient de lui donner un effet rétroactif, c'est-à-dire, de refondre tous les départements?

Sur le premier objet, ils estiment que l'Ass. peut constater un nouveau département sur les principes posés par la Commission. A l'égard du second point, savoir si on doit donner un effet rétroactif au nouveau département; tout paroît favoriser ce changement. La justice à rendre aux Diocèses, ne seroit qu'imparfaite, en ne fixant un nouveau pied qu'à l'égard seulement

de l'imposition pour le nouveau Don-
gratuit, & des impositions concernant
les décimes, les pensions des nouveaux
Convertis, & les appointements des
Agents.

L'avis de la Commission est donc, 1°. d'ordonner que les impositions générales du Clergé, soient fixées proportionnellement au revenu de ces mêmes Diocèses, tel qu'il a été arrêté par la présente Ass.; 2°. d'étendre ce nouveau département sur toutes les impositions générales du Clergé, à l'exception de celles qui sont levées en conséquence du département arrêté en 1735 pour le remboursement des Officiers Provinciaux; à l'exception aussi de celles qui se lèvent en vertu du département arrêté en 1735; 3°. que le nouveau pied soit exécuté, à commencer du terme de Février prochain. Délibération en tout conforme à l'avis. T. VIII, p. 534 jusq. 540.

Les Commissaires terminent leurs différents Rapports par présenter un moyen de rectifier les défauts particuliers qui pourroient se présenter dans le nouveau département, & par quelques observations qu'ils ont jugées utiles à l'administration particulière des Diocèses. Oui le Rapport, & conformément à leur avis, la Compagnie a arrêté :

1°. Qu'il sera fait part aux Diocèses du plan que l'Ass. a adopté des vingt-quatre classes dans lesquelles ont été rangés tous les divers Contribuables, ainsi que des motifs de cet arrangement.

2°. Que les Bureaux Diocésains dresseront des états, à l'effet de ranger leurs Contribuables dans le même ordre, autant qu'ils croiront pouvoir l'exécuter.

3°. Qu'ils feront la répartition de leurs impositions relativement à ces classes.

4°. Qu'après que l'imposition aura été faite sur les principes établis par le plan adopté, il en sera dressé un tableau qui sera communiqué à tous les intéressés, toutes les fois qu'ils le désireront.

5°. Que chaque Bureau Diocésain enverra par son Député, à la première Assemb. Provinc. le rôle des impositions du Diocèse dans la forme ci-dessus, avec le dernier compte arrêté, pour y être examiné, & y être fait telles observations par l'Ass. qu'elle jugera à propos, & être ensuite présentées à l'Ass. Gén. de 1760.

6°. Que pour que l'uniformité puisse

être observée dans les comptes, il en sera envoyé un modèle dans les Diocèses, auquel les Bureaux Diocés. sont exhortés de se conformer.

7°. Que lorsqu'un Bureau Diocésain aura quelque plainte à porter sur la fixation qui a été faite de ces revenus, il ne pourra être reçu, qu'en rapportant à l'Assemb. Provinc. un pouillé exact contenant le nom & l'espèce de chaque Bénéfice & de chaque Contribuable, le revenu d'ic eux, la spécification des charges réelles & foncières dont il est tenu; le tout prouvé par des baux ou autres pièces justificatives.

8°. Que le Bureau Diocés. sera tenu en outre, d'exposer dans un état séparé, le pied de l'imposition à laquelle tous les Contribuables des Diocèses ont été assujettis annuellement depuis le nouveau département, auquel état sera joint le rôle général des impositions, pour le tout être examiné par l'Assemb. Provinc., à l'effet d'y faire ses observations, & donner ensuite son avis, qui sera présenté à l'Ass. Gén. du Clergé de 1760, pour y être fait droit, ainsi qu'elle jugera à propos.

9°. Et que la présente délibération sera envoyée à tous les Diocèses. T. VIII, p. 540 jusqu'à 543.

Les pièces relatives au nouveau département général, dressées dans l'Ass. Gén. de 1755, sont :

La répartition de la somme de 34 millions 423990 liv., à laquelle l'Ass. a jugé que les revenus des Diocèses du Royaume devoient être fixés pour servir de pied aux impositions qui seront levées, en conséquence des départements qui devoient être arrêtés dans la présente Assemb.

Cette répartition ayant éprouvé divers changements dans les Assemb. suivantes, on n'a pas cru devoir l'insérer dans la nouvelle Collection. Elle se trouve dans le Procès-verbal de 1755, p. 548.

Le tableau de la répartition sur tous les Diocèses, d'un million & autres sommes moindres, fait en conséquence de la précédente fixation. *Voyez ledit Tableau, T. VIII, P. J. p. 153 & suiv.*

L'instruction pour les Bureaux Diocésains concernant l'exécution du nouveau département général : cette instruction contient le pied ou le taux suivant lequel chacune des vingt-quatre classes doit être imposée à peu près. Les Bénéfices simples à peu près à raison du cinquième, &c. T. VIII, P. J. p. 149 & suiv.

Le modèle de compte pour établir une comptabilité uniforme dans tous les Diocèses, auquel modèle les Bureaux Diocésains doivent obliger les Receveurs des décimes de se conformer à l'avenir à compter de 1756. T. VIII, P. J. p. 157, 158.

III. Travail du nouveau département en l'Assemblée de 1760.

En cette Ass., Mrs. les Commissaires du nouveau département proposent un plan qui ne diffère de celui qui avoit été suivi par l'Ass. de 1755, qu'en ce qu'il contient un plus petit nombre de classes, équivalent néanmoins au nombre des classes précédemment établies, & un plus grand nombre de subdivisions dans chaque classe; en sorte que les impositions pourront se répartir avec plus de proportion. Les copies de ce nouveau plan ont été distribuées aux Provinces, qui, après l'avoir examiné, ont chargé Mrs. de la Commission de rédiger leurs opérations conformément à ce nouveau plan. Les Commiss. en travaillant sur le plan, s'aperçoivent que le soulagement accordé à la septième & à la huitième classe, feroit une surcharge trop forte pour les premières classes; ils proposent donc à la Compagnie, quant à ces deux classes seulement, d'observer la même proportion que celle qui a été suivie par l'Ass. de 1755. Ainsi délibéré. T. VIII, p. 838, 839, 841. P. J. p. 260 & suiv.

La Commission, dans un nouveau Rapport, rend compte de son travail. Les différentes classes de Contribuables sont réduites à huit seulement, au lieu de vingt-quatre que portoit le plan de 1755. Dans le nouveau plan, chaque Diocèse a son tableau, où les Contribuables rangés dans les huit classes qui forment autant de colonnes, se répondent mutuellement entr'eux, au moyen de huit autres colonnes parallèles, disposées seulement pour recevoir l'augmentation ou la diminution nécessaires. La manière d'y procéder est des plus simples. Un premier travail qui consiste dans la réduction des huit classes, fait connoître le capital de chaque classe, & les capitaux des huit classes forment la masse totale. Quand il a été question de réformer les erreurs, on a porté dans telles colonnes parallèles, l'augmentation ou la diminution. Par exemple, une Cure aura été portée dans la deuxième classe sur le pied de 2000 liv. de revenu, & elle ne vaut

re pour établir
orme dans tous
de les Bureaux
liger les Rec-
e, conformer à
1756. T. VIII,

département en
1760.

les Commissai-
nent proposent
celui qui avoit
755, qu'en ce
etit nombre de
moins au nom-
ement établies,
re de subdivi-
e; en sorte que
se répartir avec
s copies de ce
distribuées aux
avoir examiné,
Commission de
conformément
ommiss. en tra-
perçoivent que
la septième &
une surcharge
nieres classes;
Compagnie,
ulement, d'ob-
ion que celle
de 1755. Ainsi
8, 839, 841.

un nouveau
de son travail.
e Contribu-
seulement, au
ortoit le plan
au plan, cha-
ou les Con-
s huit classes
onnes, se ré-
ent'eux, au
onnes paral-
t pour rece-
diminution
y procéder est
mier travail
ion des huit
apital de cha-
des huit clas-
le. Quand il
r les erreurs,
onnes paral-
diminution.
ura été por-
e sur le pied
elle ne vaut

que 1600 liv., on la place à la troi-
sième classe, & par-là la deuxième
colonne s'est trouvée diminuée de 2000
liv., & la troisième augmentée de 1600
liv. Cette opération a été la même pour
toutes les méprises quelconques. Enfin
ces huit colonnes doublées ou corres-
pondantes, comparées ensemble, for-
ment par leur produit réciproque, l'au-
gmentation ou la diminution, tant du
capital, que de la matière imposable. T.
VIII, p. 841 juq. 845.

La Commission expose ensuite quel
étoit pour chaque Diocèse le résultat
de l'opération prescrite par l'Ass.; en
quoi ce résultat différoit de celui qu'a-
voit produit le travail de 1755. De cet
exposé l'on passe à faire connoître quelle
devoit être en conséquence sur chaque
Diocèse, la répartition de la matière
imposable : l'on fait observer que cette
matière imposable se trouvoit monter
dans tous les Diocèses du Royaume
réunis ensemble, à la somme de trente-
un millions huit cents trente liv.

L'Ass. statuant sur le travail dont on
venoit de rendre compte, a déclaré :

1°. Approuver dans toutes les parties
le travail de la Commission.
2°. Que le projet de la matière im-
posable, montant à 31 millions, sera
mis au net, & par elle approuvé, &
que ce sera sur cette répartition, que le
pied des impositions sera fixé, au moyen
du calcul auquel il sera incessamment
procédé.

3°. Elle déclare, que c'est en confor-
mité de ses intentions, que dans les
évaluations des revenus des différents
Contribuables, on n'a eu aucun égard
aux réparations, aux frais de régie, ni
des Procès, ni aux dettes particulières.

4°. Elle a déclaré que les Annexes,
qui sont situées dans des Diocèses dif-
férents de leur chef-lieu, & qui sont
comprises dans les rôles des Contribua-
bles des Diocèses où elles sont situées,
qui ont été dressés dans la présente Ass.,
paieront dans les Diocèses où elles sont
situées, pour toutes les natures d'im-
positions, tant anciennes que nouvel-
les, & qu'à l'égard des Annexes qui ne
se trouveront point comprises dans les
rôles dressés dans la présente Assemb.,
elles paieront, pour toutes les natures
d'impositions, dans le Diocèse de leur
chef-lieu.

5°. L'Ass. a chargé Mrs. les Agents de
demander des Lettres-Patentes, adres-
sées aux Chambres supérieures des dé-
cimes, portant homologation du pied

qui sera fixé par la présente Assemblée,
pour les impositions de chaque Diocèse.
T. VIII, p. 845, 846.

Autre délibération de l'Assemblée,
ensuite d'un nouveau rapport de la
Commission, par laquelle la Compa-
gnie :

1°. Approuve la répartition de la
somme de 31 000 830 liv., faite sur tous
les Diocèses du Royaume, pour servir
de pied du Règlement qui sera fait des
impositions.

2°. Il sera fait part aux Diocèses, de
la division qui a été faite de tous les
Contribuables, en huit classes, & des
différences qui ont été mises entre les
différentes classes, à l'effet de les favo-
riser dans des degrés différents.

3°. L'Assemb. reconnoît que le nom-
bre des classes eût pu absolument être
multiplié; mais l'opération générale en
seroit devenue trop compliquée. Cette
raison n'a pas également lieu à l'égard
des Diocèses particuliers. L'Ass. auto-
rise les Bureaux diocésains à multiplier
le nombre des classes, pourvu que tous
les Contribuables, de la même espèce,
participent à la même faveur & propor-
tionnellement.

4°. L'imposition étant faite par les
Bureaux diocésains, conformément à
ces règles, il en sera dressé un tableau,
qui sera communiqué à tous les inté-
ressés, toutes les fois qu'ils le désirer-
ont.

5°. L'Ass. reconnoît, d'une part,
toute la force des raisons qui ont fait
désirer, à la Commission, que l'on pût
changer le pied de l'imposition des an-
ciennes rentes de 1636, jusqu'à 1705;
& de l'autre, que de grands obstacles
s'opposent à ce que la chose s'exécute
présentement. Par ces motifs, elle char-
ge les Agents de faire, d'ici à l'Assemb.
de 1765, toutes les recherches pour
éclaircir cette matière. T. VIII, p. 846
juq. 855.

Mrs. les Commissaires, continuant
leur rapport, font observer la nécessité
de prendre des mesures, au sujet des
décharges, ou exemptions prétendues
par les Bénéficiers de Bresse, l'Abbaye
de Fontevault, les Bénéficiers de la
Vallée de Saulx, &c. T. VIII, p. 855,
856. Voyez Bresse, Saulx, Fontevault.

Les pièces relatives au travail de
l'Ass. de 1760, par rapport au nouveau
département général, sont :

La répartition de la somme de 31
millions 830 liv., à laquelle l'Assemb.
a jugé, que les revenus des Diocèses

du Royaume doivent être fixés, pour servir de pied aux impositions qui seront levées en conséquence des départements qui seront arrêtés dans la présente Assemblée, laquelle somme de 31000830 liv., est fixée pour chaque Diocèse. T. VIII, p. 851 & f.

Instruction pour les Bureaux diocésains, concernant l'exécution du nouveau département général, par lequel la présente Assemb. a réduit au nombre de huit classes, tous les Contribuables. T. VIII, P. J. p. 260 & f.

Etat de distribution, pour servir à montrer dans quelles classes les différents Bénéfices contribuables doivent être placés. T. VIII, P. J. p. 267 & f.

Etat à colonnes, pour fixer la quotité de l'imposition de chaque classe. T. VIII, P. J. p. 271, 272.

Autre état à colonnes, pour démontrer la réduction de l'excédant des colonnes doublées. T. VIII, P. Just. p. 269.

Autre état à colonnes, pour démontrer la quotité à ôter & laisser. T. VIII, P. J. p. 269, 270.

Répartition par Métropoles sur tous les Diocèses du Royaume, sur le pied du département général, arrêté dans l'Ass. de 1760, par laquelle on reconnoitra d'un coup-d'œil ce que chaque Diocèse doit contribuer par million, par cent mille livres, &c. dans chaque nature d'imposition, pour sa quote-part.

Ce tableau de répartition ayant éprouvé divers changements dans les Assemb. suivantes, on n'a pas cru devoir l'insérer dans la nouvelle Collection. Il se trouve dans le Procès-verbal après la page 697.

IV. Travail pour le nouveau département général en l'Assemblée de 1765.

Le nouveau système d'imposition imaginé d'abord, & développé par l'Ass. de 1755, disent Mrs. les Commissaires, simplifié ensuite, & rectifié par l'Ass. de 1760, a été universellement applaudi & approuvé. S'il subsiste encore aujourd'hui quelque inégalité défectueuse de Diocèse à Diocèse, elle ne peut être la suite des principes qui servent de base au nouveau département; on ne doit l'attribuer qu'à l'inexactitude des déclarations envoyées par quelques Diocèses. Nous ne pouvons cependant dissimuler, que l'objet qu'on s'est proposé, dans la confection d'un nouveau département, n'est pas encore entièrement rempli. Les plaintes & les murmures

que l'on désiroit apaiser, se renouvellent tous les jours. Les représentations & les plaintes exposées dans les différents mémoires, ont pour la plupart été occasionnées, ou par les fausses interprétations que l'on a voulu donner à quelques articles de l'instruction dressée par l'Assemb. de 1760, ou par l'affection que quelques Chambres supérieures des Diocèses ont marquée à ne pas se conformer aux principes du nouveau département, lorsqu'elles ont eu à juger des contestations qui y étoient relatives. La plupart des mémoires roulent sur des objets de plaintes qui tiennent à l'une ou à l'autre de ces deux causes. Nous nous sommes occupés des moyens d'arrêter le mal dans sa source, & il nous a paru que la voie la plus sûre pour y parvenir seroit :

1°. De donner un peu plus d'étendue à l'instruction dressée en 1760; 2°. d'autoriser cette instruction de la manière la plus expresse par une délibération générale.

Sur quoi, le Promoteur oui, il a été délibéré, 1°. que l'instruction de 1760 sera de nouveau discutée & approfondie, amplifiée même autant que besoin sera, & rédigée en forme de Règlement général; 2°. que ce nouveau projet d'instruction sera autorisé par une délibération générale, pour servir de règle aux Chambres. T. VIII, p. 1311 jusq. 1316.

La Commission fait son rapport sur le nouveau projet d'instruction. Les mémoires de toute espèce, qui lui avoient été remis, avoient indiqué les points qui pouvoient exiger des explications, ou même des additions. Elle y supplée par un petit nombre d'articles propres à éclaircir les doutes, & à éviter les discussions. Ces articles ne sont, pour ainsi dire, que des conséquences naturelles, des principes déjà établis dans l'instruction.

Après la lecture du nouveau projet, la Commission examine, s'il est convenable de solliciter des Lettres-Patentes, adressées aux Chambres supérieures ecclésiastiques, portant homologation de l'instruction. Après un simple exposé de la nature & de l'établissement des Chambres ecclésiastiques, & conformément à divers articles pris dans le Règlement de l'Ass. de 1705, la Commission conclut : 1°. que les Assemb. Gén. se sont toujours regardées comme ayant l'autorité de faire tous Règlements nécessaires pour l'imposition & recouvrement

, se renouvel-
présentations
dans les diffé-
sur la plupart
les fautes in-
oulu donner à
truction dres-
o, ou par l'af-
chambres supé-
marquée à ne
cipes du nou-
elles ont eu
qui y étoient
mémoires rou-
ntes qui tien-
de ces deux
mes occupés
mal dans sa
que la voie la
éroit :
lus d'étendue
760; 2°. d'au-
de la maniere
libération gé-

r oui, il a été
tion de 1760
& approfondi
nt que besoin
de Régle-
nouveau pro-
orisé par une
pour servir de
VIII, p. 1311

n rapport sur
truction. Les
ce, qui lui
nt indiqué les
ger des expli-
ditions. Elle
bre d'articles
tes, & à évi-
cles ne sont,
onférences
déjà établis

veau projet,
il est convo-
ntres-Paten-
supérieures
omologation
mple exposé
slement des
& confor-
is dans le Ré-
la Commis-
Assemb. Gén.
omme ayant
gements né-
& recouvre-
ment

ment des décimes; 1°. que les Cham-
bres supérieures sont tenues de se con-
former aux Réglemens faits & arrêtés
par les Assemb. Gén., sur tout ce qui a
rapport à l'administration temporelle
du Clergé; 3°. que ces Réglemens ont
force & autorité à l'égard des Cham-
bres supérieures, sans qu'il intervienne
des Lettres-Patentes à cet effet, &
qu'il suffit que lesdits Réglemens leur
soient adressés par Mrs. les Agents,
pour être enrégistrés aux Greffes desd.
Chambres.

Le rapport fini, il a été unanimement
délibéré d'approuver, confirmer
& insérer, dans le Procès-verbal, l'in-
struction dressée en 1760, avec les ad-
ditions proposées par la Commission,
pour servir de règle aux Chambres dio-
céssaines, & de ne pas solliciter des
Lettres-Patentes, portant homologa-
tion de cette instruction, mais de char-
ger Mrs. les Agents de la faire imprimer,
& de l'envoyer aux Chambres
supérieures pour y être enrégistrée, afin
que ces Chambres aient à s'y conformer,
duquel enrégistrement elles enverront
un certificat à Mrs. les Agents. T. VIII,
p. 1316 jusqu'à 1324. *Instruction*, P. J. p.
404 & f.

Trois sortes de mémoires & de plain-
tes avoient été portées à l'Assemb. de
1765, au sujet du nouveau départe-
ment: 1°. ceux qui ne contiennent que
des plaintes de surtaxe, ou de quelques
erreurs de fait qui s'étoient glissées dans
les papiers arrêtés par l'Ass. de 1760;
2°. les mémoires qui roulent sur l'in-
terprétation que l'on doit donner à quel-
ques articles de l'instruction dressée en
1760; 3°. deux ou trois mémoires par-
ticuliers qui méritoient l'attention de
l'Assemblée.

Par une nouvelle & exacte vérifica-
tion du pouillé de chaque Diocèse, la
Commission corrige les erreurs de fait,
& met fin aux plaintes de surtaxe. Il
résulte de ce travail quelque différence
dans la matière imposable de plusieurs
Diocèses, & par une suite naturelle,
des proportions différentes dans le taux
d'imposition par million. La Commis-
sion en présente le tableau, que l'Ass.
adopte par une délibération générale.
T. VIII, p. 1324 jusqu'à 1328.

A l'égard des mémoires sur le sens
de quelques articles de l'instruction de
1760, on y satisfait par les additions
faites à l'instruction de 1760 ci-dessus.
La Commission, suivant l'exemple que
lui avoit tracé le Bureau du départe-

Table de la Coll. des P. V.

ment en 1760, forme un cahier des dé-
libérations prises: chaque affaire parti-
culière s'y trouve décidée, & la déci-
sion est signée du Chef de la Commis-
sion; l'extrait de ces délibérations a été
envoyé aux Parties intéressées. T. VIII,
p. 1327, 1328. *Le cahier des délibéra-
tions*, P. J. p. 411 & f.

Quant aux trois mémoires qui ont
paru mériter une délibération générale,
le premier roule sur un objet qui regarde
tout le Clergé de France. Il s'agit de
l'imposition des Annexes & extensions.
Voyez Annexes de Bénéfices.

Le second est au sujet d'un Arrêt du
Conseil, du 14 Avril 1761, rendu pro-
visoirement en faveur de l'Abbaye de
Fontevault pour impositions. *Voyez*
Fontevault.

Le troisième a pour objet de tracer
aux Chambres diocésaines le plan gé-
néral qu'elles doivent suivre pour l'im-
position de cette partie des biens des Jé-
suites, qui faisoit le fonds de leurs Col-
leges, & dont la régie se fait aujourd'hui
sous les ordres des nouv. Bureaux d'ad-
ministration. *Voyez Colleges*, n°. I.

Pour la raison alléguée ci-dessus,
l'Ass. de 1765 a réduit à la somme de
30400000 liv. les revenus des Diocèses
du Royaume; somme à laquelle ils doi-
vent être fixés pour servir de pied aux
impositions qui seront levées en consé-
quence des départements. Cette somme
de 30400000 liv. est répartie pour cha-
que Diocèse: l'état de cette répartition.
Cet état a éprouvé quelque changement; il en a été dressé un nouveau dans l'Ass. de 1770, qui sera rapporté [infra.] Celui de 1765 se trouve dans le Procès-verbal de 1765, p. 1199 & f.

Mrs. les Commissaires font un rap-
port très-circonstancié & intéressant,
concernant les fonds destinés aux rem-
boursements des anciennes rentes & des
rentes des offices provinciaux. Il s'agit
de régler ces impositions, ainsi que ton-
tes les autres, sur le pied du nouveau
département général: instances là-des-
sus les plus vives de la part de plusieurs
Diocèses.

Les Ass. de 1755 & 1760, n'ayant pu
être suffisamment instruites de ce qui
concerne les impositions des anciennes
rentes depuis 1636, jusqu'en 1705, des
gages des Officiers provinciaux, & des
augmentations de gages de 1705, qui
montent à la somme de 2300931. tant de
f. & den., suivant le département fait &
arrêté en 1735, parce que ces Assemb.
n'avoient pas reçu tous les éclaircisse-

B b b

ments nécessaires, elles avoient paru désirer que tous les départements pussent être fixés sur le pied auquel elles ont travaillé, & qu'en conséquence, cette règle pût avoir lieu à l'égard de cette imposition, comme pour toutes les autres. C'est pour y parvenir, que l'Ass. de 1760 avoit chargé les Agents d'écrire à tous les Bureaux diocésains intéressés, pour fournir sur cette matière tous les éclaircissements qu'ils pourroient donner, en les avertissant que c'étoit par erreur qu'on avoit avancé, dans l'intitulé du département de ces rentes, que le pied sur lequel ces impositions avoient été réglées, étoit celui de 1516.

La Commission poursuivant son rapport, dit que le même obstacle qu'avoit trouvé l'Ass. de 1760, les avoit aussi arrêtés, non-seulement d'après les éclaircissements qu'on avoit reçus des Dioc., mais encore plus par les connoissances que la Commission avoit eues, de la manière dont on avoit procédé à ce département des anciennes rentes, dont on se plaignoit sans fondement. Ensuite remontant jusqu'aux événements de 1719 & 1720, Mrs. les Commissaires proposent toutes les difficultés de l'opération.

Ils expliquent après, comment est composé le département, qui monte (distraction faite des pensions) à la somme de 230093 liv., &c., & qui est divisé en quatre parties : 1°. pour l'imposition destinée au paiement des arrérages au denier 50 des rentes constituées aux Officiers provinciaux, & pour celle destinée au paiement des augmentations de gages de 1705, sur le même pied du denier 50; 2°. pour l'imposition destinée au paiement des arrérages, sur le même pied du denier 50, des rentes constituées en 1636; 3°. pour l'imposition destinée au paiement des arrérages, sur le même pied du denier 50, des rentes constituées depuis 1686, jusques & compris 1705, & de l'augmentation des gages de 1700, tenant lieu de rentes; 4°. pour le sol pour livre des frais de recouvrement, selon ce qui est exprimé dans le premier article de ce département.

La Commission fait part à l'Ass., sur chacune de ces parties, de ses observations; après quoi, elle conclut & donne son avis, suivant lequel, oui le Promoteur, & les Provinces appellées, il a été délibéré :

1°. De supprimer le département de

60000 liv., & qu'à sa place, il en sera établi un de 120000 liv., pour les gages du Recev. Gén., indépendamment de l'augmentation de 12000 liv.

2°. De supprimer de même le département de 230093 liv., &c., & de n'en laisser subsister que l'article des rentes depuis 1686, jusqu'à 1705, lequel y compris le sol pour livre, monte à 135811 liv., &c., dont on prendra, pour payer les arrérages, la somme de 109204 liv., &c., & le surplus sera employé, chaque année, à rembourser les capitaux, suivant les états qui seront arrêtés en chaque Assemblée.

3°. De supprimer entièrement le département de 100000 liv., ordonné par l'Ass. de 1725, pour le remboursement des offices provinciaux & les augmentations de gages desdits offices.

4°. De payer, sur les revenants-bons du compte des décimes, pensions & appointements, les arrérages qui restent dus desdits offices, & qui montent à 11074 liv. 7 sols, desquels revenants-bons, on fera aussi chaque année, quand il s'en trouvera des sommes suffisantes, des remboursements sur les capitaux desdits offices; sauf à prendre dans la suite les arrangements convenables pour accélérer ces remboursements. T. VIII, p. 1277 jusqu'à 1297.

Autre rapport, sur une nouvelle délibération de l'Ass. sur & l'autre relatifs à ce que dessus. T. VIII, p. 1297 jusqu'à 1305.

V. Travail du nouveau département général en l'Assemblée de 1770.

Quelques Diocèses s'étoient plaints à l'Ass. de 1765, de quelques erreurs dans l'évaluation de leurs revenus; ce qui a obligé la Commission de faire une révision exacte des Pouillés des Diocèses, sur de nouvelles Déclarations données & autres nouvelles connoissances. D'après cette révision, la Commission propose à l'Ass. un nouvel état de la matière impossible de chaque Diocèse, qui est agréé par l'Ass. Celle de 1770 en a dressé encore un nouveau, à cause de divers changements survenus dans ladite matière impossible. T. VIII, p. 1348, 1349, 1350. L'état de 1770. *Infra*, n°. V.

L'augmentation des portions congrues, tant pour les Curés que pour les Vicaires, ordonnée par l'Edit de Mai 1768, & différentes diminutions accordées à quelques Diocèses, à raison des doubles emplois, ou autres erreurs,

entraînoient, de nécessité, des changements dans la répartition des impositions du Clergé. L'Assemb. de 1770 charge la Commission du Temporel de constater sur le premier Chef, la perte que chaque Décimateur a faite dans ses revenus, & ce qui en est une suite inévitable, la diminution que cette perte a occasionnée dans la matiere impossible de chaque Diocèse.

M. l'Archév. de Narbonne, Chef de la Commission, fait le rapport des mesures prises & des procédés employés pour parvenir à ce but. Les changements survenus, dit ce Prélat, par l'augmentation des portions congrues, doivent s'apprécier, d'après les principes que le Clergé a adoptés dans les Ass. de 1755, 60, 65, sur la fixation des forces respectives de chaque Diocèse. Il fait ensuite un résumé des opérations de ces Ass. par rapport au nouveau département; à quoi il joint des explications & observations importantes dans la circonstance actuelle de l'augmentation des portions congrues.

L'Ass. de 1760, en retenant les principes qui avoient guidé celle de 1755, a réduit le nombre des classes à celui de huit, & c'est l'état actuel. On a apprécié en même-temps le degré de faveur que devoit avoir dans l'imposition chacune de ces classes; & pour parvenir à établir un principe de comparaison de Diocèse à Diocèse, fondé sur une mesure uniforme, on a formé dans chaque Diocèse, une masse commune, qu'on a appelée matiere impossible, & à la formation de laquelle chaque classe a concouru dans une proportion différente, mais graduellement déterminée. Il a été arrêté, que les Contribuables de la premiere classe, concouroient à la formation de la matiere impossible par la totalité de leurs revenus.

Ceux de la deuxième, par les deux tiers.

Ceux de la troisième, par les trois cinquièmes.

Ceux de la quatrième, par la moitié.

Ceux de la cinquième, par les deux cinquièmes.

Ceux de la sixième, par le tiers.

Ceux de la septième, par le quart.

Ceux de la huitième, par le sixième.

Ainsi, dans la huitième classe, on paie six fois moins que dans la premiere; dans la septième, quatre fois moins; dans la sixième, trois fois moins; dans la cinquième, deux fois & demi de

moins; dans la quatrième, la moitié moins, &c.

D'après cet exposé, il est manifeste, continue le Prélat, que c'est par leur matiere impossible que les Diocèses doivent être comparés les uns avec les autres; que quand la matiere impossible d'un Diocèse, est altérée, les termes qui avoient établi la premiere comparaison n'étant plus les mêmes, il faut nécessairement en faire une nouvelle; que la diminution des revenus dans un Diocèse, diminuant nécessairement la matiere impossible, si cette diminution a lieu dans la plupart des Diocèses, l'ordre de comparaison est troublé partout; & que comme chacun a droit à ne payer que suivant ses forces, il est absolument nécessaire de former un nouveau tableau des forces respectives des Diocèses: c'est le cas où l'on se trouve par l'augmentation des portions congrues.

La Commission propose donc ce nouveau tableau. C'est un état à treize colonnes, qui contient les éléments de tous les changements qu'il est possible de prévoir dans la situation des Bénéficiers, sur qui tombe l'augmentation des portions congrues.

L'Ass. autorise la Commission à rédiger, d'après le tableau proposé, les changements que ladite augmentation occasionne dans le nouveau département. T. VIII, p. 1790 jusq. 1801.

La matiere impossible fixée par l'Ass. de 1765, à la somme de 32000000, par la suite des opérations faites dans le courant de celle-ci, est réduite à la somme de 31325991 liv. Cette fixation déterminée de la somme de 31325991 l., devient la base & le fondement du pied pour le régleme des impositions: en conséquence la Commission met sous les yeux de l'Assemb. la répartition qui a été faite entre les Diocèses de la somme d'un million, & des sommes partielles, au moyen de laquelle chaque Diocèse connoitra sa quote-part dans chaque matiere d'imposition.

Lecture faite du tableau, de la matiere impossible & de la répartition, l'un & l'autre ont été approuvés & adoptés par l'Assemb. T. VIII, p. 1801 jusq. 1810. La répartition, P. J. p. 559 & l.

VI. Arrêté de l'Assemblée de 1775, relatif au département général.

Plusieurs Diocèses avoient adressé des plaintes sur la surcharge de leurs impositions. La Commission les rejette,

zant par rapport aux suites, que par rapport à l'autorité du département qu'on doit regarder comme un Jugement prononcé en grande connoissance de cause. L'Assemb. en fait de même. T. VIII, p. 2587 & suiv.

§. IV. Nouveau département pour les rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé, en conséquence de la réduction d'icelles au denier 40.

Voyez Rentes sur le Clergé, réduites.

§. V. Départemens particuliers pour les impositions faites sur les Diocèses dans chaque Ass.

Voyez Dons-gratuits, §. III.

DÉPENS.

La contrainte par corps peut-elle être exercée contre les Ecclésiastiques, à raison de dépens pour Procès? Voyez Prison, n°. II.

Dans les Procès criminels des Ecclésiastiques, où il n'y a point de Partie civile, mais seulement le Promoteur, les Parties qui succombent, sont-elles condamnées aux dépens, comme elles le sont lorsqu'il y a Partie civile? Voyez Promoteurs des Diocèses, n°. III.

Les Promoteurs aux Officialités peuvent-ils être condamnés aux dépens? & l'Official peut-il leur en adjuger? *Ibidem.*

DÉPORT.

L'Ass. de 1700, art. 14 du Cahier sur le Temporel, demande à Sa Majesté l'exemption de taille pour ceux qui prennent à ferme les droits de déport des Evêques & des Archidiacres. La demande est refusée. Recueil, p. 1486.

DÉPUTATIONS.

I. DÉPUTATIONS au Roi, soit pour saluer Sa Majesté, de la part du Clergé, soit pour lui faire des représentations. Voyez Harangues.

II. Députations des Assemblées du Clergé à des Souverains étrangers, à des Princes, Princesses, Cardinaux, Nonces & autres personnes de marque. Voyez Visites, §. IV.

DÉPUTÉS AUX ASSEMBLÉES PROVINCIALES DU CLERGÉ.

Voyez Assemblées Provinciales.

DÉPUTÉS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

§. I. Réglemens & usages qui s'observent & doivent s'observer dans les Assemblées Provinciales, à l'égard de ceux qu'elles députent aux Assemblées-Générales.

Ces Réglemens & usages concernent la nomination des Députés, leur nombre, les Ordres qu'ils doivent avoir, le Bénéfice dans la Province, le temps de la résidence, &c.; la liberté du choix & autres conditions, le tour des Diocèses, les Procurations, la forme & les clauses de ces Procurations. Sur quoi Voyez Assemblées Provinc.

§. II. Réglemens & usages qui s'observent dans les Assemblées-Générales, à l'égard des Députés aux dites Assemblées.

I. Les Ass. Gén. sont seules en droit de connoître & de juger des différends qui surviennent au sujet des Procurations & députations. C'est pour maintenir ce droit que l'Ass. de 1615 fit des poursuites auprès de Sa Majesté. T. II, p. 393 & suiv. *Infra*, §. III.

Sur deux appels comme d'abus, interjetés par l'Evêque de Grenoble, l'un en l'Ass. de 1608, l'autre en celle de 1612, au sujet de la députation. Voyez §. III.

Sur pareille contestation en l'Assemblée de 1665. *Ibid.*

Les Ass. Gén. ont toujours usé de ce droit, & l'ont exercé constamment. *Infra*, §. III.

II. Habit, rang & séance des Députés, tant du premier que du second Ordre dans les Assemblées. Voyez Assemblées-Générales, §. II, n°. III.

III. Les Députés nommés à des Evêchés, mais qui ne sont point sacrés, ont place dans des fauteuils; mais sont en manteau long & bonnet carré... Un Député du second Ordre nommé Evêque dans le cours de l'Ass., prend aussi-tôt place dans un fauteuil. *Ibid.*

IV. C'est un Règlement de l'Ass. de 1637, que chaque Député doit se présenter à la Messe de Communion, en habit décent à sa condition, ayant sa couronne faite, & réduisant les cheveux & son collier à la bienséance de la profession ecclésiastique. T. II, p. 460.

V. C'est un usage dans les Assemblées de demander & d'obtenir des Lettres d'Etat, pour surseoir tout procès, pour tout le temps des Assemblées, en faveur de ceux des Députés qui sont dans le cas. Voyez Lettres d'Etat.

VI. Sur ce qui fut représenté par le Promoteur, en l'Ass. de 1669, qu'il seroit expédient de renouveler le Règlement qui ordonne aux Députés de sortir, lorsque l'Assemblée délibère de leurs affaires personnelles, ou bien en faire un nouveau; l'Assemblée, délibération prise par Provinces, arrêta, qu'en cas pareil, les Députés seroient obligés de sortir, & qu'à faute d'obéir lorsque la Compagnie l'ordonnera, ils en seroient exclus. T. IV, p. 830.

Le Règlement de 1715, sur les Ass. Gén., art. 24, confirme cette disposition, & ajoute, que le Député ne pourra rentrer dans l'Assemb. pendant qu'on délibérera, sans en avoir la permission. T. VI, P. Just. p. 489.

VII. En l'Ass. de 1645, M. l'Arch. de Narbonne ayant proposé, que la contestation qui se rencontre entre quelques Députés, ne devoit pas empêcher que ceux dont la députation n'est point controversée, ne pussent opiner pour leurs Provinces, disant qu'il l'avoit vu ainsi pratiqué en l'Ass. de 1621 & 1626, & même qu'il étoit ainsi ordonné par l'art. 13 du Règlement de 1625. Délibération prise par les huit Provinces réglées, après la lecture dudit article, a été résolu que tous les Députés contre lesquels il n'y aura point d'opposition, opineront pour leurs Provinces, pourvu qu'il ne s'agisse pas de quelque difficulté concernant lesdites Provinces. T. III, p. 115.

VIII. Les Prélats assemblés à Paris en 1651, en demandant au Roi une Assemb. Gén. sur l'affaire de la Régale & sur différents Brefs du Pape, avoient réglé, qu'attendu la qualité des matières, les Députés du second Ordre n'auroient que voix consultative: en l'Ass. Gén. de 1682, M. l'Arch. de Paris prévient les Remontrances que les Députés du second Ordre étoient chargés de faire sur cette délibération; & rapportant ce qui s'étoit pratiqué dans l'Ass. de Melun, il observe que l'Evêq. d'Yvreux y avoit formé une opposition contre Mrs. du second Ordre, tendante à les faire exclure de la voix décisive dans l'Ass.: sur quoi il fut résolu, qu'ils l'auroient dans les affaires temporelles, mais non pas dans les spirituelles; que

le sujet de la présente Assemb. étant presque tout spirituel, cela avoit donné lieu à Mrs. les Prélats assemblés d'insérer cette clause dans le modèle des Procurations, qui ayant été accepté par seize Provinces, & seulement contesté par deux, obligeoit sans doute le plus petit nombre à se conformer au grand; que cependant ce qu'on avoit fait n'étoit point pour faire tort au mérite de ceux qui composoient cette Assemb., ni pour leur ôter la voix décisive dont ils sont en possession depuis l'Ass. de Melun: cet avis du Prélat fut unanimement suivi de toute l'Ass. T. V, p. 369.

L'Ass. de 1700 est entrée dans l'examen de la question: si dans les Assemb. Gén. les Députés du second Ordre ont voix délibérative en matière de doctrine & de morale? Voyez Doctrine, n°. IV.

IX. Les subrogations des Députés aux Assemb. Gén. sont défendues par les Règlements & usages des Ass., si la Province ne l'a particulièrement exprimé dans sa Procuration: Coadjuteur de Digne rejeté pour cette raison en l'Ass. de 1625; il demandoit à être reçu & mis à la place de son Vicairé-Général. T. II, p. 389.

La Procuration de la Province de Rouen pour l'Ass. de 1682, contenoit une clause extraordinaire; savoir, que par les Sgrs. Députés & nommés, l'Ass. Gén. seroit suppliée de trouver bon que M. le Coadjuteur de Rouen remplît la place de M. l'Archevêq., lorsque les infirmités ne lui permettroient pas d'assister: sur quoi M. l'Arch. de Paris rapporte ce qui se passa en l'Assemb. de 1596, où M. Séguier, Doyen de Notre-Dame, fut substitué à M. le Cardinal de Gondy, Président de l'Ass., quand son indisposition l'obligeroit de s'absenter, & ce tant en présence qu'en absence, à condition qu'ils n'auroient tous deux qu'une voix & qu'une taxe; qu'en 1598 sur la même prière dudit Sgr. Cardinal, l'Evêque de Paris fut pareillement reçu. Autre exemple en l'Ass. de 1606, qui substitua M. Bertier, Archidiacre de Toulouse, à M. le Cardin. de Joyeuse; qu'à la vérité un particulier n'avoit pas droit de substituer une autre personne en sa place; mais que cette liberté ne devoit point être défendue aux Assemb. & aux Provinces, sur-tout quand lesdites Provinces, s'adressant aux Assemb. Gén., usoient du terme de *supplier*. T. V, p. 367, 369.

En l'Ass. de 1685, la Procuration de la Province de Rouen portoit la même

Députés subro-
gés.

clausé, & donnoit pouvoir à l'Arch. de Rouen de substituer en sa place, sous le bon plaisir de l'Ass. M. le Coadjuteur de Rouen. L'Ass., par considération particulière pour ledit Sgr. Coadjuteur, le reçoit sans conséquence, & à condition qu'il n'entrera à l'Assemb. qu'en l'absence de M. l'Archevêque de Rouen. T. V, p. 559.

Sur cet article des Députés subrogés. *Voyez* §. III, année 1770. *Voyez* aussi Coadjuteur, n°. V.

X. Les Provinces ayant nommé aux Commissions chacune leur Député dans l'Ass. Gén., si le Député de l'une se retire, la Province dont il est Député, peut subroger en sa place. Ainsi réglé par l'Ass. de 1635. T. II, p. 845.

Députés agrégés.

XI. On a proposé dans différentes Assemblées, s'il convient, & s'il est en leur pouvoir d'inviter d'y assister les Evêques & autres personnes distinguées par leur mérite, qui n'y sont point Députés des Provinces, & de leur donner voix & suffrage? *Voyez* Assembl. Gén. §. II, n°. XI.

A l'égard des Evêques Diocésains que les Ass. ont coutume d'inviter. *Voyez* Evêques Diocésains.

XII. Quand un Député reçoit quelque grâce du Roi, les Assemblées depuis assez long temps, en font des remerciements au Roi, par la bouche du Prélat Président. *Voyez* entre autres l'Ass. de 1715, T. VI, p. 1516.

XIII. Sur les visites ordonnées par les Assemblées à des Députés malades, ou qui sont dans l'affliction. *Voyez* Visites, §. III.

XIV. Sur les Services qu'ordonnent les Ass. pour leurs Députés qui meurent durant le cours de l'Ass. *Voyez* Services funebres, §. I.

XV. Sur les taxes des Députés. *Voyez* Frais communs.

§. III. Difficultés & contestations élevées en plusieurs Assemblées, sur les députations & les Procurations des Provinces.

1567.

Dans l'Ass. de 1567, outre les quatorze Provinces, plusieurs Diocèses y eurent leurs Députés particuliers, même le Chapitre de Saint-Martin de Tours: il fut ordonné que dans la suite les seules Provinces pourroient députer aux Ass. Gén. T. I, p. 43.

1576.

Sur le différend élevé aux Etats de Blois, en 1576, entre l'Ev. d'Evreux & son Pénitencier, pour raison de la députa-

tation faite des deux diversement, il fut ordonné, que, nonobstant les nullités de leur élection réciproque, ils seroient tous deux reçus en l'Assemblée, à la charge qu'un seul auroit voix délibérative, & que ce seroit l'Evêque, quand il seroit présent. T. I, p. 68. T. V, ad calcem, p. 4.

Autre dispute entre le Député du Clergé de Reims, qui demandoit d'être reçu dans l'Ass., avec voix délibérative, & l'Ev. de Laon. *Voyez* Reims, n°. I.

Aux mêmes Etats de Blois, il fut accordé à quelques Evêques d'avoir des Adjoints nommés, toutefois sans voix délibérative, vu la qualité des personnes qu'ils proposoient. T. I, p. 68.

En l'Ass. de Melun en 1579, plusieurs difficultés sur les Procurations. On y rejeta la Requête du soi-disant Député d'Embrun. Les Députés de plusieurs Diocèses particuliers furent admis pour donner leur avis à ceux de leurs Provinces, parce qu'il avoit été ainsi réglé dans plusieurs Ass. Prov.; mais sans voix délibérative, sans taxe & sans tirer à conséquence. Les Députés de Vabres & de Cahors ne sont point reçus; celui du Puy est agrégé aux Députés de la Province de Bourges, mais sans voix délibérative; celui de Condom est rejeté, d'autant qu'il avoit voulu liguier, & qu'il avoit fait des rapports de l'Ass. indignes & indécentes. T. I, p. 118 & suiv.

En l'Ass. de 1582, sur quelques Procurations des Provinces qui contenoient la clause de pouvoir substituer par le Député en son lieu & place, il fut décidé que pareilles substitutions n'auroient pas lieu, à moins que le Substitué fût nommé par la Province même... Ordonné aussi, qu'à l'égard des Procurations, il en seroit fait un extrait qui seroit écrit au Procès-verbal, & que les Procurations seroient déposées aux Archives. T. I, p. 233.

En l'Ass. de 1584, la Procuration de M. le Cardinal de Bourbon, avec pouvoir de substituer, fut reçue, parce que le Substitué étoit expressément nommé... La nomination de M. l'Archev. de Reims, avec la clause que le sieur Gilbert lui assistera, fut déaprouvée: les Agents chargés d'écrire à la Province, de ne plus user en semblable Députation du mot d'*assister*... La Procuration de la Province de Bourges, donnée à M. l'Archev. de Bourges, à M. l'Evêque de Cahors & au sieur

Goranni en même-temps, & à un chacun d'eux, pour le tout, fut trouvée insolite & contraire au Règlement de Melun... La nomination d'un Député par M. l'Arch. d'Embrun, comme ayant charge de ses Comprovinciaux par Lettres missives, mais sans convocation de la Province, ne fut pas jugée suffisante... Autre Procuration du Chapitre de Tours rejetée, parce qu'il n'y a que les Provinces qui puissent députer... Quelques Provinces pour obvier aux frais, n'avoient point député. T. I, p. 250, 251.

1575. L'Ass. de 1585, après l'examen des Procurations, dressa un Règlement, dont le premier article porte, que l'Ass., dès le jour précédent, étoit déclarée légitime & ouverte, malgré l'absence des Provinces non comparantes. Quelques Procurations furent contestées : celle du Député d'Embrun fut jugée insuffisante, parce qu'elle n'étoit donnée que par l'Archevêque & son Chapitre : les Diocèses n'ayant point été convoqués, à cause de la contagion & des troubles, il fut observé que le Prélat auroit pu convoquer sa Province dans un des Diocèses qui étoient paisibles... Attendu quelques défauts des Procurations de la Province de Narbonne, il ne fut donné aux Députés que consultative & non décisive... Le sieur de Saint-Paul, Député par quelques Diocèses de la Province de Vienne, n'eut que la permission d'assister pour faire des Remontrances, ou pour donner des Mémoires relatifs aux intérêts desdits Diocèses. T. I, p. 278, 279, 280, 367, 368, 369.

1581. En l'Ass. de 1588, la convocation de la Province de Bourges ayant été impossible, les Députés des Diocèses particuliers furent reçus, à condition de n'avoir tous ensemble qu'une voix : le Député du Diocèse de Nevers fut rejeté : ceux de Vienne & d'Auch furent admis, à condition de faire ratifier leur Procuration : le Clergé d'Albi avoit nommé un simple Laïque, sa Procuration fut rejetée : la plupart des Procurations étant reconnues défectueuses, il fut arrêté qu'on ne traiteroit que sous le bon plaisir & sous la ratification des Provinces. T. I, p. 427, 428, 429.

1595. En l'Ass. de 1595-1596, quelques Provinces étant défaillantes, le Promoteur requit défaut contr'elles; formalités observées en cette occasion. Plusieurs difficultés sur les Procurations. Les Députés des Diocèses particuliers

de Castres, de Nevers, de Troies, d'Orléans, nonobstant les raisons alléguées qui les avoient empêchés de paroître à l'Assemb. Provinc., furent rejetés : on leur permit seulement de faire remontrer par les sieurs de la Province, ce qu'ils croiroient être utile pour le Clergé & pour leurs Diocèses en particulier : celui du Chapitre de Saint-Martin de Tours fut également refusé : un Député du Diocèse de Langres, pour certaines considérations, & sans tirer à conséquence, fut agrégé à la Province de Lyon : les Evêques de Langres & d'Autun ne furent point admis : le Député du Diocèse d'Arles fut reçu, avec voix simplement consultative : M. Séguier, Doyen de l'Eglise de Paris, fut subrogé à M. le Cardinal de Gondi : M. Louet, ancien Agent, fut invité à l'Ass. au rang, droit & taxe des Agents. T. I, p. 522 jusq. 530.

En l'Ass. de 1598, M. le Cardinal de Gondi, Président, pria la Compagnie de trouver bon que M. l'Evêque de Paris, son neveu, fût subrogé en sa place ; la Compagnie y consentit, & en conséquence envoya prier ce Prélat de vouloir assister : elle fit prier aussi le sieur Louet, ancien Agent, pour sa grande suffisance dans les affaires, de prendre rang parmi les Députés de Tours, qui tous néanmoins n'auroient ensemble qu'une voix. T. I, p. 633, 634.

En l'Ass. de 1600, M. l'Archev. de Lyon avoit été nommé par sa Province, avec pouvoir de substituer : étant obligé de se trouver à Lyon pour recevoir Sa Majesté, il substitua le Doyen de Langres. Autre substitution par M. le Cardinal de Joyeuse, pour la Province de Toulouse. Les Provinces d'Embrun & d'Arles n'envoyèrent aucun Député. Le sieur Louet, prié de prendre rang comme ci-dessus. T. I, p. 663.

En l'Ass. de 1601, M. le Cardinal de Gondi ne pouvant assister régulièrement, la Compagnie fit prier M. l'Evêque de Paris, son neveu, d'y assister, le Sgr. Cardinal présent ou absent, avec une seule taxe pour les deux. M. Louet invité encore à l'Ass. T. I, p. 684, 685.

En l'Assemb. de 1605-1606, le sieur Faure & l'Evêque de Valence se présentèrent pour la Province de Vienne ; ils furent rejetés l'un & l'autre : le premier pour la nullité de sa Procuration, n'ayant pas le nombre de voix des Diocèses ; le second pour ne point y avoir été nommé. T. I, p. 707.

Pour la Province de Bourges se pré-

fénta l'Archidiacre de Cahors, fondé des Procurations des Evêques de Vabres & de Cahors, lesquels, à cause des débordements des eaux, n'avoient pu arriver à Bourges que le lendemain de l'Ass. Provinc. Ledit Archidiacre n'eut, ni séance, ni voix. T. I, p. 707.

Pour la Province de Bordeaux, le Doyen de Poitiers, fondé de Procuration de l'Evêque & des Députés du Dioc. de Poitiers, disant que les sieurs de Poitiers avoient été avertis trop tard, & que l'Ass. Provinc. avoit été précipitée, ne fut point reçu. T. I, p. 707, 708.

Sur ce qu'il fut dit pour la Province de Rouen, par M. l'Evêque de Sées, porteur des Procurations des Diocèses de Bayeux, Coutance & Sées, que tous les Députés étoient de la Ville de Rouen, & qu'il n'y avoit aucun Evêque de la Province nommé, il fut ordonné, que le Sgr. Evêque de Sées ne seroit point admis, & que les Députés de Rouen seroient exhortés de convier à l'avenir quelques-uns des Prélats de la Province aux Assemb. qui se feront. T. I, p. 708, 709.

Pour la Province d'Aix, se présenta M. l'Evêque de Gap, qui ne fut point admis, n'ayant point la pluralité des suffrages. T. I, p. 709.

M. l'Evêque du Puy se présenta en vertu de la Procuration de son seul Diocèse, alléguant qu'il ne reconnoissoit aucun Métropolitain : il ne fut point admis pour n'avoir pas été nommé par la Province de Bourges. *Ibid.*

Sur ce qui fut remontré par le Promoteur, que dans les Procurations des Provinces de Bourges & de Sens, il y avoit plusieurs personnes substituées contre les formes ordinaires; lesdites substitutions furent rejetées comme nulles. *Ibid.*

1608. En l'Ass. de 1608, l'Archevêque de Vienne & l'Evêque de Grenoble se prétendoient Députés l'un & l'autre. Chacun proposa ses moyens : l'Evêque de Grenoble se pourvoit par appel comme d'abus au Parlement de Grenoble : la Compagnie, avant de délibérer sur les Procurations, exige qu'il se déporte de son appel, & qu'il reconnoisse qu'à l'Assemb. seule il appartient de juger de la forme & de la validité des députations des Provinces; à quoi ayant satisfait, les Procurations sont déclarées nulles : arrêté cependant que les deux Prélats seront reçus par honneur à l'Ass. T. I, p. 783.

En la même Ass., l'Evêque de Maillezaïs est subrogé au Cardinal de Sourdis, en vertu de la Procuration de la Province de Bordeaux : Mrs. les Cardinaux de Gondi & de la Rochefoucauld sont invités. T. I, p. 783, 784.

En l'Ass. de 1612, la Procuration de la Province d'Embrun fut disputée par les Evêques de Digne & de Grasse : ce dernier consentit à se retirer, à condition qu'on lui donneroit entrée, lorsqu'il y auroit quelque chose à représenter pour les affaires de son Diocèse : la députation de l'Evêque de Grenoble fut attaquée par l'Evêque de Valence, qui en appela comme d'abus. Sur cet appel, l'Ass. arrêta qu'on solliciteroit une Déclaration du Roi pour renvoyer à la Compagnie la connoissance de cet appel, & tout autre semblable. T. II, p. 29 & suiv.

Sur les Députés aux Etats de Paris en 1614, & leurs Procurations. *Voyez* *Ets-Gén. de 1614, §. I.*

Tous ceux qui avoient été députés aux Etats de 1614, & qui voulurent assister à l'Ass. de 1615, y furent reçus & admis, en vertu du Règlement fait auxdits Etats par la Chambre Ecclésiastique; ce qui n'empêcha point les Provinces de faire leurs députations particulières. T. II, p. 209, 235 & suiv.

Plusieurs difficultés sur les Procurations & députations des Provinces d'Embrun, d'Aix & de Vienne. Deux Prélats & un Député du second Ordre, sont nommés pour les examiner & faire leur rapport à l'Ass. Deux Procurations de la Province d'Embrun sont rejetées : la première, parce qu'on y nommoit quatre Députés au lieu de deux, au préjudice du Règlement; la seconde, parce que l'Evêque de Grasse y étoit nommé à la place d'un Ecclésiastique de l'Ordre inférieur; néanmoins ce Prélat est indemnisé des frais de son voyage. Autres Procurations des Provinces d'Aix, de Vienne & de Narbonne, contestées & jugées conformément au Règlement de 1614. T. II, p. 238, 239, 240.

En l'Ass. de 1617, la Province d'Anles ne nomme aucun Député, à cause de sa pauvreté. La députation du second Ordre de la Province de Vienne est déclarée nulle; on accorde cependant un dédommagement. Tous les Evêques de la Province d'Embrun s'étant trouvés malades, le Prévôt de Glandève est admis au lieu & place d'un du premier Ordre. T. II, p. 299.

En l'Ass. de 1619, tenue à Blois, les Provinces

Provinces d'Ar
chacune qu'un
dre. Difficulté
Normandie, co
du Rauzel & A
délibération pr
arrêté que le lie
roit Député po
de Coutance.

En 1621, dif
d'Aix : deux Ev
més contre les
tion fut adjugé
A l'occasion de
bonne, il fut re
point censé av
second Ordre n
tation La
donna occasion
savoir, qu'un
teur ne pouva
du second Ord
lons ne pouvant
rogé le Doyen
subrogation fu
traire aux Rég
II, p. 352, 353

En l'Ass. de
rés s'élevèrent
son sur-tout de
l'Ass. y satisfait
dition seulemen
dent le nombre
Province, ils n
taxes... La prin
l'opposition de
la réception de
vince de Pa. is
reconnoître le
ché : les Députés
sans préjudice
Parties. T. II,

Cependant
vient Arrêt a
Requête des
Bazas, de Lisi
par lequel Sa
rêt du 14 du
hibition à l'Ass
putés contre l
& arrêté par
porté à la Co
observations
sa requisition
conclut à ce
capables d'être
jusqu'à ce qu
tièrement sa
se transporter
savoir d'eux
mina en mé

Table de l

Provinces d'Arles & d'Aix, n'eurent chacune qu'un Député du second Ordre. Difficulté sur la Procuration de Normandie, contestée entre les sieurs du Rauzel & Aubert. Parties ouïes & délibération prise par Provinces, il fut arrêté que le sieur du Rauzel demeurerait Député pour le tour du Diocèse de Coutance. T. II, p. 324, 325.

En 1622, difficulté sur la députation d'Aix : deux Evêques avoient été nommés contre les Réglemens : la provision fut adjugée au premier nommé... A l'occasion de la députation de Narbonne, il fut réglé qu'un Diocèse n'est point censé avoir eu son tour, que le second Ordre n'ait participé à la députation... La Procuration de Rouen donna occasion à un autre Règlement ; savoir, qu'un Evêque ou un Coadjuteur ne pourra à l'avenir tenir lieu d'un du second Ordre... L'Evêque de Châlons ne pouvant venir à l'Ass., avoit subrogé le Doyen de Saint-Marcel ; la subrogation fut rejetée comme contraire aux Réglemens & à l'usage. T. II, p. 332, 333.

En l'Ass. de 1625, plusieurs difficultés s'élevèrent sur les Procurations, à raison sur-tout du nombre des Députés : l'Ass. y satisfait, en les recevant, à condition seulement qu'au cas qu'ils excèdent le nombre de quatre pour chaque Province, ils ne recevront que quatre taxes... La principale difficulté vient de l'opposition de l'Archevêq. de Sens, à la réception des Députés de la Province de Paris, dont il ne veut point reconnaître le Siège érigé en Archevêché : les Députés cependant sont reçus, sans préjudice toutefois du droit des Parties. T. II, p. 389 jusqu'à 393.

Cependant le 28 Mai 1625, intervient Arrêt au Conseil, rendu sur la Requête des Evêques de Nevers, de Bazas, de Lisioux, de Senlis & autres, par lequel Sa Majesté confirmant l'Arrêt du 14 du même mois, faisoit inhibition à l'Ass. de recevoir aucuns Députés contre l'ordre & nombre prescrit & arrêté par Sa Majesté. L'Arrêt fut porté à la Compagnie : après plusieurs observations faites, le Promoteur fit sa requisition contre les Opposants, & conclut à ce qu'ils fussent déclarés incapables d'être Députés en aucune Ass., jusqu'à ce que par eux, il eût été entièrement satisfait. L'Ass. le charge de se transporter chez les Opposants, pour savoir d'eux la vérité du fait : on déterminait en même-temps une nombreuse

Table de la Coll. des P. V.

députation au Roi, pour obtenir la révocation des Arrêts : le Cardinal de Richelieu fut prié d'appuyer les justes plaintes de l'Ass. Harangue du Cardinal de Sourdis : réponse peu favorable du Chancelier d'Aligre : réplique du Cardinal Président : le Chancelier promet pour le Roi de contenter l'Ass. : elle sollicita vivement la révocation des Arrêts : elle députa aux Opposants pour les faire expliquer : ils demandèrent un jour pour se résoudre, & firent signifier de nouveau lesdits Arrêts. Enfin, après de vives poursuites de la part de l'Assemb., elle obtint le 28 Juin, un Arrêt du Conseil, qui révoquoit les précédents, & qui renvoyoit tous les différends mis & à mouvoir sur les Procurations & députations des Provinces, à l'Ass. Gén. du Clergé. T. II, p. 393 jusqu'à 402.

En l'Assemb. extraordinaire de 1628 ; deux Evêques nommés conjointement par la Province d'Auch, furent admis, sans tirer à conséquence... Les Députés de la Province de Paris, furent reçus, avec la condition demandée par l'Archev. de Sens, *salvo jure nostro & alieno* : l'Evêque de Chartres fit signifier au sieur de Breteuilles, un exploit pour être mis sur le Bureau, touchant la députation des deux nommés par la Province de Paris ; ce qui fut désapprouvé par l'Ass., qui insista pour que l'instance lui fût renvoyée... De quatre Députés nommés par la Province de Bourges, deux seulement furent reçus... La Province d'Arles en ayant nommé deux du second Ordre, un seul fut admis. T. II, p. 386, 387.

En l'Assemb. de 1635, M. Brulart, l'un des Commissaires du Roi, insista dans son discours sur le nombre des Députés, qui ne doit point excéder celui qui est porté par les Réglemens : délibération en conséquence de l'Ass., de n'admettre que quatre Députés de chaque Province, en nombre égal du premier & du second Ordre. T. II, p. 646, 647, 648.

Difficultés sur les Procurations de Reims, Paris, Vienne & Rouen. La Province de Sens consent que la Procuration de la Province de Paris soit admise, moyennant quelques paroles de protestation : trois Provinces demeurèrent contentieuses, Aix, Toulouse & Auch ; tandis qu'on procède à leur Jugement, leurs Députés s'abstiennent des opinions : quelques Parties contentieuses se concilient & s'accor-

Ccc

modent : le différend de la Province d'Auch est jugé définitivement : l'Arch. d'Auch s'oppose à la réception de l'Evêque d'Aire, qui, malgré cette opposition, est admis. T. II, p. 648 jusq. 658.

1645. En l'Ass. de 1645, il y eut des Commissaires nommés pour les différends des Provinces de Narbonne, Arles, Paris, Vienne, Embrun, Sens & Rouen. A l'occasion de la députation faite par la Province d'Embrun, l'Ass. déclara ladite députation bien & légitimement faite, & ordonna que les Opposants seroient avertis de ne plus se séparer à l'avenir de l'Ass. Provinc. pour faire telles oppositions contraires aux Réglemens. T. III, p. 115 & suiv.

1650. En l'Ass. de 1650, plusieurs difficultés sur les Procurations : la principale fut formée par le différend qui se renouvela entre la Province de Sens & celle de Paris, sur le titre de Province attribué à Paris, & sur la nomination des Députés faite en conséquence. Voyez Paris, §. I.

Deux Députés du second Ordre avoient été nommés par la Province de Paris ; ils furent admis tous les deux, à la charge qu'ils n'auroient qu'une voix, & chacun une demi-taxe : même Jugement pour deux Députés du second Ordre, nommés par la Province de Tours conjointement : autre Jugement conforme pour deux autres du second Ordre, nommés par la Province de Toulouse. Tous lesdits Jugemens sans conséquence pour l'avenir, voulant l'Ass., que les Réglemens soient exécutés. T. III, p. 449 & f.

1655. La Lettre du Roi, pour la convocation de l'Ass. de 1655, porte expressément, qu'il ne sera reçu, en celle-ci, que deux Députés de chaque Ordre, par Province, & qu'elle ne durera en tout que quatre mois, conformément aux Réglemens. L'Assemb. trouve en l'un & l'autre article l'exécution de ses Réglemens : quelques Procurations sont contestées : Commissaires nommés pour en faire l'examen & le rapport. De quatre Députés du premier Ordre, pour la Province de Vienne, il n'en est admis que deux. Le différend entre Mrs. de la Roche-Flavin & de Nesmond est concilié par la démission du premier ; ils étoient nommés pour la Province de Bourges. Le Jugement pour la Province de Tours admet les sieurs la Roche & Hallier, mais sans voix, ni taxe. Trois Prélats sont nommés par la Province de Reims, sur le désistement de l'Evêq.

de Soissons, tout est terminé. L'opposition faite à la députation de l'Abbé de Ligni, est jugée nulle, ayant une voix de plus que l'opposant. T. IV, p. 8 jusq. 13.

Le différend de la Province de Rouen est terminé en faveur de l'Evêque de Coutance, &c. ; sur la suite de cette affaire, & les bons offices rendus à M. l'Arch. de Rouen, pour la révocation de l'ordre qu'il avoit reçu de se retirer dans son Dioc. Voyez Rouen, n°. V.

Sur le différend de la Province de Paris, causé par la difficulté de la convocation de l'Assemblée Provinciale. Voyez Reiz. Voyez aussi Assemblées Générales, §. I, année 1655.

En l'Ass. de 1660, les Provinces de Sens & de Paris s'accordent, au moyen de protestations réciproques, au sujet de la convocation de la Province de Paris. Voyez Paris, §. I.

Pour la Province de Reims, le sieur le Camus se trouve avoir quatre voix, le sieur le Gentil cinq : la pluralité étant pour ce dernier, les quatre autres Députés se réunissent aux cinq, & tous les Diocèses signent la nomination du sieur le Gentil, & conviennent de supplier la Compagnie de vouloir recevoir pour adjoints, sans voix délibérative & sans taxe, Mrs. le Camus & Testu : le sieur le Camus s'oppose dans l'Ass. Gén., & veut faire valoir sa nomination, opposant à son concurrent, qui avoit été député à la dernière Assemb. Gén., le Règlement de 1614, qui défend de nommer un même Député à deux Assemblées consécutives ; il obtient même en sa faveur deux Lettres du Roi adressées à l'Ass. : la Compagnie nomme des Commissaires pour terminer le différend ; cependant la provision est accordée au sieur le Gentil : les Commissaires sont priés d'examiner le fond : ils font un premier rapport : le sieur le Camus fait signifier aux Agents une protestation de nullité contre la provision accordée. Second rapport des Commissaires. Jugement de l'Assemb., par lequel la provision est convertie en définitive, en faveur du sieur le Gentil, sans avoir égard aux protestations du Sr. le Camus, avec défenses aux Agents de recevoir jamais de pareilles significations, comme étant contraires aux usages & formes ordinaires des Assemblées. T. IV, p. 461 jusq. 467.

Pour la Province de Toulouse, autre différend à l'égard de la députation, tant du premier que du second Ordre ;

836
 miné. L'opposi-
 on de l'Abbé de
 ayant une voix
 T. IV, p. 8
 Province de Rouen
 de l'Evêque de
 suite de cette
 rendus à M.
 la révocation
 u de se retirer
 Rouen, n°. V.
 Province de
 ulté de la con-
 Provinciale.
 si Assemblées.
 1655.
 Provinces de
 ent, au moyen
 ques, au sujet
 Province de
 Reims, le sieur
 quatre voix,
 pluralité étant
 tre autres Dé-
 cinq, & tous
 nomination du
 onnent de sup-
 uloir recevoir
 délibérative
 mus & Testu:
 se dans l'Ass.
 ir sa nomina-
 concurrent, qui
 nière Assemb.
 1614, qui dé-
 mutives; il ob-
 deux Lettres
 la Compagnie
 pour termi-
 ant la provi-
 le Gentil: les
 d'examiner le
 rapport: le
 aux Agents
 ité contre la
 d rapport des
 de l'Assemb.
 convertie en
 ur le Gentil,
 testations du
 es aux Agents
 les significa-
 aires aux us-
 des Assemb.

1665.
 En l'Ass. de 1665, nulle difficulté
 pour la Procuration de la Province de
 Paris, attendu la réunion faite de l'Ab-
 baye du Mont-Saint-Martin à l'Arche-
 vêché de Sens, en dédommagement.
 Voyez Paris, §. I.

1665.
 La Procuration d'Auch fut contestée
 par le sieur de Chaumont, qui s'opposa
 à la réception du sieur d'Agan, Dé-
 puté de la Province d'Auch: il allé-
 guoit pour principal moyen, que son
 concurrent n'ayant eu, dans le fait,
 qu'une voix de plus que lui, il se trou-
 voit, dans le droit, en avoir moins,
 attendu que quelques-uns de ceux qui
 l'avoient nommé, n'avoient pas signé
 le Formulaire; ce qui rendoit leur suf-
 frage nul: à quoi M. l'Archev. d'Auch
 répondit, qu'ayant été édifié de la con-
 duite de tous ceux qui composoient sa
 Province, il n'y avoit pas lieu de les
 priver de leurs suffrages. Le sieur de
 Chaumont se désista, & l'affaire fut
 terminée. T. IV, p. 816, 817, 818.

1665.
 La Province de Lyon avoit, dans
 son Assemb. Provinc., député l'Evêque
 de Mâcon, qui mourut peu de temps
 après: l'Archevêque de Lyon, par une
 Lettre circulaire à ses Suffragants, leur
 donna avis de la mort de M. de Mâcon,
 & de la nécessité de subroger en sa place
 un Député, les conviant de le faire,
 chacun en leur Assemblée particulière,
 attendu le peu de temps qui restoit jus-
 qu'à l'Ass. Gén.: tous lesquels Diocèses
 nommerent l'Evêque d'Acqs, nommé
 à Mâcon, suppliant l'Assemb. Gén. de
 l'avoir ainsi agréable: sur quoi l'Ass.,
 sans approuver la forme gardée par les
 Diocèses, en la députation de l'Evêque
 d'Acqs, le reçut. T. IV, p. 821, 822.

1665.
 L'Evêque de Sisteron, que l'Assemb.
 Provinc. d'Aix avoit député, se désista;
 ce qui donna occasion à l'Arch. d'Aix
 de convoquer une seconde Ass. Prov.,
 qui fit choix de l'Evêque de Gap: cette
 nomination se fit durant la tenue de
 l'Assemb. Gén. Sur quoi la Compagnie

jugea ladite députation être contre les
 formes, le pouvoir de la Province ayant
 été consommé par la première Procu-
 ration des quatre Députés de ladite
 Province, qui avoit été reçue. T. IV,
 p. 822, 823.

1675.
 Il y eut en cette Assemblée de 1665
 plusieurs autres contestations, mais
 qui, pour la plupart, furent terminées
 par le désistement de l'un des concu-
 rents, à qui la séance est accordée, mais
 sans voix & sans taxe. T. IV, p. 819 & f.

En l'Ass. de 1675, plusieurs Procura-
 tions furent trouvées remplies de clau-
 ses insolites: on remarqua, qu'il seroit
 à propos d'exécuter un ancien projet
 de formule commune & uniforme, qui
 servit de modèle pour toutes les Pro-
 vinces, au moins pour les clauses essen-
 tielles. A l'égard de la Procuration de
 la Province d'Arles, qui limitoit trop
 le pouvoir des Députés, la Compagnie
 déclara qu'elle la recevoit, sans approu-
 ver cependant lesdites clauses; & afin
 que pareille chose n'arrivât plus, elle
 ordonna, qu'à l'avenir, telles Procura-
 tions seroient rejetées comme nulles.
 T. V, p. 171.

L'Evêque de Toulon avoit été dé-
 puté par la Province d'Arles; il mourut
 avant la tenue de l'Assemblée: les Dio-
 cèses lui substituèrent, comme il s'étoit
 pratiqué en pareille occasion, en 1650,
 pour un Député du second Ordre, &
 en 1665, pour l'Evêque d'Acqs. T. V,
 p. 171.

1680.
 En l'Ass. de 1680, la Procuration de
 la Province d'Albi paroît pour la pre-
 mière fois: celle de la Province d'Auch
 est trouvée contenir une clause mise
 par apostille, qui bornoit trop le pou-
 voir de ses Députés, contre l'intention
 & la délibération de la dernière Ass.:
 la clause est improuvée: les Députés
 sont cependant reçus par considération
 pour eux, & sans tirer à conséquence.
 T. V, p. 290 & suiv.

1681.
 En l'Ass. extraordin. de 1681-1682,
 convoquée de tous les Pays soumis à
 l'obéissance du Roi, trois ou quatre
 difficultés par rapport aux Députés. 1°.
 Protestation de la Province de Reims,
 contre l'érection de Cambrai en Métro-
 pole; protestation au contraire de l'Ar-
 chev. de Cambrai & de l'Ev. de Tournai.
 2°. Protestation de l'Arch. de Bourges,
 contre la qualité de Primat d'Aquitaine,
 prise par l'Archev. de Bordeaux.
 3°. Difficulté sur la demande de la Pro-
 vince de Rouen, que le Coadjuteur de
 Rouen soit admis à remplir la place du

Sgr. Archevêque, lorsque ses infirmités ne lui permettront pas d'assister.
4°. Autre difficulté sur la seule voix consultative accordée à ceux du second Ordre, par les Procurations des Provinces. T. V, p. 366 & f. Voyez Cambrai, n°. I. Bordeaux, n°. I. Députés, §. II, n°. VIII & IX.

1685. En l'Ass. de 1685, même subrogation demandée pour M. le Coadjuteur de Rouen. On trouve dans la Procuration de la Province de Bourges des clauses insolites & défendues, sous peine même de nullité : il est dit qu'elles ne s'y rencontrent que par un style de Notaire, & que le Procès-verbal de l'Assemblée rectifioit toutes choses : les Députés de la Province se soumettent à suivre dorénavant le formulaire de Procuration qui sera dressé par l'Ass. T. V, p. 358 & suiv. Voyez Députés, §. II, n°. IX.

1690. En l'Ass. de 1690, M. le Président propose de donner entrée & place dans l'Ass. à M. l'Abbé Chéron, attendu sa capacité, son expérience & les services importants qu'il avoit rendus au Clergé : cette grâce lui est accordée, d'une voix unanime, mais sans voix délibérative. T. V, p. 643.

1695. En l'Ass. de 1695, fut renvoyée la décision d'une difficulté survenue dans l'Ass. Prov. de Tours, entre Mrs. les Abbés de Vaubrun & de Brassi. Sur une même difficulté entre Mrs. d'Arche & Belot, l'Ass. Prov. de Bordeaux avoit aussi remis la décision à l'Ass. Génér. : les Parties s'accorderent, en convenant, qu'après que les uns auroient eu séance en l'Ass., ceux-ci céderoient la place aux autres. T. VI, p. 84 & suiv. p. 95.

1700. En l'Ass. de 1700, contestation dans la Province d'Embrun, entre Mrs. les Abbés de Beaujeu & de Thomassin. Le premier de douze Députés assistant à l'Ass. Prov., avoit six suffrages ; le second n'en avoit que cinq ; mais il prétendoit qu'en acceptant la députation, en adhérant au sentiment de ceux qui l'avoient député, cette acceptation devoit être comptée pour une voix ; que d'ailleurs il avoit toutes les qualités requises, ce que n'avoit pas son compétiteur, n'ayant point résidé dans la Province, & son Bénéfice ne payant pas 20 l. de décimes, qu'en outre il ne le possédoit pas depuis deux ans. L'Ass. prononça en faveur de M. de Beaujeu. T. VI, p. 332 & suiv.

La même Assemblée ayant remarqué des défauts dans quelques Procurations,

voulut y remédier pour la suite, en déterminant des formules & modèles. Voyez Assemblées Prov., n°. XXI.

En l'Ass. de 1705, la lecture des Procurations étant finie, la Compagnie fait quatre réflexions principales sur lesdites Procurations : 1°. sur leur variété, quelques Provinces n'ayant point suivi le modèle dressé en l'Ass. de 1700 ; 2°. sur le pouvoir donné par quelques Provinces, de poursuivre un nouveau département, & omis par d'autres ; 3°. sur l'étendue des pouvoirs ; 4°. sur une clause insérée dans la Procuration d'Auch, par laquelle ladite Province donne voix délibérative à M. de Poudenx, en le nommant Agent. T. VI, p. 724 jusqu'à 731.

En l'Ass. de 1707, après la lecture de la Procuration d'Auch, l'Ev. de Tarbes fait observer, que M. Mazuyer, Vic. Gén. de Cominges, étoit allé à l'Ass. Prov. avec la Procuration du Clergé, n'en ayant pu avoir une de l'Evêque de Cominges, qui étoit absent, & qu'il prétendoit, comme Vicaire-Général, être en droit de donner son suffrage pour son Evêque, quoiqu'il n'eût de Procuration de lui : sur quoi l'Ass. est unanimement d'avis, que les Vic. Gén. ne doivent point assister aux Ass. Prov., & y donner les suffrages pour les Prélats absents, s'ils ne sont pourvus de leurs Procurations qui leur donnent un pouvoir spécial pour cela. T. VI, p. 940.

En l'Ass. de 1715, il est observé, que le Secrétaire Métropolitain d'Embrun ne s'étoit pas conformé aux modèles de Procurations qui furent envoyés par l'Ass. de 1700, en ce que dans chacune des expéditions qu'il avoit délivrées, il n'avoit nommé qu'un seul Député, sans y faire mention des trois autres : M. l'Evêq. de Digne est prié d'en écrire audit Secrétaire. T. VI, p. 1325, 1326.

En l'Ass. de 1723, tous les Députés sont reçus, nonobstant quelques difficultés qui se trouvent dans les Procurations d'Embrun, de Rouen, d'Albi, de Tours & de Toulouse : sur quoi M. l'Arch. d'Aix représente, qu'il seroit à propos que le Promoteur fût, dans la suite, les requisiions convenables, touchant plusieurs articles qui avoient été relevés, afin qu'il y eût, à l'avenir, une entière conformité entre tous les actes par lesquels les Provinces donnent des pouvoirs à leurs Députés. T. VI, p. 1539 jusqu'à 1543. Voyez Assemblées Provinciales, n°. XXI.

En l'Assi. de 1715, tous les Députés sont reçus, nonobstant quelques difficultés, sur ce que quelques Evêques-Suffragants n'avoient paru, ni par eux-mêmes, ni par autres personnes, de leur part, à l'Assiemb. Provinc. T. VII, p. 15 & suiv.

M. l'Evêque d'Orléans demande, qu'en son absence, son Coadjuteur soit admis dans l'Assiemb., suivant la Procuration, dont il produit de semblables exemples dans les Assi. de 1682 & 1685: on fait voir qu'il n'y avoit rien en cela de contraire aux Règlements de 1715. L'Assiemb. accorde, pour cette fois seulement, & sans tirer à conséquence, la grace demandée. T. VII, p. 24, 25.

En l'Assi. de 1726, Mrs. les Agents, sur la Procuration de la Province de Narbonne, observent, qu'il ne paroît-
soit pas que l'Evêque de Montpellier eût assisté à l'Assi. Prov., ni personne de sa part, ni aucun Député de son Diocèse: sur quoi M. l'Arch. de Narbonne déclare, que M. l'Evêque de Montpellier avoit été averti en la forme ordinaire, du jour de la tenue de l'Assi. Sur cette déclaration, l'Assiemb. ne fait aucune difficulté d'admettre la Procuration de la Province. T. VII, p. 384, 386.

En l'Assi. de 1730, M. l'Archevêq. de Sens, nommé par la Province, proteste lui-même contre sa députation, à raison de quelques défauts qui se rencontrent dans les Procurations données par Mrs. d'Auxerre & de Troies, à ceux qu'ils avoient députés à l'Assiemb. Provinciale. L'Assi. l'invite de venir y prendre séance. Les Procurations de Tours & de Narbonne sont admises, quoiqu'un des Evêques de la Province n'eût point assisté à l'Assi. Prov. T. VII, p. 380, 381, 384, 385.

En l'Assi. de 1734, la Procuration de Narbonne est admise, nonobstant l'absence de M. de Montpellier & autre personne de sa part, à l'Assi. Provinc., tenue à Montpellier même. T. VII, p. 1336.

En l'Assi. de 1735, la Procuration de la Province d'Embrun est jugée defectueuse, en ce qu'elle étoit signée par le Secrétaire de l'Assi., sans avoir été passée pardevant Notaire. T. VII, p. 1325.

Affaire de la députation de M. l'Arch. de Sens, à l'Assemblée de 1740.

Cette Assemblée eut à discuter une difficulté considérable, au sujet de la

Procuration de la Province de Sens, fondée sur ce que les Députés, tant des Evêques d'Auxerre & de Troies, que de leurs Diocèses, n'avoient point donné leurs suffrages pour nommer leurs Députés à l'Assi. Génér. Ce défaut de suffrage, quant à M. l'Evêque d'Auxerre & son Diocèse, provenoit de la non conformité de leur Procuration à la formule prescrite par l'Assemblée de 1700, le pouvoir d'agir pour le spirituel ne s'y trouvant pas compris; cause du rebut de ladite Procuration en l'Assi. Prov. Celle de M. l'Evêque de Troies & de son Diocèse, quoiqu'admise dans ladite Assiemb. Prov., se trouvoit sans effet, à cause de la protestation de nullité, faite par le sieur Dinet, contre le refus de M. l'Arch. de Sens de nommer un Député du premier Ordre.

Mrs. les Evêques d'Auxerre & de Troies, pendant que l'Assiemb. Gén. étoit à délibérer, signifient à Mrs. les Agents un acte, par lequel ils s'opposoient à la nomination faite à Sens de M. l'Archev. de Sens & de M. Dolet, pour Députés à l'Assi. Gén. M. l'Archevêque de Sens proposa à l'Assiemb. des moyens de nullité contre cet acte, & requit à ce que la provision leur fût accordée, en attendant la décision de l'affaire, quant au fond. Cette demande faite, ils sortirent l'un & l'autre de l'Assiemb.: cependant M. l'Archev. de Paris reçoit une Lettre de M. de Maurepas, au sujet de ladite députation: elle est lue dans l'Assiemb.: elle portoit que S. M. désirant de maintenir le Clergé dans l'usage où il a toujours été de décider sur la validité des Procurations qui lui sont présentées; son intention étoit que l'Assiemb. prît connoissance de cette contestation, & y statuât provisoirement ou définitivement.

L'Assiemb. nomme une Commission pour l'examen de l'affaire. Le rapport en ayant été fait, la Compagnie, conformément à l'avis des Commissaires, accorde la provision à M. l'Archev. de Sens & à M. Dolet: le Jugement sur le fond remis. T. VII, p. 1536 jusqu'à 1547.

Les moyens des Opposants se réduisoient à trois.

Le premier, fondé sur ce que le Clergé du Diocèse de Sens avoit deux Députés à l'Assi. Provinc.: pour établir ce moyen, ils alléguoient les délibérations de 1595 & de 1715, qui déclarent que les Diocèses Métropolitains ne peuvent avoir à l'Assiemb. Prov. plus de voix que les Diocèses suffragants.

Moyen frivole, suivant M. l'Arch. de Sens & Mrs. les Commissaires : l'on convient que le Règlement du Clergé porte effectivement que le Diocèse Métropolitain ne peut avoir plus de voix que les Diocèses suffragants. Le Diocèse de Sens ne prétend rien de contraire ; puisque, selon son ancien usage, ses deux Députés n'ont qu'une voix ; usage ancien, où il n'a rien innové.

Le second moyen des Opposants, étoit fondé sur ce que l'Ass. Prov. de Sens n'avoit pas été en droit de rejeter la Procuration du Député de M. l'Ev. d'Auxerre & celui de son Clergé. Pour établir ce moyen, ils disoient que l'objet principal de l'Assemb. Gén., n'étoit autre que les affaires temporelles du Clergé ; que l'Ass. de 1700, en arrêtant qu'il seroit dressé des modèles de Procurations qu'on enverroit dans tous les Diocèses, n'a pas prescrit qu'on s'y conformeroit mot pour mot, à peine de nullité ; que les nullités ne se suppléent point ; que les Assemblées du Clergé n'ont jamais prétendu faire des loix qui astreignent irrévocablement les Prélats du Royaume.

M. l'Arch. de Sens prétend, & la Commission estime, au contraire, la nécessité de l'expression formelle du pouvoir spirituel dans les Procurations ; parce que les Procurations d'Auxerre ne pouvoient donner ce pouvoir à aucun Député à l'Assemb. Gén. pour le spirituel, parce que ce Député ne l'avoit pas reçu de ceux qui l'avoient envoyé ; personne ne pouvant donner ce qu'il n'a pas reçu. On ajoute, que, supposé même, que l'Assemb. de 1700 n'eût pas fait une loi expresse de l'expression du pouvoir spirituel dans les Procurations, on ne peut révoquer en doute que l'Assemb. de 1715 n'en ait fait une loi formelle dans l'art. IV de ses Réglemens, en disant qu'on seroit tenu de se conformer aux modèles des Procurations de 1700. L'on disoit enfin que les Ass. du Clergé n'avoient pas besoin de prononcer la peine de nullité contre ces Procurations, puisque la chose parloit d'elle-même, & qu'il est évident que le manque de pouvoir est un défaut essentiel à toute Procuration ; que ce n'est pas le style de ce Règlement de prononcer nullité dans les choses même où il donne les Loix les plus inviolables : par exemple, quand il prescrit que les Députés aux Assemblées - Gén. seront pourvus d'un Bénéfice situé dans la Province.

Le troisième moyen d'opposition des deux Prélats, est que M. l'Arch. de Sens avoit refusé de donner son suffrage à l'Ass. Prov. pour la députation du premier Ordre ; ce qui avoit obligé leurs Députés & ceux de leur Clergé, de protester dans l'Ass. de Sens de nullité. Ils fondent cette opposition sur ce que M. l'Archevêque n'avoit pu refuser de nommer un Evêque de la Province à l'Ass. Gén., sans manquer à la règle la plus inviolablement observée en pareil cas, & sans s'écarter des ordres contenus dans la Lettre du Roi pour la convocation ; que c'étoit d'ailleurs se nommer soi-même, ce qui est défendu par les Réglemens de 1715 ; que M. l'Archevêque n'avoit pas montré à l'Ass. Prov. les ordres du Roi, dont il avoit fait mention dans son refus ; qu'enfin l'Ass. Prov. n'étant composée que de trois Evêques, [le Siege de Nevers étoit vacant] en excluant Mrs. d'Auxerre & de Troies, c'eût été nécessairement nommer M. l'Arch. de Sens ; & par cela seul sa nomination se trouvoit nulle.

M. l'Arch. de Sens opposoit à ces raisons, que, régulièrement parlant, un Evêque doit donner sa voix pour la députation, mais qu'il avoit respecté la puissance invisible qui le retenoit ; que c'eût été une démarche vaine de donner des pouvoirs à ceux qui n'en pouvoient faire usage ; que si les trois Evêques étoient, ou morts, ou dans des Pays étrangers pour des Ambassades, il ne seroit pas obligé de nommer un d'eux, & de faire une élection si frivole. Il ajoutoit, qu'il eût eu tort ou non dans sa retenue, pour ne pas donner sa voix, il ne s'ensuivoit pas que sa Procédure fût nulle : il n'y a point de loi qui annule une élection, parce qu'un des Electeurs a refusé de donner sa voix ; on ne trouve pas même un Canoniste qui ait osé l'avancer ; au contraire les Canonistes ont décidé expressément le cas présent, Van-Espen, Barbosa, &c. T. VII, p. 1541 jusqu'à 1545.

Ces moyens & réponses sont plus amplement expliqués dans le second Rapport des Commissaires, dont on va parler.

Après le Jugement provisionnel de l'Ass., rendu sur le premier Rapport, Mrs. les Commissaires ont été chargés d'éclairer la Compagnie sur le fond de cette matière, qui étant nouvelle & pouvant donner lieu à des difficultés, méritoit d'être examinée avec la plus

l'opposition des
1. l'Archev. de
onner son suf-
r la députation
qui avoit obligé
de leur Clergé,
de Sens de nul-
lité sur ce
n'avoit pu re-
que de la Pro-
manquer à la
ment observée
écarter des or-
Lettre du Roi
ne c'étoit dail-
ème, ce qui est
ents de 1715;
avoit pas mon-
dres du Roi,
on dans son re-
n'étant com-
mes, [le Siege
] en excluant
oies, c'eût été
M. l'Arch. de
la nomination

opposoit à ces
ment parlant,
la voix pour la
avoit respecté
i le retenir;
che vaine de
ceux qui n'en
que si les trois
s, ou dans des
Ambassades,
nommer un
ion si frivole.
ou non dans
nner sa voix,
Procédure fût
i qui annule
des Electeurs
on ne trouve
ui ait osé l'a-
nonnistes ont
cas présent,
T. VII, p.

s sont plus
s le second
dont on va
visionnel de
er Rapport,
été chargés
le fond de
nouvelle &
difficultés,
avec la plus

grande attention; afin que, sur leurs rapport & avis, l'Ass. pût porter son Jugement définitif sur le fond des contestations. T. VII, p. 1546, 1547.

Mrs. les Commissaires dans leur second Rapport, commencent par l'exposition du fait : ils proposent ensuite les divers moyens employés par Mrs. d'Auxerre & de Troies, pour établir la nullité de la députation de M. l'Arch. de Sens : après, ils rendent compte des raisons que M. l'Archevêque a employées pour ses défenses : enfin, ils exposent leur avis sur les différentes questions que cette contestation a fait naître.

Quant aux trois premiers points, ils ne font qu'expliquer avec un peu plus d'étendue, ce qu'ils avoient dit dans leur premier Rapport, en adoptant & approuvant les réponses de M. l'Arch. de Sens, aux deux premiers moyens qui lui étoient objectés. Il ne sont pas aussi d'accord avec ce Prélat, par rapport au troisième moyen de nullité : voici comment ils s'en expliquent.

Pour porter un Jugement sur ce troisième moyen, il faut d'abord écarter les questions tout-à-fait étrangères à la décision qui est à rendre. Une élection est-elle nulle, lorsqu'un des Electeurs s'obstine à refuser de donner sa voix ? Si M. l'Archevêque s'étoit borné à refuser d'opiner sur la députation du premier Ordre, sans alléguer le motif de son refus, nous serions obligés d'examiner cette question : mais ce Prélat ne s'est pas contenté de s'abstenir d'opiner; il a allégué le motif de son refus.

Mais, dira-t-on, une élection est-elle nulle, parce qu'un des Electeurs s'abstient d'opiner, & qu'il rend raison des motifs de son silence ? Pour résoudre cette question, il y a une distinction très-importante à faire. Si les motifs allégués par cet Electeur, ne sont que frivoles; s'ils ne font d'autre effet, que de prouver, ou une opiniâtreté déplacée, ou un scrupule mal fondé de la part de celui qui refuse d'opiner, l'élection n'est point nulle; mais si les motifs allégués par un des Electeurs, peuvent tendre à jeter les autres dans une erreur de fait capable de changer leurs dispositions, de gêner la liberté de leurs suffrages, & de limiter l'élection à la seule personne de celui qui allégué de tels motifs, Mrs. les Commissaires jugent, qu'une pareille élection ne peut être regardée que comme radicalement nulle.

Ils font voir ensuite, & prouvent par la suite des faits, qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître que les motifs allégués par M. l'Arch. de Sens, ont naturellement dû jeter les autres Députés dans une erreur de fait capable de changer effectivement leurs dispositions, de gêner la liberté de leurs suffrages, & de limiter l'élection à la seule personne.

En vain diroit-on, que M. l'Archevêque interpellé de représenter les ordres du Roi par lui allégués, n'a pas été en état de le faire; que par conséquent on a dû juger que ces ordres n'existoient point, & qu'on pouvoit n'y avoir aucun égard. Etoit-il naturel de juger que le Prélat alléguât des ordres qui n'existoient pas ? N'étoit-il pas raisonnable de croire qu'il y avoit des raisons supérieures pour ne point les représenter ?

Ce qui ajoute un nouveau caractère d'évidence à la nullité de la délibération de la Province de Sens, c'est la protestation du Député de Troies, chargé de la Procuration de M. l'Evêque & de son Clergé.

On ne pouvoit opposer à cet acte qu'une seule raison, qui seroit qu'une protestation dans une Ass., ne doit pas empêcher que les délibérations prises à la pluralité des voix, n'aient leur effet. Nous en convenons : cette raison seroit bonne si la protestation étoit établie sur des principes légers & frivoles; mais peut-on dire de bonne foi que le motif de cette protestation ne soit pas bien appuyé; qu'ainsi sa Déclaration & sa protestation de nullité ne soient dans toutes les règles, & en même-temps suffisantes pour opérer une nullité dans tout ce qui s'est passé dans l'Assemblée de Sens ?

Cette raison prévient une difficulté qu'on pourroit faire au sujet de la députation de M. l'Abbé Doler. On dira peut-être, que si les suffrages se sont réunis nécessairement en faveur de M. l'Archevêque, ils ont été donnés librement audit Abbé. Si tous les Députés qui avoient droit de concourir à la nomination du Député du second Ordre, s'étoient trouvés présents à la délibération par laquelle M. l'Abbé Doler a été député, son droit ne souffriroit aucune difficulté; si le seul Député d'Auxerre avoit été exclus de cette délibération, elle ne seroit point nulle, parce qu'il n'avoit point droit d'y concourir, attendu la nullité de sa Procuration. Mais les Procurations des Députés de

Trois étoient en bonne forme; ils avoient été reçus sans difficulté dans l'Ass., & ils ne s'en sont retirés, que lorsqu'ils ont vu qu'il n'y avoit plus de liberté dans les opinions: on ne peut pas leur reprocher d'avoir, sur des motifs frivoles, refusé de prendre part à des délibérations dont la liberté se trouvoit bannie, leur retraite forcée.

La Commission a donc été d'avis:

1°. Que l'usage dans lequel le Diocèse de Sens est d'envoyer deux Députés du second Ordre aux Assemb. Prov. qui n'ont qu'une seule voix, n'est point contraire aux Réglements des Assemb. Gén. de 1595 & 1715.

2°. Que l'Assemb. Prov. de Sens, en rejetant comme nulles les Procurations des Députés de M. l'Ev. d'Auxerre & du Clergé de son Diocèse, a agi en conformité des Réglements du Clergé-Général, & que sa conduite en ce point ne peut être qu'approuvée, & doit être suivie en pareil cas.

3°. Que la nomination faite dans l'Ass. Prov. de Sens, de M. l'Arch. de Sens & de M. l'Abbé Dolet de Solieres, est nulle & de nul effet.

Tel a été l'avis de la Commission. Mais en même-temps que nous l'avons formé, disent Mrs. les Commissaires, nous avons cru que nous pouvions proposer à la Compagnie de sortir de ses règles ordinaires en faveur de l'estime & de la considération que nous avons pour M. l'Archevêq. de Sens, & qu'attendu encore qu'en vertu du jugement provisionnel, il a été élu Chef de plusieurs Bureaux, chargé d'affaires importantes qui sont déjà fort avancées, pour l'instruction & la décision desquelles l'Ass. a besoin des lumières du Prélat, & que M. l'Abbé Dolet est aussi employé dans plusieurs Bureaux; que de plus, l'Assemb. Gén. étant prête à finir, le temps seroit trop court pour que l'Ass. Prov. de Sens pût procéder à une nouvelle nomination: M. l'Arch. de Sens & M. l'Abbé Dolet seront invités & priés de continuer à assister avec les mêmes voix, rang & séance; le tout sans tirer à conséquence pour l'avenir.

L'affaire mise en délibération, les Provinces ayant été appelées, celle d'Auch étant en tour d'opiner la première, l'avis de la Commission a été approuvé & suivi à la pluralité des suffrages.

Ce second Rapport des Commissaires & cette seconde délibération de l'Ass. Gén. de 1775, n'ont point été

insérés dans le Procès-verbal. L'un & l'autre ont été mis aux Archives. *Ils se trouvent à la fin du Tome VIII de la Collection, p. 2615 & suiv.*

Dans l'Assemb. de 1750, il a été observé qu'il ne paroît pas par les Procurations des Provinces de Bordeaux & de Lyon, que des Evêques de la Province eussent assisté, même par Procureur à l'Ass. Prov.: mais sur ce qui a été dit, qu'ils avoient été avertis, les Procurations ont été admises. T. VIII, p. 228, 229, 231.

L'Assemb. Prov. de Vienne ayant à députer à la générale de 1765, se trouve partagée entre Mrs. les Abbés de Mesplez & de Boisse: sur ce partage, elle s'en est rapportée à l'Assemb. Gén. M. Mesplez n'étoit point attaché à la Province de Vienne, mais il y possédoit un Bénéfice. M. de Boisse étoit Vicaire-Gén. de Vienne depuis plusieurs années; il avoit en outre la nomination de son Métropolitain. Sur les conclusions du Promoteur, la Compagnie se décide en faveur du dernier. T. VIII, p. 1137.

Même partage en l'Assemb. Prov. de Sens, entre M. l'Evêque de Troies & M. l'Evêque d'Auxerre: elle s'en remet à la décision de l'Ass. Gén. M. l'Evêq. de Troies s'étant démis depuis, par une Lettre écrite à l'Assemb. de 1765, la Compagnie admet M. l'Evêque d'Auxerre. T. VIII, p. 1141.

La Procuration de la Province d'Embrun contenoit une clause insolite, qui se trouvoit aussi dans les Procurations de cette Province pour la députation aux Ass. de 1755 & de 1760, & qui n'étoit pas conforme au modèle de 1700. L'Ass. de 1765 a arrêté qu'on se conformeroit dorénavant au modèle de 1700; que cependant la Procuration d'Embrun seroit admise, sans tirer à conséquence. T. VIII, p. 1143.

En l'Assemb. de 1770, M. l'Abbé de Cicé fait observer une clause extraordinaire dans la Procuration de la Province de Reims. Cette Province, sur la représentation de son Métropolitain, fondée sur les infirmités de ce Prélat, jointes aux affaires dont le Roi le chargeoit, avoit nommé, pour remplir concurremment avec le Sgr. Archevêque, la place de Député du premier Ordre, M. de Taleyrand, Arch. de Trajanople & Coadjuteur de Reims, aux conditions portées au Procès-verbal de l'Ass. Prov., ou à telles autres qu'il plairoit à l'Ass. Gén. de prescrire. M. l'Abbé

M. l'Abbé que cette dernière mise en délibération de ladite a rappelé les doivent influ substitutions puis très-long France: le p trouve dans celui des Et le Pénitenciel l'Ass. conjoint les exemples bles se présente les Assemb. cipes qui ont sions des Ass dans le Clergé légirimes, étoient expr Provinces: de désignation, eu de droit à accordé de v l'absence du subrogés: en que les Asser réservé le dro ces Provinces ter les substs Promoteur des exemple glement de lement les fu mais il l'exp en l'Ass. de teur d'Orléa demande fai n'avait rien tion & à l'el que l'Ass. de dans ce Ré subrogation Evêque, san Prov., & d' siastique du que, même temblée-Pro M. le Pr port & sur mement de semb., tant sence de M Coadjuteur & son anc sans voix de M. l'Arcl blée. T. V L'Assemb députer à l' Table de

M. l'Abbé de Cicé, Promoteur, après que cette demande de la Province a été mise en délibération, & que les Députés de ladite Province se sont retirés, a rappelé les principes & les usages qui doivent influer sur la délibération. Les substitutions, dit-il, sont connues depuis très-long-temps dans le Clergé de France : le premier exemple qui s'en trouve dans les annales du Clergé, est celui des Etats de Blois en 1576, où le Pénitencier d'Evreux fut reçu dans l'Ass. conjointement avec son Evêque : les exemples de substitutions semblables se présentent fréquemment dans les Assemb. suivantes. Selon les principes qui ont toujours présidé aux décisions des Assemblées, on n'a regardé dans le Clergé les substitutions comme légitimes, que lorsque les Substitués étoient expressément désignés par les Provinces : dans le cas même de cette désignation, les Substitués n'ont jamais eu de droit à la taxe, & il ne leur a été accordé de voix délibérative, que dans l'absence du Prélat auquel ils étoient subrogés : enfin il a toujours été reconnu que les Assemblées-Générales s'étoient réservé le droit, quel que fût le vœu de ces Provinces, d'admettre ou de rejeter les substitutions proposées. M. le Promoteur confirme ces maximes par des exemples. Il vient ensuite au Règlement de 1715, qui rejette formellement les substitutions comme nulles ; mais il l'explique par ce qui s'est passé en l'Ass. de 1715 pour M. le Coadjuteur d'Orléans. Il fut dit alors, que la demande faite en faveur de ce Prélat, n'avoit rien de contraire à la disposition & à l'esprit du Règlement de 1715 ; que l'Ass. de 1715 n'avoit eu en vue, dans ce Règlement, que de rejeter la subrogation d'un Evêque à un autre Evêque, sans le pouvoir d'une Assemb. Prov., & d'empêcher celle d'un Ecclesiastique du second Ordre, à un Evêque, même avec le pouvoir d'une Assemblée-Provinciale.

M. le Promoteur oui, sur ce Rapport & sur la demande, l'Ass. a unanimement délibéré d'admettre dans l'Assemb., tant en la présence qu'en l'absence de M. l'Arch. de Reims, M. le Coadjuteur de Reims, suivant son rang & son ancienneté, mais sans taxe & sans voix délibérative, hors en l'absence de M. l'Archevêque. Il remercia l'Assemblée. T. VIII, p. 1624 jusqu'à 1630.

L'Assemb. Prov. d'Embrun ayant à députer à l'Ass. Gén. de 1775, se trouve

Table de la Coll. des P. V.

partagée entre M. l'Arch. d'Embrun & M. l'Ev. de Glandève. La difficulté cesse par le désistement de M. l'Archevêque dans une Lettre qu'il écrit à Mgr. le Cardinal de la Roche-Aymon. T. VIII, p. 2068, 2075.

Autre partage dans la Province de Lyon, entre Mrs. les Abbés de Gourmont & de Tilli, décidé par l'Ass. en faveur du second. T. VIII, p. 2076 & s.

§. IV. Privileges des Députés aux Assemblées-Générales.

Sur le droit de présence à leurs Prébendes. Voyez Chanoines privilégiés.

Sur les Lettres d'Etat qui leur sont accordées. Voyez Lettres d'Etat.

DÉPUTÉS AUX CHAMBRES DES DÉCIMES.

Voyez Chambres des Décimes.

DESPENCE.

Ce Docteur, de la Faculté de Paris, fut un des Théologiens députés au Colloque de Poissi : il a fait une relation de ce Colloque, dont le Cardinal d'Armagnac faisoit un si grand cas, qu'il disoit, dans sa Lettre du 1^{er} Octobre 1670, à Despence, qu'en la lisant, il lui sembloit avoir devant les yeux ce qui se passoit à Poissi, lorsqu'il y étoit. T. I, p. 23, à la note.

Ce Docteur ne fut pas de l'avis de ses Confreres, touchant certaines notes dont ils s'étoient servis pour condamner une des Confessions de Foi présentées par les Ministres : en tâchant de faire voir le peu de justesse de ces notes ou qualifications, il parut à plusieurs de l'Assemb. marquer trop de faveur aux Hérétiques ; ce qui lui fut reproché. T. I, p. 31 & suiv.

On lit dans les Actes de la Faculté, que Despence s'étant présenté à l'Ass. du 1^{er} Août 1562, il fut mis en délibération, s'il y seroit reçu avant d'avoir rétracté l'article qu'il avoit présenté sur les Images, à S. Germain, au nom des Evêques de Séz & de Valence, &c. La conclusion fut, qu'il seroit obligé de le rétracter. T. I, p. 40. Voyez Images.

DESSERVANTS.

L'ASSEMBLÉE de 1710, art. 4 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner, que les Evêques pourront, suivant l'exigence des cas, aligner aux Prêtres desservants, commis à la place des Curés interdits, une rétribution

D d d

plus forte que celle de 300 liv., réglée par l'Ordonnance de 1686, selon la qualité & étendue de la Paroisse, & à proportion des revenus du Bénéfice. *Rép. Accordé. Il y a eu une Déclaration à ce sujet, du 30 Juillet 1710. Recueil, p. 1513.*

DETTES.

I. DETTES civiles. La contrainte par corps pour dettes civiles, n'a point lieu contre les Ecclésiastiques. *Voyez Prison.*

II. Dettes du Clergé aux Héritiers de Pierre le Clerc. *Voyez Clerc.*

III. Liquidation & remboursements des dettes du Clergé, en 1719. *Voyez Rentes liquidées & remboursées.*

IV. Dettes des Villes & Communautés, au paiement desquelles on veut contraindre les Ecclésiastiques, contre leurs immunités. *Voyez Octrois.*

V. Dettes des Diocèses, contractées pour le rachat de leur quote-part des impositions des Dons-gratuits de 1710, 1711, 1715, 1723. *Voyez Diocèses, §. III.*

DEUIL.

EN l'Assenb. de 1670, M. l'Archev. d'Embrun lit un Mémoire, sur la question, s'il faut que les Ecclésiastiques portent le deuil de leurs parents & amis. L'Ass. ordonne que le Mémoire sera inséré au Procès-Verbal. T. V, p. 123. [Il manque au Procès-Verbal.]

DÉVOLUTS.

I. L'ASSEMBLÉE de 1625 arrêta de supplier Sa Majesté qu'il lui plût, conformément à l'Arrêt de son Conseil, du 13 Décembre 1618, de défendre à ses Parlements & au Grand-Conseil de recevoir les actions possessoires, sous titre de dévoluts par incompatibilité, contre les Possesseurs des Cures, Prébendes, Dignités & Vicariats, sauf aux Parties à se pourvoir au Pétitoire, pardevant les Ordinaires. T. II, p. 547.

II. La négligence des Collateurs ordinaires, [dit M. l'Archevêq. de Toulouse dans le Rapport fait à l'Ass. de 1775,] a fait naître le droit de dévolution. Ce droit commun à tous les Supérieurs Ecclésiastiques, s'est étendu successivement aux vacances de droit, comme à celles de fait; & en effet, on peut dire en quelque sorte, qu'un Bénéfice est réputé vacant, quand il est rempli par un Sujet indigne.

Il faut croire, selon le Pere Thomasin, liv. 2, chap. 18, que ce n'est que dans l'intention de purger l'Eglise de

Ministres indignes, que les Papes ont usé, dans ce cas, du droit de dévolution, & qu'ils n'ont pris la coutume de conférer les Bénéfices vacants de droit & non de fait, aux Délateurs même, que pour avoir des surveillants & comme des Censeurs publics des désordres des Bénéficiers.

Quoique ces Délateurs, connus sous le nom de Dévolutaires, puissent quelquefois sous ce rapport être excusables, ils ont toujours été regardés d'un œil peu favorable: aussi, sans détruire entièrement le dévolut, l'Eglise a toujours été attentive à le restreindre, & les Papes, malgré l'intérêt qu'ils pouvoient y avoir, ont aussi été attentifs à y mettre des bornes.

La première restriction que le dévolut a éprouvée, a été la règle établie au Concile de Basse, sous le titre de *pacificis Possessoribus, de triennali Possessor*: ce Règlement ordonne, que tout Titulaire qui auroit été pourvu d'un Bénéfice sans violence & sans simonie, & qui l'auroit possédé paisiblement pendant trois ans, ne pourroit plus, après ce temps, être inquiété par personne. Les Papes en ont fait une règle de Chancellerie. Charles VII, dans l'Ass. de Bourges, en fit un titre de la Pragmatique, & elle a été conservée dans le Concordat.

Le Pape Eugene IV a cherché encore plus particulièrement, à arrêter la cupidité des Dévolutaires, par une autre règle de Chancellerie, connue sous le nom de *annali Possessore*, à laquelle Jules III a fait quelques additions. Cette règle soumet celui qui impetie un Bénéfice possédé paisiblement, depuis plus d'une année, à plusieurs conditions, & particulièrement à exprimer dans sa supplique, le nom & la qualité du Titulaire, & le genre de vacance sur lequel il fonde sa dévolution. Cette règle d'Eugene IV n'est pas entièrement exécutée en France, & particulièrement à raison de la nécessité d'exprimer le genre de vacance sur lequel se fonde le Dévolutaire. On admet dans la supplique & dans les provisions des clauses vagues & incertaines qui perpétuent les Procès.

Les Loix civiles n'ont pas été moins attentives à réprimer la cupidité des Dévolutaires.

L'Ordonnance d'Orléans alla jusqu'à défendre d'admettre des provisions par dévolut, lorsque la vacance du Bénéfice n'auroit pas été juridiquement déclarée. Celle de Blois ne prononça pas si

les Papes ont droit de dévoluer la coutume des vacants de Délateurs même des surveillants publics des

ers, connus sous, puissent quel- être excusables, gardés d'un œil ans détruire en- l'Eglise a tou- restreindre, & éré qu'ils pou- si été attentifs

ion que le dé- la regle établie sous le titre de le triennali Pos- donne, que tout ourvu d'un Bé- ans simonie, & lement pendant, après ce temps, e. Les Papes en cellerie. Char- Bourges, en fit ue, & elle a été ordat.

a cherché en- ent, à arrêter aires, par une lerie, connue Possesseur, à la- quelques addi- t celui qui im- pmissiblement, e, à plusieurs érement à ex- , le nom & la e genre de va- sa dévolution. n'est pas en- vance, & par- e la nécessité acance sur le- taire. On ad- dans les pro- & incertain- cès.

pas été moins cupidité des éans alla jus- les provisions ance du Béné- quement dé- ononça pas si

rigoureusement; mais en se relâchant à cet égard, elle prit un autre moyen contre les Dévolutaires: elle exigea d'eux une caution suffisante, sans laquelle ils ne pourroient être admis à faire valoir leurs provisions: l'Ordonnance de 1667 l'a fixée à 500 liv.

2^o. L'Ordonnance ou Déclaration de 1646 oblige tous Dévolutaires à prendre, dans l'an, possession des Bénéfices par eux obtenus.

L'avidité des Dévolutaires est accrue au point qu'elle ne sauroit être réprimée par de si foibles moyens: on ne peut leur opposer des gênes trop sévères; en seroit-ce une trop forte [conclut M. l'Archev. de Toulouse,] que de porter non-seulement à 2000 liv. la somme de 500 liv. dont le Dévolutaire est obligé de donner caution; mais d'exiger même la consignation de ces 2000 liv. pour dédommager le Bénéficiaire des frais indispensables d'un Procès de cette nature?

Ce ne seroit pas non plus traiter trop rigoureusement les Dévolutaires, que d'exiger, conformément à la regle d'Eugene IV, que toute raison vague & non déterminée fût exclue de leur sup- plicative & de leurs provisions, & de demander, qu'ils fussent tenus, à peine de nullité, d'y exprimer d'une manière claire & précise, le nom & les qualités du Titulaire qu'ils veulent déposséder, & les raisons expressees sur lesquelles ils le fondent, sans pouvoir, dans le cours de la Procédure, en ajouter de nouvelles, & sans même pouvoir demander de nouvelles provisions, si les premières étoient infructueuses.

La première proposition paroît si naturelle, qu'elle ne peut être refusée: 500 liv. ne remplissent plus aujourd'hui l'intention du Législateur. La seconde proposition est presque entièrement conforme aux sentiments des plus célèbres Jurisconsultes, notamment de Dumoulin.

La matière mise en délibération, la Compagnie a adopté l'avis de la Commission: en conséquence elle a fait une députation à M. le Garde des Sceaux, pour lui faire part des objets de la présente délibération. Ce Magistrat paroît disposé à accueillir favorablement le projet de règlement tendant à réprimer l'avidité des Dévolutaires, qui lui sera présenté par l'Assemblée. T. VIII, p. 2355 jusqu'à 2359.

Le Règlement n'a pas tardé à avoir lieu: il est contenu dans la Déclaration

rendue le 10 Mars 1776, enregistrée purement & simplement au Grand-Conseil, le 22 Janvier 1777. Elle est conçue en deux articles.

Art. I. Lorsque les Dévolutaires voudront faire usage des provisions de Dévolut qu'ils auront obtenues, ils seront tenus de déclarer le nom & qualité du Bénéfice & du Titulaire qu'ils se proposent de déposséder, ainsi que le genre d'indignité & d'incapacité qu'ils entendent lui opposer, & ce dès la première assignation qu'ils feront donner audit Titulaire, en conséquence desdites provisions. Défendons à nos Cours d'avoir égard à des Déclarations qui ne seroient fondées que sur des causes vagues & indéterminées: & ne pourront les Dévolutaires, après lesdites Déclarations, varier sur les causes y énoncées, ni en faire valoir d'autres, si ce n'est en vertu de nouvelles provisions qu'ils auroient obtenues dans le cours de l'instance.

Art. II. Seront pareillement tenus lesdits Dévolutaires... de consigner 1200 liv., & cela autant de fois qu'ils auront obtenu des provisions qu'ils prétendent faire valoir. Voulons que faute par eux d'avoir fait ladite consignation, dans les six mois échus depuis la date de leurs provisions, ils soient déclarés non recevables & déchus de tout droit, sans être reçus à purger la demeure. Voulons pareillement que lad. somme de 1200 liv. ne puisse leur être rendue, qu'en vertu de l'Arrêt qui aura prononcé sur le Dévolut, & après le paiement des dépens, dommages & intérêts auxquels le Dévolutaire pourra être condamné; & néanmoins, qu'au moyen de ladite consignation, lesdits Dévolutaires soient déchargés de la caution exigée par l'Ordonn. de Blois & celle de 1667. T. VIII, P. Just. p. 794, 795.

D I E.

1^o. L'Evêché de Die a été uni pendant quelque temps à celui de Valence. Le Chapitre de Die prétendoit alors avoir aux Aff. Prov. une voix séparée de celle de l'Evêque de Valence & de son Diocèse. Voyez Aff. Prov., n^o. XI.

2^o. L'Eglise Cathédrale de Die avoit été démolie par les Huguenots, lesquels en avoient employé la démolition au bâtiment de leur Temple. Sur la Requête de l'Evêque de Valence, l'Aff. de 1655 avoit obtenu des Lettres d'imposition sur le Dauphiné, pour la somme de 24000 liv. qui n'avoient eu au-

cun effet, à cause des difficultés faites par M. les Intendants. L'Assemb. de 1655 renouvela les mêmes instances auprès du Roi, qui permit que la somme de 16000 livres seroit imposée en trois termes. *Rapport d'Agence en 1670*, T. IV, p. 1038. T. V, P. J. p. 77.

DIGNE.

Le Syndic du Diocèse de Digne se plaint à l'Ass. de 1723, d'avoir été trop imposé en 1695, & demande que l'erreur soit corrigée, & que le Diocèse de Vence supporte ce qui fut rejeté frauduleusement à son profit sur celui de Digne, prétendant qu'on n'avoit pas suivi le département de 1641, rectifié en 1646. Sur quoi, l'Assemblée statue que la plainte n'étant appuyée d'aucunes pièces justificatives, & n'étant pas possible de rien changer au département de 1695, la demande de ce Diocèse sera renvoyée à un nouveau département général, qui seul peut régler la chose. T. VI, p. 1733, 1734.

DIGNITÉS.

1°. EN l'Assemb. de 1670, M. l'Archevêque d'Embrun demande l'intervention des Agents en faveur d'un Pourvu de l'Archidiaconé de Digne, à qui cette dignité étoit contestée par une personne qui n'avoit aucun degré; ce qui est contraire à l'Edit de 1606. L'Assemb. ayant considéré que les dignités Ecclésiastiques ne doivent être possédées que par des personnes graduées, a chargé Mrs. les Agents d'intervenir en faveur du Gradué, conformément à l'Edit. T. V, p. 141.

L'Assemb. de 1745, par l'art. 11 de son Cahier, supplie Sa Majesté, que, conformément à l'art. 31 de l'Edit de 1606, nul ne puisse être pourvu des dignités de Cathédrales, ni de la première des Collégiales, s'il n'est gradué en la Faculté de Théologie ou de Droit Canon, à peine de nullité des Provisions. T. VII, P. J. p. 473.

L'art. 10 du Cahier de la Jurisdic. de l'Ass. de 1755, renouvelle la même demande. Réponse. *Le Roi se fera informer des différents usages des Parlements, avant de prendre une détermination sur cet article*. T. VIII, P. J. p. 205. *Infra*, n°. II.

II. L'Assemb. de 1595, art. 15 de son Cahier, demande que les dignités des Eglises, tant Cathédrales que Collégiales, Pénitenciers, Théologiques & Préceptoriales, ne soient point sujet-

tes aux gradués, ni aux autres expectatives, ni à la prévention de Cour de Rome. T. I, p. 373.

L'Edit de 1606 déclare les dignités des Eglises Cathédrales & la première des Collégiales nullement sujettes aux expectatives des Brévetaires. M. de Cominges se plaint à l'Assemblée de 1650, qu'au préjudice de cette Ordonnance, l'Archidiaconé de Cominges avoit été requis en vertu d'un Brevet de serment de fidélité: l'Assemblée demanda une Déclaration sur ce sujet; & le Grand-Conseil rendit un Arrêt qui exempte les dignités des brevets de serment de fidélité... Autres plaintes portées à la même Assemblée, par rapport aux grades & à l'Indult du Parlement qu'on vouloit aussi étendre aux dignités des Eglises. L'Ass. chargea les Agents d'intervenir en toutes les instances de cette nature. T. III, p. 611, 612.

Dans le Rapport d'Agence fait en l'Assemb. de 1695, Mrs. les Agents établissent la maxime, que les premières dignités des Eglises Cathédrales ne doivent point être sujettes aux grades expectatives, sans excepter même l'Indult, conformément aux Déclarations de 1596, de 1606 & de l'art. 20 de celle de 1629; & attendu que la première de ces Déclarations n'est point enregistrée, & que l'art. de celle de 1629 ne l'a été au Grand-Conseil, qu'avec une modification qui excepte les Doyennés électifs collatifs, que ce Tribunal veut être sujets à l'Indult: Mrs. les Agents observent, qu'il seroit nécessaire d'obtenir une Déclaration qui renouvellerait la disposition des précédentes, & qui seroit envoyée au Grand-Conseil, pour y être enregistrée sans modification, & que l'esprit du Conseil n'en étoit pas éloigné. L'affaire a été terminée par un accommodement entre les Parties, en faveur de l'Indultaire. T. VI, P. J. p. 78, 79, 80, 130, 131, 258. *Voyez* Indult du Parlem., n°. III.

L'Assemb. de 1745, par l'art. 11 de son Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner par une Déclaration qui sera envoyée, tant au G. Conseil, que dans tous les Parlements du Royaume, que toutes les dignités d'Eglises Cathédrales & la première des Collégiales, seront déchargées de l'expectative des gradués, tant simples que nommés, sans que lesd. gradués puissent aucunement requérir lesdites dignités. Réponse. *Le Roi a déjà donné des ordres pour être informé des dif-*

ferons n'ajoutent rien, principalement n'a pas été de nous combier la Jurisprudence à y pourvoir.

L'art. 10 de l'Ass. de 1755, demande de se faire des Parlements déterminés.

L. p. 204, même art. 12 du même rapport. Même art. 9 du C. pontif. *Par* Dijon une dignité des l'exp.

R. J. p. 48. Le Roi Cahier de dictation, p. Parlements VIII, P. J.

M. le G. ponce dans affaires tra 1775, l'exp. l'envoi de 1606, envoi il a été com semettre la liste des point de l'accession.

III. Qu gnités de Gale, il fa de Reims, de 1681, très-long- res les dig est consta Louis laif Philippin des collat sont main que les P de ces u point réco pose en su lier le do de l'Egli ne soient bles de le tions can

seuls usages des Parlements, & principalement de ceux où l'Edit de 1606, n'a pas été adressé; & Sa Majesté qui connaît combien il est important de rendre la Jurisprudence uniforme, est disposée à y pourvoir incessamment. T. VII, P. J. f. 473.

L'art. 10 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1755, contient la même demande. Réponse. *Le Roi continuera de se faire informer des usages des différents Parlements, avant de prendre une détermination sur ces articles.* T. VIII, P. I. p. 204, 205.

Même demande de l'Ass. de 1760, art. 12 du Cahier de la Jurisdiction. Même réponse T. VIII, P. J. p. 306.

Même demande de l'Ass. de 1769, art. 9 du Cahier de la Jurisdiction. Réponse. *J'ai adressé à mon Parlement de Dijon une Déclaration qui affranchit les dignités des Cathédrales & des Collégiales de l'expectative des Gradués.* T. VIII, P. J. p. 488, 489.

Le Roi par sa réponse à l'art. 4 du Cahier de l'Ass. de 1770 sur la Jurisdiction, promet d'envoyer aux autres Parlements la susdite Déclaration. T. VIII, P. J. p. 619, 620.

M. le Garde des Sceaux, par sa réponse donnée par écrit, sur différentes affaires traitées dans l'Assemblée de 1775, s'explique en ces termes. Quant à l'envoi de la Déclaration sur l'Edit de 1606, envoyée au Parlement de Dijon, il a été convenu que Mrs. les Agents remettroient à M. le Garde des Sceaux, la liste des Parlements auxquels elle n'a point été envoyée, & qu'elle le seroit incessamment. T. VIII, p. 2521.

III. Quant à la disposition des dignités de Chapitres qui vaquent en Régale, il faut avouer, disoit M. l'Arch. de Reims, dans son Rapport fait à l'Ass. de 1681, que nos Rois sont depuis très-long-temps en possession de conférer les dignités vacantes en Régale. Cela est constant par le pouvoir que saint Louis laissa à la Reine sa mère, par la Philippine, par les anciennes Formules des collations en Régale. Nos Rois se sont maintenus en cette possession, sans que les Papes se soient jamais plaints de cet usage : l'Eglise de France n'a point réclamé contre. Le Prélat propose ensuite un expédient pour concilier le droit du Roi avec la Jurisdiction de l'Eglise; savoir, que ces Bénéfices ne soient conférés qu'à des sujets capables de les posséder, selon les dispositions canoniques; & en les conférant,

renvoyer par l'acte de Provision, les Ecclésiastiques qui en sont pourvus aux Ordinaires des lieux, pour obtenir d'eux les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs charges. T. V, p. 434, 435, 436. Voyez Régale, §. III.

IV. Suivant l'usage & la possession de toutes les Eglises des Pays-Bas Catholiques, les dignités des Chapitres sont électives dans tous les mois, quoique le Pape ait par l'usage le droit de conférer pendant huit mois les simples Prébendes. Voyez Flandre, n°. I.

V. Sur les contestations en matière de préséance, entre les Dignitaires de Cathédrales & les Abbés. Voyez Abbés, n°. XII.

DIJON.

1°. L'Evêque de Dijon est premier Conseiller d'honneur né au Parlement de Bourgogne. T. VIII, p. 11.

2°. Le Diocèse de Dijon, en conséquence de l'érection de l'Evêché, a fait un acte de partage avec celui de Langres : l'acte est du 20 Octobre 1732. Ce Diocèse nouvellement démembré de celui de Langres, a été confondu provisionnellement avec celui de Langres, pour l'imposition du Don-gratuit de 1734. T. VII, p. 1296. Voyez Langres, n°. 1.

3°. M. l'Ev. de Dijon rend compte à l'Ass. de 1747, de deux objets de contestations qui étoient actuellement pendantes au Conseil, entre lui & le Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon. Le premier objet regarde les Prieures publiques ordonnées par Sa Majesté, au sujet desquelles ledit Chapitre refusoit de recevoir & d'exécuter les Mandements de l'Ordinaire; affectant, au contraire, de les faire à autres jours & heures : le second concerne l'usage abusif où étoit le Doyen de ce Chapitre, d'approuver quelques Prêtres de son Eglise pour confesser le Clergé de cette même Eglise. L'Ass. charge Mrs. les Agents de solliciter l'affaire au Conseil. T. VIII, p. 63, 64.

DIMANCHES.

Voyez Fêtes.

DIMES.

§. I. Droit de Dîme considéré en général.

I. L'ASSEMB. de 1681, art. 6 de son Cahier, suppose les dîmes être de droit divin. T. II, P. J. p. 40.

Origine des dîmes ecclésiastiques.

1732.

1747.

Elles ne relevent que de Dieu : l'Eglise ne les tient d'aucun Prince ou Seigneur : c'est ainsi que s'expriment Mrs. les Députés de l'Ass. de 1670, dans la conférence tenue chez M. Colbert. T. V, p. 502.

Le droit divin veut qu'elles soient rendues à Dieu & à ses Ministres dans toutes les terres. Assemb. de 1635, T. II, p. 752.

Elle n'est point
sujette à prescrip-
tion.

II. L'exemption de la dîme doit être prouvée par titre : on n'est point admis à faire preuve de la possession où l'on est de ne point payer la dîme. Un Arrêt du Parlement d'Aix ayant été rendu contre cette maxime, l'Ass. de 1650 accorda la jonction des Agents à la Partie plaignante. T. III, p. 635.

En l'Ass. de 1675, le Chapitre de Beaune demanda l'intervention des Agents, pour faire casser deux Arrêts des Parlements de Dijon & d'Aix, qui admettoient des particuliers à la preuve de leur possession pour l'exemption de la dîme, contre la disposition des Canons & des Ordonnances, notamment celle de Blois, art. 50, l'Edit de Melun, art. 29 ; contre la commune Jurisprudence du Royaume, par laquelle il est universellement établi, qu'il ne peut y avoir de prescription sur le fait des dîmes. Mrs. les Agents furent chargés de poursuivre la cassation desdits Arrêts, à cause des conséquences. T. V, p. 257.

Exemption de
la dîme préten-
due par plusieurs
Corps.

III. Plusieurs Ordres Religieux prétendent être exempts de payer la dîme ; cette exemption, en la supposant prouvée, a des bornes.

Par la réponse à l'art. 45 du Cahier de 1635, les Religieux de Cîteaux, Prémontrés, Chartreux, Minimes, Chevaliers de Malte, &c. sont exempts de dîmes pour les biens & terres qu'ils cultivent de leur ancien domaine ; mais pour celles qu'ils afferment, & pour les terres nouvellement acquises, ils en paieront la dîme, ainsi qu'elle se payoit quand ils les ont achetées. T. II, p. 765. Recueil, p. 1404, 1405.

En l'Ass. de 1740, Mrs. les Commissaires du Temporel exposent, que l'Ordre de Malte faisoit refus de payer la dîme, tant pour les biens de son ancienne dotation, que pour ceux qu'il avoit acquis nouvellement : ils proposent des moyens pour arrêter ces abus. L'Ass. prie M. l'Archev. de Narbonne de solliciter auprès de M. le Chancelier, au nom de la Compagnie, l'expédition de la Déclaration dont la Com-

mission avoit dressé le projet à cette fin. T. VII, p. 1717, 1718.

En l'Ass. de 1745, M. l'Archevêque d'Arles expose, que plusieurs Bulles de différents Papes attribuent à l'Ordre de Malte, ainsi qu'à quelques autres Ordres, l'exemption de dîmes pour leurs domaines. Les Religieux desdits Ordres cultivoient alors, & défrichoient même de leurs propres mains les terres de ces domaines ; on crut devoir animer un zèle si louable pour le travail, par cette distinction : d'ailleurs comme ils habitoient des lieux déserts, l'éloignement des Paroisses ne leur permettoit pas d'y recourir pour l'administration des Sacrements ; ils étoient donc obligés de se les administrer eux-mêmes : on estima juste & raisonnable de les affranchir d'une contribution destinée à récompenser un ministère qu'ils remplissoient eux-mêmes. Quoique ces deux motifs ne subsistent plus depuis long-temps, l'exemption de dîmes à laquelle ils ont servi de fondements, subsiste toujours ; mais ce n'est point là le sujet des représentations du Dioc. d'Arles : il ne prétend pas contester à l'Ordre de Malte l'exemption de dîmes ; il se plaint seulement de ce qu'il veut étendre ce privilège au de-là de ses justes bornes, en l'appliquant non-seulement aux terres qu'il possédoit lors de la concession dudit privilège, mais encore à celles qu'il a depuis acquises, & qu'il pourra acquérir dans la suite : cette prétention a même été confirmée au Parlement de Provence, par un Arrêt du 26 Mai 1735. M. l'Archev. d'Arles fait voir les inconvénients qui en résultent, & allègue les moyens qui en procurent l'injustice.

Sur quoi l'Ass. a arrêté qu'il sera dressé un projet de Déclaration conforme aux Remontrances du Clergé de l'année 1635, & a prié Mrs. les Arch. de Rouen & d'Arles, de le présenter à M. le Chancelier. T. VII, p. 1056 & f.

L'Ass. de 1750, par l'art. 7 de son Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner par une loi publique & générale, que l'Ordre de Cîteaux & les autres grands Ordres qui ont cette prétention, ne jouiront de ce privilège que pour les terres qu'ils justifieront par titres, avoir fait partie de la dotation primitive de leurs maisons, & que toutes leurs autres possessions, à quelque titre que ce soit, demeureront sujettes à la dîme, suivant l'usage des lieux. T. VIII, P. J. p. 93, 94.

Titre de la M.
des D.
des D.
des D.

IV. M. à l'Ass. de difficulté de Martin de Germain de de la dîme contestation avoit rendu leur-Général tant que les chus du dro la Paroisse justification, du titre en de la dîme ; re, que les aux Pauvres aité de voir feroit de lait L'Ass. de Vice-Chanc sation de P 1528.

§. II. Déclaration favorable sollicite

Sur les R 1655, le Cle du mois de dîmes ecclési dîmes & no tes les terres qu'elles aien laboureables, bages ou aut mes. T. IV,

Le Parler de vérifier l de 1660 rés Chancelier l se, & d'en ro Grand-Couv le Parlement T. IV, p. 7.

M. l'Evêq à l'Ass. de le ment de R ne les Eccl lin ; bien qu toutes les te L'Ass. juge conséquences Lettres de s la vérificati mes dans to tribution d Conseil, si sient selon s aux Agents

IV. M. l'Evêque de Lisieux expose à l'Ass. de 1765, qu'il s'étoit élevé une difficulté entre les Religieux de Saint-Martin de Séez & le Curé de Saint-Germain dudit lieu, pour la perception de la dîme; que relativement à cette contestation, le Parlement de Rouen avoit rendu sur la Requête du Procureur-Général, un Arrêt provisoire, portant que lesdits Religieux seroient déchus du droit de percevoir la dîme dans la Paroisse de Saint-Germain, s'ils ne justifioient, dans l'espace de trois mois, du titre en vertu duquel ils jouissoient de la dîme; & faute par eux de le faire, que les revenus seroient appliqués aux Pauvres de la Paroisse; qu'il étoit aisé de voir de quelle conséquence il seroit de laisser subsister un pareil Arrêt. L'Ass. députée pour ce sujet à M. le Vice-Chancelier, pour obtenir la cassation de l'Arrêt. T. VIII, p. 1527, 1528.

§. II. *Déclarations sur la Dîme, favorables au Clergé, dont il sollicite l'enregistrement.*

Sur les Remontrances de l'Ass. de 1655, le Clergé obtient la Déclaration du mois de Février 1657 en faveur des dîmes ecclésiastiques, portant que les dîmes & noyales seront levées sur toutes les terres sujettes à dîmes, quoiqu'elles aient été converties en terres labourables, vignobles, prairies, herbages ou autres fruits non sujettes à dîmes. T. IV, p. 332, 739.

Le Parlement de Rouen fait refus de vérifier ladite Déclaration. L'Ass. de 1660 résout de demander à M. le Chancelier le changement de l'adresse, & d'en renvoyer la connoissance au Grand-Conseil, par le refus que fait le Parlement de Rouen de l'enregistrer. T. IV, p. 740.

M. l'Evêque de Tréguier représente à l'Ass. de 1670, que, par Arrêt du Parlement de Rennes, on prive en Bretagne les Ecclésiastiques de la dîme de lin; bien qu'on ne sème presque dans toutes les terres, que de cette graine. L'Ass. jugeant l'affaire d'une grande conséquence, a résolu de demander des Lettres de surannation pour poursuivre la vérification de la Déclaration des dîmes dans tous les Parlements, avec attribution de Jurisdiction au Grand-Conseil, si les Parlements ne la vérifient selon sa forme & teneur. Ordonné aux Agents de faire pour cet effet les

diligences nécessaires. Les Lettres de surannation ont été accordées. T. V, p. 112.

L'Ass. de 1715, par l'art. 5 de son Cahier, demande que les Déclarations de Mai 1611, de Juin 1617, de Février 1657, concernant la levée & perception de toutes sortes de dîmes, soient enregistrées par-tout où besoin sera. Répon. Sa Majesté ne juge pas à propos, quant à présent, de rien ajouter à ce qui est prescrit par ses précédentes Ordonnances enregistrées. Recueil, p. 1537, 1538.

L'Ass. de 1735, art. 2 du Cahier, supplie Sa Majesté d'envoyer la Déclaration de 1657 en toutes ses Cours, pour y être enregistrée, notamment en ce qui concerne les dîmes, dont les sages dispositions en cette partie, mettroient fin aux Procès. Répon. Sa Majesté fera examiner s'il convient de faire une nouvelle loi sur la matière des dîmes, d'y employer en tout ou en partie les dispositions de la Déclaration de 1657. Recueil, p. 1699.

L'Ass. de 1740 arrête de demander au Roi l'exécution de la Déclaration de 1657, ou au moins une Loi qui, en conservant aux gros Décimateurs ce qui leur appartient de droit, & aux Curés ce qui doit leur revenir, à titre de noyales, coupe la racine aux Procès. Projet de Déclaration dressé par la Commission, approuvé par l'Ass. M. l'Arch. de Narbonne prie de le présenter à M. le Chancelier. T. VII, p. 1718, 1719.

§. III. *Manière de la perception & du paiement de la Dîme. Formalités à remplir par les Bénéficiers, pour l'exploitation. Adjudicataires des Dîmes exempts de Tailles.*

I. Le Cahier du Roi envoyé aux Etats de Blois en 1577, porte, qu'avant de cueillir les fruits sujets à la dîme, il sera fait publication du jour qui aura été pris pour dépouiller & enlever lesdits fruits; qu'il ne sera rien levé, que la dîme ne soit payée; que les Ecclésiastiques ne seront tenus à aucun banquer, ou paiement de chose quelconque à ceux qui leur paient la dîme. T. I, P. J. p. 50.

Autres dispositions ajoutées dans le Cahier de la Chambre Ecclésiastique auxdits Etats. Recueil, p. 1016, 1017. En 1561 l'Ass. de Poissy, art. 3 du

Cahier, avoit supplié Sa Majesté d'ordonner que les dîmes fussent payées selon la forme du droit commun & coutume des lieux, & que les fruits décimables ne pussent être enlevés, mis en gerbes, ou déplacés, sans que les Décimateurs ou leurs Commis eussent été appelés pour compter; que de plus la Sentence du Juge Royal ressortissant aux Cours de Parlement, fût exécutoire par provision, nonobstant l'appel & sans préjudice d'icelui. Recueil, p. 96.

Plusieurs articles du Cahier de l'Ass. de 1635, sont relatifs à cet objet: les réponses portent, que toutes les dîmes seront payées en espèces, & dans le champ, celles de bled, en gerbes, non en filons, ni argent; qu'elles seront payées des fruits provenant de la terre pour lesquelles on a coutume de payer. T. II, p. 751, 765. Recueil, p. 1404 & suiv.

La même Ass. de 1635 ordonne aux Agents d'intervenir pour la cassation d'une Sentence du Lieutenant-Général d'Evreux, qui condamnoit à rendre les pailles des gerbes de la dîme, à un certain prix taxé par la Sentence. T. II, p. 811.

Les Ecclésiastiques du Diocèse d'Angers se plaignent à l'Assemb. de 1635, qu'au préjudice des Arrêts & Règlements par lesquels il est porté que les dîmes seront payées en espèce, les Officiers du Présidial & de la Prévôté, taxent le vin à un prix très-modique, & ne veulent payer leurs dîmes qu'en argent; ce qui les avoit obligés de se pourvoir au Conseil pour obtenir un Arrêt. L'intervention des Agents leur est accordée. T. IV, p. 331.

En l'Ass. de 1675, la Province de Bordeaux représente qu'en divers lieux du Parlement de Bordeaux, on paie la dîme au grenier; que pour éviter les fraudes qui s'y font, & le dommage qu'en souffrent les Bénéficiaires, & le préjudice de ceux qui la doivent, il seroit à désirer qu'il fût ordonné par une Déclaration que la dîme soit payée dans le champ; nonobstant toutes transactions à ce contraires: comme il y en a plusieurs Arrêts audit Parlement, l'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir dans les affaires qui pourront intervenir au Conseil sur ce sujet. T. V, p. 146.

II. En l'Ass. de 1641, plusieurs plaintes au sujet des dîmes, dont les Ecclésiastiques sont frustrés sous divers prétextes; les uns ayant donné des ma-

rais à dessécher, à condition d'en jouir sans payer la dîme; d'autres en faisant dans leurs terres des clôtures & jardinages; les Juges Royaux, en quelques lieux, faisant des Règlements pour le paiement d'icelles, de quatre arpents de terre en empruntant un, & le destinant pour le jardinage du Laboureur: arrêté qu'il en sera fait article au Cahier, pour être fait règlement plus ample que celui qui est porté dans la Déclaration de Sa Majesté, intervenue sur les plaintes de la dernière Ass.; & pour l'entreprise des Juges Royaux, que l'on se pourvoira au Conseil en cassation des Sentences & Arrêts; qu'en outre la connoissance pour le fait des dîmes soit attribuée au Grand-Conseil. T. III, p. 87.

Les Ass. de 1713 & de 1715 avoient demandé dans leurs Cahiers, que la même dîme sur les terres changées de nature, fût également payée sur les fruits de ces terres, comme elle l'étoit auparavant sur les grains qui y étoient semés. Le Roi avoit promis un Règlement à ce sujet. L'Ass. de 1730 propose à M. le Chancelier, un projet de Déclaration contenant le Règlement. T. VII, p. 1147, 1148.

En l'Assemb. de 1745, M. l'Arch. de Toulouse fait rapport de plusieurs Mémoires concernant les dîmes & les novales, & de différentes plaintes au sujet de plusieurs manières de frauder la dîme, soit en Normandie, en réduisant les terres de labour en herbages, soit en changeant la surface de la terre, d'une autre manière de fruits décimables, en fruits non décimables par l'usage des lieux; soit par plusieurs autres voies. Arrêté qu'il en sera mis un article dans le Cahier. T. VII, p. 1049 & suiv.

Cet article est le premier dudit Cahier, par lequel l'Ass. supplie Sa Majesté de donner une Loi, au moyen de laquelle les Eglises ne soient pas frustrées de la dîme par le changement, &c., & qui les indemnise par un dédommement à due estimation dans le cas des changements dans la surface des terres; auparavant cultivées en fruits sujets à la dîme, & converties en fruits non décimables par leur nature. Réponse. Le Roi se fera rendre compte des différents usages observés dans ses Parlements pour y pourvoir. T. VII, P. J. p. 477.

III. L'Assemb. de 1715, art. 1 du Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner, que

que dans le par autorité tions qui Décimateurs roilles sur les bitants de être enten di. Recueil

IV. Le l expose à l vince les d que l'on p étoit dû à dimoit au vantage, o les treize; payé. Sur Déclaration n'étoit poin les Agents tion. T. II

Ep l'Ass rapporte pl vices sur l rompu, & dans les P qui se divis par les part milles, & c souvent en de grains o dîme; qu'e Remontran Déclaration de la dîme qui se trou cette Décl qu'il arriva dans son ex de 1615 en 1617, conf qui, ayant le Langued furent levé à Nîmes, d Déclaration forme & te testations f & que, con avantageu demand la même ch il en fut fa Cahier. T.

C'est l'ar Assemblée Majesté de de 1611 & des dîmes S. M. fera dîmes. Rec Table de

que dans les enquêtes qui seront faites par autorité de Justice sur les contestations qui surviennent entre les gros Décimateurs & les Habitants des Paroisses sur la quotité de la dîme, les Habitants de la Paroisse ne pourront pas être entendus comme témoins. *Accordé. Recueil, p. 1607.*

IV. Le Député de l'Eglise de Lyon expose à l'Ass. de 1611, qu'en sa Province les dîmes étoient si mal payées, que l'on perdoit une partie de ce qui étoit dû à l'Eglise, en ce que, si l'on dimoit au treizième, & qu'il y eût davantage, on ne payoit la dîme que pour les treize; le reste demeurant sans être payé. Sur quoi, étoit intervenu une Déclaration de Sa Majesté, mais qui n'étoit point vérifiée: arrêté que Mrs. les Agents en poursuivront la vérification. T. II, p. 378.

En l'Assemb. de 1683, le Promoteur rapporte plusieurs Requêtes des Provinces sur le fait des dîmes en nombre rompu, & représente qu'il se trouve dans les Paroisses plusieurs héritages qui se divisent en très-petites portions par les partages qui se font dans les familles, & que ces petites portions sont souvent ensemencées de diverses sortes de grains dont l'on refuse de payer la dîme; qu'en 1610 l'Ass. fit sur cela des Remontrances au Roi, & demanda une Déclaration qui ordonnât le paiement de la dîme, à proportion des grains qui se trouveroient sur le champ; que cette Déclaration fut accordée, mais qu'il arriva beaucoup de contestations dans son exécution; ce qui fit que l'Ass. de 1615 en obtint une nouvelle, en 1617, confirmative de la précédente, qui, ayant pareillement souffert dans le Languedoc plusieurs difficultés, elles furent levées aux Grands-Jours, tenus à Nîmes, dont la Cour ordonna que la Déclaration seroit exécutée selon sa forme & teneur; que ces mêmes contestations se renouvelloient aujourd'hui; & que, comme ces Déclarations sont avantageuses au Clergé, il falloit en demander une nouvelle, qui ordonnât la même chose pour tout le Royaume: il en fut fait un article exprès dans le Cahier. T. V, p. 608, 609.

C'est l'article 11 du Cahier de ladite Assemblée, portant, qu'il plaise à Sa Majesté de renouveler les Déclarations de 1611 & de 1617, pour le paiement des dîmes aux nombres rompus. Rép. S. M. fera examiner ce qui regarde les dîmes. Recueil, p. 1471.

Table de la Coll. des P. V.

L'Ass. de 1705, dans l'art. 8 de son Cahier, demande, que tous Possesseurs d'héritages sujets à la dîme, seront tenus de la payer à la cote accoutumée, même de payer lad. dîme des nombres rompus, en sorte que nulle portion des fruits ne soit exempte de la dîme. Rép. *Renvoyé devant les Juges ordinaires. Recueil, p. 1504.*

L'art. 3 du Cahier de 1715 contient la même demande. *Nouveau Règlement promis. Recueil, p. 1537.*

V. Règlement prescrit par l'Arrêt du 2 Septembre 1760, concernant les formalités à remplir par les Bénéficiers & autres gens de main-morte qui veulent exploiter par eux-mêmes leurs dîmes. *Voyez Baux, n°. II.*

VI. Les Adjudicataires des dîmes sont exempts de taille. *Voyez Impôts, §. II, an. 1775.*

§. IV. Différentes especes de Dîmes & de fruits décimables. Pailles de Dîme.

I. En l'Assemblée de 1650, plusieurs Bénéficiers présentent Requête au sujet de la dîme, & demandent la jonction des Agents. Les Curés des environs de Paris réclament la dîme des sainfoins dans les terres changées de nature de fruits auparavant décimables, & ce conformément aux Arrêts du Conseil, donnés en 1641 & 1646: ils prient l'Ass. d'en obtenir un pareil, & d'y faire exprimer en particulier les noms de *sainfoins & bourgogne*. Autre demande pour la dîme des oliviers en Provence & des cerisiers en d'autres lieux. Les Curés de Normandie demandent la dîme des terres converties de labour en herbages: ils prient en même-temps l'Ass. de faire évoquer au Conseil l'instance pendante au Parlement de Rouen, & de les rétablir contre un Arrêt de ce Parlement, du 28 Février 1647, entre le Curé de Fréville & les Habitants, qui décharge lesdits Habitants de payer les dîmes des terres mises en herbages, pourvu qu'un tiers des héritages soit en labour; l'Ass. leur accorde ce qu'ils demandent. Arrêt promis contre des Gentilshommes, qui, sous des noms interposés, prenoient à ferme les dîmes des Ecclésiastiques. *Item*, Arrêt promis pour la dîme des menus grains en Normandie, Bretagne & Bourgogne. Jonction des Agents accordée aussi contre un Arrêt du Parlement d'Aix, qui admettoit à faire preuve de la possession où l'on étoit de ne

sainfoins, bourgogne, menus grains, &c.

E e e

point payer la dîme. Autres plaintes des Arrêts de Rouen, qui exemptoient de la dîme des bois, contre la possession immémoriale. T. III, p. 633 & f.

L'Assemb. de 1645 avoit reçu aussi plusieurs plaintes au sujet des dîmes : pour y satisfaire, elle demande la révocation d'un Arrêt du Conseil, portant défenses à l'Official de Rouen de connoître du pécutoire des dîmes : elle en sollicite d'autres pour assurer la dîme du lin, des menus grains, des terres changées de nature, des enclos, des marais desséchés : elle obvient des Arrêts pour la levée des dîmes sur les marais desséchés, sur les terres dont on a changé la semence : elle fait révoquer les Arrêts de quelques Parlements, portant exemption de la dîme pour un journal de terre. Déclaration accordée pour remédier aux violences des Gentilshommes sur la levée des dîmes ; elle est adressée au Grand-Conseil. T. III, p. 323 & f. 358, 360.

Dîme des terres
changées de na-
ture.

II. Les Arrêts du Conseil, donnés à la requête des Agents en 1641 & 1646, ordonnoient que les terres qui seroient dénaturées, paieroient la dîme généralement des choses dont elles seroient ensémencées. T. III, p. 634.

Le Député du Diocèse de Bayeux a recours à la protection de l'Assemb. de 1655, afin d'obtenir un Arrêt du Conseil semblable à ceux des années 1641 & 1650, & une Déclaration du Roi, par laquelle il soit ordonné que les terres qui auront été labourées, & depuis mises en pâturages, paieront la dîme, ou le dixième denier du prix de leur afferme, sans aucune fraude, laquelle Déclaration soit enregistrée au Parlement de Rouen. Sur cette demande, l'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir au Conseil pour obtenir l'Arrêt conforme, & prie Mrs. les Commiss. de poursuivre une Déclaration pour le paiement de la dîme desdites terres changées en pâturages. T. IV, p. 331.

La Déclaration de 1657, obtenue sur les Remontrances du Clergé, porte que les dîmes & noales seront levées sur toutes les terres sujettes à dîme, quoiqu'elles aient été converties en terres labourables, vignobles, prairies, herbages & autres fruits non sujets à dîme. T. IV, p. 332, 739.

En l'Ass. de 1685, l'Evêq. de Lisieux représente, qu'il s'est introduit une Jurisprudence au Parlement de Rouen, qui déclare les terres labourables, converties en herbages ou en prairies,

exemptes du droit de dîme, auquel elles étoient auparavant sujettes. L'affaire est renvoyée aux Commissaires du Temporel. T. V, p. 608.

Dès 1615, plusieurs Chapitres de Paris avoient demandé l'intervention de l'Assemb., pour obtenir une Déclaration du Roi, qui conservât aux Décimateurs la perception des dîmes dont ils jouissoient ; & au cas où les terres produisant fruits décimaux, soient changées de nature, & n'en produisent plus, qu'il soit réglé auxdits Décimateurs un dédommagement convenable. L'Ass. accorde l'intervention requise, & charge ses Députés en Cour d'obtenir Lettres de Déclaration. T. II, p. 544.

L'Ass. de 1700, art. 7 du Cahier, supplie S. M. d'ordonner, par une Déclaration, que les terres, dont la surface aura été changée, & qui payoient la dîme, continueront de la payer comme avant ce changement, soit que la terre ait été mise en herbages, ou autres choses non sujettes à la dîme. Rép. Renvoyé devant les Juges ordinaires. Recueil, p. 1484.

Même demande de l'Ass. de 1705, art. 7 de son Cahier. Même réponse. Recueil, p. 1504.

Même demande de l'Ass. de 1715, art. 1 du Cahier. Rép. *Le Roi trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires, jusqu'à un nouveau Règlement général ; l'usage observé tant au Grand-Conseil qu'au Parlement, sera suivi.* Recueil, p. 1537.

Même demande de l'Ass. de 1745, art. 1 du Cahier. *Supra*, §. III, n°. II.

Même demande de celle de 1750, art. 3 du Cahier. La réponse n'y est pas jointe. T. VIII, P. J. p. 90, 91.

Même demande de l'Ass. de 1755, art. 4 du Cahier du Temporel. Rép. *Sa Majesté se fera informer des différents usages & des droits, tant du Clergé, que des autres parties intéressées, pour y pourvoir.* T. VIII, P. J. p. 211.

Même demande de l'Ass. de 1760, art. 4 du Cahier du Temporel. Même réponse. T. VIII, P. J. p. 310.

III. L'Evêque de Tréguier demande l'intervention de l'Ass. de 1655, dans un Procès qu'il avoit au Conseil, pour raison des dîmes de lin & autres menus grains. Le Parlement de Bretagne lui avoit d'abord adjugé ce qu'il demandoit ; mais depuis, par des considérations particulières, il avoit donné un Arrêt contraire au premier. Sur cette contrariété d'Arrêts & autres moyens,

Même de-
mande
même pro-
cès, au
fin, rap-
porteur &
nouveau

ne, auquel elles
res. L'affaire est
ires du Tempo-

Chapitres de Pa-
intervention de
une Déclara-
vât aux Décim-
des dîmes dont
s ou les terres
maux, soient
en produisent
adits Décima-
nt convenable.
ion requise,
Cour d'obtenie
T. II, p. 544.
u Cahier, sup-
par une Décla-
ont la surface
i payoient la
payer comme
it que la terre
s, ou autres
dîme. Rép.
ordinaires.

Ass. de 1705,
ême réponse.

Ass. de 1715,
Roi trouve bon
nt leurs M-
u Règlement
nt au Grand-
era suivi. Re-

Ass. de 1745,
III, n°. II.
le de 1750,
se n'y est pas
91.

Ass. de 1755,
orel. Rép. Sa
des différents
Clergé, que
des, pour y
111.

Ass. de 1760,
orel. Même
310.

er demande
1655, dans
oncil, pour
autres menus
Bretagne lui
u'il deman-
s considéra-
e donné un
r. Sur cette
moyens,

Même de
pour pro-
bless com-
suis, et par
garance à
nouveaux

ce Prelat avoit porté l'affaire au Con-
seil... L'Evêq. d'Angoulême demande
aussi l'intervention de l'Assemb., pour
une affaire qu'un Curé de son Diocèse
avoit au Conseil : il s'agissoit de faire
révoquer un Arrêt du Parlement de
Bordeaux, par lequel les Habitants de
Tenac avoient été déchargés de payer
au Curé la dîme des chanvres & des
lins qu'ils recueilloient dans leurs
jardins, pourvu qu'ils ne continssent
qu'un journal de terre. L'Ass. ordonne
aux Agents de demander un Arrêt con-
forme aux Ordonnances, pour la per-
ception des dîmes. T. IV, p. 330, 331.

L'Assemblée de 1665 a obtenu une
Déclaration au sujet des novales & des
dîmes menues & vertes, en faveur des
Décimateurs. Voyez Portions con-
grues, §. I, n°. I.

M. l'Evêque de Tréguier représente
à l'Assemb. de 1670, que, par Arrêt du
Parlem. de Rennes, on prive en Bre-
tagne les Ecclésiastiques de la dîme de
lin, bien qu'on ne sème presque dans
toutes les terres, que de cette graine.
L'Ass. jugeant l'affaire d'une grande
conséquence, a résolu de demander
des Lettres de surannation pour pour-
suivre la vérification de la Déclaration
des dîmes. T. V, p. 112. *Supra*, §. II.

L'Assemb. de 1715, art. 2 du Cahier,
demande que la dîme des bleds noirs,
sarrasins & autres grains que l'on sème
dans les terres sujettes à la dîme, soit
payée sur le pied & suivant l'usage des
lieux, quoique la dîme n'y ait été ci-
devant perçue sur lesdits grains. La ré-
ponse a été, que, *jusqu'à un nouveau
règlement général, l'usage observé, tant
au Grand-Conseil qu'au Parlement, se-
roit suivi.* Recueil, p. 1537.

Même demande de l'Ass. de 1723,
article premier. Même réponse. Re-
cueil, p. 1561.

Même demande de celle de 1725,
article premier. Règlement promis à ce
sujet. Recueil, p. 1607.

Le Parlement de Toulouse venoit
de condamner le Chapitre de Beziers
à prouver une possession de 30 années,
pour pouvoir être autorisé à percevoir
la dîme sur l'esparcette, espèce de four-
rage qui n'étoit connu dans la plupart
des Communautés du Languedoc, que
depuis 30 ans. Le principe qui sert de
motif à l'Arrêt, est, que l'esparcette
est, de sa nature, exempte de dîme,
ainsi que tout autre nouveau fruit, s'il
n'y est connu que depuis 29 ans. On
fait voir la fausseté du principe & les

inconvenients de l'Arrêt. L'Assemb. de
1738, sur ce qui lui en est représenté,
dépêché à M. le Chancelier. T. VIII,
p. 683, 684.

L'Assemb. de 1760 dresse un projet
de règlement au sujet de la dîme de ces
nouveaux fruits : l'art. 4 de son Cahier
du Temporel est à ce sujet. T. VIII,
P. Just. p. 310, 311.

M. le Contrôleur-Général adresse à
Mrs. les Agents pour l'Ass. de 1770, un
projet de Déclaration concernant
la dîme de la garance. Le vœu du Mi-
nistre est, que les terres ensemencées en
garance, jouissent, pendant plusieurs
années, de l'exemption totale de la di-
me, & qu'après ce laps de temps, la
dîme ne puisse être perçue sur cette
plante, qu'à la moitié du taux ordi-
naire pour les autres fruits. Sur le rap-
port fait par M. l'Abbé du Lau, & après
avoir balancé les raisons pour & contre
la demande, l'Assemblée se fait un vé-
ritable plaisir de concourir à l'encoura-
gement d'une culture aussi précieuse
que celle de la garance, par le sacrifice
momentané du droit de dîme, & même
par la réduction de sa quotité; mais
elle charge les Agents de mettre sous
les yeux de M. le Contrôleur-Général
les observations faites, en le priant de
vouloir bien en faire usage dans la ré-
daction de la Loi. T. VIII, p. 1892,
1893.

L'Ass. de 1765, dans l'art. 6 de son
Cahier du Temporel, supplie S. M.,
plus instamment que jamais, d'ordon-
ner, par une Déclaration, que, dans le
cas d'intervention de culture, la dîme
sera levée sur les nouveaux fruits, ainsi
que les fruits décimables auxquels ils
auroient été substitués, & de détermi-
ner en même-temps la quotité de cette
dîme, suivant l'usage des lieux. Rép.
*Mes Loix de 1763 & de 1765 ont ranimé
les cultures des bleds, des fruits décima-
bles, & les défrichements ont plus que
compensé les pertes dont se plaint le Cler-
gé.* T. VIII, P. Just. p. 496, 497.

L'Ass. de 1770, par l'art. 3 du Cahier,
demande, que S. M. veuille étendre à
tout son Royaume la Jurisprudence de
quelques Parlements, en vertu de la-
quelle les fruits non décimables de leur
nature, lorsqu'ils excèdent le tiers de
la Paroisse, deviennent sujets à la dîme.
Réponse. *Je n'ai point trouvé que l'objet
de la demande fût susceptible d'une Loi
générale.* T. VIII, P. J. p. 624, 625.

L'Ass. de 1775 reçoit des plaintes
multipliées de diverses Provinces, &
Ecc 2

notamment de celles de Narbonne, Toulouse, Albi & Auch, relativement à la perception des menues dîmes & dîmes intolites. La Commission du Temp. expose les maximes nouvelles qui se sont accréditées dans différents Tribunaux, depuis quelques années, & qui se trouvent consignées dans plusieurs Arrêts du Parlem. de Toulouse, singulièrement dans ceux rendus contre des Décimateurs des Diocèses de Toulouse, Montauban, Vabres, Cahors & Carcassonne. Sur quoi l'Assemb. prenant en considération les suites fâcheuses qui pourroient résulter de semblables innovations, a délibéré, qu'il seroit dressé un projet de Déclaration, dans les différents articles duquel seroient établies les véritables maximes touchant la jouissance des menues dîmes, & les titres, ainsi que la possession nécessaire pour que les Ecclésiastiques n'y soient pas troublés; & que dans l'explication de chacun des articles, on rapporteroit les faits & les Arrêts dont le Clergé a le plus à se plaindre. Le projet a été dressé & approuvé: Mrs. les Agents chargés d'en solliciter le succès. T. VIII, p. 2471, 2472.

Dîme dans les
parcs & enclos.

IV. Les Curés des environs de Paris demandent la protection de l'Assemb. de 1655 sur trois chefs, dont le premier est le refus que l'on fait de leur payer les dîmes des bleds & sainfoins, qui sont semés dans les parcs & enclos, & le troisieme touchant les bois qui se coupent dans les terres. Il est ordonné que la Requête sera mise entre les mains de M. de Toulouse, pour en faire un article de la Déclaration qu'il doit dresser. T. IV, p. 332.

L'Ass. de 1715, art. 4 du Cahier, demande que les Seigneurs & les Propriétaires des terres, qui ont enfermé depuis trente années, ou qui enfermeront dans leurs parcs ou jardins, des terres sujettes aux dîmes, seront tenus de payer annuellement aux Décimateurs ce que lesdites terres auroient produit pour la dîme, sur le pied & suivant l'usage des lieux, si elles n'avoient pas été enfermées. Rép. *L'usage paroît certain de payer la dîme des terres enfermées dans les parcs, lorsqu'elles sont en valeur & en semences en grains décimables.* Recueil, p. 1537.

Dîme des marais
desséchés &
autres défrichements.

V. Le Curé de Bruges, au Diocèse de Bordeaux, obtint, en 1646, un Arrêt contradictoire au Grand-Conseil, par lequel il fit condamner les Habitants de sa Paroisse à lui payer la dîme des

marais par eux desséchés: ils se pourvurent au Parlement de Bordeaux, pour faire naître un conflit de Jurisdiction: le Curé fut obligé de les faire assigner au Conseil, en règlement de Juges, où ils produisirent une Déclaration du Roi par eux surprise, en date du 11 Décembre 1653, vérifiée en la Chambre des Comptes, par laquelle Déclaration Sa Majesté veut, que, conformément à celle de 1607, il ne soit payé aucune dîme des marais pendant dix ans. Ayant été dérogé à ladite Déclaration, par l'Arrêt de 1646, l'Ass. juge important d'en demander la révocation, & l'exécution de l'Arrêt du Grand-Conseil. T. IV, p. 331.

L'Ass. de 1635 avoit arrêté, que Sa Majesté seroit suppliée d'ordonner que la dîme se levroit aux terres & marais desséchés, tout ainsi qu'aux autres lieux, révoquant à cette fin tous Arrêts & Déclarations au contraire: elle en avoit fait un article du Cahier. T. II, p. 752.

M. Bertin adresse, à l'Ass. de 1765, un Mémoire au sujet des défrichements & des avantages à accorder à ceux qui en entreprennent. Il est exposé dans ce Mémoire, que l'importance d'encourager les défrichements des terres incultes, détermina le Roi à rendre, le 16 Août 1761, un Arrêt de son Conseil, portant que toute espèce de terrain, qui pendant vingt années auroit été inculte, & qu'on défricheroit nouvellement, seroit exempt des impositions pendant dix ans.

On dit dans le Mémoire, qu'il a été prouvé, que les dix premières années de produire le plus fort qu'on puisse espérer d'un défrichement, en remplissent à peine la dépense; que la perception seule de la dîme en absorbe tout le profit, & que la médiocrité du produit ne peut être balancée que par une exemption de toute espèce d'impôts, au moins pendant dix ans.

On propose donc de consentir à ce que tous les terrains qui n'ont point été cultivés pendant vingt ans, & qui pourroient l'être à l'avenir, soient exempts, pendant dix ans, de toute dîme, ainsi qu'ils le seront de toute espèce d'imposition royale, & qu'au bout de ces dix ans d'exemption, ils ne soient assujettis à la dîme, qu'à raison de la cinquantième gerbe. On justifie la fixation de ce pied médiocre, par l'exemple de Henri IV, qui, par son Edit de Décembre 1601, réduisit à la 50^e gerbe, après vingt ans d'exemption, la dîme à pren-

ils se pourvu-
ordaux, pour
Jurisdiction:
faire assigner
de Juges, où
aration du Roi
du 11 Decem-
Chambre des
Déclaration Sa
conformément à
payé aucune
dix ans. Ayant
claration, par
uge importat-
tion, & l'exé-
grand-Conseil,
arrêté, que Sa
ordonner que
terres & marais
autres lieux,
Arrêts & Dé-
elle en avait
T. II, p. 752.
Aff. de 1765,
défrichements
ler à ceux qui
exposé dans ce
nce d'encoura-
terres incul-
rendre, le 16
son Conseil,
de terrain, qui
roir été incu-
ouvellement,
ctions pendant
re, qu'il a été
mieres années
on puisse ef-
, en remplis-
que la percep-
absorbe tout
ocrité du pro-
que par une
ce d'impôts,
.
onsentir à ce
ont point été
, & qui pour-
ent exempts,
e dîme, ainsi
espece d'im-
bout de ces
ne soient assu-
on de la cin-
dise la fixation
l'exemple de
ir de Decem-
gerbe, après
dîme à pren-

dre sur les terrains nouvellement des-
séchés. C'est par les mêmes motifs,
que la Déclaration de Juillet 1764, a
renouvelé la même réduction à la 50^e
de la dîme, à prendre sur les terrains
aussi nouvellement desséchés.

M. l'Arch. de Toulouse, dans le rap-
port qu'il fait à l'Ass., sur la demande
contenue au Mémoire, en approfondit
les inconvénients, ainsi que les
avantages. Le rapport fini, le Promo-
teur oui, & la matiere mise en délibé-
ration, il a été arrêté d'acquiescer à
l'exemption, pour dix années, en fa-
veur desdits défrichements, mais aux
conditions suivantes.

1°. Que la faveur de l'exemption ne
sera accordée qu'aux défrichements qui
auront lieu sur les terrains demeurés
incultes depuis 40 ans.

2°. Qu'après l'expiration des dix an-
nées d'exemption de dîme, la percep-
tion de la dîme se fera au taux & dans
la même proportion que dans le reste
des terres de la Paroisse.

3°. Que quelques fruits que l'on se-
me dans les terrains nouvellement dé-
frichés, la dîme en sera perçue, soit
qu'elle soit solite ou insolite.

4°. Que les gens de main-morte pour-
ront acquérir des terres incultes, à con-
dition de les défricher.

5°. A condition, & non autrement,
que l'ancienne culture ne sera point di-
minuée dans l'étendue de la Paroisse.

6°. Que l'exemption de la dîme n'aura
lieu, d'autant que l'exemption de l'im-
position royale subsistera pendant les
dix ans.

7°. Que la Loi annoncera la faveur
aux conditions ci-dessus; mais que
nul particulier n'en pourra jouir, qu'en
présentant Requête au Conseil, où il
exposera la quantité d'arpents, pour
sur la Requête communiquée à la Com-
munauté, au Curé & aux Décimateurs,
être ordonné, s'il pourra jouir de la fa-
veur de la Loi. T. VIII, p. 1504 jusq.
1511.

La Déclaration intervenue est du 13
Août 1766: elle porte exemption de
dîme pour les Cultivateurs des terres
nouvellement défrichées. Le Clergé se
flattoit que cette Déclar. seroit la Loi
de tout le Royaume. Cependant dans
la Province de Bretagne, une Déclara-
tion différente a été envoyée au Par-
lement, & enregistrée au mois de Juin
1768: ses dispositions sont infiniment
plus onéreuses pour les Décimateurs,
que celles de la Déclaration de 1766.

Dans celle-ci l'exemption des dîmes
n'est prononcée que pour les défriche-
ments faits depuis le premier Janvier
1761. L'art. 5 de celle donnée pour la
Bretagne, étend l'affranchissement aux
terrains défrichés depuis 1758: dispo-
sition inutile dans son objet, & oné-
reuse dans ses effets. L'art. 7 de la Dé-
claration de 1768, après avoir ordon-
né, conformément à celle de 1766,
que les Entrepreneurs des dessèche-
ments & défrichements, ne jouiront
des exemptions, qu'à la charge de ne
point abandonner la culture des terres
actuellement en valeur, ajoute cette
clause: *suivant que l'usage des lieux, ou
selon que les circonstances l'exigeront*. Le
vague de ces dernières expressions ouvre
un vaste champ aux Procès, & donne
un moyen facile de frauder la Loi.

La Déclaration du 12 Avril 1767,
sur le même objet, enregistrée au Par-
lement d'Aix, n'accorde qu'un délai de
trois mois aux Décimateurs, Curés &
Habitants, pour vérifier les Déclara-
tions des défrichements & se pourvoir
contre; délai bien court; délai qui n'é-
roit point prononcé par la Déclaration
de 1766.

Tels sont les objets de représenta-
tions à Sa Majesté, contenus dans l'arr.
14 du Cahier du Temporel de l'Ass. de
1770. Elle supplie le Roi de faire dis-
paroître ces diversités.

Réponse. *Il m'a paru juste de prolon-
ger le délai accordé en Provence, pour con-
tre dire les Déclarations des Entrepre-
neurs des défrichements; je l'ai étendu à
six mois par une Déclaration qui sert à
cet égard, pour le Parlement de Proven-
ce, d'interprétation à celle du 12 Avril
1767... Je l'ai établi uniformément par
une Déclaration que j'ai adressée à mes
autres Parlements.*

*Il y avoit en Bretagne des motifs par-
ticuliers de faire remonter jusqu'au pre-
mier Janvier 1758, les exemptions des
défrichements, &c.*

*La restriction portée par l'art. 7 de la
Déclaration de 1768, à l'égard des ter-
res qui ne pourront être regardées comme
abandonnées, est toute en faveur des Dé-
cimateurs; elle étoit nécessaire pour ne
pas étendre l'exemption sur des terres qui,
étant cultivées habituellement, quoiqu'à
des termes éloignés, ne peuvent être re-
gardées comme nouvellement défrichées.*
T. VIII, P. J. p. 631, 632.

Les articles II & III de la Déclara-
tion de 1766, prescrivent les forma-
lités qu'il faut remplir pour jouir de

l'exemption. L'art. II oblige de déclarer au Greffe de la Justice Royale des lieux, & à celui de l'élection, la quantité des terres, avec leurs tenants & aboutissants. L'article permet aux Entrepreneurs des défrichements depuis le premier Janvier 1762, de faire les mêmes Déclarations dans le délai de trois mois, à l'effet de jouir du privilège. L'art. III oblige encore ceux qui voudront entreprendre lesdits défrichements, à faire afficher une copie de leur Déclaration à la principale porte de l'Eglise Paroissiale, à l'issue de la Messe de Paroisse, par un Huissier ou autre Officier public.

La Province de Bordeaux se plaint à l'Ass. de 1775, d'un Arrêt du Parlement, rendu en forme de Règlement contre la disposition des susdits articles. Cet Arrêt fait jouir les Entrepreneurs des privilèges & exemptions portés par l'art. V de la Déclaration, encore qu'ils eussent entrepris les défrichements, & ensemencé les terres défrichées, avant d'avoir fait la Déclaration à laquelle ils sont tenus, & avant d'avoir fait apposer les affiches, pourvu toutefois, & non autrement, qu'ils n'aient perçu aucune récolte sur les fonds défrichés & ensemencés, avant d'avoir satisfait en entier aux formalités prescrites.

La simple lecture des art. II & III, suffit pour faire connoître que le Parlement de Bordeaux renverse par son Arrêt la Déclaration, dont il ordonne, dit-il, l'exécution. Ces termes de la Loi sont précis : *Ceux qui voudront défricher*. La Déclaration doit donc précéder; mais si les termes de la Loi sont précis, l'objet que la Loi se propose, n'est pas moins évident : c'est ce que l'on prouve.

Sur quoi l'Assemb. considérant que l'on peut se pourvoir contre l'Arrêt, ou par la voie de cassation, ou en obtenant une Déclaration interprétative de celle de 1766, députe à M. le Garde des Sceaux, pour concerter avec lui, celui des deux moyens qui sera le plus convenable. T. VIII, p. 2472 jusqu'à 2475.

Les Lettres-Patentes du 29 Avril 1768, portent exemption de dîme & de taille pendant 20 ans pour les terres qui seront défrichées depuis l'embouchure de la Garonne jusqu'à celle de Ladour : les vingt ans expirés, la dîme ne sera payée qu'à la cinquantième gerbe.

La Province de Bordeaux a représenté

à l'Assemblée de 1775, que la mer est poussée continuellement sur ces côtes; qu'il arrive de-là que les terres actuellement cultivées, sont successivement couvertes de sable; que, par une progression assez rapide, il arrivera qu'il n'y aura plus bien-tôt des terres d'ancienne culture, & par conséquent point de dîme; qu'alors les Curés se trouveront réduits à la cinquantième gerbe; ce qui sera manifestement insuffisant pour leur entretien.

L'Ass. a jugé que l'événement étoit trop éloigné pour demander actuellement une dérogation aux Lettres-Par., & qu'il suffisoit de demander à S. M. de vouloir bien annoncer, que si dans la suite les Curés de ces Contrées n'avoient pas une subsistance honnête, au moyen des dîmes dont ils jouiroient, il y seroit pourvu par l'augmentation de la quotité de la dîme sur les terres défrichées dans les landes dont il s'agit. T. VIII, p. 2475, 2476.

VI. L'Assemblée de 1750, article 1^{er} du Cahier, supplie S. M. d'ordonner, que, dans les lieux dans lesquels la dîme des vins est en usage, elle sera levée par les gros Décimateurs, tant sur les vins que produiront les hautains, [vignes élevées de terre sur des arbres morts ou vifs,] que sur les grains ensemencés dans les mêmes terres, sur le pied & en la forme usitée dans les lieux dans lesquels les hautains auront été plantés. Réponse. *Le Roi se fera rendre compte de l'usage des lieux, pour y pourvoir ensuite*. Recueil, p. 1633.

En l'Ass. de 1726, il est fait rapport d'un Procès jugé par Arrêt rendu au Parlem. de Bordeaux, le 12 Mai 1707: il s'agissoit dans le Procès de savoir si les Fermiers du Prieur de Saint-Pons étoient obligés de percevoir la dîme au pied du cep, comme l'a jugé l'Arrêt, ou s'il suffisoit qu'ils missent leurs vaisseaux vinaires dans certains pas ou lieux par lesquels l'on fait passer les vendanges, afin de pouvoir recueillir la dîme, à mesure que les vendanges passent dans ces mêmes lieux. L'Assemblée sollicite en faveur du Prieur pour la révocation de l'Arrêt. T. VII, p. 842 & suiv.

Le Clergé d'Angoumois jouissoit paisiblement, depuis un temps immémorial, du droit de percevoir la dîme des raisins, à des pas ou passages communs entre les Seigneurs & les Propriétaires des vignes; droit fondé sur l'ancien usage de la Province; confirmé par Lettres-
Patentes en forme d'Edit du 9 Février

1553, ris sans si autho par son damne ses Fer des rai & au p été diso l'Ass. d charge faveur c sation 1527. VII. me. Vo

Voy

Voy

§. VII

Pa

Voy

§.

I. L

moire

Ce Mém

& rappo

tion, P

seurs m

1^o.

naireme

tion est

violenc

Loix C

fanatio

crée à

puisqu

vient p

qu'elle

merce.

vé l'int

ré; elle

qu'elle

& cont

Le p

les din

Charle

qui son

pour r

des ser

dans la

rafin,

mes d

tenir e

parten

la mer est
ces côtes;
rres actuel-
cessivement
r une pro-
era qu'il n'y
d'ancienne
oint de d.
trouveront
rbe; ce qui
t pour leur

ment étoit
r actuelle-
etres-Par.
er à S. M.
que si dans
ntrées n'a-
nnète, au
ouiroient,
mentation
les terres
nt il s'agit.

article 1^{er}
ordonner,
esquels la
lle sera le-
o, tant sur
hautains,
des arbres
grains en-
res, sur le
s les lieux
uront été
era rendre
ur y pour-

it rapport
rendu au
Mai 1707:
e savoir si
int-Pons
n dime au
l'Arrêt,
eurs vais-
s ou lieux
vendan-
la dime,
sent dans
e sollicite
vocation
suiv.

iffsoit pai-
mmémo-
dime des
communs
prieitaires
eien usa-
r Lettres-
p Février

1553, enregistrées au Parlement de Paris sans modification. Contre un titre si authentique, le Parlement de Paris, par son Arrêt du 12 Juin 1764, condamne le Chapitre d'Angoulême, ou ses Fermiers, d'aller prendre la dime des raisins dans l'intérieur des vignes & au pied du cep. Cette affaire ayant été discutée dans le Conseil du Clergé, l'Ass. de 1765, à qui elle est proposée, charge Mrs. les Agents de solliciter en faveur du Chapitre, pour obtenir la cassation de l'Arrêt. T. VIII, p. 1526, 1527.

VII. Sur la vente des pailles de la dime. *Voyez* Pailles.

§. V. Dime des Bois.

Voyez Bois, §. II.

§. VI. Dimes noyales.

Voyez Noyales.

§. VII. Dimes en usage dans le Poitou, dites, Boisselage.

Voyez Noyales.

§. VIII. Dimes inféodées.

I. L'Ass. de 1670 a fait dresser un Mémoire touchant les dimes inféodées. Ce Mémoire, inséré au Procès-verbal, & rapporté T. V de la nouv. Collection, P. J. p. 67 & suiv., établit plusieurs maximes.

1^o. Les dimes inféodées sont originellement Ecclésiastiques, & l'inféodation est une chose odieuse; elle est une violence qui a été faite à la pureté des Loix Canoniques, & une sorte de profanation qui se fait d'une chose consacrée à Dieu, ou du moins à l'Eglise; puisque par l'inféodation, la dime devient profane, d'Ecclésiastique & sacrée qu'elle étoit, & tombe dans le commerce. Aussi l'Eglise n'a jamais approuvé l'inféodation, mais seulement toléré; elle l'a toujours restreinte, autant qu'elle a pu, comme une chose odieuse & contraire aux saints Canons.

Le plus haut que l'on fasse remonter les dimes inféodées, est le temps de Charles Martel au septième siècle. Ceux qui sont de cette opinion, disent, que, pour récompenser la Noblesse françoise des services qu'elle avoit rendus à l'Etat, dans la guerre que ce Prince fit aux Sarrasins, il leur donna une partie des dimes du Royaume, à la charge de les tenir en fief de l'Eglise, à qui elles appartenoient. Tous les Auteurs ne con-

viennent pas de cette concession; mais tous s'accordent en deux points, dont le premier est, qu'elle a précédé le Concile de Latran, tenu sous Alexandre VIII, en 1179; & le second, que les dimes dont il s'agit, ont été inféodées en faveur de la Noblesse de France, au sujet des guerres entreprises contre les Sarrasins.

Rébuffe, en son Traité des Dimes, quest. 10, n^o. 12, remarque, que le Concile de Latran a fait ce qu'il a pu pour supprimer les dimes inféodées, s'accommodant toutefois au temps, de peur d'irriter le mal: en effet, ce Concile chercha des voies plus douces & moins périlleuses, pour réduire les choses, peu à peu, au premier état; car non-seulement il déclara, au Canon *Prohibemus*, inséré dans les Décrétales, au chap. de *Decimis*, que les Laïques qui tenoient ces dimes inféodées, n'étoient pas en sûreté de conscience; mais afin qu'elles retournassent à l'Eglise, par le décès de ceux qui les possédoient alors; il défendit de les transférer à des Laïques, de quelque manière que ce fût, & priva même de la sépulture les Laïques qui les recevoient, sans les rendre à l'Eglise; & pour empêcher qu'il n'arrivât rien de semblable à l'avenir, il défendit de faire, dans la suite, aucune inféodation de dime, & déclara nulles toutes celles qui ne se trouvoient pas antérieures aud. Concile: de sorte que, selon la disposition de ce Concile, & la rigueur du droit, nulle dime ne peut passer pour inféodée, qu'elle ne l'ait été avant le Concile de Latran.

Selon cette Jurisprudence, il faudroit, pour la preuve d'une dime inféodée, justifier qu'elle avoit été inféodée avant le Concile de Latran, & rapporter, pour cet effet, le titre d'inféodation. Mais en France, on a un peu relâché de cette rigueur du droit, en faveur de la Noblesse: on a dispensé les Possesseurs des dimes inféodées de rapporter le titre de l'inféodation, pour faire la preuve; & l'on s'est contenté, pour cela, qu'ils justifiasent d'une possession immémoriale: moyennant cette possession, on présume que l'inféodation a précédé le Concile.

Le Roi saint Louis entrant dans les sentiments des Pères du Concile de Latran, & voulant favoriser & même procurer le retour des dimes inféodées à l'Eglise, il fit une Ordonnance, au mois de Mars 1269, communément

appelée la *Ludovique*, par laquelle il permit à toutes personnes laïques qui possédoient ou posséderoient, à l'avenir, des dîmes inféodées, de les rendre ou laisser à l'Eglise, pour lui demeurer à perpétuité, sans qu'il fût besoin d'aucun consentement du Roi. T. V, p. 113. P. Just. p. 67, 68.

2°. Par tout ce que dessus, il paroît que les dîmes inféodées ne sont nullement favorables, mais plutôt odieuses; & par conséquent que, dans la justice, elles ne devoient pas être plus privilégiées que les dîmes ecclésiastiques, ni exemptes des charges auxquelles la dîme, en général, & par sa nature, est sujette; autrement il s'ensuivroit qu'un privilège qui dépouille l'Eglise d'une partie de son patrimoine, seroit plus favorable que le droit commun. Cependant, en France, la faveur l'a emporté sur la rigueur de la justice, & l'on a fait une extension du privilège de ceux qui tiennent des dîmes inféodées, pour les exempter des charges ordinaires de leurs dîmes, & de la contribution aux portions congrues, réparations & ornements, lorsqu'il y a d'autres dîmes suffisantes pour acquitter ces charges.

Sur quoi l'Auteur du Mémoire observe, que le Clergé devoit poursuivre une Déclaration du Roi, pour obliger les Propriétaires des dîmes inféodées de contribuer aussi-bien que les Décimateurs Ecclésiastiques & au *pro rata* de leurs dîmes, à toutes les charges auxquelles les dîmes en général, & de leur nature sont sujettes. Quoi qu'il en soit, au moins est-il certain, par la teneur des Ordonnances & par la Jurisprudence des Arrêts, que les dîmes inféodées doivent contribuer subsidiairement auxdites charges. T. V, P. J. p. 68, 69, 70.

3°. Lorsque les dîmes inféodées reviennent à l'Eglise, soit par donation, rachat ou autrement, elles reprennent leur première nature, & redeviennent Ecclésiastiques: *jure quodam postliminii*, comme si jamais elles n'avoient été inféodées.

C'est le sentiment général des Jurisconsultes que l'Auteur cite en grand nombre: ils se fondent sur la susdite Ordonnance de saint Louis. Louet rapporte encore une autre Ordonnance du même Roi, de l'an 1257, qui porte, que les dîmes inféodées revenues à l'Eglise, *amittunt nomen & qualitatem infestationis*. Cela est conforme à l'esprit du Concile de Latran.

Mais quand on n'auroit pas toutes ces autorités, la raison seule suffiroit pour établir cette vérité, que la dîme cesse d'être inféodée, quand elle retourne à l'Eglise; car ce qui retourne à son principe, prend entièrement sa première forme & sa première qualité: ainsi un Bénéfice régulier tenu en commendé, revient à son premier état de régularité, quand la commendé vient à cesser. L'inféodation de la dîme étant un privilège contre le droit commun, ce privilège s'évanouit par le retour de la dîme à l'Eglise. Ces raisons ont été confirmées par des Arrêts. T. VIII, P. J. p. 70, 71.

4°. L'Auteur agite la question, si la dîme inféodée ayant été vendue à l'Eglise, les Lignagers du Vendeur peuvent la retirer par retrait lignager? Ce qui retombe dans la question de savoir, si, dans ce cas, la dîme reprend sa première nature; car si elle la reprend, elle n'est plus dans le commerce, & n'est plus sujette au retrait lignager: mais si elle demeure inféodée, elle est sujette à ce retrait. Or il y a non-seulement d'Arrêts qui ont jugé que la dîme inféodée ayant été vendue à l'Eglise, n'est plus sujette au retrait lignager. L'Auteur en cite plusieurs. Il est vrai, ajoute-t-il, qu'il y a des exceptions de cette règle générale, & trois cas dans lesquels la dîme demeure inféodée, bien qu'elle sorte des mains des Laïques.

Le premier est, lorsque la dîme inféodée est donnée à l'Eglise par des Laïques, *cum onere feudi*, à la charge d'en faire la foi & hommage: le second est, lorsqu'un Laïque tient en fief des dîmes inféodées d'un autre Laïque, autres toutefois que le Roi; car comme il ne peut faire préjudice au Seigneur, duquel il tient les dîmes en fief, s'il le donnoit à l'Eglise, le Seigneur féodal ne perdrait pas le droit de féodalité, à moins qu'il ne consentît à l'extinction du fief, comme S. Louis y a consenti par sa *Ludovique*, tant pour lui que pour les Rois ses Successeurs. Le dernier cas est, lorsque les dîmes inféodées sont parties d'une terre, & qu'elles sont données ou vendues conjointement avec le total de la terre; car si elles sont données séparément, elles retournent à leur premier état. T. VIII, P. J. p. 71, 72.

II. L'Aff. de 1611, art. 6 de son Cahier, après avoir déclaré que les dîmes appartiennent aux Ecclésiastiques de droit divin, supplie Sa Majesté d'ordonner, que ceux qui produiront des inféoda-

roit pas toutes
seule suffiroit
que la dîme
quand elle re-
e qui retourne
l'entièrement
première qua-
régulier tenu en
on premier état
la commende
ation de la dî-
contre le droit
s'évanouit par
Eglise. Ces rai-
par des Arrêts.

question, si la
é vendue à l'E-
Vendeur peu-
t lignager? Ce-
tion de fâvoir,
repréend la pre-
la reprend, elle
merce, & n'est
guager: mais si
elle est sujette
on ore d'Arrêts
inféodée ayant
est plus sujette
Auteur en cite
oute-t-il, qu'il
cette règle gé-
lesquels la dî-
en qu'elle forte

ue la dîme in-
se par des Lai-
la charge d'en
le second est,
en fief des di-
re Laïque, au-
pi; car comme
e au Seigneur,
en fief, s'il le
seigneur féodal
de féodalité,
à l'extinction
a consenti par
ui que pour les
dernier cas est,
es sont partie
sont données
nt avec le to-
sont donrés
ent à leur pre-
p. 71, 72.
6 de son Ca-
que les dîmes
astiq. de droit
d'ordonner,
des inféoda-
tions

tions de dîmes, les prouveront par bons & valables titres; & ne seront reçus à vérifier aucune possession par témoins, si elle n'est accompagnée de titres. T. II, P. J. p. 40.

La Réponse du Roi à l'art. 46 du Cahier de 1635, porte, que la preuve de l'inféodation des dîmes ne pourra être faite que par titres bons & valables, qui prouvent que l'inféodation a été faite avant le Concile de Latran. T. II, p. 765. Recueil, p. 1405. *Voyez Suprà*, n°. I.

III. Sur la proportion dans laquelle les Possesseurs des dîmes inféodées doivent contribuer aux charges de la dîme. *Voyez* Décimateurs, §. I, n°. V.

IV. Quant aux dîmes inféodées en Béarn, sur lesquelles les Curés perçoivent les prémices. *Voyez* Prémices.

DIMINUTION D'ESPECES.

Voyez Monnoie.

DIMISSOIRES.

Voyez Ordination.

DIOCESES.

§. I. Impositions & levées qui se font sur les Diocèses, pour leurs propres affaires, ou pour celles de Particuliers.

I. PAR délibération de l'Ass. de 1605-1606, il fut arrêté, que le Roi seroit supplié d'autoriser les Evêques & autres Députés en chaque Diocèse, de pouvoir es Synodes & Assemblées d'iceux Diocèses, avec la délibération & consentement du Clergé & Bénéficiers, lever & imposer jusqu'au sol pour livre de la taxe des décimes ordinaires, ou au-dessous, pour employer es affaires concernant le fait général desdits Diocèses, sans que pour cela il soit besoin d'obtenir Lettres-Patentes de Sa Majesté, sauf au cas qu'il fût nécessaire de faire plus grand fonds & levée de deniers pour pourvoir esdites affaires, de supplier Sa Majesté d'en accorder la permission. T. I, p. 766.

II. Plusieurs Diocèses avoient présenté des Requêtes au Conseil, pour qu'il leur fût permis de faire des impositions: le Syndic du Diocèse de Périgueux, pour imposer une somme de 40000 liv. due par le Diocèse; le Diocèse de Limoges, pour une somme de 4000 liv.; le Diocèse de Poitiers, pour une somme de 10000 liv.: ces Requêtes furent renvoyées à l'Ass. de 1625,

Table de la Coll. des P. V.

pour en obtenir le consentement. Sur icelles la Compagnie prononça ne prétendre empêcher les impositions requises, ains qu'elle y donnoit son consentement. T. II, p. 530 & suiv.

III. Les Diocèses sont tenus de poursuivre à leurs frais & dépens, les affaires concernant l'honneur de la Religion, pour lesquelles les Assemb. accordent l'intervention à des Corps ou Particuliers desdits Diocèses, lorsque ces Corps ou Particuliers ne sont point en état d'en supporter les frais. T. IV, p. 279, 280.

L'Ass. de 1660, instruite de la forte résistance que le Chapitre de Saint-Gilles avoit apportée aux entreprises des Huguenots pour la construction d'un Temple, lequel avoit contracté pour cet effet de grandes dettes, jusqu'à avoir été obligé de faire un *vacat* de quatre années pour payer les frais de la poursuite: délibération prise par Provinces, il fut arrêté d'écrire à M. l'Evêque de Nîmes, pour le prier de faire continuer les poursuites commencées par le Chapitre de Saint-Gilles, contre les Huguenots, aux dépens du Diocèse. T. IV, p. 584, 585.

Autre affaire de cette nature, poursuivie aux frais des Bénéficiers du Diocèse de Sens. Le Diocèse avoit emprunté une somme: M. l'Archev. de Sens demanda la protection de l'Assemb. de 1660, pour obtenir des Lettres-Patentes qui autorisassent l'imposition. T. IV, p. 648, 649.

Le Diocèse de Grasse prit une délibération, le 12 Août 1660, pour poursuivre, à ses frais, la réparation des excès commis en la personne d'un de ses Curés, suivant en cela la délibération de l'Ass. de 1635, laquelle donna avis aux Diocèses de faire un fonds pour défendre les pauvres Bénéficiers de semblables oppressions: la délibération du Diocèse fut fort approuvée par l'Ass. de 1660. T. IV, p. 650.

Délibération conforme à la précédente, en l'Assemb. de 1665, en faveur d'un Religieux maltraité. T. IV, p. 985.

IV. En l'Ass. de 1602, il fut arrêté, que, pour éviter aux Diocèses les grands frais qu'ils faisoient en envoyant des Députés exprès, pour les affaires des décimes & subventions, les Agents feroient eux-mêmes les poursuites & sollicitations; & que si, pour cet effet, les Diocèses faisoient des impositions, elles seroient rejetées sur ceux qui les auroient faites. T. I, p. 686.

FFF

V. La Chambre Souveraine des décimes de Toulouse est autorisée à lever une contribution sur tous les Diocèses de son ressort, pour l'acquisition d'une maison propre à y tenir les Assemblées. T. VIII, p. 1900. *Voyez* Chambres, §. III, n°. III.

§. II. *Contestations entre les Diocèses de deçà & de delà la Loire, au sujet des départemens & répartitions des Dons-gratuits : mesures prises par les Assemb. & pieds fixés pour concilier leurs intérêts respectifs.*

Voyez Départements, §. II.

§. III. Faculté accordée aux Diocèses de se racheter de leur quote-part des Dons-gratuits & subventions, & d'emprunter pour raison de ce : clauses & condition de cette faculté & concession.

1690.

L'Assemblée de 1690 avoir accordé au Roi douze millions : une partie de cette somme fut fournie par emprunt : beaucoup de Diocèses voulurent racheter la part qu'ils devoient porter des nouvelles constitutions de rente au sujet de cet emprunt. M. l'Arch. de Paris & Mrs. les Agents eurent pouvoir de l'Assemblée de passer ces Contrats : il fallut pourvoir à la sûreté de ces amortissements des Diocèses, dont il n'y avoit point d'exemple. M. l'Arch. de Paris estima, que le moyen le plus sûr & le plus facile étoit de donner aux Diocèses une quittance de M. de Pen-nautier, entre les mains de qui leur argent étoit mis, Mrs. les Agents certi-fiant au bas de la quittance, qu'elle étoit pour l'amortissement que le Dio-cèse faisoit de sa portion des nouvelles rentes : ils devoient ajouter un pareil certificat à la marge de l'original du département conservé aux Archives. T. VI. P. Just. p. 35.

1693.

L'Assemb. de 1693 permet aussi aux Diocèses de se racheter, & d'amortir ce à quoi ils étoient taxés pour leur part de l'imposition de 150 mille livres de rente ordonnée, & ce, en payant, sur les quittances du Receveur-Général du Clergé, le principal de leur taxe, sans pourtant que les Diocèses qui feront ledit amortissement, puissent être déchargés de la solidité générale envers les Créanciers du Clergé. T. VI, p. 41.

Permis de même par l'Ass. de 1695, par rapport à la quote-part de l'imposition de 218750 liv. de rente, pour le paiement des rentes de l'emprunt qui avoit été ordonné par l'Assemblée: elle supplie S. M. d'accorder des Lettres-Patentes pour faciliter ledit amortissement. Cette permission est donnée sous la même condition, que les Diocèses qui feront ledit amortissement, ne seront point déchargés de la solidité générale. T. VI, p. 145.

L'Assemblée de 1705 permet aussi aux Diocèses de racheter & amortir ce à quoi ils auront été taxés pour leur part de l'imposition de 162500 liv., & aux mêmes conditions que ci-dessus. T. VI, p. 801.

L'Ass. de 1710 accorde la même faculté. Si aucuns Dioc. porte la délibération, veulent se racier de la part & portion dont chacun d'eux se trouvera tenu de l'emprunt général de 14 millions, & veulent amortir la part qu'ils porteroient des 4 millions de subvention, suivant le département fait en 1701, ou une partie de lad. contribution, ils pourront le faire, en payant six fois la somme à laquelle led. Diocèse avoit été taxé pour sa part des 4 millions dudit secours extraordinaire, ou partie d'icelle, sur les quittances du Rec. Gén., vifées par M. le Cardinal de Noailles & Mrs. les Agents; ce qui tiendra lieu d'emprunt : & , en conséquence, les Diocèses qui auront fait ledit amortissement, seront, jusqu'à concurrence, déchargés de la taxe à laquelle ils auront été imposés annuellement, pour le paiement des 3 millions ordonnés par la présente Ass.; sans néanmoins que les Diocèses qui se seront ainsi rachetés, soient déchargés de la solidité générale.

Et si aucuns Corps & Communautés séculières ou régulières, Bénéficiaires & autres personnes ecclésiastiques, veulent se racheter en particulier, & amortir leur part & portion desdits quatre millions qu'ils payoient annuellement, réglés par les derniers départem., exécutés en l'année 1708, ou partie d'icelle, ils pourront aussi le faire, en payant six fois la somme à laquelle ladite contribution pourra monter, sur les quittances du Receveur des décimes du Diocèse, visées par les Evêques ou leurs Vicaires-Gén. & le Syndic du Clergé; & au moyen desdites quittances contenant copie de l'emploi, &c., ils demeureront déchargés, & ne feront plus,

à l'avenir, com-
tic, dans l'impe-
seront néanmo-
dité générale e
Clergé, & ceu
particulier.

Lesdits Corps
tiques pourron
qui leur seront
douce, ou au
pourront hypo
composant les
chacun des Di
ficiers qui auro
sans que, pour
cessaire d'obte
tentes que cel
par S. M. au Cl
rachar; à la cha
ser, à la proport
par leur Diocet
ront emprunté
Dioceses; à qu
ceses seront te
aussi de justifie
du Clergé & a
lesdits Dioceses
Bénéficiers, au
ments desdits e
les Corps ou
amorti, n'aient
emprunts, ou
xie, à la proport
ments qui seron
depuis la présen
prochaine, ou
Dioceses, ils
principal de leur

Et d'autant
1708 & 1709,
cléricaux, & con-
cheur leur para-
dinaire, & pro-
leurs taxes sur
de subvention
des rentes qui
par S. M., au p-
Clergé qui se fe-
tixes, leur fe-
Garde du Tré-
valeur desdits
donnera les re-
messe de retenir
contenues, sur
recepissés seront
recev. Gén. de
sera passé par le
Ecclésiastiques
trats de contin-
douze; & au m-
pissés du Gard

à l'avenir, compris, en tout ou en partie, dans l'imposition des 3 millions; ne seront néanmoins déchargés de la solidité générale envers les Créanciers du Clergé, & ceux de leurs Diocèses en particulier.

Lesdits Corps & personnes ecclésiastiques pourront emprunter les deniers qui leur seront nécessaires, au denier douze, ou autre plus avantageux, & pourront hypothéquer tous les biens composant les revenus des Bénéfices de chacun des Diocèses, Corps & Bénéficiers qui auront fait ledit emprunt, sans que, pour raison de ce, il soit nécessaire d'obtenir d'autres Lettres-Patentes que celles qui seront données par S. M. au Clergé, pour raison dudit rachat; à la charge par eux de rembourser, à proportion du rachat qui sera fait par leur Diocèse, les sommes qu'ils auront empruntées, & de le justifier aux Diocèses; à quoi les Syndics des Diocèses seront tenus de veiller, comme aussi de justifier à l'Assemb. prochaine du Clergé & aux suivantes, que, tant lesdits Diocèses, que lesdits Corps & Bénéficiers, auront fait les remboursements desdits emprunts: & au cas que les Corps ou Bénéficiers qui auront amorti, n'aient pas remboursé leurs emprunts, ou en totalité, ou en partie, à proportion desdits remboursements qui seront faits par les Diocèses, depuis la présente année jusqu'à l'Ass. prochaine, ils seront imposés par les Diocèses, pour le remboursement du principal de leurs emprunts.

Et d'autant que, par les Edits de 1708 & 1709, le Roi a permis aux Ecclésiastiques & aux Bénéficiers de racheter leur part dudit secours extraordinaire, & promis de tenir compte de leurs taxes sur lesdits quatre millions de subvention annuelle, les capitaux des rentes qui auront été constituées par S. M., au profit des Particuliers du Clergé qui se seront affranchis de leurs taxes, leur seront remboursés par le Garde du Trésor Royal, qui, pour la valeur desdits remboursements, leur donnera ses récépissés, portant promesse de tenir compte des sommes y contenues, sur les 24 millions; lesquels récépissés seront par eux rapportés au Recev. Gén. du Clergé, sur lequel il sera passé par le Clergé, au profit desd. Ecclésiastiques & Bénéficiers, des Contrats de constitution de rente au denier douze; & au moyen de ce, lesd. récépissés du Garde du Trésor Royal, se-

ront par lui repris dudit Recev. Gén. pour argent comptant, sur lad. somme de 24 millions, moyennant quoi ils seront imposés dans les Diocèses. T. VI, p. 1043 jusqu'à 1046, 1054 jusqu'à 1060.

Après cette délibération prise & arrêtée, quelques Diocèses demandent des éclaircissements sur quelques difficultés qu'ils proposoient au sujet de leur part & portion d'une somme de 50800 livres, dont le département de 1701 a été grossi pour les frais de la levée desdits 4 millions, & par rapport aux héritiers des Bénéficiers qui auront amorti. L'Assemb. nomme des Commissaires pour régler ces difficultés: ils font leur rapport & donnent leur avis, auquel l'Assemblée se conforme. T. VI, p. 1061 jusqu'à 1065.

L'Assemblée s'explique aussi sur une clause de sa délibération du 7 Avril, par rapport au temps où les Diocèses & autres qui auront amorti, commenceront à jouir de l'affranchissement de la quotité de la subvention. T. VI, p. 1065, 1066.

Elle propose un modèle de quittance pour ceux qui auront amorti. T. VI, p. 1065. P. Just. p. 419.

Sur ce qui est représenté à l'occasion des emprunts qui se font pour le rachat de la subvention tenant lieu de la Capitation, que quelques Particuliers faisoient difficulté de prêter leur argent, dans la crainte qu'arrivant la mort des Evêques, ou de quelque Député aux Chambres Diocés., qui auroient signé les Procurations portant pouvoir d'emprunter, elles devinssent de nulle valeur; l'Ass. déclare que lesdites Procurations seront bonnes, nonobstant le décès de ceux qui les auront signées. T. VI, p. 1065, 1066.

Sur la demande faite à l'Assemb. par le Diocèse de Lyon, qu'il lui soit permis de rembourser les anciennes rentes, au lieu des nouvelles qu'il aura à créer pour le rachat de sa part du secours extraordinaire tenant lieu de Capitation, l'Assemblée le lui permet, pourvu que les rentes qu'il remboursera, ne soient créées que depuis 1690; qu'elles aient fait partie des Dons-gratuits accordés au Roi, & qu'elles soient comprises dans les départements envoyés par les Assemblées-Générales, & qu'il justifie à chaque Assemblée-Générale, par les quittances des Créanciers, qu'il aura remboursé, pendant cinq ans, sur lesdites rentes créées depuis 1690, à proportion de ce qu'il devoit rembourser

sur les nouvelles rentes. T. VI, p. 1066, 1067.

La même faculté que l'Assemb. de 1710 avoit accordée aux Dioceses, Corps, Communautés, Bénéficiaires & autres Ecclésiastiques, de se racheter de leur part & portion de ce à quoi ils avoient été imposés, l'Ass. de 1711 la leur accorde pour leur part & portion de l'imposition du Don-gratuit de huit millions qu'elle avoit fait au Roi; & ce, aux mêmes clauses & conditions que ci-dessus. T. VI, p. 1106 jusq. 1110.

Dans le Rapport d'Agence de M. l'Abbé du Cambout fait à l'Assemb. de 1715, il rend compte d'un Arrêt du Conseil, qui décharge & relève plusieurs Dioceses des clauses insolites & onéreuses, que la conjoncture des temps les avoit obligés d'insérer dans leurs Contrats des emprunts qu'ils avoient faits pour leurs remboursements particuliers, & leur donne le pouvoir de rembourser les sommes par eux empruntées, en avertissant les Créanciers seulement un mois avant. L'Assemb. ordonne que cet Arrêt soit imprimé & envoyé dans les Dioceses. T. VI, p. 1354, 1355.

1715. L'Ass. de 1715, conformément à ce qui s'étoit pratiqué dans les précédentes, permet aux Dioceses qui voudront se racheter, en tout ou en partie de leur quote-part de l'imposition de 12000000 accordés au Roi par la présente Assemb., de le faire, après qu'ils auront exécuté ponctuellement les délibérations de 1710 & 1711, par lesquelles ils étoient obligés de justifier à la présente Ass., qu'ils ont remboursé une partie de leurs principaux, & que les Dioceses qui n'auront pas satisfait auxdites délibérations, & n'auront pas rendu compte à ladite Ass. de leurs remboursements, ainsi qu'ils en ont été avertis par la Lettre de Sa Majesté à Mrs. les Agents, pour la convocation de l'Assemb., lesdits Dioceses ne pourront se racheter, ni en tout, ni en partie de leur part de la présente imposition.

En payant par les Dioceses qui se racheteront la somme principale pour laquelle ils seront compris dans le département de 12000000 arrêté dans la présente Ass., & les arrérages qui en seront dus jusqu'au jour du rachat, ils seront jusqu'à concurrence déchargés du paiement des sommes pour lesquelles ils seront compris dans les états de distraction arrêtés dans la présente Ass.,

sans néanmoins décharge de la sollicité générale.

Les Dioceses qui auront racheté leur part desdits 12000000, en tout ou en partie, seront obligés d'envoyer à l'Ass. prochaine & autres suivantes, jusqu'au parfait remboursement desd. emprunts, un état certifié par leur Syndic des remboursements qu'ils auront faits des principaux des rentes constituées par les Dioceses pour l'amortissement du total ou de partie desdits 12000000, & de justifier leurs remboursements par des copies, ou du moins des extraits en forme juridique, des quittances de remboursement qui leur auront été fournies par les Créanciers qui auront été remboursés. T. VI, p. 1395 & suiv.

Sur les difficultés proposées par quelques Dioceses, touchant la manière de justifier leur remboursement, la Commission demande à l'Ass. quelle nature de preuves elle exige de la part des Dioceses? Sur quoi, il est dit qu'il sera fait des extraits par main de Notaires, des pieces qui justifient des sommes amorties par chaque Diocèse; qu'il sera envoyé dans tous les Dioceses une formule, afin qu'avant la séparation de l'Assemb., elle puisse recevoir lesdits extraits, & donner les ordres convenables à l'égard des Dioceses en retard. T. VI, p. 1419, 1430, 1431. P. J. p. 481.

Mrs. les Commissaires en continuant leur Rapport, exposent, qu'en conséquence des ordres de l'Ass., Mrs. les Agents avoient écrit à tous les Dioceses; que la plus grande partie avoient satisfait aux délibérations; mais qu'il y en avoit quelques-uns qui n'avoient pas envoyé les pieces justific. de leurs remboursements. Sur quoi, il est conclu qu'il sera fait en la présente Assemb. un département dans lequel tous les Dioceses qui n'auront point envoyé lesdites pieces à la présente Assemb., seront compris pour les sommes qu'ils auroient dû rembourser, à compter du jour de l'emprunt jusqu'à ce jour, & de ce jour jusqu'au temps que le Clergé Gén. doit être acquitté envers ses Créanciers, & que de ces sommes il en seroit fait une somme totale, laquelle sera distribuée avec ce qui reste à payer dans le département de chaque Diocèse, par proportion à ce qu'il devoit avoir remboursé à ses Créanciers, & ce dans l'espace du temps qui reste jusqu'à l'entier remboursement du Clergé, conformément aux délibérations de 1710 & 1711, &c. T. VI, p. 1432 jusq. 1438.

L'Ass. de 1711 restation entre M. Ogier, Receveur du remboursement 1451.

1713. L'Assemb. de Dioceses la même, pour en partie de leur sente imposition des arrérages, des capitaux de leur impose ce ront tenus de leur rachat au R. préposés dans le premier Juillet me, lesdits Di. faculté de se rachats Dioceses & mes charges qu' semblées précéd 1614.

§. IV. Etat & ces qui se prunts de 1723, par & à leurs culiers : me mettre en r chat retirée

1713. I. L'Assemb. d les Agents, d' Mrs. les Prélat voyer des éclair sation de leur aux trois dernie 1711, 1715, s' tout ou en partie nérale : le Proje & remis aux Ag VI, p. 1673.

En la même expose & fait f qui naissent de Dioceses de se qu'il y avoit d les prévint, s' en même-temps ner que sa requ le Procès-verba vir aux Ass. fu de son zele po trouve bon qu sérée, & arrêté roit procédé à vint les incon administration

L'Ass. de 1715 a réglé aussi une contestation entre quelques Diocèses & M. Ogier, Receveur-Gén., au sujet des remboursements. T. VI, p. 1438 jusqu'à 1451.

1713.

L'Ass. de 1713, en accordant aux Diocèses la même faculté que les précédentes, pour se racheter en tout ou en partie de leur quote-part de la présente imposition, destinée au paiement des arrérages, & au remboursement des capitaux de l'emprunt de 5500000 l., leur impose cette condition, qu'ils seront tenus de remettre les deniers de leur rachat au Receveur-Gén. ou à ses préposés dans les Provinces, avant le premier Juillet 1715, après lequel terme, lesdits Diocèses n'auront plus la faculté de se racheter. Au surplus lesdits Diocèses sont assujettis aux mêmes charges qu'avoient réglées les Assemblées précédentes. T. VI, p. 1613, 1614.

§. IV. Etat & situation des Diocèses qui se sont rachetés des emprunts de 1710, 1711, 1715, 1723, par rapport à ces emprunts & à leurs remboursements particuliers : mesures prises pour les mettre en règle : faculté du rachat retirée.

1713.

I. L'Ass. de 1713, ordonne à Mrs. les Agents, d'écrire une Lettre à tous Mrs. les Prélats, pour les prier d'envoyer des éclaircissements touchant la situation de leurs Diocèses par rapport aux trois derniers emprunts de 1710, 1711, 1715, s'ils s'en sont rachetés en tout ou en partie envers la recette générale : le Projet de la Lettre est dressé & remis aux Agents pour l'envoyer. T. VI, p. 1673, 1674, 1675.

En la même Ass., M. le Promoteur expose & fait sentir les inconvénients qui naissent de la faculté accordée aux Diocèses de se racheter, & la nécessité qu'il y avoit de faire un règlement qui les prévint, s'il est possible. Il supplie en même-temps l'Ass. de vouloir ordonner que la requisiion fût insérée dans le Procès-verbal, afin qu'elle puisse servir aux Ass. suivantes de témoignage de son zèle pour le Clergé. L'Ass. trouve bon que la requisiion soit insérée, & arrête en même-temps qu'il seroit procédé à un règlement qui prévint les inconvénients de la mauvaise administration des Diocèses séparés de

la caisse gén. T. VI, p. 1675, 1676, 1677.

II. En l'Ass. de 1715, M. l'Archev. d'Embrun, Chef de la Commiss., pour l'affaire des remboursements des Diocèses sur les nouveaux emprunts de 14, 8 & 11 millions, faits en 1710, 1711, 1715, rend compte du travail des Commissaires. Il propose l'état des Diocèses par rapport à ces remboursements, par lequel tous les Diocèses sont distribués en trois classes.

1715.

La première comprend ceux qui sont en règle, ayant demeuré dans la caisse générale, ou ayant fait leurs remboursements particuliers suivant & conformément aux délibérations du Clergé.

La deuxième comprend ceux qui ne sont point en règle, pour n'avoir pas fait, dans les temps marqués, les remboursements ordonnés.

La troisième comprend ceux qui n'ont point envoyé leurs Déclarations, ou qui n'ont pas envoyé des éclaircissements suffisants pour constater leur état.

Après avoir exposé ainsi l'état des Diocèses, M. d'Embrun représente la nécessité de chercher des moyens convenables pour obliger ceux qui étoient en demeure, de satisfaire aux délibérations du Clergé; que la Commission avoit jugé qu'elle ne pouvoit proposer à cet égard rien de mieux, que ce qui avoit été délibéré par l'Ass. de 1715, & qu'en conséquence elle étoit d'avis de faire un département dans lequel tous les Diocèses qui n'enverroient pas les pièces justific. de leurs remboursements, seroient compris pour les sommes qu'il auroient dû rembourser; que l'état des remboursements sera certifié véritable par l'Evêque, ou par quelqu'un spécialement commis par lui pour cet effet; ce qui seroit incessamment notifié auxdits Diocèses par Mrs. les Agents.

Que pour remédier aux désordres particuliers du Diocèse de Bayonne, dont les Receveurs diocésains, depuis long-temps, éluoient la reddition de leurs comptes, la Commission estimoit qu'il seroit à propos d'ordonner aux Agents de faire les diligences nécessaires, pour obliger lesdits Receveurs à rendre leurs comptes incessamment, & même, s'il en étoit besoin, de solliciter un Arrêt du Conseil, pour nommer des Commissaires choisis dans la Chambre souveraine de Bordeaux, devant lesquels lesdits Receveurs seroient obligés de compter à leurs frais & dépens. Délibération de l'Ass., conforme à l'avis. T. VII, p. 375 & s.

III. En l'Ass. de 1715, M. l'Evêque de Soissons propose un arrangement, pour le remboursement des créanciers des nouvelles impositions; sur quoi, l'Ass. délibère & arrête, que, suivant l'usage, les états des remboursements des capitaux empruntés en 1710, 1711, 1715, seront signés par l'ancien des Prélats se trouvant à Paris, & par les Agents. L'Assemblée déclare en même temps qu'elle souhaite que dans ces états, la préférence soit donnée, 1°. aux Diocèses propriétaires de quelques-unes de ces contributions; 2°. aux Communautés séculières ou régulières, & tous autres établissements d'œuvres pies; 3°. aux anciens Propriétaires des rentes de cette nature. L'Ass. déclare de plus, que lesdites Communautés & autres établissements d'œuvres pies, ne pourront recevoir leurs remboursements que sur l'avis des Evêques, afin que le emploi soit fait au profit desd. Communautés & établissements; l'Ass. s'en rapportant, au surplus, à Mrs. les Agents. T. VII, p. 385, 386.

1716.

IV. En l'Ass. de 1716, M. l'Archev. de Narbonne, Chef de la Commission, fait le rapport concernant les dettes & les remboursements des Diocèses: il expose qu'il y a plusieurs Diocèses qui n'ont fait aucun remboursement sur leurs emprunts; que d'autres n'ont fourni que des éclaircissements équivoques sur leur état; que quelques-uns n'en avoient encore donné aucun à ce sujet aux Ass. mb. Gén., & que les instructions données par ceux qui sont en règle, n'ont pas été présentées dans une forme qui puisse assurer l'Ass. de leur état d'une manière précise & certaine. Pour parvenir à connoître cette situation, la Commission ne trouve point de moyen plus convenable que celui de demander à chaque Diocèse une déclaration de son état, dans une forme qui donne toutes les lumières nécessaires à cet égard. Le modèle de déclaration est proposé, avec le projet d'une Lettre à Mrs. les Prélats, au sujet desd. déclarations à fournir par les Dioc., sur le remboursement de leurs emprunts particuliers. L'Ass. approuve la Lettre & le modèle des déclarations, en ordonne l'envoi dans tous les Diocèses, & Mrs. les Agents sont autorisés à faire ce qui leur paroîtra nécessaire pour parvenir à la connoissance exacte de l'état de chaque Diocèse. T. VII, p. 771 & f.

1730.

V. En l'Ass. de 1730, M. l'Archevêque d'Aix rapporte à la Compagnie,

que tous les Diocèses ont envoyé les états des emprunts faits en leur nom particulier, en exécution de la délibération de la dernière Ass., à l'exception du Dioc. de Saint-Flour: l'Ass. a chargé Mrs. les Agents d'écrire à ce sujet à M. l'Evêque de Saint-Flour. M. l'Archevêque d'Aix, en continuant son rapport de l'examen fait par la Commission, pour la vérification des dettes & des emprunts des Diocèses, des déclarations par eux envoyées à Mrs. les Agents à ce sujet, distribue les Dioc. en trois classes.

La première de ceux qui sont entièrement, ou à peu de choses près, en règle: la seconde de ceux qui, au moyen d'une certaine somme qu'ils imputent annuellement, seront quittes de leur quote-part en 1745, ou environ, des quatre derniers Dons-gratuits: la troisième de ceux qui ne levent aucune imposition, ou qui n'en font pas de suffisantes pour rembourser annuellement le capital de leurs emprunts, dans les temps prescrits par les délibérations du Clergé. Observations sur la difficulté qu'il y a à ce que lesd. Diocèses se mettent en règle. M. l'Archev. d'Aix expose sept difficultés particulières, quant à ce point. Avis de la Commission à ce sujet. Délibération en conséquence, par laquelle il est arrêté que l'imposition de 800000 liv. par terme, faite pour raison du Don-gratuit accordé au Roi dans la présente Ass., à commencer du terme de Noël de lad. année, jusques & compris celui de Noël de 1731, sera continuée sur lesd. Dioc., dans les cinq termes suiv., pour être employée, savoir, 400000 liv. au remboursement des anciennes dettes du Clergé, & le surplus à accélérer les remboursements que lesdits Diocèses sont tenus de faire sur les Dons-gratuits de 1710, 1711, 1715, 1723. Motifs de cette délibération. T. VII, p. 1027 jusq. 1042.

VI. En l'Ass. de 1734, les Commissaires pour les moyens du Don-gratuit, avant toutes choses, eurent devoir proposer à la Compagnie une question principale, savoir, si les Diocèses particuliers devoient être assujettis à suivre la caisse générale du Clergé, tant pour le paiement des intérêts, que du capital des 12 millions qui devoient être empruntés par l'Ass. Ils exposent d'abord, que, par un principe de justice, l'Ass. de 1710, & les autres qui avoient suivi, n'avoient pas cru intervertir ses règles, & changer ses usages,

1734.

en p
par
plus
moit
que
un
men
prin
& ré
form
tion
pour
la cat
une
possib
lous
les C
chete
impo

1715.

qu
Don
l'ont
uns
rés p
rache
N
les d
fes:
2°. c
men
qui
ceux
mèn
leurs
n'ont
des
prop
res
C
pre
Dio
qu'i
les
ner
libé
les
nom
bou
qu'a
dev
fix
not
mes
te u
men
tin

envoyé les
leur nom
la délibé-
exception
chargé
sujet à
M. l'Ar-
uant son
la Com-
des dettes
des dé-
Mrs. les
les Dioc.

entière-
près, en
au moyen
impolent
de leur
tron, des
la trois-
cune im-
de suffi-
ellement
dans les
érations
difficulté
se met-
Aix ex-
s, quant
ion à ce
nce, par
sion de
pour rai-
Roi dans
le terme
& com-
a conti-
inq ter-
savoir,
des an-
surplus
que les-
e sur les
1715,
ion. T.

ommis-
gratuit,
devoir
uestion
ses par-
s à sui-
é, tant
que du
voient
s expo-
cipe de
res qui
inter-
sages,

en permettant aux Dioc., de chercher, par leur sortie de la caisse, un denier plus avantageux, & dont l'intérêt étoit moins onéreux à ses Contribuables; que toutes ces raisons, favorables dans un temps, devenoient par le changement des conjonctures, contraires aux principes d'une administration suivie & réglée par les avantages d'une uniformité; que d'ailleurs, quelque attention qu'on eût portée dans les Diocèses, pour suivre pas à pas les opérations de la caisse gén., & les temps marqués pour une entière libération, il avoit été impossible d'y parvenir. Sur toutes ces raisons, l'Ass., conformément à l'avis de ses Commiss., défend aux Dioc. de se racheter de leur quote-part de la présente imposition. T. VII, p. 1266 jusqu'à 1274.

Les Commissaires nommés en 1735, pour l'affaire des remboursements des Diocèses, ont vu qu'ils font, divisent ces remboursements en trois classes: 1°. ceux qui ont suivi la caisse générale pour les Dons-gratuits en entier: 2°. ceux qui l'ont suivie seulement pour quelques-uns desdits dons, & qui se sont rachetés pour les autres: 3°. ceux qui se sont rachetés en totalité.

Nulla difficulté pour les premiers; les deux autres composent quatre classes: 1°. les Diocèses qui sont en règle: 2°. ceux qui ne se seront pas entièrement libérés aux termes prescrits; mais qui le seront peu de temps après: 3°. ceux qui sont fort en retard, & qui même ne font plus d'imposition pour leurs remboursements: 4°. ceux qui n'ont point fourni de déclarations. Avis des Commissaires & moyens par eux proposés par rapport aux trois dernières classes, pour les mettre en règle.

Conformément à l'avis, l'Assemblée prend le parti de demander à chaque Diocèse un état certifié des emprunts qu'ils avoient faits en particulier pour les quatre Dons-gratuits, & d'ordonner, en conformité des précédentes délibérations, qu'ils justifieroient à Mrs. les Agents par des pièces authentiques, non-seulement des quittances des remboursements qu'ils avoient dû faire jusqu'alors, mais encore de ceux qu'ils devoient faire dans la suite, de six en six mois: & à l'égard des Diocèses, notoirement en retard pour des sommes considérables, la Compagnie arrête un département particulier des sommes qu'ils seront tenus d'imposer, destinées uniquement à leurs rembourse-

ments, & dont ils seroient pareillement obligés de justifier de six mois en six mois: elle joint à cet état un département pour chaque Diocèse en retard, des mémoires & modèles d'actes. T. VII, p. 1427 jusqu'à 1444.

La même Ass. de 1735, conformément à l'avis de la Commission, & à ce qui avoit été délibéré par l'Assemblée de 1734, ne permet point aux Diocèses de racheter la quote-part de l'imposition du Don-gratuit qu'elle venoit d'accorder au Roi. T. VII, p. 1374.

VIII. En l'Ass. de 1740, M. l'Arch. de Sens, Chef de la Commission, pour la vérification des dettes des Diocèses, commence son rapport par quelques observations préliminaires: 1°. sur la solidité des Diocèses, les uns pour les autres; 2°. sur le rapport de la Commission de 1735, & de la délibération prise en conséquence; 3°. sur le travail postérieur de Mrs. les Agents. Il fait ensuite l'énumération des Diocèses qui n'ont racheté, ni en tout, ni en partie, aucun des quatre Dons-gratuits, & il observe qu'il n'y a pour cette classe aucune difficulté. Il divise les autres Diocèses en trois classes.

Première classe. Diocèses au nombre de 47, qui, par rapport aux dettes & remboursements, paroissent en règle parfaite & vérifiée.

Seconde classe. Diocèses au nombre de vingt, qui, sur le même sujet, paroissent en règle équivalente, en conséquence de la vérification qui en est faite: il se trouve 16 autres Diocèses, qu'on pourroit mettre dans l'une ou l'autre de ces deux classes, s'ils n'avoient négligé de fournir les Pièces Justificatives de leurs remboursements. Observation importante sur quelques Diocèses qui ont remboursé d'anciennes dettes, de préférence aux nouvelles; sur quoi la Compagnie doit statuer.

Troisième classe. Des Diocèses qui paroissent en retard: trois divisions de cette classe: 1°. ceux qui étant en retard, paroissent travailler à s'acquitter de leurs dettes; 2°. ceux qui ne prennent point de mesures pour s'acquitter, & qui laissent entrevoir un désordre fort périlleux pour le Clergé-Gén. (Bayeux, Saint-Papoul, Rieux, Nîmes, Agen, Glandevé, Senz & Avignon); 3°. les Diocèses qui persistent constamment à refuser les états de leurs dettes, & dont le silence fait présumer une fâcheuse situation, (Chapitre de Saint-Martin de Tours, Diocèse d'Aleth).



dans leurs bancs ordinaires. T. IV, p. 290.

L'Assemblée de 1715, arr. 4 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de faire défenses aux Seigneurs, Patrons, ou Fondateurs des Eglises Paroissiales, d'exiger des Curés l'eau-bénite par présentation, qui leur sera seulement donnée par asperision.

Rép. Sa Majesté trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires. Recueil, p. 1533.

Même demande de l'Assemblée de

l'eau-bén
sion; il
lui même
entiere;
du Séné
a été con
l'eau-bén
Le Sy
interjette
ble; ma
deux Arr
1765 &
gneurs;

million. T. VIII, p. 1035 jusqu'à 1048.

L'Arrêt du Conseil & les Leures Patentes confirmatifs. P. Just. p. 351 & s.

Le Contrat est lu & approuvé. Sa signature par Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1047. Le Contrat. P. Just. p. 356 & suiv.

Don-gratuit en 1765.

LV. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, dans une seconde visite qu'ils font à l'Assemb., demandent, au nom du Roi, un Don-gratuit de 12 millions. Discours à ce sujet de M. le Comte de Saint-Florentin; réponse de M. le Président. La matiere mise en délibération, après avoir oui le Promoteur, toutes les Provinces se réunissent au même avis, d'accorder, dès-à-présent, à Sa Majesté la somme de huit millions, par forme de Don-gratuit, suivant les moyens dont la Compagnie conviendra: quant au sur-

plus le de
les plus ce
Le Prom
en délibér
4 millions
de délibér
prant au
de vouloir
tiere libér
Clergé, a
l'extinction
millions,
qu'elle a
1748, &
des intérêt
le momen
me du moi
délibératio
le Président
la plus gr
sent à con
liv., & qu
qu'à l'enti
dus par le
jusqu'à l'es

Chœur, on portera, à ladite Dame Marquise & à sa fille, l'eau-bénite à la main avec le goupillon, & qu'elles auront chacune une place des plus honorables de celles qui ne sont point occupées par les Ecclésiastiques, & ledit Syndic cependant condamné aux dépens; lequel s'étant pourvu au Conseil, avoit obtenu un Arrêt de surséance à l'exécution de celui du Parlement de Toulouse. Requisitoire du Promoteur sur ce sujet, lequel oui, l'Ass. ordonna aux Agents d'intervenir en l'affaire, conformément à la requisition du Promoteur, & de prendre le fait & cause dudit Syndic. Le Procès fut jugé au Conseil, qui renvoya les Parties au Parlement de Tou-

1723,
fera ex
ensuite
1557.
L'A
supplie
général
Seigne
roissiale
sans bl
& dans
tenus d
avilir l
VIII,
Un
avoit c
au Seig

Seigneur
le recevoir
par asper-
cal, & ce-
Province
Sentence
, le Curé
Seigneur

a d'abord
de Greno-
llance de
rendus en
deux Sei-
né le Die-

nouvelle la même demande, le Roi,
dans sa réponse, annonce un Règlement
sur ce sujet.

Ce Règlement n'ayant point eu lieu,
les prétentions des Seigneurs se sont
renouvelées, & leurs demandes por-
tées dans les Cours, ont été diverse-
ment jugées : mais on remarque, dans
cette diversité d'Arrêts, que ceux mê-
me qui sont favorables aux Seigneurs,
ne leur accordent la présentation, qu'en
vertu d'une possession constante & prou-
vée; au lieu que les Arrêts qui les ré-
duisent à l'aspersion, partent tous du
droit primitif & commun.

que deux Gentilshommes de la Maison
du Château d'Allier, se disputoient les
honneurs dans la distribution du Pain-
bénit, ordonna au Curé, par une Let-
tre, de faire mettre le corbillon conte-
nant le Pain-bénit, sur les Fonts, ou
à la porte de l'Eglise, où chacun en
prendroit, sans distinction. L'un des
deux Gentilshommes se pourvut par de-
vant le Lieutenant-Général de la Pro-
vince pour S. M., qui défendit d'exé-
cuter l'Ordonnance du Prélat : celui-ci
se pourvut au Conseil, & y obtint
Arrêt, le 30 Mars 1699, qui confirma
l'Ordonnance, & cassa celle du Lieu-

le juge
rière mise
orde les
voit suris
un em-
ie S. M.
qu'à l'en-
us par le
jusqu'à
le douze
mille liv.
mnier en
aiement
, depuis
u'au ter-
n. Cette
par M.
témoigne
lle con-
300000
72, jus-
capitaux
même
attribu de

sectant au paiement des rentes & des
capitaux des deux emprunts réunis; &
de prendre le restant des fonds néces-
saires pour compléter ces deux objets,
sur le département ordonné en 1761,
pour les arrérages & les rembourse-
ments au denier 10.

A l'égard des 300 mille l. du secours
accordé par S. M., pour accélérer la li-
bération des dettes du Clergé, trop
ralentie par la diminution des fonds
destinés à ses remboursements; S. M.
sera suppliée de vouloir bien lui assurer
ce secours, jusques & compris l'an 1791,
par un Edit enréglé dans ses Cours,
qui contienne les mêmes clauses que
celui que S. M. accorda en 1748, pour
la même destination.

Le Promoteur oui, la matière mise
en délibération, l'avis de la Commis-
sion est adopté. La délibération est pré-
sentée au Roi, qui témoigne en être
satisfait, & rassure la Compagnie sur les
alarmes qu'elle avoit prises. T. VIII, p.
1178 jusq. 1190.

avoir lieu, à cause des vacances du Par-
lement, avant le terme fixé pour la sus-
pension de ses séances, comme le de-
mandent les principes de l'administra-
tion du Clergé. Le Promoteur oui, &
la matière mise en délibération, la Com-
pagnie, se confiant entièrement en la
parole royale de Sa Majesté, a délibéré
unanimentement de signer le Contrat le 30
Septembre, nonobstant le délai de l'en-
régistrement, que la circonstance rend
impraticable, & sans que la démarche
qu'elle fait, puisse tirer à conséquence.
Le Contrat est signé chez M. le Chan-
celier, avec le cérémonial ordinaire. T.
VIII, p. 1199 jusq. 1201. *Le Contrat*,
P. J. p. 397 & f.

Le Clergé, en conséquence de la dé-
libération de l'Ass. de 1765, a obtenu
des Lettres-Patentes du mois de Mars
1770, portant continuation au profit
du Clergé, jusques & compris 1791,
de la somme de 300 mille liv. par an,
qui lui avoit été accordée par l'Edit de

1032
rép. Le Roi
pour faire
il, p. 1556,

du Cahier,
par une Loi
toriques les
Eglises Pa-
prétendre,
ervice divin,
Curés seront
seigneurs, sans
ministère. T.

1033

ce de Saint-Paul à obtenir, de M. le
Garde des Sceaux, par l'entremise de
Mrs. les Agents, qu'il fût suris par
le Parlement au Jugement de cette af-
faire, jusqu'à l'Ass., persuadé qu'elle
soliciteroit un Règlement sur cette ma-
tière, comme l'Ass. de 1770 l'avoit
arrêté.

C'est le même Règlement que la Pro-
vince d'Embrun a prié l'Ass. de 1775
de poursuivre, pour la décence du cul-
te, la tranquillité des Ministres, & le
maintien de la paix entre les Seigneurs
& les Curés.

EGLISE, §. IV.

1034

Et comment les Tribunaux pour-
roient-ils juger autrement? C'est à l'E-
glise seule à déterminer la forme des
Prieres & du Culte : ils ne peuvent
donc que juger d'après ce qui existe;
& lorsqu'ils sont forcés de décider en
faveur de la possession contre le droit
commun, c'est qu'ils supposent, que,
dans le cas particulier sur lequel ils
prononcent, l'Eglise n'a pas cru cette
possession assez contraire aux Regles
pour devoir s'y opposer.

Quoique l'Arrêt du Parlement de
Grenoble, de 1770, n'établisse pas for-

droit, sinon pour faire plus exactement observer ses Ordonnances, & empêcher les contraventions aux saints Décrets, dont les Juges seuls, sous son autorité, sont les conservateurs & des personnes ecclésiastiques, & ce par la voie d'appel comme d'abus seulement. Recueil, p. 1392.

III. Le Clergé a demandé l'enregistrement des baux des deniers communs des Villes & Communautés laïques,

I. AFFAIRE de M. de Sourdis, Arch. de Bordeaux, avec le Duc d'Epéron. *Voyez* Bordeaux, n°. II.

II. Les violences de M. d'Epéron, contre les Evêques de Guienne; savoir, Mrs. d'Agen, d'Aire, de Cominges, de Bazas & de Condom, font un des principaux sujets des délibérations & des Remontrances, d'abord des Prélats assemblés à Paris en 1649, ensuite de l'Ass. de 1650.

seing privé seulement, ne peuvent cependant être regardées comme de simples aumônes: on ajoute, que cette distinction paroïssoit en avoir imposé au Conseil, & le rendoit difficile à donner une décision. L'Ass. députée à M. le Contrôleur-Général, pour avoir au plutôt cette décision. Ce Ministre demande un Mémoire à ce sujet. T. VIII, p. 1088, 1089.

L'Ass. de 1760 fait dresser un projet de Règlement, au sujet des droits d'insinuation & de centième denier, que les Fermiers du Domaine exigent pour les Contrats de dotation que les peres & meres constituent à ceux de leurs enfants qui entrent en Religion, quoique l'Edit portant création de ces droits, en ait excepté les donations faites en ligne directe par Contrat de mariage. T. VIII, p. 504.

L'Ass. de 1765, art. 9 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de défendre au Fermier des Domaines de faire aucune poursuite pour le paiement des droits de

DOYENNÉS. DOYENS.

I. Aux Etats de Blois en 1777, il fut arrêté de demander au Pape, de ne plus admettre les résignations des Doyennés électifs. T. I, p. 90.

II. Est-il nécessaire d'être Gradué pour posséder les Doyennés des Chapitres? *Voyez* Dignités, n°. I.

Les Doyennés sont-ils sujets à l'expectative des Gradués? *Voyez* Dignités, n°. II.

Sont-ils sujets à la Régale & à l'Indult? *Voyez* Dignités, n°. III.

III. Les Doyens qui, par la disposition du Concile de Trente, doivent être âgés de 25 ans, ont ordinairement dans les Eglises *curam animarum*: ils administrent les Sacraments à tout ce qui compose le Chapitre, dont ils sont regardés comme les Curés: ils ont droit de faire la correction aux Chanoines en particulier & en public dans le Chapitre: ces fonctions sont spirituelles; & pour les exercer, il faut, dans

1043

ENREGISTREMENT. ENTRÉES.

pour être vérifié dans quelques-unes des Cours qui sont compétentes pour connaître de son exécution, S. M. donnera ses ordres pour qu'il y soit envoyé & enregistré incessamment. Recueil, p. 1606.

L'Ass. de 1715, art. 1 du Cahier de la Jurisdiction, demande l'enregistrement de l'Edit de Décembre 1606, de Février 1678, & de la Déclaration de Juillet 1684 au Grand-Conseil, & dans les Parlements où ils ne l'ont pas été. Réponse. Le Roi trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires à l'égard des Déclarations de 1678 & 1684. Recueil, p. 1532.

Les dernières Ass. Gén. ont sur-tout insisté dans leurs Cahiers, sur l'enregistrement de l'Edit de Décembre 1606.

1044

aux greffes des domaines des gens de main-morte. *Voyez* Baux, n°. III.

IV. Sur les droits d'enregistrement attribués aux offices des Inspecteurs conservateurs des Domaines du Roi. *Voyez* Domaine du Roi.

V. Sur l'enregistrement des Brefs, Bulles & Rescrits de Cour de Rome dans les Cours de Parlements. *Voyez* Rescrits.

ENTERREMENTS.

Voyez Sépultures.

ENTRÉE.

[DROIT DE JOYEUSE]

Le sieur Poitevin avoit été gratifié

cordats; qu'il accorderoit tout au plus l'élection des 4 Chefs d'Ordres, Clugny, Cîteaux, Grammont & Prémontré. La chose étant mise en délibération, il fut résolu, que le Cahier porteroit une Requête au Roi, de rendre les élections à l'Eglise. Il fut mis en question, si elles étoient de droit divin: plusieurs étoient pour l'affirmative. T. I, p. 90. Recueil, p. 1000 & s.

Aux mêmes Etats, il fut arrêté de demander au Pape de ne plus admettre les résignations des Doyennés électifs. T. I, p. 90, 91.

moins qu'il plaise à Sa Majesté d'établir un bon Conseil de personnes pieuses pour la conseiller dans la distribution des charges ecclésiastiques. T. II, p. 139, 140, 141.

III. Il s'étoit répandu dans l'Assemblée du Clergé à Poissy, un bruit, que l'on étoit prêt de publier un Edit sur l'élection des Cures par les Laïques des Paroisses; ce qui avoit alarmé l'Assemblée: il y eut une députation vers le Roi à ce sujet: il fut répondu qu'on n'y avoit jamais pensé. T. I, p. 19.

IV. Un jeune séculier présenté de la

1°. Que les 28 millions, 950 mille l. de capitaux, au denier 20, restant dus au premier Octobre prochain, les remboursements faits au même jour, prélevés, seront réunis aux dix millions du nouveau Don, pour faire ensemble une masse de capitaux, au denier 20, de 38 millions 950 mille l., dont les intérêts annuels montent à la somme de 1947500 livres.

2°. Que pour faire le fonds de ces arérages & pourvoir en même-temps au remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1773, on se servira de l'imposition destinée par l'Assemblée de 1770, pour les rentes au denier 20, montant, distraction faite des trois deniers pour liv. des Recev. Diocés., à la somme de 3551725 liv. 14 sols, à laquelle il sera joint pour supplément, une imposition de 500 mille l. qui commencera d'être levée, à compter du terme de Noël prochain; ce qui montera à la somme de 3051725 l. 14 s.

Table de la Coll. des P. V.

Juillet 1796, qui sera le terme où, suivant les progrès, doit s'opérer l'entière libération des rentes du Clergé au denier 25. L'Edit de prorogation est accordé. T. VIII, p. 1951 juilq. 1957. L'Edit, P. J. p. 670.

Lecture du projet du Contrat, & sa signature chez M. le Chancelier, par l'Ass. & par Mrs. du Clergé, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1957. Le Contrat, P. J. p. 671.

Don-gratuit en 1775.

LVIII. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de quatre, M. le Duc de la Vrillière portant la parole, demandent, au nom du Roi, un secours de 16 millions. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemblée, d'une voix unanime, accorde cette somme au Roi, par forme de Don-gratuit, suivant les moyens dont la Compagnie conviendra, & aux conditions qui seront stipulées dans le Contrat.

Nnn

ELECTIONS.

1037

frage du Clergé, & cette discipline a duré huit siècles en Orient, davantage en Occident, & en France jusqu'à la fin du douzième, que l'Election des Evêques fut transmise aux Chapitres des Eglises Cathédrales. Les Elections purement Canoniques, continue le même Prélat, commenceront à devenir mixtes & politiques au sixième siècle. Les Princes d'abord y prirent beaucoup de part, firent savoir leurs intentions dans les Conciles d'Auvergne & d'Orléans, & voulurent être informés des vacances: ensuite ils y joignirent des recommandations, des avis & leur con-

1038

Le Cahier du Roi envoyé aux mêmes Etats, porte, que les Abbayes Chefs d'Ordres & leurs filles, demeureront électives. T. I, P. Just. p. 48.

Dans l'Assemblée de Melun, le rétablissement des élections fut proposé comme un des meilleurs moyens de réformation, & plus propre à remédier aux désordres qui naissent de la mauvaise distribution des Prélatures. Le Roi déclara ne pouvoir se départir du droit de nomination; mais qu'il pourvoiroit aux abus. T. I, p. 127. Recueil, p. 1093. Voyez Réformation, §. I, n°. II.

clare que cette Province étant plus dans le cas de demander du secours, que d'en accorder, il espéroit de l'équité de la Compagnie, que, si l'on prenoit l'avis de faire porter par les Provinces, la somme qu'on doit donner au Roi pour la révocation de la Déclaration sur les bois, elle n'y seroit pas comprise pour sa quote-part. T. VI, p. 25.
3°. En l'Assemblée de 1740, M. l'Archev. de Toulouse, Chef de la Commission de la Jurisdiction, expose, que

EMPRUNTS. §. I. Emprunts du Clergé-Général.

I. L'ASSEMB. de 1690 paroît être la première qui, pour subvenir aux Dons accordés à Sa Majesté, ait eu recours à la voie d'emprunt, par constitution de rentes. Cette Assemb. avoit accordé 12000000 de liv. au Roi : pour lui marquer son zèle, & lui fournir le moyen le plus prompt qu'elle pouvoit pour soutenir les intérêts de la Religion & de

servé, lors de la concession du Don, que le Clergé-Général devoit plus de 97 millions, sans parler des dettes particulières des Diocèses, & en y ajoutant les 16 millions du nouveau Don, les dettes se porteroient à 113 millions. Quant aux dettes particulières des Diocèses, l'état de ces dettes, tel qu'il a été constaté par l'Ass. de 1765, montoit alors à la somme de 19 millions 677190 liv. 14 s. 6 d. Lecture faite du Mémoire, il a été unanimement approuvé, & son Eminence a été priée de le présenter au Roi, avec le tableau des dettes & impositions. T. VIII, p. 2105 jusq. 2109.

Après le Mémoire présenté au Roi sur l'état des dettes & impositions du Clergé pour demander un nouveau secours annuel, M. l'Evêque de Chartres fait observer, qu'on n'avoit point suffisamment insisté sur la comparaison, entre la position actuelle du Clergé & celle où il étoit en 1748, lors-

des charges annuelles que le Clergé supporte, de l'impossibilité d'y en ajouter de nouvelles, n'a pas trouvé de parti plus convenable aux circonstances, en conciliant la sûreté des Créanciers, que de prendre sur les fonds précédemment faits pour les rentes au den. 25, dont la masse se trouve diminuée par la progression des remboursements faits depuis 1770, les fonds nécessaires aux charges imposées par le nouveau Don, en le réunissant à la masse des capitaux au denier 25, à compter du premier Octobre prochain.

Suivant le plan proposé par la Commission, tous les arrérages ou intérêts des rentes payés, il reste un fonds général des remboursements des capitaux des rentes au denier 25, montant à la somme de 1153706 liv. 10 sols 4 den. Délibération conforme à l'avis. T. VIII, p. 2110 jusq. 2119.

main d'un Hérétique, avoit été intrus en l'Abbaye de Saint-Antoine de Viennois. Cette Abbaye, quoique chef d'Ordre, se trouvoit abandonnée au premier venu, & l'élection que les Religieux avoient faite du plus ancien & du plus capable d'entr'eux, avoit été mise à part contre toutes sortes de Loix. M. de Harlai, Coadjuteur de Rouen, dans la Harangue qu'il fit au Roi, au nom de l'Ass. de 1615, s'éleva avec force contre un si criant abus. L'Ass. en avoit précédemment délibéré, & arrêté des Remontrances au Roi. T. II, p. 290. P. J. p. 26.

V. Les formalités qu'exigent les saints Décrets pour la confirmation d'une

le Diocèse d'Embrun désirant voir finir la contestation des Curés avec les Réguliers, au sujet des sépultures, &c., demandoit un Arrêt du Conseil, qui ordonnât l'exécution du Règlement dressé par M. l'Archev. de Paris & le P. la Chaize. Commissaires nommés par S. M., pour terminer la contestation. L'Ass. charge les Agents de solliciter l'Arrêt, conjointement avec le Syndic du Diocèse. T. VII, p. 1723, 1724. Voyez Sépultures, §. I, n°. II.

4°. M. l'Arch. d'Embrun présente un Mémoire à l'Ass. de 1745, au sujet de la surcharge que la Métropole d'Embrun & plusieurs autres Diocèses souffroient par une erreur de fait fondée

leurs Con
ces, §.
IV. En
au nom
40000 l.
ges. Voy

§. III. E

L'usage
naïfres
Table

l'amm
nombre
l'observa
sons de
de dots
seront r
ne font
y entret
ligieuses
les Evêq
prendre
pour les
sement
sister qu
S. M. le
la prude
suivant
quels ul
canonic
L'Ass
Cahier
permis
non for
dre des

de l'Eta
du Cler
de la fo
dre en
665, 66
année
Sur
dans le
ment
desdits
II. A
& de p
trats
Assum
Sgr. F
de Pa
gence

S.
Général.
être la
aux Dons
recours
stitution
accordé
lui mar-
e moyen
oit pour
igion &
de

taines clauses onéreuses, portées dans leurs Contrats d'emprunts. *Voyez* Diocèses, §. III, année 1715.

IV. Emprunt fait par l'Ass. de 1705, au nom du Clergé, d'une somme de 40000 l. en faveur du Diocèse de Bourges. *Voyez* Bourges, n°. 9.

§. III. Emprunts des Chapitres & des Monastères.

L'usage des Chapitres & des Monastères d'emprunter des sommes d'argent. *Table de la Coll. des P. V.*

Cours des Aides & autres Juridictions, où il ne l'avoit point été, ainsi que les Déclarations de 1678 & 1684. Rép. *Le Roi ne veut point que ses Déclarations de 1678 & 1684, & son Edit de 1695, soient enrégistrés ailleurs, qu'ouïls l'ont été.* Recueil, p. 1499.

L'Assemb. de 1710, art. 12 du Cahier de la Jurisdiction, renouvelle la même demande à l'égard de l'Edit de 1695. Même réponse. Recueil, p. 1516.

Même demande de l'Ass. de 1725, art. 17. Réponse. *Si l'Edit de 1695 n'a* P p p

au
gé sup-
jouter
e parti
res, que
mmment
, dont
la pro-
ies de-
aux
Don,
pitiaux
remier

Com-
trés
de gé-
pitiaux
nt à la
4 den.
.VIII,

samment rentées pour l'entretien d'un nombre nécessaire de Religieuses, pour l'observation de la régularité; les Maisons de cette qualité ne prendront point de dotes, ni de pensions des filles qui y seront reçues: quant aux secondes qui ne sont pas suffisamment rentées pour y entretenir un nombre suffisant de Religieuses pour l'observation de la Règle, les Evêques pourront leur permettre de prendre des filles, moyennant pensions: pour les troisièmes qui sont d'un établissement nouveau, & qui ne peuvent subsister qu'en prenant des dotes de filles, S. M. sera suppliée de vouloir laisser à la prudence des Evêques d'en recevoir, suivant ce qu'ils jugeront à propos, lesquels useront néanmoins de ce pouvoir canoniquement. T. V, p. 65, 66.

L'Ass. de 1680, par l'art. 12 de son Cahier, demande au Roi, qu'il soit permis aux Religieuses des Monastères non fondés, rentés, ni bâtis, de prendre des dotes, & contracter, pour raison

des derniers, on pourroit demander, que la qualité & la quantité des dotes fussent remises à la prudence des Evêques. T. V, p. 651, 652.

En 1715, deux sœurs firent Profession au Couvent de Sainte-Elisabeth de Lyon. le pere n'étant pas en état de payer en deniers comptants, convint avec la Communauté de lui céder un fonds, estimé par des amis communs, valant 10000 liv. Le frere de ces Religieuses, en 1759, voulut rentrer dans ce bien, prétendant, 1°. que la Maison étant rentée, ne devoit point exiger de dot; 2°. que l'estimation du fonds cédé n'ayant pas été faite par des Experts nommés d'office, la cession étoit nulle de droit. Cette affaire ayant été rapportée à l'Assemb. de 1760, elle la renvoie au Bureau du Temporel. T. VIII, p. 987.

II. L'Assemblée de 1735, art. 1 de son Cahier sur le Temporel, supplie Sa Majesté d'accorder la décharge des N n n 2

1040
voir finir
ec les Ré-
ars, &c.,
onseil, qui
Règlement
Paris & le
nommés
contesta-
nts de sol-
nt avec le
p. 1723,
n°. II.
réfente un
au sujet de
ole d'Em-
ceses souf-
ait fondée

1041 EMPRUNTS, §. I. &c. ENRÉGISTREMENT. 1042

de l'Etat, elle arrêta de faire, au nom du Clergé, un emprunt, au denier 18, de la somme de 5500000 liv., à prendre en constitution de rentes. T. V, p. 665, 666. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, année 1690.

Sur les emprunts faits par le Clergé dans les Assembl. suivantes pour le paiement des Dons. *Voyez* Dons-gratuits desdites Assemblées, §. III.

II. A l'égard du pouvoir d'emprunter & de passer, au nom du Clergé, les Contrats de constitutions de rentes, les Assembl. ont coutume de l'accorder au Sgr. Président, ou à M. l'Archevêque de Paris; & en cas de mort ou d'absence, au plus ancien Archevêque ou

gent, sans le consentement & participation des Evêques, est représenté à l'Assemb. de 1670 comme abusif, contraire aux regles canoniques, sur-tout en ce qui concerne les Chapitres, & sujet à beaucoup d'inconvénients. L'Assemb. ordonne qu'il sera fait des diligences, pour faire en sorte que par le nouveau Code ecclésiastique, cet abus soit réformé, & la Jurisprudence des Parlements qui l'autorisent, changée. T. V, p. 127, 128.

§. IV. Emprunts des Villes.

L'on a voulu souvent comprendre les Ecclésiastiques dans les taxes & corti-

obliger les Peuples de porter le poire
aux Evêques, aux entrées & visites qu'ils
font dans les Villes de leurs Diocèses,
& que les Consuls des Villes aillent les
visiter. T. III, p. 366 & f. P. J. p. 36.

ÉPICES.

SUR les épices des Chambres des Dé-
cimes. *Voyez* Chambres des Décimes,
§. II, n°. III.

sur l'ancienno, suivant le
Roi, au Couvent des Cordeliers d'Or-
léans, pour conférer de ses pouvoirs &
Procurations. Mrs. de Tours & d'E-
vreux furent élus pour recueillir les voix
des Députés, & conclure selon leur avis:
on leur accorda de commettre qui ils
jugeroient à propos, pour rédiger par
écrit les ordonnances & conclusions qui
seroient faites de l'avis du Clergé, &
en donner avis à qui il appartiendroit:
ils nommerent à cet effet les Sieurs de

Ppp 2

tervenir en l'instance. T. III, p. 361.

DROIT. [FACULTÉ DE]

I. L'ASSEMBLÉE de 1700, art. 17 de
son Cahier, demande que les Chaires
de Droit Canon soient données aux
Ecclésiastiques privativement aux Lai-
ques, par la voie du concours; ou du
moins, que trois de ces Chaires demeu-
rent affectées aux Ecclésiastiques. Ré-
ponse. *Le Roi y fera considération.* Re-
cueil, p. 1477.

II. L'Ass. de 1613 charge Mrs. les
Agents de s'opposer à l'Indult sollicité
à Rome, par les Régents de la Faculté
de Droit de Paris, & à l'expédition du-
dit Indult. T. II, p. 49.

DROITS HONORIFIQUES ET SEIGNEURIAUX.

SUR les Droits honorifiques dans les
Eglises & les diverses prétentions en
ce genre. *Voyez* Eglise, §. IV.

Sur les Droits seigneuriaux. *Voyez*
Justices.

sur l'excès & la licence des duels, &
pour demander l'exacte observation des
Edits & autres remèdes qui y sont pro-
posés. C'est l'article 181. T. II, p. 149,
150.

L'Ass. de 1625 députe au Roi, pour
lui faire de nouvelles Remontrances
sur le fait des duels: Harangue à ce su-
jet de M. l'Archev. de Bourges. L'Edit
contre les duels est accordé, la vérifi-
cation en est poursuivie. T. II, p. 481,
482.

En 1651, plusieurs Gentilshommes
de la première qualité, font & signent
une déclaration publique & protesta-
tion solennelle de refuser toutes sor-
tes d'appels, & de ne se battre jamais
en duel, pour quelque cause que ce
puisse être: en conséquence de cette
déclaration, Mrs. les Maréchaux de
France rendent un Jugement par le-
quel ils approuvent ladite Déclaration
& protestation, comme conforme aux
Edits du Roi, & aux loix de l'honneur,
comme elle l'est à celles de la vraie

1045

ÉPERNON. ÉTATS-GÉNÉRAUX.

1046

Sur la délibération des Prélats assem-
blés. *Voyez* Assemblées des Prélats,
§. I, an. 1649.

En l'Assemb. de 1650, Mrs. d'Agen
& de Cominges rapportent, dans un
grand détail, les violences, vexations
& persécutions exercées contre lesdits
Prélats, par M. d'Épernon, lequel les
avoit attaqués en leur dignité, en leurs
personnes & en leurs biens. Sur quoi
l'Assemblée, d'un commun avis, arrête
de prier Mrs. les Prélats qui sont à Paris,
de se joindre à ceux de la Compagnie,

ESCLAVES.

Voyez Merci.

ESPAGNAC.

Voyez Cahors, n°. 7.

ESPARCETTE.

Voyez Dimes, §. IV.

ÉTAMPES.

Voyez Chapitres, §. IV, an. 1655.

des Sacramentaires, demandant qu'ils ne fussent pas tolérés dans le Royaume. T. I, p. 8, 9. P. J. p. 5, 6.
 III. Sur le Cahier des Etats. *Voyez* Cahiers, §. II, an. 1560.
 IV. Sur l'affaire du subside. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1560.
 V. Les Harangues de clôture furent prononcées par le sieur Quintin, au nom du Clergé; par le sieur de Rochefort, au nom de la Noblesse; & par le

été déposé, en 1770, aux Archives du Clergé, après que M. l'Evêque d'Uzès, entre les mains de qui il étoit, en a eu fait présent au Clergé. T. I, p. 65. T. V, ad calcem, p. 1, 2.
 L'on indiquera les extraits d'après les Mémoires, & le Procès-verbal recouvré, afin qu'on puisse les comparer ensemble.
 I. Les troubles du Royaume, la révolte du Maréchal de Montmorenci, celle du Duc d'Alençon & du Roi de

Continu

du Pré-
 des Offi-
 ces savi-

I. CONTESTATIONS & différends sur la manière dont l'Eau-bénite doit être donnée aux Seigneurs, Patrons ou Fondateurs des Eglises Paroissiales, par les Curés: est-ce par présentation, ou par aspersion? *Voyez* Eglise, §. IV, n°. II.

II. Cérémonial observé pour l'Eau-bénite donnée par le Clergé en Corps, sur le corps des Rois, Reines, Princes & Princesses. *Voyez* Morts des Rois, &c.

III. Sur le cérémonial de la présentation de l'Eau-bénite à Mrs. les Prélats & autres Députés des Assemblées du Clergé, par le PP. Augustins, lorsque l'Ail. entre en leur Eglise, soit pour les Messes du Saint-Esprit, soit pour les Services, soit pour les Saluts du Saint-Sacrement. *Voyez* Messe Pontificale. Services funebres, §. I. Fête-Dieu.

EAUX.

VERS l'année 1695, il se fit des

des eaux, aux termes de l'Édit de Décembre 1694. Mrs. les Agents firent, sur ce sujet, des représentations à M. de Pontchartrain, qui répondit que la volonté du Roi étoit, que les Ecclésiastiques payassent; qu'il laissoit seulement la liberté à chaque Dioc. d'offrir une somme pour s'en racheter: ce même Ministre assura, que les Bénéficiers dont les eaux couloient dans leurs terres, ne seroient pas sujets à la taxe. Il y eut un Mémoire présenté au Roi par M. l'Arch. de Reims, mais sans succès. T. VI, P. Just. p. 132-133.

EAUX ET FORÊTS.

Voyez Bois.

ECCLÉSIASTIQUES.

Voyez Clercs.

ÉCHANGES.

DROITS d'amortissement relativement aux échanges. *Voyez* Acquéts.

Bienassis & Logier: on déclara, au surplus, que la forme de séance ne préjudicieroit à aucun. Les Députés du Clergé furent au nombre de 112, dont un Archevêque & neuf Evêques. T. I, p. 4 & suiv.

Pour présenter au Roi les Cahiers des Etats & faire autres Remontrances, le Clergé nomma M. le Cardinal de Lorraine, & en cas de refus, Mrs. de Tours & d'Evreux furent priés de s'en charger. Ces trois Prélats ayant refusé, Jean Quintin, Docteur & Doyen de la Faculté de Droit de Paris, fut nommé, & il accepta. T. I, p. 7, 8.

M. le Cardinal de Lorraine fut prié de nouveau de porter la parole, & de faire les Remontrances. Rois

sieur Lange, au nom du Tiers-Etat. T. I, p. 14.

VI. Contestation pour le rang des signatures entre les Prélats & autres Députés du Clergé, comment terminée. *Voyez* Préséance, §. I, n°. I.

VII. Par Lettres-Patentes du 31 Janvier, les Etats avoient été remis au mois de Mai suivant, & indiqués à Melun: ils furent depuis différés par autres Lettres-Patentes jusqu'au mois d'Août, & enfin convoqués à Pontoise. L'ouverture s'en fit, le 27 Août, au Château de Saint-Germain, où le Roi se trouvoit alors. La Harangue que fit à cette occasion le sieur Bretagne, contient une demande formelle de Temples pour

Nouve
 vocatoude

Archives du
vèdre d'Uzèz,
étoit, en a eu
T. I, p. 65. T.

ais d'après les
bal recouvré,
arer ensemble.
yaume, la ré-
montmorenci,
& du Roi de

Le bruit s'étoit répandu, qu'un parti-
culier devoit faire opposition à la lé-
gitimité des Etats, & protester de nul-
lité de ce qui s'y feroit. L'Ass. en re-
met au Roi le Jugement, qui promet
de juger sur le champ l'opposition. T.
I, p. 70 & suiv. T. V, *ad calcem*, p.
9 & suiv.

IV. On élit un Promoteur, [M. le
Genevois, Doyen de Langres,] & deux
Secrétaires. M. l'Arch. de Lyon est élu

taillis. *Voyez* Bois, §. I, n°. II.

Autre affaire concernant les Syndics-
Généraux. *Voyez* Syndics-Généraux,
n°. I.

Autre affaire de l'Hôtel-de-Ville de
Paris avec le Clergé, au sujet de ce qui
étoit dû à la Ville. *Voyez* Rentes de
l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. I.

Demande des Religieux Mendians
pour être admis à posséder des Cures.
Voyez Mendians.

dit de Dé-
ents firent,
tions à M.
ndit que la
les Eccle-
ssoit seule-
Dioc. d'of-
cheter : ce
les Béné-
soient dans
sujets à la
présenté au
ims, mais
132-133).

RÈTS.

QUES.

S.

relative-
Acquêts.

Sur le trouble fait aux Evêques en
quelques Diocèses, par les Juges
Royaux, dans le droit & autorité
d'instituer ou d'approuver les Maîtres
& Maitresses d'Ecole, l'Ass. de 1641
solicite des Arrêts au Conseil contre
les Sentences desdits Juges. T. III,
p. 81.

M. l'Arch. de Bourges, en 1680,
faisant sa visite dans la Ville d'Issou-
dun, le Curé se plaint de ce que plu-
sieurs particuliers faisoient les fonc-
tions de Maitres d'Ecole, sans être
examinés & approuvés : sur quoi le
Prélat rend une Ordonnance, qui en-
joint auxdits Maîtres de se présenter
devant lui, ou ses Vicaires-Généraux :
le Juge d'Issoudun rend une Ordon-
nance contraire, contre laquelle le
Prélat se pourvoit au Conseil, où il
obtient Arrêt par lequel, sans s'arrê-
ter à l'Ordonnance dudit Juge, il est
ordonné que celle du Prélat sera exé-
cutée; & que, conformément à icelle,
tous ceux qui voudront tenir Ecoles,

des ou Ecoles, pour l'instruction de la
jeunesse de l'un & l'autre sexe, dans
l'étendue du Dioc. de Sisteron, en ob-
tiendront la permission & l'approba-
tion par écrit de M. l'Evêque; qu'ils
observeront exactement les réglemens
qu'ils recevront de ce Prélat, ou de ses
G. Vic.; qu'aucuns autres que ceux qui
auront son approbation, ne pourront
entreprendre d'enseigner dans ces Eco-
les, sous quelque prétexte que ce soit;
que le choix des personnes & la dé-
termination des lieux où il conviendra
d'en établir, sera au Jugement de l'E-
vêque; avec défenses à toutes sortes
de personnes d'en retarder l'exécution.
Raisons & autorités qui confirment
cette jurisprudence. Il y a sur ce sujet
une lettre du Roi très-remarquable à
M. l'Evêque de Poitiers, en date du
15 Décembre 1640. T. VI, P. Just. p.
91, 92.

L'Ass. de 1723, art. 7 de son Cahier
de la Jurisdiction, supplie S. M. d'au-
toriser, par une Déclaration, le droit

1048

du Tiers-Etat. T.

pour le rang des
Prélats & autres
comme termi-
né, §. I, n°. I.

attentes du 31 Jan-
v. été remis au mois
d'octobre à Melun;
rés par autres Let-
tres, au Château de
Fontenoy. L'ouver-
ture du Roi se trouvoit
fit à cette oc-
casion, contient une
des Temples pour

Navre
vocatole

ÉTATS-GÉNÉRAUX.

1049

Navarre, donnerent occasion aux Etats
de Blois. Les Lettres de convocation,
font du 6 Août 1576. Le Roi se rendit
à Blois, des premiers, & fit dépêcher
des Couriers aux Princes du Sang &
autres, pour hâter leur arrivée. T. I, p.
66. T. V, *ad calcem*.

II. Les Députés de l'Eglise sont au
nombre de 104, dont 4 Archevêques,
17 Evêques, deux Chefs d'Ordres. Les
Evêques de Digne & de Montpellier,
& quelques autres Députés, sont re-
jetés de l'Assemblée, les uns, parce que
leurs pouvoirs étoient nuls; les autres,
jusqu'à ce que leurs pouvoirs eussent
été corrigés & amplifiés. Un Député de
l'Eglise de Reims est admis, mais sans

Président, sans aucun égard à sa di-
gnité de Primat; ce qu'il accepte avec
protestation pour les droits de son
Eglise. Tous les Députés prêtent le
serment, de ne révéler, &c. au préju-
dice de l'Assemblée. M. le Cardinal de
Bouillon est invité d'y assister, quand
il lui plaira. Invitation semblable à
Mrs. les autres Cardinaux & aux Pré-
lats, à la suite de la Cour. T. V, *ad
calcem*, p. 3, 4, 6.

V. A l'égard du rang & de la séance,
il est ordonné, qu'après Mrs. les
Evêques & les Abbés Chefs d'Ordres,
les Députés seroient assis, au rang &
place qu'ils pourroient prendre, à me-
sure qu'ils arrivent, & néanmoins

Rang & forme
d'opiner.

ciens extraordinaires, qui le fait au préjudice de la taxe des États. Sur le premier chef, le Roi se réserve le droit d'en connoître, jusqu'à ce que tous les Députés soient arrivés. Il consent au second. Il déclare sur le troisieme, que c'est chose dont il n'a point entendu parler. T. I, p. 446. juſq. 450.

II. Les Prélats aſſemblés à Paris, au mois de Mai 1588, s'étoient plaints au Roi & à Mrs. du Conſeil, de ce

teance rendue aux derniers États de Blois, ſeroit ſuivi : acte donné au Député de Sens de ſa proteſtation. Le Député de Langres reſuſé, remet ſon Cahier au Député de Sens. Le Gouvernement de Languedoc a ſéance avant celui de Picardie. Un Député ſoupçonné d'héréſie, eſt rejeté. Député du plat pays d'Auvergne admis, mais ſans voix délibérative, & ce, par Arrêt du Conſeil. Conteſtation très-vive ſur la

Mai 1714, en ce qui concerne l'étaſſement des Maîtres & Maîtrefſes d'Ecole dans les Paroiſſes. T. VIII, P. J. p. 74.

Même demande de l'Aff. de 1711, art. 9 du Cahier. Réponſe. *Sa Maſeſt fera examiner, dans ſon Conſeil, la demande.* T. VIII, P. J. p. 103, 104.

Même demande de l'Aff. de 1760, art. 11 du Cahier. Réponſe ſemblable. T. VIII, P. J. p. 305.

Même demande de l'Aff. de 1761, art. 8 du Cahier. Réponſe. *Je favoriſerai toujours l'inſtruction publique, & je me ſerai un devoir de confirmer les étaſſiſſements utiles qui ſe formeront par des contributions volontaires.* T. VIII, P. J. p. 488.

IV. Les Maîtres d'Ecole, revêtus de ſurplis, ſont encenſés dans les Eglifſes, & ont les honneurs avant les Seigneurs & autres Laïques. *Voyez Eglife, §. IV, n°. IV.*

V. L'Aff. de 1660 ſollicite un Arrêt

III. L'Affemb. de 1710, art. 1 du Cahier du Temporel, ſupplie S. M. de ſupprimer les Contrôleurs des Economies Sequeſtres créés par l'Edit d'Octobre 1703, & réunis aux offices des Economies Sequeſtres anciens, par l'Arrêt du Conſeil du 10 Février 1705, & de ſupprimer auſſi les offices des Economies Sequeſtres alternatifs & mi-triennaux deſdits offices, & les Contrôleurs alternatifs & mi-triennaux deſdits offices créés par l'Edit de Juillet 1708, & réunis par ledit Edit aux offices des Economies Sequeſtres & Contrôleurs anciens dans les Diocèſes où on n'a point acquis leſdits offices, ni payé la finance pour ces réunions. Réponſe. *Le Roi donne ſes ordres pour entrer dans les tempéramens convenables, en ce qui reſte à exécuter de l'Edit de 1703 & de l'Arrêt de 1705.* Recueil, p. 1523, 1524.

IV. L'Affemb. de 1715, art. 30 du Cahier du Temporel, ſupplie S. M. d'ordonner, que dans les Diocèſes dans leſquels

Un jeune Gentilhomme, nommé S. Sulpice, fut tué en duel : le Roi en eut un tel chagrin, qu'il ſe fit inviter les États d'aſſiſter à ſon convoi ; ce qui fut choſe nouvelle pour un ſimple Gentilhomme qui n'étoit point en charge. T. I, p. 107.

ÉTATS DE BLOIS EN 1588.

Plusieurs Affemb., ſavoir, celles de 1595, de 1598 & de 1605, ont fait des démarches pour recouvrer le Procès-verbal de la Chambre Eccléſiaſtique aux États de Blois, mais ſans ſuccès.

Ce qu'on peut trouver de plus authentique ſur leſdits États, & qui approche le plus du Procès-verbal de l'Eccléſiaſtique ſe trouve dans le Recueil

que, pour la convocation des États-Généraux, au 15 Septembre, Sa Maſeſt n'avoit point écrit particuliérement aux Evêques, mais ſeulement aux Baillis & Sénéchaux, contre la forme obſervée à la convocation des premiers États. Il leur fut répondu par Mrs. du Conſeil, que ce dernier fait une fois conſtaté, il ſeroit pourvu ſur la plainte, au contentement du Clergé. *Voyez le Procès-verbal de cette Affemb., tenu en Mai 1588, mis en Supplément à la tête du T. VIII de la nouvelle Collection, §. VIII, n°. II.*

§. II. Députés ; examen des Pro-

L'ouverture des Etats se fait, le 16 Octobre, dans la Grand'Salle du Château de Blois. Ordre qui s'y observe. Harangue du Roi : il se plaint des brigues pour les députations, & pour faire inférer au Cahier des articles propres à troubler l'Etat. S. M. promet de s'astreindre, par serment, à observer & à faire observer comme loix sacrées, tout ce qu'elle aura arrêté dans les Etats, sans se réserver à elle-même la licence

L'Edit est envoyé à toutes les Cours souveraines, pour y être publié & observé comme Loi fondamentale. T. I, p. 472 & suiv.

§. V. Cahier des Etats. Chapitre des Finances. Suite du Cahier.

Le Clergé ayant proposé aux autres Chambres de n'avoir qu'un Cahier, qu'un Orateur, les deux autres font d'avis d'avoir chacune leur Orateur & leur

I. Nous n'avons, ni Décrets des Conciles, ni Constitutions des Papes, ni Edits, Lettres-Patentes ou Déclarations de nos Rois, pour la création des Economes spirituels : ils ne furent établis qu'en 1490, par un Arrêt du Grand-Conseil, du 5 Septembre. Les divisions de Rome avec la France, y donnerent occasion ; ceux que le Roi avoit nommés aux Evêchés & aux Abbayes, ne pouvant plus obtenir de Bulles, le G. Conseil ordonna l'établissement de ces Economes pour le gouvernement spirituel de ces Bénéfices, jusqu'à ce que les nommés par Sa Majesté eussent des provisions. *Mém. du Clergé*, T. X, p. 740 & suiv.

II. Quoique l'Arrêt du Grand-Conseil ordonne l'établissement des Economes spirituels dans les Evêchés vacans, comme dans les Abbayes, nous avons peu d'Economes spirituels pour les Evêchés, pendant ces troubles : ceux que le Roi avoit nommés aux Evêchés, al-

Table de la Coll. des P. V.

Cette matière parut à l'Assemblée, en 1595, l'une des principales plaintes & remontrances qu'elle devoit faire, tant de parole au Roi, que par écrit au Cahier. Délibération prise par Provinces, il fut arrêté, qu'il en seroit dressé un article particulier au Cahier ; que le Roi seroit supplié de lever les inhibitions de se pourvoir à Rome, attendu que l'absolution du Roi avoit été apportée par le Seigneur d'Elbene : il fut aussi résolu d'écrire à M. de Villeroi, pour le prier de moyenner envers S. M., que les défenses de se pourvoir en Cour de Rome, fussent levées. L'article sur les provisions & sur les Economats spirituels, & sur les dispenses données depuis les troubles, en vertu, tant des Arrêts du Parlement, que du Grand-Conseil, fut lu & approuvé.

C'est l'article onze conçu en ces termes, Mrs. du Grand-Conseil, contre tout droit & discipline ecclésiastique, sans aucun fondement de Loi cano-

Ooo

1053

ÉTATS-GÉNÉRAUX.

1054

préséance, entre ceux de l'Isle de France, & ceux de la Bourgogne. Autres contestations entre plusieurs Villes & Bailliages. T. I, p. 450 & suiv.

§. III. Prières : élection des Officiers : question sur l'autorité des Etats.

Il se fait d'abord une Procession solennelle, à laquelle le Roi & les Reines assistent. Un jeûne de trois jours est ordonné par le Roi. Les trois Ordres communient des mains de M. le Cardinal de Bourbon. M. l'Arch. de Bourges est élu Président de l'Eglise ; les

de s'en départir. Le Garde des Sceaux Montholon parle ensuite : il propose deux principaux motifs de la convocation des Etats ; la conservation de la Religion & la réformation des trois Ordres de l'Etat, dont il relève les principaux vices, & retrace en même-temps les devoirs. Les trois Ordres se réunissent pour remercier le Roi. L'Archev. de Bourges s'en acquitte pour le Clergé, le Baron de Senecei pour la Noblesse, & le Prévôt des Marchands pour le Tiers-Etat. T. I, p. 467 & f.

Dès le 11 Octobre, on avoit engagé une conférence entre les Députés des trois Ordres, pour demander que l'E-

1052

Etats-
Ma-
lière-
aux
forme
miers
rs. du
e fois
plain-
Voyez
tenus
à la
ction.

Pro-

...des fonds, sans changer le peuple : demandes faites, au nom du Roi, desdits fonds nécessaires. Le Tiers-Etat fait offre de 120000 écus pour l'entretien de la maison & pour la guerre. Nouvelles demandes du Roi : conférences proposées pour convenir des fonds nécessaires & des moyens de les procurer. Le Tiers-Etat renouvelle ses plaintes contre la mauvaise administration des finances & contre les Partisans : il demande la liste de ceux avec

finances, sur la Police. Le Cahier est rapporté, T. I, P. J. p. 112 & f.
Le 15 Janvier, le Roi étant en son Lit de Justice, les trois Ordres sont introduits dans la salle des Etats pour faire les Harangues. M. l'Archevêque de Bourges parle au nom du Clergé, [sa Harangue, T. I, P. J. p. 128 & f.] M. de Brillac pour la Noblesse, le sieur Bernard pour le Tiers-Etat. Le Roi, après avoir entendu les Remontrances des trois Ordres, fait de nouveau publier

pages par les Lettres-Patentes de 1598, évocatrices desdits Economats, dont il est parlé ci-dessus. T. I, p. 173, 180. L'article du Cahier, Recueil, p. 1147 & suiv.

Sur le sujet des Economats spirituels, on a le discours du Promoteur contre les collations & promotions qui avoient été expédiées pendant les troubles, au préjudice de l'autorité & de la juridiction de l'Eglise. T. I, P. J. p. 153, 156.

ÉCOSSOIS.

Voyez Anglois. Missions, n°. VII.

ÉDIT. [CHAMBRE DE L']

Voyez Chambre de l'Edit.

ÉDUCATION PUBLIQUE.

Voyez Colleges. Prêtres, n°. VII.

Lettre circulaire aux Evêques, pour qu'ils dressassent des Procès-verbaux exacts & fideles sur ce sujet. T. V, p. 107, 108.

Dans le Rapport de l'Agence fait en 1670, il est parlé d'un Arrêt du Conseil, par lequel le Roi accorde une somme de 16000 liv. pour rebâtir l'Eglise de Die, ladite somme à imposer sur les tailles du Dauphiné. T. V, P. J. p. 77.

III. Sur les réparations & entretien des Eglises. Voyez Décimateurs, §. I.

IV. Sur les Bancs & Sépultures. Voyez Bancs. Sépultures.

V. Sur l'argenterie des Eglises. Voyez Argenterie.

§. IV. Présence, rang, places & autres droits honorifiques dans l'Eglise, pour l'encens, l'aubénite, le pain-bénit, &c.

I. Il s'est souvent élevé des différends sur le rang, la séance & autres droits

1055

ÉTATS-GÉNÉRAUX.

1056

Cahier. Les trois Ordres opinent pour la publication du Concile de Trente, sans préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane : les trois Ordres ont des conférences sur leurs Cahiers. L'article des élections & de leur rétablissement, sans le concours du peuple, est passé à l'avis du Clergé. T. I, p. 474, 475, 476.

Le Roi envoie aux Chambres l'état de ses finances, signé du Greffier du Conseil : la recette montant à 9 millions d'écus, & la dépense pour l'année suivante, à 11 millions au moins ; là-dessus, les trois Etats présentent une Requête pour l'érection d'une Chambre contre les Partisans. Voyez Finan-

lesquels le Roi veut que l'on confère, pour retrancher ceux qui sont suspects aux Etats. Le Cardinal de Vendôme est envoyé au Tiers-Etat, pour faire les fonds nécessaires : autres projets pour avoir lesdits fonds ; entre autres celui d'aliéner des Domaines du Roi à perpétuité, pour autant de revenu que se pourroient monter les biens des Hérétiques qui seroient réunis à la Couronne : projet rejeté par le Tiers-Etat & par la Noblesse. T. I, p. 483, 485 jusqu'à 488. Voyez Domaine du Roi.

Les Etats se déterminent à faire les Remontrances, & à poursuivre la présentation des Cahiers en même-temps.

Cahier est
12 & f.
i seant en son
Ordres font in-
es Etats pour
l'Archevêque
m du Clergé,
J. p. 128 & f.]
blesse, le sieur
Etat. Le Roi,
Remontrances
e nouveau pu-
blier

avec grande appréhension des périls &
des troubles prochains. T. I, p. 497
& suiv.

ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1614.

§. I. Convocation des Etats. Pro- cureurs; difficultés sur icelles. Requêtes pour être admis aux Etats: personnes invitées.

I. PAR le Traité de paix conclu, le 15
Table de la Coll. des P. V.

Capucin est admis pour Député du ban-
liage de Gex. La députation de la basse
Marche est attaquée par l'Evêque de Li-
moges. Arrêt du Conseil en faveur des
Députés de la Sénéchaussée de Poitou,
contre la députation de Fontenai. Au-
tres trois Arrêts ou Jugements; savoir,
l'Arrêt du Conseil pour le différend en-
tre les Députés de Nevers & de Saint-
Pierre. Le Jugement de l'Assemb. sur
le différend entre le Député de la Sé-
néchaussée de Touraine & le Député de
Q99

Evêques, pour
Procès-verbaux
sujet. T. V, p.

Agence fait en
Arrêt du Con-
corde une som-
rebâtir l'Eglise
imposer sur les
V, P. J. p. 77.
de entretien
cimateurs, & l.
& Sépultures.
es.

Eglises. Voyez

ng, places &
risiques dans
encens, l'eau-
nit, &c.

des différends
& autres droits

été disputé à une Procession qui se fai-
soit au Louvre, l'Assemblée de 1615
en fit les plaintes au Roi. T. II, p. 187,
188.

Le Parlement de Rennes avoit rendu
un Arrêt, portant que les hautes chai-
res du Chœur de la Cathédrale seroient
réservées à Mrs. les Conseillers, & que
deux Dignités seulement auroient séance
& place auxdites chaires. Arrêt sem-
blable du Parlement d'Aix. Le Lieute-
nant-Général de Mâcon avoit aussi pré-
tendu prétendre dans l'Eglise même le
premier Archidiacre. On se plaignit de
ces Arrêts & entreprises, en l'Assemb.
de 1615; elle arrêta de supplier S. M.
de faire des défenses aux Gouverneurs
des Provinces, Lieutenants de Roi,
Officiers des Parlements, tant en Corps
qu'en particulier, & à toutes autres per-
sonnes, de troubler les Dignités &
Chanoines aux places qui leur sont des-
tinées dans leurs Eglises, en quelque
occasion que ce soit. Elle en fit un ar-

Chœur de l'Eglise de Mirepoix, pour
elle & pour la famille. Voyez Mire-
poix.

Autre prétention de Mrs. de Ville-
neuve, Seigneurs de Vence, pour bancs
dans le Chœur de l'Eglise de Vence, &
armoiries peintes sur les piliers. Voyez
Vence.

Le Sye de du Diocèse de Castres pré-
sente, à l'Assemb. de 1615, une Re-
quête, par laquelle il lui demande son
intervention dans une affaire qu'il avoit
contre la Marquise d'Ambres, laquelle
prétendoit des places dans l'Eglise de
Lautrec, vouloit qu'on lui présentât
l'eau-bénite avec le goupillon; qu'on
lui donnât l'encens, & qu'on lui ren-
dît tous les autres droits honorifiques.
Il expose que, pour ce sujet, elle avoit
obtenu, au Parlement de Toulouse, un
Arrêt contradictoirement rendu avec
le Syndic du Diocèse de Castres & les
Consuls, contenant, que, par provi-
sion, à la Grand'Messe qui se dira au
Ooo 1

1056

ue l'on consacre,
qui sont suspects
de Vendôme est
pour faire les
projets pour
autres celui
du Roi à per-
revenu que se
biens des Héré-
mis à la Couron-
le Tiers-Etat &
p. 483, 485 jusq.
du Roi.

à faire les
pour fuivre la pré-
en même-temps.

1057

blier l'Edit de l'Union pour Loi fonda-
mentale, & assure les Etats qu'il ne
changera jamais de volonté. T. I, p.
493 & f.

§. VI. Affaires extraordinaires. Fin des Etats.

1°. Affaire du Roi de Navarre: les
trois Ordres demandent qu'il soit dé-
claré criminel de lèse-majesté, divine
& humaine, & incapable de succéder à
la Couronne. 2°. Affaire du Duc de
Savoie, qui s'étoit joint aux Protec-
tants: les trois Ordres demandent que
l'armée du Dauphiné soit fortifiée, afin
de pouvoir résister en même-temps aux

ÉTATS-GÉNÉRAUX.

1058

Mai 1614, entre les Princes & Sei-
gneurs de la nouvelle Religion, d'une
part, & le Roi & la Reine, d'autre
part, il étoit porté, art. 1, que les Etats-
Généraux du Royaume seroient convo-
qués & assemblés en la ville de Sens,
en la manière accoutumée, vers le 15
d'Avril. Ils sont convoqués à Sens pour
le 10 Septembre de ladite année 1614:
ils le sont ensuite pour le 14 suivant, à
Paris.

L'Erat Ecclésiastique s'assemble en la
salle du Couvent des Augustins, la No-
blesse aux Cordeliers, le Tiers-Etat à
l'Hôtel-de-Ville. Le nombre des Dépu-
tés du Corps Ecclésiastique, 145, dont

la police, & non pour cause de Religion. T. II, p. 763, 764. Recueil, p. 1389.

En l'Ass. de 1645, il fut fait récit d'une procédure contre l'Ev. de Bazas, tant par le Lieutenant-Gén. de Bazas, que par le Parlem. de Bordeaux, sur ce qu'ayant donné pouvoir de prêcher en son Diocèse à un Prêtre séculier, ledit Lieutenant-Général auroit voulu prendre connoissance de ce qui avoit été prêché par ledit Prêtre; &, sous prétexte qu'il avoit enseigné une mauvaise Doctrine, auroit fait assigner pardevant lui plusieurs personnes pour déposer, entr'autres un Capucin: sur quoi le Prélat, ayant décerné une Ordonnance, par laquelle il déclaroit, qu'au cas que le Prédicateur eût enseigné une mauvaise Doctrine, c'étoit à lui d'en informer, ordonnoit, en conséquence, que ceux qui en sauroient quelque chose, vinssent en déposer devant lui, & faisoit défenses à tous Juges séculiers d'en connoître, & à toutes sortes de personnes d'en déposer pardevant eux, sous peine d'excommunication. Appel comme d'abus de l'Ordonnance, par le Procureur-Général du Parlem. de Bordeaux, ensemble d'un Monitoire obtenu en l'Officialité de Bazas. Arrêt dud. Parlement, de Janv. 1645, qui ordonne que le Sgr. Evêque & son Promoteur viendront plaider au premier jour, & cependant défenses d'obéir à l'Ordonnance, & de publier le Monitoire.

En la même Assemblée il est parlé d'une Lettre du Roi, par laquelle il est mandé audit Prédicateur de venir à la Cour, pour y rendre compte de la Doctrine qu'il avoit prêchée. Pareilles Lettres de S. M., qui ordonne à l'Evêque d'Amiens d'envoyer à la Cour deux Prédicateurs séculiers, pour le même sujet.

L'Assemb. arrête de faire à la Reine des Remontrances, tant sur l'Arrêt de Bordeaux, que sur la Lettre de S. M.: elle les appuie de Déclarations qu'elle cite des Empereurs & de nos Rois, qui reconnoissent, qu'étant Laïques, ce n'étoit point à eux de se mêler de la Doctrine. L'Assemb. sollicite un Arrêt portant cassation de ceux de Bordeaux, & des informations du Lieutenant-Criminel de Bazas: elle supplie en même-temps le Roi de déclarer à l'Assemblée, par une Lettre, que ses sentiments ne sont point de prendre connoissance de la Doctrine, qui n'appartient qu'aux Prélats; ce qui est promis. T. III, p. 264, 265, 266.

Un Prédicateur accusé d'avoir avancé quelques propositions condamnées dans Jansénius, fut traduit devant l'Official, qui le déclara absous & innocent. Le Dénonciateur se pourvut au Parlem. d'Aix, qui donna permission d'informer contre le Prédicateur. Cette entreprise engagea les Agents de poursuivre un Arrêt au Conseil, qui porte, que le Procureur-Général enverra les motifs de l'Arrêt, & cependant ordonne que, sur le fait de Doctrine, les Parties se pourvoient devant l'Archevêque ou son Official. T. IV, p. 523, 524.

Les Religieux Mendians d'Angers avoient appelé comme d'abus d'une Censure faite par l'Ass. de deux libelles publiés contre les Ordonnances de l'Evêque d'Angers: le Parlement de Paris avoit reçu leur appel; l'Ass. de 1655 s'en plaignit, fondée sur ce qu'un appel d'une décision sur la Doctrine, ne peut être relevé que devant le Pape: elle poursuivit la cassation de l'Arrêt au Conseil, & l'obtient. T. IV, p. 214, 218, 219. Voyez Censures doctrin., n°. XVIII.

Le Plaidoyer de M. Talon, Avocat-Général, dans une Cause jugée par Arrêt du Parlement de Paris, le 12 Décembre 1664, & l'Arrêt des Grands-Jours séant à Clermont, prononcé le 30 Octobre 1665, sont deux des principaux objets des délibérations de l'Ass. de 1665, & de ses Remontrances au Roi.

La maxime avancée dans le Plaidoyer contre laquelle l'Ass. s'élève fortement, est que les Princes temporels ont le droit & le pouvoir de juger & de décider des dogmes de la Foi & de la discipline ecclésiastique. L'Ass. en Corps s'en plaint au Roi dans une vive Remontrance: elle présente en outre à Sa Majesté, un premier Mémoire signé de tous les Députés & de plusieurs Prélats qui avoient été invités à l'Ass.; elle y joint un second Mémoire plus détaillé pour faire voir sommairement au Roi, que la maxime schismatique & hérétique avancée n'est appuyée que sur des preuves défectueuses, qui sont toutes, ou avancées contre la vérité, ou détournées avec surprise, ou déduites avec artifice, ou rapportées hors de propos, ou tirées des exemples des Hérétiques, ou de personnes suspectes dans la Foi.

L'Assemb. demande une satisfaction suffisante & proportionnée à la blessure qui a été faite à l'Eglise, & que le Plaidoyer soit tiré des registres du Parle-

ment
& les
Mrs.
de leu
re, &
Je des
ne ma
ce qu
Plaid
de leu
doyer
gître
diffici
voit,
ses re
préve
xime
ses en
suiv.
Sur
Grande
Le
du un
Gren
cessan
de pié
ordon
du C
1678,
qui s'e
faites
conno
garde
donne
pressio
dice d
au ser
Rappo
P. Just
A l'
des P
des Pa
contre
§. X
II.
délibé
tous l
gieux
ciron
Mand
attene
ceux
point
Doctr
Relig
vertu
voit a
Arrêt
Voy
III
Clerg

ment. Le Roi mande Mrs. du Parquet & les Commissaires députés de l'Ass. Mrs. du Parquet font une Déclaration de leurs sentiments dont il est fait lecture, & le Roi ajoute en même-temps : *Je desiré après cette satisfaction, que vous ne mettiez rien dans le Procès-verbal de ce qui a été fait ci-devant contre ledit Plaidoyer.* Mrs. les Députés du Clergé, de leur côté, demandent que le Plaidoyer ne paroisse point aussi dans les registres; ce que le Roi ayant déclaré être difficile, l'Assemb. arrête qu'elle ne pouvait, sans blesser la conscience, tirer de ses registres ce qui avoit été fait pour prévenir les mauvaises suites de la maxime avancée; & elle y persiste: les choses en sont restées là. T. IV, p. 932 & suiv. *Les Mémoires*, P. J. p. 196 & f.

Sur l'Arrêt des Grands-Jours. *Voyez* Grands-Jours.

Le Parlement de Grenoble ayant rendu un Arrêt, par lequel l'Evêque de Grenoble étoit exhorté d'examiner incessamment le Livre intitulé : *Miroir de pitié*, pour ledit Jugement vu, être ordonné ce que de raison; par Arrêt du Conseil d'Etat, du 1^{er} Septembre 1678, ledit Arrêt fut cassé, & tout ce qui s'en étoit ensuivi : défenses furent faites à ladite Cour de prendre aucune connoissance des Livres en ce qui regarde la Foi & la Religion, sauf d'ordonner, par manière de police, la suppression des Livres imprimés, au préjudice des Ordonnances, ou contraires au service du Roi & au bien public. *Rapport de l'Agence en 1680.* T. V, P. Just. p. 171.

A l'égard des entreprises & Arrêts des Parlements, au sujet des Bulles des Papes & des Jugements de l'Eglise contre le Jansénisme. *Voyez* Religion, §. X & XI.

II. L'Ass. de 1660, par l'art. 6 de sa délibération, règle & ordonne, que tous les Corps Ecclésiastiques & Religieux, exempts & non exempts, souscriront le Formulaire, en vertu des Mandements des Evêques Diocésains, attendu que l'exemption, même de ceux qui se disent de nul Diocèse, n'a point de lieu en matière de Foi & de Doctrine. Plusieurs Chapitres & Corps Religieux ayant refusé de souscrire, en vertu desd. Mandements, l'Ass. se pourvint au Conseil contre, & y obtint des Arrêts confirmatifs de sa délibération. *Voyez* Formulaire, §. I, n^o. II.

III. Les Assemblées-Générales du Clergé ont-elles le pouvoir de rendre

des Jugements en matière de Doctrine? *Voyez* Assemblées-Gén., §. II, n^o. XI & XV.

IV. Les Députés du second Ordre, dans les Assemb. Gén., ont-ils de droit voix délibérative, ou simplement consultative, en fait de Doctrine?

L'Ass. de 1700 est entrée dans l'examen de cette question. On y rapporte, dans un grand détail, ce qui s'est pratiqué à ce sujet dans les Assemb. précédentes, depuis celle de Melun en 1579. La délibération porte, que les Députés du second Ordre n'auront voix délibérative, dans les matières de Doctrine & de Morale, que lorsque la concession en sera expressément marquée dans les Procurations de leurs Provinces.

L'Ass. adressé & envoie à tous les Prélats du Royaume l'extrait de cette délibération, qu'elle accompagne d'une Lettre. Il est observé dans la délibération, que par ce terme de *bien spirituel*, dont il est parlé dans les modèles de Procurations, le pouvoir de délibérer en matière de Doctrine, n'est point censé avoir été donné aux Députés du second Ordre. T. VI, p. 342 jusq. 348. *Voyez* Députés, §. II, n^o. VIII.

V. Exposition de la Foi de l'Eglise, sur les points principaux contestés par les Protestants, contre les calomnies & faussetés répandues dans leurs Auteurs. Ladite exposition dressée par M. Bossuet, dans l'Ass. de 1685; autres pièces qui y sont relatives. *Voyez* Protestants, §. II, n^o. XVI, XVII.

VI. Le corps de Doctrine, ou explications sur la Bulle *Unigenitus*, données en 1720, sont rapportées. T. VI, P. J. p. 631 & f.

D O L.

1^o. L'Eglise de Dol s'est prétendue exempte du droit de Régale. *Voyez* Régale, §. II.

2^o. Le Chantre de l'Eglise de Dol avoit fait assigner au Parlement de Rennes M. l'Evêque de Dol, sur plusieurs chefs de demandes, tous étant sur choses purement Ecclésiastiques. Le Prélat s'en plaignit à l'Ass. de 1635. Il fut arrêté que les Agents interviendroient pour demander le renvoi devant M. l'Archevêq. de Tours, ou son Official. T. II, p. 824.

3^o. L'Evêque de Dol est arrêté chez lui & interrogé par ordre du Parlement de Paris, en 1650. *Voyez* Evêques, §. X, n^o. IV.

4^o. Entreprise du Parlement de Ren-

1635.

1650.

1667.

nes, de connoître de la taxe des Bénéficiers du Diocèse de Dol, reprimée par Arrêt du Conseil, rendu en 1667. *Voyez* Bretagne, §. I.

1675. 5°. La Terre de la Maufeliere avoit été érigée en haute-Justice, au préjudice de l'Evêché de Dol : l'Evêque demanda à ce sujet la protection de l'Ass. de 1675. Il fut ordonné aux Agents d'intervenir en cette affaire pour ce Prélat. T. V, p. 265, 266.

1740. 6°. Requête du Syndic du Diocèse de Dol, renvoyée, par Arrêt du Conseil, à l'Ass. de 1740, pour être statué sur icelle. Il s'agissoit de fait de décimes. *Voyez* Tours, n°. 6.

7°. Entreprises des Jésuites dans le Diocèse de Dol, au sujet de l'administration des Sacraments. *Voyez* Jésuites, §. II, n°. II.

DOMAINE DU ROI.

§. I. Aliénation, échange & engagement des Domaines du Roi. Taxes & droits exigés à cette occasion.

I. Sur l'aliénation. *Voyez* Aliénation.

II. Le Domaine du Roi est engagé en partie à l'Hôtel-de-Ville de Paris. Le Clergé entreprend, en 1561, de le racheter, & paie au-delà de ce qu'il faut pour cet effet : rien cependant n'est racheté. *Voyez* Rentes prétendues assignées sur le Clergé, §. I, n. I.

III. L'Ass. de 1645 reçoit les plaintes de plusieurs Ecclésiastiques taxés, sous prétexte que quelques parties dépendantes autrefois du Domaine du Roi, avoient été léguées à leurs Eglises pour fondations ou dotations de leurs Bénéfices. Plaintes à ce sujet de l'Ev. de Belley, de l'Abbé de Saint-Ouen, &c. Le Prieuré de Nantua est déchargé de pareille taxe. L'Assemb. demande & sollicite un Arrêt général conforme à celui rendu pour le Prieuré de Nantua. T. III, p. 333, 334.

L'Arrêt du Conseil, du 14 Octobre 1654, portoit que les Engagistes, Possesseurs & Débiteurs des Domaines de Sa Majesté, Greffes, Aides & tous autres jouissant de droits domaniaux héréditaires, distraits de ses fermes, paieroient une année de revenu desdits Domaines, Greffes, &c. Quoique les biens ecclésiastiques ne fussent pas compris dans cet Arrêt, néanmoins le Trésorier Général du Domaine avoit fait saisir les revenus du Prieuré de Marchésieux,

dont le Prieur étoit propriétaire, & que ledit Trésorier-Général qualifioir, dans l'exploit de saisie, de Domaine engagé, bien que ce droit de *sief-ferme* fût de la fondation dudit Prieuré & un droit amorti. L'Assemblée de 1655, à qui il en fut fait plainte, chargea les Commissaires de recommander l'affaire à M. le Chancelier. T. IV, p. 333, 334.

La même Assemb. nomma des Commissaires, pour voir les Edits & Arrêts signifiés aux Fermiers de l'Abbaye de Saint-Denis, en vertu desquels le Traitant prétendoit lever un droit de *Paris*, qui étoit de cinq sols pour livre, sur tous les péages & passages qui se trouvoient avoir été aliénés, donnés ou échangés par S. M. & ses Prédécesseurs Rois, à faute de quoi ledit Traitant pouvoit affermer, tant l'ancien que le nouveau droit, en payant aux Propriétaires l'intérêt de leur finance au denier 18. Sur le Rapport des Commissaires, la Compagnie députa vers M. Poncet, ayant entre ses mains les affaires qui regardent les Domaines du Roi, pour lui représenter que les biens Ecclésiastiques, n'étant point sujets à ces sortes de taxes, devoient en être déchargés. T. IV, p. 334.

L'Assemb. de 1710, art. 19 du Cahier, supplie S. M. de déclarer n'avoir entendu comprendre, dans la Déclaration de Décembre 1708, pour le rachat des rentes, albergues & redevances dues au Domaine de S. M., les Bénéficiers & Communautés qui doivent, à cause de leurs Bénéfices, des rentes & albergues au Domaine, les décharger du paiement des sommes pour lesquelles ils auroient été compris dans les rôles arrêtés au Conseil. Rép. *Accordé*. Recueil, p. 1529.

L'Arrêt de décharge, du 12 Août 1710, est rapporté T. VI, P. J. p. 413.

Un autre Arrêt du Conseil d'Etat, du 12 Août 1710, conformément à l'art. 9 du Cahier de l'Ass. de 1710, décharge les Bénéficiers qui sont à la nomination du Roi, & tous les biens de fondation royale, ou accordés par les Princes souverains, des droits d'enregistrement que S. M. avoit attribués aux offices d'Inspecteurs Conservateurs de ses Domaines, créés par l'Edit de Juillet 1708. Fait S. M. défenses auxd. Officiers & Traitants, chargés du recouvrement de la finance, de faire aucunes poursuites pour raison de ce, à peine de mille écus d'amende, &c. T. VI, P. J. p. 407.

I. Les Ecclésiastiques peuvent-ils maniaux ?

II. Sur le au Domaine

DO

I. L'Ass la proposition adjuvantib

FAMUL

ter adjuva fenestras a mulhoies e

lam, aper cooperand faciat me

à Domino lis aspicia

Hæc p niciofa, v cis apertè

P. J. p. 10 II. Les

ques jouis exemption

1°. Ils f Milice.

2°. Eu Ecclésiast nement,

Gens de Gens de

III. L quelques mestique

tres aux Sur la

grand ne occasion l'Ass. de

renverro & que e

auprès d Mém

T. II, p Régl

1645, pagnie vent de

& lesdi dans u

Catéch Pere d

Pages Cloître

neroit

§. II. Articles particuliers touchant le Domaine du Roi.

I. Les Greffes des Insinuations Ecclésiastiques établis dans les Diocèses, peuvent-ils être considérés comme domaniaux? Voyez Insinuations, n°. I.

II. Sur les Illes & Illets & leur réunion au Domaine. Voyez.

DOMESTIQUES.

I. L'ASSEMBLÉE de 1700a condamné la proposition suivante, au titre 14, de *adjuvantibus ad flagitia*.

FAMULUS qui submissis humeris scienter adjuvat herum suum ascendere per fenestras ad stuprandam virginem, & multoties eidem subservit deferendo scalam, aperiendo januam, aut quia simile cooperando, non peccat mortaliter, si id faciat metu notabilis detrimenti, puid ne à Domino malè tradetur, ne torvis oculis aspiciatur, ne à domo expellatur.

HAC propositio scandalosa est, perniciofa, verbis Dominicis & Apostolicis aperte contraria & hæretica. T. VI, P. J. p. 205.

II. Les Domestiques des Ecclésiastiques jouissent de quelques privilèges & exemptions.

1°. Ils sont exempts de Milice. Voyez Milice.

2°. Eux & ceux des Communautés Ecclésiastiques sont exempts de casernement, ustensile, & logements de Gens de Guerre. Voyez Logements de Gens de Guerre.

III. Les Assemb. du Clergé ont fait quelques Réglemens touchant les Domestiques qui accompagnent leurs Maîtres aux Assemblées.

Sur la plainte des désordres que le grand nombre de Pages & de Laquais occasionnoit aux portes du Couvent, l'Ass. de 1625 ordonna que les Députés renverroient leurs Valets dès l'entrée, & que nul n'en pourroit retenir qu'un auprès de soi. T. II, p. 406.

Même Règlement de l'Ass. de 1635. T. II, p. 659.

Règlement semblable de l'Assemb. de 1645, auquel il fut ajouté, que la Compagnie étant entrée, les portes du Couvent des Augustins seroient fermées, & lesdits Pages & Laquais renfermés dans une salle, où leur seroit fait le Catéchisme durant une heure, par un Pere de la Maison; après quoi lesdits Pages auroient la liberté d'aller dans le Cloître, où l'un des Suisses se promèneroit pour prendre garde qu'ils ne fa-

sent quelque désordre. T. III, p. 125.

L'Assemb. de 1660 charge l'Evêque de Bazas de chercher un Ecclésiastique pour instruire & catéchiser les Laquais, & d'avoir aussi un Maître pour leur apprendre à écrire. T. IV, p. 473.

L'Ass. de 1670 charge l'Evêque de Tréguier de faire le choix de Maîtres capables pour l'instruction des Domestiques de leur suite, pour le Catéchisme & pour leur apprendre à lire & à écrire. T. V, p. 7.

IV. L'usage des Ass. est, en nommant les Commissions & formant les Bureaux, de commettre, ou deux ou quatre Députés, pour l'instruction des Domestiques; savoir, dans les grandes Assemb., qui sont celles du Contrat, deux Députés du premier Ordre & deux du second; & dans les petites Ass., un Député du premier & un du second Ordre. C'est ce qu'on trouve pratiqué dans toutes les Assemb. depuis 1675. Voyez là-dessus la fin du §. III de chaque Assemblée.

DONATIONS.

QUELQUES Particuliers faisant profession de l'erreur, avoient fait des legs ou des donations en faveur des Ministres de la secte: revenus à l'Eglise, ils désiroient révoquer, non leur don, mais l'emploi. L'Assemblée de 1621 supplia Sa Majesté, art. 7 de son Cahier, d'ordonner que lesdites donations seroient désormais employées en œuvres pies, & à ce qui sera avisé de plus utile, tant par les Evêques diocésains, que par les Donateurs ou leurs héritiers. T. II, P. J. p. 40, 41.

DONS-GRATUITS

ACCORDÉS PAR LE CLERGÉ.

§. I. Réglemens concernant les Dons-gratuits.

I. Les délibérations de plusieurs Ass. demandent deux conditions pour l'engagement légitime du Clergé, à exécuter ce qui est accordé par ses Assemb. La première, que les Provinces, par des clauses expressees de leurs Procurations, donnent à leurs Députés le pouvoir d'accorder les impositions; autrement une Province entiere y répugnant & s'y opposant, pourra empêcher ladite imposition: c'est ce que portent les articles 17 & 18 du Règlement de 1625. T. IV, p. 126.

Une seconde condition portée par les Réglemens de 1645, est, qu'en

matière de Don & de gratifications, la conclusion doit passer de l'avis & consentement de plus des deux tiers des Provinces, art. 6, 7, 8, 9, 10 du Règlement de 1645. T. IV, p. 126.

Suivant les Réglements du Clergé, disoit M. de Montchal, Archevêque de Toulouse, dans l'Assemb. de 1645, il ne suffit pas, en fait d'impositions, que la délibération passe à la pluralité des voix; il est, de plus, nécessaire que le consentement universel du Clergé intervienne, sans fraude & sans contrainte, en telle sorte qu'une seule Province répugnant, elle puisse empêcher la délibération: c'est ce qu'établit ce Prélat par les Réglements faits à Blois, en 1577, ensuite à Paris, en 1582 & 1586, & par plusieurs raisons & autorités. T. III, p. 147. P. Just. p. 7.

L'Ass. de 1650 renouvelle le Règlement de 1646, qui porte, qu'en matière de Don, il faut qu'il passe de plus des deux tiers des Provinces. T. III, p. 537.

II. En l'Ass. de 1693, M. de Harlai, Président de l'Assemb., fait observer, que celle de 1675, où il avoit eu l'honneur de présider, ayant reconnu combien l'exemple du Clergé seroit utile à S. M. pour la secourir promptement dans ses besoins, avoit opiné sur le champ en sa faveur, & que cet usage avoit été suivi depuis ce temps-là, non-seulement dans les Assemb. du Clergé, mais dans toutes les Assemb. d'Etats qui se tiennent dans le Royaume. T. VI, P. 31, 32.

III. Le Règlement de 1715, chap. 2, art. 3, porte, que lorsque pour les Dons-gratuits il sera fait un emprunt, le département de la somme empruntée se fera, un tiers sur le pied de 1516, & deux tiers sur le pied de 1641, rectifié en 1646. Et quand il sera fait une imposition d'un Don-gratuit, ou d'une somme considérable, dont le remboursement sera ordonné par l'Ass., l'imposition tant du capital dudit emprunt que des intérêts, sera faite, un quart sur le pied de 1516, & trois quarts sur le pied de 1641, rectifié en 1646, & ce en attendant qu'il soit procédé à un département gén. pour tout le Clergé. T. VI, P. J. p. 492. Voyez Départements, §. II.

IV. L'Assemb. de 1655, sur ce qui lui fut proposé par l'Evêque de Limoges, de prescrire aux Agents ce qu'ils auroient à faire en cas de contravention au Contrat du Don-gratuit, & aux Déclarations accordées par le Roi à l'Ass.,

ordonna que, s'il y avoit quelque infraction notable, les Agents assembleroient Mrs. les Prélats qui se trouveroient à la Cour, & par leur avis feroient auprès du Roi les instances nécessaires pour faire réparer lesdites infractions; & en cas qu'ils ne pussent obtenir la réparation, ils en écriront aux Diocèses, & feroient cesser les paiements. T. IV, p. 142.

V. Sur les contribuables aux Dons-gratuits. Voyez Décimes, §. V & VI.

VI. Sur les Contrats passés avec le Roi, au sujet des Dons-gratuits. Voyez Contrats.

§. II. Liberté & Immunité du Clergé dans la concession des Dons, secours & subventions.

Le Clergé a toujours été fort attentif à maintenir & conserver la liberté & la gratuite des dons & des secours qu'il offre & fait au Roi, ainsi que l'exemption des biens ecclésiastiques des contributions & impositions Laïques. Les Assemblées du Clergé en fournissent plusieurs exemples.

I. La Chambre Ecclésiast. des Etats d'Orléans en 1560, art. 63 & suivants du Cahier, insiste sur l'exemption dont jouissent les Ecclésiastiques de tout tribut; que si le Clergé accorde, ce ne doit être que volontairement: & attendu qu'il a été ci-devant fort vexé par levement de deniers, emprunts, francs-fiefs, ou autrement, que Sa Majesté s'abstienne pour l'avenir de prendre & lever sur ledit Clergé aucunes décimes, ni leur imposer aucunes charges extraordinaires. Recueil, p. 942, 943, 944.

II. Par le Cahier de l'Etat Ecclésiast. aux Etats de Blois, le Clergé demande, qu'il ne soit pris & levé aucune chose, tant sur les meubles que sur les immeubles des Eglises: que si dans les besoins pressants de l'Etat, l'on soit contraint d'avoir recours aux biens d'Eglise, que le consentement universel du Clergé intervienne dans une Ass., où tout se fasse avec les solemnités requises, sous le bon plaisir du Pape. Recueil, p. 1023 & suiv.

III. M. l'Archevêq. de Lyon, dans l'Ass. de Melun en 1579, répondant à M. de Bellievre, Commissaire du Roi, s'attache à établir l'immunité des biens ecclésiastiques, & avance que le premier privilège de l'Eglise Gallicane, est que le Roi ne peut, sans l'autorité du Pape, ni le Pape sans le consentement

sentement de l'Eglise, imposer décimes sur le Clergé de France. M. de Believre repliche qu'il n'est pas question de rechercher *jura livium, sed benevolentia*; que le service que le Roi attendoit des Ecclesiastiques, ils le feroient, non comme contraints, mais volontairement. T. I, p. 156, 157, 158.

IV. En l'Ass. de 1585, le Roi répondant à la Harangue & Remontrance de l'Evêque de Saint-Brieuc, où il étoit parlé des immunités de l'Eglise, déclare qu'il savoit que le bien de l'Eglise étoit sacré; qu'il n'est point de son domaine; qu'il ne peut y toucher sans grande & urgente nécessité; *qu'il en seroit aussi bien mari, plutôt en voudroit donner du sien*. T. I, p. 326.

V. Dieu s'est réservé, disoit M. de Montchal en l'Ass. de 1645, une part dans le bien des fideles, pour l'entretien de son culte & la sustentation de ses Ministres. Cette portion vouée à Dieu & consacrée au service de ses Autels, ne peut être distraite que dans les cas & suivant les formes prescrites par les saints Canons. Il cite sur ce sujet les protestations faites à Blois en 1577, & renouvelées à Melun en 1579, & à Paris en 1582 & 1586, contre ceux qui entreprendroient de disposer du bien de l'Eglise, sans son consentement: il oppose au Cardinal de Richelieu, les propres termes dont il s'étoit servi lui-même, le 23 Février 1614, en haranguant le Roi au nom des États-Généraux. T. III, P. J. p. 5.

En cette même Ass., l'Evêq. d'Autun ayant avancé que tous les biens de l'Eglise étoient au Roi, & que laissant aux Ecclesiastiques de quoi pourvoir à leur nourriture & à leur entretien modéré, il pouvoit prendre le surplus; M. l'Archevêq. de Toulouse qui présidoit, lui dit, que sa proposition, si elle étoit soutenue, seroit une hérésie, & que tous les bons Ecclesiastiques étoient de ce sentiment: au mot d'hérésie, l'Evêque se piqua, & dit qu'il alloit dresser Procès-verbal des paroles de l'Archevêque, pour l'envoyer au Cardinal. L'Archevêque offrit de le signer. T. III, P. J. p. 6.

La même Ass. de 1645, à l'occasion d'une maxime avancée par le sieur d'Hémeri, un des Commissaires du Roi, que Sa Majesté peut, sans le consentement du Clergé, &c., déclara la maxime contre les saints Canons, les Conciles & la Doctrine de l'Eglise. T. III, p. 210, 211.

Table de la Coll. des P. V.

VI. Les Commissaires du Roi envoyés à l'Ass. de 1655, dans une troisième visite, demandent, au nom du Roi, un secours considérable. *Nous n'agissons point*, disoit M. d'Aligre qui portoit la parole, *ex contractu, notre demande est plus civile; nous agissons seulement ex quasi contractu, & nous nous adressons à vous-mêmes: ce n'est pas que je croie notre prétention très-légitime, puisqu'elle est appuyée des plus puissants titres qui se trouvent dans le monde, & que le droit des gens & celui de la nature lui servent de fondement*. Il expose ensuite ce qu'il juge dans l'un & l'autre de ces droits capable d'établir la dette du Clergé envers le Roi; à quoi il ajoute des exemples.

Cet endroit de son discours fut relevé par M. l'Archev. de Narbonne, Président, qui répondit aussi aux exemples allégués. A cette occasion M. l'Abbé de Marmiesse, Promoteur, remontra, que pour faire une réponse en forme à Mrs. les Commissaires, il estimoit que la Compagnie devoit s'appliquer à deux choses: 1°. à connoître ce qui avoit été fait en semblables occasions par les Ass. de 1655; 2°. à répondre aux points avancés.

Pour le premier chef, qu'il avoit pris soin de lire les Procès-verbaux des Ass. sur ce sujet. Que celle de 1621, où les Dons extraordinaires avoient commencé, avoit déclaré qu'on ne pouvoit en faire à Sa Majesté que pour le seul cas de la guerre des Huguenots... Que celles de 1625 & 1628, exécutant cette résolution, avoient donné pour la seule cause de l'emploi de ses deniers au siège de la Rochelle; l'Ass. de 1625 n'ayant pas même voulu délivrer ses départements qu'avec ce préalable... Que celle de 1635 n'avoit point voulu délibérer sur les propositions du Don, qu'après qu'on l'eût satisfaite sur le fait du spirituel, & des Arrêts & Déclarations... Qu'en 1641, le Roi déclara & promit par écrit à l'Ass. de Mantes, qu'encore que la guerre continuât, il ne seroit plus demandé aucun secours extraordinaire au Clergé; que dans les Ass. de 1645 & 1650, outre la précaution prise par ces mêmes Ass. de ne point délibérer sur le Don, qu'après les expéditions accordées, il se voyoit par les Procès-verbaux, que la Reine avec M. le Cardinal Mazarin, avoient promis une Déclaration scellée, portant promesse de ne plus demander de pareils

secours extraordinaires à l'Eglise; qu'il y avoit même un article au Contrat par lequel le Roi s'obligeoit de ne plus faire, ni exiger aucunes levées sur les Diocèses.

Sur le second chef des propositions de Mrs. les Commissaires, concernant le prétendu droit de Sa Majesté de faire des levées sur les Bénéficiers dans les besoins de l'Etat, sans leur propre consentement, M. l'Abbé de Marmicelle remontre, qu'il étoit de l'intérêt de la Compagnie de ne pas laisser le Roi, ni les Ministres dans la prévention de ces maximes; que pareilles propositions ayant été faites en 1635 & 1645 par les Commissaires du Roi, elles furent rejetées, & deux Prélats envoyés vers eux pour en recevoir le désaveu qui fut inséré dans les registres. T. IV, p. 120, 121.

L'Ass. applaudit à la Remontrance & à l'exposé de M. le Promoteur : elle nomma des Commissaires pour examiner plus en particulier les Réglemens & les Procès-verbaux des Assembl., & la manière dont on avoit usé pour le Don du Roi. M. de Montpellier en fit le Rapport, & dit, que ce qui résultoit de l'examen des Commissaires, étoit, 1°. en général, que le Roi pour ce qui est du Don, avoit envoyé des Commissaires pour le demander; 2°. que l'on avoit pris jour pour opiner sur la proposition; 3°. que l'on avoit souvent différé pour quelques considérations; 4°. que l'on avoit vérifié si les Procureurs portoient pouvoir de donner; 5°. que l'on avoit lu les Réglemens avant que d'opiner; 6°. que l'on avoit opiné en général que l'on secourroit le Roi, sans spécifier la somme, ni la manière du Don, soit par imposition ou par affaires; 7°. que l'on avoit député des Commissaires pour examiner les moyens; 8°. que l'on avoit donné le Prélat entre en suite dans le détail de ce qui s'étoit pratiqué sur chacun de ces chefs. T. IV, p. 124, 125, 126.

En la même Assembl. de 1635, M. le Cardinal Mazarin déclara, au nom du Roi, au sujet de la somme de trois millions demandée au Clergé, qu'il attendoit ce secours du Clergé *comme une gratification, sachant bien qu'il n'a pas le droit de l'exiger*. Le Roi étant à Vincennes, tient lui-même aux Agents le même discours. Sa Majesté s'en explique en termes semblables aux Députés du Clergé chez le Cardinal Mazarin. T. IV, p. 136, 137, 139.

VII. En 1650, il parut un Livre qui rendoit le Roi propriétaire des biens d'Eglise, & lui donnoit le pouvoir d'en disposer à sa volonté. Ce Livre fut censuré par l'Ass. qui tenoit alors. *Voyez Censures Doctrinales, n°. XIV.*

VIII. En l'Ass. de 1660, M. d'Aligre, Commissaire du Roi, avance de nouveau la maxime, que les biens de l'Eglise sont sujets aux droits de la Couronne & aux charges de l'Etat. *Ce droit royal, disoit ce Magistrat, est trop bien établi, & il ne doit plus être disputé spécialement en France, où dès le temps de nos premiers Rois, il a été résolu qu'ils avoient le pouvoir de droit, & cela exécuté de fait, & continué jusqu'à présent, dans toutes les Assemblées.* Il tâche d'établir la maxime par des passages des Pères, par des exemples & par des autorités de nos Rois, des Empereurs, &c. M. le Président, après avoir répondu à chaque article de la Harangue, remet à l'Ass. pour prendre sa délibération. Le Procès-verbal de la dernière Ass. est consulté, le Promoteur est entendu, & la Compagnie, délibération prise par Provinces, arrête qu'avant de faire aucune réponse aux Commissaires sur la demande qu'ils avoient faite, on se plaindroit à M. le Cardinal Mazarin, des maximes avancées, comme étant injurieuses à l'Eglise & contraires à la piété du Roi : deux Prélats & deux Députés du second Ordre, sont chargés de voir son Eminence. M. le Cardinal les assure, que tant s'en faut que le Roi eût donné ordre à ses Commissaires de parler ainsi, qu'il n'en avoit pas seulement eu la connoissance. Le Roi adresse à la Compagnie une Lettre, portant, qu'il ne demande du secours que comme *pure gratification*. T. IV, p. 341 & suiv.

IX. Les Ministres de quelques Princes, disoit M. de Harlai, Archevêq. de Paris, en l'Assembl. de 1690, répondant au discours des Commissaires du Roi, peu informés des privilèges & des libertés de l'Eglise, avoient cru que, dans le besoin, on pouvoit en prendre les biens sans le consentement de ceux qui les possédoient; que du temps de François I., on faisoit les revenus des Eglises de France pour secourir ce Prince dans ses besoins pressants; mais qu'il n'étoit rien de plus fort que cet exemple pour établir solidement; que ce n'est que du consentement des Ass. du Clergé, qu'on peut & qu'on doit lever des sommes extraordinaires. Pierre de

Castellane remontré & qu'on lui de l'Eglise, cir, voulut à laquelle d'un côté, & que le C l'autre côté que dans o si convain avoient eu fit révoque liberté de jugeroient

X. Il n' eu plus à liberté de la elle eut la du Clergé quée dans son, l'un o blervra q avancées détruire e l'Eglise; e peut exige les secours de son as dons leur marqua n saires ne s de Don-g sage le pl que la d faire, res qui laisse le mérite solu; qu dre les biens lai les imm usage de cours off même d sion des de leur a

L'assa qu'elle rents B ensuite le rapp mement au Roi dans la donner donnés seurs, Dons. s'abiten deman

Caitellane, Evêque de Mâcon, ayant remontré au Roi qu'on l'avoit surpris, & qu'on lui avoit caché les immunités de l'Eglise, ce Prince, pour s'en éclaircir, voulut que, dans une conférence à laquelle il seroit présent, l'Evêque, d'un côté, défendit le droit du Clergé, & que le Chancelier Poyet soutînt, de l'autre côté, l'Edit dont on se plaignoit; que dans cette conférence, le Roi fut si convaincu que les Ecclésiastiques avoient eu droit de se plaindre, qu'il fit révoquer l'Edit, les laissant dans la liberté de lui accorder tel secours qu'ils jugeroient à propos. T. V, p. 661, 662.

X. Il n'est point d'Assemb. qui ait eu plus à combattre pour maintenir la liberté de ses dons, que celle de 1750: elle eut la douleur de voir l'immunité du Clergé sur ce point vivement attaquée dans le discours de M. d'Ormesson, l'un des Commissaires du Roi. On observa que la plupart des maximes avancées dans ce discours, tendent à détruire entièrement les immunités de l'Eglise; qu'elles supposent que le Roi peut exiger de l'obéissance du Clergé les secours qu'il reçoit de son zèle & de son affection, ce qui enlève à ses dons leur liberté & leur mérite: on remarqua même, que Mrs. les Commissaires ne s'étoient point servi du terme de Don-gratuit, terme consacré par l'usage le plus ancien & le plus constant; que la demande qu'ils étoient venus faire, ressembloit moins à une demande, qui laisse la liberté des suffrages, & le mérite de l'offre, qu'à un ordre absolu; qu'ils avoient affecté de confondre les biens ecclésiastiques avec les biens laïques; qu'on vouloit réduire les immunités ecclésiastiques au seul usage de faire les répartitions des secours offerts au Roi, ce qu'on affectoit même de regarder comme une concession des Souverains & une émanation de leur autorité.

L'affaire parut si importante à l'Ass., qu'elle crut devoir se séparer en différents Bureaux, dont les avis seroient ensuite rapportés à l'Assemblée-Gén.: le rapport en étant fait, il fut unanimement délibéré d'écrire une Lettre au Roi, signée de tous les Députés, dans laquelle elle supplioit S. M. de lui donner la même consolation qu'avoient donnée au Clergé les Rois ses prédécesseurs, en reconnoissant la liberté de ses Dons. Jusques-là l'Assemblée résolut de s'abstenir de toute délibération sur la demande des Commissaires: le Roi,

de son côté, persista à exiger préalablement cette délibération, qui, étant toujours refusée, jugea à propos de dissoudre l'Assemb., & ordonna en même-temps, par un Arrêt du Conseil, la levée des sept millions 500 mille livres qui avoient été demandés, prescrivant à l'Assemb. d'en faire & arrêter le département avant sa séparation; à quoi elle refusa encore de consentir.

L'Assemblée, au point de se séparer, dressa & signa une Déclaration solennelle, sur son attachement inviolable à la conservation des Immunités ecclésiastiques, & ordonna qu'il en seroit envoyé copie à tous les Diocèses. T. VIII, p. 252 & suiv.

XI. La première des clauses stipulées par les Commissaires du Roi, au nom de Sa Majesté, dans les Contrats pour les Dons-gratuits accordés par le Clergé, porte, qu'au moyen des secours considérables que les Sgrs. du Clergé ont accordés ci-devant & donnent encore dans la présente Assemblée, les Sgrs. Commissaires promettent, pour & au nom de S. M. & de ses successeurs Rois, de ne jamais établir, ni demander au Clergé-Gén. ou particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce puisse être, aucune subvention, ni secours extraordin., ni aucunes autres taxes, ni impositions, telles qu'elles puissent être, y renonçant même lesdits Sgrs. Commissaires, au nom du Roi & de ses successeurs, par la présente clause spéciale & irrévocable. *Voyez le premier Supplément de la Table, n°. IV, ad calcem.*

XII. Sur l'Immunité & exemption des biens ecclésiast., des contributions & impositions laïques, comme Capitation, Dixième, Vingtième, Cinquantième, &c. *Voyez ces mots.*

§. III. Précis, par ordre de dates, des Dons, subides & subventions accordés à nos Rois par les Assemblées du Clergé.

Ce précis, sur chaque Don-gratuit, contient ordinairement trois choses: la demande & la concession du Don; les moyens pris pour l'acquitter, & les départements.

Don-gratuit aux Etats d'Orléans & à Poissy, en 1560 & 1561.

I. Le Roi de Navarre & M. le Chancelier proposent aux trois Ordres, de la part du Roi, de nommer des Députés,

pour aviser aux moyens d'acquiescer le Roi. Les Députés sont nommés, de la part du Clergé, pour conférer avec ceux des Finances du Roi; ceux-ci donnent leurs états : le Clergé remontre, qu'il ne peut consentir à aucune levée de deniers sur lui, attendu le défaut de pouvoir dans les Procurations de ses Députés. T. I, p. 12, 13.

Un des objets de la convocation de l'Assemb. de Poissi, fut la subvention à accorder au Roi. Les Commissaires envoyés, de sa part, font la demande de quinze millions : l'Assemb. fait offrir certaine somme : d'autres Commissaires viennent, pour le même sujet, & représentent, que le Clergé se départant de sa première offre, & accordant 15 millions, dans l'espace de six ans, secourra le Roi avec plus d'utilité pour lui, & moins de charge pour le Clergé. L'Assemblée se résout de donner, pendant six ans, seize cents mille liv. par an, & non plus : elle s'engage encore, après ces six années, de racheter, dans le terme de dix ans, le reste du Domaine du Roi, engagé à la Ville de Paris pour sept millions 560 mille liv. en principal, faisant, au denier douze, 630 mille & tant de livres. T. I, p. 21, 22, 23, 41.

Parmi les articles accordés pour raison de cette subvention, il est expressément dit, que, durant le temps que les gens d'Eglise contribueront à la subvention, ils ne seront imposés à aucune autre décime ou emprunt. Le département de l'imposition n'exempte personne, sinon les Hôpitaux : les Rhodiens y sont compris, &c. T. I, p. 23.

Don-gratuit en 1563.

II. Le Roi Charles IX, par un Edit de Mai 1563, ordonna la vente & l'aliénation de cent mille écus de rente du Temporel du Clergé. L'Assemblée tenue en 1563, pour empêcher l'effet de cet Edit, si préjudiciable à l'Eglise, fit offre au Roi d'une somme de deux millions cinq cents mille livres : l'offre fut acceptée. En conséquence, ce même Prince, par un autre Edit de Janv. 1563, [l'année commençoit alors à Pâques,] permit aux Bénéficiers de racheter les biens dépendants de leurs Bénéfices, qui avoient été déjà aliénés, pour cause de subvention. Voyez Assemblées-Générales, §. I. Assemblée de 1563.

Don-gratuit en 1567.

III. L'Assemb. Gén. de 1567 se tin

principalement pour la ratification du Contrat de Poissi, & son exacte observation : elle présente, sur ce sujet, la Requête au Roi. Sa Majesté envoie des Commissaires pour demander au Clergé de nouveaux secours, une nouvelle subvention : l'Assemblée offre la somme de 300000 liv. une fois payée, outre la subvention promise pendant dix ans, & ses conditions. Cette offre est depuis portée à 700000 liv., & le Contrat de Poissi est ratifié : les Sieurs de l'Hôtel-de-Ville forment plusieurs difficultés pour la vérification : le Clergé est obligé de leur donner Marcel, son Rec. Gén., pour Caution, & de se charger, jusqu'à la somme de dix ou douze mille livres, de la perte des façons & dorures de l'argenterie qui avoit été acceptée pour faire les 700000 livres promises au Roi. Les Lettres de ratification étant vérifiées au Parlement, l'Assemblée ne jugea pas expédient de les faire vérifier à la Chambre des Comptes, ni à la Cour des Aides. T. I, p. 44 & suiv.

Il y eut à lever dans l'année treize cents mille livres : l'Assemblée arrêta, qu'il y auroit trois décimes imposées sur tous les Bénéficiers, sans nul excepter, & que du surplus seroient exceptés les Curés & autres dont les Bénéfices sont au-dessous de 400 liv.; qu'au reste, la forme du département de Poissi seroit suivie. Les Hôpitaux qui sont en titre de Bénéfices, sont compris dans le nouveau département, ainsi qu'ils le sont dans celui de 1516 : les Vicairies, Chapellenies & autres fondations, tenues en titre de Bénéfices, y sont aussi comprises; de même les Abbesses & les Prieures. T. I, p. 50 & suiv.

Don-gratuit aux Etats de Blois en 1576.

IV. Le Roi fait demander aux Etats un grand & prompt secours. A l'égard du Clergé, M. le Chancelier, & ensuite Monseigneur, frere du Roi, viennent à la Chambre Ecclésiast. faire la demande de deux cents mille livres par mois. La Chambre offre de foudroyer quatre mille hommes de pied & mille chevaux. Il est de plus résolu, que l'Eglise contribuera d'une demi-décime, ou d'une décime, tout au plus, pour la ligue qui se formoit dans le Royaume. L'offre du Clergé est présentée au Roi avec ses conditions : le Roi l'accepte, ainsi que l'essentiel des conditions apposées par le Clergé. T. I, p. 93 & suiv.

La Chambre crut devoir remontrer à S. M. les secours immenses que le

Clergé av
& l'impo
nuer, s'il
relâche. E
104. T. V

Don-gratuit

V. L'A

au nom d

six ans su

me de 13

payer en

des somm

rel-de-Vi

lous. Ce

tous les a

la suite :

depuis il

dans l'As

de suite c

C'est ce C

trat pour

de l'Hôte

que dans

&c. sont

imposées

jusqu'à la

gages de

ciens cré

& que de

une somm

ment des

crés par

partie de

& Provin

leurs alte

cembre r

roit enco

elle a été

jusqu'en

tement

converti

Voyez l

I, n°. I

Il y eu

tre le R

part, &

part, qu

qu'il ne

se, sans

qu'il ne

ou unis

Gén. s

roit être

avec l'a

sente

ral, d

bien c

la néce

pe, p

ication du
acte obser-
sujet, sa
envoi des
au Clergé
ouvelle sub-
la somme
e, outre la
e dix ans,
est depuis
Contrat de
de l'Hôtel-
difficultés
est obligé
Rec. Gén.,
er, jusqu'à
lle livres,
res de l'ar-
ptée pour
smises au
ion étant
emblée ne
re vérifier
à la Cour

ée treize
de arrêts,
imposées
ul excep-
exceptés
Bénéfices
au reste,
Poissi se-
font en
pris dans
qu'ils le
icaires,
ons, re-
ont aussi
tes & les

en 1576.

ux Etats
l'égard
en suite
nnent à
emande
mois. La
tre mille
x. Il est
tribuera
écime,
se for-
du Cler-
condi-
ue l'es-
par le

montrer
que le

DONS-GRATUITS, §. III.

937

Clergé avoit accordés depuis seize ans, & l'impossibilité où il étoit de continuer, s'il ne lui étoit accordé quelque relâche. Etat de ces secours. T. I, p. 103, 104. T. V, ad calcem, p. 34 & suiv.

Don-gratuits de l'Assemblée de Melun, en 1580.

V. L'Assemblée de Melun s'engage, au nom du Clergé, d'imposer pendant six ans sur tous les Bénéficiers, la somme de 1312950 liv. 17 sols 9 den., pour payer en l'acquit du Roi, les arrérages des sommes dues par Sa Majesté à l'Hôtel-de-Ville de Paris & à celui de Toulouse. Ce Contrat est le fondement de tous les autres qui ont été passés dans la suite : il fut d'abord pour six années; depuis il fut renouvelé pour dix ans dans l'Assemblée tenue en 1585, & ainsi de suite de dix années en dix années. C'est ce Contrat qu'on appelle le Contrat pour le renouvellement des rentes de l'Hôtel-de-Ville. Il est à observer que dans cette somme de 1312950 l., &c. sont comprises toutes les décimes imposées dans le Clergé, depuis 1516 jusqu'à ladite année 1580; même les gages des Receveurs Diocésains anciens créés par Edit du 14 Juin 1573, & que depuis il en a encore été distrait une somme pour être employée au paiement des gages des Receveurs Prov. créés par Edit de Septembre 1594, & partie de ceux des Receveurs Diocés. & Provinc. alternatifs, & des Contrôleurs alternatifs créés par Edit de Décembre 1621. Cette imposition subsistait encore en 1720 sur le même pied; elle a été la seule imposition du Clergé jusqu'en 1615, qu'il fut fait un département pour les pensions des Ministres convertis. T. VI, P. J. p. 594, 595. Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. I, II.

Il y eut une assez vive contestation entre le Roi & Mrs. de son Conseil d'une part, & l'Assemblée de Melun d'autre part, quant à l'article faisant mention, qu'il ne puisse être imposé aucune chose, sans le consentement du Clergé, qu'il ne soit ajouté ces mots *général*, ou *universel*, ou dans une *Assemblée-Gén.*; & aussi en ce que le Clergé désirait être apposé au Contrat, que ce soit avec l'autorité du Pape. L'Assemblée consentit à se départir des mots de *général*, d'*Assemblée-Générale*; & le Roi, bien qu'il ne voulût pas reconnoître la nécessité du consentement du Pape, permit aux Prélats de se faire au-

938

toriser par le Souverain Pontife, ce qu'ils firent. T. I, p. 202 & suiv. 207, 210.

Don-gratuits en 1584.

VI. L'Assemblée de 1584 n'étoit convoquée que pour les comptes du Receveur-Gén.: le Roi cependant lui fait demander un secours de 200 mille écus. Lettre de Sa Majesté sur ce sujet; elle est présentée par M. de Rosting. On examine quel est le pouvoir des Députés porté par leurs Procurations: il ne s'y trouve que six Provinces qui autorisent leurs Députés d'accorder des secours, & encore avec condition limitée par quelques-unes, de rentrer aux biens d'Eglise, mal aliénés & vendus: trois autres Provinces remontoient leurs misères, & s'excusoient de ne pouvoir rien payer: quant aux cinq autres, il ne se trouvoit personne qui eût charge pour elles. Là-dessus, question élevée, si six Provinces en accordant, peuvent obliger tout le Clergé? Après avoir long-temps discours, rien n'est résolu à cause de la variété des opinions. Le Cardinal de Bourbon, témoin de cette variété, propose d'inviter les Prélats & les principaux Ecclésiastiques qui se trouvoient à Paris, pour avoir leur avis sur la demande du Roi. Ils y viennent; grande variété d'opinions encore: le Cardinal prie la Compagnie de se résoudre à quelque avis commun. Enfin la pluralité convient de quelques articles, qui portent en substance:

Que, sans se départir du serment prêté par les seigneurs du Clergé, si la nécessité des affaires du Roi est tellement urgente, qu'elle le contraigne de s'aider du bien dudit Clergé, qu'il lui plaise de s'abstenir de la rigueur des Commissions, & de se contenter d'une décime qui sera levée en deux termes; non toutefois du consentement dudit Clergé, mais par une tolérance & bénigne volonté, laquelle ils espèrent faire agréer à la prochaine Assemblée-Gén., & en ce faisant, qu'il plaise à Sa Majesté faire ouverture de justice à fondit Clergé, pour la faculté du rachat des biens aliénés. T. I, p. 259 jusqu'à 261.

Plusieurs Députés protestent contre les articles & l'offre faite au Roi: l'Assemblée rend auprès de Sa Majesté. M. l'Archevêque de Bourges porte la parole, & finit par supplier le Roi de différer la demande jusqu'à la prochaine Ass., ou de se contenter de 300000 l., sur ce qui proviendra du domaine de l'Eglise aliéné.

Après plusieurs discours de part & d'autre, Sa Majesté déclare se contenter d'une décime à lever en deux termes; & quant au rachat des biens aliénés, elle renvoie à M. le Chancelier pour aviser ensemble aux moyens de parvenir à ce rachat. La forme des Commissions pour la levée de la décime, est dressée par l'Assemb., & contredite par Mrs. du Conseil: sur leur avis, le Roi refuse le rachat, à moins qu'on ne lui accorde 100000 écus: l'Assemblée demande une conférence à M. le Chancelier, qui l'accorde. Ce Magistrat persiste à dire que le Roi ne consentira point au rachat, si on ne lui accorde les 100000 écus. Nouvelle Remontrance & Requête à ce sujet. Le Roi accorde la revente, à condition d'une décime & demie pour la première année, & d'une pour la seconde; c'est-à-dire, pour la première année 150000 écus, & pour la suivante 100000 écus. T. I, p. 262 jusq. 265.

L'Assemb. pour sa décharge envers les Provinces, envoie aux Diocèses diverses copies de la Requête & de la réponse, avec une relation bien ample de tout ce qui avoit été fait. A l'égard des commissions envoyées par S. M. dans les Provinces, l'Ass. leur adresse une Lettre à ce sujet, où l'on marque que lesdites commissions ne sont point données du consentement de la Compagnie, & qu'elle s'y est opposée de tout son pouvoir. Elle leur donne avis qu'il seroit expédient & nécessaire pour ne pas aller contre le contrat & les protestations de Melun, de ne procéder à aucun département de ladite décime & demie, & qu'à cette fin, seroit fait Assemb. en chaque Diocèse pour leur faire entendre le présent avis. Il fut aussi résolu de faire signifier à l'Hôtel-de-Ville ces commissions extraordinaires; & où il seroit procédé par saisies sur les biens d'Eglise, d'user des remèdes prescrits par l'Ass. de Melun, laissant à la prudence des Evêques d'user des censures contre les exécuteurs de ces commissions. T. I, p. 265, 266.

Don-gratuit en 1585-1586.

VII. Le Roi venoit de rendre le fameux Edit de Juillet 1585, en faveur de la Religion, révocatif de la liberté de conscience: il falloit en procurer l'exécution; ce fut ce qui occupa principalement l'Assemblée de 1585. Les Députés des Provinces n'étoient pas encore tous arrivés, que M. de Bellie-

vre vient à l'Assemblée, & lui présente une Lettre du Roi qui demandoit un secours prompt & considérable, & six ou sept 10000 écus comptant & d'avance sur ledit secours. Les Députés, après une mûre délibération, concluent que le Receveur-Gén. tiendrait prête une somme de 120000 écus pour en secourir le Roi, sans faire d'autre réponse pour lors à Sa Majesté. Autre visite de Mrs. de Biron & de Bellievre, chargés de requérir la Compagnie d'accorder & consentir une aliénation des biens d'Eglise jusqu'à la somme de 100000 écus de rente. La réponse est remise, attendu l'importance de la chose.

Le lendemain, le Promoteur met en avant deux questions au sujet du secours demandé. Le Clergé peut & doit-il l'accorder, & de combien? Quels moyens doit-on prendre pour que les deniers soient mieux employés que par le passé? Sur le premier point, arrêté qu'on ne peut sans honte le refuser à secourir le Roi dans des circonstances aussi favorables à la Religion. Sur le second point, il est arrêté que ce secours devoit être considérable; qu'il devoit être accordé sous le bon plaisir du Pape, & à la charge, & non autrement, que les deniers en seront employés à la guerre contre les Hérétiques, & dépenés par ceux que le Clergé commettra à cette fin.

Le Roi, par de nouveaux Commissaires, fait demander deux millions 400 mille écus à lever par une aliénation du Temporel. Après plusieurs ouvertures, oppositions & avis proposés & débattus, l'Assemblée accorde aux conditions ci-dessus, un million d'or payable en quinze mois, si la guerre duroit tout ce temps; pour les frais de laquelle somme & intérêts de l'avance, il devoit être imposé 200 mille écus de plus, en tout 1200 mille écus, lesquels seroient levés, ou sur les fruits, à qui le pourra faire, ou par réalisation d'une décime, ou par baux emphytéotiques, ou par toute autre voie licite, sans vendre du fonds: enfin tous autres moyens manquant au Bénéficiaire, par aliénation du fonds, ladite faculté n'étant accordée que subsidiairement, & tous autres moyens défailants; encore y eut-il plusieurs Députés qui résistèrent à ladite aliénation sous quelque prétexte que ce fût.

Cependant, contre les intentions du Clergé, on obtient à Rome la Bulle d'aliénation pour cent mille écus de ren-

se; ladite
eune de
principa
& des pl
T. I, p.
Voyez

En l'A
il fut qu
les Dépu
Majesté
ment de
M. l'Arc
Majesté
nation d
ne pouvo
plaisir du
clause a
Contrat
Mrs. du
mis qu'il
qu'il ne
échangé
tra que
la consé
roient à

L'Ass.
à dix D
des dix
tement
pourroie
propositi
ges, au
la Loire
la quote
vines d
gement
que cela
ciaration
ces de d
du Don
mourant
L'Assen
tés de pr
en géné
pied de
qu'ils de
& misère

Sur la
gard des
compre
conclu
saisimp
y seront
dont les
roient a
Monial
taxés a
cepend
piraux.
Bénéfici
des Dé

se; ladite Bulle en deux parties, chacune de 50 mille écus. C'est un des principaux objets de la Remontrance & des plaintes de l'Evêque de Noyon. T. I, p. 274 jusqu. 305. P. J. p. 89, 90. Voyez Aliénations, §. II, n°. VI, VII.

En l'Assemb. de 1785-1786, quand il fut question de signer le Contrat que les Députés venoient de passer avec Sa Majesté pour la continuation du paiement des rentes sur l'Hôtel-de-Ville, M. l'Archev. de Vienne remontra à Sa Majesté que le Contrat contenant aliénation des fruits des biens d'Eglise, ils ne pouvoient le passer que sous le bon plaisir du Pape. Le Roi s'informa si cette clause avoit été insérée au précédent Contrat, & lui ayant été répondu, que Mrs. du Conseil n'avoient point permis qu'il en fût fait mention, il dit, qu'il ne vouloit point qu'il fût rien changé à cet égard. Le Prélat remontra que pour le devoir & la sûreté de la conscience de l'Assemb, ils en écrivoient à Sa Sainteté. T. I, p. 339.

L'Ass. de 1785 donne plein pouvoir à dix Députés pris chacun de chacune des dix Provinces, pour faire le département, lesquels, en cas de partage, pourroient prendre un onzième. Sur la proposition faite par l'Arch. de Bourges, au nom des Provinces au-delà de la Loire, que l'on devoit d'abord régler la quote que les Diocèses desdites Provinces devoient porter pour le soulagement des affligés, le Promoteur dit que cela demeureroit réglé par la Déclaration qu'avoient faite les Provinces de deçà, de porter les deux tiers du Don fait au Roi, l'autre tiers demeurant sur les Provinces de de-là. L'Assemb. n'astreint pas lesdits Députés de procéder audit département, soit en général, soit en particulier, sur le pied de la taxe des décimes, attendu qu'ils devoient se régler sur la pauvreté & misère des Bénéficiers. T. I, p. 346.

Sur la demande du Promoteur, à l'égard des Bénéfices qu'il ne falloit point comprendre dans le département, il est conclu, 1°. que ceux de la Société de Jésus imposés aux décimes & subventions, y seront compris; 2°. que les Chapelles dont les revenus excédoient 50 l., y seroient aussi comprises, de même que les Moniales, les Hôpitaux & Léproseries, taxés aux décimes, avec modération cependant pour les Moniales & les Hôpitaux. La taxe des Curés & des petits Bénéficiers est laissée à la conscience des Députés: les Pensionnaires sont

imposés au tiers de leur pension. Les Députés du Pape, en ratifiant le département, exceptent de la taxe les Bénéfices d'Avignon. T. I, p. 347.

Quant à la discussion qu'eurent les Députés, au sujet de l'imposition de Mrs. de Malte. Voyez Malte, §. I.

Sur la proposition faite de procéder, par censures, contre ceux qui ne paieroient pas leurs cortès, l'Ass. déclare, qu'il n'en sera fait aucune mention dans les Mémoires & instructions; mais que le tout sera remis à la prudence des Prélats. T. I, p. 347.

Don-gratuit en 1788.

VIII. L'Ass. de 1788, n'ayant pas d'autre moyen d'obvier à l'exécution que le Roi demandoit de la seconde partie de la Bulle du 30 Janv. 1786, portant aliénation des derniers 50000 écus de rente des biens d'Eglise, fait offre à S. M. de 500000 écus, sous le bon plaisir des Provinces. M. de Bellievre vient à l'Assemb., & insiste sur les délais nécessaires qu'entraîneroit la ratification des Provinces; il demande en conséquence, qu'à tout événement, les départements faits pour l'entière somme de 1200 mille écus, soient promptement délivrés par les Députés du Pape, pour être envoyés & exécutés dans les Provinces, si elles ne ratifient pas sur le champ: sur quoi la Compagnie fait prier les Sgrs. Députés de surseoir à l'exécution des départements, jusqu'à deux mois passés, dans lesquels les Provinces devoient ratifier. Cependant le Roi déclare qu'il veut absolument 600 mille écus; l'Ass. persiste à n'en accorder que 500. M. l'Archevêque de Bourges, assisté de tous les Députés, est chargé d'en faire l'offre; la Remontrance au Roi est vive & pressante; le Roi persiste à demander 600 mille écus, & l'Ass. en fait la première offre, dont enfin le Roi se contente.

L'Archevêque de Bourges présente en même-temps à S. M. les articles contenant les conditions de l'offre, au nombre de cinq: 1°. que le Roi se départe de l'exécution de la Bulle; 2°. qu'elle soit remise au Corps du Clergé, pour s'aider des commissions & contraintes portées par icelle, pour accomplir l'offre faite au Roi; 3°. promesse du Clergé, que, deux mois après la ratification des Provinces, il sera payé au Roi 200 mille écus, pour le premier mois, pour être ladite somme employée aux frais de la guerre; 4°. que S. M. se

Provinciaux : tous ces partis sont rejetés, ou ne peuvent avoir lieu. Le rétablissement des Receveurs Provinciaux est résolu. La préférence en est accordée au sieur de Castilles : le Clergé passe avec lui le Contrat ; mais comme ce ne pouvoit être qu'un objet de 300000 liv., & que le Roi vouloit absolument 400 mille liv., il est dit & arrêté que l'on s'entendra, d'une part, au Contrat pour les 300 mille liv., & que pour les 100 mille liv., elles seront imposées payables en trois ans ; & que cependant le S^r. de Castilles en fera l'avance à Sa Majesté, sans aucun intérêt contre le Clergé ; à quoi il consent, pour témoigner le service qu'il avoit voué au Clergé. T. I, p. 791 & s.

Don-gratuit en 1610.

XI. L'Assemblée de 1610 fait demande à la Reine-Régente de la somme de 400 mille liv., accordée par la dernière Assemblée, alléguant que la cause dudit secours avoit cessé, & le grand préjudice que portoit au Clergé le Contrat passé pour cette somme, portant rétablissement des offices des Receveurs Provinciaux, rétablissement extrêmement préjudiciable au Clergé. L'affaire se négocie avec Mrs. du Conseil. M. l'Archev. d'Embrun est oui au Conseil sur la cassation du Contrat des offices des Receveurs Provinciaux, & sur la remise de la somme. Il est enfin répondu par M. le Chancelier, que l'intention de la Reine étoit de gratifier le Clergé de ladite remise ; mais d'autant qu'il y avoit plusieurs assignations sur cette somme, elle ne pouvoit faire qu'un Don de la somme de 80000 liv., au profit du Clergé. T. II, p. 5, 6.

Don-gratuit en 1612.

XII. Le Président Jannin est envoyé à l'Assemblée de 1612, chargé par le Roi & la Reine de faire demande au Clergé du Don de 100 mille écus promis en 1608. La somme étoit de 400 mille liv. ; mais la Reine en avoit remis 100 mille liv. Le Contrat en étoit passé avec le sieur de Castilles : le défaut de vérification au Parlement, sur les instances de Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, en avoit empêché l'exécution. Le Président Jannin propose à la Compagnie un expédient, par lequel on pouvoit, sans vérification, adjurer le sieur de Castilles : l'expédient est adopté, & la somme de 100 mille écus est accordée au Roi. T. II, p. 34, 35, 37, 38.

Table de la Coll. des P. V.

Don-gratuit en 1615.

XIII. Les Commissaires du Roi demandent, à l'Ass. de 1615, 400 mille liv., pour aider à la dépense extraordinaire pour le Mariage de Sa Majesté ; plus une somme de 100 mille liv. pour la Reine-Mère. L'Assemb. accorde 400 mille livres à Leurs Majestés ; sur une nouvelle demande, elle accorde encore 40000 liv. pour les intérêts, afin d'avoir les 400 mille liv. comptant. T. II, p. 170.

Cette Assemb., pour plusieurs considérations, & notamment pour éviter les intérêts des avances du Receveur-Général, arrête, qu'il sera fait département, tant des frais communs, que pour les dix années du Contrat, afin que par même département & imposition, les Diocèses voient & sachent ce qu'il faudra lever, & à l'égard de l'imposition qu'il faudra faire pour le secours accordé, il est aussi délibéré, pour se décharger des mêmes intérêts, de procéder à semblable département, & de prendre expédient, à ce que la levée en soit faite avant l'emploi. T. II, p. 195.

Don-gratuit en 1619.

XIV. Les Commissaires, députés par le Roi à l'Assemblée de 1619, demandent un Don de 200 mille liv., & un présent pour la Reine. M. le Cardinal de Sourdis allégué, & le défaut de pouvoir dans les Procurations, & l'extrême nécessité du Clergé. Remontrances au Roi arrêtées. Les Commissaires du Roi proposent un expédient ; savoir, la vente des offices des Receveurs Particuliers des décimes, & l'établissement du Payeur triennal des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris. L'Assemb. délibère sur cet expédient & quelques autres proposés. Mrs. de l'Hôtel-de-Ville font difficulté sur l'établissement du Payeur triennal. Après plusieurs négociations de la part de ses Députés, chargés de traiter avec Mrs. du Conseil, la Compagnie déclare unanimement ne pouvoir accorder aucune somme au Roi, que sur les deniers provenant de la création de l'office de Payeur triennal des rentes, & des offices de Sergents des décimes en chaque Diocèse. Enfin, après avoir pris conseil & avis de Mrs. les Cardinaux qui étoient à la Cour, l'Ass. consent au Don de 200 mille liv. pour S. M., & à un présent de 100 mille liv. pour la Reine ; elle

Jjj

autorise ses Députés à la Cour de terminer ainsi l'affaire, sans qu'ils puissent excéder lesdites sommes, ni consentir à aucune nouvelle imposition sur le Clergé. T. II, p. 329 juſq. 337.

Don-gratuit en 1621.

XV. M. de Vic, l'un des Commissaires du Roi à l'Assemblée de 1621, expose les différentes entreprises des Huguenots, & dit, que S. M. s'en remet à ce qu'il plaira à l'Assemblée de donner, & à l'ordre qu'elle voudra établir pour l'emploi des deniers uniquement destinés au blocus de la Rochelle. La Compagnie réfout des Remontrances au Roi, sur la limitation des pouvoirs des Députés, & demande qu'il soit donné un Brevet, à l'effet d'obtenir des Provinces des pouvoirs plus étendus. Les Commissaires, dans une seconde visite, combattent cette proposition, comme entraînant trop de longueur; cependant l'Ass. y persiste. Le Roi fait demander un million d'or, & les Commissaires reviennent pour hâter le secours demandé: la Compagnie ne peut consentir à accorder la somme. M. de Vic propose pour moyen de secourir le Roi, la création de nouveaux Officiers des décimes. L'Ass. fait l'offre de 300000 écus quittes & nets, & propose des moyens pour effectuer son offre: les Commissaires du Roi ne veulent point s'en contenter.

Enfin, l'Assemblée, sous le bon plaisir des Provinces, & sans retardement néanmoins, consent, que S. M. puisse ériger un Receveur particulier & alternatif, & deux Contrôleurs en chacun Diocèse; & en chaque Généralité ou Recette Provinc., un Receveur Prov. alternatif & deux Contrôleurs Provinciaux, pour les gages & taxations desquels le Clergé consent que Sa Majesté prenne & fasse distraire sur les décimes qui se levont ordinairement, à commencer du premier Janvier prochain, six sommes particulières, le tout sans garantie; lesdites sommes montant à celle de 203064 livres, outre laquelle somme, l'Assemblée ordonne qu'il sera fait une imposition nouvelle de cent mille livres de rente sur tous les Ecclésiastiques qui étoient taxés & imposés aux décimes, à raison des Bénéfices qu'ils possédoient. Deux départements faits en conséquence: l'un desd. cent mille livres de rente de nouvelle imposition; l'autre, des sommes distraites de la Recette générale, montant, com-

me il est dit, à 203064 liv. T. II, p. 361 & suiv. P. Just. p. 37, 38, 39.

Le Contrat de cette Assembl., appelé le Contrat de Bordeaux, est examiné dans l'Ass. de 1625. M. l'Ev. de Ricux, chargé de l'examen, expose un grand nombre de moyens pour désavouer led. Contrat, ayant été passé sans charge quelconque, & étant par expès porté, que le tout seroit sous le bon plaisir des Provinces, & partant, lesd. Provinces étant en corps d'Assemblée, c'étoit à elles d'avouer ou de désavouer led. Contrat. Le Prélat fait observer en même-temps, que, nonobstant cette clause, il a été pourtant consenti par lesdits Députés, que le Contrat soit exécuté sans retardement: sur quoi l'Ass. de 1625, délibér. prise par Provinces, a désavoué & désavoue ledit Contrat, & par expès, la clause portant, que, sans retardement, &c., a ordonné, que très-humbles Remontrances seroient faites au Roi. M. de Siffron fut chargé de représenter quatre points principaux contre ledit Contrat. La Remontrance fut faite; mais sans succès. T. II, p. 440, 441, 443.

Don-gratuit en 1625.

XVI. M. l'Evêq. d'Orléans, un des Députés à la Cour, de la part de l'Ass. de 1625, propose à la Compagnie de finir au plutôt l'Assemblée, pour ne pas accorder un secours extraordinaire au Roi: elle rappelle les Députés, & se détermine en même-temps à refuser absolument tout secours extraordinaire, avec défenses précises auxdits Députés de faire là-dessus aucune proposition. Les Députés reviennent. Les Commissaires du Roi se présentent à l'Ass. avec une Lettre du Roi: ils demandent 1500 mille livres. L'Assemblée, après en avoir délibéré, déclare, d'un avis unanime, ne devoir, ni pouvoir, en conscience, accorder aucune somme à S. M., attendu la nécessité extrême & le défaut de pouvoir. Les Commissaires demandent, par écrit, la réponse: ils reviennent à l'Ass., & renouvellent la demande. La Compagnie persiste dans son refus d'accorder, de députer au Roi & de donner sa réponse par écrit: elle ordonne en même-temps, que celui des Députés qui fera la proposition de donner au Roi, sera rejeté de l'Ass.; & qu'une seule Province opposante suffira pour empêcher l'effet des résolutions qui seroient prises au contraire. T. II, p. 437 juſq. 446. P. Just. p. 46, 47.

Le Maréchal, autres Commis, ils demandent tant, & un million de la Rochelle réserve que l'Assemblée aura le mal. L'Assemblée par ses résolutions, sur la demande tant de nouvelles encore le million, qu'il ne de la Rochelle qu'en ce cas, que qui n'y co-

On examine l'enter le Roi, savoir, la révocation des officiers en chaque les actes des B. des Greffes d'i n'entraînoient tion: sur quoi Compagnie, d'imposition, & aux condit Schomberg. Le me plus forte, des moyens p discussions sur dients proposés l'Assemblée p 1500 mille l., les Parties; fa le nouvel enga avec le Clergé par le Clergé, mille livres de livre, faisant Les Commissaires cette dernière pagnie prie M de venir à l'Ass. ment; il fait faire le sol p liv. de rente, imposition xi livres: délibéré par l'Assemblée promise par l'Assemblée l'affaire du R. L'affaire n core termin Commissaires de l'imposition venant à 80 mille liv. à l'a

Le Maréchal de Schomberg & deux autres Commissaires viennent à l'Ass. : ils demandent cent mille écus comptant, & un million d'or, en cas du siège de la Rochelle ou de Montauban, avec réserve que l'Ass. déterminera ceux qui auront le maniement de ces sommes. L'Assemblée persistant en ses premières résolutions, refuse même de délibérer sur la demande. Les Commissaires s'étant de nouveau présentés, demandent encore le million d'or ; mais en ajoutant, qu'il ne sera employé qu'au siège de la Rochelle. Le Président répond, qu'en ce cas, il n'est aucun Ecclésiastique qui n'y contribue de son reste.

On examine donc les moyens de contenter le Roi, & trois en particulier ; savoir, la vente des offices des Receveurs Diocésains & Provinciaux, l'érection des offices de Notaires ecclésiastiques en chaque Diocèse, pour retenir les actes des Bénéficiaires, & la création des Greffes d'insinuations : moyens qui n'entraînoient aucune nouvelle imposition : sur quoi, offre, de la part de la Compagnie, de 1500 mille livres, sans imposition, ni garantie quelconque, & aux conditions offertes par M. de Schomberg. Le Roi demande une somme plus forte, & ne veut se contenter des moyens proposés. Après bien des discussions sur les partis, sur les expédients proposés pour satisfaire S. M., l'Assemblée persiste dans son offre de 1500 mille l., & pour paiement assigne les Parties ; savoir, 300 mille liv. pour le nouvel engagement des Provinciaux avec le Clergé ; 300 mille liv. payables par le Clergé, en deux termes ; & 900 mille livres de l'imposition du sol pour livre, faisant 80 mille livres de rente. Les Commissaires du Roi sont refus de cette dernière partie : sur quoi la Compagnie prie M. le Cardinal de Richelieu de venir à l'Assemblée : il y prête le serment ; il fait accepter par les Commissaires le sol pour livre, pour 80 mille liv. de rente, sans rien plus, laquelle imposition tiendrait lieu de 900 mille livres : délibération confirmative prise par l'Assemblée. La faculté de rachat est promise par le Cardinal de Richelieu : l'Assemblée le remercie d'avoir terminé l'affaire du Roi. T. II, p. 446 jusq. 463.

L'affaire n'est cependant point encore terminée, attendu le refus des Commissaires du Roi, de se contenter de l'imposition d'un sol pour livre, revenant à 80 mille l. de rente, pour 900 mille liv. à l'acquit du Clergé, & en dé-

duction des 1500 mille liv. promises à S. M., à moins que l'Ass. n'y ajoute de quoi faire les entiers gages des Receveurs Prov. & Contrôleurs triennaux. Ce refus détermine la Compagnie à examiner de nouvelles offres qui lui sont faites par divers Partisans : elle donne la préférence à l'offre de 1600000 liv., par le Sr. d'Aguesseau, à certaines conditions qu'il accepte : pour raison de quoi est ordonné, qu'il sera imposé sur tous les Diocèses, au sol la livre, la somme de 150 mille livres ; de laquelle somme sera pris 85500 liv. pour ériger des Receveurs & Contrôleurs Provinc. triennaux qui seront engagés au denier quinze, & le surplus sera distribué aux Receveurs & Contrôleurs Diocésains anciens & alternatifs, à faculté de rachat perpétuel, & ce, au denier douze : desquelles deux sommes ensemble, le sieur d'Aguesseau a offert ce que dessus ; savoir, 1600 mille liv. payables au Roi, & le surplus à la disposition du Clergé. Et à l'égard de S. M., l'Assemblée, délibération prise par Provinces, d'un même esprit, a ordonné & ordonne, que le Contrat de cession, de la somme de 1500 mille liv. accordée au Roi, & celui des rentes de l'Hôtel-de-Ville, seront, sans condition quelconque, & sans rien stipuler, présentés à S. M., à son retour, pour être signés en sa présence ; ce qui fut exécuté. T. II, p. 463 & suiv.

Don-gratuit en 1618.

XVII. Le Roi fait demander à l'Ass. de 1618, convoquée extraordinairement, un secours pour le siège de la Rochelle. Il écrit à l'Assemblée, pour que, dans huit jours, elle ait à se déterminer sur le secours demandé. M. l'Archev. de Tours ouvre l'avis d'entretenir 4000 hommes de pied & 100 Chevaux-légers devant la Rochelle, pendant six mois, pour moins de 750 mille livres. L'Assemblée poursuit l'enregistrement de l'Edit des Greffes des insinuations, pour en disposer en faveur de S. M. Autre proposition de créer des Receveurs & Contrôleurs Diocésains, avec 70000 livres d'imposition nouvelle. Le Pape se joint au Roi pour le secours demandé, & son Nonce présente le Bref de Sa Sainteté à l'Assemblée.

M. de Châteauneuf est envoyé à l'Assemblée, & demande, au nom du Roi, 4 millions : la Compagnie se résout à 2 millions : l'offre n'est point acceptée par M. de Châteauneuf, qui demande,

que la délibération lui soit donnée par écrit, signée du Président, ou qu'il soit député au Roi. Lettre de S. M. à l'Ass., pour qu'elle ait à députer son Président & quatre autres du Corps, pour porter sa résolution : la députation est faite : les Députés reviennent, & font leur rapport. Le Roi demande 3 millions, ou que la Compagnie se sépare en quatre jours : elle se plaint de la rigueur du commandement : nouveaux Députés en Cour chargés de traiter le plus avantageusement qu'il leur sera possible. T. II, p. 615 jusq. 623.

Enfin, le traité & l'accommodement se fait sur l'offre d'un million d'or, pour le paiement duquel le Clergé consent la création d'un Receveur & Contrôleur triennal diocésain, aux gages de 140 mille liv. d'imposition, ainsi qu'il avoit été fait pour les alternatifs créés en 1621 ; laquelle imposition le Clergé cède au Roi pour 1680 mille liv., & le surplus dudit million d'or imposable sur tous les Bénéficiers de France en trois termes prochains : sur le total de ces impositions, le Roi remet au Clergé, pour les taxes & frais communs, 200 mille liv., à prendre moitié sur le parti qui sera fait desdits offices, & l'autre moitié, sur le paiement de l'imposition.

Le traité prêt à signer, le Roi ou son Conseil demande une caution au Clergé pour les deniers accordés. L'Assemb. s'en plaint, & fait des Remontrances, elle obtient d'en être déchargée. Les Commissaires du Roi viennent à l'Ass. passer le Contrat. Leur discours. Lettre du Roi à la Compagnie. Le Contrat est signé & imprimé. On travaille au département des sommes à imposer. T. II, p. 623 jusq. 626. P. Just. p. 139, 140.

Don-gratuit en 1635.

XVIII. Les Commissaires du Roi demandent, à l'Ass. de 1635, un puissant secours : la Compagnie s'excuse de ne pouvoir satisfaire aux volontés du Roi : autre visite des Commissaires : l'Assemb. demande, avant tout, les Arrêts & Déclarations promiss : troisième visite des mêmes, porteurs d'une Lettre du Roi, qui taxe la Compagnie de peu d'affection à son service : il fait demander une imposition de 600 mille l. de rente : l'Ass. se plaint des termes de la Lettre, & demande les expéditions promises : la Lettre du Roi est réformée : sur une quatrième visite des Commis-

saire, l'Assemblée nomme une Commission pour chercher les moyens d'assister le Roi. T. II, p. 697 jusq. 705.

Ces moyens sont divisés en trois classes : les plus doux sont jugés être, l'aliénation des 44 mille liv. affectées aux décharges, l'augmentation des Rhodiens, l'imposition des nouvelles Communautés, non comprises au département de 1516, le supplément des finances des Receveurs Provinciaux & des Contrôleurs Diocésains. Les Commissaires du Roi adoptent le supplément des Officiers & l'aliénation des 44 mille liv. M. de Bullion forme une nouvelle demande ; savoir, d'une imposition annuelle de 200 mille liv., & d'une levée de 1500 mille liv. en deux termes ; la Compagnie persiste en ses premières offres. T. II, p. 705 jusq. 712.

M. le Cardinal conseille à l'Assemb. d'ajouter quelque chose à ses offres, qui consistoient en 216 mille liv. de rente, ci-devant proposées ; savoir, 100000 l. sur la réduction des gages des Officiers, en place du supplément de finance ; 44 mille liv. du fonds affecté aux décharges ; 56 mille liv. à imposer sur les nouvelles Maisons religieuses, & 16 mille liv. à prendre sur les Rhodiens, par augmentation de la taxe de leurs décimes, & sans garantie. L'Assemb. consent à imposer de plus sur le Clergé 34 mille liv. de rente, pour faire tout ensemble la somme de 250 mille liv. de rente, laquelle seroit donnée au Roi au dernier douze desdits effets, & non autrement, à condition du rachat perpétuel. Ces offres sont de nouveau rejetées. Lettre encore plus pressante de S. M. pour une somme de quatre ou cinq millions ; la réponse étoit attendue le jour même. La Compagnie conclut à une offre de 300 mille liv. de rente ; savoir, 216 mille liv., aux moyens ci-dessus spécifiés, & 84 mille liv. en quelque autre moyen le moins dommageable au Clergé, en retenant néanmoins sur cette somme celle de 400 mille liv. pour les frais de l'Ass. : l'offre est encore jugée insuffisante. L'Assemblée consent à 16 mille liv. de plus, en tout 316 mille l., avec une réserve de 200 mille liv. seulement pour les taxes. L'on persiste dans la demande des 4 millions, sur laquelle 400 mille liv. pour les taxes : la Compagnie a recours à M. le Cardinal, qui trouve les offres faites raisonnables, & promet de les faire agréer : elles sont acceptées, le Contrat est dressé en conséquence, & après quelques difficultés

sur icelui, & tion des 56 Maisons, elle est signé, avec liv. pour les 721.

La Remon de Toulouse.

T. II, P. J. p. Le départe mille liv. à Communauté culté ; savoir les Dioc., ou néfices partic fait sur les D bre des Mais gnés ; & en ces, la son portée en to Maisons, elle Dioceses au sieurs Provin partement ; Paris ; l'Ass. y est enfin arrêté 721, 723. R. P. J. p. 172.

Don

XIX. Les mandent, à subvention d gnie demand délai de huit On délibère au Roi le tie des Bénéfice taine à impo des voix, d' taine ; elle Commissaire dent qu'elle sulre M. le le supplie en le Clergé : i un simple l millions, a moins en fa gnie se réfor millions pa conditions tres million libéré si l'on du Receveur que le Clergé la chose se nence. Pour que l'on en soit pro qui ne soit

953

sur icelui, & notamment sur l'imposition des 56 mille liv., sur les nouvelles Maisons, elles sont levées, & le Contrat est signé, avec assurance de 100 mille liv. pour les taxes. T. II, p. 712 jusq. 721.

La Remontrance de M. l'Archevêque de Toulouse, au sujet du Don demandé. T. II, P. J. p. 170.

Le département de la somme de 56 mille liv. à imposer sur les nouvelles Communautés, souffre quelque difficulté; savoir, s'il devoit être fait sur les Dioc., ou sur les Maisons & les Bénéfices particuliers: arrêté qu'il seroit fait sur les Diocèses, eu égard au nombre des Maisons & des Bénéfices désignés; & en cas qu'en quelques Diocèses, la somme répartie ne pût être portée en tout, ou en partie par lesd. Maisons, elle seroit régalée sur lesdits Diocèses au sol la livre. Plainte de plusieurs Provinces & Diocèses sur ce département; Requête du Diocèse de Paris; l'Ass. y satisfait. Le département est enfin arrêté & signé. T. II, p. 721, 722, 723. *Requête du Diocèse de Paris.* P. J. p. 172, 173.

Don-gratuit en 1641.

XIX. Les Commissaires du Roi demandent, à l'Assemb. de 1641, une subvention de 6600000 liv.: la Compagnie demande auxdits Commissaires un délai de huit jours pour leur répondre. On délibère d'abord si l'on accordera au Roi le tiers, ou le quart du revenu des Bénéfices, ou bien une somme certaine à imposer; il passe, à la pluralité des voix, d'accorder une somme certaine; elle n'est point spécifiée; les Commissaires de Sa Majesté demandent qu'elle le soit. L'Assemblée consulte M. le Cardinal de Richelieu, & le supplie en même-temps de protéger le Clergé: il écrit à la Compagnie par un simple billet, & il conclut à six millions, avec quelques réserves néanmoins en faveur du Clergé. La Compagnie se résout à accorder au Roi quatre millions par imposition, à certaines conditions; & à l'égard des deux autres millions demandés, qu'il sera délibéré si l'on doit vendre la Commission du Receveur-Général; & si l'on trouve que le Clergé en reçoive préjudice, que la chose sera représentée à Son Eminence. Pour les autres moyens, au cas que l'on en trouve dans l'Ass., ou qu'il en soit proposé par Mrs. du Conseil, qui ne soient point préjudiciables au

Clergé, & ne requierent aucune imposition à perpétuité, qu'ils seront acceptés, sinon on s'en tiendra à l'imposition des 4 millions. Cette délibération est présentée à M. le Cardinal; M. le Surintendant des Finances y oppose des difficultés que Son Eminence résout en faveur du Clergé. T. III, p. 29 jusq. 38.

Les Commissaires du Roi reviennent à l'Ass.; l'offre des 4 millions est acceptée; mais en exigeant les deux millions de plus. On discute dans l'Assemb. plusieurs moyens extraordinaires pour parfaire ces deux autres millions. M. le Cardinal adresse au Président de l'Ass. un Mémoire pour la vente & l'engagement de la charge de Receveur-Gén. Ce moyen est rejeté unanimement par la Compagnie: elle trouve 800 mille l. de moyens extraordinaires, qui sont agréés par Sa Majesté & son Conseil; savoir, 600 mille liv. qui proviendront de la prolongation de 30 années que l'on accordera aux Possesseurs des biens ecclésiastiques ci-devant aliénés, & 200 mille liv. du supplément des Officiers des décimes, pour jouir des 100 mille liv. soustraites de leurs gages: sur les 1200 mille liv. restant pour parfaire lesdits deux millions, M. le Cardinal obtient, pour le Clergé, une remise de 500 mille liv.; reste conséquemment & uniquement la somme de 700 mille liv., que Sa Majesté veut & prétend être imposée par-dessus les 4 millions: délibération de l'Assemb., de ne point imposer ladite somme: M. l'Evêque de Nîmes parle pour empêcher la signature de cette délibération. Le sieur d'Hémeri est envoyé à l'Ass., pour demander l'imposition de la somme entière de 1200 mille liv. par-dessus les 4 millions. Objet de délibération de nouveau proposé, si l'on doit imposer les 700 mille liv.: résolution de les imposer prise à la pluralité des voix. T. III, p. 38 jusq. 52.

La délibération est dressée, lue & ensuite présentée à M. l'Archevêque de Sens, Président, pour la signer; refus de sa part, sur ce que six Provinces avoient été d'un avis contraire; même refus de M. l'Archev. de Toulouse; ces deux Prélat's sortent de l'Assemb., suivis des Evêques d'Evreux, de Maillezais, de Bazas & de Toulon; la Compagnie nomme des Députés pour présenter la délibération au Roi & à Son Eminence. Le sieur d'Hémeri est envoyé à l'Ass., portant ordre aux Prélat's refusants de sortir dans le jour même de Mantes. L'Ass. députée au Roi

pour demander leur rappel; mais sans succès. T. III, p. 52 jusqu'à 57.

M. de Montchal, dans ses Mémoires, fait voir l'injustice de ce procédé envers les Prélats refusants : dans le récit qu'il fait à l'Ass. de 1645, il s'en explique encore plus fortement. T. III, p. 7, 8, 146, 147, 148.

On travaille au département de la somme accordée au Roi par imposition de 4 millions 700 mille liv. Mrs. de Malte sont taxés à 250 mille liv. L'Ass. envoie des Députés en Cour, pour faire instance très-pressante, à ce que ledit Ordre contribue de cette somme à la décharge du Clergé. Mrs. de Léon & d'Hémeri viennent à l'Ass. pour demander la signature du Contrat & du département : l'un & l'autre sont signés. T. III, p. 57 & f.

Don-gratuit en 1645.

XX. En l'Ass. de 1645, quatre Commissaires du Roi se présentent deux fois. Dans la seconde visite, le sieur d'Hémeri demande pour le Roi le renouvellement du Contrat, & la continuation du Don ordinaire des décimes, & de plus une subvention de 4 millions. La Compagnie représente l'impuissance du Clergé de fournir cette somme. Dans une troisième visite, les Commissaires présentent la concession du Don : l'Ass. résout de secourir le Roi, & nomme des Députés de chaque Province pour en examiner les moyens; elle rejette parmi ces moyens l'aliénation directe ou indirecte des biens du Clergé, l'imposition sur icelui, la création des nouveaux Officiers, l'augmentation ou le retranchement des gages & droits des anciens. Après une quatrième visite des Commissaires du Roi, on examine plusieurs autres moyens; savoir, l'érection des offices de Notaires pour recevoir les baux & dresser des papiers terriers; l'offre de quelques Officiers des décimes d'une somme notable à certaines conditions, la suppression du contrôle, & l'attribution des mêmes droits aux Greffiers des Insinuations, le droit sur les quittances des décimes : aucun de ces moyens n'est adopté.

L'Ass. se décide à prendre le secours du Roi sur les Bénéficiaires & les Officiers des décimes, & à offrir au Roi 3 millions 600 mille liv., au paiement de laquelle somme seront compris les Bénéfices omis, les Maisons religieuses nouvellement établies, & à

condition, & non autrement, qu'il plaise à Sa Majesté de révoquer les Edits & Déclarations touchant le huitième denier, l'Edit du contrôle des expéditions bénéficiaires; qu'en outre Sa Majesté donnera une Déclaration à l'Ass., qu'elle ne demandera à l'avenir aucun secours extraordinaire au Clergé, quand même la guerre durerait plus long-temps. T. III, p. 203, jusqu'à 221.

La Reine refuse l'offre, & envoie les Commissaires pour la cinquième fois : le sieur d'Hémeri, l'un d'eux, propose trois moyens pour augmenter le secours; ces moyens ne sont point goûtés. La Compagnie porte son offre à 4 millions, en la forme & aux conditions portées par sa précédente délibération, sur laquelle somme Sa Majesté fera suppliée d'accorder 200 mille liv. pour les frais de l'Ass. M. le Cardinal Mazarin propose la voie d'emprunt; elle est rejetée. Les Officiers des décimes font offre de fournir jusqu'à 300000 liv. en augmentation de finance; elle est acceptée : l'Ass. résout de plus d'imposer cent mille liv. sur les Diocèses en augmentation des gages desdits Officiers.

L'affaire Don ainsi réglée, Mrs. des Finances demandent que les quatre millions soient payés francs en trois termes, & que le Clergé se charge de la levée : le Clergé refuse de s'en charger, & demande six termes; sur l'avis du Cardinal Mazarin, la Compagnie acquiesce à cinq termes. Le sieur la Morinière est accepté pour faire le Don du Roi. Le Contrat est passé. T. III, p. 221 & suiv.

Cinq départements généraux sont faits en la présente Ass. Le premier des décimes ordinaires contenant la distraction des 23449 livres cédées au Roi : le second de cent mille liv. de nouvelle imposition : le troisième contenant la distribution desdites cent mille liv., & desdites 23449 liv. en augmentation de gages aux Officiers du Clergé : le quatrième des trois cents mille l. distribuées aux Officiers, pour tenir lieu d'augmentation & de finance seulement : le cinquième de trois millions de livres accordées à Sa Majesté par imposition sur les Bénéficiaires. T. III, p. 234.

Don-gratuit en 1650.

XXI. Trois Commissaires du Roi, dont M. d'Aligre, viennent à l'Ass. de

1650, & lui p. Roi : demandant Sa Majesté; résolv. chev. de Reim de plaintes de Gens favorables acc. gion prétendu neur refusés a prises sur la 1635 non véri jet des tailles, des décharges.

Délibération tion de délibé suivant les Re se tient une co M. le Duc d'Or pose les nécessi gnie allégue f der aucune sub & refuse absolu Commissaires. Majesté aussi i visite & troisi l'Ass. tout d'Aligre met d'Arrêts dema cachet pour le vérifier la Déc 1635. M. d'Al insiste sur le sa de Reims se pl ce que les Dé voient pas ére terme rien en trième visite S. M. marque exige qu'il soit la délibération jours : on déli libération pou pas passé de pl vances, il est cun secours e 515 jusqu'à 538.

La Reine nouveau, à c cre : l'Ass. con 600 mille l. à Reine reçoit l'on résout de trar, mais d'ob tres-Parentes sous le contr raché l'extraie p. 538 & suiv. Outre le d de 600 mille doit être in il y en eut en

1650, & lui présentent une Lettre du Roi : demande d'un Don au nom de Sa Majesté; réponse ferme de M. l'Arch. de Reims, énonçant les sujets de plaintes du Clergé, comme logements de Gens de guerre, Déclarations favorables accordées à ceux de la Religion prétendue-réformée, titres d'honneur refusés aux Ecclésiastiques, entreprises sur la Jurisdiction, Cahier de 1635 non vérifié : autres plaintes au sujet des tailles, du sel, des non-valeurs, des décharges.

Délibération préliminaire & résolution de délibérer sur l'affaire du Roi, suivant les Réglemens du Clergé. Il se tient une conférence en présence de M. le Duc d'Orléans, où S. A. R. expose les nécessités de l'Etat. La Compagnie allégué son impuissance d'accorder aucune subvention extraordinaire, & refuse absolument. Seconde visite des Commissaires, & seconde Lettre de Sa Majesté aussi infructueuses. Troisième visite & troisième Lettre, pour ôter à l'Assemb. tout prétexte de refus. M. d'Aligre met sur le Bureau quantité d'Arrêts demandés, & des Lettres de cachet pour le Parlement, à l'effet de vérifier la Déclaration sur le Cahier de 1635. M. d'Aligre, dans son discours, insiste sur le sacre du Roi; M. l'Arch. de Reims se plaint dans sa réponse, de ce que les Députés vers le Roi, n'avoient pas été ouïs; l'Assemblée ne détermine rien encore sur le secours. Quatrième visite & quatrième Lettre, où S. M. marque son mécontentement, & exige qu'il soit délibéré sur le champ : la délibération est remise à quelques jours : on délibère; mais comme la délibération pour donner au Roi, n'avoit pas passé de plus des deux tiers des Provinces, il est arrêté de n'accorder aucun secours extraordinaire. T. III, p. 515 jusqu'à 538.

La Reine demande qu'on opine de nouveau, à cause de la dépense du sacre : l'Ass. conclut pour une somme de 600 mille l. à certaines conditions : la Reine reçoit l'offre avec satisfaction : l'on résout de ne point faire de Contrat, mais d'obtenir seulement des Lettres-Patentes pour faire l'imposition, sous le contre-scel desquelles seroit attaché l'extrait de la délibération. T. III, p. 538 & suiv.

Outre le département de la somme de 600 mille l. accordée au Roi, qui devoit être imposée sur les Bénéficiaires, il y en eut encore un autre à faire pour

une somme de 200 mille l. à imposer aussi pour les frais de l'Assemb. considérablement augmentés par le transport de la Compagnie de Paris à Saintes, où elle avoit été mandée par Sa Majesté : l'Assemb. demeura d'accord de ne faire qu'un seul département pour les deux sommes.

Sur ce qui fut proposé, quant au département de la somme de 600 mille l., si l'on suivroit le département fait à Mantes, ou celui de la dernière Assemb. en 1646, délibération prise par Province, il fut arrêté, que le département se feroit à l'égard des Provinces, suivant celui de 1646; que la somme à laquelle les Provinces seroient imposées, seroit répartie dans les Diocèses de la Province par les Députés des Provinces en l'Ass., & que de ladite somme imposée sur chaque Diocèse, il en seroit fait département sur tous les Bénéfices particuliers, ainsi qu'il avoit été fait en la dernière Ass. si les Députés le trouvoient ainsi à propos. T. III, p. 539 & suiv.

A l'égard du département de la somme de 200 mille liv. à imposer pour les frais, longue & vive contestation; les uns voulant que l'imposition se fit au sol la livre sur le pied des décimes; les autres proposant de lever ladite somme sur les Provinces par égales portions. Commission nommée à ce sujet pour examiner ce qui étoit plus expédient. Les Députés dans leur Rapport, font observer les difficultés de la décision, eu égard à la résistance des quatre Provinces d'Embrun, de Vienne, d'Arles & d'Aix, à ce que l'imposition fût égale pour chaque Province, qui étoit cependant le moyen le plus conforme aux Réglemens des Assemb. Dire de M. de Mirepoix, confirmé par M. de Saint-Malo, contre les quatre Provinces : dire de M. de Saint-Paul en leur faveur : observation de M. l'Arch. de Reims : proposition de M. l'Arch. d'Embrun. Le tout oui & murement délibéré, l'Assemblée arrête d'imposer 50 mille écus également sur toutes les Provinces, & les 50 mille liv. restant sur le pied des décimes. Opposition formée par les quatre Provinces; raisons de cette opposition représentées par M. d'Embrun, qui fait voir que les réglemens ne sont point contraires aux quatre Provinces : l'Assemb. se tenant à sa délibération, les quatre Provinces demandent leur congé; cependant elles signent le département, mais avec protestation. T. III, p. 514 jusqu'à 522.

Ce ne fut pas la seule difficulté qu'éprouva ledit département : par les Lettres envoyées aux Agents & lues dans l'Assemblée, plusieurs Diocèses refusoient de le délivrer à leurs Receveurs, à cause des pertes qu'ils avoient faites : le Receveur-Gén. s'en plaignit à l'Ass., qui ordonna que les Receveurs particuliers de chaque Diocèse seroient tenus de payer au Receveur-Gén. dans les termes fixés, les taxes des Diocèses pour leur part des 200 mille liv., avec les intérêts au denier 10, frais & dépens; & à l'égard des Dioc. où les départements n'avoient point été délivrés aux Receveurs particuliers par les Syndics & Députés des Diocèses, l'Assemb. ordonna que lesdits Syndics & Députés seroient contraints par saisie de leurs revenus, de les fournir incessamment, & qu'ils seroient tenus en leur propre & privé nom des intérêts, frais & dépens. La même Ass. blâma la surseance accordée par quelques Diocèses. T. III, p. 523, 524.

Don-gratuit en 1655.

XXII. M. d'Aligre, le premier des Commissaires du Roi venus à l'Ass. de 1655, demande un secours prompt & considérable : dans une deuxième visite, il presse l'Ass. de donner une réponse prompte : dans une troisième visite, il avance des maximes contraires aux immunités du Clergé. M. l'Arch. de Narbonne y répond. A ce sujet les Procès-verbaux des Assembl. précédentes sont consultés : Remontrances du Promoteur sur les maximes avancées par Mrs. les Commissaires : délibération de l'Ass. de s'en plaindre. Quatrième visite des Commissaires, qui présentent une Lettre de Sa Majesté, où elle se plaint de ce que depuis quatorze mois l'Assemb. n'avoit encore rendu aucune réponse : la demande est portée à huit à neuf millions. L'Assemb. insiste toujours sur la réparation des infractions faites aux immunités. Examen des Réglemens & rapport fait des conditions requises pour les Dons-gratuits : 1°. le pouvoir doit en être porté dans les Procurations; 2°. la conclusion doit passer à plus des deux tiers des Provinces. T. IV, p. 116 jusqu'à 127.

L'Assemblée consent enfin & arrête de donner un secours au Roi : elle nomme des Commissaires pour en rechercher les moyens : on en propose trois; imposition sur les Bénéficiers; taxe sur les Officiers du Clergé & sur les Ac-

quéreurs des cent mille l. de rente aliénées en 1636; finance levée sur les Receveurs & Contrôleurs Diocésains pour les six deniers & trois deniers pour livre, qu'ils prétendoient hors l'année d'exercice. Cependant le Roi écrit de nouveau à l'Ass., pour la convier de terminer promptement sa délibération sur le secours qu'il attendoit de son affection à sa personne & au bien de son Etat. Elle résout de donner un million; l'offre est jugée trop modique. Lettre du Roi à ce sujet : on conclut à deux millions. M. d'Aligre se présente pour la cinquième fois; il propose, outre les deux millions offerts, de lever deux millions sur les Officiers du Clergé; l'Assemb. répond, qu'elle prétend lever une partie du Don offert sur ses Officiers, & qu'elle ne peut consentir qu'on fasse sur eux aucune taxe que par son ordre & à sa décharge. Nonobstant une sixième visite des Commissaires & une Lettre du Roi pour la levée de deux millions sur lesdits Officiers, l'Assemb. persiste dans sa première réponse : les Commissaires refusent de la faire savoir au Roi : l'Assemb. députée à M. le Cardinal Mazarin pour le prier de la porter au Roi, & la lui faire agréer. T. IV, p. 127 jusqu'à 134.

Son Eminence propose à l'Assemb. une conférence sur les moyens de satisfaire le Roi; elle est acceptée : Mrs. des finances mettent en avant quatre moyens; la Compagnie refuse de s'en servir. On demande pour le Roi trois millions effectifs, comme gratification, *Sa Majesté sachant bien qu'elle n'a pas droit de les exiger* : l'Ass. offre trois millions, y compris les frais de l'Assemb. Le Roi veut que les trois millions soient comptant & quittes, mais comme pure gratification : l'Assemb. persiste à y comprendre les frais. M. le Cardinal ne veut plus se mêler de l'affaire à cette condition; mais il offre de donner du sien 300 mille l. payables dans un an, & demande que la somme offerte par le Clergé, soit payée en deux termes : l'Assemblée consent de donner 1 500 000 liv. quittes, & rien au-delà : nouvelle demande du Roi d'ajouter 100 mille l.; la Compagnie y accède, & accorde la somme de 2 millions 700 mille l.; savoir, un million 650 mille l. par imposition sur les Bénéficiers, & un million 50 mille l. qui seront imposés & levés sur les Officiers des décimes, suivant les départements qui en seront faits. On dresse la minute du Contrat

Contrat du
mises, sur le
font des diffi
veut point s'
est signé en la
Mrs. les Age
cesser les pai
vention not
obtenir la r
jusq. 142.

En joignant
million 650 m
vée nécessaire
il en est résu
lions 127 mil
cées : le dépa
séquence. T.

Don

XXIII. M.
Commissaires
sente deux f
Dans la secon
cession du D
Lettre du Ro
contraires au
Procès-verba
consultés, &
teur, il est ar
cune réponse
nence, des m
avancées, qu
réparer au plu
au Contrat &
gé, obtenant
justé un désav
puisse être c
promptement
demande des
nal Mazarin
les intentions
écrit à l'Ass.
cours que co
tion; que ses
eu d'autre ord
pour répondre
sistent sur les
& des privilèg
frent des contr
être la Jurisdi
Temporel. T
missaires; der
il est arrêté d
mais toujours
lablement les
dés, seront a
une quatrièm
sur le Bureau
rations. L'Ass
million pour
de composer
Table de

Contrat du Don; cinq clauses y sont mises, sur lesquelles Mrs. du Conseil font des difficultés: la Compagnie ne veut point s'en départir; & le Contrat est signé en la forme présentée par l'Ass. Mrs. les Agents reçoivent ordre de faire cesser les paiements, en cas de contravention notable dont ils ne puissent obtenir la réparation. T. IV, p. 134 jusq. 142.

Enjoignant à la première somme d'un million 650 mille l. celle qui s'est trouvée nécessaire pour les frais de l'Ass., il en est résulté une somme de 2 millions 127 mille l. à imposer sur les Diocèses: le département est dressé en conséquence. T. IV, p. 143, 144.

Don-gratuit en 1660.

XXIII. M. d'Aligre, avec les autres Commissaires de Sa Majesté, se présente deux fois à l'Assemb. de 1660. Dans la seconde visite, il presse la concession du Don, conformément à la Lettre du Roi, & avance des maximes contraires aux immunités. Après les Procès-verbaux de la dernière Assemb. consultés, & le requisitoire du Promoteur, il est arrêté qu'avant de faire aucune réponse, on se plaindra à son Eminence, des maximes qui avoient été avancées, qu'on la suppliera de faire réparer au plutôt les infractions faites au Contrat & aux Privileges du Clergé, obtenant de la justice de Sa Majesté un désaveu par écrit, afin que l'Ass. puisse être en état de prendre plus promptement une délibération sur la demande des Commissaires. Le Cardinal Mazarin rassure la Compagnie sur les intentions de Sa Majesté. Le Roi écrit à l'Ass., qu'il ne demande du secours que comme une pure *gratification*; que les Commissaires n'avoient eu d'autre ordre. Les Députés envoyés pour répondre aux Commissaires, insistent sur les infractions des Contrats & des privileges. Les Commissaires offrent des conférences dont le sujet doit être la Jurisdiction, la Religion, le Temporel. Troisième visite des Commissaires; demande de quatre millions: il est arrêté d'accorder un Don-gratuit, mais toujours sur la réserve que préalablement les Arrêts & Edits demandés, seront accordés & vérifiés. Dans une quatrième visite, M. d'Aligre met sur le Bureau treize Arrêts ou Déclarations. L'Assemblée nomme une Commission pour la recherche des moyens de composer le Don du Roi. Réponse

Table de la Coll. des P. V.

précise demandée par Sa Majesté: trois moyens mis en délibération; taxe sur les Acquéreurs des biens aliénés; supplément de finance par les Officiers du Clergé; finance pour percevoir en tout temps les six & trois deniers pour livre: le premier moyen, attendu le terme de 30 années pour le rachat, est rejeté, ainsi que le troisième; le second est accepté: résolution d'offrir un million; le Roi demande une augmentation. Cinquième visite des Commissaires, qui insistent sur les quatre millions. Le Roi mande les six anciens de l'Ass.; il demande lui-même trois millions dans des termes qui paroissent ôter la liberté au Clergé: l'Assemb. députe à S. M., pour que la liberté lui soit laissée. Dans une sixième visite, les Commissaires déclarent que la Compagnie aura toute liberté pour délibérer sur le Don. T. IV, p. 337 jusq. 358.

L'Assemb. se détermine à offrir au Roi 1800 mille liv.; le Roi la prie d'augmenter le Don de quelque chose, & de le porter à 2 millions. Dans une septième visite, M. d'Aligre déclare à l'Assemblée, que la demande du Roi n'étoit qu'une prière pure & simple, même pour le terme du paiement. Il ajoute la demande de 40 mille liv. pour la Reine. Les 2 millions sont accordés: dans la recherche des moyens de faire la somme, le projet des taxes sur les biens aliénés est rejeté: nonobstant les Remontrances des Officiers des décimes Province & Diocèse, l'Ass. ordonne qu'il sera levé sur lesdits Officiers & Acquéreurs de gage, la somme de 750 mille liv., qui leur tiendra lieu d'augmentation de finance: lesdits Officiers obtiennent un Arrêt au Parlement, qui défendoit d'imposer sur eux pareille somme: la Compagnie s'en plaint à M. d'Aligre, qui répond que cette affaire cesse d'être celle du Clergé pour devenir celle du Roi. T. IV, p. 358 jusq. 362.

L'Assemblée opine ensuite sur les moyens de fournir au Roi, ce qui restoit à imposer pour le Don, & sur quel pied l'imposition devoit se faire sur les Diocèses, tant pour le Don, outre & par-dessus les 750 mille l. sur les Officiers, que pour les frais communs de ce qui restoit pour la présente Assemb. Délibération prise par Provinces, elle résout la voie d'imposition, & que ladite imposition se fera sur le même pied que celle de l'Assemb. de 1655, tant pour ce qui restoit à imposer pour le

Kkk

Don, que pour les frais de l'Assemb. En conséquence sont dressés deux départements; savoir, celui de 1250 mille liv. pour la partie du Roi, & de 400000 liv. pour les frais. Le projet du Contrat est arrêté; trois clauses souffrent difficulté; elles subsistent néanmoins, & le Contrat est passé comme l'Ass. le désire, & signé en l'Assemb. même où Mrs. du Conseil se rendent. T. IV, p. 362 & suiv.

Don-gratuit en 1665.

XXIV. Sur la demande faite à l'Ass. de 1665 par cinq Commissaires de Sa Majesté, & sur la Lettre du Roi, la Compagnie arrête d'accorder un secours; mais en même-temps elle supplie Sa Majesté de pourvoir au rétablissement des immunités. La réponse de l'Ass. est rendue au Roi lui-même par quatre Députés, dont deux Prélats étant en rochet & camail. Les Commissaires de Sa Majesté, dans une deuxième visite, demandent 4 millions: dans une troisième visite, ils pressent l'Assemblée de conclure, & mettent en même-temps sur le Bureau les Déclarations & Arrêts. L'Ass. se détermine de donner au Roi deux millions 400 mille l.: l'offre est acceptée gracieusement de Sa Majesté. Les moyens du Don proposés par les Commissaires de l'Ass., sont, 1°. l'imposition des Menfes des Religieux de Saint-Benoît; 2°. une taxe sur les Abbés qui ne sont pas Prêtres; 3°. l'aliénation des baux emphytéotiques; 4°. tontine proposée; 5°. taxe sur les Officiers des décimes. Ces moyens sont discutés: avant de délibérer, la Compagnie veut écouter les Officiers des décimes qui avoient demandé audience: ils font des offres qui sont examinées: sur le rapport qui en est fait, l'Ass. résout d'imposer 500000 liv. sur lesdits Officiers en supplément de finance sur le pied de leurs gages, à condition que le reste de toutes les impositions de cette Assemb., de quelque nature qu'elles soient, sera fait sur le pied de Mantes, rectifié en 1646. Le département est fait en conséquence. T. IV, p. 387 & suiv.

Don-gratuit en 1670.

XXV. Les Commissaires du Roi viennent à l'Ass. de 1670: M. d'Aligre y porte la parole. Le Roi ne demande aucune somme déterminée, il en laisse la détermination à l'Ass. La Compagnie, pour témoigner au Roi son en-

tière déférence, ne veut user d'aucun délai, & délibère d'abord qu'il sera offert au Roi 2400000 liv. Les Députés nommés pour porter au Roi la délibération, sont chargés d'insister sur cette manière prompte & inusitée d'accorder le Don: Sa Majesté y paroît sensible, & pour y répondre, elle remet sur le champ 200 mille liv. de la somme offerte. A l'égard des moyens de composer le Don du Roi, d'après le Rapport de la Commission, il est arrêté d'imposer 1900000 l. sur les Bénéfices, sur le pied du dernier département, & 300000 l. sur les Recev. Prov. & Diocésains en augmentant leur finance. Le Don-gratuit est levé en quatre termes. Le Contrat est passé sur le pied & avec les mêmes clauses que celui de 1665: les Commissaires du Roi viennent à l'Ass. pour le signer. T. V, p. 44 & f.

Les Commissaires nommés pour travailler aux départements des deux sommes, rapportent à l'Ass. qu'après avoir examiné lequel de ceux qui avoient été faits dans les dernières Ass. pour les Dons-gratuits, étoit le plus conforme au département de Mantes, rectifié en 1646, & particulièrement ceux de 1650000 liv. fait en 1661, & de 1900000 liv. fait en 1666, ils avoient trouvé beaucoup d'erreur dans le premier, & que le dernier étoit très-juste, & conforme au département de 1646; & comme c'est une même somme qu'il falloit maintenant imposer, il n'y avoit qu'à le copier; qu'il y avoit néanmoins une exception sur un fait singulier, qui regarde les Diocèses de Cominges & de Couserans, la taxe desquels ne se trouvoit point dans le département de 1646, mais bien dans celui de 1651. T. V, p. 50, 51.

Don-gratuit en 1675.

XXVI. Les Commissaires du Roi viennent à l'Ass. de 1675, à qui ils remettent une Lettre de Sa Majesté. M. Poncet porte la parole, & demande, au nom du Roi, un secours, sans déterminer la somme. La Compagnie en délibère sur le champ, & accorde un Don de 4 millions 500 mille liv. M. l'Abbé de Gramont, Agent du Clergé, est chargé d'en porter la nouvelle à Sa Majesté. Lettre du Roi au Président de l'Ass., pour lui témoigner sa satisfaction. L'Ass. accorde à M. de Gramont, une gratification pour la nouvelle apportée au Roi. Le Contrat du Don est signé dans la Chambre du Conseil.

Plusieurs paiements du D. tances de l'Hô. les détenteurs pour augment. ciers du Clergé. Bénéficiaires. Le dre pour 300 r du Clergé sur l de-Ville, & p sur les engag l'Ass. lui e Arrêté de plus mille l. de ren Officiers par f gages, sur le mant un capit faculté de rach qu'il sera impo somme de 2 m quatre termes Majesté sera f 200 mille liv. mille liv. sur l lieres, sans pre res, des taxes elles sont imp Cette imposition sur les Congr Sa Majesté. T.

L'imposition mille liv. se fa à l'égard de l'ir liv. de rente, l missaires pour r testations entre & de delà la Lo tent au Sgr. Pr parlement qu' mieux qu'il est différentes Pr prouvé par la que le pied qu parlement nou conséquence p & f. Voyez D.

Don-

XXVII. Le de 1680 trois des sur le char sa satisfaction des Agents a velle. Il est ar payée au Roi ne pouvant f Diocèses en la voie d'emp en frais, l'Ass voir, que le l'avance dans

Plusieurs moyens proposés pour le paiement du Don : 1°. débits de quittances de l'Hôtel-de-Ville; 2°. taxe sur les détenteurs des biens aliénés; 3°. taxe pour augmentation de gages des Officiers du Clergé; 4°. imposition sur les Bénéficiers. Le Roi consent de prendre pour 300 mille liv. les prétentions du Clergé sur les Receveurs de l'Hôtel-de-Ville, & pour 400 mille liv. la taxe sur les engagistes des biens aliénés; l'Assemb. lui en fait ses remerciements. Arrêté de plus, qu'il sera aliéné 100 mille l. de rente, qu'on donnera aux Officiers par forme d'augmentation de gages, sur le pied du denier 14, formant un capital de 1400 mille liv. à faculté de rachat perpétuel : en outre qu'il sera imposé sur les Bénéficiers la somme de 1 millions 400 mille liv. en quatre termes; & néanmoins que Sa Majesté sera suppliée qu'on en rejette 200 mille liv. sur les Rhodiens, & 300 mille liv. sur les Congrégations régulières, sans préjudice pour ces dernières, des taxes particulières auxquelles elles sont imposées dans les Diocèses. Cette imposition sur les Rhodiens & sur les Congrégations, est rejetée par Sa Majesté. T. V, p. 218 & suiv.

L'imposition des deux millions 400 mille liv. se fait comme de coutume : à l'égard de l'imposition des 100 mille liv. de rente, l'Ass. nomme des Commissaires pour régler les anciennes contestations entre les Provinces de deçà & de delà la Loire : celles-ci s'en remettent au Sgr. Président, qui, dans le département qu'il en fait, ménage, du mieux qu'il est possible, les intérêts des différentes Provinces; ce qui est approuvé par la Compagnie, à la charge que le pied qu'on a suivi dans ledit département nouveau, ne tirera à aucune conséquence pour l'avenir. T. V, p. 221 & f. Voyez Départements, §. II.

Don-gratuit en 1680.

XXVII. Le Roi fait demander à l'Ass. de 1680 trois millions, qui sont accordés sur le champ. Le Roi en témoigne sa satisfaction à l'Assemb., après qu'un des Agents a été lui en porter la nouvelle. Il est arrêté, que la somme sera payée au Roi en quatre termes; ce qui ne pouvant se faire par la plupart des Diocèses en si peu de temps, que par la voie d'emprunt qui les constitueroit en frais, l'Ass. prend un expédient; savoir, que le Receveur-Général fera l'avance dans les quatre termes, & que

néanmoins les Bénéficiers ne paieront qu'en six termes, moyennant les intérêts de ladite avance au denier douze, qui seront payés audit Receveur; à condition toutefois qu'il sera loisible à chaque Diocèse de payer, dans lesdits quatre termes convenus avec le Roi, sa portion du Don, moyennant quoi les Diocèses qui paieront, seront déchargés des intérêts de ladite avance. T. V, p. 306 & f.

Don-gratuit en 1685.

XXVIII. Les Commissaires du Roi demandent, au nom de Sa Majesté, à l'Ass. de 1685, un Don de 3 millions : ils demandent aussi le renouvellement du Contrat des rentes de l'Hôtel-de-Ville. L'un & l'autre est accordé sans difficulté. Le paiement des 3 millions doit se faire en quatre termes. Le Receveur-Général, pour le soulagement des Diocèses, est chargé d'en faire les avances, comme il avoit fait en 1680; on lui accorde de même les intérêts au denier douze. Le département des trois millions est le même que celui de pareille somme accordée par l'Assemb. de 1680. T. V, p. 374 & f.

Don-gratuit en 1690.

XXIX. Les Commissaires du Roi, au nombre de six, présentent, à l'Ass. de 1690, la Lettre du Roi; M. Puffort porte la parole, & représente les besoins de l'Etat. M. le Président lui répond avec dignité. On délibère sur la demande, & d'une voix unanime, on accorde à Sa Majesté 12 millions. On en porte la nouvelle à Mrs. les Commissaires, & contre l'usage pratiqué, l'Ass. va elle-même en Corps leur en faire part. La nouvelle en est ensuite portée au Roi, qui témoigne sa satisfaction du Don qui lui est fait, & de la manière dont il est fait. T. V, p. 660 jusqu'à 663.

L'Ass. s'occupe ensuite des moyens de fournir le Don. Trois moyens proposés par la Commission : 1°. une imposition sur tous les Bénéficiers; 2°. une taxe sur tous les Officiers du Clergé, Provinciaux & Diocésains; 3°. un emprunt & création de rentes sur la recette générale : sur quoi les Provinces ayant délibéré, il a été arrêté, d'un consentement unanime, conformément à l'avis des Sgrs. Commissaires, qu'il sera imposé la somme de quatre millions sur tous les Bénéficiers & Communautés; qu'il sera imposé de plus sur

les Officiers du Clergé & acquéreurs de gages la somme de deux millions 300 mille livres, pour laquelle il leur sera donné des augmentations de gages au denier 18; qu'enfin il sera fait un emprunt de 3 millions 500 mille liv.

L'Assemblée charge la Commission d'examiner la manière & la forme de l'emprunt. Sur le rapport des Commissaires, l'Assemb. a unanimement délibéré & arrêté, que, pour procurer au Roi le moyen le plus prompt pour soutenir les intérêts de la Religion & de l'Etat, il sera fait incessamment, au nom du Clergé, un emprunt au denier 18, de la somme de 3 millions 500 mille liv., & à cet effet la Compagnie a nommé M. l'Archev. de Paris & Mrs. les Agents, auxquels elle donne pouvoir & puissance, pour, & au nom du Clergé, d'emprunter & prendre à constitution de rente ladite somme, de passer tous Contrats de constitution, d'obliger tous les biens ecclésiastiques du général & des particuliers dudit Clergé, solidairement, &c. de payer lesd. rentes de six mois en six mois: & pour faire le fonds annuel desdites rentes, qu'il sera fait un département & une imposition annuelle sur tous les Bénéficiers, Communautés, &c. de la somme de 305555 liv. 11 sols, à laquelle revient la rente au denier 18 de ladite somme principale de cinq millions 500 mille liv. Autres clauses par rapport aux Contribuables, à la remise des deniers, aux originaux de la délibération déposés chez les Notaires, aux reconstitutions desdites rentes. Arrêté enfin, que pour l'exécution de la présente délibération, S. M. sera suppliée de l'autoriser par une Déclaration. T. V, p. 663 jusqu'à 667.

Il se présente quelques difficultés pour la passation du Contrat avec S. M., par rapport à quelques énonciations contraires aux règles du Clergé, qui avoient été insérées dans le projet du Contrat: conférence sur ce sujet avec Mrs. du Conseil; l'on convient de les réformer. Cependant, après le changement, on en trouve encore de contraires aux libertés & droits de l'Eglise. Sur quoi, M. le Président résume en peu de mots ce qui s'étoit passé dans quelques précédentes Assemblées, par rapport à la liberté & à la gratuité dans les Dons que le Clergé accorde au Roi. L'Ass. commet quelques Prélats pour faire révoquer toutes clauses ou énonciations contraires. Il est enfin convenu de ne

rien mettre dans le Contrat qui puisse blesser les droits & les libertés de l'Eglise. T. V, p. 671, 673 & suiv.

Deux départements dressés, l'un pour l'imposition des quatre millions, l'autre pour le paiement des rentes, tant à cause de l'emprunt de 3 millions 500 mille liv., que des deux millions 300 mille liv., sur les Officiers du Clergé, formant en tout 8 millions. Il fut exposé par les Sgrs. Commissaires que les rentes constituées pour lesdits 8 millions se montoient à 444444 liv., que l'exécution du département de cette somme seroit fort longue & d'une discussion infinie, à cause du nombre rompu; mais que si l'Ass. vouloit faire un compte rond, le département en seroit plus facile à faire; que par le *finis* des comptes, le Clergé étoit redevable au sieur Pennautier de sommes considérables, pour avances par lui faites, le tout ensemble revenant à 470000 livres; qu'ainsi ce surplus serviroit à le payer en partie: sur quoi la Compagnie, afin de rendre le département plus facile, & faciliter le paiement des rentes constituées, par les Contrats passés par le sieur Pennautier avec différents particuliers, a arrêté de porter les rentes, que l'on devoit constituer pour les huit millions jusqu'à 460000 liv. T. V, p. 667 & suiv.

Avant de finir le département, il fallut régler comment seroient imposés pour le Don-gratuit le Béarn, la Bresse & le pays de Soule: arrêté qu'ils seroient imposés pour les 4 millions sur le pied ordinaire, & qu'à l'égard des 460000 liv. de rente, le Diocèse d'Oléron & de Lescar porteroient chacun pour leur part 1320 liv. 17 sols 6 den., & la Bresse autant. Remontrances de l'Evêque de Tarbes à ce sujet, en faveur des Diocèses de Lescar & d'Oléron. Délibération de l'Ass., que le département subsisteroit, que cependant leur taxe seroit diminuée, & que pour le surplus de la somme, pour laquelle ils étoient compris dans le département, le Receveur-Général en seroit repris dans ses comptes. T. V, p. 671, 674, 675.

Dans le Rapport d'Agence, fait en l'Ass. de 1693, il est parlé d'une somme de 13888 l., épargnée au Clergé par la réformation du départ. de l'Ass. de 1690, touchant les augmentations des gages accordées aux Officiers des décimes. Ces Officiers ne devoient toucher qu'en deux ans & demi une somme, dont ils auroient joui en son entier dès la pre-

mière année, si avoit été suivi. Plusieurs D^{ns} part des nouve^l à l'occasion du *Ibid.* p. 33. Voyez

Don-g

XXX. L'Ass. quée en 1693, millions, pour encourues par l'exploitation d §. III.

Sur le départe contestations et les Provinces de re. Voyez Bois,

Don-gr

XXXI. En l'Ass. missaires du Ro de Sa Majesté, Cette somme e d'acclamation, tion dans les for portée au Roi, tification. T. V.

Les moyens p proposés par la C par l'Assemb., se trois millions 5 16; 1°. une im sur tous les Ecclé payant & non p imposition parei Diocèses, avec qui ne seroient ter cette imposi part & portion 4°. une imposi Clergé de la for mille liv.; 5°. u liv. rendue au C de l'affaire des Général avoit sommes forma Don. T. VI, p

Le Roi dem payé en cinq c conséquence su pour satisfaire paiement. T. V

Il est fait une les départemen 1695. T. VI, p

Dans le Rap l'Ass. de 1700 observer deux prunt des 3 m denier 16, l'un

mière année, si le département de 1690 avoit été suivi. T. VI, P. J. p. 34.

Plusieurs Diocèses amortissent leur part des nouvelles rentes constituées, à l'occasion du Don-gratuit de 1690. *Ibid.* p. 35. *Voyez* Diocèses, §. III.

Don-gratuit en 1693.

XXX. L'Ass. extraordinaire, convoquée en 1693, accorde au Roi quatre millions, pour se racheter des amendes encourues par les Ecclesiastiques dans l'exploitation de leurs bois. *Voyez* Bois, §. III.

Sur le département de ce Don, & les contestations élevées à ce sujet, entre les Provinces de deçà & de delà la Loire. *Voyez* Bois, §. III.

Don-gratuit en 1695.

XXXI. En l'Ass. de 1695, les Commissaires du Roi demandent, au nom de Sa Majesté, un Don de dix millions. Cette somme est accordée par forme d'acclamation, suivie d'une délibération dans les formes. La nouvelle en est portée au Roi, qui en témoigne sa satisfaction. T. VI, p. 130 jusqu'à 136.

Les moyens pour l'acquit du Don, proposés par la Commission, & adoptés par l'Assemb., sont : 1°. un emprunt de trois millions 500 mille liv. au denier 16; 2°. une imposition de 2 millions sur tous les Ecclesiastiques du Royaume, payant & non payant décimes; 3°. une imposition pareille de 2 millions sur les Diocèses, avec liberté aux Diocèses, qui ne seroient pas en état de supporter cette imposition, d'emprunter leur part & portion de ces deux millions; 4°. une imposition sur les Officiers du Clergé de la somme de 2 millions 200 mille liv.; 5°. une somme de 300 mille liv. rendue au Clergé par les traitants de l'affaire des bois que le Receveur-Général avoit dans la caisse; lesdites sommes formant les 10 millions du Don. T. VI, p. 136 & s.

Le Roi demande que le Don soit payé en cinq termes: délibération en conséquence sur la répartition des fonds pour satisfaire aux divers termes du paiement. T. VI, p. 140, 141.

Il est fait une récapitulation de tous les départements arrêtés par l'Ass. de 1695. T. VI, p. 173, 174.

Dans le Rapport d'Agence, fait en l'Ass. de 1700, Mrs. les Agents font observer deux venant-bons sur l'emprunt des 3 millions 500 mille liv. au denier 16, l'un de 162644 liv., proven-

nant de ce que l'emprunt avoit été porté au Trésor Royal, avant le terme du paiement à faire au Roi, & de l'intérêt duquel Sa Majesté avoit tenu compte au Clergé; l'autre, de 66270 liv., provenant d'une première conversion faite par les Agents sur les Créanciers, du denier 16 au denier 18, & par une seconde, du denier 18 au denier 20. T. VI, P. J. p. 116, 117.

Les Commissaires députés par l'Ass. Générale de 1695, ayant considéré le changement de certaines circonstances, ont fait aux Diocèses la remise sur l'année 1696, du premier terme de l'imposition de 243967 liv. T. VI, p. 304, 305.

Don-gratuit pour Capitation, en 1695.

L'Assemblée fait offre au Roi de 4 millions, à payer annuellement, jusqu'à la fin de la guerre, pour tenir lieu de la Capitation. *Voyez* Capitation, n°. I.

Don-gratuit en 1700.

XXXII. En l'Assemb. de 1700, les Commissaires du Roi font la demande du Don-gratuit pour le Roi, ajoutant que Sa Majesté s'en remettrait entièrement à la Compagnie, sur l'étendue & la fixation du Don. Le Promoteur oui, délibération de l'Ass., qui accorde au Roi 4 millions: le Roi très-satisfait de l'offre, remet 500 mille liv. sur la somme accordée. T. VI, p. 387 jusqu'à 395.

Quant aux moyens d'acquitter le Don, l'Ass. rejette la voie d'emprunt, & adopte celle de l'imposition: arrêté en conséquence qu'il sera fait une imposition de 3500000 liv.; mais pour la rendre moins onéreuse aux Bénéficiaires, la Compagnie convient, avec M. le Contrôleur-Général, de ne payer cette somme qu'en cinq termes, de 700000 liv. chacun, dont le premier seroit celui d'Octobre prochain.

Le département de l'imposition est réglé sur celui de 1641, rectifié en 1646. T. VI, p. 395, 396.

Don-gratuit en 1701.

XXXIII. En l'Ass. de 1701, les Commissaires du Roi, dans la seule visite qu'ils font à l'Assemb., forment la demande du Don-gratuit pour le Roi, sans déterminer la somme. M. le Président, avant de mettre en délibération, fait observer à la Compagnie, qu'elle ne sauroit moins offrir au Roi, que ce qui fut accordé pendant la dernière

guerre; que sur les Mémoires que M. l'Archev. de Reims & lui avoient remis au Roi, pour lui représenter l'état des affaires du Clergé, Sa Majesté lui avoit fait connoître, que, pour l'année courante, il se contenteroit de la moitié de la contribution volontaire que le Clergé avoit fournie pendant la dernière guerre, & que même elle en retrancheroit le quart; en sorte que la subvention de l'année présente demeureroit réduite à 1500000 l., payables au terme d'Oct., & que pour les années à venir, si elle étoit obligée de faire la guerre, la subvention seroit portée à 4 millions chaque année, tant que la guerre dureroit. Délibération en conséquence de l'Assemb., qui accorde au Roi 1500000 liv. pour l'année courante, payables au terme d'Octobre, & 4 millions annuellement, tant que la guerre devoit durer. M. le Président écrit, au Roi sur cette délibération: S. M. lui répond par des témoignages de satisfaction. T. VI, p. 631, 633.

Quant aux moyens de faire incessamment les fonds accordés à S. M., il a été unanimement arrêté, à l'égard de la somme de 1500000 l. accordée au Roi pour la présente année, que cette somme seroit imposée incessamment, sur le pied suivi en 1695, & que lad. somme seroit partagée en huit portions, dont cinq seroient imposées sur l'ancien Clergé, & trois sur le nouveau.

A l'égard des 4 millions de subvention accordés au Roi, pour tenir lieu & place de la Capitation dans l'année 1701 & suivantes, les Commissaires des moyens font observer qu'ils avoient trouvé beaucoup de difficultés dans le paiement desdits 4 millions, à cause de 1400 mille liv. qui restoient à payer dans le courant de l'année 1701, faisant partie des 3 millions 500 mille l. accordés en 1700: ils proposent ensuite les expédients qu'ils ont jugé plus convenables, auxquels l'Ass. s'est arrêté.

Délibération en conséquence, portant qu'à l'égard des 4 millions, cette somme seroit imposée sur l'ancien & le nouveau Clergé; que celle de 1400000 liv., imposée aux termes de Février & d'Octobre 1701, ne seroit point levée dans ladite année 1701, & qu'au lieu & place, il seroit fait un emprunt de la susdite somme au denier vingt, ou à un denier plus avantageux, s'il se pouvoit; que moyennant cet emprunt, l'imposition de la susdite somme de 1400 mille liv., qui devoit se lever aux

termes de Février & d'Octobre, seroit différée jusqu'aux deux termes des décimes, qui suivront la cessation de la levée de ladite subvention, pourvu que le dernier paiement de la subvention cesse au premier Juillet 1704; que les intérêts de l'emprunt des 1400 mille liv., seront pris sur les revenants-bons de la réduction des rentes, qui sont, ou dans la caisse du Receveur-Général, ou dans les Diocèses qui ont amorti, lesquels seront tenus de payer, aux termes ordinaires des impositions annuelles, à commencer du terme de Février 1701, leur part & portion de la somme de 70 mille liv., suivant le département qui en sera fait sur le pied de 1646. T. VI, p. 633 jusqu'à 640.

La Commission ne trouve pas moins de difficulté dans la manière de dresser le département des quatre millions: il leur paroît d'abord, que le moyen le plus aisé, étoit de suivre ce qu'avoit fait, en pareil cas, l'Assemb. de 1695, & d'imposer sur l'ancien Clergé deux millions 500 mille liv., & sur le nouveau, 1500 mille livres: ils avoient aussi proposé de faire une nouvelle répartition sur le nouveau Clergé, pour remédier aux plaintes que plusieurs Diocèses faisoient contre le département de 1695, dans lequel ils prétendoient avoir été surchargés. Ne pouvant s'arrêter à ce moyen, à cause du peu de temps de l'Assemblée, ils proposent à la Compagnie un troisième parti, qui seroit, que, sans avoir égard aux plaintes des Diocèses, la plupart sans preuves, on s'attacheroit seulement à celles des Diocèses qui justifient le mieux leur surcharge; savoir, les Dioc. de Paris, d'Albi, de Lyon & de Saint-Flour.

Sur quoi délibération portant, que le département de deux millions 500 mille livres qui doivent être imposés sur l'ancien Clergé, sera grossi de la somme de 30 mille livres, & que sur le département de 1500 mille livres qui doivent être imposés sur le nouveau, il en sera déduit pareille somme de 30 mille livres; savoir, sur la quotité du Diocèse de Paris, vingt mille livres; sur celle d'Albi, cinq mille livres; sur celle de Lyon, trois mille livres; sur celle de Saint-Flour, douze cents liv., & les 800 livres restantes demeureront dans la caisse du Clergé. T. VI, p. 640 & suiv.

Don-gratuit en 1701.

XXXIV. En l'Assemb. de 1701 les

Commissaires tout Don, & perpétuité, à l'aliénation aliénée, puis 1556, & lève une nouvelle loi des Postes formait Propriétés avais d'Agucseau, vées par M. le

L'Assemblée matière, adouber indirectement, aux droits d'abandon Roi, le droit aliénés pour comment, en inscrites & les églises nécessaires million pour préférences, à ce contrôleur-Général clauses souffrent arrête des Rentes le supplier de rations que l'Ass. insérées dans de l'article de l'Ass. consent dont les baux soient confirmés pendant dix ans porté par leurs deux ans du renoncement ne sera demandée pour la reddition, faite par le rentrer dans subvention. L'enfin arrêté, & les approbations par l'Ass., & du Conseil. T. P. Just. p. 339

Don-

XXXV. Le dent, au nom 1705, 6 millions le renouvellement assignées à M. le Pelletier Président. Avant délibération, servir que par Chamillart lui avoit appris qu'il offroit au Roi l'érection des

Commissaires du Roi demandent pour tout Don, que le Clergé renonce, à perpétuité, au retrait des biens ecclésiastiques aliénés pour subvention, depuis 1536, en consentant que S. M. leve une nouvelle taxe sur ces biens, dont les Possesseurs deviendront désormais Propriétaires incommutables; maximes avancées sur ce sujet par M. d'Agucseau, dans son discours, relevées par M. le Président.

L'Assemblée, après avoir discuté la matière, adopte ce moyen de contribuer indirectement, par de nouveaux secours, aux frais de la guerre, & arrête d'abandonner, à perpétuité, au Roi, le droit de rentrer dans les biens aliénés pour cause de subvention seulement, en insérant dans le Contrat les clauses & les exceptions qui seront jugées nécessaires: elle établit une Commission pour régler lesd. clauses; conférences, à ce sujet, avec M. le Contrôleur-Général: quelques-unes de ces clauses soufrent difficulté: l'Assemblée arrête des Remontrances au Roi, pour le supplier de permettre que les exceptions que l'Assemblée propose, soient insérées dans le Contrat, à la réserve de l'article des baux emphytéotiques, l'Ass. consentant que les Possesseurs dont les baux sont au-dessus de 30 ans, soient confirmés dans leur possession, pendant dix années au-delà du temps porté par leurs baux, en payant à S. M. deux ans du revenu de ces biens, & qu'il ne sera demandé à S. M. aucune indemnité pour la renonciation, à perpétuité, faite par le Clergé, à la faculté de rentrer dans les biens aliénés pour subvention. Le projet du Contrat est enfin arrêté, conformément aux apostilles approuvées par le Roi, accepté par l'Ass., & signé par elle & par Mrs. du Conseil. T. VI, p. 690 jusq. 701. P. Just. p. 339 & suiv.

Don-gratuit en 1705.

XXXV. Les Commissaires demandent, au nom de Sa Majesté, à l'Ass. de 1705, 6 millions; ils demandent aussi le renouvellement du Contrat des rentes assignées sur le Clergé: discours de M. le Pellerier, à ce sujet: réponse du Président. Avant de mettre l'affaire en délibération, M. le Président fait observer que par un Mémoire que M. de Chamillart lui avoit communiqué, il avoit appris que les Traitants avoient offert au Roi, plusieurs millions pour l'érection des offices des Chambres Ec-

clésiastiques, Diocésaines & supérieures, en titre d'offices; que cette création pouvant être très-préjudiciable au Clergé, il avoit eu parole de M. le Contrôleur-Général, que, sur la somme de 6 millions demandés, il seroit reconnu par le Contrat que le Clergé donne trois millions, ou pour empêcher & prévenir la création proposée par les Traitants, ou pour obtenir un Édit de création desdits offices qui seroient vendus au profit du Clergé, & demeureroient à sa disposition.

Le Promoteur oui, l'Assemb. accorde au Roi la somme de 6 millions, payable dans les termes accoutumés, aux clauses, conditions & moyens qui seront exprimés dans le Contrat, dans lequel il sera expressément porté ce que dessus. Elle renouvelle aussi pour dix ans le Contrat des rentes. Cette délibération est annoncée au Roi par une Lettre de M. le Président, à laquelle Sa Majesté répond par des témoignages de satisfaction. T. VI, p. 781 jusq. 789.

Quant aux moyens d'acquitter le Don, Mrs. les Commissaires des Moyens expliquent dans un détail très-circonstancié leur avis sur ce point, auquel ils ajoutent des réflexions intéressantes. Sur leur rapport est arrêté:

1°. Qu'on imposera un million payable en cinq termes; 2°. que les Receveurs & autres Officiers des décimes financeront en augmentation de gages la somme de 800 mille liv., & que ces gages leur seront payés au denier 16, sur une partie des revenants-bons de la réduction des rentes, & de la conversion des augmentations de gages; 3°. & d'autant que les fonds qui pourroient provenir de la vente des charges des Chambres Ecclésiastiques & Bureaux Diocésains, au cas que Sa Majesté juger à propos de les créer, ou de la recherche des rentes de l'Hôtel-de-Ville vacantes, sont incertains, ou que le recouvrement en est difficile, l'Assemb. résout, pour parfaire les 6 millions accordés au Roi, de faire un emprunt de 4 millions 100 mille liv., à condition néanmoins que s'il provient des fonds, tant de la vente des charges, que de la recherche des rentes, ils seront en déduction de l'emprunt; & au cas que tout l'emprunt fût fait, ils seront employés au remboursement des capitaux des sommes dues par le Clergé. T. VI, p. 789 jusq. 798.

Dans la même Assemb., M. le Président fait observer qu'il étoit nécessaire

de prendre une délibération subsidiaire pour imposer les sommes que la Compagnie avoit résolu d'emprunter, en cas que le Clergé ne trouvât pas à emprunter lesdites sommes : sur quoi, arrêté qu'en cas que l'emprunt ne puisse pas être fait, on imposera subsidiairement le surplus. T. VI, p. 804, 805.

Pour faire le fonds annuel des rentes dudit emprunt, l'Assemb. ordonne qu'il sera fait un département & une imposition annuelle de 162500 liv., faisant ladite somme avec celle de cent mille l. des impositions annuelles qui se prendront sur le revenant-bon qui se trouvera dans la caisse du Clergé, celle de 262500 l. à laquelle revient la rente au denier 16 de ladite somme principale de 4200000 liv., laquelle somme sera imposée généralement sur tous les possédants & jouissants des biens Ecclésiastiques payant ou non payant décimes, &c. T. VI, p. 799 jusq. 805.

Quant à la forme du département ou imposition annuelle, il est arrêté qu'on suivra provisionnellement la délibération du 13 Juillet 1695, & en conséquence que les deux tiers de l'imposition de 162500 liv. seront imposés sur le pied de 1646, & l'autre tiers sur le pied de 1516. T. VI, p. 806, 807.

Don-gratuit en 1707.

XXXVI. En l'Assemb. de 1707, le Roi ne fait que demander le nom du Clergé, & se servir de son crédit pour retirer du public quantité de Billets de monnoie, & les éteindre entièrement, au moyen d'un emprunt de 33 millions en capital, dont les intérêts seroient payés sur un fonds certain alligné par S. M. au Clergé. Voyez Monnoie, §. II.

Don-gratuit pour rachat de Capitation, en 1710.

XXXVII. En l'Assemb. de 1710, les Commissaires du Roi, M. le Pelletier portant la parole, demandent, au nom du Roi, 24 millions, tant à titre de Don-gratuit, que de rachat du subside extraordinaire accordé en 1701, pour tenir lieu de la capitation. L'affaire mise en délibération, & le Promoteur oui, l'Assemblée arrête unanimement qu'il sera fait par le Clergé un emprunt de 24 millions pour le rachat & extinction à perpétuité du secours extraordinaire tenant lieu de la capitation, suivant les clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat. M. le Cardinal de Noailles fait part au Roi de la délibé-

ration, qui lui en témoigne sa satisfaction. T. VI, p. 1024 jusq. 1034.

Quant aux moyens d'exécuter la délibération, l'Assemb., après avoir oui le rapport & l'avis de la Commission, dont copie a été fournie à chaque Province, après une longue discussion des moyens proposés, a unanimement arrêté, qu'il sera fait un emprunt par constitution de rente au denier 12, au nom du Clergé, de la somme de 24 millions, pour employer au rachat des 4 millions de la subvention tenant lieu de capitation, à commencer au premier Janvier de la présente année 1710; & à cet effet, la Compagnie nomme M. le Cardinal de Noailles, &c. en cas de mort ou d'absence, le plus ancien Evêque titulaire qui se trouvera à Paris, & Mrs. les Agents-Généraux, à qui elle donne pouvoir tant conjointement que séparément, de prendre & emprunter, &c.

Et pour faire le fonds des arrérages & pourvoir dès-à-présent au remboursement des principaux, il sera fait un département pour la présente année 1710, de la somme de 2 millions 500 mille l., dont il sera pris 1500000 l., seulement pour les arrérages des rentes qui seront constituées, attendu que les emprunts ne pourront être faits qu'après la présente délibération, & un million pour le remboursement des principaux : plus un second département de la somme de 3 millions pour chacune des années suivantes, jusqu'à parfait remboursement; sur laquelle somme de 3 millions, il sera pris le montant des arrérages des rentes, & le surplus, après lesdits arrérages prélevés, sera employé au remboursement d'une partie des principaux, à fur & à mesure que les fonds auront été reçus dans la recette générale; au moyen de quoi, lesdits arrérages diminueront à proportion des remboursements; laquelle diminution augmentera aussi le fonds destiné au rachat des principaux, en sorte qu'en moins de 14 ans, les 24 millions seront entièrement remboursés, & les arrérages payés.

Sera lad. somme de 3 millions, imposée sur tous & chacun des Bénéficiers, de quelque qualité, condition & dignité qu'ils soient, Communautés tant séculières, que régulières de l'un & de l'autre sexe; sur tous les possédants & jouissants des biens ecclésiast., sans exception, sur tous les Ecclésiastiques généralement, ceux même qui n'ont point de Bénéfices, lesquels seront taxés à

raison

raison de leurs
raison de leurs
quels paieront
département qu
Assemb. sur le p
en celle de 170
à proportion de

Seront tenus
qui sera faite su
ont des pension
de leur pension
laire; à l'except
signé des Cures
vies pendant 15
une pension pou
table infirmité;
personnellement
1054.

L'Assemb. re
cerne le rachat
les Diocèses, le
rés, les Bénéfici
Ecclésiastiques,
part & portion
sera tenu, sur
millions. Voyez

La Committ
les moyens po
ses de laisser ac
leur part de l'i
examiné les diff
vent se présente
l'Assemb. de 17
les inconvénie
avis, conformément
resout :

1°. Que les
térer au denier
seront en retar
imposition. 2°. Q
courront du j
doivent porter
générale. 3°. Q
rendra compte
desdits intérêt
il justifiera par
tances donné
un état certifi
térêts à lui pa
Que les Bénéfici
nautés, &c. p
intérêt au des
seront en ret
Receveur Dio
Bureau Ecclé
lui reçus des
tifiera par son
5°. Que le
présent, lors
reau, le dépen
où il pourra
Table de l

raison de leurs biens patrimoniaux, à raison de leurs emplois, &c. ; tous lesquels paieront leurs taxes, suivant le département qui sera fait en la présente Assemb. sur le pied du département fait en celle de 1701, sur les Diocèses, & à proportion desdits 3 millions.

Seront tenus de contribuer à la taxe qui sera faite sur les Bénéfices, ceux qui ont des pensions sur iceux, du sixieme de leur pension, à la décharge du titulaire ; à l'exception de ceux qui ont résigné des Cures, après les avoir desservies pendant 15 ans, ou qui ont réservé une pension pour vivre, à cause d'une notable infirmité ; sauf à pouvoir les taxer personnellement. T. VI, p. 1034 jusq. 1054.

L'Assemb. regle ensuite ce qui concerne le rachat ou l'amortissement que les Diocèses, les Corps & Communautés, les Bénéficiers & autres personnes Ecclésiastiques, voudront faire de la part & portion à laquelle chacun d'eux sera tenu, sur l'emprunt général de 24 millions. Voyez Diocèses, §. III.

La Commission chargée d'examiner les moyens pour empêcher les Diocèses de laisser accumuler les arrérages de leur part de l'imposition, après avoir examiné les différens moyens qui peuvent se présenter, ou déjà employés par l'Assemb. de 1701, & en avoir observé les inconvénients, elle propose son avis, conformément auquel l'Assemb. resout :

1°. Que les Diocèses paieront l'intérêt au denier 12 des sommes qu'ils seront en retard de payer pour ladite imposition. 2°. Que lesdits intérêts courront du jour auquel les Diocèses doivent porter leurs deniers à la recette générale. 3°. Que le Receveur-Général rendra compte à la prochaine Assemb. desdits intérêts par lui reçus, lesquels il justifiera par les ampliations des quittances données aux Diocèses, & par un état certifié par les Syndics des intérêts à lui payés par les Diocèses. 4°. Que les Bénéficiers, Corps, Communautés, &c. paieront pareillement ledit intérêt au denier 12 des sommes qu'ils seront en retard de payer ; & que le Receveur Diocésain rendra compte au Bureau Ecclésiastique des intérêts par lui reçus des Bénéficiers, lesquels il justifiera par son registre, ou livre journal. 5°. Que le Receveur Diocésain sera présent, lorsque l'on fera dans le Bureau, le département des impositions, où il pourra seulement représenter ce

Table de la Coll. des P. V.

qu'il estimera plus convenable pour le recouvrement. 6°. Qu'au cas que les Diocèses ne paient pas exactement leur portion au temps marqué, le Recev. Gén. sera chargé de poursuivre les Receveurs Diocésains par toutes les voies prescrites par les Réglemens, & au bout de trois mois de délai, pendant lesquels il sera tenu de faire avertir les Diocèses, il sera saisi & décréter les charges, &c. ; que pareillement les Receveurs Diocésains seront obligés de faire toutes poursuites nécessaires contre les Bénéficiers, Communautés & personnes Ecclésiastiques, pour les obliger à payer les sommes dont ils seront en reste. T. VI, p. 1093, 1094, 1095, 1096.

Don-gratuit en 1711.

XXXVIII. Les Commissaires du Roi demandent à l'Assemblée de 1711, au nom de Sa Majesté, un Don-gratuit de 8 millions. Le Promoteur oui, & la manière mise en délibération, il est arrêté unanimement d'accorder 8 millions par voie d'emprunt ; l'Assemb. ne voulant pas témoigner moins de zèle à Sa Majesté qu'aux autres sujets, sur lesquels elle prend le dixieme en vertu de la Déclaration du 14 Octobre 1710, dans laquelle elle n'a point compris le Clergé. T. VI, p. 1184 jusq. 1194.

Mrs. les Commissaires des Moyens, avant de proposer les moyens pour le paiement du Don-gratuit, observent une difficulté préliminaire & considérable à décider, sur la contribution des biens patrimoniaux des Ecclésiastiques : le Roi, disent-ils, l'a voit accordée dans l'imposition de la subvention faite en 1695 & 1701 : s'il la refusoit, cela dérangerait beaucoup les mesures qui avoient été prises, parce qu'il faudrait faire un nouveau département. Le Roi déclare ne pouvoir accorder le soulagement que l'Assemb. desire, attendu que cela préjudicierait trop à l'idée générale que l'on avoit prise pour la levée du dixieme ; que cependant il vouloit bien accorder par chaque année, cent mille liv. à prendre sur le dixieme des rentes qui sont payées par le Recev. Gén. du Clergé, tant que la levée du dixieme subsistera sur lesdites rentes : la Compagnie est obligée de se contenter de ce soulagement.

Le projet du Contrat est rédigé en conséquence ; les clauses, après quelques éclaircissements, sont admises par M. le Contrôleur-Général & par M. le

Chancelier. T. VI, p. 1194, 1195, 1196, 1212.

L'Assemblée délibère ensuite sur la manière dont ledit emprunt de 8 millions doit être fait, & sur le pouvoir d'en passer les Contrats. Pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées, & pourvoir dès-à-présent au remboursement des capitaux, l'Ass. dresse un premier département, pour la présente année 1711, de la somme de 400000 liv. seulement, & un autre département de la somme de 875000 l. pour chacune des années suivantes, dont 666000 liv. 13 sols 4 den. seront employées toutes les années à payer les arrérages qui écherront depuis le premier Avril 1712 jusqu'à l'actuel remboursement, & 186992 liv. à acquitter les capitaux desdites rentes; & ce, outre les cent mille liv. accordées par Sa Majesté par chacun an, pour être retenues par le Receveur-Gén. du Clergé.

Pour être lesdites sommes imposées sur tous les Diocèses & pays compris dans les rôles des décimes, même sur les Diocèses & pays abonnés avec le Clergé; sur tous les Bénéficiers, Communautés Ecclésiast., Maisons nouvellement établies; & généralement sur tous les possesseurs des biens Ecclésiastiques de quelque qualité qu'ils soient, payant & non payant décimes; sur tous les emplois Ecclésiastiq., honoraires, pensions, même sur les gages & autres du bas-chœur. T. VI, p. 1197 jusq. 1206, 1210, 1211, 1212.

On rapporte un Mémoire instructif au sujet dudit emprunt de 8000000. T. VI, P. Just. p. 421 & suiv.

A l'égard de la faculté du rachat accordée aux Diocèses & autres contribuables, pour leur quote-part desdits 8 millions. *Voyez* Diocèses, §. III.

Le pied du départem. de l'imposition souffre quelques difficultés; savoir, s'il falloit se conformer exactement au tempérament qu'avoit pris l'Assemb. de 1695, pour concilier les intérêts des Provinces de deçà & de de-là la Loire, qui étoit, que le département des Dons-gratuits empruntés, seroit fait un tiers sur le pied de 1516, & les deux tiers sur celui de 1646: sur quoi, M. le Président fait observer qu'une petite partie de la somme des 875000 l. devant être employée au remboursement du capital des 8 millions, l'espèce présente n'étoit pas tout-à-fait la même.

L'affaire mise en délibération, il a été unanimement arrêté, que les 8 mil-

lions seroient répartis sur les Diocèses, un quart sur le pied de 1516, & les trois quarts sur le pied de 1646; & que les 400000 liv. qu'on devoit lever dans le courant de la présente année, & les 875000 liv. qui se leveroient dans les années suivantes, pour le paiement des rentes & le remboursement des capitaux, seroient imposés pareillement, un quart sur le pied de 1516, & trois quarts sur 1646; sans que cette délibération puisse porter aucun préjudice à celle de 1695 en autre chose, ni à l'usage d'imposer les Dons-gratuits sur le pied de 1646. Et attendu que le Roi a accordé la somme de cent mille l., à prendre par chacun an sur le dixième des rentes constituées sur le Clergé, lad. somme sera répartie de même en faveur de tous les Diocèses. T. VI, p. 1212, 1213, 1214. P. J. p. 421, 422, 423.

Il y a eu en 1715, une opération ou progression, pour connoître en combien d'années devoit être fait le remboursement des deux emprunts de 24 & de 8000000, faits en 1710 & 1711. Cette opération se trouve, T. VI, P. Just. p. 465 & suiv.

Don-gratuit en 1715.

XXXIX. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, dans la deuxième visite qu'ils font à l'Ass., M. le Pelletier portant la parole, demandant, au nom de Sa Majesté, 12000000, & le renouvellement du Contrat des rentes: le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'un & l'autre est accordé. La nouvelle en étant portée au Roi, il en marque sa satisfaction dans une Lettre très-honorable à la Compagnie, écrite de sa propre main. T. VI, p. 1367 jusq. 1375.

A l'égard des moyens d'exécuter la délibération du Don-gratuit, la Commission commence par rappeler l'état où étoient les Diocèses dans le temps de l'imposition de 1710 & 1711, & celui où ces mêmes Diocèses se sont trouvés par les réductions qui ont été faites du denier 12 au denier 10; qu'au premier Janvier 1714, on avoit réduit au denier 20, les rentes qui avoient été constituées au den. 12, de manière que, sans toucher au million destiné au remboursement des 24000000 empruntés en 1710, les Diocèses avoient eu, par chacun an, un soulagement de 800000 l., puisqu'au lieu de 2 millions, qui d'abord étoient nécessaires pour les arrérages des 24000000, il ne falloit plus que

1200000
denier 20
lions en
soulage
par une
au denier

Que
& 2000
soient l
pouvoir
bon, &
que la C
employe
au rembe
capitaux
venoit d

Que d
pour le
chaque
pour ce
nérale,
principa
ceux qu

Que
million
de 12 r
propofo
états de
l'un de
des 24 r
sur le re
ces dépa
million

600 mil
tes des
4000000
une par
les 400
par la d
million
ris en m
liv. rest
tions d

L'av
copie e
vince p
a été u
même
cerne
nautés
rés de
tant e
part de
& 171
& qui
denier
me av
Ces l
pris d
arrê
conti

1100000 l. pour ces mêmes arrérages au denier 10; que sur l'emprunt de 8 millions en 1711, le Clergé se trouvoit soulagé de 100000 liv. sur les arrérages, par une pareille réduction du denier 12 au denier 10.

Que 800000 liv. sur les 14 millions, & 100000 liv. sur les 8 millions, faisoient la somme d'un million, qu'on pouvoit regarder comme un revenant-bon, & que c'étoit ce même million que la Commission propoisoit pour être employé au paiement des arrérages, & au remboursement d'une partie des principaux des 12 millions que l'Assemblée venoit d'accorder.

Que ce revenant-bon qui est certain pour le Clergé-Général, l'est aussi pour chaque Diocèse en particulier, tant pour ceux qui ont suivi la recette générale, & ne se sont point rachetés du principal de leur imposition, que pour ceux qui ont fait le rachat.

Que ces principes posés, la Commission propoisoit de faire un emprunt de 12 millions au denier 10; qu'elle propoisoit en même-temps de faire deux états de distraction, ou département, l'un de 820000 l. sur le revenant-bon des 14 millions, l'autre de 105000 liv. sur le revenant-bon des 8 millions; que ces départements feroient ensemble un million 15 mille l. par chacun an, dont 600 mille l. serviroient à payer les rentes des 12 millions au denier 10, & 400000 l. pour acquitter chaque année une partie des principaux; en sorte que les 400000 l. augmentant tous les ans par la diminution des arrérages, les 12 millions seroient entièrement amortis en moins de 10 années, & les 15000 liv. restant serviroient à payer les taxations des Receveurs.

L'avis de la Commission, après que copie en a été délivrée à chaque Province pour l'examiner plus mûrement, a été unanimement suivi par l'Ass. La même délibération a réglé ce qui concerne les Diocèses, Corps, Communautés & Bénéficiers qui se sont séparés de la caisse générale, en se rachetant en tout ou en partie de leur quote-part desdites deux impositions de 1710 & 1711, par des emprunts particuliers, & qui, par la réduction des rentes du denier 12 au denier 10, trouvent le même avantage que le Clergé-Général. Ces Diocèses, Corps, &c. sont compris dans les deux états de distractions arrêlés dans la présente Assemblée: en continuant leurs impositions sur le pied

des départements de 1710 & 1711, ils se trouveront avoir des fonds qui serviront à payer les nouvelles rentes. T. VI, p. 1375 jusqu'à 1395.

La faculté accordée aux Diocèses, de se racheter de leur quote-part des impositions de 1710 & 1711, est accordée aussi pour le rachat de la présente imposition de 12 millions. Voyez Diocèses, §. III.

Don-gratuit en 1723.

XL. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de quatre, dans la deuxième visite qu'ils font à l'Assemblée de 1723, demandent, au nom de S. M., un Don-gratuit de huit millions. M. le Pelletier portant la parole. Oui le Promoteur, & la matière mise en délibération, l'Ass. sembla arrêter unanimement, qu'il sera fait par le Clergé un Don au Roi de 8 millions, payables en différents termes, jusqu'à la prochaine Ass. de 1725, suivant les clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat. L'Ass. prie son Président de représenter le violent état auquel se trouvoient réduites la plupart des Communautés des Filles Religieuses, & de demander, avec instance, qu'il plût au Roi d'accorder sur le Don-gratuit une somme proportionnée aux pressants besoins de ces Communautés. M. le Président fait part au Roi de la délibération: réponse de S. M. en témoignage de satisfaction. T. VI, p. 1388 jusqu'à 1395.

A l'égard des moyens de fournir le Don-gratuit de 8 millions, l'avis de la Commission, suivi par l'Assemblée, est de se servir des trois moyens employés dans les Assemblées précédentes. Le premier est une imposition fixée, pour le présent Don-gratuit, à un million payable en quatre termes; laquelle imposition sera faite par un département sur le pied de 1646, en la manière toujours pratiquée pour les impositions.

Le second moyen est de demander à S. M. le rétablissement & la vente d'un office de Receveur Diocésain, dans chaque Diocèse; ces Receveurs Diocésains, aussi bien que tous les autres Officiers du Clergé, ayant été supprimés en 1719: la finance desdits offices des Receveurs Diocésains rétablis, sera évaluée à la somme de 1500 mille livres, payable en quatre termes, avec des gages au denier trente, & les taxations à raison de trois deniers pour livre, de toutes les impositions, à l'exception des Dons-gratuits qui se paient par imposition,

dont les frais de recouvrement sont supportés par le Roi.

Le troisieme moyen est un emprunt de la somme de cinq millions cinq cents mille liv., qui reste pour parfaire celle de huit millions; lequel emprunt sera fait en quatre termes, & sur le pied du denier trente, par des Contrats de constitution, en la maniere accoutumée.

Pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées pour le capital de cinq millions cinq cents mille livres, même pourvoir dès-à-présent au remboursement des principaux, il sera fait deux départemens: l'un de la somme de 283312 livres 10 sols, payable en quatre termes, pour le paiement des arrérages de l'emprunt, à compter du jour de la passation des Contrats, jusqu'au premier Octobre 1725, & pour le remboursement de partie des principaux, ensemble pour les taxations de trois deniers pour livre des Recev. Diocés., & six deniers pour livre, tant du Recev. Gén., que des Commis & Préposés aux Recettes Provinciales. Autre département de la somme de 314708 livres 6 sols 8 deniers, qui sera payée annuellement dans les années suivantes, & dans les mêmes termes, pour être employée, tant au paiement des arrérages, qu'au remboursement des principaux, & ce jusqu'au parfait remboursement. Les deux départem. seront dressés suivant le Règlement de 1715; savoir, un quart sur le pied de 1516, & les trois autres quarts sur le pied de 1646.

Seront lesd. sommes, tant du million qui doit être payé par imposition, en déduction du Don-gratuit, que des 50 mille livres destinées au paiement des gages des Recev. Diocés. rétablis, ensemble les deux sommes des deux départemens ci-dessus, imposées sur tous les Diocèses abonnés ou non abonnés, sur tous les Corps, Communautés, Bénéficiers, & généralement sur tous les Possesseurs de biens ecclésiastiques, de quelque nature qu'ils soient, &c. *Clauses ordinaires.* T. VI, p. 1595 jusqu'à 1620.

A l'égard de la contribution des Pensionnaires. *Voyez* Pensions, §. II.

Sur la faculté du rachat accordée aux Diocèses, &c. de la quote-part de la présente imposition. *V.* Diocèses, §. III.

Don-gratuit en 1726.

XLI. Quatre Commissaires du Roi se présentent, pour la deuxième fois, à l'Ass. de 1726: M. le Pelletier porte la

parole, & demande, au nom de S. M., un Don-gratuit de cinq millions, & le renouvellement du Contrat pour le paiement des anciennes rentes. Le Promoteur oui, & la matiere mise en délibération, l'Ass. accorde au Roi la somme de 5 millions, par forme de Don-gratuit, suivant les moyens qui seront convenus, & renouvelle, pour dix ans, le Contrat pour les rentes de l'Hôtel-de-Ville, aux clauses & protestations accoutumées. L'Assemblée prie M. l'Archevêque d'Aix de représenter à M. le Cardinal de Fleury les pressants besoins des Communautés Religieuses. Le Roi est informé de la délibération par une Lettre de M. l'Arch. d'Aix: réponse de S. M., pleine de témoignages de satisfaction. T. VII, p. 614 jusqu'à 621.

En conséquence des Remontrances faites à S. M. sur la fâcheuse situation où se trouvoient plusieurs Bénéficiers, plusieurs Communautés de l'un & de l'autre sexe, & principalement celles de filles, le Roi accorde une remise de 750 mille livres sur les cinq millions de Don-gratuit: au moyen de cette remise, le Don-gratuit se trouve réduit à 4 millions 250 mille livres, payables en six termes. T. VII, p. 621, 622.

Pour le paiement desdits 4 millions 250 mille livres, les moyens proposés par la Commission, & adoptés par l'Assemblée, se réduisent, d'une part, à lever un supplément de 750 mille liv. sur les offices de Receveurs Diocésains créés & rétablis en 1723, & d'autre part, à imposer la somme de trois millions cinq cents mille liv. sur tous les Diocèses, payables en cinq termes, à commencer du terme de Noël 1727. Pour le supplément de finance à fournir par lesdits Receveurs, il leur est attribué des augmentations de gages sur le pied du denier 25. Le supplément de finance imposé sur les offices, doit être réparti, un tiers sur le pied de 1516 & deux tiers sur le pied de 1646, & les 3 millions 500 mille liv. sont imposés sur le pied de 1646.

Pour faire le fonds du supplément de finance, sur le pied du denier 25, l'Assemblée fait un département de 40 mille livres, pour être ladite somme levée par chacun an; & pour payer les 3 millions 500 mille livres, il est fait un autre département de 1400 mille liv. qui seront levés pour chacune des années 1728 & 1729, après lequel temps ladite imposition doit cesser, pour être lesdites sommes de 40 mille livres & de

1400000 l. in les Diocèses abonnés, & possédants ecclésiastiques, &c.

Les Dioc. qui seront taxes, pour payer les in le pied du du retardem les Diocèses compter du que année, la même an de l'année Noël. M. d payer au Tré mille livres, les intérêts cordés sur le an. T. VII,

Do

XLII. C sont envoy M. Fagon p au nom de 4 millions. matiere mis d'avis d'acc lions, par f vant les m conviendra. part au Roi libération: les témoigni tification.

L'Arrêt tres-Patent bération & sont rappor

A l'égar conformém son, arrêté seront levé payés en ci mille liv. p échouira le les 4 autre mier Févri partement le pied du en 1646. 800 mille partie sur nés & nom ment sur sants des b clauses or 935.

1400000 l. imposées & réparties sur tous les Diocèses & Pays abonnés ou non abonnés, & généralement sur tous les possédants & jouissans de biens ecclésiastiques, &c. *Autres clauses ordinaires.*

Les Diocèses & Receveurs Diocés. qui seront en demeure de payer leurs taxes, pour raison du Don, doivent payer les intérêts du retardement sur le pied du denier douze : les intérêts du retardement doivent courir contre les Diocèses qui seront en demeure, à compter du premier Septembre de chaque année, pour le terme de S. Jean de la même année, & du premier Mars de l'année suivante, pour le terme de Noël. M. de Sénozan est chargé de payer au Trésor Royal la somme de 700 mille livres, dès le premier Avril 1717 : les intérêts de cette avance lui sont accordés sur le pied de sept pour cent par an. T. VII, p. 622 & f. P. J. p. 208 & f.

Don-gratuit en 1730.

XLII. Cinq Commissaires du Roi sont envoyés à l'Assemblée de 1730 : M. Fagon porte la parole, & demande, au nom de S. M., un Don-gratuit de 4 millions. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Ass. est d'avis d'accorder la somme de 4 millions, par forme de Don-gratuit, suivant les moyens dont la Compagnie conviendra. M. l'Archev. de Paris fait part au Roi, par une Lettre, de la délibération : Sa Majesté lui répond par les témoignages de la plus grande satisfaction. T. VII, p. 919 jusqu'à 926.

L'Arrêt du Conseil d'Etat, les Lettres-Patentes confirmatives de la délibération & le Contrat du Don accordé, sont rapportés. T. VII, P. J. p. 307 & f.

A l'égard des moyens, l'Assemblée, conformément à l'avis de la Commission, arrête que les 4 millions du Don seront levés par imposition, & seront payés en cinq termes, à raison de 800 mille liv. par terme, dont le premier échoira le 15 Décembre prochain, & les 4 autres le premier Août & le premier Février de chaque année. Le département de l'imposition est fait sur le pied du département de 1641, rectifié en 1646. Pour être ladite somme de 800 mille l. par terme, imposée & répartie sur tous les Diocèses & pays abonnés & non abonnés, &c., & généralement sur tous les possédants & jouissans des biens ecclésiastiq., &c. *Autres clauses ordinaires.* T. VII, p. 926 jusqu'à 935.

Don-gratuit en 1734.

XLIII. Les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, demandent, au nom de Sa Majesté, à l'Ass. de 1734, un Don-gratuit de 12 millions : l'Ass., d'un avis unanime, l'accorde, en reconnaissance de ce que S. M., par une religieuse attention à la conservation des privilèges de l'Eglise, n'avoit point voulu comprendre les revenus ecclésiastiq. dans l'imposition du dixième. La nouvelle en est portée au Roi, par une Lettre de M. l'Archevêq. de Paris; le Roi y répond par des témoignages de satisfaction.

Pour subvenir au paiement du Don, l'Assemb., pour tout moyen, emploie la voie d'emprunt à raison du denier 20, pour la somme entière de 12 millions : département en conséquence. Le département, pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées, & pourvoir dès-à-présent au paiement des capitaux, est pour l'année 1734, de la somme de 607500 l., dont 600 mille liv. destinées au paiement des arrérages des rentes jusqu'au premier Avril 1735 & au remboursement de partie des capitaux, & les 7500 liv. pour les taxations de trois deniers pour livre accordés aux Receveurs Diocésains.

Autre département pour les années suivantes de la somme d'un 1012500 liv., dont 600 mille l. destinées au paiement des arrérages desdites rentes, & 400 mille liv. au remboursement des capitaux, & les 12500 l. au paiement des susdites taxations.

Tous lesdits départements faits, savoir, un quart sur le pied de 1516, & les trois autres quarts sur le pied de 1646.

Pour être lesdites sommes imposées sur tous les Diocèses & pays abonnés ou non abonnés, sur tous les Bénéficiers, Corps, Communautés ecclésiastiques, tant séculières que régulières, & généralement sur tous les Possesseurs des biens ecclésiastiques, payant ou non payant décimes, &c. *Clauses ordinaires.* T. VII, p. 1265 & suiv.

Le Roi ayant fait remise au Clergé de cent mille l., sur le dernier des 12 millions, a été arrêté, que ladite somme de cent mille l. servira à accélérer la libération du Clergé, par rapport aux 12 millions, & que pour cet effet, il ne seroit emprunté que la somme de 11900000 l. T. VII, p. 1293 & suiv.

emprunts de 1734 & 1735, propose de prendre la voie d'imposition; & pour rendre moins onéreuse aux Bénéficiers, elle propose en même-temps de prendre neuf termes pour le recouvrement du Don, à commencer par celui de Noël prochain; savoir, trois cents mille liv. à cause des frais de l'Assemb., & quatre cents mille liv. pour les autres termes. Délibération de l'Ass. entièrement conforme à l'avis des Commiss., avec les clauses ordinaires concernant les Contribuables, &c.

Le département de l'imposition est réglé sur le pied de celui de 1641, rectifié en 1646. T. VII, p. 1578 jusqu'à 1587. P. Just. p. 397 & s.

Le projet du Contrat est lu & approuvé dans l'Ass., & signé au Conseil. T. VII, p. 1587. P. Just. p. 401.

Don-gratuit en 1741.

XLVI. Trois Commissaires du Roi se présentent à l'Ass. de 1741, [M. de Maurepas, le quatrième, s'étoit trouvé incommodé] M. Fagon porte la parole, & demande, au nom de S. M., douze millions, en ajoutant, que pour rendre ce Don moins onéreux au Clergé, le Roi, sur le Don-gratuit accordé en 1740, payable en neuf termes, remettoit au Clergé la somme de 100 mille liv. pour l'année 1741, autant pour 1742, autant pour 1743; & que si la situation où se trouvoit Sa Majesté, lui permettoit de poser les armes avant 1745, elle promettrait de faire remise au Clergé de ce qu'il devra alors du Don de 1740. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Ass. accorde à S. M., par forme de Don-gratuit, douze millions, aux clauses, conditions, sûretés & précautions, qui seront stipulées dans le Contrat: elle accepte la remise faite par le Roi, touchant le Don-gratuit de 1740, aussi bien que la promesse faite, au nom du Roi, pour la cessation dudit Don, au cas de la cessation de la guerre. La nouvelle de cette délibération est portée au Roi, par une Lettre de M. le Président, à qui le Roi répond par les témoignages de la plus grande satisfaction. T. VII, p. 1805 jusqu'à 1812.

Quant aux moyens d'acquitter le Don, la Commission propose de délibérer, avant toutes choses, sur deux questions: la première, concernant les biens patrimoniaux des Ecclésiastiques, qui devroient naturellement supporter une taxe, pour diminuer d'autant celle

des Bénéficiers; la seconde, ayant pour objet la retenue du Dixième sur les Rentiers du Clergé. Députation nommée, pour conférer sur ces deux objets avec M. le Contrôleur-Général. Ce Ministre répond, que l'intention du Roi étoit d'accorder au Clergé la faculté de retenir le dixième sur tous ses Rentiers, tant anciens que nouveaux, pour l'indemniser de ses prétentions sur la taxe des biens patrimoniaux des Ecclésiastiques. M. l'Archevêque de Bourges, en rapportant cette réponse, ajoute, qu'il paroîtroit convenable que le Clergé donnât, en cette occasion, à ses Créanciers, les mêmes marques de bonté & de générosité qu'il venoit de recevoir de S. M., en leur faisant la remise de la retenue du Dixième. L'affaire mise en délibération, il est arrêté de faire une remise entière & absolue du Dixième sur toutes les rentes constituées sur le Clergé, sans distinction des anciennes & nouvelles.

Après quoi, Mrs. les Commissaires des Moyens proposent l'emprunt des 12 millions, comme l'unique voie à suivre; & à l'égard des arrérages de l'emprunt & du remboursement des capitaux, ils exposent à l'Assemb. deux différents états à suivre, & après les avoir balancés ensemble, ils se déterminent de faire un projet de délibération, pour autoriser, sous le bon plaisir du Roi, l'emprunt de 13 millions 700 mille liv., pour payer le Don accordé au Roi, & pour acquitter en même-temps les 1700 mille liv., qui, au moyen de la remise de 300 mille liv., faite par le Roi, restent à lever du Don-gratuit de 1740. Le projet de délibération est adopté par l'Assemblée.

Et pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées, même pourvoir, dès-à-présent, au remboursement des capitaux; arrêté qu'il sera fait un premier département de 577968 liv. 15 sols, pour le paiement des arrérages, du jour du Contrat, jusqu'au premier Avril 1743, des rentes constituées pour le nouveau Don-gratuit, & pour les taxations des Receveurs Diocésains; un second département d'un million 22625 l., pour satisfaire, dans les années suivantes, au remboursement des capitaux & au paiement des arrérages des rentes, & des taxations des Receveurs Diocésains, dont 325 mille l. au remboursement des capitaux: lesquels départements seront faits suivant le Règlement de l'Assemb. de 1715;

savoir, un quart sur le pied du département de 1516, & les trois autres quarts sur celui de 1646, pour être lesdites sommes levées généralement sur tous les Possesseurs des biens ecclésiastiques. *Autres clauses ordinaires.* T. VII, p. 1813.

Sur la proposition faite par M. l'Archevêque de Bourges, autre délibération de l'Assemb., de n'emprunter en tout que 13 millions 585833 liv. 6 sols 8 den., attendu la remise que le Roi avoit faite au Clergé de deux deniers par livre sur les emprunts. T. VII, p. 1832, 1833.

L'Ass. renouvelle la défense faite aux Diocèses de se racheter de leur quote-part du Don-gratuit. *Voyez* Diocèses, §. III.

Don-gratuit en 1745.

XLVII. En l'Assemb. de 1745, Mrs. les Commissaires du Roi, M. de Maurepas portant la parole, demandent, au nom de Sa Majesté, un Don-gratuit de 15 millions, & le renouvellement du Contrat des rentes de l'Hôtel-de-Ville. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemblée accorde, par forme de Don-gratuit, les 15 millions demandés, aux clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat, ainsi que le renouvellement du Contrat des rentes prétendues assignées sur le Clergé, pour le temps de dix années, conformément aux clauses & protestations portées par les précédents Contrats. La nouvelle de la délibération est portée au Roi par une Lettre de M. le Président; réponse de S. M. pleine de marque de satisfaction. T. VII, p. 1904 jusqu'à 1909.

Le Roi fait une remise au Clergé sur les 15 millions d'une somme de 375000 liv., pour le mettre en état de payer les intérêts des six premiers mois desdits 15 millions. Lettre de M. le Contrôleur-Général, qui annonce la remise. T. VII, p. 1909.

Quant aux moyens d'acquitter le Don, la Commission propose l'emprunt comme la seule voie praticable, & ensuite un projet de délibération sur les moyens qu'elle juge les plus convenables au soulagement du Clergé, pour payer les arrérages & rembourser les capitaux des rentes qui seront constituées. La Compagnie, après différentes réflexions, a reconnu unanimement qu'une nouvelle imposition d'un million par an, qu'avoient proposée Mrs.

les Commissaires, étoit trop forte & même impossible à lever sur la plupart des Diocèses; qu'ainsi, si l'Assemb. se détermine à imposer annuellement un million, elle pense qu'il faut en ce cas trouver quelque arrangement qui opère une diminution convenable dans les charges du Clergé. Après quoi, la matière mise en délibération, il a été arrêté :

1°. Qu'il sera fait un emprunt à constitution de rente, au denier 20, de la somme de 15 millions; 2°. qu'on travaillera incessamment à trouver, s'il est possible, quelque moyen pour diminuer les charges actuelles du Clergé; 3°. qu'il ne sera emprunté actuellement que la somme de 14 millions 625 mille liv.; quant aux 375 mille liv., ils ne seront empruntés, & les Contrats passés, qu'à commencer du premier Oct. prochain; 4°. & pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées pour la somme de 15 millions, même pourvoir, dès-à-présent, au remboursement des capitaux, il sera fait un département de 759375 liv., pour être employées, tant au paiement des arrérages des rentes qui écherront depuis le premier Octobre prochain, que pour les taxations des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains. *Item*, un autre département de la somme de 253125 liv., qui sera payée annuellement dans les années suivantes, pour être employées, tant au remboursement des capitaux, que pour les susd. taxations.

Lesdits déparrements seront faits suivant le Règlement de 1715, un quart sur le pied de 1516, & les trois quarts sur 1646, pour être lesdites sommes imposées généralement sur tous les Possesseurs des biens ecclésiastiques, &c. *Autres clauses ordinaires.* T. VII, p. 1910 & suiv.

Quelques clauses nouvelles ayant été inférées dans la délibération, elles firent naître des difficultés, & furent supprimées. T. VII, p. 1916.

La même délibération porte, que nul Diocèse ne pourra, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, se séparer de la caisse générale, pour raison des impositions ordonnées. *Voyez* Diocèses, §. III.

Don-gratuit en 1747.

XLVIII. Quatre Commissaires du Roi se présentent à l'Assemb. de 1747, M. de Maurepas porte la parole, & demande, au nom de Sa Majesté, un Don-

Don-gratuit de 15 millions, pour le rachat de la dette du Roi, & la libération, l'Assemblée a demandé 15 millions de deniers qui se trouvent dans le Contrat. La nouvelle de la délibération est portée au Roi, qui en a donné une Lettre de satisfaction. T. VIII.

Sur les moyens de lever la somme de 15 millions, l'Assemblée a délibéré & arrêté :

1°. Qu'il sera fait un emprunt à constitution de rente, au denier 20, de la somme de 15 millions; 2°. qu'on travaillera incessamment à trouver, s'il est possible, quelque moyen pour diminuer les charges actuelles du Clergé; 3°. qu'il ne sera emprunté actuellement que la somme de 14 millions 625 mille liv.; quant aux 375 mille liv., ils ne seront empruntés, & les Contrats passés, qu'à commencer du premier Oct. prochain; 4°. & pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées pour la somme de 15 millions, même pourvoir, dès-à-présent, au remboursement des capitaux, il sera fait un département de 759375 liv., pour être employées, tant au paiement des arrérages des rentes qui écherront depuis le premier Octobre prochain, que pour les taxations des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains. *Item*, un autre département de la somme de 253125 liv., qui sera payée annuellement dans les années suivantes, pour être employées, tant au remboursement des capitaux, que pour les susd. taxations.

Lesdits déparrements seront faits suivant le Règlement de 1715, un quart sur le pied de 1516, & les trois quarts sur 1646, pour être lesdites sommes imposées généralement sur tous les Possesseurs des biens ecclésiastiques, &c. *Autres clauses ordinaires.* T. VII, p. 1910 & suiv.

Quelques clauses nouvelles ayant été inférées dans la délibération, elles firent naître des difficultés, & furent supprimées. T. VII, p. 1916.

La même délibération porte, que nul Diocèse ne pourra, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, se séparer de la caisse générale, pour raison des impositions ordonnées. *Voyez* Diocèses, §. III.

Don-

Table de l'

Don-gratuit de onze millions. Le Promoteur oui, & la matiere mise en délibération, l'Assemb. accorde les onze millions demandés, aux clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat. La nouvelle en est portée au Roi, qui en témoigne sa satisfaction, dans une Lettre écrite au Prélat Président. T. VIII, p. 30 & f.

Sur les moyens d'acquitter le Don, l'avis de la Commission est discuté & examiné : l'Assi. en s'y conformant, délibère & arrête :

1°. Qu'il sera fait un emprunt de 11 millions au denier 10, avec pouvoir à M. l'Archev. de Tours, &c., *clauses ordinaires* ; 2°. qu'attendu les impositions considérables qui sont déjà établies sur le Clergé, il ne sera fait aucune nouvelle imposition pour le Don-gratuit de onze millions ; 3°. que l'imposition d'un million, ordonnée par l'Assemb. de 1734, tant pour les arrérages, que pour le remboursement des capitaux de l'emprunt de 12 millions, & celles de 400 mille liv. d'une part, & de 200 mille liv. d'autre part, ordonnées par l'Assemb. de 1735, pour les arrérages & le remboursement des capitaux de l'emprunt de 8 millions, continueront d'être levées jusqu'à l'extinction desdits trois emprunts, & seront employées, tant au paiement des arrérages, qu'au remboursement des capitaux desd. trois emprunts de 1734, 1735 & 1747 ; 4°. que les arrérages desdits emprunts prélevés, le Receveur-Général emploiera le restant desdites trois impositions, montant à 1600 mille liv., à rembourser indistinctement les capitaux desd. trois emprunts, de six mois en six mois, à commencer au premier Oct. prochain pour six mois, tant de l'emprunt de onze millions, que de ceux de 1734 & 1735 ; lesdites 1600 mille liv. continueront d'être levées sur tous les possédants & jouissants de biens ecclésiastiques, &c. *Autres clauses ordinaires*. T. VIII, p. 37 & f.

Dans le cours de l'Assemb. de 1747, Mrs. les Agents ménagerent au Clergé une grace particulière : ils obtinrent que Sa Majesté se chargât du paiement de la totalité des frais communs de l'Assi. : c'étoit un objet de profit pour le Clergé de 80 mille liv., indépendamment des 100 mille liv. que le Roi accorde ordinairement. La Compagnie, pour récompenser leur zèle, leur accorda à chacun 4000 liv. de gratification. T. VIII, p. 34 & suiv.

Table de la Coll. des P. V.

Sur les représentations du Receveur-Général, il fut délibéré qu'il ne fournirait aux Diocèses qu'une seule quittance, pour lesdites trois impositions d'un million, de 400 mille liv. & de 200 mille liv. T. VIII, p. 37.

Don-gratuit en 1748.

XLIX. En l'Assemb. de 1748, quatre Commissaires du Roi, M. de Maurepas portant la parole, demandent, au nom de Sa Majesté, seize millions, sur quoi le Roi se chargeoit de rembourser ce qui restoit à acquitter de l'emprunt de 1723, & consentoit de plus, ou à acquitter à perpétuité les 400 mille liv. de rentes sur l'Hôtel-de-Ville, que le Clergé paie, ou de faire remettre 500 mille liv. par an entre les mains du Receveur-Général, jusqu'à l'extinction de l'emprunt des seize millions demandés.

Oui le Promoteur, & la matiere mise en délibération, résolution de l'Assemb. conforme à la demande ; acceptation de l'offre faite par S. M. du remboursement d'un million dû par le Clergé sur l'emprunt de 1723, & qu'à l'égard des deux moyens proposés par Sa Majesté, l'examen en seroit renvoyé à la Commission des Moyens. La nouvelle de la délibération est portée au Roi, qui en marque sa satisfaction dans sa réponse à la Lettre de M. le Président. T. VIII, p. 133 jusqu'à 140.

Mrs. les Commissaires font leur rapport sur le choix de l'un des deux moyens proposés par S. M. La Compagnie, conformément à leur avis, préfère les 500 mille liv. payables par chacun an, jusqu'à l'extinction de l'emprunt des 16 millions. T. VIII, p. 140, 141, 142.

Autre rapport sur les moyens d'acquitter le Don : avis de la Commission : projet de la délibération, dont il est remis des exemplaires aux Députés : observations de M. l'Evêque d'Agen & de la Province sur ce projet : autres observations des Députés : continuation du rapport des Commissaires : délibération conforme à l'avis de la Commission : elle porte qu'il sera fait un emprunt de 16 millions au den. 10 ; sur quoi pouvoir donné à M. l'Archevêque de Tours, &c. ; & que pour le soulagement des Diocèses, à l'exemple de ce qui s'est pratiqué en 1747, on emploiera les fonds de l'imposition de 1742 à soutenir le poids de l'emprunt de la présente Assemb., lesquels joints au bé-

M m m

nécessité qui revient au Clergé, par l'entier remboursement que le Roi offroit de faire du Don-gratuit de 1723, & à une nouvelle imposition ordonnée, composent une somme suffisante, tant pour payer les arrérages de l'emprunt, que pour en rembourser annuellement une partie.

En conséquence de cette délibération, l'Assemblée arrête deux départements pour la nouvelle imposition ordonnée dans la présente Ass. : l'un, de la somme de 162 mille liv., y compris les taxations des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains, pour être ladite somme levée sur tous les Dioc. indistinctement; l'autre département de 324 mille liv., y compris 4000 liv. pour lesdites taxations.

* Cette imposition de 162000 L. avait été ordonnée par l'Ass. de 1723, & ne devoit finir qu'au terme de Noël 1753 époque de son extinction.

Lesquelles impositions * de 162 mille liv., à commencer au terme de S. Jean 1754, & de 324 mille liv. au terme de S. Jean 1749, seront levées de six mois en six mois, jusqu'à l'extinction totale des emprunts de 1742 & 1748.

Les deux départements ou impositions seront faits suivant le Règlement de 1715, un quart sur le pied de 1516, & les trois quarts sur celui de 1646.

L'Ass. règle ensuite les précautions à prendre pour la sûreté du paiement des 500 mille liv. offert par le Roi; elle demande à cet effet un Edit enregistré dans les Cours, qui aliène, à titre d'engagement, au profit du Clergé, le produit & revenu de ses fermes réunies, jusqu'à la concurrence de 500 mille l., jusqu'à l'extinction totale des capitaux des emprunts de 1742 & 1748. L'Edit est accordé.

Le Roi se charge de la totalité des frais communs de l'Assemblée. Lettre à ce sujet de M. le Contrôleur-Général à Mrs. les Agents. T. VIII, p. 142 jusqu'à 168, 304 & f.

L'Arrêt & les Lettres-Patentes qui confirment les délibérations, le Contrat & l'Edit d'aliénation sont rapportés, T. VIII, P. J. p. 29 & f.

Don-gratuit en 1750.

L. En l'Assemblée de 1750, quatre Commissaires du Roi, M. d'Ormesson portant la parole, demandent, au nom de Sa Majesté, sept millions 500 mille liv., pour être employés à la libération des dettes du Clergé, & dont la levée devoit être faite par cinq portions égales, sur le pied de 150 mille liv. par an.

Le Promoteur fait observer à la Compagnie, que le Discours de M. le Com-

missaire présente trois objets de délibération : le premier sur le Discours en lui-même, qui contenoit des termes & des principes contraires aux Immunités : le second sur la demande de sept millions 500 mille liv., impossibles à raison de 150 mille liv. par an : le troisième regardoit un nouveau département, pour lequel on annonçoit une Déclaration contenant les moyens d'y parvenir.

La matière mise en délibération, l'Assemblée arrête de prendre le temps d'examiner, avant de prendre une détermination : elle fait ses observations sur les maximes avancées dans le Discours. Seconde délibération, pour en porter ses plaintes au Roi, par une Lettre signée de tous les Députés de l'Ass. M. le Cardinal est prié de remettre la Lettre à Sa Majesté; de voir les Ministres pour leur faire part de cette démarche de l'Assemb. : deux autres Prélats l'accompagnent : réponse du Roi, contenant un ordre de délibérer sur la demande de ses Commissaires : requisi- tion du Promoteur à l'occasion de cet ordre. Troisième délibération, de faire au Roi de très-humbles Remontrances, tant sur le discours, que par rapport au Vingtième : elles sont présentées par Son Eminence & trois autres Députés : nouvel ordre de délibérer... Le Promoteur oui. Quatrième délibération de l'Assemb., pour faire connoître au Roi son impossibilité de prendre une délibération, sans être auparavant rassurée sur ses immunités, sur la liberté de ses Dons & sur l'imposition du Vingtième.

M. le Comte de Saint-Florentin vient à l'Ass., à qui il remet une Lettre de Sa Majesté, portant un nouvel ordre de délibérer : réflexions de l'Assemblée sur cette Lettre... Le Promoteur oui, cinquième délibération, par laquelle l'Assemblée persiste, par des motifs de conscience, dans son refus de délibérer. M. le Comte de Saint-Florentin, averti de cette délibération, rentre dans l'Assemblée, à qui il remet une Lettre de Cachet & un Arrêt du Conseil. La Lettre enjoint aux Députés de s'en retourner dans leurs Diocèses dans cinq jours. L'Arrêt du Conseil ordonne la levée des 7 millions 500 mille livres, & prescrit à l'Ass. d'en faire & arrêter le département... Observations sur cet Arrêt : requisi- tion du Promoteur & sixième délibération pour faire des Remontrances à S. M., sur l'impossibilité de l'exécution de l'Arrêt du Conseil.

M. l'Arch. de S. M. l'Abbé de Cori- failles, pour le ch- le Comte de Saint S. M. voudroit re Remontrances du riols rend compte que l'Assemb. s'ie trances, par un o- ment, à M. de Sa- en rendroit comp- p. 251 jusqu'à 276.

L'Assemblée, ad- dresse & signe une- nelle sur son attac- la conservation d- fastiques : elle or- envoyé copie à t- Royaume, avec u- verbal, contenant- passé à l'occasion d- aux Immunités. T-

Les Remontran- le Discours des Co- Vingtième sont r- P. Just. p. 38 & fu-

Les Remontran- du Conseil. T. VII-

A l'égard de la- l'Assemblée, du Li- avec ces mots, A- Censures Doctrin-

Don-gratuit

LI. Les Commi- nombre de quatre- vint à l'Ass. de 17- nom du Roi, un l- lions, avec le renou- trat des rentes. L- avoir oui le Prom- bération, entière- demande. La nou- d'abord aux Com- Roi, par une Lett- à laquelle S. M. r- témoignages de f- p. 454 jusqu'à 461.

Sur la représen- Président, que pl- roient hors d'éta- mes pour lesquel- pris dans les répa- noit à leur secours- diminution de 3- somme qui devoit- Royal, indépend- tions ordinaires. T-

A l'égard des n- Don accordé, l'A- oui le rapport & l-

M. l'Archev. de Sens est prié d'écrire à M. l'Abbé de Coriolis, qui étoit à Versailles, pour le charger de savoir de M. le Comte de Saint-Florentin, quel jour S. M. voudroit recevoir les nouvelles Remontrances du Clergé : M. de Coriolis rend compte, que le Roi vouloit que l'Assemb. fit remettre ses Remontrances, par un de ses Agents seulement, à M. de Saint-Florentin, lequel en rendroit compte à S. M. T. VIII, p. 251 jusq. 276.

L'Assemblée, au point de se séparer, dresse & signe une Déclaration solennelle sur son attachement inviolable à la conservation des Immunités ecclésiastiques : elle ordonne qu'il en sera envoyé copie à tous les Diocèses du Royaume, avec un extrait du Procès-verbal, contenant tout ce qui s'étoit passé à l'occasion des atteintes portées aux Immunités. T. VIII, p. 276, 277.

Les Remontrances de l'Assemb. sur le Discours des Commissaires & sur le Vingtième sont rapportées, T. VIII, P. Just. p. 58 & suiv.

Les Remontrances au sujet de l'Arrêt du Conseil. T. VIII, P. J. p. 69, 70.

A l'égard de la Censure faite par l'Assemblée, du Livre intitulé, *Lettres*, avec ces mots, *Ne repugnat. Voyez* Censures Doctrinales, n°. XXVI.

Don-gratuit en 1755.

LI. Les Commissaires du Roi, au nombre de quatre, dans une seconde visite à l'Ass. de 1755, demandent, au nom du Roi, un secours de seize millions, avec le renouvellement du Contrat des rentes. La Compagnie, après avoir oui le Promoteur, forme sa délibération, entièrement conforme à la demande. La nouvelle en est portée d'abord aux Commissaires, ensuite au Roi, par une Lettre de M. le Président, à laquelle S. M. répond par de grands témoignages de satisfaction. T. VIII, p. 454 jusq. 461.

Sur la représentation de M. le Card. Président, que plusieurs Diocèses seroient hors d'état de remplir les sommes pour lesquelles ils seroient compris dans les répartitions, si on ne venoit à leur secours, le Roi accorde une diminution de 350000 livres sur la somme qui devoit être remise au Trésor Royal, indépendamment des déductions ordinaires. T. VIII, p. 461, 462.

A l'égard des moyens d'acquiescer le Don accordé, l'Assemblée, après avoir oui le rapport & l'avis des Commissaires,

après avoir murement discuté le projet de délibération, le Promoteur ayant requis, & arrêté, qu'il seroit fait un emprunt de 16 millions au den. 25; que pour faire le fonds des arrérages de l'emprunt, qui écherront depuis la date des Contrats jusqu'au 1^{er} Nov. 1756, il sera fait un département de la somme de 314000 liv., dont 4000 liv. pour les taxations des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains; lequel département sera fait suivant le Règlement de 1715; savoir, un quart sur le pied de 1516, & les trois autres quarts sur le pied de 1646 : & pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées en vertu de la présente délibération, & même pourvoir au remboursement des capitaux; afin que le Clergé puisse en être acquitté, en moins de vingt-six années; qu'il sera fait un département de la somme de 648000 livres, qui commencera à être levé au terme de Saint-Jean 1756, dont 640000 livres pour le paiement annuel des arrérages des rentes, & 8000 livres pour les taxations; qu'il sera fait, de plus, un autre département annuel de la somme de 364500 l.; savoir, 360000 livres pour le remboursement des capitaux, & 4500 livres pour les taxations. T. VIII, p. 462 jusq. 470.

L'Arrêt du Conseil & les Lettres-Patentes confirmatifs de la délibération. P. Just. p. 118 & suiv.

L'Assemb. ayant travaillé à un nouveau département général, les départements particuliers dressés dans l'Ass. ont été faits conformément au pied de la nouvelle répartition. T. VIII, p. 470.

A l'égard du premier département de 314000 l. dont il est parlé ci-dessus, la nécessité de soulager certains Diocèses qui en avoient plus de besoin, n'a pas permis de suivre exactement la proportion & le pied de la nouvelle répartition. L'Assemblée fait une répartition de 50 mille liv. sur certains Diocèses surchargés, pour leur tenir lieu de dédommagement. T. VIII, p. 470, 471.

Le Contrat du Don de 16 millions est lu & approuvé par l'Assemblée : il est signé ensuite avec celui du renouvellement du paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville, à la Chancellerie, par Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil. En cette occasion, M. le Garde des Sceaux prétendant avoir droit de signer les Contrats immédiatement après M. le Chancelier, & les ayant en effet

Mmm 2

signés, M. l'Archev. de Narbonne fait une protestation verbale, au nom de la Compagnie, à ce sujet, afin que la prétention de M. le Garde des Sceaux ne pût tirer à conséquence. T. VIII, p. 476.

Le Contrat du Don. P. Just. p. 123 & suiv. *Le Contrat des rentes.* Ibid. p. 129 & suiv.

Don-gratuit en 1758.

LII. Les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, demandent, au nom de Sa Majesté, un Don-gratuit de 16 millions : M. de Brou, l'ancien des Commissaires, porte la parole ; M. le Cardinal, Président, y répond. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemb. accorde les seize millions, par forme de Don-gratuit & par emprunt, aux clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat. Mrs. les Commissaires sont instruits de la délibération : la nouvelle en est portée au Roi, par une Lettre de M. le Président ; Sa Majesté y répond par des marques de satisfaction. T. VIII, p. 634 jusqu'à 641.

Quant aux moyens de subvenir au paiement, la Commission fait son rapport, & propose son avis & un projet de délibération : le projet est imprimé, ensuite distribué aux Députés, pour y faire leurs réflexions. La matière mise en délibération, la Compagnie, après avoir opiné par Provinces, a été de l'avis de la Commission ; &, en conséquence, il a été délibéré & arrêté :

1°. Qu'il sera fait un emprunt, au denier 20, de la somme de 16 millions.

2°. Que les dix millions 958182 liv. restant de l'emprunt de 1745, seront réunis au Don-gratuit de la présente Assemblée ; ce qui fera un total de 16 millions 958182 liv.

3°. Que l'imposition d'un million, ordonnée en 1745, tant pour les arrérages, que pour le remboursement des capitaux de l'emprunt de 15 millions, continuera d'être levée jusqu'à l'extinction des deux emprunts de 1745 & de 1758.

4°. Qu'il sera fait dans la présente Assemb. un département de la somme de 607500 livres, y compris 7500 liv. pour les taxations de trois deniers pour livre des Receveurs Diocés., pour être levée, à commencer à la S. Jean 1759, jusqu'à l'extinction totale des emprunts réunis de 1745 & de 1758 ; lequel département sera fait sur le pied du nouveau département général : lesquelles

deux sommes du million de l'emprunt de 1745 & de 600 mille liv. de nouvelle imposition, font celle d'un million 600 mille livres ; que les arrérages, au den. 20, des 16 millions 958182 livres, des emprunts de 1745 & de 1758 réunis, ne le montant qu'à 1347909 liv. 1 sol, il restera celle de 251090 liv. 18 s., que le Recev. Gén. emploiera à rembourser indistinctement les capitaux des deux emprunts de 1745 & de 1758.

5°. Que, pour accélérer le remboursement des capitaux des deux emprunts réunis, il sera arrêté dans la présente Assemblée un département de la somme de 600750 livres, y compris 7500 l. pour les taxations, qui commencera d'être levée au terme de S. Jean 1770, jusqu'à l'entière extinction des deux emprunts de 1745 & de 1758 ; en sorte qu'avec ce supplément d'imposition, les deux emprunts soient entièrement éteints en 1785. T. VIII, p. 641 jusqu'à 650.

L'Arrêt & les Lettres-Patentes confirmatifs. P. Just. p. 225 & suiv.

Le Contrat du Don est lu & approuvé, ensuite signé par Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil, à la Chancellerie, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 650, 651. *Le Contrat.* P. Just. p. 230 & suiv.

Don-gratuit en 1760.

LIII. Les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, dans leur seconde visite à l'Assemb. de 1760, demandent, au nom de Sa Majesté, un Don-gratuit de seize millions : M. de Brou porte la parole ; M. le Président lui répond. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemblée accorde les 16 millions, aux clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat. Mrs. les Commiss. en sont instruits, & la nouvelle en est portée au Roi, par une Lettre de M. le Président. Réponse de Sa Majesté, qui témoigne sa satisfaction. T. VIII, p. 758 jusqu'à 764.

Sur la représentation faite à M. le Contrôleur-Général, tant par Mrs. les Agents, que par M. le Président, qu'il n'étoit pas possible que le Clergé pût asséoir sa nouvelle imposition avant le mois d'Octobre prochain ; ce qui lui donnoit lieu d'espérer que S. M. voudroit bien se charger du paiement des intérêts des six premiers mois, M. le Contrôleur-Général trouve la demande juste, & le Roi y acquiesce. T. VIII, p. 764, 765.

Les Commissaires de payer le Don, & rapport, réduisent d'un emprunt de 16 millions & pour parvenir au paiement, & au remboursement, ils proposent :

1°. D'ordonner qu'un département de 600 millions annuels, pour être payé Noël 1760.

2°. De détacher des 1748, l'imposition qui fut ordonnée en cette imposition, lement du terme de l'emprunt actuel.

3°. De réduire le département de 120 millions liv. restantes, en fait pour être joint aux deux autres, pour commencer aussi du terme de Noël 1760. Ces trois impositions ensemble le montant du nouvel emprunt de 1760.

Quant à l'imposition pour faire le fonds des rentes des capitaux de cet emprunt se détermine à l'imposition annuelle des capitaux de 1755, une somme de 1755, il sera pareillement fait qu'il ne commencent de Saint-Jean 1761. rangement. Projet de l'imprimé & distribué. 766, 767.

La délibération de l'Assemblée est conforme à l'avis de la Commission.

L'Assemb. ne fait pas de départements indiqués ; elle a porté aux charges, qui avoient été imposées. T. VIII, p. 768 & les Lettres-Patentes. J. p. 249 & suiv.

Cette Assemblée, dans la contribution des rentes ; elle a porté aux charges, qui avoient été imposées. T. VIII, p. 768 & les Lettres-Patentes. J. p. 249 & suiv.

Le Contrat du Don est lu & approuvé : il est signé & enregistré par Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 774. *Le Contrat.*

L'Assemblée de 1760, qu'elle étoit prête à le faire, & connoissant par le co-

Les Commissaires pour les moyens de payer le Don, dans leur premier rapport, réduisent ces moyens à faire un emprunt de 16 millions, au den. 20; & pour parvenir au paiement des arrérages, & au remboursement des capitaux, ils proposent :

1°. D'ordonner qu'il sera fait un département de 600 mille l. d'imposition annuelle, pour être levée au terme de Noël 1760.

2°. De détacher des emprunts de 1742 & 1748, l'imposition de 160 mille liv. qui fut ordonnée en 1748, & d'adapter cette imposition, à commencer également du terme de Noël 1760, à l'emprunt actuel.

3°. De réduire le département arrêté en 1755, de la somme de 360000 l. à celle de 120 mille l., & des 40 mille liv. restantes, en faire un département pour être joint aux deux autres, à commencer aussi du terme de Noël 1760. Ces trois impositions réunies forment ensemble le montant des arrérages du nouvel emprunt de 16 millions.

Quant à l'imposition nécessaire pour faire le fonds des remboursements des capitaux de cet emprunt, la Commission se détermine à distraire de l'imposition annuelle destinée au remboursement des capitaux de l'emprunt de 1755, une somme de 200 mille l., dont il sera pareillement fait un département qui ne commencera qu'au terme de Saint-Jean 1761. Raisons de cet arrangement. Projet de la délibération, imprimé & distribué. T. VIII, p. 765, 766, 767.

La délibération de l'Ass. est entièrement conforme à l'avis de la Commission.

L'Assemb. ne fait qu'augmenter les départements indiqués des sommes nécessaires pour les taxations des Receveurs. T. VIII, p. 769 & suiv. *L'Arrêt & les Lettres-Patentes confirmatifs*, P. J. p. 249 & suiv.

Cette Assemb. a fait un changement dans la contribution des Pensionnaires; elle a porté aux trois dixièmes leur charge, qui avoit été portée au quart en 1735. *Voyez* Pensions, §. II.

Le Contrat du Don est lu & approuvé: il est signé ensuite à la Chancellerie par Mrs. du Clergé & du Conseil, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 774. *Le Contrat*, P. J. p. 255 & f.

L'Assemblée de 1760 considérant qu'elle étoit prête à se séparer, & reconnoissant par le compte qui lui étoit

rendu du travail fait dans le Bureau du département, que, quoique tout ce qu'il y avoit d'essentiel fût réglé par les délibérations prises; il restoit encore un détail d'opérations nécessaires pour l'exécution de ce qu'elle avoit ordonné, & pour en faire part aux Diocèses d'une manière convenable, faisant en même-temps attention que les départements ne pouvoient être arrêtés avant sa séparation, à cause du nouveau pied: elle a autorisé quelques Prélats de vérifier & signer lesdits départements après sa séparation. T. VIII, p. 775.

Don-gratuit en 1762.

LIV. Les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, viennent à l'Ass. M. de Brouport la parole, & demandent, au nom du Roi, un Don-gratuit de 7 millions 500 mille l.: réponse de M. le Président. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemb. accorde le Don demandé. De plus elle supplie Sa Majesté d'accepter un million pour l'augmentation de la marine, pour lesquelles deux sommes sera fait un emprunt au denier 20. On fait part aux Commissaires de la délibération. La nouvelle en est portée au Roi, par une Lettre de M. le Président: Sa Majesté en lui répondant, marque toute sa satisfaction. T. VIII, p. 1029 jusqu'à 1035.

Quant aux moyens de procurer le paiement des nouvelles rentes de l'emprunt de 8 millions 500 mille l., & d'assurer le remboursement des capitaux, attendu l'impossibilité absolue de faire supporter au Clergé une nouvelle imposition; la Commission propose de réunir, à compter seulement du terme de Noël 1762, le nouvel emprunt aux autres emprunts au den. 20, qui ont été faits pour les Dons-gratuits précédemment accordés, & de leur rendre commun, tant pour le paiement des arrérages, que pour le remboursement des capitaux, tous les fonds provenant des impositions qui sont actuellement subsistantes pour raison de ces mêmes emprunts.

La Commission, en adoptant cet arrangement, a pris connoissance de tous les fonds qui resteront dus aux Rentiers, au premier Octobre prochain, sur les rentes au denier 20, déduction faite des remboursements qui seront faits au même jour, des fonds du terme de Saint-Jean 1762; & après

s'être fait représenter les différentes progressions, pour constater l'état du Clergé-Général, sur chacun de ces emprunts, elle a reconnu qu'il devoit encore, à cette époque, le nouvel emprunt compris, la somme totale de 77 millions 793888 l. 13 s.

Pour acquitter les arrérages au denier 10 de cette somme, & pourvoir en même-temps au remboursement des capitaux, la Commission propose de faire un seul & unique département de toutes les impositions qui avoient été ordonnées précédemment pour raison des emprunts au denier 10, montant à la somme de cinq millions 599115 l., y compris les taxations des Recév. Dioc., lequel sera fait sur le pied du nouveau département général. Au moyen de ce département unique, tous ceux précédemment ordonnés, demeureront éteints & supprimés.

Les arrérages de ladite somme de 77 millions tant de livres, ne montant qu'à celle de trois millions 789694 l. 8 s. 7 d., il restera, distraction faite des taxations, un fonds de 1740305 l. 11 s. 5 d., auquel, ajoutant les 500 mille l. fournies annuellement par le Roi, cela composera un total de la somme de deux millions 140305 liv. 11 s. 5 den., que le Recév. Gén. emploiera au remboursement des capitaux de toutes lesdites rentes au denier 10 indistinctement.

La délibération de l'Ass. est entièrement conforme à cet avis de la Commission. T. VIII, p. 1035 jusq. 1048.

L'Arrêt du Conseil & les Lettres-Patentes confirmatifs. P. Just. p. 351 & s.

Le Contrat est lu & approuvé. Sa signature par Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1047. *Le Contrat.* P. Just. p. 356 & suiv.

Don-gratuit en 1765.

LV. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, dans une seconde visite qu'ils font à l'Assemb., demandent, au nom du Roi, un Don-gratuit de 12 millions. Discours à ce sujet de M. le Comte de Saint-Florentin; réponse de M. le Président. La matière mise en délibération, après avoir oui le Promoteur, toutes les Provinces se réunissent au même avis, d'accorder, dès-à-présent, à Sa Majesté la somme de huit millions, par forme de Don-gratuit, suivant les moyens dont la Compagnie conviendra: quant au sur-

plus de la demande, elle se réserve à délibérer, après avoir consulté l'état actuel des affaires du Clergé. On fait part de cette délibération à Mrs. les Commissaires, & ensuite au Roi, par une Lettre de M. le Président, à laquelle S. M. répond, comme peu satisfaite de la délibération. T. VIII, p. 1166 & s.

Mrs. les Commissaires des Moyens, dans le premier Rapport qu'ils font, se bornent à présenter un tableau exact de la situation du Clergé, tant pour le paiement des rentes, que pour le remboursement des capitaux qu'il doit. Ils y joignent un projet de Mémoire, où ils exposent à Sa Majesté les justes motifs du délai de la délibération sur le surplus de la demande. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'on conclut, qu'avant de présenter le Mémoire à S. M., on y feroit quelques additions. La Commission, dans un second Rapport, fait part à l'Assemblée des additions. Le Mémoire ainsi rédigé, & le tableau des dettes, sont présentés à Sa Majesté. T. VIII, p. 1170 jusq. 1174.

Le Roi, dans sa réponse au Mémoire & au Tableau, persiste à demander la totalité du Don, en laissant au Clergé l'espérance de venir à son secours, par d'autres moyens qu'il proposera à S. M. La Compagnie charge la Commission d'examiner les expédients à prendre dans cette conjoncture. La Commission, dans un troisième Rapport, propose là-dessus les expédients qu'elle juge les plus convenables.

Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemb. accorde les 4 millions, sur lesquels elle avoit suris de délibérer, dont il sera fait un emprunt au denier 25. Elle supplie S. M. de vouloir bien continuer, jusqu'à l'entière libération des capitaux dus par le Clergé, au denier 10, même jusqu'à l'extinction du Don-gratuit de douze millions, le secours des 500 mille liv. qu'elle a eu la bonté de donner en 1748, & aussi de pourvoir au paiement des intérêts de ce Don-gratuit, depuis le moment de l'emprunt, jusqu'au terme du mois d'Octobre prochain. Cette délibération est portée au Roi par M. le Président. Sa Majesté en témoigne la plus grande satisfaction. Elle consent à continuer le secours des 500000 liv., & qui devoit finir en 1771, jusqu'à l'entière libération des capitaux dus par le Clergé au denier 10, même jusqu'à l'extinction du Don-gratuit de

la présente Assen-
encore de payer,
prochain, les inte-
11 millions que
sans préjudice de
porteroit aux au-
roient lui être p-
T. VIII, p. 1174.

Les Commissaires
troisième visite à
Lettre de S. M.
clare, que son in-
millions soient p-
for Royal, & q-
délibère, toutes
les moyens d'y
1103, 1204, 12

La Commission
ces moyens. T.
10. les Bénéfici-
Créanciers à fat-
continuation de
dées en 1748 jus-
qu'à cette époq-
encore le même
moment de la
Don. Pour ren-
l'avis de la Com-
compter du ter-
la réunion du n-
millions, avec
veront dus pou-
au même deni-
fonds des deux
destinées pour
boursements d-
sectant au paie-
capitaux des d-
de prendre le
saires pour con-
sur le départe-
pour les arré-
ments au den-

A l'égard du
accordé par S.
bération des
ralentie par
destinés à ser-
sera suppliée
ces secours, ju-
par un Edit
qui contient
celui que S.
la même des-

Le Promoteur
en délibérat-
sion est adop-
sentée au R-
satisfait, &
alarmes qu'
1178 jusq.

la présente Assemblée : elle se charge encore de payer, jusqu'au terme d'Oct. prochain, les intérêts de l'emprunt de 12 millions que le Clergé alloit faire, sans préjudice de la facilité qu'elle apporteroit aux autres moyens qui pourroient lui être proposés par l'Assemblée. T. VIII, p. 1174 jusq. 1178.

Les Commissaires du Roi, dans une troisième visite à l'Ass., remettent une Lettre de S. M., par laquelle elle déclare, que son intention est que les 12 millions soient portés en entier au Trésor Royal, & qu'à cet effet l'Assemblée délibère, toutes affaires cessantes, sur les moyens d'y parvenir. T. VIII, p. 1203, 1204, 1205.

La Commission fait son Rapport sur ces moyens. Trois objets à remplir : 1°. les Bénéficiaires à ménager ; 2°. les Créanciers à satisfaire ; 3°. à assurer la continuation des 300 mille liv. accordées en 1748 jusqu'en 1772, de manière qu'à cette époque, le Clergé reçoive encore le même secours jusqu'en 1791, moment de la libération du présent Don. Pour remplir ces trois objets, l'avis de la Commission est, de faire, à compter du terme de Noël prochain, la réunion du nouvel emprunt de douze millions, avec les capitaux qui se trouveront dus pour lors sur celui de 1755, au même denier 25 ; de se servir du fonds des deux impositions qui étoient destinées pour les arrérages & les remboursements de cet emprunt, en affectant au paiement des rentes & des capitaux des deux emprunts réunis ; & de prendre le restant des fonds nécessaires pour compléter ces deux objets, sur le département ordonné en 1762, pour les arrérages & les remboursements au denier 20.

A l'égard des 300 mille l. du secours accordé par S. M., pour accélérer la libération des dettes du Clergé, trop ralentie par la diminution des fonds destinés à ses remboursements ; S. M. fera suppliée de vouloir bien lui assurer ces secours, jusques & compris l'an 1791, par un Edit enregistré dans ses Cours, qui contienne les mêmes clauses que celui que S. M. accorda en 1748, pour la même destination.

Le Promoteur oui, la matière mise en délibération, l'avis de la Commission est adopté. La délibération est présentée au Roi, qui témoigne en être satisfait, & rassure la Compagnie sur les alarmes qu'elle avoit prises. T. VIII, p. 1178 jusq. 1190.

L'Arrêt du Conseil & les Lettres-Patentes. P. J. p. 389 & s.

Le Roi envoie, pour la quatrième fois, ses Commissaires à l'Ass., pour lui demander qu'il juge à propos de suspendre l'Assemblée, & d'en indiquer la prorogation au 1 Mai 1766 ; mais il veut que le Contrat du Don soit signé avant ; il veut encore que l'Ass. prenne une délibération pour autoriser ceux qu'elle chargera de ses pouvoirs, à recevoir toutes les sommes qui seront offertes au delà des 12 millions, au même denier, à condition qu'elles seront employées sur le champ, & sans distraction, à rembourser ceux des Créanciers du Clergé qui ont prêté à des conditions plus onéreuses.

La Compagnie délibère en conséquence, & arrête, 1°. de se rendre le 30 Septembre chez M. le Chancelier, pour passer le Contrat, en prenant les précautions qu'exigent les circonstances ; 2°. d'autoriser le Receveur-Général de recevoir toutes les sommes qui lui seront offertes au denier 25, au-delà des 12 millions, à la charge d'employer lesdites sommes au remboursement des rentes au denier 20. T. VIII, p. 1190 jusq. 1193. *Voyez Rentes constituées sur le Clergé, n°. VIII.*

Le Contrat à passer avec le Roi est lu & approuvé. A l'égard de la signature, il se rencontre une difficulté particulière en ce que l'enregistrement des Lettres-Patentes, dont la délibération du Don doit être revêtue, ne pouvoit avoir lieu, à cause des vacations du Parlement, avant le terme fixé pour la suspension de ses séances, comme le demandent les principes de l'administration du Clergé. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, la Compagnie, se confiant entièrement en la parole royale de Sa Majesté, a délibéré unanimement de signer le Contrat le 30 Septembre, nonobstant le délai de l'enregistrement, que la circonstance rend impraticable, & sans que la démarche qu'elle fait, puisse tirer à conséquence. Le Contrat est signé chez M. le Chancelier, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1199 jusq. 1201. *Le Contrat*, P. J. p. 397 & s.

Le Clergé, en conséquence de la délibération de l'Ass. de 1765, a obtenu des Lettres-Patentes du mois de Mars 1770, portant continuation au profit du Clergé, jusques & compris 1791, de la somme de 300 mille liv. par an, qui lui avoit été accordée par l'Edit de

Don-gratuit en 1770.

LVII. Les Commissaires du Roi, au nombre de cinq, se présentent, pour la seconde fois, à l'Ass. M. le Comte de Saint-Florentin porte la parole, & demandant, au nom du Roi, un Don-gratuit de 16 millions, & que le Clergé en fixe en même-temps l'emprunt au denier le plus propre à l'accélérer. Le Promoteur oui, il a été délibéré d'accorder la somme aux clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat; & afin d'en accélérer le paiement, il a été arrêté qu'il seroit ouvert un emprunt au denier 10. La nouvelle de cette délibération est portée d'abord à Mrs. les Commissaires, & ensuite au Roi, par une Lettre de M. le Président, à laquelle le Roi répond par des témoignages de satisfaction. T. VIII, p. 1646 & f.

A l'égard des moyens pour parvenir au paiement, tant des arrérages des rentes du Don, que du remboursement des capitaux, la Commission met d'abord en avant l'impossibilité de faire supporter une nouvelle imposition au Clergé; elle expose ensuite le tableau de la situation présente du Clergé, d'après lequel il sera aisé de juger des charges ou engagements du Clergé, & de ses ressources.

Quant aux charges, le Clergé doit plusieurs capitaux; les uns sont au denier 10, & les autres au denier 15. Les premiers, en y comprenant les 16 millions du présent Don, montent, au premier Avril 1770, à 31 millions 34514 liv. : les capitaux au denier 15, provenant des emprunts de 1755 & 1765, réunis par la dernière Assemblée, sont encore de 23 millions 61719 liv. : les autres capitaux au denier 15, se trouvent monter, au premier Avril 1770, à 44 millions 400 mille liv. Cette dernière somme, jointe à la précédente, forme une masse de capitaux, au premier Avril 1770, de 67 millions 861719 liv. On observe qu'au moyen des remboursements faits au premier Octobre 1770, les capitaux des rentes au denier 15, ne monteront plus, à cette époque, qu'à la somme de 66 millions 581719 livres.

Pour payer les arrérages de ces capitaux de 66 millions 581719 liv., il faut, y compris les 12000 liv. de supplément des appointements du Receveur-Gén., deux millions 675309 liv. 3 sols 2 den.,

pour payer les arrérages des rentes au den. 10 réunies, qui montent, au premier Octobre 1770, à 31034514 liv., il faut 1551725 liv.

En sorte que le total des arrérages des rentes des capitaux, tant au denier 10, qu'au denier 15, est de la somme de 4217034 liv. : voilà les charges du Clergé : voici ses ressources.

Il s'impose, dans l'état actuel, pour le service de ces deux natures de rentes, & le remboursement de partie de leurs capitaux, distraction faite des taxations, la somme de 6290000 liv., à laquelle il faut ajouter le secours annuel de 500000 liv., accordé par le Roi au Clergé, jusqu'en 1791; ce qui forme un total de 6790000 liv.; il reste donc un revenant-bon de 2562965 liv. 2 sols 10 den., qu'on peut appliquer au remboursement des capitaux. Voilà les ressources.

D'après cet exposé, la Commission est d'avis :

1°. De réunir les 13 millions & tant de livres des emprunts de 1755 & 1765 au denier 15, aux 44 millions & tant de livres, à quoi se trouve monter, le premier Avril 1770, l'emprunt fait au même denier 15, pour le remboursement des rentes au denier 10. Ces deux capitaux réunis composent, au premier Avril 1770, la somme de 67861719 l.

2°. De réunir pareillement les 15 millions & tant de liv., restant des anciens emprunts au denier 10, aux 16 millions du présent Don; ce qui formera, au premier Avril 1770, un capital de 31 millions & tant de livres.

3°. De se servir des 6790000 l., pour fournir annuellement, tant aux intérêts, qu'au remboursement des capitaux, tant au denier 10, qu'au denier 15 : sur laquelle somme il y aura pour les arrérages 4217034 liv. 17 s. 2 den., plus un revenant-bon de 2562965 liv. 2 s. 10 den., lequel revenant-bon sera appliqué au remboursement des capitaux, tant au denier vingt-cinq, qu'au denier vingt.

Par cet arrangement, il n'y aura aucune nouvelle imposition à faire sur les Contribuables, & conformément aux deux progressions, l'extinction des rentes au denier 10, sera opérée au premier Octobre 1789, & celle des rentes au denier 15, au premier Octobre 1796.

L'Assemblée, après avoir murement discuté tous ces objets, s'est entièrement conformée à l'avis de la Commission. T. VIII, p. 1653 jusqu'à 1666.

L'Arrêt

Le Contrat
vé dans l'Assen
par Mrs. du Cl
chez M. le C
monial ordin
1667. P. Just.

Don-

LVII. Mrs.
au nombre de
licie portant l
nom du Roi, u
Le Promoteur
en délibération
unanime, acco
lions, par fo
par anticipati
roient pu être
ses & condit
dans le Cont
dont la Com
les Commissa
de la délibéra
portée au Roi
Cardinal : Sa
contentemen
Eminence. T.

Quant aux
paiement du
Com. assen
avis, le Com

den. 10, de la
dont les arr
courir du pre

2°. Que les
de capitaux,
au premier O
boursements
levés, seront
du nouveau
une masse de
33 millions
rêts annuels
1947500 liv.

3°. Que p
rérages & p
remboursem
mencer au
servira de
l'Assemb. d
denier 10,
des trois de
Diocés., à
14 sols, à la
plément, u
l. qui comm
ter du term
montera à l

Table de

L'Arrêt du Conseil, Picc. Just. p. 540 & suiv.

Le Contrat du Don est lu & approuvé dans l'Assemblée; il est signé ensuite par Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil, chez M. le Chancelier, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1666, 1667. P. Just. p. 549 & suiv.

Don-gratuit en 1772.

LVII. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de sept, M. le Duc de la Vrillière portant la parole, demandent, au nom du Roi, un secours de dix millions. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemb., d'une voix unanime, accorde au Roi les dix millions, par forme de Don-gratuit, & par anticipation des demandes qui auroient pu être faites en 1775, aux clauses & conditions qui seront stipulées dans le Contrat, & selon les moyens dont la Compagnie conviendra. Mrs. les Commissaires du Roi sont informés de la délibération : la nouvelle en est portée au Roi, par une Lettre de M. le Cardinal : Sa Majesté en marque son contentement dans la réponse à Son Eminence. T. VIII, p. 1942 jusqu'à 1951.

Quant aux moyens de subvenir au paiement du Don, on le rapport de la Compagnie, & conformément à son avis, la Compagnie a délibéré :

1°. Qu'il seroit fait un emprunt, au den. 20, de la somme de dix millions, dont les arrérages commenceroient à courir du premier Juin.

2°. Que les 28 millions 950 mille l. de capitaux, au denier 20, restant dus au premier Octobre prochain, les remboursements faits au même jour, prélevés, seront réunis aux dix millions du nouveau Don, pour faire ensemble une masse de capitaux, au denier 20, de 38 millions 950 mille l., dont les intérêts annuels montent à la somme de 1947500 livres.

3°. Que pour faire le fonds de ces arrérages & pourvoir en même-temps au remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1773, on se servira de l'imposition destinée par l'Assemb. de 1770, pour les rentes au denier 20, montant, distraction faite des trois deniers pour liv. des Recev. Diocés., à la somme de 2551725 liv. 14 sols, à laquelle il sera joint pour supplément, une imposition de 500 mille l. qui commencera d'être levée, à compter du terme de Noël prochain; ce qui montera à la somme de 3051725 l. 14 s.;

Table de la Coll. des P. V.

que les arrérages des capitaux ne montent qu'à la somme de 1947500 l., il restera encore un fonds de 1104225 l. 14 s. par an, qui sera employé au remboursement des rentes au denier 20, réunies indistinctement, à commencer au premier Avril 1773, & qui, avec l'accroissement des arrérages éteints, doit opérer leur entière libération en 1793, suivant les progressions.

4°. Qu'en conséquence, il sera fait & arrêté dans la présente Assemb., un nouveau département de la somme de 3089872 l. 5 s. 5 den., y compris les taxations des 3 deniers pour livre des Receveurs Diocésains, pour commencer à être levé au terme de Noël prochain.

5°. Qu'à l'égard des arrérages de 4 mois, qui seront dus aux Rentiers du nouvel emprunt, depuis le premier Juin jusqu'au premier Octobre prochain, le fonds en sera fait par le Roi, qui y consent.

6°. Que quant aux 500 mille l. dont le Roi s'est engagé de faire continuer le paiement au Clergé, jusques & compris l'année 1792, pour être affecté au remboursement des capitaux au den. 25, il a été arrêté de supplier S. M., de vouloir bien, en considération du nouveau Don, proroger le paiement de cette somme jusqu'à leur extinction, & de lui assurer ce secours par un Edit, jusqu'à concurrence desdites 500000 l. depuis l'an 1792 où il devoit cesser, jusques & compris le premier Juillet 1796, qui sera le terme où, suivant les progressions, doit s'opérer l'entière libération des rentes du Clergé au denier 25. L'Edit de prorogation est accordé. T. VIII, p. 1951 jusqu'à 1957. *L'Edit*, P. J. p. 670.

Lecture du projet du Contrat, & sa signature chez M. le Chancelier, par l'Ass. & par Mrs. du Clergé, avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1957. *Le Contrat*, P. J. p. 671.

Don-gratuit en 1775.

LVIII. Mrs. les Commissaires du Roi, au nombre de quatre, M. le Duc de la Vrillière portant la parole, demandent, au nom du Roi, un secours de 16 millions. Le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, l'Assemblée, d'une voix unanime, accorde cette somme au Roi, par forme de Don-gratuit, suivant les moyens dont la Compagnie conviendra, & aux conditions qui seront stipulées dans le Contrat.

N n n

L'Assemblée arrête en même-temps de faire connoître au Roi, que, si, malgré l'excès de ses impositions actuelles, & l'impossibilité d'y ajouter, le Clergé se porte à donner à S. M. cette preuve de son zèle, il ne peut y être déterminé que par la confiance qui inspirent les principes de sagesse & d'économie qui rendent si cher à ses Peuples le commencement de son règne; que cette confiance fait espérer au Clergé, que non-seulement S. M. ne fera plus dans le cas de lui faire des demandes supérieures à ses forces, mais qu'elle voudra bien lui accorder de nouveaux secours annuels, qui accélèrent la libération de ses dettes; que les motifs & les objets des espérances de l'Ass. seront consignés dans les Mémoires qui seront mis sous les yeux de S. M. ainsi que la présente délibération, que son Eminence voudra bien lui envoyer.

Cette délibération de l'Ass. est portée à Mrs. les Commissaires: l'Emi-nence en fait part au Roi, par une let-tre & un extrait en forme de lad. dé-libération; S. M. lui répond par une Let-tre, où elle témoigne au Clergé toute sa satisfaction. T. VIII, p. 2095 jusqu'à 2105.

La Commission des moyens, en conséquence de la précédente délibération, fait part à l'Ass. du Mémoire à présenter au Roi, avec le tableau des impositions excessives & des dettes immenses du Clergé. Il avoit été déjà observé, lors de la concession du Don, que le Clergé-Général devoit plus de 97 millions, sans parler des dettes particulières des Diocèses, & en y ajoutant les 16 millions du nouveau Don, les dettes se porteroient à 113 millions. Quant aux dettes particulières des Diocèses, l'état de ces dettes, tel qu'il a été constaté par l'Ass. de 1765, montoit alors à la somme de 19 millions 677190 liv. 14 s. 6 d. Lecture faite du Mémoire, il a été unanimement approuvé, & son Eminence a été priée de le présenter au Roi, avec le tableau des dettes & impositions. T. VIII, p. 2105 jusqu'à 2109.

Après le Mémoire présenté au Roi sur l'état des dettes & impositions du Clergé pour demander un nouveau secours annuel, M. l'Evêque de Chartres fait observer, qu'on n'avoit point suffisamment insisté sur la comparaison, entre la position actuelle du Clergé & celle où il étoit en 1748, lors-

que le secours de 500 mille liv. lui fut accordé : il proposa, en conséquence, un article à joindre au Mémoire, par forme de supplément. Lecture faite de cet article, son Eminence a été priée de le mettre sous les yeux de S. M. T. VIII, p. 2109.

Mgr. le Cardinal fait part à l'Ass. de la Lettre que lui a écrite M. le Contrôleur-Gén., relative au Mémoire de l'Assemblée, concernant la libération des dettes du Clergé. L'Ass. renvoie la discussion de l'affaire au Bureau des Moyens. T. VIII. p. 2109.

M. l'Arch. d'Auch, Chef du Bureau, expose à l'Ass., que M. le Contrôleur-Général fait dépendre le secours qu'il offroit au Clergé, de l'imposition de la même somme faite par le Clergé sur les Contribuables; que l'état d'épuisement & de surcharge où étoient ces derniers, ne permettoit pas de leur faire supporter encore cette nouvelle taxe; qu'ainsi la Commission étoit d'avis de ne point accepter les offres de M. le Contrôleur-Général; offres d'ailleurs trop peu considérables pour accélérer, d'une manière avantageuse, la libération des dettes du Clergé. L'avis a été adopté. T. VIII, p. 2110.

Quant aux moyens dont on peut se servir pour parvenir au paiement, tant des arrérages des nouvelles rentes, au den. 25, de l'emprunt de seize millions du nouveau Don, que du remboursement des capitaux, la Commission, après s'être convaincue, par le tableau des charges annuelles que le Clergé supporte, de l'impossibilité d'y en ajouter de nouvelles, n'a pas trouvé de parti plus convenable aux circonstances, en conciliant la fureur des Créanciers, que de prendre sur les fonds précédemment faits pour les rentes au den. 25, dont la masse se trouve diminuée par la progression des remboursements faits depuis 1770, les fonds nécessaires aux charges imposées par le nouveau Don, en le réunissant à la masse des capitaux au denier 25, à compter du premier Octobre prochain.

Suivant le plan proposé par la Commission, tous les arrérages ou intérêts des rentes payés, il reste un fonds général des remboursements des capitaux des rentes au denier 25, montant à la somme de 115,3706 liv. 10 sols 4 den. Délibération conforme à l'avis. T. VIII, p. 2110 jusq. 2119.

Voyez Oütro
1772, 1775.

Voyez au m.
1710, 1715, 1

I. Les Religieuses qui se
présenteront pour les assister
avoient au Collège de la
cassation d'un
du 11 Janvier
étoient conda
y nommée, la
avec défenses
Religieuses de
les filles qu'el
pension viager
500 livres. Il
d'intervenir,
cet Arrêt por
teres particul

L'Aff. de réflexions sur les Maisons de supplier S. M. l'absence des pro Monasteres, Diocèse, les toutes ces M. claires; favo samment ren nombre néce l'observation sions de certe de dorts, ai feront requ ne font pas t y entreteni ligueuses pou les Evêques prendre des pour les troi sement nou sifier qu'en S. M. fera la prudence suivant ce q quels usero canonique

L'AN. d
Cahier, d
permis aux
non fondé
dre des dor

DONS-GRATUITS DES VILLES.

Voyez Oétrois, n^o. I, an. 1762, 1765, 1772, 1775.

DORSANNE.

Voyez au mot Mémoires, n^o. I, an. 1710, 1715, 1723.

D O T S.

I. LES Religieuses Ursulines de Paris présentèrent Requête à l'Ass. de 1635, pour les assister en une instance qu'elles avoient au Conseil, pour obtenir la cassation d'un Arrêt du Parl. de Paris, du 11 Janvier 1635, par lequel elles étoient condamnées à rendre à la Partie y nommée, la somme de 30000 livres, avec défenses à elles & à toutes autres Religieuses de prendre aucune dot pour les filles qu'elles recevront, hors une pension viagère, qui ne pourra excéder 500 livres. Il fut ordonné aux Agents d'intervenir, à raison du préjudice que cet Arrêt porte à l'Eglise & aux Monastères particuliers. T. II, p. 810, 811.

L'Ass. de 1670, ayant fait plusieurs réflexions sur l'état présent où étoient les Maisons des Religieuses, arrêta de supplier S. M. de renvoyer la connoissance des procès-verbaux de l'état des Monastères, aux Prélats, dans chaque Diocèse, lesquels pourroient réduire toutes ces Maisons Religieuses à trois classes; savoir, celles qui sont suffisamment rentées pour l'entretien d'un nombre nécessaire de Religieuses, pour l'observation de la régularité; les Maisons de cette qualité ne prendront point de dots, ni de pensions des filles qui y seront reçues: quant aux secondes qui ne sont pas suffisamment rentées pour y entretenir un nombre suffisant de Religieuses pour l'observation de la Règle, les Evêques pourront leur permettre de prendre des filles, moyennant pensions: pour les troisièmes qui sont d'un établissement nouveau, & qui ne peuvent subsister qu'en prenant des dots de filles, S. M. sera suppliée de vouloir laisser à la prudence des Evêques d'en recevoir, suivant ce qu'ils jugeront à propos, lesquels useront néanmoins de ce pouvoir canoniquement. T. V, p. 65, 66.

L'Ass. de 1680, par l'art. 12 de son Cahier, demande au Roi, qu'il soit permis aux Religieuses des Monastères non fondés, rentés, ni bâtis, de prendre des dots, & contracter, pour raison

de ce, comme elles faisoient avant l'Edit de 1666 & les Arrêts des Parlem., sur le pied qui sera réglé par l'Ordinaire des lieux. T. V, P. Just. p. 182.

L'Ass. de 1685 s'est occupée de la Déclaration de 1666, qui défend aux Monastères de prendre des dots pour les Religieuses. M. le Coadjuteur d'Arles fait voir les inconvénients & même l'inutilité de cette Déclaration. M. l'Archevêque de Paris, Président, ajoute, qu'il y a deux choses à considérer sur ce sujet, la spéculation & la pratique; que, dans la spéculation, il étoit constant, qu'à regarder les choses dans l'esprit ecclésiastique, les dots ne devoient point être tolérées; mais qu'à l'égard de la pratique, il s'étoit introduit une coutume fort opposée aux Loix de l'Eglise; qu'elle pouvoit être abusive, dans son principe; mais qu'elle étoit autorisée par un long usage; que M. l'Evêque d'Auxerre ayant agité cette question en l'Ass. de 1675, cette Assemblée avoit raisonné sur les mêmes principes; qu'ainsi cette coutume se trouvant tolérée, étant conforme à l'esprit de saint Charles, & tous les jours autorisée par les Papes, il falloit supplier le Roi de révoquer, ou au moins d'interpréter sa Déclaration, en faisant distinction des Monastères riches & de ceux qui ne sont pas si bien fondés; qu'il seroit peut-être plus aisé d'obtenir, que l'on fît défenses aux premiers de recevoir des Novices au-delà du nombre qu'ils pourroient nourrir; mais qu'à l'égard des derniers, on pourroit demander, que la qualité & la quantité des dots fussent remises à la prudence des Evêques. T. V, p. 631, 632.

En 1725, deux sœurs firent Profession au Couvent de Sainte-Elisabeth de Lyon. le pere n'étant pas en état de payer en deniers comptants, convint avec la Communauté de lui céder un fonds, estimé par des amis communs, valant 10000 liv. Le frere de ces Religieuses, en 1759, voulut rentrer dans ce bien, prétendant, 1^o. que la Maison étant rentée, ne devoit point exiger de dot; 2^o. que l'estimation du fonds cédé n'ayant pas été faite par des Experts nommés d'office, la cession étoit nulle de droit. Cette affaire ayant été rapportée à l'Ass. de 1760, elle la renvoie au Bureau du Temporel. T. VIII, p. 987.

II. L'Assemblée de 1735, art. 1 de son Cahier sur le Temporel, supplie Sa Majesté d'accorder la décharge des

droits d'insinuation & de centième denier, pour les biens qui pourront être donnés par les pères, mères & autres parents dans la ligne ascendante, soit pour tenir lieu de titre clérical, soit par forme de dot en faveur de la Profession dans l'état monastique : ces dons étant sujets à l'insinuation ecclésiastique, le droit seroit payé doublement. Rép. *Le Roi fera examiner les Mémoires que le Clergé fournira ; il se portera à les décider avec faveur.* Recueil, p. 1698, 1699.

En l'Aff. de 1758, M. l'Abbé de Jumilhac fait rapport d'une affaire concernant les Religieuses du Calvaire de Nantes, qui étoient poursuivies par les Fermiers du Domaine, pour les obliger à payer le droit d'insinuation de quinze dotations de leurs Religieuses, quoiqu'il n'y eût à ce sujet aucun acte par-devant Notaires. En 1739, le Fermier ayant voulu exiger les mêmes droits, le Conseil avoit ordonné qu'il seroit sursis, à cet égard, à toutes poursuites, & depuis ce temps, l'affaire étoit restée indécidée. L'Assemblée députa à M. le Chancelier pour avoir une prompte décision de l'affaire. T. VIII, p. 674, 675.

La même affaire se présente à l'Aff. de 1761. On observe, que le prétexte du Fermier, est de dire que la surseance accordée par le Roi, tombe sur les dots qui sont données manuellement & à titre d'aumône, & non sur celles, qui, quoique données sur des quittances sous seing privé seulement, ne peuvent cependant être regardées comme de simples aumônes : on ajoute, que cette distinction paroïtloit en avoir imposé au Conseil, & le rendoit difficile à donner une décision. L'Assemblée députa à M. le Contrôleur-Général, pour avoir au plutôt cette décision. Ce Ministre demanda un Mémoire à ce sujet. T. VIII, p. 1088, 1089.

L'Aff. de 1760 fait dresser un projet de Règlement, au sujet des droits d'insinuation & de centième denier, que les Fermiers du Domaine exigent pour les Contrats de dotation que les pères & mères constituent à ceux de leurs enfants qui entrent en Religion, quoique l'Edit portant création de ces droits, en ait excepté les donations faites en ligne directe par Contrat de mariage. T. VIII, p. 904.

L'Aff. de 1765, art. 9 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de défendre au Fermier des Domaines de faire aucune poursuite pour le paiement des droits de

contrôle, insinuation & centième denier, à cause des actes sous seing privé, constitutifs de dots de Religieux ou Religieuses & des quittances de ces dots, données pareillement sous seing privé ; & d'ordonner à cet effet que l'Arrêt de son Conseil, du 3 Mars 1739, sera exécuté selon sa forme & teneur ; & que ces actes & quittances sous seing privé, seront compris dans la surseance prononcée par cet Arrêt.

Rép. *Le Roi fera examiner, en son Conseil, les motifs qui ont déterminé la surseance portée par l'Arrêt : S. M. expliquera ensuite ses intentions sur cet objet, qui mérite une attention particulière, & paroît demander qu'il y soit pourvu par un nouveau Règlement.* T. VIII, P. J. p. 499.

Le Roi s'est expliqué sur ce point, dans sa réponse à l'article 12 du Cahier sur le Temporel de l'Assemblée de 1770, en ces termes. *Le feu Roi a statué sur cet objet par un Arrêt de son Conseil, du 14 Septembre 1773, par lequel, en voulant bien, pour le passé, décharger de toutes amendes & recherches ; S. M. défend, pour l'avenir, de passer autrement que par-devant Notaires les actes de dotation.* T. VIII, P. J. p. 630.

L'article 11 du Cahier du Temporel de l'Assemblée de 1775, a pour objet les pensions dotales des Religieux & des Religieuses. *Voyez sur cet article & sur la réponse du Roi, le second supplément de la Table ad calcem.*

DOYENNÉS. DOYENS.

I. Aux Etats de Blois en 1777, il fut arrêté de demander au Pape, de ne plus admettre les résignations des Doyennés électifs. T. I, p. 90.

II. Est-il nécessaire d'être Gradué pour posséder les Doyennés des Chapitres ? *Voyez Dignités, n° I.*

Les Doyennés sont-ils sujets à l'expectative des Gradués ? *Voyez Dignités, n° II.*

Sont-ils sujets à la Régale & à l'Indult ? *Voyez Dignités, n° III.*

III. Les Doyens qui, par la disposition du Concile de Trente, doivent être âgés de 25 ans, ont ordinairement dans les Eglises *curam animarum* : ils administrent les Sacraments à tout ce qui compose le Chapitre, dont ils sont regardés comme les Curés : ils ont droit de faire la correction aux Chanoines en particulier & en public dans le Chapitre : ces fonctions sont spirituelles ; & pour les exercer, il faut, dans

les règles, voir le Rapport de M. l'Aff. de 1682.

IV. Sur les Cathédrales & séance dans *Voyez Abbés.*

V. Sur la primatiale de Métropole *Voyez Primatiale.*

DOYE

C'EST une commanderie, qu'il s'agit de faire, par le Curé, des biens des Curés, pour donner des réponses à faire dans les Coutumes. Cette coutume, Roi, qui, répondant, Prov. de Normandie. Doyen, aux Juges Royaux, s'en prend en cas de négligence par l'espace de cette coutume par Arrêt du Conseil le 24 Février 1771, que de Lificiers Royaux, de 1645, dans s'attribuoient bloient les Doyens en fut remonte cette Assemblée. tervien en l'

DROIT

I. L'Assemblée, son Cahier, de Droit Canon Ecclésiastiques, ques, par la vœux, que trement affectées, ponce. *Le Roi Recueil, p. 1477.*

II. L'Aff. d'Agents de s'occuper à Rome, par de Droit de Primatiale Indult. T.

DROITS

SE

Sur les Droits Eglises & les ce genre. *Voyez* Sur les Droits Justices.

les regles, avoir permission de l'Eglise. *Rapport de M. l'Archev. de Reims, en l'Ass. de 1682. T. V, p. 434.*

IV. Sur le différend des Doyens de Cathédrales & des Abbés, sur le rang & séance dans les Assemb. du Clergé. *Voyez Abbés, n°. XII.*

V. Sur la préséance entre un Doyen de Métropole, & un Doyen de Cathédrale. *Voyez Préséance, §. I, n°. VIII.*

DOYENS RURAUX.

C'est une coutume établie en Normandie, qu'il appartient aux Doyens ruraux de faire faire les Inventaires des biens des Curés qui meurent, & d'ordonner des réparations qui peuvent être à faire dans les Presbytères & Cancells. Cette coutume a été autorisée par le Roi, qui, répondant aux Cahiers de la Prov. de Normandie en 1625, y a maintenu led. Doyens, & fait défenses, tant aux Juges Royaux, qu'à tous autres Juges, d'en prendre connoissance, sinon en cas de négligence par led. Doyens par l'espace de 3 mois, & ce sans frais: cette coutume a de plus été confirmée par Arrêt du Conseil, donné à Caen, le 24 Février 1640, en faveur de l'Evêque de Lisieux: néanmoins les Officiers Royaux, dès le temps de l'Ass. de 1645, dans tout le Dioc. d'Evreux, s'attribuoient ce pouvoir, & y troublaient les Doyens ruraux. Sur ce qui en fut remontré par l'Evêq. d'Evreux, cette Assemb. ordonna aux Agents d'intervenir en l'instance. T. III, p. 362.

DROIT. [FACULTÉ DE]

I. L'ASSEMBLÉE de 1700, art. 17 de son Cahier, demande que les Chaires de Droit Canon soient données aux Ecclésiastiques privativement aux Laïques, par la voie du concours; ou du moins, que trois de ces Chaires demeurent affectées aux Ecclésiastiques. Réponse. *Le Roi y fera considération.* Recueil, p. 1477.

II. L'Ass. de 1612 charge Mrs. les Agents de s'opposer à l'Indult sollicité à Rome, par les Régents de la Faculté de Droit de Paris, & à l'expédition du dit Indult. T. II, p. 49.

DROITS HONORIFIQUES ET SEIGNEURIAUX.

Sur les Droits honorifiques dans les Eglises & les diverses prétentions en ce genre. *Voyez Eglise, §. IV.*

Sur les Droits seigneuriaux. *Voyez Justices.*

DUELS.

I. L'ASSEMB. de 1700 a condamné les deux propositions suivantes sur le duel.

VIR Equestris ad duellum provocatus potest illud acceptare, ne timiditatis nomine apud alios incurrat... Potest etiam duellum offerre, si non aliter honori consulere possit.

DOCTRINA his propositionibus contenta, falsa est, scandalosa, contraria juri divino & humano tam ecclesiastico quam civili, imò & naturali. T. VI, P. J. p. 201.

II. La Chambre ecclésiast. aux Etats de 1614, résout & détermine une forte & vigoureuse Remontrance contre l'abus des duels. L'Evêque de Montpellier en porte la parole au Roi. Après avoir délibéré sur les moyens qu'on pourroit proposer à S. M. pour empêcher la continuation des duels, on conclut que le vrai remède étoit l'inviolable & exacte observation de l'Edit contre les duels. L'Eglise envoie prier Mrs. de la Noblesse d'assister à la Remontrance; mais à l'arrivée des Députés, ces Mrs. étoient déjà retirés: on apporta depuis qu'ils desiroient qu'il ne leur en rien communiqué. La Remontrance est reçue très-favorablement: M. le Chancelier remet aux Députés l'Edit donné nouvellement en 1613, pour le faire voir à la Compagnie, & en avoir son avis. L'article est dressé sur l'excès & la licence des duels, & pour demander l'exacte observation des Edits & autres remèdes qui y sont proposés. C'est l'article 181. T. II, p. 149, 150.

L'Ass. de 1625 députe au Roi, pour lui faire de nouvelles Remontrances sur le fait des duels: Harangue à ce sujet de M. l'Archev. de Bourges. L'Edit contre les duels est accordé, la vérification en est poursuivie. T. II, p. 481, 482.

En 1651, plusieurs Gentilshommes de la première qualité, font & signent une déclaration publique & protestation solennelle de refuser toutes sortes d'appels, & de ne se battre jamais en duel, pour quelque cause que ce puisse être: en conséquence de cette déclaration, Mrs. les Maréchaux de France rendent un Jugement par lequel ils approuvent ladite Déclaration & protestation, comme conforme aux Edits du Roi, & aux loix de l'honneur, comme elle l'est à celles de la vraie

Religion, &c. Le Clergé de France, vu lesdites Déclaration & Jugement, approuve la généreuse & chrétienne conduite des Gentilshommes qui ont signé la Déclaration, & de Mrs. les Maréchaux qui y ont donné leur approbation : il juge en même-temps à propos de fulminer de nouveau les anathèmes contre l'insolence & la barbarie des duels. Les mêmes Prélatz assemblés composent un Formulaire de Mandement adressé aux Evêques du Royaume, avec une Lettre circulaire d'envoi, qu'ils jugent pouvoir être envoyée aux Curés, sur le sujet des duels ; ledit Mandement portant, 1°. excommunication *ipso facto*, contre tous & un chacun de ceux qui se battront en duel, ou rencontre préméditée, premiers ou seconds ; contre tous aussi & un chacun de ceux qui feront des appels, porteront des paroles ou cartels de défi, & ceux qui les accepteront, quand même le combat ne s'ensuivroit pas, pourvu qu'il n'ait pas tenu à eux : 2°. une réserve plus particulière du crime : 3°. une imposition d'une pénitence publique laissée au Jugement de l'Evêque : 4°. la privation de la sépulture Ecclésiastique. Le même Man-

dement enjoint aux Curés de publier ladite Ordonnance par trois Dimanches consécutifs, & d'en renouveler la publication tous les ans le premier Dimanche de Carême. T. IV, P. Just. p. 10 jusqu'à 14.

Les Prélatz assemblés joignent au Formulaire de Mandement, quelques observations sur les différens articles portés dans le Mandement, notamment sur l'excommunication encourue, *ipso facto*, sur la réserve spéciale du cas, & sur l'imposition de la pénitence publique. T. IV, P. Just. p. 14, 15, 16.

L'Aff. de 1655 reçoit la Déclaration de S. M., vérifiée au Parlement, & fait une députation au Roi pour le remercier. M. l'Evêque d'Angoulême est chargé du discours. S. M. en écrit aux Evêques. La Lettre & la Déclaration leur est envoyée. T. IV, p. 362.

III. Le Baron de Druy donne un Ouvrage sur les duels, intitulé, *la beauté de la valeur, & la lâcheté du duel*. Le livre est présenté à l'Aff. de 1655, & agréé de la Compagnie. T. IV, p. 429.

DUNG LE ROI.

Voyez Minimes.

E.

EAU-BÉNITE.

I. **C**ONTESTATIONS & différends sur la manière dont l'Eau-bénite doit être donnée aux Seigneurs, Patrons ou Fondateurs des Eglises Paroissiales, par les Curés : est-ce par présentation, ou par aspergion ? Voyez Eglise, §. IV, n°. II.

II. Cérémonial observé pour l'Eau-bénite donnée par le Clergé en Corps, sur le corps des Rois, Reines, Princes & Princesses. Voyez Morts des Rois, &c.

III. Sur le cérémonial de la présentation de l'Eau-bénite à Mrs. les Prélatz & autres Députés des Assemblées du Clergé, par le P. Augustin, lorsque l'Aff. entre en leur Eglise, soit pour les Messes du Saint-Esprit, soit pour les Services, soit pour les Saluts du Saint-Sacrement. Voyez Messe Pontificale. Services funebres, §. I. Fête-Dieu.

E A U X.

VERS l'année 1695, il se fit des

poursuites dans toutes les Provinces, contre les Ecclésiastiques, pour la taxe des eaux, aux termes de l'Édit de Décembre 1694. Mrs. les Agents firent, sur ce sujet, des représentations à M. de Pontchartrain, qui répondit que la volonté du Roi étoit, que les Ecclésiastiques payassent ; qu'il laissoit seulement la liberté à chaque Dioc. d'offrir une somme pour s'en racheter : ce même Ministre assura, que les Bénéficiers dont les eaux couloient dans leurs terres, ne seroient pas sujets à la taxe. Il y eut un Mémoire présenté au Roi par M. l'Arch. de Reims, mais sans succès. T. VI, P. Just. p. 132-133.

E A U X ET FORÊTS.

Voyez Bois.

ECCLÉSIASTIQUES.

Voyez Clercs.

ÉCHANGES.

DROITS d'amortissement relatifement aux échanges. Voyez Acquéts.

I. L'Ass.

Décrets & Ecoles, au ti
P. Just. p. 12

II. Par l'a
Réguliers, n
tenir Ecoles
leurs Couven
à qui il est per
truire les sécu
comme font
réguliers & b
gieuses. T. I

III. Le dro
& instituer
tressés d'Ec
ques, aux C
Ecclésiastiqu
des Ecoles r
Ecclésiastiqu

L'Aff. de
Cahier, suppl
de recevoir,
petites Ville
Précepteurs
prouvés par
aux Curés,
approbation
ou autres di
quelles, de
dites Ecole
favorable. R

Sur le tro
quelques I
Royaux, d
d'instituer o
& Maîtres
solicite des
les Senten
p. 85.

M. l'Arc
faisant sa v
dun, le Cur
sieurs parti
tions de M
examinés &
Prélat rend
joint aux di
devant lui,
le Juge d'É
nance con
Prélat se p
obtient Ac
ter à l'Ord
ordonné q
cutée ; & q
tous ceux

Amortissement, §. II, n°. VI, VII, XIII.

ÉCOLES.

I. L'Ass. de Melun a fait quelques Décrets & Réglemens touchant les Ecoles, au titre de *Ludimagistris*. T. V, P. Just. p. 123.

II. Par l'art. 27 du Règlement des Réguliers, nuls Religieux ne peuvent tenir Ecoles pour les séculiers, dans leurs Couvents. Il faut excepter ceux à qui il est permis, par leur Règle, d'instruire les séculiers dans leurs maisons, comme font les Jésuites, les Clercs réguliers & quelques Ordres de Religieuses. T. II, P. Just. p. 66.

III. Le droit d'examiner, approuver & instituer les Maîtres & les Maîtresses d'Ecole, appartient aux Evêques, aux Curés & autres personnes Ecclésiastiques; en sorte que la police des Ecoles n'est point séculière, mais Ecclésiastique.

L'Ass. de 1605-1606, art. 29 de son Cahier, supplie S. M. de faire défenses de recevoir, ni établir, aux Ecoles des petites Villes & Villages, Régents, ni Précepteurs, sinon qu'ils soient approuvés par les Curés desdits lieux; & aux Curés, défenses d'en recevoir sans approbation de l'Evêque Diocésain, ou autres dignités Ecclésiastiques, auxquelles, de droit, la connoissance desdites Ecoles appartient. *La réponse est favorable.* Recueil, p. 1183, 1184.

Sur le trouble fait aux Evêques en quelques Diocèses, par les Juges Royaux, dans le droit & autorité d'instituer ou d'approuver les Maîtres & Maîtresses d'Ecole, l'Ass. de 1641 sollicite des Arrêts au Conseil contre les Sentences desdits Juges. T. III, p. 81.

M. l'Arch. de Bourges, en 1680, faisant sa visite dans la Ville d'Issoudun, le Curé se plaint de ce que plusieurs particuliers faisoient les fonctions de Maîtres d'Ecole, sans être examinés & approuvés: sur quoi le Prélat rend une Ordonnance, qui enjoint auxdits Maîtres de se présenter devant lui, ou ses Vicaires-Généraux: le Juge d'Issoudun rend une Ordonnance contraire, contre laquelle le Prélat se pourvoit au Conseil, où il obtient Arrêt par lequel, sans s'arrêter à l'Ordonnance dudit Juge, il est ordonné que celle du Prélat sera exécutée; & que, conformément à icelle, tous ceux qui voudront tenir Ecoles,

seront tenus de se présenter devant lui, ou ses Grands-Vicaires, apporter attestation de leurs vie & mœurs, subir l'examen, & prendre par écrit leur approbation: défenses au Juge d'Issoudun & à tous autres, de prendre connoissance des Ordonnances qui seront rendues pour raison de ce, par le Sgr. Arch. de Bourges.

Ce Prélat fait part de cet Arrêt à l'Ass. de 1683; l'Evêque de Valence parle d'un Arrêt semblable rendu pour le Dauphiné & le Vivarais: sur quoi M. l'Arch. de Paris, Président, ajoute, que, depuis peu de temps, il avoit jugé le Procès qu'il y avoit sur lesdites Ecoles, entre le Chapitre & le Chantre de l'Eglise de Paris, & les Curés de la Ville; qu'il avoit par son Jugement confirmé ledit Chantre dans le droit qu'il avoit reçu de ses Prédécesseurs Evêques de Paris, d'instituer les Maîtres d'Ecole, & de les visiter, & que, tant ledit Chantre, que les Curés, avoient reconnu dans leurs Factum, que le droit pour lequel ils plaidoient, émanoit originairement des Evêques & des Arch. de Paris. T. V, P. 600.

L'Ass. de 1683, par la réponse du Roi à l'art. 8 de son Cahier, obtient défenses à toutes personnes de tout sexe de tenir Ecoles, sans l'approbation de l'Evêque. Recueil, p. 1462.

Arrêt du Conseil d'Etat, du 8 Mars 1693, qui porte, que toutes les personnes qui voudront tenir les Colleges ou Ecoles, pour l'instruction de la jeunesse de l'un & l'autre sexe, dans l'étendue du Dioc. de Sisteron, en obtiendront la permission & l'approbation par écrit de M. l'Evêque; qu'ils observeront exactement les réglemens qu'ils recevront de ce Prélat, ou de ses G. Vic.; qu'aucuns autres que ceux qui auront son approbation, ne pourront entreprendre d'enseigner dans ces Ecoles, sous quelque prétexte que ce soit; que le choix des personnes & la détermination des lieux où il conviendra d'en établir, sera au jugement de l'Evêque; avec défenses à toutes sortes de personnes d'en retarder l'exécution. Raisons & autorités qui confirment cette jurisprudence. il y a sur ce sujet une lettre du Roi très-remarquable à M. l'Evêque de Poitiers, en date du 15 Décembre 1640. T. VI, P. Just. p. 91, 92.

L'Ass. de 1723, art. 7 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'autoriser, par une Déclaration, le droit

quels les offices d'Economes Sequeſtres ſupprimés par l'Edit de Novembre 1714, ont été acquis par le Clergé, les gages & droits attribués auxdits offices, continueront d'être perçus & levés par ceux qui ſeront nommés par leſd. Diocèſes, juſqu'à parfait rembourſement du principal de la finance deſdits offices, frais & loyaux-couts, ſuivant la liquidation qui en aura été faite en la maniere portée par l'Edit de ſuppreſſion. Réponſe. Il y a été pourvu par leſd. Edit de ſuppreſſion. Recueil, p. 1546.

Par le même Edit de 1714, portant ſuppreſſion des offices d'Economes Sequeſtres, & de Contrôleurs des Economes, & autres Déclarations & Arrêts du Conſeil poſtérieurs, il y avoit eu des temps marqués pour faire la liquidation deſdits offices. Le Clergé du Diocèſe d'Auch n'ayant pu profiter de ces délais, l'Aff. de 1726 demande pour leſd. Diocèſe à S. M. un nouveau délai. T. VII, p. 776, 777.

V. Tout ce qui concerne les Economes Sequeſtres depuis leur éſtabliſſement en Décembre 1691, les changements arrivés dans l'exercice des offices deſdits Economes & de leurs Contrôleurs, les Réglemens ſurvenus, en ce qui regarde l'étendue de leurs fonctions & le paiement de leurs droits, eſt rapporté & détaillé dans le Rapport d'Agence en 1710, p. 173 & ſuiv., & dans le Rapport de 1725, p. 308 & ſ.

ÉCONOMES SPIRITUELS.

I. Nous n'avons, ni Décrets des Conciles, ni Conſtitutions des Papes, ni Edits, Lettres-Patentes ou Déclarations de nos Rois, pour la création des Economes ſpirituels : ils ne furent éſtablis qu'en 1590, par un Arrêt du Grand-Conſeil, du 5 Septembre. Les diviſions de Rome avec la France, y donnerent occaſion ; ceux que le Roi avoit nommés aux Evêchés & aux Abbayes, ne pouvant plus obtenir de Bulles, le G. Conſeil ordonna l'éſtabliſſement de ces Economes pour le gouvernement ſpirituel de ces Bénéfices, juſqu'à ce que les nommés par Sa Maſté euſſent des provisions. *Mém. du Clergé*, T. X, p. 740 & ſuiv.

II. Quoique l'Arrêt du Grand-Conſeil ordonne l'éſtabliſſement des Economes ſpirituels dans les Evêchés vacants, comme dans les Abbayes, nous avons peu d'Economes ſpirituels pour les Evêchés, pendant ces troubles : ceux que le Roi avoit nommés aux Evêchés, al-

Table de la Coll. des P. V.

loient gouverner leurs Diocèſes, & y exerçoient leurs fonctions de la Jurisdiction ſpirituelle, de même que s'ils avoient eu des Bulles. Il y a eu néanmoins de ces Evêques nommés, qui ont pris des Lettres d'Economat ſpirituel ; on en trouve quatre dans les regiſtres du G. Conſeil, pour les Evêchés de Luçon, de Lectoure, d'Uſez, d'Acqs. *Mém. du Clergé*, T. X, p. 748 & ſ.

III. Les Economes ſpirituels furent peu de temps en exercice ; ils n'y furent pas conſervés ſix ans. Leur création eſt du 5 Septembre 1590. Les Lettres-Patentes du Roi qui portent leur révocation, & qui remettent les Chappitres des Eglises Cathédrales en l'adminiſtration ſpirituelle, le Siege vacante, ſont du premier Mai 1596 ; ces Lettres furent vérifiées au Grand-Conſeil, le 20 Mai. *Mém. du Clergé*, T. X, p. 757, 758.

IV. Le Clergé de France n'a jamais approuvé l'éſtabliſſement de ces Economes ſpirituels.

L'Aff. de 1595 s'éleva avec force contre cet éſtabliſſement ; ſur quoi, il eſt à obſerver, que le premier Avril 1594, le Parlement ſéant à Tours, avoit donné Arrêt, qui défendoit d'envoyer à Rome pour avoir des Bulles, & ordonnoit qu'on pourroit obtenir des Archevêques & Evêques, les Bulles pour leſquelles on ſ'adreſſoit auparavant au Pape ; & que ſur le refus des Archevêques & Evêques, la Cour en ordonneroit.

Cette matiere parut à l'Affemb. de 1595, l'une des principales plaintes & remontrances qu'elle devoit faire, tant de parole au Roi, que par écrit au Cahier. Délibération priſe par Provinces, il fut arrêté, qu'il en ſeroit dreſſé un article particulier au Cahier ; que le Roi ſeroit ſupplié de lever les inhibitions de ſe pourvoir à Rome, attendu que l'abſolution du Roi avoit été apportée par le Seigneur d'Elbene : il fut auſſi réſolu d'écrire à M. de Villeroi, pour le prier de moyenner envers S. M., que les défenſes de ſe pourvoir en Cour de Rome, fuſſent levées. L'article ſur les provisions & ſur les Economats ſpirituels, & ſur les diſpenſes données depuis les troubles, en vertu, tant des Arrêts du Parlement, que du Grand-Conſeil, fut lu & approuvé.

C'eſt l'article onze conçu en ces termes. Mrs. du Grand-Conſeil, contre tout droit & diſcipline eccléſiaſtique, ſans aucun fondement de Loi cano-

Ooo

nique, sans aucune Ordonnance du Royaume, sans aucun exemple ancien ou moderne, ont donné des Economes qu'ils ont nommé spirituels, d'abord pour le gouvernement & régime spirituel des Abbayes; & passant plus avant, ils en ont donné pour l'administration temporelle & spirituelle des Evêchés: en vertu de leurs Arrêts, plusieurs se sont immiscés aux fonctions spirituelles. Ce n'est pas tout; ils ont fait entr'eux & de leur autorité, certain Règlement, suivant lequel ils auroient expédié des Arrêts, & par iceux donné pouvoir pour admettre les résignations en faveur, octroyer des dévoluts, des provisions par mort, & autres expéditions, qui sont des grâces, & n'ont accoutumé d'être expédiées que par le saint Pere.

Ayant été délibéré par Provinces, il fut conclu, qu'il seroit fait une Déclaration fort ample & expresse, tant contre les Economats, que contre ceux qui, nommés aux Evêchés & Abbayes par le Roi, en vertu des Arrêts du G. Conseil, se sont immiscés aux fonctions spirituelles, & ont fait autres entreprises sur la Jurisdiction ecclésiastique. Cependant, comme il en avoit été fait plainte au Roi par article exprès du Cahier, l'Assemb. jugea à propos de différer la publication de cette Déclaration, jusqu'à ce que l'on eût eu réponse sur ledit Cahier. Cette réponse ne tarda pas à être rendue, telle que le Clergé la desiroit, ainsi qu'on peut en juger par les Lettres-Patentes de 1596, révocatives desdits Economats, dont il est parlé ci-dessus. T. I, p. 573, 580. *L'article du Cahier, Recueil, p. 1147 & suiv.*

Sur le sujet des Economats spirituels, on a le discours du Promoteur contre les collations & promotions qui avoient été expédiées pendant les troubles, au préjudice de l'autorité & de la juridiction de l'Eglise. T. I, P. J. p. 153, 156.

ÉCOSSOIS.

Voyez Anglois. Missions, n°. VII.

ÉDIT. [CHAMBRE DE L']

Voyez Chambre de l'Edit.

ÉDUCATION PUBLIQUE.

Voyez Colleges. Prêtres, n°. VII.

ÉGLISE.

§. I. *Immunités & Jurisdiction de l'Eglise considérées en général.*

SUR les Immunités ecclésiastiques.
Voyez Immunités.

**Sur la Jurisdiction ecclésiastiq. Voyez
Jurisdiction.**

§. II. Biens d'Eglise : Justices & Seigneuries qui lui appartiennent : prescription à l'égard desd. biens : leur aliénation & rachat : titres qui les établissent, &c.

Sur tous ces chefs & autres relatifs
aux biens d'Eglise. Voyez Temporel.

§. III. Eglises, lieux où s'assemblent les Fideles : leurs réparations & entretien : bancs & sépultures : argenterie.

I. Sur la restitution des Eglises envahies & usurpées par les Héretiques. Voyez Temporel, §. III.

II. L'All. de 1660 ayant trouvé des dispositions dans la piété du Roi, pour contribuer de son autorité & autres moyens, au rétablissement du Service divin dans les Paroisses de la Frontière, où, par une peste de guerre, il n'étoit point fait, [soit à cause que les Eglises étoient ruinées, soit parce que les Prêtres & les Curés n'y trouvoient pas leur subsistance & entretien,] adressa une Lettre circulaire aux Evêques, pour qu'ils dressassent des Procès-verbaux exacts & fideles sur ce sujet. T. V, p. 107, 108.

Dans le Rapport de l'Agence fait en 1670, il est parlé d'un Arrêt du Conseil, par lequel le Roi accorde une somme de 16000 liv. pour rebâtir l'Eglise de Die, ladite somme à imposer sur les tailles du Dauphiné. T. V, P. J. p. 77.

III. Sur les réparations & entretien des Eglises. *Voyez* Décimateurs, §. I.

IV. Sur les Bancs & Sépultures.
Voyez Bancs. Sépultures.

V. Sur l'argenterie des Eglises. *Voyez*
Argenterie.

§. IV. Préséance, rang, places & autres droits honorifiques dans l'Eglise, pour l'encens, l'eau-bénite, le pain-béni, &c.

I. Il s'est souvent élevé des différends sur le rang, la séance & autres droits

respectifs du Clergé &
& autres Cours séculie
gistrats, Corps-de-V
Militaires, Gouvern
dants dans les Provin

des entreprises des Ju
de Troyes, il fut ré
du Cahier sur les pré
seroit amplifié, & q
supplie de maintenir
en leurs droits, & qu
avoir autorité ès Ch
que celle qui leur ser
Sgns. Evêques, ou C
331, 364.

Le Premier-Président
voulu s'attribuer la pré-
chevêque dans l'Eglise
1600, dans l'article 1
supplie le Roi, pour
déliore, de vouloir
tous les lieux & Vill
les Evêques précéd
Présidents des Cours
même le premier de
différemment, ainsi
s'est toujours observé
Paris. Le Roi, par sa
les Evêques tiennent
de son Royaume,
le gardé dans sa Ville
T. I. p. 675. P. J. p.

Aux Processions du
le rang des Evêques
diatement devant le
Saint-Sacrement. Ce
été disputé à une Pro
soit au Louvre, l'A
en fit ses plaintes au
188.

Le Parlement de
un Arrêt, portant q
res du Chœur de la
réservees à Mrs. les
deux Dignités seule
ce & place aux dire
blable du Parlemen
nant-Général de M
rendu précéder dan
premier Archidiacon
ces Arrêts & entre
de 1633; elle arrê
de faire des défens
des Provinces, L
Officiers des Parlem
qu'en particulier, l
sonnes, de troub
Chanoines aux pla
tinées dans leurs
occasion que ce se

respectifs du Clergé & des Parlements, & autres Cours séculières, Juges & Magistrats, Corps-de-Villes, Officiers-Militaires, Gouverneurs, Commandants dans les Provinces & les Villes.

En l'Assemb. de 1585, à l'occasion des entreprises des Juges & Magistrats de Troyes, il fut résolu que l'article du Cahier sur les préséances de l'Eglise seroit amplifié, & que le Roi seroit supplié de maintenir les Ecclésiastiques en leurs droits, & que personne ne pût avoir autorité es Chœurs & chaires, que celle qui leur seroit baillée par les Srs. Evêques, ou Chapitres. T. I, p. 321, 364.

Le Premier-Président d'Aix avoit voulu s'attribuer la préséance sur l'Archevêque dans l'Eglise même. L'Ass. de 1600, dans l'article 12 de son Cahier, supplie le Roi, pour remédier à un tel désordre, de vouloir ordonner, qu'en tous les lieux & Villes du Royaume, les Evêques précéderont toujours les Présidents des Cours souveraines, & même le premier de tous endroits indifféremment, ainsi qu'il s'observe & s'est toujours observé au Parlement de Paris. Le Roi, par sa réponse, veut que les Evêques tiennent, en toutes les Villes de son Royaume, le même rang qui est gardé dans sa Ville capitale de Paris. T. I, p. 675. P. J. p. 175.

Aux Processions du Saint-Sacrement, le rang des Evêques est d'être immédiatement devant celui qui porte le Saint-Sacrement. Ce rang leur ayant été disputé à une Procession qui se faisoit au Louvre, l'Assemblée de 1615 en fit ses plaintes au Roi. T. II, p. 187, 188.

Le Parlement de Rennes avoit rendu un Arrêt, portant que les hautes chaires du Chœur de la Cathédrale seroient réservées à Mrs. les Conseillers, & que deux Dignités seulement auroient séance & place auxdites chaires. Arrêt semblable du Parlement d'Aix. Le Lieutenant-Général de Mâcon avoit aussi prétendu précéder dans l'Eglise même le premier Archidiacre. On se plaignit de ces Arrêts & entreprises, en l'Assemb. de 1635; elle arrêta de supplier S. M. de faire des défenses aux Gouverneurs des Provinces, Lieutenants de Roi, Officiers des Parlements, tant en Corps qu'en particulier, & à toutes autres personnes, de troubler les Dignités & Chanoines aux places qui leur sont destinées dans leurs Eglises, en quelque occasion que ce soit. Elle en fit un ar-

ticle de son Cahier; c'est l'art. 37, dont la réponse porte, que, lorsque les Parlements ou autres Cours souveraines vont en Corps aux Eglises, les Dignités & Chanoines se réduiront aux quatre chaires plus honorables de chaque côté, & laisseront les autres chaires pour lesdits Officiers. T. II, p. 747, 748, 751, 764. Recueil, p. 1400.

En l'Ass. de 1645, le Promoteur expose, qu'au préjudice d'une Déclaration du Roi de 1636, & d'un Arrêt du Conseil-Privé, donné au profit du Chapitre d'Aix, par lequel il est ordonné, que, lorsque Mrs. du Parlement se trouveront en Corps dans l'Eglise Métropolitaine, ils laisseront six places aux Chanoines, à leur choix, de chaque côté du Chœur, lesdits Sieurs du Parlement, le jour de la Fête-Dieu, firent faire commandement aux Srs. Prévôt & cinq Chanoines qui occupoient les six places seulement, d'en partir à l'instant; à quoi ayant répondu ce que dessus, ils auroient été tirés par force de leurs places; que même violence faite autrefois aux Chanoines de Rennes, avoit été réparée par Arrêt. L'Assemb. résout de demander la même justice au Roi pour l'attentat d'Aix. T. III, p. 344.

Voyez sur ce même article Chapitres, §. IV.

II. A l'égard des places, rangs & droits des Seigneurs, Patrons & Fondateurs, dans les Eglises.

La Dame Marquise de Mirepoix prétendoit avoir les premières places du Chœur de l'Eglise de Mirepoix, pour elle & pour sa famille. Voyez Mirepoix.

Autre prétention de Mrs. de Ville-neuve, Seigneurs de Vence, pour bancs dans le Chœur de l'Eglise de Vence, & armoiries peintes sur les piliers. Voyez Vence.

Le Syndic du Diocèse de Castres présente, à l'Assemb. de 1655, une Requête, par laquelle il lui demande son intervention dans une affaire qu'il avoit contre la Marquise d'Ambres, laquelle prétendoit des places dans l'Eglise de Lautrec, vouloit qu'on lui présentât l'eau-bénite avec le goupillon; qu'on lui donnât l'encens, & qu'on lui rendît tous les autres droits honorifiques. Il expose que, pour ce sujet, elle avoit obtenu, au Parlement de Toulouse, un Arrêt contradictoirement rendu avec le Syndic du Diocèse de Castres & les Consuls, contenant, que, par provision, à la Grand'Messe qui se dira au

Chœur, on portera, à ladite Dame Marquise & à sa fille, l'eau-bénite à la main avec le goupillon, & qu'elles auront chacune une place des plus honorables de celles qui ne sont point occupées par les Ecclésiastiques, & ledit Syndic cependant condamné aux dépens; lequel s'étant pourvu au Conseil, avoit obtenu un Arrêt de surséance à l'exécution de celui du Parlement de Toulouse. Requistoire du Promoteur sur ce sujet, lequel oui, l'Ass. ordonna aux Agents d'intervenir en l'affaire, conformément à la requisition du Promoteur, & de prendre le fait & cause dudit Syndic. Le Procès fut jugé au Conseil, qui renvoya les Parties au Parlement de Toulouse, lequel ayant ordonné, par provision, que ladite Dame jouiroit de plusieurs droits honorifiques qui ne lui étoient pas dus, ce renvoi étoit la perte du Procès pour le Syndic de Castres.

L'Assemblée se plaignit de cet Arrêt, & pria M. le Chancelier d'en arrêter l'expédition. La réponse de ce Magistrat fut, que l'affaire étant de la compétence du Parlement, le Conseil n'avoit pu s'empêcher de lui renvoyer l'affaire; qu'à tout événement, Mrs. les Agents pourroient se pourvoir au Conseil par Requête; que cependant il ôteroit de l'Arrêt les dépens que l'on avoit renvoyés au Jugement du principal. T. IV, p. 289, 290, 291.

La même Ass., afin de pourvoir, par un Règlement stable & général, à l'embarras où se trouvent les Curés des Villes & Villages où il y a des Seigneurs, par rapport aux honneurs que lesd. Seigneurs réclament, particulièrement en l'eau-bénite; l'affaire mise en délibération, conclut & arrête, que les Curés feront tous les Dimanches l'eau-bénite, conformément au Rituel, & qu'après avoir aspergé l'Autel, & tous les Ecclésiastiques étant au Chœur, ils donneront, par asperfusion, de l'eau-bénite aux Seigneurs & Dames des lieux, étant dans leurs bancs ordinaires. T. IV, p. 290.

L'Assemblée de 1715, art. 4 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de faire défenses aux Seigneurs, Patrons, ou Fondateurs des Eglises Paroissiales, d'exiger des Curés l'eau-bénite par présentation, qui leur sera seulement donnée par asperfusion.

Rép. Sa Majesté trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires. Recueil, p. 1533.

Même demande de l'Assemblée de

1723, art. 13 du Cahier. Rép. Le Roi fera examiner les Mémoires, pour faire ensuite un Règlement. Recueil, p. 1536, 1537.

L'Ass. de 1750, art. 13 du Cahier, supplie Sa Majesté de fixer, par une Loi générale, quels droits honorifiques les Seigneurs & les Patrons des Eglises Paroissiales pourront exiger & prétendre, sans blesser la décence du Service divin, & dans quelle forme les Curés seront tenus de leur rendre ces honneurs, sans avilir la sainteté de leur ministère. T. VIII, P. J. p. 76, 77.

Un Arrêt du Parlement de Grenoble avoit ordonné de donner l'eau-bénite au Seigneur, par présentation, quoique l'usage soit contraire, & que cet usage soit autorisé par les Ordonnances synodales & par le Règlement de 1655. Les Curés, effrayés de cet Arrêt, ont recouru à l'Ass. de 1770, sous l'autorité de leur Evêque, pour la prier de les mettre à l'abri de ces contestations. La matière mise en délibération, M. l'Archevêque de Reims a été prié d'engager M. le Chancelier à se concerter avec les Evêques du ressort, afin qu'eux-mêmes présentent au Roi un Règlement, qui, revêtu de l'autorité du Prince, prévienne toutes les contestations sur la manière de donner l'eau-bénite aux Seigneurs. T. VIII, p. 1891, 1892.

La Province d'Embrun se plaint à l'Ass. de 1775, d'une Jurisprudence contraire au Droit commun, qui commençoit à s'établir dans le ressort du Parlement de Grenoble, & qui tend à obliger les Curés de donner aux Seigneurs des Paroisses l'eau-bénite par présentation.

La contestation s'étoit élevée dans la Paroisse de la Touche, Dioc. de Saint-Paul-Trois-Châteaux, entre le Seigneur de la Paroisse & le Curé. Le Diocèse étoit intervenu, & avoit pris le fait & cause du Curé: il dénioit au Seigneur de la Touche, la possession de recevoir l'eau-bénite autrement que par asperfusion; il invoquoit l'usage local, & celui même du Diocèse & de la Province entière; & cependant, par Sentence du Sénéchal de Montelimar, le Curé a été condamné à donner au Seigneur l'eau-bénite par présentation.

Le Syndic du Diocèse en a d'abord interjeté appel au Parlement de Grenoble; mais ayant eu connoissance de deux Arrêts de ce Tribunal, rendus en 1765 & 1770, en faveur de deux Seigneurs; ce préjugé a déterminé le Di-

cesse de Saint-Garde des Mrs. les A le Parlement faire, jusqu' solliciteroi tiere, com arrêté.

C'estce vince d'Em de pourfuit te, la tran mainten d & les Curé

L'esprit de Toulouse de cette aff sur la man Cette céré l'asperfion Liturgique monie défi & c'est par symboliqu reçoit l'eau ne la recoi donnée à cette mêm l'art. 26 de Lamoigno des droits dire, que l par asperfi aux autres par eux, jusqu'au de époque, il tions con

Ce fut, celles qui que l'Ass. il a été pa triplant, dans son aux Seign présentat nouvelle dans l'aré sur ce suj

Ce Ré les préte renouvel rtes dans ment jug cette div me qui f ne leur a vertu d' vée; au duisent droit pr

cesse de Saint-Paul à obtenir, de M. le Garde des Sceaux, par l'entremise de Mrs. les Agents, qu'il fût sursis par le Parlement au Jugement de cette affaire, jusqu'à l'Arrêt, persuadé qu'elle solliciteroit un Règlement sur cette matière, comme l'Assemblée de 1770 l'avoit arrêté.

C'est ce même Règlement que la Province d'Embrun a prié l'Ass. de 1775 de poursuivre, pour la décence du culte, la tranquillité des Ministres, & le maintien de la paix entre les Seigneurs & les Curés.

L'esprit de l'Eglise, dit M. l'Archev. de Toulouse, dans le Rapport qu'il fait de cette affaire, n'est point équivoque, sur la manière de donner l'eau-bénite. Cette cérémonie s'est toujours appelée l'aspersion : tous les Rituels & Livres Liturgiques en font foi. Cette cérémonie désigne la pureté de conscience, & c'est par l'aspersion que ce caractère symbolique est rempli. Le Clergé, qui reçoit l'eau-bénite avant les Seigneurs, ne la reçoit que par aspersion : elle est donnée à nos Rois dans cette forme : cette même forme est exprimée dans l'art. 26 des célèbres Arrêts de M. de Lamoignon. Les Auteurs qui ont traité des droits honorifiques, s'accordent à dire, que l'usage de donner l'eau-bénite par aspersion, aux Seigneurs, comme aux autres Paroissiens, en commençant par eux, a été constamment observé jusqu'au dernier siècle, & qu'avant cette époque, il ne s'est pas élevé de prétentions contraires.

Ce fut, sans doute, pour s'opposer à celles qui commençoient à paroître, que l'Ass. de 1655 fit le Règlement dont il a été parlé : les contraventions se multipliant, l'Ass. de 1715 a demandé, dans son Cahier, qu'il fût fait défenses aux Seigneurs d'exiger l'eau-bénite par présentation : celle de 1723, ayant renouvelé la même demande, le Roi, dans sa réponse, annonce un Règlement sur ce sujet.

Ce Règlement n'ayant point eu lieu, les prétentions des Seigneurs se sont renouvelées, & leurs demandes portées dans les Cours, ont été diversement jugées : mais on remarque, dans cette diversité d'Arrêts, que ceux même qui sont favorables aux Seigneurs, ne leur accordent la présentation, qu'en vertu d'une possession constante & prouvée ; au lieu que les Arrêts qui les réduisent à l'aspersion, partent tous du droit primitif & commun.

Et comment les Tribunaux pourroient-ils juger autrement ? C'est à l'Eglise seule à déterminer la forme des Prières & du Culte : ils ne peuvent donc que juger d'après ce qui existe ; & lorsqu'ils sont forcés de décider en faveur de la possession contre le droit commun, c'est qu'ils supposent, que, dans le cas particulier sur lequel ils prononcent, l'Eglise n'a pas cru cette possession assez contraire aux Regles pour devoir s'y opposer.

Quoique l'Arrêt du Parlement de Grenoble, de 1770, n'établisse pas formellement un principe opposé à ces maximes, on ne peut se déguiser qu'il va beaucoup au-delà des Arrêts des autres Tribunaux. Ce Parlement n'a pas prononcé la simple maintenance en possession ; il a ordonné la *présentation*, comme de droit commun : il a ordonné qu'elle fût faite au Seigneur de Jarjaie, en sa qualité de *Seigneur* : celui-ci même, dans ses défenses, ne prétendoit pas faire preuve de possession.

Après cette discussion, M. l'Archev. de Toulouse observe, que de se borner à demander la cassation de l'Arrêt de 1770, ce ne seroit que remédier à une contravention particulière : il propose donc à l'Assemblée, d'après celles de 1655 & de 1770, de solliciter & de concerter, avec le Conseil du Roi, un Règlement qui mette fin, sur l'objet dont il s'agit, à des contestations toujours renaissantes : conformément à cet avis, la Compagnie fait une députation de deux Archevêques & de deux de Mrs. du second Ordre, pour conférer avec M. le Garde des Sceaux sur le Règlement que sollicite le Clergé. Ce Magistrat répond que ce Règlement, concernant la prestation de l'eau-bénite, n'est pas sans inconvénient. T. VIII, p. 2359 jusqu'à 2364.

III. L'Evêque de Nevers ayant appris que deux Gentilshommes de la Paroisse du Château d'Allier, se disputoient les honneurs dans la distribution du Pain-bénit, ordonna au Curé, par une Lettre, de faire mettre le corbillon contenant le Pain-bénit, sur les Fonts, ou à la porte de l'Eglise, où chacun en prendroit, sans distinction. L'un des deux Gentilshommes se pourvut pardevant le Lieutenant-Général de la Province pour S. M., qui défendit d'exécuter l'Ordonnance du Prélat : celui-ci se pourvut au Conseil, & y obtint Arrêt, le 30 Mars 1699, qui confirma l'Ordonnance, & cassa celle du Lieu-

tenant-Général. T. VI, P. Just. p. 152, 153, 317.

IV. Il fut proposé en l'Ass. de 1685 de faire autoriser les Réglements des Diocèses, qui portent, que les Maîtres d'Ecole & autres Habitants qui sont revêtus de Surplis pour aider dans les Eglises au Service divin, recevoient l'Eau-bénite & le Pain-bénit avant les Seigneurs des Paroisses. L'Assemblée chargea les Commissaires de régler ce qui seroit à propos d'en dire dans les conférences avec Mrs. du Conseil. T. V, p. 602, 603.

L'art. 16 du Cahier de l'Ass. est à ce sujet: il est accordé. Recueil, p. 1464.

Plusieurs Gentilshommes du Diocèse de Laon, Seigneurs de Paroisses, avoient contrevenu, par des voies de fait, à l'art. 45 de l'Edit d'Avril 1695, ayant voulu que les honneurs de l'Eglise leur fussent rendus, avant que de les faire à ceux qui aidoient au Service divin. Le Syndic du Diocèse présenta sa Requête au Parl. de Paris, tendante à ce que l'art. 45 de l'Edit fût observé, & que défenses fussent faites à ces Gentilshommes de troubler les Clercs des Curés dans la préférence de la perception de ces honneurs de l'Eglise. Sur cette Requête, le Syndic obtint Arrêt, le 25 Mars 1698, conforme à ses demandes. L'Evêque de Laon ayant, en conséquence, rendu une Ordonnance aux mêmes fins, ces Seigneurs de Paroisses appelèrent comme d'abus, au même Parlement, en ce qu'il étoit ordonné, que les honneurs de l'Eglise seroient accordés aux Laïques & Magistres de Villages, préférablement à eux: la Cour, par Arrêt contradictoire, du 3 Fév. 1699, déclara n'y avoir abus. T. VI, P. Just. p. 152, 311 & suiv.

V. Les Seigneurs Protestants, dans le temps que leur Religion étoit tolérée en France, étoient exclus des honneurs de l'Eglise. Voyez Protestants.

VI. Sur la préséance des Evêques, à la Messe du Roi, à l'égard du Confesseur du Roi, du Maître de la Chapelle, &c. Voyez Chapelle du Roi.

§. V. Si une Eglise particulière peut être sans Evêque.

En 1631 & 1643, le Clergé de France & la Faculté de Théologie de Paris ont censuré plusieurs Propositions tendantes à prouver qu'une Eglise particulière peut être & subsister sans Evêque. Voyez Censures Doctrinales, n°. IV, VII.

ÉGLISE GALLICANE.

I. L'EGLISE Gallicane a certains droits, franchises, libertés & privilèges dont elle a toujours été jalouse. Voyez Libertés.

II. M. l'Arch. de Narbonne propose à l'Ass. de 1726, l'Histoire de l'Eglise Gallicane, par le P. Longueval, Jésuite: il expose le plan de cet Ouvrage; l'Ass. en agréa la dédicace, & lui nomme des Revisseurs. T. VII, p. 851, 852.

Le P. Longueval, Jésuite, présente à l'Ass. de 1730 les quatre premiers volumes de l'Histoire de l'Eglise Gallicane: M. l'Arch. de Paris fait observer la bonté & l'utilité de cet Ouvrage. L'Assemblée accorde à l'Auteur une gratification de la somme de 2500 l., une fois payée, & 500 liv. par chacun an, jusqu'à la prochaine Assemblée. T. VII, p. 1194 & suiv.

L'Ass. de 1735 substitue au P. Longueval, pour l'Histoire de l'Eglise Gallicane, le P. de Fontenai, à qui elle accorde une somme de trois mille liv., payable, par partie, en cinq ans. T. VII, p. 1507.

L'Assemblée de 1740 substitue au P. de Fontenai, pour la continuation de l'Ouvrage, le P. Brumoi, avec 3000 l. par forme de gratification, payable en cinq ans. T. VII, p. 1766.

M. l'Arch. de Tours expose à l'Ass. de 1745, que le P. Bertier, Jésuite, Continuateur de l'Histoire de l'Eglise Gallicane, à la place du feu P. Brumoi, venoit de faire paroître 4 volumes, savoir les 11, 12, 13, 14. L'Ass. lui accorde trois mille liv., payables en 5 ans, par portions égales. T. VII, p. 2084.

L'Ass. de 1747 substitue à feu M. l'Ev. de Chartres, M. l'Ev. de Meaux pour l'examen de cette Histoire. T. VIII, p. 98.

III. Sur le livre intitulé, *Gallia Christiana*, Voyez Gallia.

ÉLECTIONS.

I. L'ELECTION des Ministres de J. C., disoit M. l'Evêque de Noyon, portant la parole au Roi, dans l'Ass. de 1695, a été originairement attribuée au Clergé Evangélique. Saint Pierre s'adresse aux Disciples pour choisir un Apôtre en la place de Judas, & le College Apostolique prescrivit la même règle pour l'Ordination des Diacres. St. Cyprien & les Conciles de Nicée & de Chalcedoine demandent aussi le suf-

frage du C
duré huit
en Occide
fin du dou
Evêques f
des Eglises
purement
me Prêlat
mixtes &
Les Prince
de part, fi
dans les C
léans, &
vacances:
recommen
sement
& passeres
aux nomm
l'autorité
lières en f
p. 282.

II. Dep
plupart des
ce, le Cle
qu'il a cru
tablisseme

Les Eca
ont fait un
rapport au

En 156
purés de l
tion du
les Electio
sommise, p
seulement
polirain &
Chanoines
douze No
Tiers-Etat
quels le
lui qu'il y

Aux E
cle des El
ques faiso
loit pas le
ne les ob
loit se le
cordats;
l'élection
gny, C
montré.
bération
porteroit
dre les é
en quest
divin: p
tive. T.
Aux
demand
tre les r
tifs. T.

frage du Clergé, & cette discipline a duré huit siècles en Orient, davantage en Occident, & en France jusqu'à la fin du douzième, que l'Élection des Evêques fut transmise aux Chapitres des Eglises Cathédrales. Les Elections purement Canoniques, continue le même Prélat, commencèrent à devenir mixtes & politiques au sixième siècle. Les Princes d'abord y prirent beaucoup de part, firent savoir leurs intentions dans les Conciles d'Auvergne & d'Orléans, & voulurent être informés des vacances : ensuite ils y joignirent des recommandations, des avis & leur consentement, comme étant nécessaires, & passèrent enfin par tous ces degrés aux nominations presque absolues, que l'autorité de l'Eglise rendit plus régulières en faveur de nos Rois. T. VI, p. 282.

II. Depuis que par le Concordat la plupart des Elections ont cessé en France, le Clergé, pendant tout le temps qu'il a cru pouvoir en obtenir le rétablissement, n'a cessé de le demander.

Les Etats d'Orléans, en 1560, en ont fait un article de leur Cahier, par rapport aux Prélatures. Recueil, p. 934.

En 1561, la Reine déclara aux Députés de l'Ass. de Poissy, que l'intention du Roi n'étoit pas d'introduire les Elections ; que Sa Majesté s'étoit soumise, pour le temps de sa minorité seulement, à ce que l'Evêque Métropolitain & ses Comprovinciaux, les Chanoines & les Curés de la Cité, douze Nobles du Pays, & douze du Tiers-Etat, élussent trois Sujets, desquels le Roi présenteroit au Pape celui qu'il voudroit. T. I, p. 19.

Aux Etats de Blois en 1576, l'article des Elections fut proposé : les Evêques faisoient entendre, qu'il ne falloit pas les demander ; que jamais on ne les obtiendrait ; que le Roi vouloit se les réserver en vertu des Concordats ; qu'il accorderoit tout au plus l'élection des 4 Chefs d'Ordres, Clugny, Cîteaux, Grammont & Prémontré. La chose étant mise en délibération, il fut résolu, que le Cahier porteroit une Requête au Roi, de rendre les élections à l'Eglise. Il fut mis en question, si elles étoient de droit divin : plusieurs étoient pour l'affirmative. T. I, p. 90. Recueil, p. 1000 & f.

Aux mêmes Etats, il fut arrêté de demander au Pape de ne plus admettre les résignations des Doyennés électifs. T. I, p. 90, 91.

Le Cahier du Roi envoyé aux mêmes Etats, porte, que les Abbayes Chefs d'Ordres & leurs filles, demeureront électives. T. I, P. Just. p. 48.

Dans l'Assemb. de Melun, le rétablissement des élections fut proposé comme un des meilleurs moyens de réformation, & plus propre à remédier aux désordres qui naissent de la mauvaise distribution des Prélatures. Le Roi déclara ne pouvoir se départir du droit de nomination ; mais qu'il pourvoiroit aux abus. T. I, p. 127. Recueil, p. 1093. Voyez Réformation, §. I, n°. II.

L'Ass. de 1582 s'en explique de même. M. l'Arch. de Bourges, son Président, fait de ce rétablissement des élections, un des principaux sujets de sa Harangue. T. I, p. 240, 241.

L'Ass. de 1585 en fait aussi un des sujets de ses Remontrances au Roi. T. I, p. 283, 289, 339.

M. l'Archev. de Bourges, dans sa Harangue au Roi lors de la clôture des Etats de Blois en 1588, insiste sur le même objet, & l'appuie fortement. T. I, P. J. p. 132, 133.

Le Cahier de l'Ass. de 1598, art. 2, y est conforme. T. I, P. J. p. 161.

Les articles 7 & 8 font pour les élections des Moniales & Chefs d'Ordres. *Ibid.*, p. 162.

Même demande renouvelée dans l'art. 2 du Cahier de l'Ass. de 1600. Le dit article rejeté dans la réponse. T. I, P. J. p. 173.

Même demande dans l'art. 2 du Cahier de 1608. Même réponse. T. I, P. J. p. 189.

Même demande de l'Ass. de 1610, art. 2 du Cahier. Même réponse. T. II, P. J. p. 1, 2.

Aux Etats de 1614, art. 6 du Cahier, les trois Ordres, mais sur-tout le Clergé, demandent & sollicitent vivement le rétablissement des élections, ou du moins qu'il plaise à Sa Majesté d'établir un bon Conseil de personnes pieuses pour la conseiller dans la distribution des charges ecclésiastiques. T. II, p. 139, 140, 141.

III. Il s'étoit répandu dans l'Assemb. du Clergé à Poissy, un bruit, que l'on étoit prêt de publier un Edit sur l'élection des Curés par les Laïques des Paroisses ; ce qui avoit alarmé l'Assemb. : il y eut une députation vers le Roi à ce sujet : il fut répondu qu'on n'y avoit jamais pensé. T. I, p. 19.

IV. Un jeune séculier présenté de la

main d'un Hérétique, avoit été intrus en l'Abbaye de Saint-Antoine de Viennois. Cette Abbaye, quoique chef d'Ordre, se trouvoit abandonnée au premier venu, & l'élection que les Religieux avoient faite du plus ancien & du plus capable d'entr'eux, avoit été mise à part contre toutes sortes de Loix. M. de Harlai, Coadjuteur de Rouen, dans la Harangue qu'il fit au Roi, au nom de l'Ass. de 1615, s'éleva avec force contre un si criant abus. L'Ass. en avoit précédemment délibéré, & arrêté des Remontrances au Roi. T. II, p. 290. P. J. p. 26.

V. Les formalités qu'exigent les saints Décrets pour la confirmation d'une élection, font, 1°. d'examiner les actes; 2°. d'examiner les qualités & capacités des élus; 3°. de faire appeler ceux qui prétendent avoir quelque droit & quelque intérêt. T. V, p. 384.

VI. Les dignités des Eglises des Pays-Bas sont-elles électives, même dans les mois apostoliques? Voyez Flandre.

É L U S.

Elus qui veulent prendre connoissance des décimes. V. Décimes, §. II.

Elus qui veulent entendre les comptes des Fabriques. Voyez Fabriques, §. II.

Elus qui imposent à la taille quelques Ecclésiastiques & les Fermiers des Ecclésiastiques. Voyez Impôts.

EMBRUN.

1645. 1°. JUGEMENT de l'Ass. de 1645, en faveur du Syndic du Diocèse d'Embrun, qui condamne les Ecclésiastiques de certains cantons du Diocèse, au paiement de leurs décimes, dont ils avoient été déchargés par l'Intendant du Dauphiné. T. III, p. 367, 368. Voyez Décharges, §. II, an. 1645.

1693. 2°. En l'Ass. de 1693, convoquée pour l'affaire des bois des Ecclésiastiques, le Député de la Province d'Embrun rendant l'avis de sa Province, déclare que cette Province étant plus dans le cas de demander du secours, que d'en accorder, il espéroit de l'équité de la Compagnie, que, si l'on prenoit l'avis de faire porter par les Provinces, la somme qu'on doit donner au Roi pour la révocation de la Déclaration sur les bois, elle n'y seroit pas comprise pour sa quote-part. T. VI, p. 25.

1740. 3°. En l'Ass. de 1740, M. l'Archev. de Toulouse, Chef de la Commission de la Jurisdiction, expose, que

le Diocèse d'Embrun desirant voir finir la contestation des Curés avec les Réguliers, au sujet des sépultures, &c., demandoit un Arrêt du Conseil, qui ordonnât l'exécution du Règlement dressé par M. l'Archev. de Paris & le P. la Chaise. Commissaires nommés par S. M., pour terminer la contestation. L'Ass. charge les Agents de solliciter l'Arrêt, conjointement avec le Syndic du Diocèse. T. VII, p. 1723, 1724. Voyez Sépultures, §. I, n°. II.

4°. M. l'Arch. d'Embrun présente un Mémoire à l'Ass. de 1745, au sujet de la surcharge que la Métropole d'Embrun & plusieurs autres Diocèses souffroient par une erreur de fait fondée sur une fausse évaluation des florins, dans le tableau présenté par le sieur Bricogne. La lecture faite du Mémoire, la Compagnie, attendu la difficulté de cette affaire, & le peu de durée de l'Ass. semb., a renvoyé à celle qui devoit se tenir en 1750. T. VII, p. 2073 & s.

La Province d'Embrun renouvelle la demande dans l'Ass. de 1748. La décision en est remise à l'Ass. de 1750. T. VIII, p. 183, 184.

La même Province, jointe à celles d'Arles & d'Aix, présente un Mémoire à l'Ass. de 1750, contenant deux difficultés: la première, sur le département de 1516, par rapport à l'évaluation des florins, faite par le sieur Bricogne dans son tableau, & qui a été adoptée par l'Ass. de 1745: la deuxième, tendant à prouver que son calcul est fautif dans son principe & dans son application. Cette affaire est renvoyée au Bureau de la vérification des dettes des Diocèses. Rapport de M. l'Archev. de Rouen à ce sujet: délibération qui renvoie à faire droit sur la demande, quand on fera un nouveau département général. T. VIII, p. 375 & suiv.

EMPRISONNEMENT.

Voyez Prison.

EMPRUNTS.

§. I. Emprunts du Clergé-Général.

I. L'ASSEMB. de 1690 paroît être la première qui, pour subvenir aux Dons accordés à Sa Majesté, ait eu recours à la voie d'emprunt, par constitution de rentes. Cette Assemb. avoit accordé 12000000 de liv. au Roi: pour lui marquer son zèle, & lui fournir le moyen le plus prompt qu'elle pouvoit pour soutenir les intérêts de la Religion &

de l'Etat, elle du Clergé, un de la somme d'ore en constitué 665, 666. Voyez année 1690.

Sur les emprunts dans les Assemblées des Dons desdites Assemblées.

II. A l'égard & de passer, au traité de constitution. L'Ass. ont ce Sgr. Président de Paris; & c. sence, au plus Evêque titulaire & à Mrs. les quels elles donnent conjointement qu'au nom du prunter, à con- nier, &c. Voyez, celle qui est cette Table. Pro

III. Les Assemblées ont un salaire qui procurent les, §. II, n°

§. II. Emprunts.

I. L'Assemblée d'accorder des torifient les Dons ce qu'ils devoient secours tenant prunter au de plus avantageux.

II. La même des suivantes: ses d'emprunts re-part des secours accordés au Roi leurs remboursements, §. III.

III. Les Diocèses certaines clauses leurs Contrats ces, §. III.

IV. Emprunts au nom du 40000 l. en fa- ges. Voyez l'Ass.

§. III. Emprunts des

L'usage de naisteres d'emprunts Table de la

de l'Etat, elle arrêta de faire, au nom du Clergé, un emprunt, au denier 18, de la somme de 5500000 liv., à prendre en constitution de rentes. T. V, p. 665, 666. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, année 1690.

Sur les emprunts faits par le Clergé dans les Assëmb. suivantes pour le paiement des Dons. *Voyez* Dons-gratuits desdites Assemblées, §. III.

II. A l'égard du pouvoir d'emprunter & de passer, au nom du Clergé, les Contrats de constitutions de rentes, les Assëmb. ont coutume de l'accorder au Sgr. Président, ou à M. l'Archevêque de Paris; & en cas de mort ou d'absence, au plus ancien Archevêque ou Evêque titulaire se trouvant à Paris; & à Mrs. les Agents-Généraux, auxquels elles donnent puissance, tant conjointement que séparément, de, pour & au nom du Clergé, prendre & emprunter, à constitution de rente au denier, &c. *Voyez* entr'autres *Délibérations*, celle qui est rapportée à la fin de cette Table. Premier Supplément, n°. I.

III. Les Assëmb. accordent ordinairement un salaire à ceux des Notaires qui procurent l'emprunt. *Voyez* Notaires, §. II, n°. I.

§. II. Emprunts des Diocèses.

I. L'Assëmb. de 1710 supplie le Roi d'accorder des Lettres-Patentes qui autorisent les Diocèses en demeure de ce qu'ils devoient sur l'imposition du secours tenant lieu de capitation, d'emprunter au denier 12, ou à un denier plus avantageux. *Voyez* Diocèses, §. III.

II. La même Ass. & quelques-unes des suivantes, ont permis aux Diocèses d'emprunter pour racheter leur quote-part des secours extraordinaires accordés au Roi : sur ces emprunts & leurs remboursements. *Voyez* Diocèses, §. III.

III. Les Diocèses sont relevés de certaines clauses onéreuses, portées dans leurs Contrats d'emprunts. *Voyez* Diocèses, §. III, année 1715.

IV. Emprunt fait par l'Ass. de 1705, au nom du Clergé, d'une somme de 40000 l. en faveur du Diocèse de Bourges. *Voyez* Bourges, n°. 9.

§. III. Emprunts des Chapitres & des Monastères.

L'usage des Chapitres & des Monastères d'emprunter des sommes d'argent, sans le consentement & participation des Evêques, est représenté à l'Assëmb. de 1670 comme abusif, contraire aux regles canoniques, sur-tout en ce qui concerne les Chapitres, & sujet à beaucoup d'inconvénients. L'Assëmb. ordonne qu'il sera fait des diligences, pour faire en sorte que par le nouveau Code ecclésiastique, cet abus soit réformé, & la Jurisprudence des Parlements qui l'autorisent, changée. T. V, p. 127, 128.

§. IV. Emprunts des Villes.

L'on a voulu souvent comprendre les Ecclésiastiques dans les taxes & cotisations ordonnées à raison de ces emprunts. *Voyez* Oâtrois.

ENCENS.

Voyez Eglise, §. IV.

ENGAGISTES.

Sur les Engagistes des Domaines du Roi. *Voyez* Domaine du Roi.

ENRÉGISTREMENT.

I. L'ASSEMB. de 1675, art. 1 du Cahier, supplie S. M. d'ordonner que les Edits d'Avril 1571, Novembre 1572, de Melun 1580, de Décembre 1606, de Mars 1609, de Septembre 1610, & la Déclaration de 1666, soient enrégistrés dans tous les Parlements, où ils ne l'ont été, nonobstant la surannation. *Preuves de l'article*. Recueil, p. 1412 & suiv.

L'Assëmb. de 1685, art. 1 du Spirituel, demande l'enrégistrement des Déclarations de 1657 & 1666. Réponse. *Sa Majesté nommera des Commissaires de son Conseil, pour examiner avec les Evêques tous les articles*. Recueil, p. 1460.

L'Assëmb. de 1705, art. 7 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de faire enrégistrer l'Edit d'Avril 1695, aux Cours des Aides & autres Jurisdicions, où il ne l'avoit point été, ainsi que les Déclarations de 1678 & 1684. Rép. *Le Roi ne veut point que ses Déclarations de 1678 & 1684, & son Edit de 1695, soient enrégistrés ailleurs, qu'où ils l'ont été*. Recueil, p. 1499.

L'Assëmb. de 1710, art. 12 du Cahier de la Jurisdiction, renouvelle la même demande à l'égard de l'Edit de 1695. Même réponse. Recueil, p. 1516.

Même demande de l'Ass. de 1725, art. 17. Réponse. *Si l'Edit de 1695 n'a*

pour être vérifié dans quelques-unes des Cours qui sont compétentes pour connaître de son exécution, S. M. donnera ses ordres pour qu'il y soit envoyé & enregistré incessamment. Recueil, p. 1606.

L'Assemb. de 1715, art. 1 du Cahier de la Jurisdiction, demande l'enregistrement de l'Edit de Décembre 1606, de Février 1678, & de la Déclaration de Juillet 1684 au Grand-Conseil, & dans les Parlements où ils ne l'ont pas été. Réponse. *Le Roi trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires à l'égard des Déclarations de 1678 & 1684. Recueil, p. 1532.*

Les dernières Ass. Gén. ont sur-tout insisté dans leurs Cahiers, sur l'enregistrement de l'Edit de Décembre 1606, par rapport aux dignités des Eglises Cathédrales & la première des Collégiales, pour les soustraire à l'expectative des gradués. *Voyez Dignités, n°. II.*

Par l'art. 5 du Cahier, l'Assemb. de 1715 supplie S. M. d'ordonner que la Déclaration de Décembre 1698, sur la publication des affaires temporelles aux Prônes des Messes Paroissiales, soit enregistrée au Grand-Conseil, & aux Parlements où elle ne l'a point été. *Accordé. Recueil, p. 1533.*

L'Ass. de 1730, art. 8 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de donner les ordres nécessaires pour faire enregistrer la Déclaration du 22 Février 1724, qui concerne les impositions du Clergé, dans les Parlements où elle ne l'a point été. *Accordé. Recueil, p. 1687.*

II. L'Ass. de 1635, dans l'art. 17 du Cahier, supplie Sa Majesté de déclarer que l'enregistrement des Ordonnances Royaux fait dans les Parlements, n'attribue aucune Jurisdiction aux Parlem. & autres Juges Royaux sur les choses ecclésiastiques dont il est parlé dans les Ordonnances, & que la connoissance en demeure toute entière aux Juges d'Eglise, sauf l'appel comme d'abus.

Le Roi répond, n'entendre attribuer aucune nouvelle Jurisdiction à ses Juges, que celle qui leur appartient de droit, sinon pour faire plus exactement observer ses Ordonnances, & empêcher les contraventions aux saints Décrets, dont ses Juges seuls, sous son autorité, sont les conservateurs & des personnes ecclésiastiques, & ce par la voie d'appel comme d'abus seulement. *Recueil, p. 1392.*

III. Le Clergé a demandé l'enregistrement des baux des deniers communs des Villes & Communautés laïques,

aux greffes des domaines des gens de main-morte. *Voyez Baux, n°. III.*

IV. Sur les droits d'enregistrement attribués aux offices des Inspecteurs conservateurs des Domaines du Roi. *Voyez Domaine du Roi.*

V. Sur l'enregistrement des Brefs, Bulles & Rescrits de Cour de Rome dans les Cours de Parlements. *Voyez Rescrits.*

ENTERREMENTS.

Voyez Sépultures.

ENTRÉE.

[DROIT DE JOYEUSE]

Le sieur Poitevin avoir été gratifié d'un brevet du Roi, portant Don d'une Prébende dans l'Eglise de Boulogne, en conséquence de l'entrée de S. M. en ladite Ville : le sieur la Planché avoir été pourvu de la même Prébende. Celui-ci demanda à l'Assemb. de 1625, l'intervention de Mrs. les Agents; elle lui fut accordée. T. II, p. 510.

Le Chapitre de l'Eglise Collégiale de Poitiers, représente à l'Assemb. de 1660, qu'ayant satisfait au nommé par le Roi, à cause de son joyeux avènement, un autre particulier avoir obtenu du Roi, un nouveau brevet pour une seconde Prébende, à cause de la joyeuse entrée de S. M. dans leur Eglise, & avoir fait assigner le Chapitre au Conseil, pour obtenir l'effet de son brevet. L'Ass., délibération prise par Provinces, ordonne aux Agents d'intervenir par-tout où besoin sera; elle nomme plusieurs Prélats pour voir sur ce sujet M. le Chancelier. T. IV, p. 698.

ENTRÉES. [DROITS D']

Sur les droits d'entrées des Villes par rapport aux Ecclésiastiques. *Voyez Aides. Octrois.*

É P A V E S.

Voyez Bois, §. I, n°. II.

É P E R N O N. [Duc d']

I. AFFAIRE de M. de Sourdis, Arch. de Bordeaux, avec le Duc d'Epéron. *Voyez Bordeaux, n°. II.*

II. Les violences de M. d'Epéron, contre les Evêques de Guienne; savoir, Mrs. d'Agen, d'Aire, de Cominges, de Bazas & de Condom, sont un des principaux sujets des délibérations & des Remontrances, d'abord des Prélats assemblés à Paris en 1649, ensuite de l'Ass. de 1650.

Sur la délibération. *Voyez*

§. I, an. 1649

En l'Assemb.

& de Comin

grand détail,

& persécution

Prélats, par

avoit attaqués

personnes &

l'Assemblée,

de prier Mrs. l

de le joindre

pour aller rou

camail, & les

avec le bonne

Roi & à la F

& que l'on ne

poursuite, qu

tement entie

est prié de fai

conclure par

autres actes q

Prélats de G

garde l'honne

refusé à leur

Villes; que l

leurs plaintes

que la Reine

ner M. d'Epe

qu'il lui plair

& de vouloir

cette satisfact

quoi ils se des

ont en leurs n

conseille d'en

putation pou

pagnie insiste

avec les Evêq

exécuté. M. l

la volonté du

un Mémoire

rés promis

d'Epéron

Blois, on d

tement a

Dans la

chez M. le

convenu de

obliger les

aux Evêques

sont dans l

& que les C

visiter. T. I

Sur les

cimes. Vo

§. II, n°. I

Sur la délibération des Prélats assemblés. *Voyez* Assemblées des Prélats, §. I, an. 1649.

En l'Assemb. de 1650, Mrs. d'Agén & de Comings rapportent, dans un grand détail, les violences, vexations & persécutions exercées contre lesdits Prélats, par M. d'Épernon, lequel les avoit attaqués en leur dignité, en leurs personnes & en leurs biens. Sur quoi l'Assemblée, d'un commun avis, arrête de prier Mrs. les Prélats qui sont à Paris, de se joindre à ceux de la Compagnie, pour aller tous en Corps, en rochet & camail, & les Sieurs du second Ordre, avec le bonnet quarré, faire plainte au Roi & à la Reine desd. persécutions, & que l'on ne se désistât point de cette poursuite, que l'on n'en ait eu contentement entier. M. l'Archev. d'Embrun est prié de faire la Remontrance, & de conclure par la demande des Arrêts & autres actes qui avoient été promis aux Prélats de Guienne, pour ce qui regarde l'honneur du poêle, qui leur étoit refusé à leur première entrée dans les Villes; que les autres choses portées par leurs plaintes, leur soient délivrées, & que la Reine soit suppliée de condamner M. d'Épernon en telle réparation qu'il lui plaira envers les Sgrs. Evêques, & de vouloir même leur faire donner cette satisfaction avant son départ, sans quoi ils se défendront des remèdes qu'ils ont en leurs mains. M. le Card. Mazarin conseille d'envoyer seulement une députation pour faire la plainte. La Compagnie insiste pour y aller en Corps, avec les Evêques du dehors; ce qui est exécuté. M. le Garde des Sceaux déclare la volonté du Roi, qui est, qu'on donne un Mémoire des plaintes; que les Arrêts promis seront expédiés; que M. d'Épernon devant trouver le Roi à Blois, on donnera, de concert, contentement au Clergé.

Dans la conférence tenue ensuite chez M. le Garde des Sceaux, il fut convenu de donner deux Arrêts pour obliger les Peuples de porter le poêle aux Evêques, aux entrées & visites qu'ils font dans les Villes de leurs Diocèses, & que les Consuls des Villes aillent les visiter. T. III, p. 566 & f. P. J. p. 56.

ÉPICES.

Sur les épices des Chambres des Décimes. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. III.

ESCLAVES.

Voyez Merci.

ESPAGNAC.

Voyez Cahors, n°. 7.

ESPARCETTE.

Voyez Dîmes, §. IV.

ÉTAMPES.

Voyez Chapitres, §. IV, an. 1655.

ÉTAT. [LETTRES D']

Voyez Lettres d'Etat.

ÉTATS-GÉNÉRAUX.

ÉTATS D'ORLÉANS EN 1560.

I. Le Roi François I^{er} avoit assemblé à Fontainebleau un Conseil extraordinaire, que quelques-uns ont appelé *Etats-Généraux*. Ce Conseil dura plusieurs jours, & la première séance se tint le 21 Août 1560. Le Roi voulut que l'on délibérât principalement sur trois objets, la Religion, l'état des finances, & les moyens de rétablir son autorité. Il fut résolu, pour aviser à ces trois points, de convoquer une Assemb. des Etats-Généraux, & une Ass. du Clergé. Les Etats indiqués d'abord à Meaux, furent depuis convoqués à Orléans, pour le 10 Décembre; le Roi étoit mort le 5 du mois. L'ouverture s'en fit le 13, sans nouvelle convocation. Le Discours du Chancelier de l'Hôpital remplit la première séance. Il est rapporté dans le *Commentaire de l'état de la Religion & République*, &c., par de la Place. On en trouve quelques extraits, T. I, p. 1 & f.

Le premier Procès-verbal des Ass. Gén. du Clergé, dont on ait connoissance, est celui de la Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans.

Le 17 Décembre 1560, l'Etat Ecclésiastique de France fut convoqué par Provinces, Evêchés & Gouvernements. Il s'assembla, suivant le Mandement du Roi, au Couvent des Cordeliers d'Orléans, pour conférer de ses pouvoirs & Procurations. Mrs. de Tours & d'Evreux furent élus pour recueillir les voix des Députés, & conclure selon leur avis: on leur accorda de commettre qui ils jugeroient à propos, pour rédiger par écrit les ordonnances & conclusions qui seroient faites de l'avis du Clergé, & en donner avis à qui il appartiendrait: ils nommerent à cet effet les Sieurs de

Bienallés & Logier : on déclara, au surplus, que la forme de séance ne préjudicieroit à aucun. Les Députés du Clergé furent au nombre de 112, dont un Archevêque & neuf Evêques. T. I, p. 4 & suiv.

Pour présenter au Roi les Cahiers des Etats & faire autres Remontrances, le Clergé nomma M. le Cardinal de Lorraine, &, en cas de refus, Mrs. de Tours & d'Evreux furent priés de s'en charger. Ces trois Prélat's ayant refusé, Jean Quintin, Docteur & Doyen de la Faculté de Droit de Paris, fut nommé, & il accepta. T. I, p. 7, 8.

M. le Cardinal de Lorraine fut prié de nouveau de porter la parole, & de faire les Remontrances au Roi, pour les Etats, même pour le Clergé : il y consentit, pourvu que la Noblesse & le Tiers-Etat y consentissent également; mais ces deux Ordres refuserent, disant qu'ils avoient résolu de nommer un de leur Etat, pour faire leurs Remontrances particulières : là-dessus le Clergé fit ses protestations, comme de chose non accoutumée. T. I, p. 8, 9, 10.

II. Le premier Janvier, les trois Ordres s'étant assemblés dans la salle, Quintin y prononça sa Harangue, dans laquelle il entreprit de prouver trois choses : 1°. qu'il étoit nécessaire de conserver la Religion Catholique dans le Royaume, & de refuser la liberté de conscience aux Hérétiques ; 2°. que pour rétablir l'Etat Ecclésiastique en son intégrité, il étoit à propos de rappeler l'ancienne manière de pourvoir aux places ecclésiastiques par élection ; 3°. que pour faire un usage des biens ecclésiastiques conforme à leur destination, il étoit nécessaire de supprimer les décimes & autres impositions sur le Clergé.

Cette Harangue fut approuvée des Catholiques & des Princes même ; mais elle éprouva des contradictions de la part de plusieurs de la Noblesse, qui présentèrent Requête au Roi & à la Reine. Le Clergé, de son côté, en prit la défense, & présenta Requête contre les Sacramentaires, demandant qu'ils ne fussent pas tolérés dans le Royaume. T. I, p. 8, 9. P. J. p. 5, 6.

III. Sur le Cahier des Etats. *Voyez* Cahiers, §. II, an. 1560.

IV. Sur l'affaire du subside. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1560.

V. Les Harangues de clôture furent prononcées par le sieur Quintin, au nom du Clergé ; par le sieur de Rochefort, au nom de la Noblesse ; & par le

sieur Lange, au nom du Tiers-Etat. T. I, p. 14.

VI. Contestation pour le rang des signatures entre les Prélat's & autres Députés du Clergé, comment terminée. *Voyez* Préséance, §. I, n°. I.

VII. Par Lettres-Parentes du 31 Janvier, les Etats avoient été remis au mois de Mai suivant, & indiqués à Melun : ils furent depuis différés par autres Lettres-Parentes jusqu'au mois d'Août, & enfin convoqués à Pontoise. L'ouverture s'en fit, le 17 Août, au Château de Saint-Germain, où le Roi se trouvoit alors. La Harangue que fit à cette occasion le sieur Bretagne, contient une demande formelle de Temples pour ceux de la nouvelle Religion, & plusieurs autres demandes extraordinaires contre le Clergé. T. I, p. 15.

On ne voit pas qu'il ait été question de Harangues & de nouveaux Cahiers de la part du Clergé & de la Noblesse. Ces deux Ordres sollicitèrent uniquement la réponse à leurs Cahiers présentés aux Etats d'Orléans ; & le Roi, après avoir donné son Ordonnance, dite d'Orléans, en pressa la vérification au Parlement de Paris. T. I, p. 15, 16, P. J. p. 1.

Sur cette Ordonnance. *Voyez* Orléans. [Etats d']

ÉTATS DE BLOIS EN 1576-1577.

Il ne restoit aucun Procès-verbal authentique de la Chambre Ecclésiastique auxdits Etats de Blois : la demande de l'Assemb. de Melun aux Secrétaires de cette Chambre, d'envoyer le Procès-verbal fait en ladite Assemb., qui étoit demeuré entre leurs mains, n'avoit eu aucun effet. Ce qu'on rapporte, au tome premier de la nouvelle Collection, des délibérations de cette Chambre, est tiré des Mémoires de Guillaume de Taix, député à ces Etats, & du Recueil général des Etats, par Quiner, & de quelques Manuscrits. Enfin, le Procès-verbal original de la Chambre Ecclésiastique auxdits Etats, a été recouvré, & a été déposé, en 1770, aux Archives du Clergé, après que M. l'Evêque d'Uzès, entre les mains de qui il étoit, en a eu fait présent au Clergé. T. I, p. 65. T. V, ad calcem, p. 1, 2.

L'on indiquera les extraits d'après les Mémoires, & le Procès-verbal recouvré, afin qu'on puisse les comparer ensemble.

I. Les troubles du Royaume, la révolte du Maréchal de Montmorenci, celle du Duc d'Alençon & du Roi de

Navarre, de Blois. Les font du 6 A Blois, des des Courier autres, pour 66. T. V, ad

II. Les D nombre de 17 Evêques Evêques de & quelques jettés de l'A leurs pouvoi jusqu'à ce q été corrigés l'Eglise de R voix délibér aux Députés Poitiers & 69. T. V, 4 Sur le diff d'Evreux & putation. née 1576.

Quant à Archevêque dues par l'A §. I, n°. I.

III. L'ouv dée d'un jeû tout le Roya dont le Roi sion solenne sa Cour : C rale des troi Etats se fai une Messe parle, au p assistants. H merciemen réglé, que lébrée, tou Prélat's, cha teurs des t l'Archevêq le Baron de & Versori viennent d ligion, & Le bruit s culier devu gitimité de lité de ce met au Ro de juger s 1, p. 70 & 9 & suiv.

IV. On Genevois. Secrétaire

Navarre, donnerent occasion aux Etats de Blois. Les Lettres de convocation, sont du 6 Août 1576. Le Roi se rendit à Blois, des premiers, & fit dépêcher des Courriers aux Princes du Sang & autres, pour hâter leur arrivée. T. I, p. 66. T. V, *ad calcem*.

II. Les Députés de l'Eglise sont au nombre de 104, dont 4 Archevêques, 17 Evêques, deux Chefs d'Ordres. Les Evêques de Digne & de Montpellier, & quelques autres Députés, sont rejetés de l'Assemb., les uns, parce que leurs pouvoirs étoient nuls; les autres, jusqu'à ce que leurs pouvoirs eussent été corrigés & amplifiés. Un Député de l'Eglise de Reims est admis, mais sans voix délibérative. La séance est refusée aux Députés des Universités de Paris, Poitiers & Orléans. T. I, p. 67, 68, 69. T. V, *ad calcem*, p. 3, 4 & suiv.

Sur le différend élevé entre l'Evêque d'Evreux & son Pénitencier pour la députation. *Voyez* Députés, §. III, année 1576.

Quant à la préséance sur les autres Archevêques, & la préséance, prétendue par l'Arch. de Lyon. *Voyez* Lyon, §. I, n°. 1.

III. L'ouverture des Etats est précédée d'un jeûne général, ordonné dans tout le Royaume, pendant trois jours, dont le Roi donne l'exemple : Procession solennelle, où il assiste avec toute la Cour : Communion laïque & générale des trois Ordres. L'ouverture des Etats se fait, le 6 Décembre, après une Messe du Saint-Esprit. Le Roi y parle, au point de tirer les larmes des assistants. Harangue du Chancelier. Remerciements des trois Ordres. Il est réglé, que la Messe des Etats sera célébrée, tous les Dimanches, par les Prélats, chacun à leur tour. Les Orateurs des trois Ordres sont entendus, l'Archevêque de Lyon pour l'Eglise, le Baron de Sénécei pour la Noblesse, & Verfori pour le Tiers-Etat : ils conviennent dans le point d'une seule Religion, & presque sur tous les autres. Le bruit s'étoit répandu, qu'un particulier devoit faire opposition à la légitimité des Etats, & protester de nullité de ce qui s'y feroit. L'Ass. en remet au Roi le Jugement, qui promet de juger sur le champ l'opposition. T. I, p. 70 & suiv. T. V, *ad calcem*, p. 9 & suiv.

IV. On élit un Promoteur, [M. le Genevois, Doyen de Langres,] & deux Secrétaires. M. l'Arch. de Lyon est élu

Président, sans aucun égard à sa dignité de Primat; ce qu'il accepte avec protestation pour les droits de son Eglise. Tous les Députés prêtent le serment, de ne révéler, &c. au préjudice de l'Assemblée. M. le Cardinal de Bouillon est invité d'y assister, quand il lui plaira. Invitation semblable à Mrs. les autres Cardinaux & aux Prélats, à la suite de la Cour. T. V, *ad calcem*, p. 3, 4, 6.

V. A l'égard du rang & de la séance, il est ordonné, qu'après Mrs. les Evêques & les Abbés Chefs d'Ordres, les Députés seroient assis, au rang & place qu'ils pourront prendre, à mesure qu'ils arriveront, & néanmoins opineront par l'ordre des Provinces, sans aucun préjudice de priorité, privilèges & prérogatives des Abbés titulaires & commendataires, comme aussi des Doyens, Prieurs, Archidiacres & autres des Chapitres, & sans tirer à conséquence. T. V, *ad calcem*, p. 7.

Il est réglé, que les affaires seront proposées, dès la veille, par le Promoteur. Arrêté aussi, que l'on opinera par Métropoles, par la voix d'un seul de chaque Métropole. L'Evêque d'Aulun & l'Abbé de Cîteaux font opposition à ce dernier règlement, à laquelle adhérent les Députés de Paris, Bourgogne, Champagne & Bretagne. Sur les protestations & opinions de ces Provinces, quant à la manière d'opiner, on laisse la liberté de dresser les Cahiers par Gouvernements ou par Métropoles. *Ibid.* p. 7, 8. T. I, p. 69.

VI. Affaire du Cahier des Etats. *Voyez* Cahiers, §. II, an. 1576.

VII. Affaire du subside. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1577.

VIII. A l'égard des affaires extraordinaires. *Voyez* T. V, *ad calcem*, p. 43 & suiv.

La plus importante de ces affaires est l'aliénation de 50 mille écus de rente des biens d'Eglise. *Voyez* Aliénation du Temporel, §. II, n°. VI.

Autre affaire concernant les Bois taillis. *Voyez* Bois, §. I, n°. II.

Autre affaire concernant les Syndics-Généraux. *Voyez* Syndics-Généraux, n°. I.

Autre affaire de l'Hôtel-de-Ville de Paris avec le Clergé, au sujet de ce qui étoit dû à la Ville. *Voyez* Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. I.

Demande des Religieux Mendians pour être admis à posséder des Cures. *Voyez* Mendians.

Rang & forme d'opiner.

Cahier.

Subside.

Affaires extraordinaires.

entre des
jeune gé-
nération.
da Saint-
commu-
générali-
té, &c.

du Pré-
des Offi-
ciers lant-

préséance, entre ceux de l'Isle de France, & ceux de la Bourgogne. Autres contestations entre plusieurs Villes & Bailliages. T. I, p. 450 & suiv.

§. III. Prières : élection des Officiers : question sur l'autorité des Etats.

Il se fait d'abord une Procession solennelle, à laquelle le Roi & les Reines assistent. Un jeûne de trois jours est ordonné par le Roi. Les trois Ordres communient des mains de M. le Cardinal de Bourbon. M. l'Arch. de Bourges est élu Président de l'Eglise; les sieurs Tartier & Martin sont nommés Secrétaires, & le sieur Coquelet, Promoteur. T. I, p. 461 & suiv.

Question proposée par Mrs. de l'Eglise, s'il étoit expédient d'entamer, quelle autorité on vouloit donner aux Etats? Le Tiers-Etat fait réponse, qu'attendu l'importance de cet article, il en falloit conférer : les Etats, disoit-il, étoient jadis le seul Conseil & Parlement de nos Rois; c'est une convocation des plus dignes du Royaume : les Députés particuliers ne sont pas comme des Sujets, mais comme Conseillers, protecteurs & défenseurs de tout Etat, &c. Dans la Harangue que fait le Roi aux Etats, lors de leur ouverture, il déclare, qu'il veut s'astreindre, par serment, d'observer comme loix sacrées tout ce qu'il aura arrêté par leur avis & conseil, de l'envoyer aux Parlements, avec Déclaration que, quiconque s'y opposeroit, seroit atteint & convaincu du crime de lèze-majesté. C'est conformément à ces maximes, que les trois Ordres s'en expliquent dans le Cahier présenté à S. M., le 4 Janvier 1589. T. I, p. 463, 464.

§. IV. Ouverture des Etats. Harangues du Roi & du Garde des Sceaux. Edit d'union de nouveau juré.

L'ouverture des Etats se fait, le 16 Octobre, dans la Grand-Salle du Château de Blois. Ordre qui s'y observe. Harangue du Roi : il se plaint des brigues pour les députations, & pour faire insérer au Cahier des articles propres à troubler l'Erat. S. M. promet de s'astreindre, par serment, à observer & à faire observer comme loix sacrées, tout ce qu'elle aura arrêté dans les Etats, sans se réserver à elle-même la licence

de s'en départir. Le Garde des Sceaux Montholon parle ensuite : il propose deux principaux motifs de la convocation des Etats; la conservation de la Religion & la réformation des trois Ordres de l'Etat, dont il relève les principaux vices, & retrace en même-temps les devoirs. Les trois Ordres se réunissent pour remercier le Roi. L'Archev. de Bourges s'en acquitte pour le Clergé, le Baron de Senecei pour la Noblesse, & le Prévôt des Marchands pour le Tiers-Etat. T. I, p. 467 & f.

Dès le 11 Octobre, on avoit engagé une conférence entre les Députés des trois Ordres, pour demander que l'Edit d'union fût juré de nouveau, comme Loi fondamentale de l'Etat. Le Roi y répugne d'abord, sur ce qu'il avoit déjà fait le serment, & qu'il ne vouloit s'y engager de nouveau que de lui-même : sur quoi, Remontrance répétée des Ordres, & demande de se retirer, si Sa Majesté ne les écoutoit favorablement. Enfin, le Roi promet de le jurer de nouveau en pleine Assemb. des Etats. T. I, p. 464 & suiv.

En conséquence, le 18 Octobre, l'ouverture des Etats déjà faite, le Roi envoie aux Chambres un Arrêt de son Conseil, portant 2 articles : le premier, que l'Edit d'union seroit juré par le Roi & par les Etats, pour Loi fondamentale : le second, qu'il seroit aussi juré de garder toutes les autres Loix fondamentales du Royaume, concernant la fidélité & l'obéissance due à S. M. Les trois Ordres modifient ce second article, en disant que lesdites Loix fondamentales seront spécifiées par avis & consentement des Etats.

Il se tient une Assemb. solennelle, où l'Edit d'union est solennellement juré par le Roi & par tous les Députés des Etats, après une Remontrance de M. l'Arch. de Bourges, faite par ordre du Roi, sur la dignité & grandeur du serment, & sur son observation. [Elle est rapportée, T. I, p. 101 & f.] L'Edit est envoyé à toutes les Cours souveraines, pour y être publié & observé comme Loi fondamentale. T. I, p. 472 & suiv.

§. V. Cahier des Etats. Chapitre des Finances. Suite du Cahier.

Le Clergé ayant proposé aux autres Chambres de n'avoir qu'un Cahier, qu'un Orateur, les deux autres font d'avis d'avoir chacune leur Orateur & leur

Cahier. Les trois Ordres opinent pour la publication du Concile de Trente, sans préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane: les trois Ordres ont des conférences sur leurs Cahiers. L'article des élections & de leur rétablissement, sans le concours du peuple, est passé à l'avis du Clergé. T. I, p. 474, 475, 476.

Le Roi envoie aux Chambres l'état de ses finances, signé du Greffier du Conseil: la recette montant à 9 millions d'écus, & la dépense pour l'année suivante, à 11 millions au moins; là-dessus, les trois Etats présentent une Requête pour l'érection d'une Chambre contre les Partisans. *Voyez* Finances.

Les Etats veulent présenter des Requetes contre les impositions extraordinaires & contre l'augmentation des tailles. S. M. est suppliée de réduire les tailles par provision, au taux où elles étoient en 1576. La Reine-Mère se plaint de la Requête projetée. Le Tiers-Etat arrête, que la Requête sera présentée, & que, faute de pouvoir en obtenir l'effet, on demandera de se retirer: l'Eglise & la Noblesse consentent à la Requête, à condition que le Tiers-Etat déclarera les moyens de faire les fonds au Roi. La Requête est donc présentée par les trois Ordres: l'Archev. de Bourges portant la parole pour le Clergé, M. de Brissac pour la Noblesse, & le Président du Tiers-Etat. [La Harangue de l'Archevêque, T. I, P. J. p. 105.] Le Roi répond, qu'il ne demande que l'entretien de sa maison & les fonds nécessaires pour les frais de la guerre, & que, moyennant ce, il est prêt de faire droit sur la Requête. Il y fait droit en effet, en accordant la remise de plusieurs charges extraordinaires: les remises accordées se montent à 8 millions, le tout à la charge que l'on fera fonds pour sa maison & pour la guerre. T. I, p. 479 jusqu'à 485. P. J. p. 108, 109.

Plusieurs projets sont proposés pour trouver des fonds, sans charger le peuple: demandes faites, au nom du Roi, desdits fonds nécessaires. Le Tiers-Etat fait offre de 120000 écus pour l'entretien de la maison & pour la guerre. Nouvelles demandes du Roi: conférences proposées pour convenir des fonds nécessaires & des moyens de les procurer. Le Tiers-Etat renouvelle ses plaintes contre la mauvaise administration des finances & contre les Partisans: il demande la liste de ceux avec

lesquels le Roi veut que l'on confère, pour retrancher ceux qui sont suspects aux Etats. Le Cardinal de Vendôme est envoyé au Tiers-Etat, pour faire les fonds nécessaires: autres projets pour avoir lesdits fonds; encore autres celui d'aliéner des Domaines du Roi à perpétuité, pour autant de revenu que se pourroient monter les biens des Hérétiques qui seroient réunis à la Couronne: projet rejeté par le Tiers-Etat & par la Noblesse. T. I, p. 483, 485 jusqu'à 488. *Voyez* Domaine du Roi.

Les Etats se déterminent à faire les Remontrances, & à poursuivre la présentation des Cahiers en même-temps. Sa Majesté veut qu'on accélère les Cahiers. Articles accordés entre les trois Ordres, insérés au Cahier de chacun des Etats. [Ces articles se trouvent, T. I, P. Just. p. 109, 110.] Sa Majesté demande, qu'aux Cahiers des Etats, soient insérés plusieurs articles touchant le crime de lèse-majesté. [T. I, P. Just. p. 111, 112.] Les trois Ordres veulent, que, sur ce crime, on s'en tienne aux Ordonnances déjà faites. Autre demande du Roi, qu'il y ait quatre Députés de chaque Ordre pour conférer sur les Cahiers: refus des trois Ordres, & raisons de ce refus: ils refusent aussi de nommer des Députés pour conférer sur les finances & sur la présentation des Cahiers: le jour étant donné pour cette présentation, les Députés des trois Ordres s'étant acheminés vers le Roi, l'Archev. de Bourges présente le Cahier du Clergé, M. de Brissac, &c. T. I, p. 488 jusqu'à 493.

Le Cahier du Tiers-Etat comprenoit un grand nombre de Réglemens & de réformes à faire sur quantité de chefs; savoir, sur l'Etat de l'Eglise, sur les Hôpitaux & Maladreries, sur les Universités, sur la Justice & les Tribunaux, sur les suppressions & réductions à faire dans les Tribunaux, sur la Noblesse, sur la Gendarmerie, sur le Domaine, sur les Tailles, Aides & Subsidés, sur la Finance, sur la Police. Le Cahier est rapporté, T. I, P. J. p. 112 & f.

Le 15 Janvier, le Roi étant en son Lit de Justice, les trois Ordres sont introduits dans la salle des Etats pour faire les Harangues. M. l'Archevêque de Bourges parle au nom du Clergé, [sa Harangue, T. I, P. J. p. 128 & f.] M. de Brissac pour la Noblesse, le sieur Bernard pour le Tiers-Etat. Le Roi, après avoir entendu les Remontrances des trois Ordres, fait de nouveau pu-

blier l'Edit de mentale, & changera Jan. 493 & f.

§. VI. Affa

1°. Affaire trois Ordres, déclaré criminel & humaine, & la Couronne. Savoie, qui nants: les trois l'armée du Da de pouvoir ré Hérétiques & Guises, &c. em Députés. 4°. l'adjudication fel, dans la cir voit. 5°. A l vers & de M des 120000 é il y en aura 5 pour l'autre. tées par le R loit faire du b sent de donn Malte se plai Cardinal de J les Statuts de de Toulouse, des Commans Chambre den tre les Financ suppression d ces, trente-c laissent & re Tiers-Etat , contre la ter Montmorenc loir jurer l'E se justifier de cation de M bruits calom bre du Tiers peu intéressa

Le 17 Jan avec grande des troubles & suiv.

ÉTATS-G

§. I. Conve curation Requête Etats :

I. PAR le Table de

blier l'Edit de l'Union pour Loi fondamentale, & assure les Etats qu'il ne changera jamais de volonté. T. I, p. 493 & l.

§. VI. *Affaires extraordinaires.*
Fin des Etats.

1°. Affaire du Roi de Navarre : les trois Ordres demandent qu'il soit déclaré criminel de lèze-majesté, divine & humaine, & incapable de succéder à la Couronne. 2°. Affaire du Duc de Savoie, qui s'étoit joint aux Protestants : les trois Ordres demandent que l'armée du Dauphiné soit fortifiée, afin de pouvoir résister en même-temps aux Héretiques & au Duc. 3°. Mort des Guises, & emprisonnement de plusieurs Députés. 4°. Les Etats s'opposent à l'adjudication des baux des greniers à sel, dans la circonstance où l'on se trouvoit. 5°. A l'égard des armées de Nevers & de Mayenne, il est arrêté que des 100000 écus empruntés par le Roi, il y en aura 50000 pour l'une & autant pour l'autre. 6°. Les Chambres consultées par le Roi, sur l'emploi qu'il falloit faire du bien des Héretiques, refusent de donner leur avis. 7°. Mrs. de Malte se plaignent aux Etats contre le Cardinal de Joyeuse, pourvu, contre les Statuts de l'Ordre, du Grand-Prieuré de Toulouse, au préjudice de l'ancien des Commandeurs. 8°. Au sujet de la Chambre demandée par les Etats contre les Financiers & Partisans, & de la suppression demandée de plusieurs offices, trente-cinq Trésoriers de France laissent & remettent, à la Chambre du Tiers-Etat, un acte de protestation contre la tenue des Etats. 9°. M. de Montmorency, soupçonné de ne vouloir jurer l'Edit d'Union, est obligé de se justifier devant les Etats. 10°. Justification de M. de Matignon, sur des bruits calomnieux répandus en la Chambre du Tiers-Etat. 11°. Autres articles peu intéressants.

Le 17 Janvier, les Etats se séparent avec grande appréhension des périls & des troubles prochains. T. I, p. 497 & suiv.

ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1614.

§. I. *Convocation des Etats. Procurations ; difficultés sur icelles. Requêtes pour être admis aux Etats : personnes invitées.*

I. PAR le Traité de paix conclu, le 15
Table de la Coll. des P. V.

Mai 1614, entre les Princes & Seigneurs de la nouvelle Religion, d'une part, & le Roi & la Reine, d'autre part, il étoit porté, art. 1, que les Etats-Généraux du Royaume seroient convoqués & assemblés en la ville de Sens, en la maniere accoutumée, vers le 25 d'Août. Ils sont convoqués à Sens pour le 10 Septembre de ladite année 1614 : ils le sont ensuite pour le 14 suivant, à Paris.

L'Etat Ecclésiastique s'assemble en la salle du Couvent des Augustins, la Noblesse aux Cordeliers, le Tiers Etat à l'Hôtel-de-Ville. Le nombre des Députés du Corps Ecclésiastique, 145, dont cinq Cardinaux, sept Archevêques & 47 Evêques. Il se trouve quelques difficultés dans les députations : quelques-unes avoient été faites par les Provinces entières, & par les trois Ordres ensemble ; d'autres par les Sénéchaussées & Bailliages ; d'autres par les Diocèses ; les unes en la présence du Magistrat & du Commissaire député par le Roi ; les autres devant les Supérieurs Ecclésiastiques, ou entre iceux : il est arrêté, que les Procurations qui sont sans dispute & opposition, seront reçues par Gouvernements & Bailliages, & que les autres seront jugées ; les valables seront enregistrées au Procès-verbal, suivant l'ordre des Gouvernements & Bailliages, sans préjudice des droits respectifs d'iceux. T. II, p. 57 jusqu'à 65.

II. Plusieurs difficultés sur les Procurations. Les Députés par différents Bailliages, en même-temps, sont tenus d'opter l'une des députations. Les Députés des Bailliages de Nevers & de Saint-Pierre-le-Moutier sont reçus par provision. Le Député de Châteauneuf, en Thimerais, remet son Cahier & se retire, sur l'opposition de l'Evêque de Chartres. Le Député de Saint-Martin de Tours est admis, pour cette fois seulement & sans tirer à conséquence. Les deux Contendants, pour la députation du Bailliage de Caux, sont admis. Un Capucin est admis pour Député du Bailliage de Gex. La députation de la basse Marche est attaquée par l'Evêque de Limoges. Arrêt du Conseil en faveur des Députés de la Sénéchaussée de Poitou, contre la députation de Fontenai. Autres trois Arrêts ou Jugements ; savoir, l'Arrêt du Conseil pour le différend entre les Députés de Nevers & de Saint-Pierre. Le Jugement de l'Assemb. sur le différend entre le Député de la Sénéchaussée de Touraine & le Député de

Saint-Martin. L'Arrêt du Conseil en faveur des Députés du Poitou. T. II, p. 65 & f. P. J. p. 15, 16.

III. Plusieurs Requêtes sont présentées par différents Corps, pour que leurs Députés soient admis à l'Assemb. Les Religieux de l'Ordre de S. Benoît & de S. Augustin demandent, pour leurs Députés, voix & séance, fondés sur un Arrêt du Conseil, obtenu sur leur Requête: le Prieur de S. Victor fait opposition à cet Arrêt; l'Assemb., avant de faire droit, ordonne que la Requête & l'Arrêt seront communiqués aux Opposants. T. II, p. 67.

L'Université de Paris présente d'abord Requête à la Noblesse, pour avoir entrée aux Etats; la Requête est communiquée à la Chambre Ecclésiastique, pour avoir son avis: le Curé de S. Paul se présente à l'Assemb., où il fait un long Discours pour l'Université; quelque temps après, le Recteur, avec huit Députés de la Faculté des Arts, s'y présente aussi; il fait un long Discours Latin, pour établir le droit & la possession de l'Université d'avoir entrée aux Etats: M. le Cardinal de la Rochefoucault lui répond, & déclare, qu'après avoir vu les articles de leur Cahier, la Compagnie leur fera savoir sa résolution. T. II, p. 68.

IV. Plusieurs personnes sont invitées à venir à l'Ass.; savoir, M. le Cardinal de Joyeuse, Arch. de Reims, M. le Cardinal de Bonzi, M. le Cardinal de Gondi, M. l'Archevêque de Toulouse; l'Abbé de Julli est agréé par M. le Cardinal du Perron. T. II, p. 58, 68, 69.

§. II. Choix du Président & des Officiers. Forme d'opiner. Contestations sur la préséance. Visites réciproques.

I. M. le Cardinal de Joyeuse, Doyen du Sacré College, est prié de présider l'Ass.; le sieur de la Vernusse, Agent du Clergé, est nommé Promoteur de deçà la Loire, & le sieur Béhéri, autre Agent, Secrétaire de deçà la Loire: le sieur de Saint-Sulpice, Promoteur de delà, & le sieur de Breteuil, Secrétaire: ils prêtent le serment. Les deux Agents sont élus auxdits emplois, non en considération de l'Agence, mais de leurs personnes, & par élection. T. II, p. 58, 69.

II. Quant à la forme d'opiner, il est arrêté, que, pour ne rien innover sur ce qui avoit été pratiqué par les précédents Etats, on opineroit par Gouver-

nements, & que les plus qualifiés de chaque Gouvernement recueilleroient les voix. T. II, p. 70.

III. Contestation sur la préséance entre Mrs. les Archevêques de Lyon, de Bourges & d'Aix. Voyez Lyon, §. I.

IV. Le Chapitre de N. D. de Paris demande d'être joint à son Evêque à la Procession, & conséquemment, de précéder tous les Députés du second Ordre: la demande est rejetée; il est réglé, que lesdits Chanoines marcheront à la Procession entre les deux ailes des Etats, sans prendre rang. T. II, p. 76, 77, 78.

La contestation est plus vive entre les Abbés Commendataires, les Doyens & autres dignités des Chapitres. Voyez Abbés, n°. XII.

§. III. Jeûnes. Procession. Communion générale. Prières ordonnées dans les Diocèses. Ouverture des Etats. Serment. Heures des entrées & séances.

I. M. l'Evêque de Paris ordonne un jeûne de trois jours. Le Grand-Maître des cérémonies vient conférer avec l'Ass. sur l'ordre de la Procession & de la Messe. Il est arrêté, que les trois Ordres se rangeront l'un après l'autre, de sorte que nul autre que celui qui sera l'Office, & ses assistants, puisse se mettre entre le Roi & lesdits Ordres. M. l'Arch. de Lyon est nommé pour faire le remerciement, au nom de l'Etat Ecclésiastique, à l'ouverture des Etats. Jour de la Communion générale fixé. Messe des Etats avec Prédication pour tous les Dimanches: l'habit des Prélats à la Procession, habit violet, rochet, camail, bonnet; pour les Députés du second Ordre, manteau ou robe, soutane, bonnet carré. Au jour de l'ouverture des Etats, l'Etat est arrêté au Conseil sur l'ordre des Gouvernements & Bailliages; l'Eglise & la Noblesse y trouvent à redire. A la Procession, les Cardinaux marchent les derniers des trois Ordres, se joignant avec le Roi; la Garde du Roi marche aux ailes des Etats: les Chanoines de N. D. de Paris entre les deux ailes, sans prendre rang. La Messe est célébrée par M. l'Evêque de Paris: la Prédication par M. le Cardinal de Sourdis. T. II, p. 74, 75, 76.

II. L'ouverture des Etats se fait. Disposition de la salle. Les Ordres de l'Eglise & de la Noblesse, ont le rang

avant les
du Chance
Lyon, au
Pont-Sain
& du Pré
Tiers-Etat
au Roi po
La Messe
mal de Sou
chevêque
présentent
la Commu
III. Le
les Député
la Commu
la formul
quée aux d
une Lettre
me, pour
prieres da
rapportée
dre des en
muniqué
déclarent
jours la se
vaillera au

§. IV.

Voyez

§. V. Ré

Voyez

§. VI. A

Re

Elles son
On peut
y a de re

§. VII. F

Déput
ments
Disco
pour le

Le tout
M. de F
est député
faire la H
détermin
voit le pl
de la Nob
p. 228 &

§. VIII.

I. Dura
de Roche

avant les Conseillers d'Etat. Discours du Chancelier. Harangue de l'Arch. de Lyon, au nom du Clergé; du Baron de Pont-Saint-Pierre, pour la Noblesse; & du Prévôt des Marchands, pour le Tiers-Etat. Les trois Ordres députent au Roi pour la Communion générale. La Messe solennelle par M. le Cardinal de Sourdis: le Sermon par M. l'Archevêque de Lyon. Tous les Ordres se présentent, six à six, à l'Autel, pour la Communion. T. II, p. 87 jusq. 92.

III. Le serment est prêté par tous les Députés en la première séance après la Communion; il est prêté à genoux; la formule du serment est communiquée aux deux autres Ordres. On adresse une Lettre à tous les Evêques du Royaume, pour les exhorter à ordonner des prières dans leurs Diocèses. [Elle est rapportée, T. II, P. Just. p. 17.] L'ordre des entrées & des séances est communiqué aux deux autres Etats, qui déclarent ne vouloir entrer que deux jours la semaine, pendant que l'on travaillera au Cahier. T. II, p. 92 & suiv.

§. IV. *Cahiers des Etats.*

Voyez Cahiers, §. II, an. 1588.

§. V. *Règlements pour les Assemb. du Clergé.*

Voyez Règlements, §. I.

§. VI. *Affaires extraordinaires & Requêtes particulières.*

Elles sont rapportées, p. 209 & suiv. On peut voir sous chaque mot ce qu'il y a de remarquable.

§. VII. *Frais communs. Taxes des Députés. Congés & remerciements réciproques des Ordres. Discours d'adieu. Harangues pour la présentation des Cahiers.*

Le tout, T. II, p. 225 & suiv.

M. de Richelieu, Evêque de Luçon, est député pour présenter le Cahier & faire la Harangue: la Compagnie lui détermine les points sur lesquels il devoit le plus peser. Autres Harangues de la Noblesse & du Tiers-Etat. T. II, p. 228 & suiv.

§. VIII. *Démêlés particuliers survenus aux Etats.*

I. Durant la tenue des Etats, le sieur de Rochefort, Gentilhomme de M. le

Prince, accompagné de plusieurs personnes, auroit rencontré le sieur de Marillac, Gentilhomme de S. M. & de la Reine, & l'auroit outragé de coups de bâton & d'épée. Le Roi charge son Procureur-Général d'en informer, & de poursuivre la Justice de ce crime. M. le Prince avoue les excès commis par le sieur de Rochefort, & ce, en la présence de Leurs Majestés. Les trois Ordres députent au Roi à cette occasion, pour demander la réparation de l'outrage fait au Roi même & à la Reine. T. II, p. 219 jusq. 222.

II. Quant au démêlé de M. de Bonneval, Député de la Noblesse, avec le Lieutenant-Général d'Uzerches, Député du Tiers-Etat. Voyez Bonneval.

ÉTATS-GÉNÉRAUX DEMANDÉS EN 1650.

M. le Comte de Fiesque, suivi de treize autres Seigneurs de la Noblesse, se présente à l'Assemb. de 1650: l'objet de son discours est de s'unir, pour obtenir conjointement de Leurs Maj., la convocation des Etats-Généraux. L'Assemblée, délibération prise par Provinces, résout de se joindre à la Noblesse. M. de Cominges, accompagné d'autres Députés, fait part de cette délibération à Mrs. de la Noblesse; ceux-ci font une seconde députation: M. de Vitri, qui en est le Chef, propose à l'Assemb. de nommer des Commissaires qui pussent traiter avec ceux de la Noblesse. La Reine donne assurance des Etats-Généraux pour le mois d'Octobre: la Noblesse juge ce terme trop éloigné, & demande que les députations à Leurs Majestés soient communes, & que la parole soit portée par Mrs. du Clergé. Les Commissaires du Roi viennent à l'Assemblée: M. d'Aligre y porte la parole, & désigne, de la part du Roi, la Ville de Tours pour les Etats qui sont indiqués au mois d'Octobre: il convie en même-temps l'Assemb. de se séparer au plutôt. Les Commissaires du Clergé & ceux de la Noblesse, confèrent entr'eux pour avoir audience de la Reine, conjointement: réponse favorable de M. le Duc d'Orléans, & de M. le Prince de Condé & du Prince de Conti: la Reine refuse d'écouter la Noblesse avec le Clergé, & d'avancer le temps de la convocation des Etats: S. A. R. prie Mrs. de la Noblesse de surseoir leurs délibérations, touchant la tenue des Etats pendant quelques jours. S. A. R.

& M. le Prince viennent à l'Ass. pour lui donner avis de la résolution prise par la Reine, de convoquer les États pour le mois de Septembre. Discours de S. A. R., & assurance donnée par la Reine, signée des quatre Secrétaires d'Etat, que les États seront tenus le 8 Sept. 1651. L'Ass. envoie des Députés à la Noblesse, pour lui donner avis de cette assurance : M. de Cominges porte la parole, en présence de S. A. R. Députés nommés pour remercier la Reine, M. le Duc d'Orléans & M. le Prince. La Noblesse envoie à l'Ass., à qui elle communique en même-temps ses Registres, pour faire voir que Mrs. de la Noblesse ont entièrement déferé à ses avis. T. III, p. 669 & suiv.

ÉTRANGERS.

I. Les délibérations des Assemblées du Clergé, sur les emprunts faits par le Clergé, pour le paiement des Dons-gratuits, de même que les Contrats passés avec le Roi, au sujet des Dons, & les Arrêts & Lettres-Parentes confirmatifs desdites délibérations, contiennent la clause, qu'il sera permis au Clergé d'emprunter des Etrangers non naturalisés & de ceux demeurant hors du Royaume, ainsi que si c'étoient les propres Sujets du Roi, & auxd. Etrangers de disposer des rentes qui leur auront été constituées par ledit Clergé, ou qu'ils acquerront sur lui entre vifs, ou par testament, ou autrement, en quelque sorte & manière que ce soit; & en cas qu'ils n'en aient pas disposé, que leurs Héritiers leur succéderont, & encore que leurs Donataires, Lésataires ou Héritiers soient Etrangers & non Regnicoles; que S. M. renoncera au droit d'aubaine & autres, & à celui de confiscation, en cas qu'ils fussent Sujets des Princes & États contre lesquels Sa Majesté est, ou pourroit être en guerre; que lesdites rentes qui auroient été ainsi acquises par lesd. Etrangers, seront exemptes de toutes lettres de marque & de représailles; enfin, qu'elles ne pourront être saisies par leurs Créanciers Regnicoles, ou Etrangers. *Voyez à la fin de la Table le premier Supplément.*

II. En quelques Provinces, notamment en Languedoc, il y avoit des taxes établies par plusieurs Ecclésiastiques, sous prétexte qu'ils n'étoient pas originaires du Royaume; quelques Cardinaux & l'Evêque de Digne étoient de ce nombre. En l'Ass. de 1641, un des

Agents présente à la Compag. un Arrêt du Conseil d'Etat, en faveur des Sgrs. Evêques & autres Etrangers Ecclésiastiques qui possédoient des Bénéfices: cet Arrêt les déchargeoit de la taxe faite sur eux, en qualité d'Etrangers. L'Ass. ordonna l'impression & l'envoi de cet Arrêt dans les Provinces. T. III, p. 84.

III. Le Cahier des États de Blois, en 1577, contient la demande, que nul ne puisse obtenir aucun Bénéfice dans le Royaume, qu'il ne soit originaire François, & que les Etrangers qui en sont pourvus, n'y puissent créer Vicaires qui ne soient naturels François. Recueil, p. 1002.

IV. Le Parlement de Paris a fait des tentatives pour obtenir l'exclusion des Etrangers des Conseils du Roi. *Voyez* Conseil du Roi, n°. II.

EUCHARISTIE.

I. L'ASSEMB. de Poissy a inséré dans les Décrets qu'elle a faits sur la réformation, la profession de Foi suivante sur l'Eucharistie: *Firmâ fide credimus & confitemur in augustissimo altaris Sacramento verum Corpus & Sanguinem Jesu Christi esse realiter & substantialiter, sub speciebus panis & vini, virtute ac potentia Verbi divini à Sacerdote prolati solo ministro ad hunc effectum ordinato, juxta institutionem & mandatum Domini nostri Jesu Christi.* T. I, P. J. p. 16.

Sur les conférences tenues à Poissy & à Saint-Germain-en-Laye, touchant l'Eucharistie. *Voyez* Colloque de Poissy.

II. L'Ass. de Melun en 1579, contient plusieurs Décrets & Règlements sur l'Eucharistie, au titre de *Eucharistia sacrosancto Sacramento.* T. V, P. J. p. 110.

III. Suivant le Journal de l'Abbé de Saint-Josse, il s'éleva une grande contestation dans l'Assemb. de 1635, sur la Communion laïque administrée aux Députés: l'Evêque de Saint-Malo ne l'approuvoit pas; sur quoi il fut dit, qu'il faut faire distinction de trois sortes de Communions laïques: la première *in pœnam*, se recevoit *extra cancellos & absidem*, avec les Laïques confusément; la deuxième, appelée *peregrina*, étoit administrée aux Prêtres étrangers & inconnus; la troisième est l'honorable, dont il est fait grand cas au Concile d'Orléans; elle s'administroit sur les marches de l'autel. T. II, p. 856, 857.

IV. Il parut une Lettre au Pape, sous

le nom de l'Écclésiastique de l'apôtre de la fréquence de la Lettre de passion conférer, qu'il a prouvé qu'on en France des de 1645 fait Laval, s'il a lat la défavou au Pape, pour ce qu'on lui a entièrement p. 412, 413.

V. L'art. p. Réguliers, p. sicer, quand i Sacrement d'eres & autr exempts de visite seront ligieux & au cas que les état, lesdits faire ce qui par l'Evêque

Les Domini accepté une s'obligeoient ment tous le porter en P & leur Clois dis du mois, bation de l' ficial du Pré gieux de rapp dation, pou être ordonn ligieux appo cette Ordon Rennes, ou reur, & le s'en plaini 1665, qui p seil; l'Arrê gea de l'ass donnan d 921.

L'Ev. d'A crement da Villeneuve bernacle lu nonça con diction, q avoir été c deaux : M plainte à l corda tou n'avoir rie Réglemen

le nom de l'Evêque de Laval, à l'occasion de l'approbation donnée au Livre de la fréquente Communion. L'Auteur de la Lettre y témoigne beaucoup de passion contre les Evêques, ses confreres, qu'il accuse de souffrir & d'approuver qu'on prêche & qu'on publie en France des doctrines impies. L'Ass. de 1645 fait demander à l'Evêque de Laval, s'il avouoit la Lettre: ce Prélat la désavoue. L'Ass. écrit elle-même au Pape, pour lui faire connoître que ce qu'on lui avoit fait entendre, étoit entièrement éloigné de la vérité. T. III, p. 412, 413. P. J. p. 40.

V. L'art. premier du Règlement des Réguliers, porte, que l'Evêque peut visiter, quand il le juge à propos, le Saint-Sacrement de l'Autel, dans les Monastères & autres lieux de son Diocèse, exempts de la juridiction; à laquelle visite seront tenus d'assister tous les Religieux & autres Ecclésiastiques: & au cas que les choses ne soient en leur état, lesdits Religieux seront tenus de faire ce qui leur sera, sur ce, prescrit par l'Evêque. T. II, P. J. p. 62.

Les Dominicains de Morlaix avoient accepté une fondation, par laquelle ils s'obligeoient d'exposer le Saint-Sacrement tous les Jedis de l'année, & le porter en Procession dans leur Eglise & leur Cloître, tous les premiers Jedis du mois, sans permission & approbation de l'Evêque de Tréguier. L'Officiel du Prélat ordonna auxdits Religieux de rapporter cette prétendue fondation, pour être vue, & sur icelle être ordonné ce que de raison. Les Religieux appellerent comme d'abus de cette Ordonnance, au Parlement de Rennes, où ils firent assigner le Promoteur, & le prirent à Partie. L'Evêque s'en plaignit lui-même à l'Assemb. de 1665, qui poursuivit un Arrêt au Conseil; l'Arrêt fut obtenu, lequel déchargea de l'assignation, & confirma l'Ordonnance de l'Official. T. IV, p. 920, 921.

L'Ev. d'Agén voulut visiter le S. Sacrement dans l'Eglise des Cordeliers de Villeneuve de son Diocèse; la clef du tabernacle lui fut refusée; le Prélat prononça contre eux une Sentence d'interdiction, que les Religieux disoient avoir été cassée au Parlement de Bordeaux: M. l'Evêque d'Agén en fit sa plainte à l'Assemb. de 1665, qui lui accorda toute protection, attendu qu'il n'avoit rien fait que conformément aux Règlements. T. IV, p. 923.

EVÊCHÉS. EVÊQUES.

§. I. Dotation des Evêchés. Choix des Evêques. Bulles de Rome, & temps pour les prendre. Temps du Sacre. Abus des longues vacances.

I. LES Assemb. de 1770 & 1775, se sont occupées des moyens de venir au secours de plusieurs Evêchés qui sont dans l'indigence, notamment en Provence & en Dauphiné. Moyens déterminés à ce sujet & proposés au Roi. Voyez Chapitres, §. I, n°. III.

II. Choix des Evêques. Voyez Elections.

III. Bulles des nommés aux Evêchés, & temps pour les prendre. Voyez Bulles, §. III.

En l'Assemb. de 1635, l'Evêque de Bayonne se plaint de ce que les Evêques étoient obligés, par les Cours souveraines, d'exprimer à Rome tous leurs Bénéfices en particulier, malgré la dispense du Pape. Arrêté que la plainte seroit insérée au Cahier. T. II, p. 747.

IV. Les nommés aux Evêchés sont obligés de se faire sacrer dans le temps porté par les Ordonnances. L'Ass. de 1619 supplie S. M. de les y exhorter. T. II, p. 340.

L'Ass. de 1625 résout des Remontrances au Roi, sur ce même sujet. T. II, p. 499.

V. En l'Assemb. de 1635, la Province de Narbonne se plaint des longues vacances de plusieurs Evêchés de la Province. L'Assemb. se propose d'en délibérer. T. IV, p. 267, 268.

§. II. Evêques supérieurs aux Prêtres: leur autorité & Jurisdiction, de droit divin; suites de ce principe par rapport à la Jurisdiction immédiate du Pape.

I. En l'Ass. de 1700, M. le Président dénonce deux propositions contre la supériorité des Evêques sur les Prêtres, contenues dans une Requête présentée au Conseil par le Chapitre de Chartres.

Première proposition. *Il n'y avoit pas de différence, dans les premiers temps de l'Eglise, entre les Evêques & les Prêtres, comme il résulte du chap. 20 des Actes des Apôtres.*

Deuxième proposition. *Ce n'a été que par un usage qui s'est ensuite introduit, que l'on a distingué les Prêtres de*

l'Evêque, en établissant l'un d'entr'eux au-dessus d'eux, avec ce nom d'Evêque.

HA deux propositions quæ Presbyteros Episcopis æquiparant, ac ferè solis nominibus ipsos distinguunt, falsæ sunt, temerariæ, scandalosæ, erroneæ, schismaticæ, Aerii hæresim instaurant, Hierarchiam ecclesiasticam divinâ ordinatione institutam confundunt, Traditioni Apostolicæ, & Concilii Tridentini Decretis adversantur.

Telle fut la censure de ces deux propositions prononcée par l'Assemb., d'après le Rapport de la Commission, où la Doctrine catholique sur ce point est solidement établie, & les raisons contraires sont exactement réfutées. Le Chapitre de Chartres fit un désaveu formel des deux propositions. T. VI, p. 507, 508, 656. P. J. p. 337 & suiv.

II. Parmi les articles dressés dans l'Ass. de 1655, il en est un qui établit la juridiction des Evêques, de droit divin, & reçue immédiatement de Jésus-Christ. Le Nonce & le Cardinal Mazarin, s'en plaignirent. L'Assemblée s'explique & déclare, que sa pensée avoit été seulement de signifier par ce mot *immédiatement*, que les Evêques n'étoient point Vicaires d'aucune puissance ecclésiastique qui fût sur la terre; que leur puissance tant de l'Ordre que de la Jurisdiction intérieure pour la rémission des péchés, & de l'extérieure consistant au pouvoir d'excommunier, de juger & de définir les matieres de Foi, soit en première instance, soit aux Conciles, leur étoit donnée de Jésus-Christ; ce qui n'empêche pas qu'en ce qui est de l'application à un Diocèse plutôt qu'à l'autre, ils n'eussent besoin de l'autorité du saint Siege, auquel il appartient d'établir les Evêques, de leur donner des Sujets, & même de se réserver certaines causes & certains cas, & d'exercer dans toute l'Eglise, la puissance de Chef & de Pasteur, selon les saints Canons, & comme il est expliqué dans les Conciles de Latran, sous Innocent III, de Florence & de Trente. L'on prouve ensuite, que c'est la doctrine constante des François sur cet article, laquelle ne s'est point altérée en France, comme en d'autres pays. Discours du Cardinal Mazarin à l'Ass. sur ce sujet. T. IV, p. 216 & suiv.

Dans les Rapports faits en l'Assemb. de 1682, sur l'affaire de Pamiers touchant la Régale & sur celle de Charonne, les Prélats Commissaires, entr'autres maximes, s'attachent à éta-

blir la juridiction de droit divin des Evêques, & combattent la maxime opposée de la juridiction immédiate du Pape dans les Diocèses. Voyez Pamiers, §. I. Charonne. Pape, §. II.

L'Auteur d'un Factum imprimé pour M. l'Evêque d'Evreux, avoit avancé une proposition tendante à établir la Jurisdiction immédiate du Pape dans les Diocèses. M. d'Evreux en fait lui-même le désaveu dans l'Ass. de 1655. Voyez Evreux, n°. I.

§. III. Si la démission d'un Evêque fait cesser sa Jurisdiction, & donne ouverture à la Régale?

I. Les Evêques qui ont passé Procuration pour se démettre de leurs Evêchés, conservent dans leurs Diocèses toute juridiction & pouvoir pour le spirituel, jusqu'à ce que leur démission ait été admise par le Pape. Les Parlements ont jugé le contraire, & ont réglé par leurs Arrêts, que du jour que le Roi avoit accepté la démission, l'Eglise étoit vacante, & la Régale ouverte. Les Arrêts du Conseil rendus sur les Remontrances du Clergé, ont aboli cette jurisprudence, par rapport à la vacance du Siege, & le transport de la Jurisdiction au Chapitre. On a sur ce sujet l'Arrêt du 27 Juin 1651, pour l'Arch. de Rouen. Voyez Assemblées des Prélats, §. I, n°. XXII.

Le Chapitre d'Acqs, sur la nouvelle de la préconisation de son Evêque à l'Evêché de Mâcon, avoit nommé des G. Vicaires: le Prélat en fait part à l'Ass. de 1665, qui obtient un Arrêt du Conseil pareil à d'autres déjà obtenus, par lequel ledit Prélat est rétabli dans la possession du spirituel de l'Evêché d'Acqs, nonobstant la préconisation. T. IV, p. 965.

II. Dans les démissions simples, on a conservé l'ancienne Jurisprudence, en ce qui concerne l'ouverture de la Régale: elle est ouverte du jour que le Roi a accepté la démission, par la nomination d'un Successeur, & l'usage en est constant. *Mémoires du Clergé*, T. XI, p. 662.

§. IV. Devoirs & obligations.

L'Assemblée de Poissy met à la tête des Décrets de réformation qu'elle a dressés, l'art. qui concerne les Evêques: la forme de leur Election y est expliquée; l'âge de 30 ans; leur résidence; le soin qu'ils doivent avoir de prêcher

la parole de noncer par e
lirés requis
lébrer les d
aux Fêtes sol
doivent por
saints Ord
leurs Dioc
ans leurs Sy
vent prendre
pour empêc
vais livres;
avoir pour
un nombre
afin que les
rebutés, &c

Parmi les
Melun touc
est un de E
grand nom
P. Jult. p.

L'avis au
que de Cha
1625, quoi
contient de
touchant le
voirs, oblig
les articles

T. II, p. J
Le Cahie
Etats de Bl
Evêques &
de prêcher
néfices, &
charge en
dence ils n
pour 4 moi
les justes
de saisie de
p. 48.

§. V. Hon bués au

I. En l'
que de Ne
27 de la D
nant l'ho
porte qu
ensemble
respect d
de J. C.
tion divi
sainte de
torité du
neur; 4°
Il étend
causes, 1
p. 231,

II. Su
Conseils
Roi. V

la parole de Dieu, ou de la faire annoncer par des Ministres ayant les qualités requises; leur obligation de célébrer les divins Mystères, au moins aux Fêtes solennelles; l'attention qu'ils doivent porter dans la Collation des saints Ordres; l'exactitude à visiter leurs Diocèses, à convoquer tous les ans leurs Synodes; le soin qu'ils doivent prendre des Hôpitaux; la vigilance pour empêcher l'impression des mauvais livres; la facilité qu'ils doivent avoir pour accorder les cas réservés à un nombre suffisant d'Ecclesiastiques, afin que les pécheurs ne soient point rebutés, &c. T. I, P. Just. p. 7, 8, 9.

Parmi les Décrets de l'Assemblée de Melun touchant la réformation, il en est un de *Episcopis*, qui contient un grand nombre de réglemens. T. V, P. Just. p. 114.

L'avis aux Evêques dressé par l'Evêque de Chartres dans l'Assemblée de 1625, quoique supprimé par l'Assemb., contient de sages & beaux réglemens touchant les Evêques, leur choix, devoirs, obligations, qualités, &c. Voyez les articles 22 & suiv. jusqu'à l'art. 46, T. II, P. Just. p. 74 jusqu'à 83.

Le Cahier du Roi envoyé à l'Ass. des Etats de Blois en 1577, porte, que les Evêques & autres Prélats, seront tenus de prêcher ou faire prêcher en leurs Bénéfices, & satisfaire au devoir de leur charge en personne; de laquelle résidence ils ne pourront être excusés que pour 4 mois pour le plus, & pour causes justes & raisonnables, sous peine de saisie de leurs revenus. T. I, P. Just. p. 48.

§. V. Honneurs & distinctions attribués aux Evêques. Leurs habits.

I. En l'Assemb. de 1675, M. l'Evêque de Noyon, à l'occasion de l'article 27 de la Déclaration de 1666, concernant l'honneur dû aux Evêques, rapporte quatre causes, qui concourent ensemble pour établir l'honneur & le respect dus aux principaux Ministres de J. C. & de son Eglise: 1°. institution divine du Ministère; 2°. conduite sainte des Ministres; 3°. religieuse autorité du Prince, qui ordonne cet honneur; 4°. juste révérence des peuples. Il étend & développe chacune de ces causes, y joignant les autorités. T. V, p. 231, 232, 233.

II. Sur l'entrée des Evêques dans les Conseils du Roi, dans les maisons du Roi. Voyez Conseil du Roi.

III. Sur les Pairs & Pairies Ecclesiastiques, leurs prérogatives dans les Lits de Justice. Voyez Pairs Ecclesiastiques.

IV. Sur le rang & la place des Evêques à la Messe du Roi. Voyez Chapelle du Roi.

V. Les Prélats députés par l'Ass. de 1650, à la conférence tenue chez M. le Garde des Sceaux, représentent que les Evêques de Languedoc avoient bien l'honneur d'avoir séance au Parlement de Toulouse; mais qu'on ne vouloit point leur donner voix délibérative; qu'il en étoit ainsi dans les autres Parlements. Les Commissaires du Clergé demandent des Lettres du Roi, qui accordent aux Evêques voix délibérative dans les Parlements où ils ont séance. Arrêté qu'il en sera parlé au Roi. T. III, p. 564.

VI. A l'égard de la forme de prestation de serment par les Evêques, quand ils sont reçus dans les Parlements. Voyez Serment, n°. II.

VII. Il s'étoit introduit un usage que les Evêques de Béarn parlant au Gouverneur, avoient tête nue: usage réformé. Voyez Béarn, §. III, n°. I.

VIII. Sur le Poêle qui doit être porté par les habitants des Villes, aux entrées & visites que font les Evêques dans les Villes de leurs Diocèses. Voyez Assemblées de Prélats, §. I, n°. XIX. Epéron.

IX. A l'égard du droit de séance & de Présidence des Evêques dans les Chambres supérieures Ecclesiastiques. Voyez Chambres de Décimes, §. III, n°. II.

X. Sur leur séance & présidence aux Bureaux des Hôpitaux. Voyez Hôpitaux, §. II.

XI. Sur la préséance des Evêques dans les Assembl. des Hôtels-de-Villes, & en toutes autres Assemblées Générales & particulières, à l'égard des Gouverneurs, Lieutenants de Roi, Présidents des Parlements, &c. Voyez Préséance, §. VIII.

XII. Quant à l'habit & habillement que doivent porter les Evêques, dans les actions publiques, quand ils vont à l'Eglise, quand ils sont dans leurs Diocèses, &c. Voyez Habits.

§. VI. Droits temporels & utiles.

I. On distingue deux especes différentes de droits temporels des Evêques sur les Eglises & les Bénéficiers soumis à leur juridiction: il y en a que plusieurs Conciles ont approu-

vé, qu'ils puissent percevoir en leur nom, afin de soutenir les dépenses nécessaires pour le gouvernement de leurs Diocèses : le subside caritatif, le Cathédralique, le Synodatique, & le droit de procuration, ont été les plus ordinaires de cette espèce : d'autres droits ont été introduits pour le salaire, ou honoraire des Officiers qui expédient, sous leur autorité, les Dimissoires, Lettres d'Ordres & autres qui regardent le gouvernement des Diocèses : on en ajoute une troisième espèce, qui se perçoit en partie comme le salaire de leurs Officiers, & en partie sous le nom des Evêques, comme une reconnaissance de leur autorité ; tel est le droit de Secau dans les Provisions des Bénéfices & autres actes de cette qualité. *Mém. du Cl.*, T. VII, p. 187, 188.

Sur le droit du Secau & du Secrétariat des Evêques. *Voyez* Secau.

II. Sur le droit de *Committimus* des Evêques. *Voyez* Committimus.

III. Pensions sur les Evêchés, regardées comme abusives : le Clergé en a souvent demandé la suppression, surtout à l'égard des Laïques. *Voyez* Pensions, §. I.

§. VII. Droits spirituels, relatifs à la Jurisdiction volontaire.

I. Autorité des Evêques dans les Collations, Provisions, *Visa* & autres dispositions des Bénéfices. *Voyez* Provisions. *Visa*.

II. Leurs droits concernant les Rescrits de Rome. *Voyez* Rescrits. Provisions de Cour de Rome.

III. Droit de visite. *Voyez* Visite Episcopale.

IV. Droits relatifs aux Chapitres & aux Monastères, ou Communautés, tant d'hommes que de filles, exempts ou non exempts. *Voyez* Chapitres. Monastères. Communautés. Religieux. Religieuses.

V. Droit des Evêques de nommer aux Bénéfices dépendants des Abbayes & Prieurés, pendant la vacance des Abbayes & Prieurés. *Voyez* Abbayes, n°. III.

VI. Leur droit de bénir les Abbés. *Voyez* Abbés, n°. XIII.

VII. Droits relatifs aux Eglises, Cures, Fabriques, Fondations, Biens d'Eglise, Banes d'Eglise & Sépultures. *Voyez* ces mots.

VIII. Droits concernant les Hôpitaux. *Voyez* Hôpitaux.

IX. Droits concernant les Confesseurs, les Prédicateurs, les Missionnaires, les Quêteurs, l'honoraire des Ecclésiastiques. *Voyez* Approbations, &c. Missions, &c.

X. Droits concernant le Service divin, les Prières publiques, Processions, Confratries, Fêtes, Indulgences. *Voyez* ces mots.

XI. Leur autorité en ce qui regarde l'impression des Livres sur la Religion. *Voyez* Livres, §. I.

XII. Lorsqu'il s'agit de communication ecclésiastique d'un Diocèse à un autre, il faut qu'elle se fasse par l'autorité des Evêques, qui sont les Chefs & le centre de la communion des Diocèses, auxquels seuls, pour cette raison, il appartient & a appartenu, dès le siècle des Apôtres, d'écrire cette sorte de Lettres, à qui les anciens ont donné le nom de *formate*, dont l'usage servoit pour communiquer de la Foi, pour recommander les Fideles, pour exposer les besoins des Eglises, &c. C'est ainsi que s'expriment les Prélats & autres Députés de l'Assemblée de 1655, dans la Lettre circulaire aux Diocèses, au sujet d'une Lettre écrite par les Curés de Paris, aux autres Curés du Royaume, pour les engager de se joindre à eux, pour obtenir la condamnation des propositions de Morale relâchée, avancées par les Jésuites & autres Auteurs. L'Assemblée avoit mandé les Curés de S. Roch & des SS. Innocents, Synodics : sur le reproche qui leur fut fait de cette espèce d'association, ils répondirent qu'ils ne s'étoient assemblés qu'avec la permission de Mrs. les Grands-Vicaires de Paris, & pour présenter Requête à l'Ass., bien résolu de se soumettre à ce qu'il lui plaira de leur ordonner : l'Ass. leur demanda un extrait signé de leur dire, pour être inséré au Procès-verbal. T. IV, p. 230 & suiv. *La Lettre circulaire*, P. J. p. 81, 82.

§. VIII. Droits des Evêques relatifs à la Jurisdiction contentieuse.

I. Les Evêques sont en droit d'instituer & de destituer les Officiaux, Vice-Gérants & Promoteurs. *Voyez* Officiaux, §. II.

II. Ils ont le droit de correction sur les Religieux, exempts & non exempts, en cas de délits par eux commis. *Voyez* Correction.

III. Ils peuvent accorder, par eux-mêmes, des Monitoires. *Voyez* Monitoires.

IV. L'adresse

IV. L'adresse des Curés, pour connoître de la ligation, doit se faire au Pape, ou à leurs Vicaires, & à leurs réguliers. *V. Voyez* réguliers.

V. Sur les Lettres de concordat dans les Provinces. *Voyez* Vicariat.

VI. Les Evêques peuvent à partie, & intimés sur comme d'abus interjetés de donnancces, des Jugements de leurs Juges Ecclésiastiques. *Voyez* Officiaux, §. V.

VII. Une question dans l'Ass. de 1775, sur les mandes en cassation des Requêtes des Evêques point été Parties dans ils demandent la cassation être admises ? Il s'agissoit de l'Assemblée de Dijon, mis un Conseiller-Clerc, à l'examen du sieur, mé à une Cure du Diocèse, lequel, après deux examens, avoit été refusé par son Curé, ensuite obtenu le *visa* du Clerc, il exerçoit dans les fonctions du saint Ministre, s'étant pourvu au Conseil de l'Arrêt, a été déclaré dans sa demande. Les Jugements ont été, que le Conseil de 1738, des Requêtes de ceux qui étoient Parties dans les Arrêts mandant la cassation ; de Châlons n'avoit pas dans l'instance au Parlement, qu'il avoit la voie de l'Arrêt.

Il est vrai que que Règlement de 1738 sur les Demandes soient Parties ; mais aucun ne l'a de rejeter leurs Requêtes, aussi que la pratique des affaires ordinaires les Parties aient épuisé les supérieures, tous les fournissent l'Ordonnance la Requête civile, ou de la tierce opposition ne peut être pratique, lorsqu'ils se des Arrêts incompétents.

Dans ce cas, la de l'Ev., est un recours dénonciation qui est

Table de la Coll.

IV. L'adresse des Commissions du Pape, pour connoître des Vœux de Religion, doit se faire aux seuls Evêques, ou à leurs Vicaires, & non aux Supérieurs réguliers. *V. Vœux, §. II, n°. II.*

V. Sur les Lettres de Vicariat qu'ils accordent dans les Procès des Clercs. *Voyez Vicariat.*

VI. Les Evêques peuvent-ils être pris à partie, & intimés sur les appellations comme d'abus interjetées de leurs Ordonnances, des Jugemens & Sentences de leurs Juges Ecclésiastiques? peuvent-ils être condamnés aux dépens? *Voyez Officiaux, §. V.*

VII. Une question s'est présentée dans l'Ass. de 1775, au sujet des demandes en cassation d'Arrêts; savoir, si les Requêtes des Evêques, qui n'ont point été Parties dans les Arrêts, dont ils demandent la cassation, doivent être admises? Il s'agissoit d'un Arrêt du Parlement de Dijon, qui avoit commis un Conseiller-Clerc, pour procéder à l'examen du sieur Odobés, nommé à une Cure du Diocèse de Châlons, lequel, après deux examens juridiques, avoit été refusé par son Evêque; ayant ensuite obtenu le *visa* du Conseiller-Clerc, il exerçoit dans la Paroisse les fonctions du saint Ministère. Le Prélat, s'étant pourvu au Conseil en cassation de l'Arrêt, a été déclaré non-recevable dans sa demande. Les motifs de ce Jugement ont été, que le Règlement du Conseil de 1738, défend d'admettre les Requêtes de ceux qui n'ont point été Parties dans les Arrêts dont ils demandent la cassation; que M. l'Evêque de Châlons n'avoit point été Partie dans l'instance au Parlement de Dijon; qu'il avoit la voie d'opposition contre cet Arrêt.

Il est vrai que quelques articles du Règlement de 1738 supposent, que les Demandeurs soient Parties dans les Arrêts; mais aucun ne l'exige, sous peine de rejeter leurs Requêtes. Il est vrai aussi que la pratique du Conseil, dans les affaires ordinaires, est d'exiger que les Parties aient épuisé, dans les Cours supérieures, tous les moyens que leur fournit l'Ordonnance de 1667, ceux de la Requête civile, ceux de la simple, ou de la tierce opposition; mais cette pratique ne peut être opposée aux Evêques, lorsqu'ils se pourvoient contre des Arrêts incompétamment rendus.

Dans ce cas, la demande formée par l'Ev. est un recours au Souverain, une dénonciation qui est faite de l'entre-
Table de la Coll. des P. V.

prise de l'autorité séculière contre la Jurisdiction ecclésiastique, d'une contravention aux Loix, à l'ordre public: c'est une espèce d'appel comme d'abus; l'appel comme d'abus est réciproque. Lorsqu'il y a entreprise de la part de la Jurisdiction ecclésiastique, le Parlement est autorisé à prononcer l'abus; lorsque l'entreprise est du côté du Parlement, c'est au Roi que l'Evêque doit recourir; il ne peut être obligé à se pourvoir, par voie d'opposition, devant le Tribunal dont il se plaint: d'ailleurs son opposition seroit sans objet.

C'est d'après ces principes, & dans une multitude de circonstances, bien moins intéressantes que celle dont il s'agit, que le Conseil n'a pas hésité à casser les Arrêts de plusieurs Parlements, sur la Requête des Evêques, sans qu'ils eussent été Parties dans ces différents Arrêts. Ce n'est que depuis très-peu d'années, qu'on a tenté d'assimiler la Requête, la plainte, la dénonciation, le recours au Roi dans le cas dont on parle, aux simples Requêtes en cassation dans les affaires ordinaires; qu'on a voulu assujettir les unes & les autres aux mêmes formalités, contre le droit le plus évident, & même contre l'usage le plus constant du Conseil. Cet usage est prouvé par une foule d'Arrêts. On en rapporte plusieurs exemples. On peut voir aussi ceux qui sont rapportés au mot *Visa*.

Toutes ces considérations ayant été présentées à l'Assemb. de 1775, par M. l'Archevêque de Vienne, dans son Rapport, il a été délibéré, conformément à l'avis de la Commission, de faire les plus vives instances auprès de M. le Garde des Sceaux, pour obtenir, 1°. la cassation des Arrêts du Parlement de Dijon, des 6 Août 1771 & 28 Juin 1774; 2°. un Règlement, ou du moins une décision de Sa Majesté, qui confirme l'usage suivi au Conseil depuis plus d'un siècle, d'admettre les Requêtes des Evêques, contre les Arrêts incompétamment rendus par entreprise sur la Jurisdiction ecclésiastique, quoiqu'ils n'aient pas été Parties. T. VIII, p. 2350 jusqu'à 2355.

§. IX. Fonctions usurpées par des Evêques, ou leurs G. Vicaires, sur d'autres Evêques.

Les Evêques, ou leurs Grands-Vicaires, ne peuvent donner des *visa* ou pro-

visions, sur le refus d'un autre Evêque, ou de son Grand-Vicaire, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, si l'ordre établi dans l'Eglise, ne leur donne la supériorité ordinaire. Pareille entreprise est contraire aux saints Canons, renverse l'Ordre Hiérarchique, contrevient à toutes les Ordonnances de nos Rois, telles que sont celles de 1571, art. 2, celle de Blois, art. 64, l'Edit de Melun, art. 16, celle de 1629, art. 22, celle de 1657, art. 5, celle de 1666, art. 7, & l'Edit de 1695, art. 6. L'Assemblée de 1635 a réprimé cet abus, par un Règlement portant contre ces Evêques, outre les suspensions, censures & autres peines de droit qu'ils encourent, & dont elle les avertis, qu'ils seront exclus de toutes voix active & passive aux Ass. Provinc. & Génér. Ce Règlement a été renouvelé dans les Assemb. suivantes, confirmé par Arrêt du Conseil, le 16 Mars 1646, & plusieurs autres. T. VI, p. 1683 & s. *Voyez Visa. L'Arrêt de 1646, P. J. p. 747.*

On a sur ce sujet, ainsi que sur les autres fonctions Episcopales exercées contre l'ordre établi, sur le refus ou sans le consentement des Evêques Diocésains, des plaintes portées en différentes Assemb., & les délibérations de ces Assemblées.

En l'Ass. de 1610, il est remontré que plusieurs Pourvus en Cour de Rome, sur le refus du *visa* par l'Ordinaire, au lieu de s'adresser au Métropolitain, ont recours à d'autres Evêques; l'abus est réprimé par l'Assemb. Extrait de la délibération envoyé dans les Provinces. T. II, p. 16, 17.

En l'Ass. de 1618, M. l'Evêque de Marseille se plaint de quelques fonctions Episcopales, entreprises dans son Diocèse, par l'Ev. de Senes: arrêté qu'il sera écrit à ce dernier, pour se départir de pareilles entreprises. T. II, p. 635.

L'Assemb. de 1635 contient quelques Règlements, tendant à réprimer les entreprises de quelques Evêques, dans les Diocèses des autres, au sujet des attestations, *visa*, Ordinations & autres fonctions Episcopales. Sur ce dernier article, il est réglé, que les Evêques ne pourront faire aucunes fonctions Episcopales, hors de l'étendue de leurs Diocèses, sans la permission de l'Evêque où devront se faire telles fonctions, ou en son absence, sans celle de ses Vicaires-Généraux; faisant savoir, ladite Assemblée, qu'en cas de contravention auxdits Règlements, outre les

suspensions, censures & autres peines de droit qu'encourent les Contrevenants, elle les déclare incapables de toutes voix active & passive, aux Ass. Provinc. & Génér. T. II, p. 779, 780. *Sur les autres articles. Voyez Attestations, n°. II. Visa, n°. II, III. Ordination, §. III.*

L'Evêque de Bethléem avoit été déferé à l'Assemb. de 1635, pour admettre indifféremment toutes sortes de personnes aux Ordres sacrés, sans Dimissoires de leurs Evêques, & quoique refusés par eux, & ce, par des voies indignes de son caractère & de sa dignité. *Voyez Bethléem.*

Sur la plainte faite à l'Ass. de 1645, que quelques Evêques, sur le refus des Ordinaires, donnoient les Ordres, les *visa* & les collations, l'Assemb. dressa un Arrêt pour remédier à ce désordre, & charge les Agents d'en poursuivre l'exécution. T. III, p. 376.

Cette Assemb. prive lesdits Evêques de voix active & passive dans les Ass. Prov. & Gén. T. IV, p. 292.

Le 16 Mars 1646, intervint Arrêt du Conseil, qui confirme le Règlement de 1635. *Il est rapporté, T. VI, P. J. p. 747, 748.*

Autres plaintes portées à l'Assemb. de 1650. M. l'Evêque de Vabres y fait observer, qu'il s'étoit introduit une coutume parmi les Evêques de sa Province, & ceux de tout le Languedoc, de donner des *visa* sur le refus de l'Ordinaire, à toutes sortes de personnes, & pour toutes sortes de Bénéfices; que, pour remédier à cet abus, il avoit rendu une Ordonnance dans son Diocèse, par laquelle il défendoit de recevoir dans les Bénéfices ceux qui avoient pris des *visa*, sur son refus, d'autres que du Métropolitain, les déclarant suspens à *divinis*; que l'on avoit appelé comme d'abus de son Ordonnance au Parlement de Toulouse; qu'il prioit la Compagnie de l'approuver, ainsi que la peine portée en icelle, de vouloir confirmer le Règlement de 1636, qui déclare les Evêques contrevenants, privés, &c., & d'envoyer, sur ce sujet, une Lettre circulaire aux Evêques. Ainsi ordonné sur le rapport des Commissaires.

Semblable plainte de M. de Bazas, contre M. de Tulle, au sujet d'un *visa* donné après avoir vu son refus: l'Ass. écrit à M. de Tulle, pour l'exhorter à ne plus délivrer de semblables *visa*. Autre plainte de M. d'Auxerre, contre le Grand-Vicaire de M. de Lyon, pour

autre *visa* donné le Card. de Grimaud la Tonfure à un sans la permission lui en fait écrire P. Just. p. 76, 77.

Plusieurs plaintes

semblées de 1666

provisions donne

dinaires, par de

par leurs Grand-

vêque du Puy, ce

pareille plainte d

tre. Plainte de l

tre le Grand-Vic

remédier à ces a

en son nom, aux

clare le Grand-V

capable d'entrer

Clergé: elle ren

de 1635, & ord

audit Règlement

à tous les Evêq

Le Règlement d

P. Just. p. 157.

L'Ass. de 165

plaintes, avoit e

le Règlement de

exécution. T. I

Autres plaint

1665, sur les en

les uns sur les a

contre l'Ev. de

gers, contre le

de l'Ev. de Lav

Vicaire de Rod

contre l'Ev. de

indifféremment

vertu d'un Indul

l'Assemb. lui de

Indult; il prom

plus s'en servir

Commissaires p

rents sujets de

M. l'Evêque

rapport, les fai

quelques Evêq

tions ad cautela

gré de Jurisdic

fulminé l'exco

que des Evêqu

des Clercs qu

Diocèses, san

missioires de l

ce que le Chie

Paris & quel

visa, au refus

texte d'un I

disent avoir,

par ordre & p

Après cet ex

autre *visa* donné. Autre plainte de M. le Card. de Grimaldi, qui avoit donné la Tonsure à un de ses domestiques, sans la permission de l'Ordinaire : l'Ass. lui en fait écrire. T. III, p. 611, 612. P. Just. p. 76, 77.

Plusieurs plaintes sont portées à l'Assemblée de 1660, au sujet de *visa* ou provisions données, sur le refus des Ordinaires, par des Evêques voisins, ou par leurs Grands-Vic. Plainte de l'Evêque du Puy, contre celui de Mende : pareille plainte de celui-ci, contre l'autre. Plainte de l'Evêque d'Aleth, contre le Grand-Vicaire de Mirepoix. Pour remédier à ces abus, l'Ass. fait écrire, en son nom, aux deux Evêques : elle déclare le Grand-Vicaire de Mirepoix incapable d'entrer en aucune Ass. du Clergé : elle renouvelle le Règlement de 1635, & ordonne qu'il sera joint audit Règlement, une Lettre circulaire à tous les Evêques. T. IV, p. 695 & s. *Le Règlement & la Lettre circulaire.* P. Just. p. 157, 158.

L'Ass. de 1655, au sujet de pareilles plaintes, avoit de nouveau renouvelé le Règlement de 1635, & pourvu à son exécution. T. IV, p. 192.

Autres plaintes portées à l'Ass. de 1665, sur les entreprises des Evêques, les uns sur les autres; de l'Ev. d'Acqs, contre l'Ev. de Lescar; de l'Ev. d'Angers, contre le Chancelier de N. D.; de l'Ev. de Lavaur, contre le Grand-Vicaire de Rodez; de plusieurs Evêq., contre l'Ev. de Toul, qui ordonnoit indifféremment, sans Dimissoires, en vertu d'un Indult qu'il prétendoit avoir : l'Ass. lui demande une copie de cet Indult; il promet à l'Assemblée de ne plus s'en servir. L'Ass. nomme des Commissaires pour examiner ces différents sujets de plaintes.

M. l'Evêque de Digne, chargé du rapport, les fait confister, 1°. en ce que quelques Evêques donnent des Absolutions *ad cautelam*, sans avoir aucun degré de Jurisdiction sur l'Evêque qui a fulminé l'excommunication. 2°. Sur ce que des Evêques donnent des Ordres à des Clercs qui ne sont point de leurs Diocèses, sans la permission & les Dimissoires de l'Evêq. Diocésain. 3°. Sur ce que le Chancelier de l'Université de Paris & quelques autres donnent des *visa*, au refus des Evêques, sous prétexte d'un Indult Apostolique qu'ils disent avoir, & le plus souvent, c'est par ordre & par Arrêt des Parlements. Après cet exposé, il prouve, que, de

toutes les Regles canoniques, il n'y en a point de mieux établie, que celle qui défend aux Evêques de rien entreprendre dans les Diocèses les uns des autres, sans la permission de l'Evêque ordinaire. Pour faire voir cette importante vérité, il l'établit, & par les Canons, & par toute la Tradition de l'Eglise : 1°. sur le sujet de l'excommunication; 2°. sur les Ordinations : quant à ce point, il avoue qu'il se trouve quelques exemples extraordinaires qui ont dérogé à la regle générale; qu'on fait, que, dans les occasions de nécessité, les Evêq. sont dispensés de garder les bornes que les Canons ont mises à leur Jurisdiction; ils deviennent alors Evêques universels : on fait qu'en quelques endroits, les Evêques pouvoient faire des Ordinations hors de leurs Diocèses, tel que l'Evêque de Carthage; mais ce grand pouvoir étoit fondé sur un consentement général des Evêques & sur le bien public. 3°. Sur les *visa* donnés par le Chancelier de l'Université, en vertu d'Indult : un tel Indult qu'on ne produit point, ne peut être que subreptice. A l'égard des *visa* donnés par ledit Chancelier & par d'autres, en vertu d'Arrêts, rien ne peut les justifier.

Le même Prélat expose ensuite les moyens & les remèdes que l'on peut opposer à ces entreprises. Après que le tout a été mûrement discuté dans plusieurs séances, l'Assemblée a dressé un Règlement sur les trois chefs; savoir, les *Visa*, les Absolutions à cautele & les Ordinations : elle y a joint une Lettre circulaire pour le faire observer partout. Le Règlement porte :

1°. Que les Règlements faits en l'an 1636, seront renouvelés, & qu'aux peines pour lors ordonnées contre les contrevenants, on ajoutera des remèdes plus puissants; que, pour cet effet, on écrira une Lettre circulaire à tous les Evêques du Royaume, par laquelle on les exhortera d'observer très-exactement lesdits Règlements.

2°. Que les Evêques sur lesquels, à l'avenir, on fera de telles entreprises, en donneront avis au Métropolitain de l'Evêque qui les aura faites, & le conjureront de vouloir avertir son Suffragant de réparer incessamment le tort qu'il aura fait à l'Eglise.

3°. Et, en cas que le Métropolitain ne puisse obtenir de son Suffragant une si juste réparation, on exhortera tous les Evêques de la Province à tenir la main au Règlement de 1636.

4°. Et, en y ajoutant, tous les Evêques seront avertis & priés par l'Evêque contre lequel on a entrepris, d'excepter de leurs Dimissoires l'Evêque qui aura contrevenu audit Règlement, & de le priver même de toute Communion Episcopale.

5°. Les Evêques de la Province auront le même pouvoir, à l'égard de l'Archevêq., en cas qu'il donne des *visa* & des absolutions à cautele, hors du ressort de sa Jurisdiction, ou s'il ordonne des Clercs qui ne sont pas de son Dioc.

6°. Que le Chancelier de N. D. & de l'Université de Paris, & tous autres Ecclésiastiq. qui se sont ingérés à donner, &c., même sur les Arrêts du Parlem., seront avertis de n'en point donner à l'avenir; que, s'ils continuent, l'Evêq. du Clerc à qui ils en auront donné, en fera plainte à l'Evêque Diocésain, afin qu'il puisse les châtier selon la rigueur des Canons, & cependant il les prive de la Communion & fonction sacerdotale dans l'étendue de son Diocèse.

7°. Que si leur Evêque Diocésain ne travailloit à leur correction, en toute diligence, l'Evêque blessé par cette entreprise, en donnera avis aux autres Evêques, & les exhortera de faire observer ledit Règlement, & priver lesd. Chanceliers, ou autres Ecclésiastiques, de la même Communion dans l'étendue de leurs Diocèses.

8°. Et à l'égard des Grands-Vicaires, qui commencent de pareilles entreprises, les Evêques seront priés, outre les peines portées par les Règlements, de les priver de leurs charges.

9°. Que les Clercs ainsi ordonnés sans Dimissoires, ou absous, ou pourvus par ledit Chancelier, ou tous autres qui ne sont point leurs Supérieurs, seront suspendus de leur Ordre, autant de temps que leur Evêque jugera à propos; & tous les Evêques seront priés de ne les admettre à aucunes fonctions dans leurs Diocèses.

Le Règlement est envoyé aux Evêques, avec une Lettre circulaire. T. IV, p. 952 jusqu'à 962.

L'Assemb. de 1675 reçoit la plainte de M. l'Ev. d'Aleth, de ce que, sur son refus d'accorder le *visa* pour une Chanoinie, à un Pourvu en Cour de Rome, *in forma dignum*, ledit refus confirmé par le Métropolitain, le Grand-Vicaire de Mirepoix auroit accordé ledit *visa*. L'Assemblée écrit, à ce sujet, à l'Ev. de Mirepoix, qui désapprouve la conduite de son G. Vicaire : l'Assemb. demande

que ledit G. Vicaire fasse réparation à M. d'Aleth. T. V, p. 251.

Autre plainte portée à l'Ass. de 1723, au nom de M. le Cardinal de Noailles, contre M. l'Evêque de Lausanne. L'entreprise de ce Prélat contenoit deux chefs : 1°. il avoit donné la Tonfure dans Paris, sans la permission de S. E.; 2°. il avoit donné la Tonfure à des Chevaliers de Malte non Profès, dans l'Eglise du Temple, sans que ces Chevaliers eussent aucun Dimissoire de l'Evêque d'origine. M. l'Ev. de Lausanne étant parti de Paris, sans avoir fait aucune satisfaction à M. le Cardinal, l'Ass. a statué, que ce Prélat ne seroit jamais invité à aucune cérémonie où les Evêques se trouveroient; qu'il n'y fera pas même reçu parmi les Evêq., s'il osoit s'y présenter; & que, s'il revenoit à Paris, il seroit averti de la présente délibération. T. VI, p. 1719, 1720.

Autre plainte portée à l'Ass. de 1725, par M. l'Ev. de Toul, contre un Evêq. *in partibus*, Prévôt de Saint-Dié. Voyez Toul, n°. 2.

§. X. De l'Immunité personnelle des Evêques relativement à l'autorité séculière : atteintes portées à cette Immunité par les Tribunaux séculiers.

I. En 1653, M. de Marca harangua le Roi, au nom du Clergé, sur la détention de M. le Cardinal de Retz. Ce Prélat, dans sa Harangue, s'explique ainsi sur les immunités, relativement à la personne des Evêques, & à la manière de les juger. « Leur origine, dit-il, est tirée du Règlement établi par l'Apôtre, qui donne pouvoir aux Evêques de juger leurs Colègues, s'ils sont accusés, pour quelque crime que ce soit : mais d'autant, que si l'autorité royale n'eût consenti à ce Règlement, les Magistrats séculiers l'eussent choqué par leurs Jugements : les Princes Chrétiens, à l'imitation de l'Empereur Constantin, fortifiant l'établissement fait par les Apôtres, ont attribué, il y a plus de 1200 ans, au Corps des Evêques, leur autorité pour les Jugements des crimes qui peuvent blesser la Police générale de l'Estat, & en ont interdit la connoissance à tous les Juges séculiers : les Papes & les Conciles-Généraux ont accepté cette Déclaration, & ont achevé les Immunités avec l'autorité ecclésiastique

« & les censures comme les autres confirmées par forte que, jusqu'à été violées, en me Chrétien : quelque temps entrepris d'exécuter les personnes Evêques; mais ont été portées au jugement, ces atteintes, ces atteintes.

Quant à l'ordonnance donnée pour le Cardinal de Retz, ce n'est point ce qui seroit en nites; mais qu'elle de cette nature que l'on nomme en votre seule observation de la P. J. p. 9, 10.

II. A l'occasion de Paris, du 21 montrances de la même année présentée au Roi par un des personnes de l'établie. En voici

Le Parlement, en ordonnant contre M. l'attaque l'Immunité des Evêques; & les montrances ose avantement inconvenientieuse. Cependant les Evêques de que cause que Evêques, est la plus authentique la possession la respectable : ce par les Empereurs dans les Gaules adoptée & reconnue première race autres, on ose de l'Estat, & que public de la Nation.

L'Auteur restera point d'une foule de particuliers, l'Immunité est solennelle Conciles de que, de Chal-

« & les censures : les Rois de France, « comme les autres Princes, les ont « confirmées par leurs Ordonnances, en « sorte que, jusqu'à présent, elles n'ont « été violées, en effet, en aucun Royaume Chrétien : il est vrai, que, depuis « quelque temps, vos Parlements ont « entrepris d'exercer Jurisdiction sur « les personnes des Cardinaux & des « Evêques; mais les plaintes en ayant « été portées au feu Roi & à Votre Ma- « jesté, ces attentats ont été répri- « més. »

« Quant à l'ordre que Votre Majesté « a donné pour faire arrêter M. le Car- « dinal de Retz, nous considérons que « ce n'est point un acte de Jurisdiction, « ce qui seroit contraire à nos Immu- « nités; mais que c'est une action éma- « née de cette puissance souveraine, « que l'on nomme politique, qui réside « en votre seule personne, pour la con- « servation de votre Royaume. T. IV, « P. J. p. 9, 10. »

II. A l'occasion d'un Arrêt du Parlem. de Paris, du 21 Janv. 1764, & des Remontrances de cette Cour, du 29 Fév. de la même année, il y eut un Mémoire présenté au Roi par l'Ass. de 1765, composé par un des Prélats, où l'Immunité personnelle des Evêques est solidement établie. En voici le précis.

Le Parlement, dit l'Auteur du Mémoire, en ordonnant qu'il sera informé contre M. l'Archevêque de Paris, attaque l'Immunité personnelle des Evêques; & le Rédacteur des Remontrances ose avancer qu'elle est un égarément inconcevable, une prétention félicieuse. Cependant le droit qu'ont les Evêques de n'être jugés, pour quelque cause que ce soit, que par d'autres Evêques, est appuyé sur les titres les plus authentiques & les plus précis, sur la possession la plus ancienne & la plus respectable : cette maxime consacrée par les Empereurs Romains, existoit dans les Gaules avant la Monarchie; adoptée & reconnue par les Rois de la première race, confirmée sous les deux autres, on ose dire qu'elle est une Loi de l'Etat, & qu'elle appartient au droit public de la Nation.

L'Auteur supposant qu'on ne contestera point au Clergé les suffrages d'une foule de Conciles-Généraux & particuliers, se contente d'observer que l'Immunité personnelle des Evêques, est solennellement établie dans les Conciles de Constantinople, de Sardique, de Chalcedoine; Conciles dont les

Canons servent de base aux libertés de l'Eglise Gallicane, & qui sont si souvent invoqués par leurs plus zélés défenseurs : il passe ensuite aux Loix des Empereurs Romains, & des Rois prédécesseurs de Sa Majesté.

La Loi, *Manfuetudinis*, Cod. Theod. lib. 16, cap. 13, des Empereurs *Constantius & Constans*, défend expressément de traduire les Evêques devant les Tribunaux séculiers : elle décide que, si quelqu'un a des plaintes à porter contre eux, de quelque nature que ce soit, il doit les accuser au Tribunal des autres Evêques. Cette Loi est si précise, que Millérot, dans son Traité du délit commun & du cas privilégié, ouvrage entrepris dans un esprit contraire aux Immunités ecclésiastiques, ne peut s'empêcher de convenir qu'elle soustrait les Evêques à la Jurisdiction des Magistres.

L'Empereur Justinien I publia une pareille Loi, à laquelle on peut le conclure du texte de la Lettre 21 de saint Ambroise. Les Empereurs Honorius & Théodose reconnurent & confirmèrent les mêmes privilèges des Evêques, de l'aveu de Févret. T. II, p. 67.

Saint Gélase écrivant aux Evêques d'Orient, dit, que les Loix publiques, ainsi que les Loix ecclésiastiques, ne permettent pas que les Evêques soient jugés par d'autres que par des Evêques.

L'Empereur Justinien, *novellâ* 123, Prince aussi judicieux que jaloux de son autorité, ordonne expressément, que l'Evêque ne soit accusé, pour quelque crime que ce soit, que pardevant son Métropolitain, & par appel devant le Patriarche.

Il n'est donc pas surprenant que cette maxime fut établie dans les Gaules, dans le temps que la Monarchie s'y est formée : aussi voyons-nous qu'elle y est disertement confirmée dans le Concile de Mâcon en 585. Le Canon 9 déclare, que ce n'est point aux Tribunaux séculiers à poursuivre les Evêques & à les punir; que ceux qui avoient des griefs contre un Evêque, devoient s'adresser au Métropolitain; que si celui-ci ne pouvoit terminer l'affaire, il devoit s'associer un ou deux Evêques, & que s'il se trouvoit encore de la difficulté, les Evêq. de la Province s'assembleroient pour rendre leur Jugement. Les Ordonnances de ce Concile furent confirmées par le Roi Gontram; ce qui donnoit alors à ces Ordonnances le caractère de Loi publique de l'Etat.

Les Capitulaires de Charlemagne l'é-



Le P. de Sainte-Marthe étoit mort, lors de l'Ass. de 1716, à laquelle M. le Duc d'Antin écrivit une Lettre, où il marque, que l'engagement qu'avoit pris ce Pere avec l'Ass. de 1715, d'envoyer à Mrs. les Evêques les Cahiers qui concerneroient leurs Sieges, n'avoit point eu lieu, parce que ledit Pere avoit obtenu de Son Altesse Royale, que cet Ouvrage seroit imprimé au Louvre; mais qu'étant chargé de l'imprimerie Royale, & ayant reconnu que l'unique moyen de porter l'Ouvrage à la perfec-

tion, étoit de suivre le projet de 1715, il offroit d'y engager les Bénédictins. Après la lecture de cette Lettre, l'Ass. prie M. l'Archev. de Narbonne de voir les Peres, & de prendre avec eux les mesures convenables, pour mettre l'Assemblée en état de prendre telle délibération qu'elle jugera à propos. Il est convenu que les manuscrits de l'Ouvrage seront communiqués & envoyés aux Evêq. 8: aux Dioc. Lettre circulaire des Agents à cet effet. T. VII, p. 850, 851. L'impression de cet Ouvrage au Louvre étant achevée, dans le temps de

1693. Recette aux Evêques & aux Syndics des Diocèses, d'envoyer incessamment au Rec. Gén. leurs taxes. T. V, p. 628.

La dépense pour les frais communs de l'Assemblée de 1693, est arrêtée à la somme de 49330 liv. 17 sols. T. VI, p. 67.

1695. L'état des frais communs de l'Ass. de 1695, pour la recette, s'est trouvée monter à la somme de 104450 l. 19 s., & pour la dépense, à 349314 liv.; & ainsi, la dépense excède la recette de 144863 liv. 1 sol. T. VI, p. 270.

1700. L'état des frais communs de l'Ass. de 1700, pour la recette, se monte à 163731 liv. 13 s. 11 den., & pour la dépense, à 302085 l. 9 s. 2 den.; partant dû au Rec. Gén. 138353 l. 15 s. 3 d.

Les Commissaires nommés pour le remboursement de ladite somme due au Rec. Gén., après avoir examiné ce qui avoit été pratiqué en pareils cas, avoient trouvé, qu'on avoit fait un département des sommes, & qu'on les avoit imposées en plusieurs termes: ils jugent qu'on pouvoit fixer le paiement dont il s'agit, aux deux termes de Fév. & d'Octob. 1701, & qu'avec les taxations & intérêts, il sera dû, en tout,

les Agents, pour être par eux distribués; que cet article se trouve aussi employé dans quelques comptes précédents. Sur quoi, il a été conclu que ladite somme seroit encore accordée pour cette fois seulement, & qu'à l'avenir ledit article ne sera plus employé, ni ladite somme accordée, pour quelque cause que ce puisse être. T. VI, p. 911, 912.

En cette Assemb., le total de la recette des frais communs, y compris les 105564 liv. 7 sols 10 den., dus par le Comptable sur le *finio* des décimes ordinaires, s'est trouvé monter à la somme de 310888 l. 11 s. 10 d., & la dépense à 453373 liv. 17 s. 5 d.; partant dû au Comptable 142484 l. 18 s. 7 d. Département de 100000 livres, arrêté pour y satisfaire; ledit département sur le pied de 1646. T. VI, p. 912, 913.

En l'Assemb. de 1710, par le *finio* du compte des frais communs, la recette s'est trouvée monter à 113950 l. 7 s. 3 d., y compris 51269 l. 6 s. 3 d. dus par le *finio* du compte des décimes; & la dépense à 338985 l. 18 s. 6 d.; partant dû au Comptable 225035 l. 11 s. 1710.

Quelque approbation qu'eût reçue l'Ouvrage, les trois freres s'aperçurent néanmoins qu'il y avoit encore quelque chose à désirer pour la perfection de l'Ouvrage: ils en firent espérer dès-lors une seconde édition, qui n'a pourtant jamais paru. C'est cette promesse que le P. de Sainte-Marthe s'offrit d'exécuter, suivant le plan expliqué par la Commission, dont l'avis suivi par l'Assemb. fut, que l'on accordât au P. de Sainte-Marthe la somme de 4000 liv. une fois payée, pour lui donner le moyen de faire la dépense nécessaire pour mettre

l'Ouvrage en état de paraître. L'impression de cet Ouvrage au Louvre étant achevée, dans le temps de

Ma. l'Arch. de Toulouse, en l'Aff. de 1690, rapporte que du temps de M. le Chancelier le Tellier, il fut rendu un Arrêt par lequel il est ordonné, que les Eglises qui prouveroient être en

l'Assemblée en ce qu'ils avoient jusqu'alors
arrêté leurs Greffes, où les droits
de sceau entroient, lesquels se perdent
par ledit établissement : l'Assemblée
charge les Députés en Cour d'obtenir
de M. le Chancelier, des Lettres pour
appeller les Parties, & cependant in-
hiber aux adjudicataires desdits Of-
fices, d'exercer, jusqu'à ce qu'il en ait
été autrement ordonné par le Conseil.
T. II, p. 543.

Art. XXXV. Le voyage des Députés aux Aff. Gén. demeurera fixé ; savoir, pour les Provinces d'Auch, Narbonne, Arles, Toulouse, Albi, Embrun & Aix, à vingt-cinq jours ; Vien-

La Commission pour les frais communs, dont l'avis est adopté, fait observer de quelle importance il est d'empêcher que le compte desdits frais ne

1716.

Le Chapitre de Beauvais avoit joui
jufqu'en 1690 du privilege de Garde-
Gardienné, & fes Lettres contenoient
une attribution particuliere au Châte-
let de toutes les caufes du Chapitre,
dequelque nature qu'elles puffent être,
foit qu'elles lui fuiffent communes, ou
qu'elles fuiffent particulieres aux Cha-
noines ou aux domeftiques du Chapi-
tre. Le Chapitre étoit en poffeffion im-
memoriale de ce droit; il lui avoit été
accordé par Charles le Bon, Roi de France.

avoir été exposé par l'ordre de l'Ass. de 1665. Les Commissaires nommés par les Prélats extraordinairement assemblés en 1681, sont chargés d'en faire l'examen : ils en rendent un témoignage très-favorable, sur-tout en ce qu'il établit sur le droit des Evêques de décider en première instance, & après le Pape, des matieres de Foi & de discipline ; & sur le droit qu'ils ont d'être jugés en première instance par leurs confreres dans les Provinces. Les Com-

missaires observent seulement qu'il étoit échappé à l'Auteur, certaines expressions qu'il seroit à propos de retrancher dans une nouvelle édition, & qui probablement avoient donné lieu à la censure qu'a faite le Pape dudit livre par son Bref du 18 Décembre 1680. T. V, p. 347 & suiv.

1734. Par un Règlement de l'Assemb. de 1734, les mémoires des ouvriers employés au service du Clergé, doivent être vus & examinés par Mrs. les Agents, & ensuite présentés à l'Ass. dans les deux premières semaines de sa tenue. T. VII, p. 1298, 1299.
1735. En l'Assemb. de 1735, les frais communs excèdent la somme portée par le département de 1680 : l'Assemb. délibère d'en faire un sur le pied de celui de 1641, rectifié en 1646, de la somme de 221974 l. 1 s. 10 d., dont les Diocèses ne pourront se racheter pour leur quote-part, & pour les avances de laquelle somme sera payé un intérêt de sept pour cent à l'Intendant-Général. T. VII, p. 1515.
1740. En l'Assemb. de 1740, la dépense des frais communs excède la recette de 330578 l. 13 s. 10 d. Délibération qui ordonne, 1°. qu'il sera payé au Recev.

pour les dettes des Diocèses, est chargée de rapporter à la Compagnie son avis sur le peu de proportion qu'on a remarqué dans les départements originaires arrétés pour les taxations des Députés & les frais communs des Ass. M. l'Archevêq. de Rouen, Chef de la Commission, fait son Rapport : il fait remarquer les causes de cette disproportion : il rapporte les Règlements de 1635 & de 1680, sur les taxations des Députés, & fait voir les inconvénients de ces deux Règlements ; plusieurs Diocèses en sont surchargés : il propose ensuite l'avis de la Commission, sur la proportion qui doit être gardée dans le département des taxations & dans celui des frais communs. Délibération de l'Assemblée, conforme à l'avis de la Commission. Règlement pour les frais communs, contenant quatre articles :

1°. Que l'imposition pour les arrérages & pour le fonds des frais communs, se fera en quatre termes ; 2°. que l'intérêt des avances du Recev. Gén., lui sera payé à 7 pour cent ; 3°. que ledit intérêt aura cours à compter du premier Mars prochain ; 4°. que les

1223 GENEVIEVE. GERBAIS. GLANDEVE. 1224

GAULT.

Voyez Canonisation, n°. II.

GENEVIEVE.

[ABBAYE DE SAINTE-]

I. EN l'Assemb. de 1635, l'Evêque de Digne, Prieur de la Couture-sainte-Catherine à Paris, se plaint de ce que le Pere Faure, Coadjuteur de l'Abbaye de Sainte-Genevieve, officioit pontificalement, en toute occasion, dans l'Eglise de son Prieuré, sans aucune permission ; qu'il le faisoit, sans doute, fondé sur le privilege de l'Abbaye, d'officier ainsi dans toutes les Maisons de-

missaires observent seulement qu'il étoit échappé à l'Auteur, certaines expressions qu'il seroit à propos de retrancher dans une nouvelle édition, & qui probablement avoient donné lieu à la censure qu'a faite le Pape dudit livre par son Bref du 18 Décembre 1680. T. V, p. 347 & suiv.

GEX. [PAYS DE]

Six décimes. Voyez Bresse.

GLANDEVE.

1°. LES Collecteurs du Spoglio, pour la Chambre Apostolique, ont prétendu ce droit sur l'Evêché de Glandeve, à raison de quelques terres dont il étoit

Assemblée, avoient accordée à ce Diocèse, a cessé de lui être accordée par l'Ass. de 1755. T. VIII, p. 519, 520.

G O D E F R O I.

AUTEUR du Cérémonial François.
Voyez Cérémonial.

G O V E L L O.

Voyez Mémoires du Clergé, n°. II.

...sam discernendi inter justos & non justos, in opera mere naturalia referunt, Semipelagianismum instaurant, mutatis tantum vocibus. Pactum autem quod inter Deum & Christum offeritur, commentum est iemerarium, erroneum, &c. T. VI, P. Just. p. 196, 197.

G R A D U É S.

I. Le Parlement de Toulouse vers 1735, rend un Arrêt au sujet du temps d'étude, requis pour posséder les Béné-

payé au Recev. Gén. à cinq pour cent, à commencer du premier Octobre prochain; 3°. qu'on laissera aux Diocèses la faculté de se racheter. T. VIII, p. 418 & suiv. *Voyez* Diocèses, §. IV, an. 1750.

L'Assemb. de 1765 avoit compris dans l'état des frais communs, la somme de 100000 liv. accordée pour le rachat des esclaves détenus à Maroc, & celle de 25000 liv. accordée au Diocèse de Senes. Par le *finito* du compte, la dépense excédoit la recette de 461158 l., &c.; la recette n'étoit que de 80000 livres: il étoit question de savoir quel moyen l'on pouvoit prendre pour payer cette somme: on rejette la voie de l'emprunt & celle de l'imposition; on a recours aux fonds destinés au premier Octobre prochain, aux remboursements des rentes, tant au denier 20 qu'au denier 25; & pour ne point retarder la libération finale du Clergé, dont l'époque est fixée par la progression qui en a été faite, il a été arrêté que, lorsque la conversion des rentes du denier 20 au denier 25, sera commencée, il sera pris sur le Bénéfice qui en proviendra, pareille somme

des revenants-bons, qui montoit à 137943 liv. 10 s. 8 d., la totalité de la dépense des frais communs se trouvoit être de 856773 l. 5 s. 8 d., que par conséquent elle excédoit la recette de 303439 l. 19 s.: arrêté, que pour acquitter ladite somme, le Recev. Gén. prélèvera sur les fonds destinés au premier Octobre prochain, au remboursement des rentes au denier 25, ladite somme & les intérêts d'icelle; & pour ne point retarder la libération finale du Clergé, dont l'époque est fixée par la progression, il a été délibéré, que, sur le bénéfice de la conversion des rentes du denier 20 au denier 25, il seroit pris pareille somme, & celle pour les intérêts du premier Janvier au premier Octobre prochain. T. VIII, p. 2606, 2607.

F R A N C - A L E U.

I. C'EST une maxime qu'il n'y a point de terre sans Seigneur; que le Roi a la directe sur toutes les terres de son Royaume, & que les Seigneurs particuliers tiennent leur droit de S. M.: il se trouve cependant, en beaucoup de Provinces, des personnes qui possè-

1225 **GLANDEVE. GOUVERNEURS. GRACE.** 1226

pose l'avis de la Commission, qui est, que, sans tirer à conséquence, il peut être accordé un dédommagement au Diocèse de Glandeve, en lui faisant payer une somme telle que l'Assemb. l'ordonnera. Oui le Promoteur, l'Ass., sans tirer à conséquence, accorde au Diocèse de Glandeve un secours de 1500 liv. par an, à commencer des six derniers mois 1730, jusqu'à la prochaine Assemblée; ce qui formera en tout la somme de 7500 liv., dont il sera imputé 3500 liv. sur la quote-part dudit Diocèse, dans le Don-gratuit de la présente Assemblée, & les 4000 liv. restantes seront employés au remboursement du capital des rentes dues par

G O U V E R N E U R S.

I. LA réception des Gouverneurs des Provinces, &c. à leur entrée dans les Villes, par les Evêques, se pratiquoit différemment, quelques Evêques les recevant au portail de leur Eglise avec la chape & la mitre, les autres en un lieu moins avancé, & avec le rochet & le camail seulement. L'Ass. de 1645 voulant établir un ordre certain & uniforme, est d'avis qu'ès lieux où la coutume est de les recevoir, les Prélats les recevront dans leur Eglise, à leur première entrée, en rochet & camail seulement. T. III, p. 374.

Clergé, T. XII, p. 661.

III. Les dignités des Eglises Cathédrales & Collégiales font-elles sujettes à l'expectative des Gradués? Voyez Dignités.

Exigent-elles des degrés? *Ibid.*

IV. Sur les degrés requis pour les Cures des Villes murées. *Voyez* Cures de Villes.

V. Sur la demande qui fut faite à la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, la Compagnie fit supplier Sa

que par les Juges par elle commis, vifitation feroit faite de toutes les Abbayes, Monalteres, Prieurés, Cures, Chapelles & autres Bénéfices, pour favoir fi le Service divin y étoit célébré, les fondations accomplies, les Sacrements adminiftrés comme ils doivent être; fi la difcipline réguliere eft obfervée; fi les Chanoines affiftent aux Offices conformément au décret, *Quo tempore quivque debeat effe in Choro, & quomodo divinum Officium fu celebran-*

extraordinaire, Ville d'Antibes, i
caire Apostolique.
Jurisdiction épisc
tion de celle de l'E
soutmission imméd
T. IV, p. 371, 372
L'Evêque de Gr
de 1610, sa prote
réunion de la Vill
spirituel qu'au to
ché, dont elle av

Bénéfices. Mrs. les Agents présenterent une Requête, contenant en substance, qu'à proprement parler, les Bénéficiaires ne jouissoient point du privilège des pays de franc-aleu, puisque par l'amortissement tous leurs biens, lorsqu'ils relevaient immédiatement de la directe du Roi, en quelques pays qu'ils soient situés, sont affranchis de toutes sortes de droits, charges & redevances; que l'amortissement est le titre commun à toutes les Eglises, qui *désient le droit de franc-aleu, & rend tous leurs biens allodiaux*. Ils établissent ce principe par les Déclarations des Rois prédécesseurs, & par un Arrêt du Conseil du 12 Novembre 1641; mais les conjonctures du temps éloignèrent le Jugement que le Clergé avoit lieu d'attendre. T. VI, P. J. p. 14. 15.

L'Abbaye de la Lyre avoit été taxée, par les Habitants du lieu, pour droit de franc-aleu : *item*, l'Abbaye de la Lucerne. On se plaint à l'Assemb. de 1675, qui charge des Députés d'en parler à M. de Colbert. T. V, p. 259.

II. Le Roi accorda à un particulier, son Maître-d'Hôtel, les droits seigneur-

possédant en tant qu'héritage noble:
l'exemption de ce droit a toujours paru
précieuse au Clergé, comme tenant à
la dignité de l'état Ecclésiastique.

Les Lettres-Patentes de 1619 & 1614, & celles de 1626, enregistrées au Parlement & à la Cour des Aides, assimilent les Ecclesiastiques à la Noblesse: elles déclarent qu'ils sont immuns de toutes charges & impositions dont les Nobles sont exempts: conformément à ces principes avoués, le Clergé a toujours soutenu, que la promotion aux Ordres sacrés, efface, dans les Ecclesiastiques, la tache de la roture, & leur fait partager les avantages de la Noblesse. T. VIII, p. 2400.

Ce privilège est un des articles des Contrats passés entre le Roi & le Clergé, tant pour les Dons-gratuits, que pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris. L'article porte que, durant les dix années du Contrat, il ne sera rien levé, ni demandé par Sa Majesté pour les franc-fiefs, nouveaux acquêts, ni même pour les fiefs possédés en propriété par les Ecclésiastiques constitués aux Ordres sacrés, qui ne feront de condition noble. Voyez le premier

conformément aux
exemptent les Eco
cherche des franc-fi
tenus dans cette
toutes taxes & co
contraire, soient re
p. 164.

En la Province
Bénéficiaires étoient
franc - fiefs & nou
ce que les Lettres
par le Clergé en 15
vérifiées au Parleme
de 1598 charge les
ter Requête au Co
y faire évoquer la
que la Province f
n. 611.

1600. L'Aff. de 1600, a
renouvelle la dem
de 1528, l'art. est
Just. p. 178.

1661. En l'Ann. de 1660
d'Aix représente à
vezations faites au
vence, pour les fra
acquêts. Les Agen
avoient fait pour o

Table de la C

néfices qui exigent des degrés. Cet Arrêt donnoit ouverture à plusieurs Dévolutaires, d'impêtrer grand nombre de Bénéfices situés dans le ressort de ce Parlement. M. l'Arch. de Toulouſe en porte les plaintes à l'Aff. de 1733, qui députe auprès de M. le Chancelier, pour obtenir une Déclaration qui, en assurant l'état des Bénéficiers pour le passé, règle, pour l'avenir, le temps requis pour les études, conformément aux Statuts des Universités. M. l'Arch. de Rouen dresse un Mémoire à ce sujet; l'Affemb. l'approuve. M. le Chancelier promet d'engager Sa Majesté à donner incessamment une Déclaration, & d'inscrire lui-même, en attendant, au

Majesté d'octroyer ses Lettres-Patentes en forme de Déclaration, à l'effet d'ordonner que les Procès mus & à mouvoir sur les questions des Gradués simples & nommés, seront traités & jugés au Grand-Conseil. Les Agents chargés de faire sur ce, toutes poursuites nécessaires. T. II, p. 223.

GRAINS. [*DROIT SUR LES*]

Voyez Minage.

GRAMMONT.

Voyez Poitiers, n°. IV.

GRANDS-JOURS.

LE 21 AOÛT 1668 le Roi donne

dum, &c. Il p
avoit luivi dan
mes que M. Ta
son Plaidoyer c

L'Assemb. de
contre cet Arrê
vement la cassa
ce sujet des
rées : elle obtin
mais il fut trou
diciable à l'Egl
étoit conçu. La
présenta le prop
M. Colbert prop
ajoutant que ces
servoient de cas

fixe ordinaire, ordonna que dans la Ville d'Antibes, il seroit établi un Vicaire Apostolique, qui exerceroit toute Jurisdiction épiscopale, avec exemption de celle de l'Evêque de Grasse, & soumission immédiate au Saint-Siège. T. IV, p. 371, 372.

L'Evêque de Grasse demande à l'Ass. de 1610, sa protection pour obtenir la réunion de la Ville d'Antibes, tant au spirituel qu'au temporel, à son Evêché, dont elle avoit été démembrée ;

en 1720, intervint le Clergé dans son affaire, se pourvut au Conseil en cassation de la transaction de M. de Bernage, & appella comme d'abus des Bulles des Papes, qui avoient démembré son Evêché, en ce qui concerne seulement la Jurisdiction spirituelle. Sur quoi est intervenu Arrêt au Conseil d'Etat, le 11 Octobre 1732, par lequel, conformément à l'avis de Mrs. les Commissaires, Sa Majesté a déclaré y avoir abus dans les Bulles des Papes Jean XXIII, Martin V, Eugene IV ; &

conformément aux Ordonnances qui exemptent les Ecclesiastiques de la recherche des franc-fiefs, ils soient maintenus dans cette exemption, & que toutes taxes & commissions faites au contraire, soient révoquées. T. I, P. J. p. 164.

En la Province de Normandie, les Bénéficiers étoient poursuivis pour les franc-fiefs & nouveaux acquêts, sur ce que les Lettres-Patentes, obtenues par le Clergé en 1596, n'étoient point vérifiées au Parlement de Rouen. L'Ass. de 1598 charge les Agents de présenter Requête au Conseil du Roi, pour y faire évoquer la cause, à la charge que la Province fera les frais. T. I, p. 691.

L'Ass. de 1600, art. 19 de son Cahier, renouvelle la demande de l'Assemblée de 1598, l'art. est accordé. T. I, P. Just. p. 178.

En l'Ass. de 1608, M. l'Archevêque d'Aix représente à la Compagnie les vexations faites aux Bénéficiers de Provence, pour les franc-fiefs & nouveaux acquêts. Les Agents exposent ce qu'ils avoient fait pour obtenir la vérification

Table de la Coll. des P. F.

que dans ce délai S. M. puisse entièrement y pourvoir. T. II, p. 210.

L'Assemblée de 1635 poursuit vivement en faveur du Clergé, l'exemption des droits de franc-fiefs & nouveaux acquêts contre les vexations des partisans. Plaintes sur ce sujet portées à l'Assemb. au sujet des Fabriques : autres plaintes des Ecclesiastiques de Provence ; l'Ass. obtient un Arrêt favorable ; nonobstant cet Arrêt, intervient Arrêt du Conseil sur les franc-fiefs & nouveaux acquêts, nuisible aux Ecclesiastiques de Bourgogne : l'Ass. en sollicite la cassation. T. II, p. 728 jusqu'à 731, 746, 747.

L'Ass. de 1641 obtient la révocation de deux Déclarations publiées au sceau, portant que les Ecclesiastiques non nobles seront taxés pour raison du Domaine qu'ils possèdent en fief & en roture, soit qu'il leur échée par succession, donation ou autrement. T. III, p. 68.

Autres plaintes sur le même sujet, portées à l'Ass. de 1655 par les Ecclesiastiques de Provence : cette Assemb. demande un Arrêt de surséance pour

Aaaa

1229 GRANDS-JOURS. GRANGE. GRASSE. 1230

dum, &c. Il paroît que cette Cour avoit suivi dans son Arrêt, les maximes que M. Talon avoit établies dans son Plaidoyer du 12 Décembre 1664.

L'Assemb. de 1665 s'éleva fortement contre cet Arrêt : elle en sollicita vivement la cassation, & fit au Roi sur ce sujet des Remontrances réitérées : elle obtint l'Arrêt de cassation ; mais il fut trouvé insuffisant & préjudiciable à l'Eglise dans la forme où il étoit conçu. La Compagnie dressa & présenta le projet d'un nouvel Arrêt : M. Colbert promit d'en parler au Roi, ajoutant que ces mots, *sans avoir égard*, servoient de cassation, & qu'on ajouteroit à l'Arrêt, *la cassation de l'Arrêt*.

ou tout au moins la réunion de la dîme dudit lieu & des fonctions spirituelles, qui ne peuvent appartenir qu'au seul Evêque. L'Assemb. députa à M. le Chancelier sur ce sujet. T. II, p. 15.

Le même Prélat le présente de nouveau à l'Ass. de 1621, demandant sa protection, & disant, qu'il avoit obtenu un Arrêt au Parlement d'Aix, qui ordonne en sa faveur le sequestre du temporel de la ville d'Antibes, & le remet dans le spirituel ; depuis lequel Arrêt, ses Parties avoient fait évoquer la cause au Grand-Conseil, où, par la collusion de son Agent, elle avoit été jugée à son désavantage, par Arrêt qui le dé-

l'Arrêt de 1739. T. VIII, p. 388.
 3°. Deux objets de représentations de M. l'Evêque de Grasse, en l'Ass. de 1742 : 1°. sur les dettes considérables dont le Diocèse étoit accablé, par la faute de ceux qui ont gouverné le temporel du Diocèse ; 2°. sur l'impossibilité de pouvoir acquitter les charges, surtout depuis l'Arrêt qui le prive du Domaine d'Antibes. Il demande, à ce sujet, d'être soulagé, ce qui ne peut lui être accordé, attendu les conséquences. T. VII, p. 1843, 1844.
 L'Evêque de Grasse se plaint, à l'Ass.

Juges Laïques, & pour avoir empêché la levée des deniers.
 Les Commissaires nommés par l'Ass. observent que l'affaire se réduisoit à deux points : l'un qui regardoit la jouissance du revenu, à quoi il avoit été pourvu favorablement par le Jugement de Nice ; l'autre de plus grande importance, étoit la citation, parce que la chose regardoit tous les Evêques de France, que le Pape, tant pour ce sujet que pour d'autres, prétendoit avoir droit de citer à Rome : cette procédure

Voyez Sur ce Agents, Sur ce taires de teurs des Sur le d'autres §. III.
 GRE
 Voyez §. II, n°. Table

Y ajouter l'exemption des franc-fiefs. L'Ass. prie Mrs. les Commissaires de demander que dans le Contrat, ainsi que dans la Déclaration, l'exemption en faveur de tous les Ecclésiastiques y soit insérée. Dans la conférence chez M. le Chancelier, il est consenti que tous les Ecclésiastiques des Ordres sacrés, quoique non nobles, jouiront de l'exemption : la clause cependant fut changée ; mais le Cardinal Mazarin promit de faire rendre la Déclaration conforme aux vues du Clergé. T. IV, p. 329, 330.

Quant à la taxe des franc-fiefs, dit-oir M. d'Aligre dans l'Assemblée de 1660, qui se doit de 20 en 20 années, par tous les roturiers possédant fiefs, elle n'est point prétendue contre les Ecclésiastiques roturiers, pour les fiefs qu'ils possèdent dépendants de leurs Bénéfices ; mais qu'un roturier, sous prétexte d'un Bénéfice, ou de l'Ordre de Prêtrise, soit en droit de posséder sous les fiefs de son canton, & prêter son nom à qui bon lui semblera, pour frustrer le droit du Roi, nous n'avons point d'Ordonnance qui ait jamais éta-

blé du Procureur-Général ; l'Arrêt est enregistré, mais avec la modification, que la restitution des deniers reçus des Bénéficiaires n'aura pas lieu ; l'Ass. s'en plaint. M. le Président de Nesmond répond que la Chambre qui n'étoit composée que de Commissaires, qui pouvoit être séparée au premier jour, ne pouvoit enregistrer l'Arrêt d'une autre manière ; & que pour obtenir ce que desiroit l'Ass., il falloit obtenir des Lettres-Patentes adressées au Parlement & à la Chambre des Comptes. T. IV, p. 716 & suiv.

Dans le Rapport de l'Agence fait à l'Ass. de 1665, il est dit, que le Traitant des franc-fiefs qui avoit fait payer le droit à plusieurs Bénéficiaires, qu'il avoit fait exécuter en leurs meubles, avoit été condamné à rendre l'argent qu'il avoit exigé, & à représenter les meubles. T. IV, p. 842, 843.

On se plaint à l'Ass. de 1665, que les Curé & Vicaire de Fugère, Diocèse de Coutance, avoient été taxés aux franc-fiefs avec les particuliers de la Communauté, dont ils avoient été déchargés par les Juges Subdélégués, & néan-

l'Arrêt du étoit conte de cet Arr du Domain porte : les us Ordres drois de f de leurs bi patrimonie tion, dispo ture comp Ecclésiasti qui leur so recte ou d par les asce fraude qu ssiastiques noms des milles jou L'Ass. d Temporel nant toute lui inspire les fraudes toutes cell pour contri d'un droit Répon

sans s'arrêter à tout ce qui s'en est ensuivi, concernant l'érection du Vicaire Apotolique & Official d'Antibes, & le démembrement des fonctions Episcopales des Evêques de Grasse & de leur Jurisdiction en ladite Ville, a maintenu l'Evêque de Grasse & ses successeurs, dans le droit d'exercer toute Jurisdiction Episcopale dans la ville & territoire d'Antibes, par eux ou par ceux qu'ils voudront commettre, sans préjudice de leur droit sur le Domaine temporel de cette Ville. Rapport d'Agence en 1735, p. 72 & f. P. J. p. 80 & suiv.

de 1750, 1°. de ce que son Diocèse n'a pas reçu des dédommagements proportionnés aux pertes qu'il a souffertes ; 2°. de ce que son Diocèse se trouve obéré par la négligence des Bénéficiaires actuels, d'avoir remboursé leurs contingents des Dons-gratuits. L'Ass. rejette la première demande, & renvoie à statuer sur la seconde lors de la confection d'un nouveau département général. T. VIII, p. 386 & f.

4°. M. l'Evêque de Grasse, suivant la possession en laquelle les Evêques ses prédécesseurs étoient, de visiter les

1233
 cédure
 Liberté
 des pri
 puissent
 mais m
 au Con
 d'abord
 erire au
 révoque
 Nonce
 tueuse
 men de
 qui en
 prier S

Agents, §. VI.

Sur celles des Promoteurs & Secrétaires des Assemblées. *Voyez* Promoteurs des Assemblées.

Sur les gratifications accordées à d'autres personnes. *Voyez* Pensions, §. III.

GREFFES. GREFFIERS.

Voyez Insinuations. Procès des Clercs, §. II, n°. VII. Registres.

Table de la Coll. des P. V.

retus qu'il a fait à des Clercs de son Diocèse de leur conférer les Ordres. Le Prélat fait part de cette demande à l'Assemb. de 1675; conseil qu'elle lui donne. *Voyez* Ordination, §. III, n°. I, an. 1675.

4°. Il est exposé en l'Assemb. de 1650 que M. l'Evêque de Grenoble étoit troublé en la possession de présider en l'Assemb. de la police de la Ville, & en celles qui se font pour l'administration de l'Hôpital, & qu'il prioit l'Ass. de lui accorder son assistance, pour se
Cccc

165a

L'Arrêt du Conseil du 13 Avril 1751, étoit contesté au Clergé en 1765. C'est de cet Arrêt même, que le Fermier du Domaine tiroit avantage. L'art. 16 porte: *les Ecclésiastiques constitués dans les Ordres sacrés, seront exempts des droits de franc-fief, tant pour les biens de leurs Bénéfices, que pour leurs biens patrimoniaux.* Sous cette dénomination, disoit le Fermier, ne peuvent être compris les biens acquis par les Ecclésiastiques, mais seulement ceux qui leur sont dévolus par succession directe ou collatérale, ou par donation par les ascendans. Il opposoit aussi la fraude que pourroient faire les Ecclésiastiques qui prendroient sous leurs noms des biens nobles, dont leurs familles jouiroient effectivement.

L'Ass. de 1765, art. 11 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté en prenant toutes les mesures que sa sagesse lui inspirera pour connoître & punir les fraudes, de prendre en même-temps toutes celles que lui dictera sa Justice, pour continuer au Clergé la jouissance d'un droit qu'il possède à tant de titres.
Réponse. Il y a là-dessus une contestation, ont été les mêmes jusqu'au dernier Contrat.

Rien n'est plus précis que cette concession. Les Traitants avoient inutilement tenté, jusqu'en 1761, de l'affoiblir par des attaques particulières. A cette époque, ils crurent avoir trouvé dans l'art. 16 de l'Arrêt du Conseil, du 13 Avril 1751, un titre légal, pour demander aux Ecclésiastiques roturiers, le droit de franc-fief des biens nobles qu'ils possédoient en propriété, & qui ne leur étoient pas échus par succession en ligne directe & collatérale, ou donation faite par les ascendans. Les Ecclésiastiques, ce sont les termes de l'Arrêt, *constitués dans les Ordres sacrés, ... seront exempts des droits de franc-fief, tant pour les biens de leurs Bénéfices, que pour leurs biens patrimoniaux.*

Cette énonciation de biens patrimoniaux, mise en opposition avec les biens des Bénéfices, démontreroit le sens du mot *patrimoniaux*. Il étoit clair que le Législateur n'avoit formé que deux classes de biens appartenant aux Ecclésiastiques; ceux qu'ils tiennent de leurs
Aaaa

1233 GRASSE. GRATIFICATIONS. GRENOBLE. 1234

cédure est non-seulement contraire aux Libertés de l'Eglise Gallicane, dont un des privilèges est, que les Evêques ne puissent être cités hors du Royaume, mais même, dans le cas dont il s'agit, au Concile de Trente. L'Ass. s'adresse d'abord à M. le Nonce, & le prie d'écrire au Nonce de Turin, pour lui faire révoquer la citation; la réponse du Nonce de Turin est jugée peu respectueuse pour la Compagnie. Nouvel examen de l'affaire ordonné. Sur le rapport qui en est fait, l'Assemblée arrête de prier S. A. R. pour qu'il soit écrit à l'Ambassadeur du Roi à Rome, de se

G R E N O B L E.

1°. Le Syndic des Curés & autres ayant charge d'ames, au Diocèse de Grenoble, n'ayant de revenu annuel que cent livres, supplie l'Assemb. de 1605 de leur donner règlement, & augmenter leur pension jusqu'à la somme de 300 liv. ou telle autre jugée nécessaire pour l'entretien d'un Clerc, & les décharger de tous les arrérages des décimes. Arrêté, que le Sgr. Evêque de Grenoble sera exhorté derechef, tant par lettres que par les remontrances que M. l'Archev. de Vienne est prié de lui en faire, pour qu'il lui accorde

1605.

qu'il y conserve, & les Confrères s'étant rendus opposants audit Arrêt, l'Ass. de 1735 prend part à cette affaire, & charge les Agents de la solliciter jusqu'au Jugement. T. VII, p. 1471.

8°. M. l'Evêque de Die en son nom, & au nom des autres Prélats du Dauphiné, expose à l'Ass. de 1740, la nécessité & l'utilité de l'établissement d'un Séminaire en la Ville de Grenoble, pour élever gratuitement les pauvres Ecclésiastiques de la Province. L'Ass. accorde au sieur Paurel une

autres Seigneurs laïques, des Juges, pour le droit & privilège, savoir, que leursdits Juges connoîtront, comme ils ont fait jusqu'à présent, des délits commis dans les bois, & exerceront la même Justice que les Officiers Royaux des forêts. Réponse. Le Roi ne peut rien changer à l'Ordonnance de 1669, qui n'ôte point la Justice aux Ecclésiastiques, & ne donne que la prévention aux Officiers de Sa Majesté, à l'égard des Juges Ecclésiastiques, comme à l'égard des Juges laïques. Recueil, p. 1469.

de 1735, dénomme spécialement les fiefs d'acquisition, & la réponse est favorable. Le Rapport de l'Agence de 1740 renferme plusieurs Lettres de M. de la Houffaye, par lesquelles il reconnoît l'exemption pour les biens d'acquisition.

Malgré tous ces titres, la demande du Clergé, à cet égard, a été représentée dans un Arrêt du Conseil, du 17 Novemb. 1774, comme injuste, exorbitante & dénuée de tout fondement. Cet Arrêt, en consacrant la distinction frivole des Traitants, décide, que le droit de franc-fief est dû par les Ecclésiastiques acquéreurs de fiefs, biens & autres héritages nobles.

Dans ces circonstances, l'Ass. de 1775 a arrêté de présenter au Roi un Mémoire, pour demander que S. M. se fassent rapporter l'Arrêt de Novembre 1774, & interprétant, en tant que de besoin, celui du 13 Avril 1735, déclare, que l'exemption du droit de franc-fief, stipulée par les Contrats, en faveur des Ecclésiastiques de condition roturière, doit s'entendre, sans des

branches; savoir, en celle des Conventuels, à qui S. Bonaventure donna la forme de l'habit qu'ils ont porté depuis, & successivement après, celle des Observantins: les premiers ont été les aînés, & les autres les cadets, sous saint Bernardin de Sienne, qui en fut le premier Vicair-Général: ceux-ci étant venus pour réformer les Conventuels, qui s'étoient relâchés, furent avantagés, par les Papes, de plusieurs grandes prérogatives, jusqu'à ce que Léon X ayant convoqué, l'an 1517, un Chapitre, qu'ils appellerent *Capitulum*, il voulut réduire toute la Religion de saint François à l'observance de la pauvreté, selon la Règle dont les Observantins faisoient profession; d'où ils prirent leur nom, & plusieurs autres, selon la diversité des réformes qui se formerent, & en fit expédier une Bulle, dite d'*Union*, le 18 Mai dudit an, portant qu'il ne se feroit élection que d'un seul Général, & ne pourroit y avoir aucun Supérieur qui ne fût des Réformés: sur quoi les Conventuels protestèrent. Le Pape, voyant la difficulté d'exécuter,

maintenir dans la préséance & Présidence auxdites Ass. Il est dit, que l'on avoit parlé de cette affaire dans la conférence tenue chez M. le Garde des Sceaux, & que l'on y avoit résolu d'en écrire à M. de Lédiguieres, Gouverneur du Dauphiné. T. III, p. 363, 364.

5°. M. l'Evêque de Grenoble avoit établi en 1663, un Séminaire dans la Chapelle de N. D. de Lozier. Le Prélat y met des Prêtres séculiers, ensuite des Augustins déchaussés. Ayant appris que ces Religieux n'instruisoient pas bien les jeunes Ecclésiastiques, &c., il leur ordonne de sortir de la Chapelle.

gratification de trois mille liv. pour l'aider dans ledit établissement. T. VII, p. 1731, 1734.

9°. M. l'Evêque de Grenoble fait part à l'Ass. de 1735, qu'il alloit être attaqué par rapport à la possession d'une portion des revenus de son Evêché, consistante dans les dîmes de la Paroisse de Cognier & Malaval, son annexe, & autres biens situés dans la même Paroisse; que ces biens avoient été unis à son Evêché par une Bulle de Clément VII; que cette affaire étoit au fond de la même espèce que celles qui avoient donné occasion à la Déclaration du 24 Novembre 1737, pour la

juges, joui-
savoit, que
tr, comme
, des délits
exerceront la
iers Royaux
ne peut rien
1669, qui
Ecclesiasti-
vention aux
l'égard des
me à l'égard
P. 1469.

Valois en 1329, en faveur d'un Tréso-
nier & d'un certain nombre de Chape-
lains. L'objet principal de leur dota-
tion consistoit dans la faculté de créer &
pourvoir des Notaires Royaux dans tout

en matière de Doctrines & de surinten-
tion. *Voyez* chaque article en parti-
culier.

Evêques de Guienne maltraités &
persécutés par M. le Duc d'Epernon.
Voyez Epernon.



Cccc 2

Conven-
donna la
té depuis,
des Ob-
été les al-
sous saint
fut le pre-
i étant ve-
tuels, qui
vantages,
andes pré-
n X ayant
Chapitre,
se, il vou-
e de saint
pauvreté,
ervantins
s prirent
selon la
ormerent,
dite d'U.
tant qu'il
seul Gé-
ucun Sa-
més : sur
cieraient. Le
cenducier,

celebrerent la Messe, & y confesserent,
en vertu de leurs privileges. L'Evêque
de Marseille se plaignit de ces entre-
prises à l'Ass. de 1660, qui nomma une
Commission pour examiner l'affaire.
Dans l'intervalle, les PP. Cordeliers
témoignerent ne vouloir point confes-
ser avec Mrs. les Prélats, & se soumi-
rent pleinement, faisant en même-
temps toutes sortes d'excuses à l'Evêq.
de Marseille, dont ils donnerent un
écrit signé des Supérieurs, en date du
21 Février 1661, que l'Assemblée or-
donna de déposer aux Archives. T. IV,
p. 635 & suiv.

III. Sur la Jurisdiction prétendue par
les Cordeliers, à l'égard des Religieuses
Annonciades. *Voyez* Annonciades.

FROMENTAGE. [DROIT DE]

Il est remonté à l'Assemb. de 1655,
que M. le Duc de la Trimouille pour-
suivoit au Parlement un Arrêt pour la
perception d'un droit de fromentage,
lequel il prétendoit lever sur les Eccle-
siastiques de son Duché de Thouars.
La Compagnie députa pour recomman-
der cette affaire à M. le Premier-Prési-
dent. T. IV, p. 335.

FRONTON.

JÉSUITES chargé par le Clergé de
l'impression & de l'édition des Peres
Grecs. *Voyez* Peres Grecs.



1236

hille liv. pour
ment. T. VII,

Grenoble fait
n'il alloit être
offession d'une
son Evêché,
ies de la Pa-
aval, son an-
és dans la mé-
is avoient été
une Bulle de
affaire étoit
ce que celles
on à la Décla-
1737, pour la

1237

GRUERIE. GUÉ. GUIENNE.

1238

L'Ass. de 1710, art. 4 du Cahier,
supplie S. M. de décharger les Bénéfi-
ciers & Communautés Ecclesiastiques,
du paiement des taxes qui leur sont de-
mandées pour la réunion à leurs Justi-
ces, des Offices de Gruerie. Réponse.
Le Roi y fera considération. Recueil, p.
1524.

L'Ass. de 1715, art. 26 du Cahier,
fait la même demande. Réponse. Com-
pris dans la décharge générale des traités
& affaires extraordinaires, portée par la
Déclaration du 9 Juillet dernier. Re-
cueil, p. 1545.

Sur la plainte formée par les Reli-
gieux de Clignancourt, contre les an-
ciens

le Comté du Maine. Vers 1665, le Roi
jugea à propos de supprimer les offices
des Notaires du Mans. Le Chapitre pré-
senta sa Requête à l'Ass. de 1665 tou-
chant un Procès qu'ils avoient au Con-
seil pour la conservation de leur droit,
& du privilege de leur fondation qu'ils
étoient en danger de perdre, à cause
des Déclarations du Roi portant sup-
pression desdits offices. L'Ass. ayant
égard à leur Requête, nomme des Dé-
putés vers M. Colbert, pour le porter à
obtenir de Sa Majesté, que lesdits Tré-
sorier & Chapelains soient confirmés
en la jouissance du principal fonds de

général de prendre le deuil, la Compagnie desiroit de savoir de S. M. en quel habit elle souhaitoit que l'on vint lui faire la Harangue; que le Roi avoit répondu, qu'étant persuadé de la juste douleur que ressentait tout le Clergé, de la perte qu'on venoit de faire; sans qu'elle parût au-dehors, il vouloit qu'on suivit l'usage. T. V, p. 644, 645.

Même usage suivi pour l'Assemblée de 1711, en temps du deuil de Mgr. le Dauphin. T. VI, p. 1236.

semblées, rend au Roi, à la Reine, à Mgr. le Dauphin, &c. Harangues prononcées. Cérémonial de la réception du Clergé.

L'Ass. de 1582 envoie les nouveaux Agents vers M. le Garde des Sceaux, pour savoir le jour que le Roi pourroit donner audience. L'Ass. se tenoit à Paris, & le Roi étoit à Fontainebleau. La Compagnie s'y achemine: ayant été

die du Clergé de Saintes présente Requête à la Compagnie, afin que le Diocèse soit déchargé de l'imposition de 16 sols sur chaque muid de sel: arrêté qu'il sera présenté Requête à Sa Majesté, au nom du Clergé. T. I, p. 118.

1614. Aux Etats de 1614, le Clergé & la Noblesse se réunissent contre les recherches indues sur le sel. Voyez Cahiers, §. II, an. 1614.

1619. Les Grenetiers & Contrôleurs de Noyon, ayant voulu assujettir les Ecclésiastiques à l'impôt du sel, le Syndic du Diocèse se pourvoit au Conseil, & demande à l'Ass. de 1619, la jonction des Agents, qui lui est accordée. T. II, p. 341.

1618. L'Ass. de 1618 arrête de se plaindre à S. M., de la liberté que prennent les Commissaires de la Gabelle dans la Province d'Anjou, de contraindre les Ecclésiastiques à prendre du sel en plus grande quantité qu'ils n'en ont besoin. Sera rapporté par les Agents, l'Arrêt en faveur des Chanoines de Chinon. T. II, p. 618.

1635. Plusieurs Requêtes sont présentées

à ce sujet. La réponse porte défenses aux Officiers & Archers des Gabelles de visiter les maisons des Ecclésiastiques, ni les faire appeler pour leur faire représenter leurs billets de leur fournissement, à la charge de prendre le sel qui leur sera nécessaire au Grener de S. M., & sans préjudice des amendes contre ceux qui seront convaincus d'avoir acheté le faux sel. Recueil, p. 1409.

L'Ass. de 1641 accorde son assistance à un Curé du F^o de Bourses qu'on vouloit contraindre à montrer les billets de la Gabelle, & cels contre la clause expresse des Contrats, & plusieurs Arrêts qui exemptent les Ecclésiastiques de représenter lesdits billets. Arrêt d'obtenir un pareil Arrêt en faveur du Curé. T. III, p. 83.

L'Ass. de 1645 reçoit plusieurs plaintes au sujet du fournissement de sel. Un Curé avoit été condamné à l'amende, pour n'avoir pas pris assez de sel pour la provision, & ce, en vertu d'un Règlement fait au Conseil, en Octobre 1644, qui permettoit aux Adjudicataires des Gabelles, de faire in-

H.

HABIT.

I. EN l'Ass. de 1605, les Prélats, après avoir délibéré sur le règlement de leurs habits, arrêtent, que l'on se conformera entièrement au Cérémonial Romain. T. I, p. 718.

Sur ce qui fut proposé en l'Ass. de 1610, qu'il seroit bienféant qu'il y eût conformité d'habits entre Mrs. les Evêques, aux actions publiques, & principalement au Service divin & en l'E-

HALLIER.

I. M. Hallier, Docteur de Sorbonne & Promoteur en l'Assemblée de 1645, offre à cette Ass. son Livre de *Hierarchia Ecclesiastica*, pour lequel il reçoit une gratification de 1200 liv. T. III, p. 407.

II. La même Ass. le charge d'écrire sur le sujet des privilèges des Réguliers, & de faire imprimer les preuves de chaque article de la Déclaration

1619. Deux Evêques & six du second Ordre sont députés pour le même sujet vers le Roi, par l'Assemb. de 1619. T. II, p. 326.
 1615. En l'Assemb. de 1615, les Prélats & autres Députés s'assemblent en grand nombre dans la salle ordinaire des Augustins : la Compagnie étant pleine,

jusqu'à la porte de la salle des Gardes, d'où la Reine l'a fait appeler pour le Conseil, & ont été conduits par le Secrétaire d'Etat à la même salle, où il étoit venu les recevoir. T. III, p. 122, 123.
 La Harangue de congé devant se faire à Fontainebleau, la Compagnie délibère, qu'attendu la difficulté des logements & les chaleurs excessives, l'Ass. n'ira que par députation, & non en Corps. T. III, p. 434.

Autre assignation donnée au Chapitre de Bourges, pour représenter les billets de leur fourniture. T. IV, p. 314, 315, 316.
 En la même Ass., il est parlé de l'article de la Déclaration, qui porte, que les Officiers du Grenier à sel ne pourrout faire aucune visite ni recherche dans les maisons des Ecclésiastiques. L'Archev. de Sens en demande l'enregistrement pur & simple, attendu que c'étoit une des clauses du Contrat passé avec le Roi, & que telles visites étoient contre les Privilèges & Immunités du Clergé. La Cour des Aides met néanmoins pour modification, que les Ecclésiastiques ne pourront être visités dans leurs maisons, sous prétexte de faux sel, qu'après qu'ils auront été convaincus par des informations, d'en avoir fait commerce, & que la visite ne pourra se faire qu'en présence des Officiers du Grenier à sel. T. IV, p. 316.
 L'Assemb. de 1660 se plaint de plusieurs excès & violences commises par les Archers des Gabelles, contre des Curés & autres Ecclésiastiques, de ce

Les Curés de Basse-Normandie, où le sel blanc est en usage, se plaignent à l'Assemb. de 1680, de ce qu'on les obligeoit de donner des certificats à leurs Paroissiens, comme ils étoient de leurs Paroisses, & même de tenir un registre par chaque année, du nom de leurs Paroissiens, avec une distance raisonnable d'un nom à l'autre, afin qu'au bas d'un chacun, ils pussent transcrire la copie des certificats qu'ils leur délivreroient, pour représenter ensuite lesdits registres aux Commis des Fermes, & leur en délivrer des extraits sans frais, toutes les fois qu'ils en seroient requis, ce qui les rendroit, en quelque sorte, les Clercs des Commis des Gabelles, les exposerait à des vexations, & leur consumeroit une partie de leur temps. L'Assemb. charge les Commissaires du Temporel, de leur donner toutes sortes de secours. T. V, p. 311.
 L'art. premier du tit. 19 de l'Ordonnance de Mai 1680, donne pouvoir aux Officiers du Grenier à sel, de faire visite dans les maisons des Ecclésiastiques & des Nobles, sous prétexte de faux sel : sur ce fondement en 1699,

1241
 appelée au cabinet du Roi, les Députés s'y présentent, les Prélats revêtus de leur rochet, ainsi qu'il avoit été réglé, parce qu'on représentoit le Clergé en général. M. l'Archev. de Bourges porte la parole. Sa Harangue. T. I, p. 339.
 L'Ass. de 1595-1596 propose d'aller saluer le Roi au camp de Traversi. La députation est composée de deux Prélats & de quatre autres Députés. Sa Majesté ayant été avertie de leur venue, leur fit la faveur de les attendre, & les reçut très-favorablement. T. I, p. 331, 332.
 L'Assemb. de 1603 envoie un de ses

HARANGUES, §. I.

tous ensemble vont au Louvre, où étant arrivés, ils ont trouvé la salle du Conseil préparée pour s'y retirer jusqu'à l'heure de l'audience, laquelle ayant été bientôt accordée, on est parti : Mrs. du second Ordre ont marché pêle-mêle, & les Sgrs. Prélats selon leur rang, savoir, M. de Rouen, Président, assisté de M. d'Auch, entre lesquels alloit M. de Chartres, & ensuite tous les autres deux à deux. Etant arrivés dans la chambre du Roi, tous les Députés y font entrés, quoique Sa Majesté fût indisposée. Mrs. de Rouen, d'Auch & de Chartres font entrés dans la rue : les Officiers, savoir, le Secrétaire, portant le Cahier,

chambre de la Reine, & de là conduits dans la chambre du Roi, qui les attendoit avec la Reine. T. IV, p. 164.

La même Assemb. de 1655 avoit député au Roi, qui étoit à la Fere : l'audience est demandée. Sa Majesté fait dire aux Députés qu'elle avoit fait savoir ses intentions sur le sujet de la députation à M. le Chancelier, duquel les Députés iroient les apprendre. Sur

banquiers; M. de Rhodés, Grand-Maître, vient les avertir que le Roi les attendoit; M. Colbert, Secrétaire d'Etat, ayant le département du Clergé, fait difficulté de venir prendre les Députés, sur ce que l'Assemblée n'étoit point en Corps. Les Députés envoient un Agent à Sa Majesté; laquelle trouva à propos, pour cette fois, en attendant qu'elle fût informée de l'usage, que M. Colbert les reçût au bas du grand degré : de-là,

Grenier à sel une quotité fixe & certaine de sel : il répond que ce n'avoit jamais été l'intention du Roi, & qu'il seroit cesser cette entreprise dès qu'on lui en donneroit la preuve. T. VI, p. 1116.

1715. L'Ass. de 1715, art. 14 du Cahier, renouvelle la demande ci-dessus de l'Ass. de 1700. Réponse. *Accordé, pourvu que la consommation soit réglée à raison de quatorze personnes par minot.* Recueil, p. 1140.

1715. Même demande de l'Ass. de 1715, art. 8 du Cahier du Temporel. Même réponse. Ajouté, que, *Sa Majesté donnera ses ordres pour que l'on use de toute l'attention & ménagemens possibles dans les visites pour la recherche du faux sel, lorsqu'il sera nécessaire d'en faire.* Recueil, p. 1164, 1165.

1715. Deux Curés du pays de Gez furent recherchés, en 1753, pour leurs billets de fournissement; & sur l'impossibilité où ils se trouverent de les produire, leurs maisons furent visitées. Les premiers Juges accueillirent cette entreprise des Traitants; mais sur l'appel in-

tembre 1773, a ordonné que les Ecclésiastiques du Barois seroient assujettis, comme ceux de Lorraine, à la formalité des bulletins, c'est-à-dire, à représenter leurs billets de fournissement. L'objet des Traitants, en sollicitant ce Règlement, n'a pas été d'obliger lesdits Ecclésiastiques de prendre, dans les greniers du Roi, le sel qu'ils consomment, mais de les empêcher d'en prendre trop, pour qu'ils ne fissent des versements frauduleux dans les Provinces voisines. Le Clergé de Lorraine, comme celui de France, jouit de tous les privilèges de la Noblesse : le privilège de celle-ci est d'être exempt de représenter les billets : les Bourgeois, même de la plupart des Villes, le partagent avec elle. De pareilles dispositions annoncent assez que la loi des bulletins n'a été faite que pour les dernières classes des Citoyens.

Indépendamment de cette considération, l'Arrêt de 1746 fournit aux Ecclésiastiques une induction avantageuse, en ce qu'il excepte de la loi générale les Communautés Religieuses. Peut-on croire que le Clergé séculier ait été privé de la même distinction ? C'est pourtant

1243

1650.

L'Ass. de 1650 détermine d'aller saluer le Roi & la Reine, avant leur départ pour Compiègne : la Compagnie se rend pour cet effet au logis de M. l'Archev. de Reims, d'où elle part pour aller au Palais Royal. Un Secrétaire d'Etat vient la prendre dans une des salles, & la conduit au grand cabinet de la Reine. Le Cardinal Mazarin se joint à l'Assemb., & ne la quitte qu'à la porte de la salle des Gardes pour aller au Conseil. Elle est reconduite par le même Secrétaire d'Etat. Quatre Prélats & autant du second Ordre sont députés à M. le Duc d'Anjou. La Harangue au Roi par M. l'Archev. de Reims. T. III, p. 451.

L'Ass. de 1655 représente au Cardi-

HARANGUES, §. I.

1244

quoï, la Compagnie ayant considéré que les volontés du Roi n'avoient jamais été portées en cette forme aux Ass., que ce seroit leur ôter la communication directe avec Sa Majesté, il fut résolu que les mêmes Députés partiroient incessamment pour se rendre auprès du Roi; qu'un des Agens seroit envoyé au Cardinal Mazarin lui témoigner la surprise de l'Assemblée. Son Eminence répondit, que le Roi n'avoit eu d'autre but que d'épargner aux Députés la fatigue du voyage. T. IV, p. 140 & s.

L'Assemblée de 1660 va en Corps saluer le Roi & la Reine à Vincennes. Les Harangues par M. l'Archevêque de Rouen. Le Procès-verbal ne renferme

1700.

1701.

cueil, p.

GAL

I. Ma.
te, à l'At
bert, Gr
Général
Livres int
étoit sur
mer, si l
mais que
accompli
quelques
calieres,
ner. La C
utile, &
déssein. T

II. M.
tent, à l'
trois vol
L'Assemb
tinuer. it
pour mar
tisfaction
6000 liv
Ils pré
le traité
Libraires
Table

1245

il les
Roi,
bas du
tres de
Amba
sembl
justifi
L'A
S. M.
passe
T. V.
L'A
men
pour
quell
S. M.
dien

1700. L'Ass. de 1700, à son ouverture & à sa clôture, de même. Harangues. T. VI, p. 100, 101, 174 & suiv.

1701. L'Ass. de 1701, à son ouverture, de même. Harangues au Roi & à Mgr. le Dauphin, par M. le Card. de Noailles. Cette Assemb. demanda aussi l'audience pour complimenter le Roi sur la mort de S. A. R. *Monsieur*. Harangue par M. l'Arch. d'Aix. T. VI, p. 617 jusq. 626.

Roi, pour aller au Conseil. Pour le surplus, toutes choses sont observées selon l'usage ordinaire.

Après le Conseil, Mrs. les Prélats & Mrs. du second Ordre étant dans la Salle destinée pour les recevoir, M. le Marquis de Dreux, Grand-Maître des Cérémonies, est venu avertir que Son A. R. étoit prête de donner audience. La Compagnie est conduite jusqu'à la porte de l'appartement de S. A. R.,

cueil, p. 1156, 1157.

GALLIA CHRISTIANA.

I. M^r. l'Evêq. de Chartres représenté, à l'Ass. de 1635, que le sieur Robert, Grand-Archidiacre & Vicaire-Général de Châlons, avoit publié un Livre intitulé, *Gallia Christiana*; qu'il étoit sur le point de le faire réimprimer, si l'Assemblée le lui permettoit; mais que pour rendre cet ouvrage plus accompli, il supplioit ceux qui auroient quelques Mémoires des Eglises particulières, qu'il leur pût de les lui donner. La Compagnie juge ce travail fort utile, & exhorte l'Auteur d'achever son dessein. T. II, p. 817, 818.

II. M^r. de Sainte-Marthe présent, à l'Ass. de 1645, un Ouvrage en trois volumes, sous le même titre. L'Assemblée les engage d'en faire continuer incessamment l'impression; & pour marque de son estime & de sa satisfaction, elle leur fait un présent de 6000 liv. T. III, p. 407.

Ils présentent à l'Assemb. de 1650, le traité qu'ils avoient fait avec quatre Libraires, pour l'impression du Livre *Table de la Coll. des P. V.*

Le Discours, P. J. p. 137.

III. En l'Ass. de 1710, le P. de Sainte-Marthe, Religieux Bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, propose de faire une nouvelle édition du Livre intitulé, *Gallia Christiana*, plus corrigée & considérablement augmentée.

L'Ass. nomme deux Commissaires pour examiner les propositions dudit Père.

Dans le rapport qu'ils font à la Compagnie, ils exposent & donnent une idée exacte des divers Ouvrages entrepris dans le dernier siècle sur cette matière, qui sont, l'*Histoire Chronologique in-4^e. des Archevêques & Evêques de France, en 1621. Le Recueil de Claude Robert, Archidiacre de Châlons-sur-Saône, en 1626. La Gallia Christiana, des deux célèbres jumeaux, Scévole & Louis de Sainte-Marthe, dont ils proposerent le dessein à l'Assemb. de 1645, qui l'approuva; étant décédés avant l'Ass. de 1655, ils laissèrent aux trois fils de Scévole de Sainte-Marthe, l'honneur de présenter à ladite Assemblée le Livre du *Gallia Christiana*, dont l'édition venoit d'être achevée.*

Bbbb

HARANGUES, §. I.

1245

il les accompagna dans la chambre du Roi, les reconduisit de même jusqu'au bas dudit grand degré, & Mrs. les Maîtres des Cérémonies jusqu'à la salle des Ambassadeurs. Sur cette difficulté, l'Assemblée fit dresser un Mémoire pour justifier l'usage. T. V, p. 159, 160.

L'Assemb. de 1675 va en Corps saluer S. M. de retour à Versailles: le tout se passe avec la cérémonie accoutumée. T. V, p. 283.

L'Assemb. de 1680, dès son commencement, envoie un des Agents, pour savoir le jour de l'audience, & quelles personnes de la Maison Royale S. M. vouloit qu'on haranguât. L'audience est accordée pour Fontainebleau,

La Harangue de clôture de la même Assemb. est prononcée par M. l'Arch. d'Albi: la réception à l'ordinaire. Le Roi, en donnant le jour de l'audience, laisse à l'Assemb. le choix du matin ou de l'après-dinée: elle ne détermine cependant de prendre le matin, qu'après s'être informée si S. M. l'avoit agréable. T. VI, p. 659 & suiv.

En l'Ass. de 1702, réception & honneurs accoutumés. Harangue d'ouverture par M. le Card. de Noailles, Préfident. Harangue de clôture par l'Evêq. de Toulon. T. VI, p. 683 jusq. 689, 704 & suiv.

En l'Ass. de 1705 de même. Harangues d'ouverture par M. le Cardinal de

1246

1702.

1705.

1244

du pouvoir des Evêques, de recevoir les comptes que les Marguilliers sont tenus de rendre de l'administration des biens des Fabriques. Le Clergé a toujours réclamé ce droit des Supérieurs Ecclésiastiques, quand on a voulu les en priver.

L'Assemb. de Melun, en 1579, se pourvoit contre un Edit, portant, que les comptes des Fabriques se rendroient devant les Elus, d'où résulteroit des frais, qui en beaucoup de lieux auroient excédé le revenu. L'Ass. charge l'Evêq. de Noyon d'en parler à M. le Procureur-Général. Ce Magistrat répond, que l'Edit n'avoit point été vérifié au Parl., & que, si l'affaire y étoit dévolue par appel, ou autrement, il feroit son devoir pour la conservation des droits du Clergé. L'Edit n'étoit point vérifié aussi à la Cour des Aides. T. I, p. 217.

L'Ass. de 1595, art. 35 de son Cahier, demande que l'audition des comptes des Fabriques, soit renvoyée aux Ecclésiastiques ayant droit de visite. T. I, p. 574.

L'Assemblée de 1598, art. 18 du Cahier, renouvelle cette demande. T. I, p. 1. p. 165.

La même Ass. charge les Agents de présenter Requête au Parlement, pour défendre aux Elus de Saint-Pierre-le-Moutier de connoître des comptes de la Fabrique du lieu. T. I, p. 654.

L'Assemblée de 1600, art. 21 du Cahier, renouvelle la demande des Ass. précédentes. T. I, p. J. p. 178. *L'article est accordé.*

En la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, le Promoteur rend compte d'un Procès pendant au Conseil, entre l'Archidiacre d'Auxerre & les Elus du lieu, qui, en vertu de quelques Lettres, portant attribution de Jurisdiction, qu'ils avoient fait vérifier en la Cour des Aides, le troubloient en l'audition des comptes des Fabriques. L'Ass. nomme des Prélats pour suivre cette affaire au Conseil & après de M. le Chancelier : & après avoir été vivement débattue, elle est jugée enfin en faveur de l'Archidiacre & du Clergé. T. II, p. 212, 213.

Un Commissaire Examineur & Enquêteur en l'Election de Reims, veut se faire rendre les comptes des Fabriques : Procès au Parlement là-dessus : l'Assemb. de 1615 ordonne aux Agents de se joindre, s'il est besoin, au Procès. T. II, p. 289.

L'Ass. de 1635 intervient & accorde la jonction des Agents en plusieurs inf-

tances, concernant la reddition des comptes des Fabriques, contre les prétentions des Elus & autres : elle en fait un article de son Cahier ; c'est l'art. 11, dont la réponse porte défenses à tous Juges Royaux d'en connoître. T. II, p. 753, 764. T. III, p. 83. Recueil, p. 1388, 1389.

L'Ass. de 1655 accorde l'intervention des Agents à M^{rs}. les Evêques de Quimper & d'Acqs, dans le Procès qu'avoient les deux Prélats ; l'un, contre les Juges de Châteaulin ; l'autre, contre ceux de Marenne, pour les comptes des Fabriques, dont lesdits Juges prétendoient connoître. Les Agents mettent sur le Bureau la Déclaration pour les comptes des Fabriques. T. IV, p. 298.

L'Ass. de 1660 ordonne aux Agents de demander au Conseil la cassation d'un Arrêt du Parlement de Bretagne, qui donnoit la présidence dans l'audition des comptes des Fabriques, & dans l'élection des Fabriciens, aux Juges des lieux, au préjudice des Arrêts. T. IV, p. 659.

L'Evêque de Cornouailles faisant ses visites, en 1654, est troublé par les Juges Royaux de Châteaulin, dans la possession & le droit d'examiner les comptes des Fabriques. Le Prélat fait assigner lesdits Juges au Grand-Conseil, Juge établi de ces sortes de contestations : ils se pourvoient au Parlement de Rennes : Arrêt du Conseil, en Règlement de Juges, qui renvoie les Parties au Grand-Conseil : le Parlement persiste à retenir la cause : autres Arrêts du Conseil, pour qu'elle soit jugée au Grand-Conseil. L'Evêque de Cornouailles demande l'assistance de l'Assemb. de 1660, pour l'aider à sortir de ce labyrinthe de chicanes, & obtenir un Arrêt, qui, faute par le Proc. Gén., d'avoir envoyé les motifs de celui du Parlement, ordonne l'exécution de ceux du Grand-Conseil, avec défenses audit Parlement de plus connoître de cette affaire. L'Ass. charge M. le Promoteur de demander en son nom l'Arrêt à M. le Chancelier. T. IV, p. 673, 674.

M. l'Archev. de Bordeaux présente, à l'Ass. de 1665, un Arrêt du Parlement de Bordeaux, donné en cassation de son Ordonnance, portant, que des comptes des Marguilliers seroient rendus devant lui, ou son Archidiacre. L'Ass. charge les Agents de se pourvoir par Requête au Conseil en cassation de l'Arrêt. T. IV, p. 966.

M. l'Evêque de Luçon fait part, à l'Asl. de 1670, d'un Arrêt du Conseil qu'il avoit obtenu, par lequel des Marguilliers ont été contrainits, par corps, de rendre leurs comptes pardevant les Officiers, & que l'Arrêt avoit été exécuté, y en ayant eu quatre d'emprisonnés pour avoir refusé d'obéir. T. V, p. 76.

Sur plusieurs entreprises des Juges des lieux & des Officiers de Justice, de vouloir, exclusivement aux Archidiares & autres Ecclésiastiques, que les comptes des Fabriques soient rendus pardevant eux; l'Asl. de 1670 ordonne aux Agents d'intervenir, & résout que cependant elle demandera un Arrêt général au Roi sur cette matiere, attendu que plusieurs Evêques sont troublés dans leur possession, par les Habitants & Seigneurs des Paroisses, qui prétendoient entendre les comptes desdites Fabriques, au préjudice des Evêques & autres Ecclésiastiques. T. V, p. 76.

Arrêt du Conseil-Privé, du 23 Décembre 1666, en faveur de l'Evêque de la Rochelle, portant cassation de l'Ordonnance des Officiers de l'Election de Thouars, & des procédures faites en conséquence, sur le fait des comptes des Fabriques, lesquels seront rendus pardevant le Suppliant, en la forme portée par les Déclarations de S. M., & Arrêts du Conseil, & défenses auxd. Elus de plus rendre de semblables Ordonnances, à peine de nullité, dépens, dommages & intérêts, & de suspension de leurs charges, & en cas de contravention, permis d'assigner au Conseil. *Rapport d'Agence en 1670.* T. V, P. J. p. 79.

Arrêt du Conseil-Privé, du 16 Novembre 1667, contre les Marguilliers de la Paroisse d'Abrunville, au Diocèse de Paris, qui leur enjoit de rendre leurs comptes, & les tenir prêts, lors du cours des visites, & les apporter en la maniere accoutumée. *Rapport de l'Agence en 1670.* T. V, P. Jult. p. 86, 87.

Un Curé de la ville de Bourges fait assigner, devant l'Official, les Fabriciens, pour rendre leurs comptes qu'ils négligeoient de rendre : ceux-ci forment une autre instance pardevant le Juge Royal, pour être déchargés de l'assignation à eux donnée pardevant l'Official, & demandent en même temps commission pour faire assigner le Curé, qui comparoit à l'assignation, & propose son déclinatoire, ce qui n'empê-

che point ledit Juge Royal de prononcer par cassation de l'Ordonnance de l'Official, avec défenses audit Official de connoître desdits comptes. L'Arch. de Boutges se plaint de cette entreprise à l'Assemblée de 1680, qui résout de demander des Lettres de Jussion au Roi, adressées à tous les Parlements, pour les obliger d'enregistrer les Déclarations obtenues sur cette matiere. T. V, p. 318.

La même Assemblée de 1680, art. 8 du Cahier de la Jurisdiction, demande que les comptes des Fabriques soient rendus pardevant les Evêques ou leurs Grands-Vicaires, faisant leurs visites sur les lieux, sans frais; qu'au cas que les comptes ne soient point présentés lors de la visite, ils puissent commettre sur les lieux, sans préjudice aux Evêques, de les faire rendre chez eux aux dépens des comptables, faute de les avoir rendus lors de la visite. T. V, P. J. p. 181.

En l'Assemb. de 1685, il est dit, que le Prévôt de Saint-Germain-en-Laye étant en possession, depuis plus de cent ans, de faire rendre les comptes de la Paroisse devant lui, le Roi en ayant été informé, avoit ordonné que les comptes seroient rendus pardevant l'Archidiacre de Paris, auxquels comptes le Prévôt n'assisteroit que comme particulier. T. V, p. 604, 605.

Le Parlement de Bordeaux, par un Arrêt du 21 Juillet 1690, rendu sur la requission du Procureur-Général, avoit entrepris de dépouiller les Evêques, du droit de recevoir, dans le cours de leurs visites, les comptes des Fabriques, & ne leur laissoit que le pouvoir de se les faire représenter, après qu'ils auroient été signés & arrêtés par le Procureur du Roi, ou les Procureurs Fiscaux, avec les Marguilliers en charge. Comme les Edits & Déclarations favorables au droit des Evêques, n'étoient point enregistrés au Parlement de Bordeaux, ils n'étoient pas un moyen suffisant de cassation; cependant M. le Chancelier en écrivit au Premier-Président & au Procureur-Général; après cette Lettre, le Parlement reçoit le Prélat opposant à ce premier Arrêt, & sur son opposition, il en rend un tout contraire. Ces Arrêts est du 9 Avril 1691. T. VI, P. J. p. 83.

L'Edit de 1695, art. 17, a fixé sur ce point la Jurisprudence. Par cet article, il est enjoint aux Fabriciens de présenter leurs comptes, lors de la visite des Evêques ou des Archidiacres,

aux jours qui leur auront été marqués, au moins quinze jours avant lesdites visites, & ce à peine de six livres d'aumône au profit de l'Eglise du lieu.

L'Ass. de 1705, art. onze du Cahier de la Jurisdiction, demande que cette amende ou aumône de six livres, soit encourue & payable en vertu de la seule ordonnance du Visiteur, nonobstant opposition, &c., & que les Syndics des Paroisses ne puissent présider à l'audition des comptes. Réponse. *Le Roi ne veut rien ajouter à la disposition de l'art. 17; & à l'égard des Syndics, le Roi n'entend point que cette qualité leur donne le droit de présider.* Recueil, p. 1501.

II. A l'égard du lieu de la reddition des comptes, l'Ass. de 1715, art. 10 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner, que les comptes des Fabriques ne pourront être rendus que dans les bancs des Œuvres & Fabriques, ou dans les lieux dépendants des Eglises, & ce destinés, & faire défenses de les rendre aux Hôtels-de-Villes, ou autres maisons. Réponse. *On peut suivre l'usage des lieux, & dans les cas particuliers, se pourvoir devant les Juges ordinaires.* Recueil, p. 1535.

III. L'art. onze du Cahier de l'Ass. de 1715 porte, que les Procureurs des Fabriques seront tenus de payer les débits de leurs comptes trois mois après qu'ils auront été arrêtés, sinon, condamnés au paiement de l'intérêt de leurs débits. Réponse. *Le Roi trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires.* Recueil, p. 1535.

IV. L'Assemblée de 1715, art. 12, supplie S. M. qu'il soit fait défenses aux habitants de Communautés & Paroisses, aux Syndics & Marguilliers & Procureurs des Fabriques, d'employer les revenus desdites Fabriques aux affaires temporelles du corps; & qu'ils ne pourront être employés que pour les réparations, ornements, calices, luminaire & autres besoins de l'Eglise. Réponse. *Le contenu de cet article est conforme aux Régles.* Recueil, p. 1535, 1536.

V. Plusieurs Evêques de Bretagne se plaignent, & demandent la protection de l'Ass. de 1735, pour obtenir la cassation d'un Arrêt du Parlement de Bretagne, qui déclare abusif un Mandement de l'Evêque de Nantes, portant Règlement des droits dus aux Fabriques pour sépulture, tenture, luminaire, honoraire de Messe : le même Arrêt déclaroit encore abusifs quatre

autres Mandements des Evêques de Rennes, Saint-Malo, Quimper & Dol, portant même Règlement, quoique ces Evêques n'eussent été mis en cause, ni par eux-mêmes, ni par leurs Syndics.

La Cour, ce sont les termes de l'Arrêt, faisant droit, déclare qu'il y a abus, sauf auxdits Evêques à faire de nouveaux Mandements conformes aux Edits, Déclarations & Ordonnances de nos Rois, sans qu'ils puissent s'entre-mettre du Règlement du temporel, des droits de la Fabrique des Eglises, & de les taxer; & sans à eux d'en examiner les comptes, lors du cours de leurs visites, conformément à l'Edit de 1695, & sans préjudice des matières, dont la connoissance leur est attribuée par ledit Edit: ordonne ladite Cour aux Fabriciens de ce ressort, d'envoyer au Procureur-Général du Roi dans ce mois, des Mémoires des droits qui se perçoivent au profit des Eglises, pour y être pourvu & réglé. Moyens de cassation dudit Arrêt. L'Ass. nomme des Députés pour recommander l'affaire, & charge les Agents de la poursuivre. T. VII, p. 1450 & suiv.

VI. L'Ass. de 1585 reçoit la Requête des Marguilliers de Provins & autres, tendante à ce qu'il lui plaise poursuivre la révocation de certaines Lettres-Patentes, obtenues par le sieur Paulmier, pour faire inventaire des titres quelconques de toutes les Fabriques des Bailliages du Pays de Brie, & du tout rapporter copie à la Chambre du Trésor à Paris, avec taxe de, &c. S. les poursuites de l'Ass. ladite Commission de Paulmier est révoquée, par Arrêt du Conseil; ledit Paulmier est ajourné personnellement. T. I, p. 364, 365.

§. III. Charges des Fabriques.

I. Sont-elles obligées de contribuer aux Décimes & autres impositions du Clergé?

M. l'Evêque d'Aire présente à l'Ass. de 1655, un Arrêt du Conseil, du 11 Avril 1657, portant renvoi en la présente Assembl. de l'instance pendante audit Conseil, entre le Syndic du Diocèse d'Aire, & les Marguilliers de quelques Paroisses dudit Diocèse pour raison des Décimes; en conséquence duquel il prie la Compagnie de retenir la connoissance du différend. L'Ass. nomme des Commissaires devant lesquels les Parties auront à produire; & faisant droit sur le tout, a déclaré &

déclare lesdites Fabriques contribuables aux impositions du Clergé, & déboutés & déboutés & ordonne qu'ils soient & le dépens réservés & modérés à

Le Syndic se plaint à du Conseil d'une Fabrique de revenu aux Communes au Contrat

M. l'Evêque les Fabriques des b. Don-gratuits Contrats y assujetties : les de ces Par se pourvoir principaux dans une pelle Prémices ord les agneaux mices se le comme les rinées à l' nements, faire regard Ecclésiast le rapport rendent c voir pu Agence.

Le Par da premie les Bureaux compren les des in reau de R Après bie trôleur. G de Rouen natives e pour y é Cour fati tions. L' Narbonne plus expé VIII, p.

La con décimes l'étendue & sans ré

déclare lesdits Défendeurs & leurs Fabriques contribuables à toutes les impositions ordinaires & extraordinaires du Clergé, & en conséquence les a déboutés & déboute de leur opposition; ordonne que les cottisations sur eux faites par le passé, seront exécutées, & les condamne en outre aux dépens réservés par l'Arrêt du Conseil, modérés à 100 liv. T. IV, p. 403, 404.

Le Syndic du même Diocèse d'Aire se plaint à l'Ass. de 1675, d'un Arrêt du Conseil, qui décharge de Décimes une Fabrique ayant trois mille livres de revenu. L'Assemb. renvoie l'affaire aux Commissaires des contraventions au Contrat. T. V, p. 233.

M. l'Evêque d'Oléron avoit imposé les Fabriques des Paroisses, qui possèdent des biens Ecclésiastiques, pour le Don-gratuit de 1690, fondé sur les Contrats & les Lettres-Parentes qui y assujettissent tous les biens Ecclésiastiques: les habitants de quelques-unes de ces Paroisses refusent de payer, & se pourvoient au Conseil: les revenus principaux de ces Fabriques consistent dans une espèce de dîmes, qu'on appelle *Prémices*, & qu'on leve après les dîmes ordinaires sur les grains & sur les agneaux: dans les lieux où ces *Prémices* se levont, elles sont d'obligation, comme les autres dîmes; elles sont destinées à l'entretien des Eglises, des ornements, du luminaire, &c.; ce qui les fait regarder avec raison comme biens Ecclésiastiques. Mrs. les Agents, dans le rapport fait à l'Assemblée de 1695, rendent compte de l'affaire, qui n'avoit pu être terminée pendant leur Agence. T. VI, P. J. p. 40, 41.

Le Parlement de Rouen, par Arrêt du premier Avril 1757, défend à tous les Bureaux Diocés. de son ressort, de comprendre les Fabriques dans les rôles des impositions du Clergé. Le Bureau de Rouen se pourvoit au Conseil. Après bien des discussions, M. le Contrôleur-Général adresse au Parlement de Rouen, les Lettres-Parentes confirmatives de la délibération du Clergé, pour y être enrégistrées; à quoi cette Cour satisfait, mais avec des modifications. L'Ass. de 1758 prie M. l'Arch. de Narbonne d'examiner ce qui seroit le plus expédient de faire sur ce sujet. T. VIII, p. 701, 702.

La contribution des Fabriques aux décimes étoit en vigueur dans toute l'étendue du Royaume, sans obstacle & sans réclamations; lorsque les Mar-

guilliers de plusieurs Paroisses du Diocèse de Châlons-sur-Marne dressèrent leurs Requêtes, les uns seulement en modération de leurs taxes, les autres plus hardis & entreprenants, en radiation pure & simple de leurs taxes, sur le prétexte que les Fabriques ne sont point imposables. Tous introduisent l'instance devant le Bureau Diocés. de Châlons. Après une instruction contradictoire, intervient un Jugement peu favorable aux prétentions des Fabriciens. Appel à la Chambre supérieure des décimes; mais bientôt abandonnant la route tracée par les Ordonnances, ils se désistent de leur appel simple, & y en substituent un comme d'abus, dont est saisi le Parlement de Paris.

M. l'Abbé du Lau, qui fait le Rapport de cette affaire dans l'Assemb. de 1770, prouve d'abord le principe général, que les Chambres ecclésiastiques sont seules compétentes pour connoître de la taxe & cottisation des décimes. Il démontre, en second lieu, qu'on ne peut écarter le reproche d'incompétence des Cours séculières, à la faveur de l'appel qualifié comme d'abus; il expose ensuite, d'après l'Edict des Mémoires du Clergé, les deux voies qui peuvent être suivies en cette circonstance: la première de présenter Requête à la Chambre souveraine, laquelle déchargeroit de l'assignation au Parlement, & seroit défenses de se pourvoir ailleurs qu'en cette Chambre; les Fabriques appellantes n'obtempérant pas à ces défenses, au moins donneroient-elles ouverture à un Règlement de Juges au Conseil: le second moyen est de s'adresser directement au Conseil. Le suffrage de plusieurs Assemb. paroît avoir consacré cette dernière forme. L'Assemb. de 1655 en fournit deux exemples: l'un contre quelques Bénéficiers du Diocèse de Nevers; l'autre contre des Fabriques du Diocèse d'Aire. De nos jours quelques Bénéficiers du Diocèse de Vabres, ayant appelé comme d'abus d'une taxe, le Conseil, sur la Requête des Agents, a évoqué à S. M. le litige, & en a renvoyé la connoissance au Bureau Diocés. de Vabres, sauf l'appel à la Chambre supérieure. L'Arrêt est du premier Décembre 1752. Sur ce Rapport l'Assemb. de 1770 charge Mrs. les Agents de suivre cette affaire avec la plus sérieuse attention. T. VIII, p. 1894 & suiv.

La même affaire des Fabriques de Châlons, & de leur appel comme d'a-

de Fêtes & Dimanches, sauf à les remettre au lendemain; qu'il en feroit aussi demandé un général, pour faire défenses aux Cabarettiers de donner à boire & à manger à toutes sortes de personnes, durant les heures du Service divin, & de ne point en donner du tout aux domiciliés, conformément à l'Ordonnance d'Orléans. T. V, p. 84, 85.

M. l'Evêq. de Châlons, au nom de la Province de Bourgogne, représente à l'Ass. de 1685, le scandale des Fêtes appelées Baladoires, que les Seigneurs autorisoient, prétendant que c'étoit un droit de fief, quoique par les Ordonnances de Charles VII, de Charles IX, & par un Arrêt des Grands-Jours de Clermont, ces Fêtes fussent défendues. La Compagnie renvoie la plainte aux Commissaires du Cahier. T. V, p. 616.

L'Assemb. de 1755, touchée de voir la sainteté des Dimanches & Fêtes profanée par des assemblées tumultueuses de Foires & de Marchés, les boutiques ouvertes & remplies, même pendant la célébration des Offices, le transport & le chargement des marchandises, les artisans & les manœuvres de toute espèce occupés publiquement, &c., supplie Sa Majesté, par l'art. 11 de son Cahier de la Jurisdiction, de renouveler les anciennes Ordonnances sur la célébration des Dimanches & des Fêtes, & sur la cessation de tous ouvrages & travaux mécaniques interdits par l'Eglise, en ces saints jours. *Rép. Le Roi emploiera toute son autorité pour faire observer les Réglements faits par l'Eglise & par les Rois ses prédécesseurs.* T. VIII, P. J. p. 205, 206.

L'Ass. de 1758, ayant député à M. le Lieutenant de Police au sujet du travail des Dimanches & Fêtes, ce Magistrat répond, qu'aux Dimanches, non plus qu'aux Fêtes solennelles, on ne travailloit pas, même aux ouvrages du Roi; mais qu'à l'égard des Fêtes ordinaires, il y avoit une espèce d'usage pour les bâtimens du Roi, ou les ouvrages publics; mais que par rapport aux bâtimens des particuliers, il n'y avoit aucune tolérance à ce sujet qui fût autorisée, hors le cas de nécessité.

Sur cette réponse, M. le Président propose à la Compagnie, de prier deux Députés de voir M. le Contrôleur-Général des Bâtimens du Roi, & M. le Prévôt des Marchands, pour les engager à donner des ordres, à l'effet de suspendre tout travail les jours de Fêtes, à moins d'une nécessité urgente &

indispensable, & qu'en ce cas-là même, les ouvriers en demandassent la permission aux Curés. T. VIII, p. 659.

L'Ass. de 1760, art. 13 du Cahier, renouvelle la demande du Cahier de 1755. *Même réponse.* T. VIII, P. J. p. 307.

L'Assemb. de 1765, en use de même. Réponse. *Je renouvellerai mes ordres pour l'exécution des Loix qui ordonnent la sanctification des Fêtes & Dimanches; mais je compte que de leur côté, les Evêques se porteront chacun dans son Diocèse, à établir sur la célébration des Fêtes, l'uniformité, qui ne contribuera pas peu à rappeler le respect dû à ces saints jours.* T. VIII, P. J. p. 489, 490.

L'Assemb. de 1770, art. 5 du Cahier, assure le Roi que cette uniformité est déjà établie dans les Provinces, avant qu'elle peut l'être, à peu près. S. M. renouvelle l'assurance qu'elle avoit précédemment donnée. T. VIII, P. J. p. 621.

L'art. 3 du Cahier de la Jurisdiction de l'Assemb. de 1775, est à ce sujet. *Voyez sur l'article & la réponse de Sa Majesté, le second Supplément de la Table, ad calcem.*

Le Roi a rendu, sur ce sujet, au mois d'Avril 1778, une Déclaration conforme aux vœux du Clergé.

III. Les Ordonnances de nos Rois défendent aux Huissiers & Sergents d'emprisonner aucunes personnes pour dettes, les jours de Dimanches & Fêtes: il est remonté à l'Ass. de 1660, qu'au préjudice de ces Ordonnances, ceux qui sont employés pour lever les tailles, emprisonnent les particuliers habitans, en sortant des Messes de Paroisse, les Dimanches & Fêtes. L'Ass. demande un Arrêt du Conseil, par lequel il soit enjoint aux Sergents & Huissiers d'observer les Ordonnances. L'Arrêt a été accordé. T. IV. p. 724, 725, 726.

IV. L'Assemblée de 1619 adresse une Lettre à tous les Prélat, pour les exhorter à solemniser dans leurs Diocèses la Fête de S. Louis. T. II, p. 341.

L'Ass. de 1655 prie & exhorte tous Mrs. les Prélat du Royaume, de vouloir ordonner que la Fête de S. Remi soit célébrée dans toute l'étendue de leurs Diocèses, par le Clergé, en la même forme & manière que le sont les Fêtes doubles & solennelles; & que pour cet effet, il leur sera écrit une Lettre circulaire, de la part de l'Ass., qui leur sera envoyée avec une copie de la présente délib. T. IV, p. 374. *La Lettre, P. Just. p. 134.*

L'Assemb. de 1660 écrit à tous les Diocèses, à la prière du Roi, pour la célébration de la Fête de S. Joseph. Sa Majesté fait expédier les Lettres de cachet pour accompagner celle de l'Ass. T. IV, p. 776.

L'Ass. de 1665 prend la même délibération. T. IV, p. 1044.

La Reine fait proposer à l'Ass. de 1765, d'établir dans tous les Diocèses la dévotion & l'Office du sacré Cœur de Jésus. Tous les Evêques qui composent l'Ass., ont unanimement délibéré d'établir cette Fête dans leurs Diocèses, & d'inviter, par une Lettre circulaire, les autres Evêques de suivre cet exemple. La Lettre est dressée & approuvée. T. VIII, p. 1441, 1442.

V. Les Fêtes établies dans les Diocèses par l'autorité des Evêques, doivent être observées par les exempts, comme par les autres. C'est ce que porte l'art. 18 du Règlement des Réguliers, publié en 1625. T. II, P. Just. p. 65.

VI. Le Roi, par sa réponse à l'art. 8 du Cahier de 1635, défend à ses Juges de connoître de la célébration ou transgression des Fêtes, sinon en ce qui concerne la Police seulement. Recueil, p. 1388.

VII. Sur l'observation des Fêtes, par ceux de la R. P. R. pendant que cette Religion a été tolérée en France. *Voyez* Protestants.

VIII. M. Bertin, Ministre d'Etat, écrit à l'Ass. de 1765, & joint à sa Lettre un Mémoire de la part des Sociétés d'agriculture, au sujet des Fêtes, dont elles demandent la diminution dans différents Diocèses. L'Ass. renvoie l'examen du Mémoire au Bureau de la Jurisdiction. Projet de réponse dressé par Mrs. les Agents, approuvé par l'Ass., & inséré au Procès-verbal parmi les P. Just. La réponse contient sommairement, que l'Assemblée a cru ne devoir faire aucun Règlement sur la suppression des Fêtes; que chaque Evêque est dans son Diocèse, le véritable Juge sur cette matière. T. VIII, p. 1449, 1450. *Réponse*, P. Just. p. 501.

FÊTES SOLENNISÉES PAR LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.

Fête - Dieu.

I. En l'Assemb. de 1641, il fut proposé d'assister à la cérémonie & solenniser de la Fête-Dieu, & de la Procession générale du Saint-Sacrement. La Compagnie trouve à propos, que tous les Députés y assistent, les Evêques en

rochet & camail, & les autres Ecclésiastiques avec leur bonnet à l'ordinaire. L'Evêque de Nîmes chargé de la Prédication. T. III, p. 103.

L'Ass. de 1665 arrête d'assister à la Procession du Saint-Sacrement, chaque Député ayant un cierge à la main. M. l'Archevêque de Tours est prié de porter le Saint-Sacrement, assisté de trois Députés du second Ordre en cette cérémonie. T. IV, p. 1061.

L'Ass. de 1705 solennise la Fête du Saint-Sacrement, assiste à la Procession, &c., suivant ce qui s'étoit observé dans les Assemblées précédentes. T. VI, p. 898, 899, 900.

Elle propose spécialement pour modèle, ce qui avoit été pratiqué par l'Ass. de 1655 pour les prières de 40 heures, & qui est rapporté. T. IV, p. 436, 437, 438.

La Fête du Saint-Sacrement est solennisée par l'Ass. de 1715 comme dans les Assemblées précédentes, & notamment dans l'Ass. de 1705, dont on lit le Procès-verb. T. VI, p. 1510 jusqu'à 1514.

L'Ass. de 1715 se conforme au même usage, tant pour l'assistance aux Saluts pendant l'Octave, que pour la Procession. T. VII, p. 550 & suiv.

L'Ass. de 1730 délibère d'assister tous les soirs au Salut pendant l'Octave du Saint-Sacrement, & qu'un de Mrs. les Prélats y officiera. T. VII, p. 1205.

L'Ass. de 1735 solennise la même Fête, par une Procession & son assistance aux Saluts. T. VII, p. 1509, 1510.

L'Ass. de 1740 de même. T. VII, p. 1772, 1773.

L'Ass. de 1745 de même. T. VII, p. 2105 & suiv.

L'Ass. de 1755 de même. T. VIII, p. 598 & suiv.

L'Ass. de 1760 de même. T. VIII, p. 998 & suiv.

L'Ass. de 1765 de même, tant dans ses premières séances, que dans sa continuation en 1766. T. VIII, p. 1598 & f.

L'Ass. de 1770 de même. T. VIII, p. 1916.

II. Les Assemblées sont aussi depuis long-temps dans l'usage de célébrer & solenniser la Fête de S. Augustin. Le Pere Prieur des Religieux entre dans la salle de l'Ass. de 1635, & prie la Compagnie d'assister à cette Fête: la Messe est célébrée par un Prélat; Prédication par un autre. T. II, p. 567.

En 1635, M. l'Arch. de Toulouse y officie; M. l'Evêque d'Aire y prêche. On y fait inviter les Prélats du dehors.

Le

Le Roi envoie l'Ordre se plaindre point est porté. p. 838.

En 1645, la Prédication par p. 419.

En 1650 d

En 1655 d

En 1665 d

En 1705 d

par M. l'Ev.

& suiv.

En 1715 d

par M. l'Ev. c

& suiv.

En 1735 d

par M. l'Abb

558, 559.

En 1735 d

gyrique. T. V

En 1755 d

par M. l'Abb

601, 602.

En 1765 d

M. l'Abbé d

1599.

En 1775 d

M. l'Abbé M

2604.

FEU

§. I. Leurs

L'Ass. de tion de l'exéc dée à l'Abbé

L'Assemb. de leurs déci

Recev. Gén.

blie par Arrê

la radiation.

ce sujet. T. I

ges, §. II.

Les Feuill

procès avec

à cause de la

l'Abbaye du

le procès est

elle en retie

gement n'es

817.

L'Ass. de

Religieux de

payer, à l'av

mes, si la C

allouer les a

décimes de

ment aux A

obtenus, a

Table de

Le Roi envoie sa musique : le second Ordre se plaint que la paix ne lui avoit point été portée ; on le satisfait. T. II, p. 838.

En 1645, Messe Pontificale & Prédication par un Prélat de l'Ass. T. III, p. 419.

En 1650 de même. T. III, p. 742.

En 1655 de même. T. IV, p. 438.

En 1665 de même. T. IV, p. 1062.

En 1705 de même : le Panégyrique par M. l'Ev. de Senes. T. VI, p. 900 & suiv.

En 1715 de même : le Panégyrique par M. l'Ev. de Grasse. T. VI, p. 1514 & suiv.

En 1725 de même : le Panégyrique par M. l'Abbé Couturier. T. VII, p. 558, 559.

En 1735 de même : point de Panégyrique. T. VII, p. 1512, 1513.

En 1755 de même : le Panégyrique par M. l'Abbé de Lorme. T. VIII, p. 601, 602.

En 1765 de même : le Sermon par M. l'Abbé de Beauvais. T. VIII, p. 1599.

En 1775 de même : le Sermon par M. l'Abbé Mauri. T. VIII, p. 1603, 1604.

FEUILLANTS.

§. I. Leurs prétentions en fait de Décimes.

L'Ass. de 1595 demande la révocation de l'exemption de décimes accordée à l'Abbé de Feuillant. T. I, p. 605.

L'Ass. de 1628 raie la décharge de leurs décimes dans les comptes du Recev. Gén. : ladite décharge est rétablie par Arrêt du Conseil, nonobstant la radiation. Délibération de l'Ass. sur ce sujet. T. II, p. 633. *Voyez* Décharges, §. II.

Les Feuillants de Paris étoient en procès avec le Promoteur du Diocèse, à cause de la surtaxe sur les décimes de l'Abbaye du Val, unie à leur Maison : le procès est renvoyé à l'Ass. de 1635 ; elle en retient la connoissance : le Jugement n'est point rapporté. T. II, p. 817.

L'Ass. de 1641, sur l'offre faite par les Religieux de l'Abbaye de Feuillant, de payer, à l'avenir, exactement les décimes, si la Compagnie agréoit de leur allouer les articles de décharge pour les décimes de ladite Abbaye, conformément aux Arrêts du Conseil par eux obtenus, a accordé & accordé les dé-

Table de la Coll. des P. V.

charges des arrérages desdites décimes, pour le passé. L'acte & les pièces qui y sont relatives, sont insérés au Procès-verbal. T. III, p. 95, 96. P. Just. p. 9.

Lesdites décharges allouées aussi par l'Ass. de 1645, à la charge que les Peres Feuillants rapporteront ratification du Chapitre-Général de leur Ordre, de la soumission & promesse faites ci-devant par le P. Fronton, leur Procureur, de payer leurs décimes à l'avenir ; faute de quoi les parties seront rayées. T. III, p. 163, 164.

§. II. Entreprises des Feuillants sur l'autorité épiscopale.

I. Dom Roger, Feuillant, Abbé triennal de Saint-Martin de Limoges, entreprend de prêcher & de confesser dans le Diocèse, contre la défense de l'Evêque de Limoges, qui lui avoit été signifiée par écrit : il appelle de la défense au Saint-Siege, protestant ne pouvoir déférer à la défense ; & en cas qu'on veuille passer outre, au préjudice de son appel, il déclare qu'il se rend appellant comme d'abus au Parlement de Bordeaux, de la défense & de tout ce qui s'ensuivra. Sur l'assignation au Parlement, l'Evêque de Limoges, qui avoit toutes ses causes évoquées d'icelui, se pourvoit au Conseil. Arrêt contradictoire intervient le 15 Mars 1647, par lequel les différends entre le Sgr. Evêque & Dom Roger sont évoqués & renvoyés au Parlement de Paris. Dans le cours du procès, ce Religieux s'ingère de prêcher contre la défense, & dans son Sermon, il offense publiquement la personne du Prélat : là-dessus information du Promoteur : appel comme d'abus de l'information & de la permission d'informer.

Un Religieux du même Ordre, Dom Gabriel de Saint-Joseph, successeur de Dom Roger dans l'Abbaye de Saint-Martin, entreprend aussi de consacrer dans le Diocèse de Tulles, une Eglise & des Autels avec les habits pontificaux & les cérémonies accoutumées. Ces entreprises sont déferées à l'Ass. de 1650. On observe que ces entreprises étoient fondées sur le Livre intitulé : *Privilegia Regularium*. L'Ass. nomme des Commissaires pour examiner le Livre & l'affaire des deux Religieux. Le Livre est censuré, & une Lettre circulaire est envoyée aux Evêques, avec une Lettre particulière à M. de Tulles. L'Ass. y marque à ce Prélat, qu'il doit inter-

Uuu

dire cette Eglise mal consacrée, & procéder contre les excès de cet Abbé prétendu, afin de le punir dans les formes, pour avoir violé celles de l'Eglise. Dom Roger présente Requête à l'Assemblée, pour être oui. Les Conmissaires lui donnent audience : il offre de faire satisfaction à M. de Limoges ; mais n'ayant voulu convenir de la forme, il appelle ensuite comme d'abus des Ordonnances de l'Assemblée, qui ordonne de le mettre en prison ; ce qui n'est point approuvé par M. le Premier-Président : il est débouté de son appel.

M. l'Evêque de Limoges demande avis à l'Assemblée, sur la satisfaction qui doit être faite par le Général des Feuillants, le Provincial & Dom Roger : sur quoi, la Compagnie ayant fait lecture de l'acte dressé, l'a approuvé, & a été d'avis de le faire exécuter, ainsi que ce qui avoit été ci-devant résolu ; savoir, que, par la Lettre circulaire, les Evêques seront avertis de la révolte dudit Roger ; qu'ils useront des mêmes peines, contre lui, que contre l'Auteur du Livre censuré, lui interdisant & à tous ceux de son Ordre, toutes sortes de fonctions dans leurs Diocèses, & même leur refusant l'imposition des mains pour leur conférer les Ordres sacrés, jusqu'à ce que la Congrégation des Feuillants ait fait à M. de Limoges, une satisfaction convenable. T. III, p. 605 jusqu'à 610. *Leur circulaire, Censure du Livre, Lettre à M. de Tulle*, P. J. p. 71 & suiv.

En l'Ass. des Prélats se trouvant à Paris en 1651, il est parlé de l'affaire de M. de Limoges, contre Dom Roger, qui refusoit de signer la minute de la satisfaction qu'il devoit rendre à ce Prélat. Les Prélats assemblés conclurent unanimement, que les Supérieurs de l'Ordre seront obligés de faire obéir ledit Dom Roger, & qu'en cas qu'il refusât de le faire & de signer la satisfaction qu'ils avoient consentie, & signée volontairement en son absence, il seroit envoyé extrait d'icelle dans les Provinces, avec une Lettre circulaire à Mrs. les Prélats, pour les exhorter de ne point relâcher de leur première conduite sur ce sujet, jusqu'à temps que tout l'Ordre desdits Peres Feuillants, ait satisfait M. l'Evêq. de Limoges, ou par la satisfaction personnelle dudit Roger, à laquelle il s'efforceroit, par toutes voies, à l'engager, ou par un désaveu public qu'il seroit de sa désobéissance. T. IV, P. Just. p. 8, 9.

II. En l'Ass. de 1651, M. l'Evêque de Soissons fait le Rapport d'un Arrêt par lui obtenu contre deux Religieux Feuillants, établis dans un petit Couvent de leur Ordre, au Diocèse de Soissons, lesquels avoient changé les cérémonies de l'Eglise dans la célébration de la Messe : exposé de l'affaire : délibération de l'Ass. qui ordonne la remise des pièces à la fin du Procès-verbal. T. VII, p. 458, 459, 460.

Les pièces concernant cette affaire des Feuillants de Blérancourt, au Diocèse de Soissons, sont rapportées, T. VII, P. J. p. 46 & suiv.

FÉVRET.

[TRAITÉ DE L'ABUS.]

Voyez Abus.

FIEFS.

Voyez Aides. [Loyaux.] Foi & hommage. Franc-Fief.

FIEFS-FERMES.

[DROIT DE]

Voyez Domaine du Roi.

FIGEAC.

Voyez Cahors, n°. VI.

FINANCES.

Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans, en 1560, contient quelques articles concernant les Finances. L'art. 140 a pour objet la modération des dépenses & des pensions. L'article 141 regarde les restes ou reliquats de deniers de ses Finances, que S. M. est priée de ne point abandonner. L'art. 142 est contre le don ou la concession des confiscations & autres droits semblables. L'art. 143 est pour la réduction des Officiers des Finances du Roi. Recueil, p. 957, 958.

Le Cahier des Etats de Blois, en 1577, contient aussi plusieurs articles touchant le rétablissement des Finances. Ils se rapportent à la suppression d'un grand nombre de titres des offices de Judicature & autres, Recueil, p. 1064 & suiv.

Aux Etats-Généraux de Blois, en 1588, le Roi envoie aux Chambres l'état de ses Finances & de sa dépense, signé du Greffier du Conseil ; la recette montant à neuf millions d'écus, & la dépense, pour l'année suivante, devant être pour le moins de onze millions d'écus : là-dessus, les trois Etats présen-

tent une Recette
Chambre con-
sée de vingt-
six nommés
cune des trois
Présidents &
l'un des Prê-
& l'autre par
cureur-Général
nomination
huit Conseil
proposer au
Chambres se-
qu'au nombre
choisira vingt
que la Cham-
Ordres. T. I.
Aux Etats
trois Ordres
le chapitre de
ce chapitre
de leur Cahier
l'établissement
sée des trois
des malver-
glise & le Ti-
putés pour ce
blesse, sur la
de l'exécution
à la proposi-
certaines con-
aussi aux mên-
jestes en ren-
de la présen-
blesse insulte
pendant la re-
représentation
Majestés : me-
hier sur ce fu-
164, 165.

La réforme
objet des Etats
tent à cet égard
& dépense
Président Jean
part des Ordres
communication
nistrations
diffère la le-
qu'à ce que
ticulière lui
est blâmé par
sident Jean
nances son-
bres. Confé-
de recette
cation des
six Députés
jointement
états com-
21500000

rent une Requête pour l'érection d'une Chambre contre les Partisans, composée de vingt-quatre Conseillers, dont six nommés par le Roi, & six par chacune des trois Chambres, avec deux Présidents & un Procureur-Général; l'un des Présidents nommé par le Roi, & l'autre par les Etats, ainsi que le Procureur-Général. Le Roi désapprouve la nomination d'un Président & de dix-huit Conseillers par les Etats : il fait proposer au Tiers-Etat de tirer des Chambres souveraines des Juges jusqu'au nombre de cent, desquels il en choisira vingt ou vingt-quatre. Arrêté que la Chambre sera composée des trois Ordres. T. I, p. 476 jusqu'à 479.

Aux Etats-Généraux de 1614, les trois Ordres délibèrent fort au long sur le chapitre des Finances, & font de ce chapitre un des principaux objets de leur Cahier. La Noblesse demande l'établissement d'une Chambre, composée des trois Ordres, pour la recherche des malversations des Financiers. L'Eglise & le Tiers-Etat nomment des Députés pour conférer avec ceux de la Noblesse, sur les moyens & les facilités de l'exécution. Le Tiers-Etat se joint à la proposition de la Noblesse, sous certaines conditions : l'Eglise s'y joint aussi aux mêmes conditions : Leurs Majestés en renvoient la réponse au temps de la présentation du Cahier. La Noblesse insiste à ce qu'il y soit procédé pendant la tenue des Etats : nouvelles représentations des trois Ordres à Leurs Majestés : même réponse. Article du Cahier sur ce sujet. T. II, p. 118 jusqu'à 123, 164, 165.

La réforme dans les Finances, autre objet des Etats. Leurs Majestés consentent à cet examen : les états de recette & dépense du Roi sont offerts par le Président Jeannin; acceptation de la part des Ordres, & demande d'une communication plus particulière de l'administration des Finances. Le Tiers-Etat diffère la lecture des états offerts, jusqu'à ce que communication plus particulière lui en soit donnée; en quoi il est blâmé par Leurs Majestés. Le Président Jeannin & les Intendants des Finances sont envoyés aux trois Chambres. Conférences offertes sur les états de recette & de dépense : la communication desd. états est donnée aux trente-six Députés des trois Chambres conjointement : rapport du contenu aux états communiqués : total de la dépense 21500000 liv. : recette 17800000 liv.,

oultre 18 millions & tant de cent mille liv. qui se levent & s'emploient par les Provinces. On demande de nouveaux états; on en distingue de deux sortes : les premiers, contenant la recette & la dépense destinées pour le public; le second, celle qui concerne les personnes particulières, ou lieux particuliers; comme gages des Officiers, rentes constituées, &c. On conclut par demander; que, pour la direction desdits deux états, soient établis des Intendants, pris des trois Ordres. Articles du Cahier des Etats sur cet objet. T. II, p. 123 jusqu'à 132, 164.

Aux mêmes Etats, plusieurs avis furent proposés pour le soulagement de l'Etat & le rétablissement des Finances. On s'arrêta sur-tout aux ouvertures & projet du sieur de Beaufort, touchant la réduction des offices, tant de Judicature, que de Finance. Voyez Offices de Judicature.

Le Roi, dans sa réponse au Cahier des Etats, s'engage à établir une Chambre pour la recherche des Financiers. T. II, p. 231.

FLANDRE.

I. QUELQUES Pourvus en Cour de Rome, à titre de réserve, dispuoient, au Chapitre de Lille, le droit d'élire à ses Dignités; & sous prétexte que le Pape, suivant un simple usage, conféroit les Prébendes simples pendant huit mois de l'année, ils prétendoient étendre cet usage aux Dignités, sans avoir égard au droit commun, à l'usage même & à la possession de toutes les Eglises des Pays-Bas Catholiques, dans lesquelles les Dignités sont électives en tous mois.

M. l'Abbé de Valori, nommé par le Chapitre au Doyenné de Lille, demanda la protection de l'Assemb. de 1726, dans une instance portée au Conseil du Roi, au sujet de ce Bénéfice. L'Ass. députa deux Prélat, pour, avec Mrs. les Agents, solliciter le Procès en faveur du Chapitre de Lille. T. VII, p. 801 & f.

II. A qui, dans la Flandre, la charge des réparations des Eglises Paroissiales & des Presbyteres? Voyez Décimateurs, §. I, n°. II.

FLOUR. [SAINT-]

1°. L'Evêque de Saint-Flour rend une Ordonnance concernant l'âge nécessaire aux servantes des Ecclésiastiques, où il comprend les Chanoines de la Ca-

thédrale: le Chapitre appelle comme d'abus de cette Ordonnance, se disant indépendant de la Jurisdiction de l'Evêque, fondé sur une transaction de 1498, homologuée en Cour de Rome: elle portoit, que l'Evêque ne pourroit, en aucuns Statuts synodaux, ni Réglemens concernant la réformation des mœurs de son Clergé, comprendre les Chanoines & Habituez de l'Eglise Cathédrale, si ce n'étoit par l'avis, conseil & consentement des Chanoines, &c. Sur quoi, après plusieurs Audiences à la Grand'Chambre, le Parlement de Paris a rendu un Arrêt, le 21 Août 1696, qui déclare, qu'il y avoit abus dans cette transaction & homologation, & maintient l'Evêque de Saint-Flour en tous les droits de Jurisdiction sur le Chapitre, & de correction des Membres de ce Corps, tels qu'ils lui appartiennent, en qualité d'Evêque, & ainsi que sur tous les autres Ecclesiastiques du Diocèse. T. VI, P. J. p. 143, 144, 194 & f.

2°. Le 3 Mars 1695, l'Evêque de Saint-Flour avoit rendu une Ordonnance, qui portoit, que les Chanoines se mettroient à genoux, lorsque l'Evêque donne la Bénédiction: autre appel comme d'abus de la part des Chanoines, qui se disoient en possession de ne faire qu'une inclination. Il fut ordonné, par l'Arrêt ci-dessus, que les Parties informeroient respectivement dans un mois de leurs faits, pardevant le Lieutenant-Général de Clermont; même rapporteroient des certificats en bonne forme de la Métropole de Bourges, & des autres Eglises voisines, & nommément de celle de Clermont, touchant leur usage à cet égard. T. VI, P. Just. p. 297.

3°. M. l'Evêque de Saint-Flour représente, à l'Assemb. de 1745, l'abus introduit depuis long-temps au Bureau Diocésain de Saint-Flour, où il y avoit dix-huit ou vingt Députés, au préjudice d'une délibération de l'Assemb. Génér. de 1606; que pour remédier à cet abus, il avoit obtenu un Arrêt du Conseil, qui ordonne l'exécution de cette délibération, par provision, & jusqu'à la prochaine Assemb. Gén.: il demande la protection de l'Ass., pour obtenir un Règlement. L'Ass. renvoie l'examen de cette affaire à des Commiss.: sur leur rapport, délibération portant, que celle du 12 Avril 1606 sera exécutée: en conséquence, le nombre des Députés de la Chambre Diocésaine de Saint-Flour, a

été fixé à six, non compris l'Evêque ou son Grand-Vicaire, ni le Syndic, lesquels seront élus au Synode Diocésain. T. VII, p. 1062 & f.

4°. Mrs. les Commissaires pour les dettes des Diocèses, en l'Ass. de 1730, observant que tous les Diocèses avoient envoyé des états certifiés en exécution de la délibération de la dernière Ass., à l'exception du Diocèse de Saint-Flour. L'Ass. a chargé Mrs. les Agents d'écrire à ce sujet à M. l'Evêque de Saint-Flour, & de lui demander la déclaration des dettes & des emprunts de son Diocèse. T. VII, p. 1016, 1017.

5°. En exécution d'une délibération de l'Ass. de 1730, la Compagnie passe un acte avec M. Ogier, par lequel M. Ogier a été déchargé de la condition qui lui avoit été imposée par l'apostille employée par l'Ass. de 1716, sur un article de reprise portée dans la dépense de ses comptes, concernant les impositions du Diocèse de Saint-Flour, pour le premier terme de 1730. Il avoit été arrêté, par cette délibération, que le Jugement du Procès, pendant au Conseil, entre le Diocèse de Saint-Flour, le Receveur des décimes de ce Diocèse & le sieur Ogier, pour raison de ce, seroit poursuivi à la diligence de Mrs. les Agents, aux risques du Clergé-Général. Sur quoi, la Compagnie les a chargés de terminer, s'il est possible, le procès dont il s'agit, par la voie d'accommodement, de la manière qui leur paroîtra la plus juste & la plus convenable. T. VII, p. 1188, 1189.

FOI CATHOLIQUE.

Voyez Doctrine.

FOI. [PROFESSION DE]

I. L'ART. 10 du Cahier, autorisé par Lettres-Patentes du Roi Charles IX, en 1574, prescrit pour tous les Bénéficiers, de quelque qualité qu'ils soient, & pour tous ceux qui se présentent aux Ordres majeurs & mineurs, une profession de Foi entre les mains de l'Evêque, suivant la forme sur ce prescrite par Pic IV. Recueil, p. 975.

Par l'art. 11, même profession exigée & renouvelée tous les ans, pour tous Docteurs, Régents, Principaux, Maîtres & tous autres Officiers, ayant charges aux Universités, Collèges, Ecoles; de même pour ceux qui veulent obtenir quelque degré en quelque Faculté que ce soit. Recueil, p. 976.

II. Sur la profession de Foi concernant la *St^e Eucharistie*. *V. Eucharistie.*

FOI ET HOMMAGE, AVEUX ET DÉNOMBREMENTS.

§. I. Fondemens de l'Immunité Ecclésiastique, touchant les Foi & Hommage, Aveux & Dénombrements.

I. On a sur cette matière le *savant Rapport* fait par M. l'Archev. de Narbonne, dans l'Ass. Gén. de 1775 : il établit d'abord l'état de la question.

Les Officiers de la Chambre des Comptes, prétendent que les Ecclésiastiques sont tenus de prêter foi & hommage, & de rendre aveux & dénombrements, pour raison des fiefs qu'ils possèdent dans la mouvance du Roi, & de donner des Déclarations détaillées des héritages qu'ils ont dans la directe de S. M. Le Clergé de France a toujours soutenu, au contraire, que les biens qui appartiennent à l'Eglise, soit féodaux, soit roturiers, situés dans la mouvance du Roi, sont affranchis de cette charge.

Les Officiers du Roi prétendent que les devoirs féodaux sont inséparables de la qualité de vassal ; qu'ils sont de leur nature imprescriptibles, & aussi inaliénables dans la main du Roi, que le reste de son Domaine. Le Clergé soutient, au contraire, qu'ils peuvent être suppléés par des Déclarations sèches, qui ne donnent ouverture à aucuns frais, ni à aucunes prestations utiles ; que le Clergé a pu en être légitimement affranchi, & que dans le fait, ses biens en ont été exempts, soit par la nature des concessions qui lui ont été faites, soit par des titres postérieurs, dont les Rois & les Tribunaux ont reconnu la légitimité & l'efficacité.

Sans se jeter dans la discussion de l'origine des fiefs, il est généralement reconnu que les fiefs sont des héritages, ou des droits immobiliers, dont les Seigneurs se sont réservé le domaine direct, & ont transmis à leurs Vassaux le domaine utile, à certaines charges & sur-tout à celle de la fidélité.

On appelle foi & hommage la reconnaissance solennelle que tout Vassal fait à son Seigneur, à cause du fief qu'il possède dans sa Seigneurie. Les biens inféodés constituent la mouvance du Seigneur, laquelle n'est bien connue & déterminée, que par la descrip-

tion des fiefs qui la composent ; de-là les aveux & dénombrements.

Tous les fiefs en France viennent originairement du Roi : mais les inféodations & sous-inféodations ont fait, que dans l'état actuel, ils ne relevent pas tous immédiatement de lui ; & quoi-que de proche en proche, ils soient tous rapportés au Souverain qui en a fait les premiers partages, il a aujourd'hui, comme les autres Seigneurs, sa mouvance particulière & séparée.

Dans les règles ordinaires, tous les Vassaux doivent foi & hommage, aveux, &c. à leur Seigneur ; il s'agit de voir à quels titres le Clergé croit être exempt de ces devoirs.

La plus ancienne Loi sur cet objet, dit M. l'Archevêq. de Narbonne, qui soit parvenue à notre connoissance, est celle de Philippe le Long, en 1310, rapportée par Fontanon : elle dispense les Vassaux Ecclésiastiques de faire aucun nouveau serment, de payer aucune finance, de donner aucunes nouvelles reconnoissances. Autre Ordonnance de Charles V, de l'an 1374, par laquelle ce Prince défendit aux Sénéchaux de Toulouse, Carcassonne & Beaucaire, de contraindre les Ecclésiastiques à rendre foi & hommage, à moins qu'il ne parût par les registres de leurs Sénéchaussées, ou par d'autres titres, qu'ils y étoient assujettis. L'exception étoit donc générale, à moins qu'il n'y eût des titres particuliers contre.

A cette Loi succèdent près de deux siècles de silence de la part du Législateur. On ne peut tirer des lumières sur la pratique de ces temps, que par quelques faits particuliers : tel est celui du Procureur du Roi de Péronne, qui avoit fait saisir deux terres des Religieux de Saint-Vaast d'Arras, faute de devoirs féodaux faits. Ces Religieux ayant justifié que lesdites terres leur avoient été amorties par Théodoric & par Charlemagne, ils obtinrent main-levée & décharge, tant pour eux que pour leurs successeurs, par Sentence du Gouverneur, en 1527.

L'Ordonnance par laquelle François I convoqua le ban & l'arrière-ban en 1539, n'y appella que les Ecclésiastiques possédant des biens non amortis. En 1547, des Lettres-Patentes de Henri II, dispensèrent le Clergé de fournir aveux & dénombrements, & de payer aucune finance de ses biens & possessions amortis par S. M., ou par ses prédécesseurs Rois.

Sous le regne orageux de Charles IX, le Clergé fut menacé de perdre, avec une partie de ses biens, les privilèges qui y étoient attachés : il ne craignit pas de faire des sacrifices pour les conserver : il accorda à l'Etat des subventions immenses, & obtint différentes loix, qui, toutes motivées sur l'importance de ses Dons, & sur l'amortissement de ses biens, le dispensèrent de donner, sous quelque titre que ce fût, des Déclarations de ces temporalités. Telles sont les Lettres-Patentes de 1566, enregistrées au Parlement, celles de 1571 & 1572. Dans ces dernières, le Roi déclara qu'il n'avoit pas entendu comprendre les Ecclésiastiques dans les Lettres données pour la confection de son papier terrier, & de celui des Princes ses frères. Celles de 1574 sont encore plus précises : elles défendent d'exiger des Bénéficiers des Déclarations, aveux & dénombremens de leurs biens amortis, dont ils sont en possession immémoriale de jouir en pleine liberté, sans être tenus d'en bailler, ni qu'ils en aient baillé depuis 40 ans, aucuns aveux, &c. L'Arrêt d'enregistrement de ces Lettres, porte, que les Ecclésiastiques, au nouvel avènement de chacun Roi, quand ils en seront requis, seront tenus de bailler, par déclarations, ce qu'ils ont de nouvel acquêt, & s'ils n'ont aucune chose, main-levée de leur Temporel leur sera accordée.

Sous le regne de Henri III en 1575, il parut de nouvelles Lettres-Patentes enregistrées au Parlement. Elles déclareront les Ecclésiastiques exempts pour leurs biens amortis & payant décimes, des droits de franc-fief, nouvel acquêt, relief & rachat, & de fournir Déclarations, aveux & dénombremens, nonobstant toutes dispositions contraires de certaines Coutumes.

Henri IV suivit les traces de ses Prédecesseurs. Des Lettres-Patentes enregistrées au Parlement en 1596, maintinrent le Clergé dans l'exemption de donner Déclarations, aveux & dénombremens de ses biens, sous peine aux Juges qui les exigeroient, d'en répondre en leur propre & privé nom.

En 1605, la Chambre des Comptes de Paris accorda, par Arrêt, main-levée à quelques Bénéficiers de Touraine & de Berri, des saisies faites sur eux, pour raison de foi & hommage non faits, aveux & dénombremens non rendus, en justifiant par eux de l'amortissement des biens saisis.

En 1606, Henri IV donna de nouvelles Lettres-Patentes, dans le préambule desquelles on lit ces paroles : *Combin que ce soit comme un droit commun observé en notre Royaume, tant en nos Cours de Parlement que Chambres des Comptes, que lesdits Ecclésiastiques & autres gens de main-morte, pour leur domaine amorti, ne doivent aucuns aveux & dénombremens, ni tenus de faire foi & hommage pour ce qui est mouvant de nous...* En conséquence le Roi excepte le Clergé de bailler par Déclaration, aveux & dénombremens, & de payer aucune finance pour ses biens amortis, & accorde pleins & entiers main-levée des saisies faites pour raison des foi, &c. La Chambre des Comptes enregistra en 1607, ces Lettres-Patentes : les termes de l'Arrêt sont remarquables. Ordonné que les exposants jouiront de l'effet d'icelles, pour les terres & héritages amortis par Lettres-Patentes, venues en ladite Chambre ; & quant aux terres & héritages non amortis, leur en a, ladite Chambre, fait pleine main-levée, à la charge que dans un an, ils seront tenus d'en faire foi & hommage, & en bailler aveux & dénombremens. L'Abbé de Bourgueil obtint, conformément à ces Lettres & à l'Arrêt, main-levée des saisies faites sur lui peu de temps après ; & comme divers Bénéficiers continuoient d'être poursuivis, le Roi, par autres Lettres-Patentes de 1607, confirma les précédentes, donna main-levée des saisies, défendit aux Chambres des Comptes & aux Officiers du Trésor, de procéder pour raison des foi & hommage, aveux & dénombremens contre les Ecclésiastiques, sous peine de nullité, cassation de Procédures, dépens, dommages & intérêts, amende, &c. Cette Loi resta sans enregistrement, & n'arrêta pas les poursuites & les saisies.

Au §. suivant, on expose les suites de l'affaire & tout l'intérêt qu'y ont pris les Ass. du Clergé.

Les Ordonnances, Lettres-Patentes & Arrêts d'enregistrement qu'on vient de citer, supposent comme certain le principe, que l'amortissement vaut affranchissement des devoirs féodaux. Les Jurisconsultes les plus accrédités conviennent que l'amortissement est à cet égard, *Manumissio à lego fendi*.

Tout ceci est extrait du rapport fait, par M. l'Arch. de Narbonne, à l'Ass. de 1775. T. VIII, p. 2261 jusqu'à 2294.

II. Il fut dressé dans l'Ass. de 1670,

par un Prélat de Mémoire égale & les faits du. En suivant l'ass. ports, il distingué Ecclésiastiques mes ne pouvoit hommage, avec parce qu'elles n'ont, ni par parce qu'elles n'ont pas, les biens allo-

Pour les fiefs la nature des an Empereurs Ro l'application a sur la nature de qui sont voués à l'Eglise, pour salut des ames donnés en fran que les Usufruits des droits & de ce que, en ce perd pas ses fiefs commis par le seulement priv fruits : 4°. sur portent remise & féodal, & c. amortis le ca tous les biens blent tels à se qu'elle tient de sont amortis particuliers for tir ceux qu'il aliénations & sur les Contra sur l'impossibi de propriétés Procès qu'il y les Loix, dont sent le Tabl 1273. Le Mén Just. p. 60 & c.

III. Le rapp de Narbonne pose dans un de l'exemptio aux foi & ho tres & posses T. VII, p. 8

Il faut join montrances au On y réunit co pouvoit faire exemption : e le plus ancien Privilèges du sur la nature

par un Prélat de la même Assemblée, un Mémoire également détaillé sur le droit & les faits du Privilège Ecclésiastique. En suivant l'affaire sous ces deux rapports, il distingua les différents biens Ecclésiastiques, & observa que les dîmes ne pouvoient être sujettes à foi & hommage, aveux & dénombremens, parce qu'elles ne relevent d'aucun Seigneur, ni par le fief, ni par le cens, parce qu'elles sont spirituelles & réputées biens allodiaux.

Pour les fiefs, il s'appuya, 1°. sur la nature des anciennes Concessions des Empereurs Romains, dont il étendit l'application aux foi & hommage : 2°. sur la nature des biens Ecclésiastiques, qui sont voués & consacrés à Dieu & à l'Eglise, pour le seul culte divin & le salut des âmes ; c'est-à-dire, selon lui, donnés en franche aumône : 3°. sur ce que les Usfruitiers ne sont pas tenus des droits & devoirs féodaux, & sur ce que, en conséquence, l'Eglise ne perd pas ses fiefs pour crime de félonie commis par les Titulaires, qui sont seulement privés de la jouissance des fruits : 4°. sur les amortissemens qui portent remise de tout droit seigneurial & féodal, & communiquent aux biens amortis le caractère de l'allodialité : tous les biens donnés à l'Eglise, semblent tels à ses yeux, parce que ceux qu'elle tient de la bienfaisance des Rois, sont amortis par-là même, & que les particuliers sont obligés de faire amortir ceux qu'ils donnent : 5°. sur les aliénations & subventions du Clergé ; sur les Contrats passés avec nos Rois ; sur l'impossibilité de fournir les titres de propriétés Ecclésiastiques ; sur les Procès qu'il y auroit à craindre ; sur les Loix, dont on a précédemment présenté le Tableau. T. VIII, p. 2272, 2273. *Le Mémoire se trouve au T. V, P. Just. p. 60 & suiv.*

III. Le rapport de M. l'Archevêque de Narbonne dans l'Ass. de 1726, expose dans un nouveau jour les preuves de l'exemption du Clergé par rapport aux foi & hommage, aveux, &c. Titres & possession, objet de ce Rapport. T. VII, p. 812 & suiv.

Il faut joindre à ce rapport, les remontrances au Roi de la même Assemblée. On y réunit tous les motifs que le Clergé pouvoit faire valoir en faveur de son exemption : elle y fut présentée comme le plus ancien & le plus important des Privilèges du Clergé, comme fondée sur la nature des biens, sur les titres

les plus solennels, & sur une possession immémoriale. T. VII, p. 813 & f.

La même exemption fut l'objet d'un rapport particulier, fait dans l'Ass. de 1760, par Mrs. les *gens sortant d'exercice*. Dans ce rapport, on insiste particulièrement sur l'autorité des Auteurs les plus estimés, tels que M. le Président le Maître, Bacquet, Chopin, Despeisses, & sur les Loix anciennes, rendues jusqu'en 1614, & les Contrats passés jusqu'à nos jours. T. VIII, p. 2281, 2282.

IV. Les fondemens de l'Immunité Ecclésiastique à l'égard des foi, hommage, aveux, &c. sont amplement déduits dans un Mémoire du sieur Estève, Avocat du Clergé ; Mémoire présenté à l'Ass. de 1750, & placé aux Archives du Clergé. Il embrasse tous les fondemens de l'exemption & les moyens de la défendre.

Après avoir posé l'état de la question, & avoir fait envisager la situation du Clergé depuis les Arrêts de surseance, & les Loix de 1674 & 1725 ; après un préambule sur la nature des biens des Ecclésiastiques, l'auteur expose les exemptions & immunités accordées à leurs personnes, il déduit les moyens dans cinq chapitres différens.

L'objet du premier, est de prouver que les biens de la dotation des anciennes Eglises, ont été donnés avant l'établissement des fiefs ; qu'ils ne peuvent, par conséquent, être sujets aux devoirs féodaux. La nature & les effets de l'amortissement, sont l'objet du second chapitre, & l'Auteur le présente comme le fondement de l'exemption, surtout pour les biens de fondation moderne. Le troisième chapitre est consacré à prouver l'exemption du Clergé, par le témoignage des Jurisconsultes & des Auteurs les plus célèbres. Le quatrième fait l'énumération des déclarations, Lettres-Patentes & autres titres qui ont confirmé l'immunité ; & il résulte de cette énumération & des motifs sur lesquels ces Loix ont été rendues, que cette franchise est acquise à titre onéreux. On prouve dans le dernier chapitre, que la prestation de la foi & hommage, ainsi que des aveux & dénombremens par les Ecclésiastiques, ne peut être d'aucune utilité au Roi, & devient très-onéreuse au Clergé. T. VIII, p. 2280, 2281.

V. Le rapport d'Agence, fait dans l'Ass. de 1765, par M. l'Abbé de Broglie, consacre les moyens qui peuvent

aider à la défense du Clergé sur le fond de l'affaire générale : ils sont tirés de l'ancienneté de la fondation des Eglises, antérieures à l'existence des fiefs; de la qualité des Fondateurs, tels que nos Rois, ou leurs grands vassaux; de la nature des biens de franc-aleu; des Loix anciennes & nouvelles, rendues en faveur des Ecclésiastiques; & enfin de l'effet des amortissements, déterminé par le témoignage des Auteurs. T. VIII, p. 2282, 2283.

Ce rapport, dit M. l'Archevêque de Narbonne, est infiniment précieux, tant par la solidité des principes qu'il établit, que par les recherches qu'il renferme sur l'étendue & les avantages des différentes tenures, & sur-tout sur celle de la franche aumône. *Rapp. de l'Agence en 1765*, p. 141 & suiv.

§. II. *Attaques & poursuites contre l'Immunité ecclésiast., touchant les Foi & Hommage, Aveux & Dénombrements. Plaintes, Remontrances & Délibérations du Clergé à ce sujet.*

1606.

L'Assemb. de 1606 a été la première qui s'est occupée de l'importante affaire des foi & hommage, aveux & dénombrements. Les poursuites que les Officiers du Roi commencèrent à faire contre les Bénéficiers, devinrent l'objet de les soins; & sur les représentations qui lui furent faites par son Promoteur, que ces entreprises étoient contraires au Contrat de 1596, elle délibéra que la clause relative à cet objet, seroit insérée de nouveau au Contrat qui alloit se passer, & que Mrs. les Agents en poursuiviroient la vérification, tant au Parlement qu'à la Chambre des Comptes, & à celle du Trésor. Cette vérification n'eut pas lieu; mais Henri IV donna la même année de nouvelles Lettres-Patentes enregistrées, qui furent suivies de celles de 1607, non vérifiées. Il en est parlé ci-dessus, §. I. T. I, p. 765, 766. T. VIII, p. 2267, 2268.

1610.

Ces Loix n'arrêtèrent pas les poursuites & saisies dont les Bénéficiers se plaignoient depuis plusieurs années: l'Assemb. de 1610 vint à leur secours, & demanda, par le 24^e art. de son Cahier, que, conformément aux Edits & Lettres-Patentes, les Ecclésiastiques ne fussent poursuivis, sous aucun prétexte, même sous celui de la confiscation du terrier, pour donner aveux & dé-

nombrements de leurs biens. La réponse de Louis XIII, à cet article du Cahier, fut littéralement copiée dans l'art. 9 de l'Edit de 1610, lequel porte, que, *vu les troubles occasionnés aux Ecclésiastiques, à l'occasion des aveux & dénombrements, il députeroit des Commissaires, pour, avec ceux du Clergé, faire quelque bon règlement, par lequel les droits du Roi soient conservés, sans que lesdits Ecclésiastiques en reçoivent aucun dommage.* Et cependant Sa Majesté fait main-levée des saisies faites. T. II, P. Just. p. 8, 9. T. VIII, p. 2268, 2269.

1611.

L'Assemb. de 1612, ayant formé la même demande, art. 5 du Cahier, à l'occasion d'un Arrêt du Conseil contre le Chapitre d'Angers, des Lettres-Patentes de 1612 accordèrent main-levée pour un an, en attendant l'événement des conférences ordonnées en 1710. T. II, p. 33. P. Just. p. 14. T. VIII, p. 2269.

1614.

Les Bénéficiers de l'ancien Domaine de Navarre réuni, quoiqu'assujettis avant leur union, à payer les droits casuels des fiefs, en obtinrent de semblables en 1614. Les Prélats & autres Ecclésiastiques députés aux Etats de Paris en cette année, crurent devoir faire les plus grands efforts pour soustraire le Clergé à cet Etat d'indécision. Ils s'occupèrent des plaintes portées par plusieurs Bénéficiers, & nommément par la Province de Bordeaux. M. le Cardinal de Sourdis éclaira l'Assemb. sur l'importance de l'objet, & insista pour qu'il fût pris une bonne résolution à cet égard. Après une mure délibération, deux Prélats, avec Mrs. les Agents, furent chargés de porter les doléances du Clergé à M. le Chancelier: ils le firent dans les termes les plus vifs, & demandèrent la confirmation pure & simple, des Déclarations & exemptions accordées au Clergé, sans que, sous couleur de confiscation de terrier, il pût être rien fait au préjudice, même contre les Bénéficiers du Domaine de Navarre. M. le Chancelier promit, de la part du Roi, qu'il y seroit pourvu, par une ample Déclaration, au contentement de la Compagnie: sur les poursuites des Prélats députés, fut rendue la Déclaration de 1614, qui accorde à tout le Clergé, même à celui de Navarre, *ores & avenir*, exemption d'aveux & dénombrements, foi & hommage, Déclaration, exhibition de titres, franc-fief & nouvel acquêt.

Cette

Cette Déclaration est le titre le plus précis & le plus clair de l'exemption ; mais on ne voit pas qu'elle ait été enregistrée. Depuis même qu'elle a été accordée à la demande du Clergé, le Conseil de nos Rois ne s'est pas expliqué, que par de simples Arrêts rendus, la plupart dans des circonstances particulières. T. II, p. 211, 212. T. VIII, p. 2270.

Un partisan, en vertu de son Contrat passé en 1609 avec le Roi, vouloit contraindre les Bénéficiers du Diocèse de Saintes, aux aveux & dénombrements de leurs biens. L'Assemblée de 1619 ordonna aux Députés qu'elle envoyoit en Cour, de prendre le soin de cette affaire, & de la recommander à M. le Cardinal de Retz. T. II, p. 339.

Il y eut un Arrêt du Conseil en 1619, par lequel il fut décidé, que les Engagistes des Domaines ne pouvoient demander aux Ecclesiastiques les devoirs féodaux. Un autre Arrêt du Conseil de 1622, confirma le privilège général. Celui de 1623 fut particulièrement adressé au Parlement de Normandie, & à la Chambre des Comptes de Bretagne, en faveur de quelques Bénéficiers de ces Provinces. Celui de 1625 ordonna qu'il seroit procédé dans six mois à l'enregistrement dans les cours des Loix, précédemment rendues en faveur de l'exemption. Les Evêques de Nantes & de Valence obtinrent en 1630, des Arrêts particuliers du Conseil, qui les déchargèrent des poursuites commencées contre eux. Celui de 1633 renfermoit des dispositions générales, & défendoit nommément à la Chambre des Comptes de Dauphiné, aux Trésoriers de France, de Bourges & de Riom, & à tous autres Juges, de poursuivre les Ecclesiastiques à raison des foi, &c., sous peine de nullité & cassation des procédures. T. VIII, p. 2270.

Cette suite de contradictions toujours renaissantes & de remèdes insuffisants, déterminâ l'Assemblée de 1635 à examiner l'affaire sous tous ses rapports : elle balança les avantages que le Clergé pouvoit trouver à donner les Déclarations de ses fiefs, terres & Domaines, pour en prévenir l'usurpation & les inconvénients qu'il pouvoit y avoir à se départir de l'exemption. Le résultat fut, qu'on s'opposeroit vivement aux poursuites des Officiers du Roi. Les Commissaires chargés du tra-

Table de la Coll. des P. V.

vail, instruisirent l'Assemblée, que le Conseil du Roi ne vouloit accorder qu'une surseance de cinq ans pour les foi & hommage, & de dix ans pour les aveux & dénombrements. Quelque étonnant que paroisse ce changement de langage, après les Lettres-Parentes de 1606 & la Déclaration de 1614, le Conseil du Roi refusa de revenir sur ses pas. L'Assemblée fit les plus vives instances auprès de M. le Card. de Richelieu : il promit, & on ignore quel fut l'effet de ses promesses. Mais un Arrêt du Conseil, de 1638, parut trancher la question, en n'accordant aux Ecclesiastiques qu'un délai de trois ans, pour faire foi & hommage, sans être tenus de rien payer pour ce devoir, & un délai de cinq ans pour fournir les aveux & dénombrements. Cet Arrêt les dispensa de présenter leurs anciens aveux & les titres justificatifs de leurs propriétés, conformément à l'Edit de Melun, après serment fait que lesdits titres ont été perdus, ou ne sont pas en leur possession. T. II, p. 731, 732. T. VIII, p. 2270, 2271.

Les Lettres d'amortissement général de 1641, déclarèrent amortis tous les biens acquis par les Bénéficiers, jusqu'à cette époque, sans qu'on pût les forcer à en bailler déclaration, ni payer finance pour amortissement, ou autres droits quelconques. Voyez Amortissement, §. I.

Un Arrêt du Conseil fut rendu en 1642, en faveur du Prieur de Toiselai, dans les mêmes circonstances & dans la même espèce que celui de 1619, contre les Engagistes des Domaines du Roi. Il annonçoit, par une disposition générale, que les Ecclesiastiques étoient dispensés des foi & hommage, pour les biens qu'ils possèdent dans la mouvance du Roi. T. VIII, p. 2271.

L'Arrêt de 1645 défendit au Procureur-Gén. de la Chambre des Comptes de Rouen de continuer ses poursuites contre le Prieur de Colimel. Il y en eut de semblables sous les années 1650, 1654, 1657. L'Ass. de 1645 étoit intervenue en faveur de la Sainte-Chapelle de Dijon & de l'Evêq. de Cornouaille ; celle de 1650 en faveur de l'Ev. d'Angers & autres Ecclesiastiques ; celle de 1655 en faveur des Bénéficiers du Duché de Valois, dans l'apanage de M. le Duc d'Orléans. T. III, p. 381, 636. T. IV, p. 329. T. VIII, p. 2271, 2272.

Le dernier Arrêt n'accordoit de surseis aux Bénéficiers poursuivis, que jusqu'à

V v v

1641.

1642.

1645, 1650,
1654, 1657.

1660.

la prochaine Assemb. de 1660 : c'étoit annoncer que le Gouvernement vouloit se concerter avec elle sur un objet de si grande importance. Cette Assemblée nomma donc une Commission particulière, dont M. l'Arch. de Rouen fut le Chef. Il paroît, par le Procès-verbal, que les travaux de cette Commission se bornèrent à des conférences avec les Ministres. Ce fut dans une de ces conférences, que M. le Chancelier dit aux Commissaires de l'Assemblée, que le Clergé ne pouvoit se prétendre exempt de foi & hommage, aveux, &c. ; qu'il avoit seulement droit à ce que ces devoirs fussent reçus gratuitement par les Chambres des Comptes. La Compagnie ne crut, ni pouvoir déferer aux vœux du Gouvernement, ni faire le sacrifice d'un privilège dont elle jouissoit à tant de titres : elle obtint un Arrêt du Conseil, qui accorda main-levée à tous les Bénéficiers, des saisies faites sur eux ; mais elle eût désiré que l'Arrêt défendît ces saisies à l'avenir, *sous peine de nullité* : elle ne put l'obtenir. T. IV, p. 732, 733. T. VIII, p. 2272.

La confection du papier terrier du Roi, fut l'occasion de plusieurs plaintes portées à l'Assemblée de 1660 : elle demanda une Déclaration enregistrée en la Chambre du Domaine, portant que S. M. n'avoit pas entendu comprendre les Ecclésiastiques, ni les biens dont eux & leurs Fermiers sont & étoient en possession, avant l'exécution de la nouvelle Déclaration faite pour le nouveau papier terrier, foi & hommage, aveux & dénombremens ; portant aussi la main-levée des saisies faites pour raison de ce. M. l'Ev. de Chartres remit à l'Assemblée cette Déclaration, qui décharge les Ecclésiastiques de la recherche qu'on leur faisoit pour la confection du papier terrier : elle étoit adressée au Parlement : l'Assemblée en poursuivit l'enregistrement ; ne pouvant l'obtenir avant sa séparation, elle laissa ce soin aux Agents & aux Prélats à la suite de la Cour. Les Chartreux avoient déjà obtenu au Parlement un Arrêt très-favorable, qui les déchargeoit des assignations à eux données, au sujet de la confection du papier terrier. T. IV, p. 733 & suiv.

1665.

L'Assemblée de 1665 reprit l'affaire de l'exemption générale, sur les instances & les plaintes des Bénéficiers de Normandie, de Guienne, &c. : il fut délibéré de demander une décharge des foi & hommage, aveux & dénom-

bremens, conformément aux privilèges dont jouissoient dans le Royaume les biens amortis. Le Président de l'Ass. eut plusieurs conférences avec M. Colbert, qui demanda les titres de l'exemption du Clergé : on lui remit les Lettres-Parentes de 1606 : ce Ministre promit d'en parler au Roi, & finit par proposer un Arrêt de surseance, que l'Ass. refusa, & qui fut cependant expédié, après la dissolution : il y en eut un particulier pour les Bénéficiers d'Anjou en 1667 ; il en est fait mention dans le Rapport d'Agence en 1670. L'Ass. de 1665 voulut qu'on expliquât au long dans le Procès-verb. les diligences qu'elle avoit faites, dont les Diocèses seroient avertis. T. IV, p. 1006 & suiv. T. V, P. Just. p. 85. T. VIII, p. 2272.

Dans l'Ass. de 1670, il fut délibéré sur les moyens de faire cesser les poursuites & les vexations auxquelles l'Eglise étoit exposée par la recherche des aveux & dénombremens : elle nomma, à cet effet, des Commissaires, qui obtinrent une conférence avec M. Colbert, à qui ils exposèrent les raisons qu'a le Clergé de ne point donner l'aveu & dénombrement de ses biens : elles sont amplement déduites dans le Mémoire dont on a donné l'analyse ci-dessus, §. I, n°. II.

Cette Assemblée obtint un Arrêt, pour deux ans, de la surseance des foi, &c. : elle en demanda cinq, n'étant pas possible aux Ecclésiastiques de faire faire leur papier terrier dans moins de temps. T. V, p. 100, 101, 102. *Le Mémoire*, P. Just. p. 60 & suiv.

L'Arrêt de surseance fut bientôt suivi des Arrêts des 10 Mai & 13 Déc. 1672, & 12 Déc. 1673, qui furent comme les avant-coureurs de la Déclarat. de 1674, enregistrée en la Chambre des Comptes de Paris : elle assujettit les Ecclésiastiq. à donner aux Officiers de ces Chambres des déclarations de tout leur Temporel, de quelque nature qu'il soit, & dans quelque mouvance qu'il se trouve, sans préjudice des foi & hommage, aveux & dénombremens dus au Roi, pour les biens situés dans sa mouvance. Ces Déclarations devoient être envoyées aux plus prochains Juges Royaux des lieux, pour être lues & publiées ; & comme elles étoient destinées à servir de titres nouveaux aux Ecclésiastiques, la Loi vouloit qu'ils justifiasent de leurs propriétés ainsi déclarées, par des actes possessoires antérieurs à l'Edit de Melun, pour les biens amortis alors, & par des titres constitutifs postérieurs à

1641, pour les biens acquis depuis cette époque. Malgré des dispositions aussi précises, cette Loi est restée sans exécution, & le Clergé obtint de nouveaux Arrêts de surséance : l'Ass. de 1675 en eut un pour deux ans. T. V, p. 261, 262. T. VIII, p. 2273, 2274.

Cependant plusieurs Bénéficiers se mirent en état de satisfaire aux déclarations demandées. L'Arrêt du 12 Nov. 1675, qui avoit réglé la manière de les rendre, devoit leur servir de boussole; mais cette affaire, dans l'exécution, fut exposée à des difficultés imprévues par l'Arrêt, & à plusieurs sortes de vexations, contre la teneur dudit Arrêt. Les Agents, dans leur Rapport à l'Ass. de 1680, remarquent, que toutes les difficultés qui se rencontroient, venoient, ou de la part des Chambres des Comptes, ou de la part des Trésoriers de France, ou par les Commissaires du papier terrier; ce qu'ils expliquent & développent. T. V, P. Just. p. 175, 176.

M. l'Evêq. de Saint-Malo se plaignit à l'Ass. de 1680, d'une exécution & d'une vente faite par un Huissier de la Chambre des Comptes de Nantes, de quelques meubles & argenterie qu'il avoit laissés dans sa Maison épiscopale, en venant à l'Assemblée, pour ne pas avoir rendu au Roi, dans lad. Chambre, la foi & hommage, & ne pas avoir fourni l'aveu de son Evêché & autres Bénéfices. L'affaire fut renvoyée au Bureau du Temporel, pour y faire attention dans le Cahier. T. V, p. 322.

En l'Ass. de 1685, les Bénéficiers de la Touraine, de l'Anjou & du Maine, se plaignirent d'une demande & d'une Procédure qui leur étoit faite à la Requête du Duc de Richelieu, la demande & procédure tendant à leur faire rendre foi & hommage des fiefs par eux possédés, fournir aveux & dénombremens, payer un droit de rachat à chaque mutation de Titulaire, & donner homme vivant, mourant & confisquant; à quoi lesdits Bénéficiers ne pouvoient être sujets; que néanmoins le Seigneur Duc avoit fait saisir féodalement, & les avoit fait assigner pardevant le Lieutenant-Général de Chinon, & en cas d'appel, au Grand-Conseil; ce qui avoit obligé ces Bénéficiers de se pourvoir au Conseil, à deux fins : 1°. pour faire cesser les poursuites; 2°. pour avoir main-lévé des saisies; sur laquelle Requête le Roi avoit retenu la cause, & accordé provisoirement main-lévé. L'Ass. voulut avoir de plus grands

éclaircissements sur cette affaire : elle en chargea le Promoteur. T. V, p. 606, 607.

Quoique la Déclaration de 1674 fût restée sans exécution, & que le Clergé eût obtenu des Arrêts de surséance, il fut cependant frappé de la nécessité de parer aux inconvénients qui résulteroient de l'exécution subite de cette loi. L'Ass. de 1685 s'occupa de cet objet, & chercha les moyens de détail qui pourroient adoucir les prestations : on voit qu'elle connut toutes les difficultés; mais qu'elle ne put en obtenir le remède. On en jugera par les treize premiers articles de son Cahier, & par les réponses à ces articles.

Art. I. Qu'il plaise au Roi de décharger les Evêques & autres Bénéficiers, de rendre la foi & hommage, & donner des aveux & dénombremens pour les fiefs & biens nobles appartenans à leurs Bénéfices mouvans & relevans du Roi. Réponse. *Le Roi y a pourvu par l'Arrêt de son Conseil, du 12 Décembre 1673, & par l'Edit de Novembre 1674, donné en conséquence.*

Art. II. Qu'il plaise aussi à Sa Majesté de décharger lesdits Bénéficiers, de donner des Déclarations des biens qu'ils ont dans la Seigneurie & directe d'autres Seigneurs. *Idem.*

Art. III. Que si Sa Majesté ne veut point donner cette décharge, qu'il lui plaise accorder un délai de cinq ans. Réponse. *S. M. ne peut accorder de délai général; mais les particuliers pourront se pourvoir aux Chambres des Comptes, suivant lesdits Arrêt & Edit, pour leur être pourvu de délai, s'il y échoit.*

Art. IV. Qu'il plaise à S. M. donner pleine main-lévé des saisies faites sur les Bénéficiers, faite par eux d'avoir rendu foi, &c. Réponse. *S. M. n'accorde point de main-lévé des saisies en général; mais il sera pourvu en particulier par le Conseil, à ceux qui y porteront de justes plaintes des saisies & procédures qui seroient faites contr'eux, au préjudice des intentions de Sa Majesté & desdits Arrêt & Edit.*

Art. V. Si le Roi veut absolument que les Ecclesiastiques rendent la foi & l'hommage, fournissent les aveux & dénombremens, & donnent les Déclarations, qu'il plaise à Sa Majesté, en leur accordant un délai de cinq ans, leur étant impossible de dresser ces aveux & dénombremens, & les Déclarations, sans avoir un temps considérable pour faire tous ces actes, défendre de faire

mage; mais il fait signifier par un acte qu'on lui fit voir, en quelle forme les Prédécesseurs & les autres Prélats du Royaume l'avoient rendue. Le Procureur-Général présente Requête au Conseil, où il expose que, par plusieurs titres qui sont dans les Archives de la Chambre des Comptes de Navarre, il est justifié que les Evêques de ce Royaume étoient obligés de rendre la foi & hommage tête nue, à genoux, sans épée, ceinture, éperons, manteau, gants, tenant les mains jointes sur les saints Evangiles, & conclut à ce que le Sgr. Evêque fût tenu de le rendre en cette forme, sous peine de faïsse féodale: sur cette Requête Arrêt intervient au Conseil, le 14 Avril 1690, conforme aux conclusions. L'Evêque d'Oléron demanda à l'Assemb. de 1690, avis & protection.

M. le Président observe, qu'il y a deux remarques à faire, l'une sur le fonds, & l'autre sur la forme. Quant au fonds, le Clergé a toujours prétendu être exempt de la foi & hommage, aveux, &c., en vertu d'Edits, Déclarations & Arrêts: quant à la forme, que la manière proposée n'est pas convenable à la Dignité Episcopale; que nos Rois même ont trouvé bon que les Prélats prêtent le serment de fidélité d'une manière différente de celle des Officiers de la Couronne. T. V, p. 678, 679.

Le Fermier du Domaine de Blois avoit fait faïssir féodalement tous les biens du Prieuré de Saint-Julien de Chambon, faite par le Prieur d'avoir rendu foi & hommage, & fourni aveu & dénombrement. Le Prieur forme opposition à la faïsse, & donna la déclaration des biens de son Prieuré, soutenant de n'être tenu d'aucune autre chose. La Chambre des Comptes de Blois, par un Jugement définitif du 30 Août 1690, déclare la faïsse bonne & valable, &c. Le Prieur se pourvoit en cassation au Conseil, & y obtient Arrêt, le 18 Mars 1691, qui casse le Jugement de la Chambre, à la charge seulement, que le Prieur fourniroit sa déclaration au papier terrier du Roi.

Arrêt semblable, du 30 Août 1694, en faveur du Chapitre de Bordeaux, contre le Fermier du Domaine. T. VI, P. J. p. 73, 74.

L'Ass. de 1695 charge les Agents de solliciter l'exemption des foi, &c. Ils obtiennent trois Arrêts de surseance, qui se terminent à la prochaine Ass. T. VI, P. J. p. 131, 175 & f.

L'Ass. de 1700, art. 12 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger les Ecclesiastiques de rendre la foi & hommage, fournir aveux & dénombremens, & donner par déclaration les biens de leurs Bénéfices. Rép. *Le Roi veut bien accorder une surseance de deux ans, & pas plus.* Recueil, p. 1486.

L'Ass. de 1705, pour faire cesser les poursuites & les demandes des Traitants, par rapport aux foi, hommages, aveux, &c., arrête de demander une décharge, ou du moins une surseance, jusqu'à l'Assemb. prochaine: elle prie M. l'Archev. d'Albi d'en parler à M. le Contrôleur-Gén., & charge les Agents de solliciter l'expédition de l'Arrêt. T. VI, p. 1118, 1119.

Elle obtient une surseance de trois années, par Arrêt du Conseil du 16 Septembre 1705. T. VI, p. 880. P. J. p. 381.

M. le Duc d'Orléans exige du Chapitre de Chartres la foi & hommage, l'aveu & dénombrement, pour deux anciennes acquisitions dudit Chapitre. Voyez Chartres, n°. 6.

L'Assemblée de 1710, art. 11 du Cahier, renouvelle la demande de l'exemption des foi, &c. Rép. *Le Roi a bien voulu accorder un Arrêt de surseance pour deux ans: c'est contre l'intérêt du Clergé même qu'il demande plus, ou du moins contre l'intérêt des Bénéficiers.* L'Arrêt de surseance, du 13 Mai 1710, est rapporté, T. VI, P. J. p. 417. Recueil, p. 1526, 1527.

L'Assemblée de 1715, art. 19 du Cahier, supplie S. M. d'accorder aux Bénéficiers la décharge de fournir des aveux & dénombremens des biens dépendants de leurs Bénéfices, en faisant de simples déclarations des biens dont ils jouissent, lesquelles seront remises dans les Greffes des Chambres des Comptes, ou des Bureaux des Trésoriers de France, & dans les Archives du Clergé, & aux autres clauses & conditions qu'il plaira à Sa Majesté de régler. Rép. *Suris à toutes poursuites féodales pendant deux ans, pendant lesquels seront tenus de satisfaire à la déclaration d'Orl. 1674, & sans préjudice de la foi & hommage due au Roi.* Recueil, p. 1546.

L'Arrêt du Conseil, rendu en conséquence de cette réponse, est du 8 Février 1716. T. VI, P. J. p. 507.

En l'Ass. de 1725, la Commission du Temporel propose à la Compagnie la lecture d'un Mémoire sur l'Immunité

1700.

1705.

1710.

1715.

1725.

ecclésiastique, de rendre la foi & hommage, & de fournir les aveux & dénombrements, inséré à la fin du Procès-verbal de 1670. Cette lecture fut proposée à l'occasion de la prétention des Chambres des Comptes, contre les Ecclésiastiques, pour la foi & hommage, &c. T. VII, p. 467.

1716.

En l'Assemb. de 1716, M. l'Archev. de Narbonne fait un Rapport de l'affaire des foi & hommage, aveux & dénombrements, à l'occasion de la Déclaration de Novembre 1715. Cette Déclaration assujettissoit les Ecclésiastiques à faire les foi & hommage, & à fournir dans les Chambres des Comptes des déclarations signées de leurs mains, & scellées de leur sceau; ce qui détruit entièrement le plus important privilège du Clergé, au préjudice des titres qui établissent son exemption, & de la possession immémoriale dans lequel il est à cet égard; titres & possession, objet du Rapport.

La Commission fait lecture d'un projet de Remontrances à faire par l'Ass. à Sa Majesté, au sujet des foi & hommage, aveux & dénombrements. Les Remontrances sont arrêtées; & en attendant la réponse, la Compagnie demande une surséance jusqu'à la prochaine Assemblée. Son Eminence M. le Cardinal de Fleuri promet à l'Assemb. d'appuyer la demande. T. VII, p. 812 & f. T. VIII, p. 2276. *La Déclaration de Novembre 1715 se trouve* T. VII, P. Just. p. 97 & f. *Les Remontrances*, T. VII, p. 813 & f.

Ces Remontrances ne furent pas sans effet: Mrs. les Agents obtinrent deux Arrêts, en date du 31 Mars 1717 & 23 Mars 1718, par lesquels S. M. prorogea les délais jusqu'à l'Ass. de 1730. T. VII, p. 1128, 1129.

1730.

En l'Ass. de 1730, nouvelles poursuites & plaintes sur le même sujet. M. l'Abbé de Brissac y fait rapport de l'affaire, & remonte jusqu'aux premiers titres de l'exemption du Clergé, touchant les foi & hommage, aveux & dénombrements. L'Ass. prie M. le Cardinal de Fleuri d'accorder sa protection aux Ecclésiastiques à ce sujet, & charge les Agents de solliciter une décharge ou une surséance. T. VII, p. 1126 & f. T. VIII, p. 2277.

1735.

L'Ass. de 1735 obtient un Arrêt de surséance pour rendre les foi & hommage, & fournir les déclarations du temporel des Bénéfices tenant lieu d'aveux & dénombrements. T. VII, p. 1455, 1456. P. J. p. 377. T. VIII, p. 2277.

Les Diocèses de la Généralité de Montauban ne pouvant se flatter de profiter de la surséance accordée par le susdit Arrêt, si les Ordonnances rendues, même avant l'expiration de celui de 1730, par les Commissaires nommés pour le renouvellement du terrier du Roi dans cette Généralité, qui obligent, sous les plus grandes peines, de porter au Greffe de la Commission les titres de propriété des biens, & d'y rendre les foi & hommage, sont exécutées; l'Assemb. de 1735 députe auprès de M. le Contrôleur-Général: les Députés rendent compte à la Compagnie de la conférence qu'ils ont eue avec lui, & des raisons qu'ils lui ont alléguées pour obtenir un Arrêt qui défendit auxdits Commissaires d'inquiéter les Bénéficiers. Les Agents sont chargés de renouveler les sollicitations de l'Ass. T. VII, p. 1456, 1457.

L'Ass. de 1740 obtient un Arrêt, qui accorde au Clergé une nouvelle surséance, jusqu'à l'Ass. de 1745, pour faire les foi & hommage, & fournir les aveux & dénombrements. T. VII, p. 1715. P. Just. p. 429. T. VIII, p. 2277, 2278.

L'Ass. fait plusieurs réflexions sur ce qui fait l'objet de cet Arrêt: sur quoi, M. le Président s'explique plus au long, & réduit l'affaire & toute la question à deux points: 1°. le droit, quant au fonds, à établir: 2°. s'il ne peut l'être, la nécessité de prévenir les inconvénients; savoir, frais, procès, production de titres. Il propose ensuite de nommer une Commission de Prélats pour cet examen. La Commission est nommée; M. l'Archev. de Paris prié de se mettre à la tête; ladite Commission chargée de dresser des Mémoires, & de donner leur avis sur les deux points ci-dessus, de présenter ensuite le tout à l'Assemb. prochaine, afin que, sur lesdits Mémoires & avis, elle soit en état de prendre, en connoissance de cause, le parti le plus juste. T. VII, p. 1715, 1716, 1717.

L'Ass. de 1745 établit une Commission pour les foi & hommage, aveux, &c. M. l'Archev. de Rouen rend compte à l'Ass. de ce qui avoit été fait par la Commission, & en même-temps de ce qui avoit été exécuté par les Commissaires, que l'Ass. de 1740 avoit nommés. Il expose ensuite l'avis de la présente Commission, qui est de demander un nouvel Arrêt de surséance, & de tâcher d'obtenir qu'il fût pour dix ans: il

est prié de voir, à ce sujet, M. le Contrôleur-Gén. Ce Ministre accorde l'Arrêt; mais pour cinq ans seulement. On fait lecture dans l'Ass. d'un projet de surseance pour les foi & hommage, qui est approuvé. T. VII, p. 2034, 2035. *L'Arrêt*, P. J. p. 476.

L'affaire des foi & hommage est examinée au Bureau pour le fonds. M. l'Archevêque de Rouen rend compte de cet examen à l'Assemb. & de l'avis de la Commission. Délibération de l'Assemb. conforme à l'avis, portant qu'il sera nommé une Commission pareille à celle qui fut nommée en 1740; que pour accélérer le travail, la Commission s'assembleroit une fois par semaine, tous les ans, depuis la S. Martin jusqu'au Carême, & qu'il seroit rendu compte de tout à l'Ass. prochaine. M. Esteve, Avocat du Clergé, est nommé pour faire les recherches & dresser les Mémoires dont Messieurs les Commissaires pourroient avoir besoin. T. VII, p. 2036 & s. T. VIII, p. 2278 & s.

L'affaire des foi, hommage, &c. est de nouveau proposée en l'Ass. de 1748, qui sollicite une Déclaration favorable au Clergé, auprès de M. le Contrôleur-Général: ce Ministre fait espérer, sinon une Déclaration, du moins un Arrêt de surséance. T. VIII, p. 189, 190.

L'Ass. Provinciale de Bordeaux demande à l'Assemblée de 1748, la protection & même l'intervention du Clergé, en faveur des Diocèses d'Agen & de Condom, au sujet de la contestation qui leur a été suscitée par M. le Duc d'Aiguillon, Engagiste des Domaines du Roi, situés dans l'Agénois & le Condomois. Ce Seigneur ayant fait rendre un Arrêt au Conseil, par lequel il a été jugé qu'il n'y avoit point de franc-aleu dans ces deux Provinces, avoit obtenu des Lettres-Patentes pour la confection d'un terrier, par lesquelles il est enjoint à tous Possesseurs de fiefs, de rentes, & généralement de tous biens roturiers & nobles, renfermés dans lesdites Provinces, ou dans le Domaine du Roi, de rendre leur foi & hommage, & de fournir aveux & dénombrements: les deux Diocèses s'étoient opposés à l'exécution des Lettres-Patentes: moyens de défenses par eux produits.

L'Assemb. accorde aux deux Diocèses l'intervention du Clergé, & députe à M. le Contrôleur-Général, pour qu'il soit permis aux Ecclésiastiques desdits

Diocèses, de faire faire les reconnoissances de leurs rentes, comme ils faisoient avant la signification des Lettres-Patentes obtenues par M. le Duc d'Aiguillon. T. VIII, p. 190 jusqu'à 198.

L'Ass. de 1750 prie Mrs. les Commissaires du Temporel, de travailler incessamment à l'affaire des aveux & dénombrements, qu'elle regarde comme une des plus importantes qu'elle ait: elle se fait lire le rapport qui s'est fait de cette affaire en 1745, & la délibération prise en conséquence: elle ordonne que les Mémoires faits sur cette affaire par la Commission intermédiaire, seront remis au Bureau du Temporel pour y être examinés, & ensuite en être rendu compte.

M. l'Archevêque de Sens, Chef de la Commission, fait son rapport; sur quoi il a été délibéré, 1°. de remettre aux Archives du Clergé le Mémoire fait par M. Esteve, & celui qui a été fait par M. Prochasson, Procureur en la Chambre des Comptes; Mémoires exacts & solides, mais que les circonstances peu favorables au Clergé, ne permettent pas d'insérer dans le Procès-verbal: 2°. de présenter une Requête au Roi, pour obtenir un nouvel Arrêt de surséance, qui proroge jusqu'en 1755 le délai accordé au Clergé pour rendre ses aveux, &c.: 3°. elle accorde 3000 liv. de gratification au sieur Esteve, & 2000 liv. au sieur Prochasson. T. VIII, p. 352 & suiv. 2280, 2281.

Aussi-tôt après la séparation de l'Ass. parut la Déclaration de 1750, qui, donnée en apparence pour connoître plus en détail les biens des Bénéficiers, relativement au seul objet du nouveau département, rappella les Loix de 1674 & 1725, ordonna leur exécution, & déterminait un temps précis pour rendre les foi & hommage, aveux & dénombrements: l'alarme occasionnée par cette Déclaration, fut vive; mais elle ne fut pas de longue durée: la Déclaration demeura sans exécution, au moment même de sa publication, & du consentement du Législateur; mais elle n'a jamais été révoquée; & quoique les Arrêts de surséance aient repris leur cours, tout annonce au Clergé qu'ils ne suffiront pas long-temps à sa tranquillité. T. VIII, p. 2281.

L'Assemb. de 1755, eu égard aux fâcheuses circonstances où se trouvoit l'Eglise de France par rapport à la Religion, se borna à demander un Arrêt de surséance pour dix ans, qui mit les

1750.

1755.

Ecclésiastiques à l'abri des poursuites des Chambres des Comptes & des Bureaux des Finances. Requête à ce sujet présentée à M. le Contrôleur-Général: l'Assemblée obtint, le 25 Août 1755, un Arrêt du Conseil qui prorogeoit jusqu'au premier Juillet 1760, les délais accordés au Clergé, au sujet des foi, &c. T. VIII, p. 566. P. J. p. 117.

1760.

La position du Clergé parut si difficile en 1760, que Mrs. les Agents sortant d'exercice, eurent devoir remettre l'affaire sous les yeux de l'Assemblée: ce fut l'objet d'un rapport particulier, dans lequel, pour établir l'exemption Ecclésiastique, il fut principalement insisté sur l'autorité des Auteurs les plus estimés; tels que M. le Président le Maître, Bacquet, Chopin, Despeiffes, & sur les Loix anciennes rendues jusqu'en 1614, & les Contrats passés jusqu'à nos jours. L'Assemblée crut pouvoir se rassurer à la faveur d'un Arrêt de nouvelle surseance, qu'elle obtint sans peine. T. VIII, p. 901, 1281, 1282. P. Just. p. 316.

Cet Arrêt fut d'une foible ressource contre les poursuites particulières. Les Agents en adressèrent leurs plaintes à M. de Courteilles, Intendant des finances: il leur écrivit en 1763, qu'il étoit difficile de regarder le privilège du Clergé comme illimité, & s'étendant à tous les biens situés dans la mouvance du Roi; que la franchise des biens possédés avant l'époque de 1575, même de ceux acquis & amortis, sans réserve de fournir homme vivant & mourant, ne souffriroit aucune difficulté; mais qu'il regardoit comme assujettis aux devoirs féodaux, les biens acquis depuis 1575, non amortis ou amortis, à la charge de fournir homme vivant & mourant, aux effets portés par les Coutumes. M. de Courteilles leur marquoit encore que tous les biens Ecclésiastiques n'étant pas de même nature, ni exempts aux mêmes titres, des devoirs féodaux; que quelques-uns étant assujettis aux profits utiles des fiefs, d'autres amortis sous la réserve de l'hommage, les contestations relatives à ces objets, devoient être portées dans les Tribunaux ordinaires. Le rapport d'Agence, fait dans l'Assemblée de 1765, par M. l'Abbé de Broglie, nous apprend quelle fut la réponse à cette Lettre, & avec quelle précision Mrs. les Agents séparèrent les vérités qu'elle renferme, des principes contraires au Privilège du Clergé, qu'on veut y ac-

créditer. T. VIII, p. 1281, 1282.

L'Assemblée de 1765 a obtenu un Arrêt qui proroge jusqu'au dernier Décembre 1770, les délais accordés. T. VIII, p. 1434. P. J. p. 492 & suiv.

M. l'Abbé de Cicé fit, dans cette Assemblée, le rapport de l'affaire de M. le Duc d'Orléans, contre les Bénéficiers du Duché. *Infra*, §. III.

L'Ass. de 1770 ne s'est occupée de l'affaire des foi & hommage, que pour demander un Arrêt de surseance qu'elle obtint, & dont les délais devoient expirer au premier Janvier 1776. T. VIII, p. 1833, 1834. P. Just. p. 633 & suiv.

L'Ass. de 1775 en a fait un des principaux objets de ses séances: une grande partie de ce qui précède est extrait du rapport de M. l'Archevêque de Narbonne, Chef de la Commission. L'art. des Apanagistes, l'avis de la Commission & la Délibération définitive de l'Ass. sont renvoyés aux §. suivants.

§. III. De la prestation des foi & hommage, aveux & dénombremens, par rapport aux Apanagistes.

M. l'Archevêque de Narbonne s'en explique ainsi dans son avant rapport fait dans l'Ass. de 1775.

L'état actuel des apanages en France, leur nature, leurs effets paroissent avoir été déterminés sous le regne de Philippe le Bel, par un Arrêt rendu au profit de ce Prince, au Parlement de l'an 1283, contre Charles I, Roi de Sicile, frère de S. Louis.

Toutes les Lettres d'apanage données depuis cette époque, réservent à nos Rois la garde des Eglises Cathédrales, & autres qui sont de fondation Royale, ou autrement privilégiées. Sans discuter, quel est l'effet propre de cette garde que nos Rois se réservent, on peut avancer comme un principe certain, qu'ils n'entendent pas céder aux Princes apanagés, tous les vassaux Ecclésiastiques, de la même manière qu'ils cèdent les vassaux Laïques.

D'autre part, on n'a pas encore assez éclairci la question de savoir, si les Ecclésiastiques ont joui anciennement & paisiblement dans les apanages, de l'exemption de rendre foi & hommage aux Princes apanagés, pour mettre en fait qu'ils ne leur ont jamais fourni des reconnoissances féodales avant le XVI^e siècle; mais il est incontestable qu'à cette époque, quelques Princes apanagés

gés voulurent traiter, à cet égard, les Ecclésiastiques comme les autres vassaux.

Charles, Duc d'Orléans, ayant fait publier dans son apanage, en 1541, des Lettres à terrier, qui lui avoient été accordées par François I, les Ecclésiastiques se défendirent d'y obtempérer : leur refus détermina le Duc à obtenir, en 1543, de nouvelles Lettres, qui les y obligèrent. Ces Lettres, quoique non enrégistrées au Parlement, produisirent l'effet qu'on en avoit attendu. Un grand nombre de Bénéficiers de l'Orléanois, fournirent les Déclarations demandées, & ce ne fut que plusieurs années après, que la voix du Législateur se fit entendre pour calmer leurs alarmes.

Le Duc d'Alençon, frere du Roi Charles IX, fit saisir comme féodales, pour foi & hommage non rendus, & devoirs non payés, les terres d'un Bénéficiaire. Celui-ci alléguoit pour moyen de défenses, que ses terres étoient allodiales, & d'ailleurs amorties. Le Duc vouloit restreindre l'effet de l'amortissement, à lever l'incapacité d'acquérir. La cause fut appointée au Conseil en 1570, après les plus vifs débats.

Le danger de ces différentes attaques fut enfin prévenu par les Lettres-Patentes de 1571. *Avons déclaré, (dit le prononcé) que nous n'avons jamais entendu lesdits Bénéficiers être compris, ni tenus de donner par déclarations, en vertu de nos Lettres & commissions quelconques, ou autres Lettres de confection de papier terrier, tant pour nous, notre très-honorable Dame & mère, que nosdits freres & autres; ains avons excepté & réservé, exceptions & réservations lesdits Bénéficiers & gens d'Eglise, de donner par déclaration, sous quelque couleur & prétexte que ce puisse être, leurs terres, possessions; ... & si aucune saisie avoit été faite, ... voulons qu'elle soit incessamment levée.*

Monseigneur, frere de Louis XIV, commença un nouveau terrier en 1676, en même-temps qu'il avoit engagé un combat de fief avec l'Eglise de Chartres. Il est certain que plusieurs Bénéficiers de l'Orléanois lui fournirent des déclarations. Il en demanda au Chapitre de Chartres; & sur le refus, le Fermier de ses Domaines procéda contre le Chapitre par voie de saisie, dont le Parlement accorda main-levée provisoire : le Fermier forma opposition à cet Arrêt : le Prince lui-même intervint dans la cause. Un second Arrêt de 1678, ordonna

Table de la Coll. des P. V.

que, par provision, & sans préjudice du droit au principal, le Chapitre, dans un mois, donneroit la déclaration des biens. Le Chapitre la fournit, sous toutes les protestations de droit; & poursuivant le Jugement de la cause au fonds, il désavoua *Monseigneur* à Seigneur. Dès lors cette affaire n'eut plus rien de relatif à la question de savoir, si les Bénéficiers des apanages doivent les devoirs feudaux aux Princes apanagés.

Les choses étoient en cet état, lorsque M. le Duc d'Orléans obtint, en 1764, sur Requête non communiquée, un Arrêt du Parlement, qui enjoit aux gens de main-morte, Propriétaires de justices, fiefs, censives, biens & possessions quelconques, dans le Duché d'Orléans & dans le Comté de Beaugency, de fournir des déclarations étendues, au Domaine de M. le Duc d'Orléans, avec justification de leurs propriétés, & par exhibition en particulier de leurs titres d'amortissement.

Cet Arrêt causa les plus vives inquiétudes aux Bénéficiers de l'Orléanois : leurs cris parvinrent bientôt à Mrs. les Agents. Les négociations dans lesquelles ils entrèrent avec M. l'Abbé de Breteuil, Chancelier de M. le Duc, furent prolongées jusqu'à l'Assemb. de 1765. Le parti qui parut alors le plus convenable, fut de demander l'évocation de cette affaire au Conseil : elle fut refusée. Plusieurs Bénéficiers, dont les biens étoient saisis, donnerent des déclarations.

Le Chapitre d'Orléans crut avoir des moyens particuliers pour s'y soustraire. Le Chapitre de Chartres prit le fait & cause de son Prévôt. Les Evêques des deux Eglises se rendirent Parties intervenantes au procès. La manière dont cette affaire a été suivie, semble avoir mis le Clergé-Général hors d'intérêt. Les moyens employés par les deux Eglises, n'ont presque rien d'applicable à l'affaire de l'exemption.

La cause appointée entre les Parties, par Arrêt du 17 Mars 1769, avec main-levée des saisies féodales, est restée indécise. T. VIII, p. 1434 & s. p. 1183 jusqu'à 1188.

Tels étoient les événements qui avoient précédé, lorsqu'un Edit d'Avril 1771, assigna à *Monseigneur* son apanage, sous les réserves portées par cet Edit. Les mêmes formes ont été suivies en 1773, pour l'apanage de Mgr. le Comte d'Artois.

Ces deux Princes n'ont pas tardé à

X x x

donner leurs ordres pour la confédération du papier terrier de leurs apanages, suivi de Lettres-Parentes, qui enjoignent à tous vassaux généralement, Evêques, Abbés, Prieurs & autres Titulaires des Bénéfices, Corps & Communautés Ecclésiastiques, de remettre dans l'an, de leur foi & hommage, une déclaration de leurs biens, conformément à la Déclaration du 19 Décembre 1674.

Mrs. les Agents ne furent pas plutôt instruits du contenu de ces différentes Lettres, & des sommations données aux Bénéficiers des deux apanages, qu'ils tâchèrent d'en prévenir les suites. N'ayant pu obtenir la décharge, ils se sont efforcés de suspendre les poursuites jusqu'à l'ouverture de l'Ass. de 1775, & ils y sont parvenus. T. VIII, p. 2288 jusqu'à 2290.

§. IV. *Résumé des faits ci-dessus rapportés. Mesures & délibérations prises par l'Assemb. Gén. de 1775, dans l'affaire des foi & hommage, aveux & dénégations.*

M. l'Arch. de Narbonne, avant de proposer à l'Assemb. de 1775, l'avis de la Commission, reprend, en peu de mots, ce qui résulte des faits qu'il avoit exposés plus au long dans son rapport, & qui sont rapportés dans les trois §. précédents.

Les Ecclésiastiques du Royaume ont joui tranquillement, depuis les premiers Rois de la troisième race, jusqu'au règne de Charles IX, de l'exemption & d'affranchissement de toute prestation féodale. Cette exemption a été réputée, pendant plusieurs siècles, de droit commun, & regardée comme un effet nécessaire de l'amortissement : les troubles survenus sous Charles IX, ont fait craindre au Clergé de perdre, avec une partie de ses biens, les exemptions & privilèges qui y étoient attachés ; mais il y a été maintenu, & notamment dans celui-ci, de tout affranchissement de devoirs féodaux ; par des Lettres-Parentes précises, données, tant par ce Prince, que par Henri III & Henri IV : celles de 1606, données par ce dernier Prince, confirment, à l'égard de l'exemption de toute prestation féodale, ce qui avoit été dit & reconnu par les Rois, ses prédécesseurs. L'Arrêt de la Chambre des Comptes, pour enregistrer, consacrer, en termes précis &

formels, le principe, que l'amortissement vaut, pour tous les biens amortis, affranchissement de tous devoirs & prestations féodales ; principe assigné d'ailleurs dans les Ecrits des Jurisconsultes les plus accrédités.

Dans les premières années du règne de Louis XIII, l'exemption du Clergé, à l'égard des devoirs féodaux, a commencé à s'affaiblir : elle fut plus directement contredite, en 1638, par le Card. de Richelieu ; elle a été ouvertement contestée par les Ministres de Louis XIV, en 1660, & entièrement mécon nue par l'Arrêt du Conseil de 1672, & sur-tout par la Déclaration de 1674 ; celle de 1725 ajoute à cette dernière, en la renouvelant ; celle de 1730 rappelle l'une & l'autre : il est vrai qu'aucune de ces Déclarations n'a été suivie d'exécution ; mais le Clergé vit, depuis 1665, dans un état précaire & incertain, sous la seule faveur d'Arrêts de surseance qui ont été accordés, les uns avec facilité, les autres avec des restrictions menaçantes, & relatives aux deux Déclarations de 1674 & de 1725.

Les Lettres-Parentes données par les deux Princes, frères du Roi, pour leurs apanages, font revivre toutes les difficultés de l'affaire, quant au fond & quant à la forme : ainsi tout paroît interdire les moyens dilatoires, & mettre l'Assemblée dans la nécessité de prendre un parti décidé & définitif. T. VIII, p. 2290, 2291.

L'Assemb. s'en occupe sérieusement : M. l'Ev. d'Angers lui avoit déjà porté ses plaintes, au sujet des poursuites exercées par les Officiers de *Monseigneur*, & la Compagnie, jugeant l'affaire très-importante, en avoit renvoyé la discussion à la Commission. T. VIII, p. 2261.

M. l'Arch. de Narbonne, Chef de la Commission, expose, que la réclamation des Bénéficiers est d'autant mieux fondée, qu'indépendamment de tous les titres d'exemption au fond, les Lettres d'apanage de *Monseigneur* étant postérieures à l'Arrêt du Conseil, du 4 Août 1770, les Domaines d'Anjou & du Maine n'ont pu passer dans les mains de ce Prince, qu'avec l'impression de la surseance prononcée par cet Arrêt ; surseance qui devoit avoir son effet jusqu'au dernier Decemb. 1775 ; qu'au reste, cette affaire étant d'une extrême importance, la Commission se proposoit de se procurer des renseignements plus amples sur la matière des apanages ;

qu'il étoit néanmoins, dès-à-présent, pourvu de tout ce qui étoit nécessaire à faire, & *Monseigneur*. Sur qu'il a, que *M* moins provisoires. Le Prince Chancelier après de temps après portant, que le due de l'apanage provisoirement saisis féodale 2262.

M. l'Arch. de le rapport que les §. précédents trouve de plus : il le termine, entièrement, T. VIII, p. 22

Le rapport de délibération, 1°.

Que le l'examiner les titres sur cet examen décidée & jugée ne connoissant demandé au Roi million de son l'ement chargée sera nommé par mission, qui r pouvoir pour lion sera unique ches, & d Clergé ; 4°. qu pax sur lesquels de la Commi en premier lieu les titres & a faveur de l'exce dans le cas o connus insuffi jet d'une Loi g inconvenient gner la presta 5°. que le Roi Arrêt de surse mun à tous les soit qu'ils soi Roi, soit qu Princes apan supplié de tr qui aura été res, demeure

qu'il étoit néanmoins très-instant à réter, dès-à-présent, la vivacité des poursuites, & que la première démarche à faire, étoit une députation à Monsieur. Sur quoi l'Assemblée nomme deux Archevêques & deux Mrs. du second Ordre, pour exposer à ce Prince les alarmes du Clergé, & la confiance qu'il a, que Monsieur fera surseoir, au moins provisoirement, toutes poursuites. Le Prince répond, qu'il fera examiner l'affaire dans son Conseil. Son Chancelier annonce à l'Assemblée, peu de temps après, des Lettres-Patentes, portant, que les Bénéfices, dans l'étendue de l'apanage du Prince, jouiront, provisoirement, des revenus sur eux faits féodalement. T. VIII, p. 2261, 2262.

M. l'Arch. de Narbonne fait ensuite le rapport que nous avons analysé dans les §. précédents, en y ajoutant ce qui se trouve de plus dans la nouvelle Collection : il le termine par l'avis de la Commission, entièrement adopté par l'Ass. T. VIII, p. 2262 jusqu'à 2293.

Le rapport fini, la matière mise en délibération, il a été arrêté :

1°. Que le Roi fera supplié de faire examiner les titres du Clergé, afin que, sur cet examen, la question puisse être décidée & jugée définitivement en pleine connoissance de cause; 2°. qu'il sera demandé au Roi de nommer une Commission de son Conseil, qui soit spécialement chargée de cette affaire; 3°. qu'il sera nommé par l'Assemblée une Commission, qui ne sera revêtue d'aucun pouvoir pour transiger, dont la mission sera uniquement de faire des recherches, & de faire valoir les titres du Clergé; 4°. que les deux points principaux sur lesquels se dirigera le travail de la Commission du Clergé, seront, en premier lieu, d'établir & d'appuyer les titres & autorités qui militent en faveur de l'exemption : en second lieu, dans le cas où ces titres seroient reconnus insuffisants, de préparer le projet d'une Loi générale, qui remédie aux inconvénients qui peuvent accompagner la prestation des devoirs féodaux; 5°. que le Roi sera supplié d'accorder un Arrêt de surséance de cinq ans, commun à tous les Bénéficiaires du Royaume, soit qu'ils soient dans la mouvance du Roi, soit qu'ils soient dans celle des Princes apanagés; 6°. que le Roi sera supplié de trouver bon, que tout ce qui aura été traité par les Commissaires, demeure comme projet, jusqu'à

ce que la communication en ait été faite à l'Ass. de 1780, & que le Jugement définitif ne soit rendu qu'après que l'Ass. aura été entendue. T. VIII, p. 2293, 2294.

L'Ass. dispute ensuite à M. le Garde des Sceaux, relativement à cette délibération. Ce Ministre, après avoir pris les ordres du Roi, répond, par une Lettre, d'une manière à inspirer la plus grande confiance. Peu de temps après, il envoie à Son Eminence l'expédition en parchemin d'un Arrêt du Conseil, en date du 10 Septembre, conforme aux vues de l'Assemblée. Par cet Arrêt :

1°. Sa Majesté a nommé des Commissaires à l'effet de procéder à l'examen des propositions du Clergé, au sujet des foi, &c.; 2°. S. M. proroge jusqu'au dernier Décembre 1780, la surséance accordée précédemment, pour les foi, &c., tant pour les biens situés dans la directe de S. M., que ceux qui sont dans l'étendue des Domaines tenus en apanage; 3°. l'Arrêt prononce la main-lévée des saisies; 4°. le Roi se réserve de faire connoître définitivement ses intentions dans le cours de 1781, sur le rapport qui lui sera fait en son Conseil. T. VIII, p. 2294, 2295. *La Lettre & l'Arrêt*, P. J. n°. V, p. 762.

Le Roi ayant nommé une Commission, l'Assemb., de son côté, en nomme une, composée des Archevêques de Paris & de Narbonne, & des Evêques de Chartres, de Meaux, de Troyes & de Langres, & des Agents; Mgr. le Cardinal à la tête. Il ne restoit plus qu'à fixer la mission dedit Commissionnaires; objet assez déterminé, & par la nature de l'objet même, & par la manière dont cet objet a été envisagé par les Assemblées de 1740, 1745, 1750. Tout considéré, & conformément à l'avis de la Commission du Temporel, il a été délibéré, que Mrs. les Commissaires seront chargés :

1°. De faire valoir tous les titres en vertu desquels le Clergé se prétend exempt de rendre les foi & hommage, aveux & dénombrements, & de dresser, sur ce point important, des Mémoires qui seront communiqués à la Commission du Conseil.

2°. D'aviser aux expédients qu'ils jugeront les plus propres à prévenir les inconvénients auxquels le Clergé se trouveroit exposé, s'il est définitivement obligé de rendre les foi & hommage, aveux & dénombrements, de manière que les Mémoires par eux

dressés & communiqués, ne puissent, en aucune façon, lier ou engager l'Ass. de 1780, à laquelle tout leur travail sera rapporté, pour être par elle, en connoissance de cause, pris telle délibération qu'elle jugera convenable.

3°. Que, dans le cas où il sera jugé nécessaire, par les Commissaires, d'employer, pour faire des recherches & des Mémoires, d'autres personnes que celles qui composent la Commission, ou le Conseil du Clergé, ils y feront autoriser; comme aussi à demander dans tous les Diocèses les éclaircissements dont ils pourront avoir besoin. T. VIII, p. 1296 jusqu'à 1301.

FOIRES.

Voyez Fêtes, n°. II.

FONCAUDE. [ABBAYE DE]

Voyez Pons. [S.]

FONCTIONS ÉPISCOPALES.

Sur les fonctions épiscopales entreprises dans un Diocèse étranger, ou sur des Clercs d'un autre Diocèse. Voyez Evêques, §. IX. Ordination, §. III.

FONDATIONS.

I. L'Ass. de 1605-1606, art. 66 de son Cahier, supplie S. M. de vouloir maintenir & entretenir les dotations & fondations de toutes les Eglises & Chapelles du Royaume, même celles qui sont fondées par les Rois, ses prédécesseurs, & ne souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune manière, sans que lesdites dotations & fondations puissent être réunies au Domaine, ni changées, sous quelque prétexte que ce soit, révoquant tous Edits, Arrêts, &c. Rép. *En faisant apparoir par les Ecclésiastiques qui sont intéressés à cause desd. réunions au Domaine, il y sera pourvu.* Recueil, p. 1206, 1207.

II. Les Agents, dans le compte qu'ils rendent à l'Assemb. de 1585, exposent, qu'ils ont obtenu des Lettres-Patentes pour les Bénéficiers du Dioc. d'Auch, à ce qu'ils puissent colloquer les deniers de leurs fondations, à raison du denier douze, nonobstant les Arrêts & les Lettres données au contraire. T. I, p. 356.

III. La Chambre Ecclésiast. aux Erats de Blois, en 1577, par un des articles du Cahier, supplie S. M. d'ordonner, que les Marguilliers & Fabriciens ne puissent accepter aucune fondation, sans appeller sur ce les Curés, & avoir

leur consentement. Recueil, p. 1009.

M. l'Evêque de Séz se plaint à l'Ass. de 1660, de ce que des Marguilliers recevoient, de leur seule autorité, des fondations en des temps incommodes au service ordinaire de l'Eglise, prétendant établir des Prêtres pour acquiescer lesdites fondations, sans la permission de l'Evêque, & sans avoir demandé le consentement des Curés. La Compagnie remet à un autre temps la recherche des moyens pour empêcher de telles entreprises. T. IV, p. 698.

IV. L'Evêque de Vannes représente à l'Ass. de 1610, qu'en son Eglise il y avoit une fondation faite entre Vêpres & Complices, laquelle troubloit le Service divin; qu'ayant voulu y pourvoir, & ordonner une heure plus commode, & le Chapitre n'ayant voulu faire aucun changement, il auroit été contraint de menacer d'excommunication; à quoi le Chapitre n'ayant voulu déferer, & en ayant, au contraire, relevé appel comme d'abus, il auroit obtenu Bref du Pape, portant pouvoir de faire le changement à une autre heure que celle qui avoit été choisie par le Fondateur: en conséquence duquel Bref, ayant ordonné l'heure après Complices, le Chapitre auroit de nouveau appelé comme d'abus; & par Arrêt du Parlement de Bretagne, le Bref & l'Ordonnance auroient été déclarés nuls. Sur quoi, délibération prise par Provinces, attendu l'importance du fait, & que l'Arrêt est préjudiciable à l'Ordre ecclésiastique, la jonction des Agents a été ordonnée, &c. T. II, p. 18.

V. Les biens des Hérétiques chargés de fondations, sont-ils sujets au paiement d'icelles? V. Hérétiques, n°. VI.

VI. Sur le droit d'amortissement, par rapport aux fondations. Voyez Amortissement, §. II, n°. II, III, IV.

VII. Les fondations rurales sont sujettes aux emprunts & au paiement des Dons-Gratuits du Clergé: c'est ce que portent les délibérations des Assemb., au sujet desdits emprunts du Clergé & Dons-gratuits. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. 1, ad calcem.

Les fondations font partie du revenu ecclésiastique, & sous ce rapport, toutes fondations, celles même qui ont les Millions pour objet, sont susceptibles d'impositions. *Instruction amplifiée de l'Ass. de 1765, au sujet du nouveau département général.* T. VIII, P. I. p. 405, 406.

VIII. Les fondations en faveur des

Eglises & gens de m. elles permises dans l'elles toujours été pré Main-morte.

IX. En l'Ass. de 17 que le sieur de Beau signer le sieur Séguin Chapelle de Sainte-C pour avoir à lui paye mentaire sur les reve fondé sur ce qu'il de ciens Fondateurs d n'avoit pas de quoi su intervenu une Sente 1761, au Châtelet, Titulaire à payer la fo de pension alimentair ter, dans le cas où les roient la somme de 3 teler, dans cette cauti tion au fond & dans que le Titulaire se f cours de la procédure de non-recevoir. L de prendre une déter des Mémoires de la p T. VIII, p. 1085, 10

FONTEV

I. L'ADRESSE & l'ADRESSE ont, en diffé rendu ou obtenu d exemptions de déci quelles le Clergé a o clamé.

Par Lettres-Patentes 1600, précédées d'a tantes, l'Abbesse de F du Roi, avoit été ex mes de son Abbaye 1600 ne passa cette les comptes de son R qu'autant que ladite paroî du confente l'Hôtel-de-Ville. T.

Autres Lettres-P de la même Abbes de ses décimes. L'A accorde une surfanc suivante, pendant le ceveurs ne pourront suites. T. II, p. 48.

Autres Lettres-r rétablissement en f Abbesse, des partic comptes du Receve devant rayées; sur l tion prise par Provi 1615 a déclaré n'y blissement. T. II, p

En l'Ass. de 1628

Eglises & gens de main-morte, font-elles permises dans l'état présent ? l'ont-elles toujours été précédemment ? *V.* Main-morte.

IX. En l'Ass. de 1762, il est exposé, que le sieur de Beauvais avoit fait assigner le sieur Séguin, Titulaire de la Chapelle de Sainte-Catherine d'Erblai, pour avoir à lui payer une pension alimentaire sur les revenus du Bénéfice, fondé sur ce qu'il descendoit des anciens Fondateurs du Bénéfice, & qu'il n'avoit pas de quoi subsister; qu'il étoit intervenu une Sentence, le 27 Mai 1762, au Châtelet, qui condamne le Titulaire à payer la somme de 700 liv. de pension alimentaire, sauf à augmenter, dans le cas où les revenus excédroient la somme de 3000 liv. Le Châtelet, dans cette cause, a jugé la question au fond & dans son entier, quoique le Titulaire se fût borné, dans le cours de la procédure, à opposer la fin de non-recevoir. L'Assemblée, avant de prendre une détermination, attend des Mémoires de la part du Chapelain.

T. VIII, p. 1085, 1086.

FONTEVRAULT.

I. L'ABBESSE & l'Abbaye de Fontevrault ont, en différents temps, prétendu ou obtenu des décharges & exemptions de décimes, contre lesquelles le Clergé a ordinairement réclamé.

Par Lettres-Patentes, du 15 d'Avril 1600, précédées d'autres Lettres-Patentes, l'Abbesse de Fontevrault, tante du Roi, avoit été exemptée des décimes de son Abbaye. L'Assemblée de 1600 ne passa cette exemption dans les comptes de son Receveur-Général, qu'autant que ladite Abbesse feroit apparoir du consentement de Mrs. de l'Hôtel-de-Ville. T. I, p. 665.

Autres Lettres-Patentes en faveur de la même Abbesse, pour décharge de ses décimes. L'Assemblée de 1612 accorde une surseance jusqu'à l'Assemb. suivante, pendant lequel temps les Receveurs ne pourront faire aucunes poursuites. T. II, p. 48.

Autres Lettres-Patentes, portant rétablissement en faveur de la Dame Abbesse, des parties portées dans les comptes du Receveur-Général, & ci-devant rayées; sur lesquelles, délibération prise par Provinces, l'Assemb. de 1625 a déclaré n'y avoir lieu au rétablissement. T. II, p. 416.

En l'Ass. de 1628, la Dame Abbesse

fait présenter une Lettre contenant sa plainte, contre les Receveurs des décimes de Poitiers, qui avoient fait saisir ses revenus, au préjudice de la décharge, dont elle avoit joui paisiblement jusqu'en 1621. Remis d'en délibérer jusqu'à l'examen des comptes. T. II, p. 636.

Arrêté que la décharge sera rayée du compte qui se rendra pour les années du Contrat nouveau, & ne sera plus employée dans les comptes suivants, attendu les grandes nécessités du Clergé. T. II, p. 595.

L'Abbesse de Fontevrault présente Requête à l'Assemb. de 1635, tendante au rétablissement des décharges employées sous son nom aux comptes du Recev. Gén., qui avoient été rayées. Arrêté que les radiations tiendroient; néanmoins, pour certaines considérations, l'Assemb. accorde à lad. Dame, par forme de gratification, 6000 liv., en payant par elle le surplus desdites décharges, & le courant à l'avenir. T. II, p. 811.

Ladite Abbesse n'ayant point fait à cette dernière clause, ni tenir la promesse qu'elle avoit faite de soucrire la délibération qui en avoit été prise, l'Assemb. de 1645, d'un commun avis, ordonne que l'article des décharges, employé dans les comptes du Rec. Gén. pour 1640, sera rayé: arrêté, de plus, que les Agents poursuivront un Arrêt au Conseil, pour faire casser ceux que ladite Dame peut avoir obtenus pour faire rétablir lesdites décharges, au préjudice des radiations faites par les Assemb. précédentes, avec défenses au Recev. Gén. de plus employer de pareilles décharges dans ses comptes. T. III, p. 163.

L'Ass. de 1650, après avoir vu les Arrêts de décharge de la Dame Abbesse, ordonne qu'il sera poursuivi Arrêt au Conseil, en cassation de celui du 6 Avril 1648, rendu en sa faveur, avec autre Arrêt portant, qu'il sera fait retranchement de la somme dont elle a été déchargée, sur les paiements qui se font par semaines à l'Hôtel-de-Ville, sauf à la répéter contre ladite Dame, en cas que lesdits Arrêts ne soient pas accordés. T. III, p. 476.

M. le Garde des Sceaux refuse de signer l'Arrêt en cassation que poursuivoient les Agents, sur ce que celui de 1648 avoit été donné contradictoirement avec Mrs. les Agents. L'Assemb. de 1650, jugeant qu'il importoit de se

pourvoir contre ledit Arrêt, sur ce qu'il ordonnoit le rejet des décimes de la Dame Abbessé sur le Diocèse de Poitiers, a arrêté de nouveau de pourfuir la cassation dudit Arrêt, sous le nom du Syndic de Poitiers, qui n'étoit point partie dans l'Arrêt de 1648. T. III, p. 719.

Il est représenté, à l'Assemb. de 1665, qu'au lieu de communiquer aux Agents, comme il avoit été ordonné au Conseil du Roi, la production que Mdc. de Fontevault avoit faite en une instance contre le Syndic du Dioc. de Poitiers, pour se faire décharger de la taxe du Don fait au Roi, elle les y avoit fait assigner. Sur quoi, la Compagnie donne ordre aux Agents de communiquer avec la Province de Bordeaux, attendu que cette affaire regarde principalement le Diocèse de Poitiers; qu'ainsi les Agents doivent être déchargés de l'assignation, le Clergé ne pouvant pas être partie dans une instance en laquelle il n'a aucun intérêt. T. IV, p. 1044, 1045.

En l'Assemblée de 1723, le Promoteur rapporte la Requête du Syndic du Diocèse de Poitiers contre l'Abbé de Fontevault, qui refusoit de payer sa part du Don-gratuit de 1723: l'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel, dont l'avis est, que Mrs. les Agents devoient donner leurs soins pour procurer au Bureau Dioc. de Poitiers, un Arrêt du Conseil favorable, qui le maintienne dans le droit où il est d'imposer l'Abbaye de Fontevault & le Prieuré de Tuffon en dépendant, pour sa quote-part du Don de 1723. T. VII, p. 517.

La même affaire se présente dans l'Assemb. de 1726, qui fait solliciter l'affaire en faveur du Diocèse de Poitiers. T. VII, p. 846, 847.

M. l'Evêque de Poitiers expose, à l'Assemblée de 1758, que l'Abbeffe de Fontevault avoit fait signifier au Syndic du Diocèse, un Arrêt du Conseil d'Etat qu'elle avoit surpris le 12 Juillet 1757, sous prétexte d'une prétendue exemption; que par cet Arrêt, Sa Majesté, après avoir ordonné l'exécution des Lettres-Pat. & Arrêts ci-devant rendus en faveur de cette Abbaye, & membres en dépendants, l'avoit déchargée, & le Prieuré de Tuffon y réuni, de toutes impositions; qu'il ordonnoit en outre, que répartition seroit faite sur les autres Bénéficiaires du Diocèse, desdites sommes imposées; que le Syndic du Clergé de Poitiers s'étoit rendu

opposant à cet Arrêt. L'Assemb. prie
deux Députés de voir M. d'Ormesson,
Rapporteur de l'affaire, pour lui té-
moigner le vif intérêt qu'elle y prend.
T. VIII, p. 702 & suiv.

Le Diocèse de Poitiers, sans s'opposer à l'exécution de l'Arrêt, demandoit seulement d'en indemnifier le Diocèse, conformément aux clauses des contrats. M. d'Ormesson paroît être dans des dispositions favorables. T. VIII, p. 703.

Les Commissaires du nouveau Département général en l'An, de 1760, observent, que l'Abbaye de Fontevault oppole au Diocèse de Poitiers des arrangements anciennement pris avec nos Rois, pour être déchargée de toute imposition: elle se fonde aussi sur plusieurs Arrêts du Conseil, & en particulier sur celui de 1744, qui porte que cette Abbaye ne sera imposée que pour les Dons extraordinaires, & à raison du vingt-deuxieme des revenus du Diocèse: elle jouit cependant du dixieme du revenu; elle devoit, par conséquent, être imposée à proportion pour tous les Dons-gratuits sans distinction. Le soulagement que le Roi accorde à cette Abbaye, ne peut être que très-préjudiciable au Clergé Général.

L'Assemblée charge les Agents de donner toute leur attention à cette affaire.

M. l'Evêque de Poitiers, instruit de cette délibération, en remercie l'As.; & sur ce qu'il déclare de plus à demander, l'As., 1°. charge Mrs. les Agents de suivre, avec la plus grande attention, l'affaire qui est entre le Diocèse & l'Abbaye. Elle prie quatre Prélats de se joindre à ces Messieurs; 2°. elle donne pouvoir aux Agents de régler, finir & terminer cette affaire, de l'avis néanmoins de Mrs. les Prélats qui seront à Paris. T. VIII, p. 984, 985.

A l'occasion d'un Arrêt du Conseil, rendu provisoirement le 14 Avril 1761, en faveur de l'Abbaye, l'Assemb. de 1765, après le Rapport de la Commis- sion, sur les fondemens de la prétende exemption de l'Abbaye, quant aux impositions, & les raisons contraires, fait intervenir Mrs. les Agents pour la révocation des décharges que l'Abbaye se procure d'année en année. T. VIII, p. 1336 & f.

L'Arrêt du Conseil, du 14 Avril 1761,
rendu entre l'Abbaye de Fontevault &
le Prieuré de Tuffon d'une part, & le

Clergé d'autre
charge de roud
naires, & ne les
cer par les fix d
qu'à la contribu
extraordinaires

Sur les repr
lors au Confeil
ordonna, par l
roit tenu comp
for Royal, des
trouveroit mor
faites sur cet
de Poitiers, po
naires; ce qui
juges & comp
de 1767, & a d
de 912 liv. M
du 6 Oct. 176
compr des fra
me année) fix
qu'il a accord
vrault & au P
somme de 170
totalité des im
res qu'extraor
deux Bénéfices
Sa Majesté a co
nuellement
pour le Clergé
qui lui feroit
Royal, en déd
T. VIII, p. 17

II. La Reine

Fontevraule u
sur l'Abbaye d
Prélats assemb
Paris, s'en pla
§. I.

III. L'Evêq.

l'Aff. de 1633
 visite de la c
 Saint-Lauren
 de Fontevran
 lui en est don
 te & par les C
 ment par un
 Conseil, l'AB
 toir appelé c
 donnances, &
 Conseil. A l'e
 l'Evêque de
 cultes & refus
 de reconnoî
 les chefs don
 parrain dans
 comme de l'e
 Confesseurs,
 plaintes, l'A
 Cominges a
 & en outre.

Clergé d'autre part, leur accorda la décharge de toutes les impositions ordinaires, & ne les assujettit, à commencer par les six derniers mois de 1760, qu'à la contribution des impositions extraordinaires.

Sur les représentations faites pour lors au Conseil par les Agents, le Roi ordonna, par le même Arrêt, qu'il seroit tenu compte au Clergé, par le Trésor Royal, des sommes auxquelles se trouveroit monter la moitié des taxes faites sur cette Abbaye par le Diocèse de Poitiers, pour les impositions ordinaires; ce qui a été suivi & exécuté jusques & compris les six premiers mois de 1767, & a donné lieu à l'indemnité de 9128 liv. Mais par un autre Arrêt, du 6 Octobre 1767, le Roi ayant (à compter des six derniers mois de la même année) fixé la nouvelle décharge qu'il a accordée à l'Abbaye de Fontevrault & au Prieuré de Tuffon, à la somme de 17000 liv. par année, sur la totalité des impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, auxquelles ces deux Bénéfices se trouveroient taxés, Sa Majesté a consenti de supporter annuellement, par forme d'indemnité pour le Clergé, une somme de 13000 l., qui lui seroit payée par son Trésor Royal, en déduction de cette décharge. T. VIII, p. 1779, 1780.

II. La Reine accorde à l'Abbesse de Fontevrault une pension de 4000 liv. sur l'Abbaye de Relec en Bretagne: les Prélats assemblés extraordinairement à Paris, s'en plaignent. *Voyez Pensions, §. I.*

III. L'Evêq. de Cominges se plaint à l'Ass. de 1633, qu'ayant voulu faire la visite de la clôture du Monastère de Saint-Laurent, dépendant de l'Abbaye de Fontevrault, suivant le pouvoir qui lui en est donné par le Concile de Trente & par les Ordonnances, & nommé par un Arrêt contradictoire du Conseil, l'Abbesse de Fontevrault auroit appelé comme d'abus de ces Ordonnances, & l'auroit relevé au Grand-Conseil. A l'occasion de cette plainte, l'Evêque de Chartres expose les difficultés & refus que ladite Abbesse faisoit de reconnoître les Evêques, sur tous les chefs dont la connoissance leur appartient dans les Monastères exempts, comme de l'examen & approbation des Confesseurs, Prédicateurs, &c. Sur ces plaintes, l'Assemblée juge que M. de Cominges a le droit de faire lad. visite; & en outre, qu'il devoit, en cette inf-

tance intentée pour la seule visite, se plaindre incidemment de tous les autres refus de la Dame Abbesse, & en poursuivre le Jugement avec Mrs. les Agents. T. II, p. 794.

M. l'Archev. d'Auch rend compte à l'Assemb. de 1755, qu'ayant voulu faire la visite de la clôture du Couvent de Vaupillon, de l'Ordre de Fontevrault, la Supérieure lui en avoit refusé l'entrée, sous prétexte d'exemption. La Compagnie renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdiction. T. VIII, p. 566.

IV. La Dame Abbesse est condamnée à ne plus permettre à ses Religieuses de sortir, sans la permission de l'Ordinaire. *Voyez Clôture, n°. II.*

FORÊTS.

Voyez Eaux. Bois.

FORMULAIRE.

§. I. *De la Loi du Formulaire, tant du Clergé de France, que du Pape Alexandre VII, contre les cinq Propositions de Janfénius. Ordonnances à ce sujet.*

I. Le Clergé de France assemblé en 1634 & 1635, avoit convié les Evêques du Royaume à faire recevoir & souscrire, chacun en son Diocèse, la Constitution d'Innocent X & le Bref de ce Pape, du 29 Septembre 1654, contre les cinq Propositions de Janfénius, à tous les Chapitres & à toutes les Communautés, tant séculières que régulières, exemptes & non exemptes, & à ceux qui sont ou seront pourvus de Bénéfices, & généralement à toutes personnes qui sont sous leur charge, de quelque qualité & condition qu'elles soient. On devoit procéder contre les réfractaires, par les voies canoniques. T. IV, P. Just. p. 33, 39.

L'Assemblée de 1655, dans la séance du 17 Mars 1657, après avoir reçu la Constitution d'Alexandre VII, du 16 Octobre 1656, confirmative de celle d'Innocent X, ordonne que la Formule de souscription que doivent faire toutes les personnes Ecclésiastiques, suivant la délibération du premier Septembre 1656, sera ajoutée à cette Constitution, afin qu'elle soit souscrite conjointement avec la précédente, & que les Prélats seront exhortés à faire procéder à cette souscription dans un mois; & afin qu'il y ait une uniformité dans cette souscription, les Pré-

donnance du Prélat, avoit obtenu un Arrêt du Conseil : l'Assemblée en pour-suit vivement la révocation & l'obtient. Même refus du Chapitre de Rouen, condamné par Arrêt. Semblable prétention du Chapitre de Saint-Martin de Tours, & de celui de Saint-Garien, condamnés aussi par autre Arrêt du Conseil.

Les Religieux de Saint-Germain-des-Prés prétendent de même ne devoir souscrire qu'en vertu du Mandement de leur Abbé : l'Assemblée fait au Roi ses Remontrances contre led. Mandement : Sa Majesté répond avoir déjà préjugé l'affaire par l'Arrêt, contre les deux Chapitres de Tours. L'Abbé & les Religieux de Sainte-Genevieve présentent une Requête au Roi, pour qu'il lui plaise leur accorder le même avantage que celui qu'avoit reçu la Sorbonne, à laquelle l'ordre de souscrire avoit été envoyé par une Lettre de cachet ; la Requête est rejetée. Les Religieux de l'Abbaye de la Valette, Ordre de Cîteaux, Diocèse de Tulle, ayant refusé de souscrire sous le Mandement de l'Evêque de Tulle, le Général de Cîteaux leur ordonne de souscrire au plutôt en vertu dudit Mandement. T. IV, p. 617 jusq. 623.

III. Les Sieurs de Contes & Houdencq, Vicaires-Généraux de M. le Card. de Retz, donnent un Mandement, le 8 Juin 1661, dans lequel ils exposent, que, quoiqu'il ne s'agit du temps d'Innocent X, que de savoir si les cinq Propositions étoient véritables, ou catholiques, ou si elles étoient fausses & hérétiques, néanmoins on auroit mu une autre question de fait, savoir si elles sont de Jansénius ou non ; ce qui avoit donné sujet à Alexandre VII, de prononcer sur cette question, par sa Bulle de 1656 : en conséquence de laquelle auroit été ordonné de signer un Formulaire, lequel lesdits sieurs Grands-Vicaires ordonnent pareillement de signer ; mais n'ordonnant, quant au fait de Jansénius, qu'un silence respectueux.

L'Ass. de 1660, prenant congé du Roi, se plaint du Mandement. Sa Majesté ordonne que les Prélats s'assembleront pour en donner leur avis. Deux Assemblées tenues à Fontainebleau en cette occasion, l'une le 26 Juin 1661, l'autre le 2 Juillet suivant. L'avis des Prélats assemblés au mois de Juin, est que le Mandement est nul, de plein droit révoqué ; que Sa Majesté fera sup-

Table de la Coll. des P. V.

plée d'appuyer leur avis par un Arrêt, & de défendre auxdits Vicaires-Général de faire signer le Formulaire en vertu de ce Mandement. Le dernier Juin, Arrêt est rendu, qui ordonne que le Mandement sera présenté aux Prélats pour en donner leur avis. Ils s'assemblent le 2 Juillet, confirment leur délibération du 26 Juin, & adressent une Lettre circulaire aux Evêques. Autre Arrêt du 9 Juillet, qui ordonne, que, conformément à l'avis des Prélats, le Mandement demeurera révoqué, &c.

Lettre de Sa Majesté au Pape, pour le prier de remédier aux maux causés par le Mandement des Grands-Vicaires : ils tâchent eux-mêmes de se justifier auprès de Sa Sainteté ; ils en reçoivent un Bref plein d'indignation contre eux. Le Pape en adresse un autre au Nonce & à l'Archev. de Toulouse, pour procéder contre lesdits Vicaires-Général, les déposer de leur office, & élire en leur place un Vicaire Apostolique. Le Roi accorde des Lettres-Patentes pour l'exécution du Bref : cependant les G. Vicaires donnent un nouveau Mandement qui révoque le premier, & ordonnent la signature suivant la Formule du Clergé. T. IV, P. J. p. 175, 176, 177.

IV. Au mois d'Avril 1664, le Roi, pour autoriser ce qu'avoit fait le Clergé, donne des Lettres-Patentes en forme d'Edit, enregistrées au Parlement, par lesquelles il ordonne la signature du Formulaire. L'Edit contenoit une disposition qui déplut au Clergé ; savoir, que la souscription se feroit entre les mains du Lieutenant-Général. Cette disposition fut réformée par la Déclaration du 15 Février 1665. T. IV, P. Just. p. 177.

V. Quelques Prélats & plusieurs Ecclésiastiques du second Ordre, auroient leur refus de signer ou faire signer le Formulaire dressé par le Clergé, de ce que le Pape ne s'étoit point encore expliqué sur ce Formulaire. Le Roi eût devoir faire instance à Sa Sainteté, pour avoir une Constitution qui approuvât ledit Formulaire, ou qui en contiendrait un autre semblable, auquel le Pape ordonneroit de souscrire. Le Souverain Pontife ne tarda pas à donner une nouvelle Bulle ; elle est du 15 Février 1665, & contient une nouvelle Formule, la même pour le fond, que celle du Clergé.

Il y eut, par l'ordre du Roi, quelques conférences de Prélats à l'Archevêché : la première, le onze Mars 1665. S. M.

Y y y

desiroit que les Evêques assemblés, terminassent dans la même séance l'affaire de la nouvelle Bulle; ce qui ne put se faire, notamment à cause que le Pape commettoit pour l'exécution de sa Bulle, non-seulement les Evêques, mais encore les Ordinaires des lieux qui se prétendoient exempts, ce que nos Evêques ne purent souffrir. Deuxième conférence, dans laquelle, après une longue discussion des difficultés que pouvoit souffrir la Bulle, les Prélats assemblés arrêterent de supplier S. M. de faire insérer dans ses Lettres-Patentes pour la publication de la Bulle, que les Ecclésiastiques souscriront par l'autorité seule des Evêques; qu'il y soit mis encore que la Bulle ne fait que confirmer le Formulaire dressé par le Clergé; qu'enfin, il n'y soit point dit que la souscription se fera devant le Lieutenant-Général ou autre Juge laïque. La Compagnie écrit une Lettre au Pape & une autre aux Evêques. T. IV, P. J. p. 177, 178, 179.

L'Assemb. de 1665, sur les fortes Remontrances faites au Roi sur la clause de la Déclaration de 1664, en obtint une nouvelle au mois d'Avril 1665, qui décharge les Ecclésiastiques de signer le Formulaire du Pape, pardevant le Lieutenant-Général des lieux où sont situés les Bénéfices, mais seulement pardevant les Evêques. L'Assemb. en demande un *duplicata* pour le G. Conseil & pour les Parlements. T. IV, p. 918, 919, 920.

§. II. Différentes affaires concernant les refus de signature pure & simple du Formulaire, portées aux Assemblées du Clergé : délibérations à ce sujet.

En l'Ass. de 1726, M. l'Archevêq. de Narbonne rend compte d'un Arrêt du Parlement de Paris, rendu à l'occasion de la Théologale de Reims. Le sieur Cabrisseau en étoit résignataire, & les Provisions en Cour de Rome sur la résignation qui lui en avoit été faite, lui avoient été refusées par le Pape : il se pourvut par appel comme d'abus au Parlement, & obtint un Arrêt qui le renvoya pardevant M. l'Archevêq. de Reims, pour obtenir le titre de cette Théologale. S'étant présenté, il fut refusé, sur ce qu'il ne voulut point signer le Formulaire purement & simplement : sur ce refus, il se pourvut de nouveau au Parlement, & y obtint un Arrêt sur

Requête, qui le renvoya pardevant l'Evêque de Laon, qui lui donna titre, sans exiger la signature du Formulaire. Voyez Reims, n°. 8.

M. l'Evêque de Boulogne fait part à l'Assemb. de 1730, de trois Arrêts du Conseil d'Etat, des 20 Mars 1727, 17 Juillet 1728 & 4 Mars 1729, par lesquels le refus fait par M. l'Archev. de Reims au sieur Cabrisseau, de l'institution canonique, faite d'avoir signé, ainsi qu'il en avoit été requis, le Formulaire purement & simplement, a été jugé valable & bien fondé. T. VII, p. 1105, 1106. P. J. p. 318 & suiv.

M. l'Evêque d'Auxerre, suivant l'usage le plus général des Diocèses du Royaume, avoit coutume d'insérer la mention de la signature du Formulaire dans les provisions de Bénéfices qu'il donnoit : en ayant usé ainsi dans les provisions de la Pénitencerie & d'un Canoniat vacant dans sa Cathédrale, le Chapitre d'Auxerre, dans l'acte de réception du Pourvu, protesta contre cette mention comme insolite, & se réserva de se pourvoir, ainsi que de droit, comme étant, ladite mention, contraire à la Déclaration du 2 Septembre 1754. Cet exemple fut suivi, peu de temps après, par le Chapitre de la Collégiale de Donzi, dans l'acte de réception d'un Chanoine. Sur la Requête de M. l'Evêque d'Auxerre, Arrêt est intervenu au Conseil d'Etat, le 21 Août 1755, qui ordonne, que les protestations des Chapitres d'Auxerre & de Donzi, seront rayées & biffées sur les registres dedit Chapitres. Il n'est fait mention de cet Arrêt, que dans les *Pieces Just.* de l'ancien Procès-verbal de 1755, p. 696 & s.

Autre affaire dont il est fait rapport en l'Assemb. de 1765. Le sieur Pellei avoit été présenté à la Cure de Saint-Pierre de la Haie, au Dioc. de Bayeux : s'étant pourvu à l'effet d'obtenir les provisions, M. l'Ev. de Bayeux avoit préalablement exigé qu'il signât purement & simplement le Formulaire ; le présent refus, & se contenta de le signer sur le registre du Secrétariat de l'Evêché, avec la distinction du fait & du droit. Le *visa* lui est refusé en conséquence. Le sieur Pellei, sur ce refus, prend une Consultation de deux Avocats, où l'on veut établir deux moyens d'abus : 1°. sur ce que l'exécution de la signature pure & simple du Formulaire, est contraire à la Déclaration de 1754 ; 2°. sur ce que la signature, avec la distinction,

est suffisante. le sieur Pellei eut des lettres de Chancellerie de Chan. d'intimer M. le Parlement de Paris sur l'appel de l'Assemb. affaire au Ev. pour, sur l'Es. sera fait, pre. venable pour grande exacte ture pure & 1414.

M. l'Evêque la même Affe. Gagneux, Ch. s'étant présen. pour leur der. quence des P. de la même E. en Cour de R. voit pas voul. rement & sin. fus sur la Loi. Déclarations. conséquence. re, le *Visa* ne manquero. Parlement. I. men de cette Jurisdiction. avis, l'Assem. un Mémoire. connoître l'a. clarations de. lui représen. seroit de sa. fures efficace. comme d'ab. civile. Le M. qui témoigne. favorables p. de la Loi d. dire à M. le. point recev. qui pourroit. Gagneux, & pels comme. fussent adm. séculiers. T. 1416.

M. l'Archev. de 1770. & à s'élever au sujet du laire, fait par le Cha. Chantré. I. Agents de. affaire. T.

est suffisante. Sur cette Consultation, le sieur Pellei obtient en 1765, des Lettres de Chancellerie, qui permettent d'intimer M. l'Evêque de Bayeux au Parlement de Rouen, pour y procéder sur l'appel comme d'abus.

L'Assemb. renvoie l'examen de cette affaire au Bureau de la Jurisdiction, pour, sur l'examen & rapport qui en sera fait, prendre le parti le plus convenable pour maintenir, avec la plus grande exactitude, la Loi de la signature pure & simple. T. VIII, p. 1413, 1414.

M. l'Evêque d'Auxerre fait part à la même Assemb. de 1765, que le sieur Gagneux, Chanoine Sémi-Prébendé, s'étant présenté à ses Grands-Vicaires, pour leur demander le *Visa*, en conséquence des Provisions d'un Canonicaire de la même Eglise, qu'il avoit obtenues en Cour de Rome, par résignation, n'avoit pas voulu signer le Formulaire purement & simplement, fondant son refus sur la Loi du silence imposé par les Déclarations de 1754 & de 1756; qu'en conséquence du refus de cette signature, le *Visa* lui avoit été refusé; qu'il ne manqueroit pas de se pourvoir au Parlement. L'Assemblée renvoie l'examen de cette affaire au Bureau de la Jurisdiction. Sur leur rapport & leur avis, l'Assemblée arrête de présenter un Mémoire au Roi, pour lui faire connoître l'abus que l'on fait des Déclarations de 1754 & de 1756, & pour lui représenter en même-temps, qu'il seroit de sa sagesse de prendre des mesures efficaces, pour prévenir l'appel comme d'abus & l'envoi en possession civile. Le Mémoire est présenté à S. M. qui témoigne être dans des dispositions favorables pour maintenir l'exécution de la Loi du Formulaire, & qui fait dire à M. le Premier-Président, de ne point recevoir l'appel comme d'abus qui pourroit être interjeté par le sieur Gagneux, & que désormais tous les appels comme d'abus, en ce genre, ne fussent admis par aucuns Tribunaux séculiers. T. VIII, p. 1414, 1415 & 1416.

M. l'Arch. de Reims fait part à l'Ass. de 1770, d'une nouvelle affaire prête à s'élever dans le Diocèse d'Auxerre, au sujet du refus de signer le Formulaire, fait par le sieur Tellier, élu par le Chapitre à la dignité de Grand-Chantre. L'Assemblée charge Mrs. les Agents de donner leurs soins à cette affaire. T. VIII, p. 1828.

Sur ce qui s'est passé par rapport au Formulaire, dans les Assemb. de 1755, 1758, 1760, 1762, 1765, 1770. Voyez Religion, §. XI.

FORTIFICATIONS.

FORTIFICATIONS & remparts des Villes, Garde des portes, garnison, magasin, munitions, sentinelles, &c. Les Ecclésiastiques sont exempts de toutes contributions pour ces choses. Voyez Oâtrois.

FOUAGES.

L'Ass. de 1710, art. 15 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de faire défenses aux Collecteurs des fougages, de comprendre dans leurs rôles les biens ecclésiastiques amortis. Accordé. Recueil, p. 1528.

Arrêt à ce sujet du Conseil d'Etat, du 12 Août 1710, qui défend auxdits Assesseurs & Collecteurs des fougages, de comprendre dans leurs rôles les biens des Ecclésiastiques. T. VI, P. Just. p. 416.

L'Assemb. de 1730, par l'art. cinq de son Cahier sur le Temporel, supplie Sa Majesté d'ordonner l'exécution de l'Arrêt ci-dessus de son Conseil, dans la Province de Bretagne, nonobstant les Arrêts des 19 Février & 20 Août 1716, & Lettres-Patentes expédiées sur ce dernier, obtenues au préjudice du Clergé, par les deux autres Ordres des Etats de Bretagne, & de déclarer en conséquence les biens des Ecclésiastiques exempts des fougages, soit que les Ecclésiastiques les fassent valoir, soit qu'ils les donnent à ferme. Réponse. *L'exemption du paiement des fougages en la Province de Bretagne, a été accordée par l'Arrêt d'Août 1710, en faveur des Ecclésiastiques & Communautés qui jouissent par leurs mains des revenus de leurs Bénéfices; à l'égard de l'exemption demandée pour ceux qui font valoir les biens des Ecclésiastiques, Sa Majesté fera communiquer cette demande aux Etats de Bretagne.* Recueil, p. 1585, 1586.

La demande de l'art. ci-dessus ayant été renouvelée dans l'art. cinq du Cahier de 1735, Sa Majesté répond, que les Arrêts des 19 Février & 16 Août 1716, ont été rendus en grande connoissance de cause. Cependant Sa Majesté voudra bien faire recevoir les Mémoires que le Clergé aura à remettre à ce sujet, & les fera examiner de nouveau pour y pourvoir, après avoir reçu les réponses des Etats. Recueil, p. 1701, 1702.

L'Assemblée de 1740, art. fix de son Cahier, renouvelle la demande. La réponse n'est pas plus favorable. T. VII, P. Just. p. 418, 419.

FRAIS COMMUNS DES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.

Les frais communs des Assemb. du Clergé comprennent les taxes des Députés, les aumônes, les gratifications, les parties des ouvriers, &c. On va rapporter par ordre de dates, ce qui se trouve de remarquable dans les Procès-verbaux des Assemb. relatif à cet objet.

1567. En l'Assemb. de 1567, les Députés requièrent, vu la cherté des vivres & le long séjour, d'être aidés de quelques deniers du Clergé, à la charge de les rendre; les Syndics-Généraux & le sieur Marcel s'y opposent. Pour obvier aux frais qu'occasionneroit la convocation des Provinces, à l'effet de régler la taxe des Députés, il est arrêté que cette taxe sera réglée par l'Evêque de Paris & autres pour ce nommés, par journées d'hommes & de chevaux, eu égard à la cherté des vivres. L'Assemb. fait avancer à chaque Député, cent livres pour s'en retourner en sa Province, & elle accorde le terme d'un an à ceux qui avoient reçu quelques sommes, pour les payer. T. I, p. 60, 61.

1580. L'Assemb. de Melun, attendu le grand séjour des Députés à Melun, ordonne que, suivant l'offre & prière du sieur de Castilles, il seroit pris sans intérêt, autant d'argent de lui, que pourroit monter la taxe des Députés, pour quatre mois, sous l'obligation desdits Députés de chaque Province pour la somme qu'ils auront prise, & non qu'aucune Province soit solidaire pour l'autre. La même Assemb. ordonne que les taxes que les Députés auront faites avec leurs Provinces ou Diocèses, tiendroient, en cas qu'ils eussent composé avant de partir, de quoi ils se purgeroient par serment, & déclareroient à quelle raison ils auroient composé, & n'en prendroient que pour le temps réglé par la Compagnie; & touchant ceux qui n'auroient fait aucune composition, ils seroient entr'eux une taxe modérée, & la présenteroient à l'Assemb. pour y être autorisée. La Province d'Embrun n'ayant fait comparoir aucun Député de sa part, il est arrêté qu'ellen'en contribuera pas moins à la dépense extraordinaire qu'il sera convenu de faire en la présente Ass.,

1176
autre que la dépense des Députés. T. I, p. 224, 225.

En l'Ass. de 1582, sur ce qui fut remontré, que plusieurs Députés avoient été envoyés de leurs Provinces, sans leur être assigné de taxes, & que les autres auxquels on en avoit assigné, auroient beaucoup de peine à se faire payer, s'il n'y étoit pourvu; il est ordonné que les taxes des premiers seroient les mêmes que celles de l'Assemblée de Melun; & que pour faciliter le paiement des uns & des autres, les Agents obtiendroient Lettres du Roi, pour contraindre les Diocèses au paiement des taxes, dont le sieur de Castilles fera recette avec les autres deniers du Clergé. T. I, p. 245, 246.

Sur la même remontrance faite à l'Assemb. de 1584, cette Assemb. rend sur la taxe de ses Députés, la même Ordonnance que la précédente Assemb. T. I, p. 269.

L'Assemblée de 1585 avoit duré 9 mois. Le 30 Octobre, elle donne un premier Mandement au sieur de Castilles, pour avancer à chacun des Prélats 300 écus, & la moitié aux autres Députés. Le 20 Décembre 1585 & le 31 Mars 1586, deux autres Mandements semblables. T. I, p. 406. P. J. p. 101.

Cette Assemblée règle que les frais tant communs, que les taxes des Députés, seront pris & rejetés sur le général du Clergé par imposition, de telle sorte de décimes à quoi lesdits frais monteront. Les Députés, pour régler les taxes, prennent pour maxime, ce qui avoit été fait dans l'Assemblée de Melun, bien que la cherté du temps fût plus grande. On demande s'il sera fait taxe à Mrs. les Cardinaux, ou si on s'en rapportera à leur religion: l'Assemb. charge les Députés de leurs Provinces de savoir leur intention, & qu'il en sera ensuite délibéré. T. I, p. 407.

L'Assemb. de 1586 nomme deux Députés pour procéder aux taxes: arrêté qu'en y procédant, on suivra la taxe de l'Assemb. de 1584, pour l'audition des comptes. T. I, p. 424.

L'Assemb. de 1595-1596 ayant à régler la taxe de ses Députés, ordonne qu'ils dresseroient une déclaration contenant le jour de leur départ de leur Diocèse, avec la composition qu'ils ont faite avec leurs Provinces, si aucune y a, & la somme qu'ils ont reçue pour le voyage.

On met ensuite en délibération, si

on seroit porter taxes des Députés, ou si chaque Province la taxe de ses Députés, ou si celles qui avoient & 1586, ou si les frais communs seroient tout ou en partie qui n'avoient payés: il fut arrêté que les frais communs seroient ces défaites, régale sur les autres la livre, sur le chaque Province ses Députés; & des vivres, & sa pour l'avenir, il seroient augmentés de Bourges seroit jour, Mrs. les Evêques & les diocèses à cinq écus, les mes Eglises à collationnaires de Collationnaires tout sans préjudice des conventions faites avec leurs Députés.

En l'Assemb. de 1600, le sieur de Castilles expose, qu'il ne voient point de taxes des précédentes jetter sur les Provinces, que chose de plus que leurs taxes des anciens Agents reçus de ces Provinces leurs représentants que certaines provinces, outre les communes. T. I, p. 101.

Suivant l'état des communes de l'Assemblée se montent à 300000. T. I, p. 101.

En l'Assemb. de 1601, d'Embrun & de député. L'Assemblée d'icelles la outre & par des frais communs: elle ordonne tenu aux Assemblées 1600. T. I, p. 101.

L'Ass. de 1602 les taxes des Députés à celles des autres, & que le ordonné de plus jour, sans y co-

on feroit porter par tout le Clergé les taxes des Députés sur le pied des décimes, ou si chaque Province porteroit la taxe de ses Députés; si on suivroit celles qui avoient été faites en 1580 & 1586, ou si on les augmenteroit; si les frais communs se porteroient en tout ou en partie par les Provinces qui n'avoient point envoyé de Députés: il fut arrêté qu'une partie des frais communs seroit portée par les Provinces défailantes, & que le reste seroit régalé sur les autres Provinces, au sol la livre, sur le pied des décimes; que chaque Province porteroit les frais de ses Députés; & ayant égard à la cherté des vivres, & sans tirer à conséquence pour l'avenir, il fut réglé que les taxes seroient augmentées; que M. l'Archev. de Bourges seroit taxé à neuf écus par jour, Mrs. les Evêques à huit écus, les Abbés & les dignités des Cathédrales à cinq écus, les Chanoines des mêmes Eglises à quatre écus, les Chanoines des Collégiales à trois écus; le tout sans préjudice des taxes & conventions faites par les Provinces avec leurs Députés. T. I, p. 610.

En l'Assemb. de 1600, le Promoteur expose, que trois Provinces n'avoient point député; que la coutume des précédentes Assemb. étoit de rejeter sur les Provinces absentes quelque chose de plus que le montant de leurs taxes des frais communs. Les anciens Agents représentent les miseres de ces Provinces; sans avoir égard à leurs représentations, il fut ordonné que certaines sommes modérées, seroient imposées sur chacune de ces Provinces, outre leur quote-part des frais communs. T. I, p. 681.

Suivant l'état sommaire des frais communs de l'Ass. de 1600, lesdits frais se montent à 36192 écus 43 sols 4 deniers. T. I, P. J. p. 181.

En l'Assemb. de 1602, les Provinces d'Embrun & d'Arles n'avoient point député. L'Assemblée impose sur chacune d'icelles la somme de cent écus, outre & par-dessus leur quote-part des frais communs pour la taxe des Députés: elle ordonne qu'on suivra l'ordre tenu aux Assemblées de 1596, 1598, 1600. T. I, p. 700, 701.

L'Ass. de 1605-1606 ordonne, que les taxes des Députés seront semblables à celles des Assemblées précédentes, & que le même pied sera suivi: ordonné de plus qu'elles finiront tel jour, sans y comprendre le retour. Sur

ce que certains Députés avoient déclaré, qu'il ne feroit imposé sur les Diocèses de leur Province, que moitié des sommes qui leur seroient accordées, la matiere mise en délibération, il fut arrêté que, sans avoir égard auxdites Déclarations, les taxes des Députés seroient entièrement payées par le R. G., attendu qu'elles n'étoient point imposées sur les Dioc., mais qu'elles étoient prises sur les treize cent cinquante mille liv. que le Roi avoit remises au Clergé. T. I, p. 779.

L'Assemb. de 1608 ordonne, que les taxes des Députés ne pourront être payées, ni en tout, ni en partie, que dedans les Provinces qui les auront députés, sans qu'il en soit rien payé par le Recev. Gén., ni employé pour lesdites taxes plus de 30 liv. par jour, & pour deux mois de séjour seulement, aux Assemblées des comptes. T. I, p. 798.

La même Assemb. ordonne, que les frais communs des Assemb. des comptes, ne pourront excéder la somme de deux deniers pour livre, à imposer sur le Clergé, soit pour aumônes, dons, gratifications, logis, ameublement, &c. *Ibid.* p. 798.

En la même Assemb., il est arrêté, qu'on prendroit les frais communs de l'Assemb. sur les Receveurs particuliers, sauf aux Diocèses d'imposer sur eux, s'ils ne veulent point emprunter, ou permission à eux de rembourser ledit emprunt, quand bon leur semblera. T. I, p. 812.

En l'Ass. de 1610, on commence par délibérer sur trois points principaux portés par le règlement de 1608; savoir, si les Députés de chaque Province pourroient prendre plus de dix écus par jour; si ladite taxe seroit payée à Paris par le Recev. Gén., ou bien par le Provincial dans la Province; & si pour les frais communs on emploieroit plus de deux deniers pour livre. Après une longue & mure délibération, il est arrêté, que les Règlements anciens concernant les taxes des Députés, seront gardés; que lesdites taxes seront payées à Paris par le Recev. Gén. en la maniere accoutumée; quant aux frais communs, que le Règlement de la dernière Assemb. sera observé, s'il n'arrive quelque nouvelle occurrence qui oblige de prendre une autre résolution. T. II, p. 4.

L'état final des frais communs de l'Assemb. de 1608, pour la dépense, est de 292148 liv. 9 l. 6 den., & pour la

1608.

1610.

recette, de 290645 l. 19 s. 3 den. T. II, P. Jult. p. 11.

1614.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614 a fait plusieurs Réglemens, concernant les taxes des Députés & les frais communs; lesdits Réglemens ont été confirmés par Arrêt du Conseil d'Etat du 5 Mars 1615.

Quant aux taxes, 1°. celles des Arch. & Evêques n'excéderont point la somme de 20 l. par jour; les Abbés & Dignités des Cathédrales & autres, la somme de 12 liv.; & celles de tous autres Bénéficiers, la somme de 9 livres, n'excédant lesdites taxes en tout, la somme de 32 liv. par jour, & au dessous d'icelle, selon que les Provinces voudront user de ménage; ce qui leur sera loisible. Aux Assemblées-Générales de dix en dix ans, ne seront payés les Députés que pour deux mois qu'elles doivent durer, non compris le voyage & le retour; & pour les Assemb. des comptes, que pour un mois, non compris aussi, &c. Et au cas que lesdites Assemb. soient prolongées au-delà, lesdits Députés séjourneront à leurs dépens, sans prendre aucune taxe, pour quelque considération que ce soit.

2°. Durant lequel séjour d'un ou de deux mois, lesdits Députés ne seront payés qu'à raison des journées qu'ils auront actuellement servi, & seront entrés esdites Assemb., duquel service seront tenus de présenter certificat, signé du Président & du Secrétaire, contenant les journées.

3°. Les jours accordés pour le voyage & le retour, seront ainsi réglés; savoir, la Province de Lyon, dix jours; Vienne 13 jours; Embrun 16 jours; Aix, Arles, Narbonne, Toulouse & Auch, 18 jours; Bordeaux 14 jours; Tours dix jours; Bourges 15 jours; Rouen 6 jours; Sens & Reims 4 jours; & autant pour leur retour.

4°. Les deniers des taxes des Députés seront imposés sur les Bénéficiers de chacune Province, suivant le département qui en sera dressé en la présente Assemblée, & leur sera envoyé avec la Commission & les Lettres-Patentes, portant pouvoir d'en faire la levée, un an avant lesdites Assemblées, & ce par les Agents; & pourra un même département servir pour plusieurs années, attendu que les taxes ne peuvent augmenter; & en cas que les Provinces y apportent ci-après quelque ménage, ce qui restera de l'imposition d'une année, sera porté sur la suivante, sans pouvoir

être divertí, &c. T. II, p. 204, 205, 207.

A l'égard des frais communs, & pour faire cesser les plaintes qu'ils ont souvent occasionnées, arrêté, 1°. qu'il ne se fera autre dépense, à cause desdits frais, sinon des sommes & pour les causes suivantes.

Pour la célébration de la Messe, durant un mois, 45 liv.

Au Clerc qui sert à l'Autel, 10 liv.

Pour louage de la Salle, 150 liv.

A l'Huissier ordinaire, 50 liv.

Au Secrétaire de l'Assemblée, pour ses peines, 200 liv.

Au Promoteur, pour ses peines, 100 livres.

Lesquels articles doubleront aux Assemblées du Contrat, attendu qu'elles durent deux mois.

Plus, pour les dix-sept copies des Procès-verbaux, 200 liv.

Au sieur de la Fons, Secrétaire du Roi, 100 liv.

Au Secrétaire des Assemb. extraordinaires, 60 liv.

Aux Agents sortant de charge, pour leur séjour durant l'Ass. en laquelle ils rendront compte, & pour leur retour, 600 liv. à chacun.

Sommes des frais communs des Assemblées, pour l'audition des comptes, 2115 liv.

Sommes des frais communs des Assemblées, pour le fait du Contrat, 2670 liv.

2°. Lesdites sommes s'imposeront sur lesdits Bénéficiers, un an avant les Assemblées, & seront remises es mains du Rec. Gén., tant pour que la somme étant prescrite pour les frais communs, ils ne puissent augmenter, que pour en éviter les intérêts.

3°. Ne pourront les Assemblées emprunter ci-après aucunes sommes pour le paiement des taxes des Députés, frais communs, Ministres convertis, ou autres gratifications, ni même passer aucunes obligations pour lesdites causes, ou autres quelconques: si elles sont passées, elles sont, dès à présent, dévouées & déclarées nulles. Défenses aux Agents de poursuivre, ni envoyer aucunes commissions pour imposer deniers sur les Bénéficiers, hors les sommes & pour les causes ci-dessus déclarées, à peine d'en répondre en leur nom: à eux enjoint d'avertir les Diocèses de n'imposer, ni lever aucunes sommes, sinon celles ci-dessus déclarées. T. II, p. 207, 206.

L'état des f. Chambre Eccl. durant lesdites compris le pr pour l'Assemb. aux Assemb. 13500 livres.

Nonobstant Chambre pour elle a ordonné voyage, le s'f. fait à l'accou jour de ce qui 1606, sans p conventions p ques-uns des D faites avec les ges qui les a p. 225.

Il y eut quel pour l'impositio dites taxes: q pour obtenir ce département? p & par une seu faut-il une com chaque Bailliage cette seconde de frais & de p à qui la comm tement sur le li sée, au Supérieur Juge Royal? A ficile de déterm rieurs Ecclésiast ses, devant qui partement, on Royal. T. II, p.

1619.

L'Assemblée translation de l'imposition or fire pour les tax de ladite Assemb que du déber d des Ministres co il en sera dédui & ledit compte somme. T. II,

En la même senté, qu'atten peoses des Dép de remettre les me; sur quoi, avoir égard à l' 1614, quant à remises sur l'anc qu'il ne sera rien ordonnés par le voyages des D Assemblées. T.

La même As

L'état des frais communs faits en la Chambre Ecclésiast. aux Etats de 1614, durant lesquels Etats, se montent, y compris le prix des meubles achetés pour l'Assemblée, & qui doivent servir aux Assembl. suivantes, à la somme de 13500 livres. T. II, p. 225.

Nonobstant le Règlement de ladite Chambre pour les taxes des Députés, elle a ordonné que ces taxes pour le voyage, le séjour & le retour, seront faites à l'accoutumée, & à raison par jour de ce qui fut taxé en l'Assemb. de 1606, sans préjudice toutefois des conventions particulières, que quelques-uns des Députés pouvoient avoir faites avec les Sénéchaux ou Baillages qui les avoient députés. T. II, p. 225.

Il y eut quelques difficultés à régler pour l'imposition & le département desdites taxes : quelle forme à observer pour obtenir commission à l'effet dudit département ? peut-on l'obtenir en gros & par une seule Lettre-Parente ? ou faut-il une commission particulière pour chaque Bailliage ? Il fut remarqué, que cette seconde forme auroit beaucoup de frais & de peines. Autre difficulté, à qui la commission pour ledit département sur le lieu, doit-elle être adressée, au Supérieur Ecclésiastique, ou au Juge Royal ? Attendu qu'il seroit difficile de déterminer celui des Supérieurs Ecclésiastiques des divers Diocèses, devant qui devoit se faire le département, on se décide pour le Juge Royal. T. II, p. 226.

L'Assemblée de 1619, à cause de sa translation de Paris à Blois, juge que l'imposition ordinaire ne pouvoit suffire pour les taxes & les frais communs de ladite Assemb. ; sur quoi il est arrêté, que du débet du compte des pensions des Ministres convertis, rendu en l'Ass., il en sera déduit la somme de 18000 l., & ledit compte déchargé de pareille somme. T. II, p. 346.

En la même Assemblée, il est représenté, qu'attendu les grands frais & dépenses des Députés, il seroit expédient de remettre les taxes à l'ancienne forme ; sur quoi, a été arrêté, que, sans avoir égard à l'article du Règlement de 1614, quant à ce chef, les taxes seront remises sur l'ancien pied ; & néanmoins qu'il ne sera rien changé pour les jours ordonnés par ledit Règlement, pour les voyages des Députés & la durée des Assemblées. T. II, p. 346, 347.

La même Ass., à l'occasion de l'Evê-

que de Fréjus, qui ayant été député à l'Assemb., n'y vint point, régla que la taxe qui lui auroit appartenu, à raison de la députation, demeureroit au profit de la Province, pour être régalée sur tous les Diocèses d'icelle, ou leur être précomptée par le Receveur-Général, sur ce que lesdits Diocèses étoient cottisés pour la taxe des Députés de la prochaine Assemb. T. II, p. 347.

En l'Assemblée de 1621, il fut ordonné, que, conformément à la délibération de 1619, à cause du voyage de Poitiers, les Députés prendroient leurs taxes, suivant l'ancien pied, qui étoit avant le Règlement de 1614 ; savoir, les Cardinaux & Archevêques, à raison de 27 liv. par jour, les Evêques 24 liv., & les Députés du second Ordre, 15 liv. T. II, p. 381.

L'Assemb. de 1621 accorde aux héritiers d'un Député mort pendant l'Assemblée, la taxe dudit Député, jusqu'à la fin de l'Ass. ; distraction faite d'une somme de 300 livres, pour faire prier Dieu pour le défunt. T. II, p. 380, 381.

La même Assemb. de 1621 destine & affecte une somme particulière à partager entre les Prélats & autres Députés, pour les dédommager des frais extraordinaires faits & à faire. T. II, p. 382.

L'Ass. de 1625 ordonne, que chaque Province portera les frais des Députés qu'elle voudra envoyer, & qu'il en sera ainsi usé à l'avenir. T. II, p. 522.

Ordonné par la même Assemb., que ceux de la Compagnie qui ont été députés vers le Roi, pour solliciter les affaires, n'auront, par-dessus leur taxe courante, pendant le temps de leur députation, que la moitié d'une taxe. T. II, p. 570.

Elle règle le pied des taxes à raison de 27 liv. par jour pour les Archevêq., de 24 liv. pour les Evêques, & de 15 l. pour chacun du second Ordre. T. II, p. 570, 571.

Délibéré, si les voyages devoient être taxés selon le Règlement de 1614, ou selon une taxe modérée, telle que les Envoyés jugeront en conscience être raisonnable ; sur quoi, a été ordonné, que lesdits voyages seront taxés avec modération, sans avoir égard au Règlement ; & pour ce, les Chefs des Provinces ont tous affirmé combien de jours de voyage leur taxe pouvoit être prise. Attendu le défaut de fonds, les taxes des décédés ont été réduites au jour de l'enterrement, & celles des ab-

1621.

1625.

sents au mois de leur départ; étant de retour, ils jouissent de leurs taxes entières. Plusieurs expédients sont proposés pour empêcher l'imposition extraordinaire, pour raison des frais communs qui excèdent le fonds destiné pour cela; l'Ass. obtient une remise de 40000 écus pour y suppléer. T. II, p. 571, 572, 573.

Les gages des Promoteurs fixés à 100 liv. par mois, & ceux des Secrétaires à 100 liv. T. II, p. 574.

1618. L'Ass. de 1618 ayant égard à la dépense à laquelle seroient obligés les Députés allant trouver le Roi au camp devant la Rochelle, règle & ordonne que la taxe sera double pendant ledit voyage, en icelle non compris les frais de l'escorte. T. II, p. 638, 639.

La même Assemb., à l'occasion de l'Evêque de Mende, décédé avant le serment par lui prêté, a réglé que la taxe n'est due aux Députés qu'après le serment prêté; en conséquence, la taxe fut déniée aux héritiers dudit Prélat. T. II, p. 638.

Arrêté, dans la même Assemb., qu'à l'avenir il ne seroit levé, dans les Diocèses, aucuns deniers pour les taxes & frais communs des Assemb. suivantes, d'autant que, pendant leur tenue, on pourroit y pourvoir par autre voie, ainsi qu'il avoit été fait en celle de 1615 & en la présente. T. II, p. 841, 843.

1635. L'Assemblée de 1635, art. 4 de son Règlement, ordonne, qu'il sera fait un département pour le fonds nécessaire aux frais & taxes des Députés qui assisteront à l'Ass. des comptes de 1640, pour être levé en deux ans; savoir, des années 1638 & 1639, en quatre termes; & pour les taxes & frais des quatre Députés pour 1645, sera pareillement fait département pour être levé en huit termes des années 1641, 42, 43, 44, & ainsi pourvoir à l'avenir, par chaque Assemb. Gén., aux taxes & frais nécessaires pour les Assemb. suivantes.

Art. 5. Lesquelles sommes ainsi levées, les Provinces donneront ordre d'être portées en la recette générale, avant le terme desdites Assemb., & sans pouvoir être diverties ailleurs qu'aux frais & taxes; en sorte que lesdits Députés, venant à l'Assemb., fassent voir que les sommes ci-dessus destinées, sont actuellement entre les mains du Receveur-Général, & à faute de ce faire, demeureront, les Députés de la Province qui n'auront fourni ces sommes, déchus & privés de l'entrée aux Assemb. Gén. T. II, P. J. p. 186.

Il est remontré en cette Assemb., que la plupart des Diocèses avoient refusé ou différé de payer les sommes qui devoient être levées sur eux pour les frais de l'Ass. L'affaire est agitée sur la difficulté que cause la délibération de l'Ass. de 1618, qui avoit défendu cette levée, quoique très-utile. Il est arrêté, qu'il sera écrit, au nom de l'Assemb., dans tous les Diocèses, à ce qu'ils aient à faire la levée au mois d'Octobre, si déjà elle n'avoit été faite; & à ceux qui avoient déjà fait ladite levée, d'en fournir les deniers es mains du Receveur-Général.

Sur ce qui est remontré depuis, que les deniers levés dans les Provinces, & autres destinés pour les taxes, ne suffisoient pas pour les acquitter, à cause de la longue durée de l'Ass., elle décide, qu'attendu que chaque Province doit payer les Députés, la somme excédante sera imposée également sur toutes les Provinces, pour être les deniers portés à la recette générale. T. II, p. 841, 843, 844.

Étant remontré, dans la même Ass., à l'égard des frais communs, que les sommes destinées pour les acquitter, ne suffisoient pas, a été ordonné, que le surplus seroit imposé sur le général du Clergé, au fol la livre du pied des décimes de chaque Diocèse. T. II, p. 845, 846.

Ordonné aussi que les taxes des Députés qui s'étoient absentes, sans revenir à l'Assemb., ne seroient allouées que jusqu'au dernier jour du mois dans lequel ils se sont retirés, & pour le venir & le retour, le surplus demeurant rayé. T. II, p. 844, 845.

L'Assemb. de 1641 charge ses Députés vers le Roi de demander une somme considérable, pour subvenir aux frais de l'Assemb., le Roi en ayant usé de la même façon en faveur des autres, qui n'avoient jamais accordé un secours si notable que celle-ci. L'Assemb. obtient, par l'entremise du Cardinal de Richelieu, 50000 écus; il en avoit promis cent mille. T. III, p. 105, 106.

Cette Ass. délibéra si les Prélats, qui avoient quitté la Compagnie par ordre exprès du Roi, devoient être tenus présents, & avoir leur taxe entière? Arrêté qu'ils l'auroient. T. III, p. 105.

En l'Assemb. de 1645, l'état des frais & taxes des Députés étant dressé, il se trouva que plusieurs Dioc. n'avoient rien payé; que quelques autres n'avoient par entièrement satisfait. L'Assemblée arrêta,

arrêta, qu'il seroit son nom contre liers, & enjoinctif de faire exécuter, pour ce qui accordé néanmoins de quelques l'adite contraindre. III, p. 429.

En la même Ass. de Vienne, Arrêté, qu'il seroit supplié l'Ass. au grief qu'elle eût le règlement de la Province paie qu'elle envoieroit & de considérer les provinces naissantes composent, & très-peu & de pas lieu de leur des sommes payées qu'aux plus gâtées une longue durée le Règlement par lequel la forme des Députés des quatre & protestent qu'ils aviseroient être. 430, 431.

1650. En l'Assemb. département de 100000 liv., par l'Assemb. La grandes contestations prendroient pour peu convenir de Commission pour les diocèses qui pullent Provinces. Ce résoudre les bruns, d'Aix, des expédients & remit à la le Règlement nable. Plusieurs trent à ce sur des Règlements les faire observer pour les expliquer des quatre.

Le tout fut résolu d'imposer mille liv., celle livre, sur le pi tributaire également vances, les 15 lesdites quatre position, & par Remontrance, chevéque d'É

Table de la

arrêta, qu'il seroit délivré contrainte en son nom contre les Receveurs particuliers, & enjoignit au Receveur-Général de faire exécuter lesdites contraintes, pour ce qui restoit à payer : suris accordé néanmoins, sur la remontrance de quelques Députés, à l'exécution de ladite contrainte, pour six semaines. T. III, p. 429.

En la même Assemb., les Provinces de Vienne, Arles, Aix, Embrun, font supplier l'Ass. de porter quelque remède au grief qu'elles éprouvent par le Règlement de 1635, qui veut que chaque Province paie les taxes des Députés qu'elle envoie aux Assemb. Générales, & de considérer que la force des Provinces naissant des Bénéfices qui les composent, & celles-ci n'en ayant que très-peu & de petite valeur, il n'y avoit pas lieu de leur faire porter de si grandes sommes pour les frais des Assemb., qu'aux plus grandes Provinces. Après une longue discussion, il est arrêté, que le Règlement de 1635 sera observé selon sa forme & teneur : à quoi les Députés des quatre Provinces s'opposent, & protestent de se pourvoir, ainsi qu'ils aviseroient être à faire. T. III, p. 429, 430, 431.

En l'Assemblée de 1650, il y eut un département à faire d'une somme de 200000 liv., pour les frais communs de l'Assemb. La Compagnie entra en de grandes contestations sur le pied qu'on prendroit pour le bien faire; & n'ayant pu convenir d'aucun, elle nomma une Commission pour chercher des expédients qui pussent contenter toutes les Provinces. Cette Commission ne put résoudre les quatre Provinces d'Embrun, d'Aix, Arles & Vienne, à aucun des expédients qu'elle avoit proposés, & remit à la Compagnie d'y apporter le Règlement qu'elle jugeroit convenable. Plusieurs Prélats de l'Assemb. entrent à ce sujet dans un grand détail des Règlements du Clergé, les uns pour les faire observer à la lettre, les autres pour les expliquer ou les modérer en faveur des quatre Provinces.

Le tout murement considéré, il fut résolu d'imposer de la somme de 200 mille liv., celle de 50000 liv., au sol la livre, sur le pied des décimes, & de distribuer également, entre toutes les Provinces, les 150000 l. restantes : à quoi lesdites quatre Provinces formèrent opposition, & protestèrent de se pourvoir. Remontrances à ce sujet de M. l'Archevêque d'Embrun sans succès. Les

Table de la Coll. des P. V.

quatre Provinces veulent prendre congé & se retirer. Le département est fait conformément à la délibération. Les quatre Provinces protestent de nouveau; elles signent néanmoins le département, mais avec protestation. T. III, p. 516 jusq. 521.

Noie. La somme de 15000 liv. fut accordée aux quatre Provinces, & le Receveur-Général eut ordre de donner sa quittance de cette somme, quoique la délibération, qui est dans le Procès-verbal, ne fasse pas une mention expresse de la cause de cet emploi & de la quittance. T. IV, p. 445, 446.

En l'Assemb. de 1650, l'Evêque de Sisteron quitta l'Ass. à raison de son indisposition : quoique absent, la taxe lui est payée comme aux autres Députés. T. III, p. 748.

Dans l'Ass. de 1655, séance du 14 Mars 1656, l'Evêque de Senez déclare, que lui & ses co-Députés de la Province d'Embrun, avoient été chargés, par leurs Procurations, de prendre congé de l'Ass., au cas qu'elle durât par de-là les quatre mois pour lesquels on avoit levé les taxes, & que l'Assemb. voulût faire porter à chaque Province les frais de ses Députés; ce qui accableroit tellement la Province d'Embrun, qu'ils protestoient de tout ce qu'ils devoient protester, demandant acte : remis à délibérer. T. IV, p. 441.

Sur ce qui est représenté, le 22 Mars 1656, que le fonds des taxes ayant été consumé, il y avoit plus d'un mois, il étoit nécessaire d'y pourvoir & d'obtenir pour cet effet des Lettres-Patentes pour l'imposition des taxes des Députés & des frais de l'Ass. : les Lettres sont accordées, portant permission d'imposer & lever sur tous les Bénéficiaires la somme de 500000 liv. pour les taxes & les frais communs. T. IV, p. 441, 442, 443.

Sur la manière d'imposer cette somme, même difficulté qu'en 1650; savoir, si l'imposition devoit se faire par Provinces, en distribuant en quinze portions égales lad. somme de 500000 liv., ou au sol la livre, sur le pied ancien des décimes; à quoi on peut ajouter une troisième manière, qui est de lever ladite somme sur le pied ancien de l'imposition extraordinaire de Mantès, rectifié en l'Assemb. de 1646. La matière est longuement discutée & débattue par l'Archevêque d'Arles & l'Evêque de Montpellier. L'Archevêque prenant les intérêts des quatre petites

Provinces, & prouvant qu'il y auroit de l'injustice qu'on suivit le même pied d'imposition pour lesdites Provinces, la plus forte d'elles n'ayant point dans sa totalité autant de revenu que le moindre Diocèse des autres; faisant voir d'ailleurs, que les Règlements du Clergé n'avoient rien de contraire, à les bien prendre, à la demande des quatre Provinces. L'Evêque de Montpellier soutient au contraire, & entrant dans le plus grand détail, fait voir que l'ordre tenu dans les Assemblées, depuis celles de Poissy, de Blois, de Melun, a toujours été que chaque Province porte les frais de ses Députés; que lesdites Provinces ont la ressource qui leur est donnée par les Règlements des Assemblées de Blois de 1619, de 1621 & autres, de se restreindre à un moindre nombre de Députés, & de pouvoir s'unir plusieurs ensemble.

Les intérêts des Provinces ayant été ainsi discutés, l'Ass. a résolu, que, conformément aux anciens Réglemens, chaque Province paiera ses Députés; & néanmoins sur ce qui a été représenté par les quatre Provinces, qu'il leur est impossible d'y satisfaire, il a été résolu que, pour cette fois seulement, les Provinces de Vienne & Arles ne paieront chacune que la somme de 4941 liv., au lieu de 14823 liv., & celles d'Embrun & Aix, que 4758 liv., au lieu de 14274 liv., réglée pour six mois de taxes: & seront à l'avenir inviolablement gardés les Réglemens portant que les taxes de tous les Députés seront payées par chaque Province: revenant ainsi tout ce qui sera actuellement levé sur les quinze Provinces, pour lesd. six mois de taxes, à la somme de 179157 liv., & pour le restant desdites 300000 liv., & tout ce qui sera imposé, de quelque nature qu'il soit, excepté les taxes des Députés, sera imposé & levé sur le pied de Mantres, rectifié en 1646. T. IV, p. 443 & suiv.

Sur ce qui fut représenté à l'Ass. par le Receveur-Général, que quelques Diocèses étoient en doute, s'ils étoient obligés de faire porter à leurs frais, à la recette générale, leur part des 500 mille liv. il fut arrêté que chaque Diocèse y seroit tenu. T. IV, p. 448.

En la même Ass., les Commissaires nommés pour les frais communs, exposent plusieurs difficultés à la Compagnie. 1°. Si on devoit payer aux héritiers des Députés morts durant l'Ass., les taxes entières pour le temps qu'elle

seront payés jusqu'à la fin du mois de la mort, & pour les journées destinées au retour, afin de donner moyen à leur train de se retirer.

2°. Si ceux qui doivent arriver tard
de ceux qui avoient été quelque temps
absents, doivent être entièrement
payés : arrêté qu'ils seroient payés de
toutes leurs taxes.

3°. Si ceux qui s'étoient retirés avant la fin de l'Assemb., à cause de leur indisposition, devoient être aussi entièrement payés : arrêté qu'ils le seront.

4°. Si ceux qui avoient été reçus comme surnuméraires, à condition de n'avoir point de taxe, seroient entièrement payés : arrêté que les Réglements faits à leur égard seront observés. T. IV, p. 449.

Sur l'article des dépenses secrètes, porté dans le compte des frais communs, sous le nom des Agents. Voyez Agents, §. IV, n°. II.

L'Assemb. de 1660 demande des Lettres-Patentes qui l'autorisent à imposer sur les Diocèses la somme de 100 mille liv., pour les frais de l'Ass. Les Lettres sont expédiées, mais pour 150 mille livres seulement. La Compagnie nomme, pour travailler au département de cette dernière somme, des Commissaires, dont l'avis est, qu'à l'égard du pied à suivre pour cette imposition, ils n'en avoient point trouvé de plus juste que celui des 200 mille liv. imposées en 1650; sur quoi, les Provinces de Vienne, Arles, Aix & Embrun font difficulté. Délibération prise par Provinces, il est arrêté, que, pour avoir de net ladite somme de 150000 liv., le département se fera de 175000 liv., de laquelle somme il sera imposé les trois quarts également sur chaque Province, & l'autre quart au sol la livre, sur le pied des décimes ordinaires; de laquelle somme de 175000 liv., déduction sera faite de 21875 liv. auxd. Provinces, au sol la livre, sur ce qu'elles se trouveront taxées pour leur part desd. 175000 livres, en sorte que, ladite déduction faite, il n'y ait plus à lever que la somme de 153125 liv., sans que ladite remise puisse être tirée à conséquence; & seront, à l'avenir, inviolablement gardés les Réglemens portant, que les taxes seront payées par leurs Provinces. T. IV, p. 802 juilq. 805.

Les Commissaires députés par l'Ass.
de 1660, pour régler les frais com-
muns, ne veulent point prendre sur eux

l'allocation de
pense; savoir
crétaire, 300
Secrétaire d'E
du Clergé, 1
taire, 1000 li
Chancelier,
M. d'Aligre,
Conseil, 400

Sur quoi la
fait représen
communs de
tiques sont a
T. IV, p. 808.

L'Ass. de
des Lettres-P
de 200000 liv
l'Ass. Après d
département
me de l'impo
de ladite son
150000 liv.,
chaque Provin
faire sur les D

au pied du
taxes des Dé
avant la tenu
Et d'autant qu
à propos de
ment aux Pro
Aix et Embru
de la femme
d'icelles deve
trait la forme
régale entre
conjointement
mille liv. rest
de 200 mille
celle de 700
servir aux aff
sous les Bén
mille livres G
sol la livre,
sur le pied du
redifié en 10
être tiré à co
T. IV, p. 107

Trois diff
de 1665, par
communs :
héritiers du
la taxe entie
est décédé ;
agréable de
quincourt de
Prélats, du
l'Evêché de
Député abs
& Aix doit
Arrêté q
payés jusqu'

l'allocation des articles suivants de dépense; savoir, au Promoteur & au Secrétaire, 3000 liv. à chacun; à M. le Secrétaire d'Etat ayant le département du Clergé, 10000 liv.; & à son Secrétaire, 1000 liv.; au Secrétaire de M. le Chancelier, 600 liv.; au Secrétaire de M. d'Aligre, 300 liv.; aux Huissiers du Conseil, 400 liv.

Sur quoi la Compagnie, après s'être fait représenter le compte des frais communs de 1670, où tous lesdits articles sont alloués, les a passé tous. T. IV, p. 808.

L'Ass. de 1667 demande & obtient des Lettres-Patentes pour l'imposition de 100000 liv. pour les taxes & frais de l'Ass. Après d'amples discussions sur le département de cette somme, & la forme de l'imposer, l'Ass. résout, que, de ladite somme, il en sera imposé 150000 liv., à raison de 10000 liv. sur chaque Province, dont distribution sera faite sur les Diocèses desd. Provinces, au pied du département fait pour les taxes des Députés, & qui se levait avant la tenue des Assemblées-Général. Et d'autant que la Compagnie a trouvé à propos de donner quelque soulagement aux Provinces d'Arles, Vienne, Aix & Embrun, elle a ordonné, que, de la somme de 10000 liv. que chacune d'icelles devoit porter, il en sera distraire la somme de 25000 liv., qui sera régalée entre lesdites Provinces, pour, conjointement avec la somme de 30 mille liv. restant pour parfaire la somme de 100 mille liv., & qui font ensemble celle de 75000 liv., être imposée pour servir aux affaires de l'Assemblée, sur tous les Bénéficiaires, la somme de 40 mille livres sur le pied des décimes, au sol la livre, & les 35 mille liv. restant sur le pied du département de Mantes, rectifié en 1646, sans que cela puisse être tiré à conséquence pour l'avenir. T. IV, p. 1071, 1072.

Trois difficultés proposées à l'Ass. de 1665, par les Commissaires des frais communs: 1°. si on devoit payer aux héritiers du feu Evêque de Courance la taxe entière du mois dans lequel il est décédé; 2°. si la Compagnie aura agréable de gratifier M. l'Abbé d'Honquincourt de la taxe entière de Mrs. les Prélats, du jour de sa nomination à l'Evêché de Verdun; 3°. si la taxe d'un Député absent des Provinces d'Auch & Aix doit être remise aux Provinces.

Arrêté que lesdits héritiers seront payés jusqu'à la fin du mois; que l'Evê-

que nommé de Verdun, aura la taxe des Prélats; que la taxe de quatre mois des Députés absents, sera remise aux Provinces. T. IV, p. 1074.

L'Ass. de 1670 affecte au paiement des frais communs & des taxes des Députés, deux sommes prises sur les débits des comptes du Rec. Gén.; l'une de 100000 l., & l'autre de 50000 liv.: s'étant trouvé un excédant de 790 liv., il est ordonné que cette somme seroit mise entre les mains du Prélat Président, pour être distribuée selon la prudence & sa charité. T. V, p. 164, 165.

L'Assemblée de 1670 ordonne, que le paiement de parties d'ouvriers, Officiers, &c., réglées par les Commissaires députés, ne doit se faire par le Rec. Gén., qu'en vertu d'une ordonnance signée par le Prélat Président, & contre-signée par le Secrétaire de l'Assemblée, avec défenses de délivrer aucunes sommes, que sur de pareilles ordonnances. T. V, p. 164.

Le Rec. Gén. se plaint à l'Ass. de 1675, de ce que plusieurs Diocèses n'avoient pas encore payé la part à laquelle ils étoient imposés pour les frais de la présente Assemblée; la Compagnie les fait avertir par une Lettre circulaire. T. V, p. 285.

Le compte des frais communs se trouve monter, pour la dépense, à la somme de 411 309 liv. 6 s. 6 den. T. V, p. 286.

Les frais communs de l'Ass. de 1680 montent, pour la dépense, à la somme de 269 100 l. 17 sols 7 d. T. V, p. 334.

En cette Assemblée, il est dit, que la Province d'Albi ayant été démembrée de celle de Bourges, il est juste que chacune desdites Provinces porte sa part des frais communs des Assemb., conformément aux départements qui ont été faits, pour le paiement des Députés de chacune desdites Provinces, & autres frais réglés par lesdits départements; que la chose peut se régler aisément, sans rien innover au surplus, au département pour les autres Provinces, excepté pour celle de Tours. Arrêté, en conséquence, que le département des frais communs des grandes Assemb. sera réformé pour la Province de Tours, laquelle paiera la somme de 12179 l. 14 s. 8 d., au lieu de 9779 l., pour sa portion desd. frais communs, & que les Provinces de Bourges & d'Albi y seront employées chacune pour la somme qu'elle doit porter; & qu'à l'égard des petites Assemblées, il ne sera

réformé que pour les Prov. de Bourges & d'Albi. T. V, p. 334.

1682. En l'Ass. de 1682, M. l'Archevêque de Paris fait observer, à l'égard des frais de ladite Assemblée, qu'il ne doutoit point que Mrs. les Prelats ne donnassent, en cette rencontre, une marque de leur désintéressement, & n'imitassent l'exemple des Evêques François, qui, étant appelés au Concile de Rimini, firent tous les frais du voyage, & ne voulurent point être nourris & logés aux frais de l'Empereur : quant à Mrs. du second Ordre, il étoit juste de les secourir ; que, pour cela, il falloit l'avis de M. de Pennautier, Rec. Gén., s'il étoit en état d'avancer les frais de l'Assemb. ; que la Compagnie ne pouvant traiter avec lui par Contrat, ni lui faire aucune ordonnance pécuniaire, ne pouvoit que lui offrir les offices nécessaires pour le remboursement de ses avances : sur quoi ledit Receveur dit, qu'il étoit en état & dans la volonté d'avancer les frais, & qu'il ne demandoit point d'autres suretés, que celles qu'il plaisoit à la Compagnie de lui donner. T. V, p. 372.

1685. Sur la plainte faite à l'Ass. de 1685, par le R. G., contre quelques Diocèses qui étoient en reste pour les frais communs, l'Assemb. ordonne aux Agents d'écrire aux Evêques & aux Syndics des Diocèses, d'envoyer incessamment au Rec. Gén. leurs taxes. T. V, p. 628.

1693. La dépense pour les frais communs de l'Assemblée de 1693, est arrêtée à la somme de 49330 liv. 17 sols. T. VI, p. 67.

1695. L'état des frais communs de l'Ass. de 1695, pour la recette, s'est trouvée monter à la somme de 104450 l. 19 s., & pour la dépense, à 349314 liv. ; & ainsi, la dépense excède la recette de 144863 liv. 1 sol. T. VI, p. 270.

1700. L'état des frais communs de l'Ass. de 1700, pour la recette, se monte à 163731 liv. 13 s. 11 den., & pour la dépense, à 302085 l. 9 s. 2 den. ; partant dû au Rec. Gén. 138353 l. 15 s. 3 d.

Les Commissaires nommés pour le remboursement de ladite somme due au Rec. Gén., après avoir examiné ce qui avoit été pratiqué en pareils cas, avoient trouvé, qu'on avoit fait un département des sommes, & qu'on les avoit imposées en plusieurs termes : ils jugent qu'on pouvoit fixer le paiement dont il s'agit, aux deux termes de Fév. & d'Octob. 1701, & qu'avec les taxes & intérêts, il sera dû, en tout,

au Receveur-Général, 149500 livres. Arrêté qu'il sera fait & fourni au Rec. Gén. un département de 150000 liv., sur quoi il comptera à l'Ass. prochaine, des 500 l. excédant ce qui lui revient ; ladite somme à lever en deux termes, sur tous les Diocèses, sur le pied du département de 1641, rectifié en 1646, &c. T. VI, p. 574 jusqu'à 579.

L'Assemblée de 1701 règle qu'il sera payé à chacun des Députés 30 jours & leurs voyages. T. VI, p. 657.

Par le *finis* du compte, l'état de la dépense des frais communs, y compris les intérêts dus au Receveur-Général pour ses avances, monte à la somme de 69857 liv. 10 sols : arrêté qu'il en sera fait un département sur tous les Diocèses, suivant le pied de 1646. T. VI, p. 657, 658.

Le Roi, pour subvenir aux grandes charges du Clergé, fait les frais de l'Ass. de 1702. Mrs. les Députés du premier Ordre ne voulant point aussi être à charge à Sa Majesté, arrêtent de ne point prendre de taxe, dont le Roi les remercie. T. VI, p. 704.

En l'Ass. de 1705, les Commissaires des comptes font observer que dans l'état des frais communs, ils avoient remarqué un article de 12000 l. couché dans ledit état, sous le nom de Mrs. les Agents, pour être par eux distribués ; que cet article se trouve aussi employé dans quelques comptes précédents. Sur quoi, il a été conclu que ladite somme seroit encore accordée pour cette fois seulement, & qu'à l'avenir ledit article ne sera plus employé, ni ladite somme accordée, pour quelque cause que ce puisse être. T. VI, p. 911, 912.

En cette Assemb., le total de la recette des frais communs, y compris les 105564 liv. 7 sols 10 den., dus par le Comptable sur le *finis* des décimes ordinaires, s'est trouvé monter à la somme de 310888 l. 11 s. 10 d., & la dépense à 453373 liv. 17 s. 5 d. ; partant dû au Comptable 142484 l. 18 s. 7 d. Département de 200000 livres, arrêté pour y satisfaire ; ledit département sur le pied de 1646. T. VI, p. 912, 913.

En l'Assemb. de 1710, par le *finis* du compte des frais communs, la recette s'est trouvée monter à 113950 l. 7 s. 3 d., y compris 51269 l. 6 s. 3 d. dus par le *finis* du compte des décimes ; & la dépense à 338985 l. 18 s. 6 d. ; partant dû au Comptable 225035 l. 11 s.

9 den., de la bourse sur le en vertu de communs.

Dans l'Assemblée, le sieur Crozat, l., comme Receveur-Général, toujours allé, cédents, pendant elle l'al seulement, p séquence pou 1152.

L'Assemblée 32, 33, 34, sent de ce q server par r & aux taxes

ART. XX frais commu poseront sur les Assemb. lesquelles le être faits, p ront été rég Diocèse au

avant l'ouver glement fait le 16 Juin de Bourges & communs, &

ART. XX vèques dem jour, celles par jour, & cond Ordre dant tout le dureront.

ART. XX ront payés q auront actue deux séance tin depuis h onze heures depuis trois res & dem ter la ville avant la sép eussent obt liere, à pei titution de Receveur- contester, été arrêté p sence.

ART. X tés aux A voir, pour bonne, A brun & A

9 den., de laquelle somme il sera remboursé sur les 110000 l. qui se leveront en vertu du département des frais communs.

Dans l'état des frais communs, le sieur Crozat y étoit employé pour 6000 l., comme premier Commis du Receveur-Général. Cette somme, quoique toujours allouée dans les comptes précédents, paroît forte à l'Ass.; cependant elle l'alloue encore pour cette fois seulement, par gratification & sans conséquence pour l'avenir. T. VI, p. 1151, 1152.

L'Assemblée de 1715, par les articles 32, 33, 34, 35, 36, a fixé l'état présent de ce qui s'observe & doit s'observer par rapport aux frais communs & aux taxes des Députés.

ART. XXXII. Les sommes pour les frais communs des Assemb. Gén., s'imposeront sur tous les Bénéficiers dans les Assemb. qui précéderont celles dans lesquelles les frais communs devront être faits, pour être les sommes qui auront été réglées, remises par chaque Diocèse au Receveur-Gén. du Clergé avant l'ouverture de l'Assemb.; & le règlement fait par la délibération prise le 16 Juin 1680, entre les Provinces de Bourges & d'Albi, à l'égard des frais communs, continuera d'être exécuté.

ART. XXXIII. Les taxes des Archevêques demeureront fixées à 17 liv. par jour, celles des Evêques à 14 livres par jour, & celles des Députés du second Ordre à 15 livrés par jour, pendant tout le temps que les Assemblées dureront.

ART. XXXIV. Les Députés ne seront payés qu'à raison des journées qu'ils auront actuellement servi, à raison de deux séances par jour; savoir, le matin depuis huit heures & demie jusqu'à onze heures & demie, & l'après-midi, depuis trois heures jusqu'à cinq heures & demie; & ils ne pourront quitter la ville où se tiendra l'Assemblée, avant sa séparation, à moins qu'ils n'en eussent obtenu une permission particulière, à peine d'être contraincts à la restitution de ce qu'ils auront reçu du Receveur-Général, & ils ne pourront contester, ni s'opposer à ce qui aura été arrêté par l'Assemblée, en leur absence.

ART. XXXV. Le voyage des Députés aux Ass. Gén. demeurera fixé; savoir, pour les Provinces d'Auch, Narbonne, Arles, Toulouse, Albi, Embrun & Aix, à vingt-cinq jours; Vien-

ne, Bourges & Bordeaux, à vingt jours; Lyon, à seize jours; Tours, à quatorze jours; Rouen, à dix jours; Sens & Reims, à six jours, & Paris à trois jours; & leur retour demeurera fixé à pareil nombre de jours.

ART. XXXVI. Les Assemb. Gén. ne pourront faire aucun emprunt pour le paiement des taxes de leurs Députés, ou frais communs, ou autres gratifications, ni même en passer aucune obligation: celles qui pourroient être passées, sont dès-à-présent comme dévolues, désavouées & déclarées nulles, sauf aux Créanciers à se pourvoir contre qui ils aviseront bon être, autres que le Clergé. T. VI, P. Just. p. 491.

L'Assemb. de 1715 alloue l'art. de 11000 l., employé dans le compte des frais communs, sous le nom de Mrs. les Agents, comme avoir fait l'Ass. de 1705, mais sans tirer à conséquence, & pour cette fois seulement. T. VI, p. 1518.

Par le *finis* du compte des frais communs de l'Assemb. de 1713, la dépense s'est trouvée monter à la somme de 399312 l. 16 s. 6 d., & la recette à la somme de 12857 l. 4 s. 7 d.: une partie de la recette avoit été faite en billers de Banque, en 1719 & 1720, & la même partie mise en dépense: en conséquence, la dépense réelle & constatée s'est trouvée excéder la recette pareillement réelle & constatée de la somme de 376445 l. 11 s. 11 d. Département arrêté sur les Diocèses, pour le paiement de ladite somme; ledit département contenant en outre deux autres sommes, l'une pour l'intérêt au denier 20, en faveur du Receveur-Général, l'autre pour le sol pour livre des taxations & frais de recouvrement, tant pour le Recev. Gén. que pour les Commis. T. VI, p. 1777, 1778.

En l'Ass. de 1715, il est fait un département sur tous les Diocèses de la somme de 355326 l. 5 s. 10 d., due à M. Ogier par le *finis* du compte des frais communs; l'intérêt de l'avance à dix pour cent; les frais de taxations & de recouvrement à raison d'un sol pour livre. T. VII, p. 561.

En l'Assemblée de 1726, le Roi contribue d'une somme de 80000 livres au paiement des frais communs de l'Assemblée.

La Commission pour les frais communs, dont l'avis est adopté, fait observer de quelle importance il est d'empêcher que le compte desdits frais ne

1723.

1725.

1726.

groiille d'Ass. en Ass., & que pour cet effet, il soit ordonné:

1°. Que dès le commencement de chaque Assemb., il sera fait, par la Commission, un bref état de tout ce qui doit entrer dans la dépense dudit compte, pour ledit état rapporté & approuvé dans l'Assemb., & signé du Président de la Commission & du Secrétaire de l'Assemb., être remis es mains du Receveur-Général qui s'y conformera, à peine de radiation de ce qui se trouveroit au delà dans son compte.

2°. Que le Recev. Gén. mettra, à l'avenir, tous les articles de dépense du compte des frais communs, dans l'ordre observé par l'état approuvé par l'Assemblée.

3°. L'article des 12000 l. remis es mains de Mrs. les Agents, pour être distribués selon les vues de l'Assemblée, ne doit plus être alloué, à l'avenir, conformément aux délibérations de 1705 & 1715. T. VII, p. 858, 859, 860.

1730.

L'Ass. de 1730 statue sur tous les articles qui n'avoient pas été apostillés par la Commission, dans le compte des frais communs. Elle confirme & renouvelle le Règlement de la précédente Assemb., touchant le bref état de tout ce qui doit entrer dans la dépense dudit compte; & pour faire le fonds des 498824 l. 13 s. qui sont dus à M. de Sénozan par icelui, elle fait un département sur les Diocèses de parçille somme, payable en dix termes, à commencer d'Octobre prochain. T. VII, p. 1210 & suiv.

1734.

Par un Règlement de l'Assemb. de 1734, les mémoires des ouvriers employés au service du Clergé, doivent être vus & examinés par Mrs. les Agents, & ensuite présentés à l'Ass. dans les deux premières semaines de sa tenue. T. VII, p. 1298, 1299.

1735.

En l'Assemb. de 1735, les frais communs excèdent la somme portée par le département de 1680: l'Assemb. délibère d'en faire un sur le pied de celui de 1641, rectifié en 1646, de la somme de 221974 l. 1 s. 10 d., dont les Diocèses ne pourront se racheter pour leur quote-part, & pour les avances de laquelle somme sera payé un intérêt de sept pour cent à l'Intendant-Général. T. VII, p. 1515.

1740.

En l'Assemb. de 1740, la dépense des frais communs excède la recette de 330578 l. 13 s. 10 d. Délibération qui ordonne, 1°. qu'il sera payé au Recev.

Gén. un intérêt de 7 pour cent, à cause de ses avances; 2°. qu'il sera fait un département sur le pied de 1641, rectifié en 1646, de la somme de 353719 l., tant pour le paiement du principal que pour les intérêts. Termes pour lever ledit département & conditions d'icelui. T. VII, p. 1776, 1777.

En l'Ass. de 1742, M. l'Archev. de Sens, Chef de la Commission des frais communs, dans le Rapport qu'il fait à la Compagnie, fait voir l'excès où ces sortes de frais ont monté successivement, & la nécessité où est le Clergé d'apporter quelque remède à la surcharge que ces frais, devenus exorbitants, causent aux Diocèses. Il expose ensuite par quelle fatalité des dépenses communes, autrefois si modiques, sont devenues si énormes; il en rapporte plusieurs causes & des exemples; delà il passe aux moyens qu'on peut employer pour réduire ces dépenses à leur juste mesure, & pour empêcher qu'elles ne continuent de croître d'Assemblée en Assemblée, comme elles avoient fait jusqu'alors; il propose à cet effet plusieurs précautions auxquelles la Compagnie a applaudi unanimement. T. VII, p. 1847 jusqu'à 1857.

En l'Ass. de 1743, la Commission, pour les dettes des Diocèses, est chargée de rapporter à la Compagnie son avis sur le peu de proportion qu'on a remarqué dans les départements originaires arrêtés pour les taxations des Députés & les frais communs des Ass. M. l'Archevêq. de Rouen, Chef de la Commission, fait son Rapport: il fait remarquer les causes de cette disproportion: il rapporte les Règlements de 1635 & de 1680, sur les taxations des Députés, & fait voir les inconvénients de ces deux Règlements; plusieurs Diocèses en sont surchargés: il propose ensuite l'avis de la Commission, sur la proportion qui doit être gardée dans le département des taxations & dans celui des frais communs. Délibération de l'Assemblée, conforme à l'avis de la Commission. Règlement pour les frais communs, contenant quatre articles:

1°. Que l'imposition pour les arrérages & pour le fonds des frais communs, se fera en quatre termes; 2°. que l'intérêt des avances du Recev. Gén., lui sera payé à 7 pour cent; 3°. que ledit intérêt aura cours à compter du premier Mars prochain; 4°. que les

Diocèses auront de leur quote-part pour l'excédant VII, p. 1110 & 1111.

Cette Assemb. Peres Augustins d'une somme de gent de plusieurs l'état des frais communs de Paris.

Le Roi se charge de la dépense des frais communs. 1747. Cette grande Assemb. les Agents à l'Ass. qui leur en témoignent une gratification. T. VIII, p. 34.

En conséquence Mrs. les Agents du Recev. Général à S. M. la même année, & le Roi des frais communs. T. VIII, p. 16.

Par l'état des dépenses de 1750, le Recev. en avance de 233 l. l'Assemb. a arrêté pour les arrérages des frais communs, dont le chain; 2°. que l'Ass. payé au Recev. à commencer du chain; 3°. qu'on la faculté de se faire 418 & suiv. l'Ass. an. 1750.

L'Assemb. de 1751, dans l'état des dépenses de 200000 l. chat des esclaves de celle de 250000 l. cese de Senegal, la dépense de 462158 l., &c. de 80000 livres savoir quel montant pour payer la dette pour payer l'imposition; ou destinés au prêt aux remboursements de 20 qu'au point retarder le Clergé, dont la progression qui n'est arrêtée que, lors que les rentes du denier commencent, il s'ensuit que le fice qui en provient

Dioceses auront la faculté de se racheter de leur quore-part de l'imposition, pour l'excédant des frais communs. T. VII, p. 2110 & suiv.

Cette Assemb. fait un traité avec les Peres Augustins, par lequel, au moyen d'une somme de mille écus, ils se chargent de plusieurs articles compris dans l'état des frais communs. *Voyez* Augustins de Paris.

Le Roi se charge de payer en totalité les frais communs de l'Assemb. de 1747. Cette grace est ménagée par Mrs. les Agents à l'insu de la Compagnie, qui leur en témoigne sa satisfaction par une gratification de 4000 liv. à chacun, T. VIII, p. 34 & suiv.

En conséquence des démarches de Mrs. les Agents auprès de M. le Contrôleur-Général, ce Ministre propose à S. M. la même grace : elle est accordée, & le Roi se charge de la totalité des frais communs de l'Assemb. de 1748. T. VIII, p. 167, 168.

Par l'état des frais communs de l'Assemb. de 1750, le Recev. Gén. s'est trouvé en avance de 131000 l. : sur quoi cette Assemb. a arrêté, 1°. que l'imposition pour les arrérages & le fonds de l'excédant des frais communs, se fera en trois termes, dont le premier à Noël prochain ; 2°. que l'intérêt des avances sera payé au Recev. Gén. à cinq pour cent, à commencer du premier Octobre prochain ; 3°. qu'on laissera aux Dioceses la faculté de se racheter. T. VIII, p. 418 & suiv. *Voyez* Dioceses, §. IV, an. 1750.

L'Assemb. de 1765 avait compris dans l'état des frais communs, la somme de 200000 liv. accordée pour le rachat des esclaves détenus à Maroc, & celle de 25000 liv. accordée au Diocèse de Seneg. Par le *finis* du compte, la dépense excédoit la recette de 462158 l., &c. ; la recette n'étoit que de 80000 livres : il étoit question de savoir quel moyen l'on pouvoit prendre pour payer cette somme : on rejette la voie de l'emprunt & celle de l'imposition ; on a recours aux fonds destinés au premier Octobre prochain, aux remboursements des rentes, tant au denier 20 qu'au denier 25 ; & pour ne point retarder la libération finale du Clergé, dont l'époque est fixée par la progression qui en a été faite, il a été arrêté que, lorsque la conversion des rentes du denier 20 au denier 25, sera commencée, il sera pris sur le Bénéfice qui en proviendra, pareille somme

de 462158 liv., &c., pour être rendue à la première destination. T. VIII, p. 1605, 1606, 1607.

Après le Rapport de l'état des frais communs, & attendu que ces frais formoient une somme très-considérable, il a encore été arrêté de charger Mrs. les Agents de s'occuper des moyens de les diminuer à l'avenir, de vérifier les raisons de toutes les dépenses que supporte le Clergé, de réformer celles qui ne leur paroîtront pas fondées, & de rendre compte de leur travail à l'Assemblée de 1770. T. VIII, p. 1605 jusqu'à 1608.

Dans l'état des frais communs de l'Assemb. de 1770, la dépense, en y comprenant les intérêts à payer au Recev. Gén., excède la recette de la somme de 93543 l., laquelle somme sera reprise sur le fonds destiné au remboursement des rentes au denier 20. T. VIII, p. 1919.

L'Assemb. de 1775 supprime, pour l'avenir, l'article de 12000 l. employé sous le nom de Mrs. les Agents, dans l'état des frais communs. T. VIII, p. 2606.

Il fut observé, dans cette Assemb., qu'au moyen de ce qu'on avoit porté en dépense, suivant l'usage, sur le compte des frais communs, l'avance de celui des revenants-bons, qui montoit à 137943 liv. 10 s. 8 d., la totalité de la dépense des frais communs se trouvoit être de 856773 l. 5 s. 8 d., que par conséquent elle excédoit la recette de 303439 l. 19 s. : arrêté, que pour acquitter ladite somme, le Recev. Gén. prélèvera sur les fonds destinés au premier Octobre prochain, au remboursement des rentes au denier 25, ladite somme & les intérêts d'icelle ; & pour ne point retarder la libération finale du Clergé, dont l'époque est fixée par la progression, il a été délibéré, que, sur le bénéfice de la conversion des rentes du denier 20 au denier 25, il seroit pris pareille somme, & celle pour les intérêts du premier Janvier au premier Octobre prochain. T. VIII, p. 2606, 2607.

FRANC-ALEU.

I. C'EST une maxime qu'il n'y a point de terre sans Seigneur ; que le Roi a la directe sur toutes les terres de son Royaume, & que les Seigneurs particuliers tiennent leur droit de S. M. : il se trouve cependant, en beaucoup de Provinces, des personnes qui posse-

dent des fiefs & des rotures en franc-aleu, c'est-à-dire, qui ne paient, ni cens & rentes, ni lods & ventes, ne rendent foi & hommage, ni aucuns autres devoirs : ce sont pour l'ordinaire des affranchissements que l'on tient des Rois, ou que les Seigneurs particuliers ont accordés ou laissé prescrire.

Dans certaines Provinces, les Rois ont souffert que les Coutumes aient approuvé ces sortes de possessions, & ces Coutumes servent de titres aux possesseurs ; mais dans d'autres, où les Coutumes n'admettent point le franc-aleu, sans titre particulier, pour assurer l'état des possesseurs, le Roi, par un Edit de Décembre 1641, les avoit obligés à lui payer une finance, & à prendre des Lettres en confirmation du franc-aleu. Sa Majesté changea les dispositions de ce premier Edit, au mois d'Avril 1692 ; & pour les traiter plus favorablement, elle se contenta d'une année de leur revenu, & d'un dixième de la valeur des héritages tenus à foi & hommage, à cens & autres redevances des francs-aleux nobles. Cet Edit n'exceptoit point les Ecclésiastiques, qui tiennent des biens en franc-aleu.

En 1692, dans les rôles arrêtés au Conseil, en exécution de cet Edit, plusieurs Bénéficiers y étoient taxés pour les biens faisant partie du temporel des Bénéfices. Mrs. les Agents présentèrent une Requête, contenant en substance, qu'à proprement parler, les Bénéficiers ne jouissoient point du privilège des pays de franc-aleu, puisque par l'amortissement tous leurs biens, lorsqu'ils relevent immédiatement de la directe du Roi, en quelques pays qu'ils soient situés, sont affranchis de toutes sortes de droits, charges & redevances ; que l'amortissement est le titre commun à toutes les Eglises, qui éteint le droit de franc-aleu, & rend tous leurs biens allodiaux. Ils établissent ce principe par les Déclarations des Rois prédécesseurs, & par un Arrêt du Conseil du 22 Novembre 1641 ; mais les conjonctures du temps éloignèrent le Jugement que le Clergé avoit lieu d'attendre. T. VI, P. J. p. 54, 55.

L'Abbaye de la Lyre avoit été taxée, par les Habitants du lieu, pour droit de franc-aleu : *item*, l'Abbaye de la Lucerne. On se plaint à l'Assemblée de 1675, qui charge des Députés d'en parler à M. de Colbert. T. V, p. 259.

II. Le Roi accorda à un particulier, son Maître-d'Hôtel, les droits seigneu-

riaux, prétendus par Sa Majesté, sur la ville de Toulon : les Ecclésiastiques y possédant des directes, se plaignirent de cette concession, attendu que ce sont biens possédés en franc-aleu. Différence du Droit Coutumier & du Droit Romain sur ce point : suivant le Droit Coutumier, nulle terre sans Seigneur ; suivant le Droit Romain, tous les biens sont possédés *optimo jure & ex integro*, c'est-à-dire, que le Domaine utile & le Domaine direct sont joints ensemble, & toute terre est présumée franche ; or la Provence est régie par le Droit Romain. T. IV, p. 344 & f.

III. Les Bénéficiers de Provence & de Dauphiné étoient inquiétés par les Seigneurs Haut-Justiciers, qui vouloient les obliger de donner aveux & dénombremens des terres & domaines qu'ils possèdent, exhiber leurs titres, passer de nouvelles reconnoissances : ce qui est sans fondement, attendu que lesdits Bénéficiers possèdent lesdits biens en franc-aleu. T. IV, p. 1009, 1010.

FRANC-FIEFS.

Le droit de franc-fief (dit M. l'Archevêque de Toulouse, faisant son Rapport dans l'Assemblée de 1775, sur plusieurs contraventions aux Contrats) est la finance due au Roi par le Roturier possédant en France un héritage noble : l'exemption de ce droit a toujours paru précieuse au Clergé, comme tenant à la dignité de l'état Ecclésiastique.

Les Lettres-Patentes de 1619 & 1624, & celles de 1626, enregistrées au Parlement & à la Cour des Aides, assimilent les Ecclésiastiques à la Noblesse : elles déclarent qu'ils sont immuns de toutes charges & impositions dont les Nobles sont exempts : conformément à ces principes avoués, le Clergé a toujours soutenu, que la promotion aux Ordres sacrés, efface, dans les Ecclésiastiques, la tache de la roture, & leur fait partager les avantages de la Noblesse. T. VIII, p. 2400.

Ce privilège est un des articles des Contrats passés entre le Roi & le Clergé, tant pour les Dons-gratuits, que pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris. L'article porte, que, durant les dix années du Contrat, il ne sera rien levé, ni demandé par Sa Majesté pour les franc-fiefs, nouveaux acquêts, ni même pour les fiefs possédés en propriété par les Ecclésiastiques constitués aux Ordres sacrés, qui ne seront de condition noble. Voyez le premier

mier Supplément V, ad calcem.

Le Clergé a obtenu l'exemption, L. aux Etats d'Orléans, Sa Majesté de France, sous couveaux acquêts a été amorti, cc. Art. 77 de

Le Cabier des Etats de BreTAGNE, les Gens d'Etat franc-fiefs, n'ont pas qui leur a P. J. p. 50.

Quoique l'Assemblée de 1579, un franc-fief, plus mêmement ceux des de M. le d'Orléans, à cause de nouveaux acquêts amortissement tenus. Sur les de Melun, Alement en faveur de l'Anjou, ches pour l'ex P. 216, 217.

L'Assemblée de son Cahier conformément exemptent les cherches de fief tenus dans toutes taxes contraire, fo p. 164.

En la Province Bénéficiers de franc-fiefs & ce que les L. par le Clergé vérifiées au P. de 1598 charter Requête y faire évoquer que la Prov p. 652.

L'Ass. de renouvellement de 1598, l'Ass. Just. p. 178.

En l'Ass. d'Aix représentations faience, pour acquêts. J. n'avoient fait

Table a

mier Supplément de la Table, n°. IV & V, ad calcem.

Le Clergé a toujours réclamé cette exemption. La Chambre Ecclésiastique, aux Etats d'Orléans en 1560, supplie Sa Majesté de faire cesser toutes poursuites, sous couleur des franc-fiefs & nouveaux acquêts, pour le regard de ce qui a été amorti, & dont a été payé finance. *Art. 77 du Cahier. Recueil, p. 944.*

Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats de Blois en 1577, porte, que les Gens d'Eglise ne sont tenus aux franc-fiefs, ni autres devoirs, des terres qui leur auront été amorties. T. I, P. J. p. 30.

Quoique le Clergé eût obtenu, en 1579, un Edit d'amortissement des franc-fiefs, plusieurs Ecclésiast., & notamment ceux de Provins & ceux des terres de M. le Duc d'Anjou, étoient recherchés à cause des franc-fiefs & nouveaux acquêts, nonobstant plusieurs amortissements que le Clergé avoit obtenus. Sur les Remontrances de l'Ass. de Melun, Arrêt est intervenu au Parlement en faveur des Ecclésiastiques du pays d'Anjou : l'Ass. fit des démarches pour l'exécution de l'Arrêt. T. I, p. 216, 217.

L'Assemblée de 1598, dans l'art. 16 de son Cahier, supplie Sa Majesté, que, conformément aux Ordonnances qui exemptent les Ecclésiastiques de la recherche des franc-fiefs, ils soient maintenus dans cette exemption, & que toutes taxes & commissions faites au contraire, soient révoquées. T. I, P. J. p. 164.

En la Province de Normandie, les Bénéficiers étoient poursuivis pour les franc-fiefs & nouveaux acquêts, sur ce que les Lettres-Patentes, obtenues par le Clergé en 1596, n'étoient point vérifiées au Parlement de Rouen. L'Ass. de 1598 charge les Agents de présenter Requête au Conseil du Roi, pour y faire évoquer la cause, à la charge que la Province fera les frais. T. I, p. 652.

L'Ass. de 1600, art. 19 de son Cahier, renouvelle la demande de l'Assemblée de 1598, l'art. est accordé. T. I, P. Just. p. 178.

En l'Ass. de 1608, M. l'Archevêque d'Aix représente à la Compagnie les vexations faites aux Bénéficiers de Provence, pour les franc-fiefs & nouveaux acquêts. Les Agents exposent ce qu'ils avoient fait pour obtenir la vérification

Table de la Coll. des P. V.

des Lettres-Patentes sur ce expédiées, & qu'y ayant eu de trop grandes modifications, ils avoient obtenu des Lettres de Jussion : la Compagnie envoie des Députés à M. le Chancelier, qui les assure qu'il manderoit M. le Procureur-Général de la Chambre des Comptes, & donneroit toutes Jussions & expéditions à ce nécessaires, même pour la Provence. T. I, p. 800.

La même affaire des franc-fiefs & nouveaux acquêts, sur lesquels les Ecclésiastiques étoient de nouveau attaqués, est poursuivie par l'ordre de l'Assemblée de 1610. T. II, p. 12, 13.

En la Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, le Promoteur fait observer, que l'on convenoit assez que les Bénéficiers payant décimes, sont expressément exempts de la recherche pour les franc-fiefs, par les Contrats du Clergé & par les Déclarations ; mais qu'on faisoit difficulté sur ceux qui ne sont pas contribuables. Sur quoi l'Assemblée nomme des Députés auprès de M. le Chancelier, pour obtenir une exemption générale pour tous les Bénéficiers, ou du moins une surseance des poursuites. Arrêt obtenu en conséquence, portant que la recherche des franc-fiefs & nouveaux acquêts, sera surseise pour trois mois, en attendant que dans ce délai S. M. puisse entièrement y pourvoir. T. II, p. 210.

L'Assemblée de 1635 poursuit vivement en faveur du Clergé, l'exemption des droits de franc-fiefs & nouveaux acquêts contre les vexations des partisans. Plaintes sur ce sujet portées à l'Ass. au sujet des Fabriques : autres plaintes des Ecclésiastiques de Provence ; l'Ass. obtient un Arrêt favorable ; nonobstant cet Arrêt, intervient Arrêt du Conseil sur les franc-fiefs & nouveaux acquêts, nuisible aux Ecclésiastiques de Bourgogne : l'Ass. en sollicite la cassation. T. II, p. 728 jusqu'à 731, 746, 747.

L'Ass. de 1641 obtient la révocation de deux Déclarations publiées au sceau, portant que les Ecclésiastiques non nobles seront taxés pour raison du Domaine qu'ils possèdent en fief & en roture, soit qu'il leur échée par succession, donation ou autrement. T. III, p. 68.

Autres plaintes sur le même sujet, portées à l'Ass. de 1655 par les Ecclésiastiques de Provence : cette Ass. demande un Arrêt de surseance pour

Aaaa

les poursuites; il est accordé. Deux Curés du Diocèse d'Angers sont taxés & poursuivis aussi pour leurs fiefs; leur Requête est remise aux Commissaires. M. l'Archev. d'Arles, l'un d'eux, rapporte que dans la conférence qu'ils eurent avec Mrs. du Conseil, ils insistèrent pour faire insérer dans le Contrat une clause portant que les Ecclésiastiques, quoique d'une condition roturière, seroient exempts du droit de franc-fiefs; qu'ils trouverent de la résistance de la part de Mrs. du Conseil; que néanmoins M. l'Archev. de Toulouse, ayant représenté à M. le Chancelier, qu'en 1616, le feu Roi donna une Déclaration vérifiée au Parlement, par laquelle les Ecclésiastiques furent déclarés d'une condition semblable à celle des Nobles, qui ne paient point le droit de franc-fief, M. le Chancelier offrit de mettre qu'ils en seroient exempts, conformément à ladite Déclaration; mais d'autant que l'exemption accordée ne s'entend que pour les héritages unis aux Bénéfices, M. l'Archevêque d'Arles représente à la Compagnie de demander que les Ecclésiastiques constitués aux Ordres sacrés en soient exempts, aussi-bien que les Nobles, & que l'Ass. ayant besoin d'une Déclaration pour les tailles, il faudroit y ajouter l'exemption des franc-fiefs. L'Ass. prie Mrs. les Commissaires de demander que dans le Contrat, ainsi que dans la Déclaration, l'exemption en faveur de tous les Ecclésiastiques y soit insérée. Dans la conférence chez M. le Chancelier, il est consenti que tous les Ecclésiastiques des Ordres sacrés, quoique non nobles, jouiront de l'exemption: la clause cependant fut changée; mais le Cardinal Mazarin promit de faire rendre la Déclaration conforme aux vues du Clergé. T. IV, p. 329, 330.

1660.

Quant à la taxe des franc-fiefs, disoit M. d'Aligre dans l'Assemblée de 1660, qui se doit de 20 en 20 années, par tous les roturiers possédant fiefs, elle n'est point prétendue contre les Ecclésiastiques roturiers, pour les fiefs qu'ils possèdent dépendants de leurs Bénéfices; mais qu'un roturier, sous prétexte d'un Bénéfice, ou de l'Ordre de Prêtrise, soit en droit de posséder tous les fiefs de son canton, & prêter son nom à qui bon lui semblera, pour frustrer le droit du Roi, nous n'avons point d'Ordonnance qui ait jamais éta-

bli cette doctrine; tous les registres des Parlements sont remplis de Jugements contraires. T. IV, p. 343.

L'Assemblée de 1660 reçoit plusieurs plaintes des Diocèses, de ce qu'au préjudice des Arrêts de surseance obtenus depuis peu, les Traitants du droit de franc-fief ne laissoient pas de contraindre comme auparavant plusieurs corps & Bénéficiers. L'Ass. fait les instances les plus vives contre le Traitant; elle demande avec instance un Arrêt contre lui; il porte jusqu'à l'insolence ses vexations. La Compagnie députe à Son Eminence, qui répond favorablement: Arrêt contre le Traitant, accordé en faveur d'un pauvre Ecclésiastique d'Angers exécuté dans ses meubles. L'Ass. demande une Déclaration adressée à la Chambre des franc-fiefs, pour y être vérifiée: M. le Chancelier répond, que l'exemption des franc-fiefs portée dans le Contrat, n'est censée accordée que pour le temps du Contrat: l'Archevêque de Rouen réplique, que cette exemption est attachée à la qualité d'Ecclésiastique, comme elle l'est à celle de Noble. L'Arrêt est accordé; l'enregistrement en est demandé à la Cour des franc-fiefs: les Agents n'étant pas reçus au Parlement, ledit enregistrement est demandé par le ministère d'un Substitut du Procureur-Général; l'Arrêt est enregistré, mais avec la modification, que la restitution des deniers reçus des Bénéficiers n'aura pas lieu; l'Assemb. s'en plaint. M. le Président de Nesmond répond que la Chambre qui n'étoit composée que de Commissaires, qui pouvoit être séparée au premier jour, ne pouvoit enregistrer l'Arrêt d'une autre manière; & que pour obtenir ce que desiroit l'Ass., il falloit obtenir des Lettres-Patentes adressées au Parlement & à la Chambre des Comptes. T. IV, p. 716 & suiv.

Dans le Rapport de l'Agence fait à l'Ass. de 1665, il est dit, que le Traitant des franc-fiefs qui avoit fait payer le droit à plusieurs Bénéficiers, qu'il avoit fait exécuter en leurs meubles, avoit été condamné à rendre l'argent qu'il avoit exigé, & à représenter les meubles. T. IV, p. 842, 843.

On se plaint à l'Ass. de 1665, que les Curé & Vicaire de Fugère, Diocèse de Coutance, avoient été taxés aux franc-fiefs avec les particuliers de la Communauté, dont ils avoient été déchargés par les Juges Subdélégués, & néan-

moins condamné par Arrêt du Parlement de Rouen par Arrêt de quel on s'étoit servi. Les Agents sur le T. IV, p.

L'Ass. de 17 Cahier, se plaignant la clause de franc-fief portée préposés au recensement de s'y opposer. Sa Majesté d'écarter cette clause par servir de règle aux fiefs défenses de franc-fief des Eclesiastiques sacrés Ordres sacrés condition nobles fiefs de leur possession. Sa Majesté ordres nécessaires fiefs ne soit cette exemption

L'exemption pour les biens Ecclésiastiques 1561 à titre de puis ce temps interrompue, si trats, co du Consen, si l'Arrêt du Cons. étoit contestée de cet Arrêt du Domaine ti porte: les Ecclésiastiques les Ordres sacrés droits de franc-fief de leurs Bénéfices patrimoniaux.

tion, disoit être compris les Ecclésiastiques qui leur sont de recte ou colla par les ascendants fraude que possédant fiefs qui noms des biens milles jouiroient

L'Ass. de 17 Temporel, surnant toutes les lui inspirera les fraudes, de toutes celles qui pour continuer d'un droit qu'il Réponse. L

moins condamnés par Arrêt du Parlement de Rouen, qu'ils avoient fait casser par Arrêt du Conseil, contre lequel on s'étoit pourvu audit Conseil. Les Agents furent chargés d'intervenir. T. IV, p. 1040, 1041.

L'Ass. de 1735, par l'art. 9 de son Cahier, se plaint au Roi, que, nonobstant la clause d'exemption du droit de franc-sief portée dans les Contrats, les préposés au recouvrement dudit droit, refusaient de s'y conformer : elle supplie Sa Majesté d'assurer l'exécution de cette clause par un Arrêt, qui puisse servir de règle aux traitants, & qui leur fasse défenses d'exiger aucun droit de franc-sief des Ecclésiastiques constitués en Ordres sacrés, qui n'étant pas de condition noble, posséderoient des fiefs de leur patrimoine, ou par acquisition. Sa Majesté promet de donner les ordres nécessaires, pour que les Ecclésiastiques ne soient point troublés dans cette exemption. Recueil, p. 1705.

L'exemption du droit de franc-sief pour les biens nobles, possédés par les Ecclésiastiques roturiers, accordée en 1561 à titre onéreux, maintenue depuis ce temps par une possession non interrompue, stipulée par tous les Contrats, confirmée par plusieurs décisions du Conseil, assurée en dernier lieu par l'Arrêt du Conseil du 13 Avril 1751, étoit contestée au Clergé en 1765. C'est de cet Arrêt même, que le Fermier du Domaine tiroit avantage. L'art. 16 porte : *les Ecclésiastiques constitués dans les Ordres sacrés, seront exempts des droits de franc-sief, tant pour les biens de leurs Bénéfices, que pour leurs biens patrimoniaux.* Sous cette dénomination, disoit le Fermier, ne peuvent être compris les biens acquis par les Ecclésiastiques, mais seulement ceux qui leur sont dévolus par succession directe ou collatérale, ou par donation par les ascendants. Il opposoit aussi la fraude que pourroient faire les Ecclésiastiques qui prendroient sous leurs noms des biens nobles, dont leurs familles jouiroient effectivement.

L'Ass. de 1765, art. 12 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté en prenant toutes les mesures que sa sagesse lui inspirera pour connoître & punir les fraudes, de prendre en même-temps toutes celles que lui dictera sa justice, pour continuer au Clergé la jouissance d'un droit qu'il possède à tant de titres.

Réponse. *Il y a là-dessus une con-*

sultation portée au Conseil. L'Arrêt qui interviendra, fixera l'interprétation qui doit être donnée à l'art. 16 de l'Arrêt de 1751. T. VIII, P. J. p. 501, 502.

La réponse du Roi à l'art. onze du Cahier de l'Ass. de 1770, énonce ledit Arrêt. *J'ai rendu, dit Sa Majesté, en mon Conseil, le 27 Novembre 1774, un Arrêt qui, en exécution de l'art. 16 du Règlement de 1751, détermine l'exemption du droit de franc-sief aux seuls biens patrimoniaux des Ecclésiastiques. Si le Clergé a des représentations à me faire sur cet art., je les examinerai. T. VIII, P. Just. p. 629, 630.*

L'exemption du Clergé de payer cette finance, [dit M. l'Arch. de Toulouse dans son rapport à l'Assemblée de 1775,] s'étend à deux sortes de biens : la première est de ceux qui dépendent des Bénéfices ; la seconde, de ceux qui appartiennent en propriété aux Ecclésiastiques constitués dans les Ordres sacrés : rien ne fait craindre pour la première classe de ces biens ; leur exemption, à cet égard, a été jusqu'à présent respectée.

Celle des biens possédés en propriété, a éprouvé dans plusieurs occasions, des contradictions : elle fut stipulée de la manière la plus expresse, dans le Contrat de 1657 : les expressions qui l'énoncent, ont été les mêmes jusqu'au dernier Contrat.

Rien n'est plus précis que cette concession. Les Traitants avoient inutilement tenté, jusqu'en 1762, de l'affaiblir par des attaques particulières. A cette époque, ils crurent avoir trouvé dans l'art. 16 de l'Arrêt du Conseil, du 13 Avril 1751, un titre légal, pour demander aux Ecclésiastiques roturiers, le droit de franc-sief des biens nobles qu'ils possédoient en propriété, & qui ne leur étoient pas échus par succession en ligne directe & collatérale, ou donation faite par les ascendants. *Les Ecclésiastiques, ce sont les termes de l'Arrêt, constitués dans les Ordres sacrés, ... seront exempts des droits de franc-sief, tant pour les biens de leurs Bénéfices, que pour leurs biens patrimoniaux.*

Cette énonciation de *biens patrimoniaux*, mise en opposition avec les biens des Bénéfices, démontrait le sens du mot *patrimoniaux*. Il étoit clair que le Législateur n'avoit formé que deux classes de biens appartenant aux Ecclésiastiques ; ceux qu'ils tiennent de leurs

Bénéfices, & ceux qu'ils possèdent en propre, & qu'il avoit appelés *patrimoniaux* : les Traitants eux-mêmes l'entendoient d'abord ainsi.

Ce ne fut qu'en 1763 qu'on soutint, que les biens *patrimoniaux* des Ecclésiastiques devoient être distingués, quant à l'application du privilège des biens par eux acquis. Si nos Rois avoient voulu restreindre, par l'expression de biens *patrimoniaux*, le privilège, la disposition des Contrats, depuis 1731, auroit été changée, & cette disposition n'a pas cessé d'être la même : d'ailleurs, une foule de Loix & de décisions rendues avant & depuis que cette clause a été insérée dans les Contrats, confirment leurs dispositions de la manière la plus claire, & préviennent l'abus que l'on veut faire du mot de *patrimoniaux*.

La Déclaration de 1640 confirme les Ecclésiastiques dans l'exemption du droit de franc-fief, pour les domaines à eux échus par acquisition, donation, ou autrement... L'Arrêt du Conseil, du 13 Janv. 1657, porte ces mots, pour leurs biens propres & acquêts, à peine de trois mille livres d'amende... L'Arrêt du Conseil, de 1660, prononce la décharge, pour raison des fiefs par eux possédés en propriété, & des nouveaux acquêts par eux faits. L'art. 9 du Cahier de 1735, dénomme spécialement les fiefs d'acquisition, & la réponse est favorable. Le Rapport de l'Agence de 1740 renferme plusieurs Lettres de M. de la Houffaye, par lesquelles il reconnoît l'exemption pour les biens d'acquisition.

Malgré tous ces titres, la demande du Clergé, à cet égard, a été représentée dans un Arrêt du Conseil, du 17 Novemb. 1774, comme injuste, exorbitante & destituée de tout fondement. Cet Arrêt, en consacrant la distinction frivole des Traitants, décide, que le droit de franc-fief est dû par les Ecclésiastiques acquéreurs de fiefs, biens & autres héritages nobles.

Dans ces circonstances, l'Assemblée de 1775 a arrêté de présenter au Roi un Mémoire, pour demander que S. M. se fassent rapporter l'Arrêt de Novembre 1774, & interprétant, en tant que de besoin, celui du 13 Avril 1731, déclare, que l'exemption du droit de franc-fief, stipulée par les Contrats, en faveur des Ecclésiastiques de condition roturière, doit s'entendre, tant des

biens de leurs Bénéfices & de leur patrimoine, que de tous ceux qu'ils peuvent posséder, à titre d'acquisition, donation, ou autrement, sauf à S. M. de prévenir les fraudes.

Réponse. Sa Majesté se fera rendre compte des précautions qui pourroient empêcher les fraudes ; & dans le cas où elles seroient suffisantes, elle sera portée... à comprendre les acquisitions des susdits dans l'exemption accordée pour les biens *patrimoniaux*. T. VIII, p. 1400 & suiv. Le Mémoire, P. Just. p. 779.

L'art. 7 du Cahier du Temp. de l'Ass. de 1775 est à ce sujet. Voyez sur l'article & la réponse du Roi, le second Supplément de la Table, ad calcem.

II. Sur l'exemption du droit de franc-fief, à l'égard de la Basse-Navarre. Voyez Navarre.

FRANCHISES.

FRANCHISES ou exemptions, privilèges du Clergé & de l'Eglise. Voyez Immunités.

Franchises de nos Ambassadeurs à Rome. Voyez Assemblées de Prélats, §. I, an. 1688.

FRANCISCAINS.

I. PEU de temps après l'origine & l'institution de l'Ordre de S. François, la séparation en a été faite en deux branches ; savoir, en celle des Conventuels, à qui S. Bonaventure donna la forme de l'habit qu'ils ont porté depuis, & successivement après, celle des Observantins : les premiers ont été les aînés, & les autres les cadets, sous saint Bernardin de Sienné, qui en fut le premier Vicaire-Général : ceux-ci étant venus pour réformer les Conventuels, qui s'étoient relâchés, furent avantagés, par les Papes, de plusieurs grandes prérogatives, jusques-là que Léon X ayant convoqué, l'an 1517, un Chapitre, qu'ils appellerent *Généralissime*, il voulut réduire toute la Religion de saint François à l'observance de la pauvreté, selon la Règle dont les Observantins faisoient profession ; d'où ils prirent leur nom, & plusieurs autres, selon la diversité des réformes qui se formèrent, & en fit expédier une Bulle, dite d'Union, le 28 Mai dudit an, portant qu'il ne se feroit élection que d'un seul Général, & ne pourroit y avoir aucun Supérieur qui ne fût des Réformés : sur quoi les Conventuels protestèrent. Le Pape, voyant la difficulté d'exécuter,

sans trouble, leurs, que les loient réformés, besoin de réformation, celle des Capucins, ensuite dérogea à la seconde Bulle de, par laquelle deux Généraux des Observantins ventuels de joindre de posséder le Général, leurs Prélats distincts & indépendants des Observantins.

II. Les Cordeliers avoient eu au diocèse de Marseille, en vertu de leur privilège, une petite Chapelle, l'Evêque de Marseille n'irait : le Prélat avoit dû, avoit blissement, de leur prescrire Lettres-Patentes de leur autorité d'avantage, & écrite du Sgr. Evêque, bënërent la Chapelle célébrèrent la messe en vertu de leur diocèse de Marseille prises à l'Ass. de la Commission Dans l'intervalle témoignèrent avec Mrs. rent pleinement temps toutes de Marseille, écrit signé des 21 Février 16 donna de dépôt p. 635 & suiv.

III. Sur la Jurisdiction des Cordeliers. Annonciades.

sans trouble, ses intentions, &c, d'ailleurs, que les Observantins, qui vouloient réformer, avoient eux-mêmes besoin de réforme, comme, en effet, celle des Capucins commença bien-tôt après, ensuite celle des Récollets, il dérogea à la Bulle d'Union, par une seconde Bulle, qu'il appella de *Concorde*, par laquelle il permit l'élection de deux Généraux, des Conventuels & des Observantins, permettant aux Conventuels de jouir de leurs privilèges, & de posséder des rentes, d'avoir leur Général, leurs Provinciaux & Couvents distincts & indépendants de la Jurisdiction des Observantins. T. IV, p. 636, 637.

II. Les Cordeliers conventuels, qui avoient eu autrefois un établissement à Marseille, voulurent s'y rétablir, en vertu de Lettres-Patentes : ils y louerent une maison, y arrangerent une petite Chapelle; ils demanderent à l'Evêque de Marseille de vouloir la bénir : le Prélat leur marqua, qu'ils auroient dû, avant de penser à leur établissement, demander sa permission, & leur prescrivit de lui faire apparoir des Lettres-Patentes de Sa Majesté. Alors, de leur autorité privée, sans attendre davantage, & sans le consentement par écrit du Sgr. Evêque, non-seulement ils bénirent la Chapelle, mais encore ils y célébrèrent la Messe, & y confessèrent, en vertu de leurs privilèges. L'Evêque de Marseille se plaignit de ces entreprises à l'Ass. de 1660, qui nomma une Commission pour examiner l'affaire. Dans l'intervalle, les PP. Cordeliers témoignèrent ne vouloir point contester avec Mrs. les Prélats, & se soumirent pleinement, faisant en même-temps toutes sortes d'excuses à l'Evêq. de Marseille, dont ils donnerent un écrit signé des Supérieurs, en date du 21 Février 1661, que l'Assemblée ordonna de déposer aux Archives. T. IV, p. 635 & suiv.

III. Sur la Jurisdiction prétendue par les Cordeliers, à l'égard des Religieuses Annonciades. *Voyez* Annonciades.

FRANC-SALÉ.

ÉGLISES & Bénéficiers qui jouissent du droit de franc-salé. *Voyez* Sel.

FRÉJUS.

EN l'Assemb. de 1723, le Syndic du Diocèse de Fréjus se plaint d'être surchargé dès l'Ass. de Poissi, en 1561 : il avançoit, qu'il s'étoit plaint aussi-tôt après cette Assemblée, & avoit obtenu des Arrêts, en 1562 & 1564, portant, que l'on suivroit, dans les impositions, le pied de 1516, & que les Diocèses qui avoient été soulagés, au préjudice de celui de Fréjus, seroient condamnés à payer sur ce pied : il ajoutoit, qu'il obtint, en 1606, un recours sur le Diocèse de Grasse, qui s'est abonné, dans la suite, avec celui de Fréjus; qu'il avoit encore des prétentions contre d'autres Diocèses. Il se plaint aussi d'être également surchargé par le département de 1641, rectifié en 1646. Sur quoi l'Ass. statue, que, les plaintes n'étant appuyées d'aucunes pièces justificatives, & n'étant pas possible de rien changer dans les départements de 1516 & 1646, les demandes du Diocèse de Fréjus seront renvoyées à un nouveau département général, qui seul peut les régler. T. VI, p. 1754, 1755.

FROMENTAGE.

[DROIT DE]

Il est remontré à l'Assemb. de 1655, que M. le Duc de la Trimouille pour-suivoit au Parlement un Arrêt pour la perception d'un droit de fromentage, lequel il prétendoit lever sur les Ecclesiastiques de son Duché de Thouars. La Compagnie députa pour recommander cette affaire à M. le Premier-Président. T. IV, p. 335.

FRONTON.

Jésuite chargé par le Clergé de l'impression & de l'édition des Peres Grecs. *Voyez* Peres Grecs.



G.

GABELLE.

I. L'IMMUNITÉ des Ecclésiastiques, relativement à la Gabelle, est de ne prendre, dans les Greniers du Roi, que la quantité de sel que bon leur semble, sans être tenus d'en représenter les billets de fournissement, ni souffrir des visites dans leurs maisons, sous prétexte de faux sel. De toutes les clauses que renferment les Contrats pour les rentes de l'Hôtel-de-Ville, passés entre le Roi & le Clergé, la plus sacrée devoit être l'exemption du droit d'Aides & de Gabelles. Ce fut pour faire rentrer nos Rois dans cette partie de leurs revenus aliénés, que le Clergé contracta les engagements immenses qu'il a, depuis cette époque, renouvelés tous les dix ans. T. VIII, p. 2413, 2414. *Voyez le premier Supplément de la Table, n°. V. Voyez aussi Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. I.*

II. Malgré des titres si respectables, l'exemption du droit de Gabelle a éprouvé de fréquentes attaques. Les Assemblées du Clergé, en toute occasion, en ont pris la défense.

1577. Dans l'Assemb. de Melun, le Syndic du Clergé de Saintes présente Requête à la Compagnie, afin que le Diocèse soit déchargé de l'imposition de 26 sols sur chaque muid de sel : arrêté qu'il sera présenté Requête à Sa Majesté, au nom du Clergé. T. I, p. 218.

1614. Aux Etats de 1614, le Clergé & la Noblesse se réunissent contre les recherches indues sur le sel. *Voyez Cahiers, §. II, an. 1614.*

1619. Les Grenetiers & Contrôleurs de Noyon, ayant voulu assujettir les Ecclésiastiques à l'impôt du sel, le Syndic du Diocèse se pourvoit au Conseil, & demande à l'Ass. de 1619, la jonction des Agents, qui lui est accordée. T. II, p. 341.

1628. L'Ass. de 1628 arrête de se plaindre à S. M., de la liberté que prennent les Commissaires de la Gabelle dans la Province d'Anjou, de contraindre les Ecclésiastiques à prendre du sel en plus grande quantité qu'ils n'en ont besoin. Sera rapporté par les Agents, l'Arrêt en faveur des Chanoines de Chinon. T. II, p. 618.

1635. Plusieurs Requêtes sont présentées

à l'Assemb. de 1635, au sujet des entreprises des Préposés aux Gabelles, contre l'exemption de l'imposition du sel établie en faveur du Clergé, tant par les Contrats passés avec le Roi, nommément des années 1621 & 1625, que par diverses Déclarations. L'Ass. ordonne aux Agents de poursuivre au Conseil, un Arrêt de cassation d'une Ordonnance rendue contre le Chapitre de Chenilli en Anjou, avec une clause générale d'exemption pour tous les Ecclésiastiques. L'Arrêt est promis & ensuite remis à l'Assemb., signé par M^{rs}. du Conseil, & conçu dans les termes qu'on desiroit.

Autre demande de cassation d'un Arrêt de la Cour des Aides contre quelques Curés, pour n'avoir pas pris leur fourniture de sel au Grenier de Ganat. Autre cassation poursuivie d'une Ordonnance des Officiers du Grenier à sel de Paris. L'Ass. intervient aussi en faveur d'un Curé de Saint-Flour, pour violences commises contre lui, sous prétexte de visite de sel. T. II, p. 740, 746, 747.

L'article 54 du Cahier de 1635, est à ce sujet. La réponse porte défenses aux Officiers & Archers des Gabelles de visiter les maisons des Ecclésiastiques, ni les faire appeler pour leur faire représenter leurs billets de leur fournissement, à la charge de prendre le sel qui leur sera nécessaire au Grenier de S. M., & sans préjudice des amendes contre ceux qui seront convaincus d'avoir acheté le faux sel. Recueil, p. 1409.

L'Assemb. de 1641 accorde son assistance à un Curé du Diocèse de Bourges qu'on vouloit contraindre à montrer les billets de la Gabelle, & cels contre la clause expresse des Contrats, & plusieurs Arrêts qui exemptent les Ecclésiastiques de représenter lesdits billets. Arrêté d'obtenir un pareil Arrêt en faveur du Curé. T. III, p. 85.

L'Assemb. de 1645 reçoit plusieurs plaintes au sujet du fournissement de sel. Un Curé avoit été condamné à l'amende, pour n'avoir pas pris assez de sel pour sa provision, & ce, en vertu d'un Règlement fait au Conseil, en Octobre 1644, qui permettoit aux Adjudicataires des Gabelles, de faire in-

former si pris suffisa-
ge. L'Ass.
dir Régle
L'Assen

plaintes d
des Ecclési
& Comm
à sel : elle
le Chancel
châtiment
T. IV, p.

Trois C
signés à
Grenier à
vant les G
voir dire
dre & les
ailleurs, l
n'avoir fa
aussi cond
envers l'A
à 300 l. d
traire aux
lesdits Ch
rection de
ordonne
Arrêts de
tenus, po
des Gren
clésiastiqu
ni de les
tion des b
Autre ass
de Bourg
lers de les
325, 326.

En la m
ticle de la
les Officie
ront faire
dans les
L'Archev
gistremen
c'étoit un
avec le R
contre les
Clergé. L
moins po
clésiastiqu
dans leur
faux sel,
vaincus
avoir fait
ne pourr
Officiers
326.

L'Assen
sieurs ex
les Arch
Curés &

1641. 1641.

1641. 1641.

1641. 1641.

former si les Ecclésiastiques avoient pris suffisamment de sel pour leur usage. L'Ass. demande la révocation du dit Règlement. T. III, p. 331, 332.

L'Ass. de 1655 reçoit plusieurs plaintes des violences exercées contre des Ecclésiastiques, par les Directeurs & Commis des Gabelles & Grenetiers à sel : elle se pourvoit pardevant M. le Chancelier, pour lui demander le châtiment desdits Officiers & Commis. T. IV, p. 324, 325.

Trois Chanoines de Senlis sont assignés à la Requête des Commis au Grenier à sel, pour comparoir pardevant les Grenetiers & Contrôleurs, & voir dire qu'ils seront tenus de prendre & lever au Grenier à sel, & non ailleurs, leurs provisions; & pour ce, n'avoir fait depuis trois ans, se voir aussi condamnés à 300 liv. d'intérêts envers l'Adjudicataire des Gabelles, & à 300 l. d'amende. La chose étant contraire aux Contrats passés avec S. M., lesdits Chanoines demandent la protection de l'Ass. de 1655, laquelle ordonne aux Agents de remettre les Arrêts de surseance que le Clergé a obtenus, portant défenses aux Commis des Greniers à sel, d'inquiéter les Ecclésiastiques pour l'imposition du sel, ni de les contraindre à la représentation des billets de leur fournissement. Autre assignation donnée au Chapitre de Bourges, pour représenter les billets de leur fourniture. T. IV, p. 324, 325, 326.

En la même Ass., il est parlé de l'article de la Déclaration, qui porte, que les Officiers du Grenier à sel ne pourront faire aucune visite ni recherche dans les maisons des Ecclésiastiques. L'Archev. de Sens en demande l'enregistrement pur & simple, attendu que c'étoit une des clauses du Contrat passé avec le Roi, & que telles visites étoient contre les Privilèges & Immunités du Clergé. La Cour des Aides met néanmoins pour modification, que les Ecclésiastiques ne pourront être visités dans leurs maisons, sous prétexte de faux sel, qu'après qu'ils auront été convaincus par des informations, d'en avoir fait commerce, & que la visite ne pourra se faire qu'en présence des Officiers du Grenier à sel. T. IV, p. 326.

L'Ass. de 1680 se plaint de plusieurs excès & violences commises par les Archers des Gabelles, contre des Curés & autres Ecclésiastiques, de ce

qu'aussi on les faisoit assigner pour rendre compte de leurs salaisons, & qu'on les obligeoit d'en prendre au-delà de leur consommation; ce qui est contraire aux Contrats & aux Déclarations. T. IV, p. 720, 721.

Les Fermiers des Gabelles ayant voulu obliger les Ecclésiastiques de prendre du sel par minots, au lieu d'en prendre seulement ce qui leur en faisoit besoin, les Agents obtinrent un Arrêt, dont ils rendent compte en l'Ass. de 1665, tel que le Clergé pouvoit le désirer. T. IV, p. 843.

M. l'Archev. de Vienne rapporte, que dans les conférences tenues chez M. le Chancelier sur l'article des Gabelles, Mrs. du Conseil avoient accordé l'exemption du fournissement des billets; mais qu'ils avoient fait quelque difficulté d'accorder celle des visites, que le Roi vouloit être faites par les Officiers des Gabelles, en présence des Officiers des lieux. T. IV, p. 1017.

Le Chapitre de Langres se pourvoit à l'Ass. de 1670, sur ce que les Fermiers des Gabelles lui avoient intenté un Procès, pour lui faire perdre une rente qu'il a sur les salines de Bourgogne; l'instance étoit pendante au Conseil; il demande l'intervention des Agents, qui lui est accordée. T. V, p. 123.

Les Curés de Basse-Normandie, où le sel blanc est en usage, se plaignent à l'Ass. de 1680, de ce qu'on les obligeoit de donner des certificats à leurs Paroissiens, comme ils étoient de leurs Paroisses, & même de tenir un registre par chaque année, du nom de leurs Paroissiens, avec une distance raisonnable d'un nom à l'autre, afin qu'au bas d'un chacun, ils puissent transcrire la copie des certificats qu'ils leur délivrèrent, pour représenter ensuite lesdits registres aux Commis des Fermes, & leur en délivrer des extraits sans frais, toutes les fois qu'ils en seront requis; ce qui les rendroit, en quelque sorte, les Clercs des Commis des Gabelles, les exposerait à des vexations, & leur consumeroit une partie de leur temps. L'Ass. charge les Commissaires du Temporel, de leur donner toutes sortes de secours. T. V, p. 321.

L'art. premier du tit. 19 de l'Ordonnance de Mai 1680, donne pouvoir aux Officiers du Grenier à sel, de faire visite dans les maisons des Ecclésiastiques & des Nobles, sous prétexte de faux sel : sur ce fondement en 1699,

1665.

1670.

1680.

1699.

le Président du Grenier à sel de Languedoc, accompagné de son Greffier & de sept hommes armés, fait une descente dans les maisons de quelques Chanoines. Le Chapitre s'adresse à Mrs. les Agents, qui, sans intervenir, sollicitent l'affaire. Dans le Rapport de leur Agence, ils font observer à l'Assemblée, qu'il conviendrait de demander la révocation du premier article de ladite Ordonnance, d'autant qu'il est contraire aux privilèges du Clergé & aux Contrats antérieurs à l'Ordonnance. T. VI, P. Just. p. 138, 139.

1700. L'Assemblée, de 1700, par l'art. 16 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de conserver aux Ecclésiastiques, le privilège de ne lever aux Greniers, que le sel dont ils auront besoin, dans les temps portés par l'Ordonnance, avec défenses aux Officiers des Gabelles de les inquiéter pour la quantité, ni pour la représentation des billets de leur fournissement. Réponse. L'Ordonnance & les Réglemens sont assez favorables, & le Roi veut qu'ils soient exécutés. Recueil, p. 1486, 1487.

1711. L'Assemblée, de 1711 se plaint à M. le Contrôleur-Général, au sujet des Officiers des Gabelles d'Anjou, qui avoient signifié aux Ecclésiastiques & aux Communautés des rôles en vertu desquels ils prétendoient les obliger comme les moindres Sujets du Roi, de prendre au Grenier à sel une quotité fixe & certaine de sel : il répond que ce n'avoit jamais été l'intention du Roi, & qu'il seroit cesser cette entreprise dès qu'on lui en donneroit la preuve. T. VI, p. 1216.

1715. L'Ass. de 1715, art. 14 du Cahier, renouvelle la demande ci-dessus de l'Ass. de 1700. Réponse. Accordé, pourvu que la conformation soit réglée à raison de quatorze personnes par minots. Recueil, p. 1540.

1723. Même demande de l'Ass. de 1723, art. 8 du Cahier du Temporel. Même réponse. Ajouté, que, Sa Majesté donnera ses ordres pour que l'on use de toute l'attention & ménagement possibles dans les visites pour la recherche du faux sel, lorsqu'il sera nécessaire d'en faire. Recueil, p. 1564, 1565.

1753. Deux Curés du pays de Gex furent recherchés, en 1753, pour leurs billets de fournissement ; & sur l'impossibilité où ils se trouverent de les produire, leurs maisons furent visitées. Les premiers Juges accueillirent cette entreprise des Traitants ; mais sur l'appel in-

terjeté par les Curés, & sur l'intervention du Clergé de Gex, le Parl. de Dijon réforma la Sentence, & maintint le Clergé de Gex dans les privilèges qui lui étoient acquis par les Contrats.

Les Religieux de Chéseri eurent le même succès, en 1766, dans une affaire toute semblable, & déjà le Clergé s'applaudissoit de cet avantage, lorsqu'un Arrêt du Conseil, de 1767, cassa ceux du Parlement de Dijon, de 1754 & 1766. On vit alors, par un singulier contraste, le Conseil même méconnoître les Contrats, dont la garde lui est principalement confiée, tandis que ces Contrats étoient respectés par le Parlement de Bourgogne, auquel ils ne sont point adressés.

L'Ass. de 1775, dans un Mémoire présenté au Roi, sollicite une Déclaration bien précise, qui dispense les Ecclésiastiques d'être visités dans leurs maisons, & de représenter leurs billets de fournissement.

Rép. Le Roi maintiendra les Ecclésiastiques dans leurs privilèges, relativement à l'impôt du sel. Ces privilèges sont les mêmes dont jouit la Noblesse, & ne pourroient être étendus, sans un préjudice notable aux revenus du Roi. T. VIII, p. 2413 juil. 2416. Le Mémoire, P. J. p. 780, 781.

Une décision du Conseil, du 21 Septembre 1773, a ordonné que les Ecclésiastiques du Barois seroient assujettis, comme ceux de Lorraine, à la formalité des bulletins, c'est-à-dire, à représenter leurs billets de fournissement. L'objet des Traitants, en sollicitant ce Règlement, n'a pas été d'obliger lesdits Ecclésiastiques de prendre, dans les greniers du Roi, le sel qu'ils consomment, mais de les empêcher d'en prendre trop, pour qu'ils ne fissent des versements frauduleux dans les Provinces voisines. Le Clergé de Lorraine, comme celui de France, jouit de tous les privilèges de la Noblesse : le privilège de celle-ci est d'être exempté de représenter les billets : les Bourgeois, même de la plupart des Villes, le partagent avec elle. De pareilles dispositions annoncent assez que la loi des bulletins n'a été faite que pour les dernières classes des Citoyens.

Indépendamment de cette considération, l'Arrêt de 1746 fournit aux Ecclésiastiques une induction avantageuse, en ce qu'il excepte de la loi générale les Communautés Religieuses. Peut-on croire que le Clergé séculier ait été privé de la même distinction ? C'est pourtant

1217 GA
pourant à rai
que les Trait
tion de 1773.
ont vainement
l'usage.

Sur leur Re
de 1775, il a
M. le Contrô
re expositif de
Lorraine & d
reconnu la ju
de l'Assemblée
1510 & f.

G
GAGES, app
tions de Mrs.
Clergé. Voyez
Gages & aug
Officiers des
des décimes, S

CAILLAC
Voyez Albi.

GA
La Chambr
de 1614, par
demande qu'il
& autres Juges
aux Galeries, p
à perpétuité, l
& convaincus
cueil, p. 1256

GALLIA

I. Mr. l'Eve
te, à l'Ass. de
bert, Grand-
Général de C
Livres intitulé
étoit sur le p
mer, si l'Alle
mais que pour
accompli, il f
quelques Mé
culières, qu'i
ner. La Com
utile, & exho
dessein. T. II

II. Mrs. d
tent, à l'Ass.
trois volum
L'Assemblée
tinuer inces
pour marqu
tisfaction, e
6000 liv. T.

Ils présen
le traité qu'
Libraires, p
Table de l

pourtant à raison de cette exception, que les Traitants ont obtenu la décision de 1773. Les Curés de Lorraine ont vainement invoqué la possession & l'usage.

Sur leur Requête, présentée à l'Ass. de 1775, il a été arrêté de remettre, à M. le Contrôleur-Général, un Mémoire expositif de la demande des Curés de Lorraine & du Barois. Ce Ministre a reconnu la justice des représentations de l'Assemb. sur cet objet. T. VIII, p. 2510 & s.

GAGES.

GAGES, appointements & gratifications de Mrs. les Agents-Généraux du Clergé. *Voyez* Agents, §. VI.

Gages & augmentations de gages des Officiers des décimes. *Voyez* Offices des décimes, §. II, n°. II.

GAILLAC. [ABBAYE DE]

Voyez Albi, n°. II.

GALERES.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, par l'art. 28 de son Cahier, demande qu'il soit permis aux Evêques & autres Juges d'Eglise, de condamner aux Galeres, pour quelques années, ou à perpétuité, les Ecclésiastiques atteints & convaincus de crimes atroces. *Recueil*, p. 1256, 1257.

GALLIA CHRISTIANA.

I. Mr. l'Evêq. de Chartres représente, à l'Ass. de 1635, que le sieur Robert, Grand-Archidiacre & Vicaire-Général de Châlons, avoit publié un Livre intitulé, *Gallia Christiana*; qu'il étoit sur le point de le faire réimprimer, si l'Assemblée le lui permettoit; mais que pour rendre cet ouvrage plus accompli, il supplioit ceux qui auroient quelques Mémoires des Eglises particulières, qu'il leur pût de les lui donner. La Compagnie juge ce travail fort utile, & exhorte l'Auteur d'achever son dessein. T. II, p. 827, 828.

II. Mrs. de Sainte-Marthe présentent, à l'Ass. de 1645, un Ouvrage en trois volumes, sous le même titre. L'Assemblée les engage d'en faire continuer incessamment l'impression; & pour marque de son estime & de sa satisfaction, elle leur fait un présent de 6000 liv. T. III, p. 407.

Ils présentent à l'Assemb. de 1650, le traité qu'ils avoient fait avec quatre Libraires, pour l'impression du Livre *Table de la Coll. des P. V.*

intitulé, *Nova Gallia Christiana*. La Compagnie approuve le traité. T. III, p. 732.

L'Ouvrage se trouve fini, lors de l'Ass. de 1655; mais avant de le présenter à l'Ass., Mrs. de Sainte-Marthe demandent à la Compagnie de nommer quelqu'un pour le voir. L'Assemb. nomme M. de Toulouse & cinq autres Députés: ils conseillent aux Auteurs, avant de présenter leur Livre, de retrancher quelques lignes dans l'éloge qu'ils avoient donné à feu M. l'Abbé de Saint-Cyran, éloge qui pouvoit faire tort à la mémoire du Cardinal de Richelieu, dont l'Eglise avoit reçu tant d'assistance. L'Assemb. ordonne que, pour plus grande sûreté, l'éloge entier du sieur de Saint-Cyran seroit ôté. T. IV, p. 424.

Les Evêques de Rennes & de Rodez viennent, de la part de Leurs Majestés, remercier l'Ass. de la délibération prise de supprimer l'éloge du feu Abbé de Saint-Cyran. Lestres du Roi à ce sujet. T. IV, p. 424, 425.

Les trois freres de Sainte-Marthe présentent à la Compagnie leur Livre. Le Pere de Sainte-Marthe, Prêtre de l'Oratoire, porte la parole, fait un discours très-beau, auquel le Prélat Président répond. L'Ass. leur accorde 500 liv. de pension à chacun. T. IV, p. 425. *Le Discours*, P. J. p. 137.

III. En l'Ass. de 1710, le P. de Sainte-Marthe, Religieux Bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, propose de faire une nouvelle édition du Livre intitulé, *Gallia Christiana*, plus correcte & considérablement augmentée.

L'Ass. nomme deux Commissaires pour examiner les propositions dudit Pere.

Dans le rapport qu'ils font à la Compagnie, ils exposent & donnent une idée exacte des divers Ouvrages entrepris dans le dernier siècle sur cette matière, qui sont, *l'Histoire Chronologique in-4°. des Archevêques & Evêques de France, en 1621. Le Recueil de Claude Robert, Archidiacre de Châlons-sur-Saône, en 1626. Le Gallia Christiana*, des deux célèbres jumeaux, Scévole & Louis de Sainte-Marthe, dont ils proposeront le dessein à l'Assemb. de 1645, qui l'approuva: étant décédés avant l'Ass. de 1655, ils laisserent aux trois fils de Scévole de Sainte-Marthe, l'honneur de présenter à ladite Assemblée le Livre du *Gallia Christiana*, dont l'édition venoit d'être achevée.

Bbbb

Quelque approbation qu'eût reçue l'Ouvrage, les trois freres s'aperçurent néanmoins qu'il y avoit encore quelque chose à désirer pour la perfection de l'Ouvrage : ils en firent espérer dès-lors une seconde édition, qui n'a pourtant jamais paru. C'est cette promesse que le P. de Sainte-Marthe s'offrit d'exécuter, suivant le plan expliqué par la Commission, dont l'avis suivi par l'Assemblée, fut, que l'on accordât au P. de Sainte-Marthe la somme de 4000 liv. une fois payée, pour lui donner le moyen de faire la dépense nécessaire pour mettre son Livre en état d'être donné au public, dans quatre ans au plus tard ; que cette somme fût payée en quatre paiements égaux, dans l'espace de quatre années, à condition que la Congrégation de Saint-Maur s'engageroit, par écrit, que, si le P. de Sainte-Marthe venoit à décéder, elle auroit soin de faire mettre l'Ouvrage en sa perfection par d'autres Religieux ; que de plus, l'Ass. écrivit une Lettre circulaire aux Prélats du Royaume, pour les prier de s'employer, pour faciliter aux Associés du P. de Sainte-Marthe la communication des titres dont ils pouvoient avoir besoin. T. VI, p. 1138 jusq. 1145.

En l'Ass. de 1715, le P. de Sainte-Marthe, étant prêt à donner son Livre au public, supplia l'Ass. de nommer des Commissaires pour l'examiner. Sur leur rapport, la Compagnie arrêta, que, pour rendre le Livre plus exact, l'Auteur enverra à chacun des Prélats les Cahiers qui concernent leur Diocèse, afin que les Evêques pussent examiner les pièces rapportées dans ces Cahiers, y en ajoutant de nouvelles, s'ils les trouvent utiles & authentiques, & réformant les fautes qui pourroient s'être glissées, &c. L'Ass. accorde audit Pere une somme annuelle de 600 liv., jusqu'à la prochaine Ass.emb., pour fournir aux ports de lettres & autres frais. T. VI, p. 1479, 1480.

Le P. de Sainte-Marthe étoit mort, lors de l'Ass. de 1726, à laquelle M. le Duc d'Antin écrivit une Lettre, où il marque, que l'engagement qu'avoit pris ce Pere avec l'Ass. de 1715, d'envoyer à Mrs. les Evêques les Cahiers qui concerneroient leurs Sieges, n'avoit point eu lieu, parce que ledit Pere avoit obtenu de Son Altesse Royale, que cet Ouvrage seroit imprimé au Louvre ; mais qu'étant chargé de l'imprimerie Royale, & ayant reconnu que l'unique moyen de porter l'Ouvrage à sa perfec-

tion, étoit de suivre le projet de 1715, il offroit d'y engager les Bénédictins. Après la lecture de cette Lettre, l'Ass. prie M. l'Archev. de Narbonne de voir les Peres, & de prendre avec eux les mesures convenables, pour mettre l'Ass.semblée en état de prendre telle délibération qu'elle jugera à propos. Il est convenu que les manuscrits de l'Ouvrage seront communiqués & envoyés aux Evêq. 8. aux Dioc. Lettre circulaire des Agents à cet effet. T. VII, p. 850, 851.

L'impression de cet Ouvrage au Louvre étant achevée, dans le temps de l'Ass.emb. de 1735, sans que les Prélats eussent eu communication des Mémoires qui concernent leurs Eglises, M. l'Evêque d'Orléans fut chargé de voir à ce sujet M. le Duc d'Antin. Ce Seigneur, après s'être fait rendre compte dudit Ouvrage, par le Sr. de Foncemagne, chargé de son exécution, écrivit à ce Prélat, & lui envoya la réponse de M. de Foncemagne, en forme de Mémoire, sur l'impression de ce Livre, & sur les éclaircissements qu'il avoit demandés. La Lettre & le Mémoire furent lus dans l'Ass. M. l'Evêque d'Orléans fut chargé de remercier M. le Duc, & Mrs. les Prélats priés de répondre audit Mémoire. T. VII, p. 1494, 1506.

G A P.

1°. EN l'Ass.emb. de 1585-1586, le Député du Diocèse de Gap demanda d'être distrait du Bureau des décimes de Lyon, & d'être renvoyé au Bureau d'Aix, comme le plus proche de la Province, dont partie du Diocèse dépend, & eu égard aux difficultés des chemins pour aller à Lyon. Arrêté, que le Diocèse de Gap ressortiroit dans la suite au Bureau d'Aix. T. I, p. 353.

L'Evêque de Gap présente à l'Ass. de 1605-1606 différentes Requêtes. 1°. Pour décharge de décimes & arrérages d'iceux, eu égard à la grande misère du Diocèse & aux pertes causées par les guerres : la Requête remise au Promoteur, pour, sur le rapport, y être pourvu comme de raison. Autre Requête, pour que le Dioc. fût distrait & séparé du Bureau d'Aix, & renvoyé à celui de Lyon : la procuration en vertu de laquelle le renvoi étoit demandé, n'étant pas trouvée suffisante, il fut dit qu'il en seroit apporté une plus spéciale, & que cependant les choses demeureroient en état. Autre Requête du Prélat, pour qu'il plût à Sa Majesté de

commettre tel plairoit, pour venir de son Evêque accordé telle pour son entretien, res du Service à S. M., permet Prieurs à sa Majesté rendant ordonn son Evêché sero & imposées à & valeur de ch Requête & l'A du... Oui le ra l'Ass. fut d'avis sir de S. M., l'o Lettres-Patente être procédé au imposition des peu de revenu ner pour son ex sion sur le rev S. M. jugera co rer à conséquence que ce soit à l'a

1615.

1655.

1585.

1715.

1605.

Bureau de Lyon
1°. On fait d'un différend & de Sisteron, nombre de B Diocèse de G étoient impos Sisteron. L'Al noissance du Ecclésiastique
3°. M. l'Ev. de 1725, des commis par les de Labourel, leur Curé : l'A Breteuil, Secr qu'il ordonne Gap, de cont avec diligenc menccées. T.

G A
Voyez Din
GARDE

MR. l'Arch de 1690, rapp le Chancelier un Arrêt par les Eglises q

commettre tel de ses Officiers qu'il lui plairoit, pour vérification faire du revenu de son Evêché, lui être par S. M. accordé telle pension raisonnable pour son entretien, & les charges ordinaires du Service divin; si mieux ne plaît à S. M., permettre l'union de quelques Prieurés à sa Menſe épiscopale; & en attendant ordonner que les décimes de son Evêché ſeront régaliées de nouveau, & imposées à proportion du revenu & valeur de chaque Bénéfice... Vu la Requête & l'Arrêt du Conſeil d'Etat du... Oui le rapport des Promoteurs, l'Aff. fut d'avis, que, ſous le bon plaisir de S. M., l'on pouvoit décerner des Lettres-Patentes au Bureau d'Aix, pour être procédé au régallement & nouvelle imposition des décimes; & attendu le peu de revenu du Sgr. Evêque, ordonner pour ſon entretien, &c. telle pension ſur le revenu de ſon Evêché que S. M. jugera convenable; & ce, ſans tirer à conſéquence pour autre perſonne que ce ſoit à l'avenir. T. I, p. 771, 772.

Sur l'instance faite par le Diocèse de Gap, en l'Assemblée de 1615, à ce qu'il fût transféré au Bureau de Lyon: pour plusieurs conſidérations particulières, l'Assemblée ordonne que, pour l'avenir, ledit Diocèse reſſortiroit au Bureau de Lyon. T. II, p. 285.

1°. On fait part à l'Aff. de 1665, d'un différend entre les Dioc. de Gap & de Sisteron, concernant un certain nombre de Bénéfices ſitués dans le Diocèse de Gap, leſquels néanmoins étoient imposés dans le Diocèse de Sisteron. L'Assemblée renvoie la connoiſſance du différend à la Chambre Ecclésiastique d'Aix. T. IV, p. 1046.

3°. M. l'Ev. de Gap ſe plaint à l'Aff. de 1725, des violences & attentats commis par les Habitants de la Paroiſſe de Labourel, de ſon Diocèse, contre leur Curé: l'Aff. agit auprès de M. de Breteuil, Secrétaire de la Guerre, pour qu'il ordonne au Procureur du Roi de Gap, de continuer, en ſon nom, & avec diligence, les procédures commencées. T. VII, p. 528.

GARANCE.

Voyez Dîmes, §. IV.

GARDE-GARDIENNE.

MR. l'Arch. de Toulouse, en l'Aff. de 1690, rapporte que du temps de M. le Chancelier le Tellier, il fut rendu un Arrêt par lequel il eſt ordonné, que les Eglises qui prouveroient être en

poſſeſſion paſſible depuis cent ans, du droit de Garde-Gardiennne, y ſeroient maintenues, & qu'à la faveur de cet Arrêt, pluſieurs Eglises l'avoient été. T. V, p. 681.

Le Chapitre de Beauvais avoit joui juſqu'en 1690 du privilège de Garde-Gardiennne, & ſes Lettres contenoient une attribution particulière au Châtelet de toutes les cauſes du Chapitre, de quelque nature qu'elles fuſſent être, ſoit qu'elles lui fuſſent communes, ou qu'elles fuſſent particulières aux Chanoines ou aux domeſtiques du Chapitre. Le Chapitre étoit en poſſeſſion immémoriale de ce droit; il lui avoit été accordé & confirmé par les Rois Charles VII, Charles VIII, François I, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, & poſtérieurement à l'Ordonnance de 1669; droit très-différent de celui de *Committimus*, ainſi que Sa Maſteſté ſ'en explique dans l'Arrêt du 8 Septembre 1670.

Le Préſidial de Beauvais diſputoit néanmoins au Chapitre ce privilège, & avoit demandé au Conſeil, que l'attribution au Châtelet de Paris, des cauſes qui regardent cette Eglise, n'eût point de lieu pour les affaires perſonnelles des Particuliers, ni pour celles du Chapitre au deſſous de 200 livres: l'instance étoit pendante au Conſeil, lorſque l'Affemb. de 1690 ordonna aux Agents d'intervenir en faveur du Chapitre. Nonobſtant l'intervention & les moyens allégués, le Conſeil, par Arrêt du 12 Février 1692, a décidé en faveur du Préſidial. T. V, p. 681, 682. T. VI, P. Juſt. p. 71 & ſuiv.

GARDE-NOTES.

Il eſt remontré en l'Assemblée de 1625, que depuis trois ans le Roi avoit fait établir en Dauphiné, des Officiers de Garde-notes & petits ſceaux, auxquels les Evêques qui ſont Seigneurs temporels, avoient grand intérêt, notamment en ce qu'ils avoient juſqu'alors arrenté leurs Greſſes, où les droits de ſceau entroient, leſquels ſe perdent par ledit établifſement: l'Assemblée charge ſes Députés en Cour d'obtenir de M. le Chancelier, des Lettres pour appeller les Parties, & cependant inhiber aux adjudicataires deſdits Offices, d'exercer, juſqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le Conſeil. T. II, p. 543.

GAULT.

Voyez Canonisation, n°. II.

GENEVIEVE.

[ABBAYE DE SAINTE-]

I. EN l'Assemb. de 1635, l'Evêque de Digne, Prieur de la Couture-sainte-Catherine à Paris, se plaint de ce que le Pere Faure, Coadjuteur de l'Abbaye de Sainte-Genevieve, officioit pontificalement, en toute occasion, dans l'Eglise de son Prieuré, sans aucune permission; qu'il le faisoit, sans doute, fondé sur le privilege de l'Abbaye, d'officier ainsi dans toutes les Maisons dépendantes de l'Abbaye; mais que celle-ci n'en dépendoit pas, ne dépendant que de l'Abbaye du Val-des-Ecoliers: après quelques difficultés de la part du Pere Faure, ce Religieux assure l'Ass. qu'il ne se servira jamais de son privilege d'officier dans ladite Eglise, avec les ornements de sa dignité, que par la permission de Mrs. de Paris & de Digne. T. II, p. 772, 773.

II. Sur les Prieurs-Curés Génovéfains. Voyez Curés Réguliers.

GENS DE GUERRE.

Voyez Logements.

GENS DE MAIN-MORTE.

Voyez Main-morte.

GERBAIS.

EN l'Ass. de 1670, M. le Président expose, que le sieur Gerbais, Docteur de Sorbonne, avoit travaillé par ordre de l'Ass. dernière, à un Ouvrage sur les Causes majeures, qui étoit fort beau & fort savant; que cet ouvrage étoit digne d'estime & de louange. L'Ass. ordonne qu'il sera mis aux Archives du Clergé. T. V, p. 155.

Le Livre est imprimé en 1679, sous le titre, *Dissertatio de causis majoribus, ad caput Concordatorum de causis*. Il avoit été composé par l'ordre de l'Ass. de 1665. Les Commissaires nommés par les Prélats extraordinairement assemblés en 1681, sont chargés d'en faire l'examen: ils en rendent un témoignage très-favorable, sur-tout en ce qu'il établit sur le droit des Evêques de décider en première instance, & après le Pape, des matieres de Foi & de discipline; & sur le droit qu'ils ont d'être jugés en première instance par leurs confreres dans les Provinces. Les Com-

missaires observent seulement qu'il étoit échappé à l'Auteur, certaines expressions qu'il seroit à propos de retrancher dans une nouvelle édition, & qui probablement avoient donné lieu à la censure qu'a faite le Pape dudit livre par son Bref du 18 Décembre 1680. T. V, p. 347 & suiv.

GEX. [PAYS DE]

Ses décimes. Voyez Bresse.

GLANDEVE.

1°. LES Collecteurs du Spoglio, pour la Chambre Apostolique, ont prétendu ce droit sur l'Evêché de Glandeve, à raison de quelques terres dont il jouit en Savoie, &c. Voyez Spoglio.

2°. L'Evêché de Glandeve étoit-il exempt de la Régale? Voyez Régale, §. I, §. II.

3°. En l'Assemb. de 1723, l'Evêque de Glandeve fait exposer, qu'en arrivant dans son Diocèse, il avoit trouvé que le Bureau Diocésain avoit emprunté, en 1713, pour se racheter envers la recette générale des impositions de 1710 & 1711; mais qu'en conséquence de cet emprunt, ce Bureau n'avoit imposé depuis ce temps-là, que les sommes nécessaires pour payer les arrérages, sans imposer, comme il auroit dû faire, une somme au delà pour faire chaque année des remboursements, afin de se libérer, ainsi qu'il est porté par les délibérations de 1710 & 1711. Là-dessus ce Prélat fait demander l'avis de l'Ass. pour savoir s'il ne pourroit point avoir recours contre les héritiers de son Prédécesseur, lequel, en ne faisant point sur son Diocèse le département des impositions, tel qu'il auroit dû faire, avoit profité du moins imposé. La Compagnie nomme une Commission pour l'examen de cette affaire. La Commission ne trouve point l'affaire assez éclaircie, & propose d'écrire au Prélat pour lui demander les pieces nécessaires, qui fassent connoître le véritable état de l'affaire, & mettent la Compagnie en état de lui donner les conseils qu'il demande. T. VI, p. 1740, 1741.

4°. M. l'Archev. de Sens rapporte à l'Assemb. de 1730, un Mémoire de M. l'Evêque de Glandeve, où ce Prélat expose le triste état auquel ce Dioc. est réduit, & demande une diminution sur le montant des impositions dont ce Diocèse est tenu; M. l'Archev. de Sens, après avoir exposé les moyens sur lesquels cette demande est fondée, pro-

1225 GA
pose l'avis de
que, sans tire
être accordé
Diocèse de G
payer une for
l'ordonnera. C
sans tirer à
Diocèse de
1500 liv. par
derniers moi
chaîne Assen
tout la somm
sera imputé 3
dudit Diocèse
la présente A
restantes sero
sement du ca
ledit Diocèse

L'Assemb.
Diocèse sur le
nution de 15
nées, dont m
sur les Bénéf
vira à rembo
se, lesquels r
ront que sur
qui en écrira
qu'ils puissent
1740. T. VII

Même som
accordée par
mes conditio
quence. T. V

L'Assemb.
somme de 75
ront employé
du Diocèse,
1710 & 1711
profit du Dio
imposé sur le
500 liv. chaq

Même som
1730 & aux
VIII, p. 388

Par le nou
fait en 1735
vant diminu
le Diocèse d
tion de 7500
Assemb. avo
se, a cessé de
de 1735. T.

GO

AUTEUR
Voyez Céré

G

Voyez M

pose l'avis de la Commission, qui est, que, sans tirer à conséquence, il peut être accordé un dédommagement au Diocèse de Glandeve, en lui faisant payer une somme telle que l'Assemb. l'ordonnera. Oui le Promoteur, l'Ass., sans tirer à conséquence, accorde au Diocèse de Glandeve un secours de 1500 liv. par an, à commencer des six derniers mois 1730, jusqu'à la prochaine Assemblée; ce qui formera en tout la somme de 7500 liv., dont il sera imputé 3500 liv. sur la quote-part dudit Diocèse, dans le Don-gratuit de la présente Assemblée, & les 4000 liv. restantes seront employées au remboursement du capital des rentes dues par ledit Diocèse. T. VII, p. 1187, 1188.

L'Assemb. de 1735 accorde au même Diocèse sur ses impositions, une diminution de 1500 liv. par an pour 4 années, dont moitié sera moins imposée sur les Bénéficiers, & l'autre moitié servira à rembourser les dettes du Diocèse, lesquels remboursements ne se feront que sur l'avis de M. l'Evêque, qui en écrira à Mrs. les Agents, afin qu'ils puissent en justifier à l'Assemb. de 1740. T. VII, p. 1468, 1469.

Même somme de 1500 liv. par an, accordée par l'Ass. de 1740, aux mêmes conditions & sans tirer à conséquence. T. VII, p. 1751.

L'Assemb. de 1745 lui accorde une somme de 7500 liv., dont 5000 liv. seront employées à rembourser les dettes du Diocèse, sur les Dons-gratuits de 1710 & 1711, & le restant employé au profit du Diocèse, pour être de moins imposé sur les Bénéficiers, à raison de 500 liv. chaque année. T. VII, p. 2069.

Même somme accordée par l'Ass. de 1750 & aux mêmes conditions. T. VIII, p. 388, 389.

Par le nouveau département général fait en 1755, les impositions se trouvant diminuées de plus de moitié, sur le Diocèse de Glandeve, la gratification de 7500 livres, que les précédentes Assemb. avoient accordée à ce Diocèse, a cessé de lui être accordée par l'Ass. de 1755. T. VIII, p. 519, 520.

G O D E F R O I.

AUTEUR du Cérémonial François.
Voyez Cérémonial.

G O V E L L O.

Voyez Mémoires du Clergé, n°. II.

G O U V E R N E U R S.

I. LA réception des Gouverneurs des Provinces, &c. à leur entrée dans les Villes, par les Evêques, se pratiquoit différemment, quelques Evêques les recevant au portail de leur Eglise avec la chape & la mitre, les autres en un lieu moins avancé, & avec le rochet & le camail seulement. L'Ass. de 1645 voulant établir un ordre certain & uniforme, est d'avis qu'ès lieux où la coutume est de les recevoir, les Prélats les recevront dans leur Eglise, à leur première entrée, en rochet & camail seulement. T. III, p. 374.

II. Sur le rang, séance & honneurs dans les Eglises. Voyez Eglise, §. IV.

III. Peuvent-ils indiquer le jour & l'heure des *Te Deum* & autres prières publiques? Voyez Prières publiques, §. I.

IV. Sur la prétention des Gouverneurs du Béarn, que les Evêques portant la parole pour les Etats du Pays, demeurent tête nue en lui parlant. Voyez Béarn, §. III.

V. Le Roi par sa réponse à l'art. 37 du Cahier de 1635, fait défenses aux Gouverneurs de loger es maisons épiscopales de leurs Gouvernements, quand même les Evêques y consentiroient, ou les leur offriroient. Recueil, p. 1400, 1401.

VI. Par la même réponse, Sa Majesté n'entend que les Gouverneurs des Provinces, ni autres, exigent des Prédicateurs, qu'ils leur adressent la parole. *Ibid.*

G R A C E.

L'Ass. de 1700 a censuré deux propositions sur la grace, l'une concernant cet axiome, *Facienti quod in se est Deus non denegat gratiam*, auquel étoit ajoutée la clause *viribus naturæ*; la seconde, sur le prétendu pacte entre J. C. & son Pere, pour accorder la grace, *Facienti quod in se est viribus naturæ*.

Hæc duæ propositiones, quâ parte causam discernendi inter justos & non justos, in opera mere naturalia referunt, Semipelagianismum instaurant, mutatis tantum vocibus. Pactum autem quod inter Deum & Christum offeritur, commentum est temerarium, erroneum, &c. T. VI, P. Just. p. 196, 197.

G R A D U É S.

I. Le Parlement de Toulouse vers 1735, rend un Arrêt au sujet du temps d'étude, requis pour posséder les Bé-

néfices qui exigent des degrés. Cet Arrêt donnoit ouverture à plusieurs Dévolutaires, d'impêtrer grand nombre de Bénéfices situés dans le ressort de ce Parlement. M. l'Arch. de Toulouse en porte ses plaintes à l'Ass. de 1735, qui députa auprès de M. le Chancelier, pour obtenir une Déclaration qui, en assurant l'état des Bénéficiers pour le passé, règle, pour l'avenir, le temps requis pour les études, conformément aux Statuts des Universités. M. l'Arch. de Rouen dresse un Mémoire à ce sujet; l'Ass. l'approuve. M. le Chancelier promet d'engager Sa Majesté à donner incessamment une Déclaration, & d'écrire lui-même, en attendant, au Parlement de Toulouse, & aux autres, de suspendre les contestations auxquelles ce dernier Arrêt avoit donné lieu. T. VII, p. 1473, 1474.

La Déclaration est accordée. Elle se trouve, T. VII, P. J. p. 375.

II. L'Ass. de 1735, art. 4 de son Cahier, supplie S. M. d'ordonner que, par rapport aux Bénéfices, Cures & Eglises Paroissiales, qui vaqueront dans les mois de Janv. & de Juillet, les Collateurs ou Patrons auront droit de choisir parmi les Gradués, ainsi qu'il s'observe dans les vacances qui arrivent en Avril & Octobre. Réponse. S. M. s'en fera rendre un compte exact, pour prendre ensuite les résolutions les plus convenables au bien de l'Eglise & de l'Etat. Recueil, p. 1691, 1692.

Même demande dans l'art. 2 du Cahier de 1740. Même réponse. T. VII, P. Just. p. 414.

L'Ass. de 1745 obtient une Déclaration qui ordonne, que, par rapport aux Cures & aux Bénéfices à charge d'âmes, qui viendront à vaquer dans les mois de Juillet & de Janvier, les Collateurs & Patrons auront même liberté pour le choix des Sujets entre les Gradués nommés, que celle dont ils jouissent dans les mois d'Avril & d'Octobre. T. VII, p. 2026. *Mém. du Clergé*, T. XII, p. 661.

III. Les dignités des Eglises Cathédrales & Collégiales sont-elles sujettes à l'expectative des Gradués? Voyez Dignités.

Exigent-elles des degrés? *Ibid.*

IV. Sur les degrés requis pour les Cures des Villes murées. Voyez Cures de Villes.

V. Sur la demande qui fut faite à la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, la Compagnie fit supplier Sa

Majesté d'octroyer ses Lettres-Patentes en forme de Déclaration, à l'effet d'ordonner que les Procès mus & à mouvoir sur les questions des Gradués simples & nommés, seront traités & jugés au Grand-Conseil. Les Agents chargés de faire sur ce, toutes poursuites nécessaires. T. II, p. 223.

GRAINS. [DROIT SUR LES]

Voyez Minage.

GRAMMONT.

Voyez Poitiers, n°. IV.

GRANDS-JOURS.

LE 31 Août 1665, le Roi donne une Déclaration pour l'établissement des Grands-Jours en la Ville de Clermont en Auvergne, laquelle fut vérifiée au Parlement, & publiée en la Sénéchaussée & Présidial de ladite Ville. Il y est dit, que S. M. étant instruite, que dans les Provinces éloignées du ressort du Parlement, les Loix y sont méprisées, les peuples exposés à toutes sortes de violences, &c. Pour remédier à tous ces désordres, elle a résolu d'établir une Jurisdiction ou Cour vulgairement appelée les Grands-Jours, en la Ville de Clermont, composée d'un Président du Parlement, d'un Maître des Requêtes, de seize Conseillers de la Cour de Parlement, d'un des Avocats-Généraux, d'un Substitut du Procureur-Général & autres Officiers à ce nécessaires, pour terminer toutes causes civiles & criminelles des Provinces d'Auvergne, Bourbonnois, Nivernois, Forez, Beaujolois, Saint-Pierre-le-Moutier, Lyonnois, Combraille, Marche, Berri & de tous leurs ressorts. Le Président étoit M. de Novion; l'Avocat-Général, M. Talon.

Cette Cour rendit, le 10 Octobre 1665, un Arrêt de Règlement concernant les affaires des Ecclésiastiques & des Communautés de son ressort, par lequel elle ordonnoit entr'autres choses, que par les Juges par elle commis, visitation seroit faite de toutes les Abbayes, Monastères, Prieurés, Cures, Chapelles & autres Bénéfices, pour savoir si le Service divin y étoit célébré, les fondations accomplies, les Sacrements administrés comme ils doivent être; si la discipline régulière est observée; si les Chanoines assistent aux Offices conformément au décret, *Quo tempore quisque debeat esse in Choro, & quomodo divinum Officium sit celebran-*

G
dum, &c. I
avoit suivi
mes que M.
son Plaidoye

L'Ass. de
contre cet A
vement la c
ce sujet de
rées : elle ob
mais il fut tr
diciaire à l'E
étoit congu.
présenta le p
M. Colbert p
ajoutant que
servoient de
roit à l'Arrêt
faire des Régl
fut obligée de
932 & suiv. R

GRAN

BARTHELE
diacre de Tar
d'Epernai, ac
le Parlement,
régé par plusi
&c. Voyez T

G

1°. Ce fut C
du grand schi
tre l'Evêque
ché au parti
ment sépara
domaine de la
vêché de Gras
d'emprunter
de Marc-Ant
ne fit point d
titure d'engage
domaine d'A
Grasse furent
lés de leur Ju
toire. Le Pa
d'abord aux si
exercer par un
mettroient à
V, après avoir
si extraordina
Ville d'Antib
caire Apostol
Jurisdiction
tion de celle
soumission in
T. IV, p. 37

L'Evêque
de 1610, sa
réunion de l
spirituel qu'
ché, dont el

dum, &c. Il paroît que cette Cour avoit suivi dans son Arrêt, les maximes que M. Talon avoit établies dans son Plaidoyer du 12 Décembre 1664.

L'Assemb. de 1665 s'éleva fortement contre cet Arrêt : elle en sollicita vivement la cassation, & fit au Roi sur ce sujet des Remontrances réitérées : elle obtint l'Arrêt de cassation ; mais il fut trouvé insuffisant & préjudiciable à l'Eglise dans la forme où il étoit conçu. La Compagnie dressa & présenta le projet d'un nouvel Arrêt : M. Colbert promit d'en parler au Roi, ajoutant que ces mots, *sans avoir égard*, servoient de cassation, & qu'on ajouteroit à l'Arrêt que le Roi se réservoir de faire des Réglements sur ce sujet. L'Ass. fut obligée de s'en contenter. T. IV, p. 332 & suiv. P. J. p. 206, 207.

GRANGE. [DE LA]

BARTHELEMI de la Grange, Archidiacre de Tarbes, maltraité par le Juge d'Espèrnat, accusé de crimes, banni par le Parlement, rappelé de son ban, protégé par plusieurs Assembl. du Clergé, &c. Voyez Tarbes.

GRASSE.

1°. Ce fut Clément VII, dans le temps du grand schisme, qui, indisposé contre l'Evêque de Grasse d'alors, attaché au parti d'Urbain VI, non-seulement sépara la Ville d'Antibes & son domaine de la Menfe épiscopale de l'Evêché de Grasse, mais ayant été obligé d'emprunter des sommes considérables de Marc-Antoine Grimaldi, Génois, ne fit point difficulté de lui donner, à titre d'engagement, la Seigneurie & le domaine d'Antibes : les Evêques de Grasse furent en même-temps dépouillés de leur Jurisdiction dans ce territoire. Le Pape Jean XXIII permit d'abord aux sieurs Grimaldi, de la faire exercer par un Ecclésiastique qu'ils commettraient à cet effet : le Pape Martin V, après avoir changé cette concession extraordinaire, ordonna que dans la Ville d'Antibes, il seroit établi un Vicaire Apostolique, qui exerceroit toute Jurisdiction épiscopale, avec exemption de celle de l'Evêque de Grasse, & soumission immédiate au Saint-Siège. T. IV, p. 371, 372.

L'Evêque de Grasse demande à l'Ass. de 1610, sa protection pour obtenir la réunion de la Ville d'Antibes, tant au spirituel qu'au temporel, à son Evêché, dont elle avoit été démembrée ;

ou tout au moins la réunion de la même dudit lieu & des fonctions spirituelles, qui ne peuvent appartenir qu'au seul Evêque. L'Assemb. députa à M. le Chancelier sur ce sujet. T. II, p. 15.

Le même Prélat se présente de nouveau à l'Ass. de 1621, demandant sa protection, & disant, qu'il avoit obtenu un Arrêt au Parlement d'Aix, qui ordonne en sa faveur le sequestre du temporel de la ville d'Antibes, & le remet dans le spirituel ; depuis lequel Arrêt, ses Parties avoient fait évoquer la cause au Grand-Conseil, où, par la collusion de son Agent, elle avoit été jugée à son désavantage, par Arrêt qui le dépouille, non-seulement du temporel, mais encore du spirituel. Arrêté, que Remontrances seront faites au Roi, afin qu'il lui plaise, à tout le moins, remettre ledit Evêque dans le spirituel d'Antibes. T. II, p. 374.

L'Assemb. de 1655 prie M. l'Evêque de Vence de dresser un Mémoire touchant l'affaire d'Antibes. Ce Mémoire remonte à la source des contestations, & en explique toute la suite. La demande que fait, à l'Assemb. de 1655, l'Evêque de Grasse, a pour objet principal la Vicairie d'Antibes, dont l'instance étoit portée au Conseil-Privé. Sur quoi, l'Assemb. a résolu, que Mrs. les Agents interviendroient au Procès que le Sgr. Evêque de Grasse intentera pour raison de lad. Vicairie, afin qu'il puisse être rétabli en l'exercice de sa Jurisdiction dans cette Ville ; & qu'il seroit écrit une Lettre circulaire aux Evêques, pour les prier de n'avoir aucun égard aux Dimissoires donnés par ledit Vicaire Apostolique ou son Subdélégué. T. IV, p. 371, 372.

En 1656, M. de Bernage, Evêque de Grasse, poursuivit cette instance conjointement avec le Clergé : il finit par transiger avec les Habitants d'Antibes, & reconnut leur Eglise indépendante de son Evêché. M. Anthelmi, en 1726, intéressa le Clergé dans son affaire, le porta au Conseil en cassation de la transaction de M. de Bernage, & appella comme d'abus des Bulles des Papes, qui avoient démembré son Evêché, en ce qui concernoient seulement la Jurisdiction spirituelle. Sur quoi est intervenu Arrêt au Conseil d'Etat, le 11 Octobre 1732, par lequel, conformément à l'avis de Mrs. les Commissaires, Sa Majesté a déclaré y avoir abus dans les Bulles des Papes Jean XXIII, Martin V, Eugene IV, &

sans s'arrêter à tout ce qui s'en est ensuivi, concernant l'érection du Vicaire Apotolique & Official d'Antibes, & le démembrement des fonctions Episcopales des Evêques de Grasse & de leur Jurisdiction en ladite Ville, à maintenu l'Evêque de Grasse & ses successeurs, dans le droit d'exercer toute Jurisdiction Episcopale dans la ville & territoire d'Antibes, par eux ou par ceux qu'ils voudront commettre, sans préjudice de leur droit sur le Domaine temporel de cette Ville. *Rapport d'Assemblée en 1735*, p. 71 & f. P. J. p. 80 & suiv.

En l'Ass. de 1736, M. d'Authelmi se plaint de l'entreprise du sieur Dammene, se disant Vicaire Apotolique d'Antibes, qui en cette qualité avoit donné des Dimissoires à un Clerc d'Antibes. L'Ass. écrit une Lettre circulaire aux Evêques, pour les prier de n'avoir aucun égard à pareils Dimissoires, & de ne point reconnoître ledit Vicariat Apotolique. T. VII, p. 803 & f.

2°. Un Arrêt du Conseil, du 26 Mars 1739, trouble le Diocèse de Grasse dans sa possession immémoriale de faire contribuer le Domaine d'Antibes aux impositions du Clergé. M. l'Evêque de Grasse fait solliciter la protection de l'Assemb. de 1740, pour faire obtenir au Diocèse la révocation du susdit Arrêt. L'affaire est exposée, avec les moyens sur lesquels le Diocèse fonde sa demande. M. l'Archev. de Narbonne est prié de solliciter, au nom de l'Ass., M. le Contrôleur-Général, pour la révocation de l'Arrêt. T. VII, p. 1745, 1746.

L'Ass. de 1745 charge les Agents de se joindre au Diocèse pour solliciter la même révocation. T. VII, p. 2062.

M. l'Evêque de Grasse s'adresse de nouveau à l'Assemblée de 1750 sur le même sujet : elle charge les Agents de suivre en leur nom la réformation de l'Arrêt de 1739. T. VIII, p. 388.

3°. Deux objets de représentations de M. l'Evêque de Grasse, en l'Ass. de 1742 : 1°. sur les dettes considérables dont le Diocèse étoit accablé, par la faute de ceux qui ont gouverné le temporel du Diocèse ; 2°. sur l'impossibilité de pouvoir acquitter les charges, surtout depuis l'Arrêt qui le prive du Domaine d'Antibes. Il demande, à ce sujet, d'être soulagé, ce qui ne peut lui être accordé, attendu les conséquences. T. VII, p. 1843, 1844.

L'Evêque de Grasse se plaint, à l'Ass.

de 1750, 1°. de ce que son Diocèse n'a pas reçu des dédommagements proportionnés aux pertes qu'il a souffertes ; 2°. de ce que son Diocèse se trouve obéré par la négligence des Bénéficiers actuels, d'avoir remboursé leurs contingents des Dons-gratuits. L'Ass. rejette la première demande, & renvoie à statuer sur la seconde lors de la confection d'un nouveau département général. T. VIII, p. 386 & f.

4°. M. l'Evêque de Grasse, suivant la possession en laquelle les Evêques ses prédécesseurs étoient, de visiter les Eglises dépendantes de l'Abbaye de Saint-Honoré de Lerins, y avoit fait sa visite, dont appel comme d'abus au Parlement. Ce Prélat demande, & obtient de l'Assemb. de 1619, la jonction des Agents, pour évoquer l'instance au Conseil Privé. T. II, p. 342.

5°. En l'Assemb. de 1650, M. l'Archevêque d'Embrun représente, au nom de M. l'Evêque de Grasse, qu'il y avoit quelques biens dépendants de l'Evêché de Vence, dans les terres de Madame la Duchesse de Savoie, dont le Nonce de Turin prétendoit que les fruits & revenus appartiennent à la Chambre Apostolique, durant la vacance de l'Evêché, à cause du droit de *Spoglio* ; que M. de Grasse, durant la vacance, lui en avoit souffert la jouissance ; mais que depuis que le Pape avoit donné les Bulles d'union de l'Evêché de Vence à celui de Grasse, il s'étoit mis en possession de tout le bien ; & y ayant été troublé par ceux qui font le recouvrement desdits revenus, il s'y étoit maintenu par Arrêt du Conseil Souverain de Nice ; que les Officiers de la Chambre Apostolique s'étant opposés à l'exécution dudit Jugement, s'étoient pourvus pardevant M. le Nonce de Turin, lequel, sur leur Requête, avoit cité pardevant lui M. l'Evêque de Grasse, pour se voir déclarer avoir encouru les censures pour s'être pourvu devant des Juges Laïques, & pour avoir empêché la levée des deniers.

Les Commissaires nommés par l'Ass. observent que l'affaire se réduisoit à deux points : l'un qui regardoit la jouissance du revenu, à quoi il avoit été pourvu favorablement par le Jugement de Nice ; l'autre de plus grande importance, étoit la citation, parce que la chose regardoit tous les Evêques de France, que le Pape, tant pour ce sujet que pour d'autres, prétendoit avoir droit de citer à Rome : cette procédure

cédure est non libérée de l' des privilèges puissent être mais même, au Concile d'abord à M. erice au Nonc Nonce de Tur tueuse pour la men de l'affair qui en est fa prier S. A. R. l'Ambassadeur plaindre à S. Nonce de Tur donné à l'An voie, pour fa Nonce ; & ou tre de S. M. à d'Aix, afin de du Roi, à fa contre M. de qu'il sera écrit la part de l'A prises dud. No T. III, p. 585.

6°. Différence avec les Relig les approbatio fesser. *Voyez*

7°. Violence de Grasse, dont de 1660. *Voyez*

GRAT.

L'Ass. de les Dons & g qu'aux Assen que personne puisse en orde

Sur les grat ont coutume los Secrétaires ment du Cle *Voyez* Secrét

Sur celles d Agents, §. V

Sur celles taires des A teurs des Ass

Sur les g d'autres pers §. III.

GREFFE

Voyez Infir §. II, n°. VII

Table de la

cédure est non-seulement contraire aux Libertés de l'Eglise Gallicane, dont un des privilèges est, que les Evêques ne puissent être cités hors du Royaume, mais même, dans le cas dont il s'agit, au Concile de Trente. L'Ass. s'adresse d'abord à M. le Nonce, & le prie d'écrire au Nonce de Turin, pour lui faire révoquer la citation : la réponse du Nonce de Turin est jugée peu respectueuse pour la Compagnie. Nouvel examen de l'affaire ordonné. Sur le rapport qui en est fait, l'Assemblée arrête de prier S. A. R. pour qu'il soit écrit à l'Ambassadeur du Roi à Rome, de se plaindre à S. S. de la procédure du Nonce de Turin; que même ordre soit donné à l'Ambassadeur qui est en Savoie, pour faire pareille plainte audit Nonce; & outre ce, d'obtenir une Lettre de S. M. à M. le Procureur-Général d'Aix, afin de se porter, pour l'intérêt du Roi, à faire cesser les poursuites contre M. de Grasse; & cependant, qu'il sera écrit une Lettre au Pape, de la part de l'Assemblée, sur les entreprises dud. Nonce. Le tout est exécuté. T. III, p. 585 & f. P. Just. p. 60, 61.

6°. Différend de l'Evêque de Grasse avec les Religieux de cette Ville, sur les approbations pour prêcher & confesser. *Voyez* Approbations, §. II.

7°. Violences commises contre l'Ev. de Grasse, dont est fait plainte en l'Ass. de 1660. *Voyez* Evêques, §. XII.

GRATIFICATIONS.

L'Ass. de 1610 règle, qu'à l'avenir les Dons & gratifications ne se feront qu'aux Assemblées des comptes, sans que personne avant lesdites Assemblées puisse en ordonner. T. II, p. 26.

Sur les gratifications que les Assembl. ont coutume d'accorder à celui de Mrs. les Secrétaires d'Etat qui a le département du Clergé, & à son Commis. *Voyez* Secrétaires d'Etat.

Sur celles de Mrs. les Agents. *Voyez* Agents, §. VI.

Sur celles des Promoteurs & Secrétaires des Assemblées. *Voyez* Promoteurs des Assemblées.

Sur les gratifications accordées à d'autres personnes. *Voyez* Pensions, §. III.

GREFFES. GREFFIERS.

Voyez Insinuations. Procès des Clercs, §. II, n°. VII. Registres.

Table de la Coll. des P. V.

GRENOBLE.

1°. Le Syndic des Curés & autres ayant charge d'ames, au Diocèse de Grenoble, n'ayant de revenu annuel que cent livres, supplie l'Assemb. de 1605 de leur donner régleme, & augmenter leur pension jusqu'à la somme de 300 liv., ou telle autre jugée nécessaire pour l'entretien d'un Clerc, & les décharger de tous les arrérages des décimes. Arrêté, que le Sgr. Evêque de Grenoble sera exhorté derechef, tant par lettres que par les remontrances que M. l'Archev. de Vienne est prié de lui en faire, au nom de la Compagnie, de faire en personne la visite de son Diocèse, & de pourvoir définitivement, tant sur les plaintes des suppliants, qu'aux autres miseres de son Diocèse; & à faute de ce faire dans trois mois, M. l'Archevêque de Vienne est prié d'assembler son Concile Provincial, & en icelui pourvoir sommairement par son autorité; & cependant à la diligence des Agents, sera S. M. suppliée de décerner dès à présent des Lettres-Patentes de Commission, pour saisir & établir Commissaires aux frais & revenus dudit Evêque de Grenoble, pour être régis par leurs mains, jusqu'à ce que ledit Evêque ait satisfait à son devoir. L'Assemb. défend au surplus, aux Curés de s'assembler sans la permission des Arch. ou Evêques, & audit Syndic, de ne plus prendre la qualité de Syndic sans ladite permission. T. I, p. 760, 761.

2°. L'Evêque de Grenoble confère les Ordres à des Ecclésiastiques du Diocèse de Die, n'ayant d'autres dimissoires que ceux du Chapitre : il promet à l'Assemb. de 1645 de ne le plus faire. *Voyez* Ordination, §. III, n°. I, an. 1645.

3°. Le Secrétaire de la Congrégation des Cardinaux de Rome, demande à l'Evêque de Grenoble, les motifs du refus qu'il a fait à des Clercs de son Diocèse de leur conférer les Ordres. Le Prélat fait part de cette demande à l'Assemb. de 1675; conseil qu'elle lui donne. *Voyez* Ordination, §. III, n°. I, an. 1675.

4°. Il est exposé en l'Assemb. de 1650 que M. l'Evêque de Grenoble étoit troublé en la possession de présider en l'Assemb. de la police de la Ville, & en celles qui se font pour l'administration de l'Hôpital, & qu'il prioit l'Ass. de lui accorder son assistance, pour se

Cccc

maintenir dans la préséance & Présidence auxdites Assémb. Il est dit, que l'on avoit parlé de cette affaire dans la conférence tenue chez M. le Garde des Sceaux, & que l'on y avoit résolu d'en écrire à M. de Lefdiguières, Gouverneur du Dauphiné. T. III, p. 363, 364.

1663. 5°. M. l'Evêque de Grenoble avoit établi en 1663, un Séminaire dans la Chapelle de N. D. de Lozier. Le Prélat y met des Prêtres séculiers, ensuite des Augustins déchaussés. Ayant appris que ces Religieux n'instruisoient pas bien les jeunes Ecclésiastiques, &c., il leur ordonne de sortir de la Chapelle. Appel comme d'abus de l'Ordonnance de la part des Religieux. Le Prélat demande la protection & l'avis de l'Assemblée de 1665, qui prie son Président de parler de cette affaire au Roi, & lui demander que par son autorité, lesdits Religieux sortent de la Chapelle. T. IV, p. 975.

Autre contestation en ce genre, entre M. l'Evêque de Grenoble & les Pères de l'Oratoire établis dans son Séminaire de Grenoble. Intérêt que prend à cette affaire l'Assémb. de 1730. *Voyez* Séminaires, §. III.

1725. 6°. En l'Ass. de 1725, M. l'Abbé de Maugiron fait le rapport d'une affaire jugée en l'Officialité de Grenoble, concernant le Sr. Berthon, Curé de Champagné. Sur l'appel comme d'abus dudit Curé, la Sentence fut déclarée abusive, par Arrêt du Parlement de Grenoble, du 30 Juillet 1725. Sur les moyens de cassation expliqués dans le rapport, intervint Arrêt au Conseil, qui casse celui du Parlement : l'Assemblée ordonna que cet Arrêt du Conseil fût inséré au Procès-verbal. T. VII, p. 454 & suiv.

1735. 7°. L'Evêque de Grenoble jouit de temps immémorial d'un droit de péage dans la Ville de Grenoble. Le Conseil ayant rendu un Arrêt le 4 Mars 1727 qui l'y conserve, & les Consuls s'étant rendus opposants audit Arrêt, l'Ass. de 1735 prend part à cette affaire, & charge les Agents de la solliciter jusqu'au Jugement. T. VII, p. 1471.

1740. 8°. M. l'Evêque de Die en son nom, & au nom des autres Prélats du Dauphiné, expose à l'Assémb. de 1740, la nécessité & l'utilité de l'établissement d'un Séminaire en la Ville de Grenoble, pour élever gratuitement les pauvres Ecclésiastiques de la Province. L'Assémb. accorde au sieur Paurel une

gratification de trois mille liv. pour l'aider dans ledit établissement. T. VII, p. 1751, 1754.

9°. M. l'Evêque de Grenoble fait part à l'Ass. de 1755, qu'il alloit être attaqué par rapport à la possession d'une portion des revenus de son Evêché, consistante dans les dîmes de la Paroisse de Cognier & Malaval, son annexe, & autres biens situés dans la même Paroisse; que ces biens avoient été unis à son Evêché par une Bulle de Clément VII; que cette affaire étoit au fond de la même espèce que celles qui avoient donné occasion à la Déclaration du 24 Novembre 1737, pour la Prov. de Franche-Comté; qu'elle est pareillement de l'espèce des affaires à l'égard desquelles sont intervenus différents Arrêts de surseance, notamment en faveur des dignités & autres bénéfices de la Cathédrale de Nevers. La Compagnie charge Mrs. les Agents de solliciter, quand il en sera temps, un semblable Arrêt de surseance. T. VIII, p. 574, 575.

10°. L'Ass. de 1765 députe à M. le Duc de Choiseul, pour lui représenter, que les Augustins de la Ville de Grenoble avoient lieu de craindre que l'emplacement où se trouve leur Couvent, ne leur fût enlevé pour la construction d'une salle de Spectacle, & l'établissement d'un marché public. Ce Ministre assure que cela ne se feroit qu'en leur accordant un dédommagement convenable, & que de concert avec M. l'Evêque de Grenoble, de son aveu & consentement. T. VIII, p. 1585, 1586.

GROS. [DROIT DE]

Voyez Aides.

GRUERIE. GRUYERS.

Sur cet article, *Voyez* Bois, §. I.

L'Ass. de 1685, art. 14 de son Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner que les Bénéficiers qui ont, comme les autres Seigneurs laïques, des Juges, jouiront du droit & privilège, savoir, que leursdits Juges connoîtront, comme ils ont fait jusqu'à présent, des délits commis dans les bois, & exerceront la même Justice que les Officiers Royaux des forêts. Réponse. *Le Roi ne peut rien changer à l'Ordonnance de 1669, qui n'ôte point la Justice aux Ecclésiastiques, & ne donne que la prévention aux Officiers de Sa Majesté, à l'égard des Juges Ecclésiastiques, comme à l'égard des Juges laïques.* Recueil, p. 1469.

L'Ass. de 1735 supplie S. M. d'ordonner le paiement des mandées pour ces, des Officiers de Sa Majesté. *Le Roi y fera droit.* 1524.

L'Ass. de 1735 fait la même demande, pris dans la décision & affaires extraordinaires. Déclaration du Conseil, p. 1545.

Sur la plainte des Juges de Claires, prises faites sur certains des Eaux Maîtres des Eaux, l'affaire est commise au 1730. M. l'Archevêque de la Cour, port qu'il en fait plaintes desdits don'tance du tendante à dépe des principales diction qu'il ex Majesté a toujours Juges dans les diction qui leur port aux bois de la Déclaration tient dans le Jurisdiction, q Juges Royaux commis dans les bénéfices, sans sans avoir prév gneurs. L'Ass. tés, de sollicite veur de Mrs. d 1139 & suiv.

GUÉ-1

La Ste. Chaire du Mans, a été Valois en 1325, rier & d'un ce lains. L'objet tion consiste d pouvoir des N

L'Ass. de 1710, art. 4 du Cahier, supplie S. M. de décharger les Bénéficiers & Communautés Ecclésiastiques, du paiement des taxes qui leur sont demandées pour la réunion à leurs Justices, des Offices de Gruerie. Réponse. *Le Roi y fera considération.* Recueil, p. 1524.

L'Ass. de 1715, art. 26 du Cahier, fait la même demande. Réponse. *Compris dans la décharge générale des traités & affaires extraordinaires, portée par la Déclaration du 9 Juillet dernier.* Recueil, p. 1545.

Sur la plainte formée par les Religieux de Clairvaux, contre les entreprises faites sur leur Jurisdiction concernant les Eaux & Forêts, par le Grand-Maître des Eaux & Forêts de Champagne, l'affaire est examinée par la Commission du Temporel en l'Ass. de 1730. M. l'Archevêque de Bourges, Chef de la Commission, dans le rapport qu'il en fait, établit la justice des plaintes desdits Religieux contre l'Ordonnance du sieur de Courtagnon, tendante à dépouiller leur Juge Gruyer des principales fonctions de la Jurisdiction qu'il exerce: il fait voir que Sa Majesté a toujours conservé les Bénéficiers dans les droits & dans la Jurisdiction qui leur appartiennent par rapport aux bois de leurs bénéfices, & que la Déclaration même de 1715 les maintient dans le plein exercice de cette Jurisdiction, quoiqu'elle permette aux Juges Royaux de connoître des délits commis dans les bois dépendants des bénéfices, sans en avoir été requis, & sans avoir prévenu les Juges des Seigneurs. L'Ass. prie deux de ses Députés, de solliciter cette affaire en faveur de Mrs. de Clairvaux. T. VII, p. 1139 & suiv.

GUÉ-DE-MAUNI.

La Ste. Chapelle du Gué-de-Mauni du Mans, a été fondée par Philippe de Valois en 1329, en faveur d'un Trésorier & d'un certain nombre de Chapelains. L'objet principal de leur dotation consiste dans la faculté de créer & pourvoir des Notaires Royaux dans tout

le Comté du Maine. Vers 1665, le Roi jugea à propos de supprimer les offices des Notaires du Mans. Le Chapitre présenta sa Requête à l'Ass. de 1665 touchant un Procès qu'ils avoient au Conseil pour la conservation de leur droit, & du privilege de leur fondation qu'ils étoient en danger de perdre, à cause des Déclarations du Roi portant suppression desdits offices. L'Ass. ayant égard à leur Requête, nomme des Députés vers M. Colbert, pour le porter à obtenir de Sa Majesté, que lesdits Trésorier & Chapelains soient confirmés en la jouissance du principal fonds de leur fondation, qui consiste au droit de pourvoir à tous les offices de Notaires du Comté du Maine. M. Colbert déclare, que la demande des suppliants, étant appuyée sur toute sorte de justice, il leur avoit fait expédier un Arrêt conforme à leur demande. T. IV, p. 1035, 1036.

Le Roi, dans la suite, juge plus à propos de leur accorder un dédommagement: l'Arrêt en est expédié, & l'Ass. de 1675 leur accorde sa protection pour le faire signer de M. Colbert. T. V, p. 275.

GUIENNE.

CETTE Province se prétendoit exempte du droit de Régale en 1614: les Prélats ne laissent pas d'être inquiétés à ce sujet; ils ont ordre d'apporter les titres de leur exemption. V. Régale, §. I, §. II.

Les Ecclésiastiques de la Province sont sommés de produire leurs titres, & de prouver que leurs terres sont nobles, sous peine de les voir encadastrees. Voyez Rentes dues à l'Eglise, §. I.

Les Bénéficiers du Pays, taxés pour aumônes par les Juges Laïques. Voyez Aumônes, §. I.

Plusieurs entreprises du Parlement de Guienne contre les Sgrs. Evêques, en matière de Doctrine & de Jurisdiction. Voyez chaque article en particulier.

Evêques de Guienne maltraités & persécutés par M. le Duc d'Epéron. Voyez Epéron.



H.

HABIT.

I. EN l'Assemb. de 1605, les Prélats, après avoir délibéré sur le règlement de leurs habits, arrêtent, que l'on se conformera entièrement au Cérémonial Romain. T. I, p. 718.

Sur ce qui fut proposé en l'Ass. de 1610, qu'il seroit bienfaisant qu'il y eût conformité d'habits entre Mrs. les Evêques, aux actions publiques, & principalement au Service divin & en l'Eglise, il fut résolu, que Mrs. les Prélats seroient exhortés, en routes actions publiques, de porter leur rochet & camail, ou mosette; & en allant à l'Eglise, pour le Service divin, Prédications, Processions & autres semblables, la grande chape épiscopale & pontificale; & par rapport à leurs habits, d'usur, en leur Diocèse, de couleur de pourpre, propre à la dignité épiscopale, sinon aux Avents & Carêmes, jours de jeûne, Vendredis & autres exceptés, auxquels ils feront vêtus de noir, suivant le Cérémonial; & s'ils sont Religieux, leurs habits seront de couleur propre à leur Ordre, & ils porteront le mantelet, ou mosette & camail. T. II, p. 17.

II. Sur l'habit de Mrs. les Prélats & des Députés du second Ordre dans les Assemblées du Clergé. *Voyez* Assemblées-Générales, §. II, n°. III.

III. Quant à l'habit dans lequel les Prélats vont saluer le Roi, quand la Cour est en deuil, M. de Harlai, Président de l'Assemb. de 1690, rapporte, qu'ayant demandé à S. M. en quel habit elle souhaitoit que Mrs. les Prélats députés vinssent la saluer, il lui avoit remontré, que l'usage avoit toujours été que les Prélats parussent en cette audience en camail violet; cependant que la mort de Madame la Dauphine ayant fait prendre le deuil, la Compagnie desiroit de savoir de S. M. en quel habit elle souhaitoit que l'on vint lui faire la Harangue; que le Roi avoit répondu, qu'étant persuadé de la juste douleur que ressentait tout le Clergé, de la perte qu'on venoit de faire; sans qu'elle parût au-dehors, il vouloit qu'on suivît l'usage. T. V, p. 644, 645.

Même usage suivi pour l'Assemb. de 1711, en temps du deuil de Mgr. le Dauphin. T. VI, p. 1236.

HALLIER.

I. M. Hallier, Docteur de Sorbonne & Promoteur en l'Assemblée de 1645, offre à cette Ass. son Livre de *Hierarchia Ecclesiastica*, pour lequel il reçoit une gratification de 1200 liv. T. III, p. 407.

II. La même Assemb. le charge d'écrire sur le sujet des privilèges des Réguliers, & de faire imprimer les preuves de chaque article de la Déclaration ou Règlement du Clergé concernant les Réguliers. L'Assemblée de 1660 reçoit le Livre composé par cet Auteur, sur les preuves des Règlements du Clergé. M. Hallier étant mort, le manuscrit est remis à M. le Maître, Docteur de Sorbonne, pour le revoir: l'impression en est ensuite ordonnée. T. IV, p. 792, 793.

Le Livre de M. Hallier, sur le Règlement des Réguliers, paroît imprimé. Il est présenté à l'Assemb. de 1665, par les soins du sieur Gerbais. T. IV, p. 1057.

HANNIVEL.

Voyez Receveur-Général, §. III, n°. VII.

HARANGUES.

L'Ass. de 1645, sur ce qui fut proposé touchant les Harangues qui se prononcent en public, s'il étoit à propos qu'elles fussent vues auparavant par l'Ass., ordonna, d'une commune voix, que, conformément aux ordres anciens, celles qui se feroient dorénavant, seroient communiquées à des Commisaires nommés par l'Assemblée. T. III, p. 433.

§. I. *Respects que le Clergé, à l'ouverture & à la clôture de ses Assemblées, rend au Roi, à la Reine, à Mgr. le Dauphin, &c. Harangues prononcées. Cérémonial de la réception du Clergé.*

L'Ass. de 1582 envoie les nouveaux Agents vers M. le Garde des Sceaux, pour savoir le jour que le Roi pourroit donner audience. L'Assemb. se tenoit à Paris, & le Roi étoit à Fontainebleau. La Compagnie s'y achemine: ayant été

appelée au cabinet s'y présente de leur rochet, glé, parce qu'on en général. M. porte la parole.

159 L'Ass. de 1590, le Roi, la députation des Prélats & de sa Majesté ayant été leur fit la faveur reçut très-favorable.

161 L'Assemb. des Députés, pour & le lieu qu'il Compagnie, pour la Majesté. L'Ass. voir par une si posée de M. l'A la parole, accorde Prélats & autres, qui se tran au Louvre. T. I.

162 En l'Ass. de 1612, de Lyon, accom & de sept autres saluer Sa Majesté Dauphin, au n. T. I, p. 714.

163 L'Assemb. de menacer ses délin l'Archevêq. de des quatre plu deux Députés c luer le Roi, la R & M. le Chancel Archevêque. T.

164 L'Ass. de 1615, sujet au Roi, à l'celier, six Evê Ordre. T. II, p.

165 L'Ass. de 1616, de Guise d'aller gnie, saluer Sa bre de Prélats lui plaira de p accompagné d des Députés, p plir sa commisi

166 Deux Evêq dre sont dépu vers le Roi, p II, p. 326.

167 En l'Assemb autres Député nombre dans l gustins: la C

appelée au cabinet du Roi, les Députés s'y présentent, les Prélats revêtus de leur rochet, ainsi qu'il avoit été réglé, parce qu'on représentoit le Clergé en général. M. l'Archev. de Bourges porte la parole. Sa Harangue. T. I, p. 139.

L'Ass. de 1595-1596 propose d'aller saluer le Roi au camp de Traversi. La députation est composée de deux Prélats & de quatre autres Députés. Sa Majesté ayant été avertie de leur venue, leur fit la faveur de les attendre, & les reçut très-favorablement. T. I, p. 531, 532.

L'Ass. de 1601 envoie un de ses Députés, pour savoir du Roi le temps & le lieu qu'il lui plaira donner à la Compagnie, pour prendre congé de Sa Majesté. L'Ass. s'acquitte de ce devoir par une simple députation, composée de M. l'Archev. d'Aix, qui porte la parole, accompagné de quatre autres Prélats & autant de Mrs. du second Ordre, qui se transportent pour cet effet au Louvre. T. I, p. 700.

En l'Ass. de 1605-1606, M. l'Arch. de Lyon, accompagné de quatre Prélats & de sept autres Députés, fut prié de saluer Sa Majesté, la Reine & M. le Dauphin, au nom de la Compagnie. T. I, p. 714.

L'Ass. de 1610, avant de commencer ses délibérations, nomme M. l'Archev. de Vienne, accompagné des quatre plus anciens Prélats, de deux Députés du second Ordre & des deux nouveaux Agents, pour aller saluer le Roi, la Reine, sa Mere-Régente & M. le Chancelier. Harangue du Sgr. Archevêque. T. II, p. 4, 5.

L'Ass. de 1612 députe pour le même sujet au Roi, à la Reine & à M. le Chancelier, six Evêques & deux du second Ordre. T. II, p. 32.

L'Ass. de 1617 prie M. le Cardinal de Guise d'aller, au nom de la Compagnie, saluer Sa Majesté, avec le nombre de Prélats & autres Députés qu'il lui plaira de prendre. M. le Cardinal, accompagné de la plus grande partie des Députés, fut au Louvre pour remplir sa commission. T. II, p. 300.

Deux Evêques & six du second Ordre sont députés pour le même sujet vers le Roi, par l'Ass. de 1619. T. II, p. 326.

En l'Ass. de 1625, les Prélats & autres Députés s'assemblent en grand nombre dans la salle ordinaire des Augustins : la Compagnie étant pleine,

tous ensemble vont au Louvre, où étant arrivés, ils ont trouvé la salle du Conseil préparée pour s'y retirer jusqu'à l'heure de l'audience, laquelle ayant été bientôt accordée, on est parti : Mrs. du second Ordre ont marché pêle-mêle, & les Sgrs. Prélats selon leur rang; savoir, M. de Rouen, Président, assisté de M. d'Auch, entre lesquels alloit M. de Chartres, & ensuite tous les autres deux à deux. Etant arrivés dans la chambre du Roi, tous les Députés y sont entrés, quoique Sa Majesté fût indisposée. Mrs. de Rouen, d'Auch & de Chartres sont entrés dans la ruelle : les Officiers, savoir, le Secrétaire, portant le Cahier, les Agents & le Receveur-Général sont aussi entrés dans la ruelle. La Harangue par M. de Chartres. T. II, p. 579, 580.

Cette Ass. de 1635, à son ouverture, n'a député au Roi, pour le saluer, que trois Prélats, à cause de l'indisposition de S. M. T. II, p. 404.

L'Ass. de 1635 députe au Roi, qui étoit hors de Paris, & à la Reine, M. l'Archev. de Toulouse, quatre Evêques, cinq du second Ordre & un Agent. Quatre Evêques, quatre du second Ordre & un Agent, sont chargés d'aller saluer M. le Cardinal de Richelieu, & le prier de vouloir présider à l'Ass. Trois Evêques, autant du second Ordre, sont envoyés à M. le Garde des Sceaux. T. II, p. 663.

L'Ass. de 1645 va saluer en Corps le Roi & la Reine Regente sa mere, dans l'ordre qui suit : Mrs. les Députés sont conduits dans une salle du Palais, en laquelle un Secrétaire d'Etat est venu les recevoir, qui les a ensuite conduits, marchant deux à deux, au grand cabinet de la Reine : passant dans la salle des Gardes, lesdits Gardes étoient rangés en haie, les armes hautes, commandés de leurs Officiers. La Harangue faite, les Députés ont salué Leurs Majestés, l'une après l'autre, & se sont retirés au même ordre qu'ils étoient entrés, M. le Cardinal Mazarin avec eux, jusqu'à la porte de la salle des Gardes, d'où la Reine l'a fait appeler pour le Conseil, & ont été conduits par le Secrétaire d'Etat à la même salle, où il étoit venu les recevoir. T. III, p. 122, 123.

La Harangue de congé devant se faire à Fontainebleau, la Compagnie délibère, qu'attendu la difficulté des logements & les chaleurs excessives, l'Ass. n'ira que par députation, & non en Corps. T. III, p. 434.

1635.

1645.

1650.

L'Ass. de 1650 détermine d'aller saluer le Roi & la Reine, avant leur départ pour Compiègne: la Compagnie se rend pour cet effet au logis de M. l'Archev. de Reims, d'où elle part pour aller au Palais Royal. Un Secrétaire d'Etat vient la prendre dans une des salles, & la conduit au grand cabinet de la Reine. Le Cardinal Mazarin se joint à l'Assemb., & ne la quitte qu'à la porte de la salle des Gardes pour aller au Conseil. Elle est reconduite par le même Secrétaire d'Etat. Quatre Prélats & autant du second Ordre sont députés à M. le Duc d'Anjou. La Harangue au Roi par M. l'Archev. de Reims. T. III, p. 452.

1655.

L'Ass. de 1655 représente au Cardinal Mazarin, que, lorsque le Clergé va saluer le Roi, le Maître des Cérémonies a accoutumé de le recevoir à l'entrée de la porte du Louvre, & de le conduire dans une salle, où le Secrétaire d'Etat, qui a le département du Clergé, vient le prendre pour le mener dans la chambre du Roi, le faisant passer par la salle des Gardes qui sont sous les armes; que toutes ces choses n'ayant pas été observées, lorsque l'Assemblée rendit ses respects au Roi, elle avoit juste sujet de se plaindre. Sur quoi Son Eminence répond, que le Roi ayant su ce manquement, s'en étoit fâché contre les Officiers qui devoient pourvoir à ces choses. T. IV, p. 28.

Les Commissaires députés au Roi par cette Assemb., obtiennent audience de Sa Majesté. M. de Saintot, Maître des Cérémonies, vient la leur annoncer dans leur maison: il leur dit de se rendre chez M. de Gefvres, Capitaine des Gardes, où il iroit les prendre: les ayant conduits par la salle des Gardes, qui s'étoient mis sous les armes, & avoient battu selon l'usage des réceptions solennelles, quoique les Prélats ne fussent qu'en habit long violet, sans rochet & camail, & qu'ils eussent dit qu'ils n'avoient point à parler en manière de Harangue, ils avoient été reçus par le Secrétaire d'Etat dans l'antichambre de la Reine, & de-là conduits dans la chambre du Roi, qui les attendoit avec la Reine. T. IV, p. 164.

La même Assemb. de 1655 avoit député au Roi, qui étoit à la Fère: l'audience est demandée. Sa Majesté fait dire aux Députés qu'elle avoit fait savoir ses intentions sur le sujet de la députation à M. le Chancelier, duquel les Députés iroient les apprendre. Sur

quoi, la Compagnie ayant considéré que les volontés du Roi n'avoient jamais été portées en cette forme aux Ass., que ce seroit leur ôter la communication directe avec Sa Majesté, il fut résolu que les mêmes Députés partiroient incessamment pour se rendre auprès du Roi; qu'un des Agents seroit envoyé au Cardinal Mazarin lui témoigner la surprise de l'Assemblée. Son Eminence répondit, que le Roi n'avoit eu d'autre but que d'épargner aux Députés la fatigue du voyage. T. IV, p. 240 & f.

L'Assemblée de 1660 va en Corps saluer le Roi & la Reine à Vincennes. Les Harangues par M. l'Archevêque de Rouen. *Le Procès-verbal ne renferme rien de plus sur la réception du Clergé.* T. IV, p. 476, 477.

L'Assemb. de 1665, qui se tenoit à Pontoise, délibère si elle ira en Corps saluer le Roi, ou seulement par Députés. Il est observé que l'usage des Ass., tenues hors la résidence de la Cour, étoit différent; celle de Mantes, en 1641, l'ayant salué par Députés; & celle de Pontoise, en 1660, y ayant été en Corps. Sa Majesté consultée sur ce point, répond qu'elle trouvoit bon que l'Assemb. vint en Corps pour la saluer, & qu'elle vouloit qu'il en fût usé de même à l'égard des Reines & de M. le Dauphin. T. IV, p. 831, 832.

Le Secrétaire d'Etat & le Maître des Cérémonies viennent prendre le Clergé, & le conduisent à la chambre du Roi & des Reines, les Gardes-du-Corps étant en haie & sous les armes au passage. *Ibid.*

A la mort de Madame la Duchesse d'Orléans, l'Assemb. de 1670, après s'être informée de quelle manière le Roi vouloit recevoir le compliment de la Compagnie, fait une députation au Roi & à la Reine de cinq Prélats, dont un Archevêque, & de cinq du second Ordre: l'Ev. de Montauban est chargé du compliment. Les Députés sont conduits par M. de Saintot, Maître des Cérémonies, dans la chambre des Ambassadeurs; M. de Rhodes, Grand-Maître, vient les avertir que le Roi les attendoit; M. Colbert, Secrétaire d'Etat, ayant le département du Clergé, fait difficulté de venir prendre les Députés, sur ce que l'Assemblée n'étoit point en Corps. Les Députés envoient un Agent à Sa Majesté, laquelle trouva à propos, pour cette fois, en attendant qu'elle fût informée de l'usage, que M. Colbert les reçût au bas du grand degré: de-là,

il les accompagna au Roi, les reconduisant dudit grand des Cérémonies. Ambassadeurs. semblée fit dr.

justifier l'usage. L'Assemb. de S. M. de retour passé avec le T. V, p. 283.

L'Assemb. commencement, pour savoir le quelles person S. M. vouloit dience est acco & Sa Majesté rangue faite qu le Dauphin & La Compagnie neurs accouru M. le Prêl

qu'en cette o ne s'étoient p armes, les O que cela soit verbal de l'Al est contre les chose n'y avo garde. Il fut a le présent Pr tion, pour r pour marque T. V, p. 297.

L'Ass. de 1 Roi, la Reine Madame la avec le cérém chevéq. de P p. 373, 374.

L'Assemb p. 567, 568.

L'Assemb p. 646, 647.

L'Ass. de la clôture, 69 & suiv.

L'Ass. de la clôture, p. 100, 101.

L'Ass. de la clôture, p. 338 & f.

L'Ass. de même. Ha Dauphin. Cette Ass pour com de S. A. R l'Arch. d'

il les accompagna dans la chambre du Roi, les reconduisit de même jusqu'au bas dudit grand degré, & Mrs. les Maîtres des Cérémonies jusqu'à la salle des Ambassadeurs. Sur cette difficulté, l'Assemblée fit dresser un Mémoire pour justifier l'usage. T. V, p. 159, 160.

L'Ass. de 1675 va en Corps saluer S. M. de retour à Versailles: le tout se passe avec le cérémonial accoutumé. T. V, p. 183.

L'Ass. de 1680, dès son commencement, envoie un des Agents, pour savoir le jour de l'audience, & quelles personnes de la Maison Royale S. M. vouloit qu'on haranguât. L'audience est accordée pour Fontainebleau, & Sa Majesté veut qu'il n'y ait de Harangue faite qu'à lui, à la Reine, à Mgr. le Dauphin & à Madame la Dauphine. La Compagnie est reçue avec les honneurs accoutumés.

M. le Président fait observer à l'Ass., qu'en cette occasion, les Cent-Suisses ne s'étoient point mis en haie sous les armes, les Officiers à leur tête, quoique cela soit marqué dans le Procès-verbal de l'Ass. de 1675, parce que cela est contre les anciens usages, & que la chose n'y avoit été mise que par mégarde. Il fut arrêté, qu'on en feroit dans le présent Procès-verbal une observation, pour rectifier celui de 1675, & pour marquer la bonne foi du Clergé. T. V, p. 197, 198.

L'Ass. de 1681 va en corps saluer le Roi, la Reine, Mgr. le Dauphin & Madame la Dauphine: elle est reçue avec le cérémonial accoutumé; M. l'Archevêq. de Paris porte la parole. T. V, p. 373, 374.

L'Ass. de 1685 de même. T. V, p. 567, 568.

L'Ass. de 1690 de même. T. V, p. 646, 647.

L'Ass. de 1693, à son ouverture & à sa clôture, de même. T. VI, p. 16 & f., 69 & suiv.

L'Ass. de 1695, à son ouverture & à sa clôture, de même. Harangues. T. VI, p. 100, 101, 174 & suiv.

L'Ass. de 1700, à son ouverture & à sa clôture, de même. Harangues. T. VI, p. 358 & suiv., 589 & suiv.

L'Ass. de 1701, à son ouverture, de même. Harangues au Roi & à Mgr. le Dauphin, par M. le Card. de Noailles. Cette Ass. demande aussi l'audience pour complimenter le Roi sur la mort de S. A. R. *Monsieur*. Harangue par M. l'Arch. d'Aix. T. VI, p. 617 jusqu'à 626.

La Harangue de clôture de la même Ass. est prononcée par M. l'Arch. d'Albi: la réception à l'ordinaire. Le Roi, en donnant le jour de l'audience, laisse à l'Ass. le choix du matin ou de l'après-dînée: elle ne détermine cependant de prendre le matin, qu'après s'être informée si S. M. l'avoit agréable. T. VI, p. 659 & suiv.

En l'Ass. de 1701, réception & honneurs accoutumés. Harangue d'ouverture par M. le Card. de Noailles, Président. Harangue de clôture par l'Evêq. de Toulon. T. VI, p. 683 jusqu'à 689, 704 & suiv.

En l'Ass. de 1705 de même. Harangues d'ouverture par M. le Cardinal de Noailles. Harangue de clôture par M. l'Arch. d'Albi. T. VI, p. 737 & suiv., 913 & suiv.

En l'Ass. de 1707 de même. Harangues d'ouverture par M. le Cardinal de Noailles. Harangue de clôture par M. l'Ev. d'Auxerre. T. VI, p. 946 & suiv., 971 & suiv.

En l'Ass. de 1710 de même. Harangues d'ouverture par M. le Cardinal de Noailles. Harangue de clôture par M. l'Ev. de Troies. T. VI, p. 997 & suiv., 1151 & suiv.

En l'Ass. de 1711 de même. Harangues d'ouverture par M. le Cardinal de Noailles. Harangue de clôture par M. l'Arch. d'Albi. T. VI, p. 1176 & suiv., 1235 & suiv.

En l'Ass. de 1715 de même. Harangues d'ouverture par M. l'Arch. d'Albi, quatrième Président de l'Ass. Harangue de clôture par M. l'Evêq. d'Auxerre. T. VI, p. 1332 & suiv., 1519, 1520.

L'Ass. de 1723, à son ouverture, rend ses respects au Roi & à Mgr. le Régent: M. le Card. Dubois vient se joindre au Clergé, à l'entrée de la Salle des Gardes; Son Eminence prend la droite, de sorte que M. l'Arch. d'Aix, qui devoit porter la parole, s'est trouvé au milieu, entre M. le Cardinal & M. l'Arch. de Narbonne: Son Emin. s'en sépare à la porte de l'antichambre du Roi, pour aller au Conseil. Pour le surplus, toutes choses sont observées selon l'usage ordinaire.

Après le Conseil, Mrs. les Prélats & Mrs. du second Ordre étant dans la Salle destinée pour les recevoir, M. le Marquis de Dreux, Grand-Maître des Cérémonies, est venu avertir que Son A. R. étoit prête de donner audience. La Compagnie est conduite jusqu'à la porte de l'appartement de S. A. R.,

1701.

1705.

1707.

1710.

1711.

1715.

1723.

rend ses respects au Roi, à la Reine, à Mgr. le Dauphin & à Madamela Dauphine : réception accoutumée. M. le Cardinal de la Rochefoucault porte la parole : l'Orateur remercié. Harangues & réponse du Roi. T. VIII, p. 441 & f.

En la même Assemb., la Harangue de clôture est prononcée par M. l'Evêque d'Autun : réception ordinaire. Harangue & réponse du Roi. T. VIII, p. 606 & suiv.

L'Ass. de 1758, à son ouverture, rend ses respects au Roi, &c. M. l'Arch. de Narbonne porte la parole. Réception & honneurs accoutumés. Harangue & réponse du Roi. T. VIII, p. 617 & suiv.

En la même Asssemblée, la Harangue de clôture par M. l'Arch. de Toulouse. Réception ordinaire. Harangue & réponse de S. M. T. VIII, p. 710 & f.

L'Assemb. de 1760, à son ouverture, rend ses respects au Roi, &c. M. l'Archevêque de Narbonne porte la parole. Honneurs accoutumés. Harangues & réponse du Roi. T. VIII, p. 742 & suiv.

En la même Asssemblée, Harangue de clôture par M. l'Evêque du Puy. Réception ordinaire. Harangue & réponse de Sa Majesté. T. VIII, p. 1004 & suiv.

L'Assemblée de 1762, à son ouverture, rend ses respects au Roi, &c. : les Harangues par M. l'Archevêque de Narbonne. Honneurs accoutumés. Harangues & réponse du Roi. T. VIII, p. 1024 & suiv.

En la même Assemb., Harangue de clôture par M. l'Archevêque de Toulouse. Réception ordinaire. Harangue & réponse du Roi. T. VIII, p. 1119 & f.

L'Assemb. de 1765, à son ouverture, rend ses respects au Roi, &c. Réception ordinaire. M. l'Archevêque de Reims porte la parole. Harangues & réponse de Sa Majesté. T. VIII, p. 1148 & suiv.

En la même Asssemblée, la Harangue de clôture par M. l'Archevêque de Bourges. Réception ordinaire. Réponse de S. M. T. VIII, p. 1608 & suiv.

L'Assemblée de 1770, à son ouverture, rend ses respects au Roi, &c. : M. l'Archevêque de Reims porte la parole. Harangues au Roi & à Mgr. le Dauphin, réponses. T. VIII, p. 1633 & suiv.

La même Assemb., lors de sa clôture, renouvelle ses respects au Roi ; M. l'Archevêq. d'Arles porte la parole. T. VIII, p. 1920 & suiv.

L'Assemb. de 1772, à son ouverture, Table de la Coll. des P. V.

rend ses respects au Roi, &c. : M. l'Archev. de Toulouse porte la parole. Honneurs accoutumés. Harangues. T. VIII, p. 1937 & suiv.

En la même Asssemblée, Harangue de clôture par M. l'Archev. d'Aix. La Compagnie se rend à Compiègne. Honneurs accoutumés. Harangue. T. VIII, p. 2055 & suiv.

L'Assemb. de 1775, à son ouverture, rend ses respects au Roi & à la Reine : M. l'Archev. de Rouen porte la parole. Honneurs accoutumés. Harangues. Réponse du Roi. T. VIII, p. 2082 & f.

Le Gazetier de France avoit avancé faussement, que les Députés de l'Ass. avoient été présentés au Roi par M. le Duc de la Vrillière, tandis qu'ils l'avoient été par M. le Cardinal de la Roche-Aymon. T. VIII, p. 2085.

La même Asssemblée de 1775, à sa clôture, se rend à Versailles : M. l'Archevêque de Bourges prononce la Harangue. Honneurs accoutumés. T. VIII, p. 2608 & suiv.

§. II. *Députations, Visites & Harangues qui se font à des Princes, Princesses & autres personnes de marque, au nom des Assemblées du Clergé.*

Voyez Visites, §. IV.

HARLAI.

Sur la requisiion du Promot., l'Ass. de 1680 supplie M. de Harlai, Archev. de Paris, de vouloir bien accepter la décharge de ses décimes, & de recevoir pour cela tous les ans une gratification de 6000 l. comme Mrs. les Cardinaux : elle nomme des Députés pour supplier S. M. de lui commander de consentir à la délibération de l'Assemb., & de vouloir bien l'autoriser par des Lettres-Patentes ; ce que le Roi a eu très-agréable. T. V, p. 329, 330.

Il est nommé par le Roi, au chapeau de Cardinal : l'Assemb. de 1690 l'en félicite. T. V, p. 687, 688.

Le Pape Alexandre VIII lui adresse un Bref. T. V, p. 688.

Il meurt pendant l'Assemb. de 1695, dont il étoit Président. Service funebre ordonné. Voyez Services funebres, §. I.

La famille en fait célébrer un auquel l'Assemb. est invitée en cérémonie. Elle y assiste par ses Députés, après la séparation de l'Assemb. Voyez Services funebres, §. II, an. 1695.

HENRI IV.

Aux Etats de Blois en 1588, les trois Ordres se réunissent pour demander que le Roi de Navarre soit déclaré criminel de lèse-majesté divine & humaine & incapable de succéder à la Couronne.

Le Roi Henri III veut & souhaite qu'on lui fasse une dernière sommation pour se réconcilier & revenir à l'Eglise. Les Etats n'y ont aucun égard, & persistent dans leur demande. T. I, p. 497 & suiv.

Le Pape Grégoire XIV avoit envoyé une Bulle par laquelle il excommunioit tous les Sujets du Roi Henri IV, à cause de l'obéissance qu'ils lui rendoient. Cette Bulle le déterminait, de l'avis de son Conseil & des Evêques, à convoquer une Assemblée du Clergé : elle se tint à Mantès & ensuite à Chartres, depuis le commencement de Septembre jusqu'à la fin de 1591. Cette Assemblée ne se trouva composée que de quelques Prélats & quelques Ecclesiastiques en petit nombre. Dès le 21 Septembre, elle adressa un Mandement à tous les Ordres du Royaume. L'Assemblée déclare les monitions portées par la Bulle de Grégoire XIV, nulles, tant en la forme qu'en la matière, incapables, par conséquent, de détourner les François Catholiques de l'obéissance due au Roi. L'Assemblée, qui étoit alors à Chartres, envoya des Députés à S. M. pour lui porter la Déclaration qu'elle avoit faite, & le Mandement qu'elle avoit donné à tous les Curés de la publie. Discours de l'Evêque de Beauvais à S. M., qui roule sur trois ou quatre points : nullité de l'excommunication; l'instruction du Roi; la cessation de la guerre; la permission d'envoyer à Rome. Le Roi répond sur chaque article de manière à contenter. Sur le quatrième, il déclare ne pouvoir permettre la députation au Pape, sans en avoir conféré avec son Conseil. Les Députés dressent un Procès-verbal de tout ce que dessus. T. I, p. 511 jusqu'à 515. Le Procès-verbal, P. Just. p. 143 & f.

Les Liguers se trouvant fort divisés dans l'Assemblée de leurs prétendus Etats, commencée le 16 Janvier 1593, pour l'élection d'un Roi, les Catholiques appelés Royalistes, leur adressent un écrit le 27 Janvier, pour leur demander une conférence : elle est acceptée le 4 Mars, & indiquée à Surène. L'Arch. de Lyon, d'Epinaç, est choisi pour porter la parole au nom des Li-

guers, & l'Archevêq. de Bourges, de Beaune, au nom des Royalistes. Les Liguers insistent principalement sur le décret des Etats de Blois & sur les Bulles de Sixte-Quint & de Grégoire XIV. L'Archev. de Bourges fait voir, par rapport au décret, qu'on ne devoit y avoir aucun égard; que l'équité exigeoit qu'on en perdît la mémoire, ainsi que de l'Assemblée dont il étoit émané. Telle est d'ailleurs la force de la Loi Salique, disoit-on, qu'aucune Constitution nouvelle ne peut y déroger. Quant aux Bulles, le même Prélat répondoit, qu'elles n'avoient point été signifiées; que les Rois de France avoient des privilèges pour ne pouvoir être excommuniés; que les Papes n'avoient rien à voir dans ce qui concerne le temporel des Princes & le droit de succession à la Couronne. Dans la conférence du 17 Mai, la nouvelle du retour du Roi à l'Eglise, est annoncée aux Députés de la ligue. T. I, p. 515 jusqu'à 518.

Dans la conférence tenue le 5 Juin, au Fauxbourg Saint-Antoine, l'Archev. de Lyon convient que les Rois ne dépendent que de Dieu seul, quant au temporel; mais il prétend que la levée des censures & la réconciliation des Hérétiques n'appartenoient qu'au Pape; qu'ainsi toute cette affaire devoit lui être remise. L'Archev. de Bourges repliquoit, que le Roi étoit résolu d'envoyer une Ambassade au Pape, pour lui demander l'absolution; mais que jusque-là il convenoit que le Roi se fit absoudre par les Evêques de son Royaume, du moins *ad cautelam*, & qu'il assistât à la Messe. Il ne nous manque, disoit-il, ni exemples, ni preuves pour montrer que les Evêques peuvent absoudre le Roi; les Libertés Gallicanes y sont formelles. Enfin le 15 Juillet, le Roi est réconcilié à l'Eglise par l'Archevêq. de Bourges, en l'Eglise de Saint-Denis, & le 17 Octobre 1595, à Rome par le Pape. T. I, p. 517, 518.

HÉRÉDITÉ. [DROIT D']

Voyez Notaires, §. I. Confirmation. [Droit de]

HÉRÉSIE. HÉRÉTIQUES.

I. PARMI les décrets de l'Assemblée de Melun, il en est un de *Fidei Catholica professione*. T. V, P. J. p. 106.

Sur ce qui fut représenté dans l'Assemblée de 1585 par le Promoteur, que le Roi avoit envoyé aux Evêques du Royau-

me une certaine proposition laquelle il entendoit qui se convertissoient qu'outre que cette point conforme à ce Trente, il lui sembloit nouveauté préjudiciale à l'Eglise : il fut ordonné résolu, que les propositions faites à Sa Majesté de cette forme de proposer que celle du Concile la main des Prélats. Les Papes est chargé de proposer Harangue sur ce sujet qu'il n'appartient qu'à nous de la doctrine de la Foi. Sa Majesté retirer la forme de la proposition. La Compagnie dresser une Formule d'avis de la Faculté de théologie demande que les propositions soient données par les Papes. Les Présidents, savoir, si de la proposition par Pie IV, on peut tirer un article qui fait mention de l'obéissance que l'on a aux Docteurs pour le faire. L'Assemblée certain que la Formule regarde que les Ecclesiastiques, & que la Formule du Pontifical T. I, p. 307 & f. Voyez.

II. L'Assemblée de Melun, de Remontrances faite au Roi, veut qu'elle plie de remettre le leur ancien droit & les Hérétiques tant pour être procédé de droit, contre les qui impriment, & les Livres réprouvés approbation des Ecclésiastiques de Théologie.

Parmi les décrets de Melun, il en est un de *gentia contra Hæreses*. p. 106.

Sur les Livres de précautions prises en arrêter le débiter. Voyez Livres, §. I.

III. Le fameux.

III en 1588, approuver que la forme que dans le Royaume solennellement

me une certaine profession de Foi, par laquelle il entendoit que les Hérétiques qui se convertissoient, fussent reçus; qu'outre que cette profession n'étoit point conforme à celle du Concile de Trente, il lui sembloit que c'étoit une nouveauté préjudiciable à l'autorité de l'Eglise: il fut ordonné & unanimement résolu, que Remontrances seroient faites à Sa Majesté de révoquer cette forme de profession, & d'ordonner que celle du Concile soit reçue de la main des Prélats. L'Archev. de Bourges est chargé de porter la parole. Sa Harangue sur ce sujet, où il prouve qu'il n'appartient qu'aux Evêques à connaître de la doctrine & de ce qui concerne la Foi. Sa Majesté avoit déjà fait retirer la forme de profession envoyée de sa part. La Compagnie est chargée de dresser une Formule de Foi: elle prend avis de la Faculté de Théologie: la Faculté demande que les propositions lui soient données par écrit & signées de Mrs. les Présidents. Il étoit question de savoir, si de la profession de Foi donnée par Pie IV, on pouvoit retrancher l'article qui fait mention du Concile, & de l'obéissance que l'on doit au Pape: l'avis des Docteurs fut qu'on ne pouvoit le faire. L'Assemb. eut depuis avis certain que la Formule de Pie IV ne regarde que les Ecclesiastiques & non les Laïques, & que pour ceux-ci la Formule du Pontifical Romain suffisoit. T. I, p. 307 & s. Voyez Foi Catholique.

II. L'Assemb. de 1585, parmi les objets de Remontrances qu'elle arrêta de faire au Roi, veut que S. M. soit suppliée de remettre les Ecclesiastiques en leur ancien droit & juridiction contre les Hérétiques tant Cleres que Laïques, pour être procédé contre eux par les voies de droit, contre leurs fauteurs & ceux qui impriment, exposent & vendent les Livres réprouvés & imprimés sans approbation des Evêques & de la Faculté de Théologie. T. I, p. 283, 289.

Parmi les décrets de l'Assemb. de Melun, il en est un de *Pastorum diligentia contra Hæreses adhibenda*. T. V, p. 106.

Sur les Livres des Hérétiques & les précautions prises pour en prévenir ou en arrêter le débit dans le Royaume. Voyez Livres, §. I.

III. Le fameux Edit rendu sous Henri III en 1588, appelé l'Edit d'union, ne permet que la seule Religion Catholique dans le Royaume. Cet Edit fut juré solennellement aux Etats de Blois en

1588, par le Roi & par tous les Députés auxdits Etats: il fut reconnu Loi fondamentale du Royaume, reçu avec serment, & observé comme tel. Voyez Etats-Généraux, an. 1588.

M. l'Archev. de Bourges, dans la Harangue qu'il prononce devant le Roi à la clôture des Etats, s'étend beaucoup pour établir l'intolérance de plusieurs Religions dans l'Etat, l'importance dont il est de n'y permettre l'exercice que de la seule Religion Catholique, & les suites funestes qu'entraîne, ou a entraînées la diversité de Religion. T. I, P. J. p. 129, 130, 131.

La Chambre ecclésiastique aux Etats de 1614, dans l'art. 4 de son Cahier, demande que personne ne soit supporté ni toléré entre les Catholiques, qui ne fasse profession publique de l'Être, & que ceux qui ne la feront, soient poursuivis & punis. T. II, p. 142.

IV. L'Assemb. de 1595, art. 23 de son Cahier, demande que ceux qui sont séparés de l'Eglise ne puissent être enterrés dans les Eglises; & où leurs corps s'y trouveroient, qu'il soit enjoint aux Juges ordinaires des lieux de les faire exhumer sur la plainte des Ecclesiastiques. T. I, p. 574. Voyez sur cet article Sépultures, §. III.

V. L'abjuration des Hérétiques & leur réconciliation avec l'Eglise, peut-elle être faite de l'autorité des Evêques? ou est-elle réservée au Pape? Voyez Henri IV.

Cette abjuration doit-elle être faite publiquement à l'Eglise? ou suffit-il qu'elle se fasse entre les mains des Officiaux? Cette question s'est présentée à l'Assemb. de 1585, à l'occasion d'un Prédicant des Grands Jours de Vendôme. T. I, p. 366.

Sur le retour de Henri IV à l'Eglise & sa réconciliation. Voyez Henri IV.

VI. Les biens des Hérétiques sont-ils sujets au paiement des fondations? La question se présente à l'Assemb. de 1585, qui arrêta qu'il en seroit demandé Lettres-Patentes de Déclaration. T. I, p. 366.

VII. Les Hérétiques conservent-ils le droit de Patronage ou présentation aux Bénéfices? Voyez Patronage, n°. I.

VIII. Sur ce qui concerne spécialement les Huguenots, Religionnaires ou Protestants. Voyez Protestants.

HEXAPLES.

Voyez Censures doctrinales, n°. XXIV.

HIBERNOLIS.

Voyez Irlandois.

HIÉRARCHIE.

HIÉRARCHIE ou autorité épiscopale, attaquée par divers écrits venus d'Angleterre, & par des Auteurs déguisés, & depuis reconnus, ... soutenue par le Livre intitulé : *Petrus Aurelius*. Voyez Censure^s doctrinales, n°. IV. *Petrus Aurelius*.

Hierarchie de l'Eglise, soutenue par le Livre de *Hierarchiâ Ecclesiasticâ*, par le sieur Hallier, présenté au Clergé en 1646. Voyez Hallier.

HISTOIRE.

HISTOIRE ecclésiastique, par M. de Harlai, Archev. de Rouen, louée par l'Assemb. de 1645. T. III. p. 405. 406.

Histoire ecclésiastique, par M. de Sponde, Evêque de Pamiers, présentée à l'Ass. de 1641. *Voyez* Sponde.

Histoire ecclésiastique, par le Pere Alexandre, Jacobin, présentée à l'Ass. de 1680. *Voyez* Alexandre.

Histoire de l'Eglise Gallicane, par le Pere Longueval, Jésuite, & ses continuateurs. Voyez Eglise Gallicane.

Histoire ecclésiastique grecque, [le corps de l'] donnée par M. de Valois, *Ass. de 1670*. Le même Auteur offre à l'*Assemb. de 1675*, l'*Histoire ecclésiastique latine*. *Voyez Valois*.

Histoire du Peuple de Dieu, deuxième partie, par le Pere Berruyer, Jésuite. Sa condamnation. *Voyez Berruyer.*

HOMICIDE.

L'ASSEMBLÉE de 1700 a condamné douze Propositions de morale relâchée sur la matiere de l'homicide.

LICITUM est filio gaudere de parricidio parentis à se in ebrietate commissio, propter ingentes divitias inde ex hereditate consecutas.

Hæc propositio est falsa, scandalo-
fa, execranda, pietati erga parentes
contraria, viam crudelitatis & avaritiæ
aperiens.

Est licitum Religioso vel Clerico, calumniam gravia crimina de se, vel de sua Religione spargere minam occidere, quando alius modus defendendi non suppetit...

LICET interficere falsum accusatorem, falsos testes, ac etiam Judicem, à quo iniqua cerò imminet sententia, si alià vià non potest innocens damnum evitare.

Hæ duæ propositiones sunt scandalosæ, erroneæ, Decalogo aperte repugnant, cædibus patrocinantur, & Magistratibus ipsique humanæ societati certam perniciem intentant.

*Non peccat maritus occidens propria
auctoritate uxorem in adulterio depre-
hensam.*

Hæc propositio est erronea, crudelitatem privatamque vindictam approbat.

*Fas est viro honorato occidere in-
forem qui nititur calumniam inferre, si
aliter hac ignominia vitari nequit: idem
quoque dicendum si quis impingat ala-
pam, vel fuste percutiat, & postimpac-
tam alapam vel iūtm fustis fugiat.*

HÆC propositio est scandalosa, erronea, mundano honori servit, ultionem & homicidia excusat.

LICET procurare abortum antiè animationem fœtus, ne puella deprehensa gravida occidatur, aut infametur.

VIDETUR probabile omnem fetum, quamdiu in utero est, carere animâ rationali, & tunc primùm incipere eam habere cùm paritur, ac consequenter dicendum in nullo abortu homicidium committi.

Hæ propositiones sunt scandalosæ, erroneæ, infandis homicidiis & parricidiis procurandis aptæ.

*REGULARITER occidere possum fu-
rem pro conservatione unius aurei.*

LICITUM est iam heredi quam legatario, contra injuste impediētem ne vel hereditas adeatur, vel legata solvantur, se taliter defendere [defensione occisiva,] sicut & jus habent in Cathedram & Praebendam, contra eorum possessionem injuste impediētem.

Non solum vitam, sed etiam bona temporalia, quorum jactura esset damnum gravissimum, licitum est defensione occisiva defendere... Fatemur rarius licitum esse Clericis... Si tamen aliquando futurum contingat tale malum (id est gravissimum damnum) etiam ipsis licitum erit, bona ista cum occisione furis defendere.

Hæ propositiones legi Dei & ordini
charitatis divinitus instituto contrariæ
sunt, perniciosæ & erroneæ.

QUANDO quis decrevit te occidere,
& hoc alicui manifestavit, sed nondum
cepit id exequi, potes cum praevenire
[occidendo,] si aliter non potes effuge-
re, ut si maritus pugione habeat sub cer-
vicali, ad occidenda noctu conjugem,
si quis venenum tibi, opinandum para-
verit, si Rex unus adversus alium Re-
gem classem adornaverit:

*Si arma quidem
habet tantum decretum
te occidendi, quod
divina, vel manifeste
amicis facta innotescit*

DOCTRINA his
nibus contenta, ju
positivo & gentiu
fandis cædibus & f
nens, societatis h
Regibus quoque
culum creat.

UBI est scripta
Deo, ut Reges &
interficere reos? An
in Traditione? Et
Si solo lumine nat
tere, ut ex eodem
cemus, quod cuq
cidendo aggressore
etiam honoris & r

DOCTRINA his-
tenta & illata, se-
& hæretica, Reg-
injuriosa, vanis
tam hominum &
ciens. T. VI, P.

H O M

Voyez Foi.

HONO

I. LA Chambre
Etats d'Orléans, a
plie Sa Majesté c
rés n'ayant droit
tions suffisantes, q
revenus suffisants
ils pourroient s'ab
cun salaire pour
Sacraments, sépu
qu'ils y soient fon
tume. Recueil, p

II. Sur une infirmité de Juges entre lesquels, ce, les Agents du Gouvernement, et deux Prêtres, Courtoise destitué en 1666, intervint un Prêtre, qui renvoyant l'Officier de Justice au Bailli de la Cour, d'en connaître de s'y pourvoir.

Chapitre avoit de la gloire, deux Prêtres, deux jours pourvurent au Bailli, signer le Chapitre, et à augmenter

Si arma quidem necdum paravit, sed habet tantum decretum firmum & efficax te occidendi, quod tibi vel revelatione divina, vel manifestatione confiter amicis factâ innotescat, potes praevenire.

DOCTRINA his duabus propositionibus contenta, juri naturali, divino, positivo & gentium contraria est, nefandis credibus & fanaticissimo viam sternens, societatis humanæ perturbativa, Regibus quoque præsentissimum periculum creat.

Ubi est scripta expressa permissio à Deo, ut Reges & Respublice possint interficere reos? An est in Scripturâ? An in Traditione? Est nè Fidei articulus? Si solo lumine naturali educimur, parere, ut ex eodem lumine naturali judicemus, quod cuique privato liceat in occidendo aggressore, non solum vita, sed etiam honoris & rei.

DOCTRINA his propositionibus contenta & illata, scandalosa est, erronea & hæretica, Regibus & Rebus publicis injuriosa, vanis ratiociniis & regulis vitæ hominum & morum decreta subjiciens. T. VI, P. J. p. 199, 200, 201.

HOMMAGE.

Voyez Foi.

HONORAIRE.

I. LA Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans, art. 44 du Cahier, supplie Sa Majesté de pourvoir aux Cures n'ayant droit de dîmes, ni fondations suffisantes, qu'ils soient dotés de revenus suffisants, au moyen de quoi ils pourroient s'abstenir de prendre aucun salaire pour l'administration des Sacrements, sépultures, &c., encore qu'ils y soient fondés par louable coutume. Recueil, p. 836.

II. Sur une instance en Règlement de Juges entre le Chapitre de Coutance, les Agents du Clergé y intervenant, & deux Prêtres habitués dudit Coutance destitués par le Chapitre en 1666, intervient Arrêt du Conseil-Privé, qui renvoie les Parties pardevant l'Official de Coutance, avec défenses au Bailli de Coutance & au Parlement d'en connoître, & aux Parties de s'y pourvoir. Le fait étoit, que le Chapitre avoit destitué & chassé de l'Eglise deux Prêtres qu'il avoit pris à gages; deux jours après, ces Prêtres se pourvurent au Bailliage, & y firent assigner le Chapitre pour se voir condamner à augmenter leurs rétributions,

avec défenses de les destituer; & encore que cette matière fût purement Ecclésiastique, s'agissant d'honoraire & de destitution de Prêtres à gages, ledit Bailli auroit refusé au Chapitre le renvoi pardevant l'Official. *Rapport d'Agence en 1670.* T. V, P. J. p. 79, 80.

L'Assemblée de 1680, par l'art. 9 de son Cahier sur la Jurisdiction, demande, que, suivant l'Edit de 1610, art. 11, & la Déclaration de 1666, art. 11, les Juges Ecclésiastiques soient déclarés seuls compétents de connoître de l'honoraire des Ecclésiastiques. Le Clergé observe que les Juges laïques sont bien d'accord, que c'est aux Evêques ou à leurs Juges de régler ledit honoraire; mais quand il s'agit de l'exécution, ils soutiennent qu'elle leur appartient. *L'article est accordé.* T. V, P. J. p. 181.

[Il y a été pourvu par l'art. 17 de l'Edit d'Avril 1695.]

L'Assemblée de 1700, art. 11 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner, que les Evêques connoîtront des Procès qui pourront naître sur l'honoraire des Ecclésiastiques, tant entre personnes Ecclésiastiques, que Laïques & Ecclésiastiques. *Refusé.* Recueil, p. 1475.

Les Evêques de Bretagne se plaignent à l'Assemblée de 1735, d'un Arrêt de Bretagne, qui déclare abusifs des Mandements d'Evêques, qui fixoient les honoraires des Prêtres, & les droits des Fabriques pour sépultures, &c. *Voyez Fabriques, §. II, n°. V.*

HOPITAUX.

§. I. Règlements généraux concernant les Hôpitaux, l'administration & l'emploi des revenus : Hôpitaux en titre de Bénéfices.

I. L'ASSEMBLÉE de Melun en 1579, contient plusieurs Décrets & Règlements touchant les Hôpitaux au titre, *de Hospitalibus & Infirmariis quas vulgò Leprosarias vocant.* T. V, P. J. p. 118.

Le Cahier des Etats de Blois, en 1578, contient aussi plusieurs dispositions touchant l'administration des biens des Hôpitaux, retirée des mains d'Administrateurs laïques, & confiée aux Evêq., touchant les comptes rendus devant eux, touchant leur droit de convoquer les Maires, Echevins, &c. aux maisons de Villes, ou lieux établis pour les Bureaux, où eux, ou leurs Vicaires, & les Députés des Chapitres, au-

ront la préférence & présidence. Recueil, p. 1037 & suiv.

Le Cahier du Tiers-Etat présenté au Roi dans les Etats-Généraux de Blois en 1588, contient & propose plusieurs Réglemens sur les Hôpitaux & Maladeries. T. I, P. Just. p. 115, 116.

M. l'Archev. de Bourges dans sa harangue au Roi, à la clôture desdits Etats-Généraux de Blois, se plaint vivement de la mauvaise administration des biens des Hôpitaux; que cette administration soit confiée à personnes Laïques; que leurs revenus en soient divertis ailleurs qu'à leur vraie destination. T. I, P. J. p. 136, 137.

II. L'art. 45 du Cahier, revêtu en 1574 de Lettres-Patentes, porte, que les Hôpitaux, Maladeries, Aumôneries & autres lieux pitoyables, ne soient dorénavant donnés en titre de bénéfices, nonobstant toute coutume contraire; & que le Gouvernement n'en soit donné ou confié que pour trois ans. Recueil, p. 991.

§. II. Autorité & Jurisdiction des Evêques sur les Hôpitaux, &c. Préférence & Présidence aux Assemblées, tant pour eux que pour leurs Vicaires-Généraux & autres Ecclésiastiques.

I. L'Assemb. de 1660, à l'occasion de la plainte qui lui est portée par le Chapitre du Mans, sur une union faite à un Hôpital, par Arrêt du Parlement, délibération prise par Provinces, a arrêté de demander au Roi une Déclaration portant, que dans les Villes & autres lieux du Royaume, il ne pourroit être établi aucun Hôpital-Général, ni aucunes Lettres-Patentes être expédiées pour cet effet, qu'ensuite d'une délibération prise par une Assemblée-Générale desdites Villes & autres lieux, qui seroit tenue au Palais Episcopal; & dans les lieux où les Evêques ne font pas leur résidence, en la maison la plus commode choisie par l'Evêque; en laquelle Assemb. l'Evêque ou son Grand-Vicaire, ou, en son absence, l'Ecclésiastique le plus qualifié présideroit; que les Hôpitaux, maisons, Aumôneries, Léproseries & autres lieux dépendants entièrement des Ecclésiastiques, comme étant de leur fondation, & en ayant la conduite & direction, ne pourroient être unis sans leur consentement par écrit & celui de l'Evêque; que ceux

qui portent titre de Bénéfices, & qui sont imposés aux décimes, & autres charges du Clergé, y demeureront sujets & obligés, nonobstant l'union qui en sera faite; que dans les Bureaux desdits Hôpitaux-Généraux, & lors de la reddition des comptes & élections des Administrateurs, les Evêques, & en leur absence, leurs Grands-Vicaires y auront la première séance & voix délibérative, & y présideront, nonobstant toutes Lettres-Patentes & Arrêts à ce contraires, auxquels il sera dérogé à cet égard. T. IV, p. 670, 671.

L'Ass., pour poursuivre cette Déclaration, nomme des Commissaires, qui en présentent la minute toute dressée à M. le Chancelier. Ce Magistrat répond d'abord, qu'il ne pouvoit accorder une Déclaration portant Règlement général, parce qu'il donneroit lieu de plainte à tous les Parlements; mais que les Particuliers qui souffriroient, pouvoient lui présenter Requête, & qu'il leur rendroit justice. Il accorde enfin la Déclaration; mais apportant quelque changement notable au projet dressé par l'Assemb., en ce qu'au lieu d'en faire l'adresse au Grand-Conseil, il l'adressoit au Parlement, & ordonnoit que, pour l'avenir, l'union des bénéfices ne pourroit se faire auxdits Hôpitaux, sans le consentement par écrit des Patrons desdits bénéfices, & celui des Evêques; que pour les choses déjà prononcées par les Parlements, les Particuliers se pourvoiroient par Requête au Conseil, pour leur être fait droit. La Compagnie charge les Agents d'en parler au Roi, lui demander l'adresse au Grand-Conseil, & que S. M. veuille aussi régler le passé comme l'avenir. T. IV, p. 671, 672, 673.

II. L'Evêque de Troies demande l'intervention de l'Assemblée de 1660, dans une affaire qu'il avoit au Conseil contre un Religieux Augustin, pourvu d'un Hôpital en ladite Ville, soutenant que la Jurisdiction spirituelle lui appartenait, & qu'elle ne pouvoit lui être contestée que par M. le Grand-Aumônier, quoique les Sgrs. Evêques en fussent en possession depuis plus de 300 ans: l'intervention fut accordée, & eut son effet. T. IV, p. 692.

III. Le Clergé a toujours regardé comme un droit & privilège des Evêques & autres Supérieurs Ecclésiastiques d'avoir la préférence & la présidence dans les Bureaux & Assemblées des Hôpitaux, Maladeries, Aumô-

neries, &c. On a rapporté n°. 1, les Cahiers de seconds Etats de Blois.

Aux Assemblées qui au Bureau des Aumônes, Chambre des Comptes, cèdent les Ecclésiastiques instance au Conseil. L'ordonne aux Agents II, p. 316.

L'Assemb. de 1625 à insérer au Cahier, Evêques & leurs Vicaires, Bureaux des Pauvres, tels-Dieu, & à la reddition desdites maisons, assisteront les Lieutenants Procureurs de S. M. droit d'assister, nonobstant coutumes; sans que cet article puisse préjudicier à ceux qui ont droit d'assister des Evêques Grands-Vicaires. T. I, article de son Cahier, mention rendue sur les articles est conforme. T. III, p. 1388.

L'Ass. de 1641 déclara fonder solidement & règlement, il faut remarquer que l'article qui concerne l'établissement & l'administration à quoi servira beaucoup du Roi, par la ordonné, qu'en cas de maladie contagieuse sera pour pourvoir à la cure chez les Evêques, l'administration de la Chapelle pratique est, que le Vicaire de M. l'Archevêque; que la Déclaration porte en termes expressement semblables établies ment à celui de Lyon.

M. l'Evêque de Clermont à l'Assemb. de 1655, lui est fait dans la Déclaration aux Bureaux de Grenoble, n°. 4.

L'Evêque de Montauban à l'Assemb. de 1655, au temps, il avoit obtenu Arrêts provisionnels Grand-Vicaire président de l'Hôpital de Montauban, les Consuls résolurent de se pourvoir; ce qui l'obligea

ries, &c. On a rapporté ci-dessus, §. I, n°. 1, les Cahiers des premiers & des seconds Etats de Blois, &c.

Aux Assemblées qui se font à Rouen au Bureau des Aumônes, Mrs. de la Chambre des Comptes vouloient précéder les Ecclésiastiques, dont il y avoit instance au Conseil. L'Assemb. de 1617 ordonne aux Agents d'intervenir. T. II, p. 316.

L'Assemb. de 1625, dans un des art. à insérer au Cahier, demande que les Evêques & leurs Vicaires président aux Bureaux des Pauvres, Hôpitaux, Hôtels-Dieu, & à la reddition des comptes desdites maisons, auxquels aussi assisteront les Lieutenants - Généraux, Procureurs de S. M. & autres qui ont droit d'assister, nonobstant tous Arrêts & coutumes; sans toutefois que le présent article puisse préjudicier aux Chapitres qui ont droit d'y présider en l'absence des Evêques par-dessus leurs Grands-Vicaires. T. II, p. 491.

L'Assemblée de 1635 en a fait un article de son Cahier, à quoi la Déclaration rendue sur les articles du Cahier, est conforme. T. III, p. 83. Recueil, p. 1388.

L'Ass. de 1641 délibère, que, pour fonder solidement & obtenir un bon règlement, il faut rechercher tout ce qui concerne l'établissement des Bureaux & l'administration des Hôpitaux; à quoi servira beaucoup une Déclaration du Roi, par laquelle il est déjà ordonné, qu'en cas de stérilité, ou de maladie contagieuse, l'Assemb. qui se fera pour pourvoir au peuple, sera tenue chez les Evêques; qu'en l'administration de la Charité de Lyon, la pratique est, que le Vicaire-Général, en l'absence de M. l'Archev., préside aux Assemb.; que la Déclaration de 1629 porte en termes exprès, que les autres semblables établissements se conforment à celui de Lyon. T. III, p. 83, 84.

M. l'Evêque de Grenoble se plaint à l'Assemb. de 1650, du trouble qui lui est fait dans la préséance & présidence aux Bureaux de l'Hôpital. Voyez Grenoble, n°. 4.

L'Evêque de Montauban expose à l'Assemb. de 1655, que, depuis quelque temps, il avoit obtenu au Conseil deux Arrêts provisionnels portant que son Grand-Vicaire présideroit aux Assemb. de l'Hôpital de Montauban; que depuis, les Consuls de la Ville avoient résolu de se pourvoir contre lesdits Arrêts; ce qui l'obligeoit de demander

l'intervention des Agents, qui lui est accordée. T. IV, p. 288.

En l'Assemblée de 1675, l'Evêque de Noyon se plaint de ce que le Lieutenant-Civil préside au Bureau de l'Hôpital des Enfermés, au préjudice de l'Evêque, qui avoit seulement la préséance: ce Prélat demande la cassation d'un Arrêt rendu au Parlement de Paris, le 24 Mars 1659, qui l'avoit ainsi ordonné, contre les Arrêts rendus au Conseil, qui donnent la présidence aussi bien que la préséance à l'Evêque Diocésain, &, en son absence, au Grand-Vicaire, notamment celui du 17 Novembre 1643. Autre plainte de ce que les Maire & Echevins de ladite Ville refusent de se rendre à l'Evêché, quand ils y sont convoqués pour les affaires des Pauvres, quoique ce point soit réglé par plusieurs Arrêts. T. V, p. 242.

L'art. 8 de ceux présentés au Roi par l'Assemb. de 1675, porte, que les Parlements contestent aux Evêques & à leurs Vicaires-Généraux, en leur absence, la Présidence aux Bureaux des Hôtels-Dieu, & des Hôpitaux-Généraux, & aux Assemblées qui se font pour les aumônes & pour les nécessités publiques, & ne veulent donner au Clergé aucune part à ces administrations; ou lorsque les Ecclésiastiques y sont reçus, ils ne veulent pas leur donner la préséance sur les Laïques. Le Clergé prouve, que ce trouble est contre tout droit, justice & raison; en conséquence, il supplie S. M., en interprétant l'article 10 de l'Edit de Melun & l'art. 21 de la Déclaration de 1666, d'ordonner, que les Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux, en leur absence, présideront à tous Bureaux & toutes Assemb. d'Administrateurs & d'Administration d'Hôtels-Dieu, Hôpitaux & lieux pieux; que les comptes en seront rendus devant eux en la présence d'Administrateurs & autres, qui de droit & de coutume doivent y assister, que les Administrateurs Ecclésiastiques auront la préséance par-tout; & ce nonobstant, &c. T. V, P. J. p. 161, 162. Recueil, p. 1435 & suiv.

Plusieurs plaintes sont portées à l'Assemblée de 1680, sur la préséance & présidence aux Bureaux des Pauvres & des Hôpitaux, contestée aux Députés des Chapitres, & même aux Evêques. Plainte sur ce sujet du Chapitre de Vanne contre le Prédial, dont les Officiers vouloient précéder les Dignités & les Chanoines de la Cathédrale. Le

Promoteur observe, qu'il étoit difficile d'établir sur cela une règle certaine & uniforme; que les Parlements avoient des prétentions particulières différentes de celles des Présidiaux, quoique les uns & les autres eussent toujours prétendu de présider au-dessus des Ecclésiastiques; que M. l'Archev. de Paris avoit obtenu un Règlement qui lui accorde la préséance & la présidence au Bureau des Pauvres de l'Hôpital-Gén., sur M. le Premier-Président. Semblable préséance accordée à Mrs. les Archevêques de Toulouse & de Rouen. M. l'Evêque de Langres demande la faveur de l'Ass., pour jouir des mêmes honneurs à Dijon. T. V, p. 317.

Le Parlement de Toulouse, en 1697, conteste à M. l'Archevêq. de Toulouse la préséance & la présidence dans les Assemblées d'Hôpitaux de la Ville. Ce Prélat obtient un Arrêt le 16 Juillet 1697, qui lui confirme ce privilège, conformément à l'art. 29 de l'Edit de 1695. T. VI, P. Just. p. 147, 148, 304 & suiv.

Par le même Arrêt, Sa Majesté ayant égard à la demande du Syndic du Clergé dudit Diocèse, ordonne que, dans toutes les Assemblées des Hôpitaux, le Maire de ladite Ville ne prendra rang & séance, que quand il y assistera à la tête des Capitouls, hors lequel temps il n'aura rang & séance auxdites Ass., qu'après le Grand-Vicaire du Sgr. Archevêque. T. VI, P. J. p. 304, 305.

L'Ass. de 1700, art. 5 du Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner, que, conformément aux articles 29 & 45 de l'Edit de 1695, les Vicaires-Généraux, en l'absence des Evêques, & les Curés, en l'absence des Vicaires-Généraux, présideront aux Hôtels-Dieu & aux Bureaux des Hôpitaux nouvellement établis, au lieu des Maladreries, ou auxquels les Maladreries ont été réunies, & déroger, en tant que de besoin, à l'art. 11 de la Déclaration de 1698. *Refusé.* Recueil, p. 1473.

M. l'Evêque de Coutance prie l'Assemblée de 1705, de l'aider de ses lumières & de son secours, pour obtenir la révocation d'un Arrêt rendu au Conseil contre les Grands-Vicaires, sur le sujet de la présidence au Bureau & aux Assembl. qui se tiennent pour les Pauvres & Hôpitaux, présidence qui leur avoit été contestée par le Lieutenant-Général de Coutance, fondé sur la Déclaration de 1698. T. VI, p. 855.

L'Ass. de 1705, art. 12 du Cahier de

la Jurisdiction, supplie Sa Majesté, que, nonobstant la Déclaration de 1698, & conformément à l'Edit de 1695, il lui plaise ordonner, qu'en l'absence des Evêques, leurs Vicaires-Généraux & autres Ecclésiastiques, qui sont en possession de présider & d'avoir soin des Hôpitaux & lieux pieux, auront la première séance & présideront. Rép. *Le Roi veut que son Edit & sa Déclaration soient exécutés à la lettre.* Recueil, p. 1501.

Par l'art. suivant, l'Ass. demande que dans les Hôpitaux qui sont dans les lieux où il n'y a, ni Siege épiscopal, ni Cour supérieure, les Curés auront la première place & la présidence, dérogeant, à cet égard, à la Déclaration de 1698. *Refusé.* Recueil, p. 1501, 1502.

La Chambre des Comptes de Rouen dispute la préséance dans le Bureau des Pauvres, au Chapitre de Rouen. Ce Chapitre avoit obtenu, le 16 Mars 1619, un Arrêt contradictoire du Conseil, sur l'intervention des Agents: ne s'agissant que de l'exécution de cet Arrêt, le Chapitre supplie l'Ass. de 1710 d'ordonner aux Agents d'intervenir; ce qui est accordé. T. VI, p. 1133.

Cette contestation se présente de nouveau en 1730; il en est fait rapport à l'Ass. tenue alors. Le droit du Chapitre est établi par des titres solennels, par un usage constant & une possession immémoriale. L'Ass. b, conformément à la Délibération de 1710, ordonne aux Agents d'intervenir. T. VII, p. 1120, 1121.

§. III. Autres articles concernant les Hôpitaux.

I. Les Ecclésiastiques & Bénéficiers peuvent-ils être taxés pour aumônes en temps de disette, & par qui? *Voyez Aumônes, §. I.*

II. Les Hôpitaux qui sont en titre de Bénéfices, sont compris dans le département des décimes fait dans l'Ass. Gén. de 1567. T. I, p. 51.

La réponse de Sa Majesté à l'art. 16 du Cahier de Poissy, concernant la subvention accordée, excepte de cette contribution les Hôpitaux, Maladreries & autres de semblable qualité. Recueil, p. 967, 968.

Les Délibérations des Ass. du Clergé, sur emprunts & Dons-gratuits, ne mettent point les Hôpitaux au nombre des Contribuables auxdits Dons-gratuits: elles

elles ne comprennent, se, que les Maladreries des Hôpitaux. *Voyez le premier Supplément de l'ad calcem.*

III. L'Assemblée de son Cahier, demande l'absence des différends qu'Hôpitaux, soit attribués dinaires des lieux, & par lements, & qu'elle se Grand-Conseil. T. I, p.

IV. Le Roi, par Arrêt de l'Etat du 7 Mars, que le Fermier des droits des actes de Notaires, Préposés, seront tenus sans prendre aucuns droits des testaments contentions & legs pieux en vres & Hôpitaux, qui par les Notaires qui les ou par autre personne Procureurs-Généraux d Cours de Parlements, tituts; à condition ne lesdits extraits ne conti qui concerne lesdites fond pieux. T. VI, p. 858, 8 & suiv.

V. Sur les Hôpitaux Religion prétendue-ré Protestants.

HOSPICES SACRÉS

QUELQUES personnes posent, à l'Assemblée de tement de quelques H pour retirer les Prêtres que de leurs Messes: l' suadée de l'importance sement, & que tous l voient y prendre part, a l'entreprise; & en cas q elle ordonne qu'il sera ceveur-Général, une f T. V, p. 123.

M. l'Evêque de Châl l'Ass. de 1685, l'av gnie, par rapport aux P il représente, que l'on tablir à Lyon une Maï rer ces Prêtres, ou de un quartier de l'Hôpi la conduite des Ecclési Hôpital; que chaque E vince y enverroit ceux & que les Diocèses fou sion de ceux de leurs trouveroient sans moy Le dessein est trouvé

Table de la Col.

elles ne comprennent, dans cette classe, que les Maladresses non-réunies à des Hôpitaux. *Voyez sur cet article le premier Supplément de la Table, n°. 1, ad calcem.*

III. L'Assemblée de 1595, art. 20 de son Cahier, demande que la connoissance des différends qui regardent les Hôpitaux, soit attribuée aux Juges ordinaires des lieux, & par appel aux Parlements, & qu'elle soit interdite au Grand-Conseil. T. I, p. 574.

IV. Le Roi, par Arrêt de son Conseil d'Etat du 7 Mars 1701, ordonne que le Fermier des droits du contrôle des actes de Notaires, ses Commis & Préposés, seront tenus de contrôler, sans prendre aucuns droits, les extraits des testaments contenant des fondations & legs pieux en faveur des Pauvres & Hôpitaux, qui seront délivrés par les Notaires qui les auront reçus, ou par autre personne publique, aux Procureurs-Généraux du Roi dans les Cours de Parlements, ou à leurs Substituts; à condition néanmoins, que lesdits extraits ne contiendront que ce qui concerne lesdites fondations & legs pieux. T. VI, p. 858, 859. P. J. p. 368 & suiv.

V. Sur les Hôpitaux de ceux de la Religion prétendue-réformée. *Voyez Protestants.*

HOSPICES SACERDOTAUX.

QUELQUES personnes de piété proposent, à l'Assemblée de 1670, l'établissement de quelques Hospices à Paris, pour retirer les Prêtres qui ne vivent que de leurs Messes; l'Assemblée, persuadée de l'importance de cet établissement, & que tous les Diocèses devoient y prendre part, approuve & loue l'entreprise; & en cas qu'elle s'exécute, elle ordonne qu'il sera payé, par le Receveur-Général, une somme de 1500 l. T. V, p. 123.

M. l'Evêque de Châlons demande, à l'Assemblée de 1685, l'avis de la Compagnie, par rapport aux Prêtres infirmes: il représente, que l'on avoit résolu d'établir à Lyon une Maison pour y retirer ces Prêtres, ou de les mettre dans un quartier de l'Hôpital-Général, sous la conduite des Ecclésiastiques du même Hôpital; que chaque Evêque de la Province enverroit ceux de son Diocèse, & que les Diocèses fourniroient la pension de ceux de leurs Diocèses qui se trouveroient sans moyens pour la payer. Le dessein est trouvé fort bon, & approuvé. *Table de la Coll. des P. V.*

prouvé par la Compagnie, à condition que les Administrateurs de l'Hôpital se mêleront uniquement du temporel par rapport à ces Ecclésiastiques. T. V, p. 617.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

§. I. Ses visites aux Assemblées du Clergé. Cérémonial de sa réception.

I. L'Ass. de 1715, dans son Règlement des Assemblées, chap. 4, art. 1, règle que Mrs. les Prévôts des Marchands & Echevins de Paris, seront reçus dans la manière rapportée par les Procès-verbaux de la présente Assemblée & des Assemblées précédentes. T. VI, P. Just. p. 493.

Le Procès-verbal de 1715 porte, que le Greffier de l'Hôtel-de-Ville ayant demandé audience, l'Huissier l'a fait entrer, & le Greffier s'étant assis sur un tabouret placé au coin du Bureau, a témoigné, &c.; à quoi M. le Président a répondu, que la Compagnie recevoit avec joie Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, & leur donneroit audience le... L'Ass. avertie que ces Messieurs étoient arrivés, Mrs. les Agents sont allés au-devant d'eux jusqu'à la porte de l'Eglise, qui conduit du Cloître dans le Sanctuaire: M. le Président a nommé pour aller les recevoir, deux Evêq. & deux du second Ordre: ils sont allés jusqu'à la porte de la salle, qui est avant celle où se tient l'Assemblée, & qui répond au Cloître, sans toutefois en sortir: Mrs. les Evêques ont pris le pas sur M. le Prévôt des Marchands; Mrs. du second Ordre suivoient immédiatement après, avant les Echevins. Mrs. de l'Hôtel-de-Ville étant entrés, ont pris leurs places devant le Bureau, M. le Prévôt dans un fauteuil, les Echevins & le Procureur du Roi sur une forme, & le Greffier sur un tabouret au coin du Bureau. La Compagnie les a salués sans se lever. Ils ont été reconduits de la même manière & par les mêmes. T. VI, p. 1348, 1349, 1351.

Ce même cérémonial a été exactement suivi dans les Assemblées suivantes. Il est à observer, que dans les Assemblées du renouvellement du Contrat des rentes, qui se tiennent tous les dix ans, l'Hôtel-de-Ville rend deux visites, quelquefois trois; l'une de pure politesse, la seconde pour la demande, la troisième de remerciements. Dans les autres

Eccc

tres Assemb., il ne se présente qu'une fois, pour saluer la Compagnie. On peut voir à l'égard de ce cérémonial :

Pour l'Assemb. de 1723. T. VI, p. 1566 & suiv.

Pour l'Assemb. de 1725, visite unique de l'Hôtel-de-Ville. T. VII, p. 44 & suiv.

En cette Assemb., Mrs. de la Ville ne se présentent point pour demander le renouvellement du Contrat, suivant l'usage. Sa Majesté aussi ne le fait point demander. Sur quoi l'Ass. fait une déclaration. *Voyez Rentes, §. I, n°. IX, an. 1725.*

Pour l'Ass. de 1726, trois visites. T. VII, p. 607 & suiv., 644 & suiv., 656 & suiv.

Pour l'Assemb. de 1730. T. VII, p. 907 & f.

Pour l'Ass. de 1735, trois visites. T. VII, p. 1346 & f., 1378 & f.

Pour l'Ass. de 1740. T. VII, p. 1564 & suiv.

Pour l'Ass. de 1745. T. VII, p. 1893 & f., 1926 & f., 1929 & f.

Pour l'Ass. de 1750. T. VIII, p. 242 & suiv.

Pour l'Ass. de 1755, trois visites. T. VIII, p. 447 & f., 472 & f.

Pour l'Ass. de 1760. T. VIII, p. 751 & suiv.

Pour l'Ass. de 1765, première visite. T. VIII, p. 1156 & f.

Les Commissaires du Roi, lors de la demande du Don-gratuit, avoient oublié de joindre à cette demande celle du renouvellement du Contrat des rentes. Dans une nouvelle visite, ils réparèrent l'oubli de cette formalité nécessaire. La Compagnie consent au renouvellement dudit Contrat. Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, dans une seconde visite à l'Assemblée, avoient déjà formé la même demande. T. VIII, p. 1203 jusqu'à 1206.

Troisième visite de remerciement. T. VIII, p. 1207, 1208.

Pour l'Ass. de 1770. T. VIII, p. 1640 & suiv.

Pour l'Ass. de 1775, première visite. T. VIII, p. 2088.

Seconde visite, pour la demande du renouvellement du Contrat des rentes; la même demande déjà formée par les Commissaires du Roi. T. VIII, p. 2119 jusqu'à 2124.

Troisième visite de remerciement. T. VIII, p. 2123, 2124.

II. A l'égard de ce qui s'est pratiqué avant l'Assemb. de 1715, en l'Assemb.

de Melun, les Promoteurs & deux autres Députés du second Ordre vont au-devant de Mrs. de la Ville pour les recevoir. T. I, p. 151.

L'Assemblée de 1585 envoie pour les recevoir, deux Evêques & quelques Députés du second Ordre : on les fait asseoir au côté gauche des Evêques. T. I, p. 329, 330.

L'Ass. de 1595 envoie les deux Promoteurs au-devant d'eux. T. I, p. 535, 537.

En l'Ass. de 1617, ils sont conduits par les Agents anciens & nouveaux, jusqu'à l'entrée du Bureau : deux Prélats les reçoivent & mènent jusqu'aux sièges préparés pour eux; savoir, une chaire pour M. le Prévôt des Marchands, vis-à-vis de M. le Président, au-devant du Bureau, & à son côté les sieurs Echevins assis sur un banc. T. II, p. 304.

Reçus de même en l'Ass. de 1625. T. II, p. 417, 418.

En l'Assemb. de 1645, les nouveaux Agents vont les recevoir à la porte du Cloître qui va à l'Eglise : deux Evêques & deux du second Ordre les reçoivent hors de la porte de la Salle, où étant entrés, ils sont conduits par lesdits Députés jusqu'aux sièges préparés, le Prévôt en une chaire, & les autres sur des formes. T. III, p. 188.

En l'Ass. de 1660, même cérémonial. Dans la marche, les Evêques prennent le devant, le Prévôt des Marchands les suit, & immédiatement après lui Mrs. du second Ordre. T. IV, p. 536.

En l'Ass. de 1675, même cérémonial en tout que celui dont il est parlé ci-dessus, observé en 1715. T. V, p. 178.

En l'Ass. de 1695 pratiqué de même. T. VI, p. 111 & suiv., 174 & suiv.

En l'Assemblée de 1700 de même. T. VI, p. 377 & suiv.

En l'Assemblée de 1705 de même. T. VI, p. 748 & suiv., 813 & suiv.

En l'Assemblée de 1710 de même. T. VI, p. 1008 & suiv.

§. II. Rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé.

Voyez Rentes prétendues assignées sur le Clergé.

HOTELS-DE-VILLE.

I. L'ART. 38 du Cahier de l'Assemb. de 1635, répondu par le Roi, porte, qu'aux Assemblées-Gén. des Maisons-de-Ville, les Vicaires-Généraux des

Evêques y tiendront la

T. II, p. 764, 765. Re
M. l'Archevêq. de R
affaire au Conseil, contr
néral du Parlement de
tendoit devoir opiner
les Assemblées de Ville
mande la recommandati
de 1655; elle lui est ac
p. 285.

L'Assemb. de 1700,
son Cahier de la Jurid
S. M. d'ordonner que
ques aient séance dau
Ville, immédiatement a
Refuse. Recueil, p. 147.
L'Edit de Mai 1764, c
ministration des Villes,
tre quelques difficultés
Diocèses. Elles avoient
aux Agents, les quels,
rendu comm
porel, a
Une discus
portant, le
rapport aux dispo
peuvent intéresser les d
rés, honneurs & prérog
gé, il étoit à propos d
Lettres-Parentes inter
pussent lever toute di
dresser un Mémoire à ce
les doutes élevés dans p
ses, sur la manière de te
Corps Ecclésiastiques, &
des personnes qui peuv
lées, peuvent être résol
moire instructif, qui ser
tous les Diocèses, & d
double avantage de fixe
certitudes, & d'établir
Villes du Clergé de Fr
doire uniforme. Le M
a été dressé dans la C
prouvé par l'Assemb. d
sentré à M. le Contrôleur
a répondu par une Lett
Commission pour l'exa
p. 1436, 1437.

L'Edit de Juillet 17
glement pour les Assen
dans l'art. 41, paroiss
priorité d'opinions au
Jurisdictions, sur les N
gé & de la Noblesse. C
réunis sollicitent & ob
vrier 1770, des Lettres
interprétation de l'articl
tres portant, que dans
pa'es, soit de Députés,
de la Ville de Rouen,

Evêques y tiendront la seconde place. T. II, p. 764, 765. Recueil, p. 1401.

M. l'Archevêq. de Rouen avoit une affaire au Conseil, contre l'Avocat-Général du Parlement de Rouen, qui prétendoit devoir opiner devant lui dans les Assemblées de Ville. Ce Prélat demanda la recommandation de l'Assemb. de 1655; elle lui est accordée. T. IV, p. 285.

L'Assemb. de 1700, par l'art. 6 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner que les Ecclésiastiques aient séance dans les Hôtels-de-Ville, immédiatement après les Maires. *Refusé.* Recueil, p. 1474.

L'Edit de Mai 1764, concernant l'administration des Villes, avoit fait naître quelques difficultés dans plusieurs Diocèses. Elles avoient été proposées aux Agents, lesquels, après en avoir rendu compte à la Commission du Temporel, avertis les Avocats. Une discussion fut sur cet objet important, le 10. 1°. que par rapport aux dispositions de l'Edit, qui peuvent intéresser les droits, immunités, honneurs & prérogatives du Clergé, il étoit à propos de solliciter des Lettres-Patentes interprétatives, qui pussent lever toute difficulté, & de dresser un Mémoire à cet effet : 2°. que les doutes élevés dans plusieurs Diocèses, sur la manière de tenir des Ass. des Corps Ecclésiastiques, & sur la qualité des personnes qui peuvent y être appelées, peuvent être résolus par un Mémoire instructif, qui seroit envoyé dans tous les Diocèses, & qui réuniroit le double avantage de fixer toutes les incertitudes, & d'établir dans toutes les Villes du Clergé de France, une conduite uniforme. Le Mémoire à ce sujet, a été dressé dans la Commission, approuvé par l'Assemb. de 1765, & présenté à M. le Contrôleur-Général, qui a répondu par une Lettre, remise à la Commission pour l'examiner. T. VIII, p. 1436, 1437.

L'Edit de Juillet 1766, portant Règlement pour les Assemb. municipales, dans l'art. 41, paroissoit attribuer la priorité d'opinions aux Notables des Juridictions, sur les Notables du Clergé & de la Noblesse. Ces deux Corps réunis sollicitent & obtiennent en Février 1770, des Lettres-Patentes en interprétation de l'article : lesdites Lettres portant, que dans les Ass. municipales, soit de Députés, soit de Notables de la Ville de Rouen, & de toutes les

autres Villes & Bourgs de Normandie, ceux du Clergé & de la Noblesse auront rang & séance avant tous les autres. T. VIII, p. 1890. *Lettres-Patentes*, P. Just. p. 662 & suiv.

L'Assemb. de 1770, art. 5 de son Cahier, supplie S. M. de faire enregistrer, dans tous les autres Parlements, les susdites Lettres-Patentes données pour la Normandie. Réponse. *L'Edit de Novembre 1771, qui a rétabli les offices municipaux, ayant anéanti la forme prescrite par celui de 1765, dans l'administration des Villes, la demande du Clergé n'a plus d'objet.* T. VIII, P. J. p. 626.

II. Sur le rang & la préséance des Chapitres & du Clergé à l'égard des Corps & Hôtels-de-Ville dans les Eglises. *Voyez Chapitres*, §. IV.

III. Quant aux Assemb. & Bureaux des Pauvres, des Hôpitaux, &c. à qui la préséance? *Voyez Hôpitaux*, §. II.

IV. Sur les Immunités & Privilèges des Ecclésiastiques à l'égard des droits d'entrées, d'octrois des Villes, des contributions & des taxes pour dettes, réparations, fortifications, des logements de gens de guerre, &c. *Voyez Octrois.* Logement de gens de guerre, &c.

HOULX. [PRÉVOTÉ D']

Voyez Décharges, §. II.

HUGUENOTS.

Voyez Protestants.

HUISSIER DU CLERGÉ.

Sur ce qui est remontré par le Promoteur en l'Assemb. de 1635, qu'il feroit de la bienfaisance que l'Huissier qui garde la porte de la salle, portât quelque marque de cette charge durant les séances; l'Ass. ordonne qu'il sera revêtu d'un manteau à manches courtes, avec une toque de velours noir. T. II, p. 665.

En exécution des ordres de l'Ass. de 1690, le sieur Muguet est choisi pour être Imprimeur du Clergé & Huissier des Assemblées. T. VI, p. 271.

L'Assemb. de 1701, en continuant à la veuve Muguet la charge d'Imprimeur du Clergé, confère celle d'Huissier à Etienne Muguet, Prêtre, Docteur en Théologie, & ordonne, qu'en exerçant cette fonction, il porte la robe de Docteur plus convenable à son caractère. T. VI, p. 701, 702.

L'Ass. de 1740 réunit les deux emplois d'Huissier du Clergé & de Buveur en faveur du survivant, qui jouira

Ecce 2



fait, & avoir reconnu que ladite somme n'avoit pas été accordée à ce Prélat pour les causes mentionnées au texte dudit article, mais par une pure & libérale gratification dont le Clergé avoit voulu user envers lui, en considération des services par lui rendus, la Compagnie ordonna que cette partie seroit allouée au compte, afin que ses successeurs Archevêques ne puissent prétendre à l'avenir pareille décharge, & sauf à la prochaine Assemblée des comptes, d'aviser comme bon lui semblera sur la continuation de ladite pension. T. I, p. 643.

ses décimes : la grace lui est accordée pour en jouir du jour de sa prise de possession, & sans tirer à conséquence pour ses Successeurs. T. VI, p. 1477.

L'Assemb. de 1735 accorde à M. de Rochebonne, Archev. de Lyon, la somme de 2000 liv. sur ses décimes; ladite grace est accordée pour n'avoir plus lieu après lui. T. VII, p. 1487, 1488.

L'Assemb. de 1745 fait la même remise à M. le Cardinal de Tencin, Archevêque de Lyon, sur ses décimes, sans tirer à conséquence pour ses Successeurs : & pour marquer combien le Clergé desire que cette gratification cesse

siere de ce Diocèse, & demande la protection des Sgrs. Commissaires pour obtenir du Roi une remise sur ce qui restoit dû des impositions par les Bénéficiers de ce Diocèse. L'Ass. nomme une Commission particuliere pour examiner le Mémoire. M. le Cardinal de Gesvres, Chef de cette Commission, en fait le Rapport, & fait observer que l'embaras où se trouve ce Diocèse, est envers ses Receveurs, pour des sommes par eux avancées, & qui étoient dues par les Bénéficiers pour restes des impositions des années précédentes; que c'étoit uniquement pour cet article qu'il demandoit la protection de la Compagnie; & c'est aussi sur cet article que l'Assemb. des Prélats prend une délibération, & propose un arrangement tendant au bien de ce Diocèse, & à sa libération envers lesdits Receveurs. T. VI, P. J. p. 611 jusqu. 617.

9°. Sur l'affaire du contrôle des biens & revenus ecclésiastiques pour le Diocèse de Limoges. Voyez Baux, n°. II.

reau de Rouen de rapporter les piéces du Procès. Commissaires nommés pour examiner l'affaire. Leur Rapport. Jugement de l'Ass., qui condamne le Clergé de Lisieux à payer 2000 liv., & met les Parties hors de Cour & de Procès; déclare en outre ladite Ass., que les Syndics des Diocèses ne peuvent être condamnés en leur privé nom, qu'après que le temps de l'imposition & levée sur les Diocèses des sommes auxquelles ils sont condamnés, sera expiré. T. V, p. 130, 131.

3°. Affaire de l'Evêque de Lisieux & du Curé de la Paroisse de Ste. Croix de Bernai, contre les Religieux Bénédictins de Bernai, au sujet des prétentions de ces derniers en qualité de Curés primitifs. Voyez Curés primitifs, n°. I.

4°. Autre affaire de l'Ev. de Lisieux, contre plusieurs Curés de son Diocèse, dont M. l'Archev. de Vienne fait le rapport à l'Ass. de 1775. Ce Prélat avoit publié, le 10 Décembre 1773, un Mandement, pour ordonner au Clergé de

que celui de Lyon étoit dans sa Primatie, consent à lui céder le rang, sans tirer à conséquence. L'Assemb. trouve bon l'expédient proposé, & accorde la préséance à celui de Lyon, sans préjudice, &c. M. l'Archev. d'Aix, comme plus ancien, réclame la préséance, & demande acte de sa demande. T. II, p. 69, 70.

4°. En l'Assemb. de 1711, la Procuration de Lyon donnoit à l'Archevêque, la qualité de *Primat de France*: cette qualité parut nouvelle, les Archevêq. de Lyon ayant pris de tous les

Sur la nouvelle de la promotion de M. de Marquemont, Archevêque de Lyon, au Cardinalat, l'Assemblée de 1625 ordonne, qu'il lui soit écrit, en son nom, une Lettre de félicitation, & qu'en outre il lui soit déclaré que l'Ass., dès ce moment, a consenti & consent à la décharge de 2000 liv. qu'il a plu au Roi de lui accorder, outre & par-dessus celle dont il a joui. T. II, p. 569.

Lettres-Patentes en faveur de M. le Cardinal de Lyon, comme Archevêq. de Lyon, portant décharge de ses dé

jon, à l'Evêque de Mâcon. T. VI, p. 1683 & suiv. *Voyez* Vifa, n°. II, an. 1723.

1°. Affaire de M. l'Evêque de Mâcon, contre l'Abbaye de Clugni, au sujet de l'exemption prétendue par cette Abbaye. *Voyez* Clugni.

3°. Les Commissaires du nouveau département général, dans l'Assemb. de 1760, font observer une erreur en surtaxe dans le nouveau département général, dressé en 1755, pour le Diocèse
Table de la Coll. des P. V.

MAGIE.

PARMI les Décrets de l'Assemblée de Melun, en 1579, il en est un de *magicis artibus & de divinationibus jure prohibitis*. T. V, P. Just. p. 107.

L'Ass. de 1700 a condamné la proposition suivante.

INCAUTATORES, aliiq. ejusmodi deceptores [Magi, Astrologia judiciaria Professores, Arioli, Conectores] ex pef-
N n n n

rences ecclésiast. ne soient des exercices utiles? Et s'ils le sont, à qui appartient-il de les ordonner de nouveau, ou de les rétablir, suivant l'exigence des cas, si ce n'est à l'Evêque? Aussi la Critique des Curés opposants porte principalement sur la forme du Mandement : ils prétendent, que renfermant une véritable injonction, il n'a pu être publié que dans un Synode-Général, acquérir force de Loi, & obliger les consciences, que par le concours de ce Synode. On auroit beaucoup de choses à dire, continue M. de Vienne, sur cette prétention contraire aux immuables principes de la Hiérarchie; mais ce seroit répéter les raisonnements qui se lisent dans les Ecrits de tant d'Evêques & de Controversistes qui ont défendu la cause de l'Eglise, contre les ennemis de sa Jurisdiction. Au surplus, on n'a pas besoin d'agiter cette question pour justifier le Mandement & l'Instruction : le Mandement ne prescrit rien de nouveau; il remet en vigueur des Confé-

Garde des Sceaux, qu'il sera rendu incessamment deux Arrêts, dont l'un supprimera les protestations des Curés, à raison de leur association; & l'autre, la Consultation des Avocats, comme imprimée en contravention aux regles de la Librairie, & tendant à émouvoir les esprits. Les deux Arrêts, en date du 26 Novemb. 1775, sont expédiés & remis à l'Assemblée. T. VIII, p. 1388. *Les Arrêts*, P. Just. p. 766 & suiv.

5°. Autre contestation élevée en 1775, entre la Chambre Diocés. de Lisieux & le sieur le Rat, Receveur des décimes du Diocèse, au sujet de la révocation faite dudit Receveur, par le Bureau; révocation dont il avoit appelé à la Chambre Souver. de Rouen, laquelle avoit prononcé la destitution irrégulière, & la Délibération nulle. *Voyez* Offices des Décimes, §. II, n°. I.

LIT DE JUSTICE.

Voyez Justice.

LIII 2

1409

LYON, §. II & III.

1410

cesse entièrement après Son Eminence, l'Ass. renouvelle les défenses portées par la délibération de 1735, au Recev. Gén. de payer ladite somme aux Successeurs de Son Eminence, avec injonction de faire exprimer dans les quittances du Sgr. Cardinal, que cette remise ne doit lui être faite que pendant sa vie; l'intention du Clergé n'étant & ne pouvant être, qu'elle passe à ses Successeurs, quels qu'ils puissent être & pour quelque cause que ce soit. T. VII, p. 1067.

1°. Quels Diocèses ressortissent à la Chambre souveraine des décimes établie à Lyon? *Voyez* Chambres des décimes, §. III, n°. I.

Voyez Diocèses, §. III, an. 1710.

En l'Assemb. de 1742, le Diocèse de Lyon se plaint d'être surtaxé aux impositions du Clergé, tant à cause de l'excès de sa quote-part, qu'à cause de la diminution de ses revenus, par le retranchement de différents droits de péage; il demande d'être taxé sur un nouveau pied. La demande est renvoyée à l'Ass. de 1745. T. VII, p. 1844.

3°. L'Ass. de 1641 accorde la jonction des Agents à Mrs. les Comtes de Lyon, dans une Cause concernant la prééance, qui, de droit & selon les anciennes Coutumes, leur appartient, & qui leur étoit contestée par Mrs. de l'Hôtel de Ville. Les Comtes allèguent

ble, maisons, héritages, &c., situés aux dites Colonies, ou dans le Royaume, de quelque nature qu'ils puissent être, & à quelque titre que l'acquisition en soit faite; si ce n'est en vertu de Lettres-Patentes enregistrées, &c.

La disposition de cet article a lieu pareillement pour les rentes foncières, ou autres rentes non rachetables, lorsqu'elles seront constituées sur des Particuliers, & ce, encore que les deniers proviennent de remboursements de ca-

tion. M. l'Abbé de Breteuil, par le Procureur du Parlement de Paris, au sujet de sa plainte; il rend compte à l'Assemblée. M. l'Archevêque de Paris rend compte aussi de sa plainte au sujet de sa plainte auprès de M. le Clerc, qui promet de faire surseoir de la Lettre & autres choses. VIII, p. 356 jusqu'à 361 & suiv.

Le Mémoire & le pro-

de Livres : elle le prie de ne point donner de Privilèges pour les Livres concernant la Religion, qu'ils ne soient approuvés par les Evêques des lieux où ils sont imprimés. T. III, p. 737.

L'Ass. de 1641 nomme des Commissaires pour supplier S. M. de révoquer les Privilèges généraux accordés à certains Ordres, de faire imprimer, attendu les trop pernicious exemples & inconvénients qui en arrivent, & de confirmer l'Arrêt de son Conseil, qui défend à tous Imprimeurs d'imprimer aucuns Livres sans Privilège du grand Sceau. T. III, p. 102.

L'Ass. de 1775, pour s'opposer, autant qu'il est en elle, à cette foule de mauvais écrits qui se répandent dans le public, propose à S. M. différentes précautions à prendre pour en arrêter l'impression & le débit. *Infra*, §. III, an. 1775.

II. En l'Assemblée de 1612, il est fait lecture d'une copie de Lettre portant

nécessaire de faire un Règlement sur les Livres dédiés aux Académies, par délibération des Princes, ne sera accordé aucun privilège d'impression des Livres, qui ne soient distribués aux Assemblées. Les défenses d'iceux, excepté néanmoins pour l'examen desquels on aura nommé des Commissaires, sont faites aux Académies de proposer aucune gratification sur ce sujet; mais, au contraire, les Académies sont chargées de requérir, que les propositions soient rejetées, que quelqu'un de la Compagnie ne fasse. T. IV, p. 428.

L'Assemblée de 1715 est chargée de s'opposer aux dédicaces de Livres, ne voulant pas employer des rémonies peu nécessaires, que des affaires importantes de ménager. T. VI, p. 14.

VII. L'Ass. de 1748 arrête d'envoyer dorénavant à la Bibliothèque

fimis quibusque artibus captantes lucrum licitè servare possunt bona his mediis acquisita.

Hæc propositio intellecta de prædictis fallis ac deceptoribus artibus, falsa est, temeraria, fovendis fallaciis etiam diabolicis idonea. T. VI, P. J. p. 103.

M. l'Evêque de Meaux, dans le rapport qu'il fait, en l'Assemblée de 1700, sur cette proposition, distingue entre les arts corrompus & criminels, dont le fondement est réel, & ceux qui sont faux, nuls, pour ainsi dire, & ne consistent qu'en tromperies & déceptions : de ce nombre sont les enchantements, l'Astrologie judiciaire & les autres de même nature : ce sont ces sortes d'arts,

pitiaux d'anciennes rentes. 1420, 1421.

III. L'Assemblée de 1700, l'Edit du mois d'Août, concernant les acquisitions & les biens des gens de main-morte, mesures à prendre pour les inconvénients. Cette affaire est envoyée au Bureau du Trésor pour l'examiner. M. l'Abbé de Breteuil, par le Procureur du Parlement de Paris, au sujet de sa plainte; il rend compte à l'Assemblée. M. l'Archevêque de Paris rend compte aussi de sa plainte au sujet de sa plainte auprès de M. le Clerc, qui promet de faire surseoir de la Lettre & autres choses. VIII, p. 356 jusqu'à 361 & suiv.

de Breteuil est chargé
Procureur-Général du
Paris, au sujet de ces
d compte de la commif-
M. l'Archev. de Rouen
suffi de sa démarche à ce
M. le Chancelier, qui
e surfeoir à l'exécution
autres semblables. T.
squ'à 361. P. Just. p. 77

& le projet de Décla-

Compagnie d'agir pour obtenir une in-
terprétation ou modification de l'Edit
d'Août 1749. L'Assemb. députée à ce
sujet à M. le Chancelier & à M. le
Contrôleur-Général. M. le Chancelier
répond, que, dès 1751, il avoit été
dressé un projet de Déclaration, con-
tenant des modifications de l'Edit ;
mais que l'article qui regarde les con-
stitutions ou reconstitutions de rentes
sur des Particuliers, en avoient arrêté
l'expédition, eu égard à ce que les gens
de main-morte pouvant devenir pro-

1083, 1084.

L'Ass. de 1765, art. 1 du Cahier du
Temporel, représente à Sa Majesté,
qu'elle voulut bien répondre, en 1760,
qu'elle enverroit à ses Parlements une
Déclaration interprétative de plusieurs
articles de l'Edit de 1749, & qu'en effet
il en avoit été enregistré une dans quel-
ques Parlements ; que le Clergé se bor-
neroit à solliciter l'envoi de cette nou-
velle Déclaration aux Parlements qui
ne l'ont pas enregistrée, s'il n'étoit pas
frappé de son insuffisance. Le Clergé

Nnnn 2

re un Règlement pour
aux Ass., ordonne,
des Provinces, qu'il
aucun don pour l'im-
res, qui seront dédiés
Assemb., ni aux Au-
cepté néanmoins ceux
esquels elle pourroit
es Commissaires ; &
aites aux Promoteurs
ne gratification pour
u contraire, ils sont
étrir, que semblables
ent rejetées, au cas
la Compagnie vint à
p. 418.

715 est d'avis de res-
s de Livres & de The-
as employer à des cé-
écessaires, un temps
importantes l'obligeant
VI, p. 1479.

1748 arrête qu'il sera
nt à la Bibliothèque du

L'an 1613, l'Assemb. reçut de moret,
pour les 9000 liv. qu'il devoit, les im-
primés de deux mille & tant de volu-
mes de Saint-Jean-Chrysostôme, qui
furent donnés aux sieurs Cramoisi &
Etienne, Libraires, pour le prix de 8000
liv., qui leur furent prêtées pour dix
ans, pendant lesquels ils devoient con-
tinuer l'impression des saints Peres.

II. L'Assemb. de 1613 leur continua,
pour le même sujet, ledit prêt pour
dix ans, jusqu'à l'Ass. de 1633, & or-
donna qu'ils commenceroient par l'im-
pression de la Bible Grecque des Sep-
tante, avec la Version latine & *regione*,
& ensuite continueroient Saint-Jean-
Chrysostôme & les autres Peres Grecs ;
& pour veiller de temps en temps aux-
dites impressions, furent commis par
l'Assemb. Mrs. de Rouen & d'Orléans,
avec le sieur de la Meschinere : ceux-
ci prièrent le P. Morin, de l'Oratoire,
de fournir les exemplaires pour im-
primer la Bible des Septante, ce qu'il
fit avec d'excellentes notes.

à la Chambre des Comptes, & de les
déposer aux Archives par *interim*. Le
Clergé paie au sieur Vitre une somme
de 6000 liv. pour son remboursement,
& il permet aux Agents de prêter les
matrices aux Imprimeurs. T. IV, p.
417, 418, 419.

L'Assemb. de 1673 cede au Roi les
poinçons & les matrices des Langues
Orientales. S. M. promet de les prêter
au Clergé, quand il en aura besoin. T.
V, p. 281, 282.

V. Impressions concernant la Bible
& ses Versions. Voyez Bible.

VI. L'Assemb. de 1611 charge les
Agents de faire distribuer aux Diocè-
ses qui en auroient besoin, tous les Li-
vres de l'Usage Romain, qui avoient
été imprimés ci-devant, suivant le
Contrat fait entre le Clergé & les Im-
primeurs en 1606, & les faire payer
par ceux qui en prendront. T. II, p. 43.

Une société de Libraires avoit ob-
tenu un Privilège pour l'impression des
Livres d'Eglise. Plaintes & représenta-

MORTE.

1412

nnnes rentes. T. VIII, p.

mb. de 1750 s'occupe de
d'Août 1749, concer-
stitutions & les établisse-
s de main-morte, & des
ndre pour en prévenir les
Cetle affaire est ren-
eau du Temporel pour
l'Abbé de Nicolay fait
émoire sur cette affaire.
ue de Seins fait part à la
s remarques du Bureau
e ; il propose d'entendre
Mémoire qu'il avoit fait
Mémoire est approuvé
ocès-verbal. On fait une

1413

MAIN-MORTE.

ration dressés dans l'Assemb. de 1750,
sur l'Edit de 1749, sont de nouveau
examinés par la Commission de 1755.
Cette Commission n'omet rien dans
l'une & l'autre de ces deux pieces, de
ce qui pouvoit faire sentir la justice des
représentations du Clergé. Ces deux
pieces ainsi rédigées sont lues & approu-
vées par l'Assemblée de 1755, qui prie
M. l'Archev. de Tours de les présenter
à M. le Chancelier, & de lui demander
à ce sujet des conférences.

Les Députés de l'Ass., au nombre de
quatre, confèrent là-dessus avec M. le
Chancelier & M. de Sechelles, en qui
le Clergé trouve des dispositions favo-
rables. Les Députés, dans cette confé-

priétaires des biens fonds, sur lesquels
ledites rentes seroient hypothéquées
par le défaut de paiement d'icelles, ce
seroit tomber dans l'inconvénient que
le Roi vouloit éviter. Sur quoi, M. le
Président fait observer, qu'il étoit fa-
cile de lever cette difficulté, en ordon-
nant que, dans le cas objecté, les gens
de main-morte seroient tenus de vider
leurs mains desdits fonds dans l'an &
jour. Son Eminence s'étant fait au-
toriser du Roi, pressé de nouveau M. le
Chancelier sur l'interprétation de l'E-
dit. Ce premier Magistrat l'assure qu'il
s'occupoit sérieusement de cet objet,
& que dans peu le Clergé seroit con-
tent. T. VIII, p. 606.

1414

dans des circonstances différentes. L'Assemblée, attendu l'importance de l'affaire, prie le Prélat de renouveler ses instances. T. VIII, p. 922.

Les Directeurs du vingtième, ayant formé les mêmes demandes en 1755, contre plusieurs Chapitres, il fut rendu, le 4 Juillet 1756, une décision du Conseil, en vertu de laquelle ils imposèrent, comme biens Laïques & Patrimoniaux, les logements des Chanoi-

nes des Chanoines ; mais dans la seconde partie, après le mot *affirmées*, il n'a pas ajouté à *longues années*. Les Directeurs du vingtième en ont conclu, qu'il n'étoit question que des maisons affirmées à des Chanoines par des baux ordinaires, qui ne donnoient pas ouverture à la perception du vingtième, & que ces mêmes baux passés à des Laïques, donnoient droit de l'exiger, puisqu'il n'en prononçoit point

Religion, soit la plus facile à se procurer & la plus complète. *Voyez infra*, an. 1770.

Le Mémoire est présenté à S. M., qui paroît disposée à prendre les mesures les plus efficaces pour arrêter la publication des mauvais Livres : elle donne ensuite sa réponse en ces termes.

Je partage les alarmes du Clergé, & j'approuve ses instances : mon amour pour la Religion, & son rapport nécessaire avec le bien de mon Etat, doivent répondre à l'Ass. de sa vigilance, & les ordres nouveaux que je vais donner, &c. T. VIII, p. 1817 juſq. 1823. P. J. p. 568 & ſuiv.

Le Bureau propose à l'Assemblée un Avertissement aux Fidéles, qui contient, non une réponse détaillée aux objections des Incrédules, ni une discussion des objets de notre croyance, mais des considérations générales sur les dangers de l'Incrédulité, & sur l'obligation qu'imposent aux Fidéles les efforts

contenus seroit justifié au bas des pages, par la citation des passages les plus essentiels. Elle nomme Mrs. les Commissaires de la Jurisdiction & Mrs. les Agents pour veiller à l'exécution de l'Ouvrage. T. VIII, p. 1820, 1821, 1906, 1907. *Voyez infra*, an. 1771.

La Commission présente à l'Ass. de 1771, un projet de Mémoire contre les Livres impies dont le Royaume est inondé. L'Ass. l'approuve, & prie M. le Cardinal de la Roche-Aymon de le présenter à S. M. Le Roi répond en ces termes : *Je n'ai pas moins à cœur que le Clergé, le soutien de la Religion dans mon Royaume : je renouvellerai encore mes ordres les plus précis, pour empêcher l'impression & la débit des mauvais Livres.* T. VIII, p. 2029. P. Just. p. 685, 686, 687.

M. l'Arch. de Toulouse, Chef du Bureau de la Religion, fait à l'Ass. de 1775, un rapport contre les mauvais Livres. Ce n'est pas d'aujourd'hui, dit

1419 MAISONS DES ECCLÉSIASTIQUES. 1420

La même Assemblée, par l'art. 25 du Cahier, supplie S. M. de décharger les Ecclésiastiques & Bénéficiers, qui se rendront adjudicataires des maisons appartenantes aux Chapitres, & destinées au logement desdits Bénéficiers, & ceux auxquels elles auront été cédées, du paiement de centième denier. Réponse. *Accordé pour les maisons Canoniales, dont la propriété appartient aux Chapitres.* Recueil, p. 1544.

En 1754, le Chapitre d'Amiens ayant été de nouveau inquiété, par les Directeurs du vingtième, par rapport aux maisons Canoniales, M. de Courteille écrivit en 1754 à Mrs. les Agents, que ces maisons auroient pu être considérées à plusieurs égards comme biens

nes. L'Assemblée de 1760 s'en plaint à S. M. dans l'art. 6 de son Cahier. Réponse. *Le Roi a renouvelé ses ordres, pour n'assujettir à l'imposition que celles des maisons qui sont possédées ou louées par des Laïques, ou par des Ecclésiastiques, autres que les Chanoines.* T. VIII, P. J. p. 312.

M. le Contrôleur-Général convient avec les Députés du Clergé, que les maisons dépendantes des Bénéfices ne pouvoient être assujetties au paiement des vingtièmes, soit qu'elles fussent occupées par les Titulaires, soit qu'elles fussent louées à des Etrangers, en tout ou en partie. T. VIII, p. 2042.

La décision du Conseil, rendue en 1766, est devenue celle générale

ques du Roy sent ce que & ce qu'ils T. VIII, p.

En conséquence, M. l'Arch. de l'Ass. d'un montrances, Religion & Livres. Le ment applaudit, vu l'importance de la Compagnie de présenter ces à S. M. Il a été prié de & d'annoncer plusieurs autres gion & l'Or que l'Ass. se yeux du Roi détaillés. T. Remontrances. L'Ass. va elle est reçue

Table de l'

1421

L'exemption d'annoncer les ventes annuelles, en ne peuvent ouvrir avant la deuxième session des sessions. Pour lever la décision appartenantes vie, ou aff des Laïques autres que c fies sur le p & il sera fait devances qu

rentes anciennes; ils ont cru, pour valider ces remplois, ne devoir prendre d'autres précautions, que de déclarer, dans les actes de remploi, l'époque de l'ancienne création de la rente, & l'amortissement qui en avoit été payé au Roi dans leurs mains.

Les Débiteurs des rentes créées aux fins de ces remplois, ont commencé par en payer les levées sans la moindre difficulté; mais quelques-uns, après les avoir acquittées pendant vingt ans, re-

l'art. 14 de l'Edit de 1749, Sa Majesté assuroit aux Corps & Communautés ecclésiastiques la faculté de reconstituer sur Particuliers les fonds provenant des remboursements des rentes sur d'autres Particuliers. T. VIII, p. 2420 & suiv.

L'art. 3 du Cahier du Tercopred de l'Assemblée de 1775, a pour objet l'Edit d'Août 1749, concernant les gens de main-morte. Voyez sur cet article & sur la réponse de Sa Majesté le second Supplément de la Table ad calcem.

prises dans les Assembl. du Clergé, concernant la Foi, les mœurs, la discipline; des Bulles de Rome, des Décrets des Facultés de Théologie sur la même matière. Voyez Mercier.

XI. Ouvrage intitulé, *Gallia Christiana*. Voyez Gallia.

XII. Pouillé général des Bénéfices & Cartes géographiques Ecclésiastiques, proposé à l'Assemblée de 1740 par M. l'Abbé le Beuf. Voyez Pouillé.

XIII. Actes, Titres & Mémoires concernant les affaires du Clergé de France. Voyez Mémoires du Clergé.

XIV. Extraits, Abrégés & Tables des Procès-verbaux des Assemblées. Voyez Procès-verbaux.

XV. Le sieur de la Milletierre présente à l'Ass. de 1655, son Traité contre les Protestants, que la Compagnie ordonne être imprimé à ses frais. M. de Roqueirol présente son Recueil de tout ce qui s'est passé à l'avantage de la Religion Catholique contre les Pro-

XXIII. Sur le Cérémonial par Godofroi, en ce qui concerne le Clergé. Voyez aussi Cérémonial.

XXIV. L'Assemblée de 1655 fait imprimer à ses frais les Instructions de saint Charles. T. IV, p. 424 & suiv.

XXV. Le sieur de Barmond présente à l'Assemblée de 1690, son Ouvrage des Baux emphytéotiques des biens d'Eglise: il en découvre, dans un grand nombre de Diocèses, pour près de 100 mille liv. de rente, dans lesquels biens l'Eglise peut rentrer: il est récompensé de son travail, & prié de le continuer. T. V, p. 688, 689. Voyez Baux emphytéotiques.

XXVI. En l'Assemblée de 1745, M. l'Archevêque de Tours fait un rapport contre le Livre intitulé, *Pouvoirs légitimes du premier & second ordre*. T. VII, p. 2085 & suiv. Voyez Censures doctrinales, n°. 25.

M. l'Avocat prie l'Assemblée de 1747 d'accepter la dédicace d'un Livre en

Le Clergé plaintes à l'cette Ordon quète au Co de ces taxes que par cet point être co pour rédimen l'affranchisse ventes & au Pareilles p des autres P

T. VIII, p.

L'Ass. de Brézols & G vrage, à rucation. T. V

XXX. L'Evêques de jointement faire travail nouveau Co

1695. T. VI

M. l'Evêq à l'Ass. de mentaire. F

n°. II.

XXXI. L. dédicace d'u

tes & sans v

dot faisoit in

ose supplier Sa Majesté de se faire rendre compte de ses différentes interprétations. Rép. L'Edit de 1749 ne peut être modifié qu'avec de grandes précautions: je ferai examiner avec attention toutes les demandes du Clergé. T. VIII, P. J. p. 493, 494.

L'Ass. de 1770, article 8 du Cahier, supplie S. M. de vouloir bien faire remettre sous les yeux les Mémoires qui lui ont été présentés à ce sujet depuis 1750, & de soulager le Clergé du joug onéreux qu'il supporte depuis vingt ans. Le Roi répond, que son intention est de maintenir l'exécution de l'Edit, & de ne point souffrir que les Tribunaux abusent des dispositions qu'il renferme. T. VIII,

fusoient d'en continuer le service, & foutenoient être entièrement libérés. La prohibition, disoient-ils, portée par l'Edit de 1749, est générale, & ne distingue point entre les nouvelles collocations, & les remplois des remboursements des anciennes rentes: par une suite de ce principe, les remplois faits en leurs mains, à titre de constitution, sont nuls, & on ne doit considérer ces sortes de remplois, depuis l'Edit, que comme de simples prêts, incapables de produire d'eux-mêmes aucuns intérêts, qui ayant été inducemen payés, doivent être imputés sur les capitaux.

L'on répond, que si la Généralité dans laquelle se renferme l'Edit de 1749,

IV. Sur l' deniers com munautés la maines des Baux.

A l'égard des adjudica fices de Gre Domaines Voyez Bois

V. Sur l auxquels son morte, pou quification. V

VI. Sur le demnié, & assujettir.

Le Clergé de Bretagne porte ses plaintes à l'Assemb. de 1695, contre cette Ordonnance : il présente sa Requête au Conseil, pour faire décharger de ces taxes tous les biens amortis; que par cette raison, ils ne doivent point être compris aux taxes imposées pour rédimier les Edits qui ordonnent l'affranchissement des droits de lods & ventes & autres.

Pareilles plaintes de plusieurs Prélats des autres Provinces. Le Roi, sur les

conservent la nature de biens Ecclésiastiques. T. VIII, p. 2430, 2431.

Le Syndic du même Chapitre d'Amiens supplia l'Ass. de 1715, de lui accorder sa protection pour la même affaire. Il y eut des Députés nommés pour la solliciter auprès de Mrs. du Conseil. T. VI, p. 1463.

L'art. 19 du Cahier de l'Assemb. de 1715 est sur ce sujet. *Accordé*, porte la réponse, pour les maisons appartenantes aux Chapitres. Recueil p. 1542, 1543.

fait pour rapport à l'Assemb. de 1765. T. VIII, p. 992.

L'Ass. de 1765 accorde à Mrs. de Brézols & Guisson, Auteurs de cet Ouvrage, à chacun 1400 liv. de gratification. T. VIII, p. 1595.

XXX. L'Ass. de 1765 prie Mrs. les Evêques de Senlis & d'Auxerre, conjointement avec Mrs. les Agents, de faire travailler sous leurs yeux, à un nouveau Commentaire de l'Edit de 1695. T. VIII, p. 1587, 1588.

M. l'Evêque de Senlis fait le rapport à l'Ass. de 1775, de ce nouveau Commentaire. *Voyez* Jurisdiction, §. I, n°. II.

XXXI. L'Ass. de 1775 accepte la dédicace d'une nouvelle Bible sans notes & sans variantes, que le sieur Didot faisoit imprimer. T. VIII, p. 1599.

sur ce sujet. T. VIII, p. 654, 655. *Mémoire & Réponse de S. M. P. J.* p. 240, 241.

En l'Assemb. de 1765, parmi les différents objets à discuter au Bureau de la Jurisdiction, les Livres impies tiennent le premier rang. L'avis du Bureau sur ce point est:

1°. De flétrir par une condamnation générale les Livres suivants. *L'Analyse de Baile*; le Livre de *l'Esprit* & les Ouvrages faits pour sa défense; le *Contrat social*; les *Lettres de la Montagne*; le *Dictionnaire Philosophique*; la *Philosophie de l'Histoire*; le *Despotisme Oriental*; 2°. de faire précéder cette condamnation d'une Instruction sommaire: 3°. de recourir à l'autorité du Roi, par un Mémoire séparé, & de le conjurer de mettre un frein à une licence qui ne connoît plus de bornes. T. VIII, p. 1352 jusqu'à 1355, 1363, 1365, 1405. *Le Mémoire*, P. Just. p. 463 & suiv.

Le Roi, par sa réponse au Mémoire,

1417 MAIN-MORTE. MAISONS DES ECCLÉSIASTIQ. 1418

IV. Sur l'enregistrement des baux des deniers communs des Villes & Communautés laïques aux Greffes des Domaines des gens de main-morte. *Voyez* Baux.

A l'égard des droits d'enregistrement des adjudications des bois, dus aux offices de Greffier & de Contrôleurs des Domaines des gens de main-morte. *Voyez* Bois, §. I.

V. Sur les droits d'amortissement auxquels sont sujets les gens de main-morte, pour les biens dont ils font acquisition. *Voyez* Amortissement.

VI. Sur les droits de franc-fief, d'indemnité, &c., auxquels on a voulu les assujettir. *Voyez* ces mots.

représentations de l'Assemb., ordonne que les sommes imposées pour lesdites taxes, soient rendues aux Ecclésiastiques. T. VI, p. 228 & suiv.

III. Les maisons appartenantes à des Chapitres, ou dépendantes des Bénéfices, sont exemptes, comme les autres biens Ecclésiastiques, de toute contribution aux charges publiques. Cependant on a essayé, dans toutes les circonstances, de les assujettir au dixième ou au vingtième, notamment celles qui appartiennent à des Chapitres en Corps, ou à des Chanoines en particulier.

Il faut tenir, [dit M. l'Archevêque de Narbonne dans un rapport fait à

location donnant ouverture au droit de nouvel acquêt, les Ecclésiastiques doivent prouver que leurs biens, non-seulement leur appartenoint, mais même avoient été loués avant cette époque. L'amortissement ayant défendu toute recherche antérieure à 1700, les Abbés & Prieurs sont dispensés de rechercher si, avant cette époque, il y a eu une location qui ait donné ouverture au droit. Deux décisions du Conseil, l'une du 14 Août, en faveur de

dés par eux, avant le 1^{er} Janvier 1700. Les Traitants ne pourroient donc, tout au plus, diriger leurs recherches que contre les acquisitions postérieures à 1700.

En paroissant respecter ce principe, ils n'en éternissent pas moins leurs recherches : ils conviennent, que tout héritage amorti n'est pas sujet au droit; mais ils prétendent, que tous les lieux & terrains consacrés au service des Eglises, & affectés à l'usage immédiat

ques du Royaume, ann qu'ils connoissent ce que la Compagnie aura fait, & ce qu'ils auront à faire eux-mêmes. T. VIII, p. 1219 jusqu'à 1225.

En conséquence de cette délibération, M. l'Arch. de Toulouse fait part à l'Ass. d'un Mémoire en forme de remontrances, sur l'affoiblissement de la Religion & des mœurs par les mauvais Livres. Le travail a été universellement applaudi, & il a été délibéré, que, vu l'importance de la matière, la Compagnie demanderoit la permission de présenter en Corps ces remontrances à S. M. M. l'Arch. de Toulouse a été prié de porter la parole au Roi, & d'annoncer, dans son discours, plusieurs autres objets intéressant la Religion & l'Ordre Ecclésiastique; objets que l'Ass. se propose de mettre sous les yeux du Roi dans des Mémoires plus détaillés. T. VIII, p. 1225, 1226. Les Remontrances, P. J. p. 706 & suiv.

L'Ass. va en Corps à Versailles, où elle est reçue avec les honneurs accoutumés.

Table de la Coll. des P. V.

le Clergé propose, sont moins de nouvelles Loix, que le développement des Réglements anciens. Ces Réglements étoient, 1^o. à obliger les Auteurs à mettre leurs noms à la tête des Ouvrages; 2^o. à proscrire l'usage des permissions tacites; 3^o. de rendre les Censeurs responsables de ce qui est contraire à la Religion, dans les Livres même qui lui sont étrangers; 4^o. à éloigner par des visites exactes, les productions impies qui arrivent de l'Etranger. T. VIII, p. 1228, 1229.

Sur ces nouvelles instances, le Roi répond, qu'il fera exécuter avec soin les Réglements anciens sur la Librairie. Les mesures proposées par l'Ass. ont été discutées; & à la réserve des permissions tacites, qu'on croit indispensables, mais qui seront assujetties à des règles aussi sévères que les permissions publiques, les précautions indiquées ont été accueillies, & il y a lieu d'espérer qu'elles seront mises en usage. T. VIII, p. 1230.

M m m m

1421 MAISONS DES ECCLÉSIASTIQUES. 1422

l'exemption. En ce cas, il étoit inutile d'énoncer dans la première partie, que les ventes à vie & les baux à longues années, en faveur des Laïques, donnent ouverture au vingtième, si, suivant la deuxième, il est exigible, à raison des simples baux ordinaires.

Pour lever toute difficulté, le Prélat propose de faire redresser en cette sorte la décision de 1761. Les maisons appartenantes à des Chapitres, vendues à vie, ou affermées à longues années, à des Laïques, ou à des Ecclésiastiques autres que des Chanoines, seront imposées sur le pied de leur revenu effectif, si l'Ass. s'en souvient.

M. l'Ev. du Mans, l'autre de 1766, au profit de M. l'Ev. de Lombez, ont affirmé ce principe.

Réponse. Lorsque les Bénéficiers & autres gens de main-morte mettent dans le commerce leurs maisons Abbatiales, Prieurales, Canoniales & autres bâtimens dépendans de leurs lieux claustraux non amortis, pour en retirer un revenu, le droit d'amortissement est exigible : cependant, comme cette location peut n'être que momentanée, il ne sera perçu que le droit de nouvel acquêt, pourvu que la destination des lieux ne soit pas changée, ni dénaturée, pour

me que l'Arrêt du Conseil, du 27 Nov. 1774, vient de consacrer : il est même à observer, que le règlement contenu dans cet Arrêt, permet de demander les arrérages échus depuis vingt ans, & que le Roi s'y réserve de faire faire, à son profit, le recouvrement des arrérages antérieurs, si bon lui semble; ce qui rendra les recherches éternelles.

L'Assemb. est donc justement fondée à demander, relativement aux maisons

MAÎTRE DES CÉRÉMONIES.
Sur le Maître & le Grand-Maître des Cérémonies de France. Voyez Cérémonies.

MALADES.

I. L'ASSEMBLÉE de 1655 écrit une Lettre circulaire aux Evêques, pour les engager à faire une Ordonnance, portant, que les Médecins seront obligés, avant que d'aller voir un malade, pour

la

siens, dans le frontispice, au Lord Bolingbroke; la Contagion sacrée; l'Examen critique des nouveaux & anciens Apologues du Christianisme; la Lettre de Trasibule à Leucippe; le Système de la Nature; le Système social; les Questions sur l'Encyclopédie; de l'Homme; l'Histoire critique de la Vie de J. C.; le bon Sens; l'Histoire Philosophique & politique du commerce & des établissements des Européens dans les deux Indes, &c., comme contenant des principes respectivement faux, &c. & en conséquence, nous défendons, sous les peines de droit, à tous les Fidèles confiés à nos soins, de distribuer, lire ou retenir lesdits Livres, ou autres de cette nature, les exhortant, &c.

Cette condamnation avec l'Avertissement a été envoyée, avec une Lettre circulaire aux Evêques. T. VIII, p. 2131 jusqu'à 2134.

D'après le rapport de M. l'Archev. de Toulouse, sur un projet de société pour la défense de la Religion, société

forment les Habitants des lieux & vallée où est située l'Abbaye: elle se fonde sur une Sentence arbitrale, rendue en 1184, entre l'Evêque Béranger, & Soriolis, Abbé de S. Guilhem, par trois Arbitres choisis à l'amiable par les Parties: ces Arbitres, dit-on, prononcèrent entièrement en faveur de l'Abbé. Voilà, dit M. de Lodeve, dans le rapport de cette affaire à l'Assemblée de 1775, le seul titre que nous connoissions de ce Monastère. Cette Sentence a-t-elle pu lier les successeurs de l'Evêque Béranger, dès qu'elle n'a pas été revêtue des formalités nécessaires? Le Prélat se plaint que les Prieurs de l'Abbaye ont toujours refusé de lui représenter leurs titres, si toutefois ils en ont d'autres que lad. Sentence. Le rapport fini, l'Ass. de 1775, considérant que plusieurs Corps ou Communautés, se prétendant en droit d'exercer une Jurisdiction Episcopale sur quelques Paroisses, sans que les fondements de cette Jurisdiction soient con-

1423 MAISONS, &c. MAÎTRE. MALADES.

des Ministres, n'ont pas été amortis réellement, mais déclarés immuns & exempts d'amortissement; qu'ainsi, tant que la cause de l'immunité existe, son effet doit avoir lieu; mais que la cause de l'immunité cessant, l'effet n'en doit plus subsister. Ils supposent que toutes les maisons & terrains en dépendants, possédés actuellement par les Ecclésiastiques, & qui sont situés dans le voisinage des Eglises, étoient, avant 1700, consacrés uniquement au service immédiat des Eglises: ils étendent le plus qu'ils peuvent cette supposition, afin d'en conclure que tout ce qui n'est pas, dans ce moment-ci, consacré à ce ser-

Curiales, Canoniales, Abbaciales & autres, la révocation de l'Arrêt de 1774, en ce qu'il contredit les clauses du Contrat, &c. Cette infraction est plus sommairement déduite dans un Mémoire au Roi, que la Commission a dressé. Lecture faite du Mémoire, il a été approuvé, & l'Ass. a prié M. le Président de le présenter à Sa Majesté.

La réponse du Roi à cet article est ainsi conçue. S. M. s'étant fait représenter les Déclarations de 1641 & 1689, & les Lettres-Patentes de 1746, ... a reconnu, que les maisons Abbaciales, &c., possédés par le Clergé, avant 1641, & celles acquises par le Clergé

1424

1425

la trois
averti
roisse
plus d
T. IV.
II.
la Req
un Ar
ressort
leurs
la mal
Diocè
de l'Ar
causen
par la
L'Ass

5 écrit une
s, pour les
nance, por-
ont obligés,
malade, pour
la

nistratif, sont de véritables Religieux,
& jouissent de tous les droits & pri-
vilèges des Clercs. Sur ce fondement,
on estime qu'ils sont contribuables. Les
raisons d'exemption de cette charge
qu'on allègue en faveur de l'Ordre, ne
sont d'aucune considération.

Quant au fait ou à l'usage, les Bul-
les de plusieurs Papes qui ont approuvé
que les biens de l'Ordre contribuaient
aux subventions que la nécessité des

Table de la Coll. des P. V.

l'Ordre. L'Éditeur des Mémoires du
Clergé le rapporte, & fait quelques ob-
servations à ce sujet.

Il y eut un autre département fait
par l'Ass. de 1621, pour l'Ordre. De-
puis ce temps, on trouve d'autres ta-
xes & impositions sur les biens de l'Or-
dre, réglées par les Ass. du Clergé &
dans les Contrats passés avec nos Rois.

*Tout ceci est extrait des Mémoires du
Clergé. T. VIII, p. 1349 & suiv.*

O o o o

eu & val-
se fonde
endue en
& So-
par trois
r les Par-
rononce-
e l'Abbé.
ms le rap-
semblée de
connois-
Sentence
de l'Evê-
a pas été
aires? Le
de l'Ab-
ui repré-
sents ils en
. Le rap-
nsidérant
munau-
d'exercer
sur quel-
s fonde-
ient con-

les Agents interviennent. La Compagnie leur accorde ce qu'ils demandent.
T. IV, p. 736, 737.

Il est remonté à l'Ass. de 1665, que
les Bénéficiers de Dauphiné & de Pro-
vence souffrent une grande vexation,
à la poursuite des Seigneurs haut-Jus-
ticiers, par les Arrêts qu'ils avoient
obtenus contr'eux, & par diverses in-
stances commencées, par lesquelles ils
veulent les obliger de donner dé-
nombrement des terres & domaines
qu'ils possèdent de tout temps, dépen-
dants de leurs Bénéfices, exhiber leurs
titres, passer de nouvelles reconnois-
sances, donner homme mourant &
consistant, ou bien leur payer un demi-
Lods, de dix en dix ans, ou le Lods
entier, de 20 en 20 ans, comme des
biens possédés par main-morte, quoi-
qu'ils n'aient jamais rien payé, ni qu'on
ne leur ait jamais fait aucune demande
pour raison de ce, & qu'ils aient, de
temps immémorial, possédé leurs do-
maines en franc-aleu. L'Ass. accorde

par le Seigneur de Volone, qui
obtient contr'eux un Arrêt au Parle-
ment d'Aix, en Juin 1718. Le Chapi-
tre, en vertu d'un Arrêt du Conseil du
20 Décembre 1728, qui le reçoit par-
tie intervenante, fait assigner le Sei-
gneur de Volone au Conseil, & solli-
cite la protection de l'Ass. de 1730,
pour que ledit Sgr. ne puisse être dé-
chargé de l'assignation. L'Ass. renvoie
l'affaire au Bureau du Temporel. T. VII,
p. 1144 & suiv.

L'Ass. de 1700, art. 11 de son Ca-
hier du Temporel, supplie S. M. de
décharger les Ecclésiastiques & Bénéfi-
ciers de la Province de Languedoc du
paiement des lods & demi-lods, & dé-
fendre de faire aucunes poursuites con-
tr'eux pour raison de ce. Réponse. *Le
Roi fera sur ces articles la considération
qu'il mérite : cependant qu'il soit surfis
jusqu'à nouvel ordre aux poursuites.* Re-
cueil, p. 1485.

L'Ass. de 1705, art. 15 de son
Cahier du Temporel, supplie S. M. de
M m m 2

atiales & au-
rêt de 1774,
uses du Con-
est plus som-
un Mémoire
on a dressé.
, il a été ap-
le Président
té.

et article est
nt fait repré-
641 & 1689,
1746, ... a
Abbatiales,
clergé, avant
r le Clergé

1425 MALADRERIES. MALO. [S.] MALTE, §. I. 1426

la troisième fois, d'avertir, ou de faire
avertir de la maladie, le Curé de la Pa-
roisse, & qu'ils ne pourront le visiter
plus de trois fois, s'il n'a été confessé.
T. IV, p. 375.

II. Le Parlement de Toulouse, sur
la Requête du Procureur-Général, rend
un Arrêt qui défend aux Evêques du
ressort, à leurs Vicaires-Généraux & à
leurs Officiers, lorsqu'ils ont avis de
la maladie des Ecclésiastiques de leurs
Diocèses, d'aller les visiter. Le motif
de l'Arrêt étoit, que ces sortes de visites
causent souvent la mort aux malades,
par la frayeur qu'elles leur donnent.
L'Assemblée de 1660 charge les Agents

temps a obligé de prendre sur les biens
d'Eglise; les Edits, Déclarations &
Lettres-Patentes de nos Rois, & un
grand nombre de Délibérations du
Clergé assemblé en des temps différents
depuis plus de deux siècles, justifient
évidemment que c'est un usage con-
stant, conforme à l'esprit de l'Eglise &
de l'Etat, de comprendre les Comman-
deries de l'Ordre dans le Règlement
des contributions qu'on est obligé de
lever sur le Clergé, quand des circons-
tances particulières dont il est fait men-
tion par des clauses expressees dans les
Contrats passés entre le Roi & le Cler-
gé, ou dans les Lettres-Patentes expé-

ge, après la première nomination, pourroit s'adresser à telle partie du Prieuré ou des Commanderies que bon lui sembleroit. Il fut délibéré & conclu, que l'assurance proposée n'étoit pas suffisante, & qu'ils seroient renvoyés & taxés aux Diocèses où sont assis leurs Prieurés ou Commanderies. T. I, p. 348 & suiv.

Ces deux objets de contestations ont fait l'objet d'une instance portée au Parlement de Paris, au Rapport du Pré-

Les Chevaliers remontrant, qu'il y avoit depuis long-temps un Procès commencé pour surtaxe de leurs décimes, qu'ils consentoient à terminer le tout à l'amiable. La Compagnie accepte cette ouverture, donne tout pouvoir à ses Députés, qui font offre aux Rhodiens, qu'ils ne seroient plus à l'avenir contribuaux aux décimes que pour 28000 liv. & qu'à l'égard des intérêts du passé, il leur seroit payé 30000 liv. ; c'est ce qu'on appelle la composition des

tois le même paiement. Malgré cela, le Clergé ne put obtenir qu'un Arrêt de surseance, jusqu'à la prochaine Assemb. L'Arrêt est du 16 Février 1697. T. VI, P. Just. p. 135, 181 & suiv.

LODS ET VENTES.

Voyez Secrétaires du Roi.

LOGEMENTS DE GENS DE GUERRE.

1577. Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats de Blois en 1577, porte, que les gens d'Eglise ne seront sujets à aucune contribution de deniers, ni aux gardes, au logement de gens de guerre ; que les gens de cour & de guerre ne logeront es maisons de gens d'Eglise, aux Villes, ni à la campagne. T. I, P. J. p. 30.

1595. L'Ass. de 1595, art. 32, 33, 34 de son Cahier, demande que les Prélats & autres Ecclesiastiques soient exempts de logements de gens de guerre... Qu'ils

de 1633, que les Ecclesiastiques étant exemptés par leurs immunités & par quantité d'Arrêts du logement des gens de guerre, néanmoins les Jurats des Villes en envoioient chez les Ecclesiastiques de son Diocèse. Sur quoi la Compagnie demande à M. le Tellier une Lettre adressante au Commandant des troupes, pour leur délogement de chez les Ecclesiastiques ; elle ordonne de plus aux Agents de prendre une commission pour faire assigner au Conseil lesdits Jurats.

Des soldats du Régiment des Gardes ayant été logés chez deux Ecclesiastiques à Paris, l'Ass. trouve la chose fort étrange, & fait prier M. d'Epernon de donner ses ordres pour le délogement.

L'Assemb. obtient un nouvel Arrêt, portant exemption pour les Ecclesiastiques, de logement des gens de guerre. T. IV, p. 326 & suiv.

L'Ass. de 1665, informée des infractions qui avoient été faites dans la Ville de Meaux aux immunités des Eccle-

Depuis assez long-temps, dans les Dons-gratuits que le Clergé accorde au Roi, le Clergé n'y fait point contribuer les Prieurs & les Commandeurs de Malte ; mais on a cru qu'il étoit nécessaire de les excepter en termes exprès. La délibération pour le Don-gratuit accordé au Roi en 1693, contient cette exception. La cause de l'exception y est en même-temps exprimée. En considération, dit le Clergé, des grandes dépenses qu'ils étoient obligés de faire pour soutenir la guerre contre les Infidèles, sans préjudice toutefois de les imposer, lorsque le Clergé le trouvera à propos,

sident Ruelle ; l'Assemb. de 1588 s'en est occupée. Le Président Ruelle venu à l'Assemb., expose lui-même l'affaire à la Compagnie ; l'affaire ayant paru sujette à difficulté, l'Ass. est d'avis d'entrer en ouverture d'accommodement, moyennant une somme modérée que les Agents chargés de la négociation, ne pourront point porter au-delà de 15000 écus, & sous le bon plaisir des Provinces. Voyez le troisième Supplément mis à la tête du T. VIII, §. VIII, n°. VI.

A l'égard des 25000 écus, Mrs. de Malte obtiennent, peu de temps après, du Roi, qu'ils seront tenus quittes en

1670. Affaire du Diocèse de Laon, contre un Curé dépendant d'une Commanderie. Le Commandeur prétendoit, qu'en vertu des privilèges de l'Ordre, son Curé ne devoit point être imposé aux décimes : il fait assigner le Receveur, & le fait condamner à restituer. L'Assemblée de 1670, à qui l'affaire est rapportée, résout d'examiner le traité de la composition des Rhodiens avant de délibérer. T. V, p. 138.

1693. L'Assemblée de 1693, dans le départe-

mandeurs desdites taxes, avec défenses aux Syndics des Diocèses de les imposer à de pareilles taxes à l'avenir, &c. Les Evêques de Clermont & de Saint-Flour forment leur opposition à l'Arrêt. T. VI, P. J. p. 128, 129.

En l'Ass. de 1723, M. l'Archev. de Sens fait part d'une contestation élevée entre l'Ordre de Malte & le Bureau Diocésain de Sens, touchant l'imposition des Fabriques des Cures dépendantes de l'Ordre, & notamment de la

1723.

O o o o 1

1666. tent. T. V, p. 103, 106.

1666. Dans le Rapport d'Agence, fait à l'Assemblée de 1670, il est fait mention d'un Arrêt du Conseil d'Etat, du 23 Septembre 1666, qui porte, que les Maire & Echevins de Noyon rembourseroient, du premier fonds des étapes, tous & un chacun des Ecclésiastiques de Noyon, chez lesquels avoit été fait le logement des gens de guerre, par ordre desdits Echevins, & ce, par préférence à tous autres remboursements, avec défenses de plus délivrer de pareils billers, à peine de répondre des dommages & intérêts en leur propre & privé nom; & lesdits Maire & Echevins condamnés aux dépens modérés à 200 liv. T. V, P. J. p. 77.

1670. Un Ministre converti, résidant à Noyon, est déchargé de logement de gens de guerre. Rapport de l'Agence en 1670. T. V, P. Jult. p. 78.

1666. Dans le même rapport, les Agents disent avoir obtenu un ordre du Roi pour exempter dudit logement & du

de comprendre dans les rôles les Ecclésiastiques, ni les Communautés pour leurs domestiques, & aux Prépôtés du recouvrement de ces taxes, de faire aucunes poursuites. Réponse. Les Bénéficiers & Ecclésiastiques, & leurs domestiques demeurant dans leurs maisons, sont exemptés de logement de gens de guerre, & de la contribution à l'ustensile & casernement; mais si les domestiques sont mariés & établis dans les Villes, ils doivent contribuer aux charges comme les autres Habitants. Recueil, p. 1686.

Nonobstant cette décision, les Maires & Echevins de la Province de Bretagne, chargés des impositions du casernement, du logement des gens de guerre & de l'ustensile, prétendoient y soumettre les domestiques des Ecclésiastiques, sur ce que l'Arrêt du Conseil de 1714 ne les a point compris dans le dénombrement de ceux qui en sont déclarés exempts. Plaintes à ce sujet portées à l'Ass. de 1733, par l'Ev. de Saint-Brieux : il demande la protection

1733.

1429

M A L T E, §. I.

1430

Rhodiens. La transaction fut passée à ces conditions entre l'Ordre & le Clergé, tant pour la réduction des décimes, que pour la composition des arérages. T. I, p. 761, *suprà*, n°. I.

1608. En l'Assemblée de 1608, il fut remontré, que le Clergé étoit extrêmement pressé de défendre à deux instances poursuivies au Conseil par M^{rs}. de Malte, tant pour l'aliénation de l'an 1588, que pour jouir de la remise faite au Clergé par le Roi, de 1350000 l. en l'Ass. dernière : négociation sur ce sujet avec l'Ordre : l'affaire est accommodée & terminée au moyen d'une somme de 10000 liv. dont ledit Or-

tement qu'elle a dressé de l'imposition sur tous les Diocèses de la somme de 150000 liv. de rente, excepte nommément les Chevaliers & Commandeurs de Malte, en considération des grandes dépenses qu'ils étoient obligés de faire pour soutenir la guerre contre les Infidèles, sans préjudice toutefois de les imposer lorsque le Clergé le trouvera à propos, suivant le traité fait avec eux. T. VI, p. 40, 41.

Les Délibérations des Assembl. suivantes, au sujet des Dons-gratuits accordés au Roi, & des emprunts & impositions ordonnés en conséquence,

prétexte que la Paroisse dépendoit de l'Ordre de Malte. Ils avoient porté l'affaire au Grand-Conseil. Dans le Rapport qui en est fait, l'on prouve, 1°. le peu de fondement de ladite exemption; 2°. l'incompétence du G. Conseil pour en connoître. L'Assemb. fait solliciter contre lefd. desservants. T. VII, p. 843 & suiv.

1758. Un de Mrs. les Agents fait part à l'Assemb. de 1758, d'un Arrêt du Con-

férence avec les Commandeurs qui étoient à Paris, en donne avis à l'Ass. de 1655; elle ordonne aux Agents de se trouver à cette conférence. T. IV, p. 293.

Quelques Commandeurs, dans le Diocèse de Rouen, prétendoient encore que les Pourvus de Cures dépendantes d'eux, n'étoient point obligés de prendre le *visa*; sur quoi instance au Grand-Conseil. L'Archevêq. de Rouen

Réponse. Le Roi a suffisamment expliqué son intention par les réponses aux art. 6 des Cahiers de 1730 & 1735. Lorsqu'il y a quelques Villes auront obtenu la permission de lever un octroi, dont les deniers seront uniquement employés au rétablissement des casernes, & que les Magistrats voudront assujettir les Ecclésiastiques à cet octroi, le Roi fera examiner les représentations qui y seront faites pour y pourvoir d'une manière convenable. T. VII, P. J. p. 419, 420.

1748. L'Ass. de 1748 prie M. le Comte d'Argenson de donner les ordres nécessaires pour qu'il ne soit marqué de logement chez les Chanoines de Noyon, si ce n'est dans un cas de nécessité, & qu'après que tous les privilégiés auront logé, suivant les intentions du Roi. T. VIII, p. 101, 103.

1760. L'Assemb. de 1760, art. 6 du Cahier, se plaint à Sa Majesté, qu'on veut assujettir audit logement, les peres & meres des Curés, qui, par un droit na-

tendant de la Province, du fond de cette affaire, pour, sur son avis, y être pourvu par S. M. T. V, p. 161.

3°. Contestation élevée en 1690, au sujet de l'imposition de quelques annexes de Bénéfices situées au Diocèse de Lombes, & dont le chef-lieu est en d'autres Diocèses. Voyez Toulouse, n°. II.

4°. En l'Ass. de 1715, l'Evêque de Lombes supplie la Compagnie d'ordonner que son Diocèse ne sera taxé à l'avenir pour les Dons-gratuits, que sur le pied du département de 1641, & non sur le pied de celui de 1646. Pour établir cette demande, il expose qu'en 1641, le Clergé ayant accordé au Roi 4500000 liv., le Diocèse de Lombes fut imposé à la somme de 2053 liv. pour sa part; qu'en 1646, le Clergé ayant accordé 3000000 de liv., le Diocèse de Lombes fut imposé à la somme de 10425 l., c'est-à-dire, beaucoup plus qu'en 1641, quoique le Don

1431

Fabrique de la Paroisse de la Commanderie de la Croix en Brie. Dans cette contestation, le Trésorier de l'Ordre de Malte avoit pris fait & cause pour les Marguilliers, & s'étoit pourvu au Grand-Conseil, où il avoit obtenu Arrêt par défaut, le 10 Mai 1722, qui déclare la Fabrique exempte de toute imposition. Dans le Rapport de cette affaire à l'Assemb., on prouve que l'Arrêt peche, & dans la forme, & dans le fond : dans la forme, parce que c'est une entreprise contraire aux privilèges des Chambres Ecclésiastiques de se pourvoir en cette matière au Grand-Conseil : quant au fond, puisque les

M A L T E, §. I & II.

1432

seil des Finances, du 18 Juillet 1758, rendu entre les Syndics des Diocèses de Noyon & de Reims, & les Commandeurs de Malte d'Etrepigni & du Temple de Reims; que par cet Arrêt, les Curés, Fabriques & Confrairies des Paroisses, dont lesdits Commandeurs étoient Patrons, avoient été maintenus dans l'exemption des décimes & autres impositions du Clergé, avec ordre d'être rayés des rôles avec restitution. L'on prouve que ce n'est point une suite, ni de la composition dite des Rhodiens, ni de la clause insérée dans les Délibérations du Clergé, en faveur des Grands-Prieurés & Comman-

un Ordre qui mérite tant de considération, elle devoit en conférer avec les principaux Commandeurs qui étoient à Paris : elle nomme des Commissaires de sa part; les conférences se tiennent, mais sans succès. Mrs. de Malte prétendoient :

- 1°. Que les Evêques ne peuvent faire que par eux-mêmes les visites des Eglises Paroissiales dépendantes de l'Ordre;
- 2°. qu'ils ne peuvent rendre aucune Or-

que l'Evêque n'étoit pas en pouvoir de retirer un Prêtre séculier, habitué dans une de leurs Paroisses, sans le consentement des Commandeurs, ni même retirer ses pouvoirs, lorsqu'il les a une fois donnés.

C'est sur ces trois Ordonnances qu'est intervenu l'Arrêt du Grand-Conseil, du 31 Mars 1711, portant qu'il y avoit abus dans les Ordonnances de l'Evêque d'Oléron, des 3 & 5 Février 1710, en-

Chambres des décimes, §. II, n°. II.

1°. Le Chapitre de Luçon demande le secours de l'Ass. de 1710, au sujet de l'affaire qu'il avoit au Conseil avec le Receveur des Domaines du Roi, concernant la propriété des marais desséchés qui lui étoit contestée. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. M. l'Archev. de Sens en rend compte. Députation à M. Trudaine, pour le solliciter en faveur du Chapitre. Les Agents sont chargés de lui rendre tous leurs bons offices. Promesse de M. Trudaine, de se mettre en état de faire juger l'affaire aussi-tôt que les Mémoires lui auront été remis. T. VIII, p. 393 & suiv.

LUMINAIRE.

Voyez Décimateurs.



ge, & l'Archevêque de Lyon, protecteur, au nom de son Archevêque, contre ce Règlement, comme contraire à l'autorité de ce Prélat, à qui seul, en sa qualité de Primat, il appartient de régler la Justice de la Province : le style est ceper l'ant adopté; mais sans préjudice des droits du Sgr. Archevêq. de Lyon & de tous les autres Archevêques. T. I, p. 361, 362.

3°. En l'Automb. de 1603, contestation pour la présidence & la préférence entre l'Archev. de Lyon & les Archevêques de Bourges & de Sens. L'Arch. de Lyon se fondeoit sur son titre de Primat & autres prérogatives de son Siège, qu'il tâchoit d'établir : les Archev. de Bourges & de Sens, de leur côté, opposoient les prééminences de leurs Sièges respectifs. T. I, p. 710 & suiv.

En la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, se renouvelle la contestation entre les Archev. de Lyon & de Bourges. L'un & l'autre allèguent ses titres. L'Archev. de Bourges, attendu

1603.

1614.

1433

MALTE, §. II.

1434

demande l'intervention des Agents; elle lui est accordée. T. IV, p. 293.

Plusieurs plaintes sont portées à l'Ass. de 1660, au sujet de différentes entreprises de Mrs. de Malte contre la Jurisdiction des Evêques, & notamment de ce qu'ayant des Cures annexées à leurs Commanderies, ils croyoient pouvoir nommer auxdites Cures de plein droit & en donner l'institution, sans que les Pourvus fussent obligés de s'adresser à l'Ordinaire. Sur quoi, la Compagnie prescrit aux Evêques de maintenir la Jurisdiction contre lesdits Pourvus par toutes sortes de voies canoniques; & que cependant il sera dressé une Déclaration pour autoriser ces

donnance, ni rien statuer, mais seulement écrire au Commandeur dans le lieu de sa résidence, pour le prier de pourvoir aux besoins & réparations de l'Eglise: 3°. qu'ils ne peuvent cor noître du délit des Curés croisés ou non croisés, des Eglises Paroissiales dépendantes de l'Ordre. L'Ass. ayant trouvé ces prétentions insoutenables, ordonne aux Agents du Clergé d'intervenir en faveur de M. d'Oléron. T. VI, p. 1123 jusqu. 1126.

Le différend de M. d'Oléron avec l'Ordre étoit dans cette espèce. Ce Prélat faisant sa visite, au mois de Mars 1709, dans le pays de Soule, visita

demande sur ce sujet un Mémoire. T. VIII, p. 95 & suiv.

1748.

Même plainte de M. l'Evêque de Limoges, en l'Assemb. de 1748 : il se plaint en outre, que la Déclaration de Mars 1747 avoit assujetti à la taille, non-seulement les Fermiers, mais encore les Régisseurs des revenus Ecclésiastiques, & même les domestiques à gages. Arrêté qu'il sera remis un Mémoire à ce sujet à M. le Contrôleur-Général. T. VIII, p. 198.

Même plainte portée à la même Assemblée par M. l'Evêque de Beauvais. Son discours au sujet de la taille, à laquelle les Fermiers des biens Ecclésiastiques étoient imposés d'une manière exorbitante; & par rapport au préjudice que les Bénéficiers qui font valoir leurs biens par leurs mains, souffroient de la Déclaration de Mars 1747, il fait part de la visite qu'il avoit rendue à M. le Contrôleur-Général conjointement avec les autres Prélats députés, & des différentes demandes qu'ils avoient faites à ce Ministre, conformément aux intentions de l'Assemb. T. VIII, p. 199 jusq. 202.

1750.

L'Assemblée de 1750, par l'art. 4 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté, qu'au cas qu'elle juge que les Laïques Fermiers des dîmes doivent être imposés à la taille, par rapport à leur industrie, ce ne soit qu'en égard au bénéfice que le Fermier fait sur sa ferme, & non sur le pied de la totalité du prix du bail; & comme ce bénéfice est communément estimé le dixième du prix du Bail, ce Fermier ne soit imposé qu'à raison de ce dixième. T. VIII, P. Just. p. 91.

1755.

L'Assemb. de 1755, dans l'art. 6 de son Cahier, renouvelle la même demande. Réponse. *L'intention du Roi est, que les Laïques qui prennent des dîmes à ferme, ne soient imposés à la taille qu'à raison du profit qu'ils font sur le bail.* T. VIII, P. Just. p. 213, 214.

1758.

En l'Assemblée de 1758, on rend compte d'une affaire au sujet de la taille à laquelle on vouloit imposer les Adjudicataires des dîmes qui sont cédées après la Saint-Jean, quoique, suivant la Coutume de Normandie, elles soient réputées meubles. L'Assemblée députée à ce sujet à M. le Contrôleur-Général, qui répond assez favorablement. T. VIII, p. 669, 670.

Autre compte rendu en la même Assemb., au sujet de la taille à laquelle on vouloit imposer le Récepteur des dé-

cimes de Pontoise. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemblée. T. VIII, p. 670.

Mrs. les Agents exposent à l'Ass. de 1760, l'affaire du Chapitre de Beziers, au sujet de la taille réelle à laquelle on vouloit assujettir ce Chapitre, en vertu de quatre Arrêts de la Cour des Aides de Montpellier, pour des biens dont il jouit noblement depuis sa fondation primitive, & dans laquelle nobilité le Chapitre a même été confirmé par plusieurs Arrêts du Conseil. L'affaire ayant été renvoyée au Bureau du Temporel, la Commission en fait un Rapport très-circostancié, où elle est discutée solidement. Ayant ensuite proposé son avis, l'Assemb., délibération prise par Provinces, après avoir pris lecture des Procès-verbaux de 1735 & 1740, & des Mémoires dressés par leurs ordres, a unanimement délibéré d'intervenir, au nom du Clergé-Général, dans l'instance pendante au Conseil, entre le Chapitre de Beziers, & les Maires & Consuls de ladite Ville, dans laquelle les Etats du Languedoc sont intervenus en faveur d'icelle Maires & Consuls : elle a ordonné en conséquence, de faire dresser la Requête d'intervention, & de suivre l'affaire. Remerciement du Chapitre. T. VIII, p. 909 & suiv.

Sur un requisitoire du Procureur du Roi de l'Election d'Agén, du 4 Décembre 1758, ce Tribunal rend le même jour une Ordonnance qui enjoint à tous les Propriétaires de biens nobles, soit Laïques, soit Ecclésiastiques, de fournir les titres de nobilité de leurs biens; & faute d'y satisfaire dans un certain délai, qu'ils seroient imposés à la taille. Les Ecclésiastiques possesseurs de biens nobles, ayant refusé de se soumettre à cette Ordonnance, ont été imposés contre la disposition précise de la Déclaration de 1684. L'Ass. de 1760 charge les Agents d'écrire à ce sujet à M. l'Intendant de Bordeaux, & député à M. d'Ormesson, qui promet d'écrire pour faire surseoir à toutes poursuites à cet égard. T. VIII, p. 920 & suiv.

L'Ass. de 1760, art. 6 du Cahier sur le Temporel, se plaint à S. M. qu'on impose à la taille des Ecclésiastiques qui font valoir leurs terres, sans excéder le labour de quatre charrues, sur le fondement que ces terres sont nouvellement acquises, quoiqu'elles aient payé le droit d'amortissement, & qu'elles soient imposées aux décimes. Accordé; mais sans que cette exemption

puisse

puisse s'étendre

niaux. T. VIII.

En l'Ass. de Narbonne fait jets de plaintes, au sujet de

Premier objet

Fermiers des

taille. Les Aides

dit ce Prélat,

les Fermiers d

posés comme

plus fortement

duit des baux

des Fermiers

qu'à proportion

communément

& cette règle

ment la même

rois soit être

Agents, suiv

1760. Autres

lat sur ce pre

T. VIII, p. 2

Second objet

mes & fruits in

tingue d'abor

res, ceux des b

clésiastiques &

Loix ne les a

à la taille. Un

Avril 1756,

en faveur des

de la Menfe c

de Saint-Que

1761, rendu

le Cardinal d

bé de Beaulieu

Aides, du 12

née, pour les

serve de Gy-

l'Evêché d'Au

ves concluan

Le Parlement

régistrèrent e

concernant le

des tailles, à

& adjudicati

roient pas lie

qui s'en seroi

Ce n'est donc

tion. Le Cler

Citoyens, &

des titres par

2489.

Les même

vent décider

à l'égard des

Cependant l

vu dans ces

judicataires

Table de l

puisse s'étendre à leurs fonds patrimoniaux. T. VIII, P. J. p. 311.

En l'Ass. de 1775, M. l'Archev. de Narbonne fait le Rapport de trois objets de plaintes de la part des Provinces, au sujet de la taille.

Premier objet. *Imposition énorme des Fermiers des biens ecclésiastiques à la taille.* Les Assemb. de 1747 & 1755, dit ce Prélat, se plaignoient déjà que les Fermiers desdits biens étoient imposés comme les autres Taillables, ou plus fortement qu'eux, à raison du produit des baux : elles observoient, que des Fermiers ne devaient être cotisés qu'à proportion de leurs profits estimés communément au dixième de la valeur ; & cette règle d'imposition est précisément la même dont M. d'Ormesson paroissoit être convenu avec Mrs. les Agents, suivant leur Rapport fait en 1760. Autres réflexions du même Prélat sur ce premier objet. *Suprà*, §. I. T. VIII, p. 2483 jusqu'à 2488.

Second objet. *Adjudicataires des dîmes & fruits imposés à la taille.* On distingue d'abord entre ces Adjudicataires, ceux des bois appartenants aux Ecclésiastiques & gens de main-morte. Les Loix ne les assujettissent aucunement à la taille. Un Arrêt du Conseil du 4 Avril 1756, celui du 24 Avril 1759, en faveur des Adjudicataires des bois de la Menfe conventuelle de l'Abbaye de Saint-Quentin ; celui du 23 Avril 1765, rendu sur l'intervention de M. le Cardinal de la Roche-Aymon, Abbé de Beaulieu ; l'Arrêt de la Cour des Aides, du 12 Février de la même année, pour les Adjudicataires de la réserve de Gy-l'Evêque, dépendante de l'Evêché d'Auxerre, sont autant de preuves concluantes en faveur du Clergé. Le Parlement & la Cour des Aides enregistrent en 1766, l'Edit du Roi, concernant les privilèges d'exemption des tailles, à la charge que les ventes & adjudications de bois, ne donneraient pas lieu d'imposer à la taille ceux qui s'en seroient rendus adjudicataires. Ce n'est donc pas ici un objet d'exemption. Le Clergé jouit comme les autres Citoyens, & il joint à leurs titres, des titres particuliers. T. VIII, p. 2488, 2489.

Les mêmes principes de justice doivent décider l'exemption de la taille, à l'égard des Adjudicataires des dîmes. Cependant le Chapitre de Beauvais a vu dans ces dernières années, ses Adjudicataires imposés à la taille : il s'en

Table de la Coll. des P. V.

est plaint, & M. l'Intendant, ainsi que le Procureur du Roi de l'Election, ont réprouvé ses plaintes. Un principe général de solution dans cette affaire, est que les Adjudicataires des fruits appartenants à des Privilégiés, ne doivent pas être imposés à la taille, si les Adjudicataires des fruits appartenants à des Taillables, ne doivent pas l'être. Or il seroit contre toute justice d'imposer ces derniers : ils n'acquièrent, par leur adjudication, que des fruits déjà imposés dans les rôles des tailles, sur les personnes ou sur les biens des Propriétaires. L'adjudication n'a lieu que dans le cas où ces Propriétaires renoncent au moment de la récolte, au bénéfice d'une exploitation commencée : leur corte de taille étoit alors réglée, & ne diminuoit pas pour cela : si l'adjudication occasionnoit une corte nouvelle, il résulteroit un double emploi. Une autre considération en faveur des Adjudicataires, prouve qu'on leur seroit supporter un double emploi, s'ils payoient la taille pour chaque adjudication particulière : c'est qu'ils sont déjà imposés dans le lieu de leur domicile à une taille générale, connue sous le nom de *teste & faculté*, sur le pied de tout le bien qu'ils possèdent, & de tout le commerce qu'ils font.

Les Bénéficiers de Normandie portent, depuis l'Assemb. de 1758, les mêmes plaintes que le Chapitre de Beauvais. Mrs. les Intendants de la Province, pour assujettir à la taille les Adjudicataires de la dîme, s'autorisent de la Déclaration de 1747, qui n'a pas le plus léger rapport à cet objet : ils font comprendre ces Adjudicataires, sous la dénomination générale, d'occupants les dîmes de telle Paroisse, au préjudice des Arrêts de la Cour des Aides, du 14 Mars 1640, & 24 Octobre 1684, qui défendent d'imposer à la taille sous les noms vagues d'emblauteurs ou exploiters de tels cantons. D'ailleurs, l'art. 105 de la Coutume, déclare meubles tous les fruits pendants par les racines, après la Saint-Jean. Cette maxime est respectée dans tous les cas : en conséquence les Particuliers qui exploitent leurs fonds, vendent leurs fruits après la Saint-Jean, sans qu'il soit imposé de taille nouvelle sur l'Adjudicataire : les Propriétaires font saisir tous les fruits des terres affermees sur les Fermiers en retard, & les vendent avec la même exemption : les Adjudicataires des droits de déport, ceux

Gggg

qui achètent des héritiers d'un Bénéficiaire les fruits de son Bénéfice appartenant à sa succession, jouissent de cet avantage. Les Ecclésiastiques de Normandie se fondoient encore sur plusieurs Jugemens des Elections, rendus en faveur de leurs Adjudicataires.

Malgré tous ces Jugemens, l'imposition continue. Les Adjudicataires des dîmes du Chapitre d'Evreux, ont été imposés en 1772, & celui d'Andéli est encore en instance pour une question jugée en sa faveur en 1765. T. VIII, p. 2488 jusqu'à 2491.

Troisième objet. *Bénéficiaires imposés contre leurs privilèges.* On a vu, [suprà, §. I.] qu'en suivant l'esprit & la lettre de l'Edit de 1667, le privilège des Ecclésiastiques n'étoit limité que relativement à l'exploitation des terres labourables; qu'ils pouvoient librement administrer tous leurs autres biens, quelque part qu'ils fussent situés, sans devenir sujets à la taille. On cherche à établir des principes bien différens depuis quelques années, sur-tout dans les Généralités de Paris, de Lyon & de Rouen. On voudroit que le labour de quatre charrues fût la représentation de tout le privilège, tant des Nobles que des Ecclésiastiques, en sorte que les autres biens de quelque genre qu'ils soient, les dîmes qu'ils leveroient, les droits seigneuriaux & rentes qu'ils percevroient, les prés, les usines & forges qu'ils tiendroient en leurs mains, donassent ouverture à l'imposition de la taille. On allègue, que se livrer à toutes ces parties de l'économie rurale, c'est exploiter des terres, c'est les faire valoir, & que l'Edit de 1667 a eu singulièrement en vue de limiter cette faculté. Quand on a demandé aux Auteurs de ce nouveau système, quel seroit le privilège d'un Bénéficiaire qui ne posséderoit pas des terres labourables? ils ont répondu, qu'il falloit lui précompter sur les biens d'autre nature qu'il pourroit posséder dans une Paroisse, la valeur de 400 arpents de terres labourables, soit en prés, soit en bois, soit même en rentes, en faisant, de tous ces objets, une évaluation correspondante. Ainsi l'on reconnoît d'une part, le privilège, & on le dénature de l'autre, sans motif & sans prétexte: nul Edit, nul Règlement n'indiquent l'évaluation proposée, & la réprouvent même expressément.

Le Règlement de 1643, par exemple, s'exprime très-nettement sur l'ar-

ticle des dîmes, & n'a été contredit depuis par aucune Loi. *Pourront, dit ce Règlement, les Curés des Paroisses & autres Bénéficiaires faire exploiter & valoir leurs dîmes... par leurs serviteurs & domestiques, sans que pour cela lesd. serviteurs ou domestiques puissent être mis à la taille.* T. VIII, p. 2491 jusqu'à 2494.

Le Rapport sur ces objets fini, l'Assemblée se conformant à l'avis de la Commission, a délibéré, 1°. de présenter un Mémoire au Roi, pour lui faire connoître le fardeau énorme dont les Bénéficiaires sont surchargés, par l'excès de l'imposition de la taille sur les Fermiers, ainsi que par la forme injuste & arbitraire de sa répartition; de supplier en même temps, par ce Mémoire, S. M. de donner des ordres précis pour que les Fermiers ne soient imposés qu'à raison de leurs profits.

2°. Que le même Mémoire renfermera les Remontrances du Clergé, tant sur l'imposition à la taille des simples Adjudicataires, que sur la manière nouvelle dont on veut restreindre le privilège des Bénéficiaires, en appliquant à toutes sortes de biens, la limitation fixée aux terres labourables; qu'au surplus il sera envoyé dans les Diocèses, une instruction aux Ecclésiastiques sur l'étendue de leur exemption, & la manière de la défendre. T. VIII, p. 2494, 2495.

Les Bénéficiaires sont-ils tenus de faire publier aux Messes de Paroisse, les biens qu'ils veulent faire valoir par eux-mêmes, & fournir au Bureau du Contrôle le certificat de cette publication? Voyez Baux.

§. III. Exemption de la Taille, à l'égard des Curés qui prennent à ferme les dîmes de leurs Paroisses.

Plusieurs Curés portent leurs plaintes à l'Assemblée de 1665, sur ce qu'ils étoient imposés à la taille pour avoir affermé les dîmes de leurs Paroisses. Suprà, §. II.

L'Ass. de 1675 obtient un Arrêt qui défend d'imposer à la taille les Curés qui tiennent des dîmes. Suprà, §. II.

En 1698, un Curé du Diocèse de Beauvais est mis à la taille pour avoir pris à ferme les dîmes de sa Paroisse: Mrs. les Agents représentent qu'un Curé ne pouvoit, pour un tel sujet, être imposé à la taille: ils allèguent deux Arrêts du Conseil, donnés dans cette espèce, l'un du 20 Octobre 1625, en

forme de Règlement Mars 1666. S. M. l'Intendant T. VI, p. Just.

L'Ass. de 1700. hier du Temp. défenses aux des Paroisses Curés qui prennent des Paroisses. cet article la Recueil, p. 1.

L'art. 14 c de en faveur ferme le droit des Archidia L'Assemb.

l'art. 10 de l'art. 13 du Le Roi ne peut mandé par celui qui est demandeur rence particulière regle générale dants y pour

Même de Réponse. Ad des Curés à p 1527.

L'Assemb. renouvelle le Cahier de 1 ordonné aussi la taille à l'égard quelque paroisses, prenons. Réponse cordées, sans que les Curés nées, puissent quand ils prennent des dîmes, ou indivis. Rec.

La Déclaration porte, que grue, ensemble qui ne jouissent des dîmes sent prendre ou les autres les, sans que mes, ils soient geant à leur sent être im p. 1569.

L'Assemb. supplie S. M. que de besom vembre 172 ser à la taille grues qui, a

1301 **IMPOTS, §. III, IV, V & VI. IMPRIMEURS.** 1302

forme de Règlement, & l'autre du 10 Mars 1666. Sur ces représentations, M. l'Intendant a déchargé ledit Curé. T. VI, P. Just. p. 137, 138.

L'Ass. de 1700, par l'art. 13 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de faire défenses aux Collecteurs & Habitants des Paroisses, d'imposer à la taille les Curés qui prennent à ferme les dîmes des Paroisses. Réponse. *Le Roi fera sur cet article la considération qu'il mérité.* Recueil, p. 1486.

L'art. 14 contient la même demande en faveur des Curés qui prennent à ferme le droit de déport des Evêques & des Archidiacres. *Refusé. Ibid.*

L'Assemb. de 1705 renouvelle dans l'art. 10 de son Cahier, la demande de l'art. 13 du Cahier de 1700. Réponse. *Le Roi ne peut accorder ce qui lui est demandé par cet article, aux termes qu'il lui est demandé. S'il y a quelque occurrence particulière qui tire les Curés de la règle générale, les Juges ou les Intendants y pourvoiront.* Recueil, p. 1505.

Même demande de l'Ass. de 1710. Réponse. *Accordé en faveur seulement des Curés à portion congrue.* Recueil, p. 1527.

L'Assemb. de 1723, art. 5 du Cahier, renouvelle la demande de l'art. 13 du Cahier de 1700, & ajoute, qu'il soit ordonné aussi la même exemption de taille à l'égard des Curés qui, ayant quelque portion de dîmes dans les Paroisses, prennent à ferme les autres portions. Réponse. *Les deux demandes accordées, sans néanmoins, ajoute S. M., que les Curés qui ont des dîmes cantonnées, puissent jouir de ladite exemption, quand ils prendront à ferme les portions de dîmes, où ils n'ont aucun droit par indivis.* Recueil, p. 1562, 1563.

La Déclaration du 16 Novemb. 1723 porte, que les Curés à portion congrue, ensemble les Curés décimateurs, qui ne jouissent que de portions indivises des dîmes de leurs Paroisses, puissent prendre à ferme lesdites dîmes, ou les autres portions indivises d'icelles, sans que, pour raison desdites fermes, ils soient censés faire acte dérogeant à leur privilège, ou qu'ils puissent être imposés à la taille. Recueil, p. 1569.

L'Assemb. de 1725, art. 7 du Cahier, supplie S. M., en interprétant, en tant que de besoin, la Déclaration de Novembre 1723, faire défenses d'imposer à la taille les Curés à portions congrues qui, ayant des gros à prendre an-

nuellement en nature sur les dîmes, prennent à ferme les dîmes de leurs Paroisses. Réponse. *Le Roi se fera de nouveau représenter les Réglements observés sur cette matière en Normandie, & prendra les moyens les plus convenables pour le soulagement du Clergé.* Recueil, p. 1610.

Voyez sur ce §. ce qui a été dit, *suprà*, §. I.

§. IV. *Exemption de la Taille pour les Bénéficiers, dans les pays de cadastre, notamment en Dauphiné, Languedoc & Provence.*

Voyez *suprà*, §. I & II.

§. V. *Autres Impôts à l'égard des Ecclésiastiques.*

I. Sur l'impôt de la capitation. Voyez Capitation.

Sur les droits & impositions de dixième, vingtième, cinquantième, centième. Voyez ces mots.

II. A l'égard de l'impôt sur le papier. Voyez Papier.

III. Quant à l'imposition sur les maisons des Ecclésiastiques. Voyez Maisons. Dixième.

IV. Sur les impositions faites par autorité séculière sur les biens d'Eglise, pour aumônes. Voyez Aumônes, §. I.

V. Sur différentes autres taxes sur les personnes ou sur les biens des Ecclésiastiques. Voyez Immunités, §. III, IV.

§. VI. *Collecteurs des Tailles.*

Les Maîtres d'Ecole & les Clercs servant dans les Eglises à l'Office divin, ne doivent point être élus Collecteurs des tailles. Voyez Ecoles.

IMPRESSIONS DE LIVRES.

Voyez Livres.

IMPRIMEURS DU CLERGÉ.

I. L'Ass. de 1635 nomme pour Imprimeur du Clergé, le sieur Vitré. T. II, p. 665.

Celle de 1670 reçoit en survivance le sieur Léonard. T. V, p. 139.

II. Le sieur Léonard, ci-devant Imprimeur du Clergé, fait assigner l'Ass. de 1695 au Châtelet, pour sommes qu'il prétendoit lui être dues. L'Ass. refuse de reconnoître cette Jurisdiction, & charge les Agents de poursuivre au Conseil la cassation de cette procédure. T. VI, p. 259.

Gggg 2

L'affaire est accommodée par les deux Prélats que l'Ass. avoit députés pour la finir. Le sieur Léonard se relâche de 1500 liv. T. VI, P. J. p. 119.

III. En exécution des ordres de l'Ass. de 1690, le sieur Muguet est choisi pour être Imprimeur du Clergé & Huissier des Assemblées. Il demande à l'Ass. de 1695, que son fils soit reçu en survivance; ce qui lui est accordé. T. VI, p. 271.

L'Ass. de 1702 continue à la veuve Muguet la charge d'Imprimeur du Clergé. T. VI, p. 701, 702.

L'Ass. de 1723 choisit le sieur Simon, qui imprimoit déjà les Mémoires du Clergé, pour le seul Imprimeur du Clergé. T. VI, p. 1587.

L'Ass. de 1735 accorde la survivance de la place à la femme & au fils du sieur Simon. T. VII, p. 1507, 1508.

Sur la proposition faite par M. l'Abbé de Nicolay, à l'Ass. de 1747, le 4 Février, que la situation des affaires du sieur Simon, Imprimeur, ne lui permettoit pas de rendre ses services au Clergé; M. l'Archevêque de Tours propose à la Compagnie, pour Imprimeur, le sieur Desprez, dont la probité & les talents lui étoient connus, ajoutant qu'il estimoit que personne ne pourroit mieux remplir cette place, à la satisfaction du Clergé. Sur quoi, le sieur Desprez a été élu, d'une voix unanime, pour être le seul Imprimeur du Clergé. T. VIII, p. 99.

IV. Il est défendu à l'Imprimeur du Clergé de rien imprimer sans ordonnance des Assemblées Générales, ou des Agents. *Voyez* Livres, §. I, n°. V.

INDEMNITÉ. [DROIT D']

§. I. Droit d'indemnité envers le Roi & son Domaine.

I. Il étoit porté, par un Arrêt du Conseil de 1687, que tous les biens de la ville d'Aries, qui ne relevoient point des Seigneurs particuliers, sont de la directe de Sa Majesté; en conséquence les Fermiers du Domaine prétendirent, en 1692, faire payer aux Curés un droit de lods pour leurs Maisons curiales. Mrs. les Agents, avertis de cette demande, établirent, d'après les Auteurs, comme une maxime certaine, que par le droit d'amortissement, quand il est payé, les biens amortis sont affranchis de l'indemnité & de tous les autres droits & devoirs féodaux qui pourroient appartenir au Roi, quand il n'y en a

point de réserve expresse dans les Lettres d'amortissement. Le Conseil impose silence au Fermier du Domaine. T. VI, P. J. p. 53, 54.

Il parut, en 1724, une Loi, dans le préambule de laquelle Sa Majesté dit, que voulant remédier à certains abus qui s'étoient introduits dans son Domaine, touchant le droit d'indemnité qu'il lui est dû par les Ecclésiastiques, elle avoit reconnu que ces abus provenoient sur-tout de la confusion du droit d'amortissement & de celui d'indemnité; que les Ecclésiastiques ne sépareroient pas l'un de l'autre, pour les biens qu'ils acquièrent dans sa mouvance; en sorte que pour une somme d'argent assez modique, le Domaine se trouvoit privé des droits de mutations qui lui étoient dus; qu'enfin les Apanagistes & Engagistes demandoient, que le Roi leur tint compte des droits seigneuriaux dont ils se trouvoient ainsi privés.

En conséquence, le Roi séparant la perception de ces deux droits, fixe l'amortissement, pour toutes sortes de biens nobles, au cinquième, & pour les rotures, au sixième de leur valeur, soit dedans, soit hors de sa mouvance: & à l'égard du droit d'indemnité, pour conserver l'intégrité du revenu du Domaine, dont le paiement de ce droit est une véritable aliénation; il la convertit en une rente foncière & perpétuelle, proportionnée au denier trente du capital de l'indemnité qui lui seroit due, dont il laisse aux Apanagistes & Engagistes la jouissance: enfin, il statue, qu'outre l'indemnité, les gens de main-morte seront tenus de payer les droits seigneuriaux, cens & rentes, & de lui fournir homme vivant & mourant, aux effets qu'il appartiendra. T. VIII, p. 2275, 2276.

Les Commissaires du Temporel, en l'Ass. de 1740, font le rapport d'un droit demandé par le Roi, comme Seigneur Haut-Justicier, à plusieurs Communautés Ecclésiastiques, pour raison d'acquisition de maisons & héritages qui se trouvoient situés dans la censive de Seigneurs particuliers auxquels elles l'avoient payé sur le pied réglé par l'usage des lieux: le dixième dudit droit est demandé par les Traitants, auxdites Communautés, en conséquence de la Déclaration ci-dessus, du 21 Novembre 1724. Réflexions sur ladite Déclaration, & Mémoire dressé par la Commission, pour être présenté à M. le Contrôleur-Général. M. l'Archevêque de

Narbonne e
VII, p. 171
M. l'Arch
l'Ass. de 174
d'un droit d
Fermiers du
franc-bourg
Normandie.
Bureau du T
en même-tes
M. Trudaine
avant la fin d
d'écrire au P
ceveur du D
de l'Ass.emb.
Dans la G
exige des Bér
tés, & même
d'insinuation
nité. L'Ass.
de suivre cert

§. II. Droit d'Indemnité des Seigneurs.

I. En la C
Etats de 1612
Seigneurs par
droits d'amo
sur certains E
La Compagn
d'intervenir
fendre l'exem
122, 223.

Sur le droit
lods de dix
vingt en vin
Seigneurs de
ciers ayant de
Voyez Lods.

II. En l'Ass
compte d'un
Chapitre de S
au sujet d'un
d'Aix, le 9 J
M. de Châres
Chapitre est
droit d'inden
dans sa mou
leur du fonci
produit de se
chargés de so
rêt. T. VIII,

III. Les Co
en l'Ass. de
suites faites
gne, à l'occa
Parlement d
sistiques éto
l'indemnité
eux faites da

Narbonne est prié de le présenter. T. VII, p. 1712, 1713.

M. l'Archevêq. de Rouen fait part à l'Ass. de 1745, d'un Mémoire au sujet d'un droit d'indemnité prétendu par les Fermiers du Domaine, sur les biens en franc-bourgage dans la Province de Normandie. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. L'Assemb. prie en même-temps deux Prélats de voir M. Trudaine, pour la faire terminer avant la fin de l'Ass., lequel leur promet d'écrire au Procureur du Roi & au Receveur du Domaine, suivant les désirs de l'Assemb. T. VII, p. 2045.

Dans la Généralité de Châlons, on exige des Bénéficiers & des Communautés, & même des Hôpitaux, les droits d'insinuation des quittances d'indemnité. L'Ass. de 1748 charge les Agents de suivre cette affaire. T. VIII, p. 204.

§. II. Droit d'Indemnité envers les Seigneurs particuliers.

I. En la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, il est remontré que des Seigneurs particuliers prétendoient des droits d'amortissement & d'indemnité sur certains Bénéficiers de leurs terres. La Compagnie charge Mrs. les Agents d'intervenir auxdits Procès, & de défendre l'exemption du Clergé. T. II, p. 222, 223.

Sur le droit d'indemnité, dit *demilods* de dix en dix ans, ou de *lods* de vingt en vingt ans, prétendu par les Seigneurs de Provence sur les Bénéficiers ayant des biens dans leurs terres. *Voyez Lods.*

II. En l'Assemb. de 1747, on rend compte d'une affaire concernant le Chapitre de Saint-Agricole d'Avignon, au sujet d'un Arrêt rendu au Parlement d'Aix, le 9 Mars 1746, en faveur de M. de Château-Renard, par lequel ce Chapitre est condamné à lui payer le droit d'indemnité des directes situées dans sa mouvance, sur le pied de la valeur du fonds, & non sur le pied du produit de ses directes. Les Agents sont chargés de solliciter la cassation de l'Arrêt. T. VII, p. 97.

III. Les Commissaires du Temporel, en l'Ass. de 1740, exposent les poursuites faites dans la Province de Bretagne, à l'occasion de deux Arrêts du Parlement de la Province. Les Ecclésiastiques étoient obligés, ou de payer l'indemnité pour les acquisitions par eux faites dans les temps les plus recu-

lés, aux Seigneurs dans la mouvance desquels ils avoient acquis, ou de justifier que ceux qui avoient acquis avant eux, l'avoient payée, sans que la possession tranquille de quarante ans & plus, pût les mettre à couvert des poursuites desdits Seigneurs. Mrs. les Commissaires font voir les suites dangereuses de ces Arrêts : Mémoire dressé pour arrêter ces suites. T. VII, p. 1711, 1712.

IV. En l'Ass. de 1760, M. l'Evêque de Vence expose, que les Bénéficiers du Parlement d'Aix, & sur-tout ceux de son Diocèse, étoient inquiétés par les Seigneurs Haut-Justiciers, au sujet d'un droit d'indemnité; que ces Seigneurs les obligeoient de produire les titres en vertu desquels ils possèdent leurs terres; que ces titres ayant été égarés, ils ne peuvent alléguer qu'une possession de plusieurs siècles, & même avant l'inféodation des Seigneuries, & qu'ils les ont toujours possédées librement & sans aucune redevance; mais les Juges ordinaires n'ont point égard à cette exception. Le Clergé avoit obtenu autrefois plusieurs Arrêts du Conseil, par lesquels Sa Majesté évoquoit à son Conseil les contestations au sujet de ce droit d'indemnité; mais S. M. a révoqué ces Arrêts, en 1738. M. l'Evêque de Vence demande les bons offices de l'Assemb., pour obtenir un nouvel Arrêt d'évocation, attendu l'intérêt qu'ont les Juges ordinaires de soumettre audit droit les Bénéficiers dont il s'agit. La Compagnie renvoie la demande au Bureau du Temporel, pour avoir son avis sur les moyens les plus surs pour obtenir l'Arrêt d'évocation. T. VIII, p. 901, 902.

Par l'art. 6 du Cahier de 1760, Sa Majesté est suppliée d'évoquer à son Conseil tous les Procès nés & à naître sur ce sujet. Rép. *Mrs. les Agents-Généraux pourront remettre à M. le Chancelier un Mémoire à ce sujet, auquel ils joindront l'Arrêt du Conseil, rendu en 1725.* T. VIII, P. J. p. 312.

L'Ass. de 1765, art. 4 du Cahier sur le Temporel, renouvelle la même demande. Rép. *Je ne puis donner pour tous les cas & à perpétuité des évocations, qui, justes dans certains cas, deviendroient injustes & abusives dans l'universalité. Les Ecclésiastiques ont une ressource dans la voie de cassation.* T. VIII, P. Just. p. 495.

En cette Assemb., on avoit fait lecture d'un Mémoire concernant le Cler-

gé de Provence, au sujet de ce droit d'indemnité. T. VIII, p. 1439.

L'Ass. de 1770 ayant renouvelé la même demande dans l'art. 7 de son Cahier, la réponse du Roi a été, qu'il n'avoit pu encore se faire rendre compte de l'objet de l'article. T. VIII, P. Just. p. 627.

Le Parlement de Provence avoit rendu un Arrêt par lequel le Prévôt de l'Eglise de Notre-Dame de Chardavon étoit condamné à payer un droit d'indemnité pour immeubles & droits réels possédés par cette Eglise dans la Seigneurie d'Entreperre; plus, les vingt-neuf ans d'arrérages, ainsi que tous les droits seigneuriaux qui peuvent en être la suite. Cet Arrêt ne reconnoît aucune espèce de prescription, & oblige les Possesseurs de biens & fiefs ecclésiastiques de payer aux Seigneurs un droit d'indemnité, à moins qu'ils ne représentent le titre primitif de leur acquisition ou exemption, quelle que soit la possession & l'exemption: Jurisprudence tout-à-fait contraire aux Coutumes & aux Ordonnances génér. du Royaume, [art. 49 de l'Edit de 1695] & qui ne s'est introduite au Parlement de Provence que depuis 50 ans.

Sur quoi, l'Ass. de 1772, conformément à l'avis de la Commission, député deux Prélats à M. le Chancelier, & charge les Agents de poursuivre l'obtention d'une Déclaration, qui fixe une époque au-delà de laquelle les Ecclésiastiques ne puissent être inquiétés pour le paiement du droit d'indemnité en Provence; comme aussi d'accorder leurs bons offices à la cause particulière du Prévôt de Chardavon. M. le Chancelier répond, qu'il prioit M. l'Archevêque d'Aix de conférer avec les principaux Magistrats du Parlement d'Aix, pour convenir avec eux d'un terme de prescription, au-delà duquel les Seigneurs ne seroient plus recevables à demander le droit d'indemnité; & qu'au cas du peu de succès de cette négociation, il verroit les partis ultérieurs qu'il y auroit à prendre pour procurer au Clergé la satisfaction qu'il désire. T. VIII, p. 2030 & suiv.

L'Ass. de 1775 continue ses bons offices audit Prévôt. T. VIII, p. 2471.

INDULGENCES.

I. La concession des Indulgences est un acte de Dignité Episcopale.

Les Grands-Vicaires de l'Archevêché de Bordeaux, le Siege vacant, avoient

accordé quarante jours d'Indulgence à ceux qui visiteroient une Chapelle de Notre-Dame le jour de l'Assomption, & autant pour le jour de la Nativité. L'Ass. de 1645, informée de cette entreprise, chargea M. Hallier de leur écrire, de la part de la Compagnie, pour les avertir de considérer plus murement ce qui pouvoit être de leur pouvoir. T. III, p. 370.

II. Par l'art. 9 du Règlement des Réguliers, il est défendu à tous Ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, de publier aucunes Indulgences, sans la permission par écrit de l'Evêque Diocésain. T. II, P. J. p. 63, 64.

Le Chapitre de Saintes avoit publié des Indulgences sans la participation de l'Evêque & de ses Grands-Vicaires. Le Prélat s'en plaint à l'Ass. de 1655, qui, informée que ce n'est point la coutume dudit Chapitre de publier des Indulgences sans la participation de l'Ordinaire, jugea que M. de Saintes devoit se servir de son autorité, pour entretenir l'usage accoutumé dans lad. Eglise. T. IV, p. 291, 292.

III. On a sur ce sujet des entreprises de quelques Parlements. L'Assemblée de 1635 intervient, pour obtenir la cassation d'un Arrêt du Parlement de Rouen, qui permettoit de publier des Indulgences. T. II, p. 808.

M. l'Archev. de Rouen ayant donné permission de publier dans son Diocèse des Indulgences accordées à l'Hôtel-Dieu de Paris & à l'Hôpital de la Charité, les Administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Rouen s'en plaignent au Parlement de Rouen, lequel, sur cette plainte, rend un Arrêt, par lequel il fait défenses à tous les Prélats de la Province de publier des Indulgences autres que celles de l'Hôtel-Dieu de Rouen. M. l'Archevêque de Rouen demande, à l'Ass. de 1650, son assistance & l'intervention des Agents, qui lui est accordée. T. III, p. 558.

IV. M. le Nonce donne avis à l'Ass. de 1650, qu'il se publioit des Indulgences, sous le nom de Notre-Dame de Lorette, qui étoient fausses. L'Ass. envoi sur ce sujet une Lettre circulaire dans les Provinces, pour avertir Mrs. les Prélats de pourvoir à ce qu'il n'y eût dans leurs Diocèses. T. III, p. 696.

INDULT DU PARLEMENT.

I. Sur le privilège du Chancelier de l'Université de Paris, par rapport à l'extinction de l'Indult de Mrs. du Parlement

de Paris. V. C.

II. L'Ass. de 1770, Agents de son Roi, à Rome par le Droit de dudit Indult.

III. L'Indult des Chapitres, vée en l'Ass. les premières théâtrales, ap. sujettes à l'Ind. électives, col. L'Assemblée M. le Chancelier l'Indult lesd.

Par l'article 1629, le Roi aucunement ou Bénéfices affectés à l'Ind. Recueil, p. 1.

L'Ass. de 1629, le Roi d'ordonner q. collatifs, les teneurs, ne l'Indult. Répo. du Clergé d'oit cet article, q. Procureurs - C. Mémoires res. et que de rais.

Même den. article 15 du Méme réponse.

Le sieur Ri. de Puy, de la de son Eglise, de prise de p. Indultaire, en accordées, su. par l'Archidi. de son Indult. Grand-Consul. reçu Partie in. de 1735 de ne pour solliciter qui lui soit moyens qu'on en disoit, que dult n'avoit é. Huissier de l'E. être faite par assisté de deux des Députés T. VII, p. 14.

INFÉ

INFÉODATI. mes inféodéc.

de Paris. V. Chancelier de l'Université.

II. L'Ass. de 1611 charge Mrs. les Agents de s'opposer à l'Indult sollicité à Rome par les Régents de la Faculté de Droit de Paris, & à l'expédition dudit Indult. T. II, p. 49.

III. L'Indult s'étend-il aux dignités des Chapitres? La question s'est élevée en l'Assemblée de 1695; savoir, si les premières dignités des Eglises Cathédrales, après celle de l'Evêque, sont sujettes à l'Indult, soit qu'elles soient électives, collatives ou confirmatives. L'Assemblée sollicite la protection de M. le Chancelier, pour décharger de l'Indult lesd. dignités. T. VI, p. 258.

Par l'article 10 de l'Ordonnance de 1629, le Roi déclare, qu'il n'entend aucunement que les Doyennés électifs, ou Bénéfices ayant charge d'ames, soient affectés à l'Indult, ains les en décharge. Recueil, p. 1372.

L'Ass. de 1700, par l'art. 7 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner que les Doyennés électifs, collatifs, les Théologiques & les Pénitenceries, ne seront point sujettes à l'Indult. Réponse. *Les Agents-Généraux du Clergé donneront des Mémoires sur cet article, qui seront communiqués aux Procureurs-Généraux; & sera, sur les Mémoires respectifs, ordonné par S. M. ce que de raison.* Recueil, p. 1474.

Même demande de l'Ass. de 1705, article 15 du Cahier de la Jurisdiction. *Même réponse.* Recueil, p. 1502.

Le sieur Richer, pourvu par M. l'Ev. du Puy, de la Prévôté, seconde dignité de son Eglise, forme opposition à l'acte de prise de possession du sieur Bujon, Indultaire, en vertu des Provisions à lui accordées, sur le refus de l'Ordinaire, par l'Archidiacre de Paris, Exécuteur de son Indult. L'affaire est portée au Grand-Conseil: l'Evêque du Puy est reçu Partie intervenante; il prie l'Ass. de 1735 de nommer des Commissaires pour solliciter l'affaire, & un Jugement qui lui soit favorable. Entre autres moyens qu'on opposoit à l'Indultaire, on disoit, que la notification de son Indult n'avoit été faite que par un simple Huissier de l'Election de Lyon, devant être faite par un Notaire Apostolique, assisté de deux témoins. L'Ass. nomme des Députés pour solliciter l'affaire. T. VII, p. 1474 & suiv.

INFÉODATION.

INFÉODATION de dîmes. Voyez Dîmes inféodées.

Inféodations de biens nobles, si elles avilissent les fonds, & leur communiquent la roture. Voyez Impôts, §. II, an. 1730, &c.

INFORMATIONS.

I. Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats de Blois, en 1577, par son Procureur-Général, porte, qu'il sera informé de la vie, mœurs & doctrine de ceux auxquels le Roi voudra donner des Bénéfices; que les Archevêques & Evêques seront interrogés & examinés: les premiers, par le plus prochain Archevêque ou Evêque; les seconds, par le Métropolitain, appelés avec eux deux Docteurs en Théologie. T. I, P. J. p. 47.

L'Ass. de 1595, dans son Cahier présenté au Roi, demande, que l'information de vie & mœurs des nommés aux Evêchés, se fera sur les lieux, par l'Archevêque ou ancien Evêque résidant, appelés trois Chanoines des Eglises vacantes; que lesd. Prélats faisant l'information, informeront aussi des moyens par lesquels les nommés sont parvenus; s'il y a confidence, simonie, ou pactations illicites. Pareilles informations pour les nommés aux Abbayes, par l'Evêq. Diocéf. T. I, p. 573.

Le Cahier des demandes faites au Roi en l'Ass. des Notables, tenue à Rouen, contient cette même disposition, & y ajoute. T. I, p. 585, *à la note.*

Auquel est conforme le Cahier de l'Ass. de 1598, art. 3 & 4. T. I, P. Just. p. 161, 162.

Renouvelé dans les articles 3 & 4 du Cahier de l'Ass. de 1600. La réponse est, que l'Ordonnance de Blois y a pourvu. T. I, P. Just. p. 174.

Même demande de l'Ass. de 1605, dans son Cahier. T. I, p. 722.

L'Assemblée de 1610, art. 6 de son Cahier, supplie S. M. d'observer, dans les nominations des Bénéfices, ce qui est prescrit, tant par les Concordats, que par les Edits & Ordonnances, même par la Bulle de Grégoire XIV, qui sera à cette fin publiée, pour la forme des Enquêtes, ou informations de leurs vie, âge, mœurs & capacité. Réponse. *L'Ordonnance de Blois, les articles 1, 2, 3 & 4, y a suffisamment pourvu, & veut Sa Majesté qu'elle soit gardée.* T. II, P. Just. p. 2.

II. Sur les informations dans les procès criminels des Clercs. Voyez Procès des Clercs.

INSINUATIONS.

I. Le Clergé a toujours regardé les Greffes des insinuations ecclésiastiques comme étant en sa disposition.

Par une des clauses portées aux Contrats du paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville, il est permis au Clergé des Diocèses de rembourser les Greffiers des insinuations ecclésiastiques, en chacun Diocèse, de la finance par eux payée, avec les frais & loyaux couts, modérés à 30 livres, & d'emprunter, si besoin est, les deniers nécessaires à cette fin. *Voyez le premier Supplément de la Table, n°. V, ad calcem.*

L'Assemblée de 1595, art. 37 de son Cahier, demande que lesdits Greffes soient remis en la disposition des Evêques. T. I, p. 574.

La même Ass. s'oppose à l'union des Greffes des insinuations ecclésiastiques au Domaine du Roi: il s'agissoit de celui du Dioc. de Tours, déjà publié & exposé en vente par les Commissaires du Roi, pour la vente & la revente de son Domaine. T. I, p. 599, 600.

Même opposition des Provinces de Bordeaux & de Bourges, à ce que l'Edit d'union soit vérifié au Parlem. de Bordeaux: l'Ass. de 1598 charge les Agents de s'y joindre. T. I, p. 653.

L'Assemb. de 1602 arrête, que S. M. fera suppliée de révoquer l'Edit de la vente des Greffes des insinuations, es lieux où ledit Edit n'a pas encore été vérifié; & à l'égard des lieux où il l'auroit été, de permettre au Clergé de rembourser les Acquéreurs des deniers qu'ils auront financés sans fraude, & rendre, en ce faisant, lesdits Greffes au Clergé. T. I, p. 697.

L'Ass. de 1610, art. 22 de son Cahier, demande la faculté de rembourser les offices héréditaires des Greffes des insinuations en chacun Diocèse: elle ne peut l'obtenir. T. II, P. J. p. 8.

Même demande de l'Ass. de 1612, article 3 du petit Cahier. T. II, p. 32, P. Just. p. 13.

En l'Assemb. de 1617, M. l'Evêque d'Orléans fait observer que S. M., par le dernier Contrat, avait accordé au Clergé de rembourser les Greffes des insinuations, pour le prix de la finance, & de les réunir aux offices & domaines des Evêchés; que, cependant, parmi les Greffes qui se vendoient, on venoit d'y comprendre lesdits Greffes des insinuations. La Compagnie nomme des Députés auprès de M. de Châ-

teauneuf, pour pourvoir à cette affaire & aux intérêts du Clergé. Ce Ministre fait une réponse favorable. T. II, p. 313, 314.

Sur le refus du Greffier des insinuations du Diocèse de Grasse, d'accepter son remboursement, l'Evêque se pourvoit au Conseil, & demande à l'Ass. de 1619 l'intervention des Agents, qui lui est accordée. T. II, p. 342, 343.

L'Assemb. de 1625 avait obtenu un Edit touchant les Greffes des insinuations: cet Edit ayant été présenté au Parlement de Paris, étoit encore au Parquet de Mrs. les Gens du Roi, lors de l'Ass. de 1628: ils vouloient bien consentir la contrainte des Bénéficiers pour faire insinuer leurs titres & autres pièces; mais ils empêchoient que la taxe attachée sous le contre-scel de l'Edit, eût lieu: d'ailleurs, disoient-ils, ils avoient eu divers avis de plusieurs Diocèses, qui sembloient imputer l'Edit, comme tendant à la vexation des Particuliers Ecclésiastiques. L'Assemblée de 1628 arrête, que la vérification de l'Edit sera poursuivie au Parlement, pour après en disposer pour secourir le Roi, ou comme il sera avisé par le Clergé. T. II, p. 615, 616.

M. l'Arch. de Rouen représente à l'Ass. de 1670, qu'il avoit vu un Arrêt du Conseil, portant, que le Roi rentrant dans son Domaine, tous les Greffiers des insinuations seroient obligés de rapporter leurs quittances de finance, pour être remboursés; & que cependant les Commis des Traitants seroient préposés en leur place, encore que les Greffes des insinuations ne soient pas compris dans la Déclaration de la réunion du Domaine. En vertu de cet Arrêt, plusieurs Greffiers des insinuations, établis dans les Diocèses, sont dépouillés: ils portent leurs plaintes à l'Assemb., qui fait dresser un Arrêt général, contenant une pleine & entière maintenance des Officiers des Greffes des insinuations dans tous leurs droits, sans qu'on pût jamais les considérer comme appartenant au Domaine du Roi; ledit Arrêt portant aussi une réintégration de ceux qui auront été dépouillés: l'Arrêt est présenté à M. Colbert, qui répond, que S. M. n'entendait donner cet Arrêt qu'en connoissance de cause.

Cependant la matière est agitée dans une conférence des Commissaires du Clergé chez M. Colbert: Mrs. du Clergé prouvent, que les Greffes des insinuations

nuations sont ment domania en convenir: à un Mémoire jecté, le 10. juilq. 100.

L'Assemb. qui rétablit les tions Ecclésiast de leurs Greff

Le Roi, par 1691, ordonn ciens Greffiers sistiques, & en quels S. M. at tions. Mrs. les remontrances, sur ce que le C trois fois pour tions sous tre qu'on ne pou seste, étreindre Offices des D d'autres, avec l remontrances VI, P. J. p. 58

La Province Députés de fa 1758 des deux Le Diocèse de

rir les offices leur des insin Lorsque ces o mains de partic étoient obligés prendre de nou aujourd'hui, q ce Diocèse en devient incom d'être affranchi supplie donc l' offices pour ob seil qui l'en ex dent cette de demande le re attribués aux di été retranchés mais qui n'en attendant que justifié de leur tances de fina état de se met

L'Assemb. p pour, conjoint Agents, sollici près de Mrs. l ces. T. VIII, p

II. L'Assemb révocation de l en 1637: elle qui révoque l'i

Table de la t

nuations sont ecclésiastiques, & nullement domaniaux; M. Colbert ne peut en convenir: l'Assemb. fait travailler à un Mémoire pour combattre les objections de M. Colbert. T. V, p. 97 jusqu. 100.

L'Assemb. de 1675 obtient un Arrêt qui rétablit les Greffiers des insinuations Ecclésiastiques dans les fonctions de leurs Greffes. T. V, p. 161.

Le Roi, par un Edit de Décembre 1691, ordonne la suppression des anciens Greffiers des insinuations Ecclésiastiques, & en crée de nouveaux, auxquels S. M. attribue les mêmes fonctions. Mrs. les Agents d'alors font leurs remontrances, fondées principalement sur ce que le Clergé avoit déjà financé trois fois pour les Greffes des insinuations sous trois Rois différents, & qu'on ne pouvoit, sans lésion manifeste, étendre & supprimer ces anciens Offices des Diocèses, pour en créer d'autres, avec les mêmes fonctions. Les remontrances ont été sans succès. T. VI, P. J. p. 58, 59.

La Province de Vienne charge ses Députés de faire part à l'Assemb. de 1758 des deux affaires suivantes. 1°. Le Diocèse de Vienne venoit d'acquiescer les offices de Greffier & de Contrôleur des insinuations Ecclésiastiques. Lorsque ces offices étoient entre les mains de particuliers, les propriétaires étoient obligés, à chaque mutation, de prendre de nouvelles provisions du Roi: aujourd'hui, que, par l'acquisition que ce Diocèse en a faite, la propriété en devient incommutable, il souhaiteroit d'être affranchi de cette obligation. Il supplie donc l'Ass. de l'aider de ses bons offices pour obtenir un Arrêt du Conseil qui l'en exempte: raisons qui fondent cette demande. 2°. Ce Diocèse demande le rétablissement des gages attribués auxdits offices, lesquels avoient été retranchés des Etats du Roi en 1752; mais qui n'en ont été retranchés qu'en attendant que les propriétaires eussent justifié de leurs titres & de leurs quittances de finance: le Diocèse est en état de se mettre en règle sur ce point.

L'Assemb. prie deux de ses Députés pour, conjointement avec Mrs. les Agents, solliciter ces deux affaires auprès de Mrs. les Intendants des finances. T. VIII, p. 675 & suiv.

II. L'Assemb. de 1645 sollicite la révocation de l'Edit du Contrôle donné en 1637: elle obtient une Déclaration qui révoque l'Edit, & qui ordonne la

Table de la Coll. des P. V.

réunion dudit droit au Greffe des insinuations. L'arr. 16 de cette Déclaration portoit que les procurations *ad resignandum*, seroient registrées au Greffe des insinuations des Diocèses où sont situés les Bénéfices, avant que d'être envoyées en Cour de Rome. Le Parlement, par son Arrêt d'enregistrement, veut que ces mots soient ôtés, *des Diocèses où sont situés les Bénéfices*, parce que ce seroit jeter dans de grands frais les résignants ou copermutants qui sont absents des Diocèses où leurs Bénéfices sont situés.

L'Assemb. de 1650 demande des Lettres de Jussion tant au Parlement de Paris, qu'aux autres Parlements, contenant que la modification appolée par le Parlement de Paris sur ledit article soit levée, & qu'au lieu d'icelle il soit dit, que les procurations *ad resignandum* seront insinuées au lieu où elles seront passées, soit que les Bénéfices y soient situés ou non; & à la charge aussi, que, six semaines après, elles seront insinuées dans les Diocèses où sont situés les Bénéfices. La Déclaration pour ladite modification du seizième article est accordée, vérifiée au Parlement, avec la modification demandée par le Clergé, à ce seul changement près, qu'au lieu de six semaines, le Parlement accorde trois mois. T. III, p. 626. Voyez la note.

III. Il est exposé en l'Assemblée de 1655, que, quoique l'Edit de suppression du Contrôle n'ait été accordé qu'à condition que tous les actes sujets au Contrôle, seront insinués, néanmoins le Clergé de Bourgogne, qui a rembourré lesdits offices, n'avoit commis personne pour les exercer, & le Parlement de Dijon avoit vérifié l'Edit de suppression du Contrôle, à la charge de ne point insinuer. L'Assemb. demande des Lettres de Jussion pour ôter cette modification. T. IV, p. 349, 350.

IV. Il est remontré à l'Assemblée de 1655, que le Greffier des insinuations Ecclésiastiques du Diocèse de Paris, avoit été emprisonné, faute d'avoir payé certaine somme à laquelle il étoit taxé par Arrêt du Conseil. Sur les instances de l'Assemb. il est élargi, & la Compagnie charge les Agents de poursuivre au Conseil un Arrêt de décharge desdites taxes. T. IV, p. 339.

L'Adjudicataire des fermes vouloit soumettre à la perception des huit sols pour livre, ordonnée par l'Arrêt du Conseil, publié en Décembre 1771, la

H h h h

1315 **INTEMPÉRANCE. INTERDIT. IRLANDOIS.** 1316

recette des Greffes des insinuations Ecclésiastiques : il excipoit de la généralité des expressions dudit Arrêt. L'Ass. de 1772 recommande aux Agents de donner l'attention la plus sérieuse à cette affaire. T. VIII, p. 1045, 1046, 1047.

V. Les registres des insinuations Ecclésiastiques doivent-ils être communiqués aux Fermiers du Contrôle? *Voyez* Registres, §. III.

VI. Les provisions obtenues dans la Vice-Légation d'Avignon sont-elles sujettes à l'art. 13 de l'Edit des insinuations? *Voyez* Légats d'Avignon, n°. II.

VII. Sur le droit d'insinuation pour les dotes de Religieuses, contrôle & centieme denier. *Voyez* Dots.

INSTITUTION CANONIQUE.

Voyez Visa. Provisions.

INSTRUMENTUM DE HORA.

Voyez Légats d'Avignon, n°. II.

INTEMPÉRANCE.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de 1700 a condamné la proposition suivante. *Comedere & bibere usque ad satietatem ob solam voluptatem, non est peccatum, modò non obstruatudini, quia licitè potest appetitus naturalis suis actibus frui.*

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, perniciofa, erronea, & ad Epicuri scholam ableganda. T. VI, P. J. p. 109.

INTERDIT.

I. INTERDIT de Montreuil. *Voyez* Montreuil.

II. Interdit du Chœur de l'Eglise de Mirepoix. Arrêt du Grand-Conseil qui en ordonne la levée. *Voyez* Mirepoix.

III. Interdit de l'Eglise de Léon par le Doyen de Nantes. *Voyez* Evêques, §. XI, n°. I.

IV. Interdit de l'Eglise Cathédrale de Beauvais, par M. l'Archev. de Reims. Il est parlé de cet interdit dans l'Assemblée de 1660, séance du onze Décembre, p. 475 de l'ancien Procès-verbal. On y fait mention d'un Arrêt du Conseil, qui comme l'Official de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés pour lever l'interdit, *ad cautelam*, jetté sur l'Eglise de Beauvais par le Métropolitain de Reims. L'Assemb., sans parler autrement de l'interdit en lui-même, se borne à observer qu'il convient de chercher les moyens de réparer le préjudice que l'Eglise reçoit par cet Ar-

rêt. Elle s'entretenoit fort long-temps sur cette matière, & remet à la prochaine séance pour l'examiner plus particulièrement; mais il n'en est plus parlé.

INTERVENTION

DU CLERGÉ.

Sur les interventions du Clergé ou des Agents, que les Assemb. accordent. *Voyez* Assemblées-Générales, §. II, n°. VIII.

IRLANDOIS.

L'Ass. de 1615 s'informe de l'état des pauvres Prêtres Anglois & Irlandois, afin que la somme qui leur sera ordonnée par la Compagnie, soit distribuée comme il sera raisonnable. T. II, p. 195.

L'Ass. de 1655 donne audience à un Evêque Irlandois, qui représente à la Compagnie les misères auxquelles il est réduit, & sept autres Prélats réfugiés en Bretagne, pour lesquels il parloit. Avant de rien déterminer, l'Ass. consulte M. le Nonce, pour savoir de lui quelle étoit la persécution faite aux Evêques & aux Ecclésiastiques d'Irlande, & si les suppliants étoient dans la Communion du Saint-Siège. Sa réponse fut, que la persécution n'étoit pas si grande en Irlande qu'on la représenteroit; que si le Clergé accordoit aux suppliants quelque subsistance, il seroit à propos de la leur faire distribuer peu à peu, & à condition de retourner dans leurs Diocèses. La Compagnie apprend depuis que l'Evêque Irlandois avoit donné les Ordres & la Confirmation dans des lieux exempts, sans la permission de l'Ordinaire.

Cependant l'Assemblée accorde à ces Prélats une somme de trois mille livres; savoir, mille liv. d'abord, & deux mille liv. lorsqu'ils seront prêts de s'embarquer pour s'en retourner. On apprend, dans l'intervalle, que la persécution étoit renouvelée contre les Catholiques. La somme de deux mille liv. est mise entre les mains de M. de Saint-Malo, pour être distribuée auxdits Evêques. T. IV, p. 409, 410, 411.

L'Assemb. de 1655 donne en aumônes la somme de 400 livres, pour être employée à l'entretien des jeunes Gentilshommes Hibernois, & distribuée à leur Séminaire & aux Prêtres Hibernois. T. IV, p. 416.

L'Assemb. de 1705 accorde à deux Prêtres Irlandois, allant travailler aux

1317

Missions d'Ir pour leur vo La même de pension à l'Archev. de vienfort, rec VI, p. 909, Ces deux mêmes pensio semblée de 17 Irlandois, re d'Angleterre.

L'Assemb me pension à recommandé T. VI, p. 14 L'Ass. de 1 sion, sans tire de Kildave de vivance sur l viendront à

L'Assemb. tification de Lombards. Celle de d'une somme L'Assemb. 1000 livres.

Même som 1758. T. VI L'Assemb. somme de 30

ISLE

I. II. paro une Déclarat Cette Décla ses. 1°. Elle teurs des Ille accroissement ges, &c. à a tifier leur pol 2°. que ceux de plus de chacun an, par forme de ciere, le vin annuel, sur l mation des b la possession Ilors, Mou seroient réu

Dans un senter au R sur cette L que le Clerg préjudices : fonds qui l l'oblige com possession pl veur chargé

Missions d'Irlande, 150 liv. à chacun pour leur voyage. T. VI, p. 911.

La même Assemblée accorde 600 liv. de pension à deux Prélats Irlandois, l'Archev. de Cassel & l'Evêque de Cluvenfort, recommandés par le Pape. T. VI, p. 909, 910.

Ces deux Prélats étant morts, les mêmes pensions sont accordées par l'Assemblée de 1710, à deux autres Prélats Irlandois, recommandés par la Reine d'Angleterre. T. VI, p. 1136, 1137.

L'Assemblée de 1715 accorde la même pension à deux Prélats Irlandois, recommandés par la même Princesse. T. VI, p. 1483.

L'Ass. de 1715 accorde 600 l. de pension, sans tirer à conséquence, à l'Evêq. de Kildave en Irlande, à titre de survivance sur les premières pensions qui viendront à vaquer. T. VII, p. 531.

L'Assemb. de 1747 accorde une gratification de mille liv. au Collège des Lombards. T. VIII, p. 100.

Celle de 1748 gratifie les Irlandois d'une somme de 800 l. T. VIII, p. 213.

L'Assemblée de 1755 leur accorde 1000 livres. T. VIII, p. 597.

Même somme ordonnée par l'Ass. de 1758. T. VIII, p. 716.

L'Assemb. de 1770 les gratifie d'une somme de 3000 l. T. VIII, p. 1913, 1914.

ISLES. ISLOTS.

I. Il paroît au mois d'Avril 1668 une Déclaration pour les Isles & Islots. Cette Déclaration portoit trois choses. 1°. Elle obligeoit tous les détenteurs des Isles & Islots, atterrissements, accroissemens, droit de pêche, péages, &c. à apporter les titres pour justifier leur possession plus que centenaire: 2°. que ceux qui auront une possession de plus de cent ans, paieroient par chacun an, au Receveur du Domaine, par forme de surcens & redevance foncière, le vingtième denier du revenu annuel, sur le prix des baux, & sur l'estimation des biens: 3°. que ne prouvant la possession de cent ans, tous ces Isles, Islots, Moulins & autres droits susdits, seroient réunis au Domaine du Roi.

Dans un Mémoire fait pour représenter au Roi les intérêts du Clergé sur cette Déclaration, il est prouvé que le Clergé en souffre trois notables préjudices: 1°. de ce qu'on lui ôte des fonds qui lui appartiennent: 2°. qu'on l'oblige comme les autres à prouver une possession plus que centenaire: 3°. qu'on veut charger les biens que l'Eglise pos-

sède avant cent ans, d'un surcens ou rente foncière, en prenant le vingtième denier. T. V, P. J. p. 61, 63, 64.

II. Sur les plaintes reçues de tous côtés, & sur-tout des Prélats & Ecclésiastiques de deçà la Loire, qui étoient poursuivis vivement, Mrs. les Agents présentèrent des remontrances à S. M. Elle les fit examiner en son Conseil, & le premier Mars 1669, Sa Majesté étant en son Conseil, ayant égard aux remontrances des Agents du Clergé, a sursis toutes poursuites contre les Bénéficiers & Monastères de fondation Royale, pour raison des Isles & autres biens qu'ils possèdent sur les rivières navigables, & qui sont en leurs mains; faisant défenses au Fermier Gén. des domaines de les inquiéter pour raison de ce, leur en donnant pleine main levée.

Nonobstant cet Arrêt, les Ecclésiastiques sont de nouveau inquiétés par les Traitants, sous prétexte qu'il n'est parlé que de Bénéfices de fondation Royale; qu'il étoit donc nécessaire de justifier par titres de cette qualité; ce qui désespéroit encore plus les Bénéficiers. Mrs. les Agents présentent un second Mémoire, où ils s'attachent à prouver, que tous les Archevêchés, Evêchés & Eglises Cathédrales du Royaume, sont de fondation Royale. Sur ces nouvelles représentations, ils obtiennent un nouvel Arrêt, du 10 Mars 1670, portant que l'Arrêt de 1669 sera exécuté; & en conséquence qu'il sera sursis à toutes poursuites contre les Titulaires & Possesseurs de tous les Bénéfices consistoriaux, leurs Receveurs & Fermiers, pour raison des Isles & autres biens sur les rivières navigables, avec défenses, &c. *Rapport d'Agence*. T. V, P. J. p. 91 jusqu'à 97.

Sur la demande des Agents, la réunion de l'Isle Batailleuse dépendante de l'Abbaye de Saint-Florent, qu'on vouloit faire au Domaine du Roi, est abandonnée au Conseil du Roi. *Rapport d'Agence en 1670*. T. V, P. J. p. 77.

L'Ass. de 1670 nomme des Commissaires pour conférer au sujet des Isles & Islots avec M. Colbert. Ce Ministre convient de distinguer les Bénéficiers qui ont Justice, d'avec ceux qui n'ont que les Domaines, & dit qu'on y avoit pourvu par un Arrêt nouveau. Cependant dans la liste des Arrêts envoyés depuis à l'Ass., il fut reconnu que l'Arrêt pour les Isles & Islots manquoit. T. V, p. 102, 103. P. Just. p. 62 & suiv.

J.

JACOB.

JACOB Florentin : il étoit Augustin & Bachelier ; trop favorable à l'autorité des Papes ; censuré en 1595, il se rétracte. *Voyez* Censures doctrinales, n°. I.

JACOBINS.

Voyez Dominicains.

JANSÉNISME.

Voyez Religion Catholique, §. III & suiv.

JANSON. [CARDINAL DE]

Voyez Cardinaux, §. II.

JAUGEAGE ET COURTAGE.

Voyez Aides.

JÉSUITES.

§. I. Leur établissement en France.

I. En l'Ann. de 1645, il est observé, que, lorsque les Jésuites se présentèrent pour être reçus en France, la Reine Catherine de Médicis, Régente au commencement de la minorité de Charles IX & son Conseil, prirent avis sur ce sujet du Concile de Poissy qui étoit alors assemblé. Cette Ass. jugea nécessaire, que, pour le bien de l'Etat, ces Religieux se soumissent à la Jurisdiction des Ordinaires, afin qu'ils eussent un frein dans le Royaume qui pût les arrêter, quand ils voudroient entreprendre quelque chose. Eustache du Bellai, Evêque de Paris, & la Sorbonne, qui avoient eu communication des privilèges des Jésuites, furent du même avis. Suivant cet avis, les Jésuites déclarèrent, qu'ils se soumettoient aux Loix Royales, à celles de l'Eglise & à tous droits épiscopaux ; condition qui n'étoit point tant une renonciation à leurs privilèges, qu'une Loi publique & une condition nécessaire donnée à leur établissement. Ils ne furent rétablis par le Roi Henri IV, qu'à cette même condition, à laquelle ils se soumirent par l'acte de leur réception dans la Ville d'Amiens en 1607. T. III, p. 299, 300, 303.

II. Aux Etats de 1614. les deux Chambres du Clergé & de la Noblesse veulent & ordonnent que l'article con-

cernant les Jésuites & leur rétablissement pour l'instruction de la jeunesse & leçons publiques en la Ville de Paris, & pour l'érection d'autres nouveaux Colleges & autres Villes du Royaume, soit mis & inséré entre les principaux & plus importants articles du Cahier, & que Mrs. qui auront le soin de la sollicitation des réponses, aient particulièrement recommandation, à ce qu'une réponse favorable & l'effet dudit article, soit au plutôt accordé & exécuté. T. II, p. 160, 161.

§. II. Leurs entreprises sur la Jurisdiction épiscopale.

I. Les Jésuites en 1610, s'étoient, à la faveur du peuple, introduits dans la Ville de Quimper : ayant disposé le même peuple à demander avec importunité au Sgr. Evêque son consentement pour leur établissement dans la Ville, ils l'obtinrent, à condition toutefois que cela ne pourroit porter aucun préjudice à ses droits, ni à son Chapitre, soit pour le spirituel, soit pour le temporel. L'une & l'autre condition fut bientôt mal observée. Quant au spirituel, ils entreprirent de confesser sans examen & approbation de l'Evêque, sans lui avoir fait constater d'aucuns privilèges obtenus du Pape. Ils prêchoient par tout le Diocèse sans Mandement spécial ; ils donnoient la communion en tout temps. Sur ces attentats de Jurisdiction, Ordonnance du Prélat, du 17 Mars 1615, portant défenses à ces Peres de continuer. L'Ordonnance fut signifiée au Vice-Recteur, qui répondit avec mépris, & protesta de nullité de l'Ordonnance.

A l'égard du temporel, à l'insu du Sgr. Evêque, ils obtinrent & firent vérifier Lettres-Patentes permettant leur établissement en ladite Ville, en forme de College, en vertu desquelles, l'Evêque étant aux Etats, ils désignèrent un lieu pour bâtir leur Eglise & le College, qui comprenoit le tiers de la Ville, laquelle est entièrement un fief du Prélat : opposition en conséquence par les gens d'affaire de l'Evêque. Sentence intervint des Juges de Quimper, portant défenses de rien innover, ni démolir au fief, attendu son absence. Appel des Jésuites au Parlement de Ren-

nes : Arrêt du le Prélat pour den en ladite permis aux démolitions

Les choses

Quimper pre

& la supplie

mais choses

moyenner un

pe, à ce que

lièrement les

termes du de

le pouvoir q

Parlement d

évocation au

Conseil. Le

châriments

exerçoient su

de faire dro

non députés

de vouloir

le Rapport d

de Chartres,

pourvu aux

Jésuites & d

glements gé

Parlement d

tés vers S. M

sation ; pour

ments publi

que le Provin

son absence,

périeur, sero

mé Ignace s'

tres, & fit u

d'irrévérence

II. Autre

tes dans la

Diocèse de

roisse expos

étoit fort tr

Curé par les

d'administrer

Eglise, uniq

lité de Prieu

de la Paroiss

obtenu un A

nes, le 20 M

Jésuites po

quatre Fête

par lequel

l'appel com

de l'Evêque

de ladite

été mal & a

Arrêt du 1

leldits Jésu

brer la Gr

vin & auz

Eglise, auz

nes : Arrêt de cette Cour, qui ajourne le Prélat pour venir dans un mois plaider en ladite appellation, & cependant permis aux Jésuites de continuer les démolitions & bâtimens commencés.

Les choses en cet état, l'Evêque de Quimper présente sa Requête à l'Ass., & la supplie de vouloir lui accorder trois choses : 1°. sa protection pour moyennir un Règlement auprès du Pape, à ce que les exempts, & particulièrement les Jésuites soient réduits aux termes du droit commun. 2°. Attendu le pouvoir que les Jésuites avoient au Parlement de Rennes, lui obtenir une évocation au Parlem. de Paris, ou au G. Conseil. Le troisieme art. regardoit les châtimens publics que les Jésuites exerçoient sur les Clercs. L'Ass., avant de faire droit, prie tous les Prélats non députés qui se trouvoient à Paris, de vouloir se rendre à l'Assemb. Oui le Rapport de toute l'affaire par l'Ev. de Chartres, il fut ordonné qu'il seroit pourvu aux prétendues exemptions des Jésuites & de tous autres, par des Réglemens généraux : quant à l'Arrêt du Parlement de Rennes, que les Députés vers S. M. en poursuivoient la cassation ; pour ce qui regarde les châtimens publics exercés sur les Clercs, que le Provincial des Jésuites, ou, en son absence, celui qui se trouvera Supérieur, seroit mandé à l'Ass. Un nommé Ignace s'y présenta, au nom des autres, & fit une réponse hardie & pleine d'irrévérence. T. II, p. 307, 308, 309.

II. Autre entreprise des Peres Jésuites dans la Paroisse de la Bouffac, au Diocèse de Dol. Le Curé de cette Paroisse expose lui-même à l'Ass., qu'il étoit fort troublé en ses fonctions de Curé par les Jésuites, qui s'ingéroient d'administrer les Sacramens dans son Eglise, uniquement fondés sur leur qualité de Prieur de Bregni dans les limites de la Paroisse de Bouffac ; qu'ils avoient obtenu un Arrêt au Parlement de Rennes, le 20 Mai 1623, portant, que les Jésuites pourroient faire l'Office aux quatre Fêtes solennelles : autre Arrêt par lequel la Cour faisant droit sur l'appel comme d'abus de l'Ordonnance de l'Evêque de Dol touchant le service de ladite Eglise, auroit dit, qu'il avoit été mal & abusivement ordonné : autre Arrêt du 18 Mai 1624, qui maintenoit lesdits Jésuites en la possession de célébrer la Grand'Messe, faire l'Office divin & autres fonctions curiales en lad. Eglise, aux quatre Fêtes solennelles,

hors & excepté ce qui dépend des Mariages, Baptême, Extrême-Onction & Enterremens.

L'Assemblée résout & arrête que le Clergé se joindra avec le sieur Curé pour poursuivre au Conseil du Roi, la cassation desdits Arrêts & de tout ce qui s'en est ensuivi, & une évocation au Conseil de tous les Procès mus & à mouvoir entre lesdits Jésuites du College de Rennes & le sieur Curé, &c., le tout aux frais du Clergé. T. II, p. 309, 310.

III. M. l'Evêq. d'Amiens représente à l'Assemb. de 1643, que les Jésuites avoient fabriqué contre lui un libelle des plus injurieux, & qui contenoit entr'autres excès, que les Prédicateurs orthodoxes n'avoient pas plus de liberté de prêcher dans Amiens qu'en Angleterre ; de quoi ayant été informé à la Requête du Promoteur, l'Official fait citer pardevant lui, le Recteur & un Prédicateur de la Compagnie, pour venir répondre sur les charges contenues dans lesdites informations : ils refusent de comparoitre, & interjettent appel de divers Jugemens rendus contre eux par ledit Official, comme de Juge incompetent : ils se pourvoient au Conseil pour y faire déclarer nulles & injurieuses les Procédures de l'Official : ils obtiennent, le 27 Octobre 1644, Arrêt au Conseil des Finances, par lequel il est ordonné qu'ils se pourvoient dans quatre mois pardevant le Saint-Siege, avec défenses à l'Official de passer outre, ni de rien attenter contre les privilèges des Jésuites, auxquels il est permis par le même Arrêt de continuer l'exercice de leurs fonctions : ordonné en même-temps que les charges & informations faites contre les deux Jésuites, seront portées au Greffe du Conseil ; en quoi la Jurisdiction de l'Eglise se trouve blessée en trois chefs : 1°. en ce qu'encore que le Conseil n'ait pris aucune connoissance de l'affaire, néanmoins il ordonne d'apporter les informations ; 2°. en ce qu'il est permis à des personnes accusées en Justice, de prêcher & de confesser ; 3°. en ce qu'ils sont envoyés en Cour de Rome, *omisso medio*.

Ensuite dudit Arrêt, les Jésuites obtiennent un Bref du Pape, adressé à l'Evêque de Senlis, pour juger lesdites appellations, en vertu duquel le Promoteur en l'Officialité d'Amiens ayant été appelé pardevant lui, il interjette appel comme d'abus au Parlement de

Paris de l'exécution du Bref, duquel appel le Parlement se trouve faisi. Les Jésuites, pour arrêter le Jugement dudit appel, obtiennent des Lettres d'évocation dudit Parlement, sous prétexte de parentés avec l'Evêque d'Amiens. L'Assemb. embrasse avec ardeur la cause du Pêlât : elle nomme des Députés pour la pourfuir, qui agissent auprès du Cardinal Mazarin, du Chancelier & du Premier-Président, pour que l'évocation n'ait point lieu, & que l'appel dont le Parlement étoit faisi, y soit jugé. Enfin, après bien des démarches, il est promis qu'il sera donné un Arrêt au Conseil, par lequel le Roi remettra les parties en tel état qu'elles étoient avant l'Arrêt du Conseil du 27 Octobre 1644, sans que ledit Arrêt puisse tirer à conséquence, ni préjudicier aux Parties. T. III, p. 296 & f.

IV. Autres entreprises des Jésuites de Bordeaux, dont il est fait plainte en l'Arrêt de 1645. M. l'Archev. de Bordeaux rend une Ordonnance, portant défenses aux Religieux de son Diocèse, d'administrer les Sacraments de Confession & de la Communion durant la quinzaine de Pâques : les Peres Jésuites appellent de l'Ordonnance ; & sur ce, s'étant pourvus au Conseil des Finances, intervient Arrêt, sans que le Prélat ait été appelé, qui ordonne que lesdits Peres poursuivront leur appel à Rome, où ils obtiennent, par surprise, un Bref du Pape en leur faveur, qu'ils font imprimer & publier par-tout, avec une commission du grand Sceau au bas d'icelui, portant pouvoir au premier Huilier de le signifier à qui il appartiendra ; en quoi le Corps de l'Eglise Gallicane reçoit plusieurs préjudices : 1°. en ce que lesdits Peres se font adressés au Conseil du Roi, notamment des Finances, en une affaire purement spirituelle ; 2°. en ce que le Conseil s'est donné l'autorité de la renvoyer à Rome, où elle ne pouvoir être portée que par appel ; 3°. en ce que l'exécution du Bref n'a point été commise à des Juges Ecclésiastiques.

L'Assemb. en porta ses plaintes au Nonce, & le prie d'employer ses offices envers Sa Sainteté, à ce qu'il lui plaife y apporter quelque remede, ou par la révocation, ou par l'interprétation dudit Bref. Arrêté en même-temps qu'il en sera écrit au Pape, & que la révocation des Arrêts rendus en faveur des Jésuites, l'un du 14 Octobre 1644,

l'autre du premier Février 1645, sera
poursuivie. T. III, p. 301, 302.

V. M. l'Archev. de Sens, dans une Affemb. de Prélats tenue en 1649, expose le différend qu'il avoit avec les Jésuites de son Diocèse, touchant la confession, contre lesquels son Official avoit déjà rendu deux Jugemens. Par le premier, il leur étoit fait défenses d'entendre les confessions, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu l'approbation de l'Archev., à peine d'excommunication, déclarant les confessions nulles. Cette Sentence ayant été publiée dans leur Eglise, les Peres se pourvoient pardevant le Lieutenant-Général de Sens, pour avoir des défenses contre ladite Sentence, disant qu'ils en avoient appelé au Saint-Siège. L'Official, par un second Jugement, ordonne l'exécution du premier, nonobstant l'appel.

Les Prélats, après avoir discoursé long-temps sur la Procédure des Officiers de M. de Sens, & icelle examinée en toutes ses parties, l'ont tous, d'un commun accord, approuvée; & jugeant à propos d'en informer les Evêques qui sont dans les Provinces, ils ont donné ordre aux Agents de faire une Lettre circulaire à cet effet, pour accompagner celle de M. de Sens. T. III, P. J. p. 56 & suiv.

M. l'Archev. de Sens demande à être entendu dans l'Assemb. de 1650, sur son différend avec les Jésuites de son Diocèse, & que les Prélats du dehors soient convoqués. Il expose de nouveau l'origine & le progrès des entreprises de ces Peres contre sa Jurisdiction, quant à l'approbation nécessaire pour confesser. Sur l'exposé du Prélat, l'Ass. délibère & arrête, qu'il sera écrit une Lettre circulaire de la part de l'Ass. à Mrs. les Evêques, à laquelle ils seront priés de faire réponse, avant que la Compagnie se sépare; qu'en même-temps il sera envoyé un formulaire des approbations que l'on donnera à tous les Prêtres & aux Religieux pour confesser; qu'elles seront limitées pour un certain temps; que ce formulaire sera souferit par Mrs. les Prélats présents à l'Ass. : en conséquence la Compagnie nomme des Commissaires pour dresser la Lettre circulaire & le formulaire d'approbation. Ces Commissaires font le rapport de l'audience qu'ils avoient donnée auxdits Peres, & des réponses peu satisfaisantes qu'ils en avoient reçues. La Lettre aux Evêques & le formulaire, sont lus & approuvés

en présence des P
III, p. 196 jusq. 60
mutaire, P. J. p. 65

M. l'Archevêque la même Assemblée jetée par les Jésuites rendues contre eux à quel ils avoient reçu que sur cet appel, il Bref du Pape, adressé de Bordeaux, & à Sens. Il fait observer ceux & de Dol ne Juges, étant au-de donnée par les C que tout le droit e Sens; qui ce pendant porté à ce Prelat, est prié de se rendre lui représente son desirs de la Comparsite à vouloir être de Sens appelle seulement dudit Bref : nent un Arrêt d'évén ordre aux Agents de Sens, soit pour plaider pour empêcher l'exécution. Cependant les différentes Lettres Evêques des Provinces d'approbations dressées III. p. 601 et f.

M. l'Archev. de
plaintes contre les
des Prélats convo
ment à Paris en 16

Il demande aussi la continuation de pour la même affaire & les suites, qu'en approuvant joigne à lui pour en soit évoquée du avoir été portée de la libération prise par la compagnie approuve Sens, qu'elle juge dérée; & attendu les Prélats ne peuvent d'effort qui doit il y va de leur dignité de leurs charges, l'une voix de l'assemblée pouvoir; & d'autre d'avantage, est d' de la cause hors d'ordonne, que de Mrs. du second conseil pour voir M. le Cardinal à cet effet.

en présence des Prélats du dehors. T. III, p. 196 jusqu'à 601. *La Lettre & le formulaire*, P. J. p. 65 & f.

M. l'Archevêque de Sens fait part à la même Assemblée, de l'appel interjeté par les Jésuites, des Sentences rendues contre eux par son Officiel, lequel ils avoient relevé au Saint-Siège; que sur cet appel, ils avoient obtenu un Bref du Pape, adressant à M. l'Archev. de Bordeaux, & à Mrs. de Dol & de Senlis. Il fait observer, que Mrs. de Bordeaux & de Dol ne pouvoient pas être Juges, étant au-delà de la distance ordonnée par les Concordats; & ainsi que tout le droit étoit dévolu à M. de Senlis; que cependant le Bref ayant été porté à ce Prélat, il l'avoit accepté; il est prié de se rendre à l'Assemb., qui lui représente son peu de déférence aux desirs de la Compagnie. M. de Senlis persiste à vouloir être Juge. L'Officiel de Sens appelle comme d'abus au Parlement dudit Bref: les Jésuites obtiennent un Arrêt d'évocation au Conseil; ordre aux Agents de se joindre à M. de Sens, soit pour plaider au Conseil, soit pour empêcher l'évocation du Parlement. Cependant la Compagnie reçoit les différentes Lettres d'adhésion des Evêques des Provinces, au formulaire d'approbations dressé par l'Assemb. T. III, p. 601 & f.

M. l'Archev. de Sens renouvelle ses plaintes contre les Jésuites à l'Assemb. des Prélats convoqués extraordinairement à Paris en 1651. T. IV, P. J. p. 6.

Il demande aussi, à l'Ass. de 1655, la continuation de l'assistance du Clergé pour la même affaire. Il en expose l'origine & les suites, & demande à l'Ass., qu'en approuvant sa conduite, elle se joigne à lui pour empêcher que l'affaire ne soit évoquée du Parlement, où elle avoit été portée d'abord. Sur quoi, délibération prise par Provinces, la Compagnie approuve la conduite de M. de Sens, qu'elle juge très-sage & très-moderée; & attendu que les causes de Mrs. les Prélats ne peuvent être évoquées du ressort qui doit en connoître, quand il y va de leur dignité & des fonctions de leurs charges, elle résout d'une commune voix de l'embrasser de tout son pouvoir; & d'autant que ce qui presse davantage, est d'empêcher l'évocation de la cause hors du Parlement, l'Ass. ordonne, que deux Prélats & deux de Mrs. du second Ordre seront députés pour voir M. le Chancelier & M. le Cardinal à cet effet. T. IV, p. 119 & suiv.

§. III. Censures & condamnations de plusieurs Ouvrages publiés par les Jésuites.

Sur l'affaire des Curés de Paris & de Rouen contre les Jésuites, au sujet des propositions de Morale relâchée. *Voyez Morale.*

Sur la condamnation de plusieurs de leurs Livres. *Voyez Censures doctrinales*, n°. I, IV, VII, IX, XI, XII, XVII, XXI, XXVII.

§. IV. Affaire de leurs Décimes.

La décharge de toutes taxes extraordinaires pour subventions, prétendue par les Jésuites, fait un des principaux objets des délibérations de l'Ass. de 1645. Ils avoient obtenu d'abord un Arrêt de surseance des taxes faites à Mantes sur tous les Bénéfices dont ils jouissoient: ils obtiennent aussi le don du droit de contrôle des quittances du huitième denier, pour servir au paiement de leurs taxes: Arrêt définitif en leur faveur, qui les décharge des taxes de Mantes, lesquelles sont rejetées sur les Diocèses. L'Assemblée demande la révocation de cet Arrêt. Les Jésuites forment une nouvelle demande du droit de contrôle, en vertu de quoi ils prétendent une diminution de taxes: les deniers provenant dudit droit de contrôle, sont revendiqués par le Clergé. Les Jésuites obtiennent le don de tous les débits de quittances de l'Hôtel-de-Ville. Lettres-Patentes à eux accordées, qui les déclarent exempts de toutes contributions, excepté les décimes. L'Assemb. demande la révocation desdites Lettres, par clause même du Contrat. Les Agents obtiennent un Arrêt, qui décharge les Diocèses du rejet de la taxe des Jésuites, & ordonne que lesdits Pères contribueront à toutes les impositions qui se leveront sur le Clergé. Les Lettres-Parentes qu'ils avoient obtenues sont révoquées.

Avant de signer le précédent Arrêt obtenu par les Agents, le Conseil veut ouïr auparavant les Jésuites. L'Assemb. fait une députation à la Reine, pour obtenir une Déclaration. Sa Majesté promet de rendre justice. T. III, p. 340 & suiv.



§. V. Gratifications & pensions que le Clergé leur a accordées pour les Missions, &c. Ouvrages par eux entrepris, sous les auspices du Clergé.

Voyez Missions. Livres, §. II. Pensions, §. III.

§. VI. Délibérations du Clergé dans l'affaire du renvoi des Jésuites.

1. Par une Lettre du 25 Novembre 1761, écrite à Mgr. le Cardinal de Luyne, M. le Comte de Saint-Florentin lui marque, que l'intention du Roi est, qu'il confère avec les Prélats qui se trouvoient à Paris, pour délibérer & donner leur avis sur les points qui suivent.

1°. L'utilité dont les Jésuites peuvent être en France, & les avantages ou les inconvénients qui peuvent résulter des différentes fonctions qui leur sont confiées.

2°. La manière dont les Jésuites se comportent dans l'enseignement & dans leur conduite, sur les opinions contraires à la sûreté de la personne des Souverains & sur la doctrine du Clergé de France, contenue dans sa déclaration de 1681, & en général sur les opinions ultramontaines.

3°. La conduite des Jésuites sur la subordination qui est due aux Evêques & aux Supérieurs Ecclésiastiques, & s'ils n'entreprennent point sur les droits & les fonctions des Pasteurs.

4°. Quel tempérament on pourroit apporter, en France, à l'étendue de l'autorité du Général des Jésuites, telle qu'elle s'y exerce.

Après la lecture de cette Lettre, Son Eminence a nommé, pour l'examen des quatre articles, une Commission composée de six Archevêques & autant d'Evêques. Le 30 Décembre, Mrs. les Commissaires ont fait leur Rapport : on avoit invité, à cette séance, Mrs. les Cardinaux de Choiseul & de Rohan. L'Assemblée, conformément à ce qui avoit été pratiqué en 1718, au sujet de la Consultation des Avocats contre le Concile d'Embrun, a donné son avis doctrinal au Roi, en forme de Lettre, contenant l'avis des Prélats, sur l'utilité, la doctrine, la conduite & le régime des Jésuites de France : objets des quatre questions proposées.

Premier point. Adhérent, disent les Prélats, au Jugement que les Souve-

raints Pontifes & le Concile de Trente ont porté de la Compagnie de Jésus, & au témoignage que le Clergé de votre Royaume, les Rois, vos augustes Prédecesseurs, & votre Etat ont rendu à l'utilité des Jésuites en France; nous pensons qu'en prévenant tous les abus qui pourroient se glisser dans l'exercice de leurs fonctions, ils ne peuvent être que très-utiles à la Religion & à votre Etat.

L'Assemblée les justifie également sur le second point, qui est celui de la Doctrine. Les Déclarations, disent les Prélats, les défaveux si précis & si formels, présentés aux Parlements par les Jésuites, dès que les Livres de Mariana, Santarel, Suarez & Busembaum, Jésuites étrangers, ont paru en France; la conduite qu'ils ont tenue en 1681, & la Déclaration qu'ils viennent de remettre entre nos mains, & qu'ils nous demandent de déposer au Greffe de nos Officialités, ne laissent aucun nuage sur l'horreur qu'ils ont de toute opinion contraire à la sûreté des Souverains, & sur leur soumission aux maximes établies par le Clergé dans les quatre articles de 1681.

Quant au troisième article, les Prélats ne dissimulent point qu'il y a eu des entreprises faites en plusieurs occasions par les Jésuites contre la Jurisdiction des Evêques; mais ils ajoutent, que, depuis quelque temps, ces entreprises ont cessé; que néanmoins, pour prévenir les abus qui pourroient naître à l'avenir, & pour maintenir les Ordres réguliers dans la juste dépendance où ils doivent être de la Jurisdiction des Ordinaires; l'Assemblée, se conformant au Droit canonique & à la Discipline de l'Eglise de France, est convenue d'un Règlement sur cette matière; Règlement qu'elle supplie Sa Majesté de rendre stable à jamais. Ce Règlement est en quatorze articles.

Enfin, les Prélats proposent leur avis sur le dernier point, celui de l'Institut. Nous avons reconnu, disent-ils, que l'obéissance des Jésuites au Général, telle qu'elle est prescrite dans les Constitutions, & le quatrième Vœu qui ne les engage à la Société qu'à l'âge de trente-trois ans, étoient comme les deux pierres fondamentales de tout l'édifice de leurs Constitutions; que changer ces deux points, c'est tout détruire; que de les restreindre, c'est dénaturer l'Institut, & présenter aux Jésuites un Institut nouveau, tout différent de celui

lui dans lequel Vœux; que ces Vœux n'ont pu s'agile éclairer de bien voir étoit présent, core jusques à ces deux points lément la rég cette Société, me qui en ren jours propres à jet de leur Institut pensons, Sire, gement à faire de la Compagnie à ce qui regarde Mais quand il y à faire à ces Co roit être faite Pape, des Evê de la Congrè suites, & il t consentement.

Tel est l'avis qu'ils ont exp Roi. La Lettr tante-cinq d' Agents-Généra Choiseul, M. & Mrs. les E Marne, de S d'Auxerre, on & n'ont point Ces six Prélats leur avis dans proposition a unanime.

M. l'Archevê signa aussi la L le refus à lui vèques ses anc avant eux, & c prise avant l avec toute se l'avis & à la c Il écrivit en p

Les Peres J le 19 Décem assemblés, le ment aux qua l'Assemb. T. 351.

II. Les Aff pour la conv nérale de 176 Assemblée l' présentent d rêts des Parle & de Rennes tes. L'Assemb

Table de l

lui dans lequel ils sont engagés par leurs Vœux; que ces deux points fondamentaux n'ont pu être posés que par une sagesse éclairée, & par un génie capable de bien voir, non-seulement ce qui étoit présent, mais même de percevoir encore jusques dans l'avenir; que c'étoit à ces deux points que tenoit essentiellement la régularité des mœurs dans cette Société, & la stabilité d'un régime qui en rendoit les Religieux toujours propres à remplir avec fruit l'objet de leur Institut. Par ces raisons, nous pensons, Sire, qu'il n'y a aucun changement à faire dans les Constitutions de la Compagnie de Jésus, par rapport à ce qui regarde l'autorité du Général. Mais quand il y auroit quelque réforme à faire à ces Constitutions, elle ne pourroit être faite qu'avec le concours du Pape, des Evêques du Royaume, & de la Congrégation générale des Jésuites, & il faudroit même avoir le consentement des Jésuites Profès.

Tel est l'avis des Prélats assemblés, qu'ils ont exposé dans leur Lettre au Roi. La Lettre a été signée par quarante-cinq d'entre eux & par Mrs. les Agents-Généraux. Mgr. le Cardinal de Choiseul, M. l'Archevêque de Rouen, & Mrs. les Evêques de Châlons-sur-Marne, de Soissons, de Nevers & d'Auxerre, ont été d'avis différents, & n'ont point voulu signer la Lettre. Ces six Prélats ayant demandé à insérer leur avis dans le Procès-verbal, cette proposition a été rejetée d'une voix unanime.

M. l'Archevêque de Paris n'a point signé aussi la Lettre, protestant contre le refus à lui fait par Mrs. les Archevêques ses anciens, de le laisser signer avant eux, & contre la séance qu'ils ont prise avant lui; adhérant d'ailleurs, avec toute sorte d'empressement, à l'avis & à la délibération de l'Assemblée. Il écrivit en particulier au Roi.

Les Peres Jésuites avoient présenté, le 19 Décembre 1761, aux Evêques assemblés, leur déclaration, relativement aux quatre questions proposées à l'Assemblée. T. VIII, P. Just. p. 329 jusqu'à 351.

II. Les Assemblées Provinciales, tenues pour la convocation de l'Assemblée Générale de 1762, recommandent à cette Assemblée l'affaire des Jésuites, & lui présentent des plaintes contre les Arrêts des Parlements de Paris, de Rouen & de Rennes, sur les Vœux des Jésuites. L'Assemblée fait d'abord, de la con-

Table de la Coll. des P. V.

servation des Jésuites, l'objet d'une Lettre à écrire à Sa Majesté, & des Arrêts desdits Parlements, la matière d'un Mémoire. La Lettre, après avoir été lue & approuvée, a été signée par toute l'Assemblée; même approbation du Mémoire au sujet des Arrêts. M. l'Archevêque de Narbonne, ayant proposé de délibérer, si on présenteroit le Mémoire au Roi, en forme de Remontrances, ou comme un simple Mémoire, selon ce qui avoit été arrêté précédemment; l'Assemblée préfère la forme de Remontrances. T. VIII, p. 1048 jusqu'à 1051. *La Lettre & les Remontrances*, P. Just. p. 375 & suiv.

M. de Saint-Florentin répond, au nom de Sa Majesté, qu'après avoir lu la Lettre du Clergé en faveur des Jésuites, & s'être fait rendre compte des Remontrances touchant les Vœux de cette Société, Sa Majesté ne jugeoit pas à propos de faire au Clergé, quant à présent, une réponse précise & positive, & qu'il étoit nécessaire que l'Assemblée s'en tint à ce qu'elle a fait, crainte que des démarches ultérieures, de la part du Clergé sur cette matière, ne fussent contre l'objet qu'il se proposoit en faveur des Jésuites. T. VIII, p. 1051. P. J. p. 385, 386.

M. l'Archevêque de Toulouse, dans son Rapport à l'Assemblée de 1763, propose de demander au Roi, que les Jésuites soient rétablis dans leurs droits, & qu'il soit permis aux Evêques de les employer aux fonctions du Ministère, sans crainte d'aucun trouble de la part des Tribunaux: ce qui est approuvé par l'Assemblée. T. VIII, p. 1406.

Ily a déjà plusieurs Diocèses, dit le Roi dans sa réponse au Mémoire, dans lesquels les Jésuites sont librement employés aux fonctions du saint Ministère. Je verrai ce que les circonstances me permettront pour leur assurer par tout la même liberté, conformément à mon Edit de Novembre 1764. T. VIII, P. J. p. 476.

L'Assemblée peu satisfaite de cette réponse, dans un article de ses nouvelles représentations, après avoir dit que la dispersion des Jésuites laissoit un vuide affreux, soit dans les fonctions du saint Ministère auquel ils étoient employés, soit dans l'éducation de la Jeunesse, soit dans l'œuvre sublime des Missions, elle remontre qu'il est de la justice du Roi, d'éloigner tous les obstacles qui empêchent plusieurs Evêques de les employer, selon leur désir, aux fonctions du saint Ministère, & que le Clergé invoque,

liii

avec d'autant plus de confiance, l'autorité du Roi sur cet article, que les Arrêts des Parlements, sous l'anathème desquels les Jésuites gémissent, excèdent évidemment les dispositions de l'Edit de 1764, & qu'il est contraire aux droits sacrés de la Couronne, que des Tribunaux prétendent substituer ainsi leur volonté particulière à la volonté du Souverain. T. VIII, p. 1414, 1415.

III. A qui doit appartenir le Patronage des Bénéfices dépendants des Prieurés unis aux Collèges régis ci-devant par les Jésuites? *Voyez* Abbayes, n°. III.

JETONS.

1584. L'Assemblée de 1584 est la première où il soit fait mention de Jetons. Elle accorde 500 écus au sieur de Castilles, tant pour la façon de ses comptes, que pour les Jetons qu'il devoit faire faire pour l'Ass. & pour tous frais, tant ordinaires qu'extraordinaires, qu'il pourra prétendre. T. I, p. 257.

1595. En l'Assemb. de 1595, il est parlé de deux bourses de Jetons offertes à deux Juges du Parlement, pour services rendus, & de trois autres aux sieurs Prévôt, Bertier & Mauljean. T. I, p. 612.

1606. L'Assemblée de 1606 ordonne d'avancer à M^r Olivier 800 écus, sur ce qu'il lui faudroit pour les Jetons. On est obligé d'ajouter encore à cette somme. T. I, p. 779.

1608. L'Assemblée de 1608 fait avancer au M^r des Engins la somme de 4500 liv., sur & tant moins de ce qu'il lui faudra payer pour les Jetons qu'il fait pour les Députés de l'Assemb. Les Jetons étant parachevés, il fut dit, qu'outre ce que ledit Maître avoit reçu, il lui étoit dû encore 2018 liv., tant pour les Jetons d'argent, que pour ceux de laiton. T. I, p. 812.

1611. En l'Ass. de 1611, Jetons distribués, la Compagnie étant encore à Bordeaux. T. II, p. 381.

1615. En l'Assemb. de 1615, une somme de 4000 liv., revenant-bon au profit du Clergé, est employée à faire des Jetons, avec devises propres & convenables. Une bourse est offerte à M. le Légat. T. II, p. 576.

1618. En l'Assemb. de 1618, ordonné qu'il sera fait des Jetons d'argent & de cuivre pour les Députés seulement, jusqu'à trente-six bourses. Trois autres bourses ajoutées depuis pour Mrs. les Commissaires du Roi. Arrêté de plus de faire

faire des Jetons d'or, avec une devise relevée, qui ait rapport au siège & prise espérée de la Rochelle, pour offrir à M. le Cardinal de Richelieu. T. II, p. 639.

L'Ass. de 1635 ordonne de faire faire deux bourses de Jetons pour chaque Député, l'une d'argent & l'autre de cuivre, pour être distribuées en la manière accoutumée. Il en fut présenté une de Jetons en or au Cardinal de Richelieu. L'arrêté des Jetons fut trouvé monter à 9343 liv. 9 sols 6 den. T. II, p. 848, 849.

L'Assemb. de 1641 ordonne des Jetons pour tous les Députés, & pour ceux à qui la Compagnie trouvera bon d'en donner. La quittance de l'Ouvrier est de 7302 liv. T. III, p. 107.

L'Assemb. de 1645, selon la coutume, ordonne des Jetons: on en présente aux Prélats agréés à l'Ass.: arrêté qu'avant de les présenter, il sera fait un rôle des personnes à qui il sera jugé à propos d'en donner, lequel sera lu dans l'Ass. T. III, p. 433.

L'Ass. de 1650, suivant le même usage, en donne aussi. Varin en est chargé. T. III, p. 748.

L'Assemb. de 1655 charge Mrs. les Députés de chercher pour les Jetons quelque devise heureuse. On avoit oublié de donner une bourse au Doyen du Grand-Conseil; les Agents ont ordre de lui en présenter une. T. IV, p. 451.

En l'Assemb. de 1660, Jetons distribués à tous les Membres de l'Assemb. T. IV, p. 809.

En l'Assemb. de 1675, même distribution. Il est dit qu'il sera délivré une somme de 120 liv., pour une bourse de plus que celles qu'on avoit eu ordre de distribuer. T. V, p. 286.

En l'Ass. de 1685, on rend compte de plusieurs devises proposées aux Commissaires. La Compagnie remet à leur prudence tout le détail de cette Commission. Les devises ne sont point rapportées. T. V, p. 634.

L'Assemb. de 1700 en use de même. T. VI, p. 585.

L'Ass. de 1705 approuve la devise qui avoit paru la plus convenable à la Commission: c'étoit Melchisédech qui bénit Abraham au retour de la victoire. T. VI, p. 913.

L'Ass. de 1715 approuve la devise proposée par la Commission: elle avoit pour corps l'Arche d'alliance, portée par quatre Léviites, avec ces mots, *Levi onus pietas*. T. VI, p. 1518.

Cette Assemblée pour les bourses à distribuer suivantes T. VI, p. 1518.

En l'Assemb. proposées pour est la Religion puic, avec ces la deuxième, l'Académie des Invenit qu'on me Source sortant mots, *Sponiè*

La Commission pour la devise de l'Académie de vise proposée & Ciel, dans leqes, qui dardes fertile & couv mots, *Lucei & venius*, &c. 170

La devise p comme la plus corps la Relig Roi devant ell le signe de la pour marquer tenue l'Ass. G légende, *Imme vers*, un Autel sacré; un souff lumineux qui flamme; & p *flammas*; & d *licani Conveni* véc. T. VI, p.

L'Assemb. ayant pour c deux écueils; *utissima*; au r *us Cleri Gall*

L'Ass. de 1 qui représente d'une femme v la Croix, & d piéces d'or qu Trône, avec *testatur amore ventus Cleri G bius*. T. VII, p.

L'Ass. de 1 proposée, qui debour, ayant lequel brule le celles répond plane dans les d'olivier dans un trophée d & pour légén *triumphos*. T.

Cette Assemblée arrête le rôle des bourses à distribuer, afin que les Assemblées suivantes puissent s'y conformer. T. VI, p. 1519.

En l'Ass. de 1713, deux devises proposées pour les Jetons : la première est la Religion, sur laquelle le Roi s'appuie, avec ces mots, *Dirigit & firmat*; la deuxième, donnée par Mrs. de l'Académie des Inscriptions, & que l'Ass. veut qu'on mette sur le revers, est une Source sortant d'un Rocher, avec ces mots, *Spontè fluit*. T. VI, p. 1779.

La Commission de l'Ass. de 1715, pour la devise des Jetons, s'adresse à l'Académie des Belles-Lettres. La devise proposée & reçue, a pour corps un Ciel, dans lequel est un Soleil sans nuages, qui darde ses rayons sur une terre fertile & couverte de grains, avec ces mots, *Lucet & diat*; & au revers, *Conventus*, &c. 170 bourses. T. VII, p. 561.

La devise proposée à l'Ass. de 1716, comme la plus convenable, avoit pour corps la Religion avec ses attributs, le Roi devant elle, tenant le gouvernail; le signe de la balance au haut du Jeton, pour marquer le mois dans lequel s'est tenue l'Ass. Gén. du Clergé; & pour légende, *Immunitates assertæ*: au revers, un Autel, sur lequel il y a un feu sacré; un soufflé léger part d'une nuée lumineuse qui ranime & entretient la flamme; & pour légende, *Lenis alit flammæ*; & dans l'exergue, *Cleri Gallicani Conventus*. La devise est approuvée. T. VII, p. 860.

L'Ass. de 1730 adopte la devise ayant pour corps un Vaisseau entre deux écueils; & pour légende, *Medio iussima*; au revers du Jeton, *Conventus Cleri Gallicani*. T. VII, p. 1112.

L'Ass. de 1734 s'arrête à la devise qui représente la Religion sous la figure d'une femme voilée, tenant d'une main la Croix, & de l'autre un vase plein de pièces d'or qu'elle répand au pied du Trône, avec cette inscription, *Donis testatur amorem*; & sur le revers, *Conventus Cleri Gallicani extrà ordinem habitus*. T. VII, p. 1299.

L'Ass. de 1735 approuve la devise proposée, qui a pour sujet la Religion debout, ayant à sa droite un Autel, sur lequel brûle le feu sacré, dont les étincelles répondent à une colombe qui plane dans les airs, avec un rameau d'olivier dans son bec; & à sa gauche, un trophée d'armes & de drapeaux; & pour légende, *Votis pacem, donis triumphos*. T. VII, p. 1516.

La devise proposée à l'Ass. de 1740, & approuvée, représente la Religion debout, avec ses attributs ordinaires, tenant d'une main la Croix, & montrant de l'autre un Arc-en-Ciel qui se résout en pluie douce sur un champ semé de lis, avec ces mots, *Nunquam faderis immemor*. T. VII, p. 1777, 1778.

L'Ass. de 1742 laisse à Mrs. les Commissaires le choix de la devise, parmi celles qui avoient été proposées. T. VII, p. 1858.

L'Ass. de 1745 n'ayant trouvé aucune des devises proposées qui pût lui convenir, a arrêté, qu'au lieu de devise, on feroit mettre sur les Jetons, d'un côté, la figure du Roi, & sur le revers, ces mots, *Conventus Cleri Gallicani*. T. VII, p. 2119.

En l'Ass. de 1747, M. le Président propose à la Compagnie d'opiner sur la manière dont il en feroit usé par rapport aux bourses de Jetons, que les Ass. ordinaires & extraordinaires font dans l'usage de distribuer, cet usage ayant été interrompu en l'Ass. extraord. de 1742; ce qui avoit occasionné quelque murmure. Sur quoi, la matière mise en délibération, il a été arrêté, qu'on suivroit l'exemple de l'Ass. de 1734, & qu'il seroit distribué des bourses, suivant l'usage, & qu'au lieu de devise, on mettroit sur les Jetons, *Conventus*, &c. T. VIII, p. 104.

En l'Ass. de 1748, arrêté de même; & sur la proposition qui avoit été faite, de donner à tous les Bureaux des bourses de Jetons, arrêté qu'il en seroit donné à chacun des Commissaires des différents Bureaux. T. VIII, p. 213.

En l'Ass. de 1750, M. l'Ev. de Glandeve rend compte des différents états de distributions de Jetons qui s'étoient faites depuis 1735. L'Ass. a unanimement délibéré de suivre l'ancien usage & le dernier état. T. VIII, p. 418.

L'Ass. de 1765, voulant traiter favorablement le sieur Bollioud de Saint-Jullien, fils, survivancier de son pere, les sieurs Laget & Vulpian, Avocats surnuméraires, le Sr. Brohod, Notaire, & le sieur Duchesne, survivancier du sieur de Beauvais, leur a accordé à chacun une bourse de Jetons. T. VIII, p. 1608.

M. l'Evêque de Sisteron représente à l'Ass. de 1775, que le sieur Duvivier avoit fait des pertes considérables, par le nombre de coins qui ont cassé en frappant les Jetons : il a été délibéré par Provinces, d'accorder audit sieur

1740.

1742.

1745.

1747.

1748.

1750.

1765.

1775.

600 livres de gratification, pour cette fois seulement, & sans tirer à conséquence pour l'avenir; & néanmoins il a été arrêté, que dorénavant les marchés de cette espece seroient faits de maniere à prévenir la demande de semblables gratifications. T. VIII, p. 2607.

JEUNE.

I. L'Ass. de Melun, en 1579, a fait plusieurs Décrets & Réglements sur l'observation du Jeûne. T. V, P. Just. p. 112.

L'Ass. de 1700 a censuré les Propositions suivantes, sur la même matiere.

FRANGENS Jejunium ad quod tenetur, non peccat mortaliter, nisi ex contemptu vel inobedientiâ id fiat, puta quia non vult se subicere praecepto.

IN die Jejunii, qui sapius modicum quid comedit, nisi notabilem quantitatem in fine comederit, non frangit Jejunium.

OMNES Officiales qui in Republicâ corporaliter laborant, sunt excusati ab obligatione Jejunii, nec debent se certificare, an labor sui compaibilis cum Jejunio.

EXCUSANTUR absolute à praecepto Jejunii omnes illi qui iter agunt equitando, utcumque iter agant, etsi iter necessarium non sit, & etiam si iter unius diei conficiant.

DOCTRINA his quatuor Propositionibus contenta, falsa est, temeraria, scandalosa, perniciofa, Ecclesiasticorum mandatorum incuriam inducit. T. VI, P. Just. p. 208, 209.

II. Aux Etats de Blois, en 1576-1577, Jeûne général de trois jours, ordonné dans tout le Royaume, dont le Roi donne l'exemple. T. I, p. 70.

Même Jeûne ordonné & observé aux Etats de Blois, en 1588. T. I, p. 461. Et aux Etats de 1614. T. II, p. 74.

JOSEPH. [SAINT]

Voyez Fêtes, n°. IV.

JOSSE. [ABBÉ DE SAINT-]

SON Journal. Voyez Richelieu.

JOURS. [GRANDS-]

Voyez Grands-Jours.

JOUY. [ABBAYE DE]

EN Procès avec l'Archev. de Sens, au sujet de l'administration des Sacrements. Voyez Cîteaux.

JOYEUX AVÈNEMENT.

Voyez Avènement.

JUBILÉ.

I. L'ASSEMBLÉE de 1670 députée à M. le Nonce, sur ce qu'il a adressé *reza* la dernière Bulle du Jubilé à quelques Evêques, quoique l'usage soit, qu'ils doivent recevoir ces sortes de Bulles des Archevêq., qui, les ayant reçues, les envoient ensuite à tous leurs Suffragants. Les Députés sont chargés de prier M. le Nonce de se conformer à cet usage. T. V, p. 82, 83.

II. M. le Cardinal Barberin, Grand-Aumônier de France, fait publier le Jubilé dans le Louvre. La plainte en est portée à l'Ass. de 1655: délibération de l'Assemblée. Voyez Aumônier, n°. I.

Même entreprise du Chapitre de Vezelay, pour publication de Jubilé. Voyez Autun, n°. 7.

III. L'Ass. de 1745 va en Procession à l'Eglise Paroissiale de S. André-des-Arcs, y faire une station pour le Jubilé. Voyez Prieres publiques, §. II, n°. IV.

JUGES D'ÉGLISE.

Voyez Officiaux.

JUGES DES SEIGNEURS.

Voyez Seigneurs.

JUGES ROYAUX.

§. I. Matieres dont la connoissance ne leur appartient point: leurs entreprises sur ces mêmes matieres.

I. Les Prélats assemblés à Paris, en 1752, au sujet du fameux Arrêt du Parlem. de Paris, du 18 Avril même année, ont réuni, dans leur Lettre écrite au Roi, contre les entreprises des Parlements sur l'autorité spirituelle, tout ce que les Loix divines, ecclésiastiques & civiles ont de plus fort contre ces sortes d'entreprises. T. VIII, P. J. p. 103 & f.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 2 du Cahier de l'Ass. de 1635, défend aux Cours de Parlements & à ses autres Juges de prendre connoissance, directement, ni indirectement, d'aucunes causes spirituelles purement ecclésiastiques, & concernant les Sacrements & l'Office divin, sous prétexte de possession, complainte ou nouvelleté, ou pour quelque cause & occasion que ce

soit; & pour les causes personnelles, Sa Majesté veut, que l'Ordonnance de 1539 soit exécutée. T. II, p. 763. Recueil, p. 1385.

Par l'article 6, défenses aux Juges séculiers de connoître de la validité des Vœux de Religion, faits par ceux qui ont l'âge porté par les Ordonnances.

Art. 7. Défenses à eux de s'entre-mettre de l'ordre du Service divin, &c.

Art. 8. De prendre connoissance de l'honoraire des Ecclésiastiques.

Art. 9. Ne connoîtront que des dîmes inféodées, & du possesseur des autres dîmes, &c.

Art. 10. Défenses de prendre connoissance des décimes.

Art. 11. Ni du compte des Fabriques.

Art. 12, 13. Après le possesseur, les Parties pourront se pourvoir, pour le pétoire vers le Juge d'Eglise, en matière bénéficiale.

Art. 13. Les Cours de Parlements ne pourront s'entre-mettre pour la censure des Livres, sinon pour la police, & non pour cause de Religion.

Art. 14. Défenses de prendre connoissance des accusations intentées contre les Clercs, sinon pour les cas privilégiés. Art. 21. De même.

Art. 16. Appels comme d'abus réduits à leurs justes bornes.

Art. 17. L'enregistrement des Ordonnances où il est fait mention de matières ecclésiastiques & spirituelles, n'attribue aucune nouvelle Jurisdiction aux Juges. T. II, p. 763, 764. Recueil, p. 1387 & suiv. Voyez Jurisdiction, §. I.

II. Quant aux matières, en particulier, dont la connoissance n'appartient point aux Cours séculières, & sur les entreprises des Parlem. & autres Cours, sur ces matières on peut consulter:

Sur ce qui concerne les Sacrements. Voyez Sacrements.

Sur la connoissance de la Doctrine & les Censures Doctrinales. Voyez Doctrine, n°. I.

Sur les Interdits & les Censures Ecclésiastiques. Voyez Censures Ecclésiastiques. Absolution, §. II.

Sur la Mission des Prédicateurs & l'Approbation des Confesseurs. Voyez Approbations, §. II.

Sur les Vœux de Religion & les causes de mariage. Voyez Vœux. Mariage.

Sur les Quêtes & Indulgences. Voyez ces mots.

Sur l'honoraire des Ecclésiastiques. Voyez Honoraire.

Sur les Sépultures. Voyez Sépultures.

Sur l'indication des *Te Deum* & Prières publiques. Voyez Prières publiques, §. I.

Sur la visite des Monastères, Chapitres, Cures, &c. Voyez Grands-Jours.

Sur l'entrée, par autorité de Justice, dans les Couvents de Religieuses. V. Clôture.

Sur les annexes pour les Rescrits de Cour de Rome, en usage dans quelques Parlem. Voyez Annexes pour Bulles, &c. Rescrits de Cour de Rome.

Sur les taxes pour aumônes. Voyez Aumônes, §. I.

Sur ce qui concerne la Jurisdiction des Chambres des Décimes. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. IV, §. III, n°. III.

Sur les entreprises contre la personne des Evêques & autres Ecclésiastiques. Voyez Immunités, §. III.

III. Par l'art. 24 du Cahier de 1635, le Clergé demande qu'il soit en l'opinion des Evêques de plaider aux Parlements, ou au Grand-Conseil. Le Roi répond, qu'il y sera pourvu selon les occurrences particulières. Recueil, p. 1395.

§. II. Prétentions respectives des Parlements & autres Cours séculières, & du Clergé, sur le rang & la séance à l'Eglise.

Voyez Eglise, §. IV.

§. III. Contestation pour le salut, dans les Pompes funèbres, entre le Clergé & le Parlement.

Voyez Service funèbre, §. II.

JUIFS.

L'on donne avis à l'Ass. de 1655, que plus de 300 familles Portugaises faisant profession de Judaïsme, s'étoient établies dans un Fauxbourg de Bayonne. La Compagnie prie l'Evêq. d'Acqs d'informer contre lesdits Portugais, de l'exercice qu'ils font de la Religion Judaïque, & d'envoyer les informations à l'Ass. T. IV, p. 368.

Autre avis donné à l'Assemblée de 1675, de Portugais Judaïsants établis dans le Diocèse d'Acqs: les uns baptisés, seulement pour se soustraire à l'Inquisition, lorsqu'ils trafiquent en Espagne, faisoient profession ouverte de Judaïsme, avoient des Synagogues &c; les autres, Juifs dans le cœur, professoient extérieurement la Reli-

gion Catholique, & profanoient les Sacraments; ce qui méritoit l'attention de l'Assemb. Elle demande que les Magistrats punissent ces désordres: ordre à l'Intendant de Guienne, d'informer le Roi de ce qui se passoit à ce sujet, pour y remédier. T. V, p. 164.

JURISDICTION ECCLÉSIASTIQUE.

§. I. De la Jurisdiction Ecclésiastique considérée en général.

1. Fondemens de cette Jurisdiction. Ordonnances antérieures à l'Edit de 1695.

1°. Nos Canonistes & nos Jurisconsultes tracent dans leurs Ouvrages, l'Histoire du Droit Canonique François; mais nous ne voyons pas qu'ils placent les Loix des premiers Empereurs Chrétiens contenues dans le Code Théodosien, comme un des principaux fondemens, & une des sources primitives de la discipline de l'Eglise Gallicane, & de notre Jurisprudence Ecclésiastique; il est étonnant qu'on les ait regardées comme étrangères à l'Eglise Gallicane. Le célèbre Hincmar, Archevêque de Reims, en portoit un Jugement bien différent, puisqu'il atteste expressément dans son Epître quatrième aux Evêques de France, chap. 6, que la discipline de l'Eglise Gallicane étoit réglée, de son temps, par les Loix Impériales contenues dans le livre 16 du Code Théodosien.

Nos Canonistes & nos Jurisconsultes ne paroissent pas avoir donné plus d'attention aux Constitutions & aux Ordonnances de nos Rois de la première race, dont quelques-unes néanmoins contiennent des dispositions très-importantes pour la dignité & l'autorité des Evêques. Quelques Canonistes, avec d'Héricourt, ne parlent des anciens Capitulaires, que pour dire, qu'ils sont abrogés en très-grand nombre. Les autres, comme Rousseau de la Combe, se contentent de commencer leur indication chronologique par la Pragmatique Sanction de S. Louis, donnée en 1228.

Ainsi, pour maintenir parmi nous des principes & des titres précieux, il est nécessaire d'invoquer l'autorité des Loix Romaines, celle des Constitutions de nos Rois de la première race, & celle des Capitulaires de la seconde,

où l'on trouve une multitude d'Arrêts émanés des deux Puissances. T. VIII, p. 2313, 2314.

2°. On distingue dans le Code de l'Empereur Justinien élevé à l'Empire en 527, deux sortes de Loix; les Loix des Empereurs prédécesseurs de Justinien, & celles de cet Empereur. Avant le regne de Zénon & la fondation de la Monarchie Françoisse, les Loix des Empereurs s'étendoient sur les Gaules; mais depuis que Clovis fut monté sur le Trône en 481, les Loix des Empereurs, & celles de Justinien lui-même, mort en 565, ne furent jamais publiées en France, puisqu'elles émanoiient d'une autorité devenue étrangère.

Ce n'est donc pas des Loix de Justinien, mais de celles des Empereurs ses prédécesseurs, contenues dans le Code Théodosien, qu'on doit entendre le texte de l'Ordonnance de Clotaire, portant confirmation des Loix Romaines, dans l'art. IV de la Constitution de 560, ni le Capitulaire 28 de l'Edit de Pristes, publié par Charles le Chauve, où il parle de ses Sujets qui vivoient sous la Loi Romaine.

Cette observation suffit pour résoudre les principales difficultés que les Loix de Justinien ont fournies contre les droits, la Jurisdiction & les Immunités du Clergé. T. VIII, p. 2314, 2315.

3°. Il y a trois Constitutions célèbres des Empereurs, rapportées sous le titre de *Episcopali Judicio*, insérées dans l'Abregé du Code Théodosien; toutes trois extrêmement favorables à la Jurisdiction Ecclésiastique, & confirmant ses prérogatives & ses prééminences. Par la première, qui est écrite à Ablavivus par Constantin, cet Empereur donne le pouvoir aux Evêques de juger souverainement les différends de ses sujets, quoique les Procès fussent portés devant les Juges ordinaires, & qu'on eût même commencé d'y opiner, pourvu qu'une des Parties, nonobstant les oppositions de sa Partie adverse, eût demandé d'être renvoyée devant l'Evêque, dont le Jugement seroit si souverain, que personne, pas même les mineurs, ne pourroient se pourvoir contre, ni par appel, ni par requête civile, ni par aucun autre moyen que ce soit; & que le témoignage d'un seul Evêque suffiroit en Justice, nonobstant tous témoignages contraires.

Par la deuxième Constitution donnée en 407, & qui est des Empereurs Ar-

1341 JU
cade, Honori
diction des E
res, se trouve
leur donne le p
verainement,
priver de leur
Loi ordonnant
plus permis,
Evêques, de s
pour leur dem
crits.

Par la troisi
est des Emper
rien & Arcade
Ecclésiastiques
duits devant le
mais qu'ils ser
ques Diocésain
Ecclésiastiques.

Le sieur Goe
[c'est l'observa
l'Aff. de 1685,
ses écrits, que
étoient entière
quées. Dans ce
sieur le Gendri
dans lequel il
situation ne po
niere être accu
allegue les pre
V, p. 616, 621.

II. La Jurisd
éprouvé de gran
depuis l'Ordon
Retz, du mois
suggérée à Fran
lier Poyet. Cor
que les Juges
parurent autoris
donnance de M
ques firent des
Charles IX, qu
cet article, en
Patentes, du 10
née. Ce Prince
les plaintes du
rageux à l'Eglis
que l'art. 39 de
ré, ou expliqu
an après, il n'a
l'art. onze de l

Plusieurs Ré
dés dans la sui
rées des Prélat
cernant l'Etat
dans l'Ordonna
née sur les rem
aux Etats de Blo
III, connu sou
lun, du mois d
sur les remonte

cade, Honorius & Théodose, la Jurisdiction des Evêques sur leurs confreres, se trouve confirmée, puisqu'elle leur donne le pouvoir de les juger souverainement, & en les dégradant, de les priver de leurs Evêchés; cette même Loi ordonnant de plus, qu'il ne seroit plus permis, après le Jugement des Evêques, de s'adresser aux Empereurs pour leur demander de nouveaux rescrits.

Par la troisieme Constitution, qui est des Empereurs Théodose, Valentinien & Arcade, il est ordonné que les Ecclésiastiques ne pourront être traduits devant les Tribunaux séculiers; mais qu'ils seront jugés par les Evêques Diocésains pour toutes les affaires Ecclésiastiques.

Le sieur Godefroi, de la R. P. R., *[c'est l'observation du Sgr. Président dans l'Ass. de 1685]*, avoit osé avancer, dans ses écrits, que ces trois Constitutions étoient entièrement fausses & fabriquées. Dans cette même Assemb., le sieur le Gendre présenta un ouvrage, dans lequel il fait voir que ces Constitutions ne pouvoient en aucune manière être accusées de fausseté, dont il allégue les preuves les plus fortes. T. V, p. 626, 627.

II. La Jurisdiction de l'Eglise avoit éprouvé de grandes atteintes en France, depuis l'Ordonnance de Villers-cotteret, du mois d'Août 1539, qui fut suggérée à François I, par le Chancelier Poyet. Comme les interprétations que les Juges Royaux y donnoient, parurent autorisées par l'art. 39 de l'Ordonnance de Moulins de 1566, les Evêques firent des remontrances au Roi Charles IX, qui surfit à l'exécution de cet article, en vertu de ses Lettres-Patentes, du 10 Juillet de la même année. Ce Prince fit publier en 1571, sur les plaintes du Clergé, un Edit avantageux à l'Eglise; ce qui faisoit espérer que l'art. 39 de Moulins seroit modéré, ou expliqué favorablement, si un an après, il n'avoit été renouvelé par l'art. onze de l'Edit d'Amboise.

Plusieurs Réglemens furent accordés dans la suite, aux demandes réitérées des Prélats, tels que les arr. concernant l'Etat Ecclésiastique, compris dans l'Ordonnance de Mai 1579, donnée sur les remontrances des Députés aux Etats de Blois; l'Edit du Roi Henri III, connu sous le nom d'Edit de Melun, du mois de Janvier 1580, dressé sur les remontrances de l'Assemb. de

Melun; l'Ordonnance du Roi Henri IV, du mois de Décembre 1606, rédigée sur les remontrances de l'Assemb. de 1605; l'Edit de Louis XIII, de Septembre 1610, accordé aux plaintes de l'Assemb. de la même année; celui de Janvier 1629, nommé communément le *Code Michaut*, qui contenoit plusieurs articles favorables à la Jurisdiction Ecclésiastique; mais les modifications apposées à l'enregistrement de ces Edits, priverent le Clergé d'une partie des avantages qu'il auroit pu en espérer.

Depuis ce temps, il y avoit eu une Déclaration de Louis XIV, de Février 1657, conforme au Cahier présenté à S. M. par l'Assemb. de 1655; une autre Déclaration de Mars 1666, donnée d'après le Cahier de l'Ass. précédente: ces deux Déclarations n'ayant été vérifiées en aucune Cour, ne se trouvoient autorisées que par des Arrêts du Conseil, & les Jugemens des Parlements y étoient souvent contraires: plusieurs Assemb. en avoient sollicité l'enregistrement: celles de 1670, de 1675, de 1680, de 1685, renouvelèrent successivement leurs instances à ce sujet, sans succès.

L'Ordonnance de Février 1678, pour l'exécution de l'art. 22 de l'Edit de Melun, & la Déclaration de Juillet 1684, en interprétation de l'Ordonnance précédente, favorable au Clergé, ne concernoient que les Procès criminels des Clercs.

L'Eglise de France n'avoit pu jusqu'alors obtenir une Jurisprudence constante & uniforme; ses vœux furent accomplis par l'Edit d'Avril 1695, dont on va parler. T. VI, p. 78, 79.

II. *Edit d'Avril 1695: objet de l'Edit: son enregistrement. Déclarations interprétatives de l'Edit & autres postérieures: divers Commentaires auxquels il a donné lieu.*

1°. L'Edit de 1695 concernant la Jurisdiction Ecclésiastique, est une des Loix les plus mémorables du regne de Louis XIV. Ce Prince, considérant que quelques Ordonnances de ses Prédecesseurs, ou de lui-même, notamment celles de 1657 & de 1666, non vérifiées dans ses Cours, & certaines dispositions des autres Loix sur la Jurisdiction Ecclésiastique n'étoient pas observées dans tous les Parlements, & que depuis la publication de celles qui avoient été vérifiées, il étoit survenu

de grandes difficultés, crut devoir réunir dans un seul Edit, les principales dispositions des Edits publiés jusqu'alors, touchant la Jurisdiction Ecclesiastique & les honneurs dus au Clergé. C'est en exécution de ce dessein, qu'il publia l'Edit de 1695, qu'on peut regarder comme un Abrégé du Droit Ecclesiastique François. T. VIII, p. 2304.

Plusieurs articles de l'Edit ont été modelés sur le Règlement des Réguliers, dressé par l'Assemblée de 1625, & confirmé par celles de 1635 & 1645; d'autres en plus grand nombre, sont les réponses même qui avoient été faites au Cahier de l'Assemblée de 1685. T. VI, p. 79.

1°. L'objet général de cette Loi est plus étendu que son titre ne l'annonce. La Jurisdiction n'est pas la seule chose dont elle règle l'exercice extérieur : elle pourvoit encore au maintien & à la conservation des droits honorifiques, rangs, honneurs, privilèges & prééminences qui appartiennent au Clergé. Le préambule même de cet Edit annonce un Souverain qui protège spécialement la discipline de l'Eglise, qui veut en maintenir les droits, & procurer une entière exécution aux saints Décrets, aux Canons des Conciles & aux autres Règlements émanés de l'autorité Ecclesiastique. C'est sous ce rapport que l'ont envisagé les Evêques de l'Assemblée de 1695, en témoignant au Roi leur reconnaissance; en quoi ils se sont conformés aux principes de l'Assemblée de Melun, qui, sur les articles concernant la discipline ou Règlement Ecclesiastique, n'a voulu en attribuer aucune Jurisdiction au Roi. T. VIII, p. 2304, 2305.

L'analyse des différentes dispositions de cette Ordonnance, se réduit à trois chefs. Depuis l'art. 2 jusqu'à l'art. 30 inclusivement, il y est traité des Actes concernant la Jurisdiction volontaire; il s'agit de la Jurisdiction contentieuse depuis l'art. 31 jusqu'à l'art. 45 exclusivement : enfin les droits, honneurs & prérogatives du Clergé, sont la matière des cinq derniers art. T. VI, p. 79. T. VIII, p. 2305 & suiv.

3°. Louis XIV avoit fait enregistrer l'Edit au Parlement de Paris, le 14 Mai 1695, avant l'ouverture de l'Assemblée Générale du Clergé, qui se tint à Saint-Germain, le 25 du même mois. Le Roi donna des ordres pour le faire enregistrer dans les autres Parlements. L'Ass. ordonna aux Agents de faire expédier en parchemin les duplicata de l'Edit,

& de prier de la part M. le Chancelier d'y faire mettre le sceau, & Mrs. les Secrétaires d'Etat d'envoyer, chacun dans leur département, les ordres nécessaires pour procurer l'enregistrement. L'Edit fut enregistré au Parlement de Rouen, le 21 Juillet 1695; au Parlement de Grenoble, le 30 Juillet; au Parlement de Bordeaux, le premier Août de la même année. L'Ass. sollicita ce même enregistrement dans les autres Cours supérieures, & le Roi donna des ordres à cet effet. T. VI, p. 126 jusqu'à 124. T. VIII, p. 2307, 2308, 2310.

4°. M. de Harlai, Président de l'Ass. de 1695, avoit annoncé, que dans le cas d'omission, ou de difficultés non prévues, on devoit espérer de la bonté du Roi, qu'il feroit ajouter tout ce qui seroit nécessaire à la perfection de ce grand ouvrage. Ce que l'Ass. avoit prévu arriva, & différentes Déclarations, données par Louis XIV, servirent à interpréter plusieurs articles de l'Edit, ou à terminer des contestations qu'il avoit occasionnées.

La première fut élevée par les Réguliers, sur le véritable sens de l'art. 18, & apaisée par la Déclaration du 29 Mars 1696.

Celle du 15 Décembre 1698, maintient le droit de Jurisdiction correctionnelle des Evêques, sur les Curés & autres Ecclesiastiques chargés du soin des Paroisses, & dont l'Edit ne faisoit point mention. Celle du 16 Décembre audit an, étendit aux propres affaires du Roi, la défense portée par l'art. 31 de l'Edit, concernant les publications aux Prônes des Paroisses.

La Déclaration du 17 Août 1700, maintient un droit que l'Edit avoit omis, celui de destituer les Officiaux.

Le 30 Juillet 1710, parut une nouvelle Déclaration qu'on peut appeler un supplément nécessaire à l'Edit, puisqu'elle confirme différents objets de Jurisdiction Episcopale que l'Edit avoit omis. Enfin la Déclaration du 4 Février 1711, régla quelques points contestés au sujet de l'instruction conjointe du Juge d'Eglise & du Juge Royal, qui ne l'avoient été précédemment, ni par la Déclaration de 1678, ni par l'Edit de 1684.

De nouvelles difficultés survenues pendant le regne de Louis XV, ont donné lieu à un grand nombre de Déclarations, parmi lesquelles on remarque celle du 5 Février 1731, qui assure

aux

aux Ecclesiastiques exempts, dans la Jurisdiction des Prêtres & de ne pouvoir ressortir par les Prêtres criminels.

D'après les répétitions de 1740, une Déclaration de 1741, a fait des répétitions sur le droit de l'examen des Mœurs des Religieux exempts.

L'art. 34 de l'Edit établi, d'une manière exclusive pour toutes les causes & Ecclesiastiques, & Ecclésiastiques, &c. Le Conseil du Roi, par cet article, avoit, solennellement, déclaré compétents, pour de Sacraments, la plainte, & sur les Parties ministres public. Mais prétendu, dans ce qu'il falloit distinguer, les actions poursuivies criminelles, &c. L'Edit de 1695, dans la réserve aux Juges, la connaissance des actions XV crut pouvoir à cette distinction, qu'il fit enregistrer un lit de Justice, le

C'est cette même excité en plusieurs répétitions du Clergé.

Enfin, le 17 Janvier, l'Assemblée de 1711 de l'Edit de 1695 du Parlement de Metz à la Cour Souveraine la Déclaration du par laquelle Louis à cet égard, à l'enregistrement purement & lement de Metz, titres & transaction Paroissiens & les jet des réparations Paroissiales. La Cour de Nancy a enregistré de 1772, purement pour être exécutée de l'ancien ressort

Table de la C

aux Ecclesiastiques le privilege d'être exempts, dans tous les cas, de la Jurisdiction des Prévôts des Maréchaux, & de ne pouvoir être jugés en dernier ressort par les Présidiaux dans les Procès criminels.

D'après les représentations de l'Ass. de 1740, une Déclaration du 10 Février 1741, a fait cesser les contestations sur le droit des Evêques, au sujet de l'examen des Novices, & de la sortie des Religieuses des Monastères exempts.

L'art. 34 de l'Edit de 1695, avoit établi, d'une maniere générale, la compétence exclusive des Juges d'Eglise, pour toutes les causes purement spirituelles & Ecclesiastiques, & notamment celles concernant les Sacraments, &c. Le Conseil du Roi, en exécution de cet article, avoit, par plusieurs Arrêts solennels, déclaré les Juges séculiers incompétents, pour connoître des refus de Sacraments, même par la voie de la plainte, & sur les poursuites criminelles des Parties civiles, ou du ministère public. Mais les Magistrats ayant prétendu, dans ces derniers temps, qu'il falloit distinguer dans cette matiere, les actions civiles, d'avec les poursuites criminelles contre les Ecclesiastiques, auteurs des refus, & que l'Edit de 1695, dans l'art. 34, n'avoit réservé aux Juges d'Eglise, que la connoissance des actions civiles, Louis XV crut pouvoir adopter & confirmer cette distinction, par une Déclaration qu'il fit enregistrer en personne dans un lit de Justice, le 10 Décembre 1756.

C'est cette même Déclaration qui a excité en plusieurs Assemb. les réclamations du Clergé.

Enfin, le feu Roi a donné en 1771, le onze Janvier, une dernière Déclaration concernant l'exécution de l'art. 34 de l'Edit de 1695, dans le ressort du Parlement de Metz, alors incorporé à la Cour Souveraine de Lorraine, & de la Déclaration du 15 Février 1702, par laquelle Louis XIV avoit dérogé, à cet égard, à l'Edit de 1695, enregistré purement & simplement au Parlement de Metz, & avoit confirmé les titres & transactions passés, entre les Paroissiens & les Décimateurs, au sujet des réparations des nefs des Eglises Paroissiales. La Cour Souveraine de Nancy a enregistré cette Déclaration de 1771, purement & simplement, pour être exécutée dans toute l'étendue de l'ancien ressort du Parlem. de Metz.

Table de la Coll. des P. V.

Telle est la suite des principaux Edits & Déclarations qui ont été publiés depuis l'Edit de 1695, pour en assurer plus précisément l'exécution, ou pour en interpréter quelques articles.

On peut ajouter ici plusieurs autres Déclarations de Louis XV, sur les matieres Ecclesiastiques, dont quelques dispositions ont rapport aux différents objets de l'Edit de 1695; telles que les Déclarations des 12 Décembre 1698 & 27 Janvier 1716, l'Edit de Septembre 1718, les Déclarations d'Avril & de Juillet 1719, de Février & Mai 1724, d'Octobre 1726, de Janv. 1731, de Janvier 1735, de Janvier 1742, de Février 1742, les Edits de 1768 & de 1773 concernant les Réguliers. T. VIII, p. 2308, 2309, 2310.

5°. On devoit s'attendre qu'un Edit qui renferme tant de dispositions différentes, & qui a été suivi d'un si grand nombre de Déclarations, donneroit lieu à plusieurs commentaires. On en compte aujourd'hui quatre.

Le premier a pour auteur M. du Perrai, ancien Bâtonnier des Avocats au Parlement de Paris. Le défaut d'ordre & de méthode, lui a fait perdre le mérite de ses recherches. Cet Ouvrage, en deux volumes in-12, est connu sous le nom de *notes & observations sur l'Edit*, &c.

M. Gibert, Docteur en Théologie, a donné le second Commentaire en 1757, deux volumes in-12, sous le titre de *Conférence sur l'Edit de la Jurisdiction ecclesiastique de 1695*. C'est moins une suite d'observations instructives sur les 50 articles de l'Edit, qu'une comparaison établie entre eux & les anciennes Ordonnances du Royaume.

Le troisieme, est le *nouveau Commentaire*, &c. par M. Jousse, Conseiller au Présidial d'Orléans, imprimé en 1757, 2 volumes in-12. La seconde édition de 1764, porte le même titre, à l'exception du mot *nouveau*. Ce Commentaire est le plus répandu, soit à cause de la méthode & de la précision, soit parce que l'Auteur semble s'y être attaché à étendre au-delà de leurs bornes, les droits & la Jurisdiction des Juges séculiers.

Le quatrieme Commentaire sur l'Edit, est le Code ecclesiastique de M. Coudert de Closol, imprimé à Paris, sous le titre de *Question sur l'Edit de 1695*, & depuis en 1775, sous celui de *Code Ecclesiastique*, ou *Questions importantes sur l'Edit d'Avril 1695*. On y trouve plusieurs assertions fort oppo-

Jjjj

fées aux maximes & aux droits du Clergé, & des propositions peu conformes aux bonnes regles & aux vrais principes.

On ne met pas au nombre de ces Commentaires, une explication fort étendue des 15 premiers articles de l'Edit, par Mrs. Pérelle & Lambert, Conseillers au Grand-Conseil, & par d'autres Magistrats ou Jurisconsultes, distribuée par ordre alphabétique, dans le recueil de Jurisprudence canonique de la Combe. T. VIII, p. 2310, 2311, 2312.

6°. Le danger des deux Commentaires de Mrs. Jousse & Coudert, a fixé plus d'une fois l'attention des Assemblées du Clergé. Celle de 1760 avoit déferé le premier au Roi dans ses Remontrances; ce qui n'en a point interrompu le cours: la seconde édition a paru plus reprehensible encore que la première. M. l'Evêque d'Apt observa dans son Rapport à l'Ass. de 1765, qu'il étoit essentiel d'opposer au Commentaire d'Orléans, un autre Commentaire qui expliquât le vrai sens de l'Edit de 1695. T. VIII, p. 1186, 1587, 2311.

L'Ass. de 1765, par sa Délibération du 2 Juillet 1766, a prié Mrs. les Evêques de Senlis & d'Auxerre, de faire travailler sous leurs yeux à un nouveau Commentaire sur l'Edit de 1695; s'en rapportant à leurs lumières & à leur prudence, ainsi qu'au zèle de Mrs. les Agents, pour tout ce qu'ils jugeroient convenable & nécessaire à cet égard. T. VIII, p. 1587, 2303.

M. l'Evêque de Senlis rend compte à l'Ass. de 1777, de l'ouvrage entrepris & exécuté en conséquence: les Prélats Commissaires en avoient chargé M. l'Abbé de Brezollès, & ont approuvé le plan général & la méthode que l'Auteur a suivi dans son Commentaire sur l'Edit. M. de Senlis en fait une courte exposition; delà il passe à quelques observations préliminaires, par rapport aux sources primitives de notre discipline & de notre jurisprudence: ensuite il parcourt le Commentaire sur différents articles de l'Edit, qui méritent une attention plus particulière. Venant enfin à l'avis de la Commission, il nous paroît en général, dit le Prélat, que ce Commentaire, après qu'il aura été revu avec soin, sera digne de l'impression: nous ne croyons pas cependant qu'il doive être rendu public par les soins, ni sous le nom & l'autorité du Clergé.

Sur quoi l'Ass. a prié les deux

Prélats Commissaires d'engager l'Auteur à faire, sans délai, dans son Ouvrage, les changements & corrections qu'ils estimeroient nécessaires, afin qu'il pût être examiné par le Bureau de la Jurisdiction, & qu'il en soit rendu compte à l'Ass. T. VIII, p. 2303 jusqu'à 2334.

III. Conférences & Délibérations des Assemblées du Clergé, pour le maintien & la conservation de la Jurisdiction Ecclesiastique.

Les Délibérations des Ass. du Clergé sont importantes sur cette matière.

L'Ass. de 1595, dans la conférence qu'ont les Prélats députés chez M. le Chancelier avec Mrs. du Conseil: Pour ce qui est du règlement spirituel, disent les Députés, & de la conservation de la Jurisdiction & puissance que Dieu a donnée à son Eglise, la Compagnie avoit délibéré de s'y maintenir & conserver par les moyens ecclésiastiques que Dieu leur a mis en main, & de procéder contre les contrevenants par les voies de droit; suppliant S. M. & les Sieurs de son Conseil, d'interposer leur autorité pour qu'ils n'y soient point troublés. Ils ajoutent que cette prière qu'ils leur font, seroit insérée au Procès-verbal, & qu'il en seroit donné avis aux Diocèses, afin que chacun l'entendît & fît son devoir. T. I, p. 578.

La même Ass. de 1595, art. 29 de son Cahier, demande au Roi de maintenir les Ecclesiastiques dans le peu de Jurisdiction qui leur a été laissée par les Ordonnances de 1539 & 1566; en conséquence, de faire défenses aux Juges ordinaires d'entreprendre aucune chose sur ce qui en dépend, soit en matière de Sacrements, actions personnelles contre les Clercs, actions pécuniaires pour le titre des Bénéfices, ou prestation de dîmes, portions congrues, &c. T. I, p. 574.

Henri IV, par sa réponse à l'art. 13 du Cahier de 1608, ordonne que les Ecclesiastiques soient conservés en ce qui est de leur Jurisdiction, avec défenses à tous ses Officiers de les y troubler; ains de les assister quand ils en seront requis. T. I, P. J. p. 192.

Le même Prince, dans sa réponse à l'art. 12 du Cahier de 1610, enjoint à ses Cours de Parlements de laisser à la Jurisdiction ecclésiastique, les causes qui sont de sa connoissance, sans les attirer à eux, sous prétexte de posses-

sonne, ou pour tout ce tant. T. II, P.

Même demande Etats de 1614. T. I. L'Ass. de 1614, une compilation d'Arrêts favorables à donances.

Cette même Ass. supplie Sa Majesté les Officiers de Justices, ou autres personnes qu'il leur vient avec ceux qu'ils du Clergé, & commissaires de Sa Majesté, des plaintes, ou privièges, ou autres droits d'action, le temporel de l'Eglise. T. II, 486.

En l'Ass. de d'Oléron parlant que reçoivent les Ecclesiastiques, & des Rois, ou d'autres de l'ancienne Coutume, ou d'Ordonnances du Roi, que si l'on remonte & que l'on considère que les Evêques, puis 13 ou 14 siècles, qu'ils ont exercé la Jurisdiction suivant & la Coutume ancienne, & que l'on a été troublés par la ré; mais que, depuis les troubles des guerres, donné occasion à tout entreprendre qu'ils en ont toujours été aux Rois, & que le rétablissement en certains points, néanmoins sans assistance des Juges, modifications que apportées aux Ordonnances. Le même que les plaintes du Clergé pouvoient points; savoir, le comme d'abus, le IV, p. 300.

L'Evêque d'Auxerre, commissaires nommés infractions de la Jurisdiction, dans le Rapport de 1660, les Prélats, remonte jusqu'à

soire, ou pour toute autre occasion que ce soit. T. II, P. J. p. 4.

Même demande dans le Cahier des Etats de 1614. T. II, p. 162, 163.

1615. L'Assemblée de 1613 ordonne de faire une compilation des Ordonnances & Arrêts favorables au Clergé. Voyez Ordonnances.

Cette même Ass., dans son Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner à Mrs. ses Officiers de Justice, soit de Parlements, ou autres, de députer telles personnes qu'il leur plaira, pour concerter avec ceux qui seront aussi députés du Clergé, & en présence des Commissaires de Sa Majesté, s'accorder, s'il est possible, des cas d'abus, de plaintes, ou privilèges, qui sont les trois sortes d'actions concernant le spirituel, le temporel, & les personnes de l'Eglise. T. II, p. 482, 484, 485, 486.

1615. En l'Assemblée de 1655, M. l'Evêque d'Oléron parlant des empêchements que reçoivent les Evêques dans leur Jurisdiction, & des entreprises des Juges Royaux qui étendent la leur au-delà de l'ancienne Coutume, des Loix & Ordonnances du Royaume, observe, que si l'on remontoit jusqu'aux sources, & que l'on considérât l'usage continué que les Evêques avoient suivi depuis 13 ou 14 cents ans, l'on verroit qu'ils ont exercé paisiblement leur Jurisdiction suivant le droit, les Canons & la Coutume ancienne, sans y avoir été troublés par la Jurisdiction séculière; mais que, depuis François I, les désordres des guerres civiles avoient donné occasion aux Juges laïques de tout entreprendre sur les Ecclesiastiq.; qu'ils en ont toujours porté leurs plaintes aux Rois, & obtenu de leur Justice le rétablissement de leur Jurisdiction en certains points, qui ont demeuré néanmoins sans exécution, par la résistance des Juges séculiers, & par les modifications que les Parlements ont apportées aux Ordonnances & Déclarations. Le même Prélat observe, que les plaintes les plus considérables du Clergé pouvoient se réduire à trois points; savoir, le pétitoire, les appels comme d'abus, les cas privilégiés. T. IV, p. 300.

1660. L'Evêque d'Autun, Chef des Commissaires nommés pour remédier aux infractions de la Jurisdiction ecclesiastique, dans le Rapport qu'il fait à l'Ass. de 1660, les Prélat de dehors invités, remonte jusqu'au temps de la con-

sérence avec Pierre de Cugneres, où la Jurisdiction de l'Eglise fut maintenue dans toute son étendue. Il représente ensuite les différentes pertes qu'elle a faites depuis; d'abord par l'Ordonnance de 1539 de François I, ensuite par les Livres pernicioeux des libertés de l'Eglise Gallicane, par les entreprises des Juges séculiers, qui se sont autrefois mêlés de relever des censures; après, ont renvoyé à des Evêques voisins & autres; ensuite à de simples Chanoines ou Curés, dont ils ont fait des Primats; après, en sont venus jusqu'au point de saisir le revenu des Evêques & des Evêchés, & mettre la main profane sur le patrimoine sacré de l'Eglise. Le Prélat propose ensuite les remèdes que la Commission a jugé les plus propres.

1°. Le rétablissement des Conciles Provinciaux... 2°. La tenue des Ass. extraordinaires des Prélats... 3°. L'usage des censures ecclesiastiques, avec une Lettre circulaire aux Evêques, pour leur déclarer que personne ne se fasse exécuter des Jugements laïques, sous les peines que l'Assemblée aviserait... 4°. Les instructions aux Confesseurs, en leur recommandant de faire scrupule des maximes détestables des politiques du temps, qu'on peut impunément envahir la Jurisdiction de l'Eglise... 5°. Instances pour la érifcation du Cahier de 1635, & la réception du Concile de Trente... 6°. Peu fréquenter la Cour, & résider dans son Diocèse; non-seulement y résider, mais y agir & y travailler, visiter, régler, faire son devoir, & édifier par la conduite... 7°. Traiter les affaires de la Jurisdiction ecclesiastique sans aigreur, sans aucune jalousie humaine, mais par esprit & obligation de conscience... 8°. Se tenir joints au Pape comme au Chef de l'Eglise... 9°. Désintéressement dans les Officialités... 10°. Employer quelques savants pour répondre au Livre des libertés... 11°. Remontrances au Roi, respectueuses, mais très-fortes de vive voix & par écrit. T. IV, p. 661 jusqu'à 667.

Le même Evêque d'Autun avoit été prié de dresser une Remontrance par écrit au Roi, sur la Jurisdiction: il la présente à l'Assemblée, qui la loue, & ordonne qu'elle sera insérée dans le Procès-verbal, pour servir d'instruction à la postérité, après toutefois que le Sgr. Evêque en aura adouci quelques expressions. [Elle ne se trouve, ni dans le

Recueil des Harangues, ni aux Archives du Clergé.] Ce Prélat remer en même-temps sur le Bureau, les Lettres-Patentes du Roi Henri II, données à la Requête du Cardinal de Bourbon, alors Archevêque de Sens, & des Evêques de la Province. Lesdites Lettres recouvrées sont mises aux Archives.

Elles portent révocation de l'Ordonnance de 1539, en ce qui concerne la Jurisdiction des Juges d'Eglise. *Voulons & nous plaît*, dit Sa Majesté, que dorénavant les Prélats de noire Royaume en exerçant leur Jurisdiction, jugent, connaissent & décident de toutes matieres pures personnelles, entre & contre toutes personnes laïques, tant en demandant qu'en défendant, & tout ainsi qu'ils avoient accoutumé d'en jouir & user auparavant, & au temps de ladiite Ordonnance, en la révoquant & ne voulant plus qu'elle ait lieu. La Requête du Cardinal de Bourbon présentée au Parlement, y est jointe; au-dessous de laquelle est écrit : *Consentement par nous donné le 10 Août 1552. T. IV, p. 667 & suiv.*

1665. L'Assemb. de 1665 arrête de faire une députation à S. M., pour lui représenter les usurpations & entreprises faites par la Jurisdiction séculière sur l'Ecclesiastique, & la supplier qu'il ne soit pris aucune résolution dans les conférences qui se font pour la réformation de la Justice séculière, pour les choses qui regardent l'Eglise, qu'elles n'aient été communiquées à la Compagnie; & que Mrs. les Commissaires du Cahier seront priés de faire un Mémoire exact de ce dont il faudra parler au Roi.

M. l'Arch. d'Arles, dans son Rapport fait à la même Ass. de la conférence tenue chez M. le Chancelier, expose par quels degrés la Jurisdiction Ecclesiastique est déchue au point où elle est. L'Eglise, dit ce Prélat, a joui de toute sa Jurisdiction paisiblement & sans contestation, jusqu'en l'année 1329, qu'elle fut attaquée par Pierre de Cugneres, Avocat-Général au Parlement de Paris: quelque effort qu'il pût faire, il ne put obtenir de Philippe de Valois, qu'une conférence en présence du Roi, avec Bertrand, Evêque d'Autun, après laquelle le Roi fut si persuadé des droits de l'Eglise, qu'il déclara, *quod Ecclesia de suo jure nihil in diebus suis perderet, nec velle dare exemplum posteris impugnandi Ecclesiam.*

Le Roi Jean, son successeur, ne fut pas si religieux : il commença en 1354

à permettre à ses Officiers de prendre connoissance du possesseur. Pour prouver qu'ils ne l'avoient pas auparavant, il n'y a qu'à lire l'Ordonnance de Philippe le Bel, de l'an 1304, en ces termes : *In petitiois vel possessorio, præsertim inter Ecclesiasticas personas, gentes nostre nullatenus se intromittant.* Le Parlement de Paris a continué dans cette usurpation sans aucun fondement jusqu'en 1413, que Charles VI ayant quelque scrupule de cette usurpation, s'adressa par deux fois au Pape Martin V, & obtint deux Bulles de lui en 1413 & 1428, qui permettoient aux Officiers du Roi de connoître du possesseur, en cas qu'il fût dans cette possession, comme l'avoit exposé Charles VI. L'Eglise perdit donc alors absolument le possesseur.

Sous François I furent établis les cas privilégiés, qui, jufques-là, avoient à peine été connus : on n'en comptoit que deux, celui du crime de leze-majesté & celui du port des armes. A la vérité, ce Prince avoit demandé en 1544, un Bref à Clément VII, afin que les Officiers pufsent connoître du crime de faulfe monnoie fur les Clercs qui fe trouveroient Officiers Royaux, & non fur les autres, enforte qu'on n'en comptoit que trois en ce temps-là : on les a depuis multipliés jufqu'à fix ; maintenant le nombre dépend de la fantailie des Juges, qui comptent pour cas privilégiés tous ceux qui méritent peine affliative.

Ces deux entreprises, quoique grandes, n'approchent pas de celle des appellations comme d'abus, qui furent introduites sous le même François I; car, par ce moyen, la Jurisdiction ecclésiastique est absolument envahie par les Laïques; & quoique François I & ses Successeurs aient fait publier de belles Ordonnances pour donner des limites à la Jurisdiction royale, les Officiers n'ont pas laissé de continuer & d'augmenter tous les jours leur usurpation. T. IV, p. 249, 250.

Le résultat de la conférence qu'ont les Commissaires du Clergé chez M. le Chancelier sur les articles de plaintes, est qu'il sera nommé des Commissaires du Conseil, pour connoître de ce que les Parlements ont mal jugé sur trois chefs : 1°. s'ils ont jugé contre les Ordonnances; 2°. s'ils les ont mal interprétées; 3°. si on a jugé contre les Déclarations. T. IV, p. 951.

M. le Coadjuteur de Reims, dans son

[illegible]

M. le Coadjuteur son Rapport, en Compagnie la néces faire vérifier la I si favorable au C est discutée, au rification en est de ce : le Roi donne d'en conférer avec ral, & il déclare qui en sera fait, tion la plus favora le Clergé. T. V,

En l'Assemblée, le d^ent observe, qu'il avoit vaillé 40 ans pour la nation de 1666; que l'en avoit déjà fait une réponse au Cahier du Roi en 1639; que Richelieu donna parole de les faire en 1657, M. de M^opellier travailla à la clarification sur les points quelle'elle de forme; que par ces articles que les Parle de passer, & d'après celle Ordonnance vient que les Seigneurs vaillent à examiner pour y ajouter ce qu'il dispoient la matière.

Rapport fait à l'Assemb. de 1670, expose, avec beaucoup de netteté, comment, & par quels degrés la Jurisdiction Ecclésiastique a été peu à peu réduite dans l'état où elle étoit de son temps. Elle étoit dans toute sa force & son intégrité, avant la fameuse dispute entre Pierre de Cugneres & Bertrand, Evêque d'Aurun: elle fut réduite insensiblement en des bornes étroites. Pourquoi? L'ignorance, le libertinage des Ecclésiastiques y contribuèrent. Les Assemb. n'étoient point en usage; les Conciles Provinciaux rares. Le Parlement, devenu fixe & permanent, empiétoit peu à peu. L'Eglise, occupée des hérésies de Luther & de Calvin, ne faisoit point d'attention à l'Ordonnance de 1539, source des infractions faites aux privilèges de l'Eglise. L'Ordonnance de Moulins en 1666, augmenta le mal: Charles IX y remédia en partie; mais un an après, l'Edit d'Amboise le renouvella. L'Edit de Melun fut avantageux à l'Eglise; mais les restrictions du Parlement le rendirent inutile. T. V, p. 71, 72, 73.

M. le Coadjuteur de Reims conclut son Rapport, en faisant observer à la Compagnie la nécessité qu'il y avoit de faire vérifier la Déclaration de 1666, si favorable au Clergé. La Déclaration est discutée, article par article; la vérification en est demandée avec instance: le Roi donne ordre à M. Colbert d'en conférer avec le Procureur-Général, & il déclare, que, sur le Rapport qui en sera fait, il prendra la résolution la plus favorable qui se pourra pour le Clergé. T. V, p. 73, 74.

En l'Assemb. de 1675, le Sgr. Président observe, que le Clergé avoit travaillé 40 ans pour obtenir la Déclaration de 1666; que les principaux articles en avoient déjà été accordés dans la réponse au Cahier que l'on présenta au Roi en 1635; que M. le Cardinal de Richelieu donna en ce temps-là sa parole de les faire exécuter; qu'en 1657, M. de Marca & M. de Montpellier travaillèrent à dresser une Déclaration sur lesdites réponses, à laquelle celle de 1666 est presque conforme; que parce qu'il y a quelques articles que les Parlements font difficulté de passer, & d'autres auxquels la nouvelle Ordonnance est contraire, il convient que les Sgrs. Commissaires travaillent à examiner entr'eux, ce qu'on peut y ajouter ou diminuer, & qu'ils disposent la matière pour les confen-

ces qu'ils doivent avoir sur ce sujet avec Mrs. du Conseil, après lesquelles on demanderoit instamment à Sa Majesté ladite vérification, & même des Lettres de jussion, s'il en est besoin. T. V, p. 230.

Les articles sur la Jurisdiction discutés dans les conférences, & que le Clergé propose au Roi dans son Cahier, sont au nombre de onze.

Art. 1. Les Parlements qui n'ont point enregistré les Edits d'Avril 1571, de Novembre 1572, de Melun en 1580, de Décembre 1606, de Septemb. 1610, n'y ont aucun égard; & comme aucune Cour supérieure n'a enregistré la Déclaration de 1666, elle n'est observée nulle part. Pour bannir toute confusion & faire cesser les troubles qui arrivent, faute de cet enregistrement, Votre Majesté est très-humblement suppliée d'ordonner que ces Edits & la Déclaration de 1666, seront enregistrés dans tous les Parlements, où ils ne l'ont été, nonobstant la surannation.

L'art. 2 concerne les absolutions *ad cautelam* des censures, & les entreprises des Parlements sur ce sujet.

L'art. 3 est pour maintenir les Evêq. & leurs Grands-Vicaires dans le droit de donner des Monitoires, sans restreindre ce pouvoir aux Officiaux.

L'art. 4 est contre l'entreprise des Juges Royaux, qui ordonnent aux Officiaux d'accorder des Monitoires qu'ils ont permis d'obtenir, & qui, sur le refus des Curés de les publier, commettent eux-mêmes d'office un Prêtre pour cette publication.

L'art. 5 a pour objet trois entreprises des Parlements & des Juges Royaux. 1°. Les Parlements ordonnent aux Evêques, souvent même sous peine de faillie de leur temporel, de donner les Provisions ou *Visa* de Bénéfices; 2°. ces mêmes Cours commettent quelque Evêque voisin, ou un Prêtre constitué en dignité, pour donner des provisions à ceux qui ont été refusés, ou même ordonnent que le refus & l'Arrêt leur servira de provisions, & enjoignent aux Notaires de les mettre en possession; 3°. ils maintiennent les Ecclésiastiques qui ont pris possession de cette manière dans la jouissance des fruits des Bénéfices, & dans l'exercice des fonctions spirituelles.

L'art. 6 est pour conserver les Evêques dans le droit d'examiner les actes de résignations & de permutations, & les signatures de Cour de Rome, obte-

nues pour le titre des Bénéfices; cet examen concernant le pétitoire & non le possessoire.

L'art. 7 est contre l'abus des Bénéfices incompatibles possédés contre toutes les règles de l'Eglise, en vertu de cette maxime des Parlements, qu'on a pour opérer l'an & le jour depuis la paisible possession, qu'on recule autant qu'on veut par la collusion des Parties.

L'art. 8 est sur la préférence aux Bureaux des Hôtels-Dieu & Hôpitaux, & aux Assemblées, qui se font pour les aumônes, contestée aux Evêques & à leurs Vicaires-Généraux.

L'art. 9 est sur les Procès criminels des Clercs, où, sous prétexte de cas privilégiés, les Juges Royaux attirent à eux le Jugement desdits Procès.

L'art. 10 est contre la nécessité d'obtenir des *pareatis* des Juges Royaux, pour l'exécution des Sentences du Juge d'Eglise.

L'art. 11 est contre l'entreprise des Parlements, qui obligent les Evêques à établir dans leur ressort des Vicaires-Généraux pour l'exercice de la Jurisdiction volontaire; & qui, faute de les établir, font saisir les revenus, ou souvent en commettent eux-mêmes.

Tous ces articles sont accompagnés de leurs preuves. T. V, P. Just. p. 152 & suiv. Voyez chaque matière en particulier.

Le résultat des conférences ayant été rapporté à Sa Majesté, elle déclara, que son intention étoit de rétablir, autant qu'elle pourroit, l'Eglise dans ses anciens droits; que, pour cela, comme les Parlements n'avoient pas déferé aux Lettres de Jussion & de Surannation qui leur avoient été adressées pour la vérification des Déclarations de 1657 & de 1666, elle avoit résolu de nommer trois Evêques, trois Commissaires de son Conseil & autant du Parlement, pour examiner à fond toutes les difficultés qui peuvent se présenter sur ces matières, lui en faire le rapport, & y être pourvu ensuite par des Réglements. T. V, p. 159, 160, 161.

1682.

En l'Assemblée de 1682, M. de Harlai, Président, fait observer à la Compagnie, que la Commission, composée de trois Prélats, dont il étoit un, de trois Conseillers d'Etat & de Mrs. du Parquet, n'avoit rien conclu; que cependant il falloit tâcher de finir cette affaire, & de fixer une fois l'incertitude des Ecclésiastiques sur un point si important. Il propose de nommer des

Commissaires à cet effet: l'Assemblée les nomme. T. V, p. 432, 433, 434.

L'Assemblée de 1685 nomme aussi des Commissaires pour dresser les articles du Cahier concernant la Jurisdiction. Ils ont sur ce sujet une conférence avec Mrs. du Conseil. Les articles y sont discutés. M. le Chancelier paroît fort bien intentionné; il promet de rendre compte au Roi des demandes du Clergé: il déclare, qu'autant de fois que l'on contreviendra dans les Parlements aux Déclarations qui ont été données, & que l'on en portera plainte au Conseil, les Arrêts seront cassés. Les articles du Cahier sont répondus. T. V, p. 604, 606. Les articles & les réponses au Recueil de 1740, p. 1460 & suiv.

L'Eglise de France voit enfin ses vœux accomplis, & une Jurisprudence uniforme fixée par l'Edit du mois d'Avril 1695. Le Roi avoit fait publier & enregistrer, au Parlement de Paris, cet Edit avant l'ouverture de l'Assemblée de 1695. Elle se félicite d'un Règlement qui remet le Clergé dans la jouissance de ses droits naturels & légitimes. Elle ordonne aux Agents d'aller remercier M. le Chancelier, au nom de la Compagnie, en lui témoignant qu'elle l'auroit fait par Députés, si le Roi n'avoit déterminé qu'on ne feroit de députations que pour S. M. & Mgr. le Dauphin. T. VI, p. 111 & f.

A l'égard de l'enregistrement de cet Edit, & des démarches du Clergé pour obtenir cet enregistrement. Voyez ci-dessus, n°. II.

Quant aux différents commentaires qui ont paru sur l'Edit, peu favorables à la Jurisdiction Ecclésiastique, & aux mesures prises par les Assemblées de 1760, 1765 & 1775, pour opposer à ces faux commentaires, un nouveau commentaire plus conforme aux vrais principes. Voyez *ibid.*

Les Prélats assemblés à Paris, en 1752, au sujet du fameux Arrêt du Parlement de Paris, du 18 Avril audit an, ont réuni, dans leur Lettre écrite au Roi, contre les entreprises du Parlement sur l'autorité spirituelle, tout ce que les Loix divines, Ecclésiastiques & civiles ont de plus fort contre ces sortes d'entreprises. T. VIII, P. Just. p. 103 & f.

§. II. Jurisdiction contentieuse.

I. L'Ass. de Melun, en 1579, contient plusieurs beaux Décrets & sages Réglements touchant la Jurisdiction contentieuse, & l'exercice de cette Ju-

Jurisdiction dans & dans la pur
his qua ad for
tinent. de
rectione. T. V
122.

L'Assemblée.
Cahier, suppli
vellant les
soient faites
tous Juges de
Ecclésiastique
épiscopales,
soit; qu'aussi
la Cléricature
voyer la cause
core que l'acco
p. 165.

Même den
art. 22 du Cah
avant d'ordon
qu'ils soient
Parlement. T.

La même
supplie Sa M
ses Juges, la
rends qui su
spirituelles,
ges, les port
des Bénéfices.
Ecclésiastique
qui est de leu
à tous ses Off
I, P. Just. p.

La Chambr
de 1614, nom
ferer avec Mr
à insérer au
bertés de l'E
priviliés &
T. II, p. 14.
L'Ass. de
hier, supplie
senfes à tous
décréter, em
cés aux Ecclé
les retirer de
J. p. 40.

On peut
sieurs autres
tions concer
tentieuse.

II. A l'ég
de cette Jur
Sur les app
bus. Voyez
Sur les C
ad cautelam
sastiques. A
Sur les
toires.

jurisdiction dans la correction des Clercs, & dans la punition des crimes. *Tit. de his qui ad forensam Jurisdictionem pertinent. de publicorum criminum correctione.* T. V, P. J. p. 119, 120, 121, 122.

L'Assemb. de 1598, art. 19 de son Cahier, supplie Sa Majesté, que renouvelant les anciennes Ordonnances, soient faites très-expresses défenses à tous Juges de connoître des Personnes Ecclésiastiques, ni de violer les prisons épiscopales, pour quelque cause que ce soit; qu'aussi-tôt qu'il leur sera apparu de la Cléricature & Ordres, ils aient à renvoyer la cause pardevant l'Evêque, encore que l'accusé ne decline. T. I, P. J. p. 165.

Même demande de l'Ass. de 1600, art. 12 du Cahier. Réponse. *Veut S. M., avant d'ordonner sur lesdits articles, qu'ils soient communiqués à sa Cour de Parlement.* T. I, P. Just. p. 178, 179.

La même Assemb., dans l'art. 27, supplie Sa Majesté de défendre à tous les Juges, la connoissance des différends qui surviendront en matieres spirituelles, comme sont les mariages, les portions congrues, le pécunier des Bénéfices. Le Roi répond, que les Ecclésiastiques seront conservés en ce qui est de leur Jurisdiction, & défend à tous les Officiers d'y contrevenir. T. I, P. Just. p. 180.

La Chambre Ecclésiastique, aux Etats de 1614, nomme des Députés pour conférer avec Mrs. du Conseil, sur les art. à insérer au Cahier, touchant les libertés de l'Eglise Gallicane, les cas privilégiés & les appels comme d'abus. T. II, p. 141, 142, 149.

L'Ass. de 1611, art. 3 de son Cahier, supplie Sa Majesté de faire défenses à tous les Officiers d'informer, décréter, emprisonner, & faire le Procès aux Ecclésiastiques, & par ce moyen, les retirer de leur Tribunal. T. II, P. J. p. 40.

On peut voir au §. précédent, plusieurs autres demandes & délibérations concernant la Jurisdiction contentieuse.

II. A l'égard des objets particuliers de cette Jurisdiction, savoir:

Sur les appels simples & comme d'abus. *Voyez Appels.*

Sur les Censures & les Absolutions *ad cautelam.* *Voyez Censures Ecclésiastiques. Absolution, §. II.*

Sur les monitoires. *Voyez Monitoires.*

Sur le pécunier & possesseur. *Voyez Possesseur.*

Sur la Jurisdiction des Evêques, pour procéder contre les Hérétiques, leurs auteurs & mauvais Livres. *Voyez Hérétiques.*

Sur la Procédure & Procès criminels des Clercs, cas privilégiés & tout ce qui y a rapport. *Voyez Procès des Clercs.*

Sur la réduction des degrés & ordres de Jurisdiction, pour empêcher les longueurs dans le Jugement des causes Ecclésiastiques, soumises au Jugement des Juges d'Eglise. *Voyez Officialités, §. III.*

Sur les causes de mariage. *Voyez Mariage.*

Sur la compétence des Juges, des Seigneurs, par rapport aux Ecclésiastiques. *Voyez Seigneurs.*

Sur la compétence des Prévôts des Marchaux. *Voyez Prévôts.*

Sur la Jurisdiction de l'Eglise, en matiere de simonie. *Voyez Simonie.*

§. III. Jurisdiction volontaire & gracieuse.

Voyez ci-dessus, §. I.

A l'égard des objets particuliers de cette Jurisdiction :

Sur les visa & provisions des Bénéfices. *Voyez ces mots. Visa. Provisions.*

Sur la Jurisdiction par rapport aux saints Ordres, aux dimissaires. *Voyez Ordinations.*

Sur ce qui concerne les approbations de prêcher & de confesser. *Voyez Approbations.*

Sur la prononciation & l'absolution des Censures. *Voyez Censures Ecclésiastiques.*

Sur l'autorité & la Jurisdiction relative à la Doctrine. *Voyez Doctrine.*

Sur les quêtes, les Indulgences, les Images. *Voyez ces trois mots.*

Sur la question, si les Evêques sont obligés d'établir des Grands-Vicaires dans le ressort des différents Parlements. *Voyez Vicaires-Généraux.*

Sur les autres objets de la Jurisdiction volontaire. *Voyez chaque matiere en particulier.*

JUSTICE OU MAGISTRATURE.

Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique, aux Etats de Blois, en 1577, contient plusieurs demandes touchant la réformation de la Justice, ou Magistrature, sur les offices de Judicature, sur les Juges, sur les offices à supprimer. Recueil, p. 1056 & suiv.

De même, le Cahier aux États de Blois de 1614. Recueil, p. 1326 & s.

JUSTICE. [LIT DE]

Sur le rang & séance que doivent avoir les Prélats choisis pour accompagner le Roi, quand il va tenir son Lit de Justice. *Voyez* Pairs Ecclésiastiques.

JUSTICES, OU SEIGNEURIES.

I. LES Curés des environs de Paris se plaignent à l'Assemb. de 1655, qu'on les oblige de répondre devant les Juges des Seigneurs, au préjudice de l'Edit de Melun; ce qui est cause que lorsqu'ils sont mal avec les Seigneurs, ils sont maltraités par leurs Officiers. A quoi la Compagnie voulant remédier, elle résout de demander un Arrêt en forme de Règlement, portant que les Curés ne pourront être obligés de répondre que devant les Juges Royaux. T. IV, p. 304.

L'Ass. de 1705, art. 9 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté, conformément à l'art. 38 de l'Edit de 1695, de faire défenses aux Juges des Seigneurs, & autres qu'aux Juges Royaux, ressortissant sans moyen aux Cours de Parlement, de connoître des Procès criminels des Clercs. Réponse. *Le Roi n'a rien de nouveau à ordonner sur son Edit de 1695; il ne veut rien y ajouter ni diminuer.* Recueil, p. 1500.

II. Le Roi, par une réponse faite aux États tenus à Saint-Germain à la suite de ceux d'Orléans en 1560, devoit réunir les Justices appartenantes aux Ecclésiastiques, à celle du Roi, & Villes seulement. L'art. 13 du Cahier de Poissy est contre. Sa Majesté répond, qu'elle n'a entendu ôter aux Prélats aucunes Justices des Villes, sans les récompenser d'autant qu'elles valent. Recueil, p. 966.

En l'Ass. de 1598, l'Abbé de Sainte-Genevieve donne avis d'une Requête au Parlement, présentée par le sieur Miron, Lieutenant Civil, tendante à réunir toutes les Justices de la Ville appartenant aux Bénéficiers, à celle du Roi, excepté celle de l'Evêque de Paris. L'Ass., attendu l'importance de la chose, conclut de présenter Requête au Parlement au nom du Clergé-Général, pour être reçu partie contre le sieur Miron. T. I, p. 654, 655.

Il est observé dans l'Ass. de 1645, que les Justices sont la portion la plus noble du temporel de l'Eglise, aussi inaliénables, sans son consentement,

III. Plusieurs Bénéficiers ont associé les Rois en leurs terres & Seigneuries, & droits de Justice: les Rois ont ensuite engagé cette portion de Seigneurie. Les engagistes, fort souvent au préjudice des Ecclésiastiques, dispoient desdits droits, sans leur consentement. S. M. ordonne qu'à l'avenir les conditions du partage soient gardées, & suivant icelles, qu'il soit pourvu aux offices par avis commun, ou alternativement; veut pareillement que lesdits Bénéficiers puissent retirer lesdits droits aliénés des mains des Acquéreurs en les remboursant, pour les réunir au domaine de l'Eglise. T. II, P. Just. p. 9.

L'Evêque de Montauban est Seigneur de la Ville en partage avec le Roi; ce droit & ce qui en est la suite lui est contesté. Il demande la protection de l'Assemb. de 1670, qui jugeant cette affaire de très-grande conséquence, charge ses Agents d'y intervenir en son nom, par-tout où besoin sera. T. V, p. 128.

L'Evêq. de Saint-Paul-trois-Châteaux & le Chapitre de Romans, en partage avec le Roi, demandent aussi la protection du Clergé. *Voyez* Paul-trois-Châteaux. [Saint-] Romans.

IV. La Chambre Ecclésiastique aux États de 1614, apprend que Mrs. du Tiers-Etat avoient mis dans leur Cahier, deux articles fort préjudiciables à l'Eglise; savoir, que les appellations des Juges des Pairies soient relevées aux sieges Royaux, au lieu qu'elles alloient aux Parlements; qu'en outre, le Juge Royal puisse par prévention prendre connoissance de toutes matieres & en toutes Jurisdiccions. Arrêté d'y former opposition, & d'en insérer article au Cahier. C'est le 35. T. II, p. 153, 154.

V. L'Ass. de 1641 pourfuit & obtient la révocation d'un Edit vérifié au Grand-Conseil, portant établissement des Contrôleurs-Garde-Scels dans les Jurisdiccions Ecclésiastiq. T. III, p. 68.

VI. Le 7 Septembre 1645, il avoit paru un Edit porté au Parlement de Paris, par lequel il étoit ordonné, que tous les Juges des Justices subalternes, tant de celles qui appartiennent aux Sgrs. Ecclésiastiques, qu'autres, paieroient une finance aux coffres du Roi, qui seroit portée aux Parties casuelles, pour avoir droit de prendre des épices des Procès par écrit qu'ils jugeroient à l'avenir, de laquelle les Sgrs.

Sgrs. Ecclésiastiques faire le remission ou montré à l'Officiers des Ecclésiastiques gercuses con Compagnie traçter avec Déclaration dit, en ce Ecclésiastiques Clergé, char missaires du art. de leur de l'Edit est à ce sujet : au lieu de l' du Contrat l'Arrêt est a rée; les Sgrs. exprimés, la prération des Engagistes p par l'Eglise.

VII. Dans M. le Chancel de l'Assemb. révocation d roit établis Roi, dans to ou les Evêq ques étoient celier répon difficulté, à général; ma que M. l'Evê scul qui s'en difficulté de

L

Voyez Pro

L

L Aïques Bénéficiers Laïques p Voyez Pen Laïques c Ecclésiastiques §. IV.

Laïques c honorés ava Laïques de n Laïques E nus d'Eglise Impôts.

Table de

Sgrs. Ecclésiastiques seroient tenus de faire le remboursement en cas de destitution ou de mort. Sur ce qui est remonté à l'Assemb. de 1645, par les Officiers des Justices subalternes & Ecclésiastiques de Paris, touchant les dangereuses conséquences dudit Edit, la Compagnie résout, qu'avant de contracter avec le Roi, on obtiendra une Déclaration portant révocation de l'Edit, en ce qui concerne les Sgrs. Ecclésiastiques, & que les Députés du Clergé, chargés de traiter avec les Commissaires du Roi, en feront le premier art. de leur conférence. La révocation de l'Edit est promise; Arrêt demandé à ce sujet : Mrs. du Conseil proposent au lieu de l'Arrêt, d'en faire une clause du Contrat : l'Assemb. s'y oppose; l'Arrêt est accordé en la forme désirée; les Sgrs. Engagistes n'y étant point exprimés, l'Assemb. demande l'interprétation de l'Arrêt en faveur desdits Engagistes possédant les biens aliénés par l'Eglise. T. III, p. 320 & f. 356.

VII. Dans la conférence tenue chez M. le Chancelier, les Députés du Clergé de l'Assemb. de 1660, demandent la révocation d'un Edit de 1635, qui portoit établissement d'un Procureur du Roi, dans toutes les Maisons-des-Villes où les Evêques & autres Ecclésiastiques étoient Sgrs.; à quoi M. le Chancelier répond, que cela seroit quelque difficulté, à cause que cet Edit étoit général; mais lui ayant été observé, que M. l'Evêque de Limoges étoit le seul qui s'en plaignoit, il ne fait plus difficulté de l'accorder. M. d'Aligre ap-

porte l'Arrêt en faveur de ce Prélat, contre la création d'un Procureur du Roi & d'un Greffier dans l'Hôtel-de-Ville de Saint-Junien, en les remboursant. T. IV, p. 750.

VIII. L'Assemb. de 1660 demande une Déclaration au Roi, pour conserver les mêmes droits aux Seigneurs Ecclésiastiques sur les biens communaux des Paroisses, que ceux qu'ont les Sgrs. Laïques sur les communes des Paroisses dont ils sont Seigneurs, à qui on ne conteste point le droit de retenir pour leur usage, le tiers desdites communes. T. IV, p. 751, 752.

IX. L'Ass. de 1705, art. 16 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger les Officiers des Justices des Sgrs. Ecclésiastiques, du paiement des taxes qui leur sont demandées, sous prétexte qu'ils avoient rendu des Sentences avec épices; d'en décharger pareillement les Greffiers des Justices desdits Sgrs., n'ayant eu aucune part aux épices. *Refusé*. Recueil, p. 1507.

X. Les Ecclésiastiques de Dauphiné & de Provence qui possèdent des biens dans les terres des Gentilshommes, étoient inquiétés par ces Seigneurs, qui vouloient les obliger de donner dénombrements des terres & domaines qu'ils possédoient de tout temps, dépendants de leurs Bénéfices, exhiber leurs titres, passer de nouvelles reconnoissances, donner homme vivant & mourant; ou bien payer un demi-lods de dix en dix ans, ou un lods entier de 20 en 20 ans. *Voyez Lods*.

L.

LABADIE.

Voyez Protestants, an. 1655.

LAÏQUES.

LAÏQUES auxquels on donne des Bénéfices. *Voyez* Bénéfices, §. I.

Laïques pensionnés sur des Bénéfices. *Voyez* Pensions, §. I.

Laïques occupant les places des Ecclésiastiques aux Eglises. *Voyez* Eglise, §. IV.

Laïques en surplus à l'Office divin, honorés avant les Seigneurs & autres Laïques de marque. *Voyez* Eglise, §. IV.

Laïques Fermiers des dîmes & revenus d'Eglise, imposés à la taille. *Voyez* Impôts.

Table de la Coll. des P. V.

LANGRES.

1°. Le Chapitre de Langres jouit d'une rente de dix charges de sel à prendre dans les salines de Bourgogne : cette rente lui est contestée par les Fermiers des Gabelles. *Voyez* Gabelles.

2°. En l'Assemb. de 1734, M. l'Evêque de Châlons-sur-Saône remontre, qu'il étoit chargé pour le Diocèse de Langres & le nouveau Diocèse de Dijon, de demander, que, dans la répartition qui seroit faite pour raison du Don-gratuit, il ne fût encore rien statué sur un département particulier pour le Diocèse de Dijon; mais que le rôle de répartition fût adressé au Bureau Diocésain de Langres, qui instrui-

Kkkk

roit ensuite M. l'Evêque de Dijon, de ce que les Bénéfices séparés de leur premier chef-lieu, & réunis à l'Evêché de Dijon, seroient tenus de payer suivant les rôles qui seroient arrêtés & convenus entre les deux Diocèses. Sur quoi M. l'Archevêque de Paris ayant pris l'avis de la Compagnie, il a été dit, que, vu la difficulté de statuer définitivement sur la demande du Diocèse de Dijon, qui, sans doute, dans le cas d'un Jugement définitif, ne pourroit éviter plusieurs discussions de la part du Diocèse de Langres, il paroîtroit plus convenable à la sagesse de l'Assemb., d'imposer provisionnellement le Dioc. de Langres, comme composé du même nombre de Contribuables, & comme avant la désunion qui avoit été faite en faveur du Diocèse de Dijon. T. VII, p. 1296.

3°. M. l'Evêq. de Langres demande la protection, ou même l'intervention de l'Ass. de 1748, dans une affaire qu'il avoit contre l'Abbesse de N. D. de Troies, au sujet de l'union du Prieuré de Saint-Geosme à un Séminaire qui devoit servir de retraite aux Curés infirmes. Sur quoi l'Ass. charge Mrs. les Agents de suivre avec attention cette affaire, & même d'y intervenir, s'ils croient leur intervention nécessaire, après un plus grand examen du procès. T. VIII, p. 107 & suiv.

LANGUEDOC.

I. Aux Etats de Blois, en 1588, sur le différend de préséance survenu entre les Députés du Languedoc & ceux de Picardie, il fut jugé que le Gouvernement de Languedoc auroit séance avant celui de Picardie. T. I, p. 458.

II. Sur les Réglemens faits pour la Province de Languedoc, touchant la nobilité & la roture des fonds de terre, & sur les représentations & délibérations du Clergé, à ce sujet, en ce qui concerne les Ecclésiastiques. Voyez Nobilité.

III. A l'égard du cadastre & de l'imposition à la taille des biens ecclésiastiques dans la même Province, & des délibérations du Clergé sur cet objet. Voyez Impôts, §. II.

IV. Sur le droit de *Committimus*, qu'on a voulu ôter aux Evêques du Languedoc. Voyez *Committimus*.

V. Sur les taxes imposées dans le ressort du Parlement de Toulouse, aux Evêques & Bénéficiers, en faveur des Docteurs-Régents de l'Université de

cette Ville. Voyez Universités, §. III.

VI. Sur le droit de Régale, par rapport aux Eglises de Languedoc. Voyez Régale, §. I & II.

VII. Sur les entreprises des Protestants dans la Province de Languedoc. Voyez Protestants.

LAON.

1°. L'Evêque de Laon représente à l'Ass. de 1660, qu'il étoit sur le point de faire juger un procès qu'il avoit contre les Religieux Prémontrés de l'Abbaye de S. Martin de Laon, lesquels, oubliant qu'un de ses prédécesseurs avoit autrefois fondé leur Ordre dans le Diocèse, & qu'il les avoit établis dans l'Eglise de S. Martin, possédée autrefois par des Chanoines Séculiers, à condition que leur Maison demurerait toujours dans sa main, prétendoient néanmoins lui contester le pouvoir de donner la Bénédiction à son peuple dans leur Eglise, d'y conférer les Ordres & la Confirmation, & avoient osé le troubler, par un procédé violent & scandaleux, dans l'usage de ses fonctions, contre la disposition des saints Canons & des Réglemens du Clergé. L'Assemb. lui accorde toute protection, & charge les Agents & ses Commissaires de solliciter les Juges, de sa part. T. IV, p. 639, 640.

Il paroît en même-temps un Livre, intitulé : *Responsio ad Inquisitionem D. Launoi... in privilegia Pramonstratensis Ordinis, per Fratrem Norbertum Cailleu, Facultatis Parisiensis Theologum, Archimonastrum Pramonstratensis Priorem, &c.*, lequel attaquoit non-seulement la personne & la conduite de l'Evêque de Laon, mais même les fonctions les plus naturelles & les principaux droits de l'Episcopat. L'Assemb. ordonne aux Agents d'intervenir, en tous lieux, pour la poursuite qui sera faite de la réparation & punition exemplaire d'un pareil attentat; qu'en outre il sera écrit une Lettre circulaire aux Evêques, pour n'admettre à aucune fonction l'Auteur du Livre, & d'en priver de même ses Supérieurs & tous ceux de son Ordre; comme aussi de leur refuser l'imposition des mains pour les Ordres : elle résout encore d'engager la Faculté de Théologie, dont l'Auteur est membre, de le priver de l'entrée & de toutes voix dans ses Assemblées. T. IV, p. 640, 641. La Lettre circulaire, P. Just. p. 153.

Le coupable témoignant quelque

disposition à donner Mrs. de Paris, d'A & les PP. Annat & un projet : il est p de 1665, qui l'appre ledit Religieux ne s délibération précéd T. IV, p. 923, 924

2°. Sur la prétention de la même Abbaye de Laon, d'avoir un Diocésain. Voyez Cimes, §. II, n°. II

3°. Le Syndic du pourvoit à l'Ass. de rend de ce Diocèse dit Diocèse, avec le Gén. Il s'agissoit de leurs rescriptions, mant, Rec. Prov. du en 1710, sur l'emprunt pour être payées par le Receveur des décimes retiré ces rescriptions en 1711, & les avoient Ogier, pour amortir le capital des 24 millions dudit Diocèse : le si reues, & n'avoit f rers au Diocèse, q rescriptions lui avoient Syndic & le Receveur doient, au contraire, devoit tenir compte jour que les rescriptions retirées des mains de l'Ass. prononce en T. VI, p. 1476, 1477

4°. Plusieurs Arrêts Roi ont été rendus de Laon, au sujet Voyez Aides.

On en trouve aussi me Clergé, ainsi que portées par le même différentes Assemblées différentes especes d ou impositions. Voyez

On a voulu plusieurs Ecclésiastiques de gens de guerre.

5°. Arrêt du Parlement en 1740, qui supprime le Pastorale de M. l'Evêque Religion, §. X, an.

LAURE

Voyez Receveur n°. VIII.

disposition à donner une réparation, Mrs. de Paris, d'Auch & de Digne, & les PP. Annat & Bagot en dressent un projet : il est présenté à l'Assemb. de 1665, qui l'approuve; & au cas que ledit Religieux ne s'y conforme pas, la délibération précédente est confirmée. T. IV, p. 923, 924.

2°. Sur la prétention des Prémontrés de la même Abbaye de Saint-Martin de Laon, d'avoir un Député au Bureau Diocésain. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

3°. Le Syndic du Diocèse de Laon se pourvoit à l'Ass. de 1715, sur un différend de ce Diocèse & du Receveur dudit Diocèse, avec le sieur Ogier, Rec. Gén. Il s'agissoit des intérêts de plusieurs rescriptions, que le sieur Lallemand, Rec. Prov. du Soissonnois, avoit en 1710, sur l'emprunt de 24 millions, pour être payées par le sieur Ogier : le Receveur des décimes de Laon avoit retiré ces rescriptions dudit Lallemand, en 1711, & les avoir présentées au Sr. Ogier, pour amortir une partie du capital des 24 millions, de la quote-part dudit Diocèse : le sieur Ogier les avoit reçues, & n'avoit fait cesser les intérêts au Diocèse, que du jour que les rescriptions lui avoient été remises. Le Syndic & le Receveur de Laon prétendoient, au contraire, que le Sr. Ogier devoit tenir compte des intérêts, du jour que les rescriptions avoient été retirées des mains du sieur Lallemand. L'Ass. prononce en faveur de M. Ogier. T. VI, p. 1476, 1477.

4°. Plusieurs Arrêts des Conseils du Roi ont été rendus en faveur du Clergé de Laon, au sujet des droits d'Aides. *Voyez* Aides.

On en trouve aussi en faveur du même Clergé, ainsi que plusieurs plaintes portées par le même Clergé de Laon à différentes Assemblées, par rapport à différentes especes d'octrois & de taxes ou impositions. *Voyez* Octrois.

On a voulu plusieurs fois assujettir les Ecclésiastiques de Laon au logement de gens de guerre. *Voyez* Logements.

5°. Arrêt du Parlem. de Paris, rendu en 1740, qui supprime l'Instruction Pastorale de M. l'Evêq. de Laon. *Voyez* Religion, §. X, an. 1740.

LAURENT. [S.]

Voyez Receveur-Général, §. III, n°. VIII.

LAZARE.

[CHEVALIERS DE SAINT-]

I. Le Pape avoit accordé un Bref aux Chevaliers de S. Lazare, par lequel il leur permettoit de pouvoir tirer pensions sur toutes sortes de Bénéfices, jusqu'à la somme de deux mille livres : ensuite de ce Bref, l'Evêque de Riez avoit consenti à l'imposition de deux mille livres sur son Evêché, en faveur d'un sien frere, Chevalier de S. Lazare. L'Ass. de 1612 ordonne aux Agents de former opposition à la vérification dudit Bref : à l'égard de la pension accordée, elle députe à M. le Chancelier, pour la faire révoquer. T. II, p. 38, 39.

La Chambre Ecclésiastique des États de 1614 supplie Sa Majesté d'obtenir du Pape la révocation de la Bulle des Chevaliers de S. Lazare, ou N. D. de Mont-Carmel. T. II, p. 143.

L'Ass. de 1615 agit auprès de M. le Duc de Nevers, qui poursuivoit le rétablissement des Chevaliers du Saint-Sépulcre, ou Saint-Lazare; & auprès du Nonce, pour empêcher que la Constitution de pensions sur les biens ecclésiastiques soit accordée auxdits Chevaliers : elle nomme des Députés pour dresser les Lettres de Déclaration qu'il convenoit d'obtenir du Roi, pour ce sujet, & une Lettre pour le Pape. T. II, p. 288.

M. l'Archev. de Toulouse, dans le savant rapport qu'il fait de l'affaire de l'union des biens de l'Ordre de S. Ruf à l'Ordre de S. Lazare, entre dans un grand examen des titres de l'Ordre de S. Lazare & de ceux que cet Ordre allègue en sa faveur : il distingue trois époques; la première avant Henri IV, qui voulut donner un nouvel état à l'Ordre de S. Lazare : il fait voir, pour cette époque, que les Bulles, titres & monuments qui s'y rapportent, n'ont aucune application à l'Ordre de S. Lazare, tel qu'il est en France, & que cet Ordre n'en peut tirer aucun avantage dans l'affaire de l'union des biens de S. Ruf. La deuxième époque est son établissement même par Henri IV, temps où il éprouva les effets de la protection la plus signalée : rien dans cette époque n'annonce l'Institution ou le rétablissement d'une Société religieuse; rien qui annonce cet Ordre ancien, qui avoit pris son origine en Syrie, dont les Rois Louis VII & Louis IX avoient amené une portion en France, qui avoit des

branches dans d'autres Etats, & qui avoit pu jouir autrefois des droits d'un Ordre Hospitalier & Religieux; tout, au contraire, ne porte que le caractère d'une association laïque. Ce même caractère d'association laïque est encore confirmé dans la troisieme époque. Le regne de Louis XIII ne présente aucun événement qui intéresse l'Ordre de S. Lazare: celui de Louis XIV offre plusieurs titres, dont il se flatte de pouvoir tirer avantage, mais sans raison, & on le prouve. T. VIII, p. 1977 jusqu. 1993. Voyez Ruf. [S.]

Sur l'agrégation des Religieux de S. Antoine & l'union de leurs biens à l'Ordre de S. Lazare. *Voyez Antonistes.*

II. Le Roi désire favoir de l'Assemblée de 1680 quels sont les fondemens sur lesquels les Maladreries, Léproseries, Hôpitaux & autres lieux réunis à l'Ordre de S. Lazare, ont été compris dans les rôles des décimes, tant ordinaires qu'extraordinaires. Il est représenté à Sa Majesté, que, de tout temps, ces biens ont été imposés; qu'ils n'en font exempts, ni par la Bulle de Léon X, ni par aucune autre Bulle des Papes suivans; qu'au contraire, les Ordres Militaires sont nommément compris dans la première. T. V, p. 330.

En 1682, M. de Louvois obtint du Roi que les Commanderies de l'Ordre de S. Lazare seroient déchargées des impositions du Clergé; mais le même Prince, par son Edit de Mars 1693, rétablit les choses dans leur premier état.

Contestation, à ce sujet, entre le sieur de Semonville, Commandeur de Voigni, Ordre de S. Lazare, avec le Diocèse d'Orléans, qui réclame la protection de l'Alf. de 1710. Le Commandeur, en vertu du privilège d'évocation générale au Grand-Conseil, accordé à l'Ordre de Saint-Lazare, s'y pourvoit, & obtient un Arrêt qui évoque audit Grand-Conseil cette affaire, & fait défenses aux Parties de procéder au Bureau Diocésain d'Orléans; ce qui engage le Syndic du Diocèse à se pourvoir au Conseil en règlement de Juges, & demander le renvoi audit Bureau, sauf l'appel en la Chambre Souveraine de Paris. L'Alf. ordonne aux Agents de donner leur Requête d'intervention, au nom du Clergé, en ladite instance, en règlement de Juges. T. VI, p. 1131, 1132.

Même protection du Clergé & intervention des Agents, accordée par

l'Assemblée de 1715. T. VI, p. 1471.

Autre affaire du Syndic de Luçon, contre un Commandeur de S. Lazare, pour taxe de décimes : elle est portée au Conseil, en règlement de Juges. Le Commandeur prétendoit, en vertu du privilège de l'Ordre, procéder au G. Conseil : le Syndic disoit, qu'en fait de deniers du Roi, tels que sont les décimes, les *committimus* & évocations n'avoient point lieu, & que l'affaire devoit être portée, en première instance, au Bureau Diocés. Ainsi jugé au Conseil, le 14 Octobre 1698. T. VI, P. J. p. 125, 267 & suiv.

LECTURE.

MGR. l'Evêq. d'Aire présente à l'Aff. de 1745 un Mémoire de M. l'Evêque de Lectoure, au sujet d'un procès qu'il avoit contre les PP. de l'Oratoire, touchant une maison & une métairie, acquise de deniers légués au Séminaire. L'Aff. charge Mrs. les Agents de solliciter cette affaire. T. VII, p. 208.

LÉGATS A LATÉRE.

I. Le 8 Juillet 1664, à la requiſition de Mrs. les Agents, les Prélats étant à Paris, ſ'afſemblent extraordinairement à l'Archevêché, où il leur eſt fait part de l'ordre du Roi, touchant l'entrée ſolemnelle de M. le Cardinal de Chigi Légal à Paris, & de l'intention de Sa Majelté, que Mrs. les Archevêques & Evêques aient, en cette occaſion, le mantelet & les autres habits dont ils s'étoient ſervis lors de l'entrée de M. le Cardinal Barberin, envoyé Légal en 1625. Le Procès-verbal du Cardinal Barberin eſt conſulté; en conſéquence, & pour ſatisfaire au deſir du Roi, les Prélats aſſemblés déterminent, qu'ils porteront un chapeau noir, plat, doublé d'un raffetas verd, avec les cordons de même couleur pendans, prendront le mantelet, qui ſera d'une longueur ſuffiſante pour couvrir le rochet, & auront le camail avec la croix pectorale par-deſſus ledit mantelet; qu'en ce habit ils monteront ſur un cheval couvert d'une houſſe de velours violet, avec une frange de ſoie, & houpes aux quatre coins de même couleur, & accompagneront le Légal juſqu'à l'Egliſe de Notre-Dame, où étant arrivés, après être deſcendus de cheval, ils prendront leur bonnet quarré, quitteront le mantelet, reſteront avec le camail, la croix & le rochet, auquel habit ils l'accompagneront à l'Egliſe, & aſſiſteront au

Te Deum ; & les prières faites, ils conduiront M. le Legat jusqu'à la porte de l'Eglise, où ils prendront congé de lui. T. IV, P. J. p. 180, 181.

Il y eut encore d'autres cérémonies à régler, dont la principale faisant plus de difficulté, fut le rang à donner aux Prélats Italiens, lesquels d'ordinaire ne sont point Evêques, ni même dans les Ordres sacrés. L'Assemb. trouva qu'il y auroit de l'inconvénient de les faire marcher au milieu des premiers rangs de Messeigneurs, à la cavalcade, ce qui pourroit donner à croire qu'ils précéderoient les Evêques. La Compagnie députa sur ce sujet à Sa Majesté, qui témoigna désirer que les Prélats Italiens fussent satisfaits, sans pourtant faire aucun préjudice aux Evêques. L'expédient proposé & suivi fut, que Mrs. les Archevêques & Evêques marcheroient deux à deux, hors les cinq premiers rangs, entre lesquels seroit au milieu M. Roberti, Archevêque de Taris, Nonce extraordinaire, suivi des Prélats Italiens. *Ibid.* p. 181 & s.

II. Sur les députations faites par les Assemb. du Clergé à Mrs. les Légats. Voyez Visites, §. IV.

LÉGATS ET VICE-LÉGATS D'AVIGNON.

I. EN l'Assemblée de 1655, plusieurs Evêques se plaignent des entreprises que le Vice-Légat d'Avignon faisoit tous les jours sur l'autorité des Evêques de Provence. La Compagnie nomme des Commissaires pour examiner les moyens les plus propres pour arrêter ces entreprises. T. IV, p. 196, 197.

Les Fermiers des Gabelles de Provence étoient dans l'usage d'obtenir, du Vice-Légat d'Avignon, des Monitoires pour être publiés dans les Diocèses de Provence : y en ayant eu de publiés au Diocèse d'Arles, par un Prêtre du Diocèse d'Aix, les Vicaires-Généraux rendent deux Ordonnances, l'une pour défendre la publication de pareils Monitoires, l'autre pour déclarer que ceux qui auront connoissance des faits, ne seront point sujets aux censures, faute d'y déférer. L'Assemb. de 1665 approuve cette conduite, & sollicite auprès de M. de Lionne pour la faire approuver du Roi. T. IV, p. 966, 967.

En 1670, un Ecclésiastique de Pélissane, au Diocèse d'Aix, se pourvoit au Parlement, pour avoir permission d'ob-

tenir un Monitoire : au lieu de s'adresser à l'Archevêque d'Aix, il se présente au Vice-Légat d'Avignon, qui lui accorde le Monitoire ; il le présente ensuite au Vicaire de Pélissane, celui-ci en refuse la publication, sur ce qu'il ne paroît pas qu'il fût visé de l'Archev. Sur ce refus, il se pourvoit de nouveau au Parlement, qui commet le premier Prêtre requis : on s'adresse à un Prêtre du Comtat Venaissin, qui publie le Monitoire pendant plusieurs Dimanches. Le Vicaire ne s'oppose point à la publication ; mais déclare seulement que le Monitoire est nul, & n'oblige en rien ; sur quoi il est décrété par le Parlement d'ajournement, ensuite condamné à l'amende de 3 livres envers le Roi, 6 livres envers la Partie, & avec tous les dépens, avec défenses de récidiver. L'Ass. de 1675 prend son fait & cause, & ordonne aux Agents de poursuivre la cassation de l'Arrêt. T. V, p. 236, 237.

II. Sur la demande faite à l'Assemb. de 1705, par M. l'Evêque de Fréjus, qu'étant ordonné, par la Déclaration de Janvier 1650, que les Procurations *ad resignandum*, qui seront envoyées à Rome, soient auparavant insinuées, la même chose ait lieu pour celles qui seront envoyées à la Vice-Légation d'Avignon : l'Ass. approuve la demande, & en fait un article de son Cahier. T. VI, p. 860.

En l'Assemb. de 1726, il est parlé d'une affaire concernant le Pricuré de Rourete, au Diocèse de Gap, entre le Pourvu par le Collateur ordinaire, & un Pourvu à la Vice-Légation, dont les Provisions contenoient la date de l'heure. Le Parlement de Grenoble avoit accordé à ce dernier la récréance. L'Ass. demande l'évocation de la cause au Conseil. T. VII, p. 804, 805.

En l'Assemb. de 1730, M. l'Archev. de Bordeaux représente les abus de cet usage de la Légation, suivant lequel il est fait mention de l'heure des dates, & on délivre un certificat de la retenue des dates, sous le nom d'*instrumentum de hora*, auquel les Parlements d'Aix & de Grenoble avoient égard. L'Ass. sollicite à ce sujet une Déclaration favorable au droit des Collateurs ordinaires. T. VII, p. 1123, 1124.

L'Ass. de 1740, par l'art. 7 de son Cahier sur la Jurisdiction, supplie S. M. de vouloir accorder une Déclaration, portant, 1°. que l'art. 13 de l'Edit de Décembre 1691, au sujet des insinua-

tions, sera exécuté selon sa forme & teneur, même à l'égard des démissions & permutations qui pourroient être faites en la Vice-Légation d'Avignon.

2°. Que sans avoir égard au certificat de l'heure des dates, dont l'usage a été introduit dans la Vice-Légation, sous le nom de *instrumentum de hora*, les Provisions des Bénéfices données par les Evêques & autres Collateurs, auront la préférence sur celles qui auroient été obtenues en la Vice-Légation, lorsque les Provisions du Collateur ordinaire se trouveront du même jour.

Rép. Le Roi se fera rendre compte des abus qu'on prétend s'être introduits à cet égard. T. VII, P. Just. p. 414. [*Chiffre dérangé.*]

Mêmes demandes renouvelées par l'Assemb. de 1745, art. 10 du Cahier. Réponse favorable. T. VII, P. J. p. 471 & suiv.

Sur ces Remontrances du Clergé, est intervenue la Déclaration du 10 Novembre 1748, dont l'art. 3 porte, que la seule date du jour sera utile & regardée comme telle en toutes Provisions bénéficiales; sans que dans le cas de la concurrence entre deux Provisions données le même jour, soit par le Vice-Légar, ou par d'autres Collateurs, la date de l'heure marquée dans l'une, puisse lui faire donner la préférence sur celle qui ne contiendrait que la date du jour. *Mémoires du Clergé*. T. XII, p. 823 & f.

L É O N.

1°. Sur l'affaire & les entreprises du sieur Louytre, Doyen de Nantes, contre M. l'Evêque de Léon. Voyez Evêques, §. XI, n°. I.

2°. Sur l'affaire & la procédure contre M. de Rieux, Evêque de Léon, soupçonné de crime de lèse-majesté. Voyez Evêques, §. XI, n°. II.

3°. Droit de Prémices des Curés au Diocèse de Léon. Voyez Prémices.

L É P R O S E R I E S.

Voyez Lazare. (S.)

L É R I N S. [A B B A Y E D E]

Voyez Grasse, n°. 4.

L E S C A R.

1°. L'ASSEMBLÉE de 1610 décharge les Bénéfices du Dioc. de Lescar, situés en France, des décimes pour tout le passé, à condition que les Pourvus paieront exactement à l'avenir. T. II, p. 17, 18.

L'Evêque de Lescar est chargé du département desdits Bénéfices. Les Bénéficiers s'opposent au département; le Prélat les défère à l'Assemb. de 1612: nouvelle Commission donnée par l'Assemblée à l'Evêque, pour procéder au département sur tous les Bénéfices jouissant du droit de dîmes dans l'étendue du Diocèse qui est en France. T. II, p. 48.

L'affaire des décimes de Béarn, dont le Diocèse de Lescar fait partie, a fort occupé plusieurs des Assemblées suivantes, depuis qu'en 1623 les Diocèses de Béarn ont demandé d'être unis au Clergé de France, & de porter leur part des décimes dudit Clergé. Voyez Béarn, §. II.

2°. En l'Ass. de 1685, l'Evêque de Lescar fait un long exposé de ce qui avoit été réglé par rapport aux décimes & autres frais que son Diocèse devoit supporter: il demande la réduction du pied de l'imposition, tant des frais de l'Assemb., que du Don-gratuit, suivant ce qui avoit été accordé aux Diocèses qui sont au-delà de la Loire, c'est-à-dire, sur un pied plus bas d'un tiers que le pied des décimes, qui est le pied sur lequel a été fait celui de Mantes, rectifié en 1645; & au cas qu'il ne puisse obtenir cette grace, que l'Ass. eût au moins la bonté d'ajouter, à la réduction des décimes, une gratification des arrérages dus par ledit Diocèse, des frais des dernières Assemblées. Le Sgr. Président lui répond, d'après l'avis de l'Ass., qu'il seroit très-dangereux de toucher au département des décimes, ce qui empêchoit qu'on ne donnât à son Diocèse toute la satisfaction qu'il désireroit. T. V, p. 622, 623, 624.

3°. Il y avoit un différend entre l'Abbé de Pontaut & le Diocèse de Lescar, pour décharge de décimes & restitution des sommes payées, prétendues par ledit Abbé, sous prétexte que l'Abbaye de Pontaut, qui est le Chef-lieu, étoit taxée au Diocèse d'Aire. Le différend ayant été porté au Conseil, le Jugement fut renvoyé à l'Ass. de 1655, qui rendit son Jugement contre ledit Abbé. T. IV, p. 393 & f.

4°. Sur la Chambre souveraine ecclésiastique établie d'abord à Pau, ensuite éteinte & supprimée. Voyez Chambres des Décimes, §. III, n°. I.

5°. Sur l'usage du Béarn, selon lequel les Evêques de Lescar & d'Oleron étoient obligés de parler debout & tête

nue, au Gouverneur vert. Voyez Béarn.

6°. Sur le droit Diocèse de Lescar Bénéficiers. Voyez

7°. M. l'Evêque à l'Assemb. de 1766 sieurs contestations nées en Procès rég. Chapitre. Ces contestations sur quatre points. le principe des autres par le Chapitre, à laisser porter sa cause au Chœur de son Eglise, qui les refusait fait par ce Prélat la prétendue exemption. M. de Lescar révoquait les plaids de Pau, & demande l'Assemb., pour qu'elle aille au Conseil. Les Agents d'intervention, comme de procurer une copie. 1524, 1525.

L E T T R E S.

§. I. Lettres d'Etat aux Députés du Clergé.

Il est d'usage de l'Etat, pour surseoir aux affaires, en faveur du Gén. du Clergé, par l'Assemb. Celle du Roi, qui trouve chacun des Députés besoin, pourvu qu'il dans les précédentes en donne ensuite sur ce qui lui est est au choix de l'Assemb., ou de partie qui en auront besoin.

Cependant, qu'il l'Evêque de Langres des Lettres d'Etat suite d'un Procès. Partie obtint un par lequel les Lettres. L'Assemb. le Chancelier, qui donner la cassation auroit présenté Requête.

L'Assemblée des Lettres d'Etat.

nue, au Gouverneur du pays qui est couvert. *Voyez* Béarn, §. III.

6°. Sur le droit de Prémices dans le Diocèse de Lescar, dont jouissent les Bénéficiaires. *Voyez* Prémices.

7°. M. l'Evêque de Lescar s'adresse à l'Assemb. de 1765, au sujet de plusieurs contestations qui avoient dégénéré en Procès réglé, entre lui & son Chapitre. Ces contestations rouloient sur quatre points. Le premier, qui est le principe des autres, est le refus fait par le Chapitre, à M. l'Evêque, de laisser porter sa croix élevée dans le Chœur de son Eglise Cathédrale; & le dernier, qui les renferme tous, est le refus fait par ce Prélat de reconnoître la prétendue exemption de ce Chapitre. M. de Lescar représente les inconvénients de plaider au Parlement de Pau, & demande les bons offices de l'Assemb., pour que l'affaire soit évoquée au Conseil. L'Ass. charge Mrs. les Agents d'intervenir, pour obtenir l'évocation, comme le moyen le plus sûr de procurer une conciliation. T. VIII, p. 1524, 1525.

LETTRES.

§. I. Lettres d'Etat qui s'accordent aux Députés aux Assemblées du Clergé.

Il est d'usage de donner des Lettres d'Etat, pour surseoir tous procès & affaires, en faveur des Députés aux Ass. Gén. du Clergé, pour tout le temps de l'Assemb. Celle de 1665 en demande au Roi, qui trouve bon d'en accorder à chacun des Députés qui en auroient besoin, pourvu qu'il en ait été usé ainsi dans les précédentes Assemblées. S. M. en donne ensuite l'ordre absolument, sur ce qui lui est exposé de l'usage. Il est au choix de l'Assemblée d'en recevoir, ou de particulières, pour ceux qui en auront besoin, ou une générale.

Cependant, quelque temps après, l'Evêque de Langres ayant fait signifier des Lettres d'Etat pour surseoir la poursuite d'un Procès très-important, sa Partie obtint un Arrêt sur Requête, par lequel ses Lettres d'Etat furent cassées. L'Assemb. s'en plaignit à M. le Chancelier, qui promit d'en faire ordonner la cassation, aussi-tôt qu'on lui auroit présenté Requête. T. IV, p. 830, 831.

L'Assemblée de 1670 demande aussi des Lettres d'Etat, pour ceux de ses Dé-

putés qui en avoient besoin : elle députa un de ses Agents à M. Colbert sur ce sujet, qui désire d'être informé de l'usage. T. V, p. 13.

L'Assemb. de 1675 en obtient. Celles de M. l'Archevêq. de Vienne, qui étoit fort pressé par les Parties, sont scellées extraordinairement. T. V, p. 175, 176.

L'Ass. de 1680 en demande pour chacun des Députés qui avoient témoigné en avoir besoin. T. V, p. 297.

L'Ass. de 1685 en obtient pour ceux qui en avoient demandé, & M. le Chancelier les scelle *gratis*. T. V, p. 563.

En celle de 1690, on en promet pour ceux des Députés qui en auront besoin. T. V, p. 644.

De même en l'Assemb. de 1705. T. VI, p. 750, 751.

De même en l'Assemblée de 1710. T. VI, p. 1012.

De même en l'Ass. des 1715. T. VI, p. 1351, 1352.

En l'Ass. de 1723, en ayant été demandé pour l'Archev. d'Embrun, elles sont expédiées. T. VI, p. 1568.

On en promet à l'Assemb. de 1725, pour les Députés qui en auront besoin. T. VII, p. 47.

De même en l'Ass. de 1726. T. VII, p. 610.

En l'Ass. de 1730, *idem*. T. VII, p. 908.

En l'Ass. de 1734, *idem*. T. VII, p. 1254.

En l'Ass. de 1735, *idem*. T. VII, p. 1349.

En l'Ass. de 1740, *idem*. T. VII, p. 1566.

En l'Ass. de 1742, *idem*. T. VII, p. 1805.

En l'Ass. de 1745, *idem*. T. VII, p. 1896.

En l'Ass. de 1747, *idem*. T. VIII, p. 30.

En l'Ass. de 1748, *idem*. T. VIII, p. 132.

En l'Ass. de 1750, *idem*. T. VIII, p. 244.

En l'Ass. de 1755. T. VIII, p. 449.

Deux Députés de cette Ass., ayant eu besoin de Lettres d'Etat, il se présente une difficulté au sujet des droits du Sceau : pour ne point en retarder l'expédition, M. l'Abbé de Jumilhac, Agent, accepte l'offre qui lui étoit faite, de les sceller en particulier, sans tirer à conséquence pour le Clergé. *Ibid.*

En l'Ass. de 1758. T. VIII, p. 633.

En l'Ass. de 1760. T. VIII, p. 753.

En l'Ass. de 1762. T. VIII, p. 1028.

En l'Ass. de 1765. T. VIII, p. 1158.

Autre difficulté en cette Assemblée, pour les droits du Sceau. Mrs. les Secrétaires du Roi disoient, qu'à la vérité l'expédition devoit être gratuite, lorsqu'il s'agissoit d'affaires relatives aux Contrats passés entre le Roi & le Clergé, ou qui intéressent le Clergé Général; mais que les Lettres d'Etat, ne concernant que l'intérêt particulier de ceux qui les demandent, elles devoient être allouées à tous les droits ordinaires. Mrs. les Agents opposent à cette exception la clause des Contrats, qui est générale; l'exemple de ce qui s'est passé en l'Ass. de 1686, &c. Sur ces raisons, M. le Vice-Chancelier répond par une Lettre écrite à Mrs. les Agents, en conformité des vœux du Clergé. La Lettre est insérée au Procès-verbal. T. VIII, p. 1158, 1159. *La Lettre*, P. J. p. 387.

En l'Ass. de 1772. T. VIII, p. 1941.

En l'Ass. de 1775. T. VIII, p. 1941.

M. l'Evêque de Bayeux se plaint à cette Assemblée, qu'ayant fait signifier, dans une instance liée au Parlement de Rouen, ses Lettres d'Etat, le Parlement n'y avoit eu aucun égard. L'Ass. renvoie au Bureau du Temporel la discussion de cette affaire. Sur le Rapport de la Commission, l'Ass. député à M. le Garde des Sceaux, pour lui témoigner sa peine & sa surprise. Ce Magistrat répond, que, pour mettre le Conseil des Dépêches à portée de prononcer sur la plainte, il étoit nécessaire que M. de Bayeux présentât sa Requête, & y joignît une expédition de l'Arrêt du Parlement. T. VIII, p. 2090.

§. II. Cérémonial, 1°. des Lettres des Rois, Reines, Princes, &c. aux Assemb. du Clergé; 2°. des Brefs des Papes adressés aux Assemblées; 3°. des Lettres des Assemb. aux personnes ci-dessus.

Voyez là-dessus ce qui en est rapporté dans le Cérémonial de Daigreville. T. IV, P. Just. p. 167, 168, 169.

§. III. Lettres-Patentes.

Sont-elles nécessaires pour autoriser le nouveau département général des décimes? Voyez Départements, §. III, n°. III.

LEZE-MAJESTÉ.

[CRIME DE]

I. Aux Etats de Blois en 1588, le Roi veut & demande aux trois Ordres, qu'aux Cahiers qu'ils présenteront, soient insérés plusieurs articles concernant le crime de leze-majesté, & l'étendue de ce crime. Les trois Ordres en font refus, & veulent qu'on s'en tienne sur ce point aux Ordonnances, tant anciennes que modernes. T. I, p. 489, 490. *Les articles*, P. J. p. 111, 112.

II. Crime de leze-majesté, cas privilégié. Voyez Cas privilégiés.

LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE.

I. L'ASSEMBLÉE de 1605-1606 demande, dans le second article de son Cahier, que S. M. fasse régler ce qu'on appelle libertés de l'Eglise Gallicane. Le Roi promet une conférence sur ce sujet. T. I, p. 726.

Aux Etats de 1614, il est inséré un article au Cahier, par lequel S. M. est suppliée de commettre tels de son Conseil & de ses Cours souveraines qu'il lui plaira, pour, avec les Députés des Etats, éclaircir ce qu'on nomme libertés, &c. T. II, p. 163.

II. Les libertés de l'Eglise Gallicane, disoit M. l'Archev. d'Embrun en l'Ass. de 1650, ne font autre chose que les Constitutions apostoliques, les Canons des Conciles & les Statuts des saints Peres: on les appelle libertés de l'Eglise Gallicane, parce que l'Eglise de France s'est toujours maintenue fortement dans l'observation de cet ancien droit: ces libertés ainsi interprétées, ont leur fondement dans les Conciles de Nicée & d'Ephèse. T. III, p. 586.

III. Les Prélats assemblés extraordinairement à Paris en 1639, censurent deux Livres intitulés, l'un, *Traité des droits & libertés de l'Eglise Gallicane*; & l'autre, *Preuves des libertés de l'Eglise Gallicane*. Voyez Censures doctrinales, n°. VI.

M. l'Archevêq. de Sens remontre à l'Ass. de 1655, que les Livres des libertés de l'Eglise Gallicane ayant été publiés, il y avoit trois ans, pour la seconde fois, quoiqu'ils eussent été censurés par les Prélats en la première édition, & supprimés par ordre du Roi; Mrs. les Prélats assemblés aux Augu-

1115,

tins, en 1651, et remettre la seconde à une plus grande M. de Lodeve dits Livres.

M. de Lodeve examiné exactement portant pour titre *Libertés, &c.* & rattaché au présent s'il n'en avoit été que considération semblée le remercie de vouloir adonner; elle purpurée de l'Assemblée Provinces & Diocèses nécessaires à deve. T. IV, p. 421.

M. l'Evêq. d'Autun fait à l'Assemblée infractions de la Jurisprudence, caractérisée des libertés. T. IV, p. 421. L'Ass. de 1772 l'Evêque de Montauban crit contre le Livre le faire imprimer. conservé dans la Colbert, Evêque d'IV, p. 1053, 1054.

LIG

Patris historico de la part de la Ligue de Blois en 1588.

Et depuis lesdites conciliation de Henri & suiv. Voyez Henri

LII

Voyez Flandre.

LIM

1°. L'Ass. de 1655. Receveur Diocésain blira un Bureau pour mettre un Commissaire de Brive & de recette, & pour faire modérer & les plaies de ces Villes éloignées de Limoges.

2°. L'Ass. de 1655. que l'Abbé de Saintes, sur un différend soit pourvu à la ville de Bordeaux, archevêque de Limoges est nommé de celle de Bourges chargés de faire la

Table de la Col

tins, en 1651, trouverent à propos de remettre la seconde censure desdits Livres à une plus grande Assemb., & prirent M. de Lodeve de répondre auxdits Livres.

M. de Lodeve expose, qu'il avoit examiné exactement les deux volumes portant pour titre, *des Preuves des libertés*, &c. & tâché d'y répondre; qu'il auroit présenté son Ouvrage à l'Ass., s'il n'en avoit été empêché par quelques considérations qu'il déclare. L'Assemblée le remercie de ses soins, & le prie de vouloir achever au plutôt son Ouvrage; elle prie aussi Mrs. les Députés de l'Assemb., d'écrire en leurs Provinces & Diocèses, pour avoir les actes nécessaires audit Seigneur de Lodeve. T. IV, p. 421. P. Just. p. 7.

M. l'Evêq. d'Aurun, dans son Rapport fait à l'Assemb. de 1660, sur les infractions de la Jurisdiction ecclésiastique, caractérise vivement ledit Livre des libertés. T. IV, p. 662.

L'Assemb. de 1665 demande à M. l'Evêque de Montpellier, son manuscrit contre le Livre des libertés, pour le faire imprimer. [Ce manuscrit étoit conservé dans la Bibliothèque de M. Colbert, Evêque de Montpellier.] T. IV, p. 1053, 1054.

LIGUE.

PRÉCIS historique de ce qui s'est passé de la part de la Ligue, jusqu'aux États de Blois en 1588. T. I, p. 446, 447.

Et depuis lesdits États jusqu'à la réconciliation de Henri IV. T. I, p. 511 & suiv. Voyez Henri IV.

LILLE.

Voyez Flandre.

LIMOGES.

1°. L'Ass. de 1617 ordonne que le Receveur Diocésain de Limoges établira un Bureau pour les décimes, & mettra un Commis en chacune des Villes de Brive & de Sel, pour y faire la recette, & pour faire cesser les incommodités & les plaintes des Bénéficiers de ces Villes éloignées de près de 30 lieues de Limoges. T. II, p. 291.

2°. L'Assemb. de 1645 désapprouve que l'Abbé de Saint-Martial de Limoges, sur un différend pour les décimes, se soit pourvu à la Chambre souveraine de Bordeaux, attendu que le Diocèse de Limoges est notoirement du ressort de celle de Bourges. Les Agents sont chargés de faire là-dessus les instances

Table de la Coll. des P. V.

que besoin sera. T. III, p. 395, 396.

3°. Il est fait part à l'Assemblée de 1621, d'une entreprise inouïe du sieur de Villebos, Prévôt de l'Eglise de Saint-Julien, au Diocèse de Limoges, contre son Evêque, autorisée cependant par un Arrêt du Grand-Conseil, qui dépouille l'Evêque de Limoges de la Jurisdiction ordinaire qu'il a sur ladite Eglise, qui ne prétend aucune exemption : l'Arrêt transporte la Jurisdiction à l'Archev. de Bourges, qui n'étoit point au Procès, & qui ne l'avoit jamais prétendue, qu'en cas d'appel : ledit Grand-Conseil se seroit ingéré en outre de faire des Statuts audit Chapitre, ce qui auroit tellement relevé le courage du Prévôt, qu'il ne vouloit en rien reconnoître le Sgr. Evêque; lequel ayant envoyé un Prédicateur pour l'Avent & le Carême, ledit Prévôt l'auroit honteusement chassé, offensé & battu : sur quoi excommunication décernée contre le Prévôt; appel de celui-ci au Grand-Conseil; ledit appel relevé, & le Prélat qui avoit refusé de défendre audit appel, condamné à lever l'excommunication, sous peine de faïsse de son temporel. Le même Tribunal passant encore plus avant, auroit décerné audit Prévôt, commission pour informer contre le Sgr. Evêque, dont le revenu auroit été effectivement saisi.

Ce Rapport oui, l'Assemb. ordonne que les Agents interviendront au Conseil pour raison de la cassation desdits Arrêts & Commissions du Grand-Conseil, & qu'article en sera dressé & mis au Cahier qui doit être présenté au Roi, & que dans la Harangue qui sera faite à S. M. en sera fait plainte. T. II, p. 374 & suiv.

4°. Autre affaire concernant la Jurisdiction de M. l'Evêque de Limoges, contre Dom Roger, Feuillant, au sujet de la Confession & de la Prédication. Ladite affaire portée à l'Assemblée de 1650. Voyez Feuillants, §. II.

5°. L'Ev. de Limoges fait exposer à l'Ass. de 1650, qu'ayant voulu faire sa visite en l'Abbaye de la Règle, qui est dans son Diocèse, il en auroit été empêché par la Dame Abbessé, laquelle se prétendoit exempte de l'Ordinaire, bien que les Evêq. de Limoges aient toujours fait leurs visites en ladite Abbaye; qu'il étoit en procès contr'elle au Parlement de Paris, où ils avoient été renvoyés; que pour éviter le Jugement dudit Parlement, elle & ses Religieuses

LIII

1621.

1650.

1650.

avoient demandé l'aggrégation à l'Ordre de Clugny; en conséquence de laquelle le Procureur-Général dudit Ordre avoit demandé le renvoi au Grand-Conseil de l'instance pendante au Parlement, ce qui ayant formé un conflit de Jurisdiction, le Prélat s'étoit pourvu au Conseil en règlement de Juges, pour être renvoyé au Parlement, & qu'il supplioit la Compagnie de lui accorder l'intervention des Agents: elle lui est accordée. T. III, p. 697.

1675. 6°. L'Evêque de Limoges avoit un Procès contre son Chapitre, au sujet des Ordonnances synodales, Mandements & autres droits que ledit Chapitre refusoit de reconnoître. M. Chéron en rend compte à l'Ass. de 1675. Elle ordonne aux Agents de suivre cette affaire par-tout où besoin sera. T. V, p. 267.

1710. 7°. L'Ass. de 1710 nomme & envoie des Commissaires sur les lieux, pour examiner & rapporter ensuite à la Compagnie l'état du Diocèse de Limoges, par rapport aux arrérages exorbitants dus par ce Diocèse pour sa part & portion des impositions faites sur les Diocèses, à cause de la subvention extraordinaire accordée en 1701, pour tenir lieu de la capitation. Voyez Diocèses, §. V.

1719. 8°. En l'Assemb. des Prélats Commissaires nommés en 1719 par S. M., le Syndic du Diocèse de Limoges présente un Mémoire, où il expose la misère de ce Diocèse, & demande la protection des Sgrs. Commissaires pour obtenir du Roi une remise sur ce qui restoit dû des impositions par les Bénéficiers de ce Diocèse. L'Ass. nomme une Commission particulière pour examiner le Mémoire. M. le Cardinal de Gesvres, Chef de cette Commission, en fait le Rapport, & fait observer que l'embarras où le trouve ce Diocèse, est envers ses Receveurs, pour des sommes par eux avancées, & qui étoient dues par les Bénéficiers pour restes des impositions des années précédentes; que c'étoit uniquement pour cet article qu'il demandoit la protection de la Compagnie; & c'est aussi sur cet article que l'Assemb. des Prélats prend une délibération, & propose un arrangement tendant au bien de ce Diocèse, & à sa libération envers lesdits Receveurs. T. VI, P. J. p. 611 jusq. 617.

9°. Sur l'affaire du contrôle des biens & revenus ecclésiastiques pour le Diocèse de Limoges. Voyez Baux, n°. II.

10°. Sur une affaire concernant l'office d'Huissier des décimes du Diocèse. Voyez Sergents.

LIQUIDATION DES DETTES DU CLERGÉ.

Sur la liquidation des dettes du Clergé-Général faite & arrêtée par les Prélats Commissaires nommés en 1719, par Arrêt du Conseil, & sur les remboursements faits en conséquence. Voyez Rentes liquidées & remboursées.

LISIEUX.

1°. MGR. l'Evêque de Lisieux demande secours & assistance à la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, pour être maintenu dans les droits dont il jouit dans sa Ville, & notamment dans le droit de nommer à la Capitainerie de la Ville, dont la simple institution appartient au Roi; que cependant il étoit troublé dans ce droit & en plusieurs autres prérogatives qui lui appartiennent en ladite Ville. L'Ass. charge Mrs. les Agents de se joindre en l'instance. T. II, p. 223.

2°. Une instance du Syndic de Lisieux contre le Receveur du Diocèse, est renvoyée à l'Assemb. de 1670. Il se plaignoit d'un Jugement rendu par le Bureau général des décimes de Rouen; il s'étoit pourvu au Conseil, & l'affaire avoit été renvoyée à l'Ass., & cependant surfiso. Ordre au Greffier du Bureau de Rouen de rapporter les pièces du Procès. Commissaires nommés pour examiner l'affaire. Leur Rapport. Jugement de l'Ass., qui condamne le Clergé de Lisieux à payer 2000 liv., & met les Parties hors de Cour & de Procès; déclare en outre ladite Ass., que les Syndics des Diocèses ne peuvent être condamnés en leur privé nom, qu'après que le temps de l'imposition & levée sur les Diocèses des sommes auxquelles ils sont condamnés, sera expiré. T. V, p. 130, 131.

3°. Affaire de l'Evêque de Lisieux & du Curé de la Paroisse de Ste. Croix de Bernai, contre les Religieux Bénédictins de Bernai, au sujet des prétentions de ces derniers en qualité de Curés primitifs. Voyez Curés primitifs, n°. I.

4°. Autre affaire de l'Ev. de Lisieux, contre plusieurs Curés de son Diocèse, dont M. l'Archev. de Vienne fait le rapport à l'Ass. de 1775. Ce Prélat avoit publié, le 20 Décembre 1773, un Mandement, pour ordonner au Clergé de

son Diocèse des Curés traités. Environ 60 l'on compte dans le de s'y soumettre. L'gnages d'opposition ont été des représentations adressées au Sgr. à propos d'y réponse Instruction fut suivie de la part des Curés sées chez des Notaires tenta au Conseil ces protestations: voir préférer d'abandonner à celles d'au dants de Normandie conférer avec les C n'a résulté de cette Consultation imprimée par quatre A 29 Octobre 1774. ne se renferme pas de la contestation des questions épineuses la manière dont elle mouvoir les esprits beaucoup de propositions perioient pas à la cer soumisses à l'examen

L'Ordonnance peut être considérée dans sa forme. Qu l'Arch. de Vienne sont parfaitement douter que des Retenances ecclésiast. ne utiles? Et s'ils le font il de les ordonner les rétablir, suivant si ce n'est à l'Evêque des Curés opposant ment sur la forme prétendent, que rétablie injonction, i que dans un Synode force de Loi, & oblige que par le concours auroit beaucoup de tinue M. de Vienne tion contraire aux i de la Hiérarchie; m les raisonnements d Ecrites de tant d'Evêques versistes qui ont de l'Eglise, contre les risdiction. Au surp soin d'agiter cette fier le Mandement Mandement ne pr veau; il remet en v

son Diocèse des Conférences & des Retraites. Environ 60 Curés, sur 322 que l'on compte dans le Diocèse, ont refusé de s'y soumettre. Les premiers témoignages d'opposition au Mandement, ont été des représentations & des Lettres adressées au Sgr. Evêque, qui jugea à propos d'y répondre par une Instruction Pastorale, du 15 Avril 1774. Cette Instruction fut suivie de protestations, de la part des Curés opposants, déposées chez des Notaires. Le Prélat présenta au Conseil un Mémoire contre ces protestations : le Conseil crut devoir préférer d'abord les voies de persuasion à celles d'autorité. Deux Intendants de Normandie furent chargés de conférer avec les Curés opposants : il n'a résulté de cette démarche, qu'une Consultation imprimée de 472 pages, signée par quatre Avocats, en date du 29 Octobre 1774. Cette Consultation ne se renferme pas dans l'objet précis de la contestation : elle se jette dans des questions épineuses, capables, par la manière dont elles sont traitées, d'émouvoir les esprits ; elle avance même beaucoup de propositions qui n'échapperoient pas à la censure, si elles étoient soumises à l'examen.

L'Ordonnance de M. l'Ev. de Lisieux peut être considérée dans son fond & dans sa forme. Quant au fond, dit M. l'Arch. de Vienne, les dispositions en sont parfaitement régulières. Qui peut douter que des Retraites & des Conférences ecclésiast. ne soient des exercices utiles ? Et s'ils le sont, à qui appartient-il de les ordonner de nouveau, ou de les rétablir, suivant l'exigence des cas, si ce n'est à l'Evêque ? Aussi la Critique des Curés opposants porte principalement sur la forme du Mandement : ils prétendent, que renfermant une véritable injonction, il n'a pu être publié que dans un Synode-Général, acquiescer la force de Loi, & obliger les consciences, que par le concours de ce Synode. On auroit beaucoup de choses à dire, continue M. de Vienne, sur cette prétention contraire aux immuables principes de la Hiérarchie ; mais ce seroit répéter les raisonnements qui se lisent dans les Ecrits de tant d'Evêques & de Controversistes qui ont défendu la cause de l'Eglise, contre les ennemis de sa Jurisdiction. Au surplus, on n'a pas besoin d'agiter cette question pour justifier le Mandement & l'Instruction : le Mandement ne prescrit rien de nouveau ; il remet en vigueur des Confé-

rences ordonnées par les Statuts du Diocèse, & interrompues depuis environ 40 ans, sans aucune Loi ; il distribue en des Retraites de cinq jours, & renvoyées de quatre ans en quatre ans, une Retraite de six semaines, ordonnée par les mêmes Statuts, à chaque Ecclésiastique pourvu d'un Bénéfice-Cure.

Le rapport fini, il a été délibéré, conformément à l'avis de la Commission :

1°. De dénoncer au Roi la Consultation, signée par quatre Avocats, du 29 Octobre 1774, sur le Mémoire de quelques Curés du Diocèse de Lisieux, comme un ouvrage propre à émouvoir les esprits, à troubler l'harmonie & la concorde qui doivent régner constamment entre le premier & le second Ordre du Clergé, & comme contenant des propositions contraires aux principes de la Hiérarchie, & d'en demander à Sa Majesté la suppression.

2°. De solliciter contre les protestations déposées chez des Notaires, par les Curés opposants du Diocèse de Lisieux, un Arrêt du Conseil, semblable à ceux qui ont été rendus, en 1745, pour celui de Séez ; en 1747, pour celui de Tarbes ; en 1749, pour celui d'Acqs ; & enfin en 1765, pour supprimer divers Ecrits imprimés sous le nom de plusieurs Curés d'un même Diocèse, ou de différents Diocèses. T. VIII, p. 2380 jusqu'à 2388.

Il y a lieu d'espérer, répond M. le Garde des Sceaux, qu'il sera rendu incessamment deux Arrêts, dont l'un supprimera les protestations des Curés, à raison de leur association ; & l'autre, la Consultation des Avocats, comme imprimée en contravention aux règles de la Librairie, & tendant à émouvoir les esprits. Les deux Arrêts, en date du 26 Novemb. 1775, sont expédiés & remis à l'Assemblée. T. VIII, p. 2388. Les Arrêts, P. Just. p. 766 & suiv.

3°. Autre contestation élevée en 1775, entre la Chambre Diocés. de Lisieux & le sieur le Rat, Receveur des décimes du Diocèse, au sujet de la révocation faite dudit Receveur, par le Bureau ; révocation dont il avoit appelé à la Chambre Souver. de Rouen, laquelle avoit prononcé la destitution irrégulière, & la Délibération nulle. Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. I.

LIT DE JUSTICE.

Voyez Justice.

LIVRES ET IMPRESSIONS.

§. I. Réglemens & Délibérations générales du Clergé sur cette matiere.

I. LES Assemb. du Clergé ont fort insisté dans leurs Cahiers, à demander, qu'il ne soit imprimé, vendu ou débité aucun Livre contre la Religion. Elles proposent les précautions les plus sages pour prévenir & arrêter ce désordre. Le Cahier des Etats de Blois est sur ce sujet. Recueil, p. 994 & suiv.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 35 du Cahier de 1635, défend à tous Libraires d'imprimer aucuns Livres sans sa permission, qui ne sera accordée pour les Livres qui concernent la Religion, qu'ils n'aient été approuvés par les Docteurs de la Faculté de Paris; & pour les Livres étrangers, il est fait défenses à tous Libraires d'en vendre, qu'ils n'aient été visités, suivant l'Edit de Château-Briant. Recueil, p. 1399.

L'Assemb. de 1645 ordonne, que dans le Cahier qui sera présenté, Sa Majesté soit suppliée de prescrire, qu'aucun Livre de Doctrine Ecclesiastique ne puisse être imprimé à l'avenir qu'avec l'approbation des Evêques des lieux où ils seront imprimés, ou des Docteurs commis particulièrement par eux. T. III, p. 349.

L'Assemblée de 1650 se plaint à M. le Garde des Sceaux de la facilité qu'il y avoit de faire imprimer toutes sortes de Livres : elle le prie de ne point donner de Privileges pour les Livres concernant la Religion, qu'ils ne soient approuvés par les Evêques des lieux où ils sont imprimés. T. III, p. 737.

L'Ass. de 1641 nomme des Commissaires pour supplier S. M. de révoquer les Privileges généraux accordés à certains Ordres, de faire imprimer, attendu les trop pernicious exemples & inconvénients qui en arrivent, & de confirmer l'Arrêt de son Conseil, qui défend à tous Imprimeurs d'imprimer aucuns Livres sans Privilege du grand Sceau. T. III, p. 102.

L'Ass. de 1775, pour s'opposer, autant qu'il est en elle, à cette foule de mauvais écrits qui se répandent dans le public, propose à S. M. différentes précautions à prendre pour en arrêter l'impression & le débit. *Infra*, §. III, an. 1775.

II. En l'Assemb. de 1612, il est fait lecture d'une copie de Lettre portant

charge au Nonce de notifier, même aux Ordinaires des Villes & Pays de la Nonciature, la défense du Pape, d'imprimer sur les matieres de *Auxiliis*.

L'Assemb. prie les Prélats de prendre garde qu'il ne soit rien imprimé, sur ce sujet, dans leurs Dioceses. T. II, p. 43, 44.

III. L'Assemb. de 1608 assigne un fonds pour faire continuellement imprimer les Livres les plus utiles & les plus nécessaires. M. le Card. du Perron est prié d'en prendre la surintendance. T. I, p. 786, 787, 801.

IV. L'Assemb. de 1628 fait défenses à l'Imprimeur du Clergé, d'imprimer aucune chose sous le nom du Clergé, sans ordre de l'Assemb.; & hors des Ass. sans mandement des Agents-Généraux. T. II, p. 634.

L'Assemb. de 1655 ordonne au sieur Vitre, Imprimeur du Clergé, de ne faire désormais aucune impression de Livres par ordre des Assemblées particulieres, si la dépense excède 50 liv., & aux Agents de tenir la main à ce qu'il ne soit rien imprimé qui ne sera jugé nécessaire pour le bien du Clergé. T. IV, p. 420.

Même Règlement de l'Ass. de 1665. T. IV, p. 1076.

V. Aucun Livre de Doctrine ne doit être présenté aux Assemblées-Générales, qu'il n'ait été communiqué au Promoteur. C'est le Règlement de l'Ass. de 1645. T. III, p. 411, 412.

VI. L'Assemblée de 1655 estimant nécessaire de faire un Règlement pour les Livres dédiés aux Ass., ordonne, par délibération des Provinces, qu'il ne sera accordé aucun don pour l'impression des Livres, qui seront dédiés ou distribués aux Assemb., ni aux Auteurs d'iceux, excepté néanmoins ceux pour l'examen desquels elle pourroit avoir nommé des Commissaires; & défenses sont faites aux Promoteurs de proposer aucune gratification pour ce sujet; mais, au contraire, ils sont chargés de requérir, que semblables propositions soient rejetées, au cas que quelqu'un de la Compagnie vint à en faire. T. IV, p. 428.

L'Assemb. de 1715 est d'avis de refuser les dédicaces de Livres & de Theses, ne voulant pas employer à des cérémonies peu nécessaires, un temps que des affaires importantes l'obligent de ménager. T. VI, p. 1479.

VII. L'Ass. de 1748 arrête qu'il sera envoyé dorénavant à la Bibliothèque du

Roi, des exemplaires qui seront imprimés pour le P. 211.

§. II. Livres & Impressions des Ass.

I. En l'Ass. de 1608, l'ancien A. des impressions ordonnées par le Clergé d'année, le Clergé des Libraires de Paris leur aider à imprimer le Chant d'Eglise : en référence qui fut tenue entre M. le Card. M. Duplessis-Morisy, que la plupart des Livres nécessaires dans l'Université, étoient imprimés, à Londres, & les Villes Hérétiques pour remédier à de les faire réimprimer la direction & commandement du Perron; fut pris sur le fond qui furent prêtées lequel commença le 20. Saint-Jean-Chr. du P. F. l'Assemblée prêta rel les 3000 liv., dues par les Libraires. L'an 1615, l'Assemblée pour les 9000 liv. primés de deux millions de Saint-Jean furent donnés aux Etienne, Libraires liv., qui leur furent pendant lesquels continuer l'impression.

II. L'Assemb. de 1615 pour le même sur dix ans, jusqu'à l'année 1625 donna qu'ils continuassent l'impression de la Bible tant, avec la Vierge & ensuite continue Chrysostôme & les autres pour veiller de dites impressions, l'Assemb. Mrs. de Paris avec le sieur de la Haye si prièrent le P. F. de fournir les exemplaires pour imprimer la Bible de Paris avec d'excellentes

Roi, des exemplaires de tout ce qui sera imprimé pour le Clergé. T. VIII, p. 211.

§. II. Livres & Impressions en particulier : objets des Délibérations des Assemblées du Clergé.

I. En l'Ass. de 1635 le sieur de la Meschinere, ancien Agent, fait un résumé des impressions ordonnées ou consenties par le Clergé depuis 1595. En cette année, le Clergé présenta à la société des Libraires de Paris 3000 liv., pour leur aider à imprimer les Livres du Chant d'Eglise : en 1602, après la conférence qui fut tenue à Fontainebleau entre M. le Cardinal du Perron & M. Duplessis Mornai, le Clergé voyant que la plupart des Peres Grecs & Latins nécessaires dans l'agitation des Controverses, étoient imprimés avec des fautes, à Londres, à Francfort & à Bâle, Villes Hérétiques, il jugea à propos, pour remédier à telles suppositions, de les faire réimprimer à Paris, sous la direction & conduite de M. le Cardinal du Perron ; & pour ce faire, il fut pris sur le fonds du Clergé 6000 l., qui furent prêtées à Claude Morel, lequel commença dès lors à imprimer le Saint-Jean-Chrysostôme de la traduction du Pere Fronton. L'an 1608, l'Assemblée prêta encore audit Morel les 3000 liv., qui furent alors rendus par les Libraires de la société. L'an 1615, l'Assemb. reçut de Morel, pour les 9000 liv. qu'il devoit, les imprimés de deux mille & tant de volumes de Saint-Jean-Chrysostôme, qui furent donnés aux sieurs Cramoisi & Etienne, Libraires, pour le prix de 8000 liv., qui leur furent prêtées pour dix ans, pendant lesquels ils devoient continuer l'impression des saints Peres.

II. L'Assemb. de 1625 leur continua, pour le même sujet, ledit prêt pour dix ans, jusqu'à l'Ass. de 1635, & ordonna qu'ils commenceroient par l'impression de la Bible Grecque des Septante, avec la Version latine *à regione*, & ensuite continueroient Saint-Jean-Chrysostôme & les autres Peres Grecs ; & pour veiller de temps en temps aux dites impressions, furent commis par l'Assemb. Mrs. de Rouen & d'Orléans, avec le sieur de la Meschinere : ceux-ci prièrent le P. Morin, de l'Oratoire, de fournir les exemplaires pour imprimer la Bible des Septante, ce qu'il fit avec d'excellentes notes.

Après cette Bible, on discontinua les impressions ordonnées par l'Ass., d'autant que le sieur Etienne, qui avoit eu en prêt du Clergé la moitié des 8000 l., étoit devenu insolvable : c'est pourquoy on auroit été obligé de faire faire les exemplaires de Saint-Jean-Chrysostôme, qui servoient comme d'hypothèque aux 8000 liv. du Clergé. T. II, p. 829, 830.

III. En l'Ass. de 1625 plusieurs Livres & impressions proposés. Livre du sieur Blein, avec une Carte de tous les Diocèses. Version de la Bible Arabe. Impression de la grande Bible Royale de Plantin, proposée par la société des Libraires. Livres du Clergé imprimés en trois volumes, dont 114 exemplaires pour autant de Diocèses, & un exemplaire pour chaque Député. Livre du Sr. Godefroi, Curé de Creteville, pour l'érection des Colleges & Séminaires, approuvé de l'Ass. Dictionnaire Hébreu & Latin du sieur d'Aquin. Eloge de l'Instruction du Chrétien, par le Cardinal de Richelieu. T. II, p. 565, 566.

IV. Le Clergé, en l'Ass. de 1635, dégage les matrices grecques. Le Sr. Vitré achete, au nom du Clergé, les poinçons & matrices de toutes les Langues Orientales. L'Ass. de 1635, dans une première délibération, résout de mettre les poinçons à la Chambre des Comptes, & les matrices à la Bibliothèque du Roi : dans une autre délibération, elle arrête de mettre les poinçons & les matrices à la Chambre des Comptes, & de les déposer aux Archives par *interim*. Le Clergé paie au sieur Vitré une somme de 6000 liv. pour son remboursement, & il permet aux Agents de prêter les matrices aux Imprimeurs. T. IV, p. 417, 418, 419.

L'Assemb. de 1675 cede au Roi les poinçons & les matrices des Langues Orientales. S. M. promet de les prêter au Clergé, quand il en aura besoin. T. V, p. 281, 282.

V. Impressions concernant la Bible & ses Versions. Voyez Bible.

VI. L'Assemb. de 1612 charge les Agents de faire distribuer aux Diocèses qui en auroient besoin, tous les Livres de l'Usage Romain, qui avoient été imprimés ci-devant, suivant le Contrat fait entre le Clergé & les Imprimeurs en 1606, & les faire payer par ceux qui en prendront. T. II, p. 43.

Une société de Libraires avoit obtenu un Privilège pour l'impression des Livres d'Eglise. Plaintes & représenta-

tions à ce sujet, en la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614. T. II, p. 214, 215.

L'Assemb. de 1635 délibere sur les impressions des Breviaires & autres Livres d'Eglise, & sur le préjudice que reçoivent les Ecclesiastiques, au moyen de la liberté qui est ôtée à toutes sortes d'Imprimeurs d'imprimer lesdits Livres, ceux qui en ont le Privilege y mettant le prix qu'il leur plaît. Le Roi avoit laissé au Cardinal de Richelieu le choix des Imprimeurs qui devoient avoir le Privilege. Le Cardinal remet à la Compagnie le pouvoir qu'il avoit reçu de M. le Cardinal de Richelieu d'engager les Libraires associés de se départir de leur Privilege, & ils s'en départent, moyennant le remboursement de leurs frais. T. II, p. 810, 811.

Sur l'impression du Pontifical Romain, dont il est délibéré dans l'Aff. de 1679. Voyez Pontifical.

VII. Impressions concernant les Peres & les Historiens Ecclésiastiques Grecs & Latins. *Voyez Peres.*

VIII. Edition des Conciles, par le P. Hardouin, Jésuite. L'Ass. de 1685 exhorte ce Pere à y travailler d'après le dessein du P. Labbe. T. V. p. 625.

IX. Le P. Pagi, Cordelier, présente son Ouvrage sur les Annales de Baronius, à l'As. de 1685, qui nomme des Commissaires pour l'examen. T. V, p. 628.

X. Ouvrage du P. Mercier, Cordelier, intitulé, *Collection des délibérations prises dans les Assemb. du Clergé, concernant la Foi, les mœurs, la discipline; des Bulles de Rome, des Décrets des Facultés de Théologie sur la même matière. Voyez Mercier.*

XI. Ouvrage intitulé, *Gallia Christiana*. Voyez Gallia.

XII. Pouillé général des Bénéfices & Cartes géographiques Ecclésiastiques, proposé à l'Assemb. de 1740 par M. l'Abbé le Beuf. *Voyez* Pouillé.

XIII. Actes, Titres & Mémoires concernant les affaires du Clergé de France. Voyez Mémoires du Clergé.

XIV. Extraits, Abrégés & Tables des Procès-verbaux des Assemblées. *Voyez* Procès-verbaux.

XV. Le sieur de la Milletierre présente à l'Ass. de 1655, son Traité contre les Protestants, que la Compagnie ordonne être imprimé à ses frais. M. de Roqueirol présente son Recueil de tout ce qui s'est passé à l'avantage de la Religion Catholique contre les Pro-

restants, depuis Charles IX jusqu'à Louis XIV, ledit Recueil mis entre les mains des Commissaires. T. IV, p. 426, 427.

Le sieur Bernard, Conseiller au Présidial de Beziers, présente à l'Assemblée de 1663 un Livre manuscrit sur l'Edit de Nantes. Voyez Nantes.

XVI. Traduction latine des Œuvres
du Cardinal du Perron. *Voyez* Perron.
[Cardinal du]

XVII. Ouvrages de M. Hallier, l'un intitulé, de *Hierarchiâ Ecclesiasticâ*; & l'autre en forme de Commentaire, ou de Déclaration, contenant les preuves de chaque article du Règlement de 1625 concernant les Réguliers. Voyez Hallier.

XVIII. Sur le *Petrus Aurelius*. Voyez *Petrus*.

XIX. Sur le Livre du fleur Gerbais, de *Causis majoribus*. Voyez Gerbais.

XX. Le sieur le Gendre présente à l'Assemblée de 1685, son Livre en réponse à celui du célèbre Godefroi, qui avoit entrepris de prouver que les trois Constitutions des Empereurs, qui sont rapportées sous le titre de *Encopali Judicio*, & insérées dans l'Abregé du Code Théodorien, étoient fausses & supposées. T. V. p. 626. *Voyez Jurisprudence*. & J. n.º I.

XXI. Sur le Livre de Jansénius & les disputes qu'il a excitées. *Voyez Jansénisme.*

XXII. A l'égard du Cérémonial par le Sr. Daigreville. *Voyez* Cérémonial.

XXIII. Sur le Cérémonial par Godefroi, en ce qui concerne le Clergé. *Voyez aussi Cérémonial.*

XXIV. L'Assemblée de 1655 fait imprimer à ses frais les Instructions de saint Charles. T. IV, p. 414 & suiv.

XXV. Le sieur de Barmond présente à l'Assemblée de 1690, son Ouvrage des Baux emphytéotiques des biens d'Eglise : il en découvre, dans un grand nombre de Diocèses, pour près de 100 mille liv. de rente, dans lesquels biens l'Eglise peut rentrer : il est récompensé de son travail, & prié de le continuer. T. V. p. 688, 689. Voyez Baux emphytéotiques.

XXVI. En l'Assemblée de 1745, M. l'Archevêque de Tours fait un rapport contre le Livre intitulé, *Pouvoirs légitimes du premier & second ordre*. T. VII, p. 208 & suiv. Voyez Censures doctrinales, n°. 25.

M. l'Avocat prie l'Assemblée de 1747
d'accepter la dédicace d'un Livre en

réfutation du précédent
légitimes, &c. L'AN
missaires pour l'exan
99. 100.

XXVII. Le P. H. coller, propose de de de 1755, un Ouvrag de l'ame. L'Ass. lui no saires pour examiner p. 193.

XXVIII. M. Corg
de 1758, son Ouvr
du sieur Travers, sur
imes du premier & d
l'Evêque de Nevers
qui nomme des C
l'examiner, & donne
de 1760. T. VII, 1

M. l'Abbé de Juport à l'Assemb. de port, à l'Assemblée ne de le faire imprime gé; mais elle accor pension de 600 liv. de 2000 livres. T. V 991.

M. l'Avocat avoit
de 1747, un Ouvrage
Auteur. Voyez *supra*

XXIX. M. l'Arc
exposé à l'Ass. de 17
zols ayant composé
Jurisdiction conten
qu'il en avoit vu le
solide, l'Ass. nomm
res pour examiner
faire leur rapport à
T. VIII, p. 992.

L'Aff. de 1765
Brézols & Guitton,
vrage, à chacun 2
cation. T. VIII, p.

XXX. L'Ass. de
Evêques de Senlis
jointement avec M
faire travailler sou
nouveau Commene
1695. T. VIII, p.

M. l'Evêque de S
à l'Aff. de 1775, d
mentaire. Voyez
n°. II.

XXXI. L'Aff. de
dédicace d'une nou
res & sans variante
dor faisoit imprime

2

réfutation du précédent Livre, *Pouvoirs légitimes*, &c. L'Ass. nomme des Commissaires pour l'examiner. T. VIII, p. 99, 100.

XXVII. Le P. Hubert Hayer, Récollet, propose de dédier à l'Assemblée de 1755, un Ouvrage sur *l'Immortalité de l'ame*. L'Ass. lui nomme des Commissaires pour examiner le Livre. T. VIII, p. 593.

XXVIII. M. Corgne présente à l'Ass. de 1758, son Ouvrage contre le Livre du sieur Travers, sur les *Pouvoirs légitimes du premier & du second Ordre*. M. l'Evêque de Nevers le propose à l'Ass., qui nomme des Commissaires pour l'examiner, & donner leur avis à l'Ass. de 1760. T. VII, p. 714 & suiv.

M. l'Abbé de Juigné en fait le rapport à l'Ass. de 1760 : sur le rapport, l'Assemblée ne juge pas à propos de le faire imprimer aux frais du Clergé; mais elle accorde à l'Auteur une pension de 600 liv. & une gratification de 400 livres. T. VIII, p. 990, 991, 992.

M. l'Avocat avoit présenté à l'Ass. de 1747, un Ouvrage contre le même Auteur. *Voyez supra*.

XXIX. M. l'Archevêque de Tours expose à l'Ass. de 1760, que M. de Brézols ayant composé un Ouvrage sur la Jurisdiction contentieuse, & que ce qu'il en avoit vu lui avoit paru très-solide, l'Ass. nomme des Commissaires pour examiner l'Ouvrage, & en faire leur rapport à l'Ass. de 1765. T. VIII, p. 992.

L'Ass. de 1765 accorde à Mrs. de Brézols & Guittou, Auteurs de cet Ouvrage, à chacun 2400 liv. de gratification. T. VIII, p. 1595.

XXX. L'Ass. de 1765 prie Mrs. les Evêques de Senlis & d'Auxerre, conjointement avec Mrs. les Agents, de faire travailler sous leurs yeux, à un nouveau Commentaire de l'Edit de 1695. T. VIII, p. 1587, 1588.

M. l'Evêque de Senlis fait le rapport à l'Ass. de 1775, de ce nouveau Commentaire. *Voyez Jurisdiction*, §. I, n°. II.

XXXI. L'Ass. de 1775 accepte la dédicace d'une nouvelle Bible sans notes & sans variantes, que le sieur Didot faisoit imprimer. T. VIII, p. 2599.

§. III. *Délibérations des Assemblées du Clergé contre les mauvais Livres, en tout genre.*

I. A l'égard des Censures & condamnations faites par le Clergé en plusieurs de ses Assembl., de Livres & Ouvrages sur la Doctrine, la Morale & la discipline. *Voyez Censures doctrinales.*

II. Les dernières Assembl. du Clergé se sont élevées fortement contre cette foule de mauvais Livres répandus, dans ces derniers temps, dans le Public; Ouvrages destructifs des principes fondamentaux de la Religion, de l'autorité des Puissances & de la pureté des mœurs.

L'Ass. de 1750 défère au Roi les Livres impies qui sont répandus dans le Public. S. M. promet d'en arrêter le cours. T. VIII, p. 402.

L'Ass. de 1755 prie M. l'Evêque du Puy de dresser un Mémoire au sujet de pareils écrits. Le Mémoire est dressé & adopté par la Compagnie, qui prie M. le Président de le présenter au Roi. T. VIII, p. 559. *Le Mémoire*, P. Just. p. 195 & suiv.

L'Ass. de 1758 arrête de faire les remontrances les plus fortes contre les mauvais Livres qui se répandent contre la Religion, contre la Doctrine, même contre l'autorité du Roi & contre les mœurs. Mémoire présenté au Roi sur ce sujet. T. VIII, p. 654, 655. *Mémoire & Réponse de S. M. P. J.* p. 240, 241.

En l'Ass. de 1765, parmi les différents objets à discuter au Bureau de la Jurisdiction, les Livres impies tiennent le premier rang. L'avis du Bureau sur ce point est:

1°. De flétrir par une condamnation générale les Livres suivants. *L'Analyse de Baile*; le Livre de *l'Esprit* & les Ouvrages faits pour sa défense; le *Contrat social*; les *Lettres de la Montagne*; le *Dictionnaire Philosophique*; la *Philosophie de l'Histoire*; le *Despotisme Oriental*: 2°. de faire précéder cette condamnation d'une Instruction sommaire: 3°. de recourir à l'autorité du Roi, par un Mémoire séparé, & de le conjurer de mettre un frein à une licence qui ne connoît plus de bornes. T. VIII, p. 1352 jusq. 1355, 1363, 1365, 1405. *Le Mémoire*, P. Just. p. 463 & suiv.

Le Roi, par sa réponse au Mémoire,

promet & assure qu'il ordonnera la plus grande vigilance sur l'impression & le débit des Livres. T. VIII, P. J. p. 477.

La condamnation de ces Ouvrages forme la premiere partie des Actes de l'Assemblée de 1763, sur la Religion. *Voyez* Religion, §. XI, n°. V.

Les mauvais Livres font encore l'objet des délibérations de l'Assemb. de 1770. Sur le rapport qui en est fait par M. l'Archevêque de Toulouse, & à la requisi-tion de plusieurs Provinces, après la lecture d'un Mémoire présenté à l'Assemb. sur ce sujet, la matière mise en délibération, après avoir recueilli toutes les voix, il a été délibéré :

1°. De la part de M. l'Archev. de Reims de présent Sa Majesté le Mémoire, & d'y joindre une liste des principaux Ouvrages que l'impiété a produits depuis la dernière Assemb.

2°. De veiller plus que jamais en considération les moyens de défendre & de venger la Religion, en s'attachant principalement à l'inspiration & à la vérité de nos Livres saints, à la pureté de la Morale Evangelique, à la nécessité & à l'existence de la révélation, & enfin à l'union sublime du Christianisme avec l'ordre social.

3°. De charger le P. Bonhomme, Cordelier, de travailler, sous les yeux de M. l'Archev. de Reims & de Mrs. les Agents, à une édition des premiers Apologifes de la Religion, qui en réunissant même l'extrait des passages des autres Peres, relatifs à la défense de la Religion, soit la plus facile à se procurer & la plus complete. *Voyez infra*, an. 1770.

Le Mémoire est présenté à S. M., qui paroît disposée à prendre les mesures les plus efficaces pour arrêter la publication des mauvais Livres : elle donne ensuite la réponse en ces termes.

Je partage les alarmes du Clergé, & j'approuve à ses instances : mon amour pour la Religion, & son rapport nécessaire avec le bien de mon Etat, doivent répondre à l'Ass. de surveillance, & les ordres nouveaux que je vais donner, &c.
T. VIII. p. 1817 juif. 1813. P. J. p. 168 & suiv.

Le Bureau propose à l'Assemb. un Avertissement aux Fidèles, qui contienne, non une réponse détaillée aux objections des Incrédulés, ni une discussion des objets de notre croyance, mais des considérations générales sur les dangers de l'Incrédulité, & sur l'obligation qu'imposent aux Fidèles les efforts

qu'elle fait pour détruire la Religion.
Après que M. l'Archevêque de Tou-
louse a donné une idée de cet Avertis-
sement, idée généralement approuvée,
la Commission est priée de l'exécuter:
elle ne tarde pas de le présenter; la lec-
ture en ayant été faite, il a été un-
animentement délibéré:

1°. D'approuver & d'insérer au Procès-verbal l'Ouvrage ayant pour titre: *Avertissement du Clergé de France... aux Fideles du Royaume, sur les dangers de l'Incrédulité* : 2°. de le faire imprimer, & d'en remettre des exemplaires aux Députés qui seront chargés de les envoyer aux Evêques : 3°. de joindre à ce envoi une Lettre circulaire. T. VIII, p. 1813. *L'Avertissement*, P. J. p. 574 & f. *La Lettre circulaire*, P. J. p. 607.

Un exemplaire de cet Avertissement est présenté au Roi, un autre à Madame Louise. T. VIII, p. 1821, 1826.

Le Parlement de Paris rend un Arrêt, le 18 Août, qui condamne au feu plusieurs Ouvrages contre la Religion. L'Assemb. ordonne que l'Arrêt soit inséré au Procès-verbal. T. VIII, p. 1826. L'Arrêt, P. J. p. 608.

L'Ass. de 1765, avoit délibéré de faire travailler à une nouvelle édition des anciens Apologues de la Religion: mais ce projet ayant paru trop volumineux, l'Ass., d'après le rapport de M. l'Arch. de Toulouse, arrêta, qu'au lieu d'imprimer les Ouvrages des Pères en leur entier, on en feroit seulement des Analyses raisonnées, & dont le contenu seroit justifié au bas des pages, par la citation des passages les plus essentiels. Elle nomma Mrs. les Commissaires de la Jurisdiction & Mrs. les Agents pour veiller à l'exécution de l'Ouvrage. T. VIII, p. 1820, 1821, 1906, 1907. Voyez *infra*, an. 1775.

La Commission présente à l'As. de 1775, un projet de Mémoire contre les Livres impies dont le Royaume est inondé. L'As. l'approuve, & prie M. le Cardinal de la Roche-Aymon de le présenter à S. M. Le Roi répond en ces termes : *Je n'ai pas moins à cœur que le Clergé, le soutien de la Religion dans mon Royaume : je renouvellerai encore mes ordres les plus précis, pour empêcher l'impression & le débit des mauvais Livres.* T. VIII, p. 3029. P. Just. p. 685, 686, 687.

M. l'Arch. de Toulouse, Chef du Bureau de la Religion, fait à l'Ass. de 1775, un rapport contre les mauvais Livres. Ce n'est pas d'aujourd'hui, dit

cc Prélat, que date
la Religion, & ce
d'aujourd'hui qu'ils e
& la vigilance des
suite un exposé suc
tes délibérations sur
puis 1730, & finit
de la Commission,
quel toutes les voix
lies, il a été délibé

1°. De présenter
blique & éclatante,
amplement déterminé
ces au Roi, où on
due des maux de la R
tes conséquences qu
les remèdes qu'il con

2°. De choisir un
Livres impies , par
crédulité mer plus d
poir, de les conda
précéder cette cond
Instruction qui en dé

3°. De chercher
possibles pour encou
de la Religion à se
fense.

4°. L'Ass. nomme deux Députés du sein de la Commission pour examiner le travail de Gourci, Député de la Commission, en conséquence de l'Ass. de travail, & pourvoir

5°. Arrêté de plus
ce qui sera fait sur
ques du Royaume, a
sent ce que la Com
& ce qu'ils auront à
T. VIII, p. 2219 ju

En conséquence
tion, M. l'Arch. de
à l'Aff. d'un Mémo
montrances, sur l'Aff
Religion & des mœ
Livres. Le travail
ment applaudi, &
que, vu l'importanc
Compagnie demand
de présenter en Cor
ces à S. M. M. l'Ar
a été prié de porter
& d'annoncer, dans
sieurs autres objets
gion & l'Ordre Ec
que l'Aff. se propos
yeux du Roi dans c
détails. T. VIII, p.
Remontrances. P.

L'Ass. va en Cor
elle est reçue avec l
Table de la Coll.

ce Prélat, que datent les malheurs de la Religion, & ce n'est pas non plus d'aujourd'hui qu'ils excitent l'attention & la vigilance des Assembl. Il fait ensuite un exposé succinct des précédentes délibérations sur cette matière, depuis 1750, & finit par proposer l'avis de la Commission, conformément auquel toutes les voix ayant été recueillies, il a été délibéré :

1°. De présenter d'une manière publique & éclatante, ainsi qu'il sera plus amplemment déterminé, des remontrances au Roi, où on lui exposera l'étendue des maux de la Religion, les funestes conséquences qui en résultent, & les remèdes qu'il convient d'y opposer.

2°. De choisir un certain nombre de Livres impies, parmi ceux en qui l'Incrédulité met plus de confiance & d'espoir, de les condamner, & de faire précéder cette condamnation, par une instruction qui en développe les motifs.

3°. De chercher tous les moyens possibles pour encourager les défenseurs de la Religion à se réunir pour sa défense.

4°. L'Ass. nomme deux Prélats & deux Députés du second Ordre, pour examiner le travail fait par M. l'Abbé de Gourci, Député en la présente Assemblée, en conséquence de la délibération de l'Ass. de 1770, juger de ce travail, & pourvoir à sa continuation.

5°. Arrêté de plus d'instruire de tout ce qui sera fait sur cet objet, les Evêques du Royaume, afin qu'ils connoissent ce que la Compagnie aura fait, & ce qu'ils auront à faire eux-mêmes. T. VIII, p. 2219 jusqu'à 2225.

En conséquence de cette délibération, M. l'Arch. de Toulouse fait part à l'Ass. d'un Mémoire en forme de remontrances, sur l'affoiblissement de la Religion & des mœurs par les mauvais Livres. Le travail a été universellement applaudi, & il a été délibéré, que, vu l'importance de la matière, la Compagnie demanderoit la permission de présenter en Corps ces remontrances à S. M. M. l'Archev. de Toulouse a été prié de porter la parole au Roi, & d'annoncer, dans son discours, plusieurs autres objets intéressant la Religion & l'Ordre Ecclésiastique; objets que l'Ass. se propose de mettre sous les yeux du Roi dans des Mémoires plus détaillés. T. VIII, p. 2225, 2226. Les Remontrances, P. J. p. 706 & suiv.

L'Ass. va en Corps à Versailles, où elle est reçue avec les honneurs accou-

Table de la Coll. des P. V.

tumés. M. l'Arch. de Toulouse porte la parole, remet au Roies Remontrances. Le Roi répond en ces termes : *J'écouterai toujours très-volontiers les représentations du Clergé, principalement sur tout ce qui intéresse la Religion. J'emploierai l'autorité que Dieu m'a confiée, à la faire respecter, & à réprimer la licence qui pourroit y porter atteinte. Je compte que les Evêques, par leur sagesse & par leurs exemples, continueront de contribuer au succès de mes soins.* T. VIII, p. 2226 jusqu'à 2228.

Quelque temps après, l'Assemblée reçoit, par M. de Malesherbes, la Réponse du Roi aux Remontrances sur les progrès de l'irreligion, par les mauvais Livres. *Je n'omettrai rien, dit le Roi, de ce qui est en mon pouvoir, pour arrêter les progrès de la licence & de l'impiété : il y a déjà un grand nombre de Lois sur la Librairie, & je ne crois pas que le meilleur moyen d'en assurer l'exécution, soit de les multiplier; cependant je vais faire examiner s'il est possible d'en ajouter de nouvelles.* T. VIII, p. 2228. La Réponse, P. J. p. 714.

Sur cette Réponse, la Compagnie a prié Son Eminence de représenter à Sa Majesté, que l'Ass., pénétrée de confiance dans les assurances que contient la Réponse, ne peut s'empêcher de lui répéter que le mal est à son comble; que les mesures pour l'arrêter, ne peuvent être, ni trop promptes, ni trop multipliées; que les Réglements que le Clergé propose, sont moins de nouvelles Lois, que le développement des Réglements anciens. Ces Réglements étoient, 1°. à obliger les Auteurs à mettre leurs noms à la tête des Ouvrages; 2°. à proscrire l'usage des permissions tacites; 3°. de rendre les Censeurs responsables de ce qui est contraire à la Religion, dans les Livres même qui lui sont étrangers; 4°. à éloigner par des visites exactes, les productions impies qui arrivent de l'Etranger. T. VIII, p. 2228, 2229.

Sur ces nouvelles instances, le Roi répond, qu'il fera exécuter avec soin les Réglements anciens sur la Librairie. Les mesures proposées par l'Ass. ont été discutées; & à la réserve des permissions tacites, qu'on croit indispensables, mais qui seront assujetties à des règles aussi sévères que les permissions publiques, les précautions indiquées ont été accueillies, & il y a lieu d'espérer qu'elles seront mises en usage. T. VIII, p. 2230.

M m m m

nus, a arrêté de supplier le Roi de nommer une Commission de son Conseil, à l'effet d'examiner & discuter les fondements de ces prétentions, & de déclarer, que, faute de produire les titres, l'exercice de la Jurisdiction sera suspendu & rendu provisoirement aux Evêques Diocésains. La demande est proposée à M. le Garde des Sceaux, qui paroît disposé à accorder l'établissement de la Commission demandée; mais avant de prendre les ordres du Roi à ce sujet, il a demandé un Mémoire détaillé, & une notice des Arrêts qui ont été rendus dans des affaires particulières de la même espèce. T. VIII, p. 1376 jusqu'à 1380.

LODS ET DEMI-LODS.

I. ON se plaint à l'Assemblée de 1660, que, depuis peu d'années, les Ecclésiastiques de Provence qui possèdent des biens patrimoniaux de l'ancienne fondation dans les terres des Gentilshommes, se trouvoient troublés par lesdits Seigneurs qui prétendoient un droit d'indemnité qu'ils appellent demi-Lods, de dix en dix ans, ou un Lods entier, de 20 en 20 ans, sous prétexte de gens de main-morte : & attendu que la plupart des Seigneurs sont membres du Parlement, lesdits Bénéficiers demandent à l'Ass. son appui, pour obtenir du Conseil, que toutes les instances sur cette matière soient évoquées au Grand-Conseil, où Mrs. les Agents interviendront. La Compagnie leur accorde ce qu'ils demandent. T. IV, p. 736, 737.

Il est remontré à l'Ass. de 1665, que les Bénéficiers de Dauphiné & de Provence souffrent une grande vexation, à la poursuite des Seigneurs haut-Justiciers, par les Arrêts qu'ils avoient obtenus contr'eux, & par diverses instances commencées, par lesquelles ils veulent les obliger de donner dénombrement des terres & domaines qu'ils possèdent de tout temps, dépendants de leurs Bénéfices, exhiber leurs titres, passer de nouvelles reconnoissances, donner homme mourant & consistant, ou bien leur payer un demi-Lods, de dix en dix ans, ou le Lods entier, de 20 en 20 ans, comme des biens possédés par main-morte, quoi- qu'ils n'aient jamais rien payé, ni qu'on ne leur ait jamais fait aucune demande pour raison de ce, & qu'ils aient, de temps immémorial, possédés leurs domaines en franc-aleu. L'Ass. accorde

auxdits Bénéficiers, son intervention pour faire casser les Arrêts du Parlement de Provence, & afin que le Conseil retienne l'affaire au fond, les Conseillers du Parlement y ayant intérêt. T. IV, p. 1009, 1010.

Sur la Requête présentée par l'Ass. Gén. de 1665, est intervenu Arrêt du Conseil d'Etat, le 18 Mars 1666, par lequel il a été ordonné, qu'aux fins de la Requête, le Syndic de la Noblesse de Provence & autres qu'il appartient, seroient assignés au Conseil pour être fait droit, & cependant il a été sursis à toutes poursuites au Parlement de Provence & ailleurs, pour le fait en question, jusqu'à ce qu'autrement, Parties ouies au Conseil, il en ait été ordonné.

Au préjudice de cet Arrêt, M. l'Archevêque d'Embrun se plaint à l'Ass. de 1725, de ce que des Seigneurs Haut-Justiciers de Provence avoient continué de troubler plusieurs Bénéficiers, & les avoient fait assigner en différentes Jurisdiccions, pour le paiement des droits de lods ou demi-lods. L'Ass. de 1725, se conformant à l'avis de la Commission, charge les Agents de procurer à ces Bénéficiers un Arrêt du Conseil favorable, en conformité de celui de 1666. L'Arrêt est obtenu. T. VII, p. 469. *L'Arrêt est rapporté*, P. J. p. 101, 102.

Nonobstant cet Arrêt, le Prévôt & les Chanoines de Chardavon sont poursuivis par le Seigneur de Volone, qui obtient contr'eux un Arrêt au Parlement d'Aix, en Juin 1718. Le Chapitre, en vertu d'un Arrêt du Conseil du 20 Décembre 1728, qui le reçoit partie intervenante, fait assigner le Seigneur de Volone au Conseil, & sollicite la protection de l'Ass. de 1730, pour que ledit Sgr. ne puisse être déchargé de l'assignation. L'Ass. renvoie l'affaire au Bureau du Temporel. T. VII, p. 1144 & suiv.

L'Ass. de 1700, art. 11 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger les Ecclésiastiques & Bénéficiers de la Province de Languedoc du paiement des lods & demi-lods, & défendre de faire aucunes poursuites contr'eux pour raison de ce. Réponse. *Le Roi fera sur cet article la considération qu'il mérite : cependant qu'il soit sursis jusqu'à nouvel ordre aux poursuites*. Recueil, p. 1485.

L'Ass. de 1705, art. 15 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de
M m m m 2

faire cesser les poursuites des Seigneurs de Provence, pour obliger les Ecclésiastiques à leur payer les droits de lods & demi-lods pour l'ancien domaine de leurs Eglises, ou du moins ordonner par une Déclaration, que lesdits Seigneurs qui voudront assujettir les terres de l'Eglise auxdits droits, justifient que ces terres ne sont pas de l'ancien domaine de l'Eglise, mais qu'elle n'en jouit que depuis 30 ans. Réponse. *Le Roi ne peut entrer dans ce qui est proposé par cet article.* Recueil, p. 1306.

Même demande, quant au second chef, de l'Assemb. de 1715, art. 22 du Cahier. Réponse. *En sera usé suivant la Coutume des lieux.* Recueil, p. 1343.

II. Les droits de lods & demi-lods sont exigibles par les Seigneurs particuliers de Languedoc & de Provence, dans les directes desquels il est acquis des terres & des biens. Sous ce prétexte, ces droits étoient demandés en 1696 par les Trairants, pour les biens des Bénéficiers qui étoient en la directe du Roi, en qualité de Seigneur particulier. Mrs. les Agents représentent à S. M. que ces droits n'étoient pas dus, parce que ces Bénéficiers lui avoient payé ceux des nouveaux acquêts, jusqu'à l'amortissement de ces biens; & que, suivant les Auteurs, le paiement du droit de nouveaux acquêts tient lieu de l'indemnité qu'on paie aux autres Seigneurs féodaux du Royaume; & par conséquent que ce seroit exiger deux fois le même paiement. Malgré cela, le Clergé ne put obtenir qu'un Arrêt de surséance, jusqu'à la prochaine Assemb. L'Arrêt est du 26 Février 1697. T. VI, P. Just. p. 135, 282 & suiv.

LODS ET VENTES.

Voyez Secrétaires du Roi.

LOGEMENTS DE GENS DE GUERRE.

1577. Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats de Blois en 1577, porte, que les gens d'Eglise ne seront sujets à aucune contribution de deniers, ni aux gardes, au logement de gens de guerre; que les gens de cour & de guerre ne logeront es maisons de gens d'Eglise, aux Villes, ni à la campagne. T. I, P. J. p. 50.

1595. L'Ass. de 1595, art. 32, 33, 34 de son Cahier, demande que les Prélats & autres Ecclésiastiques soient exempts de logements de gens de guerre... Qu'ils

ne puissent être taxés, ni imposés pour les charges de Ville... Que les Maires & Echevins soient tenus de leurs domages & intérêts. T. I, p. 374.

Le Chapitre de Meaux demande à l'Assemb. de 1610, son assistance au sujet de gens de guerre qu'on avoit logés en leurs maisons. Sur les représentations de l'Assemb., ordre est donné auxdits gens de guerre de déloger de la Ville. T. II, p. 20.

La même Ass. se joint aux Chanoines de Vendôme, pour être remis en jouissance de leurs maisons occupées par des gens de guerre. T. II, p. 21.

Plusieurs Ecclésiastiques portent leurs plaintes à l'Ass. de 1635, de ce qu'ils étoient assujettis par les Habitants des Villes au logement des gens de guerre. La Compagnie obtient un Arrêt, portant exemption pour les maisons de la Ville, & les principales maisons à la campagne, mais non pour les fermes & métairies. T. II, p. 744, 745.

L'Assemb. de 1650, sur les plaintes qui lui sont portées, arrête de demander à M. le Garde des Sceaux, un Arrêt de défenses aux Habitants de la Ville de Laon, de délivrer aucuns bulletins pour loger les gens de guerre chez les Ecclésiastiques, & cependant députer vers M. le Duc d'Orléans, afin d'obtenir une Lettre pour déloger ceux qui y sont. La Lettre est accordée, & l'Arrêt est promis. T. III, p. 639.

M. l'Evêque d'Acqs remontre à l'Ass. de 1655, que les Ecclésiastiques étant exempts par leurs immunités & par quantité d'Arrêts du logement des gens de guerre, néanmoins les Jurats des Villes en envoyoit chez les Ecclésiastiques de son Diocèse. Sur quoi la Compagnie demande à M. le Tellier une Lettre adressée au Commandant des troupes, pour leur délogement de chez les Ecclésiastiques; elle ordonne de plus aux Agents de prendre une commission pour faire assigner au Conseil lesdits Jurats.

Des soldats du Régiment des Gardes ayant été logés chez deux Ecclésiastiques à Paris, l'Ass. trouve la chose fort étrange, & fait prier M. d'Epéron de donner ses ordres pour le délogement.

L'Assemb. obtient un nouvel Arrêt, portant exemption pour les Ecclésiastiques, de logement des gens de guerre. T. IV, p. 326 & suiv.

L'Ass. de 1665, informée des infractions qui avoient été faites dans la Ville de Meaux aux immunités des Ecclé-

sastiques par les lo-
guerre, que les Ma-
ladite Ville avoient
Chanoines par les
Lieutenant-Géné-
informée aussi des
faites d'une pareille
Villes de Noyon,
Laon, charge les C-
ser les Arrêts néces-
par l'autorité du Ro-
sérable à l'Etat ec-
bert déclare, que
ne fait aucune dis-
ayant eu six mille ho-
il auroit été mal a-
Ecclésiastiques du l-
1010, 1021.

L'Assemb. de 1670
d'un Chanoine de
ques Receveurs des
Noyon, &c., dans
les Maires & Echev-
des gens de guerre
l'Ass., sur ce sujet,
lui alleguent les Ar-
Ministre répond, q-
égard, en cette m-
du Conseil, & qu'il
Sa Majesté même.
de Soissons, le Roi
ce Chanoine ne log-
mais chez ses pare-
on n'obtenoit poin-
l'égard des Receve-
mande à voir les A-
tent. T. V, p. 105.

Dans le Rapport
l'Assemb. de 1670
d'un Arrêt du Con-
Septembre 1666,
Maire & Echevins
seroient, du premie-
tous & un chacun
de Noyon, chez le
le logement des g-
ordre desdits Echev-
férence à tous autre-
avec défenses de plu-
billetts, à peine de
mages & intérêts
privé nom; & lesd-
vins condamnés au
200 liv. T. V, P. J.

Un Ministre co-
Noyon, est déchar-
gens de guerre. Rap-
1670. T. V, P. Just.

Dans le même
disent avoir obten-
pour exempter du

fiatiques par les logemens des gens de guerre, que les Maires & Echevins de ladite Ville avoient envoyés chez les Chanoines par les bulletins signés du Lieutenant-Général & des Echevins; informée aussi des plaintes qui étoient faites d'une pareille entreprise dans les Villes de Noyon, de Beauvais & de Laon, charge les Commissaires de dresser les Arrêts nécessaires pour réparer, par l'autorité du Roi, une injure si considérable à l'Etat ecclésiastique. M. Colbert déclare, que l'affaire de Meaux ne fait aucune difficulté; mais qu'y ayant eu six mille hommes dans Noyon, il auroit été mal aisé de dispenser les Ecclésiastiques du logement. T. IV, p. 1020, 1021.

1670. L'Assemb. de 1670 reçoit les plaintes d'un Chanoine de Soissons & de quelques Receveurs des décimes de Senlis, Noyon, &c., dans les maisons desquels les Maires & Echevins avoient envoyé des gens de guerre. Les Députés de l'Ass., sur ce sujet, à M. de Louvois, lui allèguent les Arrêts du Conseil: ce Ministre répond, qu'on n'avoit aucun égard, en cette matière, aux Arrêts du Conseil, & qu'il falloit s'adresser à Sa Majesté même. Quant au Chanoine de Soissons, le Roi avoit répondu, que ce Chanoine ne logeoit point chez soi, mais chez ses parents, & qu'en ce cas on n'obtenoit point de délogement. A l'égard des Receveurs, M. Colbert demande à voir les Arrêts qui les exemptent. T. V, p. 105, 106.

1666. Dans le Rapport d'Agence, fait à l'Assemb. de 1670, il est fait mention d'un Arrêt du Conseil d'Etat, du 23 Septembre 1666, qui porte, que les Maire & Echevins de Noyon rembourseroient, du premier fonds des étapes, tous & un chacun des Ecclésiastiques de Noyon, chez lesquels avoit été fait le logement des gens de guerre, par ordre desdits Echevins, & ce, par préférence à tous autres remboursements, avec défenses de plus délivrer de pareils billets, à peine de répondre des dommages & intérêts en leur propre & privé nom; & lesdits Maire & Echevins condamnés aux dépens modérés à 200 liv. T. V, P. J. p. 77.

1670. Un Ministre converti, résidant à Noyon, est déchargé de logement de gens de guerre. *Rapport de l'Agence en 1670.* T. V, P. Just. p. 78.

Dans le même rapport, les Agents disent avoir obtenu un ordre du Roi pour exempter dudit logement & du

paiement de l'ustensile, les Officiers des décimes de Sarlat. T. V, P. Just. p. 78.

Les Agents ayant eu avis, en 1691, qu'on avoit contrevenu à cette exemption, en portèrent leurs plaintes devant les Ministres, & obtinrent satisfaction. *Ibid.*

En l'Assemb. de 1675, le Receveur des décimes de Noyon se plaint de plusieurs logemens de gens de guerre. Il est arrêté d'en parler au Roi, & les Commissaires pour les contraventions au Contrat, sont priés de pourvoir à cette infraction. T. V, p. 256.

La même Assemb. obtient un Arrêt d'exemption de logement de gens de guerre, tant pour les Ecclésiastiques, que pour les Receveurs des décimes, même hors du temps de leur exercice. T. V, p. 261.

1710. Le Chapitre de Saint-Quentin demande la protection de l'Ass. de 1710, dans une affaire qu'il étoit prêt d'avoir contre les Maire & Echevins de la Ville, au sujet du logement des gens de guerre. L'Ass. ordonne aux Agents de rendre au Chapitre tous les bons offices qu'ils pourront. T. VI, p. 1136.

1730. L'Assemb. de 1730, art. 6 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger les Ecclésiastiques & les Communautés de payer aucunes sommes, ni taxes pour leurs domestiques, à cause des ustensiles & casernement, & faire défenses aux Maires & Echevins de comprendre dans les rôles les Ecclésiastiques, ni les Communautés pour leurs domestiques, & aux Préposés du recouvrement de ces taxes, de faire aucunes poursuites. Réponse. *Les Bénéficiers & Ecclésiastiques, & leurs domestiques demeurant dans leurs maisons, sont exempts de logement de gens de guerre, & de la contribution à l'ustensile & casernement; mais si les domestiques sont mariés & établis dans les Villes, ils doivent contribuer aux charges comme les autres Habitants.* Recueil, p. 1686.

1735. Nonobstant cette décision, les Maires & Echevins de la Province de Bretagne, chargés des impositions du casernement, du logement des gens de guerre & de l'ustensile, prétendoient y soumettre les domestiques des Ecclésiastiques, sur ce que l'Arrêt du Conseil de 1714 ne les a point compris dans le dénombrement de ceux qui en sont déclarés exempts. Plaintes à ce sujet portées à l'Ass. de 1735, par l'Ev. de Saint-Brieux: il demande la protection

fût moindre d'un tiers. Sur quoi délibéré, que, conformément à l'avis des Commissaires, le Diocèse de Lombez continuera d'être taxé sur le pied de 1646, pour toutes les sommes qui seront imposées sur ce pied, jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu par un nouveau département général. T. VI, p. 1469 & suiv.

M. l'Evêq. de Senlis fait part à l'Ass. de 1758, d'une affaire concernant M. l'Evêque de Lombez & le Prévôt de son Eglise, au sujet de la répartition faite par le Bureau Diocésain de Lombez, des impositions du Clergé. L'Ass. députa à M. le Comte de Saint-Florentin, pour lui faire connoître l'indécence des procédés du Prévôt. T. VIII, p. 709, 710.

LOUIS. [S.]

FÊTE de saint Louis établie. *Voyez* Fêtes, n°. IV.

Comanderie de saint Louis. *Voyez* Soldats.

LOUYTRE.

DOYEN de Nantes. *Voyez* Léon.

LUÇON.

1°. Le Doyen de Luçon nommé par son Chapitre, député au Bureau Diocésain, prétend y avoir, comme Doyen, une place distinguée, qui lui est contestée par le Bureau. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemb. de 1650. *Voyez* Chambres des décimes, §. II, n°. II.

2°. Le Chapitre de Luçon demande le secours de l'Ass. de 1750, au sujet de l'affaire qu'il avoit au Conseil avec le Receveur des Domaines du Roi, concernant la propriété des marais desséchés qui lui étoit contestée. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. M. l'Archev. de Sens en rend compte. Députation à M. Trudaine, pour le solliciter en faveur du Chapitre. Les Agents sont chargés de lui rendre tous leurs bons offices. Promesse de M. Trudaine, de se mettre en état de faire juger l'affaire aussi-tôt que les Mémoires lui auront été remis. T. VIII, p. 395 & suiv.

LUMINAIRE.

Voyez Décimateurs.



LYON.

§. I. Droits de Primatie & de Préséance dans les Assemblées du Clergé, prétendus par les Archevêques de Lyon.

1°. Dès la première séance des Etats de Blois en 1576, il fut question de la préséance entre les Archevêques de Lyon & d'Embrun, quoique ce dernier fût plus ancien Archevêque : cependant, parce que le premier se trouvoit dans la *Primatie & territoire d'icelle* ; savoir, dans l'Evêché de Chartres, la préséance lui demeura. T. I, p. 68.

Il fut dit dans la même Ass., que, quoique l'Archev. de Lyon eût obtenu la préséance, il n'étoit pas dit pour cela qu'il dût présider à l'Assemb., d'autant que c'étoit une Assemb. d'Etats. L'Assemb., sur cette Remontrance du Promoteur, pria l'Archevêque de se retirer avant qu'elle allât aux opinions. Le Prélat, avant de se retirer, protesta que cet honneur étoit dû à son Eglise : il fut arrêté que ledit Seigneur, à cause de ses grandes qualités, présideroit, mais non comme Archev. de Lyon, & seulement *per concessionem*, & non autrement. T. I, p. 68, 69. T. V, *ad calicem*, p. 3, 4.

2°. L'Ass. de 1585 fait dresser un style pour être observé uniformément dans toutes les Officialités. Le sieur la Barge, Vicaire-Général de Lyon, protesta, au nom de son Archevêque, contre ce Règlement, comme contraire à l'autorité de ce Prélat, à qui seul, en sa qualité de Primat, il appartient de régler la Justice de sa Province : le style est ceper lant adopté ; mais sans préjudice des droits du Sgr. Archevêq. de Lyon & de tous les autres Archevêques. T. I, p. 361, 362.

3°. En l'Assemb. de 1605, contestation pour la présidence & la préséance entre l'Archev. de Lyon & les Archevêques de Bourges & de Sens. L'Arch. de Lyon se fondeoit sur son titre de Primat & autres prérogatives de son Siege, qu'il tâchoit d'établir : les Archev. de Bourges & de Sens, de leur côté, oppoisoient les prééminences de leurs Sieges respectifs. T. I, p. 710 & suiv.

En la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, se renouvelle la contestation entre les Archev. de Lyon & de Bourges. L'un & l'autre alleguent ses titres. L'Archev. de Bourges, attendu

que celui de Lyon étoit dans sa Primatie, consent à lui céder le rang, sans tirer à conséquence. L'Assemb. trouve bon l'expédient proposé, & accorde la préséance à celui de Lyon, sans préjudice, &c. M. l'Archev. d'Aix, comme plus ancien, réclame la préséance, & demande acte de sa demande. T. II, p. 69, 70.

1711. 4°. En l'Assemb. de 1711, la Procuration de Lyon donnoit à l'Archevêque, la qualité de *Primat de France*: cette qualité parut nouvelle, les Archevêq. de Lyon ayant pris de tous les temps la qualité de *Primat des Gaules*. T. VI, p. 1171.

§. II. *Décharges sur les Décimes des Archevêques de Lyon. Chambre Souveraine des Décimes établie à Lyon.*

1579. 1°. Henri III, par ses Lettres-Patentes, avoit déchargé M. d'Epinaç, Archev. de Lyon, de la somme de 2000 l., faisant partie de sa taxe pour les décimes. L'Ass. de Melun avoit réduit cette somme à celle de 1500 l. M. de Bellievre, pourvu de l'Archevêché, avoit obtenu pareille décharge de 2000 l. par Lettres-Patentes de 1599, lesquelles ayant été présentées au Bureau des décimes, le Jugement en fut renvoyé à l'Ass. de 1600. Il est arrêté, que l'impétrant jouira de la décharge, tant pour ses mérites particuliers, que pour la considération de M. le Chancelier, son pere, sans tirer à conséquence. T. I, p. 676, 677. P. J. p. 181.

1600. En l'Assemb. de 1598, en procédant à l'audition des comptes du sieur Castilles, fut trouvé un article employé en dépense, sous le nom de l'Archev. de Lyon, par lequel la somme de 1500 liv. lui étoit déduite par chacun an sur ses décimes. Après s'être informé du fait, & avoir reconnu que ladite somme n'avoit pas été accordée à ce Prélat pour les causes mentionnées au texte dudit article, mais par une pure & libérale gratification dont le Clergé avoit voulu user envers lui, en considération des services par lui rendus, la Compagnie ordonna que cette partie seroit allouée au compte, afin que ses successeurs Archevêques ne puissent prétendre à l'avenir pareille décharge, & sauf à la prochaine Assemblée des comptes, d'avisé comme bon lui semblera sur la continuation de ladite pension. T. I, p. 643.

Sur la nouvelle de la promotion de M. de Marquemont, Archevêque de Lyon, au Cardinalat, l'Assemblée de 1625 ordonne, qu'il lui soit écrit, en son nom, une Lettre de félicitation, & qu'en outre il lui soit déclaré que l'Ass. dès ce moment, a consenti & consent à la décharge de 2000 liv. qu'il a plu au Roi de lui accorder, outre & par-dessus celle dont il a joui. T. II, p. 569.

161. Lettres-Patentes en faveur de M. le Cardinal de Lyon, comme Archevêq. de Lyon, portant décharge de ses décimes pour la somme de 2000 liv.; lesdites Lettres enregistrées par l'Assemb. de 1635, pour en jouir par le Sgr. Cardinal, selon leur forme & teneur. T. II, p. 675. P. Just. p. 168.

Les Lettres-Patentes en faveur du même Archev., portant décharge de ses décimes, pour la somme de 4000 liv. depuis sa promotion au Cardinalat, en tant qu'elles induisoient une succession comme nécessaire en pareils Dons, du Cardinal défunt au nouveau Cardinal, furent réformées par la même Assemb. de 1635. T. II, p. 676.

169. L'Archev. de Lyon demande à l'Ass. de 1695, l'exemption de 2000 liv. de décimes dont ses Prédécesseurs avoient joui: l'Assemb. ayant opiné sur cette demande, a reconnu que la prétention de ce Prélat n'étoit fondée, ni en droit, ni en titre; elle lui accorde cependant comme grace, l'exemption, & pour cette fois, à en jouir du jour de sa prise de possession seulement, à condition que cette grace cessera à la première vacance du Siege, sans espérance de retour. Le Prélat remercie l'Assemb., comme d'une grace accordée. T. VI, p. 261, 262. P. Just. p. 66, 67.

Même demande que ci-dessus de l'Archev. de Lyon à l'Assemb. de 1715, pour être déchargé de 2000 liv. sur ses décimes: la grace lui est accordée pour en jouir du jour de sa prise de possession, & sans tirer à conséquence pour ses Successeurs. T. VI, p. 1477.

171. L'Assemb. de 1735 accorde à M. de Rochebonne, Archev. de Lyon, la somme de 2000 liv. sur ses décimes; ladite grace est accordée pour n'avoir plus lieu après lui. T. VII, p. 1487, 1488.

174. L'Assemb. de 1745 fait la même remise à M. le Cardinal de Tencin, Archevêque de Lyon, sur ses décimes, sans tirer à conséquence pour ses Successeurs: & pour marquer combien le Clergé desire que cette gratification cesse

celle entière
ce, l'Ass. re
tées par la
Recev. Gén.
Successeurs
jonction de
quittances d
remise ne d
dant sa vie
tant & ne
à ses Succes
être & pour
T. VII, p.
1°. Quels
Chambre so
blie à Lyon
cimes, §. II
§. III. Prov

P
1°. L'Ass.
une Lettre à
au sujet d'un
condamnoir
de M. l'Arch
gager la Co
moyens les
médier aux
La Lettre ef
1461, 1462
1°. L'Ass.
Diocèse de L
ciennes ren
créées pour

M
1°. EN l'A
Eparlé
vêque de M
Visa, pour
sastique, re
Châlons-sur
& par M. l'
Métropolit
refus, par A
jon, à l'Evê
1683 & suiv
1713.
2°. Affair
con, contre
sujet del'ex
Abbaye. Vo
3°. Les Co
partement g
1760, font
taxe dans le
néral, dressé
Table de l

celle entièrement après Son Eminence, l'Ass. renouvelle les défenses portées par la délibération de 1735, au Recev. Gén. de payer ladite somme aux Successeurs de Son Eminence, avec injonction de faire exprimer dans les quittances du Sgr. Cardinal, que cette remise ne doit lui être faite que pendant sa vie; l'intention du Clergé n'étant & ne pouvant être, qu'elle passe à ses Successeurs, quels qu'ils puissent être & pour quelque cause que ce soit. T. VII, p. 1067.

2°. Quels Diocèses ressortissent à la Chambre souveraine des décimes établie à Lyon? *Voyez* Chambres des décimes, §. III, n°. I.

§. III. Province, Diocèse & Chapitre de Lyon.

1°. L'Ass. Provinc. de Lyon écrit une Lettre à l'Assemb. Gén. de 1735, au sujet d'un Arrêt du Parlement, qui condamnoit une Instruction Pastorale de M. l'Archev. de Cambrai, afin d'engager la Compagnie à prendre les moyens les plus convenables pour remédier aux maux qui affligent l'Eglise. La Lettre est lue dans l'Ass. T. VII, p. 1461, 1462.

2°. L'Assemb. de 1710 permet au Diocèse de Lyon de rembourser les anciennes rentes au lieu des nouvelles créées pour le rachat de la subvention.

Voyez Diocèses, §. III, an. 1710.

En l'Assemb. de 1742, le Diocèse de Lyon se plaint d'être surtaxé aux impositions du Clergé, tant à cause de l'excès de sa quote-part, qu'à cause de la diminution de ses revenus, par le retranchement de différents droits de péage; il demande d'être taxé sur un nouveau pied. La demande est renvoyée à l'Ass. de 1745. T. VII, p. 1844.

3°. L'Ass. de 1641 accorde la jonction des Agents à Mrs. les Comtes de Lyon, dans une Cause concernant la préséance, qui, de droit & selon les anciennes Coutumes, leur appartient, & qui leur étoit contestée par Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, lorsqu'ils alloient tous ensemble à l'Eglise de Saint-Nizier. T. III, p. 90.

A l'égard de la préséance du Chapitre sur le Prédial. *Voyez* Chapitres, §. IV.

Sur les droits de péage. *Voyez* Péage.

4°. L'exemption de la Régale par rapport à l'Eglise de Lyon. *Voyez* Régale, §. I, II.

5°. Contestation entre M. l'Archev. de Lyon & Mrs. les Evêques de la Province, au sujet des Procès-verbaux des Assemb. Provinc., dont les Evêques suffragants demandoient des copies. Ladite contestation est soumise au Jugement de l'Ass. de 1762. *Voyez* Assemblées-Provinciales, n°. XXII.

M.

M A C O N.

1°. EN l'Assemblée de 1713, il est parlé d'une entreprise de M. l'Evêque de Mâcon, qui avoit accordé un *Visa*, pour un Canoniat, à un Ecclésiastique, refusé par M. l'Evêque de Châlons-sur-Saône, Prélat Diocésain, & par M. l'Archev. de Lyon, comme Métropolitain, & renvoyé sur ces deux refus, par Arrêt du Parlement de Dijon, à l'Evêque de Mâcon. T. VI, p. 1683 & suiv. *Voyez* Visa, n°. II, an. 1713.

2°. Affaire de M. l'Evêque de Mâcon, contre l'Abbaye de Clugni, au sujet de l'exemption prétendue par cette Abbaye. *Voyez* Clugni.

3°. Les Commissaires du nouveau département général, dans l'Assemb. de 1760, font observer une erreur en surtaxe dans le nouveau département général, dressé en 1755, pour le Diocèse

Table de la Coll. des P. V.

de Mâcon. L'erreur est de 14273 liv. 6 s. 9 den., que le Diocèse de Mâcon a payée ou paieroit de trop sur les années de 1756, 57, 58, 59, 60, si le Clergé-Général ne lui en faisoit raison. Arrêté qu'il lui sera fait raison par le Receveur-Général de ladite somme, qui sera allouée audit Receveur-Général dans la dépense du compte des revenants-bons qu'il rendra à la présente Assemb. T. VIII, p. 839 & suiv. 985, 986, 987.

M A G I E.

Parmi les Décrets de l'Assemblée de Melun, en 1579, il en est un de *magiis artibus & de divinationibus jure prohibitis*. T. V, P. Just. p. 107.

L'Ass. de 1700 a condamné la proposition suivante.

INCAUTATORES, aliqui ejusmodi deceptores [Magi, Astrologia judicaria Professores, Arioli, Conjectores] ex pef-
Nnnn

finis quibusque artibus captantes lucrum licitè servare possunt bona his mediis acquisita.

Hæc propositio intellecta de prædictis fallis ac deceptoris artibus, falsa est, temeraria, fovendis fallaciis etiam diabolicis idonea. T. VI, P. J. p. 103.

M. l'Evêque de Meaux, dans le rapport qu'il fait, en l'Assemb. de 1700, sur cette proposition, distingue entre les arts corrompus & criminels, dont le fondement est réel, & ceux qui sont faux, nuls, pour ainsi dire, & ne consistent qu'en tromperies & déceptions: de ce nombre sont les enchantements, l'Astrologie judiciaire & les autres de même nature: ce sont ces sortes d'arts, si on peut les appeler de ce nom, qui ne peuvent rendre ceux qui les exercent, légitimes possesseurs du salaire qu'ils exigent, parce qu'ils ne sont que des trompeurs. T. VI, p. 486.

MAILLESAIS.

Voyez Rochelle. (la)

MAIMAC.

ABBAYE de Maimac. Voyez Curés primitifs.

MAIN-MORTE. [GENS DE]

I. Le Parlement de Bretagne avoit rendu un Arrêt, qui défendoit aux gens de main-morte de s'accroître en fiefs, terres & domaines, sous prétexte de fondations. Cet Arrêt ayant été trouvé fort préjudiciable à l'Eglise & contre l'ordre observé de tout temps en France, l'Ass. de 1645 charge les Agents d'en poursuivre la cassation au Conseil, & M. de Meaux est prié d'en parler à M. le Chancelier. T. III, p. 382.

II. Le Roi donna, le 25 Novembre 1743, une Déclaration pour les Corps & Communautés Ecclésiastiques des Colonies Françaises de l'Amérique. Par l'art. 10, il leur est fait défenses d'acquérir, ni posséder aucun bien immeuble, maisons, héritages, &c., situés auxdites Colonies, ou dans le Royaume, de quelque nature qu'ils puissent être, & à quelque titre que l'acquisition en soit faite; si ce n'est en vertu de Lettres-Patentes enrégistrées, &c.

La disposition de cet article a lieu pareillement pour les rentes foncières, ou autres rentes non rachetables, lorsqu'elles seront constituées sur des Particuliers, & ce, encore que les deniers provinssent de remboursements de ca-

pitaux d'anciennes rentes. T. VIII, p. 2420, 2421.

III. L'Assemb. de 1750 s'occupe de l'Edit du mois d'Août 1749, concernant les acquisitions & les établissements des gens de main-morte, & des mesures à prendre pour en prévenir les inconvénients. Cette affaire est renvoyée au Bureau du Temporel pour l'examiner. M. l'Abbé de Nicolay fait lecture d'un Mémoire sur cette affaire. M. l'Archevêque de Sens fait part à la Compagnie des remarques du Bureau sur cette affaire; il propose d'entendre la lecture du Mémoire qu'il avoit fait sur ce sujet. Le Mémoire est approuvé & inséré au Procès-verbal. On fait une députation à M. le Chancelier, à qui le Mémoire est présenté.

M. l'Evêq. de Bayonne rend compte d'une affaire intéressant M. l'Evêque d'Aire, relative à l'Edit: il s'agissoit de legs de meubles & d'une maison en faveur des Missions de ce Diocèse, contestés en vertu de l'Edit.

M. l'Archev. de Rouen rend compte qu'il avoit reçu une Lettre de M. le Chancelier, par laquelle ce premier Magistrat lui marque, qu'il avoit écrit une Lettre circulaire à tous les Procureurs Généraux des Cours, à l'effet de suspendre toutes poursuites & procédures faites en exécution de l'Edit. M. l'Archevêque de Sens fait part à l'Ass. des sentiments de M. le Chancelier au sujet de la révocation de l'Edit.

Autre plainte portée à l'Assemb. par M. l'Evêq. d'Alais, au sujet des éclaircissements demandés par les Procureurs Généraux des Parlements, & notamment par celui de Toulouse, en vertu de l'Edit. Ce dernier demandoit, 1°. des éclaircissements qu'il n'étoit pas autorisé de demander en vertu de l'Edit; 2°. il s'adressoit aux Maires & Consuls des Villes & Villages, pour connoître de l'utilité & avantages des Communautés, des Chapitres, des Chapelles & des revenus qui formoient leur dotation. M. l'Abbé de Breteuil est chargé de voir M. le Procureur-Général du Parlement de Paris, au sujet de ces plaintes; il rend compte de sa commission à l'Assemb. M. l'Archev. de Rouen rend compte aussi de sa démarche à ce sujet auprès de M. le Chancelier, qui promet de faire surseoir à l'exécution de la Lettre & autres semblables. T. VIII, p. 356 jusqu'à 361. P. Just. p. 77 & suiv.

Le Mémoire & le projet de Décla-

ration dressé sur l'Edit d'examinés par Cette Com l'une & l'autre ce qui pour représenter pièces ainsi vées par l'A M. l'Archev à M. le Cha à ce sujet de

Les Déput quatre, com Chancelier le Clergé tr rables. Les rence, s'at cessité d'acce de Déclarat ses ancienne & autres éta faculté de r leur sont fa Patentes, q de peu de v droit d'exer Communau de placer les sur des parti Fabriques & faire l'empl de même na Un legs f

par un testam taire, quatre est attaqué a M. l'Evêque bons offices M. l'Archev Chancelier, Parlement d au jugement que le Roi c interprétation 574.

Les Provi Députés, à Compagnie terprétation d'Août 1744 sujet à M. Contrôleur-répond, qu dressé un pr tenant des mais que l'at tutions ou sur des Parti l'expédition de main-mo

ration dressés dans l'Assemb. de 1750, sur l'Edit de 1749, sont de nouveau examinés par la Commission de 1755. Cette Commission n'omet rien dans l'une & l'autre de ces deux pieces, de ce qui pouvoit faire sentir la justice des représentations du Clergé. Ces deux pieces ainsi rédigées sont lues & approuvées par l'Assemblée de 1755, qui prie M. l'Archev. de Tours de les présenter à M. le Chancelier, & de lui demander à ce sujet des conférences.

Les Députés de l'Ass., au nombre de quatre, confèrent là-dessus avec M. le Chancelier & M. de Sechelles, en qui le Clergé trouve des dispositions favorables. Les Députés, dans cette conférence, s'attachent à démontrer la nécessité d'accorder les articles du projet de Déclaration, qui assurent à l'Eglise ses anciennes possessions; aux Hôpitaux & autres établissements de charité, la faculté de recevoir les dons & legs qui leur sont faits, & même sans Lettres-Patentes, quand les dons & legs sont de peu de valeur; aux Bénéficiers, le droit d'exercer le retrait féodal; aux Communautés Religieuses, le pouvoir de placer les dotes ou rentes constituées sur des particuliers; & aux Bénéficiers, Fabriques & Communautés, celui de faire l'emploi de leurs fonds en rentes de même nature. T. VIII, p. 569, 570.

Un legs fait à l'Hôpital de Lavaur, par un testament passé pardevant Notaire, quatre ans avant l'Edit de 1749, est attaqué au Parlement de Toulouse. L'Evêque de Lavaur demande les bons offices de l'Ass. de 1755. Elle prie M. l'Archev. de Tours de voir M. le Chancelier, pour l'engager à écrire au Parlement de Toulouse, pour surseoir au jugement de cette affaire, jusqu'à ce que le Roi donne une Déclaration en interprétation de l'Edit. T. VIII, p. 574.

Les Provinces avoient chargé leurs Députés, à l'Ass. de 1758, de prier la Compagnie d'agir pour obtenir une interprétation ou modification de l'Edit d'Août 1749. L'Assemb. députée à ce sujet à M. le Chancelier & à M. le Contrôleur-Général. M. le Chancelier répond, que, dès 1752, il avoit été dressé un projet de Déclaration, contenant des modifications de l'Edit; mais que l'article qui regarde les substitutions ou reconstitutions de rentes sur des Particuliers, en avoient arrêté l'expédition, eu égard à ce que les gens de main-morte pouvant devenir pro-

priétaires des biens fonds, sur lesquels lesdites rentes seroient hypothéquées par le défaut de paiement d'icelles, ce seroit tomber dans l'inconvénient que le Roi vouloit éviter. Sur quoi, M. le Président fait observer, qu'il étoit facile de lever cette difficulté, en ordonnant que, dans le cas objecté, les gens de main-morte seroient tenus de vider leurs mains desdits fonds dans l'an & jour. Son Eminence s'étant fait autoriser du Roi, presse de nouveau M. le Chancelier sur l'interprétation de l'Edit. Ce premier Magistrat l'assure qu'il s'occupoit sérieusement de cet objet, & que dans peu le Clergé seroit content. T. VIII, p. 662 & s.

En l'Ass. de 1760, M. l'Archev. de Narbonne rend compte d'une conférence qu'il avoit eue chez M. le Chancelier, sur la Déclaration interprétative de l'Edit, & qu'il l'avoit trouvé bien disposé sur cet article. M. l'Archevêque d'Albi, Chef de la Commission du Temporel, le trouve dans les mêmes dispositions, & rapporte qu'il lui avoit même demandé un projet de Déclaration contenant les vœux du Clergé. En conséquence, la Commission en avoit fait dresser un projet. T. VIII, p. 903, 905.

M. l'Archev. de Narbonne en ayant parlé au Roi, Sa Majesté témoigne les mêmes dispositions. M. le Contrôleur-Général en marque d'aussi favorables. T. VIII, p. 905.

L'art. 1 du Cahier du Temporel de l'Assemb. de 1760, est à ce sujet. Rép. *Le Roi enverra incessamment une Déclaration à ses Parlements à ce sujet.* T. VIII, P. J. p. 309.

L'Ass. de 1762 sollicite, auprès de M. le Contrôleur-Général, la même Déclaration. Ce Ministre assure qu'il s'en occupe sérieusement, convaincu de la nécessité. Il ajoute, que le Roi en assureroit positivement le Clergé dans ses réponses au Cahier de 1760. T. VIII, p. 1083, 1084.

L'Ass. de 1765, art. 1 du Cahier du Temporel, représente à Sa Majesté, qu'elle voulut bien répondre, en 1760, qu'elle enverroit à ses Parlements une Déclaration interprétative de plusieurs articles de l'Edit de 1749, & qu'en effet il en avoit été enregistré une dans quelques Parlements; que le Clergé se borneroit à solliciter l'envoi de cette nouvelle Déclaration aux Parlements qui ne l'ont pas enregistrée, s'il n'étoit pas frappé de son insuffisance. Le Clergé

ose supplier Sa Majesté de se faire rendre compte de ses différentes interprétations. Rép. *L'Edit de 1749 ne peut être modifié qu'avec de grandes précautions : je ferai examiner avec attention toutes les demandes du Clergé.* T. VIII, P. J. p. 493, 494.

L'Ass. de 1770, article 8 du Cahier, supplie S. M. de vouloir bien faire remettre sous ses yeux les Mémoires qui lui ont été présentés à ce sujet depuis 1750, & de soulager le Clergé du joug onéreux qu'il supporte depuis vingt ans. Le Roi répond, que *son intention est de maintenir l'exécution de l'Edit, & de ne point souffrir que les Tribunaux abusent des dispositions qu'il renferme.* T. VIII, P. J. p. 627, 628.

On a vu ci-dessus, n°. II, que la défense portée par la Déclaration de 1743, aux gens de main-morte établis dans les Colonies Françaises, pour toute acquisition d'immeubles, a lieu pareillement pour les rentes foncières, ou autres rentes non rachetables, lorsqu'elles seront constituées sur des Particuliers, & ce, encore que les deniers proviennent de remboursement de capitaux d'anciennes rentes. L'Edit d'Août 1749 ne contient point cette dernière clause, & ne renferme aucune disposition sur ce cas particulier.

Un silence aussi remarquable, dans une Loi qui a eu les acquisitions & les placements d'argent faits par les gens de main-morte pour motif & pour objet, a-t-il dû être regardé comme une simple omission? S'il n'annonce pas, de la part du Législateur, une autorisation expresse du emploi des remboursements d'anciennes rentes aux mains des Particuliers, il a pu au moins donner lieu à une interprétation favorable. C'est d'après cette interprétation, que plusieurs Chapitres, Corps & Communautés Ecclésiastiques, Fabriques & Hôpitaux de Bretagne, ont colloqué, depuis 1749, aux mains des Particuliers, le prix des remboursements des rentes anciennes; ils ont cru, pour valider ces emplois, ne devoir prendre d'autres précautions, que de déclarer, dans les actes de emploi, l'époque de l'ancienne création de la rente, & l'amortissement qui en avoit été payé au Roi dans leurs mains.

Les Débiteurs des rentes créées aux fins de ces emplois, ont commencé par en payer les levées sans la moindre difficulté; mais quelques-uns, après les avoir acquittées pendant vingt ans, re-

fusoient d'en continuer le service, & soutenoient être entièrement libérés. La prohibition, disoient-ils, portée par l'Edit de 1749, est générale, & ne distingue point entre les nouvelles collocations, & les emplois des remboursements des anciennes rentes : par une suite de ce principe, les emplois faits en leurs mains, à titre de constitution, sont nuls, & on ne doit considérer ces sortes de emplois, depuis l'Edit, que comme de simples prêts, incapables de produire d'eux-mêmes aucuns intérêts, qui ayant été inducement payés, doivent être imputés sur les capitaux.

L'on répond, que si la Généralité dans laquelle se renferme l'Edit de 1749, dans les art. 14, 15, 16 & 22, permet d'étendre les défenses qu'il contient à tous les cas possibles; la comparaison qu'on doit en faire avec l'article 11 de la Déclaration de 1743, ne permet-elle pas de penser que la volonté du Législateur n'a pas été exactement la même dans ces deux Loix? La défense du emploi est expressément prononcée dans l'une; elle ne l'est point dans l'autre : l'une a été donnée pour les Ecclésiastiques des Colonies, l'autre concerne les Ecclésiastiques du Royaume; & pour ceux-ci, ce n'est point la Déclaration de 1743, mais l'Edit de 1749, qui fait Loi.

Enfin, comment allier avec la droiture & la bonne foi la conduite de ces Débiteurs?

Sur quoi la Commission a proposé, à l'Ass. de 1775, de venir au secours des Corps & Communautés ecclésiastiques de Bretagne, en sollicitant une Déclaration qui maintienne le Clergé dans la faculté de reconstituer sur des Particuliers le fonds des rentes dont on lui feroit le remboursement, & qui valide, en tant que de besoin, les constitutions de cette nature, ci-devant faites au profit des gens de main-morte. Délibération conforme à l'avis.

Il a été répondu, qu'en interprétant l'art. 14 de l'Edit de 1749, *Sa Majesté assureroit aux Corps & Communautés ecclésiastiques la faculté de reconstituer sur Particuliers les fonds provenant des remboursements des rentes sur d'autres Particuliers.* T. VIII, p. 1420 & suiv.

L'art. 3 du Cahier du Temporel de l'Assemblée de 1775, a pour objet l'Edit d'Août 1749, concernant les gens de main-morte. *Voyez sur cet article & sur la réponse de Sa Majesté le second Supplément de la Table ad calcem.*

IV. Sur l'en deniers communaux des laïques de Baux.

A l'égard des adjudications de Grefsi Domaines de Voyez Bois,

V. Sur les auxquels sont morte, pour qu'il soit acquis.

VI. Sur les demerité, &c. assujettir.

VII. Règles du Conseil, de remplir par le qui veulent de leurs dîmes & payer le double Voyez Baux,

MA DES EC

I. PAR la re du Cahier de les Gouverneurs copales de leur même les Evêques ou leur offre 1401.

II. Les Etats cordé au Roi cation des Ed ordonnoient l' & ventes & sur les maisons clos, tant à particuliers. I aux Etats avoient des Ecclésiastiques ils demeurent contribuer à celles qu'ils s'ajoutent.

Le Clergé plaintes à l'Assemblée cette Ordonnance qu'il a contre ces taxes que par cette point être com pour rédimmer l'affranchissement ventes & autres

Pareilles plaintes des autres Pro

1417 MAIN-MORTE. MAISONS DES ECCLÉSIASTIQ. 1418

IV. Sur l'enregistrement des baux des deniers communs des Villes & Communautés laïques aux Greffes des Domaines des gens de main-morte. *Voyez Baux.*

A l'égard des droits d'enregistrement des adjudications des bois, dus aux offices de Greffier & de Contrôleurs des Domaines des gens de main-morte. *Voyez Bois, §. I.*

V. Sur les droits d'amortissement auxquels sont sujets les gens de main-morte, pour les biens dont ils font acquisition. *Voyez Amortissement.*

VI. Sur les droits de franc-fief, d'indemnité, &c., auxquels on a voulu les assujettir. *Voyez ces mots.*

VII. Réglemens prescrits par Arrêts du Conseil, contenant les formalités à remplir par les gens de main-morte, qui veulent exploiter par eux-mêmes leurs dîmes & autres biens, à peine de payer le double du droit de contrôle. *Voyez Baux, n° II.*

MAISONS DES ECCLÉSIASTIQUES.

I. PAR la réponse du Roi à l'art. 37 du Cahier de 1635, il est défendu, que les Gouverneurs logent es Maisons épiscopales de leurs Gouvernemens, quand même les Evêques y consentiroient, ou les leur offriroient. Recueil, p. 1400, 1401.

II. Les Etats de Bretagne avoient accordé au Roi une somme pour la révocation des Edits rendus en 1693, qui ordonnoient l'affranchissement des lods & ventes & autres droits casuels dus sur les maisons des Villes & Bourgs clos, tant à Sa Majesté, qu'aux Sgrs. particuliers. Les Commissaires du Roi aux Etats avoient ordonné, que les maisons des Ecclésiastiques, dans lesquelles ils demeurent, seroient exemptes de contribuer à cette somme; mais que celles qu'ils affermeroient y seroient sujettes.

Le Clergé de Bretagne porte ses plaintes à l'Assemb. de 1695, contre cette Ordonnance: il présente sa Requête au Conseil, pour faire décharger de ces taxes tous les biens amortis; que par cette raison, ils ne doivent point être compris aux taxes imposées pour rédimer les Edits qui ordonnent l'affranchissement des droits de lods & ventes & autres.

Pareilles plaintes de plusieurs Prélats des autres Provinces. Le Roi, sur les

représentations de l'Assemb., ordonne que les sommes imposées pour lesdites taxes, soient rendues aux Ecclésiastiques. T. VI, p. 228 & suiv.

III. Les maisons appartenantes à des Chapitres, ou dépendantes des Bénéfices, sont exemptes, comme les autres biens Ecclésiastiques, de toute contribution aux charges publiques. Cependant on a essayé, dans toutes les circonstances, de les assujettir au dixième ou au vingtième, notamment celles qui appartiennent à des Chapitres en Corps, ou à des Chanoines en particulier.

Il faut tenir, [dit M. l'Archevêque de Narbonne dans un rapport fait à l'Assemblée de 1775], que les maisons dont il s'agit, sont exemptes du vingtième, à raison de leur nature de biens Ecclésiastiques: c'est une règle invariable. Le Conseil ne les y soumet, dans certaines circonstances, qu'en considérant ces maisons comme biens Laïques & profanes, à raison des ventes à vie, ou des baux à longues années, qu'il regarde comme de véritables aliénations. Si ce principe laisse au Clergé quelques sujets de plaintes, il faut au moins convenir que le Conseil n'a jamais été plus loin. T. VIII, p. 2429, 2430.

En 1711, les Directeurs du dixième voulurent assujettir à cette imposition, les maisons des Chanoines d'Amiens, comme étant en leurs mains de véritables propriétés, puisque leurs héritiers pouvoient les vendre. Le Chapitre représenta, que ces maisons ne pouvoient être vendues qu'à des Chanoines; que les actes de leur vente étoient plutôt représentatifs des améliorations faites par les précédents Titulaires, que d'une véritable propriété; qu'en conséquence les prix d'acquisition étoient fort modiques. Sur cette contestation, M. Desmarteaux décida, qu'elles devoient être exemptes du dixième, *parce qu'elles conservoient la nature de biens Ecclésiastiques.* T. VIII, p. 2430, 2431.

Le Syndic du même Chapitre d'Amiens supplia l'Ass. de 1715, de lui accorder sa protection pour la même affaire. Il y eut des Députés nommés pour la solliciter auprès de Mrs. du Conseil. T. VI, p. 1463.

L'art. 19 du Cahier de l'Assemb. de 1715 est sur ce sujet. *Accordé,* porte la réponse, *pour les maisons appartenantes aux Chapitres.* Recueil p. 1542, 1543.

La même Assembl. par l'art. 25 du Cahier, supplie S. M. de décharger les Ecclésiastiques & Bénéficiers, qui se rendront adjudicataires des maisons appartenantes aux Chapitres, & destinées au logement desdits Bénéficiers, & ceux auxquels elles auront été résignées, du paiement de centième denier. Réponse. *Accordé pour les maisons Canoniales; dont la propriété appartient aux Chapitres.* Recueil, p. 1544.

En 1754, le Chapitre d'Amiens ayant été de nouveau inquérité, par les Directeurs du vingtième, par rapport aux maisons Canoniales, M. de Courteille écrivit en 1754 à M. les Agents, que ces maisons auroient pu être considérées à plusieurs égards comme biens Laïques; mais qu'on avoit cru devoir les considérer du côté le plus favorable, & que les arrangements qui ont lieu pour ces ventes, ne changeoient rien à l'essence de ces maisons: en conséquence, il les fit décharger de l'imposition demandée. T. VIII, p. 1231.

Les Chanoines du Chapitre de Soissons avoient été assujettis, par les Arrêts du Conseil de Janvier 1754 & Septembre 1755, aux droits de Contrôle & de demi-centième denier, pour raison des maisons Canoniales, dont ils jouissoient par vente, démission, ou abonnement fait entre Chanoines & Laïques. L'Ass. de 1755, à qui l'affaire est rapportée, en renvoie l'examen au Bureau du Temporel. T. VIII, p. 571.

M. l'Archev. d'Albi rend compte à l'Assemb. de 1760, d'une affaire concernant les Chapitres, qu'on vouloit assujettir au vingtième pour leurs maisons Canoniales, lorsqu'elles sont vendues ou louées à vie. Ce Prélat dit avoir écrit à ce sujet, à M. de Courteille, qu'il en avoit reçu une réponse, où il lui marque, qu'on ne pouvoit tirer avantage d'une décision que le Conseil avoit rendue, le 30 Septembre 1754, pour le Chapitre d'Amiens, prétendant que les Chapitres qui invoquoient cette décision, se trouvoient dans des circonstances différentes. L'Assemblée, attendu l'importance de l'affaire, prie le Prélat de renouveler ses instances. T. VIII, p. 922.

Les Directeurs du vingtième, ayant formé les mêmes demandes en 1755, contre plusieurs Chapitres, il fut rendu, le 4 Juillet 1756, une décision du Conseil, en vertu de laquelle ils imposèrent, comme biens Laïques & Patrimoniaux, les logements des Chanoi-

nes. L'Assemb. de 1760 s'en plaint à S. M. dans l'art. 6 de son Cahier. Réponse. *Le Roi a renouvelé ses ordres, pour n'assujettir à l'imposition que celles des maisons qui sont possédées ou louées par des Laïques, ou par des Ecclésiastiques, autres que les Chanoines.* T. VIII, P. J. p. 312.

M. le Contrôleur-Général convient avec les Députés du Clergé, que les maisons dépendantes des Bénéfices ne pouvoient être assujetties au paiement des vingtièmes, soit qu'elles fussent occupées par les Titulaires, soit qu'elles fussent louées à des Etrangers, en tout ou en partie. T. VIII, p. 2042.

La décision du Conseil, rendue en 1756, est devenue règle générale en 1761: en voici les termes. *Les maisons appartenantes à des Chapitres, vendues à vie, ou affermées à longues années, à des Laïques ou à des Ecclésiastiques autres que des Chanoines, seront imposées sur le pied de leurs revenus effectifs, & il sera fait déduction seulement des redevances qui seront payées au Chapitre: à l'égard de celles vendues ou affermées à des Chanoines, elles ne seront point imposées.*

Cette décision renferme deux parties. Dans la première, le Conseil parle des maisons vendues à vie, ou affermées à longues années à des Laïques, ou à des Ecclésiastiques, autres que des Chanoines, & il décide qu'elles seront imposées: dans la seconde, il parle des maisons vendues, ou affermées à des Chanoines, & il décide qu'elles ne seront pas imposées.

On voit clairement, [dit M. l'Archevêque de Narbonne, dans son rapport fait à l'Assemb. de 1775, dans l'affaire d'un Chanoine Dignitaire de Soissons,] que le Conseil n'a voulu statuer que sur deux objets qu'il a mis en opposition; les baux à longues années, ou les ventes à vie, en faveur de Laïques & d'Ecclésiastiques autres que des Chanoines, & les baux à longues années, & les ventes à vie, en faveur des Chanoines; mais dans la seconde partie, après le mot *affermées*, il n'a pas ajouté à *longues années*. Les Directeurs du vingtième en ont conclu, qu'il n'étoit question que des maisons affermées à des Chanoines par des baux ordinaires, qui ne donnoient pas ouverture à la perception du vingtième, & que ces mêmes baux passés à des Laïques, donnoient droit de l'exiger, puisqu'il le Conseil n'en prononçoit point

l'exemption. Il d'énoncer dans les ventes à vie, en faveur de la deuxième son des simple

Pour lever et proposer de faire la décision de parientantes à vie, ou affermes des Laïques, autres que des sies sur le pied & il sera fait se devances qui se à l'égard de ca fermées à longes iaires, Chanoines, ou possédées elles ne seront p que celles qui s baux ordinaires ans, en faveur d les baux soient p a délibéré de tation de la d 1761, conform posé. La décis employée aux 2419 jusq. 243 p. 788.

IV. L'Ass. de hier, représenté nier exigeoit u quêt pour la lo batiales & Prieu partie du droit il est un paiement être dû pour les tis: tous ceux Clergé, avant dans l'amortisse il doit donc suffi sions ne soient p de prouver qu' par le Clergé en

Inutilement location donnai de nouvel acqu doivent prouver seulement leur même avoient époque. L'amor du toute recher les Abbés & Pri rechercher si, a a eu une locatio ture au droit. D seil, l'une du 2

l'exemption. En ce cas, il étoit inutile d'annoncer dans la première partie, que les ventes à vie & les baux à longues années, en faveur des Laïques, donnent ouverture au vingtième, si, suivant la deuxième, il est exigible, à raison des simples baux ordinaires.

Pour lever toute difficulté, le Prélat propose de faire redresser en cette sorte la décision de 1761. *Les maisons appartenantes à des Chapitres, vendues à vie, ou affermées à longues années, à des Laïques, ou à des Ecclésiastiques autres que des Chanoines, seront imposées sur le pied de leur revenu effectif, & il sera fait seulement déduction des redevances qui seront payées au Chapitre: à l'égard de celles vendues à vie, affermées à longues années à des Dignitaires, Chanoines & Bénéficiers des Chapitres, ou possédées autrement par eux, elles ne seront point imposées, non plus que celles qui seront affermées par des baux ordinaires, de trois, six ou neuf ans, en faveur de quelques personnes que les baux soient passés.* Sur quoi l'Assemblée a délibéré de solliciter une interprétation de la décision du Conseil de 1761, conformément au projet proposé. La décision a été accordée & employée aux Diocèses. T. VIII, p. 2419 jusq. 2434. La décision, P. Just. p. 788.

IV. L'Ass. de 1770, art. 10 du Cahier, représente à S. M., que le Fermier exigeoit un droit de nouvel acquêt pour la location des maisons Abbatiales & Prieurales. Ce droit faisant partie du droit d'amortissement, dont il est un paiement momentané, ne peut être dû pour les biens qui ont été amortis : tous ceux qui appartenoient au Clergé, avant 1700, ont été compris dans l'amortissement général de 1746 : il doit donc suffire, pour que ces maisons ne soient pas assujetties au droit de prouver qu'elles étoient possédées par le Clergé en Janvier 1700.

Inutilement prétendrait-on que la location donnant ouverture au droit de nouvel acquêt, les Ecclésiastiques doivent prouver que leurs biens, non-seulement leur appartenoient, mais même avoient été loués avant cette époque. L'amortissement ayant défendu toute recherche antérieure à 1700, les Abbés & Prieurs sont dispensés de rechercher si, avant cette époque, il y a eu une location qui ait donné ouverture au droit. Deux décisions du Conseil, l'une du 24 Août, en faveur de

M. l'Ev. du Mans, l'autre de 1766, au profit de M. l'Ev. de Lombes, ont assuré ce principe.

Réponse. Lorsque les Bénéficiers & autres gens de main-morte mettent dans le commerce leurs maisons Abbatiales, Prieurales, Canoniales & autres bâtimens dépendants de leurs lieux claustraux non amortis, pour en retirer un revenu, le droit d'amortissement est exigible : cependant, comme cette location peut n'être que momentanée, il ne sera perçu que le droit de nouvel acquêt, pourvu que la destination des lieux ne soit pas changée, ni dénaturée, pour être mis pour toujours dans le commerce. C'est sur ce principe que j'ai rendu en mon Conseil, l'Arrêt du 27 Nov. 1774. T. VIII, P. Just. p. 629.

M. l'Archev. de Toulouse, dans le rapport qu'il fait à l'Ass. de 1775, sur les contraventions multipliées faites aux Contrats passés entre le Roi & le Clergé, met dans ce nombre les prétentions des Fermiers des amortissements, qui vouloient assujettir à ce droit & à celui de nouvel acquêt, les maisons Curiales, Canoniales, Abbatiales & autres, se fondant sur un Arrêt du Conseil, du 27 Novembre 1774.

Le droit de nouvel acquêt, dit ce Prélat, est la finance due au Roi par gens de main-morte possédant en France un héritage non amorti. Il n'y a donc que les héritages non amortis, & qui sont de nature à devoir l'être, qui puissent donner ouverture au paiement de ce droit. Indépendamment des amortissements particuliers, nous avons plusieurs amortissements généraux : ils ont tous été précédés par des recherches rigoureuses, & terminés par des sommes données par le Clergé, & reçues par le Roi, à condition de faire cesser les vexations qu'occasionnoient les recherches. Aux termes du dernier de 1746, les Communautés & les Bénéficiers sont déclarés exempts de tous droits d'amortissement, pour raison des biens possédés par eux, avant le 1^{er} Janvier 1700. Les Traitants ne pourroient donc, tout au plus, diriger leurs recherches que contre les acquisitions postérieures à 1700.

En paroissant respecter ce principe, ils n'en éternisent pas moins leurs recherches : ils conviennent, que tout héritage amorti n'est pas sujet au droit ; mais ils prétendent, que tous les lieux & terrains consacrés au service des Eglises, & affectés à l'usage immédiat

des Ministres, n'ont pas été amortis réellement, mais déclarés immuns & exempts d'amortissement; qu'ainsi, tant que la cause de l'immunité existe, son effet doit avoir lieu; mais que la cause de l'immunité cessant, l'effet n'en doit plus subsister. Ils supposent que toutes les maisons & terrains en dépendants, possédés actuellement par les Ecclésiastiques, & qui sont situés dans le voisinage des Eglises, étoient, avant 1700, consacrés uniquement au service immédiat des Eglises: ils étendent le plus qu'ils peuvent cette supposition, afin d'en conclure que tout ce qui n'est pas, dans ce moment-ci, consacré à ce service immédiat, n'a joui que d'une immunité, dont on ne peut plus réclamer la faveur, puisque la cause n'existe plus, & est par conséquent sujet, sinon au droit d'amortissement, au moins au droit de nouvel acquêt. Ils rangent dans cette classe les maisons Prieurales, Abbaciales, & la plupart des maisons Canoniales, celles notamment qui sont données à loyer par les Bénéficiers, & occupées par des Laïques.

Toutes ces tentatives supposent que les Ecclésiastiques sont soumis, en général, au droit de nouvel acquêt, & qu'il ne peut être question que d'en déterminer le cas. Mais indépendamment des raisons particulières qu'on a déjà déduites, il existe un titre d'exemption universel & applicable à toutes les demandes de ce genre: ce sont les Contrats passés entre le Roi & le Clergé; ils stipulent tous l'affranchissement du droit de nouvel acquêt, pour le temps de leur durée. Ajoutez, que toutes les Loix rendues sur l'exemption des droits de franc-sief, renferment des dispositions précises sur celle du droit de nouvel acquêt: elles sont également impératives pour l'une comme pour l'autre.

Cependant beaucoup de Bénéficiers, & notamment un grand nombre de Chapitres, dont presque toute la dotation consiste en maisons, sont manifestement grevés par le nouveau système que l'Arrêt du Conseil, du 27 Nov. 1774, vient de consacrer: il est même à observer, que le règlement contenu dans cet Arrêt, permet de demander les arrérages échus depuis vingt ans, & que le Roi s'y réserve de faire faire, à son profit, le recouvrement des arrérages antérieurs, si bon lui semble; ce qui rendra les recherches éternelles.

L'Assemb. est donc justement fondée à demander, relativement aux maisons

Curiales, Canoniales, Abbaciales & autres, la révocation de l'Arrêt de 1774, en ce qu'il contredit les clauses du Contrat, &c. Cette infraction est plus sommairement déduite dans un Mémoire au Roi, que la Commission a dressé. Lecture faite du Mémoire, il a été approuvé, & l'Ass. a prié M. le Président de le présenter à Sa Majesté.

La réponse du Roi à cet article est ainsi conçue. *S. M. s'étant fait représenter les Déclarations de 1641 & 1689, & les Lettres-Patentes de 1746, ... a reconnu, que les maisons Abbaciales, &c., possédées par le Clergé, avant 1641, & celles acquises par le Clergé, depuis cette époque, qui ont été données à loyer avant 1700, sont affranchies du droit d'amortissement & de nouvel acquêt. Sera au surplus l'Arrêt du Conseil, du 27 Novembre 1774, exécuté en ce qui concerne les maisons Abbaciales, &c., qui, ayant été acquises par le Clergé depuis 1641, n'auroient été données à loyer que depuis 1700, & qui, depuis cette époque, n'auroient point été amorties, ou ne seroient point réputées l'être, comme faisant partie de dotations & fondations faites par les Rois prédécesseurs; sans néanmoins que les Bénéficiers & autres gens de main-morte puissent répéter les droits de cette espèce, qui auroient pu avoir été payés jusqu'ici. T. VIII, p. 2403, 2404, 2405. Le Mémoire avec les réponses, P. Just. p. 781, 782.*

MAISONS RELIGIEUSES.

I. EXEMPTIONS prétendues par ces Maisons, Couvents, Communautés, Monastères. *Voyez Exemptions.*

II. Sur l'imposition aux décimes & autres subventions du Clergé. *Voyez Décimes.*

III. A l'égard des Maisons de Religieuses en particulier. *V. Religieuses.*

IV. Sur la réunion des petits Couvents aux grands. *Voyez Monastères, §. II, n°. II.*

MAITRE DES CÉRÉMONIES.

Sur le Maître & le Grand-Maître des Cérémonies de France. *Voyez Cérémonies.*

MALADES.

I. L'ASSEMBLÉE de 1655 écrivit une Lettre circulaire aux Evêques, pour les engager à faire une Ordonnance, portant, que les Médecins seroient obligés, avant que d'aller voir un malade, pour

la troisième avertir de la roisse, &c. plus de trois

T. IV, p. 37

II. Le Pa

la Requête

un Arrêt q

ressort, à l

leurs Offici

la maladie

Diocèses, e

de l'Arrêt e

causent sou

par la fray

L'Assemblée

de poursuiv

casle celui

III. Sur

ordonnent

qui sont ma

MAL

Voyez H

MA

PROCES

Saint-Malo

tagne étoit

de la Cure

dans les m

néanmoins

Malo. Voyez

MAL

§. I. Affai

mes & c

le Clergé

I. OB

DE

ici. 1°. Si la

biens qu'il

tribuer aux

tions du C

y a été cou

Les bien

rés comme

mandeurs

nistrations,

& jouissen

vilages des

on eût une

raisons d'e

qu'on alleg

sont d'auc

Quant a

les de plus

que les bie

aux subven

Table de

la troisième fois, d'avertir, ou de faire avertir de la maladie, le Curé de la Paroisse, & qu'ils ne pourront le visiter plus de trois fois, s'il n'a été confessé. T. IV, p. 375.

II. Le Parlement de Toulouse, sur la Requête du Procureur-Général, rend un Arrêt qui défend aux Evêques du ressort, à leurs Vicaires-Généraux & à leurs Officiers, lorsqu'ils ont avis de la maladie des Ecclésiastiques de leurs Diocèses, d'aller les visiter. Le motif de l'Arrêt étoit, que ces sortes de visites causent souvent la mort aux malades, par la frayeur qu'elles leur donnent. L'Assemblée de 1660 charge les Agents de poursuivre un Arrêt au Conseil qui casse celui de Toulouse. T. IV, p. 674.

III. Sur les visites que les Ass. Gén. ordonnent pour ceux de leurs Députés qui sont malades. Voyez Visites, §. III.

MALADRERIES.

Voyez Hôpitaux. Lazare. [Saint-]

MALO. [SAINT-]

Procès important de l'Evêque de Saint-Malo, où les Evêques de Bretagne étoient intervenants, au sujet de la Cure de Plouer, qui avoit vaqué dans les mois du Pape, & avoit été néanmoins conférée par l'Ev. de Saint-Malo. Voyez Bretagne, §. II, n°. IV.

MALTE. [ORDRE DE]

§. I. *Affaires d'intérêts, de Décimes & autres impositions, entre le Clergé & l'Ordre de Malte.*

1. Observations générales.

Deux questions se présentent ici. 1°. Si la qualité de cet Ordre & des biens qu'il possède, le décharge de contribuer aux décimes & autres impositions du Clergé; 2°. si dans le fait il y a été compris.

Les biens de l'Ordre sont considérés comme Ecclésiastiques, & les Commandeurs qui sont chargés de l'administration, sont de véritables Religieux, & jouissent de tous les droits & privilèges des Clercs. Sur ce fondement, on estime qu'ils sont contribuables. Les raisons d'exemption de cette charge qu'on allègue en faveur de l'Ordre, ne sont d'aucune considération.

Quant au fait ou à l'usage, les Bulles de plusieurs Papes qui ont approuvé que les biens de l'Ordre contribuassent aux subventions que la nécessité des

Table de la Coll. des P. V.

temps a obligé de prendre sur les biens d'Eglise; les Edits, Déclarations & Lettres-Patentes de nos Rois, & un grand nombre de Délibérations du Clergé assemblé en des temps différents depuis plus de deux siècles, justifient évidemment que c'est un usage constant, conforme à l'esprit de l'Eglise & de l'Etat, de comprendre les Commanderies de l'Ordre dans le Règlement des contributions qu'on est obligé de lever sur le Clergé, quand des circonstances particulières dont il est fait mention par des clauses expresses dans les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, ou dans les Lettres-Patentes expédiées pour la levée de ces subventions, n'obligent pas de les en exempter.

L'on voit dans le département de 1516, que le Pape Léon X a déchargé les Commanderies & les autres maisons de l'Ordre de la contribution à la décime qui fut levée en exécution de la Bulle du 16 Mai 1516: mais si cette exception a eu lieu pour l'imposition de 1516, elle n'a pas été conservée à cet Ordre pour les décimes imposées dans les années suivantes, dont on a plusieurs exemples depuis 1523 jusqu'en 1606.

Le 20 Avril 1606, l'Ordre fit un abonnement avec les Députés de l'Assemblée du Clergé qui tenoit alors, par lequel les Prieurs & Commandeurs de cet Ordre promettent payer, pendant les dix années du Contrat, la somme de 28000 liv. par chacun an, à la décharge du Clergé, moyennant laquelle somme lesdits Députés consentent que l'Ordre ne soit compris, ni imposé aux départements d'aucunes décimes, subside, aliénations, subventions ordinaires ou extraordinaires, ni autres natures de deniers qui pourront être demandés par le Clergé. Ce traité, connu sous le nom de la *composition des Rhodiens*, est la principale pièce alléguée par les Commandeurs, pour la décharge des impositions sur leurs Commanderies, & sur les autres dépendances de l'Ordre. L'Editeur des Mémoires du Clergé le rapporte, & fait quelques observations à ce sujet.

Il y eut un autre département fait par l'Ass. de 1621, pour l'Ordre. Depuis ce temps, on trouve d'autres taxes & impositions sur les biens de l'Ordre, réglées par les Ass. du Clergé & dans les Contrats passés avec nos Rois.

Tout ceci est extrait des Mémoires du Clergé. T. VIII, p. 1349 & suiv.

O o o o

Depuis assez long-temps, dans les Dons-gratuits que le Clergé accorde au Roi, le Clergé n'y fait point contribuer les Prieurs & les Commandeurs de Malte; mais on a cru qu'il étoit nécessaire de les excepter en termes exprès. La délibération pour le Don-gratuit accordé au Roi en 1693, contient cette exception. La cause de l'exception y est en même-temps exprimée. *En considération, dit le Clergé, des grandes dépenses qu'ils étoient obligés de faire pour soutenir la guerre contre les Infidèles, sans préjudice toutefois de les imposer, lorsque le Clergé le trouvera à propos, suivant le traité fait avec eux.* T. VI, p. 40, 41.

Cette même exception, avec ladite clause, est répétée dans les délibérations pour Dons-gratuits des Assemblées suivantes. *Voyez le premier Supplément de la Table, ad calcem, n°. I.*

II. *Délibérations des Assemblées, sur cette matière, suivant l'ordre des dates.*

1585.

L'Assemblée-Gén. de 1585 eut deux sortes de discussions avec les Rhodiens, au sujet du département ordonné pour la subvention de 1200 mille écus accordés au Roi; la première sur la cote qu'ils devoient porter de cette subvention; la deuxième, sur les 44000 livres auxquelles ils faisoient monter ce qui avoit été vendu en 1563 au-delà de leur cote, & pour le recouvrement desquelles ils poursuivoient le Clergé au Conseil du Roi. Les Commandeurs & Chevaliers qui étoient à Paris, se présentèrent pour être ouïs de la Compagnie. Les Députés du Clergé pour le traité à faire avec ces Mrs., avoient fait part à la Compagnie, que la cote avoit été arrêtée à la somme de 25000 écus, qu'ils devoient s'obliger solidairement de payer dans quatre mois au Recev. Gén. Mrs. de Malte déclarent, qu'ils ne pouvoient entrer généralement en obligation solidaire, mais que le sieur Castilles, Recev. Gén. du Clergé, après la première sommation, pourroit s'adresser à telle partie du Prieuré ou des Commanderies que bon lui sembleroit. Il fut délibéré & conclu, que l'assurance proposée n'étoit pas suffisante, & qu'ils seroient renvoyés & taxés aux Diocèses où sont assis leurs Prieurs ou Commanderies. T. I, p. 348 & suiv.

Ces deux objets de contestations ont fait l'objet d'une instance portée au Parlement de Paris, au Rapport du Pré-

sident Ruelle; l'Assemblée de 1588 s'en est occupée. Le Président Ruelle venu à l'Assemblée, expose lui-même l'affaire à la Compagnie; l'affaire ayant paru sujette à difficulté, l'Ass. est d'avis d'entrer en ouverture d'accommodement, moyennant une somme modérée que les Agents chargés de la négociation, ne pourront point porter au-delà de 15000 écus, & sous le bon plaisir des Provinces. *Voyez le troisième Supplément mis à la tête du T. VIII, §. VIII, n°. VI.*

A l'égard des 25000 écus, Mrs. de Malte obtiennent, peu de temps après, du Roi, qu'ils seront tenus quittes en payant 15000 écus; Sa Majesté leur remettant le surplus, & néanmoins renant quitte le Clergé de l'entière somme de 25000 écus; & attendu qu'ils produisoient les quittances de ladite somme, ils supplient les Députés de Sa Sainteté de les tenir quittes de leur part du million. T. I, p. 412, 413.

En l'Assemblée de 1595, le sieur Castilles présente Requête à la Compagnie, aux fins d'être mis hors des Procès que les Rhodiens poursuivoient contre lui, pour s'être établi caution en qualité de Receveur du Clergé, en une transaction faite entre le Clergé & eux. La Requête est admise. Le principal de la somme étoit de 55000 écus, dont on demandoit les intérêts. Les Avocats consultés estiment, qu'en faisant offre aux Rhodiens de 100000 liv., le Clergé devoit être déchargé de leur demande; & parce que la transaction faite avec eux en 1589, pouvoit faire quelques difficultés, il étoit à propos d'obtenir Lettres pour la faire casser. La Compagnie agit en conséquence; les Lettres sont accordées & scellées; on les fait signifier aux Rhodiens, & l'affaire est suivie au Parlement. Le département de ladite somme en est fait à la concurrence de 50000 écus. T. I, p. 595 & suiv.

En l'Assemblée de 1605-1606, l'affaire des Rhodiens se présente de nouveau. Les Chevaliers remontrent, qu'il y avoit depuis long-temps un Procès commencé pour surtaxe de leurs décimes, qu'ils consentoient à terminer le tout à l'amiable. La Compagnie accepte cette ouverture, donne tout pouvoir à ses Députés, qui font offre aux Rhodiens, qu'ils ne seroient plus à l'avenir contribuable aux décimes que pour 28000 liv.; & qu'à l'égard des intérêts du passé, il leur seroit payé 30000 liv.; c'est ce qu'on appelle la composition des

Rhodiens. La transaction est faite sous ces conditions entrées, tant pour la cote, que pour la cote des rérages. T. I, p. 76.

En l'Assemblée de 1607, que le Clergé pressé de défendre pour suivies au Conseil du Roi, tant pour 1588, que pour 1607, au Clergé par le Roi en l'Ass. dernière: sujet avec l'Ordre: modée & terminée somme de 15000 liv. dre s'étoit contenté. T. I, p. 8.

L'Assemblée de 1615. Agents d'intervention aux instances pendant meront à l'avenir que les Curés dépendant Saint-Jean-de-Jérusalem se faire décharger de ces impositions, qu'ils ont été cotisés. T. I, p. 8.

L'Assemblée de 1624. Roi 5500000 liv., avoient été imposés. Dans cette imposition, le fut taxé à 250000 du Clergé. L'Assemblée fut vers le Roi, très-pessantes en contribution fut mise. T. I, p. 58.

L'Assemblée de 1645. temment qu'elle fait partie du Don accorde prend les Rhodiens qu'elle jugera à propos; à ce qui s'écoulerait; laquelle ne seroit point levée font à présent les diocèses de la guerre qu'ils les Turcs, & du siège sont menacés. T. I, p. 10.

Affaire du Diocèse un Curé dépendant. Le Commandeur vertu des privilèges ne devoit point de décimes: il fait assigner le fait condamner à de 1670, à qui l'affaire d'examiner la proposition des Rhodiens. T. V, p. 138.

L'Assemblée de 1693.

Rhodiens. La transaction fut passée à ces conditions entre l'Ordre & le Clergé, tant pour la réduction des décimes, que pour la composition des ar-rérages. T. I, p. 761, *suprà*, n°. 1.

En l'Assemb. de 1608, il fut remon-tré, que le Clergé étoit extrêmement pressé de défendre à deux instances poursuivies au Conseil par Mrs. de Malte, tant pour l'aliénation de l'an 1588, que pour jouir de la remise faite au Clergé par le Roi, de 1350000 l. en l'Ass. dernière : négociation sur ce sujet avec l'Ordre : l'affaire est accom-modée & terminée au moyen d'une somme de 15000 liv., dont ledit Or-dre s'étoit contenté pour toutes pré-tentions. T. I, p. 801.

L'Assemblée de 1615 ordonne aux Agents d'intervenir & de se défendre aux instances pendantes, ou qui se for-meront à l'avenir au Conseil, sur ce que les Curés dépendants de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, prétendoient se faire décharger des décimes & au-tres impositions, quoiqu'ils eussent tou-jours été cotisés. T. II, p. 289.

L'Assemb. de 1641 avoit accordé au Roi 5500000 liv., dont 4700000 liv. avoient été imposées sur le Clergé. Dans cette imposition, l'Ordre de Mal-te fut taxé à 250000 liv. à la décharge du Clergé. L'Assemb. chargea ses Dé-putés vers le Roi, de faire instances très-pessantes en Cour, pour que cette contribution fût maintenue. T. III, p. 57, 58.

L'Assemb. de 1645, dans le dépar-tement qu'elle fait des sommes faisant partie du Don accordé au Roi, y com-prend les Rhodiens pour telle somme qu'elle jugera à propos, proportionnel-lement à ce qui s'est fait aux Ass. pré-cédentes; laquelle somme néanmoins ne seroit point levée, attendu l'état où sont à présent lesdits Rhodiens, à cause de la guerre qu'ils soutiennent contre les Turcs, & du siège de Malte dont ils sont menacés. T. III, p. 219.

Affaire du Diocèse de Laon, contre un Curé dépendant d'une Commande-rie. Le Commandeur prétendoit, qu'en vertu des privilèges de l'Ordre, son Cu-ré ne devoit point être imposé aux dé-cimes : il fait assigner le Receveur, & le fait condamner à restituer. L'Assemb. de 1670, à qui l'affaire est rapportée, résout d'examiner le traité de la com-position des Rhodiens avant de déli-bérer. T. V, p. 138.

L'Assemb. de 1693, dans le dépar-

tement qu'elle a dressé de l'imposition sur tous les Diocèses de la somme de 150000 liv. de rente, excepte nommément les Chevaliers & Commandeurs de Malte, en considération des gran-des dépenses qu'ils étoient obligés de faire pour soutenir la guerre contre les Infidèles, sans préjudice toutefois de les imposer lorsque le Clergé le trou-vera à propos, suivant le traité fait avec eux. T. VI, p. 40, 41.

Les Délibérations des Assemb. sui-vantes, au sujet des Dons-gratuits ac-cordés au Roi, & des emprunts & im-positions ordonnés en conséquence, contiennent toutes la même clause. *Voyez le premier Supplément de la Ta-ble*, ad calcem.

Dans le Rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1695, il est parlé d'une affaire pendante au Conseil; savoir, si les Ec-clésiastiques desservant une Eglise dé-pendante de l'Ordre de Malte, doi-vent jouir de l'exemption accordée à cet Ordre, par un article du Contrat passé en 1690, entre le Roi & le Cler-gé, par rapport à l'imposition du Don-gratuit. Pareille exemption prétendue par les Dames Religieuses du même Ordre. Arrêt du Conseil du 16 Avril 1698, en faveur desdits Ecclésiastiques & Religieuses. T. VI, P. J. p. 41, 42, 124.

Le Receveur du commun trésor au Grand-Prieuré d'Auvergne, prend fait & cause des Commandeurs, dont les Commanderies sont situées dans les Diocèses de Clermont & Saint-Flour. Il demande, par la Requête au Conseil, que ces Commanderies soient déchar-gées des taxes imposées pour la suppres-sion des charges d'Economes Seque-strés, Greffiers des Baptêmes, Insinua-tions Ecclésiastiques & Greffiers des do-maines de gens de main-morte, toutes charges rachetées par ces deux Dio-cèses. Il obtient Arrêt, le 19 Février 1699, par lequel Sa Majesté décharge absolument & sans restriction les Com-mandeurs desdites taxes, avec défen-ses aux Syndics des Diocèses de les im-poser à de pareilles taxes à l'avenir, &c. Les Evêques de Clermont & de Saint-Flour forment leur opposition à l'Ar-rêt. T. VI, P. J. p. 128, 129.

En l'Ass. de 1723, M. l'Archev. de Sens fait part d'une contestation éle-vée entre l'Ordre de Malte & le Bureau Diocésain de Sens, touchant l'imposi-tion des Fabriques des Cures dépen-dantes de l'Ordre, & notamment de la

Fabrique de la Paroisse de la Commanderie de la Croix en Brie. Dans cette contestation, le Trésorier de l'Ordre de Malte avoit pris fait & cause pour les Marguilliers, & s'étoit pourvu au Grand-Conseil, où il avoit obtenu Arrêt par défaut, le 10 Mai 1711, qui déclare la Fabrique exempte de toute imposition. Dans le Rapport de cette affaire à l'Assemb., on prouve que l'Arrêt peche, & dans la forme, & dans le fond : dans la forme, parce que c'est une entreprise contraire aux privilèges des Chambres Ecclésiastiques de se pourvoir en cette matière au Grand-Conseil ; quant au fond, puisque les Délibérations des Assemb. & les Contrats, en autorisant les Bureaux Diocésains à comprendre dans les impositions les Fabriques, n'exceptent point celles dépendantes de l'Ordre de Malte, & que les biens des Commanderies & les biens des Fabriques desdites Paroisses sont fort différents. T. VI, p. 1703 & suiv.

1716. Mrs. les Commissaires des Comptes, en l'Assemb. de 1716, observent qu'il n'étoit point fait recette dans le compte présenté par M. Ogier des six mille liv. annuellement dues par l'Ordre de Malte, sur l'imposition des rentes créées en 1636. L'Ordre offre de payer cette imposition depuis 1710 jusqu'en 1716, en rentes constituées sur le Clergé. L'Assemb., conformément à l'avis de la Commission, charge M. de Sénozan de faire le recouvrement des 6000 liv. qui sont dues par chacun an par les Grands-Prieurs de l'Ordre, depuis 1710 & pour l'avenir ; elle reçoit en Contrats sur le Clergé lesdites 6000 liv. dues pour 1710 ; à l'égard des années suivantes, elles doivent être payées en deniers comptants. T. VII, p. 718 & suiv.

En la même Assemb. de 1716, il est parlé d'une prétention pour exemption d'imposition des Dons-gratuits, de la part des Prêtres desservants d'une Paroisse du Diocèse de Coutance, sous prétexte que la Paroisse dépendoit de l'Ordre de Malte. Ils avoient porté l'affaire au Grand-Conseil. Dans le Rapport qui en est fait, l'on prouve, 1°. le peu de fondement de ladite exemption ; 2°. l'incompétence du G. Conseil pour en connoître. L'Assemb. fait solliciter contre lefd. desservants. T. VII, p. 843 & suiv.

1718. Un de Mrs. les Agents fait part à l'Assemb. de 1718, d'un Arrêt du Con-

seil des Finances, du 18 Juillet 1718, rendu entre les Syndics des Diocèses de Noyon & de Reims, & les Commandeurs de Malte d'Etrepigni & du Temple de Reims ; que par cet Arrêt, les Curés, Fabriques & Confrairies des Paroisses, dont lesdits Commandeurs étoient Patrons, avoient été maintenus dans l'exemption des décimes & autres impositions du Clergé, avec ordre d'être rayés des rôles avec restitution. L'on prouve que ce n'est point une suite, ni de la composition dite des Rhodiens, ni de la clause insérée dans les Délibérations du Clergé, en faveur des Grands-Prieurs & Commanderies de l'Ordre. L'Ass. prie M. l'Arch. de Narbonne de voir, à ce sujet, M. l'Ambassadeur de Malte, qui promet d'en conférer avec le Conseil de l'Ordre, pour terminer cette affaire à la satisfaction du Clergé. T. VIII, p. 706, 707.

§. II. Affaires de Jurisdiction entre l'Ordre de Malte & le Clergé : voies de conciliation tenues.

En l'Ass. de 1618, les Archidiares de Poitiers se plaignent du refus des Curés dépendants de l'Ordre, de recevoir leur visite. L'Assemb. ordonne aux Agents de recommander le Procès pendant au Parlement de Paris, & de soutenir le droit des Archidiares. T. II, p. 631.

M. l'Evêque de Noyon a recours à l'Assemb. de 1645, au sujet de la prétention de Mrs. de Malte, que les Curés, dont les Bénéfices sont à la présentation de l'Ordre, sont exempts de la Jurisdiction des Officiaux, pour punition de crimes. L'Ass. accorde au Prêlat la jonction des Agents. T. III, p. 378.

Mrs. de Malte prétendoient aussi, que ceux qui possèdent des Commanderies, peuvent conférer de plein droit les Bénéfices qui ont charge d'ames, dépendants de leurs Commanderies. L'Evêque de Saintes, devant entretenir conférence avec les Commandeurs qui étoient à Paris, en donne avis à l'Ass. de 1655 ; elle ordonne aux Agents de se trouver à cette conférence. T. IV, p. 293.

Quelques Commandeurs, dans le Diocèse de Rouen, prétendoient encore que les Pourvus de Cures dépendantes d'eux, n'étoient point obligés de prendre le visa ; sur quoi instance au Grand-Conseil. L'Archevêq. de Rouen

demande l'intervention de l'Ass. elle lui est accordée.

Plusieurs plaintes de 1660, au sujet de prises de Mrs. de Malte, de la Jurisdiction des Evêques de ce qu'ayant de leurs Commanderies voir nommer aux droit & en donner que les Pourvus fussent dressés à l'Ordinaire, pagne préferir aux nir la Jurisdiction, vus par toutes sortes ; & que cepe une Déclaration de entreprises. La Dé & mise entre les m. T. IV, p. 633, 634.

L'Ass. Provinciale, à l'Ass. Générale des Chevaliers de Malte. Le premier est, que dans les Cures qui sont en droit de rendre des Ordons Prêtre avec eux que cle, ils sont prement, & ensuite de Le second consiste, sieurs, après avoir gues années, des P des Cures dépenda deries, prétend tution, & en mē fassent Religieux sorte, que si ces l dent des portions c voient comme des & amovibles. Réf. T. IV, p. 632, 633.

En l'Assemb. de lats, & entr'autres ron & de Saint-P de semblables entre juger les contesta avec l'Ordre, ils de tion du Clergé. L' d'engager le Clergé un Ordre qui mē ration, elle devoit principaux Comm à Paris : elle nom de sa part ; les conf mais sans succès. tendoient :

1°. Que les Evêques que par eux-mêmes les Paroissiales dépendans 2°. qu'ils ne peuvent

demande l'intervention des Agents ; elle lui est accordée. T. IV, p. 293.

Plusieurs plaintes sont portées à l'Ass. de 1660, au sujet de différentes entreprises de Mrs. de Malte contre la Jurisdiction des Evêques, & notamment de ce qu'ayant des Cures annexées à leurs Commanderies, ils croyoient pouvoir nommer auxdites Cures de plein droit & en donner l'institution, sans que les Pourvus fussent obligés de s'adresser à l'Ordinaire. Sur quoi, la Compagnie prescrit aux Evêques de maintenir la Jurisdiction contre lesdits Pourvus par toutes sortes de voies canoniques ; & que cependant il sera dressé une Déclaration pour arrêter toutes ces entreprises. La Déclaration est dressée & mise entre les mains de M. d'Aligre. T. IV, p. 633, 634, 635.

L'Ass. Provinciale de Toulouse se plaint, à l'Ass. Gén. de 1685, de Mrs. les Chevaliers de Malte sur deux chefs. Le premier est, qu'ils prétendent que dans les Cures qui dépendent d'eux, ils sont en droit de visiter les Eglises, de rendre des Ordonnances, & ayant un Prêtre avec eux qui ouvre le Tabernacle, ils sont prendre le Saint-Sacrement, & ensuite donner la bénédiction. Le second consiste, en ce que ces Messieurs, après avoir gardé, pendant quelques années, des Prêtres séculiers dans des Cures dépendantes des Commanderies, prétendent leur donner l'institution, & en même-temps, qu'ils se fassent Religieux de leur Ordre ; de sorte, que si ces Prêtres leur demandent des portions congrues, ils les renvoient comme des Prêtres conductibles & amovibles. *Réflexions sur ce sujet.* T. V, p. 632, 633.

En l'Assemb. de 1710, plusieurs Prélats, & entr'autres les Evêques d'Oléron & de Saint-Papoul, se plaignent de semblables entreprises. Prêts de faire juger les contestations qu'ils avoient avec l'Ordre, ils demandent l'intervention du Clergé. L'Ass. estime, qu'avant d'engager le Clergé dans des procès, avec un Ordre qui mérite tant de considération, elle devoit en conférer avec les principaux Commandeurs qui étoient à Paris : elle nomme des Commissaires de sa part ; les conférences se tiennent, mais sans succès. Mrs. de Malte prétendoient :

- 1°. Que les Evêques ne peuvent faire que par eux-mêmes les visites des Eglises Paroissiales dépendantes de l'Ordre :
- 2°. qu'ils ne peuvent rendre aucune Or-

donnance, ni rien statuer, mais seulement écrire au Commandeur dans le lieu de sa résidence, pour le prier de pourvoir aux besoins & réparations de l'Eglise : 3°. qu'ils ne peuvent connoître du délit des Curés croisés ou non croisés, des Eglises Paroissiales dépendantes de l'Ordre. L'Ass. ayant trouvé ces prétentions insoutenables, ordonne aux Agents du Clergé d'intervenir en faveur de M. d'Oléron. T. VI, p. 1123 jusqu'à 1126.

Le différend de M. d'Oléron avec l'Ordre étoit dans cette espèce. Ce Prélat faisant sa visite, au mois de Mars 1709, dans le pays de Soule, visita trois Paroisses dépendantes d'une Commanderie de Malte : il trouva ces Paroisses dans un état déplorable, dont il dressa Procès-verbal, & rendit son Ordonnance en conséquence : Mrs. de Malte ayant eu avis de la visite, en interjetterent appel comme d'abus au Grand-Conseil, prétendant que l'Evêque n'avoit pas droit de visiter, même en personne, les Paroisses & Annexes dépendantes de l'Ordre. Dans l'intervalle de 1709 à 1710, l'Evêque d'Oléron fait signifier, le 3 Février 1710, au Curé de Mauléon une Ordonnance, par laquelle il lui défendoit, sous peine d'interdiction, de quitter, pendant plus de quinze jours, sa Paroisse sans sa participation. Le 5 Février, le Prélat fait signifier un acte aux Jurats de la Ville de Mauléon, pour qu'ils eussent à se pourvoir pardevant Mrs. de Malte, pour qu'il leur fût envoyé des Freres Servants dudit Ordre, attendu que Mrs. de Malte ne voulant point reconnoître sa Jurisdiction, il ne prorogeoit ses pouvoirs aux Ecclésiastiques qui desservient la Paroisse sous le Curé, que pour six semaines. Mrs. de Malte appellent encore comme d'abus de ces deux dernières Ordonnances, prétendant que le Prélat n'avoit aucun droit, ni sur le Curé pour lui enjoindre la résidence, ni sur les Prêtres qui desservient les Cures de l'Ordre, ajoutant que l'Evêque n'étoit pas en pouvoir de retirer un Prêtre séculier, habitué dans une de leurs Paroisses, sans le consentement des Commandeurs, ni même retirer ses pouvoirs, lorsqu'il les a une fois donnés.

C'est sur ces trois Ordonnances qu'est intervenu l'Arrêt du Grand-Conseil, du 31 Mars 1711, portant qu'il y avoit abus dans les Ordonnances de l'Evêque d'Oléron, des 3 & 5 Février 1710, en-

semble dans les Procès-verbaux & Ordonnances des 3 & 5 Mars 1709, en ce que par iceux il avoit été statué & ordonné sur ce qui concerne les réparations & le temporel des Eglises de l'Ordre : faisant droit sur les interventions des Agents-Généraux, a maintenu & garde ledit Evêque d'Oléron dans le droit de visiter en personne & sans frais lesdites Eglises & les Annexes, lors de laquelle visite ledit Evêque d'Oléron pourra ordonner de toutes les choses concernant le soin des âmes & l'administration des Sacrements seulement ; & en ce qui touche les réparations & le temporel desdites Eglises, pourra ledit Evêque en dresser Procès-verbal, & en avertir les Commandeurs ou Officiers dudit Ordre, pour y être pourvu dans trois mois du jour dudit avertissement, & à faute d'y satisfaire dans ledit temps, pourra ledit Evêque y pourvoir ainsi qu'il appartiendra par raison.

1711. Toute cette affaire est rapportée à l'Assemb. de 1711, par M. l'Abbé du Cambour, Agent. L'Ass. la juge de conséquence, & veut qu'elle soit examinée à fond : elle charge M. l'Abbé du Cambour de voir, avec les Avocats du Clergé, le parti que l'on pourroit prendre avec sûreté dans cette occasion. T. VI, p. 1217 jusqu'à 1221. *Voyez infra.*

L'Ass. de 1711 accorde à M. l'Ev. de Saint-Papoul la même protection que lui avoit accordée l'Ass. de 1710, dans une instance en règlement de Juges, qu'il avoit au Conseil, contre l'Ordre de Malte. T. VI, p. 1216, 1217.

1715. Mrs. de Malte proposent à l'Ass. de 1715 de nommer des Députés pour conférer avec ceux de l'Ordre, & terminer les contestations par une transaction que l'Assemb. feroit homologuer au Conseil, & que Mrs. de Malte feroient autoriser par le Conseil de l'Ordre. La proposition est approuvée, & en conséquence l'Assemb. nomme des Commissaires. T. VI, p. 1466.

1720. Vers 1720, il s'élève une nouvelle contestation entre l'Ordre de Malte & M. l'Evêq. de Troies. Il s'agissoit de la nomination du sieur Cognasse à la Cure du Ménil-saint-Loup, située dans le Diocèse de Troies & dépendante de l'Ordre, & en particulier de la Commanderie de Couliours. Sur le refus ou plutôt sur le délai du Grand-Vicaire de Troies, de donner le *Visa*, le sieur Cognasse & le Commandeur de Couliours présentent Requête au Conseil, pour

y faire assigner l'Evêque de Troies, pour voir dire que lui Commandeur auroit acte de ce qu'il prenoit pour trouble dans son droit & possession de conférer la Cure, le refus fait par le G. Vicaire de Troies au sieur Cognasse, auquel le Prélat seroit tenu de donner une institution autorisable. Le Grand-Conseil adjuge au Commandeur les conclusions de sa Requête. Le Prélat mande le sieur Cognasse, & en présence de deux Notaires, lui demande, s'il étoit prêt de subir l'examen & de répondre ; ce qu'il refuse. Le Prélat présente Requête au Grand-Conseil, par laquelle il demande acte de l'offre qu'il faisoit de l'institution autorisable, après l'examen subi. Le sieur Cognasse recommence les fonctions curiales au Ménil, nonobstant la révocation des pouvoirs qui lui avoient été d'abord accordés : il est cité pour raison de ce, devant l'Official : il appelle comme d'abus au Grand-Conseil, disant, qu'il n'étoit justiciable, ni de l'Evêq., ni de son Official. L'instruction est continuée. Le Commandeur appelle lui-même au G. Conseil, où il obtient, le 10 Juillet 1720, sur simple Requête, un Arrêt qui le reçoit appellant, fait défenses d'exécuter le décret d'ajournement personnel prononcé par l'Official. L'Evêque de Troies présente sa Requête en opposition contre cet Arrêt sur Requête ; il déduit ses raisons, nonobstant lesquelles le Grand-Conseil, par Arrêt du 7 Mars 1720, fait subsister les défenses portées par le précédent Arrêt.

Le Prélat se pourvoit au Conseil en cassation contre cet Arrêt. Le Conseil retient la connoissance de l'affaire, ordonne au Procureur-Général d'envoyer au Conseil les motifs de l'Arrêt. Les Agents interviennent, & présentent leur Requête d'intervention. Sur les Requêtes, tant du Prélat que des Agents, est intervenu Arrêt contradictoire, le 28 Mai 1721, qui casse l'Arrêt du Grand-Conseil du 7 Mai 1720, & retient en même-temps le fond des contestations des Parties.

L'Assemb. estimant cette affaire de la plus grande importance, députe à M. le Garde des Sceaux pour la lui recommander. T. VI, p. 1706 jusqu'à 1713.

En l'Assemb. de 1725, M. l'Abbé de Brancas, continuant son Rapport d'Agence, parle de l'affaire qu'avoit au Conseil M. l'Evêque de Troies contre M. le Commandeur de Couliours, de l'Ordre de Malte : l'Ass. arrête, que si

cette affaire n'étoit pas terminée, les Commissaires de demander au Grand-Conseil la nomination d'Agents interviens lorsqu'elle sera terminée. VII, p. 478, 479.

En la même Assemblée, le Promoteur fait rapport de M. de Borist, Agent de l'Ordre de Malte, qui publiquement eut M. de Borist, & plainte, le Curé officiel à des peines, le Curé Général d'abus de la adhéra à cet arrêt, qu'un Prêtre l'Ordre, est exempt l'Ordinaire ; 2°. d'abus, l'affaire au Grand-Conseil, causes commises Agents de solliciter. T. VII, p. 479 & 480.

L'Assemb. de 1725, supplie Sa Majesté de vouloir entre les Evêques de Malte, & nommer pour examiner les causes. Accordé. Reçu. L'Assemb. de 1725, M. le Garde des Sceaux, pour l'adite commission & suiv.

L'Arrêt est du 28 Mai 1721. T. VI, p. 1706.

1725. En l'Assemb. de 1725, de Cognac fait le rapport au Parlement de Malte, contre l'Evêque d'Aix, dont cite la cassation. L'Arrêt d'un Grand-Conseil avoient Métropole d'assis l'usage local est, qu'il se trouve à pareille la levée du corps où l'inhumation pose au milieu de il entre la Croix noire, après laquelle devait se faire Jean de l'Ordre tre s'étant présentée de l'Eglise Procédures faites

cette affaire n'étoit pas portée devant les Commissaires que l'Ass. avoit résolu de demander au Roi pour juger les différends du Clergé avec l'Ordre; les Agents interviendroient dans l'affaire lorsqu'elle sera portée au Conseil. T. VII, p. 478, 479.

En la même Assemb. de 1725, le Promoteur fait le rapport de l'affaire de M. de Borista, Conseiller au Parlement de Toulouse, avec un Curé de l'Ordre de Malte. Ce Curé avoit insulté publiquement en chaire, l'épouse de M. de Borista, qui, en ayant porté sa plainte, le Curé fut condamné par l'Officiel à des peines assez légères. Le Procureur-Général de l'Ordre appella comme d'abus de la Sentence, & le Curé adhéra à cet appel. Ils prétendoient, 1°. qu'un Prêtre pourvu d'une Cure de l'Ordre, est exempt de la Jurisdiction de l'Ordinaire; 2°. qu'en cas d'appel comme d'abus, l'affaire devoit être portée au Grand-Conseil, où l'Ordre avoit ses causes commises. L'Assemb. charge les Agents de solliciter Mrs. du Conseil. T. VII, p. 479 & suiv.

L'Assemb. de 1723, art. 15 du Cahier, supplie Sa Majesté d'évoquer à soi tous les différends mus & à mouvoir entre les Evêques & l'Ordre de Malte, & nommer des Commissaires pour examiner les Mémoires respectifs. *Accordé.* Recueil, p. 1557.

L'Assemb. de 1725 avoit député à M. le Garde des Sceaux, pour obtenir ladite commission. T. VII, p. 425 & suiv.

L'Arrêt est accordé : il est du 15 Août 1725. T. VII, P. J. p. 45.

En l'Assemb. de 1730, M. l'Abbé de Cofnac fait le Rapport d'un Arrêt surpris au Parlement d'Aix par l'Ordre de Malte, contre le Chapitre de l'Eglise d'Aix, dont ledit Chapitre sollicite la cassation. Il s'agissoit de l'enterrement d'un Gentilhomme d'Aix : ses parents avoient prié le Chapitre de la Métropole d'assister à son enterrement : l'usage local est, que lorsque ce Chapitre se trouve à pareilles cérémonies, il fait la levée du corps, le porte dans l'Eglise où l'inhumation doit se faire, le dépose au milieu de la nef, dans laquelle il entre la Croix levée, chante une absoute, après quoi il se retire. La sépulture devoit se faire en l'Eglise de Saint-Jean de l'Ordre de Malte; le Chapitre s'étant présenté avec le corps à la porte de l'Eglise, la trouva fermée : Procédures faites à ce sujet, suivies

d'un Arrêt du Parlement, qui ordonna l'exhumation du corps que le Chapitre avoit enterré dans son Eglise, en conséquence du refus. T. VII, p. 1173 & suiv.

L'Assemb. de 1735 est suppliée de s'intéresser dans une cause des Curés de la Ville d'Arles, contre Mrs. de Malte, & dans une autre cause de M. l'Evêque de Viviers, contre les Curés du même Ordre. L'Ass. charge les Agents d'intervenir, pour que ces deux causes soient jugées au Bureau de M. l'Abbé Bignon. T. VII, p. 1463.

Sur le refus des Curés de l'Ordre de Malte de se trouver aux Synodes, M. l'Evêque de Viviers obtient de l'Ass. de 1735 l'intervention des Agents. T. VII, p. 1463.

En l'Assemb. de 1740, M. l'Archev. de Toulouse fait le rapport des entreprises de l'Ordre sur la Jurisdiction, & des prétentions de cet Ordre, par rapport à l'enlèvement & sépultures des corps de leurs Chevaliers & Commandeurs, à l'égard de l'exposition du Saint-Sacrement, & de la publication des Indulgences sans la permission des Ordinaires, à l'égard de l'exemption prétendue par les Curés, même non croisés, dépendants de cet Ordre, de venir aux Synodes & Kalendes des Evêques. Moyens proposés pour arrêter ces abus. Projet de Déclaration dressé à ce sujet. M. l'Arch. de Toulouse est prié de solliciter la Déclaration auprès de M. le Chancelier. T. VII, p. 1724 jusqu'à 1727.

En la même Assemb. de 1740, M. l'Evêque de Sisteron se plaint de l'entreprise d'un Commandeur dans l'Eglise de Manosque, lequel, sans aucun droit, usurpoit sur l'Episcopat, la préséance & les honneurs du Sanctuaire, même au jour que l'Evêque doit y officier pontificalement, & ce en vertu d'un Arrêt d'expédient concerté entre lui & quelques Magistrats. Mémoire dressé à ce sujet par ce Prélat. L'Ass. prie M. l'Archevêque de Toulouse de le présenter à M. de Saint-Florentin, au nom de la Compagnie, & de l'appuyer de ses sollicitations les plus vives. T. VII, p. 1727.

En l'Ass. de 1742, M. l'Abbé de Cabanes représente, que M. l'Archevêque d'Aix fut obligé, quelques années avant, de faire une Ordonnance générale pour révoquer toutes les permissions accordées par lui ou ses Prédécesseurs, d'exposer le Saint-Sacrement

1735.

1740.

1742.

& de donner la bénédiction dans toutes les Eglises de son Diocèse, & pour défendre d'exposer aussi le tableau des Indulgences à la porte des Eglises. Il ordonna donc, que chaque Eglise rapporteroit ses permissions, afin qu'après les avoir vérifiées, il pût ordonner ce que de raison. Toutes les Eglises se soumirent à l'Ordonnance; le seul Prieur de l'Eglise de Saint-Jean de Malte refusa d'obéir, continua à exposer le Saint-Sacrement, &c. Mrs. les Agents font observer, que la dernière Assemblée avoit déjà présenté sur cela une Requête à M. le Chancelier. Sur quoi la Compagnie prie M. l'Archev. de Rouen de voir M. le Chancelier, & charge Mrs. les Agents de poursuivre vivement les différentes instances qui étoient pendantes au Conseil entre le Clergé & l'Ordre de Malte. T. VII. p. 1836, 1837.

1745. M. l'Archevêque d'Aix renouvelle en l'Assemblée de 1745 les mêmes plaintes contre les entreprises de l'Ordre, & notamment du Frère Alphéran, sur sa Jurisdiction. Après beaucoup de réflexions sur l'importance de cette affaire, il a été délibéré, d'une voix unanime, d'accorder l'intervention du Clergé-Général, à M. l'Archevêque d'Aix contre l'Ordre de Malte. Requête d'intervention présentée à ce sujet au Conseil. T. VII. p. 2017.

L'Assemblée de 1745 s'est occupée très-particulièrement de l'entreprise de M. le Grand-Prieur de France, contre la Jurisdiction de M. l'Archev. de Paris, par la publication d'un Mandement affiché dans le Temple & dans plusieurs autres lieux de Paris, qui ordonnoit des Prières pour la prospérité des armes de S. M. M. l'Archevêq. de Paris en publie un, qui déclare nul celui du Grand-Prieur. Ce Prélat s'adresse sur ce sujet à l'Ass. de 1745 : arrêté que la Lettre sera insérée au Procès-verbal, que l'on prendra les moyens les plus efficaces pour obtenir la plus prompte Justice. Deux Requêtes au Roi, l'une de M. l'Archevêque de Paris, l'autre de l'Assemblée. Arrêt intervient au Conseil d'Etat sur les deux Requêtes, par lequel S. M. ordonne que les Requêtes seroient communiquées au sieur Grand-Prieur, pour y fournir de réponse, & cependant par provision, les Mandements de M. l'Arch. de Paris, & tous autres qui ont été ou seront donnés par les Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux en pareille matière, seroient exécutés dans les Eglises de l'Ordre de

1440 Malte, ainsi que dans toutes les Eglises de leurs Diocèses exemptes & non exemptes, avec défenses audit sieur Grand-Prieur & à tous autres, de publier des mandements sur pareille matière. T. VII, p. 2027 & suiv. P. Just. p. 452 & suiv.

Observation importante sur l'Arrêt du Grand-Conseil, du 31 Mars 1711.

L'Ordre de Malte ne conteste pas aux Evêques Diocésains, le droit de visiter en personne & sans frais, les Paroisses dépendantes de ses Commanderies; mais il prétend qu'il ne peut rendre d'Ordonnance que sur le spirituel, & nullement sur ce qui touche les réparations & le temporel desdites Eglises; mais seulement en dresser Procès-verbal, & en avertir les Commandeurs ou Officiers de l'Ordre, pour y être pourvu dans trois mois du jour de l'avertissement; passé lequel temps, l'Evêque Diocésain peut y pourvoir. L'Ordre de Malte prétend en conséquence, avoir le droit de visite dans les Paroisses, pour l'exercer par ses Commandeurs & Officiers. Il a été maintenu dans cette exemption, par un Arrêt solennel du Grand-Conseil du 31 Mars 1711, rendu contre M. l'Evêque d'Oléron, & Mrs. les Agents - Généraux intervenants.

Cet Arrêt donne une double atteinte aux droits des Evêques : 1°. en ce qu'il les oblige de faire en personne les visites des Eglises Paroissiales de l'Ordre, quoiqu'elles ne soient pas situées dans les Commanderies, ou autres lieux exemptes : 2°. en ce qu'il ôte aux Evêques, le droit d'ordonner sur le temporel desdites Eglises.

L'Assemblée tenue la même année, sentit toute l'irrégularité de cet Arrêt; & loin d'y acquiescer, comme l'Ordre l'a soutenu en 1746, & l'a persuadé alors à Mrs. les Agents, l'Ass. de 1711, sur le rapport de Mrs. les Agents, agit l'alternative, ou de se pourvoir en cassation de l'Arrêt, ou de demander au Roi un Réglement sur les contestations élevées entre le Clergé & l'Ordre. Si ce dernier parti n'eut pas lieu pendant plusieurs années, c'est que l'exécution en fut retardée sur les propositions d'accommodement. Enfin le Clergé demanda au Roi en 1723, & obtint en 1725 des Commissaires pour régler toutes les contestations. Cette Commission de Conseillers d'Etat subsistait encore en 1740.

Ce

Ce fut donc par s'étoit passé, que M. leur Lettre du 10 Juin de celle de M. de Malte, du 2 [Lettres imprimées l'Ordre, & envoyées Prieurs,] déclarent l'Arrêt du G. Conseil un Arrêt de Règlement des Commandeurs des Evêq., dans les visites en personne, Cures dépendantes ne doutoient pas qu'ils de Cahors & de Castillon volontiers à exécuter audit Arrêt. T. VII. Le Rapport de M. l'Agent, à l'Assemblée p. 1217 & suiv.

§. III. Administration des biens dans les Commanderies

Voyez Sacrement

§. IV. Exemption tendue par l'Ordre

Voyez Dîmes, §.

§. V. Projet d'agrandissement de S. Antoine de leurs biens à l'Ordre

Voyez Antonistes

§. VI. Autres articles de l'Ordre de Malte

I. L'Archevêque de Harangue au Roi, l'Assemblée des Etats de Blois en l'institution de l'Ordre, abus qui s'y sont introduits de ce que l'entrée & la concession des grâces son temps, que l'effet de l'importunité. T.

II. Aux Etats de les Chevaliers députés Saint-Jean se présent de la Noblesse & de la plainte contre le Car pourvu, contre les p, du Grand-Prieur au préjudice de l'anciens. La Chambre celle du Tiers-Etat acquiesce. T. I, p. 306.

Table de la Col

Ce fut donc par un oubli de ce qui s'étoit passé, que Mrs. les Agents, dans leur Lettre du 10 Juin 1746, en réponse à celle de M. de Froulai, Ambassadeur de Malte, du 28 Mars précédent, [Lettres imprimées par les soins de l'Ordre, & envoyées à tous les Grands-Prieurs,] déclarent qu'ils regardoient l'Arrêt du G. Conseil de 1711, comme un Arrêt de Réglem., qui fixe les droits des Commandeurs de l'Ordre & ceux des Evêq., dans les visites qu'ils doivent faire en personne, & sans frais, des Cures dépendantes de l'Ordre, & qu'ils ne doutoient pas que Mrs. les Evêques de Cahors & de Castres ne se portassent volontiers à exécuter les dispositions dudit Arrêt. T. VIII, p. 2319, 2320. *Le Rapport de M. l'Abbé du Cambout, Agent, à l'Assemblée de 1711.* T. VI, p. 1217 & suiv.

§. III. *Administration des Sacrements dans les Commanderies.*

Voyez Sacrements, §. II.

§. IV. *Exemption de la Dîme, prétendue par l'Ordre de Malte.*

Voyez Dîmes, §. I, n°. III.

§. V. *Projet d'agréation des Religieux de S. Antoine, & union de leurs biens à l'Ordre de Malte.*

Voyez Antonistes.

§. VI. *Autres articles concernant l'Ordre de Malte.*

I. L'Archevêque de Bourges, dans sa Harangue au Roi, lors de la clôture des Etats de Blois en 1588, remonte à l'institution de l'Ordre, & se plaint des abus qui s'y sont introduits, sur-tout de ce que l'entrée dans l'Ordre & la concession des grâces n'étoient plus de son temps, que l'effet de la faveur ou de l'importunité. T. I, P. J. p. 137.

II. Aux Etats de Blois, en 1588, les Chevaliers députés de l'Ordre de Saint-Jean se présentent aux Chambres de la Noblesse & du Tiers-Etat, en plainte contre le Cardinal de Joyeuse, pourvu, contre les privilèges de l'Ordre, du Grand-Prieuré de Toulouse, au préjudice de l'ancien des Commandeurs. La Chambre de la Noblesse & celle du Tiers-Etat adhèrent à leur Requête. T. I, p. 306.

Table de la Coll. des P. V.

MANDEMENTS

ÉPISCOPAUX.

Voyez Exemptions, n°. III. Formulaire, §. I, n°. II. Jansénisme. Doctrine, n°. II.

MANNEVILLETE.

Voyez Receveur-Général, §. III, n°. VI.

MANS.

1°. L'EGLISE du Mans se prétendoit exempte de la Régale. *Voyez Régale, §. II.*

2°. Les Evêques du Mans prétendent le titre de premier Suffragant dans les Assembl. Provinc. de Tours. *Voyez le Procès-verbal de l'Ass. Provinc. de Tours, sur le Bref concernant le Liv. des Maximes des Saints. Mémoires du Clergé, T. VIII, p. 531 & suiv.*

3°. Officialité du Mans pourvue en Régale. *Voyez Officiaux, §. II, n°. II.*

4°. Différend dans le Diocèse du Mans, pour la nomination des Députés qui composent le Bureau Diocésain. *Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. II.*

5°. M. l'Evêque du Mans représente à l'Assemblée de 1655, la surtaxe de son Diocèse dans l'imposition faite à cause du Don accordé au Roi, qu'il dit être telle, qu'il payoit seul autant que les autres Diocèses de la Province de Tours ensemble, & que celui de Rouen, qui contient un plus grand nombre de Bénéfices & de plus grande valeur; ce qu'il offroit de justifier: sur quoi la Compagnie, après avoir reconnu que le Diocèse du Mans étoit surchargé, n'estimant pas néanmoins qu'elle pût, ni dût rejeter sur les autres Provinces les sommes dont il devoit être déchargé, elle le renvoie à la Province de Tours, pour être par elle procédé à la décharge dudit Diocèse, & rejet sur les autres Diocèses de la Province, suivant la connoissance qu'elle aura de leur valeur & portée. T. IV, p. 144.

6°. En l'Ass. de 1670, le Chapitre du Mans se plaint au sujet d'une union ordonnée par le Parlement de Paris, d'un Hôpital de sa fondation à l'Hôpital-Général du Mans, sans le consentement du Chapitre. *Voyez Unions, n°. I.*

7°. Sur les demandes & poursuites faites contre les Ecclésiastiques du Mans, au sujet des droits de Franc-

Pppp

siefs, de Confirmation, d'Aides, de Gabelles, d'Oétois des Villes, &c. *Voyez* ces mots.

8°. Sur la Sainte-Chapelle du Gué-de-Mauni, au Diocèse du Mans. *Voyez* Gué-de-Mauni.

MANSES.

Voyez Menfes.

MANTES.

MGR. l'Archevêque de Toulouse, l'un des Députés & Présidents de l'Ass. de 1645, fait dans cette Assemb. un récit très-circonscrit de ce qui s'étoit fait & passé dans l'Assemblée-Générale tenue à Mantes, en 1641, dont il étoit aussi un des Députés & Présidents : il expose les raisons de sa conduite, & du refus fait par lui & par les Prélats, ses adhérents, de signer la délibération qui avoit passé à la pluralité des suffrages, & qui leur avoit attiré l'indignation du Roi & l'ordre de se retirer : il prie ensuite la Compagnie de prononcer sur ce qui le regarde. Après son rapport, ayant voulu sortir, pendant que la Compagnie opineroit, il lui est ordonné de demeurer & d'opiner dans sa Province; & à l'instant l'affaire ayant été mise en délibération, l'Assemb., par avis commun des Provinces, approuve la conduite des Prélats congédiés à Mantes, & arrête que M. l'Archev. de Toulouse fera remercié de son zèle & de la fermeté avec laquelle il a soutenu l'honneur & la dignité du Clergé; que les autres Prélats qui ont aussi été congédiés, & qui sont à Paris, seront priés de venir à l'Ass. pour y prendre place, & les absents conviés par Lettres, de faire la même chose; que la Lettre écrite par le feu Roi, à M. l'Archevêque de Toulouse, portant témoignage de sa bonne conduite, en date du 25 Avril 1643, sera insérée dans le Procès-verbal de la présente Assemblée, & qu'il en sera mis un *advertatur* sur le Procès-verbal de celle de Mantes, faisant mention de ladite Lettre & de la présente délibération : en outre, déclare nul tout ce qui a été fait dans ladite Assemblée de Mantes, depuis le 15 Mai 1641, comme il l'est de droit, excepté ce qui a été accordé au Roi, que cette Assemb. approuve présentement, & confirme aux termes du Contrat passé avec Sa Majesté seulement.

Et pour examiner plus particulièrement ce qui s'est fait & passé en ladite

Assemb. de Mantes, contre la dignité & les intérêts du Clergé, la Compagnie nomme 4 Députés, pour eux ouïs, y être pourvu : après quoi sera écrite une Lettre circulaire aux Provinces pour leur donner avis des délibérations. Lettre du Roi à l'Archev. de Toulouse. Lettre de l'Ass. aux Prélats congédiés de Mantes. Les Evêques de Mailleçais & de Toulon, présents à Paris, se présentent à l'Ass. pour la remercier, & y prendre place. M. l'Archevêque de Sens s'y présente peu de temps après. T. III, p. 140 jusqu'à 150.

D'après le rapport des Commissaires chargés de revoir les actes de Mantes, est arrêté d'abord que tout Député qui s'oppose à une délibération qui porte refus d'imposer, sera déclaré indigne de députation en toutes Assemb., & telle imposition condamnée comme inouïe & injurieuse au Clergé. L'écrit contre les Prélats congédiés de Mantes, est proscrit comme calomnieux. Les délibérations prises par l'Assemb. de Mantes, entre le 15 Mai & le 3 Juin, [hors le sujet de la contestation,] sont approuvées; autres délibérations particulières au nombre de 19, prises depuis le 3 Juin jusqu'à la fin de l'Ass., validées. Somme de 12 mille l. de gratification, accordée à Mrs. d'Auxerre & de Saint-Brieux, rayée; ainsi que celle de 6000 liv. au sieur de Berland. Remontrance de M. de Saint-Brieux: autre représentation en faveur de l'Abbé de Saint-Vincent. Somme de 8 mille liv. accordée à M. de Chartres, rayée. Somme de 8 mille liv. accordée au Secrétaire pour écriture, rétablie. La revision du compte des frais communs de Mantes est ordonnée. Le Procès-verbal de l'Ass. de Mantes remis par M. de Saint-Brieux sur le Bureau, est déposé aux Archives. T. III, p. 150 & f.

MARAIS DESSECHÉS.

I. Sur l'exemption de dîme à l'égard des marais desséchés. *Voyez* Dîmes, §. IV, n°. V.

II. En l'Assemb. de 1655, il est dit qu'un Traitant avoit obtenu un Arrêt du Conseil, qui lui permettoit de faire une taxe de deux écus pour chaque arpent de marais à dessécher, & à faute de paiement, de saisir le fonds, dans laquelle taxe les Ecclésiastiques étoient compris. La Compagnie prie les Prélats Commissaires du Contrat d'en parler fortement. M. le Chancelier promet de signer un Arrêt portant, que les

marais desséchés aux Ecclésiastiques, seront imposés. T. IV, §. III.

III. Le Receveur Roi conteste au Chapitre la propriété des marais. Chapitre a recours. *Voyez* Luçon.

MARC D'OR

Voyez Offices de n°. IV.

MARC

Voyez Censures

MARÉCHAU.

UN Ecclésiastique de Toulouse, est accusé de coups de bâton à après plusieurs pour devant Mrs. les Ma qui le condamner prison, conformément du Roi: il app au Conseil, & il fu 1685 de lui accordé charge Mrs. les Agé part, M. de Châtes d'Etat, de faire en passé rien en cette atteinte à la Jurisdic T. V, p. 620.

Sur l'incompétence Maréchaux, par rap minels des Clercs.

MARGUI

Voyez Fabriques.

MARI

§. I. Jurisdiction de Mariage : entre séculiers contrainction : plaintes du Clergé, à c

I. L'Ass. de Me nient plusieurs déci concernant le mari p. 112.

II. Les Ordonna ments réservent au causes matrimonia Officiaux, §. III.

III. En l'Ass. de rence avec Mrs. d évêque de Vienn défauts dans l'art. 4 de Blois : l'un en t

marais desséchés appartenants aux Ecclésiastiques, seront déchargés de toute imposition. T. IV, p. 333.

III. Le Receveur des Domaines du Roi conteste au Chapitre de Luçon la propriété des marais desséchés. Le Chapitre a recours à l'Assemb. de 1730. Voyez Luçon.

MARC D'OR. [DROIT DE]

Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. IV.

MARCA. [DE]

Voyez Censures doctrin. n°. XVII.

MARÉCHAUX DE FRANCE.

UN Ecclésiastique du Diocèse de Toulouse, est accusé d'avoir donné des coups de bâton à un Gentilhomme : après plusieurs poursuites, il est traduit devant Mrs. les Maréchaux de France, qui le condamnent à 10 années de prison, conformément à la Déclaration du Roi : il appelle de ce Jugement au Conseil, & il supplie l'Assemb. de 1685 de lui accorder protection : elle charge Mrs. les Agents de prier, de sa part, M. de Châteauneuf, Secrétaire d'Etat, de faire en sorte qu'il ne se passe rien en cette affaire qui donne atteinte à la Jurisdiction Ecclésiastique. T. V, p. 620.

Sur l'incompétence des Prévôts des Maréchaux, par rapport aux procès criminels des Clercs. Voyez Prévôts.

MARGUILLIERS.

Voyez Fabriques.

MARIAGE.

§. I. Jurisdiction de l'Eglise sur le Mariage : entreprises des Juges séculiers contre cette Jurisdiction : plaintes & Délibérations du Clergé, à ce sujet.

I. L'Ass. de Melun en 1579, contient plusieurs décrets & réglemens concernant le mariage. T. V, P. Just. p. 112.

II. Les Ordonnances & les Réglemens réservent aux Juges d'Eglise les causes matrimoniales... *infra*... Voyez Officiaux, §. III.

III. En l'An. de 1585, dans la conférence avec Mrs. de Conseil, M. l'Archevêque de Vienne fait observer trois défauts dans l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois : l'un en tant que par ce mot

valablement, le Roi sembloit vouloir connoître de *fidere matrimonii* ; ce qui n'appartient qu'au Juge d'Eglise : le second, en ce qu'il ôte aux Evêques la faculté de dispenser de trois bans, dont l'omission ne rend pas le mariage nul, & dont la dispense est quelquefois nécessaire : le troisième, parce qu'au lieu du Curé ou du Vicaire, ou autre Prêtre commis de l'Evêque, ainsi qu'il est porté par le Concile comme une forme essentielle, il y met quatre témoins. T. I, p. 322, 323.

L'Assemb. de 1605-1606 demande, dans l'art. 27 de son Cahier, que le Règlement du Concile de Trente sur les mariages, soit observé. Sa Majesté, dans sa réponse, veut se entendre, que les causes concernant les mariages, soient à la connoissance des Juges d'Eglise, à la charge qu'ils seront tenus de garder l'Ordonnance de Blois, même en l'art. 40. T. I, p. 723, 726.

L'Assemb. de 1615 fait représenter à M. le Chancelier combien la Jurisdiction Ecclésiastique étoit offensée, es procédures faites au Conseil & aux Parlements de Paris & de Rouen, sur la question de mariage d'entre M. de Bassompierre & Mademoiselle d'Entragues, au préjudice de l'instance pendante sur le même sujet, devant les Juges délégués de Sa Sainteté. La même Assemb. se plaint aussi à M. le Chancelier, de ce qu'il avoit scellé des Lettres attributives de Jurisdiction sur la validité ou invalidité dudit mariage, & pour ce, le prie d'expédier d'autres Lettres qui lui seront présentées. T. II, p. 284.

Le Parlement de Rennes rend deux Arrêts : l'un du mois d'Octobre 1624, par lequel est enjoint au Curé de Saint-Germain de la Ville de Rennes, par emprisonnement de sa personne, de marier certaines personnes ; ledit Arrêt exécuté par rapport à l'emprisonnement : l'autre du 2 Juin 1625, par lequel il est enjoint au même Curé, avant de procéder au Jugement du procès principal, d'en marier d'autres. L'Ass. de 1625 en fait plainte expresse au Roi dans son Cahier. T. II, p. 485, 490, 494.

Le Roi Louis XIII, par son Ordonnance de 1619, art. 39, veut que l'Ordonnance de Blois touchant les mariages clandestins, soit exactement observée ; & y ajoutant, ordonne que tous mariages contractés contre la teneur de ladite Ordonnance, soient déclarés *non valablement contractés*. Le

même article porte, que les Juges Ecclésiastiques seront tenus de juger les causes desdits mariages, conformément à cet article.

Deux objets de remontrances du Clergé, par rapport audit article. 1°. Pour qu'on explique les mots de *valablement ou non valablement contractés*, insérés en l'article de l'Ordonnance de Blois, relativement au contrat civil du mariage, & non au contrat spirituel: 2°. pour qu'on n'oblige pas les Juges Ecclésiastiques à juger les mariages conformément aux Ordonnances & à cet article; mais conformément aux saints Décrets, la seule règle de leurs Jugemens.

La réponse de Mrs. les Commissaires du Roi, sur ces deux objets de Remontrances, est conçue en ces termes. *La Remontrance du Clergé pour la première difficulté, a été arrêtée par l'explication des mots de valablement ou non valablement contractés, qui ne peut être aucunement prise que par rapport au contrat civil par des Juges Laïques; & pour la dernière, elle a été trouvée juste.* Recueil, p. 1378, 1379.

1645.

En l'Ass. de 1645 autres plaintes contre les entreprises des Parlements, en ce qu'ils veulent connoître de la validité des mariages, dont il est dit, qu'il y avoit alors une cause de cette nature prête à juger au Parlement de Paris, sur un appel comme d'abus de l'Official interjeté par Demoiselle d'Alier, laquelle ayant été mariée trois diverses fois, prétendoit faire déclarer nul son premier mariage contracté avec le sieur de la Lande. L'Ass. arrête d'entrer sur ce point en conférence avec M. le Premier-Président, pour tâcher de faire renvoyer cette cause devant ledit Official, & de convenir de quelques moyens qui serviroient pour régler à l'avenir les deux Jurisdictions. T. III, p. 263.

En la même Ass. de 1645, le Clergé réclame & prend des moyens contre l'Arrêt célèbre, rendu au Parlement de Paris, au sujet du mariage du sieur Couturier & de la Demoiselle Dantail. Voyez Vœux, §. II, n°. III.

1655.

Un Procès sur opposition à un mariage étoit pendant en l'Officialité d'Angers: les Parties abandonnant le Tribunal Ecclésiastique, se pourvoient pardevant le Juge ordinaire de la Ville, lequel ordonne qu'en cas que le Curé refuse de continuer la publication des Bans, elle sera faite par un

Sergeant Royal à l'issue de la Messe de Paroisse; ce qui s'exécute: ensuite les Parties déclarent au Curé, en présence de témoins, qu'ils se prennent pour mari & femme, & en prennent acte pardevant Notaire. Le Syndic du Diocèse d'Angers se pourvoit au Conseil, pour y demander cassation de ladite Sentence, & le renvoi devant l'Official, pour faire droit sur l'opposition. Il supplie l'Assemblée de 1655 de lui accorder la jonction des Agents; elle lui est accordée. T. IV, p. 303.

M. l'Evêque d'Angers demande la protection de l'Ass. de 1660, contre les Juges du Présidial de Château-Gontier, lesquels avoient retenu la connoissance d'un contrat de mariage, au préjudice de son Official, avoient ordonné au Curé de publier les bans, & depuis, par une entreprise encore plus étrange, avoient ordonné que les Parties se pourvoiroient pardevant le premier Prêtre, auquel ils faisoient injonction de les épouser. Sur la demande de l'Ass., Arrêt intervient au Conseil, qui porte seulement défenses aux Juges de passer outre au Jugement qu'ils avoient rendu, & renvoi du fond de l'affaire au Parlement. La Compagnie observe, que cet Arrêt ne donnoit aucune satisfaction à l'Evêque d'Angers, laquelle il avoit d'autant plus espérée, qu'ayant eu une même affaire contre le Juge d'Angers, il auroit obtenu Arrêt portant cassation des Sentences dudit Juge; ce qui étant remontré à M. le Chancelier, ce Magistrat promet qu'au premier Conseil, il donneroit satisfaction à la Compagnie. T. IV, p. 677.

Le sieur Nerboniere demande à l'Ass. de 1665, l'intervention des Agents en une affaire qu'il avoit au Conseil, où il s'agissoit de son renvoi à l'Official de Poitiers, pour une cause de mariage jugée au Parlement de Paris, par attentat contre la Jurisdiction Ecclésiastique. Une veuve prétendoit avoir contracté mariage avec lui, en vertu d'un faux certificat d'un Prêtre, sien domestique, sans dispense, publication de Bans, témoins, registre, ni autres formes. Le Parlement de Paris, par Arrêt du 30 Avril 1660, le condamne à reconnoître ladite veuve pour sa femme. L'Ass. lui accorde l'intervention des Agents, pour la cassation de l'Arrêt, & son renvoi devant l'Official. T. IV, p. 965, 966.

L'Ass. de 1675 fait des réflexions

particulières sur les un simple acte au C sans son consentement déclarent qu'ils se p & femme. M. l'Evêq part des réflexions q ce sujet, & l'Assemb veller auprès du Ro l'Ass. dernière lui a supplier de remédie adresse une Lettre c ques, pour les exho Ordonnance Synoda munication contre aliteront à de pare dresse une formule nance, & de l'Arrê pour l'autoriser. T.

L'article onze du de 1680 est sur cet o propose à Sa Majesté empêché les déford riages. T. V, P. J. p.

L'Ass. de 1705, ar sur la Jurisdiction, c défendu aux Cours qu'elles estimèrent q vent se marier, de le mier Prêtre, ni à a Curé, ou au Supéri Réponse. Les Agents moire sur cet article, munication qui en fero Président & au Proc ère pourvu. Recueil

Même demande d hier de l'Ass. de risdiction. Réponse, quelque cas où les Ju pouvoir, le Roi y me p. 1534.

Même demande Cabier de l'Ass. de Le Parlement d'Aix tombé dans cet abus. par un ordre particu pagne. Recueil, p.

La même Ass. Cahier, supplie S. N Cours de Parlement de prononcer en au quelque prétexte q Mariages, par les t mont à abusivement d Le pouvoir des Juges des Mariages, dan civil, qui est la ma il a toujours été d'usa pel comme d'abus, d ge mal, nullement c uacités. Si quelques P

particulieres sur les Mariages faits par un simple acte au Curé, par lequel, sans son consentement, les Parties lui déclarent qu'ils se prennent pour mari & femme. M. l'Evêque de Noyon y fait part des réflexions qu'il avoit faites sur ce sujet, & l'Assemb. résout de renouveler auprès du Roi les instances que l'Ass. dernière lui avoit faites pour le supplier de remédier à ces abus : elle adresse une Lettre circulaire aux Evêques, pour les exhorter de rendre une Ordonnance Synodale, portant excommunication contre les personnes qui assisteront à de pareils Mariages : elle dresse une formule de ladite Ordonnance, & de l'Arrêt qu'on demandera pour l'autoriser. T. V, p. 247 & suiv.

L'article onze du Cahier de l'Ass. de 1680 est sur cet objet. Le Clergé y propose à Sa Majesté, six moyens pour empêcher les défordres de pareils Mariages. T. V, P. J. p. 181, 182.

L'Ass. de 1705, art. 6 de son Cahier sur la Jurisdiction, demande qu'il soit défendu aux Cours supérieures, lorsqu'elles estimeront que des Parties doivent se marier, de les renvoyer au premier Prêtre, ni à autre qu'au propre Curé, ou au Supérieur Ecclésiastique. Réponse. *Les Agents donneront leur Mémoire sur cet article, pour sur la communication qui en sera faite au Premier-Président & au Procureur-Général, y être pourvu.* Recueil, p. 1499.

Même demande dans l'art. 7 du Cahier de l'Assemb. de 1715 sur la Jurisdiction. Réponse. *S'il se présente quelques cas où les Juges abusent de leur pouvoir, le Roi y mettra ordre.* Recueil, p. 1534.

Même demande dans l'art. 12 du Cahier de l'Assemb. de 1723. Réponse. *Le Parlement d'Aix est le seul qui soit tombé dans ces abus. S. M. y pourvoira par un ordre particulier à cette Compagnie.* Recueil, p. 1556.

La même Assemblée, art. onze du Cahier, supplie S. M. de défendre aux Cours de Parlement & autres Cours, de prononcer en aucuns cas, & sous quelque prétexte que ce soit, sur les Mariages, par les termes de mal, nullement & abusivement célébrés... Réponse. *Le pouvoir des Juges Laïques sur le fait des Mariages, étant borné au contrat civil, qui est la matière du Sacrement, il a toujours été d'usage dans le cas d'appel comme d'abus, de déclarer le mariage nul, nullement & abusivement contracté. Si quelques Parlements en ont usé*

autrement, S. M. s'en fera informer pour y pourvoir. Recueil, p. 1555, 1556.

L'Assemb. de 1725, art. 15 de son Cahier, supplie S. M. d'ordonner, que, conformément aux Edits & Déclarations, la connoissance des causes de Mariage appartiennent aux Juges d'Eglise; qu'eux seuls soient en droit de prononcer sur leur validité, ou nullité, sauf, s'il y a abus dans leurs Jugements, de se pourvoir aux Cours de Parlements. Réponse. *L'intention du Roi est, que l'art. 34 de l'Edit de 1695, soit exécuté, & qu'en conséquence la connoissance des causes concernant les Sacrements, appartienne privativement aux Juges d'Eglise.* Recueil, p. 1605.

Par l'art. 16 du Cahier, la même Assemblée supplie S. M., qu'attendu que le Parlement d'Aix n'a point changé sa Jurisprudence, & qu'elle est suivie dans d'autres Parlements, elle veuille bien s'expliquer sur cela. Réponse. *S. M. trouve bon que les Arrêts qui ont pu être rendus pour autoriser un semblable abus, lui soient rapportés, pour, sur l'examen qui en sera fait dans son Conseil, y être pourvu.* Recueil, p. 1605, 1606.

En 1727, la Demoiselle de Lorme, âgée de 16 ans, porte plainte en l'Officialité de Paris, de ce que son beau-pere & sa mere l'avoient obligée, par violence & par crainte, à épouser le sieur Rapalli, Trésorier de France : par sa Requête, elle articuloit les faits d'artifices, de menaces & de violence dont on s'étoit servi pour l'obliger à signer, tant le contrat de mariage, que l'acte de célébration en la Paroisse de Saint-Eustache. Intervient en l'Officialité, le 6 Sept. 1727, une Sentence définitive, qui déboute la Demoiselle de Lorme purement & simplement de sa demande en nullité : elle en appelle à la Primatie de Lyon, où intervient, le 23 Juin 1728, une Sentence qui infirme celle de l'Official de Paris : avant de faire droit sur les appellations, permet à la Demoiselle de Lorme de faire preuve des faits par elle articulés, par-devant le sieur Abbé Anisson, Vicaire-Général de l'Archevêq. de Lyon, qui étoit à Paris, sauf au sieur Rapalli de faire preuve du contraire. La Sentence porte, que tout sera exécuté, nonobstant opposition ou appellation quelconque, attendu qu'il s'agit de pure instruction.

Le sieur Rapalli ayant appelé de cette Sentence au Parlement de Paris, cette Cour ordonne, qu'il sera sursis à

1715.

1730.

l'enquête qui devoit être faite en exécution de la Sentence de Lyon, renvoie les Parties à l'audience après la Saint-Martin, par Arrêt du 5 Août 1718 : elle rend un autre Arrêt par défaut, qui déclare y avoir abus dans la Sentence de l'Officialité de Lyon.

Ces deux derniers Arrêts, dit M. l'Abbé de Briffac, dans son Rapport fait à l'Ass. de 1730, donnent évidemment atteinte à la Jurisdiction ecclésiastique. Le Parlement a donné ces deux Arrêts sur le fondement de deux prétendues maximes ; savoir, 1°. que les Juges Royaux étoient seuls en droit de connoître de l'état des Sujets du Roi ; 2°. qu'ils doivent aussi connoître seuls de la force & de la violence qu'une des Parties contractantes allègue. Si ces deux maximes étoient fondées, il en résulteroit, que dans toutes les causes où il s'agiroit de la nullité d'un mariage, ou de celle de vœux de Religion, sur le fondement de quelque fait de force, &c., la connoissance ne seroit plus de la compétence des Officiaux, sous prétexte qu'il s'agit de l'état des personnes & d'un contrat civil : mais cette conséquence est si contraire à l'usage constamment observé à cet égard, qu'on ne peut pas douter que les maximes qui y ont donné lieu, ne soient entièrement contraires aux droits de la Jurisdiction ecclésiastique.

Sur ce rapport, l'Assemb. de 1730 charge Mrs. les Agents d'appuyer de leurs soins & de leurs sollicitations le succès de l'affaire, lorsque la Requête en cassation des deux Arrêts aura été présentée. T. VII, p. 1113 & suiv.

L'Assemb. de 1730, art. 6. de son Cahier, demande à S. M. d'ordonner, que, lorsqu'il sera contracté des Mariages en vertu des Arrêts du Parlement, ils ne pourront être célébrés que par les propres Curés des Parties, auxquels elles seront renvoyées, ou par un Prêtre commis par l'Ordinaire, suivant l'exigence des cas ; lesquels Mariages ne seront célébrés entre les Parties, qu'après les trois publications de Bans, & dans les temps non prohibés, si ce n'est avec la dispense de l'Ordinaire. Réponse. *Le Roi y pourvoira incessamment : par une nouvelle Déclaration, pour réformer l'abus qui s'est introduit dans quelques-uns de ses Parlements.* Recueil, p. 1681, 1682.

1735.

L'Assemb. de 1735, art. 7 de son Cahier, se plaint de ce que quelques Parlements ordonnent, en certains cas, la

célébration des Mariages, sans publication de Bans, sans dispense de parenté, ou de temps prohibé, & sans la présence du propre Curé : elle supplie Sa Majesté, qu'il soit défendu, par une Loi générale, de célébrer dans aucun cas, des mariages dans cette forme. Réponse. *S. M. se fera rendre compte des usages des Parlements, qui peuvent avoir donné lieu à cette demande du Clergé, pour y pourvoir, soit en envoyant à ces Parlements la Déclaration du 22 Novembre 1730, ou par une Loi nouvelle.* Recueil, p. 1693, 1694.

Dans le Cahier de 1740, art. 3, même demande. Réponse. *Le Roi se portera très-volontiers à faire adresser la Déclaration du 22 Novembre 1730, aux Parlements où elle n'a pas encore été enregistrée.* T. VII, P. J. p. 414.

L'Assemb. de 1735, art. 7 du Cahier, renouvelle la même demande touchant l'envoi de la Déclaration de 1730 dans les autres Parlements. S. M. répond avoir eu égard aux représentations anciennes du Clergé, en expliquant ses intentions par deux Déclarations adressées, l'une au Parlement de Bretagne, l'autre au Parlement de Provence, où l'abus dont on se plaint, s'étoit glissé. S. M. fera examiner s'il est nécessaire d'envoyer une semblable Déclaration aux autres Parlements. T. VII, P. Just. p. 468, 469.

L'Assemb. de 1755, art. 12 du Cahier sur la Jurisdiction, supplie S. M. de donner une Déclaration par laquelle il soit ordonné :

1°. Que toute opposition de personnes tierces, signifiée avant la publication des Bans, & à l'effet de l'empêcher, sera nulle & de nul effet, avec défenses aux Curés d'y avoir égard, & de refuser à ce titre la publication des Bans, quand elle sera demandée par les Parties.

2°. Que les tierces oppositions qui seront signifiées ensuite d'une première publication, ne doivent, ni ne peuvent empêcher les Curés de continuer les annonces, quand ils en seront requis, sans préjudice néanmoins de ladite opposition, & sans que les Curés puissent délivrer aucun certificat, ni passer outre à la publication du mariage, avant que la Sentence définitive qui auroit débouté la Partie opposante, ou son déistement volontaire, aient été juridiquement notifiés aux Curés.

3°. Que toute opposition de personne tierce aux Mariages, ne pourra

être signifiée désormais, sous peines libellées, portant domicile & constitution dans la Paroisse, ou au sort de la même Jurisdiction à comparoître officiel, à jour certain, pourra être plus éloignée, sans franchise ; permis Parties contractantes de déclarer nuls tous expéditions, qui ne seront revêtues d'en signifier de tels, avoir égard, & de refuser sous cette couleur, la tiale, quand elle leur par les Parties contractantes.

4°. Déclarer nulles oppositions qui seront faites le temps de la célébration, lorsqu'elle aura été précédée de trois publications, & sans empêchement connu. Huissiers d'en signifier aux Curés d'y déférer.

5°. Déclarer que l'abus, qui pourroit résulter des Sentences rendues sur les oppositions formées tierces, ne doivent avoir effet suspensif, que lesdites exécutions suivant leur forme, & le Mariage célébré par les Parties ; nonobstant & sans y préjudicier, ne pouvant concerner les intérêts civils des Parties.

Réponse. *Le Roi n'a rien de la matière : il le fera examiner, pour réprimer, & les abus qui ont lieu dans les mariages qui se forment aux M.* P. Just. p. 206 & suiv.

Mêmes demandes. 1760, art. 14 du Cahier. *Même réponse.* P. 307, 308.

L'article 11 du même Ass. de 1765, les renvoie. Je ne puis que maintenir les Ordonnances sur les mariages, & le sage milieu qu'entre une gêne excessive & dangereuse. T. VIII, 491.

être signifiée désormais, que par exploits libellés, portant élection de domicile & constitution de Procureur dans la Paroisse, ou autre lieu du ressort de la même Jurisdiction, avec assignation à comparoître devant l'Officiel, à jour certain, dont le terme ne pourra être plus éloigné, que de la huitaine franche; permis néanmoins aux Parties contractantes de l'anticiper: déclarer nuls tous exploits en opposition, qui ne seront revêtus des formalités susdites: défenses aux Huissiers d'en signifier de tels, & aux Curés d'y avoir égard, & de refuser ou retarder, sous cette couleur, la bénédiction nuptiale, quand elle leur sera demandée par les Parties contractantes.

4°. Déclarer nulles & de nul effet les oppositions qui seront signifiées dans le temps de la célébration du Mariage, lorsqu'elle aura été précédée de trois publications, sans dispense, ni empêchement connu; défenses aux Huissiers d'en signifier de pareilles, & aux Curés d'y déférer.

5°. Déclarer que les appels comme d'abus, qui pourroient être interjetés des Sentences rendues par les Officiaux, sur les oppositions formées par personnes tierces, ne doivent, ni ne peuvent avoir effet suspensif; en conséquence, que lesdites Sentences seront exécutées suivant leur forme & teneur, & le Mariage célébré à la requisition des Parties; nonobstant lesdits appels, & sans y préjudicier, en ce qui pourroit concerner les frais, dommages & intérêts civils des Parties.

Réponse. Le Roi connoît l'importance de la matière traitée dans cet article: il le fera examiner en son Conseil, pour réprimer, s'il est possible, tous les abus qui ont lieu dans les oppositions qui se forment aux Mariages. T. VIII, P. Just. p. 206 & suiv.

Mêmes demandes de l'Assemblée de 1760, art. 14 du Cahier de la Jurisdiction. *Même réponse.* T. VIII, P. Just. p. 307, 308.

L'article 11 du même Cahier, dans l'Ass. de 1765, les renouvelle. Réponse. Je ne puis que maintenir les anciennes Ordonnances sur les Mariages, & garder le sage milieu qu'elles ont prescrit entre une gêne excessive & une liberté dangereuse. T. VIII, P. Just. p. 490, 491.

§. II. Entreprises des Réguliers sur la Jurisdiction Episcopale, à l'égard du Mariage.

I. M. l'Evêque de Bayeux demande à l'Ass. de 1705 son avis & sa protection sur l'entreprise du Prieur de S. Etienne de Caen, qui avoit accordé des dispenses du troisieme au quatrieme degré de consanguinité. L'Ass. estime, que le Prélat ne peut se dispenser de se pourvoir par les voies de droit, & lui accorde toute protection. T. VI, p. 851.

II. Autres entreprises des Réguliers touchant l'administration du Sacrement de Mariage. *Voyez* Sacrements, §. II.

§. III. Mariages des gens de mer. Pensions des gens mariés sur Bénéfices. Mariages des pauvres filles. Aumônes pour dispenses de Mariage.

I. Sur le Mariage des gens de mer. *Voyez* Aumôniers de Vaisseaux.

II. Un homme marié peut-il conserver une pension sur un Bénéfice? *Voyez* Pensions, §. I.

III. Le Clergé s'est souvent plaint des pensions sur Bénéfices, accordées à des Laïques. *Ibid.*

IV. L'Ass. de 1755, art. 2 du Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner que les sommes qui seront données, soit en rentes, soit en fonds de terre, pour le produit en être employé au Mariage de pauvres filles, ne seront sujettes à aucun droit de l'amortissement. Preuve de l'article. *Refusé.* T. VIII, P. Just. p. 209, 210.

V. Le Parlem. d'Aix ordonnoit des aumônes pour les dispenses de Mariage obtenues en Cour de Rome, même *in forma pauperum*. Le Clergé s'en plaint. *Voyez* Aumônes, §. I, n°. XXIV.

§. IV. Mariages des Rois & des Princes de la Famille Royale.

I. Louis XIII consulta l'Ass. Génér. de 1635 sur cette question, si les Mariages des Princes du Sang qui peuvent prétendre à la succession de la Couronne, & particulièrement de ceux qui sont les plus proches & présomptifs héritiers, peuvent être valables & légitimes? S'ils sont faits non-seulement sans le consentement de celui qui possède la Couronne, mais en outre contre sa volonté?

L'Assemb. après avoir pris l'avis de la Faculté de Théologie & des Communautés Religieuses de Paris, conclut, d'un commun avis, que les Coutumes des Etats peuvent faire que les Mariages soient nuls, & non valablement contractés, quand elles sont raisonnables, affirmées par une prescription légitime, & autorisées de l'Eglise; que la Coutume de France ne permet pas que les Princes du Sang, & surtout les plus proches & qui sont présomptifs héritiers de la Couronne, se marient sans le consentement du Roi, beaucoup moins contre sa volonté; que tels Mariages sont nuls & illégitimes. La délibération est signée par tous les Députés de l'Assemblée. L'acte est envoyé au Roi & au Cardinal de Richelieu. L'Evêque de Montpellier, qui avoit été chargé du Rapport des Commissaires députés, est envoyé à Rome, pour porter & soutenir l'avis de l'Assemblée. T. II, p. 663 & suiv.

Le discours de M. de Montpellier sur les Mariages des Princes du Sang, prononcé en l'Ass., & l'avis des Docteurs & Communautés Religieuses, sont rapportés, T. II, p. J. p. 157 & f.

Au sujet de l'avis demandé à l'Ass. de 1635 touchant le Mariage des Princes du Sang, les Mémoires de Montchal attribuent à l'Archev. de Toulouse, d'avoir été d'un avis contraire à celui de la Compagnie. Il est certain qu'Urbain VIII refusa de confirmer la décision du Clergé: il dit, qu'il ne pouvoit regarder invalide un Mariage contracté avec toutes les conditions prescrites par le Concile de Trente; & que s'il étoit contraire aux Coutumes de France, on pouvoit le déclarer nul quant aux effets civils, mais non quant au Sacrement. T. II, p. 857, à la note.

Le Journal de Saint-Josse rapporte plusieurs exemples qui confirment l'opinion de l'Ass. T. II, p. 857.

II. Mariage du Roi Henri IV avec la Princesse de Florence, Marie de Médicis. Magnificence du Roi en cette occasion. Décime accordée par l'Ass. de 1600. T. I, p. 669 & suiv.

III. Mariage du Roi Louis XIII avec la Princesse d'Espagne, demandé par les Etats de 1614. T. II, p. 141.

IV. Mariage du Roi Louis XIV, pour lequel M. d'Aligre, l'un des Commissaires du Roi, demande un Don. T. IV, p. 539.

V. Mariage de Louis XV. Le Maître des Cérémonies, en l'absence du G.

Maître, invite l'Assemblée de 1715, de la part du Roi, à assister par Députés à la cérémonie du Mariage de Sa Majesté à Fontainebleau. Huit Députés, tant du premier que du second Ordre, avec les deux Agents nommés à cet effet: ils assistent à la célébration du Mariage: cérémonial observé à leur égard. Peu de jours après, la Compagnie va en Corps à Fontainebleau rendre ses respects au Roi & à la Reine à l'occasion de leur Mariage: M. l'Evêq. de Luçon porte la parole au Roi, & M. l'Evêque d'Angers à la Reine. La Compagnie, après avoir été reçue avec les honneurs accoutumés, est traitée à dîner par ordre du Roi. Harangues. T. VII, p. 538 jusqu'à 548.

L'Assemb. est invitée aussi de la part du Roi, par le G. Maître des Cérémonies, au *Te Deum* chanté à Notre-Dame, pour le Mariage de Sa Majesté. L'invitation est accompagnée, suivant l'usage, d'une Lettre de S. M. Ordre & cérémonial ordinaire observé dans cette cérémonie. T. VII, p. 548, 549, 550.

VI. Au Mariage de M. le Dauphin, le Roi Louis XV envoie des médailles du Mariage à tous les Députés de l'Assemb. de 1747. *Le Procès-verbal n'en fait pas mention.*

VII. Tous les Membres de l'Assemb. de 1770, en ont reçu de même au Mariage de M. le Dauphin, aujourd'hui Louis XVI. T. VIII, p. 1915.

MARSEILLE.

I. En l'Ass. de 1625, M. l'Evêq. de Marseille se plaint au sujet de la prétention de l'Abbé & des Religieux de Saint-Victor de Marseille, de pouvoir faire faire toutes les fonctions épiscopales dans toute l'étendue de leur territoire. Règlement de l'Ass. contre cette prétention & autres semblables. T. II, p. 511 & suiv.

II. Dans le Rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1660, il est dit, que l'Ev. de Marseille s'étoit plaint des Consuls de la Ville, prétendant que toutes les fois qu'ils vont à la grande Eglise pour assister au Service divin, ou à quelque autre cérémonie, une dignité du Chapitre doit aller à la porte pour leur donner de l'eau-bénite; ce qui leur ayant été refusé au jour indiqué pour le *Te Deum*, ils auroient été le faire chanter dans une autre Eglise. Le Roi leur fit écrire que son intention étoit, qu'ils fissent réparation au Prélat, & qu'ils n'entreprissent

n'entreprissent plus
T. IV, p. 525, 526

III. Deux Arrêts de Toulouse, l'un d'Aix, qui prononcent des vœux de deux évêques de Marseille, ces du Juge d'Eglise de Marseille se plaint de 1665 & à cel
Vœux, §. II, n°. I

IV. En l'Ass. de 1715, que le Diocèse feroit un préjudice aux départements de
les Dons-gratuits: porté sa plainte à les en 1660, & qu'un Règlement entradit Diocèse, qui département fait d
Règlement n'ayant présente Assemb. de Marseille fait le Coadjuteur d'A
traire au nom de p. 275.

V. Le Diocèse, la peste dont il avoit recours à l'Assemb. remise de ses décimes refusée; mais un l'Ass. Voyez Spoliations

MARTHE. [M]

Voyez Gallia.

MATRICES

Sur les matrices caractères Arabes, Persans, Arméniens le Clergé. Voyez l'Ass. §. II, n°. IV.

MAUBEUGE

Voyez Aides.

MAXIM

Voyez Aix.

MAZARIN.

Le Parlement Arrêts les 7 & 9 1651 & le 29 Déc. par lesquels il étoit Mazarin, de & parce qu'il ne promptement au est mise à prix. Royaume, écrit pour les prier d'
Table de la Col

n'entreprissent plus semblable chose. T. IV, p. 315, 326.

III. Deux Arrêts, l'un du Parlement de Toulouse, l'autre du Parlement d'Aix, qui prononcèrent sur la validité des vœux de deux Religieuses du Diocèse de Marseille, & cassèrent les Sentences du Juge d'Eglise. M. l'Evêque de Marseille se plaint de ces Arrêts, à l'Ass. de 1665 & à celle de 1670. *Voyez* Vœux, §. II, n°. III.

IV. En l'Ass. de 1675, il est remontré, que le Diocèse de Marseille souffroit un préjudice considérable par les départements de 1641 & 1646, pour les Dons-gratuits; qu'il en avoit déjà porté sa plainte à l'Ass. Provinc. d'Arles en 1660, & qu'il étoit intervenu un Règlement entr'eux, au soulagement dudit Diocèse, qui a été exécuté dans le département fait en l'Ass. de 1660. Ce Règlement n'ayant pas été suivi en la présente Ass. de 1675, le Diocèse de Marseille fait sa protestation; M. le Coadjuteur d'Arles proteste au contraire au nom de sa Province. T. V, p. 275.

V. Le Diocèse, en conséquence de la peste dont il avoit été affligé en 1720, a recours à l'Ass. de 1725, pour la remise de ses décimes: la demande est refusée; mais un Don lui est accordé. *Voyez* Spoliations, n°. I, an. 1725.

MARTHE. [MRS. DE SAINTE-]

Voyez Gallia.

MATRICES ET POINÇONS.

Sur les matrices & poinçons des caractères Arabes, Turcs, Syriaques, Persans, Arméniens, &c., achetés par le Clergé. *Voyez* Livres & Impressions, §. II, n°. IV.

MAUBEUGE. [DROIT DE]

Voyez Aides.

MAXIMIN. [SAINT]

Voyez Aix.

MAZARIN. [CARDINAL DE]

Le Parlement de Paris rend trois Arrêts les 7 & 9 Février, le 11 Mars 1651 & le 29 Décembre même année, par lesquels il étoit enjoint au Cardinal Mazarin, de sortir du Royaume; & parce qu'il ne satisfaisoit pas assez promptement auxdits Arrêts, sa tête est mise à prix. Le Cardinal sorti du Royaume, écrit aux Agents du Clergé pour les prier d'assembler les Prélats,

Table de la Coll. des P. V.

& de leur représenter l'injure que l'Eglise recevoit en sa personne. Sur l'avis des Agents, Mrs. les Evêques s'assemblent dans la salle des Archives du Clergé, & d'un consentement unanime, concluent de faire de très-fortes Remontrances au Roi, contre l'Arrêt du Parlement de Paris, qui avoit mis la tête du Cardinal à prix, & de supplier Sa Majesté de donner une Déclaration pour mettre à couvert de la Justice séculière la personne des Evêques. M. l'Archev. de Rouen est prié de porter la parole avec les Evêques de Valence & de Die: les Evêques qui étoient à la suite de la Cour à Tours, sont priés aussi d'assister à ces Remontrances. T. IV, p. 304, 305. P. Just. p. 1, 2.

On peut joindre aux Arrêts du Parlement, les Déclarations du Roi données le 4 Avril & Déc. 1651, extorquées pendant les troubles. *Ibid.*

En l'Ass. de 1655, délibération sur les Remontrances, arrête, que les députés verront M. le Cardinal Mazarin, pour lui faire entendre que les Immunités de l'Eglise ayant été extrêmement blessées par les Arrêts & Déclarations qui avoient été données contre sa personne, l'Ass. supplie Son Eminence d'employer son crédit, pour obtenir du Roi les ordres nécessaires, afin de tirer des registres du Parlement tous lesdits Arrêts & Déclarations, ou bien d'obtenir d'autres Arrêts & Déclarations qui puissent les réparer; qu'ils feront aussi entendre à son Eminence les justes plaintes contre les Arrêts & Déclarations, & autres choses dont il est fait rapport en l'affaire du Cardinal de Retz.

La réponse du Cardinal Mazarin fut, que ses intérêts ayant été extrêmement réparés par la cassation des Arrêts & de toutes les Procédures qui avoient été faites contre sa personne, & par l'amnistie que S. M. avoit donnée, il ne lui restoit plus aucun grief; estimant aussi que l'Eglise devoit être satisfait par les mêmes raisons, & qu'il étoit mal-aisé que le Roi, après une absolue générale, voulût employer son autorité pour faire tirer aucune de ces pièces des registres. A l'égard de la commission contre le Cardinal de Retz, Son Eminence promit de faire rétablir les Immunités personnelles des Evêques, par une Déclaration confirmative d'icelles. Déclaration donnée depuis. T. IV, p. 304 jusq. 307. *Voyez* Evêques, §. X.



ne souffrir plus que d'autres sceaux que les leurs soient apposés, tant aux Jugements, qu'aux autres actes publics, émanés de leur Jurisdiction. T. IV, p. 679.

X. L'Assemblée de 1700, art. 17 du Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner que ceux à qui les Evêques ont donné des commissions pour postuler dans les Officialités, pourront le faire, sans que les Notaires Royaux Apostoliques puissent les empêcher. Répon.

nie d'un d'un Prêtre, auquel son Official avoit formé le procès, qui condamne le Prélat aux dépens, quoiqu'il y eût Partie civile en qualité. L'Ass. ordonne aux Agents de se joindre au Prélat pour faire casser l'Arrêt. T. II, p. 811, 812.

L'art. 5 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1680, porte, que l'Edit d'Octobre 1625 soit enregistré & exécuté, suivant lequel les Evêques ne peuvent être pris à partie, ni intimés sur les appellations comme d'abus in-

1623 PAMIER, §. II. PANTHEMONT. PAPE, §. I. 1624

Ville fût de l'ancien Domaine de son Evêché, un Commissaire, député pour le fait de franc-fief, dans le Comté de Foix, auroit fait unir au Domaine dud. Comté, la Seigneurie de Pamiers. Il fut conclu, que les Députés de Toulouse présenteroient Requête à S. M., au nom de l'Evêque; qu'alors l'Assemblée s'y joindroit, & qu'il seroit écrit à Mrs. les Députés qui sont en Cour.

sice simple, ou de biens de Communauté, devoient être imposés aux décimes les offices & Bénéfices autrefois annexés aux places canoniales, & réunis depuis à la Congrégation de France. Ladite contestation terminée par l'Ass. de 1775. Voyez Annexes, n°. VII.

PANTHEMONT.

Il s'étoit élevé une contestation --

1595

OFFICIAUX, §. IV & V.

1596

1680, porte, qu'il soit permis aux Evêques ou à leurs Officiaux, sur les plaintes qui leur seront faites, de commettre sur les lieux des personnes de la capacité & de la qualité requise, pour informer, interroger, récoiler & confronter les témoins; les Décrets & le Jugement toutefois à eux réservés. T. V, P. J. p. 181.

IV. L'Assemb. de 1641 pourfuit & obtient la révocation de deux Edits.

Le Roi veut bien maintenir les Evêques qui sont en possession de donner de ces commissions, mais sans qu'ils puissent en augmenter le nombre. Recueil, p. 1490.

XI. Sur d'autres objets relatifs à ce paragraphe. Voyez Procès des Clercs.

§. V. Privileges des Juges d'Eglise & autres Officiers des Officia-

rettre, auquel l'on Or-
né le procès, qui con-
aux dépens, quoiqu'il
vile en qualité. L'Ass.
gents de se joindre au
e casser l'Arrêt. T. II,

ahier de la Jurisdiction
80, porte, que l'Edit
soit enregistré & exé-
quel les Evêques ne
s à partie, ni intimés
ons comme d'abus in-

Seigneurs. T. VI, p. 860, 861. P. Just.
p. 370.

IV. Les Officiaux qui sont Chanoi-
nes sont-ils tenus présents? Voyez Cha-
noines privilégiés.

OFFICIERS DU CLERGÉ.

Sur les Officiers des décimes. Voyez
Offices, ci-dessus.

Autres Officiers du Clergé; savoir,
Avocats du Clergé, Garde des Archi-
ves, Imprimeur, Huissier, Buvetier &
Coursier. Voyez Avocats, Archives,

Basse-Navarre par lefd. Evêque & Cha-
pierre. Voyez Bayonne.

4°. En l'Ass. de 1690, le Clergé
d'Oléron se plaint d'une surtaxe de 93 l.
2 sols 10 den., qu'il a payés de trop
pendant plusieurs années. La plainte
est trouvée juste & fondée sur une dé-
libération de l'Ass. de 1690. En consé-
quence il est arrêté que le Receveur-
Général tiendra compte au Diocèse de
ladite somme qu'il a payée de trop pour
chacune année depuis 1690, & que le-
dit Receveur-Général mettra à l'avenir

1690.

PAPE, §. I. 1624

u de biens de Commu-
nt être imposés aux déci-
& Bénéfices autrefois an-
canoniales, & réunis
ongrégation de France.
tation terminée par l'Ass.
Annexes, n°. VII.

THEMONT.

vé une contestation --

1625

P A P E, §. I & II.

1626

Art. 3. *Doctrinam Facultatis esse,
quod subditi fidem & obedientiam Regi
Christianissimo ita debent, ut ab iis nullo
pretextu dispensari possint.*

Art. 4. *Doctrinam Facultatis esse,
non probare nec unquam probasse propo-
sitiones ullas Regis Christianissimi aucto-
ritati, aut Germanis Ecclesiis Gallicanis
Libertatibus, & receptis in Regno Cano-
nibus contrarias: verbi gratia quod sum-*

commencer cette Assemb., que par une
sincere protestation de conserver un
profond respect & une parfaite corres-
pondance avec le Saint-Siege: & après
le plus grand éloge du souverain Ponti-
fe, Ce respect, ajoute-t-il, ne doit point
nous faire relâcher de nos maximes.
Nos Prédécesseurs ont toujours parlé
aux saintes Peres, véritablement avec

roit

Table de la Coll. des P. V.

Yyyy

1596
maintenir les Evêques
ffion de donner de ces
sans qu'ils puissent
nombre. Recueil, p.

res objets relatifs à ce
ex Procès des Clercs.

s des Juges d'Eglise
fficiers des Officia-

1597 OFFICIERS. OFFRANDES. OLÉRON, §. I.

1598

terjettées de leurs Ordonnances, Juge-
ments & Sentences de leurs Juges Ec-
clesiastiques, mais bien leurs Promo-
teurs dans les causes où il n'y aura point
de Partie civile; & les Promoteurs
étant intimés, ils seront ouïs par eux
ou par leurs Avocats. T. V, P. Just. p.
181.

L'Ass. de 1685, art. 4 du Cahier de
la Jurisdiction, demande que nul Evê-
que ne puisse être mis à partie.

Imprimeur, Huissier, Buvetier, Cou-
rier.

OFFRANDES.

DANS plusieurs Diocèses, les Pa-
trons laïques des Cures attendoient
quatre mois pour y pourvoir, pendant
lequel temps ils prenoient pour eux les
offrandes. L'Assemb. de 1655, pour
remédier à cet abus, résolut de pour-
suivre un Arrêt du Conseil, pour

Général de Bordeaux. L'Ev. d'Oléron se plaint à l'Ass. de 1650, qui lui accorde toute assistance. T. III, p. 555, 556.

Autres affaires de l'Evêque d'Oléron contre l'Ordre de Malte, sur le droit de visite dans les Eglises de l'Ordre, & sur d'autres objets de la Jurisdiction. *Voyez* Malte, §. II.

1695.

3°. M. l'Evêque d'Oléron se plaint, à l'Assemb. de 1660, de ce que le Parlement de Pau vouloit l'obliger, en qualité de Conseiller-né, d'y prêter le

serment à genoux, quoique ses Prédecesseurs Evêques ne l'y eussent jamais prêté que debout. Le même Parlement avoit voulu en faire autant à l'Evêque de Lescar; mais il avoit obtenu un Arrêt au Conseil, qui ordonnoit au Parlement de recevoir son serment, lui étant debout. La Compagnie juge que l'Evêque d'Oléron doit demander un pareil Arrêt, & lui accorde là-dessus toute assistance. T. IV, p. 660.

Toute cette affaire est détaillée dans le Rapport d'Agence de 1695. T. VI, P. J. p. 82.

6°. L'Evêque d'Oléron voulant éviter à l'avenir des affaires semblables à celle du sieur de Bellepeyre, fut quelque temps sans nommer un Official. Le pays de Soule forme une instance au Parlement, pour avoir un Official; sur

1705.

1627

P A P E, §. II.

1628

aux objections : 1°. à celles tirées de l'ancien Testament; 2°. à celles du nouveau Testament. Examen des raisons sur lesquelles s'appuyoit Grégoire VII: il se fondeoit, 1°. sur les paroles de J. C., *Tu es Petrus*, &c., qu'il interprétoit mal : 2°. il emploie une prétendue Lettre de S. Grégoire-le-Grand, à la fin de laquelle ce saint Pape menace de déposition les Rois, &c.; mais on la croit

Commissaires. T. V, p. 500 jusqu'à 520.

La seconde partie du Rapport regarde l'infailibilité du Tribunal au Jugement duquel on est obligé de s'arrêter dans les affaires spirituelles, par lesquelles on entend, non-seulement les mystères & les vérités spéculatives, mais encore les regles communes du gouvernement des Fideles, touchant la morale & la discipline générale. Ce

1599

OLÉRON, §. I & II.

1600

en l'article de reprise annuellement ladite somme dans le compte des décimes. T. VI, p. 560, 561.

1695.

5°. Prémices appartenantes aux Fabriques, dans le Diocèse d'Oléron, imposées pour le Don-gratuit. Affaire proposée dans l'Ass. de 1695. *Voyez* Fabriques, §. III.

1723.

6°. Affaire de M. l'Evêque d'Oléron & de son Bureau diocésain, contre les Peres Barnabites de Lescar. Intérêt qu'y prend l'Assemb. de 1723. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

1740.

7°. Affaire des Evêques de Lescar & d'Oléron contre les Syndics de la De-

mander par le Receveur-Gén. comme

1695.

d'exa-
, 852,
lée dans
T. VI,
ant évi-
lables à
ur quel-
Official.
instance
Official;
sur

1705

11. Le Cahier de la Chambre Ecclé-
siastique aux Etats de Blois, en 1577,
porte, que, nonobstant les Edits faits
aux Etats d'Orléans, les Ordres sacrés
puissent se prendre à l'âge prescrit par
les Constitutions Canoniques; savoir,
l'Ordre de Sous-Diacre à 22 ans, de
Diacre à 23, de Prêtrise à 25. Recueil,
p. 999.

III. L'Ass. de 1705 a fait un Régle-
ment touchant l'attestation nécessaire
aux Clercs absents du lieu de leur ori-
gine, &c. *Table de la Coll. des P. V.*

Le Parlement de Bretagne rend un
Arrêt qui ordonne aux Vicaires-Gén.
de l'Evêque de Nantes, sous peine de
saisie de leur temporel, de délivrer un
Dimissoire à un Avocat, nommé Gros-
sin, qui avoit obtenu de Rome un *extrâ
tempora*; ledit Arrêt donné au préju-
dice de l'Ordonnance du Prélat, qui
prescrivait à tous les Ordinants de
passer six mois dans son Séminaire, &
qui limitoit même, sur ce point, le
pouvoir de ses Grands-Vicaires. Sur la
Aaaaa

1628
sq. 520.
port re-
al au Ju-
de s'arrê-
par les-
ment les
alatives,
unes du
uchant la
rale. Ce

1629

P A P E, §. II.

1630

*non autem civilium ac temporalium, à
Deo traditam potestatem... Reges ergo &
Principes in temporalibus nulli Ecclé-
siastica potestati Dei ordinatione subjeci,
neque auctoritate clavium Ecclesie di-
rectè vel indirectè deponi, aut illorum
subditos eximi à fide atque obedienciâ,
ac præstito fidelitatis Sacramento solvi
posse, eamque Sententiam publica tran-
quillitati necessariam. nec minùs Ecclé-*

L'art. 3. porte, qu'ou il y aura plu-
sieurs Professeurs, l'un d'eux soit chargé
d'enseigner tous les ans ladite Doctri-
ne, & ou il n'y auroit qu'un seul Pro-
fesseur, il sera obligé de l'enseigner l'un
des trois ans.

L'art. 4. enjoint aux Syndics des Fa-
cultés de Théologie de présenter tous
les ans aux Ordinaires, & d'envoyer
aux Procureurs Généraux les noms des

poursuivi une déclaration adressée au ordonné aux Agents d'en poursuivre
Yyyy

1600
Prédé-
mais
ment
vêque
au un
oit au
e, lui
e que
er un
dessus

1695

1601 ORANGE. ORATOIRE. ORDINATIONS, §. I. 1602

sur ces entrefaites, le pays de Soule est
uni au Parlem. de Pau, & l'Evêque ne
se croit plus obligé d'avoir un Official
Forain. Le pays de Soule prétend le
contraire : l'affaire demeure indéci-
sée, faute de poursuites de part & d'autre :
l'Official d'Oleron y exerce paisible-
ment sa Jurisdiction, comme dans le
reste du Diocèse, jusqu'au 13 Avril
1705, que ledit Official s'étant trans-
porté dans le pays de Soule pour in-
former, le pays refuse de le reconnoi-
tre : le peuple s'attroupe pour empê-
cher, avec violence, que l'Official con-
tinue sa procédure, il est obligé de se

gine, pour être promus aux Ordres.
Voyez Attestations, n°. III.

IV. En l'Ass. de 1655, M. l'Evêque
de Mâcon se plaint de ce que souvent
on donne des Dimissoires *ad omnes*,
sans limiter le temps, & même que
l'on s'en sert après le décès des Evêques
qui les ont donnés, & à l'insu de son
successeur. Sur quoi l'Assemblée, se
conformant aux Conciles de S. Charles
& à plusieurs Conciles Provinciaux de
France, prie Mrs. les Evêques de n'en
donner communément que pour un
seul Ordre, pour l'espace de quatre ou
six mois. & à condition d'observer la

I. IV, p. 692 & suiv.

Au mois d'Août 1692, M. l'Evêque de la Rochelle porta au Conseil une affaire, qui donna occasion d'examiner deux questions, touchant les refus de *visa* sur Provisions de Cour de Rome : l'une étoit, si un Evêque est obligé de rendre raison, dans un acte, du refus qu'il fait de donner les Ordres à un homme qui a pris en Cour de Rome des Provisions, *in formâ dignum*, d'un Bénéfice qui requiert la Prêtrise ; &

gratiosâ, il sera fait une Remontrance à Sa Sainteté, sur les Dimissoires trop fréquents que les Ecclesiastiques obtiennent à Rome, sur le refus de leur Evêque Diocésain. T. II, p. 736. P. J. p. 173. 174, 175.

En l'Assemb. de 1645, l'Evêque de Valence & de Die représenta, que, par Arrêt du Conseil-Privé, du 7 Juin 1641, rendu contre lui, en faveur de son Chapitre, il avoit été jugé que son Chapitre de Die pourroit donner des

1631

P A P E, §. II & III.

1632

de l'Edit & de l'Arrêt de vérification, dans les Commentaires de l'Université & des Facultés de Théologie & de Droit.

Les Procès-verbaux de ce qui s'est passé en ces trois transports des Députés de la Cour, & les trois enregistrements se trouvent, T. V, P. J. p. 256 Jusq. 266.

VII. M. l'Archevêque de Paris fait

Ils se fondent plus encore sur le Concile de Chalcédoine, où cette qualité fut donnée au Pape S. Léon. On leur répond, qu'on a toujours cru que cette qualité n'étoit que l'effet de l'imagination & de la vanité de Jean, Patriarche de Constantinople. On convient qu'au Concile de Chalcédoine, les Légats du S. Siege donnerent cette qualité au Pape ; qu'elle fut insérée dans

refus de satisfaire à toutes prétentions.

Prov. ne vouloit pas les faire jouir

1603

ORDINATIONS. ORDRES, §. II & III.

1604

demande de l'Ass. de 1660, à qui il en étoit fait plainte, le Conseil rend un Arrêt qui casse celui du Parlement. La Compagnie en ordonne l'impression. T. IV, p. 674 & suiv.

L'Evêque de Montpellier rend une Ordonnance, qu'aucun enfant ne sera admis à la Tonsure, avant l'âge de 14 ans. Un certain Laïque veut le contraindre, en vertu d'actes faits par des Notaires & des Huissiers, à sa personne, de donner la Tonsure à deux de ses enfants, qui n'avoient pas, à beaucoup près, cet âge, & prétendoit, sur le refus, le pourvoir en Cour de Rome, & obtenir un Bref pour les faire tonsurer.

l'autre, si, dans cette matière, il est permis au Pourvu d'appeler comme d'abus au Parlement, du refus de l'Evêque, & si le Parlement n'est pas obligé de renvoyer aux Supérieurs Ecclesiast., suivant les degrés de Jurisdiction.

Mrs. les Agents intervenus dans cette cause, expliquent, dans leur Rapport de l'Agence fait à l'Assemb. de 1695, le fait qui avoit donné lieu au procès : ils établissent en même-temps, par toutes sortes de preuves, les deux points dont il s'agit, en faveur de la liberté & de l'autorité des Evêques. Il n'y eut point de Jugement définitif au Conseil, parce que le Bureau en Cour de Rome, &

Diocèses, conformément au droit. T. IV, p. 295.
A l'occasion de l'affaire de l'Evêque de Montpellier & de la délibération de la même Assemblée de 1655, sur cette affaire, le Nonce répond aux Députés de l'Assemb., que le Pape avoit donné ordre exprès au Cardinal-Vicaire de ne jamais donner les Ordres à aucun François, sans les Dimissoires de son Evêque. *Suprà*, §. II.

M. l'Ev. d'Autun fait part à l'Ass. de 1660 de l'entreprise de deux Chanoines

Chapitres. Il fait voir que la plupart des privilèges ont été accordés pendant le schisme, & ont été révoqués par le Pape Martin V : trois sortes de privilèges, dont ceux qui sont contraires au droit d'Ordination, doivent être rejetés, comme ils l'ont été par le Concile d'Anse.

L'Evêque d'Autun ajoute plusieurs réflexions tendantes à aggraver la conduite & le procédé des deux Chanoines : il propose en même-temps les expédients pour réparer le mal & pres

Aaaaa 1

1633 *PAPE*, §. IV, V & VI. *PAPIER. PAPOUL*. [S.] 1634

§. IV. *Causés des François portées à Rome, comment jugées ?*

I. Le Pape ne peut citer les François à Rome, ni hors du Royaume, & notamment les Evêques. Il est obligé de donner des Commissaires *in partibus*. Cette maxime est établie dans l'Ass. de 1650, au sujet d'une citation ordonnée

prier de faire révoquer ladite imposition. T. III, p. 381.

Même représentation faite au Cardinal Mazarin par l'Assemb. de 1655. T. IV, p. 417.

PAPIER TERRIER.

Voyez Terrier.

PAPIER

Parties Receveurs du Dioc. de Poitiers, & pour savoir aussi en quoi consistent

1605 *ORDINATIONS. ORDRES*, §. III. 1606

Dimissoires aux Chanoines & Prébendiers de ladite Eglise, pour les Ordres sacrés, lesquels même avoient été conférés à quelques-uns, en conséquence desdits Dimissoires, par l'Ev. de Grenoble, nonobstant la prière au contraire. L'Assemblée fait écrire à M. de Grenoble, qui promet de ne plus ordonner sur de pareils Dimissoires. T. III, p. 361, 362.

On se plaint à l'Ass. de 1655, que plusieurs personnes obtenoient des Rescrits de Rome, en vertu desquels ils cherchoient à se faire tonsurer en d'autres Diocèses; qu'il n'y avoit rien de

de son Eglise, lesquels, ayant méprisé de se rendre dans le Séminaire, & se soumettre, pendant le temps requis, à la discipline qui y est établie, avoient tenté toutes sortes de voies, du côté de Rome, pendant l'espace de deux ans, pour obtenir des Lettres dimissoires *ad omnes*; ils n'avoient pu obtenir qu'un *extra tempora*, avec la clause de *licentiâ tamen Ordinarii*; cependant, sans se présenter à leur Evêque, & sans avoir aucun acte de refus, ils partent du Diocèse, vont à Besançon, où ils sont refusés; enfin, se rendent chez l'Evêque de Basle, qui les ordonne

son Diocèse, avoir ordonné que ceux qui seroient promus aux Ordres sacrés, ou qui seroient pourvus de Bénéfices ayant la cure des âmes, passeroient quelque temps dans son Séminaire. Deux Ecclésiastiques qui avoient obtenu des *extra tempora*, & dont l'un étoit pourvu d'un Prieuré-Cure *in formâ gratiosâ*, se présentent pour les Ordres. L'Evêque les oblige préalablement de suivre le Règlement du Dio-

de dire les raisons de son refus; que le Cardinal-Datario lui avoit écrit de la part de la Congrégation pour savoir ses motifs de refus; à quoi il n'auroit voulu répondre, d'autant qu'il n'y a rien en quoi les Evêques aient un pouvoir plus absolu que dans le fait des Ordinations.

L'Ass. jugeant l'objet de ces plaintes & de ces entreprises de la dernière importance, nomme des Commissaires pour aviser aux moyens de pourvoir à

1635 *PARÉATIS. PARÉAGE. PARIS, §. I.* 1636

gard de ladite sécularisation. T. IV, p. 375. *Lettre au Pape*, P. J. p. 135.

II. Affaire concernant la Jurisdiction de l'Evêque de Saint-Papoul contre l'Ordre de Malte. *Voyez* Malte, §. II.

PARÉATIS.

DANS la conférence tenue chez M. le Duc d'Orléans, entre les Députés de l'Assemb. de 1660 & Mrs. du Con-

férend entre cette nouvelle Province de Paris & celle de Sens. Il s'agissoit de savoir quel ordre devoit tenir à l'avenir l'une & l'autre de ces Provinces pour députer aux Assemb. Gén., y opiner, & créer les Agents. L'affaire mise en délibération & longuement concertée, l'Assemb. de 1625 ordonna, que les Provinces de Sens & de Paris procéderaient conjointement à déu-

cette étoit plus forte, & les traits pour le nouvel. Gen. du Clergé, pour l'Ass.

1607 *ORDINATIONS.* *ORDRES, §. III.* 1608

venir pareilles entreprises. Le tout murement examiné & considéré, l'Ass. résout & arrête d'écrire au Pape, pour lui demander justice de l'entreprise de l'Evêque de Balle, comme aussi au Cardinal-Datario, pour le supplier de refuser les expéditions de l'absolution, que lesdits Chanoines pourroient demander des censures par eux encourues; mais de les renvoyer pour raison de ce, à M. d'Aurou : & à l'égard de l'appel comme d'abus, interjeté par eux de la Sentence de suspension & d'excommunication, & relevé au Parlement de Dijon, S. M. sera suppliée de vouloir bien leur faire droit.

cese, en passant quelque temps dans le Séminaire : ils prennent cette réponse pour refus, & se pourvoient pardevant les Vicaires-Généraux, *Sede vacante* : ceux-ci, contre la discipline de l'Eglise, leur accordent des Dimissoires en vertu desquels ils se font ordonner par l'Evêque de Toul : ils viennent ensuite dans le Diocèse, où ils exercent leurs fonctions, disant la Messe, &c. : ils sont déclarés suspens & irréguliers par Sentence de l'Official, dont ils appellent au Parlement comme d'abus. L'Evêque de Limoges comparoit à l'assignation, & demande la protection de l'Ass. de 1660, & de 1661.

... que quatre Secré-
taires de son Diocèse, après avoir été
refusés à l'Ordination, à cause de leur
incapacité, avoient été ordonnés par
un *extrà tempora*, sans aucuns Dimis-
soires, ni attestations, les uns par un
Evêque d'Espagne, & les autres par un
Prêlat de France. Sur quoi il demande
avis à la Compagnie. En pareil cas,
dit le Sgr. Président, on écrit des Let-
tres circulaires aux Prélats, pour les
avertir de ne pas recevoir dans leurs
Diocèses, ceux qui ont été ainsi or-

donnés, & leur donner avis de ce qu'a-
voit fait l'Evêque qui avoit conféré les
Ordres. La Compagnie a prié M. le
Président d'écrire audit Evêque. T. V,
p. 677, 678.

ORDRES, §. III.

Plusieurs Evêques se plaignent à
l'Ass. de 1695, de l'Evêq. de Saint-Paul-
trois-Châteaux, qui ordonnoit sans
Dimissoires des Clercs d'autres Diocè-
ses, en vertu seulement de quelques
petits bénéfices. Arrêté qu'il sera écrit
de la part de l'Ass. au susdit Evêque.
T. VI, p. 222.

Mêmes & plus fortes plaintes en-
core en l'Ass. de 1700. de plusieurs

1637

préjudicieront en rien aux droits de la
Province de Sens. T. II, p. 650.

1645. Dans l'Ass. de 1645, protesta-
tion de l'Archevêque de la Province &
du Chapitre de Sens, tendante à ce
que la réception du Député de la Pro-
vince de Paris ne pût nuire, ni pré-
judicier aux droits & prérogatives de
l'Archevêché de Sens, ni aux résolu-
tions prises sur ce sujet en 1625 : M.

PARIS, §. I.

1638

Sens opinât suivant ses procurations,
ne pût nuire, ni préjudicier à ses droits ;
& l'Archev. de Sens, sans aussi que son
consentement pour que les deux Pro-
vinces opinassent séparément, ne pût
servir de préjugé contre ses préten-
tions, se réservant de les faire juger en
temps & lieu, & à condition que le
dédommagement proposé fût exécuté
avant la fin de l'Ass. La Compa-

1609

ORDINATIONS.

l'avenir à ce désordre. Eux ouïs, il est
arrêté qu'on écrira à M. de Grenoble,
de ne pas répondre aux Lettres qu'il a
reques du Cardinal-Dataire; qu'on sup-
pliera S. M. d'ordonner à son Ambassa-
deur à Rome, de supplier le Pape, d'a-
vertir les Congrégations que l'Eglise
de France ne peut déférer à de sem-
blables Lettres, & de demander aussi
à Sa Sainteté de ne point accorder des
Rescrits sur ces matières. T. V, p. 249,
250.

L'Evêque d'Angers se plaint à la mê-
me Ass. de 1675, de ce que le
Vicaire-Général de l'Archev. de Lyon

1610

1695.

1700.

1635. T. VII, p. 498 & suiv. *La Lettre & la réponse*, P. J. p. 187, 188.

La même Assemblée de 1725 reçoit la plainte de M. l'Evêq. de Toul, contre un Evêque *in paribus*, Prévôt de Saint-Dié, qui, de sa propre autorité, conféroit les Ordres à tous ceux qui venoient à lui, &c. *Voyez* Toul.

II. On a demandé quel est le propre Evêque pour l'Ordination, à l'égard des PP. de la Doctrine Chrétienne? *Voyez* Doctrinaires, n°. II.

faire obliger la Maison dont il sera, de le retenir, ou conserver, ou de pourvoir à sa nourriture, ou entretien, s'il en sort, pour quelque cause que ce soit: que si ladite Maison n'est fondée, stipulera ledit Evêque, que ledit Religieux ne puisse être expulsé que par son avis. T. II, P. Just. p. 64, 65.

En l'Ass. de 1655, M. l'Arch. d'Arles se plaint, que souvent il se présente des Religieux pour recevoir les saints Ordres, sans apporter, nileur ex trait bap-

1639

PARIS, §. I & II.

1640

acte, qui leur est accordé par l'Ass., laquelle ordonne de plus aux Agents de faire toutes les poursuites nécessaires, & prie en même-temps les Prélats des deux Provinces de s'y employer. T. III, p. 691, 692.

Sur les difficultés survenues pour la convocation & la tenue de l'Assemb. Provinciale de Paris, pour députer à

Septembre 1671; les Lettres-Patentes du 20 Mars 1672, pour la vérification de la même Bulle au Parlement de Paris, avec l'Arrêt.

II. Depuis ce temps, le tour des deux Provinces, pour nommer à l'Agence, se trouve réglé. La Province de Paris est en tour avec celle d'Albi. T. V, p. 684.

III. Usage dans la Métropole de Pa-

1611

ORDINATIONS. ORDRES, §. III & IV.

1612

la réponse n'étoit pas conforme aux intentions de l'Assemb., elle pourroit exécuter contre lui les Réglemens du Clergé. L'Ass. ordonne, de plus, aux Agents de solliciter pour l'affaire qu'avoit M. l'Archev. de Sens, à la Tournelle, contre le Frere le Gendre.

L'Evêque de Saint-Paul s'étant soumis & ayant reconnu sa faute, la chose n'alla pas plus loin. Toutes les Lettres écrites, au nom de l'Ass., aux Archev. de Sens & d'Arles, & à l'Ev. de Saint-Paul; leurs réponses & autres pieces relatives à cette affaire, le tout est rapporté. T. VI. p. 512 jusqu'à 511.

III. A l'occasion d'un Ecclésiastique du Diocèse de Pamiers, qui, sur le refus de son Evêque, avoit été demander & recevoir les Ordres en Espagne, où les Evêques ne s'astreignent pas à la Regle du domicile de naissance que suit le Clergé de France; l'Assemb. de 1772, sur le rapport de M. l'Archevêque de Toulouse, charge Mrs. les Agents de solliciter une Déclaration portant défenses à tous sujets de S. M. de recevoir les Ordres hors du Royaume, en déclarant incapables de tous Bénéfices ceux qui iroient les recevoir au mépris de cette disposition. T. VIII

patentes de 1609, l'Édit de 1610 & la Déclaration concertée entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Clergé, sur les articles de l'Ordonnance de 1629. *La réponse a été favorable.* T. II, p. 763. Recueil, p. 1384, 1385.

L'article premier de ceux présentés à S. M. par l'Assëmb. de 1675, sur la Jurisdiction, a pour objet la vérification des mêmes Ordonnances, auxquelles elle joint celle de 1666. T. V, p. Just. p. 153.

Sur ces mêmes Ordonnances & plu-

crets reçus en France. T. I, p. 56.

ORLÉANS. [DIOCESE D']

1°. Mr. l'Evêque d'Orléans jouissoit de temps immémorial d'un droit de pêche sur la riviere de Loire. Il fut inquieté au sujet de ce droit par les Officiers de M. le Duc d'Orléans, sur ce que ce Prélat ne produisoit aucun acte de concession, qu'on prétendoit être absolument nécessaire pour décider les contestations qui naissent entre le Roi & les particuliers sur le fait des Do-

1641 PARLEMENTS. PAROISSE. PARRAINS, &c. 1643

Paris & le Trésorier de la Sainte-Chapelle de Vincennes, sur la Jurisdiction. *Voyez Vincennes.*

§. III. Séance de l'Archev. de Paris aux Assemblées du Clergé.

Voyez Evêques Diocésains.

§. IV. Rentes du Clergé prétendues assignées sur l'Hôtel-de-Ville

en prêchant ou faisant des Processions, & en tenant des Congrégations pendant la Messe de Paroisse. T. II, p. J. p. 63.

Deux Peres Jésuites & un Capucin prêchant à Rouen, parlent contre l'obligation d'assister à la Messe de Paroisse : ils furent obligés d'en faire un désaveu public. L'Assëmb. de 1641 ordonne d'avoir l'acte du désaveu. T. III,

1613 ORDONNANCES. ORIENT. ORLÉANS. 1614

ristaire, ni les Lettres des Ordres précédents, prétendant que le certificat de leur Supérieur suffisoit; d'où il arrive beaucoup d'inconvénients. Sur quoi a été résolu, conformément au Concile de Trente, & au IV Concile Provincial, sous saint Charles, & aux articles 16 & 17 du Règlement des Réguliers, de ne point recevoir les Religieux aux Ordres, qu'ils n'apportent leur extrait de Baptême, & les Lettres des derniers Ordres, lesquelles leur seront délivrées gratuitement & promptement. T. IV, p. 194.

II. On a demandé, quel est le

sieurs autres qui les ont suivies, notamment sur l'Édit de la Jurisdiction donné en Avril 1695. *Voyez Enrégistrement.*

Sur l'Ordonnance d'Orléans. *Voyez Orléans.*

ORIENT. [PRIEURÉ DE S.]

L'ASSEMBLÉE de 1665 accorde à M. l'Archev. d'Auch toute la protection & intervention dont il aura besoin, pour parvenir à la sécularisation du Prieuré conventuel de Saint-Orient d'Auch, de l'Ordre de Clugni. Elle arrête d'écrire au Pape, pour qu'il le fasse. T.

à vendre aux biens-tenants des Paroisses les pailles de la dîme, à un prix convenu chaque année, le premier Dimanche de Juillet, entre les Décimateurs & les habitants, dans une assemblée de la Communauté, sauf à en faire régler le prix par cette Cour, en cas de contestation, les pailles néanmoins délivrées provisoirement, suivant le tarif arrêté par la Communauté.

L'Ass. charge Mrs. les Agents de poursuivre la cassation de l'Arrêt. T. VIII, p. 2044, 2046.

P. Just. p. 5.

En l'Assemb. de 1635, M. de Beauvais remontre, pour l'intérêt des Ducs & Pairs Ecclésiastiques, que le Roi venoit de convoquer tous les principaux Officiers de la Couronne, les Ducs & Pairs Laïques, & autres Notables des Compagnies Souveraines de Paris, & toutefois que les Ducs & Pairs Ecclésiastiques n'avoient pas reçu cet honneur, bien qu'entre tous les Pairs Ecclésiastiques ils soient les plus considérables. Ordonné qu'il en sera fait Remontrance

montrance

1643

PATRIMOINE.

PATRIMOINE.

I. PARMI les différents moyens d'acquitter la subvention, tenant lieu de la Capitation, l'Ass. de 1695 a ordonné une taxe sur les biens patrimoniaux des Ecclésiastiques. T. VI, p. 163, 166, 167, 170.

II. Dans la discussion des différents moyens pour l'acquit du Don-gratuit, examinés par la Commission dans l'Ass.

PATRONAGE.

1644

Ecclésiastiques. L'Assemb. en use de même que l'Assemblée de 1734. T. VII, p. 1813, 1814. Voyez Dons-gratuits, an. 1742.

III. Sur l'imposition à la taille des biens patrimoniaux des Ecclésiastiques. Voyez Impôts, §. II.

IV. Sur le patrimoine servant de titre Clérical & ses exemptions. Voyez Titre Clérical.

1615

ORLÉANS. OPPOSITIONS. OUVRIERS.

1616

maines. Il sollicite les bons offices de l'Assemblée de 1735 : elle charge M. l'Archevêque de Bourges, de communiquer de cette affaire avec le Conseil du Clergé, avant que de rien statuer. Le Conseil du Clergé estime que l'affaire est de nature à être suivie par les Agents. L'Ass. prie M. l'Archevêque de Bourges de voir M. le Duc d'Orléans, & lui témoigner que ce n'est qu'avec peine que la Compagnie s'y est déterminée. T. VII, p. 1470 & suiv.

2°. On conteste à plusieurs Chapitres d'Orléans le droit de champart. Un de ces Chapitres gagne son procès avec

res élevées dans le Diocèse d'Orléans, au sujet du Jansénisme & en matière de refus de Sacraments. Voyez Religion, §. XI.

L'Ass. de 1761 avoit accordé des secours à des Chanoines d'Orléans, décrétés par le Parlement, & dont les revenus avoient été saisis. Ces Chanoines ayant obtenu main-levée de leurs revenus, écrivent une Lettre de remerciement à l'Ass. de 1765, & lui demandent l'emploi qu'ils devoient faire des secours accordés. L'Assemb. s'en rapporte entièrement à leur religion. T. VIII, p. 1350 & suiv.

de Beau-
t des Ducs
le Roi ve-
principaux
Ducs &
otables des
Paris, &
Pairs Ecclé-
cet hon-
Pairs Ec-
s confidé-
a fait Re-
montrance

voient point de séance dans les actions
solemnelles; que le Roi tenant son Lit
de Justice au Parlement, l'on y voyoit
les Officiers de la Couronne & les Ma-
réciaux de France y avoir séance, sans
y voir aucun de Mrs. les Prélats Pairs,
auxquels on n'accordoit pas les mêmes
prérogatives qu'aux Pairs laïques, hors
du Parlement & dans les Conseils du
Roi; qu'on voyoit tous les jours les
Pairs laïques augmenter en nombre,
pendant que celui des Pairs Ecclésiast.
demeuroit en l'état de la première créa-
Table de la Coll. des P. V.

la Lettre est lu & approuvé: le Nonce
ne veut point se charger de l'envoi: on
s'adresse au Cardinal de Bichi, pour la
remettre au Pape. T. IV, p. 160 & suiv.
*La réponse du Chancelier, le Bref & la
Lettre en réponse*, P. Just. p. 119, 120,
121.

Nota. Le Pape, qui, long-temps
avant, avoit reçu la copie de la réponse
qui avoit été faite au Clergé, au nom
du Roi, par le Chancelier, au sujet du
Bref, déclara, qu'il ne vouloit pas voir
une Lettre qui, telle qu'elle étoit, n'a-
Bbbbb

1644
en use de
1734. T.
Dons-gra-
taille des
thastiques.
servant de
ns. Voyez

1645

PATRONAGE. PAU.

1646

nomme des Commissaires pour voir
tous les Mémoires sur cet article,
& pour suivre ensuite au Conseil, &
aux conférences qui doivent se tenir,
l'exécution de l'art. 16 du Cahier, en-
tièrement favorable au droit des Evê-
ques.

Dans une de ces conférences, Mrs.
du Conseil promettent une Déclara-
tion sur l'article des Patronais, & un

être maintenu dans le droit de nom-
mer à la Chapelle de Saint-Claude de
Colligni, attendu que M. le Prince de
Montbelliard, Patron, faisoit profession
de la Religion Luthérienne. La Com-
mission juge cette affaire très-impor-
tante. La Compagnie prie M. le Pré-
sident d'écrire à M. le Marquis de la
Vrillière, Secrétaire d'Etat, pour lui
marquer l'intérêt qu'elle prend à cette

une Chancellerie, sont déstinuables par Voyez Orléon, s. II, n°. V.
2112

1616
d'Orléans,
en matiero
Voyez Reli-
rdé des se-
léans, dé-
sont les re-
Chanoie
de leurs
de remer-
lui deman-
faire des
s'en rap-
ligion. T.

1617

PAIRS. PAIX.

1618

montrance au Roi, qui cependant n'eut
pas lieu, attendu qu'en ladite Assem-
blée de Fontainebleau, le Sgr. de Beauvais
avoit eu séance en qualité de Pair,
sans aucune contradiction. T. II, p.
368.

Le Roi Louis XIII traite favorable-
ment Mrs. les Prélats, Pairs de France,
changeant le style ancien, & les ap-
pellant ses Cousins. T. II, p. 606.

En l'Art. de 1643, l'Ev. de Châlons
représente, qu'encore que le rang de
Mrs. les Pairs Laïques ne soit pas con-
cédé dans le Conseil du Roi, & qu'ils
y prennent leurs places au-dessus de

tion. Sur cet exposé fait en l'Assem-
blée de 1653, il est arrêté, que le Roi se-
roit supplié de prendre, lorsqu'il ira
tenir son Lit de Justice, quelques Pré-
lats de ceux qui se trouveront auprès
de lui, suivant leur ancienneté, pour
avoir séance immédiatement après les
Pairs Ecclésiastiques, pour lesquels
on demandera la conservation des mê-
mes prérogatives, tant chez le Roi,
que dans le Conseil & par-tout ailleurs,
que l'on accorde aux Pairs laïques;
qu'outre cela, on fera instance vers Sa
Majesté pour l'augmentation du nom-
bre des Pairs Ecclésiastiques.

Lettre à l'Arch. de Rouen, se plaint de ce qu'il ne demande pas le *Pallium*, lui représentant que les Archevêques, trois mois après leur consécration, sont obligés, selon le droit, d'en faire la requête au Saint-Siège : il lui enjoint que, dans la suite, il n'ordonne plus d'Evêques, ni de Prêtres, & qu'il n'entreprene point de consacrer des Eglises, jusqu'à ce qu'il ait obtenu du Saint-Siège le *Pallium*. Le même Pape, écrivant à un Evêque de Vérone, qui lui

senfes au Chapitre de la Cathédrale & à celui de la Collégiale de Camps, de recevoir aucun Pourvu en Régale, sous peine de suspension *ipso facto*; la seconde ordonne des Prières publiques, pour apaiser la colere de Dieu; la troisième est contre le droit de Régale en général, & défend à toutes sortes de personnes de demander ou d'accepter en Régale aucun Bénéfice de son Diocèse, sous peine d'excommunication. Observations de M. Chéron sur ces Ordonnan-

jusq. 2
M. l
Comm
& de
Comp
divers
miers,
il prop
tre les
des Pa
droit n
d'audi

les Synodes d'année en année, ann, neiaites nient été suppres ou réunis,

1619 PALISSADES. PALLIUM. PAMPIERS, §. I. 1620

voit pu étouffer son indignation sur le traitement indigne de son Nonce & de lui-même, dans une audience si publique. T. IV, p. 263, à la note.

PAIX A BAISER.

I. Le premier Aumônier du Roi est-il en droit, en cette qualité, à la Messe du Roi, de présenter l'Evangile & donner la Paix à baiser au Roi, préférablement à un plus ancien Archevêque ou Evêque? Voyez Chapelle du Roi, n°. I.

II. Sur le cérémonial de la Paix qui est portée aux Messes solennelles célé-

avoit demandé le *Pallium*, déclare, qu'il ne pourra lui accorder sa Requête, parce que les Décrets de ses prédécesseurs Papes vouloient que les Archevêques allaient en personne à Rome recevoir cet honneur. T. IV, p. 855 jusq. 858.

PAMPIERS.

§. I. Affaire de la Régale.

L'AFFAIRE des Evêques d'Aleth & de Pamiers, sur la Régale, fait un des objets principaux de la convocation & des délibérations de l'Assemblée de 1683. M. Chéron, dans le rapport qu'il en

1621
ces. L
vues
& par
lirain
des de
& les
Telle
ce, a
A l'ép
mort.
M. de
l'autre
de Jan
sur l'a
Régale

édrale &
mps, de
ale, sous
seconde
s, pour
roineme
général,
ersonnes
Régale
se, sous
Observa-
donnan-

jusq. 204.
M. l'Archevêque d'Albi, Chef de la
Commission pour l'affaire de Toulouse
& de Pamiers, fait son rapport à la
Compagnie : il résume brièvement les
diverses Ordonnances de M. de Pa-
miers, contre les Pourvus en Régale;
il propose ensuite les divers griefs con-
tre les Brefs du Pape. 1°. L'accusation
des Parties, contre toutes sortes de
droit naturel, civil & canonique, sert
d'audition, de preuve & de conviction.

libération. Ce sentiment est adopté par
toute l'Assemblée. T. V, p. 461 & suiv.
*Plusieurs pièces relatives aux affaires de
Pamiers & de Charonne, P. Jult. p. 239
jusq. 251.*

§. II. Autres articles concernant Pamiers.

1°. En l'Ass. de 1595, les Députés
de la Province de Toulouse représen-
terent, au nom de l'Evêq. de Pamiers,
que, quoique la Seigneurie de ladite
Bbbbb 2

SMITH,

ne le promoteur de l'accus : on taille tion, présentée au Roi par l'Assemb. de

1620
déclare,
equête,
redécou-
rchevê-
ome re-
55 jusq.

Alcith &
e un des
ation &
de 1682,
qu'il en

1621

PAMIERS, §. I & II.

1621

ces. Les Parties intéressées se sont pour-
vues contre ces Ordonnances générales
& particulières, par appel au Métropo-
litaïn de Toulouse, où ils ont obtenu
des défenses de les publier & exécuter,
& les Censures ont été déclarées nulles.
Telles ont été les procédures en Fran-
ce, avant la mort de M. de Pamiers.
A l'égard de Rome, il y a eu, avant la
mort, deux Brefs du Pape adressés à
M. de Pamiers; l'un du 4 Janv. 1679,
l'autre du 17 Juillet 1680, & un autre
de Janv. 1679, à M. de Toulouse, tant
sur l'affaire des Urbanistes, que sur la
Régale. Observations de M. Chéron sur

1°. L'Eglise de Pamiers est particulière-
ment sujette à la Régale, par droit de
fondation & de dotation, & par droit
de Garde, de Défenseur & d'Avoué,
qui sont les deux titres que le Concile
de Lyon demande pour assujettir une
Eglise à la Régale. 2°. Le Pape dé-
pouille les Métropolitains & les Ordi-
naires de leur autorité. 3°. Il s'arroge le
droit de juger à Rome lui seul, contre
nos Loix, nos Privileges & le Concor-
dat, qui l'obligent de nous donner des
Commissaires *in paribus*. 4°. Sans au-
cune information préalable, il casse la
nomination que M. de Toulouse avoit

M. l'Archevêque de Paris, sur la Requête du sieur de Voisin, rendent une Ordonnance, le 19 du mois, publiée dans les Paroisses, qui déclare ladite Délibération être une entreprise faite sans légitime pouvoir contre la Jurisdiction de l'Archevêque de Paris, avec défenses aux Diocésains d'y avoir égard. L'Assemb. ordonne de nouveau que sa Délibération sera exécutée, nonobstant ladite Ordonnance que l'Ass. a déclaré contenir des maximes fausses, réméraires, scandaleuses, tendantes à schisme, séditions & injurieuses à tout l'Ordre Episcopal, à l'Eglise Gallicane, à l'autorité du Roi; de plus, qu'il sera écrit aux Evêques, pour exclure le sieur de Voisin de tout emploi ecclésiastique; lesdits Grands-Vicaires déclarés incapables d'entrer dans les Ass. Gén. du Clergé, & d'y avoir voix active & passive. L'Evêque d'Autun propose à l'Ass., que, pour convaincre le public de la sagesse de sa Délibération, il seroit à propos de faire réimprimer plusieurs bons Auteurs, qui ont écrit contre ces sortes de traductions; ce que la Compagnie approuve.

L'Evêque d'Acqs, qui avoit donné son approbation à la traduction, se soumet à la Délibération.

Le Pape envoie un Bref de condamnation de la traduction, avec une Lettre en réponse à l'Assemb. T. IV, p. 613 & f. *Les pieces concernant cet article*, P. J. p. 150 & f.

MISSION EPISCOPALE.

Voyez Approbations.

MISSIONS.

I. Le Curé d'Ambarez, au Diocèse de Bordeaux, refuse de recevoir des Missionnaires envoyés par l'Archevêq. de Bordeaux, & appelle comme d'abus de l'Ordonnance du Prélat. Il en est fait plainte à l'Assemb. de 1675. M. le Président propose de demander un Arrêt du Conseil, portant, que tous les Prélats seront maintenus dans la liberté d'envoyer des Missions, quand ils le jugeront à propos, dans les Paroisses de leurs Diocèses; ordonner aux Curés de les recevoir, sans que pourtant elles leur soient à charge dans leur subsistance, ni qu'elles les troublent dans leurs fonctions ordinaires; avec défenses aux Parlements de s'ingérer à rien régler de ce qui regarde les fonctions desdites Missions. T. V, p. 146, 147.

L'Arrêt est accordé, le 25 Septemb.

1675: il casse celui du Parlement de Bordeaux, & ordonne que les Mandements du Prélat, sur le fait de la Mission, seront exécutés. T. V, P. Just. p. 169, 170.

II. L'Evêque de Laon demande, à l'Assemb. de 1665, conseil & assistance sur le projet qu'il avoit formé de procéder à l'union de la Menfe Conventuelle de l'Abbaye de Saint-Nicolas-aux-Bois, située dans son Diocèse, à une Maison de Missionnaires. La Compagnie loue & approuve son dessein: elle le convie de poursuivre incessamment cet établissement, pour lequel elle lui assure toutes sortes d'assistances. Elle arrête d'écrire à ce sujet une Lettre au Pape. T. IV, p. 1042 & f. P. J. p. 107.

III. L'Ass. de 1725, art. 7 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner que les fonds destinés pour les Missions, seront employés suivant la destination; & lorsque ceux qui composent les Communautés ne pourront les acquitter, que lesdits fonds & revenus seront appliqués par l'Evêque Diocésain suivant leur destination. Rép. *Sa Majesté pourvoira, par une Déclaration, à ce que les fondations soient exactement acquittées, & que les Communautés n'y emploient que des Sujets approuvés par l'Evêque*. Recueil, p. 1599, 1600.

IV. L'Ass. de 1655 écrit une Lettre au Pape, pour lui demander de pourvoir au plutôt les Eglises de Tonkin & de la Cochinchine, d'Evêques qui les régissent & travaillent à l'accroissement de la Religion. T. IV, p. 375.

V. Différents dons, secours & gratifications accordés par le Clergé pour les Missions du Levant.

L'Ass. de 1617, sur la recommandation de l'Evêque de Paris, accorde aux Jésuites, qui alloient en Mission à la Chine, une gratification de 1000 liv. pour leur voyage. Autre gratification de 1000 l. pour ceux qui alloient à Constantinople en Mission. Les Peres Jésuites se présentent à l'Ass., ils représentent les grands biens que l'Eglise recevoit tous les jours de la Mission de Constantinople, & concluent par demander un plus grand secours: l'Evêque de Paris appuie la demande; sur cette recommandation, la Compagnie accorde, pour une fois seulement, la somme de 3000 liv. T. II, p. 320.

L'Ass. de 1655 accorde à l'Evêque du Grand-Caire, qui faisoit de grands fruits à Alexandrie, 1000 liv., autant

à l'Evêque de Bethlée avoit faite p. 411.

La même Richard 6 aux Missions

Le Pape à la Chine éloignés, pour les fragments, &c. IV, p. 789

L'Ass. de 9000 liv. par la Duc de six Pré travaillé à mes de Si 1052.

Celle d les Missions T. V, p. 1

La Reine mandent, naires Ap leur accord Et pour Cochinchine p. 280.

L'Ass. de 1500 liv. sionnaires 1000 liv. T

Celle de an, aux Jé Levant. T

En l'Ass Tiberge ro de l'établif pagnie pri d'écrire à

quer les que le Cler Missions é son n'étoit Pensions c pressants b pauvres, tranchemen leur pensio

L'Ass. d Missions é sion. T. V

VI. Sur le Canada.

VII. L suites de la de 3000 liv la même M 847.

à l'Evêque de Scio, 2000 l. à l'Evêque de Bethléem, à cause des Missions qu'il avoit faites avant d'être Evêque. T. IV, p. 411.

La même Assemblée accorde au Pere Richard 600 liv., pour être employées aux Missions du Levant. T. IV, p. 416.

Le Pape ayant envoyé des Evêques à la Chine, Cochinchine & autres pays éloignés, l'Assemb. de 1660 accorde, pour les frais du voyage, achat d'ornemens, &c., la somme de 6000 l. T. IV, p. 789.

L'Ass. de 1665 accorde une somme de 9000 liv., sur la requête présentée par la Duchesse d'Aiguillon, en faveur de six Prélats Orientaux, qui avoient travaillé à des Missions dans les Royaumes de Siam, Tonkin, &c. T. IV, p. 1052.

Celle de 1679 donne 3000 liv. pour les Missions de la Chine & Cochinchine. T. V, p. 150.

La Reine & M. le Dauphin recommandent, à l'Ass. de 1675, les Missionnaires Apostoliques dans le Levant: on leur accorde 1200 l. T. V, p. 278.

Et pour les Missions de la Chine, Cochinchine & Siam, 4000 l. T. V, p. 280.

L'Ass. de 1685 augmente la pension de 1500 liv., que l'on faisoit aux Missionnaires de l'Orient, & la porte à 2000 liv. T. V, p. 630.

Celle de 1700 accorde 2000 liv. par an, aux Jésuites, pour les Missions du Levant. T. VI, p. 579.

En l'Ass. de 1725, Mrs. Brisacier & Tiberge représentent l'état misérable de l'établissement des Missions: la Compagnie prie M. l'Archev. de Toulouse d'écrire à M. Brisacier, pour lui marquer les sentiments de considération que le Clergé a pour l'établissement des Missions étrangères, & que si cette Maison n'étoit plus employée sur l'état des Pensions que pour 1000 l. par an, les pressants besoins d'un grand nombre de pauvres, étoit l'unique motif du retranchement qui venoit d'être fait sur leur pension. T. VII, p. 530.

L'Ass. de 1726 rétablit à Mrs. des Missions étrangères les 2000 l. de pension. T. VII, p. 854.

VI. Sur les Missions du Canada. *Voyez* Canada.

VII. L'Ass. de 1635 accorde aux Jésuites de la Mission d'Ecosse, la somme de 3000 liv., & aux Prêtres séculiers de la même Mission, 800 liv. T. II, p. 846, 847.

VIII. M. le Président fait part à l'Ass. de 1685 du desir de S. M. de procurer des missions dans les Diocèses, pour travailler à la conversion des Hérétiques & à l'instruction des nouveaux Convertis, que S. M. vouloit donner pour ce dessein, mais qu'elle desiroit que le Clergé contribuât de quelque chose du sien pour l'accomplissement d'une œuvre si louable. L'Assemb. s'en remet entièrement à ce que le Sgr. Président estimera à propos de faire. T. V, p. 628, 629.

En conséquence il s'est fait, peu après l'Assemb. de 1685, la plus célèbre Mission dont on ait ouï parler depuis celle des Apôtres. Paris seul fournit à cette Mission plus de 1400 ouvriers. Somme réglée à ce sujet & avancée par le Receveur-Général, dont l'Ass. se charge & fait sa propre affaire envers les Particuliers desquels le Receveur-Général avoit emprunté. T. V, p. 654, 658, 671 & suiv.

IX. Sur les Missions du Béarn. *Voyez* Béarn, §. I, n°. I.

MOISSAC. [ABBAYE DE]

ANNEXES ou Membres de l'Abbaye situés en différents Diocèses, comment imposés? *Voyez* Annexes de Bénéfices, n°. VI.

MONASTERES.

§. I. Autorité des Evêques dans leur établissement.

Voyez Communautés, n°. I.

§. II. Réformation & discipline des Monasteres: l'union des petits aux grands.

I. Le Cahier de la Chambre ecclésiastique aux Etats de Blois en 1577, contient plusieurs dispositions touchant le gouvernement, la discipline & la réformation des Monasteres, tant d'hommes que de filles. Recueil, p. 1032 & s.

Le Cahier de la Chambre ecclésiastique aux Etats de 1614, de même. Recueil, p. 1288 & suiv.

L'Assemb. de Melun pareillement au titre *Capita de Reformatione Regularium*. T. V, P. J. p. 114, 115.

L'avis aux Evêques dressé par M. l'Evêque de Chartres en l'Ass. de 1625, quoique supprimé par elle, contient de beaux & sages Réglements sur l'inspection que les Evêques doivent avoir sur les Monasteres de Religieux & de Religieuses, sur les moyens d'y établir &

d'y maintenir le bon ordre & une exacte discipline. T. II, P. Just. p. 90 jusq. 95.

M. l'Evêque de Rennes se plaint à l'Assemblée de 1611, que, procédant à la réformation d'un Monastère de l'Ordre de Saint-Benoît, on lui auroit fait donner assignation au Grand-Conseil, au préjudice de lad. réformation. Il fut ordonné aux Agents d'intervenir.
T. II, p. 378.

L'All. de 1655 nomme des Commissaires pour affoupir des factions au grand Couvent des Augustins de Paris. Ces factions s'étoient formées, au sujet d'un Président envoyé par le Pape, pour présider aux Elections, & de trois Commissaires envoyés par le Général pour faire la visite du Couvent. La paix y est rétablie par lesdits Commissaires de l'Assemb. T. IV, p. 383, 384.

II. Quelques Evêques proposent à l'Ass. de 1670, l'union des Maisons conventuelles des petits Monastères où la régularité ne peut être observée, aux grands Monastères du même Ordre, où l'observance régulière est en vigueur; ou bien aux Séminaires des Diocèses, ou aux Hôpitaux des lieux. Cette affaire, dit-on, est d'autant plus aisée, que le Pape Innocent X en avoit fait le plan par une Bulle qu'il avoit donnée sur ce sujet, contre l'exécution n'avoit reçu aucune difficulté en Italie, & avoit fait au contraire de très-grands biens; que l'Archevêq. de Gnesne en avoit demandé l'extension pour la Pologne. L'affaire ayant été discutée, la Compagnie a résolu qu'on travailleroit incessamment pour la faire réussir, & que pour en jeter de solides fondemens, il en seroit dressé un Mémoire que les Députés des Provinces enverroient aux Evêques, pour avoir un état des petits Monastères de leurs Diocèses, & leur avis sur ce dessein : que si l'Ass. étoit finie avant d'avoir leurs réponses, les Agents seroient chargés de les recevoir & de les communiquer à M. l'Archev. de Rouen, qui est prié d'avoir soin de cette affaire, d'en dresser le Mémoire, d'agir auprès du Roi & des Ministres. T. V. p. 61. 67. 68.

Il est remontré à l'Assemb. de 1675, que, conformément à la Bulle d'Innocent X, portant suppression des petits Monastères dans l'Italie, il seroit à propos de supplier S. M. d'en accorder l'extention à la France. L'Assemb. nomme des Commissaires pour travailler à cette affaire. T. V, p. 227.

L'art. 10 du Cahier de l'Aff. de 1680.

est sur cet objet. Le Clergé ne demande pas la suppression des titres, mais seulement des Menses conventuelles pour les réunir à d'autres Monastères, pour, de deux ou trois n'en faire qu'un; ou de les unir aux Séminaires, aux Hôpitaux, aux Eglises Cathédrales, aux Cures. T. V, P. J. p. 181.

III. En l'Ann. de 1765, les plaintes des Provinces forment l'objet d'un des Rapports du Bureau de la Jurisdiction. On ne peut dissimuler, dit M. l'Arch. de Toulouse, que l'Etat Religieux n'ait beaucoup perdu en France de son ancienne splendeur & irrégularité. On doit compter parmi les preuves qui conflament cette triste vérité, les divisions intestines qui déchirent plusieurs Ordres Religieux, & qu'ils n'ont pas rougi de porter devant les Tribunaux séculiers; les affiliations contraires à l'esprit de la Règle, les translations *ad laxiorem*, &c.

Parmi les différents moyens de sauver les Ordres Religieux de la ruine à laquelle ils semblent courir eux-mêmes, la Commission propose celui de recourir au Pape, de lui exposer l'état des Ordres Religieux, & de le supplier de nommer des Prélats Commissaires. Ce moyen n'est pas nouveau; il est conforme aux Canons, à l'esprit de l'Eglise, aux prétentions même des Religieux; mais il demande des précautions indispensables. La première est, de prévenir le Roi dont la protection est nécessaire pour faire valoir la demande auprès du Saint-Siège, & l'autorité, pour rendre efficaces les opérations des Commissaires.

L'Assemblée écrit à ce sujet une Lettre au Roi, pour le supplier, s'il agréé la délibération de l'Assemb., de vouloir bien, par son Ambassadeur, faire faire les démarches nécessaires auprès du Pape, pour le disposer à accueillir la demande que se propose de lui faire l'Ass. Arrêt du Conseil d'Erat sur cet objet, qui établit une Commission composée de Prélats & de quelques Membres du Conseil. Diverses observations du Bureau sur cet Arrêt. Article joint à ce sujet aux objets de représentations. T. VIII, p. 1407 juſq. 1411, 1413. *La Lettre au Roi*, p. J. p. 474 & ſuiv.

L'Aff. de 1765 renouvelle ses instances auprès de S. M., pour la supplier d'exécuter le plus promptement que sa sagesse le permettra, le dessein où elle est de seconder auprès du S. Siège, les sollicitations des Evêques, pour obtenir

obtenir de Sa Sainteté
res qui, par son auto
vre la régularité dan
T. VIII, p. 1415, *Roi. Lettre au Pape*
p. 477 & suiv.

On lit en l'Aff., u
abus des Bre^{ts} de tra
cien Ordi^{ne} Saint
moire est re voyé a
risdiction pour en ren
semblée. T. VIII, p.

§. III. Choix de

L'ancien & le nouveau mettent aux Religieuses d'élire pour Supérieures, des Religieuses d'un autre Ordre. Il est vu la Glose du premier Clémentine, de Election entre l'ancien & ce que, par l'ancien Religieuses pouvoient élire un Religieux & par le nouveau devient que par postulation de la Glose par le suivant le Chapitre, extra de Election de il falloit toujours un Concile de Vienne n'ont point dérogé pour la postulation.

Les Canonistes m
dans lesquels un Evê
& commettre dans le
ligieuses pour Supé
sons, des Religieuses
1°. quand la réguli
ce; 2°. quand il y
temporel; 3°. quan
dans le Monastere,
Ordre à qui l'on pui
vernement, ou l'ad
sieurs exemples de s
sions données & au
391, 392.

M. l'Archevêq. de
Rapport fait à l'Ass.
l'affaire de Charon
me maxime. T. V,
sur cet article Relig

§. IV. *Emprunts*

Voyez Emprunts

§. V. Exemption.

Voyez Exemption

Table de la Coll.

obtenir de Sa Sainteté des Commissaires qui, par son autorité, fassent revivre la régularité dans les Monasteres. T. VIII, p. 1415, 1416. Réponse du Roi. Lettre au Pape sur ce sujet, P. J. p. 477 & suiv.

On lit en l'Ass., un Mémoire sur les abus des Bénédictins de translation dans l'ancien Ordre de Saint-Benoît. Ce Mémoire est renvoyé au Bureau de la Jurisdiction pour en rendre compte à l'Assemblée. T. VIII, p. 1449, 1450.

§. III. Choix des Supérieurs.

L'ancien & le nouveau droit permettent aux Religieux & Religieuses d'élire pour Supérieurs de leurs Maisons, des Religieux & Religieuses d'un autre Ordre. Il est vrai qu'il y a, selon la Glose du premier chapitre de la Clémentine, de *Electione*, de la différence entre l'ancien droit & le nouveau, en ce que, par l'ancien droit, les Religieux pouvoient élire avec toute liberté un Religieux d'un autre Ordre, & par le nouveau droit, ils ne le peuvent que par postulation. Cette distinction de la Glose paroît peu juste; car, suivant le Chapitre, *cum Monasterium extra de Electione* dans l'ancien droit, il falloit toujours une postulation. Le Concile de Vienne & celui de Trente n'ont point dérogé à l'ancien droit pour la postulation. T. V, p. 391, 392.

Les Canonistes marquent trois cas, dans lesquels un Evêque peut appeller & commettre dans les Maisons des Religieuses pour Supérieures de ces Maisons, des Religieuses d'un autre Ordre: 1°. quand la régularité est en décadence; 2°. quand il y a délapidation du temporel; 3°. quand il n'y a personne dans le Monastere, ou dans le même Ordre à qui l'on puisse donner le gouvernement, ou l'administration. Plusieurs exemples de semblables commissions données & autorisées. T. V, p. 391, 392.

M. l'Archevêq. de Rouen, dans son Rapport fait à l'Assemb. de 1682, sur l'affaire de Charonne, confirme la même maxime. T. V, p. 478, 479. Voyez sur cet article Religieuses, §. I.

§. IV. Emprunts des Monasteres.

Voyez Emprunts, §. III.

§. V. Exemptions des Monasteres.

Voyez Exemptions.

Table de la Coll. des P. V.

MONITOIRES.

PARMI les objets de Jurisdiction à discuter dans les conférences avec Mrs. du Conseil & du Parlement, l'Ass. de 1625 propose, que pour donner les Monitoires, il ne soit point nécessaire d'en obtenir la permission des Juges, ni qu'ils puissent y contraindre les Officiaux, ni l'ordonner; que les oppositions qui se formeront contre les Monitoires, soient renvoyées pardevant le Juge d'Eglise. T. II, p. 486, 490.

L'Assemb. de 1625 poursuit la cassation d'un Arrêt du Parlement de Rouen, par lequel, à la Requête du Procureur-Général, il est commandé au Grand-Vicaire du Dioc. de Rouen de donner un Monitoire à des Parties huguenottes, sous peine de 500 l. d'amende & saisie de son revenu. T. II, p. 545.

Sur le refus de l'Evêq. d'Evreux fait à un Gentilhomme qui demandoit un Monitoire pour oiseau tué, ce Gentilhomme a recours aux Juges d'Evreux, qui ordonnent au Grand-Vicaire, sous peine de saisie de son temporel, de donner Monitoire, & sur son refus, le Gentilhomme auroit eu recours à l'Abbé de Sainte-Genevieve, dont il obtient le Monitoire. L'Evêque d'Evreux porte sa plainte à l'Ass. de 1625, qui lui accorde toute assistance. T. II, p. 546.

Vers l'an 1662, plusieurs Prélats s'étant plaints de ce que la Chambre de Justice faisoit publier par-tout des Monitoires de Sainte-Genevieve, Mrs. les Agents obtinrent un Arrêt, qui ordonne que l'on se pourvoiroit à l'avenir à l'Evêque Diocésain. T. IV, p. 844.

L'Arch. de Rouen se plaint à l'Ass. de 1665, de ce que l'Abbé de Sainte-Genevieve avoit délivré un Monitoire à la requisition du Procureur-Général du Grand-Conseil, pour être publié dans son Diocèse, à peine d'être procédé par lui contre les Curés ou Vicaires refusants, par voie de suspension & d'excommunication. Pareille chose étant arrivée au Diocèse du Mans, l'Evêq. du Mans avoit obtenu au Conseil, un Arrêt de défenses d'en publier. Sur quoi la Compagnie a prié M. de Rouen de poursuivre au Conseil un Arrêt pareil à celui qui a été donné à M. du Mans, à la diligence des Agents; elle a résolu en outre, d'en faire un article dans les Mémoires qui seront faits sur les infractions faites à la Jurisdiction ecclésiastique.

La même Assembl., sur ce qui lui est exposé d'un Arrêt du Parlement de Paris, qui ordonne la saisie du temporel d'un Curé, pour avoir refusé de publier un Monitoire de l'Abbé de Ste. Genevieve, ordonne ce que dessus, & qu'en outre, les Commissaires du Cahier demanderont une Déclaration contre lesdits Monitoires. T. IV, p. 932.

1670.

En l'Ass. de 1670, la Province de Tours se plaint de ce que les moindres Juges donnent sur Requête des permissions d'obtenir des Monitoires; que sur le refus qu'on fait de les accorder, à cause de la légèreté du sujet, les Parties se présentent au Parlem., qui ordonne de les accorder, & sur le second refus, condamne aux dépens l'Official, ou le fait assigner, ou fait saisir le revenu de l'Evêché. La plainte est renvoyée au Cahier. T. V, p. 82.

1675.

L'Ass. de 1675, art. 3 de son Cahier, supplie S. M. d'ordonner aux Parlements d'admettre les Monitoires donnés par les Evêques, comme ceux de leurs Officiaux, à qui les Evêques ont communiqué leur pouvoir, & de maintenir les Evêques dans ce droit. *Preuves de l'article.* T. V, P. Just. p. 156. Recueil, p. 1419 & suiv.

La même Assembl., dans la preuve de l'art. 4 du Cahier, établit trois vérités: 1°. que c'est aux Evêques à juger s'il y a lieu d'accorder un Monitoire; 2°. que le Monitoire ne doit être donné que *in subsidium*, & au défaut des autres moyens; 3°. qu'on ne doit l'accorder que pour cause grave, & qui soit non-seulement péché mortel, mais même crime énorme & scandaleux. T. V, P. Just. p. 156, 157, 158. Recueil, p. 1421 & suiv.

1685.

L'Ass. de 1685, art. 11 du Cahier, supplie S. M. de conserver aux Evêques le pouvoir qu'ils ont de décerner des Monitoires, d'en examiner les causes, & qu'ils ne soient accordés que pour causes graves & crimes scandaleux. Rép. Le tit. 7 de l'Ordonnance de 1670 soit exécuté. Recueil, p. 1462, 1463.

1691.

Le 27 Mars 1691, le Conseil-Privé rend un Arrêt qui casse plusieurs Arrêts du Parlement de Dijon, qui avoit déclaré y avoir abus dans un Monitoire publié par un Prêtre, avec la seule commission de l'Official, sans avoir pris celle du Juge Royal, & qui avoit condamné l'Evêque d'Autun à l'amende & aux dépens, & permis de prendre à partie le Promoteur, sans qu'il y eût calomnie manifeste, & dans une affaire

où il y avoit Partie qui avoit fait les réquisitions. L'affaire & les moyens sont exposés dans le Rapport d'Agence à l'Ass. de 1695. T. VI, P. Just. p. 83, 84, 85.

1697

En 1697, un Particulier s'étant plaint des injures qui avoient été dites à sa femme, obtient du Juge Royal une Sentence pour publication de Monitoire; l'Official de Bayeux l'accorde. Le Particulier exige que les injures, quoique très-infames, soient exprimées dans le Monitoire, en mêmes termes. Sur le refus de l'Official, il obtient une nouvelle Sentence conforme à sa demande. L'Official se pourvoit au Conseil en cassation de cette Sentence. L'affaire est renvoyée au Parlement de Normandie, où elle n'a point eu de suite, ayant été abandonnée par la Partie de l'Official. T. VI, P. J. p. 146.

1700

Le Conseil, par son Arrêt du 12 Mai 1700, casse un Arrêt du Parlement de Dijon, qui déclaroit qu'un Juge d'Eglise ne pouvoit accorder un Monitoire sans la permission du Juge Royal, quand il y avoit cas privilégié. T. VI, P. J. p. 156, 157, 318 & suiv.

L'Evêque d'Evreux se plaint à l'Ass. de 1700, d'un Arrêt du Parlement de Rouen du 22 Juin, qui ordonnoit la saisie du temporel de son Evêché, sur ce que ledit Parlement ayant prononcé, que le Prélat accorderoit un Monitoire, il prétendoit que l'Arrêt n'avoit point été exécuté par l'Evêque d'Evreux, en ce que ledit Monitoire avoit été accordé par son Vicaire-Général. L'Ass. ordonne aux Agents d'intervenir au nom du Clergé. T. VI, p. 534.

L'Ass. de 1700, par les art. 8, 9, 10 du Cahier de la Jurisdiction, demande:

1°. Qu'il soit fait défenses aux Cours de nommer des Ecclésiastiques pour la publication des Monitoires; & en cas de refus ou suspicion des Curés, que les Parties soient renvoyées aux Evêques. Réponse. *Il sera pourvu suivant l'exigence des cas.*

2°. Qu'après la permission obtenue des Cours & autres Juges Royaux, les Parties, ou même les Procureurs-Généraux, ou leurs Substituts, présentent leur Requête aux Evêques pour obtenir les Monitoires, dans l'exposé desquels le fait & les moyens pour les obtenir, soient énoncés. Réponse. *Les Ordonnances pourvoient suffisamment à cet article.*

3°. Qu'il soit fait défenses aux Cours & aux Juges Royaux, de n'ordonner la publication des Monitoires, que pour des crimes graves & scandales publics, & lors seulement que l'on n'en pourra avoir autrement la preuve. Réponse, comme au précédent. Recueil, p. 1474 & suiv.

L'Assemb. de 1735, par l'art. 6 du Cahier sur la Jurisdiction, supplie Sa Majesté de défendre à ses Juges, d'ordonner qu'il soit expédié des Monitoires, sauf à eux de permettre simplement aux Parties requérantes, de se pourvoir devant les Juges d'Eglise; comme aussi de pourvoir à ce que l'usage des Monitoires ne soit pas rendu si commun, & qu'ils ne soient décernés que dans les causes graves & intéressantes. Réponse. *S. M. donnera les ordres nécessaires pour que les Juges se conforment à l'Ordonnance de 1670, & à l'Edit de 1695.* Recueil, p. 1621, 1693.

L'Assemblée de 1745, dans l'art. 8 de son Cahier, renouvelle ces mêmes demandes, auxquelles elle ajoute, que les crimes graves & scandales publics pour lesquels il sera permis auxdits Juges d'accorder la permission d'obtenir des Monitoires, ne seront entendus que dans les cas dont le Jugement pourroit emporter note d'infamie, ou peine afflictive. Réponse. *S. M. se fera rendre compte de ce qui est exposé.* T. VII, P. Just. p. 469, 470.

Mêmes demandes renouvelées dans l'art. 6 du Cahier de 1750. T. VIII, P. J. p. 71, 72.

Ces mêmes demandes sont exposées dans l'art. 5 du Cahier de 1755. Réponse. *S. M. donnera ordre que tous les Tribunaux & Juges de son Royaume, se conforment exactement à l'Ordonnance de 1670 & à l'Edit de 1695, sur cette matière.* T. VIII, P. J. p. 200.

Mêmes demandes de l'Assemb. de 1760, art. 7 du Cahier. Même réponse. T. VIII, P. J. p. 304.

L'art. 5 du Cahier de 1765, est relatif au même objet. Le Roi répond, avoir déjà donné des ordres pour faire observer les dispositions de l'Ordonnance de 1670, & de l'Edit de 1695. T. VIII, P. J. p. 486, 487.

L'art. 4 du Cahier de la Jurisdiction de l'Assemblée de 1775, est à ce sujet. Voyez sur l'article & la réponse du Roi, le second Supplément de la Table, ad calcem.

M. l'Arch. de Tours rend compte

à l'Ass. de 1755, d'un Arrêt rendu au Parlement de Rennes, qui déclare y avoir abus dans la fulmination que l'Evêque de Vannes avoit faite lui-même d'un Monitoire, que les Juges d'Aurai avoient permis d'obtenir. L'Assemb. appuie la Requête présentée au Conseil, pour obtenir la cassation dudit Arrêt, comme contraire au droit de plusieurs Evêques du Royaume. T. VIII, p. 564, 565.

MONNOIES.

§. I. Règlement demandé par les Etats. Crime de fausse Monnoie.

I. Les Etats de 1614 demandent au Roi un bon & assuré Règlement pour les Monnoies. Ils représentent l'évaluation mal proportionnée des espèces, l'impunité du transport, l'introduction des Monnoies étrangères & de l'Orfèvrerie, comme les causes du dérèglement. T. II, p. 165, 166, 210, 211.

II. Le crime de fausse Monnoie imputé à un Clerc, doit-il être instruit, ainsi que les autres cas privilégiés, par le Juge d'Eglise conjointement avec le Juge Laïque? On rapporte là-dessus les raisons pour & contre. T. VI, P. J. p. 149, 150.

§. II. Affaire des Billets de Monnoie; objet de l'Ass. de 1707.

I. Les billets de Monnoie, qui furent introduits dans le commerce, à l'occasion des refontes faites en 1701 & 1704, ont été un des moyens employés pour fournir aux dépenses de la guerre: ils furent d'abord d'une grande ressource pour l'Etat; mais leur crédit éprouva successivement des révolutions. T. VI, p. 925 & suiv.

Le Roi, pour exécuter le dessein qu'il avoit conçu de retirer du public les billets de Monnoie, dont on abusoit étrangement, voulut se servir, pour cet effet, du nom & du crédit du Clergé: en conséquence, il convoqua l'Assemb. de 1707, & y envoya ses Commissaires, qui proposèrent, de sa part, à la Compagnie, de faire, au nom du Clergé, une constitution de rente de 33 millions, de capital, qui pourra être fourni en billets de Monnoie, Sa Majesté se chargeant non-seulement d'assigner en même-temps au Clergé un fonds fixe & certain sur les plus clairs & les plus libres de ses revenus,

pour satisfaire ponctuellement au paiement des arrérages dans les termes ordinaires ; mais encore d'aliéner ce fonds, au profit du Clergé, pour la sûreté & celle du public. Après la proposition de M. le Cardinal Président, la matière mise en délibération :

L'Assemblée arrête, qu'il sera retiré pour 33 millions de billets de Monnoie, dont il sera passé, au nom du Clergé, des Contrats de constitution au denier 22 en faveur des porteurs desdits Billets, aux clauses & conditions portées dans le Contrat qui sera passé avec S. M., qui fournira des fonds fixes & certains pour acquitter les arrérages stipulés par lesdits Contrats, en telle sorte qu'il ne puisse jamais rien en coûter au Clergé, sous quelque prétexte que ce puisse être. M. le Président fait part au Roi de la délibération, qui lui en témoigne, par une Lettre, la satisfaction. T. VI, p. 951 jusqu'à 958.

L'Assemb. nomme une Commission qui s'assemblera à l'Archevêché, pour examiner les clauses & conditions qui doivent être insérées dans le Contrat. Sur le rapport des Commissaires, la Compagnie juge & accepte le fonds des Postes comme le plus sûr de tous les fonds proposés ; mais elle ne demande au Roi, par rapport à ce fonds, qu'une aliénation à titre d'engagement & non de vente.

Le projet du Contrat est dressé en conséquence ; on en fait distribuer copie à chaque Province pour l'examiner : conférences avec M. de Chamillart sur ce projet ; il l'approuve, à la réserve de trois articles consentis dans la suite ; savoir, 1°. un fonds annuel pour être employé au remboursement des 33 millions : 2°. la forme de la reconnaissance des billets de Monnoie : 3°. la Recette & la dépense commises au R. G. du Clergé.

Quant au premier article, M. de Chamillart, après avoir fait part au Roi de la proposition du Clergé, de faire un fonds d'un million par an, écrit à M. le Cardinal, que S. M. trouveroit bon que par le Contrat il fût dit, qu'elle feroit un fonds d'un million par an, cinq ans après la paix, pour le remboursement dudit capital. Sur le second article, on convient aussi de la forme nécessaire pour la reconnaissance des billets de Monnoie. Le troisième est admis encore conformément à la demande du Clergé : son Receveur-Géné-

ral est commis pour la recette & dépense des 1500 mille liv., affectées à l'acquit des rentes, qui devoient être constituées.

L'Ass. demande encore que la faculté d'exercer des contraintes contre les derniers des Postes, au défaut de paiement, soit accordée au Recev. Gén. : l'article est accordé pour le temps du renouvellement du Bail des Postes.

Enfin le projet du Contrat est arrêté & approuvé ; les Agents chargés de veiller à son exécution. Il est signé chez M. le Chancelier par Mrs. du Conseil & par l'Assemb.

Délibération de l'Assemb., qui attribue à M. le Cardinal & à Mrs. les Agents, tant conjointement que séparément, de, pour & au nom du Clergé, prendre à constitution de rente au denier 22 jusqu'à la somme de 33 millions, & règle en même-temps la manière de passer lesdites constitutions : projet des contrats particuliers à passer avec les porteurs des billets. T. VI, p. 958 jusqu'à 970. *Le Contrat, les Arrêts, Déclarations & Lettres-Patentes*, P. J. p. 383 & suiv.

II. Cet arrangement concernant les billets de Monnoie, fut l'unique objet des délibérations de l'Assemb. de 1707 : il n'eut cependant presque pas d'exécution : on prit d'autres voies, les années suivantes, pour éteindre absolument les billets de Monnoie. T. VI, p. 930, 931, 932.

III. Par le compte rendu en l'Ass. de 1710, des billets de Monnoie, la recette monte à un million 3258 liv. 8 sols, & la dépense, dont le Roi a fait le fonds à 22 liv. 6 sols de plus ; de laquelle somme la Commission ordonne, que le comptable se chargera en recette dans le premier compte des billets de Monnoie, attendu que ces fonds appartiennent au Roi, & ne doivent point être confondus avec ceux du Clergé.

Sur quoi M. l'Archev. de Bordeaux représente, que, comme, par une clause du dernier Contrat que l'Assemb. a passé avec le Roi, il étoit porté, que le Clergé ne feroit plus de Contrat pour des billets de Monnoie, la Commission étoit d'avis, qu'on ordonnât aux Agents de se transporter chez les Notaires, dépositaires des délibérations de l'Ass. de 1707 concernant les billets de Monnoie, & qu'ils fissent marquer au bas de chacun, qu'on ne peut plus faire mention d'aucun Contrat sur lesdites

délibérations p. 1073.

Il est convenu après en avoir délibéré avec le Contrôleur-Gén. sera rendu libération, jusqu'à de 46173 liv. rente au denier million 3258 billets de Monnoie tirés, que pour les taxations T. VI, p. 111.

§. III. Régulation de la caisse, ou des espèces

I. L'Assemblée de Manneville de 1707, sur la somme de 32 millions, avoit faite plusieurs choses ; mais il sembloit qu'elle avoit chèrement payé l'Hôtel-de-Ville, charge ; que pour voir comprendre ou à l'Hôtel-de-Ville la diminution des le sieur de Manneville Requête à l'Assemblée d'une semblable supplée d'en que ladite dit sur lui, d'autre Diocèse, ayant mande, l'Assemblée qui convient l'Hôtel-de-Ville chands lui-même satisfaction à 884, 885.

II. En l'Assemblée rend compte au Clergé par ces. M. l'Archev. la nécessité de ment, les choses arriver dans les Bénéficiaires soit entre ceux Commission l'Arch. de Bordeaux mission, fait le Clergé à faire l'Arrêt, à la il rapporte erment, pour p

délibérations. L'avis est adopté. T. VI, p. 1073.

Il est convenu, dans l'Ass. de 1710, après en avoir conféré avec M. le Contrôleur-Gén., que le revenu des Postes sera rendu libre de toute autre destination, jusqu'à concurrence de la somme de 46172 liv. 14 sols; tant pour la rente au denier 22 du principal du million 3258 liv., à quoi montent les billets de Monnoie que le Clergé a retirés, que pour 570 livres 1 sol, pour les taxations accordées au Rec. Gén. T. VI, p. 1121.

§. III. Réglemens & visites de la caisse, ordonnés par les Assemblées, au sujet de la diminution des especes.

I. L'Assemb. de 1655 accorde au sieur de Manneville, son Rec. Gén., une somme de 32000 liv. pour la perte qu'il avoit faite sur la diminution des especes; mais il faut observer, que ladite somme avoit été prise sur un retranchement que ledit Sieur avoit fait à l'Hôtel-de-Ville & sur un fonds de décharge; que par-là la Compagnie pouvoit comprendre que c'étoit au Roi, ou à l'Hôtel-de-Ville à porter cette diminution des especes. En conséquence, le sieur de Manneville ayant présenté Requête à l'Assemb. de 1665, au sujet d'une semblable diminution, & l'ayant suppliée d'en dresser procès-verbal, afin que ladite diminution ne tombât pas sur lui, d'autres Receveurs Provinc. & Diocés. ayant aussi fait la même demande, l'Ass. s'adresse à M. Colbert, qui convient que cette perte regarde l'Hôtel-de-Ville, & le Prévôt des Marchands lui-même promet de donner satisfaction à l'Assemblée. T. IV, p. 884, 885.

II. En l'Ass. de 1700, le Promoteur rend compte des pertes occasionnées au Clergé par la diminution des especes. M. l'Arch. de Bordeaux fait voir la nécessité de prévenir, par un règlement, les contestations qui peuvent arriver dans les Provinces, soit entre les Bénéficiers & les Receveurs Dioc., soit entre ceux-ci & les Recev. Prov.: Commission nommée à cet effet. M. l'Arch. de Bourges, Chef de la Commission, fait monter la perte que le Clergé a faite sur les especes, depuis l'Arrêt, à la somme de 20533 l. 6 d.: il rapporte ensuite le projet de règlement, pour prévenir les contestations

à venir. Sur quoi, délibération de l'Assemblée, qui fait porter par le Clergé-Général les pertes arrivées dans la recette du Clergé, par la diminution des especes, & qui confirme le règlement proposé par la Commission, savoir:

1°. Que les Bénéficiers particuliers des Diocèses pourront payer leurs taxes dans les termes ordinaires, qui sont ouverts pour eux au premier de Février & au premier d'Octobre; qu'en cas de diminution des Monnoies, le Receveur particulier sera visité le premier jour de la diminution, par deux Commissaires du Bureau Diocésain, qui feront un état des especes, sur lequel le Diocèse particulier tiendra compte de la diminution à son Receveur particulier.

2°. Que le Receveur particulier ne pourra porter son argent au Receveur-Provincial, qu'à l'échéance des deux termes ordinaires des décimes; savoir, au 15 Mai, pour le terme de Février, & au 15 Janvier, pour celui d'Octobre, avant lesquels deux termes, le Receveur-Provincial ne sera point obligé de recevoir led. argent, lequel il recevra, mais sans tenir compte au Receveur particulier de la diminution des especes, arrivée dans sa caisse depuis la visite des Commissaires, à moins qu'il ne lui mette en main le procès-verbal qui aura été fait des especes qui se seront trouvées dans sa caisse, le jour de la diminution.

3°. Que pareillement le Receveur-Général ne pourra être contraint à recevoir les deniers de la main des Receveurs Provinciaux, qu'après les échéances desdits deux termes, qui sont, à l'égard des Receveurs-Provinciaux des Généralités de Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Aix & Grenoble, le 15 Juillet, pour le terme de Février, & le 15 Mai, pour le terme d'Octobre; & ceux des Généralités de Lyon, Riom, Poitiers & Bretagne, le premier Juillet, pour le terme de Février, & le premier Mars, pour celui d'Octobre; & ceux des autres Généralités du Royaume, dans le 15 Juin, pour le terme de Février, & le 15 Février, pour celui d'Octobre.

4°. Que le Receveur-Général tiendra compte aux Receveurs-Provinciaux, de la diminution des especes qui arrivera dans leurs caisses, depuis que le Receveur-Provincial aura reçu l'argent des mains du Receveur particulier, pourvu que lesdits Receveurs Provinc.

soient munis de procès-verbaux dressés par deux Commissaires de la Chambre Souveraine, dans les lieux où il y en aura une établie, ou par deux Commissaires du Bureau Diocésain, dans les lieux où il n'y aura pas de Chambre Souveraine, mais seulement un Bureau; & enfin par le Juge Royal, de la demeure du Receveur-Provincial, lorsqu'il n'y aura dans le lieu où est sa caisse, ni Chambre Souveraine, ni Bureau Diocésain.

5°. Et enfin, que l'Assemb. Gén. du Clergé tiendra compte au Rec. Gén., sur les procès-verbaux rapportés par les Recev. Prov., de la diminution des especes, qui sera arrivée depuis que le Recev. particulier aura porté l'argent dans la caisse desdits Recev. Provinc., jusqu'au jour auquel, suivant les Réglements, ils doivent payer le Recev. Gén.; & que pareillement ladite Assemb. tiendra compte au Rec. Gén., sur les procès-verb. de Mrs. les Agents, de la diminution qui sera arrivée dans sa caisse, depuis que les Recev. Prov. lui auront porté leur argent, comme de celle dont il aura lui-même tenu compte aux Recev. Provinc., en vertu du présent Règlement. T. VI, p. 443, 444, 445.

En l'Assemb. de 1701, M. l'Archevêque de Toulouse expose, qu'il s'est élevé une difficulté, au sujet de l'article 2 de la délibération de l'Assemb. de 1700, portant, que les Receveurs Provinc. tiendront compte aux Receveurs Diocés., de la diminution des especes, en rapportant les procès-verbaux de la vérification de leurs caisses, qui auront été faits par les Officiers des Bureaux Diocés.; que cependant le Recev. Prov. des décimes de Toulouse a refusé de tenir compte au Receveur particulier de ce Diocèse, de la diminution portée par le Procès-verb. fait par les Officiers du Bureau Diocésain de Toulouse.

Sur quoi la Compagnie a ordonné, que la délibération de 1700 seroit rapportée: elle nomme une Commission pour l'examiner. Sur le rapport, l'Ass. juge l'éclaircissement nécessaire, & ordonne, que le second article dudit Règlement sera dressé en la manière suivante.

Le Receveur-Provinc. ne sera point obligé de recevoir l'argent du Recev. des décimes, qu'à l'échéance des deux termes ordinaires des décimes; savoir, au 15 Mai, pour le terme de Février, & au 15 Janvier, pour celui d'Octobre,

avant lesquels deux termes, le Recev. Prov. ne sera point tenu de recevoir ledit argent; & si, après lesdits 15 Mai & 15 Janvier, ledit Receveur des décimes veut faire des paiements au Rec. Prov., il ne pourra le contraindre de recevoir les especes sous la valeur courante, à moins qu'il ne rapporte un procès-verbal des Commissaires du Bureau Dioc., par lequel il conste, qu'il a reçu lesdites especes des Bénéficiers, depuis lesdits jours 15 Mai & 15 Janv. T. VI, p. 652, 653.

En l'Ass. de 1705, le Promoteur présente, que, nonobstant les précautions prises par l'Assemb. de 1701, pour l'exécution facile du Réglem. de 1700, au sujet de la diminution des especes, il ne laissoit pas d'y avoir encore de l'embarras. Le Réglement est de nouveau examiné; & sur le rapport de la Commission, il est arrêté:

1°. Que le Receveur particulier ne pourra porter son argent au Rec. Prov. qu'à l'échéance des deux termes ordinaires des décimes; savoir, au 15 Janvier, pour le terme de Février, & au 15 Mai, pour le terme d'Octobre; avant lesquels termes, le Recev. Prov. ne sera point obligé de recevoir ledit argent, mais seulement après lesdits jours 15 Janvier & 15 Mai; & en cas que ledit Recev. Dioc. porte son argent depuis lesdits jours 15 Janvier & 15 Mai, le Rec. Prov. tiendra compte aux Recev. particuliers, de la diminution arrivée depuis lesdits jours, à condition néanmoins que ledit Recev. particulier sera porteur d'un procès-verbal, en bonne & due forme, fait par les Commissaires du Bureau Dioc., depuis lesdits jours 15 Janvier & 15 Mai, contenant le nombre & la qualité des especes sujettes à diminution, qui se seront trouvées dans la caisse lors de la confection dudit procès-verbal, & par lequel il conste que ledit Recev. Diocés. a reçu lesdites especes, depuis lesdits jours 15 Janvier & 15 Mai, des Bénéficiers; à l'effet de quoi lesdits Commissaires se feront représenter les registres de recette & dépense desdits Rec. Diocés., sur lesquels registres ils dresseront leur procès-verbal; ce qui aura lieu, tant pour l'augmentation, que pour la diminution des Monnoies.

2°. Que les Receveurs, tant Diocésains, que Provinciaux & le Receveur Général, seront tenus, conformément aux Réglements du Clergé, d'avoir un registre exact, parafé au désir desdits

Réglements, contre dépense, jour par jour, ils seront obligés & due forme, & savoir, les Recev. L. Commissaires désignés par l'Assemblée du 21 Août de l'Ass. Gén. aux les jours d'augmentation, à l'effet que lesdits Commissaires du Clergé dressent de l'état des caisses, & jours d'augmentation, sans que dorénavant les Receveurs puissent exiger le présent Réceveurs de représenter, sous quelque que ce puisse être.

3°. Que le Règlement imprimé avec ratification, & envoyé dans tous les Diocèses, 779, 780.

L'Assemb. de 1701, Commis aux Receveurs, sont tenus d'avoir de recette & de dépense prescrite pour la R. Clergé, en la dernière de l'Ass. sera coté des Députés au Bureau, commis par le Bureau, établie la Recette & les Commis aux Receveurs, seront tenus de représenter toutes les fois les diminutions ou augmentations, & qu'il en sera les procès-verbaux de diminutions ne seront pas de dépense. T. VII, p. 653, 654, 655.

III. En l'Ass. de 1701, rend compte des diminutions prises pour l'intérêt de la diminution des especes: la Compagnie, VI, p. 653, 654, 655. Il devoit se faire d'especes au premier moyen & mesures Agents, pour éviter la diminution. T. VI, p. 653, 654, 655.

L'Ass. de 1715 ordonne de la caisse du Receveur, deux diminutions de l'une le premier Juin & l'autre le premier Septembre de ladite année, occasionne une perte

Règlements, contenant leur recette & dépense, jour par jour, lesquels registres ils seront obligés de tenir en bonne & due forme, & de les représenter; savoir, les Recev. Diocés. & Prov. aux Commissaires désignés par la délibération du 21 Août de l'Ass. de 1700, & le Recev. Gén. aux Agents-Généraux, les jours d'augmentation & de diminution, à l'effet que, sur ledit registre, lesdits Commissaires & Agents-Gén. du Clergé dressent leur procès-verbal de l'état des caisses desd. Receveurs, es jours d'augmentation & de diminution, sans que dorénavant lesdits Commissaires & Agents-Généraux, & lesd. Receveurs puissent se dispenser d'exécuter le présent Règlement, & lesdits Receveurs de représenter leursdits registres, sous quelque cause & prétexte que ce puisse être.

3°. Que le Règlement sera incessamment imprimé avec la présente délibération, & envoyé par Mrs. les Agents dans tous les Diocèses. T. VI, p. 778, 779, 780.

L'Assemb. de 1716 ordonne, que les Commis aux Recettes Provinciales seront tenus d'avoir un Registre journal de recette & de dépense, en la forme prescrite pour la Recette générale du Clergé, en la dernière Assemblée; que ce Registre sera coté & paraphé par l'un des Députés au Bureau Diocés., à ce commis par le Bureau du lieu où est établie la Recette Provinciale, & que les Commis aux Recettes Provinciales seront tenus de représenter ledit Registre toutes les fois qu'il arrivera des diminutions ou augmentations d'espèces, & qu'il en sera fait mention dans les procès-verbaux; faute de quoi les diminutions ne seront point passées en dépense. T. VII, p. 746, 747, 760.

III. En l'Ass. de 1701, le Rec. Gén. rend compte des mesures qu'il avoit prises pour l'intérêt du Clergé, touchant la diminution prochaine des espèces: la Compagnie les approuve. T. VI, p. 653, 654, 655.

Il devoit se faire une diminution d'espèces au premier Janvier 1700: moyens & mesures prises par Mrs. les Agents, pour éviter la perte sur cette diminution. T. VI, p. Just. p. 130.

L'Ass. de 1715 ordonne deux visites de la caisse du Rec. Gén., au sujet de deux diminutions d'espèces arrivées, l'une le premier Juin, l'autre le premier Septembre de ladite année: la première occasionne une perte pour le Clergé, de

7201 liv. 3 den; la seconde, une perte de 6394 l. 13 s. 9 den. T. VI, p. 1451, 1452.

L'Assemb. de 1723 ordonne quatre visites de la caisse, au sujet d'autant de diminutions des espèces: la première cause une perte au Clergé de 10696 l.: la perte causée par la seconde, est supportée par le Roi, attendu que les deniers appartenoient à Sa Majesté: la troisième cause une perte au Clergé de 950 liv.: la quatrième cause une perte de 4075 liv. 4 sols, lesquelles sommes sont passées au Rec. Gén. dans la dépense de ses comptes. T. VI, p. 1668 jusqu'à 1673.

MONTAUBAN.

1°. L'Evêque de Montauban, Seigneur de la Ville en paréage avec le Roi. *Voyez Justices, n°. III.*

2°. Sur les excès & profanations de ceux de la Religion prétendue-réformée de Montauban, excités par le sieur Labadie, apostat, dont l'Ass. de 1655 poursuit la punition. *Voyez Protestants, an. 1655.*

MONT-DIEU.

[CHARTREUSE DE]

Voyez Chartreux, n°. II.

MONTFERRAT.

Voyez Quêtes.

MONTPELLIER.

1°. Le Syndic du Diocèse de Montpellier fait représenter à l'Ass. de 1670, que la Commanderie des Hospitaliers du Saint-Esprit dudit lieu, avoit toujours été imposée aux décimes dans tous les départements, depuis 1516, jusqu'en 1666; que le Titulaire se pourvut en première instance à la Chambre souveraine de Toulouse, où ayant exposé, que par des Bulles des Papes, la Commanderie étoit exempte de dîmes & de toute autre contribution, il auroit surpris un Jugement, en 1666, en sa faveur: sur quoi la Compagnie a été d'avis, que le Syndic devoit se pourvoir au Conseil, en cassation dudit Jugement, & a ordonné aux Agents d'intervenir. T. V, p. 128.

La même contestation s'étoit élevée entre le même Ordre du Saint-Esprit & le Syndic du Diocèse: elle étoit pendante, en 1735, au Grand-Conseil. L'Assemb., qui tenoit alors, charge les Agents de faire renvoyer au Bureau

1670:

1735:

Diocésain de Montpellier, & par appel à la Chambre souveraine, le différend. T. VII, p. 1463.

1735.

1^o. L'Ass. de 1735 accorde l'intervention des Agents à M. l'Evêque de Coutances, dans l'affaire qu'il avoit contre le même Ordre, au sujet de la Jurisdiction que le Grand-Maitre prétendoit sur les Maisons & Hôpitaux de cet Ordre. T. VII, p. 1463.

3^o. Contestation sur la préséance, entre le Chapitre de Montpellier & les Officiers de la Chambre des Comptes & de l'Hôtel-de-Ville. Voyez Chapitres, §. IV.

4^o. Droit de franc-salé retranché ou diminué à l'Evêque & au Chapitre de Montpellier. Voyez Sel.

5^o. Bénéficiers de Montpellier & du Diocèse, taxés par les Juges Royaux pour aumône. Voyez Aumônes, §. I.

1730.

6^o. Délibération de l'Ass. de 1730, au sujet d'une Lettre de M. l'Evêque de Montpellier, écrite au Roi. L'Assemblée en prend connoissance, & nomme une Commission pour l'examiner. Mrs. les Commissaires font observer que cette Lettre intéresse les Evêques d'une manière très-essentielle, soit par rapport à la doctrine, soit par rapport à leur attachement inviolable pour la personne sacrée de Sa Majesté & les droits de sa Couronne. Sur le Rapport qui en est fait, la Compagnie s'en plaint amèrement dans une Lettre qu'elle écrit elle-même au Roi, & qui, contre l'usage des Lettres écrites à Sa Majesté, a été signée par tous les Députés, à raison des circonstances. T. VII, p. 1071 jusq. 1082.

1755.

7^o. Le Parlement de Toulouse rend un Arrêt, le 14 Juillet 1755, par lequel il est déclaré y avoir abus dans une Ordonnance de l'Evêque de Montpellier, ainsi que dans la réponse de ce Prélat. Ledit Arrêt faisant de plus injonction au Prélat de pourvoir incessamment à la desserte des Paroisses qui se trouvent sans Curés, par la vacance du Bénéfice, ou par l'absence, interdiction ou autre empêchement du Titulaire; & ce, sous peine de saisie de son temporel. La Compagnie supplie M. le Président de représenter au Roi, de la manière la plus forte, l'injustice dudit Arrêt, l'impossibilité où se trouve l'Evêq. de Montpellier de l'exécuter, par le fait même des Juges qui l'ont rendu, & de supplier Sa Majesté d'y apporter un remède prompt & efficace. T. VIII, p. 564.

8^o. Par Arrêt du 18 Mars 1760, & sur la requête & demande de renvoi faite par l'Ass. de 1760, la connoissance des contestations qui étoient pendantes en la Chambre Supérieure Ecclésiastique de Toulouse, entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Montpellier & les Bénédictins de l'Abbaye de la Chaize-Dieu, Appellants de l'Ordonnance contr'eux rendue par le Bureau Diocésain de Montpellier, au sujet de la taxe sur eux faite par ce Bureau, à cause du Prieuré & de la Terre de Poussan, dans laquelle instance le Syndic du Diocèse de Clermont avoit été reçu Partie intervenante, est renvoyée à l'Ass. de 1760: cette Assemblée accepte le renvoi, & nomme des Commissaires pour l'examen des pièces, à l'effet, sur leur rapport & sur les conclusions du Promoteur, d'être par elle ordonné ce qui appartiendra. T. VIII, p. 950, 951. P. J. p. 322 & s.

Les Commissaires exposent, dans leur Rapport, que la principale question à décider consiste à savoir, si le Prieuré de Poussan, ayant été compris dans le rôle des décimes du Diocèse de Montpellier avant 1516, & dans le département de 1641 & 1646, la Terre & Seigneurie du même nom, qui y a été réunie en 1746, & qui avoit été donnée aux Bénédictins de la Chaize-Dieu en 1741, doit être imposée par la Chambre Ecclésiastique de Montpellier, ou si cette Terre doit l'être par la Chambre de Clermont, à cause que l'Abbaye de la Chaize-Dieu, qui est le chef-lieu, tant du Prieuré que de la Terre de Poussan, est dans ce Diocèse. Moyens respectifs des Parties.

L'Ass., oui le rapport & les conclusions du Promoteur, sans avoir égard à l'appel interjeté par les Bénédictins de la Chaize-Dieu de l'Ordonnance du Bureau Diocésain de Montpellier, du premier Mars 1758, dont ils sont déboutrés; & sans s'arrêter pareillement aux fins & conclusions prises par le Syndic du Diocèse de Clermont en la Chambre Supérieure de Toulouse, ordonne, que l'Ordonnance du Bureau Diocésain de Montpellier sera exécutée selon sa forme & teneur, &c. T. VIII, p. 951 & s.

Mrs. les Agents font part, à l'Ass. de 1765, d'un Arrêt du Conseil d'Etat, du 12 Mars 1765, rendu sur le vu des requêtes respectives du Syndic du Diocèse de Montpellier, & du Syndic des Bénédictins de la Chaize-Dieu, qui renvoie à la présente Assemblée la demande

en

1760.

en cassation. Diocèse ment ren la Chambre 16 Septentie décid objet les i par le Di cause du h de la Terre

Lectur leur ayan voi, le re une Comma exactement les moyer clusions d en délibé pellées :

Nous, séquence d lons le Jug Supérieure s'en est su que le Jug de Montpo ensemble l 1760, sero & teneur. nons les B à payer, e Diocésain e eux faites, Terre de P & suiv., ju payer aussi, ques & cor de Montpe nédicins d justifieront du sieur de lesdits Reli Diocèse de qu'ils pour du Jugeme de Toulou soit à titre Comme au ligieux en 1536 jusq.

M O

Voyez A

MONT

L'Assem prise par Pr l'Abbaye d à l'Archevê possession, mes, ni au Table de

1305 **MONTREUIL. MONT-S.-MARTIN. MORALE.** 1306

en cassation formée par le Syndic du Diocèse de Montpellier, d'un Jugement rendu entre lesdites Parties, par la Chambre Supérieure de Toulouse, le 16 Septembre 1763. Ce Procès, en partie décidé par l'Ass. de 1760, a pour objet les impositions faites depuis 1756, par le Diocèse de Montpellier, tant à cause du Prieuré de Poussan, qu'à cause de la Terre & Seigneurie du même nom.

Lecture faite de l'Arrêt, le Promoteur ayant requis l'acceptation du renvoi, le renvoi accepté, l'Ass. nomme une Commission. Sur le rapport où sont exactement déduits, tant le fait, que les moyens des Parties; oui les conclusions du Promoteur, la matière mise en délibération, & les Provinces appelées :

Nous, [c'est le Jugement] en conséquence du renvoi, cassons & annulons le Jugement rendu en la Chambre Supérieure de Toulouse, & tout ce qui s'en est suivi. Ce faisant, ordonnons que le Jugement du Bureau Diocésain de Montpellier, du premier Mars 1758, ensemble le Jugement de l'Assemb. de 1760, seront exécutés selon leur forme & teneur. En conséquence, condamnons les Bénédictins de la Chaize-Dieu à payer, entre les mains du Receveur Diocésain de Montpellier, les taxes sur eux faites, à cause du Prieuré & de la Terre de Poussan, pour les années 1756 & suiv., jusques & compris 1760, à payer aussi, pour les années 1761, jusques & compris 1765; sauf au Diocèse de Montpellier à tenir compte aux Bénédictins des non-jouissances dont ils justifieront, seulement pendant la vie du sieur de Montanier. Condamnons lesdits Religieux à rendre & ratifier au Diocèse de Montpellier, les sommes qu'ils pourront avoir exigées en vertu du Jugement de la Chambre Supérieure de Toulouse, soit à titre de dépens, soit à titre de restitution de surtaxe. Comme aussi condamnons lesdits Religieux en tous les dépens. T. VIII, p. 1536 jusqu'à 1564. P. J. p. 530 & f.

MONTREUIL.

Voyez Amiens, n°. I.

MONT-SAINT-MARTIN.

L'ASSEMBLÉE de 1665, délibération prise par Provinces, maintient & garde l'Abbaye du Mont-Saint-Martin, unie à l'Archevêché de Sens, en son droit & possession, de ne point payer de décimes, ni autres subventions qui se le-

Table de la Coll. des P. V.

vent sur le Clergé de France, attendu qu'elle est du Diocèse de Cambrai. Elle fait défenses à la Chambre Ecclesiastique de Noyon, de l'imposer à l'avenir, sous prétexte de quelques terres situées dans ledit Diocèse appartenant à l'Abbaye, à peine de répéter les taxes contre elle. T. IV, p. 1047.

MORALE.

I. L'Ass. de 1641 supplie le Pape d'interposer son autorité, à ce que personne n'écrive des cas de conscience en langue vulgaire. T. III, p. 101.

II. L'Ass. de 1641 charge ses Commissaires d'écrire à la Faculté de Théologie, de la part de l'Assemb., pour l'inviter à faire connoître les conclusions certaines de la Théologie Morale. Elle désigne les Docteurs séculiers & réguliers qu'elle désire être employés à cet ouvrage. T. III, p. 101, 102.

Le Corps de Théologie Morale, résolu dans l'Assemb. de 1641, est proposé de nouveau en l'Assemb. de 1655. En cette Assemblée, l'Evêque de Boulogne remontre, qu'on avoit dessein de traduire Escobar en François, & qu'on pourroit en faire de même des autres Casuistes, si la Compagnie ne s'employoit pas pour en empêcher l'impression: elle députa vers M. le Chancelier, qui promettit de ne point donner de Privilège pour l'impression d'Escobar, & que s'il pouvoit découvrir où il s'imprime, il en feroit confisquer les exemplaires & punir l'Imprimeur. Les Jésuites l'avoient fait imprimer à Lyon & à Bruxelles, in-4°. avec figures. T. V, p. 421 & la note.

III. Le Curé de S. Maclou de Rouen prêcha contre la Morale relâchée; les Jésuites se croyant désignés, se plaignent. Le Pere Brisacier, Recteur, présente sa requête en plainte à M. l'Archev. de Rouen; le Curé, de son côté, présente la sienne, signée de trente de ses Confreres, contre ledit Pere Brisacier, & tendante à faire censurer les propositions de Morale relâchée, & les faire désavouer & désapprouver par led. Pere. M. l'Archevêque de Rouen envoie son Grand-Vicaire à l'Assemblée de 1655, pour la prier, en son nom, d'appaîser cette contestation: les Curés de Paris se joignent à ceux de Rouen, pour faire censurer les propositions de Morale relâchée: l'Ass. nomme des Commissaires pour examiner les Requêtes & Mémoires des uns & des autres. On en restitua. T. IV, p. 230 & f.

T t t

Les Curés de Paris écrivent & envoient une Lettre circulaire aux autres Curés du Royaume, pour se réunir ensemble, à l'effet d'obtenir la censure des propositions. *Voyez* Curés, §. IV, n°. 1.

IV. En l'Assemblée de 1682, M. de Harlai, qui en étoit le Président, expose & remontre qu'il y avoit une affaire de conséquence, c'est la Morale. Elle avoit été, disoit ce Prélat, heureusement commencée dans l'Assemblée de 1655 : les Curés de Paris, de Rouen & des autres Villes du Royaume s'opposèrent, autant qu'ils purent, au désordre des mauvaises opinions qui se répandoient; plusieurs Evêques y pourvurent, autant qu'il fut possible pour lors, par des Lettres Pastorales & par des censures. Le Pape Alexandre VII condamna plusieurs propositions pernicieuses des Casuistes. On commença bien en ce temps-là; mais s'attachant à d'autres objets, on ne put rien achever. Le Pape, qui remplit aujourd'hui la Chaire de S. Pierre, (Innocent XI) a fait faire, par le Tribunal de l'Inquisition, une censure de 657 propositions; mais enfin, continue M. de Harlai, nous ne pouvons recevoir ce qui est émané de ce Tribunal; ramassons ce qui a été fait par les Evêques nos Prédecesseurs, par les savantes Universités; n'agissons pas, en cette occasion, comme des Référéndaires, mais comme des Evêques & des Juges, afin de donner lieu au Pape de revêtir de l'autorité Apostolique ce que nous aurons fait. T. V, p. 429 & f.

L'Assemblée nomme une Commission à cet effet. L'affaire étoit fort avancée, lorsque le Roi jugea à propos de séparer l'Assemblée : elle n'a point été reprise dans les Assemblées suivantes. T. VI, p. 477, 478.

Ce que les Assemblées précédentes n'avoient pu exécuter, a été heureusement terminé par l'Assemblée de 1700. *Voyez* Censures doctrinales, n°. XXI.

MORINIERE. [1A]

Voyez Receveur-Général, §. III, n°. V.

MORTS DES ROIS, REINES, PRINCES ET PRINCESSES.

I. LA Reine-Mère, Anne d'Autriche, étant morte, l'Assemblée de 1665, toutes choses étant pour cela disposées, résout de se rendre dans la salle de

l'Assemblée, & de là partir pour aller au Louvre, donner de l'eau-bénite au corps de la feu Reine, & qu'après cette cérémonie, trois Prélats assis sur des chaises à dos, & pareil nombre du second Ordre, assis sur des placets en la même ligne, garderoient le corps, auxquels succéderaient trois autres de chaque Ordre, d'heure en heure. En conséquence, la Compagnie part pour le Louvre, où l'Aide des Cérémonies, en l'absence de M. de Saintot, l'a reçue à la porte; & après l'avoir conduite dans la salle du Conseil, le sieur de Saintot y est venu, & de là Mrs. les Prélats, tant du dehors que de l'Ass., en rochet & camail, & Mrs. du second Ordre, avec leurs bonnets quarrés, marchant deux à deux, ont été conduits dans la salle des Suisses, où ils étoient en haie, aussi sous les armes, & de là dans l'antichambre, où M. de Brancas, Chevalier d'honneur de la feu Reine, & ses autres principaux Officiers, les ont reçus & introduits dans la chambre où étoit son corps, auquel ils ont donné chacun de l'eau-bénite les uns après les autres. Le *De profundis* ayant été chanté par la musique, M. l'Arch. d'Auch, son Grand-Aumônier qui avoit l'étole, a dit l'Oraison. Après quoi tous se sont retirés dans le même ordre & accompagnés par les mêmes. T. IV, p. 1064, 1065.

II. La nouvelle de la mort du Roi Louis XIV étant parvenue à l'Ass. de 1715, la Compagnie, conformément à ce qui s'étoit pratiqué en 1666, après la mort d'Anne d'Autriche, dit le *De profundis*, & prie M. l'Evêque de Blois de dire la Messe basse de l'Ass. pour le feu Roi. T. VI, p. 1486.

Elle envoie un des Agents à Versailles, pour recevoir les ordres du Roi, & savoir le jour & l'heure qu'il plairoit au Roi de donner audience à la Compagnie. Le jour & l'heure étant fixés, l'Ass. se rend à Versailles, & rend ses respects au Roi, M. l'Arch. de Narbonne portant la parole. L'Assemblée nomme une députation composée de six Prélats & d'autant de Députés du second Ordre, pour saluer M. le Duc d'Orléans, Régent du Royaume. Au sortir de chez le Roi, cette députation se rend chez M. le Duc d'Orléans; M. l'Evêque d'Angers porte la parole. Cérémonial observé en ces deux occasions. Harangue. Réponse de M. le Régent. T. VI, p. 1486 jusqu'à 1493.

Quatre Prélats & autant de Dépu-

rés du second garde du corps qu'il soit possible relevent l'écriteau du tableau. C'est dans ces les Grand-Monies, qui sont les carreaux, dus, & qu'il y a une station dans l'Ass. dont du feu Roi : & camail violencore pris l'cond Ordre e ner quarré.

Autre diffin des Cérémonies occasion l'Ass. s'il le faisoit pour le Clergé par sa charge. tie de la char donné de l'esperçoit que l ne marchoit p un Agent po Delgranges n étoit censée avoit été do pas autrement testation réité nom de l'Ass.

Délibération trois objets c les carreaux, fus de M. D la Compagni de demander pour lui repr jets, les rais plaindre. L'au le Régent ce en faveur du usage n'étant de de l'Ass. d'ailleurs trop faire au fonda ce qui se fera judiciaire point elle consens par ses Agents à Mrs. les l

1509 MORTS DES ROIS, &c.

rés du second Ordre, sont commis à la garde du corps du feu Roi, jusqu'à ce qu'il soit porté à S. Denis, lesquels se relèvent successivement, suivant l'ordre du tableau. Carreaux contestés aux Prélats, dans cette Cérémonie, par Mrs. les Grand-Maitre & Maître des Cérémonies, qui protestent qu'en accordant les carreaux, ce n'est pas qu'ils fussent dus, & qu'ils infirmeront leur protestation dans la relation qu'ils feroient de cette cérémonie, & demandent qu'elle soit reçue par Mrs. les Agents. Délibération de l'Ass., pour se plaindre de la difficulté qui lui est faite, comme aussi de ce qu'on ne donne point aux Prélats des chaises à dos dans ces sortes de cérémonies.

L'Ass. donne de l'eau-bénite au corps du feu Roi : Mrs. les Prélats en rochet & camail violet, [la Cour n'avoit pas encore pris le deuil,] & Mrs. du second Ordre en manteau long & bonnet quarré. Cérémonial observé.

Autre difficulté de la part du Maître des Cérémonies, pour conduire en cette occasion l'Assemb. Il prétendoit, que s'il le faisoit, c'étoit par considération pour le Clergé, n'y étant point obligé par sa charge. La Compagnie étant sortie de la chambre du Roi, après avoir donné de l'eau-bénite au corps, s'aperçoit que le Maître des Cérémonies ne marchoit pas à sa tête : elle lui envoie un Agent pour en savoir la raison. M. Desgranges répond, que la cérémonie étoit censée finie dès que l'eau-bénite avoit été donnée; qu'il n'en agiroit pas autrement envers le Parlement : protestation réitérée faite à ce sujet, au nom de l'Assemb., par Mrs. les Agents.

Délibération de l'Assemb. sur les trois objets de contestations; savoir, les carreaux, les chaises à dos & le refus de M. Desgranges de reconduire la Compagnie. M. le Président est prié de demander audience à M. le Régent, pour lui représenter, sur ces trois objets, les raisons que le Clergé a de se plaindre. L'audience est accordée. M. le Régent convient des faits allégués en faveur du Clergé; mais le dernier usage n'étant pas conforme à la demande de l'Assemb., & le temps se trouvant d'ailleurs trop court pour examiner l'affaire au fond, S. A. R. déclare, que ce qui se fera en cette occasion, ne préjudiciera point au Clergé pour l'avenir : elle consent aussi que le Clergé fasse, par ses Agents, un acte de protestation à Mrs. les Maîtres des Cérémonies.

MORTS DES EVÊQUES. 1510

L'acte est du 5 Septembre 1715. Réponse du Grand-Maitre audit acte.

La Compagnie, après avoir fait ses réflexions sur la réponse du G. Maitre, ordonne que l'acte de protestation & la réponse seront mises aux Archives : elle prie en même-temps M. l'Archevêq. de Narbonne de dresser, avec tels de Mrs. les Prélats qu'il jugera à propos, les Mémoires qui doivent être présentés à S. A. R. T. VI, p. 1493 & suiv.

L'Ass. de 1715 ordonne un Service solennel & une Oraison funebre aux Augustins, pour le feu Roi Louis XIV. Autre Service funebre à Saint-Denis, auquel elle est invitée par ordre du Roi. Voyez Services funebres, §. I & II, an. 1715.

III. Cérémonie de l'eau-bénite donnée par le Clergé en 1713, à Madame la Princesse de Condé. Mrs. les Agents Généraux avoient eu avis par une Lettre de M. Desgranges, Maître des Cérémonies, que le corps étoit exposé dans la chambre de parade : cérémonial observé. T. VI, P. J. p. 688 & c.

IV. En 1741, & en conséquence d'une Lettre de M. de Maurepas écrite à M. l'Archev. de Paris, Mrs. les Prélats s'assemblent à l'Archevêché, d'où ils partent en rochet & camail, pour aller donner de l'eau-bénite au corps de Madame la Duchesse de Bourbon : ils vont en carrosse au Palais de la Princesse, où ils sont reçus dans la cour à la descente de leur carrosse, &c. Voyez T. VII, P. Just. p. 423, 424.

MORTS DES EVÊQUES.

I. L'ASSEMBLÉE de 1655, conformément au Règlement fait sur le même sujet en 1625, ordonne, que, lorsqu'il arrivera le décès de quelqu'un de Mrs. les Prélats, les Agents en informeront tous les Prélats du Royaume par une Lettre circulaire. T. IV, p. 439.

L'Ass. de 1700 renouvelle le même Règlement, en invitant les Evêques de faire & d'ordonner des prières pour l'ame des Evêques décédés, & pour le digne choix de leurs Successeurs. T. VI, p. 188.

Même Règlement renouvelé par l'Ass. de 1710. T. VI, p. 1149, 1150.

Et par l'Ass. de 1713. T. VI, p. 1766.

Le Règlement de 1715, art. 19, tit. des Agents, leur prescrit la même chose. T. VI, P. Just. p. 498.

II. Le Règlement de l'Assemb. de 1715, art. 37, tit. des Assemb. Gén., porte, qu'en cas de décès de quelques-

uns des Députés du premier & du second Ordre, pendant la tenue des Ass., il sera dit un *De profundis*, lorsque l'Assemb. sera avertie du décès, & une Messe basse à leur intention, qui sera dite le premier jour non empêché; & il sera fait, le jour que l'Assemb. indiquera, un Service solennel, auquel Service un des Evêques officiera, & tous les Députés y assisteront; avec cette différence, qu'en cas de décès d'un des Evêques, le Service sera célébré avec grandes abfoutes, & même il pourra y avoir Oraison funebre: & s'il décède un Prélat qui ne soit pas du nombre des Députés lorsqu'on donnera avis de la mort à l'Assemb., il sera seulement dit un *De profundis* dans la même séance, & le premier jour qui ne sera pas empêché, la Messe basse de l'Assemb. sera dite à l'intention du Prélat défunt. T. VI, P. J. p. 491, 492.

Divers exemples de l'usage observé

par rapport aux Prélats députés qui meurent dans le cours des Assemblées. Voyez Services funebres, §. I.

Exemples par rapport aux Prélats non députés, dans l'Ass. de 1710. T. VI, p. 1150.

De 1715. *Ibid.*, p. 1508.

De 1723. *Ibid.*, p. 1765, 1766.

Dans plusieurs autres Ass., notamment de 1750. T. VIII, p. 414.

De 1755. T. VIII, p. 605.

De 1760. T. VIII, p. 1000, 1001.

De 1770. T. VIII, p. 1918.

De 1775. T. VIII, p. 2605.

MORTS. [RECELE DE CORPS]

Voyez Recelé.

MURIERS.

Voyez Meuriers.

MYSTERIA POLITICA.

Voyez Censures doctrinales, n°. III.

N.

NANTES.

I. Le sieur Bernard, Conseiller au Présidial de Beziers, présente à l'Assemblée de 1665 un Livre manuscrit sur l'Edit de Nantes, où il fait voir, que non-seulement ceux de la Religion prétendue-réformée ne pouvoient pas en tirer de grands avantages contre les Catholiques, mais encore que l'exécution de cet Edit nous étoit favorable en une infinité de cas. L'Ass. ordonne l'impression dudit Ouvrage aux dépens du Clergé, & accorde à l'Auteur une somme de 400 louis d'or. T. IV, p. 1055, 1056.

Nos Rois envoyoient dans les Provinces des Commissaires, pour connoître des infractions contre cet Edit. Voyez Commissaires envoyés dans les Provinces.

Sur les infractions faites par les Huguenots contre l'Edit. Voyez Protestants.

L'Edit de Nantes n'avoit point lieu, ni sur l'Océan, ni dans l'Amérique, qui sont des Pays unis à la Couronne depuis la publication de l'Edit. T. V, P. J. p. 150.

A-t-il lieu ou devoit-il avoir lieu dans le Béarn? Voyez Béarn, §. I.

II. Affaire du Diocèse de Nantes contre M. de Pennautier, Recev. Génér. du Clergé, pour finance. Ladite affaire

portée à l'Ass. de 1710, & terminée par elle. T. VI, p. 1134, 1135.

NANTUA.

PRIEURÉ taxé comme Domaine du Roi, par le Conseil, & déchargé de cette taxe. Voyez Domaine du Roi.

NARBONNE.

1°. Le Diocèse de Narbonne prétendoit avoir lui seul plusieurs voix dans les Assemb. Provinc. : prétention jugée sans fondement par l'Assemb. de 1595. Voyez Assemblées-Provinc., n°. X.

2°. En l'Ass. de 1605, M. l'Archev. de Narbonne, dans la contestation élevée au sujet de la Présidence & Préséance entre les Archev. de Lyon, de Bourges & de Sens, tâche d'établir qu'il ne dépend en aucune façon, non plus que son Eglise & sa Province, de celui de Bourges, attendu qu'il est autant Primat & Patriarche, que l'Arch. de Bourges; ce qu'il prouve par les rescrits de plusieurs Papes. T. I, p. 712.

3°. Contestation entre le Chapitre de Narbonne & le Syndic du Diocèse de Beziers, sur ce que ledit Syndic avoit compris dans le département des décimes dudit Diocèse, un Prieuré qui y est situé, mais uni à l'Eglise de Narbonne & dépendant de sa Menfe capitulaire. Le différend ayant été porté au

Conseil, le Jugement de l'Assemb. de 1645, connoissance, rend Narbonne quitte & des, fins & conclusions par le Syndic p. 387 & suiv.

4°. Le Parlement de 1651, décrète de chevéque de Narbonne de Prélats, §.

5°. M. l'Evêque à l'Ass. de 1730, urée par M. l'Archev. fin de réformation se plaignoit avoir été par le départe-tifié en 1646. L'Ass. faires du nouveau ral d'examiner cette leur rapport, y être appartiendra. T. V

6°. Contestation glise Métropolitaine Narbonne, & la Co-bitants de la même de l'imposition du taille réelle. Intéré de 1730. Voyez In

7°. M. l'Ev. de de 1730, le Rapp que la Province de posoit de faire au fût permis de s'ass Provincial. Les en-teurs, & leur rési- Constitutions & Ju-motifs de cette den de l'Assemb., par que la demande de bonne concernant cile Provinc. dans insérée dans le C de l'Assemb., & au nom de la Con-lar chargé de la H T. VII, p. 1063 &

8°. Le Diocèse mander à l'Ass. d-ge, attendu que p-ticuliers n'existen-cese, & que plusie-Bénéfices, dont dans des Diocèse réunis au chef-lie-fés. L'Ass. a rejette p. 1468, 1469.

NAVARR

I. AFFAIRE des varre. Voyez Béa

Conseil, le Jugement en est renvoyé à l'Assemb. de 1645, qui, en ayant pris connoissance, renvoie le Chapitre de Narbonne quitte & absous des demandes, fins & conclusions contre lui prises par le Syndic de Beziers. T. III, p. 387 & suiv.

4°. Le Parlement de Toulouse, en 1651, décrète de prise de corps l'Archevêque de Narbonne. Voyez Assemblées de Prélats, §. I, n°. XXII.

5°. M. l'Evêque de Nîmes rapporte à l'Ass. de 1730, une Requête présentée par M. l'Archev. de Narbonne, à fin de réformation de la surtaxe qu'il se plaignoit avoir été faite à son Diocèse par le département de 1641, rectifié en 1646. L'Ass. prie les Commissaires du nouveau département général d'examiner cette affaire, pour, sur leur rapport, y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. T. VII, p. 1184, 1185.

6°. Contestation formée entre l'Eglise Métropolitaine de Saint-Just de Narbonne, & la Communauté des Habitants de la même Ville, à l'occasion de l'imposition du cadastre & de la taille réelle. Intérêt qu'y prend l'Ass. de 1730. Voyez Impôts, §. II.

7°. M. l'Ev. de Nîmes fait à l'Ass. de 1730, le Rapport de la demande que la Province de Narbonne se proposoit de faire au Roi, à ce qu'il lui fût permis de s'assembler en Concile Provincial. Les entreprises des Novateurs, & leur résistance aux dernières Constitutions & Jugements de l'Eglise, motifs de cette demande. Délibération de l'Assemb., par laquelle il est arrêté que la demande de la Province de Narbonne concernant la tenue d'un Concile Provinc. dans cette Province, sera insérée dans le Cahier des demandes de l'Assemb., & qu'elle sera réitérée, au nom de la Compagnie, par le Prélat chargé de la Harangue de clôture. T. VII, p. 1063 & suiv.

8°. Le Diocèse de Narbonne fait demander à l'Ass. de 1735 une décharge, attendu que plusieurs Bénéfices particuliers n'existent plus dans le Diocèse, & que plusieurs membres d'autres Bénéfices, dont le chef-lieu est situé dans des Diocèses différents, ont été réunis au chef-lieu, pour y être imposés. L'Ass. a rejeté la demande. T. VII, p. 1468, 1469.

NAVARRÉ. [BASSE-]

I. AFFAIRE des décimes pour la Navarre. Voyez Béarn, §. II.

II. Dîmes inféodées en cette Province, sur lesquelles les Curés perçoivent les prémices. Voyez Prémices.

III. M. l'Ev. de Bayonne fait part à l'Assemb. de 1750, d'un Mémoire du Clergé de la Basse-Navarre, concernant le droit d'amortissement qui lui étoit demandé. Le Mémoire est renvoyé au Bureau du Temporel, pour être examiné. M. l'Archevêq. de Sens, Chef de la Commission, expose que cette Province, par Arrêt du Conseil, du mois de Septembre 1704, avoit été nommément affranchie de tous droits d'amortissement & de franc-fief, au moyen d'une somme de 22000 l. payée alors par cette Province; qu'au préjudice de cet Arrêt, celui de Juillet 1749, assujettissoit tous les gens de main-morte de cette Province, à payer des amortissements depuis 1689; & qu'ainsi cette Province devoit au moins être réputée exempte depuis 1704. L'Ass. charge les Agents de suivre cette affaire, & députe vers M. de Courteil & M. le Contrôleur-Général à ce sujet. Réponse favorable de M. de Courteil. T. VIII, p. 368.

N É R E S T A N.

Voyez Annonciade.

N E V E R S.

1°. En l'Assemb. de 1600, M. l'Ev. de Nevers représente, que, par l'établissement des Bureaux des décimes, le Diocèse de Nevers se trouvoit ressortir au Bureau de Lyon, qui en est distant de 60 lieues, & qu'il ne l'étoit de Bourges que de 14. Arrêté que les Agents présenteront Requête au Roi & à son Conseil, & supplieront S. M. de transférer le Diocèse de Nevers à Bourges. T. I, p. 677.

En l'Assemb. de 1605, le Grand-Archidiacre de Nevers présente à la Compagnie une Procuration du Diocèse de Nevers, par laquelle il la supplie d'avoir agréable que les affaires dud. Diocèse soient traitées dorénavant au Bureau de Paris & non au Bureau de Lyon. Ainsi ordonné pour le temps du Contrat qui sera fait avec le Roi. T. I, p. 774.

Par Arrêt du Conseil, du 19 Juillet 1698, rendu entre le Syndic du Chapitre de Nevers, le Syndic du Bureau des décimes dudit Nevers, le Syndic de la Chambre souveraine de Paris, & celui de la Chambre souver. de Lyon, il a été ordonné que les appellations

1600.

1605.

1700.

des Jugemens du Bureau Diocésain de Nevers, ressortiroient à la Chambre souveraine de Paris, par provision seulement, jusqu'à ce que, par l'Ass. Gén., le ressort dudit Bureau ait été réglé définitivement. Requête en conséquence du Syndic du Chapitre de Nevers à l'Assemb. de 1700, pour être ordonné que les appels se porteroient à la Chambre de Paris. Sur cette Requête, l'Ass. ordonne que les autres Parties seront assignées en la présente Ass., pour être fait droit. Pour juger plutôt & sans attendre les délais, M. le Président représente qu'il est à propos de demander le consentement par écrit de Mrs. les Archevêq. de Paris, de Lyon & de M. l'Evêque de Nevers. T. VI, p. 540. P. J. p. 127, 128, 231 & suiv.

1660. 1°. L'Evêque de Nevers est extraordinairement offensé par le Grand-Prieur de Clugny. Le Cardinal Mazarin nomme quatre Commissaires pour examiner cette affaire. V. Evêques, §. XII, n°. II.

1705. 3^o. Les Officiers du Duc de Nevers formant la Chambre des Comptes, commentent à un Curé du Diocèse de Nevers, qui résidoit plus à Clamecy qu'à la Paroisse contre les ordres de son Evêque, la desserte de la Chapelle qui forme le titre de l'Evêché de Bethléem, & qui est dans la Ville de Clamecy : l'Evêché de Bethléem étoit vacant. L'Evêque de Nevers se plaint de cette entreprise à l'Ass. de 1705, qui renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdiction. T. VI, p. 847, 848.

1744. 4°. Le Conseil rend un Arrêt, le 17 Mars 1744, qui condamne les Ecclésiastiques du Diocèse de Nevers, au paiement des droits de Courtiers-Jaugeurs de boiffons, pour raison des vins & boiffons provenus du cru de leurs bénéfices. *Voyez Aides*, an. 1745.

NEUME. [DROIT DE]

M^{re}. l'Evêque de Tréguier représente à l'Assemb. de 1670, qu'il y avoit un droit en Bretagne, appelé *Neume*, qui étoit un vingt-neuvième des biens meubles, qui appartenoit aux Recteurs des Paroisses, à la mort des chefs de famille; que cependant ce droit n'y étoit plus reçu, le Parlement ayant donné des Arrêts contraires à cet usage. M. de Tréguier est prié de ramasser les titres sur lesquels la Compagnie puisse demander une Déclaration pour la jouissance dudit droit. T. V, p. 123.

NICOLAS-AUX-BOIS.
[ABBAYE DE SAINT-]

Voyez Missions, n°. II.

NIMES.

1°. DÉCOTTISATION des décimes du
Diocèse de Nîmes, sur le Diocèse d'A-
lais, après l'érection d'Alais en Evê-
ché. Voyez Alais.

2°. L'Eglise de Nîmes ayant été secularisée en 1539, par le Pape Paul III, sur la Supplique du Roi François I, plusieurs Bénéfices furent réunis par la même Bulle à l'Evêché, pour en faire la dotation : de ce nombre fut le Prieuré de Notre-Dame de Dourbie ; la Bulle fut revêtue de Lettres-Patentes enregistrées au Grand-Conseil. Cependant, vers 1723, le Vicaire perpétuel de ce Prieuré l'impetie en Cour de Rome : l'Evêque de Nîmes se pourvoit à l'Aff. de 1725, qui charge deux de ses Députés de solliciter l'affaire au Conseil des dépêches, & prie Mrs. les Prélats qui se trouveront à Paris, de se joindre à Mrs. les Agents, pour le succès de cette affaire. T. VII, p. 473, 474, 475. *Affaire semblable.* P. Just. p. 110, 111.

3°. Le Chapitre de Nîmes réclame la protection de l'Assemblée de 1750, au sujet d'une affaire qui lui étoit suscitée par un Dévolutaire qui vouloir lui enlever le Prieuré ou Vicairie perpétuelle de Montignargues, uni à la Menfe Capitulaire depuis près de fix siècles. Les Agents font chargés de suivre cette affaire auprès de M. le Chancelier & M. le Comte de Saint-Florentin. T. VIII, p. 400, 401.

4°. Le Clergé & les Hôpitaux de Nîmes sont assujettis aux droits d'entrées & de subvention, par M. l'Intendant du Languedoc. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemb. de 1750, T. VIII, p. 369, 370. *Voyez* Oârois, an. 1750.

NOAILLES. [*CARDINAL DE*]

IL préside à plusieurs Assemblées du Clergé. Voyez Présidents.

Il refusa d'adopter l'Instruction des
40, dressée dans l'Assemb. des Prélats,
tenue en 1714, pour l'acceptation de
la Constitution *Unigenitus*, & de signer
le Procès-verbal de cette Assemblée.
Voyez Religion, §. IX.

NOBILITÉ
FONDS

PLUSIEURS com-
munes entre les Bé-
nédicteuses des Vi-
doc, Dauphiné &
taille est réelle,
bilité ou roture de
l'imposition desd
Voyez Impôts, §. I.
1726, 1730, 173

NOB

I. Le Cahier de
aux Etats de Blois
plusieurs demande
blessé. Recueil, p.

Le Cahier de la
tique aux Etats d
Recueil, p. 1309

II. La Chambre
Etats d'Orléans,
supplie Sa Majesté
meurent personne
font telles, & qu
viennent point co
Métayers desdits
tisés auxdites taill
pour le regard des
nent noblement.

L'art. 132 est po
habits des Noble
Etat. Recueil, p.

L'art. 136, pour qu'aux Nobles de p. 956.

III. Il y eut un 4 Septembre 1690, recherche des ulcères Noblesse. En vertu, les Traitants des Ecclésiastiques, qualité dans des a Notaires, prétendant leurs titres, nes ordonnées co Sur les représen que cette recherche siastiques n'étoit pri le motif de la D^{ne} je n'avoir pas lie queles Ecclésiastiques de leur caractère, des aux Nobles, parion ne faisoit l'intérêt public, S. M., que les leurs pourluite.

IV. Ecclesiastique

NOBILITÉ ET ROTURE DES FONDS DE TERRE.

PLUSIEURS contestations se sont élevées entre les Bénéficiers & les Communautés des Villes dans le Languedoc, Dauphiné & autres pays, où la taille est réelle, par rapport à la nobilité ou roture des biens d'Eglise, & l'imposition desdits biens à la taille. Voyez Impôts, §. II, ann. 1665, 1715, 1726, 1730, 1735, 1740.

NOBLESSE.

I. Le Cahier de l'Etat Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, contient plusieurs demandes par rapport à la Noblesse. Recueil, p. 1047 & suiv.

Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, de même. Recueil, p. 1309 & suiv.

II. La Chambre Ecclésiastique des Etats d'Orléans, art. 121 du Cahier, supplie Sa Majesté que les tailles demeurent personnelles es lieux où elles sont telles, & que les Nobles n'y deviennent point contribuables; que les Métayers desdits Nobles ne soient cortisés auxdites tailles, à tout le moins pour le regard des Métayers qu'ils tiennent noblement. Recueil, p. 953.

L'art. 131 est pour la différence des habits des Nobles & gens du Tiers-Etat. Recueil, p. 955.

L'art. 136, pour qu'il ne soit permis qu'aux Nobles de porter armes. Recueil, p. 956.

III. Il y eut une Déclaration, du 4 Septembre 1696, qui ordonnoit la recherche des usurpateurs du titre de Noblesse. En vertu de cette Déclaration, les Traitants avoient fait assigner les Ecclésiastiques qui avoient pris cette qualité dans des actes passés pardevant Notaires, prétendant les obliger de produire leurs titres, ou de porter les peines ordonnées contre les usurpateurs. Sur les représentations des Agents, que cette recherche contre les Ecclésiastiques n'étoit pas juste, attendu que le motif de la Déclaration de Sa Majesté n'avoit pas lieu à leur égard, parce que les Ecclésiastiques jouissant, à cause de leur caractère, des privilèges accordés aux Nobles, cette prétendue usurpation ne faisoit aucun préjudice à l'intérêt public, le Clergé obtint de S. M., que les Traitants cesseroient leurs poursuites. T. VI, P. J. p. 135.

IV. Ecclésiastiques d'une condition

semblable à celle des Nobles, & comme tels exempts du droit de Franc-fief. Voyez Franc-fiefs.

NONCE.

I. En l'Ass. de 1635, il est proposé, si la Compagnie devoit visiter M. le Nonce: il est résolu que non. Le Nonce, disoit-on, est un Ambassadeur vers lequel une Assemblée n'a point de commerce que par le congé du Prince; à quoi l'on ajoutoit, que le Nonce ne vouloit point recevoir les Evêques en rochet & en camail. *Journal de Saint-Josse*, T. II, p. 857.

Cependant l'Ass. de 1645 envoi visiter le Nonce par ses Députés. Les Domestiques dudit Seigneur les attendoient au bas du degré, d'où ils les conduisent jusqu'au haut du degré, où les Députés trouvent M. le Nonce, qui les amène dans sa Chambre d'Audience. Le Prélat chargé de lui parler, l'ayant fait, M. le Nonce lui répond en latin; après quoi ledit Sgr. reconduit les Députés jusqu'à leur carrosse, & les voit partir avant de se retirer. T. III, p. 124, 125.

L'Assemblée de 1655 nomme six Députés pour aller saluer M. de Piccolomini, Nonce extraordinaire: ils sont reçus en sortant du carrosse par les principaux Officiers de M. le Nonce, lequel étant venu au-devant d'eux jusqu'au haut de l'escalier, & même ayant descendu deux marches, les fait entrer dans sa chambre, où il reçoit le compliment, & leur répond; après quoi il les accompagne jusqu'à leurs carrosses, & ne se retire qu'après les avoir vu partir. T. IV, p. 434.

L'Ass. de 1665 députe un Evêque & cinq autres à M. le Nonce: il prévient M. l'Arch. de Toulouse, qu'il rendroit aux Députés tous les honneurs que ses Prédécesseurs avoient rendus; mais que pour donner la main droite, c'étoit chose qu'il ne pouvoit faire sans ordre du Pape; il les reçoit en conséquence, leur accordant d'ailleurs toutes les distinctions accoutumées. T. IV, p. 835, 836.

II. Les Ass. du Clergé ont fait en quelques occasions des protestations au Pape, en la personne de ses Nonces, qui ont ordinairement refusé de les recevoir. C'est la conduite que tint le Nonce d'alors, envers l'Ass. de 1650, au sujet de la protestation contre le Bref de l'année 1632, qui permettoit quatre Evêques pour juger

quelques Evêques de France. T. III, p. 591, 592. *Voyez* Evêques, §. XI, n°. III.

L'avis des Commissaires nommés par l'Assemblée de 1682, pour l'affaire de Pamiers & de la Régale, adopté par l'Ass., fut de protester contre les Brefs du Pape, que cette affaire avoit attirés, d'ordonner que l'acte de protestation fût signifié au sieur Lauri, Auditeur de la Nonciature en France, en la même forme que l'acte de la protestation de l'Ass. de 1650, le fut à M. Bagni, pour lors Nonce. T. V, p. 472.

Semblable protestation contre les Brefs du Pape sur l'affaire de Charonne. M. Chéron est chargé de la signification de l'une & l'autre protestation au sieur Lauri : manière dont il s'en acquitte, nonobstant le refus dudit Auditeur de la recevoir. T. V, p. 485, jusq. 489.

III. M. le Président rapporte à l'Ass. de 1680, l'affaire qui s'étoit passée à Paris, en 1678, à l'occasion de la maladie, de la mort & de la sépulture du Nonce en France. Deux points principaux : Sacrements d'Eucharistie & d'Extrême-Onction administrés par un Capucin au Sgr. Nonce, sans permission de l'Ordinaire, ni du Curé de Saint-Sulpice, dans la Paroisse duquel logeoit le malade ; refus fait audit Curé d'enlever le corps, de l'accompagner à son Eglise, & le ramener de là aux Théatins, où étoit choisi le lieu de la sépulture : différentes procédures de l'Official, tant contre le Capucin qui avoit administré, que pour faire ouvrir la porte de la maison du défunt au Curé, pour enlever le corps : le Roi donne des ordres conformes. T. V, p. 327 & suiv.

NORMANDIE.

I. Les Dioc. de Normandie avoient été imposés à trois mille écus, en vertu d'un Arrêt du Conseil, sous prétexte de la treve qui avoit été faite entre les Provinces de Normandie & de Bretagne, & ce, sans qu'ils y eussent aucunement consenti. Ces Diocèses demandent à l'Ass. de 1595 son intervention, à l'effet d'obtenir la révocation dudit Arrêt, comme contraire au Contrat passé en 1586, entre le Roi & le Clergé. L'Assemblée intervient, mais sans succès. T. I, p. 590.

II. Droit de dîme des Bénéficiers de Normandie, dans les bois taillis & de haute futaie. *Voyez* Bois, §. II.

III. Droit dont jouissent en Normandie les Doyens ruraux sur les successions des Curés défunts. *Voyez* Doyens ruraux.

IV. Sur les Presbyteres de Normandie, réparations & reconstructions. *Voyez* Presbyteres, §. II.

V. Sur diverses poursuites & entreprises, tant contre les privilèges des Ecclésiastiques, que contre la Jurisdiction, par les Traitants & par les Juges séculiers. *Voyez* chaque matière & le mot qui y répond.

VI. Sur la priorité d'opinion & de séance dans les Ass. de Hôtels-de-Ville, de la Province de Normandie, entre le Clergé & la Noblesse d'une part, & les notables des Jurisdiccions, d'autre part. *Voyez* Hôtels-de-Ville, n°. V.

NOTAIRES APOSTOLIQUES.

§. I. Offices de Notaires acquis par le Clergé.

L'Ass. de 1705, art. 17 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté d'ordonner, que les Diocèses qui ont acquis les offices de Notaires Apostoliques, en jouiront avec les prérogatives avec lesquelles ces offices ont été créés, & que les commis par eux préposés à l'exercice de ces offices, feront la fonction de gardes du petit scel, & scelleront les contrats par eux reçus d'un scel gravé des armes du Roi, en placard de cire rouge, sans s'arrêter à l'Arrêt du Conseil du 21 Janvier 1704. Réponse. *Le Roi fera sur cet article la considération qu'il mérite.* Recueil, p. 1507.

L'Assemblée de 1710, art. 3 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger les Diocèses qui sont propriétaires des offices de Notaires Apostoliques, des taxes qui leur sont demandées en supplément de finance, en conséquence de l'Edit de Mars 1708. Réponse. *Le Roi y fera considération.* Recueil, p. 1524.

Les préposés au recouvrement des sommes qui devoient provenir de l'exécution de la Déclaration de Décembre 1743, au sujet du rachat de l'hérédité, inquiétoient ceux que les Diocèses commettent à l'exercice des offices de Notaires Apostoliques, prétendant que ces offices qui ont été créés héréditaires par Edit de 1690, sont dans le cas de la Déclaration de 1722, qui a révoqué l'hérédité, & par-là soumis à la Déclaration

Déclaration de l'hérédité accordée l'hérédité des Curés & Huissiers. Sur quoi l'Ass. l'art. 3 de son cahier observe, que, depuis 1722, aucun Dioc. au paiement de particuliers par eux supplie donc S. M. n'a pas entendu l'exécution de la loi ni les Diocèses de priété des offices liques, ni ceux commettent.

Réponse. *Lorsqu'on presse de ces offices du Conseil & Lettres, le Conseil a décidé, que c'est rendu casuels.* 1722, & que le Roi doit point être déchargé en ont fait la réunion. Clergés particulièrement autorisés ces offices, l'ass. auroit pu les vendre les offices & la merce, ces offices n'ont aux dispositions de ce cas les Clergés. Roi un Titulaire, prêt & de l'annuel, ment, aux risques des lors il est de l'ass. de racheter le Roi, éviter les risques de P. J. p. 480.

§. II. Notaires Apostoliques.

I. L'Ass. de 1690, Notaires qui procurent l'emprunt de trois mille liv., le salaire d'un notaire de 35 mille liv. fera l'avance, laquelle sera avec les intérêts remboursée par le Roi. T. VI, p. 147, 148.

Le sieur de Beauvoir, Notaire, a procuré au Clergé de 100 mille liv. au denier 10, lui attribue une rétribution par mille francs : sur le même pied seront prêter au Clergé. T. VI, p. 703.

L'Ass. de 1705, aux Notaires qui font pour l'emprunt

Table de la C

Déclaration de Décembre 1743, qui accorde l'hérédité aux Notaires, Procureurs & Huissiers des Justices Royales. Sur quoi l'Assemb. de 1743, dans l'art. 3 de son Cahier du Temporel, observe, que, depuis la Déclaration de 1722, aucun Diocèse n'a été employé au paiement de la paulette, ni les particuliers par eux commis. Le Clergé supplie donc S. M. de déclarer qu'elle n'a pas entendu comprendre dans l'exécution de la Déclaration de 1743, ni les Diocèses qui ont acquis la propriété des offices de Notaires Apostoliques, ni ceux que les Diocèses y commettent.

Réponc. *Lorsqu'il y a une réunion expresse de ces offices, autorisée par Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes, le Conseil a décidé, que ces offices n'avoient pas été rendus casuels par la Déclaration de 1722, & que le rachat de l'hérédité ne doit point être demandé aux Clergés qui en ont fait la réunion; mais lorsque les Clergés particuliers ont acquis de leur autorité ces offices, comme tout particulier auroit pu les acquérir, & qu'ils peuvent les vendre & les mettre dans le commerce, ces offices n'ont pu être soustraits aux dispositions de la Déclaration. En ce cas les Clergés ont dû présenter au Roi un Titulaire, sujet au paiement du prêt & de l'annuel, & à défaut de ce paiement, aux risques de la casualité;... & dès lors il est de l'avantage de ces Clergés de racheter le prêt & l'annuel, pour éviter les risques de la casualité.* T. VII, P. J. p. 480.

§. II. Notaires employés par le Clergé.

I. L'Ass. de 1695 accorde aux Notaires qui procureront les sommes de l'emprunt de trois millions 500 mille liv., le salaire d'un pour cent, revenant à 35 mille liv., dont le Rec. Gén. fera l'avance, laquelle lui sera remboursée avec les intérêts jusqu'à son actuel remboursement par l'Ass. prochaine. T. VI, p. 147, 148.

Le sieur de Beauvais, Notaire, ayant procuré au Clergé un emprunt de 81 mille liv. au denier 22, l'Ass. de 1702 lui attribue une récompense de six liv. par mille francs: elle ordonne de payer sur le même pied tous les Notaires qui feront prêter au Clergé au denier 22. T. VI, p. 703.

L'Ass. de 1705 accorde un pour cent aux Notaires qui feront trouver de l'argent pour l'emprunt. T. VI, p. 804.

Table de la Coli. des P. V.

II. En l'Assemb. de 1723, les Notaires demandent le paiement de ce qui leur étoit dû par le Clergé, à cause des différents actes qu'ils avoient passés depuis 1720, pour le remboursement des dettes du Clergé, pour la réduction des rentes au denier 30 & autres expéditions. Pour leur salaire ils demandent 25 sols par mille liv., qui leur avoient été fixés par les Commissaires nommés par le Roi, pour la liquidation des dettes du Clergé. L'Ass. leur accorde 30 mille liv. payables à compte sur leurs Mémoires. T. VI, p. 1668.

III. Délibération de l'Ass. de 1745, qui porte qu'à l'avenir toutes les quittances des remboursements à faire par le Clergé, seront passées pardevant un seul & même Notaire, & qu'il ne lui sera payé pour tout honoraire que trois livres par chaque mille livres. T. VII, p. 1015. *Voyez Remboursements, §. I, n°. III.*

NOVALES.

PLUSIEURS Chapitres & Communautés de la Province d'Auch, implorent la protection de l'Ass. de 1660, contre la prétention des Curés, dans les Paroisses desquels lesdits Chapitres sont en possession de jouir des dîmes, lesquels prétendent que les novales leur appartiennent de droit dans toute l'étendue de la Paroisse; ce qui leur a été jusqu'à présent adjugé par les Cours de Parlement, qui comprennent, sous le nom de novales, toutes les terres défrichées depuis quarante ans. L'Ass., avant de prendre aucune délibération sur ce sujet, veut être instruite des moyens que peuvent avoir lesd. Corps, & nomme des Commissaires pour les examiner. T. IV, p. 739.

L'Assemb. de 1665 obtient une Déclaration, au sujet des novales, en faveur des Décimateurs. *Voyez Portions congrues, §. I, n°. I.*

En l'Assemb. de 1675, il est exposé que le Diocèse de Boulogne se trouve dans un cas particulier sur le fait des novales; que, suivant l'usage du pays, les Propriétaires des terres, après les avoir cultivées en labour, les laissent un temps considérable en pâturages, pour les laisser reposer; que, lorsque lesdits Propriétaires veulent les mettre en labour, les Juges en donnent la dîme aux Curés, sous prétexte que c'est un défrichement; que le malheur des guerres fait qu'on ne peut prouver le contraire par titre, & qu'ainsi les gros

Uuuu

Décimateurs se trouvent frustrés de toutes leurs dîmes; qu'il seroit de la charité de l'Ass. d'obtenir une Déclaration, qui expliquât, qu'on n'appelleroit novales, que ce qui provient du défrichement des marais. T. V, p. 243.

1700. L'Ass. de 1700, par l'art. 24 de son Cahier du Temporel, supplie S. M., en interprétant les Déclarations de Janvier 1686 & Juin 1690, de fixer le temps que les Curés à portions congrues jouiront des terres nouvellement défrichées. Rép. *Exécuter à la lettre les deux Déclarations; elles n'ont point besoin d'interprétation.* Recueil, p. 1488.

1705. L'Ass. de 1705, art. 9, supplie Sa Majesté d'ordonner, qu'attendu que dans la plupart des Provinces, on laisse des terres incultes, lorsqu'on en défriche d'autres, il lui plaise ordonner, par une Déclaration, que la dîme des novales sera partagée entre les gros Décimateurs & les Curés. *Refusé.* Recueil, p. 1505.

1710. L'Ass. de 1710, art. 22, demande, qu'attendu que, dans plusieurs Provinces, les châtaigniers, sur lesquels les Décimateurs percevoient la dîme, ont péri par le grand hiver, & que ces terres ont été mises en nouvelle culture, le Roi veuille bien conserver sur lesd. terres les mêmes droits de dîmes qu'ils avoient auparavant. Rép. *Ces contestations doivent être portées devant les Juges ordinaires, qui les décident suivant l'usage & les Réglements.* Recueil, p. 1531.

1723. L'Ass. de 1723, art. 3, & celle de 1725, art. 4 de leur Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner, que les terres ne seront censées & réputées novales, que pendant vingt ans, à compter du temps que les Curés auront commencé d'y percevoir la dîme à titre de novales.

1725. L'art. 3 du Cahier de 1725, porte, que les novales ne pourront être levées par les Curés, que sur les terres qui n'auront jamais été cultivées, ni commencées, sans qu'ils puissent prétendre les lever sur les terres que l'on aura cessé de cultiver, pendant quelque nombre d'années que ce soit.

Rép. *Sa Majesté s'étoit proposée de pourvoir, par une Déclaration particulière, au contenu en ces deux articles; mais, attendu l'usage si différent en matière de novales, elle laisse aux Juges ordinaires la connoissance de ces contestations.* Recueil, p. 1562, 1608.

La même Ass. de 1725, art. 5 du Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner,

que dans les Paroisses où les Evêques ont une portion de la dîme, ils auront la même portion dans les novales, & où ils ont la totalité de la dîme, ils l'auront aussi dans les novales. Rép. *L'intention de Sa Majesté est que l'Edit de Février 1657, soit exécuté à cet égard.* Recueil, p. 1608, 1609.

En cette Ass. de 1725, M. l'Evêque de Luçon fait le rapport de l'affaire des Curés de Poitou, au sujet des novales. Le droit, dit-il, de percevoir la dîme de toute espèce, a été abonné dans plusieurs Paroisses du Poitou, moyennant un boisseau de bled par feu, payable au Curé ou au gros Décimateur de la Paroisse. Cet abonnement qui s'appelle le *boisselage*, n'a point d'autre titre que l'usage immémorial: quelques Curés, en divers temps, ayant refusé de se soumettre à cet abonnement, & voulant revenir au droit commun, ont été condamnés par des Arrêts du Parlement, dont quelques-uns ont réservé en même-temps aux Curés les dîmes novales; cependant, depuis peu, ajoute le Prélat, quelques Particuliers avoient disputé aux Curés lesdites novales, sous prétexte qu'elles avoient été comprises dans l'abonnement. Les Curés, au contraire, disoient, 1°. que les abonnements n'avoient pu comprendre les novales, qui n'étoient point encore alors, & pouvoient ne jamais être; 2°. que les Curés, en conséquence, en avoient toujours joui, dont ils offroient de faire preuve. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. Sur son Rapport, l'Ass. députe à M. le Président de la Chambre des Enquêtes, où l'instance étoit pendante, & à M. le Rapporteur. L'affaire est jugée en faveur des Curés. T. VII, p. 503, 504, 505.

L'Ass. de 1765, art. 5 de son Cahier sur le Temporel, représente à Sa Majesté, que le boisselage, introduit dans la Province de Poitou, est contraire à la nature de la dîme, dont il tient lieu. On distingue dans cette Province deux sortes de Boisselage: dans quelques Paroisses, il se paie à raison de la quantité des terres; dans d'autres, le paiement s'en fait par feu. Ces deux manières de satisfaire au paiement de la dîme, sont des espèces d'abonnements. Or il est de principe que la simple possession, même centenaire, ne peut faire présumer un abonnement perpétuel & irrévocable: il faut, pour lui donner cette qualité, qu'il soit établi par représentation d'un titre légiti-

me. Sur quoi, l'Ass. de donner une Déclaration, que dans toute la Province de Poitou le boisselage a été introduit payée à l'avenir en quotité proportionnelle aux fruits, à moins qu'il n'ait été fait par un titre de possession, plus que pour faire présumer un abonnement régulier. Rép. *Pas de Poitou la justice qu'il tendre.* T. VIII, p. 1570.

Il est fait rapport semblée de 1770, sentés par plusieurs terres dans le Bas-Poitou, Lettres-Patentes de Sa Majesté en supprimant un abonnement, la seule ressource d'un Curé dans le Diocèse, substitue, en faveur du droit de percevoir la dîme des grains seulement, la lecture d'une messe. Sur quoi, l'Ass. de M. le Chancelier, p. de lui la défense de ter le maintien des Conférence à ce sujet, qu'il seroit s'is à l'exécution des pour une année se laquelle il sera pris exactes sur les lieux 1887.

Sur le rapport & jet de Mémoire en l'Ass. de Bas-Poitou, l'Ass. de Narbonne de le Chancelier, & de le maintien de la dîme Curés, au lieu du l'insuffisance & l'insu connues par les Let Juillet 1769. T. VII 659, 660.

L'Ass. de 1730, a du Temporel, supplie donner, que dans l'Ass. de Narbonne de le Chancelier, & de le maintien de la dîme Curés, au lieu du l'insuffisance & l'insu connues par les Let Juillet 1769. T. VII 659, 660. Réponse. *L'usage de la dîme, il me par rapport aux desquelles on doit se se pratique en chaque 1684.*

me. Sur quoi, l'Ass. supplie Sa Majesté de donner une Déclaration, qui ordonne, que dans toutes les Paroisses de la Province de Poitou, où le droit de boisselage a été introduit, la dîme sera payée à l'avenir en nature, & à une quotité proportionnée à la récolte des fruits, à moins que l'abonnement n'ait été fait par un titre valable, sans que la possession, plus que centenaire, puisse faire présumer un titre d'abonnement régulier. Rép. *J'ai rendu aux Curés de Poitou la justice qu'ils avoient droit d'attendre.* T. VIII, P. J. p. 495, 496.

1770. Il est fait rapport & lecture, en l'Assemblée de 1770, des Mémoires présentés par plusieurs Propriétaires des terres dans le Bas-Poitou, contre les Lettres-Patentes de Juillet 1769, qui en supprimant un droit de boisselage, seule ressource d'un grand nombre de Curés dans le Diocèse de Luçon, y en substitue, en faveur de ces Curés, le droit de percevoir la dîme au seize, sur les grains seulement. On fait en même-temps lecture d'une réponse à ces Mémoires. Sur quoi, l'Assemb. a député à M. le Chancelier, pour prendre auprès de lui la défense des Curés, & solliciter le maintien des Lettres-Patentes.

Conférence à ce sujet, dont le résultat est, qu'il sera ordonné un sur-sis à l'exécution des Lettres-Patentes, pour une année seulement, pendant laquelle il sera pris des informations exactes sur les lieux. T. VIII, p. 1886, 1887.

Sur le rapport & la lecture d'un projet de Mémoire en faveur des Curés du Bas-Poitou, l'Assemb. prie M. l'Arch. de Narbonne de le présenter à M. le Chancelier, & de le solliciter pour le maintien de la dîme en faveur des Curés, au lieu du boisselage, dont l'insuffisance & l'injustice ont été reconnues par les Lettres-Patentes de Juillet 1769. T. VIII, p. 1887. P. J. p. 659, 660.

1772. L'Ass. de 1730, art. 3 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté d'ordonner, que dans les lieux dans lesquels il y aura des novales, elles seront levées & perçues sur le même pied & de la même manière que se paient les grosses dîmes dans les mêmes lieux. Réponse. *L'usage devant régler la perception de la dîme, il doit en être de même par rapport aux novales, à l'égard desquelles on doit se conformer à ce qui se pratique en chaque lieu.* Recueil, p. 1684.

En l'Assemb. de 1747, M. l'Abbé de Breteuil fait lecture d'un Mémoire concernant le Diocèse d'Agen, au sujet des abus qui se commettent dans cette Province en la perception des novales, surtout à l'égard des Bénéficiers, dont le revenu consiste en dîmes & non en terres, les Bénéfices diminuant chaque jour, par la manière peu régulière dont se perçoivent les novales. L'Ass. demande à M. le Chancelier un Règlement à ce sujet, qui promet tout ce qui dépendra de lui pour terminer cette affaire à l'avantage du Clergé. T. VIII, p. 89, 90.

1750. L'Assemb. de 1750, par l'art. 6 de son Cahier du Temporel, observe, qu'après l'examen le plus scrupuleux des prétentions respectives des gros Décimateurs & des Curés touchant les novales, elle n'a pas trouvé d'expédient plus propre pour conserver leurs droits respectifs, que de supplier Sa Majesté de fixer, par une Loi publique & générale, un certain nombre d'années, pendant lesquelles les Curés jouiront des novales qui s'ouvriront dans leurs Paroisses, après l'expiration desquelles, ces dîmes appartiendront aux gros Décimateurs. T. VIII, P. J. p. 92, 93.

1755. Les Ordres de Clugni, de Prémontré & de Cîteaux, font part à l'Ass. de 1755, d'un projet de Déclaration, pour éviter les Procès avec les Curés à portion congrue, au sujet des novales. L'Assemb. autorise les Agents à consentir, au nom du Clergé, l'exécution du projet de Déclaration demandée, conformément aux observations des Avocats du Clergé.

Ces Ordres avoient présenté un Mémoire à M. le Chancelier, par lequel ils demandoient au Conseil un Règlement nouveau sur cette matière. M. le Chancelier avoit voulu avoir l'avis de Mrs. les Agents. Ces Messieurs représenterent, que l'Ass. étant prête à tenir, il n'y avoit aucun inconvénient que les Parties en attendissent la tenue. T. VIII, p. 573, 574.

La même Assemb. de 1755, art. 5 du Cahier du Temporel, pour éviter aux Décimateurs & aux Curés, les contestations auxquelles leurs prétentions respectives donnent lieu, supplie S. M. de fixer, par une Loi publique & générale, un certain nombre d'années, pendant lesquelles les Curés jouiront des novales qui s'ouvriront dans leurs Paroisses, après l'expiration desquelles ces dîmes appartiendront aux gros Dé-

cimateurs. Rép. Sa Majesté croit devoir laisser aux Juges ordinaires la connoissance de ces contestations. T. VIII, P. J. p. 211, 212, 213.

La nouvelle Déclaration du mois de Mai 1768, pour l'augmentation des portions congrues, contient un Règlement fixe à ce sujet, dont cependant l'exécution a été suspendue dans le ressort de quelques Parlements, à raison des modifications qu'ils ont mises à l'enregistrement. Voyez Portions congrues, §. III.

1775. Les Curés du Béarn se pourvoient à l'Ass. de 1775, contre la disposition de l'art. 14 de l'Edit, qui attribue aux Décimateurs laïques les novales. Ibid. n°. VI.

NOVICES.

Sur le Noviciat & l'admission des Novices à la prise d'habit & à la Profession. Voyez Religieuses, §. II.

NOYON.

1567. 1°. En l'Ass. de 1567, le Doyen de Noyon, l'un des Députés, expose la commission qu'il avoit de son Chapitre, de supplier l'Ass. de leur faire rendre & restituer les terres de Thiercourt, Duricourt, &c., achetées sur eux, ou comme que ce soit, détenues & occupées par M. le Prince de Condé, qui en jouissoit depuis 1555. Sur ce qui avoit été avancé que M. le Prince n'en avoit rien payé, le sieur Doyen produit une quittance du Receveur-Général des Finances de la Province de Picardie, par laquelle il confesse avoir reçu de M. le Prince la somme de 12631 liv., pour l'adjudication à lui faite desd. terres.

La Compagnie jugea qu'il falloit attendre le succès des choses présentées, pour, suivant icelui, présenter Requête au Roi, afin de remettre le Chapitre de Noyon en possession de ses terres, sans aucun frais; ou bien si le succès n'étoit pas tel qu'on l'espéroit, alors tout le Clergé regarderoit de les restituer en leurs terres à ses frais, & non-seulement le Chapitre de Noyon, mais aussi tous ceux dont M. le Prince auroit acheté les terres.

Le Doyen de Noyon remontra alors qu'il avoit charge de son Diocèse de

ne point signer les comptes des Receveurs-Généraux, qu'ils n'eussent été remis en la jouissance de leurs terres, dont il requit acte, qui lui fut octroyé. T. I, p. 59, 60.

En l'Ass. de 1580, le Chapitre de Noyon, l'Evêque de Laon & l'Abbé de Saint-Vincent de Laon, demandent d'être dédommagés, par le Clergé, pour l'intérêt des deniers qu'ils avoient été obligés de fournir pour le rachat du temporel de l'Eglise faite en 1564. Après bien des délibérations & des consultations des Avocats, il leur fut accordé, sans tirer à conséquence, la somme de 3200 écus à partager entr'eux. T. I, p. 215.

Sur cet article du Chapitre de Noyon. Voyez Clerc. [Pierre le]

1670. 2°. Différend de l'Abbé de Saint-Thierry avec le Diocèse de Noyon. L'Evêque de Noyon se présente à l'Ass. de 1670, & demande sa protection contre ledit Abbé, qui prétendoit que son Prieuré d'Aty ne devoit point être compris aux décimes. Délai accordé audit Abbé pour venir dire ses raisons. L'Ass. ne décide rien sur cette affaire, faute de temps; elle recommande, à ceux qui avoient été nommés Commissaires pour l'examiner, de faire leur possible pour accommoder les Parties. T. V, p. 135, 136.

3°. En 1696 & 1698, l'Evêque de Noyon obtient trois Arrêts contre l'Abbesse de Fervaques, au sujet de la permission nécessaire aux Religieuses pour sortir de leurs Couvents. Voyez Clôture, n°. II.

4°. Les Bénéficiers & Ecclésiastiques de Noyon ont été souvent inquiétés & poursuivis pour droits d'Aides, de Gabelles, d'Octrois, pour logements de Gens de guerre, &c. Voyez ces mots.

5°. Contestation au sujet de la préséance & présidence aux Bureaux de l'Hôpital, ou pour aumônes. Voyez Hôpitaux, §. II.

6°. La Prévôté du Mesnil en Arronaise, annexe située au Dioc. de Noyon, dont le chef-lieu est l'Abbaye de Saint-Vaast d'Arras, doit-elle être imposée aux décimes à Noyon? Voyez Annexes de Bénéfices, n°. V.

OBL

PEUVENT-ils être mes & pour Décimes, §. VI, n

OBL

Les Rois Charles Henri IV & Louis Clergé de leur tem le dessein qu'ils avo soin particulier de qui ont été astropié à la guerre. Le Cle laissant établir, san part, de petites po en faveur des sold le nom d'Oblats & Abbayes, d'un tel re commodité, elles p charge. Ces pension par dix écus, ont qu'à vingt, & enfin par l'avis des Notab & par l'art. 219 d 1619, où elles ont Déclaration rendue l'Ass. de 1670.

Cette Déclaration Conseil, porte, qu Abbayes & Bénéficia Royaux seroient taxés liv., au lieu de 100 aux Oblats; & ce, s du Clergé; ce qui é vilèges, l'Ass. de Majesté de laisser le état où le feu Roi l'avis des Notables, me de 100 liv.; for considérable pour le Soldats, qu'elle sur communément acco leurs enfants qui se V, p. 103, 104, 10 cueil, p. 1380, 138

En l'Ass. de 1711, tres & Bénéficiers s conséquence d'un ée eembre 1714, & d'u du 6 Mai 1715, & L régistrées au Grand rendoit assujettir pl la taxe des Oblats, sent jamais été suje M. l'Archev. d'Auc M. le Chancelier &



O.

OBITS.

PEUVENT-ils être taxés pour décimes & pour Dons-gratuits? Voyez Décimes, §. VI, n°. IX.

OBLATS.

Les Rois Charles IX, Henri III, Henri IV & Louis XIII, inviterent le Clergé de leur temps de les aider dans le dessein qu'ils avoient de prendre un soin particulier de l'entretien de ceux qui ont été estropiés pour leur service à la guerre. Le Clergé y consentit, en laissant établir, sans opposition de sa part, de petites pensions monachales en faveur des soldats estropiés, sous le nom d'Oblats & Freres laïcs dans les Abbayes, d'un tel revenu, que, sans incommodité, elles peuvent porter cette charge. Ces pensions ayant commencé par dix écus, ont monté ensuite jusqu'à vingt, & enfin jusqu'à 100 livres, par l'avis des Notables, de l'an 1615, & par l'art. 119 de l'Ordonnance de 1619, où elles ont été fixées, jusqu'à la Déclaration rendue peu de temps avant l'Assemb. de 1670.

Cette Déclaration, vérifiée au Grand-Conseil, porte, qu'à l'avenir toutes les Abbayes & Bénéfices de nomination Royale seront taxés à la somme de 150 liv., au lieu de 100 liv., qu'on donnera aux Oblats; & ce, sans le consentement du Clergé; ce qui étant contre ses privilèges, l'Assemb. de 1670 supplie Sa Majesté de laisser les choses au dernier état où le feu Roi les avoit mises, de l'avis des Notables, qui étoit une somme de 100 liv.; somme d'autant plus considérable pour le Clergé & pour des Soldats, qu'elle surpasse celle qui est communément accordée par les peres à leurs enfants qui se font d'Eglise. T. V, p. 103, 104, 105. P. J. p. 99. Recueil, p. 1380, 1381.

En l'Ass. de 1715, plusieurs Châpitres & Bénéficiers se plaignent, qu'en conséquence d'un état arrêté, le 31 Décembre 1714, & d'un Arrêt du Conseil du 6 Mai 1715, & Lettres-Patentes enregistrées au Grand-Conseil, on prétendoit assujettir plusieurs Bénéficiers à la taxe des Oblats, quoiqu'ils n'y eussent jamais été sujets. L'Assemb. prie M. l'Archev. d'Auch de conférer avec M. le Chancelier & Mrs. du Conseil,

pour obtenir la révocation de cet Arrêt. Conférence sur ce sujet. T. VI, p. 1464.

La même Assemb. de 1715, art. 31 de son Cahier du 1^{er} Jorel, supplie Sa Majesté, sans s'arrêter à l'Arrêt du Conseil du 6 Mai 1715 & Lettres-Patentes expédiées en conséquence, que les Evêques, Abbés & Prieurs, Communautés & Séminaires, qui possèdent des Abbayes ou Prieurés qui ont été unis à leurs Evêchés, &c., dont les titres ont été supprimés ou éteints par les unions, &c., en quelque forme que ce soit, seront déchargés du paiement des pensions des Oblats, pour raison desdites Abbayes & Prieurés, quoiqu'elles soient comprises dans l'état de Décembre 1714, sans que l'on puisse assujettir au paiement desdites pensions d'autres Abbayes & Prieurés, que ceux qui payoient avant ledit état, ledit Arrêt & Lettres-Patentes, que S. M. est suppliée de révoquer.

Rép. L'Arrêt & les Lettres-Patentes ne font que rappeler les dispositions contenues en plusieurs Déclarations & Lettres-Patentes rendues anciennement. S'il y avoit néanmoins quelques raisons particulières de cette exemption, Mrs. du Clergé peuvent en donner leurs Mémoires. Recueil, p. 1546, 1547.

Sur l'article des Oblats. Voyez Soldats.

OCTROIS.

On rapporte ici, par ordre de dates, ce qu'il y a de relatif à cet objet dans les délibérations des Ass.

I. L'Abbé de Saint-Bénigne de Dijon remontre à l'Assemb. de 1584, qu'il avoit été contraint, par les Gouverneurs de Bourgogne, de fournir au magasin d'Auxone 120 muids de bled, ne voulant permettre de le retirer, sans en remplacer d'autres. Il fut ordonné aux Agents d'intervenir pour en faire remontrance à S. M. & aux Sgrs. de son Conseil. T. I, p. 267.

L'Ass. de 1585 présente Requête au Conseil, tendante à ce qu'il plaise à S. M. déclarer, qu'elle n'a entendu, par ses Lettres-Patentes du 9 Mars & 11 Juillet, comprendre les Ecclésiastiques aux taxes faites pour la confirmation des privilèges, communes, paquis, usages & autres droits. La Requête fut ad-

1584.

1585.

mise, & les Lettres-Patentes accordées en conséquence & scellées. T. I, p. 363, 366, 367. *La Requête*, P. J. p. 81.

Autre exemption pourlue en la même Ass., & autorisée par Lettres-Patentes, de contribution aux taxes, cottisations, emprunts des Villes, Bourgs, Bourgades, Fauxbourgs. Les Clergés de Tours & de Troies, prient l'Assemblée d'intervenir & se joindre à leurs poursuites sur l'exemption des munitions, fortifications, réparations de Villes, paiement de garnisons, dans lesquelles on vouloit les comprendre. Les Agents, sans intervenir, sont chargés de faire aide & assistance auxdits Clergés. Arrêt du Conseil d'Etat en faveur de l'Eglise de Troies, qui l'exempte de toute contribution aux fortifications. T. I, p. 364.

1595.

En l'Assemb. de 1595, le Clergé de la ville de Laon supplie la Compagnie de se joindre à eux, pour remonter à Sa Majesté, que les Maire & Echevins de Laon, les contraignoient solidairement au paiement de plusieurs sortes de deniers, auxquels ils n'étoient point tenus. Il fut résolu de se joindre audit Clergé. Depuis 1589, il avoit été fait plusieurs taxes sur les Habitants de Laon, pour réparations, munitions, fortifications & autres choses nécessaires pour la défense de la place: le Clergé de la Ville avoit été obligé de payer, tantôt la moitié, tantôt le tiers desdites taxes, au moyen de quoi ils avoient été forcés de prendre à intérêt de grandes sommes, d'une partie desquelles il étoit redevable; ils étoient vivement poursuivis, tant pour le principal que pour les intérêts, qu'ils ne pouvoient acquitter sans leur ruine entière; qu'ils s'étoient donc vu obligés de requérir Lettres de S. M., pour faire répartir ladite somme sur tous les Bénéficiers du Diocèse, excepté les Cures & Chapelles. L'Ass. crut devoir se joindre au Clergé de Laon pour l'obtention desdites Lettres. T. I, p. 603.

L'Official de Troies supplie la même Assemb. de se joindre au Clergé de Troies, contre les Maire & Echevins de la Ville, pour certain département de deniers auquel les Elus de Troies les avoient compris, pour frais faits à l'entrée du Roi, à quoi ils n'avoient jamais contribué, obligés d'auteurs de faire des frais de leur côté. L'Assemb. regarde cette affaire comme très-importante, & ordonne aux Agents d'intervenir, après que l'affaire aura

été évoquée au Conseil du Roi. T. I, p. 609, 610.

L'Ass. de 1598, article 15 de son Cahier, demande, que, conformément à l'art. 36 de l'Ordonnance de Blois, Lettres-Patentes & Contrats faits avec le Roi, il plaise à Sa Majesté défendre aux Juges Royaux, Trésoriers de France, Maires, Echevins, &c., de taxer, ni imposer les Ecclésiastiques en aucuns deniers, faire contribuer aux munitions, fortifications, subsides, aides des Villes, emprunts, Dons-gratuits, cottes & charges, pour quelque cause & occasion que ce soit. T. I, p. 164.

Sur ce qui est remontré en la même Assemb., qu'il se faisoit une levée au Diocèse d'Angers sur chaque Bénéficiaire d'un sol pour livre, à raison de leurs décimes, pour l'entretien des Lecteurs en Droit de l'Université d'Angers, la chose est jugée de conséquence; les Agents sont chargés de se joindre en cause pour obtenir décharge de la taxe. T. I, p. 651.

Les habitants de Reims vouloient contraindre les Ecclésiastiques à la garde des Portes, tant de jour que de nuit. L'Ass. charge les Agents d'intervenir pour la conservation des privilèges du Clergé. T. I, p. 653.

L'Assemb. de 1600, art. 18 de son Cahier, renouvelle la demande de l'Ass. de 1598, & le Roi y répond favorablement. T. I, p. 177, 178.

La Ville d'Aix, celle de Bollière & celle de Reims, avoient taxé les Ecclésiastiques pour subvenir aux dettes & affaires desdites Villes. L'Assemb. de 1605-1606 prie M. de Noyon de se joindre aux Agents, pour recommander l'affaire à M^{rs}. les Présidents & Conseillers de la Cour des Aides. T. I, p. 766, 767.

Sur la demande contenue en l'art. 23 du Cahier de 1610, touchant les subventions imposées sur les Villes, Sa Majesté accorde, si ladite subvention est levée par capitation sur les habitants des Villes, que les Ecclésiastiques, à cause de leur qualité & privilège, en demeurent exempts; mais si la somme à quoi lesdites Villes sont cotisées, se leve par forme d'imposition, sur les denrées, S. M. veut qu'ils y contribuent comme les autres habitants. T. II, p. Just. p. 8.

Les Capitouls de Toulouse avoient compris les Ecclésiastiques en une imposition faite pour l'industrie. Le Syn-

dic du Clergé du Diocèse de Troyes au Conseil; l'affaire jugée à l'avantage de la qualité des voix: néantmoins, il falloit encore sur quoi la Chambre des Comptes de Troyes de 1614, de celui-ci, pour que les Capitouls ne portassent dans le Jugement, 310.

L'Assemb. de 1615, ecclésiastiques du Mans réparations de la Ville. Agents. T. II, p. 3.

Les Bénéficiers de la ville d'Evreux se de 1625, que les p^{rs} d'entrées des Villes payer huitième & dixième de leurs vignes, trimoine & acquiescence donné un M^{re} en Cour pour faire. T. II, p. 543.

L'Abbé & les Religieux de la ville de Troyes demandent la p^{re} de 1625, au sujet de leur font faites par de Château-Dun, son nissement du Mag^{ist}. L'Assemblée accorde. Agents. T. II, p. 5.

Les Officiers de la ville de Troyes veulent obliger les C^l. Martin de Tours, d'entrée de leur vin, n'étoient pas exemptes de l'Assemb. accordel'intervention.

L'Abbé de Saint-Remi se plaint à l'Assemb. Arrêt de la Chambre de Provence, qui le contribue aux réparations, proche l'Abbé de Saint-Remi. Agents interviennent. T. II, p. 631.

En la même Ass., les habitants de Troyes, qui prétendoient que le Clergé à la dépense étoient obligés de de l'armée. Arrêt de la Cour sur l'instance, avis aux Prélats de la dite contribution, si possible. Même pla^{ce} sur, de la part de Limoges. T. II, p.

die du Clergé du Diocèse se pourvoir au Conseil; l'affaire y est rapportée & jugée à l'avantage du Clergé, à la pluralité des voix: néanmoins sur une difficulté alléguée, M. le Chancelier opine qu'il falloit encore ouïr les Capitouls. Sur quoi la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, députée à M. le Chancelier, pour que les sollicitations des Capitouls ne portent aucun changement dans le Jugement. T. II, p. 309, 310.

1617. L'Assemb. de 1617 accorde aux Ecclésiastiques du Mans, imposés pour les réparations de la Ville, la jonction des Agents. T. II, p. 314.

1617. Les Bénéficiers des Diocèses de Nevers & d'Evreux se plaignent à l'Ass. de 1615, que les partisans des droits d'entrées des Villes, leur faisoient payer huitième & petite mesure des vins de leurs vignes de Bénéfice, patrimoine & acquisition: arrêté qu'il en sera donné un Mémoire aux Députés en Cour pour faire cesser tels abus. T. II, p. 543.

L'Abbé & les Religieux de Prémontré demandent la protection de l'Ass. de 1615, au sujet des vexations qui leur sont faites par le Gouvernement de Château-Dun, sous prétexte de fournillement du Magasin de la Ville. L'Assemblée accorde la jonction des Agents. T. II, p. 548.

Les Officiers de la Ville de Tours veulent obliger les Chanoines de Saint-Martin de Tours, de payer le droit d'entrée de leur vin, de même que s'ils n'étoient pas exempts. Ils s'en plaignent à l'Ass. de 1615, qui leur accorde l'intervention des Agents. *Ibid.*

1618. L'Abbé de Saint-Victor de Marseille se plaint à l'Assemblée de 1618, d'un Arrêt de la Chambre des Comptes de Provence, qui le condamnoit à contribuer aux réparations des grands chemins, proche l'Abbaye. Arrêté que les Agents interviendront au Procès. T. II, p. 631.

En la même Assemb., plaintes contre les habitants de Bayeux & de Poitiers, qui prétendoient faire contribuer le Clergé à la dépense des habits qu'ils étoient obligés de fournir aux soldats de l'armée. Arrêté qu'il sera fait sur ce sujet forte instance au Roi, & donné avis aux Prélats de se défendre de ladite contribution par routes les voies possibles. Même plainte, sur le même sujet, de la part des Ecclésiastiques de Limoges. T. II, p. 631, 633.

Plusieurs autres plaintes portées à l'Ass. de 1615 par plusieurs Chapitres, Corps & Ecclésiastiques, à qui la Compagnie accorde son intervention; savoir, Ecclésiastiques d'Angoulême imposés sur le bétail, vin & autres denrées qui entrent dans la Ville: Abbaye de Saint-Remi, à cause des bois: Chapitre de Roie, Ecclésiastiques de Reims & de Saint-Quentin, pour garde, guet de Ville: Ecclésiastiques de Laon, pour les entrées & les présents des Gouverneurs: de Narbonne, pour la viande: d'Abbeville & de Troies, pour réparations, fortifications: d'Angers, pour subvention que la Ville paie au Roi. T. II, p. 735 jusqu'à 738.

La réponse du Roi, à l'art. 50 du Cahier de 1635, porte, que les Bénéficiers pourront faire porter les fruits de leurs Bénéfices, non affermé à prix d'argent, au principal manoir du Bénéfice, s'ils y font leur demeure ordinaire, sans, pour ce, payer aucuns droits de Traite-foraine, en passant d'une Province en l'autre. Recueil, p. 1407.

Plusieurs Curés des environs de la Fère, avoient été taxés par le Gouverneur à une contribution de dix sols par mois. Ils s'en plaignent à l'Ass. de 1635, qui obtient au Conseil un Arrêt de décharge. T. II, p. 788.

L'Ass. de 1641 obtient un Arrêt du Conseil en faveur des Chanoines de Bayeux, qui les exempte des taxes dans lesquelles ils avoient été compris pour contribuer à la réparation des maisons, & rétablissement des désordres arrivés pendant l'émotion de la Province de Normandie. T. III, p. 64.

Plusieurs plaintes sont portées à la même Assemb. Ecclésiastiques de Grenoble taxés, pour les fortifications de la Ville: Ecclésiastiques de Péronne, pour logement de gens de guerre, & ce en vertu d'un Arrêt du Conseil: Ecclésiastiques du Diocèse de Nantes, pour même sujet: Chanoines de Péronne obligés de fournir leur Cloître, pour servir de magasin de poudres: Ecclésiastiques de Laon, pour les deniers de la subsistance du Régiment de Piémont: Ecclésiastiques de Langres, pour subsistance & autres charges. L'Ass. arrête des remontrances & des poursuites sur tous ces objets. T. III, p. 80, 81.

L'Ass. de 1645 reçoit plusieurs plaintes des Diocèses, au sujet des octrois accordés aux Villes pour l'acquit de leurs dettes, & des impositions qui

1635.

1641.

1645.

se font en conséquence sur le vin, bled, sel & autres denrées, auxquelles on oblige les Ecclésiastiques indistinctement. Sur les poursuites de l'Assemb. Arrêt favorable est obtenu, & Déclaration promise portant exemption à l'égard des Ecclésiastiques, de toutes impositions mises & à mettre sur les denrées. T. III, p. 326 & suiv.

Autres plaintes dans la même Ass., sur les taxes des Villes. Les Ecclésiastiques du Bailliage d'Auxois & le Chapitre d'Avalon, avoient été taxés pour la réfection des Ponts & Chaussées. Il est observé, à cette occasion, qu'en Bourgogne les Etats n'obligent point les Ecclésiastiques à telles impositions. Sur ce qui en est remonté par l'Assemblée, l'Arrêt qui venoit d'être expédié contre le Chapitre, est croisé, & depuis, l'Arrêt de décharge est accordé. La Compagnie se joint aux Ecclésiastiques de Beaune, aux héritiers de l'Abbé de Morigni, aux Ecclésiastiques de Limoges, de Breffe, d'Angers, du Mans, de Rosoi, pour décharge de semblables taxes, au sujet des réparations, fortifications, Ponts & Chaussées, droit de Minages, confirmation de privilèges, subsistance & logement de gens de guerre, remplacement du sol pour liv., dettes de Villes, droits d'octrois. T. III, p. 327, 328, 329.

1655.

Les Ecclésiastiques de Troies se plaignent à l'Ass. de 1655, d'un droit de double huitième sur tout le vin qui se vendoit en gros & en détail dans la Ville, auquel on vouloit les assujettir; ledit droit établi pour rembourser une somme empruntée pour fournir à la subsistance des gens de guerre: sur les poursuites de l'Assemb. ils en sont déchargés. T. IV, p. 335.

Même plainte & pour même objet des Ecclésiastiques de Calais: les Agents chargés de poursuivre la décharge. *Ibid.*

L'Assemb. accorde aussi son assistance au Clergé d'Evreux, taxé pour le curage des fossés de la Ville: *item* aux Ecclésiastiques de Valence, de la Rochelle, de Reims, d'Angers, de Chartres, de Laon, taxés pour l'acquit des dettes de leurs Villes. Arrêt favorable obtenu pour ceux de Valence. T. IV, p. 336 & suiv.

Il est rapporté dans la même Assemb. de 1655, que la Cour des Aides avoit mis dans son enregistrement, sur l'article concernant les réparations des murailles, pavés, Ponts & Fontaines, que les Bénéficiers domiciliés dans les Vil-

les y seroient contribuables. T. IV, p. 338.

Dans les conférences de Mrs. du Clergé & Mrs. du Conseil en 1660, les Députés du Clergé se plaignent de ce que les habitants des Villes, par une manière toute nouvelle pour imposer les Ecclésiastiques à la taille, & les faire contribuer aux subsistances, quartiers d'hiver & autres impositions desquelles ils sont exempts, au lieu de faire l'imposition par capitation sur tous les contribuables, sous le nom de deniers d'octrois, obtiennent des Lettres-Patentes pour imposer toutes ces natures de deniers sur les denrées qui entrent dans les Villes, & prétendent par ce moyen assujettir les Ecclésiastiques au paiement desdits droits: à quoi M. le Chancelier témoigne ne faire aucune difficulté d'exempter les Ecclésiastiques pour toutes ces natures de deniers, & que dans toutes les Lettres-Patentes qu'il expédieroit, quoiqu'elles s'étendissent sur tous les Exempts, il en excepteroit toujours les Ecclésiastiques. L'Assemblée ne se contente point des offres de Mrs. du Conseil; elle demande une Déclaration vérifiée à la Cour des Aides, pour déroger aux permissions données auxdites Villes, de lever sur les bleds, vins, farines, foins & autres denrées pour l'acquit de leurs dettes, Ponts, Chaussées, &c., & taxes faites sur lesdites Villes par forme d'octrois: elle demande aussi la restitution de ce qu'on a fait payer aux Ecclésiastiques pour raison de ce. Arrêts favorables obtenus. T. IV, p. 710 jusqu'à 713.

L'Assemb. de 1665 reçoit de semblables plaintes, sur la manière dont on se servoit pour faire payer toutes sortes de droits aux Ecclésiastiques. Conférences à ce sujet. T. IV, p. 1000 & suiv.

La Ville d'Angers, ayant contracté des dettes considérables pour des objets auxquels les Ecclésiastiques ne sont pas contribuables, obtient une Sentence arbitrale, en 1660, du Gouverneur de la Province, portant que pour trouver le fonds du paiement desdites dettes, il seroit levé 30 mille liv. par an sur les loyers de toutes les maisons de la Ville & Fauxbourgs d'Angers, sans exception, jusqu'au paiement desdites dettes. Les habitants surprennent un Arrêt du Conseil, du 17 Février 1661, portant que ladite Sentence arbitrale sera exécutée sur toutes sortes de

de personnes exemptes. Le Clergé d'Angers le 1 Avril, en incident, qui excepte & ce conformément. Les habitants surprennent un tout sur quoi l'Assemb. toute sorte d'assistances.

Autres plaintes de Bourgogne, & par imposition sur les Villes & Villages, Communautés, &c. Vienne rendant censure tenue chez dit, que, sur les seil avoient fait pour la réparation & Chaussées, Fo Villes en peril émi bert déclare, que décharge des octrois est comprise.

Autres plaintes de Tours imposés il leur est accordé séance. La Compagnie finit: les Ecclésiastiques obtiennent un; inutile, à cause d'Assigné partie, &c. Les Agents chargés rêt définitif. T. IV.

Le Clergé de la protection de l'Ass. ce qu'on veut l'Ass. d'octrois, & à pay fortifications de la vertu d'un simple qui casse l'Arrêt qui avoit obtenu en La Compagnie chargée intervenir. T. V, p.

Dans le rapport de 1670, Mrs. les plusieurs Arrêts d'Arrêt du 22 Juin Religieuses Dominicaines Arrêt du 3 Octobre Syndic du Clergé & les Agents-Général d'une part, & les de ladite Ville d'au en partie favorable re. Arrêt du 13 Mars des Religieuses de gne. Arrêt du 13 Juin du Syndic du Clergé du 20 Septembre

Table de la Coll.

de personnes exemptes & non exemptes. Le Clergé d'Angers en obtient un, le 3 Avril, en interprétation du précédent, qui excepte les Ecclésiastiques, & ce conformément à d'autres Arrêts. Les habitants sur leur Requête en obtiennent un tout contraire, en 1664, sur quoi l'Assemblée arrête de donner toute sorte d'assistance au Clergé d'Angers.

Autres plaintes des Ecclésiastiques de Bourgogne, à qui on faisoit payer, par imposition sur les denrées aux entrées & Villages, les dettes desdites Communautés. M. l'Archevêque de Vienne rendant compte de la conférence tenue chez M. le Chancelier, dit, que, sur les octrois, Mrs. du Conseil avoient fait quelques exceptions, pour la réparation des murailles, Ponts & Chaussées, Fontaines, Gardes des Villes en péril éminent. Enfin, M. Colbert déclare, que le Roi accordera la décharge des octrois, puisque l'exemption est comprise dans le Contrat.

Autres plaintes des Ecclésiastiques de Tours imposés pour l'entrée du vin: il leur est accordé un Arrêt de surseance. La Compagnie le demande définitif: les Ecclésiastiques d'Angers en obtiennent un; mais qui leur devient inutile, à cause qu'il ne porte qu'un *Affigné partié*, & cependant défense. Les Agents chargés de poursuivre l'Arrêt définitif. T. IV, p. 1017 & suiv.

1670. Le Clergé de Beaune demande la protection de l'Assemb. de 1670, sur ce qu'on veut l'assujettir aux deniers d'octrois, & à payer une portion des fortifications de ladite Ville; & ce en vertu d'un simple Arrêt sur Requête, qui casse l'Arrêt que l'Assemb. dernière avoit obtenu en faveur dudit Clergé. La Compagnie charge les Agents d'intervenir. T. V, p. 111.

Dans le rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1670, Mrs. les Agents rapportent plusieurs Arrêts du Conseil; savoir, Arrêt du 22 Juin 1667, en faveur des Religieuses Dominicaines de Fréjus. Arrêt du 3 Octobre 1667, entre le Syndic du Clergé de la Ville de Tours, & les Agents-Généraux intervenants d'une part, & les Maire & Echevins de ladite Ville d'autre part; ledit Arrêt en partie favorable, en partie contraire. Arrêt du 23 Mars 1668, en faveur des Religieuses de la Visitation de Digne. Arrêt du 13 Juin 1668, en faveur du Syndic du Clergé du Puy. Arrêt du 20 Septembre 1668, entre le Syn-

Table de la Coll. des P. V.

dic du Clergé d'Angers, & les Maire & Echevins de ladite Ville, & les Agents du Clergé reçus Parties intervenantes en l'instance, au sujet de divers octrois accordés à la Ville pour paiement de dettes; ledit Arrêt condamnant les Ecclésiastiques à payer lesdits droits, à la réserve d'une quantité déterminée de pipes de vin, & de charrettes de foin de leur cru. Arrêt du 6 Février 1667, cassant un autre Arrêt rendu en faveur du Clergé de Beaune, par lequel il étoit déchargé du paiement de l'imposition de 400 liv. par capitation, pour les charges communes de la Ville. T. V, P. J. p. 85 jusqu'à 91.

L'Assemb. de 1675 reçoit la plainte des Ecclésiastiques du Diocèse de Boulogne, de ce qu'au préjudice de l'Arrêt, rendu en leur faveur, le 4 Janvier 1663, on ne laissoit pas de les taxer pour la subsistance des troupes. La plainte est renvoyée aux Commissaires des contraventions au Contrat. T. V, p. 240.

M. l'Abbé de Némont demande à la même Assemblée sa protection dans un Procès qu'il avoit contre les Fermiers d'Angoulême, au sujet des octrois sur les vins du cru de son Bénéfice. Autres octrois demandés au Séminaire d'Arles. Ecclésiastiques de Soissons poursuivis pour paiement des dettes de la Ville, pour fournir des ustensiles aux troupes, &c. T. V, p. 238, 239.

L'Assemblée obtient un Arrêt qui décharge les Ecclésiastiques, les Religieux & Religieuses des deniers d'octrois & dettes communes, hors les causes de peste, famine, &c. T. V, p. 261.

Les Chanoines de Saint-Etienne de Toulouse implorent la protection de l'Ass. de 1680, pour obtenir un Arrêt qui les exempte du paiement du droit de subvention sur les bleds & vins provenant de leurs dîmes, qui entrent dans la Ville, conformément aux Arrêts obtenus en faveur du Clergé & dud. Chapitre, notamment celui du 12 Sept. 1639, & exécutoire de 3000 & tant de livres, obtenu contre les Capitouls. L'Assemb. prie Mrs. les Commissaires d'appuyer les demandes du Chapitre. T. V, p. 322.

Le Clergé d'Angers se plaint à la même Ass. de ce qu'ayant bien voulu consentir au paiement d'une partie de l'imposition mise sur les denrées, pour acquitter les dettes de la Ville, par une transaction passée avec la Ville,

VVVV

1675.

1680.

néanmoins on vouloit les faire payer comme les autres Habitants : l'Assemb. leur accorde toute protection. T. V, p. 322.

1700.

L'Ass. de 1700, art. 17 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger les Ecclésiastiques des dettes des Communautés. Réponse. *Il y sera pourvu, dans les cas particuliers, suivant les Arrêts & Réglements.* Recueil, p. 1487.

1705.

L'Ass. de 1705, art. 14 de son Cahier, fait la même demande. Même réponse. Recueil, p. 1406.

1715.

Les Ecclésiastiques de la Ville de Laon, par Arrêt du Conseil d'Etat, du 26 Janvier 1715, sont déchargés de la contribution au paiement des sommes payées ou à payer par la Ville de Laon, pour les charges de Lieutenant-de-Maire & d'Avocat du Roi en l'Hôtel-de-Ville, pour les fortifications de la Forre & autres lieux, & pour le Don-gratuit. Le même Arrêt maintient les Députés du Clergé de ladite Ville, dans leur droit & possession d'assister aux Assemblées-Générales & particulières, & Conseils de ladite Ville. T. VI, p. Just. p. 513 & suiv.

L'Ass. de 1715, art. 15 du Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner, que les Ecclésiastiques & les Communautés seront déchargés de contribuer au paiement des sommes qui ont été imposées sur les Habitants des Villes, pour la suppression des droits d'octrois & doublement d'iceux, nouvellement établis, & des offices municipaux des Villes, Dons-gratuits, franc-fiefs, abonnements dans les Pays d'Etats & autres semblables.

Réponse. *Il a été pourvu à une partie de cet article, par la Déclaration du 9 Juillet dernier, & il sera fait considération sur le surplus.*

Par l'art. 16, Sa Majesté est suppliée d'ordonner, conformément aux Contrats, que les Ecclésiastiques & Communautés seront déchargés du paiement des octrois des Villes & doublement d'iceux, qui seront levés sur les vins & autres denrées, par rapport aux vins & aux denrées provenant du cru de leurs Bénéfices & titres sacerdotaux, & qui seront destinés pour leur consommation, à l'exception toutefois des octrois qui ont été, ou qui seront établis pour des causes également utiles & avantageuses aux Ecclésiastiques & aux autres Habitants.

Réponse. *Accordé pour les octrois qui*

n'ont lieu de la malle, & sur le surplus en sera usé comme par le passé. Recueil, p. 1540, 1541.

Les Syndics des Généralités d'Auch & d'Auvergne se plaignent à l'Ass. de 1726, des taxes imposées sur les Ecclésiastiques, pour les gages des Officiers municipaux, pour les droits des Inspecteurs aux Boucheries & aux Boissions, &c. Ces Diocèses avoient obtenu des sursis aux poursuites que l'on faisoit contre eux; mais comme ces sursis ne suffisoient pas pour la décharge des Bénéficiaires, l'Assemb. de 1726 charge les Agents de solliciter un Arrêt de décharge en faveur de ces Diocèses. T. VII, p. 332.

Le Clergé de Marseille présente, à la même Assemblée, un Mémoire en exemption d'un droit anciennement établi à Marseille sur les farines & la viande, pour le rachat du dixième & de la capitation. L'Assemb. charge les Agents de suivre cette affaire au Conseil. T. VII, p. 333.

Autre Mémoire présenté à la même Assemb. de 1726, par le Chapitre de Toulouse, pour être déchargé du paiement d'un nouveau droit sur les farines. L'Assemb. fait solliciter l'affaire. T. VII, p. 341.

L'Ass. de 1730 agit vivement en faveur du Clergé, dans l'affaire des nouveaux droits de Courtiers-Jaugeurs, d'Inspecteurs aux boucheries & aux boissions, des abonnements de ces nouveaux droits & des droits réservés sur ceux ci-devant attribués aux offices municipaux. Elle supplie Mgr. le Cardinal de Fleury, présent à la séance, d'accorder sur ce point sa protection au Clergé. T. VII, p. 910, 911.

La même Assemb. se pouvoit contre une imposition dans laquelle on vouloit comprendre les Bénéficiaires de l'Isle de Ré, pour la réparation des digues; imposition contraire aux Immunités du Clergé, faite d'ailleurs dans une forme opposée aux usages & aux privilèges du Clergé, c'est-à-dire, en vertu d'un rôle arrêté par M. l'Intendant. T. VII, p. 1171, 1172.

L'art. 6 du Cahier de l'Assemb. de 1730, a pour objet l'exemption des taxes pour les ustensiles & casernes, tant à l'égard des Ecclésiastiques, qu'à l'égard de leurs domestiques. La Réponse y assujettit les domestiques mariés & établis dans les Villes. Recueil, p. 1686.

La Ville de Marseille voulant assujettir les Ecclésiastiques à une imposition

1726.

de six deniers p l'Assemb. de 1730 prendre une certaine affaire, & M. le Contrôleur

1460. La même Ass. son Cahier, que exempts des octrois, ou pour les Officiers municipaux point con à ce sujet. S. M. en déclare exempt ne sont établis que les ils ne doivent

cueil, p. 1703, 1740. Cette même Assemblée dans l'art. 5 Le Roi renvoie à

1731. Par l'art. 8 du Majesté est supplie Ecclésiastiques da leur est accordée qu'en conséquence ni exigé aux entrées d'octroi, ou autre sur les vins, boissions autres denrées p Bénéfices, ou du p mes, & destinées Bénéficiaires ou Con conforme à la den

1704, 1705.

1740. L'Ass. de 1740, Cahier, supplie Sa un Arrêt général p tenant les Ecclésiastiques du logement d elle aura la bonté d mement sur ce qui truction des casernes des ustensiles nécessaires par lequel Arrêt il aux Corps communs tous Préposés de con siales dans aucu pour la fourniture d percevoir sur eux & tinées à leur consommation dont l'établissement la construction des ne seroit pas possible l'octroi la denrée de mation des Ecclésiastiques d'ordonner une ind magement par les C Villes.

Réponse. *Le Roi pliqué ses intentions*

de six deniers pour livre sur la viande, l'Assemb. de 1735 charge les Agents de prendre une connoissance entière de cette affaire, & de la suivre auprès de M. le Contrôleur-Général. T. VII, p. 1460.

La même Ass. demande, par l'art. 7 de son Cahier, que les Ecclésiastiq. soient exempts des octrois établis pour le rachat, ou pour le paiement des gages des Officiers municipaux, & qu'ils ne soient point compris dans aucun rôle à ce sujet. S. M., par sa réponse, les en déclare exempts, lorsque ces droits ne sont établis que pour causes auxquelles ils ne doivent point contribuer. Recueil, p. 1703, 1704.

1740. Cette même demande a été renouvelée dans l'art. 5 du Cahier de 1740. Le Roi renvoie à la réponse faite au Cahier de 1735. T. VII, P. J. p. 418.

1755. Par l'art. 8 du Cahier de 1735, Sa Majesté est suppliée de conserver les Ecclésiastiques dans l'exemption qui leur est accordée par les Contrats, & qu'en conséquence, il ne soit demandé, ni exigé aux entrées des Villes à titre d'octroi, ou autrement, aucun droit sur les vins, boissons, bois, farines & autres denrées provenant du cru des Bénéfices, ou du produit de leurs dîmes, & destinées à la subsistance des Bénéficiers ou Communautés. Réponse conforme à la demande. Recueil, p. 1704, 1705.

1740. L'Ass. de 1740, par l'art. 7 de son Cahier, supplie Sa Majesté de rendre un Arrêt général par lequel, en maintenant les Ecclésiastiques dans l'exemption du logement des gens de guerre, elle aura la bonté de s'expliquer nommément sur ce qui concerne la construction des casernes & la fourniture des ustensiles nécessaires aux troupes; par lequel Arrêt il sera fait défenses aux Corps communs des Villes, & à tous Préposés de comprendre les Ecclésiastiques dans aucuns rôles des Villes pour la fourniture des ustensiles, & de percevoir sur eux & sur les denrées destinées à leur conformation, les octrois dont l'établissement sera fait pour la construction des casernes; & où il ne seroit pas possible de décharger de l'octroi la denrée destinée à la conformation des Ecclésiastiques, en ce cas d'ordonner une indemnité ou dédommagement par les Corps communs des Villes.

Réponse. Le Roi a suffisamment expliqué ses intentions par les réponses aux

articles 6 des Cahiers de 1730 & 1735. Lorsque quelques Villes auront obtenu la permission de lever un octroi, dont les deniers seront uniquement employés au rétablissement des casernes, & que les Magistrats voudront assujettir les Ecclésiastiques à cet octroi, le Roi fera examiner les représentations qui lui seront faites pour y pourvoir d'une manière convenable. T. VII, P. J. p. 419, 420.

L'Ass. de 1748 prie M. l'Archev. de Tours & Mrs. les Agents de faire des représentations à M. le Contrôleur-Général, pour faire jouir le Clergé de l'exemption des droits d'octrois destinés au rachat des offices municipaux. T. VIII, p. 202, 203.

1750. Votre Majesté, SIRE, (ce sont les termes de l'art. 8 du Cahier de l'Ass. de 1750,) ayant bien voulu déclarer que son intention étoit que le Clergé jouisse des exemptions énoncées dans les Contrats, & celles des octrois & entrées des Villes, pour les fruits & denrées provenant du cru des Bénéfices, y étant expressément stipulées, il ne reste au Clergé que de supplier S. M. de déclarer ses intentions à cet égard, par une loi authentique & générale qui soit exécutée dans tout le Royaume, nonobstant les Arrêts & Lettres-Patentes obtenues par les Villes. T. VIII, P. J. p. 94, 95.

Le Clergé & les Hôpitaux de la Ville de Nîmes, avoient réclamé la protection de cette Ass. par rapport aux droits d'entrées & de subventions auxquels ils étoient assujettis par l'Ordonnance de M. l'Intendant de Languedoc, pour les denrées qu'ils faisoient entrer dans ladite Ville. Cette affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. T. VIII, p. 369, 370.

M. l'Evêque de Toulon se plaint à la même Ass., au sujet des droits d'entrées auxquels les Officiers municipaux de la Ville de Toulon, vouloient assujettir les vins qui proviennent des terres & des dîmes de l'Evêché. L'Ass. prie M. l'Evêque de Rennes de voir M. le Comte de Saint-Florentin, pour lui recommander cette affaire. T. VIII, p. 397 & suiv.

Mêmes plaintes de M. l'Evêque de Viviers & de son Chapitre. Voyez Viviers.

1755. En l'Ass. de 1755, il est parlé d'une affaire suscitée au Clergé séculier & régulier de Senlis, à l'occasion de l'alignement d'une nouvelle rue ouverte, pour rendre plus praticable la

traversée de cette Ville, à l'occasion aussi de la construction de deux portes pour sa décoration. Sur l'avis de M. l'Intendant, il avoit été rendu, en 1752, un Arrêt du Conseil, qui ordonne que la somme nécessaire pour ledits ouvrages, seroit imposée sur tous les Habitants privilégiés & non privilégiés, Propriétaires de biens-fonds. En conséquence, les Maire & Echevins avoient compris dans le rôle des impositions les biens ecclésiastiques, & les avoient arbitrairement soumis à une somme très-forte. Par les soins de Mrs. les Agents, M. le Contrôleur-Général avoit suris la décision de cette affaire, jusqu'à la présente Assembl., qui fait solliciter l'affaire auprès de M. de Trudaine, & de M. le Contrôleur-Général. T. VIII, p. 567, 568.

L'Assemblée de 1755, article 7 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté, qu'ayant bien voulu déclarer que son intention étoit, que le Clergé jouit des exemptions énoncées dans les Contrats, & celle des octrois & entrées des Villes, pour les fruits & denrées provenant du cru des Bénéfices, y étant expressément stipulée; le Clergé supplie Sa Majesté de déclarer son intention à cet égard, par une loi authentique & générale, qui soit exécutée dans tout le Royaume, nonobstant les Arrêts & Lettres-Patentes obtenus par les Villes.

Réponse. *Le Clergé doit contribuer à la plupart des octrois des Villes, à cause de la part qu'il prend à l'administration & aux privilèges de ces mêmes Villes: à l'égard des autres octrois qui seront établis pour des causes auxquelles les Ecclésiastiques ne doivent point contribuer, l'intention du Roi est, qu'ils jouissent des privilèges & exemptions qui leur ont été accordées, conformément aux réponses de S. M. aux art. 7 & 8 du Cahier de 1735. T. VIII, P. J. p. 214, 215.*

La même Assembl., par l'art. 8 du même Cahier, supplie S. M. d'ordonner, par une loi générale, que les Ecclésiastiques, Hôpitaux & Communautés régulières des Villes, où le tarif a été ou sera établi, pour tenir lieu de taille & de capitation, seront exempts des droits fixés par les tarifs, sur toute espèce de nature de denrées & de marchandises, & sur-tout par rapport aux denrées provenant du cru des Bénéfices, & destinées pour la nourriture & entretien des Ecclésiastiques, Hôpitaux & Communautés régulières.

Réponse. *Sa Majesté est informée, que les Ecclésiastiques ont toujours été exemptés des droits de Tarifs, par les Arrêts qui les ont établis, à moins qu'ils n'aient renoncé volontairement à cette exemption, ou qu'il n'y ait été dérogé par des circonstances particulières, relativement à l'objet qui a fait établir ces Tarifs. T. VIII. P. Just. p. 215, 216.*

L'Ass. de 1758 nomme deux de ses Députés pour examiner une affaire qui étoit entre le Clergé de Bayonne & la Communauté de cette Ville, qui avoit assujetti le Clergé à un droit d'octroi, sur les vins entrant dans la Ville; ledit droit établi uniquement pour payer les dettes de la Communauté. L'Arrêt du Conseil, du 19 Juin 1756, portant règlement pour les biens patrimoniaux de cette Ville, contenoit, que les droits sur le vin seroient perçus & levés sur tous les Habitants de la Ville indistinctement, exempts & non exempts, privilégiés & non privilégiés, sans aucune exception, Sa Majesté abrogeant, en tant que de besoin, tous usages contraires.

Sur ce fondement, les Magistrats de Bayonne assujettissoient au paiement des droits les Ecclésiastiques. Le Clergé de la Ville s'étoit pourvu devant M. l'Intendant, pour jouir de son exemption: l'Intendant avoit refusé de prononcer sur la demande, & avoit renvoyé le Syndic au Conseil, où ledit Syndic poursuivoit la décision de l'affaire, pour laquelle il sollicitoit la protection de l'Assembl. Les Commissaires députés estimant, que l'Assemblée doit s'intéresser pour obtenir un Jugement favorable: les titres les plus victorieux s'unissent pour l'espérer. Suivant les Loix générales de l'État, le Clergé de France n'est pas sujet à cette imposition: le Clergé de Bayonne, en particulier, en a toujours été exempt; & l'Arrêt du 19 Juin 1756 ne peut pas les y assujettir. Ces trois propositions sont prouvées. T. VIII, p. 664 & suiv.

Les mêmes Commissaires ajoutent, que le Clergé de Senlis avoit été condamné à contribuer à un nouveau chemin fait sur la route de Compiègne; qu'il avoit toujours réclamé contre la décision du Conseil rendue à ce sujet, laquelle ne lui avoit été notifiée que par une Lettre de M. le Contrôleur-Général contraire à un Arrêt du Conseil du 28 Mars 1747, en faveur du Clergé de Tours, dans un cas tout-à-

fait semblable. La que de prendre un & sur la précédente quelques éclaircissements. 668, 669.

En l'Assemblée de la protection de la veur des Ecclésiastiques les Officiers de ce faire contribuer à Palais de Justice. ce sujet à M. d'Or plainte bien fondée.

L'Ass. de 1760, Temporel, se plaint Ecclésiastiques sont assujettis aux droits dans presque toutes les Officiers municipaux prennent avantage des de Sa Majesté hiers.

Réponse. *S. M. a point établi de tarif la taille, qu'il ne s'écclésiastiques, de qui ront de leurs privilèges de ces tarifs préte quelque chose de piques doivent spécifier plaintes, ou se pour Juger, & il leur se privilege aussi indéfini cordé. T. VIII, P.*

En l'Assemblée de de Clermont se plaint qu'on impose aux Ecles Généralités de ges, de contribuer sition au paiement d'bli par l'Edit de 1 Villes & Bourgs du rapport, la Compagnie le Contrôleur-Général justice à cet égard trouvent point de dispositions favorables cette affaire. Ils sont & lui témoigner la compagnie. Tout ce qui n'ir, est que les Diocèses gnoient, pourroient Conseil contre les hauts qui levent Don-gratuit, & demeurent obligées de prêter trois. T. VIII, p. 10

Par Arrêt du Conseil 1756, les Officiers tri-le-François avoient au paiement de la

fait semblable. La Compagnie, avant que de prendre un parti sur cette affaire & sur la précédente, a désiré avoir quelques éclaircissements. T. VIII, p. 668, 669.

En l'Assemblée de 1758, on demande la protection de la Compagnie en faveur des Ecclésiastiques de Vire, que les Officiers de cette Ville vouloient faire contribuer à la réédification du Palais de Justice. L'Ass. députée à ce sujet à M. d'Ormesson, qui juge la plainte bien fondée. T. VIII, p. 669.

L'Ass. de 1760, art. 6 du Cahier du Temporel, se plaint à S. M. que les Ecclésiastiques sont tous les jours assujettis aux droits de *tarif* & d'*octrois*, dans presque toutes les Villes; & que les Officiers municipaux de ces Villes, prennent avantage de quelques réponses de Sa Majesté aux précédents Cahiers.

Réponse. S. M. est informée qu'il n'est point établi de tarif pour tenir lieu de la taille, qu'il ne soit réglé avec les Ecclésiastiques, de quelle manière ils jouiront de leurs privilèges: si les Fermiers de ces tarifs prétendent exiger d'eux quelque chose de plus, les Ecclésiastiques doivent spécifier leurs objets de plaintes, ou se pourvoir pardevant les Juges, & il leur sera rendu justice. Un privilège aussi indéfini ne sauroit être accordé. T. VIII, P. J. p. 315.

En l'Ass. de 1762, M. l'Evêque de Clermont se plaint de l'obligation qu'on impose aux Ecclésiastiques, dans les Généralités de Riom & de Limoges, de contribuer par la voie d'imposition au paiement du *Don-gratuit*, établi par l'Edit de 1758, sur toutes les Villes & Bourgs du Royaume. Sur son rapport, la Compagnie députée à M. le Contrôleur-Général pour obtenir justice à cet égard. Les Députés ne trouvent point ce Ministre dans des dispositions favorables par rapport à cette affaire. Ils sont priés de le revoir, & lui témoigner la surprise de la Compagnie. Tout ce qu'on peut en obtenir, est que les Diocèses qui se plaignoient, pourroient se pourvoir au Conseil contre les Villes & Communautés qui levent par imposition le *Don-gratuit*, & demander qu'elles fussent obligées de prendre la voie d'*octrois*. T. VIII, p. 1090, 1091.

Par Arrêt du Conseil, du 6 Juillet 1756, les Officiers municipaux de Vitri-le-François avoient fait substituer au paiement de la taille & autres im-

positions municipales, auxquelles les Ecclésiastiques n'avoient jamais contribué, des droits d'entrée sur les matières de consommation; & quoique par cet Arrêt les Gentilshommes fussent exempts des droits de tarifs y énoncés, l'on y avoit assujetti les Ecclésiastiques & les Communautés, sous la réserve néanmoins d'une indemnité proportionnée à leur consommation, mais si modique, qu'en y acquiesçant, le Clergé de Vitri seroit demeuré soumis au paiement de la plus grande partie des droits; ce qui l'avoit déterminé à se pourvoir au Conseil. Sur quoi, l'Ass. de 1762 députée à M. le Contrôleur-Général, pour presser la décision de l'affaire en faveur du Clergé. T. VIII, p. 1092.

Mrs. les Agents rendent compte à l'Ass. de 1765, d'un Mémoire qui leur avoit été communiqué par M. le Contrôleur-Gén. concernant le *Don-gratuit* des Villes, fixé par l'Edit d'Août 1758, & qui a dû être levé dans tout le Royaume, sur certaines denrées déterminées, lors de leur entrée dans les Villes. Les Ecclésiastiques ont été dispensés par Lettres-Patentes du 7 Avril 1760, d'acquitter les droits pour les denrées provenant du cru de leurs Bénéfices & destinées pour leur consommation; mais par des circonstances particulières les droits n'ont pu être perçus en nature dans quatre Généralités, savoir, celles d'Auvergne, de Bordeaux, de Limoges & d'Auch. On y a substitué un rôle semblable à celui de la capitation: les Ecclésiastiques y ont été compris; mais on assure que leur taxe a été modérée, à raison de l'exemption dont ils auroient pu jouir: on a suivi à leur égard la proportion suivant laquelle ils sont assujettis aux droits d'Inspecteurs aux boucheries & aux boisons, qui ont lieu dans lesdites Provinces. Dans la crainte de voir altérer par-là les privilèges du Clergé, Mrs. les anciens Agents avoient porté leurs plaintes au Ministre: elles n'ont point été répondues; mais il a été sursis à l'exécution des rôles à l'égard des Ecclésiastiq. des trois Généralités d'Auch, de Bordeaux & de Limoges; ceux d'Auvergne ont volontairement souscrit à l'imposition. L'Ass. renvoie l'affaire au Bureau du Temporel, [point de rapport.] T. VIII, p. 1438, 1439.

La manière dont plusieurs Villes se procurent les fonds pour le paiement des arrérages de leur *Don-gratuit*, est

1765.

1772.

le fondement des plaintes portées à l'Assemblée de 1772, par les Provinces d'Albi, d'Auch, de Bourges & de Vienne; & plus spécialement encore des Diocèses de Die, de Grenoble, de Clermont, de Limoges, de Saint-Flour & de Vienne. M. l'Arch. de Lyon dans le rapport qu'il fait, en donne le détail.

Dans les Généralités de Riom & de Limoges tout a été confondu, & tous les droits du Clergé anéantis. Par les Lettres-Patentes, du 22 Mars 1770, adressées à la Cour des Aides de Clermont, il est ordonné que le paiement du *Don-gratuit* sera fait par imposition, dans laquelle les Ecclésiastiques, les Communautés séculières & régulières seront comprises & imposées dans la même proportion, & au marc la livre de leur contribution aux droits d'Inspecteurs aux boucheries & boiffons, & y comprenant les huit deniers pour la levée en sus. En exécution de ces Lettres-Patentes, les Intendants ont dressé des rôles d'impositions; ces rôles ont été rendus exécutoires, par Arrêt du Conseil du 5 Mai 1770; & non-seulement les Ecclésiastiques des Villes s'y trouvent compris, mais encore les Communautés situées dans les campagnes, mais les Curés même, dont les Paroisses ne sont pas composées de dix ou quatorze Hameaux, quoique le *Don-gratuit* ne soit payable que par les Villes & les Bourgs.

C'est ainsi qu'en donnant des atteintes successives aux Contrats & aux Lettres-Patentes de 1758, on est venu à bout d'anéantir peu à peu les dispositions de l'un & de l'autre; d'abord en substituant la voie d'imposition à celle de l'Octroi, malgré la teneur de l'Edit de 1758; ensuite en permettant d'imposer sur les Ecclésiastiques les mêmes sommes numériques auxquelles ils étoient déjà tenus pour les boucheries & boiffons; enfin en ne regardant ces sommes que comme un tarif & une proportion suivant laquelle on peut augmenter au marc la livre, la contribution; & en y comprenant encore tout le Clergé sans exception, même les Communautés & Bénéficiers qui sont dans les campagnes, & les plus éloignés des Bourgs & des Villes.

Sur le rapport de cette affaire, & conformément à l'avis de la Commission, il a été délibéré de demander au Roi l'exécution de l'Edit, du Contrat & des Lettres-Patentes de 1758, qui

portent que les Dons-gratuits des Villes seront payés par voie d'octrois, & que les Ecclésiastiques en seront exempts, au moins pour les denrées qui proviendront du cru de leurs Bénéfices, & qui seront destinées à leur consommation. T. VIII, p. 2033 & suiv.

M. le Contrôleur-Gén. répond, que l'intention & l'intérêt du Roi étoient que le *Don-gratuit* des Villes fût pris sur la consommation & payé par la forme d'octrois, ainsi que le porte l'Edit; mais qu'il avoit rencontré dans quelques Provinces une opposition insurmontable, & qu'au renouvellement de ce Don, il renouvelloit aussi ses efforts pour que la forme d'octrois fût employée & celle de l'imposition interdite. T. VIII, p. 2042, 2043.

Le Clergé de la Ville de Riom se plaint à l'Assemblée de 1772, de ce qu'en 1766, les Officiers municipaux comprirent les Ecclésiastiques dans une imposition qui se fait de temps immémorial dans cette Ville, sous le nom de deniers communs pour les dépenses de l'année, & dans laquelle ils n'avoient jamais été compris. Sur les plaintes qu'ils en portèrent à Mrs. les Agents, M. le Contrôleur-Général accorda une surséance aux poursuites. L'affaire ayant été portée à l'Assemblée de 1770, il fut décidé qu'il en seroit fait un article au Cahier: les poursuites ayant été renouvelées sans aucun égard à la surséance, ils s'adressent de nouveau à l'Assemblée de 1772, qui charge les Agents d'aider de leurs bons offices le Clergé de Riom. T. VIII, p. 2033.

L'art. du Cahier de 1770, à ce sujet, est l'art. 6: c'est sur-tout dans les Villes de Riom & de Sémur, que les Ecclésiastiques étoient poursuivis pour le paiement de contributions auxquelles ils ne sont point astreints. Réponse. *Je donnerai mes ordres pour assurer aux Ecclésiastiques de Riom & de Sémur, l'exemption des charges même locales, auxquelles ils ne seroient pas personnellement intéressés, comme tous les autres Citoyens.* T. VIII, P. Just. p. 626, 627.

La Province de Rouen se plaint à la même Assemblée de 1772, au sujet des impositions qu'on fait supporter aux biens du Clergé, pour contribuer aux frais des travaux publics. Non-seulement on assujettit à cette contribution, les fonds des Bénéfices que les Bénéficiers font valoir par leurs mains; mais on a trouvé une manière de la faire supporter aux dîmes elles-mêmes,

en imposant ceux-ci, à raison de leur bail. L'Assemblée, relative à M. le C. relativement à ces p. 2037, 2038.

Ce Ministre n'entre dans les vues du Clergé, relativement à l'Assemblée des Ecclésiastiques, impositions qui se font sur les travaux publics, pour les dîmes des Villes: qu'il auroit égard au Conseil, qui vient de la possession sur plus, il auroit fait les Ecclésiastiques pour les dîmes dont on a rendu que cette espèce de charges particulières privilégiées. T. VII.

L'inexécution de l'Archevêque de N. Rapport sur les Contrats, fait dans relativement à l'exécution des Villes, contributions aux octrois d'autant plus sensibles multipliées. Les Provinces renferment les de tout genre, ment du *Don-gratuit* l'Edit d'Avril 1778. Loi y assujettit les Ecclésiastiques & Contrats & régulières, à ment des Hôtels-D.

L'Ass. qui se tint ne put voir, sans atteinte si visible au craignit pas d'en des sacrifices: le l'offrit au Roi, mais couvert de celui qui même-temps aux V on accorda, à ses Lettres-Patentes sur ce qui affranchirent de provenant du cru destinées à la consommation. Mais des Rég. ont anéanti les dispositions-Patentes, en p les de percevoir, par le *Don-gratuit* qu'on bord lever, par for denrées.

La Province de E miere victime de e déclaration de 1760.

en imposant ceux qui en sont les Fermiers, à raison de la totalité du prix de leur bail. L'Assemblée députa deux Prélats à M. le Contrôleur-Général, relativement à cette affaire. T. VIII, p. 2037, 2038.

Ce Ministre n'entre point entièrement dans les vues du Clergé, sur l'affranchissement des Ecclésiastiques de toutes les impositions qui se font, soit pour les travaux publics, soit pour les frais communs des Villes : il ajoute cependant qu'il auroit égard à la Jurisprudence du Conseil, qui veut, qu'en cette matière, la possession soit consultée ; qu'au surplus, il auroit soin qu'en aucun cas les Ecclésiastiques ne fussent imposés pour les dîmes dont ils jouissent, attendu que cette espèce de biens & des charges particulières, est encore plus privilégiée. T. VIII, p. 2041.

L'exécution des Contrats [dit M. l'Archevêque de Narbonne, dans son Rapport sur les conventions aux Contrats, fait dans l'Assemblée de 1775] relativement à l'exemption des Dons-gratuits des Villes, des octrois & des contributions aux ouvrages publics, est d'autant plus sensible, qu'elle est plus multipliée. Les Procès-verbaux des Provinces renferment le détail d'entreprises de tout genre, depuis l'établissement du Don-gratuit, ordonné par l'Édit d'Avril 1758 : l'art. 3 de cette Loi y assujettit nommément les Ecclésiastiques & Communautés séculières & régulières, à l'exception seulement des Hôtels-Dieu.

L'Ass. qui se tint cette même année, ne put voir, sans alarmes, porter une atteinte si visible aux Immunités, & ne craignit pas d'en prévenir l'effet par des sacrifices : le Don-gratuit qu'elle offrit au Roi, mit les Bénéficiers à couvert de celui qu'on demandoit en même-temps aux Villes du Royaume : on accorda, à ses instances, des Lettres-Patentes sur cet Arrêt du Conseil, qui affranchirent de l'impôt les denrées provenant du cru des Bénéfices, & destinées à la consommation des Bénéficiers. Mais des Réglements postérieurs ont anéanti les dispositions de ces Lettres-Patentes, en permettant aux Villes de percevoir, par voie d'imposition, le Don-gratuit qu'elles devoient d'abord lever, par forme d'octroi, sur les denrées.

La Province de Dauphiné fut la première victime de ce changement. La déclaration de 1760, adressée au Parl.

de Grenoble, permit, par l'art. 3, de comprendre les Ecclésiastiques au rôle du Don-gratuit, dans le cas où il seroit levé par forme d'imposition, & fixa le taux suivant lequel ils devoient être imposés, à la même somme qu'ils supporteroient dans les rôles établis pour le paiement des droits sur les boucheries & boissons. Non-seulement les Ecclésiastiques de la Ville de Crest, en Dauphiné, n'obtinrent pas cette légère faveur, qui supposoit déjà elle-même une infraction du privilège ; mais on leur refusa de plus de prendre le rôle des dits droits comme base de proportion de la nouvelle imposition : elle fut faite de la manière la plus arbitraire. Cet exemple fâcheux n'a été que trop suivi dans plusieurs autres Villes.

La méthode d'imposer a été successivement adoptée dans diverses Généralités du Royaume, dans celle d'Auch en particulier. Le Clergé de Cahors, plus opprimé que tous les autres, a été refusé, même sur la proposition de fournir sa part de l'impôt, par les mains du Syndic du Diocèse, & de répartir sur lui la somme à laquelle il seroit taxé par forme d'abonnement : ses plaintes n'ont eu d'autre effet, que de faire doubler son imposition primitive.

Ces entreprises étoient plus encore, en examinant les principes par lesquels on essaie de les justifier. Il a paru, de tout temps, difficile de concilier l'exemption des Ecclésiastiques, avec la forme de la perception établie pour la plupart des octrois. Comment obtenir que les denrées arrivent aux Bénéficiers, autrement que frappées de l'impôt que le Bénéficiaire a déjà payé en entrant dans la Ville ? On a vu quelquefois accorder au Clergé, sur le produit des droits qu'il acquittoit, une reprise proportionnée à sa consommation.

Les Ecclésiastiques de Provence jouissent encore, à ce titre, d'une indemnité qu'on leur paie dans plusieurs Villes, pour le droit sur les farines, & à Marseille, pour celui qui est établi sur les viandes ; mais comme il est des denrées qu'ils consomment d'une manière très-inégalement, on crut, dans la plupart des Provinces, parer à l'inconvénient, en les exemptant des droits d'entrée, pour les denrées qui provenoient du cru de leurs Bénéfices & de leurs biens patrimoniaux. L'exédant de leur consommation parut faire balance, pour les droits auxquels cette méthode les

Agents-Généraux, en 1771, que la somme demandée, pour cet objet, aux Ecclésiastiques du Dauphiné, ne soit pas plus forte que celle pour les droits d'Inspecteurs aux Boissons & aux Boucheries, à laquelle elle devoit être égale, suivant les Lettres-Patentes du 17 Août 1760. Quant aux plaintes relatives aux Ecclésiastiques de Riom, S. M. se réfère à la réponse qu'elle a faite à l'article 6 du Cahier de 1770. A l'égard des dépenses & contributions pour les Ports de Rouen, Dieppe, Quillebeuf, S. M. se fera rendre un compte particulier de leur véritable objet, afin que les Ecclésiastiques ne soient point exposés aux charges qui concerneront purement le service général & la défense de l'Etat. T. VIII, p. 2408 jusq. 2413. Le Mémoire répondu, P. J. p. 783, 784.

Les articles 5 & 6 du Cahier du Temporel de l'Ass. de 1775, ont pour objet les Dons-gratuits des Villes, tant ceux qui sont perçus en argent, que ceux qui sont établis sur les dîmes. Voyez sur ces articles & les Réponses du Roi, le second Supplément de la Table, ad calcem.

II. L'exemption des droits d'octrois pour les caules spécifiées ci-dessus, à l'égard des Ecclésiastiques, Corps & Communautés Ecclésiastiques, est une des clauses portées dans tous les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, soit pour les Dons-gratuits, soit pour le renouvellement du paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. IV, V, ad calcem.

ECONOMES.

Voyez Économies.

OFFICE DIVIN.

Voyez Bréviaire.

OFFICES DE JUDICATURE ET AUTRES.

I. Aux Etats-Généraux de 1614, plusieurs avis & moyens sont proposés pour le soulagement de l'Etat & le rétablissement des finances. Celui auquel on s'arrête le plus, & qui avoit été proposé par le sieur Beaufort, consistoit à rembourser tous les offices de Judicature, soit des Cours souveraines & autres, à l'effet de les réduire après au nombre de l'Ordonnance de Blois de 1576, & à la charge qu'ils ne seront plus vénaux, mais donnés par le Roi

Table de la Coll. des P. V.

à personnes de mérite, qui ne prendront plus d'épices, mais auront augmentation de gages. Le même avis portoit de rembourser aussi tous les offices de finances, excepté deux Trésoriers en chaque Généralité, & deux Elus en chaque Election.

Cet avis est adopté par l'ordre de la Noblesse, qui le présente à M. le Chancelier : il nomme des Commissaires du Conseil pour l'examiner; les Commissaires l'approuvent après quelques changements, savoir, que lesdits offices de Judicature ne seront supprimés que par mort. Conférences sur ce sujet, entre les Députés des trois Ordres sur les ouvertures & projet dudit Beaufort : le Tiers-Etat les rejette : les Députés de l'Eglise & de la Noblesse insistent au contraire à ce qu'elles soient reques. M. de Ventadour est envoyé par le Roi à l'Assemblée pour lui faire entendre, que la proposition de la réduction des offices devoit être renvoyée au Cahier. L'Eglise & la Noblesse nomment des Députés pour conférer avec Mrs. du Conseil sur les propositions de Beaufort, & qu'il en soit jugé avant la présentation du Cahier; sur quoi, remontrances au Roi: ordre de saisir les exemplaires du Livre de Beaufort, & le faire prisonnier; plainte de la Noblesse à ce sujet : le Livre est envoyé en communication au Clergé par la Noblesse : plusieurs exemplaires sont distribués aux deux Chambres par ordre de M. le Chancelier. Le Roi donne satisfaction aux deux Chambres, au sujet du Sr. Beaufort. T. II, p. 132 jusq. 139. Article du Cahier des Etats, T. II, p. 163.

La suppression de la vénalité des charges & offices est un des principaux objets de la Harangue de clôture prononcée par l'Evêque de Luçon. T. II, p. 229.

Le Roi, dans sa réponse au Cahier des Etats, s'engage à ôter la vénalité des charges & offices, & à mettre un Règlement à tout ce qui en dépend. T. II, p. 231.

II. Sur la nécessité de certificat de Catholicité pour être reçu dans les offices de Magistrature & dans les charges de Notaires. Voyez Attestations, n°. IV.

III. L'Ass. de 1700 demande, par l'art. 26 de son Cahier du Temporel, qu'il soit permis aux Diocèses de rembourser à ceux qui ont acquis les offices de Greffiers des insinuations Ecclésiastiques, Greffiers-Conservateurs

Xxxx

1555 OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES, §. 1 & II. 1556

des Registres de Baptême, Mariage, &c., Greffiers des Domaines des gens de main-morte, d'Economes sequestrés & de Notaires Apostoliques, la finance qu'ils ont payée; moyennant quoi ils pourront commettre à l'exercice de ces charges, ou les supprimer. *Refusé à l'égard des Greffiers des insinuations Ecclésiastiques: à l'égard des autres, S. M. permet le remboursement, pourvu qu'il soit suivi de la suppression de ces mêmes offices.* Recueil, p. 1489.

L'Ass. de 1710, arr. 3 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger les Diocèses qui sont propriétaires des offices de Greffiers des insinuations Ecclésiastiques & des Domaines des gens de main-morte, & des Contrôleurs desdits Greffiers, des sommes qui leur seront demandées en conséquence de l'Edit de Mars 1708, tant pour supplément de finance, que pour gages & augmentation de gages attribués auxdits offices. Réponse. *Le Roi y fera considération.* Recueil, p. 1524.

Sur les offices de Notaires Apostoliques acquis par le Clergé. *Voyez Notaires, §. I.*

A l'égard des offices d'Economes sequestrés. *Voyez Economes sequestrés.*

IV. Il y a eu des offices d'Inspecteurs - Conservateurs des Domaines du Roi, à qui il étoit attribué des droits d'enregistrement. Quels Bénéfices exempts de ces droits? *Voyez Domaine du Roi.*

V. Offices de Gruyers. *Voyez Gruerie.*

OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES.

§. I. Office du Receveur-Général.

Voyez Receveur-Général.

§. II. Offices & Officiers Provinc. & Diocésains des Décimes.

I. *Diverses sortes d'offices: leur création, suppression, rétablissement, remboursement, &c.; destitution des pourvus ou commis auxdits offices.*

§. I. On distingue dans le Clergé trois sortes d'Officiers ou Receveurs des Décimes; le Receveur-Général, les Receveurs Provinciaux & les Receveurs des Diocèses. Les Receveurs Provinciaux & ceux des Diocèses ont été divisés en trois classes; les anciens, les alternatifs & les triennaux: ces Re-

ceveurs ont été créés en des temps différents, comme des ressources pour fournir les sommes que nos Rois demandoient au Clergé. Pour le même sujet, on leur a donné des Contrôleurs, qui ont été pareillement divisés en anciens, alternatifs & triennaux. Lorsque pareils besoins se sont présentés, le Clergé a donné à ces Officiers des augmentations de gages, pour lesquelles ils ont financé diverses fois. *Mémoires du Clergé, T. VIII, p. 1417 & suiv.*

L'Edit de Henri II, du mois de Juin 1557, contient la première création des Receveurs en chaque Diocèse, comptables en la Chambre des Comptes. Cet Edit a été depuis révoqué à la poursuite du Clergé. Charles IX, par son Edit de Janvier 1571, a rétabli les Receveurs des Décimes créés par l'Edit précédent; mais, par un autre Edit, du 14 Juin 1573, vérifié au Parlement & en la Chambre des Comptes, il a révoqué le rétablissement ci-dessus, & a créé de nouveau un Receveur des Décimes en chaque Diocèse, qui seroit nommé par l'Evêque Diocésain, & qui seroit tenu de rendre compte à l'Evêque & aux Députés du Clergé du Diocèse; lesquels Officiers pourroient aussi être remboursés par le Clergé & supprimés à sa volonté. T. VI, P. J. p. 594 & suiv. *Mémoires du Clergé, T. VIII, p. 1663 & suiv.*

L'Ass. de Melun supplie Sa Majesté de révoquer l'Edit de création, en titre d'office des états des Receveurs particuliers des Décimes en chaque Diocèse, attendu que le Clergé n'y a jamais donné son consentement, mais seulement quelques Prélats particuliers: quant à leur finance, qu'il soit loisible aux Diocèses qui le voudront, de les rembourser en dix années & en dix paiements égaux. T. I, p. 116.

Par le traité que l'Ass. de 1588 passa avec le sieur Sardini pour le paiement du subsidie accordé au Roi, il est convenu qu'il sera donné des Edits, portant création d'offices de deux Receveurs alternatifs des Décimes & de deux Contrôleurs en chaque Diocèse; les Receveurs aux gages de 18 deniers pour livre, & les Contrôleurs aux gages de neuf deniers. Les minutes des Edits sont dressées dans l'Ass. T. I, p. 426, 435, 440, 441.

L'Ass. procède ensuite à la nomination de celui qui expédiera les provisions des offices desdits Receveurs & Contrôleurs: elle règle que pour cha-

1557 OFFICE

que provision, y comprendra un écu de deux sols pour les Agents en charge pour expédier les finance des offices, que quittance ils présenteront à la nomination des Contrôleurs est attribuée à Bourbon, & à Mrs. Meaux. T. I, p. 443.

Les Receveurs Provinciaux créés par l'Edit du mois de Juin 1594, avec gages à VI, P. Jult. p. 595.

L'Ass. de 1596, séparer, lorsque le Secrétaire d'Etat, vint présenter une Lettre du Roi, demandant au Clergé la revende des offices de Contrôleurs-Généraux des Décimes, qui avoient été vendus à vil prix, pendant que l'Assemblée étoit en session; qu'aucun Député ne pût voter de consentir à ce qu'il en résulteroit d'ailleurs beaucoup d'inconvénients. La Lettre du Roi, p. 160.

En cette Assemblée, M. de Mende expose l'embarras du Clergé, en ce qu'il ne voit le Diocèse, en rétablissement des Revenus, le Diocèse n'ayant personne qui en ait l'office de Receveur; au moyen de quoi, le Clergé fait sommer le Receveur de faire ou faire faire l'office, s'il n'a pas voulu avoir refusé, disant qu'il n'a pas la charge, & faute de quoi, les Décimes, avoient fait revenus de l'Evêque. L'Ass. conclut que les Députés seront à ce devoir, & de commander ainsi qu'ils avisèrent.

L'Ass. de 1599, Cahier, demanda la suppression des offices de Receveurs des Décimes.

En l'Assemblée de 1601, l'Hôtel-de-Ville forma de part & d'autre pour des Rec. Prov.; qu'il en rembourser une partie que le Clergé se chargeoit de moitié. L'Ass. répondit que les Députés actuelles du Clergé ne pas d'entrer en aucun remboursement. T. I, p. 160.

que provision, y compris le Sceau, il prendra un écu deux tiers seulement: les Agents en charge sont nommés pour expédier les quittances de la finance des offices, & que pour chaque quittance ils prendront 40 sols. La nomination des Contrôleurs & Receveurs est attribuée à M. le Cardinal de Bourbon, & à Mrs. de Bourges & de Meaux. T. I, p. 443.

Les Receveurs Provinciaux ont été créés par l'Edit du mois de Septembre 1594, avec gages à eux attribués. T. VI, P. Just. p. 595.

L'Assemb. de 1595-1596 alloit se séparer, lorsque le Sr. la Grange, Conseiller d'Etat, vint présenter à l'Assemb. une Lettre du Roi, par laquelle S. M. demandoit au Clergé de lui accorder la revente des offices de Receveurs & Contrôleurs-Généraux, & particuliers des Décimes, qui avoient été ci-devant vendus à vil prix. Il lui fut répondu, que l'Assemb. n'étoit plus entière; qu'aucun Député n'avoit pouvoir de consentir cette revente; qu'il en résulteroit d'ailleurs pour le Clergé beaucoup d'inconvénients. T. I, p. 624, 625. *La Lettre du Roi*, P. Just. p. 160.

En cette Assemblée, le Prévôt de Mende expose l'embarras où se trouvoit le Diocèse, en ce que depuis l'établissement des Receveurs des Décimes, le Diocèse n'avoit encore pu trouver personne qui eût voulu prendre l'office de Receveur, ni faire la recette; au moyen de quoi ils avoient fait sommer le Receveur-Provincial de faire ou faire faire la recette; ce qu'il avoit refusé, disant que ce n'étoit point sa charge, & faute de paiement des Décimes, avoit fait saisir les terres & revenus de l'Evêque & des Députés. L'Ass. conclut que le Sgr. Evêque & les Députés seront avertis de faire leur devoir, & de commettre à la recette ainsi qu'ils aviseront. T. I, p. 619.

L'Assemb. de 1595, art. 38 de son Cahier, demanda la suppression des Receveurs des Décimes. T. I, p. 574.

En l'Assemblée de 1598, Mrs. de l'Hôtel-de-Ville font proposer d'agir de part & d'autre pour la suppression des Rec. Prov.; qu'ils étoient prêts d'en rembourser une moitié, pourvu que le Clergé se chargeât de l'autre moitié. L'Ass. répond, que les charges actuelles du Clergé ne lui permettoient pas d'entrer en aucune partie de ce remboursement. T. I, p. 645.

En l'Assemb. de 1615, il a été réglé, que, lorsque les Diocèses voudront rembourser leurs Receveurs particuliers, ils ne seront tenus de leur rendre que leurs vraies & anciennes finances; le Clergé n'étant obligé qu'à la finance qui a été payée à son profit. T. II, p. 275.

L'Assemb. de 1621, pour procurer au Roi le secours qu'il demandoit, consent que Sa Majesté puisse ériger & créer un Receveur particulier & alternatif, & deux Contrôleurs en chaque Diocèse; & en chaque Généralité ou Recette Provinciale, un Receveur-Provincial alternatif, & deux Contrôleurs-Provinciaux pour les gages & taxations desquels l'Assemblée affecte plusieurs sommes, revenant à celle de 203064 liv.: plus, une imposition nouvelle de cent mille liv. de rente. T. II, p. 366 & suiv. P. J. p. 38.

Les Recev. Diocés., au moyen d'un supplément de finance qu'ils avoient payé, refusoient le remboursement de leurs charges: l'Ass. de 1621, art. 9 de son Cahier, supplie Sa Majesté d'octroyer Lettres de Déclaration, par lesquelles il soit porté, que, nonobstant ledit supplément, lesdits offices seront rachetables, en les remboursant tant de l'ancienne finance que du supplément, & à faute de ce, permis aux Diocèses de les confisquer. T. II, P. J. p. 41. *Ainsi délibéré*, T. II, p. 377.

L'Assemb. de 1625 abandonne au Roi l'imposition d'un sol pour liv. pour en créer des Receveurs & Contrôleurs-Provinciaux, triennaux. T. II, p. 461, 462, 463. T. VI, P. Just. p. 595.

En 1628, le Roi ayant demandé un secours au Clergé pour subvenir aux frais du siège de la Rochelle, le moyen qui fut jugé le moins onéreux au Clergé, fut la création des offices de Receveurs & Contrôleurs Diocésains, triennaux, pour les gages desquels il fut fait une imposition de 140000 liv. par an. T. VI, P. Just. p. 595. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1628.

Une personne de probité & qui avoit de grands biens, demande à l'Assemb. de 1660, que la Compagnie le subroge dans le pouvoir qu'elle a de rembourser les Receveurs & Contrôleurs Provinciaux, & Diocésains des Décimes sur le pied de la finance, pour disposer de ce même revenu après le remboursement, & en créer des rentes à vie en forme de rente, pour les particuliers, dont le fonds de chacun ne

1559 OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES, §. II. 1560

pourra excéder 300 liv., & qu'on diviserait le revenu en dix classes. L'Ass. nomme des Commissaires pour l'examen du projet : eux ouïs, la proposition est rejetée, sans condamner d'ailleurs ou approuver le projet. T. IV, p. 511, 512.

1690. En l'Ass. de 1690, les Receveurs Provinciaux & Diocésains demandent aux Diocèses qui vouloient rembourser lesdites charges, une somme de 24 mille liv. L'unique fondement de la prétention de ces Officiers, est une clause du Contrat de 1675, qui présupposait une délibération du Procès-verbal de l'Assemblée du Clergé de la même année : délibération imaginaire & qui ne se trouve point dans le Procès-verbal : sur quoi les Provinces, d'un consentement général, ont été d'avis de rayer cette somme de 24 mille liv. portée dans les comptes, & d'obliger les Receveurs-Provinciaux & Diocésains de restituer aux Diocèses les sommes qu'ils avoient touchées. T. V, p. 660.

1705. Vers l'an 1705, les Traitants offrent au Roi plusieurs millions pour l'érection des Officiers des Chambres Ecclésiastiques Diocésaines & Supérieures, en titre d'offices. Cette érection pouvant être fort préjudiciable au Clergé, il fut reconnu, par la délibération de l'Ass. de 1705, & par le Contrat passé avec le Roi, que sur le secours de six millions demandé par S. M., il y avoit trois millions accordés, ou pour obtenir un Edit de création de ces offices, qui seroient vendus au profit du Clergé, & demeureroient en sa disposition, ou pour empêcher la création proposée. T. VI, p. 786, 787. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1705.

Dans tous les derniers contrats pour Dons-gratuits, est stipulée la clause, qu'il ne sera créé à l'avenir dans les Chambres Ecclésiastiques Diocésaines & Supérieures, aucuns Officiers en titre d'office, & qu'il ne pourra y être fait aucune innovation, sous quelque prétexte que ce puisse être. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. IV, ad calcem.

1719. En 1719, par Arrêt du Conseil du 26 Octobre audit an, les offices tant du Receveur-Général que des Receveurs Provinciaux & Diocésains sont supprimés : en conséquence la Commission des Prélats nommée par S. M. par autre Arrêt du Conseil, a ordre de procéder à la liquidation, & au remboursement desdits offices de Rece-

veurs & Contrôleurs Provinciaux & des Receveurs-Diocésains. T. VI, p. 1523 & f. P. Just. p. 535 & suiv. Voyez Rentes liquidées & remboursées.

Dans la Commission de 1719, il fut observé, qu'à l'égard des Contrôleurs, c'étoient des Officiers sans aucune fonction, qui tiroient de gros gages du Clergé, sans rendre aucun service ; qu'ainsi il étoit de l'intérêt du Clergé qu'ils demeurassent supprimés ; que les fonctions des Receveurs Provinciaux n'étoient pas absolument nécessaires ; que le Clergé s'en étoit passé plusieurs années, pendant lesquelles le Receveur-Général établissait des Commis dans le lieu de la recette provinciale.

Sur quoi il fut arrêté, que, tant les Contrôleurs, que les Receveurs Provinciaux, demeureroient supprimés, & qu'on demanderoit seulement le rétablissement d'un Receveur Diocésain dans chaque Diocèse. T. VI, P. J. p. 620, 621, 735, 736.

En l'Ass. de 1723, l'affaire du rétablissement des offices des Receveurs Diocésains est mise en délibération. Il est unanimement arrêté, que, pour l'avantage du Clergé & la sûreté des deniers à recouvrer pour les impositions, Sa Majesté seroit suppliée de permettre au Clergé de rétablir un office de Receveur Diocésain dans chaque Diocèse ; desquels offices la finance sera évaluée par un état qui sera arrêté en la présente Ass. & qui ne pourra excéder la somme de 1500000 l., auxquels offices il sera attribué des gages sur le pied de leur finance au denier trente, qui monteront en total à 50000 l., & des taxations à raison de trois deniers pour livre de recouvrement de toutes les impositions, à l'exception de celles qui se feront pour les Dons-gratuits qui se paient par imposition, attendu que les frais du recouvrement sont faits & supportés par le Roi.

La vente desquels offices sera faite par le Receveur-Général, & la finance payée entre ses mains, & sur ses quittances visées par M. l'Arch. d'Aix, &c.

Ceux qui voudront acquiescer lesdits offices, seront tenus de le notifier au Bureau Diocésain, & obtiendront ensuite des provisions du Grand-Sceau. Ceux des Officiers supprimés qui n'ont pas encore reçu le remboursement de leur ancienne finance, seront dispensés de prendre de nouvelles provisions, mais seront tenus de payer la nouvelle finance. La préférence sera accordée à

1561 OFFICE

ceux desdits Officiers qui auront payé les provisions au Receveur-Général.

Les pourvus desdits offices, & ceux des privilèges, exceptés y attribués.

Les Diocèses auront à requérir lesdits offices, & en envoieront les provisions au Receveur-Général le premier Novembre.

Cette délibération a été confirmée par Arrêt du Conseil, & par Lettres-Patentes. T. VI, P. J. p. 68.

Il est question en 1719, sur quel pied on arrêtera la finance des 1500 offices des Receveurs Provinciaux & Diocésains, & en envoieront les provisions au Receveur-Général le premier Novembre. Cette délibération a été confirmée par Arrêt du Conseil, & par Lettres-Patentes. T. VI, P. J. p. 68.

1719. Il est question en 1719, sur quel pied on arrêtera la finance des 1500 offices des Receveurs Provinciaux & Diocésains, & en envoieront les provisions au Receveur-Général le premier Novembre. Cette délibération a été confirmée par Arrêt du Conseil, & par Lettres-Patentes. T. VI, P. J. p. 68.

Les Officiers desdits offices, & ceux des privilèges, exceptés y attribués.

ceux desdits Officiers supprimés qui auront payé les premiers la nouvelle finance.

Les pourvus desdits offices jouiront des privilèges, exemptions, honneurs y attribués.

Les Diocèses auront la faculté d'acquiescer lesdits offices, en payant par eux la finance, & en envoyant leurs soumissions au Receveur-Général, avant le premier Novembre.

Cette délibération de l'Assemblée a été confirmée par Arrêt du Conseil & Lettres-Patentes. T. VI, p. 1624, 1625, 1626. P. Just. p. 689 & suiv.

Il est question ensuite de délibérer sur quel pied on arrêteroit l'état de la finance des 1500 mille livres pour les offices des Receveurs-Diocésains nouvellement rétablis, & on en feroit le département : la Commission y trouve beaucoup de difficultés. M. l'Archev. de Sens, Chef de la Commission, après avoir rappelé sommairement les différents départements qui avoient été faits par le Clergé, proposa trois partis : il s'arrêta à l'un des trois, ainsi que l'Assemblée : délibération en conséquence, par laquelle il a été statué, que le département de la finance seroit fait un tiers sur le pied du départem. de 1516, & les deux autres tiers sur le pied du département de 1641, rectifié en 1646. T. VI, p. 1626 juilq. 1633.

Le Roi, par Arrêt du 26 Octobre 1719, avoit supprimé les offices de Recev. Prov. & Diocésains & leurs Contrôleurs. Par plusieurs autres Arrêts & notamment par ceux de Juin, Septembre & Octobre, il ordonnoit que lesdits Officiers seroient tenus de recevoir leur remboursement, ou de prendre en paiement des rentes au den. 50 sur le Clergé pour le montant de leur finance. Par un autre Arrêt S. M. ordonnoit que ceux desdits Officiers Provinciaux qui n'avoient point fait procéder à la liquidation de leur finance, seroient tenus de le faire dans deux mois pour tout délai, & d'en recevoir le remboursement en rentes au den. 50, qui leur seroient constituées sur le Clergé, & que ceux qui avoient fait faire leur liquidation, & n'avoient point reçu leur remboursement, seroient pareillement tenus, dans le même délai, de recevoir leur remboursement en rentes au denier 50, sur le Clergé.

Les Officiers des Décimes qui n'avoient pas été remboursés, lors de l'Ar-

rêt de Mai 1723, résistèrent à son exécution : ils firent à ce sujet des représentations à l'Ass. qui tenoit alors ; mais s'étant séparée sans donner aucune décision, les uns avoient reçu depuis leur remboursement, les autres avoient persisté dans leur refus.

Ces derniers, savoir, les Provinciaux demandèrent à l'Assemb. de 1725, ou le rétablissement de leurs offices, ou le paiement au denier de la finance qu'ils avoient payée : raisons qu'ils alléguent : réfutation de ces raisons : nouvelles instances desdits Officiers Provinciaux & objections auxquelles on répond : nouveau Mémoire présenté par l'un de ces Officiers. Le Promoteur oui, la Compagnie rejette la demande desdits Officiers Provinciaux qui n'avoient point reçu leur remboursement en Contrats au den. 50, & qui avoient par-là refusé de se conformer aux Arrêts de 1720 & 1723. T. VII, p. 387 & suiv. *Les Mémoires*, P. Just. p. 31 & suiv.

L'Ass. de 1725 délibère & arrête, que, pour le remboursement des Officiers Provinciaux, il sera rétabli annuellement la somme de 100000 liv., sur les anciennes impositions destinées au paiement des gages des Officiers Provinc., & augmentations de gages ; de laquelle somme il seroit fait dans la présente Assemblée, un département sur tous les Diocèses, avec six deniers pour livre pour taxations, frais & recouvrement, & frais de remboursement. attribués au Recev. Gén. ; ledit département, un tiers sur le pied de 1516, & les deux tiers sur le pied de 1646, & que l'exécution dudit département commenceroit au terme de Fév. 1727. T. VII, p. 400 & suiv.

En exécution de cette délibération, on leve annuellement sur les Diocèses 100 mille liv., pour le remboursement des Officiers Prov. Dans les Assemblées qui ont suivi celle de 1725, on a réglé & dressé dans chaque Assemb. un état des remboursements desd. offices, que le Recev. Gén. étoit obligé de faire, d'une Assemblée à l'autre. Les Diocèses séparés de la caisse générale, étoient tenus de justifier desdits remboursements, de six mois en six mois, à Mrs. les Agents.

L'Ass. de 1750 estime, que l'objet se trouvant fort médiocre, pour la plupart des Diocèses qui s'étoient séparés de la caisse générale, on ne devoit les obliger de justifier de leurs rembourse-

1563 OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES, §. II. 1564

ments, que de cinq en cinq ans. T. VIII, p. 318. *Voyez* Diocèses, §. III.

1726. En l'Ass. de 1726, le sieur Abbé Revol, ci-devant Propriétaire d'un des offices de Rec. Prov. de la Généralité de Bretagne, se plaint de n'avoir pas été compris dans l'état des remboursements. Rapport de cette affaire. L'Ass. lui accorde sa demande, tendante au remboursement de l'office. T. VII, p. 847 & suiv.

1730. En l'Ass. de 1730, prétentions respectives de quelques Propriétaires de ces offices. T. VII, p. 1181, 1182.

1765. L'Ass. de 1765 supprime entièrement le département de cent mille liv. pour le remboursement des offices Prov., & les augmentations de gages d'édits offices. T. VIII, p. 1295, 1296. *Voyez* Départements, §. III, n°. IV.

Par une clause du Contrat pour les rentes de l'Hôtel-de-Ville, les Recev. Dioc. peuvent être destitués, en les remboursant de la finance payée pour leurs offices, & les Chambres peuvent en établir d'autres, par commission, ou en titre d'office. *Voyez* le premier Supplément de la Table, n°. V, ad calcem.

II. Il s'est présenté dans quelques Ass. des affaires concernant la destitution des Receveurs des décimes, faite par autorité des Bureaux Diocésains.

Le sieur Cabrieres, Receveur des décimes de Rodez, résiste ouvertement à sa destitution de la place de Receveur. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1765. *Voyez* Rodez, n°. IV.

Le Syndic du Diocèse de Lisieux se plaint à l'Ass. de 1775, d'un Jugement de la Chambre Souveraine de Rouen, rendu dans cette espèce.

La Chambre Diocésaine de Lisieux destitue, en 1773, le sieur le Rat, commis à la recette des décimes & à l'exercice du Greffe des insinuations : il proteste de nullité de sa révocation, & interjette appel à la Chambre Souveraine. Un Arrêt du Conseil d'Etat, du 22 Septembre 1773, ordonne, que, nonobstant l'appel, & sans y préjudicier, la délibération de la Chambre Diocésaine sera exécutée par provision. La Chambre Souveraine, faisant droit sur l'appel, a déclaré l'Assemblée qui a prononcé la destitution, irrégulière, & sa délibération nulle, & renvoyé le sieur le Rat dans ses fonctions : celui-ci, en faisant signifier ce Jugement, a déclaré, qu'il se démettoit de la commission à l'exercice de la recette des décimes.

Le Syndic du Diocèse représente,

qu'il n'en importe pas moins au Clergé Général, qu'à la Chambre Ecclésiastique de Lisieux, que ce Jugement soit anéanti. On ne sait pas précisément quelle espèce d'irrégularité la Chambre Souveraine a réprochée par son Jugement. Est-ce la composition même des Députés de la Chambre de Lisieux ? Est-ce seulement la séance où la destitution a été prononcée, qui se trouve viciée par une irrégularité passagère ? Il y a lieu de croire, que la Chambre Souveraine a déclaré l'irrégularité même du Bureau Diocésain. Qui ne sent à quel point un Jugement semblable jetteroit la terreur dans l'administration d'un Diocèse ?

On ne peut pas nier que les différends sur la nomination des Députés aux Bureaux Dioc., ne soient du ressort des Chambres Souveraines ; mais leur compétence consiste à suivre les Loix établies, & non à les suppléer ; & quand les Loix générales manquent, elles doivent prononcer conformément aux usages des Diocèses. Ces usages sont différents. Dans plusieurs Diocèses, le Synode a tenu lieu d'Assemblée Générale des Bénéficiers, & nommé même les Députés du Chapitre : dans quelques-uns, on consulte les Abbés & Prieurs par écrit : dans d'autres, le Bureau se compose & se reproduit lui-même : il y a des Diocèses où les Evêques sont en possession de nommer tous les Députés.

Quant au fond de l'affaire, le sieur le Rat ne pouvoit se dissimuler, quel étoit dans tous les temps, le pouvoir attribué aux Diocèses, de rembourser & destituer les Receveurs. C'est la Loi portée par les Edits de 1593 & 1599 ; par les Déclarations de 1586 & de 1615 ; par les Réglemens & Jugemens de plusieurs Ass. en 1595, 1615, 1621, 1623 ; par tous les Contrats passés entre le Roi & le Clergé, & par l'Arrêt du Conseil de 1719, qui semble former le dernier état que suivent les Diocèses & les Receveurs.

Qui croiroit qu'un simple Commis réclamât des Loix qui lui donnent la préférence sur les Receveurs en titre d'office ? On cite pour appuyer cette prétention, l'art. 17 de l'Edit de 1599. Cet Edit porte, que les Diocèses auxquels l'état de recette appartient pour l'avoir remboursé, seront tenus commettre à ladite recette personne solvable & de la qualité requise, qui exercera la recette pendant le temps qui reste à expirer du Contrat fait entre nous & le

1563 OFFIC

Clergé ; lequel C...
démis, ni révoque...
dis Prélats & D...
légitime.

Cet article n'a...
il contient un R...
cution du Contr...
des autres Contr...
étoit relatif à des...
culieres ; il n'a j...
& l'on ne peut p...
millions actuelles...
soient indépenda...
ment des Contra...

On alloit, pou...
qu'à prétendre qu...
cette des Décime...
tence de la Loi, q...
en chaque Diocè...
par Commission...
formé ; mais la m...
blit, en laisse le c...
des Diocèses, sans...
On avoit recou...
même du Diocèse...
voit jamais révoqu...
ceveurs : on ne peu...
me un usage contr...
Diocèses, le main...
taire de ceux aux...
leur confiance.

On représentoit...
téressant pour les...
la permanence des...
qu'il appartient aux...
de leurs propres int...

M. l'Archevêque...
clut le rapport qu'il...
faire dans l'Ass.emb...
que c'est parce que...
veraine de Norma...
du sieur le Rat rece...
gement doit être r...
ceprible de cassatio...
pée au fond, en pr...
Bureau de Lisieux...
est repréhensible da...
tevant l'appel du si...
l'Ass.emb., ajoute le...
dre l'intérêt & les...
Diocèses, en pour...
d'un Jugement, qui...
veurs le droit d'app...
tion pure & simple...

Le Rapport fini...
adoptant les réflexi...
Commission, a arr...
par l'Ass.emb. une t...
laquelle on exposa...
du Jugement de la...
taine de Rouen, &

Clergé; lequel Commis ne pourra être démis, ni révoqué d'icelle recette par lesdits Prélats & Députés, que pour cause légitime.

Cet article n'a qu'un objet passager: il contient un Règlement pour l'exécution du Contrat de 1595, & non des autres Contrats qui l'ont suivi: il étoit relatif à des circonstances particulières; il n'a jamais été renouvelé, & l'on ne peut pas nier que les Commissions actuelles des Receveurs, ne soient indépendantes du renouvellement des Contrats.

On alloit, pour le sieur le Rat, jusqu'à prétendre que les Commis à la recette des Décimes, tenoient leur existence de la Loi, qui ordonne d'établir en chaque Diocèse un Receveur, soit par Commission, soit en titre d'office formé; mais la même Loi qui les établit, en laisse le choix à la disposition des Diocèses, sans aucune restriction.

On avoit recours encore à l'usage même du Diocèse de Lisieux, qui n'avoit jamais révoqué aucun de ses Receveurs: on ne peut pas regarder comme un usage contraire aux droits des Diocèses, le maintien libre & volontaire de ceux auxquels ils ont donné leur confiance.

On représentoit enfin, qu'il est intéressant pour les Diocèses, d'assurer la permanence des Commis. Il paroît qu'il appartient aux Diocèses de juger de leurs propres intérêts.

M. l'Archevêque de Narbonne conclut le rapport qu'il a fait de cette affaire dans l'Ass. de 1775, par dire, que c'est parce que la Chambre Souveraine de Normandie a jugé l'appel du sieur le Rat recevable, que son Jugement doit être regardé comme susceptible de cassation: elle s'est trompée au fond, en prononçant l'Ass. du Bureau de Lisieux irrégulière, & elle est repréhensible dans la forme, en recevant l'appel du sieur le Rat. C'est à l'Ass. de 1775, ajoute le Prélat, de défendre l'intérêt & les droits de tous les Diocèses, en poursuivant la cassation d'un Jugement, qui donne aux Receveurs le droit d'appeler d'une destitution pure & simple.

Le Rapport fini, la Compagnie, en adoptant les réflexions & l'avis de la Commission, a arrêté, qu'il sera pris par l'Ass. une délibération, dans laquelle on exposera les irrégularités du Jugement de la Chambre Souveraine de Rouen, & les justes sujets de

mécontentement qu'en a le Clergé; que la délibération contiendra aussi le vœu de l'Ass. pour la cassation de ce Jugement, & qu'elle sera mise sous les yeux du Roi, à l'effet d'obtenir la Justice que le Clergé réclame. T. VIII, p. 1561 jusqu'à 1570.

La délibération ci-dessus annoncée, est prise & conçue en ces termes. L'Ass. se croiroit justement fondée à demander au Roi, de statuer elle-même sur la réclamation du Promoteur du Diocèse de Lisieux, contre le Jugement de la Chambre Supérieure de Rouen: mais convaincue qu'elle obtiendra du Roi une décision beaucoup plus prompte, & qu'il est urgent d'assurer la qualité du nouveau Receveur des Décimes, elle a unanimement arrêté, que le Jugement de la Chambre Souveraine & la présente délibération seroient incessamment mis sous les yeux de Sa Majesté, à l'effet de déterminer sa Justice à casser au plutôt ce Jugement, & à ordonner l'exécution définitive de la délibération de la Chambre Diocésaine, qui a révoqué & remplacé le sieur le Rat: l'Arrêt de cassation est obtenu. T. VIII, p. 1570, 1571, 1572.

II. *Taxes imposées par le Clergé sur les Officiers des Décimes, tant Provinciaux que Diocésains, en augmentations ou réductions de gages, ou pour supplément ou augmentation de finance.*

L'Ass. de 1615 mande les Recev. Prov. des Décimes. Ils offrent 200 mille liv. pour être continués en leurs charges. Il se fait une offre de 600 mille liv. à la Compagnie pour le droit & faculté de rembourser les Receveurs & Contrôleurs Provinciaux & alternatifs, à l'effet d'en faire pourvoir telles autres personnes qu'il semblera bon aux proposant, pour en jouir héréditairement aux mêmes gages & droits y affectés par les Edits de leur création. Autre offre faite par le sieur Barrot sur l'engagement des Provinciaux, acceptée d'abord & rejetée ensuite sur d'autres offres des Provinciaux, à qui l'Ass. donne la préférence. En conséquence acte de confirmation de la part du Clergé, qui confirme lesdits Provinciaux en la jouissance de leurs offices pour dix ans, à condition qu'ils paieront entre les mains du Recev. Gén. 250 mille liv., laquelle somme ne leur tiendra lieu de finance que de 210 mille liv. après la jouissance de dix ans, les

1567 OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES, §. II. 1568

40 mille liv. restantes demeurant à pure perte pour eux, à la charge aussi qu'ils ne seront payés de leurs taxations, que pour l'actuel, & ne prendront rien pour les décharges, ni du général, ni du particulier : les taxations des gages leur sont accordées pour l'avenir. Nouvelle offre desdits Provinciaux de payer 300 mille l., moyennant qu'elle leur tienne lieu de finance, après les dix ans expirés, de 313 mille l., & aux autres conditions ci-devant proposées. Cette dernière offre est acceptée : il est arrêté en même-temps, qu'ils jouiront des taxations du total de leur recette ordinaire, & non de l'extraordinaire, qu'ès années de leur exercice, sans néanmoins qu'ils puissent prendre dans les Diocèses particuliers lesdites taxations, pour raison de décharges. Le Contrat est signé en conséquence, & ratifié au Conseil. T. II, p. 473 jusq. 478.

En l'Assemblée de 1693, M. de Harlai, qui en étoit le Président, fait une récapitulation des diverses taxes précédemment imposées sur les Officiers des Décimes, en augmentation ou réduction de gages, ou pour supplément & augmentation de finance. Il dit à ce sujet :

Qu'en 1636, le Clergé retrancha 99368 livres 15 s. 5 den. sur les gages des Officiers des décimes, pour réduire au denier quatorze leurs gages, qui étoient auparavant au denier douze, lesquels 99368 liv. 15 s. 5 deniers, le Clergé céda au Roi, qui les donna aux Officiers des décimes au den. douze.

Qu'en 1641, le Clergé taxa à 197 mille 835 liv. 16 s. 7 den. lesdits Officiers, pour augmenter leur finance, afin de réduire au juste leurs gages sur le pied du denier quatorze.

Qu'en 1640, le Roi retrancha deux cents mille livres du fonds des décimes ordinaires, destiné pour les rentes, & donna ladite somme, en augmentation de gages, au denier quatorze; savoir, 180000 liv. auxdits Officiers des décimes, & 20000 livres aux Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Qu'en 1646, le Clergé obligea les Officiers des décimes d'acquiescer pour 123449 liv. d'augmentations de gages, qu'ils ont acquis au denier quatorze.

Qu'en ladite année 1646, lesdits Officiers ont été taxés à 300000 livres, pour supplément ou augmentation de finance, pour éviter que le Roi ne leur retranchât un quartier de leurs gages.

Qu'en 1657, le Clergé taxa à un million cinquante mille livres lesdits Officiers des décimes, pour supplément ou augmentation de finance, pour éviter que le Roi ne leur retranchât un quartier de leurs gages, ou ne les réduisît au denier dix-huit.

Qu'en 1661, le Clergé avoit taxé à 750000 liv. lesdits Officiers des décimes, pour supplément ou augmentation de finance.

Qu'en 1666, le Clergé taxa pareillement à 500000 liv. lesdits Officiers.

Qu'en 1670, ledit Clergé taxa pareillement à 300000 liv. lesdits Officiers.

Qu'en 1675, le Clergé taxa à 1400 mille liv. lesdits Officiers, pour jouir de 100000 liv. d'augmentation de gages sur le pied du denier quatorze.

Et qu'en 1690, le Clergé avoit taxé lesdits Officiers à deux millions cinq cents mille livres, pour jouir de 138 mille 888 liv. 13 s. 4 den. d'augmentation de gages au denier dix-huit. T. VI, p. 34, 35. Voyez Dons-gratuits, §. III, eldites années.

L'Assemblée de 1693 taxe les Officiers du Clergé à 1300 mille liv., ou environ, en augmentation de finance seulement, sans augmentation de gages; les Officiers Provinciaux, Receveurs & Contrôleurs, à raison d'un denier & demi, & les Diocésains, Receveurs & Contrôleurs, à raison d'un denier seulement. T. VI, p. 35, 36. Voyez Dons-gratuits, §. III, année 1693.

L'Assemblée de 1695 attribue aux Officiers des décimes, en augmentation de gages, 137 mille 500 livres, au denier seize. T. VI, p. 416. Voyez Dons-gratuits, §. III, année 1695.

En l'Assemblée de 1700, M. le Président représente, que les Dons extraordinaires que le Clergé avoit accordés à Sa Majesté, en différentes Assemblées, l'avoient obligé, pour en faire les fonds, de donner des augmentations de gages aux Officiers des décimes, aux deniers 14, 16, 18, suivant la nécessité des temps & de l'Etat; que, pendant la dernière guerre, les mêmes raisons l'avoient engagé de créer des rentes au denier 16 & au den. 18; mais que, par la bonne économie qui s'étoit pratiquée depuis l'Ass. de 1695, toutes ces rentes avoient été réduites au denier 20; que l'avantage considérable qui en étoit revenu au Clergé, lui avoit fait penser qu'on pour-

roit

1569 OFFICES

roit faire à peu près à l'égard des Officiers qu'en 1675, il leur avoit pour cent mille livres de gages, au denier 138 mille 888 livres 1693, pour 71 millions 500 liv. au denier 18; & en 1700, à 448 mille 313 livres. Que ces aliénations de capital à l'égard de sept millions & cotoient pour 27 millions 500 liv. au lieu que si on les avoit réduites au denier 20, que 369734 livres de revenu un revenant-bon de

Conformément à la délibération de faire un emprunt de la somme de sept millions pour rembourser aux Officiers, tant Provinciaux & Acquéreurs d'augmentations de gages, depuis 1675; & queques-uns de ces Officiers voulussent réduire le pied de gages au denier 20, & que même s'ils venoient à se voir en Contrats de rente sur le même pied, ils ne feroient rien.

L'Assemblée de 1700, de même manière dans laquelle elle doit se faire, & proposer les plus convenables remboursements aux Officiers pour pouvoir aux choses parvenues à elle donner un fruit pour les Syndics au sujet du remboursement de gages de l'acte d'aveu aux Officiers & Acquéreurs; plus, deux motions, dont l'un devoit simplement l'Assemblée & l'autre, pour recevoir le consentement, & le convenir de nouvelles augmentations de gages au denier 20, ou en même denier. T. VI, p. 416.

L'Assemblée de 1700, de même manière pour acquiescer qu'elle accorde au Roi les Officiers des Décimes d'augmentation de gages, 800 mille liv., & qu'ils seront payés au denier 20.

Table de la Coll. d.

roit faire à peu près la même chose, à l'égard des Officiers des décimes; qu'en 1675, il leur avoit été donné pour cent mille livres d'augmentation de gages, au denier 14; en 1690, pour 138 mille 888 livres, au denier 18; en 1693, pour 71 mille 925 liv., aussi au denier 18; & en 1695, pour 137 mille 500 liv. au denier 16; revenant en tout à 448 mille 313 livres.

Que ces aliénations n'avoient produit de capital à la caisse du Clergé, que sept millions 394 mille 650 liv., & couteoit pourtant 448313 liv. par an; au lieu que si elles avoient été faites au denier 20, il n'en auroit coûté que 369734 livres; ce qui auroit fait un revenant-bon de 78579 livres.

Conformément à cette idée, l'Ass., par sa délibération du 30 Juin, résout de faire un emprunt, au denier 20, de la somme de sept millions 394650 liv., pour rembourser aux Officiers des Décimes, tant Provinciaux, que Diocésains & Acquéreurs, les 448313 livres d'augmentations de gages à eux attribués depuis 1675; & en cas que quelques-uns de ces Officiers & Acquéreurs voulussent réduire leurs augmentations de gages au denier 20, ils pourront le faire, & que même s'ils veulent les convertir en Contrats de constitution de rente sur le même pied, il leur en sera fait.

L'Assemblée détermine ensuite la manière dans laquelle cet emprunt doit se faire, & propose les expédients les plus convenables pour faciliter le remboursement auxdits Officiers, & pourvoir aux choses nécessaires pour y parvenir: elle donne en Mémoire instructif pour les Syndics des Diocèses, au sujet du remboursement des augmentations de gages; plus, un modèle de l'acte d'avertissement à faire aux Officiers & Acquéreurs desdits gages; plus, deux modèles de Procurations, dont l'un doit servir pour recevoir simplement le remboursement, & l'autre, pour recevoir ledit remboursement, & le convertir ensuite, ou en nouvelles augmentations de gages au denier 20, ou en nouvelles rentes au même denier. T. VI, p. 416 jusqu'à 436.

L'Assemblée de 1703, entre autres moyens pour acquitter le Don-gratuit qu'elle accorde au Roi, arrête que les Officiers des Décimes financeront en augmentation de gages, la somme de 800 mille liv., & que ces gages leur seront payés au denier 16, sur une par-

Table de la Coll. des P. V.

tie des revenant-bons de la réduction des rentes, & de la conversion des augmentations de gages. T. VI, p. 796. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1705.

L'Ass. de 1726 attribue des augmentations de gages, sur le pied du denier 25, aux Recev. Diocésains qui avoient été rétablis en 1723, à la charge de fournir par ceux qui ont acquis les offices de Recev. Dioc., un supplément de finance de 750 mille liv., savoir, un supplément de la moitié de leur première finance, qui ne fut évaluée par la délibération de 1723, qu'à la somme de 1500 mille liv. pour laquelle il leur fut attribué des gages sur le pied du denier 30: & pour faciliter aux Acquéreurs de ces offices le paiement de cette nouvelle finance, l'Assemblée juge à propos de porter sur le même pied du den. 25, les gages de l'ancienne finance de ces offices, dont ils ne jouissoient que sur le pied du den. 30. T. VII, p. 625, 626, 632.

III. Règlements qui concernent les Officiers des Décimes, tant Provinciaux que Diocésains.

1°. L'Assemblée de 1702 défend aux Receveurs des Décimes d'avoir aucun Commis qui ne soit de la Religion Catholique. T. I, p. 697.

2°. Sur la Requête présentée par le Rec. Gén. à l'Assemblée de 1690, la Compagnie ordonne, qu'à la diligence des Agents Gén. il sera poursuivi en son nom un Arrêt au Conseil, par lequel il sera défendu, tant aux Receveurs-Provinciaux qui ont des provisions du Roi, qu'à ceux qui sont seulement propriétaires desdites charges, de faire la recette & le maniement des deniers de leur Généralité; savoir, les pourvus par le Roi, sans avoir pris l'attache du Rec. Gén., conformément à l'Edit de création; & les Titulaires ou autres non pourvus, des'immiscer dans le maniement, sans avoir nommé audit Rec. Gén. une personne dont ils seront garants, & obtenu de lui sa Commission pour faire ladite recette; & qu'à la diligence des sieurs Agents, la cassation d'un jugement contraire de la Chambre Ecclésiastique de Toulouse sera poursuivie. T. V, p. 686, 687. T. VI, P. J. p. 49.

3°. Sur la plainte portée en l'Ass. de 1598, par le Rec. Prov. de la Généralité de Caen, de ce que dans plusieurs Diocèses de Normandie & notamment à Coutance, les Diocèses ne faisoient

Yyyy

point fournir de cautions à leurs Receveurs, il fut arrêté qu'il seroit écrit à l'Evêque de Coutance & aux Députés du Diocèse, qu'ils eussent à contraindre le nouveau Receveur à donner caution avant que de lui mettre en main les rôles & départements, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom. T. I, p. 640.

Ordonné de même par l'Assemblée de 1650, contre le Receveur des Décimes de Lisieux, qui demandoit dispense de fournir caution, attendu que la finance de son office étoit plus forte que la recette. T. III, p. 719.

4°. Les cautions des Receveurs des Décimes doivent être requises aux Chambres Ecclésiastiques : c'est un privilège dans lequel le Clergé a été maintenu par plusieurs Arrêts, entr'autres par un Arrêt contradictoire rendu en 1680, en faveur du Diocèse de Coutance contre les Trésoriers de France de Caen, les Agents étant intervenus au Procès. Autre Arrêt du Conseil, du 22 Juillet 1709, qui ordonne que le nommé Bourgeois, Recev. Diocésain d'Evreux, seroit recevoir ses cautions à la Chambre Ecclésiastique de Rouen : nonobstant ces Jugemens, il les avoit fait recevoir au Bureau des finances de la même Ville, & avoit surpris un Arrêt sur Requête, du 17 Janvier 1710, par lequel il étoit ordonné qu'il exerceroit ledit office sur les cautions par lui présentées & requises audit Bureau des finances de Rouen. Le Chapitre d'Evreux s'étoit rendu opposant à cet Arrêt. L'Assemblée de 1710, après avoir considéré l'importance de l'affaire, ordonne aux Agents d'intervenir au nom du Clergé, & de former opposition à l'Arrêt. T. VI, p. 1130, 1131.

L'art. 6 du Cahier de l'Ass. de 1710, a été dressé dans cette maxime ; mais il a été refusé. Recueil, p. 1525.

5°. Les Ass. ont pris plusieurs mesures pour rendre les Receveurs exacts à faire payer les Décimes.

Lors de l'audition des comptes du Rec. Gén. en l'Ass. de 1600, le Recev. Prov. de la Généralité de Riom se trouvoit redevable sur les années précédentes d'environ 67 mille liv., attendu qu'il ne faisoit point apparoir de ses diligences ; il fut mis en prison. A cette occasion l'Ass. prie Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, de venir pour aviser tous ensemble aux moyens de remédier aux abus qui regnoient parmi les Recev. Prov., & au peu de soin qu'ils avoient

de contraindre les Receveurs particuliers, moins encore de faire tenir eux-mêmes à la recette générale les deniers qu'ils tirent. Après quelques conférences tenues avec Mrs. de la Ville, il n'est trouvé de moyen plus expédient, que de les rembourser, & de remettre la recette des Décimes en l'état où elle étoit avant leur établissement : l'affaire cependant demeure indéfinie ; enfin, elle est renvoyée aux Ass. suivantes. T. I, p. 666, 667.

En l'Ass. de 1615, il est arrêté & résolu, que pour faciliter à l'avenir la vérification de l'état de la recette générale, outre ce qui est porté par les réglemens ci-devant faits sur ce sujet, par lesquels, entr'autres choses, les Recev. Dioc. seront tenus d'envoyer, de six mois en six mois, l'état de leur recette & des paiements faits aux Recev. Prov., [lesquels réglemens la Compagnie veut être exactement observés, en charge expressément les Agents, & d'en donner connoissance aux Diocèses,] lesdits Receveurs pour leurs peines & frais d'envoyer lesdits extraits aux Agents, auront deux écus chacun ; comme aussi en cas qu'ils n'envoient pas lesdits états, ils seront multés de 20 écus chacun par an. T. II, p. 175.

L'Assemblée de 1650, afin de pourvoir aux désordres qui arrivent des retardemens qu'apportent les Recev. Prov. & Dioc. au paiement des deniers de leurs charges, ordonne que les articles 20 & 30 du règlement de 1599 seront exécutés ; & ce faisant, que lesdits Recev. Prov. & Dioc. enverront aux sieurs Agents, de six mois en six mois, les états au vrai de leurs recettes certifiées, ainsi qu'il est porté par ledit règlement, & par l'Arrêt du Conseil, du 17 Mars 1619, sous les peines de 300 liv. d'amende portées par icelui. T. III, p. 750.

L'Ass. de 1655, dans le Jugement du différend entre le Syndic du Dioc. de Reims, le Recev. Prov. & le Recev. Dioc., statue que le Recev. Prov. ne pourra faire exécuter sur les Recev. Dioc. que jusqu'à la concurrence de ce qu'ils auront reçu, & qui doit être porté à la recette Prov. : pourra néanmoins obliger lesdits Recev. Dioc. à lui délivrer des réscriptions sur les Bénéficiers demeurant en reste, pour faire ses diligences sur iceux, ainsi qu'il aversa bon être. T. IV, p. 389.

Il a été réglé dans cette Ass. que les Receveurs-Diocésains ne pourront

être garants des diligences faites & réglemens. T. IV,

La même Ass. qu'à faute par les des Diocèses, de en exercice les co pour faire le recou ges des Décimes, dits Receveurs en livrer, & de faire biteurs au paiement ils sont redevables Arrêts de décharg ce contraires, & c bération sera envo pour y être exécutés

L'Ass. de 1655, ceveurs-Provinceaux leurs charges & to nécessaires pour le rier des deniers de donne que les tax être allouées auxdi pour les deniers de actuelle dans les c seront rayées à prop qui seront portées leur faire droit que qu'ils auront faites portées sur les comp gées par l'Ass. de T. IV, p. 113, 11

Les Recev. Provinceaux de vouloir l diligences qu'ils sero à l'avenir : sur quoi fait qu'il y ait eu e la personne des Rece blissement de com Diocèses pour faire plient aussi l'Ass. d gard des intérêts de seroient en reste, délibération les obl n'ayant qu'une Co voit leur être ôtée, de leur finance, ils à forfait des somme lever, & qu'ainsi ils contraints à payer le sommes qu'ils reteni mains, & qui doiv la recette générale : outre, qu'ils ne po vendre les offices d cause des contestati tre les Parlements Ecclésiastiques.

Sur quoi l'Ass. pour suivi une décl

être garants des non-valeurs après leurs diligences faites conformément aux réglemens. T. IV, p. 390.

La même Assemb. règle & arrête, qu'à faute par les Syndics & Députés des Diocèses, de délivrer aux Recev. en exercice les contraintes nécessaires pour faire le recouvrement des arrérages des Décimes, il sera permis auxdits Receveurs en exercice de les délivrer, & de faire contraindre les débiteurs au paiement des sommes dont ils sont redevables, nonobstant tous Arrêts de décharges ou de surseance à ce contraires, & que la présente délibération sera envoyée dans les Dioc. pour y être exécutée. T. IV, p. 108, 109.

L'Ass. de 1655, pour obliger les Receveurs- Provinciaux à faire exactement leurs charges & toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement entier des deniers de leurs recettes, ordonne que les taxations ne pourront être allouées auxdits Recev. Prov., que pour les deniers dont il y aura recette actuelle dans les comptes, & qu'elles seront rayées à proportion des sommes qui seront portées en reprises, sauf à leur faire droit quand les diligences qu'ils auront faites, & qui seront rapportées sur les comptes, auront été jugées par l'Assemb. bonnes & suffisantes. T. IV, p. 113, 114.

Les Recev. Prov. supplient la Compagnie de vouloir leur marquer les diligences qu'ils seront obligés de faire à l'avenir : sur quoi l'Ass. déclare qu'il faut qu'il y ait eu emprisonnement de la personne des Recev. Dioc., & un établissement de commis aux dépens des Diocèses pour faire la recette : ils supplient aussi l'Ass. de considérer à l'égard des intérêts des sommes dont ils seroient en reste, que la précédente délibération les oblige de payer, que n'ayant qu'une Commission qui pouvoit leur être ôtée, en les remboursant de leur finance, ils ne traitoient pas à forfait des sommes qu'ils avoient à lever, & qu'ainsi ils ne pouvoient être contraints à payer les intérêts, que des sommes qu'ils retiendroient entre leurs mains, & qui doivent être portées à la recette générale : ils remontrent en outre, qu'ils ne pouvoient pas faire vendre les offices des Recev. Dioc. à cause des contestations qui arrivent entre les Parlements & les Chambres Ecclésiastiques.

Sur quoi l'Assemb. résout, qu'il sera poursuivi une déclaration adressée au

Grand-Conseil touchant la vente des offices des Recev. des Décimes ; & quant aux diligences que le Receveur-Général & les Recev. Prov. & Dioc. seront obligés de faire, & aux intérêts demandés par le Recev. Gén., elle ordonne que tant sur le sujet des diligences qui doivent être faites par les Recev. Prov. & Dioc., que pour les intérêts qui sont demandés par le Rec. Gén., le Règlement des Décimes fait en 1599, sera exécuté. T. IV, p. 115, 116.

Sur la Requête présentée par le Receveur-Gén. à l'Assemb. de 1700, la Compagnie charge les Agents de solliciter un Arrêt du Conseil, qui ordonne, que, faute aux Recev. Prov. de porter au Recev. Gén. les deniers de leur recette dans les termes portés par l'Edit de 1599, ils seront contraints de lui en payer les intérêts au den. 12, sans que cette peine puisse être réputée comminatoire. T. VI, p. 542, 543.

6°. L'Assemb. de 1660 fait défenses au Recev. Prov. de Grenoble & à tous autres, de lever une plus grande somme que celle qui est portée par les départemens, conformément à l'état qui en est donné par le Recev. Gén. T. IV, p. 513.

7°. L'état des paiements faits par les Recev. Dioc. en la recette Provinciale, doit être envoyé par les Députés des Diocèses à l'Assemb. Gén., pour servir aux comptes du Recev. Gén. Voyez Comptes, §. I, n°. III.

8°. Les recettes ordinaires des deniers se font par les Recev. Diocés., conformément aux Réglemens du Clergé : pour les extraordinaires, la recette en sera faite aussi par les mêmes, si ce n'est que l'Assemb. Générale du Clergé en ordonne autrement, en faisant le département d'iceux. Ainsi réglé par l'Ass. de 1655. T. IV, p. 389.

9°. Sur les plaintes portées en l'Ass. de 1584, contre les Commis du sieur Castilles & les Receveurs particuliers, à raison des frais extraordinaires qu'ils faisoient aux Bénéficiers, & qu'ils obligeoient en outre de payer les uns pour les autres, il est conclu que, pour obvier à ces vexations, il seroit dressé un Règlement envoyé aux Diocèses, aux Commis & Receveurs particuliers. A l'égard de certaines Lettres obtenues par surprise par un Commis de Castilles, pour contraindre les Bénéficiers à payer les uns pour les autres, il est ordonné aux Agents d'en poursuivre

la révocation, aux dépens des suppliant. T. I, p. 257, 258.

A l'occasion d'une Requête du Diocèse de Mende portant de semblables plaintes, même touchant l'intervention des deniers des Décimes, l'Ass. détermine qu'il sera fait article exprès au Règlement déjà délibéré, par lequel défenses seroient faites au sieur Castilles, à ses Commis & à tous autres, de contraindre les Diocèses & les Bénéficiers particuliers pour le paiement de leurs Décimes; mais seulement les Receveurs particuliers des Diocèses, & leurs cautions, si ce n'est que le défaut de paiement ne procede de la faute des Diocèses: & par rapport aux Receveurs particuliers, seront aussi faites défenses à Castilles & à ses Commis, de les contraindre au paiement des sommes qui resteront par eux à payer, où ils auront fait apparoir, de six mois en six mois, des diligences par eux faites, conformément au Règlement du 7 Décembre 1582. T. I, p. 258.

Le Receveur des Décimes d'Autun vouloit exiger des Bénéficiers en demeure de payer l'intérêt au den. 10: l'Assemblée de 1650, sur la plainte qui lui en fut portée, fait défenses audit Receveur & autres d'exiger aucun intérêt des Bénéficiers, que par l'ordre des Syndics & Députés des Diocèses. T. III, p. 713.

10°. Quant aux malversations des Receveurs & Tribunaux compétents pour en connoître. Voyez infra.

11°. Les taxations des Receveurs ont été une source de demandes & de différends de ces Officiers vis-à-vis le Clergé. Il y a long-temps, disent Mrs. les Agents dans leur Rapport à l'Ass. de 1680, qu'il y a dans plusieurs Diocèses une contestation de la part des Receveurs alternatifs, qui prétendent avoir six deniers pour livre des levées extraordinaires dans les années hors d'exercice, ainsi qu'ils ont dans les années d'exercice, & de la part des Contrôleurs anciens & alternatifs, qui prétendent avoir trois deniers pour livre, des mêmes levées extraordinaires, en exercice & hors d'exercice. Les uns & les autres sont fondés, à la vérité, sur l'Edit de création de leurs charges; mais cet Edit se trouvant en cela contraire au Contrat du Clergé de 1621, qui consentit à leur création, les Diocèses, un peu instruits, ont toujours refusé de satisfaire à telles prétentions.

A cette contestation s'en est jointe une autre, qui est de savoir, ce qui doit être réputé deniers extraordinaires. Les Receveurs prétendent qu'il n'y a que la partie qui se paie actuellement à l'Hôtel-de-Ville, qui soit deniers ordinaires, & que toutes les autres, comme gages des Officiers, des Ministres convertis, &c., sont deniers extraordinaires: le Clergé, au contraire, que les deniers ordinaires sont les treize cents mille livres accordées au Roi en 1567, sur le pied desquelles les gages des Receveurs anciens furent fixés; & qu'à l'égard des distractions qui ont été faites pour gages ou augmentations de gages, il n'en est rien dû, n'étant pas juste que l'on reçoive gages des gages, & taxation des taxations.

Ces contestations ayant souvent été renvoyées, par le Conseil du Roi, à l'Ass. Gén., ont produit des Jugemens favorables au Clergé; mais comme ces Jugemens étoient suspects, il étoit important que le Conseil prononçât lui-même sur cette matière; & c'est ce qui est arrivé en la cause du Receveur alternatif d'Agen & Contrôleur ancien & alternatif. Par Arrêt du 12 Septemb. 1677, il fut débouté de la demande par lui faite, comme Receveur alternatif, des six deniers pour livre des levées extraordinaires hors des années d'exercice, & des trois deniers pour livre par lui prétendus en exercice & hors d'exercice. Pour l'office de Contrôleur ancien & alternatif, fut ordonné, qu'il seroit payé des six deniers pour livre dans les années d'exercice de son office de Receveur alternatif, à la réserve néanmoins des sommes imposées pour les gages des Officiers & augmentations d'iceux. T. V, P. Just. p. 174, 175.

En l'Ass. de 1615, il est dit, que les Receveurs Prov. prétendoient les taxations sur les parties dont les Bénéficiers & les Diocèses ont obtenu décharge, attendu le Contrat qu'ils ont passé avec le Clergé, par lequel, moyennant la jouissance des gages & taxations dus à leurs charges, jusqu'en Décembre 1615, ils demeurent supprimés; par conséquent, qu'il n'est pas raisonnable que leurs taxations, qui sont partie de leur remboursement, leur soient retranchées par les décharges. Arrêté, que les taxations leur seront allouées, seulement pour l'actuel. T. II, p. 262.

Plusieurs Diocèses se plaignent à l'Ass. de 1621, de ce que les Receveurs Prov. ne vouloient pas les faire jouir

des décharges qu'ils à moins qu'on ne les tions, comme s'ils ment levé les denie L'Ass. de 1621 décl pas lieu à ce paiement leurs taxations ne d que sur les deniers d réelle. T. II, p. 355.

La même Ass. penser les services o Prov. de la Générali mier Commis du s accorde une augmen niers pour livre des s te, pour six ans. T.

Sur la question pr 1625, si les Receve devoient prendre tax ges & taxations; Jo accompagné de trois né que lesdits Recev ront de leurs taxatio actuelle, qu'ils port cette générale, & no leurdits gages. T. I.

Dans la même A arrêté, au sujet de l sions des Ministres o gratuits, que les feu Provinciaux que Dio en exercice & feron desdits deniers ext droit de taxation, & de leur année d'exer est point dû, en a Contrôleurs, tant vcaux; ordonné de une Déclaration, p aux Provinces. T. II.

En l'Ass. de 1635, taxations des Provin seroit faite des den adjudgées, d'autant o fait recette actuelle.

L'Ass. de 1645 dé ceveurs du Diocèse prendre aucune taxa des deniers extraor vent sur les Diocèses de leur exercice, & cette actuelle qu'ils extraordinaires; & ceux, à cause des nou accordées au Roi en que, tant en exercic lui, il n'en appartient auxdits Officiers. T.

Sur les plaintes fai 1650, des taxations par les Receveurs du

des décharges qu'ils avoient obtenues, à moins qu'on ne leur payât leurs taxations, comme s'ils avoient actuellement levé les deniers desd. décharges. L'Ass. de 1621 déclare, qu'il n'y avoit pas lieu à ce paiement, attendu que leurs taxations ne doivent être réglées que sur les deniers dont ils font recette réelle. T. II, p. 355, 377.

La même Assemblée, pour récompenser les services du sieur Joly, Rec. Prov. de la Généralité de Paris & premier Commis du sieur Castilles, lui accorde une augmentation de trois deniers pour livre des deniers de sa recette, pour six ans. T. II, p. 380, 381.

Sur la question proposée en l'Ass. de 1625, si les Receveurs Prov. anciens devoient prendre taxations de leurs gages & taxations; Joly, Receveur, oui, accompagné de trois autres, est ordonné que lesdits Receveurs Prov. ne jouiront de leurs taxations que de la recette actuelle, qu'ils porteront dans la recette générale, & non des taxations de leursdits gages. T. II, p. 408.

Dans la même Assemblée de 1625, arrêté, au sujet de la recette des pensions des Ministres convertis & Dons-gratuits, que les seuls Receveurs, tant Provinciaux que Diocésains, qui seront en exercice & feront l'actuelle recette desdits deniers extraordinaires, ont droit de taxation, & non autres, hors de leur année d'exercice, & qu'il n'en est point dû, en aucune façon, aux Contrôleurs, tant anciens que nouveaux; ordonné de dresser là-dessus une Déclaration, pour être envoyée aux Provinces. T. II, p. 410.

En l'Ass. de 1635, arrêté, que, sur les taxations des Provinciaux, déduction seroit faite des deniers des décharges adjugées, d'autant qu'ils n'en ont pas fait recette actuelle. T. II, p. 676.

L'Ass. de 1645 déclare, que les Receveurs du Diocèse de Die ne peuvent prendre aucune taxation, pour raison des deniers extraordinaires qui se levont sur les Diocèses, sinon en l'année de leur exercice, & à raison de la recette actuelle qu'ils font desd. deniers extraordinaires; & pour le regard de ceux, à cause des nouvelles impositions accordées au Roi en 1621, 25, 28, 37, que, tant en exercice, que hors d'ice-lui, il n'en appartient aucune taxation auxdits Officiers. T. III, p. 380, 381.

Sur les plaintes faites en l'Ass. de 1650, des taxations exigées & reçues par les Receveurs du Dioc. de Poitiers,

la Compagnie déclare, que lesdits Receveurs particuliers n'ont point droit de prendre des taxations pour les décimes ordinaires, attendu qu'elles ont été converties en gages, & qu'il étoit accordé six deniers pour livre des deniers extraordinaires seulement au Receveur qui en faisoit le recouvrement; à cause de quoi, l'Ass. leur fait défenses d'exiger aucunes taxations pour les décimes ordinaires, & ordonne qu'il sera informé contre eux de ce qu'ils en ont touché. T. III, p. 720.

Le Diocèse de Reims demande la protection de l'Ass. de 1655, pour une affaire pendante au Conseil, contre les Receveurs Provinciaux, qui prétendoient six deniers pour livre de taxation sur les deniers extraordinaires, conformément à l'Edit de création, & au préjudice du Contrat de 1621 & de plusieurs Arrêts du Conseil.

Autres plaintes des Diocèses portées à la même Ass., contre les Recev. Provinc., qui prétendoient six deniers pour livre, même hors l'année d'exercice, pour tous les deniers extraordin., qui se levont dans les Diocèses. Les Commissaires nommés pour examiner l'affaire, font observer qu'ils n'ont aucun droit de prendre les six deniers pour livre, n'ayant point d'autre fondement qu'un Edit donné sans le consentement du Clergé & au préjudice des Contrats, depuis lequel le Clergé avoit obtenu des Arrêts du Conseil, en années 1625, 1634, portant défenses auxdits Receveurs de les exiger. L'affaire mûrement considérée, il est arrêté de poursuivre un Arrêt du Conseil, portant règlement général en cette matière, conforme aux Contrats & aux Arrêts cités, lequel sera envoyé aux Diocèses. T. IV, p. 111, 112, 114.

M. l'Archev. d'Embrun remontre à l'Ass. de 1670, que les Receveurs des décimes prétendoient dans son Diocèse des droits extraordinaires pour le recouvrement des Dons-gratuits. L'Ass. sur ce point, déclare, qu'ils ne peuvent en prétendre, & qu'il faut leur rayer cet article. T. V, p. 115.

Il est aussi représenté en la même Ass. qu'il y avoit un différend en beaucoup de Diocèses, entre les Syndics & les Receveurs & Contrôleurs anciens & alternatifs particuliers, touchant les six deniers pour livre de taxation pour la levée des deniers extraordinaires, hors l'année de leur exercice; & pour savoir aussi en quoi consistent

1579 OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES, §. II. 1580

les deniers extraordinaires dont ils prétendent des taxations, même en l'année d'exercice. Ces deux points sont exactement traités dans un Mémoire présenté à l'Assemblée, qu'elle a approuvé & inséré dans son Procès-verb. : on y remonte jusqu'au premier établissement de ces Officiers. T. V, p. 115, 116. *Le Mémoire*, P. Just. p. 72, 73.

En l'Assemb. de 1675 se présentent plusieurs affaires des Receveurs, au sujet de leurs taxes, jugées presque toutes contr'eux. T. V, p. 185 jusqu' 190.

Les Commissaires des rentes, en 1695, observent, qu'en arrêtant le compte de 305000 l. de rentes créées en 1690, ils avoient alloué dans la dépense du compte du Rec. Gén. des taxations de six deniers pour livre, en faveur des Recev. Prov. des décimes, pour le droit de recette des nouvelles impositions, dont le fonds avoit été fait dans le département de 1690, pour le paiement desdites rentes; mais que pareil fonds n'ayant point été fait pour 150000 liv. de rentes créées en 1693, ils n'avoient pas cru devoir passer lesd. taxations dans le compte de 1693, sans consulter la Compagnie; qu'au reste, il se trouvoit un revenant-bon qui pourroit servir de fonds à ces taxations. Sur quoi il a été arrêté, que lesdites taxations pour la recette actuelle que lesd. Receveurs ont faite du fonds des rentes créées en 1693, leur seront allouées dans le compte, conformément à ce qui s'est pratiqué en 1690. T. VI, p. 190, 191.

12°. En l'Assemb. de 1705, la Commission des comptes est arrêtée, & se trouve partagée sur une difficulté provenant de la différence trouvée dans les comptes entre la finance que paient les Officiers des décimes & les gages qu'on leur donne. Pour lever ce partage, l'Assemblée nomme de nouveaux Commissaires. M. l'Archevêq. de Toulouse, chargé du rapport, dit, que la question se réduisoit à savoir sur quel pied on taxera les Officiers, pour la finance des augmentations de gages qu'on veut leur attribuer; qu'ils ont été taxés pour raison de cette finance, jusqu'à présent, sur le pied qu'on appelle de 1516, ou plutôt de 1621, qui a rapport à l'ancien pied de leur finance, aux gages & aux taxations qu'on leur a attribués en 1621, & que, comme les gages & taxations étoient plus forts au-delà de la Loire, parce que leur recette étoit plus forte, & les frais pour

le transport de l'argent plus considérables, il le trouve, par l'événement, que les taxes ayant été faites sur le même pied de 1621, la finance des Officiers de delà la Loire est plus forte que celle des Officiers d'en deçà.

Que l'on n'auroit pas pensé à changer ce pied, si l'Ass. de 1695 n'avoit fait un règlement, par lequel il a été résolu que les impositions sur les Diocèses, pour les augmentations de gages qui se donneroient aux Officiers, seroient faites, à l'avenir, un tiers sur le pied de 1516, & les deux autres tiers sur le pied de 1646; règlement confirmé par l'Ass. de 1705.

Que ce changement, dans le pied des impositions des augmentations de gages qui se faisoient autrefois sur 1516, a fait penser que les taxes des Officiers, & des Diocèses qui ont acquis les charges, devroient suivre le pied nouveau de cette imposition, & rendre par-là les taxes des Officiers un peu plus égales.

Il rapporte ensuite les raisons pour & contre ce changement: Sur quoi délibération qui fixe le département de la finance à payer par lesdits Officiers, & l'égalité, en chaque Généralité, à la finance, au moyen du remboursement des gages créés en 1636. T. VI, p. 807 jusqu' 813.

13°. En l'Ass. de 1660, le Rec. Gén. expose, qu'il avoit eu ordre de chercher les moyens de faciliter la vente des offices des Receveurs, tant Provinciaux que particuliers, qui ne pourroit se faire au Conseil, à cause de la longueur des procédures & des grands frais; qu'il ne se trouvoit aucune Jurisdiction plus propre pour procéder à ladite vente & adjudication, que celle des Requêtes de l'Hôtel. Sur cet exposé, l'Assemblée résout de demander au Conseil un Arrêt de renvoi, qui attribue auxdites Requêtes toute Jurisdiction souveraine. Les Agents chargés de l'expédition de l'Arrêt. T. IV, p. 513.

14°. Les Officiers des décimes demandent à l'Ass. de 1695 la communication des départements qui ont été faits, par lesquels il a été tiré sur eux deux millions cinq cents mille livres, désirant connoître s'ils ont été faits avec égalité. La demande est refusée. T. VI, p. 233.

15°. Dans le Rapport d'Agence, en 1650, il est parlé d'un Arrêt du Conseil, obtenu sur la Requête des Agents, portant, que les commissions que délivre le Recev. Gén. du Clergé, pour faire les

1581 OFFICES

recettes Provinciales, & les Chanceries dans les Chanceries. T. III, p. 461.

16°. A l'occasion de Bonvaler, Recev. Diocèse de la Roche, 1770, considérant que le Clergé pondre, étoit son & que jamais son de répondre des Re lors même qu'ils re Prêteurs, qui veu rentes sur le Clergé de quoi le Clergé-C pris à partie, pour cas, de la solvabilité l'Assemblée charge écrire à tous les Ev Syndics, pour rend égard, les intention pour que, dans tou tentes qui intervie sur les emprunts de cipe soit énoncé e T. VIII, p. 1899.

L'Assemb. de 17 Agents de veiller à actes qui pourront affaire, il ne se gliss dante à faire préfu puisse être jamais & rant & responsable les Prêteurs aux R lesquels ne font, n les Mandataires du T. VIII, p. 2049, 2

IV. Privilèges & exemptions des D

1°. Les Financie Roi, pour s'garar intentée contr'eux composition à Sa M ils entreprirent de Officiers du Clergé arrêta des remontr qu'ils ne fussent poi ne fût rien entrepr du Clergé pour la c ceveurs. La Requête sujer, fut trouvée le Chancelier, qui pédier les Lettres-tres-tion. Elles furent ces Lettres-Parente de nouvelles poursu Receveurs. T. I, p. 3

En l'Assemb. de veurs des Décimes te, pour être distrai

1581 OFFICES ET OFFICIERS DES DÉCIMES, §. II. 1582

recettes Provinciales, seront enrégistrées dans les Chambres Ecclésiastiques. T. III, p. 461.

16°. A l'occasion de la faillite du Sr. Bonvaler, Receveur des décimes du Diocèse de la Rochelle, l'Assemb. de 1770, considérant que le seul Mandataire dont le Clergé-Général puisse répondre, étoit son Receveur-Général, & que jamais son intention n'avoit été de répondre des Receveurs Diocésains, lors même qu'ils reçoivent l'argent des Prêtres, qui veulent constituer des rentes sur le Clergé : en conséquence de quoi le Clergé-Général ne peut être pris à partie, pour répondre, en aucun cas, de la solvabilité des Recev. Dioc.; l'Assemblée charge Mrs. les Agents d'écrire à tous les Evêques & à tous les Syndics, pour rendre publiques, à cet égard, les intentions du Clergé, & pour que, dans toutes les Lettres-Patentes qui interviendront par la suite, sur les emprunts du Clergé, ce principe soit énoncé en termes formels. T. VIII, p. 1899, 1900.

L'Assemb. de 1771 charge Mrs. les Agents de veiller à ce que, dans les actes qui pourront intervenir en cette affaire, il ne se glisse aucune clause tendante à faire présumer que le Clergé puisse être jamais & en aucun cas, garant & responsable des fonds remis par les Prêtres aux Receveurs Diocés., lesquels ne sont, ni les Prépôts, ni les Mandataires du Clergé-Général. T. VIII, p. 2049, 2050.

IV. Privilèges & exemptions des Officiers des Décimes.

1°. Les Financiers & Trésoriers du Roi, pour s'assurer de la poursuite intentée contre eux, accorderent une composition à Sa Majesté, à laquelle ils entreprirent de faire contribuer les Officiers du Clergé. L'Ass. de 1585 arrêta des remontrances au Roi, pour qu'ils ne fussent point compris, & qu'il ne fût rien entrepris contre l'autorité du Clergé pour la correction de ses Receveurs. La Requête présentée sur ce sujet, fut trouvée raisonnable par M. le Chancelier, qui donna ordre d'expédier les Lettres-Patentes d'exemption. Elles furent expédiées. Malgré ces Lettres-Patentes, il y eut encore de nouvelles poursuites contre lesdits Receveurs. T. I, p. 342, 343, 356, 367.

En l'Assemb. de 1605, les Receveurs des Décimes présentent Requête, pour être distraits du rôle des Of-

ficiers, sujets à l'Edit de révocation, sans qu'ils puissent être compris au secours que S. M. avoit demandé par forme de prêt aux Officiers de ses finances. Autre Requête des Receveurs de Bretagne qui étoient recherchés par les Trésoriers-Généraux, & contraints d'apporter pardevant eux les comptes des Décimes, afin d'entrer en la taxe qui avoit été faite par lesdits Trésoriers. L'Assemb. reçoit les Requêtes : elle ordonne sur la première, qu'il en sera inséré article au Cahier, & envoie des Députés à M. le Chancelier pour obtenir l'exemption.

Il est dit dans l'Assemb., qu'il devoit y avoir des Commissions expédiées pour faire payer à tous les Officiers Royaux le marc d'or, & qu'on vouloit y comprendre les Officiers des Décimes. La Compagnie arrête d'en parler à M. le Chancelier, en attendant qu'on puisse présenter Requête au Conseil pour faire distraire lesdits Receveurs de cette Commission. La Requête est dressée & approuvée. Arrêt intervient au Conseil, qui distrait les Receveurs de la taxe des Financiers Royaux. T. I, p. 751, 752.

Le Recev. Prov. de Bordeaux avoit été taxé à 600 liv. pour le marc d'or. L'Assemb. de 1621 arrête qu'il sera obtenu Déclaration du Roi pour l'exemption des Recev. Provinc. T. II, p. 377.

Même exemption poursuivie par l'Assemb. de 1635 : elle obtient deux Edits favorables & tels qu'elle les desiroit ; l'un pour l'exemption du marc d'or, & l'autre pour l'exemption de la taxe des Financiers. T. II, p. 702, 741, 746, 747.

La même exemption du marc d'or, ayant été contestée, dès 1588, l'Ass. tenue ladite année, obtint une Déclaration confirmative du privilège. Voyez le troisième Supplément mis à la tête du T. VIII, §. VIII, n° IV.

Vers le temps de l'Assemb. de Mantres en 1641, il s'étoit formé divers projets, par lesquels, sous couleur d'un droit de confirmation à cause des biens donnés aux Eglises & des privilèges des Officiers des Décimes, les partisans avoient conçu le dessein de mettre les mains dans le bien de l'Eglise d'une part, & d'autre part sur celui des Officiers, les faisant comprendre aux taxes que souffrent les autres Officiers. Les Agents s'y opposent fortement, & obtiennent deux Arrêts du Conseil portant surseance de lever le-

dit droit de confirmation, à cause des biens donnés aux Eglises, & les taxes & retranchements faits sur lesdits Officiers du Clergé. T. III, p. 157, 107. Voyez Confirmation.

L'Ass. de 1645 observe, par rapport aux Officiers des Décimes, qu'ils n'ont leurs offices qu'en engagement du Clergé; qu'ils prêtent le serment & rendent compte au Clergé seulement, font leur recette par ses ordres, sont payés de leurs gages sur ses deniers, & n'ont jamais été estimés qu'Officiers du Clergé, le Roi Henri III les ayant déclaré tels par Lettres-Patentes du 6 Juin 1586; d'où l'Ass. conclut que le Roi ne peut rien lever sur eux, sans le consentement du Clergé, & que S. M. l'a ainsi promis par article exprès inséré dans tous les Contrats. T. III, p. 207, 208, 210, 212, 223, 224.

Les Officiers des Décimes supplient l'Assemblée de 1645, de vouloir stipuler par le Contrat qu'elle doit passer pour le Don du Roi, qu'ils seront déchargés des taxes des aîsés, attendu qu'ils contribuent pour le secours de S. M., & que ci-devant, par Arrêt du Conseil du 7 Juillet 1640, ils en ont été exempts. Arrêté qu'il en sera inséré une clause dans le Contrat, & cependant les Agents chargés de poursuivre un pareil Arrêt. T. III, p. 230.

En la même Ass. le Recev. Gén. se plaint, qu'ayant été ordonnée une taxe sur les Officiers de finance, gens d'affaires, &c., on lui avoit signifié une taxe de douze mille liv. : le Receveur des Décimes de Tours étoit compris de même dans la taxe sur les aîsés : le droit de Marc d'or exigé aussi des Receveurs des Décimes. L'Ass. demande & poursuit l'exemption de ses Officiers : elle obtient une Déclaration par laquelle les Officiers des Décimes sont exempts du retranchement de leurs gages, droit Royal de confirmation & autres. Elle désapprouve que les Lettres de provisions du Roi aient été demandées par les G. Vicaires de Bordeaux aux Officiers des Décimes qui n'en doivent point prendre. T. III, p. 338 & f., 460.

Nonobstant la Déclaration qui décharge les Officiers des Décimes des taxes de la Chambre de Justice, les partisans ne laissoient pas de les inquiéter en 1659. Les Agents poursuivent un Arrêt du Conseil, & l'obtiennent. T. IV, p. 531.

Il avoit été donné en 1665 un Edit vérifié en Parlement, qui déclaroit les

Officiers des Décimes sujets à la taxe de la Chambre de Justice : en conséquence plusieurs d'entr'eux étoient poursuivis, nonobstant la clause du Contrat des rentes, qui les décharge de ces taxes. L'Ass. de 1655 poursuit l'expédition d'une Déclaration portant décharge, en faveur desdits Officiers, de la taxe qui pourroit se faire sur eux à la Chambre de Justice, & des Arrêts particuliers en faveur de ceux qui y ont déjà été taxés. M. Colbert promet la Déclaration, & donne parole d'en faire expédier un duplicata pour le Parlement. T. IV, p. 1028, 1029.

Sur la Requête & poursuite des Agents en 1666, quelques Officiers des Décimes qui avoient été taxés par la Chambre de Justice, sont déchargés des taxes sur eux faites. T. V, P. J. p. 77, 80.

Le Roi, par un Edit de Novembre 1674, ordonne, que les Receveurs, Contrôleurs & autres Officiers du Clergé seroient taxés modérément au Conseil, pour être maintenus dans leurs privilèges. Le rôle desdites taxes est arrêté, se montant à plus d'une année de leurs gages : Arrêt qui en ordonne l'exécution : remontrances des Agents sur ce sujet sans effet : faïsses faites sur lesdits Officiers. Sur de nouvelles représentations, on se contente d'une somme de 300 mille liv. pour eux tous. Pour se soustraire aux exécutions, ils avancent la somme : les plaintes en sont portées à l'Assemblée de 1675. Sur ses représentations, S. M. témoigne beaucoup de disposition à contenter le Clergé, & lui fait savoir depuis, qu'il consentoit volontiers de tenir compte au Clergé de cette somme de 300 mille liv. : l'Ass. obtient, enfin, un Arrêt de révocation de la taxe faite sur les Officiers des Décimes en 1674, sur lequel sera expédié un Edit de révocation. T. V, p. 253, 254, 255, 262.

En 1694, M. de Pontchartrain fait écrire une Lettre à l'Intendant du Dauphiné, où il étoit dit, que l'intention du Roi étoit que le Commis à l'office de Receveur du Clergé de Grenoble qui avoit été taxé à 800 liv. pour l'obliger de prendre une des charges de Capitaine de quartier de la Ville, créée en titre d'offices, & tous autres qui auroient les mêmes raisons, ne pussent être contraints de se faire Capitaines de quartiers, ni Colonels des Villes, & que celui de Grenoble fût déchargé de la taxe. T. VI, P. J. p. 48.

1°. Les

2°. Les Officiers vent être exempts de guerre, l'ustensile. Voyez

3°. L'Ass. de Cahier du Temp. décharger les Officiers la nécessité de provisions de gages pour desdits offices, n'attribuait d'un, & offices avec un officier nature qu'il soit. L'article est accordé 1515.

Arrêt conforme rendu le 12 Août 1705, très-expresses des Officiers chargés du recouvrement de gages, dit de Mars 1705, poursuites contre les Officiers, à peine de décharge, &c.

4°. Le Receveur lis se plaint à l'Ass. qu'on vouloit lui imposer une capitation, & charge de finance. L'Arch. d'Albi de M. d'Ormesson.

Autre plainte à sur le même sujet de ce Receveur des Décimes, lequel avoit été révoqué de l'Assemblée depuis qu'il répond, que l'Assemblée d'un point facile Clergé de Comin les charges de Receveur actuel & commis de la Chambre point être imposé au contraire, il étoit y être assujé autres Officiers de 1096, 1097.

5°. En l'Ass. de Saint-Malo se Receveur des Décimes, établi dans la Ville à raison de l'étendue assujéti aux corvées commander l'affaire sur la réponse de s'arrêter à l'expédition particulier du jour ce Commis & des à tous les Receveurs. T. VIII, p. 1095.

Table de la Coll.

2°. Les Officiers des Décimes doivent être exempts de logement des gens de guerre, & du paiement de l'ustensile. *Voyez* Logements.

3°. L'Ass. de 1710, art. 5 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de décharger les Officiers des Décimes de la nécessité de prendre des augmentations de gages pour la compatibilité desdits offices, ni même pour la compatibilité d'un, ou de plusieurs de ces offices avec un office Royal, de quelque nature qu'il soit. T. VI, p. 1121. L'article est accordé. *Recueil*, p. 1524, 1525.

Arrêt conforme du Conseil d'Etat, rendu le 12 Août 1740 : Fait S. M. très-expresses défenses aux Traitants chargés du recouvrement des sommes qui doivent provenir desdites augmentations de gages, en exécution de l'Édit de Mars 1709, de faire aucunes poursuites contre les Officiers des Décimes, à peine de mille écus d'amende, dépens, &c. T. VI, P. J. p. 409.

4°. Le Receveur des Décimes de Senlis se plaint à l'Assemb. de 1760, de ce qu'on vouloit lui faire payer une triple capitation, comme s'il avoit une charge de finance. L'Assemb. prie M. l'Arch. d'Albi de parler de cette affaire à M. d'Ormesson. T. VIII, p. 934.

Autre plainte à l'Assemb. de 1762 sur le même sujet, de la part du Receveur des Décimes de Cominges, lequel avoit été triplé à la capitation. L'Assemblée députe à M. d'Ormesson, qui répond, que la question dépendoit d'un point facile à éclaircir : que si le Clergé de Cominges avoit remboursé les charges de Receveur, & que si le Receveur actuel étoit en conséquence commis de la Chambre, il ne devoit point être imposé au triplement ; si, au contraire, il étoit en charge, il devoit y être assujetti, comme tous les autres Officiers du Roi. T. VIII, p. 1096, 1097.

5°. En l'Ass. de 1762, M. l'Evêque de Saint-Malo se plaint de ce que le Receveur des Décimes de son Diocèse, établi dans la Ville de Saint-Méen, à raison de l'étendue du Diocèse, étoit assujetti aux corvées. L'Ass. fait recommander l'affaire à M. d'Ormesson : sur la réponse de ce Magistrat, on s'arrête à l'expédient d'obtenir un Arrêt particulier du Conseil, pour faire jouir ce Commis des privilèges accordés à tous les Receveurs des Décimes. T. VIII, p. 1095, 1096.

Table de la Coll. des P. V.

6°. Par une des clauses portées dans les Contrats pour Dons-gratuits, tous les Officiers des Décimes sont déclarés exempts de logement des gens de guerre, & de paiement de marc d'or, suivant l'Arrêt de 1635, comme aussi de l'augmentation & doublement du marc d'or, même de l'augmentation faite par l'Arrêt du 7 Octobre 1704. *Voyez* le premier Supplément de la Table, n°. IV, ad calcem.

V. *Juges des différends & des causes concernant les Officiers des Décimes & leurs Cautions.*

1°. Sur les différentes plaintes portées à l'Ass. de 1605, des malversations des Recev. Prov. & Diocésains, il est arrêté, que recherche sera faite de tous les deniers levés sur le Clergé qui ont été divertis & mal administrés, & que S. M. sera suppliée d'accorder toutes les expéditions à ce nécessaires, en amplifiant, en tant que besoin est, la Jurisdiction des Bureaux, sans que lesdits Receveurs puissent être recherchés par d'autres que par le Clergé. L'Assemb. nomme neuf Députés, dont cinq Prélats, pour aviser aux moyens de cette recherche. Les moyens sont proposés ; il en est donné copie à chaque Province pour les examiner. Il est arrêté, que la Commission pour cette recherche sera dressée ; que s'il se présente quelques partisans, ils seront reçus aux conditions les plus avantageuses pour le Clergé ; à faute de partisans, que la recherche en sera faite par des Commissaires à ce députés, lesquels seront au nombre de deux par chaque Province, l'un Ecclésiastique, l'autre Laïque, avec un Promoteur, lesquels se transporteront aux Diocèses, où besoin sera, instruiront les Procès, puis les feront juger aux Bureaux.

Quant à la recherche du Receveur-Gén., seront nommés sept Commissaires par l'Ass., & ils y procéderont conjointement avec le Bureau de Paris. T. I, p. 751, 752.

2°. Sur la question, si les Chambres des Décimes sont compétentes pour juger des malversations des Receveurs des Décimes, même en matière criminelle. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

3°. Les Agents, dans leur Rapport fait en l'Ass. de 1665, disent qu'ayant été assignés par les Officiers des Décimes de Bretagne au Parlem. de Rennes,

Zzzz

pour voir dire qu'ils seroient déchargés de la somme en laquelle l'Assemblée les avoit taxés, laquelle somme composoit une partie du Don fait au Roi, lesdits Agents se pourvoient au Conseil, où ils sont renvoyés de cette assignation, avec défenses auxdits Officiers, de procéder ailleurs qu'au Conseil. T. IV, p. 841.

Le Diocèse de Reims demande la protection de l'Assemblée de 1635, pour une affaire pendante au Conseil contre les Recev. Prov., qui prétendoient six deniers pour livre de taxations sur les deniers extraordinaires. Quoique le Diocèse eût obtenu plusieurs Arrêts portant défenses auxdits Receveurs de s'adresser ailleurs pour la clôture de leurs comptes, qu'au Bureau, & par appel aux Chambres Ecclésiastiques, ils n'avoient pas laissé d'obtenir ou de surprendre, en 1648, un Arrêt au Conseil, qui avoit renvoyé l'affaire au Parlement de Paris. L'Assemb. de 1650 prenant fait & cause pour le Diocèse de Reims, avoit obtenu un Arrêt par lequel il étoit défendu auxdits Receveurs de se pourvoir ailleurs qu'au Conseil. L'Assemb. de 1655 charge Mrs. les Commissaires d'examiner l'affaire. T. IV, p. 111, 112.

4°. L'Ass. de 1602 arrête, que les taxes des poursuites qui se feront pour le fait des Décimes, ne pourront être faites que par les Députés du Bureau. T. I, p. 697.

5°. Un Receveur-Diocésain de Rodez résiste aux Sentences du Bureau Diocésain. *Voyez* Rodez, n°. IV.

6°. Les Chambres des Décimes sont-elles en tous cas compétentes dans les causes qui concernent les cautions des Receveurs des Décimes? *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

VI. Comptes des Receveurs des Décimes.

Voyez Comptes des Receveurs Diocésains.

§. III. Offices des Commissaires aux Décimes.

Voyez Commissaires aux Décimes.

§. IV. Offices des Sergents ou Huissiers des Décimes.

Voyez Sergents.



OFFICIAUX.

§. I. Établissement des Officialités dans les différents ressorts des Parlements.

I. Le Parlement de Toulouse avoit, par un Arrêt du 5 Juillet 1647, ordonné que l'Archevêq. de Bourges nommeroit un Juge Métropolitain dans le ressort dudit Parlement : le Métropolitain de Bourges continue de recevoir les appellations des Suffragants dudit ressort. Le Parlement, par un autre Arrêt du 6 Décembre 1647, ordonne, que, sans avoir égard aux provisions octroyées par le Métropolitain de Bourges, lesquelles il cassoit, il seroit procédé dans le ressort de ladite Cour; que pour cet effet les Parties se pourvoiroient pardevant le Juge Métropolitain, qu'elle Cour avoit établi à Toulouse, avec défenses à celui de Bourges de prendre aucune connoissance des causes dudit ressort. Nonobstant lesdits Arrêts, l'Evêque de Vabres, par son Ordonnance de 1654, publiée dans son Synode, avoit défendu à tous ceux de son Diocèse, sous peine d'excommunication, *ipso facto*, de reconnoître ledit Juge Métropolitain de Toulouse, que M. de Bourges n'avoit point établi, désavoué même depuis. Le Chapitre de Vabres relève néanmoins pardevant ledit Juge de Toulouse l'appel d'une Sentence de l'Official de Vabres : l'Evêque déclare trois Chanoines dudit Chapitre excommuniés & irréguliers : ils se sont absoudre par le Juge de Toulouse. Toute cette affaire est portée à l'Assemb. de 1655, qui résout de se joindre à M. de Vabres, pour obtenir du Conseil la cassation desdits Arrêts, & toutes les procédures des Lieutenants de l'Officialité de Toulouse, faites en conséquence; que les Commissaires écriront à M. de Vabres, pour le prier d'absoudre *ad cautelam*, les Chanoines nommés dans lesdites procédures, & qu'il sera poursuivi au plutôt une Déclaration du Roi, en faveur de M. de Bourges, pour être maintenu en la possession où il est, de ne point commettre des Officiaux dans le ressort des Parlements de Toulouse & de Bordeaux. T. IV, p. 350 & suiv.

II. Le Parlement de Mers rend plusieurs Arrêts, par lesquels il ordonnoit au Chapitre de Reims, le Siege vacant, de nommer & établir un Official dans

le ressort dudit Parlement. Le Jurisdic. Diocèse de Reims, à quoi le Juge de Reims vouloit déferer, le Parlement, par son Arrêt d'ordonné, qu'à l'avenir on ne nommerait plus le Juge de Reims, qu'il en fût d'office; le Chapitre l'assistance & l'avis n'innover dans Sur quoi, la Cour Requête que les au Conseil, tendre soit déchargé. T. IV, p. 1040.

III. M. l'Evêque de Mont-Anavès, en 1736 des Lettres dispensent d'avoit Mont-Anavès, par dépendant du Parlement de Tarbes, n°. V.

§. II. Liberté de choix de leurs Officialités ne vaq

I. L'Assemb. d'intervention à M. de Bourges pour obtenir la cassation du Parlement de son Official, après par lui, auroit été cassé. T. II, p. 543.

M. l'Evêque de Vabres, Official; celui-ci contre la destitution de l'intervention de elle lui est accordée au Conseil de Sgr. Evêque, confirmation obtenue position des Officiaux la liberté des Evêques.

M. l'Evêque d'Albi, cet Evêché, y avoit été, pourvu de l'Official, mais avec d'être révocable à titre ensuite sans bonnes considérations appelle comme d'Albi au Parlement de Reims ayant été évoquée l'arrêt du 7 Juin 1664 voyée au Parlement de Reims néanmoins d'Albi jugée aux termes de 1637, par laquelle l'Official à titre onéreux, se

le ressort dudit Parlement, pour exercer la Jurisdiction dans les lieux du Diocèse de Reims qui sont dudit ressort; à quoi le Chapitre n'ayant pas voulu déferer, ledit Parlement auroit, par son Arrêt du 20 Octobre 1665, ordonné, qu'à faute dans un mois de nommer par ledit Chapitre un Official, qu'il en seroit nommé & établi d'office; le Chapitre demande sur ce, l'assistance & l'avis de l'Ass., ne voulant rien innover dans la vacance du Siege. Sur quoi, la Compagnie fait dresser une Requête que les Agents présenteront au Conseil, tendante à ce que le Chapitre soit déchargé dudit établissement. T. IV, p. 1040.

III. M. l'Evêque de Tarbes obtient en 1736 des Lettres-Parentes qui le dispensent d'avoir un Official dans le Mont-Anavés, partie de son Diocèse dépendant du Parlement de Pau. *Voyez* Tarbes, n°. V.

§. II. *Liberté des Evêques dans le choix de leurs Officiaux : l'Officialité ne vaque point en Régale.*

I. L'Assemb. de 1615 accorde son intervention à M. l'Evêque de Tulles, pour obtenir la cassation d'un Arrêt du Parlement de Bordeaux, par lequel son Official, après avoir été destitué par lui, auroit été maintenu & rétabli. T. II, p. 543.

M. l'Evêque de Cahors destitue son Official; celui-ci voulant se pourvoir contre sa destitution, le Prélat requiert l'intervention de l'Assemb. de 1641; elle lui est accordée. L'instance pendante au Conseil est jugée en faveur du Sgr. Evêque, conformément à la Déclaration obtenue sur le sujet de la disposition des Officialités, qui maintient la liberté des Evêques. T. III, p. 83.

M. l'Evêque d'Avranches, promu à cet Evêché, y avoit trouvé le sieur Bérille, pourvu de l'Officialité; il l'y continua, mais avec la clause expresse, d'être révocable *ad nulum*; il le destitue ensuite sans scandale & pour de bonnes considérations. Le sieur Bérille appelle comme d'abus de sa destitution au Parlement de Rouen, d'où la cause ayant été évoquée au Conseil, par Arrêt du 7 Juin 1664, elle auroit été renvoyée au Parlement de Rouen, à condition néanmoins d'être ladite instance jugée aux termes de la Déclaration de 1637, par laquelle les Officiaux, même à titre onéreux, sont destituables par

les Evêques; au préjudice de laquelle le Parlement de Rouen auroit déclaré la destitution abusive, rétabli le sieur Bérille en l'exercice de l'Officialité avec restitution des émoluments. Le Prélat s'en plaint à l'Assemb. de 1665, qui ordonne aux Agents de poursuivre au Conseil la cassation dudit Arrêt. M. le Chancelier promet un Arrêt en cassation. T. IV, p. 964, 965.

L'Evêque de Coutance demande à l'Assemb. de 1660, son intervention en une affaire portée au Conseil, pour maintenir l'Official qu'il avoit pourvu de son Officialité de Valogne, & qui étoit troublé dans l'exercice de sa charge par celui qui avoit été pourvu par son Prédécesseur. L'Assemb. ordonne aux Agents d'intervenir, pour la conservation du droit qu'ont les Evêques de disposer à leur gré, de leur Officialité. T. IV, p. 692.

La Déclaration du Roi du mois de Septembre 1637, confirmée aux Evêques le pouvoir qu'ils ont d'instituer ou de destituer leurs Officiaux. L'Ass. de 1700 prend une délibération portant qu'il sera dressé un modèle de Déclaration conforme à celle de 1637, où soient compris les Promoteurs, dont l'expédition & l'enregistrement seront sollicités auprès du Roi.

Déclaration rendue en conséquence le 17 Août 1700, enregistrée au Parlement le 29 Janvier 1701: *Enjoignons, dit S. M., aux Archev. & Evêques de pourvoir gratuitement, suivant les regles de l'Eglise, des personnes capables par leur probité & par leur doctrine, d'exercer les fondions d'Officiaux, de Vice-Gérants & de Promoteurs, même de ceux qu'on appelle forains en leurs Officialités; & en conséquence nous les maintenons au droit qui leur appartient de les instituer & destituer, à quelque titre & en quelque maniere qu'ils en aient été pourvus, quand même s'auroit été à titre onéreux... sans préjudice néanmoins en ce cas de leur remboursement.* Cette Déclaration a été enregistrée dans les autres Parlements. T. VI, p. 445 & s.

Un Official forain, destitué par l'Evêque d'Oléron, appelle comme d'abus de sa destitution. Il est reçu appellant par le Parlement de Guienne, auquel ressortissoit le canton du Diocèse, & il est en même-temps confirmé dans son emploi. C'étoit avant la Déclaration de 1700, & celle de Louis XIII n'étoit pas enregistrée en ce Parlement. *Voyez* Oléron, §. II, n°. V.

Le Pays de Soule refuse de reconnoître l'Official d'Oleron, prétendant qu'il devoit avoir un Official dans le canton. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemb. de 1703. *Voyez* Oleron, §. II, n°. VI.

II. Le Siege Episcopal du Mans ayant vaqué, un particulier obtient des provisions du Roi de l'Officialité, la prétendant vaquer en Régale. Là-dessus, appel comme d'abus, interjeté par le Chapitre de la Cathédrale, au Parlement de Paris. Le Chapitre demande l'intervention de l'Assemb. Gén. de 1602. L'Ass. charge Mrs. les Agents de se joindre au Procès au nom de tout le Clergé, aux frais néanmoins du Diocèse du Mans. T. I, p. 694.

§. III. Jurisdiction & compétence des Officiaux. Divers degrés de Jurisdiction.

I. La Chambre Ecclesiastique des Etats d'Orléans, art. 92 du Cahier, supplie Sa Majesté de défendre à tous Juges séculiers de n'empêcher les Juges d'Eglise en la connoissance des matieres spirituelles, comme matieres décimales, Sacrements & autres, ni en la punition & correction des crimes des Ecclesiastiques, comme hérésie, simonie, usure, adultere public, blasphème, perturbation du Service Divin, inceste, & autres semblables circonstances & dépendances. Recueil, p. 948.

L'art. 16 porte, qu'il soit défendu à tous Juges Royaux, d'empêcher les Juges d'Eglise de procéder es causes de Mariage, sous prétexte de quelque prétendu rapt ou subornation, à la charge toutefois, que si en jugeant la cause, se vérifie ledit rapt ou subornation, de communiquer le Procès au Juge séculier, pour connoître & décider le rapt, sans toutefois empêcher la décision de la cause principale pour le lien du Mariage. Recueil, p. 949.

Sur la compétence & Jurisdiction des Juges d'Eglise. *Voyez* Cas privilégiés. Procès des Clercs.

II. L'Assemb. de 1603-1606, sur la proposition du Promoteur de régler les degrés de Jurisdiction pour éviter les longueurs des Procès, arrête, que le Pape sera supplié de ne plus donner à l'avenir qu'un Refcrit d'appel, pour être jugé dudit appel par un certain nombre de personnes, nommées dans les Synodes d'année en année, afin,

qu'ou il n'y a point de Primatie, la troisieme Sentence donnée en vertu dudit Refcrit, soit la dernière; & ou il y a Primatie, la quatrieme soit décisive, soit qu'il y ait conformité de Sentences ou non. T. I, p. 761.

L'Assemb. de 1610, dans la même vue de diminuer la longueur des Procès, résout de supplier le Pape de vouloir réduire les degrés de Jurisdiction à deux Sentences conformes; & en cas d'appel à Sa Sainteté, de ne donner qu'un Refcrit en chaque cause. T. II, p. 16.

La Chambre Ecclesiastique aux Etats de 1614, délibère sur un Règlement des degrés & ordre de la Jurisdiction Ecclesiastique pour empêcher les longueurs: elle arrête que le Pape sera supplié de vouloir établir des Juges dans chaque Archevêché, qui, en qualité de ses Délégués, jugeront souverainement toutes les appellations qui y seront relevées. C'est le sujet de l'art. 29 du Cahier. T. II, p. 153.

Même Règlement de l'Ass. de 1625: elle arrête de supplier le Pape tant en la personne de son Légat, que par députation expresse de quelques Prelats à Rome, de vouloir donner & établir certains nombres de Juges Ecclesiastiques en chaque Province, comme Délégués, & sous l'autorité de Sa Sainteté, qui en changera le quart, de 6 en 6 mois, par nouvelles Commissions ou Refcrits, en sorte que chacun des Délégués y serve deux ans, pour juger & terminer toutes les appellations relevées au Saint-Siege, & dont les Jugements soient exécutoires, nonobstant tout appel, qui même ne sera pas reçu en matiere de simple correction & discipline. T. II, p. 483.

L'Assemb. de 1635 supplie Sa Majesté d'écrire à son Ambassadeur à Rome, pour faire instance au Pape de nommer chaque année des Juges des appellations des Métropolitains, ou des Primats. T. II, p. 756.

III. M. l'Archev. de Paris demande l'avis de l'Assemb. de 1775, sur une question qui intéresse l'administration de son Diocèse.

Il y a à Paris, comme dans tous les Diocèses, un Official Diocésain, & comme dans toutes les Métropoles, un Official Métropolitain. Ces deux Officiaux ont été quelquefois des personnes distinctes, quelquefois une même personne. Soit que les deux Officialités aient été séparées ou réunies,

l'Officialité Méropolitaine n'a aucune supériorité sur l'Officialité diocésaine; les appels ont été portés à l'Officialité diocésaine & c'est pour ce que aucun intérêt à l'Officialité, elles ont été réunies.

Tel est l'état des choses: il est question si l'état doit être changé, si c'est-à-dire, si l'appel de l'Official Diocésain, ou non, à l'Official Métropolitain, comme l'appel des Officiels Suffragants.

L'occasion d'en décider a été la demande du Tribunal intermédiaire du Mont de Liessé, dont l'usage pour l'usage de l'Officialité.

La Commission a renvoyé l'examen de la question à avoir rapporté le 15. Nous voyons, d'un côté, l'usage général en France, l'intérêt du Diocèse de Paris, les vœux de l'érection d'un pôle, qui sont en faveur de cet intérêt: nous voyons, d'un autre côté, qu'un usage nul ne considération introduit: nous voyons, d'un autre côté, qu'il est intéressant que Paris se rapproche de l'usage de l'Officialité, qu'il ait deux Officiels, & que ces deux Officiels fonctionnent d'Officialité, & qu'il y a toujours eu à observer par tout, & qu'il est observé par tout, & à mettre les juges sans quitter les lieux, il y trouvent tous de leur procurer la délibération, l'Assentiment conforme à la mission. T. VIII.

IV. L'Assemb. de 1775, sur le Cahier de la Jurisdiction, propose une nouvelle procédure aux trois degrés. On a imaginé de la procédure criminelle que les choses n'ont pas été le Promoteur

L'Officialité Métropolitaine n'a exercé aucune supériorité sur l'Officialité Diocésaine; les appels de celle-ci ont toujours été portés directement à Lyon; & c'est pour cela, que n'y ayant eu aucun intérêt à diviser ces deux Officialités, elles ont été le plus souvent réunies.

Tel est l'état de l'Officialité de Paris: il est question de savoir, si cet état doit être continué ou abrogé, c'est-à-dire, si l'appel des Sentences de l'Official Diocésain doit être porté, ou non, à l'Official Métropolitain, comme l'appel des Sentences des Diocèses Suffragants.

L'occasion d'élever cette question, a été la demande que faisoient de ce Tribunal intermédiaire, trois Religieuses du Monastère de Notre-Dame de Liesse, dont la suppression étoit poursuivie par le Promoteur.

La Commission à qui l'Ass. avait renvoyé l'examen de la question, après avoir rapporté les raisons pour & contre, nous voyons, conclut-elle, d'un côté, l'usage général des Métropoles de France, l'intérêt des justiciables du Diocèse de Paris, & les Lettres-Patentes de l'érection de Paris en Métropole, qui font expressément mention de cet intérêt: nous ne voyons, de l'autre, qu'un usage particulier, & que nulle considération utile ne paroît avoir introduit: nous croyons donc qu'il est intéressant que M. l'Archevêque de Paris se rapproche de l'usage commun, qu'il ait deux Officiaux distincts & séparés, & que celui qui remplira les fonctions d'Official Métropolitain, reçoive les appels de l'Official Diocésain. Il y a toujours de l'avantage de faire observer par toutes les Eglises, ce qui est observé par le plus grand nombre, & à mettre les justiciables à portée d'être jugés sans quitter leur domicile: si les trois degrés ne peuvent être épuisés sur les lieux, il faut au moins qu'ils y trouvent tous ceux qu'il est possible de leur procurer. La matière mise en délibération, l'Assemblée s'est entièrement conformée à l'avis de la Commission. T. VIII, p. 2555 & suiv.

IV. L'Assemb. de 1760, art. 5 du Cahier de la Jurisdiction, fait observer une nouveauté dangereuse par rapport aux trois degrés de Jurisdiction. On a imaginé depuis peu en matière de procédure criminelle contre les Clercs, que les choses n'étoient pas égales entre le Promoteur & l'accusé: on laisse

toujours à celui-ci, la liberté de se pourvoir à un troisième Tribunal; on la refuse au Promoteur, & on a un exemple qu'un Promoteur a été condamné à une amende, pour avoir appelé au troisième Tribunal, dans l'ordre Hiérarchique, d'une Sentence rendue dans une Officialité supérieure à celle où il avoit déjà porté la plainte.

L'Assemb. supplie Sa Majesté d'arrêter le cours de cette pernicieuse nouveauté. Réponse. *Le Roi sera toujours attentif à maintenir les degrés de Jurisdiction tels qu'ils sont établis par les Ordonnances & les usages du Royaume.* T. VIII, P. J. p. 302, 303.

§. IV. Formes judiciaires dans l'instruction & le Jugement des procès portés es Cours d'Officialités.

I. L'Assemb. de 1585, pour obvier aux longueurs qui se trouvent aux instructions des procès & procédures, soit civiles, soit criminelles, qui se font es Cours d'Officialités, ordonne qu'il sera dressé un style uniforme & concis, pour être reçu & observé uniformément par les Cours d'Eglise: Députés commis pour cet effet, & pour dresser en même-temps des modèles de toutes sortes de Lettres. Le Cahier du tout est dressé & présenté à la Compagnie, qui le renvoie aux Commissaires députés pour les autres affaires, pour y être vu & arrêté. T. I, p. 361, 362.

Le sieur la Barge, Vicaire-Général de Lyon, proteste, au nom de l'Archevêque de Lyon, contre le susdit style, comme contraire à l'autorité de ce Prélat, à qui, en tant que Primat des Gaules, appartient le Règlement de la Justice de la Province. Voyez Lyon, §. I, n°. II.

L'Assemb. de 1605-1606 dresse un Règlement pour les Officialités. *Il n'est point rapporté dans la nouvelle Collection des Procès-verbaux.* T. I, p. 761.

II. Dans la conférence tenue chez M. le Duc d'Orléans, entre les Députés de l'Assemblée de 1650 & Mrs. du Conseil, l'on convient qu'il sera donné Arrêt, pour que l'art. 22, de l'Edit de Melun, tant en l'instruction, qu'au Jugement des Procès criminels des Clercs, soit observé, & qu'il soit enjoint aux Juges Royaux de donner des *parétatis* pour l'exécution des Jugements des Officiaux. T. III, p. 557. Voyez Parétatis.

III. L'art. 7 du Cahier sur la Jurisdiction, présenté au Roi par l'Assemb. de

1680, porte, qu'il soit permis aux Evêques ou à leurs Officiaux, sur les plaintes qui leur seront faites, de commettre sur les lieux des personnes de la capacité & de la qualité requise, pour informer, interroger, récoiler & confronter les témoins; les Décrets & le Jugement toutefois à eux réservés. T. V, P. J. p. 181.

IV. L'Assemb. de 1641 poursuit & obtient la révocation de deux Edits, dont l'un étoit pour l'établissement des Avocats & Procureurs du Roi en toutes les Officialités, & des Contrôleurs & Gardes-Seels dans les Jurisdic-tions Ecclésiastiques. T. III, p. 67, 68.

V. Quelques Chapitres ont prétendu le droit d'avoir deux Chanoines adjoints au Juge d'Eglise, dans les Procès criminels intentés à des Clercs qui sont membres de leur Corps. *Voyez* Chapitres, §. II, n°. IV.

VI. Le Juge laïque, dans les Procès instruits conjointement par les deux Juges, contre les Clercs, doit-il être accompagné de son Greffier? *Voyez* Procès des Clercs, §. II, n°. VII.

VII. Sur les prérogatives du Juge d'Eglise, quand il instruit conjointement avec le Juge Royal. *Voyez* Procès des Clercs, §. I.

VIII. Sur les Lettres de Vicariat que les Evêques accordent à des Conseillers - Clercs des Parlements dans les Procès criminels contre les Ecclésiastiques. *Voyez* Vicariat.

IX. Sur ce qui est représenté à l'Ass. de 1660, que les Juges Royaux, sous prétexte qu'ils ne voyoient pas le Sceau épiscopal, mais seulement le cachet particulier des Officiaux dans les Sentences desdits Officiers, les rejettoient, & refusoient le secours du bras séculier; la Compagnie résout, que les Députés donneront avis à Mrs. les Prélats leurs Comprovinciaux, qui ont négligé de mettre le sceau de leurs armes dans le Greffe de leur Officialité, d'en faire donner au plutôt, & de les exhorter de ne souffrir plus que d'autres sceaux que les leurs soient apposés, tant aux Jugements, qu'aux autres actes publics, émanés de leur Jurisdiction. T. IV, p. 679.

X. L'Assemblée de 1700, art. 27 du Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner que ceux à qui les Evêques ont donné des commissions pour postuler dans les Officialités, pourront le faire, sans que les Notaires Royaux Apostoliques puissent les empêcher. Répon-

Le Roi veut bien maintenir les Evêques qui sont en possession de donner de ces commissions, mais sans qu'ils puissent en augmenter le nombre. Recueil, p. 1490.

XI. Sur d'autres objets relatifs à ce paragraphe. *Voyez* Procès des Clercs.

§. V. Privileges des Juges d'Eglise & autres Officiers des Officialités.

I. En l'Assemb. de 1635, il est remontré, comme une chose nécessaire, d'obtenir une Déclaration, portant, que les Officiaux & autres Juges Ecclésiastiques ne pourront être pris à partie, pour quelque cause que ce soit, & ne pourront jamais être condamnés à l'amende, ni aux dépens, ni sur peine de saisie de leur temporel. T. II, p. 484, 486, 490.

L'Edit est promis, par lequel il est défendu aux Officiers du Roi de prendre à partie les Officiers Ecclésiastiques. Il est accordé & porté à l'Assemb. par les Commissaires du Roi. On y trouve la clause de calomnie manifeste. T. II, p. 496. *L'Edit est du mois d'Octobre 1635.*

La Réponse du Roi à l'art. 20 du Cahier de 1635, porte, que ne pourront les Evêques, leurs Officiaux, Grands-Vicaires & Promoteurs être pris à partie, en cas d'appel comme d'abus, quand il y a partie qui soutient l'appel, ou qui a fait les requisitions; & où il n'y auroit autre partie que le Promoteur, les Evêques, leurs Grands-Vicaires ou Officiaux, ne pourront être pris à partie; le pourront toutefois être les Promoteurs, mais non condamnés aux dépens, si ce n'est en cas de calomnie manifeste; & si les Parlements jugent autrement, permis aux Promoteurs de se pourvoir en cassation. T. II, p. 764. Recueil, p. 1393.

En l'Assemb. de 1635, M. l'Archev. de Bourges se plaint d'un Arrêt du Parlement de Paris, rendu sur l'appel comme d'abus d'un Prêtre, auquel son Officiel avoit formé le procès, qui condamne le Prêtre aux dépens, quoiqu'il y eût Partie civile en qualité. L'Ass. ordonne aux Agents de se joindre au Prêtre pour faire casser l'Arrêt. T. II, p. 811, 812.

L'art. 5 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1680, porte, que l'Edit d'Octobre 1635 soit enregistré & exécuté, suivant lequel les Evêques ne peuvent être pris à partie, ni intimés sur les appellations comme d'abus in-

terjetées
ments &
clésiastiqu
teurs dan
de Partie
étant int
ou par les
181.

L'Ass.
la Juridic
que ne pu
timé en f
formém
& de 166
pas. Recu

Un Re
au Prieur
Diocèse d
avoir le v
son incapac
Bourges p
Religieux
été refusé,
d'abus, &
qu'il lui so
L'Arrêt d
Appellanc
clusion spé
d'intimer
ordinaire.
par cette d
de Bourges
Arrêt, ave
dience. So
lument no
dangereuse

L'Ass. de
le rapport d
de prendre
les Avocats
661.

II. Sur l
des Promot
Diocèses,

III. L'Ass.
un Arrêt c
décharge l
des taxes in
Seigneurs.
p. 370.

IV. Les
nes font-ils
noines priv

OFFIC

Sur les C
Offices, ci
Autres C
Avocats du
ves, Imprim
Courier. F

terjetées de leurs Ordonnances, Jugements & Sentences de leurs Juges Ecclésiastiques, mais bien leurs Promoteurs dans les causes où il n'y auroit point de Partie civile; & les Promoteurs étant intimés, ils seront ouïs par eux ou par leurs Avocats. T. V, P. Just. p. 181.

L'Ass. de 1685, art. 4 du Cahier de la Jurisdiction, demande que nul Evêque ne puisse être pris à partie, ni intimé en son propre & privé nom, conformément aux Déclarations de 1625 & de 1666. Rép. *Le Roi ne le souffrira pas.* Recueil, p. 1461.

Un Religieux de Clugni, nommé au Prieuré-Cure de Saint-Paterne, Diocèse de Bourges, se présente pour avoir le *visa* : il est refusé à raison de son incapacité, & M. l'Archevêque de Bourges pourvoit du Bénéfice un autre Religieux. Dom de la Porte, qui avoit été refusé, se pourvoit par appel comme d'abus, & dans sa requête, il conclut qu'il lui soit permis d'intimer le Prélat. L'Arrêt du Parlement, qui le reçoit Appellant, sans prononcer sur la conclusion spéciale, lui permet seulement d'intimer qui bon lui semble : formule ordinaire. L'Appellant s'est cru autorisé par cette clause à intimar M. l'Archevêque de Bourges, à qui il a fait signifier son Arrêt, avec sommation de venir à l'audience. Sommation irrégulière, absolument nouvelle & d'une conséquence dangereuse.

L'Ass. de 1758, après avoir entendu le rapport de cette affaire, estime, avant de prendre un parti, devoir consulter les Avocats du Clergé. T. VIII, p. 660, 661.

II. Sur les frais & dépens à l'égard des Promoteurs. *Voyez* Promoteurs des Diocèses, n°. III.

III. L'Ass. de 1705 sollicite & obtient un Arrêt du Conseil, qui exempt & décharge les Officiers des Officialités des taxes imposées sur les Officiers des Seigneurs. T. VI, p. 860, 861. P. Just. p. 370.

IV. Les Officiaux qui sont Chanoines sont-ils tenus présents ? *Voyez* Chanoines privilégiés.

OFFICIERS DU CLERGÉ.

Sur les Officiers des décimes. *Voyez* Offices, ci-dessus.

Autres Officiers du Clergé; savoir, Avocats du Clergé, Garde des Archives, Imprimeur, Huissier, Buvetier & Courrier. *Voyez* Avocats, Archives,

Imprimeur, Huissier, Buvetier, Courrier.

OFFRANDES.

DANS plusieurs Diocèses, les Patrons laïques des Cures attendoient quatre mois pour y pourvoir, pendant lequel temps ils prenoient pour eux les offrandes. L'Ass. de 1655, pour remédier à cet abus, résout de pour suivre un Arrêt au Conseil, portant défenses, &c. T. IV, p. 299.

OGIER.

Voyez Receveur-Général, §. III, Condom, Cominges, Comptes 1715, 1719, 1723, 1725, 1726, 1730.

OLÉRON.

§. I. *Affaires de ce Diocèse, relatives aux Décimes.*

1°. L'AFFAIRE des décimes de Béarn, dont Oléron fait partie, s'est présentée dans plusieurs Ass. du Clergé. *Voyez* Béarn, §. II.

2°. Différend entre le Clergé d'Oléron & celui de la Basse-Navarre & pays de Soule, au sujet des décimes. Le différend est porté à l'Ass. de 1675 : il est réglé définitivement, & les décimes de la Basse-Navarre & Soule diminuées de 500 l., & réduites de 1600 liv., où elles étoient, à 1100 liv., à condition qu'ils paieraient exactement. T. V, p. 271, 272, 273.

3°. Contestation entre le Clergé d'Oléron & le Clergé de Bayonne sur les décimes & Dons-gratuits, par rapport à des dîmes que le Clergé de Bayonne possède dans le Diocèse d'Oléron. L'Ass. de 1690 s'en occupe. *Voyez* Bayonne.

Procès de l'Evêque de Bayonne & du Chapitre de son Eglise Cathédrale, contre le Syndic du Diocèse d'Oléron, concernant l'imposition aux décimes, pour les biens & revenus possédés en Basse-Navarre par le Sd. Evêque & Chapitre. *Voyez* Bayonne.

4°. En l'Ass. de 1690, le Clergé d'Oléron se plaint d'une surtaxe de 93 l. 2 sols 10 den., qu'il a payés de trop pendant plusieurs années. La plainte est trouvée juste & fondée sur une délibération de l'Ass. de 1690, & que conséquence il est arrêté que le Receveur-Général tiendra compte au Diocèse de ladite somme qu'il a payée de trop pour chacune année depuis 1690, & que ledit Receveur-Général mettra à l'avenir

1599

OLÉRON, §. I & II.

1600

en l'article de reprise annuellement ladite somme dans le compte des décimes. T. VI, p. 560, 561.

1695. 5°. Premices appartenantes aux Fabriques, dans le Diocèse d'Oléron, imposées pour le Don-gratuit. Affaire proposée dans l'Ass. de 1695. *Voyez* Fabriques, §. III.

1723. 6°. Affaire de M. l'Evêque d'Oléron & de son Bureau diocésain, contre les Peres Barnabites de Lescar. Intérêt qu'y prend l'Ass. de 1723. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

1740. 7°. Affaire des Evêques de Lescar & d'Oléron, contre les Syndics de la Province de Béarn, contre le rétablissement de la Chambre Ecclésiastique Souveraine à Pau. Intérêt qu'y prend l'Ass. de 1740. *Voyez* Chambres des Décimes, §. III, n°. I.

§. II. Autres articles concernant le Diocèse d'Oléron.

1612. 1°. En l'Ass. Provinciale d'Auch de l'an 1612, il s'étoit élevé la question, si le Diocèse d'Oléron devoit y être appelé, & avoir voix comme les autres Diocèses de la Province. M. l'Evêque d'Oléron en remet le Jugement à l'Ass. Gén. de 1612. Arrêté que le Règlement fait en la Province d'Auch, en 1605, sera gardé, & que, conformément audit Règlement, l'Evêque d'Oléron aura voix en ladite Province, en payant pour les frais de l'Assemblée, ainsi que l'Evêque de Lescar. T. II, p. 40, 41.

1650. 2°. Le Curé de Mauléon, Diocèse d'Oléron, dont le Bénéfice est à la présentation d'un Chevalier de Malte, refuse de recevoir l'Evêque dans sa visite, & en use d'une manière outrageante envers le Prélat : il est interdit & excommunié : il appelle au Parlement de Bordeaux, qui ordonne la levée de l'interdit & de l'excommunication ; & en vertu de l'Arrêt du Parlem., le Curé est rétabli dans ses fonctions par l'Auditeur-Général de Bordeaux. L'Ev. d'Oléron se plaint à l'Ass. de 1650, qui lui accorde toute assistance. T. III, p. 555, 556.

Autres affaires de l'Evêque d'Oléron contre l'Ordre de Malte, sur le droit de visite dans les Eglises de l'Ordre, & sur d'autres objets de la Jurisdiction. *Voyez* Malte, §. II.

1695. 3°. M. l'Evêque d'Oléron se plaint, à l'Ass. de 1660, de ce que le Parlement de Pau vouloit l'obliger, en qualité de Conseiller-né, d'y prêter le

serment à genoux, quoique ses Prédécesseurs Evêques ne l'y eussent jamais prêté que debout. Le même Parlement avoit voulu en faire autant à l'Evêque de Lescar ; mais il avoit obtenu un Arrêt au Conseil, qui ordonnoit au Parlement de recevoir son serment, lui étant debout. La Compagnie juge que l'Evêque d'Oléron doit demander un pareil Arrêt, & lui accorde là-dessus toute assistance. T. IV, p. 660.

4°. Le Diocèse d'Oléron présente Requête à l'Ass. de 1695, afin d'être déchargé du paiement de 4000 liv., demandées par le Receveur-Gén., comme dues des anciens arrérages de la recette générale ; le Diocèse prétendant ladite somme n'être point due, ou parce qu'elle avoit été payée, ou parce qu'elle avoit été remise, ou enfin parce que le sieur de Pennautier n'étoit plus dans le temps, ni dans le droit de la demander ; disant de plus que c'étoit au Clergé-Général de garantir le Diocèse de la demande. L'Assemblée, sur l'avis de ses Commissaires, déclare le Diocèse non-recevable à prétendre que le Clergé le garantisse, & le renvoie à se défendre contre les poursuites du Receveur-Gén. T. VI, p. 238 jusqu'à 244.

5°. Il y a en Basque soixante-dix Paroisses du Diocèse d'Oléron, qui forment un petit pays, appelé *Soulle*, lequel a ressorti au Parlem. de Guienne jusqu'en 1692 ; ce qui obligeoit l'Ev. d'Oléron d'y mettre un Official forain. Le sieur de Bellepeyre y avoit été mis par l'Evêque Prédécesseur. L'Evêque, peu content de la conduite dudit Official, le révoque : celui-ci appelle comme d'abus, de sa destitution, au Parlement de Guienne, où il obtient un Arrêt en sa faveur : c'étoit avant la Déclaration de 1700, & celle de Louis XIII, n'étoit point enregistrée audit Parlement. L'Evêq. d'Oléron poursuit ladite affaire ; mais le sieur de Bellepeyre étant venu à mourir, toutes les poursuites cessèrent. L'Ass. de 1695 avoit chargé ses Commissaires d'examiner l'affaire. T. VI, p. 258, 852, 853.

Toute cette affaire est détaillée dans le Rapport d'Agence de 1695. T. VI, p. J. p. 81.

6°. L'Evêque d'Oléron voulant éviter à l'avenir des affaires semblables à celle du sieur de Bellepeyre, fut quelque temps sans nommer un Official. Le pays de Soulle forme une instance au Parlement, pour avoir un Official ;

1695.

1695.

1601 ORAN

sur ces entrefaites uni au Parlem. de se croit plus obligé Forain. Le pays contraire : l'affaire faute de poursuivre l'Official d'Oléron ment sa Jurisdiction resté du Diocèse. 1705, que ledit C porté dans le pay former, le pays re tre : le peuple s'a cher, avec violence tinue la procédure retirer, & se pour où il obtient un A y forment oppositi l'affaire, prennent l'Official d'Oléron 1705, qui lui accor T. VI, p. 853, 854

O R A

1°. Evêché dans les : en 1598 il env ne peut avoir voix Clergé. T. I, p. 63

2°. Quoique l'Ev étranger à la France vertis recommandé pendant pensionné II, p. 781, 782.

ORATOIRE.

Voyez Boulogne.

ORDINATION

§. I. Règlements g culiers concerna

I. L'ASSEMB. de a fait plusieurs beaume sur le Sacre sont contenus aux *nefate Clericorum.. malè audit Clerus.. sacros Ordines.* T. 114.

II. Le Cahier de siastique aux Etats porte, que, nonob aux Etats d'Orléans puissent se prendre les Constitutions C l'Ordre de Sous-D Diacre à 23, de Pré p. 999.

III. L'Ass. de 17 ment touchant l'at aux Clercs absents Table de la Coll.

1705.

sur ces entrefaites, le pays de Soule est uni au Parlem. de Pau, & l'Evêque ne se croit plus obligé d'avoir un Official Forain. Le pays de Soule prétend le contraire : l'affaire demeure indécise, faute de poursuites de part & d'autre : l'Official d'Oléron y exerçoit paisiblement sa Jurisdiction, comme dans le reste du Diocèse, jusqu'au 13 Avril 1705, que ledit Official s'étant transporté dans le pays de Soule pour informer, le pays refuse de le reconnaître : le peuple s'attroupe pour empêcher, avec violence, que l'Official continue sa procédure ; il est obligé de se retirer, & se pourvoir au Parl. de Pau, où il obtient un Arrêt : les Habirants y forment opposition, & pour éterniser l'affaire, prennent l'Official à partie : l'Official d'Oléron a recours à l'Ass. de 1705, qui lui accorde toute protection. T. VI, p. 853, 854.

ORANGE.

1°. EVÊCHÉ dans la Province d'Arles : en 1598 il envoie un Député, qui ne peut avoir voix à l'Assemb. Gén. du Clergé. T. I, p. 635.

2°. Quoique l'Evêque d'Orange soit étranger à la France, les Ministres convertis recommandés par lui, sont cependant pensionnés par le Clergé. T. II, p. 781, 782.

ORATOIRE. [PP. DE L']

Voyez Boulogne.

ORDINATIONS. ORDRES.

§. I. Règlements généraux & particuliers concernant l'Ordination.

I. L'ASSEMB. de Melun, en 1579, a fait plusieurs beaux Décrets & Réglements sur le Sacrement de l'Ordre : ils sont contenus aux titres *De vitâ & honestate Clericorum... Tres causæ ob quas malè audit Clerus... De promotione ad sacros Ordines*. T. V, P. Just. p. 113, 114.

II. Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, porte, que, nonobstant les Edits faits aux Etats d'Orléans, les Ordres sacrés puissent se prendre à l'âge prescrit par les Constitutions Canoniques ; savoir, l'Ordre de Sous-Diacre à 22 ans, de Diacre à 23, de Prêtrise à 25. Recueil, p. 999.

III. L'Ass. de 1705 a fait un Règlement touchant l'attestation nécessaire aux Clercs absents du lieu de leur origine, pour être promus aux Ordres. Voyez Attestations, n°. III.

IV. En l'Ass. de 1655, M. l'Evêque de Mâcon se plaint de ce que souvent on donne des Dimissoires *ad omnes*, sans limiter le temps, & même que l'on s'en sert après le décès des Evêques qui les ont donnés, & à l'insu de son successeur. Sur quoi l'Assemblée, se conformant aux Conciles de S. Charles & à plusieurs Conciles Provinciaux de France, prie Mrs. les Evêques de n'en donner communément que pour un seul Ordre, pour l'espace de quatre ou six mois, & à condition d'observer la coutume louable de la retraite : de plus, que les Evêques nouvellement promus, seront avertis de révoquer tous les Dimissoires donnés par leurs prédécesseurs, ou par le Chapitre, pendant la vacance du Siege. T. IV, p. 294.

V. Il s'étoit introduit un abus, que les Lettres d'Ordres n'étoient signées que des Secrétaires des Evêques. L'Ass. de 1635 arrête, que les Prélat's seront priés & exhortés de signer, à l'avenir, toutes les Lettres d'Ordres, & que cette délibération sera envoyée aux Diocèses. T. II, p. 780.

VI. L'Ordre de Cîteaux, dans une nouvelle impression de son Rituel, avoit inséré, que son Abbé, Général de l'Ordre, pouvoit conférer l'Ordre de Diaconat, sous prétexte de quelques Bulles que cet Ordre prétend avoir, & qui n'étoient point requës. Sur le rapport qui en est fait à l'Ass. de 1690, le Sgr. Président dit, que, sans entrer dans le fond de la question, on n'avoit qu'à faire exécuter la délibération de 1675, & écrire aux Evêques de ne point admettre à la Prêtrise ceux qui auroient reçu le Diaconat des mains du Général de Cîteaux ; ce qui a été approuvé. T. V, p. 678.

§. II. Liberté des Evêques dans la Collation des Ordres.

Le Parlement de Bretagne rend un Arrêt qui ordonne aux Vicaires-Général's de l'Evêque de Nantes, sous peine de saisie de leur temporel, de délivrer un Dimissoire à un Avocat, nommé Grosin, qui avoit obtenu de Rome un *extra tempora* ; ledit Arrêt donné au préjudice de l'Ordonnance du Prélat, qui prescrivoit à tous les Ordinants de passer six mois dans son Séminaire, & qui limitoit même, sur ce point, le pouvoir de ses Grands-Vicaires. Sur la

Aaaaa

demande de l'Ass. de 1660, à qui il en étoit fait plainte, le Conseil rend un Arrêt qui casse celui du Parlement. La Compagnie en ordonne l'impression. T. IV, p. 674 & suiv.

L'Evêque de Montpellier rend une Ordonnance, qu'aucun enfant ne sera admis à la Tonsure, avant l'âge de 14 ans. Un certain Laïque veut le contraindre, en vertu d'actes faits par des Notaires & des Huissiers, à sa personne, de donner la Tonsure à deux de ses enfants, qui n'avoient pas, à beaucoup près, cet âge, & prétendoit, sur le refus, le pourvoir en Cour de Rome, & obtenir un Bref pour les faire tonsurer par un Evêque étranger. Le Prélat demande à-dessus l'avis de l'Ass. de 1655, qui, après avoir oui le rapport des Commissaires, sans entrer dans la discussion de l'Ordonnance, résout de députer au Nonce pour empêcher que, sur le refus du Prélat, le Pape accorde un Rescrit qui permette de prendre la Tonsure d'un autre Evêque, & pour déterminer aussi S. S. à ne donner, à l'avenir, de tels Rescrits, sur le refus des Evêques.

Le Nonce répond, que l'on peut considérer deux choses en cette matière : l'une, de donner à Rome même les Ordres aux François qui ont recours au Pape ; l'autre, de commettre en France la connoissance du grief reproché à quelque Evêque ; que, pour le premier, S. S. avoit donné ordre exprès au Cardinal-Vic. de ne jamais donner les Ordres à aucun François, sans les Lettres dimissoires de son Evêque, s'il n'avoit acquis le droit de domicile : quant au second, que la matière étoit délicate ; savoir, si les Evêques ne doivent rendre compte à personne du refus des Ordres ; qu'il avoit que la matière présente n'étoit pas un sujet d'appellation ordinaire, mais une matière de recours au Saint-Siège, dont la prudence devoit user avec modération. Il promet néanmoins d'en écrire au Pape. T. IV, p. 692 & suiv.

Au mois d'Août 1691, M. l'Evêque de la Rochelle porta au Conseil une affaire, qui donna occasion d'examiner deux questions, touchant les refus de visa sur Provisions de Cour de Rome : l'une étoit, si un Evêque est obligé de rendre raison, dans un acte, du refus qu'il fait de donner les Ordres à un homme qui a pris en Cour de Rome des Provisions, *in formâ dignum*, d'un Bénéfice qui requiert la Prêtrise ; &

l'autre, si, dans cette matière, il est permis au Pourvu d'appeler comme d'abus au Parlement, du refus de l'Evêque, & si le Parlement n'est pas obligé de renvoyer aux Supérieurs Ecclésiast., suivant les degrés de Jurisdiction.

Mrs. les Agents intervenus dans cette cause, expliquent, dans leur Rapport de l'Agence fait à l'Ass. de 1695, le fait qui avoit donné lieu au procès : ils établissent en même-temps, par toutes sortes de preuves, les deux points dont il s'agit, en faveur de la liberté & de l'autorité des Evêques. Il n'y eut point de Jugement définitif au Conseil, parce que le Pourvu en Cour de Rome abandonna ses poursuites. T. VI, P. Just. p. 86, 87, 88.

§. III. *Propre Evêque de l'Ordination. Nécessité des Dimissoires. Délibérations du Clergé à ce sujet.*

I. L'Ass. de 1635 a fait un Règlement exprès sur cette matière : elle défend, en propres termes, aux Evêques, de donner les Ordres à ceux qui ne sont pas de leurs Diocèses, sans Lettres de Dimissoire en due forme de l'Evêque du lieu, d'où seront ceux qui désirent d'être promus aux Ordres ; faisant savoir ladite Assemblée, qu'en cas de contravention, outre les suspensions, censures & autres peines de droit qu'en courent les contrevenants, elle les déclare incapables de toutes voix active & passive aux Assemblées Provinc. & Génér., &c. T. II, p. 779, 780.

L'Evêque de Bethléem avoit été déféré à l'Ass. de 1635, pour admettre indifféremment toutes sortes de personnes aux Ordres sacrés, sans Dimissoires de leurs Evêques, & quoique refusés par eux, & ce par des voies indignes. *Voyez* Bethléem.

La même Ass. de 1635 ordonne, que, dans la Lettre qu'elle doit écrire au Pape, sur les Provisions *in formâ gratiosâ*, il sera fait une Remontrance à Sa Sainteté, sur les Dimissoires trop fréquents que les Ecclésiastiques obtiennent à Rome, sur le refus de leur Evêque Diocésain. T. II, p. 756. P. J. p. 173, 174, 175.

En l'Ass. de 1645, l'Evêque de Valence & de Die représentation, que, par Arrêt du Conseil-Privé, du 7 Juin 1641, rendu contre lui, en faveur de son Chapitre, il avoit été jugé que son Chapitre de Die pourroit donner des

Dimissoires aux diocésains de ladite Eglise, lesquels sacrés à quelques-uns desdits Dimissoires nobles, nonobstant l'Assemblée de Grenoble, qui p. donner sur de p. III, p. 361, 362.

On se plaint de plusieurs personnes critiquées de Rome, cherchoient à se faire tress Diocèses ; plus contraire à la Sur quoi il a été Nonce d'arrêter c. par ses bons offices Sa Sainteté, pour chercher les surprises dans ces sortes de la Lettre circulaire Evêques, pour la sente délibération se présente à eux de pareils Rescrits recevoir, ni à la Clé Ordres. T. IV, p.

En la même Ass. de déterminer s'il y a quelques mois dans avoir obtenu que prendre les Ordres de l'Evêque du lieu observé, que, qu'il le Pape Boniface propres Evêques, micile, du Bénéfice moins avoit été qu'il sembloit nécessaire prit ancien de l'E. autant qu'il se peut la qualité de proposition permission duquel donné. Sur quoi il Prélati seront exhibés les Ordres qu'à ces Diocèses, conformément IV, p. 295.

A l'occasion de Montpellier & la même Assemblée affaire, le Nonce de l'Ass. de 1695, que l'ordre exprès au Cardinal-Vic. de ne jamais donner les Ordres à aucun François, sans les Dimissoires. *Supra*, §. II.

M. l'Ev. d'Aurillac 1660 de l'entrepreneur

Dimissoires aux Chanoines & Prébendiers de ladite Eglise, pour les Ordres sacrés, lesquels même avoient été conférés à quelques-uns, en conséquence desdits Dimissoires, par l'Ev. de Grenoble, nonobstant la prière au contraire. L'Assemblée fait écrire à M. de Grenoble, qui promet de ne plus ordonner sur de pareils Dimissoires. T. III, p. 361, 362.

1655 On se plaint à l'Ass. de 1655, que plusieurs personnes obtenoient des Rescrits de Rome, en vertu desquels ils cherchoient à se faire tonsurer en d'autres Diocèses; qu'il n'y avoit rien de plus contraire à la discipline ecclésiastique. Sur quoi il a été résolu de prier M. le Nonce d'arrêter cette nouvelle pratique par ses bons offices, & aussi d'écrire à Sa Sainteté, pour la supplier d'empêcher les surprises qui arrivent en obtenant ces sortes de Rescrits, & que dans la Lettre circulaire qui sera écrite aux Evêques, pour leur faire savoir la présente délibération, ils feront prier, s'il se présente à eux des personnes avec de pareils Rescrits, de ne point les recevoir, ni à la Cléricature, ni aux saints Ordres. T. IV, p. 295.

En la même Assemblée il est proposé de déterminer s'il suffit d'avoir demeuré quelques mois dans un Diocèse, ou d'y avoir obtenu quelque Bénéfice, pour prendre les Ordres sans les Dimissoires de l'Evêque du lieu de naissance. Il est observé, que, quoique dans le Sexte, le Pape Boniface semble marquer trois propres Evêques, de l'origine, du domicile, du Bénéfice, cet usage néanmoins avoit été peu reçu en France; qu'il sembloit nécessaire, suivant l'esprit ancien de l'Eglise, de renfermer, autant qu'il se pourroit, dans un seul, la qualité de propre Evêque, sans la permission duquel on ne puisse être ordonné. Sur quoi il a été résolu, que les Prélats seront exhortés de ne donner les Ordres qu'à ceux qui sont de leurs Diocèses, conformément au droit. T. IV, p. 295.

A l'occasion de l'affaire de l'Evêque de Montpellier & de la délibération de la même Assemblée de 1655, sur cette affaire, le Nonce répond aux Députés de l'Assemb., que le Pape avoit donné ordre exprès au Cardinal-Vicaire de ne jamais donner les Ordres à aucun François, sans les Dimissoires de son Evêque. *Suprà*, §. II.

1660 M. l'Ev. d'Autun fait part à l'Ass. de 1660 de l'entreprise de deux Chanoines

de son Eglise, lesquels, ayant méprisé de se rendre dans le Séminaire, & se soumettre, pendant le temps requis, à la discipline qui y est établie, avoient tenté toutes sortes de voies, du côté de Rome, pendant l'espace de deux ans, pour obtenir des Lettres dimissoires *ad omnes*; ils n'avoient pu obtenir qu'un *extrà tempora*, avec la clause *de licentiâ tamen Ordinarii*: cependant, sans se présenter à leur Evêque, & sans avoir aucun acte de refus, ils partent du Diocèse, vont à Befançon, où ils sont refusés; enfin, se rendent chez l'Evêque de Basle, qui les ordonne, l'un pour le Diaconat, l'autre pour la Prêtrise. Ils reviennent à Autun triomphants: le Chapitre les reçoit dans leurs nouveaux Ordres & dans les places qui y sont affectées. Le Prélat, par une Sentence, déclare, qu'ils ont encouru l'excommunication & la suspension. Les Chanoines appellent comme d'abus de la Sentence, & portent leurs plaintes au Parlement de Dijon. L'Assemblée nomme des Commissaires pour examiner cette affaire.

Savant rapport de M. l'Evêque de Laon, où, après avoir exposé le fait, il observe, que l'Evêque est appelé Diocésain pour trois différences, par la naissance spirituelle, par le domicile & par le titre. Ancienneté du droit de l'Evêque Diocésain en général: différentes exceptions à la Règle: 1°. affection du peuple; 2°. Eglises détruites par les guerres; 3°. consentement présumé de l'Evêque; 4°. droit de certaines Eglises, comme Rome, Antioche, Carthage, &c.; 5°. protestation de ne point s'attacher à une Eglise particulière. Il vient ensuite aux peines portées contre les transgresseurs, tant contre les Ordonnés, que contre ceux qui ordonnent. Il répond à ce qu'on peut objecter des prétendues exemptions; il en expose l'origine; 1°. de celles des Monastères; 2°. de celles des Chapitres. Il fait voir que la plupart des privilèges ont été accordés pendant le schisme, & ont été révoqués par le Pape Martin V: trois sortes de privilèges, dont ceux qui sont contraires au droit d'Ordination, doivent être rejetés, comme ils l'ont été par le Concile d'Anse.

L'Evêque d'Autun ajoute plusieurs réflexions tendantes à aggraver la conduite & le procédé des deux Chanoines: il propose en même-temps les expédients pour réparer le mal & pré-

venir pareilles entreprises. Le tout mu-
rement examiné & considéré, l'Ass.
résout & arrête d'écrire au Pape, pour
lui demander justice de l'entreprise de
l'Evêque de Baile, comme aussi au Car-
dinal-Dataire, pour le supplier de refu-
ser les expéditions de l'absolution, que
lesdits Chanoines pourroient deman-
der des censures par eux encourues;
mais de les renvoyer pour raison de ce,
à M. d'Autun : & à l'égard de l'appel
comme d'abus, interjeté par eux de
la Sentence de suspension & d'excom-
munication, & relevé au Parlement
de Dijon, S. M. sera suppliée de vou-
loir évoquer le tout à la propre per-
sonne, & que les Agents se joindront
en cette affaire au Prélat jusques à
Arrêt définitif, & ce tant par eux, que
par l'intervention de les offices des
Prélats qui se trouveront à la suite de
la Cour : & parce qu'il est nécessaire de
porter remède à un tel désordre pour
l'avenir, sera arrêté un article dans la
Déclaration demandée au Roi sur le
fait des *visa*, portant défenses à tous
les sujets du Roi, de sortir du Royaume
pour aller prendre les Ordres d'au-
tres que de leurs Evêques naturels, sans
la permission par écrit de S. M. & des
Evêques Diocésains, & chacun dans
son ressort, qui en feront mention ex-
presse dans leurs Dimissoires, & aux-
quels sera écrite une Lettre circulaire.
T. IV, p. 681 jusqu'à 691. La Lettre
au Pape & celle au Cardinal-Dataire,
P. J. p. 155 & suiv.

Le Chapitre d'Autun prétendoit
pouvoir donner des Dimissoires aux
Chanoines de leur Corps; sujet d'un
différend entre ce Chapitre & l'Evê-
que. Le Prélat, sur les sollicitations des
Agents qui en avoient été chargés par
l'Assemb. de 1660, obtient que le
Conseil en retienne la connoissance,
& l'affaire y est jugée en faveur du Sgr.
Evêque & suivant ses conclusions. T.
IV, p. 842.

1665.

M. l'Evêque de Limoges voulant ré-
tablir la discipline Ecclésiastique dans
son Diocèse, avoit ordonné que ceux
qui seroient promus aux Ordres sacrés,
ou qui seroient pourvus de Bénéfices
ayant la cure des âmes, passeroient
quelque temps dans son Séminaire.
Deux Ecclésiastiques qui avoient ob-
tenu des *extra tempora*, & dont l'un
étoit pourvu d'un Prieuré-Cure *in for-
mâ gratiosâ*, se présentent pour les Or-
dres. L'Evêque les oblige préalable-
ment de suivre le Règlement du Dio-

cese, en passant quelque temps dans le
Séminaire: ils prennent cette réponse
pour refus, & se pourvoient pardevant
les Vicaires-Généraux, *Sede vacante* :
ceux-ci, contre la discipline de l'Eglise,
leur accordent des Dimissoires en ver-
tu desquels ils se font ordonner par
l'Evêque de Toul : ils viennent en-
suite dans le Diocèse, où ils exercent
leurs fonctions, disant la Messe, &c. :
ils sont déclarés suspens & irréguliers
par Sentence de l'Official, dont ils ap-
pellent au Parlement comme d'abus.
L'Evêque de Limoges comparoit à l'as-
signation, & demande la protection de
l'Assemb. de 1665; la délibération est
remise à un autre jour. T. IV, p. 962,
963.

Le Chapitre de Vezelay donne à un
de ses Chanoines des Dimissoires pour
se faire ordonner par quelque Evêque
d'Allemagne. M. l'Archevêque de Tre-
ves l'ordonne. M. l'Evêque d'Autun
s'en plaint à l'Ass. de 1670, qui prend
sur ce sujet une délibération conforme
à celle de 1660. T. V, p. 81, 82. Voyez
Autun, an. 1670.

1670.

En l'Ass. de 1675, il est fait plainte
sur plusieurs abus concernant l'Ordina-
tion, de la part de la Province d'Aix :
il est remontré que dans la vacance des
Sieges, les Ecclésiastiques qui sont re-
fusés aux Ordres, prennent pour de
l'argent des Dimissoires à Avignon,
sur lesquels ils se font ordonner par
des Evêques du Comtat. M. l'Archev.
de Vienne se plaint de l'entreprise d'un
jeune homme qui s'étoit adressé à Ro-
me, à la Congrégation du Concile, pour
obtenir permission de prendre les Or-
dres, qu'il auroit obtenue sans Lettres
testimoniales, sans M. le Cardinal d'E-
trées qui se trouva à ladite Congrégation.
M. l'Evêque de Grenoble fait ob-
server qu'un Ecclésiastique de son Dio-
cèse, pour éviter d'entrer dans son Sé-
minaire, avoit présenté une supplique
à ladite Congrégation, pour demander
la permission de prendre les Ordres, ou
qu'on obligât l'Evêque de Grenoble
de dire les raisons de son refus; que le
Cardinal-Dataire lui avoit écrit de la
part de la Congrégation pour savoir ses
motifs de refus; à quoi il n'auroit voulu
répondre, d'autant qu'il n'y a rien en
quoi les Evêques aient un pouvoir plus
absolu que dans le fait des Ordinations.

1675.

L'Ass. jugeant l'objet de ces plaintes
& de ces entreprises de la dernière im-
portance, nomme des Commissaires
pour aviser aux moyens de pourvoir à

l'avenir à ce désor-
dres, qu'on écrive
de ne pas répondre
reques du Cardina-
pliera S. M. d'orde-
leur à Rome, de
vertir les Congrè-
de France ne peu-
rables Lettres, &
à Sa Sainteté de
Referits sur ces ma-
150.

L'Evêque d'Ang-
me Assemb. de
Vicaire-Général
avoit donné un
missoire pour la
sistique du Diocè-
c'est une contestati-
quence & née ent-
te, l'Assemb. l'hu-
rât assez de tem-
une plus grande
étant à la veille d-
prie cinq de Mrs.
tre la paix entre
cependant mainten-
clésiastique en cer-
p. 251, 252.

Un Clerc, Bénéf-
Vence, pour ne poi-
Statuts Synodaux,
me, à la Congrégat-
& y obtient un De-
voir à l'Evêque plu-
férer les Ordres sa-
res. L'Evêque de Ve-
rêt du Conseil, qui
Bénéficiaire de se
la Congrégation, &
cédé contre lui con-
Loix du Royaume
déclaré incapable
avec défenses à ro-
tiques de se servir
crets. L'Arrêt est
1685. T. V, p. 602.

1690.

M. l'Evêque de
l'Ass. de 1690, qu-
tiques de son Dioc-
refusés à l'Ordinati-
incapacité, avoien-
un *extra tempora*,
soires, ni attestatio-
Evêque d'Espagne,
Prélat de France. S-
avis à la Compagn-
dit le Sgr. Président
tres circulaires aux
avertir de ne pas
Diocèses, ceux qu-

l'avenir à ce désordre. Eux ouïs, il est arrêté qu'on écrira à M. de Grenoble, de ne pas répondre aux Lettres qu'il a reçues du Cardinal-Dataire; qu'on suppliera S. M. d'ordonner à son Ambassadeur à Rome, de supplier le Pape, d'avertir les Congrégations que l'Eglise de France ne peut déférer à de semblables Lettres, & de demander aussi à Sa Sainteté de ne point accorder des Rescrits sur ces matieres. T. V, p. 249, 250.

L'Evêque d'Angers se plaint à la même Assemb. de 1675, de ce que le Vicaire-Général de l'Archev. de Lyon avoit donné un *visa*, ensuite un Dimissoire pour la Prêtrise à un Ecclesiastique du Diocèse d'Angers. Comme c'est une contestation de grande conséquence & née entre Prélats de mérite, l'Assemb. souhaiteroit qu'il lui restât assez de temps pour en prendre une plus grande connoissance; mais étant à la veille de la séparation, elle prie cinq de Mrs. les Prélats de mettre la paix entre ces deux Prélats, & cependant maintenir la Jurisdiction Ecclesiastique en cette rencontre. T. V, p. 251, 252.

161. Un Clerc, Bénéficiaire de l'Eglise de Vence, pour ne point se soumettre aux Statuts Synodaux, se pourvoit à Rome, à la Congrégation des Cardinaux, & y obtient un Décret, portant pouvoir à l'Evêque plus voisin de lui conférer les Ordres sacrés sans Dimissoires. L'Evêque de Vence obtient un Arrêt du Conseil, qui fait défenses audit Bénéficiaire de se servir du Décret de la Congrégation, à peine d'être procédé contre lui comme infracteur des Loix du Royaume, & d'être privé & déclaré incapable de tout Bénéfice, avec défenses à tous autres Ecclesiastiques de se servir de semblables Décrets. L'Arrêt est lu en l'Assemb. de 1685. T. V, p. 602.

1690. M. l'Evêque de Tarbes se plaint à l'Ass. de 1690, que quatre Ecclesiastiques de son Diocèse, après avoir été refusés à l'Ordination, à cause de leur incapacité, avoient été ordonnés par un *extra tempora*, sans aucuns Dimissoires, ni attestations, les uns par un Evêque d'Espagne, & les autres par un Prélat de France. Sur quoi il demande avis à la Compagnie. En pareil cas, dit le Sgr. Président, on écrit des Lettres circulaires aux Prélats, pour les avertir de ne pas recevoir dans leurs Diocèses, ceux qui ont été ainsi or-

donnés, & leur donner avis de ce qu'avoit fait l'Evêque qui avoit conféré les Ordres. La Compagnie a prié M. le Président d'écrire audit Evêque. T. V, p. 677, 678.

Plusieurs Evêques se plaignent à l'Ass. de 1695, de l'Evêq. de Saint-Paul-trois-Châteaux, qui ordonnoit sans Dimissoires des Clercs d'autres Diocèses, en vertu seulement de quelques petits bénéfices. Arrêté qu'il sera écrit de la part de l'Ass. au susdit Evêque. T. VI, p. 222.

Mêmes & plus fortes plaintes encore en l'Assemb. de 1700, de plusieurs Evêques, & notamment de l'Archev. de Sens contre le même Prélat. L'objet de la plainte de M. de Sens étoit que Frere le Gendre, Religieux Profès de l'Abbaye de Morigni, qui n'est unie à aucune Congrégation, & soumise, par conséquent, à la Jurisdiction de M. l'Arch. de Sens, avoit voulu tromper plus d'une fois la vigilance de ce Prélat, pour entrer dans son Séminaire, & recevoir les Ordres sacrés; que le Sgr. Archev. l'ayant toujours refusé, à cause d'incapacité & de dérèglement, il avoit surpris une obédience de son Supérieur, adressée à M. de Sens, à laquelle on prétend, avec fondement, qu'il avoit ajouté ces paroles: *Aut alteri cuilibet Ecclesie Principi*. Il avoit encore fait venir un *extra tempora* de Rome. Muni de ces pieces, il avoit été se présenter à M. l'Evêque de Saint-Paul-trois-Châteaux, qui lui avoit conféré les Mineurs & tous les Ordres sacrés, en dix jours. Le Religieux étant venu ensuite à Paris, l'Official de Sens avoit procédé contre lui, sur la plainte qui lui avoit été déferée par le Prieur & les Religieux de Morigni. Appel comme d'abus interjeté par ledit le Gendre, de toute la procédure & appel simple à la Primatie de Lyon.

Cette conduite de Evêque de Saint-Paul paroît à l'Assemb. une plaie profonde faite à l'Eglise, à laquelle devoient être appliqués les remèdes les plus forts: elle nomme des Commissaires pour examiner l'affaire. Dans leur rapport, ils font une énumération des Règlements anciens du Clergé, sur les Ordinations faites sans Lettres Dimissoires. L'avis qui est suivi par l'Ass., est d'écrire une Lettre au Prélat telle qui convenoit à sa conduite, d'adresser ladite Lettre à M. l'Archev. d'Arles, son Métropolitain, en le priant de la faire rendre en main propre; que si

1695.

1700.

la réponse n'étoit pas conforme aux intentions de l'Assemb., elle pourroit exécuter contre lui les Réglemens du Clergé. L'Ass. ordonne, de plus, aux Agents de solliciter pour l'affaire qu'avoit M. l'Archev. de Sens, à la Tournelle, contre le Frere le Gendre.

L'Evêque de Saint-Paul s'étant soumis & ayant reconnu sa faute, la chose n'alla pas plus loin. Toutes les Lettres écrites, au nom de l'Ass., aux Archev. de Sens & d'Arles, & à l'Ev. de Saint-Paul; leurs réponses & autres pieces relatives à cette affaire, le tout est rapporté. T. VI, p. 512 juſq. 533.

1723.

En l'Assemb. de 1723, M. le Cardinal de Noailles se plaint de M. l'Evêque de Lausanne, qui avoit donné la Tonsure dans l'Eglise du Temple à Paris, sans son *licet*, & sans dimissoires, à des Chevaliers de Malte. *Voyez* Evêques, §. IX.

1725.

En l'Ass. de 1725, M. l'Evêque de Troies porte sa plainte contre un Religieux Mathurin de son Diocèse, qui avoit été ordonné hors du Royaume, [à Treves] sans aucun Dimissoire, à quoi le Supérieur de la Maison où étoit ce Religieux, avoit en quelque sorte concouru. L'Ass. renvoie l'affaire au Bureau de la Jurisdiction: dans l'intervalle, elle est accommodée, le Général de l'Ordre ayant donné à M. de Troies une satisfaction convenable. T. VII, p. 495 & suiv.

En la même Assemb., autre plainte de M. l'Archev. d'Arles, de ce qu'un de ses Diocésains d'origine avoit été ordonné par M. l'Evêque de Castres, sans Dimissoire, à raison d'un Bénéfice que ce Prélat lui avoit conféré dans sa Cathédrale. L'examen de cette affaire est remis au Bureau de la Jurisdiction, dont l'avis est, qu'il soit écrit, au nom de l'Ass., une Lettre à M. de Castres, qui, dans sa réponse, ne désavoue point les faits, mais se défend seulement sur ce qu'il ne s'étoit point écarté de l'esprit du Règlement de 1635. T. VII, p. 498 & suiv. *La Lettre & la réponse*, P. J. p. 187, 188.

La même Assemblée de 1725 reçoit la plainte de M. l'Evêq. de Toul, contre un Evêque *in paribus*, Prévôt de Saint-Dié, qui, de sa propre autorité, conféroit les Ordres à tous ceux qui venoient à lui, &c. *Voyez* Toul.

II. On a demandé quel est le propre Evêque pour l'Ordination, à l'égard des PP. de la Doctrine Chrétienne? *Voyez* Doctrinaires, n°. II.

III. A l'occasion d'un Ecclésiastique du Diocèse de Pamiers, qui, sur le refus de son Evêque, avoit été demander & recevoir les Ordres en Espagne, où les Evêques ne s'astreignent pas à la Règle du domicile de naissance que suit le Clergé de France; l'Assemb. de 1772, sur le rapport de M. l'Archevêque de Toulouse, charge Mrs. les Agents de solliciter une Déclaration portant défenses à tous sujets de S. M. de recevoir les Ordres hors du Royaume, en déclarant incapables de tous Bénéfices ceux qui iroient les recevoir au mépris de cette disposition. T. VIII, p. 2025, 2026.

§. IV. Ordinations des Réguliers.

I. On a pourvu par des Réglemens généraux aux Ordinations des Réguliers. Les articles 16, 17 & 18 du Règlement des Réguliers sont à ce sujet.

L'art. 16 défend aux Evêques de recevoir aux Ordres aucuns Religieux, si, outre l'attestation de leurs bonnes vie & mœurs qu'ils apporteront de leurs Supérieurs, ceux qui ont stabilisé dans certains Monastères, n'apportent encore des Lettres Dimissoires de l'Evêque dans le Diocèse duquel ils résident, & ceux qui n'ont point de demeure certaine, n'apportent attestation comme l'Evêque dans le Diocèse duquel ils ont leur obédience, ne donne point les Ordres.

L'art. 17 porte, que lesdits Religieux ayant reçu les Ordres, seront tenus de prendre des Lettres qui leur seront données gratuitement, où sera employé, outre le nom de leur Religion, celui qu'ils avoient étant dans le monde, sans lesquelles Lettres & l'obédience de leur Supérieur, ils ne pourront être admis à prêcher, confesser, ni célébrer.

Par l'art. 18, les Evêques doivent avoir soin, avant que de recevoir aucuns Religieux aux Ordres sacrés, de faire obliger la Maison dont il sera, de le retenir, ou conserver, ou de pourvoir à sa nourriture, ou entretien, s'il en sort, pour quelque cause que ce soit: que si ladite Maison n'est fondée, stipulera ledit Evêque, que ledit Religieux ne puisse être expulsé que par son avis. T. II, P. Just. p. 64, 65.

En l'Ass. de 1635, M. l'Arch. d'Arles se plaint, que souvent il se présente des Religieux pour recevoir les saints Ordres, sans apporter, ni leur extrait bap-

tistaire, ni les Lettres, prétendant leur Supérieur suffire. L'Ass. a coup d'inconvénient résolu, conformément à la Règle de Trente, & au IV C. sous saint Charles, & 17 du Règlement, ne point recevoir les Ordres, qu'ils n'appor- Bapême, & les L. Ordres, lesquelles l. gratuitement & pro p. 194.

II. On a demandé pour l'Ordre de la Doctrine Chrétienne, la naissance, ou c. *Voyez* Doctrinaires.

ORDONN

L'Ass. de 1623, c. Frader, de Tudert, lement de Paris, & le seiller au Parlement un extrait de toutes données en faveur c. donne de plus, que ont été donnés à l'av en divers Parlem., f. Agents-Généraux, aux lieux où la né. T. II, p. 482.

Les Mémoires en- trances sur quelques donnance de 1629, l. Clergé à M. le Gard. la résolution sur ice. missaires nommés p. vent au Recueil, p.

L'Assemb. de 1635 article de son Cahie les Edits, Déclarati- tes & Arrêts doi- en faveur du Clergé de point en point. El 16 Avril 1571, l'Ed Edits de 1596, de 1 Patentes de 1609, l. la Déclaration concer missaires de Sa Majesté, sur les articles de 1629. *La réponse à é* p. 763. Recueil, p. 1.

L'article premier c. à S. M. par l'Assemb. Jurisdiction, a pour tion des mêmes Or- quelles elle joint cell. P. Just. p. 153.

Sur ces mêmes Or-

titaire, ni les Lettres des Ordres précédents, prétendant que le certificat de leur Supérieur fût; d'où il arrive beaucoup d'inconvénients. Sur quoi a été résolu, conformément au Concile de Trente, & au IV Concile Provincial, sous saint Charles, & aux articles 16 & 17 du Règlement des Réguliers, de ne point recevoir les Religieux aux Ordres, qu'ils n'apportent leur extrait de Baptême, & les Lettres des derniers Ordres, lesquelles leur seront délivrées gratuitement & promptement. T. IV, p. 294.

II. On a demandé, quel est le propre Evêque pour l'Ordination des PP. de la Doctrine Chrétienne, celui de la naissance, ou celui du domicile? *Voyez Doctrinaires, n° II.*

ORDONNANCES.

L'Ass. de 1633 charge les sieurs de Fradet, de Tudert, Conseillers au Parlement de Paris, & le Sr. Aubert, Conseiller au Parlement de Rouen, de faire un extrait de toutes les Ordonnances données en faveur du Clergé: elle ordonne de plus, que tous les Arrêts qui ont été donnés à l'avantage du Clergé, en divers Parlem., seront envoyés aux Agents-Généraux, afin de les répartir aux lieux où la nécessité le requiert. T. II, p. 432.

Les Mémoires en forme de remontrances sur quelques articles de l'Ordonnance de 1629, présentés par le Clergé à M. le Garde des Sceaux, avec la résolution sur iceux, par les Commissaires nommés par S. M., se trouvent au Recueil, p. 1362 & suiv.

L'Assemb. de 1635, par le premier article de son Cahier, demande que les Edits, Déclarations, Lettres-Patentes & Arrêts donnés au Conseil, en faveur du Clergé, soient exécutés de point en point. Elle casse l'Edit du 16 Avril 1571, l'Edit de Melun, les Edits de 1596, de 1606, les Lettres-Patentes de 1609, l'Edit de 1610 & la Déclaration concertée entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Clergé, sur les articles de l'Ordonnance de 1629. *La réponse a été favorable.* T. II, p. 763. Recueil, p. 1384, 1385.

L'article premier de ceux présentés à S. M. par l'Assemb. de 1675, sur la Jurisdiction, a pour objet la vérification des mêmes Ordonnances, auxquelles elle joint celle de 1666. T. V, p. Just. p. 153.

Sur ces mêmes Ordonnances & plu-

sieurs autres qui les ont suivies, notamment sur l'Edit de la Jurisdiction donné en Avril 1695. *Voyez Enrégistrement.*

Sur l'Ordonnance d'Orléans. *Voyez Orléans.*

ORIENT. [PRIEURÉ DE S.]

L'ASSEMBLÉE de 1665 accorde à M. l'Archev. d'Auch toute la protection & intervention dont il aura besoin, pour parvenir à la sécularisation du Prieuré conventuel de Saint-Orient d'Auch, de l'Ordre de Clugni. Elle arrête d'écrire au Pape sur ce sujet. T. IV, p. 1041, 1042.

ORLÉANS. [ÉTATS D']

I. Sur les Etats d'Orléans de 1560, & la Chambre Ecclésiastique desdits Etats. *Voyez Etats-Généraux, n° I.*

II. L'Ordonnance d'Orléans renferme 150 articles: il se trouve quelque variété entre les manuscrits qui nous restent de cette Ordonnance, & les imprimés. M. le Procureur-Général Bourdin rendit ses conclusions sur le contenu d'icelle au Chapitre de l'Etat Ecclésiastique, tendantes à la suppression ou modification de plusieurs articles. La vérification fut vivement pressée; il y eut de fortes Remontrances de la part du Parlement: le Clergé assemblé à Poissy, demanda aussi, par l'art. 2 de son Cahier, d'être oui dans ses Remontrances contre plusieurs articles de l'Ordonnance qui lui étoient extrêmement préjudiciables. T. I, P. Just. p. 2 & suiv.

Dans l'Assemb. Gén. de 1567, les Syndics-Général. firent part de ce qu'ils avoient fait pour prévenir les suites de l'Ordonnance d'Orléans, par rapport à l'Etat Ecclésiastique. Ils avoient formé opposition à la vérification de cette Ordonnance. Les articles 1, 15, 18, 19, 20, 21, 22 & 28, sont regardés comme contraires aux saints Décrets reçus en France. T. I, p. 56.

ORLÉANS. [DIOCESE D']

1°. M. l'Evêque d'Orléans jouissoit de temps immémorial d'un droit de pêche sur la rivière de Loire. Il fut inquiété au sujet de ce droit par les Officiers de M. le Duc d'Orléans, sur ce que ce Prélat ne produisoit aucun acte de concession, qu'on prétendoit être absolument nécessaire pour décider les contestations qui naissent entre le Roi & les particuliers sur le fait des Do-

maines. Il sollicite les bons offices de l'Assemblée de 1735 : elle charge M. l'Archevêque de Bourges, de communiquer de cette affaire avec le Conseil du Clergé, avant que de rien statuer. Le Conseil du Clergé estime que l'affaire est de nature à être suivie par les Agents. L'Ass. prie M. l'Archevêque de Bourges de voir M. le Duc d'Orléans, & lui témoigner que ce n'est qu'avec peine que la Compagnie s'y est déterminée. T. VII, p. 1470 & suiv.

2°. On conteste à plusieurs Chapitres d'Orléans le droit de champart. Un de ces Chapitres gagne son procès avec dépens. M. l'Evêque d'Orléans remercie l'Ass. de 1735 de l'intérêt qu'elle a pris à l'affaire. T. VII, p. 1471.

3°. Les Religieux de l'Abbaye de Saint-Benoît sur Loire, prétendent le droit d'avoir un Député régulier au Bureau Diocésain d'Orléans. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. II.

4°. M. l'Intendant d'Orléans veut obliger les Curés de comparoître devant lui, au sujet de la levée des tailles. Voyez Impôts, §. II, an. 1645.

5°. Sur les contestations & procédu-

res élevées dans le Diocèse d'Orléans, au sujet du Jansénisme & en matière de refus de Sacraments. Voyez Religion, §. XI.

L'Ass. de 1761 avoit accordé des secours à des Chanoines d'Orléans, décrétés par le Parlement, & dont les revenus avoient été saisis. Ces Chanoines ayant obtenu main-levée de leurs revenus, écrivent une Lettre de remerciement à l'Ass. de 1765, & lui demandent l'emploi qu'ils devoient faire des secours accordés. L'Ass. s'en rapporte entièrement à leur religion. T. VIII, p. 1350 & suiv.

OPPOSITIONS.

Sur les oppositions en fait de Mariage. Voyez Mariage, §. I, n°. III.

OUVRAGES.

Voyez Livres.

OUVRIERS.

Sur les Mémoires d'Ouvriers présentés aux Assembl. du Clergé. Voyez Frais communs, an. 1670, 1734.

P.

PAGI.

LE Pere Pagi, Cordelier, présente à l'Ass. Gén. de 1685 son Ouvrage, intitulé : *Anatheoretis Chronologica ad Annas Ecclesiasticas Emin. Cardinalis Baronii*. Voyez Livres, §. II, n°. IX.

PAILLES.

LES Provinces d'Albi, de Narbonne & de Toulouse dénoncent à l'Ass. de 1772, un Arrêt rendu au Parlement de Toulouse, en forme de Règlement général, le 13 Mai 1772, Arrêt qui assujettit tous les Décimateurs du ressort, à vendre aux biens-tenants des Paroisses les pailles de la dime, à un prix convenu chaque année, le premier Dimanche de Juillet, entre les Décimateurs & les habitants, dans une assemblée de la Communauté, sauf à en faire régler le prix par cette Cour, en cas de contestation, les pailles néanmoins délivrées provisoirement, suivant le tarif arrêté par la Communauté.

L'Ass. charge Mrs. les Agents de poursuivre la cassation de l'Arrêt. T. VIII, p. 2044, 2046.

PAIN-BÉNIT.

Voyez Eglise, §. IV, n°. III.

PAIRS ECCLÉSIASTIQUES.

L'ASSEMBLÉE de 1610, art. 15 de son Cahier, demande que les Pairs Ecclésiastiques soient maintenus dans le rang & la prééance que la possession & l'ancienneté de leur création leur donnent sur les Pairs Laïques. Réponse. *Que le rang leur soit conservé selon qu'il l'a été d'ancienneté, & que les différends qui surviendront à cette occasion, soient jugés au Parlement de Paris, qui est la Cour des Pairs & le vrai Juge*. T. II, P. Just. p. 5.

En l'Ass. de 1625, M. de Beauvais remontre, pour l'intérêt des Ducs & Pairs Ecclésiastiques, que le Roi venoit de convoquer tous les principaux Officiers de la Couronne, les Ducs & Pairs Laïques, & autres Notables des Compagnies Souveraines de Paris, & toutefois que les Ducs & Pairs Ecclésiastiques n'avoient pas reçu cet honneur, bien qu'entre tous les Pairs Ecclésiastiques ils soient les plus considérables. Ordonné qu'il en sera fait Remontrance

montrance au Roi pas lieu, attendu de Fontainebleau avoit eu séance sans aucune co

368. Le Roi Louis ment Mrs. les Pr changeant le stylant ses Cousi

En l'Ass. de 16 représente, qu'e Mrs. les Pairs La testé dans le Co y prennent leur M. le Surintenda Conseillers d'Eta Surintendant disp les Pairs Ecclési toutes cérémoni Pairs Laïques. Ar du favorablement c'est l'art. 38, do que l'Ordre Eccle en son ancienne sp pour cet effet, qu uques tiennent le personne de S. M qui leur a été acco III, p. 345, 346.

M. l'Archev. de 1650, & répond de Sa Majesté, se le premier Pair & n'avoit pas voulu dans le Conseil, Surintendant des ciens du Conseil, point contestée Pairs & autres Offi T. III, p. 528.

Dans l'art. 38 d est parlé du rang q Ecclésiastique, & les Evêques doive sortes de personne ces du Sang; mais étant contestée, c' voient point de féa solemnelles; que le de Justice au Parle les Officiers de la C réchaux de France y voir aucun de M auxquels on n'accor prérogatives qu'au du Parlement & d Roi; qu'on voyoi Pairs laïques aug pendant que celui demeurait en l'état

Table de la Coll.

montrance au Roi, qui cependant n'eut pas lieu, attendu qu'en ladite Assemblée de Fontainebleau, le Sgr. de Beauvais avoit eu séance en qualité de Pair, sans aucune contradiction. T. II, p. 368.

Le Roi Louis XIII traite favorablement Mrs. les Prélats, Pairs de France, changeant le style ancien, & les appelant ses Cousins. T. II, p. 606.

En l'Ass. de 1643, l'Ev. de Châlons représente, qu'encore que le rang de Mrs. les Pairs Laïques ne soit pas contesté dans le Conseil du Roi, & qu'ils y prennent leurs places au-dessus de M. le Surintendant des Finances & des Conseillers d'Etat, néanmoins ledit Surintendant disputoit la séance à Mrs. les Pairs Ecclésiastiques, lesquels, en toutes cérémonies, ont rang avec les Pairs Laïques. Article sur ce sujet répondu favorablement au Cahier de 1635 : c'est l'art. 38, dont la Réponse porte, que l'Ordre Ecclésiastique soit conservé en son ancienne splendeur & dignité ; & pour cet effet, que les Pairs Ecclésiastiques tiennent le même rang, près la personne de S. M. & aux Parlements, qui leur a été accordé d'ancienneté. T. III, p. 345, 346. Recueil, p. 1401.

M. l'Archev. de Reims, en l'Ass. de 1650, & répondant aux Commissaires de Sa Majesté, se plaint de ce qu'étant le premier Pair & Duc de France, on n'avoit pas voulu lui accorder sa place dans le Conseil, au-dessus de M. le Surintendant des Finances & des anciens du Conseil, bien qu'elle ne soit point contestée aux autres Ducs & Pairs & autres Officiers de la Couronne. T. III, p. 528.

Dans l'art. 38 du Cahier de 1635, il est parlé du rang que doit tenir l'Ordre Ecclésiastique, & de la préséance que les Evêques doivent avoir sur toutes sortes de personnes, excepté les Princes du Sang ; mais cette préséance leur étant contestée, c'est la cause qu'ils n'avoient point de séance dans les actions solennelles ; que le Roi tenant son Lit de Justice au Parlement, l'on y voyoit les Officiers de la Couronne & les Maréchaux de France y avoir séance, sans y voir aucun de Mrs. les Prélats Pairs, auxquels on n'accordoit pas les mêmes prérogatives qu'aux Pairs laïques, hors du Parlement & dans les Conseils du Roi ; qu'on voyoit tous les jours les Pairs laïques augmenter en nombre, pendant que celui des Pairs Ecclésiast. demeurait en l'état de la première création.

Table de la Coll. des P. V.

tion. Sur cet exposé fait en l'Assemblée de 1655, il est arrêté, que le Roi seroit supplié de prendre, lorsqu'il ira tenir son Lit de Justice, quelques Prélats de ceux qui se trouveront auprès de lui, suivant leur ancienneté, pour avoir séance immédiatement après les Pairs Ecclésiastiques, pour lesquels on demandera la conservation des mêmes prérogatives, tant chez le Roi, que dans le Conseil & par-tout ailleurs, que l'on accorde aux Pairs laïques ; qu'outre cela, on fera instance vers Sa Majesté pour l'augmentation du nombre des Pairs Ecclésiastiques, & qu'on demandera entrée dans les maisons du Roi, pour tous les Archevêques & les anciens des Provinces, & pour les Evêques Diocésains. T. IV, p. 264, 265.

Le Cardinal Mazarin, qui présidoit à l'Assemblée, le 24 Janvier 1656, témoigne être fort disposé à employer, sur ce sujet, tout ce qui dépendra de lui. T. IV, p. 285.

PAIX.

Le Pape Alexandre VII envoie à l'Ass. de 1655 un Bref, pour l'engager à faire des instances au Roi pour travailler à la paix. Le Nonce remet le Bref à M. l'Archev. de Narbonne, lui donnant à entendre que c'étoit une réponse aux Lettres que la Compagnie avoit écrites à Sa Sainteté, au sujet des pensions de Mde. de Fontevault, quoique dans ledit Bref il n'en soit fait aucune mention.

L'Assemblée députe au Cardinal Mazarin & au Roi, pour présenter ledit Bref, sur l'objet duquel elle s'abstient de délibérer. Le Roi répond en deux mots : M. le Chancelier répond plus au long, au nom du Roi, approuvant la conduite de l'Assemblée, & désapprouvant celle du Pape & du Nonce. M. l'Archevêque de Toulouse est chargé de dresser la Lettre de l'Assemblée, en réponse au Bref du Pape : le projet de la Lettre est lu & approuvé : le Nonce ne veut point se charger de l'envoi : on s'adresse au Cardinal de Bichi, pour la remettre au Pape. T. IV, p. 260 & suiv. La réponse du Chancelier, le Bref & la Lettre en réponse, P. Just. p. 119, 120, 121.

Nota. Le Pape, qui, long-temps avant, avoit reçu la copie de la réponse qui avoit été faite au Clergé, au nom du Roi, par le Chancelier, au sujet du Bref, déclara, qu'il ne vouloit pas voir une Lettre qui, telle qu'elle étoit, n'a-

Bbbbb

voit pu étouffer son indignation sur le traitement indigne de son Nonce & de lui-même, dans une audience si publique. T. IV, p. 263, à la note.

PAIX A BAISER.

I. Le premier Aumônier du Roi est-il en droit, en cette qualité, à la Messe du Roi, de présenter l'Evangile & donner la Paix à baiser au Roi, préférablement à un plus ancien Archevêque ou Evêque? *Voyez* Chapelle du Roi, n°. I.

II. Sur le cérémonial de la Paix qui est portée aux Messes solennelles célébrées par les Assembl. du Clergé. *Voyez* Messé Pontificale, §. I.

PALISSADES.

PALISSADES prises, par autorité, dans les Bois des Ecclesiastiques. *Voyez* Bois, §. II, n°. II.

PALLIUM.

MOX, l'Arch. d'Auch, dans l'Ass. de 1665, au sujet du différend sur la préséance, qu'il eut avec M. de Pérélise, Archevêq. de Paris, prouve, par beaucoup de raisons & d'autorités, que le *Pallium* n'est point la marque essentielle de l'Archiepiscopat; qu'il ne distingue point les rangs entre les Métropolitains, & ne donne, ni la perfection, ni la dernière main à leur autorité.

Le *Pallium*, dit ce Prélat, n'appartenoit originairement qu'au Pape seul. Selon plusieurs Auteurs, il a pris son origine des Empereurs: il n'étoit point en usage avant le IV^e siècle. Il y a 600 ans & plus que tous les Evêques Grecs en usent communément en tous les Offices de l'Eglise, comme d'un autre ornement. Les Papes en ont accordé l'usage & les honneurs à quelques Evêques, à l'Evêque de Bamberg, à celui de Pavie, à celui de Luques, & en France, à l'Evêque du Puy.

Le Pape Grégoire VII, dans une Lettre à l'Arch. de Rouen, se plaint de ce qu'il ne demande pas le *Pallium*, lui représentant que les Archevêques, trois mois après leur consécration, sont obligés, selon le droit, d'en faire la requisiion au Saint-Siège: il lui enjoint que, dans la suite, il n'ordonne plus d'Evêques, ni de Prêtres, & qu'il n'entreprenne point de consacrer des Eglises, jusqu'à ce qu'il ait obtenu du Saint-Siège le *Pallium*. Le même Pape, écrivant à un Evêque de Vérone, qui lui

avoit demandé le *Pallium*, déclare, qu'il ne pourra lui accorder la Requête, parce que les Décrets de ses prédécesseurs Papes vouloient que les Archevêques allassent en personne à Rome recevoir cet honneur. T. IV, p. 355 jusqu'à 358.

PAMIERS.

§. I. Affaire de la Régale.

L'AFFAIRE des Evêques d'Aleth & de Pamiers, sur la Régale, fait un des objets principaux de la convocation & des délibérations de l'Assemb. de 1682. M. Chéron, dans le rapport qu'il en fait, suit les différents états de cette affaire. Le Roi, par ses deux Déclarations de 1673 & 1675, avoit ordonné, que les Evêques qui n'avoient pas fait enregistrer leur serment de fidélité en sa Chambre des Comptes, le feroient enregistrer dans deux mois, autrement que les Bénéfices qui viendroient à vquer, seroient vacants en Régale. Tous les Evêques du Royaume satisfirent à cette Déclaration, excepté ceux d'Aleth & de Pamiers, qui, n'ayant pas voulu s'y soumettre, & quelques Bénéfices des Eglises qui sont à leur collation, ayant vqué, le Roi les auroit donnés comme vacants en Régale. Ordonnances, sur ce sujet, des deux Prélats, contre les Pourvus en Régale: ceux-ci en appellèrent pardevant les Métropolitains de Narbonne & de Toulouse, qui reçurent les appellations, firent défenses de publier les Ordonnances, & déclarèrent les censures nulles. Dans l'intervalle, M. l'Evêque d'Aleth meurt, & l'affaire, en ce qui le concerne, est consommée par sa mort; mais celle de Pamiers subsiste.

Il faut la considérer avant & après sa mort. Avant la mort de M. de Pamiers, six Ordonnances par lui rendues; les unes qui sont générales, les autres qui sont particulières: les générales sont des 27 Avril 1677, 22 Février & 31 Mars 1680: la première fait défenses au Chapitre de sa Cathédrale & à celui de la Collégiale de Camps, de recevoir aucun Pourvu en Régale, sous peine de suspension *ipso facto*; la seconde ordonne des Prières publiques, pour apaiser la colère de Dieu; la troisième est contre le droit de Régale en général, & défend à toutes sortes de personnes de demander ou d'accepter en Régale aucun Bénéfice de son Diocèse, sous peine d'excommunication. Observations de M. Chéron sur ces Ordonnan-

ces. Les Parties intervenues contre ces Ordonnances & particulières, par le Chapitre de Toulousain des défenses de les exécuter & les Censures ordonnées. Telles ont été les choses, avant la mort de M. de Pamiers. A l'égard de Rome, mort, deux Brefs de M. de Pamiers; l'un du 17 Juillet 1679, à l'occasion de l'affaire des Evêques en Régale. Observations sur ces Brefs.

Quant à la procédure, depuis la mort de M. de Pamiers, on trouve une Ordonnance d'Aubarede & de 1680, en qualité de Pamiers, le Sieg. acte du 31 Août, Frere Cerle pour une Ordonnance de lousse, où, sur ce que les susnommés canoniquement d'eux n'étoit sur le par provision, le Grand-Vicaire & pour Promoteur. plusieurs Mandements du Frere Cerle prononcés.

Les Brefs de Rome, mort de M. de Pamiers, de quatre: l'un au Frere d'Aubarede Pamiers: deux autres; l'un à l'Arch. au Chapitre de Pamiers & au Frere de M. Chéron sur ce & suiv. Les Ordonnances; les Brefs du la mort du Prélat; la mort, & les Arrêts jusqu'à 204.

M. l'Archevêque Commission pour l' & de Pamiers, sa Compagnie: il révoque divers Ordonnances, contre les l' il propose ensuite l' de les Brefs du Pa des Parties, contre droit naturel, civil d'audition, de pré-

ces. Les Parties intéressées se sont pourvues contre ces Ordonnances générales & particulières, par appel au Métropolitain de Toulouse, où ils ont obtenu des défenses de les publier & exécuter, & les Censures ont été déclarées nulles. Telles ont été les procédures en France, avant la mort de M. de Pamiers. A l'égard de Rome, il y a eu, avant la mort, deux Brefs du Pape adressés à M. de Pamiers; l'un du 4 Janv. 1679, l'autre du 17 Juillet 1680, & un autre de Janv. 1679, à M. de Toulouse, tant sur l'affaire des Urbanistes, que sur la Régale. Observations de M. Chéron sur ces Brefs.

Quant à la procédure faite en France depuis la mort de M. de Pamiers, on trouve une Ordonnance des Freres d'Aubarede & de Reche, du 13 Août 1680, en qualité de Vicaires-Gén. de Pamiers, le Siege vacant : plus, un acte du 31 Août, portant élection de Frere Cerle pour Grand-Vicaire : plus, une Ordonnance de l'Archev. de Toulouse, où, sur ce qui lui est exposé, que les susnommés n'avoient point été canoniquement établis, & que pas un d'eux n'étoit sur les lieux, il commet, par provision, le sieur Fortassin pour Grand-Vicaire & Official, & Palarin pour Promoteur. On trouve encore plusieurs Mandemens & Ordonnances du Frere Cerle proscrits par les Parlements.

Les Brefs de Rome donnés après la mort de M. de Pamiers, sont au nombre de quatre : l'un de Septemb. 1680, au Frere d'Aubarede & au Chapitre de Pamiers : deux autres du mois d'Octobre; l'un à l'Arch. de Toulouse, l'autre au Chapitre de Pamiers : le quatrième, du premier Janvier, au Chapitre de Pamiers & au Frere Cerle. Observations de M. Chéron sur ces Brefs. T. V, p. 380 & suiv. *Les Ordonnances de M. de Pamiers; les Brefs du Pape, avant & après la mort du Prélat; les Procédures après la mort, & les Arrêts*, P. Jult. p. 188 juſq. 204.

M. l'Archevêque d'Albi, Chef de la Commission pour l'affaire de Toulouse & de Pamiers, fait son rapport à la Compagnie : il résume brièvement les divers Ordonnances de M. de Pamiers, contre les Pourvus en Régale; il propose ensuite les divers griefs contre les Brefs du Pape. 1°. L'accusation des Parties, contre toutes sortes de droit naturel, civil & canonique, sert d'audition, de preuve & de conviction.

1°. L'Eglise de Pamiers est particulièrement sujette à la Régale, par droit de fondation & de dotation, & par droit de Garde, de Défenseur & d'Avoué, qui sont les deux titres que le Concile de Lyon demande pour assujettir une Eglise à la Régale. 3°. Le Pape dépouille les Métropolitains & les Ordinaires de leur autorité. 4°. Il s'arroge le droit de juger à Rome lui seul, contre nos Loix, nos Privileges & le Concordat, qui l'obligent de nous donner des Commissaires *in paribus*. 5°. Sans aucune information préalable, il casse la nomination que M. de Toulouse avoit faite, de Vicaires-Gén. pour Pamiers. 6°. Il menace d'excommunication, & fulmine des Censures contre toutes sortes de personnes laïques, Clercs, Séculiers, Réguliers, contre les Métropolitains même, en cas qu'ils reconnoissent ou appuient d'autres Vicaires-Gén. que ceux du Chapitre, & ce, sans aucune formalité de Justice, sans aucune cause certaine, claire & évidente, sans les Monitions canoniques. 7°. Il refuse les Bulles de l'Evêché de Pamiers à M. de Bourlemont, nommé par le Roi, ayant toutes les qualités requises; ce qui est une contravention au Concordat.

M. d'Albi termine son rapport par l'avis des Commissaires, qui consiste à protester contre les Brefs que cette affaire a attirés; d'ordonner que l'acte de protestation de l'Ass. sera signifié au sieur Lauri, Auditeur de la Nonciature en France, de la même façon que l'acte de la protestation de l'Ass. de 1650, le fut à M. Bagni, pour lors Nonce du Pape; d'écrire une Lettre à Sa Sainteté, pour la supplier d'empêcher qu'il ne soit expédié de pareils Brefs à l'avenir, & de vouloir bien pourvoir au plutôt M. l'Abbé de Bourlemont de l'Evêché de Pamiers; enfin d'écrire à tous les Prélats du Royaume, pour leur donner part de ces actes, & de la présente délibération. Ce sentiment est adopté par toute l'Assemblée. T. V, p. 461 & suiv. *Plusieurs pieces relatives aux affaires de Pamiers & de Charonne*, P. Jult. p. 239 juſq. 251.

§. II. Autres articles concernant Pamiers.

1°. En l'Ass. de 1595, les Députés de la Province de Toulouse représenterent, au nom de l'Evêq. de Pamiers, que, quoique la Seigneurie de ladite
Bbbbb 2

Ville fût de l'ancien Domaine de son Evêché, un Commissaire, député pour le fait de franc-fief, dans le Comté de Foix, auroit fait unir au Domaine dudit Comté, la Seigneurie de Pamiers. Il fut conclu, que les Députés de Toulouse présenteroient Requête à S. M., au nom de l'Evêque; qu'alors l'Assemblée s'y joindroit, & qu'il seroit écrit à Mrs. les Députés qui sont en Cour. T. I, p. 605.

20. L'Ass. de 1650 prend fait & cause de l'Evêque de Pamiers, contre les Huguenots de cette Ville, qui, tous les jours, au préjudice des Edits du Roi & Arrêts de son Conseil, qui leur ôtoient l'usage du Prêche & de l'habitation dans la Ville, depuis leur rébellion, tâchoient de s'y établir. L'Evêq. s'en plaint à l'Ass. des Prélats extraordinairement assemblés à Paris en 1651 : ils lui répondent de se maintenir dans la première vigueur, pour le fait de la Religion ; & s'appuyer de toute l'autorité que le dernier Arrêt lui donne, & pour le reste, de dresser un procès-verbal de toutes les nouvelles entreprises des Huguenots. T. IV, P. Just. p. 8.

3°. L'Evêque de Pamiers demande & obtient la protection de l'Ass. de 1660, dans une instance qu'il avoit au Conseil, contre M. de Trévillé, Gouverneur de la Province, lequel, malgré la possession des Evêques de Pamiers, en qualité de Seigneurs en partage avec le Roi, de confirmer l'élection Consulaire, & recevoir le serment des Elus, vouloit s'attribuer l'un & l'autre droit. T. IV, p. 773, 774.

4°. Affaire de l'Evêque de Pamiers, contre les Capucins de la Ville de Foix, au sujet de la Confession. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemb. de 1665. Voyez Approbations, §. II, an. 1665.

9. Le Chapitre de Pamiers présente à l'Ass. de 1758 un Mémoire contre une Ordonnance de l'Intendant de Roussillon, qui l'avoit condamné à payer la portion de l'abonnement des deux Vingtièmes, obtenu par les Etats du Pays, à cause de deux Méairies que le Chapitre posséde dans la Jurisdiction de cette Ville, sous prétexte qu'elles sont sujettes à la Taille. L'Assemblée charge Mrs. les Agens d'employer leurs bons offices en faveur du Chapitre. T. VIII, p. 671, 672.

6°. Contestation entre le Bureau Diocésain de Pamiers & les Chanoines Réguliers de Saint-Volusien de Foix; savoir, en quelle qualité, ou de Béné-

sice simple, ou de biens de Communauté, devoient être imposés aux décimes les offices & Bénéfices autrefois annexés aux places canoniales, & réunis depuis à la Congrégation de France. Ladite contestation terminée par l'Arrêt de 1775. Voyez Annexes, n°. VII.

PANTHEMONT.

Il s'étoit élevé une contestation entre les Abbessé & Religieuses de Panthemon, & entre le Receveur des décimes du Diocèse de Paris : l'affaire étoit portée au Conseil, qui, par Arrêt du 26 Juillet 1698, renvoie le Jugement de l'affaire à l'Alf. de 1700. Cette Abbaye étoit poursuivie par le Receveur de Paris, pour paiement des décimes & impositions ; elle prétendoit au contraire être déchargée de toutes taxes du Clergé dans le Diocèse de Paris, attendu qu'elle payoit ces mêmes charges au Diocèse de Beauvais. L'Alf. ayant pris & retenu la connoissance de l'affaire, rend son Jugement en faveur de l'Abbaye. T. VI, p. 562 & suiv. P. J. p. 125, 126, 269.

P A P E.

§. I. Déclaration de la Faculté de Théologie de Paris, touchant l'autorité du Pape, contenue en six articles.

I. La Faculté de Théologie de Paris, dit-on M. Coquelin, Promoteur de l'Aff. de 1682, voyant que quelques Particuliers inféroient, dans leurs Theses publiques, des propositions sur l'autorité du Pape, contraires aux Libertés de l'Eglise Gallicane, presenta au Roi, par M. de Péréfixe, nommé à l'Archevêché de Paris, sa fameuse Déclaration, du 8 Mai 1663, consistant en six articles, opposés à autant de propositions contraires qu'on vouloit lui attribuer.

ART. 1. *Non esse Doctrinam sacre Facultatis, quod summus Pontifex aliquam in temporalia Regis Christianissimi auctoritatem habeat; imò Facultatem semper obtulisse etiam iis, qui indirectam tantummodo esse illam auctoritatem voluerunt.*

Art. 1. *Esse Doctrinam Facultatis ejusdem, quod Rex Christianissimus nullum omnino agnoscit, nec habet in temporalibus superiorem prater Deum, tamque suam esse antiquam Doctrinam: à quâ nunquam recessura est.*

Art. 3. Doctr
quod subditi fiden
Christianissimo iud
prætextu dispensa

Art. 4. Doctrina non probare nec constitutiones ullas Regi ritati, aut Germaniæ Libertatibus, & rebus contrarias; mus Pontifex possit adversus eosdem C

Art. 5. *Doctrina*
quod summus Pon-
ticus Ecumenicus

Art. 6. Non est
gma Facultatis, quæ
nullo accedente Ec
fallibilis.

II. Lorsque ces a
sieurs jugerent qu
primer quelques-u
précise & plus poi
qui fut observé p
Roi, lorsqu'ils en
gistrement, qui f
par tous les autres
claration du Roi,
me année 1663, p
défenses d'enseigne
une Doctrine con
cles. T. V, p. 418

§. II. *Affaire des*
du Clergé, 1682.
du Pape, en l'
rale de 1682.

I. M. Coquelin, ce qui s'étoit passé Faculté de Théologie plier l'Assemblée de Promoteur, de ch qu'une simple déci ment doctrinal de la gie, en une décision qui tiennent lieu de ch pour toute la France

Je fais, ajoute M
a des personnes q
la décision de ces
obstacle à la paix,
objet de cette aug
qu'elle n'apporte qu
l'autorité même spi
doit conserver sur
tiens : il prétend qu
le contraire, & c
dence. T. V, p. 430

II. Mrs. les Pron
ne pouvons micux,

Art. 3. *Doctrinam Facultatis esse, quod subditi fidem & obedientiam Regi Christianissimo ita debent, ut ab iis nullo prætenu dispensari possint.*

Art. 4. *Doctrinam Facultatis esse, non probare nec unquam probasse propositiones ulla Regis Christianissimi auctoritati, aut Germanis Ecclesia Gallicana Libertatibus, & receptis in Regno Canonibus contrarias; verbi gratia quod summus Pontifex possit deponere Episcopos adversus eosdem Canones.*

Art. 5. *Doctrinam Facultatis non esse, quod summus Pontifex sit supra Consilium Oecumenicum.*

Art. 6. *Non esse Doctrinam vel dogma Facultatis, quod summus Pontifex, nullo accedente Ecclesia consensu, sit infallibilis.*

II. Lorsque ces articles parurent, plusieurs jugerent que l'on pouvoit en exprimer quelques-uns d'une manière plus précise & plus positive; c'est même ce qui fut observé par Mrs. les Gens du Roi, lorsqu'ils en demanderent l'enregistrement, qui fut ensuite ordonné par tous les autres Parlem., par une Déclaration du Roi, du 4 Août de la même année 1663, par laquelle S. M. fit défenses d'enseigner dans son Royaume une Doctrine contraire à ces six articles. T. V, p. 418, 419, 420.

§. II. *Affaire des quatre propositions du Clergé, touchant l'autorité du Pape, en l'Assemblée-Générale de 1682, & ses suites.*

I. M. Coquelin, après avoir exposé ce qui s'étoit passé, en 1663, dans la Faculté de Théologie, finit par supplier l'Assemblée de 1682, dont il étoit Promoteur, de changer ce qui n'est qu'une simple déclaration d'un Jugement doctrinal de la Faculté de Théologie, en une décision de l'Eglise Gallicane, qui tienne lieu de chose jugée, au moins pour toute la France. T. V, p. 420.

Je fais, ajoute M. Coquelin, qu'il y a des personnes qui appréhendent que la décision de ces articles ne soit un obstacle à la paix, qui fait le principal objet de cette auguste Assemblée, & qu'elle n'apporte quelque diminution à l'autorité même spirituelle que l'Eglise doit conserver sur les Princes Chrétiens: il prétend qu'il en arrivera tout le contraire, & il le fait voir avec évidence. T. V, p. 420 jusqu'à 424.

II. Mrs. les Promoteurs ouïs, Nous ne pouvons mieux, dit M. le Président,

commencer cette Assemblée, que par une sincère protestation de conserver un profond respect & une parfaite correspondance avec le Saint-Siège: & après le plus grand éloge du souverain Pontife, Ce respect, ajoute-t-il, ne doit point nous faire relâcher de nos maximes. Nos Prédécesseurs ont toujours parlé aux saints Peres, véritablement avec soumission, mais aussi avec fermeté: imitons leur conduite, n'oublions jamais cette profonde vénération; mais défendons les Libertés de l'Eglise Gallicane; & quand nous ne les regarderions pas toutes comme des décisions de l'Eglise universelle, il nous sera cependant permis d'en conserver les maximes, comme les plus anciennes, & d'empêcher que les sentiments contraires n'aient cours dans le Royaume. T. V, p. 484, 485, 486.

III. M. l'Evêque de Tournai, l'un des Commissaires nommés sur l'affaire des six propositions de la Faculté, fait son rapport à l'Assemblée de 1682. Il le divise en deux parties. Il commence par ce qui concerne l'autorité temporelle des Rois par rapport à la Sacerdotale; après quoi, il parle de la puissance de l'Eglise au-dedans d'elle-même.

Les Rois doivent respecter le Sacerdoce de Jésus-Christ, dans la personne du Pape & des Evêques; mais cette soumission, que les Rois doivent à l'Eglise, regarde seulement les choses spirituelles: leur puissance dans le temporel est indépendante de toute autorité humaine, & ne voit rien au-dessus d'elle que celle de Dieu.

Cette indépendance est prouvée par l'Ecriture: cette Doctrine est celle des saints Peres, des Papes & des Conciles. Grégoire VII est le premier qui se soit attribué l'autorité sur le temporel des Rois. Censures sur ce sujet de la Faculté de Théologie de Paris. Le célèbre Gerson s'en rend le défenseur intrépide. Arrêt du Parlement de Paris, en 1561, contre Jean Tanquerel, Bachelier en Théologie, qui avoit avancé dans ses Theses cette pernicieuse proposition. *Solus Papa Christi Vicarius, Monarcha, spiritualem & secularem habens potestatem... Principes suis praeceptis rebelles Regno & dignitatibus privare potest.* Plusieurs actes de la Faculté de Théologie, qui condamnent les nouvelles maximes qu'on vouloit répandre. Eloge de cette Faculté. T. V, p. 489, jusqu'à 500.

Le Rapport continue par la réponse

aux objections : 1°. à celles tirées de l'ancien Testament; 2°. à celles du nouveau Testament. Examen des raisons sur lesquelles s'appuyait Grégoire VII : il se fondeoit, 1°. sur les paroles de J. C., *Tu es Petrus*, &c., qu'il interprétoit mal : 2°. il emploie une prétendue Lettre de S. Grégoire-le-Grand, à la fin de laquelle ce saint Pape menace de déposition les Rois, &c.; mais on la croit supposée : 3°. il se sert d'un discours de saint Pierre dans l'Ordination de saint Clément; mais cette pièce est manifestement fautive : 4°. il s'appuie sur l'exemple du Pape Zacharie, qui déposa, dit-il, Childéric III; ce qui est faux : les François consulterent seulement ce Pape, qui leur conseilla de choisir le plus digne de regner; sur quoi les François affectionnés à Pepin, le reconnurent pour Roi & déposèrent Childéric : 5°. sur ce que l'Eglise absout du serment de fidélité les Vassaux des Evêques déposés, il en concluoit qu'elle pouvoit en user de même envers les Rois; mais les Evêques, par état, sont en tout sujets à l'Eglise & non les Rois : 6°. il apportoit l'exemple de Théodose; mais autre chose est d'imposer une pénitence à un Empereur, ou de le déposer.

Autres objections, dont l'une est tirée de certaine formule, dont on s'est autrefois servi, dit-on, dans les actes publics pendant l'excommunication des Rois : autre prise du Concile IV de Latran : autre du Concile I de Lyon : autre de ce qu'ont fait plusieurs Papes, même avant Grégoire VII. Réponses à toutes ces objections.

Réponse aussi à celle du pouvoir indirect : à ce sujet, M. de Tournai critique le Cardinal du Perron, qui, dans sa Harangue aux Etats-Généraux de 1615, traite de problématique la doctrine de ceux qui enseignent qu'en certains cas on peut déposer les Rois. Observation sur la conduite de la Chambre Ecclésiastique, auxd. Etats, par rapport à l'article de l'indépendance des Rois, inséré dans le Cahier du Tiers-Etat. Les Sgrs. Commissaires demandent qu'il y ait un avertissement que le Clergé n'avoit pas donné charge au Cardinal du Perron de s'expliquer comme il a fait. Réponse à l'autorité de S. Bernard, alléguée par ce Cardinal. Il se fortifie encore & avec aussi peu de raison, de l'autorité de saint Thomas, de saint Bonaventure, de Gerson, qu'il ne put jamais attirer à son parti. Conclusion des Seigneurs

Commissaires. T. V, p. 500 jusq. 510.

La seconde partie du Rapport regarde l'infailibilité du Tribunal au Jugement duquel on est obligé de s'arrêter dans les affaires spirituelles, par lesquelles on entend, non-seulement les mystères & les vérités spéculatives, mais encore les regles communes du gouvernement des Fideles, touchant la morale & la discipline générale. Ce Tribunal infailible, dit M. de Tournai, est indubitablement l'Eglise universelle : cette infailibilité ne peut aussi être contestée aux Conciles-Généraux : la question est réduite à l'infailibilité du Pape, & à celle de la supériorité du Concile-Général : il réunit ces deux objets comme étant une dépendance l'un de l'autre.

Il établit dans toute la suite de son Rapport, la supériorité du Concile-Général sur le Pape, & que le Pape n'est point infailible. Il le prouve par les passages de l'Ecriture, expliqués par les saints Peres, par une tradition suivie, par l'usage & la pratique des Conciles, par plusieurs faits de l'Histoire Ecclésiastique, par le consentement des Peres, & même des plus grands Papes qui ont gouverné l'Eglise de Rome. Observation particulière sur le Concile de Constance, & sur l'instruction que donna le Cardinal de Lorraine à son Agent à Rome. M. de Tournai répond ensuite aux objections tirées de l'Ecriture, à celles des Peres & des Conciles, notamment des Conciles de Florence, sous Eugene IV, de Latran, sous Léon X, & à celles qu'on tire de Gratien. T. V, p. 510 jusq. 549.

IV. Après toute cette discussion, Mrs. les Commissaires proposent leur avis, lequel, Délibération prise par Provinces, a été suivi par un sentiment unanime; savoir, qu'on approuve les quatre articles dressés par la Commission; qu'ils seront envoyés à tous les Prélats du Royaume; qu'on les accompagnera de la Lettre qu'a composée M. l'Evêque de Tournai; qu'on fera instance auprès de Sa Majesté, pour obtenir un Edit qui autorise la déclaration de l'Ass., comprise dans les quatre articles, & qui autorise en même-temps les demandes de l'Assemb., contenues dans le Mémoire de M. de Tournai. T. V, p. 549 jusq. 552.

Les articles sont : 1°. *Beato Petro ejusque successoribus, Christi Vicariis, ipsique Ecclesie, rerum spiritualium, & ad aeternam salutem pertinentium,*

non autem civilium Deo traditam potestatem Principes in temporalibus potestati Deique neque auctoritate recte vel indirecte subditos eximi a fidei ac præstatio fidelitatis posse, eamque Senatus tranquillitati necessaria, si quàm imperio vobis Patrum traditionibus consonam, omni
Art. 2. *Sic autem ac Petri successoribus rerum spiritualium ut simul valeant, tam sancta ecclesiæ timentis à Sede Apostolice Romanorumque Ecclesiæ usu Ecclesiæ Gallicanæ custodita Decretorum generalium & quintæ continentis Ecclesiæ Gallicanæ, quæ quasi dubia sine auctoritate probata, robur infrascriptis schismatis tempus*
quent.

Art. 3. *Hinc Apostolicæ moderandum per conditiones & totius mæsecratos : valere etiam instituta à Regno & recepta, Patrumque concessos ; atque idem Apostolicæ Sæculetudines tamen Sæculatione firmata tem obtineant.*

Art. 4. *In fidei præcipuas summi Patris ejusque Decreta ad Ecclesiæ pertinere ; nec esse judicium, nisi Ecclesiæ. T. V, p. J.*

L'Edit du Roi, le Clergé de France touchant la Puissance vérifiée en Parlement comprend sept articles.

L'art. 1 défend d'élever aucune chose contra

L'art. 2 exige de tous choisis pour enseigner qu'ils se soumettent à la doctrine qui y est expliquée dont seront fournis Ordinaires des lieux Généraux.

non autem civilium ac temporalium, à Deo traditam potestatem... Reges ergo & Principes in temporalibus nulli Ecclesiastica potestati Dei ordinatione subiaci, neque auctoritate clavium Ecclesia directè vel indirectè deponi, aut illorum subditos eximi à fide atque obedientiâ, ac præstito fidelitatis Sacramento solvi posse, eamque Sententiam publica tranquillitati necessariam, nec minùs Ecclesiâ quam imperio utilem, ut verbo Dei, Patrum traditioni, & Sanctorum exemplis consonam, omninò retinendam.

Art. 1. Sic autem inesse sanctæ Sedi, ac Petri successoribus Christi Vicariis, rerum spiritualium plenam potestatem, ut simul valeant, atque immota consistant sanctæ æcumenicæ Synodi Constantinensis à Sede Apostolica comprobata, ipsique Romanorum Pontificum, ac totius Ecclesiæ usû confirmata, atque ab Ecclesiâ Gallicanâ perpetuâ Religione custodita Decreta de auctoritate Conciliorum generalium, quæ sessione quaritâ & quintâ continentur; nec probari ab Ecclesiâ Gallicanâ, qui eorum Decretorum, quasi dubiæ sint auctoritatis, ac minùs approbata, robur infringunt, aut ad solum schismatis tempus Concilii dicta detorqueant.

Art. 3. Hinc Apostolica potestatis usum moderandum per Canones Spiritu Dei conditos & totius mundi reverentiâ consecratos: valere etiam regulas, mores & instituta à Regno & Ecclesiâ Gallicanâ recepta, Patrumque terminos manere inconcussos; atque id pertinere ad amplitudinem Apostolicæ Sedis, ut statuta & consuetudines tantæ Sedis & Ecclesiarum consensione firmatæ, propriam stabilitatem obtineant.

Art. 4. In fidei quoque questionibus præcipuas summi Pontificis esse partes, ejusque Decreta ad omnes & singulas Ecclesias pertinere; nec tamen irreformabile esse judicium, nisi Ecclesiæ consensus accesserit. T. V, P. J. p. 252.

L'Edit du Roi, sur la déclaration du Clergé de France de ses sentiments touchant la Puissance Ecclésiastique, vérifié en Parlement, le 23 Mars 1682, comprend sept articles.

L'art. 1 défend d'écrire & d'enseigner aucune chose contraire à la déclaration.

L'art. 2 exige de tous ceux qui seront choisis pour enseigner la Théologie, qu'ils se fomentent à enseigner la Doctrine qui y est expliquée; soumissions dont seront fournies des copies aux Ordinaires des lieux & aux Procureurs-Généraux.

L'art. 3 porte, qu'où il y aura plusieurs Professeurs, l'un d'eux soit chargé d'enseigner tous les ans ladite Doctrine, & où il n'y auroit qu'un seul Professeur, il sera obligé de l'enseigner l'un des trois ans.

L'art. 4 enjoint aux Syndics des Facultés de Théologie de présenter tous les ans aux Ordinaires, & d'envoyer aux Procureurs-Généraux les noms des Professeurs chargés de cet enseignement; & aux Professeurs de représenter eux-mêmes les écrits qu'ils dictent à leurs Ecoliers, s'ils l'exigent.

L'art. 5 ordonne, que nul ne pourra être admis au degré de Licencié en Théologie ou en Droit Canon, ni être reçu Docteur, qu'après avoir soutenu ladite Doctrine dans l'une de ses Thèses.

L'art. 6 contient une injonction aux Evêques pour la faire enseigner dans l'étendue de leurs Diocèses.

L'article 7, pareille injonction aux Doyens & Syndics des Facultés. T. V, P. J. p. 255.

V. M. l'Archevêq. de Cambrai dit, dans son avis, qu'ayant été nourri dans des maximes opposées, il n'avoit pas cru d'abord pouvoir être de l'avis commun; mais qu'il se trouvoit convaincu par la force de la vérité établie par M. de Tournai. T. V, p. 551.

VI. Après l'enregistrement de l'Edit, le Parlement nomme des Députés pour se transporter en l'Université de Paris, en la Faculté de Théologie & en celle de Droit, pour y faire enregistrer l'Edit du Roi & la Déclaration du Clergé. Le 24 Avril, M. le Premier-Président, M. le Procureur-Général, avec plusieurs Conseillers, se transportent aux Mathurins, en l'Ass. de l'Université, ordonnée par Arrêt de la Cour, où quarante Députés, deux de chaque Faculté, & deux de chaque Nation, avec les Bédoux, portant leurs massés, sont venus les recevoir. Discours du Premier-Président, suivi de celui du Procureur-Général, qui requiert l'enregistrement de l'Edit & de l'Arrêt, dans les registres de l'Université, pour être exécutés selon leur forme & teneur.

Les mêmes, le 2 Mai, vont en Sorbonne, ils sont reçus par douze anciens Docteurs de la Faculté. Même procédé de la part des Commissaires du Parlement.

Les mêmes, le 8 Mai, se transportent aux Ecoles de Droit. Même procédé.

Enregistrement de la Déclaration,

de l'Edit & de l'Arrêt de vérification, dans les Commentaires de l'Université & des Facultés de Théologie & de Droit.

Les Procès-verbaux de ce qui s'est passé en ces trois transports des Députés de la Cour, & les trois enrégistresments se trouvent, T. V, P. J. p. 256 jusqu'à 266.

VII. M. l'Archevêque de Paris fait part, à l'Ass. de 1775, d'une Lettre de M. l'Electeur de Treves, concernant un Livre intitulé : *Iustini Febronii Jurisconsulti, de Statu Ecclesie & legitima potestate Romani Pontificis Liber singularis*. Il paroît, par cette Lettre, que l'Auteur de cet Ouvrage s'étoit du suffrage du Clergé de France, dans plusieurs opinions contraires à l'enseignement de l'Eglise Gallicane. L'examen dudit Ouvrage est renvoyé au Bureau de la Religion : le Rapport fait, & conformément à l'avis de la Commission, la Compagnie a prié son Eminence de faire connoître à M. l'Electeur, 1°. que l'Assemb. auroit désiré seconder de tout son pouvoir le zèle qui l'anime, pour écarter de son Diocèse tout ce qui peut altérer la pureté de la Foi; mais que touchant à la fin de ses séances, elle n'a pu se livrer à l'examen approfondi de l'Ouvrage; 2°. que cet Ouvrage est à peine connu en France d'un petit nombre de Théologiens, qui le regardent comme inexact sur les objets de la plus haute importance, notamment sur la primauté du Pape; 3°. que la Doctrine du Clergé de France, sur tous ces objets, consignée dans les déclarations & expositions de ses Assemblées, est le désaveu le plus formel de ceux qui osent s'appuyer de son autorité. T. VIII, p. 2239, 2240.

§. III. La Jurisdiction du Pape dans les Eglises est-elle immédiate ?

La Cour de Rome, disoit M. Chéron, dans son Rapport fait à l'Assemb. de 1682, dans l'affaire de Charonne, prétend que le Pape a une Jurisdiction immédiate dans tous les Diocèses; mais l'Eglise Gallicane n'est pas de ce sentiment. Les Officiers de cette Cour disent que le Pape est l'Evêque universel; quelques-uns d'eux remarquent, que cette qualité a commencé sous Xiste I; qu'il l'a prise dans une Epître adressée à toutes les Eglises, quoique dans l'Epître précédente, il n'ait pris que la qualité d'Evêque de l'Eglise Romaine.

Ils se fondent plus encore sur le Concile de Chalcédoine, où cette qualité fut donnée au Pape S. Léon. On leur répond, qu'on a toujours cru que cette qualité n'étoit que l'effet de l'imagination & de la vanité de Jean, Patriarche de Constantinople. On convient qu'au Concile de Chalcédoine, les Légats du S. Siege donnerent cette qualité au Pape; qu'elle fut insérée dans quelques Requêtes; mais on ne trouvera point que le Concile l'ait reçue & approuvée: aussi voit-on que S. Grégoire l'a rejetée dans son Epître à Euloge d'Alexandrie. Pour éclaircir davantage cette Doctrine, M. Chéron pose les principes suivans.

1°. Le Pape a la plénitude de puissance dans toute l'Eglise, dans le sens expliqué par Gerson.

2°. Encore que la puissance des Evêques soit de droit divin, nul néanmoins n'a dans l'Eglise universelle, ni dans la particulière, cette plénitude de puissance. Il n'y a que le Pape seul.

3°. Le gouvernement des Eglises particulières appartient aux Evêques, chacun dans sa portion, c'est-à-dire, dans son Diocèse.

4°. Le Pape doit, dans le gouvernement de l'Eglise, suivre les Canons, dont il jure l'observation le jour de son Couronnement: maxime établie par les plus grands Papes.

5°. Cette plénitude de puissance est donnée au Pape, *non in destructionem, sed in edificationem*: ainsi il faut toujours, comme dit Gerson, regarder non seulement *an possit, sed an liceat*. T. V, p. 394, 395.

Lors de l'Ass. de 1682, il paroît un libelle en défense des Brefs du Pape sur l'affaire de Charonne, où l'Auteur s'efforce d'établir la Jurisdiction immédiate du Pape. Cette Assemblée, pour arrêter le cours de cette Doctrine, arrêta d'envoyer dans les Diocèses la Lettre que l'Ass. de 1655 écrivit à tous les Prélats du Royaume, avec les articles qu'elle résolut alors, & qui ayant été égarés depuis long-temps, ont été heureusement retrouvés à l'honneur & à l'avantage de l'Eglise. T. V, p. 485 jusqu'à 488.

Dans un Factum fait pour l'Evêque d'Evreux contre son Chapitre, l'Avocat avoit avancé une proposition qui paroît établir la Jurisdiction immédiate du Pape dans les Diocèses. M. l'Evêque d'Evreux en fait lui-même le désaveu dans l'Assemb. de 1655. Voyez Evreux, n°. I.

§. IV.

§. IV. Causes de la supériorité du Pape à Rome, contre les Evêques.

I. Le Pape ne peut donner des Communes à Rome, ni hors de Rome, notamment les Evêques, sans donner des Communes. Cette maxime est 1650, au sujet d'un Nuncio par le Nuncio de T. III, de Grassé, n°. 5.

II. Sur l'autorité de cette autorité des Evêques & des Evêques. Voyez Evêques.

§. V. Droits & privilèges du Pape relativement aux Evêques.

I. Le consentement du Pape, doivent les subventions, & les fruits que le Clergé paye au Pape. Voyez Dons-gratuits.

II. Et à l'égard des biens du Clergé? Des Papes, portant fruits, des biens d'Eglise. Voyez Temporel, §. II.

III. Le Pape peut que chose, tant sur les nations du temporel de France, que sur les biens des Evêques, & des Clericis inuitis, & de la du Clergé? Voyez Annates.

IV. Sur le droit de Annates.

V. Sur le droit de gloire, à l'égard des Officiers. Voyez Spog.

VI. Sur les Compromis.

§. VI. Expédition des Brefs du Pape pour les Evêques.

Voyez Provisions.

P A P E

EN l'Ass. de 164 que, bien que de ré ait été exempt d'in peu cependant on l Paris; qu'un pareil doit à diminuer rou de Paris, & à les tra à Geneve, en quoi un notable intérêt. s pute à M. le Cardina Table de la Coll.

§. IV. *Causes des François portées à Rome, comment jugées?*

I. Le Pape ne peut citer les François à Rome, ni hors du Royaume, & notamment les Evêques. Il est obligé de donner des Commissaires *in partibus*. Cette maxime est établie dans l'Ass. de 1650, au sujet d'une citation ordonnée par le Nonce de Turin contre l'Evêque de Grasse. T. III, p. 585 & suiv. *Voyez* Grasse, n°. 5.

II. Sur l'autorité du Pape & l'exercice de cette autorité à l'égard des causes des Evêques & la forme des Jugemens. *Voyez* Evêques, §. XI.

§. V. *Droits & autorité du Pape relativement aux biens des Eglises.*

I. Le consentement & l'autorisation du Pape, doivent-ils intervenir dans les subventions, secours & Dons-gratuits que le Clergé accorde à nos Rois? *Voyez* Dons-gratuits, §. II.

II. Et à l'égard des aliénations des biens du Clergé? Différentes Bulles des Papes, portant faculté d'aliéner des biens d'Eglise. *Voyez* Aliénation du Temporel, §. II.

III. Le Pape peut-il ordonner quelque chose, tant sur les ventes & aliénations du temporel de l'Eglise en France, que sur les fruits des Bénéfices, comme décimes & autres subventions, *Clericis in viis*, & sans le consentement du Clergé? *Voyez* Aliénation, §. II.

IV. Sur le droit d'Annates. *Voyez* Annates.

V. Sur le droit de dépouille ou *Spoglio*, à l'égard des successions des Bénéficiers. *Voyez* Spoglio.

VI. Sur les Componendes, &c. *Voyez* Componendes.

§. VI. *Expéditions de Cour de Rome pour Bénéfices.*

Voyez Provisions de Cour de Rome.

P A P I E R.

En l'Ass. de 1645, il est remontré, que, bien que de tout temps le papier ait été exempt d'impositions, depuis peu cependant on l'y avoit assujéti à Paris; qu'un pareil établissement tendoit à diminuer toutes les impressions de Paris, & à les transférer à Leyde & à Geneve, en quoi la Religion avoit un notable intérêt. Sur quoi l'Ass. députa à M. le Cardinal Mazarin, pour le

Table de la Coll. des P. V.

prier de faire révoquer ladite imposition. T. III, p. 381.

Même représentation faite au Cardinal Mazarin par l'Assemb. de 1655. T. IV, p. 417.

P A P I E R T E R R I E R.

Voyez Terrier.

P A P I E R T I M B R É.

I. LES Délibérations des Assemblées-Général. du Clergé, touchant les Dons-gratuits, confirmées par des Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes, ainsi que par les Contrats passés avec le Roi, contiennent la clause, que, suivant l'usage ordinaire & pratiqué dans tous les Diocèses, tous les aveuements, commandements, assignations, saisies, arrêts, exécutions, quittances, registres & toutes diligences qu'il conviendra faire pour le recouvrement de toutes les impositions faites sur le Clergé, continueront d'être faits en papier non timbré, sans être sujets au droit de contrôle des exploits. *Voyez* le premier Supplément de la Table, n°. I, II, III, IV ad calcem.

II. En l'Ass. de 1685, M. l'Archev. de Bordeaux se plaint de ce que les Commis au papier timbré, avoient fait assigner les Grands-Vicaires, sur ce qu'ils faisoient souscrire le Formulaire par les nouveaux pourvus de Bénéfices sur du papier ordinaire, & prétendoient même les obliger dans la suite à se servir du même papier timbré, pour les permissions de prêcher & de confesser. L'Assemb. prie le Prélat de s'en plaindre à M. le Contrôleur-Général. T. V, p. 612.

III. L'Ass. de 1685, art. 26 du Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger, tant les Chambres Ecclésiastiques, les Curés & les Greffiers des Cours & Communautés Ecclésiastiques, de changer de papier timbré, au changement des baux, jusqu'à ce que leurs registres soient remplis. *Accordé avec modification*. Recueil, p. 1471.

P A P O U L. [S A I N T-]

I. Le Chapitre de Saint-Papoul, qui étoit régulier de l'Ordre de saint Benoît, supplie l'Assemblée de 1655, de lui accorder sa protection auprès du Pape, pour obtenir de Sa Sainteté la sécularisation dudit Chapitre; ce que l'Assemb. accorde. Sa Lettre au Pape. Ordre aux Agents d'appuyer le Chapitre par-tout où besoin sera pour le re-

Cccce

préjudicieront en rien aux droits de la Province de Sens. T. II, p. 650.

1645. Dans l'Assemblée de 1645, protestation de l'Archevêque de la Province & du Chapitre de Sens, tendante à ce que la réception du Député de la Province de Paris ne pût nuire, ni préjudicier aux droits & prérogatives de l'Archevêché de Sens, ni aux résolutions prises sur ce sujet en 1625 : M. l'Evêque de Chartres proteste au contraire pour la Province de Paris. T. III, p. 117.

1650. En l'Assemblée de 1650, M. l'Evêque d'Orléans, au nom de la Province de Paris, s'oppose à la réception du Procès-verbal de la Province de Sens, par rapport à la députation, en ce qu'il paroît que l'Archev. de Paris & les Evêques de Meaux, de Chartres & d'Orléans, avoient été appelés à l'Ass. Provinciale, comme Suffragants de la Province de Sens, & que ladite Assemblée avoit été convoquée & tenue en l'Hôtel de Sens à Paris; ce qui portoit préjudice à l'érection de l'Archevêché de Paris en Province distincte & séparée de celle de Sens. M. l'Evêque d'Auxerre, d'autre part, demande d'être reçu opposant à la Procuration de la prétendue Province de Paris. M. l'Archev. de Sens demande d'être oui sur le différend de sa Province avec celle de Paris : son discours & ses moyens : M. l'Evêque d'Orléans demande que M. l'Archevêque de Paris soit entendu. M. le Coadjuteur de Paris vient à l'Assemblée : deux points de sa défense. 1°. Droit de la Province de Paris d'être reconnue pour telle avec le pouvoir de nommer ses Députés : 2°. nullité de la députation de la Province de Sens sur ce qu'elle avoit été faite hors de son territoire : réplique de l'Archevêque de Sens à ces deux articles.

L'Assemblée nomme des Commissaires pour examiner conjointement les deux Procurations : elle juge à propos de supplier leurs Majestés d'interposer leur autorité pour accommoder l'affaire. La Reine témoigne son desir pour que le titre d'Archevêché soit conservé à l'Eglise de Paris; elle promet de dédommager l'Eglise de Sens par l'union d'une Abbaye audit Archevêché : les deux Archev. acquiescent aux volontés de la Reine, mais à certaines conditions; savoir, l'Archev. de Paris, sous les protestations que son consentement à ce que la Province de

Sens opinât suivant ses procurations, ne pût nuire, ni préjudicier à ses droits; & l'Archev. de Sens, sans aussi que son consentement pour que les deux Provinces opinassent séparément, ne pût servir de préjugé contre les prétentions, se réservant de les faire juger en temps & lieu, & à condition que le dédommagement proposé fût exécuté avant la fin de l'Assemblée. La Compagnie desirant terminer l'affaire, a été d'avis d'opiner; & après délibération prise par les Provinces, l'Ass., suivant les ordres de la Reine, du consentement des Parties, reçoit les Députés des deux Provinces de Sens & de Paris, à opiner séparément, sans préjudice des droits & des oppositions des Parties. T. III, p. 441 jusqu'à 449.

L'Ass., qui se proposoit de terminer le différend avant la séparation, poursuit l'exécution du moyen proposé par la Reine; savoir, de dédommager l'Eglise de Sens, en y annexant pour 15 mille liv. de rente de bien d'Eglise. Il en est parlé à Son Eminence le Cardinal Mazarin, par les Commissaires de l'Assemblée, qui proposent de donner, avant la fin de l'Assemblée, un Brevet de retenue des premiers Bénéfices qui viendront à vaquer jusqu'à la concurrence de ladite somme, signé des quatre Secrétaires d'Etat. Le Cardinal se charge d'en parler à la Reine. Peu de temps avant la séparation de l'Assemblée, M. l'Evêque d'Orléans représente que les différends entre les deux Provinces, avoient cessé par la proposition qui avoit été faite d'un dédommagement à l'Eglise de Sens; que la Reine s'y étant engagée, étoit entrée en exécution d'une partie par le don qu'elle avoit fait de l'Abbaye de Saint-Remi à M. de Sens, qui lui avoit été dès lors offerte pour ce sujet; qu'il supplioit la Compagnie qu'il en fût fait mention dans le Procès-verbal pour l'intérêt de la Province de Paris. T. III, p. 690, 691.

M. l'Evêque d'Auxerre demande, de son côté, pour l'intérêt de la Province de Sens, que la réception des Députés de la Province de Paris ne puisse nuire aux droits de la Province de Sens, jusqu'à ce que la parole donnée par la Reine pour le dédommagement de l'Eglise de Sens, soit entièrement exécutée, protestant, en cas d'inexécution, de se pourvoir comme elle verra bon être. M. d'Orléans proteste au contraire, dont ils demandent réciproquement

acte, qui leur est accordé par l'Ass., laquelle ordonne de plus aux Agents de faire toutes les poursuites nécessaires pour l'exécution des choses promises, & prie en même-temps les Prélats des deux Provinces de s'y employer. T. III, p. 691, 692.

Sur les difficultés survenues pour la convocation & la tenue de l'Assemb. Provinciale de Paris, pour députer à l'Assemb. Gén. de 1655. *Voyez* Ass. Générales, §. I, Ass. de 1655.

1655. En cette Assemb. de 1655, M. l'Archevêque de Sens, dans la séance du 11 Février 1656, allègue ses moyens contre l'érection de l'Evêché de Paris en Archevêché. Il fait d'abord l'histoire de ce qui s'étoit passé, tant à Paris qu'à Rome, pour parvenir à cette érection; il expose ensuite ce qui s'est passé dans les Assemb. tenues depuis les Bulles d'érection, & les protestations qu'il avoit toujours renouvelles contre la dite érection, sans qu'on pût regarder au moment qu'il parloit, cette érection comme chose terminée, & contre laquelle on ne puisse point revenir. T. IV, P. J. p. 22 & suiv.

Sur la demande de M. l'Archevêque de Sens, faite à l'Ass. de 1655, la Compagnie déclare, que l'ineécution de la Commission donnée à Mrs. les Commissaires, ne pourra nuire, ni préjudicier aux droits dudit Archevêque & aux protestations par lui faites, & qu'elle n'entend pas se départir de la protection qu'elle lui a ci-devant accordée. Ordonné que copie lui sera délivrée de la présente délibération. T. IV, p. 376.

1670. La contestation entre les Provinces de Sens & de Paris, & leurs protestations réciproques pour la conservation de leurs droits respectifs, se renouvelent en l'Assemb. de 1670, au sujet de la nomination de M. l'Abbé de la Hoguette à l'Agence. *Voyez* Agents, §. II, an. 1670.

1672. Enfin, le différend des deux Provinces a été entièrement terminé par l'union de la Menfe Abbatiale de l'Abbaye de Notre-Dame du Mont-saint-Martin à l'Archevêché de Sens. On peut voir au Tome II des Mémoires du Clergé, les pieces relatives à cette union; savoir, la Bulle du Pape Clément IX de l'an 1668; le Décret d'union en exécution de la Bulle; les Lettres-Patentes du 7 Mars 1671, pour l'enregistrement de la Bulle au Grand-Conseil; l'Arrêt de vérification du 9

Septembre 1671; les Lettres-Patentes du 10 Mars 1672, pour la vérification de la même Bulle au Parlement de Paris, avec l'Arrêt.

II. Depuis ce temps, le tour des deux Provinces, pour nommer à l'Agence, se trouve réglé. La Province de Paris est en tour avec celle d'Albi. T. V, p. 684.

III. Usage dans la Métropole de Paris, suivant lequel les deux Officialités, Diocésaine & Métropolitaine, sont quelquefois exercées par la même personne; & soit qu'elles se trouvent séparées ou réunies, la Métropolitaine n'exerce aucune supériorité sur la Diocésaine. Cet usage est-il légitime? *Voyez* Officiaux, §. III, n°. II.

§. II. Contestations au sujet de la préférence & de la Jurisdiction de M. l'Archevêque de Paris.

I. En l'Assemb. extraordinaire des Prélats, tenue en la Salle de l'Archevêché de Paris, en 1665, il est donné acte à M. l'Archev. de Sens, de la protestation que M. l'Evêque d'Auxerre a faite, de la part, à la Compagnie, que la conférence de Mrs. les Prélats qui se sont trouvés à Paris, & qui a été tenue à l'Archevêché, ne pourra préjudicier au droit d'ancienneté de M. l'Archevêque de Sens, ni à celui de Mrs. les autres Archevêques & Evêques pour présider aux Assemblées particulières. T. IV, P. J. p. 178, 179.

II. En l'Ass. de 1665 s'élève un différend sur la préférence, entre M. de Péréfixe, Archev. de Paris, & M. de la Mothe-Houdancourt, Archev. d'Auch. *Voyez* Préférence, §. I, n°. VI.

III. Entreprise de l'Evêque de Lausanne sur la Jurisdiction de M. l'Archev. de Paris. Cet Evêque avoit donné la Tonsure dans l'Eglise du Temple à des Chevaliers de Malte, sans le licet de M. le Cardinal de Noailles, qui s'en plaint à l'Assemb. de 1713. *Voyez* Evêques, §. IX, an. 1713.

Autre entreprise de M. le Grand-Prieur de France contre la Jurisdiction de M. l'Archevêque de Paris, par un mandement qui ordonnoit des Prieurs publics dans le Temple & autres Eglises dépendantes. *Voyez* Malte, §. II, an. 1745.

IV. Préentions de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés sur la Jurisdiction. *Voyez* Réguliers, §. V, n°. II.

V. Contestation entre l'Archev. de

Paris & le Trésorier de la ville de Vincennes. *Voyez* Vincennes.

§. III. Séance de l'Assemb. aux Evêques.

Voyez Evêques.

§. IV. Rentes du Clergé assignées sur la ville de Paris.

Voyez Rentes.

§. V. Autres affaires de Paris & quelques Villes.

I. On propose un projet pour établir des pices sacerdotales pour les Prêtres et les pices.

II. Sur les Etats de Paris. *Voyez* Etats.

III. En l'Assemb. tenue entre le D. de Paris, l'Archidiacre de Paris, le Commandataire de Paris, tous Députés de Sens; savoir, lequel des Prélats, porteur de la Préférence, §. I, n°. VI.

IV. Sur l'Université de Paris. *Voyez* Sorbonne.

V. Sur la Faculté de Paris. *Voyez* Sorbonne.

VI. Sur la Sainte Chapelle. *Voyez* Chapelles.

PARISIS. [

Voyez Domaines.

PAR J

Voyez Mensonges.

PARLE

Voyez Juges Ro

PARO

I. Le Règlement de Paris, renouvelé pour contraindre les fidèles Ecclésiastiques, à ne pas prêcher ou d'enseigner la doctrine contraire à ce de fournir au peuple ou aucun prétexte,

1641 PARLEMENTS. PAROISSE. PARRAINS, &c. 1643

Paris & le Trésorier de la Sainte-Chapelle de Vincennes, sur la Jurisdiction. *Voyez Vincennes.*

§. III. Séance de l'Archev. de Paris aux Assemblées du Clergé.

Voyez Evêques Diocésains.

§. IV. Rentes du Clergé prétendues assignées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville.

§. V. Autres articles concernant Paris & quelques Corps de cette Ville.

I. On propose à l'Assemblée de 1679 un projet pour établir à Paris des Hospices sacerdotaux pour loger & recevoir les Prêtres étrangers. *Voyez Hospices.*

II. Sur les Etats-Généraux tenus à Paris. *Voyez Etats.*

III. En l'Assemblée de 1595, contestation entre le Doyen de l'Eglise de Paris, l'Archidiacre de Sens, & l'Abbé commendataire de S. Marian d'Auxerre, tous Députés de la Province de Sens; savoir, lequel d'eux, en l'absence des Prélats, porteroit la parole? *Voyez Prééance*, §. I, n°. VIII.

IV. Sur l'Université de Paris. *Voyez Universités*, §. II.

V. Sur la Faculté de Théologie de Paris. *Voyez Sorbonne.*

VI. Sur la Sainte-Chapelle de Paris. *Voyez Chapelles.* [Saintes-]

PARISIS. [DROIT DE]

Voyez Domaine du Roi.

PAR JURE.

Voyez Menfonge.

PARLEMENTS.

Voyez Juges Royaux.

PAROISSE.

I. Le Règlement des Réguliers, dans l'art. 1, renouvelle la Loi de pouvoir contraindre les fideles, par les Censures Ecclésiastiques, à assister, au moins de trois Dimanches, l'un, à la Messe de Paroisse, & défend aux Religieux de prêcher ou d'enseigner aucune Doctrine contraire à cette obligation, & de fournir au peuple aucune occasion, ou aucun prétexte, de s'y soustraire,

en prêchant ou faisant des Processions, & en tenant des Congrégations pendant la Messe de Paroisse. T. II, P. J. p. 63.

Deux Peres Jésuites & un Capucin prêchant à Rouen, parlent contre l'obligation d'assister à la Messe de Paroisse : ils furent obligés d'en faire un désaveu public. L'Assemblée de 1641 ordonne d'avoir l'acte du désaveu. T. III, p. 102.

Le même Clergé, assemblé en 1655, a censuré cette proposition. Il n'y a aucune obligation de conscience d'assister aux Eglises Paroissiales, soit pour y recevoir annuellement le Sacrement de Pénitence, soit pour y entendre la Messe Paroissiale & les Prônes, pour s'y faire instruire des choses de la foi & des bonnes mœurs, aux Catéchismes & aux Sermons qui s'y font... & cette autre : Les Evêques, les Conciles Provinciaux & Nationaux ne peuvent établir cette obligation, ni ordonner aucunes peines ou censures contre ceux qui n'y satisferont pas. *Voyez Censures doctrinales*, an. 1655, n°. XVIII.

L'Assemblée de 1700 a renouvelé la Censure de ces propositions, & y a ajouté les notes particulières.

Nullus in foro conscientie Parochia sua interesse tenetur, nec ad annum confessionem, nec ad Missas Parochiales, nec ad audiendum verbum Dei, divinam legem, fidei rudimenta, morumque Doctrinam, quæ ibi in Catechismis annuntiantur & docentur.

Talem legem in hac materia, nec Episcopi, nec Concilia Provinciarum, nec nationum, sancire, nec delinquentes aliquibus penis, aut Ecclesiasticis Censuris, mulctare possunt.

Harum propositionum Doctrina falsa est, temeraria, scandalosa, jam à Clero Gallicano damnata, sacris Canonibus, Concilio Tridentino, & Apostolicæ Traditioni contraria, dicente Apostolo, Non deferentes collectionem nostram, sicut consuetudinis est quibusdam. T. VI, P. J. p. 106, 207.

II. Sur la Confession & Communion Paschale dans la Paroisse. *Voyez Confession.*

PARRAINS. MARRAINES.

Les Religieux & les Religieuses ne peuvent servir de Parrains & de Marraines. C'est la disposition de l'art. 8 du Règlement des Réguliers. T. II, P. J. p. 63.

PATRIMOINE.

I. PARMI les différents moyens d'acquitter la subvention, tenant lieu de la Capitation, l'Asl. de 1695 a ordonné une taxe sur les biens patrimoniaux des Ecclésiastiques. T. VI, p. 163, 166, 167, 170.

II. Dans la discussion des différents moyens pour l'acquit du Don-gratuit, examinés par la Commission dans l'Alf. de 1734, se présente la même question des biens patrimoniaux des Ecclesiastiques, favior, s'ils devoient supporter une taxe pour diminuer d'autant celle des Bénéficiers. L'on observe, qu'à la vérité, le Roi avoit accordé dans le temps de l'imposition du dixieme, une somme de cent mille liv. pour indemniser le Clergé de la retenue du dixieme qui étoit faite sur les biens patrimoniaux; mais que cette somme n'ayant aucune proportion avec le profit qu'on tireroit de la taxation des mêmes biens, il étoit avantageux de faire plusieurs instances pour solliciter une exemption entiere, ou dans le cas du refus, une indemnité plus considérable. L'Assemb. ayant député sur ce sujet à M. le Contrôleur-Gén., ce Ministre répond, que, pour venir au secours du Clergé, Sa Majesté lui accorderoit la retenue du dixieme qui seroit faite par le Clergé, sur ses Rentiers tant anciens que nouveaux; qu'une pareille indemnité seroit d'autant plus agréable à la Compagnie, que dans les emprunts précédents elle avoit été limitée par la fixation d'une somme de cent mille liv.

L'Assëmb. jugeant que, quelque onéreux que fussent les nouveaux engagements du Clergé, il lui seroit toujours aussi utile qu'honorable de les cimenter par la confiance & par les preuves de son désintéressement, fait une remise entière & abolit du dixieme sur toutes les rentes continuës sur le Clergé, sans exception, ni distinction. T. VII, p. 1275 juif. 1279.

En l'Affemb. de 1742, on examine la même question, si les biens patrimoniaux des Ecclesiastiques doivent supporter une taxe annuelle, pour diminuer d'autant celle que les Bénéficiaires seront tenus de supporter pour raison du nouveau Don-gratuit. Le Roi accorde au Clergé la même faculté de renier la dixieme sur tous ses Rentiers, pour l'indemniser de ses prétentions sur la taxe des biens patrimoniaux des

Ecclesiastiques. L'Assemb. en use de même que l'Assemblée de 1734. T. VII, p. 1813, 1814. *Voyez* Dont-gratuits, an. 1744.

III. Sur l'imposition à la taille des biens patrimoniaux des Ecclésiastiques. *Voyez Impôts, §. II.*

IV. Sur le parrimoine suivant de
titre Clérical & les exemptions. Voyez
Titre Clérical.

PATRONAGE.

I. Le Clergé a toujours prétendu, que les Seigneurs faisant profession de la R. P. R., sont privés du droit de patronage des Bénéfices ; que la nomination en est dès lors dévolue de plein droit aux Ordinaires, sans qu'il soit libre auxdits Sgrs. de déléguer un Procureur Catholique.

En l'An. des Prélats extraordinaire-
ment assemblés à Paris, en 1651, il
est parlé d'un Arrêt du Conseil rendu
dans d'autres maximes : ledit Arrêt
portoit, que lesdits Sgrs. de la R. P. R.
seroient simplement obligés de nom-
mer un Catholique à leur choix, qu'ils
présenteroient à l'Evêque; ce qui cho-
que, disent les Prélats, 1.^o l'usage, les
Evêques étant dans celui de nommer
en ce cas *pleno jure* : 2.^o l'Arrêt rendu
au Parlement de Paris en 1644, qui
porte, que les Sgrs. des terres ayant
droit de patronage laïque, ne peuvent
user de ce droit en l'Eglise, ni présen-
ter aux Bénéfices, pendant qu'ils font
profesion de la R. P. R. Les Prélats
assemblés, arrêtent, qu'il sera écrit par
les Agents, une Lettre circulaire aux
Evêques, pour les avertir que l'Arrêt
du Conseil est un Arrêt obtenu sur
requête contre lequel les Agents se sont
pouvus par opposition, & en deman-
dant le rapport, attendu qu'il a été
donné sans eux; qu'ainsi ils ne doivent
pas changer de conduite, ni se départir
des résolutions prises sur ce sujet.
T. IV, P. Just. p. 7.

Le patronage de ceux de la Religion prétendue-réformée, est un des points principaux proposés dans l'Assemb. de 1655, & traité dans les conférences des Députés du Clergé avec Mrs. du Conseil.

Il y avoit une instance sur le fait de patronage pendante au Conseil sur le point d'être jugée. La Compagnie ordonne aux Agents d'intervenir. Plusieurs plaintes ayant été faites sur le même sujet, & notamment de l'Arrêt du Conseil, du 8 Juillet 1651, l'Ad.

nomme des Com
sous les Mémoire
& pour suivre en
aux conférences q
l'exécution de l'ar
tièrement favorabl
ques.

Dans une de ces
du Conseil promett
tion sur l'article de
Arrêt du Conseil p
de celui qui donne
faculté de nommer
tholiques, qui prés
ces dépendants de
p. 173.

Dans la séance du
mer sur le Bureau l.
chant les Patronages
ligion ; elle est trou
vœux de l'Assemb. q
rification. T. IV, p.

La Déclaration
qu'au Parlement de
1660 demande à M.
duplicata pour tous
Royaume; & en arte
la faire registrer, el
ner un Arrêt d'évoc.
d'affaires au Conseil
189.

C'est une nouve
Canon, disent Mrs.
dans leur rapport à
qu'un Hérétique pui
de Patronage: ceux
tendue-réformée p
droit étant réel, att
rie, ils doivent en
tion du 16 Septembr
celle de 1636, art. 2
droits de Patronage
dis que les Possesse
seront profession de
tendue-réformée, &
vêque confèrera cep
droit, sans préjudic
terre, ledit empêch
son de ce Règlement
pos, afin de fortifier
de la faire vérifier d
veraines, & d'obten
Lettres de Jussion. T.

En l'Aff. de 1725, de Lyon fait remettre Jurisdiction, la Requête au Conseil d'Etat la cassation d'un Arrêt Dijon, rendu le 2 Janvier, par lequel le Pape a boute ce Prélat de l'Avant présentée à ce

nomme des Commissaires pour voir tous les Mémoires sur cet article, & pour suivre ensuite au Conseil, & aux conférences qui doivent se tenir, l'exécution de l'art. 16 du Cahier, entièrement favorable au droit des Evêques.

Dans une de ces conférences, Mrs. du Conseil promettent une Déclaration sur l'article des Patronats, & un Arrêt du Conseil portant révocation de celui qui donne aux Protestants la faculté de nommer des Procureurs Catholiques, qui présentent aux Bénéfices dependants de leurs terres. T. IV, p. 173.

Dans la séance du 15 Décembre, on met sur le Bureau la Déclaration touchant les Patronages de ceux de la Religion; elle est trouvée conforme aux vœux de l'Assemblée, qui en pourvoit la ratification. T. IV, p. 183, 185.

La Déclaration n'étant adre.ssée qu'au Parlement de Paris, l'Assemblée de 1660 demande à M. le Chancelier un duplicata pour tous les Parlements du Royaume; & en attendant qu'on puisse la faire registrer, elle le prie de donner un Arrêt d'évocation de ces sortes d'affaires au Conseil-Privé. T. IV, p. 389.

C'est une nouveauté dans le Droit Canon, disent Mrs. les Commissaires dans leur rapport à l'Assemblée de 1660, qu'un Hérétique puisse jouir du droit de Patronage: ceux de la Religion prétendue-réformée prétendent que ce droit étant réel, attaché à la Seigneurie, ils doivent en jouir. La Déclaration du 16 Septembre 1656, art. 5, & celle de 1636, art. 24, mettent lesdits droits de Patronage en surseance, tandis que les Possesseurs desdits droits feront profession de la Religion prétendue-réformée, & ordonnent que l'Evêque conférera cependant de plein droit, sans préjudice du droit de la terre, ledit empêchement cessé. Raison de ce Règlement. Il seroit à propos, afin de fortifier les Déclarations, de les faire vérifier dans les Cours souveraines, & d'obtenir pour cela des Lettres de Jussion. T. IV, p. 398.

En l'Ass. de 1715, M. l'Archevêque de Lyon fait remettre au Bureau de la Jurisdiction, la Requête par lui présentée au Conseil d'Etat, pour demander la cassation d'un Arrêt du Parlement de Dijon, rendu le 1 Janvier 1713, qui déboute ce Prélat de la Requête qu'il avoit présentée à ce Parlement, pour

être maintenu dans le droit de nommer à la Chapelle de Saint-Claude de Colligni, attendu que M. le Prince de Montbelliard, Patron, faisoit profession de la Religion Luthérienne. La Commission juge cette affaire très-importante. La Compagnie prie M. le Président d'écrire à M. le Marquis de la Vrillière, Secrétaire d'Etat, pour lui marquer l'intérêt qu'elle prend à cette affaire. T. VII, p. 446, 447.

II. Vers le temps de l'Assemblée de 1765, il s'étoit élevé une contestation au sujet de la démission faite par M. le Curé de Saint-Sulpice, de sa Cure, entre les mains de M. l'Abbé de Saint-Germain, simple Patron & présentateur de la Cure. La question se réduisoit à savoir, si une pareille démission n'étant point suivie de l'acceptation de l'ordinaire Collateur, ni agréée par lui, étoit valide? L'Arrêt intervenu au Parlement le 21 Mai 1765, a déclaré pareille démission nulle. L'Assemblée de 1765 fait écrire à tous les Evêques pour leur donner connoissance de cet Arrêt. T. VIII, p. 1515.

III. A qui doit appartenir le Patronage des Bénéfices dependants des Prieurés unis aux Colleges ci-devant régis par les Jésuites? Est-ce aux Bureaux d'administration, ou aux Evêques Diocésains? Voyez Abbayes, n°. III.

IV. Un Patron, ou descendant des fondateurs d'un Bénéfice, devenu pauvre, peut-il demander & exiger une pension alimentaire sur les revenus du Bénéfice? Voyez Fondations, n°. IX.

P A U.

I. Le Roi avoit accordé ses Lettres de Déclaration aux sieurs Abbés de la Réole, Luc & Sauvelade pour leur faire avoir entrée, séance & voix délibérative au Parlement de Pau. Sur les instances de l'Assemblée de 1645, l'Abbé de la Réole poursuit long-temps la vérification desdites Lettres, sans aucune réponse à sa Requête: il fait sommation au Procureur-Général, qui s'en étant plaint au Parlement, les Chambres assemblées, au lieu de délibérer, le Parlement décrète ledit Abbé d'ajournement personnel. L'Abbé supplie l'Assemblée de 1650, de lui accorder l'intervention des Agents, afin de pour suivre au Conseil la cassation de l'Arrêt, & obtenir le renvoi au Grand-Conseil de toutes les affaires qu'il peut avoir audit Parlement; ce qui lui est accordé: ordonné aussi que lesdites



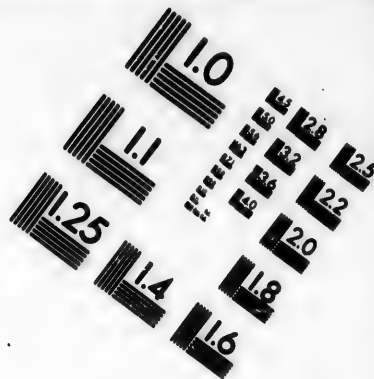
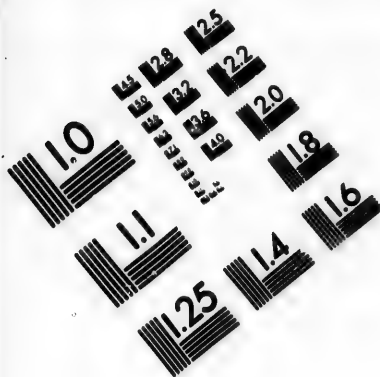
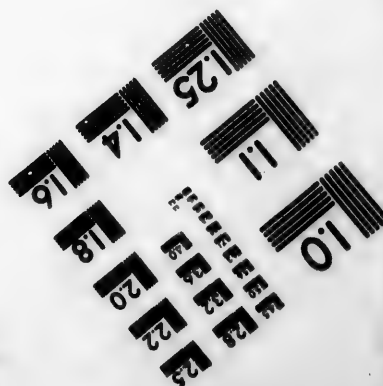
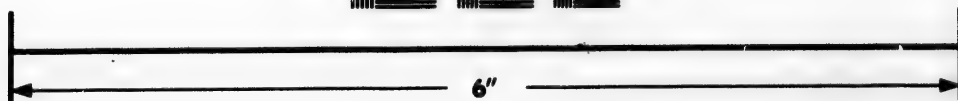
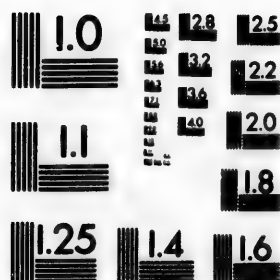


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

**23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

1.8
2.0
2.2
2.5
2.8
3.2
3.6
4.0
4.5
5.0
5.6
6.3
7.1
8.0
9.0
10.0
11.2
12.5
14.0
16.0
18.0
20.0
22.5
25.0
28.0
31.5
36.0
40.0
45.0
50.0
56.0
63.0
71.0
80.0
90.0
100.0

10
01
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99

Lettres seront mises entre les mains des Commissaires à ce députés, pour en demander la vérification au Parlement de Pau. T. III, p. 563.

Le Parlement de Pau n'ayant point encore satisfait aux Lettres & ordres du Roi, l'Evêque de Cominges en fait le rapport à l'Assemb. de 1655, qui ordonne aux Agents de solliciter auprès de Sa Majesté les Arrêts, Déclarations, Lettres de Jussion & Provisions nécessaires pour l'enregistrement desdites Lettres-Parentes, & la réception desdits Abbés. T. IV, p. 288, 289.

L'Assemb. de 1665 s'intéresse & sollicite de nouveau pour la même affaire en faveur des sieurs Abbés. L'origine & les suites de l'affaire y sont rapportées. T. IV, p. 992, 993.

II. Le Parlement de Pau exige des Evêques de Lescar & d'Oléron, Conseillers-nés, qu'ils prêtent leur serment à genou. *Voyez* Oléron, §. II, n°. III.

III. L'Assemb. de 1665 fait instance auprès du Roi, pour que l'Abbaye de la Réole, qui est dans un désert, soit transférée à Pau, & érigée en Chapitre de Collégiale; ce qui avoit été déjà ordonné par Sa Majesté. T. IV, p. 1041.

Même délibération de l'Ass. de 1670. T. V, p. 129.

IV. Sur l'établissement d'une Chambre Ecclésiastique souveraine à Pau. *Voyez* Béarn, §. III, n°. VI.

V. La Basse-Navarre a des Paroisses dépendantes des Evêques d'Acqs, de Tarbes & de Bayonne. Le Parlement de Pau veut que ces Evêques y tiennent des Vicaires-Généraux. *Voyez* Vicaires-Généraux, §. I, n°. I.

VI. En l'Assemb. de 1730, M. l'Archevêque d'Auch demande le secours des sollicitations de Mrs. les Agents, au sujet de la demande qu'il entend former en cassation d'un Arrêt du Parlement de Pau, par lequel il a été ordonné que le Prétroire de l'Officialité foraine d'Oléron, seroit établi en la Ville de Pau, où l'Official qui résidoit à Oléron, seroit tenu de résider. T. VII, p. 1122, 1123.

PAUL-THOIS-CHATEAUX. [S.]

I. Mr. l'Evêque de Saint-Paul-trois-Châteaux demande la protection de l'Ass. de 1670, sur ce que ses Prédécesseurs ayant joui souverainement de la Ville de Saint-Paul, où depuis ils avoient appelé en paréage l'Empereur Frédéric, au droit duquel le Roi a succédé, il étoit arrivé que les Fermiers

de Sa Majesté prétendoient des droits qui ne leur sont point dus, & qui sont contraires à la possession des Evêques. Ordonné aux Agents d'intervenir partout où besoin seroit. T. V, p. 123, 124.

II. Un Evêque de Saint-Paul-trois-Châteaux est accusé d'ordonner des étrangers sans dimissoires. Délibérations des Assemb. de 1695 & de 1700 à ce sujet. *Voyez* Ordinations, §. III.

PAULETTE.

OFFICES de Justice & de finance rendus héréditaires, au moyen d'une somme par an. Réclamation contre ce droit dans les Etats de 1614. *Voyez* Etats-Gén. en 1614.

Sur le paiement de la Paulette pour l'hérédité des charges de Notaires Apostoliques. *Voyez* Notaires, §. I.

PAUVRES.

BUREAUX des Pauvres. Aumônes des Pauvres. Aumônes des Assemb. *Voyez* Aumônes.

PAYEURS, RECEVEURS ET CONTROLEURS DES RENTES DE L'HOTEL-DE-VILLE ASSIGNÉES SUR LE CLERGÉ.

LEUR création : leurs comptes : leurs débits, &c. *Voyez* Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. II.

PÉAGES.

HENRI IV avoit, par un Edit, réduit les droits de péages de sel sur le Rhône & autres rivières, en argent; ce qui portoit préjudice à beaucoup de Bénéficiers. L'Assemb. de 1600, dans l'art. 30 de son Cahier, supplie Sa Majesté de déclarer que les Ecclésiastiques ne seront point compris dans cet Edit, & qu'ils jouiront desdits droits de péages en espèce de sel, *rejeté*. T. I, P. J. p. 180, 181.

Le Roi Louis XIII, par son Ordonnance de 1629, art. 445, ordonnoit à tous Seigneurs ayant des terres situées le long des côtes, rivières, chemins & passages, & les Communautés des Villes, ayant droit de lever & prendre sur les vaisseaux, & sur les denrées & marchandises qui entrent & sortent, passent & repassent les rivières, de remettre un tableau au Greffe de la Jurisdiction de la Marine, & un autre en lieu éminent, à l'endroit du passage ou

où la rec des droi

Le C cepter le donnanc munités sont exe nombre le Roi n ce qu'ils Loix de L'Ass.

à l'Evêq venoit d seil, à ca sel sur le Rhône &

La mé cours de ge, au non, qui de péage à cause

Voyez C

L'Evêq Traitant maine ali sur le Rhône demand

1660, qu d'obtenir pour les t que pour Royaume

Dans l l'Assemb. des Eaux article qu Bois, §.

L'Evêq temps im dans la V lui est co Ville. Int l'Assemb. n°. 7.

L'Assen Cahier du jecté d'ex Décembre par double des droits Pontonag nent aux nautés, ai octrois ac munautés & ceux d

Roi n'a f astiques n'y a auc

Table

où la recette se fait, contenant la taxe des droits, &c.

Le Clergé supplie Sa Majesté d'excepter les Ecclésiastiques de cette Ordonnance, d'autant que par leurs immunités & Contrats avec le Roi, ils sont exempts de fournir aux & dénombrements. La réponse porte, que, *le Roi n'oblige les Ecclésiastiques qu'à ce qu'ils peuvent pour s'éclaircir des Loix de la Marine.* Recueil, p. 1383.

L'Ass. de 1645 accorde sa protection à l'Evêque de Valence, contre qui il venoit d'être rendu un Arrêt du Conseil, à cause d'un droit de prendre du sel sur les bateaux descendants par le Rhône & l'Isère. *Voyez Sel.*

La même Ass. vient aussi au secours de quelques Abbés de Saintonge, au sujet d'un droit de Confirmation, qui leur étoit demandé pour droit de péage sur la rivière de Charente, à cause des bateaux chargés de sel. *Voyez Confirmation.*

L'Evêque d'Uzès, pour suivi par le Traitant de la vente & revente du Domaine aliéné, pour les péages qu'il leve sur le Rhône, à cause de son Evêché, demande la protection de l'Ass. de 1660, qui prie l'Archevêque de Rouen d'obtenir un Arrêt de décharge, tant pour les Evêques de Viviers & d'Uzès, que pour tous les autres Bénéficiers du Royaume. T. IV, p. 750.

Dans les remontrances qu'a faites l'Ass. de 1670, sur l'Ordonnance des Eaux & Forêts, de 1669, il y a un article qui concerne les péages. *Voyez Bois*, §. I, n°. II.

L'Evêque de Grenoble jouissoit de temps immémorial d'un droit de péage dans la Ville de Grenoble : ce droit lui est contesté par les Consuls de la Ville. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1735. *Voyez Grenoble*, n°. 7.

L'Ass. de 1710, art. 16 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté d'excepter de sa Déclaration de Décembre 1708, qui ordonne la levée par doublement, pendant sept années, des droits de péages, passages, bacs, Pontonnages, &c., ceux qui appartiennent aux Bénéficiers & aux Communautés, ainsi qu'elle en a excepté les octrois accordés aux Villes & aux Communautés Ecclésiastiques du Royaume, & ceux dus sur les sels. Réponse. *Le Roi n'a fait aucun préjudice aux Ecclésiastiques en doublant le péage : le Clergé n'y a aucun intérêt.* Recueil, p. 1529.

Table de la Coll. des P. V.

L'Ass. de 1740, par l'art. 8 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner que la Jurisprudence établie par l'art. 49 de l'Edit de 1695, aura lieu dans la Commission extraordinaire établie pour les péages ; & en conséquence, que les Ecclésiastiques seront maintenus dans la jouissance des péages dépendants de leurs Bénéfices, en, par eux, rapportant seulement des actes de possession de 40 ans au plus ; & qu'à l'égard des Ecclésiastiques qui rapporteront des pancartes autorisées par des Arrêts contradictoires, l'exécution de ces Arrêts sera ordonnée par les sieurs Commissaires du Conseil, sans y rien changer.

Réponse. *La vérification des droits de péage, ordonnée par Arrêt du 29 Août 1724, est conforme à l'Ordonnance de 1669, qui veut, que les péages établis depuis 1569, sans Lettres-Patentes, demeurent supprimés, & que les Propriétaires de ceux établis avant cette époque, fussent tenus de représenter les titres de concession desdits droits. Quoique l'Edit de 1595 ne déroge point à cette Ordonnance, on n'exige cependant pas des Bénéficiers qu'ils représentent les titres constitutifs de l'établissement des péages dépendants de leurs Bénéfices, avant 1569, mais seulement les actes de possession non interrompus, & les pancartes qui doivent toujours avoir été affichées à des poteaux.* T. VII, P. Just. p. 420, 421. *Voyez sur cet article Rentes dues à l'Eglise*, §. I.

PÊCHE.

I. L'Ass. de 1670 fait des Remontrances sur l'art. 1 de l'Ordonnance de 1669 des Eaux & Forêts, au sujet de la pêche ; article qu'elle juge entièrement contraire au droit des Ecclésiastiques sur les rivières navigables. *Voyez Bois*, §. I, n°. II.

II. Les Officiers de M. le Duc d'Orléans contestent à M. l'Evêque d'Orléans un droit de pêche sur la rivière de Loire. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1735. *Voyez Orléans*, n°. I.

PÉCHÉ.

I. L'Ass. de 1700 a censuré la proposition suivante sur le Pêché Philosophique.

PECCATUM Philosophicum seu morale, est actus humanus disconveniens naturæ rationali & rectæ rationi ; Theologicum verò & morale, est transgressio præcepti Divini.

divina Legis. Philosophicum quantumvis grave in eo, qui Deum vel ignorat, vel de Deo actum non cogitat, est grave peccatum; sed non est offensum Dei, neque peccatum mortale dissolvens amicitiam Dei, neque poenâ æternâ dignum.

Hæc propositio scandalosa est, temeraria, piarum aurium offensiva & erronée.

II. La même Ass. condamne les deux propositions suivantes touchant le péché mortel.

PLERAQUE peccata, de quibus ait Apostolus, quod qui talia agunt, regnum Dei non possidebunt, & quæ expressè adversantur præceptis Decalogi, mortalia dici possunt.... quoniam.... horum facinorum rei, aut amittere omnem charitatis sensum, aut exiguum retinent, ita ut in ipsis omnino dominetur cupiditas.

Id tamen intelligi posset adhibito eo temperamento, ut qui planè repugnantes ac veluti inviti ista perpetrassent, aut gravi mali impendentis metu, aut astu libidinis abrepti, ita ut ab istis angustiis liberati acri dolore tangerentur ob commissum peccatum; tam ceritè affirmari non potest excidisse illos gratiâ, aut incurrisse poenâ damnationis; quamquam enim hoc momento dominata sit cupiditas, brevis & transitoria potuit esse ejusmodi dominatio, quâ voluntatis intima dispositio non mutatur.... hoc temperamentum naturaliter consequitur ex Doctrinâ sancti Augustini.

Hæc propositiones quæ divinæ charitatis habitum docent, aut significant posse consistere cum peccatis adversus Decalogum, aut de quibus ait Apostolus, quod, &c., falsæ sunt, perniciose, erronées, verbo Dei contrariæ. *enim participatio justitiæ cum iniquitate... aut quæ conventio Christi ad Belial?* ad excusanda & imminuenda cujusvis generis peccata viam præbent & imponunt S. Augustino. T. VI, P. J. p. 212.

PÉCHEURS.

I. L'Ass. de Melun contient plusieurs Décrets & Réglemens touchant la punition des crimes publics, notamment le concubinage, l'usure, la simonie, la confidence. T. V, P. Just. p. 122, 126. Voyez ces mots.

II. Sur le refus des Sacraments aux Pécheurs publics. Voyez Sacraments, §. III, n°. II.

III. L'Ass. de 1700 a condamné la proposition qui suit touchant les Pécheurs endurcis.

Sic Peccatores consummata malitia,

cum blasphemant & flagitiis se immergunt, non habent conscientia stimulos, nec mali quod agunt notitiam, cum omnibus Theologia propugno eos hujce actionibus non peccare.

Hæc propositio falsa est, temeraria, perniciose, bonos mores corrumpit, blasphemias aliæque peccata excusat, & ut talis à Clero Gallicano jam damnata est. T. VI, P. J. p. 211.

L'Ass. par les derniers mots de sa censure, veut parler de celle des Livres du Pere Bauni, condamnés par l'Assemblée de 1641. Voyez Censures doctrinales, an. 1641, n°. VII.

PÉNITENCE.

Voyez Confession.

PÉNITENCERIE.

I. L'INSTITUTION des Pénitenciers, disoit M. l'Archev. de Reims, en l'Ass. de 1682, n'est pas si bien autorisée dans le Royaume, que celle des Théologaux; car nous n'en trouvons rien dans les Ordonnances de nos Rois. Il y en avoit dans quelques Eglises avant le Concile de Trente, qui ordonnant qu'on les érigerait en titre dans toutes les Cathédrales, veut positivement que les Pénitenciers ab Episcopo instituuntur, sint Magistri, vel Doctores, aut Licentii in Theologia, vel Jure Canonico, & annorum 40. T. V, p. 434, 435.

L'art. 10 du Cahier du Clergé, revêtu, en 1574, de Lettres-Patentes, porte, que l'Evêque en toutes Eglises Cathédrales, où il pourra aisément se faire, institue un Pénitencier, avec union de la première Prébende qui viendra à vaquer, lequel soit Docteur ou Licencié en Théologie, ou en Droit Canon, & âgé de 40 ans; ou autrement celui qui se trouvera le plus apte. Recueil, p. 981.

II. La Pénitencerie est-elle sujette à l'expectative des Gradués & autres Brevétaires? Voyez Dignités, n°. II.

III. Est-elle sujette à la Régale? On ne peut pas douter que les fonctions de Pénitenciers ne soient aussi spirituelles que celles des Théologaux. Or par rapport à ceux-ci, disoit M. Servin, dans son Plaidoyer, en 1602, sur le fait de la Théologie de Coutances, la Régale ne doit avoir lieu, non plus qu'à l'égard des Cures: mais depuis on a changé de maxime au Parlement; car, par un Arrêt du 29 Décembre 1666, on y a adjugé la même Prébende Théologique de Coutances au Régaliste. On trouve dans Buzée, qui a écrit en 1542, que la Pé-

nitencerie de Sens avoit été, en 1337, adjugée en Régale. Il faut aussi avouer que nos Rois l'ont depuis long-temps en possession de conférer les Dignités vacantes en Régale. T. V, p. 434, 435. *Voyez Dignités, n°. III.*

IV. La Pénitencerie est-elle un Bénéfice à charge d'ames ou non? Cette question a été le sujet d'un Procès vers l'an 1747. Il s'agissoit de la Pénitencerie de Reims. L'Ass. de 1747 sollicite l'affaire auprès de M. le Chancelier, en faveur de celui qui soutenoit l'affirmative. T. VIII, p. 66.

PENNAUTIER.

Voyez Receveur-Général, §. III, n°. VIII.

PENSIONS.

§. I. *Pensions sur Bénéfices. Personnes & Bénéfices qui en sont susceptibles. Abus en ce genre, dont les Assemb. du Clergé ont poursuivi la réformation.*

On rapporte, par ordre de dates, ce que les Procès-verbaux des Assemblées renferment sur cet objet.

1574 L'art. 6 du Cahier du Clergé répondit & approuvé par le Roi Charles IX, porte, que les Eglises, Monastères & Bénéfices ne puissent être chargés de pensions qu'en faveur des Ecclésiastiques & sous l'autorité du Pape, ayant égard à l. valeur & aux charges desd. Bénéfices. Recueil, p. 972.

1577 Le Cahier des Etats de Blois, en 1577, y est conforme. Recueil, p. 1005.

1577 Le Roi Henri III, dans son Cahier, envoyé aux mêmes Etats de Blois, s'engage de ne créer aucunes pensions sur les Archevêchés & Evêchés. T. I, P. J. p. 47.

1598 L'Assemb. de 1598, art. 14 du Cahier, demande la suppression des pensions sur Bénéfices accordées à des Laïques, & que dorénavant il n'en soit plus octroyé. T. I, P. J. p. 164.

L'Ass. réclame contre cet abus par de fortes raisons, dans son avis envoyé aux Provinces & rapporté. T. I, P. J. p. 167 & l.

Elle y observe que les pensions sur Bénéfices ont été admises avec difficulté, même pour les personnes Ecclésiastiques; qu'elles n'ont jamais été souffertes, ni tolérées, qu'avec grande connoissance de cause, & seulement en trois cas; savoir, *propter bonum pacis*,

quand il s'agit de terminer un Procès entre deux Prétendants; en permutation de Bénéfices pour l'inégalité de revenu; & quand le Titulaire, à raison de son infirmité, ou autre juste considération, résigne, afin que lui Résignant ait de quoi vivre: hors ces trois cas, si les Titulaires des Bénéfices en ont fait plainte, & ont eu recours aux Parlements, ils en ont été déchargés. T. I, P. J. p. 168.

L'art. 17 du Cahier de l'Ass. de 1600, est exprès contre les pensions accordées à des Laïques sur les Bénéfices à la nomination du Roi: elle supplie Sa Majesté d'abolir une telle & si pernicieuse introduction, défendant très-expressement à toutes personnes d'impêtrer pour l'avenir de telles pensions; & où par importunité ou surprise, ils en obtiendroient aucunes, les déclarer dès-à-présent nulles & de nul effet, révoquant expressement toutes celles qui auroient été ci-devant par surprise obtenues, avec défenses aux Cours de Parlement d'y avoir aucun égard, &c. Rép. *Le Roi n'accordera ci-après aucune pension, si ce n'est pour grande occasion, notamment sur les Archevêchés & Evêchés.* T. I, P. J. p. 177.

Même demande de l'Ass. de 1608, art. 4 du Cahier. Même réponse. T. I, p. 190.

L'Ass. de 1610, art. 5 du Cahier, supplie S. M. de ne charger ceux qu'elle nomme aux Bénéfices, d'aucunes pensions, soit envers ceux à la recommandation desquels ils sont nommés, soit envers les Chevaliers, dit de l'Annonciade, ou autres, sous prétexte quelconque. Rép. *Ne seront accordées que pour quelque grande considération, & à la charge d'être approuvées & autorisées par le Pape.* T. II, P. J. p. 2.

L'Ass. de 1612 forme la même demande dans l'art. 4 de son petit Cahier, au sujet d'une pension sur l'Evêché d'Apt, continuée au frere de celui qui en jouissoit auparavant. Sa Majesté veut que la pension demeure éteinte au profit du Titulaire. Il en avoit été délibéré dans l'Assemb. T. II, p. 38. P. J. p. 13, 14.

L'Ass. de 1615 délibère sur le même sujet. T. II, p. 284.

La Chambre du Clergé, aux Etats de 1614, demande que les pensions sur Bénéfices ne soient point transmissibles, pour quelque cause que ce soit, si ce n'est du consentement de Titulaires; que même elles soient révoquées & an-

1600.

1608.

1610.

1612.

1615.

1614.

nullées entièrement & sans aucune réserve. T. II, p. 143, 155.

Les Assemb. de 1612, 1614, 1615, agissent auprès du Roi & auprès du Pape pour empêcher les constitutions de pensions sur les biens ecclésiastiques, en faveur des Chevaliers de Saint-Lazare, ou du Saint-Sépulcre. *Voyez* Lazare.

1614. Les Etats de 1614, dans le Cahier présenté au Roi, supplient Sa Majesté de supprimer & abolir les pensions qui sont accordées aux Officiers & aux Grands du Royaume, dont l'Etat est obéré, & dont la charge retombe sur le pauvre peuple. T. II, p. 164.

Le Roi, dans sa réponse aux Etats, s'engage de retrancher les pensions. T. II, p. 231.

1617. En l'Ass. de 1617, & dans la Harangue de clôture, M. l'Evêque d'Aire, chargé de la Remontrance, s'élève avec force contre les pensions laïques. T. II, p. 321.

1629. L'art. 15 de l'Ordonnance de 1629, défendait les pensions sur les Evêchés, Cures & Hôpitaux. Le Clergé, dans sa Remontrance, demande qu'il soit ajouté, *si ce n'est en cas de droit*. Les Commissaires du Roi trouvent cette addition juste. Recueil, p. 1371.

1635. La Reine avoit fait mettre, sur l'Abbaye de Relec en Bretagne, une pension de 4000 liv. en faveur de l'Abbesse de Fontevrauld. Les Prélats assemblés extraordinairement à Paris, en 1635, s'en plaignent comme d'un fait singulier par sa nouveauté, qu'on ne pouvoit justifier par aucun exemple, périlleux aussi par les conséquences, & contre la destination des biens d'Eglise, qui ne permet pas de répandre des pensions sur des personnes qui manquent de Cléricature, manquent aussi de principe légitime pour les posséder. T. IV, P. J. p. 5.

1655. L'affaire de la pension de Madame de Fontevrauld fait un des principaux objets des délibérations de l'Assemb. de 1655. L'Assemb. l'envisage comme très-importante: elle fait les démarches les plus fortes pour s'opposer à pareilles pensions. La Compagnie écrit une première Lettre au Pape à ce sujet. M. le Nonce, à qui il en est parlé, répond, que la pension étoit assignée, non à la personne, mais au Monastère, & qu'il y avoit des exemples de semblables concessions. Autre Lettre au Pape. Opposition à Rome par Mrs. les Agents, au nom de l'Assemb., contre l'établisse-

ment de ladite pension, dont acte notifié à M. le Nonce. Les Commissaires du Clergé lui en parlent de nouveau dans les termes les plus forts. M. le Nonce les avertit des pressantes sollicitations de Madame de Fontevrauld & de la recommandation de la Reine, tandis que du côté de l'Assemb., il n'avoit paru personne pour représenter à Sa Sainteté les intérêts du Clergé. Deux autres Lettres au Pape sur le même sujet. M. de Montpellier fait de cette affaire l'objet d'une forte Remontrance au Roi, dont l'impression est ordonnée, & qui est insérée au Procès-verbal. Le Roi répond, que, pour ce qui regardoit les pensions, il n'en avoit point accordé que le Pape n'eût approuvées; à quoi le Prélat réplique, que Sa Sainteté n'avoit pu le faire qu'en allant contre le droit & les franchises de l'Eglise de France.

Malgré la Remontrance au Roi & l'opposition faite à Rome, la pension de la Dame Abbessé y est admise; mais sous un titre d'aumône, & en considération que la Dame est Chef d'Ordre. Pour empêcher les suites d'une pareille surprise faite à Sa Sainteté, la Compagnie arrête de faire savoir au Pape & au Roi, en toutes les occasions qui se présenteront, que ces sortes d'établissements sont contraires aux formes & à l'usage de l'Eglise de France. T. IV, p. 269 & f. P. J. p. 122 & f.

En la même Assemb. de 1655, les Mémoires des Provinces se trouvent chargés de plaintes contre l'abus des pensions créées sur les Evêchés. Il est remontré que cet abus choque l'ancien droit, qui n'avoit jamais reconnu de pensions canoniques, qu'au seul cas de résignation en faveur, ou par voie de permutation, ou de concordats avec cession de droits; qu'il choque aussi les Ordonnances du Royaume; que par celle de 1629, enregistrée dans les Parlements de Paris & de Toulouse, le Roi avoit expressément déclaré, qu'il n'entendoit point qu'il fût mis aucune pension sur les Archevêchés & Evêchés; que l'art. 15 de la même Ordonnance, avoit déclaré nulles les pensions qui se trouveroient imposées sur les Cures & autres Bénéfices ayant charge d'âmes; ce qui comprend les Evêchés; que c'étoit pour cela, qu'un des premiers articles de l'instruction donnée par François I, à ses Ambassadeurs, pour le Concile de Trente, étoit la demande de toute abolition & refus de

pension
Ass. avo
abus : ce
T. IV, p.

1660. Un Pa
une Abb
obtient u
une Prov
tant per
ladite per
faire assign
au Grand
la pension
1660 l'in
lui est acc

1665. L'Evêq
de 1665,
est très-n
chargé d'
quelle av
deux tiers
s'employe
charge de
faire obte
grace équ
rendre co
p. 975, 9
A l'occa
l'Evêque
gé d'exam
Assemblée
qui s'y es
pensions,
qui en on
puté dans
Melun, s
à l'établiss
ve par les
p. 976 &

1670. Au suj
sur les Cu
Chœur,
l'Assemb.
des Provi
missaires
ration co
qu'il ne
les Cures
Chœur,
que pour
desservie
à cause d
rende inc
de leur
devra être
vêque Di
cause d'un
projet est
claration
sentant to
tenant les

pension sur les Evêchés; que toutes les Ass. avoient tâché de remédier à cet abus : celle de Melun, celle de 1617. T. IV, p. 267, 268, 269.

Un Particulier ayant une pension sur une Abbaye, se marie; étant marié, il obtient un Brevet du Roi, & sur icelui une Provision en Cour de Rome, portant permission de pouvoir conserver ladite pension dans le mariage. L'Abbé fait assigner le prétendu Pensionnaire au Grand-Conseil, pour voir déclarer la pension nulle : il demande à l'Ass. de 1660 l'intervention des Agents, qui lui est accordée. T. IV, p. 698.

L'Evêque d'Oléron représente à l'Ass. de 1665, que le revenu de son Evêché est très-modique; qu'il est cependant chargé d'une pension de 4000 liv., laquelle avec les charges, en emporte les deux tiers : il supplie la Compagnie de s'employer auprès du Roi pour la décharge de ladite pension, ou pour lui faire obtenir de Sa Majesté quelque grâce équivalente. L'Ass. résout de lui rendre cet office auprès du Roi. T. IV, p. 975, 979.

A l'occasion de cette demande de l'Evêque d'Oléron, un Député est chargé d'examiner les Procès-verbaux des Assemblées, & de faire le rapport de ce qui s'y est passé sur cette matière des pensions, & même de lire les Auteurs qui en ont traité. Le Clergé, dit le Député dans son rapport, depuis l'Ass. de Melun, s'est opposé de temps en temps à l'établissement des pensions. Il le prouve par les faits ci-dessus allégués. T. IV, p. 976 & s.

Au sujet des pensions qu'on établit sur les Cures, petites Prébendes du bas Chœur, & Théologiques des Eglises, l'Ass. de 1670, par l'avis général des Provinces, charge les Sgts. Commissaires de dresser un projet de Déclaration concernant lesd. pensions, afin qu'il ne puisse plus en être établi sur les Cures, petites Prébendes du bas Chœur, & Théologiques des Eglises, que pour des personnes qui les auront desservies l'espace de vingt années, ou à cause de quelque infirmité qui les rende incapables de faire les fonctions de leur ministère, laquelle infirmité devra être attestée & reconnue par l'Evêque Diocésain; ou bien encore, à cause d'une permutation canonique. Le projet est dressé, qui consiste en une Déclaration de l'Ass. de 1670, comme représentant tout le Clergé de France, contenant les susdites dispositions. La Dé-

claration est approuvée par la Compagnie, qui ordonne qu'elle sera insérée au Procès-verbal pour servir de Règlement à l'avenir. M. le Président est prié de faire toutes les instances nécessaires pour en obtenir la confirmation par un Arrêt du Conseil & des Lettres-Patentes conformes au projet. T. V, p. 76, 77, 78. *La Déclaration de l'Assemblée*, P. J. p. 46, 47.

En l'Ass. de 1670, il est parlé d'un Arrêt du Grand-Conseil, rendu au mois de Mars, en forme de Règlement, qui porte, qu'avant qu'un Titulaire puisse faire créer une pension sur une Cure, il faut qu'il l'ait desservie vingt ans. Ce Tribunal rend cet Arrêt général, après en avoir consulté le Conseil-Privé de Sa Majesté. Le Parlement, est-il dit dans la même Ass. de 1670, ne demande que dix ans. Celui de Toulouse n'a point d'égard auxdites pensions. T. V, p. 76, 77.

Dans le Rapport d'Agence, en l'Ass. de 1670, il est fait mention dudit Arrêt. T. V, P. J. p. 100.

Les Ordonnances de nos Rois ont pourvu depuis par un Règlement fixe & précis, pour les pensions sur les Cures & autres Bénéfices à résidence. Ce Règlement est, que les Titulaires pourvus de Cures ou de Prébendes ordinaires, ou Théologiques, ne pourront les résigner avec réserve de pensions, qu'après les avoir actuellement desservies pendant l'espace de quinze ans, si ce n'est pour cause de maladie, ou d'infirmité connue, sans que lesdites pensions puissent excéder le tiers du revenu desdites Cures & Prébendes, sans diminution de la somme de 300 liv., qui demeurera au Titulaire franche & quitte de toutes charges, sans comprendre en ladite somme le casuel & le creux de l'Eglise, qui appartiendra aux Cures; ensemble les distributions manuelles qui appartiendront aux Chanoines.

Telle est la disposition de l'Edit de Juin 1671, de la Déclaration du 4 Octobre même année, de celle du 9 Décembre 1673, portant que l'Edit de Juin 1671 aura lieu, tant pour les Cures, Prébendes ordinaires, ou Théologiques, que pour toutes les autres Dignités, Personnats, Semi-Prébendes, Vicairies, Chapelles & autres Bénéfices des Cathédrales & des Collégiales qui requièrent résidence, de telle qualité qu'ils puissent être. *Mém. du Clergé*. T. III, p. 178 & s.

1670.

1671-1673.

1725.

En l'Assemb. de 1725, M. le Président expose, que le Pape Benoît XIV avoit, peu après son exaltation, rendu un Décret, par lequel Sa Sainteté déclaroit, qu'elle n'admettroit plus aucune réserve de pension sur les Cures régénérées; qu'on ne doutoit pas que le Pape n'eût eu de fortes raisons pour faire ce Règlement; mais que de fortes raisons aussi n'en permettoient pas l'exécution en France. Il ajoute, qu'il avoit eu l'honneur d'en parler à Son Altesse Sérénissime M. le Duc, & qu'elle lui avoit promis de faire appuyer par le Ministre du Roi, auprès du S. Pere, les instances de l'Ass. sur cette matière. L'Ass. résout d'en écrire au Pape. T. VII, p. 477, 478. *La Lettre*, P. Just. p. 119 & suiv.

§. II. *Pensions sur Bénéfices contribuable aux impositions du Clergé.*

I. A l'occasion d'une pension de 4000 liv., créée sur l'Evêché d'Oléron, l'Ass. de 1665 charge les Députés de faire connoître à Sa Majesté la justice qu'il y a d'obliger les Pensionnaires de porter leur part des charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui sont imposées sur les Bénéficiers, à proportion des pensions dont ils jouissent. T. IV, p. 975, 979.

Cette Assemb. charge aussi un de ses Membres d'examiner, au sujet des pensions, ce qui se trouve dans les Assemb. précédentes; & au cas qu'on ne puisse obtenir leur entière suppression, de voir si on ne peut pas au moins les rendre sujettes à toutes les charges. De quelque nature que soient les pensions, & sur quelque sorte de Bénéfices qu'elles soient imposées, elles doivent être sujettes à toutes les charges ordinaires & extraordinaires auxquelles les Bénéfices sont sujets. C'est ce que le Député confirme par plusieurs célèbres Canonistes, Charles Dumoulin, Philippe Décius, Rébuffe, &c. Il répond ensuite à l'objection que l'on tire des Brevets de Sa Majesté, portant exclusion de toutes charges: il fait remarquer que le Roi y déroge dans les Contrats passés avec le Clergé. T. IV, p. 977 & s.

Dans le Rapport d'Agence, fait en l'Ass. de 1695, il est parlé d'un refus fait par un Pensionnaire de précompter sur vingt-sept années d'arrérages qui lui étoient dus de sa pension, les sommes que les Pensionnaires ont été obligés

de payer pour leur part du Don-gratuit, dans le cours de ces vingt-sept années, aux termes des Lettres-Patentes, conformément à plusieurs autres Arrêts du Conseil d'Etat, du Conseil-Privé & des Parlements. Le Pensionnaire a été condamné par Arrêt du Conseil du 11 Février 1695. T. VI, P. J. p. 39, 40.

II. Les Pourvus de pensions sur Bénéfices, & taxés en conséquence, se plaignent à l'Assemb. de 1665, qu'il arrive souvent que le Bénéficiaire profite sur le Pensionnaire d'une partie de la somme provenante de la taxe, à cause qu'elle excède celle qui est faite sur le Bénéfice; ce qui n'est pas l'esprit des Assemb., qui veulent seulement que le Pensionnaire paie le sixième, par exemple, de sa pension pour la décharge de la taxe faite sur le Bénéficiaire, & non pas pour son profit particulier, au-delà de ladite taxe. Sur quoi il est résolu qu'il y sera pourvu, lorsque la Compagnie prendra un Règlement sur ces matières. T. IV, p. 1040.

III. Les Ass. du Clergé ont réglé différemment la taxe des Pensionnaires pour les impositions du Clergé.

L'Ass. de 1585 a ordonné qu'ils paieront le tiers de leur pension à la décharge des Titulaires, qui pourront retenir ladite tierce portion, nonobstant que, par l'établissement desdites pensions, elles soient déclarées quittes de toutes charges. T. I, p. 346, 347.

L'Assemb. de 1645 les taxe au quart du montant de leur pension, à raison du Don accordé au Roi. T. III, p. 231.

L'Assemb. de 1650 règle & fixe la taxe des Pensionnaires pour l'imposition ordonnée en la présente Assemb., au douzième de leur pension, qui est à proportion du quart qui avoit été payé pour l'imposition de la précédente Ass. T. III, p. 539, 540.

L'Ass. de 1655 les taxe à la sixième partie de leur pension, en sorte que celui qui aura une pension de 600 livres paiera 100 liv. T. IV, p. 143.

L'Assemb. de 1660 les avoit taxés d'abord au quart de leur pension, à la décharge des Titulaires: elle consent ensuite qu'ils ne soient imposés qu'au cinquième, suivant la volonté du Roi. T. IV, p. 898, 899.

Dans le département de 540000 liv. dressé par l'Assemb. de 1693, les Pensionnaires ne sont compris que pour un dixième de leur pension. T. VI, p. 65, 66.

L'Ass. de l'imposition. T. V.

Imposés mais de m... ront à pa... rembourse... millions d...

L'Ass. de cette dispo...

L'Assemb. rinueront jusqu'au pa... tes consti... seulement dans les qu... délibératio... res, un qu... présente in... en sorte qu... de 600 liv... re termes... sus celle de... par an pou... 1606.

L'Ass. de de leur pen... à raison du... termes de... années 17... sixième de... parfait rem... situées en... p. 636.

Delibérés 1730, pou... de leur pen... termes de... présente A... le sixième.

L'Ass. de ment du D... sionnaires... sion, à co... 1734, tan...

sitions, qu... tuit, & ce... ment, ap... ils ne pai... VII, p. 12...

Suivant 1735, les...

contribuer... sion, pour... 1711, 171... quième, p... l'avenir, d... compter d... sente anné... ciennes im... sent Don-g...

L'Ass. de 1710 les comprend dans l'imposition pour un sixieme de la pension. T. VI, p. 1050.

Imposés de même en l'Ass. de 1711; mais de maniere qu'ils ne commenceront à payer ce sixieme, qu'après le remboursement du Don-gratuit de 24 millions de 1710. T. VI, p. 1199.

L'Ass. de 1715 ne change rien dans cette disposition. T. VI, p. 1387.

L'Assemb. de 1723 regle qu'ils continueront de contribuer du sixieme, jusqu'au parfait remboursement des rentes constituées en 1710, 1711, 1715 seulement, & qu'ils paieront en outre dans les quatre termes marqués par la délibération, à la décharge des Titulaires, un quart de leur pension, pour la présente imposition du Don-gratuit; en sorte que celui qui aura une pension de 600 liv., paiera, dans lesdits quatre termes, 150 liv., outre & par-dessus celle de 100 livres, qu'il doit payer par an pour le sixieme. T. VI, p. 1605, 1606.

L'Ass. de 1726 les oblige à un quart de leur pension pour l'imposition faite à raison du Don-gratuit, dans les six termes de Saint-Jean & de Noël des années 1727, 1728 & 1729, outre le sixieme dont ils sont tenus jusqu'au parfait remboursement des rentes constituées en 1710, 1711, 1715. T. VII, p. 636.

Délibération semblable de l'Ass. de 1730, pour la contribution d'un quart de leur pension, payable dans les cinq termes de l'imposition arrêtee dans la présente Assemb., outre & par-dessus le sixieme, &c. T. VII, p. 929.

L'Ass. de 1734 fait contribuer au paiement du Don-gratuit accordé, les Pensionnaires, du cinquieme de leur pension, à compter de la présente année 1734, tant pour les anciennes impositions, que pour le présent Don-gratuit, & ce jusqu'à l'an 1740 inclusivement, après l'expiration de laquelle ils ne paieront plus que le sixieme. T. VII, p. 1283.

Suivant la délibération de l'Ass. de 1735, les Pensionnaires qui doivent contribuer du cinquieme de leur pension, pour raison des impositions de 1711, 1715 & 1734, au lieu du cinquieme, paieront & contribueront, à l'avenir, du quart de leur pension, à compter du terme de Noël de la présente année, tant pour lesdites anciennes impositions, que pour le présent Don-gratuit, & ce jusqu'au terme

de Saint-Jean inclusivement. T. VII, p. 1367.

Même délibération de l'Assemb. de 1740, portant que les Pensionnaires contribueront d'un quart de leur pension, au lieu du cinquieme, pour le présent Don-gratuit, à compter du terme de Noël de la présente année, pour les six derniers mois de 1740, & ce jusqu'au terme de Noël 1744 inclusivement. T. VII, p. 1581.

L'Ass. de 1742 les taxe aussi audit quart, tant pour les anciennes impositions, que pour le nouveau Don-gratuit, & ce jusqu'à l'année 1753, après quoi ils ne paieront que le sixieme. T. VII, p. 1822.

La délibération de l'Assemb. de 1745 porte, que la retenue du quart des pensions continuera jusques & compris le 1^{er} terme de 1759, terme auquel finira l'imposition de 1735. T. VII, p. 1916.

En l'Ass. de 1747, réglé aussi que la retenue du quart continuera, tant pour les anciennes impositions, que pour le présent Don-gratuit, & ce jusqu'à ce que les emprunts soient entièrement acquittés en principaux & arrérages. T. VIII, p. 44.

La Commission des moyens en l'Ass. de 1758, examine si on laissera subsister sur le pied du quart la retenue des pensions réservées ou assignées sur les Bénéfices, ou si cette retenue seroit augmentée: après avoir murement pesé les avantages & les inconvénients qui pourroient en résulter, la Commission a pensé qu'il étoit à propos, quant à présent, de ne rien innover à cet égard. T. VIII, p. 644.

En l'Ass. de 1760, M. l'Archev. de Bordeaux fait observer, que les charges des Bénéficiaires augmentant chaque jour, il paroïssoit naturel d'en faire supporter une partie par ceux qui avoient part aux revenus du Clergé, en augmentant à proportion la retenue du quart qu'il est d'usage de faire sur les pensions. La Commission des moyens est chargée de peser & discuter les raisons pour & contre ce projet. Sur le rapport qui en est fait, la matiere mise en délibération, la Compagnie a arrêté, que les Pensionnaires contribueront, à l'avenir, à commencer du premier Janvier 1761, des trois dixiemes de leurs pensions, tant pour les anciennes impositions de 1734, &c. que pour le présent Don-gratuit, & ce jusqu'à ce que lesdits emprunts soient entièrement acquittés en principaux & arrérages, nonobstant les

1740.

1742.

1745.

1747.

1758.

1760.

clauses apposées en leurs Brevets, &c. T. VIII, p. 836, 837.

Les Assembl. suivantes, dans leurs délibérations pour les Dons-gratuits, se sont conformées à cette disposition.

IV. Dans toutes ces différentes taxes des Pensionnaires, à raison de leurs pensions, les délibérations des Assembl. contiennent une exception en faveur des Curés qui ont résigné leurs Cures, après les avoir desservies quinze ans, ou qui, à cause d'une notable infirmité, ont réservé une pension pour vivre, lesquels ne paieront rien. *Voyez les pages citées, ou le premier Supplément de la Table.*

§. III. Règlements sur les pensions accordées par le Clergé.

I. Les pensions que le Clergé accorde, tenant lieu d'aliments, ne peuvent être saisies par les Créanciers des Pensionnaires. C'est sur ce fondement & sur les représentations faites en conséquence par Mrs. les Agents, qu'est intervenu un Arrêt qui déclare lesdites pensions non saisissables : il est fait mention de cet Arrêt dans le Rapport de l'Agence en l'Ass. de 1680. T. V, P. Just. p. 175.

II. Par une délibération de l'Assembl. de 1735, les Pensionnaires du Clergé, après avoir laissé passer six ans sans demander leurs pensions, en sont privés. T. VII, p. 1508.

L'Ass. de 1770 a arrêté, conformément à la délibération de l'Assembl. de 1760, que, faute par les Pensionnaires de s'être présentés par trois années consécutives, pour recevoir les arrérages échus, leur pension sera rayée de l'état ; & que le Recev. Gén. notifiera la présente délibération à tous les Receveurs des décimes, afin que les Pensionnaires soient dûment avertis de la peine attachée à leur négligence. T. VIII, p. 1909, 1910.

III. Sur le rapport fait en l'Assembl. de 1745. par M. l'Arch. de Tours, il a été délibéré unanimement, qu'on n'accorderoit plus d'expectatives de pensions ; que nulle pension ne seroit accordée que par les Assembl. ordinaires, qui se tiennent de cinq en cinq ans ; que l'on ôteroit de l'état des pensions quelques maisons de Paris ; que l'on feroit sur nombre de celles qui resteroient dans ledit état, des retranchements : sur quoi l'Assemblée s'en est rapportée à la sagesse de M. l'Arch. de Tours. T. VII, p. 2090.

§. IV. Pensions du Clergé aux nouveaux Convertis, Ministres, Proposants & autres : Règlements relatifs auxdites pensions.

Voyez Convertis.

§. V. Pensions & gratifications particulières.

1°. Sur les gratifications accordées à Mrs. les Agents, à la fin de leur Agence. *Voyez Agents, §. VI.*

2°. A l'égard des pensions & gratifications accordées aux Avocats du Clergé. *Voyez Avocats.*

3°. Sur celles des Gardes des Archives. *Voyez Archives.*

4°. Sur les gratifications ou présents faits à Mrs. les Secrétaires d'Etat & à leurs Commis. *V. Secrétaires d'Etat.*

5°. Sur les présents & secours donnés à la Reine d'Angleterre, aux Anglois & Irlandois, retirés en France. *Voyez Anglois. Irlandois.*

6°. Sur les secours accordés pour les Missions & les Missionnaires. *Voyez Missions.*

7°. Les Assemblées du Clergé en ont souvent aussi accordé à différents Particuliers, Auteurs & autres, à des Maisons, Corps & Communautés.

A Mrs. Hallier & le Maître, Docteurs de Sorbonne, 600 liv. à chacun. *Ass. de 1635. T. II, p. 683.*

A M. de Sponde, lorsqu'il présenta à l'Ass. de 1615 son Epi tome de Baronius : plus, une somme de 4500 livres. *Ass. de 1615.* Au même, devenu Evêq. de Pamiers, quand il présenta à l'Ass. de 1641 la suite de cet Ouvrage, compris en six volumes, une gratification de 10000 liv. T. III, p. 97.

Au sieur Véron, Professeur de Controverses, à cause de ses Ouvrages contre les Hérétiques, une pension de 800 liv. *Ass. de 1641. T. III, p. 98, 99.*

A M. l'Arch. de Nicée, la pension de 1000 livres, qui avoit été ci-devant accordée à M. l'Arch. de Trébifonde. *Ass. de 1660. T. IV, p. 788.*

A M. l'Evêq. d'Olonne, pension de 900 livres. *Ass. de 1635 ;* ladite pension augmentée jusqu'à 1200 livres, s'il se trouvoit des fonds, par l'Ass. de 1660, & continuée par l'Ass. de 1665. T. IV, p. 788, 789, 1050.

Au sieur Hincsequin, converti, fils d'un Milord Anglois, pour continuer ses études au College de Navarre, pen-

sion

sion de 1000 liv. de 1660, sur la Reine. T. IV, p.

Au sieur Gerb du Livre de M. H. soin de suivre, & vailler pour l'Episc. livres. *Ass. de 1615.*

Au sieur le Gueucil des Mémoires volumes, pension 1670. T. V, p. 1.

Au P. Meinier 500 liv., pour un de Religion ; Ouvrage, & pouvant bénéficier des partages les Commissaires mis dans les Provinces de la molition des T. T. V, p. 153, 154.

Au sieur Chérès son mérite, & l'entièrement aux pension de 5000 est portée à 4000 T. V, p. 215, 305.

A l'Evêque de de son mérite & de pension. *Ass. de 1615.*

Au sieur le Gerliv. continuée, à vaillera à un septième des pièces qui manquent. T. V, p. 281.

Aux PP. Thomastres de l'Oratoire 1000 liv. *Ass. de 1615.*

Au sieur la Gr Tarbes, pour suiv sur une accusation préjudice de la pension de 600 liv. p. 630.

A l'Evêque de son mérite & de de 1000 liv. *Ass. de 1615.*

Sur la demande l'Assembl. de 1699 Bordes, Editeur Thomassin, la pension de 1000 livres, dont pour lui être conduit Pere. T. VI, p. 1000.

A M. l'Abbé 1000 l., à la prière l'Ass. de 1700. T. V, p. 1000.

Aux PP. Jésuites du Levant, 1000 l. *Ass. de 1700. Ibidem.*

A la Maison Table de la Co

sion de 1000 liv., accordée par l'Ass. de 1660, sur la recommandation de la Reine. T. IV, p. 789, 790.

Au sieur Gerbais, pour l'impression du Livre de M. Hallier, qu'il avoit pris soin de suivre, & pour l'engager à travailler pour l'Épiscopat, pension de 600 livres. *Ass. de 1665. T. IV, p. 1057.*

Au sieur le Gentil, Auteur du Recueil des Mémoires du Clergé, en cinq volumes, pension de 1500 liv. *Ass. de 1670. T. V, p. 132.*

Au P. Meinier, Jésuite, pension de 500 liv., pour un Recueil sur les affaires de Religion; Ouvrage digne de louange, & pouvant beaucoup servir à la décision des partages qui ont été faits par les Commissaires que S. M. avoit nommés dans les Provinces, pour la démolition des Temples. *Ass. de 1670. T. V, p. 133, 134.*

Au sieur Chéron, pour reconnoître son mérite, & l'engager à se donner entièrement aux affaires du Clergé, pension de 3000 liv. *Ass. de 1675. Elle est portée à 4000 liv. par l'Ass. de 1680. T. V, p. 213, 205.*

A l'Evêque de Bethléem, à raison de son mérite & de ses services, 600 l. de pension. *Ass. de 1675. T. V, p. 279.*

Au sieur le Gentil, pension de 1500 liv. continuée, à condition qu'il travaillera à un septieme tome contenant les pieces qui manquent. *Ass. de 1675. T. V, p. 281.*

Aux PP. Thomassin & Dubois, Prêtres de l'Oratoire, à chacun pension de 1000 liv. *Ass. de 1680. T. V, p. 333.*

Au sieur la Grange, Archidiacre de Tarbes, poursuivi extraordinairement sur une accusation peu fondée, & au préjudice de la Jurisdiction Ecclésiast., pension de 600 liv. *Ass. de 1685. T. V, p. 630.*

A l'Evêque de Bethléem, à raison de son mérite & de ses services, pension de 1000 liv. *Ass. de 1685. T. V, p. 630.*

Sur la demande du Pere Thomassin, l'Ass. de 1695 fait passer sur le Pere Bordes, Editeur des Ouvrages dudit Thomassin, la moitié de la pension de 1000 livres, dont jouissoit ce dernier, pour lui être continuée après la mort dudit Pere. T. VI, p. 268.

A M. l'Abbé Targni, pension de 1000 l., à la priere de M. le Président. *Ass. de 1700. T. VI, p. 579.*

Aux PP. Jésuites, pour les Missions du Levant, 1000 liv. de gratification. *Ass. de 1700. Ibid.*

A la Maison Professe des Jésuites
Table de la Coll. des P. V.

de Paris, gratification de 4000 livres. *Ass. de 1700. T. VI, p. 583.*

A l'Archev. de Cassel & à l'Evêque de Cluonfort, Prélats Irlandois, recommandés par le Pape, 600 liv. de pension. *Ass. de 1705. Ces deux Prélats morts, les mêmes pensions sont accordées à deux autres Prélats Irlandois recommandés par la Reine d'Angleterre. Ass. de 1710. T. VI, p. 909, 910, 1136, 1137.*

A l'Evêque de Québec, fait prisonnier par les Anglois, avec ses Ecclésiastiques, une gratification de 4000 liv. *Ass. de 1705. T. VI, p. 910. Voyez Canada.*

A deux Prélats Irlandois, recommandés par la Reine d'Angleterre, 600 liv. de pension à chacun. *Ass. de 1715. A l'Evêque de Bethléem, 1000 liv. de pension. Au sieur de Cahusac, Curé dans les Sévennes, maltraité par les Religionnaires, pension de 500 livres. Autre pension de 500 liv. à la Dame de Dillon. Ass. de 1715. T. VI, p. 1483.*

A l'Ev. de Kildare en Irlande, à titre de survivance sur les premieres pensions qui viendront à vaquer, sans tirer à conséquence, 600 livres de pension. *Ass. de 1725. T. VII, p. 531.*

Au sieur Abbé Béal, pour recouvrement des pieces qui manquent dans les Archives, 400 liv. de pension. *Ass. de 1726. T. VII, p. 612, 613.*

Au P. Longueval, Jésuite, Auteur de l'Histoire de l'Eglise Gallicane, 500 livres de pension. *Ass. de 1730. Voyez Eglise Gallicane.*

A M. Collet, Prêtre de la Congrégation de la Mission, pension de 300 l. *Ass. de 1740. T. VII, p. 1771.*

A M. l'Ev. de Québec, pension de 1000 liv. *Ass. de 1740. Voyez Canada.*

A la veuve du sieur Gillot, Garde des Archives, 400 liv. de pension. *Ass. de 1745. T. VII, p. 2090.*

Au sieur Rigoley de Juvigny, pour les services qu'il rendoit, depuis 40 ans, au Clergé, en qualité de premier Commis, augmentation de 200 liv. sur la pension de 400 liv. dont il jouissoit. *Ass. de 1745. T. VII, p. 2090.*

L'Ass. de 1750 lui accorde une nouvelle augmentation de 400 liv.; en tout 1000 liv. T. VIII, p. 413.

A M. l'Ev. de Québec, pension de 1000 liv. *Ass. de 1745. Voyez Canada.*

Au College des Lombards, 1000 l. de gratification. Autre gratification de 1000 l. à la Maison Professe des Jésuites. *Ass. de 1747. T. VIII, p. 100, 101.*

Eccce

A M. l'Ev. de Bethléem, 1500 liv. de pension. Pension de l'Ev. de Nitrie, précédemment accordée, augmentée de 1500 livres. *Aff. de 1747. T. VIII, p. 101, 102, 103.*

Aux PP. Augustins, après l'accident du tonnerre tombé sur leur Eglise, 4000 liv. de gratification. A la Maison Professe des Jésuites, 1000 liv. Autre de 800 liv. au College des Lombards. Autre de 600 l. au Séminaire du Saint-Esprit. Autre de 600 liv. au Séminaire de la Sainte-Famille. *Aff. de 1748. T. VIII, p. 212, 213.*

A M. l'Ev. de Bethléem, 1000 liv. d'augmentation de pension. *Aff. de 1750. T. VIII, p. 412.*

A la Maison Professe des Jésuites, gratification de 4000 liv. *Aff. de 1750. T. VIII, p. 413.*

L'Ass. de 1755 accorde au sieur Rigoley de Juvigny une pension annuelle de 1000 liv. T. VIII, p. 596.

A la Maison Professe des Jésuites, une gratification de 4000 liv. Au Séminaire du Saint-Esprit, 1000 livres. Aux Irlandois, 1000 liv. Au Séminaire de la Sainte-Famille, 1000 liv. T. VIII, p. 597.

A M. l'Abbé Carondas, à raison d'un Ouvrage fait pour la défense des Immunités, une pension de 1000 l. T. VIII, p. 597.

L'Ass. de 1758 accorde à la Maison Professe des Jésuites, 1000 liv. Au Séminaire du Saint-Esprit, 1000 liv. Aux Irlandois, 1000 liv. Au Séminaire de la Sainte-Famille, 600 livres. T. VIII, p. 716.

L'Ass. de 1760 accorde à M. Corgne une pension de 600 liv. pour son Ouvrage contre le Livre du sieur Travers. *Voyez Livres, §. II, n°. 18.*

L'Ass. de 1762 augmente de 1000 l. la pension de pareille somme accordée au Sr. de Juvigny, à cause des longs services de son pere & des siens. T. VIII, p. 1117, 1118.

L'Ass. de 1765, connoissant l'utilité & les charges immenses du Séminaire du Saint-Esprit, augmente de 500 liv. la pension de 1000 liv. ci-devant accordée audit Séminaire. T. VIII, p. 1594.

La même Ass. accorde à la veuve de M. d'Héricourt, Avocat au Parlement, laissée dans la plus grande misère, une pension de 600 liv. *Ibidem.*

Aux sieurs de Brézols & Guithon, Auteurs du Traité des Officialités, à chacun 1400 liv., par forme de gratification. T. VIII, p. 1595.

Sur la représentation de M. l'Evêque de Vannes, & après lecture faite d'un Mémoire en faveur des Prêtres desservant l'Isle de Belle-Ile, l'Ass. leur accorde une somme de 6000 liv., pour être distribuée selon que M. de Vannes le jugera convenable. T. VIII, p. 1595. *Le Mémoire, P. Just. p. 536.*

L'Ass. de 1770 accorde à M. l'Abbé Bergier, pour ses Ouvrages contre l'incrédulité, une pension de 1000 livres; une pension de 600 livres à M. l'Abbé Guyon; une gratification de 1400 liv. à M. l'Abbé Eyméric, pour les services rendus à la Religion par leurs Ouvrages.

Elle accorde en gratifications, 1000 l. au Séminaire du S. Esprit; 1500 liv. à celui des Trente-trois; 3000 liv. aux Clercs Irlandois; 1500 livres au sieur Piquet, Missionnaire; 3000 livres aux Elèves Acadiens; 4000 liv. pour la gratification que le Clergé avoit coutume d'accorder à la Maison Professe des Jésuites, pour être ladite somme remise à M. l'Archevêque de Reims, & sur sa quittance, pour être employée conformément aux intentions du Clergé: plus, une pension de 1000 liv. au sieur de Beaufort, premier Commis de M. de Saint-Jullien. T. VIII, p. 1912, 1913.

La même Ass. a accordé à M. l'Abbé du Saulzet, pour le récompenser de son travail de l'Abrégé des Mémoires du Clergé, une pension de 1800 livres. T. VIII, p. 1911, 1912.

Et à M. l'Abbé du Hamel, pour son travail du dépouillement des états des Diocèses & des tableaux par lui dressés, 6000 liv. de gratification. T. VIII, p. 1914.

L'Ass. de 1771 accorde au Séminaire de Viviers, détruit par un incendie, la somme de 20000 livres; à la Ville de Nérac, une somme de 6000 livres pour l'Eglise Paroissiale à construire; aux Prêtres qui se consacrent aux Missions de Loango, 6000 livres; aux Jésuites, qui se destinent aux mêmes œuvres, 3000 livres; aux Jésuites non Profès, comme il a été pratiqué en quelques Assemblées, 4000 liv.; au sieur Pierre Duranthon, neveu du feu Abbé, 3000 liv. T. VIII, p. 2053.

L'Ass. de 1773 accorde, en pensions, 300 liv. au sieur Cussac; 1000 liv. à la veuve du sieur de Beauvais; 600 liv. à la veuve du sieur de Jouy; 100 liv. au sieur Valaix, Commis du Bureau de l'Agence. T. VIII, p. 2601, 2602.

**PERES GRECS, HISTORIENS
ECCLESIAST QU ES GRECSET
LATINS.**

I. ARAËS la conférence tenue à Fontainebleau en 1601, entre le Cardinal du Perron, & le sieur du Pleffis-Mornai, le Clergé ayant reconnu que la plupart des Peres Grecs & Latins étoient imprimés avec des fautes à Londres, à Francfort & à Baile, on jugea à propos de les faire imprimer à Paris; & pour cet effet on remit une somme d'abord entre les mains de Claude Morel, depuis en celles d'Antoine Etienne & de Cramoisi, depuis en celles de Cramoisi & de Vitré: enfin, l'Ass. de 1645 prêta au seul Vitré la somme de 8000 liv., qui promit de les rendre en 1655; & pour l'avantage qu'il recevoit de ce prêt, il promit d'imprimer pendant ces dix années, Saint-Jean-Damascene, Origene, Ephrem & S. Maxime. Mrs. les Agents, dans leur rapport fait à l'Assemblée de 1680, observent, qu'il avoit satisfait à l'impression du seul Ephrem, mais qu'il n'avoit jamais satisfait au paiement des 8000 liv. Procès à ce sujet, terminé par Arrêt du 5 Mars 1677, qui condamne le sieur Vitré au paiement de ladite somme. T. I, p. 767. T. III, p. 403. T. V, P. J. p. 173, 174.

II. Il fut arrêté dans l'Ass. de 1610, que l'impression des Peres Grecs étant utile à l'Eglise, elle seroit continuée suivant la résolution de la dernière Assemblée, & à cette fin, que la somme de mille écus, ordonnée pour l'impression des Livres de Chant de l'Eglise, demeurerait en fonds, pour en accommoder les Imprimeurs des Peres Grecs. T. II, p. 14.

L'Ass. de 1615 entend sur l'impression des Peres Grecs & des Livres d'Eglise, le Pere Fronton, Jésuite. T. II, p. 285 & suiv.

L'Ass. de 1619 fait distribuer aux Députés qui en voudront, les Œuvres de S. Chrysostôme, à raison de 4 livres le volume. T. II, p. 346.

L'Ass. de 1635, après que ses Députés en ont conféré avec plusieurs Docteurs, sur le choix des Peres Grecs, qu'il seroit plus à propos de faire imprimer, se détermine pour les Œuvres de S. Jean-Damascene, d'Origene, de S. Maxime & de S. Ephrem. Le sieur Aubert, Docteur de Sorbonne, est chargé du soin de l'impression, pour la

quelle sera continué le prêt de 8000 liv. aux Imprimeurs qui seront choisis pour cet effet, dans le traité desquels le sieur Vitré entrera par préférence. T. II, p. 831, 833.

La même Assemblée de 1635 délibère & arrête de choisir des personnes doctes, pour travailler, sous la direction de M. l'Archevêque de Toulouse, les uns à l'impression des Auteurs Grecs qui ont écrit l'Histoire Ecclésiastique; les autres, pour illustrer le Corps du Droit Canonique. Le choix en est laissé audit Prélat, qui nomme les Srs. Bosquet & Tarin. T. II, p. 836.

L'Ass. de 1645 écrit une Lettre au Pape, pour prier Sa Sainteté de vouloir faire aider le sieur Aubert, chargé de la nouvelle Edition des Peres Grecs, de quelques volumes desdits Peres qui sont dans la Bibliothèque du Vatican. T. III, p. 404, P. J. p. 38.

Le Sieur Vitré présente à l'Ass. de 1650, les feuilles imprimées des Œuvres de S. Ephrem. Le sieur Aubert chargé du travail, étant mort, l'Ass. lui donne pour successeur le sieur Valois. Parmi les différents Livres des Auteurs Grecs à imprimer, l'Ass. s'arrête à ce qui reste du Saint-Ephrem, l'Eusebe & les autres Historiens Grecs en un volume. La direction de l'impression est confirmée à M. l'Arch. de Toulouse. T. III, p. 736, 737.

En l'Ass. de 1655, il est parlé & délibéré de plusieurs Livres & Impressions. Le sieur Valois est chargé de la traduction des Peres Grecs. Eusebe imprimé par Vitré. *Catena PP. Graecorum*, imprimée par Boudes, à Toulouse. T. IV, p. 417 & suiv.

La version de l'Histoire Ecclésiastique d'Eusebe, par M. le Valois, est finie d'imprimer. L'Ass. de 1660 en témoigne sa satisfaction à l'Auteur, & l'engage à continuer les traductions des autres Historiens Ecclésiastiques, qui accompagnent ordinairement Eusebe. T. IV, p. 796.

Le sieur le Valois présente à l'Ass. de 1675, l'Edition de l'Histoire Ecclésiastique de Théodoret, d'Evagre, avec les fragments de Philostorge, de Théodore le Lecteur. Le Corps de l'Histoire Ecclésiastique Greque étant achevé, il offre ses services pour faire imprimer la collection des Auteurs Latins de l'Histoire Ecclésiastique. L'Assemblée nomme des Commissaires pour conférer avec lui sur les Ouvrages auxquels il pourra travailler. T. V, p. 282.

PÉRIGUEUX.

2612. 1°. M. le Chancelier renvoie à l'Ass. de 1612, une Requête de l'Evêque de Périgueux, par laquelle il supplioit Sa Majesté de lui permettre d'imposer sur tout son Diocèse, des sommes dues au Recev. Prov. des Décimes. Il fut conclu n'y avoir lieu d'accorder le consentement par écrit, ne paroissant pas par écrit du renvoi fait à l'Assemblée. T. II, p. 530.

1635. 2°. L'Assemb. de 1635 demande le renvoi d'un Procès pendant au Conseil, entre l'Evêque de Périgueux, les Députés de son Clergé & le Receveur des Décimes, pour le compte de quelque levée de deniers faite par autorité du Conseil dans ledit Diocèse. T. II, p. 822.

1645. 3°. Dans un Procès entre un Religieux de Grammont, Prieur du Prieuré de Ravaux, & les Syndics des Diocèses de Périgueux & de Saintes au sujet du paiement des décimes, pour les annexes dudit Prieuré situées dans lesdits Diocèses, l'affaire a été renvoyée par le Conseil à l'Assemb. de 1645. Cette Assemb. a mis les Parties hors de Cour & de Procès. T. III, p. 392, 393.

1670. 4°. On a voulu établir une Prébende Théologale dans l'Eglise Collégiale de Saint-Front. Il en est parlé dans l'Ass. de 1670. Voyez Théologaux, n°. I.

1760. 5°. Mrs. les Agents font part à l'Ass. de 1760, d'un Arrêt rendu le 29 Avril 1750 au Conseil des Finances, qui renvoie à l'Assemb. la connoissance & le jugement de la demande en cassation portée au Conseil des Finances, par le Syndic du Diocèse de Périgueux, en la Chambre Supérieure de Bordeaux, en faveur du Chapitre de Saint-Astier, au même Diocèse, portant modération de la taxe faite sur ce Chapitre par le Bureau Diocésain de Périgueux. Le Promoteur ayant requis, la Compagnie accepte le renvoi, ordonne que l'Arrêt soit inséré au Procès-verbal, que les Mémoires & pièces du Procès soient mis entre les mains des Commissaires qu'elle nomme, pour, sur leur rapport & sur les conclusions du Promoteur, être fait droit par l'Assemb. T. VIII, p. 963, 964. L'Arrêt, P. Just. p. 324 & s.

Le Chapitre de Saint-Astier ayant formé opposition à l'Arrêt du Conseil, qui avoit renvoyé le Jugement à l'Ass., est intervenu un second Arrêt qui le déboute de son opposition: ce second Arrêt exclut du Jugement, les Députés de

l'Assemb. qui se seroient trouvés à celle de 1758. T. VIII, p. 965. Le second Arrêt, P. J. p. 326.

Les Commissaires font leur rapport: après un exposé exact du fait & des moyens des Parties, de l'avis de la Commission, le Promoteur oui, l'Ass. faisant droit sur le tout, ayant égard aux Requêtes présentées par le Syndic de Périgueux, casse & annule le Jugement rendu en la Chambre Supérieure de Bordeaux, ordonne que les Jugements rendus par le Bureau Diocésain de Périgueux en ladite instance, seront exécutés selon leur forme & teneur, & en conséquence, condamne le Chapitre de Saint-Astier de payer la taxe imposée, &c. T. VIII, p. 965 & s.

L'affaire du Diocèse de Périgueux contre le Chapitre de Saint-Astier, avoit été portée à l'Ass. de 1758. Le Chapitre demandoit une modération de la taxe au Bureau Diocésain, qui, avant de faire droit, exige du Chapitre les Pièces Justificatives de l'état de ses revenus: le Chapitre les refuse, & il est déclaré non-recevable dans sa demande; appel de la part à la Chambre de Bordeaux, laquelle prononce en sa faveur, & modère sa taxe, en infirmant les deux Jugements du Bureau. T. VIII, p. 704 & suiv. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

PERMUTATIONS.

UN Collateur peut-il refuser d'admettre une permutation frauduleuse? Cette question s'est présentée dans une cause portée au Parlement de Toulouse, dans laquelle l'Ass. de 1641 est intervenue en faveur des Collateurs. Il se trouve partage au Parlement en trois différents Jugements, tant en la Grand-Chambre, qu'aux deux des Enquêtes; ce qui auroit obligé de se pourvoir en évocation au Conseil du Roi. T. HI, p. 80.

PÉRONNE.

1°. LA Fabrique de Péronne opprimée par les Traitants, qui en exigent des taxes en conséquence de l'Edit de réunion aux Fabriques, des charges de Trésoriers desdites Fabriques. L'Ass. de 1705 y pourvoit. Voyez Fabriques, §. I, n°. II.

2°. Ecclésiastiques de Péronne inquiétés pour le logement des gens de guerre & pour les octrois. Voyez Logement. Octrois.

PÉR

En l'Assemblée de Breteuil renvoyé que M. l'Evêque au Conseil, & demande le Conseil de Roi la Jurisdiction procédures faites le Curé de S. da. Mrs. les A. présenter, au n. quête au Conseil cassation. T. V.

PERRON.

1°. UN Holl. verti, entrepren des Œuvres de l'Ass. de 1621 très-utile à l'Eg. tinuer & achever duction. T. II.

2°. M. l'Evêque rapport fait à l. tique le Cardina. sa Harangue au 1615, avoit tr la Doctrine sur l. quant au temp. Clergé n'a eu a duitre. Voyez P.

PETRUS

LES Prélats ass. accordé une son Morel, Imprim nom de Petrus 1635, attendu glise a reçus due rite singulier de sieroit connoître moignages de sa Doctrine, all les comptes du que décernée p avoient pas le

La même Ass. virir l'Auteur, p. particulier son e sance. T. II, p.

L'Assemb. de Œuvres de Petrus quatre volumes, le sieur Vitre, réponse au Livre la Préface & le tion y seront aid en beaux caract

PERPIGNAN.

EN l'Assemblée de 1750, M. l'Abbé de Breteuil rend compte d'une affaire que M. l'Evêque de Perpignan avoit au Conseil, & pour laquelle ce Prélat demande le secours de l'Assemblée, pour faire casser plusieurs Arrêts rendus au Conseil de Roussillon au préjudice de la Jurisdiction Episcopale, & toutes les procédures faites par ledit Conseil contre le Curé de Saint-Laurent de la Cerdà. Mrs. les Agents sont chargés de présenter, au nom du Clergé, une Requête au Conseil pour demander ladite cassation. T. VIII, p. 347, 348.

PERRON. [CARDINAL DU]

1°. UN Hollandois, Ministre converti, entreprend la traduction Latine des Œuvres du Cardinal du Perron. L'Ass. de 1621 loue ce dessein comme très-utile à l'Eglise, & l'exhorte à continuer & achever au plutôt cette traduction. T. II, p. 372.

2°. M. l'Evêque de Tournai, dans son rapport fait à l'Assemblée de 1682, critique le Cardinal du Perron, qui, dans sa Harangue aux Etats-Généraux de 1615, avoit traité de Problématique la Doctrine sur l'indépendance des Rois quant au temporel. Il observe que le Clergé n'a eu aucune part à cette conduite. Voyez Pape, §. II, n°. III.

PETRUS AURELIUS.

LES Prélats assemblés à Paris, avoient accordé une somme de 500 liv. au sieur Morel, Imprimeur du Livre sous le nom de *Petrus Aurelius*. L'Assemblée de 1635, attendu les avantages que l'Eglise a reçus dudit Ouvrage, & du mérite singulier de l'Auteur, qu'elle desireroit connoître & lui rendre les témoignages de l'estime qu'elle fait de sa Doctrine, alloue ladite somme dans les comptes du Recev. Général, quoique décernée par des Prélats qui n'en avoient pas le pouvoir. T. II, p. 621.

La même Assemblée cherche à découvrir l'Auteur, pour lui marquer plus en particulier son estime & sa reconnaissance. T. II, p. 834, 835.

L'Assemblée de 1641 ordonne que les Œuvres de *Petrus Aurelius*, qui sont en quatre volumes, seront réimprimées par le sieur Vitré, pour servir de bonne réponse au Livre du P. Cellor, & que la Préface & le Traité de la Confirmation y seront ajoutés, & le tout in-fol. en beaux caractères. T. III, p. 100.

L'Assemblée de 1645 ordonne la réimpression du *Petrus Aurelius*. Elle témoigne son mécontentement de ce que deux Assemblées, ayant approuvé avec éloge, la réponse faite par cet Auteur à quelques libelles publiés contre la dignité des Evêques; que la première édition qui avoit été faite de ce Livre, se trouvant épuisée, & l'Assemblée de Mantes en ayant ordonné une nouvelle, aux dépens du Clergé; néanmoins, après l'édition faite, M. le Chancelier auroit fait saisir & enlever plusieurs exemplaires, qui auroient été portés chez lui, & tout ceci se seroit passé peu de temps après l'Assemblée de Mantes. Là-dessus l'Assemblée se plaint amèrement du refus: elle députe au Cardinal Mazarin pour la restitution des exemplaires enlevés; ses Commissaires sont instance sur ce sujet dans les conférences tenues sur les affaires de l'Eglise. M. le Chancelier avoue que le Livre est excellent; M. l'Evêque de Grasse en fait & compose un éloge, que l'Assemblée ordonne être mis à la tête des Œuvres dudit *Aurelius*. *Petro Aurelio Theologo veritatis amatori acerrimo, Hierarchia vindici justissimo*, &c. T. III, p. 407 jusq. 411. P. J. p. 39, 40.

PESTE DE MARSEILLE.

Voyez Spoliations.

PÉTITOIRE.

Voyez Posselloire.

PLOUER.

Voyez Bretagne, §. II, n°. IV.

POÈLE.

HONNEUR du Poêle accordé aux Evêques, lorsqu'ils font leur première entrée dans une Ville. Voyez Evêques, §. V. n°. VIII.

POIDS ET MESURES.

L'Assemblée de 1710, art. 10 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de décharger les Bénéficiers & les Communautés possédant moulins, du paiement des droits attribués par l'Edit de Janvier 1704, aux Contrôleurs & Visiteurs des poids & mesures. Réponse. *C'est un établissement général pour tout le Royaume, & dont personne ne peut être dispensé*. Recueil, p. 1526.



POISSI. [ASSEMBLÉE DE]

§. I. Convocation : Députés & Présidents : objets de délibérations.

I. DANS le Conseil extraordinaire tenu à Fontainebleau, le 21 Août 1560, outre la convocation des Etats-Généraux, il avoit été résolu qu'il seroit tenu une Assëmb. Ecclesiastique, ou Concile, le 20 Janvier suivant à Paris. Cette résolution fut confirmée dans plusieurs Assëmb. consécutives, qui furent tenues au Parlement avec les Princes & autres gens du Conseil, sur les moyens que l'on devoit prendre pour appaiser les troubles de la Religion : en conséquence, le Roi décerna ses Lettres-Patentes aux Evêques pour s'assembler à Poissi sur le fait de la Religion, & de la subvention que le Roi demandoit au Clergé. L'Assemblée fut indiquée au 26 Juillet 1561 : en ce même-temps, les Etats-Généraux se continuoient à Pontoise : par-là, le Clergé étoit représenté en même-temps à Pontoise & à Poissi, par deux différentes Compagnies assemblées pour le même sujet ; ce qui occasionna les Remontrances du Parlement du 13 Août. T. I, p. 15, 16.

II. Les Prélats du Royaume avoient été convoqués au nombre de 113 ; à peine s'y en trouva-t-il 50, dont 6 Cardinaux, 3 Arch. & 38 Evêques : il s'y trouva aussi plusieurs Docteurs & Députés des Diocèses : le Cardinal de Tournon y présida, comme Doyen de l'Ass. : chacun prit son rang, suivant l'ancienneté de son Sacre, excepté l'Evêque Diocésain qui siégea le premier des Evêques. Le Roi assista avec toute sa Cour à la séance du 31 Juillet : M. le Chancelier y exposa les causes de convocation de ce Concile National : il fut protesté de ne rien attenter contre le vouloir du Pape, & résolu de ne point parler des matières de Foi, les remettant au Concile qui étoit ouvert. On ordonna la Communion générale. Le Cardinal de Châillon & quelques autres communierent à leur mode, à la Paroisse. T. I, p. 17, 18.

III. Les Lettres de convocation portent à quatre, les objets de délibérations : la réformation de l'Eglise : la subvention qui devoit être accordée à S. M. : le choix de ceux qui devoient aller au Concile : les moyens de remédier aux troubles. T. I, p. 18, 19.

§. II. Subvention accordée & Contrat de Poissi.

Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1561.

§. III. Réformation & Décrets, & ce sujet, de l'Ass. de Poissi.

Voyez Réformation, §. I.

§. IV. Colloque avec les Huguenots.

Voyez Colloque.

§. V. Conférences de Saint-Germain sur la Cene & sur les Images.

Voyez Colloque.

POITIERS. POITOU.

1°. AUX Etats de Blois en 1588, il s'éleva un grand différend entre ceux du Gouvernement de Guienne & le Député du Poitou, qui s'étoit rangé sous le Gouvernement d'Orléans : la question fut traitée savamment par les deux Partis. Le Député du Poitou fut condamné, par Arrêt du Conseil d'Etat, à prendre séance au Gouvernement de Guienne. T. I, p. 455, 456.

2°. Affaire des Curés du Poitou, au sujet de la dîme novale qui leur étoit disputée, en conséquence d'un abonnement appelé le *Boisselage*. Voyez Novales.

3°. Le Présidial de Poitiers forme empêchement à l'établissement d'un Bureau particulier du Diocèse de Poitiers, pour la connoissance des Décimes ; & cela contre le Contrat de 1615, contre les Lettres-Patentes obtenues par le Diocèse, & vérifiées en la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux, suivant l'adresse d'icelles. L'Evêque de Poitiers s'en plaint à l'Ass. de 1625, qui ordonne aux Agents d'intervenir. T. II, p. 549.

4°. Différend entre le Syndic du Dioc. de Poitiers & l'Abbé de Grammont, pour les Décimes d'un Prieuré uni à l'Abbaye de Grammont. L'Ass. de 1645 demande que cette affaire lui soit renvoyée : le renvoi est accordé par Arrêt du Conseil : l'Ass., du consentement des Parties, renvoie le Procès au Bureau général de Tours, & cependant, par provision, ordonne que ledit sieur Abbé paiera par manière de consignation. T. III, p. 391, 392.

5°. Plainte en l'Ass. de 1725 du Syndic du Diocèse de Poitiers, au sujet du

refus de la Dan
vraute, de payer
de 1723. Voyez

1750. 6°. En l'Assëmb.
jets de plaintes
1°. sur le dépa
sur la réduction
vraute ; 3°. sur la
remboursements
tuer, sur le pren
confession d'un
général : elle ch
mander un Mém
dic du Diocèse,
elle modere son
de 32637 liv., d
ment des créanc
Dioc. à 15000 l.

PO

LA Province d
rection de l'Ass.
faire introduite
pitre de Comin
de deux Arrêts
faveur de deux
grue. Il s'agissoit
ments de ce Cha
teur, portant ab
grosse dîme, moy
nuelle modique ;
s'étoient faits p
polices : la police
sous seing-privé
lé, ni insinué.

Les gros Décim
que les polices
à ferme, qui expir
rés avec qui ils av
tre lesquels, par
vent revenir : les
regardoient les po
nations faites par l
de façon que ceu
rentrer dans les g
ayant jugé l'affaire
pute à M. le Ch
citer un Règlement
dent les gros Décim
205 & suiv.

M. l'Abbé de C
à l'Assëmb. de 17
cernant les polices
Curés & le Cha
L'affaire est renv
Temporel, pour y
VIII, p. 386.

POL

LA Reine de P
de 1655, lui exp

1677 POLICES. POLOGNE. PONS. [SAINT-] 1678

refus de la Dame Abbessé de Fontevault, de payer sa part du Don-gratuit de 1723. Voyez Fontevault.

6°. En l'Assemblée de 1750, trois objets de plaintes du Diocèse de Poitiers : 1°. sur le département de 1646; 2°. sur la réduction de la cote de Fontevault; 3°. sur la taxe imposée pour les remboursements. L'Ass. renvoie à statuer, sur le premier objet, lors de la confection d'un nouveau département général; elle charge les Agents de demander un Mémoire instructif au Syndic du Diocèse, sur le second objet; elle modère son imposition annuelle de 32637 liv., destinée au remboursement des créanciers particuliers dudit Dioc. à 15000 l. T. VIII, p. 389, 390.

POLICES.

LA Province d'Auch réclame la protection de l'Ass. de 1748, dans une affaire introduite au Conseil par le Chapitre de Cominges, qui se plaignoit de deux Arrêts rendus contre lui en faveur de deux Curés à portion congrue. Il s'agissoit de certains arrangements de ce Chapitre, gros Décimateur, portant abandon de sa part de la grosse dîme, moyennant une somme annuelle modique; & ces arrangements s'étoient faits par des actes nommés *polices*: la police est un simple écrit sous seing-privé, qui n'est, ni contrôlé, ni insinué.

Les gros Décimateurs prétendoient que les *polices* sont de simples baux à ferme, qui expirent à la mort des Curés avec qui ils avoient été passés, contre lesquels, par conséquent, ils peuvent revenir: les Curés, au contraire, regardoient les *polices* comme des aliénations faites par les gros Décimateurs, de façon que ceux-ci ne peuvent plus rentrer dans les grosses dîmes. L'Ass. ayant jugé l'affaire très-importante, députa à M. le Chancelier, pour solliciter un Règlement tel que le demandent les gros Décimateurs. T. VIII, p. 205 & suiv.

M. l'Abbé de Coriolis rend compte à l'Ass. de 1750, de l'affaire concernant les *polices* passées entre des Curés & le Chapitre de Cominges. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel, pour y être examinée. T. VIII, p. 386.

POLOGNE.

LA Reine de Pologne écrit à l'Ass. de 1655, lui expose la misère & les

désordres de son Royaume, & la prie de lui accorder des secours. L'Assemblée s'en excuse du mieux qui lui est possible. T. IV, p. 431. *Lettre & réponse*, P. Just. p. 140, 141.

PONS. [SAINT-]

1°. Vers l'année 1690, il s'éleva une contestation entre le Chapitre de Saint-Pons & le Clergé de Castres, savoir, si les Prieurés de la Caune & de Lautrec, qui sont annexes du Chapitre de Saint-Pons, pouvoient être taxés dans le Diocèse de Castres, aux Décimes ordinaires & extraordinaires? Le Procès fut renvoyé à l'Assemblée de 1695, par Arrêt contradictoire du Conseil rendu le 2 Mars 1695: jugé que lesdits Prieurés n'avoient pu, & ne pourront être à l'avenir taxés par les Députés du Diocèse de Castres, pour aucunes impositions, de quelque nature qu'elles soient, attendu qu'ils ne doivent être taxés qu'au chef-lieu; & en conséquence, que les sommes payées en exécution des départements faits au Diocèse de Castres, seront restituées; comme aussi que le Diocèse de Castres ne pourra prétendre, pour raison de ce, aucune indemnité, ni rejet contre le Diocèse ou le Chapitre de Saint-Pons. T. VI, p. 234 & suiv.

Cette même contestation se renouvelle: elle est portée d'abord au Bureau Diocésain de Castres, & par appel à la Chambre Souveraine. Mrs. les Agents se pourvoient au Conseil, pour en demander le renvoi à l'Ass. de 1765, à l'effet d'y être jugée souverainement. L'Arrêt de renvoi est accordé: M. l'Evêque de Mâcon fait le rapport de l'affaire, & l'Ass. rend son jugement définitif, par lequel, 1°. elle fait défenses au Diocèse de Castres, de plus, à l'avenir, comprendre dans le rôle de ses impositions, de quelque nature qu'elles soient, le Chapitre de Saint-Pons, pour raison des Prieurés de la Caune & de Lautrec; 2°. elle condamne le Diocèse de Castres à la restitution des sommes que le Chapitre auroit payées par forme de consignation, à compter de 1760; 3°. elle condamne ledit Diocèse en tous les dépens; 4°. elle ordonne de plus, que lesdits deux Prieurés seront tirés du département du Diocèse de Castres, lequel sera diminué de la somme de 4000 liv., à laquelle étoit portée l'évaluation desdits deux Prieurés, sur son pouillé. T. VIII, p. 1564 jusqu'à 1576. P. Just. p. 532 & suiv.

1690.

1765.

1699.

1°. Autre affaire du Syndic du Chapitre de Saint-Pons contre le Syndic du Clergé. Leur différend consistoit à savoir, si l'imposition des taxes pour le Don-gratuit & la capitation, devoit avoir été faite sur l'ancien pied de celle des Décimes, prétendue usitée dans ce Diocèse depuis plus de cent ans, ou si ces taxes devoient avoir été faites sur le pied du département de 1516, & suivant les Règlements généraux du Clergé. Ce dernier sentiment étoit soutenu par le Syndic du Chapitre, & fut confirmé par un Jugement définitif de la Chambre Souveraine de Toulouse du 10 Mai 1699, qui ordonnoit que les taxes pour les Décimes ordinaires seroient faites sur le pied du département de 1516, & celle des Décimes extraordinaires suivant le Règlement du Clergé; lequel Jugement fut confirmé aussi par Arrêt du Conseil du dernier Juillet 1699. T. VI, P. Just. p. 127, 269 & suiv.

1725.

3°. En l'Assemb. de 1725, M. l'Evêque de Beziers représente que l'Ass. de Mantres en 1641, avoit compris par mégarde dans le département de l'imposition du Don-gratuit du Diocèse de Beziers, l'Abbaye de Saint-Huberi, située dans le Diocèse d'Agde, & l'Abbaye de Fontcaude, située dans celui de Saint-Pons; que cette méprise avoit donné lieu à un Procès entre les deux Abbés & ces trois Diocèses; qu'il étoit enfin intervenu un Arrêt du Conseil contradictoire, après que Mrs. les Agents ont été entendus, par lequel le Diocèse de Beziers est déchargé; que ce Diocèse demande l'exécution d'un Arrêt aussi juste, & que, pour cet effet, la Compagnie fasse réformer le département sur cet article. La Commission nommée pour l'examen de cette affaire, trouve la représentation du Diocèse de Beziers bien fondée; mais que, s'agissant de faire une imposition sur deux autres Diocèses, la Commission avoit estimé devoir en informer les Syndics des Diocèses de Saint-Pons & d'Agde, afin que sur leurs réponses l'Assemblée puisse juger contradictoirement cette affaire. Ainsi délibéré. T. VII, p. 520, 521.

Mrs. les Evêques d'Agde & de Saint-Pons, dans la réponse qu'ils font à la Lettre qui leur avoit été écrite, par l'Assemblée, sur la demande de M. de Beziers, disent qu'ils n'avoient aucune connoissance de l'Arrêt du Conseil allégué par ce Prélat, & qu'ils prioient

qu'on leur donnât le temps pour répondre à ses demandes; ce qui est trouvé raisonnable. *Ibidem.*

4°. Le Syndic du Diocèse de Beziers présente à l'Assemb. de 1745, un Mémoire concernant cette même contestation élevée depuis long-temps entre ce Diocèse, & les Diocèses de Saint-Pons & d'Agde. La plainte du Diocèse de Beziers vient de ce qu'il prétend qu'il est imposé pour les Abbayes de Fontcaude & de Saint-Huberi, dont la première est située dans le Diocèse de Saint-Pons, & l'autre dans celui d'Agde. Sur quoi, la matière mise en délibération, l'Assemblée décide, que le département de 1646 devoit faire la règle des Diocèses; que l'Abbaye de Fontcaude étant dans ce département employée dans le Diocèse de Saint-Pons, elle continueroit à y être imposée, sauf à rendre au Diocèse de Beziers la justice qu'il demande, lors d'un nouveau département. T. VII, p. 2072, 2073.

5°. M. l'Archevêque de Rouen fait part à l'Assemblée de 1745, d'une prétention qu'avoit le Chapitre de Saint-Pons, d'envoyer deux Assesseurs pour assister aux Jugements & à toutes les procédures criminelles qui se font à l'Officialité contre un Chanoine. M. l'Archevêque de Rouen ajoute, qu'il croyoit que cette contestation entre le Chapitre & l'Evêque, ne pouvoit être terminée que par une Déclaration. L'Ass. prie Mrs. les Commissaires de la Jurisdiction, de prendre connoissance de cette affaire. T. VII, p. 2081.

PONTEAU. [ABBAYE DE]

Voyez Lescar.

PONTIFICAL ROMAIN.

DANS l'Assemb. de 1650, il est représenté, qu'au Pontifical Romain, imprimé à Rome en 1645, l'on avoit ajouté un formulaire de serment particulier pour les Prêtres Réguliers, lequel n'étoit point dans les autres Pontificaux, dans lesquels il n'y a qu'un même formulaire pour les Réguliers & pour les Séculiers, quand ils sont promus à l'Ordre de Prêtrise; que le formulaire du serment des Religieux ajouté, porte, *Promittis Pralato ordinario tuo obedientiam*; au lieu qu'à celui qui est pour les Prêtres, il y a *Promittis Pontifici ordinario tuo*, quand il n'est point son Diocésain; que par ce mot de *Pralato* mis dans le serment des Réguliers,

liers, ils prétendent entendu que de péricur. L'Ass. de deux Lettres, l'avertir, & l'autre pour ne pas se ser

Autre addition exemptes, dont fois : *Ego Abbatiam, &c., Ecclesiæ veau porte: Ego, ero B. Petro Apostolus Ecclesiæ, & Do successoribus... & existenti, mea Regundum regulam, deilius.* [Voyez Ab 611. Les deux Le

L'Ass. de 1745, res pour empêcher Romain s'imprimés changements.

L'affaire se présente à l'Assemblée de 1745, Commissaires pour additions & restrictions Pontifical Romain rapport, qu'ils ont nouvelles éditions de dicibles à l'autorité le meilleur remède primer de nouveau suivant les exemples Vitre représente que Messes Pontificales pour en fournir tout suffira d'en imprimer pour les mettre dans désir; ce qui seroit gne. L'expédient est 152, 153.

PONT

Procès pour fa les Religieux de la son, au Diocèse de Supérieure des de le Bureau Diocésain de l'Assemb. de 1745, n°. 6.

PONTS ET

Les Ecclésiastiques tribuer? Voyez Ode

liers, ils prétendent que ledit mot n'est entendu que de la personne de leur Supérieur. L'Assemblée arrêta qu'il sera écrit deux Lettres, l'une au Pape pour l'en avertir, & l'autre à Mrs. les Prélats, pour ne pas se servir dudit Pontifical.

Autre addition pour les Abbesses exemptes, dont le serment étoit autrefois : *Ego Abbatissa promitto obedientiam, &c., Ecclesie, Episcopo*; & le nouveau porte : *Ego, &c., fidelis & obediens ero B. Petro Apostolo, sanctaeque Romanae Ecclesiae, & Domino nostro N. suisque successoribus... & tibi vel pro tempore existentibus, meae Religionis Superiori, secundum regulam, &c.* Arrêté ainsi que dessus. [Voyez Abbesses.] T. III, p. 610, 611. Les deux Lettres, P. J. p. 74, 75.

L'Assemblée de 1660 prend des mesures pour empêcher que le Pontifical Romain s'imprime à Paris avec les susdits changements. T. IV, p. 793.

L'affaire se présente de nouveau dans l'Assemblée de 1670; elle nomme des Commissaires pour faire l'examen des additions & restrictions ajoutées au Pontifical Romain. Ils disent, dans leur rapport, qu'ils ont trouvé dans les nouvelles éditions des nouveautés préjudiciables à l'autorité des Evêques; que le meilleur remède seroit de faire imprimer de nouveau la Messe Pontificale, suivant les exemplaires anciens. Le sieur Vitré représente qu'il se trouve assez de Messes Pontificales chez les Libraires, pour en fournir tous les Diocèses; qu'il suffira d'en imprimer quelques feuilles pour les mettre dans l'état que l'Assemblée désire; ce qui seroit d'une grande épargne. L'expédient est approuvé. T. V, p. 152, 153.

PONTORSON.

Procès pour fait de décimes entre les Religieux de la Charité de Pontorson, au Diocèse de Dol, la Chambre Supérieure des décimes de Tours, & le Bureau Diocésain de Dol. Jugement de l'Assemblée de 1740. Voyez Tours, n°. 6.

PONTS ET CHAUSSÉES.

Les Ecclésiastiques doivent-ils y contribuer? Voyez Océrois.



Table de la Coll. des P. V.

PORTIONS CONGRUES.

§. I. Réglemens généraux sur cette matière : Juges qui doivent en connoître.

I. Les Loix & la Jurisprudence du Royaume ont varié plusieurs fois sur les portions congrues qu'il convient de donner aux Curés & aux Vicaires perpétuels.

Elles furent fixées, sous le regne de Charles IX, par l'article 9 de l'Edit d'Avril 1571, à la somme de 120 liv.; ensuite elles furent augmentées jusqu'à la somme de 300 liv., par l'art. 13 de l'Ordonnance de Janvier 1629, dont le motif est à remarquer. Sur les plaintes des Décimateurs, intervint la Déclaration du 17 Août 1632, qui réduisit les portions congrues à 200 liv., pour les Diocèses de Bretagne, & les Provinces de-delà la Loire; en comprenant même dans lesdites portions les petites dîmes, le fonds des Cures, les fondations des obits & autres revenus ordinaires. Cette Déclaration fut portée au Grand-Conseil, qui en ordonna l'homologation, pour jouir, par les Ecclésiastiques & Bénéficiers, de l'effet d'icelle, selon la forme & teneur, à la charge des oppositions au Conseil. *Mémoires du Clergé*. T. III, p. 11, 15, 16, 257 & suiv. Recueil, p. 1368, 1369, 1370.

Par une autre Déclaration, du 18 Décembre 1634, cette réduction fut étendue aux Curés qui sont en deçà de la Loire, & les portions congrues fixées à 200 liv. par an, pour les Curés qui n'ont point de Vicaires, & à 300 liv., pour ceux qui sont obligés d'en avoir, dont Sa Majesté remet le Jugement aux Evêques Diocésains: outre lesquelles sommes, les offrandes & droits casuels des Eglises, ensemble les fondations des obits, demeureront aux Curés; & à l'égard des petites dîmes, & des revenus des Cures & autres revenus ordinaires, qu'ils seront précomptés sur les portions congrues, nonobstant l'art. 13 de l'Ordonnance de 1629. Cette Déclaration fut enregistrée au Grand-Conseil, pour être gardée selon la forme & teneur, à la charge des oppositions. Elle fut confirmée par une autre, du 30 Mars 1666, vérifiée au Grand-Conseil purement & simplement. *Mémoires du Clergé*. T. III, p. 18 & suiv. p. 40, 41, 259.

FFFF

Dans un différend entre le Chapitre de Vernon & un de ses Vicaires perpétuels, celui-ci refusa de comparoître à l'assignation qui lui avoit été donnée au Grand-Conseil, au préjudice des Déclarations qui avoient attribué à ce Tribunal la connoissance des portions congrues, & icelle interdit à tous autres Juges; il se pourvut en règlement de Juges au Conseil-Privé, qui renvoya les Parties au Parlement de Rouen. L'Ass. de 1633 accorda au Chapitre la jonction des Agents, pour faire révoquer ledit Arrêt de renvoi. T. IV, p. 293.

Par plusieurs Arrêts, le Parlement de Paris avoit adjugé, non-seulement des portions congrues de 300 liv., ce qui étoit contraire à la Déclaration de 1634, mais aussi les noales, menues & vertes dîmes; il prétendoit même obtenir du Roi une Déclaration conforme auxdits Arrêts. La Cour des Grands-Jours de Clermont en avoit rendu de semblables: en conséquence, plusieurs Décimateurs étoient poursuivis par les Curés. L'Assemb. de 1663, délibération prise par Provinces, résolut de poursuivre, auprès du Roi, une Déclaration pour les portions congrues adressante au Grand-Conseil, confirmative de celle de 1634, avec la clause *nonobstant le Règlement des Grands-Jours, & autres Arrêts des Parlements donnés au contraire, lesquels seront cassés comme donnés au préjudice de la Déclaration de 1634; sauf aux Evêques de pourvoir à l'augmentation desd. portions congrues, selon le besoin & la nécessité des lieux, ainsi qu'ils jugeront à propos de faire, jusqu'à la somme de 300 liv. au plus. Sa Majesté sera aussi suppliée de faire insérer dans ladite Déclaration, que les menues & vertes dîmes ne seront accordées aux Curés qui n'en font point en possession, avec attribution de tout au Grand-Conseil, & la connoissance interdite à tous autres Juges. La Déclaration est accordée; elle est du 30 Mars 1666; la vérification en est sollicitée au Grand-Conseil, où elle est vérifiée purement & simplement. T. IV, p. 979, 980, 981. *Mémoires du Clergé, supra.**

Le Parlement de Toulouse condamne plusieurs Décimateurs à payer aux Curés 300 liv. de portion congrue, bien que par la Déclaration, vérifiée au G. Conseil, elle ne soit que de 200 liv.: on s'en plaint à l'Assemb. de 1670: ordonné aux Agents d'intervenir en ces

sortes de contestations, pour qu'elles soient renvoyées au Grand-Conseil. T. V, p. 83.

Le sujet de ces différends fut enfin réglé, & la Jurisprudence des Cours rendue uniforme, par la Déclaration du 29 Janvier 1686: elle fixoit dans toute l'étendue du Royaume les portions congrues des Curés & Vicaires perpétuels, à la somme de 300 liv., & ce, outre les offrandes, les honoraires & droits casuels; ensemble les dîmes & noales sur les terres qui seroient défrichées depuis que les Curés auroient fait l'option du revenu de la portion congrue, au lieu du revenu de leur Cure. La portion congrue des Vicaires fut réglée à 150 liv., celle des Prêtres commis à la desserte des Cures, à 300 liv., lesdites sommes payées franches & exemptes de toutes charges, par ceux à qui les dîmes ecclésiastiques appartiennent, & en cas d'insuffisance d'icelles, par ceux qui ont les dîmes inféodées. L'art. 24 de l'Edit d'Avr. 1695, confirma cette disposition. *Mémoires du Clergé*, T. III, p. 26 & f.

M. l'Arch. de Paris, Président de l'Assemb. de 1690, rapporte à la Compagnie, que, d'après une conférence tenue chez M. le Chancelier, sur l'affaire des portions congrues, & sur l'exécution de la Déclaration de 1686, il avoit été proposé à Sa Majesté, ou de révoquer la Déclaration, ou d'en suspendre l'exécution pendant cinq ans, ou enfin de l'interpréter; que le Roi s'étoit porté à ce dernier parti; que les portions congrues, tant deçà que delà la Loire, demeureroient toujours fixées à 300 liv.; cependant que les Curés à portion congrue pourroient être imposés aux décimes & Dons-gratuits jusqu'à la somme de 50 liv., & non au-delà; que les biens que les Curés possédoient, dépendants de leurs Cures, avant la Déclaration, leur seroient précomptés sur les 300 liv.; qu'à l'égard des Cures des Villes murées, qui demandent la portion congrue, S. M. seroit fuscoir les Jugements. T. V, p. 679, 680.

La médiation de M. l'Archevêq. de Paris procura la Déclaration du 30 Juin 1690, par laquelle il est permis de faire contribuer les Curés qui ont fait option de la portion congrue, aux décimes & aux Dons-gratuits, jusqu'à la somme de 50 liv.; ils sont obligés, par la même Déclaration, de continuer la jouissance des fonds qu'ils possédoient avant la Déclaration de 1686,

& de précompter la portion congrue.

Sur la portion vants. *Voyez* Des

II. La Chambre des Etats de 1614, par S. M. d'interdire d'autres Juges la connoissance des portions congrues, & de décerner aux Juges d'Arrêt.

L'Assemb. de 1614, plusieurs Arrêts, ment & au Grand-Conseil la même demande de son Cahier. T. II, p. 713, 760.

L'Evêque d'Albi Sentence dans son demandeur en portion de cinq Curés de la Chapelle de Saintes. Ce Chapitre condamné à 300 liv. en avoit appelé au Parlement de Toulouse, lequel avoit connu d'une portion congrue: le demandeur, en ce qui avoit connu du Parlement congrue: l'Evêque Conseil en cassation Agents y pourfurent prouver que la portion congrue, d'Ecclésiastique, devoit être réglée; moyens qui étoient contradictoires entre 1676, qui, sans avoir Toulouse, ordonna l'Evêque d'Albi de sa forme & teneur en 1680. T. V, p.

L'Assemb. de 1680 Cahier du Temporel joindre aux Déclarations, dans le cours de leurs Officiaux, juges mandes en portion ils jugent de la nécessité. Rép. Sa Majesté. Recueil, p.

Sur le pouvoir de la portion congrue. *Voyez* Deservants

§. II. Règlement des dispositions touchant les portions congrues.

I. Quelques Chapitres à l'Assemb. de 1675

& de précompter cette somme sur la portion congrue. T. VI, P. J. p. 49.

Sur la portion congrue des Desservants. *Voyez Desservants.*

II. La Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, par son Cahier, supplie S. M. d'interdire aux Parlements & autres Juges la connoissance des portions congrues, & de déclarer qu'elle appartient aux Juges d'Eglise. T. II, p. 148.

L'Assemb. de 1635, à l'occasion de plusieurs Arrêts intervenus au Parlement & au Grand-Conseil, renouvelle la même demande, & en fait un article de son Cahier : c'est l'article 41. T. II, p. 753, 763. Recueil, p. 1403.

L'Evêque d'Alençon avoit rendu une Sentence dans son Officialité, sur une demande en portion congrue de la part de cinq Curés de son Diocèse, contre le Chapitre de Saint-Paul de Fenouillères. Ce Chapitre, qui avoit été condamné à 300 liv. de portion congrue, en avoit appelé comme d'abus au Parlement de Toulouse, sur ce que le Prélat avoit connu d'une demande en portion congrue : le Parlement déclara y avoir abus, en ce que le Juge d'Eglise avoit connu du possesseur d'une portion congrue : l'Evêque se pourvut au Conseil en cassation de cet Arrêt ; les Agents y poursuivirent l'affaire, & prouverent que la demande en portion congrue, d'Ecclésiastique à Ecclésiastique, devoit être traitée en Cour d'Eglise ; moyens qu'ils alléguent. Arrêt contradictoire intervint au mois de Mai 1676, qui, sans avoir égard à l'Arrêt de Toulouse, ordonna que la Sentence de l'Evêque d'Alençon seroit exécutée selon la forme & teneur. *Rapport d'Agence en 1680.* T. V, P. J. p. 170.

L'Assemb. de 1685, art. 24 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ajouter aux Déclarations, que les Evêques, dans le cours de leurs visites, ou leurs Officiaux, jugeront sur les demandes en portions congrues, comme ils jugent de la nécessité d'avoir des Vicaires. Rép. *Sa Majesté y fera considération.* Recueil, p. 1471.

Sur le pouvoir des Evêques de régler la portion congrue des Desservants. *Voyez Desservants.*

§. II. Règlements particuliers, & dispositions touchant les portions congrues.

I. Quelques Chapitres se plaignent à l'Assemb. de 1675, de ce que plusieurs

Curés ne se tenant pas aux traités faits, demandoient la portion congrue en argent, & abandonnoient les terres qui leur avoient été données en partage ; ce qui est d'un grand préjudice à ces Chapitres, qui seroient ruinés, s'il falloit reprendre lesdits fonds, dont ils sont éloignés. L'affaire est renvoyée à l'examen des Commissaires. T. V, p. 257, 258.

Les articles 20 & 21 du Cahier de l'Ass. de 1700, ont le même objet. Par l'art. 20, elle prie Sa Majesté d'ordonner, que, quand l'estimation aura été une fois faite, entre les gros Décimateurs & les Curés, des fonds des Curés, en déduction de la portion congrue, suivant la Déclaration de 1690, les Curés ne pourront plus revenir. Réponse. *Le Roi fera considération sur cet article.* Recueil, p. 1487, 1488.

Par l'art. 21, qu'il soit ordonné, lorsque les Curés auront opté la portion congrue, & abandonné les fonds & les domaines de leurs Cures, qu'ils ne seront plus recevables, ni leurs successeurs, à demander à y rentrer. *Refusé, par rapport aux successeurs ; & à l'égard de ceux qui ont fait cette option, si cela forme difficulté, c'est devant les Juges ordinaires qu'il faut se pourvoir.* Ibid.

II. En vertu de la Déclaration de 1686, quelques Curés des Villes murées, qui jouissent d'un casuel considérable, faisoient des poursuites pour obtenir leur portion congrue. Sa Majesté n'ayant pas jugé à propos de faire, à cet égard, une règle générale, avoit fait espérer, à l'Assemb. de 1690, qu'elle y pourvoiroit sur les faits particuliers. Elle commença à le faire au mois de Septembre 1690, par un Arrêt qui n'étoit que pour la Ville de Reims. Quatre Curés de cette Ville, à qui on justifioit un fonds certain & un casuel qui passoit 500 liv., avoient intenté procès en demande de la portion congrue : l'Arrêt portoit, que M. l'Archevêq. de Reims & M. l'Intendant dresseroient un Procès-verbal des revenus, tant en casuel qu'en fonds, qui seroit envoyé au Conseil, & cependant défenses aux Curés de continuer leurs poursuites. Arrêts semblables obtenus en faveur des Chapitres de Coutances, de Saint-Surin de Bordeaux, de Riom en Auvergne, & de plusieurs Particuliers. Ces premiers Arrêts étoient signés en commandement ; mais dans la suite ils ont été donnés dans le cours ordinaire. T. VI, P. J. p. 49, 50.

L'Ass. de 1700, art. 19 du Cahier du Temporel, supplie S. M., en interprétant la Déclaration de 1690, d'ordonner que les Curés des Villes Episcopales, ou gros lieux, dans lesquels le casuel vaudra 500 liv., ne pourront prétendre de portion congrue. Rép. *Le Roi veut à la suite l'exécution de la Déclaration de 1690; elle n'a pas besoin d'interprétation.* Recueil, p. 1487.

III. La Déclaration de 1686, sur les portions congrues des Vicaires perpétuels & des Secondaires, les règle & les fixe, quant à la somme, mais ne change rien par rapport à l'obligation de ceux qui, de droit ou de coutume, ont toujours payé lesdites portions, si ce n'est subsidiairement & en cas d'insuffisance. Voyez Curés primitifs, n°. II.

IV. Sur la contribution des Curés à portions congrues, aux décimes & subventions du Clergé, & sur la quotité de cette contribution. Voyez *suprà*, §. I. Voyez aussi Curés, §. II, n°. V.

V. L'Ass. de 1715, art. 7 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner que, dans les Paroisses dans lesquelles les Curés & les Vicaires ou Secondaires sont à portion congrue, la rétribution des Vicaires leur sera payée sur leurs quittances, sans passer par les mains des Curés, à peine de payer deux fois. *Accordé, & sera donné une Déclaration.* Elle est du 22 Février 1714. Recueil, p. 1538 & f.

VI. L'article 8 du même Cahier de 1715, porte, que les sommes auxquelles monteront les rétributions des Vicaires, pendant le temps qu'il n'y en aura point eu, seront employées au profit des Eglises ou Fabriques, ou aux pauvres de la Paroisse, ainsi qu'il sera réglé par les Evêques. Rép. *Au moyen de la Déclaration qui sera donnée sur le contenu du précédent article, il ne faut point sur celui-ci d'autre décision.* Recueil, p. 1538, 1539.

§. III. *Dernier état des portions congrues, sollicité par le Clergé, fixé par l'Edit de 1768, modifié par les Arrêts d'enregistrement. Délibérations du Clergé à ce sujet.*

I. Mrs. les anciens Agents présentent, à l'Assemb. de 1765, le résultat de leur travail sur les portions congrues, en conséquence des ordres qui leur avoient été donnés par l'Ass. de 1760. M. l'Ab-

bé de Broglie en fait le rapport, & l'examen de l'affaire est renvoyé au Bureau du Temporel. T. VIII, p. 1450, jusqu'à 1456.

Mrs. les Commissaires rendent compte à l'Assemb. du travail préliminaire, relativement aux portions congrues. On lit sur cet objet un Mémoire détaillé. On appelle portion congrue, dit ce Mémoire, cette portion de revenus ecclésiastiques, que les Canons & les Ordonnances ont attribuée aux Curés qui ne jouissent d'aucun ancien patrimoine de la Cure, pour leur tenir lieu de pension alimentaire. C'est à cette notion claire & précise que s'attachent Mrs. les Commissaires. Chargés d'examiner quels sont les inconvénients réels, ainsi que de chercher les moyens d'y remédier, ils mettent d'abord sous les yeux les différentes vicissitudes qu'ont éprouvées les biens ecclésiastiques, relativement à cet objet; la lettre & l'esprit des Ordonnances, qui ont déterminé l'état actuel: ils proposent ensuite quelques questions à résoudre, dont la solution fixera les principes qui dirigeront; & de l'application de ces principes naîtront les moyens qu'on estime les plus dignes de la sagesse & de la justice du Clergé.

L'Assemb. remet à délibérer sur ce rapport; elle renvoie ensuite l'examen & la discussion de l'affaire, au 2 Mai de l'année suivante; elle autorise en même temps Mrs. les Agents à demander aux Diocèses les éclaircissements qu'ils jugeront nécessaires, pour que la Compagnie soit en état, lors du renouvellement de ses séances, de statuer sur une affaire aussi importante, en grande connaissance de cause. T. VIII, p. 1456 jusqu'à 1466. *Lettre circulaire & modèle de l'état demandé.* T. VIII, P. Just. p. 317 & suiv.

Le premier soin de Mrs. les Commissaires, l'Assemb. reprenant ses séances, a été de résumer les différentes questions dont la discussion les avoit occupés précédemment, & dont la solution, quand elle aura été autorisée, fixera les principes de la loi ou du Règlement quelconque que la Compagnie médite en faveur des Curés à portions congrues. Ils réduisent tout le résultat de l'examen par eux fait à quinze articles.

1°. Que la portion congrue doit être augmentée.

2°. Qu'elle peut l'être jusqu'à la somme de 500 liv.

3°. Qu'il ne ce...

4°. Que la fo...

5°. Que cette...

6°. Que la loi...

7°. Qu'elle doi...

8°. Que la por...

9°. Qu'elle de...

10°. Qu'on do...

11°. Qu'il sera...

12°. Que l'opri...

13°. Que tout...

14°. Qu'on doi...

15°. Que la por...

Le rapport fini...

1466 jusqu'à 1485.

Les différentes...

3°. Qu'il ne doit être rien innové à l'égard de la rétribution des Vicaires.

4°. Que la somme de 500 liv., accordée aux Curés à portions congrues, doit leur tenir lieu de tous autres revenus, à l'exception seulement des offrandes, fondations, casuel, & du jardin de la Cure, si aucun est.

5°. Que cette somme n'est accordée qu'à condition de cet abandon, & en considération du renoncement aux no-vaux, faites ou à faire.

6°. Que la loi nouvelle qui interviendra, doit prononcer avec netteté & précision l'affranchissement des no-vaux.

7°. Qu'elle doit pourvoir à ce qu'aucun Tribunal ne s'ingère à augmenter arbitrairement la congrue, sous aucun prétexte, & singulièrement sous la dénomination de menues dépenses, de salaire de Clercs, de paiement de Secondaires qui n'existeroient pas.

8°. Que la portion congrue doit être payée en argent, sans que cette condition puisse exclure aucun arrangement, de gré à gré, entre les Curés & les Décimateurs.

9°. Qu'elle doit être payée par le Décimateur, & subsidiairement par les dîmes inféodées & les Curés primitifs.

10°. Qu'on doit mettre au rang des Contribuables, à la portion congrue, les exemptés de dîmes.

11°. Qu'il sera loisible à tout Curé & en tout temps, d'opter la portion congrue de 500 liv., en abandonnant en même-temps tous les fonds qu'il possède.

12°. Que l'option une fois faite par le Curé, sera irrévocable, tant pour lui que pour ses successeurs.

13°. Que tout Curé qui n'optera pas la portion congrue, ne pourra pas être recherché sur la valeur des fonds qui lui ont été précédemment cédés.

14°. Qu'on doit stipuler pour les Curés de l'Ordre de Malte, la même portion congrue que pour tous les autres.

15°. Que la portion congrue est quitte de toutes charges, excepté les impositions ecclésiastiques.

Le rapport fini, M. le Président propose de former différents Bureaux pour examiner avec plus de soin le rapport qui venoit d'être fait, & prendre, en conséquence, une délibération en grande connoissance de cause. T. VIII, p. 1466 jusq. 1485.

Les différentes réflexions ayant été mûrement discutées, Mrs. les Commis-

saires ont été priés de dresser un projet de Loi conforme aux intentions de l'Assemb., sur lequel elle puisse prendre une délibération définitive : la lecture en est faite. Après avoir oui le Promoteur, la matière mise en délibération, les Provinces ayant été appelées, la Compagnie a arrêté d'adopter le travail de la Commission & le projet de Loi qui a été proposé, en 17 articles ; de l'insérer au Procès-verbal, & de suivre auprès du Ministre l'exécution du plan proposé. T. VIII, p. 1485 jusq. 1487. *Le projet de Loi*, P. J. p. 503 & l.

II. Mrs. les Commissaires sont part à l'Assemb. d'un Mémoire à présenter au Roi, où sont exposées les raisons, l'objet & les motifs de chaque article du projet de Loi. Lecture faite du Mémoire, la Commission ajoute, qu'ayant considéré que l'exécution de la Loi occasionnera nécessairement, sur-tout en Provence & en Dauphiné, la destruction ou la détérioration notable de plusieurs établissements & Bénéfices utiles, ou même nécessaires, tels que des Evêchés, Cathédrales, Séminaires, Hôpitaux, &c., elle étoit d'avis de pourvoir aux inconvénients de cette espèce ; pour quoi il convenoit de charger les Agents d'écrire en chaque Diocèse, pour avoir un état détaillé des différents Bénéfices & établissements qui doivent le plus notablement souffrir de l'exécution de la nouvelle Loi ; en-semble les moyens les plus convenables que chaque Diocèse pourroit fournir pour adoucir le sort des Décimateurs qui souffriront le plus, pour, le tout approuvé par Mrs. les Agents, en être référé à la prochaine Assemblée. Ainsi délibéré. T. VIII, p. 1487, 1488. *Le Mémoire au Roi*, P. Just. p. 503 & suiv.

L'Ass. de 1770 cherche à intéresser la bonté du Roi, au soulagement de ceux des Décimateurs du Royaume qui ont le plus souffert par le nouvel Edit rendu au mois de Mai 1768, pour l'augmentation des portions congrues. N'étant pas possible de pourvoir à tous, le plus ou le moins d'utilité des Bénéfices, relativement à l'instruction des Fideles & à la décence du culte divin, est la règle qui guide les sollicitations de l'Assemblée. C'est d'après ce principe qu'a été dressé le Mémoire que la Compagnie a présenté au Roi. T. VIII, p. 1843 jusq. 1846. P. Just. p. 636.

III. L'état d'inquiétude & d'agitation auquel étoient exposés, dans le ressort du Parlement de Toulouse, les Déci-

mateurs, à l'occasion de l'exécution de l'Edit des portions congrues, du mois de Mai 1768, les avoit obligés de recourir à l'Ass. de 1770. La Commission du Temporel propose, sur ce sujet, à la Compagnie, un projet de Déclaration interprétative de l'Edit.

Par un premier article de ce projet, on demande l'exécution littérale de l'art. 10 de l'Edit, qui prive les Curés optionnaires de la perception des noyales. L'Arrêt d'enregistrement de ce Parlement porte, sur cet article, que les noyales dont les Curés du ressort, soit à portions congrues, soit fruits-prenants, se trouveront en possession, lors de l'enregistrement, leur appartiendront à perpétuité. L'équivoque à lever, consiste dans la généralité de cette expression, *Curés à portion congrue*. Si on entend par-là ceux qui ont opté les 500 liv., [comme l'entendent les Avocats du Parlem. de Toulouse, dans toutes leurs Consultations,] la contravention à l'Edit est manifeste.

Par le second article, on se propose d'accorder aux Curés la possession, à perpétuité, des noyales, dont ils se sont trouvés en jouissance réelle & paisible, lors de l'enregistrement; mais de ne leur attribuer, conformément à l'ancienne discipline du Parlem. de Toulouse, les noyales qu'ils avoient pu & dû demander long-temps avant l'époque de l'enregistrement, que pendant dix années seulement.

L'article 3 établit des Fabriques dans les Paroisses où il n'y en a pas.

Les articles 4 & 5 indiquent les fonds qui pourront servir à la première dotation desdites Fabriques.

L'article 6 détermine le supplément à fournir par les Décimateurs, dans le cas d'insuffisance des revenus des Fabriques : le point important est de les soustraire à l'arbitraire auquel ils sont exposés dans le Languedoc.

Plusieurs Arrêts ont déterminé jusqu'à 140 ou à 150 l. la somme à fournir par les Décimateurs, pour les menues dépenses & le Clerc. Ces dépenses ne consistent cependant que dans le pain & le vin nécessaire au sacrifice, l'huile de la lampe, le luminaire, le blanchissage du linge : car, pour le Clerc, dès qu'il y aura des Fabriques, ce sera un des Marguilliers à en remplir les fonctions : or, 30 liv., dans les Paroisses ordinaires, suffisent pour cet objet, & 10 liv. de plus, à raison de chaque Vicaire dans les Paroisses.

Le projet est adopté par l'Assemblée, & présenté à M. le Chancelier, qui promet de l'envoyer au Parlem. de Toulouse, pour y être enregistré. T. VIII, p. 1834 jusqu'à 1838. *Le projet de Déclaration*, P. Just. p. 635.

L'Assemblée de 1770, par l'article 1 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de faire enregistrer la Loi au Parlem. de Bordeaux, & d'envoyer aux Cours de Parlem. d'Aix, de Toulouse & de Grenoble, des Déclarations qui assurent aux Décimateurs les dédommagements que la Loi leur a adjugés. Réponse. *L'Edit de 1768 est enregistré au Parlem. de Bordeaux, & les Déclarations interprétatives de cet Edit, que l'Ass. de 1770 avoit demandées, sont déjà enregistrées dans les Parlemens où il y avoit lieu*. T. VIII, P. J. p. 623, 624.

IV. Le Parlement de Provence, en enregistrant l'Edit de Mai 1768, avoit arrêté, que les Curés & Vicaires perpétuels jouiroient de l'augmentation de 100 liv., aux conditions portées par l'Edit; mais que les gros Décimateurs continueroient d'être assujettis, suivant l'usage de ladite Province, au paiement des menues dépenses, connues sous le nom de *Clerc & de matiere*.

Les plaintes au sujet de cette modification sont portées à l'Ass. de 1770 : la Commission proposée pour l'examen, estime, qu'il valoit mieux se borner, quant à présent, à supplier Sa Majesté de faire cesser l'arbitraire dans la manière dont les Décimateurs contribuent aux menues dépenses : elle propose, à ce sujet, un projet de Déclaration en interprétation de l'Edit des portions congrues dans le ressort du Parlement de Provence, portant, que, dans les Paroisses où il y aura des Fabriques établies, les menues dépenses, connues sous le nom de *Clerc & de matiere*, seront à la charge desdites Fabriques; & que, dans le cas d'insuffisance desdites Fabriques, ou dans les lieux où il n'y en a pas d'établies, lesdites dépenses seront à la charge des Décimateurs, sans que la contribution puisse excéder la somme de 30 livres, dans les Paroisses où il n'y a point de Vicaires, & de 40 livres dans celles où il y en a un, & ainsi de suite, en augmentant de 10 livres, à raison de chaque Vicaire qui sera dans la Paroisse. T. VIII, p. 1838 jusqu'à 1841. P. Just. p. 635, 636.

V. La Commission présente à la

même Assembl. de Déclaration, des art. 7 & 8 de par rapport aux Curés soulevés pour leur portionnement sur les fondements possédés non-seulement sur situés dans des Paroisses, mais auroient cependant un patrimoine de leur prétention est sur tous les biens possédés dans d'une Déclaration déterminée invariablement les Curés, Vicaires exercer.

1°. Le Curé primitif déchargé de la contribution congrue, sous condition qu'il aura cédé sa portion à faire aux Vicaires dîmes par lui possédés, à moins qu'il n'ait des biens, sans exception, patrimoine de la Curie dans l'étendue de laquelle se trouvent les droits de dîmes.

2°. Dans le cas où les Vicaires perpétuels ont quelque prétexte contraire même dans le cas de leur membrement qui a leurs Bénéfices, pour la portion congrue, dîmes qui se perçoivent actuellement de leur

3°. Les biens possédés, par le Curé primitif, de droit de patrimoine de la Curie, par le Curé primitif ne sont pas titres que ces biens ont leur origine, & la préférence aura lieu à l'égard par le Curé primitif. T. VIII, p. 1841.

VI. M. l'Arch. de l'Ass. de 1775 les Curés touchant les portions congrues.

1°. Les uns, réduits à 100 liv., ne peuvent posséder exemptement, ne représentent que fixoit pour toujours mesure de Paris : c'étoient alors appréciés à 50

même Assemb. de 1770 un autre projet de Déclaration, pour interprétation des art. 7 & 8 de l'Edit de Mai 1768, par rapport aux Curés primitifs. Plusieurs Curés soutenoient leur recours pour leur portion congrue, non-seulement sur les fonds que les Curés primitifs possèdent dans leurs Paroisses, non-seulement sur ceux qui, quoique situés dans des Paroisses différentes, auroient cependant fait partie de l'ancien patrimoine de la leur, en quoi leur prétention est juste, mais encore sur tous les biens généralement qu'ils possèdent dans d'autres Paroisses. La Déclaration détermine en trois articles invariablement les prétentions que les Curés, Vicaires perpétuels peuvent exercer.

1°. Le Curé primitif ne pourra être déchargé de la contribution à la portion congrue, sous prétexte de l'abandon qu'il aura ci-devant fait, ou pourroit faire aux Vicaires perpétuels, des dîmes par lui possédées dans la Paroisse, à moins qu'il n'abandonne tous les biens, sans exception, de l'ancien patrimoine de la Cure, qui sont situés dans l'étendue de ladite Paroisse, ensemble les droits & titre de Curé primitif.

2°. Dans le cas de l'abandon, les Vicaires perpétuels ne pourront, sous quelque prétexte que ce puisse être, même dans le cas de division & de démembrement qui auroient été faits de leurs Bénéfices, prétendre, à titre de portion congrue, aucun droit sur les dîmes qui se perçoivent hors du territoire actuel de leurs Paroisses.

3°. Les biens possédés dans une Paroisse, par le Curé primitif, seront présumés, de droit, composer l'ancien patrimoine de la Cure, à moins que le Curé primitif ne soit en état de justifier par titres que ces biens ont une autre origine, & la présomption contraire aura lieu à l'égard des fonds possédés par le Curé primitif dans d'autres Paroisses. T. VIII, p. 1842, 1843.

VI. M. l'Arch. de Narbonne expose à l'Ass. de 1773 les plaintes de plusieurs Curés touchant le dernier Edit des portions congrues.

1°. Les uns, réduits à la portion congrue de 500 liv., voudroient au moins la posséder exempte de décimes : ils représentoient que l'Edit de 1768 la fixoit pour toujours à 25 setiers de bled, mesure de Paris : ces 25 setiers furent alors appréciés à 500 l. ; nous réservant,

dit Sa Majesté, dans l'article 3, dans le cas où il arriveroit un changement considérable dans le prix des grains, de fixer de nouveau le montant desdites portions. Or, le prix des grains, ajoutent les Curés, étoit, à cette époque, bien inférieur à celui où ils ont été portés depuis, & le cas prévu par l'article 3, est arrivé : il exige donc une nouvelle évaluation. Ces motifs ne paroissent pas concluants à la Commission, & on en donne la raison.

2°. Les représentations des Curés de Bayeux, continue le Prélat, paroissent plus fondées : ils réclamoient l'exécution de l'art. 16 de l'Edit. Cet article porte : *Sa Majesté se réserve, d'après le compte qui lui sera rendu du nombre des Curés indigents, & du revenu de leurs Bénéfices, de prendre les moyens nécessaires, tant pour favoriser les unions, que pour procurer auxdits Curés un revenu égal à celui des autres Curés à portion congrue.* Ces Curés indigents n'ont la plupart que 180 liv. de revenu, & le plus riche d'entre eux n'a que 350 liv., encore une partie de ce revenu, déjà insuffisant, ne consistant qu'en fondations, &c. : il n'y a, ni gros Décimateur, ni Curé primitif, à qui ils puissent recourir.

3°. La troisième classe des Curés plaignants, est celle des Curés de Béarn : ils croyoient pouvoir s'élever, avec justice, contre l'article 14 de l'Edit de 1768. Cet article porte : *Voulons qu'à l'avenir il ne soit fait aucune distinction entre les dîmes anciennes & les dîmes novales, dans toute l'étendue du Royaume, même dans les Paroisses dont les Curés n'auroient pas fait l'option de la portion congrue : en conséquence, les dîmes de toutes les terres qui seront défrichées dans la suite, appartiendront aux gros Décimateurs de la Paroisse ou du canton, soit Curés, soit autres, soit Laïques ou Ecclesiastiques.*

Cette disposition a été formellement reconnue par un Arrêt du Parlement de Pau, du 23 Sept. 1773 : cependant les Curés prétendent que cet article est impraticable dans le Béarn : presque toutes les dîmes du pays appartiennent à des Laïques : le revenu des Cures est la *prémice pâquaire*, espèce de redevance dont l'origine remonte à des temps fort reculés, & qui se perçoit, partie sur les Propriétaires, partie sur la dîme des terres seulement d'ancienne culture.

Outre cette *prémice*, les Curés per-

1699 PORTIONS, &c. PORTUGAL. POSSESSION. 1696

cevoient la dîme des novales dans toute l'étendue de leurs Paroisses, conformément au droit commun & à un Arrêt du Conseil de 1658. Ce secours assuroit le bien-être des Curés, & leur en faisoit espérer un plus grand pour l'avenir; secours d'autant plus nécessaire, que les Curés sont chargés de payer les Vicaires, les loger & les nourrir. Le transport que l'on en a fait aux gros Décimateurs laïques, incapables, par eux-mêmes, de les posséder, anéantit l'espoir de ce secours: la Loi les accorde à ceux-ci comme une indemnité d'un dommage qu'ils ne souffrent cependant pas, puisqu'ils ne paient aucune portion congrue. Cette considération, observe M. l'Archevêq. de Narbonne, n'intéresse pas seulement les Curés, mais encore le Clergé-Général.

Le rapport fini, l'Assemb., en adoptant l'avis de la Commission, a rejeté la demande des Curés de la première classe, qui étoient les Curés de Chartres & d'Orléans.

A l'égard des Curés indigents de Bayeux & autres, en différents Diocèses, elle a prié M. l'Archev. de Narbonne de conférer avec M. le Garde des Sceaux sur les moyens d'améliorer leur sort, l'Assemblée se réservant de prendre une délibération ultérieure sur le résultat de la conférence.

Quant à la demande des Curés de Béarn, il a été délibéré de présenter un Mémoire au Roi, pour lui faire connaître que l'Edit de 1768 n'ayant appelé les Décimateurs à la jouissance des novales à venir, qu'en dédommagement des charges qu'il leur impose, les Décimateurs laïques qui ne contribuent pas à ces charges, ne doivent point participer à cette indemnité; qu'on ne pourroit même leur accorder les novales, sans blesser les principes établis dans le Concile de Latran, & reçus dans le Royaume. T. VIII, p. 2547 jusqu'à 2554.

M. l'Arch. de Narbonne rapporte à l'Ass., que M. le Garde des Sceaux avoit paru très-disposé à faciliter les unions en faveur des Curés insuffisamment dotés; qu'il estimoit convenable de préférer la voie des Lettres-Patentes particulières pour une Ville ou un Diocèse, à des Lettres générales qui ne seroient pas si bien adaptées aux circonstances. T. VIII, p. 2554.

VII. Sur l'effet & les changements qu'a occasionnés dans le nouveau département général, l'augmentation des

portions congrues des Curés & des Vicaires, ordonnée par l'Edit de Mai 1768. Voyez Départements, §. III, n°. V.

VIII. Quant à ce qui concerne spécialement l'augmentation de la portion congrue des Vicaires. Voyez Vicaires, n°. IV.

PORTUGAL.

L'AMBASSADEUR de Portugal se présente à l'Assemblée de 1690, où il expose le malheureux état des Eglises de Portugal, auxquelles le Pape avoit toujours refusé de donner des Evêques, en telle sorte qu'il y avoit 26 Archevêchés ou Evêchés vacants; que le Roi son Maître avoit envoyé par trois différentes fois ses Ambassadeurs & autres personnes vers le S. Pere pour lui rendre l'obédience, & qu'il n'avoit pas voulu les écouter; qu'il l'avoit fait informer par Lettres du misérable état des Eglises de son Royaume, & que tous ses soins & ses sollicitations avoient toujours été inutiles: sur quoi, S. M. Portugaise lui avoit ordonné de demander à l'Assemblée deux choses: 1°. qu'il lui plût de faire office vers le Pape, & de supplier Sa Sainteté d'accorder aux prières du Roi de Portugal des Evêques dans ses Etats, avec telles clauses que Sa Sainteté désirera: 2°. de lui donner les avis, comme il doit se conduire en cas que le Pape persiste dans son refus.

L'Assemblée, avant de prendre aucune résolution, arrête de donner avis à la Reine de la visite de l'Ambassadeur & de l'objet de la visite. La Reine trouve bon que la Compagnie l'explique. Après quoi, elle résout qu'il sera fait des Lettres de recommandation au Pape, pour faire cesser les maux que les Eglises de Portugal souffrent, & de les pourvoir d'Evêques; que, si Sa Sainteté persiste à refuser d'en établir, attendu que l'Ass. est sur le point de se séparer, elle ordonne aux Agents de prier Mrs. les Prélats qui seront à Paris, de s'assembler, pour prendre conseil d'eux de ce qu'ils jugeront à propos de faire. T. III, p. 686 & suiv. la Lettre au Pape, P. J. p. 90, 91.

POSSESSION.

PEUT-ELLE suppléer au défaut de titres, en faveur des Bénéficiaires, Corps & Communautés Ecclésiastiques, pour la conservation de leurs biens, droits & privilèges? Voyez Titres.

POSSESSOIRE

1697 POSS ET PÉ

I. L'EGLISE d'Arles, dans de 1665, a dicté paisiblement de Cugnères, lement de Paris, il n'y a qu'à lire lippe-le-Bel, de mes: In petitione sim intra Ecclesiam nostram nulla Parlement de cette usurpation jusqu'en 1413, quelque scrupule adressa par des V, & obtint c. 1413 & 1428, Officiers du Roi seffoie, en cas session, comme VI. T. IV, p. 5.

II. Ava Cours séculières les possesseurs des Bénéfices ecclésiastiques distinguoient la sion, ou le poss la validité du droit soutenoient que entre les prétend leur compétence session la Partie du Bénéfice, jus d'Eglise eussent Cette distinction pétitoire paroît de l'Edit d'Août lorsque les titr tière Bénéficiaire Cours séculières instances possesse cer seulement su fendeur, sans né renvoi aux Juge toire & examen

Table de la Co

I. L'ÉGLISE, disoit M. l'Archevêque d'Arles, dans son rapport fait à l'Ass. de 1665, a joui de toute sa Jurisdiction paisiblement jusqu'en l'année 1329, qu'elle fut attaquée par Pierre de Cugnières, Avocat-Général au Parlement de Paris : quelque effort qu'il pût faire, il ne put obtenir de Philippe de Valois qu'une conférence, dont le succès fut tout pour l'Eglise; le Roi ayant déclaré, *quod Ecclesia de suo jure nihil in disbus suis perderet, &c.*

Le Roi Jean, son Successeur, ne fut pas si religieux. Il commença, en 1354, à permettre à ses Officiers de prendre connoissance du possessoire : pour prouver qu'ils ne l'avoient pas auparavant, il n'y a qu'à lire l'Ordonnance de Philippe-le-Bel, de l'an 1304, en ces termes : *In petitorio vel possessorio, praesertim intra Ecclesiasticas personas, gentes nostras nullatenus se intromittant.* Le Parlement de Paris a continué dans cette usurpation sans aucun fondement jusqu'en 1413, que Charles VI, ayant quelque scrupule sur cette usurpation, s'adressa par deux fois au Pape Martin V, & obtint deux Bulles de lui en 1413 & 1418, qui permettoient aux Officiers du Roi de connoître du possessoire, en cas qu'il fût dans cette possession, comme l'avoit exposé Charles VI. T. IV, p. 949, 950.

II. Avant le XV siècle, les Cours séculières se bernoient aux causes possessoires Bénéficiales, à l'égard des Bénéfices dont les Supérieurs Ecclésiastiques donnent les titres : elles distinguoient la maintenue en possession, ou le possessoire, de l'examen de la validité du droit, ou du pétitoire, & s'outenoient que pour éviter le trouble entre les prétendants droit, il étoit de leur compétence de maintenir en possession la Partie qui jouissoit des fruits du Bénéfice, jusqu'à ce que les Cours d'Eglise eussent prononcé sur le droit.

Cette distinction du possessoire & du pétitoire paroît établie par l'art. 58 de l'Edit d'Août 1539, suivant lequel, lorsque les titres des Parties en matière Bénéficiale, sont obscurs, les Cours séculières où sont portées les instances possessoires, doivent prononcer seulement sur la maintenue du défendeur, sans néanmoins ordonner le renvoi aux Juges d'Eglise sur le pétitoire & examen des titres; sur lequel

Table de la Coll. des P. V.

pétitoire cette Ordonnance laisse aux Parties la liberté de se pourvoir au Juge d'Eglise, si bon leur semble, ou de s'en tenir au Jugement du possessoire.

Quoique le texte de l'Ordonnance de 1539, ne soit exprès que pour les matières Bénéficiales, cette Jurisprudence étoit suivie dans les autres matières Ecclésiastiques, comme dans les causes des Bénéfices. *Mémoires du Clergé*, T. XI, p. 974 & suiv.

III. On suivoit encore cette Jurisprudence du possessoire & du pétitoire au commencement du dernier siècle, & même elle n'étoit pas encore entièrement abrogée en 1625 : on ne voit pas qu'avant l'Arrêt du 15 Juin 1626, dans la cause de l'exemption du Chapitre d'Angers, le Parlement de Paris ait jugé que la citation au pétitoire devant le Juge d'Eglise, après l'Arrêt de maintenue au possessoire, soit abusive. Le Plaidoyer de M. Bignon, qui porta la parole en cette cause, contient les motifs du changement de cette ancienne Jurisprudence. Ce changement a été introduit sur cette matière, comme sur plusieurs autres, par degrés. *Mémoires*, T. XI, p. 978 & f.

IV. On a les délibérations de quelques Assemblées du Clergé sur cette matière. La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, délibère pour obtenir un Règlement qui règle le possessoire & le pétitoire des Bénéfices, de manière à ne point anéantir sur ce point la Jurisdiction Ecclésiastique. C'est l'objet de l'art. 25 de son Cahier. T. II, p. 151.

Parmi les objets à discuter dans les conférences avec Mrs. du Conseil & du Parlement sur la Jurisdiction, l'Ass. de 1625 propose que la question du possessoire jugée ne fasse aucun préjudice au Jugement du pétitoire, qui se fera par les Ecclésiastiques, & que ce ne soit un cas d'abus. T. II, p. 487, 490.

Cette Assemb. se plaint au Roi & à son Conseil, d'un Arrêt du Parlement de Paris, par lequel cette Cour avoit pris connoissance du pétitoire & prononcé sur icelui. T. II, p. 545.

Pour le possessoire, disoient les Prélats assemblés en 1635, art. 15 du Cahier, l'intention des Rois a seulement été, que les Juges y employassent l'autorité Royale, & à cet effet connoissant sommairement de la chose contestée, adjugeassent le possessoire provisionnellement à l'une des Parties, jus-

Ggggg

qu'à ce que le Juge d'Eglise en eût autrement jugé par le titre sur le pétitoire, forme ancienne, que le Roi est supplié de rétablir; & encore de limiter les actions de complaints au possesseur des seuls Bénéfices, & sans que, sous le prétexte du possesseur, les Parlements puissent faire aucun Règlement en matière Ecclésiastique. La réponse du Roi dit, qu'il y a été pourvu par les Ordonnances. Recueil, p. 1390.

En l'Assemb. de 1655, M. l'Evêque de Lodeve observe, que le Juge Laïque qui doit juger sommairement le possesseur des Bénéfices, engage dans de longues procédures les Parties, comme s'il étoit question du fonds, & non d'une simple récréance des fruits; souvent même il ne souffre point que les Parties se pourvoient pour le pétitoire devant le Juge d'Eglise; en quoi néanmoins le Conseil a fait Justice, lorsqu'on s'en est plaint, & sans avoir égard aux Arrêts des Parlements qu'il a cassés, a renvoyé les Parties devant les Officiaux pour le pétitoire: il observe aussi que, sous prétexte du possesseur en autres matières, les Juges séculiers entreprennent de juger des choses purement spirituelles, & d'y faire des Réglements, même sous couleur de la police extérieure, quoiqu'il ne leur soit pas permis. T. IV, p. 300, 301.

POUILLÉ.

POUILLÉ général des Bénéfices dont la collation dépend de Mrs. les Archev. & Evêques, & de ceux qui sont à la nomination des Dignités, Chapitres & Prieurs, avec des Cartes géographiques Ecclésiastiques de tout le Royaume.

Ouvrages proposés par M. l'Abbé le Beuf à l'Assemb. de 1740. M. l'Evêque de Die requiert la Compagnie, à ce que Mrs. les Prélats aient la bonté d'aider l'Auteur. Réflexions sur la défecuosité de différents pouillés dont on se sert, & sur l'utilité de celui qui est proposé. Délibération en conséquence, qui charge Mrs. les Agents d'écrire une Lettre circulaire aux Prélats du Royaume pour les prier de faire part à M. le Beuf de toutes les lumières qui lui sont nécessaires pour l'exécution de ces deux Ouvrages. Mémoire au sujet dudit pouillé. T. VII, p. 1766 & suiv. P. J. p. 411, 412.

M. l'Evêque de Troies représente à l'Assemb. de 1745, que M. le Beuf desiroit que Mrs. les Prélats lui fissent part de l'état des Bénéfices de leurs

Diocèses. Ordonné à Mrs. les Agents d'écrire à ce sujet une Lettre circulaire. T. VII, p. 2085.

M. l'Arch. de Narbonne fait observer à l'Ass. de 1770, à l'égard des pouillés dressés par les ordres & les soins des trois dernières Assemblées, que, quelque exacts qu'ils fussent dans leurs principes, il leur manquoit du côté de la forme un point de perfection. Il s'agit seulement de faire disparaître les ratures, les substitutions, les transpositions qui s'y trouvent; de leur donner un ordre, un arrangement tel que, quand on voudra connaître l'évaluation d'un Bénéfice, on puisse aisément le découvrir, & sur-tout appercevoir la liaison de l'opération des congrues avec les précédentes. Pour remplir cet objet, la Commission propose de nommer des Commissaires, qui, avec Mrs. les Agents, seront chargés de suivre cette opération. L'Ass. a délibéré, en conséquence, que le travail proposé pour la réduction du nouveau pouillé, sera exécuté, & a nommé des Commissaires à cet effet. T. VIII, p. 1810, 1811.

PRÉCEPTORIALE.

Le Parlement de Toulouse avoit rendu un Arrêt le 14 Avril 1771, contre le Chapitre d'Alais, relativement à la Prébende Préceptoriale réclamée par les Officiers municipaux d'Alais: le Chapitre d'Alais s'étoit pourvu en cassation, & l'avoit obtenue au Conseil, d'après les bons offices de Mrs. les Agents: entre autres moyens de cassation, il s'en présentoit deux qui paroissent avoir décidé le Conseil.

Le premier, est la contravention formelle à l'Edit de Melun, art. 13, qui en renouvelant l'Ordonnance d'Orléans, concernant les Prébendes Préceptoriales, ordonne que lesdites Prébendes, ou le revenu d'icelles, sera pris sur le nombre ordinaire des Prébendes, vacation avenant seulement, & sans que le salaire dudit Précepteur puisse être pris sur les revenus de l'Evêque & du Chapitre, avant ladite vacation. L'Arrêt du Parlement étoit en contravention formelle à cette Loi: pour y satisfaire, il falloit seulement ordonner, que, vacation arrivant d'une Prébende, il n'y seroit point nommé de Titulaire, & que les revenus en seroient affectés à l'entretien d'un Précepteur.

Le second moyen de cassation a été la disposition du même Arrêt, en ce

qu'il prononce sera élu, pour l'onté du Chapitre faire aucune mention le même Arrêt Précepteur. C. contraire, tant *hujus est destinatus* qu'à l'art. 9 de l'.

Nonobstant si victorieux, l'formé oppositi Le Chapitre de raction de l'AI poursuites & l la contestation rage du Chapitre été déboutée d rêt du Conseil. 1560.

P R A

SUR les Pr Voyez Protestan

PRÉD

I. HENRI IV, 13 du Cahier de ordonne que les servés au droit nommer les Pr tume a obtenu e les Curés & les sentent & choisi moins tenus d'ol mission des Evêq

En l'Assemblée que d'Orléans f un Procès au Pa tre les Marguill Saint-Paul de lad doient avoir dro dicateur, & de c que à donner s étoit choisi. Arr requête d'interv hier de l'Ass. est réponse porte, c donnance de Me 1606, touchant l dicateurs, seron aux Théologaux personnes pour T. II, p. 752, 7

Le Parlement rêt du 14 Janvie veur de l'Evêque Maire, Echevin Ville de Moulins leur prétendue po de nommer des E

qu'il prononce que le Précepteur qui sera élu, pourra être changé à la volonté du Chapitre & des Consuls, sans faire aucune mention de l'Evêque, quo le même Arrêt appelloit au choix du Précepteur. Ce chef de l'Arrêt est contraire, tant à la disposition du droit, *hujus est destitue, a cuius est instituere*, qu'à l'art. 9 de l'Ordonnance d'Orléans.

Nonobstant des moyens de cassation si victorieux, les Consuls d'Alais ont formé opposition à l'Arrêt du Conseil. Le Chapitre demande & obtient la protection de l'Assemb. de 1775. Sur les poursuites & sollicitations de l'Ass., la contestation a été terminée à l'avantage du Chapitre, & la Ville d'Alais a été déboutée de son opposition à l'Arrêt du Conseil. T. VIII, p. 2558 juif. 2560.

PRÊCHES.

SUR les Prêches des Huguenots.
Voyez Protestants.

PRÉDICATION.

I. HENRI IV, par la réponse à l'art. 13 du Cahier de l'Assemblée de 1600, ordonne que les Evêques soient conservés au droit qui leur appartient de nommer les Prêcheurs; & si la coutume a obtenu en quelques lieux que les Curés & les Marguilliers les présentent & choisissent, ils seront néanmoins tenus d'obtenir l'approbation & mission des Evêques. T. I, P. J. p. 176.

En l'Assemblée de 1635, M. l'Evêque d'Orléans fait exposer qu'il avoit un Procès au Parlement de Paris contre les Marguilliers de la Paroisse de Saint-Paul de ladite Ville, qui prétendoient avoir droit de nommer le Prédicateur, & de contraindre le Sgr. Evêque à donner sa mission à celui qui étoit choisi. Arrêté qu'il sera présenté requête d'intervention. L'art. 1 du Cahier de l'Ass. est sur ce sujet, dont la réponse porte, que les art. 6 de l'Ordonnance de Melun & 11 de l'Edit de 1606, touchant la nomination des Prédicateurs, seront exécutés. Défenses aux Théologaux de substituer autres personnes pour prêcher en leur place. T. II, p. 752, 753, 763.

Le Parlement de Paris, par son Arrêt du 24 Janvier 1699, rendu en faveur de l'Evêque d'Autun, déboute les Maire, Echevins & Habitants de la Ville de Moulins, de faire preuve de leur prétendue possession immémoriale de nommer des Prédicateurs pour prê-

cher dans leur Ville, & les condamne à recevoir ceux qui leur seront envoyés par l'Evêque, & à leur donner l'honoraire. T. VI, P. J. p. 151, 152, 309 & s.

II. Les Evêques ont le droit d'envoyer des Missions, quand ils le jugent à propos, dans les Paroisses de leur Diocèse, sans que les Curés puissent s'y opposer. Voyez Missions, n°. I.

III. A l'égard de la Mission & Approbation Episcopale nécessaire aux Prédicateurs, on peut voir au mot *Approbations*.

On a sur la nécessité de l'Approbation concernant la Prédication en particulier, ce qui suit.

Le Clergé de France en a fait un article de son Règlement concernant les Réguliers. C'est l'article XI. T. II, P. J. p. 64.

M. l'Evêque de Chartres demande à l'Ass. de 1612 son assistance contre l'entreprise du Chapitre de Chartres, qui donnoit la Mission pour prêcher indépendamment de l'Evêque. Les Agents sont chargés d'intervenir & d'assister en cette affaire le Prélat, tant envers le Roi & son Conseil, qu'à la Cour de Parlement & ailleurs où besoin sera. T. II, p. 40.

En l'Assemblée de 1645, l'Evêque de Cahors demande les bons offices de la Compagnie, contre la Communauté de la Ville de Gordon, qui avoit obtenu Arrêt du Parlement de Toulouse, par lequel, sur ce que le Vicaire-Général de Cahors avoit fait refus de donner la Mission à un Prédicateur, le Parlement maintient la Communauté en son prétendu droit, & ordonne que ledit Vicaire-Général donnera la permission requise.

Autre plainte en la même Assemb., de ce que, au sujet d'un différend entre l'Abbé & le Chapitre de Saint-Gilles touchant la nomination d'un Prédicateur, le Grand-Conseil avoit donné un Arrêt de Provision, par lequel il ordonnoit que le P. Durieux, Jésuite, prêcherait l'Avent & le Carême, & qu'à cette fin l'Evêque de Nîmes seroit tenu de lui donner la Mission; autrement & à faute de ce faire, que le refus vaudroit approbation. L'Arrêt est cassé au Conseil à la poursuite de l'une des Parties, avant que l'Assemb. eût commencé à se pourvoir contre.

Réflexions & autorités alléguées dans l'Assemb., pour prouver que les Evêques sont spécialement chargés de prêcher, & que personne ne peut remplir

ce Ministère, que sur leur attache & approbation. T. III, p. 266, 267.

M. l'Evêque d'Albi a recours à l'Ass. de 1660, dans une affaire qu'il avoit contre l'Abbé de Gaillac, au sujet de la Jurisdiction des Evêques touchant le droit de la nomination & de l'approbation des Prédicateurs. Arrêt singulier du Parlement de Grenoble en cette affaire, qui, sur le refus de l'Ordinaire, renvoyoit pour la Mission le Prédicateur pardevant l'Evêque le plus prochain, lequel, dans le délai de 24 heures, seroit obligé de donner son approbation, &c. *Voyez* Albi, n°. II.

Le Gardien des Cordeliers de Châtillon sur Seine s'ingère sans Mission, ni permission de l'Evêque de Langres, de prêcher dans la Paroisse dudit lieu, durant l'Octave du Saint-Sacrement, au préjudice même de l'opposition du Curé. Le Vicaire-Général rend une Ordonnance d'interdiction contre lui, des fonctions de ses ordres dans le Diocèse. Le Religieux appelle comme d'abus au Parlement de Dijon : il prend ensuite une Commission au Conseil, pour évoquer la cause dudit Parlement sur les parentés & alliances dudit Grand-Vicaire; quoique les Grands-Vicaires & Officiaux ne puissent être pris à partie, lorsqu'il est question de leurs fonctions. L'Evêque de Langres supplie l'Assemb. de 1665 de lui accorder l'intervention des Agents, le faire décharger de l'assignation au Conseil, & faire renvoyer cette affaire au Parlement de Dijon. L'Assemblée ordonne aux Agents d'intervenir, de poursuivre l'Arrêt demandé, & résout en même-temps d'écrire une Lettre circulaire aux Evêques, pour les prier de ne donner audit Religieux aucun emploi dans leurs Diocèses. T. IV, p. 921, 922. *La Lettre*, P. Just. p. 191.

IV. Les Religieux ne peuvent prêcher, même dans les Couvents de leur Ordre, contre le gré des Prélats ordinaires: dans les Statuts des Récollets de la Province de Paris, il y en avoit un qui contredisoit cette maxime. Arrêt du Parlement de Paris du 17 Juin 1695, qui défend d'exécuter cet article desdits Statuts. *Voyez* Récollets.

M. l'Evêque d'Agen fait part à l'Ass. de 1695 d'une entreprise des Augustins sur cette matière, qui étoit que le Prieur du Couvent d'Agen avoit fait prêcher dans leur Eglise le Frere Trech, Religieux du même Ordre, contre la défense expresse qui lui en avoit été faite

par son Grand-Vicaire. L'Official ayant procédé contre ces deux Religieux, celui, qui gouvernoit la Province avoit ordonné aux délinquants de demander pardon au Grand-Vicaire; le Prieur n'ayant pas voulu se soumettre à faire la satisfaction qui avoit été ordonnée, avoit été interdit, & avec lui tous les Religieux. Le nouveau définitoire ordonne au Prieur de retourner à Agen, pour demander pardon de sa mauvaise conduite; ce qu'il fait le 13 Mai 1695, accompagné du Professeur en Théologie aux Augustins de Toulouse, dont l'acte est rapporté. T. VI, p. 219, 220.

L'art. onze du Règlement des Religieux est exprès sur cette matière. T. II, P. J. p. 64.

V. Conformément à ce qui fut pratiqué par l'Assemb. de 1586, l'Assemb. de 1605 régla, que quelques-uns des Prélats députés seroient priés de prêcher quelquefois, pour l'édification du peuple: en conséquence, la Compagnie pria Mrs. les Archev. d'Aix & de Sens de prêcher le Dimanche suivant. T. I, p. 715, 716.

L'Ass. de Melun en 1579 en avoit précédemment donné l'exemple. Tous les Dimanches il y eut une Messe dite par un Prélat & un Sermon par un autre. T. I, p. 115.

A l'égard des Sermons prêchés aux Messes solennelles du Saint-Esprit, à l'ouverture des Assemblées. *Voyez* Messe Pontificale, §. I, n°. II.

VI. Le Roi, par sa réponse à l'art. 37 du Cahier de 1635, défend aux Gouverneurs des Provinces, d'exiger des Prédicateurs, qu'ils leur adressent la parole. Recueil, p. 1400, 1401.

PRÉLATION. [DROIT DE]

Les Evêques de Limoges, de Tulle & de Cahors se plaignent à l'Ass. de 1675, qu'étant, de tout temps, en possession du droit de prélation, pour tous les fiefs qui se vendent dans leurs Diocèses, le Parlement de Bordeaux avoit donné quelques Arrêts qui les empêchoient d'en jouir. Ils demandent qu'il plaise à la Compagnie d'en obtenir la cassation. Ordonné aux Agents de la solliciter au Conseil. T. V, p. 249.

PRÉMIQUES.

I. En l'Ass. de 1725, M. l'Archev. d'Embrun, Chef de la Commission du Temporel, rend compte d'une affaire qui intéressoit les Diocèses de Lescar, d'Oléron, d'Aire, & plusieurs autres

des Provinces. Dans ces Provinces de prémisses en tres Bénéficiaires en la 31^e, 41^e l'usage des lieux patrimoine des titre de conce autres Bénéficiaires se sont obligés grue des Vicaires

Le Chapitre depuis un temps droit de prémisses roisses, y étoient ans : deux Arrêts l'en avoient déb en cassation au Arrêt, le 6 Mai évoque à lui & testations du C tre les habitants

Plusieurs Curés étant troublés d Syndic du Dioc l'Ass. de 1725, du différend au qui rende comm ciers des autres de ce droit de pr par le Chapitre accordé : il est d confirme celui d que à Sa Majesté tes les contestat &c. au sujet des 469, 470, 471.

L'Arrêt cité de donnoit en mêm ties se retireroie Intendants des P senter leurs titre dont ils dresser bal, pour être Comme par cet porté, qu'il seroi les Intendants a viendrait de fair tentions respecti de 1730, art. 4 rel, supplie S. M ponse. Le Roi f mande. Recueil,

L'art. 3 du Ca 1735, porte, qu du 28 Mars 173 rés des Diocèses Aire, les Curés dans la jouissanc ces, y seront ma d'une possession t

des Provinces de Guienne & de Béarn. Dans ces Provinces, il se leve un droit de prémices en faveur des Curés & autres Bénéficiers: ce droit, qui consiste en la 31^e, 41^e, ou 61^e gerbe, suivant l'usage des lieux, fait presque l'unique patrimoine des Curés, & appartient, à titre de concession & d'abandon aux autres Bénéficiers, qui, à raison de ce, se sont obligés de payer la portion congrue des Vicaires perpétuels.

Le Chapitre de Lescar, qui jouissoit, depuis un temps immémorial, de ce droit de prémices, dans plusieurs Paroisses, y étoit troublé depuis vingt ans: deux Arrêts du Parlement de Pau l'en avoient débouté; il s'étoit pourvu en cassation au Conseil, où intervient Arrêt, le 6 Mai 1714, par lequel le Roi évoque à lui & à son Conseil les contestations du Chapitre de Lescar contre les habitants de plusieurs Paroisses.

Plusieurs Curés du Diocèse d'Aire étant troublés dans le même droit, le Syndic du Diocèse se pourvoit aussi, à l'Ass. de 1715, qui sollicite l'évocation du différend au Conseil, & un Arrêt qui rende commun à tous les Bénéficiers des autres Diocèses qui jouissent de ce droit de prémices, l'Arrêt obtenu par le Chapitre de Lescar: l'Arrêt est accordé: il est du 29 Janvier 1716; il confirme celui du 26 Mai 1714, & évoque à Sa Majesté & à son Conseil toutes les contestations nées & à naître, &c. au sujet des prémices. T. VII, p. 469, 470, 471. *L'Arrêt*, P. J. p. 103.

L'Arrêt cité du 29 Janvier 1716, ordonnoit en même-temps, que les Parties se retireroient pardevant Mrs. les Intendants des Provinces pour y représenter leurs titres, pièces & Mémoires dont ils dresseroient leur Procès-verbal, pour être rapporté au Conseil. Comme par cet Arrêt il n'étoit point porté, qu'il seroit procédé devant Mrs. les Intendants aux enquêtes qu'il conviendrait de faire pour établir les prétentions respectives des Parties, l'Ass. de 1730, art. 4 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de l'ordonner. Réponse. *Le Roi fera examiner cette demande*. Recueil, p. 1684, 1685.

L'art. 3 du Cahier de l'Assemblée de 1735, porte, que, par la Déclaration du 28 Mars 1731, concernant les Curés des Diocèses de Lescar, Oléron & Aire, les Curés qui seront troublés dans la jouissance du droit de prémices, y seront maintenus, en justifiant d'une possession trentenaire; mais dans

le cas où ils auroient la grosse dime, ils doivent justifier d'une possession centenaire. L'Assemb. demande au Roi que cette obligation n'ait lieu, que pour ceux qui ont la grosse dime, & non pour ceux qui ne l'ont que sur les No-vaies. Réponse. *S. M. fera examiner s'il convient de donner une nouvelle Déclaration à ce sujet, la difficulté n'ayant pas été prévue dans la précédente*. Recueil, p. 1699, 1700.

II. Dans la Province de Béarn, les dîmes sont presque toutes inféodées: les Seigneurs Laïques qui les possèdent se nomment Abbés, & les terres qui composent leurs fiefs, se nomment Abbatiales, & ces fiefs Abbayes. Il est d'usage que les Laïques qui ont la jouissance de ces dîmes, les perçoivent sur les terres de la Paroisse où sont situées leurs Abbayes, à l'exception du quart qui appartient aux Curés, à moins que ces Curés ne jouissent du droit de prémices, outre lequel ils ont le droit de dime sur les terres Abbatiales. Conformément à cet usage, le Curé d'Assion, Diocèse de Lescar, avoit formé sa demande au Parlement de Pau, tendante à ce que les Abbés Laïques de sa Paroisse fussent obligés de lui laisser percevoir la prémice sur les terres dépendantes de leurs Abbayes: l'affaire évoquée au Parlement de Bordeaux, le Curé est débouté: il se pourvoit au Conseil en cassation de l'Arrêt, & demande l'appui de l'Assemblée de 1725, qui le lui accorde, & députe à ce sujet vers M. le Garde-des-Sceaux & vers M. le Rapporteur. L'Arrêt est cassé, & le Conseil retient le fonds: par un premier Arrêt du Conseil du 9 Octobre 1724, il avoit été ordonné au Procureur-Général du Parlement de Bordeaux d'envoyer les motifs de l'Arrêt. T. VII, p. 471, 472. *Les deux Arrêts du Conseil*, P. J. p. 106 & suiv.

Les Curés du Béarn inquiétés toujours au sujet des dîmes sur les terres Abbatiales, se pourvoient à l'Assemb. de 1716, pour obtenir un Arrêt qui évoque au Conseil les contestations au sujet desdites dîmes, en ayant déjà obtenu un au sujet des prémices. L'Ass. nomme des Députés pour suivre cette affaire. T. VII, p. 820, 821.

III. C'est un usage particulier aux Curés du Diocèse de Léon, de ne percevoir la dime que sur une espèce de bled, & à une quotité beaucoup moindre que dans le reste de la Bretagne; mais par une compensation juste & né-

cessaire, ils jouissent d'un droit qu'on appelle *prémices*, qui consiste à lever dans leurs Paroisses, sur chaque ménage, une certaine mesure de bled, avec une certaine quantité de gerbes.

L'Arrêt du Parlement du 13 Janvier 1770, donne atteinte à ce droit: par cet Arrêt le Recteur de Plouvorn a été débouté du droit de *prémices* dont il avoit toujours joui. Sur la plainte qui en est portée à l'Assemblée de 1770, cette Assemblée charge Mrs. les Agents de se joindre à M. l'Evêque de Léon, pour obtenir au Conseil la cassation de l'Arrêt, & d'accorder leurs bons offices à ceux des Curés qui pourroient être troublés dans la suite, dans l'exercice du droit de *prémices*. T. VIII, p. 1887, 1888.

IV. *Prémices*, espece de dîmes dont jouissent les Fabriques en quelques Provinces. *Voyez* Fabriques, §. III, n°. I.

PRÉMONTRÉS.

I. Les Evêques ont eu à se plaindre de quelques entreprises des Religieux Prémontrés contre la Jurisdiction Episcopale.

M. l'Evêque de Laon fa. part à l'Ass. de 1660, de l'entreprise des Religieux Prémontrés de l'Abbaye de Saint-Martin de Laon. *Voyez* Laon, n°. I.

M. l'Evêque de Soissons se plaint à la même Assemblée de ce que dans le cours de ses visites, s'étant présenté pour entrer dans l'Eglise de l'Abbaye du Val-Chrézien, Ordre de Prémontré, la porte lui auroit été fermée par le Prieur, qui, pour toute raison, auroit répondu qu'il avoit ordre de son Général de ne point le laisser entrer, s'il ne lui donnoit auparavant un acte de non-préjudice. L'Ass. conseille au Prélat d'user de ses droits en cette occasion, & de procéder par toutes voies dues & raisonnables contre le Religieux qui lui avoit fermé la porte de l'Eglise; elle ordonne de plus qu'il sera fait mention dans la Lettre circulaire qui doit être envoyée aux Evêques sur l'affaire de M. de Laon, de ce nouvel attentat: elle résout en outre d'écrire au Pape, pour lui en porter sa plainte. T. IV, p. 641.

II. Sur les Cures possédées par les Religieux Prémontrés. *Voyez* Curés réguliers.

III. Sur le droit des Supérieurs de rappeler au Couvent les Curés Religieux de l'Ordre, avec le consentement

de l'Evêque Diocésain. *Voyez* Curés réguliers.

PRESBYTERES.

§. I. *Règlements touchant les réparations & réédifications des Presbyteres.*

I. Dans l'Ass. de 1660, on propose deux expédients pour parvenir aux réédifications & réparations des Presbyteres, par deux Déclarations, dont l'une porteroit faculté aux Fabriques de rentrer de plein droit dans les biens aliénés d'icelles, conformément à une Déclaration accordée par S. M., le 19 Mars 1639, aux Communautés & Paroisses de Champagne, qui ordonne qu'elles rentreront de plein droit, sans aucune formalité de Justice, dans les usages, bois, communaux & autres biens par elles aliénés: par l'autre Déclaration, il seroit donné plein pouvoir aux Evêques en faisant leurs visites, d'ordonner la réédification & les réparations desdites Eglises, & faire contribuer les Décimateurs, Marguilliers & habitants, avec injonction aux Juges Royaux de tenir la main à l'exécution des Ordonnances Episcopales. M. d'Aligre porte à l'Assemblée cette seconde Déclaration. T. IV, p. 741, 742.

II. La réponse du Roi à l'art. 42 du Cahier de 1635, porte, que les Paroissiens seront obligés de rebâtir les Presbyteres démolis, par l'injure des guerres, ou par caducité, & de fournir d'ornemens aux Eglises, nonobstant tous Arrêts à ce contraires; & pour cet effet, ils pourront se couvrir & lever sur eux jusqu'à la somme de 300 liv. pour une fois seulement, en vertu de Lettres de Chancellerie, qui seront accordées sans frais, & s'en fera le département tant sur les Nobles de la Paroisse, qu'autres. Recueil, p. 1403, 1404.

Le Parlement de Toulouse rend un Arrêt qui condamne le Chapitre d'Albi, en qualité de Décimateur, à faire bâtir un Presbytere; ce qui étoit contre la pratique ordinaire des Parlements, & directement contre les Ordonnances, étant du fait des habitants de faire bâtir la maison du Curé. L'Ass. de 1660 ordonne aux Agents de présenter Requête au Conseil, pour demander la cassation de l'Arrêt. T. IV, p. 741, 742.

L'Ass. de 1701, art. 18 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'or-

donner, lorsqu'un Presbytere, ou qu'un ne seront habités, tant ne seront construits ou réparés que les habitants venant d'une maison l'Eglise, & d'en de quoi l'Intendant diligence du Conseil. Réponse. Le Roi ce qui lui est demandé, qui se pratique 1507, 1508.

Plusieurs Chanceliers mandent la provision de 1723, au sujet avoient au Conseil contribution aux frais des neufs des Paroisses Presbytérales, soit assujettir les Curés qui possèdent Paroisses, contre le Roi, & l'usage dans la Province même obtenu au Conseil; ils avoient contre cet Arrêt deux Députés pour leur. T. VI, p.

L'Ass. de 1723 même affaire. T. VI, p. L'Ass. de 1723 Cahier du Temporel d'ordonner par un Arrêt conformément à l'art. 42 du Cahier de 1635, Curés ne seront chargés des grosses réparations, les Curés qui sont ou seront Eglises Paroissiales tous Arrêts & Réponses. S. M. Déclaration partielle de cause. Recueil des articles 211, 1695, sont à ce sujet.

§. II. *Usages abusifs de Normandie, de Provence & de la répartition*

I. L'Ass. de 1660 Cahier de la Jurisdiction de décharger les Curés de Normandie des fonctions Curiales; fait mention de Rouen en faisant signifier

donner, lorsqu'il n'y aura point de Presbytere, ou que les maisons des Curés ne seront habitables, & que les habitants ne seront pas en état de faire construire ou réparer les Presbyteres, que les habitants seront tenus de convenir d'une maison la plus proche de l'Eglise, & d'en payer les loyers; faute de quoi l'Intendant en ordonnera à la diligence du Curé, ou du Promoteur. Réponse. *Le Roi accorde très-volontiers ce qui lui est demandé, & c'est même ce qui se pratique par-tout.* Recueil, p. 1507, 1508.

Plusieurs Chapitres de Picardie demandent la protection de l'Assemblée de 1723, au sujet d'une affaire qu'ils avoient au Conseil. Il s'agissoit de la contribution aux réparations & entretien des nefs des Eglises & des maisons Presbytérales, à laquelle on vouloit assujettir les Chapitres & Bénéficiers qui possèdent des biens dans les Paroisses, contre les Déclarations du Roi, & l'usage constamment observé dans la Province de Picardie, ayant même obtenu contre eux un Arrêt du Conseil; ils avoient formé opposition contre cet Arrêt. L'Assemblée nomme deux Députés pour solliciter en leur faveur. T. VI, p. 1695.

L'Ass. de 1725 s'intéresse aussi à la même affaire. T. VII, p. 462, 463.

L'Ass. de 1725, art. 12 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner par une Déclaration, que, conformément à l'Edit de 1695, les Curés ne seront tenus que des menues réparations, les habitants demeurant chargés des grosses & de toutes celles qui sont ou seront à faire aux nefs des Eglises Paroissiales; & ce nonobstant tous Arrêts & Réglements contraires. Réponse. *S. M. y pourvoira par une Déclaration particulière en connoissance de cause.* Recueil, p. 1612.

Les articles 21 & 22 de l'Edit de 1695, sont à ce sujet.

§. II. *Usages abusifs des Provinces de Normandie, de Bretagne, de Provence & de Flandre, touchant les réparations des Presbyteres.*

I. L'Ass. de 1705, art. 10 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de décharger les Doyens ruraux de Normandie des réparations des maisons Curiales; faire défenses au Parlement de Rouen de les y condamner, en faisant signifier par le Doyen rural

après ses visites, le Procès-verbal qu'il aura fait, au Syndic de la Paroisse. Réponse. *Les Agents-Généraux donneront leur Mémoire sur cet article, pour, sur la communication qui, &c.* Recueil, p. 1500.

L'art. 8 du Cahier de l'Ass. de 1715, renouvelle la même demande, savoir, de décharger les Promoteurs des Evêques & les Doyens ruraux de la garantie des réparations des Presbyteres, à laquelle ils sont assujettis en quelques Provinces, notamment en Normandie. Réponse. *Le Roi nommera des Commissaires pour examiner les Mémoires donnés à ce sujet.* Recueil, p. 1534, 1535.

Par la Déclaration du 17 Janvier 1716, cet usage a été aboli. *Mémoires du Clergé*, T. II, p. 1958 & suiv.

II. Le Parlement de Bretagne, par un Arrêt rendu en 1721, en forme de Règlement, avoit ordonné, qu'après le décès des Recteurs & Curés, même, en cas de résignations de leurs Cures, il seroit appelé le seclé aux maisons desdits Recteurs & Curés décédés ou résignants; Procès-verbal dressé de l'état des lieux, & que les réparations tant grosses que menues seroient faites par l'autorité du Parlement, & supportées par lesdits Curés résignants, en cas qu'ils survécussent à leur résignation, & par leur succession, en cas de mort, avant qu'eux-mêmes, ou leurs héritiers pussent avoir main-levée des meubles & effets.

En l'Ass. de 1735, il est parlé de cet abus, au sujet des réparations des Presbyteres, des Cimetieres & des Eglises Paroissiales, au sujet des impositions des sommes destinées à ces différentes réparations, qui se faisoient par l'autorité du Parlement; ce qui entraînoit des délais considérables & de très-grands frais. L'on observe que le moyen de remédier à ce désordre, seroit d'étendre à la Province de Bretagne, l'usage établi dans les autres Provinces du Royaume, où les réparations sont réglées par Mrs. les Intendants. L'Assemblée fait solliciter l'affaire. T. VII, p. 1480, 1481.

Ce fut sur-tout en 1740, que cet Arrêt excita la réclamation du Clergé. L'Ass. se plaignit avec force: elle fit même de ses plaintes le premier article de son Cahier, jugeant cette affaire très-importante. La réponse à cet article paroissoit annoncer un succès favorable; tout se borna cependant à

gne : il fait un exposé succinct de ce qui s'étoit dit & passé dans les Assemblées précédentes sur ce sujet : il termine son Rapport par l'avis de la Commission, qui est, qu'on ne peut employer la voie de la cassation contre un Arrêt rendu depuis cinquante-quatre ans ; que la route à suivre est tracée, savoir, de demander au Roi une Déclaration conforme au projet qui a été envoyé au Parlement de Rennes, & de prier M. le Chancelier d'employer l'autorité du Roi pour que cette Déclaration y soit enregistree. L'avis a été suivi. T. VIII, p. 2445, 2447, 2448.

III. Avant l'Edit de 1695, (ce sont les termes du Rapport de M. l'Archev. de Narbonne, dans l'Ass. de 1775) les contributions des gros Décimateurs, pour les réparations des Eglises & Presbyteres, n'étoient pas fixées en Provence, comme elles l'ont été par cette Loi. On n'avoit pas distingué celles qui étoient à la charge des Décimateurs, de celles qui étoient à la charge des Communautés. Les premiers fournissoient un tiers ; le restant étoit à la charge des Communautés. L'art. 21 de l'Edit régla les premières, l'art. 22 les secondes. *Seront tenus les Habitants... d'entretenir & réparer la nef des Eglises, & la clôture des cimetières, & de fournir aux Curés un logement convenable.* La disposition de cet article avoit été entendue en Provence, comme ailleurs : on y distinguoit les réparations des Presbyteres en grosses & menues ; les premières, à la charge des Communautés ; les autres, à la charge des Curés. Ce fut vers l'an 1754, que l'Intendant de la Province commença d'insérer, dans ses Ordonnances, une injonction aux Experts qui devoient vérifier les réparations des Presbyteres ; d'en faire trois classes, les grosses, celles d'entretien & les locatives. Les grosses, à la charge des Communautés ; celles d'entretien, à la charge des Décimateurs ; les locatives, à la charge des Curés. La plupart de ces Ordonnances restèrent sans exécution, d'autres furent exécutées ; certains Décimateurs y souscrivirent ; d'autres refusèrent. T. VIII, p. 2434, 2435.

M. l'Evêque de Riez avoit réclamé la protection de l'Ass. de 1758, pour la cassation d'un Arrêt du Parlement d'Aix, qui condamnoit les gros Décimateurs à contribuer pour un tiers aux grosses réparations des Presbyteres. L'Assemblée, sans se porter Partie inter-

Table de la Coll. des P. V.

venante dans cette affaire, avoit chargé les Agents d'employer leurs bons offices, en faveur du Décimateur condamné. T. VIII, p. 673.

L'Ass. de 1765, dans l'art. 3 de son Cahier, joint à la plainte, au sujet des Presbyteres de Bretagne, celle sur la Jurisprudence du Parlement de Provence. T. VIII, P. Just. p. 495.

D'après les Ordonnances de M. l'Intendant, il ne pouvoit guere arriver, que la question ne fût agitée dans les Tribunaux : elle se présenta en 1771. Le Presbytere de la Paroisse de la Madeleine dans la ville d'Aix, eut besoin de réparations. M. l'Intendant condamna le Chapitre d'Aix, Décimateur, aux réparations d'entretien, montant à 999 liv. ; le Chapitre se pourvut à la Sénéchaussée. La question y fut vivement débattue. Le Chapitre alléguoit les termes de l'Edit de 1695 & de celui de 1768. Les Consuls d'Aix se fondoient sur l'usage de la Province. Cette défense donna lieu à une Sentence interlocutoire, qui ordonna que les Consuls feroient preuve de l'usage qu'ils alléguoient ; quelque préjudiciable que fût ce Jugement aux Décimateurs, ils y acquiescerent, & par un contrat surprenant, les Consuls, qui n'étoient que trop favorisés, appellerent au Parlement ; les Procureurs du pays intervinrent ; le Syndic du Clergé de son côté : après bien des débats, Arrêt intervint, le 17 Juillet 1772, qui confirma la Sentence interlocutoire. Les Consuls, qui favoient bien qu'ils ne pouvoient établir l'usage, se pourvurent au Conseil en cassation de l'Arrêt ; leur Requête fut rejetée. Ils furent donc forcés d'exécuter la Sentence, qui ordonnoit la preuve. L'enquête ne fut rien moins que concluante. Les témoins, au contraire, que le Chapitre fit entendre dans la contraire enquête, déposèrent que l'usage étoit en faveur des Décimateurs. Les Consuls, sans espoir de faire la preuve, cessèrent les poursuites. Le Syndic du Clergé & celui du Chapitre auroient dû poursuivre le Jugement de l'interlocutoire ; il ne paroît pas qu'ils l'aient fait. T. VIII, p. 2435 jusqu'à 2438.

Les choses étoient dans cet état d'inaction, lorsque dans le mois de Janvier 1775, on crut devoir faire décider la question. Il y avoit alors une instance pendante au Parlement d'Aix, entre les Consuls de Cabasse & les Bénédictines de la ville d'Aix, Décima-

H h h h

1715 PRESBYTERES, §. II & III. PRESCRIPTION. 1716

trices. La question à juger étoit la même que celle du Chapitre de Saint-Sauveur. Les Procureurs du pays intervinrent, le Syndic du Clergé intervint aussi. La cause ainsi réglée, il fut rendu, le 23 Juin 1775, un Arrêt qui rejette l'intervention du Clergé, & condamne les Bénédictins aux réparations d'entretien du Presbytère de Cabat. Arrêt bien différent de celui de 1772. Le Parlement avoit cru alors que les Décimateurs ne pouvoient être contraincts aux réparations d'entretien, qu'autant que par l'usage ils y seroient assujettis : en 1775, au contraire, sans preuve ordonnée, sans que l'usage fût établi, sans avoir égard à la preuve contraire offerte par les Bénédictins, le Parlement décide, que les Décimateurs sont tenus des réparations des Presbyteres. Qui ne seroit frappé du contraste de ces deux Arrêts?

Les Consuls d'Aix avoient cru, par prudence, ne devoir pas poursuivre le Jugement de l'interlocutoire; mais, après l'Arrêt de 1775, ils reprirent leur poursuite, & le succès répondit à leur attente. La Sénéchaussée, peu touchée du défaut de preuve, jugea la question en thèse, en se conformant aux principes qui avoient dicté l'Arrêt de 1775.

Après cet exposé, M. l'Archevêque de Narbonne fait part de l'avis de la Commission. L'Assemb. dit ce Prélat, ne peut pas s'occuper de la Sentence contre le Chapitre de Saint-Sauveur; il a la voie d'appel, pour le faire réformer; & quand la voie ordinaire d'appel est ouverte, on n'est pas reçu à employer la voie extraordinaire de la cassation. Celle-ci pourroit être suivie, relativement à l'Arrêt qui condamne les Bénédictins; mais la Commission juge, qu'il est plus à propos de solliciter une Déclaration, qui fixe le vrai sens de l'art. 22 de l'Edit de 1695, en réglant que les Décimateurs ne seront tenus d'aucune espèce de réparations des Presbyteres. Cet avis de la Commission a été adopté par l'Assemblée.

Projet de la Déclaration concernant les Presbyteres de Provence : il en est fait lecture dans l'Assemblée. T. VIII, p. 2438 jusq. 2445.

IV. Les raisons qu'on opposoit au Clergé, & qui ont donné lieu, tant à l'Arrêt du Parlement de Rennes, qu'à celui du Parlement d'Aix, étoient prises de l'art. même 22, & de l'art. 23 de l'Edit de 1695. L'art. 22, en obligeant les Habitants de fournir un logement

convenable, ne les oblige pas de le réparer; & l'art. 23 assimile, disoit-on, les Curés, quant aux bâtimens, aux Evêques & aux Abbés : or ceux-ci sont tenus de toutes réparations d'entretien. A cette objection plusieurs réponses.

1°. Ceraisonnement concluroit contre les Curés; il ne prouveroit rien contre les Décimateurs. 2°. Si cette manière d'expl. er l'Edit étoit fondée, il en suivroit que les Habitants ne seroient tenus d'aucunes réparations, pas même de celles qu'on appelle foncières, puisque les Prélats sont tenus indistinctement de toutes réparations. 3°. Comment les Décimateurs pourroient-ils être chargés de réparer des maisons sur lesquelles ils n'ont aucune inspection? 4°. La Jurisprudence constante des Tribunaux & l'autorité des Jurisconsultes s'opposent. T. VIII, p. 2442, 2443.

V. A l'égard des projets de Déclarations concernant les réparations des Maisons curiales de Provence & de Bretagne, M. l'Archev. de Narbonne expose, qu'il les avoit remis à M. le Garde des Sceaux, avec des Mémoires au soutien; que la demande de l'Ass. n'ayant pour objet que d'assurer l'exécution de l'art. 22 de l'Edit de 1695, M. le Garde des Sceaux s'étoit montré disposé à y concourir; mais qu'avant d'envoyer ces Déclarations aux Parlements d'Aix & de Rennes, il vouloit prévenir toutes difficultés dans l'enregistrement, & qu'il alloit prendre les mesures nécessaires à cet effet. T. VIII, p. 2448, 2449.

VI. A qui, dans la Flandre, la charge des réparations des Presbyteres & des Eglises Paroissiales? Voyez Décimateurs, §. I, n°. II.

§. III. Du droit d'amortissement, à l'égard des Presbyteres.

Les Maisons curiales sont-elles sujettes aux droits d'amortissement? & si elles le sont, à qui est-ce à payer les droits? Voyez Amortissement, §. II, n°. X.

PRESCRIPTION.

LA Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, art. 49 du Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner que la prescription n'ait lieu contre les gens d'Eglise pour choses temporelles, moindre de quarante ans; nonobstant quels Statuts,

1717

réformations & choses au contraire du Clergé n'auroient sentement, inquit les solemnités gardées.

M. l'Evêque s'oppose à l'Assemblée. Lelement de Bretagne Jurisprudence, contre de l'Eglise, l'entre trente ans les pre Ecclésiastiques. L'Agents d'intervention cette entreprise. T.

P R É S

§. I. Rang & siasiques, ta du second Or

I. DANS toute Clergé, il est fait une déclaration, ces observés en nuire & préjudic vices & à la dign le §. II de chaque

Au sujet des sif hier des Etats d'Or tré, par les Sieurs dre des préémine des Primaties, Pa Evêchés, Gouvern gnités, n'avoit p quoi, il fut unar comme ci-devant piration à laquell traint, l'omission ne pourroit préjud de personne, & q acte. T. I, p. 4, t

L'Assemblée de signatures, regle ne seront nommés au rang de leurs dîtes Provinces se l'ordre & rang de toutefois que ledi dicier au rang & vices. T. I, p. 6

En l'Ass. de 16 mande de régler Députés pour les verbal. Il est ordon tiennent les pre leurs Eglises, tien miers rangs en l'A le temps de la réc gnité. T. I, p. 68

II. Sur l'ordre

réformations & coutumes, & autres choses au contraire, auxquelles lesdits du Clergé n'auroient donné expès consentement, inquisition précédente & les solemnités gardées. Recueil, p. 937.

M. l'Evêque de Saint-Brieux représenté à l'Assemb. de 1665, que le Parlement de Bretagne, par une nouvelle Jurisprudence, contraire aux privilèges de l'Eglise, entreprenoit de réduire à trente ans les prescriptions contre les Ecclésiastiques. L'Assemblée charge les Agents d'intervenir pour s'opposer à cette entreprise. T. IV, p. 1041.

PRÉSENCE.

§. I. Rang & séance entre Ecclésiastiques, tant du premier que du second Ordre.

I. DANS toutes les Assemblées du Clergé, il est fait au commencement une déclaration, que les rangs & séances observés en icelles, ne pourront nuire & préjudicier au rang des Provinces & à la dignité des Sieges. Voyez le §. II de chaque Ass.

Au sujet des signatures dans le Cahier des Etats d'Orléans, il fut remontré, par les Sieurs du Clergé, que l'ordre des prééminences & prérogatives des Primatiaux, Pairies, Archevêchés, Evêchés, Gouvernements & autres Dignités, n'avoit point été gardé; sur quoi, il fut unanimement ordonné, comme ci-devant, qu'attendu la précipitation à laquelle on avoit été contraint, l'omission de l'ordre & des rangs ne pourroit préjudicier aux prétentions de personne, & qu'il en seroit donné acte. T. I, p. 4, 11.

L'Assemb. de 1595, à l'occasion des signatures, règle que Mrs. les Prélats ne seront nommés qu'une fois, savoir, au rang de leurs Provinces, & que lesdites Provinces seront nommées selon l'ordre & rang des Sgrs. Prélats; sans toutefois que ledit ordre puisse préjudicier au rang & ordre d'icelles Provinces. T. I, p. 610.

En l'Ass. de 1602, le Promoteur demande de régler l'ordre & le rang des Députés pour les coucher au Procès-verbal. Il est ordonné que les Sieurs qui tiennent les premières Dignités en leurs Eglises, tiendront aussi les premiers rangs en l'Assemb., chacun selon le temps de sa réception en sadite Dignité. T. I, p. 686.

II. Sur l'ordre des signatures entre

Mrs. les Archevêques Présidents, moins anciens, & les autres Archevêques. Voyez Présidents, §. II, n°. III.

III. Sur le rang & la séance de l'Evêque Diocésain dans les Assemblées du Clergé. Voyez Evêques Diocésains, n°. I, & II.

IV. Sur le droit de présence & de Préséance prétendu par les Archevêques de Lyon dans les Assemb. du Clergé. Voyez Lyon.

V. Sur la présence à raison de Primatie prétendue par plusieurs Sieges. Voyez Primatie.

VI. Plusieurs contestations se sont élevées entre quelques Archevêques, fondées sur le temps de leurs promotions & sacres respectifs. Contestation en ce genre aux Etats de Blois de 1576, entre les Archevêques de Vienne & d'Embrun. Celui de Vienne étoit sacré Evêque le premier, le second étoit promu à l'Archiepiscopat avant l'autre. Parties ouïes, il fut décidé que le Sgr. d'Embrun précéderoit, suivant la coutume de l'Eglise Gallicane, qui veut que *prior in promotione, sit prior in sessione*, encore qu'il fût *posterior in consecratione*. T. I, p. 68.

Parcille contestation dans l'Assemb. de 1600, entre l'Archevêque de Reims, plus ancien Evêque sacré, & l'Archev. de Tours, nommé Archevêque le premier. Parties ouïes, il est arrêté, que celui de Tours, comme plus ancien en promotion, précéderoit l'Archevêque de Reims, moins ancien comme Archevêque. Ce dernier ayant oui la délibération, requit que ce fût sans préjudice de la dignité & prérogative de son Siege. T. I, p. 677.

En l'Assemb. de 1665, autre différend entre M. de Péréfixe, Archevêq. de Paris, & M. de la Mothe, Archevêque d'Auch, savoir, si celui qui est proposé le premier en même Consistoire, qui a pris possession de l'Archevêché & reçu le *Pallium*, trois mois avant que l'autre eût reçu ses Bulles d'Archevêque, doit avoir la présence sur l'autre, quoique plus ancien Evêque sacré. C'étoit un des moyens dont se servoit M. de Paris contre M. d'Auch, qui étoit plus ancien Evêque sacré: il joignoit à ce moyen plusieurs autres preuves: M. l'Archevêq. d'Auch y répond solidement: il propose cependant son déclinatoire à l'Assemblée, ne voulant point que son différend avec M. de Paris ait la forme de procès: il offre de céder; mais en prenant la pénultième

H h h h h 2

place de tous les Evêques, & sans tirer à conséquence, pour ceux qui se trouveront en même cas. La Compagnie, délibération prise par Provinces, après avoir examiné les moyens des deux Parties, reçoit les offres de M. l'Archevêque d'Auch, & adjuge la place contestée à M. l'Archev. de Paris. Le Roi instruit de l'affaire, ordonne à M. l'Archev. d'Auch de quitter la pénultième place qu'il avoit prise, & de se placer immédiatement après M. de Paris. M. d'Auch se justifie par quantité d'anciens exemples, où des Evêques, par humilité & par esprit de paix, se sont ainsi placés dans les derniers rangs. T. IV, p. 846 juſq. 860.

En l'Aff. de 1695, autre différend sur la préſéance entre l'Archevêque de Toulouse & l'Archev. d'Aix: le premier avoit eu ſes Bulles d'Archevêque avant l'autre, & ce dernier étoit plus anciennement ſacré. L'Aff. nomme des Commissaires pour examiner l'affaire. L'Archevêque d'Aix ayant cédé la préſéance, les Commissaires s'abstiennent de faire leur Rapport. T. VI, p. 89, 90, 91.

L'Aff. de 1715, par l'arr. 19 de son Règlement au titre des Aſſemb. Gén., a pourvu à ces fortes de contestations, en déclarant que le rang des Archevêques ſera réglé ſuivant le temps de leur promotion à l'Archiépiscopat, en ſorte que le plus ancien Archevêque précédera ceux qui ne l'auront été que poſtérieurement à lui, conformément à l'usage & aux anciens Règlements. T. VI, P. J. p. 489.

VII. Sur la préſéance des Evêques plus anciens à la Meſſe du Roi, à l'égard du premier Aumônier de Sa Maſteſté, & des mêmes Evêques pardeſſus le Conſeſſeur du Roi, le Maître de la Chapelle, &c. Voyez Chapelle du Roi.

VIII. Dans l'Aſſemb. de 1600, contestation ſur le rang entre le Doyen de l'Egliſe de Rouen, & le Doyen de l'Egliſe de Paris. Le premier prétendoit la préſéance, à raiſon de ce qu'il étoit Doyen d'une Métropole, & que celui de Paris ne l'étoit que d'une Cathédrale. Le Doyen de Langres ſe joint au Doyen de Paris, & demande que l'antiquité de ſa réception lui ſoit conſervée. C'eſt à cette ſeule circonſtance prise de l'ancienneté de la réception & proviſion que l'Aſſemb. s'arrête, ſans préjudice des droits & prérogatives d'un chacun. T. I, p. 677.

Dans l'Aſſemb. de 1595, le Doyen

de l'Egliſe de Lyon eſt nommé avant M. de Villars, quoique nommé à l'Archevêché de Vienne. T. I, p. 610.

Sur la préſéance entre les Doyens des Eglises Cathédrales & les Abbés. Voyez Abbés, n°. XII.

§. II. Rang & ſéance entre Mrs. les Cardinaux & Mrs. les Princes du Sang.

Voyez Cardinaux, §. I, n°. II.

§. III. Rang & ſéance entre Mrs. les Evêques & la Nobleſſe, aux Etats-Généraux & particuliers.

Le Clergé étant reconnu comme le premier Corps de l'Etat, a conſervé toujours cette prérogative ſur le Corps de la Nobleſſe & ſur le Tiers-Etat. Voyez Etats-Généraux.

On a vu néanmoins, dans quelques Etats particuliers des Provinces, cette diſtinction du Clergé diſputée aux Evêques par la Nobleſſe. Voyez Viviers, n°. I.

§. IV. Rang & ſéance entre les Pairs Laïques & Eccléſiaſtiques.

Voyez Pairs.

§. V. Rang & ſéance entre Mrs. du Conſeil & Mrs. du Clergé, ſoit dans les conférences, ſoit à la ſignature des Contrats.

Quant au rang & ſéance dans les Conférences. Voyez Conférences, n°. III, IV.

Et dans la ſignature des Contrats. Voyez Contrats, §. IV.

§. VI. Préſéance & Préſidence des Evêques aux Chambres Souveraines des Décimes.

Voyez Chambres des Décimes, §. III, n°. II.

§. VII. Séance & Préſidence des Evêques & de leurs Vicaires-Généraux aux Aſſemblées des Hôpitaux & aux Bureaux de Charité.

Voyez Hôpitaux, §. II.

§. VIII. Rang des Evêques & du Clergé ſemblés des autres Aſſemblées particulières, à leurs Lieux, & Préſidents de

I. Pour les Aſſemb. Ville. Voyez Hôpitaux.

II. Quant aux Aſſemb. 38 du Cahier de l'Etat, pondu par le Roi, Evêques & Evêques ecclés, précéderont le Génér. & particuliers qui ne ſont que les Lieutenants-Généraux des Parlements. T. II, p. 764, 765.

La Chambre Ecclésiastique de Blois, en 1577, dans ſon Cahier, convocations publiques & en leur abſence, auroient les

Recueil, p. 1013.

Le Sénéchal de la Chambre de Paris, voulut diſputer de Tarbes: ce Prélat à l'Aff. de 1610, fut mis pour recom-

Le Parlement de Paris ne doit pas précéder le Diocèse, au préju- dition faite par Sa Ma- de 1606. Ordonné qu'il ſera inſéré un article pour demander l'ordre de la Déclaration. T. II.

Le Premier-Président de Toulouse voulut ſur l'Archevêque de l'Hôpital: ce Prélat de 1628, qui ordonna ſe joindre à l'inſtan- au Conſeil-Privé. T. II.

En l'Aſſemblée de Rapport du différend Evêques qui ont été au Parlement de Toulouse, dans ſon Diocèse, n'ont pu ſe joindre à l'inſtan- au Conſeil-Privé. T. II.

Sur quoi il fut dit, en la Déclaration de 1628, que les anciens Agents, ſur le

§. VIII. Rang & séance des Evêques & du Clergé dans les Assemblées des Hôtels-de-Ville, & autres Assemb. générales & particulières, à l'égard des Gouverneurs, Lieutenants-Généraux, Présidents des Parlements, &c.

I. Pour les Assemb. des Hôtels-de-Ville. *Voyez* Hôtels-de-Ville.

II. Quant aux autres Assemb., l'art. 38 du Cahier de l'Assemb. de 1635, répondu par le Roi, porte, que les Archevêques & Evêques, étant en leurs Diocèses, précéderont, en toutes Assemb. Génér. & particulières, les Gouverneurs qui ne sont pas Princes du Sang, les Lieutenants-Généraux, les Présidents des Parlements & tous autres. T. II, p. 764, 765. Recueil, p. 1401.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, avoit demandé, dans son Cahier, qu'en toutes Ass. & convocations publiques, les Prélats, & en leur absence leurs Vicaires-Généraux, auroient les premières séances. Recueil, p. 1013.

Le Sénéchal de Digne, aux Etats du Pays, voulut disputer le rang à l'Evêque de Tarbes : ce Prélat en porta sa plainte à l'Ass. de 1610, qui nomma des Députés pour recommander l'affaire à M. le Chancelier. T. II, p. 18.

Le Parlement de Toulouse entreprenoit de précéder les Evêques dans leurs Diocèses, au préjudice de la Déclaration faite par Sa Majesté en l'Ass. de 1606. Ordonné par l'Ass. de 1621, qu'il sera inséré un article au Cahier, pour demander l'exécution de ladite Déclaration. T. II, p. 378.

Le Premier-Président du Parlement de Toulouse vouloit avoir la préséance sur l'Archevêque dans les Assemb. de l'Hôpital : ce Prélat s'en plaint à l'Ass. de 1628, qui ordonne aux Agents de se joindre à l'instance qui en étoit faite au Conseil-Privé. T. II, p. 635.

En l'Assemblée de 1641, on fait le Rapport du différend survenu entre les Evêques qui ont entrée & séance au Parlement de Toulouse, & les Lieutenants de Roi dans la Province, lesquels vouloient bien céder à M. l'Archevêque de Toulouse, comme étant dans son Diocèse, mais non aux autres. Sur quoi il fut dit, qu'il y avoit article en la Déclaration obtenue par les anciens Agents, sur les Cahiers des plain-

tes du Clergé, par lequel article les prérogatives & avantages des Evêques dans les Parlements, & à l'égard des Gouverneurs, Lieutenants de Sa Majesté & tous autres, sont conservés. T. III, p. 139.

Les Lieutenants-Généraux de la Province de Languedoc disputoient la préséance dans le Parlement de Toulouse aux Prélats qui y ont rang par leurs Evêchés, contre les termes des Déclarations du Roi, & contre l'Arrêt du Conseil de 1641. Sur quoi, l'Ass. de 1635 arrête de demander au Roi une nouvelle Déclaration, dont les termes soient si précis, qu'on n'ait plus sujet de douter de la volonté du Roi. T. IV, p. 185.

III. A l'égard de la préséance & place distinguée des Evêques dans l'Eglise, par dessus toutes autres personnes, Premiers-Présidents, &c. *Voyez* Eglises, §. IV.

§. IX. Rang & séance des Prélats au-dessus des Recteurs des Universités.

M. Arnaud avoit dédié la Thèse de sa Tentative à l'Ass. de 1635 : il demande audience pour la présenter ; ce qu'il fait avec beaucoup de satisfaction de la Compagnie. Il avoit été délibéré auparavant, que désormais aucun des Prélats n'assisteroit à aucun acte de l'Université de Paris, jusqu'à ce qu'ils soient assurés d'y être reçus avec le respect dû à leur dignité. Le Recteur de l'Université fait déclarer à l'Ass. sa résolution d'éviter toute concurrence avec les Sgrs. Prélats. T. II, p. 817.

L'Ass. de 1715 assiste au Panégyrique du Roi, prononcé par le Recteur de l'Université ; chacun de Mrs. les Prélats & de Mrs. du second Ordre, y ayant été invités en particulier. T. VI, p. 1483.

§. X. Egalité de rang, séance & prérogatives dans les Tribunaux, entre les Conseillers-Clercs & les autres.

Voyez Conseillers-Clercs.



§. XI. Rang & séance dans les Eglises & ailleurs, entre les Evêques, Chapevres, Dignités, &c., & les Officiers des Parlements, Présidiaux, Chambres des Comptes, Corps de Villes, &c., Patrons & Seigneurs.

Pour ce qui concerne les Evêques. Voyez *supra*, §. VIII.

A l'égard des Chapitres. Voyez Chapitres, §. IV.

PRÉSIDENTS DES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.

§. I. Leur choix & nomination.

I. M. l'Archevêque de Paris, en l'Ass. de 1681, fait observer qu'on peut réduire la Présidence des Ass. à quatre temps : que jusqu'au regne de Charles VI, ce n'étoit qu'obscurité & embarras, par le peu d'actes ou mémoires qui en restent : que sous Charles VI, il s'étoit tenu quatre Assemblées, à l'occasion du schisme, dans la première desquelles on n'avoit choisi qu'un Président, lequel ayant été envoyé en Ambassade, l'Ass. en élut un autre : qu'il ne parloit pas de l'Ass. de Poissy, la Compagnie ayant déferé l'honneur de la Présidence à l'antiquité : que depuis celle de Melun, jusqu'à celle de 1655, il n'y avoit point eu de nombre déterminé ; mais qu'à l'exemple de ce qui se fit du temps de Charles VI, on n'avoit jamais choisi que des Archevêques, & quelquefois des Evêques, lorsqu'il n'y avoit qu'un Archevêque dans les Ass. ; qu'enfin, depuis 1655, jusqu'au temps présent, on avoit élu dans les Ass. décennales un nombre égal d'Archevêques & Evêques, ce qui avoit donné lieu à des protestations réciproques, & embarrassé ces Ass. de plusieurs questions difficiles, qu'il étoit prudent de prévenir. T. V, p. 370.

II. Les Ass. du Clergé ont toujours joui d'une liberté entière dans le choix de leurs Présidents. Chaque Ass. en fournit la preuve. On a sur cet objet le Règlement de l'Ass. de 1715, qui porte, qu'il pourra y avoir tel nombre de Présidents que l'Ass. jugera à propos, qui seront choisis parmi les Archevêques & Evêques, ainsi qu'il est porté au Procès-verbal de 1695, sans qu'aucun d'eux puisse prétendre avoir droit de présider, sous prétexte de leurs

Dignités de Cardinaux, Archevêques, Primats, Patriarches ou autres, telles qu'elles puissent être ; l'Assemblée Générale pouvant seule conférer le droit de présider. T. VI, P. J. p. 487.

Sur la prétention des Archevêques de Lyon. Voyez Lyon.

III. En l'Ass. de 1680, M. l'Archevêque de Paris observe, que l'usage le plus ordinaire pour les petites Assemblées, étoit de nommer seulement deux Présidents ; qu'il avoit été ainsi pratiqué en 1625, 1628, 1640, 1650. T. V, p. 294.

IV. M. de Harlai, seul Président élu par l'Ass. de 1695, mourut dans le cours de cette Ass. Sur la requisition du Promoteur, l'Ass., délibération prise par Provinces, résout que les Ass. ne pourront plus se dispenser de faire plusieurs Présidents Archevêques & Evêques, & que ce Règlement sera dans la suite inviolablement observé. T. VI, p. 95.

V. En l'Ass. de 1645, il fut délibéré, si procédant à la nomination des Présidents, on peut nommer ceux de Mrs. les Prélats, qui sont absents, aussi bien que les présents. Délibération prise par Provinces, il fut arrêté qu'on peut nommer les absents dont les Procurations ont été admises. T. III, p. 119.

VI. La Loi générale est, qu'on ne peut nommer pour Présidents que les Prélats qui ont été députés par les Provinces. Exception à cette règle en faveur de quelques Cardinaux & autres ; mais avec la clause que c'est sans tirer à conséquence. *Infra*.

VII. L'Ass. de 1650 est la première qui ait nommé un simple Evêque pour Président. T. III, p. 454.

§. II. Fonctions, droits & prérogatives des Présidents.

I. Le Cérémonial du sieur d'Aigreville en parle en ces termes.

Mrs. les Présidents, hors le lieu de l'Ass., ne tiennent point de rang, & n'ont point de marques extérieures d'honneur, & excepté celui qui est le premier d'entr'eux, ils ne signent dans les actes que selon le rang que leur donne leur promotion, parce qu'il n'y a jamais qu'un Président, les autres n'étant nommés que pour présider en l'absence du premier.

Ils signent néanmoins, s'ils sont Archevêques, avant ceux des Archevê-

ques qui ne font que y sont invités ; mais ceux qui regar-
France ; ce qui les Evêques non gard de ceux de dent actuellement car alors un E avant les Arche

Celui qui doit signer le l séance, & toutes Actes qui se font & qui y sont lu fermées du cachet ne sont accom Agents.

Leurs places d gauche du premi de suite à la droi Archevêques ou

Jamais la pla vide ; elle est te second en l'absen chargé de quelq fait le rapport sans se mettre au Bur

Nota. Que c'est des Présidents p la séance, dans l porte ; le premier jamais se charger quelles il soit obl sur mémoires & p Just. p. 163.

II. Les Présiden d'autre pouvoir d missions particuli c'est donné par les même elles peuv bon leur semble. A de 1635. T. II, p.

III. En l'Ass. J entre M. l'Arche Président de l'Ass vêque de Toulou vêque, au sujet d si l'Archevêque p n'étant point Pré vant les Présiden Les trois Archev l'Archevêque de 7 rés, les raisons d plement déduites libere que Mrs. les les premiers, & a tres Archevêques l'ordre accoutumé

ques qui ne sont pas de l'Assemb., & qui y sont invités, lorsqu'il s'agit d'affaires qui regardent toute l'Eglise de France; ce qui ne s'observe point par les Evêques nommés Présidents, à l'égard de ceux de dehors, s'ils ne président actuellement dans cette séance; car alors un Evêque Président signe avant les Archevêques.

Celui qui préside dans une séance, doit signer le Procès-verbal de cette séance, & toutes les Lettres & autres Actes qui se font sous le nom de l'Ass., & qui y sont lus, & ces Lettres sont fermées du cachet de ses armes, si elles ne sont accompagnées de celles des Agents.

Leurs places dans l'Assemb. sont à la gauche du premier d'entr'eux, & tout de suite à sa droite sont les plus anciens Archevêques ou Evêques.

Jamais la place du Président n'est vuide; elle est toujours occupée par le second en l'absence du premier: s'il est chargé de quelque commission, il en fait le rapport sans quitter sa place, pour se mettre au Bureau.

Nota. Que c'est seulement quand un des Présidents préside actuellement à la séance, dans laquelle il fait son rapport; le premier d'entr'eux ne devant jamais se charger de commissions desquelles il soit obligé de faire le rapport sur mémoires & productions. T. I, P. Just. p. 163.

II. Les Présidents des Assemb. n'ont d'autre pouvoir de nommer aux commissions particulières, que celui qui leur est donné par les Assemblées, lequel même elles peuvent révoquer quand bon leur semble. Ainsi arrêté dans l'Ass. de 1635. T. II, p. 760.

III. En l'Ass. de 1635, contestation entre M. l'Archevêque de Bordeaux, Président de l'Assemb., & M. l'Archevêque de Toulouse, plus ancien Archevêque, au sujet de la signature; savoir, si l'Archevêque plus ancien en Sacre, n'étant point Président, doit signer devant les Présidents élus de l'Assemblée. Les trois Archevêques Présidents & l'Archevêque de Toulouse s'étant retirés, les raisons de part & d'autre amplement déduites, la Compagnie délibéra que Mrs. les Présidents signeront les premiers, & après eux Mrs. les autres Archevêques & Evêques, selon l'ordre accoutumé. T. II, p. 667, 668.

§. III. Suite des Présidents.

En l'Assemb. de Poissy, en 1561, aucun Président n'est élu; on laissa l'honneur à l'ancien des Cardinaux, le Cardinal de Tournon. *Voyez Poissy.*

En l'Ass. de 1567, M. de Pellevé, Archev. de Sens, présida l'Ass. se tenoit en sa Province. T. I, p. 44.

Aux Etats de Blois, en 1577, l'Archevêque de Lyon est élu Président, sans aucun égard à sa dignité de Primat; ce qu'il accepte, avec protestation pour les intérêts de son Eglise. T. V, *ad calcem*, p. 3, 4.

En l'Ass. de Melun, en 1579, les Archevêques de Lyon & de Bordeaux, *jure concessionis*. T. I, p. 120 & f.

En l'Assemb. de 1581, l'Archevêque de Bourges, qui consent que le Procès-verbal surchargé, que c'étoit à la prière de la Compagnie qu'il présidoit. T. I, p. 134.

En l'Ass. de 1584, M. le Cardinal de Bourbon. Même déclaration de part de l'Ass., que c'étoit *jure concessionis*: même consentement du Président élu. T. I, p. 149.

En l'Ass. de 1585, le même Cardinal est choisi pour Président, & de la même manière. T. I, p. 178.

En l'Ass. de 1586, l'Archev. d'Aix. T. I, p. 416.

En l'Ass. de 1588, M. le Cardinal de Bourbon. *Voyez* le troisième Supplément mis à la tête du Tome VIII, §. III.

Aux Etats de Blois, en 1588, l'Archevêque de Bourges. T. I, p. 461.

En 1598, le Cardinal de Gondi & l'Archev. de Bourges. T. I, p. 634.

En 1600, les mêmes. T. I, p. 663.

En 1602, les Cardinaux de Gondi & de Sourdis, & l'Archev. de Bourges. T. I, p. 685.

En 1605-1606, M. le Cardinal de Joyeuse, & Mrs. les Archev. de Sens & de Lyon. T. I, p. 710 & f.

En 1608, les Cardinaux de Joyeuse, de Sourdis, du Perron, & l'Archev. de Tours. T. I, p. 784.

En 1610, les Cardinaux de Joyeuse & de Sourdis. T. II, p. 3.

En 1612, l'Archevêque de Reims. T. II, p. 31.

Aux Etats-Généraux de 1614, le Cardinal de Joyeuse. T. II, p. 58.

En 1615, les Cardinaux du Perron & de la Rochefoucault, & l'Archev. de Reims. T. II, p. 140.

En 1617, le Cardinal de Guise, &

les Archev. de Bourges & de Rouen. T. II, p. 298.

En 1619, les Archev. de Tours & de Sens. T. II, p. 325.

En 1621, le Cardinal de la Valette & l'Archev. de Lyon. T. II, p. 353.

En 1625, le Cardinal de Sourdis élu seul Président; en son absence, le Cardinal de la Valette, & les Archevêq. de Rouen & de Tours. T. II, p. 389 & suiv.

En 1628, les Archevêques de Sens & de Vienne. T. II, p. 588.

En 1635, le Cardinal de Richelieu; & en son absence, les Archev. de Bordeaux, d'Arles, & le Coadjuteur de Tours. T. II, p. 658.

En 1641, le Cardinal de Richelieu, Chef & Premier-Président, les Archevêques de Sens & de Toulouse; & après l'exil de ces deux Présidents, l'Evêque de Sisteron, comme plus ancien, préside. T. III, p. 10, 60.

En 1645, les Cardinaux de Lyon & de Mazarin; plus, en leur absence, quatre Archevêques. T. III, p. 119 & suiv.

En 1650, les Archevêques de Reims & d'Embrun, & l'Evêque de Mâcon: c'est la première Ass. qui ait nommé un Evêque pour Président. T. III, p. 454.

L'Ass. de 1655 nomme pour Présidents trois Archevêques & trois Evêques: il n'y eut que trois Archevêques nommés Présidents, quoiqu'ils fussent au nombre de sept. En 1650, lorsque l'Evêque de Mâcon fut nommé Président, il n'y avoit que deux Archevêques à l'Assemb., lesquels avoient été élus tous deux Présidents. Le Cardinal Mazarin, en 1655, est prié d'accepter la première Présidence, sous que cette élection puisse tirer à conséquence, ni qu'à l'avenir autre, de quelque qualité qu'il soit, s'il n'est fondé de Procuration expresse, puisse être reçu dans les Assemb. T. III, p. 22. Voyez la Note.

L'Assemb. de 1660, par voie de postulation, tout d'un commun consentement, fait choix du Cardinal Mazarin pour son Premier-Président, sans tirer à conséquence, & avec la clause ci-dessus. Elle lui adjoint l'Archevêque de Rouen & deux Evêques. T. IV, p. 475.

L'Assemb. de 1665 regle le nombre des Présidents à six; & déferant aux prières des Archevêques de Tours & d'Arles, les plus anciens, de ne point les considérer dans le choix des Présidents qu'elle avoit à nommer, est demeurée d'accord de nommer d'autres

personnes pour remplir les places de Présidents; savoir, les Archevêques de Sens, de Bordeaux, de Vienne, & les Evêques de Chartres, d'Uzès & de Mend. T. IV, p. 827, 828.

L'Assemb. de 1670 nomme les Archevêques de Rouen & de Bourges. L'Assemblée tenoit à Pontoise. T. V, p. 7, 8.

En l'Ass. de 1675, huit Présidents, savoir, les quatre plus anciens Archevêques & les quatre plus anciens Evêques. T. V, p. 173.

En l'Ass. de 1682, après que M. de Harlai eut représenté les inconvénients qui naissent du grand nombre de Présidents, la Compagnie nomme Mrs. les Archevêques de Paris & de Reims. T. V, p. 370.

L'Ass. de 1685 nomme M. de Harlai, Archevêque de Paris, seul Président. Les termes de la délibération sont remarquables. *Il a été résolu unanimement de ne faire qu'un Président, & en égard aux grandes qualités de M. l'Archevêque de Paris... toutes les Provinces l'ont prié d'accepter cette place.* T. V, p. 556, 563.

L'Assemb. de 1690 se détermine au même choix & pour les mêmes raisons. T. V, p. 642.

L'Assemblée de 1693 de même. T. VI, p. 11.

L'Ass. de 1695, ayant voulu nommer le même Prélat, par acclamation, pour seul Président, il témoigna désirer, que, suivant les réglemens & usage, on opinât par Provinces, lesquelles, après en avoir délibéré, le nommerent unanimement. T. VI, p. 92.

Dans le cours de l'Ass., M. de Harlai étant mort subitement, l'Ass. choisit pour Présidents les Archevêques de Toulouse & de Tours, & les Evêques de Noyon & d'Orléans. T. VI, p. 93, 94.

Sur la requisition du Promoteur, l'Assemb. résout que les Assemblées ne pourront plus se dispenser de faire plusieurs Présidents. T. VI, p. 95.

L'Ass. de 1700 délibère d'abord de nommer deux Présidents, & par une nouvelle délibération, elle choisit les Archevêques de Reims & d'Auch. M. l'Archevêque de Paris, déjà invité, est promu dans le cours de l'Ass. au Cardinalat; le cas ne s'étoit plus présenté. Délibération par laquelle il est élu Président du consentement & à la prière même de M. l'Archevêque de Reims. Il vient à l'Assemblée, & y prend la place

place de Prési-

252, 253.

En l'Assemb.

est déferée à M.

les, sans la par-

VI, p. 613, 6

De même en

VI, p. 679.

De même en

il est observé,

dinal de Noaille

tant l'affaire en

précaution suffi

variation du droit

choix de ses Pr

& suiv.

De même dan

de 1710, de 17

994, 1171, 11

En l'Ass. des

1713, pour l'ac

tution *Unigeni*

Noailles y prési

gnité & de son

ne nomination

1249 & suiv.

En l'Ass. de 1

de Narbonne re

ce qui s'étoit p

sur le choix des

ces exemples p

qu'avait l'Assm

dents. Elle défer

Archevêques &

VI, p. 1327, 1

En l'Ass. de

ques, dont M. l

deux Evêques, s

Sur la proposition

nomme, par pos

ce le Cardinal d

conséquence pou

La Compagnie

de quatre Prélat

ques, & de quat

Ordre: leur réc

merciement de

l'Archevêque d'

l'Ass. par les m

cours à la Comp

d'Aix. T. VI, p.

En l'Assemb.

vêques, dont M

mier, & trois Ev

En l'Assemb.

vêques, dont M

ques. Sur la pro

l'Assemb. nomm

Fleuri pour son

voie de postulat

que ci-dessus :

Table de la Co

place de Président. T. VI, p. 251, 252, 253.

En l'Ass. de 1701, la Présidence est déferée à M. le Cardinal de Noailles, sans la partager avec personne. T. VI, p. 613, 614.

De même en l'Ass. de 1702. T. VI, p. 679.

De même en l'Ass. de 1705, où il est observé, que ce que M. le Cardinal de Noailles avoit exposé, en mettant l'affaire en délibération, étoit une précaution suffisante pour la conservation du droit de l'Ass. dans le choix de ses Présidents. T. VI, p. 731 & suiv.

De même dans les Ass. de 1707, de 1710, de 1711. T. VI, p. 942, 993, 994, 1171, 1172.

En l'Ass. des Prélats convoqués en 1713, pour l'acceptation de la Constitution *Unigenitus*, M. le Cardinal de Noailles y préside, à raison de sa dignité & de son ancienneté, sans aucune nomination particulière. T. VI, p. 1149 & suiv.

En l'Ass. de 1715, M. l'Archevêque de Narbonne reprend en peu de mots ce qui s'étoit pratiqué depuis 1645, sur le choix des Présidents : il rappelle ces exemples pour établir la liberté qu'avoit l'Ass. de choisir ses Présidents. Elle déferre cet honneur à quatre Archevêques & à quatre Evêques. T. VI, p. 1327, 1328.

En l'Ass. de 1723, deux Archevêques, dont M. l'Archevêque d'Aix, & deux Evêques, sont nommés Présidents. Sur la proposition de M. d'Aix, elle nomme, par postulation, Son Eminence le Cardinal du Bois, sans tirer à conséquence pour l'avenir, & sans, &c. La Compagnie lui fait une députation de quatre Prélats, dont deux Archevêques, & de quatre Députés du second Ordre : leur réception : Lettre de remerciement de M. le Cardinal à M. l'Archevêque d'Aix : sa réception dans l'Ass. par les mêmes Députés : son discours à la Compagnie : réponse de M. d'Aix. T. VI, p. 1548 jusq. 1554.

En l'Ass. de 1725, trois Archevêques, dont M. de Toulouse le premier, & trois Evêques. T. VII, p. 26, 27.

En l'Ass. de 1726, deux Archevêques, dont M. d'Aix, & deux Evêques. Sur la proposition de M. d'Aix, l'Ass. nomme M. le Cardinal de Fleuri pour son premier Président, par voie de postulation : même députation que ci-dessus : même réception : son

Table de la Coll. des P. V.

discours à l'Ass., & la réponse. T. VII, p. 592 & f.

En l'Ass. de 1730, trois Archevêques, dont M. de Paris, & trois Evêques. M. le Cardinal de Fleuri nommé le Premier-Président. Le reste comme ci-dessus. T. VII, p. 889, 890 & suiv.

En l'Ass. de 1734, deux Archevêques, dont M. de Paris, & deux Evêques. M. le Cardinal de Fleuri, nommé par postulation Président, sans tirer à conséquence, &c. Députation de six Prélats & d'autant du second Ordre. Il vient à l'Ass. : son discours & réponse. T. VII, p. 1238 & f.

En l'Ass. de 1735, quatre Archevêques, dont M. de Paris, & quatre Evêques, M. le Cardinal de Fleuri nommé encore par postulation. Le reste comme ci-dessus. T. VII, p. 1326 & f.

L'Ass. de 1740 nomme pour Présidents deux Archevêques & deux Evêques. M. le Cardinal de Fleuri est prié d'accepter la Présidence qui lui est offerte. M. l'Archevêque de Sens & M. de Glandeve sont associés aux autres Présidents. T. VII, p. 1547 & f.

En l'Ass. de 1742, deux Archevêques, dont M. de Paris, & deux Evêques. T. VII, p. 1795, 1796.

En 1745, quatre Archevêques, dont M. de Paris, & quatre Evêques. T. VII, p. 1880, 1881.

L'Ass. de 1747 nomme deux Archevêques & trois Evêques. M. l'Archevêque de Paris, en sa qualité de Diocésain, est invité à l'Ass., & en même-temps nommé Président. Il vient à l'Ass., & y prête le serment. T. VIII, p. 12, 13, 14 & f.

L'Ass. de 1748 a eu trois Archevêques & trois Evêques, auxquels elle a associé M. l'Archevêque de Paris. T. VIII, p. 118 & f.

L'Ass. de 1750 choisit M. le Cardinal de la Rochefoucault, & lui associe deux Archevêques & trois Evêques. M. l'Archevêque de Paris est invité de venir assister aux séances ; il y vient, & prête le serment. T. VIII, p. 232 & f.

L'Ass. de 1755 choisit pour Président M. le Cardinal de la Rochefoucault, & lui adjoint trois autres Archevêques & quatre Evêques. T. VIII, p. 439 & f.

L'Ass. de 1758 choisit M. le Card. de Tavannes, deux autres Archevêques & trois Evêques. T. VIII, p. 625, 626.

L'Ass. de 1760 choisit trois Archevêques, dont M. de Narbonne, & trois Evêques. T. VIII, p. 738.

Cette Assemb., suivant l'usage des précédentes Assemb., invite à ses séances M. l'Archevêque de Paris, & le nomme un de ses Présidents. *Voyez* Evêques Diocésains.

L'Ass. de 1762 nomme M. l'Archevêque de Narbonne, & lui associe dans la Présidence deux autres Archevêques & trois Evêques. Même usage que ci-dessus pour M. l'Archevêque de Paris. T. VIII, p. 1020 & s. *Voyez* Evêques Diocésains.

L'Ass. de 1765 défère la Présidence à M. l'Archevêque de Reims, à qui elle adjoint trois autres Archevêques & quatre Evêques. M. l'Archevêque de Paris comme ci-dessus. T. VIII, p. 1144. *Voyez* Evêques Diocésains.

L'Ass. de 1770 nomme aussi pour son Président M. l'Archevêque de Reims, à qui elle associe deux autres Archevêques & trois Evêques. Pratique comme ci-dessus envers M. l'Archevêque de Paris. T. VIII, p. 1630 & s. *Voyez* Evêques Diocésains.

L'Ass. de 1772 nomme M. le Cardinal de la Roche-Aymon, & lui associe les Archevêques de Lyon & de Toulouse, & trois Evêques. Même conduite envers M. l'Archev. de Paris. T. VIII, p. 1934, 1935. *Voyez* Evêques Diocésains.

L'Ass. de 1775 fait choix de Mgr. le Cardinal de la Roche-Aymon pour son Président, & lui adjoint, dans la même qualité, trois Archevêques & quatre Evêques. Même conduite envers l'Archevêque de Paris. T. VIII, p. 2079. *Voyez* Evêques Diocésains.

PRÊTRES.

I. Les Evêques sont Supérieurs, de droit divin, aux Prêtres. *Voyez* Evêques, §. II.

II. L'Ass. de Poissy, en 1560, établit plusieurs Réglemens touchant les Prêtres; savoir, l'âge de vingt-cinq ans qu'ils doivent avoir pour être ordonnés, sans pouvoir en être dispensés; le témoignage d'une réputation entière; le titre patrimonial; les interstices entre les Ordres; leur destination à une Eglise particulière, qu'ils ne peuvent quitter qu'avec l'agrément de l'Evêque.

Cette Assemb. arrête aussi de prier le Pape de ne permettre à aucun Prêtre d'aller à Rome, ou à Avignon, sans Lettres dimissoires de son propre Evêque. T. I, P. J. p. 12, 13.

III. Le Roi, dans son Cahier envoyé

aux Etats de Blois, en 1577, enjoint aux Prêtres de se retirer en leurs Diocèses & Paroisses, excepté ceux qui ont Bénéfice, ou bien suffisant pour s'entretenir selon leur état, ou qui servent actuellement des Eglises Cathédrales, Collégiales & Paroissiales. T. I, P. J. p. 48.

IV. Sur la conduite que doivent tenir les Evêques à l'égard des Prêtres étrangers. *Voyez* Exeat.

V. Sur les attellations exigées des Réguliers qui sortent d'un Diocèse pour être approuvés dans un autre. *Voyez* Approbations, §. II.

VI. On a proposé dans quelques Ass. des établissemens pour les Prêtres infirmes & les Ecclésiastiques qui viennent à Paris pour affaires, & qui n'ont que leurs Messes pour vivre. *Voyez* Hospices Sacerdotaux.

VII. La disette des Prêtres dans plusieurs Provinces du Royaume, fait l'objet d'un judicieux Rapport de M. l'Archevêque de Toulouse en l'Assemb. de 1775.

Le nombre des Ecclésiastiques, dit ce Prélat, qui s'appliquent aux fonctions du saint Ministère, diminue tous les jours, & leur rareté déferée par plusieurs Provinces à l'Assemb., doit en exciter le zèle. C'est en cherchant les causes du mal, qu'on peut en découvrir le remède. Parmi ces causes on doit compter, 1°. l'affoiblissement de la Religion, qui en altérant parmi les peuples le respect pour l'Etat Ecclésiastique, a éteint, dans la plupart des pères de famille, le désir d'y consacrer leurs enfans; & d'autre part, l'éducation imparfaite & quelquefois peu Chrétienne que reçoivent ces enfans dans les Colleges; 2°. les frais & le temps qu'exige l'éducation ecclésiastique, & le défaut de moyen dans les parents pour leur procurer cette éducation; 3°. la modicité des places auxquelles, après cette éducation reçue, les enfans peuvent prétendre; espérance qui ne répond point aux frais & aux peines que les parents ont supportés. Cette cause devient encore plus pressante, si l'on considère qu'il est des Diocèses où un Vicaire, après avoir travaillé plusieurs années, peut à peine espérer la foible récompense d'une Cure, à laquelle il a droit de prétendre; 4°. le défaut de ressource pour celui qui n'est plus en état de remplir les fonctions de son Bénéfice ou de son emploi. Si le Curé quitte, quelle res-

source peut lui offrir une congrue? si c'est un infirme, que deviendra-t-il?

Voilà, dit M. l'Archevêque, les causes des remèdes, la première déjà fixée l'attention, la seconde, se trouvant l'éducation Ecclésiastique, la diminution de ces remèdes, & peut utilement servir au blissement de bon nombre de bourses, en faveur de la congrue desquels la bourse peut suffire. Or, les bourses ne peuvent consacrer des remèdes, deux voies pour quelques Bénéfices ou Séminaires, & l'Etat Diocésain. Ces bourses est possible, depuis les années de l'éducation.

La dotation des Ecclésiastiques fait Prêtre un autre remède. Les Prêtres: le Prélat dit que la congrue des Cures & des Vicaires, fût

Un troisième remède est d'assurer, à ceux qui travaillent, une récompense & de l'infirmité en vue, dit M. l'Archevêque, dispendieuses fonds considérables toujours habitées sions pour quelques Vicaires, justes seront placés; de Curés & Vicaires à raison de leur amité; voilà les remèdes.

Les Bénéfices-donnés à ceux qui les Vicaires se trouvent de leur récompense soustraire à des fondes ne leur offrent aucun roir donc encouragé clésiastique, que des Cures à ceux le Ministère. De cet effet: la voie par le Concile de tion imposée aux des Prêtres qui a Ministère, au mois p. 2527 jusq. 2533

source peut lui offrir une Cure à portion congrue? si c'est un Vicaire devenu infirme, que deviendra-t-il?

Voilà, dit M. l'Archevêq. de Toulouse, les causes du mal : quant aux remèdes, la première de ces causes a déjà fixé l'attention de l'Assemblée. La seconde, se trouvant dans les frais de l'éducation Ecclésiastique, c'est la diminution de ces frais qui en est le premier remède; & cette diminution ne peut utilement s'opérer que par l'établissement de bourses, ou portions de bourses, en faveur de ceux à l'éducation desquels la fortune des parents ne peut suffire. Or, cette fondation de bourses ne peut être faite, qu'en y consacrant des revenus Ecclésiastiques: deux voies pour cela, l'union de quelques Bénéfices ou biens d'Eglise aux Séminaires, & l'imposition sur chaque Diocèse. Ces bourses s'étendront, s'il est possible, depuis les premières années de l'éducation jusqu'à la Prêtrise.

La dotation des places qu'un Ecclésiastique fait Prêtre, peut obtenir, est un autre remède à la disette des Prêtres: le Prélat désireroit que la portion congrue des Curés, & sur-tout celle des Vicaires, fût augmentée.

Un troisième remède à cette disette, est d'assurer, à ceux qui ne peuvent plus travailler, une retraite à l'abri de la misère & de l'infortune. On n'a point en vue, dit M. l'Archevêque, des maisons dispendieuses; elles absorbent des fonds considérables, & sont presque toujours habitées à regret: des pensions pour quelques-uns des plus anciens Vicaires, jusqu'au moment où ils seront placés; des pensions pour les Curés & Vicaires obligés de se retirer, à raison de leur âge, ou de leurs infirmités; voilà les secours que nous réclamons.

Les Bénéfices-Cures étant souvent donnés à ceux qui n'ont pas travaillé, les Vicaires se trouvent ainsi frustrés de leur récompense, & cherchent à se soustraire à des fonctions pénibles, qui ne leur offrent aucune espérance: ce seroit donc encourager le Ministère Ecclésiastique, que d'assurer la possession des Cures à ceux qui ont travaillé dans le Ministère. Deux voies proposées à cet effet: la voie du concours, établie par le Concile de Trente, & l'obligation imposée aux Patrons de nommer des Prêtres qui aient travaillé dans le Ministère, au moins trois ans. T. VIII, p. 2527 jusqu'à 2538.

Sur les propositions faites dans le Rapport, tant sur l'établissement des bourses & de pensions de retraite, l'Assemblée, pénétrée de la nécessité de remédier à la disette des Prêtres, a délibéré, 1°. d'inviter Mrs. les Prélats à faire ce qui est en leur pouvoir pour établir des bourses & pensions proportionnellement aux besoins & aux facultés de leurs Dioc.; 2°. de prier Sa Majesté de vouloir bien les autoriser à cet effet. Les moyens de parvenir auxdits établissements proposés par l'Assemblée, & à mettre sous les yeux du Roi & de son Conseil, consistent:

1°. A consacrer auxdites bourses & pensions des Bénéfices simples ou autres biens Ecclésiastiq. par des unions.

2°. Qu'en conséquence, chaque Evêque, dans son Diocèse, détermine lesdits Bénéfices & biens Ecclésiastiques; qu'ensuite il en donne connoissance à Mrs. les Agents, en leur envoyant en même-temps un Mémoire des raisons qui ont produit cette détermination.

3°. Comme le Bénéfice des unions peut être éloigné, le même Mémoire exposera, s'il y a lieu, ou non, à l'imposition sur le Diocèse, & si cette imposition doit égaler le produit total desdites unions, ou seulement une partie.

4°. Ces Mémoires, envoyés aux Agents, seront par eux remis, sous les yeux du Conseil, à l'effet d'obtenir les autorisations nécessaires.

5°. Ladite imposition, ainsi autorisée, sera établie au marc la livre sur tous les contribuables, à la réserve de la huitième & dernière classe, & des Curés à portions congrues. T. VIII, p. 2538 jusqu'à 2540. *Le Mémoire sur le Concours*, P. Just. p. 791 & f.

Les Députés de l'Assemblée, d'après la réponse de M. le Garde des Sceaux, déclarent, que, quant à la demande concernant les bourses & les pensions de retraite, on a témoigné les dispositions les plus favorables, pour accueillir les demandes particulières qui pourroient être faites par les Evêques; que la suppression des Bas-Chœurs en titre, l'établissement du Concours dans les Diocèses, la restriction du droit des Patrons, ont paru des objets, dont l'importance méritoit des Mémoires détaillés & des réflexions approfondies; qu'on recevra ces Mémoires, & qu'on y donnera toute l'attention qu'ils méritent; après, on les mettra sous les yeux du Roi, pour prendre ses ordres. T. VIII, p. 2547.

Il est fait lecture, dans l'Assemblée, d'un projet de Déclaration pour l'augmentation de l'honoraire des Vicaires, jusqu'à la somme de 250 l. T. VIII, p. 2547. *Voyez* Vicaires, n°. IV.

PRÉVENTION.

I. LA Cure de la ville de Lairac, Diocèse de Condom, vacante par mort, ayant été conférée au sieur de la Panouse, non encore Gradué, mais prêt à l'être, le sieur Mirieu prend des Provisions de Cour de Rome de ladite Cure, & appelle comme d'abus du titre du sieur de la Panouse. Le Parlement de Toulouse le reçoit appellant comme d'abus, par Arrêt du 17 Avril 1765, & le maintient dans la pleine possession de la Cure.

Cet Arrêt paroît directement opposé à la maxime généralement reçue dans tous nos Tribunaux, qu'une nomination, même nulle, suffit pour lier les mains du Pape, *collatio etiam nulla ligat*, &c. On convient cependant qu'elle n'est pas sans bornes. Les Canonistes établissent deux sortes de nullités : les unes sont radicales, parce qu'elles vicient la substance de l'acte qui ne peut jamais avoir d'effet, ni faire impression sur la tête du pourvu ; telles sont celles qui proviennent du défaut de pouvoir dans le Collateur prétendu ; de la Loi générale, ou de la fondation du Bénéfice ; ou enfin, du vice même de l'acte, qui le rend illégal : les autres sont accidentelles ou relatives, qui proviennent d'une règle particulière, & peuvent être réparées, soit avant, soit après la possession. Or, il est clair que la collation d'une Cure à un Ecclésiastique non Gradué, n'est pas radicalement nulle, puisqu'elle opère tout son effet, quand elle n'est pas contredite. D'ailleurs, c'est une Jurisprudence aujourd'hui certaine, qu'il suffit, pour évincer les Préventionnaires, d'être Gradué avant la prise de possession des Cures des Villes murées ; & par conséquent, que M. l'Evêque de Condom a pu, sans abus, accorder l'Institution Canonique au sieur de la Panouse, quoique non Gradué.

Sur ces principes, l'Ass. de 1765, on le Promoteur, après avoir opiné par Provinces, a arrêté, à la pluralité des Provinces, d'intervenir dans l'affaire. T. VIII, p. 1515 jusqu'à 1523.

II. Sur le droit de Prévention en Cour de Rome à l'égard des Théologues. *Voyez* Théologues, n°. IV.

PRÉVOT DES MARCHANDS.

Voyez Hôtel-de-Ville.

PRÉVOT DES MARÉCHAUX.

Les Ecclésiastiques, par les Edits & Ordonnances, & spécialement par l'Arrêt du Conseil-Privé, donné en 1606, servant de Règlement, article 4, sont exempts de la Jurisdiction des Grands-Prévôts, pour quelque crime que ce soit. Le Grand-Prévôt de Normandie y ayant contrevenu en la personne d'un Ecclésiastique, l'Assemblée de 1619 ordonna aux Agents de faire toutes les poursuites nécessaires pour le maintien de la Jurisd. Ecclésiast. T. II, p. 340.

La réponse à l'art. 21 du Cahier de l'Assemblée de 1635, défend aux Prévôts des Maréchaux de connoître des procès des Ecclésiastiques, en aucun cas ; peuvent néanmoins, aux cas Prévôtaux seulement, informer, décreter & faire la capture. T. II, p. 764. Recueil, p. 1393, 1394.

L'Assemblée de 1635 avoit sollicité une Déclaration conforme à l'Edit de Melun, pour exempter les Clercs de la Jurisd. des Prévôts. T. II, p. 806.

Le Prévôt des Maréchaux de Tours, ayant entrepris de juger prévôtalement un Ecclésiastique, pour un prétendu crime de sacrilège avec effraction, le Présidial de Tours rendit une Sentence de compétence en sa faveur : le Syndic du Diocèse de Tours se pourvut au Conseil, pour demander la cassation de cette Sentence ; & sur la demande, le Prévôt des Maréchaux & les Procureurs du Roi de la Maréchaussée, ayant été assignés au Conseil, ils prétendirent que les Ecclésiastiques n'avoient, sur ce sujet, aucun privilège. Les Agents intervinrent pour maintenir le droit des Ecclésiastiques, & présentèrent leur Requête motivée. Il y eut enfin Arrêt contradictoire du 21 Mars 1679, qui casse la Sentence de compétence du Présidial de Tours, renvoie l'Ecclésiastique devant l'Official, pour son procès lui être fait, à la charge du cas privilégié, pour lequel assisteroit le Lieutenant-Criminel de Tours, & par appel au Parlement de Paris. *Rapport d'Agence* en 1680. T. V, P. Just. p. 171, 172.

Le Promoteur remontre à l'Ass. de 1690, que le Prévôt des Maréchaux de Tours prétendoit juger prévôtalement & sans appel les Ecclésiastiques : prévention semblable du Prévôt des Maréchaux de Rodez, se fondant sur-tout

sur l'Ordonnance du Chancelier marquant l'Ordonnance avouée par le dit de Melun ; & minelle de 1670, & les Ecclésiastiques dans le même Edit, & que S. M. a fait une Déclaration sur ce point dans tout le Royaume.

Le 5 Octobre 1737, l'Assemblée obtiennent un Arrêt qui confirme aux Ecclésiastiques le droit de ne pouvoir être jugés par les Prévôts des Maréchaux lorsqu'ils demandent l'Official, ou qu'ils sont appelés par le Juge d'Église. Le 10 Octobre 1737, le Présidial de Rodez dans les Provinces de Languedoc, du 17 Mars 1737, sur la même matière, qu'il a rendu du Présidial de Carcassonne, renvoyé un Prêtre à la charge de lui faire son procès conjointement avec le Prévôt des Maréchaux. Ce privilège est établi par l'art. 42 de l'Ordonnance de T. VI, P. J. p. 8.

PRIERES

§. I. Droits & Jurisdictions, touchant les Prieres, Processions

C'est à l'Evêque de la province à régler les Prieres. Les Evêques ne peuvent agir privativement aux autres Evêques de la même province, de Parlement, de la Cour, & autres Officiers. Les Prieres des autres Corps qui se font, ne peuvent faire des Processions générales. Les Prieres de Quatre-vingt-trois autres Prieres publiques, l'ordre supérieur. Les Prieres des Jubilé & sont obligés de se conformer à l'Ordonnance des Evêques. *Voyez* l'Ordonnance de 1670.

Le Parlement de Paris a pris d'ordonner de chanter le *Te Deum* à la messe de Mâcon contraindre le Chantre de faire chanter la messe une seconde fois, sur l'Ordonnance du Parlement. Le Premier-Président de Toulouse donnoit l'Ordonnance de chanter : le Gouverneur prenoit aussi d'en ordonner.

sur l'Ordonnance de Moulins. M. le Chancelier manda à ce Prévôt que cette Ordonnance avoit été réformée par l'Edit de Melun; que l'Ordonnance criminelle de 1670 maintient les Ecclésiastiques dans le privilege porté par cet Edit, & que S. M., en 1678, avoit donné une Déclaration pour le faire enregistrer dans tout le Royaume. T. V, p. 653.

Le 5 Octobre 1691, Mrs. les Agents obtiennent un Arrêt du Conseil, qui confirme aux Ecclésiastiques le privilege de ne pouvoir être jugés par les Prévôts des Maréchaux, ni sans appel, lorsqu'ils demandent leur renvoi devant l'Official, ou qu'ils sont revendiqués par le Juge d'Eglise. Il fut contradictoirement rendu entre les Officiers du Présidial de Rodez. L'Arrêt envoyé dans les Provinces. Autre Arrêt du Conseil, du 17 Février 1695, sur la même matière, qui casse une Sentence du Présidial de Clermont, qui avoit renvoyé un Prêtre à l'Official, à la charge de lui faire son procès, conjointement avec le Prévôt des Maréchaux. Ce privilege est solennellement établi par l'art. 43 de l'Edit d'Avril 1695. T. VI, p. J. p. 85, 86.

PRIERES PUBLIQUES.

§. I. Droits & Jurisdiction des Evêques, touchant les Prieres publiques, Processions, &c.

C'EST à l'Evêque à les indiquer & à les régler. Les Evêques ont ce pouvoir privativement aux Officiers des Cours de Parlement, des Maisons-de-Villes & autres Officiers. Les Chapitres & autres Corps qui se disent exempts, ne peuvent faire des Mandements pour les Processions générales, les *Te Deum*, les Prieres de Quarante-Heures, ou autres Prieres publiques qui se font par l'ordre supérieur, ni pour les publications des Jubilés & des Indulgences: ils sont obligés de se conformer à ceux des Evêq. Voyez Exemptions, n°. IV.

Le Parlement de Rennes avoit entrepris d'ordonner de l'heure que seroit chanté le *Te Deum*. Les Echevins de Mâcon contraignoient le Grand-Vicair de faire chanter le *Te Deum* une seconde fois, sur un ordre du Premier-Président du Parlement de Dijon: le Premier-Président du Parlement de Toulouse donnoit aussi l'ordre de le chanter: le Gouverneur d'Anjou entreprenoit aussi d'en ordonner. Toutes ces

entreprises sont déferées à l'Assemb. de 1635, qui résout d'en faire un article de son Cahier; c'est l'art. 36. Réglement intervenu sur ce sujet contre le Parl. de Rennes. T. II, p. 747, 748, 764.

L'Ass. de 1645, sur l'art. 36 du Cahier de 1635, & sur ce qui est représenté, que Mrs. des Parlements, Gouverneurs, &c. prenoient autorité d'ordonner sur les Prieres publiq. pour actions de grâces, prétendoient même donner l'heure pour chanter les *Te Deum*, a arrêté que les Agents en feroient plainte à Mrs. les Secrétaires d'Etat, & les prioient, que, lorsqu'en pareilles occasions, ils enverront des dépêches dans les Provinces, ils en écrivent aux Evêques, & leur marquent de donner l'heure pour la célébration des Prieres publiques. T. III, p. 235, 236.

La réponse à l'art. 36 du Cahier de 1635, porte, que, lorsqu'il écherra de rendre grâces à Dieu pour quelque faveur obtenue du Ciel, ou pour en demander, les Evêques en étant avertis par les Lettres de Sa Majesté, s'accommoderont aux heures plus ordinaires, & propres à telles cérémonies, & en donneront avis aux Gouverneurs, Cours de Parlements & autres Officiers & Maisons-de-Villes. Recueil, p. 1340.

Le Parlement de Dijon étoit dans l'usage de désigner l'heure où l'on doit chanter le *Te Deum*, qu'on chantoit ordinairement dans la Sainte-Chapelle de la Ville de Dijon, qui se prétend exempt de la Jurisdiction de l'Evêque, & ne veut point recevoir ses Mandements. M. l'Ev. de Langres s'en plaint à l'Ass. de 1680: il lui est dit, qu'il doit se régler sur les titres contenus dans les Mémoires du Clergé, & principalement sur un Arrêt obtenu du temps de M. le Card. de Vendôme. T. V, p. 319.

Autre refus du Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon, d'exécuter les Mandements de l'Evêque, touchant les Prieres publiques ordonnées par Sa Majesté: M. l'Evêque de Dijon en rend compte à l'Assemb. de 1747, qui charge les Agents de solliciter l'affaire au Conseil. T. VIII, p. 61, 64.

En 1691, le Chapitre d'Auxerre, sans attendre les ordres de son Evêque, fait des Processions de son autorité particulière, y portant les Reliques. L'Evêque se plaint au Roi de cette entreprise: par Arrêt du 16 Mai 1693, le Roi étant en son Conseil, fait défendre au Chapitre de porter extraordinairement des Reliques & des Châsses

III. *Prieres publiques ordonnées par le Roi, où le Clergé est invité avec d'autres Compagnies.*

Il y en a d'ordonnées, ou pour Services funebres des Rois, Reines, Princes & Princesses de France, décédés, ou pour actions de grâces, *Te Deum*, &c. : à l'égard des premières. Voyez Services funebres.

Quant aux autres, M. de Saintor, Maître des cérémonies, est envoyé à l'Assemb. de 1650, pour l'inviter, de la part du Roi, au *Te Deum*, pour la victoire remportée par M. le Maréchal du Pleffis-Praslin. Après avoir remis au Prélat, Président, la Lettre du Roi, il prend sa place devant le Bureau, & fait l'invitation. Un Evêque & un Député du second Ordre avoient été le recevoir, & les mêmes le reconduisent. La Compagnie arrête de satisfaire aux ordres de S. M., & de prier les Prélats du dehors de se joindre à l'Ass. : elle arrête aussi de faire chanter elle-même un *Te Deum* dans l'Eglise des Augustins, auquel les Prélats du dehors seront invités, & qu'il sera député vers le Roi & la Reine pour leur faire compliment. Un Archev. & sept autres Députés sont chargés de cet office. T. III, p. 742, 743.

Sur la plainte des Prélats assemblés à Paris en 1659, M. le Cardinal Mazarin leur déclare, qu'il avoit donné ordre à M. le Chancelier de faire convier Mrs. les Prélats au *Te Deum*, & de les laisser dans la possession d'entrer les derniers dans le Chœur de Notre-Dame, & d'en sortir les premiers ; ce qui fut exécuté. T. IV, P. Just. p. 149.

L'Ass. de 1675 est invitée, par une Lettre de S. M. & avec le cérémonial accoutumé, au *Te Deum* qui devoit se chanter à Notre-Dame pour la prise des Villes de Dinant, &c. T. V, p. 284.

L'Ass. de 1690 de même, au sujet de la victoire de Fleurus : tout s'y passe comme de coutume & aux vœux du Clergé. T. V, p. 692, 693.

Même invitation de l'Ass. de 1705, au *Te Deum* que S. M. avoit ordonné pour la victoire remportée en Italie, par M. le Duc de Vendôme, sur les troupes Impériales.

Difficulté en cette occasion pour la réception du Maître des cérémonies, en l'absence du Grand-Maître : il prétendoit avoir un fauteuil, & non une chaise à dos sans bras : il se fondeoit

sur ce qui s'étoit passé en l'Ass. de 1690, & sur la décision même de Sa Majesté : la lecture de ce Règlement ayant été faite, l'Ass., par respect & soumission, se rend aux vœux dudit Maître, le fauteuil lui est accordé.

Même cérémonial observé qu'aux invitations précédentes : même cérémonial aussi dans la réception du Clergé en l'Eglise de Notre-Dame : les Prélats du dehors avoient été priés de se joindre à ceux de l'Assemb. T. VI, p. 902 & suiv.

Autre invitation du Clergé, au *Te Deum* chanté à Notre-Dame, par ordre du Roi, en actions de grâces du rétablissement de la santé de S. M., le 6 Août 1721. Dans cette cérémonie, il n'y eut point de carreaux donnés à Mrs. les Prélats, tandis qu'on en avoit donné à plusieurs Ducs qui étoient placés vis-à-vis d'eux dans le Sanctuaire : par respect, pour la cérémonie que M. le Régent honoroit de sa présence, ils différèrent de porter leurs plaintes à S. A. R. de cette nouveauté injurieuse à leur dignité. Le Prince témoigna en être fâché, en ajoutant qu'il régleroit cette affaire. Le Règlement fut, que personne n'auroit des carreaux dans le Sanctuaire aux cérémonies Royales. S. A. R. trouva bon que le Clergé fût insérer cet ordre dans le Procès-verbal, qui seroit dressé par les Agents, & qui seroit aussi inséré sur les registres du Maître des cérémonies. T. VI, P. J. p. 669 & suiv.

Autre *Te Deum* chanté, le 12 Mars 1722, en l'Eglise de Notre-Dame, par ordre du Roi, en actions de grâces de l'heureuse arrivée de l'Infante. T. VI, P. J. p. 671, 672.

Autre *Te Deum* chanté à Notre-Dame pour le Mariage de Louis XV, auquel l'Ass. de 1725 est invitée de la part du Roi : tout s'y passe suivant l'usage accoutumé. T. VII, p. 548 & f.

L'Assemb. de 1730 est invitée au *Te Deum* chanté à Notre-Dame pour l'heureuse naissance de M. le Duc d'Anjou. T. VII, p. 1203, 1204.

Le 14 Janvier 1734, le Grand-Maître des cérémonies ayant averti, suivant l'usage, Mrs. les Agents-Généraux du jour & de l'heure en laquelle le *Te Deum* devoit être chanté en l'Eglise de Notre-Dame, par ordre du Roi, en actions de grâces de la reddition du Château de Milan, Mrs. les Agents invirent, de la part du Roi, les Prélats qui étoient à Paris, de se trou-

ver en cette cérémonie : ils y assistent, avec les honneurs & le cérémonial ordinaire. T. VII, P. J. p. 346.

Autre invitation de l'Assemb. de 1745, au *Te Deum* qui devoit être chanté pour la victoire de Fontenoy. Elle est invitée aussi à celui pour la prise de Tournai. Mrs. les Agents sont chargés d'inviter les Prélats du dehors pour se joindre à l'Assemb.; tout se passe suivant l'usage. T. VII, p. 2100 & s.

Autre invitation de l'Assemb. de 1750, au *Te Deum* ordonné par S. M., pour l'heureux accouchement de Madame la Dauphine : les Prélats du dehors se joignent à l'Ass.; même cérémonial. T. VIII, p. 414 & suiv.

L'Assemb. de 1758 est priée, par le Maître des Cérémonies, au nom du Roi, & en la forme ordinaire, au *Te Deum* en l'Eglise de Notre-Dame, pour la victoire remportée sur les Hessois & sur les Hannoveriens à Lutzelberg, par l'armée du Roi, commandée par le Prince de Soubise. L'Assemb. y assiste, & y est reçue avec les honneurs accoutumés. T. VIII, p. 717 & suiv.

IV. *Te Deum, Prieres de 40 Heures, Stations de Jubilé, Processions, &c. ordonnées ou pratiquées par les Assemblées & le Clergé.*

L'Assemb. de 1625 fait chanter un *Te Deum* en l'Eglise des Augustins, pour la victoire remportée sur les rebelles de la R. P. R. Les Prélats du dehors sont invités à la cérémonie. Lettre du Roi sur ce sujet. L'Ass. dépure à S. M. T. II, p. 567, 568. P. Juste p. 134, 135.

Louis XIII, en 1636, ayant remporté une grande victoire en Flandre, en fait part à l'Assemb. Gén. du Clergé qui tenoit alors, ordonnant qu'il soit écrit dans les Diocèses pour les Prieres de 40 Heures. L'Assemb. fait imprimer la Lettre de S. M., & en envoie des copies dans toutes les Provinces : elle ordonne, de son côté, un *Te Deum* en actions de grâces, dans l'Eglise des Augustins, précédé d'une Grand'Messe chantée par le Prieur de la Maison. Les Prélats qui se trouvoient à Paris, y sont invités, tous en habit violet. M. l'Archevêque de Bourges, l'ancien, est prié de dire la Collecte après le *Te Deum*; il s'en excuse sur ce qu'il n'étoit pas de l'Ass.; de nouveau prié, il y consent. T. II, p. 837, 838.

L'Assemb. de 1655 ordonne des Prie-

res de 40 Heures aux Augustins, pendant les trois derniers jours du carnaval : Messe solennelle, chacun des trois jours, par l'Archevêque d'Arles : Sermon par les Evêques de Vence & de Lodeve : cinq Provinces assistent chaque jour devant le Saint-Sacrement, chacune une demi-heure, Mrs. les Prélats en rochet & camail, au milieu de l'Autel sur le premier degré, ayant devant eux un banc couvert d'un tapis, & des carreaux; & Mrs. du second Ordre aux deux côtés, ayant aussi devant eux un banc couvert d'un tapis, & des carreaux. T. IV, p. 436, 437.

Le Promoteur remontre qu'on avoit un des jours oublié à la Messe de donner la paix à Mrs. du second Ordre : il est délibéré qu'elle sera portée tous les jours, tant à Mrs. les Prélats qu'à Mrs. du second Ordre. *Ibid.*, p. 437.

Dans le rapport d'Agence fait à l'Ass. de 1660, il est exposé, que, sur la représentation des Agents, lors de la maladie du Roi, y ayant des Prieres publiques ordonnées par Mrs. les Vicaires-Généraux, les Prélats étant alors à Paris, arrêterent d'assister à l'exposition du Saint-Sacrement; qu'ils diroient leurs Messes au grand Autel tous les jours, l'un après l'autre; que tous assisteroient en camail & en rochet à celle qui se diroit à neuf heures, & que les après-dînées on se rendroit en la salle, pour delà assister au Salut. T. IV, p. 1061, 1062.

Semblables Prieres, lors de la maladie de la Reine-mère, & pareil cérémonial, observés par l'Assemb. de 1665 tenant à Pontoise. T. IV, p. 1061, 1062.

L'Ass. de 1670, qui tenoit à Pontoise, prie M. l'Archevêq. de Rouen, son Président, d'ordonner, pour la réparation du scandale arrivé à Notre-Dame de Paris, par l'assassinat d'un Prêtre y disant la Messe, des Prieres publiques : une Procession générale des Députés, ayant chacun un cierge à la main; une Messe pontificale avec Sermon, & une aumône publique, sont ordonnées. T. V, p. 121, 122.

En 1715, M. le Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris, ordonne l'exposition du Saint-Sacrement, & les Prieres de 40 Heures pour le rétablissement de la santé du Roi. L'Assemb. du Clergé tenant alors, assiste au Salut, Mrs. les Prélats en rochet & camail, & Mrs. du second Ordre en manteau long & bonnet quarré. Cérémonial

monial observé

VI, p. 1484.

La maladie très dangereuse du second Ordre d'une demi-heure, Sacrement, à & sont relevés avant l'ordre de cessivement justifié par la pratique durant Sain Sacrement p. 1485, 1486.

En 1725, d M. l'Archevêq. Prieres de 40 h de la pluie. L d'assister aux S deux jours ma Augustins, & c nera pontifical Permission den M. l'Arch. & Assemb., après permission, fait Genevieve. O cette Procession

L'Assemblée un *Te Deum* p de Mgr. le Du 1203.

L'Assemblée Prieres de 40 Augustins, pour Majesté & la p Les Prélats doi & camail viole second Ordre en ner quarré : les priés d'assister à par où on doit le p. 2094 & suiv.

Cette même cession à l'Eglise Arcs pour y fai Jubilé. M. l'Evêq une Messe basse cette cérémonie noir, & Mrs. manteau long & VII, p. 2898 &

V. *Services funèbres*

Assemb. à la n Princes & Prin Députés morts

Voyez Services

PRIERES

PRIEURÉS désu plifiés; objets de Table de la C

monial observé en cette occasion. T. VI, p. 1484, 1485.

La maladie du Roi faisant des progrès dangereux, deux Prélats & deux du second Ordre, font une station d'une demi-heure devant le Saint-Sacrement, à la Séance de relevée, & sont relevés par deux autres, suivant l'ordre du tableau, & ainsi successivement jusqu'au Salut; ce qui a été pratiqué durant tout le temps que le Saint Sacrement a été exposé. T. VI, p. 1485, 1486.

En 1725, durant la tenue de l'Ass., M. l'Archevêq. de Paris ordonne des Prières de 40 heures pour la cessation de la pluie. La Compagnie délibère d'assister aux Saluts qui le feront aux deux jours marqués dans l'Eglise des Augustins, & qu'un des Prélats y donnera pontificalement la Bénédiction. Permission demandée pour cet effet à M. l'Arch., & accordée. Cette même Assemb., après en avoir obtenu aussi la permission, fait une Procession à Sainte-Genevieve. Ordre & cérémonial de cette Procession. T. VII, p. 554 & s.

L'Assemblée de 1730 fait chanter un *Te Deum* pour l'heureuse naissance de Mgr. le Duc d'Anjou. T. VII, p. 1203.

L'Assemblée de 1745 ordonne des Prières de 40 heures en l'Eglise des Augustins, pour la conservation de Sa Majesté & la prospérité de ses armes. Les Prélats doivent y assister en rochet & camail violet, & les Députés du second Ordre en manteau long & bonnet quarré: les Prélats du dehors sont priés d'assister à la Messe solennelle par où on doit les commencer. T. VII, p. 1094 & suiv.

Cette même Assemb. va en Procession à l'Eglise de Saint-André-des-Arcs pour y faire une station pour le Jubilé. M. l'Evêque de Tréguier y dit une Messe basse: les Prélats sont en cette cérémonie, en rochet & camail noir, & Mrs. du second Ordre en manteau long & bonnet quarré. T. VII, p. 1298 & suiv.

V. *Services funebres ordonnés par les Assemb. à la mort des Rois, Reines, Princes & Princesses de France, des Députés morts dans le cours de l'Ass.*

Voyez Services funebres, §. I.

PRIEURÉS.

PRIEURÉS désunis des Cures & simplifiés; objets de plusieurs contestations. Table de la Coll. des P. V.

tions élevées par les Curés. Voyez Unions, n°. IV.

Prieures ci-devant aux Jésuites, autre objet de contestations, savoir à qui la nomination des Cures & Bénéfices qui en dépendent. Voyez Abbayes, n°. III.

PRIMATIE.

I. Sur le droit de Primatie prétendu par les Arch. de Lyon, & sur les contestations élevées dans les Assemb. du Clergé entre lesdits Archev., & ceux de Bourges & de Sens. Voyez Lyon, §. I.

II. En l'Assemb. de 1725, l'Archevêque de Bordeaux prend la qualité de Primat d'Aquitaine; l'Archevêque de Bourges s'y oppose. Même opposition de l'Archev. de Bordeaux à la qualité de Primat d'Aquitaine, prise par l'Archev. de Bourges. T. II, p. 389, 391.

En l'Assemb. de 1682, l'Archev. de Bourges représente, qu'il est en possession de la Primatie de toute l'Aquitaine, & que cependant la Procuration de la Province de Bordeaux donne la qualité de Primat d'Aquitaine à l'Archev. de Bordeaux: il proteste contre cette qualité prise. L'Evêque de Tulle adhère à cette protestation. L'Evêque de Bazas proteste pareillement pour la Province d'Auch, contre la même qualité de Primat d'Aquitaine, attribuée à l'Archevêque de Bordeaux. T. V, p. 369.

III. En l'Assemb. de 1705, M. l'Evêque de Bazas représente, que les prétentions réciproques de Primatie, que les Archevêques de Bordeaux & d'Auch ont ensemble, exposent les Suffragants de ces deux Métropoles à de très-grands inconvénients; qu'en son particulier il venoit d'en éprouver; que ces deux Prélats étant députés à l'Assemblée, il seroit naturel & juste qu'ils prissent l'Assemblée pour juge de leurs prétentions. M. l'Archev. de Bordeaux ne croit pas en cette occasion, pouvoir déférer à cet avis de M. l'Evêque de Bazas: l'Ass. en juge de même, à cause que M. l'Evêque de Castres, nommé à l'Archev. d'Auch, n'avoit point encore de Bulles, & ne pouvoit par conséquent fournir des crédits légitimes. T. VI, p. 8 & suiv.

IV. Contestation entre l'Archev. de Bourges & d'Albi, pour savoir si l'Eglise d'Albi, par son érection en Métropole, a été soustraite à la Primatie de Bourges, ou seulement à la Juris-

Jjjj

dition Métropolitaine, y demeurant toujours soumise quant à la Primatiale. Ils demandent des Commissaires à l'Assemb. pour juger le différend. La Commission est nommée. T. VI, p. 871.

PRINCES DU SANG.

I. Sur le Mariage des Princes du Sang. *Voyez* Mariage, §. IV.

II. Sur la séance des Princes du Sang relativement aux Cardinaux. *Voyez* Cardinaux, §. I, n°. II.

III. Affaire de la prison des Princes, en 1649 : le Prince de Condé est arrêté prisonnier par les intrigues du Cardinal Mazarin, de même que le Prince de Conti, son frère, & le Duc de Longueville, son beau-frère. Le Prince de Conti étoit Ecclésiastique & Abbé de Clugny : c'est en cette qualité que l'Assemb. de 1650 arrête & réfout des Remontrances à S. M. pour obtenir sa liberté. Madame la Princesse Douairière, instruite de cette délibération, écrit à l'Assemb. pour la remercier. Les Députés chargés de la Remontrance, vont en Guienne où étoit S. M. : refus de la Cour de les écouter sur l'article du Prince : on offre de les écouter sur toute autre chose : ils refusent d'accepter l'audience à cette condition : leur conduite est approuvée par l'Assemblée, à qui ils envoient le Procès-verbal de ce qui s'étoit passé. M. l'Archev. d'Embrun, Chef de la Députation, fait son rapport. Le Roi étant de retour de Guienne, l'Assemb. sollicite de nouveau l'audience : elle est différée sous divers prétextes ; cependant elle est accordée au Parlement sur le même sujet : l'Assemb. en ayant avis, demande que les Députés soient quis avant le Parlement : l'audience est accordée, & M. d'Embrun fait sa Remontrance sur tous les chefs & notamment sur la liberté du Prince. T. III, p. 650 & suiv. *Lecture de la Princesse, Réponse de l'Assemb., Procès-verbal des Députés*, P. Just. p. 83 & f.

Plusieurs Gentilshommes, au nombre de 14, sont députés par la Noblesse à l'Assemb. de 1650, pour demander la jonction au sujet de la liberté des Princes. M. de Fiesque est à leur tête, & fait la demande ; l'Archev. de Reims lui répond, & l'Assemblée accorde la jonction : cependant elle arrête de faire savoir à la Reine & à M. le Duc d'Orléans, cette députation de la Noblesse. Discours de M. d'Embrun à la Reine, au sujet de ladite députation. M. le

Garde des Sceaux répond, de la part de la Reine, que l'Assemb. de la Noblesse n'étoit pas légitime. M. le Duc d'Orléans, de son côté, lui donne son approbation. L'Assemb. se trouve dans l'embarras ; elle députe néanmoins à la Noblesse. Madame la Princesse écrit une Lettre de remerciement ; la Compagnie lui répond. M. de Cominges fait son discours à Mrs. de la Noblesse assemblés. Le Cardinal Mazarin quitte la Cour, pour aller lui-même porter aux Princes enfermés au Havre, la nouvelle de leur liberté. Députation à la Reine pour la remercier de la liberté des Princes : les Prélats du dehors sont invités, & M. d'Embrun est chargé de porter la parole. Autres Députés envoyés à M. le Prince & à M. le Prince de Conti, qui envoient remercier l'Assemblée : autre députation à M. le Duc d'Orléans, pour le remercier de la liberté des Princes. T. III, p. 657 & suiv. *La Lettre de Madame la Princesse, Réponse de l'Assemb., discours de M. de Cominges à la Noblesse, &c.*, P. Just. p. 87 & suiv.

PRISON. EMPRISONNEMENT.

I. L'Ass. de 1695, tenue à Saint-Germain-en-Laye, charge, suivant l'usage, deux Prélats & deux Députés du second Ordre, de visiter les prisons & les Hôpitaux. T. VI, p. 96.

L'Assemblée de 1700, tenue à Saint-Germain, l'a pratiqué de même. T. VI, p. 358.

II. On ne peut ordonner contre les Personnes Ecclésiastiques aucunes contraintes par corps pour matières civiles, dettes, frais de Procès, dépens & autres, ni pour l'exercice de leurs fonctions.

L'Assemb. de 1635 prend le fait & cause de Curés emprisonnés : elle charge ses Députés en Cour, de faire casser par le Conseil l'emprisonnement du Recteur de Saint-Aubin, fait par autorité du Sénéchal de Rennes, ensemble l'Arrêt ci-devant donné par le Parlement de Rennes, contre le Curé de Saint-Germain de la même Ville ; tels emprisonnements pour contraindre les Ecclésiastiques en leurs fonctions, étant de grande conséquence ; que défenses soient faites à tous Juges d'entreprendre à l'avenir choses semblables. T. II, p. 495.

C'est un privilège des Ecclésiastiques, disoient Mrs. les Agents dans leur Rapport à l'Assemb. de 1695, de

ne pouvoir être pour dettes civiles, fondé sur le caractère : l'Ordre roissoit y avoir des Généraux 15 Juillet 1577 de l'Eglise : en Paris jugea success. L'Ordonnance aussi favorable c'est la disposition de l'Ordonnement ayant ce Prêtre débiteur, gation, celui-ci la Requête fut Arrêt interven lequel S. M. fit lui du Parlement traitée par cor J. p. 74, 75.

Nonobstant ment de Befairent-l'un Arrêt ctre, dans un dans lequel il fut condamné à : contrainte par opposé, autre premier, en v en prison. M. mande à l'Assemblée en faveur sonne duquel sialistiques avoient charge les Agents gissement, & cle dans son C défenses soient ments de donn Arrêts. T. VI.

L'Assemb. d Cahier de la Jur de défendre à les contraintes de dépens con Réponse. La R ariele, à cond fera point non pour raison de qui les Ecclésiast que tout soit ég

L'Assemb. de mande, art. 5 c risdiction. Rép la clause ajoutée 1700. Recueil

III. Sur l'emprisonnement en 1649. V

ne pouvoir être contraints par corps pour dettes civiles; privilège très-ancien, fondé sur l'honneur dû au caractère : l'Ordonnance de Moulins paroît y avoir dérogé; mais les Syndics-Généraux du Clergé obtinrent le 15 Juill. 1576 des Lettres en faveur de l'Eglise : en 1577, le Parlement de Paris jugea suivant cette Jurisprudence. L'Ordonnance de Blois explique aussi favorablement celle de Moulins : c'est la disposition expresse de l'art. 23 de l'Ordonnance de 1606. Le Parlement ayant condamné en 1691, un Prêtre débiteur d'une somme par obligation, celui-ci se pourvut au Conseil, la Requête fut appuyée par les Agents; Arrêt intervint, le 14 Juin 1691, par lequel S. M. fit défenses d'exécuter celui du Parlement à l'égard de la contrainte par corps seulement. T. VI, P. J. p. 74, 75.

Nonobstant ces autorités, le Parlement de Besançon, vers l'an 1705, rendit un Arrêt contre le sieur Féri, Prêtre, dans un procès pour une Cure dans lequel il succomba : le Sr. Féri est condamné à 1100 liv. de dépens, avec contrainte par corps; à quoi s'étant opposé, autre Arrêt confirmatif du premier, en vertu duquel il est mis en prison. M. l'Evêque de Langres demande à l'Ass. de 1705 sa protection en faveur de ce Prêtre, en la personne duquel les Immunités Ecclésiastiques avoient été violées. L'Ass. charge les Agents de solliciter l'élargissement, & résout de faire un article dans son Cahier, tendant à ce que défenses soient faites à tous les Parlements de donner à l'avenir de pareils Arrêts. T. VI, p. 845, 846, 847.

L'Ass. de 1700. art. 4 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de défendre à ses Cours de décerner les contraintes par corps pour raison de dépens contre les Ecclésiastiques. Réponse. *Le Roi veut bien accorder cet article, à condition toutefois qu'il ne fera point non plus décerné contrainte, pour raison de dépens contre ceux contre qui les Ecclésiastiques plaideront, afin que tout soit égal.* Recueil, p. 1498.

L'Ass. de 1710 fait la même demande, art. 5 de son Cahier de la Jurisdiction. Réponse favorable, & sans la clause ajoutée à l'art. du Cahier de 1700. Recueil, p. 1514.

III. Sur l'emprisonnement des Princes en 1649. *Voyez Princes.*

PRIVILEGES.

PRIVILEGES de l'Eglise & des Ecclésiastiques. *Voyez Immunités.*

PROBABILISME.

MR. Bossuet, dans le rapport qu'il fait à l'Ass. de 1700, des propositions censurées en cette matière, observe, que le grand inconvénient de la probabilité consistoit dans la manière d'examiner les questions de morale, par cette nouvelle méthode, qui consistoit à ne chercher plus ce qui étoit vrai ou faux, juste ou injuste, par rapport à la vérité & à la Loi éternelle, mais seulement ce qui étoit probable ou non probable; c'est-à-dire, que, sans se mettre en peine de ce que Dieu avoit ordonné, on cherchoit uniquement ce que les hommes pensoient de ses Ordonnances.

Il rapporte ensuite les trois fondements du probabilisme, dont le premier est de préférer les nouveaux Auteurs aux anciens, contre l'autorité de l'Ecriture : *Interroga majores tuos, &c.* Second fondement : la probabilité extrinsèque, & c'est à celle-ci que se réduit la nouvelle Doctrine : un troisième fondement est d'argumenter par le silence de l'Eglise, ou du Saint-Siege, comme si ce qu'on laissoit passer durant quelque temps sans Censure, induisoit une approbation. Enfin c'est encore un fondement du probabilisme, de croire qu'on agit toujours avec prudence, lorsqu'on agit par la probabilité, quelque petite qu'elle soit. Le premier Auteur, ajoute M. Bossuet d'après Gonzalès, a été Barthelemi Medina en 1577 : rien de plus solide que ce qu'oppose ce savant Prélat à toutes ces fausses maximes. T. VI, p. 493 jusq. 502.

Les propositions sur le probabilisme condamnées par l'Ass. de 1700, sont celles qui suivent.

Puto omnia esse hodie melius examinata, & hanc ob rem in omni materia, & præcipue in morali libentius Juniores quam Antiquiores lego & sequor.... doctrina fidei à Veteribus, doctrina morum magis à Junioribus petenda.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, perniciofa, erronea, SS. Patribus & antiquis Doctoribus contrumeliosa; spretâ in moribus Christianorum componendis necessariâ Scripturarum ac Traditionis auctoritate & interpretatione, moralem Theologiam

arbitrariam facit, viamque parat ad humanas traditiones & doctrinas, Christo prohibente, stabiliendas.

Ex auctoritate unius tantum potest quis opinionem in praxi amplecti, licet à principiis intrinsicis falsam & improbabilem existimet.

Hæc propositio, sexdecim ad probabilitatem requiruntur, non est probabilis. Si sufficiunt sexdecim, sufficiunt quatuor: si sufficiunt quatuor, sufficit unus.... Ad probabilitatem sufficiunt quatuor: sed quatuor, immo viginti & supra, testantur unum sufficere: ergo sufficit unus.

Hæc propositiones falsæ sunt, scandalosæ, perniciosæ, spretâ veritate quæstiones morum ad numerum Auctorum exigunt, & innumeris corruptelis viam aperiunt.

Si liber sit alicujus junioris ac moderni, debet opinio censeri probabilis, dum non constet rejectam esse à Sede Apostolica tanquam improbabilem.

Non sunt scandalosæ aut erroneæ opiniones, quas Ecclesia non corrigat.

Hæc propositiones quatenus silentium & tolerantiam pro Ecclesiæ, vel Sedis Apostolicæ approbatione statuunt, falsæ sunt, scandalosæ, salutem animarum noxiæ; patrocinantur pessimis opinionibus quæ identidem temerè obtruduntur atque ad Evangelicam veritatem iniquis præjudiciis opprimendam, viam parant.

GENERATIM dum probabilitate, sive intrinsicâ, sive extrinsicâ, quantumvis tenui, modò à probabilitatis finibus non exeat, consili aliquid agimus, semper prudenter agimus.

Hæc propositio falsa est, temeraria, scandalosa, perniciofa, novam morum regulam, novumque prudentiæ genus, nullo Scripturarum aut Traditionis fundamento, cum magno animarum periculo statuit.

Si quis vult sibi consuli secundum eam opinionem, quæ sit suavitissima, peccat qui non secundum eam consulti.

Hæc propositio, quæ docet blanda & adulatoria consilia & contra jus exquirere, & contra conscientiam dare, falsa est, temeraria, scandalosa, in praxi perniciofa, viamque deceptionibus aperit.

Non est illicitum in Sacramentis conferrendis sequi opinionem probabilem de valore Sacramenti, relicta iuriore, nisi id vetet lex, conventio, aut periculum gravis damni incurrendi: hinc sententiâ probabilis tantum utendum non est in collatione Baptismi, Ordinis Sacerdotalis, aut Episcopalis.

PROBABILITER existimo, Judicem posse judicare juxta opinionem etiam minus probabilem.

Ad infidelitatem excusabitur infidelis non credens, ductus opinione minus probabili.

In morte mortaliter non peccas, si cum attritione tantum Sacramentum suscipias, quamvis adum contritionis tunc omittas liberè; licet enim unicuique sequi opinionem minus probabilem, relicta probabiliori.

DOCTRINA his propositionibus contenta, est respectivè falsa, absurda, perniciofa, erronea, probabilitatis pessimus fructus.

L'Ass. de 1700 a joint à cette Censure une Déclaration, où elle donne les règles sûres sur le bon usage des opinions probables, en évitant également les deux extrémités en cette matière. T. VI, P. Just. p. 212, 213, 214, 215, 216.

PROCÈS CRIMINELS DES CLERCS.

§. I. Réglemens généraux concernant l'instruction & le Jugement des Procès criminels des Clercs. Délibérations, plaintes & demandes des Assemb. du Clergé en cette matière.

L'Ass. de Melun, en 1579, contient plusieurs beaux Décrets & Réglemens sur la Jurisdiction contentieuse, & l'exercice de cette Jurisdiction dans les Procès des Clercs & dans la punition des crimes. T. V, P. J. p. 119 & f.

Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique aux États de Blois, en 1588, contient aussi plusieurs demandes & dispositions sur le même sujet. Recueil, p. 1019 & suiv.

Sur les plaintes portées à l'Assemb. de 1635, des entreprises des Juges Royaux, contre la Jurisdiction Ecclésiastique dans les Procès des Clercs accusés, l'Assemb. en fait un article de son Cahier; c'est l'art. 21. La réponse fait défenses aux Juges Royaux d'instruire & de juger aucuns Procès contre les Ecclésiastiques, sinon pour les cas privilégiés portés par les Ordonnances, sans les étendre à autres cas; & ce, suivant qu'il est porté par l'art. 22 de l'Ordonnance de Melun. La réponse à l'art. 14 du Cahier contient la même disposition. T. II, p. 751, 764. Recueil, p. 1389, 1390, 1393, 1394.

*Dans les co
le Duc d'Orlé
les Députés
que l'art. 2.
lun, tant en
ment des Pro
soit observé,
Juges Royaux
pour l'exécuti
ficiaux, sans
Il fut conven
qu'il en seroit
§ 57.*

*L'Assemb. d
ques articles
se lisent au tit
Juges, art. XI.
& Juges, &c.*

*Sur ce qu'ell
touchant le pr
cevoit de ces
pond & assure
rendroit comp
des plaintes du
pouvoir s'assur
la satisfaction q
Sa Majesté; &
qu'il soit ajout
une clause con
de Charles IX,
cordée aux inst
semblable artic
Moulins, qui e
riques, & qui
n'entend aucun
privilege par l
tous les Ecclesi
ralement soumi
Prévôts des Ma
T. V, p. 69, 73.*

*L'Assemb. de
hier, supplie Sa
que les cas priv
leze-majesté di
fraction de la S
port d'armes en
crimes commis
fausse monnoie
nar, l'empoison
vols publics, po
cès seront fait
suivant l'Edit d
Juge d'Eglise, c
dire & ordonner
sistera seul & s
rogatoires des ac
confrontations
qui pourront êtr
& non à autres
le Juge Royal ser
après que le Juge*

1650.

Dans les conférences tenues chez M. le Duc d'Orléans, lors de l'Ass. de 1650, les Députés de l'Assemb. demandent que l'art. 2. de l'Ordonnance de Melun, tant en l'instruction qu'au jugement des Procès criminels des Clercs, soit observé, & qu'il soit enjoint aux Juges Royaux de donner des *partatis* pour l'exécution des Jugements des Officiaux, sans en prendre connoissance. Il fut convenu, dans la conférence, qu'il en seroit donné Arrêt. T. III, p. 557.

1670.

L'Assemb. de 1670 se plaint de quelques articles du Code criminel, qui se lisent au titre de la compétence des Juges, art. XI. *Nos Baillis, Sénéchaux & Juges*, &c. T. V, p. 69.

Sur ce qui est remontré à M. Puffort, touchant le préjudice que le Clergé recevoit de ces articles, ce Magistrat répond & assure qu'au premier Conseil il rendroit compte au Roi de la justice des plaintes du Clergé, & que l'Assemb. pouvoit s'assurer qu'elle recevroit toute la satisfaction qu'elle pouvoit désirer de Sa Majesté; & en effet, le Roi accorde qu'il soit ajouté, sur la fin de l'article, une clause conforme à la Déclaration de Charles IX, du 10 Juillet 1566, accordée aux instances du Clergé sur un semblable article de l'Ordonnance de Moulins, qui en excepte les Ecclésiastiques, & qui porte que Sa Majesté n'entend aucunement déroger à leur privilège par ledit article; sans quoi tous les Ecclésiastiques étoient généralement soumis à la Jurisdiction des Prévôts des Maréchaux sans exception. T. V, p. 69, 71, 74.

1770.

1788.

1655.

L'Assemb. de 1679, art. 9 du Cahier, supplie Sa Majesté de déclarer, que les cas privilégiés sont le crime de lèse-majesté divine & humaine, l'infraction de la Sauvegarde du Roi, le port d'armes en ass. illécites & les crimes commis dans ces occasions, la fausse monnoie, l'homicide ou assassinat, l'empoisonnement, le rapt, les vols publics, pour lesquels cas les Procès seront faits aux Ecclésiastiques, suivant l'Edit de Melun, tant par le Juge d'Eglise, que par le Juge Royal; dire & ordonner que le Juge Royal assistera seul & sans Greffier aux interrogatoires des accusés, récolements & confrontations, & aux informations qui pourront être faites par addition, & non à autres procédures: pour quoi le Juge Royal sera averti par la Partie, après que le Juge d'Eglise aura recon-

nu, par les plaintes & les informations, y avoir cas privilégié; & le Procès étant fait, sera la Sentence du Juge d'Eglise rendue avant celle du Juge Royal, huit jours après la confection des Procès. Recueil, p. 1439 & s.

Il y a été pourvu par l'Edit de Février 1678, donné pour l'exécution de l'art. 22 de l'Edit de Melun. Recueil, p. 1447 & s.

Dans le Rapport de l'Agence, fait à l'Assemb. de 1680, il est observé que la Jurisprudence étoit différente dans le Royaume, pour la manière de procéder aux Procès criminels des Ecclésiastiques, pour les cas privilégiés. Les Parlements, qui avoient vérifié l'Edit de Melun, comme celui de Paris & plusieurs autres, exécutoient l'article 22 de cet Edit, qui veut que l'instruction des Procès, pour les cas privilégiés, soit faite conjointement par les deux Juges. Les Parlements de Toulouse, de Rouen, de Bordeaux, de Dijon, n'ayant pas vérifié cette Ordonnance, suivoient celle de Moulins, qui veut, art. 39, que les Juges Royaux jugent pleinement le cas privilégié, avant que de faire aucun délaissement aux Juges Ecclésiastiques, pour le délit commun; mais le Clergé ayant représenté, plusieurs fois, que cet article de l'Ordonnance étoit l'ouvrage d'un homme très-suspect sur la Religion, & ayant fait plusieurs remontrances sur cet article, comme sur plusieurs autres, avoit obtenu la Déclaration de Juillet 1566, portant qu'il ne seroit rien changé en la forme ancienne; que si depuis, l'article 22 de l'Edit d'Amboise, a renouvelé l'article 39 de Moulins, outre que c'est l'ouvrage de la même main, il est constant que cet Edit est resté sans exécution dans la plupart de ces articles: enfin est intervenue la Déclaration de Février 1678, qui veut que l'art. 22 de Melun soit exécuté selon sa forme & teneur dans tout le Royaume; ce faisant, que l'instruction des Procès, pour les cas privilégiés, soit faite conjointement, tant par les Juges d'Eglise, que par les Juges Royaux; que ceux-ci soient tenus d'aller aux Sieges de la Jurisdiction Ecclésiastique. Cette Déclaration a été envoyée dans tous les Parlements, & l'intention du Roi est qu'elle y soit vérifiée, de sorte qu'elle forme par-tout dorénavant une Loi fixe & constante. T. V, P. J. p. 172.

Le Parlement de Toulouse, par trois Arrêts, contrevient au privilège des

1680.

1695.

Ecclesiastiques, d'être jugés par le Juge d'Eglise pour le délit commun, & par les deux Juges pour le cas privilégié, de manière que le Juge laïque se rende au Siege de l'Officialité. Sans observer ces formalités, un Prêtre accusé d'un vol de Calice, est condamné à mort & exécuté. L'Archev. de Toulouse s'en plaint à l'Assemb. de 1695, qui obtient une Lettre de M. le Chancelier aux Gens du Roi du Parlement de Toulouse, en improbation de la susdite procédure. T. VI, p. 225 & f.

Vers l'an 1696, le Lieutenant-Criminel de Montmorillon, dans le Procès criminel d'un Curé accusé de blasphème & falsification d'écriture, n'avoit point appelé le Juge d'Eglise; sur l'appel interjeté de la Sentence de ce Juge, Arrêt est intervenu au Parlement de Paris, qui ordonne, que le Procès sera refait aux frais & dépens dudit Juge. T. VI, P. J. p. 143, 290 & f.

1700. L'Assemb. de 1700, art. 15 de son Cahier, demande qu'il soit ordonné aux Juges Royaux d'appeler le Juge d'Eglise à l'instruction des Procès criminels des Clercs, à peine de nullité. Rép. *Le Roi veut que les Ordonnances soient exécutées.* Recueil, p. 1476.

1705. L'Assemb. de 1705, art. 2, renouvelle la même demande. Réponse. *Les Agents-Généraux donneront leurs Mémoires sur cet article, pour, après la communication qui en sera faite aux Sieurs Premier-Président & Procureur-Général, & sur leurs réponses, y être pourvu.* Recueil, p. 1497.

1723-1725. L'Assemb. de 1723, art. 6 de son Cahier sur la Jurisdiction, & celle de 1725, art. 5 du même Cahier, supplient Sa Majesté d'ordonner, 1°. que, lorsque les Cours, pour éviter la recousse des prisonniers, instruiront les Procès criminels contre des Clercs vivant cléricalement, ladite instruction ne pourra se faire que par un Conseiller-Clerc, qui aura obtenu des Lettres de Vicariat de l'Evêque, conjointement avec un Conseiller-Laique.

2°. Que le Conseiller-Clerc aura un Greffier particulier, & fera rédiger les dépositions des témoins, interrogatoires, &c., dans des cahiers séparés de ceux du Greffier du Conseiller-Laique.

3°. Que ledit Conseiller-Clerc aura la parole, prendra le serment, &c., & qu'avant qu'il soit procédé par les Cours au Jugement des cas privilégiés, ledit Conseiller-Clerc jugera le délit commun, après avoir donné communica-

tion au Promoteur des dépositions, &c., & sur les conclusions d'icelui.

4°. Que, dans le cas où il ne se trouveroit point dans les Cours de Conseiller-Clerc en état d'être pourvu de Vicariat, il y sera procédé par le Conseiller-Laique, conjointement par un Prêtre gradué, pourvu du Vicariat de l'Evêque, le tout à peine de nullité. [L'Ass. de 1700, article 14 de son Cahier, & l'Ass. de 1710, art. 11, avoient formé la même demande.]

Rép. *Le Roi veut que les Ordonnances & Déclarations concernant l'instruction des Procès criminels des Ecclesiastiques, & de ceux qui vivent cléricalement, soient observées suivant leur forme & teneur, & donnera des ordres, &c.* Recueil, p. 1598.

L'Ass. de 1726 sollicite une Déclaration, pour expliquer le mot *incessamment*, qui se trouve dans la Déclaration de 1678, par laquelle on oblige les Officiaux d'appeler le Juge Royal *incessamment*, après qu'ils auront connu que le délit est privilégié. T. VII, p. 796 & f.

L'Assemb. de 1730, art. 3 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner, par un article de la Déclaration, que, lorsque les Officiaux instruiront des Procès contre les Clercs, ils pourront continuer l'instruction, nonobstant que les témoins déposent du cas privilégié, & décréter sur les informations, sauf à faire avertir les Juges Royaux avant de procéder sur le surplus de l'instruction, sans que pour raison de ce, la procédure puisse être déclarée abusive.

Rép. *Après l'examen que Sa Majesté fera faire en son Conseil des Loix précédentes, elle y aura attention.* Recueil, p. 1679, 1680.

L'Ass. de 1745, art. 3 du Cahier, supplie Sa Majesté, en expliquant, en tant que de besoin, la Déclaration de Février 1678, d'ordonner que, lorsque dans les Procès criminels commencés par les Juges d'Eglise contre des Clercs accusés, la plainte ne renfermera aucun cas privilégié, les Officiaux pourront informer, continuer leur information, & la décréter, nonobstant que quelques témoins entendus en icelle, vinssent à déposer des faits emportant cas privilégié; sauf auxdits Officiaux à faire avertir & appeler le Juge Royal, avant que de pouvoir procéder plus avant au surplus de l'instruction; sans que pour raison de ce, la procédure des

Juges d'Eglise p
five; lesquels in
rendus en consé
dans toute leur

Rép. *Le Roi j
différents usages
cessaire de donne
tion. T. VII, P.*

Le Cahier de
la même deman
70, 71.

C'est aussi le s
hier de l'Assemb
diction. Rép. L
son Conseil le co
T. VIII, P. J. p

En l'Assemb.
hier de la Jurisdi
de, même répon
300, 301.

L'Ass. de 176
renouvelle. Rép
nera la Jurisdic
rappellerai toujou
dit de 1695, &
nances : s'ils ven
Clergé peut avoir
mais les Loix ne d
T. VIII, P. J. p.

Le privilege de
par les Juges d'
criminelles, n'e
personnel & par
à tout l'Ordre E
de cette maxime.

L'Assemb. de
de la Jurisdiction
ce privilege est a
éludé par la dist
renvoi requis ou
supplie Sa Majesté
une Déclaration
Parlements, orde
l'art. 38 de l'Edit
renvoi soit deman
Promoteur, soit
Rép. *La proposition
sérieux : le Roi y
attention qu'il dema
p. 301, 302.*

Le Cahier de la
de 1765, art. 2,
mande. Rép. *Dan
fera la Jurisdic
rappellerai toujou
l'Edit de 1695, &
donnances ; & s'il
le Clergé peut recou
les Loix ne doive
T. VIII, P. J. p. 4*

La Province de

1757 PROCÈS CRIMINELS DES CLERCS, §. I & II. 1758

Juges d'Eglise puisse être déclarée abusive; lesquels informations & décrets rendus en conséquence, demeureront dans toute leur force.

Rép. *Le Roi se fera rendre compte des différents usages, pour voir s'il est nécessaire de donner une nouvelle Déclaration.* T. VII, P. J. p. 463, 464.

1750. Le Cahier de 1750, art. 3, contient la même demande. T. VIII, P. Just. p. 70, 71.

1755. C'est aussi le sujet de l'art. 3 du Cahier de l'Assemb. de 1755, sur la Jurisdiction. Rép. *Le Roi fera examiner en son Conseil le contenu au présent article.* T. VIII, P. J. p. 160, 198, 199.

1760. En l'Assemb. de 1760, art. 3 du Cahier de la Jurisdiction. Même demande, même réponse. T. VIII, P. Just. p. 300, 301.

1765. L'Ass. de 1765, art. 1 du Cahier, la renouvelle. Rép. *En tout ce qui concernera la Jurisdiction Ecclésiastique, je rappellerai toujours les Tribunaux à l'Édit de 1695, & aux anciennes Ordonnances: s'ils venoient à s'en écarter, le Clergé peut avoir recours à ma Justice; mais les Loix ne doivent pas se multiplier.* T. VIII, P. J. p. 481, 483.

Le privilège des Clercs, d'être jugés par les Juges d'Eglise dans les causes criminelles, n'est point un privilège personnel & particulier. Il est accordé à tout l'Ordre Ecclésiastique. Preuves de cette maxime.

1760. L'Assemb. de 1760, art. 4 du Cahier de la Jurisdiction, se plaint de ce que ce privilège est attaqué, ou du moins eludé par la distinction arbitraire du renvoi requis ou non requis. L'Assemb. supplie Sa Majesté de vouloir bien, par une Déclaration envoyée à tous les Parlements, ordonner l'exécution de l'art. 38 de l'Édit de 1695, soit que le renvoi soit demandé par l'accusé ou le Promoteur, soit qu'il ne le soit pas. Rép. *La proposition mérite un examen sérieux: le Roi y apportera toute l'attention qu'il demande.* T. VIII, P. Just. p. 301, 302.

1765. Le Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1765, art. 2, contient la même demande. Rép. *Dans tout ce qui intéressera la Jurisdiction Ecclésiastique, je rappellerai toujours les Tribunaux à l'Édit de 1695, & aux anciennes Ordonnances; & s'ils veulent s'en écarter, le Clergé peut recourir à ma Justice; mais les Loix ne doivent pas se multiplier.* T. VIII, P. J. p. 483, 484.

1770. La Province de Bordeaux se plaint,

à l'Ass. de 1772, d'un Arrêt du Parlement de Bordeaux rendu dans cette espèce. Il y avoit eu une plainte rendue contre le Curé de l'*Houme*, au Dioc. de Saintes, pardevant le Juge Royal, & on avoit appelé au Parlement du premier Jugement d'instruction: le Promoteur, qui n'avoit pas eu le temps de revendiquer le Curé, lorsque son affaire étoit encore devant le premier Juge, le revendiqua aussi-tôt qu'il eut été traduit au Parlement. Il est de principe, que dans cet état des choses, le Parlement devoit avoir égard à la revendication; au moins est-il certain que, dans le cas où le Parlement auroit eu de fortes raisons pour retenir l'affaire, il auroit dû pourvoir à la conservation du privilège Ecclésiastique, en mettant M. l'Evêque de Saintes à même de donner à un Conseiller-Clerc des Lettres de Vicariat. C'est donc une violation manifeste du privilège clérical. Il a été délibéré, que Mrs. les Agents appuieront de leurs bons offices la demande en cassation qui pourra être formée contre l'Arrêt. T. VIII, p. 2022, 2023.

§. II. *Maximes & dispositions particulières touchant les Procès criminels des Clercs. Délibérations des Ass. du Clergé sur ce sujet.*

I. Sur les cas privilégiés. *Voyez supra, §. I.*

Voyez aussi Cas privilégiés.

II. Incompétence des Juges des Seigneurs, par rapport aux Procès criminels des Clercs. *Voyez Seigneurs.*

III. Incompétence des Prévôts des Maréchaux. *Voyez Prévôts des Maréchaux.*

IV. Sur les Lettres de Vicariat accordées à des Conseillers-Clercs. *Voyez Vicariat.*

V. Plusieurs plaintes furent portées à l'Ass. de 1655, pour déni de renvoi de quelques Clercs accusés, pardevant l'Official leur Juge naturel; savoir, du renvoi demandé par un Curé du Juge de Courances; *item*, du Prévôt des Maréchaux; *item*, du Lieutenant-Criminel de Valence. L'Assemb. ordonne aux Agents d'intervenir, & nomme des Députés vers M. le Chancelier. T. IV, p. 299, 300.

Un Prêtre constitué prisonnier pour avoir pris furtivement du sel au magasin, demande son renvoi devant l'Official du Mans, dont il est débouté par les Officiers à sel: il appelle à la Cour

des Aides, qui confirme le Jugement des Grenetiers. L'Ass. de 1625 s'en plaint, & obtient la cassation de l'Arrêt. T. II, p. 547, 548.

L'Evêque de Sarlat est condamné par Arrêt du Parlement de Bordeaux, pour avoir réclamé son justiciable. Il demande à l'Ass. de 1675 l'intervention des Agents: elle lui est accordée. T. V, p. 266, 267.

VI. Un Prêtre accusé du crime de fausse monnaie, doit-il être jugé par le Juge d'Eglise, conjointement avec le Juge Laïque, ainsi qu'il arrive pour les autres cas privilégiés? Raisons pour & contre. T. VI, P. J. p. 149, 150.

VII. En l'Ass. de 1585, M. l'Archev. de Vienne représente au Roi, au sujet des Greffiers, que les Juges Laïques, allant aux Officialités pour les cas privilégiés, veulent amener avec eux, que l'art. 56 du Cahier de Saint-Germain y est contraire, & que le commun usage des Officialités de Paris, de Sens, & autres, s'y oppose. T. I, p. 323.

L'Ass. de 1655 arrête de poursuivre un Règlement sur ce sujet. T. IV, p. 300.

Même délibération de l'Ass. de 1660. T. IV, p. 678, 679.

VIII. En l'Assemblée de 1710, M. l'Archevêque d'Aix se plaint que dans les procédures criminelles faites en son Officialité, le Lieutenant-Criminel, appelé pour les cas privilégiés, prétendoit avoir la parole & le serment, par préférence & au préjudice de l'Official; que sur la contestation, le Parlement d'Aix avoit rendu un Arrêt, par lequel il avoit ordonné que les Parties se pourvoiroient devant le Roi en interprétation des intentions de S. M., & avoit cependant adjugé la provision au Lieutenant-Criminel. L'Ass. en fait un article de son Cahier; c'est l'art. 10. T. VI, p. 1117, 1118.

La réponse du Roi à l'art. du Cahier porte: *Les décisions sont claires, & on n'allègue aucune contravention.*

Conformément à cette demande du Clergé, il y a eu une Déclaration du 4 Février 1711. Recueil, p. 1515, 1516.

IX. L'Ass. de 1680, art. 7 du Cahier, demande qu'il soit permis aux Evêques ou à leurs Officiaux, de commettre sur les lieux pour informer, interroger, récoiler, confronter les témoins, les Décrets & Jugement toutefois réservés. Recueil, p. 1456.

X. En 1695, un Curé du Diocèse d'Aléth est décrété d'ajournement per-

sonnel pour délit commun, à la Requête du Promoteur. Ce Curé récusé l'Official, qui nonobstant cette récusation, rend son Jugement: le Curé interjette appel comme d'abus de cette Sentence au Parlement de Toulouse; il y obtient permission d'intimer qui bon lui semblera; en conséquence il fait intimer son Evêque. Le Prélat donne sa Requête pour être déchargé de l'assignation. Arrêt du Parlement de Toulouse, qui déclare y avoir abus, condamne l'Official à cinq liv. d'amende, & l'Evêque d'Aléth aux dépens. L'Evêque se pourvoit au Conseil en cassation & l'obtient, le 15 Janvier 1698. T. VI, P. J. p. 148, 149.

Sur l'intimation & prise à partie des Evêques. *Voyez* Officiaux, §. V.

XI. A l'égard des frais & dépens dans les Procès des Clercs. *Voyez* Dépens.

XII. Sur la prétention de quelques Chapitres d'avoir deux Assesseurs pour assister aux Jugements, & à toutes les procédures criminelles qui se font à l'Officialité contre les Membres d'édits Chapitres. *Voyez* Pons. (Saint-)

XIII. Un Prêtre du Diocèse de Cahors, accusé d'inceste spirituel, est ab-sous au Parlement de Toulouse. Il prétend que, pour le même crime, il ne pouvoit point être poursuivi devant l'Official, parce que *non bis in idem*, & que pour le même crime on ne peut point être jugé innocent & coupable. Les Agents ayant représenté que les Jurisdictions Ecclesiastique & Royale sont indépendantes l'une de l'autre, est intervenu Arrêt contradictoire au Conseil, le 9 Mars 1679, qui renvoie l'Ecclesiastique devant l'Official de Cahors, pour son Procès lui être fait sur le délit commun. *Rapport d'Agence* en 1680. T. V, P. J. p. 172.

XIV. En l'Ass. de 1715, il est parlé d'une instance pendante au Conseil entre l'Evêque de Valence & l'Abbé de Cîteaux, où il étoit question de décider, si, dans l'instruction d'un Procès criminel d'un Religieux accusé de cas privilégié, la procédure devoit être faite par l'Official & le Promoteur du Diocèse, conjointement avec le Juge Royal, ou par ceux qui sont commis par l'Abbé de Cîteaux pour faire ces fonctions. Ordonné aux Agents de solliciter en faveur de l'Evêque de Valence. T. VI, p. 1466.

XV. Le sieur la Grange, Prêtre & Archidiacre de Tarbes, accusé de sub-

bornation & confession, ment, d'ab-nai, lequel appeller le J-judice de l'voit revend-gement, & cédures sur-ment de Pa-au Juge d'E-les accusatio-crime non pr-né au banni-toutes sortes-aucun égard-invoque la pr-qui, à raison-privilege, lu-& prie M. le-Roi, de lui-& les immu-Jugement du-Sa Majesté d-Conseil pour-pendant lui-quelque temp-rêt du Parlem-aussi la revisi-répond, qu'el-d'accorder de-pagnie résou-Roi, qui établ-exemples les-demander cer-l'obtenir; elle-sieur la Grange-obtient, & en-T. IV, p. 967.

L'Ass. de 1710, nouveau la revisi-p. 270.

L'affaire se-semblée de 16-de lui accordé-V, p. 332.

En l'Ass. de-Sens résume to-les Ass. p-audit sieur la-C-tations, l'Ass-pension; elle-l'Archevêque-droit au nom-aux Agents de-T. V, p. 630.

Autre résum-de 1690. M. P-rapport de cer-l'Archev. de P-compte à M. le

Table de la t

bornation de filles & de femmes dans la confession, est poursuivi criminellement, d'abord devant le Juge d'Epernai, lequel, contre les formes, & sans appeler le Juge d'Eglise, même au préjudice de l'Official de Reims, qui l'avoit revendiqué, auroit procédé au Jugement, & depuis, après diverses procédures sur l'appel interjeté, le Parlement de Paris, au lieu de le renvoyer au Juge d'Eglise, attendu que toutes les accusations avoient été réduites à un crime non privilégié, l'auroit condamné au bannissement perpétuel, contre toutes sortes de formes, & sans avoir aucun égard au privilège Ecclésiast. Il invoque la protection de l'Ass. de 1665, qui, à raison de la contravention au privilège, lui accorde les bons offices, & prie M. le Président d'en parler au Roi, de lui représenter que les formes & les immunités ont été violées au Jugement dudit la Grange, & supplier Sa Majesté de renvoyer sa Requête au Conseil pour y être fait droit, & cependant lui accorder surséance, pour quelque temps, à l'exécution de l'Arrêt du Parlement. L'Ass. demande aussi la révision du Procès. Sa Majesté répond, qu'elle n'avoit pas accoutumé d'accorder de pareilles grâces. La Compagnie résout de présenter un Placet au Roi, qui établisse par raisons & par des exemples les fondemens qu'elle a de demander cette révision : elle ne peut l'obtenir; elle se réduit à procurer au sieur la Grange le rappel du ban, qu'elle obtient, & en fait sceller les Lettres. T. IV, p. 967 jusq. 971.

L'Ass. de 1675 demande de nouveau la révision dudit Procès. T. V, p. 270.

L'affaire se présente encore en l'Assemblée de 1680. Il n'est question que de lui accorder quelques secours. T. V, p. 332.

En l'Ass. de 1685, M. l'Archev. de Sens résume tout ce qui s'est passé dans les Ass. précédentes, par rapport audit sieur la Grange. Sur les représentations, l'Ass. lui accorde 600 liv. de pension; elle prie en même-temps M. l'Archevêque de Paris d'appuyer son droit au nom du Clergé, & ordonne aux Agents de solliciter en sa faveur. T. V, p. 630.

Autre résumé de cette affaire en l'Ass. de 1690. M. Pélisson, commis pour le rapport de cette affaire, mande à M. l'Archev. de Paris qu'il en avoit rendu compte à M. le Chancelier, qui paroît

Table de la Coll. des P. V.

soit dans le sentiment d'accorder au sieur la Grange, à la recommandation de l'Ass. de nouvelles Lettres de révision, qui seront adressées au Grand-Conseil, où l'on parleroit de toute la procédure du Parlement, mais sans y toucher, & sans prononcer aucune cassation, mais par forme d'exposé simple, en y ajoutant ce qui pourroit être une nouvelle fin de non-recevoir contre cet Ecclésiastique, c'est-à-dire, des Lettres du rappel du ban qu'il a acceptées depuis, & fait registrer au Parlement même; & le relevant de tout cela, faire examiner de nouveau son affaire par le Grand-Conseil, qui est tout ce qu'il pouvoit espérer de meilleur. Sur quoi l'Ass. prie M. le Président d'en parler à M. le Chancelier. T. V, p. 685, 686.

L'affaire du sieur la Grange se présente encore en l'Ass. de 1695, qui lui conseille de jouir en paix des pensions que le Roi & le Clergé lui avoient accordées, qui suffisoient pour rétablir sa réputation. T. VI, p. 221.

PROCÈS ENTRE PARENTS.

La Chambre Ecclésiastiq. des Etats d'Orléans, art. 110 du Cahier, supplie S. M. d'ordonner, par Edit irrévocable, que tous différends mus ou à mouvoir entre proches parents, comme peres, fils & autres, jusqu'au tiers degré, soient finis & décidés par les parents plus proches, appelés avec eux deux ou trois personnages qu'ils pourront élire à cet effet, & que ce qui sera par eux ordonné, soit exécuté nonobstant opposition ou appellation quelconque. Recueil, p. 951, 952.

La Chambre Ecclésiastique des Etats de Blois, en 1588, demande, dans son Cahier, le renouvellement de l'Ordonnance des Arbitres entre parents, laquelle soit augmentée pour avoir lieu entre personnes d'une même société & compagnie; comme entre l'Evêq. & ses Chanoines, entre Chanoines & Chanoines, entre Prêtres & Prêtres, entre l'Abbé & ses Religieux. Recueil, p. 1057.



Kkkkk

PROCÈS-VERBAUX DES ASSEMBLÉES.

§. I. Règlements & Délibérations touchant la révision, l'impression & la distribution des Procès-verbaux.

Il est d'usage dans toutes les Assemblées de nommer des Reviseurs du Procès-verbal. Dans les Assemblées ordinaires, ils sont nommés en même-temps que les différentes Commissions. Voyez Commissions.

L'Ass. de Melun, en 1579, commet les deux Présidents & les deux Promoteurs pour revoir le Procès-verbal dressé par les Secrétaires. Il est arrêté, qu'il sera signé par tous lesdits sieurs dénommés. Les Secrétaires sont chargés d'en faire dix-huit ou vingt copies. On règle que tous ceux qui, à l'avenir, pourront avoir besoin d'actes ou d'extraits des Procès-verb., pourront avoir recours aux Archives du Clergé, où ledit Procès-verbal demeurera, ou aux copies données aux Provinces. T. I, p. 229, 230.

L'Ass. de 1625 ayant été obligée de se séparer plutôt qu'elle n'attendoit, le Procès-verbal ne fut pas clos & signé pendant la tenue de l'Assemblée. On lit dans les manifestes publiés par Mrs. de Chartres & d'Angers, que les 23 & 25 Février, les quatorze Commissaires des Provinces s'assemblerent pour revoir ledit Procès-verbal; que le 3 Mars, les sieurs Commissaires firent rayer du Procès-verbal l'article du 22 Novembre & celui du 22 Décembre, concernant la censure faite par M. de Chartres, des Livres *Admonitio*, &c. : enfin, que le 9 Mars, les Sgrs. Commissaires, pour examiner & clore le Procès-verbal, ayant achevé de le lire, firent donner avis à tous ceux de l'Ass. qui étoient encore à Paris, de se trouver le lendemain chez M. d'Auch pour la signature dudit Procès-verbal, & ordonnèrent que tous les extraits qui en auroient pu être donnés avant ce jour, signés ou non signés, de qui que ce soit, demeureroient nuls & de nulle force, s'ils n'étoient conformes audit Procès-verbal. T. II, p. 576, 577, aux notes. P. Just. p. 115 & suiv.

L'article 31 des Règlements de 1625 porte, que l'on enverra aux Diocèses une copie du Procès-verbal des Assemblées. T. V, p. 172.

L'Ass. de 1635 ordonne que le Procès-verbal de ladite Assemblée sera imprimé par les soins des Secrétaires, pour en être distribué une copie à chaque Province & une à chacun des Députés, & deux mises dans les Archives. Ordonné aux Srs. Secrétaires de retirer ladite impression, feuille par feuille, & de la garder pardevers eux. Serment exigé du sieur Vitré, Imprimeur, de n'en tirer aucunes copies que celles qui seront ordonnées. T. II, p. 849.

En l'Ass. de 1641, il est délibéré, si on fera imprimer le Procès-verbal, ou le laissant manuscrit, combien il en sera expédié de copies : la chose discutée, a été résolu que l'original dudit Procès-verbal sera mis aux Archives, & qu'en seront expédiées des copies manuscrites, une pour chacune des 15 Provinces & une pour chacun des Sgrs. de la présente Assemblée; en tout 33 copies. T. III, p. 18.

Délibéré aussi, en l'Ass. de 1645, si le Procès-verbal sera imprimé, ou simplement transcrit à la main. Ordonné qu'il sera imprimé, au nombre que régleront les Commissaires. T. III, p. 433.

L'Ass. de 1650 ordonne l'impression du Procès-verbal, & qu'il sera revu avant d'être imprimé. Même délibération de l'Ass. de 1655. T. III, p. 748. T. IV, p. 451.

Une note insérée aux Pièces Justif., p. 143, extraite de l'Auteur de l'Histoire manuscrite, porte, que la fidélité du Procès-verbal de 1635 est très-suspecte; que les créatures du Cardinal Mazarin en supprimoient, altéroient & changeoient les délibérations, au gré de ce Ministre. On ne peut disconvenir que l'Original qui est aux Archives du Clergé, ne soit très-informe, composé de plusieurs feuilles volantes, écrites de plusieurs mains, & même les séances, pour la plupart, ne sont pas signées de ceux qui y ont présidé.

Quoique le Procès-verb. porte, qu'il a été imprimé en 1635, chez Antoine Vitré, il paroît cependant que l'ordre n'en fut envoyé à cet Imprimeur que le 3 Sept. 1657. C'est ce que l'on apprend par une Lettre qui est rapportée à la fin de l'Original manuscrit qui est aux Archives : la Lettre est de l'Abbé de Carbon. T. IV, P. Just. p. 143, 144.

En l'Ass. de 1660, le Procès-verbal est revu : l'impression en est ordonnée. Somme de 2100 liv. donnée à l'Imprimeur; sur quoi il doit fournir un exem-

plaire à chacun pour les Diocèses.

Par délibération est ordonné qu'il y ait un Clergé, seront feuille du Procès-verbal.

L'Ass. de 1677 Règlements de Diocèses une des Assemblées cution, & qu'il être donnée à en sera encore Diocèse. T. V, p. 1.

En l'Ass. de 1681 demande l'exécution de la dernière Assemblée donné qu'on en eût deux exemplaires, l'un à l'Evêque les Archives du tion est confirmée.

L'Ass. de 1691 meurt du Clergé d'envoyer les Procès-verb., par usage, un à chacun dans chacun des lui seront payés reçus. T. VI, p. 1.

Cette Assemblée fera pas fait d'impression Proc. verb., parce qu'il n'étoit pas juste pour la somme ordonnée & qu'il seroit joint l'Ass. de 1695. La dernière Assemblée, ces deux Procès-verb. aux Archives, après p. 67, 273.

En l'Assemblée qués, en 1713, la Bulle *Unigenitus*, le Secrétaire, du Procès-verbal font partie, présent Cardinal de Noailles. Emin. répond, qu'en qualité de Proc. verb. signeroit le Discours noncé le premier ne soit son avis & l'avis de ne point signer que Mrs. les Prélats, signeroient le cours. Il prie M. l'Evêque de signer le Procès-verbal. T. VI, p. 1.

En l'Ass. de 1717 l'Ordre demandant

plaire à chacun des Députés, & 115 pour les Diocèses. T. IV, p. 809.

Par délibération de l'Ass. de 1665, est ordonné que les délibérations principales, & qui regardent l'utilité du Clergé, seront mises dans la dernière feuille du Procès-verbal. T. IV, p. 864.

L'Ass. de 1675 renouvelle l'art. 31 du Règlement de 1625, pour envoyer aux Diocèses une copie du Procès-verbal des Assemblées : elle en ordonne l'exécution, & qu'outre la copie qui doit être donnée à chacun des Evêques, il en sera encore envoyé pour chaque Diocèse. T. V, p. 171.

En l'Ass. de 1680, l'Ev. de Périgueux demande l'exécution de la délibération de la dernière Assemblée, qui avait ordonné qu'on envoyât dans chaque Diocèse deux exemplaires des Procès-verbaux, l'un à l'Evêque, l'autre mis dans les Archives du Diocèse. La délibération est confirmée. T. V, p. 334, 335.

L'Ass. de 1693 a arrêté, que l'Imprimeur du Clergé aura dorénavant soin d'envoyer les Procès-verbaux selon l'usage, un à chacun des Prélats, & un dans chacun des Diocèses, & qu'ils ne lui seront payés qu'en apportant les reçus. T. VI, p. 72.

Cette Assemblée ordonne qu'il ne sera pas fait d'impression à part de son Proc. verb., parce qu'étant très-court, il n'étoit pas juste de donner à l'Imprimeur la somme ordinaire de 1000 liv., & qu'il seroit joint au Procès-verbal de l'Ass. de 1695. Arrêté par cette dernière Assemblée, que les Originaux de ces deux Procès-verbaux seront remis aux Archives, après l'impression. T. VI, p. 67, 273.

En l'Assemblée des Prélats convoqués, en 1713, pour l'acceptation de la Bulle *Unigenitus*, M. l'Abbé de Broglie, Secrétaire, ayant achevé la lecture du Procès-verbal & des Actes qui en font partie, présente la plume à M. le Cardinal de Noailles, Président. Son Emin. répond, qu'il ne peut le signer, en qualité de Président ; mais qu'il signeroit le Discours qu'il avait prononcé le premier Février, qui contenoit son avis & les raisons qu'il avait de ne point signer le Procès-verbal ; que Mrs. les Prélats qui étoient de son avis, signeroient aussi ce même Discours. Il prie M. le Cardinal de Rohan de signer le Procès-verbal comme Président. T. VI, p. 302, 303.

En l'Ass. de 1723, Mrs. du second Ordre demandent qu'il leur soit délivré

un exemplaire du Procès-verb. de l'Ass. de 1715, & pareillement un du Procès-verbal de la présente Assemblée. La demande est accordée. T. VI, p. 1760.

§. II. *Etat des différents Procès-verbaux : énumération de ceux qui ont manqué aux Archives du Clergé, & de ceux qui ont été recouvrés & remis.*

Nota. On peut voir sur les différents Procès-verbaux, ceux sur-tout des anciennes Assemblées, les Préambules mis à la tête de ces Assemblées.

On peut consulter aussi le Catalogue des Procès-verbaux, inséré à la fin de l'Abrégé des Mémoires du Clergé, édition de 1664.

En l'Ass. de 1660, les Commissaires des Archives exposent, que le sieur Pinette, Garde des Archives, avait recouvré le Procès-verbal de la Chambre Ecclésiastique des Etats d'Orléans. T. IV, p. 533, 534.

En l'Assemblée de 1675, les mêmes Commissaires observent, que le sieur Pinette avait remis, en leur présence, les Procès-verb. de l'Ass. de 1567, de la Chambre Ecclésiast. des Etats de 1614, de l'Ass. de 1619 & de celle de 1646, signés des Secrétaires, lesquels manquoient aux Archives ; qu'il ne restoit desdits Procès-verbaux d'Assemb. Gen. à désirer, que ceux de 1596, 1606 & 1636. T. V, p. 179, 180.

En l'Ass. de 1700, Mrs. les Commissaires des Archives rapportent qu'il y manquoit onze Procès-verb. ; savoir, ceux des Assemblées de 1561, 1573, 1585, 1600, 1605, 1610, 1612, 1617, 1621, 1625 & 1635 ; tous les autres y étant en Originaux, ou par copies. T. VI, p. 385.

En cette Assemb., M. le Président, à l'égard desdits onze Procès-verbaux, se charge d'en faire fournir des copies exactes par le nommé Damicourt. T. VI, p. 573.

En l'Assemb. de 1710, M. le Cardinal de Noailles représente, qu'il manquoit dans les Archives une pièce originale très-importante, qui est le Procès-verbal de l'Assemb. de 1682 ; que cette pièce étoit restée entre les mains de feu M. l'Archevêque de Paris, & avait passé, après la mort de ce Prélat, dans celles de feu M. l'Archevêque de Reims ; qu'il venoit de léguer sa Bibliothèque à l'Abbaye de Sainte-Genevieve ; qu'il étoit à pro-

pos que le Clergé tâchât d'engager les Exécuteurs testamentaires & les Religieux de Sainte-Genevieve à remettre cette piece. En la même Ass. il est encore observé qu'en 1682, le Clergé fit un acte de cession de la Régale en faveur du Roi, aux conditions portées en cet acte; qu'on en fit plusieurs originaux signés par toute l'Ass.; que feu M. l'Archevêque de Reims en garda un pour le mettre dans sa Bibliothèque; Mrs. les Agents chargés aussi de demander cet acte.

L'original du Procès-verbal est remis à l'Ass. par Mrs. les Exécuteurs testamentaires, dont la Compagnie les remercie: il ne s'y trouve que 17 Procurations; il y en manque une qui étoit celle de la Province de Befançon. M. le Cardinal de Noailles fait observer, que, pour suppléer à ce défaut, il y avoit une Lettre de M. l'Abbé des Maretts, pour lors Agent, écrite à M. Courcier, Secrétaire de cette Ass., par laquelle il le prie de remettre cette Procuracion dont il a besoin pour obtenir un Arrêt du Conseil, qui ordonneroit que les Députés de cette Province seroient tenus présents à leurs Canoncats. T. VI, p. 1021, 1022, 1023, 1361.

Deux manuscrits importants tirés de la Bibliothèque de feu M. l'Evêque de Séz, sont remis à l'Ass. de 1711, & placés dans les Archives; savoir, le Procès-verbal de l'Assemblée de 1690, & l'avis de Nosseigneurs de l'Ass. de 1635, sur le mariage des Princes. T. VI, p. 1214, 1361.

En l'Ass. de 1715, Mrs. les Commissaires des Archives observent qu'il y manque le Procès-verbal de la Chambre Ecclésiastique des Etats-Généraux d'Orléans en 1560, & celui de l'Ass. de 1573, dont il seroit convenable de remettre des copies aux Archives: ordonné de faire transcrire lesdits Procès-verbaux. T. VI, p. 1362, 1363.

Les mêmes Commissaires observent que M. l'Archev. de Narbonne, Président de l'Ass., avoit remis l'original imprimé de l'Ass. de 1650. T. VI, p. 1361, 1481.

La minute originale des Procès-verbaux de 1634 & 1635, s'étant trouvée dans la succession de M. l'Abbé de Berter, ancien Agent en 1630, M. l'Abbé de la Clue, son neveu, en fait présent à l'Ass. de 1735, qui lui accorde, en reconnaissance, les Procès-verbaux & les Mémoires du Clergé imprimés. T. VII, p. 1495, 1504.

M. le Merre, Avocat du Clergé, fait présent à l'Ass. de 1715 du Procès-verbal en original imprimé, de l'Ass. de 1635: on lui donne la copie manuscrite qui étoit aux Archives. T. VI, p. 1481.

M. l'Evêque de Nantes remet à l'Ass. de 1723, l'original du Procès-verbal de l'Ass. extraordinaire des Prélats, tenue en 1713 & 1714, dont M. le Cardinal de Rohan l'avoit chargé: il est déposé aux Archives. T. VI, p. 1758.

La même Ass. ordonne que les Procès-verbaux du Sacre du Roi, & de ce qui s'est passé à l'occasion du *Te Deum* chanté en 1621, à Notre-Dame en actions de grâces, pour la santé que Dieu avoit rendue à S. M., seroient mis à la fin du Procès-verbal de l'Ass. T. VI. P. J. p. 673 & suiv.

Le Procès-verbal de l'Ass. de 1715 est présenté à l'Ass. de 1723: il est trouvé en bon ordre; l'impression en est ordonnée. T. VI, p. 1759.

M. l'Evêque de Boulogne fait observer à l'Ass. de 1760, que le premier de tous les Procès-verbaux ne se trouve point aux Archives du Clergé; c'est celui de l'Ass. tenue à Orléans en 1560, pour comparoir devant le Roi, & en l'Ass. des trois Etats; il en offre une copie à l'Assemblée, qui l'accepte avec reconnaissance. T. VIII, p. 989.

M. l'Evêque d'Uzès, sachant que le Procès-verbal de la Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois de 1576, manquoit aux Archives, & ayant dans sa Bibliothèque l'original de ce Procès-verbal, en a fait présent à l'Ass. de 1770. Mrs. les Commissaires, après l'avoir examiné, le jugent véritablement original, & le même que l'Ass. de Melun fit demander aux Secrétaires de la Chambre Ecclésiastique; qu'il étoit muni de la signature du sieur Laguillier, l'un des Secrétaires. L'Ass. l'accepte avec reconnaissance, & ordonne qu'il en soit fait une copie pour être envoyée à M. d'Uzès. T. VIII, p. 1905, 1906.

§. III. Tables des Procès-verbaux.

Elles sont, ou particulières pour chaque Procès-verbal, ou générales pour tous les Procès-verbaux.

I. Sur ce qui fut représenté à l'Ass. de 1660, que dans les Procès-verbaux des Ass., il n'y avoit point de Table, ce qui cause une grande perte de

temps, la Commission de faire en l'Ass. au Procès-verbal T. IV, p. 793.

Le sieur Bon de 1685, que, 1680, il avoit des Procès-verbaux depuis 1560; qu'en avoit déjà fait observer que dans la dernière Ass. un ordre donné cependant nom pour examiner T. V, p. 625.

M. l'Abbé de l'Ass. de l'aider à finir les verbaux: le sieur de l'aider pour gratification auxquelles toutefois lui seroient payés justifieroit de 1757, 1763, 1770.

Sur ce qui fut mission en l'Ass. Tables des Procès-verbaux depuis plus de 300 Ass., n'étoient pas entièrement qu'on avoit de la donna que dorénavant gratification accordée audit sieur seroit payé la somme de chacun & des Rapports T. VII, p. 59.

En l'Ass. de 1715, les sieurs nommés par les Tables du sieur Lantier: ils observent que les Tables composées exactes, mais même curieuses qu'utiles pour le Procès-verbal de l'Agence de l'Ass. de 1715, de 1716, de 1717, de 1718, de 1719, de 1720, de 1721, de 1722, de 1723, de 1724, de 1725, de 1726, de 1727, de 1728, de 1729, de 1730, de 1731, de 1732, de 1733, de 1734, de 1735, de 1736, de 1737, de 1738, de 1739, de 1740, de 1741, de 1742, de 1743, de 1744, de 1745, de 1746, de 1747, de 1748, de 1749, de 1750, de 1751, de 1752, de 1753, de 1754, de 1755, de 1756, de 1757, de 1758, de 1759, de 1760, de 1761, de 1762, de 1763, de 1764, de 1765, de 1766, de 1767, de 1768, de 1769, de 1770, de 1771, de 1772, de 1773, de 1774, de 1775, de 1776, de 1777, de 1778, de 1779, de 1780, de 1781, de 1782, de 1783, de 1784, de 1785, de 1786, de 1787, de 1788, de 1789, de 1790, de 1791, de 1792, de 1793, de 1794, de 1795, de 1796, de 1797, de 1798, de 1799, de 1800.

La même Ass. le sieur Béal de faire les nouveaux Procès-verbaux commencer par le Procès-verbal de la présente Ass. T. VII, p. 851.

temps, la Compagnie pria deux Députés de faire en sorte qu'on en fit une au Procès-verbal de la présente Ass. T. IV, p. 793.

Le sieur Borjon représente à l'Ass. de 1685, que, par ordre de celle de 1680, il avoit travaillé aux extraits des Procès-verbaux des anciennes Ass., depuis 1560; que des 36 Assemb., il en avoit déjà fait 19: M. le Président observe que dans le Procès-verbal de la dernière Assemb., il ne paroît aucun ordre donné au sieur Borjon: l'Ass. cependant nomme des Commissaires pour examiner ces sortes d'extraits. T. V, p. 625, 626.

M. l'Abbé de Targni demande à l'Assemb. de 1723, quelqu'un pour l'aider à finir les Tables des Procès-verbaux: le sieur Laumonier est chargé de l'aider pour ce travail, avec une gratification annuelle de 500 livres, laquelle toutefois Mrs. les Agents ne lui feroient payer qu'autant qu'il leur justifieroit de son travail. T. VI, p. 1757, 1763, 1764.

Sur ce qui fut observé par la Commission en l'Assemb. de 1725, que les Tables des Procès-verbaux, ordonnées depuis plus de 30 ans, d'Assemblée en Assemb., n'étoient gueres avancées, & que le sieur Laumonier, qui en avoit été chargé par la dernière Assemb., n'avoit pas entièrement satisfait à l'attente qu'on avoit de lui, la Compagnie ordonna que dorénavant, au lieu de la gratification annuelle de 500 liv., accordée audit sieur Laumonier, il lui seroit payé la somme de 50 liv. par Table de chacun des Procès-verbaux, & des Rapports de Mrs. les Agents. T. VII, p. 59, 61, 63.

En l'Assemb. de 1726, les Commissaires nommés pour l'examen des Tables du sieur Laumonier, font leur rapport: ils observent qu'il y avoit huit Tables composées qui leur avoient paru exactes, mais mêlées de recherches plus curieuses qu'utiles; qu'il avoit fait deux Tables pour l'Assemb. de 1670, l'une pour le Procès-verbal, l'autre du Rapport de l'Agence, qu'il auroit dû joindre en une. L'Assemb. lui accorde deux mille liv. de gratification, & pour chaque Table qu'il fera à l'avenir, 150 liv. T. VII, p. 852, 853.

La même Assemb. de 1726 charge le sieur Béal de faire les Tables de tous les nouveaux Procès-verbaux, à commencer par le Procès-verbal de la présente Assemb. T. VII, p. 612, 613.

Le sieur Béal, qui étoit chargé des Tables des Procès-verbaux, ne s'étant pas acquitté avec soin de sa commission, & son travail ne pouvant être d'aucune utilité, attendu que souvent il emploie les noms des personnes, au lieu des noms des matières, le sieur Artaud est chargé par l'Assemb. de 1735, de les refaire. L'Ass. lui accorde 100 liv. par chaque Table.

La Commission propose, à ce sujet, le projet de renfermer sous quatre titres, les différentes matières contenues dans les Procès-verb., lesquelles concernent, ou l'économie des Assemblées, ou la Doctrine, ou la Jurisdiction, ou le Temporel. T. VII, p. 1498 jusqu'à 1502.

II. L'Ass. de 1700, sur la proposition de M. le Président, charge le sieur Damicourt de faire une Table générale de tous les Procès-verbaux du Clergé. T. VI, p. 573.

L'Ass. de 1705 ordonne aux Agents de faire travailler à une Table générale de tous les Procès-verbaux. M. l'Arch. de Rouen dit, qu'il avoit dans sa Bibliothèque des Tables de tous les Procès-verbaux des Assemblées, & qu'il offroit à la Compagnie de lui en faire part: l'Assemblée accepte ses offres, & charge les Agents de faire tirer des copies. T. VI, p. 893, 894.

L'Assemb. de 1710, conformément à l'avis de Mrs. les Commissaires des Archives, charge les Agents de faire travailler incessamment à une Table générale des Procès-verbaux. T. VI, p. 1020.

M. l'Abbé de Targni offre à l'Ass. de 1710 de faire cette Table générale: son offre est acceptée; en considération de quoi, la Compagnie lui continue la pension de 1000 liv., qui lui avoit été accordée par l'Ass. de 1700. T. VI, p. 1145, 1146, 1362.

L'Ass. de 1715 ordonne que le sieur de Targni remette au plutôt lad. Table. T. VI, p. 1363, 1482.

M. de Jouy, Avocat, présente à l'Assemb. de 1755, un Ouvrage formant deux gros volumes *in-fol.* manuscrits, qui contient, sous des titres particuliers, les principales affaires Ecclésiastiques qui sont rapportées dans les différents Procès-verbaux. L'Ouvrage est examiné, & sur le rapport qui en est rendu, l'Assemb. lui accorde une gratification de 1500 liv. T. VIII, p. 592, 593.

Le sieur Bousquet présente à la mê-

1771

PROCESSIONS. PROCURATIONS.

1772

me Ass. de 1755, une Table générale des Procès-verbaux, pour laquelle l'Ass. lui accorde une gratification de 1500 liv., à condition qu'il la corrigera & perfectionnera. T. VIII, p. 591, 593.

L'Ass. de 1760 lui accorde une semblable gratification pour la Table rectifiée, plus correcte & plus étendue. T. VIII, p. 989, 990.

§. IV. *Nouvelle Collection des Procès-verbaux, avec une Table générale.*

En l'Assemb. de 1762, M. l'Archev. d'Arles fait rapport du plan & de ce qui avoit été déjà exécuté, de la nouvelle Collection des Procès-verbaux du Clergé, proposée par M. l'Evêque de Vence; que les extraits qui en étoient actuellement faits, étoient rédigés avec tout l'ordre & le choix, toute la précision & l'exactitude que l'on pouvoit désirer. L'Assemblée autorise Mrs. les Agents à faire payer les Copistes qui travailleront à cet Ouvrage, sous les ordres de M. l'Evêque de Vence. T. VIII, p. 1115, 1116.

L'Ouvrage étant déjà fort avancé, M. l'Evêque de Mâcon propose à l'Ass. de 1765, de nommer de nouveaux Commissaires pour en faire le rapport: ils sont nommés. T. VIII, p. 1587, 1588.

Les quatre premiers volumes de la nouvelle Collection des Procès-verbaux, sont présentés à l'Assemb. de 1770; M. l'Arch. d'Arles en fait le rapport le plus avantageux. Le dernier de ces volumes se termine à l'Assemblée de 1665 inclusivement: sur le rapport & l'avis de la Commission, il a été délibéré que cette Collection seroit continuée depuis 1670 inclusivement, jusques & non compris 1705: & pour donner à cette Collection toute l'utilité possible, il a été arrêté qu'aussi-tôt après la confection de cet Ouvrage, il seroit fait une Table raisonnée instructive de toutes les matières qui y seront traitées, en observant de rassembler, sous les mêmes titres & les différents chiffres, tout ce qui regarde la même matière. T. VIII, p. 1901.

L'Assemb., sur l'avis de la Commission, accorde à M. Duranthon, jusqu'à ce qu'il ait fini la Collection, deux mille liv. par an: plus une gratification de six mille livres. T. VIII, p. 1911, 1912.

L'Assemblée de 1771 nomme M. l'Abbé du Saulzet & M. l'Abbé Gaudin pour rédiger la Collection des Procès-verbaux des Assemblées, au lieu & place du feu Abbé Duranthon, désirant néanmoins l'Assemb. que le sieur Abbé du Saulzet ait comme l'ancien, la direction principale de l'Ouvrage. T. VIII, p. 1051.

Les Assemblées de 1770 & de 1771, avoient fait présent à Mrs. les Députés du second Ordre, de la nouvelle Collection des Procès-verbaux, celle de 1775 en use de même. T. VIII, p. 1051, 1592.

PROCESSIONS.

I. M. le Cardinal Grimaldi, Archevêque d'Aix, demande la protection de l'Assemb. de 1675, pour obtenir de S. M. la suppression des abus d'une Procession qui se fait à Aix le jour de la Fête-Dieu, où il se commet plusieurs irrévérences. La Compagnie résout de supplier S. M. d'envoyer des ordres à l'Intendant de la Province, pour dresser des Procès-verbaux de ce qui se passe dans ladite Procession, afin qu'en étant informée, elle puisse y remédier par son autorité. T. V, p. 236.

Autres plaintes en la même Assemblée, contre les Processions nocturnes des Pénitents d'Aix. T. V, p. 238.

II. Sur les Processions faites & ordonnées par les Assemblées du Clergé, tant à la Fête-Dieu, qu'en d'autres occasions. Voyez Fêtes. Prières publiques, §. II, n°. IV.

III. A l'égard des Processions troubles par les Huguenots. Voyez Protestants.

IV. Sur l'autorité des Evêques pour régler le rang & l'ordre dans les Processions. Voyez Tarbes, n°. III. Prières publiques, §. I.

PROCURATION.

[DROIT DE]

Voyez Visites, §. I.

PROCURATIONS

ad resignandum.

Voyez Insinuations.

PROCURATIONS DES DÉPUTÉS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU CLERGÉ.

Voyez Députés.

1773

PRO

Les Evêques
Procureurs dans
Officiels, §. I.

PROFES

Voyez Foi C

PROG

LES Comm
nommés par l'
observer la néce
vés de faire fa
gressions pour
1734 & 1735:
qu'ils ont eues d
pagnie arrêtée
progressions ser
reus à la suite
présente Assem
1646, 1648.

Les progressio
rentes Assembl
prunts pour les
gratuits, ont é
tater le terme
pitaux & des
prunts, sont rap
Procès-verbal,

On a cru con
cette Table l'é
sultat des Prog
dernières Assem
de 1755.

Progression en

Elle démonstr
mi, savoir, en
de seize million
Roi en 1755,
boursé, en im
640000 liv. pou
rérages, qui cor
au terme de S.
quitter ceux qui
Octobre suivant
imposition de 3
mois, laquelle
vée au premier
acquitter les
Avril 1756, de m
mois précédents
480 mille liv. d
fait au Clergé, e
pour les arrérage
& 360 mille liv
ment des capita
lions, pour être
terme de Noël

PROCUREURS.

Les Evêques peuvent-ils établir des Procureurs dans les Officialités? *Voyez* Officiaux, §. IV, n°. X.

PROFESSION DE FOI.

Voyez Foi Catholique.

PROGRESSIONS.

Les Commissaires des Comptes nommés par l'Assemb. de 1740, sont observés de la nécessité où ils se sont trouvés de faire faire deux nouvelles progressions pour les Dons-gratuits de 1734 & 1735 : ils exposent les raisons qu'ils ont eues d'en user ainsi. La Compagnie arrête que lesdites nouvelles progressions seront imprimées & insérées à la suite du Procès-verbal de la présente Assemblée. T. VII, p. 1645, 1646, 1648.

Les progressions, qui, dans les différentes Assemb. où il s'est agi d'emprunts pour le paiement des Dons-gratuits, ont été dressées pour constater le terme de l'extinction des capitaux & des arrérages desdits emprunts, sont rapportées, dans chaque Procès-verbal, *ad calcem*.

On a cru convenable d'insérer dans cette Table l'état sommaire ou le résultat des Progressions faites dans les dernières Assemblées, à commencer de 1755.

Progression en l'Assemblée de 1755.

Elle démontre, qu'en 25 ans & demi, savoir, en 1732, le Don-gratuit de seize millions de livres accordé au Roi en 1755, sera totalement remboursé, en imposant annuellement 640000 liv. pour le paiement des arrérages, qui commencent d'être levés au terme de S. Jean 1756, pour acquitter ceux qui échoiront au premier Octobre suivant, attendu qu'il y a une imposition de 320 mille liv. pour six mois, laquelle commencera à être levée au premier Octobre 1755. Pour acquitter les arrérages du premier Avril 1756, de même que pour les trois mois précédents, il sera pris dans les 480 mille liv. de la remise que le Roi fait au Clergé, celle de 160 mille liv. pour les arrérages desdits trois mois, & 360 mille liv. pour le remboursement des capitaux desdits seize millions, pour être levée à commencer du terme de Noël 1756, pour le premier

Avril 1757. Procès-verbal de 1755, *ad calcem*. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1755.

Progression en l'Assemblée de 1758.

Elle démontre, qu'en 26 ans & demi, savoir, en 1785, l'emprunt des seize millions de livres fait en 1758, joint aux dix millions 958182 liv. qui resteront dus de capitaux au premier Octobre 1758 de l'emprunt de 1745, montant ensemble à 26 millions 958182 liv., seront totalement remboursés en principaux & arrérages, avec une somme annuelle de 1600 mille liv. jusqu'au premier Avril 1770; à laquelle sera jointe à cette époque, une somme annuelle de 600 mille liv. pour augmenter le fonds des remboursements, à compter du premier Octobre de la même année, suivant le département arrêté en la présente année 1758. Procès-verbal de 1758, *ad calcem*. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1758.

Trois Progressions en l'Assemb. de 1760.

La première est précédée d'une observation préliminaire, & elle a pour objet les emprunts de 1742 & 1748: elle démontre qu'au premier Octobre 1774, le Clergé aura entièrement remboursé, tant les seize millions de l'emprunt de 1748, que les onze millions 500 mille liv. pour le restant de l'emprunt de 1742, qui a été réuni à celui de 1748; lesquelles deux sommes forment ensemble un capital de 27 millions 500 mille liv. Procès-verbal de 1760, *ad calcem*. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1760.

Emprunts de
1742 & 1748.

La seconde Progression, précédée aussi d'une observation préliminaire, contenant la cause du changement, par rapport à l'emprunt de 1755, démontre qu'au premier Avril 1796, le Clergé aura entièrement remboursé les seize millions de Don-gratuit accordés au Roi en 1755, & empruntés au denier 25. Procès-verbal de 1760, *ad calcem*. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1760.

Emprunt de 1755.

La troisième Progression démontre, qu'en 33 ans, qui finiront le premier Avril 1794, le Don-gratuit de seize millions de livres accordés au Roi en 1760, sera entièrement remboursé, en imposant annuellement 800 mille liv. pour le paiement des arrérages qui commencent à être levés au terme de Saint-Jean 1761, & 200 mille liv. pour le remboursement des capitaux desdits 16

Emprunt de 1760.

1775

PROGRESSIONS.

1776

millions, pour être aussi levées à commencer au terme de Saint-Jean 1761 pour le premier Octobre 1761. Procès-verbal de 1760, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1760.

Progression en l'Assemblée de 1761.

Elle réunit tous les emprunts au denier 20, depuis & compris l'emprunt de 1734 jusqu'à celui de 1761 inclusivement.

Elle démontre, qu'en 21 ans & demi, c'est-à-dire, au premier Avril 1784, tous les emprunts au denier 20, depuis & compris celui de 1734, jusqu'à celui de 1761 inclusivement, seront totalement remboursés, tant en principaux qu'arrérages; le tout au moyen d'une somme annuelle de six millions 30 mille liv., savoir, cinq millions 500 mille liv. provenant des impositions faites en conséquence des emprunts susdits, & 500 mille liv. accordées annuellement par le Roi au Clergé, par Edit de 1748, jusqu'à l'extinction totale des emprunts de 1742 & 1748, qui devoit être opérée au premier Octobre 1772, conformément à la Progression qui a été faite lors de l'emprunt de 1748; laquelle, au moyen de l'extinction desdits deux emprunts au premier Octobre 1772, fixe l'époque du dernier paiement desdites 500 mille liv.

Au moyen de quoi la somme annuelle de six millions 30 mille liv., sera réduite au premier Avril 1773, à cinq millions 330 mille liv., qui est le montant des impositions susdites. Procès-verbal de 1761, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1761.

Progression en l'Assemblée de 1765.

Elle réunit tous les emprunts au denier 25, & démontre, que les Dons-gratuits de 1755 & de 1765, seront totalement remboursés, tant en principaux qu'arrérages, aux six derniers mois 1793, savoir, l'emprunt de 12 millions au denier 25, fait en 1765, joint aux 13 millions 316339 liv. 2 sols 7 den. qui resteront dus des capitaux au premier Avril 1766, de l'emprunt de 1755, au même den. 25, montant ensemble à 25 millions 316339 liv., &c. : au moyen d'une somme annuelle de 1440 mille liv., savoir, 760 mille liv. provenant des deux impositions ordonnées en 1755 & en 1760, dont une de 640 mille liv. pour le paiement des arrérages, & l'autre de 120 mille liv.

pour le remboursement des rentes de 1755, lesquelles deux sommes font ensemble celle susdite de 760 mille liv.

Et au moyen aussi de 680 mille liv. prises sur le département de 5 millions 330 mille liv., ordonné en 1762.

Observation. Les 500 mille liv. que le Roi continue de payer depuis l'année 1772, où ils devoient cesser, jusques & compris l'an 1791, serviront à la libération des emprunts susdits, à compter du premier Octobre 1786, qui est l'époque de l'extinction des rentes au den. 20, conformément à la progression faite en conséquence de la délibération du 19 Septembre 1765; au moyen de quoi l'imposition audite jour premier Octobre 1786, sera par année d'un million 940 mille livres. Procès-verbal de 1765, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1765.

Progressions en l'Assemblée de 1770.

Première Progression, qui réunit tous les emprunts au denier 25.

Elle démontre, qu'en 26 ans, c'est-à-dire, au premier Octobre 1796, le Clergé aura entièrement remboursé, tant les capitaux provenant de l'emprunt de 1766, convertis au den. 25, que ceux des emprunts de 1755 & 1765 au même denier, réunis audit emprunt de 1766, lesquels montent ensemble, au premier Octobre 1770, remboursements faits, à 66 millions 582729 liv., avec une somme annuelle de 4 millions 238000 liv. pour leur libération, à raison de deux millions 119000 liv. par terme; savoir, deux millions 675000 liv. pour le paiement annuel des arrérages, y compris douze mille liv. pour partie d'appointements du Receveur-Général, & un million 563000 liv. pour le remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1772; dans laquelle somme annuelle de quatre millions 238000 liv., il entre un million 440000 liv. provenant du département de pareille somme, arrêté à l'Assemb. de 1765, pour la libération des emprunts de 1755 & 1765 réunis; deux millions 298000 liv. faisant partie de l'imposition de cinq millions 350000 liv., assignée en 1765, pour le remboursement des rentes au den. 20; & 500000 liv. accordées annuellement au Clergé, par Edit de 1748, comprises dans l'imposition susdite de cinq millions 350000 liv.; lesquelles 500000 l. doivent continuer

1777

P

tinuer d'être pris le premier vir aux ren d'Octobre fu la Progression Don-gratuit d 25, accordés au moyen de de 4 millions au premier A lions 738000 1770, *ad calcem* §. III, an. 17

Deuxième Progression, qui réunit les emprunts au denier 25.

Elle démontre, qu'en 26 ans, c'est-à-dire, au premier Octobre 1796, le Clergé aura entièrement remboursé, tant les capitaux provenant de l'emprunt de 1766, convertis au den. 25, que ceux des emprunts de 1755 & 1765 au même denier, réunis audit emprunt de 1766, lesquels montent ensemble, au premier Octobre 1770, remboursements faits, à 66 millions 582729 liv., avec une somme annuelle de 4 millions 238000 liv. pour leur libération, à raison de deux millions 119000 liv. par terme; savoir, deux millions 675000 liv. pour le paiement annuel des arrérages, y compris douze mille liv. pour partie d'appointements du Receveur-Général, & un million 563000 liv. pour le remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1772; dans laquelle somme annuelle de quatre millions 238000 liv., il entre un million 440000 liv. provenant du département de pareille somme, arrêté à l'Assemb. de 1765, pour la libération des emprunts de 1755 & 1765 réunis; deux millions 298000 liv. faisant partie de l'imposition de cinq millions 350000 liv., assignée en 1765, pour le remboursement des rentes au den. 20; & 500000 liv. accordées annuellement au Clergé, par Edit de 1748, comprises dans l'imposition susdite de cinq millions 350000 liv.; lesquelles 500000 l. doivent continuer

Progression en l'Assemblée de 1770.

Rentes au denier 25.

Elle démontre, qu'en 26 ans, c'est-à-dire, au premier Octobre 1796, le Clergé aura entièrement remboursé, tant les capitaux provenant de l'emprunt de 1766, convertis au den. 25, que ceux des emprunts de 1755 & 1765 au même denier, réunis audit emprunt de 1766, lesquels montent ensemble, au premier Octobre 1770, remboursements faits, à 66 millions 582729 liv., avec une somme annuelle de 4 millions 238000 liv. pour leur libération, à raison de deux millions 119000 liv. par terme; savoir, deux millions 675000 liv. pour le paiement annuel des arrérages, y compris douze mille liv. pour partie d'appointements du Receveur-Général, & un million 563000 liv. pour le remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1772; dans laquelle somme annuelle de quatre millions 238000 liv., il entre un million 440000 liv. provenant du département de pareille somme, arrêté à l'Assemb. de 1765, pour la libération des emprunts de 1755 & 1765 réunis; deux millions 298000 liv. faisant partie de l'imposition de cinq millions 350000 liv., assignée en 1765, pour le remboursement des rentes au den. 20; & 500000 liv. accordées annuellement au Clergé, par Edit de 1748, comprises dans l'imposition susdite de cinq millions 350000 liv.; lesquelles 500000 l. doivent continuer

Table de la Conversion des Rentes au denier 25 en Rentes au denier 20.

1777 PROGRESSIONS. PROMOTEURS. 1778

tinuer d'être payées, jusques & compris le premier Juillet 1791, pour servir aux remboursements du terme d'Octobre suivant, conformément à la Progression faite en conséquence du Don-gratuit de douze millions au den. 25, accordés par l'Assemb. de 1765; au moyen de quoi la somme annuelle de 4 millions 138000 liv. sera réduite, au premier Avril 1791, à trois millions 738000 livres. Procès-verbal de 1770, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1770.

Deuxieme Progression de 1770, qui réunit les emprunts au denier 20.

Elle démontre, qu'en 19 ans, c'est-à-dire, au premier Octobre 1789, le Clergé aura entièrement remboursé tous les emprunts au denier 20, tant en principaux qu'arrérages, savoir, tant les 16 millions de l'emprunt de 1770, que les 15 millions 34514 liv. restants des différents emprunts au denier 20, pour la main-morte, réunis aux 16 millions susdits, [lesquelles deux sommes forment un capital de 31 millions 34514 liv.] avec une somme annuelle de deux millions 552000 liv., savoir, 1552 mille liv. pour le paiement des arrérages, & un million pour le remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1771; laquelle somme de deux millions 552000 liv., fait partie de l'imposition assignée en 1765 pour le remboursement des capitaux au den. 20. Procès-verbal de 1770, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1765, 1770.

Progression en l'Assemblée de 1771.

Rentes au denier vingt.

Elle démontre, qu'en l'année 1793 le Clergé aura entièrement remboursé, tant les dix millions de l'emprunt de 1771, que les 18 millions 957686 liv. 13 sols 4 deniers restants des différents emprunts au den. 20, au premier Octobre 1771, remboursements faits; ce qui fait un capital de 38 millions 957686 liv. 13 sols 4 den., auquel capital le Clergé a affecté, tant pour la libération, que pour le paiement des arrérages d'icelui, une somme annuelle de trois millions 52000 liv., savoir, deux millions 552000 liv. provenant de l'imposition ordonnée par l'Ass. de 1770, & 500000 liv. pour supplément d'imposition ordonnée par celle de 1771, pour accélérer la libération du

Table de la Coll. des P. V.

capital susdit, dont les remboursements commenceront au premier Avril 1773. Procès-verbal de 1771, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1771.

Progression en l'Assemblée de 1775.

Tous les capitaux, au denier 25, dus par le Clergé, se montoient, au premier Avril 1776, à la somme de 76 millions 576054 livres 11 sols 8 deniers. La Progression démontre, qu'à commencer de cette époque, le Clergé dans 35 ans, c'est-à-dire, au premier Octobre 1810, sera entièrement libéré desdits capitaux, au moyen d'une somme annuelle de quatre millions 216748 liv. 14 sols, tant pour le paiement des arrérages, que pour le remboursement des capitaux, qui commenceront au premier Avril 1776; savoir, trois millions 716748 livres 14 sols d'imposition, & 500000 livres accordées annuellement au Clergé par le Roi, jusques & compris l'année 1796. Procès-verbal de 1775, *ad calcem*. Voyez Dons-gratuits, an. 1775.

PROMOTEURS DES DIOCESES.

I. LA Déclaration de 1637, qui conserve aux Evêques le droit d'instituer & de destituer leurs Officiaux, ne fait aucune mention des Promoteurs. L'Assemb. de 1700 sollicite une nouvelle Déclaration confirmative du droit, où les Promoteurs soient nommés : elle l'obtient. Voyez Officiaux, §. II, n^o. I.

II. Les exploits donnés à la Requête des Promoteurs, sont exempts de contrôle. Voyez Contrôle, §. II.

III. L'Ass. de 1680, art. 6 de son Cahier de la Jurisdiction, demande, que, pour éviter les contestations qui s'élèvent sur les frais & dépens des Procès criminels des Ecclesiastiques, où il n'y a point de Partie civile, mais où il n'y a que le Promoteur, les Parties qui succombent, soient condamnées aux dépens, comme ils le sont lorsqu'il y a Partie civile. T. V, P. J. p. 181.

L'Ass. de 1705, art. 5 de son Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner que les Cours supérieures, en jugeant les appels comme d'abus, & lorsqu'il n'y aura d'autre Partie que les Promoteurs, seront tenues en déboutant les appellants, de les condamner de payer le déboursé des Promo-

LIIII

II. Les Secrétaires
lumitif toutes
one, & les délib
prises:... ils c
e toutes les Pr
er les unes après
aut opiner;... &
ours une Provin
s marquent ce

rapport de toutes les affaires qui seront portées dans les Assemblées-Générales, après en avoir pris néanmoins la permission du Président : ils commenceront leur rapport debout & découverts, & ils le continueront assis & couverts, après l'ordre qui leur en sera donné par le Président ; ils pourront prendre telles conclusions qu'ils jugeront avantageuses au Clergé. T. VI, P. Just. p. 494.

Art. 1. les Promoteurs ne recevront aucune Requête ou Mémoire contre l'honneur d'aucun de la Compagnie, qui ne soit signé d'une personne connue, & ils le communiqueront au Président, avant que d'en parler à l'Ass. *Ibidem*.

L'Ass. de 1635 avoit ordonné que ceux qui auront des affaires à proposer, remettront leurs Mémoires aux Promoteurs. T. II, p. 659.

C'est aussi le Règlement de l'Ass. de 1645, qu'aucun Livre de Doctrine ne doit être présenté aux Ass. du Clergé, qu'il n'ait été auparavant communiqué aux Promoteurs. T. III, p. 411, 412.

Il étoit d'usage dans les anciennes Ass. que le Promoteur fit un discours d'adieu à la fin de l'Ass. : ainsi observé, notamment en l'Ass. de 1621. T. II, p. 581.

Cette Ass. avoit déjà réglé que les Promoteurs feroient leurs propositions debout & découverts, & qu'ils continueroient assis & couverts. T. II, p. 406.

Si c'est quelqu'un du second Ordre, ou de condition laïque qui demande audience, les Promoteurs sont chargés de le faire entrer & de le recevoir, selon la qualité de celui qui se présente :... ils doivent tirer un état de toutes les commissions qui sont données, & avertir de temps en temps l'Ass. de celles qui n'ont pas été exécutées :... ils parlent dans toutes les affaires importantes ; ils doivent requérir & conclure ;... ils peuvent assister à toutes les conférences. *Cérémonial de Daigreville*. T. IV, P. J. p. 163.

II. Les Secrétaires écrivent sur leur plumitif toutes les propositions qui se font, & les délibérations que l'Ass. a prises :... ils doivent avoir une liste de toutes les Provinces, & les appeler les unes après les autres, quand il faut opiner ;... & d'autant qu'il y a toujours une Province qui forme un avis, ils marquent celles qui sont pour ou

contre, & disent ensuite, *il passe à l'avis d'une telle Province*, répétant à haute voix l'avis de cette Province :... tous les matins ils doivent apporter le Procès-verbal des séances du jour précédent mis au net, & après l'avoir lu, le faire signer par celui qui a présidé :... ils lisent toutes les Lettres que l'Ass. reçoit : ils contre-signent celles qu'elle écrit : ils contre-signent aussi les instructions & les Mémoires qui sont donnés, tant aux Députés qui vont en Cour, qu'à ceux qui sont chargés d'agir pour les intérêts du Clergé : ils signent tous les extraits des délibérations, &c. *Cérémonial de Daigreville*. T. IV, P. J. p. 163 ; 164.

§. III. Gages & Gratifications.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, règle les gages du Secrétaire de l'Ass., pour les peines, à 200 liv., & ceux du Promoteur à 100 liv., lesquels articles doublent aux Ass. du Contrat. T. II, p. 205, 206.

L'Ass. de 1625 les fixe de même, savoir, ceux des Promoteurs à 100 liv. par mois, & ceux des Secrétaires à 100 liv. T. II, p. 574.

L'Assemblée de 1635 accorde aux sieurs Promoteur & Secrétaire, pour leurs peines & soins, la somme de 3000 liv. à chacun. T. II, p. 845.

L'Ass. de 1650 leur accorde la même somme, & 500 liv. aux Copistes. T. III, p. 747.

Les Commissaires des frais communs en l'Ass. de 1660, ne veulent point prendre sur eux l'allocation de 3000 liv. de dépense à chacun des Promoteur & Secrétaire. L'Ass. d'après celle de 1650, leur accorde cette somme. T. IV, p. 808.

L'Ass. de 1670, suivant l'usage, les gratifie de la même somme de 3000 liv. T. V, p. 110.

Celle de 1675 en use de même, se fondant toujours sur l'usage. T. V, p. 280.

M. le Président propose à l'Ass. de 1690, de délibérer sur la gratification que l'on avoit coutume de faire. Toutes les Provinces, d'un commun consentement, accordent 3000 liv. à M. l'Abbé de Villars comme Promoteur, & 3000 liv. à M. l'Abbé de Phélypeaux comme Secrétaire. T. V, p. 691, 692.

La même gratification a été accordée à Mrs. les Promoteurs & Secrétaires.

res dans les Assemb. suivantes ordinaires. *Voyez* :

Pour l'Ass. de 1700, T. VI, p. 384.

Pour l'Ass. de 1705, T. VI, p. 383,

384.

Pour l'Ass. de 1710, T. VI, p. 1014.

Pour l'Ass. de 1715, T. VI, p. 1356.

Pour l'Ass. de 1723, T. VI, p. 1573.

Pour l'Ass. de 1725, T. VII, p. 52,

53.

Pour l'Ass. de 1730, T. VII, p. 912.

Pour l'Ass. de 1735, T. VII, p. 1351.

Pour l'Ass. de 1740, T. VII, p. 1568

& suiv.

Pour l'Ass. de 1745, T. VII, p. 1881.

Pour l'Ass. de 1750, T. VIII, p. 233.

Pour l'Ass. de 1755, T. VIII, p. 440

& 453.

Pour l'Ass. de 1760, T. VIII, p. 741

& 757.

Pour l'Ass. de 1765, T. VIII, p. 1147.

Pour l'Ass. de 1770, T. VIII, p. 1632.

Pour l'Ass. de 1775, T. VIII, p. 2081.

PROMOTEURS DES CHAMBRES DES DÉCIMES.

Voyez Chambres des Décimes, §. III, n°. II.

PRONES.

Voyez Publications.

PROPAGATION DE LA FOI.

I. CONGRÉGATION de *Propagandæ Fide*, établie par un Bref du Pape. *Voyez* Congrégations.

II. Maisons de la Propagation pour les nouveaux convertis. *Voyez* Convertis.

PROTESTANTS.

On peut voir sur l'article des *Protestants* ou *prétendus-réformés*, ce qui est dit aux mois : Béarn. Cimetières. Commissaires envoyés dans les Provinces. Dîmes. Patronage. Sépultures.

§. I. Moyens employés par nos Rois, au sujet de la Religion prétendue-réformée.

M. Poncet, l'un des Commissaires du Roi envoyés à l'Ass. de 1680, expose trois de ces moyens.

Le premier, dit-il, fut la tolérance d'une nouveauté de Religion dans le Royaume. [Il veut parler de l'Edit de Nantes.]

Le second, la concession des places & Villes d'orage, qui convertit les ar-

mes offensives, employées auparavant contre la France, en défensives, pour la sûreté de cette nouveauté tolérée.

Le troisième, la restriction des lieux pour l'exercice de cette Religion prétendue-réformée, afin d'empêcher l'épanchement universel du venin.

Ce grand ouvrage de pacification, dont la sagesse de Henri-le-Grand & la nécessité du temps furent les auteurs, eut un succès heureux, jusqu'au règne de Louis-le-Juste, lequel étant venu à la Couronne dans sa minorité, les factieux de cette R. P. R. formèrent le dessein de se cantonner, & commencèrent de jeter les fondements d'une République : dans ce dessein, ils choisirent la Rochelle pour leur place d'armes ; mais ce juste Roi entreprit d'abattre l'orgueil de cette Rebelle, qui tomba enfin aux pieds de son Roi vainqueur : le cœur mort, les autres Places & Villes d'orage, suivirent la même fatalité.

Les choses en cet état, nous pouvons dire que Henri-le-Grand, ayant adouci l'abord hideux de l'Hérésie, & Louis-le-Juste l'ayant entièrement déformée, il n'est plus resté que la restriction des lieux pour l'exercice de la Religion prétendue-réformée, afin d'empêcher l'épanchement universel de ce venin.

C'est ce troisième & dernier moyen que la Providence a réservé à la prudence & à la justice de Louis XIV. Chacun sait qu'à son avènement à la Couronne, à peine pouvoit-on nommer Ville, Bourg & Village où cet exercice public ne s'y fût introduit par usurpation favorisée dans la conjoncture de certain temps, & depuis accrue pendant les guerres de la Religion.

Pour remédier à cet abus, Sa Majesté nomma des Commissaires en chaque Province & Généralité de son Royaume, l'un Catholique, l'autre de la Religion prétendue-réformée, pour convenir ensemble de la vérité du fait & de la justice du droit ; & où ils se trouvoient d'avis contraire, il y eut un Conseil particulier établi pour vider les partages. T. V, p. 299, 300, 301.

Le dernier moyen & le plus efficace pour bannir du Royaume l'exercice public de la Religion prétendue-réformée a été la révocation de l'Edit de Nantes en 1686. *Infra*.

§ II. Moyens gé. Deman- bérations gé, au suj- tendue-réf

1. Assemblée

Le premier en 1576, proposé par les trois Etats, fut d'exercer publiquement la Religion catholique. Divulgué par le Roi sur les instances des Etats. Contrevoyé des peres des Rois de Navarre & Duc de Dauphin, à quelque conclusion solue au nom des Etats ; instruits, & quelques réglés. Avis de la Religion. Le Roi de Navarre les reçoit à mettre des lois pour les Etats, sentent les maux de l'infraction. On délibère. Le Roi de Navarre Duc de Montpensier rapporte aux Etats la proposition que temps l'exercice de la Religion en qu'on connoitra approuver au Royaume, & le Roi de Navarre consentira de l'Edit de Nantes tenu sur ce rapport. Le Roi se déclare au peu de moyen la guerre ; ce que le Roi & son Conseil. Reques-uns du Tiers Etat. Résolution du Conseil. Secours, dès que le sieur de Biron, Navarre, pour faire pourra de l'Edit de Nantes. Cahier subsista, composé au commencement & suiv. jusqu'à 88.

Autre Requête des Sacramentaires. En conséquence

§ II. *Moyens employés par le Clergé. Demandes, plaintes & délibérations des Assemblées du Clergé, au sujet de la Religion prétendue-réformée.*

I. *Assemblées de 1576 & de 1585.*

Le premier article des Etats de Blois en 1576, proposé comme fondamental par les trois Ordres, est qu'il n'y ait désormais dans le Royaume aucun exercice public que de la Religion Catholique. Diverses Remontrances au Roi sur les suites de cette délibération des Etats. Conseil donné à S. M. d'envoyer des personages de poids vers les Rois de Navarre, Prince de Condé & Duc de Damville, pour les amener à quelque conciliation. Députation résolue au nom du Roi & des trois Ordres; instructions données aux Députés, & quelques cérémonies de style réglées. Avis du Conseil sur une seule Religion. Le Prince de Condé refuse d'entendre les Députés des Etats. Le Roi de Navarre & le Duc de Damville les reçoivent avec hauteur, & leur remettent des Lettres & instructions pour les Etats, par lesquelles ils représentent les maux inévitables qu'entraînera l'infraction des Edits de pacification. On délibère sur la réponse du Roi de Navarre, à qui on envoie le Duc de Montpensier: celui-ci fait son rapport aux Etats; il opine pour la paix; il propose de tolérer pour quelque temps l'exercice de la nouvelle Religion en quelques lieux que l'on connoitra apporter moins de trouble au Royaume, & que le Roi de Navarre consentira de son côté à diminuer de l'Edit de pacification. Conseil tenu sur ce rapport, dans lequel la Reine se déclare pour la paix, eu égard au peu de moyens du Roi pour faire la guerre; ce qui est suivi par le Roi & son Conseil. Représentations de quelques-uns du Tiers-Etat sur ce sujet. Résolution du Clergé de révoquer son secours, dès que la guerre n'a plus lieu: le sieur de Biron est envoyé au Roi de Navarre, pour faire retrancher ce qu'on pourra de l'Edit: le premier article du Cahier subsista, comme il avoit été proposé au commencement. T. I, p. 77 & suiv. jusqu'à 88.

Autre Requête de l'Assemb. contre les Sacramentaires. T. I, P. Just. p. 6. En conséquence du traité conclu,

le 7 Juillet 1585 à Nemours, par la médiation de la Reine-mère, il fut rendu un Edit le même mois, qui porte, qu'il n'y aura désormais en France qu'une seule Religion; que tout Hérétique, par la seule raison d'Hérésie, sera incapable de posséder aucune charge, dignité ou Bénéfice, & que les Huguenots seront contraints sans délai de rendre les Villes de sûreté. L'Ass. de 1585 remercie S. M. de la concession de cet Edit. T. I, p. 271, 283, 289.

II. *Assemblées de 1600 & de 1608.*

L'Assemb. de 1600, art. onze de son Cahier, demande qu'il plaise à S. M. de défendre qu'aucun de la Religion prétendue-réformée, puisse obtenir dorénavant aucun Bénéfice, charge ou dignité Ecclésiastique, ni pension sur Bénéfices, directement ou indirectement, encore que ce fût à la charge d'y nommer personnes capables. *Accordé.* T. I, P. Just. p. 175.

L'Assemb. de 1608, art. 7 de son Cahier, supplie S. M. d'ordonner que les Juges & Officiers de la Religion prétendue-réformée, s'abstiennent de la vérification des Edits & Règlements concernant le Clergé, sans qu'il soit besoin d'entrer en autre cause de récusation, & sans préjudice de la reconnaissance des Chambres mi-parties, en autres cas. Réponse. *Les Edits & Ordonnances seront observés.* T. I, P. J. p. 191.

III. *Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614.*

L'Ass. du Clergé, aux Etats de 1614, exprime en ces termes un des principaux articles de son Cahier. L'exercice libre de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, n'ayant encore été remis en toutes les terres & lieux de l'obéissance de Sa Majesté, spécialement es pays de Béarn, Bailliage de Gex & autres nouvellement réduits à la Couronne, Votre Majesté est très-humblement suppliée l'y rétablir par son Edit. La Noblesse & le Tiers-Etat s'étoient joints au Clergé sur ce sujet. T. II, p. 117, 118, 139, 161.

La même Assemb., dans les articles 167, 168 de son Cahier, demande qu'il soit défendu aux étrangers de la Religion prétendue-réformée de prêcher, catéchiser, enseigner les enfants, ni faire aucune fonction semblable dans le Royaume. T. II, p. 154.

Autre demande de la même Aff., que lesdits de la Religion prétendue-réformée ne puissent être Substituts des Procureurs-Généraux. T. II, p. 154, 155.

Excès énorme commis dans l'Eglise à Milhau par les Protestants. Les trois Ordres se réunissent pour en faire plaintes à Leurs Majestés. Ordre d'informer. T. II, p. 215, 216.

L'Assemb. de 1615 poursuit la même affaire vivement, & fait un Règlement pour les frais de la procédure. T. II, p. 281, 282, 283.

IV. Assemblées de 1621 & de 1625.

Sur la plainte de l'Archev. de Lyon, l'Assemb. de 1621 ordonne que S. M. fera suppliée de déclarer, qu'à l'avenir le prêche & l'exercice de la Religion prétendue-réformée ne pourra être établi dans aucune maison, domaine ou terre, qui, en propriété ou justice, appartiennent aux Ecclésiastiques; & que ladite Déclaration aura lieu, tant pour les établissements que l'on pourroit faire pour le premier lieu de Bailliage que pour le second. C'est le sujet d'un des articles du Cahier de ladite Assemb. T. II, p. 377. P. J. p. 42.

Edit de portant inhibitions aux Présidiaux où il n'y a point de Juges Catholiques, de connoître des complaints bénéficiales, & renvoi au plus proche Siege Royal Catholique. L'Ass. de 1625 en poursuit la vérification. T. II, p. 487.

La même Assemb. fait de cet objet un article à insérer dans son Cahier. T. II, p. 487, 491.

V. Assemblée de 1635.

Dans l'Assemb. de 1635, il est fait plainte de plusieurs excès, attentats contre la Religion & ses Ministres, comme aussi de plusieurs entreprises contre la disposition des Edits. L'Ass. propose dans son Cahier plusieurs articles contre ces excès & entreprises. Ce sont les articles 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33.

Les réponses à ces articles sont ainsi conçues:

1°. Défenses à ceux de la Religion prétendue-réformée, de faire l'exercice de ladite Religion es Villes où il y a Evêché, ni es lieux & Seigneuries appartenant aux Ecclésiastiques, ni autres que ceux qui leur sont accordés par l'Edit de Nantes, & que les lieux où se fait le prêche, qui se trouveront bâtis sur les Cimetieres, ou si proche de l'E-

glise, que le Service divin peut en être troublé, & ceux qui ont été établis depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur d'icelui, sans Lettres de permission de Sa Majesté, registrées es Cours de Parlements, seront démolis, & les Cimetieres des Catholiques leur seront rendus, avec défenses à ceux de la Religion prétendue-réformée d'y enterrer leurs morts.

2°. Sur la demande du Clergé, portant que les Régents, tant des Colleges que des petites Ecoles, seront Catholiques, & qu'aucun ne pourra tenir Ecoles qu'il ne soit examiné par l'Evêque, &c. La réponse est, pour ce qui est des Régents des Colleges, Précepteurs & Maîtres d'Ecoles, l'article 14 de l'Edit de 1606 sera observé, sans préjudice des Ecoles & Colleges accordés à ceux de la Religion prétendue-réformée, par les Lettres-Patentes de S. M., enregistrees es Cours de Parlem.

3°. Les Seigneurs de la Religion prétendue-réformée, ne pourront user d'aucuns droits honorifiques dans les Eglises, demeurant lesdits droits en surseance, tant qu'ils feront ladite profession; & pour le Patronage, l'Evêque conférera de plein droit pendant ledit temps seulement.

4°. Les Juges de la Religion prétendue-réformée, ni les Chambres de l'Edit, ne connoîtront de la transgression des Fêtes, étant Jugement de Police, ni du possesseur des Bénéfices, ni des contestations qui surviennent pour raison des biens d'Eglise, suivant les Lettres de Déclaration de Sa Majesté du 2 Janvier 1626, à peine de nullité.

5°. Pour la permission requise de rembourser les Juges de la Religion prétendue-réformée es terres où les Ecclésiastiques ont appelé Sa Majesté en paréage, y sera pourvu sur les demandes particulieres.

6°. Sur la suppression demandée des Commissaires de l'Edit de Nantes en Dauphiné, abolis par-tout ailleurs; S. M. révoque toutes commissions ci-devant accordées pour l'exécution des Edits de pacification, même celles de Dauphiné, avec défenses aux Commissaires de continuer à l'avenir l'exécution desdites commissions.

7°. Le Roi sera toujours très-aise de gratifier les Ecclésiastiques des ruines, des démolitions, des fortifications & murailles, lorsqu'il y écherra.

8°. Défenses aux Ministres de la Religion prétendue-réformée, conformé-

ment aux A de prêcher en leur demeure par les Communion des l peine de pris 9°. Les A Parlements à Jours, pour le & droits des travention fa prétendue-ré cation, seront 10°. Les S Diocèses sero suivre les diff intervenir, en c ification, & faite par Sa M & suiv.

VI. A

Les entrepr guenots sont plaintes & du Il y est remon clarification donn de la Religion 1643, & depu tenu en consé toutes les caus aux Chambres les où les Eccl lesdits de la R mée étoient m hardiesse, que noient de rétab ches dans les li été défendu d par divers Jug faire aucun ex

Sur quoi est instance pressa Conseil, pour d ladite Déclarat & de l'Arrêt du du moins à ce d'accorder un A prêtant les susd rêt, Sa Majesté par iceux préj Arrêts de son C Parlements & S. M. veut être me & reneur.

L'Ass., sur d plus expédient e clation, comme tique que des A tion est dressée, l'Assemb. Confé

ment aux Arrêts donnés au Conseil, de prêcher en autres lieux que celui de leur demeure, le Prêche y étant établi par les Commissaires députés pour l'exécution des Edits de pacification, à peine de prison & d'amende arbitraire.

9°. Les Arrêts donnés es Cours de Parlements & Chambres des Grands-Jours, pour le rétablissement des biens & droits des Ecclésiastiques, & contravention faite par ceux de la Religion prétendue-réformée aux Edits de pacification, seront exécutés.

10°. Les Syndics & Promoteurs des Diocèses seront reçus Parties pour poursuivre les différends qui pourront intervenir, en exécution des Edits de pacification, & de la Déclaration qui sera faite par Sa Majesté. Recueil, p. 1396 & suiv.

VI. Assemblée de 1645.

Les entreprises & vexations des Huguenots sont un objet principal des plaintes & du Cahier de l'Ass. de 1645. Il y est remontré, que, depuis une Déclaration donnée à la poursuite de ceux de la Religion prétendue-réformée en 1643, & depuis l'Arrêt qu'ils ont obtenu en conséquence, pour renvoyer toutes les causes qui les concernent, aux Chambres mi-parties, même celles où les Ecclésiastiques sont Parties, lesdits de la Religion prétendue-réformée étoient montés à un tel point de hardiesse, que par-tout ils entreprenoient de rétablir par force leurs Prêches dans les lieux auxquels il leur avoit été défendu du vivant du feu Roi, par divers Jugements & Arrêts, de faire aucun exercice de leur Religion.

Sur quoi est arrêté, qu'il sera fait instance pressante auprès du Roi & du Conseil, pour obtenir la révocation de ladite Déclaration du 8 Juiller 1643, & de l'Arrêt du 30 Janvier dernier; ou du moins à ce qu'il plaise à Sa Majesté d'accorder un Arrêt, par lequel interprétant les susdits Déclaration & Arrêt, Sa Majesté déclare n'avoir entendu par iceux préjudicier aux précédents Arrêts de son Conseil & des Cours des Parlements & Grands-Jours, lesquels S. M. veut être exécutés selon leur forme & teneur.

L'Ass., sur d'autres plaintes, juge plus expédient de demander une Déclaration, comme chose plus authentique que des Arrêts. Ladite Déclaration est dressée, lue & approuvée dans l'Assemb. Conférences sur ce sujet avec

Mrs. du Conseil, en présence de S. M., où il est résolu que toutes choses, à l'égard desdits de la Religion prétendue-réformée, demeureroient dans les termes où elles étoient lors du décès du feu Roi, & qu'il en feroit fait une Déclaration, laquelle M. le Chancelier a eu charge de dresser; en conséquence, la Compagnie lui députe, & il promet de rendre la Déclaration. T. III, p. 240 & suiv.

Il est remontré, en la même Ass., que les Religionnaires dissimulent souvent leur Religion pour parvenir à quelque mariage avantageux parmi les Catholiques; que même des Catholiques trahissent aussi leur Religion par une profession contraire, pour avoir évocation de leurs causes aux Chambres mi-parties. L'Ass., touchée de ce désordre, arrête que le Roi sera supplié d'ordonner une punition corporelle contre ceux qui témoignent à l'avenir, par de semblables changements, n'avoir aucune Religion, & que les Parlements seuls puissent en prendre connoissance. T. III, p. 244.

Le sieur Herval, de la Religion prétendue-réformée, ayant pris sa place au Conseil du Roi, en qualité d'Intendant des Finances, les Agents s'y opposent, & font signifier leur opposition à M. le Chancelier. T. III, p. 460.

VII. Assemblée de 1650.

Les Mémoires des Provinces, présentés à l'Assemb. de 1650, contiennent beaucoup de plaintes contre les Huguenots. La plupart de ces plaintes sont examinées & discutées dans une conférence tenue chez M. le Duc d'Orléans. Les Commissaires du Clergé s'y plaignent:

1°. De ce qu'on les avoit admis en Poitou, Saintonge & Languedoc, dans les charges de Judicature, au préjudice de la Déclaration du Roi, qui porte qu'il ne sera rien innové de ce qui se pratiquoit lors du décès du feu Roi.

2°. De ce que les Officiers Huguenots de la Cour des Aides de Montpellier, connoissoient des biens & des fonds qui regardent l'Eglise.

3°. De ce qu'il s'étoit rétabli en plusieurs lieux des Temples nouveaux & des Collèges, desquels on demandoit la démolition, avec défenses d'en bâtir d'autres. Ce qui est accordé.

4°. [C'est ici l'objet principal.] Des violences faites dans Nîmes par les Huguenots, contre la personne de l'Evê-

que, qu'ils avoient obligé de quitter la Ville avec son Clergé, & se retirer à Beaucaire.

5°. Des instances que lesdits Religioneux faisoient de rentrer dans la Ville de Pamiers, d'où le feu Roi les avoit chassés, à cause de leur rebellion.

6°. De l'empêchement qu'ils apportent à bâtir une Eglise que l'Evêque de Viviers vouloit rétablir, en détournant les ouvriers d'y travailler.

7°. De la nomination des Collecteurs des Tailles de la ville de la Rochelle, en conséquence d'un Arrêt du Conseil, au préjudice de l'ancien usage.

8°. De ce que par une Lettre de cachet, ceux de la Rochelle étoient dispensés de tapisser à la Fête du Saint-Sacrement.

9°. De ce que ceux de la Religion prétendue-réformée, s'ingéroient de nommer aux Bénéfices de leur Patronage.

10°. De ce qu'ils avoient établi de force un Régent dans le Collège des Jésuites à Nîmes.

11°. De plusieurs Prêches établis.

L'Assemb. poursuit vivement la satisfaction due à M. l'Evêque de Nîmes. Le Roi adresse là-dessus ses ordres au Lieutenant de Roi & à l'Intendant de Languedoc. Elle obtient audience de Sa Majesté pour les Remontrances à faire sur tous les objets de plaintes. M. l'Archevêque d'Embrun est chargé de la Remontrance. T. III, p. 542 & s.

VIII. Assemblée de 1655.

L'Assemb. de 1655 a eu plusieurs entreprises des Huguenots à réprimer. Les Catholiques ayant porté leurs plaintes au Conseil sur ces entreprises, le Conseil nomme deux Commissaires dans chaque Province, l'un Catholique, & l'autre de la Religion prétendue-réformée, pour se transporter sur les lieux, & dresser des Procès-verbaux des contraventions aux Edits. T. IV, p. 144.

Sujets de plaintes & d'entreprises. Patronage des Bénéfices à eux accordé par Arrêt: Provisions d'offices données: Huguenot Receveur des Tailles à la Rochelle: Remontrances contre la création de quatre Conseillers de la Religion prétendue-réformée, en la Chambre de l'Edit de Guienne, & de deux en celle de Castres: Députation de l'Assemb. au Cardinal Mazarin, pour empêcher cette création: Remontran-

ce au Roi sur ce sujet: chargé d'Avocat du Roi au Présidial de Saintes, résignée à un Huguenot: ordre aux Agents de former opposition au Sceau: M. le Chancelier est prié de ne point sceller les provisions de Grand-Audienier en faveur du sieur de Lorme, Huguenot: résolution de l'Ass. d'aller en Corps supplier Sa Majesté de révoquer les provisions de Lieutenant de Roi dans la Haute-Bretagne en faveur du sieur la Moussaie: sollicitation des Protestants pour obtenir que le Consulat & le Conseil de la ville de Montpellier soit mi-parti: même conduite résolue en cette affaire, qu'en celle de M. la Moussaie: sollicitation de l'Ass., pour empêcher qu'un Patron Huguenot ne puisse nommer un Procureur Catholique pour présenter en son nom à une Cure: ordre au sieur de Lorme de se défaire de la charge de Grand-Audienier: Temple accordé à deux lieues de Châlons-sur-Saône, que les Religioneux veulent transférer à la Ville: Prêché établi dans les terres du Prieuré de Lens, contre les articles 7 & 11 de l'Edit de Nantes: Prêché en l'Hôtel de l'Ambassadeur de Hollande en langue Française: démolition du Temple de Rochecourant, demandée par le Seigneur du lieu: plainte au Cardinal Mazarin des entreprises des Protestants contre la teneur de l'Edit de Nantes: sa promesse, que l'établissement des quatre Conseillers en la Chambre de l'Edit de Guienne n'aura pas lieu: nouvelles instances, pour obliger le sieur la Moussaie à se défaire de la charge: renvoi obtenu par les Huguenots au Parlement de Grenoble, contre la teneur de l'Edit de Nantes: Délibération des Etats de Languedoc contre ce renvoi: Arrêt accordé, portant défenses de bâtir un Temple à Châlons. T. IV, p. 145 jusqu'à 153.

La Commission, nommée pour les entreprises des Huguenots, fait son rapport à l'Ass. M. l'Archevêq. de Sens, Chef de la Commission, remontre, que, parmi ces entreprises, il y en avoit de plus importantes, auxquelles il falloit remédier plus promptement; qu'il croyoit que les Temples nouvellement bâtis, les Annexes, la qualité & la fonction de Député-Général qu'exerce le sieur de Ruigni, les Gouvernements, les charges, les offices, les Consuls, les Conseils des Villes, les fortifications qu'ils y ont faites, le droit de Patronage qu'ils prétendent, les insolences qu'ils commettent contre le

Saint-

Saint-Sacrement: les plus fautes toutes leur Toulouse, voient être plaintes, & trance au F roient être devoit avoir

L'Assemb. charge le P invite les P Rapport, q Remontranc Majesté très dresse des M promesse sur Jour assigné la première, qu'ils n'ont a Sur la plainte Cardinal M accordé. L'ol d'obtenir la tion de Mai aux différent ners. L'Asser la révoque, p point avoir r Déclaration judice de ce clarations, A depuis l'Edit la Religion C Commissaires Provinces po dans le bon o vérifiée au Pa en la Chambre ladite vérifica Parlements d deaux: elle l' de Castres. T.

Il se tient chez M. le Ch me conférenc Clergé ont pa ment de la D demandé un Des fortificati De l'évocation louse & du re ble, dont le C cation. Mrs. d Arrêt de renvoi deaux & d'Ais Montpellier. A Clergé. 3°. Du dé. 6°. Des Pa vorable promise Accordé. 8°. De Table de la

Saint-Sacrement, & contre les choses les plus saintes, l'Arrêt d'évocation de toutes leurs affaires du Parlement de Toulouse, à celui de Grenoble, pouvoient être les plus grands sujets de plaintes, & les objets de la Remontrance au Roi, & que les autres pourroient être remis à la conférence qu'on devoit avoir avec Mrs. du Conseil.

L'Assemb. approuve la proposition, charge le Prélat de la Remontrance, invite les Prélats du dehors d'assister au Rapport, qui remplit plusieurs séances. Remontrance au Roi. Réponse de Sa Majesté très-avantageuse. L'Assemb. dresse des Mémoires pour la conférence promise sur les affaires de Religion. Jour assigné pour la conférence. Dans la première, Mrs. du Conseil déclarent qu'ils n'ont aucun pouvoir de conclure. Sur la plainte qu'en porte l'Assemb. au Cardinal Mazarin, le pouvoir leur est accordé. L'objet principal du Clergé est d'obtenir la révocation de la Déclaration de Mai 1652, qui avoit donné lieu aux différentes entreprises des Huguenots. L'Assemblée en obtient une qui la révoque, portant que S. M. n'entend point avoir rien innové par son autre Déclaration du 21 Mai 1652, au préjudice de ce qui est porté par les Déclarations, Arrêts & Réglemens faits depuis l'Edit de Nantes, en faveur de la Religion Catholique, & que deux Commissaires seront envoyés dans les Provinces pour y remettre les choses dans le bon ordre. La Déclaration est vérifiée au Parlement de Paris. Partage en la Chambre de l'Edit de Castres sur ladite vérification : elle est vérifiée aux Parlements de Grenoble & de Bordeaux : elle l'est ensuite en la Chambre de Castres. T. IV, p. 153 & s.

Il se tient sept à huit conférences chez M. le Chancelier. Dans la septième conférence, les Commissaires du Clergé ont parlé, 1°. de l'enregistrement de la Déclaration, & en avoient demandé un duplicata. *Accordé.* 2°. Des fortifications. *Renvoyé au Roi.* 3°. De l'évocation du Parlement de Toulouse & du renvoi à celui de Grenoble, dont le Clergé sollicite la révocation. *Mrs. du Conseil n'offrent qu'un Arrêt de renvoi aux Parlements de Bordeaux & d'Aix.* 4°. Du Consulat de Montpellier. *Accordé selon les vœux du Clergé.* 5°. Du Député-Général. *Accordé.* 6°. Des Patronats. *Déclaration favorable promise.* 7°. Du Collège de Die. *Accordé.* 8°. Des charges & Gouverne-

Table de la Coll. des P. V.

ments possédés par les Huguenots. *Provisions refusées.* 9°. De l'exercice de la Religion prétendue-réformée dans les Villes Episcopales. *Il y sera pourvu par une Déclaration.* 10°. Des collectes. *Arrêt promis contre.* 11°. Des irrégularités contre les choses saintes. *Arrêt promis contre.* 12°. Tapisseries devant les portes à la Fête-Dieu. *Arrêt promis.* 13°. De la sédition de Montauban excitée par le Ministre Labadie. *Y a été pourvu par Lettres de cachet.* 14°. Des legs faits en faveur des pauvres par ceux de la Religion prétendue-réformée. *Seront applicables aux Catholiques comme aux autres.* T. IV, p. 173, 174.

Parmi les excès des Huguenots, dont l'Assemb. poursuit la punition, il en est deux sur lesquels elle insiste le plus ; savoir, les impiétés & profanations de nos saints Mystères par le sieur Truc, Juge de Florenzac, & les excès commis à Montauban par les Huguenots, excités par le sieur Labadie, Apostat. T. IV, p. 154, 155, 161 juſq. 169, 172, 174, 175, 183.

L'affaire du Patronage de ceux de la Religion prétendue-réformée est un des points principaux traités dans les conférences. *Voyez Patronage, n°. 1.*

Après la séparation de l'Assemb. de 1655, Mrs. les Agents sollicitent les Commissions pour la Déclaration accordée contre les Religionnaires : ces Commissions n'étant pas conformes à la minute de celles que l'Assemb. avoit désirées, les Agents aimeroient mieux que les Commissaires ne partissent point, que de partir avec de telles Commissions. Au lieu de ces termes, *pour l'exécution d'icelle Déclaration*, on avoit mis, *pour l'Edit de Nantes, Arrêts & Déclarations donnés en conséquence* : si bien que par cette expression les Commissaires auroient exécuté la Déclaration de 1652. T. IV, p. 523, 529, 565.

IX. Assemblée des Prélats en 1658.

Les Prélats assemblés extraordinairement en 1658, se plaignent des assemblées que ceux de la Religion prétendue-réformée tiennent à Paris, de ce qu'ils ont demandé audience comme formant un corps dans l'Etat, ce que jusqu'alors ils n'avoient jamais osé prétendre, & de ce que l'audience leur a été accordée. Le Cardinal Mazarin cherche à tranquilliser les Evêques, en les assurant que l'audience sera donnée auxdits Réformés en particulier & sans

M m m m m

éclair, & qu'ils n'y furent conduits par aucun Officier des cérémonies; que M. le Chancelier leur témoigna d'abord, que Sa Majesté trouva mauvais de ce qu'ils avoient fait des députations sans la permission, & que ne formant pas corps dans le Royaume, ils ne devoient être reçus en aucune audience. T. IV, P. J. p. 145, 146.

Le Synode national, vers ce temps, est accordé aux Huguenots: sur l'avis qu'en ont les Agents & les Prélats qui étoient à Paris, les Prélats en écrivent au Cardinal Mazarin, qui répond, que cette permission tournera à l'avantage de la Religion, en égard aux raisons qui ont déterminé Sa Majesté à l'accorder: & en effet ce Synode leur devint inutile. T. IV, p. 331, 332.

Louis XIV supprime, en ce temps-là, l'Académie qu'avoient les Protestants à Montauban. *Rapport d'Agence en 1660.* T. IV, p. 332.

X. Assemblée de 1660.

Plusieurs Mémoires des Diocèses sont présentés à l'Ass. de 1660, sur les entreprises & les excès des Huguenots. Parmi ces excès, un des plus considérables, est celui des Sgrs. de la Roche-Giffart, en Bretagne, accusés d'avoir concuru à l'incendie d'une Chapelle, d'une partie d'un Couvent des Cordeliers; accusés aussi d'un vol de saint Ciboire, où étoient plusieurs Hosties consacrées. Le Promoteur de l'Officialité de Rennes obtient l'intervention de l'Assemblée, pour faire réparer l'injure faite à l'Eglise. L'Ass. en écrit aux Evêques de Rennes & de Nantes, pour avoir les informations & les éclaircissements nécessaires. Arrêt intervient au Parlement de Rennes, qui condamne le particulier, atteint & convaincu du vol du saint Ciboire, à être pendu & brûlé: l'Arrêt contient plusieurs autres dispositions tendant à la réparation des excès commis. T. IV, p. 366 jusqu'à 371.

Autres excès. Affaire du Ministre Desaigne, au Diocèse de Valence, qui ne s'étant pas contenté d'empêcher, par des voies de fait, qu'un Catholique épousât une fille Huguenotte qui se convertissoit, l'avoit encore enlevée, amenée chez lui, où il l'avoit long-temps tenue prisonnière; après quoi il l'avoit obligée d'épouser un Huguenot.

Profanation des saints Mystères par les habitants de la ville d'Aimet, on

Périgord, d'une manière impie & tout-à-fait sacrilège: Arrêt du Parlement de Bordeaux, qui condamne à mort plusieurs habitants de ladite Ville. Différentes plaintes contre le Marquis de la Moussais, acquéreur de la terre de Quintin en Bretagne, où ledit Marquis & ses Officiers formoient toutes sortes d'entreprises, & exerçoient les plus grandes violences. Violences commises par le sieur de Venours, au Diocèse de Poitiers, ayant établi en outre un Prêche en la Paroisse de Rouville, qui appartient au Chapitre de Saint-Hilaire, y faisant publiquement la cène. Impieté commise par un Protestant de Viviers, qui publiquement avoit donné des coups de bâton à une Croix de pierre, sur laquelle étoit l'image du Crucifix. Prêtre du Diocèse de Nîmes assassiné par ceux de la Religion prétendue-réformée. Capucins de Florac maltraités par les mêmes, excités par le Ministre Sauvage, &c. T. IV, p. 371 jusqu'à 381.

Assassinat du Curé de la Chapelle-Blanche par le Marquis de l'Hôpital: autre objet de plainte présenté à l'Ass. de 1660: elle en poursuit la réparation. T. IV, p. 647, 648.

Temples & Prêches construits & établis contre les Edits. L'Assemblée de 1660 se joint aux Evêques, Ecclésiastiques & Habitants des Villes & autres lieux, pour en demander la démolition & suppression. Enumération de ces Temples & Prêches. Par rapport au Temple construit à Saint-Gilles, il est à remarquer que les Chanoines du lieu ayant sacrifié quatre années de leurs revenus pour poursuivre la démolition du Temple, l'Ass. écrit à M. de Nîmes, pour l'engager à ce que les poursuites commencées par le Chapitre de S. Gilles, fussent continuées aux frais du Diocèse. T. IV, p. 381 jusqu'à 385.

Les Commissaires pour les affaires de la Religion dans leur Rapport à l'Ass. de 1660, observent que les Temples peuvent être considérés en quatre manières.

1°. Les uns sont dans les fonds des Seigneurs Ecclésiastiques & dans les Villes où il y a Evêché; les autres sur les fonds des Seigneurs Catholiques ou des Seigneurs Religioneux qui ont haute Justice, ou Fief de Haubert; quelques-uns sont bâtis si près des Eglises, qu'ils en incommode le Service divin; d'autres ne sont que comme des

Annexes qu'on ne peut pas considérer comme des temples, où ils sont

2°. L'Edit tir des Temples, qui de droits, libère qui défend rendue-réformée aux Eglises des Eglises des Eglises, les articles, les leur appartenance certains Bénéfices octroie à ceux de l'article 11; cet exercice y a Archevêque 391. P. J. p.

3°. Il est dit tir des Temples que le Service public, art. 3 de la Déclaration plusieurs Arrêts 391, 392.

4°. Les Seigneurs sont point obligés de ladite Religion, même que les Religion qui terres desdits aient cette li Nantes, Edit a seulement lieux des Bénéfices 11 de Nantes les terres desdits Ibid.

5°. Les Seigneurs rendue-réformée plein Fief de la moitié, ou peu peuvent avoir Religion en u faisant actuellement, art. 7 sent de cet ar sent des Temples les Fiefs où ils mais encore d où ils ne résident lement opposé de 1562. T. IV

6°. Les Prêches défendus aux N dit, Arrêts du mission de prê de leur résider ne s'étend pas maisons des Se

Annexes que les Ministres considerent comme des lieux dépendants de celui où ils font leur résidence actuelle.

2°. L'Edit de Nantes défend de bâtir des Temples sur les terres de l'Eglise, qui doit être remise en tous ses droits, libertés & sûretés, selon l'art. 3, qui défend à ceux de la Religion prétendue-réformée d'en faire aucun exercice aux Eglises, maisons & habitations des Ecclésiastiques: par le même article, les lieux & les Seigneuries qui leur appartiennent sont exceptés, dans certains Bailliages, même que S. M. octroie à ceux de ladite Religion, selon l'article 11; aussi-bien que S. M. défend cet exercice dans toutes les Villes où il y a Archevêché ou Evêché. T. IV, p. 591. P. J. p. 187, 188.

3°. Il est défendu aux mêmes de bâtir des Temples si proche des Eglises, que le Service divin puisse en être troublé, art. 3 de l'Edit de Nantes, art. 4 de la Déclaration du 16 Decemb. 1656, plusieurs Arrêts du Conseil. T. IV, p. 591, 592.

4°. Les Seigneurs Catholiques ne sont point obligés de souffrir l'exercice de ladite Religion dans leurs Fiefs, ni même que les Gentilshommes de ladite Religion qui ont des Fiefs dans les terres desdits Seigneurs Catholiques, aient cette liberté, art. 8 de l'Edit de Nantes, Edit du 17 Janvier 1561: il y a seulement une exception pour les lieux des Bailliages accordés par l'art. 11 de Nantes, qui peuvent être dans les terres desdits Seigneurs Catholiques. *Ibid.*

5°. Les Seigneurs de la Religion prétendue-réformée ayant haute Justice ou plein Fief de Haubert, en tout ou par moitié, ou pour un tiers seulement, peuvent avoir l'exercice libre de leur Religion en une de leurs maisons, y faisant actuelle résidence, & non autrement, art. 7 de l'Edit. Plusieurs abusent de cet article, en ce qu'ils bâtissent des Temples, non-seulement dans les Fiefs où ils résident actuellement, mais encore dans les autres endroits où ils ne résident point. Abus formellement opposés aux Edits de 1577 & de 1562. T. IV, p. 592, 593.

6°. Les Prêches par Annexes sont défendus aux Ministres, art. 13 de l'Edit, Arrêts du Conseil. Ils n'ont permission de prêcher que dans les lieux de leur résidence, & cette permission ne s'étend pas à aller prêcher dans les maisons des Seigneurs Haut-Justiciers

& autres: si ceux-ci veulent des Ministres, il faut qu'ils en aient de particuliers à leurs dépens. T. IV, p. 593, 594.

Huguenots admis dans les charges publiques contre les Edits. Plusieurs exemples de cette contravention. L'Assemb. de 1660 intervient en toutes ces affaires. T. IV, p. 585, 586, 587.

L'art. 27 de l'Edit de Nantes, déclare, que ceux de la Religion prétendue-réformée pourront exercer les charges publiques & y être admis. Les Commissaires, dans leur Rapport, prouvent que ce privilege est contre tout droit divin, civil & canonique. T. IV, p. 596, 597.

Apostats & Relaps. L'Arr. de 1660 arrête que le Roi sera très-humblement supplié de donner une Déclaration, portant que les Catholiques qui changeront leur Religion pour embrasser la Religion prétendue-réformée, ne jouiront point de la liberté accordée par nos Rois à leurs Sujets, faisant profession de ladite Religion, & sortiront de son Royaume. T. IV, p. 587.

Les Commissaires, dans leur Rapport fait à l'Assemb. de 1660, proposent d'empêcher le scandale fréquent qui arrive à cause des mariages que ceux de la Religion prétendue-réformée contractent avec les Catholiques, ne faisant aucune difficulté d'abjurer leur hérésie en face d'Eglise, & incontinent après retournent au Prêche: pour obvier à ce scandale, il seroit nécessaire d'obtenir une Déclaration, portant défenses d'apostasier, & que les Relaps seroient punis corporellement comme les Ordonnances de Charles IX le désirent. T. IV, p. 589, 595, 596.

Huguenots qui veulent se convertir. L'Assemb. de 1660 arrête d'obtenir une Déclaration, ou un Arrêt du Conseil, par lequel il soit permis aux Evêques, Curés & autres Ecclésiastiques, de voir les malades de la Religion prétendue-réformée, qui sont en volonté de se convertir; enjoint aux Magistrats & Juges des lieux de se rendre auprès desdits malades, & de tenir la main, en ce qu'en présence de deux témoins non suspects, lesdits Prélats, Curés, &c. puissent parler avec toute sorte de sûreté aux malades, sans y être troublés: comme aussi un autre Arrêt ou Déclaration, pour obliger les peres & meres, tuteurs ou curateurs de fournir les choses nécessaires, selon leurs moyens, &

suivant ce que les Juges des lieux ordonneront, à leurs enfans & mineurs qui voudront se convertir, ou même entrer dans quelque Monastere, & faire qu'ils soient mis en main tierce, si besoin est, pour éviter les mauvais traitemens; & que les Jugemens rendus par les Magistrats seront exécutés, nonobstant opposition ou appellation, & sans préjudice d'icelles. T. IV, p. 588, 601.

Colleges. Ils ne peuvent avoir des Colleges qu'aux lieux qui leur sont permis par l'art. 22 & par l'article 37 des articles particuliers de Nantes: ils ne peuvent tenir Ecoles publiques, sinon es Villes & lieux où l'exercice de leur Religion est permis. T. IV, p. 597. P. J. p. 187.

Hôpitaux & legs en faveur des pauvres. L'article 22 de l'Edit de Nantes, porte, qu'il ne sera fait distinction, pour le regard de la Religion prétendue-réformée, à recevoir les malades & les pauvres aux Hôpitaux & aumônes publiques. Il est vrai que l'art. 42 des articles particuliers, déclare que les donations & les legs faits & à faire pour l'entretien des Ministres, des Ecoles & des pauvres de la Religion prétendue-réformée seront valables; mais cela n'empêche pas que l'effet de ces donations & de ces legs ne leur soient communs avec les pauvres de la Religion Catholique, comme il a été jugé, par Arrêt du Parlement de Paris, en faveur de l'Hôpital de Chartres. Par Arrêt du Conseil de 1657, il leur est défendu d'avoir des Hôpitaux secrets pour y retirer leurs pauvres & les Catholiques qu'ils pervertissent. Il seroit à propos, disent Mrs. les Commissaires, de demander un Arrêt général, par lequel toutes les donations & legs en faveur de ceux de la Religion prétendue-réformée, conçus sous d'autres prétextes, seroient déclarés communs aux pauvres de la Religion Catholique. T. IV, p. 597, 598.

Livres des Protestants. L'Edit de 1577, art. 4, & l'Edit de Nantes, art. 21, leur défend d'imprimer & de vendre les livres de leur Religion, ailleurs qu'aux Villes & lieux où l'exercice en est permis. Le même Edit de 1577, art. 5, ordonne que lesdits livres seront vus par les Chambres mi-parties. T. IV, p. 598, 599.

Charges & Consuls des Villes. Par beaucoup d'Arrêts donnés au Conseil, il est défendu à ceux de la R. P. R.

de s'immiscer dans les charges & dans les Conseils politiques des Villes, & particulièrement de celles qui ont été réduites par les armes à l'obéissance du Roi: les traites & les capitulations doivent être gardés sur ce sujet; à quoi le Roi ne prétend pas déroger par l'Edit de Nantes & par celui de Nîmes. Depuis l'Edit de Nîmes, en exécution de l'ordre du Roi & des Arrêts du Parlem. de Toulouse, les Consuls des Villes mi-parties ont été mi-partis, à cette condition que le premier Consul doit toujours être Catholique. T. IV, p. 599, 600.

Fortifications. Les fortifications faites par les Religionnaires sont défendues par l'Edit de Nîmes de 1629: il ordonne qu'elles soient rasées jusqu'à la ceinture des mur.

Quêtes & Collectes. Le 10 Janvier 1657, l'Assemblée d'une levée de Edits, mêmes: lesquels qu'ils ne pour sition qu'en pr Roi, comme on de Charles IX & de Henri III, en 1577, & par un Arrêt du Conseil donné au profit d'un Avocat du Roi à Nantes, le 19 Mars 1624. T. IV, p. 601, 602.

Cimetieres des Protestants. Voyez Cimetieres.

Patronage des mêmes. Voyez Patronage.

Chambres de l'Edit & mi-parties. Voyez Chambres de l'Edit.

L'Ass. de 1660 obtient une conférence avec Mrs. du Conseil, au sujet des infractions faites aux Edits, par ceux de la Religion prétendue-réformée, touchant les points ci-dessus mentionnés. Le tout exactement déduit & prouvé par les Députés du Clergé, M. le Chancelier déclare, que l'intention du Roi étoit de faire vivre ceux de lad. Religion dans les termes des Edits; qu'il avoit été résolu au Conseil d'envoyer des Commissaires dans les Provinces pour informer desdites entreprises, & y être pourvu: ces Commissaires, au nombre de deux, devoient être, l'un Catholique, l'autre de la Religion. L'Assemb. ne peut y consentir. Sa Majesté déclare elle-même aux Députés du Clergé, qu'il sera remédié à tout, en prenant les expédients les plus propres & les plus efficaces, & qu'il fera examiner en son Conseil l'expédient proposé par le Clergé, d'en com-

mettre le foir
Tout ceci av
rangue de l'E
p. 602 & suiv

Les Protest
Languedoc é
en un procès
un Arrêt dont
portant défens
recilles interve

Les mêmes
démolition de
vince. T. IV,

XI. A

Offices de J.
de Toulouse r
que les Seigne
tendue-réform
dans leurs Terr
liques, avec de
exercer des of
Syndic des Re
au Conseil, où
vient Arrêt int
au Procureur-G
de l'Arrêt. L'A
de M. le Chan
du Parlem. sub
P. Just. p. 187.

Apostats, Rel.
Assemblée d'un
contre les Relap
eux la peine de
hors du Royau
qu'il soit ajout
la confiscation
fait ainsi espéré
904, 906. P. Ju
Enfans. La n
la cassation de d
du 24 Avril 166
Ministres de de
où il n'y a nul
prétendue-réfor
défend à toutes
enfans de ceux
de les induire à
savoir, les mâles
& les filles avan
p. 902.

L'article 10 d
est relatif à ce
P. Just. p. 189.

Fermiers des
tes. La Cour des
requête du Proc
un Arrêt, par le
aux Fermiers des
pour la levée du
gens de la Relig

mettre le soin & l'autorité aux Parlem. Tout ceci avoit été précédé de la Harangue de l'Evêque de Lavaur. T. IV, p. 602 & suiv.

Les Protestants de plusieurs Villes de Languedoc étant intervenus en corps en un procès, les Agents obtiennent un Arrêt dont ils font rapport en 1665, portant défenses de faire à l'avenir pareilles interventions. T. IV, p. 843.

Les mêmes Agents obtiennent la démolition de quatre Temples en Province. T. IV, p. 844.

XI. Assemblée de 1665.

Offices de Judicature. Le Parlement de Toulouse rend un Arrêt, portant, que les Seigneurs de la Religion prétendue-réformée ne pourront mettre dans leurs Terres que des Juges Catholiques, avec défenses à tous autres d'y exercer des offices de Judicature. Le Syndic des Religionnaires s'en plaint au Conseil, où, sur la Requête, intervient Arrêt interlocutoire qui ordonne au Procureur-Gén. d'envoyer les motifs de l'Arrêt. L'Ass. de 1665 agit auprès de M. le Chancelier, pour que l'Arrêt du Parlem. subsiste. T. IV, p. 899, 906. P. Just. p. 187.

Apostats, Relaps. Il est parlé en cette Assemblée d'une nouvelle Déclaration contre les Relaps, qui ordonne contre eux la peine de bannissement perpétuel hors du Royaume : l'Assemblée désire qu'il soit ajouté à cette peine celle de la confiscation des biens, le Roi l'ayant fait ainsi espérer. T. IV, p. 901, 903, 904, 906. P. Just. p. 186.

Enfants. La même Assemblée demande la cassation de deux Arrêts du Conseil, du 24 Avril 1666, dont l'un permet aux Ministres de demeurer dans les Villes où il n'y a nul exercice de la Religion prétendue-réformée : le second, qui défend à toutes personnes d'enlever des enfants de ceux de ladite Religion, & de les induire à changer de Religion, savoir, les mâles avant l'âge de 14 ans, & les filles avant celui de 12. T. IV, p. 902.

L'article 20 du Cahier de l'Assemblée est relatif à ce second objet. T. IV, P. Just. p. 189.

Fermiers des Aides, Commis des Postes. La Cour des Aides de Paris, sur la requête du Procureur-Général, rend un Arrêt, par lequel il est fait défenses aux Fermiers des Aides de commettre, pour la levée du droit des Aides, des gens de la Religion prétendue-réfor-

mée : les Fermiers des Aides se pouvoient contre : l'Assemblée de 1665 agit & s'intéresse pour le faire subsister. T. IV, p. 905.

L'Edit de création des Commis des Postes, de l'an 1630, ordonne, que les Commis soient Catholiques; ce qui n'étant point observé, l'Assemblée prie M. le Chancelier de donner un Arrêt, portant défenses aux Maîtres des Postes & des Dépêches de se servir d'autres Commis que de ceux qui sont profession de la Religion Catholique. T. IV, p. 905, 906.

Consistoires, Synodes. L'art. 7 traité dans les conférences des Députés de l'Assemblée, porte, que les biens que les Consistoires possèdent, leur soient ôtés & appliqués suivant la destination de Sa Majesté. Réponse. Renvoyé par-devant les Commissaires députés dans les Provinces. T. IV, P. Just. p. 187.

Autre demande de l'Assemblée; que Sa Majesté seule donnera permission d'assembler les Synodes de ceux de la Religion prétendue-réformée, dans les lieux qui leur seront prescrits; lesquels ils ne pourront tenir qu'en la présence d'un Magistrat Royal nommé par S. M., Gouverneur ou Lieutenant-Général de la Province, suivant les Déclarations de 1611 & 1623. Réponse. Sa Majesté y pourvoira. T. IV, P. Just. p. 188.

Impositions. La réponse à l'art. 12, demandé par l'Assemblée de 1665, porte, qu'ils ne pourront lever, ni imposer sur eux aucune somme, pour quelque prétexte & occasion que ce soit, qu'ils n'aient remis l'état des impositions par eux faites depuis dix ans. T. IV, P. Just. p. 188. L'Arrêt est expédié. T. IV, p. 916. Déclaration générale accordée à ce sujet. T. IV, p. 917.

Ministres, &c. L'Assemblée demande qu'il n'y ait que les naturels François qui puissent être Ministres, Régents & Précepteurs des Colleges & Ecoles publiques, & que lesdits Ministres ne pourront demeurer, pendant leur ministère, qu'aux lieux où ils feront leurs fonctions, suivant l'Arrêt de Juin 1665. Accordé. T. IV, P. Just. p. 188, 189.

Domaine du Roi. L'Assemblée demande que le Domaine du Roi engagé à ceux de la Religion prétendue-réformée, leur soit retiré, & qu'en attendant, l'exercice de ladite Religion y soit défendu, conformément à l'Arrêt du 16 Janvier 1657. Réponse. S. M. retirera son Domaine, quand ses affaires & lui permettront. T. IV, P. Just. p. 189.

Maîtres-Jurés. Par un autre article, le Clergé demande, que, dans les assemblées des Maîtres-Jurés des Métiers, le nombre des Catholiques soit au moins égal à celui des Huguenots. Réponse. *Il y a été suffisamment pourvu.*

Ibid.

Ces différents articles font du nombre des vingt articles discutés dans les conférences qu'eurent les Commissaires du Clergé, députés par l'Ass. de 1665, avec Mrs. du Conseil. T. IV, p. 908 jusqu'à 912. Lesdits articles avec les réponses, P. Just. p. 186 & suiv.

XII. Assemblée de 1670.

L'Ass. de 1670 fait, par la bouche de M. l'Evêque d'Uzès, de fortes Remontrances au Roi, sur les entreprises des Protestants, & pour la cause de la Religion. Les Commissaires nommés sur cet objet, dressent un Mémoire contenant 35 articles, chacun desquels est accompagné de ses preuves. Ces articles sont proposés & discutés dans l'Ass. : ils le sont aussi dans les conférences tenues chez M. le Chancelier, entre les Députés du Clergé & Mrs. du Conseil : lesdits articles concernent les Apostats ; les Temples ; les Chambres mi-parties, dont la réunion aux Parlements est demandée ; les impositions que font sur eux, ceux de la Religion prétendue-réformée ; leur contribution aux réparations des Eglises ; les Maîtres-Jurés des Métiers ; les lieux où ne peut se faire l'exercice de ladite Religion ; les Universités & Colleges d'icelle ; les Prêches ; la suppression des biens que possèdent les Consistoires ; la suppression de la Déclaration de Février 1669, & l'observation de celle de 1666 ; l'impression de leurs Livres ; leurs Cimetières ; les Consuls des Villes ; les charges municipales ; la subornation des Catholiques ; les Mariages ; l'exemption du paiement de leurs dettes, en faveur de ceux qui se convertissent à la Religion Catholique ; l'éducation des enfants ; la fixation de leurs Ministres à un lieu déterminé, sans qu'ils puissent prêcher hors de leur résidence ; le renvoi des Ministres étrangers ; les poursuites pour dettes, contre les nouveaux Convertis ; leurs malades ; comment visités par les Curés, &c. ; le Jugement des partages faits dans les Provinces, par les Commissaires exécuteurs de l'Edit ; l'entrée de l'Evêque de Castres en la Maison-de-Ville ; leurs domestiques & apprentifs Catho-

liques ; l'administration du Baptême à leurs enfants ; les Judicatures par eux possédées ; la profanation du Sacrement de Mariage ; leurs donations & legs ; la liberté des Prêtres Catholiques qui voyagent dans les Vaisseaux de ceux de la Religion prétendue-réformée, de dire la Messe, & aux Catholiques d'y assister. T. V, p. 52 & suiv. Les articles, P. Just. p. 5 & suiv.

XIII. Assemblée de 1675.

L'Assemb. accorde sa protection au sieur Capel du Tillot, Gentilhomme converti, à qui on avoit enlevé ses enfants. Le Roi ordonne que la Maréchale de Bellefonds gardera la fille qu'elle a retenue chez elle, & que l'Intendant obligera la femme dudit Gentilhomme & les anciens du Consistoire de représenter le fils, pour être mis, selon les Edits, en lieu sûr & libre. Pour affaire pareille arrivée en Normandie, il avoit déjà été donné Arrêt pour obliger un pere qui avoit fait sortir son fils du Royaume, à le représenter pardevant l'Intendant, & jusqu'à l'exécution, qu'il seroit retenu en prison. T. V, p. 223, 224.

M. le Coadjuteur d'Arles est chargé de la Remontrance au Roi, au sujet de la Religion prétendue-réformée : il présente en même-temps le Cahier contenant 58 articles, touchant ladite Religion : les preuves sont jointes à chaque article. En voici les objets.

Défense aux Catholiques d'abjurer leur Religion : Déclaration de 1666 remise dans toute sa force, nonobstant celle de 1669 : exercice de la Religion prétendue-réformée, proche Castelnau-dary, défendu, & le Temple interdit : Chambres de l'Edit de Castelnau-dary & de Bordeaux réunies à leurs Parlements : dans les Chambres de l'Edit, de douze Conseillers, huit au moins de Catholiques : Ministres de la R. P. R. mis à la taille : Cimetières des prétendus-Réformés défendus dans les Villes, Bourgs & Villages : défenses à eux de contracter Mariage au second degré, ou du deuxième au troisième : défenses d'en célébrer en temps prohibé : Mariages de personnes de différente Religion, ou qui auront abjuré la Religion Catholique, déclarés nuls, & les enfants incapables de succéder : visite, par les Officiers, des maisons & boutiques des Imprimeurs & Libraires, & confiscation des Livres concernant la Religion prétendue-réformée : permis-

sion des Officiers Evêques pour Livres : portés en cas de Catholiques enlevés : nullité de leurs enfants, à raison exclus de leurs sur une tour de pelier à leurs ex des cloches qu' défendue dans res du matin, soir : leurs Prêtres ou défendus : Château de V Tarente : défenses qu'à celui du li Assemblées ou ou donations affectés également : exclus toires : défenses sur eux, que les aux Intendants faits par un autre troupeau duquel sensés de laisser sans Baptême : sié au moins des avec exclusion : formés de la ch défenses aux Syn recevoir : aucun lieux où l'exercice pas permis : ex de la Déclaration général demand vœux Catholique sujet de leurs des sistoires des lieux Religion est inte aux Hôpitaux, a permis aux Cath devant des mur prétendus-Réfo même où ils son nodos Provincia quents : Magist ter à leurs Con chefs de famille cice de leur Reli ditions pour les tere : connoissan travections à l' aux Chambres : aux Parlements sance des procéd minels des nouv exercice public : diés lieux où il

sion des Officiers de Sa Majesté & des Evêques pour imprimer & vendre lesd. Livres : portes des Temples murées, en cas de Catholique maltraité, d'enfants enlevés, ou de Sacraments profanés : nullité des testaments où les enfants, à raison de leur Religion, sont exclus de leurs droits : grande cloche sur une tour de Montélimar, pour appeler à leurs exercices, ôtée : sonnerie des cloches qu'ils ont à leurs Temples, défendue dans la nuit, avant huit heures du matin, & après cinq heures du soir : leurs Prêches, en quels cas permis ou défendus : Prêche défendu dans le Château de Vitry, à la Princesse de Tarente : défenses à d'autres Ministres qu'à celui du lieu de prêcher, lors des Assemblées ou des Synodes : leurs legs ou donations en faveur des pauvres, affectés également aux pauvres Catholiques : exclus du bénéfice des Monitoires : défenses de lever des deniers sur eux, que les états n'aient été remis aux Intendants : nullité des Mariages faits par un autre Ministre que celui du troupeau duquel sont les Parties : défenses de laisser mourir leurs enfants sans Baptême : dans les sieges, la moitié au moins des Officiers, Catholiques, avec exclusion pour les prétendus-Réformés de la charge de premier Chef : défenses aux Synodes ou Colloques de recevoir aucun Ministre résidant en lieux où l'exercice de leur Religion n'est pas permis : explication de l'article 1 de la Déclaration de Fév. 1669 : Arrêt général demandé pour tous les nouveaux Catholiques du Royaume, au sujet de leurs dettes : les biens des Consistoires des lieux où l'exercice de leur Religion est interdit, affectés & donnés aux Hôpitaux, aux Collèges ou Ecoles : permis aux Catholiques de tendre au-devant des murailles des Temples des prétendus-Réformés, dans le temps même où ils sont assemblés : leurs Synodes Provinciaux rendus moins fréquents : Magistrats commis pour assister à leurs Consistoires : nombre de chefs de famille nécessaire pour l'exercice de leur Religion, en un lieu : conditions pour les Proposants au ministère : connoissance des principales contraventions à l'Edit de Nantes, ôtée aux Chambres de l'Edit, & réservée aux Parlements ; de même la connoissance des procès, soit civils, soit criminels des nouveaux Catholiques : tout exercice public de leur Religion interdit en lieux où il y a Evêché & aux lieux

appartenans aux Ecclésiastiques : tout exercice de droits honorifiques dans les Eglises, ou du droit de Patronage, défendu : ne peuvent être Médecins, Apothicaires ou Chirurgiens des Communautés ou Hôpitaux : Jugement des partages intervenus entre les Srs. Commissaires : liberté à leurs enfants, avant l'âge de puberté, de se faire Catholiques : leur nombre réduit dans les Aides & Gabelles, & exclusion pour les Fermes-Générales : anciens des Consistoires exclus, en cette qualité, de tout autre immeuble, que le Temple & le Cimetière : démolition de deux Temples élevés en Bretagne par le Sr. de la Mouffaiie : cessation de chant dans les Temples, lors de toutes sortes de Processions : permis aux Curés de visiter leurs malades, assisté du Juge : l'Edit de Nantes n'a point lieu, ni sur l'Océan, ni dans l'Amérique, soit pour l'exercice de leur Religion, soit pour leurs Mariages, soit pour l'éducation de leurs enfants : les Capitaines des Vaisseaux ne peuvent y empêcher la célébration de la Messe, ni l'administration des Sacraments : Académie du Sr. Foubert défendue : exercice de lad. Religion défendu dans le Béarn : exclus des charges de Procureur, de Notaire, Sergent : exercice de Religion défendu, & Temples démolis en lieux où ils n'ont pas moyen d'entretenir un Ministre : nombre au moins égal des Apothicaires & Osefres Catholiques ; de même pour les arts & métiers : explication de l'art. 14 de la Déclaration de Février 1669, & des articles 4 & 36 de l'Edit de Juillet 1629. T. V, p. 123 & suiv. P. Just. p. 134 & suiv.

XIV. Rapport de l'Agence en 1680.

Dans ce rapport, Mrs. les Agens font observer que jusques-là, le Clergé n'avoit obtenu de nos Rois des Jugemens si favorables, au sujet de la Religion & contre les Religionnaires : sans parler de plus de 25 mille conversions, soutenues par des profusions dignes d'un si grand Prince, que Louis XIV, ils s'arrêtent aux Loix & aux ordres publics qui ont procédé de son autorité.

1^o. Par rapports aux emplois dans la Marine & dans la Finance, dont les prétendus-Réformés ont été exclus ; exclus aussi dans le renouvellement des Fermes.

2^o. D'après plusieurs Arrêts des Parlements de Toulouse & de Guienne,

dont M. de Ruigni avoit porté des plaintes, il y a eu Arrêt du Conseil d'Etat, du 6 Novembre 1679, qui fait défenses à tous Seigneurs haut-Justiciers, d'établir dans leurs terres des Officiers autres que Catholiques, à peine de 4000 liv. d'amende.

3°. Quarante Villes dans le Languedoc seul, dont on les a exclus du Consulat & du Conseil politique des Villes.

4°. Le Roi ayant voulu que l'on jugât les partages des Commissaires envoyés dans les Provinces, de 45 Temples, à peu près qui ont été jugés, il y en a 32 qui ont été démolis, & trois ou quatre affaires interloquées.

5°. Arrêt du Conseil d'Etat, du 15 Avril 1676, qui défend à tous propriétaires de fiefs, de faire exercice dans leurs Châteaux, s'ils le font seulement depuis deux ans; & qui veut, avant qu'on établisse un exercice, que l'on justifie le droit devant les Commissaires exécuteurs de l'Edit, & que l'on rapporte l'Ordonnance qui en accorde la permission.

6°. Arrêt du Conseil d'Etat, du 31 Juillet 1679, qui défend aux Ministres de prêcher, & à toutes personnes de la Religion de s'assembler dans leurs Temples, ni ailleurs, les jours que les Evêques font leurs visites en personne esdits lieux.

7°. Arrêt du Conseil d'Etat, du 2 Janvier 1679, qui règle que tous les Bancs des Temples qui sont destinés aux Officiers des Compagnies de Justice, Echevins, Consuls de Villes, & autres Corps & Communautés, de quelque qualité qu'ils soient, seront ôtés des Temples.

8°. Il n'y avoit point de bannissement perpétuel ordonné contre les Relaps & Apostats, par la Déclaration du 20 Juin 1665: par celle du 30 Mars 1679, il a été ajouté la peine de l'amende honorable, & on a expliqué que la confiscation suivroit, ainsi que de droit, la peine de bannissement perpétuel.

9°. La Déclaration du 10 Octobre 1679, porte, que les actes d'abjuration, que font ceux de la Religion prétendue-réformée, seront mis en bonne forme dans le Greffe des Evêques, & du Greffe des Evêques, portés entre les mains du Procureur du Siege Royal, dans le ressort duquel est situé l'Evêché, pour être lesdits actes signifiés à la diligence des Procureurs du Roi, aux Ministres & aux consistoires des

lieux, avec défenses à eux de recevoir ceux qui ont fait l'abjuration, à peine de suppression du Consistoire, & d'interdiction des Ministres.

10°. Arrêt du Conseil d'Etat, du 5 Novembre 1677, qui défend à ceux de la Religion prétendue-réformée, de suborner leurs valets, servantes, domestiques, ouvriers, mercenaires & tous autres Catholiques par eux employés: défenses aussi de recevoir à leur service ceux qui auront quitté la Religion Catholique, que six mois après leur abjuration, à peine de 300 liv. d'amende contre les Ministres & contre ceux qui abjurent.

11°. Arrêt du Conseil d'Etat, du 28 Août 1676, portant qu'aussi-tôt qu'une fille se sera retirée dans une de ces maisons que l'on nomme Nouvelles-Converties, le Magistrat y sera appelé pour recevoir la Déclaration des motifs qui l'y ont fait retirer, pour ensuite en donner communication aux pères & mères, tuteurs & parents qui y auront quelque intérêt, & que la fille ne pourra être contrainte à voir lesdits parents, jusqu'à ce qu'elle ait fait son abjuration.

12°. Arrêt du 9 Octobre 1679, qui ordonne, pour la Province de Languedoc, que nuls nouveaux convertis ne seront nommés sequestres & Commissaires, tuteurs ou curateurs pendant trois années du jour de leur conversion: Arrêt qui peut être rendu général.

13°. Arrêt du 28 Janvier 1678, qui ordonne, que ceux de la Religion prétendue-réformée, pourront être établis sequestres & Commissaires.

14°. Plusieurs Edits du mois de Juillet 1679, ordonnent la suppression des trois Chambres mi-parties, de celle de Toulouse séante à Castelnau-dary, de celle de Bordeaux séante à Nérac, & de celle de Grenoble.

15°. Déclaration du 10 Octobre 1679, portant, qu'il ne se tiendra plus de Synodes & de Colloques, ainsi qu'il a toujours été pratiqué, sans la permission du Roi, & sans l'assistance d'un Commissaire, soit Catholique, soit de la Religion.

16°. Déclaration du 20 Février 1680, qui défend aux prétendus-Réformés, hommes & femmes, de servir aux accouchements, à peine de 3000 liv. d'amende, & d'être procédé extraordinairement contre eux: sur quoi fondée cette défense. T. V. P. Just. p. 166, 167, 168, 169.

XV. Assemblée

M. de Châtillon, assure qu'il avoit donné quelle il défendait les Catholiques de ces mêmes peines, entre les Relaps, a ajouté une & du Ministre de la Religion Catholique.

M. l'Evêque de toute l'Assemblée, sur les Cahiers des articles Majesté; ils n'ayant pour ob-

Les lieux de la Religion prétendue-réformée: le paiement des réparations de cette Religion malades par les gnes d'un Magistrat enfants d'embrasement avant l'apôtre de ladite Religion, exclus dont les Champs voient connoître la Religion interdite trouve 20 chefs de profession: Ministère a été interdictes & Colloques prentissages réduits, pour ceux posés aux tailles ils n'en font exception défendus au temple: sonnerie d'orgue durant la nuit, du matin & Conditions nécessaires de leurs temps de Synodes, Ministres qui, de prêcher: en faveur de ceux des Catholiques positions de Consistoires: de dettes suspendues faveur des nouveaux Médecins, Auteurs des Villes ôtrés à ceux de Consistoires de Consistoires avoir d'autre Table de la Co-

XV. *Assemblée de 1680.*

M. de Châteauneuf, Secrétaire d'Etat, assure la Compagnie que le Roi avoit donné une Déclaration, par laquelle il défend à tous ses Sujets Catholiques de changer de Religion, sous les mêmes peines qui sont établies contre les Relaps, & auxquelles Sa Majesté a ajouté une interdiction du Temple, & du Ministre qui aura reçu la perversion du Catholique.

M. l'Evêque d'Auxerre, assisté de toute l'Assemblée, fait au Roi la Remontrance sur les affaires de Religion. Le Cahier des articles est présenté à Sa Majesté; ils sont au nombre de 28, ayant pour objet:

Les lieux d'où l'exercice de la Religion prétendue-réformée doit être exclus: le paiement de l'imposition, pour réparations des Eglises, &c., par ceux de cette Religion: la visite de leurs malades par les Curés, &c. accompagnés d'un Magistrat: la liberté de leurs enfants d'embrasser la Religion Catholique avant l'âge de puberté: Conseillers de ladite Religion dans les Parlements, exclus du rapport des Procès dont les Chambres de l'Edit ne pouvoient connoître: exercice de leur Religion interdit es lieux où il ne se trouve 10 chefs de famille en faisant profession: Ministres des lieux où l'exercice a été interdit, exclus des Synodes & Colloques: les maîtrises & apprentissages réduits au tiers en chaque lieu, pour ceux de ladite Religion: imposés aux tailles, si par leur naissance ils n'en sont exempts: leurs mariages défendus au temps prohibé par l'Eglise: sonnerie de leurs cloches défendue durant la nuit, & avant huit heures du matin & cinq heures du soir. Conditions nécessaires pour l'établissement de leurs Prêches: défenses es temps de Synodes & Assemblées, à d'autres Ministres qu'à celui de la résidence, de prêcher: leurs legs & donations en faveur de leurs Pauvres, étendus à ceux des Catholiques: levées & impositions de deniers défendues aux Consistoires: routes poursuivies pour dettes suspendues pendant trois ans en faveur des nouveaux Convertis: places de Médecins, Apothicaires ou Chirurgiens des Villes & des Communautés, orés à ceux de ladite Religion: anciens des Consistoires ne peuvent recevoir que legs passagers, & ne peuvent avoir d'autres biens immeubles

Table de la Coll. des P. V.

que les Temples & Cimetieres: vente du sol & des matériaux des Temples démolis, faite en faveur des Pauvres de l'une & de l'autre Religion: différends sur les pensions que doivent payer ceux de ladite Religion à leurs enfants convertis, jugés par l'Intendant, ou par le Juge Royal, en dernier ressort: acte d'abjuration reçue par le Supérieur Ecclésiastique, preuve suffisante de ladite abjuration, sans qu'il soit fait pardevant Notaire, ou pardevant aucun Magistrat: permis aux Agents de se pourvoir contre l'Edit d'Avril 1668, donné pour le Béarn: Temple d'Oléron démoli: Prêches dans les maisons des Seigneurs, permis une fois seulement dans la semaine: mariages entré personnes de différentes Religions, défendus, & les enfants déclarés incapables de succéder: Déclaration générale sur tous ces chefs, demandée. T. V, p. 311. P. Juil. p. 176 & suiv.

XVI. *Assemblée de 1682.*

Cette Assemblée nomme une Commission sur les moyens de réunir les Protestants au sein de l'Eglise. L'avis des Commissaires rapporté par le Prélat Président, se réduit à trois choses: 1°. d'écrire une Lettre circulaire aux Prélats du Royaume, pour leur faire part des moyens que la Compagnie a jugé les plus convenables pour ramener les dévoyés: 2°. à attaquer les Hérétiques avec les armes de la charité chrétienne, & les attaquer dans leurs retranchements, c'est-à-dire, dans leur schisme, comme ont fait S. Cyprien, S. Opat, S. Augustin: 3°. à recueillir comme dans une espee d'abrégé, toutes les méthodes qui ont été pratiquées par les anciens & par les modernes. On peut joindre à ces méthodes, la conformité des Eglises Orientales, quoique schismatiques.

Après cet exposé, l'Assemblée, délibération prise par Provinces, après avoir remercié M. le Président d'un travail également rempli de Doctrine & d'utilité pour l'Eglise, a résolu, d'un consentement unanime, d'envoyer la Lettre écrite par M. le Président, aux Prélats de France; elle a aussi fort approuvé l'exhortation savante & chrétienne, qu'il a pris la peine de dresser pour rappeler les déserteurs de la Foi au sein de l'Eglise: on l'a prié, enfin, de mettre la dernière main au Mémoire des différentes méthodes dont

Nnnn

on peut user pour la conversion des Hérétiques. T. V, p. 552, 553.

La Lettre circulaire aux Evêques; l'Avertissement Pastoral à ceux de la Religion prétendue-réformée, pour les porter à se réconcilier avec l'Eglise; le Mémoire contenant les différentes méthodes; les Lettres de S. M. aux Evêques & aux Commissaires députés dans les Provinces. Le tout est rapporté, T. V, P. J. p. 266 & suiv.

XVII. Assemblée de 1685.

L'Ass. de 1685 nomme deux Commissions pour l'affaire des Huguenots. La première, à la tête de laquelle est M. de Valence, est chargée de dresser les articles qui doivent être présentés au Roi contre ceux de la Religion prétendue-réformée : rapport desdits Commissaires par M. de Valence; il insiste sur la destruction de l'Hérésie, & le rétablissement de la Religion. Articles dressés sur ce sujet : ils sont proposés dans les conférences tenues chez M. le Chancelier avec Mrs. du Conseil : ils sont ensuite présentés au Roi, qui veut bien les répondre, & presque tous très-favorablement : ces articles font au nombre de 29, dont l'objet est à peu près le même que celui des Cahiers précédents. T. V, p. 586, 587, 590, 591. *Les articles avec les réponses, P. J. p. 281, 282, 283.*

Sur la proposition de M. le Président, de faire une exposition de la Foi pour repousser les calomnies des Hérétiques, l'Ass. nomme une seconde Commission pour examiner la proposition. Les Commissaires nommés font leur rapport par l'organe de M. l'Archev. d'Albi. Assemblés, dit ce Prélat, pour faire une exposition de Foi, ou bien une explication de la Profession de Foi faite par Pie IV, nous avons agité trois questions : 1°. s'il est possible de la faire; 2°. s'il est expédient; 3°. de quelle manière elle doit être faite : on est aisément convenu de la possibilité; c'est le droit des Evêques; les Assemblées du Clergé en sont en possession : mais voulant faire une exposition de Foi, qui soit une explication de la profession de Foi de Pie IV, reçue de tout le monde, & qui a été reçue & publiée dans nos Conciles Provinciaux, & que nous avons tous juré de garder & de défendre, il est sans doute expédient de la faire : il s'agit donc d'une Déclaration de Foi conforme au Concile de Trente, & restreinte

à la profession de Foi de Pie IV, qui se réduit à 15 ou 16 articles controversés entre les Catholiques & les Protestants. Quant à la manière dont cette profession doit être faite, ce Prélat ajoute, que la Commission n'a rien voulu terminer sur ce sujet, qu'étant guidée par M. le Président, lequel a dressé lui-même le modèle de ladite exposition. T. V, p. 581 jusqu'à 585.

Les mêmes Commissaires avoient été chargés d'examiner les calomnies des Hérétiques : M. d'Albi continue son rapport sur cette matière : il fait observer d'abord, que c'est sur le mauvais exemple des anciens Hérétiques qu'ils se sont livrés à cette mauvaise méthode, & qu'ils ont cru comme eux, que pour bien établir une nouvelle secte, il falloit commencer par le décri de la véritable Religion, en la noircissant de toutes sortes d'impostures : il allègue à ce sujet plusieurs exemples. Autre observation : l'erreur des anciens Hérétiques étoit d'ordinaire dans l'entendement, fondée sur ce qu'ils ne pouvoient comprendre nos mystères; l'erreur des Réformés est dans la volonté; disons mieux, leur erreur est venue de leur mauvaise volonté, par leur animosité contre le Pape, contre les Evêques; exemples de Luther & de Calvin. Nous devons chercher, continue le Prélat, à les réduire & non à les détruire. Notre intention est seulement d'exposer aux yeux du Monarque les impostures qu'ils inventent contre l'Eglise Catholique, & le supplier de leur imposer un profond silence à l'avenir. Les Sgrs. Commissaires ont dressé pour cela un Mémoire concernant la Doctrine de l'Eglise, touchant notre profession de Foi opposée aux calomnies & aux faussetés répandues dans les Ouvrages des prétendus-Réformés; ce Mémoire est en trois colonnes : la première est la profession de Foi de Pie IV, en latin; la seconde, cette même profession en François; la troisième, les calomnies, injures & faussetés des prétendus-Réformés contre la Doctrine de l'Eglise. Les articles du Mémoire sont ceux des traditions de la Sainte-Ecriture & de son interprétation; du nombre des Sacrements, de leur institution, de leurs effets & de leurs cérémonies : du Sacrement de Pénitence en particulier & de la confession auriculaire; du péché originel : de la justification : du Sacrement de l'Eucharistie : du Sacrifice

de la Messe
vocation des
des Reliques
dulgences :
Pape.

L'on joint
au Roi, con
de la Religio
dressée par M
ces pieces qu
S. M., interv
qui défend au
personnes de
réformée de p
cuns Livres c
trine de la Re
se servir de r
dant à la calo
Catholiques d
dament, & c
tement, ni in
manière que c
ligion Catholi
tres d'enseign
Prêches les do
tendue-réform
morale, sans y
T. V, p. 591 j
la Requête & l
300.

Le Roi décl
Paris, Présid
avoit répondu
concernant la
tablement qu'il
non-seulement
l'exercice de la
formée dans l
mais qu'il avoit
ressort des mên
Temples du Pa
ment entièrement
598.

Il n'est quest
que de Temple
primés, & autr
sur les prétend
579 jusqu'à 598.

XVIII.

Cette Assen
de la Jurisdic
donner des ord
treprises des Pr
cutter contr'eux
tions.

Réponse. S.
veaux ordres, t
néraux qu'aux C
dans & Intenda
cueil, p. 1558,

de la Messe : du Purgatoire : de l'invocation des Saints : de la vénération des Reliques & des Images : des Indulgences : de l'Eglise Romaine : du Pape.

L'on joint au Mémoire une Requête au Roi, contre les calomnies de ceux de la Religion prétendue-réformée, dressée par M. l'Archev. de Paris : sur ces pieces que l'Assemblée présente à S. M., intervient l'Edit d'Août 1685, qui défend aux Ministres & à toutes personnes de la Religion prétendue-réformée de prêcher, de composer aucuns Livres contre la Foi & la Doctrine de la Religion Catholique, & de se servir de termes injurieux ou tendant à la calomnie, en imputant aux Catholiques des dogmes qu'ils condamnent, & même de parler directement, ni indirectement en quelque manière que ce puisse être, de la Religion Catholique; enjoint aux Ministres d'enseigner seulement dans leurs Prêches les dogmes de la Religion prétendue-réformée & les regles de la morale, sans y mêler autre chose, &c. T. V, p. 591 jusq. 598. *Le Mémoire, la Requête & l'Edit*, P. J. p. 284 jusq. 300.

Le Roi déclare à M. l'Archev. de Paris, Président de l'Assemb., qu'il avoit répondu les articles du Cahier concernant la Religion le plus favorablement qu'il avoit été possible; que non-seulement Sa Majesté avoit ôté l'exercice de la Religion prétendue-réformée dans les Villes Episcopales, mais qu'il avoit été aboli dans tout le ressort des mêmes Villes; que tous les Temples du Poitou étoient présentement entièrement abattus. T. V, p. 598.

Il n'est question dans tout le §. VII, que de Temples démolis, Prêches supprimés, & autres avantages de l'Eglise sur les prétendus-Réformés. T. V, p. 579 jusq. 598.

XVIII. Assemblée de 1723.

Cette Assemb., art. 17 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M. de donner des ordres pour arrêter les entreprises des Protestants, & faire exécuter contr'eux les Edits & Déclarations.

Réponse. *S. M. fera expédier de nouveaux ordres, tant aux Procureurs-Généraux qu'aux Gouverneurs, Commandans & Intendants des Provinces.* Recueil, p. 1558, 1559.

XIX. Assemblées de 1745 & de 1750.

M. l'Evêque de Saint-Pons présente à l'Assemb. de 1745, un Mémoire dont il étoit chargé par l'Assemb. Provinciale de Narbonne, au sujet des différentes entreprises des Religionnaires dans le Languedoc. Ce Mémoire a pour objet leurs Assemblées; leurs Mariages; le Baptême de leurs enfants; leurs enterremens; leurs Maîtres d'Ecoles; la distribution de leurs Livres; leurs Synodes & police Ecclésiastique; les Apostats & Relaps; les Prédicants. Il est observé dans le Mémoire, que les désordres arrivés dans la Province de Narbonne, s'étoient répandus en Saintonge, en Poitou, en Dauphiné. L'Ass. prie M. l'Archev. de Tours de présenter le Mémoire au Roi au nom de l'Ass.: il est présenté, & S. M. promet d'y apporter les remèdes convenables. T. VII, p. 2016 & suiv.

M. l'Archev. d'Albi, au nom de sa Province, expose à l'Ass. de 1750 les entreprises des Religionnaires dans le Languedoc: plusieurs autres Evêques font les mêmes représentations. L'Ass. renvoie cette affaire au Bureau de la Jurisdiction, pour aviser aux moyens d'arrêter de si grands maux. Rapport de cette affaire: Mémoire au Roi à ce sujet, que M. le Cardinal Président est prié de présenter: il rend compte de cette remise du Mémoire, & que le Roi venoit de donner des ordres les plus précis pour faire exécuter la Déclaration de 1714, rendue sur ce sujet. T. VIII, p. 339 & suiv.

XX. Assemblées de 1758 & suivantes.

1°. Quelques Provinces avoient chargé leurs Députés, à l'Assemb. de 1758, de faire les plus vives instances pour qu'elle prît les mesures les plus efficaces, & les plus promptes, à l'effet d'arrêter les entreprises des Protestants; surquoi la Compagnie nomme quatre Députés, pour voir à ce sujet, M. le Comte de Saint-Florentin: ce Ministre répond, qu'il n'étoit pas besoin de solliciter S. M. sur cet objet; qu'elle y donnoit toute son attention; qu'ayant appris que les Protestants avoient jeté les fondemens d'un Temple, elle avoit aussitôt donné des ordres pour arrêter leur entreprise. T. VIII, p. 656, 657.

La même Assemblée ayant remarqué, qu'un des plus grands maux venoit de ce qu'une grande partie des

Protestants possédoient des charges de Magistrature, l'Assemb. prie les mêmes Députés de voir M. le Chancelier, pour qu'aucun Magistrat ou Notaire, ne soit reçu en charge ou officier, sans certificat de Catholicité de l'Evêque Diocésain. T. VIII, p. 657, 658.

1°. L'Assemb. de 1761, sur les plaintes & la requisition des Provinces, dresse & présente un Mémoire au Roi contre les entreprises des Religionnaires. M. l'Archev. de Narbonne déclare que le Roi avoit déjà prévenu les vœux de la Compagnie; que S. M. avoit d'elle-même donné les ordres les plus précis, pour arrêter les entreprises des Protestants, & même pour faire démolir les Temples qu'ils avoient élevés; que l'Assemb. devoit donc substituer des remerciements aux Remontrances qu'elle avoit délibéré de faire sur cet objet: la Compagnie a été du même avis. T. VIII, p. 1048, 1052.

3°. L'Assemb. de 1765 délibère de présenter au Roi un Mémoire sur les entreprises des Religionnaires. T. VIII, p. 1405. *Le Mémoire*, P. J. p. 459 & suiv.

La réponse de S. M. est, qu'elle se fera représenter la Déclaration de 1714, au sujet des Protestants; qu'elle en examinera les dispositions, & quelle peut être la cause des infractions qui font l'objet des plaintes du Clergé; qu'elle regarde cette affaire comme des plus importantes. T. VIII, P. J. p. 477.

Dans un article de nouvelles représentations au Roi sur divers objets, l'Assemb. insiste de plus en plus sur la nécessité d'exécuter la Déclaration de 1714, en alléguant les suites fâcheuses, pour la Religion & pour l'Etat, de l'audace & des entreprises des Protestants. T. VIII, p. 1415.

En la même Assemb., il est dit, que dans quelques Villes, & notamment à Saint-Quentin & à la Rochelle, les habitants auxquels, par l'Edit du mois de Mai 1765, le droit d'élire les Officiers municipaux & les notables, est attribué, en ont usé pour choisir des Protestants manifestement connus pour tels; entreprise absolument contraire aux Loix du Royaume, & spécialement aux Déclarations de 1698 & 1714. L'Assemblée prie M. l'Archev. de Reims de rendre compte de cette affaire au Roi. T. VIII, p. 1417, 1438. *Voyez ci-dessus le Mémoire*.

4°. En l'Assemb. de 1770, M. l'Evêque de Meaux fait part des plaintes de plusieurs Provinces au sujet des entreprises des Protestants, & notamment au sujet de leurs Assemblées & attroupements: il présente à ce sujet un Mémoire, où l'on se borne à supplier simplement S. M. de faire exactement observer la Déclaration de 1714. L'Assemb. prie M. l'Archev. de Reims de présenter le Mémoire. T. VIII, p. 1816, 1817. P. J. p. 566 & s.

5°. Mrs. les Commissaires font lecture à l'Assemb. de 1771, d'un projet de Mémoire contre les entreprises des Protestants, qui, dans plusieurs Diocèses de la Province d'Albi, s'assembloient avec plus de liberté que jamais. Le projet est approuvé par l'Assemb., qui prie son Président de le présenter au Roi, dont la réponse est en ces termes. *Je renouvellerai mes ordres les plus précis pour contenir les Calvinistes, & pour remédier aux excès dont se plaint l'Ass. T. VIII, p. 3029. Le Mémoire & la réponse*, P. Just. p. 685, 686, 687.

6°. Mrs. les Commissaires du Bureau de la Religion, pour se conformer aux ordres de l'Ass. de 1775, présentent à cette Assemb. un Mémoire en forme de Remontrances au Roi, sur les entreprises multipliées des Protestants, dans plusieurs Provinces: une secte, [dit M. l'Archev. de Toulouse dans ce Mémoire,] frappée depuis long-temps des anathèmes des deux Puissances, a osé se reproduire parmi nous. Rassurée par l'impunité, à la vue des Fideles, presque sous les murs de nos Eglises, elle arbore l'étendard du schisme; ses Prédicants y débitent leurs maximes fanatiques, font la cène, administrent le Baptême, célèbrent les Mariages.... Ordonnez donc, SIRE, qu'on dissipe les Assemb. schismatiques des Protestants; ne souffrez point que des hommes sans caractère, sans mission, placent la Chaire de mensonge à côté de la Chaire de vérité, profanant la parole sainte, se donnent des disciples, se préparent des successeurs, s'arrogent les fonctions sublimes d'Apôtres, de Pontifes, de Ministres de Jésus-Christ: excluez les Sectaires, sans distinction, de toutes les branches de l'administration publique: exigez de ceux qui exercent votre autorité, qu'ils mettent plus de vigilance, de précaution, d'activité à faire cesser les causes qui en-

hardissent le sobélisme, L'Assemblée matière, arrêté au Roi ces R présentées. M à la Compagnie conçue en ces

Quant aux je vais me faire faits dont l'en du Clergé, & occasion récente mer quelques e naires: au res entreprises sont exigent de modifications, &c.

Les Remontrances Réponse, p. 7

Sur cette réponse Cardinal a été S. M., que plus sification les e naires, plus elle l'étendue & les prises demande des les plus pro ces. Le Roi fait de des Secaux, disposition d'ac ou protection à réformée, & q vent courir à ce dement, n'ayan S. M. à cet ég berté des mari sition. T. VIII,

Un des Prélats la même Assemb pour titre: *Dia & un Curé*, dont ver, qu'il seroit le bien de l'Egl Mariage des P par les Loix du M. l'Archevêqu qu'ayant été qu dans les confère nebleau, M. le G assuré, qu'il avoit pour en empêc qu'il l'auroit supp de lui donner pa T. VIII, p. 213

hardissent les Religionnaires à la désobéissance, &c.

L'Assemblée, vu l'importance de la matière, arrêta de présenter en Corps au Roi ces Remontrances : elles sont présentées. M. de Malesherbes envoie à la Compagnie la réponse du Roi, conçue en ces termes.

Quant aux affaires des Protestants, je vais me faire instruire en détail des faits dont l'ensemble excite les plaintes du Clergé, & j'ai déjà donné dans une occasion récente, des ordres pour réprimer quelques entreprises des Religionnaires : au reste, je pense que plus ces entreprises sont multipliées, plus elles exigent de ma part de profondes considérations, &c. T. VIII, p. 2225 & suiv. Les Remontrances, P. J. p. 711 & suiv. Réponse, p. 714.

Sur cette réponse du Roi, Mgr. le Cardinal a été prié de représenter à S. M., que plus elle prendra en considération les entreprises des Religionnaires, plus elle en connoîtra l'excès, l'étendue & le danger; que ces entreprises demandent de sa part les remèdes les plus prompts & les plus efficaces. Le Roi fait répondre par M. le Garde des Sceaux, qu'il n'est point dans la disposition d'accorder aucune faveur ou protection à la Religion prétendue réformée, & que les bruits qui peuvent courir à ce sujet, sont sans fondement, n'ayant pas même été fait à S. M. à cet égard, [notamment la liberté des mariages,] aucune proposition. T. VIII, p. 2228, 2229, 2230.

Un des Prélats députés a dénoncé à la même Assembl. une brochure, ayant pour titre : *Dialogue entre un Evêque & un Curé*, dont l'Auteur prétend prouver, qu'il seroit également utile pour le bien de l'Eglise & de l'Etat, que le Mariage des Protestants fût autorisé par les Loix du Royaume : sur quoi, M. l'Archevêque de Toulouse a dit, qu'ayant été question de cet Ouvrage dans les conférences tenues à Fontainebleau, M. le Garde des Sceaux avoit assuré, qu'il avoit déjà pris des mesures pour en empêcher la distribution, & qu'il l'auroit supprimé, s'il n'avoit craint de lui donner par-là plus de célébrité. T. VIII, p. 2238, 2239.

PROVENCE.

§. I. Droits prétendus par les Officiers du Pape, sur les Bénéficiers de Provence.

MR. l'Evêque de Vence se plaint, à l'Ass. de 1675, de ce qu'au préjudice de ce qui est réglé par le Concordat, par rapport à la manière & au prix des expéditions des Bulles des Evêchés & des Monastères de Provence, qui étoit alors réunie à la Couronne, il se trouve qu'on les fait payer beaucoup plus cher qu'on le doit. Autre sujet de plainte contre la Chambre Apostolique; c'est que lorsque quelque Evêque de la Province est décédé, les Collecteurs de *Spoglio* faussent les revenus de l'Evêché, & prétendent qu'ils leur appartiennent, jusqu'à ce qu'il y ait un autre Evêque nommé. Sur cet objet, M. le Président dit, que ce droit de *Spoglio* est nouveau; & comme il est fort odieux, lorsque la Chambre Apostolique a voulu l'établir en France, on s'y est toujours opposé; qu'en 1650 M. de Vence fut inquiété pour ce droit; mais qu'à la fin on se déista des poursuites; qu'il seroit cependant à propos d'en informer S. M., & la supplier d'y porter remède. T. V, p. 238.

Autre plainte contre le Nonce qui étoit à Turin, prétendant aussi le droit de *Spoglio* pour les terres situées dans les Etats de Savoie, appartenant aux Evêchés de Provence & de la Province d'Embrun : il se fondeoit sur quelques exemples, ou plutôt entreprises. Dans l'Evêché de Glandève en 1593, 1626, 1651, & dans celui de Vence en 1644, sur des comptes de la Chambre Apostolique, par lesquels il paroît qu'on lui a payé quelques sommes provenues de ces dépouilles; sur la demande aussi que fit un Curé pour avoir permission de tester. On répond à tous ces moyens. T. V, p. 239.

Autre plainte de l'Evêque de Saint-Paul, disant que, pendant la vacance de son Eglise, ladite Chambre avoit fait saisir une partie de ses revenus qui se trouvent situés dans le Comtat d'Avignon.

Sa Majesté est informée de l'objet de ces plaintes, qui promet d'examiner l'affaire, & de soutenir les droits des Evêques de son Royaume. T. V, p. 239.

M. Chéron, dans son Rapport à l'Ass. de 1682, fait de ce droit de *Spoglio*, prétendu en Provence, un objet de ses

plaintes. T. V, p. 406, 407. *Voyez Spoglio.* (droit de)

§. II. *Droits prétendus par les Seigneurs de Provence & de Dauphiné, sur les biens des Bénéfices qui sont dans leurs Seigneuries.*

Voyez Lods. Indemnité.

§. III. *Affranchissement des biens ecclésiastiques de Provence, à l'égard de la Taille & du Papier terrier de Sa Majesté.*

I. M. l'Evêque de Digne remontre, à l'Assemblée de 1665, que les Ecclésiastiques de Provence sont affranchis du paiement des tailles des biens qu'ils possédoient en l'an 1471, lors du général affouagement de ladite Province, ainsi que les Nobles dudit pays; que depuis, la Noblesse a obtenu, par Arrêt du Conseil du 15 Décembre 1556, les franchises des tailles des biens acquis jusqu'alors, & que s'ils venoient ensuite en acquérir de roturiers & taillables, ils pourroient les affranchir par la voie de compensation, jusqu'à la concurrence des biens nobles aliénés; que les Ecclésiastiques demandent la protection de l'Assemblée pour obtenir le même Arrêt, afin de pouvoir jouir de la même prérogative que les Nobles, pour les biens qu'ils acquerront pour l'Eglise, soit par droit de Prélature ou autrement: sur quoi la Compagnie a résolu d'intervenir en cette affaire. T. IV, p. 1011. *Voyez Impôts, §. II.*

II. Sur les déclarations exigées des Bénéficiers de Provence dans la confection du papier terrier du Domaine de Sa Majesté en Provence. *Voyez Terrier.*

§. IV. *Usages abusifs de la Provence, à l'égard des réparations des Eglises & des Presbyteres.*

Voyez Presbyteres, §. II, n°. III.

PROVISIONS DE BÉNÉFICES.

§. I. *Entreprises des Cours séculières sur cette matière.*

EN l'Ass. de 1595, M. l'Evêque du Mans demande la jonction de la Compagnie pour se pourvoir contre des

Arrêts du Parlement, rendus sur des Provisions des Bénéfices décernées en vertu desd. Arrêts; ajoutant qu'il avoit fait porter par les Officiers des censures contre un Bénéficiaire ainsi pourvu; & que sur ce, seroit intervenu Arrêt de décret d'ajournement contre lesd. Officiers. Délibération prise par Provinces, il est arrêté que les Agents se joindront en ladite cause, pour la faire évoquer au Conseil du Roi. T. I, p. 612.

L'Ass. de 1612 charge les Agents de se joindre au procès, où un des Contendants avoit obtenu des Provisions du Bénéfice contesté en vertu d'un Arrêt du Grand-Conseil, & de demander la cassation dudit Arrêt & du titre; n'approuvant point que, par autorité séculière, les Ecclésiastiques s'ingèrent de donner titre des Bénéfices qui ne sont point de leur collation. T. II, p. 41.

En l'Assemblée du Clergé aux Etats de 1614, il est remontre que les Cours Souveraines ordonnent que, sur le refus du Prélat ordinaire, ou du Supérieur, le prétendant droit au Bénéfice se retirera devant un autre Prélat pour avoir titre; & qui pis est, introduisent une nouvelle forme, que *refus de visa vaut titre*; & en conséquence les admettent à prendre possession, & à exercer les fonctions du Bénéfice: arrêté qu'il en sera inséré article au Cahier: c'est l'art. 16. T. II, p. 150, 151.

Arrêt du Parlement de Rouen, du 20 Juillet 1627, par lequel un Prêtre refusé pour une Cure dans le Diocèse de Bayeux, par l'Evêque & par le Métropolitain, à cause d'incapacité, est envoyé, sur l'examen de deux Conseillers du Parlement, pardevant l'Evêque de Bayeux, pour avoir les Provisions du Bénéfice; & en cas de refus, est dit, que l'Arrêt servira de Provision. Sur la plainte qui en est faite à l'Ass. de 1628, il est ordonné aux Agents de poursuivre la cassation de l'Arrêt. T. II, p. 630, 631.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 5 du Cahier de l'Assemblée de 1635, défend aux Cours de Parlements & à tous autres Juges, de contraindre les Prélats & autres Collateurs ordinaires, de bailleur Provisions de Bénéfices dépendants de leur collation, ni de commettre autres que les Ordinaires ou leurs Supérieurs, pour donner lesd. Provisions, ains renvoyer les Parties pardevant les Supérieurs desdits Prélats & Collateurs: & seront obligés les Ordinaires d'ex-

primer en leurs sus: & où aucuns consécutifs, ne à faire pour suite. Recueil, p. 138.

En l'Assemblée de Montauban rapportement de Toulonrêt, les Chambres prétendoit faire porte, que le refuseurs plaintes trestres Parlementsreils Arrêts. Arrêticle au Cahierdemander un Atant défenses au ner que les BénéPrélats auront rcause légitime e refus, seront inteurs commis p& prendront pT. IV, p. 292, 2

L'Assemblée de Cahier sur la JuMajesté, en renel'Ordonnance de lun, de défendre tous autres Juges Evêque voisin, clétiastique, posions d'aucun BÉ Ordinaires; ni cdes Arrêts & Juferont mis en p fices, ni permet session, sous pré conservation des déclarer tels acte de nul effet; désnés de se servir d actes de possession eux, s'immiscer fruits & exercicuelles; que, pen seront à ceux qui commis par les l fonctions jusqu'à dont il n'y aura qu'à Arrêt, s'il y loisible aux Parle d'ordonner aucu ni aucune Senter pleine maintenue été canoniqueme par les Prélats. L ticle de fortes p p. 158, 159, 1 & suiv.

Art. 6, les P

primer en leurs actes les causes de refus : & où aucun auroit eu trois refus consécutifs, ne pourra plus être réus à faire pour suite pour le même Bénéfice. Recueil, p. 1387.

En l'Assemblée de 1655, l'Evêque de Montauban rapporte, que le Parlement de Toulouse avoit donné un Arrêt, les Chambres assemblées, dont il prétendoit faire un Règlement, lequel porte, que le refus vaudra titre. Plusieurs plaintes sont faites contre d'autres Parlements, qui donnoient de pareils Arrêts. Arrêté qu'il en sera fait un article au Cahier : résolu en outre de demander un Arrêt au Conseil, portant défenses aux Parlements d'ordonner que les Bénéficiers, auxquels les Prélats auront refusé de faire titre pour cause légitime éconcée dans l'acte de refus, seront interrogés par des Docteurs commis par lesdits Parlements, & prendront possession des Bénéfices. T. IV, p. 292, 293.

L'Assemblée de 1675, art. 5 de son Cahier sur la Jurisdiction, supplie Sa Majesté, en renouvelant & expliquant l'Ordonnance de Blois & l'Edit de Melun, de défendre aux Parlements & à tous autres Juges, de commettre aucun Evêque voisin, ou autre personne Ecclésiastique, pour donner des Provisions d'aucun Bénéfice, sur le refus des Ordinaires; ni ordonner, qu'en vertu des Arrêts & Jugements, les refusés seront mis en possession desdits Bénéfices, ni permettre aucune prise de possession, sous prétexte seulement de la conservation des titres & des droits; déclarer tels actes de possession nuls & de nul effet; défendre à toutes personnes de se servir de ces Arrêts & de ces actes de possession, & sous prétexte d'eux, s'immiscer en la jouissance des fruits & exercice des fonctions spirituelles; que, pendant le litige, les fruits seront à ceux qui auront été pourvus & commis par les Evêques, & seront les fonctions jusqu'à Sentence définitive, dont il n'y aura point d'appel, ou jusqu'à Arrêt, s'il y a appel; sans qu'il soit loisible aux Parlements & autres Juges d'ordonner aucun sequestre des fruits, ni aucune Sentence de récréance & de pleine maintenue, qu'à ceux qui auront été canoniquement pourvus & institués par les Prélats. Le Clergé appuie cet article de fortes preuves. T. V, P. Just. p. 158, 159, 160. Recueil, p. 1425 & suiv.

Art. 6, les Parlements empêchent

que les Evêques n'examinent les actes de résignation & permutation, & les signatures de Cour de Rome, ou Brefs Apostoliques, obtenus pour le titre des Bénéfices, sous prétexte, disent-ils, que cela concerne le possesseur dont la connoissance leur appartient. Le Clergé prouve que cet examen appartient aux Evêques; qu'il concerne le pétitoire & non le possesseur, & que le refus des Evêques, sur ce sujet, est juste & légitime. En conséquence, S. M. est suppliée de vouloir conserver les Evêques dans le droit d'examiner ce que dessus, de se faire rapporter & représenter les Concordats, faire défenses aux Parlements de les troubler en ce droit, & d'avoir aucun égard aux Lettres qui auront été légitimement rejetées par les Ordinaires. T. V, P. Just. p. 160, 161. Recueil, p. 1432 & f.

Dans une cause de M. l'Archev. de Vienne, contre le sieur Romanet, les Agents obtiennent un Arrêt du 7 Décembre 1677, portant défenses au Parlement de Grenoble, conformément à l'art. 64 de Blois, de contraindre les Ordinaires de donner des collations de Bénéfices, ou *Visa*; & en cas de refus, lui enjoint de les renvoyer devant leurs Supérieurs Ecclésiastiques pour en connoître, & ce, nonobstant tout usage à ce contraire. Comme la Jurisprudence des Parlements, disent les Agents dans leur Rapport d'Agence en l'Assemblée de 1680, très-oppoquée jusqu'ici à ce Règlement, a souvent causé de grands troubles à la Jurisdiction Ecclésiastique; il ne sera point inutile de connoître plus particulièrement le fonds de cette affaire, dans laquelle sont intervenus cinq Arrêts au Parlement de Grenoble. Ils exposent ensuite le fait, les moyens de Romanet, les réponses auxd. moyens. Cet Arrêt, ajoutent les Agents, a été envoyé à Mrs. du Parlement de Grenoble, avec trois Lettres du Roi, l'une pour le Parlement, l'autre pour le Premier-Président, l'autre pour le Procureur-Général, & toutes trois marquent que l'intention du Roi est qu'ils aient à se conformer à cet Arrêt: il doit donc être considéré comme un Règlement, non-seulement pour Grenoble, mais pour le reste des Parlements. T. V, P. J. p. 170, 171.

M. l'Evêque de Lescar rapporte, à l'Ass. de 1685, qu'il avoit obtenu du Parlement de Pau, que, nonobstant un usage fort ancien, il ne renverroit plus les Parties [sur le refus que le Sgr.

Evêque pourroit faire des titres ou *visa* des Bénéfices] à un autre Evêque; mais bien pardevant le Supérieur Ecclésiastique; après quoi l'Ev. d'Oléron, qui avoit autrefois, suivant l'usage ancien du Parlement, donné quelques titres sur le refus de l'Evêque de Lescar, auroit reconnu que cet usage étoit contraire au bon ordre & à la discipline de l'Eglise; mais que les Grands-Vicaires dudit Evêque d'Oléron n'avoient pas eu la même retenue, & en avoient donné indifféremment à ceux qui leur en avoient demandé. La Compagnie étonnée de l'entreprise du Grand-Vicaire, prie M. l'Archev. d'Auch, présent, d'écrire à M. d'Oléron, de la part de l'Ass., de révoquer ledit Vicaire-Général, en outre d'obtenir un *veniat* pour l'obliger de venir à la suite du Conseil rendre raison de sa conduite. T. V, p. 605, 606.

Un autre Ecclésiastique pourvu d'une Cure au Diocèse de Rodez, est refusé pour incapacité. Le refus est confirmé par le Métropolitain. En vertu d'un *Committimus*, cet Ecclésiastique se pourvoit aux Requêtes de l'Hôtel, où il obtient une Sentence, qui commet un Docteur de la Faculté pour l'examiner; lequel Docteur l'ayant trouvé capable, Mrs. des Requêtes ordonnent que le refus vaudra titre. T. V, p. 606.

Suivez §. Voyez Evêques, §. IX, *Visa*.

§. II. *Entreprises de quelques Evêques, ou de leurs Vicaires-Gén., sur les Ordinaires, au sujet des Provisions de Bénéfices.*

Voyez Evêques, §. IX, *Visa*.

§. III. *Forme des Provisions.*

On a demandé si les Abbés, Abbesse & autres Bénéficiers qui ont des Secrétaires, peuvent s'en servir pour expédier des Provisions & présentations de Bénéfices? Voyez Abbés, n°. V.

PROVISIONS
EN COUR DE ROME.

PAR l'art. 1. du Cahier du Clergé, revêtu de Lettres-Patentes en 1574, les Pourvus en Cour de Rome *in formâ dignum*, doivent subir l'examen & obtenir le *visa* de l'Evêque. Recueil, p. 276.

L'Ass. de Melun, en 1579, contient plusieurs Décrets & Réglements touchant les signatures & Provisions de

Cour de Rome, où sont expliquées clairement les différentes espèces de ces signatures & Provisions, en ce qui concerne leur exécution. T. V, P. J. p. 124, 125.

L'Ass. de 1605 arrête que Sa Majesté sera suppliée d'ordonner, sur les signatures *in formâ gratiosâ*, que l'information soit faite par l'Ordinaire du lieu où est le Bénéfice, avec défenses aux Notaires d'en faire aucune sans permission du Diocésain; & en cas de refus par le Métropolitain, & au refus du Métropolitain, en qualité d'Ordinaire en première instance, au plus proche Evêque de la Province. T. I, p. 723.

En l'Ass. de 1610, il est parlé de deux abus dans les impétrations de Bénéfices & aux Provisions *in formâ gratiosâ* de Cour de Rome; l'un, à l'égard des attestations des capacités des Impétrants pardevant les Officiaux, lesquelles devroient être faites pardevant les Evêques; l'autre, que dans l'acte de refus fait par les Ordinaires, du *visa* des signatures & collations en Cour de Rome, *in formâ novissimâ*, on n'exprime point la cause du refus. Il est dit qu'il y sera pourvu. T. II, p. 15.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, par un article de son Cahier, demande, que ceux qui auront obtenu des Provisions en Cour de Rome *in formâ dignum*, soient tenus de les présenter, & d'y obtenir le *visa* dans l'an. T. II, p. 153.

L'Ass. de 1621, art. 1 de son Cahier, supplie Sa Majesté de joindre ses Remontrances à celles du Clergé envers le Pape, à ce qu'il ne donne à l'avenir aucunes Provisions sur attestations autres que celles des Ordinaires, & qu'il n'ait aucun égard à celles qui sont obtenues d'autres Evêques ou Officiaux. Elle supplie aussi Sa Majesté de faire défenses à ses Juges d'admettre telles Provisions. T. II, P. J. p. 39, 40.

Par l'art. 21 de l'Ordonnance de 1629, Sa Majesté défend à tous Juges d'avoir égard aux Provisions expédiées en forme gracieuse, si l'Impétrant n'a informé auparavant de ses vie, mœurs, &c., pardevant le Diocésain des lieux où le Bénéfice est situé, & subi l'examen pardevant lui-même, dont sera fait mention esdites Provisions, faisant défenses à tous Prélats & autres que lesdits Ordinaires des lieux, d'en prendre connoissance. Recueil, p. 1372, 1373.

C'est aussi ce que porte la réponse du Roi

Roi à l'art. 40
Recueil, p. 1402.

L'Assemb. de
délibération
conféré par
Nonce, & en
II, p. 755, 756
J. p. 173 & 174.

En l'Assemb.
que plusieurs
cession des Cur
sions obtenues
se présenter à
& sans attesta
mœurs & doct
d'écrire à Rome
de cette sorte d
écrit au Pape
du Pape à l'Ass
assez expès : n
Sainteté : la C
à demander un
portant nullité
des Bénéfices-C
Provisions en f
obtenir de *visa*
pédiée avec ad
III, p. 276, 277.

Mrs. les Ag
fication de ladi
p. 459.

En l'Ass. de
avoit une Décl
lement de Pari
défenses sont f
Provisions en f
res, Vicaires p
Bénéfices avan
prendre posses
informé de leurs
auront subi l'ex
du lieu où sera
sant défenses à
ner acte, à pei
avoit qu'à prie
tenses pour tou
T. IV, p. 107.

L'Assemb. de
Agents de faire
tous les Parleme
regarde les Pro
cieuse. T. IV, p.

L'Assemb. de
supplie Sa Maj
les Evêques dar
les résignations
cordats, signatu
ques, expédiés p
défenses aux Parl
de les troubler
texte de posses
Table de la Co

Roi à l'art. 40 du Cahier de 1635. Recueil, p. 1402, 1403.

L'Assemb. de 1635 avoit fait une délibération sur ce sujet; elle en avoit conféré par ses Députés avec M. le Nonce, & en avoit écrit au Pape. T. II, p. 755, 756. *La Lettre au Pape*, P. J. p. 173 & l.

En l'Assemb. de 1645, il est exposé que plusieurs Curés se sont mis en possession des Cures, en vertu des Provisions obtenues en Cour de Rome, sans se présenter à l'Evêque, sans examen & sans attestations valables de leurs mœurs & doctrine. M. le Nonce est prié d'écrire à Rome pour empêcher le cours de cette sorte de Provisions. L'Assemb. écrit au Pape sur le même sujet. Bref du Pape à l'Ass., qui n'est pas trouvé assez exprès: nouvelles instances à Sa Sainteté: la Compagnie se détermine à demander une Déclaration au Roi, portant nullité des prises de possession des Bénéfices-Cures, en vertu de seules Provisions en forme gracieuse, & sans obtenir de *visu*. La Déclaration est expédiée avec adresse au Parlement. T. III, p. 276, 277, 278, 360. P. J. p. 25.

Mrs. les Agents obtiennent la vérification de ladite Déclaration. T. III, p. 459.

En l'Ass. de 1655, il est dit qu'il y avoit une Déclaration vérifiée au Parlement de Paris en 1646, par laquelle défenses sont faites aux Impétrants de Provisions en forme gracieuse, de Cures, Vicairies perpétuelles, ou autres Bénéfices ayant charge d'âmes, d'en prendre possession, qu'après avoir été informé de leurs vie & mœurs, & qu'ils auront subi l'examen par le Diocésain du lieu où sera situé le Bénéfice; faisant défenses à tous Notaires d'en donner acte, à peine de nullité; qu'il n'y avoit qu'à prier S. M. d'étendre les défenses pour toutes sortes de Bénéfices. T. IV, p. 207.

L'Assemb. de 1660 charge Mrs. les Agents de faire vérifier au plutôt dans tous les Parlements la Déclaration qui regarde les Provisions en forme gracieuse. T. IV, p. 697.

L'Assemb. de 1675, art. 6 du Cahier, supplie Sa Majesté de vouloir conserver les Evêques dans le droit d'examiner les résignations, permutations, Concordats, signatures & Brefs Apostoliques, expédiés pour les Bénéfices; faire défenses aux Parlements & autres Juges de les troubler en ce droit, sous prétexte de possession. L'on prouve que

Table de la Coll. des P. V.

cet examen appartient aux Evêques; qu'il concerne le pétitoire & non le possessoire, & que le refus des Evêques sur ce sujet est légitime. Recueil, p. 1432.

L'Assemb. de 1680, art. 1 de son Cahier, observe, que, depuis quelques années, la Cour de Rome s'est avisée de commettre l'exécution des signatures de Bénéfices, ou de quelques dispenses, à d'autres Evêques qu'aux Ordinaires des lieux, notamment en deux cas: 1°. quand les Parties exposent que l'Ordinaire est suspect, ou qu'il a intérêt dans l'affaire: 2°. quand il a refusé, soit sans cause, soit avec cause. En ces deux cas, sans autre examen, *commititur Episcopo viciniore*, ce que les Bannières appellent *mutatio Judicis*. L'Ass. supplie S. M. de défendre d'admettre de pareilles signatures.

Dans l'art. 2, le Clergé se plaint, que quelques Parlements, mais sur-tout celui de Guienne, favorisent si bien cette innovation, que non-seulement ils maintiennent les Pourvus sur ces sortes de signatures; mais même, quand ceux qui ont été refusés par les Ordinaires, se pourvoient devant eux, ils les renvoient *omisso medio* de l'Evêque Diocésain au Pape, dont il y a un Arrêt en la présente année au Parlement de Bordeaux. T. V, P. J. p. 179, 180.

Voyez sur ce §. *Visu*.

PROVISIONS PAR DÉVOLUT.

Voyez Dévolut.

PUBLICATIONS.

I. En l'Assemb. de 1635, il est fait plainte de ce que le Bailli de Soissons avoit enjoint aux Curés de publier les Ordonnances aux Prônes des Messes Paroissiales, & que les Elus ordonnoient tous les jours pareilles publications. Arrêté qu'il en sera fait article au Cahier. C'est l'article 23, dont la réponse est, que les Curés seront seulement obligés de publier au Prône ce qui leur sera envoyé de la part de S. M. ou de son Conseil. T. II, p. 752, 764. Recueil, p. 1395.

M. l'Evêque d'Amiens se plaint à l'Assemb. de 1665, que bien qu'il soit défendu, par les Statuts de son Diocèse, de publier au Prône des choses profanes, si ce n'est qu'il y ait un ordre immédiat du Roi, néanmoins le Juge d'Abbeville avoit donné une Sen-

Ooooo

vre une autre route; mais s'agissant d'un Jugement relatif aux intérêts du Roi, nous croyons convenable que la Compagnie s'adresse, par des Députés, à M. le Premier-Président & à M. le Procureur-Général de la Chambre des Comptes, pour les prier de prévenir, par des voies de conciliation, les suites de cette affaire. L'Assemb. a adopté cet avis. T. VIII, p. 2390, 2391.

Le Parlement de Toulouse ayant condamné à mort trois filles, coupables d'avoir celé leur grossesse, & laissé périr leurs fruits, a ordonné de publier, non-seulement l'Edit de Henri II, mais encore la Déclaration de 1708, & les trois Arrêts qu'il avait prononcés. S'il s'étoit borné à la publication de l'Edit de Henri II, il n'auroit fait que rappeler aux Ministres de l'Eglise une obligation qui leur est imposée par la Loi même. Il n'en est pas de même de la Déclaration de 1708, qui n'enjoint rien de semblable, & des trois Arrêts. L'Assemb. a chargé les Députés à Fontainebleau, de se concerter avec M. le Garde des Sceaux, sur les mesures à prendre relativement aux trois Arrêts, & à la publication qui en est ordonnée. Il a été convenu au Conseil que M. le Garde des Sceaux prendroit les ordres du Roi, pour écrire au Parlement, que la lecture de la Déclaration de 1708 & des trois Arrêts au Prône, ne fût point exigée, ni rendu, dans la suite, de pareils Arrêts. T. VIII, p. 2392, 2393.

II. Les Curés & autres Bénéficiers sont-ils obligés de faire publier aux Prônes des Paroisses les biens qu'ils veulent faire valoir par eux-mêmes, & de fournir un certificat de cette publication, au Bureau du contrôle le plus prochain, à peine de 200 l. d'amende? Voyez Baux.

PUISSANCE.

Sur la puissance de l'Eglise. Voyez Eglise, §. I.

Sur la puissance temporelle. Voyez Souverains.

PURGATOIRE.

Mr. l'Archev. d'Auch défère à l'Ass. de 1665 une Thèse soutenue en Sorbonne, contenant sur le Purgatoire des propositions qu'il jugeoit condamnables. La Faculté de Théologie & le Bachelier expliquent ces propositions; les explications sont jugées suffisantes par l'Ass., & la chose ne va pas plus

loin. T. IV, p. 929. P. J. p. 193. Voyez Centures Doctrinales, n°. XX.

PUY. [LE]

1°. EMARD, Evêque du Puy, ayant fait un voyage en Terre-Sainte avec Godfroi de Bouillon, le Pape, en récompense, l'exempta de l'Archevêché de Bourges & de tous autres, exemption dont l'Evêché avoit joui depuis. En conséquence de cette exemption, l'Evêché du Puy n'avoit pas fait comparoître en l'Ass. Provinciale de Bourges, pour la députation à l'Assemb. de Melun: mais quoiqu'exempt de la Jurisdiction, il est soumis néanmoins à la Métropole de Bourges *in aliis rebus*. T. I, p. 118, 119, à la note.

En l'Assemb. de 1582, l'Archev. de Bourges se plaint de ce que le Diocèse du Puy, obligé, par l'Ordonnance de Melun, de se ranger sous quelque Province, avoit choisi celle de Lyon, de laquelle il ne dépendoit aucunement: il fait voir qu'il étoit inoui que ce Diocèse eût comparu à Lyon: il prouve par toutes sortes de titres qu'il devoit comparoître à Bourges, comme étant un des Suffragants de la Province; que l'Ass. de Melun l'avoit ainsi réglé. T. I, p. 233, 234.

2°. Le ressort du Bureau Diocésain du Puy étant contentieux entre les Chambres Souveraines de Lyon & de Toulouse, celle-ci sollicitoit, à cet effet, le Jugement de l'Assemb. de 1772, comme très-compétente pour connoître de ces sortes d'affaires. La Compagnie n'étant pas assez instruite de l'affaire, le Jugement en est renvoyé à l'Assemblée de 1775. T. VIII, p. 2049.

M. l'Evêque du Puy en parle de nouveau dans l'Ass. de 1775; mais ayant recouvré trop tard l'Arrêt du Conseil, & l'Assemb. se trouvant sur sa fin, elle n'a pu prendre connoissance de l'affaire. T. VIII, p. 2560, 2561.

3°. Le Chapitre du Puy demande & obtient, de l'Ass. de 1619, l'intervention des Agents, au sujet de la *dasse* que les Consuls de la Ville exigeoient sur le vin du Chapitre. T. II, p. 341.

4°. L'Evêque du Puy demande, à l'Assemb. de 1660, sa protection, dans les différends qu'il avoit avec les Seigneurs de Polignac: il expose que les Evêques du Puy sont les Gouverneurs nés de la Ville, à l'exclusion des Seigneurs de Polignac. L'Assemb. lui accorde ses bons offices. T. IV, p. 773.

5°. L'Evêque du Puy est insulté en

O o o o o 2

1831 QUARTE CANONIQUE.

faisant sa visite dans l'Eglise Collégiale de Saint-Paulin dans son Diocèse. L'Assemblée de 1670 en pourfuit la réparation. *Voyez* Evêques, §. XII, n°. IV.

1715. 6°. Procès au sujet de la Prévôté de

QUÉBEC. QUESNEL. 1832

l'Eglise du Puy, requise par un Indultaire, où M. l'Evêque du Puy est reçu Partie intervenante. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemblée de 1735. *Voyez* Indult du Parlement, n°. III.

Q.

QUARANTE-HEURES.

Voyez Prières publiques, §. II, n°. IV.

QUARTE CANONIQUE.

EN l'AN. de 1730, M. l'Archev. de Bourges fait le rapport d'une instance pendante au Conseil, entre M. l'Evêque de Carpentras & quelques Bénéficiers gros Décimateurs de son Diocèse, pour raison de la quartie ou portion canonique due audit Evêché, sur le produit des dîmes. Ce droit est appelé quartie canonique, parce qu'il doit être annuellement payé sur le pied du quart du produit de la dîme; à la déduction seulement du quart des frais de cueillette, ou de levée de la dîme. Il est même à observer, que, par rapport à certaines Cures, la quartie canonique est encore perçue sur toutes les oblations qui sont faites aux Curés.

Le droit de quartie n'est point particulier à l'Evêque de Carpentras; plusieurs Evêques de Languedoc sont en possession de le percevoir.

On en attribue l'origine à l'ancienne distribution du revenu des biens d'Eglise en quatre portions: la première, pour l'Evêque; la seconde, pour le Clergé; la troisième, pour les pauvres; la quatrième, pour l'entretien, décoration & réparation des Eglises. Tous les Canonistes conviennent de cette origine.

Il est cependant vrai, que ce droit a été aboli dans un grand nombre de Diocèses, par le Concile de Paris, tenu en 835, dont voici les termes: *Quamquam auctoritas canonica doceat ut quarta pars decimarum & reddituum ex oblationibus Fidelium in usus Episcoporum cedat, ubi tamen Episcopus sua habet, his contentus sit.* Mais cette Loi n'a pas été généralement exécutée, sur-tout dans les Diocèses où les revenus des Evêques n'étoient pas considérables. Aussi est-il certain, que dans le Diocèse de Carpentras, ainsi que dans plusieurs Diocèses de Languedoc & de Provence, ce même droit est payé à Mrs. les Prélats, & il n'est pas contesté à M.

de Carpentras: mais on prétendoit, qu'à raison de la quartie dont il jouit, il devoit être regardé comme co-Décimateur, & supporter le quart des frais pour réparations des Eglises, entretien d'ornements, &c.

Quelques Prieurs ayant fait assigner le Prélat pardevant le Sénéchal d'Aix, où intervint une Sentence qui le condamnoit, il s'en rendit Appellant au Parlement d'Aix, & obtint ensuite l'évocation de l'affaire au Conseil, par Arrêt du 1 Février 1729.

L'Assemblée juge l'affaire très-importante: elle charge les Agents de la solliciter en faveur de M. de Carpentras, & de demander même un Règlement général, pour prévenir par la suite des contestations de cette nature. Députation à M. le Chancelier, pour lui demander une surseance du jugement de ce procès, jusqu'à ce qu'il ait été donné un Règlement général sur la matière dont il s'agit. Réponse favorable de ce premier Magistrat au sujet du Règlement général.

Mrs. les Agents font le rapport d'un Mémoire en faveur de M. de Carpentras: ils sont chargés de remettre le Mémoire aux Commissaires nommés par le Roi pour le jugement de cette affaire, & de continuer leurs sollicitations. T. VII, p. 1148 & f.

QUÉBEC.

Voyez Canada.

QUESNEL.

Voyez Religion, §. XI.

QUÊTES.

I. SUIVANT l'art. 27 du Règlement des Réguliers, nuls Religieux ne peuvent s'ingérer de quêter dans les Diocèses, sans la permission de l'Evêque Diocésain. T. II, p. 66.

II. La Chambre Ecclésiastique, aux Etats de 1614, permet aux Religieux du Monastère de Montferrat de quêter par tous les Diocèses du Royaume, mais à certaines conditions; entr'au-

1833

tres, que les quelques-uns de Ecclésiastiques, dres sacrés, qui présenter devant & avoir la permission d'assister le C. II, p. 214.

En l'Assemblée plainte de ce que Paris prétendoit gences, en fait Royaume, & q Evêques qui re tre, qu'ils les assil seil pour les y avoient, disoient Pere qui leur pe veut avoir com Bulle; icelle v noit, que les princip étoient prév y pouvoir de par une exacte Bulle, & des pré le même sujet. ajoute, de son c conditions. T. I

L'Ass. de 1635 Arrêt du Parle fait de la publicat & de la permilsi 808.

La même Ass. p dans tous les Dio mains des Grecs mériens, l'Eglis autres saints Li qu'ils ont occup gent qu'ils ont d T. II, p. 819.

L'Ass. de 1670 eulaire aux Evêqu de Chalard, Amb vers le Roi de Ma de Maroc 360 E argent, & qu'il f Evêques sont pri aux charités des ces, les quêtes chain Jubilé, po boursement. T. V

Autre Lettre ci de 1675, en fav 280.

Les Capucins d ble vont quêter d sans permission d fait saisir leur qu Parlement de Gre

tres, que les quêtes seront faites par quelques-uns des Religieux, ou par des Ecclésiastiques, Prêtres ou dans les Ordres sacrés; qu'ils seront obligés de se présenter devant l'Evêque Diocésain, & avoir sa permission; qu'auxdites quêtes assistera le Curé ou le Vicaire. T. II, p. 214.

En l'Assemblée de 1615, il est fait plainte de ce que les Quinze-Vingts de Paris prétendoient publier des Indulgences, en faisant des quêtes par le Royaume, & qu'ils se plaignoient des Evêques qui refusoient de le permettre, qu'ils les assignoient même au Conseil pour les y faire condamner. Ils avoient, disoient-ils, une Bulle du S. Pere qui leur permet ces quêtes. L'Ass. veut avoir communication de cette Bulle; icelle vue, la Compagnie reconnoît, que, par ces quêtes & les clauses, les principaux de l'Ass. étoient plainte, étoient prévenus, & qu'on ne sauroit y pourvoir de bons remèdes, que par une exacte observance de ladite Bulle, & des précédentes expédiées sur le même sujet. Ainsi ordonné. L'Ass. ajoute, de son côté, plusieurs clauses & conditions. T. II, p. 278, 279.

L'Ass. de 1635 se pourvoit contre un Arrêt du Parlement de Rouen, sur le fait de la publication des Indulgences, & de la permission de quêter. T. II, p. 808.

La même Ass. permet de faire la quête dans tous les Diocèses, pour retirer des mains des Grecs schismatiques, Arméniens, l'Eglise du S. Sépulcre, & autres saints Lieux de la Palestine, qu'ils ont occupés, moyennant l'argent qu'ils ont donné au Grand-Turc. T. II, p. 819.

L'Ass. de 1670 écrit une Lettre circulaire aux Evêques, en faveur du sieur de Chalard, Ambassadeur de Louis XIII vers le Roi de Maroc, qui avoit ramené de Maroc 360 Esclaves rachetés de son argent, & qu'il falloit rembourser. Les Evêques sont priés de recommander, aux charités des Fideles de leurs Diocèses, les quêtes qui se feront au prochain Jubilé, pour raison de ce remboursement. T. V, p. 139.

Autre Lettre circulaire de l'Ass. de 1675, en faveur du même. T. V, p. 280.

Les Capucins du Diocèse de Grenoble vont quêter dans le Diocèse de Die sans permission de l'Evêque: un Curé fait saisir leur quête: ils obtiennent au Parlement de Grenoble main-levée de

la saisie. L'affaire est proposée à l'Ass. de 1675, qui la renvoie aux Commissaires nommés pour les Réguliers. T. V, p. 218.

QUIÉTISME.

L'ASSEMBLÉE de 1700 arrête de faire une relation exacte touchant l'affaire du Livre intitulé: *Maximes des Saints sur la vie intérieure*, par M. de Fénelon, Archev. de Cambrai.

L'Ass. nomme une Commission pour cet effet, dont le Chef est M. l'Evêque de Meaux. Dans le rapport qu'il fait à la Compagnie, il dit, qu'après avoir examiné le plan qu'on pouvoit se former pour faire cette relation, on étoit convenu de suivre le même ordre qu'avoit suivi l'Ass. de 1655, dans la relation qu'elle avoit fait dresser, de ce qui s'étoit passé en France, au sujet de la doctrine condamnée par la Constitution d'Innocent X; que, sur ce plan, on s'étoit proposé dans la Commission de diviser la relation en deux parties, dont la première contiendrait sommairement ce qui avoit précédé le Livre des *Maximes*, & qui avoit donné lieu à la Constitution en forme de Bref, du 12 Mars 1699; & la seconde contiendrait les actes, tant ceux qui ont saisi le S. Siege de la connoissance de cette affaire, avec le jugement qu'il en a porté, par cette Constitution, que ceux qui regardent l'acceptation de cette même Constitution; que la procédure que l'on avoit observée pour cette acceptation, avoit été si régulière, qu'elle pourroit servir de modèle à la postérité.

La première partie contient, 1°. une idée sommaire de la dispute, & un récit succinct de ce qui a donné lieu à la Constitution.

2°. La Lettre de M. l'Archevêque de Cambrai au Pape Innocent XII.

3°. Quelques réflexions des Commissaires de l'Assemblée sur cette Lettre.

La seconde partie comprend, 1°. la Constitution en forme de Bref, portant condamnation du Livre.

2°. Quelques réflexions des Commissaires sur la Constitution.

3°. Le Bref du Pape au Roi.

4°. La Lettre de la main du Roi, au Pape.

5°. Le Mandement de soumission de M. de Cambrai.

6°. La Lettre circulaire du Roi aux Métropolitains, & une à M. de Cambrai, avec quelques réflexions de Mrs. les Commissaires.



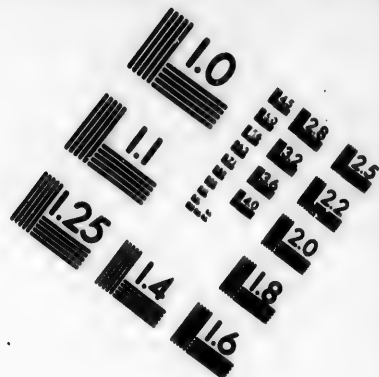
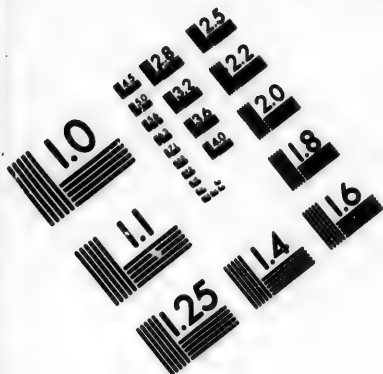
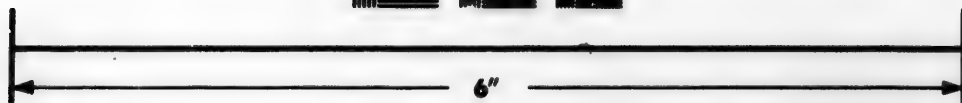
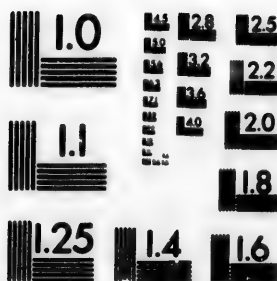


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

25
22
20
18

7°. Un Recueil des Procès-verbaux des Assemblées Provinciales de l'Eglise de France, touchant l'acceptation de la Constitution, avec des réflexions importantes sur l'acceptation des Provinces.

8°. La Déclaration du Roi, du mois d'Août 1699, qui ordonne l'exécution de la Constitution, ladite Déclaration enregistrée dans tous les Parlements, avec quelques réflexions sur la Déclaration. T. VI, p. 470 jusqu'à 473. P. Just. p. 161 jusqu'à 191.

QUIMPER.

ENTREPRISES des Jésuites de Quimper, sur la Jurisdiction Episcop. Voyez Jésuites, §. II.

QUINTIN.

HARANGUES de Jean Quintin, Docteur en Droit, aux Etats d'Orléans. Voyez Etats d'Orléans.

QUINZE-VINGTS.

Voyez Quêtes.

QUINZIEME.

SUR l'Edit de Décembre 1764, qui assujettit à la retenue du quinzieme les Contrats des Rentiers sur Sa Majesté & sur les Délibérations des Assemblées du Clergé, relatives à cet objet. Voyez Rentes dues à l'Eglise, §. II, n°. V.

QUITTANCES.

I. DÉLIBÉRATION de l'Ass. de 1745, qui porte, qu'à l'avenir toutes les quittances des remboursements à faire pour

le Clergé, seront passées pardevant un seul & même Notaire, & qu'il ne lui sera payé pour tout honoraire que trois livres par chaque mille livres. Voyez Remboursements, §. I, n°. III.

II. Les quittances pour remboursement des Contrats de constitution de rentes créées par le Clergé, sont exemptes de tout droit de contrôle. Voyez Contrôle, §. II, n°. V.

III. Modeles de quittances que les Créanciers devoient donner au sieur du Breuil, lors de la liquidation & remboursement des dettes du Clergé, par la Commission des Prélats, établie en 1719. Voyez Rentes sur le Clergé, liquidées & remboursées, §. IV, n°. VIII.

IV. Les quittances des trois impositions ordonnées par les Assemblées de 1734 & de 1735, sont à faire en une, par le Rec. Gén. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1747.

V. Le Recev. Gén. ne doit, sur les paiements qu'il fait à la Ville, recevoir que des quittances comptables, & non de simples récépissés. Voyez Récépissés.

VI. Par une délibération de l'Ass. de 1750, il avoit été arrêté, que tous les Registres d'ampliations de quittances seroient retirés des Archives, comme pieces inutiles. Les Commissaires des Archives, en l'Ass. de 1755, observent, qu'il pourroit en résulter un inconvénient, par rapport aux lacunes que cela laisseroit dans les cortès des Inventaires. La Compagnie renvoie à la prochaine Assemblée à statuer là-dessus. T. VIII, p. 591 & suiv.

R.

RABARDEAU, JÉSUIE.

Voyez Censures Doctrin., n°. IX.

RACHAT.

RACHAT des biens aliénés par l'Eglise. Voyez Aliénation du Temporel, §. III.

Rachat d'hérédité. Voyez Notaires, §. I.

Rachat de l'imposition des Dons-gratuits par les Diocèses, Corps & Communautés Ecclésiastiques, Bénéficiers & autres Ecclésiast. Voyez Diocèses, §. III & IV.

RAPPORTS DE L'AGENCE.

Voyez Agents, §. VII.

RECÉLÉ DE CORPS MORTS.

L'ASSEMBLÉE de 1655 avoit envoyé à un Conseiller du Parlement de Toulouse, la Déclaration touchant le recèlement des corps morts des Bénéficiers, pour être enregistrée : elle est renvoyée à l'Ass. de 1660 sans enregistrement : cette Assemblée obtient des Lettres de surannation avec adresse au Grand-Conseil, où elle est enregistrée purement & simplement. T. IV, p. 751.

L'Ass. de 1670 se plaint à M. Colbert de l'Arrêt du Conseil qui venoit d'être rendu, par lequel, au préjudice de la Déclaration du Roi, qui renvoie au Grand-Conseil les instances tou-

chant le rec sur le même au Parlement trouve l'Arrêt Roi le fera

L'Assemblée

ajoute à la l

tre le recélé

ques, outre

de la privati

roient avoir

clésiastiques

privation de

siaistiques. La

à l'Evêque d

Agents, pour

Conseil, où

gistrée, un P

ment de Bor

celé. T. V, p.

RÉCÉLÉ

Les Payeur

Ville, ne don

du Clergé, q

de quittances

refusent de re

ordonnent au

convertir en

Assemblée de

glement de 17

p. 501.

RECEVEUR

DU

§. I. Règlem

1715, con

Général.

Ce Règlem

Art. I. Le

Clergé ne pou

tué que dans le

les il y a qua

Province, par

deux tiers des

le Receveur n'

charge vint à v

démision, aux

destitué dans le

les il n'y a qu

que Province,

pourront aussi

démision, en

les fonctions de

qu'à l'Ass. de

Art. II. Le

Clergé ne pou

nes charges co

gera par serme

chant le recelé des corps, une affaire sur le même sujet avoir été renvoyée au Parlement de Toulouse. M. Colbert trouve l'Arrêt injuste, & assure que le Roi le fera casser. T. V, p. 85.

L'Assemblée de 1675 souhaite qu'on ajoute à la Déclaration, obtenue contre le recelé des corps des Ecclésiastiques, outre la peine qui y est portée, de la privation du droit qu'ils pourroient avoir sur les Bénéfices des Ecclésiastiques recelés, celle aussi de la privation de tous autres biens Ecclésiastiques. La même Assemblée accorde à l'Evêque d'Aire l'intervention des Agents, pour faire renvoyer au Grand-Conseil, où la Déclaration est enregistrée, un Procès pendant au Parlement de Bordeaux, pour un pareil recelé. T. V, p. 245.

RÉCÉPISSÉS.

LES Payeurs des rentes à l'Hôtel-de-Ville, ne donnoient au Recev. Gén. du Clergé, que des récépissés au lieu de quittances comptables. Les Assembl. refusent de recevoir ces récépissés, & ordonnent au Recev. Gén. de les faire convertir en quittances comptables. *Assemblée de 1670, T. V, p. 22. Règlement de 1715, art. 9, T. VI, P. J. p. 501.*

RECEVEUR-GÉNÉRAL DU CLERGÉ.

§. I. Règlement de l'Assemblée de 1715, concernant le Receveur-Général.

Ce Règlement est en onze articles.

Art. I. Le Receveur - Général du Clergé ne pourra être reçu, ni destitué que dans les Assembl. dans lesquelles il y a quatre Députés de chaque Province, par le suffrage de plus des deux tiers des Provinces, à moins que le Receveur n'eût délinqué, ou que la charge vînt à vaquer par mort ou par démission, auxquels cas il pourra être destitué dans les Assembl. dans lesquelles il n'y a que deux Députés de chaque Province, lesquelles Assemblées pourront aussi, en cas de mort & de démission, en établir un autre qui fera les fonctions de Receveur-Général, jusqu'à l'Assembl. suivante.

Art. II. Le Receveur - Général du Clergé ne pourra être pourvu d'aucunes charges comptables, & il se purgera par serment, qu'il n'est & qu'il

n'entrera, directement, ni indirectement, dans aucun engagement, ni dans aucunes affaires contraires aux intérêts du Clergé, à peine de destitution & d'être privé de tous les droits & émoluments attribués à ladite charge de Receveur.

Art. III. Le Receveur-Général du Clergé sera tenu de donner bonne & suffisante caution lorsqu'il sera reçu, ou continuer de la faire agréer & recevoir dans l'Assemblée - Générale: l'acte de réception de caution sera inséré dans le Procès-verbal.

Art. IV. Le Receveur-Général du Clergé sera tenu d'acquitter toutes les parties qui auront été ordonnées dans les Assemblées-Générales du Clergé, nonobstant toutes oppositions ou empêchements formés par telles personnes que ce puisse être.

Art. V. Défenses sont faites au Receveur-Général du Clergé, de payer aucune somme sur les ordonnances qui pourroient être décernées, ou sur les délibérations qui pourroient être prises dans les intervalles des Assemblées-Générales, par les Prélats qui se trouveroient à Paris, à la suite de la Cour, ou ailleurs.

Art. VI. Le Receveur-Général du Clergé sera tenu de payer aux Agents qui sortiront de charge dans l'intervalle de deux Assembl., la somme de trois mille liv., par provision, sur leur récompense, sauf à l'augmenter ou à la diminuer lors du rapport de l'Agence.

Art. VII. Défenses sont faites au Receveur-Général du Clergé, de payer aucuns appointements aux Agents, qu'ils ne lui aient remis copie en forme du Procès-verbal par lequel les nouveaux Agents auront été chargés par les anciens, des papiers & titres du Clergé; laquelle copie le Receveur-Général sera tenu de rapporter dans ses comptes, avec des quittances des Agents.

Art. VIII. Le Receveur-Général du Clergé ne pourra employer aucune dépense dans ses comptes, soit pour frais communs des Assembl. ou autres dépenses telles qu'elles puissent être, qu'elles n'aient été arrêtées & ordonnées par des délibérations prises dans les Assemblées-Générales, ni employer aucuns intérêts ou autres parties dans ses comptes, en vertu d'Arrêts du Conseil, le tout à peine de radiation.

Art. IX. Il est expressément défendu au Receveur-Général du Clergé de dé-

livrer aucunes sommes aux Payeurs des rentes prétendues assignées sur le Clergé, tant qu'il en fera le fonds, que sur des quittances comptables, & non sur des récépissés des Payeurs des rentes, à peine de radiation.

Art. X. Le Receveur-Général du Clergé sera tenu de présenter ses comptes & de les affirmer véritables, dans les premières séances de chaque Assemblée-Générale qui se tient de cinq ans en cinq ans; il sera nommé des Commissaires pour l'examen desdits comptes, lesquels ne seront à l'avenir reliés qu'en parchemin, à peine de radiation de la dépense de la reliure.

Art. XI. Les présents Réglemens & autres concernant la reddition des comptes, seront notifiés au Receveur-Général du Clergé, & il en sera fait mention dans les contrats qui seront passés avec lui, & il fera serment, à la fin de chaque Assemb., d'observer lesdits Réglemens, dont acte sera inséré dans le Procès-verbal.

§. II. *Etablissement du Rec. Gén. : son emploi, pure & libre commission : Caution nécessaire : à qui le droit de le nommer, le recevoir & accepter sa démission ?*

§. I. Il ne paroît pas que le Clergé ait eu un Receveur-Général avant l'Ass. de Poissi en 1561 : les Evêques commettoient des Députés dans les Diocèses pour recevoir les deniers : ces Commis ou Députés en rendoient compte aux Diocèses, & envoioient leur recette aux Receveurs-Généraux des Finances du ressort, & en rendoient les comptes à la Chambre des Comptes : cet usage est expliqué dans l'Edit de Juin 1557, pour la création des Receveurs des Décimes. *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 1418, 1419.

II. La charge de Recev. Gén. n'a jamais été office formé, ni engagé pour aucune somme de deniers, mais seulement une commission donnée gratuitement par le Clergé ; commission qui se continue autant de fois qu'on fait Contrat de Décimes avec le Roi : le Clergé a toujours été attentif à se conserver un pouvoir entier sur l'emploi de son Recev. Gén.

En l'Ass. de 1605, lors de l'Élection à faire du Recev. Gén., un notable Bourgeois se présente pour cette place, & fait une offre tendante au rachat des rentes de l'Hôtel-de-Ville :

malgré le spécieux avantage de l'offre, François de Castilles est reçu en l'exercice de cette charge, nonobstant l'opposition de deux Provinces. L'Assemb. s'oppose fortement pour que la place ne soit point érigée en titre d'office : quelques Députés demandent même que le Recev. Gén. ne puisse être continué dans la charge au delà du temps porté par son Contrat. T. I, p. 749, & suiv.

L'Assemblée de 1625 a regardé aussi pour constant, que ladite charge ne doit point être financée. T. II, p. 471.

En l'Ass. de 1641, il est délibéré, si entre les moyens extraordinaires de secourir le Roi, il étoit à propos d'accepter ou de rejeter celui de la vente, aliénation, engagement & hypothèque de la recette du Clergé : après une longue & mûre délibération, il est arrêté & ordonné que toutes propositions tendantes à aliénation, vente, &c. de ladite recette, seront rejetées comme pernicieuses au Clergé ; & Mrs. les Présidents sont priés de ne plus souffrir, qu'il en soit fait aucune. T. III, p. 45.

M. de Montchal prouve & établit, par de fortes raisons, les inconvénients qu'entraîneroit, & les préjudices qu'apporteroit au Clergé, l'engagement de la charge de Recev. Gén. T. III, P. J. p. 6, 7.

En l'Ass. de 1585, Mrs. les Agents se plaignent d'un Edit d'érection en titre d'office des Commis de M. de Castilles, Recev. Gén. : ils disent avoir formé opposition à la vérification de cet Edit en la Chambre des Comptes, où cependant il avoit été inséré avec clause, que lesdits Commis rendroient compte à la Chambre : sur les Remontrances des Agents, l'Edit est révoqué : la Chambre des Comptes refusant de vérifier cette révocation, on s'adresse au Parlement qui la vérifie. T. I, p. 355.

III. L'art. 3 du Règlement de 1715, concernant le Recev. Gén., porte, qu'il sera tenu de donner bonne & suffisante caution lorsqu'il sera reçu, ou continuer de la faire agréer & recevoir dans l'Assemb. Gén., & que l'acte de caution soit inséré dans le Procès-verbal. T. VI, P. J. p. 500.

L'Ass. de 1725, en nommant M. de Sénozan à la recette du Clergé, sous le titre d'Intendant-Général, voulut le dispenser de fournir une caution : il crut cependant devoir lui en offrir une,

une, quo la VII, p. 765.

§. IV. T. même celle accepter la dé & en receve Assemb. des 1625, ont e de 1625 vou elle ordonna glement, qu aux Assemb. la démission d de quelque p seulement, s' table dans le pourra en éta Assemb. a ré décennales, i tiers des Provi continuer le F tiers s'y oppo pourra empêc moires du Cle 1421, 1422.

Le Régleme conforme. Le les termes,] destitué que d quelles il y a que Province des deux tiers que le Recev que la charge ou par démissio être destitué lesquelles il n de chaque Pro pourront aussi démission, en les fonctions l'Assemb. suiv 499, 500.

§. III. *Suite choix & r passés ave ions & i délibératio*

En voici la blissement.

MM. Camus. M. Marcel. M. de Vigni. [M. Marreau. [M. de Castilles. M. de Castilles. M. de Lormais. M. de la Morin.

Table d. l.

une, que la Compagnie accepta. T. VII, p. 765, 766.

IV. Toute Assemb. du Clergé, même celle des comptes, peut-elle accepter la démission d'un Recev. Gén., & en recevoir un autre? Quelques Assemb. des comptes, avant celle de 1625, ont exercé ce pouvoir. L'Ass. de 1625 voulut réformer cet usage: elle ordonna, dans l'art. 21 de son Règlement, qu'il ne sera point permis aux Assemb. des comptes de recevoir la démission du Recev. Gén. en faveur de quelque personne que ce soit; mais seulement, s'il est trouvé en faute notable dans le fait de sa charge, l'Ass. pourra en établir un autre: la même Assemb. a réglé que dans les Assemb. décennales, il faudra plus des deux tiers des Provinces qui opineront, pour continuer le Recev. Gén., & que le tiers s'y opposant, ou répugnant, il pourra empêcher la continuation. *Mémoires du Clergé*. T. VIII, p. 43, 44, 1421, 1422.

Le Règlement de 1715, art. 1, y est conforme. Le Recev. Gén. [ce sont les termes,] ne pourra être reçu, ni destitué que dans les Assemb. dans lesquelles il y a quatre Députés de chaque Province, par le suffrage de plus des deux tiers des Provinces; à moins que le Receveur n'eût délinqué, ou que la charge vînt à vaquer par mort, ou par démission; auxquels cas il pourra être destitué dans les Assemb., dans lesquelles il n'y a que deux Députés de chaque Province; lesquelles Assemb. pourront aussi, en cas de mort ou de démission, en établir un autre qui fera les fonctions de Recev. Gén. jusqu'à l'Assemb. suivante. T. VI, P. Just. p. 499, 500.

§. III. Suite des Recev. Gén.: leur choix & nomination: Contrats passés avec eux: gages, taxations & intérêts: demandes & délibérations sur ce sujet.

En voici la liste, depuis leur établissement.

MM. Camus. [Antoine & Claude]	
M. Marcel.	1567.
M. de Vigni. [François]	1579.
M. Marteau. [Robert]	1585.
M. de Castilles. [Philippe]	1589.
M. de Castilles. [François]	1598.
M. de Lormaison. [d'Aguesseau]	1621.
M. de la Morinière.	1646.

Table d. la Coll. des P. V.

M. de Manevillette. [Hanyvel]	1650.
M. de Saint-Laurens.	1669.
M. de Pennautier. [Reich]	1670.
M. Ogier. [Pierre-François]	1710.
M. de Sinozan. [Olivier]	1726.
M. de Saint-Jullien. [François-David Bollioud]	1735.
M. Bollioud, fils. [Jean-Victor-François-Auguste]	1765.

I. Sur la demande faite en l'Assemb. de 1567, par Mrs. de l'Hôtel-de-Ville de Paris, qu'il leur fût donné caution bourgeoise qui s'obligeât avec le Clergé envers eux, la recette générale du Clergé fut offerte au sieur Claude Marcel: il demanda six deniers pour liv.; l'Ass. lui offrit 28 mille livres pour le tout: il s'accorda à 30 mille livres par an. Il fut ordonné que les auditeurs de ses comptes seroient du Corps du Clergé, & qu'il ne pourroit commettre personne pour le maniement des deniers du Clergé, qui ne fût Catholique: attendu que le sieur Marcel obligeoit corps & biens à l'Hôtel-de-Ville pour le Clergé, il exigea que la clause solidaire fût insérée en son Contrat, & qu'il lui fût loisible de contraindre les Bénéficiers à payer un seul pour tous. T. I, p. 48, 49.

Claude Marcel.

Les sieurs Camus avoient été établis Recev. Gén. du Clergé par les Syndics-Généraux: ils rendent leurs comptes à l'Assemb. de 1567, de la subvention & des deniers du rachat du Domaine Ecclésiastique, aliéné. T. I, p. 51, 52. Voyez Comptes, §. II, an. 1567.

Les Sieurs Camus.

En l'Assemblée de Melun, en 1579, Marcel rend ses comptes pour les années 1571, 1572, 1573. François de Vigni rend les siens pour 1574. Philippe de Castilles, successeur à la recette du Clergé de François de Vigni, envoie à l'Ass. ses comptes pour les années 1575, 1576, 1577: il avoit prétendu devoir rendre ses comptes au Conseil-Privé, avant de les rendre à l'Assemb. T. I, p. 144, 145.

De Vigni.

En l'Assemb. de 1573, le sieur Marteau avoit été commis à la recette des millions de l'an 1574: il meurt insolvable. T. I, p. 341.

Marteau.

II. En l'Assemb. de 1595, le sieur de Castilles est continué dans l'emploi de Recev. Gén. Les Députés à l'audition des comptes avoient été chargés de traiter avec lui, tant des conditions auxquelles il voudroit faire l'avance des taxes, que des clauses du Contrat qu'il falloit passer avec lui pour la re-

Philippe de Castilles.

P p p p p

cette générale, & de ce qu'il conviendrait de changer à raison de la suppression des Recev. Prov., dont il étoit question : de la part du sieur de Castilles, il est dit, qu'il ne demandoit point de nouvelles conditions; que si les Receveurs - Provinciaux demeureroient en leurs charges, il se contenteroit de douze mille liv. de gages; & s'ils étoient supprimés, & qu'il fût obligé de mettre des Commis, il se contenteroit de 30 mille l. comme auparavant. Le Contrat est passé en conséquence. T. I, p. 567, 568. T. V, p. 213.

François de Castilles.

III. En l'Assemb. de 1598, le sieur Castilles présente son fils François Castilles pour être admis à la charge de Recev. Gén., suivant le Contrat passé en 1596: lecture faite dudit Contrat, il est ordonné que le fils sera reçu; qu'il prêtera le serment aux clauses portées par le Contrat, savoir, qu'il est majeur, qu'il présente pour caution personne solvable en cette Ville de Paris : à quoi il fut satisfait en tout point. T. I, p. 647.

En l'Assemb. de 1602, ledit François de Castilles, en vertu du Contrat précédent, est admis en l'exercice de l'office de Recév. Gén., aux clauses & conditions portées par le Contrat, s'obligeant le pere & le fils, l'un pour l'autre; & où le décès dudit François arriveroit pendant la vie du pere, l'Ass. veut & entend qu'icelui pere exerce ladite recette, sans qu'il soit besoin d'attendre & de requérir autre Déclaration & consentement du Clergé. T. I, p. 693, 694.

En l'Assemb. de 1605, nonobstant les offres spécieuses d'un notable Bourgeois, François de Castilles est reçu en l'exercice de cette charge, contre l'opposition de deux Provinces. Quelques Députés demandent que le Receveur-Général ne puisse être continué au delà du temps porté dans son Contrat: on porte des plaintes contre les sieurs Castilles. L'affaire est renvoyée à la prochaine Ass. T. I, p. 749 & suiv. Voyez Castilles.

L'Ass. de 1615 avoit à renouveler le Contrat pour son Receveur: elle confirme le Contrat passé avec Castilles, en 1608, sauf pour les trois deniers pour livre, dont il ne pourra jouir que les quatre premières années du nouveau Contrat. François de Castilles est continué pour les dix années du Contrat, aux conditions & charges des Contrats précédents. On lui accorde des inté-

rêts pour ses avances. T. II, p. 271, 272.

IV. En l'Ass. de 1621, François de Castilles se démet de la charge de Receveur-Général, & prie l'Ass. d'accepter en sa place le sieur Vincent d'Aguesseau, dont il se rend caution envers le Clergé seulement. Celui-ci meurt peu de temps après sa réception. Son frere Philippe d'Aguesseau est nommé en la place de Vincent, sous le cautionnement de François & Antoine d'Aguesseau, ses freres. Le Sr. de Castilles continue de faire la recette jusqu'à ce que les actes de cautionnement soient entre les mains des Agents. T. II, p. 359 & suiv. P. Just. p. 36, 37.

Vincent d'Aguesseau, ou de la maison.

Les dix années du Contrat de Philippe d'Aguesseau étant finies, l'Ass. de 1625 le continue pour autres dix années, aux conditions des Contrats précédents; & par expès que ledit sieur n'acceptera aucuns intérêts sur le Clergé, & ne pourra céder, ni transporter le Contrat de ladite recette, à aucun autre, pour quelque cause ou occasion que ce soit, sans l'expès consentement du Clergé; à quoi ledit sieur acquiesce & prête le serment accoutumé : il obtient cependant que la clause des intérêts ne soit point insérée dans son Contrat; mais il la jure & signe sa Déclaration & son serment: on lui accorde pour intérêts de ses avances, la somme de 36 mille liv. T. II, p. 471, 472.

V. Le sieur d'Aguesseau, Rec. Gén., peu de temps après l'Assemb. de Mantres, meurt. Par le Contrat passé avec le Clergé, il y avoit clause expresse, qu'arrivant son décès, sa veuve & ses héritiers seroient tenus de continuer la recette, & trois mois après le décès, de nommer encore un homme solvable agréé du Clergé, qui s'obligerait avec eux : en exécution de la clause, les Agents présentent Requête: néanmoins, au préjudice de ladite instance, Mrs. du Conseil, sans le consentement des Seigneurs du Clergé, reçoivent le sieur de la Morinière pour exercer la charge de Recev. Gén.; ce qui est contre la teneur dudit Contrat, & contre les Réglemens du Clergé: à l'instant l'un des Agents remontre, que ce qui a été ordonné par le Conseil, n'est qu'en conséquence des traités & accords faits entre lesdits héritiers & le sieur de la Morinière. Arrêté que lesdits Contrats & traités seront com-

La Morinière.

muniés au
être pourvu
P. Just. p. 2

L'Assemb.
sion avec le
seu : 10. su
liv., par eux
Arrêt du C
avances fait
Lormaison :
contraire, c
être portés p
la somme de
clôture du c
devoit rester
de Lormaison
liv. adjugée
les deux son
doient deve
Payeurs & c
la Ville nou
recouvrement
du sieur de
ritiers prête
par le sieur
le recouvrement
sieur de Cast
sieur de Lorm
me de 2456
compte rendu
quelle ils répo
liv. sur le sie
prétendoit m
ritiers.

L'Assemb.
les héritiers,
tion sur leur
40 mille liv.
tification de
seu, Consei
Nouveau fini
1640. T. III.
Le sieur la
de 1645 de l
de Recev. G
pos de diffé
cet intervalle
& délivré à l
de l'Assemb.
trôleur-Géné
tances pour c
sa volonté :
de Recev. G
lette est reçu
trat est passé
liv., comme
joui, sans qu
cune augmen
ne demander
térêt sur le C
qu'il pourroi

muniqués aux Agents, pour ce fait, y être pourvu ainsi que de raison. T. III, P. Just. p. 21, 22.

L'Assemblée de 1645 a une discussion avec les héritiers de M. d'Aguesseau : 1°. sur une somme de 30 mille liv., par eux prétendue en vertu d'un Arrêt du Conseil, pour intérêts des avances faites par le sieur d'Aguesseau-Lormaison : l'Assemblée prétendant au contraire, que ces intérêts devoient être portés par l'Hôtel-de-Ville : 2°. sur la somme de 42310 liv. due par la clôture du compte de Mantes, & qui devoit rester entre les mains du sieur de Lormaison, ainsi que celle de 36000 liv. adjugée pour ses intérêts ; lesquelles deux sommes les héritiers prétendoient devoir être répétées sur les Payeurs & Contrôleurs des rentes de la Ville nouvellement créés : 3°. sur le recouvrement des restes des comptes du sieur de Lormaison, lequel les héritiers prétendoient devoir être fait par le sieur de la Morinière, ainsi que le recouvrement des restes dus par le sieur de Castilles, avoir été fait par le sieur de Lormaison : 4°. sur une somme de 245686 liv. due par le finito du compte rendu par les héritiers, sur laquelle ils répétoient celle de 160 mille liv. sur le sieur la Morinière ; celui-ci prétendoit ne rien devoir auxdits héritiers.

L'Assemb. s'accorde & termine avec les héritiers, au moyen d'une diminution sur leur débet, de la somme de 40 mille liv. ; elle accorde une gratification de 4000 liv. à M. d'Aguesseau, Conseiller au Parlem. de Rouen. Nouveau finito est mis au compte de 1640. T. III, p. 183 & suiv.

Le sieur la Morinière supplie l'Ass. de 1645 de le continuer dans la place de Recev. Gén. : l'Assemb. juge à propos de différer la nomination. Dans cet intervalle, il est arrêté prisonnier, & délivré à l'instant, sur les instances de l'Assemb. Par ordre de M. le Contrôleur-Général, il renouvelle ses instances pour que la Compagnie déclare sa volonté : il est nommé à la charge de Recev. Gén. : le sieur de Manevillette est reçu pour sa caution : le Contrat est passé aux gages de 120 mille liv., comme son Prédécesseur en avoit joui, sans qu'il puisse prétendre à aucune augmentation, & à la charge de ne demander, ni accepter aucun intérêt sur le Clergé, pour les avances qu'il pourroit faire au Roi, ou à l'Hô-

tel-de-Ville, sauf à se pourvoir à ceux qui l'obligeront auxdites avances, &c. T. III, p. 100, 101.

VI. Le sieur la Morinière, avant le Contrat passé avec le Clergé, en 1646, avoit associé le sieur Manevillette, sa caution, à la moitié de sa charge, par autre Contrat fait entr'eux : ledit la Morinière s'étoit réservé par icelui, comme Titulaire de la charge, de donner les quittances aux Receveurs, sans la participation de l'associé : il avoit tiré d'eux des paiements par avance, au moyen des remises qu'il leur avoit faites, & diverti les deniers de la caisse, jusqu'à des sommes considérables. Sur quoi le sieur Manevillette, après en avoir donné avis aux Agents, se pourvoit au Conseil, pour qu'il lui soit permis de viser les quittances ; ce qui est ainsi ordonné. Depuis ce temps, les affaires du Sr. la Morinière allant tout-à-fait en désordre, il est mis en prison : le Sr. Manevillette est commis à l'exercice de la charge, dans laquelle il demande à l'Assemb. de 1650 d'être maintenu pour les cinq ans qui restoient du Contrat.

L'un & l'autre sont entendus séparément : eux ouïs, l'Assemblée, d'un commun avis, commet le sieur Manevillette à l'exercice de la charge de Receveur-Gén., pour les cinq années qui restoient du Contrat ; fait défenses au sieur de la Morinière de s'immiscer à l'exercice d'icelle, à condition de donner par le sieur Manevillette bonne caution, & en outre, suivant ces offres, d'indemniser le Clergé des poursuites que le sieur la Morinière pourroit faire à cause de l'exercice de ladite charge, pour le reste de son Contrat ; & moyennant ce, il sera assisté de l'autorité du Clergé & de l'intervention des Agents. Il offre pour caution son pere : il est accepté. T. III, 506 & suiv.

Le sieur Manevillette, Recev. Gén., demande à l'Ass. de 1650 les intérêts des avances par lui faites pour le paiement des taxes des Députés. L'Assemb. lui accorde un intérêt de dix pour cent. T. III, p. 748, 749.

Autre discussion touchant les intérêts demandés par le même, pour le défaut de paiement, à raison des non-valeurs & spoliations de quelques Diocèses, &c. Sur quoi l'Assemb. convient avec lui de quelques arrangements portés dans le Contrat passé avec lui. T. III, p. 748 & suiv.

Le sieur Manevillette expose à l'Ass.

de 1655, qu'il avoit eu beaucoup à souffrir par la guerre de Guienne, en 1630, & celle de Paris, en 1651, à cause des Arrêts de la Chambre de Saint-Louis, qui avoient été rendus contre lui, lui faisant défenses de désenlever de la Ville de Paris, & de diminuer le paiement des rentes, à peine de la vie; de ceux du Conseil-Privé, qui lui enjoignoient de porter à l'Épargne les deniers des décimes; & d'un autre Arrêt du Conseil d'Enhaut, portant qu'il seroit contraint, par corps, à délivrer ses quittances entre les mains du Trésorier de l'Épargne, pour, en vertu d'icelles, faire la recette desdites décimes; qu'il n'avoit cependant obéi, ni aux uns, ni aux autres, ni considéré les récompenses qu'on lui proposoit. L'Assemblée, sur sa demande, & ayant égard à ses services, résout de le continuer Receveur-Général, en cas de renouvellement du Contrat, en offrant caution. T. IV, p. 104, 105.

Il expose ensuite les avances considérables où il se trouve, pour avoir toujours continué les paiements entiers à la Ville, nonobstant les non-valeurs & la difficulté du recouvrement. Il propose pour le secourir, ou le retranchement des rentes, ou les réscriptions sur les Diocèses en reste. L'Assemblée se détermine pour les réscriptions, après les décharges vérifiées, & le retranchement, après la passation du Contrat. Les Receveurs Provinciaux refusent de payer, alléguant que le Contrat n'étoit point encore renouvelé. T. IV, p. 105, 106, 107.

Le Rec. Gén., après son exposé des non-valeurs & avances par lui faites, demande des intérêts. L'Assemblée faisant droit sur sa demande, règle au dernier dix ses intérêts sur les Diocèses qui sont en reste; ordonne que les intérêts des avances faites pour les Dioc., ne seront point portés par le Clergé; on lui accorde une somme de 30000 l. en dédommagement, outre les intérêts à dix pour cent. Règlement pour la levée des sommes cédées au Rec. Gén. sur les Diocèses: forfait avec lui, pour tous les restes dus, montant à 438942 livres: deux Contrats passés avec ledit sieur Manevillette; l'un pour la recette générale, l'autre pour les restes & pour les frais communs. T. IV, p. 107 jusqu'à 111.

VII. Le sieur Manevillette supplie l'Assemblée de 1655 de nommer dès-à-présent le sieur de Hanyvel, qu'elle a

Hanyvel, en
GUYENNE.

reçu pour caution, à la charge de R. G. pour l'exercer en sa place, en cas de mort, ou de démission, ou d'autre emploi incompatible. L'Assemb. admet sa requête, à condition que, pour raison de ce, il n'interviendra entr'eux aucun traité, ni récompense. T. IV, p. 111.

Le Sr. Manevillette présente à l'Ass. de 1665 la Requête pour être continué dans la recette générale: il s'offre des personnes pour faire ladite recette, à des conditions avantageuses au Clergé: entr'autres conditions proposées, est celle de faire bon au Clergé des 10000 livres des décimes de Béarn: le sieur Manevillette s'y engage de son côté; il obtient la préférence, & il est continué, par Contrat passé avec lui, pour dix ans, à la charge qu'il fera bonne la recette de la somme de 10000 liv. des décimes de Béarn, sans garantie, suivant le département qui a été fait, ou que M. l'Evêque de Cominges fera, à la charge aussi, que, quand on réglera les intérêts pour les avances, il les fera sous de bonnes conditions, & selon qu'elle l'ordonnera. T. IV, p. 886, 887.

VIII. Dans l'intervalle de l'Assemb. de 1665 & de celle de 1670, il survient plusieurs changements dans la recette générale du Clergé. En conséquence de plusieurs délibérations des Assemblées précédentes, le sieur de Pennautier se trouve pourvu provisionnellement, lors de l'Assemblée de 1670, de la recette. Le sieur Manevillette ayant passé à la charge de Secrétaire des Commandements de M. le Duc d'Orléans, charge incompatible avec celle de Receveur-Général du Clergé, le sieur de Saint-Laurens, son cousin, entre en fonction de la charge de Receveur, en laquelle il avoit été reçu en survivance: celui-ci est emporté d'une mort prompte; sa veuve, en vertu desdites délibérations, choisit le sieur de Pennautier pour continuer la recette. Les Prélats assemblés extraordinairement en 1669, & Mrs. les Agents, approuvent le choix. Ledit sieur de Pennautier se présente à l'Ass. de 1670, & reconnoissant l'entière liberté qu'avoit la Compagnie de l'admettre ou de le rejeter, il la supplie de vouloir bien le nommer, sur les cautions qu'il présente. Il obtient l'effet de sa supplique. Ces cautions sont en même-temps examinées & trouvées bonnes. T. V, p. 37 jusqu'à 41.

L'Assemb. de 1675, avec approbation générale, reçoit & continue le sieur de Pennautier dans la recette gé-

M. de Saint-
rens.

M. de Pennautier

des pages
du
Gén.

nérale, sous
née à l'Ass.
effet contrat

Le sieur de
sonnier, & l
maison de
Précautions
& formalités
afin de pourv
T. V, P. J. p.

Sur ce qui
1680, par le
& netteté des
nautier, de
duité, l'Ass.
diamant de 6

L'Assemb.
ment unanim
avec applaud
nautier pour
contrat est pa
579.

L'Ass. de n
ser le sieur d
Général, de
tude, lui ac
la somme de 4
zat, son pren
de 1000 liv.

Les dix ans
sieur de Penna
de 1695, très
de ses service
voix, pour dix
ploi de Recev
trar avec lui.

L'Assemb.
voix & avec d
ecette générale
trat en consé
sieur Crozat 1
781.

IX. L'Assen
libérer sur la
nautier de lui
lur d'abord co
tions attribués
Général: elle
Commission.

Dans l'état
recette généra
missaires, il y
rer: 1°. les dé
rentes créées d
mes qui se lev
du secours ex
de Capitation.

Quant aux
Receveur-Gén
d'un contrat q
dix ans. Les p

nérale, sous la caution qu'il avoit donnée à l'Ass. précédente, & passé à cet effet contrat avec lui. T. V, p. 218.

Le sieur de Pennautier est arrêté prisonnier, & le scellé est apposé dans sa maison de l'autorité du Parlement. Précautions prises en cette occasion, & formalités employées par les Agents, afin de pourvoir à la sûreté de la recette. T. V, P. J. p. 174.

Sur ce qui est représenté en l'Ass. de 1680, par le Sgr. Président, de la clarté & netteté des comptes du sieur de Pennautier, de sa droiture & de son assiduité, l'Assemb. lui fait présent d'un diamant de 600 pistoles. T. V, p. 305.

L'Assemb. de 1685, d'un consentement unanime, choisit & continue, avec applaudissement, le sieur de Pennautier pour Receveur-Général. Le contrat est passé & signé. T. V, p. 578, 579.

L'Ass. de 1693, voulant récompenser le sieur de Pennautier, Receveur-Général, de sa fidélité & de son exactitude, lui accorde, par gratification, la somme de 4870 liv., & au sieur Crozat, son premier Commis, la somme de 1000 liv. T. VI, p. 68.

Les dix années de la commission du sieur de Pennautier étant expirées, l'Ass. de 1695, très-satisfaite de son zèle & de ses services, le nomme tout d'une voix, pour dix autres années, dans l'emploi de Receveur-Général, & passe contrat avec lui. T. VI, p. 189.

L'Assemb. de 1705, d'une commune voix & avec éloge, lui continue la recette générale pour autres dix ans : contrat en conséquence passé avec lui : le sieur Crozat sa caution. T. VI, p. 780, 781.

IX. L'Assemb. de 1710, ayant à débiter sur la demande de M. de Pennautier de lui donner un Adjoint, voulut d'abord connoître les droits & taxations attribués à la charge de Receveur-Général : elle nomme à cet effet une Commission.

Dans l'état où est présentement la recette générale, disent Mrs. les Commissaires, il y a trois objets à considérer : 1°. les décimes ordinaires ; 2°. les rentes créées depuis 1690 ; 3°. les sommes qui se lèvent pour payer le rachat du secours extraordinaire tenant lieu de Capitation.

Quant aux décimes ordinaires, le Receveur-Général les reçoit en vertu d'un contrat qui se renouvelle tous les dix ans. Les gages anciens sont de 12

mille l., qui lui appartiennent en vertu dudit contrat, & qui y sont énoncés ; il y a d'ailleurs 36400 liv. qui lui sont attribuées par un Arrêt du Conseil de 1633, à prendre sur les fonds destinés au paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville, à condition de payer par avance & semaine par semaine. Outre ces deux sommes, il jouit de celle de 4000 liv., en vertu de deux Arrêts du Conseil, l'un de 1642, & l'autre de 1655. On lui donne d'ailleurs six deniers pour liv. de ce qu'il reçoit pour payer les pensions des Ministres convertis : cet article est de la somme de 1641 liv. 4 sols ; on lui passe aussi, dans ses comptes, six deniers pour livre des sommes qu'il reçoit pour les frais des Assemb. ; cette somme n'est point fixe. De plus, dans les comptes des décimes, on alloue 1000 liv. à son premier Commis, & 500 liv. pour la façon du compte. Dans celui des pensions, on donne 400 l. à son premier Commis, & 200 liv. pour la façon du compte.

Avant l'année 1690, continuent Mrs. les Commissaires, le Receveur-Général n'avoit point d'autres taxes, ni taxations, que les articles ci-dessus : mais depuis ladite année, à l'occasion des nouvelles rentes créées, les Assemb. lui ont passé six deniers pour livre pour lesdites rentes ; en quoi le Clergé a eu égard aux longs services du sieur de Pennautier. On a fait aussi chaque année, jusqu'à présent, une gratification de 1000 liv. au premier Commis, & on a alloué aussi chaque année 400 liv. pour la façon du compte.

Quant au troisième article qui regarde les sommes destinées pour le rachat du secours tenant lieu de la Capitation, l'Assemb. de 1701 a réglé, qu'on donnera au Receveur-Général trois deniers pour livre, tant pour lui, que pour les personnes qui feroient en son nom le recouvrement dans chaque Généralité.

Sur ce Rapport, l'Assemb. a résolu, 1°. qu'au sujet de la somme de 36000 l., & de celle de 4000 liv., ordonnées par les Arrêts ci-dessus, il sera suris, jusqu'à ce qu'on puisse avoir les éclaircissements nécessaires sur ces deux articles ; 2°. qu'on n'allouera au Receveur-Général que trois deniers pour livre, tant pour toutes les rentes créées depuis 1690, que pour les pensions des Ministres, frais communs & autres levées extraordinaires. Exception sur les deux premiers objets des rentes & des pen-

sions, en faveur du sieur de Pennautier, à cause de ses longs services ; on lui continue les six deniers pour livre ; 3°. qu'à l'égard du traité que l'Ass. a fait avec le sieur de Pennautier, pour la levée du secours tenant lieu de Capitation, Mrs. les Commis. des Moyens proposeront quelque expédient pour faire payer les Diocèses qui ne satisfont pas précisément dans les termes ; la délibération prise en 1701, à cet effet, ne subsistant plus. T. VI, p. 1108 juſq. 1112.

Après cette première délibération, l'Assemb. de 1710 le propose de délibérer sur la demande de M. de Pennautier, de lui donner pour Adjoint, dans la recette générale, M. Ogier. La Compagnie voyant la conséquence de la proposition, n'avoit pas cru devoir opiner sur le champ, ainsi qu'avoient fait quelques Assemb. en pareille occasion, parce que les Sujets proposés leur étoient connus par des services actuels; elle avoit donc nommé des Commissaires pour s'informer de la personne & des facultés du sieur Ogier. Sur le rapport favorable, il est choisi pour Receveur-Général en survivance du sieur de Pennautier, pour les cinq années qui restent du contrat passé avec le sieur de Pennautier, à condition:

1°. Que le sieur Ogier & sa femme s'engageront pour les deniers pour lesquels le sieur de Pennautier n'a point donné de caution; 2°. que le sieur Ogier se défera de la charge de Receveur-Général des Finances, & qu'il apportera, avant la fin de l'Allémb., un Arrêt de décharge de toute recherche, pour les années de son exercice; 3°. qu'il ne pourra prendre aucune charge de Comptable, ni aucun emploi qui puisse le détourner de l'assiduité aux affaires du Clergé. T. VI, p. 1112, 1113, 1114.

M. de Pennautier demande en même-temps que le sieur Ogier & sa femme soient reçus caution envers le Clergé, à la place du sieur Crozar, aussi-bien de l'exécution du contrat passé entre le Clergé & le sieur de Pennautier, en 1705, qu'ils le sont déjà du manie-ment de l'imposition des rentes de 1690, & de celle des trois millions ordonnée par la présente Assemblée. La demande est accordée. T. VI, p. 1107, 1114 & s. P. J. p. 406.

X. En l'Aff. de 1715, M. le Président propose le choix d'un Receveur-Général. M. l'Archev. de Bourges expose que le sieur Crozat lui avoit remis

un Mémoire, par lequel il faisoit des propositions qui paroissent très-avantageuses au Clergé; que son projet consiste à éteindre le capital & les rentes qui sont payées par les décimes, dans l'espace de vingt-cinq ans, sans que les décimes augmentent en aucune manière. Le projet est examiné & rejeté. T. VI, p. 1456.

L'Assemb. continue la recette générale à M. Ogier pour l'espace de dix ans : le contrat est passé, la caution acceptée, & l'acte de cautionnement dressé. T. VI, p. 1457. P. J. p. 466.

M. Ogier présente, à l'Assemblée de 1715, un Mémoire contenant une demande en indemnité. Sa demande le réduit à deux chefs : le premier concerne la façon des nouveaux comptes à cause des vingt-quatre & huit millions des Allimb. de 1710, 1711 ; le second regarde le grand nombre de Commis extraordinaires qu'il avoit été obligé d'employer, tant pour les réductions & les remboursements des rentes constituées depuis 1690, que de celles des 24 & 8 millions.

Sur quoi, délibération de l'Assemb.
portant, que, pour toutes avances,
frais, soins, peines & vacations, gages
des Commis extraordinaires, & façon
de comptes, il sera donné au sieur
Ogier la somme de 34000 liv., qui se-
ront distribuées dans chaque compte,
suivant les apostilles desdits comptes;
& la somme de 30000 liv., qui sera
passée en dépense sur les frais com-
muns, pour le grand nombre de Com-
mis extraordinaires qu'il a été obligé
d'employer dans le cours de cinq ans.
T. VI, p. 1431 juſq. 1436.

XI. *Affaires & demandes de M. Ogier en l'Assemb. de 1713.* Il demande d'abord des taxations aux Diocèses, pour les frais de remise des 12 millions aux recettes Provinciales. L'Ass. décharge les Diocèses de ces taxations; tenus seulement de lui payer les frais de port & voitures, s'il en a fait. T. VI, p. 1661. 1662.

A l'égard des taxations que demandoit M. Ogier, pour l'emploi qu'il avoit fait de la somme de 1530851 l. à lui remise par le sieur Geoffroi, l'Aff. ordonne qu'il lui sera donné seulement la somme de 5000 liv. une fois payée, par forme de gratification. T. VI, p. 1662.

Quant aux taxations pour la façon de chacun de ses comptes, l'Assemb. nomme des Commissaires, qui, dans

M. Ogier reçu pour Adjoint dans la recette générale.

M. Ogier, R. G.

le rapport que
classe de dé
tes depuis 1
mois de 1
comptes de
& de toutes
comptes de
comptes de
sent qu'on d
les mêmes t
cordées dan
Quant aux c
qui contien
ble de volu
dinaire, ils
de 15000 li
troisième cl
que deux c
l'un compre
tions de tou
qu'en 1703
velles, c'est
qu'à présent
accorder 1 j
ce qui fait n
née, ce qui
venir. L'avis
niment

L'Assemblée
quelques au
par M. Ogic
dinaire fait
tous les cha
affaires du C

XII. Affaire de 1725. M. de Launay, Contrôleur-Général, avait fait par son rapport au Roi, le déficit, & elle a ordonné aux Réglements le Receveur, ni des trois Provinces, bonne & de cette délibération, années du comte, expirées, il n'en seroit pas, la décade comme v.

Le Promoteur ou la destination générale, l'Affaire constituerait par elle-même elle le

le rapport qu'ils font, distinguent trois classes de ces comptes : 1°. les comptes depuis 1715, jusqu'aux six premiers mois de 1719 inclusivement ; 2°. les comptes des six derniers mois de 1719 & de toute l'année de 1720 ; 3°. les comptes de 1720 & 1721. À l'égard des comptes de la première classe, ils pensent qu'on doit accorder au sieur Ogier les mêmes taxations qu'on lui avoit accordées dans les précédentes Assemblées. Quant aux comptes de la seconde classe, qui contiennent un nombre considérable de volumes & un travail extraordinaire, ils avoient arbitré une somme de 15000 liv. Quant aux comptes de la troisième classe, lesquels ne faisoient que deux comptes par année, dont l'un comprenoit les anciennes impositions de toute nature, c'est-à-dire, jusqu'en 1705, & l'autre toutes les nouvelles, c'est-à-dire, depuis 1710 jusqu'à présent, ils estiment qu'on peut accorder 1500 liv. pour chaque compte, ce qui fait mille écus pour chaque année, ce qui seroit aussi pratiqué à l'avenir. L'avis de la Commission est unanimement suivi. T. VI, p. 1665, 1666.

L'Assemblée renvoie à la prochaine quelques autres taxations demandées par M. Ogier, pour le travail extraordinaire fait depuis 1720, à cause de tous les changements arrivés dans les affaires du Clergé. T. VI, p. 1667.

XII. *Affaire de M. Ogier en l'Assemblée de 1725.* M. le Président propose de délibérer sur ce que la Compagnie avoit à faire par rapport à M. Ogier, Receveur-Général. Après la lecture des Réglements sur ce sujet, l'Ass. a délibéré, que, dans le cas présent, il s'agissoit, par rapport au Receveur-Général, de le destituer, ou de ne pas le destituer, & elle a ordonné, qu'en se conformant aux Réglements de l'Assemblée de 1715, le Receveur-Général ne pourra être reçu, ni destitué que par le suffrage de plus des deux tiers des Provinces. Les trois Provinces de Vienne, de Narbonne & de Paris, protestent contre cette délibération, disant que les dix années du contrat du sieur Ogier étant expirées, il ne s'agissoit pas de délibérer, s'il seroit destitué, ou s'il ne le seroit pas, la place devant être regardée comme vacante.

Le Promoteur oui, sur la continuation ou la destitution du Receveur-Général, l'Assemblée a déclaré, qu'elle ne destituerait point M. Ogier, & que même elle le continuoit en considéra-

tion de la soumission qu'il a donnée d'acquiescer aux apostoliques & au *finuo* des comptes des rétablissements des rentes, & des dépouillements de ses comptes ; après que le sieur Ogier aura ajouté dans ladite soumission, qu'il se soumet à la délibération prise en conséquence du rapport de M. l'Archevêq. de Narbonne. Trois Provinces protestent contre cette délibération : ladite protestation fondée sur ce que la délibération n'avoit point été formée que par le suffrage de dix Provinces ; ce qui ne faisoit point les deux tiers. M. Ogier fait son acte de soumission. T. VII, p. 369 jusqu'à 373.

L'Assemblée de 1725 assigne un fonds assuré pour le paiement des 15000 liv. d'anciens gages ordinaires attribués au Receveur-Général, attendu que le département dans lequel lesdits gages étoient compris, ne subsiste plus. Nouveau département en conséquence. T. VII, p. 373, 374.

XIII. *Affaires & demandes de M. Ogier en l'Assemblée de 1726.* Après la reddition de ses comptes, il forme plusieurs demandes, au sujet d'intérêts de sommes avancées, de ses taxations, frais, déboursés extraordinaires, supplément d'appointements, intérêts des Diocèses, &c. Toutes ces demandes montant ensemble à la somme de 1337796 liv. 15 sols 4 den. Mrs. les Commissaires trouvent plusieurs de ces demandes peu fondées, quelques autres raisonnables. Sur quoi ils proposent leur avis. Outre ces premières demandes, M. Ogier en fait encore quatre autres, montant ensemble à la somme de 119493 liv. 8 sols.

L'avis de la Commission, sur toutes les demandes, est de finir & de transiger avec lui pour une somme de 145000 liv., tant pour le paiement de tout ce qui peut lui être dû, que pour gratification extraordinaire, dans la circonstance particulière où il se trouve, qui l'oblige de supplier l'Assemblée de le décharger de la recette générale. L'avis est adopté. Transaction passée en conséquence entre le Clergé & M. Ogier. Termes pris pour le paiement de ladite somme par les Diocèses. La Compagnie consent de rétablir, au profit de M. Ogier, des contrats sur les anciennes rentes créées depuis 1690, jusqu'en 1705, à prendre dans ceux que le sieur Ogier a remboursés à la décharge du Clergé. T. VII, p. 696 jusqu'à 706. *La transaction*, P. J. p. 257 & f.

En l'Assemb. de 1730, M. Ogier forme de nouvelles demandes, tant au sujet de la transaction ci-dessus, qu'au sujet des apostilles mises sur quelques articles de la dépense du compte d'apurement rendu à l'Assemblée de 1726. Moyens sur lesquels il établit ses demandes, & les réponses de la Commission à ses moyens. Avis de la Commission, conformément auquel, le Promoteur oui, délibéré :

1°. Qu'il sera tenu compte à M. Ogier de la somme de 3000 l., pour tare & diminution d'espèces sur les fonds offerts en 1718 aux Sieurs pour le remboursement de leurs rentes. 2°. Qu'il mettra en quittances de remboursement, sur les anciennes rentes, le fonds qu'il doit fournir au Clergé pour raison des nouvelles rentes dues auxdits Sieurs

3°. Que la somme de 1950 liv. pour erreur faite à son préjudice, dans son second compte du Don-gratuit de 1713, lui sera remboursée. 4°. Que la reprise par lui faite dans le compte d'apurement par lui rendu à la dernière Assemb. des impositions dues par le Diocèse de Condom, pour les six premiers mois de 1720, lui sera allouée. 5°. Que les reprises par lui données sur les impositions dues par le Diocèse de Saint-Flour, pour lesdits six premiers mois de 1720, lui seront allouées purement & simplement. 6°. Qu'il pourra payer en quittances de remboursement, sur les anciennes rentes, les 1613 liv. 19 sols qu'il doit au Clergé, pour reste de la somme qu'il étoit tenu de rapporter en contrats remboursés sur les nouvelles rentes. 7°. Que de tout ce que dessus sera passé acte devant Notaire. T. VII, p. 1002 jusq. 1016. L'acte, P. J. p. 311 & suiv.

M. de Sénozan.

XIV. M. Ogier remercie l'Assemb. de 1726 de la place de Receveur-Général : elle accepte le remerciement. M. le Président propose le choix d'un nouveau Receveur-Général, & fait voir la nécessité de le faire tomber sur une personne qui, par sa capacité dans les affaires, sa probité & son crédit, soit en état de conduire toutes les opérations nécessaires pour mettre les affaires du Clergé en bon ordre. Dans cette vue, il propose à la Compagnie M. de Sénozan, avec le titre d'Intendant-Général des affaires temporelles du Clergé, sous la direction de Mrs. les Agents, sans tirer à conséquence pour ce nouveau titre. Il remercie l'Assemb., qui ne lui demande point de caution : il croit co-

pendant devoir lui en offrir une, que la Compagnie accepte.

Elle délibère ensuite sur les appointements qui doivent être accordés à M. de Sénozan. L'Ass., conformément à l'avis de la Commission, fixe à 120000 liv. les appointements, taxations & remises, dont il doit jouir par chacun an ; à la charge qu'il fera tenu du paiement des Commis qu'il établira aux recettes Provinciales, du maniement desquels il est garant ; de payer tous les frais de Bureau de la recette générale de Paris ; & qu'il ne sera plus fait aucune dépense dans les comptes, à commencer des six derniers mois de 1726 ; & à l'avenir d'aucunes sommes pour façon de comptes, gratification & autres dépenses extraordinaires, pour quelque cause & prétexte que ce soit.

Et pour faire le fonds de ladite somme de 120000 liv. par an, sans rien innover aux anciens départements, il sera fait une imposition annuelle sur tous les Dioc., de la somme de 60000 l., laquelle sera répartie, un quart sur le département de 1516, & les trois autres quarts sur 1646 ; laquelle somme de 60000 liv., avec le fonds des appointements & taxations ordinaires, revenant à pareille somme ou environ, suffit pour payer annuellement ladite somme de 120000 liv. T. VII, p. 761 jusq. 767. Le contrat & le cautionnement, P. J. p. 271 & f.

XV. En l'Assemb. de 1735, Mrs. les Commissaires font leur rapport sur le renouvellement du contrat de la recette générale : leur avis est de continuer M. de Sénozan & d'augmenter ses appointements de 12000 liv., en les portant à 132000 l. L'avis est adopté par l'Ass., & un fonds assigné pour l'augmentation. Le contrat est passé & signé, avec la clause qui oblige M. de Sénozan de se charger du recouvrement des décimes de Béarn : sur ce qu'il représente à la Compagnie, cette clause est modifiée. T. VII, p. 1444 & f.

En la même Assemb., M. de Sénozan demande la survivance de la recette générale pour M. de Saint-Jullien, Commission nommée pour l'examen des qualités & capacités du sujet proposé. Sur le rapport entièrement favorable, la survivance est accordée. T. VII, p. 1446 & f.

Sur ce qu'on avoit employé dans le compte des frais communs différentes gratifications pour les Commis de M. de Sénozan, l'Assemblée de 1735 délibère,

berre, que, expliquée par de 1730, on justification au qu'ils ne fussent vail extraor auquel ils r Pour cette r Bricogne, c la somme de sieur Bastard services qu' vinge-cinq a

M. Bollioud de Saint-Jullien.

XVI. L'Ass. Bollioud de M. de Séno aux clauses d délibération par le contr Les mêmes raires dont sont accordé sous le cauti biens de ce sieur de Saint tendre, ni c dant-Général supprimé. R Saint-Jullien sur une chaî T. VII, p. 1 p. 365.

M. de Sa reçu en surv en 1735, est de 1745, sur avantageux d Receveur-Ges & condit trat passé av trat approuv tion à ce suje ment. T. VII

Il est parlé d'une affaire Jullien, Rece lion, Maître d'une banque Provincial de expliquée, da ces, par M. l' ayant reconnu conduite de fo te de tout rep soupçon, dép pour lui ré Compagnie p Saint-Jullien, désir qu'elle a justifié aux yeu 338, 339.

Table de la

bere, que, suivant la clause du contrat expliquée par une délibération de l'Ass. de 1730, on n'accorderoit aucune gratification auxdits Commis, à moins qu'ils ne fissent preuve de quelque travail extraordinaire, fait pour l'Ass., & auquel ils ne seroient point engagés. Pour cette raison, elle accorde au sieur Bricogne, en qualité de Calculateur, la somme de 2000 liv. ; & 1000 liv. au sieur Bastard, en considération des longs services qu'il a rendus au Clergé depuis vingt-cinq ans. T. VII, p. 1449.

M. Bollioud de
Saint-Jullien.

XVI. L'Assemb. de 1740 reçoit M. Bollioud de Saint-Jullien, neveu de M. de Sénozan, Receveur-Général, aux clauses & conditions portées par la délibération du 9 Septembre 1735, & par le contrat du 14 du même mois. Les mêmes droits, taxations & honoraires dont jouissoit M. de Sénozan, sont accordés au sieur de Saint-Jullien, sous le cautionnement cependant des biens de ce premier, & sans que ledit sieur de Saint-Jullien puisse jamais prétendre, ni demander le titre d'Intendant-Général, qui demeurera éteint & supprimé. Remerciement de M. de Saint-Jullien, qui prend séance en l'Ass. sur une chaise à dos devant le Bureau. T. VII, p. 1687 & f. *Le Contrat*, P. J. p. 365.

M. de Saint-Jullien, qui avoit été reçu en survivance de M. de Sénozan en 1735, est nommé, par l'Assemblée de 1745, sur le rapport & témoignage avantageux de Mrs. les Commissaires, Receveur-Général du Clergé, aux clauses & conditions stipulées dans le contrat passé avec lui : projet dudit contrat approuvé par l'Assemb. Délibération à ce sujet. Acte de son cautionnement. T. VII, p. 1010 & f.

Il est parlé, dans l'Assemb. de 1750, d'une affaire suscitée à M. de Saint-Jullien, Receveur-Général, par M. Ballion, Maître des Requêtes, au sujet d'une banqueroute faite par le Receveur Provincial de Marseille. L'affaire est expliquée, dans toutes ses circonstances, par M. l'Abbé de Breteuil. L'Ass. ayant reconnu, par le rapport, que la conduite de son Receveur étoit exempte de tout reproche, & même de tout soupçon, députe à M. le Chancelier, pour lui témoigner l'intérêt que la Compagnie prend à l'affaire de M. de Saint-Jullien, contre M. Ballion, & le désir qu'elle a de voir son Receveur justifié aux yeux du public. T. VIII, p. 338, 339.

Table de la Coll. des P. V.

XVII. Le contrat passé par le Clergé à M. de Saint-Jullien, en 1745, étant près d'expirer, M. l'Archevêq. de Toulouse, Chef de la Commission des Moyens, dit, que l'Assemb. avoit à délibérer sur le choix d'un Receveur-Général : après avoir fait l'éloge de l'administration de M. de Saint-Jullien, & être remonté à la source des appointements du Receveur-Général : il propose l'avis de la Commission. Sur quoi, le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, la Compagnie, en le conformant à l'avis du Bureau, continue M. de Saint-Jullien dans la Commission de Receveur-Général ; elle arrête en outre :

1°. Qu'il lui sera donné 120000 liv. d'appointements ; 2°. qu'il jouira de plus de 12000 liv. accordées à M. de Sénozan, en 1735, pour les causes énoncées dans la délibération de 1735 ; 3°. qu'il sera expressément porté par le contrat, qu'il ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, ou puisse être, soit de nouveaux Dons-gratuits, soit de nouvelles impositions, soit d'augmentation de travail, soit même d'augmentation de dépense, dans les Bureaux de Paris, ou de Province, demander ou prétendre aucune augmentation. 4°. L'Assemb. agréa M. Ollivier de Sénozan pour caution. Remerciement de M. de Saint-Jullien. T. VIII, p. 560 & suiv.

A l'égard du Contrat passé avec M. de Saint-Jullien, on prend pour modèle celui qui avoit été passé en 1745, en suivant néanmoins la délibération ci-dessus. Le Contrat est signé. T. VIII, p. 563. *Le Contrat*, P. Just. p. 143 & f.

XVIII. L'Assemb. de 1765 continue M. Bollioud de Saint-Jullien dans la commission de Receveur-Gén. : elle reçoit aussi M. Bollioud, son fils, pour le remplacer ou lui succéder, en cas de mort, d'infirmité, ou de promotion à quelque charge incompatible ; le tout aux mêmes conditions que ci-dessus, lesquelles auront lieu aussi pour le sieur Bollioud, fils, venant à succéder à son pere.

Il est dit de plus, que ledit sieur fils, en cas de démission ou décès du pere, ne pourra exercer personnellement la commission de Rec. Gén. avant l'âge de 25 ans, & que, jusqu'à ce qu'il ait atteint cet âge, ladite commission sera exercée, en son nom, par homme résidant à Paris, & solvable, au gré de Nost'rs. du Clergé, qui s'obligera so-

M. Bollioud ;
fils, reçu en sur-
vivance.

Q9999

lidairement avec ledit sieur Bollioud, fils, &c. Remerciements du pere & du fils. T. VIII, p. 1270 & suiv. *Le Contrat est figé.* Ibid, p. 1276. *Rapport avec le cautionnement.* P. Just. p. 403 & s.

L'Assemb. de 1765 supprime le département de 60000 livres, arrêté précédemment, & à sa place, elle en établit un de 120000 liv. pour les appointements du R. G., indépendamment de l'augmentation de 12000 livres par chacun an. T. VIII, p. 1294. *Voyez Départements, §. III, n°. IV.*

L'Ass. de 1770 accorde à M. de Saint-Jullien, Rec. Gén., une gratification de 162000 livres, pour son travail & le zèle dont il avoit donné des preuves dans la conversion des rentes du denier vingt au denier vingt-cinq. Remerciement. T. VIII, p. 1766, 1767.

L'Assemb. de 1775 a continué, pour dix ans, M. de Saint-Jullien dans la commission de Rec. Gén. du Clergé, & a en même-temps accordé la survivance & l'adjonction à son fils, aux conditions énoncées. T. VIII, p. 2215 & suiv. *Le Contrat, P. J. p. 703, 704.*

§. IV. Comptes du Receveur-Gén. : forme desdits comptes, & réglemens à ce sujet.

Voyez Comptes.

§. V. Formalités à remplir par le Recev. Gén. : fonctions, charges & devoirs.

I. Le Règlement de l'Ass. de 1715, article 2, porte, que le Rec. Gén. ne pourra être pourvu d'aucunes charges comptables, & qu'il se purgera par serment, qu'il n'est & qu'il n'entrera, directement, ni indirectement, dans aucun engagement, ni dans aucunes affaires contraires aux intérêts du Clergé, à peine de destitution, & d'être privé de tous les droits & émoluments attribués à ladite charge de Receveur. T. VI, P. Just. p. 500.

Précautions prises, à ce sujet, par l'Assemb. de 1710, lorsqu'elle nomma M. Ogier à la place de Rec. Gén., lequel avoit exercé auparavant une charge de Rec. Gén. des Finances à Rouen. *Suprà, §. III, n°. IX.*

II. Par Règlement de l'Ass. de 1617, défenses sont faites au Rec. Gén. d'acquiescer à l'avenir aucunes ordonnances faites hors de l'Assemblée, à peine d'en répondre en son propre & privé nom : on l'oblige, par serment, de n'en rece-

voir, ni payer aucune étant faite hors l'Assemb. par personnes sans pouvoir & sans aveu, & contre la teneur du Règlement. T. II, p. 301.

Le même serment est exigé du sieur Vincent d'Aguesseau, Rec. Gén., & de Philippe d'Aguesseau, son frere, & renouvelé par eux dans l'Ass. de 1621. T. II, p. 359, 360.

Le Rec. Gén. ne reçoit de loi pour les paiements qu'il doit faire, que des Assemb. Gén. Ainsi s'explique celle de 1625, à l'occasion d'un Arrêt du Conseil, qui avoit défendu audit Receveur de payer les Députés de ladite Assemb. T. II, p. 401.

Par délibération de la même Ass., défenses sont faites au Rec. Gén. de coucher jamais aucune dépense particulière dans ses comptes, sans ordonnance expresse, à peine de 10000 liv. T. II, p. 411.

Sur la question mue en ladite Ass., par rapport aux Ministres convertis, s'ils devoient être payés en vertu de l'état fait à Paris en 1623, ou en vertu de celui fait en 1621 par l'Ass. Gén., il est arrêté, que, sans avoir égard à l'état de 1623, pour être fait contre les Réglemens, sans pouvoir & hors de l'Assemblée, défenses sont faites au Rec. Gén. de payer sur pareilles ordonnances, à peine de radiation des paiements. T. II, p. 411.

Même défense, & sous même peine, par l'Assemb. de 1715. T. VI, p. 1414.

Les articles 5 & 8 du Règlement de cette Ass. sont exprès sur cette matière.

Art. 5. Défenses sont faites au R. G. de payer aucunes sommes sur les ordonnances qui pourroient être décernées, ou sur les délibérations qui pourroient être prises dans les intervalles des Assemb. Gén., par les Prélats qui se trouveroient à Paris, à la suite de la Cour, ou ailleurs. T. VI, P. Just. p. 500.

Art. 8. Le Rec. Gén. ne pourra employer aucune dépense en ses comptes, soit pour frais communs des Assemb., ou autres dépenses, telles qu'elles puissent être, qu'elles n'aient été arrêtées ou ordonnées par des délibérations prises dans les Ass. Gén., ni employer aucuns intérêts, ou autres parties, dans ses comptes, en vertu d'Arrêts du Conseil : le tout à peine de radiation. *Ibid.*

II. Le Rec. Gén. est tenu d'acquiescer toutes les parties qui auront été ordonnées dans les Ass. Gén., nonobstant toutes oppositions, ou empêchements

formés par te
être. *Article*
T. VI, P. Ju

III. Le Re
Mrs. les Ag
mois, son é
se : c'est ce
passés entre
L'Assemb. d
Contrat, l'a
p. 789.

Ordonné
T. III, p. 19.

L'Assemb.
Réglement,
leur ordonne
trois mois en
souvent, s'il
recette & la
T. VI, P. Ju

M. Ogier
de remettre
les Agents un
de lui, des se
dans la caiss
aura faites, &
sorties par les
avec les date
pensées, & les
aura reçu, ou
lui fait gré de
& ordonne q
venir, & ord
nir la main.

IV. L'Ass. d
sormais le R
nal de caisse
mier & derni
les Prélats qu
& par l'un de
quel Journal
au modele d
pour tous les
&c., & par s
lequel Journa
tenu d'écrire j
la dépense de
gé, & de rep
livre de caiss
qu'il lui sera
du Clergé, ou
ment lorsqu'i
baux à dressé
nutions ou a
T. VII, p. 33

V. L'Assem
sujet des rece
ceveurs, pour
mal administr
la recherche d
nommés sept

formés par telles personnes que ce puisse être. *Article 4 du Règlement de 1715.* T. VI, P. Just. p. 500.

III. Le Recev. Gén. doit délivrer à Mrs. les Agents, de six mois en six mois, son état de recette & de dépense : c'est ce que portent les Contrats passés entre le Clergé & les Rec. Gén. L'Assemb. de 1608, conformément au Contrat, l'avoit ainsi ordonné. T. I, p. 789.

Ordonné de même par l'Ass. de 1641. T. III, p. 19. *Voyez* les Contrats.

L'Assemb. de 1715, article 16 de son Règlement, au titre des *Agents-Gén.*, leur ordonne de vérifier, au moins de trois mois en trois mois, & même plus souvent, s'ils le jugent nécessaire, la recette & la dépense du Recev. Gén. T. VI, P. Just. p. 497.

M. Ogier offre à l'Assemb. de 1723 de remettre tous les huit jours à Mrs. les Agents un état bien libellé & signé de lui, des sommes qui seront entrées dans la caisse, par les recettes qu'il aura faites, & de celles qui en seront sorties par les paiements qu'il aura faits, avec les dates des recettes & des dépenses, & les noms de ceux de qui il aura reçu, ou à qui il aura payé. L'Ass. lui fait gré de la proposition, l'accepte, & ordonne qu'il en sera ainsi usé à l'avenir, & ordonne aux Agents d'y tenir la main. T. VI, p. 1670.

IV. L'Ass. de 1725 a ordonné, que désormais le Recev. Gén. aura un Journal de caisse coté & paraphé par premier & dernier, par l'ancien de Mrs. les Prélats qui se trouveront à Paris, & par l'un des Agents-Généraux, lequel Journal de caisse sera conforme au modèle ordonné par Sa Majesté pour tous les Trésoriers, Receveurs, &c., & par son Edit de 1724 ; dans lequel Journal ledit Recev. Gén. sera tenu d'écrire jour par jour la recette & la dépense de tous les deniers du Clergé, & de représenter ledit Journal ou livre de caisse toutes & quantes fois qu'il lui sera demandé, ou par les Ass. du Clergé, ou par les Agents ; notamment lorsqu'il y aura des Procès-verbaux à dresser à l'occasion des diminutions ou augmentations d'espèces. T. VII, p. 336, 337.

V. L'Assemblée de 1605 arrête, au sujet des recherches à faire sur les Receveurs, pour deniers des Décimes mal administrés ou divertis, que pour la recherche du Recev. Gén., seront nommés sept Commissaires par l'Ass.,

qui y procéderont conjointement avec le Bureau de Paris. T. I, p. 752.

Il y eut dans cette Assemb. des plaintes portées contre l'administration des sieurs Castilles, pere & fils : elle en renvoya la discussion à l'Assemb. suivante. Sur quoi *Voyez* Castilles.

Sur pareilles recherches, dans l'administration de M. Ogier. *Suprà*, §. III, n°. X, XI, XII, XIII, XIV. *Voyez* Comptes, ann. 1715, 1723, 1725, 1726.

VI. Mrs. les Agents obtiennent, en 1682, le 5 Décembre, un Règlement dont l'Assemb. de 1584 recommande l'observation, tant au Recev. Gén., qu'aux Recev. Particuliers ; & pour qu'il n'y soit contrevenu en aucune manière, il est enjoint au Recev. Gén., de contraindre les Receveurs particuliers au paiement de tous les arrérages, à moins qu'ils ne lui fassent apparoir de six mois en six mois, des diligences faites conformément audit Règlement ; autrement les parties que reprendra ledit Receveur sous le nom des Diocèses, lui seront rayées, sans avoir égard aux autres diligences qu'il pourroit avoir faites ; & afin que les Députés des Diocèses tiennent la main audit Règlement, il est ordonné qu'il sera envoyé quatre copies à chaque Diocèse, tant dudit Règlement, que des Lettres du 20 Février 1680, qui suppriment la clause solidaire dans le paiement des Décimes. T. I, p. 253.

Le sieur de Manevillette avoit employé en plusieurs chapitres de dépense dans son compte des frais communs rendu à l'Assemb. de 1660, des intérêts qu'il prétendoit pour le retardement des sommes qui avoient été levées, alléguant des diligences de sa part sur les Recev. Provinciaux, comme saisie des offices, mais ne rapportant d'ailleurs aucunes poursuites, ni procédure faite depuis : sur quoi M. l'Evêque de Chartres dans le rapport qu'il fait, observe, que par la même raison que les Recev. particuliers sont obligés, non-seulement de faire saisir les biens appartenant aux Bénéficiers pour le paiement de leurs taxes ; mais aussi de les faire vendre & de procéder par voie d'exécution, contrainte & emprisonnement contre les Fermiers, qui sont les véritables diligences ; que les Recev. Provinciaux ne sont pas déchargés envers le Recev. Gén., pour avoir fait saisir réellement l'office du Recev. Diocésain, s'ils ne décernent

contre lui & ses cautions les contrain-
tes, & ne font sur ses biens les saisies
& exécutions nécessaires; tout de mê-
me, le Recev. Gén. ne peut être dé-
chargé envers le Clergé, n'ayant fait
simplement que saisir un office, s'il n'a
depuis continué les poursuites & pro-
cédures nécessaires, jusqu'à vente &
adjudication d'iceux, &c. : sur quoi,
les Commissaires & le sieur de Mane-
villette ouis, délibération prise par Pro-
vinces, la Compagnie ordonne, que
lesdits articles de dépense pour inté-
rêts, seront rayés. T. IV, p. 508, 509,
510.

Nonobstant cette délibération, l'Ass.
de 1665, sur la Requête du sieur de
Manevillette, & sur l'exemple d'une
pareille grace accordée par l'Assemb.
de 1650, au sieur de la Morinière, ac-
corde au sieur de Manevillette le re-
tablissement des parties rayées, & les
lui alloue, chargeant de leur recouvre-
ment le sieur de Pennautier; elle en
use de même pour des restes qu'il di-
soit lui être dus, & pour les sommes
dues par le Béarn. T. V, p. 41, 42, 43.

VII. Dans le Rapport de l'Agence en
1650, il est parlé d'un Arrêt du Con-
seil obtenu sur la Requête des Agents,
portant que les Commissions que dé-
livre le Recev. Gén. du Clergé, pour
faire les recettes Provinciales, seront
enregistrées dans les Chambres Ecclé-
siastiques. T. III, p. 461.

VIII. En l'Assemb. de 1641, il est
observé, que, par le Contrat passé en-
tre le Clergé & le Recev. Gén., il est
porté en termes exprès, que s'il se
trouve que ledit Recev. Gén. ait re-
tenu en ses mains quelques sommes
notables provenant de sa recette, ex-
cédant quatre mille liv. par l'espace de
six mois & au-dessus, sans les avoir em-
ployées au rachat & acquit du fort prin-
cipal des rentes prétendues dues par le
Clergé, ledit Recev. Gén. sera tenu
de dédommager le Clergé de l'intérêt
qu'il pourroit souffrir à cause de ladite
retenue. T. III, p. 22.

IX. Afin que les Assemb. puissent
avoir du temps pour examiner les de-
mandes que le Recev. Gén. peut faire,
à cause de ce qu'il auroit été chargé
à la fin des Assemb., pour exécuter
après la séparation d'icelles, autres
autrefois que ce qui regarde les com-
ptes ordinaires des Décimes & des Mi-
nistres convertis, l'Ass. de 1665 or-
donne, qu'aux petites Assemblées, le
Recev. Gén. rendra compte desdites

affaires un mois après l'ouverture d'icelles, & deux mois après celles des
grandes Assemb.; faute de quoi, il ne
lui sera rien accordé sur toutes les cho-
ses qu'il pourroit demander & préten-
dre à cause desdites affaires. T. IV, p.
885, 886.

X. Les Prélats assemblés à Paris en
1616, défendent au sieur de Castilles,
Recev. Gén., de répondre de sa charge
pardevant aucune autre Jurisdiction,
que celle du Conseil, ou pardevant Nos-
seigneurs du Clergé. T. II, P. Just. p.
30, 31. *Voyez* Assemb. des Prélats, §.
I, n°. IV.

XI. L'Ass. de 1715, art. 9 de son
Règlement, fait expresses défenses au
Recev. Gén. du Clergé, de délivrer
aucune somme aux Payeurs des rentes
prétendues assignées sur le Clergé, que
sur des quittances comptables, & non
sur des récépissés des Payeurs des ren-
tes, à peine de radiation. T. VI, P. J.
p. 501. *Voyez* Récepissés.

XII. Sur ce qui s'observe & qui doit
être observé par le Recev. Gén., par
rapport à la caisse du Clergé, dans les
cas de diminutions ou d'augmentations
des espèces. *Voyez* Monnoies, §. III.

XIII. Sur les gratifications de ses
Commis. *Voyez* Comptes, §. I, n°. XVIII.

§. VI. Exemptions & Privileges du Receveur-Général.

I. Le Recev. Gén. du Clergé n'a à ré-
pondre de sa charge pardevant aucune
autre Jurisdiction, que celle du Conseil,
ou pardevant Nosseigneurs du Clergé;
c'est ce que lui enjoignent les Prélats
assemblés à Paris en 1616. T. II, P. J.
p. 30, 31. *Voyez* Assemb. des Prélats,
§. I, n°. IV.

II. Au mois d'Août 1648, les Pré-
lats qui étoient à Paris, sur la requi-
sition des Agents, s'assemblent aux
Augustins, au sujet d'une saisie faite à
la Requête du Prévôt des Marchands,
chez le sieur de Manevillette, Recev.
Gén.: par Arrêt du 13 Mai 1648, Mrs.
les Cardinaux de Sainte-Cécile & d'Est,
avoient été déchargés du paiement
de leurs Décimes, l'un de 4000 liv.,
l'autre de 3000 liv.: ces Arrêts ne sont
signifiés au Recev. Gén., que le quatre
Août, auquel jour, il lui est fait com-
mandement de payer le premier terme
desdites décharges: il fait dénoncer
aux Sieurs de la Ville lesdits Arrêts,
& rabat à raison des sommes dont est

décharge. A
du Prévôt
donne au
provision
persiste à
en conséq
sonne qu'
suite de ses
enlevés, si
n'eût satisf

Les Prélats
Agents de se
prochaine A
casser l'Orde
rat contre l'
gé: ils défen
à de pareille
parcille viol
pouvoir à la
les papiers,
de la recette
gné par les
plus aux Ag
Arrêts au C
tion de la p
l'autre, don
tion des Arr
veur des deu
qu'il aura é
deux Prélats
cette affaire
III, P. J. p. 4

Autres pou
les Sieurs de
le sieur de M
délibéré dans
Rentes de l'H
III. L'Ass.
étoit fort util
gé, que son
Conseil, con
entrée avant
avoit été fait
ce que le sie
avoir été trou
nécessaire, q
Recev. Gén.,
permet au sie
son Présiden
dinal Mazari
de faire rétab
lette dans l'es
parler aussi à
p. 507, 508.

L'Assemb.
même deman
Gén. T. VII,
IV. C'est u
de donner so
Provinciaux

décharge. Autre Arrêt sur la Requête du Prévôt des Marchands, qui ordonne au Recev. Gén. de payer par provision tous le fonds accoutumé : il persiste à vouloir faire le rabais : fautive en conséquence, d'abord de sa personne qu'on ne trouve point, & ensuite de ses meubles, qui avoient été enlevés, si le Commis du Recev. Gén. n'eût satisfait à la dette.

Les Prélats assemblés ordonnent aux Agents de se pourvoir au Conseil & à la prochaine Assemb. Gén., pour faire casser l'Ordonnance comme un attentat contre l'autorité du Roi & du Clergé : ils défendent au Recev. de déferer à de pareilles contraintes ; & en cas de pareille violence, lui enjoignent de pourvoir à la sûreté de sa recette & de ses papiers, & de transporter le Bureau de sa recette au lieu qui lui sera désigné par les Agents : ils enjoignent de plus aux Agents de poursuivre deux Arrêts au Conseil, l'un portant cassation de la procédure dudit Prévôt ; l'autre, donnant surseance à l'exécution des Arrêts de décharges, en faveur des deux Cardinaux, jusqu'à ce qu'il aura été fait fonds par le Roi : deux Prélats nommés pour voir sur cette affaire M. le Surintendant. T. III, P. J. p. 43, 44, 45.

Autres poursuites & contraintes par les Sieurs de l'Hôtel-de-Ville, contre le sieur de Manevillette : sur quoi il est délibéré dans l'Assemb. de 1650. *Voyez* Rentes de l'Hôtel-de-Ville, n°. VII.

III. L'Assemb. de 1666, jugeant qu'il étoit fort utile pour les affaires du Clergé, que son Recev. Gén. rentrât au Conseil, comme il y avoit toujours eu entrée avant le dernier Règlement qui avoit été fait des places du Conseil, ce que le sieur Recev. Gén. ajoutoit avoir été trouvé par le passé tellement nécessaire, que son M. d'Aguesseau, Recev. Gén., étant tombé malade, on permit au sieur Courtin, son Commis, d'y entrer en sa place : l'Ass. prie M. son Président de représenter au Cardinal Mazarin, l'intérêt qu'a le Clergé de faire rétablir le sieur de Manevillette dans l'entrée du Conseil, & d'en parler aussi à M. le Chancelier. T. IV, p. 507, 508.

L'Assemb. de 1726 a renouvelé la même demande en faveur de son Recev. Gén. T. VII, p. 768.

IV. C'est un droit du Recev. Gén. de donner son attache aux Receveurs Provinciaux, ou de les commettre.

Voyez Officiers des Décimes, §. II, n°. III.

Ces sortes de Commissions doivent être enrégistrées aux Bureaux des Décimes. *Suprà*, §. V, n°. VII.

RECEVEURS PROVINCIAUX ET DIOCÈS. DES DÉCIMES.

Voyez Offices des Décimes, §. II.

RÉCOLLETS.

I. Les Religieux Récollets présentent une Requête à l'Assemb. Gén. de 1602, à ce qu'il plaise à la Compagnie de leur donner en chaque Diocèse, une ou deux maisons pour y faire le Service divin, & y introduire la réformation, suivant l'intention, les Bulles & les Brefs du S. Pere, du 26 Mars & 25 Septembre 1601 : l'Assemb. y répond favorablement. T. I, p. 696.

L'Ass. de 1605-1606 s'en explique très-ouvertement dans sa réponse à l'avis que Sa Majesté lui avoit demandé : cette réponse en forme de Déclaration, est rapportée, T. I, p. 767.

Sur ce qui est représenté en la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, en faveur de l'Institut des Peres Récollets, la Compagnie arrête de faire très-humble supplication à Sa Majesté pour leur avancement, & de mettre un article au Cahier à cet effet. T. II, p. 216.

II. Les Peres Récollets voulant procéder à la réformation de l'Ordre, en auroient été empêchés par les Observantins, qui auroient appelé comme d'abus de ladite réformation : ils supplient l'Ass. de 1619 de leur accorder l'intervention des Agents pour procéder au Conseil, où ils se sont pourvus. L'Assemblée permet aux Agents d'intervenir, mais seulement pour porter les Parties à un accommodement. T. II, p. 342.

III. Le Parlement de Paris, le 17 Juin 1695, rend un Arrêt célèbre, au sujet de la Commission du Général de l'Ordre de S. François, adressée au Pere Micault, qui l'autorisoit à prononcer sur le Jugement rendu contre le Frere Archange Enguerrand, Gardien des Récollets de Paris : par cet Arrêt, il est enjoint au Provincial des Récollets de la Province de Saint-Denis, de présenter incessamment au Roi les Statuts faits & imprimés en 1684, pour les Couvents de ladite Province, pour être autorisés par Lettres-Patentes du

dit Seigneur Roi, s'il lui plaît de leur en accorder, & être ensuite enrégistrées à la Cour : par le même Arrêt, défenses sont faites au Provincial, Gardiens & autres Supérieurs & Religieux desdits Couvents, d'exécuter & souffrir exécuter les défenses portées de se pourvoir pardevant les Officiers de la Justice du Roi, & pardevant les Archevêques & Evêques dans les cas de droit : à eux enjoint de reconnoître avec respect & soumission la Justice du Roi, & l'autorité légitime desdits Prélats, sans néanmoins qu'ils puissent se pourvoir pardevant les Juges séculiers, qu'en cas de sédition, tumulte & grand scandale; ni même en la Cour, si ce n'est en cas d'abus clair & évident; & ce par la voie d'appel comme d'abus, & non autrement: défenses aussi à eux faites, d'exécuter l'article desdits Statuts concernant l'autorité des Prélats ordinaires, pour empêcher les Religieux de prêcher même dans les Couvents de leur Ordre contre le consentement desdits Prélats; enjoint auxdits Religieux de déférer à l'ordre & contradiction desdits Prélats. T. VI, p. 124 jusq. 130.

IV. L'Evêque de Valence se plaint à l'Assemblée de 1625, que les Récollets s'étoient établis dans Valence contre ses Ordonnances, dont ils avoient appelé comme d'abus : il supplie l'Ass. d'obtenir un ordre du Roi au Gouverneur de Valence, de donner aide & main pour l'exécution de son Ordonnance, portant que les Récollets quitteront cette résidence. La Compagnie lui promet assistance. T. II, p. 553.

Autres entreprises des Religieux Récollets contre la Jurisdiction des Evêques, & notamment des Récollets de Sarlat & de Cahors. Voyez Approbations, §. II.

RECTEUR

DE L'UNIVERSITÉ.

Voyez Universités, §. II.

REDON. [ABBAYE DE]

Voyez Prières publiques, §. I.

RÉFLEXIONS MORALES.

[LIVRE DES]

Voyez Religion, §. XI.

RÉFORMATION.

§. I. Réglemens généraux de Réformation.

I. Un des principaux objets des délibérations de l'Ass. de Poissi en 1560, a été la réformation de l'Eglise. M. le Cardinal de Lorraine avoit réduit les articles de cette réformation à douze: il avoit appelé deux Docteurs avec lui, & quelques autres pour les dresser : il en fut donné copie à tous les Prélats de l'Assemb.; voici la forme en laquelle ils étoient conçus.

1°. *Quid sit praescribendum Episcopis.*

2°. *De dignitatibus Ecclesiarum Cathedralium.*

3°. *De Canonicis & eorum exemptionibus.*

4°. *De Curatis & eorum institutionibus, sive per praesentationem, sive per collationem ordinariam.*

5°. *De portione congrua eis assignanda.*

6°. *De minoribus Sacerdotibus & eorum effrenato numero.*

7°. *De Reformatione Monasteriorum.*

8°. *Quid sit sentiendum de commendis.*

9°. *De Beneficiorum numero & incomptabilitate.*

10°. *Num remedium tantis litibus inveniri possit quae de Beneficiis moventur.*

11°. *Quid viâ in posterum providendum sit Ecclesiis & Monasteriis vacantiis?*

12°. *De Censuris Ecclesiasticis.* T. I, p. 19.

Douze Docteurs en Théologie & douze Canonistes furent appelés, pour délibérer avec les Prélats, sur ces douze articles de réformation : leurs noms & leurs avis sont rapportés. T. I, p. 19, 20.

Les Evêques de Paris, de Séz & de Pamiers furent choisis par l'Assemblée, pour revoir tous les articles avec certains Théologiens & certains Canonistes, & pour ajouter ce qu'ils veroient bon être touchant les Censures Ecclésiastiques : ils en référèrent ensuite à l'Assemb., qui rendit ses décrets de réformation. *Ibidem.*

Les décrets de réformation de l'Ass. de Poissi sont rapportés. T. I, P. J. p. 7 & suiv.

Les articles principaux sont aux mots qui y répondent.

II. Dans l'Assemb. de Melun, la matière de la réformation est reprise, &

se poursuivre
Conseil, a
meté possib
Prélats au
conférence
cipients obje
Concile de
des Electio
Provinciaux
mettent dan
tures & autr
simonies &
quentes, &
Conseil du l
vus par le R
mettre en p
T. I, p. 122

La réform
au gout de p
lur même m
étoit assez s
dre & faire
jer. T. I, p.

Les Décre
forment un n
ferme tous l

En voici l

De Fidei

De Pastore

adhibendâ.

De temere

De magicis

divinationibus

De Ecclesiis

De Festis

De Sacram

De Sacram

de Baptismo.

De Confr

De Euchar

Qua pertine

De Panite

De Jejunis

De Extrem

De Matrim

De Sacram

de viâ & hone

Tres causa

ricus.

De promou

De Episco

De Canon

De Paro

De residu

Capita de

Leges Colle

Concilio Trid.

quavis Diace

De admitt

De iis qua

De iis qua

se poursuit devant Sa Majesté & son Conseil, avec toute la vigueur & fermeté possible : plusieurs députations de Prélats au Roi sur ce sujet : plusieurs conférences avec les Ministres : les principaux objets, sont la publication du Concile de Trente, le rétablissement des Elections, la tenue des Conciles Provinciaux, les désordres qui se commettent dans la nomination des Prélatures & autres principaux Bénéfices, les simonies & les confidences très-fréquentes, & souvent autorisées par le Conseil du Roi, l'obligation aux pourvus par le Roi aux Prélatures, de s'en mettre en possession dans neuf mois. T. I, p. 122 & suiv.

La réformation proposée ne fut pas au goût de plusieurs Députés : on voulut même mettre en question si l'Aff. étoit assez autorisée pour l'entreprendre & faire des Réglements sur ce sujet. T. I, p. 123, à la note.

Les Décrets de l'Assemb. de Melun forment un morceau précieux, qui renferme tous les chefs de réformation.

En voici les titres.

De Fidei Catholicæ professione.

De Pastorum diligentia contra hæreses adhibendâ.

De temere jurantium castigatione.

De magicis artibus in genere & de divinationibus jure prohibitis.

De Ecclesiarum visitatione.

De Festorum cultu.

De Sacramentis in genere.

De Sacramentis in specie & primum de Baptismo.

De Confirmatione.

De Eucharistia Sacramento.

Quæ pertinent ad celebrationem Missæ.

De Pœnitentiâ.

De Jeuniis.

De Extremâ Unctione.

De Matrimonio.

De Sacramento Ordinis, & primum de viâ & honestate Clericorum in genere.

Tres causæ ob quas malè audit Clericus.

De promotione ad sacros Ordines.

De Episcopis.

De Canonicis.

De Parochiis.

De residentia.

Capita de reformatione Regularium.

Leges Collegii, Seminarii, quod juxta Concilii Trid. Decretum institui debet in quavis Diocesi.

De admiuendis & dimittendis.

De iis quæ ad pietatem spectant.

De iis quæ ad studia.

De iis qui Seminarii negotiis spiritualibus & literariis ac etiam temporalibus præfunt.

De rebus temporaneis.

De Hospitalibus & Infirmarys quas vulgò Leprosarias vocant.

De rebus aut piis causis.

De cultu & ornatu Ecclesiarum.

De Funere & Exequiis Catholicorum.

De Ecclesiasticorum bonorum conservatione.

De iis quæ ad Jurisdictionem forensam pertinent.

De publicorum criminum correctione, & primum de meretricibus & lenonibus.

De concubinariis.

De usuris.

De Synodo Diocesana.

De Testibus Synodalibus.

De Vicariorum foraneorum & Archipresbyterorum munere.

De Ludimagistris.

De immoderatis sumptibus coercendis.

De signaturis. T. V, P. Just. p. 105 & suiv.

III. Le Cahier du Tiers-Etat aux Etats de Blois en 1588, présenté au Roi, comprend au chapitre de l'Etat de l'Eglise, un grand nombre d'objets de réformation concernant l'Etat Ecclésiastique. T. I, P. J. p. 112 jusq. 115.

IV. Le Promoteur dans son discours de clôture de l'Assemblée de 1595, fait une vive peinture des désordres dans le Clergé, par le défaut de vrais Titulaires dans les Evêchés, Abbayes, Cures, &c.; par le nombre des simonies & confidences; par les spoliations des Bénéfices, & leur usurpation par les Laïques, par les gens de guerre, &c.; par la multitude d'impositions & de surcharges qui étoient tout moyen de faire le service : il en vient ensuite aux moyens tant de fois proposés pour la réformation, savoir, la publication du Concile, le rétablissement des Elections, l'observation des Regles établies à l'égard de ceux qui sont nommés aux Prélatures, &c. T. I, p. 625 & suiv.

V. Sur ce qui est remontré en l'Aff. de 1625, que plusieurs dangereux abus s'étoient glissés en l'Ordre Ecclésiastique, dont le cours doit s'arrêter par quelque bon Règlement, il a été, d'un commun accord, résolu, que ceux qui se trouvant pourvus d'Evêchés, sans être sacrés, seront admonêtés de le faire; que Remontrances seront faites au Roi, de ne point accorder des Abbayes & des Evêchés qu'à ceux qui

font d'âge, & de faire obéir les pourvus au décret de leurs Bulles.

Par rapport aux Députés à l'Assemblée, a été résolu, que dans deux jours ceux qui ont négligé de porter la Couronne, la porteront, & que nul ne sera reçu dans l'Assemblée, qu'avec cette marque de cléricature : ordonné aussi que chacun portera des collets décents, sans glands, ni rotonde.

Quant aux autres abus qui concernent le général du Clergé, M. l'Evêque de Chartres a été prié d'en dresser les Réglemens : ils sont dressés sous le titre d'*Avis à Mrs. les Archev. & Evêques*. Cet Avis n'ayant point été vu, ni examiné dans la Compagnie, défenses sont faites à l'Imprimeur d'en continuer l'impression, & de le délivrer, en cas qu'il soit achevé d'imprimer. M. l'Evêque de Chartres demande des Commissaires pour l'examiner : leur rapport est, qu'ils en ont retranché quelques articles, & que ce qui reste, est très-digne d'être envoyé aux Prélats du Royaume. Le rapport fait, ordre est donné à l'Imprimeur de porter tous les exemplaires à M. l'Archev. d'Auch : ce Prélat se plaint, que ledit Imprimeur n'a point satisfait à l'ordonnance de l'Assemblée : sur quoi, délibération prise par Provinces, l'Ass. ordonne, que tous les exemplaires de l'*Avis aux Evêques* & du Procès-verbal, imprimés, seront rapportés & mis entre les mains de M. d'Auch, pour être lesdits Avis & Procès-verbal entièrement supprimés, pour bonnes considérations. T. II, p. 514, 515.

L'*Avis* est composé de 158 articles : il est rapporté en entier, T. II, P. J. p. 70 & suiv.

§. II. Réglemens relatifs à chaque corps, ou à chaque objet en particulier.

I. Réformation des Monastères & des Religieux. Voyez Monastères.

II. Réglemens contre la simonie & la confidence. Voyez Simonie.

III. Sur les autres objets. Voyez les mois qui y répondent.

RÉFORMÉS. [PRÉTENDUS-]

Voyez Protestants.



R É G A L E.

§. I. Ce que c'est : son origine & ses progrès : Eglises anciennement exemptes : Eglises sujettées.

En l'Assemblée de 1655, M. l'Evêque de Lodeve, dans son rapport, & M. de Marca, Archev. de Toulouse, dans le Mémoire fait par ordre de l'Assemblée, pour servir au jugement de l'instance générale de la Régale, expliquent ce que c'est que ce droit : ils remontent l'un & l'autre à son origine ; ils expliquent comment & par quels degrés ce droit s'est introduit, quelles Eglises y sont assujetties, quelles Eglises en sont exemptes. En voici l'analyse.

Le droit de Régale dit deux choses. 1°. La jouissance des fruits & revenus des Eglises vacantes, sujettes à la Régale : 2°. la Collation des Bénéfices, comme faisant partie des fruits, autres dépendant que ceux qui ont la charge d'âmes.

Droit inconnu anciennement dans l'Eglise. Le Canon 25 du Concile-Général de Chalcédoine en fait foi : il ordonne, que l'Econome, qui est un Officier Ecclésiastique établi par l'Evêque, régisse les fruits de l'Eglise, après le décès de l'Evêque, pour en rendre compte au successeur : ce Canon est autorisé, non-seulement par les Constitutions de Justinien, mais encore par celles des autres Empereurs, rapportées par Photius, en son *Nomocanon*. Cet établissement de l'office particulier d'Econome fut fait en quelques Eglises d'Occident, comme l'on voit dans saint Grégoire & dans les Conciles de Séville & de Tolède : en quelques autres Eglises, on laissa le revenu des Eglises aux Archidiaques, même après le décès des Evêques.

Le corps des Canons, où ceux de Chalcédoine sont insérés, étoit reçu en usage dans l'Eglise Gallicane, avant le Roi Clovis, & encore dans le temps des Rois, ses successeurs de la première Race, comme l'on apprend de Grégoire de Tours ; & suivant l'intention du Concile de Chalcédoine, les biens de l'Eglise vacante étoient régis par le Clergé & par l'Archidiacre : la preuve en est évidente dans le Canon 6 du II^e Concile d'Orléans, tenu sous le Roi Chilbert, en 533 : le Concile de Paris, en 615, sous Clotaire II, ordonne de même que les biens de l'Evêque décédé, *ab Archidiacono vel Clero*

in

in omnibus a l'on voit donc la première Race nistraton de l'Evêque, de de l'Archidia la Régale n temps-là.

Si l'on par Rois, on ver le Roi Charle in Synodo Po le droit de R qu'il est ordon le décès de l conservés à l'Econome de Hincmar, en le-Chaue, lu Chalcédoine, que, qui doit l'Eglise est v

Au comm Race, les rev étoient confc comme l'on a Gerbert, Arc cepteur du R fance des frui zime siècle les Rois, le P Synode Rom node de Cle avec tant de biens Ecclési donnoient au Abbés, n'eul nation de cer aux Canons.

On ne tro jouissance de cants, au pro 1122 : la com Pape Calixte ri, sur l'ancien res, donna oc jouissance pou tenants à l'Egl galia ; car le reur en donn l'anneau & la c avant, mais p par les Loix étoient de tell jouissoit des re Vassal, jusqu' été investi, & les Empereurs fance dans l'E & autres biens cet exemple fu

Table de la

in omnibus defensetur & conserventur: l'on voit donc dans l'étendue de la première Race de nos Rois, que l'administration des biens, après le décès de l'Evêque, demeurait entre les mains de l'Archidiacre & du Clergé, qu'ainsi la Régale n'étoit pas connue en ce temps-là.

Si l'on passe à la seconde Race des Rois, on verra, par le Canon 14, que le Roi Charles-le-Chauve fit confirmer, *in Synodo Pontigonensi*, l'an 876, que le droit de Régale étoit inconnu, puisqu'il est ordonné par ce Canon, qu'après le décès de l'Evêque, les biens soient conservés à l'Evêque successeur, par l'Econome de l'Eglise: c'est pourquoi Hincmar, en son Epître au Roi Charles-le-Chauve, lui représente le Canon de Chalcedoine, comme le Règle Canonique, qui doit être gardée pendant que l'Eglise est vacante.

Au commencement de la troisième Race, les revenus de l'Eglise vacante étoient conservés au futur successeur, comme l'on apprend d'une Epître de Gerbert, Archevêque de Reims, Précepteur du Roi Robert. Si cette jouissance des fruits eût été usurpée en l'onzième siècle par les Empereurs ou par les Rois, le Pape Grégoire VII, en son Synode Romain, ni Urbain II, au Synode de Clermont, qui ont prohibé avec tant de rigueur les investitures des biens Ecclésiastiques que les Princes donnoient aux nouveaux Evêques & Abbés, n'eussent pas omis la condamnation de cette jouissance si contraire aux Canons.

On ne trouvera aucun usage de la jouissance des fruits des Evêchés vacants, au profit des Rois, avant l'an 1111: la composition que fit alors le Pape Calixte II, avec l'Empereur Henri, sur l'ancienne dispute des investitures, donna occasion d'introduire cette jouissance pour le regard des siefs appartenants à l'Eglise, que l'on nommoit *Regalia*; car le Pape permit que l'Empereur en donnât l'investiture, non par l'anneau & la crosse, comme l'on faisoit avant, mais par le sceptre: or, comme par les Loix de Germanie, les siefs étoient de telle nature, que le Seigneur jouissoit des revenus après le décès du Vassal, jusqu'à ce que le successeur eût été investi, & prêté la foi & hommage, les Empereurs introduisirent cette jouissance dans l'Empire, à l'égard des siefs & autres biens temporels des Evêchés: cet exemple fut suivi incontinent par

Table de la Coll. des P. V.

les Rois d'Angleterre; enfin, l'usage passa en France, & fut pratiqué par les Rois, aux Provinces où les siefs étoient sujets au droit de relief & aux saisies féodales, qui étoient reçues seulement en certaines Provinces, à l'exception de celles de Guienne, de Languedoc, Provence & Dauphiné.

Le plus ancien titre qui fasse mention de ce droit de Régale en France, est celui de Louis-le-Jeune en 1161, où, parlant de l'Eglise de Paris, il dit: *Episcopatus & Regale in manum nostram venit*. Il en est fait aussi mention au testament de Philippe-Auguste, de l'an 1190: *Si Prabenda vacaverit quando Regalia in manu nostra venient*; mais les Rois n'usoient point de ce droit de jouissance des fruits & de la Collation des Prébendes, que pour le regard des Eglises où la coutume étoit déjà introduite. C'est ce que remarque Guillaume de Nangis, dans la vie de saint Louis, disant qu'il conféroit les Prébendes, *ubi Sede vacante ratione custodia Regalium, ex consuetudine pertinebat ad eum Collatio Prabendarum*. Tel fut le tempérament que trouva saint Louis, qui étoit de maintenir la coutume de la Régale où elle se trouvoit introduite, & de ne l'étendre pas aux Eglises où elle n'étoit pas reçue.

On n'a pas seulement la preuve de cette conduite dans le témoignage de Nangis, mais encore dans l'Arrêt solennel qui fut rendu au Parlement de Paris, en 1258, sur la Régale de l'Evêché du Puy, où l'on voit que le Roi & ses Officiers régloient ces matières par la seule possession, avec une telle retenue, qu'ils coupoient la Régale, & n'en donnoient au Roi qu'une portion en cette Eglise, à cause qu'il n'étoit point en possession de l'autre: cet Arrêt fut suivi d'une Déclaration du même Roi, de l'an 1259. Le Roi Philippe, fils de saint Louis, & le Parlement, continuèrent de se servir de la même Règle, prise de la coutume.

Bien que nos Rois n'entendissent point leur Régale hors les termes de la coutume, néanmoins ils avoient quelque scrupule de continuer une coutume qui avoit été condamnée d'abus dans les Empereurs de Germanie: c'est pourquoi le Roi Philippe fut bien aise de faire confirmer cet usage par le Concile-Général de Lyon, de l'an 1274: il fut ordonné par le Canon 12 de ce Concile, ce que les Rois ordonnoient par leurs Arrêts dans la Cour du Parle-

Rrrr

ment; c'est à savoir, qu'il confirma l'usage des Régales où il étoit introduit, & défendit de les introduire de nouveau dans les Eglises où elles n'avoient pas été pratiquées.

En conséquence de ce Décret, le Roi Philippe-le-Bel autorisa ce droit par son Ordonnance de l'an 1302, qui n'étoit auparavant fondée que sur la coutume; mais il mesura tellement ses paroles avec les termes du Concile, qu'il fonda tout son droit de Régale sur la coutume, & ne l'étendit point aux Eglises où cette coutume n'étoit point reçue: la même clause restrictive est mise dans l'Ordonnance de Philippe de Valois, de l'an 1334. Après le Concile de Lyon & lesd. Ordonnances, les Procur. Gén. eurent soin d'affermir ce droit dans les Eglises où il étoit reçu; & pour en obtenir les Arrêts, ils alléguoient le fait de la coutume, & sur les enquêtes, ils obtenoient ce qu'ils demandoient, ou en étoient déboutés.

Enfin pour avoir une Règle certaine sur cette matière, on vérifia sur les registres de la Chambre des Comptes, quelles étoient les Eglises sujettes à ce droit, & par l'ordre du Roi, on en fit une Déclaration qui est dans les registres de la Chambre. Les Provinces qui ne sont point sujettes au droit de Régale, suivant cette Déclaration, sont celles de Bordeaux, d'Auch, de Narbonne & d'Arles; & les Evêchés de Limoges, Cahors, Rodez, Albi & Mende. On conclut par ces termes: *Et sic Rex nihil habet in totâ linguâ occitanâ*; c'est-à-dire, aux Pays de la Langue d'O, qui étoient autres que les Pays de la Langue d'Oui, suivant le langage de ce temps-là. Il n'étoit point fait aucune mention dans ce dénombrement, des Provinces d'Aix, de Vienne & d'Embrun, parce qu'elles n'appartenoient point encore à la Couronne, étant possédées par les Comtes de Provence & les Dauphins de Viennois, comme fiefs de l'Empire.

M. de Marca entre ensuite dans la recherche de la liberté de ces Eglises, & allègue les titres & preuves de leur exemption du droit de Régale: il finit son Mémoire, en faisant voir par les Edits & Ordonnances de Louis XII, de Henri IV & de Louis XIII, que ces Princes ont toujours excepté, en termes exprès, du droit de Régale, les Eglises à qui la possession attribuoit l'exemption dudit droit. T. IV, p. 311, 312. P. Just. p. 126 & suiv.

§. II. Etat des contestations & de l'instance générale de la Régale, jusqu'en 1680.

Les Eglises exemptes étoient dans un entier repos, sous la protection des Loix publiques, jusqu'à ce que certains esprits, que Palquier nomme *flatteurs de Cour*, voulurent entreprendre l'étendue de la Régale sur toutes les Eglises vacantes du Royaume. On peut apprendre de M. le Maître, Premier-Président, l'origine de cette dispute: il écrit, dans son *Traité des Régales*, que Mrs. les Gens du Roi, à l'occasion du Procès mu pour l'Archidiaconé de Cominges, que le Roi avoit donné en Régale, soutinrent la cause du Régaliste, contre le Pourvu par l'Ordinaire, lequel alléguoit, pour toute défense, la Déclaration qui est sur les registres de la Chambre, & que le Roi n'étoit point en possession de la Régale en cette Eglise. La cause fut appointée au Conseil, pour étouffer cette dispute; de quoi le Procureur-Général n'ayant point été satisfait, il poursuivit le Jugement définitif, par lequel le Pourvu par l'Ordinaire fut maintenu en 1556. En conséquence de cet Arrêt, fondé sur ce que le Roi n'étoit point en possession de la Régale, l'Eglise de Cominges jouit de son exemption, & y a été conservée depuis par des Arrêts du Conseil. T. IV, P. J. p. 130.

Le repos de ces Eglises fut troublé depuis durant les guerres civiles; ce qui obligea la Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, de demander, dans son Cahier, que les Eglises qui étoient en possession immémoriale de l'exemption de la Régale, y fussent maintenues & main-levée donnée des saisies faites. Recueil, p. 1013.

Le Roi Henri IV voulut pourvoir à la sûreté de ces Eglises, par son Edit de Décembre 1606, art. 17. *N'entendons, dit ce Prince, jouir dudit droit de Régale, sinon en la forme que nous & nos Prédécesseurs avons fait, sans l'étendre davantage, au préjudice des Eglises qui en sont exemptes.* Au préjudice de cet Edit, vérifié au Parlement, icelle Cour, deux ans après, sans ouïr les intéressés, a déclaré, par son Arrêt du 24 Avril 1608, que Sa Majesté avoit droit de Régale dans toutes les Eglises du Royaume, sans exception. L'Assemblée du Clergé, en 1608, par l'art. 11 de son Cahier, supplie le Roi de casser &

révoquer le
que celles qu
47, 48 & 8
observées. T
P. 130.

1610. Le même
l'art. 17 de l
Eglises qui
immémorial
y soient con
rêt du Parle

1614. La même
par la Cham
de 1614. T.

1615. L'Ass.
nonicat d'Ag
donne aux
cause, & de
l'Eglise d'Ag
T. II, p. 290

1619-1625. L'Assemblée
Agents d'int
il sera questio
tions que les
de Régale, p
retenir au C
donnance ser
T. II, p. 343

1625. L'Assemb.
cause de M. l
la défense d'u
prétendu par
ris. T. II, p.

1628. M. l'Arche
en l'Assemb.
de Narbonne
Languedoc a
ronne avec fr
Régale, néan
Sainte-Chape
du Procureur
des Comptes
de plusieurs
Arrêté que le
manderont D
ser l'indue ve
II, p. 634, 6

1629. Louis XIII
donnance de
tendait jouir
que par le pa
mes paroissio
montrance du
Sceaux Maril
Ordonnance
missaires du R
Roi dit, ainsi
clare ne voult
lieux où il n'e
T. IV, P. J. p
1372.

révoquer ledit Arrêt. La réponse a été, *que celles qui ont été données aux articles 47, 48 & 84 du Cahier de 1606, soient observées.* T. I, p. 803. T. IV, P. Just. p. 130.

1610. Le même Prince, dans sa réponse à l'art. 17 de l'Ass. de 1610, veut que les Eglises qui ont privilège ou possession immémoriale d'exemption de la Régale, y soient conservées, nonobstant l'Arrêt du Parlement. T. II, P. J. p. 6.

1614. La même demande est renouvelée par la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614. T. II, p. 143.

1615. L'Ass. de 1615, à l'occasion d'un Canoncat d'Agde, conféré en Régale, ordonne aux Agents d'intervenir en la cause, & de poursuivre l'exemption de l'Eglise d'Agde de tout droit de Régale. T. II, p. 290.

1619-1625. L'Assemblée de 1619 ordonne aux Agents d'intervenir aux instances, où il sera question de maintenir les exemptions que les Eglises ont contre le droit de Régale, pour les faire évoquer & retenir au Conseil. Règlement & Ordonnance semblable de l'Ass. de 1625. T. II, p. 343, 348.

1625. L'Ass. de 1625 intervient en la cause de M. l'Evêque de Langres, pour la défense d'un certain droit de Régale prétendu par la Sainte-Chapelle de Paris. T. II, p. 535.

1628. M. l'Archev. de Narbonne se plaint, en l'Ass. de 1628, que la Province de Narbonne & toute la Province de Languedoc ayant été unie à la Couronne avec franchise & immunité de la Régale, néanmoins le Chapitre de la Sainte-Chapelle de Paris, sous le nom du Procureur-Général de la Chambre des Comptes, avoit fait saisir les fruits de plusieurs Evêchés de la Province. Arrêté que les Députés vers le Roi demanderont Déclaration pour faire cesser l'indue vexation dudit Chapitre. T. II, p. 634, 635.

1629. Louis XIII, par l'art. 16 de son Ordonnance de 1629, déclare, qu'il entendoit jouir du droit de Régale *ainsi que par le passé*; & parce que ces termes paroissent ambigus, sur la Remontrance du Clergé, M. le Garde des Sceaux Marillac, qui avoit dressé cette Ordonnance, & Mrs. les autres Commissaires du Roi répondirent: *Quand le Roi dit, ainsi que par le passé, il déclare ne vouloir jouir de la Régale es lieux où il n'en a pas joui par le passé.* T. IV, P. J. p. 130. Recueil, p. 1371, 1372.

L'Ass. de 1635 reçoit plusieurs plaintes des Diocèses au sujet de la Régale, à qui elle accorde son intervention. On cherche à établir ce droit à Pamiers, Auch, Saint-Paul, Nîmes, & enfin par tout le Royaume. Remontrances résolues sur ce sujet. M. l'Archevêque d'Arles porte la parole au Roi. Arrêt de surseance demandé contre les poursuites de la Sainte-Chapelle. Sa Majesté est suppliée de vouloir déclarer les Provinces & les Evêchés exempts de la Régale. A Lisieux, le droit de Secrétariat est exigé pendant la Régale. Un Régaliste prétend se faire pourvoir 13 à 14 ans après la prise de possession de l'Evêque de Couferans. Régale prétendue à Cahors contre la possession où est le Chapitre de jouir de ce droit, tant au spirituel qu'au temporel. T. II, p. 738, 739, 740.

M. l'Evêque de Chartres fait part à l'Ass. de 1641, que le Cardinal de Richelieu avoit promis de faire décharger du droit de Régale les Prélats du Royaume qui y sont sujets, & que pour contenter Mrs. de la Sainte-Chapelle, il donneroit plutôt une de ses Abbayes. T. III, p. 84, 85.

En l'Ass. de 1645, plaintes au sujet des Pourvus en Régale de Prébendes dans les Diocèses de Lectoure, de Bayonne, de Cominges, où la Régale ne doit point avoir lieu. Jonction des Agents accordée. Sur la crainte qu'a l'Ass. d'une Déclaration pour établir la Régale dans tout le Royaume, elle prie M. le Cardinal Mazarin d'empêcher ladite Déclaration, & qu'en attendant que l'instance générale, touchant ladite Régale, soit terminée, les causes particulières soient jugées suivant l'usage. T. III, p. 275.

Plusieurs procès sur le droit de Régale à Lectoure, à Couferans, à Bayonne, à Agde, à Rodez: ils sont joints à l'instance générale pendante au Conseil. M. Boucherat est nommé Rapporteur de la question générale de la Régale. L'Assemblée de 1650 présente Requête en cassation de l'Arrêt du Parlement de Paris de l'an 1608, & sollicite le Jugement de l'instance générale, avant que la Compagnie se sépare: le Bureau est demandé à M. le Garde des Sceaux pour le Rapporteur. La cause générale est suspendue, pour donner le temps à Mrs. les Procureurs-Généraux du Parlement & de la Chambre des Comptes d'intervenir. L'Ass. ne pouvant espérer d'avoir un Juge-

ment définitif, demande la provision en faveur des Pourvus par l'Ordinaire. T. III, p. 620 & f.

1655. Le même objet de délibération est suivi dans l'Ass. de 1655. Les Diocèses ont ordre d'envoyer leurs actes & titres d'exemption, afin de juger au plutôt l'instance générale de la Régale. Le Jugement est demandé & poursuivi. M. Boucherat est prié de faire le rapport. M. le Chancelier fait observer, que le Jugement ne sauroit être rendu, qu'après avoir communiqué à Mrs. les Procureurs-Généraux les titres & pièces des Diocèses, & les avoir entendus sur le tout. Dans ces circonstances, l'Ass. demande que Sa Majesté déclare, par un Arrêt donné en commandement, que, conformément à la Déclaration de 1606, elle n'entend point jouir du droit de Régale, que dans les lieux où ses Prédécesseurs Rois en ont joui. La chose est agréée par le Roi, qui trouve bon que l'on concerte cet Arrêt avec M. le Chancelier : l'Arrêt est offert & ensuite accordé; mais sans parler de la provision en faveur des Pourvus par les Ordinaires. T. IV, p. 311 & f.

1660. L'Ass. de 1660 continue les poursuites sur la Régale : M. Boucherat, Rapporteur de l'affaire : titres d'exemption produits devant lui par les Diocèses de Lodève, Cahors, Rodez, Lescar & Oléron : temporel des Evêchés de Bazas & de Condom saisis, pour cause de Régale; Arrêt de main-levée leur est accordé : la Chambre des Comptes ne veut point enregistrer le serment de fidélité de M. l'Evêque d'Avranches, qu'il n'ait fait auparavant la foi & hommage des terres relevantes du Roi : elle fait saisir en conséquence les fruits de l'Evêché : le Prélat obtient des Lettres-Patentes en 1655, pour exemption de la foi, &c. : il est prouvé que la Chambre des Comptes n'a aucun intérêt en fait de Régale : main-levée est accordée de la saisie : autre main-levée de la saisie faite sur l'Evêque de Lectoure. L'Assemblée demande des Lettres-Patentes conformes à celles qu'avait obtenues, en 1655, M. l'Evêque d'Avranches. T. IV, p. 742 & f.

1665. L'Ass. de 1665 nomme une Commission pour l'affaire de la Régale : elle demande l'évocation au Conseil de toutes les affaires particulières : M. le Chancelier répond, que l'on doit juger l'instance sur les titres particuliers des Dioc. qui prétendoient l'exemption : on lui oppose, que, par l'Arrêt de 1657,

le Roi avoit déclaré que son intention étoit, que le Jugement s'en fit suivant la possession dans laquelle les Rois ses Prédécesseurs avoient été avant l'Edit de 1606, & non sur les titres particuliers des Diocèses; ce qui entraîneroit une discussion infinie, & plus de quarante Arrêts. M. le Chancelier soutient que le droit de Régale est un droit de la Couronne, qui ne peut être mis en compromis, & que dans le Jugement qui étoit à rendre, tout se réduisoit à l'examen des titres des Eglises particulières. Sur ces difficultés, la Compagnie demande d'abord un Conseil, pour entendre le rapport de M. Boucherat sur l'instance générale; elle fait ensuite supplier le Roi, & présente une Requête, à l'effet d'obtenir un Arrêt, par lequel les instances particulières, qui sont pendantes au Parlement de Paris, soient évoquées au Conseil, & la provision donnée aux Pourvus par les Ordinaires : instances à ce sujet auprès de Mrs. Colbert & de Lionne : nouvelles Remontrances au Roi : l'Arrêt n'est point accordé. T. IV, p. 993 & f.

Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1670, pour l'affaire de la Régale, présentent à la Compagnie un Mémoire pour autoriser le droit & l'exemption du Clergé sur le fait de la Régale : l'Ass. le trouve le plus ample & le plus savant qui eut encore été fait sur cette matière, & en fait déposer un exemplaire aux Archives. [Il ne s'y trouve plus.] T. V, p. 116.

Ce grand procès est enfin terminé, par les Déclarations de 1673 & 1675, qui soumettent indifféremment toutes les Eglises du Royaume à la Régale. T. V, p. 343, 344, 345.

§. III. Affaire de la Régale, depuis 1680 & après.

I. Dans le temps de l'Ass. de 1680, on répandit en France trois Brefs d'Innocent XI sur la Régale, un entr'autres du mois de Décembre 1679. Trois choses observées dans ces Brefs. 1°. Les Prélats de France traités comme des Evêques qui abandonnoient la cause de l'Eglise. 2°. Maximes contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane. 3°. La Personne sacrée du Roi, à qui Sa Sainteté fait des menaces comme à un Usurpateur. L'Ass. étant sur le point de se séparer, écrivit au Roi une Lettre signée de tous les Députés, où elle témoigne au Roi le déplaisir qu'elle avoit

de la con-
tenoit dans
& suiv. L.
182 & f.

Les Pré-
requisition
mission du
chevêché,
missaires
tante affai-
dont la pr-
l'Archevêq-
Commission-
te à l'Arrêt
1608, & f-
qui l'a suiv-
continue le
du Roi sur
opposés : le
est un droit
le regarde
inséparable
fonde sur le
que Sa Sai-
bonnes sacr-
de passer; le
croit pas être
un droit pur
connoit poi-
l'Archevêque
grand Evêque
Règlements
prend que
exécuté, &
tire peu d'av-
347.

Les Brefs q-
deux ans, co-
Reims, adre-
loulou, à feu
pitre de son
vacante, son
la Régale. L'
miers n'ayan-
aux Déclarat-
contre des B-
Régale de q-
Eglise, des p-
chevêque de
pellations in-
Prélat étant
nes Régulier
après la mort
verner : ces
nuèrent cont-
cédantes com-
de Toulouse
terent leurs p-
vit deux Brefs
& l'autre au
premier ne co-

de la conduite que la Cour de Rome tenoit dans cette affaire. T. V, p. 331 & suiv. *Les Brefs & la Lettre*, P. J. p. 182 & f.

Les Prélats qui étoient à Paris, à la requisition des Agents, & avec la permission du Roi, s'assemblerent à l'Archevêché, au sujet de ces Brefs: Commissaires nommés pour cette importante affaire, qui en renferme plusieurs, dont la principale est la Régale. M. l'Archevêque de Reims, Chef de la Commission, dans son rapport, remonte à l'Arrêt du Parlement de Paris de 1608, & fait un narré succinct de ce qui l'a suivi. Les principes du Pape, continue le Prélat, & ceux des Officiers du Roi sur la Régale sont directement opposés: le Pape croit que la Régale est un droit émané de l'Eglise; le Roi le regarde comme un droit Royal & inséparable de la Couronne: le Pape se fonde sur le second Contile de Lyon, que Sa Sainteté regarde comme des bornes sacrées qu'il n'est point permis de passer; le Roi qui, avec raison, ne croit pas être soumis à un Concile pour un droit purement temporel, n'en reconnoît point sur cela l'autorité. M. l'Archevêque de Reims ajoute, qu'un grand Evêque, qui avoit travaillé aux Réglemens de ce Concile, nous apprend que ce Règlement ne fut pas exécuté, & que l'Eglise de France en tire peu d'avantage. T. V, p. 338 jusq. 347.

Les Brefs que le Pape a donnés depuis deux ans, continue M. l'Archevêq. de Reims, adressés à M. l'Archev. de Toulouse, à feu M. de Pamiers, & au Chapitre de son Eglise, depuis qu'elle est vacante, sont une suite de l'affaire de la Régale. L'on fait que feu M. de Pamiers n'ayant pas voulu se soumettre aux Déclarations de 1673 & 1675, fit, contre des Ecclésiastiques pourvus en Régale de quelques Prébendes de son Eglise, des procédures, que M. l'Archevêque de Toulouse cassa sur les appellations interjetées devant lui: ce Prélat étant mort, les anciens Chanoines Réguliers de son Eglise élurent, après la mort, des Officiers pour la gouverner: ces nouveaux Officiers continuèrent contre les Régalistes les procédures commencées par l'Evêque: M. de Toulouse les ayant cassées, ils portèrent leurs plaintes au Pape: qui écrivit deux Brefs, l'un à M. de Toulouse, & l'autre au Chapitre de Pamiers. Le premier ne contient qu'une exhortation

à M. de Toulouse: celui du 17 Septembre dernier, aux Chanoines de Pamiers, les anime à suivre les exemples de leur Evêque. Le Bref du 1 Octobre, contient des clauses plus considérables. Le Pape confirme; par ce Bref, les Officiers nommés par le Chapitre, & il s'engage à confirmer ceux qui seront nommés dans la suite; il défend d'en reconnoître d'autres; il déclare nul tout ce qui sera fait par des Vicaires-Généraux qui ne seront pas élus par les anciens Chanoines, & il ordonne, que ce Bref sera publié dans le Diocèse de Pamiers. Critique de ces Brefs, & d'un Ecrit Italien publié comme une Apologie des Brefs; Ecrit qui contenoit plusieurs fausses maximes, & notamment sur le Concordat. Délibération de l'Ass., qui confirme l'avis des Commissaires, consistant, 1°. à faire des Remontrances au Pape; 2°. à demander au Roi la permission de s'assembler; 3°. à faire imprimer le Procès-verbal de la présente Assembl., & l'envoyer aux Evêques. T. V, p. 353 & f. *Les Brefs*, P. Just. p. 182 & f. *Voyez* Assembl. des Prélats, §. I, n°. XXXV.

Sur l'affaire de Pamiers. *Voyez* Pamiers.

II. L'affaire de la Régale a été un des principaux objets de la convocation & des délibérations de l'Assemb. de 1682. M. Chéron, dans le rapport qu'il en fait, reprend cette affaire dès son origine, & en expose les différents états. Arrêt de 1608, cause de la dispute sur la Régale: moyens & procédures employés par le Clergé, dans ses différentes Assemblées, contre cet Arrêt & contre l'universalité de la Régale. Déclarations de 1673 & de 1675, portant, que toutes les Eglises du Royaume sont sujettes à ce droit. Brefs du Pape, au Roi, sur cette matière: moyens contenus dans ces Brefs, les mêmes dont s'est servi le Clergé. Premier moyen: la Régale n'est pas un droit de la Couronne. Réponse des Officiers du Roi. Second moyen tiré des registres de la Chambre des Comptes. Réponse. Troisième moyen: le Roi a passé les bornes de ses prédécesseurs. Réponse. Quatrième moyen: l'extension de la Régale, à la Collation des Bénéfices, est un droit spirituel. Réponse. Cinquième moyen: la Régale est une servitude sur les Eglises. Réponse. Sixième moyen tiré du Concile de Lyon. Réponse. T. V, p. 377 jusq. 380. *Les trois Brefs du Pape, au Roi, sur la Régale; & la Lettre de l'Ass.*

de 1680, écrite au Roi, sur ces Brefs. P. Just. p. 182 & suiv.

III. Nous sommes persuadés, disoit M. l'Arch. de Reims, Chef de la Commission pour la Régale, dans son rapport, que la Régale, dans l'état où elle est présentement réduite, par la modération de nos Rois, n'est véritablement onéreuse à l'Eglise, que par la possession où le Roi se trouve, de conférer, de plein droit, les Bénéfices dont les Titulaires exercent nécessairement, & en leur nom, une fonction spirituelle qui suppose une Jurisdiction, laquelle ne peut émaner que de la puissance ecclésiastique, & de conférer ces Bénéfices à des Sujets qui n'ont souvent, ni l'âge, ni les degrés, ni les autres capacités requises par les Canons. Il propose ensuite un expédient pour concilier le droit du Roi avec la Jurisdiction de l'Eglise; savoir, qu'il plaise au Roi de déclarer, qu'il ne veut conférer ces Bénéfices qu'à des Sujets capables de les posséder, par leur âge & par leurs qualités; & en les conférant, renvoyer, par l'acte de provision, les Ecclésiastiques qui en seront pourvus, aux Ordinaires des lieux, pour obtenir d'eux les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur charge; sauf à S. M. d'en choisir d'autres, en cas d'incapacité. T. V, p. 434 & f.

Pour prévenir quelques autres abus qui se sont glissés dans l'usage de la Régale, la Commission ajoute à l'expédient ci-dessus, 1°. que dans les Eglises Cathédrales & Collégiales, où les Chapitres sont en possession de conférer toutes les Dignités & toutes les Prébendes, ils continueront de les conférer pendant la vacance des Sieges.

Que dans celles où il y a des Prébendes affectées à la Collation de l'Evêque, & d'autres à celle des Chanoines; dans celles où les Evêques & les Chanoines les confèrent par tour de semaine, de mois, ou autrement; dans celles où le tour est réglé par des vacances; dans celles où les Prébendes, d'un côté du Chœur, sont affectées à la Collation de l'Evêque, & celles, de l'autre côté, à la Collation des Chanoines; l'alternative, les tours & l'affectation seront gardés & entretenus durant l'ouverture de la Régale, tout ainsi qu'ils le sont pendant que le Siege est rempli.

Que pour les Eglises où la Collation des Prébendes appartient à l'Evêque & au Chapitre conjointement, ou dans lesquelles l'Evêque a droit d'entrée & de voix dans le Chapitre, pour pré-

senter comme Chanoine, & conférer ensuite, en qualité d'Evêque, sur la présentation du Chapitre, il sera député par Sa Majesté un Commissaire, qui assistera, en son nom, à l'Assemblée du Chapitre, pour conférer avec ledit Chapitre, si la Provision en appartient à l'Evêque & au Chapitre, par indivis; ou pour présenter avec le Chapitre, si l'Evêque, comme Chanoine, y a voix pour faire la présentation; & qu'en ce cas, la présentation du Chapitre sera adressée au Roi, pour la Provision être expédiée, au nom de S. M., en la même forme qu'elle l'est par l'Evêque seul: le tout, en sorte que le Roi n'exerce, pendant la vacance des Eglises Métropolitaines & Cathédrales de son Royaume, les droits de leurs Prelats, qu'ainsi & en la même forme qu'ils ont accoutumé d'en user à l'égard de leurs Chapitres.

Le rapport de M. l'Arch. de Reims oui, délibération prise par Provinces, l'expédient des Commissaires est universellement approuvé: les deux Prelats Présidents sont priés de le proposer au Roi. Sa Majesté veut en conférer dans son Conseil: nonobstant la diversité des avis, le Roi, toujours favorable aux justes demandes du Clergé, rend le célèbre Edit de Janvier 1681, enregistré depuis au Parlement, qui adopte les expédients proposés par l'Assemblée. T. V, p. 436 jusq. 443. L'Edit, P. Just. p. 225, 226.

IV. M. l'Archev. de Reims parlant encore, au nom de la Commission, entre dans la discussion du fonds de l'affaire, & s'attache à prouver, qu'au moyen des expédients proposés dans l'Edit, pour conserver la Jurisdiction de l'Eglise, toute difficulté est levée. Le fonds de la Régale, dit ce Prélat, ne peut être contesté par des gens éclairés; car la Régale s'étant introduite en France, même quant à la Collation des Bénéfices, depuis plusieurs siècles, durant lesquels on n'a reçu aucune contradiction de la part de l'Eglise, on peut dire qu'elle y a consenti: il y a plus, le second Concile de Lyon l'a autorisée. Ce beau droit de nos Rois a été si peu contesté dans les siècles suivants, que le Concile de Basle & la Pragmatique l'ont approuvé.

La Régale, qui, par la libéralité de nos Rois, est réduite aujourd'hui dans un état bien différent de celui qui attira les plaintes des Evêques de France & d'Angleterre, dans le Con-

cile de Lyon, ment que l'absence des & la Collation, qui de plus scrupule de l'extension gale, que l'est inutile Régale tem dans toute me, puisqu me ou on Majesté, el Canons pre fruits de l'E cesseur.

Toute la l'extension mais la disti que le Roi

Nous ave titres & le nous avons de l'instance quatre Prov numents pr la fermeté d nous ne dev la force de le venir, que, pas encore par un Tribu mêmes por plus de 60 a vroit s'estim à l'exécution quatre Provi bonté de lui venez d'obte

Quand, p tion du Roi les gens de présentée au assurément d la rigueur: es de la Foi, qu prit de l'Egli sortes de ten un schisme & Prélat confir d'autorités & ensuite l'avis missaires, leq prouvé par l'A aller au plut Roi; 1°. à si ment du Cler gale, tel que missaires; 3°. par eux écrite

cile de Lyon, ne consiste présentement que dans deux choses ; la jouissance des fruits des Evêchés vacants, & la Collation des Bénéfices non Cures, qui dépendent des Evêques. Les plus scrupuleux ne peuvent se plaindre de l'extension de cette partie de la Régale, que l'on appelle temporelle : il est inutile d'examiner si ce droit de Régale temporelle appartient au Roi dans toute l'étendue de son Royaume, puisque, dans les Provinces même où on ne l'a jamais contesté à Sa Majesté, elle en fait l'usage que les Canons prescrivent, en réservant les fruits de l'Eglise vacante au futur successeur.

Toute la difficulté tombe donc sur l'extension de la Régale spirituelle ; mais la difficulté est levée par l'Edit que le Roi vient de nous accorder.

Nous avons dans nos registres les titres & les Mémoires sur lesquels nous avons défendu, pendant le cours de l'instance, la liberté des Eglises des quatre Provinces : ce sont des monuments précieux de la piété & de la fermeté de nos prédécesseurs ; mais nous ne devons plus nous souvenir de la force de leurs raisons, que pour convenir, que, quand la chose ne seroit pas encore décidée comme elle l'est, par un Tribunal où nous l'avons nous-mêmes portée & défendue, pendant plus de 60 ans, l'Eglise de France devoit s'estimer heureuse de consentir à l'exécution de la Régale dans les quatre Provinces, si le Roi avoit la bonté de lui faire les grâces que vous venez d'obtenir.

Quand, par impossible, la prétention du Roi auroit été aussi injuste que les gens de M. de Pamiers l'ont représentée au Pape, on n'auroit pas assurément dû pousser cette affaire à la rigueur : car lorsqu'il ne s'agit point de la Foi, qui seule est immuable, l'esprit de l'Eglise est d'entrer en toutes sortes de tempérans, pour éviter un schisme & une division ; ce que le Prélat confirme par un grand nombre d'autorités & d'exemples. Il propose ensuite l'avis arrêté par les Sgrs. Commissaires, lequel est généralement approuvé par l'Ass., & qui consiste, 1°. à aller au plutôt remercier en corps le Roi ; 2°. à signer l'acte de consentement du Clergé à l'extension de la Régale, tel que l'ont dressé les Sgrs. Commissaires ; 3°. de signer aussi la Lettre par eux écrite à Sa Sainteté, de sup-

plier en même-temps Sa Majesté que ladite Lettre & l'acte de consentement soient envoyés à son Ambassadeur, avec ordre de présenter le tout à S. S. ; ce qui est exécuté. T. V, p. 443 jusq. 455.

V. Sur les protestations des Eglises de Cambrai, Arras, Saint-Omer & Béthancourt. Voyez Cambrai, Béthancourt.

VI. Suivant les desirs de l'Assemb., le Roi fait dresser une formule dont Mrs. les Secrétares d'Etat se servent à l'avenir pour la Collation des Bénéfices pour lesquels on doit se présenter aux Ordinaires, pour avoir la Mission canonique ; & afin que dans l'Eglise on observe une uniformité dans les actes que l'on donnera sur ces Provisions, l'Assemblée fait aussi dresser des formules, pour être envoyées dans les Provinces, avec l'Edit de Sa Majesté, l'acte de consentement du Clergé & la Lettre au Pape ; le tout accompagné d'une Lettre circulaire. T. V, p. 455, 456. Les Formules & les Lettres, P. J. p. 126 jusq. 139.

Le Bref du Pape, en réponse à la Lettre de l'Ass., est porté à la Compagnie, après avoir été ouvert en présence de Sa Majesté. Le Souverain Pontife y désapprouve avec aigreur, la conduite de l'Assemblée, en ce qui concerne la Régale, casse & annule tout ce qui s'est fait sur cette matière. La Compagnie prend du temps pour délibérer, & remet aux Commissaires le Bref pour le considérer plus mûrement : enfin, en se séparant, elle déclare qu'elle ne s'abstient de prendre une résolution, que pour obéir au Roi & pour l'amour de la paix. T. V, p. 455 jusq. 461.

VII. En l'Ass. de 1710, M. l'Archev. de Narbonne représente, qu'en 1681, le Clergé fit un acte de cession de la Régale en faveur du Roi, aux conditions portées en cet acte, & qu'on en fit plusieurs originaux qui furent signés par toute l'Assemblée, & que feu M. l'Archevêque de Reims en avoit gardé un pour le mettre dans sa Bibliothèque. Mrs. les Agents sont chargés de demander cet acte, à Mrs. les exécuteurs testamentaires, & toutes les pièces originales qui se trouveroient dans la Bibliothèque de ce Prélat, concernant le Clergé. Ces Messieurs y consentent. T. VI, p. 1021.

§. IV. Questions concernant la clôture de la Régale & les fruits qui en proviennent.

I. Le 8 Janvier 1694, le Conseil du Roi rend un Arrêt important au Clergé : il décide, que pour la clôture de la Régale, en ce qui regarde la jouissance des fruits & droits temporels, il n'est pas nécessaire qu'un Evêque ait pris possession personnelle, & qu'il suffise qu'après avoir satisfait aux autres formes, il l'ait prise par Procureur : il fut rendu sur ce que M. l'Archevêque d'Albi avoit représenté au Roi, qu'encore qu'il eût fait enregistrer son serment de fidélité en la Chambre des Comptes, & qu'il eût fait signifier au Procureur du Roi sur les lieux, & à l'Econome, l'Arrêt de cette Chambre portant main-levée des fruits temporels, cependant ayant établi des Officiers de Justice, suivant son droit, ils avoient été troublés dans l'exercice de leurs fonctions par le Viguiier, Juge Royal d'Albi, qui avoit rendu une Ordonnance contre lesdits Officiers, sous prétexte que M. l'Archevêque d'Albi n'avoit pas pris possession personnelle de son Eglise. L'Arrêt du Conseil casse ladite Ordonnance du Viguiier, & ordonne que les Officiers commis continueront l'exercice de leurs fonctions, avec défenses au Viguiier & à tous autres, de les y troubler, à peine de 1500 liv. d'amende. T. VI, P. Just. p. 65, 66.

Trois mois après, le Parlement de Paris a rendu un Arrêt, qui paroît établir que la prise de possession personnelle n'est pas nécessaire pour la clôture de la Régale, en ce qui regarde même la collation des Bénéfices : voici l'espèce. Un Chanoine du Diocèse de Marseille ayant résigné son Canonicate, & le régnataire étant en possession paisible, un autre Ecclésiastique se fit pourvoir en Régale du même Bénéfice, soutenant que, suivant la maxime rapportée pour constante par Mrs. Marion, Servin & Talon, M. l'Evêque de Marseille n'ayant pris possession que par Procureur, la Régale n'étoit point close : la Cour, suivant les conclusions de M. d'Aguesseau, sans s'arrêter aux raisons du Régaliste, déclare le Bénéfice n'avoir vaqué en Régale. T. VI, P. J. p. 66.

II. L'art. 30 de l'Ordonnance de 1629, assujettit aux réparations des bâtiments des Bénéfices vacants, les

fruits desdits Bénéfices, à l'exception, ajoute cet article, des fruits & revenus provenant des Régales. Le Clergé dans la Remontrance, sur cet article, demande que cette exception n'ait pas lieu : les Commissaires de S. M. répondent, que l'article a besoin d'être expliqué. Recueil, p. 1376.

RÉGIS. [JEAN-FRANÇOIS]

Voyez Canonisation, n°. X.

REGISTRES.

§. I. Réglemens touchant les Registres de Baptêmes, Mariages, Sépultures, Professions, &c.

On avoit parlé d'un Edit portant création d'un Greffe en chaque Ville pour les registres de Baptêmes, Mariages & Sépultures. L'Assemblée de 1585, qui en est instruite, résout de faire opposition à l'enregistrement de l'Edit. M. le Chancelier déclare que l'Edit n'auroit lieu qu'es terres où le Roi est Seigneur, & non ailleurs. T. I, p. 365.

En l'Assemblée de 1635, il est parlé d'un Edit qui ordonne, que les registres de Baptêmes, Mariages & Sépultures seront portés aux Greffes Royaux, & des Jurisdictions particulières des Seigneurs, avec attribution de certains droits aux Greffiers, pour raison desquels droits, les Evêques étoient taxés à de grosses sommes. L'Edit lu, & le préjudice que le Clergé en souffroit, remarqué, la Compagnie envoie des Députés à M. le Garde des Sceaux. Il est répondu, que l'intention du Conseil n'étoit point, & n'avoit jamais été, de comprendre les Greffes Ecclésiastiques en cet Edit, ni les assujettir à la taxe. T. II, p. 749, 750.

Le Bailli d'Eprenai fait assigner les Curés de son Bailliage, & leur enjoint d'apporter les registres de leurs Paroisses, pour être mis au Greffe dudit Bailliage. L'Assemblée de 1645 ordonne aux Agents de présenter Requête au Conseil sur ce sujet, & d'y poursuivre un Arrêt. T. III, p. 381, 382.

L'Ordonnance de 1667, tit. 20, art. 8, 9, 10, détermine la forme des registres, en réglant, 1°. qu'il sera fait par chacun an deux registres pour écrire les Baptêmes, les Mariages, les Sépultures en chacune Paroisse, dont les feuillets seront paraphés & cotés par le Juge Royal du lieu où l'Eglise est située ; l'un

l'un desquels sera porté à la grosse ; le second sera fourni à la Fabrique, de chaque paroisse, & de chaque Mariage & regle aussi des extraits du Clergé, T.

Les Comptes de la Cahier sent, que, Curés, ils, son dont il velles Ordo roient être Royaux, to actes ; que ble que l'on de demande donner, q les termes S. M. dans de 1614, l second Tom ce que la Co p. 78, 79. M

Par l'artic 1629, il étoit porter, dans suivante, au les plus proc tème, à pei Clergé, dan article, dem fiers des Ju chercher. La du Roi port effectuée. Re

§. II. Greffes Registres

L'Edit d' création des offi teurs des re riages & Sé Villes du R Royale, Du ditions. L'E création d'o Conservateu natifs, & de L'Assemb Cahier du T pression des Greffiers-Co gistes de B Table de l'

l'un desquels servira de minute, & demeurera es mains du Curé, & l'autre sera porté au Juge Royal pour servir de grosse; lesquels deux registres seront fournis annuellement aux frais de la Fabrique, avant le dernier Décembre de chaque année. Dans les articles suivants, la forme des actes de Baptême, Mariage & Sépulture, est réglée: on y règle aussi ce qui concerne la délivrance des extraits de ces actes. *Mémoires du Clergé*, T. V, p. 45 & suiv.

Les Commissaires nommés pour dresser le Cahier, en l'Aff. de 1670, exposent, que, sur l'article des registres des Curés, ils avoient trouvé, que de la façon dont il étoit couché dans les nouvelles Ordonnances, les Curés pourroient être inquiétés par les Officiers Royaux, touchant les expéditions des actes; que le remède le plus convenable que l'on pourroit y apporter, seroit de demander à S. M., qu'il lui plût d'ordonner, que l'article fût conçu dans les termes de la Remontrance faite à S. M. dans le temps de l'Ordonnance de 1614, laquelle est insérée dans le second Tome des *Mémoires du Clergé*; ce que la Compagnie a approuvé. T. V, p. 78, 79. *Mém.*, T. V, p. 43, 44, 46.

Par l'article 19 de l'Ordonnance de 1629, il étoit enjoint aux Curés de faire porter, dans le premier mois de l'année suivante, aux Greffes des Justices Royales plus prochaines, les registres de Baptême, à peine de 50 liv. d'amende. Le Clergé, dans la Remontrance sur cet article, demande que ce soit aux Greffiers des Justices voisines à aller les chercher. La réponse des Commissaires du Roi porte, que *la Remontrance sera effectuée*. Recueil, p. 1375, 1376.

§. II. Greffiers-Conservateurs des Registres & leurs Contrôleurs.

L'Edit d'Octobre 1691 portoit création des offices de Greffiers-Conservateurs des registres des Baptêmes, Mariages & Sépultures, dans toutes les Villes du Royaume où il y a Justice Royale, Duché-Pairie & autres Jurisdctions. L'Edit de Juillet 1709 portoit création d'offices de Greffiers-Gardes-Conservateurs desdits registres, alternatifs, & de leurs Contrôleurs.

L'Assemblée de 1710, art. 1 de son Cahier du Temporel, demande la suppression des offices de Contrôleurs des Greffiers-Conservateurs anciens des registres de Baptêmes, &c., créés par *Table de la Coll. des P. V.*

l'Edit de Juin 1705, dans les Diocèses qui n'ont point acquis ces offices: elle demande aussi la suppression des offices de Greffiers-Conservateurs alternatifs desdits registres, & des Contrôleurs alternatifs desdits Greffiers, créés par l'Edit de Juillet 1709. Réponse. *Le Roi veut bien accorder la suppression des offices créés par l'Edit de Juillet seulement*. Recueil, p. 1523.

L'Edit de suppression desdits offices est accordé: il est du mois de Juillet 1710. T. VI, p. 1120. P. Just. p. 410.

Arrêt du Conseil d'Etat, du 12 Août 1710, qui donne pleine & entière mainlevée des saisies faites sur les biens & meubles des Syndics des Diocèses, pour obliger lesd. Diocèses à payer les sommes qui leur sont demandées pour les réunions des offices de Contrôleurs des Greffiers-Conservateurs, &c., aux offices des Greffiers-Conservateurs anciens desdits registres & des Economes sequestres anciens qui avoient été acquis par les Diocèses. T. VI, P. Just. p. 412.

§. III. Registres des Evêchés, des Chapitres & des Insinuations ecclésiastiques.

I. Un Curé du Diocèse de Rodez, Dévolutaire d'un Prieuré de ce Diocèse, fait des sommations pour avoir communication des titres déposés au Secrétariat & aux Archives de l'Evêché. Sur l'offre qu'on lui fait, de donner des copies de ceux qu'il indiquera, il se pourvoit au Parlement de Toulouse, pour que tous les actes compris dans ces deux dépôts, soient déposés chez un Notaire. Il obtient, à cet effet, un Arrêt du Parlement, contre lequel l'Aff. de 1760 se pourvoit au Conseil. *Voyez Unions*, n°. IV.

II. Les Préposés aux droits de Contrôle peuvent-ils compulser les registres des Chapitres, pour voir s'il s'y trouve des actes sujets à contrôle? *V. Contrôle*, §. II, n°. I.

III. Peuvent-ils exiger la communication des registres des Insinuations ecclésiastiques? *Voyez Contrôle*, §. II, n°. II.

REGLE. [ABDAYE DE LA]

Voyez Limoges, n°. V.



RÈGLEMENTS.

§. I. Règlements généraux & particuliers dressés en différentes Assemblées, touchant l'économie des Assemblées.

A l'égard des Règlements particuliers, on peut voir les mots qui répondent à chaque matière : quant aux Règlements généraux on se contentera de les indiquer ici ; on les a détaillés dans chaque matière en particulier.

Règlement de l'Assemb. de Melun, en 1579, sur la forme & l'ordre à observer dans les délibérations des Assemblées. T. I, p. 119, 120, 121.

Règlement de l'Assemb. de 1605 sur les Assemb. Gén. & des comptes. T. I, p. 716, 717, 718.

Règlement de la Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, en plusieurs articles concernant les Assemblées Provinciales & Générales : lesdits Règlements autorisés par Arrêt du Conseil d'Etat. T. II, p. 203, 204, 207, 208.

Ledit Règlement confirmé par l'Ass. de 1615. T. II, p. 273, 274.

Règlement de 1625, touchant les Assemblées : il en est parlé en général. T. II, p. 521. Il est rapporté en entier, *Mém. du Clergé*, T. VIII, p. 35 & s.

L'Assemb. de 1635, après avoir confirmé & autorisé, en tant que de besoin, le Règlement de 1625, concernant les Assemb. du Clergé Provinciales & Générales, & sans y déroger, ajoute huit articles sur lesdites Assemb. & sur les qualités des Agents. T. II, p. 778. P. Just. p. 185.

Règlement de l'Ass. de 1645. *Mém. du Clergé*, T. VIII, p. 79 & suiv.

Dans l'Ass. de 1715, après lecture faite des Règlements, l'on observe que, par la différence des temps & des conjonctures, plusieurs de ces Règlements ne pouvoient plus être mis en usage, & qu'il étoit à propos d'en faire une nouvelle compilation. La Commission nommée pour cette compilation, fait son rapport. Lecture est faite de ce corps de Règlements, formé de tout ce qui avoit été établi de plus sage & de plus utile par les Assemb. précédentes : il est approuvé par l'Ass. Arrêté qu'il sera inséré dans le Procès-verbal & dans les nouveaux Mémoires du Clergé, & que Mrs. les Agents le feront imprimer, pour en être envoyé un exemplaire à chacun des Prélat, & un au-

tre exemplaire aux Chambres Ecclésiast. de chaque Diocèse. T. VI, p. 1352, 1458, 1459.

Ce Règlement renferme huit titres : 1°. des Ass. Diocésaines & des Synodes Diocésains ; 2°. des Ass. Prov. ; 3°. des Ass. Gén. ; 4°. des Officiers des Ass. Gén. ; 5°. des Ass. extraordinaires ; 6°. des Agents-Gén. ; 7°. du Rec. G. du Clergé ; 8°. de l'observation des Règlements. Le Règlement est en entier. T. VI, P. Just. p. 482 & suiv.

Les derniers articles du Règlement portent, 1°. que les anciens Règlements seront exécutés, en ce qu'il n'y a pas été déroge par les présents ; 2°. qu'il ne pourra rien être changé aux Règlements du Clergé, que dans les Assemblées dans lesquelles il y aura quatre Députés de chaque Province ; & si, par des raisons particulières, il y étoit changé quelque chose dans les Assemblées dans lesquelles il n'y a que deux Députés, les Règlements qui y auront été faits, ne pourront subsister, s'ils ne sont confirmés par l'Assemblée suivante, où il y aura quatre Députés. T. VI, P. Just. p. 501.

§. II. Lecture des Règlements, au commencement des Assemblées du Clergé.

En l'Assemblée de 1700, lecture des Règlements : on a commencé par celui de 1614, & fini par celui de 1625. T. VI, p. 357.

En l'Ass. de 1705, une partie de la séance a été employée à les lire, & après quelques articles, le Prélat Président a observé, que chacun en achevât la lecture, en son particulier, pour y faire ses réflexions, & les communiquer à l'Ass. T. VI, p. 733, 734.

En l'Ass. de 1715, sur la lecture des Règlements, la Compagnie se détermine à former une nouvelle compilation de Règlements. *Suprà*. Par l'art. 10 desd. Règlements, tir. 3, elle ordonne que l'Ass. étant formée, on fera lecture des présents Règlements. T. VI, P. J. p. 487.

En l'Assemb. de 1723, on lit le Règlement fait en l'Ass. de 1700. T. VI, p. 1554.

En celle de 1725, on fait lecture des Règlements recueillis par l'Ass. de 1715. T. VII, p. 28.

En celle de 1735, lecture des Règlements, sur lesquels Mrs. les Prélats font des observations. T. VII, p. 1336.

En celle
Règlemen
de Mrs. les
En l'Ass.
T. VIII,
En cel
VIII, p. 7
En celle
glements
En celle

§. III. Règlements touchant la discipline.

On peut
différents
matière.

L'Assemb.
Commission
les plus co
formité en
pline Ecclé
saires font
ayant paru
traitée av
dans le pe
qu'à la sé
prie Mrs.
nuer d'y tr
auxquels e
lats, dont
T. VI, p.
En l'Ass.
prie Mrs. d
d'examiner
plinc faits
dentes, afin
connoisse c
nouvelles.

§. IV. Règlements touchant la discipline.

Les Ass.
1705 & de
ments sur le
Décimes.
mes, §. I.

§. V. Règlements touchant les Vœux.

Aux E
arrêté de d
les résigna
lieu. T. I, p.
L'Assemb

1893 *RÈGLEMENTS*, §. III, &c. *RÉGULIERS*, §. I, &c. 1894

En celle de 1745, sur la lecture des *Règlements*, réflexions fort judicieuses de Mrs. les Prélats. T. VII, p. 1896.

En l'Assemb. de 1750, même lecture. T. VIII, p. 244.

En celle de 1755, de même. T. VIII, p. 441.

En celle de 1760, lecture des *Règlements* de 1715. T. VIII, p. 742.

En celle de 1775. T. VIII, p. 2090.

§. III. *Règlements proposés dans les Assemblées du Clergé, touchant la discipline ecclésiastique.*

On peut voir au mot *Réformation*, différents *Règlements* relatifs à cette matière.

L'Assemblée de 1715 nomme une Commission pour examiner les *Règles* les plus convenables pour établir l'uniformité en certains points de la discipline Ecclésiastique : Mrs. les Commissaires font leur rapport : la matière ayant paru trop importante pour être traitée avec l'étendue qu'elle mérite dans le peu de temps qui restoit jusqu'à la séparation de l'Assemb., elle prie Mrs. les Commissaires de continuer d'y travailler après la fin de l'Ass., auxquels elle adjoint trois autres Prélats, dont M. le Cardinal de Noailles. T. VI, p. 1459.

En l'Ass. de 1725, M. le Président prie Mrs. du Bureau de la Jurisdiction, d'examiner les *Règlements* de discipline faits dans les Assemblées précédentes, afin que la présente Assemblée connoisse ceux qu'il est à propos de renouveler. T. VII, p. 506.

§. IV. *Règlements concernant les Chambres des Décimes.*

Les Assemblées de 1605-1606, de 1705 & de 1710, ont fait des *Règlements* sur les *Chambres Souveraines des Décimes*. Voyez *Chambres des Décimes*, §. I.

§. V. *Règlements des Assemblées de 1625 & de 1635, &c., concernant les Réguliers.*

Voyez *Réguliers*, §. IV.

R È G R È S.

Aux *Etats de Blois*, en 1576, il fut arrêté de demander au Pape, que dans les résignations, le *regres* n'eût plus lieu. T. I, p. 90, 91.

L'Assemblée de 1700, art. 16 de son

Cahier sur la Jurisdiction, supplie Sa Majesté de faire défenses aux Cours de Parlements & autres Juges Royaux, d'accorder le *regres* aux Bénéfices, sous prétexte de résignation faite en maladie, ou à faute de paiement de pensions, lorsque les résignataires auront été canoniquement pourvus, & en auront pris possession. Rép. *Le Roi fera considération sur cet article*. Recueil, p. 1477.

R È G U L I E R S.

§. I. *Etablissement des Ordres, Congrégations & Maisons Régulières : formalités requises pour leur réception.*

Voyez *Communautés*.

§. II. *Profession religieuse ou Vœux solennels de Religion.*

Voyez *Vœux*.

§. III. *Exemptions prétendues par les Religieux & les Monastères.*

Voyez *Exemptions*.

§. IV. *Cas où les Religieux exempts sont soumis aux Ordinaires. Règlement des Réguliers à ce sujet, dressé dans l'Ass. de 1625, discuté & confirmé dans les Assemblées suivantes.*

Vers le temps de l'Assemb. de 1625, les entreprises des Réguliers, sur l'autorité Episcopale, s'étoient extrêmement multipliées, & elles étoient portées à un excès qui attira les plaintes de plusieurs Prélats. L'Assemb. chargea M. l'Evêque de Chartres, de dresser un *Règlement* contre ces entreprises des Réguliers, & qui fixât en même-temps de justes bornes à leurs prétendues exemptions : quatre Députés du second Ordre furent nommés pour concerter le *Règlement* avec ce Prélat. Le *Règlement* fait & dressé, les Prélats non députés, qui étoient à Paris, furent appelés extraordinairement à l'Assemb., pour en entendre la lecture, & ensuite le signer, avant de l'envoyer dans les Provinces. La Compagnie jugea en même-temps convenable de l'envoyer au Pape, pour en obtenir la confirmation, & fit défenses de le mettre à exécution, avant qu'il eût été approuvé. M. l'Evêque de Chartres fut député à Rome pour ce

suiv. T. II, p. 511, 512, 513, 514.

Le Règlement & la Lettre écrite au Pape, pour la confirmation, sont rapportés, T. II, P. Just. p. 61 & suiv.

Le Règlement des Réguliers contient 38 articles, à l'égard desquels l'Ass. de 1625 & celles qui l'ont suivie, ont estimé que les Réguliers, ceux même qui se disent exempts, sont soumis à la Jurisdiction des Evêques : on peut rapporter les 38 articles aux chefs qui suivent.

1°. *Culte divin* : à quoi se rapportent l'article 2, qui concerne l'exposition du S. Sacrement ; & l'art. 10 concernant les Indulgences, les Confrairies & Congrégations, les Reliques, les Images, les Miracles.

2°. *Police générale des Diocèses* : à quoi se rapporte l'art. 19, qui regarde la publication des Mandements de l'Evêque sur la Foi & sur la discipline, l'observation des Fêtes du Diocèse, l'Office des Saints des lieux, & l'assistance aux Processions publiques.

3°. *Visite Episcopale* : ce qui comprend les art. 1, 20, & 21.

4°. *Monastères non unis en Congrégations : nouveaux établissements* : à quoi se rapportent l'art. 25 concernant les Monastères non unis en Congrégations ; l'art. 26 concernant les Congrégations nouvelles ; l'art. 28, qui regarde les nouveaux établissements de Religieux ou de Religieuses, la bénédiction des Autels & Calices, réservée aux Evêques, ou à ceux qu'ils commettent.

5°. *Bénédictio d'ornemens, d'Oratoires, de Cimetieres. Privilege de porter mitre, crosse, croix, &c.* art. 29.

6°. *Clôture des Religieux* : à quoi se rapporte l'art. 27 concernant les écoles, les quêtes, & la clôture ou interdiction de l'entrée des Cloîtres aux femmes.

7°. *Curés primitifs & Curés Réguliers* : à quoi se rapportent les art. 22 & 23 concernant les Cures & Curés Réguliers ; les art. 14 & 24 concernant les Curés primitifs.

8°. *Droits des Curés relatifs aux Réguliers* : à quoi se rapportent l'art. 3, sur la Messe de Paroisse ; l'art. 5, sur la Confession & la Communion Pascale ; l'art. 8, sur la permission nécessaire aux Réguliers pour confesser, prêcher dans les Eglises Paroissiales, & pour marier ; l'art. 9, sur la sépulture des Fideles dans les Eglises des Religieux.

9°. *Ministère de la prédication* : à

quoi se rapportent l'art. 12, sur la permission de l'Evêque nécessaire aux Réguliers pour prêcher ; l'art. 13 sur les Regles qu'ils doivent suivre en prêchant.

10°. *Célébration de la Messe par les Prêtres étrangers* : l'art. 4 défend aux Réguliers de les laisser célébrer, sans la permission de l'Evêque.

11°. *Sacrement de Pénitence* : ce qui comprend l'art. 6 concernant la nécessité de l'examen & de l'approbation Episcopale pour les Réguliers qui confessent les séculiers ; l'art. 7 concernant les cas réservés, dont les Réguliers ne peuvent absoudre, sans la permission de l'Ordinaire.

12°. *Ordination* : à quoi se rapportent l'art. 15, qui défend les Ordinations dans les Monastères, & toute fonction Episcopale, sans le consentement de l'Evêque Diocésain ; l'art. 16, sur les dimissoires nécessaires aux Réguliers ; l'art. 17, qui leur impose l'obligation de prendre les Lettres d'Ordres ; l'art. 18, qui prescrit ce qui doit tenir lieu de titre Clerical pour les Réguliers.

13°. *Attestations* : ... Religieux n'en peuvent donner aux séculiers, art. 30.

14°. *Parrains & Marraines* : l'art. 9 défend aux Religieux & Religieuses de l'être.

15°. *Punition des crimes* : l'art. 31 s'y rapporte & contient plusieurs dispositions.

16°. *Religieuses* : à quoi se rapportent les articles 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38. T. II, P. Just. p. 61 & suiv. Sur chaque objet en particulier, voyez les mots qui y répondent.

L'Assemblée de 1628 désapprouve l'impression dudit Règlement des Réguliers, sous le nom du Clergé ; elle ordonne aux Agents de supprimer la piece. T. II, p. 634.

En l'Ass. de 1635, l'affaire du Règlement des Réguliers est mise sur le Bureau : il est discuté, & l'Ass. se résout à le faire exécuter : on fait sur quelques articles des changements. Le Règlement projeté est communiqué aux Réguliers, qui le rendent sans réponse : on arrête d'envoyer à Rome certains articles : les Prélats du dehors sont invités à l'Assemb. au sujet dudit Règlement : les articles tirés du Règlement pour envoyer à Rome, sont remis au Nonce : le principal changement est sur l'art. 17 concernant l'expulsion des Religieux : le changement porte une défense absolue aux Supé-

rieurs de que causé jusqu' 768 glement f

175, 176 M. le

nal de R ment des

treprise s le Cardin de Nîmes

1635] a de pourve

liers ; mai l'autorité

un procé Réguliers

T. II, p. Suivan

tation en Ordre sur

tres prier tendoient

demande que par le

cond Ord autre soul

contre l'ar commenda

découvert la défense

pitres de d il fut signi

taires de l' 20 Député

quel ils s'o ment fût e

exécution ; contre les

Règlements deaux se f

Remontr du second

dre. Journa

L'affaire liers s'agit

de 1645 : l lats le des

différend d ques termi

plaintes de Nonce par

plaintes re la Déclarat

les Supérie de Paris, e

nal de Rich L'Assemblée

res pour l'ex lats du deb

ver au rapp

rieurs de chasser les Profès pour quelque cause que ce soit. T. II, p. 765 jusq. 768. *Les changements faits au Règlement sont rapportés*, T. II, P. Just. p. 175, 176.

M. le Nonce s'étoit plaint au Cardinal de Richelieu du projet du Règlement des Réguliers, comme d'une entreprise sur l'autorité du Pape: sur quoi le Cardinal avoit témoigné à l'Evêque de Nîmes, que l'Assemblée [celle de 1635] avoit très-prudemment pensé de pouvoir aux entreprises des Réguliers; mais qu'il falloit le faire sous l'autorité du Pape: cet ordre fut trouvé un procédé infini, à cause du crédit des Réguliers à Rome. *Journal de S. Joffe*, T. II, p. 858.

Suivant le même Journal, contestation entre le premier & le second Ordre sur le chant du *Te Deum* & autres prières publiques. Les Evêques prétendoient en ordonner seuls, sans en demander autre avis aux Chapitres, que par le Mandement: Mrs. du second Ordre prétendoient le contraire: autre soulèvement du second Ordre contre l'article qui défend aux Abbés commendataires de porter le rochet découvert & la croix au col; & contre la défense qu'on vouloit faire aux Chapitres de donner des dimissoires: enfin, il fut signifié le 22 Avril, aux Secrétaires de l'Assemblée, un acte signé de 20 Députés du second Ordre, par lequel ils s'opposoient, que ledit Règlement fût envoyé au Pape, ou mis en exécution; réclamant en particulier contre les articles 3, 5, 6, 7, dudit Règlement: M. l'Archevêq. de Bordeaux se saisit dudit acte, & quelques Remontrances que pussent faire Mrs. du second Ordre, il refusa de le rendre. *Journal de S. Joffe*, T. II, p. 858.

L'affaire du Règlement des Réguliers s'agit de nouveau en l'Assemblée de 1645: le Nonce témoigne aux Prélats le desir de Sa Sainteté de voir le différend des Réguliers avec les Evêques terminé: les principaux objets de plaintes des Prélats sont exposés au Nonce par M. Hallier. Autres sujets de plaintes représentés dans l'Assemblée: la Déclaration qui avoit été signée par les Supérieurs des Maisons Religieuses de Paris, en présence de M. le Cardinal de Richelieu, est depuis désavouée. L'Assemblée nomme des Commissaires pour l'examen de l'affaire: les Prélats du dehors sont priés de se trouver au rapport & aux délibérations.

M. l'Archevêque de Toulouse, dans son rapport, remonte à l'origine des exemptions, & en explique le progrès: il fait voir la nécessité de fixer les bornes des pouvoirs des Réguliers; là-dessus il donne deux regles tirées de S. Thomas: 1°. distinction de ce qui appartient à l'Ordre de l'Eglise, & ce qui touche la regle des Religieux: 2°. distinction entre ce qui appartient aux Evêques de droit divin, & ce qui leur appartient de droit humain: il réduit à quatre chefs la Jurisdiction inaliénable des Evêques sur les Religieux. Respect & révérence: administration des Sacrements: Doctrines & prédication: punition des crimes & correction. T. III, p. 291 jusq. 294. P. Just. p. 29.

La Déclaration ou Règlement des Réguliers dressée en 1625, est lue & examinée de nouveau: il est arrêté d'abord, que la restriction en faveur des Eglises Cathédrales & Collégiales, sera mise à la tête du Règlement qui est à faire, & à la fin, ainsi qu'elle a été mise au Règlement de 1625: le Règlement tel qu'il a été dressé en 1625, est universellement approuvé. L'Assemblée s'occupe ensuite des moyens de faire exécuter ledit Règlement. Arrêté qu'il sera imprimé & envoyé au plutôt dans les Provinces, avec une Lettre circulaire contenant les justes & importantes raisons qui ont porté l'Assemblée à renouveler ledit Règlement; que tous Mrs. les Prélats le feront uniformément observer dans leurs Diocèses; & en cas de contravention audit Règlement, que l'Evêque du lieu en donnera avis au Métropolitain, lequel en avertira les autres Prélats de la Province, afin de pourvoir d'un commun accord, même par la privation de l'emploi qu'ils donnoient aux Religieux contrevenants, à ce que l'obéissance due à leur dignité, leur soit rendue. L'Assemblée finit par prier M. Hallier de travailler sur les privilèges des Réguliers. T. III, p. 294, 295, 296. Le Règlement est rapporté, P. J. p. 29 & suiv.

Dans le temps que l'Assemblée de 1645 s'occupoit de l'affaire des Réguliers, & renouvelloit le Règlement de 1625, on affiche de nuit, durant la Semaine-Sainte, aux portes de la plupart des Eglises de Paris, & notamment à celle des Augustins, un placard imprimé au sujet de la Communion Paschale, contenant le Bref du

Pape, donné sur l'avis des Cardinaux, & obtenu sur la poursuite de quelques Religieux de Bordeaux, dont la surprise & la nullité étoient manifestes. L'Ass. sollicite & obtient un Arrêt du Conseil contre ladite affiche, & en même-temps révocatoire de la Commission du grand Sceau, expédiée sur le Bref du Pape, touchant les confessions pendant la quinzaine de Pâques. T. III, p. 296.

Sur les plaintes, sans nombre, portées à l'Assemb. de 1635, l'Assemblée résout de demander une Déclaration au Roi portant que les Réglements faits par les Assemb. de 1625, 1635, 1645 sur ce qui regarde les Réguliers, seront exécutés; attendu qu'ils sont conformes au Concile de Trente, aux Conciles Provinciaux de France, aux Ordonnances de Blois, de Melun, &c. & à la Bulle *Inferutabili* de Grégoire XV, & qu'en tous lesdits Réglements il n'y a rien contre l'autorité du Roi: mais avant de poursuivre cette Déclaration, l'Assemb. charge Mrs. les Commissaires d'examiner de nouveau, lesdits Réglements, & en faire leur rapport. T. IV, p. 207.

Les Assemb. de 1660, 1665, 1670, ont renouvelé les mêmes Réglements, les ont envoyés dans les Diocèses, avec des Lettres circulaires. L'Assemb. de 1660 a de plus proposé d'obtenir une Déclaration confirmative desdits Réglements. T. IV, p. 634, 924. P. J. p. 291. T. V, p. 65, 66.

L'Assemb. de 1675 adresse aussi une Lettre circulaire à tous les Evêques, pour leur faire part de la Délibération de l'Assemb., qui renouvelle lesdits Réglements de 1625, & approuvés par celles de 1635, 1645, 1650. Ces approbations générales, ce sont les termes de la Lettre, de toutes les Assemblées qui se sont tenues depuis 1625, sont des preuves constantes, que ces règles ont pour fondement les plus saintes maximes de l'Eglise. T. V, p. 228, 229.

§. V. Entreprises des Réguliers sur la Jurisdiction Episcopale. Censures doctrinales contr'eux.

I. Les Jésuites, en particulier, ont formé plusieurs entreprises contre l'autorité des Evêques: les plaintes en ont été portées à différentes Assemb., notamment à celles de 1625, de 1645, à l'Ass. des Prélats en 1649, à l'Assemb. Gén. de 1650, à l'Assemb. des Prélats

en 1651, à l'Ass. Génér. de 1655. Sur quoi, Voyez Jésuites, §. II.

II. Autres entreprises des Réguliers, dont il est fait des plaintes en l'Assemb. de 1625. Plainte de l'Arch. de Paris, contre la prétention de l'Abbé & de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés, de faire faire toutes les fonctions Episcopales dans toute l'étendue du territoire de ladite Abbaye. Plainte de l'Evêque de Marseille, contre semblable prétention de l'Abbé & des Religieux de Saint-Victor de Marseille. Plainte de l'Evêque de Chartres, de ce que dans l'Abbaye de Vendôme, par une prétendue exemption de ladite Abbaye, il ne peut y entrer avec les marques de la dignité & de son caractère. Plainte de l'Evêque d'Amiens, contre certains privilèges de l'Abbaye de Corbie, par lesquels ils prétendent mettre tous les Prédicateurs de la Ville, sans en rien communiquer à l'Evêque; prétendant de plus, lesdits Religieux, le droit d'empêcher les fonctions Episcopales au Seigneur Evêque, dans toute l'étendue de la Ville, dans laquelle ils soutiennent que le Prélat ne peut entrer en cette qualité, sans faire déclaration expresse de ne rien tenter contre leurs immunités & exemptions. Autre plainte de l'Evêque de Chartres, au sujet de Religieux renvoyés de leurs Couvents, dénués de tout moyen. Ce sont ces différentes plaintes qui ont occasionné le Réglement des Réguliers, dont il est parlé au §. précédent. T. II, p. 511, 512.

En l'Ass. de 1645, plusieurs procédures mises sur le Bureau, du feu Archevêque de Bordeaux, contre les Jacobins & les Jésuites, pour l'exposition du Saint-Sacrement, la Confession Paschale, la Mission des Prédicateurs: Arrêts du Conseil des Finances, en faveur desdits Religieux, dont l'Assemb. demande la révocation; elle écrit une Lettre au Pape touchant le Bref obtenu contre les Ordonnances dudit Archevêque. T. III, p. 302, 303.

En la même Assemb., autres plaintes de l'Evêque d'Agde, contre les Récollets & les Augustins. Sur le refus fait audit Prélat, de l'entrée de leurs Eglises, il prononce l'interdit contre lesdites Eglises. Ces Religieux se pourvoient aux Parlements de Toulouse & d'Aix, où ils obtiennent des Arrêts, qui ordonnent au Prélat de lever l'interdit; autrement permis aux Religieux de se retirer devant le plus prochain

Evêque. Jacobins réts de Plvie. Plainte Parlement d'Agde: d'envoyé pendant

p. 303, 304.

Autre par M. l'Evêque de Chartres, de ce que dans l'Abbaye de Vendôme, par une prétendue exemption de ladite Abbaye, il ne peut y entrer avec les marques de la dignité & de son caractère. Plainte de l'Evêque d'Amiens, contre certains privilèges de l'Abbaye de Corbie, par lesquels ils prétendent mettre tous les Prédicateurs de la Ville, sans en rien communiquer à l'Evêque; prétendant de plus, lesdits Religieux, le droit d'empêcher les fonctions Episcopales au Seigneur Evêque, dans toute l'étendue de la Ville, dans laquelle ils soutiennent que le Prélat ne peut entrer en cette qualité, sans faire déclaration expresse de ne rien tenter contre leurs immunités & exemptions. Autre plainte de l'Evêque de Chartres, au sujet de Religieux renvoyés de leurs Couvents, dénués de tout moyen. Ce sont ces différentes plaintes qui ont occasionné le Réglement des Réguliers, dont il est parlé au §. précédent. T. II, p. 511, 512.

En l'Ass. de 1645, plusieurs procédures mises sur le Bureau, du feu Archevêque de Bordeaux, contre les Jacobins & les Jésuites, pour l'exposition du Saint-Sacrement, la Confession Paschale, la Mission des Prédicateurs: Arrêts du Conseil des Finances, en faveur desdits Religieux, dont l'Assemb. demande la révocation; elle écrit une Lettre au Pape touchant le Bref obtenu contre les Ordonnances dudit Archevêque. T. III, p. 302, 303.

En la même Assemb., autres plaintes de l'Evêque d'Agde, contre les Récollets & les Augustins. Sur le refus fait audit Prélat, de l'entrée de leurs Eglises, il prononce l'interdit contre lesdites Eglises. Ces Religieux se pourvoient aux Parlements de Toulouse & d'Aix, où ils obtiennent des Arrêts, qui ordonnent au Prélat de lever l'interdit; autrement permis aux Religieux de se retirer devant le plus prochain

Evêque. Jacobins réts de Plvie. Plainte Parlement d'Agde: d'envoyé pendant

p. 303, 304.

Autre par M. l'Evêque de Chartres, de ce que dans l'Abbaye de Vendôme, par une prétendue exemption de ladite Abbaye, il ne peut y entrer avec les marques de la dignité & de son caractère. Plainte de l'Evêque d'Amiens, contre certains privilèges de l'Abbaye de Corbie, par lesquels ils prétendent mettre tous les Prédicateurs de la Ville, sans en rien communiquer à l'Evêque; prétendant de plus, lesdits Religieux, le droit d'empêcher les fonctions Episcopales au Seigneur Evêque, dans toute l'étendue de la Ville, dans laquelle ils soutiennent que le Prélat ne peut entrer en cette qualité, sans faire déclaration expresse de ne rien tenter contre leurs immunités & exemptions. Autre plainte de l'Evêque de Chartres, au sujet de Religieux renvoyés de leurs Couvents, dénués de tout moyen. Ce sont ces différentes plaintes qui ont occasionné le Réglement des Réguliers, dont il est parlé au §. précédent. T. II, p. 511, 512.

En l'Ass. de 1645, plusieurs procédures mises sur le Bureau, du feu Archevêque de Bordeaux, contre les Jacobins & les Jésuites, pour l'exposition du Saint-Sacrement, la Confession Paschale, la Mission des Prédicateurs: Arrêts du Conseil des Finances, en faveur desdits Religieux, dont l'Assemb. demande la révocation; elle écrit une Lettre au Pape touchant le Bref obtenu contre les Ordonnances dudit Archevêque. T. III, p. 302, 303.

En la même Assemb., autres plaintes de l'Evêque d'Agde, contre les Récollets & les Augustins. Sur le refus fait audit Prélat, de l'entrée de leurs Eglises, il prononce l'interdit contre lesdites Eglises. Ces Religieux se pourvoient aux Parlements de Toulouse & d'Aix, où ils obtiennent des Arrêts, qui ordonnent au Prélat de lever l'interdit; autrement permis aux Religieux de se retirer devant le plus prochain

Evêque. Jacobins réts de Plvie. Plainte Parlement d'Agde: d'envoyé pendant

p. 303, 304.

Autre par M. l'Evêque de Chartres, de ce que dans l'Abbaye de Vendôme, par une prétendue exemption de ladite Abbaye, il ne peut y entrer avec les marques de la dignité & de son caractère. Plainte de l'Evêque d'Amiens, contre certains privilèges de l'Abbaye de Corbie, par lesquels ils prétendent mettre tous les Prédicateurs de la Ville, sans en rien communiquer à l'Evêque; prétendant de plus, lesdits Religieux, le droit d'empêcher les fonctions Episcopales au Seigneur Evêque, dans toute l'étendue de la Ville, dans laquelle ils soutiennent que le Prélat ne peut entrer en cette qualité, sans faire déclaration expresse de ne rien tenter contre leurs immunités & exemptions. Autre plainte de l'Evêque de Chartres, au sujet de Religieux renvoyés de leurs Couvents, dénués de tout moyen. Ce sont ces différentes plaintes qui ont occasionné le Réglement des Réguliers, dont il est parlé au §. précédent. T. II, p. 511, 512.

En l'Ass. de 1645, plusieurs procédures mises sur le Bureau, du feu Archevêque de Bordeaux, contre les Jacobins & les Jésuites, pour l'exposition du Saint-Sacrement, la Confession Paschale, la Mission des Prédicateurs: Arrêts du Conseil des Finances, en faveur desdits Religieux, dont l'Assemb. demande la révocation; elle écrit une Lettre au Pape touchant le Bref obtenu contre les Ordonnances dudit Archevêque. T. III, p. 302, 303.

En la même Assemb., autres plaintes de l'Evêque d'Agde, contre les Récollets & les Augustins. Sur le refus fait audit Prélat, de l'entrée de leurs Eglises, il prononce l'interdit contre lesdites Eglises. Ces Religieux se pourvoient aux Parlements de Toulouse & d'Aix, où ils obtiennent des Arrêts, qui ordonnent au Prélat de lever l'interdit; autrement permis aux Religieux de se retirer devant le plus prochain

Evêque. Arrêt semblable accordé aux Jacobins d'Arles. La cassation des Arrêts de Toulouse & d'Aix est poursuivie. Plainte particulière du procédé du Parlement de Toulouse, contre M. d'Agde: le Procureur-Général a ordre d'envoyer les motifs de l'Arrêt, & cependant défenses de l'exécuter. T. III, p. 303. 304.

Autre plainte dans la même Assemb., par M. l'Evêque d'Angers. Il avoit interdire un Capucin de la Prédication: ce Religieux obtient une Lettre de cachet, qui l'autorise à prêcher une fois dans la même Chaire. Remontrances du Prélat en cette occasion. L'Assemb. de 1645 approuve son procédé, & lui écrit en conséquence. T. III, p. 304, 305. P. J. p. 36.

En l'Assemb. de 1635, diverses entreprises des Réguliers sont exposées & réprimées. M. l'Archev. de Rouen se présente à l'Ass., & lui fait part de l'affaire qu'il avoit contre les Réguliers de cette Ville, au sujet d'un appel comme d'abus qu'ils avoient interjeté de la citation à eux donnée devant les Sgrs. Commissaires, délégués par le Pape, pour l'exhibition de leurs prétendus privilèges. Toute la suite de l'affaire est expliquée, ensemble les Lettres écrites, & les Mémoires envoyés à Rome par l'Ass. T. II, p. 768 juif. 771. P. Just. p. 177 & f.

En la même Assemb., M. l'Evêque de Digne se plaint du Pere Faure, Coadjuteur de l'Abbaye de Sainte-Genevieve, qui officioit pontificalement au Prieuré de la Couture-sainte-Catherine, sans la permission de l'Ordinaire, & celle dudit Evêque de Digne, Prieur de la Maison. Après quelques difficultés, il promet de ne plus officier avec les ornements de sa dignité, sans la permission de Mrs. de Paris & de Digne. T. II, p. 771, 773.

Autre plainte en la même Assemb., contre les Réguliers, sur les poursuites qu'ils faisoient à Rome, contre le Livre de l'ancien Evêque du Belley, intitulé *le Directeur désintéressé*. M. l'Evêque du Mans, de retour de Rome, est invité en cette occasion à l'Assemb. La Compagnie résout d'arrêter la censure dudit Livre: elle envoie à Rome, par un de ses Députés, des Mémoires, Lettres & instructions à M. le Cardinal de Lyon, à M. l'Evêque d'Albi, pour empêcher le Jugement. T. II, p. 773, 774. P. Just. p. 183, 184.

Autre plainte, en la même Assemb.

de 1635, de l'Archevêq. de Bordeaux, contre le Provincial des Religieux Observantins de Bordeaux. Plusieurs Arrêts rendus, dans cette affaire, au Parlement de Bordeaux, par entreprises contre la Jurisdiction Ecclesiastique. L'Assemb. ordonne aux Agents d'intervenir, & députe à M. le Chancelier: elle accorde aussi toute assistance à l'Evêque de Beziers, contre les Augustins-Déchaussés, qui, malgré le Prélat, vouloient s'établir en ladite Ville. T. II, p. 775, 776.

L'Ass. de 1650 fait un des principaux objets de ses délibérations des entreprises de deux Religieux Feuillants; de celle de Dom Roger, qui avoit osé confesser & prêcher dans le Diocèse de Limoges, contre la défense du Prélat; de celle d'un Religieux du même Ordre, Abbé triennal de Saint-Martin de Limoges, qui avoit consacré, dans le Diocèse de Tulle, une Eglise & des Autels avec les Habits Pontificaux. Voyez Feuillants, §. II.

Plusieurs autres entreprises des Réguliers contre la Jurisdiction, sont déferées à l'Ass. de 1655; ce qui fait aussi un des principaux objets des délibérations de cette Assemblée. T. IV, p. 201 & suiv.

Parmi ces entreprises, plusieurs ont pour objet la Mission ou approbation nécessaire pour prêcher, confesser & absoudre des cas réservés; savoir, l'entreprise des Cordeliers du Diocèse de Poitiers, dans Poitiers & dans Thouars; celle des Jacobins, dans le Diocèse de Grasse; celle des Minimes de Dung-le-Roi, au Diocèse de Bourges. Sur quoi Voyez Approbations, §. II.

Autre plainte de l'établissement des Augustins-Déchaussés en la Ville de Tarascon, sans le consentement de l'Ordinaire. Voyez Communautés.

Autre plainte du Clergé d'Angleterre, sur l'opposition formée par les Réguliers, & notamment les Jésuites, pour l'établissement d'un Evêque en Angleterre. Voyez Anglois, n°. II.

Affaire & plainte de M. l'Evêque d'Angers, contre les Réguliers de son Diocèse, portée en la même Assemb. de 1655. Voyez Censures Doctrinales, n°. XVIII.

Entreprises des Cordeliers Conventuels de Marseille, pour se rétablir en ladite Ville, y bénir une Chapelle, y célébrer & confesser sans la permission de l'Evêque. Voyez Franciscains.

Entreprises des Récollets de Sarlat &

de Cahors, prétendant administrer le Sacrement de Pénitence sans approbation. *Voyez Récollets.*

Entreprises des Religieux Prémontrés de Saint-Martin de Laon, contre la Jurisdiction Episcopale. *Voyez Laon, n°. 1.*

Entreprises des Dominicains de Morlaix, touchant l'exposition du Saint-Sacrement dans leur Eglise. Leur opposition à la visite du Saint-Sacrement dans leurs Eglises, par les Evêques. *Voyez Eucharistie.*

Entreprises des Religieux du Tiers-Ordre de Saint-François, dans le Diocèse de Condom, au sujet d'une Chapelle. T. V, p. 227.

III. Arrêt célèbre du Conseil d'Etat, du 4 Mars 1669, qui casse celui du Parlement de Bordeaux, du 6 Septembre 1666, & termine, en faveur du droit des Evêques, la contestation élevée entre l'Evêque d'Agen & les Réguliers de son Diocèse, au sujet de la Confession & de la Prédication. *Voyez Approbations, §. II.*

IV. Les Réguliers ont en différents temps répandu, dans le public, différents libelles & ouvrages, pour tâcher d'établir leurs prétendus privilèges, & justifier leurs entreprises contre la Jurisdiction Episcopale. Plusieurs de ces ouvrages n'ont pu échapper à la Censure. *Voyez Censures Doctrinales, n°. XVII, XVIII.*

§. VI. Droits respectifs des Curés & des Réguliers, touchant les sépultures.

Voyez Sépultures.

§. VII. Ordinations des Réguliers.

Voyez Ordinations, §. IV.

§. VIII. Cures & Curés Réguliers.

Voyez Curés Réguliers.

§. IX. Visite des Monasteres : leur réformation : Maisons non unies à des Congrégations : union des petits Couvents à de plus grandes Maisons.

I. Visite des Monasteres. *Voyez Visites, §. II.*

II. Leur réformation. *Voyez Réformation.*

III. Les Religieux du Couvent de Marmoutier présentent requête à l'Ass. de 1605, s'offrant de se soumettre, con-

formément aux saints Décrets, à la Jurisdiction de M. l'Archev. de Tours, leur Diocésain, comme n'étant point sous Chapitres-Généraux. La chose est portée au Roi. Il s'agissoit d'un Règlement général, pour les Maisons de l'Ordre de Saint-Benoît, qui n'étoient point en Congrégations. On demande l'avis de l'Assemb., elle le donne, & supplie le Roi de favoriser la réformation desdites Maisons; & en ce faisant, ordonner que les Monasteres, exempts de la Jurisdiction Episcopale, seront tenus de s'agréer à la Congrégation dont il s'agit, ou à quelque autre réformée & approuvée; & en cas de refus ou délai, ils seront remis sous la Jurisdiction de l'Evêque Diocésain; & seront les Statuts desdites Congrégations enregistrés aux Greffes des Ordinaires, à ce qu'ils y tiennent la main. T. I, p. 757, 758.

Autre requête présentée à l'Ass. de 1625, par les Bénédictins des sept Abbayes de Bretagne, qui étoient réformées, aux fins d'obtenir du Pape le pouvoir de s'ériger en Congrégation, & y recevoir les Monasteres qui voudroient s'y réunir. *Voyez Bénédictins.*

IV. Sur l'union des Maisons Conventuelles des petits Monasteres, à de plus grands. *Voyez Monasteres, §. II.*

§. X. Privilèges & prérogatives des Religieux : fonctions & emplois qu'ils peuvent exercer.

I. Peuvent-ils être Vicaires-Généraux? *Voyez Vicaires-Généraux.*

II. Ont-ils droit de séance aux Bureaux des décimes? *Voyez Chambres Diocésaines, §. II, n°. II.*

§. XI. Cotte-morte, pécule ou succession des Religieux.

Voyez Cotte-morte.

§. XII. Autres articles concernant les Religieux.

I. L'Assemb. de Poissy, en 1561, dans ses Décrets sur la réformation, établit plusieurs Règlements touchant les Monasteres de Religieux & de Religieuses. Elle exige dans les hommes, pour la Profession religieuse, l'âge de dix-huit ans, & pour les filles, l'âge de seize ans : autres Règlements touchant les études dans les Monasteres d'hommes, le choix des Régents, les pensions de ceux qu'on envoie étudier dans les Universités;

versités; l'union du Séminaire de T. I.

II. Le Concile des Etats qu'il y auroit tenu de ce faire religieux qui aumônes, les mains

III. Les pour Supérieur Ordre?

IV. En dent remontrances, & n'étoient de l'incorrigible à la mendicité refusoient cette conduite des de l'Evêque des Papes ces Religieuses les Parlements moins que chassés, n'étaient, au sous la condition Mrs. les les expédient que le Public Religieux.

Voyez l'Ass. de Poissy.

V. Religieuses Religieuses

VI. Religion nonciade, l'Ass. de Poissy

VII. Religion Oblats

1°. Aux s'élève une puté du Clergé doit d'être à voix délibérée qui s'y oppose seul Député doits, dont le consentement, qu'attendent Reims, font l'Assemb., n. T. I, p. 68.

2°. Le Clergé requête à l'Ass. de Poissy, mande son intervention la révocation

Table d

verités; la table commune, la célébration du Service divin, l'Office public, &c. T. I, P. Just. p. 13, 14.

II. Le Cahier du Roi, envoyé à l'Ass. des Etats de Blois, en 1577, porte, qu'il y aura en chaque Monastere quantité suffisante de Religieux, & à faute de ce faire, sera la portion des Religieux qui manqueront, employée en aumônes, & pour cet effet mise entre les mains du Roi. T. I, P. Just. p. 48.

III. Les Religieux peuvent-ils élire pour Supérieurs des personnes d'un autre Ordre? Voyez Monasteres, §. III.

IV. En l'Ass. de 1685, M. le Président remontre, que souvent les Religieux, & même les plus austères, chassoient de leurs Monasteres les Religieux incorrigibles, & les réduisoient par-là à la mendicité & au libertinage; qu'ils refusoient ensuite de les recevoir; que cette conduite étoit contraire aux maximes de l'Evangile, à plusieurs Bulles des Papes; qu'ainsi il falloit renvoyer ces Religieux à leurs Couvents, & que les Parlements le jugeoient ainsi, à moins que les Couvents qui les avoient chassés, n'eussent pourvu à leur subsistance, auquel cas ils temereroient sous la conduite de l'Evêque. L'Ass. prie Mrs. les Commissaires d'examiner les expédients à prendre pour empêcher que le Public ne demeure chargé de ces Religieux. T. V, p. 632.

Voyez l'art. 17 du Règlement des Réguliers, *suprà*, §. IV.

V. Religieux Evêques. Voyez Evêques Religieux.

VI. Religieux Militaires. Voyez Annonce, Lazare, Malte.

VII. Religieux Laïques ou Oblats. Voyez Oblats.

REIMS.

1576.

1°. Aux Etats de Blois de 1576, il s'élève une contestation entre le Délégué du Clergé de Reims, qui demandoit d'être admis dans l'Ass. avec voix délibérative, & l'Evêque de Laon qui s'y opposoit, disant qu'il étoit le seul Délégué du Bailliage de Vermandois, dont Reims étoit dépendant; du consentement des Parties, il fut arrêté, qu'attendu la dignité de l'Eglise de Reims, son Délégué auroit séance dans l'Ass., mais sans voix délibérative. T. I, p. 68.

1586.

2°. Le Chapitre de Reims présente requête à l'Assemblée de 1586, & demande son intervention pour poursuivre la révocation de certaines Lettres

Table de la Coll. des P. V.

Patentes, en vertu desquelles on avoit fait saisir, au profit du Roi, quelques terres vaines-vagues, comme pâquis, &c., appartenantes audit Chapitre, & dont il tiroit une redevance. L'Ass. charge les Agents d'agir en cette affaire. T. I, p. 421.

3°. Le Receveur des décimes du Diocèse de Reims présente requête à l'Ass. de 1655, par laquelle il la supplie de vouloir prendre connoissance de tous les différends qu'il a, tant avec le Receveur Provincial des décimes, qu'avec le Diocèse de Reims, & de lui donner pour cet effet des Commissaires, offrant de se soumettre à tout ce que l'Ass. en ordonnera. Les Syndic & Délégués du Diocèse de Reims font de leur côté la même soumission, par l'organe du Vidame de Reims. L'Ass. nomme des Commissaires pour ouïr les Parties sur leurs prétentions respectives. Parties ouïes, la Compagnie prononce & statue séparément sur chaque article. T. IV, p. 385 jusq. 391.

Autre affaire du Diocèse de Reims, contre les Receveurs, au sujet des taxations par eux prétendues. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1655. Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. III.

4°. Le Parlement de Metz veut, en 1665, obliger le Chapitre de Reims, *Sede vacante*, de nommer un Official dans la partie du Diocèse de Reims, qui est dans le ressort dudit Parlement. Voyez Officiaux, §. I.

5°. Protestation de la Province de Reims, en l'Ass. de 1682, contre l'érection de Cambrai en Métropole. Voyez Cambrai.

6°. Le Parlement de Paris, par son Arrêt du 30 Décembre 1698, oblige le sieur Bachelier de prendre le *Visa* de M. l'Archevêque de Reims, sur les provisions du Doyenné de l'Eglise de Reims, obtenues à Rome. Voyez *Visa*, n°. III.

7°. En l'Ass. de 1725, il se présente une affaire, au sujet des impositions du Clergé, entre le Bureau Diocésain de Reims & les Bénéficiers de Varennes, dans les Domaines de M. le Duc de Bourbon. Le 23 Avril 1723, le Bureau avoit rendu une Sentence, par laquelle le sieur Huon, Curé de Varennes, avoit été condamné à payer les sommes auxquelles il avoit été taxé. Requête, à ce sujet, présentée au Roi en son Conseil par Son Altesse Sérénissime, qui concluoit à ce que, sans

Tttt

1655.

1655.

1665.

1682.

1698.

1725.

avoir égard audit Jugement, le sieur Huon fut déchargé, & fait défenses, aux Députés de la Chambre de Reims, de comprendre à l'avenir, dans l'état des impositions, tant ledit sieur Huon, que les autres Bénéficiers du Comté, Terres & Seigneuries de Varennes, qui se trouveront être de ce Diocèse. Mrs. les Agents donnent leur réponse aux moyens allégués dans la requête. L'Ass. juge à propos d'envoyer la requête au Syndic du Diocèse, & de lui demander de plus amples instructions. T. VII, p. 513 & s.

1758.

Le Bureau Diocésain de Reims se pourvoit à l'Assemb. de 1758, sur deux objets. Le premier, au sujet de l'évaluation exorbitante faite de ses revenus dans le nouveau département général. Le second regarde quelques Bénéficiers du Clermontois, qui refusoient de payer la taxe à laquelle ils étoient imposés aux rôles des décimes du Diocèse de Reims, sous prétexte que les habitants du Clermontois sont exempts de toute nature d'impositions. L'affaire fut liée au Conseil : M. le Duc intervint dans la cause : elle resta indécidée jusqu'en 1732, où il fut passé une transaction entre le Bureau de Reims & lesdits Bénéficiers, qui porte, qu'ils ne pourront être imposés au-dessus de 500 l. En 1755, l'Ass. ayant travaillé à un nouveau département général, lesdits Bénéficiers, ainsi que tous les autres, ont été taxés à raison de leurs revenus & de la qualité de leurs Bénéfices, conformément au plan de distribution des classes.

L'Assemb. de 1758 renvoie la connaissance & la décision de ces deux affaires à l'Ass. de 1760. T. VIII, p. 702.

1765.

Les Bénéficiers ont fait refus d'exécuter le nouveau rôle, sous prétexte de la transaction de 1732. Le Syndic du Diocèse de Reims s'est pourvu au Conseil, où il a obtenu deux Arrêts en 1759 & 1760 : ce dernier, faute par les Bénéficiers d'avoir fourni de réponse à celle inférée dans l'Arrêt de 1759, a ordonné qu'ils seroient contraints au paiement. M. le Prince de Condé a obtenu, le 22 Septembre 1761, un Arrêt qui le reçoit Partie intervenante en l'instance.

Tel est l'état de l'affaire pour laquelle le Diocèse de Reims réclame la protection de l'Assemb.

Contestation presque semblable entre le Diocèse & les Bénéficiers de la Principauté de Charleville, dans la-

quelle la possession du Diocèse n'est pas si solidement établie.

L'Ass. fait recommander ces deux affaires à M. d'Ormesson, qui promet d'écrire à M. Terrai, Chef du Conseil de M. le Prince. T. VIII, p. 1100 & suiv.

1716.

8°. Le Sr. Cabrisseau s'étant pourvu en Cour de Rome, sur une résignation de la Théologale de Reims, le Pape lui refuse ses Provisions : il se pourvoit par appel au Parlem. de Paris, & obtient un Arrêt qui le renvoie pardevant M. l'Archev. de Reims, ou ses Vicaires-Gén., pour obtenir le titre de cette Théologale. Le sieur Cabrisseau s'étant présenté, avec cet Arrêt, devant les G. Vicaires, il en est refusé, par deux raisons : 1°. parce que c'est au Pape seul à recevoir les résignations en faveur; 2°. parce que le Présenté ne vouloit point signer le Formulaire purement & simplement. Sur ce refus, le sieur Cabrisseau se pourvoit de nouveau au Parlement, & obtient un Arrêt sur Requête, non signifié, qui le renvoie pardevant l'Ev. de Laon. M. l'Arch. de Reims se pourvoit, par opposition, à cet Arrêt, alléguant les deux raisons ci-dessus. Troisième Arrêt qui déboute le Prêlat de son opposition, & le condamne aux dépens, & renvoie le Refusé à M. l'Ev. de Laon. En conséquence de cet Arrêt, M. de Laon donne titre, sans exiger la signature du Formulaire.

Dans ce temps, la Régale se trouve ouverte dans l'Eglise de Reims, par la promotion de M. de Mailli au Cardinalat : le Roi se croit en droit de nommer à la Théologale, le Sr. Cabrisseau n'étant point encore paisible possesseur, & y nomme le Sr. Charuel. Les Parties ayant produit de part & d'autre, intervient Arrêt, le 30 Juillet 1726, qui maintient le sieur Cabrisseau. Le sieur Charuel se pourvoit en cassation de cet Arrêt, comme contraire aux Ordonnances & au Règlement de l'Ass. de 1636, autorisé par Arrêt du Conseil. Il demande, à ce sujet, la protection de l'Assemb. de 1726, qui députe à Mrs. les Commissaires du Conseil, pour les solliciter en faveur du Régaliste. T. VII, p. 794 & suiv.

1730.

M. l'Ev. de Boulogne rend compte à l'Assemb. de 1730 de trois Arrêts du Conseil, des 20 Mars 1727, 17 Juillet 1728 & 4 Mars 1729, par lesquels le refus fait au sieur Cabrisseau, par M. l'Archev. de Reims, de l'institution ca-

nonique, laire pure jugé valable pourvu. T.

1750.

9°. Vers testation, si la Pénit nésie à cha Pénitencer

10°. Sur Reims, av Dieu, au Chartreux,

Voyez P

R E L

§. I. Eleclie rieures

I. L'Ass. Décrets sur plusieurs Religieuses; l'admissibilité à la ans pour être

L'art. 29 de Lettres-Patentes, Priores, soient, s'il est de quarante louablement fession : s'il naitere qui puisse en pri Ordre; mais qu'on puisse Monastere qu cinq ans au cueil, p. 984

L'Assemb. Cahier, dem Moniales foibles aient de Profession pendant dix a p. 573.

L'Ass. de 17 renouvel le blissement de T. I, P. Just.

Même dem Cahier de l'Ass. Accordé que le ne pourront être sonnes qui n'au auparavant, o claustral, & au P. Just. p. 174

nonique, faute d'avoir signé le Formulaire purement & simplement, a été jugé valable, & le sieur Charuel bien pourvu. T. VII, p. 1105, 1106.

9°. Vers 1747, il s'est élevé une contestation, dont l'objet étoit de savoir si la Pénitencerie de Reims est un Bénéfice à charge d'âmes, ou non. *Voyez* Pénitencerie.

10°. Sur le différend du Diocèse de Reims, avec la Chartreuse du Mont-Dieu, au sujet des Décimes. *Voyez* Chartreux, n°. II.

RELAPS.

Voyez Protestants.

RELIGIEUSES.

§. I. Election des Abbeses & Supérieures : âge, qualités, &c.

I. L'Ass. de Poissy, en 1561, dans ses Décrets sur la Réformation, contient plusieurs Réglemens touchant les Religieuses; l'âge de seize ans pour être admises à la Profession, l'âge de trente ans pour être élues Abbeses, &c. T. I, P. Just. p. 13, 14.

L'art. 29 du Cahier revêtu, en 1574, de Lettres-Patentes, porte, que les Abbeses, Prieures & autres Supérieures soient, s'il est possible, non moins âgées de quarante ans; qu'elles aient vécu louablement, & aient huit ans de Profession: s'il ne s'en trouve point au Monastère qui aient ces qualités, qu'on puisse en prendre ailleurs du même Ordre; mais si cela souffroit difficulté, qu'on puisse en mettre une du même Monastère qui ait trente ans passés, & cinq ans au moins de Profession. Recueil, p. 984, 985.

L'Assemb. de 1595, art. 10 de son Cahier, demande, que les élections des Moniales soient rétablies; que les Abbeses aient quarante ans, quinze ans de Profession, ou au moins aient exercé pendant dix ans un office claustral. T. I, P. 573.

L'Ass. de 1598, art. 7 de son Cahier, renouvelle la demande pour le rétablissement de l'élection des Moniales. T. I, P. Just. p. 162.

Même demande dans l'article 7 du Cahier de l'Assemb. de 1600. Réponse. *Accordé que les Abbayes des Moniales ne pourront être tenues par aucunes personnes qui n'aient fait Profession dix ans auparavant, ou exercé six ans un office claustral, & atteint l'âge de 30 ans.* T. I, P. Just. p. 174.

II. Peut-on élire, ou commettre pour Supérieures, des Religieuses d'un autre Ordre? *Voyez* Monastères, §. III.

§. II. Novices admises à la Profession.

L'art. 38 du Cahier revêtu, en 1574, de Lettres-Patentes, porte, que la Novice ne puisse faire Profession, sans examen précédent par l'Evêque, ou autre par lui député, & que, pour ce, il soit averti un mois avant la Profession. Recueil, p. 987.

L'Ass. de 1715, art. 3 du Cahier de la Jurisdiction, demande, que les Novices ne pourront être admises à la Profession, même dans les Monastères exempts, sans avoir été préalablement examinées par leurs Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux. Réponse. *Il y a instance au Conseil à ce sujet.* Recueil, p. 1533.

L'Ass. de 1735, article 9 du Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner, que les Supérieurs ou Supérieures de Monastères, même se prétendant exempts, ne pourront recevoir à la prise d'habit, ou à la Profession, aucune Religieuse, sans avoir fait avertir, un mois auparavant l'Evêque Diocésain, pour, s'il le juge à propos, examiner le Sujet. Réponse. *Sa Majesté fera examiner, & au cas qu'il soit besoin d'une nouvelle explication,...* Sa Majesté s'y portera volontiers. Recueil, p. 1696, 1697.

Même demande dans l'article 5 du Cahier de 1740. Semblable réponse. T. VII, P. J. p. 415, *chiffre dérangé.*

Louis XV, par la Déclaration du 10 Février 1742, s'est expliqué clairement sur ce point de l'autorité épiscopale: l'art. 1 est conçu en ces termes: *Aucunes filles ou veuves ne pourront être admises à la Profession & à l'émission des Vœux solennels, même dans les Monastères exempts, sans avoir été auparavant examinées par les Evêques Diocésains, ou par des personnes commises de leur part, sur la vocation desdites filles ou veuves.* T. VII, p. 2026.

Les Réguliers se donnent des mouvements pour empêcher que cette Déclaration, enregistrée au Parlement de Paris, le soit dans les autres Parlements. T. VII, p. 2026.

§. III. Dots des Religieuses.

Voyez Dots.

§. IV. Clôture des Maisons Religieuses.

Voyez Clôture.

§. V. Maisons des Religieuses transférées dans les Villes.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614 avoit compris dans son Cahier un article, portant, que les Abbayes de Religieuses fussent unies & renfermées dans les principales Villes: Mrs. de la Noblesse demandent que cet article soit retranché, comme préjudiciable aux familles nobles. Il fut répondu, qu'il en seroit délibéré. T. II, p. 159.

§. VI. Confesseurs des Religieuses.

L'Ass. de 1700 a condamné la Proposition suivante, touchant l'approbation nécessaire aux Confesseurs de Religieuses: *Religiosa exempta possunt absolvi à Sacerdote non approbato ab Episcopo, sive Sacerdos sit secularis, sive regularis*. T. VI, P. Just. p. 210, 211.

L'Ass. de 1750, par l'art. 11 de son Cahier sur la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner, par une Déclaration, que l'article 11, touchant la nécessité de l'approbation & mission épiscopale pour tous Prêtres séculiers & réguliers, sera exécuté dans tout son contenu, nonobstant tous privilèges & exemptions, de quelque nature qu'ils soient; & à l'égard de tous les Ordres Monastiques ou Congrégations régulières, même de l'Ordre de Fontevrault, de Saint-Jean-de-Jérusalem, & autres de pareille qualité. *Le Cahier est sans réponse*. T. VIII, P. Just. p. 75.

Cette demande consistoit à défendre à tout Prêtre séculier ou régulier de confesser, sous quelque prétexte que ce soit, les Religieuses Professes ou Novices, Pensionnaires, domestiques & autres, demeurant dans les Monastères des Religieuses, sans la mission & approbation des Evêques ou de leurs Vicaires-Généraux.

M. l'Archev. de Toulouse, dans un rapport qu'il fit à l'Ass. de 1775, insista sur la nécessité de renouveler cette demande. Il ne faut pas la confondre avec l'instance pendante au Conseil entre le Clergé & l'Ordre de Cîteaux: il ne s'agissoit dans l'instance qui étoit au Conseil, en 1750, que des Confessions des Séculiers, sur lesquelles Mrs. de Cîteaux s'attribuoient des droits étran-

ges, en vertu d'une Bulle d'Alexandre IV; & l'article du Cahier de 1750 regarde particulièrement les Religieuses & les personnes qui demeurent dans leurs Couvents.

Cette demande que se proposoit de faire le Clergé, en 1750, est conforme au Règlement sur les Réguliers, dressé par les Assemb. de 1625, 1635 & 1645; & ce Règlement lui-même ne contient que ce qui est prescrit par l'ancienne discipline de l'Eglise: *Qui Religiosis feminis prapondus est*, dit le Concile de Carthage, *ab Episcopo loci comprobetur*.

Nous savons, dit M. l'Archevêq. de Toulouse, que plusieurs exemptions contrarient ces saines maximes, & que même, dans quelques cas particuliers, il y a eu des décisions en faveur des Réguliers; mais:

1°. Nous pourrions opposer à ces exemptions le vœu du Concile de Trente, qui semble établir le droit des Evêques, en voulant qu'ils puissent donner aux Religieuses, même exemptes, des Confesseurs extraordinaires: plusieurs Conciles tenus en France depuis celui de Trente; l'usage ancien de l'Italie, constaté par plusieurs Conciles de Milan; enfin, l'art. 11 de l'Edit de 1695, qui, malgré l'entendue que quelques Ordres veulent donner à la Déclaration de 1696, prononce sur la question, de la manière la plus expresse, & sans exception.

2°. Supposons, pour un moment, qu'il y ait eu autrefois des exemptions de cette espèce; que même elles aient été fondées, on ne peut nier que ces exemptions n'étoient pas favorables, parce qu'elles étoient contraires au droit commun & à l'ordre antique; on ne peut nier sur-tout, que ces exemptions n'ayant d'autorité que dans des Bulles des Papes, il est nécessaire que l'effet de ces Bulles subsiste en son entier, pour que l'exemption puisse se soutenir: or cet effet ne subsiste plus, & depuis l'établissement, ou la sur-prise de ces exemptions, les Papes ont prononcé presque tous, que les Confesseurs des Religieuses, même exemptes, devoient être approuvés par l'Evêque. Le Pape Grégoire XV, dans sa Bulle *Inscrutabili*, donnée en 1621, s'explique de la manière la plus expresse, en faveur des Evêques: il va même beaucoup plus loin que nous prétendons, en prononçant les absolutions données autrement, nulles & sans effet.

M. l'Archev. de la Bulle de l'an 1700. *Pastoralis*

Après en adoptant a arrêté de du Roi, qu'curion de l'ordonne, q Canonique de 1750, a gulier ne po que ce soit trême néces fcs, Profetes naires, do meurant da probation p obstant, &

R E

Voyez R

R I

On a cru ce qui regar & les moye Religion pr faire des P & les affaire l'Eglise: 4°. titts à la Rel du Clergé d & ont pris d objets font, genre, répar cation publi trouvent; l inconvenien rapport à la qu'on peut

§. I. Unie

I. Le Cahie tique aux E comprend pl sur la conser ligion, sur hérésies, sur contre les m divin, sur le aux Juges d'E l'Eglise dans & libérés. R

Le Cahier a pour objet ligion Catho Edits & Ors sujet. Recuei

M. l'Arch. de Toulouse produit encore la Bulle de Benoît XIV, *Pater bone*, de l'an 1744, & celle du même Pape, *Pastoralis*, donnée en 1748.

Après le rapport du Prêlat, l'Aff. en adoptant l'avis de la Commission, a arrêté de solliciter une Déclaration du Roi, qui, pour assurer la pleine exécution de l'article 11 de l'Edit de 1695, ordonne, que, conformément aux Loix Canoniques & à la demande de l'Aff. de 1750, aucun Prêtre séculier ou régulier ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est dans le cas d'extrême nécessité, confesser les Religieuses, Professes, ou Novices, Pensionnaires, domestiques, ou autres, demeurant dans les Monastères, sans l'approbation par écrit des Evêques, non-obstant, &c. T. VIII, p. 2339 & suiv.

RELIGIEUX.

Voyez Réguliers.

RELIGION.

ON a cru devoir ranger sous ce mot ce qui regarde, 1°. l'unité de Religion & les moyens de la conserver : 2°. la Religion prétendue-réformée & les affaires des Protestants : 3°. le Jansénisme & les affaires qu'il a occasionnées dans l'Eglise : 4°. quelques autres objets relatifs à la Religion, sur lesquels les Aff. du Clergé ont pensé devoir prendre, & ont pris de sages délibérations : ces objets sont, les mauvais livres en tout genre, répandus dans le Public ; l'éducation publique, & les défauts qui s'y trouvent ; la disette des Prêtres ; les inconvénients qui en résultent, par rapport à la Religion, & les remèdes qu'on peut y apporter.

§. I. Unité de Religion : moyens de la conserver.

I. Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans, en 1560, comprend plusieurs articles importants sur la conservation & l'unité de la Religion, sur l'extinction des nouvelles hérésies, sur les précautions à prendre contre les mauvais livres, sur le culte divin, sur le renvoi du crime d'hérésie aux Juges d'Eglise, sur la maintenue de l'Eglise dans ses Privilèges, franchises & libertés. Recueil, p. 925 jusq. 934.

Le Cahier de Poissy, en 1561, art. 1, a pour objet la conservation de la Religion Catholique & l'observation des Edits & Ordonnances rendus sur ce sujet. Recueil, p. 960.

Le Cahier des Etats de Blois, en 1576, & l'Edit de Juillet 1585, rendu en conséquence du Traité conclu, le 7 Juillet 1585, à Nemours, sont formels, sur la conservation de la seule Religion Catholique dans le Royaume. Voyez Protestants, §. II, n°. 1.

II. Sur les livres hérétiques & contre la Religion, & sur les Règlements généraux, ou précautions prises pour en arrêter le cours. Voyez Livres, §. I.

III. Sur les Délibérations des dernières Assemblées du Clergé, touchant les mauvais livres en matière de Religion & de mœurs. Voyez Livres, §. III.

§. II. Religion prétendue-réformée & affaires des Protestants.

Voyez Protestants.

§. III. Jansénisme. Livre de Jansénius : sa délation à Rome, par 85 Evêques de France : Jugement & Constitution du Pape Innocent X, sur les cinq fameuses Propositions dénoncées : son acceptation par les Evêques de France, assemblés en 1653 & 1654.

L'Assemblée-Générale de 1655 a fait dresser une relation des Délibérations du Clergé de France sur la Bulle & le Bref d'Innocent X, contre les cinq Propositions de Jansénius, contenant ce qui s'est passé sur ce sujet, jusqu'en Sept. 1656. Elle est rapportée, T. IV, P. Just. p. 29 & suiv.

I. En 1639 on imprime dans Paris le Livre posthume de Jansénius, sous le nom d'*Augustinus*. La nouveauté des opinions débitées par l'Auteur, sous le nom de la vénérable Antiquité, déplait aux Docteurs de la Faculté de Théologie de Paris, autant qu'elle se rend agréable à quelques personnes considérables par leur mérite. On imprime des Livres de part & d'autre, & les disputes qui s'élèvent sur cette matière, excitent une grande division dans les esprits : cette division ne peut être apaisée par la Bulle d'Urbain VIII, qui condamne les opinions de Jansénius, comme contraires aux Constitutions de Pie V & de Grégoire XIII, contre Baïus. Relation, T. VI, P. Just. p. 29.

Jansénius, non-seulement dans son Livre, mais encore dans son testament, déclare qu'il foumet son Ouvrage à la

cenfure du Saint-Siege, & fait défenses à les Exécuteurs testamentaires de le faire imprimer fans cette approbation. Ils ne furent pas fideles à exécuter cette dernière volonté de leur ami. *Ibidem*, p. 33.

II. Plusieurs Evêques de France, au nombre de 85, fans préjudicier au pouvoir qu'ont les Evêques, de juger des matieres de Foi, en premiere instance, dressent une Lettre de consultation, qu'ils adressent au Pape, par laquelle ils lui dénoncent, & déferent à son jugement cinq Propositions contenant la doctrine de Jansenius, & le prient de donner son jugement sur chacune de ces Propositions en particulier.

Le Souverain Pontife Innocent X publie & envoie en France sa Constitution, du 31 Mai 1653 : elle est acceptée par l'Assemblée des Prélats qui étoient à Paris, assemblés d'abord chez M. le Cardinal Mazarin, le 15 Juillet 1653, ensuite aux Augustins. On peut donner à cette Assemblée le nom de Synode. Le Roi avoit, dès le 4 du mois, donné ses Lettres-Patentes; les Prélats se plaignent du mot d'*enjoindre* que contenoient lesdites Lettres; le terme est réformé, ainsi que les termes de l'adresse à l'Ass. Par l'avis unanime de tous, les Evêques assemblés acceptent la Bulle avec toute sorte de respect & de soumission; ils répondent au Pape; ils arrêtent qu'il sera mis dans la Lettre une clause qui conserve aux Evêques de France le droit de juger, en premiere instance, les matieres de Foi, quand la chose leur semble utile pour la Religion, soit en exécutant les peines de droit contre les Hérétiques manifestes, soit en décidant dans une Assemb. les choses douteuses : il est ordonné de plus, que l'on écrira une Lettre circulaire aux Evêques du Royaume, & qu'on leur enverra une copie de la Lettre faite en réponse au Pape. Les Evêques ayant reçu la Constitution & ces Lettres, en ordonnent dans leurs Eglises l'exécution & la publication. *Relation*, T. VI, P. J. p. 29, 30, 31.

La Lettre des 85 Evêques; la Bulle du Pape; son Bref au Roi; celui aux Evêques; les Lettres-Patentes; la réponse des Evêques au Pape; la Lettre circulaire aux Evêques du Royaume, avec celle des Agents. *Ibid*, p. 39 jusqu'à 49.

III. Les Partisans de Jansenius ne peuvent être arrêtés, ni par l'autorité

du Pape, ni par le consentement universel de l'Eglise Gallicane : ils tâchent par plusieurs écrits d'éluder la condamnation. Seconde Assemblée de Prélats, tenue à cette occasion, sur le sens des Propositions condamnées : l'ouverture en est faite au Louvre, le 9 Mars 1654, en présence du Cardinal Mazarin qui y présidoit : les Prélats, au nombre de 38, nomment des Commissaires pour considérer les diverses interprétations & évasions inventées, pour rendre la Bulle inutile.

La question de fait & de droit est examinée purement par lesdits Commissaires, en dix séances : leur avis est, que les cinq Propositions censurées par la Bulle, sont renfermées dans le Livre de Jansenius, & condamnées dans leur propre sens, qui est celui de Jansenius : ils prouvent en même-temps que la Doctrine de Jansenius est différente de celle de saint Augustin : ils concluent leur avis, en proposant le moyen qu'ils jugent le plus sûr pour réunir les esprits, qui est de s'attacher aux choses décidées par la Constitution, & déclarer que les cinq Propositions sont tirées du Livre de Jansenius ; de quoi l'Assemb. rendra compte au Pape par une Lettre, & que l'on écrira en même-temps une Lettre circulaire aux Evêques.

L'Assemb. remet au 28 de Mars la délibération, tant sur l'avis des Commissaires, que sur l'expédient proposé, & que, pendant ce temps, un chacun examinera en particulier les passages de Jansenius. Le 28, on lut les textes de cet Auteur pour & contre, ainsi que ceux de S. Augustin, dont le prévalaient les Partisans de Jansenius, & l'on se confirma de plus en plus dans la persuasion que les Propositions condamnées sont de Jansenius, & que le sens de cet Auteur n'est pas celui de S. Augustin. Observation importante à ce sujet du Cardinal Mazarin, prise de ce que les Docteurs envoyés à Rome ne disconvenaient pas qu'elles ne fussent la véritable Doctrine de cet Auteur. Les Prélats assemblés examinent en même-temps & rejettent l'expédient de recevoir la condamnation des Propositions en tout autre sens que celui de Jansenius.

Le tout mis en délibération, l'Ass. déclare, par voie de Jugement donné sur les pieces produites de part & d'autre, que la Constitution avoit condamné les cinq Propositions comme étant

de Jansenius formé de ce que une Lettre seroit aussi Mrs. les Pr. présentées tous les Ev. Mars. La de Lodeve, à l'Extrême fait la plus grande éprouvée d'expédié un des Evêques 1654, avec du Clergé, 31 jours après.

La Lettre avec celle de Ibid. p. 49

L'empresse voir connoître la réponse du l'Ass., fut ce de ce Bref, dans une As. 20 Mai 1654 Mazarin, qui fait expédier Déclaration tion, tant qu'il fut arrêté qu'une commune à quelle on les des intentions nées dans les qu'on les Constitution Chapitres, lés, & par tant Séculiers Curés, par pourvus de B. ecclésiastique, 1654, fut reçu le Royaume. gie de Paris du 31 Janvier cande Déclaration Bref, l'autre ques, avec ce 56, 57.

§. IV. Délib. de 1655, la Constitution sur celle de 16 Oâob. I. M. de L.

de Jansénius, & que le Pape seroit informé de ce Jugement de l'Assemb., par une Lettre écrite à Sa Sainteté, & qu'il seroit aussi écrit sur le même sujet à Mrs. les Prélats. Ces Lettres sont représentées le 9 Avril, & signées par tous les Evêques, sous la date du 28 Mars. La dépêche est adressée à M. de Lodeve, à Rome, qui la remet au Pape. Extrême satisfaction de Sa Sainteté, & la plus grande, à ce qu'il dit, qu'il eût éprouvée dans son Pontificat. Il fut expédié un Bref en réponse à la Lettre des Evêques, en date du 29 Septembre 1654, avec adresse à l'Assemb. Génér. du Clergé, qui devoit être tenue peu de temps après. *Relation*, T. VI, P. J. p. 31 juq. 35.

La Lettre au Pape, celle aux Evêques, avec celle des Agents, la Bref du Pape. Ibid. p. 49 juq. 55.

L'empressement que l'on avoit d'avoir connoissance du contenu dans la réponse du Pape, avant la tenue de l'Ass., fut cause que l'on fit l'ouverture de ce Bref, présenté par M. de Lodeve, dans une Assemb. de Prélats, tenue le 20 Mai 1655, en présence du Cardinal Mazarin, qui y présida. Le Roi avoit fait expédier sur icelui ses Lettres de Déclaration du 17 Mai, pour l'exécution, tant de la Bulle que du Bref. Il fut arrêté que l'on écrirait une Lettre commune à tous les Prélats, par laquelle on leur donneroit connoissance des intentions de Sa Sainteté, contenues dans son Bref. Arrêté, de plus, qu'on les convieroit à faire souscrire la Constitution & le Bref par tous les Chapitres, les Recteurs des Universités, & par toutes les Communautés, tant Séculières que Régulières, par les Curés, par ceux qui sont & seront pourvus de Bénéfices. Ce Jugement Ecclésiastique, rendu par l'Assemblée de 1654, fut reçu avec respect dans tout le Royaume. La Faculté de Théologie de Paris le suivit en sa Censure du 31 Janvier 1656. *Ibid.* p. 55. *La seconde Déclaration du Roi, sur le second Bref, l'autre Lettre circulaire aux Evêques, avec celle des Agents. Ibid.* p. 56, 57.

§. IV. *Délibérations de l'Ass. Gén. de 1655, &c. sur l'exécution de la Constitution d'Innocent X & sur celle d'Alexandre VII, du 16 Octobre 1656.*

L. M. de Lodeve, qui étoit Amba-

sadeur à Rome, vers le temps que le Pape Innocent X venoit de rendre son Jugement contre les cinq Propositions, & qui avoit été témoin de tout ce qui s'y étoit passé dans le courant de 1654, offre à l'Ass. Gén. le récit succinct de ce qu'il avoit vu se passer à Rome, au sujet de la Constitution. Récit & particularités du récit. La Bulle est dictée, par Sa Sainteté, aux mêmes termes qu'elle a été publiée : dernière clause ajoutée, qui porte, que, par la condamnation des cinq Propositions, le Pape n'entend pas approuver les autres opinions contenues dans le Livre : Lettres des Evêques de France, mises en dépôt dans les Archives de S. Pierre : bruit répandu que les Evêques avoient été au-delà des intentions du Pape, réfuté par M. de Lodeve; le Pape même les justifie : il témoigne savoir bon gré de ce qu'ils avoient expliqué sa Constitution selon son sens. T. IV, p. 189 juq. 192.

II. L'Assemb. de 1655 s'occupe particulièrement de l'affaire de M. l'Archevêque de Sens & de Mrs. de Cominges & de Beauvais. Sur les instances du Nonce, le Roi demande à l'Ass. de faire informer si lesdits Prélats se reconnoissent Auteurs des Lettres Pastorales publiées sous leur nom. Ils avouent les écrits ; mais ils reconnoissent en même-temps qu'ils n'ont eu aucun dessein de déplaire à Sa Sainteté, & qu'ils sont disposés de satisfaire le S. Pere, s'il veut bien marquer, en particulier, les choses qui lui ont déplu dans leurs Lettres Pastorales. Sur quoi l'Assemb. ayant délibéré, il fut conclu de prier le Pape d'agréer les soumissions & les satisfactions que les trois Prélats lui avoient déjà faites, & de s'en contenter ; & en cas qu'il n'en fût pas satisfait, de marquer en particulier ce qui lui auroit déplu ; que si, nonobstant ce, Sa Sainteté vouloit procéder contr'eux, supplier Sa Majesté de ne pas permettre qu'on prît des voies qui pussent préjudicier aux Libertés de l'Eglise Gallicane. Lettres à ce sujet au Roi & au Cardinal Mazarin. T. IV, p. 192, 193. P. J. p. 27, 28.

L'Ass. des Prélats, en 1654, avoit déterminé que la Doctrine de Jansénius, sur la matière des cinq Propositions, étoit condamnée par la Bulle d'Innocent X. L'Archevêque de Sens & l'Evêque de Cominges, après avoir dit qu'il appartenait au Pape d'interpréter la Constitution, demandent à

la Compagnie de trouver bon qu'ils fissent deux actes de déclaration : par le premier, l'Evêque de Cominges déclare, qu'en se soumettant, comme il a déjà fait, à la Constitution, & souscrivant à la résolution qui a passé à la pluralité des voix, il n'entend point, que, ni la Constitution, ni la résolution de l'Assemblée, puissent préjudicier à la Doctrine de saint Augustin sur la grâce : par le second acte, l'Archevêque de Sens déclare, que, pour éviter qu'on ne lui rende de mauvais offices auprès de Sa Sainteté, sous prétexte qu'il avoit eu un avis particulier, il se soumet à la Bulle, & la reçoit entièrement : l'Evêque de Cominges adhère à cet acte : le lendemain l'Archev. de Sens se départ de cet acte de déclaration, & proteste qu'il se soumet sincèrement à la Bulle, selon son véritable sens, expliqué par l'Assemblée, du 28 Mars 1654, & confirmé par le Bref du Pape de la même année, non-seulement pour ne point s'éloigner du respect qu'il doit à ladite Assemblée, & de l'esprit d'union & de paix, mais aussi à cause qu'il s'y croyoit obligé en conscience. L'Assemblée déclare qu'elle est satisfaite de cette déclaration, & ordonne qu'il sera écrit à l'Evêque de Cominges, pour en faire une en mêmes termes. T. IV, p. 195, 196.

III. Le Chapitre de Beauvais, par un Statut, ou Conclusion Capitulaire, ordonne le serment & la signature, tant de la Constitution que du Bref de Sa Sainteté. Ce Statut donne sujet à une délibération de l'Ass. de 1655. Voyez Beauvais, n°. 3.

IV. Le premier Septembre 1676, l'Assemb. Gén., où étoient présents Mrs. les Prélats qui étoient à Paris, après avoir été informée, par ses Commissaires, de ce qui avoit été traité & conclu aux trois Assemb. précédentes des Prélats, projette de prendre, avec toute la maturité possible, une dernière résolution sur cette matière : pour cet effet, elle fait faire lecture, tant de la Constitution & des Lettres que ces Assemb. avoient écrites, que du Bref du Pape, adressé à celle-ci, que lui avoit présenté M. de Lodeve, suivant l'ordre qu'il en avoit reçu du S. Pere. Les Prélats & Députés assemblés, observent d'abord l'autorité de leur Assemblée, & son rapport avec un Concile National, en remontant à l'origine des Conciles Nationaux : ils observent encore que les Assemb. Gén.

se tiennent pour y traiter également des affaires spirituelles & temporelles : ils expliquent avec soin la question de droit & celle de fait, fait inséparable des matières de Foi, ou des mœurs générales de l'Eglise : l'on y considère les Lettres de déclaration du Roi, en conséquence du Bref d'Innocent X, l'enregistrement des Parlements, les livres faits pour la défense des cinq Propositions condamnées par le Bref.

Enfin, délibération prise par Provinces, il est arrêté, que l'Assemb. reçoit avec respect le Bref du Pape, du 29 Septembre 1654, qui lui est adressé, & déclare, conformément à icelui, & à l'interprétation faite par l'Assemb. de 1654, confirmée par ledit Bref, que, dans les cinq Propositions, la Doctrine de Jansénius, contenue dans son livre, est condamnée par la Constitution d'Innocent X, du 31 Mai 1653. L'Assemb. renouvelle & confirme les délibérations des Assemblées de 1653, 1654 & 1655 : elle condamne & prohibe les Livres & Ecrits pour défendre ou favoriser les opinions condamnées, sous les peines portées par la Constitution : elle déclare en outre, que les Evêques qui négligeront de faire exécuter ce qui est porté par les délibérations, ne seront point reçus dans les Assemb. du Clergé, Générales, Provinciales & particulières. T. IV, p. 194, 195, 196 & 197. *Toutes les pieces & tous les actes ci-dessus énoncés*, P. Just. p. 35 jusq. 66.

V. Sur le Formulaire proposé par le Clergé & sa souscription. *Voyez* Formulaire.

5. V. Constitution d' Alexandre VII, du 14 Mars 1657. Formulaire du Clergé. Autre Constitution du 15 Février 1665, contenant un nouveau Formulaire.

I. Le 14 Mars 1657, l'Aff. reçoit des mains de M. de Narbonne, à qui le Nonce l'avait remise, la Constitution du Pape Alexandre VII, confirmative de celle d'Innocent X : commission nommée pour en faire le rapport : le rapport en est fait le 17 Mars : la matière de la Constitution est discutée par les Evêques : le tout mis en délibération, a été résolu :

1°. Que l'Assemb. accepte & reçoit avec respect & soumission ladite Constitution, & ordonne qu'elle sera publiée & exécutée dans tous les Diocèses, par l'ordre de Mrs. les Evêques; qu'à

qu'à cet eff
tion sera en
Lettre circ

2^o. Et d'ordonner que l'observée donne celuy à la délibération & au Bref rembre de les cinq P Livre de J trine est co teur, l'Affid céde, suiv titutions, sont à cette que contre trine conda

3°. Que faire expédition, adrements, qui aucun appomatiere, &c. tion des Ju par les Evêq tre les réfra requis. La IV, p. 199
Lettre circulaire
claration. F

II. L'Affaire
formule de
faire toutes
Voyez Form

III. Louis
fidèles de l'A
faire part c
de bannir c
me les rec
sensoit por
de la conf
du bien de
Mazarin ex
tentions de
l'Aif. délib
tant, & le
puiera la dé
fiance Roya
rapport de
me hors des
port des Co
Formulaire
est le moy
engager tou
Commissaire
moyens les
à certains a
ze : chacun

qu'à cet effet la copie de la Constitution sera envoyée aux absents, avec une Lettre circulaire.

2°. Et d'autant que la Constitution ordonne que celle d'Innocent X sera observée suivant l'interprétation que donne celle-ci, laquelle est conforme à la délibération de l'Assemb. de 1654, & au Bref de Sa Sainteté du 29 Septembre de la même année, savoir, que les cinq Propositions sont tirées du Livre de Jansénius, & que leur Doctrine est condamnée au sens de cet Auteur, l'Assemb. déclare qu'il sera procédé, suivant la rigueur desdites Constitutions, contre ceux qui contredisent à cette détermination, aussi-bien que contre ceux qui professeront la doctrine condamnée.

3°. Que Sa Majesté sera suppliée de faire expédier ses Lettres de Déclaration, adressées à ses Cours de Parlements, qui leur ordonne de n'admettre aucun appel comme d'abus, en cette matière, & de tenir la main à l'exécution des Jugements qui seront rendus par les Evêques ou leurs Officiaux, contre les réfractaires, lorsqu'ils en seront requis. La Déclaration est donnée. T. IV, p. 199, 200. *La Constitution, la Lettre circulaire aux Evêques & la Déclaration*, P. Just. p. 63 & suiv.

II. L'Assemblée propose de plus une formule de souscription que doivent faire toutes les personnes ecclésiastiques. *Voyez Formulaire*, §. I, n°. I.

III. Louis XIV mande les trois Présidents de l'Assemb. de 1660, pour leur faire part de la résolution où il étoit de bannir entièrement de son Royaume les restes du Jansénisme; qu'il se sentoit porté à ce dessein par la raison de sa conscience, de son honneur & du bien de son Etat. M. le Cardinal Mazarin explique plus au long les intentions de Sa Majesté: elle desiré que l'Ass. délibère sur un sujet si important, & le Roi témoigne qu'il appuiera la délibération de toute sa puissance Royale: la Compagnie, sur le rapport de Mrs. les Présidents, nomme des Commissaires; les Prélats du dehors sont invités pour assister au rapport des Commissaires: la signature du Formulaire arrêtée par la présente Ass., est le moyen qui est proposé: pour y engager tous les Ecclésiastiques, les Commissaires avoient recherché les moyens les plus convenables, réduits à certains articles au nombre de quinze: chacun d'eux murement discuté,

Table de la Coll. des P. V.

l'Ass., d'un commun consentement, établit les quinze articles concernant la signature du Formulaire: elle prescrit en même-temps un Formulaire d'Ordonnance, dont est fait mention en l'art. 6 de la délibération que Mrs. les Prélats sont priés de suivre pour l'uniformité: deux Lettres sont écrites en même-temps, l'une au Pape, l'autre aux Evêques pour accompagner la délibération. Arrêt du Conseil qui ordonne l'exécution de la délibération de l'Assemb.: Bref du Pape en réponse à l'Assemblée. T. IV, p. 606 jusq. 617.

Sur les quinze articles qui forment la délibération de l'Ass. *Voyez Formulaire*, §. I, n°. I.

IV. Quelques Evêques & plusieurs Ecclésiastiques du second Ordre autorisoient leur refus de signer ou de faire signer le Formulaire dressé par le Clergé, sur ce que le Pape ne s'étoit point encore expliqué sur ce Formulaire: le Roi crut devoir faire instance à Sa Sainteté sur ce point: delà la Bulle du 15 Février 1665, contenant l'ordre de soufcrire, & un Formulaire particulier. *Voyez Formulaire*, §. I, n°. V.

§. VI. Délibération de la Faculté de Théologie de Paris, sur la matière des cinq Propositions. Censure de M. Arnaud.

I. Dès le mois de Juillet 1649, M. Cornet, Syndic, avoit déferé sept Propositions à la Faculté de Théologie, savoir, les cinq fameuses Propositions tirées de Jansénius, & les deux suivantes, supprimées depuis... *Sensuolium Ecclesia privatam sacramentalem poenitentiam pro peccatis occultis non sufficere. . . naturalis nutritio sufficit ad Sacramentum Poenitentia.*

La Faculté nomme huit Docteurs pour en faire le rapport: ils qualifient chacune des cinq Propositions, à peu près comme elles le furent depuis. Sur la première, ils disent: *Hac Doctrina est haeretica*; sur la seconde, *contraria est sacris Scripturis*; sur la troisième, *deservit rationem meriti & demeriti, & est haeretica*; sur la quatrième, *est falsa & scandalosa, infimulans erroris veritatem, sacris Scripturis consentaneam, & in Concilio Tridentino declaratam.*

La fermentation & la division furent si grandes dans la Faculté, que les Commissaires ne purent finir leur rapport, & la Faculté s'abstint pour lors de porter aucune Censure: les Evêques de

Uuuuu

France, ayant cru eux-mêmes devoir s'adresser au Pape, & le Pape ayant donné la Constitution en 1653, le Roi envoya, le premier Août, par l'Evêque de Rennes, la Bulle à la Faculté, avec injonction de la recevoir : après la lecture de la Lettre du Roi & de la Constitution, la Faculté, après en avoir délibéré, reçoit la Bulle, ordonne qu'elle sera reçue par tous les Docteurs & Bacheliers, avec défenses de soutenir aucune des Propositions condamnées, sous peine d'exclusion. T. IV, P. Just. p. 66.

II. Sur la Censure prononcée par la Faculté de Théologie, contre deux Propositions de M. Arnaud, & sur l'exclusion de ce Docteur du Corps de la Faculté. Voyez Arnaud.

§. VII. Censure faite par l'Assemblée de 1700, de quatre Propositions sur le Jansenisme.

Il avoit paru en ce temps-là un Livre dédié à l'Assemblée, intitulé : *Augustiniana Ecclesia Romana Doctrina à Cardinalis Sfondrati Nodo extricata per varios S. Augustini Discipulos*. M. l'Arch. de Reims proposa à l'Assemblée de 1700, la Censure de quelques Propositions de ce Livre, comme renouvelant la Doctrine des cinq fameuses Propositions de Jansenius : ces Propositions sont au nombre de quatre.

I. *JAM tandem Ecclesia & Regnorum Principes ex hoc clarissimo argumento agnoscant, phantasma Jansenismi quassum ubique, sed nusquam repertum, praterquam in laboranti quorundam phantasia.*

II. *CONSTITUTIONE Innocentii X nihil aliud actum, quam ut renovarentur atque exacerbarentur disputationes... In eandem viam pertractus est Alexander VII, ut homo ab hominibus facile impellendus, in eas res quæ parum ejus officio convenirent... Innocentius quoque XII, cum ex officio teneretur claram proferre sententiam, generalibus equivocisque verbis adhibitis, dat locum existimandi, se non ausum esse clarius loqui, tanquam errare metuentem... Atque illud, in sensu obvio, ejusdem Pontificis magis adhuc generale est & vagum, quam verba Alexandri VII in sensu à Jansenio intento... Episcopi denique Gallicani libertates Ecclesia Gallicana, sub earum asserendarum specie labefecerunt, super recipiendâ Constitutione Innocentii X contra Jansenium.*

III. *ALIQUAM huic malo medicinam attulisse videbatur Innocentius XII in Brevi suo, 6 Feb. 1694.... Verum mitigationem illam præsumptam non parum extenuavit Brevi, 24 Novemb. 1696, ubi Pontifex disertè negat Constitutionem aut Formularium Alexandri VII, Brevi suo, alterata aut reformata.... in aliquâ minimâ ejus parte.... Nec placet eorum opinio, quæ ex ipso primo Brevi, 6 Feb. 1694 edito, aliquid mitigationis circa factum tentavit exculpere.... Sed & nihilo majorem inquisitione juris progressum factum esse, jam quoque convenit ostendere.*

IV. *CIRCA condemnationem Augustini Jansenii, opus esset collatione regulari habita, vel coram judicibus à Romano Pontifice, vel à Rege datis.... Nondum omnes interierunt, qui sciunt deliberationes (de Janseniano negotio) quas nunc Episcopi ut regulas suarum hodiernarum deliberationum (circa novum Quietismum) sumunt, Cleri Gallicani æternum fore propudia.*

Hæc quatuor Propositiones, quibus inquieti homines Innocentii X & Alexandri VII Constitutiones, Innocentii quoque XII Brevia æquissima, & ab omnibus approbata, apertè continent, Episcopos Gallicanos rebus judicatis adherentes incessunt maledictis, & causam hanc de integro retractari postulant, tanquam tot Constitutionibus Apostolicis, etiam accedente Ecclesiarum consensione, causâ nondum finita fuerit, falsæ sunt, temerariæ, scandalosæ, contumeliosæ in Clerum Gallicanum, in summos Pontifices & in universam Ecclesiam, schismatica & erroribus condemnatis faventes. T. VI, P. J. p. 195, 196.

§. VIII. Bulle du Pape Clément XI, Vineam Domini, &c.

Le Roi envoie à l'Assemblée de 1705, la Bulle *Vineam Domini Sabaoth*, du 14 Juillet 1705 : l'Assemblée nomme une Commission pour procéder selon les formes ordinaires dans l'acceptation de la Bulle : la Commission est composée de sept Députés du premier Ordre & d'autant du second. M. l'Archevêque de Rouen, Chef de la Commission, fait son rapport, où il établit le droit des Evêques : ensuite M. le Cardinal de Noailles, Président de l'Assemblée, après quelques réflexions, le saint nom de Dieu invoqué, a conclu :

1°. Que l'Assemblée accepte & reçoit

avec respect
parfaite, la

2°. Que
Lettre de c
ciement.

3°. Que
circulaire à
me, pour
voir & de
dans leurs
ments simp
qu'il se pou
ne rien ajou

4°. L'Al
M. le Card
jetté la pré
aussi de la
tres-Patente
la Bulle dan
Royaume, &
une clause
sance de ces
exempts, q

M. l'Arc
l'Assemblée
uniforme, q
ont résolu
ses : il est u
l'Assemblée
le Procès-ve
844. La Bul
Lettre circula

§. IX. Bulle de Clément XI, Réflexions, &c.

I. La Bull
ment XI, d
çant par ces
lius, & porta
du Père Quo
morales sur le
cent & une h
été extraites
le Roi ayant
résout, avan
sembler les
de leurs Dic
ris : le nom
lats, qui s'ac
forma une d
il s'y est trou
Archevêques

II. L'ouve
16 Octobre
les cérémon
Cardinal de
nomma six C

avec respect, soumission & unanimité parfaite, la Constitution.

2°. Qu'elle écrira à Sa Sainteté une Lettre de congratulation & de remerciement.

3°. Qu'elle écrira aussi une Lettre circulaire à tous les Prélats du Royaume, pour les exhorter de faire recevoir & de publier ladite Constitution dans leurs Diocèses, par des Mandements simples & uniformes, autant qu'il se pourra; & pour cet effet, de ne rien ajouter, ni diminuer à la Bulle.

4°. L'Assemb. a prié en même-temps M. le Cardinal de remettre à Sa Majesté la présente délibération, comme aussi de la supplier d'accorder les Lettres-Patentes pour la publication de la Bulle dans toute l'étendue de son Royaume, & de vouloir bien y insérer une clause pour interdire la connoissance de cette matière, aux prétendus exemptes, qui se disent ordinaires.

M. l'Archevêque de Rouen lit à l'Assemb. un projet de Mandement, uniforme, que les Prélats de l'Assemb. ont résolu de faire pour leurs Diocèses : il est unanimement approuvé, & l'Assemb. ordonne qu'il sera inséré dans le Procès-verbal. T. VI, p. 838 jusq. 844. *La Bulle, les Lettres-Patentes, la Lettre circulaire*, T. VI, P. J. p. 349 & c.

§. IX. *Bulle Unigenitus de Clément XI, contre le Livre des Réflexions morales, &c. Acceptation de la Bulle par l'Ass. de 1714.*

I. La Bulle de N. S. P. le Pape Clément XI, du 8 Sept. 1713, commençant par ces mots, *Unigenitus Dei Filius*, & portant condamnation du Livre du Pere Quesnel, intitulé : *Réflexions morales* sur le nouveau Testament, & de cent & une Propositions qui en avoient été extraites, est envoyée en France : le Roi ayant reçu cette Constitution, résout, avant de la faire publier, d'assembler les Evêques, que les affaires de leurs Diocèses avoient attirés à Paris : le nombre considérable des Prélats, qui s'accrut encore dans la suite, forma une des plus respectables Ass. : il s'y est trouvé deux Cardinaux, neuf Archevêques & 38 Evêques.

II. L'ouverture de l'Assemb. se fit le 16 Octobre 1713 à l'Archevêché : après les cérémonies accoutumées, M. le Cardinal de Noailles, qui présidoit, nomma six Commissaires pour travail-

ler aux moyens qu'ils estimeroient les plus convenables pour l'acceptation de la Bulle : les Commissaires commencerent le rapport, le 15 Janvier 1714 ; il dura six séances entières : M. le Cardinal de Rohan, Chef de la Commission, prouva clairement qu'il n'y avoit aucune des Propositions condamnées qui ne méritât quelques-unes des qualifications portées dans la Bulle, & qu'il n'y avoit réciproquement aucune des qualifications qui ne dût être appliquée à quelques-unes des Propositions : il proposa ensuite l'avis de la Commission, qui étoit pour l'acceptation de la Bulle.

L'Assemb. délibéra sur cet objet pendant trois séances : neuf Prélats, entre lesquels étoit M. le Cardinal de Noailles, demanderent qu'il fût suris à délibérer sur le fond de l'acceptation de la Bulle, jusques à ce qu'on eût lu & approuvé l'Instruction Pastorale que les Commissaires avoient proposé de faire publier au nom de l'Assemb., avec la Constitution : tous les autres Prélats, au nombre de 40, furent de l'avis des Commissaires ; & le 23 Janvier, M. le Cardinal ayant conclu à la pluralité des voix, l'Ass. déclara, quo reconnoissant dans la Constitution de N. S. P., la Doctrine de l'Eglise, elle l'acceptoit avec soumission & avec respect, & qu'elle condamnoit le Livre des *Réflexions*, ainsi que les 101 Propositions, de la manière & avec les mêmes qualifications que le Pape les avoit condamnées.

La même délibération porte, qu'il sera fait & arrêté un modele d'Instruction Pastorale, que tous les Evêques qui composent l'Ass., feront publier dans leurs Diocèses, avec la Constitution. L'Instruction Pastorale étant composée, & ayant été lue dans l'Assemb., comme il s'agissoit d'en délibérer, M. le Cardinal de Noailles parlant au nom des huit Prélats qui n'avoient pas été du sentiment de la délibération précédente, dit, qu'eux & lui ne pouvoient opiner sur cette piece : nous nous croyons, avec déplaisir, ajouta-t-il, obligés à prendre un parti différent, auquel cet acte ne peut servir ; c'est de recourir au Pape, lui proposer nos peines & nos difficultés, & le supplier de nous donner des moyens de calmer les consciences alarmées, &c. Cet avis fut signé par les neuf Prélats.

L'Assemb. accepta l'Instruction Pastorale, & chacun des 40 Prélats qui concoururent à cette délibération, dé-

clara qu'il la feroit publier dans son Diocèse, & la signa, ainsi que la Lettre au Pape, celle aux Evêques absents & le Procès-verbal. L'on trouve à la suite de ce Procès-verbal, deux actes d'adhésion à cette Assemb., l'un de M. l'Evêque de Laon, qui en étoit membre, par lequel il révoque la signature qu'il avoit donnée à l'avis des Prélats non acceptants : le second est de M. l'Evêque de Limoux & de M. l'ancien Evêque de Limoges : on y voit aussi un certificat de M. l'Abbé de Broglie, Agent du Clergé, qui témoigne que M. Huet, ancien Evêq. d'Avranches, a signé en son rang, après avoir pris communication du Procès-verbal. T. VI, p. 1243 jusq. 1247, 1249 jusq. 1306.

La Bulle est rapportée, T. VI, P. J. p. 431 & suiv.

L'Instruction Pastorale, T. VI, p. 1260 & suiv.

La Lettre au Pape, T. VI, P. J. p. 445 & suiv.

Le Bref du Pape aux Prélats assemblés sur leur acceptation, Ibid. p. 450 & s.

Lettre de Mrs. les Agents aux Evêques, en leur adressant le Bref de Sa Sainteté, Ibid. p. 452.

Autre Lettre des mêmes aux mêmes, en leur adressant les délibérations de l'Ass. de 1714, Ibid. p. 453.

Lettres-Patentes du Roi sur la Constitution, Ibid. p. 455 & suiv.

Corps de Doctrine de 1720, Ibid. p. 631 & suiv.

§. X. Censures & Délibérations des Assemblées tenues depuis 1714 jusqu'en 1750, au sujet de la Bulle Unigenitus, du Jansénisme & des affaires de l'Eglise.

1715. I. L'Assemb. de 1715 condamne deux Livres composés en faveur du Livre des *Réflexions morales*, & des Propositions condamnées par la Bulle : l'un est le Livre des *Hexaples*, l'autre est celui du témoignage de la vérité dans l'Eglise. *Voyez* Censures Doctrinales, n°. XXIV.

1725. II. L'Assemblée de 1725, art. 4 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté, attendu la prévention & la partialité marquée des Parlements, d'accorder au Clergé un Tribunal non suspect, où soient portées toutes les contestations qui pourroient naître par appel comme d'abus, ou autrement, à l'occasion des Ordonnances, Mandements, Jugements ou procédures des

Evêques, de leurs Vicaires-Généraux, ou de leurs Officiaux, en exécution des Bulles des Souverains Pontifes, avec défenses aux Parlements & autres Cours d'en connoître. Réponse. *S. M. ne pense pas devoir en priver les Parlements; mais elle emploiera son autorité, pour que ces Cours n'usent de leur pouvoir en cette matière, que pour le maintien & le bon ordre dans l'Eglise & dans l'Etat*. Recueil, p. 1550.

Par l'art. 3, le Clergé supplie S. M. de vouloir faire attention aux affronts qu'a reçus le Clergé de France par une foule d'Arrêts rendus dans les précédentes années, qui font autant d'entreprises sur les droits les plus sacrés de l'Episcopat, & qui ne tendent à rien moins qu'à sapper par le fondement toute l'autorité de l'Eglise. Réponse. *Sa Majesté fera examiner dans son Conseil les Arrêts qui sont le sujet des plaintes du Clergé, & y pourvoira de la manière la plus convenable pour maintenir l'autorité & la Jurisdiction des Evêques*. Recueil, p. 1549, 1550.

La même Assemb., dans l'art. 2 de son Cahier, supplie Sa Majesté de déclarer que les Constitutions d'Innocent X & d'Alexandre VII, contre les cinq Propositions de Janlénius, & au sujet du Formulaire, & celles données par le Pape Clément XI, *Vineam Domini*, & *Unigenitus*, sont Loi dans l'Eglise & dans l'Etat; & en conséquence, faire inhibitions & défenses aux Parlements & autres Cours du Royaume, d'avoir aucun égard aux appels comme d'abus des refus des Evêques, d'accorder des visa, lorsque les Prélats auront déclaré leur refus être fondé, sur ce que les pourvus ou présentés, n'ont pas donné des témoignages précis & suffisants de leur parfaite soumission aux dites Bulles.

Réponse. *Ces quatre Constitutions ayant été revêtues de Lettres-Patentes vérifiées, personne ne peut douter qu'elles fassent Loi dans l'Etat comme dans l'Eglise. Le Roi s'en est suffisamment expliqué par sa Déclaration du 4 Août 1720, & par l'Arrêt de son Conseil, contre la Lettre des sept Evêques, &c.* Recueil, p. 1548, 1549.

L'Assemb. de 1725, article 2 de son Cahier de la Jurisdiction, rappelle le contenu du même article 2 du Cahier de 1723, & la réponse du Roi. Sa Majesté, dans sa réponse à ce nouvel article, ordonne, 1°. l'exacte observation des quatre Constitutions susdites : 2°.

l'exécution de 1720, en telle forme qu'elle formera autorité le fur de la ceux qui dres, aux f pour obre nique : 4°. recevoir le ceux qui d aura fait su pas la soum titutions. L

La même rappelle la du Cahier peu près la 1595, 1596

L'Assemb. mission pour nommément chev. de R sion, fait fo quelques éc pellier, de adressés à t me : après Commission conclu contr que chacun tés du secon

L'Assemb. Roi, qu'il vo l'Archev. de cessamment la Métropol procédera p pour arrêter l'Eglise les In tres & autre de Montpel l'obligation plement le b éissance due toliques, rec en particulier & *Unigenitus* une députati prier d'obten d'assembler Narbonne.

Les Prélats vince, ne cro une affaire s'étoient retir requit que se dans le Proc cordé, sans cependant l'improuvé par

l'exécution de la Déclaration d'Août 1720, en défendant d'établir de nouvelle formule de soufcription : 3°. elle autorise les Interrogatoires pour s'assurer de la Foi & des sentiments de ceux qui se présentent aux saints Ordres, aux fonctions Ecclésiastiques, ou pour obtenir *vi/a* ou institution canonique : 4°. elle défend à ses Cours de recevoir les appels comme d'abus de ceux qui dans les examens qu'on leur aura fait subir, auront marqué n'avoir pas la soumission due aux susdites Constitutions. Recueil, p. 1593, 1594.

La même Assembl. de 1715, art. 3, rappelle la demande de l'art. 3 ci-dessus du Cahier de 1723. La réponse est à peu près la même. Recueil, p. 1594, 1595, 1596.

L'Assembl. de 1715 établit une Commission pour les affaires de Doctrine, nommément du Jansénisme. M. l'Archev. de Rouen, Chef de la Commission, fait son rapport, qui a pour objet quelques écrits de M. l'Evêq. de Montpellier, dont quelques-uns étoient adressés à tous les Prélat du Royaume : après avoir proposé l'avis de la Commission, & que le Promoteur a conclu conformément à cet avis ; après que chacun des Prélat & des Députés du second Ordre, ont eu opiné :

L'Assembl. a délibéré de demander au Roi, qu'il veuille bien permettre à M. l'Archev. de Narbonne d'assembler incessamment en Concile les Evêques de sa Métropole, dans lequel Concile on procédera par les voies canoniques, pour arrêter le mal que causent dans l'Eglise les Instructions Pastorales, Lettres & autres écrits sous le nom de M. de Montpellier, notamment contre l'obligation de signer purement & simplement le Formulaire, & contre l'obéissance due aux Constitutions Apostoliques, reçues dans le Royaume, & en particulier contre les Bulles *Vincam* & *Unigenitus* ; qu'à cet effet il sera fait une députation à M. le Duc, pour le prier d'obtenir du Roi la permission d'assembler le Concile Provincial de Narbonne.

Les Prélat députés de ladite Province, ne croyant pas devoir opiner sur une affaire dont ils seroient Juges, s'étoient retirés. M. l'Evêque de Troies requit que son opinion seroit insérée dans le Procès-verbal ; ce qui fut accordé, sans tirer à conséquence, & cependant l'avis n'en fut pas moins improuvé par la Compagnie ; sur quoi

le Prélat fit sa représentation. T. VII, p. 415 jusqu'à 418, 423.

Dans la même Assembl., & par continuation du rapport des Commissaires, M. l'Evêque d'Angers, [M. l'Archevêque de Rouen n'ayant pas voulu, ni cru devoir faire la proposition] forme la même demande pour la tenue du Concile Provincial de Rouen, au sujet d'un Mandement de M. l'Evêque de Bayeux, contenant le Jugement de plusieurs propositions qui lui avoient été dénoncées ; Jugement qui autorisoit des sentiments solennellement condamnés dans Baïus & Quesnel. Même délibération sur ce sujet que la précédente. T. VII, p. 418, 419, 420, 423.

La Commission, après avoir fait le rapport de la demande des Conciles Provinciaux, avoit formé le projet de censurer différents libelles publiés contre la soumission due aux Jugements de l'Eglise ; mais la multitude des affaires à examiner dans l'Assembl., n'en avoit pas permis l'exécution. T. VII, p. 423, 424.

Vers ce temps, il parut un écrit imprimé sous le titre d'*Explications de N. S. P. le Pape Benoît XIII, envoyées en France au mois de Mars 1725, sur la Bulle Unigenitus*. Le Roi bien instruit, que ces explications contenues en cet écrit, n'avoient été autorisées par aucun acte émané de Sa Sainteté, supprima ledit écrit, par Arrêt de son Conseil, du 2 Juin 1725. T. VII, P. J. p. 44.

M. l'Evêque de Boulogne demanda la protection de l'Assembl. de 1726, au sujet des appels comme d'abus interjetés dans son Diocèse, d'un de ses Mandements : il la prie d'obtenir de S. M., que la connoissance en soit attirée au Conseil : la Compagnie prie M. l'Archev. d'Aix d'en parler à M. le Cardinal de Fleuri, & charge Mrs. les Agents des sollicitations ordinaires. T. VII, p. 794.

Cette même Assembl. écrit au Roi une Lettre, pour lui demander une nouvelle Déclaration, qui autorisât les Evêques à faire observer la Bulle *Unigenitus*. T. VII, p. 787 & suiv.

Dans les Assemblées de 1726 & de 1730, s'est présentée l'affaire du sieur Cabrisseau, Résignataire de la Théologale de Reims : sur le refus de signer le Formulaire, la Cour de Rome lui refusa des Provisions : s'étant pourvu au Parlement, il fut renvoyé parde-

1726.

1730.

vant M. l'Archev. de Reims, qui, pour la même raison, lui refusa l'initiation Canonique : par un second Arrêt du Parlement, il fut autorisé à se pourvoir pardevant M. l'Evêque de Laon, de qui il obtint des Provisions : la Régale se trouvant ouverte dans l'Archevêché de Reims, le Bénéfice fut demandé en Régale, attendu le défaut de titre canonique ; nonobstant ce moyen péremptoire, le sieur Cabrifféau fut maintenu par Arrêt du Parlement, au préjudice du pourvu en Régale ; sur les représentations du Clergé dans les deux Assemblées, sont intervenus en faveur du Régaliste plusieurs Arrêts du Conseil. *Voyez* Reims, n°. 8.

L'Ass. de 1730, informée de plusieurs autres Arrêts du Parlement de Paris, rendus en faveur du Jansénisme, & contre les droits les plus sacrés des Evêq., a chargé le Bureau de la Jurisdiction, d'en faire le rapport : le premier de ces Arrêts, du 17 Mai 1730, a été donné pour la suppression d'une Thèse, soutenue en Sorbonne. Par cet Arrêt, il étoit fait *deffenses à tous Bacheliers, Licenciés, Docteurs & autres, de soutenir, écrire & enseigner directement ou indirectement aucunes propositions contraires à l'ancienne Doctrine de l'Eglise.* Entreprise manifeste contre le droit des Evêques, seuls Juges de la Doctrine : il est évident que par cette forme de condamnation, le Parlement s'arroge le droit de juger & de décider de ce qui peut être regardé comme l'ancienne Doctrine de l'Eglise.

Un second Arrêt, est un Arrêt de défenses donné le 26 Juillet 1730, en faveur du sieur Lair, Curé de Saint-Barthelemy, d'exécuter une Sentence rendue par l'Official de Paris, par laquelle ce Curé étoit, 1°. décrété d'ajournement personnel ; 2°. déclaré suspens & interdit des fonctions des saints Ordres : l'on voit que l'Arrêt & les défenses portées par l'Arrêt, tombent non-seulement sur l'ajournement personnel, mais aussi sur l'interdit porté par la Sentence : aussi vit-on, au grand scandale du public, le Curé reprendre ses fonctions, en vertu de ce seul Arrêt.

M. l'Archev. de Bordeaux combat fortement cette fausse maxime, qu'un Ecclésiastique suspens puisse, en vertu d'un Arrêt de défenses, reprendre ses fonctions.

Trois autres Arrêts font aussi l'objet du rapport : Arrêts donnés les 17 & 28 Juillet 1730, en faveur des sieurs

Gauchet, Chanoine de Jargeau; Samson, Curé d'Oliver; & Couet, Curé d'Aroi, Diocèse d'Orléans. Sur le refus du Chanoine & des deux Curés, de signer le Formulaire purement & simplement, ils avoient été interdits de leurs fonctions, par deux Ordonnances définitives de M. l'Evêque d'Orléans, précédées de monitions canoniques & autres formalités requises: sur l'appel comme d'abus par eux interjeté, ils obtiennent des Arrêts de défenses rendus d'une manière indéfinie, d'exécuter lesdites Ordonnances; défenses tombant également sur l'interdit, en vertu desquelles lesdits Ecclésiastiques se sont ingérés à continuer leurs fonctions.

L'Assemblée, après plusieurs réflexions importantes, & conformément à l'avis de la Commission, a conclu de faire au Roi des Remontrances contre les Arrêts de défenses du Parlement. On y établit solidement que ces sortes d'Arrêts ne font point un titre suffisant pour rétablir des Clercs suspens dans l'exercice de leurs fonctions : l'Assemblée joint à ces Remontrances des Requêtes pour demander au Roi la cassation desdits Arrêts. Le tout est rapporté, T. VII, p. 1082 juſq. 1104.

Le 23 Septembre, est intervenu Arrêt du Conseil d'Etat, qui casse & annule l'Arrêt du Parlement rendu en faveur du sieur Lair, & qui lui fait défenses de s'en servir : S. M. évoque à soi & à son Conseil l'appel comme d'abus par lui interjeté. T. VII, P. J. p. 317, 318.

L'Assemb. de 1730 s'est occupée aussi de deux Lettres; l'une écrite à la Compagnie par M. l'Evêque d'Auxerre; l'autre adressée au Roi par M. l'Evêque de Montpellier: ces Lettres ont été extrêmement désapprouvées par l'Ass.: délibérations prises à cette occasion. Voyez Auxerre. Montpellier, n°. 6.

Le Parlem. de Paris, par son Arrêt du premier Septembre 1740, avoit supprimé un Ecrit imprimé, sous le titre: *Instruction Pastorale de M. l'Evêque de Laon*. Réflexions de M. l'Archevêq. de Paris, à ce sujet, dans l'Ass. de 1740: délibération en conséquence, pour députer à S. E. M. le Cardinal de Fleuri, & le prier d'engager S. M. à réprimer l'entreprîse du Parlement, & réparer l'atteinte portée aux droits sacrés de l'Episcopat, par ledit Arrêt. Le Roi avoit déjà prévenu les desirs de l'Ass., par son Arrêt du Conseil d'Etat, du 6

Septembre 1740, lequel, [sans avoir égard à l'Arrêt rendu au Parlement de Paris, en ce qui concerne les défenses portées par ledit Arrêt, de faire aucuns Actes, ni Ecrits autorisant le refus des Sacrements & de la Sépulture ecclésiastique, sur le fondement de l'appel de la Constitution,] ordonne, que ladite disposition sera regardée comme nulle; fait défenses de l'exécuter, &c. T. VII, p. 1743 juſq. 1745. P. Juſt. p. 424.

1747.

En l'Affemb. de 1747, M. l'Arch. de Tours fait un rapport en forme de discours, contre le Requiſitoire de Mrs. les Gens du Roi & l'Arrêté du Parlement, au ſujet de la Bulle. Le diſcours eſt inféré au Procès-verbal. Arrêt du Conſeil, du 21 Février 1757, qui caſſe & annulle ledit Arrêté: ordonne S. M. que la Déclaration du 24 Mars 1730, enſemble les Arrêts rendus par S. M., au ſujet de l'autorité de la Conſtitution *Unigenitus*, ſoient exécutés ſelon leur forme & teneur; veut & entend, que ladite Conſtitution ſoit obſervée dans tous ſes Etats, avec le reſpect & la ſoumiſſion qui ſont dus à un Jugement de l'Egliſe univerſelle, en matiere de Doctrine. T. VIII, p. 58 & ſ. P. Juſt. p. 26.

§. XI. *Affaires de la Bulle Unigenitus, du Janſéniſme, de l'Egliſe & de la Religion, dans les Affemblées du Clergé tenues depuis 1750.*

I. *Dans une Affemblée particulière, en 1752, & dans l'Affemblée-Générale de 1755.*

1°. Le Parlement de Paris, par ſon fameux Arrêt, du 18 Avril 1751, avoit défendu de faire aucuns refus publics de Sacrements, ſous prétexte de défaut d'acceptation de la Bulle *Unigenitus*. Par un Arrêt du 5 Mai ſuivant, ce même Tribunal avoit avancé, que M. l'Archev. de Paris avoit oſé ſe déclarer ouvertement pour le ſchiſme. Dans des circonſtances ſi ſâcheuſes pour la Religion, les Prélatſ qui étoient à Paris, après en avoir eu la permiſſion du Roi, crurent devoir ſ'afſembler à l'Archevêché. Le réſultat de leurs délibérations fut d'écrire deux Lettres au Roi: la première a pour objet l'Arrêt du 5 Mai; les Prélatſ en demandent la ſuppreſſion, comme injurieux à M. l'Archev., & dans ſa perſonne, à tout l'Episcopat: dans la ſeconde Lettre, l'Arrêt du 18 Avril fut repré-

ſenté comme renfermant une entrepriſe inouïe contre l'autorité ſpirituelle; ce que l'on établit par les Loix Divines & Eccléſiaſtiques, & par les Ordonnances les plus claires & les plus précieſes de nos Rois. Ces Lettres, après avoir été ſignées par tous les membres de l'Aff., furent remiſes au Roi par trois Archev. & Evêq. députés à cet effet. M. l'Archevêque d'Aix, qui porta la parole en cette occaſion, témoigna en même-temps au Roi la douleur des Prélatſ de l'Affemb., de ce qu'un grand nombre de leurs Confreres avoit le malheur d'être, depuis long-temps, dans ſa diſgrace. T. VIII, P. J. p. 99 & ſuiv. *Les Lettres*, p. 102 & ſuiv.

2°. M. l'Archev. d'Arles fait le rapport d'une entrepriſe formée dans le Diocèſe d'Orléans, ſur le ſacré miniſtere dans l'adminiſtration des Sacrements. Après une viſite faite par M. l'Evêq. d'Orléans, dans les Monafteres de S. Charles & de S. Loup, le procès-verbal dreſſé d'icelle, contenant les réponſes des Religieuſes à ſes demandes; après un eſpace de ſept ſemaines qui leur eſt laiſſé pour faire leurs réflexions, ce Prélat ſe voit contraint de leur notifier lui-même ſon Ordonnance, qui les prive de la participation des Sacrements, à la vie & à la mort, tant qu'elles perſévéreront dans leur défobéiſſance. Les choſes en cet état, la Supérieure écrit, le 27 Juin 1755, à M. d'Orléans, pour lui demander les Sacrements pour une Religieuſe qui étoit malade. Le Prélat exige que la Religieuſe entre dans les ſentiments d'obéiſſance & de ſoumiſſion que l'Egliſe exigeoit d'elle: ſur cette réponſe, deux Notaires ſont, à la requête de la malade, ſommation de la faire adminiſtrer: le Prélat répond conformément à ſon Ordonnance: requête de la malade, au Bailliage d'Orléans, pour la même fin, ſur laquelle intervient Sentence, qui reçoit le Procureur du Roi appellant comme d'abus au Parlem. de l'Ordonnance, & qui ordonne, de plus, que la Religieuſe ſe retireroit de nouveau devant l'Evêque: une heure après, ſeconde ſommation, à laquelle le Prélat répond, en perſiſtant dans ſon Ordonnance, & cependant en autorisant tout Prêtre requis & approuvé de lui depuis Pâques, dans la ville d'Orléans, à confeſſer & adminiſtrer la malade, en ſe ſoumettant à ce qui avoit été exigé d'elle.

Le lendemain, 2 Juillet, intervient Sentence du Bailliage, par laquelle,

sous prétexte du pouvoir donné la veille, & sans approuver les conditions y portées, il est permis à la malade de se pourvoir pour les Sacraments devant le Curé de la Paroisse de S. Jean, ou à son Vicaire, & subsidiairement, au cas de refus, ou d'absence de leur part, devant tous autres Prêtres approuvés, à peine d'être procédé extraordinairement contre eux. Le même jour, sommation au Curé de S. Jean, à son Vicaire, & à deux Vicaires d'une autre Paroisse. (Ces Ecclésiastiques étoient absentes par la crainte des poursuites.) Le lendemain, les sommations continuent. Enfin, l'on trouve un Chanoine Régulier, Curé à l'extrémité du Diocèse, alors dans la Ville, lequel, sur la requisition qu'on lui fit, se transporta au Couvent de S. Charles, & dans l'espace d'une demi-heure, confessa & administra la malade.

Cependant on poursuivoit contre les Ecclésiastiques l'exécution de la Sentence : en cet état des choses, & à la nouvelle qu'une autre Religieuse, du même Couvent, étoit dangereusement malade, M. l'Evêque d'Orléans présente sa requête au Roi, & il prie l'Assemblée de vouloir l'appuyer de ses sollicitations. La Compagnie nomme deux Députés pour solliciter l'affaire auprès des Ministres. Elle l'est auprès de M. Rouillé, dans le département duquel se trouvoit le Diocèse d'Orléans. Ce Ministre paroit être dans des dispositions favorables. T. VIII, p. 542 jusqu'à 546.

M. l'Archev. d'Arles, après quelques observations générales sur les maux de l'Eglise, réduit les points contestés à deux questions principales : à l'autorité de la Bulle *Unigenitus*, & à la compétence prétendue par les Tribunaux séculiers, sur l'administration des Sacraments. Il conclut le rapport de la Commission à faire au Roi de très-humbles Remontrances, par lesquelles S. M. sera suppliée :

1°. D'interpréter la Déclaration du 2 Septembre 1754, conformément à celle du 24 Mars 1730; de déclarer nuls les Arrêts du Parlement de Paris, des 18 Avril 1752 & 18 Mars 1755, & tous autres semblables, comme contraires aux dispositions de ladite Déclaration, sur la soumission due à la Bulle *Unigenitus*; de maintenir en conséquence, & d'assurer de plus en plus, la liberté essentielle au ministère des Evêques, sur le sujet de cette Consti-

tution; de rétablir les écoles de Théologie, notamment celle de Paris, dans le droit qu'elles ont de soutenir l'autorité de cette Constitution, & d'exiger, suivant leurs usages, des assurances de la soumission qui lui est due.

2°. De renouveler l'art. 34 de l'Edit de 1695, & en l'interprétant, en tant que de besoin, de défendre aux Cours de Parlement & autres Juges, de prendre aucune connoissance de refus de Sacraments, si ce n'est qu'il y eût appel comme d'abus des Ordonnances ou Procédures faites à ce sujet par les Juges d'Eglise, & de recevoir aucune demande ou Requête en administration de Sacraments, & faire sur cette matière aucune injonction, directement ou indirectement, aux Ministres de l'Eglise.

3°. De renouveler l'art. 36 de l'Edit de 1695, & en l'interprétant, de déclarer que les appellations comme d'abus des Ordonnances rendues par les Evêques, soit en cours de visite, soit autrement, dans ce qui concerne le Service Divin, la discipline, la correction des mœurs, & l'administration des Sacraments, n'auroient aucun effet suspensif.

4°. De déclarer nuls & incompétamment rendus, tous Arrêts, Jugements, Sentences & Procédures, contre tous Ecclésiastiques, à l'occasion des derniers troubles : ce faisant, rétablir ces Ecclésiastiques dans tous leurs droits, biens, titres & honneurs, remettant au surplus toutes choses en tel état qu'elles étoient auparavant; sans qu'on puisse tirer aucune conséquence de tout ce qui s'est passé.

L'avis est unanimement approuvé, & M. l'Evêque du Puy est prié de dresser les Remontrances. T. VIII, p. 548 jusqu'à 552.

La nouvelle de l'Arrêt rendu, le 29 Août 1755, au Parlement de Paris, dans l'affaire du Chapitre d'Orléans, parvient à l'Assemblée. Le sujet de l'Arrêt étoit le refus de Sacraments fait au sieur Cougnou, Chanoine. Il étoit ordonné par l'Arrêt, qu'à perpétuité il seroit célébré un Service pour le repos de son âme, & que l'Arrêt seroit gravé sur l'airain dans l'Eglise.

La matière mise en délibération, la Compagnie a unanimement arrêté de prier Son Eminence de demander à Sa Majesté la permission d'aller en Corps se jeter à ses pieds, pour implorer sa protection & sa religion, au sujet des dispositions

dispositions une députation. Sur faire un M. le Roi. Le l'Evêque autant de Eminence Roi, qui tentions. Roi pour la remet a trances qu T. VIII, p. Ces Rem

les objets Bulle & des ment par ments, & naux sécul par quatre

1°. D'in 2 Septembre articles 3, 1730; de c les Arrêts d 18 Avril 1 tous autres en conséquence ministère de la Bulle; de logie, nom le droit qu' rité de cette l'usage, des qui lui est d

2°. De re de 1695, & fendre à tou aucune con Sacraments comme d'ab cédures fait d'Eglise, & te pour adm leur interdir re, sur cette tion aux Mi

3°. De re de 1695.

4°. De dé ment rendus Sentences & Ecclésiastiq. troubles; ce

Ces Rem lues & app présentées a bonté, & de ponse. T. V montrances,

Table de l

dispositions de l'Arrêt. Le Roi agréa une députation, mais seulement ordinaire. Sur quoi, il a été délibéré de faire un Mémoire pour le présenter au Roi. Le Mémoire est dressé par M. l'Evêque d'Autun. Quatre Prélats & autant de Mrs. du second Ordre, Son Eminence à la tête, le présentent au Roi, qui promet de faire savoir ses intentions. M. le Cardinal se présente au Roi pour avoir la réponse. Sa Majesté la remet après avoir reçu les Remontrances qui lui avoient été annoncées. T. VIII, p. 546 jusqu'à 548. P. J. p. 559.

Ces Remontrances renferment tous les objets de plaintes au sujet de la Bulle & des affaires de l'Eglise, notamment par rapport au refus des Sacraments, & aux entreprises des Tribunaux séculiers. Le Clergé les conclut par quatre articles de demandes.

1°. D'interpréter la Déclaration du 2 Septembre 1754, conformément aux articles 3, 4 & 5, de celle du 24 Mars 1730; de déclarer nul & de nul effet les Arrêts du Parlement de Paris, des 18 Avril 1752, & 18 Mars 1755, & tous autres semblables; de maintenir en conséquence la liberté essentielle au ministère des Evêques, sur le sujet de la Bulle; de rétablir les Ecoles de Théologie, nommément celle de Paris, dans le droit qu'elles ont de soutenir l'autorité de cette Bulle, & d'exiger, suivant l'usage, des assurances de la soumission qui lui est due.

2°. De renouveler l'art. 34 de l'Edit de 1695, & en l'interprétant, de défendre à tous Juges séculiers de prendre aucune connoissance de tous refus de Sacraments, si ce n'est qu'il y eût appel comme d'abus des Ordonnances & procédures faites, à ce sujet, par les Juges d'Eglise, & de recevoir aucune Requête pour administration de Sacraments; leur interdire très-expressement de faire, sur cette matière, aucune injonction aux Ministres de l'Eglise.

3°. De renouveler l'art. 36 de l'Edit de 1695.

4°. De déclarer nuls & incompétamment rendus tous Arrêts, Jugements, Sentences & procédures contre tous Ecclésiastiques, à l'occasion des derniers troubles; ce faisant, les rétablir, &c.

Ces Remontrances, après avoir été lues & approuvées par l'Assemblée, sont présentées au Roi, qui les reçoit avec bonté, & donne jour pour avoir la réponse. T. VIII, p. 551, 552. *Les Remontrances*, P. Just. p. 161 & suiv.

Table de la Coll. des P. V.

Réponse du Roi. *J'ai examiné les Remontrances : ... je maintiendrai l'autorité de la Bulle Unigenitus, de la même manière que je m'en suis toujours expliqué : ... je maintiendrai également l'Eglise dans toute la Jurisdiction qui lui appartient, & notamment en ce qui concerne l'administration des Sacraments, conformément à l'Edit de 1695, sans souffrir que les Cours, Juges & autres de mes Sujets puissent s'immiscer dans la connoissance de ce qui est purement spirituel : mon intention est, que ma Déclaration du 2 Septembre 1754, qui prescrit le silence, soit exécutée; & s'expliquerai, s'il en est besoin, plus particulièrement ma volonté, pour empêcher qu'on n'abuse des dispositions qu'elle renferme.* T. VIII, p. 553.

La Compagnie ne trouve point dans cette réponse du Roi ce qu'elle avoit lieu d'attendre : elle prie donc Son Eminence de se rendre auprès de S. M.; de lui marquer la consternation que sa réponse a causée dans l'Assemblée, qu'elle ne peut s'empêcher de lui témoigner par de nouvelles représentations : les objets en sont arrêtés : M. l'Arch. de Sens est prié de dresser un Mémoire en conformité. Le Mémoire est lu & approuvé : il est remis au Roi, dont la réponse est, qu'il balançoit les mesures qu'il avoit à prendre pour l'interprétation de sa Déclaration du 2 Septembre 1754, & le retour des Prêtres. T. VIII, p. 553, 554. *Le Mémoire*, P. J. p. 188 & suiv.

L'Assemblée de 1755 se propose de déterminer les cas où les Sacraments peuvent & doivent être refusés à ceux qui sont réfractaires à la Bulle *Unigenitus*, & de s'expliquer sur le degré de notoriété nécessaire pour que ce refus ait lieu. Cette affaire importante occupe l'Assemblée dans un grand nombre de séances. M. l'Archev. d'Arles, Chef du Bureau de la Jurisdiction, dans la séance du 22 Octobre, continue le rapport qui avoit été commencé dans les séances précédentes, où il est dit, que Messieurs se sont entretenus d'affaires importantes.

Il expose, que la Commission avoit dressé dix articles sur les divers objets qui avoient été traités. Lecture faite, on a recueilli les voix, & ils ont été approuvés par dix-sept de Mrs. du premier Ordre : seize autres Prélats ont été d'avis différent sur certains points, & ont proposé leur avis composé de huit articles, dont il a été fait lecture.

Vvvvv

Mrs. du second Ordre, au nombre de vingt-deux, ont accédé aux articles proposés par la Commission : huit de Mrs. du même Ordre ont accédé au second avis. Il a été unanimement convenu, que, tant les dix articles que les huit, seroient insérés dans le Procès-verbal. Les voici.

Art. I. *Constitutio qua incipit Unigenitus Dei Filius, Decretum est Sedis Apostolica quo liber Considerationum moralium prohibitum est & damnatum, & Propositiones una & centum ex dicto libro excerpta diversis respectivè confixa sunt notis, inter quas reperiuntur nota erroris & hæreseos, cum igitur accesserit Ecclesia consensus, Decretum illud meritò vocatur, tum judicium dogmaticum & irreformabile Ecclesia universalis, tum judicium ejusdem Ecclesia ad doctrinam pertinens.*

Art. II. *Huic judicio debetur sincerum mentis & cordis obsequium; qui contra illud obsequium peccant, peccant in materia gravi.*

Art. III. *Potest, formalis & pertinax contra illud Decretum reluctatio, in actus externos erumpere, & ita poni aliquando in publicam offensionem, ut omnes notorietatis qua dicitur facti characteres exhibeat, qualis sufficit ad denegandam, etiam publicè, sacri Viatice participationem.*

Art. IV. *Hæc facti notorietas, sedulo distinguenda est à conjecturis, suspitionibus, famâ, & rumoribus, quippe oritur ex facto moraliter saltem perseverante, cujus testis populus est, & quod ita evidens est, ut nullâ tergiversatione celari possit, nec aliquo juris suffragio excusari.*

Art. V. *Cum tamen hujus notorietatis characteres difficili sit discernere, & ad proximè referre periculosum, consulant Episcopum Sacramentorum Ministri, & neminem, nisi illo consulto & approbante hæc de causâ, à sacri Viatice participatione publicè arceant.*

Art. VI. *Qui Constitutioni Unigenitus refragantur, sive judicio committitur, sive inobedientiam suam in ipsâ Viatice administratione spontè professi fuerint, à sacri Viatice participatione, etiam inconsulto Episcopo, publicè arceantur.*

Art. VII. *Ubi aderunt circumstantia superioribus articulis descripta delinquentes qui sacrum Viaticum & Extremam Unionem ad se deferri postulaverint, ad veram penitentiam & ad scandalum reparationem, publicè etiam interpellatione urgeantur, in cæteris verò casibus, Sa-*

cramentorum Ministri, quantum zelus & prudentia suggererit, agrosos privatim hortentur, nullas tamen quaestiones aut interpellationes ad infirmos publicè instituunt, præter eas qua in Rituali vel in Statutis Synodalibus Dioeceseos expressè continentur.

Art. VIII. *Ad solam potestatem Ecclesiasticam jus pertinet, definiendi qua dispositiones tum internæ, tum externæ necessariae sint, ut Eucharistia ritè suscipiatur.*

Art. IX. *Hinc, solis Ecclesia Ministris competit adjudicare, quinam ad Eucharistia participationem, sive privatam, sive publicam admittendi sint, quinam ab utraque rejiciendi.*

Art. X. *Hinc, contra æconomiam divinius institutam graviter peccant, & fideles qui, sprete Ecclesia autoritate ad secularem potestatem confugiunt, pro impetranda Eucharistia participatione, & Sacerdotes qui ad Judicium secularis imperium, culpabili assentatione, Eucharistiam ministrant, quos proprius Pastor exclusit, nec Superior in ordine hierarchico recipiendas judicavit.*

AUTRES ARTICLES.

Art. I. *Constitutio Clementis sanctissima memoria Papa XI, qua incipit Unigenitus Dei Filius, dogmaticum est & irreformabile Ecclesia universæ judicium, cui sincerum mentis & cordis obsequium, sine peccato mortali, denegari non potest.*

Art. II. *Qui solemnè huic judicio notoriè refragantur, iis upotè peccatoribus publicis, vi præcepti etiam divini, publicè neganda est Eucharistia.*

Art. III. *Ad sacratissimam illam Communionem denegandam, non est necessaria notorietas qua Juri vocatur, sufficit qua dicitur facti : hæc autem reperiuntur, quando peccatum ita publicè constat, ut nullâ possit tergiversatione celari.*

Art. IV. *Devinis & Ecclesiasticis Legibus fideliter inhaerentes, summâ curâ de reparandis scandalis provideant Sacramentorum Ministri, antequam Viaticum dispensent, nihil tamen præposterè agant : in dubiis Episcopum consulant, uti cautum præscriptumque est Ecclesia Legibus : imò ad eum referant de ipsâ notorietate, ubi occurrerit ; quantum tamen per tempus locorumve distantiam licebit.*

Art. V. *Fide certum est, Christum Dominum Corpori primorum Ecclesia Pastorum eam omnem concessisse auctoritatem, qua ipsis necessaria est ad regimen fidelium in ordine ad salutem. Non minùs*

fide certum ritualibus, ab omni a Ecclesiasticæ di Leges ci nem etiam ac statuend siones tum cessaria, a

Art. VI. *obsequentes magis ac m pro ed imp consugiuunt sibus iustis tores sunt censuris Ed*

Art. VII. *riam aut de potest fidelit siones ex vere, nisi i sus autem n Sacramenta gant Sacerd Constitution ipse denega*

Art. VIII. *singulis Ep gem ea qua ac docendum jure, idem incumbit officia Ecclesiæ*

Et attendo rencontrer & le désir à une parta libéré, tou le Pape; & ei-dessus se & qu'elle s présenter à a déclaré, q maniere, p Pape, mett déjà décidée les différent encore ajout cision du Sa conformer t sa conscience & aux princ ticles dont i

Les article pour les fai approuve ce est chargé de pour Sa Sain l'Assemblée. La Leure au

fide cerum est, auctoritatem illam in spiritualibus, absolutam esse, supremam, & ab omni alia independentem; unde soli Ecclesiastica potestati jus competit, ferendi Leges circa Eucharistia administrationem etiam publicam, eas interpretandi, ac statuendi supremo judicio qua dispositiones tum interna, tum externa sunt necessaria, ad illam dignè recipiendam.

Art. VI. *Constitutioni Unigenitus inobsequentes, Eucharistia participatione magis ac magis se præbent indignos, cum pro eâ impetranda ad seculares Judices confugiunt, Sacerdotes verò qui his in casibus jussu obtemperant Judicum, proditores sunt Corporis Christi, panisque & censuris Ecclesiasticis plebè merentur.*

Art. VII. *Sacerdos non habens ordinariam aut delegatam jurisdictionem, non potest fidelium, etiam infirmorum, confessiones excipere, eosque validè absolvere, nisi in casu vera necessitatis: casus autem necessitatis non reperitur, cum Sacramenta infirmo eâ de causâ denegant Sacerdotes approbati, quia debitam Constitutioni Unigenitus obedientiam ipsè denegat infirmus.*

Art. VIII. *Cum jure divino incumbat singulis Episcopis, commissum sibi gregem ea qua ad salutem pertinent docere, ac docendum curare, ipsi providè eodem jure, idem pro ratione circumstantiarum incumbit officium circa Leges & dogmatica Ecclesiæ universæ judicia.*

Et attendu la différence qui paroît se rencontrer entre les deux sentimens, & le désir de l'Assemblée de parvenir à une parfaite unanimité, il a été délibéré, tout d'une voix, de consulter le Pape; & qu'à cet effet, les articles ci-dessus seroient remis à Sa Majesté, & qu'elle seroit supplée de les faire présenter à Sa Sainteté. Chaque Prélat a déclaré, qu'il ne prétend, en aucune manière, par le recours unanime au Pape, mettre en question les vérités déjà décidées, qui sont contenues dans les différens articles: chacun d'eux a encore ajouté, qu'en attendant la décision du Saint-Siège, il continuera de conformer sa conduite aux lumières de sa conscience, aux usages de son Eglise & aux principes contenus dans les articles dont il a été d'avis.

Les articles sont présentés au Roi, pour les faire passer au Pape. Le Roi approuve ce parti. M. l'Evêque du Puy est chargé de dresser un projet de Lettre pour Sa Sainteté: il en fait lecture à l'Assemblée. T. VIII, p. 554 jusq. 559.

La Lettre au Pape, P. Just. p. 191.

L'Ass. de 1755 adresse une Lettre circulaire aux Evêques du Royaume, contenant le précis de ce qui s'est passé dans l'Ass., sur les affaires de l'Eglise: M. l'Archevêque de Sens en est chargé. T. VIII, p. 559. P. Just. p. 191 & suiv.

II. *Affaire du Jansénisme, de l'Eglise & de la Religion, dans l'Assemblée de 1758.*

Les Députés à cette Ass., étoient chargés par leurs Provinces de quelques commissions relatives à cet objet. M. le Cardinal de Taverne fait le rapport des demandes de la Province de Rouen: chaque Prélat en fait autant pour sa Province: sur quoi l'Ass. arrête les articles suivans.

1°. Le retour de M. l'Archev. de Paris, & de M. l'Evêque de Saint-Pons dans leurs Diocèses: 2°. le rappel de tous les Prêtres décrétés & bannis: 3°. le rétablissement de la Faculté de Théologie: 4°. qu'il plaise au Roi de retirer, ou d'interpréter les Déclarations des 2 Septembre 1754, & 20 Décembre 1756: 5°. de faire les Remontrances les plus fortes contre les mauvais Livres qui se répandent contre la Religion, contre la Doctrine, même contre l'autorité de S. M. & contre les mœurs.

L'Ass. prie Mrs. les Présidents d'examiner avec Son Eminence, les moyens les plus efficaces pour assurer le succès de toutes ces demandes, & de faire part ensuite de leurs observations. T. VIII, p. 651.

Son Eminence fait le rapport à l'Ass. d'une conférence tenue chez elle, avec M. le Cardinal de Bernis, & M. le Comte de Saint-Florentin, en présence de plusieurs Députés tant du premier, que du second Ordre; que ces Ministres l'avoient assuré, que le Roi recevroit avec plaisir les représentations de l'Assemblée; mais que S. M. vouloit que cela se fit par des Mémoires, pour éviter l'éclat; & que desirant les lire elle-même, ils devoient être courts & précis; qu'elle vouloit qu'il ne transpirât rien dans le public, soit des demandes qui lui seroient faites, soit de ses réponses; qu'on pourroit cependant les insérer dans le Procès-verbal. T. VIII, p. 652.

L'Assemblée fait dresser deux premiers Mémoires, l'un pour le retour de M. l'Archev. de Paris, l'autre au sujet de la Déclaration du 10 Décembre 1756. La lecture faite de ces deux Mé-

moires, la Compagnie les a fort approuvés, & a en même-temps prié Son Eminence de les présenter au Roi.

Ces deux Mémoires, avec un troisieme au sujet des mauvais Livres, sont présentés au Roi.

Réponse au sujet de M. l'Archev. de Paris. *J'ai fait connoître au Clergé mes dispositions par rapport au retour de M. l'Archev. de Paris : j'ai pris pour le procurer les mesures que j'avois annoncées ; j'en desiré & j'en attends le succès...*

Réponse au sujet de la Déclaration. *Il n'y a point de Loi de l'Eglise qui ait trouvé dans la protection des Princes, plus d'appui que j'en ai donné..... à la Constitution Unigenitus ; j'entends qu'elle soit toujours respectée, observée comme une Loi de l'Eglise & de l'Etat : je punirai ceux qui oseront y contrevenir.*

Le zele avoit été quelquefois trop loin sur cette matiere ; l'esprit de défobéissance s'en étoit prévalu : l'un & l'autre avoit donné occasion à des disputes également dangereuses pour la Religion & pour l'Etat : jamais mon intention n'a été de prononcer sur des matieres purement spirituelles, ni de restreindre la Jurisdiction & l'enseignement des Pasteurs : j'ai cru entrer dans les besoins de l'Eglise, & ne pas m'éloigner de son langage, soit en interdisant des qualifications qu'elle n'a point autorisées, soit en prescrivant, pour quelque temps, un silence aussi nécessaire à l'affermissement de la soumission qu'à celui de la paix.

C'est en faveur des Ecclesiastiques que j'ai déclaré certains cas, où ils ne pouvoient être poursuivis, pour raison de refus de Sacraments : s'il y en a d'autres, je n'ai point prétendu les exclure, me réservant de protéger ceux qui ne s'écarteront pas des regles.

Je n'ai point déclaré que tous les refus de Sacraments, même criminellement poursuivis, fussent des cas privilégiés : je me suis contenté d'autoriser mes Juges à connoître de ces derniers ; & cette disposition qui ne fait que renouveler l'art. 34 de l'Edit de 1695, est conforme à ce qui a été ordonné & pratiqué de tous les temps dans le Royaume : d'ailleurs l'esprit de paix & d'union que j'ai voulu inspirer à tous mes sujets, je l'ai recommandé particulièrement aux Magistrats : si quelques-uns sont sortis des bornes que je leur ai prescrites, & notamment sur le fait des injonctions que j'ai expressément défendues, je m'en ferai rendre compte, & j'y pourvoirai.

T. VIII, p. 652, 653, 654. *Les Mémoires & les Réponses*, P. Just. p. 235 & suiv.

La même Assemblée fait dresser trois autres Mémoires dont il est fait lecture : le premier, pour le rétablissement de la Faculté de Théologie dans son ancien état & sa premiere splendeur : le second, pour le retour des Prêtres bannis : le troisieme, pour supplier S. M. d'employer son autorité, pour que le Bref de Benoît XIV. donné au sujet des articles de l'Assemblée de 1755, soit exécuté en tous les points. T. VIII, p. 655, 656. *Les trois Mémoires*, P. J. p. 242 & suiv.

Réponse sur la Faculté de Théologie. *J'approuve toujours le zele que la Faculté de Théologie de Paris témoigne pour la Constitution Unigenitus : elle doit avoir d'autant plus de confiance dans mes dispositions à cet égard, qu'elle tient de moi la liberté d'instruire ; que son enseignement n'est gêné sur aucun point de Doctrine, & qu'elle est toujours autorisée à n'admettre à ses degrés que des sujets éclairés & soumis : c'est pour son propre bien que j'ai éloigné des Docteurs, dont le zele wop vif auroit nui au rétablissement de la paix : dès que je ferai instruit qu'ils ne feront rien qui puisse arrêter le cours des exercices, & qu'ils s'uniront sincèrement à leurs confreres, non-seulement pour le maintien de la bonne Doctrine, mais aussi pour l'affermissement de la paix, je les rétablirai dans leurs fonctions. T. VIII, P. Just. p. 243, 244.*

Réponse sur le rappel des Prêtres bannis. *Je suis aussi peiné que le Clergé lui-même, de la situation des Ecclesiastiques qui ont été décrétés, ou bannis, à l'occasion des derniers troubles : je desiré vivement de les voir rétablis dans leur état & dans leurs fonctions : je me ferai rendre compte des différens cas, dans lesquels se trouvent les Ecclesiastiques, pour lesquels voire Assemblée s'intéresse, & j'emploierai les moyens les plus propres à procurer leur rétablissement : j'attends aussi de la sagesse des Evêques, & des preuves que je leur donne de mon affection, qu'ils préviendront toute marche indiscrete qui pourroit donner occasion à de nouveaux troubles de la part des Ecclesiastiques qui leur sont subordonnés. T. VIII, P. Just. p. 245.*

Réponse au sujet de la Lettre de Benoît XIV. *Le Clergé ne peut méconnoître mes intentions par rapport au Bref*

du Pape Benoît XIV. sur la mise de m... qu'il a été... même aux... commandé... point de ré... peut s'en r... le S. Siege... je suis, qu... qui sont le... & qui ont... que, peuv... de l'Eglise... fir que voir... cette répon... les, revêtu... pour deven... peut y avo... formes : je... du Clergé... d'obtenir d... sible & utili... P. Just. p.

L'Ass. n... tion de vo... de S. M.,... confiant en... du Roi, a p... auprès de... ces pour ob... cution de... 656.

Le Roi a... le Cardinal... tion qu'il a... prudente au... duite pend... séances. T.

III. Affaire... & de la... 1760.

10. Relative... XIV

La Lettre... en réponse... 1755, sole... ment accept... n'est pas req... & d'unanim... acceptation... Bref de Clé... l'Archevêqu... de l'Ass., pa... la Lettre En... leur, en re... Le Roi a r... avoir été ren... tre de S. M... bonne : ce F

du Pape Benoît XIV : c'est par l'entremise de ma protection & de mes soins qu'il a été obtenu : je l'ai adressé moi-même aux Evêques, & je leur en ai recommandé l'exécution : je ne changerai point de résolution à cet égard : le Clergé peut s'en rapporter à mon respect pour le S. Siege, & à la ferme persuasion où je suis, que les dispositions de ce Bref, qui sont le plus clairement exprimées, & qui ont le plus de rapport à la pratique, peuvent beaucoup contribuer au bien de l'Eglise & de l'Etat : quant au desir que votre Assemblée témoigne de voir cette réponse du Pere commun des fideles, revêtue de l'autorité nécessaire, pour devenir une Loi du Royaume, il peut y avoir des difficultés à raison des formes : je ferai examiner la demande du Clergé : il peut s'assurer d'avance d'obtenir de moi tout ce qu'il sera possible & utile de lui accorder. T. VIII, P. Just. p. 147.

L'Ass. ne pouvant avoir la consolation de voir effectuer les promesses de S. M., avant sa séparation, & se confiant entièrement dans les bontés du Roi, a prié Son Eminence de faire auprès de S. M. les plus vives instances pour obtenir promptement l'exécution de ses promesses. T. VIII, p. 656.

Le Roi avoit fait témoigner par M. le Cardinal à l'Assemblée, la satisfaction qu'il avoit de la maniere sage & prudente avec laquelle elle s'étoit conduite pendant tout le cours de ses séances. T. VIII, p. 658.

III. Affaire du Jansénisme, de l'Eglise & de la Religion, en l'Assemblée de 1760.

1°. Relativement aux Brefs de Benoît XIV & de Clément XIII.

La Lettre Encyclique de Benoît XIV, en réponse aux articles de l'Assemb. de 1755, solennellement & unanimement acceptée par l'Assemb. de 1758, n'est pas reçue avec moins de respect & d'unanimité par celle de 1760 : cette acceptation avoit été précédée d'un Bref de Clément XIII, adressé à M. l'Archevêque de Narbonne, Président de l'Ass., par lequel le Pape confirme la Lettre Encyclique de son Prédecesseur, en recommande l'acceptation. Le Roi à qui le Bref de Sa Sainteté avoit été remis, l'adressé, avec une Lettre de S. M., à M. l'Archev. de Narbonne : ce Prélat fait part du tout à

la Compagnie, qui nomme une Commission pour examiner dans les Procès-verbaux, ce qui s'étoit pratiqué dans la réception des Bulles, Brefs ou autres Rescrits Apostoliques envoyés en France, afin de faire part de son avis à l'Assemblée, sur la maniere dont la Lettre Encyclique de Benoît XIV devoit être reçue. T. VIII, p. 858.

La Lettre du Roi, l'Encyclique de Benoît XIV, le Bref de Clément XIII, sont rapportés, T. VIII, P. Just. p. 271 & suiv.

M. l'Archevêque de Rouen, Chef de la Commission, fait son rapport sur cet objet important : il expose d'abord les faits qui ont précédé & qui ont suivi la Lettre Encyclique ; & venant ensuite au fond de l'affaire, il la réduit à trois points principaux.

Le premier regarde l'acceptation de la Lettre considérée par rapport au fond. On reconnoît dans ce Rescrit, dit ce Prélat, la Doctrine de l'Eglise & la sagesse du jugement qui y est porté : en suivant la route sûre qui y est tracée, on tient ce juste milieu qui doit guider en tout & principalement dans la dispensation des choses saintes, également éloigné de toutes les extrémités vicieuses ; on ne pèche, ni par défaut, ni par excès ; on n'est, ni trop indulgent, ni trop rigide.

Le second renferme l'examen des vaines subtilités qu'on oppose au Rescrit pour en attaquer le contenu, en corrompre le sens, en éluder l'exécution.

Le troisième regarde la forme d'acceptation : il remarque que cette forme n'a pas toujours été la même ; ce qu'il fait voir par ce qui s'est passé en 1653, en 1656, en 1657, pour la Bulle & les Brefs d'Innocent X, contre les cinq Propositions ; & pour la Constitution d'Alexandre VII, confirmative de celle d'Innocent X ; en 1705, à l'occasion de la Bulle *Vineam Domini* ; en 1714, pour l'acceptation de la Bulle *Unigenitus*. L'on conclut de ce récit, de ce qui s'est passé en différentes Assemblées, que la maniere d'accepter n'a été uniforme qu'en ce que les Rescrits des Papes ont toujours été acceptés par voie de jugement, avec respect & soumission.

La matiere mise en délibération, M. l'Abbé de Jumilhac ayant recueilli les suffrages de tous les Prélats, parmi lesquels s'est trouvé M. l'Archevêque de Paris, & de tous Mrs. du second Or-

dre, l'Aff., le saint nom de Dieu invo-
qué, a unanimement déclaré & arrêté :

1°. Qu'elle profite avec empressement de l'occasion que lui présente le Bref de Clément XIII, pour faire connoître ses sentiments au sujet de la Lettre Encyclique de Benoît XIV.

2°. Qu'elle a reconnu dans cette Lettre la Doctrine de l'Eglise, & la sagesse du Jugement qui y est porté.

3°. Qu'elle accepte avec respect le dit Jugement fondé sur l'autorité du S. Siegé, sur les regles Ecclesiastiques, sur les Décrets des Conciles tenus même en France, & sur les sentiments des Théologiens célèbres de notre Nation.

4°. Que les Evêques qui font de l'Assemb., observeront & feront observer ce Jugement.

5°. Qu'elle écrira aux autres Prélats, pour les exhorter à l'observer & faire observer dans leurs Diocèses. T. VIII, p. 858 jusq. 880.

La Lettre de l'Assemblée au Pape Clément XIII, celle de l'Assemblée au Roi, la Lettre circulaire aux Evêques, la Lettre du Roi à l'Assemb. au sujet de sa délibération, le Bref de Clément XIII, en réponse à la Lettre de l'Ass.
T. VIII, P. J. p. 278 jusq. 283.

2°. *Délibérations de l'Assemblée relatives aux objets de plaintes & de Remontrances.*

M. l'Archevêque de Rouen, Chef du Bureau de la Jurisdiction, fait lecture des différents articles qui doivent faire l'objet des Remontrances que l'Ass. s'étoit proposée de faire : la matière mise en délibération, l'avis a été d'adopter tous les articles, & M. l'Evêque du Puy a été prié de rédiger ces Remontrances. T. VIII, p. 881.

Les Remontrances ont pour objet, 1°. la Constitution *Unigenitus*; 2°. la Loi du Formulaire, à laquelle a contrevenu le Parlement de Paris, par son Arrêt du 7 Juillet 1759, en faveur du pourvu d'une Cure au Dioc. d'Auxerre; 3°. la Loi du silence, & les deux Déclarations de 1754 & 1756; 4°. une espèce d'inquisition que le Parlement exerce sur la Faculté de Théologie; 5°. les Arrêts & Sentences des Tribunaux séculiers, dans les contestations présentes; 6°. le rétablissement des Prêtres décrétés; 7°. les clauses & termes d'abolition, de clémence, d'indulgence, de peines déjà subies, d'animations, &c. inférés dans les Lettres-

Patentes données pour remettre les Ecclésiastiques dans les droits de leur état; 8°. le retour de M. l'Evêque de Saint-Pons; 9°. le Bref de Benoît XIV; 10°. les Assemblées & autres excès des Religionnaires contraires à la Déclaration de 1724; 11°. les mauvais Livres de toute espèce. T. VIII, P. J. n°. VI, p. 283 & suiv.

Le Roi témoigne à M. l'Archevêque de Narbonne, qu'il alloit s'occuper du retour de M. de Saint-Pons, & du rappel des Prêtres. T. VIII, p. 883, 884.

Les Remontrances sont présentées. Le Roi y donne sa réponse. T. VIII, p. 881, 882, 883. *La Réponse*, P. Just. p. 297 & suiv.

Sur cette réponse il a été arrêté par l'avis & les vœux de toutes les Provinces, de faire une nouvelle députation au Roi, pour présenter à S. M. d'intermédiaires Remontrances, par lesquelles l'Assemblée, en témoignant au Roi sa reconnaissance des dispositions favorables, où par sa réponse, il paroît être en faveur de l'Eglise & de les Ministres, elle lui fera aussi connoître ses vives alarmes & sa profonde douleur, de ce que S. M. ne donne pas une satisfaction actuelle & effective à l'Aff. sur les autres demandes; que la députation insistera, sur-tout, sur le retour de M. Saint-Pons, & sur le rappel des Prêtres, en suppliant le Roi de vouloir bien lui accorder au moins cette grâce avant sa séparation. T. VIII, p. 884, 885.

Le Roi, par sa réponse donnée par écrit, dit avoir donné des ordres pour le retour de M. de S. Pons; qu'il désire que les Ecclésiastiques soient incessamment rétablis, & qu'il s'en occupe sérieusement. A l'égard des autres points des Remontrances, Sa Majesté ne peut, quant à présent, que persister dans les réponses qu'elle a faites : elle trouve bon que le Mémoire touchant les Confrairies & les Congrégations, au sujet de l'Arrêt du Parlement, du 18 Avril, lui soit présenté.

Sur cette réponse, l'Assemblée prie M. le Président de faire de nouvelles supplications pour le retour des Prêtres : elle arrête de présenter le Mémoire, & qu'il sera fait incessamment une Réclamation contre toutes les entreprises des Tribunaux séculiers contre la Jurisdic. Ecclési. T. VIII, p. 88, 886.

A l'égard de l'Arrêt du Parlement de Paris, concernant les Congrégations, le Roi, par sa réponse, promet de pren-

dre les mes-
tenir ceux
peuvent co-
progrès de
en même-
mer les abus
dans ces so-
son Préside
ses soins à c
888.

L'Assemblée
Juridiction
clématique
Tribunaux
Ecclesiast. L
fait, la Ré
ment appro
Députés. T

IV. *Affaire*
& de la
 1762.

Les affaires provinciales ont été réglées de 1761, se réfèrent aux articles

1°. Plainte
de 1754 & d
Parlements

3°. affaire de
pour reus
du Vicaire

des Ecclésiastiques
6°. Lettres
Parlements

mauvais livre
vocation d'un
moins des C

**Affaire des Juifs
entre les Arrêts
Rennes & B**

M. l'Archevêque, qu'il ne

ces articles de
même forme
qui sembleraient

Remontrances
celui d'une Le
Aff.: les plai

Parlements, t
celui d'un Mé
les Protestan

noire. Délib
ement confo
Elle prie M. J

de les mesures convenables pour maintenir ceux de ces établissements qui peuvent contribuer au soutien & au progrès de la Religion : S. M. exhorte en même-temps les Evêques de réformer les abus qui pourroient s'introduire dans ces sociétés. L'Assemblée prie M. son Président de continuer de donner ses soins à cette affaire. T. VIII, p. 887, 888.

L'Assemblée charge le Bureau de la Jurisdiction de dresser le projet de Réclamation contre les entreprises des Tribunaux séculiers sur la Jurisdiction Ecclésiastique. Le rapport de ce travail étant fait, la Réclamation a été unanimement approuvée & signée par tous les Députés. T. VIII, p. 889 jusq. 899.

IV. *Affaire du Jansénisme, de l'Eglise & de la Religion, en l'Assemblée de 1762.*

Les affaires que les Assemblées Provinciales ont recommandées à l'Ass. de 1762, se rapportent principalement aux articles suivants.

1°. Plaintes contre les Déclarations de 1754 & de 1756 : 2°. entreprises des Parlements sur la Jurisdiction Ecclésiastique : 3°. affaire des Ursulines de S. Cloud, pour récus. de Serments : 4°. Procès du Vicair. de S. Médard : 5°. rappel des Ecclésiastiques décrétés & bannis : 6°. Lettres d'abolition adressées aux Parlements d'Aix & de Toulouse : 7°. mauvais livres : 8°. demande de la convocation d'un Concile National, ou au moins des Conciles Provinciaux : 9°. affaire des Jésuites : 10°. plaintes contre les Arrêts des Parlements de Paris, Rennes & Rouen, sur les Vœux des Jésuites : 11°. Affaire des Protestants.

M. l'Archev. de Narbonne remontre, qu'il ne lui paroissoit pas que tous ces articles dussent être traités dans la même forme ; que les huit premiers lui sembloient devoir être l'objet des Remontrances ; l'affaire des Jésuites ; celui d'une Lettre au Roi de la part de l'Ass. ; les plaintes contre les Arrêts des Parlements, sur les Vœux des Jésuites ; celui d'un Mémoire séparé, & l'affaire des Protestants ; celui d'un autre Mémoire. Délibération de l'Ass., entièrement conforme à cette proposition. Elle prie M. l'Archev. de Narbonne de dresser lui-même les Remontrances, dont il venoit de fixer les huit articles. T. VIII, p. 1048, 1049.

M. l'Archev. de Narbonne fait lecture des Remontrances : elles sont gé-

néralement approuvées. L'Ass. nomme une députation de quatre Prélats, d'autant du second Ordre, & de Mrs. les Agents, M. l'Arch. de Narbonne à la tête, pour les présenter au Roi. Elles lui sont présentées, & M. de Saint-Florentin en apporte la réponse à l'Assemb. T. VIII, p. 1049, 1050. *Les Remontrances sont aux Piec. Just. p. 362 & suiv.*

La Réponse du Roi aux Remontrances. P. J. p. 373, 374.

Sur l'affaire des Jésuites & celle de leurs Vœux. *Voyez* Jésuites, §. VI.

Sur celle des Religionnaires. *Voyez* Protestants, n°. XX.

L'Assemb. de 1762, avant de se séparer, fait une déclaration solennelle, par laquelle elle déclare persister dans les Remontrances des trois dernières Assemblées, & adhérer à la réclamation du 12 Juillet 1760, faite par l'Assemb. Gén. de ladite année, & protester contre toutes les entreprises des Tribunaux séculiers, tant antérieures que postérieures à ladite réclamation ; & notamment contre toutes celles qui ont été l'objet des Remontrances de la présente Assemb. Ladite déclaration est insérée au Procès-verbal, pour y servir, avec la réclamation de 1760, d'un monument ineffaçable de l'unanimité des sentiments du Clergé. T. VIII, p. 1051, 1052.

V. *Affaire du Jansénisme, de l'Eglise & de la Religion, en l'Assemblée de 1765.*

Tous les objets traités dans les Assemblées de 1755, 58, 60, 62, reviennent en celle-ci.

Mrs. les Commissaires font un premier rapport sur les articles qui intéressent plus directement la Foi Chrétienne en général, les principes de la Foi Catholique, les décisions de l'Eglise, & ses droits les plus essentiels. On rapporte à cette classe les livres impies qui se répandent tous les jours : la signature du Formulaire : les entreprises des Tribunaux séculiers contre la Jurisdiction Ecclésiastique : la Constitution *Unigenitus* : le Bref de Benoît XIV, qui en explique la nature & les effets : la tenue des Conciles Nationaux ou Provinciaux. La Commission propose son avis sur tous ces objets.

1°. Quant aux livres impies. *Voyez* Livres, §. III.

2°. A l'égard du Formulaire, l'avis est, 1°. de faire au Roi les plus fortes Remontrances, pour le maintien de la

Loi du Formulaire, & des Déclarations par lesquelles l'autorité Royale en a fait une Loi de l'Etat; 2°. de renouveler l'engagement solennel d'exiger avec la plus grande exactitude la signature du Formulaire; 3°. de faire part de cette délibération à tous les Evêques absents, pour qu'ils y conforment leur conduite, & qu'aucun ne s'expose aux peines énoncées dans les Assemblées-Générales.

3°. Quant aux entreprises des Parlements contre les droits de l'Eglise, 1°. de faire des Remontrances sur tous les articles concernant ces entreprises énoncées dans le rapport; 2°. de faire une Instruction Pastorale pour venger les droits de l'Eglise, & notamment ceux qui concernent le pouvoir qu'elle tient de Jésus-Christ, de prêcher & d'instruire, de déterminer les objets de la Foi, de la discipline & des mœurs, de dispenser les Sacrements, de résoudre les Vœux, ou de prononcer leur nullité, &c.

4°. Quant à la Constitution, 1°. de faire une Déclaration qui annonce au peuple l'obligation de se soumettre à la Bulle, en expose la nature & les effets, conformément au Bref de Benoît XIV; 2°. avant de procéder à la publication dudit Bref, d'exposer au Roi, par un Mémoire, qu'en le déterminant à cette publication, le Clergé n'a fait qu'entrer dans les vues de S. M.; qu'ainsi il ose se flatter que cette publication ne trouvera aucun obstacle; 3°. de faire une députation solennelle pour présenter le Mémoire.

5°. Quant à la nécessité des Conciles Nationaux & Provinciaux, 1°. de présenter au Roi un Mémoire sur la nécessité pressante de ces Assemblées; 2°. de le présenter au nom de l'Ass.

La Compagnie, après avoir délibéré sur ces cinq articles, les a unanimement approuvés. T. VIII, p. 1355 jusqu'à 1365.

Autre rapport du Bureau de la Jurisdiction, concernant l'acceptation & la publication de l'Encyclique de Benoît XIV. Mémoire à présenter au Roi sur ce sujet, avec le projet de Déclaration portant publication de ladite Lettre. Le tout approuvé par l'Assemb. Le Mémoire sur la nécessité de cette publication, & la délibération de l'Assemb., de procéder à cette publication par une Déclaration uniforme, sont présentés au Roi. Première réponse de S. M. en ces termes.

J'ai toujours regardé la Lettre Encyclique de Benoît XIV, comme le véritable moyen de rétablir l'ordre & la paix dans l'Eglise & dans l'Etat. Je persiste dans tout ce que j'ai écrit à l'Assemb. de 1760. Je vais m'occuper des moyens de seconder votre zèle. T. VIII, p. 1365, 1366. Le Mémoire, P. J. p. 415, 416.

Sur cette réponse de Sa Majesté, la Commission propose un projet de délibération qui est adopté par l'Assemb.; & en conséquence il a été arrêté, 1°. que la réponse seroit insérée au Procès-verbal; 2°. de représenter au Roi, que si des considérations particulières avoient obligé les Evêques assemblés en 1762, de suspendre les effets du zèle du Clergé, il lui est impossible de garder plus long-temps le silence; qu'en conséquence, l'Ass. a cru indispensable de publier l'Encyclique de Benoît XIV. T. VIII, p. 1367, 1368.

Cette délibération ayant été communiquée au Roi, telle a été la réponse écrite de la main de S. M.

La publication du Bref de Benoît XIV, étant une suite de l'acceptation qu'en a faite l'Assemb. de 1760, sur laquelle je me suis clairement expliqué, le Clergé ne doit pas douter que je n'aie vu avec plaisir la délibération qu'il a prise... La forme & le moment de cette publication peuvent demander des précautions nécessaires, même pour en assurer le succès. Je vais m'en occuper sérieusement, &c.

Lecture faite de la réponse, M. l'Archevêque de Reims a été prié de continuer ses bons offices, pour accélérer l'exécution de la délibération. T. VIII, p. 1369. La réponse, P. J. p. 416.

Sur les vives instances renouvelées à Sa Majesté, le Roi remplit enfin les vœux de l'Assemb., en adressant au Prélat la Lettre suivante, écrite de la main de Sa Majesté.

Mon Cousin. J'ai déjà marqué à l'Assemb. toute ma satisfaction sur la délibération qu'elle a prise de publier la Lettre de Benoît XIV. Je m'en rapporte à sa prudence sur la forme de cette publication, & je ne doute pas qu'elle ne donne la préférence aux moyens qui seront les plus capables de concilier le bien de la Religion & la tranquillité de mon Etat. Je trouve bon que, dans la Lettre que l'Assemb. écrira à tous les Evêques, elle les assure de la protection constante que j'accorderai aux Ministres de la Religion, qui conformeront leur conduite aux règles que prescrit la Lettre. T. VIII, p. 1369. P. Just. p. 416, 417.

L'affaire

L'affaire tièrement saires de la te des ouv avoit été co différents porte le ti sur la Reli

La premi damnation précédée d

La secon la Doctrin la Puissanc

La troisi tion sur la est jointe,

Lettre Enc Cette déclar & le concer

tre les Evê tific. La Co

cours de co veller les ré

de 1760 & faire imprin

tre des exc chaque Pro

de les env comme au

une Lettre c pour invite

Actes public délibéré & 1370, 1371

cyclique, la 417 jusqu'à 43

Les Prélat nent leurs a la Religion

VIII, P. J. Les Lettr

Cardinaux, aux Actes de sont lues da

1384, 1385 Sur la rep

Prélats, au ment de Pari de l'Ass., la

tion, il a é l'Assemb., a

moyens que autorité, & son devoir,

tent si scar & sans délai & lui présent

malheurs qu tar, si l'Arrê cassé dans la

Table de la

L'affaire du Bref de Benoît XIV entièrement terminée, Mrs. les Commissaires de la Jurisdiction rendent compte des ouvrages dont l'exécution leur avoit été conñée. Ils avoient fait de ces différents ouvrages un seul corps, qui porte le titre, des *Actes de l'Assemb. sur la Religion*.

La premiere partie renferme la condamnation des livres impies : elle est précédée d'une Instruction sommaire.

La seconde contient l'exposition de la Doctrine du Clergé sur les droits de la Puissance spirituelle.

La troisieme partie est une déclaration sur la Bulle *Unigenitus*, à laquelle est jointe, comme en faisant partie, la Lettre Encyclique de Benoît XIV. Cette déclaration constate l'uniformité & le concert de doctrine qui regne entre les Evêques & le Souverain Pontife. La Commission propose, dans le cours de cette exposition, de renouveler les réclamations des Assemblées de 1760 & 1762 : elle propose aussi de faire imprimer ces Actes, pour en remettre des exemplaires aux Députés de chaque Province, qui seront chargés de les envoyer aux Prélats absents ; comme aussi de joindre, à cet envoi, une Lettre circulaire, au nom de l'Ass., pour inviter les Prélats de rendre ces Actes publics dans leurs Diocèses. Ainsi délibéré & arrêté. T. VIII, p. 1369, 1370, 1371. *Les Actes, la Lettre Encyclique, la Lettre circulaire*. P. Just. p. 417 jusqu. 435.

Les Prélats invités à l'Assemb. donnent leur acte d'adhésion, aux Actes sur la Religion : l'Acte est rapporté. T. VIII, P. J. p. 441.

Les Lettres d'adhésion de Mrs. les Cardinaux, Archevêques & Evêques, aux Actes de l'Assemb. sur la Religion, sont lues dans l'Ass. T. VIII, p. 1383, 1384, 1385.

Sur la représentation faite par un des Prélats, au sujet de l'Arrêt du Parlement de Paris, qui supprimoit les Actes de l'Ass., la matiere mise en délibération, il a été arrêté unanimement, que l'Assemb., avant d'employer aucun des moyens que pourroit lui fournir son autorité, & que lui prescrirait même son devoir, pour la réparation d'un attentat si scandaleux, portera en Corps, & sans délai, ses justes plaintes au Roi, & lui présentera le tableau effrayant des malheurs qui menacent l'Eglise & l'Etat, si l'Arrêt rendu n'est promptement cassé dans la forme la plus authentique,

Table de la Coll. des P. V.

& de maniere qu'il n'en reste aucun vestige dans les registres du Parlement ; qu'en conséquence, le Bureau de la Jurisdiction s'occupera, sans déplacer, des supplications que le Clergé a résolu de faire à Sa Majesté, & que les Agents-Généraux iront demander l'audience.

L'Assemblée prend en même-temps connoissance des faits relatifs à l'Arrêt rendu par le même Parlement, au sujet de l'administration d'une Religieuse de Saint-Cloud ; Arrêt contraire aux principes reçus sur le respect dû au plus auguste des Sacrements, & sur le discernement des dispositions requises pour y participer ; pour sur le tout être porté plainte à Sa Majesté. T. VIII, p. 1371, 1372. Les objets de supplications ayant été lus dans l'Assemblée, ils ont été unanimement approuvés. T. VIII, p. 1373. *Les objets de supplications*. Ibid. p. 1373 jusqu. 1376.

L'Assemb. demande à Sa Majesté de lui permettre de présenter en Corps ses supplications : elle invite tous les Prélats du dehors de se joindre à elle. Le Promoteur fait lecture d'un autre Arrêt du Parlement, qui livre aux flammes, sous les qualifications de *fanatique* & de *séditieux*, la Lettre qui fait partie des *Actes de l'Assemb.*, adressée à tous les Evêques : nouvel article que l'Assemb. joint aux supplications. La Compagnie, à laquelle s'étoient joints les Prélats du dehors, se rend à Versailles : M. l'Archev. de Toulouse porte la parole : discours de ce Prélat. Le Roi répond, qu'il *assemblera incessamment son Conseil sur des objets si importants, & que connaissant son zèle pour soutenir les intérêts de la Religion, le Clergé ne doit point douter de sa justice*. T. VIII, p. 1376 jusqu. 1382.

Le Parlement ayant méconnu, dans son Arrêt contre les *Actes*, la compétence des Assembl. du Clergé dans les affaires spirituelles, l'Ass. a présenté à Sa Majesté un Mémoire où ce droit est établi : le Mémoire est présenté aussi à Mgr. le Dauphin. T. VIII, p. 1382, 1383. *Le Mémoire*, P. Just. p. 435 & suiv. *On en donne ailleurs le précis*.

Par une Lettre à M. l'Archevêq. de Reims, le Roi annonce qu'il a cassé les Arrêts du Parlement des 4 & 5 de Septembre ; qu'il est résolu de calmer les alarmes que le Clergé a pu concevoir sur l'exécution des Déclarations de 1754 & 1756, dont la dernière surtout, bien entendue, a pour principe de rétablir la tranquillité, si nécessaire

XXXXX

Voyez Assemb. Gén., p. 272 & f.

au bien & à la gloire de la Religion ; qu'enfin, il désapprouve tout ce qui s'est passé à Saint Clond. T. VIII, p. 1383.

M. l'Archev. de Tours fait lecture d'une Lettre, où on lui fait part des informations que le Procureur du Roi du Présidial du Mans avoit commencées au sujet de la distribution des *Actes* dans le Dioc., conformément aux ordres de M. le Procur. Génér. du Parlement de Paris. L'Ass. prie M. l'Archev. de Toulouse de faire un article particulier de représentations, qui sera ajouté à ceux que M. l'Archev. de Reims devoit porter au Roi & la part de la Compagnie. Par cet article, dressé sur le champ, le Clergé représente qu'il ne peut voir, sans les plus vives alarmes, les informations ordonnées par le Parlement de Paris ; ... que ces informations, & particulièrement celles qui se continuent à Chauni, jettent la consternation parmi les Ecclésiastiques, les éloignent de leurs fonctions, &c. T. VIII, p. 1386, 1387.

Il est fait lecture de deux Arrêts du Conseil, dont l'un impose un silence absolu & provisoire sur toutes les disputes concernant les droits de la Puissance Ecclésiastique & de la Puissance Temporelle ; & l'autre supprime un Requisitoire du sieur de Castillon, Avocat-Général au Parlement d'Aix, contre les *Actes*. Nouveaux objets de représentations au Roi sur lesdits Arrêts. 1°. Combien il eût été à désirer que Sa Majesté eût daigné communiquer ses volontés à l'Assemblée, avant de les rendre publiques. 2°. Combien il seroit affligeant pour le Clergé, qu'on pût croire que l'insuffisance des *Actes*, ou le silence des Evêques sur les droits de la Puissance Temporelle, ont forcé Sa Majesté à y suppléer par son Arrêt du Conseil, & à renouveler l'enseignement des propositions de 1682. 3°. Combien il sera facile aux Magistrats d'abuser du silence ordonné par son Arrêt, & de l'étendre même aux *Actes*, dont plusieurs Parlements, & notamment celui d'Aix, ont défendu le débit & la publication, sans que leurs Arrêts aient été cassés, &c. 4°. Que le Clergé auroit espéré, qu'aux motifs de suppression du Requisitoire allégués dans l'Arrêt, Sa Majesté eût ajouté la censure que le Requisitoire fait des *Actes*, la nature des principes révoltants qu'il contient, & les autres raisons exposées dans la Requête des Agents. L'Assemb.

a en conséquence présenté un Mémoire au Roi concernant tous ces objets, auquel Sa Majesté a répondu article par article. T. VIII, p. 1387, 1388. Le Mémoire, P. Just. p. 442 & s. La réponse, p. 450, 451.

La réponse remise à l'Assemb., il a été délibéré que Mrs. de la Jurisdiction s'en occuperoient, & feroient part à l'Assemb. de leurs réflexions. Conformément aux articles proposés par le Bureau, il a été arrêté de faire registre de la réponse, & de représenter de nouveau à Sa Majesté, qu'aux motifs de confiance que donne à l'Assemb. la dernière réponse de Sa Majesté, elle voudra bien joindre les témoignages publics & solennels de protection que mérite un ouvrage revêtu du commun consentement du Clergé du Royaume ; que la première marque de cette protection, est la cassation des Arrêts des Parlements au sujet des *Actes*, qu'indépendamment de ce premier acte de justice, le Clergé ose espérer, que S. M. interdira aux Tribunaux la connoissance de toutes les affaires relatives aux *Actes*.

Lesdits articles de représentations remis au Roi, par M. l'Archevêque de Reims, Sa Majesté a paru très-disposée à donner au Clergé toute la satisfaction qu'il est en droit d'attendre de sa Religion & de sa justice. T. VIII, p. 1389, 1390, 1391.

M. l'Archev. de Reims propose à la Compagnie de faire de nouvelles instances auprès du Roi, pour obtenir la cassation des Arrêts rendus par divers Parlements, contre les *Actes* de l'Ass., & s'assurer de plus en plus de la protection de Sa Majesté, contre les entreprises que pourroient faire à l'avenir les Tribunaux séculiers en cette matière : en conséquence, il a fait lecture d'une protestation dressée à cet effet : l'acte a été approuvé ; & il a été délibéré qu'il seroit inséré au Procès-verbal, & présenté au Roi par M. le Président, qui emploiera ses bons offices pour en assurer le succès. T. VIII, p. 1391, 1392.

Autres articles concernant la Religion.

1°. Sur la représentation de M. l'Evêque de Cahors, l'Ass. arrête d'écrire une Lettre au Roi, pour supplier Sa Majesté de lever les obstacles qui empêchent M. l'Archev. de Paris d'assister à ses délibérations. La Lettre est dressée & présentée au Roi. La réponse ver-

bale qu'en prend & bération. Lettre à S. termes. feils que Paris, m'auroient & Je ne lui & je le ve T. VIII, Lettres &

2°. L'A. Toulouse tructif, p. des du C montran 62, au su & 1756. chevéque calmer les concevoir Il désappr tout ce q Le Mémo est présent 1393. Le suiv. La L p. 1383.

3°. Au au sujet d bannis. T. P. Just. p.

La répo minerai pl ire les Pr peuvent m que le Cler je me por sentir les plusieurs p prouver la déterminer que lorsque ment rétabi quels ils ét p. 476.

L'Ass. em cles de rep vivement dulgence, Sa Majesté ble annon contre les tamment r bien éloig de ces Pr voueroient pourroient norer leur reillement

bale qu'en reçoit la Compagnie, la surprend & l'afflige. Par une autre délibération, l'Assemb. écrit une nouvelle Lettre à Sa Majesté, qui répond en ces termes. *Je ne peux pas changer les conseils que j'ai donnés à l'Archevêque de Paris, même par intérêt pour lui, & qui auroient dû être ignorés par l'Assemblée. Je ne lui ai pas défendu de s'y rendre, & je le verrai sans peine user de son droit.* T. VIII, p. 1511, 1512, 1513, 1514. *Lettres & réponse, P. J. p. 528 & f.*

2°. L'Assemb. prie M. l'Archev. de Toulouse de dresser un Mémoire instructif, pour rappeler les justes demandes du Clergé, énoncées dans les Remontrances des Assemb. de 1758, 60, 62, au sujet des Déclarations de 1754 & 1756. Dans une Lettre à M. l'Archevêque de Reims, le Roi promet de calmer les alarmes que le Clergé a pu concevoir sur ces deux Déclarations. Il désapprouve dans cette même Lettre tout ce qui s'est passé à Saint-Cloud. Le Mémoire sur les deux Déclarations est présenté au Roi. T. VIII, p. 1392, 1393. *Le Mémoire, P. Just. p. 452 & suiv. La Lettre de Sa Majesté. T. VIII, p. 1383.*

3°. Autre Mémoire lu dans l'Ass., au sujet des Ecclésiastiques décrétés & bannis. T. VIII, p. 1393. *Le Mémoire, P. Just. p. 456.*

La réponse est en ces termes. *J'examinerai plus particulièrement ceux d'entre les Prêtres décrétés ou bannis, qui peuvent mériter de ma part l'indulgence que le Clergé réclame en leur faveur, & je me porterai volontiers à leur en faire sentir les effets : mais comme il en est plusieurs parmi eux, dont je n'ai pu approuver la conduite, je ne pourrai me déterminer à accorder le retour de tous, que lorsque la tranquillité sera entièrement rétablie dans les Diocèses dans lesquels ils étoient employés.* T. VIII, P. J. p. 476.

L'Assemb., dans de nouveaux articles de représentations, témoigne être vivement affligée de l'expression d'indulgence, employée dans la réponse de Sa Majesté ; que cette expression semble annoncer des Lettres d'abolition contre lesquelles le Clergé avoit constamment réclamé ; & que l'Assemb. est bien éloignée de demander, en faveur de ces Prêtres, une grace qu'ils désavoueroient eux-mêmes, & dont ils ne pourroient profiter sans trahir & déshonorer leur caractère : le Clergé est pareillement alarmé des délais & des ré-

serve que Sa Majesté paroît vouloir mettre au retour de plusieurs de ces Prêtres, qui n'ont fait que se conformer aux ordres & aux intentions connues de leurs Evêques, &c. T. VIII, p. 1413, 1414.

4°. Autre Mémoire au Roi sur les entreprises des Protestants. *Voyez Protestants, n°. XX, Ass. de 1765.*

5°. Autre Mémoire sur la matière des immunités personnelles des Evêques. *Voyez Evêques, §. X.*

6°. Autre Mémoire sur le rétablissement des Conciles Provinciaux. *Voyez Conciles Provinciaux, an. 1765.*

7°. La Commission fait un rapport qui a été suivi d'une délibération de l'Assemb., au sujet du rétablissement de la discipline & de l'observation régulière dans l'état Religieux. *Voyez Monastères, §. II, n°. II.*

Réponse du Roi aux différents Mémoires présentés par l'Assemblée de 1765.

M. l'Archevêq. de Reims, avec les deux plus anciens Archevêques, sont mandés à Versailles, pour apprendre de Sa Majesté même ses intentions sur tous les objets que le Clergé lui avoit remis sous le. 1°. Cette réponse du Roi regarde, 1°. l'Arrêt de son Conseil, où il rappelle les dispositions des Edits de 1682 & 1695, chers au Clergé. 2°. L'Arrêt de suppression du Requiritoire de M. de Castillon, Avocat-Général d'Aix.

3°. L'exécution de la Loi du Formulaire. 4°. La fourniture due à la Constitution. 5°. La conformité de conduite au Bref de Benoît XIV. 6°. Les procédures faites contre les Prêtres décrétés, & l'indulgence à user à l'égard de plusieurs. 7°. L'emploi des Jésuites dans le Ministère. 8°. La convocation des Conciles Nationaux & Provinciaux, quand les circonstances le permettront ; quant au Concile de la Province de Narbonne, au sujet de l'Evêque d'Alais, le Roi, en désapprouvant la conduite de ce Prélat, ne juge pas à propos d'en permettre la convocation. 9°. Les immunités personnelles des Evêques. 10°. L'impression des mauvais livres. 11°. La Déclaration de 1724, au sujet des Protestants. 12°. La délibération de l'Ass., par rapport aux Religieux, que S. M. approuve en tout. T. VIII, p. 1412. *La réponse, P. J. p. 475 & f.*

Cette réponse du Roi est examinée au Bureau de la Jurisdiction. Le rapport fait, l'Assemb., conformément à l'avis du Bureau, délibère & arrête plusieurs

XXXXX 2

articles de représentations, sur la réponse du Roi aux différents Mémoires de l'Assemblée; articles qui seront insérés dans le Procès-verbal, & de prier M. l'Archev. de Reims de les présenter au Roi; ces articles ont pour objet:

1°. Le terme d'*indulgence* employé dans la réponse du Roi, au sujet des Prêtres décrets. 2°. Les délais & réserves que Sa Majesté paroît vouloir mettre au retour de plusieurs de ces Prêtres. 3°. Le renvoi des Jésuites, les accusations atroces intentées contre eux, & les Arrêts des Parlements, sous l'anathème desquels ils gémissent. 4°. L'audace & les entreprises des Protestants dans plusieurs Diocèses. 5°. La multiplicité des mauvais livres, dont le cours ne pourra être efficacement arrêté, que lorsque le Roi voudra bien donner aux Evêques la même part dans cette administration, que leur ont donnée les Rois Prédécesseurs dans le siècle du Luthéranisme. 6°. Le rétablissement de la régularité, dans les Congrégations Religieuses, par le recours au Saint-Siège, pour les Congrégations exemptes. T. VIII, p. 1413 jusqu'à 1416.

Sur l'article concernant les Prêtres décrets. *Voyez* *suprà*. Sur les autres articles. *Voyez* les mots qui y répondent.

VI. Affaire de l'Eglise & de la Religion en l'Assemblée de 1770.

M. l'Archev. de Toulouse, Chef du Bureau de la Jurisdiction, présente & fait lecture à l'Assemblée d'un projet de Lettre au Roi, pour le retour des Prêtres décrets & bannis. Ce projet est approuvé unanimement, & il est arrêté de l'insérer au Procès-verbal. On prie M. l'Archev. de Reims de remettre la Lettre au Roi, & de l'appuyer. Le Mémoire qui y est annoncé, pouvant engager dans des détails peu connus aux Commissaires, les Agents ont été chargés de prendre auprès des Evêques tous les éclaircissements qu'il leur sera possible de se procurer, sur l'état des Prêtres décrets ou bannis, ou sur la cause, la durée & la forme de leur proscription. T. VIII, p. 1811, 1812. P. Just. p. 561.

Ces éclaircissements ayant été renus, la Commission dresse le Mémoire, où, sans entrer dans des discussions approfondies de chaque fait, on tâche d'exposer avec tout l'intérêt qu'inspire le sort de ces malheureux Prêtres, les motifs les plus capables d'attirer sur

eux les regards bienfaisants du Souverain. L'Assemblée approuve unanimement ce Mémoire: elle prie M. l'Archev. de Reims de le présenter à Sa Majesté, & de la supplier, avec toutes sortes d'instances, d'y avoir égard. T. VIII, p. 1812, 1813. P. Just. p. 562 & suiv.

Réponse du Roi. *L'Assemblée doit être persuadée du désir que j'ai de l'obliger, ... mais il est de ma prudence de choisir les moments & les circonstances: l'Assemblée ne voudroit pas elle-même, qu'en précipitant les témoignages de ma bonne volonté, je les rendisse moins utiles, & fisse naître de nouvelles difficultés.* T. VIII, P. Just. p. 565.

L'Assemblée, vivement affligée des délais que cette réponse du Roi sembloit mettre aux effets de sa bonne volonté, délibère de faire de nouvelles représentations pour obtenir le retour des Prêtres avant la séparation de l'Assemblée, & de faire une députation au Roi à ce sujet. Ces nouvelles représentations sont rédigées dans un nouveau Mémoire, unanimement adopté, inséré au Procès-verbal, & présenté à Sa Majesté. T. VIII, p. 1813, 1814 & 1815. P. Just. p. 565, 566.

La réponse de S. M. aux Députés de l'Assemblée est, qu'elle avait adressé au Parlem. de Paris une Déclaration pour le rappel des Prêtres décrets ou bannis. La Compagnie s'empresse à accélérer l'enregistrement de cette Déclaration. T. VIII, p. 1815, 1816.

Les mauvais livres contre la Religion font encore l'objet des délibérations de l'Ass. de 1770. *Voyez* Livres.

Elle s'occupe aussi des entreprises des Protestants. *Voyez* Protestants.

VII. Affaire de l'Eglise & de la Religion dans l'Assemblée de 1775.

D'après différents rapports faits dans cette Assemblée, par M. l'Archevêque de Toulouse, sur l'affoiblissement de la Religion & des mœurs, occasionné par la multiplicité des mauvais livres, l'Assemblée a employé trois moyens pour venir au secours de la Religion.

1°. Le recours au Roi, par de sages & fortes Remontrances: 2°. l'Instruction, par un Avertissement adressé aux Fidéles sur les avantages de la Religion, & les effets pernicioeux de l'incrédulité, & par la condamnation de plusieurs de ces mauvais livres: 3°. un projet de société de gens de Lettres déjà connus & de personnes capables, pour la défense de la Religion. *V. Livres, §. III.*

L'Ass. prises de sur ce sur forme de testants,

RE

Voyez

F

I. IL el me exem des Fidéles la permis c'est ce q ment des

II. Con ils porter les Relig Voyez Se

REM

§. I. Rel des re gt, e fais suivis.

I. Les chant les Rois, co clauses su sements.

Les ren des rente pour satis gratuits, qui en sen de . . . plus ancien rulaire q Mrs. les jointemen d'absence en avertis les qu'ils Paris; sav meurants ceux qui vances, que les si res ailleu roat élus Contrats

Ne pou bourseme générale

En cas nex qui aurent p

L'Ass. s'est aussi occupée des entreprises des Protestants, & a présenté, sur ce sujet, des Mémoires au Roi, en forme de Remontrances. *Voyez* Protestants, n°. XX, an. 1775.

RELIGIONNAIRES.

Voyez Protestants.

RELIQUES.

I. Il est défendu aux Réguliers, même exempts, d'exposer à la vénération des Fideles de nouvelles Reliques, sans la permission, par écrit, des Evêques: c'est ce que porte l'article 10 du Règlement des Réguliers. T. III, P. J. p. 31.

II. Comment les Réguliers peuvent-ils porter aux malades qui le désirent, les Reliques qui sont dans leurs Eglises? *Voyez* Sépultures, §. I.

REMBOURSEMENTS.

§. I. Remboursements des capitaux des rentes constituées sur le Clergé, en conséquence des emprunts faits pour acquit des Dons-gratuits.

I. Les délibérations du Clergé touchant les Dons-gratuits accordés à nos Rois, contiennent ordinairement les clauses suivantes, au sujet des remboursements.

Les remboursements des principaux des rentes constituées sur le Clergé, pour satisfaire au paiement des Dons-gratuits, seront faits suivant les états qui en seront arrêtés par M. l'Archev. de , & en cas d'absence, par le plus ancien Archevêque ou Evêque titulaire qui se trouvera à Paris, & par Mrs. les Agents-Généraux, tant conjointement que séparément, en cas d'absence de l'un desdits sieurs Agents, en avertissant les Rentiers aux domiciles qu'ils auront élus en cette Ville de Paris; savoir, pour ceux qui y sont demeurants, un mois auparavant, & pour ceux qui sont demeurants dans les Provinces, deux mois auparavant; sans que les significations puissent être faites ailleurs qu'aux domiciles qu'ils auront élus en cette ville de Paris, par les Contrats de constitution.

Ne pourront être faits lesdits remboursements qu'au Bureau de la recette générale à Paris.

En cas qu'il se présente des personnes qui aient besoin des sommes qu'ils auront prêtées, l'Assemblée, pour fa-

ciliter le commerce desdites rentes, donne pouvoir à, &c. (les mêmes que ci-dessus) de prendre les mêmes sommes à constitution des nouvelles rentes, au même denier, pour être employées au rachat des rentes de ceux qui voudront être remboursés, jusqu'à concurrence d'icelles, aux mêmes clauses, &c., à la charge, & non autrement, qu'il sera porté par les nouveaux Contrats de constitution; que l'emprunt sera fait pour payer un créancier du Clergé, & que dans les quittances que le créancier fournira, il sera fait mention, que ce sera des mêmes deniers qui auront été empruntés de celui à qui on aura passé le nouveau Contrat; afin que celui qui aura prêté pour le remboursement, soit subrogé aux droits de celui qui aura été remboursé.

Les remboursements faits par la voie de reconstitution, se feront au profit du nouveau créancier, par un acte distinct & séparé de la quittance de remboursement. *Voyez* le premier Supplément de la Table ad calcem, n°. I.

II. Les quittances de remboursement des rentes constituées sur le Clergé, sont exemptes du droit de Contrôle. *Voyez* Contrôle, §. II, n°. V.

III. En l'Assemb. de 1745, M. l'Archevêque de Tours fait observer, qu'il avoit été jusqu'alors d'usage, que les quittances des remboursements des rentes fussent passées par tels Notaires que les créanciers du Clergé vouloient choisir, & qu'il leur étoit payé cinq livres par mille liv. de capital; que le sieur Bronod, Notaire du Clergé, s'offroit à les passer pour trois livres, si on vouloit les réunir à son étude. Sur quoi, il a été unanimement délibéré, qu'à l'avenir toutes les quittances de remboursement à faire par le Clergé, seront passées pardevant M. Bronod; qu'à cet effet le Receveur-Général en insérera une clause dans les avertissements qu'il donnera aux créanciers; que ledit Bronod sera tenu de faire décharger les minutes des Contrats à ses frais, & gardera minute des quittances de remboursement, & qu'il ne lui sera payé, pour tout honoraire, que trois liv. par mille liv. T. VII, p. 2015.

IV. En l'Assemb. de 1725, M. l'Ev. de Soissons propose un arrangement pour le remboursement des créanciers des nouvelles impositions: sur quoi, l'Ass. délibère & arrête, que, suivant l'usage, les états des remboursements des capitaux empruntés en 1710, 1711,

1715, seront signés par l'ancien des Prélats se trouvant à Paris, & par Mrs. les Agents. L'Ass. déclare, en même temps, qu'elle souhaite que, dans ces états, la préférence soit donnée, 1°. aux Diocèses propriétaires de quelques-unes de ces constitutions; 2°. aux Communautés Séculières & Régulières, & tous autres établissements d'œuvres pies; 3°. aux anciens Propriétaires des rentes de cette nature. L'Assemb. a aussi déclaré, que lesdites Communautés & autres établissements d'œuvres pies, ne pourront recevoir leurs remboursements que sur l'avis des Evêques, afin que le emploi soit fait au profit desdites Communautés & établissements. L'Assemb. s'en rapportant au surplus à la prudence de Mrs. les Agents. T. VII, p. 385 & f.

Sur la demande de M. l'Archevêque d'Embrun, l'Ass. accorde la préférence dans les remboursements en faveur de l'Hôpital & de l'Eglise d'Embrun. T. VII, p. 385.

V. En l'Ass. de 1730, M. l'Archev. de Rouen, Chef de la Commission, propose à l'Ass. de prendre une délibération pour faire des remboursements sur les emprunts depuis 1636, jusques & compris 1705, pour le remboursement desquels le Clergé n'avait fait jusqu'alors aucun fonds. Il a proposé à l'Ass. de préférer dans ces remboursements les Séminaires, les Communautés Religieuses de filles, constitués sur lesdits emprunts, & les créanciers du Clergé constitués avant 1710. Il a ajouté, que les nouveaux créanciers de 1710 ne méritoient aucune faveur du Clergé; mais que les anciens créanciers, les Séminaires & les Communautés qui avoient réduit leurs rentes du denier douze & du denier seize au denier vingt, du denier vingt au denier vingt-quatre, du denier vingt-quatre à trois pour cent, & enfin, au denier cinquante, souffroient par le discrédit où la réduction au denier cinquante avoit mis ces contrats; que le seul moyen de leur donner quelque valeur, étoit de faire envisager l'espérance d'un remboursement. Après l'avis de la Commission proposé, & conformément à icelui, l'Assemb., après avoir oui un autre rapport sur l'état des Diocèses qui sont sortis de la caisse générale, a délibéré & arrêté, que les impositions, tant pour le paiement des intérêts, que le remboursement des capitaux des emprunts de 1711, 1715,

1723, subsisteront, suivant & conformément aux délibérations des Assemblées précédentes, autorisées par Lettres Patentes.

Que l'imposition de 100000 liv., ordonnée dans l'Assemb. de 1725, pour le remboursement des Officiers Provinciaux des décimes, supprimés en 1719, sera continuée.

Que dans la présente Assemblée, il sera fait une imposition de 2000000 de liv., savoir, 1750000 liv. pour rembourser pareille somme des capitaux des contrats des emprunts faits depuis & non compris 1636, jusques & compris les créanciers de l'emprunt de 1705, pour le remboursement desquels contrats, le Clergé n'a fait aucun fonds, & qui ont été réduits au denier cinquante; & 250000 liv. pour le remboursement des Officiers Provinciaux du Clergé, suivant l'état qui sera arrêté.

Que dans ledit remboursement des anciens créanciers du Clergé, la préférence sera accordée aux Diocèses qui se trouvent créanciers de la caisse générale du Clergé, aux Séminaires, Communautés Religieuses de filles, Hôpitaux, & aux créanciers du Clergé constitués avant 1710.

Que l'imposition de ladite somme de 2000000 de liv. n'aura lieu qu'après que le Don-gratuit accordé, dans la présente Assemblée, aura été payé; & qu'à cet effet, il sera arrêté, dans la présente Assemblée, deux départemens, les deux tiers sur celui de 1646, & un tiers sur celui de 1516; l'un de 1750000 liv., pour le remboursement des anciennes rentes ci-dessus mentionnées; l'autre de 250000 liv., pour le remboursement des Officiers Provinciaux supprimés en 1719.

Que les Diocèses qui se sont retirés de la caisse générale, par rapport auxdites impositions, retiendront leur quote-part de la somme à laquelle ils seront imposés, pour l'employer au remboursement des capitaux des emprunts par eux faits, en accordant la préférence, comme il est dit ci-dessus; & qu'ils seront tenus de justifier desdits remboursements tous les six mois, par des états & des quittances qu'ils enverront à Mrs. les Agents.

Que ladite imposition cessera après le premier terme de 1735. T. VII, p. 1021 & suiv.

VI. En l'Assemblée de 1758, M. le Président représentant, que, par les dé-

libération
rembour
gé, devo
ancien de
Paris, av
puis quel
les arrêto
seroit à p
sur l'ancie
rété. T. V

VII. En
Broglie re
sur la que
rembourse
rérages de
veur-Géné
du lieu du
celle de P
due à la su
cilié en Br
entre l'ain
tendoit av
rembourse
qui prétend
tume de P
L'affaire a
est interven
1760, qu'il
lien. Sur
avoir mure
re, a été d
ment, qui
néral sera
rembourse
le paiement
Courume
ou la Cour
934 & f.

VIII. En
les Comm
ment, font
cié, touch
rembourse
& des rent
Il s'agissoit
sur le pied
général. V
n°. IV.

IX. Op
des rentes
par de nouv
tées au den
qui en est p
relatives à
Comptes,

1965 REMBOURSEMENTS, §. I, II, III, IV, V & VI. 1966

libérations du Clergé, les états des remboursements des rentes sur le Clergé, devoient être arrêtés par le plus ancien des Prélats qui se trouvent à Paris, avec Mrs. les Agents; que, depuis quelques années, Mrs. les Agents les arrêtoient seuls; qu'il croyoit qu'il seroit à propos de remettre les choses sur l'ancien pied. Ainsi délibéré & arrêté. T. VIII, p. 664.

VII. En l'An. de 1760, M. l'Abbé de Broglie rend compte d'une difficulté, sur la question de savoir, si, pour le remboursement & le paiement des arrérages des rentes du Clergé, le Receveur-Général devoit suivre la Coutume du lieu du domicile des Rentiers, ou celle de Paris. Il s'agissoit d'une rente due à la succession d'un Rentier domicilié en Bretagne. La contestation étoit entre l'aîné mâle des Rentiers, qui prétendoit avoir droit de recevoir seul le remboursement, & M. de Saint-Jullien, qui prétendoit de son côté que la Coutume de Paris devoit seule être suivie. L'affaire ayant été portée au Châtelet, est intervenu Sentence, le 12 Mars 1760, qui condamne M. de Saint-Jullien. Sur quoi, la Compagnie, après avoir murement réfléchi sur cette affaire, a été d'avis de solliciter un Règlement, qui explique si le Receveur-Général sera tenu à l'avenir, soit pour le remboursement des capitaux, soit pour le paiement des arrérages, de suivre la Coutume du domicile des Rentiers, ou la Coutume de Paris. T. VIII, p. 934 & s.

VIII. En l'Assemb. de 1765, Mrs. les Commissaires du nouveau département, font un rapport très-circonstancié, touchant les fonds destinés aux remboursements des anciennes rentes, & des rentes des offices Provinciaux. Il s'agissoit de régler ces impositions sur le pied du nouveau département général. Voyez Départements, §. III, n°. IV.

IX. Opération du remboursement des rentes au denier vingt, lesquelles par de nouveaux contrats ont été portées au denier vingt-cinq. Le bénéfice qui en est provenu au Clergé. Pièces relatives à cette opération. Voyez Comptes, §. II, an. 1770.



§. II. Remboursements des dettes & emprunts des Diocèses pour le rachat de leur quote-part des impositions à cause des Dons-grat.

Voyez Diocèses, §. III & IV.

§. III. Remboursement & liquidation des dettes & rentes passives du Clergé-Général & des Diocèses, ordonnés par Arrêt du Conseil & exécutés par la Commission des Prélats, nommée par Arrêt du Conseil, en 1719.

Voyez Rentes liquidées & remboursées.

§. IV. Remboursement des offices de Receveurs & Contrôleurs Provinciaux, des Receveurs Diocésains des décimes, ordonné par le même Arrêt & exécuté par ladite Commission.

Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. 1, an. 1719, 1723, 1725.

§. V. Remboursement des Officiers Provinciaux des décimes, ordonné par l'Assemblée de 1725.

Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. 1, an. 1725.

§. VI. Remboursements des offices de Greffiers des insinuations ecclésiastiques; des Greffiers-Conservateurs des Registres de Baptêmes, Mariages & Sépultures; des Economes-Sequestres; des Greffiers des Domaines de gens de main-morte; des Notaires Apostoliques.

Voyez Offices.

REMI. [SAINT-]

Voyez Fêtes, n°. IV.

REMISES FAITES PAR LE ROI AUX ASS. GÉN. DU CLERGÉ.

Voyez Dons-gratuits, §. III.

REMONTRANCES DU CLERGÉ A NOS ROIS.

LES Cahiers des Assemb. du Clergé peuvent être placés parmi les Remon-

trances du Clergé faites à nos Rois.
Sur quoi *Voyez* Cahiers.

Mais on en a de plus amples qui ont été recueillies dans la nouvelle Collection des Mémoires du Clergé; savoir, dans le Volume qui a été publié en 1740, & que l'on cite souvent dans cette Table, sous le nom de *Recueil de 1740*.

La première de ces Remontrances, est celle qui a été faite au Roi Henri III, au nom de l'Assemb. de Melun, le 3 Juillet 1579, par M. de Pontac, Evêque de Bazas: la dernière comprise dans ledit Recueil, est la Remontrance faite au Roi le 10 Juillet 1680, par M. de Grignan, Coadjuteur d'Arles.

1682. Il y a eu depuis, la Remontrance faite au Roi par Mrs. les Archevêques de Paris & de Reims, en 1682, sur certaines clauses & modifications à insérer dans l'Edit de la Régale. T. V, p. 436 jusq. 443. P. J. p. 225, 226.

1715. La Remontrance faite au Roi, par le Clergé, assemblé en 1715, au sujet de la Déclaration sur le cinquantième. L'Assemb., avant de se séparer, déclare y persister. T. VII, p. 65 jusq. 92. *Voyez* Cinquantième.

1726. La Remontrance faite au Roi, par l'Ass. de 1726, au sujet de la situation présente des Diocèses: elle opère une remise de 750000 liv. T. VII, p. 621, 622, 623.

1730. La Remontrance faite au Roi, par l'Assemb. de 1730, au sujet de la Lettre écrite au Roi par M. l'Evêque de Montpellier. [Cette Remontrance, quoiqu'elle ne soit que dans la forme d'une Lettre, doit avoir lieu ici, ayant été signée par tous les Députés; ce qui n'est point observé dans les simples Lettres que les Assemb. écrivent au Roi, lesquelles ne sont signées que du Président & du Secrétaire.] T. VII, p. 1073 & f.

Autre Remontrance de la même Ass., au sujet des Arrêts de défenses du Parlement de Paris, sur la Constitution *Unigenitus*. T. VII, p. 1092 & f.

1750. Les Remontrances faites au Roi, par l'Assemb. de 1750, sur les Immunités du Clergé, tant pour ce qui concerne la liberté & gratuité de ses Dons, que son exemption de toute imposition de Dixième, Vingtième, &c. T. VIII, p. 264, 265. P. Just. p. 57 & f.

1755. Remontrances au sujet du refus des Sacrements, faites par l'Ass. de 1755. T. VIII, p. 551, 552. P. J. p. 161 & f.

1760. Remontrances de l'Assemb. de 1760,

dont les objets sont, 1°. la Constitution *Unigenitus*; 2°. la Loi du Formulaire; 3°. la Loi du silence, portée par les deux Déclarations de 1754 & 1756; 4°. l'espèce d'Inquisition que le Parlement exerçoit sur la Faculté de Théologie; 5°. les Arrêts & Jugements des Tribunaux séculiers dans les contestations d'alors; 6°. le rétablissement des Prêtres décrets; 7°. les Lettres d'abolition, par rapport à eux; 8°. le retour de l'Ev. de Saint-Pons; 9°. le Bref de Benoît XIV; 10°. les entreprises des Religieuses; 11°. les mauvais livres. T. VIII, p. 881. P. Just. p. 283 & suiv.

Remontrances de l'Assemb. de 1762, ayant pour objet, 1°. la Loi du silence; 2°. les entreprises des Parlements sur la Jurisdic. Ecclésiast.; 3°. l'affaire des Ursulines de S. Cloud; 4°. le Procès du Vicaire de S. Médard; 5°. le rappel des Ecclésiastiques décrets & bannis; 6°. les Lettres d'abolition qui les concernent; 7°. les mauvais livres; 8°. la convocation d'un Concile National, ou du moins des Conciles Provinciaux. T. VIII, p. 362 & suiv.

Lettre & Remontrances de la même Assemb. au Roi, touchant l'entreprise de quelques Parlements, au sujet des Vœux des Jésuites. T. VIII, p. 375 & suiv.

Suppliques au Roi, par l'Ass. de 1765, au sujet de l'Arrêt du Parlement de Paris, qui supprimait les Actes de l'Assemblée, concernant la Religion & de quelques autres affaires, notamment celles des Ursulines de S. Cloud. T. VIII, p. 1371 jusq. 1376.

Remontrances de la même Assemb., sur les Lettres-Patentes interprétatives de l'Edit de Décembre 1764, concernant la libération des dettes de l'Etat. T. VIII, p. 516 & suiv.

Itératives Remontrances sur le même objet. T. VIII, p. 523 & suiv.

Remontrances de l'Ass. de 1775, sur l'âge de la Profession Religieuse, tendantes à remettre cette Profession à 16 ans. T. VIII, p. 2334 & suiv. *Les Remontrances*, P. Just. n°. VI, p. 764 & f.

Remontrances de l'Ass. de 1775, sur l'affaiblissement de la Religion & des mœurs en France, par les mauvais livres, &c.; lesdites Remontrances présentées au Roi par l'Assemb. en corps. T. VIII, p. 706 & suiv.

Autres Remontrances de la même Assemblée, contre les entreprises des Protestants, présentées de même. T. VIII, p. 711 & suiv.

Mémoire

Mémoires au Roi
tifs à l'éducation
convenient
l'Edit d'ordon-
nation de
p. 771 & f.

1°. Ma-
à l'Assemb.
la réforma-
dre de S.
donner ass.
au préjudice
rété que le
Prélats en

2°. En la
présenté qu
dans une
pris d'autor
au Chœur
fut faite par
ques Mem
mandés par
compte de
vint Arrêt
l'Eglise fut
III, p. 344

3°. En
supplie Sa
sement d'U
cimes à Re
faites au Sé
lement de
l'avenir, de
positions, c
venues en c
cordé: il est
p. 134, 275
§. I.

4°. M. l'Evêque
senter une
moire, à l'A
à s'intéress
d'obtenir la
Cathédrale
M. le Cardin
d'Orléans d
près de Sa M
M. l'Evêque
d'aviser aux
réédification

R
On comp
rentes des H
de Toulouse
le Clergé.

2°. Les re
en 1636.

Table de

1969 RENNES. RENTES DE L'HOTEL-DE-VILLE. 1970

Mémoire en forme de Remontrances au Roi, sur différents objets relatifs à l'éducation publique, & les inconvénients attachés à l'exécution de l'Edit donné en 1763, pour l'administration des Colleges. T. VIII, P. Just. p. 771 & suiv.

RENNES.

1°. M. l'Evêq. de Rennes se plaint à l'Assemb. de 1621, que procédant à la réformation d'un Monastere de l'Ordre de S. Benoît, on lui auroit fait donner assignation au Grand-Conseil, au préjudice de ladite réformation. Arrêté que les Agents se joindront aux Prélats en cette cause. T. II, p. 378.

2°. En l'Assemb. de 1645, il est représenté que le Parlement de Rennes, dans une Cérémonie d'Eglise, avoit pris d'autorité les places des Chanoines au Chœur, & que sur la plainte qui en fut faite par l'Evêque de Rennes, quelques Membres du Parlement furent mandés par le Roi, pour venir rendre compte de leur action, & qu'il intervint Arrêt, par lequel l'injure faite à l'Eglise fut solennellement réparée. T. III, p. 344.

3°. En 1696, l'Evêque de Rennes supplie Sa Majesté d'ordonner l'établissement d'un Bureau Diocésain des décimes à Rennes, & que défenses fussent faites au Sénéchal de Rennes & au Parlement de Bretagne de connoître, à l'avenir, de l'affaire des décimes, impositions, comptes & contestations survenues en conséquence. L'Arrêt est accordé: il est du 2 Juin. T. VI, P. Just. p. 134, 279 & suiv. Voyez Bretagne, §. I.

4°. M. l'Evêque de Rennes fait présenter une Lettre, en forme de Mémoire, à l'Ass. de 1758, pour l'engager à s'intéresser auprès du Roi, à l'effet d'obtenir la construction d'une Eglise Cathédrale à Rennes. L'Assemblée prie M. le Cardinal, Président, & M. l'Ev. d'Orléans d'appuyer de leur crédit auprès de Sa Majesté la juste demande de M. l'Evêque de Rennes. Le Roi promet d'aviser aux moyens de subvenir à cette réédification. T. VIII, p. 712 & suiv.

RENTES.

On comprend sous ce mot, 1°. les rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé.

2°. Les rentes sur le Clergé, créées en 1636.

Table de la Coll. des P. V.

3°. Les rentes constituées sur le Clergé, depuis 1690, en conséquence des emprunts faits pour le paiement des Dons-gratuits accordés au Roi.

4°. On y rapporte l'opération & les suites de la liquidation & du remboursement des rentes sur le Clergé & de ses dettes, en 1719.

5°. La réduction des rentes sur le Clergé.

6°. Les rentes foncières établies sur les Bénéfices.

7°. Les rentes dues à l'Eglise.

CHAPITRE PREMIER.

RENTES DES HOTELS-DE-VILLE DE PARIS ET DE TOULOUSE, PRÉTENDUES ASSIGNÉES SUR LE CLERGÉ.

M. l'Abbé Chéron, dans l'Assemb. de 1675, fait un rapport très-exact & circonstancié de ce qui concerne les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, prétendues assignées sur le Clergé: il parle de l'origine de ces rentes; de la nature & de la qualité des deniers que le Clergé doit avoir de revenant-bons de ces rentes; de la procédure que l'on a tenue pour parvenir au recouvrement de ces deniers, & de la découverte que l'on a faite des sommes qui doivent lui revenir, dont voici le précis. T. V, p. 192 juſq. 215.

§. I. Origine de ces rentes: différents Contrats pour leur création ou renouvellement: délibérations & conduite du Clergé à cet égard.

1. Contrat de Poiſſi & Contrats qui l'ont ſuivi juſqu'à l'Assemblée de Melun: leur nullité.

En l'Assemblée de Poiſſi, en 1561, au mois d'Octobre, il fut paſſé Contrat, par lequel le Clergé s'obligea de retirer, dans les ſix années ſuivantes, les Domaines, Aides & Gabelles du Roi, engagés hors la Ville de Paris, moyennant la ſomme de 1600000 l. par chaque année; & après ces ſix années, de racheter le Domaine engagé, pour la ſomme de ſept millions cinq cents ſoixante & tant de mille livres, dans le terme de dix ans, moyennant la ſomme de 1300000 liv. par chacune des dix années, pour remettre Sa Majesté en poſſeſſion & jouiſſance deſd. Aides & Gabelles.

Yyyy

En 1567, après les six premières années passées, le Clergé demanda de s'assembler, pour savoir quel emploi on avoit fait de ses deniers, & il se trouva, qu'encore qu'il eût satisfait de sa part à la levée des 1600000 liv., par chaque année, il n'avoit été fait aucun rachat des Domaines du Roi; mais que la somme avoit été divertie & employée ailleurs. Le Clergé demanda & obtint d'être tenu quitte du rachat qui avoit dû être fait, comme s'il l'avoit effectivement été: il renouvella son engagement envers l'Hôtel-de-Ville, pour racheter en dix ans les sept millions & tant de mille liv. que le Roi lui devoit, moyennant la somme de 1300000 liv. par chacune des dix années; il fit même un présent de plus au Roi de 700 & tant de mille liv.

Mais s'il y avoit eu auparavant du mauvais ménage, il ne fut pas meilleur après. Le Roi s'appropriâ ce qui devoit être employé au rachat desdites rentes; il ne se contenta pas même de prendre l'ordinaire qui se levoit, il engagea le surplus, dont il fut fait de grandes plaintes aux Etats de Blois; mais comme les dix ans n'étoient point encore finis, cela demeura jusqu'à l'Ass. de Melun. T. I, p. 324, 325. Voyez Dons-gratuits, §. III, an. 1561, 1567.

M. Chéron prouve, que le Contrat de Poissi étoit manifestement nul; 1°. parce que l'Assemb. de Poissi étoit seulement pour le fait de la Religion, & les Députés qui étoient à cette Assemb., n'avoient aucun pouvoir de traiter des affaires temporelles, & de s'obliger à payer les dettes du Roi; 2°. parce que ces Députés avoient donné plus que le Roi ne leur avoit demandé: il est constant que le Roi ne demandoit au Clergé que deux millions & demi, & ils s'obligeoient d'en payer plus de douze. T. V, p. 193, 194.

Néanmoins ce Contrat nul a été le commencement des Contrats de constitutions de rentes, que l'on paie encore aujourd'hui. Ces Contrats & constitutions sont au nombre de seize, à compter depuis 1561, jusqu'à l'Ass. de Melun. En voici l'état.

En 1561, 100000 l.

En 1561 & 1563, 100000 l.

En 1564, 75000 l.

En la même année 1564, 60000 l.

En 1566, 25000 l.

En la même, 50000 l.

En 1567, par deux Contrats, a été constitué 54000 l.

En 1567 & 1568, 58333 l. 6 s. 8 d.

En 1568, 100000 l.

En la même année, 75000 l.

En 1570 & 1571, 100000 l.

En 1571, 30000 l.

En 1572 & 1573, 100000 l.

En 1573 & 1574, 150000 l.

En 1574, 12000 l.

Toutes ces seize constitutions se montent à la somme d'un 1189333 l. 6 s. 8 d.

Sur quoi, M. Chéron fait observer une erreur de l'Assemb. de Melun, qui paroît avoir fait monter ces rentes à la somme d'un 1206322 liv. 12 s. A la vérité, outre ces seize constitutions, il falloit payer encore 4000 l. de rente à l'Hôtel-de-Ville de Toulouse; quelques gages aux Receveurs de ces Hôtels-de-Ville, montant pour Paris à 10000 liv., & pour Toulouse à 195 l. 12 s. 6 den.; de sorte que toutes ces sommes ensemble ne revenoient qu'à 1203328 liv. 19 s. 2 den., & ainsi il y avoit 2793 liv. 12 s. 10 den., que le Clergé payoit de trop, & cette erreur a continué jusqu'en 1615.

Sur tous les Contrats dont on vient de parler, M. Chéron fait deux observations importantes; savoir, qu'ils sont nuls, & d'ailleurs légitimement acquittés. 1°. Ils sont nuls; on a prouvé déjà la nullité du Contrat de Poissi: la nullité des autres paroît évidente, d'abord en ce qu'ils ont été faits sans aucun consentement du Clergé; ensuite, sur ce que ces constitutions ont été faites sur un fonds qui étoit donné seulement pour un temps: car en supposant même le Contrat de Poissi valable, il est constant que les 1600000 liv., sur quoi ces constitutions avoient été faites, n'avoient été accordées que pour six ans.

2°. M. Chéron prouve, (& c'est sa seconde observation) que tous ces Contrats sont acquittés: il en fournit les preuves à l'égard de chacun de ces Contrats en particulier. T. V, p. 193 jusqu'à 199.

M. Chéron n'excepte point les Contrats de 1567 & 1568, quoique passés dans une Assemb. du Clergé. Les Prélats & autres Ecclésiastiques qui composoient cette Assemblée, quoiqu'il y en eût de toutes les Provinces, n'avoient aucun pouvoir légitime: on avoit ramassé simplement toutes sortes de personnes, qui se trouvoient à Paris, des Provinces du Royaume. T. V, p. 198.

Aux l.
Décemb.
se préfé.
& expo.
du Cler.
fait sign.
n'avoient
pensassent
de leurs
il prie, e.
tres Syn.
ver mau.
leurs ren.
portées p.
saisir le
leur étoit
eu des m.
en prison.
ci répon.
saisir les
l'obligati.
ficiers. Il
présenter
cette obl.
de l'acqui.
toit le dé.
défaut, d.
Clergé. C.
Clergé &
attendu l.
cause le P.
le Clergé
les Procès
jet, à que
ait aucun
ner, que
requête d.
pas lieu.
donne la
fend de p.
jusqu'à ce
tirement d.
T. V, ad
quité du C.
Sur la p.
par ladite
Ets de B.
des biens d.
tutions pa.
près du C.
Temporel

II. Affaire

Avant q.
ces se rend
les revenu
faute de p.
là-dessus,
en main-lev.
peu favorab

Aux Erats de Blois, en 1576, le 28 Décembre, le Prévôt des Marchands se présente à la Chambre du Clergé, & expose, que les Syndics-Généraux du Clergé s'étoient cassés, & avoient fait signifier à l'Hôtel-de-Ville, qu'ils n'avoient plus charge du Clergé; qu'ils pensassent à se faire désormais payer de leurs rentes, comme ils aviferoient: il prie, en conséquence, de créer d'autres Syndics, ou bien de ne pas trouver mauvais, si, pour l'assurance de leurs rentes, ils ussoient des rigueurs portées par leurs Contrats, & faisoient saisir le temporel de l'Eglise, vu qu'il leur étoit dû 850000 livres. Il y avoit eu des menaces aussi, de faire mettre en prison le Recev. Gén. A quoi celui-ci répondoit, qu'en ce cas, il feroit saisir les revenus des Diocèses, attendu l'obligation solidaire de tous les Bénéficiers. Il fut arrêté par l'Assemb. qu'on présenteroit au Roi une Requête contre cette obligation solidaire; & à l'égard de l'acquit de la dette, le Clergé rejettoit le défaut de paiement sur ce même défaut, de la part du Roi, vis-à-vis le Clergé. Quant aux saisies des biens du Clergé & aux clauses des Contrats, attendu l'intérêt qu'avoient en cette cause le Parlement & l'Hôtel-de-Ville, le Clergé supplie S. M. d'évoquer tous les Procès mus & à mouvoir sur ce sujet, à quelque autre Parlement qui n'y ait aucun intérêt; & cependant ordonner, que la saisie générale, faite à la requête des Sieurs de la Ville, n'aura pas lieu. Le Roi, par sa réponse, ordonne la main-léevée de la saisie, & défend de procéder à de nouvelles saisies, jusqu'à ce que par S. M. il en soit autrement ordonné. T. I, p. 102, 103. T. V, *ad calcem*, p. 52 & suiv. *La Requête du Clergé au Roi. Ibid.* p. 55.

Sur la protestation & le serment fait par ladite Chambre Ecclesiastique des Erats de Blois, contre les aliénations des biens d'Eglise, Contrats & constitutions passés sans le consentement exprès du Clergé. *Voyez* Aliénations du Temporel, §. II, n°. VI.

II. Affaire des rentes de la Ville, en l'Assemblée de Melun.

Avant que les Députés des Provinces se rendissent à Melun pour l'Ass., les revenus de plusieurs Bénéficiers, faute de paiement, avoient été saisis: là-dessus, Requête présentée au Roi, en main-léevée de ces saisies: réponse peu favorable de Sa Majesté: instances

auprès de M. le Garde des Sceaux, pour représenter la Requête au Conseil; instances inutiles. T. I, p. 114.

C'est dans l'Assemblée de Melun que l'affaire des rentes de l'Hôtel-de-Ville a été principalement & vivement agitée: on y fait lecture, en différentes séances, de tous les Contrats, depuis le Contrat de Poilli, jusques & compris le Contrat de 1575. Tous ces Contrats sont rapportés sommairement. T. I, p. 150, 151.

L'Assemblée, après de longues conférences & de vives discussions avec les Sieurs du Conseil & de l'Hôtel-de-Ville, sur la validité de ces Contrats, & après que Sa Majesté eut prononcé contre le Clergé, en le condamnant au paiement des rentes contestées, elle fit un acte de désaveu & de protestation, qui fut signifié aux Sieurs de la Ville de Paris, & à tous autres qu'il appartiendrait. L'acte porte, qu'encore que, de droit, & à la rigueur, aucun des Contrats passés avec l'Hôtel-de-Ville, ne pût valablement les obliger, par les défauts des solemnités essentielles qui sont en eux, néanmoins reconnoissant les uns, à savoir, ceux faits ou confirmés par l'Assemb. de 1567, comme ayant plus d'apparence, ils veulent bien les tenir; mais qu'ils en prétendent l'obligation finie, les arrérages & le fort principal en ayant été acquittés; offrant néanmoins, à cet égard, de venir à compte avec ceux de l'Hôtel-de-Ville. Quant aux autres Contrats faits depuis 1567, ils les désavouent & improuvent, comme Contrats par lesquels ils ne peuvent aucunement être obligés, pour avoir été faits par personnes privées, sans pouvoir ou Procuration du Clergé, & pour plusieurs autres bonnes raisons à déduire en temps & lieu; faisant savoir & notifier, par le présent acte, qu'ils ne peuvent approuver & n'approuveront jamais lesd. Contrats; déclarant, que tous les paiements qu'ils pourroient faire ci-après, seront, outre le gré & volonté du Clergé, & comme forcés & contraints, pour éviter les dommages & pertes qui pourroient leur en venir. T. I, p. 151 & suiv., 183, 184. *L'Acte*, P. Just. p. 59.

L'Assemb. joint à cet acte de désaveu des Contrats & obligations prétendues contre le Clergé, une ratification de la protestation faite par le Clergé, en l'Ass. des Erats-Généraux, tenus à Blois pour l'immunité des biens d'Eglise. T. I, p. 176. P. J. p. 56.

Yyyyy 2

Le désaveu signifié à Mrs. de la Ville, ils se répandent en menaces & en plaintes: le Parlement rend un Arrêt qui constitue prisonniers, dans leurs maisons, les Députés de l'Assemb.: le Roi par une Lettre blâme la démarche de la Compagnie, & cependant il casse l'Arrêt du Parlement. T. I, p. 199, 200, 201.

Le Roi & son Conseil insistoient toujours sur le paiement total des rentes: l'on demandoit 1400 mille liv. par an, & en outre que le Clergé payât les arrérages dus à l'Hôtel-de-Ville, & les différentes parties assignées sur le Clergé montant à 900 mille liv.: ordre du Roi à cette fin, avec menaces, que si l'on n'y consentoit pas, il fau- roit bien faire payer. Embarras de l'Assemblée: elle résout de demander congé à S. M.: nouvelles instances de S. M. pour avoir les 1400 mille liv.: indéci- sion de l'Assemb.: conditions dont elle desir d'être éclaircie avant de dé- libérer: conférences sur lesdites con- ditions avec Mrs. du Conseil, qui n'ap- prouvent pas celles proposées par l'Ass.: instances de la Compagnie pour se re- tirer: nouvelle demande du Roi des 1400 mille liv., ajoutant qu'il les fera lever d'autorité. T. I, p. 192 jusq. 197.

Sur le rapport fait d'une conférence avec Mrs. du Conseil & Mrs. de la Ville, la résolution de l'Ass. est, de ne point se départir de deux conditions demandées; savoir, que le Clergé ne pourra être imposé sans son consente- ment donné en Assemblée-Générale, & que la clause solidaire n'aura pas lieu. Le Roi ne veut point permettre que ces conditions soient mises au Contrat: acte de Déclaration donné par l'Assemb. à cette occasion. M. de Bellievre vient à l'Ass., & lui défend, de la part du Roi, de se séparer, sans le congé de S. M. La Compagnie insiste sur les deux conditions: elle avoit of- fert déjà 1300 mille liv. par an, pour quatre années: elle est mandée chez le Roi, pour entendre la réponse & la résolution de S. M., qui se contente de 1300 mille liv. par an, pourvu qu'aux quatre années, pour lesquelles le Clergé offroit le courant des rentes, il soit ajouté deux autres années, & qu'ainsi lesdites 1300 mille liv. soient payées annuellement par le temps & espace de six ans. S. M. prioit avec très-grande instance, qu'on ne la refusât pas de cette demande, attendu qu'elle s'étoit accommodée à tout ce que la Compa-

gnie avoit voulu, & plus que la né- cessité de ses affaires ne portoit; ajou- tant aussi qu'il entendoit que toutes les Parties assignées sur le Clergé, fussent entièrement payées.

L'Assemblée s'étant retirée dans la chambre de la Reine pour délibérer, toutes les Provinces arrêterent d'ac- corder au Roi, & d'imposer sur elles annuellement ladite somme de 1300 mille liv. pour le temps & espace de six années prochaines & consécutives; à condition que pendant lesdites six années, le Clergé jouiroit des condi- tions faites en sa faveur, & portées par les Contrats de 1561 & 1567, sans toutefois aucune approbation desdits Contrats & autres prétendus par l'Hô- tel-de-Ville. Le Sgr. Cardinal de Bour- bon fut prié de porter cette délibéra- tion au Roi, & de le supplier de per- mettre que le Clergé demandât au Pape, sur cette offre, sa permission & son consentement, sans lequel la Com- pagnie ne pouvoit, sa conscience sau- ve, passer outre: S. M. l'agréa & l'ac- cepta, & permit de recourir au Pape.

Quant aux restes, il fut accordé dix ans aux Diocèses pour les payer. T. I, p. 201 jusq. 207.

A l'égard des Parties assignées sur le Clergé & les intérêts, il est convenu avec le Roi, que le Clergé paieroit en tout, un million dans dix ans. Vi- site d'adieu & de remerciement, du Prévôt des Marchands. T. I, p. 207, 208.

Les articles accordés avec le Roi, sur l'offre du Clergé, sont signés de Sa Majesté, & ensuite du Cardinal de Bourbon & de tous les Députés de l'Assemb. Commissions au nombre d'en- viron 150, accordées au Clergé: le 20 Février, le Contrat est signé par le Roi, par le Cardinal de Bourbon; il est en- suite porté à la Reine-mère, laquelle l'ayant signé, tous les Députés le signent aussi: on y prend des précau- tions contre les impositions arbitrai- res, d'après les protestations faites, tant à Blois qu'à Melun: on écrit au Pape une Lettre remise au Nonce pour demander son autorisation: les Con- trat, Edit, Lettres-Patentes & expé- ditions, sont envoyés aux Diocèses. T. I, p. 209, 210.

III. *Affaire des rentes, dans les Assemb. de 1585, 1588 & 1595.*

I. En l'Assemb. de 1585, on reprend l'affaire des rentes: le Promoteur en

donne un
un précis
proposée
prendre
rentes, il
charge &
Brieux est
le; il fait
formément
Majesté re
fares ne l
desdites re
Clergé s'en
que temps
instruits de
poursuites
Recev. Gé
vient à l'A
continuati
des arrérage
montrance
réponse de
qu'il soit p
écrit au Ro
Requête lu
de Vienne
donner sa r
ques difficu
mande, le
conforme à
bale. T. I,

Cette ré
elle délib
cune résolu
ponse aux
dant vivem
des rentes
délibération
lité des opin
au Roi des
décider de l
des Contrats
en attendant
cessité des
l'aider au pa
Clergé se ch
& tant de m
lesquels l'aff
& ce moye
d'accorder
devant prop
de Bellievre
rages tant p
Contrat de
Diocèses aff
pour la preuve
ficiers, pour
trite dans l
gée & simpl
décharge val
les non-jou

donne une idée su cinte, & en fait un précis historique. Sur la question proposée touchant le parti que doit prendre l'Assemb. par rapport à ces rentes, il est arrêté d'en demander décharge & acquit : l'Evêque de Saint-Brieux est chargé d'en porter la parole ; il fait sa Remontrance au Roi, conformément à l'arrêté de l'Assemb. : Sa Majesté répond, que l'état de ses affaires ne lui permet pas de se charger desdites rentes ; qu'ainsi il faut que le Clergé s'en charge encore pour quelque temps. Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, instruits de ce qui se passoit, font des poursuites contre le sieur Castilles, Recev. Gén. : le Prévôt des Marchands vient à l'Assemblée, pour demander la continuation des rentes & le paiement des arrérages : il se plaint de la Remontrance de M. de Saint-Brieux. La réponse de l'Ass. est surmise jusqu'à ce qu'il soit présenté une Requête par écrit au Roi contre les rentes : cette Requête lui est présentée par l'Archev. de Vienne : Sa Majesté est suppliée de donner sa réponse par écrit ; après quelques difficultés formées sur cette demande, le Roi la donne par écrit & conforme à sa première réponse verbale. T. I, p. 324 jusqu. 332.

Cette réponse du Roi remise à l'Ass., elle délibère qu'avant de prendre aucune résolution, on attendra la réponse aux articles du Cahier : cependant vivement pressée de suivre l'affaire des rentes, après une longue & mûre délibération, il est conclu, à la pluralité des opinions, qu'il sera demandé au Roi des Juges non suspects, pour décider de la validité ou de l'invalidité des Contrats des prétendues rentes ; & en attendant, pour subvenir à la nécessité des affaires de Sa Majesté, & l'aider au paiement desdites rentes, le Clergé se chargera du paiement de 730 & tant de mille liv. pour six ans, dans lesquels l'affaire pourra être terminée ; & ce moyennant qu'il plaise au Roi d'accorder au Clergé les articles ci-devant proposés & débattus avec M. de Bellievre ; savoir, 1°. que les arrérages tant pour le passé, que depuis le Contrat de 1580, soient remis aux Diocèses affligés : 2°. que la forme pour la preuve à fournir par les Bénéficiers, pour les non-jouissances, prescrite dans ledit Contrat, sera changée & simplifiée : 3°. qu'il soit donné décharge valable au Clergé, tant pour les non-jouissances, que pour les

exemptions accordées aux Cardinaux & autres. Les articles sont présentés à M. de Bellievre ; S. M. accorde des conférences pour en délibérer. Mrs. du Conseil proposent sur le tout au Clergé, une remise de cent mille écus pour non-jouissances & arrérages : l'Ass., avant de rendre réponse sur cette offre, veut que les Députés des Provinces affligées s'assemblent pour aviser s'ils peuvent s'en contenter. T. I, p. 332 jusqu. 335.

Le Prévôt des Marchands vient pour la deuxième fois à l'Ass., & renouvelle ses demandes : on lui répond, que tout étoit prêt à s'arranger, si la Bulle, pour l'aliénation de cent mille écus de rentes, accordée par Sa Sainteté, n'eût accroché toutes les affaires : les choses en cet état, Mrs. de la Ville sollicitent une Commission, pour faire saisir solidairement le revenu des Diocèses : M. le Chancelier en donne avis à l'Assemblée, qui demande du temps. Troisième visite du sieur Prévôt, à l'occasion de la déclaration du sieur de Castilles, qu'il n'étoit plus Receveur du Clergé : on le prie de prendre encore patience, & que la réponse ne tardera pas : enfin, la Compagnie résout & arrête de continuer les rentes pour six ans, aux conditions portées par les précédentes délibérations. M. de Bellievre propose de lever sur le Clergé 1600 mille liv. par an ; autre proposition par lui faite, de prolonger le temps du Contrat & celui des Ass. Gén., afin d'éviter les frais qu'elles occasionnent : l'Ass. propose au contraire de réduire les rentes au denier quinze, ce qui donnera 360 mille liv. par an, de bénéfice au Clergé. Le Roi veut qu'on double le Contrat : enfin, la Compagnie consent de passer le Contrat de la continuation des rentes pour dix ans. Harangue de l'Archev. de Vienne avant la signature : il y rappelle tout ce qui s'est passé dans l'Assemb., tant pour le Spirituel, que pour le Temporel : le Contrat est signé par M. le Chancelier, Mrs. de Bellievre & Chenail le, & par les Députés, le 18 Juin 1586. T. I, p. 335 jusqu. 339.

II. Mrs. de l'Hôtel-de-Ville se plaignent à l'Assemb. de 1588, du défaut de paiement des rentes, les arrérages d'icelles se montant à 120000 écus. L'Assemb. attribue ce défaut de paiement à l'injure de la guerre, qui empêche les Ecclesiastiques en plusieurs Provinces du Royaume de jouir de

leurs revenus; en ajoutant que S. M. avoit promis au Clergé de pourvoir auxdites non-jouissances, & décharger chaque Bénéficiaire à proportion de les spoliations; que d'ailleurs elle s'étoit engagée par les Contrats, de remplacer à l'Hôtel-de-Ville, sur les 1200000 écus, la somme de 522355 écus; & quant à l'intervention & Arrêt faits par Sa Majesté des deniers des décimes, la Compagnie députeroit au Roi, pour lui faire les Remontrances nécessaires: l'Hôtel-de-Ville ayant cru devoir faire une sommation au Clergé, l'Assemblée y répond, & réfout de représenter cette réponse à S. M. *Voyez le troisième Supplément mis à la tête du T. VIII, §. VII.*

III. Dans l'Assemblée de 1595, l'affaire des rentes se renouvelle avec chaleur: par la misère des temps, il s'étoit fait de grands arrérages sur les décimes; le paiement des rentes étoit interrompu; les Rentiers s'en plaignoient amèrement à l'Hôtel-de-Ville. Première visite à ce sujet du Prévôt des Marchands & des Echevins: il est ordonné qu'il sera envoyé des Lettres aux Diocèses, pour demander les états des Receveurs particuliers, qui n'avoient point été envoyés. Trois autres visites de Mrs. de la Ville, pour prier la Compagnie de faire examiner les états du Recev. Gén., afin d'aviser ensuite, d'un commun consentement, à ce qui sera de plus expédient.

M. de Bellievre vient saluer la Compagnie, de la part du Roi, & la prier de pourvoir au paiement des rentes, & relever le Roi de ce soin: il propose une conférence avec Mrs. de la Ville; l'Assemblée demande que ce soit avec Mrs. du Conseil, suivant l'usage. Cinquième visite de Mrs. de la Ville: ils proposent des ouvertures pour la décharge du Clergé, & présentent un Mémoire à ce sujet: il est rejeté unanimement par l'Assemblée comme pernicieux: elle déclare qu'elle ne peut entendre à aucune ouverture qui tende à l'aliénation des biens Ecclésiastiques. T. I, p. 535 jusqu'à 540.

Cependant le sieur Castilles est mandé au Parlement, où il est obligé de montrer son état de recette de 1595: cet état ayant été communiqué par les Gens du Roi aux Sieurs de la Ville, ceux-ci ne veulent point s'en contenter; dès lors plaintes réitérées de leur part au Parlement. Arrêt de la Cour pour constituer Castilles prisonnier,

faut de payer cent mille écus dans le jour: l'Ass. s'oppose à l'exécution de l'Arrêt. Mrs. de Bellievre & de Silleri sont envoyés à l'Assemblée, pour la prier de pourvoir au paiement des rentes: ils promettent d'entendre les propositions de l'Hôtel-de-Ville, & de les rapporter à la Compagnie: la proposition est que le Clergé, pour sortir totalement d'affaire, le rachete par l'aliénation tant du principal que des arrérages: la proposition est rejetée. Mrs. de Bellievre & de Silleri proposent de faire ce rachat en plusieurs années: l'Ass. ne peut y consentir: cependant elle poursuit l'entérinement de la Requête au Roi, précédemment résolue, tendante à obtenir des Lettres d'interdiction au Parlement, de connaître des Contrats entre Sa Majesté & le Clergé, sur le fait des Décimes, avec défenses de faire emprisonner le Recev. Gén., pour le fait de sa charge: la Requête est favorablement accueillie; l'Arrêt contre Castilles n'est point exécuté. Pour suites multipliées par Mrs. de la Ville. Fermeté de l'Ass. pour ne point se départir de ses demandes. Plusieurs conférences avec Mrs. du Conseil & Mrs. de la Ville: ceux-ci obtiennent un Arrêt du Parlement, qui fait défenses aux Députés de l'Ass. de s'empêcher, & qui ordonne de comparaître à l'assignation à eux donnée: la Compagnie répond, que le Conseil est saisi du différend, & qu'il n'appartient qu'au Roi de retenir ou de licencier le premier Etat de son Royaume.

Les Sieurs de la Ville proposent de tout finir, en réduisant les rentes au denier quinze, à condition que le Clergé paiera annuellement 500 mille écus, dont 300 mille entreront au paiement des rentes, & 200 mille au rachat du principal: la proposition est rejetée: enfin, tout se concilie, en convenant de part & d'autre de la vente du bien d'Eglise aliéné, moyennant certaines conditions que le Clergé stipule, & sous lesquelles il consent à ladite vente; savoir, que Mrs. de la Ville promettent que les deniers qui proviendront de la vente, ne seront employés ailleurs qu'au rachat desdites rentes; & où il s'en fera aucune intervention, demeurera le Clergé d'autant déchargé desdites rentes. L'Edit en est dressé. T. I, p. 540 jusqu'à 566. L'Edit est rapporté, P. Just. p. 151.

I. En l'Hôtel-de-Ville les rentes que de par an, ans que i municati Gén., le reconnoît qui étoit tend que Provincie que deson la Ville u cese aura les Recev. nent tous cette: la C le fait des avoir été 1599; qu cution, & droit la m plus court rembourser p. 690 & t II. En l' les plaintes paiement: particuliers muniqués Commissai à l'Ass.: il trat soit ce soit faite d particuliers siéen la Co été surse. lui répond sant obser l'Eglise, en plus de 160 Prévôt des la continu qu'il leur é d'arrérages. M. l'Arc la Compagnie rentes de la biens Ecclésiastiques particuliers les frais né de ce rachat profit; d'au parti plus a Sa Majesté la revente,

IV. *Affaire des rentes, dans les Assemblées de 1602 & suivantes, jusqu'en 1625.*

I. En l'Assemb. de 1602, Mrs. de l'Hôtel-de-Ville se plaignent de ce que les rentes ne sont point acquittées; que de 400000 écus qui leur sont dus par an, ils n'en ont reçu depuis sept ans que 160000. Après avoir pris communication des comptes du Recev. Gén., le sieur Prévôt des Marchands reconnoît que le Clergé a fait tout ce qui étoit en son pouvoir; mais il prétend que la faute vient des Receveurs- Provinciaux & particuliers: il demande que désormais il soit communiqué à la Ville un état de ce que chaque Diocèse aura payé; il demande encore que les Recev. Prov. & particuliers leur donnent tous les six mois un état de leur recette: la Compagnie répond, que pour le faire des états qu'ils desiroient, il y avoit été pourvu par le Règlement de 1599; qu'il ne falloit plus que l'exécution, & que la Compagnie y tiendrait la main; mais que le chemin le plus court seroit qu'ils entrassent au remboursement des Provinciaux. T. I, p. 690 & suiv.

II. En l'Ass. de 1603-1606, nouvelles plaintes de la Ville sur le défaut de paiement: elle demande que les états particuliers des Dioc. lui soient communiqués: cependant M. de Maillé, Commissaire, envoyé par le Roi, vient à l'Ass.: il demande, 1°. que le Contrat soit renouvelé; 2°. que la revente soit faite des offices des Recev. Prov. & particuliers, selon l'Edit de 1596, vérifié en la Cour, & dont l'exécution avoit été surse. M. l'Archevêque de Sens lui répond, en termes généraux, faisant observer que le patrimoine de l'Eglise, en 43 ans, étoit diminué de plus de 160 millions. Autre visite du Prévôt des Marchands pour demander la continuation du Contrat, disant qu'il leur étoit dû plus de 15 millions d'arrérages.

M. l'Archevêque de Sens propose à la Compagnie le projet de racheter les rentes de la Ville, par la revente des biens Ecclésiastiques. Il se trouvoit des particuliers qui offroient de faire tous les frais nécessaires pour la poursuite de ce rachat, moyennant le quart de profit; d'autres encore offroient un parti plus avantageux: il est arrêté que Sa Majesté seroit suppliée de permettre la revente, & que l'on entendroit les

différentes offres. T. I, p. 733 jusqu'à 737.

M. de Maillé vient de nouveau à l'Ass., & demande, au nom du Roi, le renouvellement du Contrat: conférence proposée avec les Sieurs de l'Hôtel-de-Ville: rachat des rentes agréé par le Roi: autre demande de S. M., la revente des offices des Recev. Prov. & Diocésains: le résultat des conférences avec Mrs. du Conseil & de l'Hôtel-de-Ville, est d'accepter le rachat des rentes, moyennant la revente du domaine de l'Eglise; & qu'il plaise à S. M. de remettre au Clergé le quart des rentes. M. de Maillé est prié de faire agréer ces propositions au Roi; ce faisant, d'accorder au Clergé la réduction des rentes au denier seize, & de lui donner le pouvoir d'en traiter avec les Partisans. Le Roi envoie le tout à discuter avec M. de Bellievre & M. de Rosni; nulle difficulté de leur part: le Brevet de S. M. pour le rachat des rentes, & la revente des biens aliénés est accordé & expédié, mais avec quelque différence. T. I, p. 737 jusqu'à 742.

Sur ce Brevet, après que les Provinces eurent délibéré séparément, il fut arrêté de supplier le Roi de donner libération au Clergé du quart des Décimes, soit par la remise dudit quart, soit par la réduction au denier seize; & quant au domaine de l'Eglise, qu'il soit à la liberté du Clergé d'en disposer, comme il verra bon être, soit par revente ou par rachat. M. l'Archevêque d'Aix est chargé de la supplique: Sa M. la trouve peu conforme à ce qu'on lui avoit dit auparavant, & que c'étoit chose qu'elle ne pouvoit accorder sans le consentement de la Ville & l'avis de son Conseil. On revient à des conférences sur la remise du quart des Décimes. M. de Maillé se présente encore à l'Assemb., pour lui faire part d'une remise de 1200 mille liv. accordée par S. M. sur les rentes; mais que S. M. demandoit cent mille écus pour elle, & cent mille francs pour la Reine; que de plus le Contrat soit renouvelé. L'Assemblée accorde les deux sommes, & les assigne sur les Receveurs Prov. & Diocésains: elle desire que la remise soit portée à 500 mille écus: le Roi y en ajoute 50 mille: la suppression des Recev. Prov. est enfin accordée au Clergé, en jouissant des gages qui leur sont attribués. Le Contrat est passé avec lesdits Receveurs. T. I, p. 742 & suiv.

III. En l'Ass. de 1608, le Prévôt des Marchands se plaint du défaut de paiement qu'il rejette sur les Recev. : il demande que le Recev. Gén. porte à leur caisse 15000 liv. par semaine, ce qui, enfin, pourroit excéder ce qui leur est dû. M. le Cardinal de Joyeuse leur fait observer le peu de fondement de pareille plainte : la Compagnie fait proposer à Mrs. de la Ville le rachat d'une partie des rentes. T. I, p. 791, 792.

IV. En l'Assemb. de 1610, Mrs. de la Ville se présentent, & se plaignent, de la part du peuple, du défaut de paiement des rentes, disant que depuis le dernier Contrat, il étoit dû plus de 1500 mille liv. : ils supplient la Compagnie d'y pourvoir, & avoir agréable l'opposition qu'ils ont formée contre l'établissement des offices des Recev. Prov. nuisible aux rentes. M. le Cardinal de Joyeuse répond, que le Clergé n'a jamais mieux payé les rentes de la Ville, ainsi qu'il paroît par les comptes ; & à l'égard des Recev. Prov., bien que le Contrat ne touche pas le Clergé, l'Ass. s'emploiera volontiers auprès de la Reine pour en empêcher l'effet. Autre visite du Prévôt ; même réponse. T. II, p. 9, 10.

V. En l'Assemb. de 1611, visites répétées du Prévôt des Marchands, qui se plaint que les rentes sont mal payées, y ayant toujours une année en arrière : il demande que les comptes lui soient communiqués ; on lui répond, que les deniers passant par beaucoup de mains, ils ne pouvoient si-tôt parvenir à la recette générale : quant aux comptes du Recev. Gén., il est dit que les Agents en donneront la communication. T. II, p. 38.

VI. Aux Etats de 1614, la Chambre Ecclésiastique supplie le Roi de vouloir réduire toutes les rentes au dernier 16. C'est le sujet des articles du Cahier 70 & 262. T. II, p. 152, 153.

VII. En l'Ass. de 1615, le Prévôt des Marchands, dans une seconde visite, demande les arrérages des rentes, dont il prétend être dû jusqu'au dernier Décembre 1614, 1808000 liv., sans y comprendre l'année courante 1615. Autre difficulté de Mrs. de l'Hôtel-de-Ville sur la remise des restes accordée au Clergé par S. M. La Compagnie fait assurer que les paiements des rentes ne seront point retardés ; qu'il sera laissé un fonds en état pour la continuation des 20500 liv. qui se paient par se-

maine, & qu'il sera établi tel ordre pour les paiements, que le Recev. Gén. pourra les continuer. T. II, p. 156 & f.

Le Roi envoie à l'Ass. de 1615 des Commissaires pour la saluer, & la prier de passer le Contrat pour la continuation des décimes & le paiement des rentes. La Compagnie nomme des Députés de chaque Province pour dresser les clauses du Contrat : les clauses demandées aux Commissaires, sont, que la Jurisdiction des Bureaux soit continuée ; que les Bénéficiers soient quittes & déchargés pour l'avenir du paiement des décimes au prorata des rentes par eux éteintes ; que permission soit accordée à tous Ecclésiastiques de racheter le domaine aliéné ; que l'exécution de tailles & autres impositions quelconques soit accordée ; que l'imposition des 1300000 liv. soit réduite à 1900000 liv. au plus. Conférences avec les Commissaires sur les clauses demandées. Le Roi envoie des Commissaires à l'Assemb., pour lui déclarer les clauses accordées par S. M. : 1°. remise des restes accordés, à condition de laisser fonds en la recette générale, pour continuer le paiement des 20500 liv. par semaine : 2°. exemption de toutes les impositions qui sont par capitation. Nouvelles conférences sur autres conditions demandées par le Clergé. Le Roi envoie ses Commissaires à l'Ass., pour lui déclarer ses intentions : il demande l'imposition de 1300000 liv. à condition que les 94000 liv. seront employées au rachat des rentes. Le Clergé est déchargé des rentes rachetées. Dernières conférences avec les Commissaires du Roi, dans lesquelles on demeure d'accord des clauses du Contrat, lequel est signé par Mrs. du Conseil en premier lieu, & ensuite par la Compagnie, sauf par Mrs. les Cardinaux, qui n'ont pas coutume de signer. T. II, p. 165 & suiv.

VIII. En l'Ass. de 1617, première visite du Prévôt des Marchands pour la continuation du paiement des rentes, auxquelles *volontairement* le Clergé s'étoit obligé, & ce, conformément aux Contrats. La Compagnie fait dresser des Mémoires sur les paiements faits à la Ville, & sur les violences faites au sieur de Castilles. Autre visite du Prévôt, qui se plaint sur trois chefs ; qu'au lieu de 20500 liv., leur Receveur n'avoit reçu que 12000 liv. par semaine ; que les recriptions données par Castilles, n'étoient point acquittées ;

quittées ; compte d'icelui fait en Compagnie de rence avec sence de M. dre Régler. Receveur nir. Somme payer à la Conférence Conseil : Prévôt des municatio accordée. d'un Régler la Ville : l'Arrêt intergé. L'Ass. des paiements rentes de l'tenir les de retomber le Clergé. Note du Conseil rêt favorablement pour jusq. 308.

IX. Le obligé de p de-Ville, souvent il somme, des intérêts, q par des Arr de 1619 ar ront rejette sur ce qui qu'ils soient Ville, ces les fonds de en reçoit u l'Assemb. v dre, fait de faire à l' de prendre que cause q soit pressé violence de pagnie lui & de trans cette hors d Paris, & de sera avisé p est ordonné dessus. T. II

V. *Affaire de*
de
I. En l'Ass. Marchands,
Table d

quittées; & qu'il y avoit eu un mécompte d'une semaine entiere au calcul fait entr'eux & le Clergé. La Compagnie demande là-dessus une conférence avec Mrs. de la Ville, en présence de Mrs. du Conseil, pour prendre Règlement des paiements que le Receveur du Clergé doit faire à l'avenir. Sommation audit Receveur de payer à la Ville 20500 liv. par semaine. Conférence en présence de Mrs. du Conseil : dans une troisieme visite, le Prévôt des Marchands demande communication des comptes; elle lui est accordée. Quatrieme visite, aux fins d'un Règlement, pour les paiements à la Ville : l'Ass. le sollicite elle-même. Arrêt intervient préjudiciable au Clergé. L'Ass. demande la communication des paiements faits par les Payeurs des rentes de la Ville, soupçonnés de retenir les deniers des Rentiers, & faire retomber le défaut de paiement sur le Clergé. Nouvelle conférence avec Mrs. du Conseil au sujet du Règlement. Arrêt favorable au Clergé, portant règlement pour les paiements. T. II, p. 304 jusq. 308.

IX. Le Receveur du Clergé étoit obligé de payer par semaine à l'Hôtel-de-Ville, la somme de 20500 liv. : souvent il étoit en avance de ladite somme, dont il exigeoit du Clergé les intérêts, qui lui avoient été adjugés par des Arrêts du Conseil. L'Assemb. de 1619 arrête que lesdits intérêts seront rejetés sur l'Hôtel-de-Ville : & sur ce qui est représenté, qu'encore qu'ils soient portés par l'Hôtel-de-Ville, ces intérêts diminuent si fort les fonds de la Recette, que le Clergé en reçoit un préjudice considérable; l'Assemb. voulant pourvoir à ce désordre, fait défenses au sieur de Castilles de faire à l'avenir aucunes avances, ni de prendre aucuns intérêts, pour quelque cause que ce soit : & au cas qu'il soit pressé par le Conseil, ou par la violence de Mrs. de la Ville, la Compagnie lui enjoint de sortir de Paris, & de transférer le Bureau de sa Recette hors du ressort du Parlement de Paris, & de l'établir en telle Ville qu'il fera avisé par les Agents, auxquels il est ordonné de tenir la main à ce que dessus. T. II, p. 328.

V. *Affaire des rentes, dans les Assemb. de 1625 & de 1628.*

I. En l'Ass. de 1625, le Prévôt des Marchands, accompagné des Echevins, *Table de la Coll. des P. V.*

&c., se présente plusieurs fois : il demande le renouvellement du Contrat, & le paiement des deniers dus aux Rentiers depuis le dernier de l'an 1615, pour régler le différend du Clergé avec la Ville. Le Roi écrit à l'Assemb., & lui marque qu'il a nommé des Commissaires pris de son Conseil pour conférer avec les Députés des deux Corps, avec pouvoir de juger & terminer les différends qui naîtroient sur les comptes que le Clergé doit rendre à S. M. en présence de l'Hôtel de Ville. Le Clergé nomme pour ses Députés un de chaque Province. Quatre demandes fournies par le Prévôt des Marchands dès la premiere conférence : 1°. que le Clergé mette fonds par avance d'une année à l'autre de 1206000 l. pour payer les rentes, afin qu'il n'y ait aucun retardement : 2°. que le Contrat soit promptement renouvelé : 3°. que le Clergé rende compte depuis dix ans à l'Hôtel-de-Ville, de ladite somme, conformément au Contrat : 4°. que le Receveur du Clergé reconnoisse Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, & fasse recevoir ses cautions en icelle.

M. l'Archev. d'Aix répond, qu'il ne s'agit pour le présent que du troisieme article; la discussion des autres devant être remise au renouvellement du Contrat, s'il a lieu; qu'à l'égard dudit troisieme article, ils étoient prêts à y satisfaire, pourvu que Mrs. de la Ville demeurent d'accord avec eux de ce que le Clergé avoit à compter, qui se réduit pour Mrs. de la Ville à 20500 liv. par semaine, faisant pour l'année entiere un million 60 mille liv.; que pour ce qui étoit du restant jusqu'à 1200 six mille liv., le Clergé avouoit en devoir compte au Roi, & que la Ville pouvoir assister à ce compte, si bon lui sembloit : sur cette contestation, les Commissaires ordonnent, que le Clergé mettra pardevers eux deux états des sommes payées, tant sur le million & 66 mille liv., pour servir au compte de la Ville, que pour les 140 mille liv. restantes : les deux parties acquiescent à cette Ordonnance. L'Assemblée regle les parties qui doivent être couchées sur l'état fourni aux Commissaires. Nouvelle conférence : premiere difficulté des Commissaires & de l'Hôtel-de-Ville, sur quelques restes de semaine, non comptés : autre difficulté sur les non-vaieurs & sur la décharge des Cardinaux : autre difficulté sur la partie de 215 mille liv.

Zzzzz

d'intérêts prétendus par le Receveur-Général; intérêts que le Clergé disoit ne devoir être employés dans son compte, qu'à condition que ladite Partie entrât dans le million dû à l'Hôtel-de-Ville : réponse de l'Archev. d'Aix à ces difficultés. Enfin, pour avancer la conclusion de l'affaire, la Compagnie ordonne, que M. d'Auch & cinq autres Prélats traiteront à l'amiable tout ce qui restoit à faire. L'Hôtel-de-Ville demeure satisfait du Clergé, pour raison d'un million 66 mille liv. des dix dernières années, sans y comprendre les intérêts des sieurs Castilles & d'Aguilleau. T. II, p. 417 jusqu'à 425.

En l'Assemb. de 1625, M. de Châlons est chargé de dresser des Mémoires pour la réduction des rentes du dernier douze, au dernier seize, & d'y coucher toutes les raisons que le Clergé peut avoir pour la demander au Roi. T. II, p. 418.

Le renouvellement du Contrat des rentes est demandé par le Roi, & vivement pressé par les Commissaires : l'Assemblée de 1625 y consent, mais avec des clauses & conditions que les Commissaires refusent de passer : elle déclare que le Clergé n'entend pas s'obliger pour 1260000 liv.; qu'en cas de nouvelle imposition, il soit permis aux Diocèses d'arrêter le cours des décimes; que les décharges soient jugées & les expéditions promises, avant que le Contrat soit passé : elle insiste sur-tout sur la distraction des sommes accordées au Roi par le Contrat de Bordeaux, notamment des 34 mille liv. destinées aux gages des Officiers, & que cette distraction soit couchée au Contrat : elle demande aussi la remise des sommes qui peuvent rester dans la recette, ainsi qu'elles ont été accordées aux autres Assemb. Remontrance au Roi sur ces deux articles. M. le Chancelier répond, que la distraction ne peut être couchée au Contrat; mais que pour la sûreté du Clergé, S. M. offre de passer une Déclaration avec les clauses les plus expressees. Le Roi finit par prier l'Ass. de ne pas s'arrêter à cette difficulté. Autre distraction demandée des 50000 liv. affectées aux fonds des décharges. Autre clause à insérer au Contrat, que nuls intérêts ne pourront être adjugés au Recev. Gén. des deniers de la recette : elle est rejetée par le Roi. Enfin, après bien des longueurs & discussions, l'Assemb. d'un même esprit & consentement una-

nime, ordonne que les deux Contrats, savoir, celui du transport de la somme de 1500 mille liv. & celui des rentes de l'Hôtel-de-Ville, seront, sans condition quelconque, & sans rien stipuler, présentés à S. M. pour être signés en sa présence, sans délai. Ce qui est exécuté le 11 Février. T. II, p. 425 jusqu'à 437. P. J. p. 43 jusqu'à 48.

II. En l'Assemb. de 1628, délibération prise par Provinces, est ordonné que défenses seront faites au Recev. Gén., de contraindre les Recev. Prov. & Diocésains, qu'après les termes portés par les Réglemens; comme aussi de payer aucune chose à la Maison de Ville, pour la demi-année des rentes de la présente année, qu'au premier Juillet, auquel jour il pourra avoir fait le recouvrement du terme de Février d'icelle année; & de l'autre demi-année suivante, qu'au dernier de Mars, que l'on comptera 1629, après avoir recouvré les deniers du terme d'Octobre d'icelle présente année : à faute de ce faire, arrêté qu'il sera commis en sa place. Lettre à M. le Garde des Sceaux au sujet de cette délibération : plainte de la Ville à laquelle l'Ass. n'a point d'égard. T. II, p. 599, 600. P. J. p. 136.

VI Affaire des rentes, dans les Assemb. de 1635 & de 1641.

I. En l'Assemb. de 1635, le Prévôt des Marchands se présente, & demande à la Compagnie le renouvellement du Contrat des rentes & le paiement des arrérages. M. le Président répond sur le premier article, que la Compagnie n'a à traiter qu'avec le Roi, & sur le second, que la Ville n'a rien à réclamer. On en vient aux comptes avec la Ville : chaque Province nomme un de ses Députés pour conférer sur ce sujet avec les Commissaires du Roi, en présence de Mrs. de la Ville, sur le compte des dix années du Contrat. Etat des demandes de la Ville & des paiements qui lui ont été faits dans ces dix années : conférence tenue au Louvre au sujet desdits paiements : quittance pure & simple du précédent Contrat, promise au Clergé. T. II, p. 687, 688, 689, 691, 692.

Le Roi envoie ses Commissaires à l'Assemb., pour le renouvellement du Contrat des rentes : il est renouvelé d'un commun avis pour les dix années à venir; à condition qu'il plaise à Sa Majesté de pourvoir à toutes les in-

fractions f.
Contrat to
villages du
pure & sim
tre que la r
16, soit stip
ses du Con
consistent
paiement q
stipulation
ban, & cel
du sel aux
clésiastique

II. En l'
l'Hôtel-de-
sieurs retr
sur la somm
des rentes.
fares pour
Les Déput
Compagnie
sur une son
chée par au
aux non-val
pagnie rem
au temps o
de tout ce
Sieurs appel

VII. Affaire de

I. L'Assem
visites faite
Ville, nom
Province p
des dix an
Commissair
Mrs. de la V
au Louvre,
ont leur féa
des paiement
cation aux
plaignent,
eux, de la
Conférences
Luxembourg
léans.

On dispu
res du Clerg
que comme
le Clergé de
ledit Arrêt
la Ville font
conférences
que les rent
1260000 liv
1636, à 994
y avoit enco
T. III, p. 1

Les Com
à l'Assemb.

fractions faites aux clauses du dernier Contrat touchant les Immunités & Privilèges du Clergé; de bailler quittance pure & simple de tout le passé; & en outre que la réduction des rentes au denier 16, soit stipulée audit Contrat. Trois clauses du Contrat restent indécelées, qui consistent en la manière d'exprimer le paiement qui sera fait à la Ville, en la stipulation de l'exemption de l'arrière-ban, & celle de la liberté de prendre du sel aux greniers, au choix des Ecclésiastiques. T. II, p. 693 & f.

II. En l'Assemb. de 1641, Mrs. de l'Hôtel-de-Ville se plaignent de plusieurs retranchements qui ont été faits sur la somme destinée pour le paiement des rentes. L'Ass. nomme des Commissaires pour traiter avec Mrs. de la Ville. Les Députés font leur rapport à la Compagnie. La grande difficulté roule sur une somme de 34000 liv., retranchée par autorité du Conseil, eu égard aux non-valeurs des Diocèses. La Compagnie remet la décision du différend au temps où l'on comptera avec le Roi de tout ce qui aura été payé, lesdits Sieurs appelés. T. III, p. 16, 17.

VII. *Affaire des rentes, dans les Assemb. de 1645 & de 1650.*

I. L'Assemb. de 1645, après les deux visites faites par Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, nomme un Député de chaque Province pour travailler aux comptes des dix années du Contrat, avec les Commissaires du Roi, en présence de Mrs. de la Ville. La conférence se tient au Louvre, où les Députés du Clergé ont leur séance suivant l'usage. L'état des paiements est donné en communication aux Sieurs de la Ville: ils se plaignent, & quelques Rentiers avec eux, de la cessation des paiements. Conférences indiquées à ce sujet au Luxembourg, chez M. le Duc d'Orléans.

On dispute le rang aux Commissaires du Clergé, qu'on ne veut recevoir que comme Parties: Arrêt qui oblige le Clergé de répondre en cette qualité; ledit Arrêt ensuite supprimé. Mrs. de la Ville font difficulté sur les paiements: conférences à ce sujet, d'où il résulte que les rentes qui étoient autrefois de 1160000 livres, étoient réduites, en 1636, à 994800 liv., & qu'en 1645, il y avoit encore 31000 liv. à défalquer. T. III, p. 188 jusq. 193.

Les Commissaires du Roi viennent à l'Assemb., & demandent le renou-

vellement du Contrat. La Compagnie veut au préalable le rétablissement des 100000 liv. distraites. Nouvelle instance des Sieurs Commissaires. L'Ass. consent au renouvellement du Contrat avec certaines clauses. Mrs. des Finances font difficulté sur trois clauses insérées dans la minute du Contrat des rentes; 1°. sur la révocation, à l'égard des Ecclésiastiques, des impositions par tarifs, ou autrement, sur les denrées; 2°. sur l'exemption du paiement du droit d'aides, pour le vin de leur crû, qu'ils sont obligés de vendre en détail; 3°. touchant la faculté qui leur a toujours été donnée par les Contrats, de pouvoir amortir les rentes constituées à l'Hôtel-de-Ville. Les Députés du Clergé poursuivent auprès du Conseil le contenu desdites clauses. Le résultat du Conseil est, que, pour l'exemption du droit d'aides, il avoit été résolu, qu'il en seroit donné une Déclaration pour l'avenir; quant à l'imposition sur les denrées, qu'on ne pouvoit y toucher, quant à présent, mais qu'il y seroit aussi pourvu à l'avenir: à l'égard de la clause de l'amortissement des rentes, que Mrs. de la Ville y formoient de grandes difficultés, & soutenoient, ou qu'elle ne pouvoit être insérée au Contrat, ou que ce devoit être avec la restriction, que ceux qui les amortiroient, ne diminueroient, pour raison de ce, le paiement de leurs décimes, qu'à proportion de ce qui se paie à la Ville. L'Assemb., vues les difficultés & les longueurs qu'elles entraîneroient, presse la passation du Contrat, & il est signé. T. III, p. 196 & f.

II. Durant les troubles arrivés en 1649 à Paris, le Receveur-Gén. avoit été treize semaines sans payer 14245 l. par chacune semaine à la Ville, ainsi qu'il étoit de coutume, parce qu'il ne pouvoit faire aucun recouvrement des deniers des décimes dans les Provinces. Ce retardement de paiement dans ledit temps avoit produit la somme de 192300 liv. environ. Là-dessus Mrs. de la Ville obtiennent un Arrêt du Conseil, qui condamne le Receveur-Gén. à payer 4000 liv. par semaine, outre le courant, pour suppléer audit délai. Sur la plainte des Agents, l'Arrêt est réformé, & il n'est payé que 2000 liv. seulement; au moyen de quoi il se trouvoit une somme de 92000 l. conservée au Clergé, pour tenir lieu de remplacement des non-valeurs. L'Assemb. de 1650 nomme des Commissaires pour

s'instruire à fond de l'affaire : sur leur rapport, il est ordonné au Receveur-Général de ne plus payer les 1000 liv. au-dessus du courant des semaines : le Receveur-Général demande s'il doit faire signifier à la Ville le présent ordre : on l'en laisse le maître. T. III, p. 482 jusq. 485.

Cependant le Prévôt des Marchands & les Rentiers présentent Requête au Parlement, pour obtenir une contrainte par corps contre le sieur de Manneville, Receveur-Général. Une conférence est arrêtée avec Mrs. du Conseil, dont le résultat est, de prier l'Ass. de faire continuer, pendant six semaines, le paiement des 1000 liv., outre le courant. La Compagnie y consent, à condition que les Arrêts, pour les décharges des Diocèses, soient accordés, & qu'il y soit mis que Sa Majesté y fera consentir le Prévôt des Marchands, & que ledit Prévôt empêche les Rentiers de venir troubler l'Ass.

Nouvelles Remontrances du Recev. Gén. sur deux objets : 1°. que le Prévôt des Marchands soit empêché de délivrer des contraintes contre lui ; 2°. qu'il soit pourvu aux décharges des Diocèses spoliés pour l'avenir, & à lui ordonné, de quelle façon il aura à se gouverner, en cas qu'on ne veuille pas lui laisser faire les retranchements sur le paiement des semaines. Arrêté, sur le premier point, de poursuivre un Arrêt au Conseil, portant défenses audit Prévôt d'exercer aucune contrainte : sur le second, d'obtenir, conformément aux Contrats, un Arrêt de décharge au Conseil, en faveur des Bénéficiers & Diocèses spoliés, sur les informations faites par les Officiers du Roi, & sur l'avis des Trésoriers de France : au cas que le Conseil refuse, les Agents protesteront de faire les retranchements, laquelle protestation sera signifiée au Receveur-Général : dans le cas de contrainte contre ledit Receveur, le Bureau de la recette générale sera transféré hors du ressort du Parlement de Paris. L'Ass. ne veut point se départir du fonds de 91000 liv. resté entre les mains du Receveur-Général : elle cherche les moyens de pouvoir s'assurer cette somme pour pourvoir aux décharges des Diocèses spoliés : deux Arrêts demandés sur ce sujet : nouvelles conférences, dont le résultat est, que le sieur de Manneville ne paiera, pendant trois semaines, que le courant des rentes, & que cependant on tra-

vaillera à examiner les Arrêts de décharges demandés : plaintes du Receveur-Général, après les trois semaines : résolution de l'Ass., 1°. que la somme de 91000 liv. servira de remplacement pour les décharges des Diocèses spoliés ; 2°. qu'en cas de contrainte, le Receveur-Général fournira des réscriptions sur les Receveurs Provinciaux. On donne copie de cette délibération à Mrs. les Commissaires du Roi. T. III, p. 485 jusq. 496.

M. d'Aligre, Commissaire du Roi, vient à l'Ass., au sujet de la Requête présentée au Conseil, par l'Hôtel-de-Ville, contre le Clergé. Il expose les griefs, & en même-temps les raisons & moyens de ces Messieurs : il propose de retrancher les gages des Officiers des décimes, & de prendre ce qu'il faut pour les non-valeurs sur les 100000 liv. qui leur ont été données en augmentation de gages. L'Assemb. nomme des Commissaires pour examiner les griefs & moyens. La réponse de l'Assemb. est conforme aux délibérations précédentes : M. d'Aligre la désapprouve. Sur les menaces des Rentiers, le Receveur-Général supplie l'Ass. de faire un fonds pour satisfaire à l'avenir aux non-valeurs des Diocèses spoliés, jusqu'à la prochaine Assemb. Ordre à lui donné de renouveler ses offres pour les réscriptions sur les Diocèses. Cependant la Compagnie cherche des expédients qui ne soient point à la charge du Clergé, pour l'accommodement des affaires : ayant remarqué que le Roi avoit distrait la somme de 36000 liv. pour les décharges de Mrs. les Cardinaux & autres qu'il avoit voulu gratifier, que cette somme pouvoit servir à remplacer les non-valeurs, & par ce moyen faire cesser les plaintes des Rentiers, & les contraintes contre le Receveur-Général, a été arrêté que Sa Majesté seroit suppliée de faire faire le fonds nécessaire pour le remplacement des non-valeurs ; cependant est ordonné au Receveur-Général de payer le fonds des rentes préférablement aux dites décharges de Mrs. les Cardinaux & autres, lesquelles l'Ass. a fait défenses audit Receveur d'acquitter, tant que les dites non-valeurs & spoliations dureront, & jusqu'à ce que le Roi ait fait fonds pour icelles. T. III, p. 496 & s.

En la même Assemb., Mrs. de l'Hôtel-de-Ville se pourvoient au Parlement, pour être payés par le Receveur-Général de la somme de 16000 livres,

imposée e
de Béarn
distraite d
demanden
année. La
dement p
Arrêt d'év
effet. T. I
semblées d

VIII. Affai blées

I. Le Pr
fente à l'Ass
discours tr
Peu de jour
trat se trou
des rentes a
font une s
payer une
depuis l'exp
répond que
nouvelle, o
naces de la
de faire faic
Cardinal M
ser ces entre
des Rentiers

Les Com
à l'Ass., & l
Roi, lereno
rentes, non
mais comm
L'Assemb. y
que, préalable
tions faites a
trats soient r
les Déclarati
l'intervalle,
les avances p
tes : nouvelle
des Rentiers
tant contrain
ceveur-Géné
des Ecclésiast
plaintes de l'A
tion promis
port de la Co
à quatre chef
me donnée a
personnes au
nière en laq
3°. les contra
du Contrat ;
peut se servir
retranché en
cimes, donne
gages aux O
ment du Cler
opposition, v
charges, son.

imposée en 1621, sur les Bénéficiaires de Béarn; prétendant qu'elle avoit été distraite du fonds des rentes, dont ils demandent la restitution depuis ladite année. La demande est jugée sans fondement par l'Assemblée, qui obtient Arrêt d'évocation au Conseil pour cet effet. T. III, p. 502, 503. *Voyez* Assemblées de Prélats, §. I, an. 1652.

VIII. *Affaire des rentes, dans les Assemblées de 1655 & de 1660.*

I. Le Prévôt des Marchands se présente à l'Ass. de 1655, & lui fait un discours très-honnête & respectueux. Peu de jours après, le terme du Contrat se trouvant expiré, & le paiement des rentes ayant cessé, Mrs. de la Ville font une sommation aux Agents de payer une somme de 32000 liv., due depuis l'expiration du Contrat: on leur répond que le Contrat n'étant point renouvelé, on ne leur devoit rien: menaces de la part de Mrs. de la Ville, de faire saisir les biens du Clergé. Le Cardinal Mazarin est prié de faire cesser ces entreprises, ainsi que le bruit des Rentiers. T. IV, p. 83 juq. 87.

Les Commissaires du Roi viennent à l'Ass., & lui demandent, au nom du Roi, le renouvellement du Contrat des rentes, non comme une chose due, mais comme un secours volontaire. L'Ass. y consent, mais à condition que, préalablement à tout, les infractions faites aux Immunités & aux Contrats soient réparées, que les Arrêts & les Déclarations soient expédiés. Dans l'intervalle, le Cardinal Mazarin fait les avances pour le paiement des rentes: nouvelles menaces de la Ville & des Rentiers: Arrêt du Parlement, portant contrainte par corps contre le Receveur-Général, & saisie du temporel des Ecclésiastiques, signifié aux Agents: plaintes de l'Assemblée: Arrêt de cassation promis & ensuite accordé. Rapport de la Commission: l'affaire réduite à quatre chefs principaux: 1°. la somme donnée au Roi; 2°. la qualité des personnes auxquelles on paie, & la manière en laquelle se fait le paiement; 3°. les contraventions aux conditions du Contrat; 4°. les remèdes dont on peut se servir. L'article des 200000 liv. retranché en 1639 du fonds des décimes, données en augmentation de gages aux Officiers, sans le consentement du Clergé, & au préjudice de son opposition, ainsi que l'article des décharges, son, principalement examinés.

Autre visite des Commissaires du Roi pour accélérer la passation du Contrat conférences offertes par M. le Chancelier, pour en régler les clauses, & pour le compte avec l'Hôtel-de-Ville. Articles contestés par la Ville, réduits à trois, sur lesquels on se concilie. L'Assemblée insiste sur les Arrêts & Déclarations qu'elle a demandés: ils sont expédiés: Lettres de cachet expédiées pour la vérification demandée au G. Conseil: conférence avec M. le Procureur-Général, M. le Chancelier & M. d'Aligre. Satisfaction accordée à l'Ass., par l'entremise du Cardinal Mazarin. Le Contrat est signé le 12 Janvier 1657. Nouvelles menaces de l'Hôtel-de-Ville, & contraintes contre le Receveur-Général, sur ce que le paiement des deux premières semaines de ladite année n'étoit point fait: lesdites menaces peu fondées, parce que dès le premier du mois, l'obligation de payer par semaine étoit finie. T. IV, p. 87 & suiv.

II. Sur les grands restes des Diocèses, le Receveur-Général représente, à l'Ass. de 1660, que, nonobstant les arrérages des Diocèses, il avoit jusques-là continué le paiement des rentes sans retranchement; mais qu'il lui demandoit présentement l'exécution de la clause de son Contrat, qui porte, qu'il donnera en paiement, à l'Hôtel-de-Ville, des rescriptions sur les Receveurs Provinciaux, jusqu'à la concurrence de ce qu'ils doivent, & qu'à faute de les accepter, ledit sieur Receveur en fera le retranchement. La chose est donnée à examiner aux Commissaires, qui ordonnent au Receveur-Général de donner copie de l'état desdits restes aux Sieurs de la Ville, & de leur offrir ses rescriptions; à quoi ledit Receveur ayant satisfait, Mrs. de la Ville soutiennent, qu'il étoit mal fondé en seldites offres à leur égard; parce que les restes mentionnés en l'état, n'avoient pas pour fondement un campement d'armée, ni une incursion des ennemis de l'Etat, qui étoient les seuls cas exprimés au Contrat passé entre le Roi & le Clergé, qui pouvoient nécessiter la Ville à recevoir en paiement lesd. rescriptions. T. IV, p. 497, 498.

IX. *Affaire des rentes de la Ville & du renouvellement du Contrat, dans l'Assemblée de 1665 & dans les Assemblées suivantes.*

I. L'Assemblée de 1665 a des confé-

renues sur l'état des paiements faits à l'Hôtel-de-Ville, avec les Commissaires du Roi, en présence de Mrs. de la Ville : ceux-ci demandent la communication des comptes du Recev. Gén. : refus de la part des Députés du Clergé. Les Receveurs de la Ville fournissent l'état des paiements qui leur ont été faits : le Rec. Gén. donne, de son côté, un état, mais non signé, à M. d'Aligre. Mrs. de la Ville reconnoissent qu'ils sont entièrement satisfaits, à l'exception d'une somme de 121 l. : les Commissaires du Clergé ne jugent pas à propos de s'arrêter à si peu de chose ; ce qui est approuvé par l'Ass. T. IV, p. 877, 878.

Le Prévôt des Marchands se présente à l'Ass. de 1665, pour demander le renouvellement du Contrat : les Commissaires du Roi y viennent à même fin. Avant de délibérer, la Compagnie consulte les Procès-verbaux des Ass. décennales. Il est arrêté de continuer le Contrat aux conditions portées par le précédent : l'Assemblée y ajoute deux clauses ; savoir, la décharge des taxes faites sur les Officiers des décimes, & les débets des quittances dus au Clergé, au-dessus de vingt années. Sa Majesté, au contraire, ordonne, que la clause du débet soit rayée, ainsi que celle de la connoissance qu'on demande être attribuée aux Bureaux Ecclésiastiques, de toutes les impositions qui se font sur le Clergé ; & en outre, que le terme d'Aides soit omis. La Compagnie insiste, que ce qui regarde les Aides, soit compris dans le Contrat ; ce qui est enfin accordé : elle insiste aussi sur les débets des quittances ; il est convenu qu'ils seront mis dans le Contrat : il est signé dans la Salle du Conseil : ordonné aux Prévôt des Marchands & Echevins de se retirer, comme ne devant point assister à la passation du Contrat. T. IV, p. 879 & suiv.

II. En l'Ass. de 1675, le Prévôt des Marchands vient demander le renouvellement du Contrat des rentes : son discours est tout entier en actions de grâces sur l'exaétitude avec laquelle se fait le paiement, & sur le bon ordre établi dans les affaires du Clergé. La Compagnie, tout d'une voix, & sur le champ, renouvelle le Contrat : la signature en est faite au Conseil, suivant les formes accoutumées. T. V, p. 215 & f.

III. La même unanimité & promptitude de délibération, sur le renouvellement du Contrat des rentes, a lieu dans les Ass. suivantes, sans préju-

dice aux justes prétentions du Clergé sur le sujet de ces rentes.

Dans l'Ass. de 1685, T. V, p. 574 & f.

Dans l'Ass. de 1695, Mrs. les Commissaires du Roi n'avoient pas demandé, selon l'usage, la continuation du paiement des rentes, parce que l'indisposition de M. Puffort, qui portoit la parole, l'avoit obligé de finir son discours après la demande du Don gratuit. Pour y suppléer, le Roi charge M. l'Archevêque de Paris, Président, d'en faire la demande, de sa part, comme auroient fait Mrs. les Commissaires. L'Ass. se rend à la demande, d'une voix unanime, & comme ci-dessus. T. VI, p. 174 & suiv.

Dans l'Ass. de 1705, de même. T. VI, p. 785, 786, 813.

Dans celle de 1715, de même. T. VI, p. 1400 & suiv.

L'Ass. de 1715 demande que le paiement des rentes ne se fasse que de six mois en six mois, & non de semaine en semaine ; & qu'en conséquence le Clergé soit déchargé de 40400 livres, que le Rec. Gén. est autorisé, par d'anciens Arrêts du Conseil, de retenir pour ses avances. T. VI, p. 1409, 1410. Voyez Comptes, §. II, an. 1715.

Dans l'Ass. de 1725, ni le Roi, par ses Commissaires, ni le Prévôt des Marchands, ne viennent, suivant l'usage pratiqué dans les Assemblées décennales, demander le renouvellement du Contrat des rentes de l'Hôtel-de-Ville : sur quoi l'Assemblée, avant de se séparer, fait la déclaration suivante : *Nous, Archevêques, Evêques & autres Députés, déclarons, que, pour donner au Roi une nouvelle preuve de notre zèle pour son service, ... nous serions prêts de renouveler, réitérer le Contrat ordinaire, pour dix ans, aux mêmes clauses & conditions, & après les demandes accoutumées, & dans la forme usitée par le passé.* T. VII, p. 90, 91.

Nonobstant ce défaut du renouvellement du Contrat en 1725, la levée du paiement des rentes avoit été faite dans les Dioc., en vertu d'une Lettre écrite par les Agents, & d'une autre Lettre, du premier Mai 1726, de M. le Contrôleur-Gén. L'Ass. de 1726 désapprouve une pareille levée, ainsi que les avances faites par le Rec. Gén., pour le paiement desd. rentes. T. VII, p. 653 & f.

La demande du renouvellement du Contrat, qui avoit été omise en 1725, est faite, tant au nom du Roi, que par Mrs. de l'Hôtel-de-Ville à l'Assemblée

de 1726, T. VII, p.

Dans l'Ass. même. T. p. 363.

Dans l'Ass. T. VII, p.

Dans l'Ass. VIII, p. 4.

Dans l'Ass. faises du

Don-grat

dre à cer

vellement

une nouve

de cette s

pagnie co

Contrar. T.

L'Ass. nouvell

p. 1119 &

X. Claufis

rentes,

Ville, q

I. C'est a

Commissai

Clergé, au

disent-ils,

Prévôt des

la Ville de

fois, dit &

de constitu

au profit de

du Clergé,

soutenant

pouvoient

Clergé au p

tenu ; & c

ment n'est

pour l'obse

que les acco

ce faits, ne

ni préjudici

trats, réserv

audit nom

Parties, leu

défenses. V

de la Table

II. A l'ég

des rentes

gé. Voyez C

§. II. Rach

cance de

Clergé :

dues ren

contr'euz

niers rev

I. Pour do

de 1716, & cette Assemblée l'accorde.

T. VII, p. 607 & f., 644 & f., 656 & f.

Dans l'Ass. de 1735, renouvelé de même. T. VII, p. 1356, 1377. P. Just. p. 163.

Dans l'Assemb. de 1745, de même.

T. VII, p. 1905 & suiv., 1930 & suiv.

Dans celle de 1755, de même. T. VIII, p. 457, 460, 474 & suiv.

Dans l'Ass. de 1765, les Commissaires du Roi, lors de la demande du Don-gratuit, avoient oublié de joindre à cette demande celle du renouvellement du Contrat des rentes : dans une nouvelle visite, ils réparèrent l'oubli de cette formalité nécessaire. La Compagnie consent au renouvellement du Contrat. T. VIII, p. 1103 & suiv.

L'Assemb. de 1775 a continué le renouvellement dudit Contrat. T. VIII, p. 1119 & suiv.

X. Clauses insérées dans le Contrat des rentes, tant en faveur de l'Hôtel-de-Ville, qu'en faveur du Clergé.

I. C'est ainsi que s'expriment Mrs. les Commissaires du Roi, stipulant avec le Clergé, au nom de Sa Majesté. Le tout, disent-ils, sans préjudice de ce que les Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris auroient, par plusieurs fois, dit & remontré, que les Contrats de constitution de rentes, faits & passés au profit desdits Sieurs, par lesdits Sgrs. du Clergé, étoient bons & valables, soutenant que, par vertu d'iceux, ils pouvoient contraindre lesdits Sgrs. du Clergé au paiement des sommes y contenues; & que si présentement le Jugement n'est ordonné par Sa Majesté, pour l'observation desdits Contrats, que les accords & offres qui seront sur ce faits, ne pourront à l'avenir nuire, ni préjudicier à la validité desdits Contrats, réservant lesdits Sgrs. du Conseil, audit nom, respectivement auxdites Parties, leurs actions, prétentions & défenses. *Voyez le premier Supplément de la Table, n°. V, ad calcem.*

II. A l'égard des clauses du Contrat des rentes stipulées en faveur du Clergé. *Voyez Contrats, §. III, n°. II.*

§. II. Rachat, amortissement, vacance des rentes assignées sur le Clergé : Payeurs à la Ville desdites rentes; procédures faites contre eux, pour découvrir les deniers revenants-bons au Clergé.

I. Pour donner une idée juste des ren-

tes rachetées, amorties & vacantes, M. Chéron fait remarquer trois choses.

La première observation est, qu'il y a plusieurs sortes de rentes amorties : les unes l'ont été des deniers du Roi, suivant les termes du Contrat, par lesquels les Rois se sont toujours obligés de racheter de leurs deniers ces rentes, parce que le Clergé n'y est obligé que pour le Roi : les autres rentes ont été amorties des deniers du Clergé, revenants-bons dans la recette générale; d'autres ont été amorties par les Dioc. particuliers; d'autres enfin ont été retranchées par le Roi même, pour certaines considérations, & le fonds doit en demeurer dans la recette générale.

La deuxième observation est, qu'il y a plusieurs genres de vacances de ces rentes, savoir, par aubaine, déshérence, batardise, forfaiture, ou autrement : en tous ces cas, les deniers provenant de ces rentes, appartiennent au Clergé par tous les Contrats.

La troisième observation est, que, par ces mots de *vacantes autrement*, l'on entend toutes les parties de rentes non demandées & non réclamées depuis un très-grand nombre d'années, en sorte qu'on ne fait plus à qui appartiennent ces rentes.

Outre ces deniers, il y a encore ceux qui proviennent des débits de clair, des débits de quittances & d'autres effets : ces débits de clair, sont les deniers dont les Payeurs & les Comptables se trouvent redevables par la fin de leurs comptes, leur recette excédant leur dépense : les débits de quittances, sont les deniers non payés, & dont les Payeurs ne rapportant point de quittances, en rendant leurs comptes, on met par apostille, sur l'article, *doit quittance* : les deniers provenant d'autres effets, sont ceux qui peuvent revenir de dépense non due, que les Payeurs emploient dans leurs comptes.

Sur ces débits de quittances, il faut encore observer d'où ils peuvent provenir, & savoir, 1°. qu'ils proviennent souvent de ce qu'il y a des Particuliers qui laissent entre les mains des Payeurs les parties de leurs rentes, & ne les reçoivent pas tous les ans; 2°. de ce que souvent il y a des saisies & arrêts de ces parties de rentes; 3°. de ce que souvent les personnes qui viennent à une succession, n'ont pas connoissance des rentes qui sont dues à la succession : enfin ces débits de quittances proviennent des rentes amorties vacan-

tes, non réclamées & abandonnées; & ce sont les deniers de celles-là qui appartiennent au Clergé.

Voilà, en abrégé, toutes les espèces de deniers qui reviennent au Clergé, du fonds & arrérages de ces rentes. T. V. p. 200, 201, 202, 203.

II. Comme aucune Assemblée du Clergé n'avoit voulu reconnoître, ni avouer les premiers Contrats de ces rentes, l'on n'avoit nullement pensé aux deniers qui pouvoient revenir au Clergé de ces impositions. Il est bien vrai qu'en l'Ass. de 1580, qui est la première qui ait ordonné le paiement de ces rentes, on commença de stipuler dans le Contrat, que ce qui resteroit de l'imposition qu'on faisoit, seroit employé en l'acquit du fort principal de ces rentes; mais jusqu'en 1615, l'on n'avoit pas pris garde aux rentes qui avoient été amorties & éteintes, ou qui étoient demeurées vacantes; & ainsi on avoit toujours fait un même fonds pour le paiement de ces rentes. En cette année 1615, le sieur la Garde, Commis aux Finances, ayant donné avis à l'Ass. de plusieurs parties de rentes amorties, & non retranchées, savoir, de plus de 36000 liv. d'une part, & de plus de 8000 liv. d'une autre, & qu'il y avoit plusieurs autres parties de rentes vacantes, on commença à parler dans le Contrat de toutes ces rentes.

A la vérité, dès l'année 1610, le Clergé avoit bien reconnu, qu'il faisoit bien plus de fonds qu'il ne falloit pour payer ces rentes: c'est pourquoi il avoit fait un traité avec le sieur de Castilles, son Recev. Gén., portant qu'il retiendrait par ses mains, pendant dix ans, la somme de 36000 liv. des deniers de sa recette pour racheter 68000 liv. de ces rentes: mais l'on ne savoit point d'où provenoit ce fonds qui pouvoit être dans la recette: or, en 1615, on reconnut que ce fonds provenoit de ce qu'il n'y avoit point tant de rentes à payer que l'on avoit cru, & de ce qu'il y avoit plusieurs rentes amorties & vacantes. T. II, p. 13, 260 & suiv. T. V, p. 200, 201.

III. Cette découverte fut la raison qui obligea l'Ass. de 1615 de stipuler dans le Contrat, que tous les deniers provenant des rentes amorties des deniers du Roi, de ceux du Clergé & autres; & encore que les deniers provenant des rentes vacantes par aubaine, batardise, déshérence, forfaiture, ou autrement, seroient employés au rachat d'autres rentes, & que toutes ces rentes demeureroient éteintes au profit du Clergé: c'est ce qui a été toujours depuis stipulé dans tous les Contrats. T. V, p. 201. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. V, ad calcem.

IV. Quoique tous ces droits & ces deniers soient entièrement acquis au Clergé par ces Contrats, néanmoins l'on a voulu, il y a long-temps, & notamment en 1637, les contester au Clergé; si bien que dès ce temps-là, il y eut des partisans qui prétendant que tout ce qui étoit vacant par aubaine, &c., appartenoit uniquement au Roi, vouloient aussi que les deniers provenant de ces rentes, devoient appartenir à S. M., & en obtinrent, les uns des Dons, les autres des Lettres pour les faire porter aux Finances.

Le Clergé ayant connu cette entreprise, en fit plainte dès 1637; & ayant encore renouvelé ses plaintes en 1647, il obtint Arrêt à son profit.

Cela n'empêcha point qu'en 1656, le nommé Seigneuret, en vertu de la Déclaration du premier Avril 1656, ne prétendit retirer ces deniers; mais l'Assemblée du Clergé qui tenoit alors, obtint le 13 Janvier 1657, Arrêt à son profit, par lequel S. M. interprétant, en tant que besoin étoit, sa Déclaration, ordonna que les Contrats du Clergé seroient exécutés, & fit défenses audit Seigneuret & à tous autres, de troubler le Clergé. T. V, p. 201.

V. M. Chéron, avant d'exposer les Procédures faites & tenues pour la recherche des rentes amorties & autres, fait observer par qui les rentes assignées sur le Clergé ont été payées depuis leur création jusqu'à son temps.

Depuis 1562 jusqu'en 1594, ces rentes ont été payées par les Receveurs-Généraux du Clergé & les Receveurs de l'Hôtel-de-Ville, qui ont été les sieurs Marteau, Marcel & de Vigni. En 1594, le Roi créa deux Receveurs & Payeurs desdites rentes, savoir, un ancien & un alternatif, & ces offices furent remplis successivement par Mrs. de Seve & Martin, & ensuite par Mrs. de la Barre, freres. En 1636, le Roi, par son Edit du mois de Mars, a supprimé ces anciens offices, & en a créé neuf, lesquels neuf étoient possédés par trois personnes différentes; & il a ordonné, par un autre Edit, que de la somme d'un million 56322 liv. 1 f. 4 deniers, à quoi

à quoi
montoit
trois rec
liv. 19 f
349899
345785
de la pr
le sieur l
partie, l
la troisi
p. 203, 2

Un Ar
Août 164
rentes de
du denier
finance d
tribus à
être les d
plément,
communs
L'héritie

montre à l
n'avoit poi
mille & ta
de 36 mille
couvrées s
leurs des
acquéreurs
attendu qu
décharger p
1641: sur c
demandé un
dit Arrêt.
trouve la d
ble. T. III,

Autre su
nier 12 au
reurs des
cordées au

Les Paye
donner que
Gén., & no
bles: l'Ass
pissés dign
au Recev. G
rentes, que
lui donnent
T. V, p. 22

C'est une
les Contrats
tes de l'Hô
mier Supplé
ad calcem.

Par une
fournir, de
Agents-Gén
signé des re
ment, & la
lalionnée de

VI. M. C
détail des
Table de

à quoi l'on croyoit que ces rentes se montoient en 1636, il en seroit fait trois recettes : la première, de 360636 liv. 19 s. 4 deniers : la deuxième, de 349899 liv. 17 s. : la troisième, de 345785 l. 5 s. Le Receveur & Payeur de la première partie en 1675, étoit le sieur la Barre : celui de la deuxième partie, le sieur Marfolier ; & celui de la troisième, le sieur le Bœuf. T. V, p. 203, 204.

Un Arrêt du Conseil rendu le 10 Août 1641, obligeoit les Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville, de suppléer du denier 12 au denier 14, pour la finance de 54 mille liv. de gages attribués à leurs offices en 1637, pour être les deniers provenant dudit supplément, employés à partie des frais communs de l'Ass. de Mantes.

L'héritier du sieur de Lormaison remontre à l'Ass. de 1645, que celui-ci n'avoit point touché la somme de 42 mille & tant de livres, ni une autre de 36 mille liv., qui devoient être recouvrées sur les Payeurs & Contrôleurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville, acquéreurs de 54 mille liv. de gages, attendu que ceux-ci s'en étoient fait décharger par Arrêt du 28 Novembre 1641 : sur quoi est arrêté, qu'il sera demandé un Arrêt de cassation du susdit Arrêt. M. le Contrôleur-Général trouve la demande de l'Ass. raisonnable. T. III, p. 343, 344.

Autre supplément demandé du denier 12 au denier 14, aux acquéreurs des 100 mille liv. de rentes accordées au Roi en 1636. *Ibid.*

Les Payeurs des rentes ne vouloient donner que des récépissés au Recev. Gén., & non des quittances comptables : l'Ass. de 1670 juge ces récépissés dignes de radiation, & ordonne au Recev. Gén. de ne plus payer les rentes, que les Payeurs de la Ville ne lui donnent des quittances comptables. T. V, p. 22.

C'est une des clauses exprimées dans les Contrats pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. V, *ad calcem.*

Par une autre clause, ils doivent fournir, de six mois en six mois, aux Agents-Généraux, un état par eux signé des rentes qui se paient actuellement, & leur délivrer une copie collationnée de leurs comptes. *Ibid.*

VI. M. Chéron entre dans un grand détail des Procédures que l'on avoit

Table de la Coll. des P. V.

tenues pour découvrir les fonds que l'on devoit faire à l'Hôtel-de-Ville, & pour avoir une connoissance exacte des deniers qui pouvoient revenir au Clergé du fonds & des arrérages des rentes. L'histoire de ces Procédures lui paroît un préalable nécessaire, pour mieux donner à connoître la nécessité de la Procédure qu'on a été obligé d'entreprendre, de tenir & de suivre après la dernière Assemblée. Il expose donc ce qui s'est fait en divers temps & sans succès, savoir, dans les Ass. de 1580, de 1615, de 1619, de 1636, de 1640, de 1645, de 1655, de 1665. Il vient ensuite aux délibérations de l'Ass. de 1670.

Ce fut en cette année que plusieurs personnes, ayant donné divers avis sur ces rentes, on trouva que le moyen le plus prompt & le plus expédient, étoit d'obtenir un Arrêt, pour faire des extraits de toutes les rentes amorties & vacantes, & de tous les débits de quittances & de clair. A cet fin, l'Ass. présenta Requête au Roi ; & sur l'exposé de sa Requête, & le rapport de M. Colbert, le Roi ordonna, le premier Septembre 1670, que par les sieurs Gobelins & Boutard, Auditeurs en la Chambre des Comptes, il seroit fait des extraits & vérifications de toutes les rentes, des arrérages, des débits de quittance & de clair, non demandés & réclamés depuis la création desd. rentes, jusques & compris 1650, en présence des Agents-Généraux, ou de ceux qui seroient commis par l'Ass. ; & qu'à cet effet, les comptes & liasses d'acquits, rapportés par les Payeurs, & énoncés dans leurs comptes, seroient représentés par les Gardes des livres de la Chambre, & les Payeurs des rentes tenus de rapporter, un mois après la signification de l'Arrêt, pardevant les mêmes Auditeurs, l'Edit de création, Lettres de provisions & autres titres concernant la propriété de leurs offices, gages & droits y attribués ; ensemble les doubles de leurs comptes & les noms de ceux à qui les rentes avoient été vendues, constituées ou acquises, pour du tout être dressé procès-verbal : icelui vu & rapporté aux Commissaires nommés par l'Arrêt du 17 Septemb. 1668, être ordonné par S. M. ce qu'il appar tiendrait. Cet Arrêt avoit été obtenu sur la demande de l'Ass. de 1665. T. V, p. 201, 202, 203.

M. Chéron fut commis par l'Ass., avec M. Froment, pour l'exécution de

Aaaaaa

l'Arrêt du premier Septembre 1670 : on le fit signifier aux sieurs de la Barre, Marfolier & le Bœuf, & on commença à travailler avec Mrs. les Auditeurs. Pour le faire avec ordre, Mrs. les Commissaires estimèrent qu'il y avoit sept à huit choses à observer par rapport aux comptes des Payeurs : ils crurent aussi devoir faire connoître par qui les rentes ont été payées, depuis la création jusqu'alors, & savoir par-là quelles ont été les Parties contre lesquelles il a fallu agir. T. V, p. 203, 204.

M. Chéron expose après cela, quels subterfuges furent employés par lesdits Payeurs des rentes, après la signification de l'Arrêt; en quoi cependant il distingue le sieur le Bœuf des deux autres, quant à la bonne foi de procéder. T. V, p. 204, 205.

M. Chéron vient ensuite à exposer ce qui a été découvert de toutes les rentes créées, rachetées, existantes, des fonds que l'on doit faire à l'Hôtel-de-Ville, & des deniers qui doivent revenir au Clergé, des fonds & des arrérages de ces rentes : il donne un état très-circonstancié de tout. T. V, p. 206 jusqu'à 214.

Il finit enfin son rapport par un Mémoire de ce qu'il convient de faire, 1°. pour continuer la procédure contre les Payeurs des rentes, afin d'être payé des sommes qu'ils ont entre leurs mains, revenant-bon au Clergé; 2°. pour faire restituer aux Rentiers les sommes qu'ils ont reçues au préjudice des amortissements; 3°. pour faire retrancher ces rentes amorties; 4°. pour faire une liquidation certaine des rentes existantes, & de tout ce que l'on doit payer à l'Hôtel-de-Ville. T. V, p. 214, 215.

VII. Après tous ces extraits du rapport de M. Chéron, il ne reste plus qu'à indiquer ce qui, dans les délibérations des Assemb. précédentes & suivantes, peut être relatif au présent paragraphe des rentes amorties & vacantes.

En l'Ass. de 1610, T. II, p. 13. *Suprà*.

En l'Ass. de 1615, T. II, p. 260 jusqu'à 264.

En l'Ass. de 1617, T. II, p. 308 & f.

En l'Ass. de 1621, T. II, p. 358, 359.

En l'Ass. de 1625, T. II, p. 408, 416, 423, 424, 478, 479, 559.

En l'Ass. de 1635, T. II, p. 692, 693, 815, 816.

En l'Ass. de 1641, T. III, p. 27, 28.

En l'Ass. de 1645, T. III, p. 188 & f. 193 & f.

En l'Ass. de 1650, T. III, p. 504, 505, 506.

En l'Ass. de 1655, T. IV, p. 71 jusqu'à 74.

En l'Ass. de 1660, T. IV, p. 501 jusqu'à 506.

En l'Ass. de 1665, T. IV, p. 875, 876, 877.

En l'Ass. de 1670, T. V, p. 33 & f. 36, 305. P. Just. p. 86, 173, 174.

En l'Assemb. de 1675, le Clergé, sur l'abandon qu'il avoit fait au Roi, de la recherche des rentes amorties, & dont les deniers étoient entre les mains des Receveurs & Payeurs de ces rentes, avoit été déchargé de 300000 liv. sur le paiement du Don-gratuit qui y fut accordé au Roi : le revenant-bon de cette recherche n'avoit été abandonné au Roi que jusqu'en 1650.

Dans l'Ass. de 1695, il se présente une Compagnie qui offre de faire rentrer au Clergé des sommes considérables provenant des rentes rachetées & amorties au profit du Clergé, depuis 1650, dont le fonds se faisoit & se payoit encore : ils offrent deux partis; 1°. de travailler à cette affaire, moyennant une reconnaissance raisonnable, sous les ordres de ceux des Députés que l'Assemb. voudra charger de cette commission, & de leur communiquer tous les papiers qu'ils ont en main; 2°. de faire eux-mêmes cette recherche, & d'en remettre le produit au Rec. Gén., à condition que le Clergé leur donne quatre sols pour livre, & qu'il se charge d'obtenir les Arrêts dont ils auront besoin. Ce second parti est accepté par l'Ass., qui nomme des Commissaires pour la conduite de l'affaire. T. VI, p. 179 jusqu'à 182.

En l'Assemb. de 1726, M. de Châlons fait le rapport de ce qui concerne le département de l'imposition, destinée au paiement des rentes de la Ville assignées sur le Clergé : il fixe & détermine l'état desdites rentes, suivant la délibération de 1723, selon lequel le total du département arrêté est de la somme de 412650 livres : il fait voir qu'il y a eu erreur touchant le capital des rentes, laquelle erreur forme une différence en capital de la somme de 267147 liv. de plus; & en augmentation de dépense annuelle pour le Clergé, de la somme de 12480 liv. 2 f. 11 deniers.

L'Ass. cependant, conformément à l'avis de la Commission, adopte provisionnellement le département de 1723, pour le paiement desdites rentes jusqu'à l'Assemb. de 1730. T. VII, p. 646 jusqu'à 653.

En l'Ass. des Commissaires & des de procurer la liquidation des rentes de l'Hôtel-de-Ville, signées sur les propriétaires, le temps le plus tôt qui reçoivent qu'il y a 6 deniers, & des demandes de liquidation, la somme, & modique.

La Commission l'avis de la Commission, Mrs. les Auditeurs du Conseil des Comptes, les créanciers, à qui porteront pour la liquidation la même somme, suivant l'état, Mrs. les Comptes sera déposée pour l'expédition pour être au Clergé, qu'il y a des rentes, pour la partie, & faire les fonds.

§. III. Rédaction.

Voyez ci-dessus.

CH.

RENTES

Pour rapporter, il faut que le contrat passé en l'Ass. semblé en 1723, & les autres choses de l'état, une fois par an, survenu par le levé par impositions, avant les anciens, une fois 8 deniers, à être l'aliénation de rentes, & cese de pour part de ladite, ensuite duquel du mois de

En l'Assemblée de 1755, Mrs. les Commissaires des comptes des décimes & des anciennes rentes, proposent de procurer aux Rentiers du Clergé la liquidation de plusieurs parties de rentes de l'Hôtel-de-Ville, prétendues assignées sur le Clergé, dont les propriétaires réclamoient depuis longtemps le paiement : les parties de rentes qui restoient à liquider, ne montoient qu'à la somme de 6714 liv. 7 s. 6 deniers, & celles dont les propriétaires demandoient à l'Assemblée la liquidation, faisoient partie de ladite somme, & ne formoient qu'un très-modique objet.

La Compagnie, conformément à l'avis de la Commission, arrête, que Mrs. les Agents solliciteront un Arrêt du Conseil, à l'effet qu'il soit nommé des Commissaires, pardevant lesquels les créanciers desdites parties de rentes, à qui il est dû des arrérages, rapporteront leurs titres de propriété, pour la liquidation en être faite dans la même forme que les précédentes, suivant l'état qui en sera arrêté par Mrs. les Commissaires, dont l'original sera déposé au Greffe du Conseil, & expédition délivrée tant aux Agents pour être déposée aux Archives du Clergé, qu'aux trois Payeurs de ces rentes, pour ce qui concerne chacun sa partie, & au Recev. Gén. pour en faire les fonds. T. VIII, p. 481, 482.

§. III. Réduction des rentes assignées sur le Clergé.

Voyez ci-après Rentes réduites.

CHAPITRE II.

RENTES CRÉÉES EN 1636.

Pour rappeler l'origine de ces rentes, il faut observer que par le Contrat passé entre le Roi & le Clergé assemblé en 1635, il auroit été, entr'autres choses, accordé, pour le bien de l'état, une somme de 316 mille livres par an, sur laquelle somme il fut convenu par ledit Contrat, qu'il seroit levé par imposition nouvelle, & suivant les anciens départemens du Clergé, une somme de 100645 liv. 16 s. 8 deniers, au profit de S. M., pour en être l'aliénation faite en constitution de rentes, avec faculté à chaque Diocèse de pouvoir se racheter de sa quote-part de ladite imposition nouvelle; ensuite duquel Contrat, & par Edit du mois de Juillet 1636, le Roi céda

de ladite somme, celle de 86 mille liv. à l'Hôtel-de-Ville de Paris, dont il fut passé des Contrats à différents particuliers par Mrs. les Prévôt & Echevins, au denier 18, dont les principaux devoient être remboursés au denier 12, & dont le département fut fait sur tous les Diocèses, sans aucune solidité entr'eux : il fut aussi créé par le même Edit, trois offices de Payeurs & trois offices de Contrôleurs desdites rentes, aux gages de 20 mille liv. à départir entr'eux : le tout assigné, 1°. sur lesdites 100645 liv. d'imposition nouvelle, & subsidiairement sur le surplus des fonds accordés au Roi. Lesdits Officiers, ou un Commis pour eux, faisoient le recouvrement de ladite imposition, payoient les rentes, & en rendoient compte, sans qu'il en fût fait aucune mention, que par mémoire, dans les comptes du Clergé, parce que les sommes reçues & dues pour ces rentes, ne passoient point par la recette générale. T. II, p. 709, 717, 718. T. VII, p. 263, 264. P. J. p. 267, 268.

En l'Assemblée de 1690, M. l'Archev. de Paris proposa l'affaire des rentes créées en 1636, & fit observer, que comme ces rentes ne passoient point par les mains du Recev. Gén. du Clergé, & que la recette s'en faisoit par un Receveur que les Rentiers même choisissoient entr'eux, l'on en avoit peu de connoissance; que l'on savoit cependant que la plupart des Diocèses avoient racheté leur quote-part de ces rentes, si bien qu'il n'en restoit pas une somme très-notable; que ces rentes continuoient à se payer au denier douze, ce qui étoit à charge au Clergé; qu'il seroit nécessaire d'examiner ce qu'on pourroit faire sur ce sujet; mais qu'avant de prendre une résolution, il seroit besoin de savoir ce qui restoit à payer de ces rentes : sur quoi il fut arrêté d'obtenir un Arrêt du Conseil, qui obligât ces Rentiers à rapporter leurs Contrats, & à les mettre entre les mains de Mrs. les Agents, pour en rendre compte, ou à l'Ass., si elle tient encore, ou à M. le Président. T. V, p. 683.

Dans le rapport fait en l'Assemblée de 1725, par M. l'Archev. de Sens, des rentes de 1636, il fait observer, que plusieurs Diocèses s'étant rachetés, ils avoient amorti la plus grande partie de ces rentes & des gages des Payeurs & Contrôleurs; qu'il ne s'en

Aaaaaa a

trouvoit plus dû en principal, que pour la somme de 270 mille liv. ou environ, & en arrérages de rentes & gages, que pour la somme d'environ 16 mille liv. par 10 Diocèses qui n'avoient point encore remboursé.

Que l'Arrêt du 16 Octobre 1719, ayant ordonné le remboursement de toutes les rentes du Clergé, la suppression des offices de Payeurs & Contrôleurs, & la représentation de leurs titres, pardevant Mrs. les Commissaires nommés à cet effet, & que d'autres Arrêts postérieurs ayant ordonné la réduction desdites rentes au denier 50, la liquidation en auroit été faite pour parvenir à ladite réduction: ces Rentiers ne s'étoient point soumis, mais avoient présenté une Requête au Conseil, pour demander que ces rentes & ces gages échus depuis le premier Juill. 1719, continueroient à leur être payés sur le pied de leur création, & demandoient en même-temps, que si on les obligeoit à réduire leurs rentes & gages, ils fussent du moins déchargés de rendre leurs comptes, à la Chambre des Comptes, pour épargner des frais & épices considérables que cela leur couroit.

Sur quoi, il est intervenu un Arrêt du Conseil, du 8 Août 1724, qui ordonne que l'Arrêt du 16 Octobre 1719 sera exécuté, & en conséquence les créanciers particuliers des Diocèses, à cause desdites rentes de 1636, & les Propriétaires des offices de Payeurs & Contrôleurs d'icelles, feroient procéder à la liquidation de leurs créances, sauf après la liquidation, à leur être pourvu, ainsi qu'il leur appartiendra; qu'en exécution de cet Arrêt, la plupart de ces Rentiers & Officiers avoient représenté leurs titres pour être liquidés, & ensuite réduits au denier cinquante; que cette liquidation étoit faite, & en état d'être présentée pardevant Mrs. les Commissaires; qu'au moyen de cette réduction au denier cinquante, ces rentes & gages se trouvoient réduits à moins de 3000 liv. par an, ce qui devenoit un objet peu considérable.

Sur quoi ces Rentiers & Officiers demandoient une grâce à l'Assemblée, qui étoit de vouloir bien consentir que le Receveur-Général du Clergé fit le recouvrement de cette imposition due encore par quelques Diocèses, & la distribution aux Rentiers & Officiers, & en rendit compte aux Assemblées du

Clergé, par un article séparé; au moyen de quoi ils espéroient pouvoir être dispensés de rendre leurs comptes, à la Chambre des Comptes, ce qui leur procureroit un grand soulagement; qu'ils avoient lieu d'espérer, si le Clergé leur faisoit cette grâce, d'obtenir une Déclaration de Sa Majesté, dans la forme la plus solide, pour être déchargés de la reddition de leurs comptes à la Chambre; que cette Déclaration y seroit même enregistrée; qu'ils en avoient dressé le projet qu'ils présentoient à l'Ass.

Sur quoi l'Assemblée, après la lecture dudit projet, délibération prise par Provinces, a résolu, conformément à l'avis de la Commission, d'accorder auxdits Rentiers & Officiers son consentement, pour que le Receveur-Général fasse le recouvrement des sommes encore dues par quelques Diocèses, pour le paiement des rentes de 1636, & des gages des Officiers; qu'il leur paie les rentes comme il fait les autres rentes du Clergé; qu'il en compte aux Assembl. par un chapitre séparé; à condition néanmoins que les Rentiers & Officiers obtiendront la Déclaration du Roi, dont il est parlé ci-dessus; que cette Déclaration portera expressément, que cela est fait du consentement du Clergé; que cela ne changera rien aux clauses des Contrats passés avec le Roi, qui marquent, qu'il n'y a point de solidité entre les Diocèses pour ces rentes; que lesdits Diocèses ont la faculté de rembourser au denier 12; & à condition en outre que les Diocèses ne seront contraints en aucun cas de rembourser les capitaux, que quand ils le voudront; qu'enfin, les Rentiers & Officiers s'accommoderont avec le Receveur-Général, pour les frais du recouvrement desdites rentes & gages. T. VII, p. 264, 265, 266, 267.

La Déclaration en faveur des Rentiers & Officiers est accordée: elle est du 16 Février 1726, & se trouve, T. VII, P. Just. p. 267 & f.



C
RENTI
LE C
EN C
PRUN
TUTIS
§. I. Con
rentes
comme

I. L'Ass.
qui ait po
au paieme
prunt qu'e
liv., pour
ticuliers de
au denier d
ordinairem
semblées. V
an. 1690.

II. Pour
constitution
qui prêtent
tume de no
chevêque de
que Présiden
plus ancien
à Paris, & M
tant conjoin
elles donner
du Clergé,
constitution
de passer tou
d'obliger to
du général
Clergé, soli
lesdites rent
& pour faire
rentes, les
ment & un
tous les Bér
& généralem
dants biens
premier Supp
ad calcem.

§. II. Privi
fés & con
constitu

Les délib
Clergé les
Lettres later
délibérations
passées entre
sujet des en
ment des Do

CHAPITRE III.

RENTES CONSTITUÉES SUR
LE CLERGÉ DEPUIS 1690,
EN CONSÉQUENCE DES EM-
PRUNTS POUR DONSGRAT-
TUIFS.§. I. Constitutions faites en diffé-
rentes Assemblées; par qui, &
comment?

I. L'Assemb. de 1690 est la première qui ait pourvu, par voie d'emprunt, au paiement du Don-gratuit: l'emprunt qu'elle ordonna fut de 5500000 liv., pour lequel elle fit à différents Particuliers des Contrats de constitution au denier dix-huit. Cet exemple a été ordinairement suivi par les autres Assemblées. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1690.

II. Pour la passation des Contrats de constitution aux différents Particuliers qui prêtent, les Assemblées ont coutume de nommer & autoriser M. l'Archevêque de Paris, ou autre Archevêque Président, & en cas d'absence, le plus ancien Prélat titulaire se trouvant à Paris, & Mrs. les Agents, auxquels, tant conjointement que séparément, elles donnent pouvoir, pour & au nom du Clergé, d'emprunter & prendre à constitution de rente la somme de....., de passer tous Contrats de constitution, d'obliger sous les biens Ecclésiastiques du général & des particuliers dudit Clergé, solidairement, &c., de payer lesdites rentes de six mois en six mois; & pour faire le fonds annuel desdites rentes, les Assemb. font un département & une imposition annuelle sur tous les Bénéficiers, Communautés, & généralement tous jouissans & possédans biens Ecclésiastiques. *Voyez* le premier Supplément de la Table, n°. I, ad calcem.

§. II. Privileges, exemptions, clauses & conditions des Contrats de constitution de rentes.

Les délibérations des Assemblées du Clergé, les Arrêts du Conseil & les Lettres Patentes confirmatives desdites délibérations, ainsi que les Contrats passés entre le Clergé & le Roi, au sujet des emprunts faits pour le paiement des Dons-gratuits, sont ordinairement uniformes à l'égard des dispositions suivantes.

I. Lesdites rentes constituées seront payées de six mois en six mois: les Rentiers qui seront payés dans les Provinces, ne pourront l'être qu'aux personnes qui seront désignées & nommées dans les états envoyés par le Receveur-Général à ses Commis ou Préposés aux recettes Provinciales. *Voyez* le premier Supplément de la Table, n°. I, II, III, IV, ad calcem.

II. Elles ne peuvent être réduites, ni retranchées pour quelque cause que ce puisse être. *Ibid.*

III. Elles sont déclarées exemptes de taille, de dixième & de vingtième, & généralement de toutes impositions qui pourroient être faites. *Ibid.*

Le Roi avoit accordé au Clergé, dans l'Assemb. de 1742, la faculté de rétenir le dixième sur tous ses Rentiers, tant anciens que nouveaux, pour l'indemniser de ses prétentions sur les biens patrimoniaux des Ecclésiastiques: l'Assemblée ne voulut point user de cette faculté; elle fit une remise entière & absolue en faveur desdits Créanciers: délibération en conséquence. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1742.

IV. Il ne sera prétendu, de la part de Sa Majesté, aucun droit d'amortissement, de nouveaux acquêts, de contrôles, d'insinuations & d'autres pareils droits, contre les Diocèses, Bénéficiers, Communautés Ecclésiastiques, à cause des rentes qu'ils pourront acquiescer de celles qui seront constituées par le Clergé. *Voyez* le premier Supplément de la Table ad calcem, n°. I, II, III, IV.

V. Seront aussi exempts les Contrats & Actes qui seront passés par le Clergé-Général touchant l'emprunt; & même les quittances de remboursement desdits Contrats, de tous droits de contrôle, d'insinuation, & autre de cette nature; de même tous les exploits & significations qui seront faits de la part du Clergé, pour raison de l'emprunt & choses en dépendantes, pourront être faits en papier ou parchemin non timbré, & seront déchargés du contrôle. *Ibid.*

VI. Quant aux privilèges desdites Rentes & Contrats par rapport aux Etrangers. *Voyez* Etrangers.

VII. Tous les exploits de saisies, d'oppositions, empêchements & autres significations, qui seront faits au Recev. Génér. du Clergé, pour raison desd. rentes, seront visés & paraphés

par le Commis qu'il préposera à la réception desdits exploits, à peine de nullité d'iceux; & ce, pour éviter les surprises. *Voyez le Supplément ci-dessus.*

VIII. Pour faciliter le commerce desdites rentes, les personnes commises pour passer les Contrats avec les Particuliers qui prêtent à constitution, pourront prendre à constitution de nouvelles rentes, les mêmes sommes pour être employées au rachat des rentes de ceux qui voudront être remboursés, jusqu'à concurrence d'icelles, aux mêmes stipulations, clauses & conditions; à condition, & non autrement, qu'il sera porté par ledit Contrat, que l'emprunt est fait pour payer un créancier du Clergé; & que dans la quittance que ledit créancier fournira, il sera fait mention, que c'est des mêmes deniers qui ont été empruntés de celui à qui on aura passé un nouveau Contrat, afin que celui qui aura prêté pour faire ledit rachat, soit subrogé aux droits & hypothèques de celui qui aura été remboursé. *Ibid.*

IX. Les rentes qui écherront au Roi par droits d'aubaine, déshérence, batarde, confiscation, forfaiture, &c., sont déclarées éteintes & amorties en faveur du Clergé. *Ibid.*

X. Les rentes constituées ne sont, ni ne peuvent être comprises sous le nom d'Annexes. Les Bénéficiaires ne peuvent être imposés qu'au chef-lieu, à raison des rentes volantes, ou constituées, qu'ils posséderont, quelque part où ces rentes soient établies. *Institution amplifiée de l'Assemb. de 1765. T. VIII, P. J. p. 406.*

XI. Pour le remboursement & le paiement des arrérages des rentes constituées sur le Clergé, le Receveur-Général doit-il suivre la Coutume de Paris, ou celle du domicile des Rentiers? *Voyez Remboursements, §. I, n°. VII.*

XII. Le Clergé-Général n'est, ni garant, ni responsable des deniers remis par les Prêteurs aux Receveurs Diocésains, en cas de faillite desdits Receveurs. *Voyez Offices & Officiers des décimes, §. II, n°. III.*

CHAPITRE IV.

RENTES SUR LE CLERGÉ LIQUIDÉES ET REMBOURSÉES.

Un événement des plus considérables pour le Clergé, a été l'affaire de la liquidation & du remboursement des rentes & autres dettes du Clergé-Géné-

ral & de celles des Diocèses; liquidation & remboursement ordonnés par un Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1719, & exécutés par la Commission nommée par l'Arrêt du 4 Novembre suivant, composée de douze Prélats & de Mrs. les Agents. On va donner un exposé succinct de l'affaire & de ses suites.

§. I. Arrêts du Conseil relatifs à l'affaire de la liquidation & du remboursement des rentes & des dettes du Clergé.

Un Arrêt du Conseil, du 26 Octobre 1719, ordonna qu'il seroit procédé à la liquidation des sommes qui étoient dues aux créanciers du Clergé, tant en principal qu'en intérêts, lesquels seroient remboursés des deniers du sieur du Breuil, subrogé en leur lieu & place, & que les arrérages de ces sommes lui seroient payés sur le pied de trois pour cent: le même Arrêt portoit suppression des offices de Receveurs Provinciaux & de leurs Contrôleurs, & déclaroit résilié le Contrat passé entre le Clergé & le sieur Ogier, lequel ne seroit plus aucune fonction de Receveur-Général.

Par Arrêt du 4 Novembre de la même année, furent nommés douze Prélats-Commissaires pour procéder à la liquidation des sommes dues aux créanciers du Clergé-Général & des Diocèses, conjointement avec les Agents-Généraux, en exécution du précédent Arrêt. D'autres Arrêts intervinrent, en confirmation ou en interprétation de celui du 26 Octob. 1719. Par Arrêt du 16 Novembre de la même année, le sieur Charles Geoffroi fut commis pour payer les remboursements aux différents Rentiers du Clergé, en deniers comptants, ou en récépissés payables au Porteur. Un Arrêt du 16 Décembre suivant, nomma les Directeurs des Monnoies en qualité de Préposés du sieur du Breuil dans les Généralités où étoient les recettes Provinciales du Clergé. Deux Arrêts rendus le 19 Janvier 1720, ordonnèrent le remboursement des offices de Commissaires aux décimes, créés en 1705, & celui des rentes constituées par le Clergé en 1707. Le 9 Mars 1720, il y eut un Arrêt du Conseil, qui fixoit à deux pour cent l'intérêt des sommes que le sieur du Breuil auroit prêtées au Clergé pour le remboursement, au lieu de trois pour cent ordonné par l'Arrêt

du 26 Octobre relatifs aux & autres de réglés par de mi les Pièces d'Agence de suiv.

§. II. Opérations

Les Commissions du 4 Novembre à Paris aux Commissions du même nom pour procéder à la liquidation des sommes dues au Clergé, son emploi. Procès-verbal résolu dans la session. Le marquis Archives du Président qui dredi 15 Mars. Prélats-Commissaires leurs signatures niève séance 1721. L'Arrêt du 4 Novembre. P. Just. p. 7.

Après la liquidation le Prêlat-Président Mrs. les Agents-Commissaires, de même les Procureurs mission: sur ce remontra, que principaux d'iceux lesquels on ne reaux: ces de des comptes liquidation des mées en conséquence 535, 536.

Sur la requête Broglie, il fut statuer sur le 26 Octobre, l'ordonnance & solvable, la capacité & de qu'on emploie naissance affectée Clergé, pour qui embrassoient gements que rés depuis l'ordonnance. Le sieur Croissant Commission j le choix fait nit un caution

du 16 Octobre 1719. Plusieurs objets relatifs aux remboursements des rentes & autres dettes du Clergé, furent aussi réglés par divers Arrêts, rapportés parmi les Pièces Justificatives du Rapport d'Agence de 1725. T. VI, p. 1523 & suiv.

§. II. Opérations préliminaires de la Commission.

Les Commissaires nommés par l'Arrêt du 4 Novemb. 1719, s'assemblerent à Paris aux Grands-Augustins, depuis le 8 du même mois, jusqu'au 7 Août 1720, pour procéder à la liquidation des dettes du Clergé, & examiner les comptes du Receveur-Général destitué de son emploi. L'un des Agents dressa le Procès-verbal de tout ce qui fut dit & résolu dans les séances de la Commission. Le manuscrit original déposé aux Archives du Clergé, n'a été signé du Président que jusqu'à la séance du Vendredi 15 Mars, de relevée. Les autres Prélats-Commissaires n'ont pas apposé leurs signatures pour le clore à la dernière séance selon l'usage. T. VI, p. 1525. L'Arrêt du 26 Octobre 1719 & celui du 4 Novemb., sont rapportés, T. VI, P. Just. p. 751 & f. 754 & f.

Après la lecture de ces deux Arrêts, le Prélat-Président proposa d'entendre Mrs. les Agents, qui, quoique Commissaires, devoient être regardés comme les Procureurs-Généraux de la Commission: sur quoi, M. l'Abbé de Broglie remontra, qu'il y avoit deux objets principaux dans la Commission, pour lesquels on pouvoit former deux Bureaux: ces deux objets étoient l'examen des comptes du sieur Ogier, & la liquidation des dettes: deux Bureaux formés en conséquence. T. VI, P. Just. p. 535, 536.

Sur la requisition de M. l'Abbé de Broglie, il fut arrêté, qu'avant de rien statuer sur l'exécution de l'Arrêt du 26 Octobre, l'on choisiroit un homme bon & solvable, qui pût répondre de la capacité & de la fidélité des Commis qu'on emploieroit, & qui eût une connoissance assez parfaite des affaires du Clergé, pour conduire une opération qui embrassoit tous les différens engagements que le Clergé avoit contractés depuis l'origine de ses Assemblées. Le sieur Crozat fut celui sur qui la Commission jeta les yeux. Il accepta le choix fait de sa personne, & fournit un cautionnement, par lequel, au

moyen des états certifiés des rentes actuellement existantes, qui devoit lui être fourni par le Receveur-Général & les Payeurs de la Ville, il s'engageoit de répondre, en son propre & privé nom, de la validité de tous les remboursements qu'il feroit, de répondre de tous les Commis qu'il emploieroit, de rendre compte de sa gestion, par provision, à Mrs. les Commissaires, & un compte en forme à la prochaine Assemblée.

On nomma en même-temps des Avocats, qui conjointement avec ceux du Clergé, donneroient leur avis sur les différentes questions de droit qui se présenteroient dans la liquidation des dettes du Clergé, & aideroient de leurs lumières les Sgrs. Commissaires.

Au mois de Juillet 1720, sur la demande de M. Crozat, qui ne pouvoit plus vaquer aux opérations, la Commission lui substitua le sieur Gueux, ancien Contrôleur des Rentes de l'Hôtel-de-Ville. T. VI, P. J. p. 536 jusqu'à 540.

§. III. Comptes de M. Ogier: premier objet de la Commission.

Voyez Comptes, §. II, an. 1719.

§. IV. Affaire de la liquidation des dettes du Clergé-Général.

I. Il est délibéré d'abord sur la forme qu'emploieront les Commissaires pour cette liquidation. De deux voies à prendre, la Commission s'arrête à celle-ci; savoir, que le sieur du Breuil, en vertu de l'Arrêt du 6 Octobre, fit lui-même le remboursement de toutes les dettes du Clergé, en présence des Commissaires, lesquels n'auroient d'autres fonctions que de faire les liquidations, & de certifier que tels & tels étoient réellement créanciers du Clergé. On observe que ce parti approchoit plus de la forme usitée au Conseil. Modèles de quittances conformes à la présente délibération, que les Créanciers doivent donner au sieur du Breuil. T. VI, P. J. p. 553, 554.

II. Par autre délibération, arrêté, que, passé le premier terme des impositions de la présente année 1719, le Receveur-Général & les Receveurs- Provinciaux cesseroient de faire le recouvrement des deniers des impositions; les Receveurs Diocésains en exercice, continuant toujours leurs recettes, & retenant les deniers des impositions,

jusqu'à nouvel ordre. En conséquence, les Préposés du sieur du Breuil ont été établis dans chaque Généralité, au lieu & place des Receveurs Provinciaux..... Il est fait injonction auxdits Préposés de ne point exiger des Receveurs Diocésains les cinq pour cent ordonnés par l'Arrêt du 11 Décembre 1719..... Les Receveurs Diocésains ont ordre de dénoncer, au Syndic de chaque Diocèse, les fautes & oppositions faites entre leurs mains. *Ibid.* p. 555, 556, 557.

III. La Commission, avant de procéder à la liquidation des rentes de l'Hôtel-de-Ville, estime nécessaire d'avoir les registres d'immatricule des Payeurs, pour connoître au juste l'état des rentes existantes sur chaque partie desd. rentes; ce qu'elle obtient. Elle prend aussi des mesures pour découvrir les parties de rentes qu'on presume être vacantes depuis long-temps par déshérence, aubaine, forfaiture, &c., desquelles le Roi a fait don au Clergé par tous les Contrats. *Ibid.* p. 557 jusqu'à 562.

Affaire incidente: c'est la prétention des Propriétaires des rentes de l'Hôtel-de-Ville, assignées sur le Clergé, au sujet de quarante années d'arrérages desdites rentes, ce qui formeroit un objet de plus de 40 millions. Mémoire à ce sujet de M. le Merre, en faveur du Clergé, remis entre les mains de M. de la Houssaie, Rapporteur de l'instance. *Ibid.* p. 562, 563.

IV. Sur ce qu'il se trouvoit grand nombre de Rentiers & Officiers du Clergé en retard, pour recevoir leurs remboursements, & qu'il étoit à présumer qu'ils vouloient se conserver un titre contre le Clergé, la Commission demande & obtient un Arrêt portant que, faute par eux de se présenter dans un mois, les sommes à eux dues seroient déposées entre les mains du Caissier de la Banque Royale, & qu'au moyen de ce dépôt, le Clergé seroit bien & valablement déchargé envers eux. *Ibid.* p. 563.

V. A l'égard des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Toulouse, assignées sur le Clergé, se montant à 4195 l. de rente, l'Assemb. oblige lesdits Rentiers d'envoyer à Paris les titres & pièces justificatives de leurs créances, avec pouvoir de donner quittance; de sorte qu'après l'examen de leurs titres, les Commissaires pourroient leur faire remettre à Toulouse les sommes nécessaires pour leur remboursement. Mrs. les Agents ayant fait part de cette dé-

libération à Mrs. les Présidents, Syndics de ces Rentiers, & à leur Payeur, les Sieurs Présidents répondent, que M. l'Archev. de Narbonne, l'un des Commissaires, se trouvant actuellement à Toulouse, il seroit convenable de le charger de l'examen des titres; ce que la Commission approuve. *Ibid.* p. 563 jusqu'à 566.

VI. La Commission procède ensuite à la liquidation des rentes créées en 1636, & prend, vis-à-vis des Diocèses qui ont amorti leur quote-part de l'imposition destinée au paiement de ces rentes, les mesures nécessaires, en les obligeant d'envoyer les copies des quittances de remboursement; & pour les Diocèses qui n'ont pas amorti, de faire savoir quelle somme le Diocèse remet annuellement à la recette Provinciale. *Ibid.* p. 566, 567.

VII. A l'égard de la liquidation de la finance des offices de Commissaires des décimes, & la liquidation des rentes créées en 1707, pour l'extinction des billers de monnaie, M. l'Archev. de Sens, Rapporteur, fait observer, que ces deux affaires, quoique très-différentes entre elles, avoient néanmoins un rapport essentiel, puisque le Roi étoit également débiteur au Clergé des sommes qui furent alors fournies à Sa Majesté; qu'il étoit donc de l'intérêt du Clergé d'obtenir du Roi les fonds nécessaires pour acquitter ces deux fortes d'engagements, tant envers les Officiers des décimes, qu'envers les Rentiers de 1707; qu'il étoit même de l'intérêt du Roi de le faire, pour se libérer de 75000 liv. de gages d'une part, & de 46172 livres de rente d'autre part: deux projets d'Arrêts lus à ce sujet & approuvés par la Commission: elle députe à M. le Contrôleur-Général, qui en ayant parlé à Son Altesse Royale, les deux Arrêts sont expédiés au désir des Sgrs. Commissaires. *Ibid.* p. 567 jusqu'à 574.

VIII. La Commission obtient aussi un Arrêt de décharge & d'exemption de tout droit de contrôle, avec défenses aux Fermiers, leurs Commis ou Préposés, de faire aucunes poursuites contre les Diocèses, pour raison dudit droit, des quittances de remboursement que donneront les créanciers du Clergé, en exécution de l'Arrêt du 26 Octobre 1719. *Ibid.* p. 574.

Voyez

nant le

Diocèse

somme

Voyez

du Clergé

somme

du Clergé

Quatre

sujet: 1^o.

du Breuil

décimes P

3^o. les ren

Paris & de

Clergé: 4^o

munautés.

Le prem

rêt du Co

permet à M

& Mrs. les

gé, & pare

reaux Dioc

de rembour

sommes pa

tion de l'A

qui ont été

ment des re

général, qu

liers, & à

à cet effet,

de rentes,

jusqu'à con

au sieur du

Rentiers &

auront été

sieur du Br

autres, en

ont-reçus p

tes à eux r

& que ce

n'auront pa

à leur cho

leur rembo

ter leurs C

moins les i

pour cent

le sieur O

fonctions

J. p. 617 ju

Autre A

de Contrôl

tion, les

Table de

§. V. Liquidation des dettes des Diocèses.

Voyez Diocèses, §. VI.

§. VI. Etat & département concernant les sommes imposées sur les Diocèses, & l'emploi desdites sommes.

Voyez Diocèses, §. VI, n°. VI.

§. VII. Rétablissement des rentes du Clergé, & remboursement des sommes avancées aux Créanciers du Clergé par le sieur du Breuil.

Quatre objets de délibérations à ce sujet : 1°. le remboursement du sieur du Breuil : 2°. celui des Officiers des décimes Provinciaux & Diocésains : 3°. les rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, assignées sur le Clergé : 4°. le soulagement des Communautés.

Le premier objet est réglé par l'Arrêt du Conseil du 9 Juin 1720, qui permet à M. le Cardinal de Noailles & Mrs. les Agents, au nom du Clergé, & pareillement aux Syndics & Bureaux Diocésains de chaque Diocèse, de rembourser au sieur du Breuil, les sommes par lui avancées, en exécution de l'Arrêt du 26 Octobre 1719, qui ont été employées au remboursement des rentes dues, tant par le Clergé général, que par les Diocèses particuliers, & à celui de leurs Officiers; & à cet effet, d'emprunter à constitution de rentes, à raison de deux pour cent, jusqu'à concurrence de ce qui sera dû au sieur du Breuil : veut S. M. que les Rentiers & Officiers du Clergé, qui auront été remboursés des deniers du sieur du Breuil, soient préférés à tous autres, en remettant les effets qu'ils ont reçus pour les principaux des rentes à eux remboursés, dans un mois; & que ceux desdits créanciers qui n'auront pas été remboursés, puissent, à leur choix & option, ou recevoir leur remboursement, ou laisser subsister leurs Contrats, en réduisant néanmoins les intérêts sur le pied de deux pour cent : veut aussi Sa Majesté que le sieur Ogier continue de faire les fonctions de Recev. Gén. T. VI, P. J. p. 617 jusqu'à 620, 756 & suiv.

Autre Arrêt qui exempte du droit de Contrôle, les Contrats de constitution, les quittances de remboursement.

Table de la Coll. des P. V.

ments, & autres actes qui seront passés en exécution de l'Arrêt précédent du 9 Juin. *Ibid.* p. 620, 745, 746.

Sur le second objet concernant la continuation du remboursement des Officiers Provinciaux des décimes. Voyez Offices des décimes, §. II, n°. I.

Quant au troisième, concernant les rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, a été arrêté que le Roi seroit supplié de rendre un Arrêt portant que les Rentiers, Payeurs & Contrôleurs desd. rentes, continueroient de représenter leurs titres de créances, pour être procédé à la liquidation de leurs rentes & finances; après laquelle liquidation, les propriétaires de ces rentes & offices, auroient la liberté, ou de recevoir leurs remboursements des deniers du sieur du Breuil, ou de réduire leurs rentes sur le pied du denier 50. L'Arrêt est expédié. T. VI, P. Just. p. 623, 624, 736 jusqu'à 745.

Sur le quatrième objet, du soulagement des Communautés. Voyez Communautés, n°. II.

CHAPITRE V.

RENTES SUR LE CLERGÉ RÉDUITES.

I. En l'Assemblée de 1625, l'Evêque de Châlons est chargé de dresser des Mémoires pour la réduction des rentes du denier douze au denier seize, & d'y coucher toutes les raisons que le Clergé peut avoir pour demander cette réduction. T. II, p. 418.

L'Assemblée de 1635, en renouvelant le Contrat des rentes, demande que cette réduction soit stipulée dans le Contrat. T. II, p. 694, 695.

II. Les Commissaires nommés par l'Ass. de 1700, pour examiner l'usage que le Clergé pouvoit faire des redevances-bons qui se trouveront par la réduction des rentes au denier 20, & par le remboursement des augmentations de gages des Officiers, disent dans leur rapport, avoir trouvé que le Clergé avoit créé en 1690, 1693 & 1695 des rentes au denier 16 & au denier 18; mais que par la bonne conduite qu'on avoit eue en 1698, elles avoient été réduites au denier 20. Cette différence d'arrérages, ajoutent-ils, du denier 16 & 18 au denier 20, produiroit un revenant-bon de 91224 liv. 8 s. par an, si les mêmes rentes subsistoient; mais plusieurs Diocèses ayant amorti pour 199719 liv. de rentes, Bbbbbb

celles qui se payoient à la recette générale, étoient réduites à 323376 liv. 15 f. 9 deniers, sur lesquelles le revenant-bon n'étoit plus que de 66248 liv. 8 f.

Celui qui se trouveroit par le remboursement des augmentations de gages, attribués aux Officiers des décimes, depuis 1675, inclusivement, ordonné par la délibération, du 30 Juin, de l'Assemblée de 1700, revenoit à la somme de 78579 liv. 17 f. Il est mal aisé de juger à quoi iroit ce revenant-bon dans la recette générale, à cause que plusieurs Diocèses avoient amorti leur part des augmentations des gages, ce qui ne peut se savoir au juste, qu'après l'exécution entière de ladite délibération du 30 Juin.

Sur quoi, l'Assemblée a arrêté que le revenant-bon provenant, soit de la réduction des rentes, soit du remboursement des augmentations de gages, sera employé annuellement par le Receveur-Général à l'acquit des dettes que ledit Clergé en Corps a contractées depuis l'année 1675 inclusivement. La même délibération règle ce qui doit être observé par rapport aux Diocèses qui ont amorti. T. VI, p. 436 jusqu'à 439. Voyez Offices des décimes, §. II, n°. 1, II.

III. Le premier Janvier 1714, les rentes constituées sur le Clergé, en conséquence des emprunts faits par l'Assemblée de 1710 & par celle de 1711, au denier douze, ont été réduites au denier vingt. T. VI, p. 1371, 1376.

IV. Les différents événements qui survinrent en 1719 & au commencement de 1720, donnerent lieu à un Arrêt du Conseil, par lequel le Roi nomma une Commission de douze Prélats, pour procéder à la liquidation des rentes du Clergé, dont le remboursement avoit été ordonné: le plus grand nombre des Rentiers avoient reçu leur remboursement: plusieurs Diocèses avoient emprunté du sieur du Breuil les deniers qui leur étoient nécessaires pour le remboursement de leurs dettes particulières, lorsqu'il survint un second Arrêt du Conseil qui ordonna le rétablissement des rentes, à condition que les Rentiers consentiroient à la réduction au denier 50: en conséquence de cet Arrêt, les Diocèses rendirent au sieur du Breuil les effets qu'ils avoient empruntés de lui; les Rentiers reprirent leurs Contrats; ils acquiescerent à la réduction au denier 50: ceux mê-

me des Rentiers qui n'avoient pas reçu leur remboursement, acceptèrent le parti de la réduction. Voyez ci-dessus Rentes liquidées, §. IV & VII.

Ce fut pour faire cesser les difficultés élevées sur ce point par quelques Rentiers, qu'est intervenu l'Arrêt du Conseil du 31 Mai 1723, qui règle que tous ceux des créanciers du Clergé général & des Diocèses particuliers qui n'ont point reçu leur remboursement, conformément à l'Arrêt d'Octobre 1719, ou qui n'ont point passé les actes de réduction au denier 50, seront tenus dans deux mois de passer lesdits actes de réduction au denier 50, pour être payés de leurs arrérages au denier 50, à compter du premier Janvier 1720; & que ceux qui n'auront point passé lesdits actes de réduction dans ledit délai, ne seront payés de leurs arrérages qu'à compter du jour de l'acte de réduction. Le Roi déclare n'avoir entendu comprendre dans les dispositions du présent Arrêt, les propriétaires des rentes assignées sur le Clergé, qui se paient aux Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, & les Payeurs & Contrôleurs desdites rentes, auxquels il sera pourvu par un Règlement particulier. T. VI, P. Just. p. 736 & suiv.

Ce Règlement particulier par rapport aux rentes de l'Hôtel-de-Ville & aux Payeurs desdites rentes, c'est la Déclaration du Roi du 31 Mai 1723, qui règle & fixe leur état présent.

Art. I. Nous avons, dit Sa Majesté, réglé, fixé & réduit les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, assignées sur le Clergé, sur le pied du denier 40 du capital, pour chacune année composée de 12 mois, à commencer du premier Janvier 1724.

Art. II. Nous avons aussi fixé & réduit sur le même pied du denier 40 du capital, les revenus des Finances des offices de Payeurs & Contrôleurs triennaux & quadriennaux desdites rentes, & des taxations héréditaires y attribuées, supprimés par Edit de Juillet 1654, qui n'ont point été remboursés, quoique les liquidations en aient été faites en notre Conseil, ayant été ordonné par ledit Edit, qu'il en seroit constitué des rentes... N'entendons néanmoins comprendre dans la disposition du présent article, les augmentations de gages, attribuées auxdits Payeurs par Edit d'Avril 1640, lesquelles demeureront réduites au de-

nier 50, & suiv.
V. Ce
à l'Assen
En réglan
les arrérage
Clergé,
laissoit su
puis le p
dernier l
tion oblig
céder à u
le paieme
saires non
rapport,
jusqu'en
du Clergé
Payeurs d
de Paris,
f. 3 deni
paiement
réduction
ment des
trôleurs;
pareilleme
l'Hôtel-de
lement la
deniers, p
tes rentes
cune rédu
ils ajouten
tion desd
nouveau
composé
liv., à laq
30 mille l
résultera
suffira pou
des rentes
ris & de T
gages des
denier 40
d'exercice
leurs, des
tion des ap
Général d
pour les D
autres frai
sitions accor
sification
blir des Co
Sur quoi
l'avis de la
sera fait,
de 1516, d
anciennes
la somme d
les années
fois approu
faveur des
rentes, &

nier 30. T. VI, p. 1635, P. J. p. 739 & suiv.

V. Cette Déclaration fut apportée à l'Assemb. par M. le Cardinal du Bois. En réglant, du premier Janvier 1714, les arrérages des rentes assignées sur le Clergé, sur le pied de 1640, elle les laissoit sur le pied du denier 30, depuis le premier Janvier 1710 jusqu'au dernier Décembre 1713 : cette réduction obligea l'Assemb. de 1713 de procéder à un nouveau département, pour le paiement desdites rentes. Commissaires nommés pour y travailler : leur rapport, où ils disent & observent que jusqu'en 1710, le Receveur-Général du Clergé remettoit annuellement aux Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, la somme de 733125 liv. 10 s. 3 deniers, pour être employée au paiement des rentes, sur le pied de la réduction faite en 1640, & au paiement des gages desdits Payeurs & Contrôleurs ; que le Recev. Gén. remettoit pareillement aux Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Toulouse, annuellement la somme de 4195 liv. 12 s. 6 deniers, pour payer les arrérages desdites rentes, lesquelles n'ont souffert aucune réduction depuis leur création : ils ajoutent qu'au moyen de la réduction desdites rentes au denier 40, le nouveau département à faire ne sera composé que de la somme de 412650 liv., à laquelle ajoutant la somme de 30 mille liv. payée par Mrs. de Malte, résultera la somme de 442650 liv., qui suffira pour le paiement des arrérages des rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse au denier 40, des gages des Payeurs & Contrôleurs au denier 40, des taxations & droits d'exercice desdits Payeurs & Contrôleurs, des 12 mille livres d'augmentation des appointements du Receveur-Général du Clergé, des 36 mille liv. pour les Diocèses spoliés, de quelques autres frais, du sol pour liv., des taxations accordées au Recev. Gén. en considération de ce qu'il est obligé d'établir des Commis aux recettes Provinc.

Sur quoi l'Assemb., conformément à l'avis de la Commission, a statué qu'il sera fait, sur le pied du département de 1516, qui est le pied suivi pour les anciennes décimes, un département de la somme de 412650 liv., & ce pour les années 1714 & 1715 ; sans toutefois approuver la distraction faite en faveur des Payeurs & Contrôleurs des rentes, & autres Officiers, tant pour

leurs gages, que pour leurs taxations & autres frais qui les concernent, contre laquelle le Clergé a toujours protesté. T. VI, p. 1635 jusqu'à 1641.

La même Assemblée de 1713, pour arrêter les poursuites de quelques Rentiers qui avoient été remboursés en 1710, mais à qui il étoit dû pour arrérages, une somme de 1897 liv., consent que cette somme leur soit payée par le Receveur-Général, quoiqu'elle dût être payée à ces Rentiers par les Payeurs de la Ville. T. VI, p. 1641, 1642.

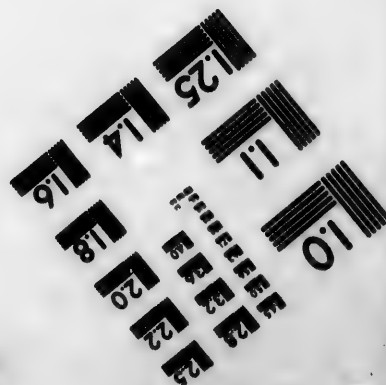
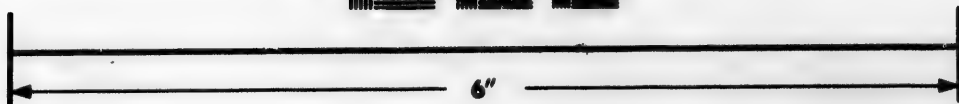
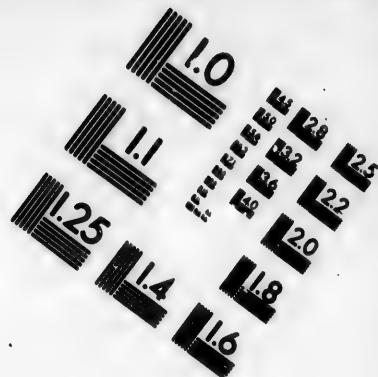
Autre délibération de cette Assemb., qui ordonne un supplément de 180000 liv., qui sera fourni par le Clergé, pour remplacer un vuide dans l'imposition des années 1710, 21, 22, 23. T. VI, p. 1642.

Conséquence de la réduction des rentes au denier 30, arrivée par les Commissaires nommés par Sa Majesté, arrêterent des états d'emploi, en forme de département, qui ont servi de titres jusqu'en 1735, pour le recouvrement des impositions : l'Ass. de 1730 n'a pas regardé ces états d'emploi, pour un titre suffisant, n'étant point émanés du Clergé général : elle a ordonné par sa délibération du 8 Juiller, qu'il seroit fait un nouveau département pour être arrêté en l'Ass. de 1735, lequel département constiteroit les sommes que chaque Diocèse doit payer à l'avenir, tant pour les anciennes, que pour les nouvelles impositions ; à la réserve néanmoins des impositions pour les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, assignées sur le Clergé, & de celle destinée aux appointements de Mrs. les Agents & des Officiers du Clergé. Le département a été dressé par M. de Sénozan, & arrêté en l'Assemblée de 1735 : il est divisé en deux parties : la première contient toutes les impositions du Clergé, depuis & compris 1636, jusques & compris 1705 : il n'y a qu'une légère différence sur ce point entre les états d'emploi de 1710 & le présent département : la seconde partie renferme les sommes à recouvrer pour les impositions ordonnées en 1711 & 1715. T. VII, p. 962, 963.

VII. L'Ass. de 1730, pour venir au secours des anciens Rentiers, dont les rentes d'abord au denier 12, étoient venues au denier 30, a fait une imposition de deux millions de liv. sur les Diocèses, pour rembourser une

Bbbbbb a





Photographic Sciences Corporation

**23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

18 20 22 25
E E E E E
E E E E E

10 01
E E E E E
E E E E E

partie des capitaux des anciennes rentes, depuis 1636 jufques & compris 1705. *V. Remboursiements, §. I, n°. V.*

VIII. Le Roi fait propofer à l'Aff. de 1765 par les Commissaires, de porter l'emprunt qu'elle avoit à faire des douze millions du Don-gratuit qu'elle accordoit à Sa Majesté, à un emprunt indéfini au denier 25. Le Roi avoit en cela deux vues : 1°. de faciliter au Clergé la libération de ses dettes, en se servant des sommes empruntées au denier 25, pour rembourser successivement les rentes que le Clergé payoit au denier 20; ce qui tendoit à diminuer du cinquieme les arrérages de ses dettes : 2°. de préparer par-là les esprits, & amener le moment où le Roi puisse lui-même, par la même réduction, diminuer d'un cinquieme le paiement des arrérages des dettes de l'Etat.

Avant de mettre la matiere en délibération, M. l'Abbé de Broglie, Promoteur, requiert, & dans son requiftoire il établit ce principe, que plus l'intérêt de l'argent est bas, plus le Commerce & l'Agriculture fleurissent; ce qu'il prouve par l'exemple de l'Angleterre & de la Hollande, & par ce qui s'est pratiqué en France par Louis XIV & Louis XV. La matiere mise ensuite en délibération, il a été arrêté :

1°. D'autoriser le Recev. Gén. de recevoir les deniers qui lui seront portés, pour être placés sur le Clergé au denier 25, au delà des douze millions du présent Don-gratuit.

2°. De donner pouvoir à M. l'Arch. de Reims, & en cas d'absence, au plus ancien Archevêque ou Evêque titulaire qui se trouvera à Paris, & à Mrs. les Agents de passer, au nom du Clergé, de nouveaux Contrats de constitution au denier 25, & de les charger de veiller à l'emploi des sommes portées chez le Recev. Gén., pour le remboursement de pareilles sommes de capitaux, ci-devant constituées au denier 20.

3°. D'agréer le projet de Règlement proposé par la Commission, sur la forme & les époques, tant des remboursements à faire & des nouvelles constitutions, que des intérêts à payer, soit pour les rentes qui seront éteintes au denier 20, soit pour celles de nouvelle création au denier 25, afin que, ni le Recev. Gén., ni les Rentiers n'éprouvent aucune difficulté dans lesdites opérations, & pour assurer d'autant plus l'ordre & l'économie de l'administration des finances du Clergé. T. VIII,

p. 1191 jufq. 1199. *Le Règlement, P. J. p. 387 & suiv.*

Opération du remboursement des rentes au denier 20, lesquelles, par de nouveaux Contrats, ont été portées au denier 25; bénéfice qui en est provenu au Clergé. Pièces relatives à cette opération. *V. Comptes, §. II, an. 1770.*

En l'Assemblée de 1770, M. de la Luzerne remontre, que, d'après l'opération de la conversion des rentes du denier 20 au denier 25, il résulteroit que de 68 millions dont l'Assemb. dernière avoit ordonné la conversion, il restoit encore 15 millions 345 14 liv. qui n'avoient pu être convertis; que le bénéfice considérable, provenu au Clergé, des premiers remboursements, devoit le porter à ordonner la continuation d'une opération dont le Clergé & l'Etat avoient éprouvé le plus heureux succès.

Délibération en conséquence, qui autorise le Recev. Gén. à recevoir les deniers qui lui seront portés, pour être placés sur le Clergé au denier 25, pour être appliqués d'abord à l'extinction des quinze millions & tant de livres, & après, à l'extinction ou remboursement des seize millions empruntés au denier 20, en la présente Assemblée. La délibération contient plusieurs autres chefs relatifs à la matiere. T. VIII, p. 1768 jufq. 1774.

Semblable délibération de l'Ass. de 1775, pour la conversion des rentes du denier 20 au denier 25, en conformité des délibérations de 1765 & de 1770. L'Assemblée règle & arrête en même-temps plusieurs chefs relatifs à la matiere. T. VIII, p. 2124 & suiv.

CHAPITRE VI.

RENTES FONCIERES ÉTABLIES SUR LES BÉNÉFICES.

L'Assemb. de 1715, article 9 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'ordonner, que les Bénéficiers pourvus de Bénéfices sur lesquels il y a des rentes foncières établies, ne pourront être tenus du paiement des arrérages, que pour cinq ans avant leur prise de possession, sauf aux Possesseurs desdites rentes de se pourvoir contre les héritiers des Bénéficiers décédés. Réponse. On ne peut établir pour les rentes foncières dues par les Ecclesiastiques, une règle différente de celle qui s'observe pour les rentes de même nature dues par les Laïques. Recueil, p. 1539.

REN

Deux rentes. session, en font

§. I. Sa session tres

I. L'A de quan geoit de & des d ritres se Vienne, Ecclesiast pour vé bles, & d'être en mages, dans la V rent, po se : Arrê clésiastiq mois; u mandée de péag siastiqu chauffag pour ren ans de su & suiv.

L'Ass l'article que les de Daup porter le tion de l tifiant d en assu point les de, &c. tes, qui constiue fier par rachetab en jugea p. 1485.

L'Ass l'occasion fait en D voulu ob présente autres de posseden qui ont c glifo. L' connoiss

CHAPITRE VII.

RENTES DUES A L'EGLISE.

Deux questions par rapport à ces rentes. Sont-elles prouvées par la possession, sans exhibition de titres? Quels en sont les privilèges & exemptions?

§. I. *Sont-elles prouvées par la possession, sans production de titres?*

I. L'Ass. de 1665 reçoit les plaintes de quantité de Bénéficiers qu'on obligeoit de représenter les titres des biens & des droits dont ils jouissoient. Ces titres sont demandés au Chapitre de Vienne, pour péages sur le Rhône; aux Ecclésiast. de Languedoc & de Guienne, pour vérifier que leurs terres sont nobles, & qu'elles ne sont pas dans le cas d'être encadrées; *item* à l'Ev. de Limoges, pour droit sur le bois qui entre dans la Ville; *item* à l'Abbé de S. Florent, pour possession de l'Isle Baraillouse: Arrêt de surseance pour tous les Ecclésiastiq., demandé & accordé pour six mois; *item* représentation de titres, demandée à l'Abbé de Bassac, pour droit de péage sur la Charente; aux Ecclésiastiques de Châlons, pour droit de chauffage; *item* au Chapitre de Tarbes, pour rentes dues par 36 Paroisses. Deux ans de surseance accordés. T. IV, p. 981 & suiv. Voyez Péages. Tarbes, n°. II.

L'Assemblée de 1700 demande, par l'article 10 de son Cahier du Temporel, que les Ecclésiastiques de la Province de Dauphiné soient déchargés de rapporter les titres primitifs de constitution de leurs anciennes rentes, en justifiant d'une possession de cent ans, & en assurant par eux qu'ils ne retiennent point les titres primitifs par dol, fraude, &c.; sauf aux débiteurs de ces rentes, qui prétendent qu'elles ont été constituées à prix d'argent, de le justifier par titres, auquel cas elles seront rachetables. Réponse. *Il sera fait droit en jugeant l'instance générale.* Recueil, p. 1481.

L'Assemblée de 1701 se plaint, qu'à l'occasion du nouveau cadastre qui se fait en Dauphiné, M. l'Intendant avoit voulu obliger les Bénéficiers de lui représenter les titres nouveaux, baux & autres documents, en vertu desquels ils possèdent les rentes foncières & autres qui ont constitué l'ancienne dot de l'Eglise. L'Ass. ne pouvant entrer dans la connoissance d'aucune autre affaire que

celle pour laquelle elle est convoquée, se contente de charger les Agents d'intervenir. T. VI, p. 655, 656. P. J. p. 138.

L'Assemblée de 1730, art. 9 de son Cahier du Temporel, supplie S. M., qu'attendu l'impossibilité dans laquelle sont les Bénéficiers & les Communautés Ecclésiastiques du Dauphiné de rapporter les titres primitifs des cens & rentes directes, ou foncières sans directe, & de celles qui leur sont dues sur des héritages, & qui dépendent de leurs Bénéfices; ou de rapporter des reconnoissances antérieures à l'année 1451, il lui plaise, en interprétant, en tant que de besoin, l'Edit de Février 1708, déclarer les susd. cens & rentes non rachetables, en rapportant par les Ecclésiastiques des reconnoissances & autres actes passés avant l'an 1600, dans lesquels il sera fait mention que lesd. cens & rentes ont été constitués par tradition de fonds & albergement. Réponse. *Le Roi fera examiner l'Edit de 1708, pour pourvoir sur la demande.* Recueil, p. 1687, 1688.

Cette Assemblée avoit accordé les bons offices des Agents au Chapitre de l'Isle-Jourdain, en cassation d'un Arrêt du Parlement de Pau, du 2 Juin 1729, qui privoit ce Chapitre des droits de directe, dont il est en possession depuis 1318, sous prétexte de défaut de représentation de titres. *Mémoire du Chapitre à ce sujet.* T. VII, p. 1171.

En l'Ass. de 1735, Requête dressée par les ordres de la Commission du Temporel, en faveur des Diocèses de Montauban, Rodez, Cahors & Vabres, pour faire exempter les Bénéficiers de ces Diocèses de représenter les actes de possession des biens ecclésiastiques qui sont situés dans l'étendue de la Généralité de Montauban. T. VII, p. 1454.

On rend compte à l'Ass. de 1775 d'un Arrêt du Conseil, du 13 Août 1775, lequel assujettit tous Propriétaires de droits de minage, à rapporter & représenter les titres de leur propriété. Lecture faite de cet Arrêt, l'Assemblée a observé qu'il intéressoit notablement le Clergé, & en a renvoyé l'examen au Bureau du Temporel. Suite de cette affaire. Voyez Minage.

L'article 4 du Cahier du Temporel de l'Ass. de 1775 est à ce sujet. Voyez sur cet article & sur la réponse du Roi le second Supplément de la Table, ad calcem.

Sur la représentation des titres de péages. Voyez Péages.

II. Plusieurs contestations se sont

élevées entre les Bénéficiers & les Communautés des Villes de Languedoc, Dauphiné & autres Pays où la taille est réelle, par rapport à la nobilité ou roture des biens d'Eglise; l'obligation d'établir par titres la nobilité de ces biens & rentes, & l'imposition desdits biens à la taille. *Voyez Impôts, §. II, année 1665, 1715, 1716, 1730, 1735, 1740, 1760.*

III. On a voulu aussi obliger les gens d'Eglise à représenter les titres, en vertu desquels ils jouissent du Franc-Salé. *Voyez Sel.*

§. II. Privileges & exemptions des rentes dues à l'Eglise.

I. Un particulier, débiteur d'une rente en grain au Prieuré du Bourg d'Ossans, veut en faire le rachat, il en est débouté par Sentence du Juge de Grenoble: il interjette appel au Parlement, où, par Arrêt du 15 Mars 1668, ladite Sentence est cassée, & le particulier admis à racheter la redevance par lui due à l'Eglise, à la charge d'employer les deniers en fonds, & jusques à ce, d'en payer l'intérêt au denier 10. Mrs. les Agents se pourvoient au Conseil contre cet Arrêt: ordonné que les Parties y seront assignées, & cependant suris à l'exécution de l'Arrêt: enjoint au Procureur-Gén. d'en envoyer les motifs. *Rapport d'Agence en 1670. T. V, P. J. p. 87, 88.*

Le Roi avoit ordonné par Arrêt de son Conseil, du 16 Juin 1676, que les rentes qui se payoient en grain sur les héritages du Dauphiné, seroient rachetables, à l'exception de celles qui étoient dues au Domaine de S. M. & aux Seigneurs Haut-Justiciers. Le Syndic du Clergé de cette Province avoit aussi obtenu au Conseil un Arrêt, le 10 Août 1641, qui exceptoit de ce rachat les rentes Ecclésiastiques payables en grain, quand elles étoient dues aux Eglises pour fondation & dotation. Nonobstant cet Arrêt, un particulier possesseur d'héritage, chargé de rentes foncières envers le Prieuré de Notre-Dame du Champ, obtint un Arrêt au Conseil par défaut, qui déclare les rentes rachetables, faute par ce Prieur de justifier des titres primordiaux: sur quoi le Syndic du Clergé de Grenoble avoit présenté la Requête au Roi, où il établit que, sans produire les titres primordiaux, les titres de possession étoient suffisants, suivant la teneur des Con-

trats passés entre le Roi & le Clergé, la disposition de l'Edit de Melun & l'art. 49 de l'Edit d'Avril 1695. T. VI, P. Just. p. 338.

II. L'Assemb. de 1665 demande un Arrêt particulier pour les Eglises qui ont des rentes en argent, sur des Communautés ou sur des Particuliers, par lequel il soit porté, qu'elles seront laissées au même pied qu'elles ont été constituées, jusqu'au jour de la déclaration, contenant un Règlement général pour les rentes du Royaume. Il est rapporté à l'Assemblée, que M. Colbert avoit promis que l'on donneroit l'Arrêt touchant les rentes en argent qui sont de fondation & dotation. L'Arrêt est accordé. T. IV, p. 1013.

Le Chapitre de Beaucaire vend quelques fonds de terre, dans les formes accoutumées; la Communauté de la Ville en prend les deniers pour payer ses dettes, à la charge d'en payer la rente à sept pour cent: les habitants avoient voulu souvent la réduire au denier cinq; mais ils avoient toujours été condamnés, & ont payé jusqu'en 1667, que, par Arrêt du Conseil d'Etat, toutes les rentes ont été réduites au denier cinq. L'Ass. du Clergé obtient en 1666 un Arrêt du Conseil d'Etat, qui porte, qu'en tous les Règlements concernant la réduction des rentes, le Roi n'a entendu comprendre ce qui est dû aux Eglises: sur quoi l'Assemb. de 1675, à qui l'affaire est rapportée, enjoint aux Agents de poursuivre, en faveur dudit Chapitre, un Arrêt conforme aux précédents. T. V, p. 144.

Le Parlement de Grenoble ayant rendu un Arrêt contraire à l'exception portée en faveur de l'Eglise, le Syndic du Clergé se pourvoit au Conseil, pour faire casser le Jugement du Parlement, rendu entre un Ecclésiastique & un Particulier du Diocèse, & pour demander l'enregistrement de l'Arrêt du 18 Mars 1665: le Conseil surseoit l'exécution de l'Arrêt du Parlement, & ordonne au Procureur-Général d'en envoyer les motifs: celui-ci n'ayant pas voulu déférer à l'ordre, la Province de Vienne demande à l'Assemblée de 1675, d'interposer son autorité pour faire casser l'Arrêt, & pour faire enregistrer celui qui ordonne que les Ecclésiastiques seront exempts desdites réductions: ce qui est accordé. T. V, p. 144, 161.

L'Ass. obtient, le 11 Avril 1676, un Arrêt du Conseil, qui ordonne que la

Comin
de pay
de sep
du 10
déroge
174.

III.
du fixie
clarati
prix d'
Ecclesi
donne
poursu
l'impre
à la C
dans le

IV.
ches au
des Fi
que p
faire d
sions q
Fulvi
pareil
lequel
priétai
ces qui
au Cle
vent r
leurs R
deman
sur celu
fonds,
lité des
rapport
nécessai

Sur
dixième
aux rem
me, n'

V. L
bre 17
libérati
sacre u
dans la
Proprié
soins,
tion en
de l'Era
possess
parveni
fonds
du pro
a impos
rieurs à
tous C
cette é

Le C
temps
bution
Loi,

Communauté de Beaucaire continuera de payer, sans réduction, sur le pied de sept pour cent, nonobstant l'Arrêt du 10 Novembre 1667, auquel le Roi déroge à cet égard. T. V, P. Just. p. 174.

III. Les Traitants exigeoient la taxe du dixieme denier, imposée par une Déclaration sur les rentes constituées à prix d'argent, sur les Communautés Ecclésiastiques. M. de Chamillart ordonne aux Traitants de surseoir leurs poursuites. L'Ass. de 1703 ordonne l'impression de la Lettre de ce Ministre à la Compagnie, pour être envoyée dans les Diocèses. T. VI, p. 861.

IV. L'Ass. de 1742 fait des démarches auprès de M. de Fulvi, Intendant des Finances, au sujet de la retenue que plusieurs Particuliers vouloient faire du dixieme sur des rentes ou pensions qu'ils devoient au Clergé. M. de Fulvi promet de faire rendre un Arrêt pareil à celui du 25 Mai 1734, suivant lequel il a été ordonné que tous Propriétaires de fonds, héritages & offices qui doivent des rentes ou pensions au Clergé, & sur lesquelles ils ne peuvent retenir le dixieme, présenteront leurs Requêtes aux Intendants, pour demander la déduction de ces dixiemes, sur celui qu'ils paient du revenu de leurs fonds, en justifiant par eux de la réalité desdites rentes & pensions, & en rapportant les Contrats & autres actes nécessaires. T. VII, p. 1838.

Sur l'exemption de la retenue des dixiemes & vingtiemes, par rapport aux rentes dues à l'Eglise. Voyez Dixieme, n°. VI.

V. Le Roi, par son Edit de Décembre 1764, dans la vue de procurer la libération des dettes de l'Etat, y consacre un fonds, qui se trouvant pris dans la dette même, fait éprouver aux Propriétaires des terres l'effet de ses soins, en établissant plus de proportion entre leur contribution aux dettes de l'Etat, & celle presque insensible des possesseurs des Contrats de rentes. Pour parvenir à ce but, elle a destiné des fonds qui sont composés, entr'autres, du produit de différents droits qu'elle a imposés, tant sur les Contrats antérieurs à 1718, que sur les arrérages de tous Contrats & effets créés depuis cette époque.

Le Clergé, reconnu exempt de tout temps de toute imposition ou contribution publique, avoit regardé cette Loi, comme lui étant entièrement

étrangere, & comme ne pouvant être appliquée à ceux des Contrats sur le Roi, dont il est Propriétaire. Quelque peu applicable que fût l'Edit aux biens Ecclésiastiques, le Clergé a cru cependant devoir obtenir de Sa Majesté des Lettres-Patentes interprétatives, capables d'éloigner les fausses interprétations, auxquelles la généralité des termes auroit pu donner lieu. Les Lettres-Patentes sont expédiées, le 21 Juillet 1765; mais le Clergé n'y apperçoit que de nouveaux motifs d'inquiétudes & d'alarmes. Ces Lettres, au lieu d'écarter les fausses interprétations, y en ajoutent même, en établissant la distinction & la séparation des biens des Hôpitaux, Colleges & Fabriques, d'avec les établissements faisant partie du Clergé du Royaume, & assujettissant une partie des biens desdits Hôpitaux, Colleges & Fabriques, aux droits établis par l'Edit : séparation contraire aux Loix générales du Royaume, à la possession constante du Clergé, confirmée par une foule de Déclarations & Lettres-Patentes enregistrées : séparation qui occasionneroit un vuide inséparable dans les départements des décimes.

Ces Lettres-Patentes, si préjudiciables aux droits & immunités du Clergé, deviennent encore plus funestes par la modification que le Parlem. a apposée dans son Arrêt d'enregistrement : cet Arrêt prononce, que les impositions & contributions ordonnées par l'Edit, doivent être acquittées par le Clergé; que les quatre millions du Clergé, versés dans la caisse des amortissements, ne sont qu'un paiement anticipé, fait par le Clergé de ses propres deniers, & qu'il doit y être suppléé par le Clergé lui-même, si par l'événement des liquidations, le Parlement juge que le paiement ait été insuffisant : le Clergé seroit donc assujetti à une imposition publique ? le Don-gratuit de douze millions qu'il venoit d'offrir, seroit donc dénaturé ?

Après un mur examen de cette affaire, dans le Bureau du Temporel, l'Ass. demande au Roi la révocation des Lettres-Patentes, & qu'il en soit substitué de nouvelles, conformes aux Immunités du Clergé, & aux paroles données par Sa Majesté. Les objets de Remontrances, au sujet desdites Lettres, sont dressés, & les Remontrances rédigées en conséquence.

La réponse du Roi aux Remontrances, ne satisfait pas entièrement le

Clergé. Sur les réflexions présentées par le Bureau du Temporel, la Compagnie députée à M. le Contrôleur-Général, pour lui faire de nouvelles représentations, tendantes à obtenir l'effet des conclusions des Remontrances, & à justifier le Clergé du reproche que paroît contenir la réponse de Sa Majesté. Conférences à ce sujet, chez M. le Contrôleur-Général. Sur le compte rendu de la conférence, & après avoir ouï le Promoteur, il a été arrêté de présenter au Roi de nouvelles Remontrances, & lui représenter : 1°. que le fond & la forme des Lettres-Patentes, du 21 Juillet, compromettent tout à la fois la parole Royale & les droits du Clergé : 2°. que les moyens proposés par les Ministres, ne peuvent rassurer le Clergé sur ses Immunités, attendu qu'ils laissent subsister un titre légal, qui leur donne une atteinte formelle : 3°. de supplier en conséquence S. M. de le faire disparaître. Les Remontrances sont présentées, & le Roi y répond. Enfin Sa Majesté accorde de nouvelles Lettres-Patentes, plus conformes aux vœux du Clergé. La Compagnie prie M. l'Archev. de Reims d'en solliciter l'enregistrement en tout temps & en toutes circonstances. T. VIII, p. 1488 jusq. 1504. *Les premières & les ultérieures Remontrances, les Réponses, P. J. p. 516 & f.*

VI. Les rentes rachetables & autres, constituées à prix d'argent, au profit des gens de main-morte, sont-elles sujettes au droit d'amortissement? doit-on assimiler les rentes du Clergé-Général & celles des Diocèses particuliers aux rentes de l'Hôtel-de-Ville, qui sont exemptes du droit d'amortissement? *Voyez Amortissement, §. II, n°. III.*

VII. En l'Assemblée de 1608, il est montré, au sujet des rentes foncières dues à l'Eglise, qu'il falloit prier S. M. d'ordonner, que dorénavant les décrets qui se feront sur les terres & héritages affectés auxdites rentes, demeureront perpétuellement affectés, & qu'elles seront vendues à cette charge, encore que les Bénéficiers ne s'y opposassent point; parce que les décrets se font sans qu'ils en soient avertis, & qu'il pourroit arriver qu'il y eût collusion de la part du Bénéficiaire. L'Assemblée en fait un article de son Cahier; c'est l'art. 10, répondu peu favorablement. T. I, p. 804. P. J. p. 191.

VIII. L'intention du Législateur, dans l'Edit des gens de main-morte de

1749, a-t-elle été de défendre aux Corps & Communautés Ecclésiastiques le placement d'argent à titre de constitution sur des Particuliers, au cas même où les deniers proviendroient du remboursement de capitaux d'anciennes rentes? *Voyez Main-morte, n°. II & III.*

RENOVI.

Sur le renvoi de plusieurs causes & affaires, tant en matière de décimes, qu'autres matières, aux Assembl. Gén. du Clergé. *Voyez Assemblées-Génér., §. II, n°. XII.*

RÉOLE. [ABBÉ DE LA]

Voyez Pau.

RÉPARATIONS.

I. RÉPARATION ou amende honorable au Saint-Sacrement, foulée au pied dans l'Eglise de Paris, ordonnée par l'Assemblée Gén. de 1670, séance à Pontoise. *Voyez Prieres publiques, §. II, n°. IV.*

II. Réparations d'Eglises. *Voyez Décimateurs.*

III. Réparations de Presbyteres. *V. Presbyteres.*

IV. Réparations de fortifications de Villes. *Voyez Oâtrois.*

REQUÊTES.

[CHAMBRE DES]

PAR un Edit, portant création d'une Chambre des Requêtes, à Aix, les Prélats, Chapitres & Communautés Religieuses, étoient obligés d'y plaider, en première instance, en quoi les Ecclésiastiques de la Province recevoient deux préjudices : 1°. en ce que pouvant plaider devant les Juges des lieux, ils seroient contraints d'aller de l'extrémité de la Province à Aix, pour avoir une Sentence sujette à appel; 2°. en ce qu'on leur seroit perdre le privilège d'aller en première instance au Parlement. Sur la plainte qui en est portée à l'Assemblée, il est arrêté, qu'il en sera fait article, pour être traité dans les conférences avec Mrs. du Conseil, qui promettent d'y avoir égard. T. III, p. 376.

L'Assemblée de 1760 joint ses sollicitations à celles de la Chambre des Requêtes du Parlement de Toulouse, pour obtenir une Déclaration, en interprétation de l'article XII, de celle du 15 Janvier 1731, portant que les Baillis & Sénéchaux connoîtront en première

première instance de toutes les contestations entre les Curés primitifs, les Vicaires perpétuels & les gros Décimateurs, au sujet des portions congrues; attendu que, sous prétexte de cet article, la Grand'Chambre de ce même Parlement avoit rendu un Arrêt, qui déclaroit la Chambre des Requêtes incompétente, & la dépouilloit d'une portion de sa Jurisdiction, & anéantissoit en cette partie le droit de *Commisimus* des Evêques, des Chapitres & autres Bénéficiers. T. VIII, p. 930, 931.

RESCRITS DE ROME.

I. SUR ce qui est remontré en l'Ass. de 1660, que depuis quelque temps les Rescrits de Rome ne s'adressoient plus aux Evêques, mais aux Officiaux; la Compagnie résout unanimement de continuer ses instances auprès de M. le Nonce, & par lui à Sa Sainteté, pour la supplier de faire désormais l'adresse des Bulles, Brefs, comme faisoient les Prédécesseurs, en ces termes: *Venerabili Fratri Episcopo N. seu ejus Officiali*. T. IV, p. 699.

II. L'Ass. de 1680, art. 1 du Cahier, se plaint que, depuis quelques années, la Cour de Rome commettoit l'exécution des signatures de Bénéfices, ou de quelques dispenses, à d'autres Evêques qu'aux Ordinaires des lieux, notamment en deux cas: 1°. quand les Parties exposoient que l'Ordinaire est suspect, & qu'il a intérêt dans l'affaire; 2°. quand elles exposoient que l'Ordinaire a refusé, soit avec cause, soit sans cause. Recueil, p. 1453. [Il a été pourvu par les art. 2 & 3 de l'Edit d'Avril 1695.]

Sur les Rescrits de Cour de Rome, pour les titres & provisions de Bénéfices. Voyez Provisions de Cour de Rome.

III. A l'égard des Rescrits pour être admis à la Tonsure & aux saints Ordres. Voyez Ordination, §. III.

IV. Sur l'usage du Parlement d'Aix, d'exiger pour les Rescrits de Cour de Rome, Annexes ou Lettres d'attache. Voyez Annexes pour Bulles, &c.

En l'Assemb. de 1770, M. l'Archevêque de Toulouse fait rapport & lecture d'un Mémoire au Roi, au sujet des Arrêts des Parlements de Paris, de Toulouse & de Grenoble, qui assujétissoient à la formalité de l'enregistrement tous Brefs, Bulles, Rescrits de Cour de Rome. Plusieurs Provinces

Table de la Coll. des P. V.

avoient demandé à l'Assemblée de renouveler ses instances au sujet de ces Arrêts, comme imposant un joug onéreux, source de plusieurs vexations, & de demandes entièrement arbitraires. Le Mémoire a été approuvé; M. l'Archevêque de Reims, prié de le présenter au Roi; Mrs. les Agents, chargés de demander une conférence à M. le Chancelier. Le Mémoire est présenté à Sa Majesté, qui promet d'y donner l'attention la plus sérieuse. La conférence est accordée. T. VIII, p. 1829 jusqu'à 1832. P. J. p. 615 & s.

V. L'Assemblée de 1760, au sujet de la Lettre Encyclique de Benoît XIV, nomme une Commission pour examiner dans les Procès-verbaux, ce qui s'est pratiqué dans la réception des Bulles, Brefs, ou autres Rescrits Apostoliques envoyés en France. M. l'Archevêque de Rouen, Chef de la Commission, rapporté à ce sujet, que la forme d'acceptation n'a pas été toujours uniforme; ce qu'il fait voir, par ce qui s'est passé en 1653, 1656, 1657, pour la Bulle & les Brefs d'Innocent X, contre les cinq Propositions, & pour la Constitution d'Alexandre VII, confirmative de celle d'Innocent X: en 1705, à l'occasion de la Bulle *Vineam Domini*: en 1714, pour l'acceptation de la Bulle *Unigenitus*. Il conclut de ce récit, de ce qui s'est passé dans les différentes Assemblées, que la manière d'accepter n'a été uniforme, qu'en ce que les Rescrits des Papes ont toujours été acceptés par voie de Jugement, avec respect & soumission. T. VIII, p. 858 jusqu'à 880.

RÉSERVES DE BÉNÉFICES.

Voyez Bénéfices, §. I.

RÉSIDENCE.

I. L'ARTICLE 9 du Cahier, autorisé par Lettres-Patentes du Roi Charles IX, de 1574, prescrit aux Evêques la résidence exacte; ne leur permet de s'absenter, sans cause de dispense approuvée par le Métropolitain, ou le plus ancien Evêque de la Province: s'ils s'absentent autrement, après trois mois, ils perdront au prorata les fruits de leurs Bénéfices.

Le même article prescrit aussi la résidence aux Curés & tous autres ayant charge d'âmes: ils ne peuvent s'absenter sans légitime cause approuvée de l'Evêque, & cette absence ne doit excéder deux mois, sans grande occasion; sinon il sera procédé contre eux, sans

Ccccc

par censures, que par soustraction des fruits, & jusqu'à privation de leurs Bénéfices. Recueil, p. 974, 975.

Le Clergé, dans ses Remontrances sur l'art. 11 de l'Ordonnance de 1619, qui oblige les Curés à la résidence sous certaines peines, observe & remontre, quant à la peine qui ordonne la saisie du temporel au profit des pauvres & des Hôpitaux, que ce temporel pourroit être appliqué, par l'Evêque, pour desservir le Bénéfice, conformément aux saints Décrets. Les Commissaires du Roi répondent, que l'application du revenu a été estimée faisable; 1°. à celui qui seroit établi par l'Evêque; ensuite à la Fabrique de l'Eglise; enfin, aux pauvres & aux Hôpitaux. Recueil, p. 1366 & s.

Sur la Loi de la résidence en particulier, par rapport aux Evêques, aux Curés & aux Chanoines. *Voyez ces mots.*

II. Les entreprises des Parlements & autres Tribunaux séculiers en ce point, ont été l'objet de quelques délibérations des Assembl. du Clergé.

Le Parlement de Paris, vers l'an 1658, rend un Arrêt, qui porte, que les Ordonnances concernant la résidence, seront observées; ce faisant, est enjoint aux Evêques de se retirer en leurs Diocèses dans un mois, sous peine de saisie de leur temporel. Sur les Remontrances des Agents & des Prélats, extraordinairement assemblés à Paris, l'Arrêt est cassé. T. IV, p. 526, 527.

Le Présidial d'Auxerre, par une entreprise sans exemple, ordonne la résidence à l'Evêque d'Auxerre, & le condamne de faire l'aumône aux pauvres, & tout cela dans un certain temps, faute de quoi, ils ordonneroient la saisie de son temporel. Les Agents en portent leurs plaintes au Conseil, & y obtiennent un Arrêt, qui non-seulement casse la Sentence, mais ordonne en outre qu'elle seroit ôtée des registres. *Rapport d'Agence en 1665.* T. IV, p. 844.

Les Evêques de Provence se plaignent à l'Assembl. de 1675, d'un Arrêt du Parlement d'Aix, qui leur enjoignoit, sous peine de saisie de leur temporel, de se retirer dans la principale Ville de leurs Diocèses, pour y résider. L'entreprise est représentée comme un attentat contre l'autorité Episcopale, étant à remarquer que, lors de la reddition de l'Arrêt, presque tous les Pré-

lats étoient dans leurs Diocèses. L'Ass. obtient la cassation de l'Arrêt. T. V, p. 236, 262.

RÉSIGNATIONS.

I. Aux Etats de Blois, en 1576, il fut résolu de demander au Pape de ne plus admettre les résignations des Doyennés électifs, & que dans les résignations ordinaires, le regrès n'eût plus lieu. T. I, p. 90, 91.

II. La Chambre Ecclésiastique, aux Etats de 1614, demanda que nul ne fût contraint de résigner les Bénéfices, même consistoriaux; & que les résignations d'iceux, en faveur de personnes capables, fussent admises; & que les actions, appelées de perfidie, fussent déniées. T. II, p. 142, 143.

III. Sur l'insinuation des Procurations *ad resignandum*, qui sont envoyées à la Vice-Légation d'Avignon. *Voyez Légats d'Avignon.*

IV. Sur les résignations des Cures sous pension. *Voyez Pensions, §. I.*

RETRAIT.

Sur le retrait ou rachat des biens Ecclésiastiques aliénés. *Voyez Aliénation du Temporel, §. III.*

RETRAITES.

RETRAITES Ecclésiastiques ordonnées dans les Diocèses. *Voyez Lisieux, no. IV.*

RETZ. [CARDINAL DE]

§. I. *Précis de son affaire, & de ce qui s'est passé pendant sa prison, jusqu'à l'Assemblée de 1655.*

Pour entendre les délibérations de cette Assembl. touchant le Cardinal de Retz, il faut se rappeler:

1°. Que le 15 Décembre 1652, le Cardinal de Retz, Coadjuteur de Paris, fut arrêté au Palais Royal, & conduit à Vincennes.

2°. Que François de Gondi, Archevêque de Paris, & oncle du Cardinal, étant mort le 21 Mars 1654, entre 4 & 5 du matin, le Cardinal de Retz fut néanmoins instruit de la mort, & que le même jour, Pierre Labeur, Prêtre, se présenta de très-bonne heure au Chapitre de Notre-Dame, en qualité de Procureur du Sgr. Cardinal, & fut mis en possession de l'Archevêché; que les actes en furent insinués le même jour, ainsi que les Lettres de Grands-Vicari-

res expédiées, pour les Srs. Lavocat & Chevalier, & celles de Vice-Gérant de l'Officialité, pour le sieur Porcher.

3°. Qu'il y eut, à la vérité, un Arrêt du Conseil d'Etat, rendu le même jour, qui ordonne qu'il sera établi un Econome pour régir le temporel de l'Archevêché, & qu'il sera procédé par le Chapitre à l'établissement des Officiers nécessaires pour le gouvernement spirituel, jusqu'à ce que la Régale soit clofée; mais que le Chapitre ne procéda point à cet établissement, & que le Dioc. fut paisiblement gouverné alors par les Grands-Vicaires du Cardinal.

4°. Que le Cardinal Mazarin, son ennemi, employa tous les moyens possibles pour obtenir sa démission; qu'au bout de 16 mois d'une prison rigoureuse, il la donna à certaines conditions, & la data du donjon de Vincennes: il falloit l'acceptation du Pape; mais Innocent X la rejetta avec indignation. Le seul effet de cette démission, fut le changement de prison au Château de Nantes, d'où, au bout de quatre mois, le Cardinal se sauva, & se refugia à Rome, où il fut reconnu pour Archev. de Paris.

La Cour, alarmée de cette évasion, rendre, le 11 Août 1654, un Arrêt du Conseil, qui déclare le Siege de Paris vacant, & ordonne au Chapitre de nommer des Officiers. Les Srs. Lavocat & Chevalier furent exilés.

Le Chapitre, en conséquence des ordres abolus du Roi, nomma sept Grands-Vicaires. Le Cardinal de Retz, instruit de la détention de ses Grands-Vicaires, nomma les Srs. Chassebras & Trudaine. Quelques jours après, l'occasion s'étant présentée de faire les Ordinations, &c., les prétendus Vicaires-Généraux de Paris appellerent pour ces fonctions les Evêques de Dol & de Coutances. Le Cardinal adressa une Lettre de plainte au Chapitre, & rendit en même-temps une Ordonnance, par laquelle il déclaroit, que les deux Prélats avoient encouru les peines portées par les saints Canons, & leur interdit dans son Diocèse, la célébration même de la Messe.

La Cour donna ordre aux Srs. Chassebras & Trudaine de se rendre auprès du Roi. Le second obéit, & fut renfermé: le premier disparut, & se refugia dans les tours de Saint-Jean-en-Greve, d'où il ne cessa pas de gouverner le Diocèse de Paris, ayant eu soin de faire mettre sur l'Autel de la Madeleine, dont il

étoit Curé, les expéditions qu'on lui demandoit, les Mémoires étant aussi mis sur l'Autel, & de faire afficher dans Paris les Ordonnances du Cardinal & les siennes. Son procès lui fut fait, & ses Bénéfices furent déclarés impétrables: il rendit, de son côté, plusieurs Ordonnances, une entr'autres, dans laquelle il déclare, qu'il ne croyoit pas s'être écarté du respect dû au Roi, en se chargeant de l'administration spirituelle du Diocèse, qui lui étoit confiée par le Cardinal de Retz, que toute l'Eglise reconnoissoit pour Archevêque, & contre qui il n'y avoit eu aucune Sentence juridique de rendue. T. IV, p. 1, 2, 3. P. Just. p. 81 & suiv.

Le 21 Septembre 1654, il y eut une commission du Roi donnée à Paris, par laquelle S. M. ordonne au Parlem. de Paris d'informer contre le Sgr. Cardinal, & les informations rapportées audit Parlement, procéder à l'instruction du procès, sur le crime de lèze-majesté, que cette commission dit être un crime notoirement privilégié, & qui fait cesser toute exemption & privilège, selon les Loix de tout temps pratiquées dans le Royaume. T. IV, p. 157.

Le 29 Janvier 1655, le Lieutenant-Civil rendit une Sentence, qui condamne à être brûlée, la Lettre du Cardinal adressée à Mrs. les Archevêques & Evêques de France. T. IV, p. 157.

§. II. Affaire du Cardinal de Retz, en l'Assemblée de 1655.

L'Abbé de Saint-Jean, chargé d'une Lettre de ce Cardinal, demande audience à l'Assemblée: on use de différents délais pour la lui accorder, pendant lesquels M. le Chancelier envoie des Huissiers pour l'arrêter. A cette occasion, l'Assemblée délibère, & résout de donner audience, à l'avenir, à tous ceux qui se présenteront en habit ecclésiastique. La Compagnie se plaint de sa liberté violée, à cause de cet emprisonnement & des gens d'épée qu'on avoit vu se promener dans le Cloître avec le Gouverneur de la Bastille. Députation à M. le Prince de Conti & à M. le Chancelier, à ce sujet: Députés au Roi, à même fin. Remontrance de l'Archev. de Bordeaux au Roi. Le sieur Lavocat, Grand-Vicaire du Cardinal de Retz, écrit à l'Ass., pour lui donner avis de la détention du sieur Chevalier, son confrere: cependant le Sgr. Cardi-

nalrèvoque le Sr. du Sauffai, son Grand-Vicaire : Lettre du Roi à l'Ass., contre cette révocation. L'Abbé de Saint-Jean fait parvenir aux Promoteurs la Lettre du Cardinal : l'Ass. la renvoie fermée à la Cour : ses Députés parlent au Roi, en faveur de la liberté du sieur Chevalier, & pour pouvoir ouvrir les Lettres adressées à l'Assemblée. Le Roi répond par écrit, & permet à la Compagnie de lire les Lettres qui lui seront écrites par le Cardinal. Nouvelle députation au Roi, pour lui faire connoître l'état du Diocèse de Paris, qui se trouvoit sans gouvernement : c'est ce que les Curés de Paris venoient d'exposer à la Compagnie, la priant de faire cesser cette anarchie. Discours de l'Evêque de Châlons au Roi, sur l'état du Diocèse. La liberté du sieur Chevalier est accordée. L'Assemb. écrit au Cardinal Mazarin, pour obtenir que le Curé de Saint-Severin pût faire les fonctions de Grand-Vicaire de Paris : le Curé de Saint-Severin est reconnu par la Cour en cette qualité. Lettre du Cardinal de Retz à l'Assemb., pour rendre compte de sa retraite de Rome, & pour demander que le sieur Chevalier eût la liberté d'exercer les fonctions de Vicaire-Gén. Autre Lettre du Cardinal à l'Assemblée, présentée par le Curé de Saint-Severin, par laquelle il se plaint d'une Sentence de l'Official de Lyon, portant établissement d'un Grand-Vicaire à Paris. Délibération de l'Assemb. de lire ladite Lettre : il est dit, que l'Official de Lyon n'a pu, ni dû porter telle Sentence : la Lettre est envoyée au Cardinal Mazarin. L'Assemblée fait écrire au Cardinal de Retz, pour le prier de donner la commission de G. Vicaire à quelqu'un agréable au Roi. Le Cardinal adresse à l'Assemb. des Provisions de Grand-Vicaire en faveur du Doyen de Notre-Dame & du Curé de Saint-Severin. Le Roi écrit à l'Assemb. pour défendre de s'entremettre en faveur du Cardinal. Discours de M. de Marca contre ledit Cardinal. Remontrances des Promoteurs en sa faveur. T. IV, p. 233 jusq. 255.

Les pieces énoncées se trouvent, T. IV, P. Just. p. 82 jusq. 109.

L'Assemblée, vu la Lettre du Roi, portant, que, pour les causes y contenues, S. M. a résolu, que le procès dudit Cardinal soit instruit & jugé incessamment par les voies pour ce requises, qui ne pourront blesser ce qui est dû au S. Siege, ni contrevenir aux Libertés

de l'Eglise Gallicane; & cependant, que les fruits & revenus temporels de l'Archevêché de Paris & des Abbayes dont ledit Sgr. Cardinal est Titulaire, demeureront saisis, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné en jugeant le procès. Délibération prise, la Compagnie a résolu & arrêté, que S. M. sera suppliée de procurer que l'affaire soit entièrement terminée, dans six mois, par des Juges Ecclésiastiques, en commençant à faire droit, ainsi qu'il appartiendra par raison, sur la saisie des revenus, tant sur l'Archevêché de Paris, faite par droit de Régale, que des Abbayes; & en cas que l'affaire traîne en plus grande longueur, il est arrêté, que les Agents seront auprès du Roi les poursuites nécessaires pour faire régler ce qui regardera les intérêts du Sgr. Cardinal, suivant le droit & les Constitutions Canoniques, les immunités des Evêques & les privilèges de l'Eglise Gallicane.

C'est la fameuse délibération, du 14 Novembre 1656, qui fit tant de bruit, & excita une si grande indignation dans le Public, que M. de Marca fut obligé de faire une Lettre apologétique en faveur de ceux de son parti; ce qui lui attira une réponse forte & vigoureuse, de la part de l'Arch. de Sens. T. IV, p. 255. *Voyez la note, la Lettre du Roi, la Lettre apologétique, la réponse & autres Lettres du Cardinal de Retz, T. IV, P. Just. p. 108 & suiv.*

§. III. Entreprises contre les immunités, en l'affaire du Cardinal de Retz : moyens pris par l'Ass. pour en obtenir la réparation.

On rapporte, T. IV, P. Just. p. 117 & suiv., un Mémoire fort détaillé de ces entreprises. *Ibid.* p. 119, on cite une Lettre, datée du 24 Avril 1660, adressée à tous les Evêques, Prêtres & enfants de l'Eglise, qui est un précis de tout ce qui a été dit de plus fort en faveur du Cardinal de Retz. Dans les délibérations de l'Assemblée, M. de Cousserans remontre la nécessité d'obtenir de Sa Majesté la révocation de la Commission de 1654, donnée au Parlement, pour juger M. de Retz, & de la faire tirer des Registres du Parlement, où elle étoit couchée. Il expose ensuite le contenu des Arrêts du Conseil, donnés devant & depuis ladite Commission, dont les uns ordonnoient du régime de l'Eglise de Paris, les au-

tres éta-
sur des
voir des
les dili-
Agents
treprise
M. de
Card. de
Autre r
par l'A
entrepr
par celu
sion du
tence du
tre du C
Placard
tre M. d
trance c
entrepr

Sur e
les Sgra
dinal M
justes pl
qu'il lui
que l'Es
blessée p
sur-tout
Parleme
les imm
des regi
aveu fait
faut de
che pas l
tions spi
sions pur
les font
ration per
tés perso
26 Avril
Conseil
tés, & u
à même
Commis
pour fai
Retz.

En 16
testation
Retz req
dédomm
Paris, de
& suiv.
L'Abb
port d'Ag
1660, ex
& les po
de M. le
dinal de
étoient ch
mais il ajo
du Cardin
contre le

tres établissoient la vacance du Siege sur des principes dont le Clergé ne pouvoit demeurer d'accord : il expose aussi les diligences que firent alors Mrs. les Agents pour s'opposer à toutes ces entreprises ; les procédures faites contre M. de Chassebras, Grand-Vicaire du Card. de Retz & Curé de la Madeleine. Autre rapport fait à la même Assëmb., par l'Archev. d'Arles, sur les mêmes entreprises, par l'Arrêt du 21 Mars, par celui du 22 Août, par la Commission du 21 Septembre 1654, par la Sentence du Châtelet, condamnant la Lettre du Cardinal à être brûlée, par les Placards affichés, par la Sentence contre M. de Chassebras... Autre Remontrance du Promoteur, contre lesdites entreprises.

Sur tous ces exposés, l'Ass. charge les Sgrs. Commissaires de voir le Cardinal Mazarin, lui faire entendre les justes plaintes de la Compagnie, afin qu'il lui plaise obtenir de Sa Majesté que l'Eglise, qui a été extrêmement blessée par toutes ces entreprises, mais sur-tout par la Commission adressée au Parlement, qui renverse entièrement les immunités personnelles, soit tirée des registres, ou du moins révoquée : avec fait par son Eminence, que le défaut de prestation de serment n'empêche pas les Evêques de faire leurs fonctions spirituelles, & que les démissions pures & simples des Evêchés ne les font point vaquer. Arrêt & Déclaration promis touchant les immunités personnelles des Evêques : enfin, le 26 Avril 1657, intervient Arrêt du Conseil en faveur desdites immunités, & une Déclaration du Roi donnée à même fin, qui casse & annule la Commission du 21 Septembre 1654, pour faire le Procès au Cardinal de Retz.

En 1662, toute cette grande contestation fut terminée. Le Cardinal de Retz reçut l'Abbaye de S. Denis, en dédommagement de l'Archevêché de Paris, dont il se démit. T. IV, p. 256 & suiv. 306, 307. P. Just. p. 119.

L'Abbé de Roquepine, dans le rapport d'Agence, fait en l'Assemblée de 1660, expose fort en détail les soins & les poursuites, auprès de S. M. & de M. le Chancelier en faveur du Cardinal de Retz, ainsi que les Agents en étoient chargés par l'Assëmb. de 1655 ; mais il ajoute que les nouvelles menées du Cardinal & ses intrigues multipliées contre le service du Roi, avoient rendu

leurs démarches inutiles. T. IV, p. 518 juſq. 521.

REVENTE.

REVENTE des biens du Clergé aliénés. *Voyez* Aliénation du Temporel, §. II.

Revente des offices des décimes. *Voyez* Offices des décimes, §. II.

RICHELIEU.

[CARDINAL DE]

I. EN l'Assemblée de 1635, quatre Evêques, autant de Députés du second Ordre & un Agent, sont chargés d'aller saluer, de la part de la Compagnie, le Cardinal de Richelieu, & le prier de vouloir présider à l'Assëmb. T. II, p. 663.

II. Suivant le Journal de l'Abbé de Saint-Josse, tout dans l'Assemblée de 1635, fut conduit par les menées sourdes du Cardinal de Richelieu : ses principaux Agents furent l'Archevêque de Bordeaux & l'Evêque de Chartres : les ruses & les intrigues se manifestèrent dès la tenue des Assëmb. Diocésaines & Provinciales pour le choix des Députés. Le Cardinal vouloit obtenir du Clergé 7 à 8 millions de don extraordinaire : ces dons qui étoient extrêmement à charge au Clergé, & qui étoient presque ordinaires depuis le Ministère du Cardinal, rendirent les Provinces difficiles à les accorder. Le Ministre, pour vaincre leur résistance, fit attaquer, de toute part, les immunités du Clergé : il promit ensuite, & fit donner des Lettres-Patentes qui sembloient remettre le Clergé dans tous ses droits ; mais il empêcha qu'elles ne fussent vérifiées nulle part : il fit rendre plusieurs Arrêts favorables au Clergé en apparence, mais presque tous illusoire. Le jour même qu'il fit retirer l'Arrêt, qui ordonnoit aux Ecclesiastiques de Reims d'aller à la garde de la Ville, il en fit rendre un autre qui obligeoit ceux de Péronne d'y aller : au bout de dix mois, il n'y avoit pas une affaire considérable qui fût terminée. Le célèbre Evêque d'Orléans [Laubespine] avoit remarqué pendant l'Ass. de 1628, ces mêmes manœuvres du Cardinal : enfin, à force de difficultés & de longueurs, l'Assemblée fut obligée d'accorder trois millions. T. II, p. 641, 644.

M. de Montchal rapporte les différentes manœuvres dont se servit le Car-

dinal de Richelieu, pour se rendre maître des députations à l'Assemblée de Mantes, ou du moins pour soumettre à ses volontés ceux qui se trouvoient députés. N'ayant pu empêcher la députation de l'Archevêque de Toulouse, il fit toutes sortes d'avances pour le gagner : enfin, il fit tenir l'Ass. à Mantes, Ville du Diocèse de Chartres, pour y faire inviter l'Evêque de Chartres, comme Diocésain, ne pouvant espérer de l'y faire recevoir comme Député. T. III, P. J. p. 4.

III. La vie du Cardinal de Richelieu écrite par l'Abbé de Pure, est présentée & agréée en l'Assemb. de 1633. T. IV, p. 429.

IV. Sur les décharges de décimes accordées au Cardinal de Richelieu. *Voyez* Cardinaux, §. II.

RIEUX.

1°. L'Evêque de Rieux est taxé pour la dotation des Régents de l'Université de Toulouse; on fait saisir ses revenus : intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1660. *Voyez* Universités, §. III.

2°. Contestations entre le Diocèse de Rieux & le Chapitre de S. Sernin de Toulouse, au sujet de l'imposition aux décimes, de quelques Prieurés situés audit Diocèse & unis audit Chapitre. *Voyez* Toulouse, n°. I.

RIEUX. [RÉNÉ DE]

Il étoit Evêque de Léon : son affaire avec le sieur Louytre, Doyen de Nantes. *Voyez* Evêques, §. XI, n°. I.

Il est accusé de crime de lèze-majesté : procédures faites contre lui. *Ibid.* n°. II.

RIEZ.

1°. L'Evêque de Riez est assassiné par le sieur de Crillon. L'Ass. de 1600 demande justice au Roi, & que le meurtrier soit poursuivi criminellement, privé de ses offices, &c. Le Roi dans la réponse déclare combien lui a déplu cet acte de perfidie; mais le crime étant venu aux terres où Sa Sainteté a toute autorité, & que le sieur de Crillon est né son sujet, S. M. ne doute pas que le Pape n'y pourvoie. T. I, P. Just. p. 176.

2°. Sur quelques différends entre les Diocèses de Riez & d'Apt, pour l'imposition aux décimes de certains Bénéfices. *Voyez* Apt.

3°. En l'Assemb. de 1738, l'Evêque de Riez se plaint, que dans le nou-

veau département général, arrêté par la dernière Assenb., il s'étoit glissé une erreur, en ce que l'on avoit compris dans la classe des Bénéfices simples, plusieurs Bénéfices qui n'étoient pas de cette nature; à raison de quoi, la même Assemb. de 1733 avoit accordé une somme de 6000 liv. au Diocèse, en dédommagement de la surtaxe, & avoit renvoyé à l'Assemb. de 1760, pour réformer l'erreur. L'Ass. de 1738 y renvoie aussi. T. VIII, p. 708.

ROCHELLE. [14]

1°. PAR la Bulle du Pape, du 3 Mai 1648, le Siege Episcopal de Maillefaï est transféré à la Rochelle : le ^{si} est communiqué à l'Assemblée de 1650, qui donne acte à l'Evêque de la Rochelle, de la représentation des Bulles d'érection, de l'accord fait entre lui & l'Evêque de Saintes; qu'en cor séquence à l'avenir, en tous les actes du Clergé, l'Evêché de la Rochelle sera employé au lieu de celui de Maillefaï; qu'il sera procédé à la distraction des sommes que paient en la recette des décimes du Diocèse de Saintes, les Bénéficiers distraits dudit Diocèse, pour être lesdites sommes portées à l'avenir en la recette de la Rochelle. T. III, p. 699.

En l'Assemb. de 1633, il est représenté qu'en conséquence de l'érection de l'Evêché de la Rochelle, composé de celui de Maillefaï, & des Paroisses de ladite Ville de la Rochelle, & du Pays d'Aunis, distraits de l'Evêché de Saintes, il a été passé un Concordat entre Mrs. du Clergé de Saintes & de la Rochelle, par lequel il est dit, que les décimes des Bénéficiers dudit Pays d'Aunis, seront distraits & séparés du département des décimes du Diocèse de Saintes; mais d'autant que cette distraction ne peut avoir lieu sans l'autorité de l'Assemb., le Syndic du Diocèse de la Rochelle, la supplioit d'avoir agréable de faire trois choses.

1°. De régler ce que lesdits Ecclesiastiques d'Aunis devront porter de décimes, tant ordinaires qu'extraordinaires, & autres deniers qui se leveront par ordre du Clergé, sur le pied de ladite transaction fondée sur les anciens départements du Diocèse de Saintes : 2°. d'ordonner qu'il y aura un Receveur des décimes pour l'Aunis, distrait & séparé du Diocèse de Saintes, & à cette fin en consentir l'érection nécessaire : 3°. d'arrêter qu'il sera

établi un Bureau à la Rochelle, auquel sera attribuée la connoissance desdits deniers, avec pareils droits & prérogatives dont jouissent les autres Bureaux particuliers.

L'Assemb., après avoir oui le rapport des Commissaires nommés pour examiner le tout, ordonne sur les deux derniers objets, l'un & l'autre établissement du Receveur & du Bureau : quant au premier, elle statue, que comme la somme que portent par la distraction les Bénéfices distraits, est la neuvième partie, ou environ, de la somme que portoit le Diocèse de Saintes avant la distraction, lesdits Bénéficiaires d'Aunis pour leur part & portion des sommes qui pourront être extraordinairement imposées, porteront la neuvième partie, ou environ, de la somme que portoit le Diocèse de Saintes sur son ancien pied. T. IV, p. 363, 364, 365.

2°. Dans le département fait en l'Ass. de 1660, de la somme de 50 mille écus imposés pour les frais de l'Assemblée; les Commissaires ne s'étant pas conformés à la précédente délibération de l'Assemb. de 1655, M. l'Evêque de Saintes s'en plaint, & demande que ledit département soit réformé à l'égard du Diocèse de Saintes, qui doit être déchargé de la neuvième partie, ou environ, de la taxe à laquelle on l'avoit mis, à proportion de la distraction arrêtée dans la dernière Assemblée : la Compagnie y ayant égard, ordonne, que, conformément à la délibération de 1655, de la somme de 2429 liv. 18 sols, à quoi avoit été taxé le Diocèse de Saintes pour sa part des 50 mille écus, par le département arrêté en la présente Assemblée, il sera déchargé de la neuvième partie, montant à 270 liv., laquelle somme sera imposée sur les Bénéficiaires du Diocèse de la Rochelle, au terme de Février prochain, outre & par-dessus la somme à laquelle ledit Diocèse avoit été taxé par ledit département : il sera mis un *nota* aux anciens départements faits avant la dernière Ass. T. IV, p. 805, 806.

3°. M. l'Evêque de la Rochelle présente un Mémoire à l'Assemb. de 1726, par lequel il remontoit que les départements envoyés à son Diocèse, n'étoient pas uniformes; que quelques-uns de ces départements regardoient le Diocèse de la Rochelle en entier; que d'autres le partageoient en deux cortes, l'une pour le détroit de Maillefaï, l'au-

tre pour le pays d'Aunis : il fait voir les inconvénients de ce partage, & il demande que, dans les départements, les détroits de Maillefaï & d'Aunis soient compris dans un seul article, sous le nom du Diocèse de la Rochelle. Ainsi ordonné. T. VII, p. 843, 846.

4°. Les Receveurs & Contrôleurs du Diocèse de la Rochelle, au détroit de Maillefaï, présentent, à l'Assemb. de 1670, une requête pour surcharge. Cette affaire est renvoyée aux Commissaires du rôle. Sur leur rapport, il est arrêté que lesdits Receveurs seroient tirés à néant dans le présent département, & que les deux Contrôleurs ne seroient taxés qu'à la somme de 40 liv. T. V, p. 140, 141.

5°. Sur les contestations pour la préséance entre le Chapitre & le Présidial de la Rochelle. Voyez Chapitres, §. IV.

R O D E Z.

1°. En l'Assemb. de 1625, un des Députés présente une Procuration de l'Evêque & des Bénéficiaires de Rodez, portant, que, par la délibération de l'Assemb. Synodale, ledit Diocèse auroit trouvé à propos de se départir du Bureau établi à Toulouse, & de se joindre à celui de Bourges, suivant ce qui leur est permis par l'Ordonnance, portant établissement des Bureaux, & par les Réglemens du Clergé sur ce intervenus : & en outre, qu'il soit permis aux Députés particuliers dudit Diocèse de juger des taxes des Bénéficiaires jusqu'à la somme de 100 liv. & au-dessous. Vu la Procuration, & oui ledit Député, l'Ass. accorde au Diocèse les deux objets de sa demande, & autorise sur les deux points la Délibération Synodale. T. II, p. 561.

Sa Majesté, par Arrêt de son Conseil, du 28 Février 1647, intervenu sur plusieurs conflits, entre les Bureaux de Bourges & de Toulouse, au sujet des appellations du Bureau de Rodez, fait défenses au Bureau de Toulouse de prendre connoissance des taxes mises sur les Bénéficiaires de Rodez, sauf à ceux qui se prétendroient surtaxés, de se pourvoir en première instance audit Bureau particulier de Rodez, & par appel, pour les taxes excédant 20 livres, au Bureau Provincial de Bourges, où il leur seroit fait droit souverainement.

Nonobstant cet Arrêt, le Bureau de Toulouse ne laissant pas d'entreprendre de connoître desdites taxes, est intervenu un second Arrêt audit Conseil,

1625.

1647.

1656.

le 18 Mars 1636, par lequel Sa Majesté ordonne, conformément aux Edits de 1606, 1631, 1637, à l'option du Diocèse de Rodez, & audit Arrêt du 18 Février 1647, que ledit Diocèse & le Bureau d'icelui, ressortira pour toutes ses causes au Bureau Provincial de Bourges, ainsi & en la même forme que ressortissent les autres Diocèses & Bureaux particuliers de ladite Province, faisant défenses au Bureau de Toulouse, &c., à peine de 500 liv. d'amende, & de tous dépens, &c. T. IV, p. 373.

1685. L'Assemb. de 1685 confirme & renouvelle sur ce point les Réglemens des précédentes Assemblées de 1625, 1655. T. V, p. 619, 620.

1694. 1°. Affaire du Syndic du Clergé de Rodez, contre le sieur Costa, Receveur Provincial alternatif, qui refusoit de recevoir le remboursement que le Clergé de Rodez lui offroit pour sa part dudit Clergé, des augmentations de gages données, en 1675, aux Officiers Provinciaux & Diocésains. Ladite affaire jugée au Conseil, le 3 Janvier 1694, en faveur du Diocèse. T. VI, p. J. p. 64, 65. Voyez Offices des Décimes, §. II, n°. I & II.

3°. Affaire de M. de Saléon, Evêque de Rodez, contre deux Curés de la Ville, qu'il avoit restreints pour la Confession, à leurs seuls Paroissiens. Voyez Confession, n°. V.

1765. 4°. Le sieur Cabrieres, Receveur des décimes de Rodez, résiste ouvertement au Bureau Diocésain, pour la reddition de ses comptes, pour la remise d'une somme trouvée dans sa caisse, & pour sa destitution de sa place de Receveur: il se pourvoit devant le Sénéchal de Rodez, sur toutes les procédures faites contre lui, qui décernoient la prise-de-corps: il obtient du Sénéchal une Sentence, qui défendoit à tous Huissiers de mettre le décret de prise-de-corps à exécution. Le Bureau en trouve cependant un, dans le voisinage, qui signifie la Sentence du Bureau; mais il est mis aussitôt en prison.

Cette affaire ayant été rapportée à l'Ass. de 1765, elle obtient un Arrêt du Conseil, sur la demande du Bureau Diocésain, qui condamne les entreprises de la Sénéchaussée de Rodez, pour fait d'emprisonnement d'Huissier, & ordonne l'exécution de la Sentence du Bureau, contre le sieur Cabrieres. T. VIII, p. 1576 & f.

5°. Le Curé de Calmont, au Diocèse de Rodez, demande & se pour-

voit au Parlement de Toulouse, pour que tous les actes & titres, tant du Secrétariat que des Archives de l'Evêché, soient déposés chez un Notaire, pour en avoir communication. Voyez Unions, n°. IV.

6°. En l'Assemb. de 1775, s'est présentée l'affaire du sieur Guibaldi, caution du Receveur des décimes de Rodez, qui avoit fait faillite, lequel, en sa qualité de caution, refusoit de reconnoître la compétence des Chambres Ecclésiastiques. Voyez Chambres des Décimes, §. II, n°. IV.

ROIS.

Voyez Souverains.

ROMANS.

1°. Le Chapitre de Romans, en Dauphiné, est co-Seigneur de la Ville avec le Roi: le Promoteur expose à l'Ass. de 1670, que le Juge Royal de cette Ville avoit obtenu un Arrêt, qui renverse le titre primitif, par lequel cette Eglise est associée au Dauphin à la co-Seigneurie, nonobstant l'usage & la possession de trois siècles, où l'Officier du Chapitre a été de jouir, dans son année d'exercice, des mêmes prérogatives que son Collegue. L'affaire ayant été jugée de conséquence, pour tous les lieux où S. M. est en pariage avec l'Eglise, la Compagnie prie M. le Président de demander au Roi des Commissaires pour revoir cette affaire, & la juger définitivement: les Agents chargés d'intervenir. T. V, p. 120, 121.

2°. Le même Chapitre présente, à l'Assemb. de 1726, un Mémoire, dont l'objet n'est point spécifié dans le Procès-verbal. L'Assemb., après avoir entendu le rapport, ayant égard à la triste situation de ce Chapitre, & aux motifs sur lesquels il fonde sa demande, charge les Agents de solliciter l'affaire, & même d'y intervenir, s'il est nécessaire. T. VII, p. 841, 842.

ROUEN.

1°. EN 1596, l'Ass. des Notables se tient à Rouen, la peste faisant alors beaucoup de ravages à Paris. L'ouverture s'en fait le 4 Novembre, dans l'Abbaye de Saint-Ouen. Le Roi étoit présent, les Princes, le Connétable, les Secrétaires d'Etat, les principaux Seigneurs & Officiers de la Cour, le Cardinal-Légar, les autres Cardinaux, grand nombre de Prélats, plusieurs Députés des Parlements & autres Cours Souveraines.

Souverains.
M. le C.
me trois
bérer ch
ensuite
l'Assemb
men, il
demande
noient le
blest, po
la Financ
les même
de l'Ass
la même
les reven
qu'ils me
mille écu
que dès
le permen
Etats-Gé
la note.

2°. L'
Mrs. les
elle inter
joindre à
nommé à
empêcher
ne soit dé
1, p. 601

3°. M.
voit à l'A
de se joir
ment des
des Prieur
faisant le
préjudice
du Sgr. A
ordonne
III, p. 69

4°. Sur
Rouen en

5°. Aff
contre l'E
repaite du
sion s'étar
Paris les
Huiles, le
du Chapit
tions, les
tances: le
Lettre au
notre la f
rendit en
ce, par la
Evêques de
encouru le
Canons, c
tions Episc
n'ont auc
quence, v
Provincial
Table d

Souveraines. Le Roi y parle; après lui, M. le Chancelier de Chiverni. On forme trois classes de Députés, pour délibérer chacune en particulier, & faire ensuite part de leurs délibérations à l'Assemb. Générale: après un mur examen, ils dressèrent le Cahier de leurs demandes: il y en avoit qui concernoient le Clergé, d'autres pour la Noblesse, pour les Officiers de Justice, pour la Finance, &c.: celles du Clergé sont les mêmes qui se trouvent au Cahier de l'Assemblée-Générale du Clergé de la même année. Lorsqu'on eut supputé les revenus du Royaume, l'on trouva qu'ils montoient à neuf millions 800 mille écus d'or. Enfin, il fut demandé que dès que les affaires de Sa Majesté le permettroient, on convoquerait les Etats-Généraux. T. I, p. 585, 586, à la note.

2°. L'Assemb. de 1595-1596 charge Mrs. les Agents d'intervenir, comme elle intervenoit elle-même, & de se joindre à M. le Cardinal de Bourbon, nommé à l'Archevêché de Rouen, pour empêcher que la Seigneurie de Dieppe ne soit démembrée de l'Archevêché. T. I, p. 601.

3°. M. l'Archev. de Rouen se pourvoir à l'Assemb. de 1650, & la supplie de se joindre à lui contre l'établissement des Juges d'Arques à Dieppe, & des Prieur & Consuls en la même Ville, faisant ledit établissement un notable préjudice aux droits & à la Jurisdiction du Sgr. Archevêque. La Compagnie ordonne aux Agents d'intervenir. T. III, p. 699, 700.

4°. Sur le Concile Provincial de Rouen en 1651. Voyez Conciles.

5°. *Affaire de l'Archevêque de Rouen contre l'Evêque de Coutances.* Après la retraite du Cardinal de Retz, l'occasion s'étant présentée de faire faire à Paris les Ordinations, & les saintes Huiles, les prétendus Vicaires-Général du Chapitre appellèrent, pour ces fonctions, les Evêques de Dol & de Coutances: le Cardinal de Retz adressa une Lettre au Chapitre, pour lui faire connoître la fausseté de ses démarches, & rendre en même-temps une Ordonnance, par laquelle il déclaroit, que les Evêques de Dol & de Coutances avoient encouru les peines portées par les saints Canons, contre ceux qui font les fonctions Episcopales dans les lieux où ils n'ont aucune Jurisdiction: en conséquence, vers le temps de l'Assemblée Provinciale, pour députer à la Géné-

Table de la Coll. des P. V.

rale, M. l'Archev. de Rouen déclare l'Evêque de Coutances suspens & irrégulier par les saints Canons, & privé de voix active & passive par les Réglemens du Clergé, dans son Assemblée Provinciale & dans la Générale. L'Evêque de Coutances néanmoins, & quatre autres Evêques de la Province, viennent à Gaillon, où étoit indiquée l'Assemb. Provinciale; & sur le refus de l'Archevêque de la tenir en présence de M. de Coutances, ils s'assemblent entr'eux, & nomment des Députés. L'Archevêque de son côté, l'Evêque d'Evreux, & les Députés de leurs Diocèses, tiennent la leur, & nomment les Députés pour l'Assemb. Générale. L'Archevêque est mandé en Cour, pour apprendre de lui ce qui s'est passé dans l'Assemb. Provinciale. Il justifie, en présence de Sa Majesté, sa conduite envers l'Evêque de Coutances, & avec fermeté; le Roi, pour toute réponse, lui dit, qu'ils s'attendoit à plus de reconnaissance de sa part: il est exilé dans son Diocèse.

L'Assemb. de 1655 fait des démarches pour le faire rappeler. Quelque temps après, il se raccommode avec la Cour, par l'entremise de M. de Lionne, dont plusieurs Députés de l'Ass. crurent avoir sujet de se plaindre. Toute cette affaire est exposée, & les actes & pièces sont rapportés. T. IV, p. 4, 13 jusq. 17. P. J. p. 17 jusq. 22.

RUF. [SAINT-]

I. M. l'Evêq. de Die expose à l'Ass. de 1761, les vœux de la Province de Vienne, au sujet de la sécularisation de l'Ordre de S. Ruf, & de son incorporation à l'Ordre de S. Lazare.

Il existe, dit ce Prélat, depuis six siècles, une Congrégation de Chanoines Réguliers de l'Ordre de S. Augustin, connue sous le nom de Saint-Ruf: elle est répandue dans 14 Diocèses, & principalement dans celui de Vienne: Valence est le chef-lieu de cet établissement; l'Abbé-Général y réside.

Des relâchements dans la discipline Monastique, firent naître, il y a quelques années, au sieur Chomel, alors Abbé de Saint-Ruf, l'idée d'une réforme: il obtint du Roi, le 3 Juillet 1738, des Lettres-Patentes renfermant plusieurs dispositions à l'égard des Bénéfices. Le 18 Septembre même année, un Arrêt du Conseil enjoignit au Général d'envoyer aux Commissaires nommés par Sa Majesté, l'état des Maisons

D d d d d

& des Bénéfices de l'Ordre; & le 25 Octobre 1741, un second Arrêt fixa, au nombre de neuf, les Maisons Conventuelles, ordonna l'union de plusieurs Bénéfices, la reconstruction des lieux réguliers, & voulut, que pour subvenir aux frais nécessaires, les Bénéfices destinés à être unis, fussent en attendant mis en économat, le cas de vacance arrivant. Ce dernier Arrêt, applaudi d'abord par un Chapitre général, éprouva dans la suite bien des difficultés: on chercha à le faire modifier; on réclama les Statuts, les privilèges de l'Ordre & la liberté de résigner. Ces plaintes ne furent pas entièrement rejetées par les Arrêts du Conseil de 1745 & 1749: ce dernier prescrivit la tenue d'un Chapitre général, à l'effet de convenir de certains arrangements, & de dresser un plan de réforme analogue au régime de l'Ordre.

Le sieur Abbé de Nantes, successeur du sieur Chomel, convoqua ce Chapitre: l'unanimité avoit succédé à la division qui s'étoit élevée entre le Chef & les Membres: on concerta un projet de réforme; tous parurent l'approuver: les délibérations en furent portées au Conseil, qui, par un Arrêt préparatoire, du 13 Septembre 1759, ordonna que l'Abbé visiteroit les Maisons; qu'il constatéroit leur état actuel & celui de leurs dettes; qu'il feroit dresser le plan des bâtimens, des réparations, &c.; qu'il examineroit & recevroit le compte des Economats.

En conséquence de cet Arrêt, l'Abbé procéda à ses visites, accompagné des Freres Tardivon & la Roquette: tout sembloit annoncer la consommation du projet de réforme. Ce fut alors que l'Abbé, au lieu de rapporter au Conseil ses Procès-verbaux, tint un Chapitre général, dans lequel, sans autre information préalable, on résolut la sécularisation entière de l'Ordre (dont il n'avoit jamais été question), & l'on donna pouvoir à l'Abbé, aux sieurs Tardivon & la Roquette, de la poursuivre.

Ces trois Religieux se rendent à Paris, s'abouchent avec les principaux Officiers de l'Ordre de S. Lazare, passent avec eux, le 6 Septembre 1760, un Concordat pardevant Notaires: acte singulier dans ses dispositions.

Dans le premier article, lesdits trois Religieux s'obligent, non-seulement de poursuivre la sécularisation de leur Ordre dans le Chef, dans les Membres, dans les Bénéfices qui en dépen-

dent, mais encore de travailler à l'extinction totale & entière de l'Abbaye & de tous les Bénéfices, à l'exception des Cures réservées aux Evêques, & de quatre Prieurés dont la nomination appartiendroit au Roi, pour tous les biens être unis & incorporés à l'Ordre de S. Lazare.

Dans le second, il est réglé qu'à la place du Chapitre Abbatial, il sera établi au même lieu, dans la Ville de Valence, quinze Commandeurs Ecclésiastiques de Saint-Lazare, qui célébreront l'Office Canonial, & qui seront même pour le spirituel, sous la Jurisdiction totale & absolue du Grand-Maître & de son Vicaire-Général: le même article porte, que, sous le bon plaisir de S. M., tous les Religieux de Saint-Ruf porteront à la boutonnière la Croix de S. Lazare.

Le troisième article assigne des revenus aux 15 Commandeurs qui doivent faire l'Office Canonial, de même qu'au Bas-Chœur & à la Fabrique.

Il est porté dans le quatrième, que de tous les autres biens provenant des suppressions des Bénéfices, il en sera fait des Commanderies depuis 600 jusqu'à 6000 liv., dont les Laïques seront susceptibles, & que la libre disposition en appartiendra au Grand-Maître.

Les cinquième, sixième & septième articles renferment les différens avantages temporels qu'on assure aux Religieux actuels de Saint-Ruf, pendant leur vie.

Le huitième concerne la régie des biens mis ou à mettre en Economat.

Six jours après la signature de ce traité, on obtint un Brevet de S. M., qui permet de se pourvoir en Cour de Rome, pour l'exécution du Concordat; & le 24 Octobre, un Arrêt du Conseil ordonna, qu'en cas de vacance, l'Abbaye & les Bénéfices qui en dépendent, seront mis en Economat, & défendit en même temps aux Collateurs toute disposition, sous peine de nullité.

Tel est en substance ce traité dont on ne trouve pas d'exemple: traité dont les suites sont également à craindre; & pour la Province de Vienne en particulier, & pour tout le Clergé en général. T. VIII, p. 1053 jusqu'à 1057.

La mort de M. l'Abbé de Saint-Ruf, continué M. l'Evêque de Die, arrivé le 21 Décembre suivant, fit naître d'autres contestations. L'Arrêt du 24 Octobre 1760 ordonnoit que dans le cas de

vacan-
fût m-
dispos-
un de
traité
vier
session
extrao-
lence
ayant
des Bu-
forme
en ter-
par lui
à la fu-
quérir.

Dan-
sieur T-
constat-
n'y a po-
re par-
Général
qualité
l'Abbaye
en refus-
de Gre-
de la D-
lence,
prendre
Le Parl-
torise.

Cepe-
ne l'emp-
personn-
l'Officia-
plem-
fulminer
lendem-
obligé
faits ar-
Promo-
cette ré-
sur le c-

M. l'E-
ont con-
dat com-
saints C-
comme
Général
avoit pr-
les. L'aff-
pour la
Congrèg-
approuv-
Vienne
Rome ne
cherché
traité est
glisse &
liste sur
sécularis-

vacance de l'Abbaye de Saint-Ruf, elle fût mise en Economat. Malgré cette disposition formelle, le sieur Tardivon, un des Religieux qui avoit souscrit le traité, en fut pourvu le premier Janvier 1761 : empressé d'entrer en possession, il fit venir ses Bulles par la voie extraordinaire. M. l'Evêque de Valence étoit allé à Paris : ce Prélat ayant eu connoissance de l'expédition des Bulles, donna une Ordonnance en forme de Déclaration : il y annonça en termes formels, qu'il ne devoit, ni par lui, ni par ses Officiers, procéder à la fulmination qu'on pourroit en requérir.

Dans ces circonstances, un frere du sieur Tardivon, chargé de ses pouvoirs, constate que depuis quelques jours, il n'y a point d'Official à Valence, se retire pardevant le sieur Aurelle, Vicair-Général, le somme de procéder en sa qualité à la fulmination des Bulles de l'Abbaye de Saint-Ruf : sur sa réponse en refus, il se pourvoit au Parlement de Grenoble, par appel comme d'abus, de la Déclaration de l'Evêque de Valence, & demande d'être autorisé à prendre possession civile de l'Abbaye. Le Parlement admet son appel & l'autorise.

Cependant ce recours au Parlement ne l'empêche point de comparoître en personne, le 17 Septembre, pardevant l'Official de Valence, qui répond simplement, *prendre les Bulles pour les fulminer, s'il y a lieu*, & ordonne le lendemain, *que le sieur Tardivon seroit obligé de répondre en personne sur les faits articulés, dans le requisitoire du Promoteur*. Le sieur Tardivon prend cette réponse pour refus, & en appelle sur le champ comme d'abus.

M. l'Evêq. de Valence & ses Officiers ont constamment regardé le Concordat comme entièrement contraire aux saints Canons, & le sieur Tardivon, comme inhabile à être institué Chef-Général de l'Ordre, par tout ce qui avoit précédé l'obtention de ses Bulles. L'affaire ayant été portée à Rome pour la faire rapporter sans délai à la Congrégation consistoriale, & y faire approuver le Concordat, Mrs. de Vienne & de Valence ont formé à Rome une opposition en regle : ils ont cherché à faire connoître combien ce traité est préjudiciable au bien de l'Eglise & de la Religion : ils ont insisté sur les irrégularités des projets de sécularisation, d'extinction de Béné-

fices, d'unions de revenus, d'érections de Commanderies en faveur de l'Ordre de S. Lazare : raisons principales sur lesquelles ils se fondent. Ces Prélats ont aussi discuté l'irrégularité de ce Concordat, en le considérant plus particulièrement par rapport à Mrs. de Saint-Lazare : cinq ou six réflexions très-solides sur ce point. M. l'Evêque de Die fait observer à ce sujet une délibération de l'Assemb. de 1730 dans une espece semblable : elle chargea Mrs. les Agents d'intervenir en son nom, & de poursuivre la révocation des Lettres-Patentes de 1722, portant union & incorporation de l'Hôpital & de l'Eglise de Saint-Jacques-de-l'Hôpital, à l'Ordre de S. Lazare.

L'Assemb. de 1762 sur tout cet exposé, a unanimement arrêté, qu'on suivroit l'exemple de 1730, & que Mrs. les Agents interviendroient & présenteroient Requête au Conseil, au nom du Clergé, contre l'union de l'Ordre de Saint-Ruf, à celui de Saint-Lazare. M. l'Archev. de Narbonne propose ensuite à la Compagnie de parler au Roi de l'affaire, avant de faire aucune démarche, & de supplier Sa Majesté de vouloir bien retirer son consentement donné à ladite union, & le Brevet de nomination à l'Abbaye de Saint-Ruf, accordé au sieur Tardivon, attendu le pacte illicite qui paroît résulter des termes du Concordat, & de prévenir le Roi que le Clergé étoit dans la résolution d'écrire au Pape, pour mettre sous les yeux de Sa Sainteté les motifs qui engagent le Clergé à s'opposer à la sécularisation de l'Ordre de S. Ruf. L'Assemb. agréa cette proposition. T. VIII, p. 1057 jusq. 1074.

Le Roi répond, qu'il avoit déjà pris des engagements à ce sujet, & qu'il ne pouvoit rien y changer, avant d'avoir examiné de nouveau cette affaire. Sa Majesté n'approuve point aussi qu'il soit écrit au Pape. T. VIII, p. 1074, 1075.

II. En l'Assemb. de 1770, M. l'Archevêque de Toulouse, au nom de la Commission dont il étoit le Chef, fait observer, que les démarches qui ont été faites à Rome, pour l'union de Saint-Ruf à Saint-Lazare, n'ont point eu l'effet qu'on en attendoit ; qu'il avoit été rendu un Arrêt du Conseil qui adjuge les biens de l'Ordre de Saint-Ruf à celui de Saint-Lazare, conformément au Concordat préliminaire entre les deux Ordres ; mais non au-

Dddddd 2

torisé par la Puissance Ecclésiastique; que cet Arrêt est visiblement contraire aux regles canoniques & aux Loix & usages du Royaume.

L'Assemb. de 1770, sur l'avis de la Commission, prie M. l'Archevêque de Reims de faire auprès du Roi & de son Conseil les plus fortes instances, pour que les formes canoniques soient reprises dans l'affaire de Saint-Ruf; qu'il n'y soit donné aucune atteinte; & que même en suivant ces formes, Sa Majesté accorde la protection aux besoins des Diocèses dans lesquels sont les Maisons de Saint-Ruf, & ne permette pas qu'il soit rien fait à leur préjudice. T. VIII, p. 1885.

III. L'affaire de Saint-Ruf est plus amplement discutée, & en quelque manière terminée dans l'Ass. de 1771.

Par un Bref en date du premier Juillet 1771, M. l'Evêque d'Auxerre est nommé Commissaire, pour procéder à l'extinction de la Congrégation de Saint-Ruf, à la sécularisation de ses Membres, & à l'union de ses biens à l'Ordre de Saint-Lazare. Ce Prélat, avant de rien entreprendre, veut se concerter avec ses confrères, en commençant par M. l'Archev. de Lyon, un des Prélats les plus intéressés: ils jugent l'un & l'autre, l'affaire trop importante & trop délicate pour ne pas la traiter au moins avec les Prélats qui avoient des biens de Saint-Ruf dans leurs Dioc., & qui se trouvoient à Paris: le résultat de leurs conférences a été de la renvoyer à l'Assemb. extraordinaire que le Roi venoit de convoquer: cette Assemb. nomme une Commission pour en prendre connoissance. T. VIII, p. 1958, 1959, 1960.

M. l'Archevêque de Toulouse, Chef de la Commission, fait son rapport: il le divise en deux parties, en considérant le Bref du Pape, & par rapport à l'Ordre qui doit être éteint, & par rapport à celui qui doit être enrichi de sa dépouille: chacune de ces parties est envisagée elle-même sous deux aspects, & quant au fonds, & quant à la forme.

Première Partie. Après quelques observations générales sur les formes, pour l'extinction d'un Ordre, & notamment sur la nécessité d'entendre l'Evêque, il met sous ses yeux les suites dangereuses du Bref. La sagesse du Roi, dit le Prélat, celle du Souverain Pontife, ont été surprises: des causes légitimes ont été supposées: on a prétendu avoir

observé les formes, lorsqu'elles ont été violées; mais dans le fonds & dans la forme, toutes les regles résistent à l'exécution de ce projet: toutes les circonstances concourent à en faire voir l'irrégularité; & il est aussi vicieux dans son principe, que dangereux dans ses conséquences.

Seconde Partie. Union à l'Ordre de Saint-Lazare. En commençant cette seconde partie, on observe que par cette expression, *Ordre de Saint-Lazare*, on n'entend pas reconnoître l'identité de l'association, qui en porte aujourd'hui le nom, avec l'ancien Ordre de Saint-Lazare. Sous quelque rapport que l'on envisage l'Ordre actuel de Saint-Lazare, il ne présente que des idées de faste & de décoration, peut être utile pour exciter l'émulation dans le siècle, entièrement inutile dans l'Ordre de la Religion: pourquoi prétendrait-il en posséder les biens? Un vice plus radical encore, & qu'on ne peut réparer, s'oppose à ses prétentions. Pour posséder les biens d'Eglise, il faut faire partie du Clergé, & l'Ordre de Saint-Lazare ne peut sous aucun prétexte lui appartenir. Ce n'est point un Ordre Religieux; nul Religieux ne peut être constitué tel que par un vœu solennel: dans toute Religion il y a trois choses essentielles, l'obéissance, la continence & la désappropriation: rien de tout cela ne convient à l'Ordre de Saint-Lazare.

Les Chevaliers de cet Ordre n'ont aucune Maison commune ou Conventuelle; ils ne sont point de noviciat; l'obéissance leur est étrangère; ils n'ont, ni Loi qui dirige leurs actions, ni Supérieur qui la fasse observer: sans aucune espèce de désappropriation, ils héritent de leurs parents, & disposent eux-mêmes de leurs biens, comme les personnes du siècle: ils n'exercent plus l'hospitalité: ils ne prétendent pas même se consacrer à la guerre contre les Infidèles: toute fin religieuse est éloignée de leurs engagements: ils n'ont pas même l'apparence d'appartenir à une Société Religieuse. Comment leur Ordre en auroit-il le caractère? C'est tout au plus une Confraternité distinguée de toutes les autres par le rang & la qualité des personnes qui y sont associées.

Ces principes établis & confirmés par des autorités respectables, M. l'Archevêque de Toulouse vient ensuite à examiner les titres même de l'Ordre

de Saint-
en sa
époque
qui vo
l'Ordre
de son
tient t
écoulé
dans a
Saint-
sagé e
ni mên
tique,
simple
capable

Après
doit pe
qui pro
de Saint-
biens &
à l'Ord
de la B
nant l'Q
chevêq
moyens
ces moi
d'écon
dure. S
la mati
convain
est inca
faisant
par cet
[ti le B
nant l'Q
de Clér
du Saint
tion], c
l'intenti
des bie
des reg
Royaum
cipline
conform
sion, de
qui son
séquence

1°. D
faire op
naux, a
& des I
secondes
Evêques
Patentes
oppositi
2°. D
délibéra
Royaum
3°. D
pour lui
nature d

de Saint-Lazare, & ceux qu'il allègue en sa faveur : ce Prélat distingue trois époques. La première, avant Henri IV, qui voulut donner un nouvel éclat à l'Ordre. La seconde, est celle même de son établissement. La troisième, contient tout le temps qui depuis s'est écoulé jusqu'à nous. Il fait voir que dans aucune de ces époques, l'Ordre de Saint-Lazare n'a été considéré & envisagé comme une Société Religieuse, ni même comme un Corps Ecclésiastique, mais seulement comme une simple association Laïque, & par-là incapable de posséder des biens d'Eglise.

Après avoir fait connoître ce qu'on doit penser du Bref de Clément XIV, qui prononce la suppression de l'Ordre de Saint-Ruf, la sécularisation des biens & des personnes, & leur union à l'Ordre de Saint-Lazare, ainsi que de la Bulle de Clément XIII concernant l'Ordre du Saint-Esprit, M. l'Archevêque de Toulouse propose les moyens de s'opposer à leur exécution : ces moyens sont, ou de conduite & d'économie, ou de droit & de procédure. Sur le rapport qui en est fait, la matière mise en délibération, l'Ass. convaincue que l'Ordre de Saint-Lazare est incapable de posséder aucuns biens faisant partie de ceux d'Eglise, & que par cette raison & les autres alléguées (si le Bref de Clément XIV concernant l'Ordre de Saint-Ruf, & la Bulle de Clément XIII concernant l'Ordre du Saint-Esprit, avoient leur exécution), ces rescrits produiroient, contre l'intention de ces Papes, la dissipation des biens d'Eglise, le renversement des regles, la ruine des maximes du Royaume, & la chute entière de la discipline dans les Cloîtres ; a délibéré, conformément à l'avis de la Commission, de s'y opposer par tous les moyens qui sont en son pouvoir, & en conséquence elle a déterminé :

1°. De charger Mrs. les Agents de faire opposition dans tous les Tribunaux, à l'exécution desd. Bref, Bulle & des Lettres-Patentes obtenues ; de seconder les oppositions des différents Evêques auxdits Bref, Bulle & Lettres-Patentes, & d'intervenir dans ladite opposition.

2°. De faire connoître la présente délibération à tous les Evêques du Royaume.

3°. D'écrire une Lettre à Sa Sainteté, pour lui faire connoître quelle est la nature de l'Ordre de Saint-Lazare qui

le rend incapable de posséder des biens d'Eglise.

4°. Et avant tout, de recourir à la justice du Roi, par une Lettre la plus instante & la plus respectueuse, & de prier M. le Cardinal de voir M. le Comte de Provence, & de le prévenir sur les démarches du Clergé en cette affaire. T. VIII, p. 1960 jusqu'à 1996.

Son Eminence prévient M. le Comte de Provence de la délibération de l'Assemblée : ce Prince assure la Compagnie de la pureté de ses intentions & de son éloignement à rien faire de contraire aux regles. T. VIII, p. 1996, 1997.

La Lettre de l'Assemblée au Roi lui est présentée.

La réponse de S. M. dit deux choses ; la disposition où le Roi paroît être de calmer les justes alarmes du Clergé, & la proposition qu'il fait de chercher les moyens de réparer les pertes que peut avoir faites l'Ordre de S. Lazare. L'Assemb. prie Mrs. les Commissaires de proposer un projet de délibération relativement à cette réponse. Le projet est proposé & adopté : il consiste à opposer une barrière insurmontable à la prétention de l'Ordre de Saint-Lazare : cette barrière seroit une Bulle du Pape, qui, anéantissant toutes les concessions obtenues par l'Ordre, le constiteroit incapable de posséder aucuns biens ecclésiastiques : d'écrire, à ce sujet, une Lettre au Roi, pour appuyer auprès de Sa Sainteté cette demande du Clergé. La Lettre est présentée à Sa Majesté, qui y répond favorablement. T. VIII, p. 1997, 1998, 1999. *Les Lettres au Roi & les réponses*, P. Just. p. 675 & s.

La Commission fait son rapport sur cette réponse de Sa Majesté, lequel oui, & conformément à l'avis, il a été délibéré :

1°. D'écrire au Pape, pour lui demander une Bulle qui tranquillise pleinement le Clergé sur les prétentions de l'Ordre de S. Lazare.

2°. De faire part au Roi de ladite délibération, & de supplier Sa Majesté d'appuyer de sa recommandation la Lettre du Clergé au Pape.

3°. Que, dans le cas où l'Ordre de S. Lazare seroit quelques tentatives pour jouir, soit en entier, soit en partie, des arrérages qu'il prétend, en conséquence du Brevet qu'il a obtenu pour traiter avec les Céléstins, de la Bulle de Clément XIII, du Bref de Clément XIV & des Lettres-Patentes qui les autorisent ; ou élèveroit quelque autre

prétention du même genre, la première délibération, du 23 Juin, qui demeure aujourd'hui suspendue, aura son plein & entier effet. T. VIII, p. 1999 jusqu'à 2003.

Le projet de la Lettre au Pape est présenté à l'Assemblée, qui l'approuve. T. VIII, p. 2007. *La Lettre au Pape*, P. Just. p. 681.

Nouveau rapport de Mrs. les Commissaires, par rapport au dédommagement que Sa Majesté pense pouvoir être accordé à l'Ordre de Saint-Lazare, à raison des pertes qu'il peut avoir faites. Cet Ordre avoit deux espèces de prétentions; l'une sur les biens ecclésiastiques, qu'il étoit incapable de posséder; l'autre sur des biens appartenants à des établissements utiles, qu'il prétend réclamer comme son ancien patrimoine. La réponse du Roi, ses promesses, la Bulle du Pape, les précautions prises par l'Assemblée, font une barrière invincible contre les premières de ces prétentions: le Clergé peut éteindre les autres par un sacrifice ou dédommagement. Sur le rapport, & conformément à l'avis, il a été délibéré unanimement:

1°. De prier Sa Majesté d'indiquer elle-même l'espèce de dédommagement qu'elle juge pouvoir être accordé à l'Ordre.

2°. Qu'au moyen de ce dédommagement, aucun des Hôpitaux, ou établissements Ecclésiastiques, quels qu'ils soient, ne puisse être inquiété dans ses possessions, ni l'Ordre de Saint-Lazare y rien prétendre.

3°. Que le cas contraire arrivant, le Clergé sera dispensé du dédommagement qu'il auroit accordé.

L'extrait de cette délibération est présenté à Sa Majesté, qui y répond conformément aux vues du Clergé. T. VIII, p. 2003 jusqu'à 2006. *Réponse du Roi*, P. J. p. 681.

Mrs. les Commissaires font leur rapport sur cette réponse de Sa Majesté: ils concluent pour un dédommagement qui ne pourra excéder 100000 liv., & à la nomination d'une Commission chargée d'en rédiger les articles, conjointement avec l'Ordre de Saint-Lazare. Sur ce rapport, & le Promoteur oui, la matière mise en délibération, il a été arrêté, suivant l'avis de la Commission:

1°. De consentir, plus par condescendance que par justice, à un dédommagement annuel en faveur de l'Ordre de Saint-Lazare, pour les pertes qu'il prétend avoir faites; & l'Ass. nomme pour Commissaires Son Eminence, trois autres Archevêques & trois Evêques, avec Mrs. les Agents.

2°. De fixer ce dédommagement à une somme de 100000 liv., que Mrs. les Commissaires ne pourront excéder; étant tenus d'ailleurs de se conformer, par rapport audit dédommagement, aux instructions que l'Assemblée se propose de leur donner.

3°. Mrs. les Commissaires des Moyens sont priés de s'occuper des mesures à prendre pour satisfaire aux engagements que le Clergé aura contractés. T. VIII, p. 2008 jusqu'à 2013.

M. l'Archevêque de Toulouse, Chef du Bureau, propose à l'Ass. les instructions qui doivent régler la marche des Commissaires & déterminer leurs pouvoirs.

Quant aux moyens & mesures à prendre pour satisfaire à l'engagement, oui le rapport, a été arrêté, que la somme de 100000 liv. sera prise sur les fonds destinés au remboursement des rentes au denier 25. T. VIII, p. 2013, 2014, 2015. P. Just. p. 683.

RUVIGNI.

AGENT & Député-Général du parti des Protestants. *Voyez* Protestants.



SA
I. SA
ba
pales ch
la Céré
XV, en
celles qu
rangue f
de Toul
Majesté
VI, P. J
Les p
Lettre d
pour app
la Cour
à Reims
Evêques
vus de l
logé à l
bre: Cér
lébrée pa
ayant deu
Diacon:
pain d'oi
baissé par
& Laïque
au sujet d
de Reims
les Evêq
de Senlis
Prélats in
dinal du
II. Le
à chacun
1779, la
p. 2603.
SACR
I. La r
Evêques
Préface
II. Les
des Proc
les Déput
Ordre, S
Prélats. A
III. Ex
de M. de
mont, en
cembre 1
IV. M.
auprès de
qu'il n'av
à son Sa
invite la
Cérémoni

S.

SACRE DES ROIS.

I. **SACRE de Louis XV.** Procès-verbal où sont rapportées les principales choses qui se sont passées touchant la Cérémonie du Sacre du Roi Louis XV, en l'année 1722, & en particulier celles qui concernent le Clergé. La Harangue faite au Roi par M. l'Archevêq. de Toulouse, au sujet du Sacre de Sa Majesté, est jointe au Procès-verbal. T. VI, P. J. p. 673 & s.

Les principales circonstances sont : Lettre du Roi aux Agents-Généraux, pour appeler les Prélats qui étoient à la Cour & à Paris, au Sacre de S. M. à Reims : quatre Archevêques, neuf Evêques & les deux Agents, sont pourvus de logements : présents du Roi : logé à l'Archevêché : sacré le 25 Octobre : Cérémonies : la Grand'Messe célébrée par M. l'Archevêque de Reims, ayant deux Evêques pour Diacre & Sous-Diacre : offrande, vin, pain d'argent, pain d'or, treize pièces d'or : le Roi baisé par les douze Pairs Ecclésiastiques & Laïques : Harangue qui lui est faite au sujet de son Sacre : M. l'Archevêq. de Reims dîne au Festin Royal, avec les Evêques de Soissons, d'Amiens & de Senlis, ses Suffragants : les autres Prélats invités dînent chez M. le Cardinal du Bois. *Ibidem.*

II. Le Roi Louis XVI fait distribuer à chacun des Membres de l'Assemb. de 1775, la Médaille de son Sacre. T. VIII, p. 1803.

SACRE DES EVÊQUES.

I. Le rang entre les Archevêques & Evêques se règle-s'il parle Sacre? *Voyez* Préséance, §. I, n°. VI.

II. Les Agents en rendant compte des Procurations des Provinces pour les Députés du premier & du second Ordre, suivent l'ordre du Sacre des Prélats. *Voyez* Députés, §. III.

III. Extrait de la relation du Sacre de M. de Massillon, Evêque de Clermont, en présence du Roi, le 21 Décembre 1718. T. VI, P. J. p. 668.

IV. M. l'Evêque de Rennes s'excuse auprès de l'Assemblée de 1725, de ce qu'il n'avoit pas invité la Compagnie à son Sacre. M. l'Evêque de Lisieux invite la même Assemb. d'assister à la Cérémonie. du Sacre de M. l'Evêque

de la Rochelle, son frere : la Compagnie promet d'y assister, si le jour de cette Cérémonie ne se trouve pas en concurrence avec l'audience que le Roi donnera. T. VII, p. 559, 560.

V. L'Assemb. de 1755 assiste au Sacre de Mrs. les Evêques de Dijon & de Glandeve, qui se faisoit en l'Eglise des Grands-Augustins. Mrs. les Prélats en rochet & camail; Mrs. du second Ordre en manteau long & bonnet quadré. T. VIII, p. 604.

L'Assemb. de 1765 assiste de même, & dans le même habit, au Sacre de M. de Noyon, en la même Eglise. Les Prélats du dehors y sont invités par Mrs. les Agents. T. VIII, p. 1605.

L'Assemblée de 1770 assiste au Sacre de M. l'Evêq. de Rodez, dans le même habit : elle y fait inviter aussi les Prélats du dehors. T. VIII, p. 1918, 1919.

L'Assemblée de 1775 ordonne elle-même le Sacre de M. l'Abbé du Lau, nommé à l'Archevêché d'Arles : M. l'Archevêque d'Auch est prié d'en faire la cérémonie : l'Assemb. y assiste en corps. T. VIII, p. 1605.

SACREMENT. [SAINT-]

Voyez Eucharistie. Fêtes.

L'Assemblée-Générale de 1670 ordonne & fait une réparation publique au Saint-Sacrement, qui avoit été foulé aux pieds dans l'Eglise de Paris. *Voyez* Prières publiques, §. II, n°. IV.

SACREMENTS.

§. I. Règlements généraux concernant l'administration des Sacrements.

PARMI les Décrets de l'Assemb. de Melun en 1579, il en est plusieurs sur les Sacrements, tant en général qu'en particulier. T. V, P. J. p. 109 & suiv.

L'avis aux Evêques dressé par M. l'Evêque de Chartres dans l'Assemb. de 1615, quoique supprimé par elle, contient de beaux & sages Réglements sur l'administration des Sacrements, & notamment sur la Confirmation, sur l'Ordre & les Ordinations, sur les Ordres majeurs & mineurs, sur la Tonsure. On peut voir là-dessus l'art. 52 & les articles suivants jusqu'à l'art. 70. T. II, P. Just. p. 82 & suiv.

§. II. *Entreprises & prétentions des Abbayes & Corps Religieux, à l'égard de l'administration des Sacrements : délibérations & demandes des Assemb. à ce sujet.*

I. Le Cahier du Clergé, revêtu de Lettres-Patentes en 1574, art. 31, porte : aux Monasteres, auxquels il y a charge d'ames des personnes séculieres, outre celles qui sont de la famille desdits Monasteres & lieux, ceux qui exerceront ladite charge, soient immédiatement sujets à la Jurisdiction de l'Evêque, en ce qui appartiendra à ladite charge & administration des Sacrements : ils ne peuvent être députés auxdites charges, sans le consentement de l'Evêque & son examen précédent... Exception pour le Monastere de Clugny & ses limites ; pour les Monasteres & lieux auxquels les Chefs d'Ordres ont leur Chef principal, & autres Monasteres & Maisons, auxquels les Abbés ou autres Supérieurs exercent Jurisdiction Episcopale & temporelle. Recueil, p. 986.

En l'Assemb. de 1705, M. l'Evêque de Châlons-sur-Saône expose, qu'en 1606, les Religieux de Cîteaux défrichèrent, à près d'une lieue de l'Abbaye, plusieurs arpents de bois, y établirent des fermes : il s'y forma un Village assez considérable, appelé Saint-Nicolas. Les Religieux convinrent avec les habitants, que jusqu'à ce qu'on érigeât dans ce lieu une Eglise Paroissiale, les habitants iroient à la Chapelle de la basse-cour de l'Abbaye, recevoir les Sacrements par le Religieux préposé par l'Abbé, pour les administrer aux domestiques de l'Abbaye : les Evêques de Châlons tolérèrent cet arrangement, sauf les dispenses & tout ce qui dépend de la Jurisdiction Episcopale, pour raison de quoi, le Religieux commis avoit recours aux Evêques de Châlons.

Ce Religieux s'acquittant mal de son emploi, il est cité à Châlons pour rendre compte de sa conduite dans l'administration des Sacrements : M. l'Abbé de Cîteaux prend son fait & cause, & appelle comme d'abus de l'Ordonnance de l'Evêque : autre Ordonnance par laquelle, attendu que s'agissant de l'administration des Sacrements, l'appel n'étoit point suspensif ; le Religieux est de nouveau cité, sous peine d'interdit *ipso facto*. Nouvel appel comme d'abus

par l'Abbé de Cîteaux, qui fait assigner le Prélat au Grand-Conseil : conflit de Jurisdiction, à cause que M. de Châlons avoit obtenu une évocation particulière de ses causes au Parl. de Paris.

M. l'Evêq. de Châlons supplie l'Ass. de 1705 de se joindre à lui, afin que l'affaire soit renvoyée au Parlement ; ce qu'il obtient. T. VI, p. 849 juſq. 852.

L'Assemb. de 1715, art. 6 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner, que les Religieux dans les Maisons desquels il n'y a point de Paroisse par eux desservie, & qui prétendent avoir droit & possession d'administrer les Sacrements aux Laïques, tant dans l'enceinte de leurs Abbayes, que dans les fermes qui en dépendent, ne pourront le faire sans la permission par écrit de l'Evêque ; ce qui sera pareillement exécuté dans les Commanderies de l'Ordre de Malte. Réponse. *Le Roi trouve bon que Mrs. du Clergé donnent leurs Mémoires.* Recueil, p. 1533, 1534.

En l'Ass. de 1723, M. l'Archevêque de Sens réclame les bons offices de la Compagnie contre des Religieux Bernardins de son Diocèse, qui prétendoient avoir droit d'administrer les Sacrements de Baptême & de Mariage, même aux personnes qui occupent des maisons à eux appartenantes hors de leur Cloître. L'affaire est renvoyée au Bureau de la Jurisdiction. *On ne trouve point dans le Procès-verbal aucun rapport fait par les Commissaires, ni aucune délibération de l'Assemblée à ce sujet ; mais l'article 16 de son Cahier roule sur ce point.* T. VI, p. 1756, 1757.

Par cet article, l'Assemb. de 1723 forme la même demande que l'Ass. de 1715 ci-dessus ; ajoutant, qu'au cas que Sa Majesté ne veuille dès-à-présent prononcer définitivement sur cet objet, il lui plaise nommer des Commissaires pardevant lesquels les Abbés, Prieurs & Religieux rapporteront les titres de leur prétendu privilege ; & que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, il leur soit défendu d'administrer les Sacrements de Baptême & de Mariage. Réponse. *S. M. fera examiner par ses Commissaires les titres de ces Abbayes & Monasteres, sur la manière dont il s'agit.* Recueil, p. 1558.

L'Ass. de 1725 députe à M. le Garde des Sceaux pour obtenir la nomination des Commissaires. Elle l'obtient par l'Arrêt du Conseil d'Etat, rendu le 25 Août 1725. T. VII, p. 425, 426. *L'Arrêt*, P. J. p. 45.

En

En la
M. l'Ar
moire, &
de la Jur
elles de
Candeil
d'Albi,
erement
de Pénit
quinzain
tenoient
des Dom
baye. Le
tinguer
de S. Be
gieux se
fession co
erements
Fermiers
les dont
servé la
laissé res
commun
prétendo
l'Ass. de
par l'Art.
mais qu
ne se son
fession, il
me déch
donné, &
le droit
L'Ass
hier de l
d'ordonn
& réguli
tions cur
me exem
écrit des
qui conc
sonnes q
lesdits M
nels de R
informé
bus s'est
les plus
Recueil,
En l'Ass
Toulouse
la Jurisdic
rêt du Gr
de Régle
maintien
court, Or
& privile
ments à
Tenancie
de baptis
publicati
des Mari
Table

En la même Assemblée de 1733, M. l'Archev. d'Albi présente un Mémoire, & desire avoir l'avis du Bureau de la Jurisdic^{ti}on, sur les prétentions nouvelles des Religieux de l'Abbaye de Candeil, Ordre de Cîteaux, Diocèse d'Albi, pour l'administration des Sacrements de Baptême, de Mariage, de Pénitence & d'Eucharistie dans la quinzaine de Pâques; conduite qu'ils tenoient même à l'égard des Fermiers des Domaines dépendants de leur Abbaye. Le Bureau estime qu'il faut distinguer dans les Abbayes de l'Ordre de S. Bernard, celles dont les Religieux se sont maintenus dans la possession constante d'administrer les Sacrements à leurs domestiques & aux Fermiers de leurs Abbayes, d'avec celles dont les Religieux n'ont pas conservé la même possession; mais qui ont laissé rentrer les Curés dans le droit commun. A l'égard des Monastères qui prétendoient être dans le premier cas, l'Ass. de 1733 avoit tâché d'y pourvoir par l'art. 16 de ses Remontrances; mais quant à ceux des Religieux qui ne se sont pas maintenus dans la possession, ils doivent être regardés comme déchus d'un droit qu'ils ont abandonné, & dont ils jouissoient contre le droit commun. T. VII, p. 445.

L'Assemblée de 1733, art. 3 du Cahier de la Jurisdic^{ti}on, supplie S. M. d'ordonner, qu'aucun Prêtre séculier & régulier ne pourra faire les fonctions curiales dans les Monastères même exempts, sans l'approbation par écrit des Evêques Diocésains, en ce qui concerne les Laïques & les personnes qui ne sont point engagés dans lesdits Monastères par des vœux solennels de Religion. Réponse. S. M. *étant informée plus en détail des lieux où l'abus s'est introduit, prendra les moyens les plus convenables pour le faire cesser.* Recueil, p. 1690, 1691.

En l'Ass. de 1740, M. l'Archev. de Toulouse, Chef de la Commission de la Jurisdic^{ti}on, fait le rapport d'un Arrêt du Grand-Conseil, rendu en forme de Règlement, le 29 Août 1739, qui maintient les Religieux de Boulangcourt, Ordre de Cîteaux, dans le droit & privilege d'administrer les Sacrements à leurs Fermiers, Censitaires, Tenanciers, serviteurs & domestiques; de baptiser leurs enfants; de faire la publication des Bans & célébration des Mariages; & qui juge que les Cu-

rés ne peuvent prescrire ce privilege par aucune possession.

Réflexions sur cet Arrêt. Origine de ce privilege & des titres sur lesquels il est appuyé: restriction du privilege en différents temps: les fondements de l'Arrêt sont les Lettres-Patentes de Décembre 1711, enregistrées au Grand-Conseil, qui autorisent, approuvent & confirment les Bulles des Papes Innocent IV, Alexandre IV, Martin V, Pie II, Sixte IV & Innocent VIII, accordées à l'Ordre. Autres Lettres conformes aux précédentes, de Mars 1719, enregistrées aussi au Grand-Conseil: on observe que les suites de l'Arrêt se sont déjà senties en différents Diocèses, & notamment en celui de Meaux, où les Religieux de Jouy ont prétendu le faire exécuter dans leur Abbaye, nonobstant les réclamations de quelques Curés. Avis de la Commission; délibération en conséquence, qui approuve le projet de Requête dressé par les Commissaires, & prie M. l'Archev. de Toulouse de le présenter à M. le Chancelier, avec ordre aux Agents de suivre cette affaire après la séparation de l'Ass. T. VII, p. 1728 ju^sq. 1736.

M. l'Evêq. de Meaux porte la même plainte à l'Ass. de 1742, sur les entreprises des Religieux de Jouy: elle députe à M. le Chancelier. T. VII, p. 1837.

Députation à M. le Chancelier, sur le même sujet, par l'Assemb. de 1745. T. VII, p. 2031.

Il y avoit une instance au Conseil, entre le Clergé & l'Ordre de Cîteaux. Le compte rendu en 1750 par Mrs. les Agents, expose le précis de l'affaire qui s'étoit élevée: il s'agissoit des Confessions des Séculiers, sur lesquels Mrs. de Cîteaux s'attribuoient des droits étranges, en vertu d'une Bulle d'Alexandre IV: ils furent obligés de se défaire d'une partie de leurs prétentions. L'Arrêt ordonna le rapport des Lettres-Pat. qui avoient été données sur cette Bulle: il prononça conformément aux demandes du Clergé, sur ce qui regardoit les Sacrements de Baptême & de Mariage; & à l'égard de ceux d'Eucharistie & de Pénitence, il ne prononça que provisoirement. T. VIII, p. 2339.

II. Les Religieux Dominicains de S. Maximin se prétendent aussi exempts de la Jurisdic^{ti}on de M. l'Arch. d'Aix, en ce qui concerne l'administration des Sacrements. Voyez Aix, n°. 4.

Eccccc

III. Sur les prétentions de l'Ordre de Malte. *Voyez* Malte, §. II.

IV. Un Pere Capucin entreprend d'administrer les Sacrements à un Nonce malade, sans la permission de l'Ordinaire. *Voyez* Nonce, n°. III.

§. III. Articles particuliers concernant les Sacrements.

I. Les Cours Séculières ne peuvent connoître des causes de Sacrements. *Voyez* Juges Royaux.

II. Refus des Sacrements pour cause de désobéissance aux décisions des Souverains Pontifes, concernant le Jansénisme. *Voyez* Religion, §. XI.

SAINT-ESPRIT.

[ORDRE DU]

ORDRE du Saint-Esprit de Montpellier. *Voyez* Montpellier, n°. I & II. Ruf. [Saint-]

SAINTES.

1645. 1°. DIFFÉREND entre les Minimes de Saintes & le Syndic du Diocèse, pour la taxe du Prieuré de S. Gilles, renvoyé, par Arrêt, à l'Ass. de 1645. Ordonné que ledit Prieuré-Hospitalier de S. Gilles, avec ses appartenances & dépendances, demeurera exempt des décimes & autres impositions; excepté pour ce qui est des Maisons dénommées dans le Jugement, qui seront taxées en la manière accoutumée. T. III, p. 385, 386.

1645. 2°. Autre différend entre un Religieux de Grammont, Prieur du Prieuré de Ravau, & les Syndics des Diocèses de Saintes & de Périgueux, au sujet des décimes, renvoyé à l'Ass. de 1645. *Voyez* Périgueux.

1655. 3°. Le Chapitre de Saintes publie des Indulgences, sans la participation de l'Ordinaire: le Prélat s'en plaint à l'Ass. de 1655. *Voyez* Indulgences.

1655-1660. 4°. Sur la distraction faite par les Ass. de 1655 & de 1660, d'une partie des décimes du Diocèse de Saintes, par l'érection du Dioc. de la Rochelle. *Voyez* Rochelle. [la]

1695. 5°. En l'Ass. de 1695, le Diocèse de Saintes porte sa plainte contre la Chambre Ecclésiastique de Bordeaux, à l'occasion de la nomination d'un Député du Diocèse en la Chambre Souveraine de Bordeaux, & de l'appel interjeté à ladite Chambre Souveraine, du Jugement du Bureau Diocésain de

Saintes, en surtaxe de décimes, par le Curé d'Arecq, au Diocèse de Saintes: Il s'agissoit dans cette affaire d'autres objets de contestation entre le Syndic du Diocèse & le Syndic de la Chambre Ecclésiastique de Bordeaux. Par Arrêt du Conseil, du 18 Novembre 1687, S. M. avoit renvoyé le différend à juger à la prochaine Ass. du Clergé. Le Syndic de la Chambre de Bordeaux formoit un déclinatoire, prétendant que l'Ass. n'étoit pas compétente pour en connoître; néanmoins l'Ass. retint la connoissance du différend des Parties. T. VI, p. 245 & s. 6°. En l'Ass. de 1709, il est parlé de la prétention & de l'entreprise d'un Lieutenant des Maréchaux de France, qui usurpoit le pas sur les dignités du Chapitre de Saintes. *Voyez* Chapitres, §. IV.

7°. Le Chapitre Cathédral de Saintes se pourvoit à l'Ass. de 1723, contre deux délibérations du Bureau Diocésain de Saintes, au sujet des rétributions ordonnées par le Bureau, aux Députés qui le composent. *Voyez* Chambres des Décimes, §. II, n°. III.

8°. M. l'Evêque de Saintes fait part à l'Ass. de 1748 du refus de l'Hôtel-de-Ville de Saintes, de se rendre au Palais Episcopal, pour le Bureau des Pauvres. *Voyez* Aumônes, §. I, an. 1748.

9°. D'après un Mémoire remis par M. l'Evêque de Saintes à l'Assemblée de 1775, & l'examen fait de ce Mémoire dans la Commission, M. l'Archevêque de Toulouse, Chef du Bureau, expose, que, suivant le détail que contient ce Mémoire, le Chapitre de Saintes, peu content de jouir pour lui-même d'une exemption contraire au droit commun, prétend avoir, & exerce en effet sur 33 Paroisses du Diocèse, une Jurisdiction pleine, entière & exclusive de celle de l'Ordinaire: il donne des dispenses de Bans & de Parenté; il connoît des causes concernant le Mariage: il fulmine des Rescrits de Cour de Rome; ceux même qui sont adressés à l'Evêque: il accorde des *Visa*, des Dimissoires, des pouvoirs de prêcher & de confesser, d'absoudre des cas qui ne sont pas expressément réservés au Pape: enfin, il convoque des Synodes, où il fait & publie des Ordonnances, ne connoissant d'ailleurs d'autres bornes à sa Jurisdiction, que les fonctions essentiellement dépendantes de l'Ordre épiscopal. On observe, que l'exercice de cette Jurisdiction appartient au seul

corps & centrés blés &

Tou d'appel ment d dîtes P annon mandé des tier Jurisdic M. de E avoit é sa plain du 4 O procès & le Cl

La C Saintes pour fai toutes l élever e jet de la

Le ra libéré d Prélat, Conseil vocation substitue à ceux c tablisse sidérant Diocèse sous pré prétende risdiction ques Pa ne peut certains un Arrê d'exemp faute de

La ch des Scea l'affaire la dema tions: il & une n l'espec. 2379.

I. Sur recette d Rec. Gé l'Hôtel-d rentes pré g & auc par Sardi le Clerc. Ville, §.

corps du Chapitre, & qu'elle est concentrée uniquement dans les Assemblées & les délibérations Capitulaires.

Tout récemment le Chapitre venoit d'appeller comme d'abus du déplacement de deux Vicaires, dans deux desdites Paroisses. Cet acte d'hostilité en annonçoit d'autres. Le Prélat a demandé au Chapitre la représentation des titres de son exemption & de sa Jurisdiction, mais inutilement. Feu M. de Beaumont, Evêque de Saintes, avoit éprouvé le même refus : il porta sa plainte au Roi, qui, par un Arrêt du 4 Octobre 1717, évoqua tous les procès & contestations entre l'Evêque & le Chapitre.

La Commission estime, que M. de Saintes pouvoit se servir de cet Arrêt pour faire juger au Conseil de S. M. toutes les contestations élevées, ou à élever entre lui & son Chapitre, au sujet de la Jurisdiction.

Le rapport fini, l'Assemblée a délibéré d'accorder ses bons offices à ce Prélat, à l'effet d'obtenir un Arrêt du Conseil, qui, en conséquence de l'évocation accordée à M. de Beaumont, substitue de nouveaux Commissaires à ceux qui seroient morts depuis l'établissement de la Commission : considérant, de plus, que, dans plusieurs Diocèses, il y a des Corps, &c. qui, sous prétexte de leur exemption, se prétendent en droit d'exercer une Jurisdiction quasi-Episcopale sur quelques Paroisses ou Territoires; ce qui ne peut être justifié que par des titres certains & précis, a arrêté de solliciter un Arrêt pour la production des titres d'exemption dans un délai de cinq ans, faute de quoi, &c.

La chose proposée à M. le Garde des Sceaux, ce Magistrat répond, que l'affaire de M. de Saintes sera jointe à la demande générale sur les exemptions : il demande un Mémoire détaillé & une notice des Arrêts rendus dans l'espece. T. VIII, p. 2374, 2375, 2376, 2379.

SAISIE.

I. Sur la saisie des revenus & de la recette du Clergé, & des meubles du Rec. Gén., à la poursuite de Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, pour paiement des rentes prétendues assignées sur le Clergé & autres saisies sur les Bénéficiers, par Sardini & les héritiers de Pierre le Clerc. Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I. Sardini. Le Clerc.

II. Le temporel de l'Eglise ne peut être saisi que par les Juges Royaux : c'est ce que porte le Cahier du Roi envoyé aux Etats de Blois en 1577. T. I, P. Just. p. 51.

III. L'Assemblée de 1585, dans son Cahier de Remontrance, y avoit inséré un article sur le pouvoir des Officiaux, de faire saisir les fruits des Cures, pour défaut de résidence. M. l'Archev. de Vienne, dans la conférence avec Mrs. du Conseil, qui ne reconnoissoient point ce pouvoir, établir, que ce droit avoit appartenu, de tout temps, aux Prélats, ayant leurs Officiaux, dans leurs auditaires, toujours usé de ces mots : *Sub manu Domini*. T. I, p. 321.

IV. L'Arrêt du Conseil d'Etat, du 11 Septembre 1700, ordonnoit, que les revenus du Cardinal de Bouillon seroient saisis & mis en sequestre. L'Arrêt de 1700 obtient du Roi, que les 6000 livres de décharge des décimes, dont jouissoit cette Eminence, demeureroient dans la caisse du Rec. Gén., sans pouvoir être saisies. T. VI, p. 535.

V. Les revenus & meubles de Mrs. les Agents-Généraux du Clergé ne peuvent être saisis pour le général du Clergé. Voyez Agents, §. V, n°. VIII.

VI. Sur le double droit de Contrôle exigé pour les saisies faites à la requête des Receveurs des décimes. Voyez Contrôle, §. II, n°. II.

VII. Les saisies, significations d'arrêts, de Sentences, de transports, concernant les rentes constituées sur le Clergé, doivent être paraphées par le Commis préposé pour ce par le R. G. du Clergé. Voyez Rentes constituées sur le Clergé depuis 1690, §. II, n°. VII.

SALES. [FRANÇOIS DE]

Voyez Canonisation, n°. I.

SALUT.

SALUT du Saint-Sacrement lors des Assemblées du Clergé. Voyez Fêtes solennisées par les Assemblées.

Salut fait au Clergé dans les Pompes & Services funebres. Voyez Services funebres, §. II.

SANCTAREL.

Voyez Censures doctrinales, n°. I.

SARDINI.

I. Deux Assemblées du Clergé, tenues en 1588, traitent avec le sieur Sardini, Gentilhomme Piémontois, pour
Eccccc 2

la somme de 300 mille écus, accordée à Sa Majesté pour racheter le Clergé de l'aliénation de 30 mille écus de rente des biens d'Eglise, permise par le Pape en 1586. *Voyez* Dons-gratuits, §. III, an. 1588.

L'Ass. de 1595 eut une grande affaire à poursuivre contre le sieur Sardini : ce Traitant, fondé sur son Contrat passé en 1588, exerçoit des vexations contre les Bénéficiers, les poursuivant en toute rigueur, pour son entier paiement. L'Assemblée présente Requête au Roi, à l'effet d'obtenir des Juges pour juger l'affaire, & supplier S. M. d'adresser une Commission à une des Chambres des Enquêtes du Parlement de Paris; & que cependant il lui plaise de faire surseoir les saisies, contraintes & exécutions que faisoit Sardini. Le Clergé se plaignoit de deux choses, de l'usure exorbitante & des vexations du Traitant : il prétendoit aussi que les deniers pris pendant les troubles, devoient être à la perte de Sardini, & que le tiers des arrérages devoit être remis aux Diocèses, aux termes du nouvel Edit du Roi, qui remet le tiers des arrérages des rentes à ses Sujets, en considération des grandes pertes : cependant, pour que Sardini ne tombât pas en perte, & qu'il fit même un profit honnête, le Clergé offroit de lui rendre son principal de 300 mille écus, l'intérêt au denier 12, dès le jour du Contrat; de lui laisser 17 mille écus pour ses frais, & encore de lui faire un présent honnête. Sardini ne veut entendre à aucune proposition; mais s'en tenir à la lettre de son Contrat : il s'oppose à ce que l'affaire soit tirée du Conseil : les Receveurs alternatifs des décimes interviennent au procès : le Clergé ne peut obtenir l'évocation ou commission qu'il demandoit. T. I, p. 591 jusqu'à 595. *La Requête, avec un Mémoire instructif*, P. Just. p. 157, 158.

En l'Ass. de 1601, il est unanimement arrêté, qu'il sera fait instance au Roi & à Mrs. du Conseil, pour la rescision des Contrats passés avec Sardini. Les Agents commis & députés à cet effet. T. I, p. 697.

II. Affaire descessionnaires des droits des héritiers du sieur Sardini, avec le Diocèse d'Amiens. *V. Amiens*, n°. III.

SARLAT.

1664.

1°. LA Chambre des Comptes exige de l'Ev. de Sarlat, avant d'enregistrer son serment de fidélité, les foies & hom-

mage, aveux & dénombrements : son temporel saisi, par Arrêt de la Chambre, faute de foi & hommage rendus. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1665. *Voyez* Foi & hommage, §. II, année 1665.

2°. Sur l'entreprise des Religieux Récollets de Sarlat, contre la Jurisdiction Episcopale. *Voyez* Récollets.

3°. Le Chapitre de Sarlat se plaint à l'Ass. de 1755, au sujet des impositions du Clergé, d'être surtaxé dans les différents Diocèses où il possède des Bénéfices : l'examen de l'affaire est renvoyé au Bureau du nouveau département général, pour en être fait rapport à l'Assemblée. T. VIII, p. 389.

SAULT. [VALLÉE DE]

On rend compte à l'Assemblée de 1760 d'un Arrêt du Conseil, du 19 Juin 1759, qui maintient les Bénéficiers de la Vallée de Sault dans l'exemption & franchise de toutes Tailles, Capitations, Décimes, Dons-gratuits, Subventions, Dixieme, Vingtieme & autres subsides, droits & impositions quelconques : fait défenses à toutes personnes ecclésiastiques ou laïques de les comprendre à l'avenir dans aucuns rôles ou départements, sous quelque prétexte ou cause que ce puisse être, sous peine de restitution, &c.; sans néanmoins que lesdits Bénéficiers puissent prétendre de restitution des sommes qu'ils ont payées au Clergé-Général, ni le Clergé-Général d'indemnité pour raison de ladite exemption.

Sur la plainte de M. de Sisteron, & les conséquences d'une exemption si contraire aux privilèges du Clergé & à tous les Contrats, l'Assemblée charge les Agents de faire examiner plus particulièrement cette affaire par les Avocats du Clergé, afin d'être en état d'en dresser un Mémoire que M. l'Evêque de Gap a été prié de présenter à M. d'Ormesson. Mrs. les Agents rendent compte, que les Avocats ne sont point d'avis, que le Clergé dût intervenir dans cette affaire, les Agents ayant déjà exposé les raisons du Clergé, avant que l'Arrêt fût rendu. L'Assemblée prie deux Prélats de vérifier à combien monte la quote-part desdits Bénéficiers, & de voir M. d'Ormesson, pour lui représenter qu'il est de la justice du Roi d'en tenir compte au Clergé. T. VIII, p. 307, 308.

Les Commissaires du nouveau département général insistent pour récla-

mer le
lesdits
qui s'en
Sisteron
son, qu
dérable.
Agents
qui lui

SC

I. LA
faire Ro
plus pay
qui sont
que c'est
en l'acq
dies fait
tée au C
réponse
il est or
Lettres,
détions p
aucuns d

En l'A
expédition
au Roi,
lerie, fai
lefd. expé
de l'Ass.,
les provi
& des les
délivrées
point mé
Roi, l'A
cent écus
l'Ass. de l

En l'A
représent
ent prom
du 3 Juin
ditions n
sans paye
toutefois
gratifier
il fut fait
200 écus
lun; que
n'étoient
chaque L
Compagn
le Chanc
Contrat d
roit aux d
des Lettre
il ne leur
S. M. av
ner 300, à
en donner
sentient.
Les Offi
de délivrer

mer le droit qu'a le Clergé d'imposer lesdits Bénéficiers de la Vallée de Saulx, qui s'étendent dans les Diocèses de Sisteron, Avignon, Carpentras & Vaison, quoique l'objet ne soit pas considérable. L'Ass. de 1760 charge Mrs. les Agents de procurer au Clergé la justice qui lui est due. T. VIII, p. 939.

SCEAU. [DROIT DE]

I. L'Assemblée de 1567 délibère de faire Remontrance au Roi, pour ne plus payer de sceau des Commissions qui sont à lever par le Clergé, attendu que c'est pour & au profit du Roi, & en l'acquit de ses dettes. Un des Syndics fait lecture de la Requête présentée au Conseil-Privé du Roi, & de la réponse donnée sur icelle, par laquelle il est ordonné, que, pour le scel des Lettres, Commissions & autres expéditions pour le Clergé, ne seront payés aucuns deniers. T. I, p. 60.

En l'Ass. de 1585, pour semblables expéditions d'actes du Clergé relatifs au Roi, on vouloit aussi, à la Chancellerie, faire payer le droit de sceau pour lesd. expéditions. Sur les Remontrances de l'Ass., M. le Chancelier ordonne que les provisions de la remise des décimes & des levées extraordinaires, seroient délivrées *gratuit*. Cependant, pour ne point mécontenter les Secrétaires du Roi, l'Ass. les gratifie de la somme de cent écus, tout ainsi qu'il fut fait en l'Ass. de Melun. T. I, p. 301.

En l'Ass. de 1586, le Promoteur représente, que, bien que Sa Majesté eût promis au Clergé, par le Contrat du 3 Juin dernier, que toutes les expéditions nécessaires seroient délivrées, sans payer aucune chose pour le sceau, toutefois l'Assemblée dernière voulant gratifier Mrs. les Secrétaires, comme il fut fait à Melun, leur auroit ordonné 200 écus, qui est moitié plus qu'à Melun; que, malgré cela, ces Messieurs n'étoient pas contents, & auroient taxé chaque Lettre à 40 livres 16 sols. La Compagnie en porte ses plaintes à M. le Chancelier, qui, après avoir vu le Contrat & le grand préjudice qu'on feroit aux Secrétaires, si, pour les droits des Lettres obtenues durant l'Ass., il ne leur étoit donné que 200 écus, S. M. avoit trouvé bon de leur en donner 300, à la charge que Mrs. du Clergé en donneroient autant; à quoi ils consentirent. T. I, p. 411, 412.

Les Officiers de Chancellerie refusent de délivrer aux Députés de l'Assemblée

de 1650, les Arrêts expédiés, sans être payés du droit de sceau. Sur ce qui est représenté à M. le Garde des Sceaux, ce Magistrat répond, que ce droit étoit dû aux Officiers, & qu'il ne pouvoit pas le leur ôter; que, lorsqu'on avoit autrefois donné gratuitement des Arrêts, le Roi avoit dédommagé les Officiers, sur ce que les Assemblées lui donnoient; mais que la Compagnie n'avoit encore rien exécuté du Don qu'elle vouloit faire au Roi. Les Députés insistent sur la possession où étoit le Clergé de les avoir *gratuit*: ils sont enfin accordés & délivrés en cette manière. T. III, p. 645.

Mrs. les Agents font difficulté d'accorder leur intervention aux Ecclésiastiques de Calais, quoique ordonnée par l'Ass. de 1655, parce qu'elle étoit onéreuse, les Officiers du sceau taxant les Arrêts où leurs noms paroissent, à 80 livres; qu'ainsi ils étoient le moyen à plusieurs Particuliers de se prévaloir de la fonction du Clergé. L'Assemblée nomme des Députés vers M. le Chancelier, pour le prier d'ordonner aux Officiers du sceau de taxer lesdits Arrêts, conformément aux autres. T. IV, p. 335, 336.

La même Ass. de 1655, sur l'article de 1189 liv., porté dans le compte des frais communs, pour le sceau des Déclarations & Arrêts accordés durant l'Assemblée, ordonne que ladite partie sera rejetée du compte, attendu qu'elle n'a pas dû être couchée en dépense, & que le Clergé ne peut en être tenu. T. IV, p. 449, 450.

Dans le Rapport d'Agence de 1700, les Contrats passés avec S. M., disent Mrs. les Agents, portent, que ce qui sera expédié au nom de l'Ass., ou des Agents-Généraux, leur sera délivré en bonne & due forme, gratuitement & sans frais du sceau. [Cette disposition est formellement exprimée dans tous les Contrats pour Dons-grat. & rentes de l'Hôtel-de-Ville. Voyez le premier Supplément de la Table, n°. IV & V, ad calcem.] Contre cette disposition, on avoit demandé, en 1698, 80 livres pour l'expédition d'un Arrêt de surseance des aveux, &c. T. VI, P. Just. p. 131, 132.

Les Lettres d'Etat qu'obtiennent les Assemblées du Clergé, ne sont point sujettes aux droits du sceau. Voyez Lettres d'Etat, §. I.

II. Les Mémoires des Provinces présentés à l'Ass. de 1655, contiennent

des plaintes contre les droits excessifs, que les Officiers de quelques Evêques levoient, à l'occasion du Secrétariat & du sceau; ce qui est expressément condamné par les Conciles anciens & nouveaux, & particulièrement par ceux de Chalcédoine, de Trente & plusieurs Provinciaux tenus en France; de même aussi par les Papes Grégoire I, Grégoire VII, Alexandre III; enfin par S. Thomas & par tous les Théologiens qui ont établi la même doctrine: l'Ordonnance de Blois y est conforme. Sur quoi, il a été résolu de convier Mrs. les Prélats de ne point souffrir que leurs Officiers prennent rien pour Lettres d'Ordres & autres droits de sceau, que conformément aux Décrets du Concile de Trente & aux Réglements du Clergé. T. IV, p. 295.

III. Le sceau de l'Evêque, & non le cachet particulier des Officiaux, doit être apposé aux Jugements des Officiaux & autres actes émanés de leur Jurisdiction. *Voyez* Officiaux, §. IV, n°. IX.

IV. L'Arrêt du Conseil, du 21 Août 1703, porte, que les extraits des testaments contenant des fondations & legs pieux en faveur des Pauvres & des Hôpitaux, qui seront délivrés aux Procureurs-Généraux, ou à leurs Substituts, seront scellés par les Fermiers du droit de sceau, sans prendre les droits du sceau, à condition que lesdits extraits ne contiendront que ce qui concerne lesdites fondations & legs pieux. T. VI, p. 859. P. Just. p. 369, 370.

SÉANCES DES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.

La première séance des Assemblées du Clergé, se tient chez celui de Mrs. les Prélats députés qui se trouve le premier, soit par sa dignité, soit par son ancienneté. On commence par y lire la Lettre de Sa Majesté à Mrs. les Agents, entre les mains desquels on remet les Procurations des Provinces pour les examiner, & en faire leur rapport à la prochaine séance. Mrs. les Députés du second Ordre leur remettent aussi leurs Lettres ou preuves d'Ordres sacrés. *Voyez* le §. I de chaque Ass.

Après la Harangue de clôture, l'usage des Assemblées est de ne s'assembler plus en rochet & camail; les séances, s'il en reste à tenir, se tiennent ordinairement chez le Président. *Voyez* Assembl. Gén., §. II, n°. XX.

SECRET DES ASSEMBLÉES.

Sur le secret exigé des Députés aux Assembl. Gén., pour ne point révéler ce qui s'y passe. *Voyez* Serment.

SECRÉTAIRES DES ASSEMBLÉES.

Voyez Promoteurs des Assembl.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

I. Lorsque le Clergé assemblé vient saluer le Roi & le haranguer, un Secrétaire d'Etat, celui qui a le département du Clergé, reçoit la Compagnie à la salle préparée pour l'Assemblée; il va au-devant d'elle en Corps, jusqu'au bas du grand degré, & la reconduit où il l'a prise. *Voyez* Harangues, an. 1645, &c.

En 1670, le Secrétaire d'Etat, M. Colbert, refuse de reconduire le Clergé, parce qu'il n'étoit pas en Corps; c'étoit une députation de 12 Membres de l'Ass. *Ibid.* an. 1670.

II. Parmi les Commissaires que le Roi envoie aux Assemblées, soit pour saluer le Clergé, soit pour la demande du Don, il le trouve toujours le Secrétaire d'Etat ayant le département du Clergé, qui remet la Lettre du Roi entre les mains du Secrétaire de l'Ass.: c'est ce qu'on peut voir sur chaque Assemblée.

III. Les Assemblées du Clergé ont coutume de faire un présent au Secrétaire d'Etat, qui a le département du Clergé. L'Assemblée de 1641 fait un Don de 11200 & tant de livres, à M. de Lomenie, somme revenant-bon au Clergé, sur la vente des Offices. T. III, p. 76.

Cependant les Commissaires des frais communs, en l'Ass. de 1660, ne veulent point prendre sur eux l'allocation d'un article de 10000 liv. pour le Secrétaire d'Etat, & de 1000 liv. pour son Secrétaire, portés dans la dépense des frais communs: l'Ass., d'après celle de 1650, alloue l'article. T. IV, p. 808.

L'Assemblée de 1685 résout d'accorder à M. de Seignelai, Secrétaire d'Etat, ayant le département du Clergé, une gratification de 15000 liv., la même que les Assemblées précédentes avoient donnée à M. son Pere qui avoit le département du Clergé: elle ordonne que le Procès-verbal demeurera chargé de la présente délibération. T. V, p. 630, 631.

1670.

1°. A
accusé p
térêt qu

1670. P

1675.

2°. P
Sécul ref

Synodau

question

s'en mêle

L'Ass. de 1695 accorde une gratification de 2000 liv. au premier Commis de M. de Pontchartrain. T. VI, p. 269.

SECRÉTAIRES DU ROI.

Sur le droit de Sceau pour les expéditions qui regardent le Clergé-Général, prétendu par Mrs. les Secrétaires du Roi : sommes à eux accordées pour leur en tenir lieu. *Voyez* Sceau.

Les Secrétaires du Roi ont eu, dans le dernier siècle, une contestation avec M. le Duc d'Orléans : il s'agissoit de décider si les Princes apanagés étoient liés par le privilège qu'ont les Secrétaires du Roi, de ne pas payer des lods & ventes, pour les terres qu'ils achètent dans le Domaine de la Couronne. Le principe de solution auquel on parut s'arrêter, fut de savoir si les apanages sont donnés en usufruit ou en propriété : dans le premier cas, le privilège ne pouvoit souffrir d'atteinte, parce que l'usufruitier ne peut jouir que comme le propriétaire : dans le second, le privilège ne devoit plus avoir lieu. M. Talon, Avocat-Général, portant la parole dans cette affaire, établit, que la propriété n'appartenoit pas aux Princes apanagés. Ces principes annonçoient un succès certain aux Secrétaires du Roi. La cause fut appointée, par Arrêt de 1641 ; elle s'est représentée en 1718 : les Secrétaires n'eurent pas alors le même avantage. T. VIII, p. 2285, 2286.

SECRÉTARIAT.

Sur le Secrétariat des Evêchés & droits d'icelui. *Voyez* Sceau.

C'est une question, si les Secrétaires des Abbés, Abbesse & autres Bénéficiers, peuvent expédier des provisions & présentations de Bénéfices. *Voyez* Abbés, n°. V.

SÉCULARISATION.

SÉCULARISATION du Chapitre de Saint-Papoul. *Voyez* Papoul. [Saint-]

S É E Z.

1670. 1°. AFFAIRE de l'Evêque de Séz, accusé par son Théologal d'hérésie. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1670. *Voyez* Evêques, §. XII, n°. V.

1675. 2°. Plusieurs Curés du Diocèse de Séz refusent de recevoir les Statuts Synodaux de leur Evêque : il en est question dans l'Ass. de 1675. Le Roi s'en mêle. *Voyez* Statuts.

3°. Différend sur l'élection d'un Député au Bureau Diocésain de Séz, sur lequel intervient Arrêt du Conseil au mois d'Avril 1695 : Arrêt considérable pour la compétence des Bureaux sur cette matière. *Voyez* Chambres de décimes, §. II, n°. II. 1695.

4°. Affaire de l'Evêque de Séz, à l'occasion d'une Cure qu'il avoit conférée pendant la vacance d'une Abbaye dont elle dépend, & dont le pourvu par ce Prélat a été débouté par Arrêt du Grand-Conseil : intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1730. *Voyez* Abbayes, n°. III. 1730.

5°. Autre affaire de M. l'Evêque de Séz, dont il est fait rapport en l'Ass. de 1730. Il s'agit d'un acte qui a été signifié au Prélat, le 13 Mai 1730, à la Requête de plusieurs Curés de son Diocèse, par lequel ces Curés déclarent à M. l'Evêque, qu'après avoir lu & examiné la seconde édition de son Mandement, concernant la discipline Ecclésiastique, du premier Janvier, & quoique cette seconde édition ne soit pas revêtue des formalités ordinaires, non plus que la première, & que contenant à peu près les mêmes dispositions, ce dernier Mandement n'ait pas plus d'autorité que le premier, auquel ils ont formé opposition, le 24 Août 1729, néanmoins ils acceptent avec respect lesdits Mandements, & promettent de s'y conformer, à condition que leur Jurisdiction ordinaire demeurera conservée suivant l'usage & le droit commun ; qu'il n'y aura de cas réservés que conformément à la discipline du Concile de Trente, ni de Censures que celles qui sont d'usage dans le Diocèse ; & que sur le refus du Prélat d'y consentir, au cas qu'il leur soit notifié, ils persistent dans leur opposition, avec protestation de se pourvoir, même par appel comme d'abus.

M. l'Archevêq. de Rouen observe dans son rapport, que cette conduite des Curés est contre toutes les Regles de la discipline Ecclésiastique. La Compagnie, avant de délibérer sur cette affaire, est d'avis que M. l'Archev. de Rouen écrive à M. l'Evêque de Séz, pour lui demander une copie en forme de l'acte. T. VII, p. 1109, 1110.

M. l'Evêque de Séz expose à l'Ass. de 1762, qu'il avoit appris que quelques Curés qui s'étoient élevés en 1745 contre son Rituel, & dont les Remontrances avoient été supprimées par Arrêt du Conseil, du 18 Décembre 1745, 1762.

& du Parlement de Rouen, du 19 Janvier 1746, vouloient renouveler cette même question; que Sa Majesté s'étant réservé, par l'Arrêt de son Conseil, la connoissance de toutes les oppositions & empêchements qui pourroient être apportés à son exécution, il supplioit l'Assemb. d'autoriser Mrs. les Agents de poursuivre en leur nom les contestations qu'on pourroit former à ce sujet, conformément à la délibération précédente. L'Assemb. a arrêté par acclamation, que dans le cas où lesdits Curés viendroient à renouveler leurs entreprises contre le Rituel de M. l'Evêque de Séz, Mrs. les Agents poursuiviroient l'affaire au Conseil, & la suiviroient au nom & aux frais du Clergé, conformément à la délibération précédente. T. VIII, p. 1078, 1079.

SEIGNEURIES. SEIGNEURS.

I. A l'égard des Seigneuries & droits Seigneuriaux. *Voyez* Justices.

II. Sur les droits de Prêche, de Patronage, &c., des Seigneurs Protestants, lorsque la Religion prétendue-réformée étoit tolérée. *Voyez* Protestants, Patronage.

III. Les Juges des Seigneurs ne peuvent connoître des Procès criminels des Ecclésiastiques. En l'Ass. de 1716, il est parlé d'un Arrêt du Parlement de Paris, rendu dans la cause d'un Curé du Diocèse de Paris, accusé de cas privilégié. L'Arrêt paroît insinuer que les Juges des Seigneurs pouvoient connoître des cas privilégiés des Clercs: l'Evêque de Grasse, qui fait le rapport de cette affaire, établit solidement le privilège des Ecclésiastiques, de ne pouvoir être jugés que par les Juges Royaux ressortissant nuement aux Cours de Parlements. L'Assemb. sollicite à ce sujet une Déclaration déjà promise par S. M., concernant la Jurisdiction, afin d'exclure les Juges des hauts-Justiciers de la connoissance des délits privilégiés des Clercs. T. VII, p. 796 & f.

IV. Les Curés des environs de Paris se plaignent à l'Assemb. de 1655, qu'on les oblige de répondre devant les Juges des Seigneurs, au préjudice de l'Edit de Melun; ce qui étoit cause que, lorsqu'ils sont mal avec les Seigneurs, ils sont maltraités par leurs Officiers: à quoi la Compagnie voulant remédier, elle résout de demander un Arrêt en forme de Règlement, portant que les Curés ne pourront être

obligés de répondre que devant les Juges Royaux. T. IV, p. 304.

V. La réponse à l'art. 53 du Cahier de 1636, porte, que Sa Majesté n'entend que la Police soit ôtée aux Juges Ecclésiastiques qui ont droit d'en connoître, sans préjudice aux Officiers Royaux, de présider aux Assemb. Gén. de Police: pour ce qui est des Notaires & Sergents Royaux, l'art. 22 de l'Edit de 1606 sera observé, & les Juges des Ecclésiastiques pourront être nommés Consuls, Maires, Echevins & Lieutenants des Villes de leurs demeures, ainsi que les autres habitants des Villes. Recueil, p. 1408, 1409.

SEL. FRANC-SALÉ.

I. Sur l'immunité & exemption des Ecclésiastiques, par rapport aux droits de Gabelle. *Voyez* Gabelle.

II. Le Roi avoit retranché, en réglant les Gabelles, partie du sel en espee, qu'avoient accoutumé de prendre les Eglises & les Monastères sur les fonds de Sa Majesté, en plusieurs endroits du Royaume. L'Assemblée de 1608, art. 14 de son Cahier, supplie S. M. de remettre lesdites Eglises & Monastères en leur ancien état; & ce faisant, ordonner qu'ils jouiront de leur sel en espee. La réponse est qu'il a été suffisamment satisfait par la réponse à l'article 65 du Cahier de 1606. T. I, P. Just. p. 192, 193.

La réponse à l'art. 65 de l'Assemb. de 1606, porte, qu'à l'égard du sel dû, par chacun an, aux Ecclésiastiques sur les salines de quelques Princes étrangers, il y sera pourvu au Conseil par un Règlement particulier, le Fermier de la Gabelle du sel sur ce oui. Recueil, p. 1205, 1206.

L'Assemb. de 1610, art. 26 de son Cahier, renouvelle la demande, que la quantité de sel dont plusieurs Eglises ont été dotées, leur soit délivrée en nature, & non en argent. *La réponse est peu favorable.* T. II, P. J. p. 9.

L'Assemb. de 1628 arrête de demander à S. M., que les Eglises Cathédrales auxquelles le Roi par fondation très-ancienne, doit du sel, ne soient sujettes aux impositions nouvelles de six livres par minot. T. II, p. 627.

Plusieurs Chapitres, tels que ceux de Narbonne, de Montpellier, d'Agde, &c., avoient joui jusqu'en 1633, du droit de franc-salé; ils en demandent le rétablissement. L'Ass. de 1635 se joint à eux pour l'obtenir. T. II, p. 806.

Le

Le 1
du Con
l'Ass.:
tous les
faire vo
quels il
de fran
fares no
faites d
ladite ve
l'Evêque
qu'il a d
teaux d
sere...
Chapitre
inquiète
les titres
Arrêt fa
Conseil
ou dimi
lats. T.
Sur la
intervien
ques de
cession d
eux la po
est de 16
L'Abb
protection
tre les Fe
pêchoien
un muid
les péages
quigny. L
ce que le
1680, sur
que tous
ront en a
son Orde
préjudicie
des Eglise
changeme
tion, obli
mément d
1646; ce
rêts du Co
L'Assemb
Dame Ab
L'Eglise
le Chapit
me Ville
Alais & N
sieux, l'Ab
& 17 Cha
tion & l'in
implorant
1775. Rap
de Narbon
Tous ce
le nom de
minots de
Table d

Le 10 Mars 1646, paroît un Arrêt du Conseil, dont est fait lecture en l'Ass. : par cet Arrêt, il est enjoint, à tous les Ecclésiastiq. du Royaume, de faire vérifier les titres en vertu desquels ils ont joui jusqu'alors du droit de franc-salé, pardevant les Commissaires nommés à cet effet. Défenses sont faites de leur délivrer aucun sel jusqu'à ladite vérification... Autre Arrêt contre l'Evêque de Valence, à cause d'un droit qu'il a de prendre aussi du sel sur les bateaux descendant par le Rhône & l'Isère... Outre l'Evêque de Valence, les Chapitres du Mans & de Chartres, sont inquiétés sur ce sujet; on leur demande les titres originaux. L'Ass. sollicite un Arrêt favorable... Par autre Arrêt du Conseil, le droit du sel est retranché ou diminué de moitié à plusieurs Prélats. T. III, p. 331, 332, 333.

Sur la Requête des Agents, Arrêt intervient, qui dispense les Ecclésiastiques de rapporter les titres de la concession du franc-salé, en justifiant par eux la possession depuis 1580. L'Arrêt est de 1646. T. III, p. 460.

L'Abbesse du Paraclet demande la protection de l'Assemb. de 1685, contre les Fermiers des Gabelles, qui empêchoient qu'on ne lui payât en nature un muid de sel qu'elle a à prendre sur les péages des ponts d'Ailli & de Péquigny. Les Fermiers se fondoient sur ce que le Roi par son Ordonnance de 1680, sur le fait des Gabelles, a réglé que tous les droits de péages se paieront en argent; mais Sa Majesté par son Ordonnance n'a point entendu préjudicier aux fondations & aux droits des Eglises, ni faire des réductions ou changements aux rentes pour dotation, obits, services, ayant été nommément exceptées par l'Edit de Mars 1646; ce qui est conforme à deux Arrêts du Conseil d'Etat rendus en 1666. L'Assemb. accorde tout secours à la Dame Abbesse. T. V, p. 610, 611.

L'Eglise Primatiale de Narbonne, & le Chapitre de Saint-Paul dans la même Ville, les Chapitres de Rouen, Alais & Montpellier, l'Evêque de Lisieux, l'Abbaye de Saint-Jean-le-Grand, & 17 Chartreuses, lésés par la réduction & l'imposition de leur franc-salé, implorent le secours de l'Assemb. de 1775. Rapport à ce sujet par M. l'Arch. de Narbonne.

Tous ces privilégiés possèdent, sous le nom de franc-salé, un nombre de minots de sel, à prendre dans les gre-

Table de la Coll. des P. V.

niers du Roi. Les mêmes titres qui fixent à chacun son droit sur tant de minots, portent l'exemption de tous impôts & de toutes charges. A l'égard de leurs titres, ils produisent une possession, non de 40 ans, mais de plusieurs siècles. Si les Traitants ont souvent essayé de la troubler, ces attaques multipliées n'ont servi qu'à l'affermir, & ont donné lieu à une suite d'Arrêts favorables. Ces droits sembloient donc devoir être pour jamais sous la garde de la Loi, lorsqu'un Arrêt du Conseil, du 22 Novembre 1772, a interprété l'Edit de 1771, au sujet des huit sols pour livre sur les francs-salés de privilège, & a renouvelé la défense de délivrer plus d'un franc-salé au même Privilégié, quoiqu'il pût être employé sous plusieurs titres dans l'état des Gabelles.

L'on a bientôt abusé de ces mots génériques, *privilégié & franc-salé de privilège* : l'on a étendu l'imposition sur tous les francs-salés sans exception; on a retranché à un grand nombre de Privilégiés Ecclésiastiques, la moitié du sel dont ils avoient toujours joui : on a même poursuivi cette moitié, & on l'a surchargée de 8 sols pour livre.

C'est en vertu de l'Arrêt de 1772, qu'on dépouille ces Privilégiés Ecclésiastiques; & cet Arrêt ne les concerne pas. On peut jouir du privilège sur le sel à trois titres : à titre d'ancienne propriété & d'échange; à titre de fondation & dotation; de services & œuvres pies : enfin, à titre de pure gratification, tels qu'en jouissent les Secrétaires du Roi, les Echevins, les Hôpitaux.

Dela naît ce raisonnement simple : aucuns des Privilégiés Ecclésiastiques qui se plaignent à l'Assemb., ne possèdent leurs francs-salés à titre de gratification. L'Arrêt de 1772 ne concerne que le franc-salé à titre de gratification : donc l'Arrêt de 1772 ne concerne pas les francs-salés que réclament ces Privilégiés Ecclésiastiques. M. l'Archevêq. de Narbonne établit solidement les deux premières propositions : la première, en faisant l'énumération de ces différents francs-salés; & la seconde, par les textes même de l'Edit : il détruit aussi tout ce que l'on oppose au contraire.

Le rapport fini, l'Assemblée députée, pour faire les plus vives instances, à M. le Contrôleur-Général, afin que les Bénéficiers qui jouissent du franc-salé, y soient maintenus sans aucune dimi-

Fffff

nution, ni retenue des 8 sols pour livre : & dans le cas que l'Assemb. n'obtiendrait pas, avant sa séparation, ce qu'elle demande, les Agents sont chargés de continuer toutes démarches nécessaires. T. VIII, p. 2498 jusqu'à 2510.

SÉMINAIRES.

§. I. Réglemens & Décrets touchant les Séminaires.

L'ASSEMB. de Melun, en 1579, a fait plusieurs beaux Décrets & Réglemens touchant les Séminaires, aux titres suivans.

Leges Collegii, Seminarii quod juxta Concilii Tridentini Decretum, sess. 23, cap. 23, institui debet in quavis Diocesi.

De admittendis & dimittendis.

De iis qui ad pietatem spectant.

De iis qui ad obedientiam pertinent.

De iis qui ad modestiam.

De iis qui ad studia.

De iis qui Seminarii negotiis spiritualibus, literariis ac etiam temporaneis praeiungunt.

De rebus temporaneis. T. V, P. J. p. 115 & suiv.

§. II. Leur établissement, dotation, par union de Bénéfices, ou autrement : faveur de ces établissemens, à l'égard des formalités à remplir, des droits d'amortissemens, &c.

I. L'art. 17 du Cahier du Clergé, autorisé par Lettres-Patentes en 1774, prescrit aux Archevêq. & Evêques en leurs prochains Conciles Provinciaux, de dresser & ériger des Séminaires. Sa Majesté est suppliée de commander à ses Cours de Parlements & autres, de tenir la main à ce qui sera ordonné auxdits Conciles pour la fondation, dotation & réglemens d'iceux Séminaires. Recueil, p. 979.

L'Assemb. du Clergé aux Etats de 1614, art. 37 du Cahier, demande à S. M. son approbation pour la fondation des Séminaires, & que ladite fondation se fasse par union de Bénéfices, ou levée sur les Bénéficiers, en attendant ladite union, ou autre dotation, & suivant l'ordre qu'on pourra plus particulièrement en prescrire, soit dans les Conciles Provinciaux, soit dans les Diocèses. T. II, p. 153.

L'Ass. de 1655 nomme des Commissaires pour concerter des moyens faciles, pour établir des Séminaires

dans tous les Diocèses, & de dresser à ce sujet un Mémoire qui puisse être lu de tous, afin qu'avec plus grande connoissance, on puisse prendre une bonne délibération : il est arrêté & conclu de demander des Lettres-Patentes pour l'érection des Séminaires, conformément au Concile de Trente, aux Conciles Provinciaux de France, aux Ordonnances de Blois, Melun & Paris, & selon les Réglemens que l'Assemb. en fera. T. IV, p. 423, 424.

L'Evêque de Bazas avoit uni à son Séminaire nouvellement établi, la Cure de Calens, & une maison sise à Bazas. Le Conseil, par Arrêt du 29 Février 1664, avoit approuvé, ratifié & homologué cette union : au préjudice de cet Arrêt, le Parlement de Bordeaux en rend un contraire, le 6 Mars 1665. L'Evêque se pourvoit au Conseil pour la cassation de ce dernier Arrêt, & l'Assemblée de 1665 lui accorde tous ses bons offices. T. IV, p. 974.

M. le Cardinal Grimaldi, Archev. d'Aix, prie l'Assemb. de 1665 de vouloir appuyer la poursuite qu'il fait au Grand-Conseil, au nom de son Séminaire, touchant l'union qu'il y a faite d'un Bénéfice simple, en vertu d'une Bulle du Pape, confirmée par Lettres-Patentes vérifiées au Parlement, au préjudice de laquelle un particulier indultaire lui contestoit le Bénéfice. L'Assemblée lui promet toute assistance. L'affaire se termine à l'avantage du Séminaire, par le déistement de l'indultaire. T. IV, p. 975.

Etablissement d'un Séminaire en faveur des pauvres Ecclésiastiques dans la Ville de Grenoble. Voyez Grenoble, n°. 8.

Union d'un Prieuré à un Séminaire de Langres, contestée. Voyez Langres.

II. En l'Assemb. de 1726, M. l'Evêq. de Chartres observe, que, lors de l'enregistrement des Lettres-Patentes obtenues pour union de Bénéfices aux Séminaires, les Parlements exigeoient, avant l'enregistrement, que l'on recommençât de nouveau toutes les formalités ; ce qui, outre de grands frais, entraîneroit beaucoup d'inconvénients ; qu'il seroit nécessaire d'obtenir du Roi une Déclaration, par laquelle S. M. dispensât en pareil cas les Séminaires de recommencer ces sortes de Procédures, lesquelles ont été déjà faites en bonne forme. L'Ass. charge Mrs. les Agents de solliciter cette Déclaration. T. VII, p. 805, 806.

III. Cahier vouloir lire pub l'Arrêt des Ecclésiastiques droits d'annier & biens qu la fond les Sémin employ tion des Séminaire

Même succès

T. VIII

La ré

1755, n

VIII, P

IV. E

fait rapp

exigé du

de deux

acquises

licite l'e

§. III. L

ques

Sémin

d'en

que

avec

Sémin

L'Ord

joint au

ment de

tous les

d'y contr

cet articl

minaires

diction é

la directi

Ordres :

Majesté

Séminaire

qui y me

bles ad n

aux Evêq

main les

soustrait

Les C

la Remo

Recueil,

M. l'Ev

bli, en

tres dans

de Lozier

III. L'Ass. de 1745, par l'art. 7 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de vouloir bien, par le même motif d'utilité publique, qui avoit dicté l'art. 4 de l'Arrêt du Conseil de 1738, en faveur des Ecoles de Charité, &c., faire défenses à ses Fermiers d'exiger aucuns droits d'amortissement, centième denier & nouvel acquêt, pour raison des biens qui seront donnés ou légués pour la fondation des places gratuites dans les Séminaires, tant que les biens seront employés à la nourriture & à l'instruction des pauvres Ecclésiastiques dans les Séminaires. *Refusé.* T. VII, P. J. p. 482.

Même demande renouvelée sans succès par l'art. 2 du Cahier de 1750. T. VIII, P. J. p. 90.

La réponse à l'art. 1 du Cahier de 1755, n'a pas été plus favorable. T. VIII, P. Just. p. 109.

IV. En l'Assemb. de 1747, il est fait rapport d'un droit d'amortissement exigé du Séminaire de Lure, à cause de deux maisons que le Séminaire avoit acquises à Manosque. L'Assemb. en sollicite l'exemption. T. VIII, p. 94.

§. III. De la liberté qu'ont les Evêques de confier la direction des Séminaires à qui ils veulent ; d'en changer les Directeurs, sans que ceux-ci puissent emporter avec eux les biens affectés aux Séminaires.

L'Ordonnance de 1629, art. 6, enjoint aux Evêques d'établir incessamment des Séminaires : elle assujettit tous les Bénéfices excédant 600 livres, d'y contribuer. Le Clergé observe, sur cet article, que la plupart desdits Séminaires ont été soustraits de la Jurisdiction épiscopale, & sont tombés sous la direction des Réguliers de différents Ordres : il demande, qu'il plaise à Sa Majesté de mettre, à l'avenir, lesdits Séminaires sous la main des Evêques, qui y mettront des Officiers déposables *ad nutum*, & de donner pouvoir aux Evêques de reprendre sous leur main les Séminaires qui auront été soustraits de leur Jurisdiction.

Les Commissaires du Roi jugent la Remontrance juste & raisonnable. Recueil, p. 1364, 1365.

M. l'Evêque de Grenoble avoit établi, en 1663, un Séminaire de Prêtres dans la Chapelle de Notre-Dame de Lozier : il substitue, l'année suivante,

se, les Augustins déchaussés, qu'il charge de la conduite du Séminaire, en vertu de son Ordonnance confirmée par Lettres-Patentes, mais qui n'avoient point été vérifiées. Lesdits Religieux s'étant mal conduits, le Prélat, par une nouvelle Ordonnance de 1665, leur enjoint de quitter : les Religieux en appellent comme d'abus. Le Prélat intéresse dans cette affaire l'Assemblée de 1665, qui en parle à M. le Tellier, lequel assure, que l'affaire aura un succès favorable. T. IV, p. 975.

L'Evêque de Grenoble se trouve avoir une autre contestation avec les Peres de l'Oratoire établis dans son Séminaire de Grenoble : il obtient contre eux, le 23 Juillet 1728, un Arrêt, qui, bien que très-important, ne peut terminer tous les objets de contestations, entr'autres de la répétition qu'il formoit d'une somme de 30 mille liv. provenant de Notre-Dame de Lozier. Intérêt que prend à cette affaire l'Assemblée de 1730. T. VII, p. 1124 & suiv.

L'Assemblée de 1723, art. 8 du Cahier de la Jurisdiction, & celle de 1725, art. 8, supplient S. M. d'ordonner, 1°. que les maisons acquises ou bâties pour les Séminaires, que les unions de Bénéfices qui ont été faites, que tous les meubles & immeubles qui auront été donnés auxdites maisons, soient réputés appartenir aux Diocèses : 2°. qu'il soit enjoint, [Cahier de 1725,] aux Supérieurs des Congrégations & Communautés auxquelles l'administration desdits Séminaires aura été confiée, de n'employer à la conduite des Séminaires, que des Sujets agréés par l'Evêque, & qu'ils soient tenus de les destituer, sur la demande qui en sera faite.

Réponse. *Le Roi fera expédier une Déclaration qui assurera aux Séminaires la possession des biens qui leur appartiennent, & pourvoira en même-temps à ce que la conduite desdits Séminaires ne soit donnée qu'à des Sujets que les Evêques auront jugés dignes de leur confiance.* Recueil, p. 1553, 1599.

L'Assemblée de 1735, art. 8 de son Cahier sur la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner, par une Déclaration, que tous les biens qui peuvent avoir été donnés aux Séminaires ou aux Hôpitaux, ou qui auroient été acquis par les Communautés séculières ou régulières, dans le temps qu'elles avoient la conduite de ces établis-

ments, seront censés avoir été donnés, légués ou acquis, en considération desdits Séminaires & Hôpitaux; & en conséquence leur appartenir irrévocablement, à moins que lesdites Communautés fassent preuve du contraire, par des titres précis.

Ordonner pareillement, que ces mêmes Communautés qui pourroient avoir la direction des Séminaires, seront tenues de rendre compte de la régie des biens d'iceux, aux Evêques Diocésains, en présence des Députés des Diocèses où il seroit d'usage de les appeller.

Réponse. *La Roi fera examiner les deux parties de cette demande, pour résoudre ensuite ce qui conviendra le mieux à l'avantage des Séminaires.* Recueil, p. 1694, 1695.

Le Cahier de 1740, article 4, renouvelle la première demande du Cahier de 1735. La réponse de S. M. est à peu près la même. T. VII, P. J. p. 414.

Le Cahier de 1745, article 9, est sur le même sujet. Le Roi répond, qu'il fera examiner les difficultés qui ont donné lieu de suspendre l'expédition de la Déclaration demandée. Le préambule de l'article est un précis des Cahiers & des Réponses qui ont précédé. T. VII, P. J. p. 469.

Le Cahier de 1750, art. 7, renouvelle la demande de la Déclaration. T. VIII, P. Just. p. 72.

Même demande dans l'article 6 du Cahier de 1755. *Même réponse.* T. VIII, P. Just. p. 101.

Auquel est conforme l'article 8 du Cahier de 1760. *Même réponse.* T. VIII, P. Just. p. 304.

Sur un procès de l'Evêque de Lectoure avec les Peres de l'Oratoire, pour la propriété d'une maison & métairie. *Voyez Lectoure.*

§. IV. Ordonnances des Evêques, portant injonction à des Ecclesiastiques de se retirer dans des Séminaires.

La Déclaration du 15 Décembre 1698, vérifiée en Parlement, porte, que les Ordonnances par lesquelles les Evêques auront estimé nécessaire d'enjoindre à des Curés & autres Ecclesiastiques ayant charge d'âmes, dans le cours de leurs visites, & sur les procès-verbaux qu'ils auront dressés, de se retirer dans des Séminaires, jusques & pour le temps de trois mois, pour

des causes graves, mais qui ne méritent pas une instruction dans les formes de la procédure criminelle, seront exécutées, nonobstant toutes oppositions & appellations, & sans y préjudicier. *Mémoires du Clergé*, T. II, p. 899.

L'Assemb. de 1700, art. 18 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M., en ajoutant à la Déclaration de Décembre 1698, ordonner que les Evêques, tant dans le cours de leurs visites, que sur les procès-verbaux qu'ils auront dressés, ou sur les procès-verbaux de visite de leurs Grands-Vicaires, pourront enjoindre aux Curés & autres Ecclesiastiques ayant charge d'âmes, de se retirer pour trois mois dans des Séminaires, pour les causes portées par les Déclarations de Sa Majesté. *Refusé.* Recueil, p. 1477.

L'Assemblée de 1715, art. 8 de son Cahier de la Jurisdiction, auquel se rapporte aussi l'art. 9, supplie Sa Majesté, en interprétant, &c., d'accorder la permission aux Evêques, lorsqu'ils tiennent leurs Caiendes, & qu'ils convoquent leurs Paroisses en un même lieu, d'enjoindre aux Curés & autres ayant charge d'âmes, de se retirer pour trois mois dans un Séminaire; d'accorder le même pouvoir aux Vicaires-Généraux, lorsqu'ils font la visite, & qu'ils en ont un pouvoir spécial des Evêques; & comme les Synodes sont destinés pour y régler tout ce qui peut contribuer au bon ordre du Diocèse, qu'il soit permis aux Evêques, lors de la tenue des Synodes, d'ordonner aux susdits de se retirer dans un Séminaire, comme dans le cours de leurs visites.

Réponse. *C'est une extension de la Déclaration de 1698, laquelle a renfermé ce pouvoir dans la personne des Evêques & dans le cours de leurs visites; mais cette extension ne pouvant qu'être utile, Sa Majesté s'expliquera sur cela dans la Déclaration qu'elle fera expédier.* Recueil, p. 1600, 1601.

L'Assemblée de 1745 fait solliciter en faveur de M. l'Evêq. d'Evreux, au sujet d'un Arrêt du Parlem. de Rouen, rendu en faveur d'un Prêtre appelant comme d'abus d'une Sentence de l'Official d'Evreux, qui lui enjoignoit de se retirer dans le Séminaire. T. VII, p. 1077.

SENEZ.

1°. Le Diocèse de Senz fait demander à l'Assemb. de 1735 une décharge, attendu l'impossibilité où il est de supporter sa quote-part des impositions.

La demande de 1469.

2°. M. à l'Assemblée tendant de son Bureau de Diocèse de Rouen son rapport libération admettre de du Diocèse semblée d'examiner ver les m en dimin pour les f & suiv.

3°. L'Assemblée de 1735, art. 8 de son Cahier de la Jurisdiction, auquel se rapporte aussi l'art. 9, supplie Sa Majesté, en interprétant, &c., d'accorder la permission aux Evêques, lorsqu'ils tiennent leurs Caiendes, & qu'ils convoquent leurs Paroisses en un même lieu, d'enjoindre aux Curés & autres ayant charge d'âmes, de se retirer pour trois mois dans un Séminaire; d'accorder le même pouvoir aux Vicaires-Généraux, lorsqu'ils font la visite, & qu'ils en ont un pouvoir spécial des Evêques; & comme les Synodes sont destinés pour y régler tout ce qui peut contribuer au bon ordre du Diocèse, qu'il soit permis aux Evêques, lors de la tenue des Synodes, d'ordonner aux susdits de se retirer dans un Séminaire, comme dans le cours de leurs visites.

1°. Le Diocèse de Senz fait demander à l'Assemblée de 1735 une décharge, attendu l'impossibilité où il est de supporter sa quote-part des impositions.

L'Assemblée de 1745 fait solliciter en faveur de M. l'Evêq. d'Evreux, au sujet d'un Arrêt du Parlem. de Rouen, rendu en faveur d'un Prêtre appelant comme d'abus d'une Sentence de l'Official d'Evreux, qui lui enjoignoit de se retirer dans le Séminaire. T. VII, p. 1077.

2°. Le Diocèse de Senz fait demander à l'Assemblée de 1735 une décharge, attendu l'impossibilité où il est de supporter sa quote-part des impositions.

3°. L'Assemblée de 1745 fait solliciter en faveur de M. l'Evêq. d'Evreux, au sujet d'un Arrêt du Parlem. de Rouen, rendu en faveur d'un Prêtre appelant comme d'abus d'une Sentence de l'Official d'Evreux, qui lui enjoignoit de se retirer dans le Séminaire. T. VII, p. 1077.

La demande est refusée. T. VII, p. 1468, 1469.

1°. M. l'Evêque de Senez présente à l'Assemblée de 1745, un Mémoire, tendant à faire connoître la surtaxe de son Diocèse, dans les impositions du Clergé : le Mémoire est renvoyé au Bureau de la vérification des dettes des Diocèses, pour l'examiner. M. l'Arch. de Rouen, Chef de la Commission, fait son rapport à l'Assemblée : sur quoi délibération, qui porte, qu'on ne peut admettre, quant à présent, la demande du Diocèse; en même-temps l'Assemblée prie Mrs. les Commissaires d'examiner si on ne pourroit pas trouver les moyens de soulager ce Diocèse, en diminuant la quote-part qu'il porte pour les frais communs. T. VII, p. 2069 & suiv.

5°. L'Assemblée de 1765 accorde au Diocèse de Senez 25 mille livres, pour le soulagement de ce Diocèse, surchargé par les impositions; laquelle somme sera comprise dans l'état des frais communs. T. VIII, p. 1311, 1605.

SENLIS.

1°. Lors de l'Assemblée de 1606, contestation entre l'Evêque & le Chapitre de Senlis, au sujet des Dimissoires que ce Chapitre se croyoit en droit de donner à ses Chanoines : il se fonda sur sa possession immémoriale : instance & procès là-dessus. Le sieur Leschassier, Avocat du Chapitre, après avoir établi, par les faits, cette possession, remonte à l'ancienne police de l'Eglise, & avance plusieurs propositions tendantes à confondre les Prêtres avec les Evêques. Le Grand-Conseil jugeant sur la possession, adjuge au Chapitre ses conclusions, par Arrêt du 18 Mars 1606. T. I, p. 763, 764.

L'Assemblée prend connoissance des propositions avancées par l'Avocat, & les condamne : le Chapitre les désavoue, comme n'y ayant eu aucune part. Voyez Censures doctrinales, n°. II.

2°. Le Clergé de Senlis avoit été imposé par les Officiers Municipaux, à raison de réparation pour alignement d'une rue & pour un grand chemin : il s'en plaint aux Assemb. de 1755 & de 1758. Voyez Oâtrois, an. 1755, 1758.

3°. En l'Assemblée de 1760, M. l'Evêque de Senlis réclame les bons offices du Clergé, pour une affaire qui se réduit à deux objets, qui sont, le fait & le droit : par rapport au fait, il s'agissoit d'une inhumation faite en l'E-

glise Cathédrale de Senlis, avec l'agrément du Chapitre, mais sans la permission de M. l'Evêque ou de ses Vicaires-Généraux, même sans qu'on leur en eût fait part : quant au droit, M. de Senlis prouve, que c'est une entreprise contre sa Jurisdiction, dont il déduit les motifs dans une Requête qu'il se proposoit de présenter au Roi, & dont il est fait lecture. L'Assemblée députe à M. le Chancelier, pour appuyer, au nom de la Compagnie, la Requête d'intervention qui lui sera présentée par Mrs. les Agents. T. VIII, p. 900.

SÉNOZAN.

Voyez Receveur-Général, §. III, n°. XLV.

SENS.

1°. Le Député de Sens aux Etats de Blois, en 1588, prétend précéder ceux de Troyes & des autres Villes de Champagne & de Brie. Il est jugé, par provision, que l'ordre de la séance tenue aux précédents Etats de Blois, sera suivi, sans préjudice du droit prétendu par ceux de la Ville de Sens. T. I, p. 457, 458.

2°. En l'Ass. de 1605, contestation entre M. l'Arch. de Sens & M. l'Arch. de Lyon, pour la préséance & la Présidence. Voyez Lyon, n°. III.

3°. Célèbre & longue contestation élevée dès 1625, entre la Province de Sens & la nouvelle Province de Paris, par l'érection de cette Ville en Métropole, terminée en 1672, par l'union de l'Abbaye du Mont-Saint-Martin à l'Archevêché de Sens, en dédommagement de l'érection de Paris en Métropole. Voyez Paris, §. I.

4°. L'Archev. de Sens ne veut point assister à la Messe solennelle du Saint-Esprit, célébrée à l'ouverture de l'Ass. de 1655, pour ne pas préjudicier à sa dignité de Métropolitain, prétendant qu'en cette qualité il devoit avoir la première place entre les Prélat, dans l'ancienne étendue de sa Métropole. T. IV, p. 26, à la note.

5°. Sur la conduite de M. de Gondrin, Archevêque de Sens, en l'Ass. de 1655, pour l'acceptation de la Bulle d'Innocent X, contre les cinq Propositions de Jansénius. Voyez Religion, §. IV, n°. II.

6°. Affaire du même Prélat avec les Peres Jésuites, au sujet des approbations nécessaires pour la Confession, pour laquelle il se pourroit, & porte

1588.

1605.

1625.

1655.

1655.

1650-1655.

les plaintes à l'Ass. des Prélats, tenue en 1649; à l'Ass. Gén. de 1650; à l'Ass. des Prélats, en 1651; à l'Ass. Gén. de 1655. *Voyez* Jésuites, §. II.

1655. 7°. Autre affaire du même Prélat, & pour le même sujet, avec les Peres Capucins de son Diocèse: ils finissent par se soumettre. *Voyez* Approbations, §. II.

1740. 8°. Difficulté & contestation élevée, tant dans l'Assemblée-Provinciale de Sens, que dans l'Assemblée-Générale de 1740, au sujet de la députation de cette Province à ladite Ass. Gén.: comment terminée? *Voyez* Députés, §. III, an. 1740. *Voyez* aussi le *Supplément ajouté à la fin du Tome VIII*, p. 2615 & suiv.

SENTENCES.

I. Les Officiers Royaux sont tenus de donner assistance & main-forte dont ils sont requis pour l'exécution des Sentences des Juges d'Eglise. *Article 13 du Cahier de l'Assemblée de 1610, accordé*. T. II, P. Just. p. 4.

II. Sur le *Paréatis* des Juges Royaux, pour l'exécution des Sentences du Juge d'Eglise. *Voyez* Paréatis.

III. Mesures prises en différentes Ass. pour diminuer la longueur des procès dans les Cours d'Eglise, & réduire les degrés de Jurisdiction, sur la nécessité des trois Sentences conformes. *Voyez* Officialités, §. III.

SÉPULTURES.

§. I. *Décrets de l'Ass. de Melun. Règlements au sujet des contestations entre les Curés & les Réguliers, touchant les Sépultures. Sépultures dans les Eglises.*

I. PARMI les Décrets de l'Ass. de Melun, en 1579, il en est de particuliers sur les Funérailles & Sépultures des Catholiques, au titre de *Funere & Exequiis Catholicorum*. T. V, P. Just. p. 119.

II. L'article 11 du Règlement des Réguliers porte, que les corps de ceux qui décéderont, seront enterrés en leurs Paroisses; si ce n'est que le défunt ait d'ancienneté son tombeau de famille en quelque autre Eglise séculière ou régulière, ou qu'il ait déclaré, par son testament, avoir là-dessus quelque intention particulière; auquel cas néanmoins appartiendra au Curé, ou à son Vicaire, d'enlever le corps, & ne pourront les Religieux porter étole hors de

leurs Monasteres: pour cet effet, sera observée la Clémentine *Dudum de Sepulchris*. Comme aussi est défendu auxdits Religieux, sur les peines portées par la Clémentine *Cupientes de panis*, d'induire ou persuader aucunes personnes, pour quelque occasion que ce soit, de choisir leurs Sépultures dans leurs Eglises. T. III, P. Just. p. 31.

L'Evêque de Langres représente à l'Ass. de 1680, que les Curés de Dijon, conformément au Rituel de son Diocèse, veulent faire représenter dans les Eglises de leurs Paroisses, les corps de ceux qui y sont décédés, avant qu'on les porte dans les Eglises des Réguliers: à quoi lesdits Réguliers s'opposent, ayant fait assigner au Conseil les Curés, pour les obliger de se désister de cette prétention. L'Assemblée ordonne aux Agents de donner au Prélat tous les secours dont il pourra avoir besoin, & même d'intervenir en la cause. T. V, p. 319.

En 1681, il s'étoit élevé des contestations entre les Curés du Diocèse d'Embrun & les Réguliers, sur les Sépultures & autres chefs. Pour terminer ces divisions, Louis XIV en renvoya la connoissance à M. de Harlai, Archev. de Paris, & au Pere la Chaise, lesquels firent un Règlement contenant 16 articles: il fut enregistré au Greffe des trois Officialités de ce Diocèse: il a été ensuite confirmé par Lettres-Patentes du 4 Mai 1742, enregistrées aux Parlements d'Aix & de Grenoble: il a depuis été étendu à tous les Diocèses de Provence.

Les articles 1, 3, 4, 5, 6 & 7 de ce Règlement concernent les Sépultures: ils portent, que c'est au Curé de la Paroisse du défunt d'indiquer l'heure & l'ordre de l'enlèvement & conduite du corps à l'Eglise; & si les Réguliers veulent assister au convoi, ils peuvent aller de leur Couvent à l'Eglise de la Paroisse, ou aller de leur Couvent à la maison où est le corps; & y arrivant avant le Curé, ils peuvent faire & chanter leurs prières; mais ils doivent cesser quand le Curé arrive; & c'est au Curé, ou aux Prêtres de la Paroisse de faire tout l'office de l'enlèvement & conduite du corps: les Réguliers néanmoins pourront chanter conjointement avec eux, lors de l'enlèvement & pendant le cours de la Procession & Office: dans cette cérémonie de l'enlèvement & conduite du corps, le Supérieur des Réguliers, ni

autres, ni chapelains sous le non d'un Service, ne peuvent venir prendre la Paroisse. *Rapports* suiv. P. J.

Abbrégé Embrun.

III. 1.

L'Archev.

de 1775

les Eglises

Evêques

la décente

tre la co

cumulés

les mesu

toujours

promis:

gés de se

créditées

racine d

qu'ils on

les Provi

Tours, d

rer un Ré

ser à l'A

M. l'A

rapport

qui prou

ment, &

en assu

fini, il a

le Garde

avec ce M

ressant,

sera rend

libération

des Sceau

plaisir le

conviend

juif. 2367

& suiv.

Le Rég

lieu: il e

tion rend

erée au Pa

795 & su

§. II. Ent

par ra

I. L'Of

Malo fait

Chapelle.

& le corps

parents ve

la Chapell

autres, ne doivent porter, ni étole, ni chape, & doivent marcher en corps sous leur Croix devant le Clergé, & non à côté d'icelui; & s'ils assistent au Service qui se fait à la Paroisse, ils doivent prendre leur séance après le Clergé de la Paroisse. T. VII, p. 1723, 1724. *Rapport de l'Agence en 1745*, p. 82 & suiv. P. Just. du Rapport, p. 166 & suiv. *Abrégé des Mémoires du Clergé, au mot Embrun.*

III. Il y a long-temps [disoit M. l'Archev. de Toulouse dans l'Assemb. de 1775] que l'usage d'enterrer dans les Eglises, a excité l'attention des Evêques: ils ont toujours réclamé pour la décence du Service divin, & contre la contagion que des cadavres accumulés répandent dans nos Temples: les mesures qu'ils ont prises n'ont pas toujours produit l'effet qu'ils s'en sont promis: gênés par les Tribunaux, obligés de se prêter à des prétentions accréditées, ils n'ont pu aller jusqu'à la racine du mal. Ce sont les difficultés qu'ils ont éprouvées, qui engagent les Provinces, notamment celles de Tours, d'Aix & de Toulouse, à désirer un Règlement général, & à s'adresser à l'Assemb. de 1775.

M. l'Archev. de Toulouse, dans le rapport de l'affaire, expose les motifs qui prouvent la nécessité de ce Règlement, & les précautions à prendre pour en assurer l'observation. Le rapport fini, il a été délibéré de députer à M. le Garde des Sceaux, pour conférer avec ce Magistrat sur cet objet si intéressant, pour, sur le compte qui en sera rendu à l'Ass., être pris telle délibération qui conviendra. M. le Garde des Sceaux répond, qu'il recevra avec plaisir le projet de Règlement dont on conviendra dans l'Ass. T. VIII, p. 2364 jusqu'à 2367. *Le Mémoire*, P. Just. p. 795 & suiv.

Le Règlement n'a pas tardé à avoir lieu: il est contenu dans la Déclaration rendue le 10 Mars 1776, enrégistrée au Parlement. T. VIII, P. Just. p. 795 & suiv.

§. II. Entreprises sur la Jurisdiction par rapport aux Sépultures.

I. L'Official du Chapitre de Saint-Malo fait défenses d'enlever dans une Chapelle. Un des habitants étant mort, & le corps porté dans le Cimetière, ses parents veulent le faire inhumer dans la Chapelle; à quoi le Chapitre résiste

à cause de la défense: les habitants rompent la porte de la Chapelle, & enterrent le corps sans l'assistance d'aucun Prêtre: ces habitants sont excommuniés par l'Official: ils appellent comme d'abus au Parlement, & prennent à partie ledit Official. Arrêt intervient au Parlement de Rennes. qui déclare l'Official bien pris à pa..., le condamne à lever l'interdit de la Chapelle, d'absoudre les habitants de l'excommunication dans trois jours, à peine de saisie de son temporel, & le condamne aux dépens; maintient les habitants en la liberté de choisir le lieu de leur sépulture, & fait défenses aux Chanoines de prendre aucune chose pour les Sépultures, à peine du quadruple. L'Ass. de 1625 jugeant cet Arrêt fort injurieux, en poursuit la cassation, & en fait un article du Cahier. T. II, p. 751, 752.

II. Une fille de la Ville de Courances est enterrée dans la Paroisse; elle est ensuite exhumée par Arrêt du Parlement de Rouen, sous prétexte qu'elle avoit voulu être enterrée ailleurs: l'exhumation se fait sans en avoir donné aucune connoissance à l'Official, seul Juge compétent de cette matière. M. l'Evêque de Courances demande à l'Ass. de 1655, son assistance pour obtenir la cassation de l'Arrêt: sur les instances de l'Ass. l'Arrêt est accordé, qui ayant été lu & trouvé fort avantageux au Clergé, l'impression en a été ordonnée. T. IV, p. 303, 304.

III. En l'Assemblée de 1680, il est parlé d'un différend survenu au sujet de la Sépulture d'un Nonce mort dans la Paroisse de Saint-Sulpice. *Voyez* Nonce.

IV. Les Chapitres ne peuvent permettre ou accorder la Sépulture dans les Eglises Cathédrales sans la permission des Evêques: différend à ce sujet de M. l'Arch. d'Aix avec son Chapitre, en 1748, & de M. l'Evêque de Senlis avec le sien, en 1760. *Voyez* Aix, n°. 7. Senlis, n°. 3.

§. III. Sépultures des Protestants.

L'Ass. de 1617 arrête & délibère, qu'il sera obtenu des Lettres pour empêcher que ceux de la Religion prétendue-réformée ne soient enterrés dans les Eglises, & qu'il sera demandé que les Edits sur ce donnés par S. M. soient exécutés, nonobstant opposition ou appellation quelconque. T. II, p. 318.

Il y avoit un procès mu au Conseil entre le Syndic du Clergé de Saintes & le sieur de Massac, au sujet de la sépulture des Huguenots dans les Eglises & Cimetieres. Le Procès avoit été renvoyé à la Chambre de l'Edit de Nérac: l'Ass. de 1621, art. 8 de son Cahier, supplie Sa Majesté, en révoquant l'Arrêt, de renvoyer, en semblable cas, les Parties pardevant leurs Juges Catholiques, & particulièrement ladite instance au Parlem de Bordeaux, où elle a commencé. T. II, p. 376. P. J. p. 41.

L'Ass. de 1625 ordonne, qu'il sera demandé à Sa Majesté que commandement soit fait à tous les Procureurs-Généraux ou à leurs Substituts, & singulièrement aux Consuls des lieux & Baillis & autres Officiers, à ce qu'à la premiere plainte des Catholiques, ou des Curés, ils prêtent aide & main-forte, à faire déterrer les corps des Huguenots, des lieux saints, & s'opposent à ce qu'ils y soient portés. T. II, p. 338.

La même Assemb. se plaint au sujet d'une Religieuse enterrée dans une Eglise. T. II, p. 348.

SERGENTS.

En l'Ass. de 1582, les Receveurs particuliers des Diocèses de Paris & de Lisieux font plainte de l'incommodité que leur apportoit l'érection des Sergents des décimes, & font voir que c'étoit une chose pernicieuse au Clergé. La Compagnie arrête qu'il sera mis un article au Cahier pour en demander la suppression. T. I, p. 145.

L'Assemb. de 1641 poursuit & obtient la révocation d'un Edit vérifié au Grand-Conseil, portant établissement des Huissiers des décimes en chaque Diocèse. T. III, p. 68.

Le Roi, après avoir révoqué, sur les Remontrances du Clergé, l'Edit de 1639, qui créoit deux offices d'Huissiers des décimes en chaque Diocèse, en donna un second, par lequel S. M. déclare qu'il sera pourvu au remboursement desdits offices. On ne voit point que cet Edit ait été enregistré, ni adressé à aucun Tribunal. On n'a point entendu parler depuis desdits Huissiers.

Mais en 1758, un Particulier leve aux Parties Casuelles un des deux offices d'Huissiers des décimes du Diocèse de Limoges, moyennant telle somme: il s'est pourvu au Grand-Conseil, où ses provisions ont été enregistrées: il s'est ensuite présenté à la Chambre des

décimes de Limoges, pour demander l'enregistrement de ses provisions: opposition du Syndic du Diocèse audit enregistrement, sur le fondement de l'Edit de suppression de 1641. Le Pourvu s'adresse de nouveau au Grand-Conseil, où il obtient un second Arrêt, qui enjoint au Bureau d'enregistrer. Depuis ce temps, le second office d'Huissier des décimes, au Diocèse de Limoges, a encore été levé aux Parties Casuelles.

L'Assemb. de 1762, à qui la plainte est portée, députe à M. le Contrôleur-Général, pour le prier de réprimer l'entreprise des deux Particuliers. T. VIII, p. 1098.

M. le Contrôleur-Général promet d'écrire à M. le Procureur-Général du Grand-Conseil, & à M. Bertin, Trésorier des Parties Casuelles, pour avoir des éclaircissements sur cette affaire. Après les avoir reçus, il donne des ordres précis pour qu'il soit pourvu incessamment au remboursement desdites charges. T. VIII, p. 1099.

Il est prié ensuite de faire enregistrer l'Edit de 1641, portant suppression desdits offices. Ce Ministre répond ne pouvoir se décider sur cet objet sans un plus ample examen. T. VIII, p. 1099, 1100.

SERMENT.

I. M^r. l'Evêque de Tulles expose à l'Assemb. de 1685, que l'usage du Parlement de Guirone étoit de recevoir, au défaut de preuves, les serments des Parties d'une manière qui entraînoit avec elle plusieurs sacrilèges; qu'un Prêtre disoit la Messe, en présence des Parties & du Juge commis pour recevoir le serment; qu'après la Messe, le Prêtre tiroit le Saint-Sacrement hors du Tabernacle & le découvroit; qu'ensuite le Juge sommoit la Partie qui devoit jurer, laquelle juroit devant le Saint-Sacrement; que souvent la Partie adverse juroit le contraire. Sur le récit qui en est fait à Sa Majesté, le Procureur-Général est obligé d'envoyer les motifs de cet usage: il tâche de le justifier en distinguant deux sortes de serments, les simples & les solennels; que ceux-ci n'étoient employés que dans les affaires importantes.

L'Assemb. juge qu'il étoit de la piété des Evêques d'abolir ces Coutumes extraordinaires; & pour les moyens, elle renvoie la chose aux Commissaires de la Jurisdiction. T. V, p. 615, 616.

L'art.

L'art. sur la Jurisdiction, fait défaut d'ordonner le Sacrement.

II. E. Le Parlem de Bordeaux exige de la réception comme à la dignité se pratique des serments de ceux qui aiment de séance à cet usage des Parties. Le Prélat ad peccata usitée de La Con sollicité Conseil pour le l'éclaircissement.

III. H. appelé en tout que la C. Blois, comme tous les manders le serment Roi, &c.

Voyez E. L'Archevêque de Rouen, pour cours p. ment &c. cette ex.

P. J. p. IV. S. en plusieurs, pour cune a.

Voyez I. §. II. V. L. du Clergé est formé & des O.

Table

L'art. 15 du Cahier de cette Assembl. sur la Jurisdiction est à ce sujet : par cet article, le Clergé demande, qu'il soit fait défenses au Parlement de Guienne d'ordonner les serments sur le Saint-Sacrement, &c à toutes personnes d'en user. *Accordé.* Recueil, p. 1464.

II. En l'Ass. de 1715, M. le Promoteur représente, que, dans quelques Parlements, on ne se conformoit pas dans la prestation du serment qu'on y exige de Mrs. les Prélats, lors de leur réception comme Conseillers-nés, ou comme possesseurs de charges attachées à la dignité épiscopale, aux usages qui se pratiquent dans le plus grand nombre des Parlements, &c en particulier à ce qui a été réglé par le Conseil, en faveur de Mrs. les Evêques qui prennent séance au Parlement de Toulouse; que cet usage singulier consiste en ce que ces Parlements prétendent assujettir le Prélat qui est reçu, à se mettre à genoux, pour prêter le serment, au lieu que, dans tous les autres Parlements, le Prélat est seulement debout, *manu ad pedus admord*; ce qui est la forme usitée dans les Assemblées du Clergé. La Compagnie charge les Agents de solliciter, en son nom, un Arrêt du Conseil, portant, que le Règlement pour le Parlement de Toulouse soit déclaré commun pour tous les autres Parlements. T. VII, p. 475, 476.

III. Henri III, par son Edit de 1588, appelé l'Edit d'Union, ne permettoit en tout son Royaume d'autre Religion que la Catholique : dans les Etats de Blois, en 1588, cet Edit est proposé comme Loi fondamentale de l'Etat : tous les Ordres se réunissent pour demander qu'il soit juré solennellement : le serment en est prêté d'abord par le Roi, & ensuite par tous les Députés. *Voyez* Etats de Blois, 1588, §. III.

L'Arch. de Bourges, par ordre du Roi, prononce auxdits Etats un discours pathétique sur la dignité du serment & sur l'obligation qu'il entraîne : cette exhortation est rapportée. T. I, P. J. p. 102 & suiv.

IV. Sur le serment particulier prêté en plusieurs Assemblées par les Députés, pour ne jamais consentir à aucune aliénation des biens d'Eglise. *Voyez* Aliénation des biens d'Eglise, §. II.

V. L'usage observé dans les Assembl. du Clergé, est qu'aussi-tôt que l'Assembl. est formée par le choix des Présidents & des Officiers, le serment de ne point

Table de la Coll. des P. V.

révéler, soit prêté par tous les Députés généralement, soit debout & *manu ad pedus admord*; &c en cas qu'il y en ait d'absents, lors du serment prêté, ils le prêtent en particulier, la première fois qu'ils viennent à l'Assembl. Le serment est conçu en ces termes.

Nous jurons & promettons de n'opiner, ni de donner avis, qu'il ne soit selon nos consciences, à l'honneur de Dieu, bien & conservation de son Eglise, sans nous laisser aller à la faveur, à l'importunité, à la crainte, à l'intérêt particulier, ni aux autres passions humaines; que nous ne révélerons, ni directement, ni indirectement, pour quelque cause ou considération, ni pour quelque personne que ce soit, les opinions particulières des délibérations, & résolutions prises en la Compagnie, sinon en tant qu'il sera permis en icelle. T. VI, p. 12.

On peut voir sur la prestation du serment, le §. III de chaque Assemblée : on se borne à rapporter ici ce qu'il y a de particulier pour quelques Assembl.

En l'Assembl. de 1567, M. l'Arch. de Sens, Président, avertit tous les Députés de tenir secret tout ce qui seroit proposé, opiné, conclu & arrêté pour les affaires du Clergé, sans en déclarer, ni révéler aucune chose, directement ou indirectement : le serment est prêté en conséquence par tous les Députés avec ces termes : *Per se vel alium, seu alios, directè vel indirectè, quovis quasito colore.* T. I, p. 44, 45.

Le serment est plus amplement expliqué dans l'Assembl. de Melun en 1579 : c'est le même en propres termes, rapporté ci-dessus, & usité dans les Assemblées qui ont suivi. T. I, p. 122.

Dans l'Assembl. de 1585, le serment fut prêté d'une manière plus solennelle, c'est-à-dire, sur les saints Evangelies; & cela, quand il fut question de traiter la grande affaire de l'aliénation, de cent mille écus de rente, portée par la Bulle du Pape. T. I, p. 372.

Aux Etats-Généraux de 1614, le serment est prêté par tous les Députés, à genoux. *Voyez* Etats de 1614, §. III.

En l'Assembl. extraordinaire des Prélats, tenue à Paris à l'Archevêché, pour l'acceptation de la Bulle *Unigenitus*, M. le Cardinal de Noailles, Président, propose à la Compagnie de prêter le serment accoutumé; ce qui est exécuté : les Prélats qui ne s'étoient point trouvés, lors de la prestation du ser-

Gggggg

ment, y satisfont quand ils se présentent à l'Ass. T. VI, p. 1254, 1255.

En l'Assëmb. de 1758, on propose une question, savoir, si le serment obli-geoit au secret vis-à-vis des Prélats qui ne sont pas de l'Assëmbée. M. le Cardinal de Tavanncs, Président, à qui la question avoit été proposée, dit avoir répondu, qu'il croyoit qu'on pouvoit faire part aux Prélats, qui ne sont pas de l'Assëmb., du résultat &c. des décisions de l'Assëmb.; mais non pas des avis particuliers : la Compagnie a unanimement approuvé cette réponse. T. VIII, p. 617.

SERMENT DE FIDÉLITÉ.

I. L'Ass. de 1398, art. 9 de son Cahier, demande la révocation & cessation des Dons & Brevets de serment de fidélité. T. I, P. J. p. 161, 163.

II. Le serment de fidélité peut-il s'étendre aux dignités des Chapitres? *Voyez Dignités, n°. II.*

III. L'Evêque qui a pris possession de son Evêché, peut-il, avant le serment prêté au Roi, exercer la Jurisdiction spirituelle ? Prétention extraordinaire du Chapitre de Soissons à ce sujet. *Voyez Soissons, n°. 2.*

IV. En l'An. de 1690, M. le Président observe, que nos Rois ont toujours bon, que les Prélats leur prêtent le serment de fidélité pour leurs Evêchés d'une manière différente de celle que les Officiers de la Couronne ont coutume de prêter pour leurs charges. T. V, p. 679.

V. L'on a le serment appelé *Juramentum fidelitatis*, ordonné par Jacques I, Roi d'Angleterre, & le *Juramentum Primatus*, introduit par Henri VIII : il ne faut pas les confondre : ils sont rapportés, T. II, P. Just. p. 22. Voyez Angleterre, n°. V.

SERVICE DIVIN.

I. L'Evêque de Vannes avoit changé l'heure d'un Office fondé en son Eglise, parce qu'elle troublait le Service divin : appel contre d'abus de l'Ordonnance par le Chapitre : il est menacé d'excommunication par le Prélat : autre appel comme d'abus de cette menace : Arrêt favorable au Chapitre : l'Assem. de 1610 reçoit la plainte du Prélat, & ordonne la jonction des Agents. T. II, p. 18.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 7 du Cahier de 1635, défend à tous Juges, Seigneurs temporels & autres person-

nes, de s'entremettre de l'ordre du Service divin, changer ou différer les heures du Service ordinaire & accoutumé. Recueil, p. 1388.

Le Lieutenant-Général de Tarbes, sans avoir égard aux Ordonnances que l'Evêque avoit rendues sur le rang que doivent tenir ceux qui font aux Confréries qui vont aux Processions, avoir, par deux Sentences consécutives, décliné d'obéir aux Ordonnances du Prêlat. Arrêt est intervenu au Conseil, qui casse lesdites Sentences, & défend audit Juge de plus s'ingérer à connoître de l'ordre & de l'heure du Service divin. *Rapport d'Agence en l'Assamb. de 1660. T. IV, p. 531.*

II. Honneurs dus à ceux qui sont revêtus de surplis, durant le Service divin, bien qu'ils soient Laïques. Voyez Eglise, §. IV.

III. Chofes néceffaires pour la célébration du Service divin, comme pain, vin, lampe, luminaire, Clerc, linge, &c.; à qui de droit la contribution à ces charges & fournitures. *Voyez* Décimateurs.

SERVICES FUNEBRES.

§. I. Services célébrés par les Ast.

Le sieur Bellanger, Agent du Clergé, meurt pendant l'Assemblée de 1595 : elle députa un de chaque Province pour assister à son convoi. T. I, p. 615.

Durant la même Assemb. plusieurs Services pour des Prélats, auxquels assiste la Compagnie. T. I, p. 611.

L'Assemb. de 1621 tenant, le sieur de Pontaut, Député, meurt : Service ordonné pour lui aux Augustins, aux frais du Clergé, auquel assistent tous les Députés : arrêté que ses héritiers auront la taxe du défunt, jusqu'à la fin de l'Assemb., déduction faite de 300 liv., pour prier Dieu pour lui. T. II, p. 180.

Dans le cours de l'Assemb. de 1625, trois Services ordonnés & célébrés séparément pour trois Députés du second Ordre décédés durant l'Assemb. T. II, p. 164, 165.

Pendant la même Assemblée, M. l'Archev. d'Aix, Député, meurt : Service ordonné conformément à sa qualité : Oraison funebre prononcée par M. l'Archev. de Rouen : Chapelle ardente : Prélats du dehors invités : les taxes dues au défunt payées à ses héritiers pour tout le temps de l'Assemb. T. II, p. 164.

2101

1638. En l'
donné
Dépurer
sans te
autres
que les
sermen
à l'Affe
1639. L'AN
vice so
sœur d
glise d
deux
Sur ce
sant d'
tion, il
M. de
839.

1645. L'Affaire
vice po
été du
Député
invités
caison
rées po
tel : ces
de se m
sont ren
ont eue
jusq. 4

1630. Servi
1630, p
durant
de Mâc
funebre

741.
L'AN
appren
Reims :
lui, au
invités.
d'Embr
Autre
la même
Montm
de Con
de l'Or

1655. Servi
de 1655
Député
vêque
439.

Autre
la même
cini, so
raison t
tauban.

1665. L'Aff
particul
un Servi
Merc A

1628.

En l'Assemb. de 1628, Service ordonné pour M. l'Evêque de Mende, Député; mais sans Chapelle ardente, sans tenture de velours, armoiries, ni autres pompes accoutumées, à cause que ledit Seigneur n'avoit pas prêté le serment, & ne s'étoit encore présenté à l'Assemb. T. II, p. 636.

1633.

L'Assemb. de 1633 ordonne un Service solennel pour la Dame de Brézé, sœur du Cardinal de Richelieu, en l'Eglise des Augustins: l'Archev. de Bordeaux y célèbre la Messe Pontificale. Sur ce qui est remontré, que, s'agissant d'une personne de cette condition, il falloit une Harangue funebre: M. de Nîmes en est chargé. T. II, p. 839.

1643.

L'Assemb. de 1643 ordonne un Service pour M. l'Arch. de Bordeaux, décédé durant l'Assemblée, dont il étoit Député: les Evêques du dehors y sont invités: il survient une difficulté à l'occasion des places particulières préparées pour les Cardinaux auprès de l'Autel: ces Messieurs consentent, enfin, de se mettre à la tête des Prélats: ils sont remerciés de la considération qu'ils ont eue pour le Clergé. T. III, p. 414 jusqu'à 417.

1650.

Services ordonnés par l'Assemb. de 1650, pour deux des Députés, morts durant l'Assemblée; savoir, l'Evêque de Mâcon & le sieur de Vic. Oraison funebre pour le Prélat. T. III, p. 744, 745.

L'Assemb., au moment de se séparer, apprend la mort de M. l'Archev. de Reims: elle ordonne un Service pour lui, auquel les Prélats du dehors sont invités. Oraison funebre par M. l'Arch. d'Embrun. T. III, p. 746.

Autre Service solennel ordonné par la même Assemblée, pour Charlotte de Montmorenci, Princesse Douairière de Condé: l'Evêque de Valence chargé de l'Oraison funebre. T. III, p. 745.

1655.

Service funebre ordonné par l'Ass. de 1655, pour l'Evêque de Chartres, Député: l'Oraison funebre par M. l'Evêque de Montauban. T. IV, p. 438, 439.

Autre Service solennel ordonné par la même Assemb., pour Madame Mancini, sœur du Cardinal Mazarin: l'Oraison funebre par l'Evêque de Montauban. T. IV, p. 439, 440.

1665.

L'Assemb. de 1665 fait faire en son particulier, dans l'Eglise des Augustins, un Service solennel pour la feu Reine-Merc Anne d'Autriche, où l'Evêque

de Mende prononce l'Oraison funebre, que l'Ass. ordonne d'être insérée au Procès-verbal. T. IV, p. 1070, 1071. L'Oraison, P. Just. p. 208 & suiv.

1695.

M. de Harlai, Archev. de Paris, étant mort durant l'Assemb. de 1695, dont il étoit seul Président, l'Assemb. ordonne un Service solennel; mais la Compagnie devant se séparer en peu de jours, & ce temps ne suffisant pas pour les préparatifs de cette pompe, Mrs. les Agents sont chargés de tout disposer, & d'avertir les Prélats & les Députés du second Ordre qui seront encore à Paris, afin qu'ils puissent y assister. M. l'Evêq. de Vabres est chargé de l'Oraison funebre. T. VI, p. 272.

La Commission nommée par l'Ass. de 1695, pour terminer ce qui restoit à faire, fait célébrer le Service solennel pour feu M. l'Archevêq. de Paris: les Prélats du dehors & ceux des Députés qui étoient encore à Paris, y sont invités: tout s'exécute en la manière accoutumée. T. VI, p. 306, 307.

1705.

M. l'Evêque de Valence, député à l'Assemblée de 1705, étant mort durant la tenue de l'Assemblée, elle ordonne un Service funebre, auquel elle invite les Prélats du dehors. Il est dit dans le Procès-verbal, que les Prélats qui n'étoient pas de l'Assemb., avoient pris leurs places dans les mêmes chaires du Chœur, que ceux de l'Assemblée. T. VI, p. 905, 906, 907.

1715.

A la mort de Louis XIV, l'Ass. de 1715 ordonne un Service solennel & une Oraison funebre dans l'Eglise des Augustins: les Prélats du dehors y sont invités: la permission nécessaire pour la Messe Pontificale, l'Oraison funebre & les Absoutes du Service, est demandée à M. l'Archev. de Paris, qui l'accorde: l'Oraison funebre est prononcée par l'Evêque de Châlons. Cérémonial observé dans cette cérémonie. T. VI, p. 1500 jusqu'à 1503.

La même Assemblée célèbre un Service solennel pour M. l'Abbé de la Chapelle, un des Députés: tout s'y passe suivant l'usage: la permission de célébrer est demandée à M. l'Archevêq. T. VI, p. 1509, 1510.

1723.

L'Assemblée de 1723 célèbre un Service solennel pour M. l'Abbé de Saint-Hérem, l'un des Députés: la permission de célébrer est demandée à M. l'Archevêque de Paris, & remise aux Archives: les parents du défunt y sont invités: tout s'y passe suivant l'usage. T. VI, p. 1766 & suiv.

GGGGGG

La même Assemblée célèbre un Service solennel pour M. le Cardinal du Bois, premier Président de l'Assemblée : les Prélats du dehors y sont invités ; ils prennent leurs places dans les chaires du Chœur avec les Prélats de l'Assemblée, suivant l'ordre de leur Sacre : la permission de célébrer est demandée, & remise aux Archives : tout s'y passe *more solito*. T. VI, p. 1769 & suiv.

1765. M. l'Evêq. de Saint-Brieuc, député à l'Ass. de 1765, étant mort durant la tenue de l'Assemblée, elle ordonne & célèbre un Service solennel pour le repos de son ame, où tout se passe avec le cérémonial ordinaire. T. VIII, p. 1601.

La même Ass. en ordonne un pour le repos de l'ame de Mgr. le Dauphin : l'Oraison funebre par M. l'Ev. d'Auxerre : la permission de célébrer & prêcher précédemment demandée. T. VIII, p. 1602 & suiv.

1772. L'Assemblée de 1772 ordonne & fait célébrer un pareil Service pour M. l'Ev. de Lectoure, un de ses Députés. T. VIII, p. 2054, 2055.

§. II. *Services funebres auxquels le Clergé est invité, & où il assiste : contestations survenues à ce sujet.*

1650. Le Roi fait inviter l'Ass. de 1650 au Service solennel que Sa Majesté avoit ordonné pour Madame la Princesse de Condé. M. de Saintot, revêtu comme il est d'usage, précédé de quatre Hérauts vêtus de leurs casques, suivi de vingt-trois Crieurs, fait l'invitation, après avoir pris sa place dans une chaire à bras, vis-à-vis le Président. T. III, p. 745.

1655. L'Ass. de 1655, avertie par le Maître des cérémonies, & invitée par une Lettre du Roi, assiste en corps au Service qui se faisoit à Notre-Dame pour le Roi de Portugal. Le Maître des cérémonies avoit fait l'invitation en la manière accoutumée, & ci-devant décrite. Les Députés étant entrés par la porte de l'Eglise qui est du côté du Cloître, ont été reçus par M. le Grand-Maître, par M. le Maître des cérémonies & par les Hérauts, qui les ont conduits dans le Chœur, où Mrs. les Prélats ont pris leurs places du côté de l'Epître, les plus anciens plus près de l'Autel ; & en même-temps lesdits Grand-Maître, Maître des cérémonies & Hérauts, ayant fait leurs révérences, d'abord à l'Autel, ensuite au Clergé, après

aux Ambassadeurs & aux Cours Souveraines, on a commencé la Messe. T. IV, p. 440, 441.

1665. L'Ass. de 1665 est invitée, avec le cérémonial ordinaire, par une Lettre du Roi, au Service funebre célébré pour le Roi d'Espagne : le Maître des cérémonies lui fait des excuses d'avoir fait ses lemons aux autres Corps, avant que de venir à l'Ass. : Mrs. du Clergé sont conduits par le Maître des cérémonies dans le Chœur, où ils sont arrivés après toutes les Cours Souveraines. T. IV, 1062, 1063.

La même Assemblée est invitée, & avec le même cérémonial, aux deux Services solennels qui devoient se faire, l'un à Saint-Denis, & l'autre à Notre-Dame de Paris, pour la feue Reine-Mere.

L'Assemblée envoie d'abord un des Agents à M. de Saintot, Maître des cérémonies, pour le prévenir, qu'étant le premier Corps de l'Etat, elle ne doutoit pas que, dans les Services pour la Reine-Mere, il ne le conviât le premier, & n'allât le recevoir à la porte des Eglises où se feront lesdits Services ; à quoi M. de Saintot auroit reparti, qu'il ne pouvoit convier Mrs. de l'Assemblée avant le Parlement, ni aller les recevoir à la porte des Eglises, sans ordre exprès de Sa Majesté. La Compagnie, délibération prise par Provinces, jugeant la chose très-importante, résout & arrête de prier M. le Président de se rendre auprès de Sa Majesté, & la supplier de donner un Règlement sur quatre chefs : 1°. que le Clergé sera convié le premier à toutes les cérémonies auxquelles le Parlement & les autres Cours Souveraines seront appelés ; 2°. que le Maître des cérémonies recevra le Clergé à la porte des Eglises & autres lieux où se feront lesdites cérémonies ; 3°. que, dans les Pompes funebres & Services pour les morts, le Clergé sera salué par le deuil, immédiatement après la représentation ; 4°. que le Maître des cérémonies étant maître de son procès-verbal, pourroit y coucher quelque chose à l'occasion des cérémonies qui se sont faites depuis la mort de la Reine-Mere, qui pourroit préjudicier aux droits du Clergé, le Seigneur Président est prié de supplier le Roi de faire voir led. procès-verbal par quelqu'un de ses Ministres.

Le Roi, sur le second chef, déclare positivement, que le sieur de Saintot avoit tort ; qu'il n'y avoit point lieu de

1665.

1670.

2105
forme
le Cler
comp
chef,
sident
dans l
ment
pondu
me il
rang ;
s'étoit
diffère
représe
rent (a
Prélats
vient d
Présidé
il reven
n'y fû
qu'il d
M. l
sur le
procès
la Pom
de la m
lequel
en cette
tation,
& imm
suite au
&c. : d'
Evêque
le Parle
viés les
le proc
Ordre
de Saint
le Parle
Tous
glés en
servés
funebre
Notre-D
La c
Clergé,
ces du d
lement
1670, à
le Duc
sa poss
demand
dit, qu'
monie P
ticulier
vié aux
ou qu'il
une céré
mettre l
le temps
moire d
qué : elle

former la moindre difficulté à recevoir le Clergé aux portes des Eglises, & l'accompagner à sa place. Sur le troisième chef, Sa Majesté demande à M. le Président, si le Clergé n'avoit pas été salué, dans la dernière rencontre, immédiatement après la représentation : il fut répondu, qu'il n'avoit pas été salué comme il devoit l'être, l'ayant été hors de rang ; & sur cela il fit entendre ce qui s'étoit pratiqué précédemment dans différentes cérémonies, où, après la représentation, Mrs. les Cardinaux furent salués, derrière lesquels étoient les Prélats. Sur le dernier chef, le Roi prévient la prière que devoit lui faire M. le Président, en l'assurant que dorénavant il reverroit les procès-verbaux, afin qu'il n'y fût rien inséré que de la manière qu'il doit y être.

M. l'Archev. de Sens fait observer, sur le premier chef, qu'il avoit vu un procès-verbal des cérémonies faites en la Pompe funebre de Louis XIII, écrit de la main de feu M. de Saintot, par lequel il est porté, que le salut fut fait, en cette occasion, d'abord à la représentation, ensuite aux Princes du deuil, & immédiatement après au Clergé, ensuite aux Ambassadeurs, au Parlement, &c. : d'où l'on devoit conclure, que les Evêques étant salués les premiers avant le Parlement, ils devoient aussi être conviés les premiers pour ces cérémonies : le procès-verbal est présenté à S. M. Ordre donné, en conséquence, à M. de Saintot, de convier l'Assemb. avant le Parlement.

Tous ces chefs se trouvant ainsi réglés en faveur du Clergé, ils furent observés exactement aux deux Services funebres célébrés à Saint-Denis & à Notre-Dame. T. IV, p. 1063 & suiv.

1670. La contestation sur le salut fait au Clergé, immédiatement après les Princes du deuil, entre le Clergé & le Parlement, se renouvelle en l'Assemb. de 1670, à l'occasion des funérailles de M. le Duc de Beaufort : le Clergé prouve sa possession d'être salué le premier, & demande d'y être maintenu. Le Roi dit, qu'il ne s'agit point ici d'une cérémonie Royale, mais d'un Service particulier : le Clergé demande d'être convié aux Obsèques de M. de Beaufort, ou qu'il soit déclaré, que ce n'est point une cérémonie Royale. Le Roi fait remettre le Service, pour donner à l'Ass. le temps d'établir son droit : le Mémoire du Parlement lui est communiqué : elle y répond. Le Mémoire & les

réponses sont insérés au Procès-verbal. Outre les réponses du Clergé au Mémoire du Parlement, la Compagnie en présente un à Sa Majesté, où, après avoir exposé en général les honneurs rendus, par écrit, par les Rois, aux Evêques & à leurs personnes, elle prouve, 1°. que le Parlement, en ces cérémonies, ne représente point la personne du Roi ; 2°. qu'il ne peut établir ses avantages au-dessus de ceux du premier Corps du Royaume ; 3°. qu'il ne peut changer l'ordre des cérémonies Royales ; 4°. que la possession du Clergé est suffisamment établie par les révérences observées, pour la première fois, aux Obsèques de Henri II, par ce qui s'est passé à celles du Duc d'Alençon, à celles de Henri IV ; 5°. que les Obsèques de Louis XIII sont la première pompe de nos Rois, où le Parlement ait été salué ; 6°. que les premiers honneurs, dans les Pompes funebres, sont pris du côté de la représentation. T. V, p. 90 & suiv. *Les Mémoires*, P. Just. p. 47 & suiv.

L'Ass. de 1670 est invitée, selon le cérémonial ordinaire, & par deux Lettres particulières de Sa Majesté, aux Services funebres pour M. de Beaufort, à Notre-Dame, & pour Madame la Duchesse d'Orléans, à Saint-Denis : les Prélats du dehors sont invités par Mrs. les Agents aux deux cérémonies. Il se présente une difficulté sur les fonctions d'un Agent, Chanoine de Notre-Dame de Paris. T. V, p. 160 & suiv.

Sur la difficulté concernant l'Agent, Chanoine de Notre-Dame. V. Agents, §. IV, n°. II.

Le Procès-verbal ne fait mention que de l'assistance de l'Assemblée au Service de Madame d'Orléans, à Saint-Denis, où la Compagnie s'est rendue, ayant trouvé à la porte de l'Eglise par où elle est entrée, M. de Rhodes, Grand-Maitre des cérémonies, & M. de Saintot, Maître, par lesquels elle a été reçue, & accompagnée par eux au Chœur de l'Eglise, par la grande porte, pour aller se rendre au lieu qui lui avoit été préparé. T. V, p. 163.

L'Ass. de 1675 est invitée, par une Lettre du Roi, & avec le cérémonial accoutumé, au Service funebre qui devoit se faire à Notre-Dame, pour M. de Turenne. T. V, p. 284, 285.

Celle de 1690 de même, aux Services funebres qui devoient se faire à Saint-Denis & à Notre-Dame, pour Madame la Dauphine : tout s'y passa

1675.

1690.

comme de coutume & au gré du Clergé. T. V, p. 649, 650, 651.

1695.

En 1695, la famille de M. de Harlai, Archev. de Paris, fait faire un Service solennel à Notre-Dame, pour le défunt : elle y invite les Prélats & les Députés de la Commission qu'avoit nommée l'Ass. de 1695, avant de se séparer. Un Evêque & un Agent vont recevoir M. de Thiange & Mrs. de Harlai, pere & fils, qui ont pris place dans trois fauteuils préparés devant le Bureau, M. de Thiange portant la parole, à qui le Prélat Président a répondu : ensuite les Crieurs ont sonné leurs clochettes & fait la proclamation ordinaire. Les Prélats du dehors ont été invités d'assister au Service par Mrs. les Agents ; & la Compagnie s'étant rendue à l'Archevêché, a assisté au Service : ayant été avertie que tous les Corps étoient entrés & placés, Mrs. les Prélats sont sortis deux à deux, Mrs. les Agents les précédant, & ont entré par la porte de la croisée du côté de l'Archevêché, où ils ont été reçus par M. le Marquis de Thiange & par Mrs. de Harlai, qui les ont conduits, par la nef, à travers les Crieurs en haie, sonnant de leurs clochettes, à la grande porte du Chœur, & de-là, par la droite de la représentation, aux places qui leur étoient destinées auprès de l'Autel. La cérémonie étant achevée, ils sont sortis les premiers par la porte du côté de la Sacristie. T. VI, p. 307 & s.

1711.

Le Maître des cérémonies venant inviter l'Assemblée de 1711, au Service funebre de Mgr. le Dauphin, prétend devoir être reçu par un Député du premier Ordre. La Compagnie ayant pris lecture des procès-verbaux des Assemblées précédentes, trouve dans celui de 1705 qu'on lui avoit accordé un fauteuil ; mais qu'il n'avoit point été reçu par un Député du premier Ordre, mais par les Promoteurs. Comme dans l'Assemblée il n'y avoit qu'un Promoteur, elle ordonne que le Promoteur & le Secrétaire iroient au-devant de lui. T. VI, p. 1230, 1231.

Il invite, de la part du Roi, avec le cérémonial ordinaire, la Compagnie, pour assister, tant au Service qui devoit se faire à Saint-Denis, qu'à celui qui devoit se célébrer à Notre-Dame. T. VI, p. 1231, 1232.

Au Service célébré à Saint-Denis, le Clergé, loin d'avoir été reçu avec les honneurs ordinaires, n'avoit pas même trouvé la Salle préparée pour les recevoir : la plainte en est portée au Roi,

qui désapprouve ce qui s'est passé. Lettre de M. de Pontchartrain, à ce sujet, au Cardinal de Noailles, Président. Le Roi, après avoir fait communiquer à M. Desgranges, Maître des cérémonies, le Procès-verbal des Agents, sur ce qui s'étoit passé à Saint-Denis, & avoir eu sa réponse, ordonne à M. Desgranges de se présenter à l'Ass., & de lui faire satisfaction ; ce qu'il exécute. T. VI, p. 1232 & suiv. *Le Procès-verbal des Agents & l'extrait de la réponse*, P. Just. p. 426 & suiv.

A la mort de Louis XIV, l'Ass. de 1715 est invitée, en la forme ordinaire, au Service solennel & funebre qui devoit se célébrer à Saint-Denis : elle y envoie un des Agents, afin de prendre les mesures convenables pour la réception du Clergé : on y convient des places destinées au Clergé, les mêmes qu'il a coutume d'avoir en pareil cas, savoir, dans le Sanctuaire, à côté de l'Epître : l'Assemblée convient de laisser quelques places aux Prélats qui n'étoient point de l'Assemb., & Mrs. les Agents sont chargés de les inviter de se joindre à la Compagnie : elle s'y rend, & y reçoit les honneurs accoutumés. T. VI, p. 1503 jusq. 1508.

1715.

L'Assemblée de 1713 est invitée, au nom du Roi, par M. Desgranges, Maître des cérémonies, [le Grand-Maître absent,] au Service funebre qui devoit se faire à Notre-Dame, pour le Cardinal du Bois : on accorde le fauteuil à M. Desgranges ; mais il n'est reçu que par deux Députés du second Ordre, bien qu'il demandât de l'être par un Prélat : il fait l'invitation en la forme ordinaire : la Compagnie assiste au Service, & reçoit les honneurs accoutumés. T. VI, p. 1771 jusq. 1775.

1713.

M. le Cardinal de Noailles se plaint à l'Assemblée, de ce que M. Desgranges, Maître des cérémonies, n'étoit pas venu le prendre à la Sacristie, pour l'avertir qu'il étoit temps de commencer la Messe, & prie la Compagnie de prendre là-dessus une délibération. Députation nommée pour ce sujet, vers M. le Duc d'Orléans. S. A. R. paroit entrer dans les raisons du Clergé, & lui fait espérer un succès favorable.

Semblable plainte de M. l'Archev. de Vienne, nommé par Sa Majesté, pour le Service de l'Anniversaire du feu Roi, à Saint-Denis. L'Assemb. résout de faire de nouvelles instances auprès de S. A. R., & lui fait une nouvelle députation.

Re
qui p
mon
dre d
rémo
pour
l'ordr
averti
& le c
d'abse
des c
Chœur
tir. T.
Le
servi,
mes p
l'Arch
donne
des ex

1715.

Aut
Février
chesse
le Cler
difficul
pour ve
cristie,
Régent
M. Des
nies, de
M. Des
adressé,
nis, M.
fusa ab
tie, &
cérémon
rendre d
le Duc
lur que
Clergé,
part, s'
cût que
avertir.
Le Régl

1714.

Relat
de Saint
M. le I
gent du
1, 2, 3,

1714.

Relat
de Notre
pour Lou
mort à
VII, P.

1715.

Procès
29 Janvi
Dame,
tor-Amé
P. J. p.

1745.

En 17
tis, par
de Dreux

Règlement obtenu en conséquence, qui porte, que, dans toutes les cérémonies Ecclesiastiques, faites par ordre de S. M., le Grand-Maître des cérémonies, demeurant dans le Chœur pour avoir l'œil à ce que tout soit dans l'ordre, le Maître des cérémonies ira avertir à la Sacristie, le Prélat officiant, & le conduira jusqu'à l'Autel; & en cas d'absence du Grand-Maître, le Maître des cérémonies, demeurant dans le Chœur, l'Aide des cérémonies ira avertir. T. VI, p. 1775 & suiv. P. J. p. 751.

Le Maître des cérémonies s'étant servi, en cette seconde occasion, de termes peu convenables, en parlant à M. l'Arch. de Vienne, S. A. R. promet d'ordonner à M. Desgranges d'aller faire des excuses à ce Prélat. T. VI, p. 1577.

1723. Autre Service à Saint-Denis, le 5 Février 1723, pour Madame la Duchesse Douairière d'Orléans, auquel le Clergé est invité par S. M. Sur la difficulté du Maître des cérémonies, pour venir avertir le Célébrant à la Sacristie, & le conduire à l'Autel, M. le Régent avoit donné ordre par écrit à M. Desgranges, Maître des cérémonies, de s'acquitter de ce devoir; mais M. Desgranges, à qui l'ordre étoit adressé, n'étant pas venu à Saint-Denis, M. de Dreux, Grand-Maître, refusa absolument de venir à la Sacristie, & envoya seulement un Aide des cérémonies. Les Prélats arrêterent de rendre compte de cette difficulté à M. le Duc de Chartres présent, qui voulut que, sans préjudice des droits du Clergé, & avec protestation de leur part, s'ils jugeoient à propos, il n'y eût que l'Aide des cérémonies qui fût avertir. T. VI, P. Just. p. 684 & suiv. *Le Règlement*, P. J. p. 751.

1724. Relation du Service fait en l'Abbaye de Saint-Denis, le 4 Février 1724, pour M. le Duc d'Orléans, ci-devant Régent du Royaume. T. VII, P. Just. p. 1, 2, 3, 4.

1724. Relation du Service fait en l'Eglise de Notre-Dame, le 15 Décembre 1724, pour Louis I, du nom, Roi d'Espagne, mort à Madrid, le 30 Août 1724. T. VII, P. J. p. 5, 6, 7.

1733. Procès-verbal du Service célébré, le 29 Janvier 1733, en l'Eglise de Notre-Dame, pour le repos de l'ame de Victor-Amédée, Roi de Sardaigne. T. VII, P. J. p. 345.

1743. En 1743, Mrs. les Agents sont avertis, par une Lettre de M. le Marquis de Dreux, Grand-Maître des cérémo-

nies, qu'il seroit fait, par ordre du Roi, un Service solennel dans l'Eglise de Notre-Dame, pour feu M. le Cardinal de Fleuri: les Agents invitent, de la part du Roi, les Prélats qui étoient à Paris: au jour marqué ils s'assemblent à l'Archevêché, & tout se passe comme de coutume. T. VII, P. J. p. 509.

L'Assemb. de 1755 assiste au Service fait aux Théatins, pour le repos de l'ame de feu M. l'ancien Evêque de Mirrepeix. T. VIII, p. 605.

Le Roi fait inviter l'Assemblée de 1765, au Service qui devoit se faire en l'Eglise de Notre-Dame, pour le feu Roi de Pologne Stanislas: l'invitation est faite par M. le Grand-Maître des cérémonies, en la manière accoutumée: la Compagnie y assiste, & tout s'y passe suivant l'usage. T. VIII, p. 1603.

L'Assemb. de 1770, invitée par billets particuliers, assiste au Service funebre célébré pour le repos de l'ame de feu M. l'Evêque de Langres. T. VIII, p. 1918.

SFONDRAT. [CARDINAL DE]

Ce Cardinal avoit publié un Ouvrage, intitulé: *Nodus prædestinationis dissolutus*. En l'année 1700, il paroît un Livre qui a pour titre, *Augustiniana Ecclesia Romana Doctrina à Cardinalis Sfondrati nodo extricata per varios S. Augustini Discipulos*. Ce Livre étoit dédié à l'Assemb. du Clergé qui tenoit alors: c'est un recueil de pieces différentes: la premiere de ces pieces est la Lettre des cinq Evêques au Pape, savoir, de Mrs. de Reims, de Paris, de Meaux, d'Arras & d'Amiens: la deuxieme piece est le Bref du Pape Innocent XII, en réponse à la Lettre des cinq Prélats: tout cet Ouvrage ne respire que le venin des cinq propositions de Jansénius, & M. l'Archevêque de Reims le dénonce comme tel à l'Assemb. de 1700. T. VI, p. 473, 474, 475.

SIGNATURES DE ROME.

Voyez Provisions de Cour de Rome.

SIMONIE ET CONFIDENCE.

§. I. Propositions condamnées par l'Assemblée de 1700.

Non est contra justitiam Beneficia Ecclesiastica non conferre gratis, quia Collator conferens illa Beneficia Ecclesiastica, pecuniâ interveniente, non exigit illam pro collatione Beneficii, sed ve-

1755.

1765.

1770.

lui pro emolumento temporalis, quod iibi conferre non tenebatur.

DARE temporale pro spirituali non est simonia, quando temporale non datur tanquam pretium, sed duntaxat tanquam motivum conferendi, vel efficiendi spirituale; vel etiam quando temporale fit solum gratuita compensatio pro spirituali, aut è contrà.

ET id quoque locum habet, etiam si temporale fit principale motivum dandi spirituale, imò etiam si fit finis ipsius rei spiritualis, sic ut illud pluris aestimetur quàm res spiritualis.

Haë propositions temerariæ sunt, scandalosæ, perniciosæ, erronæ, hæresim simoniacam, sacrâ Scripturâ, Canonibus & Pontificiis Constitutionibus reprobata, mutato tantum nomine per fallacem mentis, sive intentionis directionem, inducunt. T. VI, P. Just. p. 205, 206.

§. II. Règlements & Délibérations des Assemblées du Clergé contre la simonie.

Plusieurs Assemblées du Clergé ont cherché par toutes sortes de moyens à bannir la simonie & la confidence. Voyez Réformation, §. I.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans, en 1560, art. 43 du Cahier, supplie S. M. d'exhorter les Prélats de ne bailler le spirituel de leurs Bénéfices à titre de ferme, & aussi que, sous prétexte de leurs baux, les collations & présentations des Bénéfices ne soient comprises, pour éviter aux simonies. Recueil, p. 936.

L'art. 5 du Cahier présenté au Roi Charles IX, & autorisé en 1574, par Lettres-Patentes, porte, que les Bulles de Pie IV & de Pie V, contre la confidence, soient exécutées, sous les peines y contenues. Recueil, p. 971.

Même disposition du Cahier des Etats de Blois en 1577. Recueil, p. 1004, 1005.

Le Cahier du Roi envoyé aux mêmes Etats de Blois, porte, qu'il sera procédé par les Juges Royaux contre les Simoniaques & les Médiateurs. T. I, P. Just. p. 48.

L'Assemb. de Melun, le 22 Décembre 1579, a fait & arrêté une Déclaration solennelle contre les Simoniaques, les Confidentiaries & les Pensionnaires illicites: elle les déclare mercenaires & larrons, & partant indignes d'être reconnus & reçus entre les

Ecclésiastiques, comme légitimes Ministres, étant d'ailleurs excommuniés de droit, & spécialement les Confidentiaries, ensemble ceux qui en tirent les profits, & à qui ils prêtent leur nom, par les Bulles de Pie IV & de Pie V, sur ce faites. La même Déclaration porte, que dorénavant tous ceux qui seront pourvus de Bénéfices, à la nomination du Roi, présentation des Patrons Laïques, ou autrement, soit Archevêques, Evêques, Abbés, &c., seront astreints à faire serment, déclarer & jurer qu'ils n'y sont parvenus par simonie, & qu'ils ne tiennent lesdits Bénéfices en garde, ou confidence de personne, ni aussi à constitution de pension, si ce n'est qu'elle soit approuvée de N. S. P. le Pape, &c. T. V, P. J. p. 126 & suiv.

Il fut rapporté à l'Assemb. de 1585, que la publication des Bulles de Pie IV & de Pie V, contre les Simoniaques & les Confidentiaries, étoit refusée par Mrs. les Gens du Roi: la Compagnie remet à en parler. T. I, p. 367.

En l'Ass. de 1585, le Promoteur fait lecture de la Déclaration faite en l'Ass. de Melun contre les Confidentiaries, Pensionnaires illicites & Simoniaques. La Compagnie juge que cette Déclaration, non-seulement devoit être réitérée & confirmée, mais aussi qu'il devoit être juré de la garder & observer inviolablement: ce qui est fait sur le champ par tous les Députés, en mettant la main *ad pectus*: il est ordonné aux Agents de faire imprimer ladite Déclaration, avec l'acte dudit renouvellement, & de l'envoyer aux Diocèses. T. I, p. 405, 406.

En l'Assemblée de 1595, la même Déclaration est lue & de nouveau approuvée; & parce que le mal, dit-on, va toujours en augmentant, tant aux Bénéfices consistoriaux auxquels le Roi présente au Pape, qu'aux collatifs auxquels les Ordinaires pourvoient, l'Ass. résout de supplier le Roi, tant verbalement, que par le Cahier, qu'il lui plaise de ne nommer aux Bénéfices que selon ce qui est porté par le Concordat; lesquels nommés seront tenus de prêter serment, &c., & en outre, qu'il plaise à S. M. d'ordonner que la Bulle du Pape Sixte V, contre les Simoniaques & Confidentiaries soit reçue & publiée; admonétant les Supérieurs Ecclésiastiques de faire diligemment informer & procéder par leurs Officiaux & Promoteurs, contre lesdits Simoniaques

Simon
P. 37
P. 15
La
vellée
T. I
Et
de 16
soit pr
suivan
P. 17
La
l'Assen
fi quel
Juges
partien
tenir l
pourvu
incon
II, P.
La
de 16
contre
ques e
tenus
leurs b
renvoy
Il p
rifant
Clergé
force c
Remon
tance
joigne
avait i
envoie
départ
plicati
M. l'A
dres qu
tion de
P. 143

§. III.

On
1770,
Dijon
tient e
gni, D
de ce
tenu p
charge
faire se
au mai
Tribun
de la si

Simoniques & Confidentiaries. T. I, p. 571. *L'Article du Cahier*, P. Just. P. 157.

La précédente disposition est renouvelée dans le Cahier de 1598, art. 10. T. I, P. J. p. 163.

Et dans l'art. 10 du Cahier de l'Ass. de 1600; à quoi il est répondu, qu'il soit procédé contre les Confidentiaries, suivant les Ordonnances. T. I, P. Just. P. 175.

La réponse du Roi, au Cahier de l'Ass. de 1610, art. 7, porte, que si quelqu'un est convaincu pardevant les Juges auxquels la connoissance en appartient, d'avoir commis simonie, ou de tenir Bénéfices en confidence, il sera pourvu audit Bénéfice comme vacant, incontinent après le Jugement donné. T. II, P. J. p. 2.

La Chambre Ecclésiastiq. aux Etats de 1614, demande qu'il soit procédé contre les Confidentiaries & Simoniques extraordinairement, qu'ils soient tenus à restitution des fruits, ainsi que leurs héritiers, & l'exécution du tout renvoyée aux Ordinaires. T. II, p. 143.

Il paroît un Arrêt du Conseil favorisant la confidence : la Chambre du Clergé aux mêmes Etats, s'élève avec force contre cet Arrêt : elle résout des Remontrances : elle demande l'assistance des autres Chambres, qui se joignent à elle. Comme M. le Prince avoit intérêt à l'Arrêt, le Clergé lui envoie une députation : le Prince se départ de l'Arrêt, & se joint aux supplications des Etats. Remontrances de M. l'Archev. de Lyon, sur les désordres qui se commettent à la nomination des Bénéfices consistoriaux. T. II, p. 143 jusqu'à 147.

§. III. Compétence des Juges d'Eglise sur la simonie.

On rend compte à l'Assemblée de 1770, d'un Arrêt du Parlement de Dijon, du 23 Février 1770, qui maintient en possession du Prieuré de Bragni, Diocèse d'Autun, le Résignataire de ce Bénéfice, accusé de l'avoir obtenu par des voies simoniaques. L'Ass. charge Mrs. les Agents, lorsque l'affaire sera portée au Conseil, de veiller au maintien & à la compétence des Tribunaux Ecclésiastiques, sur le fait de la simonie. T. VIII, p. 1817, 1818.

SISTERON.

1548.

1°. Les Commissaires qui avoient Table de la Coll. des P. V.

fait le département de 1516, y avoient compris 22 Bénéfices, qui ne sont point situés dans le Diocèse de Sisteron, & n'y ont aucun bien. En 1548 y ayant été compris de nouveau, le Diocèse se pourvut en la Chambre des Comptes, & obtint Arrêt qui réformoit le département de 1516; néanmoins en 1561, lesdits Bénéfices se trouvent encore compris dans le département fait alors. Le Diocèse se pourvut à l'Ass. de Melun, qui ordonne que l'Arrêt sortira son effet, sans restitution toutefois des arrérages : enfin, le Diocèse se retire vers l'Ass. de 1606, qui s'entient au Jugement de celle de Melun. T. I, p. 770, 771.

2°. Différend entre les Diocèses de Gap & de Sisteron, sur l'imposition de certains Bénéfices situés au Diocèse de Gap, renvoyé par l'Ass. de 1665 à la Chambre Souveraine d'Aix. *Voyez* Gap.

3°. Arrêt du Conseil d'Etat en 1695, pour les Collèges & Ecoles de Sisteron. *Voyez* Ecoles.

4°. Affaire de l'Evêque de Sisteron, contre le Président Coriolis; ledit Prélat condamné en 1700 par le Parlement d'Aix, à être admonété. *Voyez* Evêq. §. XI, n°. VII.

5°. Autre affaire de l'Evêque de Sisteron, contre le Commandeur de Manosque, pour les honneurs dans l'Eglise : intérêt qu'y prend l'Ass. de 1740. *Voyez* Malte, §. II, an. 1740.

SOISSONS.

1°. L'Evêque de Soissons est Doyen & premier Suffragant de la Province de Reims. T. VII, p. 20.

2°. L'Evêque de Soissons étant décedé, M. son Coadjuteur prend de nouveau possession de son Evêché; mais ayant voulu exercer sa Jurisdiction spirituelle, le Chapitre prétend qu'il ne le pouvoir, qu'après qu'il auroit prêté son serment au Roi. L'Assemblée de 1655 juge cette prétention extraordinaire & sans fondement, & prie M. l'Evêque de Châlons d'en écrire au Chapitre. T. IV, p. 197.

3°. Les Religieux Prémontrés de l'Abbaye du Val-Chrétien, refusent l'entrée de leur Eglise à l'Evêque de Soissons, qui s'en plaint à l'Ass. de 1660. *Voyez* Prémontrés.

4°. En l'Ass. de 1725, rapport de M. l'Evêque de Soissons, d'un Arrêt par lui obtenu, contre deux Religieux Feuillants établis dans un petit Couvent de leur Ordre en son Diocèse. Hhhhh

1665.

1695.

1700.

1740.

1655.

1660.

1725.

se, qui avoient changé les cérémonies de l'Eglise dans la célébration de la Messe. *Voyez* Feuillants, §. II.

1755.

5°. Maisons Canoniales du Chapitre de Soissons assujetties aux droits de contrôle & de demi-centième de nier, dont est fait plainte en l'Assemblée de 1755. *Voyez* Maisons.

SOLDATS INVALIDES.

Le Roi Louis XIII donne un Edit portant érection d'une Comma d'erie, sous le nom & titre de Saint-Louis, pour l'entretien des Soldats estropiés : cet Edit est jugé très-préjudiciable au Clergé, attendu que c'étoit sur lui qu'on vouloit en prendre les fonds. L'Assemblée de 1635 prie M. le Cardinal de Richelieu de l'assister de sa faveur auprès du Roi, pour en obtenir la révocation, & en même-temps l'Assemblée cherche des expédients non préjudiciables au Clergé, pour donner satisfaction au Roi sur ce sujet : on promet à l'Assemblée une Déclaration révocative de l'Edit. T. II, p. 741 & suiv. Sur cet article, *Voyez* Oblats.

SORBONNE ET FACULTÉ DE THÉOLOGIE.

§. I. Collège & Maison de Sorbonne.

I. En l'Assemblée de 1608, sur la Requête de Mrs. du Collège de Sorbonne, à ce qu'il plût à la Compagnie de les assister de quelques sommes, pour rebâtir leurs Ecoles qui tombent en ruine, il est arrêté qu'il leur sera donné 1500 liv. T. I, p. 811.

II. Mrs. les Prieurs de Sorbonne sont dans l'usage d'inviter les Assemblées du Clergé à la première ou dernière Sorbonnique, lorsque le Clergé est assemblé à Paris : après que l'audience a été demandée, & que le jour a été donné pour saluer la Compagnie, le Prieur de Sorbonne se présente, entre dans la salle, revêtu de son habit de Bachelier, prend place devant le Bureau, sur une chaise à dos qui lui est présentée, & les Bacheliers qui l'accompagnent en grand nombre, se tenant debout & découverts derrière le Bureau; le Prélat Président fait couvrir M. le Prieur, qui supplie l'Assemblée par une Harangue latine, à laquelle M. le Président répond aussi en Latin. *Infra*.

M. l'Abbé Colbert, Prieur de Sorbonne, devant prier l'Assemblée de 1655, d'honorer de sa présence l'ouverture des Sorbonniques, la supplie de lui per-

mettre de parler assis & couvert; ce que la Compagnie lui accorde, pour témoigner la considération qu'elle fait de la Maison de Sorbonne. T. IV, p. 431.

En l'Assemblée de 1701, même invitation par le Prieur de Sorbonne, au discours qu'il devoit prononcer à l'ouverture des Sorbonniques. T. VI, p. 656, 657.

En l'Assemblée de 1705, même invitation de la part du Prieur : le Religieux Cordelier qui devoit soutenir la première Sorbonnique, supplie aussi l'Assemblée de lui permettre de dédier sa Thèse au Clergé : elle y consent & assiste, tant au discours du Prieur, qu'à la Thèse du Cordelier : le Prieur avoit parlé dans l'Ass. assis, & le Religieux debout & découvert. T. VI, p. 894, 895.

Le Discours du Prieur en cette occasion, fut blâmé, au sujet de ce qu'il avoit dit de la Censure faite par le Clergé en 1700 : le Doyen, le Syndic & six anciens Docteurs se présentèrent à l'Ass., pour témoigner le déplaisir de la Faculté, de la témérité & de l'impudence du Prieur, qui fut obligé de faire réparation à l'Assemblée du *Primé mensis*. Il fut ordonné à cette occasion par la Faculté, que dorénavant les Prieurs seroient obligés de montrer leur Harangue à leur Grand-Maître. T. VI, p. 895, 896.

Autres exemples d'invitation au discours des Sorbonniques, en l'Assemblée de 1730. T. VII, p. 1199.

En l'Ass. de 1735, T. VII, p. 1514.

En l'Ass. de 1745, T. VII, p. 2109.

En l'Ass. de 1750, T. VIII, p. 418.

En l'Ass. de 1765, T. VIII, p. 1600.

En l'Ass. de 1770, T. VIII, p. 1916.

En l'Ass. de 1772, T. VIII, p. 2053.

En l'Ass. de 1775, T. VIII, p. 2604.

§. II. Faculté de Théologie de Paris.

I. M. l'Archev. de Bourges, en l'Ass. de 1585, dans une Remontrance qu'il fait au Roi, appelle la Faculté de Théologie de Paris, le *Conseil ordinaire de l'Eglise Gallicane*. T. I, p. 308.

II. Dans cette même Ass. il est arrêté, que la Faculté de Théologie sera consultée sur la forme de profession de Foi, suivant laquelle on recevra les Hérétiques convertis. *Voyez* Hérétiques, n°. I.

III. Sur la délibération de la Faculté de Théologie, touchant la matière des cinq Propositions de Jansénus, vers

1650; tion pr
Propos
sa pers
n°. I. A

IV.

ris, dis
de l'Ass
sans co
plus cé
fession d
tien, ...
sur l'éc
du Pap
quelque
leurs T
tions c
présent
nommé
articles
glise &

Sur c
Théolo

A l'é
cette Fa
la Décla
position
Roi qui

V. L
du Cler
Censure
Théolo
doctrin

VI. L

1685, q
que les
retirass
de rece
faire leu
pouvoir
de la Fa
les Pré
de se re
à Paris
dans leu
la chose
Mrs. les
duite. T

VII.

dience
M. le D
Docteur
pagnie
Présiden
chacun
chures
titre :
Parisien
Papa C
genicus
mandan

1650; & sur la Censure & Condamnation prononcée par elle, contre deux Propositions de M. Arnaud & contre sa personne. *Voyez* Religion, §. III, n°. 1. Arnaud.

IV. La Faculté de Théologie de Paris, disoit M. Coquelin, Promoteur de l'Ass. de 1682, ce Corps, qui est, sans contestation, le plus illustre & le plus célèbre de tous ceux qui font profession d'érudition dans le monde Chrétien, ... se trouva obligée de s'expliquer sur l'étendue & les bornes de l'autorité du Pape, le 8 Mai 1663, voyant que quelques Particuliers inféroient dans leurs Theses publiques des Propositions contraires à nos maximes : elle présenta au Roi, par M. de Péréfixe, nommé à l'Archevêché de Paris, six articles, qu'elle crut importants à l'Eglise & à l'Etat. T. V, p. 418, 419.

Sur ces six articles de la Faculté de Théologie. *Voyez* Pape, §. I.

A l'égard de ce qui s'est passé dans cette Faculté, pour l'enregistrement de la Déclaration des quatre fameuses Propositions du Clergé, & de l'Edit du Roi qui la confirme. *Voyez* Pape, §. II.

V. Les Procès-verbaux des Assemb. du Clergé font mention de quelques Censures doctrinales de la Faculté de Théologie de Paris. *Voyez* Censures doctrinales, n°. 1, XV, XVI, XIX.

VI. La Faculté représente à l'Ass. de 1685, que plusieurs Evêques vouloient que les Bacheliers de cette Faculté se retirassent dans leurs Séminaires, avant de recevoir les Ordres nécessaires pour faire leurs Theses de Licence; ce qui ne pouvoit s'accorder avec les réglemens de la Faculté; qu'aini elle prioit Mrs. les Prélats d'ordonner à ces Bacheliers de se retirer dans les Séminaires établis à Paris, le même temps qu'ils feroient dans leurs Diocèses. L'Assemb. a trouvé la chose fort raisonnable, & a exhorté Mrs. les Evêques de suivre cette conduite. T. V, p. 618.

VII. La même Faculté demande audience à l'Ass. de 1730, & l'obtient. M. le Doyen, accompagné de plusieurs Docteurs, après avoir harangué la Compagnie, & que M. l'Archev. de Paris, Président, lui eut répondu, présenta à chacun de Mrs. les Députés, deux Brochures imprimées, dont l'une a pour titre : *Acta & Decreta sacra Facultatis Parisiensis, super Constitutione S. D. N. Papa Clementis XI, qua incipit Unigenitus, observanda & executioni mandanda*; & l'autre, Très-humbles

Supplications présentées au Roi par la Faculté de Théologie de Paris, au sujet d'un Arrêt rendu par le Parlement, le 17 Mai 1730, & la Lettre de M. le Comte de Maurepas, écrite en réponse, par ordre de Sa Majesté. T. VII, p. 1059 jusqu'à 1062.

VIII. Les exercices de la Faculté de Théologie ayant été suspendus pendant quelques années, à cause des troubles de l'Eglise, l'Ass. de 1755 en fait un des articles de ses Remontrances au Roi : celle de 1758 en use de même. *Voyez* Religion, §. XI, an. 1755, 1758.

SOULE

PAYS de Soule, qui comprend 70 Paroisses en Basque, au Diocèse d'Oléron. *Voyez* Oléron. Béarn.

SOUVERAINS.

I. DÉCRET du Concile de Constance, concernant la sûreté des Rois, renouvelé aux Etats de 1614, & inséré au Cahier. T. II, p. 161, 162.

La Chambre Ecclésiastique, en fait faire la traduction, & l'envoie ainsi traduit aux autres Chambres, avec le Jugement du Pape contre le Livre de Bécán : le tout pour assurer & établir la saine Doctrine sur la sûreté de la personne sacrée des Rois, & sur la conservation de leur autorité. L'Université de Paris, & particulièrement la Faculté de Théologie de Paris, ne s'élève pas moins fortement contre le Livre de Bécán, & contre toutes maximes contraires à la sûreté des Rois. T. II, p. 182 & suiv.

II. M. Coquelin, un des Promoteurs de l'Assemb. de 1682, dans son rapport ou requisitoire, établit avec force l'obéissance due aux Souverains, leur autorité indépendante de toute autre, en ce qui concerne le Temporel, le suffrage de tous les siècles, & des plus saints Papes eux-mêmes en faveur de cette vérité : il propose sur cette matière le Jugement doctrinal de la Faculté de Théologie de Paris, ou sa Déclaration, du 8 Mai 1663, contenu en six propositions. Il supplie l'Assemb. de changer ce Jugement doctrinal en une décision de l'Eglise Gallicane. Je fais, ajoute-t-il, qu'il y en a qui appréhendent que la décision de ces articles ne soit un obstacle à la paix, & qu'elle n'apporte quelque diminution à l'autorité même spirituelle que l'Eglise doit conserver sur les Princes Chrétiens : il s'attache à prouver qu'il en arrivera tout le contraire. T. V, p. 407 & f.

Hhhhhh 2

L'autorité des Rois, par rapport au Temporel, est indépendante de l'autorité du Pape & même de l'Eglise : sentiment du Clergé de France sur cet article, prouvé & établi solidement dans l'Assemb. de 1681. Suite de cette affaire. *Voyez* Pape, §. II.

III. Sur l'autorité des Souverains & de leurs Juges en matière de Foi & de discipline. *Voyez* Doctrine, Jurisdiction.

IV. A l'égard des droits du Roi concernant la nomination des Bénéfices. *Voyez* Bénéfices.

V. L'on a le serment appelé *Juramentum fidelitatis*, ordonné par Jacques I, Roi d'Angleterre, & le serment appelé *Juramentum Primatus*, introduit par Henri VIII. Il ne faut pas les confondre. *Voyez* Angleterre, n°. V.

SPOGLIO. [DROIT DE]

PAR le droit de Spoglio, prétendu par les Papes, ou la Chambre Apostolique, on entend la dépouille des défunts, ou autrement la perception des biens délaissés par les Ecclésiastiques & Bénéficiers décédés; c'est ce qu'on appelle parmi les Religieux *cotte-morte*.

M. Chéron, dans son rapport fait à l'Ass. de 1681, fait là-dessus les observations suivantes : 1°. il y a eu diverses Loix faites par l'Eglise sur ce sujet; les Etats mêmes & les Parlements ont eu des usages différents. Dans les premiers temps, les Ecclésiastiques ayant renoncé à leurs biens patrimoniaux, ne pouvoient faire aucun testament; l'Eglise profitoit de tous les biens qu'ils laissoient après leur mort : en d'autres temps, les Evêques & les Ecclésiastiques ayant gardé leurs biens patrimoniaux, ou en ayant acquis, ils ont eu le pouvoir d'en disposer par testament; & n'en disposant point, ils appartenoient aux Eglises : en d'autres temps, l'Eglise a ordonné que l'on conserveroit les biens des Evêques & des Bénéficiers décédés à leurs successeurs : quelques Métropolitains ayant voulu prétendre la dépouille de leurs Suffragants, le VI^e Concile-Général le leur défend; l'Evêque successeur étoit cependant obligé d'en disposer au profit de l'Eglise Cathédrale, des Ecclésiastiques qui y desservioient, & des pauvres des lieux : c'est encore ce que l'on voit déterminé par une Bulle d'Innocent IV. Depuis on n'a pas remarqué que les Conciles aient ordonné la disposition que les Evêques devoient faire de ces biens.

Après ces observations, M. Chéron revient au droit de Spoglio. Nous ne voyons point, dit-il, jusqu'à Innocent IV, que les Papes se soient attribué ou aient attribué à la Chambre Apostolique, les biens des Evêques ou des Bénéficiers décédés dans les autres Diocèses. Ce Pape est le premier qui, par une Bulle, ait ordonné, que dorénavant les biens des Clercs décédant *ab intestat*, appartiendroient au Pape. Cette Bulle fut révoquée peu de temps après, sur les instances des Cardinaux. Origine plus probable, ajoute M. Chéron, dudit droit pendant le schisme d'Urbain VI & de Clément VII; depuis on a les Constitutions des Papes Paul III, Pie IV, Pie V & Paul V, sur le droit de Spoglio. De quelque manière qu'il ait été établi, il a été défendu, par Charles VI, dans son Edit de 1406, dans le Concile de Pise, dans celui de Constance, dans un Edit de Louis XI. Depuis ce temps, quelques efforts que les Papes aient faits d'établir ce droit en France, ils n'ont pu y réussir. Ils ne laissent pas cependant d'user de ce droit, pour les biens que les Bénéficiers de France ont dans le Comtat d'Avignon & pays adjacents.

M. Chéron termine son rapport, en observant que ce droit de Spoglio est beaucoup plus onéreux à l'Eglise, que le droit de Régale. Ce dernier, depuis la Déclaration de Louis XIII, ne tourne point au profit du Roi; Sa Majesté conserve tous les fruits au futur successeur; & par la désignation de Louis XIV, il y en a une grande partie pour les pauvres; au contraire, le Spoglio est tout à la Chambre Apostolique, sans réserve quelconque. T. V, p. 404 jusqu'à 407.

Sur le droit de Spoglio prétendu sur les Evêchés de Provence, notamment sur celui de Vence, pour les biens dépendants de ces Evêchés & situés dans le Comtat. *Voyez* Grasse. Provence, §. I.

SPOLIATIONS.

I. Le Roi, par sa réponse aux articles 6 & 7 du Cahier de l'Assemb. de Poissy, déclare, qu'après que, par les Juges Royaux aura été faite vérification des biens qui auroient été pris & ravés en quelque Eglise ou Bénéfice, sous prétexte de la Religion, en ce cas, les Bénéficiers seront déchargés de la cotte à quoi ils sont cotisés pour la subvention, au prorata desdites spoliations. Recueil, p. 963.

L'A
testati
la veu
décim
Ordon
dans l
lemme
contre
elle p
l'autre
part d
bonne
fices q
obtien
Déput
d'impo
somme
cotisés
violen
Lettre
Substit
xerre,
teurs d
sant d
est por
les Ag
les Dé
voudr
compte
fera m
trains
Bénéfici
se trou
à la rec
Agent.
1551.
L'A
pour n
nir au
cher q
tenus d
confér
tel-de-
les Dép
glements
1581 &
nouveau
lequel
d'obten
635, 6
trouve
T. VII
1619. Sur
ges, au
cese de
tions c
de 161
fera so
non-jo
mément
seront

1584.

L'Ass. de 1584, au sujet d'une contestation entre le Diocèse d'Auxerre & la veuve du Receveur particulier des décimes, pour ses comptes, rend une Ordonnance sur les non-valeurs, & dans le cas où les Bénéfices sont violemment occupés par des personnes contre lesquelles on n'ose exploiter elle porte, que, lorsque dans l'un & l'autre de ces cas, il apparaitra, de la part des Receveurs, les dilatoires être bonnes & valables, s'il s'agit de Bénéfices qui sont sans revenu, les Agents obtiendront Lettres, par lesquelles les Députés du Diocèse seront obligés d'imposer sur eux, au sol la livre, les sommes auxquelles lesd. Bénéfices sont cotisés; & par rapport aux Bénéfices violemment occupés, ils obtiendront Lettres, par lesquelles sera mandé, au Substitut du Procureur-Général à Auxerre, de poursuivre les violents détenteurs desdits Bénéfices, & autres refusant de payer les décimes, ainsi qu'il est porté par le Règlement obtenu par les Agents le 5 Décembre 1582; & où les Députés du Diocèse d'Auxerre ne voudroient procéder à l'audition des comptes, & au département qui leur sera mandé être fait, ils seront contraints par saisie du temporel de leurs Bénéfices, au paiement des sommes qui se trouveront être dues par le Diocèse à la recette générale; & pour ce, les Agents obtiendront Lettres. T. I, p. 255, 256.

1598.

L'Ass. de 1598 recherche les moyens pour mettre quelque bon ordre à l'avenir au paiement des décimes, & empêcher que les deniers ne soient pris, retenus ou retardés. Là-dessus plusieurs conférences entre les Députés de l'Hôtel-de-Ville, les Srs. Commissaires & les Députés de l'Assemb. : des deux Règlements pour les décimes, dressés en 1582 & 1596, on en compose un tout nouveau, adopté généralement, pour lequel on convient, de part & d'autre, d'obtenir un Edit confirmatif. T. I, p. 635, 636, 637. *Le Règlement ne se trouve que dans les Mémoires du Clergé.* T. VIII, p. 788.

1619.

Sur la Requête du Syndic de Limoges, aux fins de faire décharger le Diocèse de ses décimes, attendu les spoliations qu'il avoit souffertes; l'Assemb. de 1619 ordonne, que ledit Syndic fera son enquête & information des non-jouissances & spoliations, conformément au Contrat, & que les Agents feront les poursuites nécessaires au

Conseil pour obtenir décharge. T. II, p. 345.

Même Requête du Diocèse de Cahors, même délibération. T. II, p. 345.

Sur ce qui est remontré en l'Assemb. de 1621, que le Conseil avoit accordé des décharges au Diocèse d'Orléans & à l'Abbaye de Bourgueil, pour réparations & réédifications d'Eglises, ce qui n'est point aux termes du Contrat, lesquelles ledit Conseil rejette sur les 94000 liv. affectées aux décharges qui ont pour spoliations: délibération prise, il est ordonné, que le temps desdites décharges expiré, on ne pourra plus passer au compte du Receveur-Général telles décharges, & que les Agents s'opposeront à ce que le Conseil en accorde de semblables. T. II, p. 356.

Une décharge de 10400 liv., accordée au Diocèse d'Auch, est réduite à 6000 liv., attendu qu'une partie des motifs de ladite décharge, n'est point aux termes du Contrat. T. II, p. 356.

L'Assemb. de 1635 accorde à l'Evêque d'Amiens une décharge de 6000 livres, attendu la notoriété de la spoliation & de la perte dudit Seigneur. T. II, p. 821.

L'Assemb. de 1641 a réglé, que les décharges obtenues par plusieurs Diocèses prétendus spoliés, ne soient allouées que pour la somme à laquelle les Diocèses sont imposés pour les décimes; & où elles se trouvent excéder lesdites décimes, le surplus doit être rayé. T. III, p. 23.

Suivant le Règlement fait & dressé pour les décharges, aucune décharge ne doit être allouée pour les Diocèses prétendus spoliés, que les informations, avis des Trésoriers de France, Arrêts des Parlements de la distribution, & autres pièces justificatives ne soient rapportées. L'Assemb. de 1641 confirme ce Règlement, & en ordonne l'exécution. *Ibid.*

L'Assemb. de 1645 connoissant, que, faute de procéder selon l'ordre dans l'obtention & poursuite des décharges, le Clergé en recevoit divers préjudices, délibération prise par Provinces, délibère & arrête, que, suivant les Contrats & Règlements du Clergé, les Diocèses ou Bénéficiers qui prétendront des décharges pour spoliation ou non-jouissance, en feront faire information trois mois après icelles avenues, les communiqueront aux Agents, & de leur consentement en obtiendront Arrêt trois mois après, & en même-temps

1621.

1635.

1641.

1645.

le seront signifier au Receveur-Général. Enjoint l'Assemb. aux Agents de ne consentir auxdites décharges, qu'à condition que pareille somme portée par icelles, sera retranchée sur le fonds de l'Hôtel-de-Ville; & audit Receveur-Général de faire ce retranchement au même-temps que les Arrêts lui seront signifiés, & de n'avoir égard à aucun Arrêt de décharge obtenu sans les formes prescrites. T. III, p. 171.

1650. L'Ass. de 1650, dans la discussion qu'elle a avec Mrs. de l'Hôtel-de-Ville, au sujet des paiements & retranchements faits sur iceux, à raison des non-valeurs & spoliations des Diocèses, ordonne à son Receveur-Général de payer le fonds des rentes préférablement aux décharges de Mrs. les Cardinaux, & autres gratifiés par Sa Majesté, lesquelles la Compagnie fait défenses audit Receveur d'acquitter, tant que lesdites non-valeurs & spoliations dureront, & jusqu'à ce que le Roi ait fait fonds pour icelles. T. III, p. 501. Voyez Cardinaux, §. II.

Sur cette discussion de l'Assemb. de 1650, par rapport aux décharges demandées pour les non-valeurs & spoliations des Diocèses, & les retranchements faits en conséquence sur le paiement des rentes. Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. I, n°. VII, an. 1650.

1655. L'Ass. de 1655, pour obvier aux inconvénients du grand nombre de décharges qui s'obtiennent mal-à-propos, ou qui se rejettent sur les Diocèses, semblent introduire la clause solidaire, règle & ordonne, que défenses seront faites aux Agents de donner leur consentement aux Arrêts de décharges qui seront poursuivis par les Diocèses, ou par les Bénéficiers, sinon, après avoir examiné les informations, pour savoir si les spoliations sont selon les termes du Contrat; & les ayant trouvées telles, ils seront obligés de poursuivre les Arrêts de décharges: que si dans six semaines, ils n'ont pu les obtenir, ou que le Conseil n'ait pas ordonné une diminution sur l'Hôtel-de-Ville de pareille somme, ils assembleront les Prélats qui se trouveront à Paris, pour demander leur jonction, afin qu'ils fassent de nouvelles instances pour obtenir les Arrêts: & en cas de nouveau refus ou délai, la Compagnie veuve & ordonne qu'il sera fait retranchement sur les paiements de la Ville, à proportion de la spoliation dûement justifiée, & conforme à la teneur du Contrat;

& que, pour cet effet, les Agents feront un acte au Receveur-Général pour faire ledit retranchement. T. IV, p. 76, 77.

En 1693, les Bénéficiers des Diocèses d'Embrun & de Gap s'adressent à Mrs. les Agents, pour solliciter auprès du Roi une décharge de leur part de l'imposition, à cause de la spoliation qu'ils avoient soufferte par l'incurSION des ennemis. Les Agents poursuivent l'Arrêt de décharge, aux conditions portées par le Contrat passé entre le Roi & le Clergé, pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville. La décharge est accordée, mais avec la clause d'en faire le rejet sur les Bénéficiers du Diocèse d'Embrun & de Gap, qui n'avoient point été spoliés. Les Agents font voir que la clause est contraire aux Contrats, que d'ailleurs elle introduit la clause solidaire. L'affaire est enfin décidée à la satisfaction du Clergé, en Décembre 1693. T. VI, P. Just. p. 59, 60.

Les ennemis ayant fait des incurSIONS sur l'Abbaye de la Val-Dieu, sur la Requête de l'Abbé & les Remontrances des Agents, il y eut un Arrêt, le 16 Février 1697, qui déchargeant le sieur Abbé & son Abbaye pour trois années de ses taxes, ordonna qu'il en seroit tenu compte au Receveur-Général, sur les 36000 liv. originairement destinées aux spoliations, nonobstant toute destination faite au contraire en faveur de Mrs. les Cardinaux, en vertu des Arrêts du Conseil, auxquels S. M. déroge à cet égard.

Le Roi accorda la même grace & à la même condition au Prieur de Mentoules, par Arrêt du 30 Mai 1699. T. VI, P. Just. p. 121, 122, 251, 252.

En l'Assemblée de 1715, Discours de M. l'Archevêque d'Arles, qui demande à l'Ass. la remise des décimes pour les six Diocèses de Provence, Aix, Arles, Marseille, Toulon, Apt, Avignon, pour la partie qui est soumise à la domination du Roi, lesquels avoient été affligés de la peste: autre Discours de M. l'Evêque de Marseille, tendant à même fin pour son Diocèse. Délibération de l'Assemb., qui porte, 1°. que la décharge ne peut être accordée, & que le Receveur-Général sera tenu de faire ses diligences contre lesdits Diocèses, dont il sera fait mention par une apostille, dans le compte des anciennes décimes; 2°. que les deux Discours seront insérés dans le Procès-verbal;

1693.

1697.

1715.

3°. que l'accordation de ployée muns.

En l' de Me faveur à ce tion, & somme même cédente Proven

1747.

M. l' Commi fait son des per les Dio Commi parti en de 2030 il sera la la prése cées au faire de fance q de la Co 67 & su

1748.

L'Ass un seco Diocèse mine. E auxdits

II. Le tions de en peu Réglem titre des Agents les non-Diocèse ment au pour le p assignées ce que l principa pas diver ges. T. V

Ces d plement répétées ment de prétendu sés avec sont, &

En ca incurSION auront a ou aucun

3^e. que, sans tirer à conséquence, il sera accordé auxdits Diocèses une gratification de 20000 liv., laquelle sera employée dans le compte des frais communs.

En la même Assembl., M. l'Evêque de Mende fait la même demande en faveur de son Diocèse. L'Ass. accorde à ce Diocèse, par forme de gratification, & sans tirer à conséquence, la somme de 4000 livres, à employer de même dans les frais communs; avec les mêmes clauses de la délibération précédente, concernant les Diocèses de Provence. T. VII, p. 481 jusqu'à 495.

1747. M. l'Evêq. de Grenoble, Chef de la Commission pour les Diocèses spoliés, fait son rapport à l'Assemblée de 1747, des pertes & dommages soufferts par les Diocèses de Provence spoliés. La Commission est d'avis, qu'il soit réparti entre lesdits Diocèses la somme de 203666 liv. 13 sols 4 deniers, dont il sera fait un état de distribution dans la présente Assemblée, entre les Diocèses auxquels elle jugera à propos de faire des remises, suivant la connoissance qu'elle a de leur situation : l'avis de la Commission est suivi. T. VIII, p. 67 & suiv.

1748. L'Ass. de 1748 obtient de Sa Majesté un secours de 150000 livres pour les Diocèses spoliés, ou affligés de la famine. État de distribution de la somme auxdits Diocèses. T. VIII, p. 183, 184.

II. Les différends arrêtés & délibérations des Assembl. se trouvent réunis, en peu de mots, dans l'article 13 du Règlement de l'Assemblée de 1715, au titre des Agents, lequel porte, que les Agents poursuivront les décharges pour les non-jouissances & spoliations des Diocèses & des Bénéficiers, conformément aux Contrats passés avec le Roi, pour le paiement des rentes prétendues assignées sur le Clergé; & veilleront à ce que le fonds de 36000 liv., destiné principalement aux spoliations, ne soit pas diverti, ni employé à d'autres usages. T. VI, P. Just. p. 497.

Ces deux dispositions sont plus amplement expliquées dans deux clauses répétées dans les Contrats pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville, prétendues assignées sur le Clergé, passés avec le Roi & le Clergé. Ces clauses sont, & portent :

En cas de spoliation provenant des incursions des ennemis de l'Etat, qui auront actuellement ravagé un Diocèse ou aucun Bénéficiaire, ou d'un séjour ou

campement d'armée, qui aura produit les mêmes effets qu'auroit pu faire ladite incursion; comme aussi, en cas d'intervention de deniers, payés à mains des Receveurs général & particuliers sur ladite levée, & en cas d'empêchement d'icelle, soit de la part des Gouverneurs des Provinces, ou autres personnes, ils en demeureront responsables & leur postérité, jusqu'à la troisième lignée; & les Diocèses, Bénéficiers ou Receveurs qui auront souffert ladite spoliation ou intervention, seront tenus d'en faire preuve, dans six mois après icelles, pardevant les Trésoriers de France, ou le plus prochain Juge Royal ressortissant nuement au Parlement, le Procureur du Roi appelé; lequel Juge Royal donnera son avis de la décharge qu'il jugera devoir être accordée auxdits Diocèses ou Bénéficiers, proportionnellement à leurs décimes, ou à leur spoliation, & pourra ledit Juge donner surseance du paiement auxdits Diocèses, Bénéficiers ou Receveurs, pendant trois mois, durant lesquels ils feront leur diligence d'envoyer leurs informations & avis aux Agents-Généraux du Clergé, lesquels seront tenus examiner icelles diligemment; & s'ils trouvent les preuves suffisantes, & dans les termes prescrits par le présent article, & qu'ils aient le consentement des Syndics & Députés des Diocèses où seront situés les Bénéfices pour lesquels ils demanderont décharge, lesdits Agents poursuivront l'Arrêt de décharge, lequel S. M. promet faire accorder par son Conseil, après qu'il aura vu & examiné les pièces, conformément au consentement des Agents, & non autrement; & par le même Arrêt faire ordonner, que les Diocèses, Bénéficiers & Receveurs particuliers, même le Clergé & son Receveur-Gén., en demeureront, comme par exprès ils en demeurent dès-à-présent comme pour lors, quittes & déchargés envers ledit Hôtel-de-Ville de Paris; & que le retranchement sera fait de pareille somme, dont les Diocèses, Bénéficiers ou Receveurs auront été déchargés par ledit Arrêt, sur le courant du paiement des rentes dudit Hôtel-de-Ville; & Sa Majesté promet de remplacer audit Hôtel-de-Ville, les sommes dont lesdits Diocèses, Bénéficiers & Receveurs auront été déchargés.

Et d'autant qu'il avoit été ci-devant ordonné par les Etats du Roi au Receveur-Général de retenir la somme

de trente-six mille livres sur le fonds y mentionné, pour être employée à la décharge des Cardinaux, & que depuis ladite somme a été affectée pour la décharge des Diocèses & Bénéficiers spoliés, elle sera retenue par ledit Recev. Général, & employée auxdites décharges desdits Bénéficiers spoliés en la forme ci-dessus déclarée, sans que S. M. puisse divertir ladite somme à autre usage, ni aussi qu'elle soit obligée de faire aucun fonds que pour l'excédant desdites trente-six mille livres. T. VII, P. Just. p. 252 & suiv. *Voyez aussi le premier Supplément de la Table, n°. V, ad calcem.*

SPONDES.

Le sieur de Spondes présente à l'Ass. de 1615 son *Epitome de l'Histoire Ecclesiastique de Baronius* : cette Assembl. lui accorde 1500 livres de pension, & une somme de 4500 livres, une fois payée. Le même Auteur, devenu Evêque de Pamiers, fait présenter à l'Ass. de 1641 la suite de cet Ouvrage, qui comprend six volumes : il reçoit une gratification de 10000 liv. T. III, p. 97.

STATUTS.

I. Les Statuts des Ordres Religieux doivent-ils être revêtus de Lettres-Patentes enregistrées dans les Cours de Parlements? *Voyez Récollets, n°. III.*

II. Plusieurs Curés du Dioc. de Séz. refusent de recevoir les Statuts Synodaux que leur Evêque avoit publiés, & en appellent comme d'abus. M. le Président de l'Ass. de 1675, à qui le Prélat s'en étoit plaint, rapporte, que S. M. a fait écrire à M. le Premier-Président du Parlement de Rouen & au Procureur-Général, pour faire avoir toute sorte de satisfaction à M. l'Ev. de Séz. T. V, p. 234.

Autres contestations des mêmes Curés, au sujet de Réglemens sur la discipline ecclésiastique. *Voyez Séz., n°. V.*

III. Plusieurs Curés du Diocèse de Lisieux se rendent opposants à un Mandement de leur Evêque, qui prescrivait des Conférences Ecclésiastiques & des Retraites. *Voyez Lisieux, n°. 4.*

SUBROGATIONS. SUBSTITUTIONS.

Sur les subrogations & les substitutions des Députés aux Assemblées-Générales du Clergé. *Voyez Députés, §. II, n°. IX.*

SUBSIDES. SUBVENTIONS.

Voyez Dons-gratuits.

SYNDICS-GÉNÉRAUX DU CLERGÉ.

I. L'Assemblée de Poissi, en 1561, établit deux Syndics-Généraux à Paris, & un troisième à la suite de la Cour, pour la poursuite des affaires de l'Eglise : quatre autres sont depuis ajoutés aux premiers. Dans l'Ass. de 1567, ils firent leurs Remontrances sur plusieurs points concernant l'état ecclésiastique : 1°. touchant les Conseillers au Parlement envoyés dans les Provinces, pour procurer le libre exercice de la Religion ; commission dont ils s'étoient mal acquittés : 2°. touchant les Edits qui mettoient les Ecclésiastiques à la garde des Seigneurs, Gentilhommes & Habitans des Paroisses, & qui étoient peu observés : 3°. sur plusieurs articles de l'Ordonnance d'Orléans. T. I, p. 56, 57.

A l'égard du troisième article de l'Ordonnance d'Orléans. *Voyez Orléans.*

Les Syndics demandent à l'Ass. d'être déchargés de leur commission : l'Evêque de Meaux s'oppose à ce qu'ils soient continués : ils sont néanmoins remerciés de leurs bons offices, & continués ; mais à condition qu'ils appelleront aux affaires urgentes & aux procès de conséquence, les Prélats qui se trouveront à Paris : il leur est, de plus, fait présent de 5000 l. : le Sr. Rousseau, l'un d'eux, refuse constamment d'accepter aucune récompense, & d'être continué : les quatre autres y consentent ; mais ils refusent d'appeler au Jugement des procès, les Prélats qui se trouveront à Paris. T. I, p. 57, 58, 59.

Dans la Chambre Ecclésiastique des Etats de Mois, en 1576, la révocation des Syndics-Généraux fut mise en délibération : on leur imputoit principalement d'avoir consenti trop légèrement aux aliénations des biens d'Eglise ; & presque tous les Députés avoient charge, par leurs cahiers, de les révoquer. Le sieur la Saussaye, un des principaux, s'étant présenté à l'Assemblée, se justifia de beaucoup de choses qu'on lui imputoit. Le Promoteur de l'Ass. entreprit leur justification : il fut décidé, que le sieur la Saussaye, qui étoit à la suite de la Cour, seroit cassé, & qu'il

qu'il n'étoit chargé d'avoir employé. Il fut dit aux Syndics de passer, & de venir, & de pouvoir quel il étoit n'ayant aucune vocation. 101. T.

L'Ass. de 15 Juin à Melun, prêts de me Syndic démissionnaire, concernant un état du Clergé de Paris par la Ville. S. Bénéficiers aux Srs, pouvoir les procès les Provinces Toulous mandés d'avoir été précédés un Mém. ont traité & approb. avoir fait retirer d'elles mettre. T. I, p.

II. Un Syndic, ment de dre les c ger les d raison d &c. ; de & Com diligence. En l'A qu'on il a les taxes, par les Sy prise de e en vertu Clergé-C dics des l taxe, & Table

qu'il n'y en auroit plus qui eût cette charge; que si les Syndics-Généraux avoient quelque affaire en Cour, ils y emploieroient qui bon leur sembleroit. Il fut donc écrit, de la part de l'Ass., aux Syndics, pour les remercier du passé, & les prier de continuer, à l'avenir, avec limitation néanmoins du pouvoir qu'on leur envoyoit, dans lequel il étoit porté, entr'autres articles, qu'ils ne pourroient jamais consentir à aucune aliénation, sans expresse convocation du Clergé de France. T. I, p. 101. T. V, p. 48 & suiv. *ad calcem.*

L'Ass. de Melun, dans la séance du 15 Juin, mande les Syndics-Généraux à Melun: ils répondent, qu'ils sont prêts de rendre compte de leurs actions, mais qu'ils ne peuvent plus rien comme Syndics: ils demandent acte de leur démission, & remettent les titres concernant le Clergé: leur Greffier donne un état de tous les deniers levés sur le Clergé depuis 1561, & de tous les Contrats passés avec le Roi & l'Hôtel-de-Ville. Sur la Requête de plusieurs Bénéficiers & Diocèses, il est ordonné aux Srs. Syndics d'exercer encore leur pouvoir & juridiction, & de juger tous les procès qui étoient devant eux; mais les Provinces de Narbonne, Auch & Toulouse s'y opposent. De nouveau mandés à l'Assemblée, ils se plaignent d'avoir été traités autrement que par les précédentes Assemblées: ils donnent un Mémoire de toutes les affaires qu'ils ont traitées, lequel est jugé rempli de vent & de pique. Ils sont révoqués, sans approbation des actes qu'ils pourroient avoir faits au préjudice du Clergé: on retire d'eux les clefs & les titres, pour les mettre entre les mains des Agents. T. I, p. 138 & suiv.

II. Une des principales fonctions des Syndics, étoit de donner ordre au paiement des levées sur le Clergé, d'entendre les comptes des Receveurs, de juger les différends qui survenoient pour raison des contributions, surcharges, &c.; de régler les salaires des Sergents & Commissaires employés à faire les diligences. T. I, p. 143.

En l'Assemb. de 1567, il fut décidé, qu'ou il arriveroit quelque différend sur les taxes, pour décimes, il seroit décidé par les Syndics-Gén.; & en cas d'entreprise de connoissance par autres Juges, en vertu de Lettres quelconques, le Clergé-Général se joindroit aux Syndics des Diocèses, pour soutenir ladite taxe, & requérir le renvoi pardevant

Table de la Coll. des P. V.

les Syndics-Généraux. T. I, p. 51.

Il est parlé, dans l'Assemb. de 1765, de l'établissement & des pouvoirs des Syndics-Gén. T. VIII, p. 1319, 1320.

SYNDICS DIOCÉSAINS ET MÉTROPOLITAINS.

I. L'Ass. de Melun ordonne, qu'il y aura dans chaque Diocèse un Syndic Diocés., & dans chaque Province un Syndic Métropolitain; que les Syndics des Diocèses s'adresseront aux Agents, & les Bénéficiers particuliers aux Syndics, dans toutes les affaires qui pourroient intéresser les Diocèses; que les Agents donneront avis aux Syndics Métropolitains de tout ce qui s'entreprendroit contre l'Ordre Ecclésiastique, lequel Syndic seroit passer l'avis à chaque Syndic Diocésain.

Lorsqu'il se présentera quelque affaire qui intéressera tout le Clergé, les Syndics Diocésains & Métropolitains s'assembleront, afin que les Provinces soient unanimes en ce qui concerne la cause commune de l'Eglise, & le Syndic Métropolitain avertira les deux Agents des résolutions prises dans la Province.

Quand il sera besoin que les Provinces s'avertissent l'une l'autre, les Syndics Métropolitains s'avertiront réciproquement.

Les Syndics Diocésains seront élus par le Clergé du Diocèse, & les Métropolitains le seront par le Clergé de la Métropole: ils donneront part de leur élection à l'Agent de leur département. T. I, p. 141, 142.

Dans l'Assemb. de 1595, il est arrêté, que, quoiqu'il n'en soit point fait mention au Cahier, il sera donné avis aux Prélats & Députés de chaque Province & Diocèse, de procéder incessamment à la nomination d'un Syndic qui aura charge de faire la poursuite contre les occupants de Bénéfices, soit par concubine, simonie, ou par violence, pardevant tous Juges qu'il appartiendra, aux frais communs des Diocèses, ou des Bénéficiers. T. I, p. 570. P. Just. p. 157.

II. Le Règlement de l'Assemblée de 1715, au titre premier, comprend plusieurs articles touchant les Syndics Diocésains; savoir, ceux qui suivent.

Il y aura dans chaque Diocèse un Syndic qui sera élu dans les Assemblées de chaque Diocèse, pour tel temps que le Diocèse avisera bon être.

IIIIII

Les Syndics Diocésains ne pourront être destitués que dans les Assemblées Diocésaines ou Synodales, suivant l'usage de chaque Diocèse.

Ils seront chargés de faire, sous les ordres de l'Evêque & des Députés aux Bureaux Diocésains, les poursuites de toutes les affaires concernant les Diocèses, aux frais communs de chaque Diocèse, ou des Bénéficiers qui seront intéressés dans les affaires, selon & ainsi qu'il sera réglé par les Evêques & Députés, eu égard à la qualité de l'affaire & aux facultés des Bénéficiers.

Les Syndics Diocésains jouiront des privilèges, fonctions & droits dont ils ont joui jusqu'à présent; & à l'égard des Diocèses où il n'y a point eu encore de Syndic Diocésain, il y en sera établi un qui jouira des mêmes privilèges, &c.

Les Syndics Diocésains seront tenus de remettre aux Receveurs Diocésains les rôles des impositions; savoir, ceux

pour le terme de Saint-Jean, au premier Mars, & ceux pour le terme de Noël, au premier Octobre; faute de quoi ils pourront être contraints, en leur propre & privé nom, aux paiements des impositions. T. VI, P. Just. p. 483, 484.

SYNODES.

I. L'ASSEMBLÉE de Melun, en 1579, a fait plusieurs Décrets & Réglemens touchant le Synode Diocésain & les Témoins Synodaux, aux titres de *Synodo Diocesano*, ... de *Testibus Synodalibus*. T. V, P. Just. p. 122, 123.

II. L'avis aux Evêques, dressé par l'Evêque de Chartres, en l'Assemb. de 1625, quoique supprimé par elle, contient de beaux & sages réglemens sur les Synodes que chaque Evêque doit tenir, tous les ans, dans son Diocèse. T. II, P. Just. p. 98, 99.

T.

TABLEAU D'IMPOSITIONS.

TABLEAU des impositions du Clergé, pour juger de la quote-part de chaque Diocèse dans ces impositions, proposé à l'Ass. de 1745 par le sieur Bricogne. *Voyez* Décimes, §. I.

TABLE

DES PROCÈS-VERBAUX.

Voyez Procès-verbaux.

TAILLE.

IMMUNITÉ des Ecclésiastiques & des biens d'Eglise par rapport à la taille; taille réelle; taille municipale. *Voyez* Impôts, §. II.

TAILLIS. [Bois]

Voyez Bois.

TARASCON.

1°. Le Roi Louis XI, en 1481, établit un Chapitre de Collégiale à Tarascon, pour la dotation duquel, entre autres biens, il assigne 200 muids de sel: Henri II convertit ces 200 muids en une somme de 2400 liv. En 1646, on retranche à ce Chapitre la moitié de ladite pension, sans qu'il apparaisse aucune Déclaration du Roi pour ledit retranchement: il porte ses plaintes au Conseil, où il ne peut avoir aucune

justice: il s'adresse, enfin, à l'Ass. de 1655, qui lui accorde sa protection, & lui obtient au Conseil un Arrêt favorable. T. IV, p. 360, 361.

L'Assemb. n'est pas plutôt séparée, que les Fermiers font rendre au Conseil un Arrêt tout contraire: sur la plainte qui en est portée à l'Assemb. de 1660, la Compagnie dépêche à M. le Surintendant, pour s'en plaindre elle-même: il répond, que c'étoit une friponnerie des Fermiers, & qu'il régleroit l'affaire à la satisfaction de l'Ass. T. IV, p. 766.

Le Chapitre de Tarascon renouvelle ses instances à l'Ass. de 1665, sur ce que, nonobstant l'Arrêt que le Clergé lui avoit obtenu en 1655, on ne lui avoit pas fait le même retranchement qu'auparavant, n'ayant été couché dans les états que pour la somme de 1200 liv. La Compagnie charge quelques Députés de la poursuite de l'affaire. T. IV, p. 1022.

2°. Le Doyen de Tarascon est condamné, par Arrêt du Grand-Conseil, à acquitter en nature de grains & en espèces, entre les mains des Consuls, les aumônes pratiquées volontairement par ses prédécesseurs, qu'il avoit jugé plus à propos de donner en argent, selon la nécessité des personnes. Il en fait ses plaintes à l'Assemb. de 1660, qui,

après avoir examiné les titres & autres pièces sur lesquelles il se fonde, pour demander la cassation de l'Arrêt du Grand-Consail, ordonne aux Agents d'intervenir en l'instance, qui est pendante au Conseil pour cela. Arrêt intervient, portant que le Doyen feroit les aumônes comme par le passé. T. IV, p. 766, 767, 843.

3°. Sur les Augustins de Tarascon. Voyez Communautés, n°. I.

TARBES.

1°. L'ARRÊT du Conseil, du 3 Décembre 1624, renvoie à l'Assemb. du Clergé un Procès entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Tarbes, & le Receveur des décimes d'icelui d'une part, contre divers Ecclésiastiques : le Procès est instruit & jugé suivant les formes du Palais : lesdits Ecclésiastiques sont absous, & lesdits Syndic & Receveur sont condamnés aux dépens. T. II, p. 550, 551. P. J. p. 133.

2°. M. l'Evêque de Tarbes représente à l'Assemb. de 1665, que le Chapitre de sa Cathédrale est en possession immémoriale, de quelques rentes qu'il a accoutumé de percevoir sur 36 Paroisses, lesquelles sont une partie de son revenu ; que nonobstant cette jouissance paisible & ancienne, on avoit fait assigner le Chapitre de représenter les titres en vertu desquels il jouissoit desdites rentes ; à quoi le Chapitre avoit répondu en justifiant de sa possession ; & à l'égard de l'exhibition des titres, avoit justifié que ses titres avoient été brûlés par l'armée du Comte de Montgomeri, en 1571 ; que sur les états de recette & les attestations dudit incendie, ledit Chapitre avoit obtenu des Arrêts du Parlement de Toulouse, contre quelques-unes des Paroisses qui avoient voulu contester lesdites rentes ; qu'à toutes ces productions, le Commissaire député pour la vérification des dettes des Communautés, n'avoit voulu avoir aucun égard, ayant déclaré, par son Ordonnance, le Chapitre déchu de ses rentes, en vertu de laquelle Ordonnance les Communautés avoient saisi les revenus du Chapitre, pour restitution de fruits depuis 29 ans ; ce qui l'avoit réduit à l'impossibilité de continuer le Service divin.

L'Assemb., étonnée d'une procédure aussi injuste, résout de prendre le fait & cause du Chapitre, & de poursuivre un Arrêt qui ordonne la cassation de l'Ordonnance, & la main-levée des

dites saisies : elle ne peut obtenir que deux ans de surséance. T. IV, p. 984.

3°. Il est fait rapport à l'Assemb. de 1675, de quelques contestations en la Ville de Tarbes, au sujet du rang que doivent tenir aux Processions les Prieurs des Confrairies : feu M. de Tarbes les avoit réglées : elles se renouvellent avec scandale pendant la vacance du Siege. Les Vicaires-Généraux demandent la protection de l'Ass., pour les faire régler au Conseil : la Compagnie ordonne aux Agents de poursuivre un Arrêt, qui défende de rien innover à ce qui a été réglé à ce sujet. T. V, p. 267, 268.

Sur la Requête des Agents, intervient Arrêt au Conseil, par lequel il est dit, que, sans s'arrêter à l'Arrêt du Parlement de Toulouse, qui avoit accordé des défenses d'exécuter les Ordonnances du Sgr. Evêque, lesdites Ordonnances & celles des Vicaires-Généraux seroient exécutées. *Rapport d'Agence en 1620.* T. V, P. J. p. 170.

4°. Affaire du sieur la Grange, Archidiacre de Tarbes, poursuivi criminellement, & maltraité par le Juge d'Espèrnat, banni par le Parlement, protégé par les Assemblées de 1665, 1675, 1685, 1690, 1695. Voyez Procès criminel des Clercs, §. II, n°. XV.

5°. L'Evêq. de Tarbes avoit obtenu des Lettres-Patentes qui le dispensent d'avoir un Official dans un petit canton de son Dioc., appelé le *Mont-Anavès*, dépendant du Parlement de Pau, où il est impossible de trouver des sujets pour y former une Officialité. Ces Lettres sont du 29 Mars 1732. Sur l'opposition formée à l'enregistrement d'icelles par les Syndics-Généraux de Béarn, à cause de leur privilège, de ne pouvoir être obligés de plaider hors de la Province, Arrêt étoit intervenu au Parlement de Navarre, le 29 Mars 1733, qui ordonne aux Parties de se pourvoir vers le Roi : en conséquence, Arrêt du Conseil du mois d'Août suivant, qui commet M. l'Intendant de Pau pour les entendre, & sur son avis, être statué. Le Roi, sur l'avis dudit Commissaire, & sur les Mémoires respectifs des Parties, ayant jugé que si la demande de M. l'Evêque de Tarbes étoit fondée, il étoit juste aussi de laisser jouir ses sujets de la Province de Béarn des Privilèges qui leur avoient été accordés : il fut expédié de nouvelles Lettres-Patentes, le 15 Mars 1736, qui dispensent M. l'Evêque de

Tarbes d'instituer un Official résidant dans le ressort du Parlement de Navarre, à la charge que l'Official établi à Tarbes, ensemble le Promoteur & le Greffier de l'Officialité, se transporteront à Pontac, ou dans le Village de Ger, dans les causes nées dans l'étendue dudit ressort, lorsque la présence des Parties sera nécessaire; à la charge aussi que les appels comme d'abus desdites causes ne pourront être relevées ailleurs qu'au Parlement de Navarre. L'Assemb. de 1735 avoit pris intérêt à cette affaire, & l'avoit fait solliciter par Mrs. les Agents au Conseil. T. VII, p. 1486 & suiv. *Rapport d'Agence en 1740, p. 7 & suiv.*

6°. Dans l'Assemblée de 1765 il est parlé d'un différend sur la préséance, entre le Chapitre de Tarbes & le Prédial de cette Ville. *Voyez Chapitres, §. IV.*

TARGNI. [ABBÉ DE]

Voyez Livres, §. II.

TARIFS.

Sur les tarifs des Villes & droits relatifs à cet objet. *Voyez Octrois.*

TAXATIONS.

TAXATIONS du Receveur-Général du Clergé. *Voyez Recev. Gén., §. III, n°. XI.*

Taxations des Receveurs Provinciaux, Diocésains & autres Officiers des décimes. *Voyez Offices & Officiers des décimes, §. II, n°. III.*

Taxations des Recev. Payeurs des rentes prétendues assignées sur le Clergé, à l'Hôtel-de-Ville. *Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville, §. II.*

TAXES.

I. LES délibérations du Clergé, pour Dons accordés au Roi, ainsi que les Arrêts & Lettres-Patentes qui les confirment, contiennent les clauses & dispositions suivantes, par rapport aux taxes des Bénéficiers & autres contribuables du Clergé.

Les contestations au sujet des taxes, pour les impositions du Clergé, ne peuvent être portées qu'aux Bureaux Diocésains en première instance, qui jugent en dernier ressort des taxes qui n'excèdent pas 30 livres, & pour plus grande somme, par appel aux Bureaux généraux, avec défenses de se pourvoir devant d'autres Juges.

Les contribuables ne peuvent se pour-

voir contre leurs taxes, qu'ils n'aient payé préalablement les termes échus: ne peuvent aussi demander la décharge ou modération, qu'ils n'aient payé la moitié de l'imposition.

Défenses aux Chambres Supérieures Ecclésiastiques, de donner aucune mainlevée des saisies, & d'empêcher l'exécution des sentences des Bureaux Diocésains.

Les taxes des Bénéfices en Economes seront payées par les Economes.

Voyez le premier Supplément de la Table, n°. I, ad calcem.

Voyez aussi Chambres des Décimes, §. II, n°. IV, §. III, n°. III.

II. A l'égard des taxes des Députés aux Assemb. Gén. du Clergé. *Voyez Frais communs.*

Il est d'usage que les Députés contribuent de quelques jours de leurs taxes aux aumônes que font les Ass. du Clergé. *Voyez Aumônes, §. III.*

Quant à la manière dont sont réglées les taxes des Députés nommés, ou qui ne sont point venus à l'Assemb., ou qui s'en sont absentés, ou qui sont morts durant l'Assemblée. *Voyez Frais communs.*

III. Taxes des Annexes de Bénéfices. *Voyez Annexes de Bénéfices.*

IV. Taxes de Bénéfices unis à d'autres, ou à des Corps, Chapitres, &c. *Voyez Annexes de Bénéfices.*

V. Diverses taxes imposées sur les personnes ou biens d'Eglise, contre l'immunité Ecclésiastique. *Voyez Immunités.*

TE DEUM.

Voyez Prières publiques.

TÉMOIGNAGE

DE LA VÉRITÉ. [LIVRE DU]

Voyez Censures doctrinales, n°. XXIV.

TEMPLES.

Voyez Protestants.

TEMPOREL DU CLERGÉ.

On entend par ce mot temporel, les biens d'Eglise & ce qui peut y avoir quelque rapport.

Les biens d'Eglise peuvent être divisés en trois classes: il y en a qui intéressent particulièrement le Corps du Clergé, & dont la principale administration, régie & perception sont réglées dans ses Assemb.: d'autres sont administrés par les Bénéficiers particu-

liers, & par des Communautés & Corps Ecclésiastiques : les biens des Hôpitaux, Fabriques & Confrairies composent une troisième classe : ils sont plus ordinairement administrés par des Laïques, & sont appelés biens d'Eglise, parce qu'ils sont destinés à soutenir les dépenses nécessaires pour la célébration du Service divin & autres œuvres de piété, sous l'inspection des Supérieurs Ecclésiastiques.

Il est peu d'articles concernant toutes ces sortes de biens, ou y ayant quelque rapport, qui n'aient déjà été traités dans cette Table, & qui ne se trouvent portés aux mots qui y répondent : il ne reste à présent que de donner un tableau, ou une division générale, qui expose & réunisse sous un même point de vue, & dans un ordre suivi, tous les objets formant le temporel du Clergé.

PREMIERE CLASSE.

Biens & affaires qui intéressent spécialement le Corps du Clergé.

On peut les rapporter aux paragraphes qui suivent.

§. I. Des biens d'Eglise en général.

I. L'Assemb. de Melun, en 1579, a plusieurs Décrets & Règlements sur les biens d'Eglise, au titre de *Ecclésiasticorum bonorum conservatione*. T. V, P. Just. p. 119.

II. On a voulu disputer au Clergé la propriété de ses biens. Dans les Etats de Blois en 1576, M. le Chancelier de Birague, dans une réponse qu'il fit aux Evêques députés vers le Roi, avoit avancé, dit-on, que les biens Ecclésiastiques appartenoient autant au Roi qu'au Clergé : la Compagnie chargea M. l'Archevêque de Vienne & M. l'Evêque de Paris, de remontrer au Sgr. Chancelier l'absurdité de tels propos ; & où il voudroit les continuer, d'en demander raison & réparation. T. I, p. 100.

Lors de la tenue de l'Assemblée de 1650, il parut un discours intitulé : *Remontrances faites au Roi sur le pouvoir & l'autorité que S. M. a sur le temporel de l'Etat Ecclesiastique*, &c. L'Auteur rend le Prince vraiment propriétaire des biens d'Eglise & en tout temps. Voyez Censures doctrinales, n°. XIV.

III. M. le Cardinal de Noailles représenta dans l'Assemb. de 1710, qu'il s'imprimoit tous les ans un Almanach

où l'on faisoit monter les revenus du Clergé à 312 millions : la Compagnie ordonna aux Agents d'en parler à M. d'Argenson, pour arrêter cet abus. T. VI, p. 1147, 1148.

§. II. Restitution des biens d'Eglise usurpés.

Sur l'usurpation & la restitution des biens Ecclésiastiques dans la Province du Béarn. Voyez Béarn, §. I.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 2 du Cahier de Poissy, maintient les Prélats & autres gens d'Eglise en paisible jouissance de leurs Eglises, profits, fruits, revenus de leurs Bénéfices, & promet les faire remettre, si aucuns ont été pris. Recueil, p. 960, 961.

En l'Assemb. de 1584, pour obvier aux saisies qui se faisoient au nom du Roi, des pâturages, communes, usages & autres droits appartenants aux Ecclésiastiques, il fut ordonné qu'il seroit présenté Requête au Roi, que les Agents en feroient la poursuite, & des Procès qui pourroient s'ensuivre, aux dépens du Clergé. T. I, p. 268.

Monsieur, frere du Roi, avoit obtenu, comme Duc de Château-Thierry, des Lettres-Patentes en 1584, qui permettoient de vendre les terres vaines-vagues dans l'étendue dudit Duché : en conséquence, un Trésorier de France avoit fait saisir certaines terres servant de paquis, qui appartenoient au Chapitre de Reims, dont ce Chapitre tiroit une redevance : les mêmes Lettres enjoignoient aux Ecclésiastiques, d'exhiber leurs papiers, terriers & autres titres, à quoi le Clergé s'est toujours opposé : le Chapitre demande l'intervention du Clergé assemblé en 1586 : l'affaire est jugée très-importante : l'Ass. charge les Agents de poursuivre avec diligence la révocation desd. Lettres, & qu'à cet effet, sera présenté Requête à Mrs. du Conseil. T. I, p. 421.

L'Assemb. de 1598, dans les art. 11, 12, 13 de son Cahier, demande la restitution des Eglises, biens & dîmes Ecclésiastiques, occupés & envahis par les Hérétiques & par des Laïques. T. I, P. Just. p. 163.

L'Assemblée de 1600, dans les art. 15 & 16 de son Cahier, renouvelle la demande de la restitution des Eglises, des Bénéfices, fruits, revenus, dîmes, usurpés par les Laïques, & que telles usurpations soient défendues. Accordé. T. I, P. Just. p. 176, 177.

L'Assemblée de 1621, dans son Cahier de Bordeaux, présenté au Roi, supplie Sa Majesté de faire raser & démolir toutes les places fortes qui seront prises sur les Religioneux, ou en commettre la garde à personnes Catholiques, & de rendre aux Evêques & Seigneurs Ecclésiastiques celles qui leur appartiennent, ou dans lesquelles ils ont leur siège & demeure, & nommément aux Evêques de Lectoure, de Castres & de Pamiers, leurs Eglises & clochers; à celui de Grasse, les dîmes d'Antibes; & à l'Abbé du Mont-Saint-Michel, sa maison. T. II, P. J. p. 41.

L'Assemblée de 1621 intéresse S. M. en faveur de M. l'Evêque de Montpellier, sur qui les Huguenots avoient pris les places dépendantes de son Evêché, saisi ses revenus, &c. T. II, p. 381.

§. III. *Aliénation, mévente, revente & rachat des biens du Clergé.*

Voyez Aliénation du temporel du Clergé.

§. IV. *Décimes, Subventions & Dons-gratuits accordés par le Clergé.*

Voyez Décimes. Dons-gratuits.

§. V. *Rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé.*

Voyez Rentes de l'Hôtel-de-Ville.

§. VI. *Rentes créées en 1636.*

Voyez Rentes créées en 1636.

§. VII. *Rentes constituées sur le Clergé, depuis 1690, en conséquence des emprunts pour l'acquit des Dons-gratuits.*

Voyez Rentes constituées, &c.

§. VIII. *Affaire de la liquidation & du remboursement des dettes du Clergé en 1719.*

Voyez Rentes liquidées & remboursées.

§. IX. *Rentes sur le Clergé réduites.*

Voyez Rentes réduites.

§. X. *Cens & rentes dus à l'Eglise.*

Voyez Rentes dues à l'Eglise.

SECONDE CLASSE.

Biens administrés par les Bénéficiers & par des Corps & Communautés Ecclésiastiques.

§. I. *Titres, possession & prescription à l'égard desdits biens.*

I. On ne peut prescrire contre les gens d'Eglise, pour choses temporelles, par une prescription ou possession moindre de quarante ans. Voyez Prescription.

II. On a souvent voulu obliger les Bénéficiers, Corps & Communautés Ecclésiastiques à la production de leurs titres. La possession peut-elle suppléer au défaut de titres, à leur égard, pour la conservation de leurs biens, droits & privilèges? Voyez ci-dessus, première classe, §. II. Voyez sur-tout Rentes dues à l'Eglise, §. I. Impôts, §. II.

III. Inventaire des titres & papiers des Bénéfices, ordonné. Voyez Archives des Diocèses.

§. II. *Faculté d'acquérir des biens, à l'égard des Ecclésiastiques & autres gens de main-morte.*

Voyez Main-morte.

§. III. *Justices & Seigneuries des gens d'Eglise.*

Voyez Justices. Seigneuries & Seigneurs.

§. IV. *Cens & rentes dus à l'Eglise.*

Voyez Rentes dues à l'Eglise.

§. V. *Péages, franc-salé, droits de pêche, d'usage & de chauffage.*

Sur les péages dont jouissent les gens d'Eglise. Voyez Péages.

Sur le sel ou franc-salé accordé par nos Rois à certains Bénéficiers & Corps Ecclésiastiques. Voyez Sel.

Sur le droit de pêche appartenant aux Ecclésiastiques. Voyez Pêche.

Sur les articles concernant les droits d'usage, de chauffage. Voyez Confirmation. [Droit de] Bois, §. II.

§. VI. *Dîmes & Prémices.*

Voyez Dîmes. Prémices.

§. VII. *Bois des Bénéficiers, Corps & Communautés Ecclésiastiques.*

Voyez Bois.

§. VIII. Argenterie des Eglises.*Voyez* Argenterie.**§. IX. Charges générales imposées sur les biens ecclésiastiques.****I. Décimes, subventions & autres impositions sur le Clergé, en conséquence des Dons-gratuits accordés au Roi.***Voyez* Décimes. Dons-gratuits.**II. Charges des Décimateurs, à l'égard des Eglises & des Ministres, portions congrues, Presbyteres, &c.***Voyez* Décimateurs. Portions congrues. Presbyteres.**III. Rentes foncières établies sur les Bénéfices.***Voyez* Rentes foncières.**IV. Droits d'amortissement.***Voyez* Amortissement.**V. Droits d'indemnité, lods & demi-lods dus aux Seigneurs.***Voyez* Indemnité. Lods.**VI. Droits de Contrôle & de centieme denier.***Voyez* Contrôle. Centieme.**VII. Obligation de passer des baux par-devant Notaires. Conditions imposées aux Bénéficiers, à l'effet de faire valoir par eux-mêmes leurs biens.***Voyez* Baux.**§. X. Privilèges & immunités des biens d'Eglise, & de ceux qui les possèdent.***Voyez* Immunités, §. III & IV.**TROISIEME CLASSE****Biens d'Eglise administrés plus ordinairement par des Laïques.**

Ils sont appellés biens d'Eglise, parce qu'ils sont destinés à soutenir les dépenses nécessaires pour la célébration du Service divin, & à autres œuvres de piété, sous l'inspection des Supérieurs Ecclésiastiques.

§. I. Biens des fondations : testaments & legs pieux.*Sur les fondations. Voyez* Fondations.*Sur les testaments & legs. Voyez* Testaments.**§. II. Biens des Fabriques.***Voyez* Fabriques.**§. III. Biens des Hôpitaux, Bureaux de Charité, &c.***Voyez* Hôpitaux. Aumônes, §. I.**§. IV. Aumônes générales dans les nécessités extraordinaires.***Voyez* Aumônes, §. I.**TERRIER. [PAPIER]**

L'ASSEMBLÉE de 1730, art. 10 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. de faire surseoir à toutes poursuites contre les Bénéficiers & Communautés Ecclésiastiques du pays de Provence & terres adjacentes, pour fournir au papier terrier de Sa Majesté les déclarations de leurs directes, jusqu'à ce que les contestations qui sont entre les Procureurs du pays de Provence & le Fermier du Domaine, au sujet de la directe universelle qu'il prétend appartenir à S. M. dans lesdits pays, soient définitivement jugées. Rép. Sa Majesté y pourvoira sur les Mémoires des Bénéficiers. Recueil, p. 1688.

TESSONIERE. [MARIE]*Voyez* Minimés.**TESTAMENT. [NOUVEAU]**

Sur le Livre des Réflexions Morales du P. Quesnel, sur le Nouveau Testament. Voyez Religion, §. X.

TESTAMENTS.

I. PARMi les Décrets de l'Assemblée de Melun en 1579, il en est un concernant les testaments & legs pies, au titre de *rebus & piis causis*. T. V, P. J. p. 118.

II. Par le Cahier de l'Etat Ecclésiastique aux Etats de Blois, le Clergé demande que les Curés & les Vicaires, suivant la louable coutume, puissent recevoir tous testaments, encore qu'il y ait par iceux des legs & œuvres pies; pourvu que lesdits legs ne soient faits en faveur d'eux ou de leurs parents. Recueil, p. 1023.

III. Arrêts qui concernent le *gratuit* du contrôle & du sceau pour les extraits des testaments, qui portent des legs pieux & fondations en faveur des pauvres & des Hôpitaux. *Voyez* Sceau, n°. IV.

IV. En l'Ass. de 1805, le Promoteur

remontre, qu'il auroit été jugé, au Parlement de Paris & à celui de Rouen, que les Religieux devenus Evêques pouvoient tester; néanmoins, parce que quelques autres Parlements pourroient en faire quelque difficulté, il seroit à propos de supplier Sa Majesté d'avoir agréable que lesdits Seigneurs puissent tester. L'Ass. en fait un article de son Cahier: c'est l'article 98. L'article contient la demande de pouvoir tester & disposer, soit en causes & œuvres pies, ou en faveur de leurs parents ou serviteurs. Rép. Sa Majesté en écrira à son Ambassadeur à Rome, pour en conférer avec Sa Sainteté, sans l'avis de laquelle elle ne veut faire aucun changement en cet endroit. T. V, p. 760. Recueil, p. 1227, 1228.

V. En l'Ass. de 1625, M. l'Evêque de Marseille représente, au nom de la Province d'Arles, dont les meilleurs & les plus riches Bénéficiers ont leurs biens dans le Comtat d'Avignon, que le Pape les privoit dans ses terres, par son autorité, du pouvoir de disposer de leurs biens, & de nommer des héritiers contre les franchises de l'Eglise Gallicane; requiert ledit Prélat, que le Cahier de l'Ass. en soit chargé, pour empêcher ledit abus, & remettre les Ecclesiastiques en leurs libertés & privilèges. T. II, p. 335.

THÉOLOGAUX.

I. Le Règlement du Concile de Meaux, tenu en 845, sous Charles-le-Chauve, peut avoir inspiré au Concile IV de Latran, sous Innocent III, l'institution des Théologaux dans les Eglises Métropolitaines. Ce Concile, en ordonnant cet établissement, veut qu'on leur donne pour rétribution les fruits d'une Prébende, *quandiu persisterit in docendo*. Le Concile de Basse, en ajoutant à ce Décret, ordonna qu'on établirait des Théologaux dans les Cathédrales, comme dans les Métropoles, & qu'on leur donneroit *Canonicatum & Præbendam*. Par le règlement de ce Concile, ils sont institués *ad onus residentia, Lectura & Prædicationis*. Ils doivent avoir étudié dix ans dans une Université fameuse, & reçu le degré de Bachelier formé, ou de Licencié en Théologie.

L'Eglise de France, assemblée à Bourges en 1438, a accepté ce Règlement; il est autorisé dans le Concordat. Le Concile de Trente l'a étendu aux Eglises Collégiales, situées dans les Villes considérables.

L'Ordonnance d'Orléans, article 8, veut que les Théologaux soient Docteurs en Théologie; qu'ils prêchent les Dimanches & Fêtes solennelles; qu'ils fassent trois fois la semaine une leçon publique de l'Ecriture, & qu'on en établisse un dans toutes les Eglises Cathédrales & Collégiales du Royaume. Cette Loi est renouvelée en termes formels, art. 33, par celle de Blois, hors & excepté pour le regard des Eglises où le nombre des Prébendes ne seroit que de dix, outre la principale Dignité. T. V, p. 435.

Le Cahier du Clergé, revêtu de Lettres-Patentes en 1574, art. 18, a pour objet l'établissement d'un Théologal dans les Eglises Cathédrales, & même Collégiales, qui sont en quelques Villes insignes; & dans les Eglises, où la répartition du revenu & le petit nombre du Clergé & du peuple ne permettoit lecture en Théologie, l'article enjoint l'établissement d'un Maître pour enseigner la Grammaire: établissement aussi dans les Monastères d'un Lecteur qui enseigne la sainte Ecriture, pareillement aux Colleges & Universités publiques, où cette lecture n'auroit encore été instituée. Recueil, p. 979, 980.

Dans le Rapport d'Agence, fait à l'Ass. de 1670, il est parlé d'un Procès, dont les Parties principales étoient le Syndic de Périgueux, & le sieur Gamondie, Prêtre du même Diocèse: il s'agissoit de l'établissement d'une Prébende en titre de Théologale, dans l'Eglise Collégiale de Périgueux. La contestation étoit de savoir, si y ayant déjà une Prébende Théologale en l'Eglise Cathédrale, il pouvoit en être établie une dans ladite Collégiale, & si le Parlement de Bordeaux avoit bien ou mal jugé, quand, par ses Arrêts rendus en 1657 & 1664, il en avoit ordonné l'établissement en faveur de Gamondie. Les précédents Agents s'étoient pourvus au Conseil en cassation desdits Arrêts, où le Procès étoit pendant: moyens respectifs des Parties. Le Conseil n'ayant point prononcé définitivement, les Parties se sont accommodées depuis. T. V, P. Just. p. 75, 76.

II. L'Ass. de 1730, art. 1 de son Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner, par une Déclaration, que ceux qui seront pourvus des Prébendes Théologales par d'autres que par les Evêques, ne pourront en exercer les fonctions, sans

sans av
obten
que, q
marqu
avec la
quies.

L'A
de à l
Grassie
voir ex
sion ou
vêque.
véc. T.

L'A
deman
variable

Mér
art. 2.

p. 462

Mér

art. 2.

P. J. p.

Mér

hier de

tera vo

à la ch

198. E

du Cah

VIII, l

III.

Cahier

senfes

d'autres

place.

forme à

cueil, p

IV.

de 1590

être pr

Rome,

Théolo

été véri

Mrs. le

rificatio

V. E

tré, qu

bendes

affectée

Gradué

Ordina

dués les

tions q

me là-c

contran

let 162

par leq

Evêque

plus an

tre, du

logale

Parlem

Tabl

sans avoir été examinés, & sans avoir obtenu la Mission canonique de l'Evêque, qui, en cas de refus, sera tenu d'en marquer les causes. *Réponse favorable, avec la clause des causes de refus marquées.* Recueil, p. 1677.

L'Assemb. avoit formé cette demande à l'occasion de la Théologale de Grasse, dont le Pourvu prétendoit pouvoir exercer les fonctions sans la Mission ou institution autorisable de l'Evêque. Nécessité de cette Mission prouvée. T. VII, p. 1119, 1120.

L'Assemb. de 1735 forme la même demande, art. 2 du Cahier. *Réponse favorable.* Recueil, p. 1690.

Même demande de l'Ass. de 1745, art. 2. Même réponse. T. VII, P. Just. p. 462, 463.

Même demande du Cahier de 1750, art. 2. Le Cahier sans réponse. T. VIII, P. J. p. 70.

Même demande dans l'art. 2 du Cahier de 1755. Rép. Sa Majesté se portera volontiers à accorder cette demande, à la charge susdite. T. VIII, P. Just. p. 198. Elle est renouvelée dans l'art. 2 du Cahier de 1760. Même réponse. T. VIII, P. J. p. 300.

III. L'Ass. de 1635, art. 3 de son Cahier, supplie Sa Majesté de faire vœux aux Théologaux de substituer d'autres personnes pour prêcher en leur place. La réponse est entièrement conforme à la demande. T. II, p. 763. Recueil, p. 1386.

IV. Le Roi avoit accordé, à l'Ass. de 1596, que les Evêques ne pourroient être prévenus de six mois en Cour de Rome, en la collation des Prébendes Théologales. Cet article n'avoit point été vérifié. L'Assemblée de 1610 charge Mrs. les Agents d'en poursuivre la vérification. T. II, p. 16.

V. En l'Ass. de 1645, il est remonté, qu'il seroit important que les Prébendes Théologales ne fussent point affectées au tour & à l'ancienneté des Gradués nommés, & qu'il fût libre aux Ordinaires de choisir parmi les Gradués les plus propres à remplir les fonctions qui y sont annexées; qu'il y a même là-dessus, au Parlement de Paris, contrariété d'Arrêts; l'un, du 30 Juillet 1620, pour la Théologale de Noyon, par lequel il est ordonné que le Sgr. Evêque pourvoira un Gradué, non le plus ancien, mais le plus capable; l'autre, du 17 Février 1642, pour la Théologale de Beauvais, par lequel ledit Parlement a maintenu le plus ancien :

Table de la Coll. des P. V.

sur quoi, a été résolu, que, conformément à divers Edits & Ordonnances, même celles de 1569, 1596, il sera demandé à Sa Majesté une Déclaration pour donner le choix aux Evêques, en pareilles collations. La Déclaration est donnée conforme aux vœux du Clergé; mais le Recteur de l'Université de Paris s'oppose à son enregistrement, que l'Assemb. continue de presser. T. III, p. 275, 276.

VI. La Prébende Théologale est-elle sujette à l'Indult du Parlement? *Voyez Indult, n° III.*

THESES ET DISCOURS.

I. Un Bachelier présente une These de Droit Canon à l'Assemb. de 1670: elle étoit dédiée à M. le Coadjuteur de Reims: on y trouve des propositions sujettes à de mauvaises interprétations. L'Ass. demande que l'acte soit différé. La Compagnie fait à ce sujet un Règlement, qu'à l'avenir elle ne souffrira plus que personne lui présente des Theses, qu'elles n'aient été vues auparavant par M. le Président. Le Bachelier en Droit Canon, qui devoit soutenir la These, rend raison de sa doctrine sur les propositions critiquées; l'Ass. en demeure satisfaite, & la These est soutenue. T. V, p. 156, 157.

En l'Assemb. de 1685, M. l'Abbé de Lorraine vient présenter sa These à la Compagnie: sa réception dans l'Ass. T. V, p. 625.

L'Ass. de 1747 assiste à la These de M. l'Abbé de Choiseul, dont le sieur Abbé vient remercier. Elle assiste aussi à celle de M. l'Abbé Turgot. T. VIII, p. 99, 100.

M. l'Abbé de Clermont-Tonnerre invite à sa These de Tentative l'Ass. de 1770. L'Assemb. y assiste. T. VIII, p. 1917.

M. l'Archev. de Rouen prie l'Ass. de 1775 d'assister à la These de M. l'Abbé de Panat, son neveu. T. VIII, p. 2605.

II. Un Religieux Augustin, durant la tenue des Assemblées, suivant l'usage ordinairement pratiqué, dédie une de ses Theses de Licence au Clergé assemblé, qui a coutume d'y assister. Les Assemblées accordent aussi ordinairement à ce Religieux une gratification de 500 liv.

Ainsi pratiqué en l'Ass. de 1710. T. VI, p. 1148.

En l'Ass. de 1715. T. VI, p. 1482.

En l'Ass. de 1723. T. VI, p. 1757, 1764.

Jjjjjj

En l'Ass. de 1735. T. VII, p. 331.

537.

En l'Ass. de 1730, p. 1199.

En l'Ass. de 1735. T. VII, p. 1514.

En l'Ass. de 1740. T. VII, p. 1774.

En l'Ass. de 1745. T. VII, p. 2108.

2109.

En l'Ass. de 1750. T. VIII, p. 417.

En l'Ass. de 1760. T. VIII, p. 1000.

En l'Ass. de 1765. T. VIII, p. 1600.

En l'Ass. de 1770. T. VIII, p. 1917.

En l'Ass. de 1775. T. VIII, p. 2604.

IV. Le Parlement de Paris, par Arrêt du 17 Mai 1730, supprime une Thèse de Théologie, soutenue par le sieur Haffeu. Remontrances à ce sujet au Roi par l'Ass. de 1730. *Voyez* Religion, §. X.

V. L'Assemb. de 1710 assiste au Panégyrique du Roi, prononcé par le Recteur de l'Université. T. VI, p. 1148.

L'Ass. de 1715 se rend aussi au Panégyrique du Roi, prononcé par le Recteur de l'Université; chacun de Mrs. les Prélats & de Mrs. du second Ordre, y ayant été invités en particulier. T. VI, p. 1483.

VI. A l'égard des Discours prononcés à l'ouverture des Sorbonniques, auxquels Mrs. les Prieurs de Sorbonne ont coutume d'inviter les Ass. du Clergé. *Voyez* Sorbonne, §. I.

THOMAS. [SAINT]

L'Ass. de 1619 accorde, aux Jacobins de Toulouse, une gratification de 300 liv. pour aider à faire la Chasse de ce grand Saint & Docteur de l'Eglise. T. II, p. 346.

TIERS-ÉTAT.

Le Cahier de l'Etat Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, contient plusieurs demandes, concernant le Tiers-Etat, & tendant au soulagement des peuples, & au retranchement de beaucoup d'abus. Recueil, p. 1052 & suiv.

Le Cahier de la Chambre Ecclésiastique aux Etats de 1614, de même. Recueil, p. 1316 & suiv.

Quant au fameux article proposé par le Tiers-Etat en 1614, sur l'autorité du Pape & sur la sûreté des Rois. *Voyez* Cahiers, §. II, n°. XVI.

A l'égard de plusieurs particularités sur la conduite du Tiers-Etat aux Etats-Généraux. *Voyez* Etats-Généraux.

TIERS ET DANGER.

[DROIT DE]

Voyez Bois, §. I, n°. II.

TITRE CLÉRIICAL.

I. LA Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans, art. 88 du Cahier, supplie Sa Majesté d'ordonner, par un Edit irrévocable, que les terres patrimoniales soient inaliénables, & ne puissent être hypothéquées; & par l'art. 89, que le Bénéfice servant de titre, ne puisse être résigné, sinon dans le cas d'un autre Bénéfice, ou autre revenu suffisant. Recueil, p. 947.

II. L'Arrêt du Conseil d'Etat, du 12 Août 1710, décharge les Ecclésiastiques de la Province de Bretagne du paiement des droits attribués aux offices de Conservateurs-Généraux des Décrets volontaires, créés par Edit de Juin 1708, pour les biens qui leur serviront de titre clérical ou patrimonial, dans lesquels ils se feront approprier, suivant la coutume de ladite Province, avec défenses aux Traitants, &c. T. VI, P. J. p. 414, 415.

III. L'Assemb. de 1710, art. 12 du Cahier du Temporel, supplie S. M. de défendre aux Traitants de faire aucune poursuite contre les Ecclésiastiques, pour le paiement des 8 deniers pour livre, du prix ou valeur du titre patrimonial; ni d'exiger d'eux les droits de 6 liv. & de 3 liv. attribués pour l'enregistrement & le contrôle des Contrats d'acquisition. Rép. *Accordé*. Recueil, p. 1527.

IV. L'Assemb. de 1735, art. 1 de son Cahier du Temporel, supplie S. M. d'accorder la décharge des droits d'insinuation & de centième denier, pour les biens qui pourront être donnés par les pères, mères & autres parents dans la ligne ascendante, soit pour tenir lieu de titre clérical, soit par forme de dot en faveur de la Profession religieuse: ces dons étant sujets à l'insinuation ecclésiastique, le droit seroit payé doublement. Rép. *Le Roi fera examiner les Mémoires que le Clergé fournira, il se portera à les décider avec faveur*. Recueil, p. 1698, 1699.

L'Assemb. de 1740, par l'art. 4 du Cahier, renouvelle cette demande. Sa Majesté répond, que la demande ayant été décidée par Arrêt de son Conseil, du 27 Septembre 1729, rendu sur le Mémoire des Agents, qui déclare sujettes à l'insinuation, les dotations

2149
d'imme
res à l
titre c
ment
en rec
Majest
glements

V. L
de dix

L'a

1715

Rép.

qu'il n

chaque

vera p

qui pu

1542

M.

plainte

préjud

bre 17

ses pos

mis à l

Provin

prendre

siastiqu

& les e

ration.

Contrô

Il av

seil, d

portan

biens p

sujettis

aux pr

au Con

L'Ass

sur le

vouloir

ordonn

exemp

Rép

les titr

qu'ils

titres,

les Ec

néfices

499.

I. T

Comm

session

servat

vilege

Nobil

II.

des B

ves de

d'immeubles faites par les peres & meres à leurs enfans, pour leur servir de titre cléréal, & qui n'exempte du paiement des droits que celles constituées en rentes viagères, l'intention de Sa Majesté est qu'on se conforme à ce Règlement. T. VII, P. J. p. 417, 418.

V. Le titre patrimonial est-il exempt de dixieme ou vingtieme?

L'art. 19 du Cahier de l'Assemblée de 1715, a pour objet cette exemption. Rép. *Accordé pour le titre cléréal, lorsqu'il n'excédera pas la somme fixée dans chaque Diocèse, & que le Clerc ne se trouvera pas pourvu d'aucun autre revenu, qui puisse lui en tenir lieu.* Recueil, p. 1542, 1543.

M. l'Evêque de Quimper porte ses plaintes à l'Ass. de 1755, de ce qu'au préjudice des Déclarations de Septembre 1711, d'Octobre 1726, & des clauses portées par les Contrats, le Commis à la perception du vingtieme de la Province de Bretagne, avoit fait comprendre les titres cléricaux des Ecclesiastiques dans les rôles de cette taxe, & les obligeoit d'en donner la Déclaration. Députation à ce sujet à M. le Contrôleur-Général. T. VIII, p. 571.

Il avoit été rendu, par Arrêt du Conseil, du 6 Octobre 1751, une décision, portant que les titres cléricaux sont biens patrimoniaux, qui doivent être assujettis au vingtieme; décision contraire aux privileges des titres cléricaux, & au Contrat passé avec le Roi en 1741. L'Assemb. de 1765, art. 10 du Cahier sur le Temporel, supplie Sa Majesté de vouloir bien, par une décision nouvelle, ordonner que les titres cléricaux seront exempts de l'imposition.

Rép. Le Roi continuera d'exempter les titres cléricaux des vingtiemes, en ce qu'ils n'excèdent pas la fixation desdits titres, faite par les Diocèses, & tant que les Ecclesiastiques n'auront point de Bénéfices équivalens. T. VIII, P. Just. p. 499, 500.

TITRES.

I. TITRES demandés aux Bénéficiers, Communautés, Chapitres, &c.; la possession peut-elle y suppléer pour la conservation de leurs biens, droits & privileges? Voyez Rentes dues à l'Eglise. Nobilité.

II. Inventaires des titres & papiers des Bénéfices, ordonnés. Voyez Archives des Diocèses.

TOLÉRANCE.

Voyez Hérétiques.

TONSURE.

Voyez Ordination, §. II.

TOUL.

1°. EN l'Ass. de 1665, il est parlé de quelques entreprises de M. l'Evêque de Toul sur la Jurisdiction de ses Confreres Evêques. Il prétendoit, en vertu d'un Indult de Rome, donner les Ordres à des Clercs étrangers sans dimissoires. L'Assemb. le fait prier d'y venir; il ne le peut; mais il promet de ne plus faire de pareilles Ordinations. Semblable plainte portée à cette Assemb. par l'Evêque de Limoges, contre le même Prélat. Voyez Evêques, §. IX.

2°. M. l'Evêque de Toul fait porter ses plaintes à l'Ass. de 1725, & il en expose le sujet dans une Lettre écrite à l'Ass. M. l'Abbé de Valras fait le rapport de l'affaire. Il s'agissoit des entreprises d'un Evêque *in partibus*, pourvu de la Prévôté de Saint-Dié, premiere Dignité d'une Collégiale, qui prétend n'être d'aucun Dioc. Cet Evêque exerçoit, de sa propre autorité, toutes les fonctions Episcopales, donnoit les Ordres, administroit la Confirmation, publioit des Mandemens sur la Doctrine: non content de ces entreprises, il recevoit les Etrangers aux Ordinations, sollicitoit les Monasteres du Diocèse de lui envoyer des Sujets à ordonner. Le Pere Hugo, Prémontré Réformé, avoit osé lui-même publier une Instruction à ce sujet, sous le titre de *Mandement de Mgr. le Révérendissime Abbé d'Estival, pour disposer les Peuples de sa Jurisdiction à recevoir le Sacrement de Confirmation.*

L'Assemb. charge les Agents de solliciter cette affaire, & ordonne que la Lettre de M. de Toul à l'Assemb., soit insérée au Procès-verbal. T. VII, p. 460 & suiv. La Lettre, P. J. p. 79 & f.

En l'Assemb. de 1726, cette affaire se présente de nouveau. M. l'Evêque de Châlons en fait un rapport très-circumstancié: l'Assen. l'éc. conformément à l'avis de la Commission, a arrêté:

1°. D'improver la conduite de l'Abbé d'Estival, & de condamner le dispositif de son Ordonnance, comme attentatoire à l'autorité Episcopale, & la proposition qu'il avance, quand bien même nous n'aurions pas été en haute possession de notre indépendance, &c.,

comme fautive, téméraire, scandaleuse, attentatoire à l'autorité Episcopale, calomnieuse & injurieuse à M. l'Evêque de Toul; 2°. de faire une députation à M. le Nonce, pour le prier de représenter à S. S. les justes plaintes de M. de Toul, contre l'Abbé d'Étival; 3°. d'écrire une Lettre circulaire à tous les Prélats du Royaume, pour leur faire part de l'attentat de l'Abbé d'Étival, & les exhorter à refuser les Ordres & les pouvoirs de prêcher & confesser à tous les Prémontrés, si, dans l'espace de trois mois, le Pere Hugo n'avoit pas fait une satisfaction convenable à M. de Toul; & qu'en cas de refus, M. l'Abbé de Prémontré, ou le Vicaire-Général des Prémontrés réformés, n'eût point procédé contre lui par les voies de droit, pour l'y contraindre. T. VII, p. 206 juſq. 211.

3°. Affaire des Chanoines Réguliers de Lorraine, avec M. l'Evêq. de Toul, sur leur prétention de pouvoir posséder toutes sortes de Bénéfices. Voyez Chanoines Réguliers.

TOULON.

1°. Le Chapitre de Toulon se pour-
voit à l'Assemb. de 1735, à l'effet d'ob-
tenir un équivalent pour les Domaines
qu'il avoit dans Toulon, & qui
ont été enclavés dans les fortifications
de cette Ville. L'Assemb. trouve très-
juste la demande du Chapitre, & prie
deux Députés de représenter à M. le
Contrôleur-Général, combien la Com-
pagnie s'y intéresse: il promet d'en ren-
dre compte au Roi. T. VII, p. 472.

1°. Le même Chapitre se pourvoit à l'Assemb. de 1716, pour obtenir un dédommagement à raison des pertes qu'il a faites pour l'agrandissement de l'Arsenal & des fortifications de la Ville : autre députation par l'Assemb. à M. le Contrôleur-Général. T. VII, p. 833, 834.

TOULOUSE.

1°. PLUSIEURS contestations se sont élevées, au sujet des décimes, entre le Chapitre de Saint-Sernin de Toulouse & quelques Diocèses, pour l'imposition de certains Bénéfices situés dans ces Diocèses & unis audit Chapitre.

L'Assemb. de 1585, faisant droit sur ce différend, a jugé que les Prieurés unis au Chapitre de Saint-Sernin de Toulouse & situés en d'autres Diocèses, seroient imposés à Toulouse, le

chef-lieu, & non en leurs Dioceses.
T. I, p. 363.

Plusieurs de ces Prieurés, dépendant anciennement de la collation ou présentation du Chapitre de Saint-Sernin, & depuis unis & annexés à ce Chapitre, sont situés au Diocèse de Rieux, & y étoient taxés aux décimes : à l'instance du Chapitre, l'Assemblée de 1885 ordonna, que les taxes dedités Prieurés seroient distraites du Diocèse de Rieux, & ajoutées à celui de Toulouse; ce qui fut exécuté : cette distraction étant venue à la connoissance du Diocèse de Rieux, il se seroit trouvé grevé & moins déchargé qu'il n'étoit convenable : le Chapitre & le Diocèse paient entre eux une transaction sur ce sujet, laquelle est homologuée en l'Aff. de 1615. T. II, p. 492, 493.

Le même Diocèse de Rieux se pour-
voit à l'Assemblée de 1617, pour dé-
charge de partie de décimes qu'il avoit
été contraint de payer, sans qu'on ait
eu égard à la distraction de la taxe des-
dits Prieurés, du Diocèse de Rieux, &
du transport de cette taxe sur le Dio-
cèse de Toulouse, en décharge de ce-
lui de Rieux : la Compagnie entérine
la Requête, & ordonne, que ladite dis-
traction & augmentation sera faite,
tant sur l'ancienne imposition de trois
décimes, que sur la nouvelle de cent
mille liv., & que les départemens &
Commissions qui seront envoyés aux
Diocèses, seront réglés & réduits con-
formément à ladite distraction & au-
gmentation. T. II, p. 331, 332.

Le différend du Syndic du Diocèse de Mirepoix, & du Chapitre de Saint-Sernin de Toulouse, est porté à l'Aff. de 1650. Le Chapitre prétendoit ne devoir point payer de Décimes au Diocèse de Mirepoix, pour les Bénéfices situés en icelui, qui sont unis audit Chapitre ; à cause qu'en 1586, les décimes qu'il devoit en avoient été distraites, & portées dans le Diocèse de Toulouse ; de quoi, il avoit été mis un *advertatur* dans le département de 1580 ; mais ledit Chapitre ayant refusé de contribuer aux menus frais, & aux gages des Officiers du Diocèse de Mirepoix, pour les Bénéfices qu'il avoit dans le Diocèse, à cause que les décimes avoient été transférées à Toulouse, il avoit été ordonné par l'Aff. de 1606, que les Bénéfices dépendans dudit Chapitre, situés au Diocèse de Mirepoix, seroient réunis aux décimes dudit Diocèse, si mieux n'aimoit le

Chapitre contribuer auxdits menus frais & gages : à faute d'avoir été opéré, les Bénéfices avoient été rétablis au Diocèse de Mirepoix : la difficulté consistoit dans l'*advertatur* qui n'avoit point été rayé : sur quoi, l'Assemb. a été d'avis de barrer l'*advertatur*, mis sur le département de 1580, & d'en mettre un nouveau qui porte, que l'Assemb. pour ôter toute difficulté, a ordonné que les Bénéfices dépendants du Chapitre de Saint-Sernin, situés dans le Diocèse de Mirepoix, y seront imposés aux décimes, ainsi qu'ils ont été depuis 1606, & taxés pour les menus frais & gages des Officiers, & autres deniers extraordinaires, comme les autres Bénéfices dudit Diocèse ; & que ce qui dessus sera écrit ensuite de l'*advertatur*, mis dans le département de 1580. T. III, p. 711, 712.

Nonobstant cet arrangement, les trois Prieurés situés au Diocèse de Mirepoix, continuoient de payer au Diocèse de Toulouse, & cependant le Diocèse de Mirepoix portoit à raison de ces Prieurés 321 liv. 7 sols : le Syndic du Diocèse de Mirepoix s'en plaint à l'Ass. de 1670, & demande que l'*advertatur* barré en 1650, soit rétabli ; ce faisant, que ledit Diocèse de Mirepoix soit déchargé de ladite somme de 321 liv., pour lesdits trois Prieurés : l'Assemb. renvoie le Jugement de cette affaire à la Chambre Ecclésiastique de Toulouse. T. V, p. 141, 142.

2°. Autre différend entre le Chapitre de Saint-Etienne de Toulouse, & le Diocèse de Lombes pour la taxe de quelques Bénéfices situés au Diocèse de Lombes, & unis audit Chapitre de Toulouse : le Syndic de Lombes supplie l'Assemb. de 1645, d'employer son autorité pour faire entretenir une transaction passée en 1531, & homologuée par Arrêt du Grand-Conseil, entre le Chapitre de Saint-Etienne & ledit Diocèse, par laquelle il est convenu que le Chapitre portera les décimes dues par les Prieurés situés au Diocèse de Lombes, comme unis à sa messe, & que ledit Diocèse en demeurera déchargé : ordonné que le Prévôt du Chapitre de Saint-Etienne de Toulouse, & le Syndic de Lombes conviendront ensemble, & feront la distraction des décimes dues par lesdits Prieurés, & le rejet d'icelles sur le Diocèse de Toulouse, en augmentant d'autant la cote dudit Chapitre de Saint-Etienne de Toulouse, en présence des Commis-

saire & des Agents. T. III, p. 394, 395.

3°. Les Prélats du ressort du Parlement de Toulouse, étoient poursuivis par l'Université de Toulouse, pour certaine pension qui autrefois lui avoit été payée par ces Prélats, mais sans en être aucunement tenus : depuis, le revenu de l'Université étant fort augmenté, lesdites pensions auroient cessé ; néanmoins ladite Université en presloit le paiement & les arrérages. Voyez Universités, §. III.

4°. L'Archev. de Toulouse représenté à l'Assemb. de 1690, que les Prélats qui ont entrée & séance au Parlement de Toulouse, sont en possession immémoriale, en allant & en sortant de l'Audience, de marcher immédiatement après le Premier-Président ; & qu'en cette année Mrs. les Présidents à Mortier avoient voulu interrompre cette possession. T. V, p. 681.

5°. Arrêté injurieux du Parlement de Toulouse contre le Chapitre de cette Métropole, à l'occasion des honneurs funéraires, ordonnés pour Mgr. le Dauphin. Le Chapitre s'en plaint à l'Ass. de 1765, lui présente un Mémoire : l'Ass. en demande justice, & s'adresse pour ce sujet, à M. le Comte de Saint-Florentin, qui en écrit à M. le Procureur-Général, pour se faire rendre compte des motifs dudit arrêté. T. VIII, p. 1525, 1526.

TOURS.

1°. Le Chapitre de Saint-Martin de Tours a prétendu pouvoir députer aux Assemb. Gén. du Clergé, & y a envoyé des Députés en plusieurs occasions.

En l'Assemb. de 1567, ce Chapitre y eut un Député particulier : l'Assemb. ordonna que dorénavant les seules Provinces pourroient députer. T. I, p. 43.

Autre Député du même Chapitre à l'Assemb. de 1584 : il est rejeté pour la raison ci-dessus. T. I, p. 250.

Autre Député du même Chapitre refusé par l'Assemb. de 1595 : il alléguoit plusieurs prérogatives & privilèges dont l'Eglise de Saint-Martin de Tours a joui de temps immémorial ; qu'elle faisoit Diocèse ; qu'aux Assemb. provinciales elle avoit ses Députés particuliers ; qu'au surplus le Chapitre offroit de supporter les frais de son Député. T. I, p. 524, 525.

En l'Assemb. ou Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, il s'élève, au

Sujet de la députation faite par le Chapitre de Saint-Martin de Tours, une contestation entre le Député de ce Chapitre & le Député de la Sénéchaussée de Touraine : l'Assemblée, après avoir oui ce qui fut dit, au rapport de M. l'Evêque de Grenoble, jugea définitivement : le Jugement porte, que, pour cette fois seulement, le Député de Saint-Martin auroit séance; mais sans tirer à conséquence; & qu'à l'avenir d'autres ne seront reçus que ceux qui seront élus par l'Assemblée qui se fera du Bailliage de Touraine, par autorité du Roi & du Clergé, en la salle Episcopale : ordonné que ledit Jugement sera inséré au Procès-verbal. T. II, p. 66. P. Just. p. 15, 16.

1°. Le Chapitre de Saint-Martin de Tours a prétendu aussi avoir une recette particulière pour la levée de ses décimes.

Dans l'Assemb. de 1608, sur l'article de la recette faite sous le nom du dit Chapitre, M. l'Archev. de Tours représente, qu'il est mal séant de faire deux articles d'un même Diocèse, attendu qu'il n'y a qu'un Receveur, dont il requiert la Compagnie & demande acte de sa requisiion. T. I, p. 786.

L'Assemb. de 1635 ordonne qu'aux départemens qui seront faits, la cote du Chapitre de Saint-Martin sera tirée conjointement avec celle des autres Bénéfices, & comprise sous le nom du Diocèse de Tours par un même article, & enjoint au Recev. Général de l'employer en ses comptes de la même façon. T. II, p. 676.

Le Recev. Gén. n'étant point conformé à cette Ordonnance dans ses comptes de 1635, l'Assemb. de 1641 en les recevant, renouvelle l'Ordonnance. T. III, p. 16.

En l'Assemb. de 1675, M. l'Archev. de Tours se plaint que le Chapitre de Saint-Martin étoit marqué séparément dans les comptes du Receveur pour sa part des décimes, comme s'il étoit un Diocèse séparé; ce qui sembloit une entreprise contre sa Jurisdiction : la Compagnie nomme quatre Députés pour examiner l'origine & les fondemens de cette prétention : il est rapporté, que, dans le département & dans les vieux comptes, le Chapitre de Saint-Martin étoit compris dans le Diocèse, sans distinction particulière : l'Archev. de Tours demande que cette remarque soit insérée dans le Procès-verbal, & qu'il lui en soit donné acte

pour lui servir en temps & lieu. T. V, p. 181.

En l'Assemb. de 1685, la Province de Tours fait une protestation sur ce que le Chapitre de Saint-Martin étoit marqué séparément dans les comptes du Recev. Gén. pour sa part des décimes, comme s'il étoit un Diocèse séparé. T. V, p. 373.

En l'Assemb. de 1695, l'Archevêque de Tours renouvelle les protestations déjà faites sur le même objet. T. VI, p. 258.

En l'Assemb. de 1700, l'Evêque de Rennes, au nom de l'Arch. de Tours, en fait autant. T. VI, p. 399, 400.

3°. Le Chapitre de Saint-Martin de Tours se pourvoit au Grand-Conseil, pour avoir diminution des taxes faites sur eux, tant en l'Assemb. de Mantes, qu'en celle de 1645, où ils font assigner le Syndic du Diocèse de Tours, sous prétexte que pareille affaire avoit été jugée au Grand-Conseil en 1579 : le Syndic du Diocèse se pourvoit au Conseil, & supplie l'Assemb. de 1650 de lui accorder l'intervention des Agents, pour faire renvoyer les Parties à la présente Assemblée : Arrêt intervient au Conseil portant renvoi du différend des Parties à l'Assemb. qui en retient la connoissance : le Chapitre de Saint-Martin se laisse d'abord condamner par défaut, ensuite il constitue Procureur pour comparoître à l'Assemb., & subir son Jugement. Oui le rapport des Commissaires, l'Assemb. rend son Jugement, qui condamne le Chapitre à payer sa taxe, lui enjoint de garder l'ordre qui leur sera prescrit par les Ass. Gén., dans les départemens qu'ils feront des sommes qui leur seront envoyées pour être imposées, tant sur eux que sur les Bénéfices en dépendants; & sur les différends qui surviendront, ils seront jugés & terminés au Bureau de Tours, conformément aux Ordonnances; sans que lesdits de Saint-Martin puissent prétendre aucun nouvel établissement de Bureau. T. III, p. 706, 707, 708.

Voyez sur la même affaire, ou affaire semblable, Assemblée-Générale, §. II, n°. XI.

Le Chapitre de Saint-Martin de Tours présente à l'Assemblée de 1655 une Requête par laquelle il représente, qu'au préjudice d'un Arrêt contradictoire, obtenu au Grand-Conseil, en 1579, portant que le Chapitre ne paiera que la sixième partie de la taxe de tout

2157
le Dioc
ter en
tout le
rent e
en que
nairem
d'y av
libérer
comm
celui-c
tient c
voit ja
extrao
paslieu
cefe : l
voyer
Sem
objet,
Martin
renvoi
1047.
Séta
tions e
Tours,
Parties
l'Assemb
l'affaire
pour, f
icelle.
M. l'
Commis
avoir fa
Saint-M
sion d'a
l'imposi
dance,
de préte
de favori
tin, aug
d'imposi
baye de
tie de so
cette ra
ventuell
compris
dans les
si nonob
est le B
Prieuré
Etangs,
rent-des
Martin
poser ce
du dépa
1646, q
taxée au
posé en
après ce
Commis
dans ses
L'Ass

le Diocèse de Tours, on leur fit porter en 1641, la moitié de la taxe de tout le Diocèse; sur lequel pied ils furent encore taxés en 1646 & 1650; en quoi ils sont surchargés extraordinairement: ils supplient l'Assemblée d'y avoir égard, laquelle, avant de délibérer, ordonne que la Requête sera communiquée au Syndic du Diocèse: celui-ci donne sa Requête, où il soutient que ledit Arrêt du Conseil n'avoit jamais été exécuté pour les taxes extraordinaires, & qu'ainsi il n'y avoit pas lieu de faire aucun rejet sur le Diocèse: l'Assemb. juge à propos de renvoyer les Requêtes. T. IV, p. 401.

Semblable Requête, & sur le même objet, présentée par le Chapitre de S. Martin, à l'Assemb. de 1665, laquelle renvoie la Requête. T. IV, p. 1046, 1047.

S'étant élevées quelques contestations entre la Chambre Diocésaine de Tours, & le Chapitre de S. Martin, les Parties s'en rapportent à la décision de l'Assemb. de 1755: l'Assemb. renvoie l'affaire au Bureau du département, pour, sur le rapport, être statué sur icelle. T. VIII, p. 576.

M. l'Archevêque d'Albi, Chef de la Commission, rapporte l'affaire; & après avoir fait observer que le Chapitre de Saint-Martin de Tours est en possession d'avoir un Bureau particulier, pour l'imposition des Bénéfices de sa dépendance, il réduit les différents Chefs de prétentions à deux questions: 1°. de savoir si le Chapitre de Saint-Martin, auquel on ne conteste pas le droit d'imposer la Menſe Abbaticale de l'Abbaye de Cormeri, comme faisant partie de son département, est fondé par cette raison à imposer la Menſe Conventuelle, quoique cette Menſe soit comprise depuis près de deux siècles dans les impositions du Diocèse; 2°. si nonobstant la possession dans laquelle est le Bureau Diocésain d'imposer le Prieuré de Bouran, le Château des Etangs, & la Chapelle de Saint-Laurent-des-Bois, le Chapitre de Saint-Martin peut revendiquer le droit d'imposer ces trois annexes, sous prétexte du département de 1641, rectifié en 1646, qui veut que l'annexe demeure taxée au chef-lieu. M. l'Arch. d'Albi expose ensuite les moyens des Parties: après cette exposition, & l'avis de la Commission, le Promoteur entendu dans ses conclusions:

L'Assemb. a arrêté, 1°. que le Bu-

reau Diocésain de Tours demeurera maintenu dans le droit & possession d'imposer la Menſe Conventuelle de l'Abbaye de Cormeri, le Prieuré de Bouran, le Château des Etangs, avec ses dépendances, & la Chapelle de S. Laurent; 2°. que ledit Bureau ne sera tenu d'aucunes restitutions, tant envers le Chapitre de Saint-Martin, qu'envers l'Abbaye de Cormeri, pour raison des impositions faites & perçues par ledit Bureau, sur les objets dont est question; 3°. qu'à l'égard des sommes imposées par l'Abbé de Cormeri, entre les mains du Receveur commun du Bureau & du Chapitre, pour raison des impositions du Château des Etangs & dépendances, elles seront rendues & restituées au Diocèse de Tours. T. VIII, p. 576 jusqu'à 586.

En l'Assemb. de 1760, M. le Comte de Saint-Florentin fait part à Mrs. les Agents de l'intention où étoit le Roi, de renvoyer à l'Ass. le Jugement d'une difficulté qui s'étoit élevée entre le Bureau du Chapitre de Saint-Martin de Tours, l'Abbaye de Beaumont-lès-Tours, & autres Bénéficiaires ressortissants à ce Bureau; sur quoi la Compagnie charge Mrs. les Agents de témoigner à ce Ministère, combien elle étoit empressée de se conformer aux vœux de Sa Majesté; l'Arrêt de renvoi est du 18 Avril 1760: il est remis au Promoteur, pour, sur ses conclusions, être ordonné ce que de droit. T. VIII, p. 936. L'Arrêt, P. J. p. 319 & suiv. 321, 322.

Le Promoteur requiert d'abord que l'Assemblée, en retenant la cause, ordonne, avant de faire droit, qu'à la Requête de la Dame Abbessé de Beaumont, le Doyen & autres dignités, les Prévôt, Vicaires, Officiers & autres Bénéficiaires de l'Eglise de Saint-Martin, l'Abbé & les Religieux de Cormeri, & généralement tous les contribuables du Clergé de Saint-Martin, soient assignés en assistance de cause pour voir déclarer le Jugement qui interviendra commun avec eux, &c.: ainsi jugé par l'Ass. Requête de la Dame Abbessé & significations d'icelles. T. VIII, p. 936, 937, 938, 939.

Jugement définitif rendu par l'Ass., contenant le vu des pièces, par lequel faisant droit sur le tout, disons, [ce sont les termes du Jugement,] que, conformément à l'Arrêt du Grand-Conseil du 14 Avril 1579, l'Arrêt du Conseil du 18 Septembre suivant, &

le Jugement du Clergé du 3 Décembre 1650, ledit Chapitre de Saint-Martin, Bénéfices & Communautés qui en dépendent, continueront d'être imposés aux décimes par une taxe différente, distincte & séparée de celle du Diocèse de Tours; ayant aucunement égard aux demandes des Abbessé, Prieure & Religieuses de Beaumont, du 18 Mars 1758, disons que la répartition, tant de la somme à laquelle montera cette taxe particulière, que des dettes & charges communes, si aucune y a, sera faite par une Commission composée de sept Députés, dont six seront choisis dans une Assemblée-Générale, à laquelle ne pourront assister que ceux qu'il est d'usage d'y appeler, lesquels ne pourront se faire représenter que par des Ecclésiastiques du nombre de ceux qu'il est d'usage d'appeler à ladite Assemblée-Générale du Chapitre & de ses dépendances; que l'un des Députés sera élu, nommé & choisi dans les Dignitaires ou Prévôts; deux dans les Chanoines de Saint-Martin; un dans les Chapitres de Saint-Venant & de Saint-Pierre-le-Puellier, & ce alternativement; un dans les Abbayes de Cormeri & de Beaumont ou leurs Députés, aussi alternativement; & un dans les Prieurs ou leurs Députés, avec la même alternative; ayant aucunement égard à la demande du sieur de Benoît de la Prunarde, disons que lui & ses successeurs Doyens seront Députés-nés de ladite Commission, sans néanmoins qu'ils puissent se faire représenter par aucuns Dignitaires ou autres. La Commission se renouvellera dans une Assemblée-Générale, qui se tiendra dans le mois qui suivra l'envoi de chaque nouveau département qui sera fait par les Assemblées-Générales du Clergé; pourront néanmoins les Députés, autres que le Doyen, être révoqués par ceux qu'ils représentent, & en ce cas sera procédé à la nomination des nouveaux Députés qui auront été révoqués, ou qui seront morts, ou auront cessé d'être membres du Chapitre & de ses dépendances, laquelle nomination ne pourra de même être faite que dans une Assemblée-Générale qui sera convoquée à cet effet; pourra ladite Commission entendre, clore & arrêter les comptes; sera tenue ladite Commission de tenir des Registres de toutes les délibérations qui y seront arrêtées, lesquels Registres seront déposés à Archives du Chapitre, pour

être communiqués, tant à ceux qui composeront ladite Commission, qu'au Syndic de ladite Commission, quand ils le requerront, lequel Syndic sera nommé dans l'Assemblée-Générale du Chapitre & des dépendances, suivant l'usage, & ne pourra avoir voix délibérative dans ladite Commission. Les Assemb. des Commissaires se tiendront chez le Doyen, & en cas d'absence ou d'empêchement légitime, chez le premier des Dignitaires, ou Prévôts, & en leur absence chez le premier des Chanoines de S. Martin: la nouvelle Commission sera tenue de se conformer entièrement aux réglemens & instructions des Assemb. Gén. du Clergé de France, & notamment au Jugement du 3 Déc. 1650; sur le surplus des demandes, fins & conclusions, met les Parties hors de Cour, tous dépens compensés. Pourra néanmoins le Chapitre de Saint-Martin de Tours, employer les siens en frais communs, lesquels nous avons liquidés à la somme de deux mille quatre cents livres, dont il sera remboursé sur les revenants-bons. T. VIII, p. 939 & suiv.

4°. M. l'Archevêque de Tours se pourvoit à l'Assemb. de 1711, & demande l'intervention du Clergé dans une affaire concernant sa Jurisdiction sur le Chapitre de Saint-Martin de Tours, déjà jugée par l'Arrêt du Parlement du 13 Avril 1709; mais comme cet Arrêt peut fournir sujet à de nouvelles contestations, il désireroit en obtenir un nouveau en interprétation du premier sur trois articles principaux.

Le premier article dudit Arrêt déclare les Bulles & Rescrits sur lesquels le Chapitre de Saint-Martin fondeoit ses privilèges, nuls & abusifs en ce qu'ils contiennent l'exemption entière & totale dudit Chapitre de Saint-Martin & de ses dépendances de la Jurisdiction de l'Archevêque, & établissent une soumission immédiate dudit Chapitre au S. Siege; & en conséquence maintient ledit Archevêque au droit de Jurisdiction & de visite dans l'Eglise & Cloître des Chanoines de Saint-Martin, avec pouvoir d'officier pontificalement dans ladite Eglise, en gardant les rites qui y ont été de tout temps observés; maintient aussi ledit Archev. au droit de visite, Jurisdiction, correction & actes en dépendants, sur les dignités, Chanoines, Chapitre & autres desservants ladite Eglise & leur dépendance;

dépens
l'emen
Chap
vacan
tre &
Jurisf
Le
Chan
au dr
& Clo
les M
danc
minis
tions
correc
cer, l
nances
le cou
nécess
de dro
seulen
devan
ficial;
de Tou
ou for
Le
dans t
l'avert
du Ch
des dé
bres c
Process
ce; &
temps
Arche
truire
M.
deman
ticles
La
la fin
seulem
Grand
maladi
time,
& dép
lontain
La
second
Siege
la Juris
observe
Métro
Tours
mais q
poser le
doit qu
la Juris
de l'Eg
Sur
le Pré
Tabl

dépendance; le tout en personne seulement, sans qu'aucun autre, même le Chapitre de l'Eglise Métropole, le Siege vacant, puisse exercer sur ledit Chapitre & ses dépendances, aucun acte de Jurisdiction volontaire & contentieux.

Le second article maintient lesdits Chanoines & Chapitre de Saint-Martin au droit de Jurisdiction dans l'Eglise & Cloître, même de correction sur tous les Membres de ladite Eglise & dépendances, en ce qui ne regarde point l'administration des Sacrements & les fonctions curiales; laquelle Jurisdiction & correction, ledit Chapitre pourra exercer, même en exécution des Ordonnances dudit Archevêque rendues dans le cours de la visite, en cas qu'il soit nécessaire de procéder par les formes de droit; le tout en premiere instance seulement, & à la charge de l'appel par-devant ledit Archevêque ou son Officiel; & pendant la vacance du Siege de Tours, par-devant l'Archev. de Lyon ou son Officiel Primalial.

Le troisieme article ordonne, que dans trois mois à compter du jour de l'avertissement fait par écrit à l'Officiel du Chapitre, il sera tenu d'informer des délits commis par lesdits Membres du Chapitre, & d'en juger les Procès dans les délais de l'Ordonnance; & à faute de ce faire dans ledit temps, & icelui passé, pourra ledit Archev. ou son Officiel, informer, instruire & juger.

M. l'Arch. de Tours formoit trois demandes qui répondent aux trois articles de l'Arrêt de 1709.

La premiere regardoit ces mots de la fin du premier article, *en personne seulement*: le Prélat demandoit que son Grand-Vicaire, en cas d'absence, de maladie ou autre empêchement légitime, pût exercer sur ledit Chapitre & dépendances, la Jurisdiction volontaire, à l'exception de la visite.

La seconde concernoit la clause du second article, relative à la vacance du Siege & à l'attribution, en ce cas, de la Jurisdiction à l'Archev. de Lyon: il observoit, que le Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de Saint-Gatien de Tours, s'étoit pourvu en opposition; mais qu'étant Partie, il n'avoit pu s'opposer lui-même; qu'au reste, il demandoit que pendant la vacance du Siege, la Jurisdiction fût conservée à l'Officiel de l'Eglise Métropole de Tours.

Sur le troisieme article de l'Arrêt, le Prélat demandoit que le délai de

Table de la Coll. des P. V.

trois mois, porté par l'Arrêt de 1709, ne pût s'étendre sur les crimes graves & scandaleux, & fût restreint à trois jours.

C'est pour obtenir l'effet de ces trois demandes, que M. l'Archev. de Tours demande à l'Assemb. l'intervention des Agents, qui lui est accordée. T. VI, p. 1223 juſq. 1228.

5°. L'Archev. de Tours se plaint à l'Assemblée de 1619, que les Diocèses de Bretagne vouloient se séparer du Bureau des décimes de Tours, & en demander un particulier. *Voyez Bretagne*, §. I.

6°. Procès mu, tant entre la Chambre souveraine des décimes de Tours, & le Bureau Diocésain de Dol, qu'entre le Receveur Diocésain de Dol, & les Religieux de la Charité de Pontorson; & renvoyé par Arrêt du Conseil d'Etat du 24 Mars 1740, pour être jugé par l'Assemb. L'Evêque de Vannes fait le rapport de ladite affaire, & de la déclaration donnée le 14 Août 1740, par laquelle lesdits Religieux de Pontorson déclarent qu'ils n'ont point de Menſe distincte & séparée de celle de l'Hôpital, & qu'ils ne prétendent rien sur lesdits biens, que leur nourriture & leur entretien. Le rapport fini, oui M. le Promoteur, l'Assemb. rend son Jugement, portant, que, quoique les Bureaux Diocésains soient Souverains dans le cas où les taxes n'excedent pas 30 liv., néanmoins la Chambre supérieure de Tours a valablement reçu l'appel des Religieux de Pontorson; attendu qu'il s'agissoit de savoir, si lesdits Religieux devoient ou ne devoient pas être compris dans les rôles des décimes & Dons-gratuits: en ce qui concerne les contestations entre le Bureau Diocésain de Dol & les mêmes Religieux, disons, qu'attendu les nouvelles acquisitions faites par lesdits Religieux, sans déclarer que c'étoit pour les Pauvres, le Bureau a pu valablement imposer; & néanmoins attendu la Déclaration faite par eux, par l'acte du 14 Juin, déchargeons lesdits Religieux pour l'avenir de toutes impositions aux décimes & Dons-gratuits, avec défenses au Bureau de Dol de les comprendre dans les rôles, &c. T. VII, p. 1747 & suiv. P. Just. p. 427, 428.

7°. Les Evêques du Mans & de Saint-Brieux se plaignent à l'Ass. de 1735, de ce que les Députés de l'Eglise Métropole de Tours, prétendent précéder les Porteurs de Procurations des Evê-

Kkkkkk

ques aux Assemblées Provinciales : l'affaire est renvoyée au Bureau de la Jurisdiction. T. VII, p. 1464.

8°. Arrêt du 3 Octobre 1667, sur un différend pour deniers d'octroi, entre le Clergé de Tours, & les Maire & Echevins de la Ville. *Voyez* Océris.

9°. Sur le droit de Loyaux-Aides dans la Province de Tours. *Voyez* Aides. [Loyaux-]

TRADUCTIONS.

I. TRADUCTION des Œuvres du Cardinal du Perron. *Voyez* Perron.

II. Traduction du Missel. *Voyez* Missel.

TRAITE-FORAIN.

Voyez Aides.

TRÉGUIER.

1°. EN 1608, un Archidiacre de Tréguier prétend pouvoir donner des Monitoires : prétention désapprouvée par l'Assemblée de 1608. *Voyez* Archidiacres, n°. II.

2°. Affaire de l'Evêque de Tréguier contre les Dominicains de Morlaix, au sujet de l'exposition du S. Sacrement dans leur Eglise. *Voyez* Eucharistie, n°. V.

TRENTE. [CONCILE DE]

LA réception & publication du Concile de Trente dans le Royaume, a été l'objet des délibérations & Remontrances d'un grand nombre d'Assemblée du Clergé.

1567. Un des articles du Cahier de l'Ass. de 1567, est sur ce sujet. Le Clergé supplie Sa Majesté de pourvoir à la publication & exécution dudit Concile, quand la commodité de ses affaires le permettra. Un des Députés de la Province de Lyon protesta contre cet article, à ce qu'il ne puisse préjudicier aux Chapitres. T. I, p. 53, 55.

1576. Dans la Chambre Ecclésiastique des Etats de Blois, en 1576, grande contestation entre les Evêques & les Chapitres sur la publication du Concile, à laquelle les Chapitres s'opposaient fortement : après bien des débats, il est résolu, qu'elle sera demandée, avec la réserve des libertés de l'Eglise Gallicane, & sans préjudicier aux exemptions & franchises des Eglises Cathédrales & Collégiales, & des Monastères. T. I, p. 88, 89, 90.

1579. L'Assemblée de Melun, en 1579, fait un des principaux objets de ses deman-

des au Roi, & de la réformation qu'elle poursuivoit devant S. M., & de la réception & publication du Concile, avec la réserve ci-dessus. Le Roi répond, *que pour le présent il ne pouvoit entrer en cette publication.* T. I, p. 122, 123, 127, 133. Recueil, p. 1086 & f.

L'Assemblée de 1582 renouvelle cette demande dans la Harangue prononcée devant le Roi, par M. l'Arch. de Bourges. Dans un Conseil tenu à Fontainebleau, le Roi avoit demandé les moyens qu'il y auroit de faire publier le Concile : il avoit écrit à M. le Premier-Président, pour lui demander son avis : la Compagnie députée à ce Magistrat, Mrs. de Bourges & de Noyon : conférences sur ce sujet : arrêté de l'Assemblée, qui charge les deux Prélats de continuer ce qu'ils avoient si bien commencé avec ledit sieur Président, comme étant chose désirée & profitable au Clergé, & généralement de faire ce qu'ils verroient être à propos pour procurer cette publication du Concile. T. I, p. 241 jusqu'à 244.

L'Assemblée de 1585, parmi les objets de Remontrances qu'elle arrête de faire au Roi, insiste sur-tout sur la publication du Concile, sous les réserves & modifications arrêtées aux Etats de Blois & à l'Assemblée de Melun. T. I, p. 283, 289.

Dans cette Assemblée le Roi accorde une conférence sur ce point, à l'instar de celle qui avoit été tenue à Bourges pour la Pragmatique-Sanction. M. le Chancelier propose ces difficultés : 1°. qu'il étoit nouveau de requérir le Roi de faire publier en ses jours un Concile : 2°. qu'il avoit été fait jusqu'ici plusieurs Assemblées sur cette réception du Concile, & qu'il avoit toujours été résolu de ne pas le recevoir : 3°. que la requisition du Clergé étant conditionnée, il sembloit indécent que le Concile fût reçu pour une partie, & qu'il ne le fût pas pour l'autre : l'Arch. de Vienne satisfait à ces difficultés. Autres objections de l'Avocat-Général Faye : l'Assemblée demande une nouvelle audience pour y répondre : la conférence est accordée en présence du Roi. L'Archevêque de Vienne réduit à cinq chefs les objections de l'Avocat-Général, & y répond. Le Roi remet à une autre fois la décision du différend : en attendant, permis de tenir des Conciles Provinciaux, pour faire recevoir & garder tout ce qui est ordonné par le Concile touchant la Foi & tout ce

1588.

1582.

1595.

1585.

1598.

1600.

1605.

1608.

1610.

1614.

qui en
315 ju

L'A

Requ

cation

serves

crétait

les Ag

ment

Aux

Clergé

dans le

publica

des Lib

chevèq

gue, le

insiste

p. 136.

L'A

Cahier

Concil

rées pa

savoir

Roi, d

ne, pri

pitres,

T. I, p.

L'art

1598,

p. 161.

Ainsi

répond

observé

de la d

Décree

tenus a

T. I, p.

Renou

1605. R

1605. R

724, 7

Au C

réponse

T. I, p.

L'Ass

hier, re

mes mo

les Cah

que cell

Cahiers

Le pre

par le C

1614, c

Sur l'inf

Chapitr

ricur, il

judice d

cane &

La pren

d'abord

en celle

droits de

qui en dépend. T. I, p. 311, 312, 313, 315 jusq. 420, 338, 339.

1588. L'Assemb. de 1588 fait dresser une Requête au Parlement, pour la publication du Concile, sous les susdites réserves; la Requête est signée par le Secrétaire de l'Assemb., & présentée par les Agents. Voyez le troisième Supplément mis à la tête du T. VIII, §. VIII.

Aux États de Blois, en 1588, le Clergé & la Noblesse renouvellent, dans leurs Cahiers, la demande de la publication du Concile, sans préjudice des Libertés de l'Eglise Gallicane. L'Archevêque de Bourges, dans sa Harangue, lors de la clôture desdits États, y insiste de nouveau. T. I, p. 475. P. J. p. 136.

1595. L'Assemb. de 1595, art. 3 de son Cahier, demande la publication du Concile, aux mêmes réservations portées par le Cahier de Blois, en 1588, savoir, sans préjudice des droits du Roi, des Libertés de l'Eglise Gallicane, privilèges & exemptions des Chapitres, Monastères & Communautés. T. I, p. 571, 573.

1598. L'article 1 du Cahier de l'Assemb. de 1598, y est conforme. T. I, P. Just. p. 161.

1600. Ainsi que l'article 1 de l'Ass. de 1600, répondu en 1601 en ces termes: *Seront observés pour la réformation des mœurs & de la discipline Ecclésiastique, les saints Décrets & Constitutions Canoniques contenus audit Concile & autres précédents.* T. I, P. J. p. 173.

1605. Renouvelé dans l'art. 1 de l'Ass. de 1605. Réponse peu favorable. T. I, p. 724, 725, 726.

1608. Au Cahier de l'Ass. de 1608, même réponse qu'au Cahier de l'Ass. de 1600. T. I, P. J. p. 189.

1610. L'Assemb. de 1610, art. 1 du Cahier, renouvelle la demande aux mêmes modérations déjà proposées dans les Cahiers précédents: même réponse que celle qui est faite aux deux derniers Cahiers. T. II, P. J. p. 1.

1614. Le premier article principal demandé par le Clergé aux États-Généraux de 1614, est la publication du Concile. Sur l'instance faite par les Députés des Chapitres, & autres de l'ordre inférieur, il est ajouté que ce sera sans préjudice des Libertés de l'Eglise Gallicane & des exemptions des Chapitres. La première forme en laquelle étoit d'abord proposé l'article, est changée en celle-ci, *sans préjudice toutefois des droits de Votre Majesté, Libertés de l'E-*

glise Gallicane, privilèges & exemptions des Chapitres, Monastères & Communautés; pour lesquels privilèges, libertés & exemptions, Sa Sainteté sera suppliée à ce qu'elles soient conservées. L'Ordre de l'Eglise prie la Noblesse de se joindre à la supplication: la Noblesse, après quelques difficultés, s'y joint; ceux du Tiers-Etat répondent qu'il n'est pas du fait de leur Chambre d'entrer en délibération sur ce sujet. T. II, p. 113, 114, 115, 116, 117, 139, 161.

Article du Cahier des États de 1614, mis à la tête du Cahier, touchant la publication du Concile. T. II, p. 242.

L'Assemb. de 1615 presse vivement la réponse à cet article. En attendant que S. M. y fasse une réponse favorable, la Compagnie, après une longue & mure conférence, du commun & unanime consentement, « déclarent les Seigneurs Députés être obligés, par leur devoir & conscience, de recevoir, » comme de fait ils ont reçu & reçoivent ledit Concile, promettant de l'observer autant qu'ils peuvent par leurs fonctions & autorité Pastorale spirituelle; & pour en faire une plus ample, plus solennelle & plus particulière réception, font d'avis que les Conciles Provinciaux, de toutes les Provinces de ce Royaume, doivent être convoqués & assemblés en chacune Province, dans six mois au plus tard; ... & en cas que quelque empêchement retardât l'Assemb. desdits Conciles Provinciaux dans le temps susdit, le Concile sera néanmoins reçu & observé par lesdits Diocèses: ce que tous les Prélats & autres Ecclésiastiques soussignés ont promis & juré de procurer de tout leur possible. Fait..... le 7 Juillet 1615. » T. II, p. 242.

Ladite Déclaration est signée & jurée entre les mains du Cardinal de la Rochefoucault, sur les saints Evangiles: arrêté qu'elle sera présentée aux Sieurs Députés absents, & aux Prélats qui se trouveront à Paris. T. II, p. 241, 242.

M. de Harlai, Coadjuteur de Rouen, dans la Harangue qu'il prononce au Roi, au nom de l'Assemb. de 1615, rappelle à Sa Majesté cette Déclaration, & insiste de nouveau avec force & dignité sur la réception du Concile. T. II, P. J. p. 27, 28.

L'Assemblée de 1615 établit, pour premier moyen, d'avoir des Loix & des Constitutions certaines dans l'Eglise,

Kkkkkk 2

1615.

1615.

de procurer que le Concile de Trente soit publié en France de l'autorité Royale, comme il est déjà reçu (est-il dit) depuis dix ans par la spirituelle des Prélats; & à cette fin, puisque le retardement de cette publication ne provient que de la croyance qu'on donne au Roi, qu'il y a dans ledit Concile quelque chose de préjudiciable à son autorité, ou aux droits de la France; la Compagnie arrête de supplier S. M. de choisir & commettre telles personnes capables qu'il lui plaira, pour examiner, avec les Députés de l'Assemb., ce qu'ils jugeront être de cette qualité audit Concile, chercher les moyens d'y pourvoir, au contentement de S. M. & bien de ses Sujets, avec l'approbation & autorité du Pape. T. II, p. 482, 483.

TROIES.

1585. 1°. L'ASSEMBLÉE de 1585 reçoit les plaintes au sujet des entreprises & excès des Juges & Magistrats de Troies, à raison des sieges & séances par eux prétendus au Chœur de l'Eglise de Troies. *Voyez* Eglise, §. IV.
1595. 2°. Le sieur Benoît, Curé de Saint-Eustache, nommé à l'Evêché de Troies, en prend possession, & exerce même les droits Episcopaux, n'ayant point encore de Bulles: le Chapitre, dans tous ses actes, infère la clause, *Sede Episcopali vacante*: le Sr. Benoît s'en plaint, & traduit le Chapitre au Grand-Conseil: le Chapitre demande l'intervention de Mrs. les Agents à l'Ass. de 1595, qui l'accorde: elle déclare en même temps, qu'elle espère obtenir Lettres au Conseil-Privé, pour remédier à pareils abus, & qu'en attendant elle va faire dresser des Lettres pour envoyer aux Chapitres qui sont en pareil embarras, afin de les exhorter de maintenir leur Jurisdiction. T. I, p. 610, 611.
1660. 3°. La Jurisdiction sur un Hôpital de Troies est contestée à M. l'Evêque, par un Religieux Augustin pourvu dudit Hôpital. Intérêt que prend à cette affaire l'Ass. de 1660. *Voyez* Hôpitaux, §. II, n°. II.
1723. 4°. Affaire de M. l'Evêq. de Troies, contre un Curé de l'Ordre de Malte, sur la Jurisdiction, dont il est délibéré dans les Assemblées de 1723 & 1725. *Voyez* Malte, §. II.
1725. 5°. En l'Assemblée de 1725, plainte de l'Evêque de Troies, contre un Religieux Trinitaire de son Diocèse, qui

avoit été ordonné hors du Royaume, sans aucun Dimissoire. *Voyez* Ordination, §. III.

6°. On a exigé, en plusieurs occasions, du Clergé & des Ecclésiastiques de Troies, des droits relatifs aux octrois & aux Aides des Villes. *Voyez* Octrois. Aides.

7°. En 1629, l'Evêq. de Troies, les Syndics & Députés du Diocèse obtinrent du Roi des Lettres-Patentes, portant permission d'établir un Bureau Diocésain composé d'eux & de tel nombre de personnes capables & Officiers, suffisant & nécessaire. Malgré cette disposition si précise, les Curés se conservèrent dans l'usage où ils étoient de nommer, à la pluralité des voix, le Syndic & tous les Députés. En 1641, les Chanoines de l'Eglise Collégiale de Saint-Etienne & de celle de Saint-Urbain se plaignirent de cette forme de procéder. L'affaire évoquée au Conseil, les deux Chapitres furent déboutés de leur demande. L'administration du Bureau n'éprouva, depuis cette époque, aucune contradiction remarquable, jusqu'en 1767, qu'il vqua deux places de Députés au Bureau. Sur neuf Curés chargés des Procurations de tous les Curés du district, pour venir procéder à la nomination des deux places, six nommerent les sieurs Bouezo & Elloi, & les trois autres, d'un avis différend, protestèrent contre la nomination, & engagèrent la Collégiale de Saint-Etienne en leur parti: ceux-ci se pourvurent au Parlement, par appel comme d'abus: ils y obtinrent plusieurs Arrêts, un entr'autres, portant règlement pour tous les Bureaux Diocésains, auxquels il est ordonné de se conformer à l'Edit de 1599 & à la Déclaration de 1750.

Mrs. les Agents se pourvoient contre cet Arrêt, & obtiennent un Arrêt du Conseil, précédé de quelques autres; lequel Arrêt porte, que les choses resteroient sur le pied où elles étoient, jusqu'à l'Assemblée du Clergé de 1770, sur les Mémoires de laquelle S. M. se réservoir de faire un règlement général. T. VIII, p. 1853 & suiv. *Voyez* Chambres, §. I.

Dans le cours de cette procédure, il y eut des Mémoires injurieux à M. l'Evêque de Troies, supprimés par Arrêt du Conseil, du 6 Février 1768: M. l'Arch. de Narbonne rend compte de ces Mémoires. T. VIII, p. 1880 & suiv.

1770.

Sur
fini par
le Bureau
ment
rendu
1775
des Dé

1°. B
baye de
leur sèc
aux con
voir, q
roient d
celles f
que les
portion
ment f
permis
rement
nant à v
appartie
font les
dits Res
conditi
sans ad
minée,
mort de

Quar
les non
Particul
unis aut
funis pa
cune mu
une autre
Pape ve
sent pas
avis, s'a
lui ayan
quem
le jérog
de réfig
Bulle de
le Chapi
néficiers
se tenir
différen
Parlemen
Parentes

Le Pa
Bulles d
fives, &c
Cet Arr

Sur les suites de cette affaire, qui a fini par un règlement particulier pour le Bureau Diocésain de Troies; règlement que l'Assemblée de 1770 n'avoit rendu que provisoire, & que l'Ass. de 1773 a rendu définitif. *Voyez* Chambres des Décimes, §. I. n°. V.

TULLES.

1°. EN 1514, les Religieux de l'Abbaye de Tulles ayant demandé au Pape leur sécularisation, elle leur fut accordée aux conditions qu'ils souhaierent; savoir, que les portions Monacales seroient entièrement éteintes, & que d'icelles seroient faits des Canoncats; que les Bénéfices simples attachés aux portions Monacales, seroient entièrement séparés & réunis d'icelles, & permis aux Pourvus de les résigner purement & simplement; lesquelles venant à vaquer par mort, la Collation en appartiendroit au Seigneur Evêque: ce sont les termes de leur Supplique. Lesdits Religieux furent sécularisés à ces conditions, quoique leur Bulle soit sans adresse, qu'elle n'ait jamais été fulminée, & qu'il n'y soit pas dit un seul mot de l'Evêque.

Quarante ans après, savoir, en 1554, les nouveaux Sécularisés voyant des Particuliers jouir des Bénéfices simples unis autrefois à leurs offices, mais réunis par leur Bulle, en ne faisant aucune mention de celle-ci, en obtinrent une autre en leur faveur, par laquelle le Pape veut que lesd. Bénéficiers ne puissent pas résigner: ceux-ci en ayant eu avis, s'adressèrent de nouveau à S. S., & lui ayant fait voir qu'ils étoient canoniquement pourvus, ils obtinrent une Bulle dérogatoire à celle qui les empêchoit de résigner, & qui contrevenoit à la Bulle de sécularisation; tellement que le Chapitre ayant une Bulle, & les Bénéficiers une autre, chacun voulant se tenir à la sienne, la connoissance du différend des Parties fut renvoyée au Parlement de Paris, par des Lettres-Parentes.

Le Parlement déclara l'exécution des Bulles de sécularisation & d'union abusives, & confirma la Bulle de dérogation. Cet Arrêt fut exécuté jusqu'en 1646,

que le Chapitre de Tulles, se prévalant de la vieillesse de son Evêque, renouvella ses prétentions de 1554, & demanda au Grand-Conseil un supplément de Prébendes sur les Offices Claustraux: Arrêt intervint en 1647, qui ordonne, que, vacation arrivant par mort desdits Bénéfices, il en seroit uni par le Seigneur Evêque à la Menſe du Chapitre, jusqu'à la concurrence de 2400 livres. M. de Tulles prie l'Ass. de 1655 de se joindre à lui pour obtenir la cassation dudit Arrêt du Grand-Conseil, qui le privoit de ses collations, & qui s'attribuoit le pouvoir d'ordonner des unions. L'Assemblée lui accorda l'intervention des Agents. T. IV, p. 353, 354.

2°. L'Evêque de Tulles a le droit de Prélature pour tous les fiefs qui se vendent dans son Diocèse: le Parlement de Bordeaux touche à ce droit: le Prélat s'en plaint à l'Assemblée de 1675. *Voyez* Prélature.

3°. Un Feuillant, Abbé de S. Martin de Limoges, consacre une Eglise dans le Diocèse de Tulles, sans l'aveu de l'Evêque. *Voyez* Feuillants, §. II.

TURENNE.

MR. l'Evêque de Couferans expose à l'Assemblée de 1655 l'affaire de M. l'Archevêque de Bourges par rapport au gouvernement du Limousin, ôté à ce Prélat, qui le possédoit pour le conserver à sa famille, dans la personne du Duc de Ventadour, son neveu, & donné à M. de Turenne, Huguenot. Sur quoi l'Ev. de Couferans rapporte trois choses, le fait, les résistances de M. de Bourges, & les oppositions & diligences de Mrs. les Agents, dont il étoit un: il en est fait plainte, au nom de l'Ass., dans la Remontrance faite au Roi par M. l'Archevêq. de Sens. La Compagnie fait insérer dans son Procès-verbal le narré de toute cette affaire, qui peut fonder une protestation pour l'avenir. T. IV, p. 182, 183.

TYRANS.

IL n'est jamais permis d'attenter à leur vie. *Voyez* Souverains.



U.

UNIONS.

Nota. Les articles qui commencent par un U voyelle, précèdent ici ceux qui commencent par l'V consonne.

I. L'Ass. de 1660 fait solliciter une Déclaration, portant entre autres choses, que les Hôpitaux, Maisons, Aumôneries, Léproseries, & autres lieux dépendants entièrement des Ecclésiastiques, comme étant de leur fondation, & en ayant la conduite & la direction, ne puissent être unis, sans leur consentement par écrit & celui de l'Evêque. L'affaire qui avoit donné lieu à cette demande du Clergé, étoit l'union ordonnée par le Parlement de Paris, d'un Hôpital des Ardents, fondé par le Chapitre du Mans, à l'Hôpital-Général de cette Ville. T. IV, p. 670, 671.

II. M. le Tellier, Archevêque de Reims, avoit fait faire un Recueil des procédures faites, lorsqu'il a uni des Bénéfices à son Séminaire. L'Ass. de 1700 jugeant que ces pièces pouvoient être d'une grande utilité en pareils cas, pria M. l'Archev., son Président, de lui faire part de ce Recueil, qui étoit déjà imprimé, & ordonna qu'il en seroit distribué un exemplaire à chacun des Députés, & qu'il en seroit envoyé par Mrs. les Agents à tous les Prélats du Royaume. T. VI, p. 561, 562.

[Ces pièces sont rapportées dans les Mémoires du Clergé.] T. II, p. 734 jusqu'à 811.

III. M. l'Evêque d'Evreux se plaint, à l'Ass. de 1741, d'un droit de centime denier exigé par le Fermier des Domaines du Roi, dans la Province de Normandie, pour raison d'une union de Bénéfice faite au petit Séminaire d'Evreux; prétention contraire aux dispositions de l'Arrêt du Conseil du 9 Septembre 1730. M. l'Archevêque de Bourges est prié de voir M. le Contrôleur-Général. T. VII, p. 1841.

La même affaire & autres semblables, sont proposées dans l'Assemb. de 1745: sur quoi l'Ass. arrête, d'une voix unanime, que Mrs. les Agents interviendront dans cette affaire, & ne négligeront rien pour procurer à M. l'Evêque d'Evreux un prompt succès. T. VII, p. 1045, 1046.

Le même Prélat demande les bons offices de la même Assemb. dans une affaire qu'il avoit au Conseil, au sujet d'une union qu'il vouloit faire à son

petit Séminaire de la Menfe Conventuelle de l'Abbaye de la Croix-Saint-Leufroi, à laquelle les Bénédictins des Abbayes de Saint-Ouen de Rouen & de Saint-Germain-des-Prés avoient formé opposition, quoique sans qualité & sans intérêt: opposition admise d'abord au Parlement, & ensuite évoquée au Conseil. La Compagnie nomme des Députés pour solliciter cette affaire. T. VII, p. 1045, 1046, 1077.

IV. Un Dévolutaire impétré à Rome un Bénéfice uni depuis six siècles au Chapitre de Nîmes. Le Chapitre demande les bons offices de l'Ass. de 1750. Voyez Nîmes.

C'est sur-tout dans le ressort du Parlement de Toulouse, & par les Curés ou Vicaires perpétuels, que d'anciennes unions, ou plutôt déunions & simplifications de Bénéfices, ont été attaquées, dans ces derniers temps; ce qui est devenu l'objet de plusieurs démolitions du Clergé.

M. le Président expose à l'Assemblée de 1760, qu'il avoit eu une conférence chez M. le Chancelier, sur les unions & simplifications de Bénéfices, qui sont continuellement attaquées par différents Dévolutaires, quelque anciennes qu'elles soient, sous prétexte que les formalités requises n'ont pas été exactement observées; qu'il avoit représenté à ce premier Magistrat combien il étoit nécessaire, pour pouvoir faire cesser le trouble, que l'avidité de ces Dévolutaires caufoit dans des Diocèses entiers, que le Roi donnât une Déclaration qui fixât une époque, au-delà de laquelle toutes les demandes à ce sujet fussent rejetées; & qu'en attendant que cette Déclaration fût rendue, il l'avoit prié d'écrire à M. le Premier-Président & à M. le Procureur-Général du Parlement de Toulouse de suspendre le Jugement de toutes les contestations actuellement pendantes à ce Tribunal, sur cette matière; ce que M. le Chancelier avoit promis, ne paroissant pas même éloigné de fixer l'époque à l'année 1660. La Commission du Temporel dresse un projet pour fixer une époque certaine sur ce sujet. T. VIII, p. 905, 906.

Les Impétrants par dévolut des Prieurés, de la part des Curés, s'étendant dans les différentes Provinces Ecclé-

217
sistie
Mrs.
clarat
Prov
les P
de T
noble
U
de R
de ce
matic
de l'E
à lui
Regie
Secré
l'Evê
copie
indica
Parle
tous
trouv
sent t
être c
res, l
Arrê
qui o
Notai
L'A
en est
comm
tance
dépur
écrite
l'effec
l'Arrê
partic
faire.
une R
Arrê
suspèn
ment
voyée
tin. S
ce Mi
vant c
verroir
L'an
de l'A
entrep
res, a
Cures
Sa Ma
cours
C'est u
beauc
exami
p. 309
En
de l'A
ont pr
d'obte

statistiques du Royaume, l'Ass. charge Mrs. les Agents de demander que la Déclaration qu'elle avoit sollicitée pour la Province d'Albi, fût adressée à tous les Parlements, & notamment à ceux de Toulouse, Bordeaux, Aix & Grenoble. T. VIII, p. 906, 907.

Un Curé de Calmont, au Diocèse de Rodez, Dévolutaire d'un Prieuré de ce Diocèse, fait signifier une sommation au Secrétariat & à l'Archiviste de l'Ev. de Rodez, à ce qu'ils eussent à lui communiquer tous les actes & les Registres qui se trouvent, tant dans le Secrétariat, que dans les Archives de l'Evêché. On lui offre de délivrer des copies des titres dont il donneroit les indications. Le Curé se pourvoit au Parlement de Toulouse, à l'effet que tous les actes, titres & registres qui se trouvent dans les deux dépôts, fussent transférés chez un Notaire pour y être déposés. Après bien des procédures, le Curé de Calmont obtient un Arrêt définitif à la Grand'Chambre, qui ordonne le sursis de dépôt chez un Notaire.

L'Assemb. de 1760, à qui la plainte en est portée, regardant cette affaire comme étant de la plus grande importance pour tout le corps Episcopal, députe à M. le Chancelier pour qu'il écrive à M. le Premier-Président, à l'effet de faire surseoir à l'exécution de l'Arrêt, jusqu'à ce qu'il pût être plus particulièrement instruit de cette affaire. L'Assemblée fait ensuite dresser une Requête, tendante à obtenir un Arrêt du Conseil des Dépêches, qui suspende l'exécution de celui du Parlement de Toulouse : la Requête est envoyée à M. le Comte de Saint-Florentin. Sur le rapport fait au Conseil par ce Ministre, le Conseil ordonne, qu'avant de faire droit, le Parlement enverroit ses motifs. T. VIII, p. 931 & s.

L'article 3 du Cahier du Temporel de l'Assemblée de 1760, est contre les entreprises multipliées des Dévolutaires, au sujet des Prieurés désunis des Cures & simplifiés : l'Assemblée supplie Sa Majesté de vouloir bien arrêter le cours de pareilles entreprises. Réponse. *C'est une matière nouvelle, & qui mérite beaucoup d'attention : le Roi la fera examiner en son Conseil.* T. VIII, P. J. p. 309, 310.

En conséquence de la délibération de l'Assemblée de 1760, les Agents ont présenté Requête au Roi, à l'effet d'obtenir une Déclaration, portant,

1°. qu'aucuns Dévolutaires ou Impétrants de Prieurés prétendus désunis des Cures & simplifiés, ne pourroient être admis à interjetter appel comme d'abus desdites désunions & simplifications, lorsque lesdits Prieurés se trouveroient avoir été possédés comme simples, depuis le premier Janvier 1660 ; 2°. que cette disposition auroit lieu contre les Dévolutaires ou Impétrants qui auroient interjeté l'appel, même avant la publication de ladite Déclaration. L'importance de l'affaire a déterminé M. le Chancelier à nommer une Commission particulière pour en connoître. L'affaire n'ayant pu être suivie par Mrs. les Agents, par rapport aux circonstances, la Province d'Albi supplie l'Ass. de 1762 d'autoriser les Agents à reprendre l'affaire ; & comme le mal est très-urgent, & que les demandes en complainte augmentent tous les jours, de charger ces Messieurs de solliciter du moins un Arrêt de surseance semblable à ceux qui furent rendus en 1719, en faveur des Eglises de Franche-Comté, & en 1742, en faveur des Eglises de Languedoc & de Guienne. Ainsi délibéré. T. VIII, p. 1084, 1085.

L'Assemb. de 1765, article 2 de son Cahier du Temporel, supplie Sa Majesté de donner une Loi générale, qui détermine une époque précise, au-delà de laquelle les unions ou désunions de Bénéfices, ainsi que les sections de Prieurés-Cures, ne puissent être attaquées, sous quelque prétexte que ce soit. Réponse. *J'ai fixé par une Déclaration l'époque au-delà de laquelle les unions des Bénéfices seront à l'abri de l'avidité des Dévolutaires.* T. VIII, P. Just. p. 494.

En l'Assemblée de 1770, il est parlé dans le Rapport de l'Agence de la Déclaration du premier Décembre 1769, enregistrée au Parlem. de Paris, concernant les anciennes unions & désunions de Bénéfices. L'Assemblée prie M. l'Archev. de Toulouse de solliciter auprès de M. le Chancelier l'envoi & l'enregistrement dans les autres Cours du Royaume, & spécialement au Parlement de Toulouse. M. le Chancelier promet d'avoir égard à la demande. T. VIII, p. 1886.

V. En l'Ass. de 1765, le Bureau du Temporel est d'avis de charger Mrs. les Agents de dresser un Mémoire détaillé, qui sera présenté au Roi, pour obtenir de Sa Majesté une Loi nouvelle, qui

réduise & simplifie les formalités des unions des Bénéfices. T. VIII, p. 1430.

La Province de Bourges exposé à l'Ass. de 1772, qu'il y a des Cures qui ne peuvent être suffisamment dotées que par l'union d'autres Bénéfices, & que cependant les unions sont impossibles, à raison des frais immenses; elle désireroit un règlement qui rendit ces unions moins dispendieuses. Mrs. les Agents ont été chargés de dresser avec le Conseil du Clergé, un projet de Loi qui seroit présenté à l'Assemb. de 1775. T. VIII, p. 1027, 1028.

L'article 1 du Cahier de l'Assemb. de 1770, sur le Temporel, est à ce sujet. Sa Majesté répond, que son intention est, que chaque Curé ait au moins un revenu de 500 livres, & qu'elle favorisera les unions de Bénéfices, & s'occupera des moyens d'en simplifier les formalités. T. VIII, P. Just. p. 623.

Tel est aussi l'article 1 du Cahier du Temporel de 1775, au second Supplément de la Table, ad calcem.

UNIVERSITÉS.

§. I. Règlements généraux concernant les Universités.

I. La Chambre Ecclésiastique aux Etats d'Orléans, en 1560, article 58 du Cahier, supplie Sa Majesté de conserver tous & chacun des Suppôts des Universités en leurs droits, privilèges, prééminences, exemptions & immunités; & qu'ils ne soient compris en aucunes Lettres de mandement & commission des décimes, emprunts, subides & autres charges, sous les clauses d'exempts & non exempts.

Par l'article 59, que tous Docteurs, Régents, Pédagogues & autres, ne soient reçus esdites Universités, sans avoir fait profession de leur Foi devant l'Evêque du lieu, ou son Vicaire; ou pardevant le Recteur & Doyen de la Faculté de Théologie des lieux où ils seront.

Article 60, que lesdites Universités soient réformées. Recueil, p. 940.

Le Cahier de l'Etat Ecclésiastiq. aux Etats de Blois, en 1577, contient plusieurs Règlements & dispositions touchant la réformation des Universités, les privilèges & immunités de leurs membres. Recueil, p. 1139 & suiv.

Le Cahier de l'Etat Ecclésiastiq. aux Etats de 1614, en contient de semblables. Recueil, p. 1293 & suiv.

Le Tiers-Etat aux Etats-Généraux

de Blois, en 1588, avoit compris & proposé dans son Cahier plusieurs règlements sur les Universités. T. I, P. J. p. 116.

II. Les Députés des Universités de Paris, d'Orléans & de Poitiers se présentent aux Etats de Blois, en 1576: on les refuse: il leur est seulement permis, s'ils avoient quelque chose à proposer, de s'adresser à ceux qui étoient chargés de la confection du Cahier général. T. I, p. 68.

III. L'Assemblée de 1625, dans un des articles à insérer au Cahier, demande, que les Evêques, leurs Vicaires & les Chanceliers de leurs Eglises, aux Villes où il y aura Universités, aient voix délibérative, & présideront aux élections des Docteurs-Régents. T. II, p. 491.

§. II. Université de Paris.

I. Il y eut des Mémoires présentés à l'Assemblée de Melun, touchant la réformation des Colleges de l'Université de Paris: la Compagnie nomma des Députés pour en faire le rapport. Le Procureur de l'Université présenta aussi à la même Assemblée une Requête aux fins de l'établissement d'un College pour les pauvres: la Requête fut remise aux mêmes Députés. L'Université s'adressa encore à l'Assemblée, pour lui demander de se joindre à elle dans une Requête qu'elle présentait au Roi pour être conservée en certains privilèges qu'on lui contestoit: la Compagnie y consentit. T. I, p. 218.

II. Voyez au paragraphe précédent la demande, pour être admise aux Etats-Généraux.

Le Recteur de l'Université, accompagné de huit Députés de la Faculté des Arts, se présente à l'Assemblée du Clergé, aux Etats-Généraux de 1614: un Evêque & trois autres Députés sont chargés d'aller le recevoir; & l'ayant conduit à une chaire préparée pour le Recteur, & aux bancs préparés pour les autres, tout vis-à-vis de Mrs. les Cardinaux, le sieur Recteur fait sa Harangue en latin: il demande l'entrée aux Etats. T. II, p. 68.

III. Aux mêmes Etats, le Roi, par Arrêt de son Conseil, permet à l'Université de Paris de dresser son Cahier de plaintes, & de le présenter à la Chambre Ecclésiastique. Le Recteur se rend, pour cet effet, à l'Assemb., pour la supplier de le recevoir, & implorer sa faveur & son

217
son
en l'
à l'
teme
par la
le Cl
& co
méd
Univ
prop
tibles
T. II
Un
que le
l'Uni
IV
versité
prop
Géné
cerno
pour
person
& de
de Mé
l'artic
Etats
de Do
siste au
p. 11.
V.
les erre
tenus
culturé
bre Ec
de sa
Saint-
p. 184
VI.
sité de
la Déc
du Cle
confir
VII.
sente à
qu'étan
pour aff
M. l'Ev
la Salle
y prend
de l'Un
prétend
ne pou
de son a
Sur quo
des Pré
circulai
supplie
d'emplo
Ordres
réparé l
que les
Table

son assistance. La seule Faculté des Arts, en l'absence même des trois Nations, avoit eu part à ce Cahier : il est ouvertement, & par un acte exprès, désavoué par la Faculté de Théologie. Cependant le Clergé en fait examiner les articles, & conclut à un règlement propre à remédier aux abus & aux désordres des Universités. Les moyens que le Clergé propose sur ce sujet, sont dans les articles de son Cahier, 118 & suivants. T. II, p. 156, 157, 158, 165.

Un des articles contient la demande, que les Peres Jésuites soient agrégés à l'Université. T. II, p. 165.

IV. Il s'éleva des divisions en l'Université de Paris, au sujet de l'article proposé par le Tiers-Etat aux Etats-Généraux de 1614 : ledit article concernoit l'indépendance des Souverains, pour le temporel & la sûreté de leurs personnes. Les Facultés de Théologie & de Droit, auxquelles se joint celle de Médecine, font d'avis de supprimer l'article, attendu l'incompétence des Etats pour prononcer sur les matières de Doctrine : la Faculté des Arts insiste au contraire. T. II, p. 174. P. Just. p. 21.

V. L'Université de Paris condamne les erreurs, impiétés & blasphèmes contenus dans le Livre de Bécán. La Faculté de Théologie fait part à la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, de sa soumission à la Censure que le Saint-Siège a faite de ce Livre. T. II, p. 184, 185.

VI. Sur ce qui s'est passé en l'Université de Paris, pour l'enregistrement de la Déclaration des quatre Propositions du Clergé & de l'Edit du Roi qui la confirme. Voyez Pape, §. II.

VII. M. l'Evêq. de Courances représente à l'Assemb. des Prélat, en 1659, qu'étant allé au Collège de Beauvais, pour assister à un Acte, accompagné de M. l'Evêq. d'Agde, il seroit entré dans la Salle, en camail & en rochet, pour y prendre sa place : à quoi le Recteur de l'Université auroit voulu s'opposer, prétendant la préséance ; & voyant qu'il ne pouvoit en venir à bout, se servant de son autorité, auroit fait cesser l'Acte. Sur quoi, délibération prise, l'Assemb. des Prélat arrêta d'écrire une Lettre circulaire à Mrs. les Evêques, pour les supplier de vouloir ne point donner d'emploi, Bénéfices, ni conférer les Ordres au Recteur, jusqu'à ce qu'il ait réparé l'outrage fait à leur caractère ; que les Agents avertiroient aussi les

Table de la Coll. des P. V.

Procureurs des Nations que les Evêques n'assisteroient plus aux Actes de l'Université. T. IV, P. Just. p. 149.

VIII. Discours prononcés en l'Université de Paris par le Recteur, auxquels le Clergé assemblé assiste. Voyez Theses.

§. III. Université de Toulouse.

Le Cardinal d'Armagnac avoit fait une taxe sur tous les Evêques & Abbés du ressort du Parlement de Toulouse, pour être les deniers employés aux gages des Professeurs de l'Université de Toulouse : cette pension leur avoit été payée autrefois par les Prélat dudit ressort, sans en être aucunement reus : depuis, le revenu de l'Université ayant fort augmenté, la pension avoit cessé. Cependant les Prélat & autres Bénéficiers du ressort étoient vivement poursuivis par l'Université, qui étoit en cela appuyée du Parlement : elle demandoit même les arrérages de ladite pension depuis trente ans. Les Evêques du ressort, pressés pour le paiement, avoient fait évoquer le tout au Conseil. La chose étant représentée à l'Assemb. de 1608, Mrs. les Agents furent chargés de se joindre aux Prélat. T. I, p. 803, 804.

L'Assemb. de 1619 vient de nouveau au secours des Prélat & Bénéficiers dudit ressort. T. II, p. 339.

Autre délibération de l'Ass. de 1621, sur ce même objet. T. II, p. 378.

Autre délibération de l'Ass. de 1625. T. II, p. 537, 538.

Autre délibération de l'Ass. de 1650. T. III, p. 698.

La même Université, nonobstant l'Arrêt de surseance accordé aux instances de l'Ass. de 1655, continuoit ses poursuites contre les Prélat & Bénéficiers du ressort du Parlement de Toulouse, au sujet de la pension de deux mille livres, prétendue par ladite Université : il en est fait plainte à l'Ass. de 1660, qui résout de demander au Roi des Lettres-Patentes adressantes au Parlement de Toulouse, portant révocation de celles accordées sous Charles IX ; attendu que celles-ci furent expédiées, & le département de la somme y contenue, fait sans le consentement des Prélat, & au préjudice des oppositions des Etats du Languedoc. Cependant l'Université obtient un Arrêt qui casse celui que l'Assemb. avoit obtenu, portant surseance, en vertu duquel M. l'Ev. de Rieux est vivement poursuivi

LIIIIII

& les revenus saisis. Les Etats de Languedoc se joignent à l'Assemblée pour demander la révocation des Lettres-*Patentes* de Charles IX, de 1565, & du département de la somme de deux mille livres, fait en conséquence, sur les Evêques, Abbés & autres Bénéficiers de la Province, & demandent la jonction de l'Assemblée, pour obtenir l'effet de leur d'libération. La Compagnie y consent, & charge les Agents de se joindre aux Députés des Etats, & d'intervenir, au nom du Clergé. T. IV, p. 767, 768, 769.

§. IV. Université de Valence.

I. Les Professeurs de Théologie dans l'Université de Valence avoient un différend avec les Régents de Médecine, au sujet de leurs gages respectifs : les premiers ont recours à l'Ass. de 1645, qui ordonne aux Agents d'intervenir en leur faveur. T. III, p. 373.

II. L'Assemblée de 1655 s'intéresse pour une affaire concernant la même Université. La Province de Dauphiné avoit consenti, en 1612, qu'il fût fait une nouvelle imposition sur elle, de la somme de six mille livres, pour être employée aux gages des Docteurs-Régents de l'Université de Valence : ils en avoient joui jusqu'en 1648, qu'il fut fait sur ladite somme le retranchement d'un quartier. Sur ce que l'Evêque de Valence représenta en l'Assemblée de 1655, que cette Université avoit neuf Régents, & qu'il étoit impossible qu'elle pût subsister, si les gages n'étoient entièrement rétablis, la Compagnie supplia le Roi d'accorder ledit rétablissement. T. IV, p. 299.

Les Docteurs-Régents ont joui de la somme entière jusqu'en 1662, qu'on fit encore un retranchement d'un quartier : M. l'Evêq. de Valence s'en plaint à l'Ass. de 1665, qui sollicite le rétablissement desdits gages, & l'obtient par un Arrêt rendu en faveur de l'Université. T. IV, p. 1040, 1041.

§. V. Université d'Angers.

L'Université d'Angers présente à l'Ass. de 1645 une Requête sur deux objets. Le premier étoit une plainte sur les abus qui se commettoient dans l'obtention & expédition des Lettres de Maîtres ès Arts, & encore plus dans celles de Bacheliers & Licenciés en Droit Canon, lesquelles se donnoient

avec trop de facilité, sans examen précédent, & sans garder aucune des formalités prescrites par les Ordonnances. Le second objet étoit de demander l'assistance de la Compagnie, sur la Requête que les Ecclesiastiques d'Angers avoient à présenter au Roi, pour l'établissement d'une Faculté formée & réglée de Théologie dans l'Université de cette Ville, par l'érection de quatre Professeurs ordinaires, dont deux enseigneroient la Scholastique, un autre les Controverses, & le quatrième la Morale.

La Requête est remise à des Commissaires pour l'examiner. Après en avoir écrit à M. l'Ev. d'Angers, & que ce Prélat eut répondu, que l'établissement lui paroissoit utile ; que d'ailleurs les fonds suffisants pour payer les Professeurs, étoient assurés, la Compagnie accorda son intercession auxdits Ecclesiastiques, & pria M. le Chancelier de sceller les Lettres-*Patentes* qu'ils poursuivoient. T. III, p. 366, 367.

USAGE. [DROIT D']

Voyez Confirmation. [Droit de]

USEZ.

1°. L'Evêq. d'Uzès, en 1640, trouva le Chapitre de sa Cathédrale, qui est Régulier & de l'Ordre de S. Augustin, ruiné & désoié, tant au spirituel qu'au temporel : il appliqua tous les soins pour y établir la réforme. Pour cet effet, s'étant adressé au Général de la Congrégation, il passa avec lui un Concordat en cette même année 1640, lequel fut ponctuellement exécuté jusqu'en 1646, que les différends survenus entre les anciens Chanoines Réguliers & les Réformés, furent réglés. Le Général de la Congrégation exécuta encore le Concordat jusqu'en 1649, qu'il envoya le Pere Jeonin pour être Prieur dudit Chapitre, avec le titre de l'Evêque, conformément au Concordat : ce Prieur fut déposé la même année, par son Général, qui substitua un autre Religieux avec un nouveau titre de Pasteur des âmes. L'Evêque d'Uzès publia son Ordonnance contre l'établissement de ce nouveau Prieur, lequel faisoit toutes sortes de fonctions dans le Diocèse d'Uzès sans la permission : celui-ci en appella comme d'abus au Parlement de Toulouse : le Parlement, par son Arrêt, ordonna, que le Concordat seroit exécuté de point en point, & commit pour l'exécution d'i-

celui
feuille
charg
Le
rent
faire
lieu
Toul
son C
établi
rent
sieurs
L'
rous
& att
torité
temp
les C
drale
dat,
accor
mand
ment
faites
Toul
les re
Jugen
Cepen
de Sai
s'en r
mais
qui fa
testati
en fav
355,
19.
tions
celle d
des d
dém
En
d'Uzès
Diocè
& qu
buer a
fait d
l'Ass
Diocè
quote
ciers
eût é
naire
cerne
lion,
loir y
Diocè
arréra
ce do
tion c
rejet
T. I,

celui, M. l'Abbé de Beauregard, Conseiller, lequel remit le P. Jeonin en sa charge de Prieur.

Les Religieux Réformés prétendirent, qu'en ce point, le sieur Commissaire avoit excédé sa commission : au lieu de se pourvoir au Parlement de Toulouse, seul Juge de la procédure de son Commissaire, & seul Juge naturel établi par le Concordat, ils se pourvurent au Conseil, où ils surprirent plusieurs Arrêts.

L'Evêque d'Uzès expose lui-même tous ces faits à l'Assemblée de 1655 ; & attendu qu'il s'agit de conserver l'autorité & la Jurisdiction, que, de tout temps, les Evêques d'Uzès ont eue sur les Chanoines de leur Eglise Cathédrale, & de l'exécution d'un Concordat, il supplie la Compagnie de lui accorder son intervention, pour demander, de concert avec lui, le Jugement & le renvoi des contraventions faites au Concordat, au Parlement de Toulouse, Juge naturel & établi par les termes dudit Concordat, & que son Jugement soit exécuté par provision. Cependant le Prélat & les Religieux de Sainte-Genevieve paroissent vouloir s'en rapporter au Jugement de l'Ass. ; mais ceux-ci y mettant une condition qui faisoit le principal sujet de la contestation, l'affaire fut jugée au Conseil en faveur de l'Evêque. T. IV, p. 354, 355, 356.

1°. Il s'est élevé plusieurs contestations entre le Diocèse d'Uzès & le Diocèse d'Avignon, au sujet du paiement des décimes, pour certains Bénéfices démembrés du Diocèse d'Uzès.

En l'Assemb. de 1595, l'Archidiacre d'Uzès remontra, que les Bénéficiers du Diocèse d'Avignon qui sont de France, & qui avoient accoutumé de contribuer avec le Diocèse d'Uzès, se feroient fait distraire du Diocèse d'Uzès, par l'Assemb. de 1586, à condition que le Diocèse d'Uzès seroit déchargé de la quote-part que portoient les Bénéficiers d'Avignon ; ce qui avoit été exécuté à l'égard de la subvention ordinaire, mais nullement en ce qui concerne les arrérages attermoyés & le million, suppliant la Compagnie de vouloir y pourvoir : il fut arrêté, que le Diocèse d'Uzès seroit déchargé desdits arrérages & du million, au prorata de ce dont il a été déchargé sur la subvention ordinaire, pour être lad. décharge rejetée sur les Bénéficiers d'Avignon. T. I, p. 606.

Il est remontré à l'Assemb. de 1655, qu'il y avoit dix-huit Paroisses démembrées du Diocèse d'Uzès, & unies à celui d'Avignon, lesquelles payoient leur part des décimes au Diocèse d'Avignon ; que celui d'Uzès ne faisoit pas d'en payer autant qu'il faisoit avant led. démembrement, & qu'il étoit juste de les décharger. Cette plainte ayant donné lieu à un procès entre lesdits Diocèses, le Syndic de celui d'Avignon envoya un acte, par lequel ce Diocèse se soumettoit au Jugement de l'Assemb. L'Evêque d'Uzès, pour son Diocèse, en fit autant : l'Assemblée nomma des Commissaires : conformément à leur avis, la Compagnie jugea que l'on feroit des taxes extraordinaires, sur le pied de celle de 1645, auxquelles le Diocèse d'Avignon devra contribuer ; qu'en conséquence, les Bénéficiers d'Avignon, pour tous les Bénéfices dudit Diocèse qui sont en France, y comprise la Chartreuse de Villeneuve pour le chef-lieu, porteront une cinquième partie de la taxe du Dioc. d'Uzès, à la décharge d'icelui ; laquelle cinquième partie sera après régalée sur tous les Bénéfices du Diocèse d'Avignon qui sont en France, &c. T. IV, p. 381, 382.

Les Parties n'ayant pu demeurer d'accord sur la cinquième partie de la quote-part du Don-gratuit de l'Ass. de 1655, pour la liquidation d'icelle, & de tous leurs différends sur ce sujet, se feroient soumises au Jugement de M. l'Archev. d'Arles : la Sentence arbitrale est rendue : les Bénéficiers d'Avignon font difficulté de s'y soumettre. Toute l'affaire est de nouveau discutée en l'Ass. de 1660, qui, après s'être fait représenter la délibération de l'Ass. de 1655 & la Sentence arbitrale de M. l'Archevêq. d'Arles, ordonne, que l'une & l'autre seront exécutées selon leur forme & teneur ; & qu'à l'avenir les Bénéficiers du Diocèse d'Avignon porteront, à la décharge du Dioc. d'Uzès, la cinquième partie à laquelle se trouvera être taxé ledit Diocèse, pour les Dons-gratuits faits au Roi ; & que tous les deniers qui pouvoient avoir été imposés ci-devant par le Diocèse d'Avignon, pour lesdits Dons-gratuits, seront payés, à la décharge du Diocèse d'Uzès, jusqu'à la concurrence de la cinquième partie. T. IV, p. 769, 770.

L'Assemb. de 1695 termine un nouveau différend entre les deux Diocèses, au sujet des taxes imposées par les dernières Assemblées Générales de 1690

& 1693. On vient de voir qu'en 1586, le Diocèse d'Uzez avait été décotisé, pour raison de certains Bénéfices dépendants du Diocèse d'Avignon, & que le Diocèse d'Avignon avait été taxé séparément, pour raison de ces mêmes Bénéfices; ce qui n'avait point empêché qu'en 1641 & 1643, le Diocèse d'Uzez n'eût été taxé, pour lesdits Bénéfices, aux décimes extraordinaires & Dons-gratuits; que, sur la plainte qu'il en fit à l'Assemblée de 1655, cette Assembl. avait décidé, que, lorsqu'on feroit des taxes extraordinaires, sur le pied de 1643, le Dioc. d'Avignon porteroit la cinquième partie de la taxe du Diocèse d'Uzez, à la décharge de ce Diocèse. Règlement confirmé depuis par l'Assemblée de 1660.

En 1693, nouvelle difficulté entre les Parties, à l'occasion des rentes créées en 1690 & 1693. Le Diocèse d'Uzez, regardant ces rentes comme faisant partie des Dons-gratuits, prétendoit, que le Diocèse d'Avignon devoit en porter la cinquième partie: celui d'Avignon soutenoit, au contraire, que ces impositions devoient être regardées comme impositions ordinaires, dont il ne doit rien à la décharge du Diocèse d'Uzez.

Sur ce différend, la Compagnie ordonne, en conformité des précédentes Assemblées, que le Diocèse d'Avignon sera tenu de porter, à la décharge du Diocèse d'Uzez, la cinquième partie de toutes les sommes qui ont été, ou seront imposées sur ledit Diocèse, en conséquence des Dons-gratuits imposés sur le pied de 1646, soit que ce soit rentes, gages ou impositions; mais quant aux impositions qui ont été faites, ou se feront à l'avenir, sur le pied de 1516, même pour les sommes provenant des Dons-gratuits, que le Diocèse d'Uzez ne pourra en prétendre la cinquième de sa taxe sur celui d'Avignon. T. VI, p. 254 jusqu'à 257.

En l'Assemblée de 1715, le Syndic du Diocèse d'Avignon se plaint de ce que, dans les départements de 1710 & 1711, le Diocèse a été surtaxé, par une erreur de calcul. Pour l'éclaircissement de l'affaire, la Commission fait observer que, par plusieurs délibérations du Clergé, & en particulier, par celle du 21 Juillet 1695, il avait été réglé, que le Dioc. d'Avignon porteroit, à la décharge de celui d'Uzez, pour les Bénéfices qu'il a dans le Diocèse, le cinquième des sommes qui seroient imposées sur le

pied de 1646; que des huit millions accordés en 1711, six millions avoient été imposés sur le pied de 1646; que le Diocèse d'Uzez avait été imposé, pour sa part, à la somme de 36 mille livres; qu'en conséquence du Règlement de 1695, le Clergé d'Avignon devoit payer, à la décharge du Dioc. d'Uzez, le cinquième, qui monte à 7256 liv.; que, sur les deux autres millions imposés en 1711, sur le pied de 1516, le Clergé du Dioc. d'Avignon ne devoit payer que 5000 liv., & en tout 12256 liv.; que cependant il avoit été compris dans le département de 1711 pour la somme de 20478 liv. 10 sols.

Sur quoi a été délibéré, que les sommes payées par le Diocèse d'Avignon, au-delà du pied qui a été réglé en 1695, seront restituées, avec les intérêts audit Diocèse, lequel justifiera à quel denier lesd. sommes auront été empruntées; que lesdites sommes, tant en principal qu'en intérêts, seront mises en dépense par le Receveur-Général, sur l'état des frais communs de la présente Assembl. Les Agents chargés du soin d'empêcher que pareille erreur ne se glisse dans les départements qui seront faits à l'avenir; de quoi il sera mis un *advertitur*, sur le département de 1711.

Après ce Jugement rendu, le Syndic d'Avignon demanda des taxations pour les frais de son voyage. Demande rejetée. Liquidation faite des sommes, tant en principal qu'en intérêts, qui devoient être rendues au Dioc. d'Avignon: elles se montent à 10134 l. 15 s. 1 d. T. VI, p. 1466 jusqu'à 1469.

3°. M. l'Evêque d'Uzez se plaint à l'Assemblée des Prélats, tenue à Paris en 1648, au mois d'Août, des excès commis par le sieur Comte de Crussol, contre deux de ses domestiques. Voyez Assemblées de Prélats, S. I. an. 1648.

USTENSILES.

Voyez Logements de gens de guerre.

USURE.

I. L'ASSEMBLÉE de Melun, en 1579, contient un Décret au sujet de l'usure, où plusieurs cas & occasions dans lesquels elle se trouve commise, sont exactement expliqués. T. V, P. Just. p. 122.

II. Quelques Notaires de Paris consultent l'Assemblée de 1655, savoir, si on peut, sans pécher, prêter de l'argent, par obligation ou par promesse, avec intérêt, & si les Notaires peuvent employer dans le Contrat de prêt, l'inté-

218
rèt,
prin
est c
ni l'u
péch
I
sieurs
sur l'
le rap
après
& ca
& du
distin
de son
& au
1°.
les, c
nime
& en
laissoi
2°.
nature
der l'
fenda
tout c
ce qui
de l'u
regard
quelqu
sein de
des m
ces C
leur e
3°.
quelqu
puisque
qu'elle
Loi de
4°.
l'usure
été con
le pren
avait e
ses Ca
reurs F
bien q
5°.
ques P
pratiq
qu'elle
ces, el
la Loi
6°.
sure,
Traité
se cont
en ven
VI, p.
Les
les suiv
CON

rêt, comme faisant partie de la somme principale, pour laquelle l'obligation est conçue. L'Assemblée déclare, que, ni l'un, ni l'autre ne peut se faire, sans péché. T. IV, p. 374, 375.

III. L'Ass. de 1700 a condamné plusieurs Propositions de Morale relâchées sur l'usure. M. l'Evêq. de Meaux, dans le rapport qu'il fait sur ces Propositions, après avoir supposé, par le Droit civil & canonique, les définitions du prêt & du profit qui en provient, avec la distinction d'entre ces Contrats & ceux de société, de vente, d'aliénation & d'autres semblables, remarque :

1°. Les condamnations des Conciles, des Papes, de tous les Peres unanimement, des Facultés de Théologie, & en particulier de l'Ass. de 1653, qui ne laissent aucun doute sur cette matière.

2°. Que la règle pour connoître la nature des Contrats, étoit d'en regarder l'intention & l'effet. Dieu, en défendant l'usure, défend en même-temps tout ce qui y est équivalent : ainsi tout ce qui, dans le fond, fera tout l'effet de l'usure que Dieu défend, doit être regardé comme également défendu, quelque nom qu'on lui donne, le dessein de Dieu n'étant pas de condamner des mots, mais le fond des choses que ces Contrats frauduleux laissent dans leur entier.

3°. Qu'il ne faut pas s'étonner de quelque diversité dans les Loix civiles, puisque les saints Peres avoient décidé qu'elles ne pouvoient préjudicier à la Loi de Dieu.

4°. Que ces Loix qui autorisoient l'usure, dans la suite des temps, avoient été corrigées par les Empereurs, dont le premier fut Léon le Philosophe, qui avoit été suivi par Charlemagne, dans ses Capitulaires, par les autres Empereurs François & par tous nos Rois, aussi bien que par les autres Rois Chrétiens.

5°. Qu'il étoit vrai que, dans quelques Provinces, on avoit introduit des pratiques contraires ; mais qu'outre qu'elles étoient contre les Ordonnances, elles ne pouvoient prescrire contre la Loi de Dieu.

6°. Que, sur le même sujet de l'usure, le Conseil de Gerson, dans le Traité des Contrats, étoit, que l'Eglise se contentât d'enseigner la vérité, sans en venir aux peines ecclésiastiques. T. VI, p. 487, 488.

Les Propositions condamnées sont les suivantes.

CONTRACTUS Mohatra [id est ille

contractus quo à mercatore res majore pretio, ad certum tempus solvendo distrahuntur, ac statim ab eodem, stante eo contractu, minore pretio, præsentè pecuniâ redimuntur] licitus est etiam respectu ejusdem personæ, & cum contractu retrovenditionis præviâ inito, cum intentione lucri.

CUM numerata pecunia pretiosior sit numeranda, & nullus sit, qui non majoris faciat pecuniam præsentem quàm futuram, potest creditor aliquid ultra sortem à mutuario exigere, & eo titulo ab usura excusari.

USURA non est, dum ultra sortem aliquid exigitur tanquam ex benevolentia & gratitudine debitum, sed solum, si exigitur tanquam ex justitia debitum.

LICITUM est mutuari aliquid ultra sortem exigere, si se obliget ad non repetendam sortem usque ad certum tempus.

TAM licet ex alienatione per aliquot annos censum annum exigere, quàm licet exigere censum perpetuum ex alienatione perpetua.

HÆ Propositiones, in quibus mutato tantum mutui & usuræ nomine, licet res eodem recidat, per falsas venditiones & alienationes, simulatasque societates, aliasque ejusmodi artes & fraudes, vis divinæ Legis eliditur, doctrinam continent falsam, scandalosam, cavillatoriam, in praxi perniciosam, palliatoriam usurarum, verbo Dei scripto ac non scripto contrariam, jam à Clero Gallicano reprobata, Conciliorum ac Pontificum Decretis sæpè damnata.

USURA etsi esset prohibita Judæis, non tamen Christianis, lege veteri in judicialibus præceptis abolita per Christum.

HÆ Propositio verbo Dei contraria est, novæ legis perfectionem & Gentium omnium in Christo adunatarum fraternitatem tollit. T. VI, P. J. p. 103.

UTRECHT. [CONCILE D']

EN l'Ass. de 1765, M. l'Archevêque de Toulouse fait son rapport sur le Concile tenu récemment à Utrecht & sur les Décisions de ce Concile. Pour mettre la Compagnie plus à portée de juger de la Doctrine, le Prélat rappelle, en abrégé, l'Histoire de l'Eglise d'Utrecht : il parcourt rapidement les principaux objets de Décisions de ce Concile : il présente ensuite un modèle de condamnation : enfin, il finit son rapport en parlant de l'adhésion malheureuse donnée aux Actes de ce Concile, par les Facultés de Droit de Paris, de Caen & d'Angers.

Saint Willebrod, premier Evêq. d'Utrecht, paroît être le Fondateur de cette Eglise. En 1559, Paul IV érigea Utrecht en Archevêché, & donna le droit de nomination à Philippe II, Roi d'Espagne. Clément VIII cessa de donner des Archevêques à cette Eglise. Les troubles qui agitoient les Pays-Bas, l'obligerent à rompre cette chaîne de succession : il nomma un Vicaire Apostolique pour y suppléer : Sasbold fut revêtu de cette dignité, & sacré Archevêque de Philippes.

Rovenius, son successeur, établit, en 1633, sous le nom de Vicariat, un Conseil pour le gouvernement du Diocèse d'Utrecht. Ce seroit à tort qu'on confondroit ce Conseil avec le Chapitre de cette Eglise, puisqu'aucun Chanoine ne fut choisi, à ce titre, pour en être membre.

En 1689, Pierre Codde fut nommé Vicaire Apostolique des Provinces-Unies, & sacré Archevêq. de Sébastie : ses liaisons avec les Chefs du parti Janséniste, ses refus réitérés de signer le Formulaire, le firent citer à Rome, où il fut déposé. Théodore de Cock fut choisi pour lui succéder ; mais, ni lui, ni son successeur, ne purent exercer les fonctions de leur ministère : ils furent bannis du lieu de leur résidence.

Ce fut alors que ce Conseil formé par Rovenius, osa s'arroger le droit d'élire un Archevêque : il nomma Steenoven pour occuper le Siege d'Utrecht. Ce nouveau Pourvu fut sacré par le sieur Varlet, Evêq. de Babylone : il sollicita à Rome sa confirmation ; elle lui fut refusée. Benoît XIII déclara son élection nulle & sa consécration illicite. Les successeurs de Steenoven ont été élus & sacrés de la même manière : les Papes les ont successivement excommuniés. Malgré ces anathèmes multipliés, Jean Mindarts, qui occupe aujourd'hui le Siege d'Utrecht, n'a pas craint de sacrer Jean Striphour pour l'Evêché de Harlem, & Bieveld pour le Siege de Deventer. C'est avec ces deux Evêques excommuniés comme lui, qu'il a tenu le Concile schismatique dont il s'agit.

Les Actes & les Décrets du Concile d'Utrecht sont divisés en trois parties. Dans la première, après avoir fait un Décret sur la Foi, anathématisé les erreurs condamnées par les Conciles Généraux, adopté l'exposition de la Doctrine Catholique, par M. Bossuet, le Concile approuve les cinq articles pré-

sentés, en 1663, par quelques Théologiens de France, à M. de Choiseul, Evêque de Comings, & envoyés par ce Prélat à Alexandre VII : il adopte aussi les articles théologiques que l'Université de Louvain présenta, en 1677, au Pape Innocent XI, & les douze articles que M. le Cardinal de Noailles adressa, en 1714, à Benoît XIII : il regarde tous ces articles comme l'ancien dépôt de la Foi : il prétend qu'ils ont été approuvés par les Papes, & ne permet aucun doute sur ce fait ; en quoi il se trompe lui-même.

La seconde partie de ce Concile contient des dénonciations, des requisiions & douze Décrets : les dix premiers sont contre quelques Ecrits attribués à Pierre le Clerc, Sous-Diacre, contre les erreurs de Hardouin, de Berruyer & de Pichon, contre diverses erreurs de Casuistes relâchés : les deux autres regardent l'obéissance due au Souverain. Plusieurs de ces Décrets, malgré tout l'art avec lequel ils sont rédigés, sont entièrement reprehensibles, par des omissions essentielles, des réticences affectées, des nouveautés de langage, & même par les erreurs qu'ils renferment & qu'ils protègent.

La troisième partie consiste dans des réglemens de discipline. Le Concile est terminé par la signature de ceux qui y ont assisté. Les Chanoines & les Curés ont signé en ces termes : *Ego... judicans subscripsi.*

A peine cet Ouvrage a-t-il paru, que le Pape l'a proscrit & condamné par sa Bulle du 30 Avril 1765, & le Roi, par son Arrêt du Conseil, du 28 Février de la même année.

L'Assemblée, après avoir pris le temps de réfléchir sur un objet si important, après plusieurs réflexions de Mrs. les Prélats, M. le Promoteur oui, & la matière mise en délibération, a porté sa Censure en ces termes :

Nous, Archevêques & Evêques députés à l'Assemblée-Gén. du Clergé de France, tenue à Paris l'an 1766, après avoir entendu le rapport de M. l'Arch. de Toulouse, & l'avis du Bureau de la Jurisdiction, qui avoit été chargé de l'examen du Livre intitulé : *Acta & Decreta secundæ Synodi Provincialis Ultrajectensis*, &c. ; chacun ayant en particulier vu & examiné le Livre, après en avoir conféré entre nous, le saint nom de Dieu invoqué, avons condamné & condamnons le Livre qui a pour titre : *Acta & Decreta*, &c., comme

2188
cont
lomm
au sc
chie
Saint

1°. I
des D
de Bo
2°.
enver
tion d
Provin
mer le
remis
dans l
215. E
3°.
à l'As
de son
noine
& pre
L'Ass
missai
T. VI,

1°. E
l'Evêq
Vicaire
qui est
Voyez
1°.
Diocè
Vaifon

VALL
Voyez

V
Ass
celle d
lui est
Conse
décharg
& pour
mais e
corde
sur le d
qui dev
VI, P.
Autr
Religio
par deu

contenant des Propositions fausses, calomnieuses, scandaleuses, tendantes au schisme, destructives de la Hiérarchie Ecclésiastique, & injurieuses au Saint-Siège. Défendons à tous les Fi-

deles confiés à nos soins, de lire ou retenir ledit Ouvrage, les exhortant à conserver l'unité de la Foi, & un amour sincère pour la Religion. Fait en l'Ass. Gén., &c. T. VIII, p. 1416 jusqu'à 1423.

V.

VABRES.

1°. LE Diocèse de Vabres demande de ressortir pour la Chambre des Décimes, à la Chambre Souveraine de Bourges. *Voyez* Bourges, n°. IV.

2°. Irrévérence du sieur de Galtier envers M. l'Evêque de Vabres; réparation de l'injure réglée par l'Assemblée Provinciale d'Albi, & à laquelle se soumet le Sr. de Galtier. Les actes en sont remis à l'Assemblée de 1695, & insérés dans le Procès-verbal. T. VI, p. 224, 225. P. Just. p. 101 & suiv.

3°. M. l'Evêque de Vabres se plaint à l'Ass. de 1695, de ce que le Prévôt de son Eglise quittoit son habit de Chanoine quand il assistoit aux Processions, & prenoit sa robe de Maire de la Ville. L'Assemblée renvoie l'affaire aux Commissaires des plaintes des Provinces. T. VI, p. 258.

VAISON.

1°. Le Parlement d'Aix veut obliger l'Evêque de Vaison d'établir un Grand-Vicaire dans la partie de ce Diocèse qui est sous la domination du Roi. *Voyez* Avignon, n°. III.

2°. Annexe d'un Prieuré, située au Diocèse d'Uzès, & taxée en celui de Vaison. *Voyez* Uzès, n°. II.

VAL-DIEU. [ABBAYE DE LA]

Voyez Spoliations.

VAL-DE-GRACE.

ABBAYE de Religieuses dans Paris: celle de Saint-Corneille de Compiègne lui est unie. Le Roi, par Arrêt de son Conseil, accorde aux Religieuses une décharge pour le Don-gratuit de 1690 & pour les nouvelles rentes de 1692; mais en même-temps Sa Majesté accorde au Clergé un dédommagement sur le dernier paiement du Don-gratuit, qui devoit se faire au Trésor-Royal. T. VI, P. Just. p. 37, 38.

Autre décharge accordée aux mêmes Religieuses, & aux mêmes conditions, par deux Arrêts du Conseil rendus en

Janvier & Avril 1696. T. VI, P. Just. p. 121, 249 & suiv. *Voyez* Décharges, §. II.

VALENCE.

1°. L'Evêque de Valence représente à l'Assemb. de 1625, que les Officiers de ses Prédécesseurs avoient de tout temps connu en première instance du possessoire des Bénéfices de son Diocèse, & joui paisiblement de ce droit jusqu'à Jacques de Tournon, sur lequel les Juges Royaux l'usurperent, dont il fit plainte à François I, par qui il fut maintenu en son ancienne possession, confirmée ensuite par Henri III; qu'à présent le Sénéchal de Montelimar, quoique de la Religion prétendue-réformée, par usurpation & violence, s'étoit attribué la connoissance desdits Bénéfices: sur quoi le Seigneur Evêque supplie l'Assemb. de vouloir en faire instance particulière à Sa Majesté: ce qui est trouvé juste & raisonnable. T. II, p. 553.

Le même Prélat obtient le secours de la même Assemblée, pour la restitution des papiers & titres enlevés dans ses Archives. *Ibid.*

2°. Les Evêques & Comtes de Valence & de Die ont été autrefois Princes & Vicaires de l'Empire, indépendants des Rois Dauphins dans leurs Evêchés & Comtés, jusqu'au temps de Louis XI, lequel s'étant fait quitter la Souveraineté desdits Comtés, passa transaction avec Louis de Poitiers, Evêque de Valence, en l'année 1456, qui portoit que le Domaine desdites Villes & Comtés, avec toute leur Jurisdiction temporelle, civile & criminelle appartiendroit à l'Evêque avec les droits de Régale, le Dauphin ne se réservant que l'hommage & le ressort au Parlement de Grenoble. Cette transaction a été gardée inviolablement jusqu'en 1638, que fut créé un Siege Préfidal à Valence, à quoi l'Evêque ayant formé opposition, elle fut trouvée si juste, que le Roi, par sa Déclaration de l'an 1639, voulut bien y avoir égard,

déclarant n'avoir voulu rien innover par l'établissement dudit Présidial en la Jurisdiction du Sgr Evêque. T. III, p. 364.

L'Evêque de Valence ne fut pas longtemps sans être inquiété par les Officiers du Présidial. Ces Officiers, appuyés du Gouverneur & de son Lieutenant, n'ont cessé de faire depuis ce temps de continuelles entreprises & usurpations contre la Jurisdiction & les droits de l'Evêque: ce Prélat en fait ses plaintes à l'Assemb. de 1645, qui nomme des Commissaires pour examiner l'affaire: le Gouverneur prend de son côté l'Assemblée pour Juge du différend, & y nomme deux Prélats pour arbitres; l'Evêque en nomme autant de son côté: l'arbitrage ne peut avoir son effet: l'instance se poursuit au Conseil: l'Assemb. accorde toute assistance à l'Evêque. T. III, p. 364, 365, 366.

La même affaire est proposée dans l'Assemb. des Prélats en 1648. T. III, P. J. p. 49.

Nouvelles violences contre le Prélat, dont il se plaint dans l'Ass. des Prélats, en 1649, qui lui accorde toute protection. T. III, P. J. p. 55.

L'Evêque de Valence se présente à l'Assemb. de 1650, lui expose fort en détail l'origine & la suite de son affaire avec le Gouverneur & le Présidial de Valence; il supplie la Compagnie de lui accorder sa protection, pour faire cesser les vexations qu'il ne cesse d'éprouver; l'Assemb. arrête de l'assister de tout son pouvoir: elle en charge ses Commissaires, qui recommandent l'affaire au Cardinal Mazarin, & lui exposent qu'elle consiste en deux points, dont l'un regardoit les troubles que M. de Vennes, Gouverneur de la Citadelle de Valence, faisoit à l'Evêque & à ses Officiers dans les fonctions de leurs charges, & dans la jouissance des droits particuliers de son Eglise; à quoi le remède étoit facile, sur ce que ledit Gouverneur étoit en volonté de se défaire de son Gouvernement: le second point concernoit les entreprises & les usurpations que le Présidial établi à Valence, faisoit continuellement sur la Jurisdiction du Prélat; qu'on ne pouvoit y remédier que par la translation de ce Présidial en une autre Ville; qu'on ne l'avoit établi à Valence qu'à cause du Vivarais qu'on avoit mis dans son ressort, & qui depuis quelque temps en avoit été tiré, pour être du ressort de Nîmes: les Commissaires du Clergé

poursuivent cette translation. M. le Garde des Sceaux se rend difficile à y consentir: les Agents sont chargés, après l'Assemb., de donner tous leurs soins à cette affaire. T. III, p. 571 & s.

Le même Prélat prie l'Ass. de 1655 de lui donner des Commissaires pour son affaire avec le Présidial: après avoir obtenu l'effet de sa demande, il fait part à l'Ass. que le Roi avoit voulu être informé de son affaire dans le Conseil, & que M. le Cardinal Mazarin avoit appuyé les intérêts de son Eglise avec tant de force, qu'il espéroit en avoir un succès favorable: l'Ass. députe à Son Eminence pour la remercier. T. IV, p. 365.

3°. Les Evêques de Valence étoient autrefois Souverains, & toutes les terres du Valentinois & du Diois relevoient d'eux: le Dauphin même qui y possédoit des terres en son particulier, leur en faisoit hommage; ensuite y ayant eu guerre entr'eux, elle avoit cessé par accommodement, qui portoit entr'autres choses que le Dauphin feroit hommage à l'Evêque pour raison desdites terres. Le Roi ayant succédé au Dauphin, il avoit cessé de prêter hommage à l'Evêque; mais ayant depuis aliéné son Domaine, l'Evêque consulte si les Seigneurs engagistes ne sont point tenus envers lui de ladite prestation: en conséquence de la consultation qui lui est favorable, il les appelle pour faire hommage, & faute de ce, il les fait assigner au Parlement de Toulouse, où l'affaire avoit été envoyée par évocation, & où il les fait condamner par deux Arrêts contradictoires: ils obtiennent un Arrêt en commandement, par lequel Sa Majesté évoque à sa propre personne la connoissance de cette affaire; le Prélat demande la protection de l'Assemb. de 1665, qui lui est accordée. T. IV, p. 1039, 1040.

4°. Sur le droit de l'Evêque de Valence, de prendre du sel dans les bateaux descendants par le Rhône & l'Isère. Voyez Sel.

5°. L'Evêque de Valence demande à Sa Majesté un dédommagement, pour démolition du Château de Livron, dépendant de son Evêché: l'Assemb. de 1645 appuie sa demande. T. III, p. 389.

6°. L'Assemb. de 1625, faisoit droit sur la Requête qui lui est présentée par l'Evêque de Valence & de Die, touchant la nomination d'un Receveur particulier

partie
dit P
office
besoi
ladite
P. 553
7°.
contr
qui ex
du pr
du R
cefe,
décre
veur,
cimes
8°.
à Val
9°.
Univ
10°
Aides

Ma
de la
Grecs
Ecclési
Latin

1°.
contre
gemen
l'Eglis
l'Assen
n°. IV
2°.
diffère
dial d
les Al
pitaux
3°.
l'oppo
don,
au suj
en l'A
public

4°.
tigne
teur d
ration
Voyez
5°.
M. le
d'une
l'Evê
Minis
factio
900.

particulier de Die, fait déclaration audit Prélat, que la nomination dudit office lui appartient; &, en tant qu'il besoin seroit, lui accorde le droit que ladite Assemblée peut y avoir. T. II, p. 553, 554.

7°. Affaire du Diocèse de Valence, contre le Receveur des consignations, qui exigeoit dix-huit deniers pour livre du prix de l'acquisition faite des biens du Receveur des décimes dudit Diocèse, dont la vente avoit été faite par décret, pour une dette dudit Receveur, à raison des décimes. *Voyez* Décimes, §. VIII, n°. I.

8°. Sur l'établissement des Récollets à Valence. *Voyez* Récollets.

9°. Sur l'Université de Valence. *V. Universités*, §. IV.

10°. Sur la Douane de Valence. *V. Aides*, n°. XIX.

VALOIS.

M. Valois est chargé par le Clergé de la traduction de quelques Peres Grecs, de celle des Historiens Grecs Ecclésiastiques, & de celle des Historiens Latins. *Voyez* Peres.

VANNES.

1°. AFFAIRE de l'Evêque de Vannes, contre son Chapitre, au sujet du changement de l'heure d'une fondation dans l'Eglise Cathédrale. Intérêt qu'y prend l'Assemblée de 1610. *Voyez* Fondations, n°. IV.

2°. En l'Ass. de 1680, il est parlé du différend entre le Chapitre & le Présidial de Vannes, au sujet du rang dans les Assemblées des Pauvres. *Voyez* Hôpitaux, §. II, n°. III.

3°. L'Evêque de Vannes trouve de l'opposition dans les Religieux de Redon, pour l'exécution d'un règlement au sujet des Processions: il s'en plaint en l'Assemblée de 1725. *Voyez* Prieurs publics, §. I.

4°. En 1734, le Parlement de Bretagne condamne aux dépens le Promoteur de l'Officialité de Vannes. Délibération à ce sujet de l'Assemblée de 1735. *Voyez* Promoteurs des Diocèses.

5°. L'Assemblée de 1760 députe à M. le Maréchal de Belle-Isle, au sujet d'une affaire où la Jurisdiction de M. l'Evêque de Vannes étoit attaquée. Ce Ministre donne à l'Assemblée la satisfaction qu'elle desiroit. T. VIII, p. 899, 900.

Table de la Coll. des P. V.

VÉNALITÉ.

Sur la vénalité des charges & offices. *Voyez* Etats de 1614.

VENCE.

1°. CET Evêché a été uni à l'Evêché de Grasse, & ces deux Evêchés ont été pendant plusieurs années sur une même tête: ils n'avoient alors qu'une seule voix dans les Assemblées du Clergé. *Assemblées de 1608*, T. I, p. 783.

2°. Sur le droit de *Spoglio*, prétendu par la Chambre Apostolique, à l'égard des biens de l'Evêché de Vence, situés hors de France. *Voyez* Grasse.

3°. M. l'Evêque de Vence demande les bons offices de l'Assemblée de 1675, dans la poursuite qu'il doit faire à la Cour de Savoie, du recouvrement de la Terre de Gatières, sise au Comté de Nice, qu'il prétend lui avoir été usurpée par un Gentilhomme Piémontois. Ordonné aux Agents de solliciter auprès de Sa Majesté toutes les Lettres & la protection qui lui seront nécessaires. T. V, p. 169.

4°. Différend de M. l'Ev. de Vence avec M. de Villeneuve, sur trois points, le Prélat demandant, 1°. que ce Seigneur remette les deux bancs qu'il a dans l'Eglise Cathéd. de Vence, dans l'état où le droit commun veut qu'ils soient; 2°. qu'il fasse effacer des armoiries qui sont peintes sur les grands piliers qui sont dans cette Eglise, joignant le Sanctuaire; 3°. qu'il fasse abattre deux cabinets que M. son père a fait bâtir pendant la vacance de l'Evêché, sur une portion de Cimetière qui joint l'Eglise & en fait partie. M. de Vence supplie l'Assemblée de 1705 de s'intéresser en sa faveur auprès de M. le Marquis de Torci, Secrétaire d'Etat de la Province; ce qui lui est accordé. T. VI, p. 880.

VENTADOUR.

Voyez Turenne.

VÉRON.

Voyez Pensions, §. III, n°. V.

VERTUS THÉOLOGALES.

Le Clergé assemblé en 1700, a condamné plusieurs Propositions touchant les vertus de Foi, d'Espérance & de Charité. Les voici.

DE FIDE.

HOMO nullo unquam viâ sua tem-
Mmmmm

pore tenetur elicere actum Fidei, Spei & Charitatis, ex vi præceptorum divinatorum ad eas virtutes pertinentium.

Satis est actum Fidei semel in vita elicere.

Hæc dicitur Propositiones falsæ sunt, scandalosæ, in praxi perniciosæ, erroneæ, Fidei & Evangelii oblivionem inducunt.

Assensus Fidei supernaturalis & utilis ad salutem, stat cum notitiâ solemni probabili revelationis, immo cum formidine, quâ quis formidet, ne non sit locutus Deus.

Hæc Propositionio scandalosa est, perniciofa, & Apostolicam Fidei definitionem evertit.

DE FIDEI PROFESSIONE.

Si à potestate publicâ quis interrogatur, Fidem ingenuè confiteri gloriosum consulo; tacere ut peccaminosum per se, non damno.

Hæc Propositionio scandalosa est, præceptis Evangelicis & Apostolicis aperte contraria & hæretica.

DE MOTIVIS CREDIBILITATIS.

Religio Christiana est evidenter credibilis; nam evidens est prudentem esse, quisquis eam amplectatur: non evidenter vera; nam aut obscurè docet, aut quæ docet, obscura sunt. Immo, qui aiunt Religionem Christianam esse evidenter veram, fateantur necesse est falsam evidenter esse. Insuper hinc, evidens non esse: 1. Quod existat nunc in terris aliqua vera Religio; unde enim habes non omnem carnem corruptissimam suam? 2. Quod omnium quæ in terrâ sunt, vera simillima sit Christiana: an enim terras omnes peragrasti, aut peragratis ab aliis esse nosti? 3. Quod & Apostolis & demonibus manifesta fuerit divinitas Christi; id enim si doces, docere te oportet Christum manifestè Deum esse. 4. Quod afflante Deo falsa sint Prophetarum oracula; quid enim mihi opponas, si vel negem illa fuisse vera vaticinia, vel affirmem fuisse conjecturas? 5. Quod vera fuerint, quæ à Christo edita fuisse commemorantur miracula; quanquam negare hæc nemo prudenter potest.

Doctrina hæc Propositione contenta, impia est, blasphemica, erronea, & inimicis Christianæ Religionis favet.

Evidens non est evidentiâ morali, propriè dictâ & physicâ, Religionem Catholicam esse veram.

Hæc Propositionio doctrinam superiori propositioni consentaneam continens,

temeraria est, & in errorem inducens.

DE REBUS EXPLICITA FIDEI CREDENDIS.

Non nisi Fides unius Dei necessaria videtur necessitate mediæ, non autem explicita remuneratoris.

Fides latè dicta ex testimonio creaturarum, similive motivo ad justificationem sufficit.

Absolutionis capax est homo, quantumvis labore ignorantia Mysteriorum Fidei, & etiam si per negligentiam etiam culpabilem nesciat Mysterium sanctissimæ Trinitatis & Incarnationis Domini.

Hæc tres Propositiones in Deum remuneratorem, & in Christi mediatoris nomen contumeliosæ sunt, erroneæ & hæreticæ. T. VI, P. Just. p. 197, 198.

Quant aux Propositions concernant l'amour de Dieu & du Prochain. Voyez Amour.

VEZELAY.

CHAPITRE & Abbé de Vezelay. Voyez Autun. Menses, n°. II.

VICAIRES.

I. EN l'Assemb. de 1726, il est parlé d'une entreprise du Sénéchal du Puy, qui, de son autorité, avoit établi un Vicair dans la Paroisse d'Albaret, au Diocèse de Mende. Le Prieur du lieu s'étant pourvu au Parlem. de Toulouse, à qui il demandoit son renvoi pardevant l'Evêque, le Parlement a confirmé la Sentence du Sénéchal. L'Assemblée demande des éclaircissements sur ce fait, afin de se mettre en état de faire les démarches convenables en cette occasion. T. VII, p. 800, 801.

Le Chapitre de Toulon se plaint à l'Ass. de 1760 d'un Arrêt du Parlement d'Aix, du 23 Mai dernier, qui, en confirmant la Sentence du Juge de Brignoles, condamne le Chapitre à entretenir un Secondaire dans deux Paroisses.

L'Assemblée charge les Agents d'accorder à ce Chapitre leurs bons offices, au cas qu'il se pourvoie en cassation. T. VIII, p. 987, 988.

II. Les portions congrues des Vicaires doivent être payées sur leurs quittances, sans passer par les mains des Curés. Voyez Portions congrues, §. II, n°. V.

III. Quelques Parlements, en condamnant les gros Décimateurs à payer les portions congrues des Vicaires ou Secondaires, soit dans le cas de non-

résidence, soit dans le cas où ces places n'ont pas été remplies pendant quelque temps, ordonnent que leurs honoraires pour ces portions de temps, seront payés aux Hôpitaux, ou pour d'autres œuvres de charité qu'ils indiquent. C'est une entreprise marquée sur la Jurisdiction des Evêques, qui, suivant les Canons, les Ordonnances Royaux & l'usage observé dans le Royaume, ont toujours été les seuls en droit d'ordonner, comme ils le jugent à propos, des revenus consacrés à Dieu, qui n'ont point d'application, soit pour un temps, soit à perpétuité.

L'Art. 7 du Cahier de l'Ass. de 1715 est à ce sujet. Voyez Portions congrues, §. II, n°. VI.

L'Ass. de 1750, par l'art. 12 de son Cahier sur la Jurisdiction, supplie S. M. d'ordonner aux Cours Supérieures du Royaume, & en particulier au Parlem. d'Aix, de renvoyer aux Evêques Diocésains la distribution & application des honoraires des Vicaires, dans les cas dont il s'agit. *Le Cahier n'a pas été répondu.* T. VIII, P. Just. p. 76.

IV. L'Edit de 1768, en portant la portion congrue des Curés à la somme de 500 livres, a déterminé celle des Vicaires à 200 livres. Voyez Portions congrues, §. III.

M. l'Archevêque de Toulouse, dans le rapport fait à l'Assemblée de 1775, sur la disette des Prêtres, propose à la Compagnie de porter à 250 livres la portion congrue des Vicaires. Ainsi délibéré par l'Assemblée, qui arrête de le demander au Roi, & que la Commission s'occupe incessamment d'un projet de Déclaration sur cet objet, pour être mis sous les yeux de S. M. Le projet est dressé & agréé par l'Ass. Les Agents chargés d'en solliciter le succès. T. VIII, p. 2533, 2538, 2547.

VICAIRES FORAINS.

L'Assemblée de Melun, en 1579, a fait plusieurs Décrets & Règlements touchant les Vicaires Forains & les Archiprêtres, au titre de *Vicariorum Foraneorum & Archipresbyterorum munere.* T. V, P. Just. p. 123.

VICAIRES-GÉNÉRAUX.

I. L'ART. 11 de ceux présentés à S. M. par l'Ass. de 1675, porte, que plusieurs Parlements obligent les Evêques à établir dans leur ressort des Vicaires-Généraux pour l'exercice de la Jurisdiction volontaire; & faite par les Evê-

ques d'en mettre, ils font saisir leur temporel, ou souvent en commettent eux-mêmes. Le Clergé, pour faire entendre la justice de la plainte, observe, qu'avant l'Ordonnance de Moulins, l'on ne voit point que les Evêques fussent obligés de mettre des Officiaux dans le ressort des Parlements; mais, en conséquence de l'article 76 de cette Ordonnance, on les y obligea. Comme le mot de *Vicariats*, dont il est parlé dans cette Ordonnance, étoit équivoque; qu'on pouvoit le prendre pour l'une & pour l'autre Jurisdiction, l'Ordonnance de Blois l'expliqua davantage dans l'article 71, & le restreignit aux causes contentieuses, civiles ou criminelles, qui auroient été portées aux Parlements, par appel comme d'abus; & comme il arrivoit encore des contestations sur l'exécution de cette Ordonnance, pour les causes civiles & criminelles, l'Edit de Melun a restreint lesdits Vicariats aux causes criminelles, où l'on peut craindre que l'on sauve les prisonniers.

C'est cette Ordonnance qui a déterminé la dernière volonté du Roi, & où il paroît manifestement que les Evêq. sont seulement tenus de mettre dans le ressort des Parlements, des Officiaux, pour les seules causes criminelles: à ces causes, le Clergé supplie S. M. de vouloir interpréter l'Ordonnance de Moulins & celle de Blois, conformément à l'art. 21 de l'Edit de Melun; ordonner que les Evêques ne seront tenus, dans le ressort des Parlements, d'établir des Vicaires-Généraux, pour la Jurisdiction volontaire & gracieuse; leur défendre, pour raison de ce, de commettre aucune personne, ou de renvoyer aux Evêques, Grands-Vicaires ou Officiaux voisins; & que, pour les causes criminelles seulement, l'Edit de Melun sera exécuté. T. V, P. Just. p. 165. Recueil, p. 1444 & suiv.

L'article second du Cahier de l'Ass. de 1685, sur le Spirituel, renouvelle la même demande. Recueil, p. 1461.

[Il y a été pourvu par l'article 31 de l'Edit d'Avril 1695.]

L'Evêque d'Acqs avoit fait part à l'Ass. de 1675, d'une prétention des Etats de Navarre & de Béarn, contre les Evêques de Bayonne, de Tarbes & d'Acqs, tendante à ce que, outre les Officiaux qu'ils avoient établis pour les matières contentieuses, ils mettroient des Grands-Vicaires dans les détroits de leurs Diocèses qui sont du ressort

du Parlement de Pau. Il demande que l'Assemblée fasse décider la chose au Conseil. L'affaire est renvoyée aux Commissaires du Cahier. T. V, p. 164, 265.

En l'Ass. de 1725, délibération prise au sujet d'un Arrêt du Parlement de Provence, qui obligeoit les Evêques du Comtat Venaissin, dont les Diocèses s'étendent en France, d'avoir des Vicaires-Généraux dans cette partie de leurs Diocèses. *Voyez* Avignon, n°. III.

II. Le Parlement de Rennes casse l'institution d'un Religieux Bernardin pour Grand-Vicaire, & déclare ladite institution nulle & abusive, à raison de sa qualité de Moine. M. l'Ev. de Léon en porte la plainte à l'Assemb. de 1628. Autres Arrêts du même Parlement, rendus en 1628, par lesquels lad. Cour établit un Grand-Vicaire audit Evêché de Léon : le Prélat s'en plaint, & l'Ass. arrête de demander la cassation desdits Arrêts. T. II, p. 628.

III. Les Grands-Vicaires ont-ils droit de préséance & de Présidence aux Assemblées & Bureaux des Hôpitaux & des Pauvres? *Voyez* Hôpitaux, §. II.

Par la réponse du Roi à l'article 38 du Cahier de 1635, il est dit, qu'aux Assemblées-Générales des Maisons-de-Villes, les Vicaires-Généraux des Evêques y tiendront la seconde place. Recueil, p. 1401.

IV. Ont-ils besoin d'un pouvoir spécial pour être Députés aux Assemblées Provinciales? *Voyez* Assemblées Provinciales, n°. IX.

V. Les Vicaires-Généraux, dans le cours de leurs visites, peuvent-ils ordonner à un Curé ou autre Ecclésiastique ayant charge d'âmes, de se retirer pendant trois mois au Séminaire? *Voyez* Séminaires, §. IV.

VI. A l'égard du droit de députation & de séance des Grands-Vicaires des Evêques, aux Bureaux Diocésains des décimes, il se présente quelques difficultés.

Ce privilège leur a été contesté dans une affaire qu'a eue avec la Chambre de Lisieux le Receveur des décimes de ce Diocèse, appelant d'une Sentence du Bureau Diocésain, qui le révoquoit. Un des moyens qu'il opposoit à la délibération, étoit, que le sieur Abbé de la Roque, qui y avoit assisté comme Député, étoit Vicaire-Général : à quoi le Syndic du Diocèse répondoit, que c'étoit l'usage du Diocèse de Lisieux d'admettre des Grands-Vicaires députés

des Abbés & des Prieurs. Cet usage est commun dans la Province de Rouen.

Il paroît que le Receveur de Lisieux a été le premier à contester aux Grands-Vicaires la faculté d'assister en qualité de Députés de quelques classes de contribuables. La question en avoit été proposée à l'Ass. de 1772, dans le rapport concernant la formation des Bureaux Diocésains. Cette Assemblée l'a décidée en faveur des Grands-Vicaires. On ne peut induire d'aucune Loi, ou Règlement connu, qu'on doive les en exclure; & sans doute, au défaut d'une Loi générale, on n'a pas le droit de se fonder sur des raisonnements : ces raisonnements seroient arbitraires. S'il est vrai que la voix d'un Grand-Vicaire est suspecte, parce qu'elle donne plus de prépondérance à celle de l'Evêque, il semble aussi que leur droit est incontestable, parce qu'ils ne sont pas moins contribuables aux décimes, quand ils sont Grands-Vicaires, & qu'ils partagent par-là même les intérêts & les droits de tous les Bénéficiers. Si le seul titre de Grand-Vicaire ne suffit pas pour les admettre, il ne suffit pas aussi pour les exclure.

On faisoit observer, qu'à Lisieux les Grands-Vicaires ont même conservé le droit d'assister, à ce seul titre, au Bureau Diocésain, dans la présence comme dans l'absence de l'Evêque. T. VIII, p. 2564.

L'Editeur des Mémoires du Clergé traite plus particulièrement cette question, & en développe les suites. Voici comment il s'en explique dans le Tome VIII des Mémoires, p. 1927 & suiv.

Il n'est point fait mention de ce droit de séance & de suffrage dans le Contrat passé entre le Roi & le Clergé en 1615, qui contient la première attribution à ces Bureaux, de connoître en première instance des causes de décimes, ni dans les Lettres-Patentes de 1616 confirmatives de cet établissement : c'est le fondement de quelques Diocèses qui sont dans l'usage de ne donner point entrée aux Grands-Vicaires dans les Bureaux Diocésains, ne s'y agissant point des fonctions de Pasteur. Le Diocèse de Paris & quelques autres ont suivi cet usage : les Grands-Vicaires ont été ajoutés au nombre des Députés aux Bureaux, par le Contrat passé en 1626, & par la Déclaration du 13 Mai de la même année : les Contrats passés depuis 1626, contiennent tous la même clause, par les Evê-

ques
pues
Co
tions
quées
pluie
en m
Bure
séanc
placé
reau
l'abse
1°
qu'ay
étroic
suffra
1610
l'usage
Gran
ce de
mier
& s'il
voix
de l'E
2°
paroi
été in
l'abse
Parle
ere l'E
de Sai
9 Juin
Bure
la mē
évide
tructi
tions
cause
3°
Gran
senta
qu'il
me la
ser l'E
1698
pitan
Vica
les B
près
ment
tiere
mes f
entiè
pas a
Mém
& su
V
L'
un M

ques, Grands-Vicaires, Syndics & Délégués des Diocèses.

Cette clause donne lieu à trois questions qui n'y sont point assez expliquées : savoir, 1°. un Evêque ayant plusieurs Grands-Vicaires, ont-ils tous en même-temps séance & suffrage au Bureau? 2°. l'Evêque étant présent au Bureau, le Grand-Vicaire peut-il avoir séance & suffrage? 3°. quelle est la place du Grand-Vicaire dans le Bureau? est-il en droit d'y présider en l'absence de l'Evêque?

1°. Quelques Evêques ont prétendu qu'ayant plusieurs Grands-Vicaires, ils étoient tous en droit d'avoir séance & suffrage : c'étoit une prétention en 1610 de l'Evêque d'Orléans. Suivant l'usage ordinaire des Diocèses, où les Grands-Vicaires sont en possession de ce droit, on ne l'accorde qu'au premier, s'il y a subordination entr'eux; & s'ils sont égaux, ils n'ont tous qu'une voix, y représentant la même personne de l'Evêque.

2°. Quant à la seconde question, il paroît que les Grands-Vicaires n'ont été introduits dans les Bureaux qu'en l'absence des Evêques : ainsi jugé au Parlement de Paris dans le procès d'entre l'Evêque d'Orléans & le Chapitre de Saint-Agnan : l'Arrêt du Conseil du 9 Juin 1696, portant établissement d'un Bureau Diocésain à Rennes, contient la même disposition : elle est expliquée évidemment dans les Mémoires & instructions pour procéder aux aliénations du temporel des Eglises, pour cause de subvention.

3°. Sur la troisième question, le Grand-Vicaire de l'Evêque, le représentant dans ce Bureau, c'est une suite qu'il doit y avoir la préséance & même la Présidence. On ne peut opposer l'article onze de la Déclaration de 1696, pour l'administration des Hôpitaux, qui ne donne place au Grand-Vicaire, en l'absence de l'Evêque, dans les Bureaux desdits Hôpitaux, qu'après celui qui y préside : ce Règlement n'a point d'application à la matière présente : les Bureaux des Décimes sont regardés comme des Assemblées entièrement Ecclésiastiques : il n'en est pas ainsi des Bureaux des Hôpitaux. *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 1917 & suiv.

VICAIRES PERPÉTUELS.

L'on présente à l'Assemb. de 1670, un Mémoire où l'on prouve la nécessité

de rendre les Vicaires perpétuels & inamovibles : la Compagnie, après s'en être long-temps entretenue, ne juge pas qu'il soit possible de mettre par-tout en pratique cet expédient, & qu'il est plus à propos de laisser à la vigilance des Evêques dans le cours de leurs visites, d'examiner la validité ou l'invalidité des unions des Cures aux Corps & Communautés, & d'ordonner l'établissement des Vicaires perpétuels, lorsqu'ils le jugeront utile. T. V, p. 87.

Les Ordonnances de nos Rois sont formelles sur l'établissement des Vicaires perpétuels; savoir, la Déclaration de Janvier 1686, celle de Juillet 1690, & l'art. 24 de l'Edit d'Avril 1695 : il y a cependant des Chapitres & des Monastères qui peuvent avoir dans les Paroisses de leur dépendance, des Vicaires amovibles, pourvu qu'un Religieux, ou un Chanoine, soit désigné pour faire les fonctions Curiales : mais dans ce cas, ces Paroisses sont plutôt des Bénéfices réunis à ces Monastères & à ces Chapitres, que des Eglises dépendantes d'eux à titre de Cures primitives. *Mémoires du Clergé*, T. VI, p. 236, 237.

VICARIAT. [LETTRES DE]

On peut voir ci-dessus au mot *Vicaires-Généraux*, n°. I, ce qui a été dit au sujet de l'Ordonnance de Moulins, de celle de Blois & de l'Edit de Melun.

La Chambre Ecclésiastique aux Etats de Blois, en 1577, dans son Cahier, avoit demandé, que les Ordinaires ne pussent être contraints à passer Vicariat, sinon en causes criminelles, ou il y auroit crainte manifeste de la recousse des prisonniers; & en ce cas, qu'il seroit libre aux Prélats de choisir tels Vicaires qu'ils jugeroient suffisants & capables, & non suspects aux Parties, & sans qu'on pût les asservir de prendre à la volonté d'autrui des Vicaires à eux inconnus. Recueil, p. 1012.

Sur la plainte portée à l'Assemb. de 1584, par le Grand-Vicaire du Mans, que Mrs. des Cours de Parlements obligeroient les Evêques de donner Vicariat, soit pour absoudre *ad cautelam*, soit pour connoître des causes qui leur appartiennent, il fut ordonné que les leurs Agents interviendroient, attendu l'importance du fait. T. I, p. 267.

L'Assemb. de 1710, art. 9 du Cahier de la Jurisdiction, supplie S. M.

d'ordonner, que lorsque l'Evêque dont l'Ecclesiastique accusé sera justiciable, aura le Siege de son Officialité dans la Ville où est établi le Parlement, qui sera saisi du Procès, n'y ayant point de recouffe à craindre, l'instruction conjointe se fera avec l'Official de l'Ordinaire, comme il se pratique à Paris; & que quand l'Evêque dont l'accusé sera justiciable, n'aura point son Officialité dans le lieu où est le Parlement, il choisira tel Conseiller-Clerc de ladite Cour, qu'il jugera à propos, sans qu'aucun desdits Conseillers-Clercs puisse s'ingérer en ce cas de la fonction d'Official, & sans que les Cours puissent audit cas commettre l'un d'eux de leur autorité, & sans la participation de l'Evêque. Réponse. *Cet article convient tant de differents sujets, qu'il seroit difficile de les décider par une réponse générale : le Roi se contente d'assurer le Clergé, qu'il veut que ses Edits & Déclarations soient exactement observés.* Recueil, p. 1515.

L'Assemb. de 1730, art. 3 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner, 1°. que dans le cas où il échoit de donner des Lettres de Vicariat, les Evêques pourront choisir tels des Conseillers-Clercs qu'ils jugeront à propos : 2°. que ce Conseiller-Clerc ne pourra faire aucune instruction, qu'après que les Lettres de Vicariat lui auront été expédiées, à peine de nullité : 3°. que le Conseiller-Clerc aura un Greffier particulier, prendra la parole, recevra le serment, fera les interrogatoires, récolements, confrontations, le tout sur un Cahier séparé de celui du Greffier du Conseiller-Laique, & procédera au Jugement du délit commun, avant qu'il soit procédé au Jugement du cas privilégié : 4°. que la Déclaration de 1711 sera exécutée dans les Cours, & en l'interprétant, en tant que de besoin, que le Conseiller-Clerc aura la préséance & la parole sur le Conseiller-Laique : 5°. que dans les Cours où il n'y aura point de Conseiller-Clerc en état d'être pourvu de Lettres de Vicariat, il sera procédé par un Conseiller-Laique conjointement avec un Prêtre gradué, qui, en vertu des Lettres de Vicariat de l'Evêque, fera l'instruction & jouira de la préséance, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Réponse. *S. M. réunira dans une seule Loi tout ce qui regarde cette matière, pour qu'il n'y ait plus diversité de Jurisprudence dans les Tribunaux Ec-*

clésiastiques ou Séculiers. Recueil, p. 1678, 1679.

VICE-LÉGATION D'AVIGNON.

Voyez Légats d'Avignon.

VIENNE.

1°. EN l'Ass. de 1635, M. l'Archev. de Vienne dans sa Procuration se trouvant qualifié de Primat des Primats, M. l'Evêque de Mâcon proteste contre cette qualité, disant que s'il y avoit quelque Prélat à qui elle fût due, ce seroit le Seigneur Archevêque de Lyon. T. II, p. 651.

2°. Les Agents du Clergé interviennent, en faveur de M. l'Archevêque de Vienne, dans une instance qu'il avoit au Conseil, où il s'agissoit d'y faire déclarer que quatre Paroisses très-considérables dépendantes de l'Abbaye de Saint-Antoine de Viennois, seroient sujettes à la visite & à la Jurisdiction de l'Archevêque, comme toutes les autres Paroisses de son Diocèse. Il est dit dans le Rapport de l'Agence fait en 1670, que le Conseil jugea en faveur de l'Archevêque, & lui conserva sa Jurisdiction sur lesdites quatre Paroisses, même sur celle de l'Abbaye; mais non sur les Religieux & l'Abbé. T. V, P. Just. p. 88.

3°. Arrêt célèbre rendu au Conseil, le 7 Décembre 1677, en faveur de l'Archevêque de Vienne, contre le sieur Romaner, au sujet du visa & des Provisions de Bénéfices. *V. Provisions, §. I.*

Autres affaires sur le visa concernant l'Arch. de Vienne. *Voyez Visa.*

4°. Affaire concernant les Bénéficiers du Diocèse de Vienne, qui font valoir leurs biens & revenus. *V. Baux.*

5°. Offices de Greffiers des insinuations ecclésiastiques, acquis par le Diocèse de Vienne. *Voyez Insinuations.*

VILLES.

I. Sur les Corps & Hôtels-de-Villes. *Voyez Hôtels-de-Villes.*

II. Sur les Dons-gratuits des Villes. *Voyez Dons-gratuits des Villes.*

VIN.

DROITS sur le vin. *Voyez Aides.*

VINCENNES.

[SAINTE-CHAPELLE DE]

Ma. l'Archevêq. de Paris demande

l'intervention de l'Assemblée de 1775, dans un conflit de Jurisdiction élevé entre lui & le Trésorier de la Sainte-Chapelle de Vincennes. M. l'Archev. de Toulouse fait le Rapport de l'affaire. En voici l'espèce.

Le 12 Février 1774, le Trésorier publie au Prône un Mandement pour permettre l'usage des œufs pendant le Carême; les dispositions n'en étoient pas conformes à celui de M. l'Archev. pour le même objet. Le Trésorier prolongeait de quatre jours la permission de manger des œufs, & il permettoit de faire gras quatre jours de la semaine, à ceux que les Médecins & Chirurgiens jugeroient ne pouvoir faire maigre, sans un préjudice notable & évident de leur santé. M. l'Archev. appelle comme d'abus de ce Mandement: sur l'appel intervient Arrêt au Parlement, par lequel, la Cour déclarant qu'il n'y a abus dans ce Mandement, fait défenses à M. l'Archev. de troubler le Trésorier dans ses droits de Jurisdiction spirituelle & charge d'ames, sur la Sainte-Chapelle, & dans la possession où il est de faire tous autres actes relatifs à sa Jurisdiction.

Cet Arrêt déclarant qu'il n'y a abus dans le Mandement, il suppose donc que le Trésorier est en droit d'en rendre de semblables. L'Arrêt défend de troubler le Trésorier dans ses droits, Jurisdiction, &c.; il reconnoît donc une Jurisdiction réelle & territoriale, c'est-à-dire, une Jurisdiction qui ne s'exerce pas seulement sur les personnes, mais qui est attachée aux lieux mêmes. Enfin, l'Arrêt défend de troubler ce même Trésorier en tous actes relatifs à sa Jurisdiction; il suppose donc que cette Jurisdiction indéfinie comprend indistinctement tous les actes qui appartiennent en général à la Jurisdiction Ecclésiastique.

Si ces différentes suppositions ne sont pas fondées, il y a abus dans le Mandement; & s'il y a abus, l'Arrêt qui déclare qu'il n'y en a pas, est une contravention formelle aux Loix, & par conséquent susceptible de cassation. M. l'Archev. de Toulouse le prouve, en faisant voir, 1°. que les titres allégués par le Trésorier, savoir, les Lettres-Patentes de Charles V, & la Bulle de Clément VIII, qui les confirme, ne forment qu'un titre vicieux; 2°. qu'on n'en peut induire qu'une Jurisdiction sur les personnes, & non une Jurisdiction réelle & territoriale. Mais, ajoute

le Prélat, quand on supposeroit que cette Jurisdiction, établie par les Lettres-Patentes & par la Bulle, seroit suffisamment autorisée; quand on supposeroit qu'elle est autre qu'une Jurisdiction personnelle; quand même on pourroit la regarder comme une Jurisdiction réelle & territoriale, pourroit-on dire qu'elle comprend le pouvoir de donner des Mandements, lorsque ce pouvoir n'est pas précisément énoncé? D'ailleurs, telle est l'autorité des Evêques, lorsqu'il s'agit de la police générale d'un Diocèse, que leurs Mandements & Ordonnances doivent être exécutés, nonobstant toute exemption, même sous prétexte de Jurisdiction quasi-Episcopale: or est-il aucun objet qui tienne plus directement à la police générale, que la discipline du Carême?

Le rapport fini, il a été délibéré que l'Ass. interviendrait sur la demande en cassation formée par M. l'Archevêque, contre l'Arrêt du Parlement rendu en faveur du Trésorier de Vincennes. T. VIII, p. 2367 jusq. 2374.

VINGTIÈME.

Voyez Dixième.

VISA.

On trouve au mot *Provisions* plusieurs choses qui peuvent se rapporter à cet article.

I. Le *visa* que donnent les Evêques renferme deux parties: l'une, que les Canonistes appellent l'*Institution collative*, qui donne la possession de tous les droits, privilèges & prérogatives du Bénéfice; l'autre, que les mêmes Canonistes nomment *Institution autorisable*, qui est le droit d'exercer les fonctions qui y sont attachées.

Lors donc que les Cours séculières, ou autres que les Evêques, s'ingèrent de donner le *visa* à un Ecclésiastique, non-seulement elles lui confèrent tous les biens temporels dépendants du Bénéfice; mais de plus, elles le mettent en possession de toute la partie spirituelle de ce même Bénéfice. Instruction, Prédication, administration des Sacraments, soin des ames, tout ce qu'il y a de sacré dans le Ministère Ecclésiastique, est confié à un Curé qui a reçu le *visa*. De quel droit (dit M. l'Archevêque de Toulouse, dans un rapport fait à l'Ass. de 1775,) les Parlements peuvent-ils donc l'accorder? Quelle mission ont-ils reçue de Jésus-

Visa, de sa nature, objet spirituel, & qui ne peut émaner que de l'autorité spirituelle des Evêques.

Christ pour la donner à ses Ministres? En vain nous objecteroient-ils que les *visa* peuvent être injustement refusés par les Ordinaires. A Dieu ne plaise que le Clergé veuille autoriser les caprices, & établir une domination arbitraire des Evêques sur leurs coopérateurs. Les saints Canons ont pourvu, par les appels successifs dans l'Ordre Hiérarchique, à ce qu'un Evêque ne pût, par un refus injuste, priver une Eglise de son légitime Pasteur. L'autorité séculière est en droit, dans certains cas, de mettre en possession civile, & quelquefois même d'accorder la jouissance des biens temporels du Bénéfice; mais en toute occasion, il n'appartient qu'à ceux qui en tiennent le pouvoir de Dieu, de transmettre une Jurisdiction qui ne vient que de Dieu, & dont on n'est responsable qu'à Dieu.

Ces maximes incontestables, qui tiennent à la Religion même, ont été confirmées par la pratique constante de l'Eglise dans les siècles où l'élection donnoit droit aux Bénéfices. Les Elus ne pouvoient exercer aucune fonction, avant d'avoir été confirmés par l'Evêque. C'est cette confirmation ancienne que représente de nos jours l'Institution canonique.

Ces regles, confirmées incontestablement par les Ordonnances de nos Rois, Arrêts du Conseil & de plusieurs Cours Souveraines, forment un Corps de Jurisprudence, & établissent les droits de l'Episcopat. L'exécution de ces Ordonnances & de ces Arrêts, est de la plus grande importance, non-seulement pour l'Episcopat, mais pour la Religion. Des entreprises de cette nature, en diminuant la subordination, affoibleroient l'autorité, & relâcheroient tous les ressorts du Gouvernement Ecclesiastique. T. VIII, p. 1418 & suiv.

Par l'article 8 de l'Ordonnance de 1619, Louis XIII défendoit à tous Prêtres, tant Séculiers que Réguliers, de s'immiscer des fonctions spirituelles *sans Mission & Institution canonique*; à quoi les Evêques & autres Supérieurs veilleroient. Sur cet article, le Clergé remontre, 1°. sur ces mots, *Mission & Institution canonique*, au lieu desquels il est à propos de mettre *sans Mission & Institution des Evêques*; 2°. sur ces autres mots, *les Evêques & autres Supérieurs*; en ce cas, nul autre Supérieur que l'Evêque; 3°. l'article n'explique pas, quel est le Supérieur qui doit punir les contrevenants, ce qui n'appar-

vient qu'aux Evêques, & il semble que l'article leur joint aussi les Supérieurs Réguliers. Les Commissaires de S. M. n'eurent point d'égard à cette Remontrance, fondée sur ce que certains Bénéfices & Bénéficiers sont sous d'autres Supérieurs que les Evêques. Recueil, p. 1365.

II. Les entreprises des Cours Séculières au sujet des *visa*, ont été l'objet de plusieurs délibérations & demandes des Assemblées.

Le Parlement de Bordeaux, sur le refus du *visa* fait à raison d'incapacité à un Ecclesiastique nommé à la Cure de S. Yreix, avoit renvoyé cet Ecclesiastique pardevant le premier Evêque du ressort; il avoit obtenu, en conséquence, le *visa* des Vicaires-Généraux d'Agen, *Sede vacante*. A la poursuite des Agents, intervint Arrêt du Conseil, qui cassa celui du Parlement, avec défenses de plus procéder, ni audit Parlement de plus connoître de semblables matieres. Le Roi cassa aussi le *visa* des Vicaires-Généraux, comme donné sans pouvoir. *Rapport d'Agence* en 1670. T. V, P. J. p. 80, 81.

Le 30 Mai 1668, il avoit été rendu un Arrêt au Conseil du Roi, entre le Promoteur de l'Officialité de Limoges & le sieur Beausan, prétendant droit à une Cure; toute la question étoit de savoir, si le sieur Beausan ayant sommé l'Evêque de lui donner son *visa*, avoit pu trouver à redire à la réponse qui lui fut faite en ces termes; *que ledit Beausan ayant été accusé devant l'Official d'avoir attenté à l'honneur d'une jeune veuve, ... il devoit se purger de cette accusation, avant qu'il pût l'admettre à l'examen*: cette même réponse lui ayant été faite par le Métropolitain de Bourges, au lieu d'y satisfaire, il se pourvoit au Parlement de Bordeaux, lequel, sur sa requête, comme le premier Ecclesiastique constitué en dignité pour l'instituer & le mettre en possession: le Promoteur se pourvoit au Conseil, où intervint Arrêt, par lequel le Roi, sans avoir égard à l'Arrêt de Bordeaux, que Sa Majesté cassa & annulle, & tout ce qui s'en est ensuivi, fait défenses audit Beausan de l'exécuter, & audit Parlement & à tous autres Juges de prendre connoissance de ces sortes de matieres. *Rapport d'Agence* en 1670. T. V, P. J. p. 89.

Autre Arrêt du Conseil-Privé, du premier Février 1669, portant une nouvelle défense au Parlement de Bordeaux

Entreprises des
Juges Royaux,
au sujet des *visa*.

1668 & suiv.

1668.

1670.

1675.

1680.

1669.

2108
deux
L'A
tes, &
Parle
donn
de do
que D
refut
Surin
Comp
vinc
faits
1669
dema
seil,
S. Su
& au
donn
lemen
incess
clarat
bert p
un A
fait de
à l'ave
à l'Ar
T. V,
En
Limog
le Par
de l'U
le *visa*
requê
obtien
procèd
1675.
L'A
suppli
lemen
comm
autre l
té, po
cun B
res, n
rêts &
mis en
permet
sous p
vation
ter tel
ves de
1680.
L'A
se plai
vêque
Métro
sés se p
lemen
ne, qu
pourvo
leur ét
(Il y
& 9 de
Tabl

1870.

deux de connoître des *visa*. *Ibid.* p. 91.

L'Ass. de 1670, sur pareilles plaintes, & notamment sur l'entreprise du Parlement de Bordeaux, qui avoit ordonné par Arrêt, au premier Prêtre, de donner un *visa* sur le refus de l'Evêque Diocésain; sur quoi l'Ecclesiastique refusé se seroit adressé au Doyen de S. Surin, & auroit obtenu le *visa*: la Compagnie, de l'avis général des Provinces, a résolu que les Réglements faits sur cette matière, en 1635 & 1665, seront observés; que les Agents demanderont une Commission au Conseil, pour y faire assigner le Doyen de S. Surin, l'Archidiacre de Périgueux & autres Ecclesiastiques, qui auront donné des *visa* sur des Arrêts des Parlements; cependant qu'on poursuivra incessamment la vérification de la déclaration concernant les *visa*. M. de Bert promet, au lieu de la Commission un Arrêt du Conseil, par lequel il fait défenses audit Doyen d'en donner à l'avenir; & au cas de contravention à l'Arrêt, on le fera assigner ensuite. T. V, p. 75, 76.

En la même Assemb., l'Evêque de Limoges se plaint d'un renvoi fait par le Parlement, pardevant le Chancelier de l'Université de Paris, pour obtenir le *visa*, sur le refus de l'Ordinaire. Sa requête est admise au Conseil, où il obtient Arrêt portant cassation de la procédure. T. V, p. 75.

1875.

L'Ass. de 1675, art. 5 du Cahier, supplie Sa Majesté de défendre aux Parlements & à tous autres Juges, de commettre aucun Evêque voisin, ou autre Ecclesiastique constitué en dignité, pour donner des Provisions d'aucun Bénéfice, sur le refus des Ordinaires, ni ordonner, qu'en vertu des Arrêts & Jugements, les refusés seront mis en possession desdits Bénéfices, ni permettre aucune prise de possession, sous prétexte seulement de la conservation des titres & des droits; déclarer tels actes de possession nuls. Preuves de l'article. Recueil, p. 1425 & s.

1680.

L'Ass. de 1680, art. 1 du Cahier, se plaint de ce que, sur le refus de l'Evêque Diocésain, & *omisso medio* du Métropolitain & du Primat, les refusés se pourvoient devant quelques Parlements, notamment celui de Guienne, qui ordonnent que les refusés se pourvoient pardevant le Pape, pour leur être fait droit. Recueil, p. 1454.

(Il y a été pourvu par les articles 6 & 9 de l'Edit d'Avril 1695.)

Table de la Coll. des P. V.

Au mois d'Août 1692, M. l'Evêque de la Rochelle porta au Conseil une affaire qui donna occasion d'examiner deux questions touchant le refus des *visa*, sur Provisions de Cour de Rome.

L'une étoit, 1°. si un Evêque est obligé de rendre raison, dans un acte de refus qu'il fait de donner les saints Ordres, à un homme qui a pris en Cour de Rome des Provisions *in formâ dignum*, d'un Bénéfice qui requiert la Prêtrise? & l'autre, si dans cette matière, il est permis au Pourvu en Cour de Rome, d'appeler comme d'abus au Parlement du refus de l'Evêque, & si le Parlement n'est pas obligé de renvoyer aux Supérieurs Ecclesiastiques, suivant les degrés de Jurisdiction? Voyez Ordination, §. II.

En l'Assemb. de 1723, M. l'Evêque Châlons-sur-Saône se plaint au sujet d'un *visa* accordé par l'Evêque de Mâcon, pour un Canoniat de Châlons, en vertu d'un Arrêt du Parlement de Dijon. Le sieur Resguier, Scholaste dans la Cathédrale de Dol, ayant voulu permuer sa dignité avec un Canoniat de Châlons, possédé par le sieur des Forges, & ayant envoyé à Rome, les Provisions n'y avoient point été expédiées; sur cela le sieur Resguier avoit pris de son Banquier un certificat du jour que la date avoit été prise à Rome, & s'étoit pourvu au Parlement de Dijon, lequel l'avoit renvoyé à M. l'Evêque de Châlons, Diocésain. Le sieur Resguier s'étant présenté par Procureur, le Prélat lui avoit fait refus pour deux raisons; savoir, le défaut de certificat de vie & de mœurs, & le défaut de signature du Formulaire. Sur ce refus, il s'étoit pourvu pardevant M. l'Archevêque de Lyon, lequel l'avoit pareillement refusé. Sur ces deux refus, le sieur Resguier se pourvoit de nouveau au Parlement de Dijon, où il obtient un Arrêt qui le renvoie devant l'Evêque de Mâcon, le plus ancien Evêque de la Province. Ce Prélat lui accorde les Provisions, dans lesquelles il ne craint pas même de se déclarer exécuteur de l'Arrêt du Parlement.

M. l'Archevêq. d'Aix prie Mrs. les Commissaires de la Jurisdiction d'examiner cette affaire: M. l'Archev. de Vienne en fait le rapport, où, après l'exposition du fait, il déduit les moyens & autorités qui combattent l'entreprise de M. de Mâcon, & propose l'avis de la Commission. La Cont-

Nnnnn



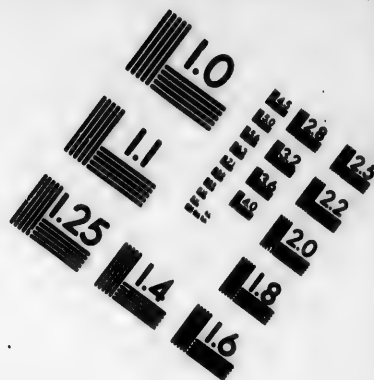
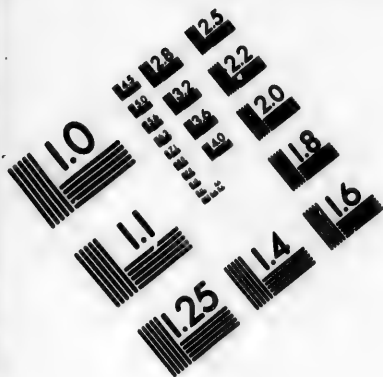
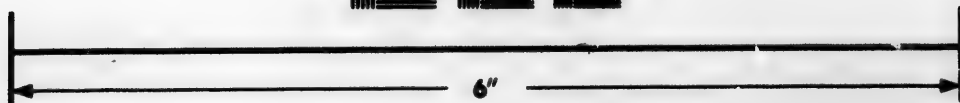
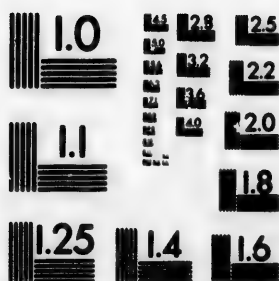


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

pagnie, conformément à l'avis, statue qu'il sera mis un article dans le Cahier, pour supplier Sa Majesté de défendre aux Parlements de renvoyer, sous quelque prétexte que ce soit, à d'autres Evêques qu'aux Ordinaires, ou sur leur refus, aux Supérieurs dans l'Ordre Hiérarchique, pour donner des *visa*, titres ou provisions de Bénéfices; qu'à l'égard de M. l'Evêque de Mâcon, l'Assemb. lui écrirait une Lettre, par laquelle elle lui témoigneroit combien elle étoit étonnée de sa conduite, & lui marqueroit qu'il avoit contrevenu au Règlement de 1635, & qu'il étoit dans le cas des peines portées par ledit Règlement, dont elle lui enverroit une copie, ainsi que de l'Arrêt confirmatif de 1646; qu'enfin Mrs. les Agents écriront une Lettre circulaire à tous les Prélats, en leur faisant part de la délibération présente. Lettre écrite en conséquence à M. de Mâcon. T. VI, p. 1683 & suiv. *L'Arrêt confirmatif du Règlement est rapporté*, T. VI, P. Just. P. 747.

1715,

L'Assemblée de 1723, art. 9 & 10 du Cahier, & l'Assemb. de 1725, art. 11 & 12, supplient Sa Majesté, 1°. d'ordonner aux Cours de Parlements & autres Juges, de ne prendre connoissance des refus des Supérieurs Ecclésiastiques, que par appel comme d'abus, & d'ordonner qu'ils seront tenus de renvoyer devant les Supérieurs, suivant l'Ordre de la Hiérarchie, ceux qui se seront pourvus devant eux par appel comme d'abus; & faire défenses aux Cours de les recevoir appellants comme d'abus, après trois refus conformes; 2°. qu'en interprétant les art. 2 & 9 de l'Edit de 1695, en tant que besoin est, Sa Majesté fixe un temps, dans lequel ceux qui prétendent avoir droit aux Bénéfices, seront tenus de prendre une Institution canonique; passé lequel temps, il seront déchus de tous droits, & lesdits Bénéfices seront déclarés vacants & impétrables.

Réponse à la première partie. *L'intention de Sa Majesté est que l'Edit de 1695 soit exécuté suivant sa forme & teneur; & si besoin est de nouvelle interprétation par rapport aux refus de visa & Institution canonique, Sa Majesté y pourvoira par la nouvelle Déclaration...* Réponse à la seconde partie. *Sa Majesté fixera, par la même Déclaration, un délai, dans lequel les Pourvus de Bénéfices qui auront été envoyés en possession civile, seront tenus d'obtenir l'Insti-*

tion canonique des Evêques. Recueil, p. 1554, 1555, 1602, 1603.

L'Assemb. de 1725, dans l'art. 14, se plaint de ce que les Parlements, sur le refus des Ordinaires, renvoient les Gradués devant le Chancelier de N. D. de Paris, ou devant le Grand-Archidiacre de ladite Eglise, pour l'Institution canonique. Ces deux Dignitaires ont reçu ce privilège du Pape, par rapport aux Indultaires; mais le privilège est limité, & ne s'étend point aux Gradués & aux autres Expectants. L'Ass. supplie S. M. d'ordonner que ces abus cessent.

Réponse. *Il sera pourvu, par la même Déclaration, à ce que les Parlements ne renvoient les Gradués que devant ceux qui ont un pouvoir légitime de leur accorder l'Institution canonique. Recueil, p. 1604, 1605.*

En la même Assemb. de 1725, M. l'Archevêq. d'Arles s'étoit plaint d'un *visa* donné par un Evêque, en vertu d'un Arrêt du Parlement d'Aix, pour un Canonica de son Eglise. Voyez Arles, n°. 3.

Le fait qui avoit donné occasion à l'art. 14 du Cahier de 1725, est celui-ci. Le sieur Durand avoit exposé, dans la requête présentée par lui à l'Assemblée, que la Prébende Théologique de Beaune ayant vaué en Janvier 1719, un Bachelier simple l'avoit requis comme Gradué; que le Chapitre de Beaune, l'Evêque Diocésain & le Métropolitain ne lui avoient répondu que par trois refus conformes, dont s'étant rendu Appellant comme d'abus au Parlement de Paris, il y avoit obtenu Arrêt sur Requête, qui le renvoie au Chancelier de l'Université de Paris, par lequel il avoit été pourvu *virtute arresti ad defensionem Juris*.

Arrêt par conséquent qui renferme plusieurs contraventions: 1°. en ce que ledit Bachelier est maintenu dans le Bénéfice, sans être renvoyé à l'Evêque Diocésain pour l'examen; 2°. en ce que, après trois refus conformes, il est maintenu sans Mission, ni Institution canonique, & sans être renvoyé à aucun des Supérieurs Ecclésiastiques pour la recevoir, le Chancelier de l'Université ayant bien, par la Bulle de Paul III, le privilège de donner des Provisions aux Indultaires, sur le refus des Ordinaires; mais n'ayant pas le même privilège à l'égard des Gradués. La Compagnie charge les Agents de prendre la parole au Conseil sur cette affaire. T. VII, p. 450 & suiv.

L'Assemb. de 1730, art. 5 du Cahier de la Jurisdiction, supplie Sa Majesté d'ordonner & de pourvoir à ce que dorénavant nul Ecclésiastique ne puisse posséder un Bénéfice sans avoir pris le visa, ou l'Institution canonique de l'Ordinaire; & qu'en cas d'appel comme d'abus du refus de l'Ordinaire, les Cours renvoient devant les Supérieurs dans l'Ordre Hiérarchique; 1°. d'ordonner aux Cours, après trois refus consécutifs, de déclarer le Prétendant au Bénéfice qui aura été refusé, non-recevable à faire poursuite du Bénéfice, suivant les Déclarations de 1657 & 1666.

Réponse. *Le Roi est persuadé de la nécessité de remédier à ces inconvénients: il fera examiner, dans son Conseil, ce qu'il conviendra d'ajouter à la disposition de l'Edit de 1695, qu'il entend cependant être exécuté selon sa forme & teneur.* Recueil, p. 1681.

L'Assemb. de 1740, art. 6 du Cahier, supplie S. M. d'ordonner, par une Déclaration, 1°. qu'à l'égard des Bénéfices qui exigent le visa, collation ou Provision de l'Ordinaire, aucuns Ecclésiastiques ne pourront les posséder, ni en percevoir les fruits, s'ils n'ont préalablement obtenu l'Institution canonique de l'Evêque Diocésain, ou, sur son refus, des Supérieurs dans l'Ordre Hiérarchique; 2°. qu'en cas d'appel comme d'abus du refus de l'Ordinaire, les Parlements seront tenus de renvoyer aux Supérieurs dans l'Ordre de la Hiérarchie, sans qu'en aucun cas il leur soit permis de renvoyer pardevant d'autres Evêques, qui ne seront point les Supérieurs; encore moins pardevant des Conseillers-Clercs, ou de simples Prêtres constitués en dignité; 3°. que les prétendants droit, qui sur lesdits refus de visa, collation ou Provision auront été envoyés & maintenus en possession des Bénéfices, seront tenus d'obtenir l'Institution canonique dans des délais déterminés; passé lequel temps, lesdits Bénéfices seront déclarés vacants & impétrables.

Réponse. *Le Roi se fera rendre compte de ce qui est porté dans l'Edit de 1695, pour voir s'il est nécessaire d'y pourvoir par une nouvelle Loi.* T. VII, P. Just. p. 413, 414. (Chiffres réplétés.)

Le Cahier de l'Assemb. de 1745, art. 5, renouvelle la demande, à l'égard des deux premiers chefs de l'article précédent. Le Roi répond l'avoir déjà prévenu par différents Arrêts que S. M.

a rendus pour maintenir l'ordre établi par les Ordonnances, & notamment par l'Edit de 1695. T. VII, P. Just. p. 466, 467.

L'art. 6 suivant a pour objet le troisième chef de l'article du Cahier précédent. La réponse à peu près la même. *Ibid.* p. 467.

Mêmes demandes renouvelées dans l'art. 5 du Cahier de 1750. T. VIII, P. J. p. 711.

L'Assemb. de 1753, art. 4 du Cahier de la Jurisdiction, supplie, avec la dernière instance, Sa Majesté d'ordonner que ceux qui, sur le refus de visa, collation ou Provisions, auront été maintenus en possession des Bénéfices, seront obligés d'obtenir l'Institution canonique dans le délai de six mois, ou autre délai qu'il plaira à Sa Majesté de fixer; passé lequel, ils seront déchus de tout droit & les Bénéfices déclarés vacants; si mieux n'aime Sa Majesté ordonner que les fruits desdits Bénéfices seront mis en sequestre, jusqu'à ce que, en suivant l'Ordre Hiérarchique, ils aient obtenu l'Institution canonique.

Rép. *Le Roi fera examiner, en son Conseil, la proposition.* T. VIII, P. J. p. 200.

Même demande de l'Ass. de 1760, art. 6 du Cahier de la Jurisdiction. *Même réponse.* T. VIII, P. Just. p. 303, 304.

Un Ecclésiastique ayant obtenu une Cure en Cour de Rome, située au Diocèse de Vienne, M. l'Archevêque lui refuse le visa, sans alléguer le motif du refus. Ce Prêtre se pourvoit au Parlement de Grenoble, & obtient d'abord la permission d'assigner M. l'Archevêque. Ce Prélat ne s'étant point présenté, le même Prêtre obtient un second Arrêt, qui l'envoie en possession du temporel, & condamne l'Archevêque aux frais. Ce même Prêtre ayant pris ensuite possession civile, se pourvoit de nouveau au Parlement, pour avoir un titre juridique: le Parlement commet un Conseiller-Clerc qui lui donne le visa. L'Ass. de 1765, à qui cette affaire est rapportée, en renvoie l'examen au Bureau de la Jurisdiction. T. VIII, p. 1426, 1427.

M. l'Evêque de Boulogne porte sa plainte à la même Assemb. de 1765, sur ce qu'il a été accordé, à son refus, des Provisions d'une Cure située dans son Diocèse, au sieur de Saint-Just, par M. l'Abbé Boucher, Conseiller au Parlement de Paris, en vertu d'un Ar-

Nnnnn a

rét du Parlement du 9 Février 1764. L'examen de l'affaire est renvoyé au Bureau de la Jurisdiction.

Mrs. les Commissaires font leur rapport des deux affaires de M. l'Archev. de Vienne & de M. l'Evêque de Boulogne. Sur ce rapport, & conformément à l'avis, il a été délibéré que Mrs. les Agents présenteront requête au Conseil, pour demander la cassation des Arrêts du Parlement de Grenoble du 15 Janvier 1765, & du Parlement de Paris du 9 Février 1764, & pour réclamer le maintien des regles Canoniques & les droits de l'Episcopat. T. VIII, p. 1427 Julq. 1432.

L'art. 3 du Cahier de la Jurisdiction de l'Assemb. de 1765, a pour objet ces deux affaires de M. de Vienne & de M. de Boulogne, touchant le *visa* donné par des Conseillers-Clercs, commis à cet effet par les Parlements de Grenoble & de Paris. Pour colorer une procédure si étrange, dit le Clergé, on diroit en vain que le Refus du Saint-Siege est un titre Canonique, dont le *visa* ne doit être regardé que comme une simple exécution : on prouve la fausseté de cette maxime. L'Assemb. conclut par supplier Sa Majesté de renouveler, par une Loi expresse, les anciennes Ordonnances sur cette matiere, enjoignant à tous les Tribunaux de renvoyer les Pourvus du Cour de Rome refusés pour le *visa* par les Ordinaires pardevant leurs Supérieurs Hiérarchiques, défendant expressément à toutes les Cours de commettre des Conseillers-Clercs ou autres Ecclesiastiques pour examiner & accorder le *visa*, ... sous peine, à ceux qui auroient requis, ou le *visa* par cette voie, d'être démis de tout droit au Bénéfice, & déclarés incapables à perpétuité de le posséder. Rép. Je rappellerai toujours les Tribunaux à l'Edit de 1695 : s'ils s'en écartent, le Clergé peut recourir à ma justice ; mais les Loix ne doivent pas se multiplier. T. VIII, P. J. p. 484 & s.

Par l'art. 4 du même Cahier, l'Ass. supplie Sa Majesté d'ordonner qu'aucun Ecclesiastique refusé par son Supérieur, ne puisse être envoyé, ni maintenu en possession des fruits des Bénéfices, surtout à charge d'ames, s'il n'a préalablement épuisé les différents degrés de la Jurisdiction Ecclesiastique. *Même réponse que ci-dessus*. T. VIII, P. Just. p. 486.

1770.

En l'Assemb. de 1770, M. l'Archev.

de Toulouse fait part à la Compagnie d'un Mémoire à présenter au Roi au sujet de trois Arrêts des Parlem. de Paris & de Bordeaux, en conséquence desquels, sur le refus des Supérieurs Ecclesiastiques, des *visa* ont été accordés par un Conseiller-Clerc & un Dignitaire d'une Collégiale. Les trois faits qui ont donné lieu aux Arrêts, se sont passés en trois Diocèses, Saintes, Poitiers & Bordeaux ; les deux premiers dans le ressort du Parlement de Paris, & le troisième dans celui de Bordeaux. Lecture faite du Mémoire, il a été approuvé d'une voix unanime ; & l'Ass. a prié M. l'Archevêque de Reims de le présenter à Sa Majesté, & a nommé en même-temps deux Prélats, pour procurer au Clergé la satisfaction sur un objet aussi essentiel. T. VIII, p. 1818, 1819. *Le Mémoire*, P. Just. p. 610 & suiv.

L'Assemb. de 1770, dans l'art. 1 du Cahier, rappelle ces trois Arrêts, & en fait voir les dangereuses conséquences. Sa Majesté répond qu'elle aura soin que les Tribunaux ne s'écartent point des Loix qui servent de regle sur cette matiere. T. VIII, P. J. p. 619.

L'Assemb. Provinciale de Bordeaux se plaint à l'Assemblée de 1771, d'un Arrêt rendu au Parlement de la Province, par lequel un Religieux, à qui le Grand-Vicaire de M. l'Archev. avoit refusé le *visa*, avoit été renvoyé pardevant un des Evêques Suffragants de la Province, ou pardevant tout autre. Arrêté que lorsque M. l'Archevêque se pourvoit en cassation, Mrs. les Agents sollicitent au nom du Clergé. T. VIII, p. 1021, 1022, 1023.

La Province d'Albi demande à la même Assemb. d'interdire à ses Cours les envois en possession civile des Bénéfices-Cures, sur les refus faits par les Ordinaires des Institutions au *visa*, & dans le cas où l'on ne pourroit obtenir l'effet de cette demande, la Province désireroit au moins que l'on fixât le temps que la possession civile & jouissance des fruits pourroit durer ; passé lequel temps, les Bénéfices-Cures seroient pourvus de nouveaux Titulaires. L'Assemb. renvoie la décision de cette affaire à l'Assemb. de 1775, en chargeant Mrs. les Agents de la préparer. T. VIII, p. 1025.

La Cure de Saint-Martin-la-Blanc, Diocèse de Rouen, ayant vagné, l'Abbesse de Fontaine y présente, en Septembre 1767, le sieur Loen, & M. l'Ar-

1770

1771

1775.

chevêque de Rouen la conféra de plein droit, en Octobre, au sieur Tiercelin. Locu requit son Institution, que le Prélat refusa, par des motifs qu'il ne crut pas pouvoir déclarer. Sur l'appel comme d'abus, il fut permis au sieur Locu de prendre possession civile, & de faire assigner M. l'Archevêque. Le Prélat n'ayant point constitué Procureur, il y eut Arrêt par défaut contre lui, qui adjugea les fruits de la Cure au sieur Locu, & le renvoya, pour les Provisions, au Supérieur Ecclésiastique. Le sieur Locu obtint à Rome une signature, qui lui donnoit l'Evêque de Lisieux pour Commissaire. Examiné juridiquement, il fut refusé pour incapacité. Sur ce refus, M. l'Archev. de Rouen donna au sieur Tiercelin de nouvelles Provisions de la Cure, *jura juribus addendo*. En conséquence de ces Provisions, Tiercelin se rendit opposant aux Arrêts obtenus par le sieur Locu, au chef seulement concernant les fruits. L'affaire dans cet état a passé du Parlement au Conseil Supérieur, & y a été jugée. L'Arrêt déboute le sieur Tiercelin de son opposition; déclare qu'il n'y a abus dans le refus fait par M. l'Evêque de Lisieux, & cependant maintient le sieur Locu en possession des fruits de la Cure. L'Ass. de 1771 charge les Agents de se joindre à M. l'Archev. de Rouen, pour obtenir la cassation de cet Arrêt. T. VIII, p. 2013, 2014.

1775. M. l'Evêque de Châlons-sur Saône a réclamé les bons offices de l'Assemb. de 1771 pour l'affaire qui suit.

Claude Odobez, pourvu sur résignation de la Cure de S. Etienne-en-Bresse, se présenta à feu M. de Châlons pour le *visa*; il fut trouvé incapable dans un examen particulier, & le *visa* lui fut refusé. S'étant présenté de nouveau, & après un nouvel examen juridique, le refus fut réitéré: il s'adressa au Métropolitain, qui le soumit à un examen juridique: même incapacité, même refus. Appel comme d'abus, de la part du sieur Odobez, au Parlement de Dijon, qui, par Arrêt du 19 Juillet 1769, déclara y avoir abus dans le refus de *visa*, maintenant Odobez dans la possession civile de la Cure & dans la jouissance des fruits; à la charge cependant de ne faire aucune fonction spirituelle, sans l'Institution canonique.

Cet Arrêt ne satisfait pas entièrement le sieur Odobez: il demanda au Parlement d'être examiné par un Conseiller

Clerc, qui lui délivrerait l'Institution canonique, s'il étoit trouvé capable. Le Parlement commit l'Abbé de Saint-Pierre, qui trouva le Sujet capable, & lui délivra des Lettres d'Institution, en vertu desquelles Odobez se mit en possession, & s'ingéra dans les fonctions spirituelles.

M. le Procureur-Général se rendit opposant à cet Arrêt: son opposition fut reçue: la cause fut plaidée contradictoirement, & le 28 Juin 1774, Arrêt intervint, qui déboute le Procureur-Général de son opposition, maintenant Odobez dans le droit de faire toutes fonctions spirituelles dans la Paroisse, en vertu du *visa* obtenu.

L'Assemb. accordée à M. de Châlons les bons offices, & même l'intervention du Clergé, s'il est nécessaire. T. VIII, p. 2347 jusqu'à 2350.

Cependant M. l'Evêque de Châlons, ayant présenté sa Requête au Conseil, en cassation des Arrêts rendus en faveur du sieur Odobez, le Conseil le déclara non-recevable, sous prétexte qu'il n'étoit point Partie dans ces Arrêts: moyen qu'on ne sauroit admettre, sans dépouiller le Clergé du droit qu'il a de réclamer contre les Jugements portant atteinte à la Jurisdiction Ecclésiastique. M. de Châlons dénonça à l'Assemb. cette nouvelle Jurisprudence, qui jugeant l'affaire importante, en renvoya l'examen au Bureau de la Jurisdiction. T. VIII, p. 2350.

M. l'Archev. de Vienne, Chef de ce Bureau, fait son rapport contre cette nouvelle Jurisprudence: il en fait voir toute l'injustice, & lui oppose plusieurs exemples de Requêtes admises au Conseil, quoique les Prélats, ou les Agents, n'eussent point été Parties dans les Arrêts, dont la cassation étoit demandée. Voyez Evêques, §. VIII, n°. VII.

L'art. 6 du Cahier de la Jurisdiction de l'Assemblée de 1775, a pour objet la jouissance des fruits & la maintenue en possession dans le cas de refus de *visa*. Voyez sur cet article & sur la réponse du Roi, le second Supplément de la Table, ad calcem.

L'art. 8 du même Cahier est sur les *visa* des Rescrits de Cour de Rome. Voyez *ibidem*.

III. Il s'est trouvé des Evêques & quelques Ecclésiastiques du second Ordre, qui, sans y être excités par les Arrêts des Parlements, ont entrepris d'accorder les *visa* ou Institutions canoniques, à des Ecclésiastiques qui

Entreprises de quelques Evêques & Ecclésiastiques, au sujet des *visa*.

avoient recours à eux, sur le refus des Ordinaires.

A l'égard des entreprises en ce genre par des Evêques. *Voyez* Evêques, §. IX.

Quant à celles des Ecclésiastiques du second Ordre, M. l'Evêque de Lombes fait exposer à l'Assemb. de 1690, qu'un Ecclésiastique de son Diocèse, pourvu d'une Cure par résignation, s'étant présenté devant lui pour avoir le *Visa*, il le lui avoit refusé par défaut de capacité & de mœurs; que le refus avoit été confirmé par les Vicaires-Généraux de l'Archev. de Toulouse; que cet Ecclésiastique s'étant ensuite présenté au Chanoine Semainier, qui, par un privilège accordé par les Papes, prétend avoir pouvoir pendant la semaine de présenter aux Bénéfices, il en avoit obtenu des Provisions; que l'Evêque de Lombes s'en étant plaint, le Chapitre de cette Cathédrale lui avoit donné un acte de désaveu; mais que comme ce désaveu n'avoit point d'effet rétroactif, cet Ecclésiastique s'étoit mis en possession de la Cure: l'Ass. renvoie l'affaire aux Commissaires de la Jurisdiction. T. V, p. 276.

Deux Ecclésiastiques ayant été pourvus en même-temps, en 1692, l'un de la Cure d'Albon, Diocèse d'Albi; l'autre d'une Chapelle dans l'Eglise de Cahors, ils avoient pris, pour se faire inscrire dans ces Bénéfices, des *Visa* contre les règles de l'Eglise, l'un des Vicaires-Généraux du Diocèse de Rodez, sur le refus des Vicaires-Généraux d'Albi, *Sede vacante*; l'autre des Vicaires-Généraux de Toulouse, sur le refus de l'Evêque de Cahors. Par deux différents Arrêts rendus dans un même Conseil, le 22 Décembre 1692, les *Visa* accordés à ces deux Ecclésiastiques, furent déclarés nuls; les sujets furent renvoyés à se pourvoir devant les Supérieurs dans l'Ordre de la Hiérarchie. T. VI, P. Just. p. 89.

Le Chapitre de la Métropole de Reims, donne le *Visa* au sieur Bachelier sur une Provision du Doyenné de cette Eglise, obtenue en Cour de Rome, laquelle étoit adressée à M. l'Archevêque: ledit Bachelier, en vertu d'une conclusion capitulaire, prend possession du Doyenné: le Chapitre se désiste de sa prétention; mais l'affaire étant engagée avec le sieur Bachelier, le Prélat estime nécessaire de la faire juger pour prévenir pareilles difficultés. Arrêt du Parlement de Paris, du 30 Décembre 1698, qui prononce qu'il

y a abus, tant dans la concession du *Visa*, que dans la conclusion capitulaire, & ordonne audit sieur Bachelier de se retirer pardevant M. l'Archevêque, pour prendre le *Visa* sur les Provisions, & de réitérer son installation & prise de possession: l'Arrêt est inséré au Procès-verbal de 1700. T. VI, p. 310, 311. P. J, p. 235.

IV. Le sieur Jossier est pourvu sur la résignation faite en Cour de Rome, de la Cure de la Chaussée, au Diocèse de Séz: il est trouvé incapable dans l'examen, & le *Visa* lui est refusé: il se pourvoit pardevant M. l'Archev. de Rouen, dont il obtient le *Visa*. Le Promoteur en l'Officialité de Séz relève son appel en Cour de Rome, sur cette concession de *Visa*: il obtient un Referit de Sa Sainteté, qui commet *in paribus*, M. l'Evêque de Lisieux: le sieur Jossier appelle comme d'abus du Décret obtenu à Rome, prétendant que M. l'Archevêque de Rouen pouvoit donner le *Visa* souverainement.

M. l'Evêque de Séz prie l'Assemb. de 1655 de donner sa résolution sur ce fait, comme très-important à la discipline Ecclésiastique. L'Ass. prononce que de l'Ordonnance de M. l'Archev. de Rouen portant le *Visa*, il avoit pu être appelé au Saint-Siège, suivant les Canons & l'Ordre de la Jurisdiction Ecclésiastique. T. IV, p. 292.

Cependant le Parlement de Rouen reçoit l'appel du sieur Jossier, & déclare y avoir abus: l'Assemb. en demande la cassation comme contraire à la Déclaration du Roi accordée à cette Assemblée, qui porte, que, pour raison des *Visa*, on gardera les trois degrés de Jurisdiction; en sorte que celui qui a été refusé trois fois, ne peut se servir de sa signature. T. IV, p. 293.

V. Sur le refus de *Visa*, pour défaut de signature pure & simple du Formulaire. *Voyez* Formulaire.

Il y a lieu à l'appel à Rome, du refus ou concession de *visa* par le Métropolitain.

Refus de *visa* par défaut de signature du Formulaire.

VISITATION.

[RELIGIEUSES DE LA]

I. L'Ass. de 1645 excepte les Monastères des Religieuses de la Visitation, de l'imposition faite par cette Assemb. sur les Maisons Religieuses, pour contribuer au Don accordé à Sa Majesté: la Reine l'avoit ainsi demandé. T. III, p. 228, 235.

Même exemption accordée par l'Ass. de 1650, pour l'imposition du Don accordé au Roi; & ce, pour certaines

considérations, & sans tirer à conséquence. T. III, p. 540.

II. Sur les démarches faites par quelques Assemblées, pour obtenir la Béatification & la Canonisation de la Mère de Chantal, Fondatrice. Voyez Canonisation, n°. VIII.

VISITES.

§. I. Visites Episcopales & Diocésaines.

I. PARMI les Décrets de l'Assemblée de Melun, en 1579, il en est un de *Eccliesiarum visitatione*, dans lequel on entre dans un grand détail des objets de la visite. T. V, P. Just. p. 107 & suiv.

Le Roi Henri IV envoya une Lettre à l'Assemblée de 1605-1606, au moment de sa séparation, par laquelle il recommande aux Députés de s'en retourner promptement à leurs Eglises, d'y observer la résidence, de faire la visite de leurs Diocèses en personne, du moins en trois ans une fois, & par leurs Vicaires & Officiaux chaque année : & pour connoître ceux qui s'acquittent de ce devoir, Sa Majesté désire qu'on lui envoie un double, ou un extrait bien particularisé des Procès-verbaux qui auront été dressés dans les visites, soit des Evêques, soit de leurs Officiaux. T. I, p. 780. *La Lettre*, P. Just. p. 185.

L'avis aux Evêques dressé par l'Evêque de Chartres en l'Assemblée de 1615, quoique supprimé par elle, contient de beaux & sages Règlements sur les visites que les Evêques doivent faire dans leurs Diocèses, sur les objets & les règles desdites visites : on peut voir là-dessus depuis l'art. 70 jusqu'à l'art. 99. T. II, P. Just. p. 84 & s.

Les articles 99 & 100 regardent les visites des Métropolitains. *Ibid.* p. 89.

Les articles 101 & 102 sont sur les visites des Archidiacres, des Archiprêtres, des Doyens & Curés. *Ibid.* p. 89, 90.

III. En l'Assemblée de Melun on lut un Arrêt du 19 Octobre 1679, rendu par les Grands-Jours étant à Poitiers, portant Ordonnance de faire une visite du Diocèse par des Commissaires Ecclesiastiques & Laïques : l'Arrêt ordonnoit en même-temps de fournir ou avancer par le Clergé de Poitiers la somme de 500 écus, pour les frais de ladite visite : il fut délibéré sur l'importance de cet Arrêt, & sur les suites dangereuses qu'il pouvoit avoir. T. I, p. 217, 218.

Les Grands-Jours étant à Clermont rendirent un Arrêt le 10 Octobre 1665, qui fut regardé comme une entreprise & usurpation sur la Jurisdiction des Evêques, touchant la visite des Monastères, des Chapitres, des Cures & autres Bénéfices : l'Assemblée de 1665 s'éleva fortement contre cet Arrêt. Voyez Grands-Jours.

M. l'Abbé de Gourmont, Titulaire de l'Abbaye de Chors, demande les bons offices de l'Assemblée de 1775, dans une affaire, dont voici l'espèce.

En 1770, un Huissier-Notaire, nommé Houdaille, se transporta à Chors, par Ordonnance du Procureur du Roi de Saint-Pierre-le-Moutier, visita plusieurs Eglises, s'en fit représenter les Livres, linges & ornements, demanda & reçut des Curés la Déclaration du revenu de leurs Bénéfices : après avoir visité l'Eglise Abbatiale, il demanda qu'on lui ouvrît les appartements de l'Abbaye, & sur le refus, il dit qu'il alloit en dresser le Procès-verbal.

Sur les plaintes de l'Abbé de Chors, M. le Procureur-Général fit rendre un Arrêt, qui ordonna à Houdaille de faire signifier au sieur Abbé, l'Ordonnance, ou autres titres, en vertu desquels il s'étoit transporté en l'Abbaye de Chors & ses dépendances. Houdaille répondit à la signification de cet Arrêt, par la signification de la Lettre du Procureur du Roi de Saint-Pierre. Nouvelle Requête de l'Abbé, suivie d'un second Arrêt, qui renvoya l'affaire devant le Lieutenant-Criminel d'Auxerre : là-dessus, Sentence, du 15 Juillet 1774, qui condamna Houdaille & son Clerc à trois livres d'aumône, aux Paroisses & aux dépens, avec défenses de récidiver, sous plus grandes peines : il en appella au Parlement, où est intervenu, le 15 Février 1775, un Arrêt, qui a déchargé Houdaille des condamnations dont il étoit plaignant, lui a accordé la restitution des aumônes, & adjugé cent livres de dommage & intérêts, avec la permission de faire afficher l'Arrêt aux dépens de l'Abbé.

Il est étrange que, sans monition préalable, sans avis donné aux Supérieurs Ecclesiastiques, sans Sentence du Juge, sans appeler la Partie intéressée, le Procureur du Roi d'une Justice subalterne, procède avec tant de sévérité contre un Bénéficiaire : la demande faite à plusieurs Curés, de fournir des états détaillés de leurs revenus, n'est pas moins étonnante : aucune Loi n'a-

torise ces perquisitions. L'Arrêt du Parlement paroît sur-tout insoutenable aux yeux de la Loi, en ce qu'il autorise une entreprise de Jurisdiction & un fait d'incompétence, savoir, le droit de visiter les ornements des Eglises, & sur-tout les linges, dont une partie ne peut pas même être touchée par des mains Laïques.

Tels étoient les moyens sur lesquels le sieur Abbé poursuivoit au Conseil la cassation de l'Arrêt du Parlement d'autant plus préjudiciable, qu'il paroît porter tous les caractères de Règlement : l'Assemb. a député à M. de Marville, Chef du Bureau, & à M. le Rapporteur pour leur témoigner l'intérêt qu'elle prend à cette affaire. T. VIII, p. 2393 & s.

III. L'art. 19 du Cahier de l'Assemb. de 1633, répondu favorablement par Sa Majesté, porte, que les Ordonnances des Evêques dans le cours de leurs visites, seront exécutées, nonobstant l'appel comme d'abus, qui n'aura effet que dévolutif & non suspensif, comme aussi en matière de correction, &c. T. II, p. 764. Voyez Appel, §. III.

IV. Les Evêques, dans le cours de leurs visites, peuvent, sans l'appareil d'une procédure juridique, ordonner à un Ecclésiastique ayant charge d'ames de se retirer pour trois mois dans un Séminaire. Voyez Séminaires, §. IV. Les Grands-Vicaires ont-ils le même pouvoir? Voyez Séminaires, *ibid.*

V. Sur la visite des Cures dépendantes de l'Ordre de Malte. Voyez Malte, §. II.

VI. Quant à la visite des Archidiaques. Voyez Archidiaques.

VII. Sur le droit de visite des Evêques à l'égard de la clôture des Couvents de Religieuses. Voyez Clôture. Fontevault, n°. III.

§. II. Visite des Monasteres.

I. Le Règlement des Réguliers dressé en l'Assemb. de 1625, & confirmé dans les suivantes, contient plusieurs dispositions touchant le droit de visite qu'ont les Evêques dans les Monasteres, même exempts : les Religieux sont tenus de recevoir la visite, d'y assister, de rendre compte à l'Evêque des défauts & abus qu'il pourra remarquer : c'est ce que prescrit l'art. premier du Règlement. Il est enjoint aux mêmes Religieux exempts, de recevoir l'Evêque en ses habits Pontificaux & l'Ar-

chevêque avec sa Croix élevée. Art. 10, ils sont aussi obligés de laisser exercer dans leur Eglise à l'Evêque faisant sa visite, les fonctions Episcopales, sans exiger de lui une Déclaration de non-préjudice à leur exemption : c'est ce que portent le même article & l'art. suivant. T. III, P. Just. p. 62, 63.

II. L'art. 18 de l'Edit d'Avril 1695, interprété & confirmé par une Déclaration du 29 Mars 1696, détermine jusqu'où s'étend le droit des Evêques touchant la visite & la réformation des Monasteres exempts & non exempts. Mémoires du Clergé, T. VII, p. 54 & suiv.

Les Augustins de Beziers, dont le Monastere est le Chef de la Réforme, se soumettent à la disposition de l'Edit d'Avril 1695. Voyez Augustins.

III. Les Evêques ont le pouvoir de visiter la clôture des Monasteres des Religieuses, nonobstant toute exemption. Voyez Fontevault, n°. III.

§. III. Visites ou députations faites, au nom des Assemblées du Clergé, à leurs propres Députés.

Lorsque quelque Député, tant du premier que du second Ordre, tombe malade, ou se trouve indisposé dans le cours de l'Assemb., ou qu'il éprouve quelque perte, ou reçoit quelque grace remarquable, les Assemblées sont dans l'usage de députer un Prélat & un de Mrs. du second Ordre, pour assurer le Député, au nom de la Compagnie, de la part qu'elle prend à sa maladie, à son indisposition, à la perte qu'il a faite, ou à la grace qu'il a reçue : il n'est presque point d'Assemb. qui ne nous en fournisse des exemples : on peut voir là-dessus un des derniers paragraphes de chaque Assemb. Voici quelques exemples.

L'Assemb. de 1700, qui avoit agrégé à la Compagnie, M. de Noailles, Archevêque de Paris, lui fait, à raison de sa dignité, une députation de deux Prélats & de deux Députés du second Ordre, pour le complimenter sur sa promotion au Cardinalat. T. VI, p. 585, 586.

En l'Assemb. de 1701, députation ordinaire d'un Prélat & d'un du second Ordre à des Députés malades. T. VI, p. 658, 659.

En celle de 1705, même députation à des Députés malades & autres qui étoient dans l'affliction pour des pertes qu'ils

1385.

1395-1396.

1398.

qu'ils avoient faites. T. VI, p. 896, 897.

En celle de 1740 à des Députés malades, & à M. l'Archevêque de Paris, à l'occasion de la mort de M. le Comte du Luc, son frere : la députation à M. l'Archevêque, Président de l'Assemb., est de deux Prélats & de deux Députés du second Ordre. T. VII, p. 1775, 1776.

§. IV. Visites ou députations aux Rois, Reines, Princes, Princesses & autres personnes de marque.

Sur les respects que les Assemblées vont rendre en Corps au Roi, à la Reine & à M. le Dauphin. Voyez Harangues. On ne parle ici que des députations particulières, qu'on va rapporter par ordre de dates.

1585. L'Ass. de 1585, prête à se séparer, ordonne plusieurs visites en son nom, & règle pour chacune le nombre des Députés; savoir, quatre Prélats pour aller saluer les Reines, assistés des Députés de leurs Provinces : les mêmes pour M. le Chancelier : trois Prélats, avec les Députés de leurs Provinces, sont chargés du même office envers le Nonce : quatre Prélats, accompagnés des sieurs Promoteur & Secrétaire, sont députés pour aller saluer M. de Mayenne avant son départ, pour l'armée : l'Archev. de Vienne est député vers M. de la Vallette, qui alloit prendre la conduite de l'armée du Dauphiné. T. I, p. 401 & suiv.

1595-1596. En l'Assemb. de 1595-1596, ayant été remontré, que M. le Cardinal de Joyeuse étoit arrivé à Paris, & que c'étoit la coutume en telle Assemblée de députer pour aller saluer Mrs. les Cardinaux, & trois Evêques & un du second Ordre furent priés d'aller le saluer au nom de l'Assemblée : la Compagnie charge aussi M. l'Evêque du Mans, avec tels autres de l'Assemb. que bon lui semblera, d'aller saluer le même Cardinal de Joyeuse, qui étoit sur le point de partir pour son Ambassade de Rome : les mêmes trois Prélats sont chargés d'aller prendre congé, au nom de la Compagnie, de M. le Chancelier & de M. de Bellievre, & leur recommander les affaires du Clergé. T. I, p. 612, 613.

1598. L'Assemb. de 1598 fait demander si M. le Cardinal de Médicis, Légat en France, aura pour agréable la visite que
Table de la Coll. des P. V.

la Compagnie désire lui faire avant son départ de Paris : à quoi le Cardinal-Légat ayant consenti, la Compagnie va en corps le saluer, M. l'Archevêque de Bourges portant la parole. T. I, p. 659, 660.

L'Assemblée de 1605 envoie saluer le Roi, la Reine & Mgr. le Dauphin, par M. l'Archev. de Lyon, accompagné de quatre Prélats & de sept autres Députés. M. l'Archevêq. d'Aix, assisté de cinq Prélats & de trois autres Députés, va saluer M. le Chancelier & M. le Garde des Sceaux : le même Archevêque, assisté de trois Prélats & de quatre autres Députés, s'acquitte du même office envers M. le Cardinal de Joyeuse. T. I, p. 714.

M. l'Archev. d'Aix, assisté de deux autres Prélats, se présente, au nom de l'Assemb. de 1605, à la Chambre des Comptes : il étoit chargé de demander une copie du département de 1516 : il prend sa place au-dessus des Maîtres, à droite. T. I, p. 753.

Quelques Prélats députés par l'Ass. de 1605, assistent au Conseil du Roi : ils demandent une séance digne de leur qualité : elle leur est accordée. T. I, p. 747.

L'Ass. de 1608 députe, pour aller saluer M. le Chancelier & M. le Duc de Sulli, sur leur départ pour Fontainebleau, deux Archevêques, quatre Evêques & deux du second Ordre. T. I, p. 785.

Aux États de 1614, la Chambre Ecclésiastique, après avoir reçu une députation de Mrs. de la Noblesse, leur députe, de son côté, deux Prélats & deux du second Ordre pour saluer la Noblesse : on les fait asseoir au siege le plus honorable : plusieurs de la Noblesse les accompagnent bien loin de leur Salle. La même Assemblée, après avoir été visitée par Mrs. du Tiers-Etat, leur députe un Evêque & deux du second Ordre : ils sont reçus par sept ou huit Députés, qui seroient venus au-devant d'eux fort avant dans le Cloître, & les auroient fait asseoir au lieu d'honneur, reconduits ensuite jusqu'après de la porte de l'Assemblée. T. II, p. 71 jusqu. 74.

Plusieurs visites & députations faites à la Reine d'Angleterre, retirée en France, par les Assemblées de 1625, 1645, 1650, 1655, 1660, 1665 & 1690. Voyez Angleterre.

Le Roi ordonne à l'Assemb. de 1695 d'aller par Députés saluer le Roi & la

1605.

1608.

1614.

1625, &c.

1635.

Reine d'Angleterre. *V. Angleterre.*

L'Assemb. de 1635 député au Roi, qui étoit hors de Paris, & à la Reine, un Archevêque, quatre Evêques, cinq Députés du second Ordre & un Agent. Quatre Evêq., quatre du second Ordre & un Agent sont chargés d'aller saluer M. le Cardinal de Richelieu, & le prier de vouloir présider à l'Assemblée. Trois Evêques, autant du second Ordre, sont envoyés à M. le Garde des Sceaux. T. II, p. 663.

Il est remontré en l'Assemb. de 1635, qu'il est d'usage d'envoyer supplier Mrs. les Cardinaux qui se trouvent au lieu de l'Assemblée, & l'Evêq. Diocésain, de l'honorer de leur présence. L'Ass. de 1635 leur députa trois Evêques, trois du second Ordre & un Agent. T. II, p. 663.

A l'égard des invitations & députations faites à l'Evêq. Diocésain. *Voyez Evêque Diocésain.*

L'Ass. de 1635 tenant, M. Séguier est nommé Chancelier : la Compagnie lui députa M. l'Evêque de Chartres & six autres Députés : M. le Chancelier les reconduisit jusques hors de la Salle, & demeure jusqu'à ce que les Députés montent dans leurs carrosses. T. II, p. 841.

En l'Assemb. de 1635 on demande, si le Clergé devoit visiter M. le Nonce. *Voyez sur cette partie du cérémonial des Assemblées, Nonce.*

1645.

L'Assemblée de 1645 va saluer en corps le Roi & la Reine Régente, sa mere. M. le Coadjuteur de Sens & sept autres Députés vont saluer la Reine d'Angleterre. Vers Mgr. le Prince, l'Archevêque de Bourges & sept autres Députés. Vers le Cardinal Mazarin, l'Archevêq. d'Arles & sept autres Députés. Vers M. l'Archevêque de Paris, l'Evêque de Séez & cinq autres. Vers M. le Chancelier, l'Evêque d'Uzès & cinq autres. Vers M. le Surintendant, l'Evêque de Marseille & trois autres Députés. T. III, p. 122.

La même Assemblée, apprenant que Mgr. le Duc d'Orléans étoit de retour de l'armée, lui envoie une députation composée de l'Archev. de Narbonne & de neuf autres Députés. Les Agents sont chargés de demander audience. T. III, p. 423.

La même Assemblée députa à M. le Duc d'Enguien, arrivant de l'armée, après une dangereuse maladie, l'Arch. de Bourges & cinq autres Députés. T. III, p. 423.

La même Assemblée envoie visiter la nouvelle Reine de Pologne, sur son départ, par M. l'Archevêque d'Auch & sept autres Députés : ils sont reçus dans la cour par les Officiers des cérémonies, qui étoient, de la part du Roi, auprès de la Reine : ils sont conduits par eux dans une Salle, où ils prennent leurs habits : le Capitaine des Gardes les reçoit à la porte de la grande Salle, les Gardes étant en haie le long d'icelle, & M. l'Evêque d'Orange, Grand-Aumônier de lad. Reine, étant en rochet & en camail, à la porte de l'antichambre : au retour ils sont conduits par les mêmes qui les avoient reçus, & jusqu'au même lieu où ils avoient été au-devant d'eux. T. III, p. 424.

La même Assemblée envoie visiter M. le Cardinal Barberin par un Archevêque & sept autres Députés. T. III, p. 425.

L'Assemblée des Prélats étant à Paris en 1649, reçoit les Députés de la Noblesse : elle leur fait, de son côté, une députation : les Députés du Clergé entrent en carrosse dans la cour de M. le Maréchal de l'Hôpital ; ils sont accueillis, à la descente du carrosse, par cinq de la Noblesse, qui les conduisent, passant tous devant eux pour leur faire cortège, ainsi qu'ils s'expriment, jusques dans la Salle de l'Assemblée, à l'entrée de laquelle ils sont reçus par quatre Maréchaux de France, qui les conduisent dans les chaires préparées pour eux, au lieu le plus honorable, & à la droite de M. le Maréchal d'Estrées, Président : ils sont reconduits jusqu'à la Salle par Mrs. les Maréchaux, & jusqu'à leurs carrosses, par ceux qui les avoient reçus, qui les voient monter en carrosse & partir. T. III, P. J. p. 55.

Les Députés que l'Assemb. de 1650 envoie à l'Assemb. de la Noblesse, qui se tenoit chez M. le Duc de Richelieu, y sont reçus dans la même forme & avec les mêmes honneurs que ci-dessus. T. III, p. 661.

L'Assemblée de 1655 avoit envoyé des Députés pour complimenter Mgr. le Duc d'Anjou : elle se plaint de ce que ce Prince les avoit écoutés debout, mais couvert ; ce qui étoit contraire à ce qui s'étoit pratiqué jusques-là, même par Mgr. le Duc d'Orléans : on promet, de la part du Prince, qu'il écouterait dorénavant les Députés debout & découvert. T. IV, p. 28, 29.

La même Assemblée fait une députation au Roi, qui étoit à la Fère : l'au-

1649.

1650.

1655.

audience est demandée, &c. *Voyez Harangues*, an. 1655.

La même Assemblée députa à Mgr. le Duc d'Orléans huit, tant Prélats que du second Ordre : il leur donne audience dans sa galerie, s'avance de cinq ou six pas pour les recevoir, & les écoute debout & découvert. T. IV, p. 433.

Cette même Assemblée députa vers la Reine de Suede, conformément à l'intention de Sa Majesté, qui en avoit écrit à la Compagnie : la députation est de six Prélats & d'autant du second Ordre. Les Députés se rendent au Louvre, où Mrs. de Rodas & de Saintot étant venus les prendre, ils sont par eux conduits en la chambre de la Reine, laquelle s'étant avancée trois ou quatre pas, salue les Députés avec civilité, & les écoute debout. Le Parlement, en cette occasion, voulut avoir la première audience de la Reine : la Compagnie est étonnée de cette prétention ; elle députa en Cour, pour obtenir de S. M. que le Clergé soit maintenu & conservé dans ses prérogatives ; ce qui lui est accordé. §. IV, p. 433, 434. *La Harangue*, P. Just. p. 141.

1660. L'Ass. de 1660 fait une députation de six Députés à Madame, pour la saluer : son premier Aumônier avec tous les autres Officiers viennent recevoir les Députés : Madame les reçoit debout. T. IV, p. 797.

1665. L'Assemblée de 1665 députa vers la Reine d'Angleterre. *Voyez Angleterre*.

La même Assemblée de 1665 députa vers Leurs Alteſſes Royales Monsieur, Madame, M. le Duc de Valois, M. le Prince, M. le Nonce, M. le Chancelier ; savoir, pour Leurs Alteſſes Royales, l'Evêque d'Uſez & neuf autres Députés : pour M. le Prince, l'Evêque d'Amiens & sept autres Députés : pour M. le Nonce, l'Evêque de Soissons & cinq autres Députés ; pour M. le Chancelier, l'Evêque de Séz & cinq autres. S. A. R. Monsieur reçoit le compliment debout & découvert. T. IV, p. 833.

M. le Chancelier, en cette occasion, reçut les Députés du Clergé dans sa Salle ; & après avoir répondu au compliment, il ne les reconduisit que jusqu'à la porte de la Salle : l'Assemblée se plaignit de cette réception, & lui envoya les Agents, pour lui dire qu'il en avoit usé différemment envers les Députés des Assemblées précédentes ; qu'un meilleur traitement leur étant dû, elle ne doutoit pas qu'il ne les reçût dans un autre lieu convenable à la dignité

de la Compagnie ; qu'il ne leur donnât la main & le pas, sans distinction du premier Ordre avec le second ; & qu'il ne les accompagnât jusqu'au perron de sa maison. M. le Chancelier promit d'en user dorénavant selon les vœux de la Compagnie. Les mêmes Députés y étant retournés pour le remercier, ils en reçurent tous les honneurs exigés. T. IV, p. 834, 835.

Le Roi écrivant à l'Ass. de 1665, s'exprime en ces termes : « Je vous dirai que, pour ce qui regarde les députations que l'Ass. voudra faire pour rendre des civilités, je trouve bon, que, tandis qu'elle durera, elles se fassent en la manière dont il a été usé aux dernières qui ont été tenues ; mais que, dans les Assemblées qui se feront ci-après, ces cérémonies se- ront réglées sur ce qui s'est pratiqué avant le décès du feu Roi... à quoi je convie un chacun de se conformer. T. IV, p. 893.

Le cérémonial pratiqué sous Louis XIII, ainsi que l'a déclaré Sa Majesté à l'Ass. de 1670, consiste en ce qu'on ne saluerait que le Roi, la Reine & Mgr. le Dauphin. T. V, p. 13, 14.

Le Roi s'en explique de même à l'Ass. de 1680, ajoutant Madame la Dauphine. T. V, p. 297, 298.

La même Assemblée de 1665 charge six Députés d'aller saluer M. le Cardinal Urſin, lesquels étant entrés dans la Salle de son Appartement, il seroit venu les recevoir au milieu de ladite Salle & même au-delà, & ensuite les ayant conduits par une antichambre dans une autre chambre, leur auroit fait donner des fauteuils, & on lui auroit ensuite fait le compliment : après quoi les Députés s'étant retirés, il les auroit accompagnés jusqu'à la troisième marche du degré, & ses domestiques jusqu'à leurs carrosses. T. IV, p. 1058.

A la mort de Madame la Duchesse d'Orléans, l'Assemblée de 1670, après s'être informée de quelle manière le Roi vouloit recevoir le compliment de la Compagnie, fait une députation au Roi & à la Reine de cinq Prélats, dont un Archevêque, & de cinq du second Ordre : contestation élevée, en cette occasion, entre M. Colbert, Secrétaire d'Etat, & le Clergé. *Voyez Harangues*, an. 1670.

L'Ass. de 1690 fait une députation à la Reine d'Angleterre. *Voyez Angleterre*.

Sur les députations envoyées à M.
Oooooo 2

1670:

1690:

le Cardinal du Bois & à M. le Cardinal de Fleuri, au premier par l'Assemblée de 1723, au second par les Assemblées de 1726, 1730, 1734, 1735, 1740, quand ils furent élus premiers Présidents de ces Assemblées. *Voyez* Présidents, §. III.

§. V. *Députés des Assemblées du Clergé, aux conférences avec Mrs. du Conseil.*

Voyez Conférences.

§. VI. *Visites faites & rendues aux Assemblées du Clergé.*

I. Le Roi a coutume d'envoyer saluer de sa part, par ses Commisaires, le Clergé, quand il est assemblé. Cérémonial observé en cette occasion. *Voyez* Commissaires du Roi.

II. Mrs. de l'Hôtel-de-Ville de Paris viennent visiter & rendre leurs respects aux Assemblées du Clergé. Cérémonial pratiqué à leur égard. *Voyez* Hôtel-de-Ville.

III. Quant aux visites d'autres notables personnes faites ou rendues aux Assemblées, les voici par extraits, suivant l'ordre des temps.

1579. En l'Assemblée de Melun, Madame de Nemours vient elle-même à l'Assemblée : trois Evêques sont envoyés pour la recevoir : on la fait asseoir entre les Seigneurs-Présidents. T. I, p. 212.

1585. En l'Assemblée de 1585, le sieur de Luffon, Ambassadeur de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, & le Commandeur de la Romagne, sont annoncés : deux Députés du second Ordre sont commis pour aller les recevoir & introduire. T. I, p. 350.

1614. Le Recteur de l'Université de Paris, avec huit autres Députés, se présente à la Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614. Sa réception. *Voyez* Universités, §. II.

Aux mêmes Etats de 1614, les Députés de la Noblesse, au nombre de quatre, rendent visite à l'Ordre du Clergé : deux Evêques & deux autres Députés vont les recevoir, & les conduisent aux quatre chaires disposées pour cet effet vis-à-vis de Mrs. les Cardinaux : après la Harangue, les mêmes Députés qui les avoient reçus, les accompagnent jusqu'à la porte de l'Ass. Les Députés du Tiers-Etat viennent aussi saluer la Compagnie : on envoie devant eux un Evêque & deux du second Ordre, qui vont les recevoir à la porte, les conduisent à une chaire pré-

parée pour le premier d'entre eux, & les autres aux formes & bancs. Ils sont reconduits par les mêmes jusqu'à la porte. T. II, p. 71 jusqu'à 74.

En la même Chambre Ecclésiastique des Etats de 1614, M. Phéliepeaux, Secrétaire de la Reine, est reçu & conduit par un Evêque & un Député du second Ordre, & assis en une chaire vis-à-vis de Mrs. les Présidents. T. II, p. 108.

L'Assemblée de 1615, ayant invité M. le Cardinal de Richelieu, lui député six Evêques & six du second Ordre, qui vont le recevoir à la porte de l'Eglise qui répond au Cloître, & l'accompagnent jusques dans la salle, dans laquelle étant entré, M. le Cardinal de Sourdis, Président, quittant sa chaise, va l'accueillir, lui offre sa place, que M. de Richelieu ne veut accepter : il se place à côté & à gauche. Sur la requête du Promoteur, il prête le serment ordinaire. T. II, p. 460, 461.

En la même Assemblée, le Syndic de la Faculté de Théologie de Paris, ayant fait demander audience, est reçu à la porte de la salle par deux Députés du second Ordre, & conduit jusqu'à un banc placé vis-à-vis de M. le Président. T. II, p. 501.

L'Assemblée de 1618 étant transférée de Poitiers à Fontenai, elle reçoit les compliments, tant du Clergé de cette Ville, que des autres Corps. Les Députés du Clergé ayant à leur tête un Grand-Vicaire de M. l'Evêque, sont reçus par les Agents hors la porte de la salle de ladite Assemblée, & introduits ; le Grand-Vicaire est placé en une chaire, & quatre autres qui l'accompagnent, en une forme, ou banc couvert de tapisserie. Le compliment est fait en Latin : le Président répond en la même langue. Les Députés de la Sénéchaussée sont reçus de même. T. II, p. 613, 614.

L'Assemblée de 1618, étant à Fontenai, M. l'Archev. de Tours passe en cette Ville ; il demande à saluer l'Ass. : trois Prélats, trois du second Ordre & un Agent, vont le recevoir, & l'introduisent en une chaire au côté droit de M. le Président : il est reconduit par les mêmes jusqu'au bas du degré, & par les Agents jusqu'à sa lièvre. T. II, p. 615.

L'Assemblée de Mantes, en 1641, envoie au-devant du Présidial, pour les recevoir, deux Agents, à la porte de la salle, en laquelle ils sont introduits

1613;

1643.

1649.

1650.

1620.

1641;

1655.

2233 VISITES, §. VI & VII.

de assis selon leurs rangs. Les Chanoines de Mantes, ayant obtenu audience, sont introduits dans la salle, & assis sur des bancs posés près du Bureau. T. III, p. 10, 11, 109.

1849. M. le Cardinal Barbetin se fait annoncer à l'Ass. de 1645 pour la visiter. La Compagnie lui envoie, pour le recevoir, un Archevêque & cinq autres Députés, qui le reconduisent. T. III, p. 415, 416.

1849. Quatre Députés de la Noblesse s'étant présentés en l'Assemb. des Prélats tenue en 1649, deux Evêques & deux Agents vont au-devant d'eux jusqu'au milieu de l'antichambre, les conduisent aux chaires qui leur étoient préparées vis-à-vis du Sgr. Président, le Cardinal Mazarin : lesd. Seigneurs avoient pris la droite sur eux & passé devant eux à la porte. Lesdits Députés reconduits ensuite jusqu'au bas de l'escalier par les Prélats & les Agents. T. III, p. J. p. 53, 54.

1849. En l'Assemb. de 1650, M. l'Archev. de Sens demande à être oui. Deux Evêques & deux du second Ordre vont le recevoir ; il prend sa place parmi les Prélats, selon le rang de son Sacre. Même ordre observé dans les autres Assemblées. T. III, p. 441.

M. le Duc d'Orléans & M. le Prince viennent à l'Assemb. de 1650, pour lui faire part de la convocation des Etats, accordée par le Roi & la Reine. La Compagnie envoie pour les recevoir, six Evêques & six du second Ordre : à peine les Députés étoient nommés, que Son Altesse Royale & M. le Prince entrent dans la salle. La Compagnie, surprise & touchée de n'avoir pas eu le temps de leur rendre les honneurs qu'elle leur devoit, leur en fait ses excuses. Ils sortent, accompagnés des mêmes Députés qui avoient été nommés pour les recevoir. T. III, p. 680, 681.

L'Ambassadeur & le Résident de Portugal demandent audience à l'Ass. de 1650 : deux Evêques & deux du second Ordre vont les recevoir dans le Cloître, & les accompagnent jusques dans la salle ; Mrs. les Prélats ayant pris la droite sur eux, & le pas au passage des portes. M. l'Ambassadeur prend sa place en une chaire à bras devant le Bureau, & le Résident auprès de lui dans une chaise sans bras, un peu séparée. Reconduits par les mêmes & de la même manière. T. III, p. 688, 689.

1853. Le Cardinal Mazarin vient à l'Ass.

VITRÉ. VIVARAIS. 2234

de 1655 : on envoie pour le recevoir, quatre Prélats & quatre du second Ordre, qui l'ayant rencontré dans la cour des Augustins, l'ont conduit à la salle de l'Assemblée, où il prend la place de Président, & prête le serment. T. IV, p. 29.

1683. En l'Assemb. de 1685, M. l'Abbé de Lorraine vient présenter ses Theses à la Compagnie. Mrs. les Promoteurs & Mrs. les Agents vont le recevoir, lui donnent la main & passent après lui : étant entré, on le fait asseoir sur une chaise à bras devant le Bureau ; il est reconduit de même. T. V, p. 615.

1730. Le Doyen de la Faculté de Théologie de Paris, accompagné de plusieurs Docteurs, se présentent à l'Assemb. de 1730, pour lui remettre quelques actes de la Faculté. Mrs. les Agents vont les recevoir à la porte de la salle. Etant entrés, ils ont salué profondément debout & découverts. Mrs. les Députés se sont découverts sans se lever : M. le Doyen a été placé sur une chaise à dos, & les Docteurs sur une forme. T. VII, p. 1059.

Sur les visites faites aux Assembl. du Clergé par les Prieurs de Sorbonne, lorsqu'ils viennent prier le Clergé au Discours des Sorbonniques, & sur d'autres invitations pour Theses & Discours. Voyez Sorbonne, §. I. Theses.

§. VII. Autres visites.

I. Visites ordonnées par Arrêts des Grands-Jours de Poitiers & de Clermont, pour être exécutées par des Commissaires Laïques & Ecclésiastiques. Voyez Grands-Jours.

II. Visites faites à des Ecclésiastiques malades, par les Evêq. ou leurs Grands-Vicaires & Officiers, défendues par des Arrêts. Voyez Malades.

III. Visites faites dans les maisons des Ecclésiastiques, par les Juges ou Officiers des Gabelles. Voyez Gabelles.

IV. Visites de la caisse du Receveur-Général du Clergé, ordonnées par les Assembl., en cas de diminution d'écus pécuniaires. Voyez Monnoie.

VITRÉ.

IMPRIMEUR du Clergé. Voyez Imprimeurs, Livres.

VIVARAIS.

1°. VIVARAIS, pays ressortissant d'abord du Présidial établi à Valence, depuis soustrait & mis sous celui de Nîmes. Voyez Valence, n°. II.

2°. Les Barons des Etats particuliers du Pays, disputent la préséance à M. l'Evêque de Viviers. *Voyez* Viviers, n°. I.

3°. Mission Royale en faveur des Huguenots de ce pays & lieux adjacents. Lettre du Roi à l'Assemblée Générale de 1685. *Voyez* Missions.

4°. Travaux du bienheureux Jean-François Régis, Jésuite, dans cette Province. *Voyez* Canonisation, n°. X.

VIVIERS.

1°. L'Ev. de Viviers expose à l'Ass. de 1650, que dans les Etats particuliers du Vivarais, les Barons de la Province, qui y ont séance, lui contestoient la préséance; de quoi s'étant plaint au Conseil, on l'a voit renvoyé, sur sa plainte, aux Etats-Généraux du Languedoc, pour avoir leur avis; que l'avis avoit été donné en sa faveur, lequel est conforme à ce qui se pratique en tous les autres Diocèses de la Province; qu'il poursuivoit maintenant un Jugement au Conseil; qu'il supplioit la Compagnie de vouloir lui accorder sa protection. Il est arrêté de faire recommander cette affaire à M. le Garde des Sceaux, & d'en parler à M. le Duc d'Orléans, Gouverneur de la Province: les Agents chargés d'y agir comme le Prélat le désire. T. III, p. 562, 563.

2°. Décharge de 10000 liv. accordée au Diocèse de Viviers; somme de l'emploi de laquelle les pièces justificatives sont présentées à l'Assemblée de 1675. *Voyez* Décharges, §. II.

3°. L'Assemblée de 1750 reçoit les plaintes de M. l'Evêque de Viviers & de son Chapitre, au sujet d'une imposition à laquelle on veut les assujettir pour les indemnités des bleds destinés pour les troupes, & pour le remboursement de la Mairie de la Communauté de Donzère. L'affaire est renvoyée au Bureau du Temporel. T. VIII, p. 370.

VŒUX DE RELIGION.

§. I. Age de la Profession Religieuse.

I. Le Concile de Trente n'a point élargi la voie pour entrer en Religion; il l'a, au contraire, resserrée. Les anciens Décrets permettoient de se lier, par des vœux solennels, à l'âge de puberté: c'est à titre de réformation qu'il a statué, que ces vœux ne seroient valables qu'après 16 ans accomplis. T. VIII, p. 2335.

II. Avant la décision du Concile,

aux Etats d'Orléans, la Noblesse avoit demandé, par l'art. 31 de ses Cahiers, qu'il fût défendu de recevoir les enfants à Profession, savoir, les mâles avant 25 ans, & les filles avant 15 à 16 ans; mais l'Ordonnance d'Orléans est bien remarquable, par la manière dont elle est conçue. L'art. 19 ne défend pas à ceux qui veulent embrasser l'état Religieux, de faire Profession avant l'âge de 25 ans: *il défend seulement aux pères & mères, tuteurs & parents, de permettre à leurs enfants ou pupilles de faire Profession de Religieux ou Religieuse, savoir est, les mâles 25 ans, & les filles 20 ans; & où, avant ledit temps, les Professions se feroient, il ne les déclare pas nulles; il ordonne seulement, que pourront lesdits Profès disposer de leur portion héréditaire, échue ou à échoir; & pour cet effet, il les déclare capables de succéder & tester, nonobstant ladite Profession.* Ainsi, sans toucher à la validité des vœux émis avant 25 ans, le Législateur ne fit que leur ôter l'effet de la mort civile: il est encore essentiel de remarquer, que cette Loi ne fut portée qu'en attendant la détermination du Concile: c'est la réponse formelle que fit le Souverain à l'art. 31 des Cahiers de la Noblesse. T. VIII, p. 2335, 2336.

III. La détermination du Concile fut pleinement adoptée par les Etats de Blois en 1577. Sans persister dans ce qui avoit été réglé par l'Ordonnance d'Orléans, celle de Blois se contenta d'ordonner, par l'art. 28, que la Profession, tant des Religieux que Religieuses, ne se feroit avant l'âge de 16 ans accomplis. Ce Règlement est donc tout à la fois l'ouvrage de l'Eglise & celui de la Nation qui l'a provoqué aux Etats de Blois, après avoir éprouvé les inconvénients de l'Ordonnance d'Orléans. T. VIII, p. 2336.

IV. Cependant, par une disposition de l'Edit du mois de Mai 1768, il est ordonné, qu'aucun sujet du Roi ne pourra s'engager par la Profession Monast. que ou Régulière, s'il n'a atteint, à l'égard des hommes, l'âge de 21 ans accomplis, & à l'égard des filles, celui de 18 ans, pareillement accomplis; mais il est à observer, que ce n'est qu'à titre d'épreuve que le feu Roi a fait ce Règlement: car il s'est réservé expressément par le même article, d'expliquer de nouvelles intentions à ce sujet, après le terme de dix années. T. VIII, p. 2334.

V. Les Députés des Ordres Men-

dians se présentent à l'Assemblée de 1775 : l'un d'eux portant la parole, fait lecture d'un Mémoire sur l'âge nécessaire pour l'émission des vœux ; & ils demandent la protection de l'Assemb. : le Mémoire est renvoyé au Bureau de la Religion, pour en prendre connoissance & en rendre compte à la Compagnie. M. l'Archevêque de Paris appuie le Mémoire, & met dans un nouveau jour les motifs de la demande. La réclamation, dit ce Prélat, des Corps réguliers contre l'article ci-dessus, est appuyée sur des titres bien puissants : comme Religieux & Membres du Clergé, ils invoquent la décision du Concile de Trente ; comme sujets du Roi, ils invoquent la disposition textuelle de l'Ordonnance de Blois ; & ces deux Loix, l'une Ecclésiastique & l'autre civile, ont un double degré de force, par les circonstances dans lesquelles elles sont intervenues. Le Prélat insiste sur ce qui a été représenté avec vérité par les Députés Religieux, que le résultat du nouveau Règlement de 1768, s'il n'étoit pas révoqué, seroit la destruction entière des Ordres Religieux en France. T. VIII, p. 2334 jusqu'à 2337.

Après le rapport des Commissaires, tant de la Requête des Corps Religieux, que du Mémoire de M. l'Archevêque de Paris, l'Assemb. a arrêté de faire des Remontrances à S. M., pour obtenir la pleine & entière exécution du Décret du Concile & de l'Ordonnance de Blois, concernant l'âge des vœux : elles sont présentées au Roi, qui promet de s'en faire rendre compte : l'Ass. charge deux Prélats d'en suivre le succès. T. VIII, p. 2337, 2338. *Les Remontrances*, P. Just. p. 764 & suiv.

§. II. Réclamation contre les Vœux : temps utile pour réclamer : à qui appartient la connoissance des Vœux de Religion ?

I. L'article 40 du Cahier, revêtu de Lettres-Patentes en 1574, exclut tous les Profès, après les cinq ans de leur Profession, & les promus aux Ordres sacrés, après le même temps, de toute réclamation & demande contre leurs vœux de Religion, ou contre les Ordres reçus. Recueil, p. 988.

L'art. 9 de l'Ordonnance de 1629 portoit, que toutes personnes qui, après l'an de probation, auroit pris l'habit de Profès, & demeuré cinq ans avec ledit habit, seroient censés & réputés

Profès, & partant incapables de disposer de leurs biens.

Le Clergé dans sa Remontrance, sur cet article, demande qu'il soit ajouté ces mots, *sans réclamer* : les Commissaires du Roi consentent à l'addition. Recueil, p. 1365, 1366.

II. M. l'Archev. de Rouen fait part, & se plaint à l'Assemb. de 1635, d'un Bref du Pape adressé à lui & au Prieur de l'Abbaye du Bec, pour procéder conjointement à la déclaration de la nullité des vœux d'un Religieux de cette Abbaye : il supplie la Compagnie de pourvoir à ce qu'à l'avenir l'adresse de pareilles commissions soit faite aux seuls Evêques, ou à leurs Vicaires-Généraux : la plainte est jugée très-juste & bien fondée. T. II, p. 804.

III. Les Tribunaux séculiers ont souvent entrepris de connoître de la validité des vœux de Religion : on a sur ce sujet plusieurs faits & plaintes de la part du Clergé.

Le Roi, par sa réponse à l'art. 6 du Cahier de 1635, défend à ses Juges de connoître de la validité des vœux de Religion, faits par ceux qui ont l'âge prescrit par les Ordonnances. Recueil, p. 1387.

En l'Assemb. de 1645, le Promoteur se plaint de quelques Arrêts des Parlements, qui sont des entreprises sur la connoissance des Vœux & du Mariage : le plus célèbre de ces Arrêts est celui de Couturier & de la Demoiselle Dantail. Celle-ci, en 1642, se pourvoit par un Referit du Pape contre sa Profession Religieuse, qu'elle alléguoit avoir fait par force & par violence ; elle obtient la Déclaratoire avec restitution contre le laps de cinq ans, pour plus grande précaution. La Bulle est adressée au Supérieur des Monastères des Filles de Sainte-Claire & à l'Official de Paris : ils travaillent tous deux conjointement à l'instruction de l'affaire, & le 27 Novembre de la même année, ils rendent leur Sentence définitive, par laquelle ils restituent la Suppliante contre le laps des cinq ans, déclarant sa Profession nulle, & lui permettant de se marier : la Sentence est en même-temps exécutée ; la Suppliante se marie, avec les solemnités requises : six semaines après son mariage, son beau-frère, intéressé pour la succession, saisit la Cour du Parlement de Paris de cette affaire par un appel comme d'abus ; l'instance est poursuivie pendant deux ans entiers ; & enfin, quoique le ma-

1635:

1645:

riage eût été consommé, & ratifié par la naissance d'un enfant, que le père eût souvent déposé, même à la mort & en présence de son Curé, de la violence qu'il avoit faite à sa fille, il intervient Arrêt au Parlement, portant qu'il avoit été mal & abusivement procédé, ordonné & exécuté par les Commissaires Apostoliques; que le mariage avoit été non valablement contracté; & qu'en conséquence la Suppliante seroit conduite au Couvent des Filles de la Madeleine; que la pension seroit payée par les Religieuses de Saint-Marcel; le mari condamné en de grosses amendes.

L'Assemblée considérant que ledit Arrêt est une entreprise manifeste en matière spirituelle, ordonne que les Agents en feront plainte au Conseil, où ils poursuivront un Arrêt par lequel il soit ordonné, que, sans avoir égard à celui du Parlement, la connoissance de l'affaire dont est question, soit renvoyée pardevant les Juges Ecclésiastiques; après quoi sera demandé à la Reine une conférence avec Mrs. du Conseil, pour discuter les moyens de faire un bon & solide Règlement, qui remédie aux entreprises ordinaires des Cours séculières, contre la Jurisdiction Ecclésiastique. Sur les plaintes du Nonce, le Roi avoit déjà ordonné au Procureur-Général de rapporter les motifs de l'Arrêt. T. III, p. 254, 255, 256, 261.

Autre Arrêt rendu au Parlement de Paris, le 18 Mai 1645, par lequel cette Cour, en une cause entre le sieur de Quelen & le Frere René de Quelen, son fils, & les Religieux de la Doctrine Chrétienne, en laquelle il s'agissoit seulement de quelques appels comme d'abus, a pris connoissance du fond de l'affaire, & sous prétexte desdits appels, a prononcé sur la validité des Vœux solennels de Religion, du Sacrement de mariage, & de l'établissement de tout un Ordre Religieux. L'Arrêt est lu dans l'Assemblée de 1645, qui le juge une entreprise manifeste, & en poursuit la cassation. T. III, p. 263.

Autre Arrêt du Parlement de Bretagne, au profit de Guillaume Ribier, qui avoit fait Profession au Monastère de la Doctrine Chrétienne de Paris, & depuis s'étoit marié, contre M. Ribier, Conseiller d'Etat; ledit Arrêt plus préjudiciable aux droits de l'Eglise & plus extraordinaire que les autres. L'Ass. de 1645 arrête d'en parler à M. le Chan-

celier, & de lui demander une conférence.

Mrs. les Gens du Roi des Parlements de Paris & de Bretagne, mandés pour porter au Roi les motifs desdits Arrêts, apportant beaucoup de difficultés pour y satisfaire; l'Assemb. renouvel les instances auprès du Cardinal Mazarin & M. le Chancelier. Mrs. les Juges sont exhortés, chacun en son Diocèse, de faire enseigner, tant les Prédications, qu'aux Instructions particulières, ce qui est de la saine doctrine sur cette matière: arrêté de plus, que dans la Harangue de clôture, il en sera fait remontrance à Leurs Majestés.

La conférence que demandoit l'Ass., se tient au Palais Royal: on demeure d'accord que la Reine mandera Mrs. les Gens du Roi du Parlement, pour leur parler une dernière fois; & au cas qu'ils ne satisfassent point, que le Roi y pourvoira en son Conseil.

L'Assemb. avoit obtenu, le 16 Mars 1646, un Arrêt du Conseil, contre celui de Ribier, rendu au Parlement de Bretagne: nonobstant ledit Arrêt, la même Cour de Parlement en rend un nouveau, le 26 Juin, par lequel elle permet audit Ribier & à la Demoiselle du Fresnoi, tous deux du Diocèse de Paris, de se pourvoir devant le Recteur de la Paroisse de Saint-Germain de la ville de Rennes, pour recevoir la Bénédiction nuptiale, pour sûreté de leur conscience. L'Assemblée ordonne aux Agents de présenter Requête au Conseil pour la cassation de l'Ar. St. T. III, p. 263, 264, 358.

Le Promoteur, dans le discours qu'il fait en l'Assemblée de 1645, contre les entreprises des Parlements, établit cette proposition générale, que la connoissance des Vœux de Religion appartient à l'Eglise seule: il en allégué les preuves les plus fortes: il établit incidemment ces autres propositions, que les Ordonnances de nos Rois sur les Vœux ne sont que pour appuyer les Canons de l'Eglise; que toute puissance d'Ordre & de Jurisdiction suppose caractère ou titre Ecclésiastique; que le Vœu de Religion n'a pas rendu de tout temps le mariage invalide, & que l'empêchement du Vœu a été reçu en 1138 seulement.

Il répond ensuite aux objections du Magistrat, dont la principale est, qu'il faut distinguer dans les Vœux la promesse intérieure faite à Dieu, & ce qui concerne l'état & la condition ex-

érieure

1665.

1670.

térieure de celui qui s'engage : il remarque, à ce sujet, que l'ancienne plainte faite contre les Evêques, de vouloir faire tout dépendre de leur Jurisdiction, peut se convertir contre les Magistrats. Autre objection, que le Magistrat ne prétend pas juger de la nullité du Vœu, mais simplement de sa validité. Réponse du Promoteur. T. III, p. 254 jusqu'à 261.

1665. M. l'Evêque de Marseille avoit rendu une Sentence, avec le nombre requis d'Assesseurs, en vertu d'un Rescrit du Vice-Légat d'Avignon, par laquelle il avoit déclaré nuls les Vœux d'une Religieuse de son Diocèse; ensuite de laquelle elle avoit contracté mariage : cette affaire ayant été relevée au Parl. de Toulouse, en vertu d'un appel comme d'abus, il est intervenu Arrêt, par lequel ladite Sentence auroit été cassée, la prétendue Religieuse condamnée à l'amende, & le Curé, qui avoit autorisé le mariage, décrété de prise-de-corps. M. de Marseille voulant se pourvoir au Conseil contre cet Arrêt, il prie l'Ass. de 1665 de lui accorder la protection & l'intervention des Agents : il l'obtient. T. IV, p. 966.

1670. M. le Nonce prie l'Assemb. de 1670 d'interposer son autorité dans une affaire où le Parlement de Paris renverse par son Arrêt la Hiérarchie, l'ordre & les regles de l'Eglise, sur ce qu'une Religieuse de l'Abbaye-aux-Bois, Diocèse de Noyon, ayant obtenu de Sa Sainteté un Rescrit contre ses Vœux de Religion, ils ont été déclarés nuls & invalides, par Sentence de l'Official de Noyon, de laquelle il a été interjeté appel pardevant le Métropolitain de Reims; au préjudice duquel ladite Religieuse ayant contracté mariage, on s'est plaint de cet attentat pardevant ledit Métropolitain, lequel a rendu un premier Jugement, qui fait défenses à la Religieuse, pendant le Procès, d'habiter avec son prétendu mari, sous peine de censures; au préjudice duquel Jugement, elle a interjeté appel comme d'abus au Parlement, où par Arrêt il a été dit avoir été mal & abusivement jugé par le Métropolitain; & pour être fait droit sur la Sentence de Noyon, les Parties sont envoyées devant l'Official de Beauvais.

Parcil renvoi est une entreprise manifeste du Parlement, qui n'a pas droit de donner des Juges, puisqu'il n'a pas le pouvoir de la distribution des Jurisdctions Ecclésiastiques, auxquelles il

Table de la Coll. des P. V.

ne peut toucher, au préjudice des trois degrés de Jurisdiction, qui doivent être toujours inviolablement observés : le Parlement n'ayant pu conférer à l'Official de Beauvais aucun pouvoir, ledit Official n'a pu aussi le recevoir. La Compagnie juge cette affaire très-importante, & la renvoie au Cahier. T. V, p. 83, 84.

En l'Ass. de 1685, il est parlé d'un autre Arrêt du Parlement de Paris, par lequel il avoit été jugé que les Vœux d'une Religieuse de l'Abbaye de la Couture du Mans, étoient nuls. Les anciens Agents en avoient demandé la cassation au Conseil. L'Assemblée ordonne aux nouveaux Agents de presser cette affaire avec toute la diligence possible. T. V, p. 603.

L'art. 3 du Cahier de ladite Assemb. est à ce sujet. Le Clergé supplie S. M. de défendre à tous les Parlements de connoître de la validité ou de l'invalidité des Vœux, & de leur ordonner de renvoyer les Parties pardevant les Officiaux. *Accordé. Recueil, p. 1461. (L'article 44 de l'Edu d'Avril 1695 y a pourvu.)*

Le sieur Sicart, après avoir fait Profession, à l'âge requis, dans un Couvent de l'Ordre de saint François, & après sa Profession, avoir pris jusqu'à l'Ordre de Prêtrise, réclame contre ses Vœux, & présente sa Requête à l'Official de Tarascon, qui le déboute de la demande : il se pourvoit contre cette Sentence, non par la voie de l'appel simple devant le Supérieur Ecclésiastique, ni par celle de l'appel comme d'abus au Parlement, mais il attaque l'émission même de ses Vœux, & s'en rend appellant comme d'abus au Parlement d'Aix, où il fait assigner ses Freres & le Supérieur du Couvent de Tarascon. Les Parties ne s'étant pas présentées, est intervenu, le 4 Mars 1760, Arrêt par défaut, pour le profit duquel il a été prononcé y avoir abus dans l'émission des Vœux & en la Sentence qui les confirme.

En l'Assemb. de 1762, M. l'Evêque de Riez fait voir l'attentat & la contravention aux Ordonnances & à la Jurisdiction Ecclésiastique que cet Arrêt renferme. Mrs. les Agents ayant pris la voie de conciliation dans cette affaire, l'Assemblée, en suivant la même voie, charge les Agents d'en écrire à M. de Monclar, Procureur-Général d'Aix. T. VIII, p. 1075 & suiv.

Pppppp

1770.

Une affaire entreprise par les ordres de l'Ass. de 1745, & comme oubliée depuis cette époque, est de nouveau proposée à l'Ass. de 1770. Le Frere Poilli, vexé pendant un grand nombre d'années, veut profiter de sa liberté, pour reprendre une instance en cassation suspendue, ou plutôt pour ouvrir cette instance, qui peut être regardée comme n'ayant pas eu véritablement lieu. Les circonstances malheureuses qui ont retardé ses démarches, ne changent rien aux principes qui ont dicté celles de l'Ass. de 1745. Cette Assemblée avoit chargé Mrs. les Agents d'intervenir. L'Assemblée de 1770, sur cette proposition, a délibéré de suivre les errements de l'Ass. de 1745, sur l'affaire du Frere Poilli, & a chargé les Agents de continuer leur intervention, & d'en poursuivre le Jugement. T. VIII, p. 1816, 1817.

En l'Ass. de 1770, M. l'Archevêque de Paris se plaint d'un Arrêt du Parlement, du 19 Mars 1769, qui, sur l'appel comme d'abus de l'émission des Vœux du Frere Quoinat, Religieux Prémontré, le renvoie au siccle, & détruit l'engagement prononcé au pied des Autels. Ici non-seulement le Parlement a jugé l'appel comme d'abus à lui porté; il a prononcé sur la validité même des Vœux, en a détruit tous les effets, & a rendu le Religieux à son premier état. L'Assemblée charge les Agents d'intervenir en l'instance qui sera introduite par la Requête en cassation de l'Arrêt. T. VIII, p. 1817.

1771.

En exécution de l'Arrêt du Parlement, le Frere Quoinat avoit non-seulement quitté l'habit de son Ordre, mais il avoit même tenté de se marier d'abord à Paris, ensuite à Tours. Il avoit obtenu un Arrêt sur Requête, qui enjoit au Curé, sous peine de saisie de son temporel, de procéder à la célébration de ce mariage.

Cette affaire s'étant présentée de nouveau en l'Ass. de 1771, M. l'Arch. de Lyon, Chef de la Commission, n'imagine point d'autre motif de l'Arrêt du Parlement, que parce que le Frere Quoinat avoit émis ses Vœux dans un temps où il étoit engagé comme soldat dans la profession des armes: il fait voir ensuite, qu'il n'y a aucune Loi qui interdise aux soldats les Vœux de Religion, encore moins qui les déclare nuls. Il prouve de plus, que ce Religieux ne s'étant pourvu à aucun Juge d'Eglise, il n'y avoit, ni Jugement, ni

Ordonnances, ni procédures dont il pût appeler comme d'abus.

Sur ce rapport, il a été délibéré, que, sur la Requête en cassation qui seroit présentée au Conseil, Mrs. les Agents interviendroient dans l'instance, au nom de l'Assemblée, qui a aussi député deux Prélats à M. le Chancelier, pour lui faire connoître tout l'intérêt que le Clergé prend à cette affaire. M. le Chancelier promet de donner toutes les facilités pour l'admission des Requêtes en cassation. T. VIII, p. 1019, 1020, 1021, 1041.

L'article 1 du Cahier de la Jurisdiction de l'Ass. de 1771, a pour objet la connoissance des Vœux de Religion. Voyez sur cet article & sur la réponse de Sa Majesté, le second Supplément de la Table, ad calcem.

1771.

VOL ET LARCIN.

Le Clergé assemblé en 1700, a condamné quelques propositions de Morale relâchée sur cette matiere.

PERMISSUM est furari non solum in extremâ necessitate, sed etiam in gravi.

Hæc propositio quatenus furtum permittit in gravi necessitate, falsa est, temeraria & recipiendæ perniciosa.

FAMULI & famula domestica possunt occultè heris suis surripere ad compensandam operam suam, quam majorem judicant salario, quod recipiunt.

Hæc propositio falsa est, furtis viam aperit & famulorum fidem labefactat.

POTEST uxor viro surripere pecuniam, etiam ad ludendum, si mulier talis sit conditionis, ut ludus honestus pari loco cum alimentis ac victu habeatur.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, & familiarum pacem perturbat. Quod autem de ludo alimentis æquiparando additur, furti iniquitati pessimas fallendi artes adjungit; & in vitam humanam necessitates inducit à Christianâ simplicitate & honestate abhorrentes.

NON tenetur quis sub pœnâ peccati mortalis restituere quod ablatum est per pauca furti, quantumcumque sit magna summa totalis.

Hæc propositio est falsa, perniciosa, & furti etiam graviter approbat.

QUI alium movet aut inducit ad inferendum grave æammum tertio, non tenetur ad restitutionem istius damni illati.

ETIAMSI donatario perspectum sit bona sibi donata à quopiam, eâ mente ut creditoras frustretur, non tenetur restituere, nisi eam donationem suaserit, vel ad eam induxerit.

Ha proposiciones falsæ sunt, temerariæ, fraudibus & doli patrocinantur & iustitiæ regulis repugnant.

*INCANTATIONES aliquæ ejusmodi de-
depiiores (Magi, Astrologia judiciaria
Professores, arioli, conjectores) ex pesti-
mis quibusque artibus captantes lucrum,
licite servare possunt bona his mediis ac-
quisita.*

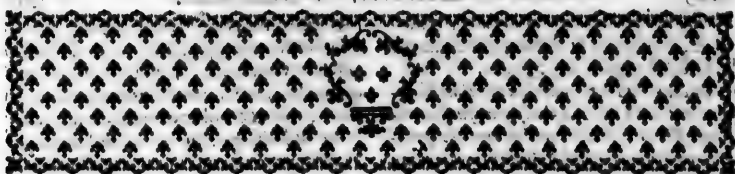
*Hæc propositio intellecta de prædic-
tis falsis ac deceptoriiis artibus, falsa
est, temeraria, fovendis fallacis etiam
diabolicis idonea. T. VI, P. J. p. 101,
103.*

VOLIERES.

Ma. l'Evêque de Bayeux fait part à

l'Assemb. de 1675, que les Ecclesiasti-
ques de Normandie, & sur-tout du Dio-
cese de Coutances se plaignent de ce
qu'on les taxe à cause des colombiers,
faies, trics & volieres qu'ils ont dans
leurs Bénéfices : sur quoi le Seigneur
Président observe, que les Traitants
prétendent que, par la Coutume de
Normandie, nul n'a droit d'en avoir,
s'il n'a pour cela quelque sief ou per-
mission du Seigneur du lieu, pour in-
demnité par lui payée. La Compagnie
demande un Mémoire exact des raisons
sur lesquelles lesdits Bénéficiers se pré-
tendent exempts, afin que l'on voie
s'il y a moyen de les soulager. T. V,
p. 233, 236.

Fin de la Table de la Collection des Procès-verbaux.



PREMIER SUPPLÉMENT A LA TABLE.

Les Délibérations du Clergé, concernant les Dons-gratuits accordés au Roi, les Arrêts du Conseil & les Lettres-Patentes qui les confirment, les Contrats passés entre nos Rois & le Clergé, tant au sujet des Dons-gratuits, que pour le renouvellement du paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville, prétendues assignées sur le Clergé, contiennent des dispositions, des clauses communes & générales : les mêmes dans toutes les Délibérations, Arrêts & Lettres-Patentes ; les mêmes dans les Contrats du Don ; les mêmes dans les Contrats du renouvellement du paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville.

Ces clauses & dispositions communes & générales se trouvent éparées & insérées dans cette Table, aux différents mots & noms, sous lesquels on peut les chercher. Au lieu de renvoyer pour la citation à un des volumes de la Collection des Procès-verbaux, on a jugé qu'il seroit plus commode pour le Lecteur d'ajouter à la suite de la Table, un Supplément qui contient une de ces Délibérations, avec l'Arrêt confirmatif ; un des contrats du Don ; un des Contrats des Rentes : avoir une pièce de chaque genre, c'est avoir les autres, quant à l'objet présent.

L'Assemblée de 1775 [on auroit pu également prendre toute autre Assemblée décennale] nous fournira elle seule toutes ces pièces, puisque cette Assemblée a accordé un Don au Roi ; que sa Délibération a été confirmée par un Arrêt du Conseil & des Lettres-Patentes ; que le Contrat en a été passé entre le Roi & le Clergé ; qu'elle a aussi passé Contrat avec Sa Majesté, pour renouveler le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville.

N^o I.

*Délibération de l'Assemblée-Générale du
Clergé de France, du 18 Septembre
1775, pour le paiement du Don-gra-
tuit de seize millions accordé au Roi.*

MONSIGNEUR l'Archevêque d'Auch a dit, que l'Assemblée avoit à délibérer sur les moyens proposés dans la séance du 7 de ce mois, pour parvenir au paiement, tant des arrérages des rentes occasionnées par le nouvel emprunt de seize millions de Don-gratuit accordé au Roi, dans la séance du 13 Juillet, que du remboursement des capitaux.

La matière mise en délibération, M. l'Abbé de Vogüé, Promoteur, ayant été entendu, l'Assemblée, après avoir opiné par Provinces, a délibéré & arrêté :

1^o. Qu'il seroit fait un emprunt à constitution de rentes au denier vingt-cinq, de la somme de seize millions de livres, dont les arrérages commenceront à courir, à compter du premier du mois de Juillet dernier.

2^o. Que les cinquante-huit millions trois cents quatorze mille cent quatre-vingt-quatorze

liv. onze sols huit den. de capitaux au denier vingt-cinq, restant dus au premier Octobre prochain, les remboursements faits au même jour prélevés, seront réunis aux seize millions du nouveau Don-gratuit qui vient d'être accordé au Roi par la présente Assemblée, & qu'il y sera joint la somme de deux millions deux cents soixante & un mille huit cents soixante livres, à laquelle montoient, au premier Avril dernier, les capitaux des rentes converties du denier vingt au denier vingt-cinq, depuis l'année 1770, en exécution de la délibération du 26 Septembre 1765, pour faire ensemble une masse de capitaux au denier vingt-cinq, de soixante-seize millions cinq cents soixante-seize mille cinquante-quatre livres onze sols huit deniers, dont les intérêts annuels montent à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers.

3^o. Que pour faire le fonds de ces arrérages, & pourvoir en même-temps au remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1776, on se servira de l'imposition destinée par l'Assemblée de 1770, pour le service des rentes au denier vingt-cinq, qui

droit, déduction faite des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains, de la somme de trois millions sept cents trente-huit mille deux cents soixante-quatorze liv. six sols, mais qui, au moyen de la distraction à faire des cent mille livres affectées au paiement de la rente de l'Ordre de Saint-Lazare, & des douze mille livres de supplément d'appointements du Receveur-Général, dont il sera dressé deux départemens particuliers, se trouve réduite à trois millions six cents vingt-six mille deux cents soixante-quatorze livres six sols, auxquels seront ajoutés les quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze livres huit sols, qui seront repris sur le département des rentes au denier vingt, pour les arrérages des parties converties au denier vingt-cinq depuis 1770; au moyen de quoi la somme principale de cette imposition, se trouvera être de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze sols.

4^o. Que les arrérages des capitaux au denier vingt-cinq réunis, ne montant qu'à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers, il restera encore un fonds annuel de six cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers, pour les remboursements des capitaux de ces rentes indistinctement; auquel ajoutant les cinq cents mille livres du secours annuel accordé par le Roi au Clergé, le fonds général des remboursements des capitaux des rentes au denier vingt-cinq réunis, sera par an de onze cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers.

Qu'en conséquence, il sera fait & arrêté dans la présente Assemblée, quatre départemens.

Le premier, de la somme de cent mille livres, pour servir, à compter du terme de Noël prochain & à l'avenir, au paiement de la rente créée par le Clergé à l'Ordre de Saint-Lazare, en conséquence de la délibération du 25 Juillet 1772, & de la transaction passée entre les Commissaires du Clergé & ceux dudit Ordre, le 18 Mars 1773.

Le second, de la somme de cent trente-deux mille livres, sera affecté, à compter du même terme, au paiement, tant des cent vingt mille livres d'appointements du Receveur-Général du Clergé, que des douze mille livres de supplément qui lui furent accordés en 1755; lequel département tiendra lieu de celui de cent vingt mille livres, ordonné en 1765, qui, à compter du terme de Noël prochain, demeurera éteint & supprimé: pour, cette imposition, ainsi que celle de cent mille livres de l'Ordre de Saint-Lazare, être levées sur tous les contribuables, comme les autres impositions qui composent le compte des anciennes décimes, où elles seront aussi employées, à compter du même terme de Noël prochain, & à l'avenir.

Le troisième, de la somme de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six liv. dix-huit sols dix deniers, à laquelle se trouve réduite, au moyen de la distraction des quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze livres huit sols, l'imposition ordonnée en 1772, pour le service des rentes au denier vingt, & dont il avoit

été fait un département, qui demeurera éteint & supprimé, à compter du terme de Noël prochain; au moyen du présent département; qui commencera d'être exécuté, à compter du même terme, & qui continuera d'être employé au paiement des arrérages, & au remboursement de tous les capitaux qui restent à rembourser sur les rentes au denier vingt.

Et le quatrième & dernier, de la somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, à laquelle montent, (y compris les taxations de trois deniers pour livre, accordées aux Receveurs Diocésains des décimes,) l'imposition ordonnée par la présente délibération, pour le service des rentes au denier vingt-cinq; lequel département, qui commencera d'être exécuté, à compter du terme de Noël prochain (tiendra lieu de celui arrêté en 1770; qui demeurera éteint & supprimé au même terme,) & servira, à commencer au premier Avril 1776 & à l'avenir, au paiement des arrérages & au remboursement des capitaux de tous les emprunts au denier vingt-cinq réunis.

5^o. Qu'à l'égard des arrérages de trois mois qui seront dus aux Rentiers du nouvel emprunt, depuis le premier Juillet dernier, jusqu'au premier Octobre prochain, montant à la somme de cent soixante mille liv., le fonds en sera fait par le Roi, qui consent que la retenue de cette somme soit faite sur le dernier paiement du présent Don-gratuit; désirant Sa Majesté qu'en considération de ce secours, les Rentiers jouissent de l'intérêt de leurs fonds, à compter dudit jour premier Juillet.

6^o. Que le compte de l'année 1775, des rentes au denier vingt-cinq, sera composé, pour la recette, du département ordonné pour ces mêmes rentes par l'Assemblée de 1770, qui ne cessera d'être exécuté, qu'à compter du terme de Noël prochain; des cinq cents mille livres, du secours annuel accordé par le Roi; de la somme de quarante-cinq mille deux cents trente-sept livres quatre sols, reprise au terme de Saint-Jean 1775, sur le département des rentes au denier vingt, pour le paiement des arrérages des six premiers mois de la même année, des parties converties au denier vingt-cinq; & enfin du nouveau département de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, qui vient d'être ordonné pour ces mêmes rentes.

Que la dépense de ce même compte contiendra, ainsi que les précédents, pour les deuxièmes, troisièmes & quatrièmes chapitres, les arrérages de l'année entière des rentes de 1755, 1765 & 1766, déjà réunis par l'Assemblée de 1770, en joignant à ces dernières les parties nouvellement converties; & qu'on y ajoutera un cinquième chapitre, où seront compris les arrérages des rentes qui seront constituées sur le nouvel emprunt, pour les six mois seulement qui échoiront, depuis le premier Octobre 1775, jusqu'au premier Avril 1776, attendu que le Receveur-Général rendra un compte particulier pour la portion des trois mois précédents, dont la recette sera composée de la remise faite par le Roi, pour le paiement de ces mêmes trois mois d'arrérages; au moyen de quoi ce compte particulier sera arrêté. Partant qu'il

7^e. Et enfin, quo, pour faciliter, avant qu'il sera possible, la conversion des rentes au denier vingt au denier vingt-cinq, le Receveur-Général sera & demeurera autorisé de nouveau à continuer de recevoir tous les fonds qui lui seront offerts, au denier vingt-cinq, au-delà des seize millions du présent Don-gratuit, pour les employer en remboursements des rentes au denier vingt, jusqu'à leur entière extinction, en conformité de la délibération du 26 Septembre 1765 & de celle du 6 Septembre 1770.

Et pour l'exécution dudit emprunt, la Compagnie a nommé Son Eminence Mgr. le Cardinal de la Roche-Aymon, Archevêque de Reims; & en cas de mort, ou d'absence dudit Seigneur Cardinal, le plus ancien Archevêque, ou Evêque Titulaire qui se trouvera à Paris, & Messieurs les Agents-Généraux du Clergé de France, auxquels elle donne pouvoir de puissance, tant conjointement, que séparément, de, pour & au nom dudit Clergé, prendre & emprunter, à constitution de rentes au denier vingt-cinq, ladite somme de seize millions, passer tous Contrats de constitution à ceux qui fourniront ladite somme pardevant Notaires; obliger tous les biens ecclésiastiques du général & des particuliers dudit Clergé de France, solidairement, sans division, discussion, ni sédition, sous les renonciations requises, de payer, en espèces sonnantes, les arrérages desd. rentes en cette Ville de Paris, au Bureau de la Recette-Générale dudit Clergé, de six mois en six mois, sans aucun retardement, ni que lesdites rentes puissent être ci-après réduites, ni retranchées, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, ou puisse être.

A l'égard des sommes principales qui seront empruntées, elles seront remises entre les mains de Messire François-David Bollion de Saint-Jullien, Receveur-Général du Clergé de France, moyennant laquelle remise le Clergé demeurera déchargé desdites sommes envers Sa Majesté, pour raison desquelles il sera passé sous les Contrats de constitution de rentes à sa nécessité, dans lesquels ledit Sr. Bollion de Saint-Jullien interviendra, & s'obligera au paiement des arrérages des rentes qui seront constituées, & il sera obligé de retirer les quittances du Trésor-Royal pour lesdits seize millions, tant à sa décharge, qu'à celle du Clergé; dans lesquelles quittances, il sera fait mention que les deniers seront provenus dudit emprunt; desquelles sommes principales qu'il recevra, & des paiements qu'il en fera, il dressera un compte de recette & de dépense, qui sera arrêté dans la prochaine Assemblée du Clergé, un double duquel compte, avec les quittances, sera remis aux Archives du Clergé.

Les deux impositions de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix deniers, & de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit liv. un sol deux den., dont il sera fait, dans la présente Assemblée, deux départements pour les rentes au denier vingt, & pour les rentes au denier vingt-cinq, seront levées jusqu'à l'entière extinction desd. rentes, tant en principaux, qu'arrérages, sur tous les Diocèses & Pays compris dans les rôles des

décimes, même sur les Diocèses & Pays abonnés avec le Clergé, nonobstant tous Traités, Concordats, Abonnements & pieux fixés par lesdits Abonnements, Arrêts du Conseil, Lettres-Patentes données en confirmation d'iceux, & sur tous les Diocèses & Pays abonnés, ou non abonnés; sur tous les Bénéficiaires & Communautés Ecclésiastiques, tant Séculières, que Régulières, de l'un & de l'autre sexe, même de Religieux & Religieuses Hospitalières qui ont l'administration de leurs revenus, & qui ont d'autres biens que ceux destinés par fondation à l'entretien des Pauvres, Collèges, Séminaires, Maisons nouvellement établies, Menfes conventuelles, soit qu'elles soient composées de fonds, ou seulement payées en pensions d'argent, ou autrement; Officiers claustraux, Dignités dans les Eglises, Chapelles, Prébendes, Obits, en quelques Eglises, Paroisses & Chapelles qu'ils soient fondés; Maladreries non réunies à des Hôpitaux, Fabriques, Confraternités, même de Pénitents, Fondations rurales, payants, ou non payants taillés, distributions, & généralement sur tous les possesseurs & jouissances des biens ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, payants, ou non payants décimes; sur tous les emplois ecclésiastiques, honoraires, pensions, même sur les gages des Chantres & autres du Bas-Chœur; comme aussi sur les Communautés Séculières & Régulières de l'un & de l'autre sexe, qui, jusqu'à présent, n'ont contribué, ni aux Décimes, ni aux Dons-gratuits, Subventions & autres impositions; & encore sur les Chapitres, Prébendes, Semi-Prébendes, Communautés & Monastères, qui ont été ci-devant imposés aux Décimes, Dons-gratuits, Subventions & autres impositions.

Ne seront néanmoins compris dans lesdits départements, les Grands-Prieurés & Commanderies de l'Ordre de Malthe, en considération des grandes dépenses que les Chevaliers & Commandeurs sont obligés de faire pour la défense de la Chrétienté, sans préjudice toutefois de les imposer, lorsque le Clergé le jugera à propos, suivant le Traité fait avec eux.

Les Menfes conventuelles & tous autres qui seront imposés séparément dans les rôles, qui seront faits en exécution de la présente délibération, seront tenus de payer leurs taxes, sans pouvoir les répéter, ni les faire payer aux Titulaires des Bénéfices, comme possesseurs & jouissances du tiers-let, quand même ledit tiers-let ne seroit pas épuisé par l'acquit des autres charges, & sous quelque autre prétexte que ce soit, comme partage de Menfes, Concordats, Transactions anciennes & nouvelles, & encore qu'il fut stipulé par Traités, ou Conventions, ou ordonné par Jugements & Arrêts qu'ils jouiront de leurs revenus francs & quittes de toutes charges, même de Décimes ordinaires & extraordinaires, & Dons-gratuits, & généralement de toutes impositions qui pourroient être faites pour raison desdits biens, nonobstant toutes choses à ce contraires.

Toutes personnes qui jouissent, ou jouiront de pensions sur Bénéfices, continueront de contribuer des trois dixièmes de leurs pensions, tant que les impositions destinées à la libération des emprunts au denier vingt & au

denier vingt-cinq, & de celui qui sera fait pour le présent Don-gratuit, seront levées, & jusqu'à ce que lesdits emprunts soient entièrement acquittés en principaux & arrérages, & paieront lesdits trois dixièmes, nonobstant les clauses apposées dans leurs brevets, signatures & concordats de création desdites pensions, & encore qu'il soit porté & spécifié en ic eux, que lesdites pensions seront franchises & quittes de toutes charges, à l'exception de ceux qui ont résigné des Cures, après les avoir desservies pendant quinze ans, ou qui ont réservé une pension pour vivre, à cause d'une notable infirmité, lesquels ne paieront rien sur lesdites pensions, à la décharge des Titulaires.

Et d'autant qu'il y a des Bénéfices annexés à d'autres Bénéfices, ou à des Communautés, lesdites annexes demeureront taxées en leur chef-lieu, même celles qui sont situées dans les Provinces qui ne sont pas du Clergé de France, non sujettes aux décimes, & qui sont sous l'obéissance du Roi, si ce n'est qu'elles ne soient comprises séparément dans les rôles des contribuables des Diocèses où elles sont situées, & outre cela, qu'elles y aient été séparément taxées dans le département de 1770.

Conformément & au désir des dernières Délivrations, Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes qui les ont homologuées, tous & chacun des Bénéficiers, de quelque qualité, condition & dignité qu'ils soient, Communautés, tant séculières que régulières, de l'un & de l'autre sexe, tous les possédants & jouissants des biens ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, toutes autres personnes en-dessus exprimées, & généralement tous les contribuables, sans exception, paieront leurs taxes suivant les départements qui seront faits ou la présente Assemblée, & suivant les rôles qui seront faits dans chaque Diocèse, en exécution desdits départements, sur tous les Bénéfices & autres revenus sujets à ladite imposition, par les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux, Syndics & Députés de chaque Diocèse, selon la connoissance qu'ils auront en leur conscience, de la qualité & revenus des Bénéfices & autres biens ecclésiastiques possédés par lesdits Bénéficiers, sans qu'aucuns de ceux qui seront imposés, puissent s'en exempter, sous prétexte de transactions qui auroient fixé la quote-part des Bénéfices sur un pied certain par million, pour les précédentes impositions, ou sous prétexte de privilèges & exemptions à eux accordés par Arrêts, Lettres-Patentes & Déclarations, vérifiées dans les Cours Supérieures & Chambres Ecclésiastiques, & même avec le consentement des Syndics & Députés des Diocèses, auxquels Sa Majesté sera suppliée de déroger, nonobstant les Arrêts de vérification & enregistrement desdites Lettres & Privilèges, ou Transactions qui demeureront sans effet; lesquels départements, sur les contribuables dans chacun Diocèse, seront exécutés, nonobstant toutes oppositions, appellations quelconques, ou réglemens de Juges, attendu la conséquence & le retardement du paiement qui pourroit en arriver.

Et s'il se forme quelques contestations au sujet desdits départements & du paiement des

taxes portées par ic eux, lesdits contribuables se pourvoiront, en première instance, aux Bureaux particuliers des Diocèses, qui jugeront, en dernier ressort, des taxes qui n'excéderont pas trente livres; & pour plus grande somme, par appel aux Bureaux généraux des Décimes, qui ne pourront juger de Commissaires, ou par Sabbatines, que conformément à l'article XX de l'Edit de Sa Majesté, du mois de Mars 1673, la connoissance desdites contestations interdite à tous autres Juges, même aux Intendants de Justice, Police & Finances dans les Provinces, & Commissaires départis en icelles; & nul ne pourra se soustraire de la Jurisdiction, tant des Bureaux particuliers des Diocèses, que des Bureaux généraux, sous prétexte d'exemptions & autres privilèges quelconques, & sans que les contribuables puissent être reçus à se pourvoir contre leurs taxes, ou par appel des Jugemens rendus aux Bureaux Diocésains, pour les taxes excédantes trente livres, qu'ils n'aient préalablement payé les termes échus, & qu'ils n'aient rapporté les quittances des Receveurs Diocésains.

Ne pourront ceux qui seront imposés, se pourvoir contre les taxes auxquelles ils auront été compris dans les rôles, en demander la décharge, ou modération aux Bureaux Diocésains, qu'ils n'aient au moins payé la moitié de leurs impositions, & donné un état de la valeur de leur revenu, & des charges de leurs Bénéfices, Communautés, ou Menfes Conventuelles, ou Capitulaires, certifié véritable par celui qui se plaindra de la taxe, ensemble les pièces justificatives dudit état, à peine du double de son imposition, sans que la peine puisse être réputée comminatoire, lequel état ils seront tenus de joindre à leur Requête; & faute de donner ledit état, par eux certifié véritable, & d'y joindre les pièces justificatives, demeurera la taxe telle qu'elle aura été imposée par ledit Bureau Diocésain, & en seront les termes échus par eux payés, sans aucune répétition, jusqu'à ce qu'ils aient fourni ledit état & les pièces justificatives, sans quoi la Requête ne pourra être répondue, ni par le Bureau Diocésain, ni par les Chambres Supérieures.

Et pour qu'il ne soit apporté aucun retardement à l'exécution, tant des départements qui seront réglés dans chaque Diocèse, que des Sentences & Jugemens des Bureaux Diocésains, & au paiement des taxes, les Chambres Ecclésiastiques Supérieures ne pourront donner la main-levée des saisies qui pourront être faites à la requête des Receveurs des Diocèses, ni donner aucunes défenses d'exécuter, tant lesdits départements, que lesdits Jugemens, lesquels, attendu la nature des deniers, doivent avoir leur exécution par provision, nonobstant toutes oppositions, ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles.

Sa Majesté sera très-humblement suppliée de faire défenses aux Chambres Supérieures Ecclésiastiques, en prononçant sur les appellations des Sentences des Bureaux Diocésains, de fixer pour toujours, à une certaine somme, les quotes de ceux qui sont sujets aux impositions du Clergé, à peine de nullité des Jugemens qui seront rendus par les Cham-

Bres Supérieures Ecclésiastiques, & que ceux qui pourroient avoir ci-devant obtenu de pareils Jugemens, ne pourroient s'en servir, ni s'en prévaloir.

Paieront tous les contribuables ci-dessus nommés, les sommes auxquelles ils seront imposés, en exécution de la présente délibération, outre & par-dessus leur part des impositions faites en conséquence des délibérations des précédentes Assemblées.

Tous les Bénéficiers paieront leurs taxes, sans que, pour raison de ce, le Service divin en soit diminué, ni qu'il soit retranché aucune chose de ce qui a accoutumé d'y être employé, ni aliéné du fonds des Obits & autres fondations, en quelque manière que ce soit.

Les taxes faites sur les Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés & autres Bénéfices érigés par les Economes, seront payées par les Fermiers, Receveurs & Economes desdits Bénéfices.

Sur laquelle somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit liv. un sol deux deniers, dont est composé le département ordonné par la présente Assemblée, tant pour le paiement des arrérages, que pour le remboursement des capitaux des rentes au denier vingt-cinq, & qui sera ainsi remise audit sieur Bolioud de Saint-Julien, Receveur-Général du Clergé, il sera pris le montant des rentes, tant des anciens emprunts au denier vingt-cinq, que de celles qui seront constituées pour ledit emprunt de seize millions, pour être payé aux créanciers à qui lesdites rentes seront dues par chacun an, de six mois en six mois, à commencer au premier Avril 1776, sans aucun retardement, conformément aux Contrats qui leur en auront été passés, & le surplus de lad. imposition annuelle, lesd. arrérages & les taxations des Receveurs Diocésains prélevés, sera employé annuellement au remboursement des capitaux desd. rentes aux premier Avril & premier Octob. de chaque année, à commencer audit jour premier Avril 1776; au moyen de quoi les arrérages diminueront, à proportion des remboursements qui en auront été faits, laquelle diminution augmentera aussi le fonds destiné aux remboursements des principaux, pris jusqu'à leur entière extinction.

Lesdits remboursements seront faits suivant les états qui en seront arrêtés par Son Excellence Monseigneur le Cardinal de la Roche-Aymon; & en cas de mort, ou d'absence dudit Seigneur Cardinal, par le plus ancien Archevêque, ou Evêque Titulaire qui se trouvera à Paris, & par Meilleurs les Agents-Généraux du Clergé, en avertissant chacun des Rentiers, par acte signifié aux domiciles qu'ils auront élus en cette Ville de Paris; savoir, un mois auparavant pour ceux qui y seront demeurants, & deux mois auparavant pour ceux demeurants dans les Provinces, sans que les significations puissent, ni doivent être faites ailleurs qu'aux domiciles qu'ils auront élus en ladite ville de Paris, par les Contrats de constitution desdites rentes; & faute par lesdits créanciers de se présenter à la Caisse générale, par eux, ou par Procureurs spécialement fondés, pour recevoir leurs remboursements dans le délai marqué par les significations qui leur auront été ainsi faites, desdits avertissements & som-

mations, les arrérages de leurs rentes cesseront, à compter du jour qui leur sera indiqué pour lesdits remboursements, & les fonds resteront déposés dans la Caisse générale, sans que les Rentiers puissent former aucune contestation, sous prétexte que lesdits avertissements & sommations n'auroient pas été accompagnés d'offres réelles & de deniers à découvert, & ce conformément à l'Arrêt du Conseil d'Etat, du 18 Avril 1741.

Pour parvenir au recouvrement des fonds destinés, tant au paiement des arrérages desdites rentes, qu'au remboursement des capitaux, les Bureaux Diocésains seront tenus de remettre aux Receveurs Diocésains lesdits départements; savoir, pour le terme de Noël prochain, le premier Octobre 1775, & pour les termes de Saint-Jean & de Noël des années suivantes, les premier Février & premier Octobre de chaque année, pour par eux en faire le recouvrement sur les contribuables, dans les mois d'Octobre & de Novembre, pour le terme de Noël, & dans les mois de Février & de Mars, pour le terme de Saint-Jean de chaque année, & les sommes qui en proviendront, être par eux remises au lieu où la Recette Provinciale est établie, entre les mains de ceux que le Receveur-Général indiquera; savoir, pour le terme de Noël, avant le premier Janvier, & pour le terme de Saint-Jean, avant le premier Juillet, pour être lesdites sommes remises au Receveur-Général, avant le premier Mars, pour le terme de Noël, & avant le premier Septembre suivant, pour le terme de Saint-Jean de chaque année, & par lui employés à payer les arrérages, à commencer au premier Avril 1776, & à faire le remboursement des capitaux audit jour, & ainsi continuer d'année en année, & de six mois en six mois, jusqu'au parfait remboursement desdites rentes réunies, tant être lesdites sommes arrérages; & faute par les Diocèses & Receveurs des Décimes, de payer exactement, aux termes ci-dessus marqués, leur part & portion de ladite imposition, ils seront tenus de payer au Receveur-Général l'intérêt au denier vingt, des sommes dont ils se trouveront en retard, attendu que lesdits deniers sont destinés, & doivent être employés, tant au paiement des arrérages, qu'au remboursement des capitaux desdits emprunts réunis, dont ledit sieur Receveur-Général sera tenu de justifier à la prochaine Assemblée de 1780, lesquels intérêts courront; savoir, du premier Février, pour le terme de Noël, & du premier Août, pour le terme de Saint-Jean, & ce, jusqu'au jour de l'actuel paiement.

Et moyennant trois deniers pour livre, montant, d'une part, à trente-sept mille quinze livres douze sols dix deniers, sur la somme de deux millions neuf cents soixante & un mille deux cents cinquante & une livres six sols, revenant net à la Recette générale du Clergé, de l'imposition de deux millions neuf cents quarante-dix mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix deniers, dont est composé le département des rentes au denier vingt; & d'autre part, à quarante-six mille quatre cents cinquante-neuf livres sept sols deux deniers, sur la somme de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze

22
sols
cent
un l
des
deni
vau
leur
sont
mes
Jean
Prov
ceux
faire
par
lesq
cord
saifo
qu'il
verra
somm
prête
rures
de cr
auxq
pour
livre
de la
cents
accor
des d
lesté
sur le
suis.
S'il
des ar
es, le
liver
Conte
par le
Prépo
ceux c
an, d
Conte
les Pro
les Ro
Clergé
qui ser
seront
& Pré
des dé
arréga
tion,
tenus
cette p
& val
ces cha
ne pou
immstr
sieur R
bourse
par la
fait qu
nérale
sont é
capita
Bureau
non ail
Tous
rennes,
lesdites
qu'ils a
Tab

fol, de l'imposition de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, dont est le déparlement des rentes au denier vingt-cinq; lesquels trois deniers pour livre seront accordés aux Receveurs Diocésains, & qu'ils retiendront par leurs mains, pour la recette actuelle qu'ils feront: ils seront tenus de remettre lesdites sommes imposées, auxdits deux termes de Saint-Jean & de Noël, dans les lieux où les Recettes Provinciales sont établies, entre les mains de ceux que le Receveur-Général nommera pour faire ce recouvrement, sur les quittances visées par Messieurs les Agents-Généraux du Clergé; lesquels trois deniers pour livre ne seront accordés auxdits Receveurs Diocésains, qu'à raison de la recette actuelle seulement, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sans que lesdits Receveurs Diocésains puissent prétendre plus grande somme, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, même pour frais de voitures, nonobstant les clauses portées par l'Edit de création de leurs offices & autres titres, auxquels Sa Majesté sera suppliée de déroger pour ce regard; lesquels trois deniers pour livre seront supportés par le Clergé, au moyen de la somme de cent trente-trois mille trois cents trente-trois livres six sols huit deniers, accordée par le Roi, pour la remise ordinaire des deux deniers pour livre, & dont Sa Majesté consent que le Clergé fasse la retenue sur le dernier paiement du présent Don-gratuit.

S'il y a des Rentiers qui désirent être payés des arrérages de leurs rentes dans les Provinces, le Receveur-Général, pour leur en faciliter le paiement, pourra se charger, par les Contrats, de leur faire payer lesdits arrérages par les Receveurs des décimes, ou par les Préposés aux Recettes Provinciales, ou par ceux qui seront par lui commis, par chacun an, dans lesdits deux termes; & comme les Contrats, dont les arrérages seront payés dans les Provinces, doivent se passer à Paris, & être les Rentiers immatriculés sur les Registres du Clergé, les arrérages ne seront payés qu'à ceux qui seront désignés & nommés dans les états qui seront envoyés par le Recev. Gén. à ses Commis & Préposés aux Recettes Prov., ou au Receveur des décimes, qui seront tenus de payer lesdits arrérages; & en cas de changement, ou mutation, les Propriétaires desdites rentes seront tenus d'envoyer à Paris, au Bureau de la Recette générale du Clergé, les actes suffisants & valables, pour autoriser le Clergé à faire ces changements; & le paiement des arrérages ne pourra être fait que sur les extraits desdites immatricules, qui seront délivrés par ledit sieur Receveur-Général. A l'égard du remboursement des capitaux des rentes réunies par la présente délibération, il ne pourra être fait qu'à Paris, au Bureau de la Recette générale; & les saisies & oppositions qui pourraient être faites à l'avenir sur les arrérages & capitaux desdits Rentiers, se feront au Bureau de ladite Recette générale à Paris, & non ailleurs, à peine de nullité.

Toutes saisies, significations d'Arrêts, sentences, transports & autres actes concernant lesdites rentes, ne seront valables qu'autant qu'ils auront été paraphés par le Commis pré-

Table de la Coll. des P. V.

posé par le Receveur-Général, lequel ne pourra être contraint d'affirmer en personne, en conséquence des assignations qui lui seront données pour raison des sommes qu'il devra, en ladite qualité, aux Rentiers saisis, mais seulement de faire sa déclaration par le ministère du Procureur qu'il aura constitué, pour répondre sur lesdites assignations; & ne sera pareillement contraint ledit sieur Receveur-Général de représenter en original les acquits des sommes qu'il aura payées, attendu qu'un Comptable ne doit point abandonner ses acquits; qu'il est obligé de conserver, pour représenter au jugement de ses comptes, & les remettre aux Archives du Clergé.

Nul Diocèse ne pourra, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, se séparer de la Caisse générale, pour raison des impositions ordonnées par la présente délibération; & seront tous les Diocèses tenus de remettre à la Caisse générale du Clergé, dans les termes ci-dessus, leur part de l'imposition destinée, tant au paiement des arrérages desdites rentes, qu'au remboursement des capitaux.

En cas que dans la suite il se présente des personnes qui aient besoin des sommes qu'elles auront prêtées, l'Assemblée, pour faciliter le commerce desdites rentes, a donné pouvoir à Son Eminence Monseigneur le Cardinal de la Roche-Aymon, & en son absence, au plus ancien Archevêque, ou Evêque Titulaire qui se trouvera à Paris, & à Messieurs les Agents-Généraux du Clergé de France, tant conjointement, que séparément, en cas d'absence de l'un desdits sieurs Agents, de prendre les mêmes sommes à constitution de nouvelles rentes au même denier vingt-cinq, pour être employées au rachat des rentes de ceux qui voudront être remboursés, jusqu'à concurrence d'icelles, aux mêmes stipulations, clauses, conditions & obligations ci-dessus; à la charge, & non autrement, qu'il sera porté par les nouveaux Contrats de constitution, que l'emprunt sera fait pour payer un créancier du Clergé; & que dans les quittances que le créancier fournira, il sera fait mention que ce sera des mêmes deniers qui auront été empruntés de celui à qui on aura passé le nouveau Contrat, afin que celui qui aura prêté pour le remboursement, soit subrogé aux droits & hypothèques de celui qui aura été remboursé, & qu'il fera les frais dudit Contrat.

Et comme Sa Majesté, sur les représentations qui lui ont été faites par le Clergé, à l'occasion des biens patrimoniaux des Ecclésiastiques, a bien voulu abandonner au profit du Clergé, la retenue des deux vingtièmes & des quatre sols pour livre du premier vingtième, sur toutes les rentes constituées sur le Clergé jusqu'à présent, l'Assemblée, voulant marquer aux créanciers du Clergé, l'attention qu'elle a pour leurs intérêts, a fait don & remise desdits deux vingtièmes & des quatre sols pour livre du premier vingtième auxd. créanciers; au moyen de quoi tous les Rentiers, soit du Clergé-Général, soit des Diocèses particuliers, continueront d'être payés de leurs rentes, sans que lesdits deux vingtièmes, ni les quatre sols pour livre du premier vingtième, puissent leur en être retenus, pour quelque cause que ce soit.

Qqqqqq

Et pour l'exécution de la présente délibération, Sa Majesté fera très-humblement suppliée de l'approuver & de l'autoriser, & de donner pouvoir de passer les Contrats de constitution de rentes au denier vingt-cinq, tant pour le présent emprunt, que pour ceux qui pourront être faits à l'avenir, pour rembourser, avec subrogation, ceux qui désireront l'être, comme il est dit ci-dessus, même de déclarer qu'il ne sera prétendu, de la part de Sa Majesté, aucun droit d'amortissement, nouveaux acquits, ou autres, tels qu'ils puissent être, contre les Diocèses, Bénéficiers, Communautés ecclésiastiques, Séculières & Régulières, & Gens de main-morte, à cause des rentes qu'ils pourront acquies de celles qui seront constituées par le Clergé, même dans le cas où les rentes constituées sur le Clergé seroient données, ou liquidées pour cause de Fondation, ou Œuvres pies; à l'effet de quoi Sa Majesté fera suppliée de déroger à l'article IX de l'Arrêt du Conseil, du 13 Avril 1731, de tous lesquels droits Sa Majesté quittera & déchargera, dès-à-présent, les Diocèses, Bénéficiers, Communautés ecclésiastiques, Séculières & Régulières, & Gens de main-morte.

Sa Majesté fera aussi suppliée d'exempter les rentes constituées, en vertu de la présente délibération, de toute retenue des deux vingtièmes, & des quatre sols pour livre du premier vingtième, & de permettre que ladite exemption soit stipulée dans les Contrats qui en seront passés.

Plus, d'exempter les Contrats & autres actes qui seront passés par le Clergé-Général & par les Diocèses, concernant ledit emprunt de seize millions, de tous droits de Contrôle, Insinuations & autres de cette nature; & aussi d'ordonner que, suivant l'usage ordinaire & pratiqué jusqu'à présent dans tous les Diocèses, tous les Avertissements, Commandements, Assignations, Saïsses-Arrêts, Exécutions, Quittances, Registres, Procurations, Délibérations, & toutes les diligences qu'il conviendra faire pour le recouvrement de toutes les impositions faites jusqu'à ce jour sur le Clergé, continueront d'être faites en papier non timbré, même celle ordonnée par la présente délibération, sans être sujettes aux droits de Contrôle.

Plus, de permettre d'emprunter ladite somme de seize millions, ou partie d'icelle, des Étrangers non naturalisés & de ceux demeurants hors du Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de son obédience, ainsi que s'ils étoient ses propres Sujets, & aux Étrangers, de disposer des rentes qui leur auroient été constituées par ledit Clergé, ou qu'ils acquies sur lui, soit entre-vifs, par Testament, ou autrement, en quelque force & manière qu'il leur viendrait, & en cas qu'ils n'en aient pas disposé, que leurs héritiers succéderont, encore que leurs légataires, ou héritiers & leurs donataires soient Étrangers & non Régnicoles, & de renoncer au droit d'Aubaine & autres, & à celui de confiscation, en cas qu'ils fussent Sujets des Princes & États contre lesquels Sa Majesté pourroit être ci-après en guerre, & que lesdites rentes qui auroient été ainsi acquies par les Étrangers, soient exemptes de toutes Lettres de marques & de représailles, pour

quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, & qu'elles ne puissent être saisies par leurs Créanciers, Régnicoles, ou Étrangers.

Dont & du tout Sa Majesté aura agréable de faire expédier sa Déclaration, laquelle sera vérifiée & enregistrée au Parlement de Paris, & par-tout ailleurs où besoin sera.

Et l'Assemblée a ordonné à Messieurs les Agents-Généraux du Clergé d'envoyer incessamment une copie de la présente délibération dans tous les Diocèses, en invitant Mrs. les Syndics & Députés des Bureaux Diocésains, d'enjoindre très-expressement aux Recouvreurs des décimes, de remettre, avec la plus grande exactitude, les sommes dont ils auroient fait le recouvrement, aux Recouvreurs Provinciaux, dans les termes fixés par ladite délibération, dont il sera fait quarante originaux en parchemin, signés par Son Eminence Monseigneur le Cardinal de la Roche-Aymon, & contre-signés par le Secrétaire de l'Assemblée, de chacun quatre cents mille livres, lesquels originaux seront déposés de mains de Maîtres Montemps, Doyen, Laideguive, Boulard, Bronod, Bavière, le Brun, Peron, de la Rue, Provost, Baron, le jeune, Lambot, Arnoul, Folné, Sémillard, Duclos-Dufresnoy, le Doux, Manpas, de Latre de Collville, Armand, Gebert, Maigret, Goulet, Garnier-Deschênes, Bro, Cordier, Boursier, Paulmier, Raffeneau de Lisse, Quatremer, le Gras, Lhomme, Durand, Folné, Guespéreau, Duret, Durand, le jeune, Mony, Giard, Monnot, Thierion, Dufne & Poulliet, Notaires au Châtelet de Paris. Sur lesd. originaux sera fait mention des Contrats, à mesure qu'ils seront passés, avant que les Grosses puissent en être délivrées; sur lesquelles Grosses, & sur l'expédition qui en sera fournie audit sieur Receveur-Général, le Notaire, dépositaire de ladite délibération, mettra son certificat de ladite décharge; que l'acte de dépôt de ladite délibération, sera mis au bas desdites Expéditions, & signé par deux Notaires; & lorsque la somme portée par chaque délibération sera consommée, il sera mis au bas, par le Notaire qui en sera dépositaire, que ladite délibération est remplie, & sera ladite mention signée par ledit Notaire & son Confrère.

N^o. II.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 21 Octobre 1773, qui confirme & autorise les Délibérations de l'Assemblée-Générale du Clergé de France, des 13 Juillet & 18 Septembre, au sujet de la somme de seize millions, de Don-gratuit accordé au Roi.

VU par le Roi, étant en son Conseil, la Délibération prise le 18 Septembre de la présente année 1773, par les Archevêques, Evêques & autres Députés composant l'Assemblée du Clergé de France, tenue à Paris, par laquelle ils ont donné pouvoir & permission aux Commissaires qu'ils ont nommés, d'emprunter, au nom du Clergé, & de prêter, à constitution de rentes au denier vingt-

cinq, la somme de seize millions de livres, pour acquitter le Don-gratuit de pareille somme, que le Clergé a accordé à Sa Majesté, par sa délibération du 13 Juillet dernier, & de passer tous Contrats de constitution : ceux qui fourniront ladite somme ; d'obliger tous les biens ecclésiastiques du général & des particuliers du Clergé, solidairement, sans division, ni discussion, de payer en espèces sonnantes les arrérages desdites rentes en la Ville de Paris, au Bureau de la Recette générale dudit Clergé, de six mois en six mois, sans aucun retardement, ni que lesdites rentes puissent être retranchées ci-après, ni réduites, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit ou puisse être. Pour faire le fonds annuel des arrérages desdites rentes, même pourvoir dès-à-présent au remboursement des capitaux, il auroit été arrêté, par ladite Assemblée, que les cinquante-huit millions trois cents quarante mille cent quatre-vingt-quatre livres onze sols huit deniers de capitaux, restants dus au denier vingt-cinq, au premier Octobre 1770, distraction faite des remboursements consommés au même jour, seroient joints aux seize millions du nouveau Don-gratuit qui vient d'être accordé à Roi par ladite Assemblée, & qu'il seroit encore ajouté à ces deux sommes celle de deux millions deux cents soixante & un mille huit cents soixante livres, à laquelle montoient, au premier Avril de la même année, les capitaux des rentes converties du denier vingt au denier vingt-cinq, depuis l'année 1770, en exécution de la délibération du 26 Sept. 1764 ; ce qui seroit une masse de capitaux au denier vingt-cinq, montant à la somme de soixante-seize millions cinq cents soixante-seize mille cinquante quatre livres onze sols huit deniers, dont les intérêts montent à trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers. Que pour payer ces arrérages, à compter du premier Octobre prochain, & pourvoir un même-temps au remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1776, on se serviroit de l'imposition ordonnée par l'Assemblée de 1770, pour le service des rentes au denier vingt-cinq, qui étoit, déduction faite des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains, de la somme de trois millions sept cents trente-huit mille deux cents soixante-quatorze livres six sols, sur laquelle il seroit fait distraction des cent mille livres affectés au paiement de la rente de l'Ordre de Saint-Lazare, & des douze mille livres de supplément d'appointements du Receveur-Général ; ce qui réduiroit cette imposition à trois millions six cents vingt-six mille deux cents soixante-quatorze livres six sols, auxquels seroient ajoutés les quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze livres huit sols repris du département des rentes au denier vingt, pour les arrérages des parties de rentes converties au denier vingt-cinq depuis 1770 ; au moyen de quoi la somme principale de cette imposition se trouveroit être de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze sols ; que les arrérages des capitaux au denier vingt-cinq réunis, ne montant qu'à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois

sols huit deniers, il resteroit encore un fonds annuel de six cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers, auquel ajoutant les cinq cents mille livres de secours annuel, accordé par Sa Majesté au Clergé, jusqu'en 1796, le fonds général des remboursements des capitaux des rentes au denier vingt-cinq réunis, seroit par an de onze cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers. Qu'en conséquence, il a été arrêté, qu'il seroit fait dans ladite Assemblée quatre départements, qui commenceroient à être levés au terme de Noël prochain : le premier, de la somme de cent mille livres, pour servir, à compter dudit terme & à l'avenir, au paiement de la rente créée par le Clergé à l'Ordre de Saint-Lazare, en vertu de la délibération du 13 Juillet 1772, & de la Transaction passée entre les Commissaires du Clergé & ceux dudit Ordre, le 18 Mars 1773 ; le second, de la somme de cent trente-deux mille livres, pour être affecté, à compter du même terme, au paiement, tant des cent vingt mille livres d'appointements du Receveur-Général du Clergé, que des douze mille liv. de supplément qui lui furent accordés en 1753 ; lequel département tiendrait lieu de celui de cent vingt mille livres, ordonné en 1765, qui, à compter du terme de Noël prochain, demeureroit éteint & supprimé pour cette imposition, ainsi que celle des cent mille livres de l'Ordre de Saint-Lazare, être levés sans taxation sur tous les Contribuables, ainsi que les autres impositions qui composent le compte des décimes : le troisième, de la somme de deux millions neuf cents quatre-vingt-huit mille deux cents soixante-six livres dix sols dix deniers, à laquelle est réduite, par la distraction des quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze livres huit sols, l'imposition ordonnée en 1772, pour le service des rentes au denier vingt, & dont il avoit été fait un département, qui demeurera éteint & supprimé à compter du terme de Noël prochain, le moyen de ce nouveau département, qui commencera d'être exécuté à compter du même terme, & qui continuera d'être employé au paiement des arrérages & au remboursement de tous les capitaux qui restent à rembourser sur les rentes au denier vingt ; & le quatrième & dernier, de la somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit liv. un sol deux deniers, à laquelle monte, y compris les trois deniers pour livre de taxation accordés aux Receveurs des décimes, l'imposition ordonnée par ladite délibération, pour le service des rentes au denier vingt-cinq ; lequel département, qui commencera d'être exécuté à compter du terme de Noël prochain, tiendra lieu de celui arrêté en 1770, qui demeurera éteint & supprimé au même terme, & servira, à commencer au premier Avril 1776, & à l'avenir, au paiement des arrérages & au remboursement des capitaux de tous les emprunts au denier vingt-cinq réunis. Qu'à l'égard des arrérages de trois mois qui seront dus aux Rentiers du nouvel emprunt, depuis le premier Juillet dernier, jusqu'au premier Octobre prochain, montant à la somme de cent soixante mille livres, le fonds en seroit fait par Sa Majesté, qui con-

font que la retenue de cette somme soit faite sur le dernier paiement du Don-gratuit ; désirant Sa Majesté, qu'en considération de ce secours, les Rentiers jouissent de l'intérêt de leurs fonds, à compter dudit jour premier Juillet : & qu'enfin, pour faciliter, autant qu'il sera possible, la conversion des rentes du denier vingt au denier vingt-cinq, le Receveur-Général seroit & demeureroit autorisé de nouveau à continuer de recevoir tous les fonds qui lui seront offerts au denier vingt-cinq, au-delà des seize millions du nouveau Don-gratuit, pour les employer en remboursements des rentes au denier vingt, jusqu'à leur entière extinction, en conformité de la délibération du 26 Septembre 1765 & de celle du 6 Septembre 1770. Que les deux impositions de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix deniers, & de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, dont il sera fait dans ladite Assemblée deux départemens pour les rentes au denier vingt & pour les rentes au denier vingt-cinq, seront levées jusqu'à l'entière extinction desdites rentes, tant en principaux qu'arrérages, sur tous les Diocèses & Pays compris dans les rôles des décimes, même sur les Diocèses & Pays abonnés avec le Clergé, nonobstant tous Traités, Concordats, Abonnements & pieds fixés par lesdits Abonnements, Arrêts du Conseil, Lettres-Parentes données en confirmation d'iceux, & sur tous les Diocèses & Pays abonnés, ou non abonnés, sur tous les Bénéficiaires & Communautés Ecclésiastiques, & séculières, qu'il régularises de l'un & de l'autre sexe, même de Religieux & Religieuses Hospitalières qui ont l'administration de leurs revenus, & qui ont d'autres biens que ceux destinés par fondation à l'entretien des Pauvres, Collèges, Séminaires, Maisons nouvellement établies, Menses Conventuelles, soit qu'elles soient composées de fonds, ou seulement payées en pension d'argent ou autrement, Offices claustraux, Dignités dans les Eglises, Chapelles, Prestimones, Obits en quelques Eglises, Paroisses & Chapelles qu'ils soient fondés, Maladreries non réunies à des Hôpitaux, Fabriques, Confraires, même de Pénitents, Fondations rurales payant, ou non payant tailles, distributions, & généralement tous les possédants & jouissants des biens ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, payant, ou non payant décimes, sur tous les Emplois ecclésiastiques, Honoraires, Pensions, même sur les gages des Chantres & autres du Bas-Chœur, comme aussi sur les Communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe, sur les Chapitres, Prébendes, Sémi-Prébendes, Communautés & Monastères, qui, jusqu'à présent, ont contribué, ou n'ont pas contribué aux Décimes, aux Dons-gratuits, aux Subventions & aux autres impositions ; ainsi qu'il est plus au long porté par ladite délibération. OÙ le rapport du sieur Turgo, Conseiller ordinaire & au Conseil Royal, Contrôleur-Général des Finances. LE ROI ETANT EN SON CONSEIL, a confirmé, approuvé & autorisé lesdites délibérations des 13 Juillet & 18 Septembre 1775. Veut & entend Sa Majesté qu'elles soient exécutées selon

leur forme & teneur ; & en conséquence, permet Sa Majesté qu'il soit fait un emprunt, à constitution de rente au denier vingt-cinq, au nom du Clergé, & dont les arrérages commenceront à courir du premier Juillet 1775 à de ladite somme de seize millions, pour payer le Don-gratuit de pareille somme, accordé à Sa Majesté par ladite délibération du 13 Juillet dernier. Ordonne Sa Majesté, que, par les sieurs Commissaires nommés par ladite Assemblée, tant conjointement que séparément, en cas d'absence de quelqu'un d'entr'eux, il sera passé des Contrats de constitution au denier vingt-cinq, au profit de ceux qui fourniront ladite somme, pardevant tels Notaires que les Prêteurs voudront choisir ; par lesquels Contrats ils obligeront tous les biens ecclésiastiques du général & des particuliers dudit Clergé de France, solidairement, sans division, discussion, ni fidejussion, sous les renonciations requises, de payer les arrérages desdites rentes en la Ville de Paris, au Bureau de la Recette générale du Clergé de France, de six mois en six mois, sans aucun retardement, ni que lesdites rentes puissent être ci-après retranchées, ni réduites, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être. Veut & entend Sa Majesté, que les sommes principales qui seront empruntées, soient mises entre les mains du sieur François-David Bollioud, Chevalier, Seigneur de Saint-Julien, Receveur-Général du Clergé de France, pour être par lui remises au Trésor-Royal, moyennant laquelle remise ledit Clergé demeurera déchargé desdites sommes envers Sa Majesté, pour raison desquelles il sera passé des Contrats de constitution de rente, dans lesquels ledit Sr. de Saint-Julien interviendra, & s'obligera au paiement des arrérages des rentes qui seront constituées ; & il sera tenu de retirer les quittances du Trésor-Royal, tant à sa décharge, qu'à celle du Clergé, de ladite somme de seize millions, dans lesquelles quittances il sera fait mention que les deniers seront provenus desdits emprunts ; desquelles sommes principales reçues par ledit sieur de Saint-Julien, & des paiements qui seront par lui faits au Trésor-Royal, il rendra compte à la prochaine Assemblée du Clergé, pour en être le double, avec les quittances du Trésor-Royal, remis aux Archives du Clergé. Permet Sa Majesté, que, pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées en vertu de ladite délibération & du présent Arrêt, les cinquante-huit millions trois cents quatorze mille cent quatre-vingt-quatorze livres onze sols huit deniers de capitaux au denier vingt-cinq, restant dus au premier Octobre prochain, les remboursements faits au même jour prélevés, seront réunis aux seize millions du nouveau Don-gratuit qui vient d'être accordé à Sa Majesté par ladite Assemblée, & qu'il y sera joint la somme de deux millions deux cents sols & un mille huit cents soixante livres, à laquelle montoient, au premier Avril dernier, les capitaux des rentes converties du denier vingt au denier vingt-cinq, depuis l'année 1770, en exécution de la délibération du 26 Sept. 1765, pour faire ensemble une masse de capitaux au denier vingt-cinq, de soixante-seize millions cinq cents soixante-seize mille

cinquante-quatre livres onze sols huit deniers, dont les intérêts annuels montent à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers. Ordonne Sa Majesté, que, pour faire le fonds de ces arrérages, & pourvoir en même-temps au remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1776, on se servira de l'imposition destinée par l'Assemblée de 1770 pour le service des rentes au denier vingt-cinq, qui étoit, distraction faite des trois deniers pour livre des Receveurs Diocésains, de la somme de trois millions sept cents trente-huit mille deux cents soixante-quatorze livres six sols; mais qui, par la distraction des cent mille livres affectées au paiement de la rente de l'Ordre de Saint-Lazare, & des douze mille livres de supplément d'appointements du Receveur-Général, se trouve réduite à trois millions six cents vingt-six mille deux cents soixante-quatorze livres six sols, auxquels seront ajoutés les quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze livres huit sols, qui seront repris sur le département des rentes au denier vingt, pour les arrérages des parties converties au denier vingt-cinq, depuis 1770 : au moyen de quoi, la somme principale de cette imposition se trouvera être de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze sols; que les arrérages des capitaux au denier vingt-cinq réunis, ne montant qu'à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers, il restera encore un fonds annuel de six cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers, auquel ajoutant les cinq cents mille livres du secours annuel accordé par Sa Majesté au Clergé, le fonds général des remboursements des capitaux des rentes au denier vingt-cinq réunis, sera, par an, de onze cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers. En conséquence, ordonne Sa Majesté, qu'il sera fait & arrêté dans ladite Assemblée quatre départements : le premier, de la somme de cent mille livres, pour servir, à compter du terme de Noël prochain & à l'avenir, au paiement de la rente créée par le Clergé à l'Ordre de Saint-Lazare, en conséquence de la délibération du 15 Juillet 1771, & de la Transaction passée entre les Commissaires du Clergé & ceux du dit Ordre, le 18 Mars 1773 : le second, de la somme de cent trente-deux mille livres, sera affecté, à compter du même terme, au paiement, tant des cent vingt mille livres d'appointements du Receveur-Général du Clergé, que des douze mille livres de supplément qui lui furent accordées en 1753; lequel département tiendra lieu de celui de cent vingt mille livres, ordonné en 1765, qui, à compter du terme de Noël prochain & à l'avenir, demeurera éteint & supprimé. Ordonne Sa Majesté, que, tant cette imposition, que celle de cent mille liv. de l'Ordre de Saint-Lazare, seront levées, sans taxations sur tous les Contribuables, ainsi que les autres impositions qui composent le compte des anciennes décimes : le troisième, de la somme de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix den., à laquelle se trouve réduite, par la distraction des quatre-vingt-dix mille

quatre cents soixante-quatorze livres huit sols; l'imposition ordonnée en 1771, pour le service des rentes au denier vingt, & dont il avoit été fait un département, qui demeurera éteint & supprimé, à compter du terme de Noël prochain, au moyen du nouveau département, qui commencera d'être exécuté à compter du même terme, & qui continuera d'être employé au paiement des arrérages & au remboursement de tous les capitaux qui restent à rembourser sur les rentes au denier vingt; & le quatrième & dernier, de la somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, à laquelle monte, y compris les taxations de trois deniers pour livre accordés aux Receveurs Diocésains des décimes, l'imposition ordonnée par ladite délibération pour le service des rentes au denier vingt-cinq; lequel département, qui commencera d'être exécuté, à compter du terme de Noël prochain, tiendra lieu de celui arrêté en 1770, qui demeurera éteint & supprimé au même terme, & servira, à commencer au premier Avril 1776 & à l'avenir, au paiement des arrérages & au remboursement des capitaux de tous les emprunts au denier vingt-cinq réunis. Qu'à l'égard des arrérages de trois mois qui seront dus aux Rentiers du nouvel emprunt, depuis le premier Juillet dernier, jusqu'au premier Octobre prochain, montant à la somme de cent soixante mille livres, le fonds en sera fait par Sa Majesté, qui consent que la retenue de cette somme soit faite sur le dernier paiement du présent Don-gratuit : Voulant Sa Majesté, qu'en considération de ce secours, les Rentiers jouissent de l'intérêt de leurs fonds, à compter dudit jour premier Juillet. Ordonne Sa Majesté, que, pour faciliter autant qu'il sera possible, la conversion des rentes du denier vingt au denier vingt-cinq, le Receveur-Général du Clergé soit & demeure autorisé de nouveau à continuer de recevoir tous les fonds qui lui seront offerts au denier vingt-cinq, au-delà des seize millions du présent Don-gratuit, pour les employer en remboursements des rentes au denier vingt, jusqu'à leur entière extinction, en conformité des délibérations des Assemblées du Clergé, des 16 Septembre 1765 & 6 Septembre 1770. Veut & entend Sa Majesté, que les deux impositions de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix deniers, & de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, dont il sera fait dans ladite Assemblée deux départements pour les rentes au denier vingt & pour les rentes au denier vingt-cinq, soient levées jusqu'à l'entière extinction desdites rentes, tant en principaux, qu'arrérages, sur tous les Diocèses & Pays compris dans les rôles des Décimes; même sur les Diocèses & Pays abonnés avec le Clergé, nonobstant tous Traitez, Concordats, Abonnements & pieds fixés par lesdits Abonnements, Arrêts du Conseil, Lettres-Patentes données en confirmation d'iceux, auxquels Sa Majesté a dérogé & déroge, & sur tous les Diocèses & Pays abonnés, ou non abonnés, sur tous les Bénéfices & Communautés Ecclésiastiques, tant séculières, que régulières de l'un & de l'autre sexe, même de Religieux &

Religieuses Hospitalières, qui ont l'administration de leurs revenus, & qui ont d'autres biens que ceux destinés par fondation à l'entretien des Pauvres, Collèges, Séminaires, Maisons nouvellement établies, Monies Conventuelles, soit qu'elles soient composées de fonds, ou seulement payées en pensions d'argent ou autrement, Offices claustraux, Dignités dans les Eglises, Chapelles, Prestimoniaires, Obits en quelques Eglises, Paroisses & Chapelles qu'ils soient fondés, Maladreries non réunies à des Hôpitaux, Fabriques, Confrairies, même de Pénitents, Fondations rurales, payant, ou non payant tailles, distributions, & généralement sur tous les possédants & jouissans des biens Ecclésiastiques de quelque qualité qu'ils soient, payant, ou non payant décimes, sur tous les Emplois Ecclésiastiques, Honoraires, Pensions, même sur les gages des Chantres & autres du Bas-Chœur; comme aussi sur les Communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe, sur les Chapitres, Prébendes, Sémi-Prébendes, Communautés & Monastères, qui, jusqu'à présent, ont contribué, ou n'ont pas contribué aux Décimes, aux Dons-gratuits, aux Subventions & autres impositions; ne seront néanmoins compris dans lesdits départemens, les Grands-Prieurés & Commanderies de l'Ordre de Malte, en considération des grandes dépenses que les Chevaliers & Commandeurs sont obligés de faire pour la défense de la Chrétienté, sans préjudice toutefois de les imposer lorsque le Clergé le jugera à propos, suivant le Traité fait avec eux: Ordonne Sa Majesté, que les Monies conventuelles, & tous autres qui seront imposés séparément dans les rôles qui seront faits en exécution de ladite délibération, seront tenus de payer leurs taxes, sans pouvoir les répéter, ni les faire payer aux Titulaires des Bénéfices, comme possédant & jouissant du tiers-loy, quand même ledit tiers-loy ne seroit pas épuisé par l'acquit des autres charges, & sous quelque autre prétexte que ce soit, comme partage de Monies, Concordats, Transfactions anciennes & nouvelles, & encore qu'il fut stipulé par traités, ou conventions, ou ordonné par Jugemens & Arrêts, qu'ils jouiront de leurs revenus francs & quittes de toutes charges, même des Décimes ordinaires & extraordinaires & Dons-gratuits, & généralement de toutes impositions qui pourroient être faites pour raison desdits biens, nonobstant toutes choses à ce contraires, auxquelles Sa Majesté a dérogé & déroge. Veu Sa Majesté, que toutes personnes qui jouissent, ou jouiront de pensions sur Bénéfices, continuant de contribuer des trois dixièmes de leurs pensions, tant que les impositions destinées à la libération des anciens emprunts au denier vingt & au denier vingt-cinq, & de celui qui sera fait pour le présent Don-gratuit, seront levés, & jusqu'à ce que lesdits emprunts soient entièrement acquittés en principaux & arrérages, & qu'ils paient lesdits trois dixièmes de leurs pensions, nonobstant les clauses apposées dans leurs Brevets, Signatures & Concordats de création desdites pensions, & encore qu'il soit porté & spécifié en iceux, que lesdites pensions seront franches & quittes de toutes charges, à l'exception néanmoins de ceux qui ont gâgné des Cures, après les avoir desservies

pendant quinze ans, ou qui auront réservé une pension pour vivre, à cause d'une notable infirmité, lesquels ne paieront rien sur lesdites pensions à la décharge des Titulaires: & d'autant qu'il y a des Bénéfices annexés à d'autres Bénéfices, ou à des Communautés, veu Sa Majesté que lesdites Annexes demeurent taxées en leur chef-lieu, même celles qui sont situées dans les Provinces qui ne sont pas du Clergé de France, non sujettes aux décimes, & qui sont sous l'obéissance du Roi, si ce n'est qu'elles ne soient comprises séparément dans les rôles des Contribuables des Diocèses où elles sont situées, & outre cela, qu'elles aient été séparément taxées dans le département général de 1770. Ordonne Sa Majesté que, conformément & au désir des dernières délibérations du Clergé, Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes qui les ont homologuées, tous & chacun les Bénéficiers, de quelque qualité, condition & dignité qu'ils soient, Communautés, tant séculières, que régulières de l'un & de l'autre sexe, tous les possédants & jouissans de biens Ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, toutes autres personnes ci-dessus exprimées, & généralement tous les Contribuables, sans exception, puissent être contraints au paiement de leurs taxes, suivant les départemens qui seront faits en ladite Assemblée sur les Diocèses, & suivant les rôles qui seront faits en chaque Diocèse, en exécution desdits départemens sur tous les Bénéfices & autres revenus sujets auxdites impositions, par les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux, Syndics & Députés de chaque Diocèse, selon la connoissance qu'ils auront en leur conscience de la qualité & revenus des Bénéfices & autres biens Ecclésiastiques possédés par lesdits Bénéficiers, sans qu'aucun de ceux qui seront imposés puissent s'en exempter, sous prétexte de transactions qui auroient fixé la quote-part des Bénéfices sur un pied certain par million, pour les précédentes impositions, & sous quelque prétexte que ce soit, même des privilèges & exemptions à eux accordés par Arrêts, Lettres-Patentes & Déclarations vérifiées dans les Cours Supérieures & Chambres Ecclésiastiques, & même avec le consentement des Syndics & Députés des Diocèses, auxquels S. M. a dérogé, nonobstant les Arrêts de vérification & enregistrement desd. Lettres & Privilèges, ou Transfactions, qui demeureront sans effet: Veut & entend Sa Majesté, que les départemens qui seront faits sur les Contribuables, en conséquence de ladite délibération, soient exécutés nonobstant toutes oppositions, ou appellations quelconques, ou Réglements de Juges, attendu la conséquence & le retardement de paiement qui pourroit en arriver; & s'il se forme quelques contestations au sujet desdits départemens & des paiements des taxes portées par iceux, ordonne Sa Majesté, que les Contribuables se pourvoient en première Instance aux Bureaux particuliers desdits Diocèses, qui jugeront en dernier ressort des taxes qui n'excéderont pas la somme de trente livres, & pour plus grande somme, par appel aux Bureaux généraux des décimes, qui ne pourront juger de Commissaires, ou par Sabbatines, que conformément à l'article XX de l'Edit de Sa Majesté, du mois de Mars 1673, à l'effet

de quoi Sa Majesté leur en attribue route Cour, Jurisdiction & connoissance, & l'interdit à tous autres Juges, même aux Intendants de Justice, Police & Finances dans les Provinces, & Commissaires départis en icelles, sans qu'aucuns des Contribuables puissent se soustraire de la Jurisdiction, tant des Bureaux particuliers des Diocèses, que des Bureaux généraux, sous prétexte d'exemptions & autres privilèges quelconques, ni qu'ils puissent être reçus à se pourvoir contre leurs taxes, ou par appel des Jugemens rendus aux Bureaux Diocésains pour les taxes excédant trente livres, qu'ils n'aient préalablement payé les termes échus, & qu'ils n'aient rapporté les quittances des Receveurs Diocésains. Ceux qui seront imposés, ne pourront se pourvoir contre les taxes auxquelles ils auront été compris dans les rôles, ni en demander la décharge, ou modération aux Bureaux Diocésains, qu'ils n'aient préalablement payé la moitié de leurs impositions, & donné un état de la valeur du revenu & des charges de leurs Bénéfices, Communautés, ou Monastères Conventuelles, ou Capitulaires, qui sera certifié véritable par celui qui se plaindra de la taxe, ensemble les pièces justificatives dudit état, à peine du double de son imposition; laquelle peine ne pourra être réputée comminatoire à lequel état ils seront tenus de joindre à leur Requête, sinon & à faute de donner ledit état par eux certifié véritable, & d'y joindre les pièces justificatives, la taxe demeurera telle qu'elle aura été imposée par le Bureau Diocésain, & les termes échus seront par eux payés, sans aucune répétition, jusqu'à ce qu'ils aient fourni ledit état & les pièces justificatives; sans quoi la Requête ne pourra être répondue, ni par les Bureaux Diocésains, ni par les Chambres Supérieures; & pour qu'il ne soit apporté aucun retardement à l'exécution, tant des départemens qui seront réglés dans chaque Diocèse, que des Jugemens & Sentences des Bureaux Diocésains, & paiements des taxes, les Chambres Ecclésiastiques Supérieures ne pourront donner mainlevée des saisies qui auront été faites à la requête des Diocèses, ni donner aucune défense d'exécuter, tant lesdits départemens, que lesdits Jugemens; lesquels, attendu la nature des deniers, doivent avoir leur exécution par provision, nonobstant toutes oppositions & appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Fait Sa Majesté très-expresse inhibitions & défenses aux Chambres Supérieures Ecclésiastiques, en prononçant sur les appels des Bureaux Diocésains, de fixer pour toujours à une certaine somme les quotes de ceux qui sont sujets aux impositions du Clergé, à peine de nullité des Jugemens qui seront rendus par les Chambres Supérieures Ecclésiastiques. Veut & ordonne Sa Majesté, que ceux qui pourroient avoir ci-devant obtenu de semblables Jugemens, ne puissent s'en servir, ni s'en prévaloir; ordonne Sa Majesté, que tous les Contribuables ci-dessus nommés, seront tenus de payer les sommes auxquelles ils seront imposés, en vertu de ladite délibération, outre & par-dessus leur part des impositions faites en conséquence des délibérations des précédentes Assemblées, & que tous les Bénéficiaires paieront leurs taxes, sans que, pour raison de

ce, le Service divin en soit diminué, ni qu'il soit retranché aucune chose de ce qui a accoutumé d'y être employé, ni aliéné du fonds des Obits & autres Fondations, en quelque manière que ce soit. Veut & entend Sa Majesté, que les taxes qui seront faites sur les Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurs & autres Bénéfices régis par les Economes, soient payées par les Fermiers, Receveurs & Economes desdits Bénéfices: veut & entend Sa Majesté, que sur ladite somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, dont est composé le département ordonné par ladite Assemblée, tant pour le paiement des arrérages, que pour le remboursement des capitaux des rentes au dernier vingt-cinq, & qui sera ainsi remise audit sieur Bollion de Saint-Jullien, Receveur-Général du Clergé, il soit pris le montant des rentes, tant des anciens emprunts au denier vingt-cinq, que de celles qui seront constituées pour ledit emprunt de seize millions, pour être payé aux Créanciers à qui lesdites rentes seront dues par chacun an, de six mois en six mois, à commencer au premier Avril 1776, sans aucun retardement, conformément aux Contrats qui leur en auront été passés, & le surplus de ladite imposition annuelle, lesdits arrérages & les taxations des Receveurs Diocésains prélevés, sera employé annuellement au remboursement des capitaux desdites rentes aux premier Avril & premier Octobre de chaque année, à commencer audit jour premier Avril 1776, au moyen de quoi les arrérages diminueront à proportion des remboursements qui en auront été faits, laquelle diminution augmentera aussi le fonds destiné aux remboursements des principaux, pris jusqu'à leur entière extinction, & seront lesdits remboursements faits suivant les états qui en seront arrêtés par les sieurs Commissaires nommés par ladite délibération, en avertissant chacun des Rentiers par acte signifié au domicile qu'ils auront élu en la Ville de Paris; savoir, un mois auparavant pour ceux qui y sont demeurants, & deux mois auparavant pour ceux demeurant dans les Provinces, sans que les significations puissent, ni doivent être faites ailleurs qu'aux domiciles qu'ils auront élus dans ladite Ville de Paris, par les Contrats de constitution desdites rentes: Ordonne Sa Majesté, que faite par lesdits Créanciers de se présenter à la caisse générale, par eux, ou par Procureurs spécialement fondés, pour recevoir leurs remboursements dans le délai marqué par les significations qui leur auront été ainsi faites desdits avertissements & sommations, les arrérages de leurs rentes cesseront, à compter du jour qui leur sera indiqué pour lesdits remboursements, & que ces fonds resteront déposés à la caisse générale, sans que lesdits Rentiers puissent former aucune contestation, sous prétexte que lesdits avertissements & sommations n'auront pas été accompagnés d'offres réelles & de deniers à découvert, & ce conformément à l'Arrêt du Conseil d'Etat, du 18 Avril 1741, que Sa Majesté a confirmé & confirme en tant que besoin seroit: Ordonne Sa Majesté, que pour parvenir au recouvrement des fonds destinés, tant au paiement des arrérages desdites rentes, qu'au remboursement des capitaux, les départ-

tements qui auront été arrêtés dans les Bureaux Diocésains, seront remis aux Receveurs des décimes; savoir, pour le terme de Noël prochain, le premier Octobre 1775; & pour les termes de Saint-Jean & Noël des années suivantes, les premier Février & premier Octobre de chaque année, pour par eux en faire le recouvrement sur les Contribuables, dans les mois d'Octobre & Novembre pour le terme de Noël, & dans les mois de Février & Mars, pour le terme de Saint-Jean de chaque année, & les sommes qui en proviendront, être par eux remises aux lieux où la recette Provinciale est établie, entre les mains de ceux que le Receveur-Général indiquera; savoir, pour le terme de Noël, avant le premier Janvier, & pour le terme de Saint-Jean, avant le premier Juillet, pour être lesdites sommes remises au Receveur-Général avant le premier Mars pour le terme de Noël, & avant le premier Septembre suivant, pour le terme de Saint-Jean de chaque année, & par lui employées à payer les arrérages, à commencer du premier Avril 1776, & à faire le remboursement des capitaux à commencer dudit jour, & ainsi continuer d'année en année, de six mois en six mois, jusqu'au parfait remboursement desdites rentes, tant en principaux, qu'arrérages; & faite par les Diocèses & Receveurs Diocésains, de payer exactement aux termes ci-dessus marqués, leur part & portion desdites impositions, ordonne Sa Majesté, qu'ils paieront au Receveur-Général du Clergé l'intérêt au denier vingt des sommes dont ils se trouveront en arriéré, attendu que lesdits deniers sont destinés & doivent être employés au paiement des arrérages & au remboursement des principaux desdits emprunts réunis, dont le Receveur-Général sera tenu de justifier à la prochaine Assemblée de 1780, lesquels intérêts courront; savoir, du premier Février, pour le terme de Noël, & du premier Août, pour le terme de Saint-Jean, & ce jusqu'au jour de l'actuel paiement. Veut & entend Sa Majesté, que moyennant trois deniers pour livre, qui seront accordés aux Receveurs Diocésains pour ledit recouvrement, montant d'une part à trente-sept mille quinze livres douze sols dix deniers, sur la somme de deux millions neuf cents soixante & un mille deux cents cinquante & une livres six sols, revenant net à la recette générale du Clergé, de l'imposition de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix deniers, dont est composé le département des rentes au denier vingt, & d'autre part à quarante-six mille quatre cents cinquante-neuf livres sept sols neuf deniers, sur la somme de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze sols, de l'imposition de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, dont est le département des rentes au denier vingt-cinq, lesquels trois deniers pour livre seront accordés aux Receveurs Diocésains, & qu'ils retiendront par leurs mains pour la recette actuelle qu'ils feront, ils seront tenus de remettre lesdites sommes imposées auxdits deux termes de Saint-Jean & de Noël, dans les lieux où les Recettes Provinciales sont établies, entre les mains de ceux que ledit

seigneur Receveur-Général du Clergé nommera pour faire le recouvrement sur ses quittances, qui seront visées par les Agents-Généraux du Clergé; lesquels trois deniers pour livre ne seront accordés auxdits Receveurs Diocésains, qu'à raison de la recette actuelle seulement, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sans que lesdits Receveurs Diocésains puissent prétendre plus grande somme, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, même pour frais de voiture, nonobstant les clauses portées par l'Edit de création des Offices de Receveurs Diocésains & autres titres, auxquels Sa Majesté a dérogé & déroge pour ce regard; lesquels trois deniers pour livre seront supportés par le Clergé, au moyen de la somme de cent trente-trois mille trois cents trente-trois livres six sols huit deniers, que Sa Majesté a accordée & accorde au Clergé, pour la remise ordinaire de deux deniers pour livre, & dont Elle consent que la retenue soit faite sur le dernier paiement du présent Don-gratuit. Permet Sa Majesté au Receveur-Général du Clergé, pour la facilité de ceux des Rentiers qui voudront être payés des arrérages de leurs rentes dans les Provinces, de se charger, par les Contrats, de leur faire payer lesdits arrérages par les Receveurs des Décimes, les Préposés aux Recettes Provinciales, ou par ceux qui seront par lui commis, par chacun an, dans lesdits deux termes; & d'autant que les Contrats, dont les arrérages seront payés dans les Provinces, doivent être passés à Paris, & que les Rentiers doivent être immatriculés sur les registres du Clergé; les arrérages desdites rentes ne seront payés qu'à ceux qui seront désignés & nommés dans les états qui seront envoyés par le Receveur-Général du Clergé à ses Commis & Préposés aux Recettes Provinciales, ou aux Receveurs des Décimes; & en cas de changement, ou mutation, les Propriétaires desdites rentes seront tenus d'envoyer à Paris, au Bureau de la Recette générale du Clergé, les actes suffisants & valables, pour autoriser le Clergé à faire ces changements; & le paiement des arrérages desdites rentes, ne pourra être fait que sur les extraits desdites immatricules, qui seront délivrés par ledit seigneur Receveur-Général. Veut & entend Sa Majesté, que le remboursement des capitaux desdites rentes réunies par ladite Délibération, ne puisse être fait qu'à Paris, au Bureau de la Recette générale du Clergé, & les saisies & oppositions qui se feront à l'avenir sur les arrérages & capitaux dus auxdits Rentiers, se feront au Bureau de ladite Recette générale à Paris, & non ailleurs, à peine de nullité. Ordonne Sa Majesté, que toutes saisies, significations d'Arrêts, Sentences, Transports & autres Actes concernant lesdites rentes, ne seront valables qu'après que les originaux auront été visés & paraphés par le Commis préposé par le Receveur-Général, lequel ne pourra être contraint d'affirmer en personne, en conséquence des assignations qui lui seront données pour raison des sommes qu'il devra, en ladite qualité, aux Rentiers saisis, mais seulement de faire sa déclaration par le ministère du Procureur qu'il aura constitué pour répondre sur lesdites assignations; & ne sera pareillement contraint ledit seigneur Receveur-Général, de représenter en

en original les acquits des sommes qu'il aura payées, attendu qu'un Comptable ne doit point abandonner les acquits, qu'il est obligé de conserver, pour les représenter au jugement de ses comptes, & les remettre aux Archives du Clergé. Nul Diocèse ne pourra, pour quelque cause, & sous quelque prétexte que ce soit, se séparer de la caisse générale, pour raison des impositions ordonnées par ladite Délibération; & seront tous les Diocèses tenus de remettre à la caisse générale du Clergé, dans les termes ci-dessus, leur part desdites impositions, destinées, tant au paiement des arrérages desdites rentes, qu'aux remboursements des capitaux. Permet Sa Majesté auxdits Sieurs Commissaires nommés par ladite Délibération, en cas que dans la suite il se présente des personnes qui aient besoin des sommes qu'elles auront prêtées, de prendre les mêmes sommes à constitution de nouvelles rentes au même denier vingt-cinq, pour être employées au rachat des rentes de ceux qui voudront être remboursés, jusqu'à concurrence d'icelles, aux mêmes stipulations, clauses, conditions & obligations ci-dessus; à la charge, & non autrement, qu'il sera porté par le nouveau Contrat de constitution, que l'emprunt sera fait pour payer un Créancier du Clergé, & que dans les quittances que le Créancier fournira, il sera fait mention que ce sera des mêmes deniers qui auront été empruntés de celui à qui on aura fourni le nouveau Contrat, afin que celui qui aura prêté pour le remboursement, soit subrogé aux droits & hypothèques de celui qui aura été remboursé, & qu'il sera les frais dudit Contrat. Déclare Sa Majesté, les rentes qui seront constituées par le Clergé, en vertu de ladite Délibération, au profit des Diocèses, Bénédictins, Communautés Ecclésiastiques, Séculières & Régulières, & autres Gens de main-morte, n'être sujettes aux droits d'amortissement, nouveaux acquêts & autres, non plus que les rentes qu'ils pourront acquérir de celles qui seront constituées par le Clergé, dont, en tant que besoin, Sa Majesté les a déchargés & décharge, même dans le cas où les rentes constituées sur le Clergé seroient acquises, données, ou léguées pour cause de fondation, ou œuvres pies, dérogeant, à cet effet, Sa Majesté à l'article IX de l'Arrêt du Conseil, du 23 Avril 1751. Déclare pareillement Sa Majesté, exemptes de toutes retenues des deux vingtièmes, & des quatre sols pour livre du premier vingtième, les rentes qui seront constituées en vertu de ladite Délibération, & permet que ladite exemption soit stipulée dans les Contrats de constitution qui seront passés. A l'égard des deux vingtièmes, & des quatre sols pour livre du premier vingtième de toutes les rentes actuellement subsistantes sur le Clergé, Sa Majesté en a abandonné & abandonne le produit au Clergé, dérogeant à cet effet à l'article IV de la Déclaration du 29 Août 1741, & à l'article VI de l'Edit du mois de Mai 1749, en ce qui concerne les rentes sur le Clergé seulement. Veut & entend Sa Majesté, que tous les Contrats & autres Actes qui seront passés par le Clergé-Général & par les Diocèses, concernant ledit emprunt de seize millions, soient exempts de tous droits de contrôle, inscription & autres de cette nature; & que

Table de la Coll. des P. V.

tous les avertissements, commandements, assignations, saisies & autres exécutions, quittances, registres, procurations, délibérations & autres expéditions, & toutes les diligences qu'il conviendra faire pour raison du recouvrement des impositions ordonnées par ladite Délibération, & de toutes les autres impositions faites jusqu'à ce jour sur le Clergé, continuent d'être faites en papier, ou parchemin non timbrés, sans être sujettes au paiement des droits de contrôle. Permet Sa Majesté, d'emprunter ladite somme de seize millions, ou partie d'icelle, des Etrangers non naturalisés, & de ceux demeurant hors du Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de l'obéissance de Sa Majesté, ainsi que s'ils étoient ses propres Sujets, & auxdits Etrangers de disposer des rentes qui leur auront été constituées par le Clergé, ou qu'ils acquerront sur lui, soit entre-vifs, par testament ou autrement, en quelque sorte & manière que ce soit. Veut & entend Sa Majesté, qu'au cas qu'ils n'en aient pas disposé, leurs héritiers leur succèdent, encore que leurs Donataires, Légataires, ou Héritiers fussent Etrangers & non Regnicoles; à l'effet de quoi Sa Majesté a expressément renoncé au droit d'aubaine, même à celui de confiscation, au cas qu'ils fussent Sujets des Princes, ou Etats contre lesquels Sa Majesté pourroit être ci-après en guerre. Lesquelles rentes seront exemptes de toutes Lettres de marque & de représailles pour quelque cause que ce soit; sans que lesdites rentes puissent être saisies par leurs Créanciers, Regnicoles ou Etrangers. Et pour l'exécution du présent Arrêt, toutes Lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau ce vingt & unième Octobre mil sept cent soixante-quinze.

Signé, DE LAMOIGNON.

N^o. III.

Lettres-Patentes du Roi, du 21 Octobre 1775, qui confirment & autorisent les Délibérations de l'Assemblée-Générale du Clergé, des 13 Juillet & 18 Septembre, au sujet de la somme de seize millions de Don-gratuit accordé au Roi.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut. Nos amés & féaux Conseillers en nos Conseils, Archevêques, Evêques & autres Députés composant l'Assemblée-Générale du Clergé de France, qui se tient par notre permission, nous ont accordé, par délibération par eux prise, le 13 Juillet dernier, la somme de seize millions de livres, par forme de Don-gratuit : ils ont depuis, par une autre délibération du 18 Septembre, arrêté, &c. [Le reste n'est qu'une répétition de l'Arrêt précédent.]

Rrrrrr

N^o. IV.

Contrat fait & passé entre le Roi & le Clergé de France, le 10 Décembre 1775, pour le paiement de la somme de seize millions de Don-gratuit accordé à Sa Majesté par l'Assemblée Générale, tenue à Paris en l'année 1775.

PARDEVANT les Conseillers du Roi, Notaires au Châtelet de Paris, soussignés, furent présents Illustriſſimes & Révérendiſſimes Peres en Dieu, Messieurs Jean-François de Montiller, Archevêque, Seigneur d'Auch,.....

Ledits Seigneurs de l'Assemblée ont accordé & accordent à Sa Majesté ledits seize millions, par forme de Don-gratuit, suivant les délibérations des 15 Juillet & 18 Septembre de la même année, laquelle sera payée par voie d'emprunt.

Et pour payer ledits seize millions de livres accordés au Roi pour le Don-gratuit, ledits Seigneurs du Clergé promettent d'en faire incessamment l'emprunt par constitution de rente au denier vingt-cinq; & pour l'exécution dudit emprunt, ils ont nommé Son Eminence Mgr. le Cardinal de la Roche-Aymon, Archev. de Reims; & en cas de mort, ou d'absence dudit Seigneur Cardinal, le plus ancien Archevêque, ou Evêque Titulaire qui se trouvera à Paris, & Meilleurs les Agents-Généraux du Clergé de France, auxquels ils donnent pouvoir & puissance, tant conjointement, que séparément, de, pour & au nom dudit Clergé, prendre & emprunter, à constitution de rentes au denier vingt-cinq, la somme de seize millions, passer tous Contrats de constitution pardevant Notaires à ceux qui fourniront ledit. sommes; obliger tous les biens ecclésiastiques du général & des particuliers dudit Clergé de France, solidairement, sans division, discussion, ni sùdijſſion, sous les renonciations requises, de payer, en espèces sonnantes, ledites rentes en cette Ville de Paris, au Bureau de la Recette-Générale dudit Clergé, de six mois en six mois, sans aucun retardement, ni que ledites rentes puissent être ci-après réduites, ni retranchées, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, ou puisse être.

A l'égard des sommes principales qui seront empruntées, elles seront remises entre les mains de Messire François-David Bollivoud de Saint-Jullien, Receveur-Général du Clergé de France, moyennant laquelle remise le Clergé demeurera déchargé desdites sommes envers Sa Majesté, pour raison desquelles il sera passé tous les Contrats de constitution de rentes à ce nécessaires, dans lesquels ledit Sr. Bollivoud de Saint-Jullien interviendra, & s'obligera au paiement des arrérages des rentes qui seront constituées, & il sera obligé de retirer les quittances du Trésor-Royal pour ledits seize millions, tant à sa décharge, qu'à celle du Clergé; dans lesquelles quittances, il sera fait mention que les deniers seront provenus dudit

emprunt; desquelles sommes principales qu'il recevra, & des paiements qu'il en fera au Trésor-Royal, il dressera un compte de recette & de dépense, qui sera arrêté dans la prochaine Assemblée du Clergé, un double duquel compte, avec les quittances, sera remis aux Archives du Clergé.

Les arrérages des rentes qui seront constituées sur ledit emprunt, seront payés aux Rentiers, depuis le premier Juillet de la présente année, Sa Majesté ayant consenti d'en faire le fonds jusqu'au premier Octobre de cette année, & que la retenue s'en fasse par le Receveur-Général du Clergé, sur le montant du présent Don-gratuit, en ce non compris les deux deniers pour livre de remise ordinaire; désirant Sa Majesté, qu'en considération de ce secours, les arrérages soient payés aux Rentiers du nouveau emprunt, à compter dudit jour premier Juillet de la présente année.

Et pour faire le fonds des arrérages des rentes qui seront constituées en vertu de ladite délibération, pour la somme de seize millions de livres, & même pourvoir dès-l-présent au remboursement des capitaux, afin que le Clergé puisse en être acquitté en quelques années, ledits Seigneurs du Clergé ont arrêté:

Que les cinquante-huit millions trois cents quatorze mille cent quatre-vingt-quatorze liv. onze sols huit deniers de capitaux au denier vingt-cinq, restant dus au premier Octobre de cette année, les remboursements faits au même jour prélevés, seront réunis aux seize millions du nouveau Don-gratuit qui vient d'être accordé au Roi par la présente Assemblée, & qu'il y sera joint la somme de deux millions deux cents soixante & un mille huit cents soixante livres, à laquelle montoient, au premier Avril dernier, les capitaux des rentes converties du denier vingt au denier vingt-cinq, depuis l'année 1770, en exécution de la dé-livération du 26 Septembre 1765, pour faire ensemble une masse de capitaux au denier vingt-cinq, de soixante-seize millions cinq cents soixante-seize mille cinquante-quatre livres onze sols huit deniers, dont les intérêts annuels montent à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers.

Que pour faire le fonds de ces arrérages, & pourvoir en même-temps au remboursement des capitaux, à commencer au premier Avril 1776, on se servira de l'imposition destinée par l'Assemblée de 1770, pour le service des rentes au denier vingt-cinq, qui étoit, déduction faite des trois deniers pour livre des Recettes Diocésaines, de la somme de trois millions sept cents trente-huit mille deux cents soixante-quatorze livres six sols; mais qui, au moyen de la distraction des cent mille livres affectées au paiement de la rente de l'Ordre de Saint-Lazare, & des douze mille livres de supplément d'appointements du Receveur-Général, se trouve réduite à trois millions six cents vingt-six mille deux cents soixante-quatorze livres six sols, auxquels seront ajoutés les quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze liv. huit sols, qui seront repris sur les départements des rentes au denier vingt, pour les arrérages

des parties converties au denier vingt-cinq depuis 1770; au moyen de quoi la somme principale de cette imposition, se trouvera être de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze sols.

Que les arrérages des capitaux au denier vingt-cinq réunis, ne montant qu'à la somme de trois millions soixante-trois mille quarante-deux livres trois sols huit deniers, il restera encore un fonds annuel de six cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers, pour le remboursement des capitaux de ces rentes indistinctement; auquel ajoutant les cinq cents mille livres du secours annuel accordé par le Roi au Clergé, le fonds général des remboursements des capitaux des rentes au denier vingt-cinq réunis, sera, par an, de onze cents cinquante-trois mille sept cents six livres dix sols quatre deniers.

Qu'en conséquence, il sera fait & arrêté dans la présente Assemblée, quatre départe-

Le premier, de la somme de cent mille livres, pour servir, à compter du terme de Noël prochain & à l'avenir, au paiement de la rente créée par le Clergé à l'Ordre de Saint-Lazare, en conséquence de la délibération du 15 Juillet 1771, & de la transaction passée entre les Commissaires du Clergé & ceux du dit Ordre, le 18 Mars 1773.

Le second, de la somme de cent trente-deux mille livres, sera affecté, à compter du même terme, au paiement, tant des cent vingt mille livres d'appointements du Receveur-Général du Clergé, que des douze mille livres de supplément, qui lui furent accordés en 1735; lequel département tiendra lieu de celui de cent vingt mille livres, ordonné en 1765, qui, à compter du terme de Noël prochain, demeurera éteint & supprimé; pour, cette imposition, ainsi que celle de cent mille livres de l'Ordre de Saint-Lazare, être levées, sans taxations, sur tous les contribuables, ainsi que les autres impositions qui composent le compte des anciennes décimes, où elles seront aussi employées, à compter du même terme de Noël prochain, & à l'avenir.

Le troisième, de la somme de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols dix deniers, à laquelle se trouve réduite, par la distraction des quatre-vingt-dix mille quatre cents soixante-quatorze livres huit sols, l'imposition ordonnée en 1771, pour le service des rentes au denier vingt, & dont il avoit été fait un département, qui demeurera éteint & supprimé, à compter du terme de Noël prochain, au moyen du présent département, qui commencera d'être exécuté, à compter du même terme, & qui continuera d'être employé au paiement des arrérages & au remboursement de tous les capitaux qui restent à rembourser sur les rentes au denier vingt.

Et le quatrième & dernier, de la somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, à laquelle monte, (y compris les taxations des trois deniers pour livre accordés aux Receveurs Diocésains des décimes,) l'imposition ordonnée par la présente délibération, pour le service des rentes au denier vingt-cinq; le-

quel département, qui commencera d'être exécuté, à compter du terme de Noël prochain, tiendra lieu de celui arrêté en 1770, (qui demeurera éteint & supprimé au même terme,) & servira, à commencer au premier Avril 1776 & à l'avenir, au paiement des arrérages & au remboursement des capitaux de tous les emprunts au denier vingt-cinq réunis.

Pour être les deux impositions de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six liv. dix-huit sols dix den., & de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit liv. un sol deux den., dont il sera fait, dans la présente Assemblée, deux départements pour les rentes au denier vingt, & pour les rentes au denier vingt-cinq, levées jusqu'à l'entière extinction d'eld. rentes, tant en principaux, qu'arrérages, & imposées sur tous les Diocèses & Pays compris dans les rôles des décimes, même sur les Diocèses & Pays abonnés avec le Clergé, nonobstant tous Traités, Concordats, Abonnements & pieds fixés par lesdits Abonnements, Arrêts du Conseil, Lettres-Patentes données en confirmation d'iceux, & sur tous les Diocèses & Pays abonnés, ou non abonnés; sur tous les Bénéficiaires & Communautés Ecclésiastiques, tant Séculières, que Régulières, de l'un & de l'autre sexe, même de Religieux & Religieuses Hospitalières qui ont l'administration de leurs revenus, & qui ont d'autres biens que ceux destinés par fondation à l'entretien des Pauvres, Collèges, Séminaires, Maisons nouvellement établies, Menses conventuelles, soit qu'elles soient composées de fonds, ou seulement payées en pensions d'argent, ou autrement; Offices claustraux, Dignités dans les Eglises, Chapelles, Prestimones, Obits, en quelques Eglises, Paroisses & Chapelles qu'ils soient fondés; Maladreries non réunies à des Hôpitaux, Fabriques, Confrairies, même de Pénitents, Fondations rurales, payantes, ou non payantes, tailles, distributions, & généralement sur tous les possédants & jouissants des biens ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, payants, ou non payants décimes; sur tous les emplois ecclésiastiques, honoraires, pensions, même sur les gages des Chantres & autres du Bas-Chœur; comme aussi sur les Communautés Séculières & Régulières de l'un & de l'autre sexe, qui, jusqu'à présent, n'ont contribué, ni aux Décimes, ni aux Dons-gratuits, Subventions & autres impositions; & encore sur les Chapitres, Prébendes, Sémi-Prébendes, Communautés & Monastères, qui ont été ci-devant imposés aux Décimes, Dons-gratuits, Subventions & autres impositions.

Ne seront néanmoins compris dans ledit département, les Grands-Prieurés & Commanderies de l'Ordre de Malthe, en considération des grandes dépenses que les Chevaliers & Commandeurs sont obligés de faire pour la défense de la Chrétienté, sans préjudice toutefois de les imposer, lorsque le Clergé le jugera à propos, suivant le Traité fait avec eux.

Les Menses conventuelles & tous autres qui seront imposés séparément dans les rôles, qui seront faits en exécution de la présente délibération, seront tenus de payer leurs taxes, sans pouvoir les répéter, ni les faire payer aux Titulaires des Bénéfices, comme possédants

de jouissants du tiers-lot, quand même ledit tiers-lot ne seroit pas épuisé par l'acquit des autres charges, & sous quelque autre prétexte que ce soit, comme partage de Menfes, Concordats, Transfactions anciennes & nouvelles, & encore qu'il fût stipulé par Traité, ou Conventions, ou ordonné par Jugemens & Arrêts, qu'ils jouiront de leurs revenus francs & quittes de toutes charges, même de Décimes ordinaires & extraordinaires, & Dons-gratuits, & généralement de toutes impositions qui pourroient être faites pour raison desdits biens, nonobstant toutes choses à ce contraires.

Toutes personnes qui jouissent, ou jouiront de pensions sur Bénéfices, continueront de contribuer des trois dixièmes de leurs pensions, tant que les impositions destinées à la libération des emprunts au denier vingt & au denier vingt-cinq, & de celui qui sera fait pour le présent Don-gratuit, seront levées jusqu'à ce que lesdits emprunts soient entièrement acquittés en principaux & arrérages, & paieront lesdits trois dixièmes, nonobstant les clauses apposées dans leurs brevets, signatures & concordats de création desdites pensions, & encore qu'il soit porté & spécifié en iceux, que lesdites pensions seront franches & quittes de toutes charges, à l'exception de ceux qui ont régné des Cures, après les avoir desservies pendant quinze ans, ou qui ont réservé une pension pour vivre, à cause d'une notable infirmité, lesquels ne paieront rien sur lesdites pensions, à la décharge des Titulaires.

Et d'autant qu'il y a des Bénéfices annexés à d'autres Bénéfices, ou à des Communautés, lesdites annexes demeureront taxées en leur chef-lieu, même celles qui sont situées dans les Provinces qui ne sont pas du Clergé de France, non sujettes aux décimes, & qui sont sous l'obéissance du Roi, si ce n'est qu'elles ne soient comprises séparément dans les rôles des contribuables des Diocèses où elles sont situées, & outre cela, qu'elles y aient été séparément taxées dans le département de 1770.

Conformément & au désir des dernières Délibérations, Arrêts du Conseil & Lettres-*Patentes* qui les ont homologuées, tous & chacun des Bénéficiers, de quelque qualité, condition & dignité qu'ils soient, Communautés, tant séculières que régulières, de l'un & de l'autre sexe, tous les possédants & jouissants des biens ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, toutes autres personnes ci-dessus exprimées, & généralement tous les contribuables, sans exception, paieront leurs taxes, suivant les départements qui seront faits en ladite Assemblée, suivant les rôles qui seront faits dans chaque Diocèse, en exécution des départements arrêtés dans la présente Assemblée, sur tous les Bénéfices & autres revenus sujets à ladite imposition, par les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires-Généraux, Syndics & Députés de chaque Diocèse, selon la connoissance qu'ils auront en leur conscience, de la qualité & revenus des Bénéfices & autres biens ecclésiastiques possédés par lesdits Bénéficiers, sans qu'aucuns de ceux qui seront imposés, puissent s'en exempter, sous prétexte de transactions qui auroient

fixé la quote-part des Bénéfices sur un pied certain par million, pour les précédentes impositions, ou sous prétexte de privilèges & exemptions à eux accordés par Arrêts, Lettres-*Patentes* & Déclarations, vérifiés dans les Cours Supérieures & Chambres Ecclésiastiques, & même avec le consentement des Syndics & Députés des Diocèses, auxquels Sa Majesté sera suppliée de déroger, nonobstant les Arrêts de vérification & enregistrement desd. Lettres & Privilèges, ou Transactions, qui demeureront sans effet; lesquels départements, sur les contribuables dans chacun Diocèse, seront exécutés, nonobstant toutes oppositions, appellations quelconques, ou réglemens de Juges, attendu la conséquence & le retardement du paiement qui pourroit en arriver.

Et s'il se forme quelques contestations au sujet desdits départements & paiements des taxes portées par iceux, lesdits contribuables se pourvoiront, en première instance, aux Bureaux particuliers des Diocèses, qui jugeront, en dernier ressort, des taxes qui n'excéderont pas trente livres; & pour plus grande somme, par appel aux Bureaux généraux des Décimes, qui ne pourront juger de Commissaires, ou par Sabarines, que conformément à l'article XX de l'Edit de Sa Majesté, du mois de Mars 1673, la connoissance desdites contestations interdite à tous autres Juges, même aux Intendants de Justice, Police & Finances dans les Provinces, & Commissaires départis en icelles; & nul ne pourra se soustraire de la Jurisdiction, tant des Bureaux particuliers des Diocèses, que des Bureaux généraux, sous prétexte d'exemptions & autres privilèges quelconques, & sans que les contribuables puissent être regus à se pourvoir contre leurs taxes, ou par appel des Jugemens rendus aux Bureaux Diocésains, pour les taxes excédantes trente livres, qu'ils n'aient préalablement payé les termes échus, & qu'ils n'aient rapporté les quittances des Receveurs Diocésains.

Né pourront ceux qui seront imposés, se pourvoir contre les taxes auxquelles ils auront été compris dans les rôles, en demandant la décharge, ou modération aux Bureaux Diocésains, qu'ils n'aient au moins payé la moitié de leurs impositions, & donné un état de la valeur de leur revenu, & des charges de leurs Bénéfices, Communautés, ou Menfes Conventuelles, ou Capitulaires, certifié véritable par celui qui se plaindra de sa taxe, ensemble les pieces justificatives dudit état, à peine du double de son imposition, sans que lad. peine puisse être réputée comminatoire, lequel état ils seront tenus de joindre à leur Requête; & faute de donner ledit état, par eux certifié véritable, & d'y joindre les pieces justificatives, demeurera ladite taxe telle qu'elle aura été imposée par ledit Bureau Diocésain, & en seront les termes échus par eux payés, sans répétition, jusqu'à ce qu'ils aient fourni ledit état & les pieces justificatives, sans quoi la Requête ne pourra être répondue, ni par le Bureau Diocésain, ni par les Chambres Supérieures.

Et pour qu'il ne soit apporté aucun retardement à l'exécution, tant des départements qui

seront réglés dans chaque Diocèse, que des Sentences & Jugemens des Bureaux Diocésains, & au paiement des taxes, les Chambres Ecclésiastiques Supérieures ne pourront donner la main-levée des saisies qui pourront être faites à la requête des Receveurs des Diocèses, ni donner aucunes défenses d'exécuter, tant lesdits départemens, que lesdits Jugemens, lesquels, attendu la nature des deniers, doivent avoir leur sanction par provision, non-obstant toutes exceptions, ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles.

Sa Majesté sera très-humblement suppliée de faire défenses aux Chambres Supérieures Ecclésiastiques, en prononçant sur les appellations des Sentences des Bureaux Diocésains, de fixer pour toujours, à une certaine somme, les quotes de ceux qui sont sujets aux impositions du Clergé, à peine de nullité des Jugemens qui seront rendus par les Chambres Supérieures Ecclésiastiques, & d'ordonner que ceux qui pourroient avoir ci-devant obtenu de pareils Jugemens, ne pourront s'en servir, ni s'en prévaloir.

Paiement tous les contribuables ci-dessus nommés, les sommes auxquelles ils seront imposés, en exécution de la présente délibération, outre & par-dessus leur part des impositions faites en conséquence des délibérations des précédentes Assemblées.

Tous les Bénéficiers paieront leurs taxes, sans que, pour raison de ce, le Service divin en soit diminué, ni qu'il soit retranché aucune chose de ce qui a accoutumé d'y être employé, ni aliéné du fonds des Obits & autres fondations, en quelque manière que ce soit.

Les taxes faites sur les Archevêchés & Evêchés, Abbayes, Prieurés & autres Bénéfices régis par les Economes, seront payées par les Fermiers, Receveurs & Economes desdits Bénéfices.

Sur laquelle somme de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit liv. un sol deux deniers, ordonnée par ladite Assemblée, tant pour le paiement des arrérages, que pour le remboursement des capitaux des rentes au denier vingt-cinq, & qui sera ainsi remise audit sieur Bollouid de Saint-Jullien, Receveur-Général du Clergé, il sera pris le montant des rentes, tant des anciens emprunts au denier vingt-cinq, que de celles qui seront constituées pour ledit emprunt de seize millions, pour être payé aux créanciers à qui lesdites rentes seront dues par chacun an, de six mois en six mois, à commencer au premier Avril 1776, sans aucun retardement, conformément aux Contrats qui en auront été passés, & le surplus de ladite imposition annuelle, lesdits arrérages & les taxations des Receveurs Diocésains prélevés, sera employé annuellement au remboursement des capitaux desd. rentes aux premier Avril & premier Octobre de chaque année, à commencer audit jour premier Avril 1776; au moyen de quoi les arrérages diminueront, à proportion des remboursements qui en auront été faits, laquelle diminution augmentera aussi le fonds destiné aux remboursements des principaux, pris jusqu'à leur entière extinction.

Lesdits remboursements seront faits suivant les états qui en seront arrêtés par mondit

Sgr. Cardinal; & en cas de mort, ou d'absence dudit Sgr. Cardinal, par le plus ancien Archevêque, ou Evêque Titulaire qui se trouvera à Paris, & par Messieurs les Agents-Généraux du Clergé de France, en avertissant chacun des Rentiers, par acte signifié aux domiciles qu'ils auront élus en cette Ville de Paris; savoir, un mois auparavant pour ceux qui y seront demeurants, & deux mois auparavant pour ceux demeurants dans les Provinces, sans que les significations puissent, ni doivent être faites ailleurs qu'aux domiciles qu'ils auront élus en ladite ville de Paris, par les Contrats de constitution desdites rentes; & faute par lesd. Créanciers de se présenter à la Caisse générale, par eux, ou par Procureurs spécialement fondés, pour recevoir leurs remboursements dans le délai marqué par les significations qui leur auront été ainsi faites desdits avertissements & sommations, les arrérages de leurs rentes cesseront, à compter du jour qui leur sera indiqué pour lesdits remboursements, & les fonds resteront déposés dans la Caisse générale, sans que les Rentiers puissent former aucune contestation, sous prétexte que lesdits avertissements & sommations n'auront pas été accompagnés d'offres réelles & de deniers à découvrir, & ce conformément à l'Arrêt du Conseil d'Etat, du 18 Avril 1741.

Pour parvenir au recouvrement des fonds destinés, tant au paiement des arrérages desdites rentes, qu'au remboursement des capitaux, les Bureaux Diocésains seront tenus de remettre aux Receveurs Diocésains lesdits départemens; savoir, dès-à-présent & le plutôt possible, pour le terme de Noël prochain, & pour les termes de Saint-Jean & de Noël des années suivantes, les premier Février & premier Octobre de chaque année, pour par eux en faire le recouvrement sur les Contribuables, dans les mois d'Octobre & de Novembre, pour le terme de Noël, & dans les mois de Février & de Mars, pour le terme de Saint-Jean de chacune année, & les sommes qui en proviendront, être par eux remises aux lieux où la Recette Provinciale est établie, entre les mains de ceux que le Receveur-Général indiquera; savoir, pour le terme de Noël avant le premier Janvier, & pour le terme de Saint-Jean, avant le premier Juillet, pour être lesd. sommes remises au Receveur-Général, avant le premier Mars, pour le terme de Noël, & avant le premier Septembre suivant, pour le terme de Saint-Jean de chacune année, & par lui employées à payer les arrérages; à commencer au premier Avril 1776, & à faire le remboursement des capitaux audit jour, & ainsi continuer d'année en année, & de six mois en six mois, jusqu'au parfait remboursement desd. rentes réunies, tant en principaux qu'arrérages; & faute par les Diocèses & Receveurs des Décimes, de payer exactement, aux termes ci-dessus marqués, leur part & portion de ladite imposition, ils seront tenus de payer au Receveur-Général l'intérêt au denier vingt, des sommes dont ils se trouveront en retard, attendu que lesdits deniers sont destinés, & doivent être employés, tant au paiement des arrérages, qu'aux remboursements des capitaux desdits emprunts réunis, dont ledit sieur Receveur-Général sera tenu de justifier à la pro-

chaîne Assemblée de 1780, lesquels intérêts courront, savoir, du premier Février, pour le terme de Noël, & du premier Août, pour le terme de Saint-Jean, & ce, jusqu'au jour de l'actuel paiement.

Et moyennant trois deniers pour livre, montant, d'une part, à trente-sept mille quinze livres douze sols dix deniers, sur la somme de deux millions neuf cents soixante & un mille deux cents cinquante & une livres six sols, revenant net à la Recette générale du Clergé, de l'imposition de deux millions neuf cents quatre-vingt-dix-huit mille deux cents soixante-six livres dix-huit sols six deniers, dont est composé le département des rentes au denier vingt; & d'autre part, à quarante-six mille quatre cents cinquante-neuf livres sept sols deux deniers, sur la somme de trois millions sept cents seize mille sept cents quarante-huit livres quatorze sols, revenant net à la recette générale du Clergé, de l'imposition de trois millions sept cents soixante-trois mille deux cents huit livres un sol deux deniers, dont est composé le département des rentes au denier vingt-cinq; lesquels trois deniers pour livre seront accordés aux Receveurs Diocésains, & qu'ils retiendront par leurs mains, pour la recette actuelle qu'ils feront; ils seront tenus de remettre lesdites sommes imposées auxdits deux termes de Saint-Jean & de Noël, dans les lieux où les Recettes Provinciales sont établies, entre les mains de ceux que le Receveur-Général nommeta pour faire ce recouvrement, sur les quittances visées par Meilleurs les Agents-Généraux du Clergé, lesquels trois deniers pour livre ne seront accordés ausd. Receveurs Diocésains, qu'à raison de la recette actuelle seulement, ainsi qu'il est ci-dessus dit, sans que lesdits Receveurs Diocésains puissent prétendre plus grande somme, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, même pour frais de voiture, non-obstant les clauses portées par l'Edit de création de leurs Offices & autres titres auxquels S^a Majesté est suppliée de déroger pour ce regard; lesquels trois deniers pour livre seront supportés par le Clergé, au moyen de la somme de cent trente-trois mille trois cents trente-trois livres six sols huit deniers, qui sera supportée par le Roi, & retenue par le Clergé, sur le dernier paiement du présent Don-gratuit.

A l'égard de la somme à laquelle se trouvera monter aussi la gratification qui a été accordée aux Notaires, pour les prêts qu'ils feront desdits seize millions de livres, ladite somme sera entièrement supportée par le Roi, & retenue par lesdits Notaires, sur les sommes qu'ils feront prêter, au fur & à mesure qu'elles seront portées à la Caisse générale du Clergé; du montant desquelles gratifications des Notaires & desdits cent trente-trois mille trois cents trente-trois livres six sols huit deniers, que le Roi convient de supporter pour partie desdites taxations & frais de la levée desdits seize millions de livres, Sa Majesté fera expédier une Ordonnance payable audit sieur Bolioud de Saint-Jullien, par le sieur Garde du Trésor Royal, qui sera tenu de prendre le contenu en ladite Ordonnance pour comptant, pour faire ladite somme de seize millions de livres, afin qu'il puisse délivrer la quittance

pleine & entière à la décharge dudit sieur de Saint-Jullien.

S'il y a des Rentiers qui désirent être payés des arrérages de leurs rentes dans les Provinces, le Receveur-Général, pour leur en faciliter le paiement, pourra se charger, par les Contrats, de leur faire payer lesdits arrérages par les Receveurs des Décimés, ou par les Préposés aux Recettes Provinciales, ou par ceux qui seront par lui commis, par chacun an, dans lesdits deux termes; & comme les Contrats dont les arrérages seront payés dans les Provinces, doivent se passer à Paris, & être les Rentiers immatriculés sur les registres du Clergé, les arrérages ne seront payés qu'à ceux qui seront désignés & nommés dans les états qui seront envoyés par le Receveur-Général à ses Commis & Préposés aux Recettes Provinciales, ou aux Receveurs des Décimés, qui seront tenus de payer lesdits arrérages; & en cas de changement ou mutation, les Propriétaires desdites rentes seront tenus d'envoyer à Paris, au Bureau de la Recette générale du Clergé, les actes suffisants & valables pour autoriser le Clergé à faire ces changements, & le paiement des arrérages ne pourra être fait que sur les extraits desdites immatricules qui seront délivrées par ledit Receveur-Général. A l'égard du remboursement des capitaux desd. rentes réunies, & de celles qui seront constituées pour lesdits seize millions, il ne pourra être fait qu'à Paris, au Bureau de la Recette générale; les saisies, oppositions qui pourront être faites à l'avenir sur les arrérages & capitaux dus auxdits Rentiers, se feront au Bureau de ladite Recette générale à Paris, & non ailleurs, à peine de nullité.

Toutes saisies, significations d'Arrêts, Sentences, transports & autres Actes concernant lesdites rentes, ne seront valables, qu'autant qu'ils auront été paraphés par le Commis préposé par le Receveur-Général, lequel ne pourra être contraint d'affirmer en personne, en conséquence des assignations qui lui seront données pour raison des sommes qu'il devra en ladite qualité aux Rentiers saisis, mais seulement de faire sa déclaration par le ministère du Procureur qu'il aura constitué, pour répondre sur lesdites assignations; & ne sera pareillement contraint ledit Receveur-Général de représenter, en original, les acquits des sommes qu'il aura payées, attendu qu'un Comptable ne doit point abandonner ses acquits, qu'il est obligé de conserver pour représenter au jugement de ses comptes, & les remettre aux Archives du Clergé.

Nul Diocèse ne pourra, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, se séparer de la Caisse générale, pour raison des impositions ordonnées par ladite délibération; & seront tous les Diocèses tenus de remettre à la Caisse générale du Clergé, dans les termes ci-dessus, leur part des impositions destinées, tant au paiement des arrérages desdites rentes, qu'au remboursement des capitaux.

En cas que dans la suite il se présente des personnes qui aient besoin des sommes qu'elles auront prêtées, l'Assemblée, pour faciliter le commerce desdites rentes, a donné pouvoir à Son Eminence Monseigneur le Cardinal de la Roche-Aymon, & en son absence, au plus

un certain Anobé, que ou Evêque Titulaire qui se trouvent à Paris, ou à Messieurs les Agents-Généraux du Clergé de France, tant conjointement, que séparément, en cas d'absence de l'un desdits Seigneurs Agents, de prendre les Induites formées à constitution de nouvelles rentes, au même denier vingt-cinq, pour les employés au rachat des rentes de cens qui voudront être remboursés jusqu'à concurrence d'icelles, aux mêmes stipulations, clauses, conditions & obligations ci-dessus, à la charge & non autrement qu'il sera porté par les nouveaux Contrats de constitution, que l'emprunt sera fait pour payer un Créancier du Clergé, & que dans les quittances que le Créancier fournira, il sera fait mention que ce sera des mêmes deniers que ceux qui auront été empruntés de celui qui aura passé le nouveau Contrat, afin que celui qui aura prêté pour le remboursement, soit subrogé aux droits & hypothèques de celui qui aura été remboursé, & qu'il sera les frais du Contrat.

Et Messire Armand-Thomas Hue de Mirosmesnil, Chevalier, Garde des Sceaux.

Messire Jean-Baptiste-Paulin d'Aguesseau, Conseiller d'Etat & au Conseil des Dépêches, & au Conseil Royal de Commerce.

Messire Claude-Henri Foyseau de Marville, Conseiller d'Etat & au Conseil Royal.

Messire Charles-Etienne le Pelletier de Beaupré, Conseiller d'Etat.

Messire Pierre-Jean-François de la Porte, Conseiller d'Etat.

Messire Louis-Jean Bertier de Sauvigny, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-François Joly de Fleury, Conseiller d'Etat & au Conseil des Dépêches.

Messire Alexandre-François-Jérôme d'Arbouges de Fleury, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-Louis de Bernago de Vaux, Conseiller d'Etat.

Messire Charles-Robert Boutin, Conseiller d'Etat, Intendant des Finances.

Messire Joseph-Henri, Marquis d'Aubertot, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-François-Marie Fargès de Polizy, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-Baptiste-François de la Michodière, Conseiller d'Etat, Prévôt des Marchands.

Messire Denis de Peguilem de Larboust, Conseiller d'Etat.

Messire Michel Bonvard de Fourqueux, Conseiller d'Etat & au Conseil Royal de Commerce, & Intendant des Finances.

Messire François Bastard, Conseiller d'Etat.

Messire Anne-Robert-Jacques Turgot, Ministre d'Etat, & Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur-Général des Finances.

Messire Henri-François-de-Paule le Fevre d'Ormesson, Conseiller d'Etat, Intendant des Finances.

Messire Claude-François Lizard de Radonvilliers, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-François Dufour de Villeneuve, Conseiller d'Etat.

Messire Antoine-Jean Amelot de Chaillou, Conseiller d'Etat, Intendant des Finances.

Messire Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, Ministre & Secrétaire d'Etat.

Messire Jean-François d'Orceau de Fontette, Conseiller d'Etat.

Messire Louis-Gabriel Tabouret de Reaux, Conseiller d'Etat.

Messire Antoine-Louis Bellanger, Conseiller d'Etat.

Et Messire Pierre-Louis-Anne Drouh de Vaudreuil, Conseiller d'Etat.

Tous Commissaires pour Sa Majesté, présents & comparants, au nom & comme Procureurs de Sa Majesté, ayant d'elle pouvoir légitime, à cet effet, ont déclaré avoir pour agréable ladite somme de seize millions de livres, l'ont acceptée & acceptent en la manière & sous les conditions ci-dessus spécifiées, promettant faire ratifier le contenu en ces Présentes, & en fournir des Lettres de ratification de Sa Majesté, dans huit jours prochains, & outre lesdits Seigneurs Commissaires ont promis & accordé, promettent & accordent ce qui suit.

Que moyennant les secours considérables que lesdits Seigneurs du Clergé ont accordés ci-devant, & donnent encore à présent à Sa Majesté, lesdits Seigneurs Commissaires promettent, pour & au nom de Sa Majesté & de ses successeurs Rois, de ne jamais établir, ni demander au Clergé-Général ou particulier, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune subvention, ni secours extraordinaires, ni aucunes autres taxes, ni impositions, telles qu'elles puissent être, & de tel nom qu'on puisse les qualifier, y renonçant même lesdits Seigneurs Commissaires, au nom du Roi & de ses successeurs, par la présente clause spéciale & irrévocable.

Qu'il ne sera donné, par Sa Majesté, aucuns Arrêts de décharges des taxes qui auront été faites sur les Bénéficiers, Communautés & autres Contribuables, à cause des sommes qui seront ordonnées être levées par ladite Assemblée, tant pour le paiement des arrérages, que pour le remboursement des capitaux desdites rentes, au denier vingt & au denier vingt-cinq, & de celles qui seront constituées en vertu de ladite Délibération, révoquant Sa Majesté toutes les exemptions & décharges ci-devant accordées; & si Sa Majesté ordonne quelques décharges, elle en tiendra compte au Clergé.

Que les rentes constituées jusqu'à présent par le Clergé, & celles qui seront constituées en vertu de ladite Délibération & du présent Contrat, seront exemptes de taille, retenues des deux vingtièmes & des quatre sols pour livre du premier vingtième, & généralement de toutes impositions qui pourroient être faites par la suite; laquelle exemption sera stipulée dans les Contrats de constitutions qui seront passés pour raison de l'emprunt de seize millions.

Déclarant lesdits Seigneurs Commissaires audit nom, que tous les registres, rôles, départements, exploits, procédures & jugements qui seront faits & rendus à l'occasion & pour raison de la levée du Don-gratuit fait par ces présentes, même pour avertir les Rentiers des remboursements des rentes qui auront été constituées à leur profit, pour lesdits seize millions de livres, se pourront faire sur du papier non timbré, & seront déchargés du

droit de contrôle, de même que les avertissements, commandemens, assignations, saisies, arrêts, exécutions, quittances, procurations, délibérations, & toutes les diligences qu'il conviendra faire pour le recouvrement de toutes les impositions faites jusqu'à ce jour sur le Clergé.

Que les rentes qui seront constituées sur ledit Clergé pour lesdits seize millions, seront & demeureront déchargées, comme lesd. Seigneurs Commissaires du Conseil les ont déchargées & déchargent par ces Présentes à tous jours de tous droits d'amortissements, de nouveaux acquêts, de contrôles, d'insinuations & d'autres pareils droits, comme aussi non-seulement les Contrats desdites rentes qui seront passés au profit des Diocèses, Bénéficiers, Communautés Ecclésiastiques, séculières & régulières, & autres gens de main-morte; mais encore les rentes qui seront par eux acquises, & qui leur seront données & léguées, à quelque titre & pour quelque cause & en quelque sorte & manière que ce puisse être, & à cet effet ont dérogé à tous Edits, Arrêts & Déclarations à ce contraires.

Si aucunes des rentes qui seront constituées pour lesdits seize millions venoient à échoir ci-après au Roi par droit d'aubaine, déshérences, baratdises, confiscations, forfaitures ou autrement, pour causes non-comprises en l'exception accordée aux Etrangers non naturalisés, leurs Légiataires, Donataires, ou Héritiers par Lettres-Patentes du 21 Octobre 1773; en ce cas, lesdites rentes demeureront éteintes & amorties à la décharge du Clergé, dès l'instant que les biens de ceux à qui lesdites rentes se trouveront dues, seront acquises à Sa Majesté, sans que les Fermiers du Domaine puissent prétendre aucune autre chose auxdites rentes, ni qu'elles puissent être comprises dans les dons que Sa Majesté pourroit faire des biens sujets aux droits d'aubaine, déshérences, baratdises, confiscations, forfaitures & autres, sans qu'il soit besoin de faire une réserve expresse dans les baux des domaines, & dans les brevets desdits dons; & à cet effet Sa Majesté a fait, dès-à-présent, don au Clergé, ce acceptant des sorts principaux desdites rentes & de tous les arrérages qui en seront dus.

En outre lesdits Seigneurs Commissaires promettent qu'il ne sera créé à l'avenir, dans les Chambres Ecclésiastiques Diocésaines & Supérieures, aucuns Officiers en titre d'office, & qu'il n'y pourra être fait aucune innovation, sous quelque prétexte que ce puisse être.

Déclarent & promettent lesdits Seigneurs Commissaires audit nom, conformément au Contrat passé entre Sa Majesté & le Clergé, de faire jouir tous les Ecclésiastiques & Bénéficiers du Royaume de l'exemption de toutes impositions mises & à mettre sur les denrées pour la décharge des dettes des Communautés qui sont, ou seront dues pour subsistances, taxes d'aîdes, étapes, emprunts & autres dettes de cette nature; comme aussi demeureront lesdits Ecclésiastiques déchargés du logement des gens de guerre dans les Châteaux, Logis, Fermes, Métairies, Presbyteres & autres logemens à eux appartenants; Sa Majesté s'obligeant, pour cet effet, qu'aux

départemens & de ceux qui seront faits, à l'avenir, pour les logemens des gens de guerre, les maisons des Bénéficiers qui seront occupées par leurs Fermiers ou Receveurs, n'y seront point comprises, mais en demeureront spécialement exemptes, & seront punis ceux qui, au préjudice desdites exemptions, y feront leur logement.

Déclarent & promettent lesdits Seigneurs Commissaires, au nom de Sa Majesté, de faire jouir tous les Ecclésiastiques & Bénéficiers, Communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe, de toutes les exemptions, privilèges, droits & généralement de toutes choses contenues dans les Contrats passés entre le Roi & ledit Clergé, dans les précédentes Assemblées, encore même qu'elles ne soient ici particulièrement expliquées, voulant qu'elles demeurent de même force & valeur que si elles avoient été insérées au présent Contrat; comme aussi que toutes Déclarations & Arrêts en faveur du Clergé, sur le fait des Tailles, des Aides & du Sol, ou les Arrêts expédiés en faveur des Ecclésiastiques & Bénéficiers, soient exécutés selon leur forme & teneur, & sans que lesdits Edits, Déclarations & Arrêts, quo la nécessité des affaires du Roi a obligé Sa Majesté de faire expédier pendant le cours des dernières guerres, pour tirer de ses Sujets des secours extraordinaires, en vertu desquels les Ecclésiastiques ont été imposés, pour payer sur leurs Bénéfices des taxes particulières, ou leur part des rachats desdits Edits & Déclarations puissent être jamais tirés à conséquence contre eux, à l'avenir, sous quelque prétexte & quelque cause que ce soit.

Reconnoissant lesdits Seigneurs Commissaires, que les offices des décimes sont & appartiennent audit Clergé, Sa Majesté en ayant laissé audit Clergé l'entière disposition par tous les Contrats, & que pour la fonction du Receveur-Général du Clergé, & pour les traités par lui faits des Dons extraordinaires accordés au Roi, ledit sieur Receveur-Général ne pourra être taxé, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, tant pour le passé, que pour l'avenir.

Demeureront lesdits Officiers, tant Provinciaux, que Diocésains, soit qu'ils soient en charge, ou qu'ils exercent par commission, exempts du logement des gens de guerre & du paiement du marc d'or, suivant l'Arrêt du Conseil d'Etat, donné à Châlons le 14 Septembre 1633, sur la Remontrance des Députés de l'Assemblée-Générale du Clergé, convoquée par la permission de Sa Majesté en la Ville de Paris; lequel Arrêt du Conseil d'Etat, Sa Majesté a consenti & consent par ces Présentes, être exécuté selon sa forme & teneur, nonobstant tous Arrêts & Réglemens contraires à icelui; comme aussi demeureront déchargés de l'augmentation & doublement du marc d'or, même de l'augmentation faite par l'Arrêt du Conseil, du 7 Octobre 1704, & ratifié au Conseil le même jour, en conséquence dudit Arrêt.

Et d'autant que le Roi, par les Contrats passés avec le Clergé, les 4 Juillet 1646, 12 Janvier 1657, 2 Mars 1666, 9 Août 1673, 10 Juillet 1680, 21 Juillet 1681, 17 Juillet 1690, 26 Juillet 1693, 24 Août 1700, 12

Septembre

Septembre 1703, 3 Juillet 1710, 13 Juillet 1711, 31 Octobre 1713, 19 Août 1723, 8 Décembre 1726, 17 Septembre 1730, 17 Mars 1736, 14 Septembre 1735, 18 Août 1740, 27 Mai 1742, 2 Juillet 1743, 12 Mars 1747, 10 Juin 1748, 26 Octobre 1753, 21 Novembre 1753, 13 Juillet 1760, 27 Juin 1762, 30 Septembre 1763, 2 Septembre 1770 & 10 Juillet mil sept cent soixante-douze, a déclaré, que les deux cents mille liv. distraites par Sa Majesté, du fonds des décimes, par Edit du mois de Janvier 1640, sans le contentement du Clergé, nonobstant l'opposition par lui faite, dans laquelle il persiste, & dont il a été donné en augmentation de gages aux Officiers des Décimes, cent quatre-vingt mille livres, qu'ils retiennent par leurs mains, ne pourroient être d'autre nature à l'égard du Clergé, que le surplus du fonds des rentes; & que s'il étoit fait quelque retranchement du fonds des rentes sur ladite partie, ou qu'il fût demandé quelque augmentation de finance, pour raison d'icelles, qui seroit un second grief au Clergé, & contre la promesse à lui faite par Sa Majesté, de n'aliéner, à l'avenir, aucuns deniers de ceux qui étoient, ou qui sont destinés pour le paiement des rentes sur l'Hôtel-de-Ville, Sa Majesté a promis de ne faire aucuns retranchemens, ni demander aucun supplément, pour raison dedit. cent quatre-vingt mille livres.

Accordent lesdits Seigneurs Commissaires, que toutes Lettres, Déclarations & Arrêts, qui seront expédiés en faveur du Clergé, pendant la présente Assemblée, & l'ont été pendant les précédentes, touchant les aides, tailles, papiers terriers, francs-fiefs, nouveaux acquêts, foies & hommages, aveux & dénominations, & administration des Hôpitaux, biens des Fabriques vendus & aliénés, réparations des Eglises & maisons presbytérales, décharges de taxes, faites ou à faire, sur les Fermiers ou Receveurs des Bénéficiers demeurant en Ville franche & non taillables, sous prétexte de dérogeance, l'exemption des droits d'octroi, ou taxes mises, ou à mettre par capitation, ou sur les denrées entrant dans les Villes, Bourgs & autres lieux, ou autrement, à cause du Don-gratuit, pour le mariage, ou ceinture de la Ruine, & tout ce qui concerne lesdits droits, franchises, immunités & privilèges des Ecclésiastiques, seront exécutés selon leur forme & teneur; & que pour la vérification d'icelles dans les Cours Supérieures & par-tout où besoin sera, toutes Lettres à ce nécessaires seront fournies, même au défaut, ou refus d'enregistrement, qu'il sera pourvu favorablement aux Ecclésiastiques, sur toutes les choses y contenues, par le Conseil, qui en retiendra à lui la connoissance, jusqu'à ce qu'il ait été procédé auxdites vérifications, ou enregistrement.

Que tout ce qui a été accordé ci-dessus par Sa Majesté, par le présent Contrat, aura son effet, & sera exécuté, tant pour le passé, que pour l'avenir, au sujet des impositions qui seront faites, tant pour la présente année, que pour les suivantes, en exécution du présent Contrat; telle étant l'intention & volonté de Sa Majesté.

Et généralement promettant lesd. Seigneurs
Table de la Coll. des P. V.

Commissaires, de faire tenir & exécuter toutes les choses promises & accordées en faveur du Clergé & des Officiers des Décimes, & qu'il sera pourvu par Sa Majesté sur toutes demandes qui pourront lui être faites pour la gloire de Dieu, le bien & l'utilité de l'Eglise, & le soulagement des Bénéficiers & personnes ecclésiastiques, & que ce qui sera expédié pour raison de ce, au nom de l'Assemblée, ou des Agents-Généraux, leur sera délivré en bonne & due forme, gratuitement & sans frais de sceau.

Les Bureaux Diocésains & les Chambres Supérieures seront tenus de se conformer à toutes les clauses & conditions du présent Contrat, sans pouvoir y contrevenir; à l'effet de quoi ledit Contrat & les Lettres-Patentes qui seront expédiées en conséquence, y seront enregistrées sans frais.

Le présent Contrat & les précédents, faits entre le Roi & le Clergé, ne seront aucunement sujets à la formalité, ni au droit d'insinuation & de Contrôle, dont Sa Majesté a dispensé le Clergé, nonobstant tous Edits & Déclarations contraires, auxquels elle a dérogé.

Toutes lesquelles promesses & articles ci-dessus contenus, lesdits Seigneurs, Hue de Miromesnil, Guignessan, Feydeau de Marville, Baurapré, du la Porte, Bernier, Joly de Henry, d'Argouge, Bernage de Vaux, Boutin, Marquis d'Arceville, Fargès de Polizy, de la Michodière, Peguillhem de Larboul, Bouvard de Fourqueux, Bastard, Turgot, Lesfevre d'Ormesson, Lézard de Radonvilliers; Dufour de Villeneuve, Amelot de Chaillou, de Lamoignon de Malesherbes, d'Orceau de Fontette, Taboureau de Reaux, Bellanger & Drouyn de Vaudreuil, pour ce présents & comparants, au nom & comme Procureurs, ayant pouvoir de Sa Majesté, par laquelle ils promettent de faire ratifier tout le contenu en ces Présentes, & en fournir Lettres de ratification en bonne forme, dans huit jours prochains, même de faire délivrer, pour l'exécution des Présentes, tous Edits, Déclarations, Commissions, Lettres, Arrêts & autres actes & expéditions nécessaires; de les faire vérifier & enregistrer dans les Cours & par-tout ailleurs où besoin sera, sans aucuns frais pour le Clergé, & sans qu'il y soit aucunement contrevenu; & à cet effet, ont renoncé à ce qui pourroit être dit, fait & allégué au contraire; & lesd. Seigneurs du Clergé ont, de leur part, promis de garder, entretenir, faire & accomplir de point en point, selon, ainsi & en la manière que le tout est ci-devant exprimé. Fait & passé à Versailles, en la Grand-Salle de la Chancellerie, l'an mil sept cent soixante & quinze, le dixième jour de Décembre, après-midi, & ont signé la minute des Présentes, demeurée à M^e Bronod, l'un des Notaires soussignés.

Signés, MAIGRET & BRONOD.

N^o. V.

Contrat fait & passé entre le Roi & le Clergé de France, le 10 Sept. 1775, pour le paiement des rentes des Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé.

PARDEVANT les Conseillers du Roi, Notaires au Châtelet de Paris, soussignés, furent présents Illustriſſimes.....

Tous lesdits Seigneurs ci-dessus nommés, faisant & représentant le Clergé-Général & l'Etat Ecclésiastique de France, assemblés en la ville de Paris, par permission de Sa Majesté, suivant ce qui leur auroit été accordé & permis par les articles du Contrat fait avec S. M., le 10 Septembre 1765, devant M^e Maigret & Bronod, qui en a minute, Notaires à Paris, pour traiter des affaires concernant le bien, tant spirituel, que temporel d'icelui, même pour aviser sur le fait des rentes que Messieurs de la ville de Paris prétendent leur être dues par icelui Clergé, étant les dix années pour lesquelles étoit ledit Contrat, expirées, & n'ayant Sa Majesté, pendant icelles, déchargé ledit Clergé desdites rentes, comme il avoit espéré, ni faire résoudre & juger de la validité des Contrats, par lesquels Messieurs de l'Hôtel-de-Ville de Paris prétendent lesdites rentes leur être dues, ni semblablement les raisons & exceptions que lesdits Seigneurs du Clergé ont & prétendent au contraire, lesquelles auroient été déduites pendant les Assemblées tenues en 1779 & 1786, & en présence du défunt Roi Henri III, (quo Dieu absolve) en plusieurs conférences avec Messieurs de son Conseil, & pendant cette présente Assemblée, pour raison de ce, même à cause de la pauvreté & misère à laquelle est réduite la meilleure partie des Bénéfices, à cause des guerres que Sa Majesté a été obligée de soutenir, des grandes levées faites sur le Clergé, ventes & aliénations de son temporel, auroit supplié Sa Majesté de décharger & tenir quitte ledit Clergé desdites rentes dues par le Roi, & prétendues par lesdits Sieurs de l'Hôtel-de-Ville de Paris, ou bien de leur donner des Juges non suspects & non intéressés, pour juger de la validité, ou invalidité desdits Contrats, en suspendant cependant l'exécution, lesquels, après avoir, par leurs remontrances & supplication, fait entendre à Sa Majesté, par plusieurs conférences, & aux Messieurs de son Conseil, ce qu'ils ont jugé être expédient & nécessaire pour le rétablissement de la discipline Ecclésiastique, & Jurisdiction d'icelle en son entier, & supplié vouloir leur accorder ses provisions à cet effet; sur quoi Sa Majesté leur auroit fait entendre, par Messieurs de son Conseil, que ses affaires ne lui ayant pu permettre jusqu'ici de faire pourvoir au paiement & rachat des rentes; que le temps & la saison n'étoient pas propres pour débattre & discuter telles affaires, & les mettre en jugement, & qu'elle désireroit être secourue par ledit Clergé, comme avoient été ses prédécesseurs Rois, & qu'ils continuassent encore la subvention accordée par les Contrats

des années 1586, 1596, 1606, 1615, 1626, 1636, 1646, 1657, 1666, 1675, 1685, 1695, 1705, 1715, 1726, 1735, 1745, 1755 & 1765, pour être employées au paiement desdites rentes.

Que Sa Majesté, par sa Déclaration du 31 Mai 1723, enregistrée au Parlement le 17 Juillet suivant, auroit réglé, fixé & réduit les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, prétendues assignées sur le Clergé de France, & les Finances des Offices de Payeurs & Contrôleurs triennaux & quadriennaux d'icelles, & leurs taxations héréditaires sur le pied du denier quarante du capital pour chaque année, composée de douze mois, à commencer du premier Janvier 1724, & suivant les états qui en seroient arrêtés en son Conseil.

Il a été ordonné, par la même Déclaration, que lesdits Rentiers, les six Payeurs & six Contrôleurs anciens & alternatifs, pour chacune des trois parties, & les Propriétaires des finances desd. Offices de Payeurs & Contrôleurs triennaux & quadriennaux, & de leurs taxations héréditaires supprimées, seroient tenus de représenter pardevant les Commiss. nommés, leurs titres de propriété, pour être la liquidation faite, tant du capital desd. rentes, que de la finance desd. Offices, à l'effet de régler le montant des arrérages desdites rentes, & des gages & taxations des Payeurs, sur le pied de ladite finance liquidée.

Que les Payeurs & Contrôleurs desdites rentes continueroient d'exercer les Offices dont ils sont pourvus, nonobstant toutes dispositions à ce contraires.

Que leurs gages seroient & demeureroient réduits à raison du denier quarante du capital, & que leurs taxations, droits d'exercice, façons, vacations, frais de reddition de compte, seroient pareillement fixés à une somme par chaque année, laquelle seroit & demeureroit réglée sur le pied du montant de leur finance, à raison de deux mille cinq cents livres pour cent mille livres de finance.

Que pour assurer l'état des Rentiers & Officiers, conformément à ce qui est ordonné par ladite Déclaration, Sa Majesté a ordonné qu'il seroit fait un état général de toutes les parties de rentes, par ordre de liquidation d'icelles & des autres charges, pardevant les Commissaires devant lesquels lesdits Rentiers & Officiers représenteroient leurs titres, pour être employés dans lesdits états, dont l'original seroit arrêté par lesdits Commissaires, & déposé pour minute au Greffe du Conseil.

Que les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Toulouse, prétendues assignées sur le Clergé, seroient pareillement réduites au denier quarante du capital, & que le paiement des arrérages des années 1720, 1721, 1722 & 1723, en seroit fait sur le pied des fonds réglés par le département de 1720, & que le paiement desd. rentes, sur le pied du denier quarante, en sera fait dans l'espace de douze mois par chacune année, à commencer du premier Janvier 1724.

Que Sa Majesté, par Arrêt de son Conseil du 26 Octobre 1723, & Lettres-Patentes expédiées sur icelui le 17 Décembre suivant, enregistrées au Parlement le 22 dudit mois de Décembre, en interprétant ladite Déclaration dudit jour 31 Mai 1723, a ordonné que, par

les mêmes Commissaires nommés par l'Arrêt du 4 Novembre 1719, il seroit fait mention, tant sur les minutes des Ordonnances de liquidation qui ont été par eux faites de la réduction au denier quarante, que sur les expéditions fournies aux Rentiers & Officiers; au moyen de quoi ledits Payeurs seroient tenus de payer à chacun desdits Rentiers & Officiers, les arrérages & gages qui leur sont dus, sur le pied du denier quarante, à commencer du premier Janvier 1724, à Bureau ouvert, conformément à ladite Déclaration, & aux états qui seront arrêtés au Conseil. Et à l'égard des Rentiers & Officiers qui n'auroient point encore représenté leurs titres, Sa Majesté a ordonné que la liquidation en seroit faite par les mêmes Commissaires, pour être le paiement de leurs rentes & gages, fait sur le même pied du denier quarante, & qu'ils seroient compris sur ce pied dans les états qui seroient arrêtés par les Commissaires, pour le paiement des arrérages des rentes & gages desdits Officiers.

Leux Seigneurs du Clergé désirant contenter Sa Majesté, & comme les très-humbles sujets & serviteurs, satisfaisant de tout leur pouvoir à sa volonté, & lui aider de ce qui leur reste de moyens, après avoir, (comme il est ci-devant fait) & lors desdits Contrats des années 1586, 1596, 1606, 1615, 1626, 1636, 1646, 1657, 1666, 1675, 1685, 1695, 1705, 1715, 1726, 1735, 1745, 1755 & 1765, protesté ne pouvoir avouer être obligés par lesdits Contrats envers ladite Ville, & sans que ce qu'ils accordent présentement, ni les paiements qu'ils pourront faire des deniers qui se leveront sur eux en vertu du présent Contrat, puissent nuire, ni préjudicier en quelque sorte que ce soit aux droits, noms, raisons, exceptions & défenses qu'ils ont contre lesdits Contrats, ni aux répétitions de deniers, & aux actions qu'ils pourront avoir en conséquence d'iceux.

Ont lesdits Seigneurs du Clergé sus comparants, accordé à Sa Majesté d'imposer sur eux pour le temps & espace de dix ans, à compter du premier Janvier 1776, & à cet effet ont promis & promettent auxdits noms, sous les protestations susdites, ce qui en suit.

Premièrement, que lesdits Seigneurs du Clergé imposeront sur tous les Diocèses & Bénéficiers du Royaume, jusqu'à la somme de quatre cents quarante-deux mille six cents cinquante livres, y compris la composition des Rhodiens & les trois mille livres des Bénéficiers de Bresse, au lieu de celle de douze cents quatre-vingt-douze mille neuf cents six livres treize sols neuf deniers, qu'ils souloient imposer, distraction faite des trois mille livres, dont le Diocèse de Bourges a été déchargé sur l'ordinaire & courant de ses décimes, à cause du rachat de semblable somme de rente annuelle, qui a été fait par ledit Clergé; par les Contrats des 9 & 4 Juin 1633, passé devant Cornille & de Montenuit, Notaires au Châtelet de Paris, pour les causes y contenues; de trente-huit livres huit sols neuf deniers, à cause du rachat de semblable somme annuelle, qui a été fait par ledit Clergé, à la décharge du Diocèse de Limoges, par Contrat du 13 Mars 1736, passé devant & son Confrère, Notaires, pour les causes y contenues,

ainsi qu'il est porté par le Contrat du 12 Janvier 1637; & outre de quatre mille cinquante quatre livres dix-huit sols six deniers, à cause du rachat de pareille somme annuelle qui a été fait par le Diocèse de Reims; depuis le Contrat de 1649, passé devant & son Confrère, Notaires.

Lesquels quatre cents quarante-deux mille six cents cinquante livres se leveront par chacune desdites dix années, qui commenceront audit jour premier Janvier 1776 suivant, & aux termes accoutumés, pour satisfaire au paiement des rentes auxquelles on prétend le Clergé être obligé, tant à l'Hôtel-de-Ville de Paris, que de Toulouse, en y compris les gages des Receveurs desdites Villes, pour être lesdites rentes payées par ledit Clergé, ou le Receveur-Général du temporel d'icelui, jusqu'à la somme de trois cents quatre-vingt-un mille neuf cents quatre-vingt-trois livres, avec la somme de trente-quatre mille six cents cinq livres sept sols trois deniers, provenant des rentes rachetées & amorties au profit dudit Clergé; savoir, trois mille livres à la décharge du Diocèse de Bourges, trente-huit livres huit sols neuf deniers à la décharge du Diocèse de Limoges, quatre-vingt-quinze livres trois sols sept deniers, dont s'est départi M^r Charles Mondin, au profit dudit Clergé, par acte du dernier Janvier mil six cent trente-six, passé devant Herbin & Cousiner, Notaires au Châtelet de Paris, quatre mille cinquante-quatre livres dix-huit sols six deniers à la décharge du Diocèse de Reims, deux cents cinquante livres rachetées depuis ledit Contrat de l'année mil six cent quarante-six, par le sieur Courtin, au profit dudit Clergé, par acte du vingt-trois mille quatre cents quarante-neuf livres dix-sept sols, consignés à Dame Charlotte Desquelor, le vingt-sept Novembre mil six cent soixante-sept, & rachetés dès il y a long-temps au profit du Roi, sans que distraction en ait été faite par lesdits Seigneurs du Clergé, & finalement trois mille sept cents dix-sept livres, rachetées par Faure & Champin, outre la somme de trente-six mille livres ci-après énoncée, que lesdits Faure & Champin ont aussi rachetés, retiennent ensemble à la somme de trente-quatre mille six cents cinq livres sept sols trois deniers.

Lesquelles rentes de Charlotte Desquelor, Faure & Champin, demeureront éteintes & supprimées, sans que Sa Majesté, ni lesdits Seigneurs du Clergé puissent prétendre, ni demander aucune diminution, ni distraction aux Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Paris; sur laquelle somme de quatre cent quarante-deux mille six cents cinquante livres, ne sera faite aucune distraction par chacun an de celle de trente-quatre mille livres, qui a toujours été distraite par les Contrats antérieurs à mil sept cent soixante-cinq, pour une part affectée pour partie des gages & taxations des Receveurs Provinciaux, créés par Edit donné en Septembre mil six cent quatre-vingt-quatorze; & pour autre part des sommes de trente-six mille livres de rentes, ci-devant rachetées par lesdits Faure & Champin, soixante huit mille livres de rentes, rachetées par Messire François de Castille, Seigneur de Villemareuil, cinquante mille livres, faisant partie de quatre-

vingt-quatorze mille livres affectées pour lefd. décharges, seize mille trois cents quatre-vingt-quatorze livres des décharges dont j'alloient les feux Cardinaux de Bonzy & de Guise, & seize mille sept cents cinquante livres, provenant des trois deniers pour livre accordés audit fleur de Castille, pour augmentations de taxations des Provinciaux anciens, lefdites sommes affectées avec autres portées par le Contrat de mil six cent vingt-un, pour les gages & taxations des Officiers Provinciaux & particuliers, créés en ladite année, & ce outre la somme de quarante-quatre mille livres restant de quatre-vingt-quatorze mille livres affectées pour les fufdites décharges, laquelle a été remise & cédée au Roi par le Contrat de mil six cent trente-six, comme il est énoncé au Contrat de mil six cent cinquante-sept, & en celui de l'année mil six cent soixante-six.

Toutes lesquelles distractions n'ont plus lieu, attendu la suppression de tous les Officiers mentionnés ci-dessus, dont les finances ont été remboursées par le Clergé en rentes au denier 50.

Et d'autant que sur l'ancienne imposition qui s'est levée annuellement sur le Clergé, pour le paiement des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendues alignées sur le Clergé, suivant les précédentes Contrats passés entre Sa Majesté & le Clergé, jusques & compris celui du trente-un Octobre mil sept cent quinze, il a été remarqué que Sa Majesté, sans le consentement desdits Seigneurs du Clergé, & au préjudice de l'opposition qu'ils en avoient faite, en auroit distrait & diverti la somme de deux cents mille livres, & contraint les anciens Officiers du Clergé supprimés, d'en prendre en augmentation de gages jusqu'à cent quatre-vingt mille livres, pour les retenir par leurs mains, ainsi que leurs anciens gages, & affecté les vingt mille livres restants aux Receveurs & Payeurs desdites rentes, ladite distraction ayant opéré ci-devant un retardement dans le paiement desdites rentes, dont Sa Majesté a toujours promis d'acquitter le Clergé par les précédents Contrats, & l'affaire se trouvant terminée par la fufdite Déclaration du trente-un Mai mil sept cent vingt-trois, registrée comme dit est, lefdits Seigneurs du Clergé protestent que ladite distraction ne pourra leur nuire, ni préjudicier pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit ou puisse être, & sans qu'à l'avenir Sa Majesté puisse faire distraction, ni aliénation d'aucune partie dudit fonds, pour quelque cause & occasion que ce soit.

Dans laquelle imposition & levée ci-dessus, ce qui se leve & levera ci-après sur les Bénéfices de la Basse-Navarre, Béarn & Bresse, n'est pas compris, ni affecté auxdites rentes pour le présent, sans préjudice toutefois au Clergé de les y pouvoir affecter, & les imposer comme ils verront par raison, nonobstant toutes exemptions par eux prétendues, & Déclarations données en leur faveur, & commencera ladite levée des quatre cents quarante-deux mille six cents cinquante livres, dès le premier Janvier de l'année prochaine 1776.

Lesquelles promesses, obligations & soumissions ci-dessus déclarées.

Messire Armand-Thomas Hue de Miromesnil, Chevalier, Garde des Sceaux.

Messire Jean-Baptiste-Paulin d'Agueffeu, Conseiller d'Etat & au Conseil des Dépêches, & au Conseil Royal de Commerce.

Messire Claude-Henri Feydeau de Marville, Conseiller d'Etat & au Conseil Royal.

Messire Charles-Etienne le Pelletier de Beaupré, Conseiller d'Etat.

Messire Pierre-Jean-François de la Porte, Conseiller d'Etat.

Messire Louis-Jean Bertier de Sauvigny, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-François Joly de Fleury, Conseiller d'Etat & au Conseil des Dépêches.

Messire Alexandre-François-Jérôme d'Argouges de Fleury, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-Louis de Bernage de Vaux, Conseiller d'Etat.

Messire Charles-Robert Boutin, Conseiller d'Etat, Intendant des Finances.

Messire Joseph-Henri, Marquis d'Aubeterre, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-François-Marie Fargès de Poligny, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-Baptiste-François de la Michodière, Conseiller d'Etat, Prévôt des Marchands.

Messire Denis de Peguillhem de Larboust, Conseiller d'Etat.

Messire Michel Bouvard de Fourqueux, Conseiller d'Etat & au Conseil Royal de Commerce, & Intendant des Finances.

Messire François Balthard, Conseiller d'Etat.

Messire Anne-Robert-Jacques Turgot, Ministre d'Etat & Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur-Général des Finances.

Messire Henri-François-de-Paule le Fevre d'Ormesson, Conseiller d'Etat, Intendant des Finances.

Messire Claude-François Lizare de Radonvilliers, Conseiller d'Etat.

Messire Jean-François Dufour de Villepueuve, Conseiller d'Etat.

Messire Antoine-Jean Amelot de Chaillou, Conseiller d'Etat, Intendant des Finances.

Messire Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, Ministre & Secrétaire d'Etat.

Messire Jean-François d'Orceau de Fontette, Conseiller d'Etat.

Messire Louis-Gabriel Taboureaux de Reaux, Conseiller d'Etat.

Messire Antoine-Louis Bellanger, Conseiller d'Etat.

Et Messire Pierre-Louis-Anne Drouyn de Vaudreuil, Conseiller d'Etat.

Tous Chevaliers, Conseillers du Roi ordinaires en ses Conseils & Direction des Finances, pour ce présents & comparants au nom & comme Procureurs, & ayant pouvoir de Sa Majesté, par laquelle ils ont promis de faire ratifier le contenu en ces Présentes, & d'en fournir lettres de ratification auxdits Seigneurs du Clergé, dans un mois prochain, au agréables, & les ont acceptés & acceptent; & moyennant icelles, lefdits Seigneurs du Conseil ont promis, & audit nom accordé ce qui en suit.

Le tout sans préjudice de ce que les Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris auroient, par plusieurs fois, dit & remontré, que les Contrats de constitution de rentes, faits & passés au profit desdits Sieurs Prévôt

des Marchands & Echevins de Paris, par lesdits Seigneurs du Clergé, étoient bons & valables, soutenant que par vertu d'iceux, ils pouvoient contraindre lesdits Seigneurs du Clergé au paiement des sommes y contenues; & que si présentement le jugement n'est ordonné par Sa Majesté pour l'observation desdits Contrats, que les accords & offres qui seront sur ce faits, ne pourront, à l'avenir, nuire, ni préjudicier à la validité & exécution desdits Contrats, réservant lesdits Seigneurs du Conseil audit nom respectivement auxdites Parties, leurs actions, prétentions & défenses.

Premièrement, que, si dans le jour & Fête de saint Jean-Baptiste, que l'on comptera mil sept cent quatre-vingt-cinq, Sa Majesté n'avoit pourvu à l'acquit de ses dettes envers les Hôtels-de-Ville de Paris & de Toulouse, prétendus être dues par lesdits Seigneurs du Clergé, ou qu'il ne fût, dans lesdits temps, jugé, ou décidé desdits Contrats, contenant les constitutions desdites rentes, Sa Majesté promet, dès-à-présent, une Assemblée-Générale au vingt-cinq Mai mil sept cent quatre-vingt-cinq ledit Clergé, sans qu'il soit besoin d'autres Lettres de permission & de signification; & ce où Sa Majesté se trouvera, qui leur donnera lieu commode pour la tenue de ladite Assemblée-Générale, & pour y traiter de leurs affaires, tant spirituelles, que temporelles, suppliant Sa Majesté que ce soit ailleurs qu'en la Ville de Paris.

Consent & accorde Sa Majesté, que toutes les rentes assignées sur ledit Clergé, qui sont, ou seront amorties ci-après des deniers de Sa Majesté, ou autrement, comme aussi celles qui se trouveront vacantes par aubaines, déshérences, ou autrement, demeureront éteintes pour jamais au profit desdits Seigneurs du Clergé.

Et d'autant que les Receveurs & Payeurs desdites rentes ont la connoissance de celles qui sont amorties, ou vacantes par aubaines, déshérences, ou autrement, par les comptes qu'ils rendent à la Chambre des Comptes de Paris, dans lesquels ils font dépense desdites rentes amorties, ou vacantes, leur étant icelles allouées & passées sous débet de quittances; lesdits Seigneurs Commissaires audit nom, pour donner moyen auxdits Seigneurs du Clergé de découvrir lesdites rentes amorties, ou vacantes, & les faire jouir de l'effet de leurs Contrats, qui attribuent l'extinction desdites rentes à leur profit, consentent & accordent que les deniers dus par icelles par les Receveurs & Payeurs desdites rentes, soient payés au Receveur-Général du Clergé, sur les quittances duquel les Parties tenues en souffrance, à cause desdits débets, seront déchargés, sans que les Receveurs & Payeurs puissent les retenir, sous prétexte de gages non payés, ou retranchés; & qu'à cet effet, Sa Majesté nommera des Commissaires, tant de son Conseil, que de la Chambre des Comptes, pour faire la vérification desdites parties; & à cet effet, seront les comptes communiqués aux Agents-Généraux du Clergé, pour raison de quoi seront fournies toutes Déclarations, Arrêts & autres Actes qui seront nécessaires.

Que conformément à ladite Déclaration du

Roi, du trente-un Mai mil sept cent vingt-trois, article quatrième, lesdits Payeurs, chacun pour sa partie, seront tenus de fournir annuellement aux Agents-Généraux du Clergé, un état d'eux certifié des mutations qui arriveront dans lesdites rentes; lequel état contiendra le nom & le titre du nouveau Propriétaire, dont les Agents-Généraux leur fourniront une reconnaissance & décharge au pied du duplicata de chacun desdits états; & faite par lesdits Payeurs d'y satisfaire dans le premier Avril de chacune année qui suivra leur exercice, il sera suris au paiement de leurs gages, jusqu'à ce qu'ils aient fourni leursdits états.

Que durant lesdites dix années ne sera imposé, levé, ni demandé par Sa Majesté, sur ledit Clergé, aucunes décimes, francs-fiefs, nouveaux acquêts, même pour les fiefs possédés en propriété par les Ecclésiastiques constitués aux Ordres sacrés, qui ne seront de condition noble, emprunts, Dons-gratuits, subvention, aides, & autres charges & impositions quelconques, & qu'il ne sera consenti aucune levée nouvelle de deniers, durant lesdites dix années, par lesdits Députés des Assemblées du Clergé; & de toutes lesquelles charges lesdits Bénéficiers payant décimes, ensemble les Maladreries, Fabriques, Hôpitaux & autres Bénéfices non compris auxdites décimes, seront & demeureront quittes & déchargés, & même du remplacement du sol pour livre, réparations de murailles & fortifications des Villes, ponts, pontons, rhaufées, fontaines, passages, grands chemins; Guets & Gardes de Villes & Châteaux, nettoiement des fossés & autres impositions qui pourroient être faites pour raison de ce que dessus, fournissement de vivres, subsistances, magasins, armes, ustensiles, bois, chandelles & contributions pour l'entretenement du logement du Gouverneur, garnisons, gens de guerre, ou logement d'iceux, tant dedans, que dehors les Villes & maisons des Ecclésiastiques, paiement des dettes communes, des Bourgs, Villes & Provinces, & deniers d'octrois, sous quelques noms qu'ils soient levés, soit de courte-pinte, appâtissement & autres quelconques; & généralement toutes autres impositions qui se leveront par forme de capitation dans lesdites Villes, soit par Ordonnance de Sa Majesté, Gouverneurs, Capitaines, Prévôts des Marchands, Maires, Echevins, Capitouls & Jurats, & de quelque autre que ce soit, nonobstant Commission, Arrêts & autres Lettres de Sa Majesté à ce contraires qui pourroient avoir été expédiées, & le pourroient être ci-après, lesquelles sont dès-à-présent nulles & révoquées, pour ce regard, & les exerceurs de telles impositions condamnés, en leurs noms, de rendre & restituer les deniers par eux touchés.

Pareillement demeureront lesdits Ecclésiastiques exempts de toutes les impositions mises & à mettre sur les denrées & entrées des Villes, Bourgs & Bourgades, pour les dettes des Communautés, contractées pour la taille, pour la subsistance, taxe d'aisés, emprunts, étapes & autres choses qui sont de cette nature, & de celles des décharges & exemptions comprises en l'article précédent, soit que le droit

d'entrée ait été ordonné par le Roi, ou par les Cours, Gouverneurs, Maires, Echevins, Consuls & Capitouls des Villes, comme aussi lesdits Ecclésiastiques demeureront exempts des droits de traites foraines, nouvelles augmentations, Douanes de Valence, cinq sols pour chaque muid de vin & droits d'entrée, nouveaux subides & autres impositions de cette nature pour les bleds, vins, cidres, bieres & autres fruits procédant du cru de leurs Bénéfices, qu'ils pourront faire transporter d'une Province à une autre pour leur usage, & à la charge de bailler déclaration de ce qu'ils auront dépouillé & recueilli pour chacune année, au plus prochain Bureau de ladite traite; & encore demeureront quittes & déchargés lesdits Seigneurs du Clergé, de l'impôt du sel qui se leve, tant en Villes, qu'aux champs & Provinces où ledit impôt a lieu, sans qu'ils puissent être recherchés en leurs maisons, ni appelés pour représenter les billers de leurs Fournissemens; & défenses sont faites à tous Officiers de contraindre aucuns Bénéficiers, ou personnes Ecclésiastiques constituées aux Ordres sacrés, de prendre plus grande quantité de sel aux Greniers de Sa Majesté, que celle qu'ils voudront, sans toutefois que lesdits Ecclésiastiques en puissent abuser, à la charge néanmoins de prendre leur sel aux Greniers de Sa Majesté, ou chez les Regrattiers, & non ailleurs, & sans préjudice des amendes contre ceux qui seront convaincus d'avoir acheté de faux sel, faisant néanmoins défenses auxdits Officiers de faire aucunes recherches dans les maisons desdits Ecclésiastiques, sous prétexte de dire qu'ils auroient usé de faux sel, & qu'il y en a chez eux.

Qu'il ne sera commis, ni établi par Sa Majesté autres personnes pour la recette & maniement des deniers imposés sur ledit Clergé, pendant lesdites dix années, soit à titre d'office, ou par commission, contrôle, ou autrement, que le Receveur-Général du Temporel dudit Clergé, & qu'elle ne sera, ni souffrira ci-après être faites aucunes levées, taxes, ni impositions sur les Officiers du Clergé & Receveurs Particuliers des Décimes, soit par retranchements, augmentations, rétablissement, ou confirmations de leurs gages, droits & privilèges, ou pour quelque autre prétexte que ce soit, ou occasion que ce puisse être, directement, ni indirectement, sans l'express consentement de l'Assemblée-Générale du Clergé, & qu'à cet effet toutes Lettres & Déclarations requises & nécessaires leur en seront expédiées.

Et d'autant que Sa Majesté, par sa Déclaration du 22 Décembre 1665, en accordant l'amnistie aux Officiers des Finances & autres gens d'affaires, a fait plusieurs taxes sur eux, au nombre desquels ont été compris les Receveurs & Contrôleurs des Décimes, dont quelques-uns ont été taxés au préjudice des exemptions des taxes à eux accordées par les précédents Contrats, lesdits Seigneurs Commissaires, esdits noms, ont promis & promettent qu'il ne sera fait aucune taxe, ni imposition sur lesdits Officiers, en conséquence de ladite Déclaration, & de faire décharger ceux qui pourroient avoir été ci-devant taxés pour raison de leursdits offices & exercices, & de four-

nir à cet effet toutes Déclarations, Arrêts & autres Actes qui leur seront nécessaires.

Promet Sa Majesté maintenir & conserver lesdits Seigneurs du Clergé, tant en général, qu'en particulier, en la perception & jouissance de tous & un chacun leurs biens.

S'il se trouve que le Bénéficiaire, abusant de la présente Déclaration, veuille frauduleusement éviter les paiements de sa taxe, il sera, pour la première fois, condamné au double, pour la seconde, au quadruple, & pour la troisième fois, sera privé du revenu de son Bénéfice pour une année entière; lesdites peines applicables, moitié à la réparation des Eglises, & l'autre moitié aux pauvres du lieu, la taxe du Bénéfice préalablement payée.

Ne pourra être fait aucun divertissement, ni intervention des deniers ci-dessus; & en cas de spoliation, provenant des incursions des ennemis de l'Etat, qui auront actuellement ravagé un Diocèse, ou un Bénéficiaire, ou d'un séjour & campement d'armée qui aura produit les mêmes effets qu'auroit pu faire ladite incursion; comme aussi, en cas d'intervention des deniers payés en mains du Receveur-Général & des Receveurs particuliers sur ladite levée; & en cas d'empêchement d'icelle, soit de la part des Gouverneurs des Provinces, ou autres personnes, ils en demeureront responsables & leur postérité, jusqu'à la troisième lignée; & les Diocèses, Bénéficiers, ou Receveurs qui auront souffert ladite spoliation, ou intervention, seront tenus d'en faire preuve dans six mois après icelle, pardevant les Trésoriers de France, ou le plus prochain Juge Royal, ressortissant nuellement au Parlement, les Procureurs du Roi appelés; lequel Juge Royal donnera son avis de la décharge qu'il jugera devoir être accordée auxdits Diocèses ou Bénéficiers, proportionnellement à leurs décimes, ou à leurs spoliations, & pourra ledit Juge donner surseance du paiement auxdits Diocèses, Bénéficiers ou Receveurs, pendant trois mois, durant lesquels ils feront leurs diligences d'envoyer leurs informations & avis aux Agents-Généraux du Clergé, lesquels seront tenus examiner icelles diligemment; & s'ils trouvent les preuves suffisantes, & dans les termes prescrits par le présent article, & qu'ils aient le consentement des Syndics & Députés des Diocèses où seront situés les Bénéfices pour lesquels ils demanderont décharge, lesdits Agents poursuivront l'Arrêt de décharge, lequel Sa Majesté promet de accorder par son Conseil, après qu'il aura vu & examiné les pièces conformément au consentement des Agents & non autrement; & par le même Arrêt faire ordonner que les Diocèses, Bénéficiers, ou Receveurs particuliers, même le Clergé & son Receveur-Général, en demeureront, comme par exprès ils en demeurent dès-à-présent, comme pour lors, quittes & déchargés envers ledit Hôtel de Paris, & que le retranchement sera fait de pareille somme, dont les Diocèses, Bénéficiers, ou Receveurs auront été déchargés par ledit Arrêt, sur le courant du paiement des rentes audit Hôtel-de-Ville, & Sa Majesté promet de remplacer audit Hôtel-de-Ville les sommes dont lesdits Diocèses, Bénéficiers & Receveurs auront été déchargés.

Et d'autant qu'il avoit été ci-devant ordonné par les Etats du Roi au Receveur-Général de retenir la somme de trente-six mille livres sur le fonds y mentionné, pour être employé à la décharge des Cardinaux, & que depuis ladite somme a été affectée pour la décharge des Diocèses & Bénéficiers spoliés, elle sera retenue par le Receveur-Général, & employée auxdites décharges desdits Bénéficiers spoliés, en la forme ci-dessus déclarée, sans que Sa Majesté puisse diverter ladite somme à autre usage, ni aussi qu'elle soit obligée de faire aucun fonds que pour l'excédant desdites trente-six mille livres.

Les comptes des Receveurs Particuliers seront rendus pardevant les Evêques & Députés du Diocèse, ainsi qu'il est accoutumé; & pour le regard des comptes du Receveur-Général, sera député de chacune Province pour ouïr lesdits comptes en l'Assemblée prochaine du Clergé, qui se tiendra en l'année 1780, laquelle a été remise audit temps pour bonne considération, sans toutefois que lesdits Seigneurs du Clergé ne puissent, après ledit temps, s'assembler, si bon leur semble, de deux ans en deux ans, suivant leur ancienne coutume; à quoi lesdits Députés pourront vaquer, pourvu qu'ils soient au nombre de dix Provinces avec les Agents-Généraux du Clergé trouvés sur les lieux, & sans qu'il soit besoin qu'autres interviennent à l'audition desdits comptes, suivant les Règlements; & au cas qu'un Diocèse, ou Bénéficier fût en reste de quelque chose de sa taxe, soit par spoliation, ou intervention de deniers, comme il est ci-dessus dit, par mauvais ménage, ou autrement, les autres Diocèses ne pourront être contraints de payer pour celui qui sera en reste, ni un Bénéficier, son Receveur, Fermier, ou Entremetteur, pour la taxe d'un autre Bénéficier qui sera en reste.

Et pareillement que les Receveurs Diocésains, les Commis aux Recettes Provinciales & Receveur-Général du Clergé, ne pourront être contraints de payer aux Hôtels-de-Villes de Paris & de Toulouse, que, conformément aux Règlements du Clergé, sur ces faits vérifiés au Parlement, & qu'au préjudice d'eux, les Receveurs-Généraux, Provinciaux & Particuliers ne pourront être contraints à avancer des deniers de leur recette.

La Jurisdiction & connoissance, auparavant ledit Contrat de l'an 1580, attribuée & accordée aux Syndics & Députés-Généraux dudit Clergé établis à Paris, demeurera remise & rétablie, suivant le Contrat de l'année 1586, & les Villes de Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Bordeaux, Toulouse, Aix en Provence & Pau, pour juger sommairement par ceux qui seront députés dudit Clergé esdites Villes, pourvu qu'auxdits Jugements ils soient assistés au moins d'un des trois Conseillers-Clercs, ou Laïques du Parlement, ou Sieges Présidial, qui doivent être appelés auxdites Chambres, suivant l'Edit de création; le tout sans retardement du paiement des taxes & contraintes pour raison d'icelles.

Pour le soulagement des Bénéficiers, & pour faciliter le paiement des décimes, Sa Majesté accorde que les causes qui sont de la connoissance & Jurisdiction ci-devant accor-

dées aux Bureaux, seront jugées & décidées en première instance par les Evêques & Grands-Vicaires, Syndics & Députés des Diocèses, sauf l'appel aux Bureaux généraux, nonobstant que les Bénéfices soient situés en différents Parlements; & quant aux causes & différends qui n'excéderont point la somme de trente livres en principal, ils seront jugés en dernier ressort & sans appel, pour l'exécution de quoi Sa Majesté a promis & promet auxdits Seigneurs du Clergé de leur faire bailler, sans aucuns frais de sceau, toutes Lettres-Patentes & expéditions à ce nécessaires.

En exécutant ledit rétablissement, Sa Majesté a déclaré qu'Elle veut & entend que tous les Procès, circonstances & dépendances en toutes les Jurisdiccions de son Royaume, touchant ladite subvention, soient renvoyés pardevant les Députés établis auxdits Bureaux, respectivement es Villes ci-dessus nommées, selon le ressort des Parties, pour leur être fait droit ainsi que de raison; & en cas qu'une Province eût Procès contre une autre, ou qu'il y eût contention de ressort, les Parties conviendront de Juges d'une autre Province prochaine, si mieux n'aime attendre une autre Assemblée-Générale.

Et outre Sa Majesté, renouvelant la permission accordée par les Contrats précédents, a bien voulu accorder que les Receveurs Diocésains des Décimes pourront, si bon semble aux Evêques & Députés de chaque Diocèse, être destitués & démis de l'exercice de leursdits Offices, en les remboursant de la finance par eux actuellement payée & sans fraude pour leursdits Offices, les assurant de rembourser ladite finance dedans six mois après ladite destitution, en trois paiements, en leur payant cependant la rente du denier ving, laquelle rente diminuera au fur & à mesure desdits paiements, & ce nonobstant Lettres & Déclarations que les Receveurs ont & pourroient avoir & obtenir ci-après au contraire; & moyennant ledit remboursement & assurance de paiement d'icelui, lesdits Seigneurs Evêques pourront établir d'autres personnes pour faire ladite recette, par commission, ou en titre d'office, pour le même prix de finance susdite, & aux mêmes gages & droits héréditaires, (ou moins, s'il se peut faire au soulagement du Clergé,) en baillant, par lesdits Commis, ou Officiers de nouveau établis, caution pardevant les Bureaux Diocésains.

Comme aussi Sa Majesté a accordé auxdits Seigneurs du Clergé un Edit pour l'insinuation des actes concernant les Bénéfices, avec le droit de pouvoir faire payer la taxe qui en a été arrêtée au Conseil, leur a permis de rembourser les Greffiers des Insinuations Ecclésiastiques en chacun Diocèse de la finance par eux payée, & qui est actuellement entrée dans les coffres du Roi, sans aucune fraude, ni déguisement, avec les frais & loyaux courts, modérés à trente livres, & d'emprunter par eux, si besoin est, les deniers nécessaires à cette fin, pour l'assurance desquels ils ne pourront obliger que les Greffes d'insinuation, sans que lesdits Officiers puissent être sujets, ni contraints aux paiements d'aucune taxe pour le passé, ni pour l'avenir, nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts à ce contraires.

Promet Sa Majesté faire délivrer toutes Lettres & Arrêts nécessaires concernant l'exécution du présent Contrat, & autres affaires présentement traitées, ou qui seront ci-après, avec les Seigneurs du Clergé, ou poursuivis pendant dix années par les Agents-Généraux, au nom dudit Clergé, sans payer aucune chose pour le scel qui sera apposé auxdites Lettres-Patentes & Arrêts, comme dessus est dit.

Pareillement Sa Majesté a consenti & accordé que les Diocèses, en corps & en particulier, puissent amortir des rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, prétendues assignées sur le Clergé, pour le total, ou partie des quotes de leurs décimes, & qu'ayant amorti lesdites rentes au profit du Roi, en faisant signifier lesdits Contrats de rachat audit Hôtel-de-Ville, Agents du Clergé, Receveur-Général, Receveurs Particuliers, sera pourvu par Sa Majesté sur la décharge, demeurant néanmoins lesdits Diocèses & Particuliers Contribuables aux deniers extraordinaires qui en pourroient être levés, & au surplus de ce qu'ils n'auront amortis.

Et après que le compte de toutes les sommes payées & allouées auxdits Seigneurs du Clergé, sur ce qu'ils étoient tenus de payer par ledit Contrat du trente Septembre mil sept cent soixante-cinq, pour le rachat desdites rentes pendant lesdites dix années qui écherront au dernier Décembre de la présente année mil sept cent soixante-quinze, a été vu & examiné, clos & arrêté, en la présence des Députés dudit Clergé, & des Prévôt des Marchands & Echevins de cette Ville de Paris, lesdits Seigneurs du Clergé sont & demeurent quittes & déchargés de l'exécution du contenu en icelui, & les en a, Sa Majesté, quittés & déchargés envers elle & tous autres, & ne pourront ci-après être payés aucuns vieux arrérages desdites rentes, sur la levée qui se fera pour le courant d'icelles, pendant lesdites dix années, pour quelque cause, prétexte & occasion que ce soit, & si aucuns étoient payés, lesdits paiements ne seront alloués aux comptes qui se rendront pour lesdites années, comme n'étant rien dû par le Clergé des arrérages des années précédentes, sans que la forme des quittances baillées par les Payeurs des rentes au Receveur-Général, puisse préjudicier au Clergé, en quelque manière que ce soit.

Et parce que ci-devant les Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris ont fait refus de donner leurs quittances comprables pures & simples des paiements qui leur sont faits par le Receveur-Général du Clergé, lesdits Seigneurs Commissaires, audit nom, promettent de faire fournir, à l'avenir, par lesdits sieurs Payeurs audit sieur Receveur-Général, les quittances comprables pures & simples, à faute de quoi faire, ne leur sera payée que la partie des rentes seulement, & sera celle de leurs gages retenus jusqu'à ce qu'ils aient fourni lesd. quittances en la forme ci-dessus.

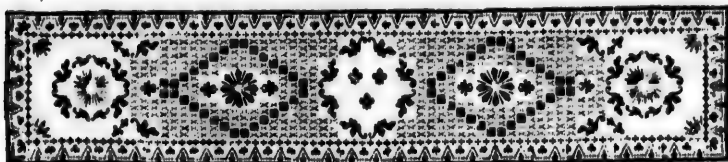
Que lesdits Payeurs des rentes de la Ville bailleront, de six mois en six mois, aux Agents-Généraux du Clergé, un état par eux signé des rentes qui se paient actuellement, & délivreront auxdits Agents des copies dûment collationnées des comptes qu'ils rendront à la Chambre des Comptes, à peine de saisie de leurs gages.

Et encore a promis Sa Majesté auxdits Seigneurs du Clergé, que tous les différends qui se pourroient ci-après mouvoir entre lesdits Seigneurs du Clergé, leur Receveur-Général & les Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, pour le fait du présent Contrat, circonstances & dépendances d'icelui, ne pourront être traités, ni jugés ailleurs qu'au Conseil de Sa Majesté, conformément à l'Arrêt du

Tous lesdits articles & promesses ci-dessus convenus, lesdits Seigneurs du Conseil pour Sa Majesté, & lesdits Seigneurs du Clergé, audit nom, ont promis & promettent garder, entretenir & accomplir de point en point, comme elles sont ci-devant exprimées, sans qu'il y soit aucunement contrevenu, sous l'obligation de tous les biens & revenus de Sa Majesté & desdits Seigneurs du Clergé, qu'ils ont respectivement soumis à toutes Jurisdictions, & à cet effet ont renoncé à tout ce qui pourroit être dit & allégué au contraire. Fait & passé à Versailles, en la Grand'Salle de la Chancellerie, l'an mil sept cent soixante-quinze, le dixième jour de Décembre après-midi, & ont signé la minute des présentes, demeurée à M^o Bronod, l'un des Notaires soussignés.

Signés, MAIGRET & BRONOD

Fin du premier Supplément.



SECOND SUPPLÉMENT.

Cahiers de l'Assemblée-Générale de 1775.

ON a fait observer dans la Préface que les Cahiers sur la Jurisdiction & sur le Temporel, dressés dans la dernière Assemblée-Générale de 1775, n'ayant été réponsus que long-temps après l'impression du dernier Tome de la Collection, n'avoient pu y être insérés, comme l'ont été les précédents; pour suppléer à cette omission, on a cru devoir les porter à la suite de la Table générale.

N^o. I.

Cahier concernant la Jurisdiction.

ARTICLE PREMIER.

État de l'éducation dans le Royaume.

L'ÉDUCATION de la Jeunesse est essentiellement soumise à l'inspection des Supérieurs Ecclésiastiques, par la nature de l'enseignement, dont la Religion & les mœurs forment le principal objet. On ne sauroit disconvenir que les Ecoles ouvertes dans les Eglises & dans les Monastères, n'aient été, pendant plusieurs siècles, les seuls Etablissements publics consacrés à cette partie intéressante de l'administration. C'est le Clergé qui, dans des temps moins éloignés, a jeté les premiers fondemens des Universités. Sans invoquer les anciens monumens de notre Législation, les Ordonnances des deux derniers siècles rendent hommage aux droits de l'Episcopat à cet égard. Il auroit été à souhaiter que le même esprit eût présidé à la rédaction de l'Edit du mois de Février 1763. Le cri général de tous les Ordres de l'Etat, a dénoncé & dénonce encore au Législateur les vices frappants & multipliés de la nouvelle police des Colleges. Vous faites, SIRE, le bonheur de la génération présente, par la douceur & la sagesse de votre Gouvernement : une gloire bien plus grande encore vous est réservée; c'est de préparer la félicité des générations futures, en autorisant un plan d'éducation propre à former de vrais Chrétiens & des Citoyens utiles. Mais nous ne craignons point de le dire, moins par un vain attachement à des distinctions personnelles, que par les grandes vues d'utilité publique qui doivent animer le premier Corps de la Nation. La base fondamentale d'une opération également importante & délicate, est de rendre aux premiers Pasteurs la principale inspection sur les Colleges, & de

Table de la Coll. des P. V.

choisir les Instituteurs parmi les personnes Ecclésiastiques, conformément à la pratique la plus généralement observée; pratique que l'oubli des principes, la décadence des mœurs, l'affoiblissement de la Religion, rend évidemment de la plus indispensable nécessité.

Le Clergé doit être assuré de l'attention que je donnerai toujours à l'enseignement dans mes Etats; cet objet est trop important, pour que je le perde de vue.

ARTICLE II.

Conciles Provinciaux.

Une des plaies les plus profondes faites à la discipline de l'Eglise Gallicane, est incontestablement la cessation des Conciles Provinciaux; objet constant de nos représentations & de nos regrets. Toute l'administration des premiers Pasteurs, leur personne même est soumise au jugement de ces saintes Assemblées, dont la tenue régulière seroit revivre les temps apostoliques qui leur ont donné naissance. C'est dans les Conciles que l'union, si désirable entre les deux Ordres du Clergé, se cimente & s'affermir, que les actes arbitraires sont proscrits & réprouvés, qu'on veille à l'exécution des Canons concernant la résidence, l'emploi des biens d'Eglise, & autres chefs importants de police Ecclésiastique. Quelles alarmes peuvent donc inspirer au Gouvernement, des Assemblées dont l'objet seroit de faire regner de plus en plus dans le Sanctuaire, les vertus qui ont illustré les beaux jours de l'Eglise naissante? VOTRE MAJESTÉ nous a fait l'honneur de nous répondre qu'Elle ne refuseroit point aux Provinces qui pourroient en avoir besoin, la permission de s'assembler. Oserons-nous vous représenter, SIRE, que ce n'est point la célébration extraordinaire & passagère de quelques Conciles Provinciaux, que le Clergé avoit pris la liberté de solliciter? Se

T E T E T

demande avoir pour objet d'obtenir, à toutes les Métropoles du Royaume, la permission de s'assembler en Concile, au moins tous les trois ans, ainsi que le prescrivent expressément, non-seulement les Constitutions Canoniques, mais encore les Ordonnances Civiles, singulièrement l'Article 1^{er} de l'Edit de Melun, l'Article VI de l'Edit du mois de Septembre 1610, & la Déclaration du 16 Août 1646. Plus votre regne s'annonce sous d'heureux auspices, plus nous avons lieu d'espérer qu'il sera l'époque à jamais mémorable du rétablissement des Conciles Provinciaux, & que vous mériterez ainsi le titre le plus digne d'un Roi très-Christien, celui de Restaurateur de la Discipline Ecclésiastique.

Mon respect & mon amour pour la Religion, ne permettent pas au Clergé de douter que je ne donne la permission aux Archevêques d'assembler les Conciles, lorsqu'ils en auront de justes raisons & des motifs légitimes.

ARTICLE III.

Sanctification des Dimanches & Fêtes.

Il n'est point d'établissement plus propre à faire fleurir la foi des Peuples que la pieuse solennité des Dimanches & des Fêtes. Une discipline aussi ancienne que l'Eglise même, si souvent & si fortement recommandée par les saints Décrets, ne pouvoit échapper à l'attention des Princes religieux. On connoit les célèbres Ordonnances émanées à ce sujet de l'Empereur Constantin, du Roi Gontran, de Charlemagne, de saint Louis & de Louis XIV : jamais Loix n'eurent plus besoin de recevoir leur entière exécution, tant la profanation de ces saints jours est portée à un excès scandaleux. C'est en vain qu'on voudroit colorer ces infractions du prétexte spécieux de la trop grande multiplicité des Fêtes ; il est de notoriété publique qu'elles ont été réduites à un très-petit nombre dans presque tous les Diocèses. Le précepte concernant la sanctification des Dimanches, n'est pas d'ailleurs observé avec exactitude & fidélité. Il est digne, SIRE, de votre zèle pour la Religion, de prendre en considération une police si importante : en faisant honorer ces jours spécialement consacrés au Culte divin, vous attirerez sur votre Personne sacrée les bénédictions du Tout-Puissant, source féconde & sûre de la prospérité des Empires.

J'ai donné les ordres les plus précis pour faire observer la sanctification des Dimanches & des Fêtes : je sais combien elle est importante pour la Religion, & je ne cesserai d'y donner tous mes soins.

ARTICLE IV.

Monitoires.

C'est une maxime constante, qu'il n'appartient qu'aux dépositaires de la Puissance spirituelle de décorner des Monitoires & de fulminer des Censures. Il n'est pas moins incontestable que les Ministres de la Religion doivent

concourir au maintien précieux de l'ordre public par la terreur des peines ecclésiastiques ; mais plus ses armes sont redoutables aux yeux de la foi, plus il est nécessaire qu'elles se déploient avec circonspection & réserve. Le sage règlement du Concile de Trente à cet égard ne contient que des défenses déjà consignées dans une multitude de Conciles précédents. Lorsque les Rois, prédécesseurs de VOTRE MAJESTÉ, ont autorisé les Juges & Magistrats à permettre aux Parties de se retirer devant les Supérieurs Ecclésiastiques pour l'obtention des Monitoires, ils n'ont pas suivi une route différente. Aux termes de l'Ordonnance d'Orléans, une semblable permission ne peut être accordée que pour des crimes graves & scandaleux publics. On retrouve la même disposition dans l'Edit de 1695, art. 26. Quelque précis que soit sur cet objet le vœu des deux Puissances, il n'est que trop souvent méconnu, principalement par les Juges inférieurs & subalternes. Non-seulement ils autorisent la voie extraordinaire des Monitoires pour les délits les plus légers, mais, selon eux, le Ministère du Juge d'Eglise devient alors forcé & nécessaire, comme si le glaive de l'excommunication ne reposoit dans la main des premiers Pasteurs, que pour frapper arbitrairement en exécution de leurs Sentences. Il y a déjà long-temps, SIRE, que le Clergé a déferé pour la première fois à la vigilance du Gouvernement une prétention si révoltante & si inexécutable : de nouvelles entreprises nous forcent de demander à VOTRE MAJESTÉ qu'il lui plaise ordonner par une Déclaration, 1^o. que lorsque les Parties se pourvoient devant les Juges Royaux & autres pour être autorisés à prendre la voie des Monitoires, lesdits Juges pourront seulement accorder la permission de les obtenir, sans que dans aucuns cas ils puissent ordonner que lesdites Lettres monitoriales seront expédiées ; 2^o. que conformément aux dispositions canoniques, les Monitoires ne seront décernés par les Archevêques, Evêques & leurs Officiaux que pour des crimes graves & scandaleux publics, avec défenses à tous Juges d'accorder la permission de les obtenir que dans les mêmes cas, & lorsqu'on ne pourra se procurer autrement la preuve des faits qui seront l'objet de la demande ; 3^o. que les crimes graves & scandaleux publics pour lesquels il sera loisible auxdits Juges d'accorder la permission d'obtenir Monitoires, ne seront entendus que de cas dont le Jugement pourroit emporter note d'infamie ou peine afflictive contre ceux qui en seroient convaincus.

Je veillerai à ce que les Tribunaux de mon Royaume se conforment aux dispositions de l'Ordonnance de 1670 & de l'Edit de 1695 sur cette matière.

ARTICLE V.

Connaissance des Vœux de Religion.

Le Vœu est une promesse réfléchie, faite à Dieu d'une bonne œuvre tendante à la perfection. La nature de cette promesse, sa forme & son objet, tout caractérise un engagement spirituel : reçu par l'autorité Ecclésiastique,

c'est à la même autorité qu'il appartient d'en prononcer la nullité. Si la Puissance temporelle a cru devoir attacher quelques effets civils à l'émission du vœu solennel de Religion, il n'est pas moins vrai de dire, ainsi que l'observoit en 1681 M. l'Avocat-Général Talon, que le principal est le lien spirituel & l'obligation de conscience, & l'accessoire est ce qui regarde les effets civils. Ce même Magistrat, après avoir reconnu que les Juges Ecclésiastiques sont en possession de statuer sur le Vœu, soit parce qu'ils ont en eux le fond de la Jurisdiction spirituelle, soit parce qu'ils y ont joint celle que les Souverains leur ont donnée, ajoute ces paroles remarquables : C'est en ces matières, qui sont MIXTÆ FORI, que les Puissances Ecclésiastique & Séculière, qui sont toutes deux souveraines, mais pourtant amies, se rendent des témoignages mutuels de concorde, d'union & de différence l'une pour l'autre, qui sont les sources d'où dérivent la tranquillité publique & la félicité des hommes. Malheur, continue M. Talon, à ceux qui voudroient troubler une paix si nécessaire, & soutenir que la Religion est soumise directement à la Royauté. Un Auteur, qu'on ne soupçonne pas d'avoir voulu trop étendre la Jurisdiction Ecclésiastique, expose avec encore plus de précision, les droits respectifs des deux autorités en cette matière. Rien de plus juste, dit Févret, que de conserver à chacun le sien ; c'est à savoir, au Juge Ecclésiastique la connoissance de la validité ou invalidité du Vœu comme purement spirituel, & aux Juges Séculiers & Souverains de faire droit sur l'abus que le Juge d'Eglise auroit pu commettre en son procédé ou Sentence. Telle est la distinction lumineuse qui a servi de fondement & de base à l'Article 34 de l'Edit du mois d'Avril 1695, Article portant que la connoissance des causes concernant les Vœux de Religion, appartiendra au Juge d'Eglise, avec injonction aux Cours de Parlement de leur en laisser & même de leur en renvoyer la connoissance, sans prendre aucune jurisdiction & connoissance des affaires de cette nature, si ce n'est qu'il y eût appel comme d'abus interjeté en nosdites Cours de quelques Jugements ou procédures faites à ce sujet par les Juges d'Eglise. On voit donc que ce n'est pas précisément l'appel comme d'abus qui donne ouverture à la compétence des Juges séculiers sur le fait du Vœu, mais l'appel comme d'abus de quelques procédures ou Sentences du Tribunal Ecclésiastique. Il n'est donc pas permis à un Religieux, qui veut se faire restituer au siècle, d'interjeter au Parlement un appel comme d'abus, direct & immédiat de l'émission de ses Vœux. Le Parlement de Bordeaux ayant accueilli une procédure de cette nature par Arrêt du 15 Juillet 1723, il intervint au Conseil d'Etat, le 25 Mai 1724, un Arrêt qui cassa & annulla celui du Parlement de Bordeaux, sauf aux Parties à se pourvoir devant l'Official qui devoit en connoître.

Au préjudice de ces maximes & de ces autorités plusieurs des vos Parlements, SIRE, ont prétendu, dans ces dernières années, être en droit de recevoir les appels comme d'abus, directement interjetés par les Religieux réclamant de leurs Professions, sans qu'il fût intervenu préalablement aucune Sentence ou procédure du Juge d'Eglise. Quelques

expressions du nouvel Edit, par lequel la compétence du Grand-Conseil a été fixée, pourroient, contre les intentions connues de VOTRE MAJESTÉ, paroître favoriser ce nouveau système. Nous vous supplions très-humblement de vouloir bien prévenir une interprétation tendante à confondre, à déplacer les bornes sacrées des deux Puissances, & à dépouiller insensiblement les Officialités de la connoissance des matières les plus intimement inhérentes à la Jurisdiction spirituelle, sans aucun avantage réel pour vos Sujets, toujours autorisés à faire réformer par la voie de l'appel comme d'abus les Sentences irrégulières qui pourroient être surprises à la religion des Tribunaux Ecclésiastiques.

Mon intention est de maintenir la Jurisdiction Ecclésiastique dans tous ses droits, sans néanmoins déroger en rien à mon autorité, & j'aurai soin de faire observer à cet égard l'Edit de 1695.

ARTICLE VI.

Jouissance des fruits & maintenue en possession.

Si les Loix ont affecté à chaque titre de Bénéfice une portion fixe & déterminée du temporel de l'Eglise, c'est uniquement en considération du ministère spirituel qui en est dépendant. On ne peut donc, dans les saines maximes, séparer l'office du Bénéfice, la jouissance des fruits, de l'exercice des fonctions. L'application de cette vérité devient encore plus intéressante & plus sensible, quand il s'agit de titres Ecclésiastiques ayant charge d'âmes ; vos Juges, cependant, SIRE, abusant de quelques dispositions de l'Edit du mois d'Avril 1695, envoient provisoirement en possession & jouissance des revenus avec la plus grande facilité. Ils prononcent même la pleine maintenue en faveur des prétendants droits qui ont essuyé un premier refus d'institution canonique, sans les assujettir à faire réformer ce refus dans un certain délai. Une semblable Jurisprudence convertit les Bénéfices à charge d'âmes en Bénéfices simples, & expose plusieurs Paroisses à demeurer longtemps sans Pasteurs, l'Ecclésiastique refusé n'ayant aucun intérêt de parcourir les autres degrés de la Jurisdiction hiérarchique. Le feu Roi, frappé de ces inconvénients, avoit eu la bonté de promettre au Clergé, dès l'année 1723, de prononcer par une Déclaration générale la déchéance de tous droits contre les porteurs de procurations *ad resignandum*, & autres expectants, lesquels ayant essuyé un premier refus, laisseroient écouler l'intervalle de six mois, sans obtenir un titre canonique. C'est cette Déclaration que nous avons l'honneur de solliciter avec les plus vives & les plus respectueuses instances, si VOTRE MAJESTÉ n'aime mieux ordonner que les fruits & revenus des Bénéfices ainsi contentieux seront mis en sequestre, sauf les prélèvements nécessaires pour l'honoraire des Desservants, disposition très-conforme aux règles primitives & fondamentales de l'administration Ecclésiastique.

Je ferai examiner cette matière, afin de faire
T E T E T

connoître mes intentions ; & en attendant , je donnerai mes ordres à mes Procureurs-Généraux pour qu'on n'abuse point des dispositions de l'Edit de 1691.

ARTICLE VII.

Nomination des Bénéfices pendant la vacance d'Abbayes & Prieurés sécularisés.

Par la Déclaration du 30 Août 1735, les Archevêques & Evêques ont été confirmés dans le droit de pourvoir aux Bénéfices de leurs Diocèses pendant la vacance des Abbayes & Prieurés réguliers dont ils dépendent ; droit que le préambule de cette Déclaration, rédigée par M. le Chancelier d'Aguesseau, représente comme le plus conforme à la pureté des Canons, naturellement attaché à l'autorité des Evêques, qui a précédé tous les privilèges accordés aux Religieux, & comme opérant un retour au Droit Commun. Il est manifeste que ces moyens frappent, avec la même énergie, sur les Bénéfices dont la nomination appartient aux Abbayes & Prieurés séculiers ou sécularisés ; mais comme la loi ne fait mention expresse que des Abbayes & Prieurés réguliers, plusieurs Assemblées du Clergé avoient successivement implié le Législateur de vouloir bien étendre la Déclaration du 30 Août 1735, aux premiers de ces établissements, & de tarir ainsi la source des contestations prêtes à s'élever à ce sujet. Le feu Roi voulut bien faire espérer cette justice à l'Assemblée de 1765. Si la même demande est encore rappelée dans le Cahier de 1770, ce n'est que pour rendre de très-humbles actions de grâces à Sa MAJESTÉ, & accélérer l'expédition d'une Déclaration si solennellement promise. VOTRE MAJESTÉ paroit néanmoins disposée à soumettre encore cette affaire à une nouvelle discussion, après l'engagement que votre auguste Aïeul avoit eu la bonté de contracter avec le Clergé. Nous ne pourrions nous défendre de quelque inquiétude, si nous n'étions persuadés que plus vous aurez la bonté de prendre en considération la Déclaration demandée, plus elle vous paroîtra un développement naturel, & comme une conséquence nécessaire de celle du 30 Août 1735. Nous n'ajouterons pas, SIRE, que sa publication intéresse sensiblement l'exercice de la Régale pendant la vacance des Archevêchés & Evêchés. Les grands moyens, tirés de la pureté des règles canoniques, seront toujours décisifs & victorieux auprès de VOTRE MAJESTÉ, indépendamment de toute considération personnelle.

Je me ferai incessamment rendre compte de cet objet, & je ferai connoître mes intentions.

ARTICLE VIII.

Visa des Rescrits de Cour de Rome.

A peine l'Arrêt intervenu au Parlement de Paris le 26 Février 1763, concernant la visite de toutes les Bulles, Brefs & Rescrits de Cour de Rome, eut-il été rendu public, que les Agents-Généraux du Clergé s'empresèrent d'élever la voix contre une servitude nouvelle, onéreuse & sans motifs. De semblables Arrêts donnés par les Parlements de Grenoble & de Toulouse,

exciterent la réclamation de l'Assemblée tenue en 1770 : qu'il nous soit permis d'avoir l'honneur de représenter à VOTRE MAJESTÉ que les Lettres-Patentes expédiées sur le même objet le 8 Mars 1772, présentent, il est vrai, des dispositions moins rigoureuses, mais qui ne peuvent être indifférentes aux Evêques de votre Royaume. Quelque générales que soient les défenses d'exécuter aucunes Bulles & Constitutions avant qu'elles n'aient été revêtues de l'autorisation du Prince, l'intention du feu Roi n'a pu être sans doute de faire dépendre de la formalité des Lettres-Patentes la soumission due par les Fideles aux Bulles dogmatiques, aussi-tôt que les premiers Pasteurs les ont acceptées ; ce seroit mettre à l'enseignement de la Foi de nouvelles entraves également réprouvées par la justice & la piété du Souverain : mais les Lettres-Patentes du 8 Mars 1772 assujettissent expressément à la nécessité de l'homologation les provisions de Bénéfices & autres Rescrits ne concernant que les particuliers, à la réserve des dispenses de mariage. Nous applaudissons, SIRE, à une exception si bien fondée ; mais les provisions de Bénéfices, les Brefs portant dispenses d'irrégularités & autres expéditions ordinaires, ne méritent pas moins de faveur. Il est constant qu'on suit, pour la rédaction de ces actes, des modèles anciens, connus & uniformes. Tous les Arrêts rendus par le Parlement de Paris, antérieurement à celui du 26 Février 1768, avoient en conséquence dispensé ces sortes de Rescrits de la vérification préalable des Magistrats : c'est la disposition précise & littérale des Arrêts de règlement de 1647, de 1703, de 1716, de 1735 & de 1764. Daignez, SIRE, vous faire représenter les Mémoires dressés à ce sujet par l'Assemblée de 1770 & par les Agents-Généraux du Clergé, en 1768 & en 1772 : l'amour de VOTRE MAJESTÉ pour ses Peuples, nous est un sûr garant qu'Elle ne balancera pas à faire revivre l'ancienne police du Royaume ; police si propre à maintenir inviolablement le précieux dépôt de nos Libertés, sans surcharger les Citoyens de formalités inutiles, gênantes & dispendieuses.

Les Lettres-Patentes du 8 Mars 1772 ont été données par le Roi, mon Aïeul, en grande connoissance de cause ; mon intention est d'en maintenir l'exécution.

FAIT & arrêté par le Roi, étant en son Conseil, tenu à Versailles, le quatre Août mil sept cent quatre-vingt. Signé, LOUIS. Et plus bas, AMELOT, avec paraphe.

N^o. II.

Cahier concernant le Temporel.

ARTICLE PREMIER.

Simplification des Procédures concernant les Unions.

NOUS avons eu l'honneur d'exposer à VOTRE MAJESTÉ la triste & déplorable situation de plusieurs de nos Coopérateurs, dont les revenus sont au-dessous de la nouvelle

Portion congrue de cinq cents livres, malgré les abandons qui leur ont été faits, en conséquence de l'Edit du mois de Mai 1768. Le seul moyen de pourvoir à la dotation des Cures indigentes, est incontestablement la voie des Unions, ainsi qu'elle est tracée & prescrite par l'Article 16 du même Edit : mais les difficultés, toujours multipliées & souvent insurmontables de ces sortes de Procédures, enchaînent nécessairement le zèle & la bonne volonté des Prélats. VOTRE MAJESTÉ, sensible à nos justes représentations, a bien voulu annoncer des dispositions les plus favorables, pour rendre, dans cette espèce particulière, les formes des Unions moins compliquées & moins dispendieuses. Une première Déclaration pourroit ordonner :

1^o. Que toutes les Parties intéressées seront tenues de s'expliquer d'une manière précise & catégorique, sur leur opposition ou consentement au moment de leur comparution, & de déclarer, dans un délai marqué, à compter du jour que la signification leur sera faite du décret, si elles entendent y acquiescer, ou en appeler par appel simple ou comme d'abus.

2^o. Que, conformément à l'ancienne Discipline encore observée dans plusieurs parties du Royaume, les Archevêques & Evêques pourront statuer sur les oppositions, sans être obligés d'en renvoyer la connaissance & le jugement pardevant leurs Officialités.

3^o. Que les oppositions n'arrêteront point le cours de l'instruction préparatoire, & que même les appels comme d'abus interjetés en cette matière, n'auroient aucun effet suspensif ; mais que la décision en sera jointe & renvoyée à l'instance, sur l'enregistrement des Lettres-Patentes confirmatives du décret.

4^o. Que la nouvelle enquête de *commodo & incommodo*, ordonnée par quelques Parlements avant l'enregistrement des Lettres-Patentes, cessera d'avoir lieu, sauf, pour éclairer la religion des Magistrats, à joindre aux dites Lettres-Patentes, ou au décret, une copie en forme de toute la Procédure faite par les Supérieurs Ecclésiastiques.

5^o. Que les différents décrets d'Unions, intervenus dans un même Diocèse, pourront être cumulés sous les mêmes Lettres-Patentes & le même Arrêt d'enregistrement.

Mon intention est toujours, ainsi que je l'ai déclaré dans ma réponse aux Cahiers de 1770, que les Cures & Vicaires perpétuels jouissent au moins du revenu de cinq cents livres. Lorsque les Ordinaires m'auront fait connaître ceux dont le revenu sera inférieur à cette somme, je favoriserai volontiers les Unions, lorsqu'elles seront nécessaires. A l'égard des moyens d'en simplifier les formalités, je donnerai les ordres convenables, suivant les circonstances, pour que les Ordonnances soient exactement observées, & que l'on n'abuse point de leurs dispositions, pour multiplier, sans nécessité, les Procédures & les frais.

ARTICLE II.

Aliénation des biens Ecclésiastiques.

Les Loix Canoniques, dont les Ordonnan-

ces du Royaume ont adopté les sages dispositions, n'admettent d'autre exception à la règle qui défend l'aliénation des biens ecclésiastiques, que la nécessité ou la grande utilité de l'Eglise même. On a vu néanmoins, sur tout dans ces derniers temps, des Bénéficiaires, ou Communautés Ecclésiastiques, qui, trompés par des personnes avides, ou plus attachées à leur intérêt personnel, qu'à celui de leurs Bénéfices, en ont aliéné les biens, sans le consentement des Evêques Diocésains, & sous des rentes en argent, si modiques, qu'il en a résulté des lésions énormes pour l'Eglise : d'autres cherchant à couvrir leur collusion avec les acquéreurs de ces biens, à l'ombre des formes prescrites par les Loix pour constater l'utilité des aliénations, en ont augmenté le préjudice, parce qu'ils ont privé leurs successeurs des moyens de retour, ou les ont rendus très-difficiles. Les conséquences de cet abus sont d'autant plus affligeantes pour le Clergé, qu'il est dans l'impuissance où il est d'acquiescer de nouveaux biens depuis l'Edit de 1749, il verroit par là dissiper sans ressource les monuments de la piété de nos Souverains, le patrimoine des Pauvres, & tarir peu à peu la source des secours abondants qu'il a toujours offerts avec empressement pour les besoins de l'Etat.

Le Clergé supplie VOTRE MAJESTÉ de donner une Déclaration, qui, sans déroger aux formalités prescrites par les Loix du Royaume, pour les aliénations des biens d'Eglise, les rende plus rares à l'avenir, en rappelant l'exacte observation des formes anciennement prescrites pour en constater la nécessité, ou l'utilité évidente.

D'ordonner, en conséquence, qu'aucuns Bénéficiaires, Communautés Ecclésiastiques, séculières ou régulières, même ceux qui se prétendent exempts de la Jurisdiction ordinaire, ne pourront vendre, échanger, bailler à rente perpétuelle, même par baux emphytéotiques pour plus de vingt-sept ans, ou aliéner, de quelque autre manière que ce soit, des biens dépendants de leurs Bénéfices ou Communautés, sans que la nécessité ou l'utilité de l'aliénation soit prouvée par une information faite sur les lieux par l'Evêque Diocésain, ou de son autorité.

De statuer que les rentes & les redevances stipulées par les Contrats d'aliénation des fonds de terre, seront toujours en denrées, qui en font la représentation la plus naturelle.

De révoquer la disposition de la Déclaration du 26 Mai 1774, qui porte, que les biens ecclésiastiques donnés à rente, ne pourront, en cas de déguerpissement & d'abandon, être donnés à rente de nouveau, que sur le pied du prix de l'ancienne rente, & d'autoriser, en conséquence, les possesseurs Ecclésiastiques, lorsque les biens anciennement donnés à rente, rentreront dans leurs mains, à les donner à une nouvelle rente, sur le pied de la valeur actuelle.

De déclarer enfin, que les Bénéficiaires & Communautés réputés mineurs par les Loix du Royaume, leur seront parfaitement assimilés, en ce qui concerne l'aliénation de leurs biens, & qu'ils jouiront, à cet égard, des mêmes privilèges.

Je ne suis point dans l'intention de rien changer aux dispositions de l'Edit du mois d'Août 1749; mais j'aurai soin de conserver les Bénéficiaires & les Communautés Ecclésiastiques de mon Royaume, dans la possession de leurs biens.

A l'égard de la Déclaration du 16 Mai 1774, je me la ferai représenter, & je ferai connaître mes intentions.

ARTICLE III.

Edit du mois d'Août 1749.

L'Assemblée du Clergé tenue en 1770, eut devoir porter ses plaintes aux pieds du Trône contre l'interprétation nouvellement donnée par le Parlement de Bordeaux aux articles 1 & 13 de l'Edit du mois d'Août 1749, interprétation tendante à faire déclarer nuls par le seul défaut de Lettres - Patentes, d'anciens titres de Bénéfices & même de simples fondations qui subsistoient paisiblement avant la publication de cette dernière Ordonnance. Il faudroit sans doute la disposition la plus expresse & la plus impérative pour donner cet effet rétroactif à une loi de rigueur. Or, si l'Edit de 1749 prononce en termes exprès la nullité des fondations de Monastères, Colleges & Communautés dont l'établissement postérieur à l'époque célèbre de 1636 n'a pas été revêtu de l'autorisation du Prince, il n'en est pas ainsi des simples titres de Bénéfices. Le Législateur défend, il est vrai, d'en ériger dans la suite sans avoir préalablement obtenu de Lettres - Patentes; mais la clause irritante & prohibitive ne s'étend pas sur ceux qui existoient antérieurement à la publication de l'Edit. Quand même on supposeroit du doute & de l'incertitude à ce sujet dans l'ensemble des dispositions de la nouvelle Loi, les vues religieuses & bienfaisantes qui président à l'administration de VOTRE MAJESTÉ, nous exciteroient, SIRE, à demander avec la plus respectueuse confiance qu'il vous plût valider, en tant que de besoin, les établissements ayant une existence publique & paisible avant les premières défenses consignées dans l'Edit de 1749. Permettez-nous d'ajouter, SIRE, qu'il devient d'autant plus instant de mettre un terme à la Jurisprudence destructive du Parlement de Bordeaux, que cette Cour envoie les héritiers des Patrons en possession des biens légués à l'Eglise par leurs ancêtres, & que les fondations les plus respectables & les plus privilégiées sont, par ce moyen, universellement exposées à des recherches odieuses & intéressées.

Mon intention est de maintenir l'exécution de l'Edit du mois d'Août 1749: cet Edit a été donné par le Roi, mon Aïeul, après l'examen le plus réfléchi & la plus mûre délibération: si cependant on abusoit de ses dispositions, je recevrai les représentations du Clergé sur les abus particuliers, dont il m'avertira, & j'y remédierai.

ARTICLE IV.

Droit de Minage.

L'Arrêt du Conseil de VOTRE MAJESTÉ, rendu le 13 Août 1775, ordonne que tous

les propriétaires des droits qui se lèvent sur les grains dans les Halles & Marchés, seront tenus de représenter, dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication dudit Arrêt, les titres en vertu desquels ils perçoivent lesdits droits. Nous prenons la liberté de représenter à VOTRE MAJESTÉ, que si cette disposition est entendue des titres d'établissements primordiaux ou constitutifs, plusieurs Corps & Particuliers Ecclésiastiques seront par cela seul dépouillés des droits dont la possession la plus ancienne & la plus respectable leur assure la jouissance: il est de notoriété publique & reconnue par les Rois, vos Prédécesseurs, que la plupart des Corps & Particuliers Ecclésiastiques ont perdu leurs titres anciens dans les troubles des guerres civiles. Ils sont donc dans l'impossibilité de les représenter; mais ils y suppléent par des titres & actes de possession qui sont réputés, dans tous les Tribunaux du Royaume, équivalents à des titres constitutifs. L'article 49 de l'Edit de 1695 consacre ce principe: il enjoint aux Cours & Juges de maintenir les Ecclésiastiques dans tous leurs droits, biens, dîmes, justice & toutes autres choses appartenantes à leurs Bénéfices, quand même ils ne rapporteroient que des titres & preuves de possession.

Nous supplions donc VOTRE MAJESTÉ de vouloir bien ordonner que relativement à ce qui est prescrit par l'Arrêt de votre Conseil du 13 Août dernier, la représentation des titres & actes de possession aura la même valeur & le même effet que la représentation des titres constitutifs.

VOTRE MAJESTÉ annonce dans le préambule du même Arrêt, qu'Elle accordera des indemnités à ceux des propriétaires des droits sur les grains dont les titres seront jugés légitimes; VOTRE MAJESTÉ n'indique, ni la forme, ni la proportion dans laquelle ces indemnités seront déterminées, & notre juste confiance dans l'équité de VOTRE MAJESTÉ, éloigne de nous toute inquiétude à cet égard: mais qu'il nous soit permis de vous représenter qu'il ne seroit pas juste d'obliger les Corps & Particuliers Ecclésiastiques de suivre, pour le placement des sommes qui leur seroient données en indemnités, les dispositions de l'Edit de 1749. Nous supplions donc VOTRE MAJESTÉ de permettre que les sommes payées aux Corps & Particuliers Ecclésiastiques en indemnités des droits qu'ils perçoivent sur les grains, puissent être employées par eux en acquisitions de biens-fonds ou autres droits réels, lesquelles acquisitions seront affranchies de tous droits de contrôle, centième denier, amortissement, indemnité & autres quelconques.

Nous prenons aussi la liberté de supplier VOTRE MAJESTÉ d'ordonner que la perception des droits qui sera autorisée & continuée en exécution des formes prescrites par l'Arrêt de votre Conseil, ne pourra en aucun cas être interrompue & cesser que par le paiement réel & définitif de la somme qui aura été accordée en indemnité.

Le Roi maintiendra toujours les Ecclésiastiques dans les droits & biens appartenants à leurs Bénéfices, conformément à l'article 49 de l'Edit

de 1693 ; & en ce qui concerne les droits de minage, la vérification continuera d'en être faite sur la justification d'une possession ancienne & non interrompue, à défaut des titres primordiaux & constitutifs desdits droits.

Le travail ordonné par Sa Majesté sur les droits de minage, ne conduisant habituellement à la suppression d'aucun droit justifié par des titres suffisants : au surplus, si Sa Majesté juge à propos d'ordonner par des vues supérieures de bien public, la suppression de quelques droits de minage appartenants à des Bénéfices, elle pourvoira, suivant les circonstances particulières & de la manière que la justice lui inspirera, aux indemnités nécessaires, pour que lesdits Bénéfices n'en ressentent aucun préjudice.

Les droits qui auront été reconnus légitimes, continueront d'être perçus nonobstant la suppression ordonnée, lorsqu'il y aura lieu, jusqu'au paiement effectif de l'indemnité, dans le cas où elle sera payable en un seul terme ; & dans le cas où Sa Majesté jugera à propos d'assigner plusieurs termes de ladite indemnité, les droits seront perçus en nature jusqu'à l'exécution du premier paiement seulement, & seront ensuite remplacés par les intérêts des paiements restants, lesquels courront jusqu'au jour de chaque paiement, & ne cesseront que par l'entier & parfait paiement de ladite indemnité.

ARTICLE V.

Dons-Gratuits des Villes perçus en argent.

Nous avons exposé à VOTRE MAJESTÉ les injustes prétentions de plusieurs Villes & Communautés du Royaume, qui veulent assujettir les Ecclésiastiques à payer une imposition par tête en deniers, pour l'acquisition des Dons-Gratuits des Villes. VOTRE MAJESTÉ nous a répondu que dans les cas où ces Dons-Gratuits seroient perçus en denrées, elle maintiendrait l'exemption des denrées provenant du cru des biens-fonds des Ecclésiastiques, & employées pour leur consommation. Nous devons représenter à VOTRE MAJESTÉ qu'Elle ne prononce rien sur le véritable objet de nos représentations, & que son silence même nous donne de justes inquiétudes sur l'exemption des Ecclésiastiques, dans les Villes où ces Dons-Gratuits sont acquittés par une imposition en deniers ; il semble que dans cette dernière supposition le Clergé reste sans privilège, & que VOTRE MAJESTÉ laisse aux Villes & aux Communautés le pouvoir de confondre les Ecclésiastiques avec les autres habitants dans le rôle d'une imposition générale. SIRE, le Clergé de France n'a jamais eu d'autre tribut à payer à ses Souverains, que celui de ses Dons libres & volontaires. C'est un privilège de sa constitution, qu'il a toujours conservé jusqu'ici, de ne pouvoir être imposé sans son consentement aux charges de l'Etat. Ce privilège a sans cesse été confirmé par les Edits & Déclarations des Rois vos prédécesseurs ; il est consigné dans tous les Contrats passés entre eux & le Clergé. Nous avons remis sous vos yeux des décisions & des Jugemens du Conseil en différentes circonstances, qui deviennent des preuves respectables des immunités dont le Clergé du Royaume a joui dans tous les temps, & nous avons à

réclamer, par rapport aux Dons-Gratuits des Villes, des titres particuliers qui maintiennent l'exercice des anciens privilèges.

L'Edit du mois d'Août de 1758, avoit assujéti nommément les Ecclésiastiques, Communautés séculières & régulières, à l'exception seulement des Hôtels-Dieu, aux nouveaux Dons-Gratuits des Villes. L'Assemblée du Clergé ne put voir, sans alarmes, une telle atteinte portée aux immunités Ecclésiastiques. Elle en prévint l'effet par ses représentations, & ne mit point de bornes à ses sacrifices. Elle offrit un Don-Gratuit extraordinaire pour subvenir aux besoins de l'Etat, & elle obtint des Lettres-Patentes qui mirent tous les Ecclésiastiques à l'abri du Don-Gratuit des Villes.

Tels sont les termes de ces Lettres-Patentes, qu'en considération des secours extraordinaires du Clergé de France, elles exceptent expressément de l'exécution de l'Edit du mois d'Août 1758, les Ecclésiastiques, les Communautés Religieuses séculières & régulières, & généralement tous ceux qui font partie du Clergé de France ; & c'est pour assurer l'exécution de l'Arrêt, portant cette exception, qu'elles ordonnent que les Ecclésiastiques ne puissent être assujettis aux droits établis sur les denrées provenant du cru de leurs Bénéfices, & employées à leur consommation ; ils ne doivent donc pas l'être davantage aux droits perçus en argent & par tête pour l'exécution d'un Edit dans lequel ils étoient nommément compris, & dont ils sont nommément exceptés ; ce n'est pas seulement de l'imposition sur les denrées, c'est de l'imposition établie en vertu de l'Edit du mois d'Août 1758, c'est du Don-Gratuit des Villes qu'ils sont affranchis.

Si les règles établies dans ces Lettres-Patentes pour l'exercice des privilèges du Clergé, ont pour objet les droits perçus sur les denrées, c'est que l'Edit de 1758 ordonnoit une imposition par octrois, & que la perception par tête n'étoit établie dans aucune Ville du Royaume. Le changement dans la perception peut exiger des précautions différentes, & ne peut pas détruire le privilège. Nous attendons, SIRE, de votre justice, une décision conforme aux Lettres-Patentes de 1758, aux clauses du Contrat que VOTRE MAJESTÉ vient de renouveler avec le Clergé de son Royaume, & aux principes des immunités Ecclésiastiques.

Le Clergé doit continuer de contribuer dans les proportions suivies jusqu'à présent, aux répartitions qui seront faites dans les lieux où les droits réservés sont abonnés.

ARTICLE VI.

Dons-Gratuits des Villes établis sur les denrées.

Par les Lettres-Patentes du 3 Décembre 1758, les Bénéficiers, Corps & Communautés Ecclésiastiques, faisant partie du Clergé de France, ont été déclarés exempts de toute contribution au Don-Gratuit des Villes, pour les denrées provenant de leur cru, & employées à leur consommation. Une semblable disposition frappe évidemment, 1^o. sur la portion de fruits que les Ecclésiastiques se réservent pour leur consommation, par une

clause expresse des baux de leurs Bénéfices ; 2^o. sur le produit des domaines donnés à moitié fruits, forme d'exploitation la plus usitée dans différentes Provinces de votre Royaume. Le concours des deux conditions requises par les Lettres-Patentes, ne permet pas de méconnoître l'affranchissement & l'exemption de ces sortes de denrées. Nous sommes néanmoins informés que les Régisseurs du Don-Gratuit des Villes prétendent, dans une instruction adressée à leurs Commis & Préposés, borner l'application du privilège aux seuls fonds que les Bénéficiers exploitent, & font valoir par leurs propres mains. Il est digne, SIRE, de la protection & de la justice que vous accordez au Clergé, de proscrire dans sa naissance une innovation non moins contraire à l'esprit qu'au texte des Lettres-Patentes du 3 Décembre 1758.

Le Clergé ne doit jouir de l'exemption qu'en remplissant les formalités prescrites par les Réglements : cette exemption ne pourra s'étendre qu'aux seules denrées du cru du Bénéfice que les Ecclésiastiques font valoir par leurs mains, à celles de leurs Domestiques, & seulement pour ce qui en est destiné à leur consommation personnelle ; & ce qui en reviendrait au Bénéficiaire comme une portion de fruits retenus par une clause expresse du bail, même sur le produit des domaines donnés à moitié fruits, continuera d'être assujéti au paiement des droits.

ARTICLE VII.

Franc-Fief.

Quand nous avons présenté à VOTRE MAJESTÉ le Mémoire sur les infractions des Contrats passés entre le Clergé & les Rois vos Prédécesseurs, elle a reconnu les titres de l'exemption du droit de Franc-fief, accordée aux Ecclésiastiques constitués dans les Ordres sacrés, pour les Fiefs possédés par eux en propriété. Elle a reconnu que les Fiefs qu'ils possèdent par acquisition ou par donation, formant une propriété véritable, ainsi que ceux qui leur sont transmis par héritage ou par succession, doivent participer au même privilège. Elle a daigné nous assurer que les Arrêts qui pouvoient être opposés à l'exécution d'une clause aussi peu susceptible d'équivoque & d'incertitude, n'avoient d'autre motif que la crainte des fraudes & des contraventions : cette crainte ne suffit pas sans doute à justifier le principe établi par ces Arrêts, & la révocation d'un privilège expressément renouvelé depuis plus d'un siècle par tous les Contrats passés entre le Clergé de France & les Rois vos Prédécesseurs. Elle ne suffit pas pour détruire cette suite de loix & de décisions, rendues avant & depuis que cette clause est insérée dans ces Contrats, & qui confirment d'une manière claire & précise le privilège du Clergé. Elle ne suffit pas pour dépouiller le premier Ordre du Royaume de l'avantage d'être assimilé au Corps de la Noblesse ; avantage dont il a joui dans tous les temps, & qui se trouve consigné spécialement dans les Lettres-Patentes de 1619, 1624, 1626, 1627, enregistrées au Parlement & à la Cour

des Aides. VOTRE MAJESTÉ voudra bien se faire rendre compte des précautions qui pourroient empêcher les fraudes, non pour nous refuser dans le cas où les précautions seroient jugées insuffisantes, la justice que VOTRE MAJESTÉ aime à rendre à tous les Sujets ; mais pour concilier, autant qu'il lui sera possible, les intérêts de ses domaines avec l'exercice des privilèges dont elle a bien voulu confirmer elle-même les titres par le renouvellement de nos Contrats. En réclamant la faveur que les privilèges du Clergé doivent assurer aux Ecclésiastiques, nous sommes loin de vouloir donner des prétextes, & préparer des ressources aux contraventions ; nous désirons vivement qu'elles soient prévenues ou réprimées, & nous sommes animés par les motifs les plus dignes d'exercer notre zèle, l'honneur de l'Ordre Ecclésiastique & le bien du service de VOTRE MAJESTÉ.

Le Roi s'est expliqué sur cet objet par l'Arrêt donné en son Conseil le 27 Janvier 1777.

ARTICLE VIII.

Droit de Gros sur les Vins.

Il n'est point de privilège mieux établi sur le fait des Aides, que l'exemption du droit de gros en faveur des Ecclésiastiques, pour la vente du vin du cru de leurs Bénéfices. Les Ecclésiastiques, dans les Pays non sujets aux droits de gros, joignent au privilège naturel de leur ordre, celui de l'exemption territoriale. La réunion de ces deux titres d'exemption peut-elle devenir une raison pour priver de l'effet du privilège des vins transportés & vendus hors des limites du territoire exempt ? Si la perception des droits forme un produit considérable dans les Fermes de VOTRE MAJESTÉ, ce produit même devient la juste mesure des dommages qui doivent résulter pour les Ecclésiastiques de la perte de leur privilège. Les préjudices qu'ils éprouvent, ne peuvent pas devenir plus légitimes, à mesure qu'ils sont plus considérables, & la crainte des fraudes, en excitant la juste vigilance du Gouvernement, ne peut pas sans doute entraîner la révocation d'un ancien droit du Clergé solennellement reconnu.

S'il étoit vrai que le privilège du Bénéficiaire ne pût pas être communiqué à l'acquéreur, il semble qu'il faudroit, par une suite nécessaire, que la charge imposée sur l'acquéreur, ne retombât point sur le Bénéficiaire ; mais il est dans la nature de ce commerce, comme de tout autre genre de commerce, que le prix de la denrée diminue en même raison que les droits sur la denrée augmentent. Le privilège du Clergé & l'avantage des Possesseurs Ecclésiastiques consiste essentiellement à vendre en gros le vin du cru des Bénéfices, sans payer aucun droit de gros & d'augmentation. Le Clergé supplie VOTRE MAJESTÉ d'ordonner que les vins provenant du cru des Bénéfices, & sortant des Pays exempts, ne soient assujéti à aucun droit de gros, en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce soit.

Il ne doit être apporté aucun changement à ce qui se pratique à cet égard.

ARTICLE IX.

Milices & Soldats Provinciaux.

Quelque constante que soit en faveur des personnes Ecclésiastiques l'exemption de tirer à la milice, l'Ordonnance donnée à ce sujet le premier Décembre 1774, paroit avoir voulu resserrer l'étendue du privilège, en ne comprenant dans la classe des exempts les Desservants d'Eglise, qu'autant qu'ils auroient été tonsurés trois mois avant l'indiction de chaque levée particulière. Si la même clause avoit été précédemment insérée dans les Ordonnances de 1765 & de 1773, les Ministres chargés alors du département de la Guerre, s'empresserent d'écrire aux Commissaires départis dans les Généralités, sur les représentations des Agents du Clergé, que tous les Ecclésiastiques devoient indistinctement participer à l'exemption, sans s'attacher au temps de la Tonsure. Vous ne souffrirez pas, SIRE, que les Ministres de la Religion soient traités avec moins de faveur sous l'heureux Gouvernement de VOTRE MAJESTÉ. On ne pourroit exécuter la modification appoquée dans l'Ordonnance du premier Décembre 1774, sans confondre les limites si sagement posées par nos peres entre le Service Militaire & celui des Autels, sans détourner de l'état Ecclésiastique plusieurs sujets, dans un siècle où la disette des Prêtres n'est que trop sensible, & sans faire entendre, par une supposition non moins fautive qu'injurieuse au Corps Episcopal, que la Tonsure est souvent donnée avec légèreté & précipitation en fraude du tirage.

Qu'il nous soit permis de réclamer en même temps l'affranchissement de la milice en faveur des Chantres, Musiciens & Organistes des Eglises Cathédrales & Collégiales : ils sont Officiers d'Eglise, & même Officiers nécessaires pour la célébration du Service divin & la solennité du culte public ; leur remplacement par d'autres Habitants est toujours difficile, & souvent impossible. Tels sont les motifs de la décharge qui leur avoit été accordée jusqu'à présent ; mais comme nous sommes bien éloignés de vouloir favoriser les fraudes par l'obtention d'une semblable grace, VOTRE MAJESTÉ est très-humblement suppliée d'ordonner que lesdits Chantres & Musiciens ne pourront exciper du privilège, qu'autant qu'ils n'exécderont pas le nombre ordinaire & accoutumé.

Le Roi, par son Ordonnance du premier Décembre 1774, prescrit que toutes les dispositions qu'elle contient, seront ponctuellement & exactement suivies, & pour cet effet déroge à toutes Ordonnances, Edits, Arrêts, Déclarations & décisions précédemment rendus au sujet des milices.

Pour ce qui concerne la Tonsure, cette Ordonnance du premier Décembre 1774 prescrit, titre 3, article 4, que les Desservants des Eglises, tonsurés au moins trois mois avant la publication de l'Ordonnance qui sera rendue pour

Table de la Coll. des P. V.

la levée qui doit se faire chaque année, seront exempts.

Cette disposition, qui est consignée même dans l'Ordonnance de 1765, s'exécute depuis six ans.

Quand Sa Majesté a rappelé cette disposition en 1774, Elle n'avoit point en vue de faire entendre au Corps Episcopal qu'il donnoit la Tonsure en fraude du tirage ; la candeur de ce Corps lui est trop connue, pour que dans aucune occasion Elle puisse le soupçonner de se prêter à des abus contraires au bien de son service : mais Sa Majesté n'avoit pas la même idée des peres de familles, qui faussent toutes les occasions qui leur sont présentées pour soustraire leurs enfants au tirage, & qui, au moyen de la Tonsure, auroient eu le temps, comme l'expérience le prouve, de préparer à leurs fils un établissement qui les rédimât de cette imposition.

Si l'on veut bien faire attention au temps fixé, qui est de trois mois, on sentira combien le Roi a d'égard pour le Corps Ecclésiastique : un homme n'est admis au tirage qu'à 18 ans accomplis ; à cet âge, il a dû donner, si sa vocation est sincère, des preuves de son goût pour le service des Autels, & la famille n'a pas dû attendre 18 ans moins trois mois pour le présenter à la Tonsure.

ARTICLE X.

Sureté des deniers provenant des coupes des Bois Ecclésiastiques.

L'Ordonnance des Eaux & Forêts avoit déterminé, par l'Article 8 du titre 24, que les Adjudicataires des bois des Ecclésiastiques & Communautés séculières & régulières consigneroient le montant de leurs adjudications dans les mains d'un notable Bourgeois commis par le Grand-Maitre, sous la nomination des Ecclésiastiques & Communautés, pour être, le prix desdits Bois, payé aux Entrepreneurs, lesquels ne seroient déchargés des réparations qu'après avoir fait recevoir leurs ouvrages par l'avis de gens à ce connoissants.

L'objet de Louis XIV, en adoptant ces sages dispositions, fut de s'assurer que les deniers provenant des ventes de Bois des Bénéfices & des Communautés seroient employés aux objets pour lesquels les ventes étoient autorisées.

Ces vues ne parurent pas contredites par les Edits de Mars 1708 & Juiller 1715, qui changerent la forme ancienne, en ordonnant de consigner à l'avenir le prix des adjudications entre les mains des Receveurs-Généraux des Domaines & Bois. Le seul préjudice que parurent alors en souffrir les Ecclésiastiques, fut la taxation d'un sol pour livre accordée à ces nouveaux Dépositaires sur leur recette ; mais on a découvert depuis que ce changement avoit eu d'autres suites fâcheuses, qu'il importoit de mettre sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ.

Les Receveurs-Généraux des Domaines & Bois ne sont gênés par aucune règle dans la garde des fonds qui leur sont confiés. Il en est résulté des banqueroutes d'autant plus accablantes, qu'elles n'ont laissé aux Créanciers aucun recours à exercer.

Uuuuuu

Il y a eu deux de ces banqueroures en particulier, dont l'une de deux cents mille livres, & l'autre de quatre cents quatre-vingt mille livres, dans lesquelles divers Bénéficiers ont perdu deux cents cinquante mille livres; le surplus appartenoit à des Paroisses de campagne. Ni les uns, ni les autres n'ont entrepris de demander justice, par l'impossibilité de faire valoir leurs droits, ou pour ne pas ajouter à leurs pertes des frais inutiles.

Le Clergé se flatte que le seul exposé de cet abus fournira à VOTRE MAJESTÉ des motifs suffisants de le réprimer. Il semble qu'un moyen très-efficace seroit d'obliger les Receveurs-Généraux des Domaines & Bois, de fournir caution & certificateur de caution. VOTRE MAJESTÉ pourroit aussi établir en faveur des deniers du Clergé, une concurrence avec les siens propres sur le prix des offices : ou si ces vues présentoient des inconvénients dans la pratique, le Clergé s'en rapporte avec confiance aux moyens que la sagesse de VOTRE MAJESTÉ lui suggérera, pour empêcher que des précautions prises pour la conservation des biens de l'Eglise, ne deviennent un moyen de l'en dépouiller.

Par l'Article 13 de l'Edit du mois d'Août 1777, SA MAJESTÉ a pourvu à la sûreté du prix des Bois des Ecclésiastiques.

ARTICLE XI.

Pensions dotalles des Religieux & Religieuses.

Il est certain, aux termes des Articles 1 & 3 de la Déclaration de 1708, que les droits

d'Insinuation laïque & de Centieme Denier, ne sont pas exigibles pour les biens donnés en ligne directe par Contrat de mariage. Les donations faites par les ascendants, pour tenir lieu de dot en cas de Profession solennelle dans l'Ordre Monastique, ne paroissent pas moins privilégiées; leur objet étant également d'assurer aux enfants un établissement solide & durable. Le Clergé prend la liberté de demander à VOTRE MAJESTÉ l'exemption des droits d'Insinuation & de Centieme Denier, pour les constitutions de dots faites en faveur des Religieux & Religieuses, par les peres & meres & autres ascendants. Une disposition si conforme à l'esprit des anciens Réglemens, rendra moins dure & moins onéreuse l'exécution du nouvel Arrêt du Conseil, du 14 Septembre 1773; Arrêt qui a détruit les justes espérances qu'avoit fait concevoir aux Communautés Religieuses de votre Royaume, le suris prononcé par le Règlement du 3 Mars 1739.

Les seules donations en ligne directe, par Contrats de mariage ou par Testaments, ayant joui jusqu'ici de l'exemption des droits d'Insinuation & de Centieme Denier, & ces droits ayant toujours été payés pour raison des donations faites en faveur de Profession Religieuse, ou pour cause de dotation, SA MAJESTÉ a jugé convenable de ne rien innover à la règle & aux principes établis sur cet objet.

Fait & arrêté par le Roi, étant en son Conseil, tenu à Versailles, le quatre Août mil sept cent quatre-vingt. Signé, LOUIS; et plus bas, AMELOT.

Fin du second Supplément.

de Centieme Denier, pour les biens donnés en contrat de mariage. Les descendants, pour tenir Profession solennelle, ne paroissent pas, l'objet étant également un établissement solide, tendant la liberté de disposer l'exemption des Centieme Denier, des dots faites en faveur des veufes, par les peres & mères. Une disposition contraire aux anciens Réglemens, qui n'ont point onéreux l'exécution du Conseil, du 14 Septembre, a détruit les justes perceptions aux Comptes de votre Royaume, le Règlement du 3

en ligne directe, par Testaments, ayant droit de Centieme Denier, & ces droits pour raison des donations Religieuses, en, SA MAJESTÉ a bien voulu innover à la règle sur cet objet.

Roi, étant en son Conseil, le quatre Août 1763. Signé, LOUIS;